



Fr. Doc. 256.2

Harvard College Library



FROM THE FUND BEQUEATHED

BY

CHARLES SUMNER

(Class of 1836)

SENATOR FROM MASSACHUSETTS

"For books relating to Politics and Fine Arts."



ARCHIVES

**PARLEMENTAIRES**



IMPRESSE ADMINISTRATIVE DE PAUL DUPONT  
Rue de la Liberté-Saint-Michel 45, à Paris

ARCHIVES  
**PARLEMENTAIRES**

REVUES PAR

MM. J. MAVIDAL ET E. LAURENT

BOUS-ÉCRIVAINS AU CORPS LÉGISLATIF

---

RECUEIL COMPLET  
DES DÉBATS LÉGISLATIFS ET POLITIQUES  
DES  
CHAMBRES FRANÇAISES  
DE  
1800 à 1860

FAISANT SUITE À LA REIMPRESSION DE L'ANCIEN MONITEUR  
ET COMPLETANT CE CRISTE JOURNAL DE NOUVEAUX DOCUMENTS

---

TOME VI

Première Partie. — Du 16 ventôse an XII (7 mars 1804)

COMPRENANT LE PROJET DU CODE CIVIL DE L'AN VIII  
ET LES OBSERVATIONS DES TRIBUNAUX D'APPEL SUR LE PROJET.



PARIS

LIBRAIRIE ADMINISTRATIVE DE PAUL DUPONT,  
RUE DE GRENNELLE SAINT-HYONNE, 45.

1865

Fr Dec 25. 6.2

(MAY 24 1910  
LIBRARY)

Summer fruit







société. Les institutions destinées à propager les sciences, à faire passer dans les esprits les idées de la génération qui les possède à la génération qui doit les recueillir, sont également établies chez tous les peuples civilisés.

Le génie qui préside aux destinées de la France et qui a connu aussi profondément les besoins que les ressources, a compté parmi les glorieux travaux de ses veilles le rétablissement de toutes les institutions scientifiques que des temps malheureux avaient anéanties; il a voulu des institutions plus fortes que celles auxquelles elles succéderaient. Dans les réformes que la République lui devra, tout ne ressentira des vues sublimes qui dirigent son administration; tout prendra le grand caractère qui appartient à ses principes.

Deux des or sont point encore écoulés depuis qu'à trois tribuns français aux législateurs les bases du rétablissement des études et le plan des lycées; et déjà ces études sont en activité et commencent à montrer les premières fleurs d'une promesse. Près de deux mille enfants choisis parmi les plus studieux, ou dans les familles les plus recommandables par de longs et importants services rendus à l'État, reçoivent déjà dans les dix-huit premiers lycées une instruction solide, et une saine éducation. On se presse de toutes parts pour entrer dans ces premiers portiques de la science; le désir du savoir resait de tous côtés, et les succès qui le suivent s'accroissent avec rapidité dans les villes où s'élèvent déjà ces nouvelles écoles.

Mais ce n'est point assez d'ouvrir à l'enfance ces sources de la première instruction. Ces premiers pas ne sont encore qu'un essai des forces de l'esprit; à mesure qu'il s'étend par le travail et la culture, il montre des germes plus forts qui ne demandent qu'à se développer. Les études des lycées doivent conduire à des études plus relevées et plus sérieuses, au carrière s'agrandit en se prolongeant, et les progrès de l'enfance ne sont que des achèvements vers les progrès que doit faire la jeunesse.

Aux lycées doivent succéder des écoles spéciales, dans lesquelles les esprits distingués par leurs dispositions heureuses et par un travail fructueux, trouveront une instruction plus profonde dans chacune des sciences pour lesquelles leur goût et leurs talents naissants ne manqueraient guère de se prononcer. Tel est le but des écoles spéciales annoncées et promises par la loi du 11 floréal an X.

Déjà, citoyens législateurs, dans votre session de l'an XI, vous avez rendu une loi qui fonde sur des bases solides les études et l'exercice de l'art de guérir. Le bon que cette loi doit produire commence à se manifester, quoique son exécution ne date encore que de quelques mois.

Je viens aujourd'hui, au nom du Gouvernement, offrir à vos méditations un projet de loi qui a pour but de faire pour l'étude des lois ce qui est déjà fait et heureusement pour l'étude de la médecine, et qui est aussi pressant que l'était le premier.

La France possédait avant 1793 un assez grand nombre d'écoles de droit; mais on long réflexions dans la discipline de ces écoles en ont fait des institutions inutiles, pour ne pas dire dangereuses. Ce que je dirais dans cette enceinte, si y en a un, sur les sciences facultés du médecin, je ne puis le dire avec la même vérité des sciences facultés de droit; et peut-être même le reproche avait-il encore été plus justement encouru par celles-ci que par les premières. Les études y étaient nulles, inexactes, ou rares;

les leçons négligées ou non suivies; on achetait des cahiers au lieu de les rédiger soi-même; on était reçu après des épreuves si faciles qu'elles ne méritaient plus le nom d'examen. Les lettres de bachelier et de licence n'étaient véritablement plus qu'un titre qu'on achetait sans études et sans peine, et qu'on portait sans gloire, parce qu'il n'était qu'un préliminaire indispensable pour arriver à la jurisprudence, ou à l'acquisition d'un autre état. Cet ordre de choses, on peut le désordre, qui existait avant l'époque de 1789, appelait depuis longtemps la censure et la réforme.

Le projet, dont je vais vous exposer les motifs, doit remédier à ces maux déjà intolérables au moment où les écoles ont été fermées. Il s'agit de recommencer, avec la nouvelle ère, des études de droit élémentaires, soit dans les lycées, soit dans les méthodes de l'enseignement. C'est au moment où la nation française va pour d'un côté que la science et les lumières lui ont préparé par les travaux les plus infatigables, qu'il est surtout utile de lui offrir les moyens d'étudier ces lois, et de former pour la défense des hommes capables d'en apprécier la portée et d'en faire une sage application.

Le projet de loi sur les écoles de droit est divisé en sept titres.

Le premier, en ordonnant que les dix écoles instituées par l'article de la loi du 11 floréal an X soient organisées dans le cours de l'an XIII et de l'an XIV, et que les étudiants n'y puissent être admis qu'à seize ans, c'est-à-dire après avoir pris dans les écoles secondaires et dans les lycées les connaissances générales, nécessaires pour les études spéciales ou approfondies des sciences, détermine les matières qui seront enseignées dans les nouvelles écoles.

Le droit civil français, dans l'ordre établi dans le Code civil; les éléments du droit naturel et du droit des gens; le droit romain dans ses rapports avec le droit français; et le droit civil dans ses rapports avec l'administration publique; enfin la législation criminelle et la procédure civile et criminelle: tels sont les objets d'études sur lesquels s'étendra l'enseignement des nouvelles écoles. Cet énoncé suffit pour faire voir qu'en comprenant tout ce qui était enseigné dans les écoles anciennes, les études seront désormais étendues sur des sujets qu'on n'y avait point autrefois compris.

Les lois d'administration publique ne pouvaient être apprises nulle part; elles étaient en quelque sorte ensevelies, ou concentrées dans les bureaux et dans la correspondance des administrations; c'est-à-dire qu'en administrant immédiatement qu'on pouvait se former à leur connaissance et à leur application. Cette lacune disparaîtra dans les nouveaux établissements; les jeunes gens apprendront ainsi à lire les connaissances générales du droit avec la législation administrative, et ceux qui se destineront à cette dernière carrière n'y entreront pas sans les lumières qui doivent y diriger sûrement leurs pas.

La loi ne déterminera pas le nombre des cours et des professeurs qui embrasseront tous ces objets d'enseignement; elle laisse au Gouvernement à régler le marche qui pourra et devra même varier pour partie, suivant les diverses localités des écoles, le nombre d'étudiants qui s'y réuniront, les habitudes, les préjugés même qu'il faut ménager pour les détruire, souvent plusieurs autres circonstances qui exigent des modifications particulières à chaque école.

Le titre II traite du cours d'études, des examens

et des degrés. Le temps nécessaire pour le cours ordinaire d'études, c'est-à-dire pour parvenir à la licence, sera de trois années, d'après les conseils d'une longue expérience. Mais il sera permis pendant une quatrième année pour ceux qui voudront obtenir le grade de docteur, et comme ce grade sera nécessaire pour être nommé professeur en droit, il n'y aura point de ceux qui se destineront à remplir ces honorables fonctions sans être obligés de se servir auparavant à une étude plus approfondie de la science qu'ils se proposent d'enseigner. C'est une garantie de plus pour le choix des personnes appelées à cette importante mission.

A chaque année d'étude sera lié un examen qui constatera les progrès des étudiants; les deux premiers examens pourront être suppléés dans la deuxième année, d'après l'autorisation des supérieurs et des professeurs; dans la troisième année, les étudiants devront subir deux autres examens et soutiendront un article public pour parvenir à la licence. Quant à ceux qui aspireront au doctorat, leur quatrième année d'étude sera marquée encore par deux derniers examens et par un second acte public. La loi donne par là tous les moyens de s'assurer du mérite des hommes qui se consacreront à l'enseignement, et dont il est convenable d'exiger le complément des connaissances sur toutes les parties de la science des lois.

Quant aux cours d'études sur la législation criminelle et sur la procédure, remaniés, ils devront donner des connaissances moins étendues que celles qui seront nécessaires pour la licence, leur durée ne sera que d'une année, à la fin de laquelle sera placé un examen relatif aux objets de cette étude.

Les examens seront faits par les professeurs; les inspecteurs des écoles de droit auront droit d'y assister et d'interroger les étudiants.

Après les examens des deux premières années, les sujets trouvés capables obtiendront le diplôme de bachelier; ensuite de ce diplôme, ils seront admis aux études et aux deux examens de la troisième année ainsi qu'à l'acte public, après lesquels ils recevront, en cas de capacité, le diplôme de licence. Enfin, après ces deux premiers degrés, l'étude de la quatrième année, les deux examens et l'acte public, les sujets capables recevront le diplôme et le titre de docteur en droit.

Les élèves examinés sur la législation criminelle et la procédure recevront un certificat simple de capacité. Les diplômés et les certificats ne seront valables qu'après le visa des inspecteurs.

Ces formes tutélaires et de rigueur forceront les élèves à suivre avec soin et à étudier avec fruit la science qu'ils sont appelés à appliquer ou à professer; et rien n'a été oublié dans le deuxième titre pour assurer le succès, la régularité de ces études, comme pour éviter les abus qui s'étaient introduits dans les anciennes écoles. Si l'on peut craindre quelque temps, qui corrompent les plus grandes institutions, ne fit naître peu à peu la décadence des écoles de droit, on sera rassuré par l'établissement d'une inspection qui n'existait pas autrefois et qui est destinée à rendre ce ressort utile, comme à en prévenir le relâchement. Il en sera question au titre VI du loi.

Mais dans cette intention de préparer pour l'avenir une garantie des bonnes études du droit, il était important de ne pas perdre ce qui pouvait être acquis dans le passé. Malgré la destruction des écoles, depuis dix années, il s'est formé par l'étude particulière, et dans des établissements pri-

vés, des hommes très-instruits dans les lois. On ne peut ni pas sacrifier cette portion instruite de citoyens qui se sont livrés à l'exercice des diverses fonctions ou la connaissance des lois est nécessaire. Il était juste de faire pour ces hommes ce que la loi a déjà fait pour l'exercice de la médecine. Tel est le but des articles du titre III, ou sont comprises des dispositions particulières et des exceptions aux dispositions précédentes. Par ces articles, les anciens docteurs et licenciés en droit dans les universités françaises continueront leurs titres, à la charge de faire viser leurs titres, ou d'obtenir un acte de notoriété. Il en sera de même des docteurs et licenciés nés dans les universités étrangères qui auront exercé depuis six ans la profession d'homme de loi ou d'avocat. Le titre de bachelier acquis de la même manière sera compté pour acquiescer, suivant les nouvelles formes, le titre de licence.

Les juges des tribunaux de cassation, d'appels, criminels et de première instance, actuellement ou formerly, ainsi que leurs suppléants, les commissaires du Gouvernement près les mêmes tribunaux et leurs substituts, ceux qui seront appelés à ces fonctions jusqu'à l'an XVI; enfin les professeurs de législation aux écoles civiles, seront considérés comme licenciés sans avoir besoin de remplir aucune autre formalité. Cette disposition sera trouvée juste et respectable, soit à la dignité du Gouvernement, soit à l'importance et à l'utilité des fonctions confiées à ces classes de citoyens.

Les défenseurs officiers exercent actuellement auprès des mêmes tribunaux, ou qui, ayant exercé pendant trois ans, auront été ensuite placés parmi les avocats, pourront, dès au 1<sup>er</sup> vendémiaire an XIV, obtenir un diplôme de licencié, avec une condition faite à remplir. Le temps d'interruption dans ces fonctions ne sera cependant compté que lorsqu'il aura été rempli par les fonctions de législateur, de juge, de notaire et d'avoué, ou par une mission civile du Gouvernement.

Deux ou trois autres dispositions analogues aux précédentes, et qui terminent le titre III du projet de loi, seront entendues par la seule lecture de ce projet.

L'un des plus importants résultats du projet qui nous est présenté consiste dans la garantie que le Gouvernement et les citoyens trouveront bientôt, soit pour le choix des juges, soit pour celui des défenseurs et des avocats. Ce que l'ancien ordre des choses avait de bon à cet égard sera retenu par la loi nouvelle. Le titre IV prescrit des mesures qui doivent assurer que les choix ne pourront porter que sur des hommes dignes de la confiance publique. Après les trois ou quatre années d'études qui auront pu être faites dans les écoles de droit, et à dater du commencement de l'an XVII, nul ne pourra être nommé juge ou commissaire du Gouvernement dans les tribunaux, sans avoir le titre de licencié; nul ne pourra exercer les fonctions d'avocat près les tribunaux, ni d'avocat près le tribunal de cassation, sans avoir représenté et fait enregistrer son titre de licencié. Nul ne pourra, quatre ans après le premier commencement des écoles de droit, être professeur ou suppléant dans ces écoles sans avoir obtenu le titre de docteur en droit. Dans l'an XVII, nul ne pourra être reçu ni substitué près les tribunaux, sans avoir subi le cours de législation criminelle et de procédure civile et criminelle, et subi un examen devant les professeurs. A cet époque, cinquans de élection chez un avoué ou un homme de loi suffiront pour exercer la même profession; après dix ans d'exercice, les

avoués pourront être nommés aux fonctions de juge, de commissaire du Gouvernement, ou de substitut. Enfin le Gouvernement aura prudemment, dans l'avenir, le droit de dispenser de la représentation des diplômes les individus qui auront exercé des fonctions législatives, administratives ou judiciaires.

Les avocats formaient jadis une corporation, leur par des devoirs et une discipline que respectaient tous ses membres. Le Gouvernement a cru convenable de rétablir cette corporation, et le titre V du projet y pourvoit en ordonnant la formation du tableau des avocats, celui-ci, après avoir, au 1<sup>er</sup> vendémiaire an XVII, à suppléer selon l'ordre au tableau les juges et les commissaires, n'a pu attendre immédiatement après eux les avocats, en exigeant des uns et des autres un serment de ne rien dire au public de contraire aux lois, aux bonnes mœurs, à la paix publique, et de ne s'écarter jamais du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques. Cette dernière disposition répondra au serment des lois, ces dispositions trop souvent scandaleuses, des allusions étrangères au sujet, dont l'esprit de parti s'empare avec tant de facilité, sortent du temps qui suivit du trop près encore les tourments qui ont agité toute la masse d'un grand peuple.

Le titre V est terminé par la faculté donnée aux avocats de plaider et d'écrire devant les tribunaux auxquels ils sont attachés, et aux tribunaux de les y autoriser dans l'audience ou le refus des avocats.

L'organisation des écoles de droit eût été incomplète, si elle eût été exposée au relâchement qui avait déjà presque détruit ces écoles depuis quarante ans, si l'on n'eût par conséquent établi sur une base capable d'en assurer la solidité et d'en maintenir la durée. Ceci a été fait par l'organisation générale de l'instruction publique dans la loi du 11 floréal an X, et ce qui a déjà si heureusement servi pour l'établissement, a paru propre à faire pour du même avantage. Les nouvelles écoles de droit. C'est dans cet esprit que le titre VII du projet établit cinq inspecteurs de ces écoles destinés à en surveiller les fonctions, à en examiner à volonté les réformes, à viser les diplômes et certificats qui constateront leurs degrés, et à en recevoir constamment les écrivains de l'ordre et la règle qui leur sont prescrits. Il eût été impossible aux inspecteurs généraux des études, créés par la loi du 11 floréal, de faire pour ces nouvelles écoles ce qu'ils font pour les lycées, les écoles secondaires et toutes les autres branches de l'instruction. Leur tâche, déjà aussi pénible qu'elle est honorable, fût devenue un fardeau que leur zèle et leur courage n'auraient pas pu soutenir. Chacun des inspecteurs des écoles de droit sera chargé d'inspecter deux de ces écoles par année, d'examiner ceux qui se présenteront pour être nommés professeurs ou suppléants, et qui devront connaître pour ces classes, de présenter, pour la première mention non, deux sujets pour chaque place. Dans le cas de vacance d'une place, entre le sujet que les inspecteurs présenteront au Premier Consul, l'école où la place sera vacante en présentera un de son côté. Il est nécessaire de voir que les dispositions de ce titre doivent donner aux nouvelles institutions le mouvement régulier et constant qui manquait aux anciennes.

Le titre VII et dernier renvoie à des règlements d'administration publique l'exécution de la loi, notamment pour désigner la manière de l'enseignement, les livres qui y serviront, la discipline des écoles, les inscriptions que devront y porter

les élèves, les rétributions qu'ils devront payer pour les frais d'étude, d'examen et de diplôme, et dont le maximum est fixé à 1,000 francs pour payer à la fin de l'année, et à 1,300 francs pour obtenir le doctorat; l'administration et le placement des écoles; le traitement des professeurs, et tout ce qui peut influer en général sur leur prospérité. Tous ces détails auront été enrichis la loi sans avantage, et ils sont tous du ressort de l'administration publique.

Telle est, citoyens législateurs, la substance du projet qui vous est présenté. Il a pour but de rétablir une branche d'instruction dont le vide se fait sentir avec force depuis plusieurs années; il complète ce qui n'est resté que l'inanité à la loi du 11 floréal an X, il écarte du temple des lois ceux qui oseraient le profaner sans titres et sans lumière; il forme des hommes éclairés à la profession du barreau; il contribuera par les bonnes études à faire renouer le commencement pour nous ces dignités créées par leur mérite et leurs vertus, qui ont illustré les deux derniers siècles; enfin il fera connaître à l'Europe que nous contraindons le prix que le rétablissement du Gouvernement attache aux sciences utiles, et les soins qu'il ne cesse de prendre pour en faire servir l'influence à la prospérité de la nation qui les a conçus et les entraîne.

Le Corps législatif ordonne que ce projet de loi sera transmis au Tribunal par un message.

Les citoyens Collin, Jodry et Lamond, conseillers d'état, sont introduits.

Le citoyen Collin présente un projet de loi relatif aux douanes.

En voici le texte et l'exposé des motifs :

Citoyens législateurs, le projet de loi que nous sommes chargés de vous présenter n'a pas pour objet d'augmenter les revenus du trésor public. Le Gouvernement, invariablement attaché au système qu'il a adopté sur les douanes, ne voit en elles qu'un établissement dont la marche et les variations doivent suivre les momens que les circonstances politiques impriment au commerce, et favoriser les progrès de l'industrie nationale, en contribuant les intérêts des fabricans avec ceux des consommateurs. Tels sont les principes qui ont présidé aux différentes dispositions du projet, dont quelques-unes ne sont que momentanées et cesseront avec la cause qui les commande.

Le titre I traite des importations.

La loi du 8 floréal an X assujettit les colonies et l'aine importés en France à un droit de 1 franc 50 centimes par chaque myriagramme, et l'aine soumise la prohibition dont ils sont frappés à la sortie.

Le droit est réduit à 50 centimes; mais on a pensé que le moyen le plus sûr d'attirer dans nos ports cette matière, était d'en permettre la sortie en payant un droit égal à celui perçu à l'entrée.

En effet, la défense de réexporter une marchandise pour laquelle on pouvait à quelques époques ne pas trouver de débouchés, nuisait la commerce dans la nécessité d'établir ses spéculations sur les besoins présumés de nos fabriques, et la crainte d'éprouver des pertes ou des retards dans la vente tenait souvent les importations au-dessous de ces mêmes besoins.

La nouvelle disposition fait disparaître cet inconvénient en laissant au commerce la liberté de réexporter les colonies en laine qu'il ne pourrait pas placer dans l'intérieur.

Avant que le Gouvernement eût rendu l'arrêté provisoire du 6 brumaire, les laines de colon blanches étrangères étaient admises dans la consom-



mation en acquittant un droit de 55 francs du quintal, contre poids. Ainsi on quitte de toutes de coton les plus fines au payant pas plus qu'un quintal des toiles les plus communes.

Cette perception uniforme, sans distinction d'espèce et de quantité, était marquée d'un vice radical, en ce que, se levant en progression décroissante de la valeur, elle était évidemment contraire à tout bon système de douanes, qui veut que le droit soit proportionné au bénéfice de la main-d'œuvre que la fabrication procure à l'étranger.

Il résulterait de l'abandon des principes, que toutes les toiles de coton employées en blanc dans la consommation nous étaient fournies par l'Angleterre, qui, ne prenant en échange aucun objet de nos manufactures, pouvait par cette voie une partie de notre numéraire.

Sans doute, si la question n'était examinée que sous le rapport du fisc, on laisserait subsister l'ancien droit, parce que, évitant par ce mode les importations très-considérables, il formait l'une des principales branches de produits de douanes; mais le Gouvernement n'a pas hésité à faire ce sacrifice à l'industrie nationale. S'il n'a pas cru pouvoir encore prohiber l'entrée de cette fabrication étrangère, il a reconnu la nécessité de la restreindre et d'établir un droit qui, calculé sur le poids, la longueur, la largeur et le finesse des toiles, fût en proportion de leur valeur.

Les toiles peintes méritent encore moins de faveur, puisque nos manufactures peuvent non-seulement suffire à notre consommation, mais encore rendre l'étranger tributaire de leur industrie. Elles acquitteront, par mètre carré, un droit additionnel à celui imposé sur les toiles de coton blanches.

L'intérêt d'un grand nombre d'ouvriers employés à la broderie des mousselines apprêtait également un droit additionnel sur celles brodées que l'on tire du Pérou. Enfin les droits perçus à l'entrée des toiles de coton blanches seront restitués, lorsque ces mêmes toiles sortiront de France après y avoir été imprimées.

Ces différentes dispositions, citoyens législateurs, reçoivent depuis quatre mois leur exécution; et c'est le fruit de l'expérience à la main que le Gouvernement peut venir en présenter les résultats.

Les toiles de coton blanches, venues de l'étranger dans cet espace de temps, se trouvent presque en totalité à celles propres à l'impression, et il n'a été introduit qu'environ 300 pièces de toiles peintes.

Avant l'arrêté du 6 brumaire, l'importation des cotons filés était défendue, cependant nos établissements de filature, qui ont déjà obtenu un grand arrangement, ne sont pas encore parvenus à donner aux fils le degré de finesse nécessaire pour faire d'aussi beaux tissus qu'en Angleterre.

Les besoins que quelques manufactures de toiles de coton éprouvent, l'impossibilité d'assurer rationnellement l'exécution des lois prohibitives sur une marchandise qui, pouvant se diviser en petits volumes, s'introduit facilement en détail et par filtration, ont déterminé le Gouvernement à en permettre l'entrée en les assujettissant à des droits tellement gradués qu'ils fussent beaucoup plus élevés sur les espèces que nos filatures peuvent fournir.

Les propriétaires de ces établissements qui craint les effets de cette disposition : l'événement a prouvé que leurs inquiétudes n'étaient pas fondées, puisque la quantité des cotons filés importés par les bureaux des douanes depuis le 6 brumaire

n'excède pas 4,000 livres pesant. Ils doivent d'ailleurs être entièrement rassurés pour l'avenir; les résultats de cette permission ont couru avec la plus grande rareté, et le Gouvernement, qui veille sans cesse sur les progrès de notre industrie, prendra de nouvelles mesures à l'instant où elles seront commandées par l'intérêt de nos filatures, combiné avec celui des manufactures de toiles et étoffes de coton.

Un droit de 20 francs par cinq myriagrammes sur le poisson de mer venant de l'étranger avait été établi pour favoriser la pêche nationale. L'effet inévitable d'une guerre avec l'Angleterre étant de suspendre les armemens, il était juste et nécessaire de modifier le droit.

Les raisins venant de l'étranger étaient, par les anciens réglemens, assujettis au droit d'entrée dans la proportion de trois tonneaux de vendange pour deux de vin; le tarif de 1791 ne les avait pas nommément désignés, ils ont été assimilés aux fruits crus qui ne paient que le droit de balance.

Les propriétaires de vignes situées sur quelques parties de nos frontières ont réclamé avec force contre cette exemption; ils ont observé que des spéculateurs achetaient dans des vignobles étrangers contigus à notre territoire, et où l'impôt foncier n'était pas établi, des quantités considérables de vendange, et que le vin qui en provenait, livré à la consommation intérieure sans avoir acquitté un droit d'entrée, pouvait être vendu à un prix inférieur à celui récolté sur le territoire français.

Le Gouvernement a été frappé de ces observations. Il a considéré que la culture des vignes exigeait des travaux continus, que dans tous les pays vignobles ces travaux alimentaient la nombreuse classe d'habitans non propriétaires; qu'en permettant l'importation des vendanges en exemption de droits, nous mettions cette exemption aux étrangers; que non-seulement leurs vins entraient en concurrence avec les nôtres, mais que l'infériorité de leur prix leur assurait la préférence, que dès lors ce serait accorder un prime à l'agriculture étrangère aux dépens de la nôtre, et que le résultat d'un tel ordre de choses serait évidemment d'arrêter sur nos frontières les progrès de la culture des vignes, que l'on doit encourager comme l'une des principales richesses agricoles de la France.

Le département du Roer a des fabriques d'aiguilles qui sont depuis longtemps en possession d'en approvisionner l'Allemagne. Mais, pour conserver l'avantage dû à la bonté de leurs ouvrages, les fabricans sont obligés de n'employer que des fils d'acier qu'ils tirent de l'étranger. Cette matière première de leur fabrication y sera plus imposée qu'un droit de balance.

Loi tire l'présent quelques légères modifications au tarif des exportations.

Les pailles de tourteaux de navette, lin, chènevis et autres graines grasses, servent, dans les départements de la rive droite de Belgique, à l'engrais des bestiaux et des terres. Le Hollandais en cueille des quantités trop considérables; un droit de deux francs par 5 myriagrammes diminuera l'exportation.

La gande, ou brèche à jannir, était prohibée à la sortie; or la réclamation des départements où elle se récolte en quantités qui excèdent les besoins de la consommation, l'exportation en a été permise, en payant un droit de cinq francs par cinq myriagrammes.

La prohibition, à la sortie, des cartons fins à presser les draps, est également levée pour ouvrir

un nouveau débouché à ce genre de fabrication.

Les raisins exportés en nature des départements du Pô, de la Durance, de Marengo, de la Sesia, de la Stura et du Tanaro, seront soumis à un droit proportionnel à la quantité de vin qui en sera extrait.

La section 1<sup>re</sup> du titre II ajoute quelques prohibitions de sortie à celles existantes.

La cherté des beurres, effet inévitable de celle des fourrages, et qui se faisait particulièrement sentir dans les départements maritimes, où ils étaient achetés à tout prix pour le compte des Anglais, a déterminé le Gouvernement à en défendre la sortie. Les besoins de la marine demandent la même mesure pour les bœufs et moutons; ils ne pourraient être exportés sans le prix de la Méditerranée. Le même motif a fait élever aux départements du Rhin la prohibition déjà existante sur les charbonniers pour les autres frontières de la République.

Ces dispositions ne sont que momentanées, et cessent avec les causes qui les rendent nécessaires.

Le fabricant anglais obtient ses coques tannées, leur donne un nouvel apprêt, et les envoie en route dans tous les marchés de l'Europe. Les intérêts politiques et commerciaux de la France commandent de ne pas fournir un aliment à l'une des principales branches de l'industrie de son ennemi; la défense d'ailleurs pas les espèces de coques tannées qui s'emploient sans être recroûtées.

Quelques modifications avaient été faites à la défense d'exporter les bois; leur rareté, toujours croissante, réclamait une prohibition sévère. Les bois de pin et de sapin des départements frontaliers d'Espagne, de ceux du Rhin, de la Lys et de l'Écluse ne sont seuls exceptés.

L'Angleterre, cette éternelle ennemie du repos des deux mondes, trouvait jusqu'à l'intérieur de la France les moyens de soutenir une guerre que l'histoire préviendra aux siècles à venir comme un monument de honte et d'opprobre pour un gouvernement violateur des traités, et qui, prenant à sa solde un ramas de brigands, a mis tout son espoir dans un assassinat.

Jusqu'au moment où l'arrêt du 1<sup>er</sup> messidor a reçu son exécution, les lois qui prohibent sans exception toutes les marchandises provenant de la Grande-Bretagne ou de son commerce étaient éludées. Des ouvriers neutres se rendaient dans les ports de cette nation, et prévoyaient leur chargement et se présentaient dans les ports de France, où ils étaient admis, à la faveur de faux papiers de bord, de faux connaissements, et de faux certificats d'origine.

Ainsi des Français contribuaient eux-mêmes à conserver à notre implacable ennemie la prospérité de son commerce; ainsi notre consommation était pour lui une source inépuisable de richesses.

La seconde section du titre III du projet prescrit des mesures qui comprimeront des abus aussi contraires à nos véritables intérêts.

La loi du 8 floréal an XI assujettit les paquets venant de nos colonies à un droit de quinze francs par cent myriagrammes, et ceux venant de l'étranger à trente francs. Il a paru juste de traiter les paquets importés de l'étranger par le commerce français plus favorablement que ceux apportés par l'étranger; le droit est réduit à vingt francs.

Le port de Bayonne, qui a dans son cercle et dans ses environs des fabriques de tabac, est ouvert à l'entrée et à l'exportation des tabacs en feuilles étrangères.

La ville de Gand jouira de l'antépôt des den-

rées coloniales françaises. Cette faculté était due à l'étendue de son commerce et à ses nombreuses manufactures.

L'antépôt des marchandises étrangères a été accordé aux villes de Cologne et de Mayence; notre législation sur celles venant de la Grande-Bretagne exigeait qu'elles en fussent exceptées.

Les marchandises et denrées ne peuvent être transportées dans les deux myriagrammes des frontières de terre; les grains ne peuvent y circuler qu'avec des acquits-à-caution et des certificats des maires. Ces différentes expéditions doivent être délivrées sur papier timbré, de sorte qu'indépendamment des entraves que commandent les intérêts de l'industrie nationale, ceux du trésor public, et la conservation de nos subsideurs, le prix du timbre devenait pour les habitants un impôt très-onéreux, parce qu'il se renouvelait continuellement. Le projet du loi dispense les passavants, acquits-à-caution et certificats délivrés dans le cas qu'il désigne, de la formalité du timbre.

Le Gouvernement n'a déjà donné des preuves de sa sollicitude pour le rétablissement de nos raffineries, et vous proposez, dans la session de l'an XI, de frapper d'une prohibition absolue les sucres raffinés étrangers. Le crédit de quatre millions qu'il leur accorde pour le paiement des droits sur la matière première de leur fabrication, est un nouveau bienfait qui aura sans doute, citoyens législateurs, tout votre assentiment.

La loi du 13 floréal an XI, sur la répression de la contrebande à main armée, a produit l'effet que l'on avait droit d'en attendre. Sur la plus grande partie de nos frontières, les fraudes ont cessé de s'élever. Cependant il existe encore des bandes nombreuses à la solde des armées, elles sont composées d'hommes enlevés à l'agriculture et aux fabriques, et dispersés et de courants réfractaires qui se rendent tous les jours dans les communes étrangères voisines de territoires français, où les marchandises sont entreposées, se chargent de ballots, et tentent de franchir pendant la nuit le fil des douanes. S'ils sont arrêtés, ils abandonnent la marchandise qui ne leur appartient pas, et la seule perte qu'ils éprouvent est celle de la gratification qu'ils reçoivent lorsqu'ils parviennent à pénétrer.

Il importe donc à la tranquillité publique autant qu'à l'industrie nationale, de leur infliger une peine correctionnelle qui, en les arrachant à une vie vagabonde, dans laquelle ils contractent les habitudes les plus vicieuses et des dispositions à des délits plus graves envers la société, les rende à l'agriculture, aux fabriques et à nos armées.

Tels sont, citoyens législateurs, les motifs du projet de loi; ils sont tous fondés sur l'intérêt général, et le Gouvernement espère qu'ils auront votre assentiment.

PROJET DE LOI

Sur les douanes, concernant les dispositions réglementaires arrêtées depuis la loi du 8 floréal an XI.

TITRE PREMIER.

Des importations.

Art. 1<sup>er</sup>. Les cotons en laine paieront à l'entrée et à la sortie 20 centimes par cent myriagrammes.

Art. 2. Les cotons filés, venant des pays avec lesquels la France n'est point en guerre, paieront à leur entrée en France, savoir :

Par kilogrammes, jusqu'à 30 et au-dessous, 4 fr.

De 30 à 50, 4 fr. 50 cent.

De 50 à 100, 5 fr.

De 100 et au-dessus indéfiniment, 6 fr.

Art. 3. Les toiles de lin et coton, les toiles de coton et mousselines, d'origine non prohibée, paieront à leur



Art. 36. Tout individu surpris en moment où il introduit des marchandises prohibées ou en fraude des droits, des toiles de fil de coton, des toiles de coton et mousselines, des cotons filés, des tabacs en feuilles, des denrées aromatisées, sera condamné, pour la première fois, à six mois de prison, et pour la seconde, à un an.

Art. 37. Les contrebandiers à main armée continueront à être punis par le tribunal spécial, conformément aux dispositions de la loi du 13 Brumaire an XI.

Le Corps législatif arrête que ce projet de loi sera transmis au Tribunal par un message.

Les orateurs du Gouvernement et ceux du Tribunal sont introduits.

L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi relatif à des aliénations, concessions, échanges, etc., par des communes et des hospices.

**Leroy (de l'Orne)** explique, au nom du Tribunal, le vœu d'adoption.

Le Corps législatif procède au scrutin et vote le projet de loi par 213 voix contre deux.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, livre III, titre XIII du Code civil, relatif au contrat de louage.

**Le Président.** Le citoyen Jaubert, orateur du Tribunal, a la parole.

**Jaubert (de la Gironde)** (1). Citoyens législateurs, le contrat de louage est né du besoin que la propriété foncière et l'industrie ont de se prêter mutuellement secours. Ce contrat est d'un usage fréquent, dans un pays où les sciences, les arts, le commerce et la navigation ne laissent à un grand nombre de propriétaires ni le temps ni les moyens nécessaires pour l'exploitation, dans un pays où tous les habitants ne sont pas propriétaires fonciers, et où le mouvement du commerce exige que de grands capitaux soient réservés pour la circulation.

La matière du louage n'est donc la plus grande rapportée avec les deux objets qui intéressent le plus essentiellement l'ordre public, la propriété et l'industrie.

Ainsi, il faut que les règlements sur le louage tendent à la conservation des propriétés.

Il faut qu'ils tendent au perfectionnement de l'agriculture.

Il faut aussi ne pas perdre de vue que la classe très-nombreuse qui n'a d'autre propriété que ses bras, n'a aussi d'autre ressource pour son habitation et pour sa subsistance que dans le louage de la chose d'autrui.

Les règlements sur le louage doivent donc être simples, clairs, précis.

Cette matière, comme celle des autres transactions, rentre dans la grande théorie des obligations conventionnelles.

C'est donc l'important lorsque les contrats qu'il faut discuter la règle générale sur l'objet, sur la cause de la convention, sur la capacité et sur le consentement des contractants, etc., etc.

Le louage a aussi une grande affinité avec la vente, par exemple, en ce qui concerne la chose, le prix, la garantie.

Le législateur n'a donc dû s'occuper, au titre du louage, que des règles qui sont particulières à cette espèce de contrat.

Parmi ces règles, il y en a de communes aux baux des maisons et aux baux des lieux ruraux.

Elles portent sur la délivrance que le bailleur doit faire de la chose, sur la jouissance paisible qu'il doit prouver au preneur, sur les obligations du preneur qui doit jouir en bon père de famille,

payer le prix du bail aux termes convenus, et faire les réparations locatives.

Toujours en a reconnu que, le louage étant un contrat consensuel, on pouvait l'annuler véritablement comme par défaut.

Le projet ne pouvait sans doute changer ces idées, qui sont découlées de la nature des choses, l'obligation existant dans la communauté des contractants dès le moment où le consentement réciproque est formé.

Mais si le bail n'est que verbal, qu'il n'a été encore reçu aucune exécution, et que l'une des parties ne l'exécute et de la convention, l'autre partie pourrait-elle être admise à le prouver par témoins? Ne devrait-on pas du moins distinguer si le montant entier de la location n'excède pas 150 francs? Ne l'aurait-il pas, d'après les règles générales sur les contrats, accoutumé la preuve testimoniale?

N'est-ce pas le projet de loi; et cette innovation nous a paru extrêmement sage; elle sera utile surtout pour cette classe nombreuse qui ne peut louer que des objets d'une valeur modique; un procès est leur ruine; il faut leur la source de ces procès en conservant dans cette matière la preuve testimoniale. Le serment peut seulement être délégué à celui qui a le bail.

Une grande question s'élevait souvent devant les tribunaux: un incendie a consumé la chose louée, le bailleur doit-il supporter l'événement? ou du moins ne peut-il recourir contre le preneur que dans le cas où il pourrait prouver que l'incendie provient de la faute ou de la négligence, ou du preneur, ou de ceux que le preneur a placés dans la maison? ou bien est-ce au preneur à prouver les cas fortuits?

Ce point était controversé; il avait donné lieu à une foule de distinctions et de décisions contradictoires.

Le projet a tranché toutes les difficultés.

Le preneur répondra de l'incendie, à moins qu'il ne prouve qu'il est arrivé par cas fortuit ou force majeure, ou par vice de construction, ou qu'il a été communiqué par une maison voisine.

Ces règles sont sages, conservatrices de la propriété à laquelle le bailleur n'a aucun moyen de veiller, ces règles sont le gage le plus assuré de l'exactitude du preneur, du soin qu'il doit apporter dans l'usage de son droit de surveillance qu'il doit exercer sur sa famille et sur ses serviteurs.

Au reste, le loi n'établit qu'une présomption; cette présomption peut être détruite par une preuve contraire; mais la présomption devait être établie contre le preneur, parce que, d'une part, le bailleur n'avait aucun moyen d'éviter l'accident, et que, de l'autre, les incendies arrivent ordinairement par la faute de ceux qui habitent dans la maison.

Il était également digne du législateur de faire cesser la diversité de jurisprudence sur la matière de la tacite reconduction.

Lorsque le bail était expiré et que le preneur continuait de jouir sans contradiction, on décidait qu'il y avait tacite reconduction. Quel était l'effet, quelle était la durée de cette tacite reconduction? Sur cela diversité.

À l'avenir, de deux choses l'une, ou c'est un bail verbal, ou c'est un bail écrit.

Si le bail est verbal, l'une des parties ne peut donner rang à l'autre qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux. Si le bail était écrit, le nouveau bail tacite ou produit d'autre effet que celui qui résulte d'un bail verbal, ainsi, dans ce cas, l'une des parties ne pourra non plus don-

(1) Le discours de Jaubert ne se trouve pas en entier.

ser coagulé à l'autre qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux.

Le bail pourra-t-il être rompu par la vente? L'acquéreur pourra-t-il expulser le fermier ou le locataire? Le droit romain n'avait en que le droit de propriété.

Mais loi de l'Assemblée constituante avait admis une exception en faveur des baux des terres rurales. Si les baux n'excédaient pas six années, le nouvel acquéreur ne pouvait troubler le fermier, le baux excédant six années, l'acquéreur était autorisé à faire cesser le bail, tout-à-fait avec des indemnités et après en avoir payé une préalable immédiatement.

Il fallait compléter le régime.

Le principe ancien étant que l'acquéreur pouvait déposséder le fermier, ou le locataire, sans, dans certains cas, de dommages et intérêts pour le preneur.

Le projet veut que l'acquéreur ne puisse déposséder le fermier, ou le locataire, avant l'expiration du bail, à moins que le preneur n'y ait consenti.

Pourquoi l'intérêt des tiers avait-il été par une vente qui leur est étrangère? pourquoi ou titre nouveau détruit-il un titre préexistant?

C'est surtout à l'égard des baux des terres rurales que l'innovation était appelée par l'intérêt public. Elle fait passer les baux à longues années.

Les baux à longues années sont les plus utiles pour le progrès de l'agriculture. Ce sont ces baux qui facilitent le plus les améliorations à faire à la terre des nuances, dont ils seront certains d'être récompensés.

Qu'est-ce qui importe le plus à l'État? sont-ce les mutations parmi les propriétaires? non, sans doute. La bonne culture, les grandes entreprises, l'entretien des canaux, le perfectionnement des dessèchements, la réussite des primes agricoles, l'augmentation des récoltes; voilà les objets qui peuvent faire fructifier nos campagnes, et il n'y a rien de plus sûr et de plus sûr que les mutations de jouissances sont trop fréquentes.

À Dieu ne plaise aussi que je ne rende justice à la classe laborieuse, mais peu sûre, qui craint de ne jouir de la terre que pour la perdre à jamais! celle-là aussi veut de grande sécurité à l'État.

Mais notre système politique a pour base première la propriété foncière. Il est donc convenable que toutes les modifications législatives tendent à favoriser, autant que possible, la durée des masses et leur amélioration.

Et c'est sous ce nouveau rapport qu'il était essentiel, dans le cas du nouvel acquéreur, de préférer l'intérêt de l'agriculture à toute autre considération.

Passons aux règles particulières des baux à long terme.

Il est un point important dans lequel la législation actuelle se trouve absolument défectueuse.

Nous avons emprunté des Romains non seulement la permission aux propriétaires d'expulser le locataire même avant l'expiration du bail, si il avait besoin de sa maison pour l'habiter lui-même.

Mais d'abord cette prérogative est attribuée au propriétaire même, le locataire lui-même n'a pas de droits.

Puis elle ne donnait que trop souvent l'occasion de procès difficiles à juger. Le propriétaire voulait-il réellement rester dans sa maison, ou ne cherchait-il qu'à se débarrasser de son locataire pour en prendre un autre?

La loi aura-t-elle ou cette source de contestations; cela seul serait un grand bénéfice; mais de plus l'innovation se rattache aux grands prin-

cipes sur la stabilité des transactions; c'est au propriétaire à savoir ce qu'il fait. Le locataire doit toujours trouver sa sûreté dans son contrat.

Quant aux règles particulières des baux des terres rurales, vous avez pu ainsi remarquer, citoyens législateurs, quelques dispositions qui amélioreraient notre ancien droit.

Par exemple, c'est une grande idée d'ordre public et de morale, que d'assurer au fermier d'un bon rural à ouvrir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts.

Le maître du cas fortuit est aussi traité avec autant de précision que de sagesse.

Le bail à ferme est un contrat commutatif; la chose pour le prix. Les fruits doivent donc être l'équivalent du prix de ferme.

Ainsi, il est dans l'essence de ce contrat que le fermier soit disposé de payer le prix si au cas fortuit le prix de toute la récolte, ou de la majeure partie.

C'est aussi l'intérêt de l'agriculture.

Mais serait-il juste que le propriétaire supportât l'événement d'un cas fortuit arrivé pendant que seul année, lorsque déjà le fermier a été récompensé par les récoltes précédentes? non, sans doute. D'un autre côté, si le fermier ne se trouve pas déjà récompensé, on attend la fin du bail pour faire la compensation de toutes les années, et cependant le juge pourra provisoirement dispenser le fermier de payer une partie du prix correspondant à la perte qu'il a subie.

Le propriétaire serait à l'abri de toutes démodés et indéterminés, si le fermier s'était chargé des cas fortuits; mais, dans le cas particulier du bail à ferme, l'équité naturelle commande des distinctions.

Un fermier assure sur lui les cas fortuits; il n'a véritablement eu besoin de parler que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, inondation, gelée, ou culture. Mais il ne serait pas juste d'étendre son obligation aux cas fortuits extraordinaires, qui ont pas de la culture dans sa pensée, tels que les ravages de la guerre, ou une invasion, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet. Si le fermier s'était chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus, alors plus de banqueroute.

Nous venons de parler du louage des choses; il y a aussi le louage d'ouvrage.

Le louage a trois objets principaux:

1° Celui des grès de travail qui se louent au service de quelqu'un;

2° Celui des voitures, tant par terre que par eau;

3° Les devis ou marchés d'ouvrages.

À l'égard des grès de travail, le projet rappelle des principes qui concilient le respect du aux conventions et à la liberté individuelle.

Les voitures par terre et par eau sont assujetties aux obligations qui résultent du contrat de louage, mais, dans plusieurs points, ils sont aussi assujettis aux dispositions nécessaires.

L'article relatif aux devis et marchés est également traité avec le plus grand soin; on y retrouve toutes les règles consacrées par l'usage sur la garantie due par les architectes ou entrepreneurs, soit en ce qui concerne le fait des entrepreneurs qu'ils emploient, soit en ce qui concerne la solidité des ouvrages.

Le projet distingue le cas où l'entrepreneur fournit seulement son travail, et celui où il fournit aussi la matière.

Il était impossible, dans le classement de cette partie de la législation, de ne pas s'occuper de la

réforme d'un abus dont nous ne voyons que trop d'exemples.

Un architecte ou un entrepreneur se charge de la construction, à forfait, d'un bâtiment d'après un plan arrêté et convenu avec le propriétaire du sol. Le propriétaire avait calculé la dépense qu'il voulait faire et qu'il pouvait faire; cependant l'architecte vient parler d'augmentation de prix. Il ne manque pas de prétextes. Ici c'est l'augmentation de la main-d'œuvre, là c'est l'augmentation des matériaux. Quelque lois nous, l'architecte a fait quelque changement sur le plan, il a fait des augmentations qu'il prétend être nécessaires ou utiles, ou du moins agréables; et sur cela de longues et coûteuses contestations. L'architecte invoque la règle, que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. Il prétend que le propriétaire a été inconstant dans ses intentions, qu'il les a tacitement approuvées, que du moins il ne les a pas contestées; qu'on ne fera aucun tort au propriétaire en l'obligeant à payer à dire d'experts, de son côté, le propriétaire dit qu'il a traité à forfait; que, si les matériaux avaient baissé de prix, il n'aurait point été autorisé à demander un rebais; qu'il n'a point consenti aux changements; que ces changements d'augmentent pas intrinsèquement la valeur de la chose; que sa position personnelle ne lui permet pas de plus grands déboursés.

Notre loi nous a sagement décidé que, lorsqu'un architecte ou un entrepreneur s'est chargé de la construction à forfait d'un bâtiment, d'après un plan arrêté avec le propriétaire du sol, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte d'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni sous celui de changements ou d'augmentations faits sur le plan, si ces changements ou augmentations n'ont été autorisés par écrit, et si le prix n'a été convenu avec le propriétaire.

Enfin, sous la dénomination du louage, nous comprenons aussi le bail à cheptel, matière digne de tout l'intérêt du législateur.

La multiplication des bestiaux, leur conservation, l'amélioration des races, l'augmentation des engrais, les produits des laines, du laitage, quels traverses pour l'agriculture, quelles ressources pour les manufactures, pour le commerce, pour l'industrie, pour les grands propriétaires, pour la classe peu fortunée!

Le bail à cheptel se divise en plusieurs espèces: le cheptel simple, pour lequel l'on donne à l'autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que celui-ci restitue de la moitié du croît, et qu'il supportera aussi le moult de la perte;

Le cheptel à moitié, dans lequel chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte;

Le cheptel donné au fermier;

Le cheptel donné au colon partiaire.

Il y a des règles générales pour toutes les espèces de cheptel; il y en a de particulières surtout en ce qui regarde la perte des bestiaux, pour en fixer les conséquences entre le bailleur et le preneur.

Il est conforme à la nature des choses que le preneur soit pour le fermier, s'il n'y a convention contraire; et que le colon partiaire ne subisse pas l'événement, s'il n'y a pas non plus de stipulation contraire.

Le fermier traite par spéculation, au lieu que le colon partiaire n'engage ses soins que pour se procurer sa subsistance.

Le projet ne néglige aucun détail. Citoyens législateurs, protéger la propriété et favoriser les développements de l'industrie, tel est le but que le législateur doit atteindre dans la matière du louage. Le Tribunal a pensé que ce but serait rempli par le projet offert à votre sanction; il a pensé que, par ses rapports avec le moult, par son influence sur les besoins sans cesse renaissants de la société, ce titre du Code civil serait aussi digne du peuple français.

Au nom du Tribunal, nous vous en proposons l'adoption.

Le Corps législatif ordonne l'impression du discours de l'orateur.

Aucun autre orateur ne demandant la parole, le discours est terminé.

Le projet de loi est immédiatement mis aux voix et adopté à l'unanimité de 281 votants.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, titre III, titre XII du Code civil, relatif à l'échange.

Faure, orateur du Tribunal, exprime le vœu d'adoption émis par l'autorité dont il est l'organe.

Le Corps législatif procède au scrutin et adopte le projet de loi à l'unanimité de 228 votants.

La discussion est ouverte sur le projet de loi relatif au remplacement des juges de paix et de leurs suppléants, lorsqu'ils sont légalement empêchés.

Faure, orateur du Tribunal, au nom de l'Assemblée dont il est l'organe, demande l'adoption du projet de loi.

Il est procédé au scrutin. Le projet de loi est sanctionné par 234 boules blanches contre une noire.

La séance est levée.

## TRIBUNAT.

### PRÉSIDENCE DU CITOYEN DEVIALL.

Séance du 16 ventôse an XII (mardi 7 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance du 15 est adopté.

L'ordre du jour appelle la délibération sur le projet de loi, titre III, titre XII du Code civil, relatif au contrat de société.

Il est procédé au scrutin.

Le projet de loi est adopté à l'unanimité de 49 votants.

Les citoyens Boutteville, Gillet et Gailles porteront ce vœu au Corps législatif.

Le Corps législatif transmet par un message deux projets de loi relatifs :

1°. À l'attribution à donner au tribunal criminel de la Seine du crime de faux du timbre national et des billets de banque;

2°. Aux associations respectueuses.

Ces deux projets de loi sont renvoyés à l'examen de la section de législation.

Un second message du Corps législatif transmet à l'Assemblée deux nouveaux projets de loi relatifs :

1°. Aux écoles de droit;

2°. Aux douanes.

Les deux projets de loi présentés sont renvoyés à l'examen de la section de législation.

Boutteville fait un rapport sur un projet de loi concernant le prêt, titre XV, titre III du Code civil (1).

Citoyens tribuns, le projet de loi dont nous sommes chargés par la section de législation de vous rendre compte, a pour objet le prêt en gé-

(1) Le rapport de Boutteville ne se trouve pas au Moniteur; nous le donnons en abrégé.



Nous disons le sentiment généreux, car quel nom donner à l'homme qui prêterait une chose qu'il aurait ne pouvoir être employée sans compromettre la vie, la santé ou la fortune de celui qui en ferait usage? La réparation du mal pourrait n'être que toujours une punition suffisante de l'odieuse pénétration qui ose prendre le masque de la bienfaisance.

Les caractères du prêt de consommation que nous avons déjà suffisamment fait connaître, et dont pour cette raison nous ne reprenons pas la définition, il suit encore que, les choses prêtées y devenant la propriété de l'emprunteur, les risques en sont aussi nécessairement à sa charge, et que les pertes et profits sont à son compte si ces choses viennent à périr, ou diminuer ou dévaloir (1).

S'il s'agit d'un prêt d'argent, les choses prêtées ne sont donc pas identiquement celles prêtées et celles à rendre, mais une telle somme que celle émise par le contrat, en espèces ayant cours au jour où venait pour la restitution, quelques variations que les espèces aient éprouvées entre l'époque du prêt et celle du paiement (2).

Si le prêt consiste en denrées ou marchandises, ou même en métaux encore en nature, en lingots, la restitution à faire, quelque différence qui ait pu survenir dans leur prix, est celle d'une quantité de denrées ou de marchandises, de lingots, de même espèce et de même qualité (3).

Si les parties sont convenues du lieu et du temps où cette restitution doit être faite, l'emprunteur ou pare la valeur au prix de temps et du lieu fixés par la convention; s'il n'y a pas de temps et de lieu convenus, au prix du temps et du lieu où l'emprunt a été fait.

Dans tout ce que les deux espèces de prêt ont de surplus de semblable, les obligations du prêteur et de l'emprunteur sont les mêmes et rigides de la même manière. La loi s'en réfère encore à la sagesse des juges sur le moment de la restitution, si les parties ont négligé de le fixer, ou s'il y a défaut dans la poursuite du prêteur, manoeuvre volonte ou injustice dans le refus de l'emprunteur (4).

Si nous avons, citoyens tribuns, développé avec quelque soin et quelques détails les différents caractères qui distinguent les trois sortes de prêts, notre objet, nous l'avouerons, n'a été surtout de faire pressentir à l'avance les motifs qui ont prévalu à la rédaction des dispositions du projet sur le prêt à intérêt.

Aucune réclamation, aucune voix ne s'élevait contre la disposition du trente-deuxième article, portant :

« Il est permis de stipuler des intérêts pour « simple prêt, soit d'argent, soit de denrées ou « autres marchandises. »

Mais l'article 31 ajoute : « L'intérêt est légal « ou conventionnel; l'intérêt légal est fixé par la « loi; l'intérêt conventionnel peut excéder celui « de la loi toutes les fois que la loi ne le prohibe « pas. »

Quelques personnes, citoyens législateurs, ont pourquoi le dissuadé-je-nous, puisque le plus pur amour de bien public, des sentiments dignes de tous nos respects, ont causé leurs alarmes? n'ont-ils pas s'en défendu à la lecture de cette disposition.

Si la loi, ont-elles dit, déclare solennellement

aux prêteurs qu'ils peuvent porter ainsi haut qu'ils le voudront l'intérêt des capitaux qui leur seront prodigués, les empêche-t-ils d'abuser des embarras, des besoins, de l'ignorance de l'emprunteur, et de stipuler un intérêt de 30, de 50 et de 100 pour 100, lorsque la position de ce dernier le réduira à cette rate réelle dévastatrice d'y souscrire?

Et si des conventions aussi scandaleuses, d'usures énormes, d'usures effrayantes usures se entraînent pas de se produire devant les tribunaux, les juges ne seront-ils pas forcés par la loi même, de braver-ils pas dans ses dispositions le devoir de maintenir et de faire exécuter ces coupables stipulations? S'il quels débordements ne seront pas ceux de l'usure! quelles plaies, ne poth-elles pas à la morale et à la fortune publiques, du moment qu'elles se sentiraient autorisées par de tels exemples, par la loi même?

Ah! que nous honorons, que nous respectons la source de ces inquiétudes, de ces alarmes, et qu'elles tarderont peu à nous être comptées si, pour le concevoir, il suffit de partager les sentiments que les lois ont fait naître!

Mais que les hommes estimables qui les expriment, et que nous n'en honorons que davantage, daignent donc aussi peser les motifs qui nous assaillent, et qui ont convaincu avant nous un gouvernement dont l'honneur du bien et de la morale publiques saillait d'ailleurs pour nous rassurer encore davantage.

Qu'y-mises au moins nous disons si, avec les hommes les plus justes, les plus nans de la morale, ils ont refusé leur assentiment à la loi de l'Assemblée constituante qui a déclaré erronée la doctrine qui regardait l'aliénation de capital comme la condition à défaut de laquelle toute stipulation d'intérêt était usuraire, et qui l'a permise dans les obligations exigibles et payables à terme déterminé.

Mais les hommes effrayés par l'article 34 du projet ne le sont pas par l'article 32, qui permet la stipulation d'intérêt pour tout prêt d'argent, de denrées ou marchandises.

Noes espérons leur démontrer que la première de ces dispositions est d'une profonde sagesse, et qu'elle n'est que la conséquence de la première.

Mais, avant d'aller plus loin, qu'on veuille bien ne pas négliger d'observer la sage précaution prise par le même article 34 du projet.

Le taux de l'intérêt conventionnel, dit l'article, doit être fixé par écrit.

Ah! les vamps qui abusent de la misère, de l'infortune, ce n'est pas au grand pour qu'ils destinent les coupables stipulations par lesquelles ils préparent la ruine de leurs victimes; ce n'est pas à la face des tribunaux qu'ils réclament le paiement des scandaleuses, des effrayantes usures qu'ils ne rougissent pas de se permettre. C'est dans l'ombre et loin des yeux du public qu'ils renouvellent leurs iniquités et s'en assurent les fruits.

Oui, citoyens législateurs, indépendamment des passants motifs qui justifient, qui réclament la disposition, celle seule précaution de la loi serait une garantie suffisante pour la morale publique contre les débordements, les ravages de l'usure qu'on appréhende.

Nous disons les motifs qui réclament cette disposition nous sommes loin de nous permettre, ni même d'entreprendre de donner à cette vérité et le développement et la démonstration dont nous la croyons susceptible.

Mais que la proclamation de quelques vérités aujourd'hui bien romanes et en quelque sorte alarmantes vous suffise.

(1) Articles 19 et 20.

(2) Article 22.

(3) Articles 23 et 24.

(4) Articles 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31.



Sans doute l'élévation du taux de l'intérêt est un mal, un grand mal. Le taux peu élevé ou très-bas de l'intérêt est un quelque-chose le vrai garant de la prospérité publique.

Mais qu'en nous permettez ces observations.

Un gouvernement aussi sage que le nôtre ignore-t-il les grands et importants ressorts à employer pour atteindre un but aussi déviable ? Serait-ce par des lois prohibitives qu'il s'en approcherait ?

Mais, en supposant que la sagesse de l'administration ne serait pas le vrai, le seul ressort auquel il faille recourir et qu'il soit possible de concourir utilement au même but par une loi qui fixerait un taux au delà duquel la stipulation de l'intérêt serait défendue, n'est-il pas très-constant que cette fixation dépend de la situation actuelle d'un Etat ; que la fixation ne pouvant être que relative à l'époque où elle serait faite, une loi de cette nature est comme toutes celles qui appartiennent à la science de l'administration et au génie de l'administrateur ; que le seul soin du Code civil, dans lequel une seule loi ne peut trouver sa place, est de poser le principe ; que c'est à l'usage de l'administrateur à suivre du moment en moment l'éclair du corps politique dont le bonheur lui est confié, à juger de l'influence passable du remède et du moment où il peut être utilement et sagement employé ?

Jusqu'à-là reposons-nous avec confiance dans le sein du Gouvernement, dont la sagesse sur ce point, comme sur tant d'autres, est notre véritable et meilleure garantie.

Et jusqu'à-là l'intérêt légal continuera d'être celui qui résultera des condamnations judiciaires et qui restera le même, à 5 0/0, tant qu'il n'existera point de loi qui l'ait expressément changé.

De toutes les dispositions (1) du projet qui rappellent et déterminent, conformément à la législation existante, la nature de la constitution de la rente perpétuelle, et celle de la rente viagère (ou renvoyant celle-ci aux contrats aléatoires), la seule à observer comme disposition nouvelle est celle qui autorise le créancier à exiger le remboursement de son capital, si le débiteur cesse de remplir ses obligations : deux années, on s'il manque de fournir ou prêter les sûretés qu'il lui a promises par le contrat (2).

Voilà, cependant, qui n'a rien vu que de sage dans cette innovation et dans toutes les autres dispositions du projet, m'a rié de vous en proposer l'adoption.

Ce rapport sera imprimé. La discussion est ajournée.

**Tarrible** fait un rapport sur le projet de loi relatif au mandat, livre III, titre XVII du Code civil (3).

Tribun, je suis chargé, par votre section de législation, de vous faire un rapport sur le projet de loi concernant le mandat.

Parmi les diverses transactions dont le Code civil a exposé la nature et les caractères, la plupart ont pour objet des transmissions de propriétés. Quelques-unes émanent d'un pur mouvement de libéralité ou d'un sentiment de bienveillance, qu'elles ont pour essai un avantage singulier, ou des récompenses réciproques, elles ont toujours pour mobile et pour régulateur l'intérêt de tous les contractants ou de quelques-uns d'entre eux.

Le mandat repose sur d'autres bases. Il se porte sur un échange dans la nature de l'affaire qui en est l'objet ; il ne procure aucun bénéfice réel ni à l'un ni à l'autre des contractants. La renonciation de la part du mandataire, un efficace dévouement de la part du mandataire, forment seuls le principe et le lien de ce contrat ; et les règles auxquelles il est soumis sont pensées dans cette double source.

Le projet de loi définit le mandat ; il en explique la nature et les formes ; il détermine les obligations du mandataire et du mandant ; il indique les différents modes de sa dissolution.

Je vais en parcourir les diverses dispositions, qui ne vous présenteront que de justes conséquences dérivant naturellement des principes auxquels elles se rattachent.

Le mandat, ou procuration, dit l'article 1<sup>er</sup>, est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant, et en son nom ; il ne se forme que par l'acceptation du mandataire.

Le consentement réciproque est le principe essentiel de ce contrat. Celui qui charge une personne de faire quelque chose n'a sur cette personne ni droit ni autorité pour la contraindre à exécuter ses volontés ; il ne peut y avoir ni lien, ni devoir, ni obligation jusqu'à ce que la commission ait été volontairement acceptée par le mandataire. C'est dans cet instant seulement que le contrat prend une consistance, et qu'il forme entre les deux contractants les engagements qui lui sont propres.

Il est de la nature des contrats consensuels que le consentement puisse être donné dans toute forme propre à le manifester. La conséquence de ce principe est que le mandat, qui appartient à cette classe de contrats, puisse être donné par un acte public ou privé, par une simple lettre et même verbalement ; que le mandataire puisse l'accepter de ces diverses manières ; qu'il puisse même l'accepter tacitement par la simple exécution.

Nul n'est à craindre : la règle générale posée dans la liste des conventions, qui exige le concours des preuves écrites pour tout objet excédant la valeur de 150 fr., est rapportée dans celui-ci, et elle veille à ce que des intérêts d'une trop haute importance ne soient point livrés à la loi souvent suspecte, et toujours bien légère des preuves testimoniales.

Le projet proclame que le mandat est gratuit, s'il n'y a convention contraire. Il impose ainsi à ce contrat le beau caractère du désintéressement et de la générosité. La loi civile, toujours respectable, semble devenir plus tourbante lorsqu'elle veut féconder dans le cœur des citoyens les sentiments officieux qui les portent à se rendre mutuellement des services gratuits, et les enchaîner en traçant les règles qui doivent les diriger.

Les Romains avaient aussi consacré le même principe, et l'observation avec lui de scrupule que la plus légère rétribution, regardée chez eux comme incompatible avec le mandat, le faisait dégénérer en un contrat de louage.

C'est avec raison que le rigorisme n'a pu exister aux auteurs du projet. Pourquoi le contractant ne pourrait-il donner au prometteur une récompense ? Pourquoi ne pourrait-il être au bénéfice d'une juste délicatesse qui le porterait à indemniser le mandataire du sacrifice d'un temps et de soins qu'il aurait pu employer utilement pour lui-même ? Ces signes de gratitude, loin de dénaturer le service, ne font qu'en rendre le ca-

(1) Articles 33, 35, 36, 37, 38, 40 et 41.

(2) Article 35.

(3) Le rapport de Tarrible ne se trouve pas en *Moniteur* : nous le donnons in extenso.

rière plus sensible. Une récompense donnée, en promesse, n'est jamais répétée dans ce contrat qu'une indemnité; elle n'est point un bénéfice, elle ne change donc pas la nature du mandat, et n'empêche pas que les devoirs réciproques du commettant et du mandataire ne demeurent soumis aux règles particulières à ce contrat.

Le mandat est spécial pour une affaire particulière, ou général pour toutes les affaires du commettant.

Le mandat spécial est fixé par l'usufruitier qui en est l'objet. Il était plus difficile de déterminer l'étendue dans le mandat général pourrait être susceptible, lorsque les pouvoirs n'en venaient pas être nominativement exprimés; et cette difficulté était le sujet de controverses interminables entre les jurisconsultes.

Le projet de loi fait la division que je viens d'indiquer de mandats spéciaux et de mandats généraux; et il tient la source des difficultés au sujet de ceux-ci, en fixant la limite du mandat général et indéfini.

La mission, dit le projet, n'embrasse que les actes d'administration lorsqu'il n'a été conçu en termes généraux; s'il s'agit d'aliénation, d'hypothèque ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès.

Un homme en effet se soule au mandat général que lorsqu'une femme absente, ou quelque autre cause l'empêche de gouverner lui-même ses affaires. Cet homme, dans une pareille position, n'est censé avoir eu vue de pouvoir qu'à une simple administration de ses affaires. La loi présume que s'il est en l'intention de conférer le pouvoir d'aliéner, d'hypothéquer ou de faire des actes de propriété, il n'aurait pas manqué d'exprimer sa volonté sur des objets d'une si haute importance. Cette interprétation de la loi a le double avantage d'être la plus judicieuse, et de fixer toutes les incertitudes.

Le mandataire ne peut rien faire au delà de ce qui est porté dans son mandat; ce sont là les bornes invariables dans lesquelles il doit se circonscrire: s'il dépasse la volonté du commettant dont il n'est que l'organe, il s'exécute plus le mandat, il le viole.

Le projet de loi, après avoir rappelé ce grand principe, l'éclaire par son application particulière, et explique les effets de la transgression.

Le pouvoir du transiger, est-il dit dans l'article 6, ne réforme pas celui de compromettre. Ces deux pouvoirs, quoique tendant l'un et l'autre à terminer un procès, diffèrent cependant par des nuances qu'il était utile de marquer: le premier donne au mandataire la faculté de terminer lui-même le procès aux conditions qu'il juge convenable; le second lui donne celle de soumettre le procès à un jugement d'arbitre. Terminer par son propre jugement ou par le jugement d'autrui, sont deux choses différentes que le mandataire ne peut confondre sans dénaturer l'objet du mandat.

Les effets de la transgression du mandat, que je rapproche ici pour présenter sous un seul point de vue le principe et ses conséquences, sont expliqués sous les chapitres II et III du projet.

Si le commettant n'a pas expressément ou tacitement ce qui a été fait au delà du mandat, le vice de la transgression est effacé, et l'exécution du mandat produit les mêmes résultats que s'il avait conféré originellement des pouvoirs relatifs à tout ce qui a été fait.

Mais si le commettant refuse d'approuver les actes sortant de la limite du pouvoir donné, ces actes ne l'obligent nullement ni envers le man-

dataire, ni envers le tiers avec lequel ce dernier a contracté.

Le tiers lui-même n'a aucun recours contre le mandataire qui lui a donné une reconnaissance suffisante de ses pouvoirs, parce qu'il ne peut avoir acquis aucun droit ni contre le mandataire dont il a seulement outre-passé les intentions, ni contre le mandataire qui n'a ni agi, ni promis en son nom. La garantie de serait donc par le mandataire que dans le cas où il aurait caché au tiers en traitant la vraie mesure de ses pouvoirs, ou bien dans celui où il s'y serait personnellement et expressément soumis en son propre nom.

L'entraînement des idées nous mène à rechercher tel par qui et à quel le mandat peut être donné.

Ce contrat n'ayant d'autre objet que celui de confier au mandataire la gestion d'une affaire dont tout l'intérêt se rapporte au commettant, il est évident que celui-là seul qui a la capacité de traiter cette affaire peut en confier l'exécution à un autre, et qu'ainsi le pouvoir donné par le mandataire est nécessairement enroulé dans celui qu'aurait le commettant lui-même, s'il traitait ou négociait en personne.

Les auteurs du projet de loi ont donc regardé comme superflu d'exprimer, relativement aux personnes qui pourraient donner le mandat, le principe qui dérive de la nature de ce contrat; mais ils ont cru indispensable d'énoncer que les femmes et les mineurs émancipés peuvent être choisis pour mandataires, en observant néanmoins que le mandataire n'a d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs, et contre la femme mariée, qui a accepté le mandat sans l'autorisation de son mari, que d'après les règles établies au titre du mariage et des droits des époux.

La capacité de contracter étant la première condition exigée dans le contrat des contractants, on pourrait regarder au premier coup d'œil comme paradoxale l'idée d'attribuer la faculté d'exercer le mandat à des personnes incapables de contracter.

Il faut en convenir, citoyens tribuns, la régularité de cette faculté semble au premier aperçu présenter de grandes doutes; mais ils disparaissent devant l'examen approfondi de la disposition formelle insérée dans le projet pour les écarter. Il nous sera facile en effet de faire sentir que cette disposition réside de la nature même du mandat.

Pour cela il faut considérer, d'un côté, les rapports que le mandat constitue entre le mandataire et la personne avec laquelle il est chargé de traiter, et, de l'autre, ceux qu'il établit entre le commettant et le mandataire.

Relativement au tiers, le mandataire ne traite pas de ses propres intérêts; il ne contracte aucune obligation personnelle; il fait l'affaire de son commettant d'après les intentions tracées dans le mandat; il n'est que le simple organe de ce même commettant, qui demeure seul obligé envers le tiers par la transaction passée ou son nom lorsqu'elle est conclue ou un vice qu'il a exprimé.

Le commettant ne peut être soumis, dans le choix de son mandataire, à d'autres règles qu'à celle de sa confiance. Il est absolument indifférent à la tierce personne avec laquelle on doit traiter, que le mandataire ait ou n'ait pas la capacité de contracter; tout ce qui importe à cette personne, c'est d'observer si les intentions du commettant, manifestées dans le mandat, se raccordent avec ses propres vues, et de veiller à ce qu'elles soient ponctuellement exécutées. Que le mandat ait été

doué à un mineur ou à un majeur, à une femme mariée ou à un homme jouissant de la plénitude de ses droits civils, la personne du mandataire disparaît comme un échafaudage d'un ouvrier appliqué à la construction de l'édifice, et la transaction, relativement au commettant et son intérêt, et toute la solidité dont il est susceptible.

Il n'est pas de même des rapports établis entre le commettant et le mandataire. L'exécution du mandat entraîne à sa suite une obligation respectueuse dont la solidité est subordonnée à certains conditions. Si le commettant a fixé son choix sur un mineur, sur une femme mariée, ou sur tout autre personne qui n'ayant pas la libre faculté de s'engager, il a couru de reproches à faire qu'à sa propre supériorité, et les obligations qui sont la charge du mandataire demeurent assises à la suite ou à la restitution inépuisable des engagements contractés par les personnes de cette classe.

L'état du mandataire, la faculté plus ou moins restreinte qu'il peut avoir de contracter, sont donc sans objet dans son intérêt personnel et dans celui de la personne avec laquelle il a traité. Quant au commettant, la loi ne doit pas s'en occuper, puisque son choix a été l'effet absolu et libre de sa volonté.

La disposition qui nous occupe ici, il est vrai, être partagée sous des rapports nouveaux, et le droit qu'elle paraît accorder aux femmes mariées d'accepter et d'extérioriser un mandat sans l'autorisation de leurs maris, peut donner quelque inquiétude à des hommes chez lesquels l'instinct de la vérité est encore plus rapide que le calcul de la réflexion, et qui, profondément pénétrés des droits qui heurtent la femme à son mari, sent quelquefois trop prompts à s'alarmer sur la possibilité de cette singulière déprédation.

Redoublons hommage, citoyens triavons, à l'esprit national qui est un principe si honorable; mais en même temps raisonnons-nous sur une disposition qui a été réfléchi avec maturité, dont toutes les conséquences ont été pesées, et qui n'a été adoptée qu'après un profond examen de tous les rapports sous lesquels elle pouvait se présenter. Non, cette disposition ne troublera pas l'harmonie conjugale; elle ne compromettra pas l'autorité des maris; elle ne blessera pas le respect dû aux hautes usages du mariage.

La loi n'a dit que le mari doit protection à sa femme, que la femme doit obéissance à son mari.

La disposition particulière dont nous parlons n'a point retiré la sévérité de ce précepte. Les auteurs du projet ont pensé que les femmes en général le respecteraient assez pour ne pas occulter un mandat contre le gré ou la volonté de leurs maris; mais ils ont prévu aussi que l'absence du mari, son insouciance ou même l'indiscipline domestique, pourraient porter la femme à exécuter un mandat sans le consentement de son mari. Ce cas voulait une disposition particulière, qui, sans souffrir que l'autorité maritale fût impunément méconnue, conservât néanmoins les principaux effets du mandat. Le projet frappe de nullité toutes les obligations personnelles que la femme pourrait contracter par suite de l'exécution du mandat, sans détruire son effet relativement au commettant et aux tierces personnes intéressées dans ce même contrat, ou dans les actes auxquels il aurait donné lieu.

On a craint que les actes, les démarches nécessaires à l'exécution du mandat ne pussent devenir des moyens de désordre et de corruption. Or, ce n'est pas dans l'exercice de la faculté que les mœurs s'altèrent; cette disposition du

cœur qui nous porte à être utiles n'a jamais produit que des sentiments honnêtes. Le vice n'a pas une source si pure; et lorsque son influence se glisse dans le mariage, c'est par les canaux insaisissables et périlleux de la séduction, et non par les voies ostensibles d'un contrat uniquement consacré aux actes sérieux d'un intérêt légitime.

Ainsi la loi saura, par de justes et sages compensations, veiller à ce que l'exécution du mandat confié à une femme mariée ne lui soit pas principal, sans que jamais elle puisse tourner à son préjudice, ou troubler l'harmonie du mariage.

Nous avons parcouru les dispositions relatives à la forme et à la nature du mandat; les suivantes, divisées en trois chapitres, développent les obligations du mandataire, celles du mandant, et les différentes autorités dont le mandat prend fin.

Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat accepté, ou de réparer de son inexécution; il est même obligé d'acquiescer à la chose commise au décès du mandant, s'il y a péri dans la demeure; la loi, qui est le premier garant des conventions, impose au mandataire l'obligation d'accomplir sa promesse.

Cependant, comme cette promesse est ordinairement gratuite, et qu'il s'agit de ne pas être onéreux à celui qui le rend, la loi révoquera plus tard le cas où le mandataire est dispensé d'accomplir le mandat.

Le mandataire, continue le projet, répond du dol et encore des fautes qu'il commet dans sa gestion.

La loi ne doit jamais trouver grâce devant la loi; les fautes, quelque moins odieuses, ne peuvent cependant être tolérées, lorsque le préjudice qui en résulte et le degré d'impair de leur auteur leur donnent un certain caractère de gravité.

Cependant c'était ici le lieu de distinguer le mandataire qui rend un service gratuit d'avec celui qui exige un salaire. En supposant cette nuance, le projet aurait fait les tribunaux que la responsabilité relative aux fautes doit être appliquée moins rigoureusement au premier qu'au second.

Le mandataire doit rendre compte de sa gestion et l'en rendre à son commettant de tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration. C'est-à-dire, comme à tous ceux qui administrent les affaires d'autrui, est retracé par le projet, qui, pour mieux l'exprimer, ajoute que le mandataire doit faire raison, quand même ce qu'il aurait reçu n'aurait point été dû au mandant. Il répercuterait son effet à la nature de ce contrat, que le mandataire chargé d'agir et de stipuler au nom et pour les seuls intérêts de son commettant se rendit le contradictoire des droits dont il lui a confié l'exercice.

La confiance du commettant dans le zèle et l'intelligence du mandataire est le fondement sur lequel le mandat repose tout entier. Si, sans avoir reçu le pouvoir, le mandataire prend sur lui de substituer à sa place une autre personne, il paraît avoir trompé la confiance de son commettant, et excédé les bornes de son mandat.

Cependant, comme dans presque toutes les affaires qui font l'objet d'une procuration, le mandataire est obligé de substituer d'autres personnes pour l'exécution de quelque partie du mandat, il a paru convenable aux auteurs du projet de généraliser cette faculté, et de tolérer dans tous les cas qu'un mandataire se substitue une autre personne dans la gestion, lors même qu'il n'en a pas reçu le pouvoir; mais alors le commettant est en

lorise tout à la fois à agir directement contre la subordonnée, et à s'opposer contre le mandataire la responsabilité de la gestion.

Il y a parité de motifs, et il en est de même lorsque la mandataire, ayant reçu le pouvoir de se substituer une personne de son choix, en a choisi une dont l'incapacité ou l'insolabilité étaient notoriées.

La solidarité entre plusieurs coobligés n'a lieu qu'autant qu'elle est exprimée. Cette règle générale a dû être particulièrement appliquée à plusieurs mandataires constitués par le même acte, parce que, leurs obligations prenant leur source dans un service officieux, il n'y a point de lui résister dans leurs bornes naturelles.

Cette union considérée a dû mener à un résultat opposé, relativement à plusieurs coobligés, qui ont donné un seul mandat pour une affaire commune. Ils reçoivent la servitude commune, et chacun d'eux est tenu solidairement d'indemniser le mandataire.

En fin, dans ce cas, ne faut que cautionner le devoir que leur imposition d'attache la loyauté et la reconnaissance.

Le mandataire se consacre à la gestion des affaires du coobligé, à moins, d'après la nature du contrat, il doit en recevoir une rémunération. Il a fallu lui en faire la juste conséquence, et si le mandataire emploie à son propre usage des sommes provenant du mandat, ou bien si, après avoir rendu son compte, il ne représente pas au coobligé celles qui lui restent et n'ont pas été restituées, il lui doit les intérêts à compter de l'aune ou de l'autre de ses époques.

Enfin, par la plus juste réciprocité, le projet a dû obliger aussi le coobligé à payer au mandataire les intérêts des avances faites par celui-ci à compter du jour où elles sont non-réversées.

J'ai interrompu l'ordre des dispositions du projet pour rapprocher les obligations du coobligé de celles du mandataire dans les deux points de la solidarité et des intérêts dus par l'un et par l'autre, parce qu'ils ont sur ces deux parties des rapports si intimes, que j'ai cru ne pouvoir les séparer dans la discussion.

Je reprends maintenant la série des dispositions au chapitre III, qui traite des obligations du coobligé en particulier, et qui les expose de la manière la plus simple et la plus lumineuse.

Ces obligations regardent ou les tierces personnes ou les personnes à la mandataire a contracté ou exécution du mandat, ou la mandataire lui-même.

Le mandat, dit l'article 15, est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné.

Et comment pourrait-il en être autrement, lorsque le mandat a été fidèlement rempli? N'est-ce pas le mandataire lui-même qui a conçu le plan de ces engagements, qui les a traités dans le mandat, et qui lui a donné d'avance son adhésion? Le mandataire n'a été que son image, il n'a fait que le représenter dans l'instant où il a reçu le complément de leur formation par le concours de la personne envers laquelle ils ont été contractés. La loi de la convention en fin donne ainsi pleinement ce qui n'est assés en personne à la rédaction du contrat.

Les obligations du coobligé envers le mandataire ont une autre cause, mais ne sont pas moins sacrées.

La première est de rembourser au mandataire toutes les avances qu'il a été à même de faire pour

l'exécution du mandat, et de lui payer ses salaires les-qu'il en a été promis.

La justice et la reconnaissance imposent également au devoir au coobligé, soit que l'affaire ait eu, soit qu'elle n'ait pas eu le succès qu'il attendait. C'est pour lui, c'est pour son seul avantage qu'elle a été traitée. Il doit toujours supporter les chances du hasard, auquel toutes les transactions sociales sont plus ou moins exposées.

Le projet du loi porte encore plus loin sa sollicitude pour assurer au mandataire une pleine indemnité; il ne souffre pas que les frais avancés subissent aucune réduction sans préjudice qu'ils aient pu être remboursés, il veut enfin que le mandataire soit déchargé des pertes qu'il a essuyées à l'ouïe de la gestion, pour lesquelles ne puissent être imputées à sa propre imprudence.

Après avoir tracé dans un cercle très-resserré les obligations du mandat, le projet de loi explique dans un dernier chapitre les différentes manières dont le mandat finit.

Il finit de trois manières: par la révocation du mandataire, par la renonciation de celui-ci au mandat, et par la mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la décadence, soit du mandat, soit du mandataire.

Ces trois modes de dissolution sont au premier chef de caractère des principes qui constituent la nature et l'essence du mandat.

Si le mandat, en effet, n'est autre chose que la faculté de soumettre à une personne la gestion d'une affaire, s'il n'a d'autre objet que l'intérêt du coobligé, si la chose du mandataire est libre et spontanée, il s'ensuit que le mandataire purement officieux du coobligé doit usser au gré du coobligé de sa volonté en consentant.

Dès l'instant où cette volonté est manifeste, soit par une révocation expresse, soit par la substitution d'un autre mandataire pour le même objet, le pouvoir du premier mandataire s'évanouit, et sa gestion doit discontinuer sur-le-champ.

Cependant le mandat a fréquemment pour objet des traités avec des tierces personnes; il ne suffit pas alors d'en avoir notifié la révocation à un mandataire peu diligent, qui, quoiqu'en parfaite connaissance de la cessation de ses pouvoirs, le notifie à ces tierces personnes et leur ait avec elles des traités primitivement autorisés par le mandat. Le coobligé restera obligé envers les tiers tout comme s'il n'y avait pas eu de révocation, et la réparation du préjudice qu'il pourrait en souffrir ne pourrait plus être que dans le retour contre le mandataire dont il aurait osé faire usage d'un pouvoir révoqué.

C'est pour prévenir cet inconvénient, autant qu'il est possible, que le projet du loi donne au coobligé la faculté de contraindre le mandataire à lui remettre la minute de la procuration, si elle a été délivrée en brevet, ou la grosse, s'il en a été garde minute, afin de mettre ainsi le mandataire hors d'état de justifier un mandat dont il aurait dû s'être débarrassé après sa révocation.

Le mandataire peut de son côté renoncer au mandat au moment sa renonciation au mandat. Si le coobligé, qui seul doit recueillir tout l'avantage du mandat, peut impunément faire une révocation non qu'on l'a soit en quelque sorte offensante pour le mandataire, à plus forte raison le mandataire, qui ne doit rendre qu'un pur service, peut-il se décharger de sa promesse, lorsque sa renonciation ne blesse au rien ni les intérêts ni l'honneur du coobligé.

J'ai suivi l'esprit du projet en ajoutant à la re-

renonciation du mandataire cette condition qu'elle ne blessait pas les intérêts du commettant; car si elle précéderait un mandat, il devrait en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouvât dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même un préjudice considérable. Ce dernier inconvénient est bien dû au désintéressement du mandataire; et dans l'alternative d'un préjudice inévitable d'un côté ou de l'autre, il est évident qu'il faut plutôt d'exposer le mandataire à le souffrir.

La renonciation se concentre toute entière dans les personnes qui se la donnent; elle doit nécessairement s'éteindre avec elles. Ainsi le mandat finit par la mort du commettant et par celle du mandataire. La confiance du commettant ne peut rattachée celle de ses successeurs, pas plus qu'il ne peut être l'objet lui-même à l'égard des héritiers du mandataire. Tout ce qui reste à faire aux héritiers après la mort du mandataire, est d'en donner avis au commettant et de pourvoir, en attendant, à ce que les affaires puissent s'exécuter pour l'intérêt de l'un ou l'autre.

La mort civile, l'interdiction, la déshérence sont du mandat, ont du mandat, ont des effets qui exigent de la prudence, de l'intelligence et d'une certaine responsabilité, pourrout-ils continuer d'être exercés ou renoués, lorsque le mandant ou le mandataire ont été frappés de mort civile, lorsqu'ils ont perdu l'usage de la raison, ou lorsque le désordre de leurs affaires a entraîné la subversion générale de leur fortune? Le commettant qui a subi de pareils accidents n'a plus d'affaires à gérer; tout ce qu'il possédait a passé dans la main des successeurs, des héritiers, ou d'un tuteur. Le mandataire qui est dans le même cas n'a plus aucune confiance, et tous les liens qui les unissaient l'un à l'autre sont nécessairement rompus.

Cependant les causes de ce genre de dissolution peuvent être ignorées soit par le mandataire, soit par les tiers avec lesquels il est chargé de contracter.

Cette possibilité a déterminé les auteurs du projet à joindre ici deux dispositions très-justes. L'une porte que, si le mandataire ignore la mort du mandant, ou l'une des autres causes qui font cesser le mandat, ce qu'il a fait dans cette ignorance est valide; l'autre, veut que, dans tous les cas, les engagements soient exécutés à l'égard des tiers qui sont de bonne foi.

Citoyens tribuns, un floril, avec le projet de loi, ma chère commission analytique.

Tout facile de voir faire connaître la justice et l'équité de la loi, de la détermination du mandat, la validité avec laquelle la nature et le caractère de ce contrat ont été développés, la simplicité de ses formes, la précision et la fermeté des règles qui concernent les obligations respectives du mandant et du mandataire, et enfin la conséquence naturelle des motifs qui font cesser le mandat avant qu'il ne soit accompli.

En rempli moi-même le mandat qui m'a été confié par la section de législation, je l'ai rempli, non sans une juste défiance de la faiblesse de mes moyens comparés aux grands talents qui sont l'appui de cette tribune; mais si je n'ai pu satisfaire l'attente de mes commettants, j'espère du moins que mes efforts m'ont mérité leur indulgence.

La section de législation vous propose, par mon organe, l'adoption du projet de loi.

Le Tribunal entend l'impression du rapport de l'Orateur.

La discussion du projet de loi est ajournée.  
La séance est levée.

## CORPS LEGISLATIF.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN FONTANES.

Séance du 17 vendémiaire an XII [judy 8 mars 1804].

Lecture du verbal de l'Assemblée d'intérêt approuvé.  
Les citoyens Bigot-Picard, Mol et Nogue, conseillers d'Etat, sont introduits.

Le citoyen **Bigot-Picard** présente un projet de loi relatif à la prescription (Code civil, titre X, livre III). En voici le texte et l'exposé des motifs :

### Projet de loi.

Des différents manières dont on acquiert la propriété.

#### TITRE XX.

##### De la prescription.

##### CHAPITRE PREMIER.

##### Dispositions générales.

Art. 1. La prescription est un moyen d'acquies, ou de se libérer par un certain laps de temps, et sous les conditions déterminées par la loi.

Art. 2. On ne peut d'avance renoncer à la prescription; on peut renoncer à la prescription acquise.

Art. 3. La renonciation à la prescription est expresse ou tacite; la renonciation tacite suppose d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquies.

Art. 4. Celui qui ne peut ni renoncer à la prescription acquise.

Art. 5. Les juges ne peuvent pas suppléer à l'absence du moyen résultant de la prescription.

Art. 6. La prescription peut être opposée en tout état de cause, même devant le tribunal d'appel, à moins qu'elle n'ait été opposée au moyen de la prescription ne donne pas les conséquences d'être primaires et avoir renoncé.

Art. 7. Les créanciers, ou tout autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquies, peuvent l'opposer, même qui le débiteur ou le propriétaire y renonce.

Art. 8. On ne peut prescrire la somme des choses qui ne sont point dans la possession.

Art. 9. La union, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

##### CHAPITRE II.

##### De la possession.

Art. 10. La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit qui nous tenons ou qui nous tenons par nous-mêmes; on peut en outre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

Art. 11. Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire.

Art. 12. Un est toujours présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a été autorisé à posséder pour un autre.

Art. 13. Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder à son titre, et n'y a pas de preuve du contraire.

Art. 14. Les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent donner lieu à la prescription.

Art. 15. Les actes de violence ne peuvent donner lieu à la prescription, à moins qu'ils n'aient été faits par la violence.

La possession seule ou commencée qui donne la violence n'est pas.

Art. 16. La possession relative qui n'a pas été possédée antérieurement ou présente n'est pas possédée dans le temps ni continue, soit en son titre.

Art. 17. L'acte de prescription, ou peut joindre à sa possession, ou de son auteur, de quelque manière que les lois ont ordonné, soit à titre universel, soit à titre particulier ou intérêt.

##### CHAPITRE III.

##### Comment on empêche la prescription.

Art. 18. Celui qui possède pour autrui ne prescrit jamais, par quelque laps de temps que ce soit.

Aussi, le femme, le dépositaire, l'administrateur de tout les autres qui deviennent propriétaires la chose de propriété ne peuvent la prescrire.

Art. 19. Les héritiers de ceux qui avaient la chose en quelque des titres dérogés par l'acte précédent ne peuvent plus prescrire.

Art. 20. Nul autre que les personnes énoncées dans les articles 18 et 19 peuvent prescrire, et si l'un de lui prescription se trouve partielle, tout par son casier content d'un tiers, soit par la transmission qu'elle est approuvée au droit du propriétaire.

Art. 21. Ceux à qui les héritiers, dépositaires, ou autres détenteurs procèdent, ont l'acte en cause par ne être mandant de propriété, peuvent la prescrire.

Art. 22. On ne peut pas prescrire contre soi-même, ni se son que l'un ne peut point se défendre à soi-même l'homme et le principe de sa personnalité.

Art. 23. On peut prescrire contre son titre, et si on n'a que l'un prescrire la libération de l'obligation que l'on a contractée.

#### CHAPITRE IV.

Causes qui interrompent ou qui suspendent le cours de la prescription.

##### SECTION PREMIÈRE.

Des causes qui interrompent la prescription.

Art. 24. La prescription peut être interrompue et accomplissement en civilisation.

Art. 25. Il y a interruption intermédiaire, lorsque le possesseur est privé pendant plus d'un an de la possession de la chose, ou par l'absence propriétaire, ou même par sa mort.

Art. 26. Une action en justice, ou correspondance ou une action, signifiée à celui qui est coupable de possession, forme l'interruption même.

Art. 27. La citation ou assignation devant le bureau de paix interromp la prescription du jour de sa date, lorsqu'elle est suivie d'un jugement ou justice, déboute des ses défauts de droit.

Art. 28. La citation en justice, donnée même devant un juge incompétent, interromp la prescription.

Art. 29. Si l'assignation est nulle par défaut de forme,

Si le demandeur se désiste de sa demande, Si l'acte est périmé l'instance,

On se sa demande est nulle, l'interruption ne l'égare comme non avenue.

Art. 30. La prescription est interrompue pu l'interpellation que l'indébiteur, ou le possesseur, fait du droit de cela contre lequel il procède.

Art. 31. L'interpellation faite, conformément aux règles mentionnées, à l'un des débiteurs solidaires, ou au reconnaissant, interromp la prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers.

L'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou la reconnaissance du lui héritier, interromp par la prescription à l'égard des autres héritiers, quand même la reconnaissance serait hypothétique, si l'obligation n'est indivisible.

Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt la prescription à l'égard des autres débiteurs que pour la part dont ils héritent de la chose.

Pour interrompre la prescription pour la totalité à l'égard des autres débiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur débiteur, ou la reconnaissance de tous ses héritiers.

Art. 32. L'interpellation faite ou débiteur principal, ou reconnaissant, interromp la prescription contre la caution.

##### SECTION II.

Des causes qui suspendent finement de la prescription.

Art. 33. La prescription court contre toutes personnes, si l'homme qui obtient le droit de ne quelque exception établie par la loi.

Art. 34. La prescription court pas contre les mineurs si les interdits si au quel et si à l'article 1000-1001, et à l'incapacité des autres non débiteur par la loi.

Art. 35. Elle ne court point contre époux.

Art. 36. La prescription court contre la femme mariée, encore qu'elle ne soit point séparée par un contrat de mariage ou en justice, à l'égard d'un bien dont la mari a l'administration, sans son recours contre la mari.

Art. 37. Nul autre que le mari ne peut pendant la

mariage à l'égard de l'acquisition d'un fonds constitué selon la forme de loi, conformément à l'article 1000, ou l'acte du contrat de mariage.

Art. 38. La prescription est purement suspendue pendant la minorité.

Si l'un de cas où l'union de la femme ne pourrait être exercée quoique son option à l'acte ou l'acceptation ou la renonciation à la communauté;

Si dans le cas où la mari, après venue de la loi propre de la femme sous son contrat, ou si après de la mort, si dans tous les autres cas où l'acte de la femme est nul, même la mari.

Art. 39. La prescription ne court point à l'égard d'une femme qui dépend d'une condition jusqu'à ce que la condition survienne.

À l'égard d'une action en garantie jusqu'à ce que l'action ait lieu.

À l'égard d'une créance à jour fixe jusqu'à ce que ce jour soit arrivé.

Art. 40. La prescription ne court pas contre l'homme biologique à l'égard des créances qu'il a contre la succession.

Elle court contre une succession vacante, quoique non pourvue de mandataire.

Art. 41. Elle court encore pendant les trois mois pour les créances et les obligations pour délibérer.

#### CHAPITRE V.

De la prescription pour prescrire.

##### SECTION PREMIÈRE.

Prescription générale.

Art. 42. La prescription se suspend pour tout et non par l'acte de loi et l'acte de loi de la date du jour de l'acte.

Art. 43. Dans les prescriptions qui s'accomplissent dans un certain nombre de jours, les jours compris dans l'acte s'exceptent.

Dans celles qui s'accomplissent par mois, même de l'année, comprend les jours non accomplis.

##### SECTION II.

De la prescription trentenaire.

Art. 44. Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui a une prescription soit obligé d'en rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception de la prescription.

Art. 45. Après vingt-neuf ans de la date du dernier titre, le débiteur d'une dette peut émettre un titre de forme à son lois ne l'acte et si son créancier ou son héritier n'agit.

Art. 46. Les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent titre s'expliquent dans les titres qui leur sont propres.

##### SECTION III.

De la prescription par dix et vingt ans.

Art. 47. Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre une immeuble ne prescrit la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire lui-même dans le contrat de l'acte d'appel dans l'acte depuis l'acte d'acquisition est connu, et par vingt ans, si est inconnu lors du contrat.

Art. 48. Si le véritable propriétaire a ou son domaine ne diffère le temps dans le contrat de la date du contrat, si lui, pour remplir la prescription, ajoute à ce qui manque au titre de son présent un nombre d'années d'absence double de celui qui manque pour compléter les dix années de présence.

Art. 49. Le titre ou par défaut de forme ne peut servir de base à la prescription de dix et vingt ans.

Art. 50. La prescription est toujours présente, et s'est à moins que l'acte ne soit nul par la loi.

Art. 51. Il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition.

Art. 52. Après dix ans l'acquisition de l'immeuble est acquise sans charge de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

##### SECTION IV.

De quelques prescriptions particulières.

Art. 53. L'action des maîtres et instituteurs des enfants et de la, pour les leçons qu'ils ont données au mois;



C'est donc dans la fixation du temps nécessaire pour opérer la prescription qu'il faut, avec tous les calculs et sous tous les rapports de l'équité, trouver les règles qui pussent le moins compromettre le droit réel de propriété. Ces règles doivent par ce motif être dictées sous l'empire de la nature et l'objet des biens.

Si jamais l'équité se trouve blessée, ce n'est peut-être que dans des cas particuliers. La justice générale ne redonne ni ôle les intérêts privés qui peuvent être lésés doivent céder à la nécessité de maintenir l'ordre social.

Mais ce sacrifice exigé pour le bien public ne rend qu'un plus coupable dans le for intérieur celui qui, ayant usurpé, ou celui qui, étant certain que son engagement n'a pas été rempli, abuse de la prescription légale. Le cas de sa conscience, qui lui rappelle dans tous son obligation naturelle, est la seule ressource que la loi puisse laisser au propriétaire, ou au créancier qui aura laissé courir contre lui la prescription.

Si on était autrement, il n'y aurait aucun terme après lequel on pût se regarder comme propriétaire ou comme affranchi de ses obligations; il ne resterait au législateur aucun moyen de prévenir ou de brimer les procès; tout serait incertitude et confusion.

Ce qui prouve encore plus que les prescriptions sont un des fondemens du l'ordre social, c'est qu'on les trouve établies dans la législation de tous les peuples policés.

Elles furent en usage chez les Romains, dans les temps les plus reculés; leurs lois n'ont point que comme d'une garantie nécessaire à la paix publique : *Res publica usurpatione inextincta est, et scilicet quorundam errorum dim et fere semper usuris domum rasset, cum sufferret dominus ad inquirendos res suas statuti temporis spatium* (leg. 1, ff. de Usurp. et Usuc.). La prescription est mise, dans ces lois, au nombre des aliénations de la part de celui qui laisse prescrire. *Ademptum verbum etiam principibus continet. Fix est enim et non videatur deusque qui patitur hancque* (leg. 28, ff. de Verb. signif.). On y donne à la prescription la même irrévocabilité qu'à l'autorité des jugemens, qu'aux transactions. *On sunt iudicia terminata, transactio comperta, temporis transactio alienatio finita* (leg. 23, ff. de Verb. signif.).

La nécessité des prescriptions, leur conformité avec les principes d'une justice juste, sont encore plus sensibles par le développement des règles qui font la matière du présent titre du Code civil.

On y a d'abord établi celles qui sont relatives à la prescription en général.

On considère ensuite plus spécialement la nature et les effets de la possession.

On y énonce les causes qui empêchent la prescription, celles qui l'interrompent ou la suspendent.

On finit par déterminer le temps nécessaire pour prescrire.

Après avoir, dans les dispositions générales, indiqué la nature et l'objet de la prescription, on a réglé dans quels cas on peut renoncer à son prévaloir.

Lorsque le temps nécessaire pour prescrire s'est écoulé, on peut renoncer au droit ainsi acquis, pourvu que l'on ait la capacité d'aliéner; il ne peut y avoir à cet égard aucun doute.

Mais cette faculté que chacun a de disposer de ses droits peut-elle être exercée relativement à la prescription avant qu'elle ait eu son cours? Celui qui contracte un engagement peut-il stipuler qu'

ni lui ni ses représentans n'opposent cette exception?

Si cette renonciation était valable, la prescription ne serait plus pour maintenir la paix publique qu'un moyen illusoire; tous ceux au profit desquels seraient les engagements ne manqueraient pas d'exiger cette renonciation.

S'agit-il d'une obligation? La prescription est fondée sur la plus forte présomption d'une libération effective; non-seulement la loi intervient pour celui qui, ayant surréché au débiteur, peut présumer que ce dernier s'est acquitté, mais encore elle vient au secours du débiteur lui-même qui, s'étant effectivement acquitté, n'a plus le titre de sa libération. Comment croire que celui qui renonce à la prescription ait entendu s'exposer, lui ou ses représentans, à payer plusieurs fois? Ce serait un engagement irrésistible et désavoué par la raison.

S'agit-il de la prescription d'un fonde? Si l'a été convenu entre deux voisins que l'un posséderait le fonds du l'autre, sans pouvoir le prêter, ce n'est point de la part de celui au profit duquel est la stipulation une renonciation à la prescription; c'est une reconnaissance qu'il ne posséderait point à titre de propriétaire, et nul autre que celui qui possède a ce titre ne peut prescrire.

Observons encore que, la prescription était nécessaire pour maintenir l'ordre social, elle fait partie du droit public, auquel il n'est pas libre à chacun de déroger: *Jus publicum partem privatorum mutari non potest* (leg. ff. de Partic.).

La prescription n'est, dans le langage du barreau, qu'une fin de non-recevoir, c'est-à-dire qu'elle n'a point d'effet, si celui contre lequel on veut exercer le droit résultant d'une obligation, ou contre lequel on revendique un fonde, n'oppose pas cette exception.

Tout, en effet, doit être en marche de la justice: le temps seul n'opère pas la prescription; il faut qu'avant le temps concouru ou la longue inaction du créancier, ou une possession telle que la loi l'exige.

Cette inaction, ou cette possession, sont des circonstances que les juges ont reconnues et vérifiées par les juges quand elles sont alléguées par celui qui veut s'en prévaloir.

Mais aussi la prescription peut être opposée en tout état de cause, même devant le tribunal d'appel; la mine a eu égard pendant une partie du procès peut avoir été déterminée par l'opinion que les autres moyens étoient suffisants, et le droit auquel par la prescription n'a renoncé pas moins toute sa force jusqu'à ce que l'autorité de la chose définitivement jugée par le tribunal d'appel ait irrévocablement fixé le sort des parties.

Cette règle doit néanmoins se concilier avec celle qui interdit la renonciation même tacite à la prescription acquise. Cette renonciation résulte de faits qui supposent l'abandon du droit. Ainsi, quoique le silence de celui qui, avant le jugement définitif, n'a pas fait valoir le moyen de prescription ne puisse seul lui être opposé, les juges auront à examiner si les circonstances ne sont point telles que l'on doive ou induire la renonciation tacite au droit acquis.

Ce serait une erreur de croire que la prescription n'a d'effet qu'autant qu'elle est opposée par celui qui a prescrite, et que c'est un profit de sa dernière une faculté personnelle. La prescription établit ou la libération, ou la propriété; or les créanciers peuvent, ainsi qu'on l'a déclaré au titre des obligations, exercer les droits et les actions de leurs



débiteurs, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne; la conséquence est que les créanciers, ou toute autre personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peuvent l'opposer, quoique le débiteur ou le prestatore y renonce.

La prescription est un moyen d'acquiescement : on ne peut acquiescer à la prescription si on ne peut prescrire que les choses qui sont dans le commerce, c'est-à-dire qui sont susceptibles d'être exclusivement possédées par les individus.

Mais a-t-on dû regarder comme n'étant point dans le commerce les biens et les droits appartenant à la nation, à des établissements publics, ou à des communes?

À l'égard des domaines nationaux, si dans l'ancien régime ils étaient imprescriptibles, c'était une conséquence de la règle suivant laquelle ils ne pouvaient en aucune manière être aliénés. On indiquait de cette règle que le domaine ne pouvait être possédé en vertu d'un titre valable dans une mauvaise foi; que cette possession ne pouvait être imputée qu'à la négligence des officiers publics, et que cette négligence ne devait pas entraîner la perte des biens nécessaires à la défense et aux autres charges de l'État.

La règle de l'inaliénabilité a été abrogée pendant la session de l'Assemblée constituante, par des considérations de bien public qui ne sauraient être méconnues.

Les lois multipliées qui autorisent la vente des domaines nationaux et nouveaux, les aliénations générales faites en exécution de ces lois, et l'irrevocabilité de ces aliénations prononcée dans les chartes constitutionnelles, ont dû faire consacrer, dans le Code civil, comme une règle invariable, celle qui, en mettant ces domaines dans le commerce, les soumettait aux règles du droit commun sur la prescription.

Ces règles, étant applicables pour ou contre la nation, doivent à plus forte raison être observées à l'égard des établissements publics et des communes.

Pour que la possession puisse établir la prescription, elle doit réunir tous les caractères qui indiquent la propriété; il faut qu'elle ait pu s'exercer, sur le fait même de cette possession, aucun équivoque; il faut qu'elle soit paisible, qu'elle soit paisible, qu'elle soit continue et non interrompue pendant le temps que la loi a fixé.

Le possesseur en général est le détenteur d'une chose, ou la possession d'un droit que nous tenons, ou que nous nous sommes par nous-mêmes, ou par un autre qui tient cette chose, ou qui exerce ce droit en notre nom.

Cette possession par soi-même, ou par autrui, est un fait qui ne peut pas d'abord établir un droit, mais qui indique la qualité de propriétaire. Cette indication est illusoires, si celui qui a la possession pouvait être évincé autrement que par le prevo qu'il possède au nom d'autrui, ou qu'un autre à la propriété.

Quand on a commencé à posséder pour autrui, doit-on être toujours présumé posséder au même titre?

L'une des plus anciennes maximes de droit est que nul ne peut, ni par sa volonté, ni par le seul laps de temps, se changer à soi-même le cause de sa possession: *Nemo a ceteris prescriptum est, neminem nisi ipsi causam possessionis mutare possit*, (Ley 3, § 19, ff. de Acquir. posses.). Ainsi le fermier, l'emprunteur, le dépositaire, seront toujours tenus posséder au même titre. Le motif est que la détention ne peut être

à la fois pour soi et pour autrui; celui qui détient pour autrui perd son titre et renouvelle à chaque instant la possession de celui pour lequel il détient, et le temps pendant lequel on peut détendre pour autrui étant infini, on ne saurait fixer l'époque où celui pour lequel on détient serait dépossédé.

La règle suivant laquelle on est toujours présumé posséder au même titre, doit être mise au nombre des principales garanties du droit de propriété.

Cette présomption ne doit céder qu'à des preuves positives.

Tel serait le cas où le titre de la possession de celui qui tient pour autrui se trouverait intervenu.

Un titre peut être intervenu par une cause provenant d'un tiers personne.

Il peut l'être par le possesseur à titre de propriétaire, s'il transmet cette espèce de possession à la personne qui ne tient qu'à titre de préstatore.

Enfin la personne même qui tient au nom d'autrui peut intervenir le titre de sa possession, soit si son profit par la contradiction qu'elle aurait opposée au droit du possesseur à titre de propriétaire, soit si son profit d'un tiers auquel redébitrait aurait transmis la chose par un titre translatif de propriété.

Le successeur à titre universel de la personne qui tenait la chose pour autrui n'a point un nouveau titre de possession. Il succède aux droits tels qu'ils se trouvent; il continue donc de posséder pour autrui, et conséquemment il ne peut pas prescrire.

Mais le successeur à titre universel et le successeur à titre singulier diffèrent en ce que celui-ci n'a point son droit du titre primitif de son prédécesseur, mais du titre qui lui a été personnellement consenti. Ce dernier titre peut donc établir un genre de possession que la personne qui l'a transmis n'avait pas.

Cette règle a-t-elle rien de contraire à celle suivant laquelle nul ne peut transmettre plus de droit qu'il n'en a. Le titre translatif de propriété donné par celui qui n'est pas propriétaire ne transmet pas le droit de propriété; mais la possession, par conséquent de ce titre, est un fait absolument différent de la détention au nom d'autrui, et dès lors cette possession continue pendant le temps réglé par la loi peut établir le droit résultant de la prescription.

Il faut encore, lorsqu'on dit que nul ne peut prescrire contre son titre, distinguer la prescription comme moyen d'acquisition de celle qui est un moyen de libération. Celui qui acquiert en prescrivant ne peut se changer à lui-même la cause et le principe de sa possession, et c'est de lui que l'on dit proprement qu'il ne peut pas prescrire contre son titre.

Mais s'il s'agit de la libération par prescription, cette prescription devient la cause de l'extinction du titre, et alors on prescrit contre son titre en ce sens qu'on se libère, quoiqu'il y ait un titre.

Les actes de pure faculté, ceux de simple tolérance, ne peuvent pas être considérés comme des actes de possession, puisque ni celui qui les fait n'entend agir comme propriétaire, ni celui qui les subit se les attribue de sa possession.

Celui qui, pour acquiescer la possession, en a déposé par violence l'ancien possesseur, a-t-il pu se faire ainsi un titre pour prescrire?

La loi romaine excluait toute prescription jusqu'à ce que la personne ainsi dépossédée eût été rétablie en sa possession, et celui même qui

avant cette restitution aurait acheté de bonne foi du spoliateur, ne pourrait pas prescrire.

Cette décision ne pourrait se concilier avec le système général des prescriptions.

Sans doute, celui qui est dépossédé par violence n'entend pas se dessaisir, et si, lorsqu'il cesse d'éprouver cette violence, il laisse l'usurpateur posséder paisiblement, ce dernier n'a encore qu'une possession du mauvais foi; mais cette possession peut alors réunir toutes les conditions exigées pour éprouver l'espèce de prescription contre laquelle l'exception de mauvais foi ne peut pas être opposée.

D'ailleurs la règle exclusive de toute prescription serait injuste à l'égard de ceux qui, ne connaissant point l'usurpation avoir violencé, auraient en possédant une possession que l'on ne pourrait attribuer à cette violence.

Les motifs ont empêchés de donner aux acts de violence, sur lesquels la possession aurait fondé, d'autre effet que celui d'être un obstacle à la prescription tant que cette violence dure.

La possession de celui qui veut prescrire doit être continue et non interrompue.

Plusieurs causes interrompent ou suspendent le cours de la prescription.

Lorsqu'il s'agit d'acquiescer une chose par prescription, l'interruption est naturelle ou civile.

Il y a interruption naturelle, lorsque la fait même de la possession est interrompue.

Si, quand il s'agit d'un fonds, cette interruption ne s'est pas prolongée un certain temps, on présume qu'il n'est qu'une simple erreur de la part de celui qui s'en est emparé.

Un prétexte n'est que celui qui était en possession s'en est ressaisi, ou a réclamé, aussitôt qu'il a ou continué de l'occupation, et qu'il a aussitôt entendu la souffrir.

On a considéré que, si l'occupation momentanée d'un fonds suffisait pour priver des effets de la possession, ce serait une cause de désordre; que chaque possesseur serait à tout moment exposé à la nécessité d'avoir un procès pour justifier son droit de propriété.

Dans tous les jugements rendus à Rome en matière de possession, et qui furent d'abord distingués sous le nom d'*interdicts*, il fallut priver de plusieurs des avantages de la possession nonrrière de trois choses inaliénables ou inamovibles contre un prétendu possesseur, quo cette possession fût d'une année.

La règle de la possession annuelle a toujours été suivie en France à l'égard des immeubles; elle est la plus propre à maintenir l'ordre public. C'est pendant la révolution d'une année que les produits d'un fonds ont été recueillis; c'est pendant une pareille révolution qu'une possession publique et continue a pu être maintenue, quo cette possession fût la confondre avec une simple occupation.

Ainsi nul ne peut être dépossédé du titre de possesseur que par la possession d'une autre personne pendant un an, et, par la même raison, la possession qui n'a point été d'un an n'a point l'effet d'interrompre la prescription.

L'interruption civile est celle qui forme une citation en justice, un commandement ou une autre signification à celui que l'on veut empêcher de prescrire.

Il ne peut y avoir de don que dans le cas où la citation en justice a eu lieu.

On distingue à cet égard la nullité qui résulte de l'incompétence du juge et celle qui a pour cause un vice de forme.

Dans le premier cas, l'ancien usage de la France,

contraire à la loi romaine, était qu'une action libellée interrompait la prescription lors même qu'elle était intentée devant un juge incompétent; cet usage plus conforme au maintien du droit de propriété a été consacré.

Mais lorsque les formalités exigées pour que la possession ait valablement acquis n'ont pas été remplies, il n'y a pas rétablissement de l'ancien, et il ne peut résulter de l'exploit de signification aucun effet.

Au surplus, la citation n'interrompt pas la prescription d'une manière absolue, mais seulement dans un cas où la demande est adjugée. Ainsi l'interruption est regardée comme non avenue, si le demandeur se désiste de son action, s'il laisse périmier l'instance, ou si la demande est rejetée.

Les effets de l'interruption de la prescription à l'égard des débiteurs solidaires, ou de leurs héritiers, sont dans le cas où l'obligation est divisible, soit dans le cas où elle est indivisible, ce sont que la conséquence des principes déjà exposés au titre des obligations en général.

Quant à la caution, son obligation accessoire dure autant que l'obligation principale, et dès lors la caution ne peut opposer la prescription qui aurait été interrompue contre le débiteur.

La possession qui a précédé l'interruption ne peut plus être à l'avantage d'aucune considération pour la prescription; c'est en cela que l'interruption de la prescription diffère de la suspension qui rompt seulement la prescription de commencer à courir, ou qui en suspend le cours jusqu'à ce que la cause de cette suspension ait cessé.

La règle générale est que la prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par une loi.

Ces exceptions sont fondées sur la faiblesse de certaines personnes, et en même temps sur la nature des prescriptions.

Ainsi, lorsque la prescription est considérée comme un moyen d'acquiescer, celui qui l'a usée présente est réputé consentir à l'aliénation; *Alienus est et qui potest usucipi*. Or les mineurs et les interdits sont déclarés par la loi incapables d'aliéner. La règle générale est d'ailleurs qu'ils sont restituables en ce qui leur porte préjudice; et par ce motif ils devraient l'être contre la négligence dont la prescription aurait été la suite. Le cours de la prescription doit donc être suspendu pendant le temps de la minorité et de l'interdiction.

La prescription est-elle considérée comme un moyen de libération, le mineur et l'interdit sont réputés ne pouvoir agir par eux-mêmes pour exercer les droits que l'on voudrait prescrire contre eux, et souvent ces droits peuvent être ignorés par leurs tuteurs. La prescription de libération doit donc aussi être à leur égard suspendue. *Contra non valentes agere non currit prescriptio*.

Ces règles générales à l'égard des mineurs et des interdits ne souffrent d'exception que dans les cas déterminés par la loi.

Quant aux époux, il ne peut y avoir de prescription entre eux; il serait contraire à la nature de la société, du mariage, que les droits de chacun ne fussent pas l'un à l'égard de l'autre respectés et conservés. L'union d'un couple qui fait leur bonheur est au même temps et nécessaire à l'honneur de la société, que toute orrasion de la troubler est écartée par la loi. Il ne peut y avoir de prescription quand il ne peut même pas y avoir d'action pour l'interrompre.

A l'égard des tiers, la loi prononce au profit des femmes, avec certaines modifications, la suspension de la prescription dans le cas où un fonds continué eût été le régime dotal à débiter. Elle ne court point au profit de l'acquéreur pendant le mariage. C'est sans conséquence de la règle suivant laquelle dans ce régime le fonds dotal est inaliénable; cette incapacité d'aliéner deviendrait souvent illusoire, si le fonds dotal pouvait être prescrit.

La prescription est encore suspendue contre les tiers pendant le mariage au profit de la femme, soit dans le cas où son action ne pourrait être exercée qu'après une option à faire sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté, soit dans le cas où le mari, ayant vendu le bien propre de sa femme sans son consentement, est parant de la vente, et dans tous les cas où l'aliénation de la femme constituerait cause de nullité.

Si la femme exerçait contre un tiers une action pour laquelle ce tiers serait fondé à mettre en cause le mari comme garant, il en résulterait une contestation judiciaire entre le mari et la femme. Alors la femme est alors considérée comme se pouvant agir même contre cette tierce personne qu'il serait injuste de traduire en justice, si elle ne pouvait exercer son recours contre le mari; et la prescription de l'action contre la tierce personne se trouve par ce motif suspendue.

La prescription est par la nature même des choses suspendue jusqu'à l'événement de la condition, et d'agit d'une événement conditionnelle; jusqu'à l'événement, s'il s'agit d'une action en garantie; jusqu'à l'échéance, s'il s'agit d'une événement à jour fixe.

L'effet du bénéfice d'inventaire est de conserver à l'héritier ses droits contre la succession; la succession ne peut donc pas prescrire contre lui.

La prescription doit courir contre une succession vacante lors même qu'elle n'est pas pourvue de curateur. Cette circonstance ne peut pas nuire aux tiers, qui ne pouvaient même pas, sans interrompre la prescription, faire nommer un curateur à raison de cet intérêt.

Lorsque la loi donne à l'ouverture d'une succession, ou d'une communauté de biens, un délai pour faire inventaire et pour débiter, il est indispensable que la prescription de tous biens et droits soit suspendue pendant le temps que la loi elle-même présume nécessaire pour les connaître.

Après avoir exposé les causes qui suspendent la prescription, celles qui l'interrompent, celles qui la suspendent, il reste à venir rendre compte des règles relatives au temps requis pour prescrire.

Et d'abord il faut examiner comment ce temps doit se calculer, de quel moment, de quel jour il commencer, à quel jour il expire.

Le temps de la prescription ne peut pas se compter par heures; c'est un espace de temps trop court et qui ne saurait même être utilement déterminé.

Suivant la loi romaine, lorsque la prescription était au moyen d'acquiescement, l'acquisition du temps n'était pas réglée de la même manière que quand c'était un moyen de se libérer.

Dans le premier cas, lorsqu'il s'agissait d'une prescription de dix ans entre présents, et vingt ans entre absents, pour laquelle la bonne foi était exigée, on regardait la loi comme venant au secours du possesseur, et il suffisait que le dernier jour du temps requis fût commencé pour que la prescription fût acquise.

Il en était autrement, lorsqu'il s'agissait de la

prescription de libération. Cette prescription était considérée comme une peine de la négligence, et, jusqu'à ce que le dernier jour du temps requis fût expiré, cette peine n'était pas encourue.

C'était une distinction plus subtile que fondée en raison. L'ancien propriétaire contre lequel un prescrit un fonds n'est pas moins favorable que le créancier contre lequel un prescrit la dette.

Il était plus simple et plus juste de décider que la prescription n'est dans aucun cas acquise que quand le dernier jour du terme est accompli.

Où a également prévu toute difficulté en statuant que, dans les prescriptions qui s'accomplissent par un certain nombre de jours, les jours complémentaires seront comptés, et que, dans celles qui s'accomplissent par mois, celui de l'interdit comprendra les jours complémentaires.

Le point le plus important était relatif à l'égale rétro de la durée du temps pour prescrire.

La prescription courait chez les anciens Romains sous le nom d'usucapio, d'acquisition d'abord par ou ar prur les meubles, et par dix ans pour les immeubles. On exigeait un titre légal, la tradition et la possession. Ce moyen d'acquiescement ne s'appliquait qu'aux biens dont le propriétaire pouvait appartenir aux particuliers, et qu'ils distinguèrent sous le nom de *res mancipi*. On ne traitait point de ce nombre les biens situés hors d'Italie, sous lesquels le peuple romain conservait des droits.

Les conquêtes hors d'Italie étant étendues, et les propriétés des citoyens romains dans ces contrées étant multipliées, les juriconsultes introduisirent par leurs réponses une jurisprudence suivant laquelle celui qui avait possédé pendant dix ans un bien de la classe de ceux appelés *res nec mancipi*, pouvait opposer à la demande de revendication l'exception fondée sur le laps de temps, et nommée *prescriptio longi* pour la distinguer du droit nommé *usucapio*.

Cette jurisprudence, confirmée par les empereurs, était encore très-impairable. L'intervalle d'une et de deux années n'était point suffisant pour veiller à la conservation de la majeure partie des propriétés. Les droits réservés au peuple comme sur les biens situés hors d'Italie étaient abolis. Cette législation fut simplifiée par Justinien, qui supprima des distinctions et des formalités superflues inutiles. Ce mode ancien de prescription fut étendu; le terme en fut fixé pour les meubles à trois ans, et pour les immeubles à dix ans entre présents, et vingt ans entre absents, après titre et bonne foi.

Où avait, dans les temps antérieurs à cette dernière loi, senti la nécessité d'acquiescement au terme après lequel on pût établir en faveur du possesseur une prescription contre laquelle eût exception, pas même celle résultant de la mauvaise foi, pût être admise. Ce terme avait été fixé au nombre de trente années, et c'est de cette prescription que l'on peut dire : *flumina genera proficere quile prospera*.

Avant que cette prescription de trente ans fût introduite, les actions personnelles dérivant des obligations n'avaient point été considérées comme susceptibles de prescription, car le motif que celui qui s'est obligé ne peut point se prévaloir d'une possession, et que c'est d'acquiescement à sa promesse, ou celle de la personne qu'on représente.

Mais quand il fut reconnu que, pour la sécurité de la tranquillité publique, il était indispensable d'interdire toute exception, les mêmes considérations s'appliquèrent contre celui qui avait, pendant trente ans, négligé d'exercer ses droits. Sicut

in rem specialis, ita de universitate ac personales actiones ultra triginta annorum spatium non prolongantur l. 3, cod. Præsc., 30 et 40 ans.

Cependant toute prescription, quelque importante que soient ses motifs, ne devant pas s'étendre au-delà de ce qui est exprimé dans la loi, il se trouvait encore des droits et des actions qui n'y étaient pas compris, ou ne l'étaient pas assez clairement. Une ordonnance, dans les termes les plus généraux, que ce qui n'avait pas été sujet à la prescription de trente ans le fut à celui de quarante ans, sans distinction des droits ou actions de l'Église, du public et des particuliers. Cette règle ne souffrit d'exceptions, que celles qui étaient spécifiées dans son loi.

On est surpris de trouver dans cette législation une règle si universelle, lorsque l'on voit qu'il s'était agité personnellement, possesseur des immeubles hypothéqués à la dette, ou regardant l'action hypothécaire, dont la durée était de dix ans, comme distincte de l'action personnelle qui aurait trente ans; de manière qu'une dette hypothécaire n'était prescrite que par quarante ans. Il était contraire aux principes que l'obligation principale fût éteinte par trente ans, et que l'hypothèque conventionnelle, qui n'était qu'une obligation accessoire, ne le fût pas.

En France, le temps des longues prescriptions n'était uniforme, ni en matière personnelle, ni en matière réelle.

Dans plusieurs provinces du pays de droit écrit et du pays coutumier, on n'avait admis que la prescription de trente ans, soit entre présents, soit entre absents, tant contre les propriétaires que contre les créanciers; et dans la plupart de ces pays, la prescription de dix ans entre présents, et de vingt ans entre absents, n'a lieu qu'à l'égard des hypothèques des créanciers.

Dans d'autres, la prescription est acquise par vingt ans en matière personnelle comme en matière réelle; et ces vingt ans sont exigés même contre présents.

Dans d'autres, ces vingt années sont aussi le temps fixé même entre présents, mais en matière réelle seulement.

Sous plusieurs coutumes, l'action personnelle jointe à l'action hypothécaire ne se prescrivait que par quarante ans. Ailleurs il y avait eu à cet égard diversité de jurisprudence.

D'autres coutumes ne reconnaissaient pour les immeubles que la prescription de quarante ans.

Dans la majeure partie de la France, on avait admis à la fois et la prescription générale de trente ans en matière personnelle et réelle, et la prescription de dix et vingt ans avec titre et bonne foi en matière réelle.

Il a fallu choisir entre ces divers modes de prescription.

La première distinction qui se présentait était celle entre les droits personnels et les droits réels.

Dans la prescription des actions personnelles, on présume qu'elles sont acquiescées, ou on considère la négligence du créancier, et on peut sans inconvénient lui accorder contre son débiteur le temps de la plus longue prescription, celui de trente ans.

Dans la prescription pour acquiescer, on n'a point seulement à considérer l'absence du propriétaire; il faut aussi avoir égard au possesseur qui ne doit pas rester dans une éternelle incertitude. Son intérêt particulier se trouve lié avec l'intérêt général. Quel est celui qui lésé, qui lésent, qui s'empare dans les frais de rétablissement ou de dessèchement, s'il doit s'écouler un trop long

temps avant qu'il soit assuré de n'être pas évincé?

Mais cette considération d'ordre public est nécessairement liée à une seconde distinction entre les possesseurs avec titre et bonne foi, et ceux qui n'ont à opposer que le fait même du leur possession.

Le possesseur avec titre et bonne foi se livre avec confiance à tous les fruits d'amélioration. Le temps après lequel il doit être dans une certaine situation doit être beaucoup plus court.

Quant aux possesseurs qui n'ont pour eux que le fait même de leur possession, on n'a point la même raison pour traiter à leur égard les propriétaires avec plus de rigueur que ne le sont les créanciers à l'égard des débiteurs. L'importance attachée aux propriétés foncières pourrait même être un motif pour ne les laisser prescrire que par un temps plus long, comme on l'a fait dans quelques pays; mais d'autres motifs s'y opposent. Si le possesseur sans titre ne veut point s'exposer à des dépenses, il est déjà fort contraire à l'intérêt général que toute amélioration puisse être suspendue pendant trente ans, et après une aussi longue révolution pendant laquelle le propriétaire doit se reprocher sa négligence, il convient de faire enfin passer un état précaire qui peut nuire au public.

Pour que cette théorie, conforme à l'économie politique, le fût en même temps à la justice, il fallait encore admettre la distinction faite par les Romains entre les possesseurs avec titre et bonne foi, qui préservent contre un propriétaire présent, et les personnes qui prescrivent contre un absent.

Dans le cas où le vrai propriétaire est présent, d'un part sa négligence est moins excusable, et d'une autre part sa présence donne au nouveau possesseur une plus grande sécurité. Le propriétaire qui n'est pas à portée de veiller sur lui plus de faveur. C'est en balançant ces considérations que l'on a été conduit à fixer, dans le cas de la possession avec titre et bonne foi, le temps de la prescription à dix ans entre présents, et vingt ans entre absents.

Ainsi la règle générale sera que toutes les actions, tant réelles que personnelles, se prescrivent par trente ans, sans que celui qui se prévaut de cette prescription soit obligé de rapporter un titre, ou qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi; et que celui qui aura acquis de bonne foi et par juste titre un immeuble, en prescrira la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort du tribunal d'appel où l'immeuble est situé, et par vingt ans s'il est domicilié hors du ressort.

À Rome, la prescription courait entre présents lorsque celui qui prescrivait et celui contre lequel on prescrivait avaient leur domicile dans la même province, sans que l'un eût égard à la situation de l'héritage.

Le plus généralement, en France, on réputait présents ceux qui demeuraient dans la même bailliage royal ou dans la même généralité royale, et il n'y avait qu'une coutume où on eût égard à la distance dans laquelle l'héritage se trouvait du domicile des parties.

Un changement important a été fait à cet égard dans l'ancien législateur.

Le but que l'on se proposait est de donner à celui qui possède une plus grande faveur en raison de la négligence du propriétaire; et cette faveur est regardée comme plus grande, s'il est présent. Mais ceux qui ne se sont attachés qu'à la présence du propriétaire et du possesseur dans le même lieu, ou dans un lieu voisin, n'ont pas songé que les

actes possessoires se font sur l'héritage même. C'est donc par la distance à laquelle le propriétaire se trouve de l'héritage, qu'il est plus ou moins à portée de se maintenir en possession; il ne saurait le plus souvent retirer aucune instruction du voisinage du nouveau possesseur. Ces lois ont été faites dans des temps où l'usage le plus général était que chacun recût auprès de ses propriétés.

Cette règle a dû s'adapter avec les mœurs, et le vœu de la loi sera rempli en ne regardant le véritable propriétaire comme présent que lorsque'il habitera dans le ressort du tribunal d'appel où l'immeuble est situé.

C'est aussi à raison de la plus grande facilité des communications qu'on a cru qu'il suffisait, pour être considéré comme présent, que le domicile fût dans le ressort du tribunal d'appel.

La loi exige pour cette prescription de 10 ou de 20 ans en jestre titre et la bonne foi.

Nul ne peut croire de bonna foi qu'il possède comme propriétaire, s'il n'a pas un juste titre, c'est-à-dire s'il n'a pas un titre qui soit de sa nature translatif du droit de propriété, et qui soit d'ailleurs valable.

Il ne serait pas valable s'il était contraire aux lois, et lors même qu'il ne serait nul que par vice de forme, il ne pourrait autoriser cette prescription.

Il suffisait dans le droit romain que l'on eût acquis de bonne foi et par juste titre. On n'était pas admis à opposer au possesseur qu'il eût depuis et pendant le cours de la prescription après que la chose n'appartenait pas à celui dont il la tenait. Cette règle est consignée dans plusieurs textes du *digeste* et de *code*.

Elle est fondée sur ce que la prescription de 10 et 20 ans est, comme celle de 30 ans, mise au nombre des longues prescriptions que la prospérité et la paix publiques rendent également nécessaires. Si le temps de la prescription de 10 et 20 ans est moins long que le temps de la prescription trentenaire, on n'a pu et on n'a pu avoir en vue que le juste titre et la bonne foi au temps de l'acquisition. Ces deux conditions étant remplies, la loi assimile le possesseur de 10 et 20 ans à celui qui prescrivait par 30 ans. C'est ce laps de temps sans réclamation de la part du propriétaire et la possession à titre de propriété qui sont également le fondement de ces prescriptions. Tels sont les seuls rapports communs à celui qui prescrit et à celui contre lequel on prescrit. Quant à la mauvaise foi qui peut survenir pendant la prescription, c'est un fait personnel à celui qui prescrit; sa conscience le condamne; aucun motif ne peut dans le for intérieur ouvrir son usurpation. Les lois répressives ont dû employer toute leur force pour prévenir l'abus que l'on pourrait faire de la loi civile; et c'est alors surtout que le concours des uns dans le for intérieur et de l'autre dans le for extérieur fut essentiel. Mais aussi on ne peut pas douter que la nécessité des prescriptions ne l'emporte sur la crainte de cet abus; et la loi civile sur les prescriptions deviendrait elle-même purement arbitraire et incohérente si, après avoir posé des règles fondamentales, on les détruisait par des règles qui seraient en contradiction. Ce sont les motifs qui ont empêché de conserver cette qu'on avait tirée des lois ecclésiastiques, et suivant laquelle la bonne foi était exigée pendant tout le cours des prescriptions de 10 et 20 ans.

Il est un grand nombre de cas relatifs aux obligations et dans lesquels la loi a limité à dix années, ou même à un moindre temps, celui des

prescriptions. Tels sont ceux où il s'agit de faire annuler, ou rescinder des actes. Les motifs en ont été exposés en présentant les titres qui contiennent ces dispositions.

Il restait un cas qu'il convenait de ne pas omettre, c'est celui de la prescription sur l'arras des architectes, ou des entrepreneurs, à raison de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés. Le droit commun, qui exige dix ans pour cette prescription, a été maintenu.

Il est encore quelques prescriptions qui sont particulières au droit français, et dont l'usage a fait sentir la nécessité. Il avait été statué par l'article 68 de l'ordonnance de Louis XIII. en 1612, « que les drapiers, apothicaires, bœufiers, pâ-  
« driers, serriers, chausseurs, taverneurs,  
« couturiers, rôtisseurs, selliers, bouchers, ou  
« distributeurs de marchandises en détail, se-  
« raient tenus de demander leur paiement dans  
« six mois, pour ce qui aurait été livré dans  
« les six mois précédents, sous peine de perdre  
« ce qu'ils auraient avancé. »

Ce genre de prescription fut établi sur les prescriptions de paiement, qui résultaient du besoin que les créanciers de cette classe ont d'être promptement payés, de l'habitude dans laquelle on est d'acquitter ces dettes sans un long retard, et même sans exiger de quittance, et enfin sur les exemples trop souvent répétés de débiteurs, et surtout de leurs héritiers contraincts en payant sans payer plusieurs fois : Sont introduites (dit Dumoulin en parlant de ces prescriptions, *tract. de Usuris*, quest. 22), la faveur des débiteurs qui sive instrumenta et statuta, ut sit, subterant et principis heredes eorum.

Les rédacteurs de la coutume de Paris observèrent, avec raison, qu'en s'appuyant sur ces bases, le délai de six mois n'était pas suffisant dans tous les cas, et ils firent la distinction suivante.

Ils ne donneront que six mois aux marchands, gros de métier et autres vendeurs de marchandises et denrées en détail, comme boulangers, pâtisseries, couturiers, passementiers, merciers, rôtisseurs, cuisiniers et autres semblables.

Ils donneront un an aux médecins, chirurgiens et apothicaires, ainsi qu'aux drapiers, serriers, épiciers, orfèvres et autres marchands grossiers, maçons, charpentiers, couvriers, bouchers, serviteurs, laboureurs et autres manouvriers.

Cette distinction a été confirmée, sans presque aucun changement, dans l'ordonnance rendue sur le commerce en 1673.

Mais il est à observer que cette ordonnance, ayant particulièrement pour objet le commerce, ne porte point dans sa disposition finale une dérogation locale aux coutumes contraires, de manière que, dans la plupart des villes où il y avait pour ces divers objets des prescriptions plus ou moins longues, ou a continué de s'y conformer.

Une autre observation sur ces dispositions de la coutume de Paris, et l'ordonnance de 1673, est qu'il serait difficile de trouver des motifs satisfaisants pour ne pas mettre dans la même classe tous les marchands, à raison des marchandises qu'ils vendent à des particuliers ou marchands. S'il est quelques marchands en détail pour lesquels le délai d'un an soit long, il faut songer qu'il s'agit d'une dérogation au droit commun, et qu'il vaut encore mieux éviter le reproche de distinctions arbitraires et s'en tenir, dans une matière aussi délicate, à une règle générale, sur la nécessité de laquelle il ne passe et avoir aucun doute.

Ces motifs ont déterminé à soumettre également à la prescription d'une année tous les marchands pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands.

On a seulement excepté les hôteliers et tenanciers à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent, parce qu'il est notoire que ce sont des objets dont le paiement est rarement différé.

On a limité leur action à six mois, et par des considérations semblables, on a fixé au même temps l'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois, celle des ouvriers et artisans pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires.

On a maintenu le droit combat suivant lequel la prescription d'un an court contre les médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments.

Les mêmes raisons se sont présentées à l'égard des maîtres de pension pour le prix de la pension, et des autres maîtres pour le prix de l'apprentissage.

On a aussi conservé à l'égard des domestiques l'usage le plus général, suivant lequel l'action pour le paiement de leur salaire est prescrite par un an, s'ils en sont loyers à l'année. Les autres sont dans la classe des gens de travail dont l'action se prescrit par six mois.

Quant aux créanciers hypothécaires, le temps pendant lequel l'action, soit à leur profit, soit contre eux, doit durer, dépend de la nature de leurs fonctions.

Il y avait, sur la durée de l'action des procureurs contre leurs clients, pour le paiement de leurs frais et salaires, une grande variété de jurisprudence.

Un arrêt du parlement de Paris, du 28 mars 1682, avait réglé que les procureurs ne pourraient demander le paiement de leurs frais, salaires et vacations, deux ans après qu'ils auraient été révoqués, ou que les parties seraient décédées, quoiqu'ils fussent continués d'occuper pour les mêmes parties, ou pour leurs héritiers en d'autres affaires.

Il portait encore que les procureurs ne pourraient, dans les affaires non jugées, demander leurs frais, salaires, vacations, pour les procédures faites au delà des six années précédentes immédiatement, quoiqu'ils fussent toujours continués d'occuper, à moins qu'ils ne les eussent fait arrêter, ou reconnaître par leurs clients.

Le parlement de Normandie avait adopté ces dispositions dans un règlement du 15 décembre 1703, en limitant dans le second cas le temps à cinq années au lieu de six.

Dans d'autres pays, l'action des procureurs était d'une plus longue durée.

Il a paru que l'intérêt des parties et celui de leurs avoués seraient conduits au maintien de la prescription de deux ans, à compter du temps, soit du jugement, soit de la conclusion des parties, soit de la révocation des avoués; et la prescription de cinq ans à l'égard des affaires non terminées; l'événement de la mort du client n'a point paru un motif suffisant pour réduire à deux ans l'action de l'avoué, à raison des affaires non faites.

Le temps de la prescription à l'égard des institutions ne doit pas être aussi long.

Leur ministère n'est point employé pour des actes multipliés et qui se prolongent souvent de deux des années; il est d'usage de les payer plus promptement. Leur action sera prescrite par une année.

Les prescriptions de six mois, d'un, de deux et de cinq ans, dont on vient de parler, étant toutes principalement fondées sur la présomption de paiement, il en résulte plusieurs conséquences déjà reconnues par l'ordonnance du 1673.

La première est que la continuation des fournitures, livraisons, services ou travaux, peuvent également avoir lieu, soit que le paiement ait été fait, soit qu'il ne l'ait pas été, tant que la présomption de paiement; ainsi la prescription ne doit cesser de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, réduit en obligation, ou solution en justice non périmée.

La seconde, que le serment peut être déféré à ceux qui opposent ces prescriptions, sur le fait de savoir si la chose a été payée, ou à leurs représentants, pour qu'ils déclarent s'ils ne savent pas que la chose soit due.

La prescription établie contre les avoués et les instituteurs étant fondée sur la présomption de leur paiement, cette présomption fait naître celle que les parties ont, après le jugement de leurs affaires, retiré leurs pièces.

Il fallait donc aussi fixer un délai après lequel ni les instituteurs, ni les avoués, ni les juges eux-mêmes ne pourraient être à cet égard inquiétés.

Il y avait encore sur ce point une grande variété de jurisprudence.

Quelques parlements rejetaient l'action en remise de pièces après trois ans depuis que les affaires étaient terminées; mais dans le plus grand nombre, les procureurs ne pouvaient plus être à cet égard réclamés après cinq ans pour les procès jugés, et après dix ans pour les procès indécidés; et cette prescription était, en faveur de leurs héritiers, de cinq ans, soit que les procès fussent jugés, soit qu'ils ne le fussent pas.

Dans la loi proposée, on convertit la prescription de cinq ans après le jugement des procès.

Il est une autre prescription établie dans le droit français concernant les arrérages de rentes. Elle n'est pas seulement fondée sur la présomption de paiement, mais plus encore sur une considération d'ordre public énoncée dans l'ordonnance faite par Louis XII, en 1510, ou a voulu empêcher que les débiteurs ne fussent réduits à la pauvreté par des arrérages accumulés; l'action pour demander ces arrérages au delà de cinq années n'est inadmissible.

Il ne lui question dans cette loi que des rentes constituées, qui étaient alors d'un grand usage.

L'art 10 du 20 août 1793 établit cette prescription aux arrérages des cens, redevances et rentes foncières.

La ruine du débiteur serait encore plus rapide, si la prescription ne s'étendait pas aux arrérages de rentes viagères; et les auteurs, ni les tribunaux, n'ont pas toujours été d'accord sur le point de savoir si ces arrérages étaient prescriptibles par un temps moindre de trente années.

La ruine de la ruine des débiteurs étant admise comme un motif d'abréger le temps ordinaire de la prescription, on ne doit excepter aucun des cas auxquels ce motif s'applique.

On a par ce motif étendu la prescription de cinq ans aux loyers des maisons, au prix de ferme des terres ruraux, et généralement à tout ce qui est payable par années, ou à des termes périodiques plus courts.

La faveur des aux mineurs et aux interdits ne saurait les garantir de ces prescriptions.

Si un mineur remplit quelqu'un des états pour lesquels l'action est limitée, soit à six mois, soit à un an, soit à cinq ans, il est juste qu'il soit as-

assujéti aux règles générales de la profession qu'il exerce; il ne pourrait même pas l'exercer s'il n'obtenait le paiement de ce qui lui est dû à mesure qu'il le gagne; lorsqu'il a l'industrie pour gagner, il n'est pas moins qu'un maître présumé avoir l'intelligence et l'activité pour se faire payer.

Quant aux arrérages, et à tout ce qui est payable par années, déjà, suivant le droit commun, cette prescription courait contre les mineurs et interdits, à l'égard des arrérages de rentes constituées. On avait pensé à cet égard qu'ils avaient une garantie suffisante dans la responsabilité des tuteurs, dont la fonction spéciale est de recevoir ces revenus, et qui seraient tenus de payer personnellement les arrérages qu'ils auraient laissés prescrire. Les mêmes considérations s'appliquent aux autres prestations ou services.

Le droit romain accordait, sous le nom de *interdictum utrovis*, une action possessorie à ceux qui étaient troublés dans la possession d'une chose mobilière; mais dans le droit français, on n'a point admis à l'égard des meubles par action possessorie distincte de celle sur la propriété; on y a même regardé le seul fait de la possession comme un titre; on n'en a pas ordonné d'autres pour les choses mobilières. Il est d'ailleurs le plus souvent impossible d'en constater l'identité, et de les suivre dans leur circulation de main en main. Il faut éviter des procédures qui seraient sans nombre, et qui le plus souvent excéderaient la valeur des objets de la contestation. Ces motifs ont dû faire maintenir la règle générale, suivant laquelle, ou fait de meubles, la possession vaut titre.

Cependant, ce titre n'est pas tel qu'en cas de vol ou de perte d'une chose mobilière, celui auquel on l'auroit volée, ou qui l'auroit perdue, n'ait aucun action contre celui qui la possède.

La durée de cette action a été fixée à trois ans: c'est le même temps qui avait été réglé à Rome par *actio rei*; c'est celui qui était le plus généralement exigé en France.

Si le droit de l'auteur propriétaire est reconnu, la chose perdue ou volée doit lui être rendue: le possesseur a son recours contre celui d'où il la tient; mais si ce possesseur prouve l'acquisition faite sur la foi publique, soit dans une foire ou dans un marché, soit dans une vente publique, soit d'un marchand venant des choses parquées, l'intérêt du commerce s'oppose que celui qui possède à ce titre ne puisse être évincé sans indemnité: ainsi l'auteur propriétaire ne peut dans ce cas se faire rendre la chose volée ou perdue qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

S'il s'agissait d'une universalité de meubles, telle qu'elle échût à un héritier, le titre universel se conserve par les actions qui lui sont propres.

Enfin il a été nécessaire de prévoir qu'au moment où ce titre du Code aurait la force de loi, des prescriptions de tout genre seraient commencées.

C'est surtout en matière de propriété que l'on doit éviter tout effet rétroactif: le droit éventuel résultant d'une prescription commence ne peut pas dépendre de la fois de deux lois, de la loi ancienne et du nouveau Code. Or il suit qu'un droit éventuel soit attaché à la prescription commence pour ce droit doit dépendre de l'ancien loi, et pour que le nouveau Code ne puisse pas régir ce qui lui est antérieur.

Ce principe général était admis. Il ne se présentait aucun cas difficile à résoudre.

Si la prescription qui serait acquise par le droit

nouveau ne l'est pas par l'ancien, soit à raison du temps, soit à raison de la bonne foi, il faudra se conformer à l'ancien loi, comme si la nouvelle n'existait pas.

Une seule exception a été jugée nécessaire pour qu'il y eût un terme après lequel il fut certain que la loi nouvelle surviendrait sans exécution. Le temps le plus long qu'elle exige pour les prescriptions est celui de trente années. S'il ne s'agissait ici que des prescriptions qui, dans certains pays, exigent quarante ans, ou un temps plus long, il n'y eût point eu lieu au renvoi de l'effet rétroactif, car statuer que les trente années prescrites par la loi nouvelle, étant ajoutées au temps qui se serait déjà écoulé avant cette loi, suffisent pour accomplir la prescription. Le droit des propriétaires du pays contre lesquels la prescription, qui ne devait s'accomplir que par quarante ans, est déjà commencée, n'est pas plus favorable que le droit des propriétaires de ce même pays contre lesquels il n'y a pas de prescription commencée, mais contre lesquels la plus longue prescription n'a, en vertu de la loi nouvelle, s'accomplir par trente ans.

Ces motifs ont déterminé la disposition finale de ce titre, qui porte que les prescriptions, commencées à l'époque de la publication du présent titre, s'accompliront conformément aux anciennes lois, et qu'néanmoins les prescriptions commencées pour lesquelles il faudrait renvoyer, suivant les lois antérieures, plus de trente ans, à compter de la même époque, seront accomplies par ce laps de trente ans.

Quelque soit le dernier article du titre des prescriptions ne soit que pour le passage d'un régime à l'autre, il était néanmoins nécessaire de l'insérer dans le Code, à cause de la longue durée du temps pendant lequel il recevra son exécution.

Le Corps législatif ordonne que ce projet de loi sera transmis au Tribunal par un message.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, titre III, titre XIV du Code civil, relatif au contrat de société.

**Le Président.** Le citoyen Gillet, orateur du Tribunal, à la parole.

**Gillet** (de Seine-et-Oise) (1). Citoyens législateurs, le mot de *société* appartient à toutes les sciences qui ont l'homme pour objet. Son acceptation la plus générale s'étend à la société, à la politique, à toutes les institutions publiques ou domestiques.

Plus restreinte dans le droit civil, sa signification se trouve déterminée avec beaucoup d'exactitude par le projet proposé.

La loi indique un contrat par lequel deux, ou plusieurs personnes, conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

De cette définition résultent plusieurs caractères dont la société se compose.

D'abord c'est un contrat: ainsi elle reçoit l'application de tous les principes qui régissent les effets communs à cette sorte d'engagement; et c'est pour cela, entre autres conditions, qu'elle doit toujours avoir un objet licite.

Ensuite le sujet de ce contrat est quelque chose que la convention a mis en commun entre plusieurs personnes: ainsi tous les engagements dont il résulte quelque communauté sans convention, tels que sont ceux de l'hérédité indivise et du voisinage, sont étrangers à la matière des sociétés.

(1) Le discours de Gillet ne se trouve pas en *Moniteur*.

Bien, l'espoir de partager la bérédiction que la chose commune pourra produire est la seule intentionnelle qui dirige ce contrat.

Ainsi il ne faut pas non plus y comprendre plusieurs sortes de communautés qui ont un autre objet plus direct.

Par exemple, la communauté de biens entre époux n'a pour but principal l'indivisibilité des intérêts conjugaux, bien plus que le partage des bénéfices.

De même le bail à régie, les baux à portion de fruit, sont bien, sous plusieurs rapports, de véritables associations; mais leur premier objet est d'ubérer la facilité des exploitations agricoles.

Voilà pourquoi ces matières ont dû être traitées sous d'autres titres particuliers; et même, en négligeant celui que le Code civil consacre spécialement à la société, il n'a fallu encore y distinguer tout ce qui n'a un rapport exclusif avec les intérêts purement commerciaux; ces sortes d'intérêts ont leurs règles séparées qui leur sont propres.

Jusqu'ici la définition avait été moins précise. Les écrivains en jurisprudence y avaient ajouté par les effets de la société, la communauté des pertes. Il a paru au Tribunal que le projet proposé était plus exact lorsqu'il considérait cette communauté comme une simple condition du contrat, et non pas comme son but.

Une autre limite sagement posée par le projet, c'est de n'avoir admissibles au nombre des choses qui entrent dans la société que les biens ou l'industrie; *operam, pecuniam*.

Les hommes y reconnaissent une troisième sorte de mise, le crédit et le faveur, *gratum*. Le législateur ne saurait écarter ces trois misas toutes que dans des États corrompus, où l'on trafique de tout, même de la puissance publique.

C'est avec tout moins de raison qu'on a exigé que toute société fût constituée par écrit, lorsque sa valeur excède plus de cent cinquante livres; sans cette mesure les intérêts et les obligations de chaque associé restent éternellement à des témoignages trop incertains, ou à des conjectures trop arbitraires. Toutefois, cette disposition laisserait une institution dont l'observateur aime à reconnaître quelquefois les derniers vestiges, celle des communautés tacites qui avaient lieu dans plusieurs cantons. Des familles unies depuis plusieurs siècles sous le titre de *co-personnes* avaient honoré cette institution, qui portait dans les mœurs quelque image de l'antiquité patriarcale. Mais la maturité de notre civilisation ne permet plus de conserver l'idée de ces usages que romme d'intérêts sociaux.

Les caractères généraux de la société une fois déterminés, la première division des diverses espèces du contrat s'est naturellement faite en société universelle et société particulière.

La société universelle se subdivise elle-même en société de biens présents et en société de gains. Le projet assigne très-bien à l'une et à l'autre les caractères qui leur conviennent.

Je me contenterai de vous faire remarquer que si dans les biens présents on comprend aussi les profits à venir, c'est que les capitaux ou l'industrie qui les font naître ont ce effet des associations. Par la même raison cette désignation des biens présents exclut tous ceux qui peuvent arriver par succession, donation ou legs, comme étant indépendants des apports primitifs qui composent le fonds social.

La classe des sociétés particulières aurait pu avoir aussi sa subdivision, et l'on eût pu la

diviser en son collectif, et de sociétés en commandite, mais ces distinctions, qui ne touchent qu'aux conditions et non pas à la nature même de la société, ont paru plus propres à la science du commerce qu'à la doctrine générale du droit civil.

Au reste, quelle que soit la formation de la société, il est assés de sentir qu'elle doit réunir un être collectif, dont les relations diverses ont dû être déterminées par autant de règles différentes.

*Premièrement* : Rapports de la société avec les choses qui en sont l'objet.

De là la nécessité d'indiquer à quelle époque et à quelles conditions ces choses sortent de la propriété particulière de l'associé pour entrer dans le domaine de la société. Leur administration, le pouvoir qu'il sur elle chacun des associés, celui qui résulterait d'un mandat spécial donné à l'un d'eux; ce sont là autant de points qu'il a fallu prévoir, et auxquels les principes généraux ont dû être appliqués par des dispositions spéciales.

*Secondement* : Rapports qui obligent l'associé envers la société.

Par exemple, il est évident que l'associé est tenu d'apporter au fonds social tout ce qu'il a promis d'y mettre.

La mise est-elle en argent? il doit la payer avec les intérêts s'il est en retard; et à plus forte raison est-il tenu d'y rétablir avec pareils intérêts toutes les sommes qu'il aurait pu tirer de la caisse pour son profit particulier, sans préjudice des plus grands peines encourues, si cette extraction avait eu les caractères d'un délit.

La mise est-elle en industrie? il doit au fonds social tous les gains produits par l'industrie qu'il a promise.

Il doit encore tenir entière bonne foi, telle que, dans le concours opposé de ses intérêts avec ceux de la société, ses devoirs ne soient jamais sacrifiés; les articles 17 et 18 du projet en sont que l'application de ces principes.

Il lui doit enfin sa vigilance et ses soins; et c'est pour cela qu'il est comptable envers elle de toutes les pertes qu'il lui cause par sa faute.

*Troisièmement* : Rapports qui obligent la société envers les associés.

La société doit à l'associé les sommes qu'il a déboursées pour elle, et l'indemnité des obligations qu'il a contractées de bonne foi pour sa gestion.

Elle lui doit en plus un juste partage des bénéfices réalisés. Cette justice dans les lois, si elle n'est pas déterminée d'avance par le traité, s'établit ordinairement dans la proportion des mises; et à cet égard la mise en industrie est comptée comme la monnaie, parce qu'elle a la plus susceptible d'estimation arbitraire, l'associé doit s'imputer à lui-même de n'en avoir pas fait d'avance évaluer le prix.

La convention qui donnerait à l'un des associés la totalité des bénéfices serait la société de lion, elle serait nulle.

Mais rien n'empêche pas que les associés n'aient pu constituer l'un d'eux pour unique arbitre et régulateur de leur partage.

Cet abandon à l'autorité d'un seul est favorable en plusieurs occasions où les associés ne sont que des collaborateurs passifs et protégés par le chef de la famille, ou de la maison. Toutefois, la décision de cet arbitre unique devrait être réformée, si elle était évidemment injuste.

Les pertes sont susceptibles d'un autre calcul,



On regarderait, à la vérité, comme une supériorité légitime celle qui allégerait de toute contribution dans leur charge les sommes ou effets mis au fonds social, par un ou par plusieurs associés. Mais s'il se trouvait quelque associé dont la mise fût uniquement en industrie, il pourrait être couvenu de l'exempter des pertes; cette exemption serait à son égard considérée comme une partie du prix qu'on aurait mis à ses travaux.

**Quatrièmement : Rapports des associés entre eux.**  
C'est par le choix qu'ils se sont unis; la confiance mutuelle a été le premier motif de leur lien : aucun d'eux ne peut donc, sans le consentement des autres, adjoindre un étranger dans la société; il peut seulement lui donner un intérêt dans sa part. De là est venue cette maxime : *Socius mei socii non est meo socius*.

**Cinquièmement : Rapports de la société et des associés avec des tiers.**

La principale règle sur ce point, c'est que tous les associés sont égaux devant le créancier, sans considération de l'importance de leurs intérêts; mais, par une juste restriction, il n'y a d'obligation pour eux envers un tiers que celui qui résulte, ou de leur engagement personnel, ou du mandat qu'ils ont donné pour la société, ou du profit que la société a tiré des effets de l'engagement.

**Sixièmement : Limitations de la société avec elle-même.**

De là naissent les règles qui fixent le temps où elle commence, pendant lequel elle se prolonge, où elle expire.

L'origine de sa naissance est celui du contrat, s'il ne désigne pas une autre époque.

Sa durée est celle de l'affaire pour laquelle elle est contractée, ou celle qu'elle convenait lui assignée, ou celle de la vie entière des associés.

Son terme dépend de ces diverses circonstances et de celles que peut produire, soit l'extinction de la chose mise en commun, soit la volonté d'un seul ou de plusieurs associés, soit l'altération opposée à leurs facultés par la mort civile, par l'interdiction ou par la déconfiture.

Non cependant que, parmi ces cas différents, il n'y en ait plusieurs qui soient insusceptibles de modification. Aussi ont-elles été établies dans le chapitre iv du projet.

Pourquoi élèverions nous, législateurs, à ajouter des explications nouvelles? Dans ce sujet, comme en tant d'autres, les meilleurs interprètes sont la raison qui saisit toutes les idées générales pour en déduire les conséquences et la bonne foi, dont l'empire semble s'étendre avec une protection plus spéciale sur le contrat de société.

Tel est le caractère d'une loi fondée sur les notions évidentes de la justice, que c'est presque le premier que d'en faire le commentaire.

Il en est un, pourtant, que n'épargnera pas l'histoire, quand elle parlera du Code civil : elle dira que, pour la nation française, il exista une grande époque où ses destinées étaient fixées par l'héroux concours de son chef et de ses dévoués assemblés; où les lois, conçues avec sagesse et délibérées avec maturité, recevaient encore leur force de l'assentiment de la volonté publique; où les affaires, suivant l'expression de Montesquieu, remontaient de toutes parts et de toutes parts étaient terminées; où la gloire était l'instrument de la prospérité générale, et la prospérité générale, le premier titre de la gloire; où la France, heureuse au dedans par son administration respectable, en dehors par ses armes, ne comptait que des amis, hormis ces brigands des mers, dont l'impuissante cupidité venait échouer contre ses

rivages. Peut-être à ces traits nos ancêtres essaient-ils distingué le siècle de Charlemagne; nos vœux y reconnaissent celui de Bonaparte.

La discussion est terminée.  
Le Corps législatif procède au scrutin et adopte le projet de loi par 230 voix contre une.

La séance est levée.

## TRIBUNAT.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN DUTRIL.

Séance du 17 ventôse an XII (jeudi 8 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance du la veille est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, titre III, livre XV du Code civil, relatif au prêt.

Personne ne demandant la parole, il est procédé au scrutin.

Le projet de loi est adopté par 48 voix blanches contre une noire.

Les citoyens Boutteville, Allidison et Partiez sont chargés de porter au Corps législatif le vœu du Tribunal.

Le Corps législatif communique à l'Assemblée, par un message, un projet de loi, livre III, titre XX du Code civil, relatif à la prescription.

Ce projet de loi est renvoyé à l'examen de la section de législation.

**Simon** fait un rapport sur le projet de loi relatif aux contrats aléatoires (livre III, titre XIX du Code civil (1)).

Tribuns, le besoin dicte les premiers contrats, l'échange, la vente et le louage. Mais l'industrieuse activité de l'esprit humain ne se renferme pas dans le cercle étroit des besoins. Ne se bornant pas même à l'immensité des choses que la nature et l'industrie ont mises à notre disposition, elle s'empresse de soumettre à ses calculs et à ses spéculations ce qui ne nous appartient pas, ce qui est hors de notre dépendance, le hasard lui-même. Il est devenu la base des contrats aléatoires, produits d'une civilisation déjà bien avancée, et qui, à mesure qu'ils sont plus éloignés de la nature, exigent davantage l'intervention du droit positif.

Le Code civil vient aujourd'hui tracer la règle de ces contrats.

On en reconnaît quatre principaux.

Les deux premiers, l'assurance et le prêt à grosse aventure, sont dignes du plus grand intérêt. C'est par eux que le commerce, agrandi et fortifié, est parvenu à lutter avec avantage contre les éléments débâcles.

L'armateur pauvre a trouvé des fonds. S'ils périssent, ce n'est pas pour lui; s'il les conserve jusqu'au terme de son voyage, il s'enrichit envers ses prêteurs, et leur pain avec joie le gros intérêt auquel il s'est soumis pour les risques dont il se l'ont déchargé.

L'armateur opulent peut commettre à l'infidélité des mers et aux caprices des vents son entière fortune; on lui garantit l'effet des tempêtes et des naufrages. Pour une modique prime, de pambles spéculateurs prennent sur eux, un soin de leurs foyers, les terribles dangers de la navigation. En vain les flots irrités anéantissent en glorieux courroux; la prudence trompe leur fureur; la perte, répartie sur un grand nombre d'intérêts, devient presque insensible; le navigateur répare ses vagues succès, et ses assureurs sont prêts à courir avec lui de nouveaux hasards.

(1) Le rapport de Simon ne se trouve pas au *Moniteur*.

Ces deux admirables contrats appartiennent au Code maritime ; ils ne peuvent qu'être désignés dans le Code civil ; mais il est impossible, en les énonçant, de ne pas s'écarter devant leurs effets salutaires.

Le sujet des autres contrats aléatoires n'inspire ni les mêmes sentiments, ni le même respect.

D'une part, c'est le jeu et le pari ; de l'autre, la rente viagère.

Le jeu est cette funeste passion, source de mal d'aujourd'hui, de désastres et de crimes, pourquoi faut-il qu'elle soit l'objet d'une loi ? Parce qu'il est de l'objet des lois de contenir et de régler les passions : les lois ont entièrement n'appartient pas à la législation humaine.

Le jeu est un de ces inconvénients inséparables d'une grande société, mais les lois initiales ne valent contre lesquels il n'y a que des palliatifs. La police doit en modérer le contagion, la police correctionnelle en réprimer les effets. Le Code ne s'occupe que de la question civile, et il y a action pour le paiement de ce qui a été gagné au jeu, ou dans un pari.

Le jeu et le pari sont-ils des causes licites d'obligation ?

Le jeu de hasard, qui n'exerce ni l'esprit ni le corps, qui est même peu propre à les délasser, a pour principal l'aveu du gain. Ce motif, déjà peu louable, lorsqu'il ne s'agit que pas à des objets utiles, porte souvent à de tels excès, qu'il était impossible que les lois ne s'occupassent pas d'en tarir, ou en moins d'en contenir la source.

Comment tolérer, dans une société bien ordonnée, que les citoyens mettent leur fortune au hasard d'un coup de dé ; qu'une épouse, des enfants, soient évanouir en une heure toutes leurs ressources et leurs espérances, avec le patrimoine d'un mari ou d'une pièce dissipateur ?

Facile nous apprend que nos pères, les Germains, avaient le jeu avec une telle passion, qu'après avoir joué tous leurs biens, ils faisaient par jouer leurs personnes et leur liberté.

Il ne nous est plus possible d'altérer notre personne ; mais qui ignore combien souvent elle est avilie par le jeu ? a combien d'humiliations et de bassesses il entraîne ses malheureux victimes ! ou au jeu plus sa liberté, mais en compromettant son honneur.

Les lois romaines avaient interdit de jouer de l'argent à quelque jeu que ce fût, et ce n'est à ceux qui tiennent à l'honneur ni à l'exercice du corps. Les capitulaires de Charlemagne, les ordonnances de saint Louis et de beaucoup de leurs successeurs contiennent les mêmes dispositions. En les renouvelant dans le projet de loi qui nous occupe, on n'a fait qu'appiquer un remède ancien à un mal invétéré.

Le jeu n'est pas une cause licite d'obligation, parce qu'il n'est pas nécessaire, qu'il n'est pas utile, et qu'il est extrêmement dangereux.

De ces motifs mêmes naissent de raisonnables exceptions. Les jeux d'exercice, ceux qui ne sont pas fondés sur le pur hasard, et auxquels se mêlent des calculs et des combinaisons, ces jeux sont utiles, les uns à développer les forces physiques, les autres à exercer les forces intellectuelles : ils offrent un délassement avantageux et quelquefois nécessaire. Ils ne sont pas dangereux, parce qu'ayant un attrait qui leur est propre, on n'a pas besoin de leur en créer un dans un prix excessif ; et si on veut à l'y mettre, les tribunaux pourraient le retrancher, et traiter comme prohibés des jeux licites dans lesquels on se so-

rait exposé, comme dans ceux de hasard, à des pertes ruineuses.

Il n'y a donc pas d'action pour le paiement d'une dette du jeu de hasard, ou même pour une dette trop considérable résultant d'un jeu licite (1). Mais si le joueur, plus sévère à lui-même que la loi, s'est tenu pour obligé ; si, fidèle à sa passion et délicat dans son engagement, il a acquis ce qu'il avait légitimement engagé, il ne sera pas reçu à répéter ce qu'il a payé (2).

La gageure, ou pari, a les mêmes vices originels et les mêmes dangers que le jeu : comme lui elle ne donne aucune action (3), lorsqu'elle n'a de base que la recherche et l'amour du gain ; comme lui elle est tolérée lorsqu'elle a un objet raisonnable ou plausible, des arts, par exemple, de force ou d'adresse, et qu'elle n'est pas immodérée.

La quatrième espèce des contrats aléatoires est la rente viagère.

On s'est une pension qu'on établit librement au profit de quelqu'un tant qu'il vivra ; ou c'est une prestation annuelle que l'on constitue moyennant une valeur, ou un capital qu'on appelle *fonds perdu*, parce que celui qui le livre ne le reprend pas, il le donne ; il ne peut le répéter comme un dette, ni être contraint à en recevoir le remboursement.

C'est de la vie plus ou moins longue de l'individu sur la tête duquel la rente est constituée, que dépend l'avantage ou le désavantage de ce contrat. Il est essentiellement aléatoire, puisqu'il est fondé sur une impénétrable incertitude.

Lorsque la rente viagère est établie à titre gratuit, elle est une libéralité sujette aux formalités et aux règles des donations ou des testaments (4).

Lorsqu'elle a un prix, celui qui la reçoit vend pour ce prix une prestation annuelle dont la durée est incertaine, et dont la qualité est fixe entre lui et l'acquéreur, au raison de leurs conventions, de leurs calculs, de leurs espérances et de leurs volontés ; le taux en est donc arbitraire (5).

La rente viagère peut être constituée sur une ou plusieurs têtes ; sur celle du bailleur de fonds, ou sur celle d'un tiers qui ne fournit rien, dont on emprunte même la tête quelquefois à son aise, et qui n'a aucun droit à la rente.

On peut aussi la constituer au profit de quelqu'un qui n'en fournit pas le capital : quoiqu'elle soit à son égard une libéralité, elle n'est pourtant pas assujettie aux formalités des donations (6). Il est essentiel de remarquer que cette disposition, contenue dans l'article 10 du projet, n'est point en contradiction avec celle de l'article 6, qui assujettit la rente viagère à titre gratuit aux formes des donations ou des legs.

Il s'agit, dans l'article 6, d'une rente que l'on crée sur soi, ou sur ses héritiers, au profit de quelqu'un qui ne l'achète pas. On lui fait donation ou legs, d'une rente viagère ; on lui recourt aux formalités des donations, ou des legs, parce qu'il n'y a pas d'autre contrat qu'une libéralité.

Au contraire, dans le cas de l'article 10, la libéralité n'est qu'accessoire à un autre contrat, à l'effet que l'on fait de la rente au profit d'un tiers. Il se passe une véritable vente entre le bailleur de fonds et celui qui s'oblige à la rente. On

(1) Articles 1 et 3.

(2) Article 4.

(3) Article 4.

(4) Articles 6 et 7.

(5) Article 13.

(6) Articles 8, 9 et 10.

jugera donc le contrat par les règles de la vente, et non par celles des donations.

La base du contrat de rente viagère étant l'existence de celui sur la tête duquel on l'a assié, il doit être vivant au moment de la constitution, sinon le contrat serait nul, puisqu'il n'y aurait pas matière à risque; et c'est le risque et l'incertitude de l'événement qui forment l'essence des contrats aléatoires (1).

Pour le même principe, si la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée est atteinte au moment du contrat d'une maladie dont elle est morte dans les vingt jours, le contrat est annulé comme n'ayant pas eu une base suffisante (2).

Telles sont les règles qui président à la formation du contrat de rente viagère.

Quant à ses effets, ils sont de donner droit au propriétaire de la rente de l'exiger, tant que la tête sur laquelle on l'a constituée est existante.

Le débiteur ne peut s'en libérer en offrant la restitution du prix, en du capital; car il ne doit pas le prix qui a cessé d'appartenir au créancier, et qui lui est devenu propre. Il s'est soumis à une prestation annuelle qui est irrévocable, dont la durée doit être plus ou moins longue, et qui n'a de terme que la mort de l'individu sur la tête duquel elle est constituée (3).

Le remboursement dénaturelrait le contrat, puisqu'il ferait cesser l'incertitude et le hasard qui en sont la base.

De là il suit que si le débiteur fait igné de payer une rente qui ne s'éteint pas conformément aux calculs qu'il avait faits, ni le créancier qui se refuse d'avoir perdu son fonds, ne peuvent, à moins d'un commun accord, offrir ou exiger le remboursement.

À défaut du paiement, le créancier n'a que le droit de saisir les biens du débiteur, et de les faire vendre pour obtenir, sur la produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante au service des arrérages (4).

En principe on reçoit d'exception que dans le cas où l'on ne donnerait pas au créancier de la rente viagère les sûretés qu'il a exigées.

Dans ce cas, le contrat n'est pas consommé; le créancier n'a que le droit de réclamer la restitution du prix, en du capital; car il ne doit pas le prix qui a cessé d'appartenir au créancier, et qui lui est devenu propre. Il s'est soumis à une prestation annuelle qui est irrévocable, dont la durée doit être plus ou moins longue, et qui n'a de terme que la mort de l'individu sur la tête duquel elle est constituée (5).

La rente viagère, dépendant de l'existence de la tête sur laquelle elle est fondée, n'est due aussi que sur la preuve de cette existence, et à proportion des jours qu'elle a duré; c'est-à-dire que si l'individu sur la tête duquel la rente est constituée meurt au milieu d'un terme, on ne payera au propriétaire que le nombre de jours que la personne a vécu, à moins qu'on n'ait stipulé que la rente sera payable d'avance. Dans ce cas, le terme dans lequel on est entré sera gagné (6).

La jurisprudence était différente en certains lieux. Du principe que la rente viagère est attachée à la vie, on déduisait qu'elle n'était due que jour par jour; que la mort la faisait cesser même quand on aurait stipulé qu'elle serait payable d'avance. Cependant, et, en exécution de ce pacte,

elle avait été payée, on n'admettait pas la répétition; il en résultait cet inconvénient, que le débiteur négligent à remplir ses engagements gagnait net par la perte de la rente qu'il n'avait pas payée d'avance, au lieu que le débiteur exact le perdait. Il a paru plus conséquent d'établir d'abord le principe que, de droit commun, la rente n'est due que jour par jour, et proportionnellement au temps qu'on a vécu; mais que l'on peut stipuler qu'elle sera payée d'avance. Dans ce cas, c'est une prime que le créancier gagne. Dès que l'individu sur la tête de qui porte la rente a vécu un jour dans le trimestre ou le semestre, que la rente ait été payée ou non, elle est acquise.

La mort civile n'éteint pas la rente viagère, parce qu'elle n'est pas entrée dans les calculs des contractants; ils n'ont pu ni la prévoir (1).

La rente viagère que l'on donne peut être déclarée insaisissable; c'est une libéralité que l'on fait sous cette condition qui ne nuit à personne; les créanciers du donataire de la rente n'ont pas dû compter sur une libéralité qui leur profitait malgré le donateur.

Mais la rente viagère que l'on achète ne peut être insaisissable; ce serait un moyen de frauder ses créanciers, ou plutôt sa fortune, qui est leur gage, à rente viagère (2).

Voilà, citoyens, les principales règles de cet étrange contrat, où le vendeur spéculait sur la mort prompte de celui auquel l'acheteur assure et constitue une longue vie.

La rente viagère offre quelquefois une ressource à des individus trop peu fortunés, pour que des biens plus durables, mais plus modiques, suffisent à leurs besoins.

Quelquefois elle a servi de spéculations à des sages pour en conserver les arrérages et reconstruire, en les accumulant, le capital qu'ils avaient abandonné à fonds perdu; on s'en sert aussi de quelques années, ils jouissent gratuitement de la rente.

Le plus souvent elle a servi la dissipation et l'égoïsme; elle est devenue une sorte de jeu funeste et ruineux pour les familles. Sans ce rapport, elle a mérité des reproches d'immoralité que trop de faits ont appuyés.

Mais l'abus que les hommes font de ce qui n'est pas mauvais en soi n'est pas une raison suffisante de proscrire ce dont ils abusent; il faudrait donc ôter leur être leur liberté. Les lois civiles organisent les conventions, elles présument qu'on les fera avec raison et sagesse; elles ne peuvent prohiber que celles qui sont directement contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Telles ne sont point les constitutions des rentes viagères, quand on n'en use pas avec excès, quand on sait porter ses principales vices au delà du cercle étroit du présent, et qu'on n'attend d'âme pour ne pas exister uniquement pour soi.

Contre et fuyive comme la vie, la rente viagère n'offre point de stabilité; le bon père de famille, jaloux de transmettre à ses enfants son état et sa fortune, ne met pas tout sur sa tête, biens et honneurs; il ne veut pas mourir tout entier; il sait que la prospérité des familles, de laquelle se compose celle de l'État, exige une certaine perpétuité dans leur patrimoine. Il regarde la constitution de rente viagère comme un de ces jeux licites dont on ne doit user que modérément; c'est au contrat aléatoire. L'homme sage brave quelquefois le hasard pour de grandes causes;

(1) Article 11.

(2) Article 12.

(3) Article 13.

(4) Article 14.

(5) Article 15.

(1) Article 13.

(2) Article 17.

mais, à moins d'y être contraint, il ne s'y abandonnera jamais tout entier.

Votre section de législation, citoyens tribuns, m'a chargé de vous proposer l'adoption du projet de loi de statut à l'égard du titre du Code civil, conformément aux conclusions adoptées.

Le Tribunal ordonne l'impression du rapport la séance est levée.

## CORPS LÉGISLATIF

PRÉSENCE DU CITOYEN FONTANES

Séance du 18 ventôse an XII (mardi)  
9 mars 1804

Le procès-verbal de la séance d'hier est lu et adopté.

Les orateurs du Gouvernement et ceux du Tribunal sont introduits.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, *titre III, titre XI du Code civil, relatif au prêt*.

**Le Président.** Le citoyen Alibon, orateur du Tribunal, a la parole.

**Alibon.** Il, citoyens législateurs, le Tribunal a voté l'adoption du projet de loi relatif au prêt, que vous lui avez transmis le 11 de ce mois, et que nous en venons de vous exposer ses motifs.

Ce projet, qui formera le titre XI du livre III du Code civil, porte, ainsi que tous ceux que nous vous avons soumis, par nos suffrages, l'approbation de la majorité de la représentation nationale; il respecte le moins respect pour la propriété et pour les ressources nationales.

Si chacun avait tout ce qu'il pourrait désirer pour la conservation, la commodité, l'agrément de son existence, il n'y aurait point d'existence entre les hommes. La société n'est formée et ne subsiste que par la réciprocité des besoins et l'échange continu des services. L'inégalité, jointe à l'insuffisance des moyens individuels, en est le ressort le plus actif; et la bienveillance, la commensuration, la bienfaisance, la justice, dont le Prêtre est qui gouverne le monde a déposé les germes précieux au fond de nos cœurs, et sont le plus ferme soutien et le plus glorieux ornement.

Parmi les différentes manières dont les hommes peuvent s'entraider et subvenir à leurs besoins réciproques, le prêt doit attirer singulièrement l'attention du législateur, comme un des plus propres à faciliter entre eux la communication légitime de ce qu'ils possèdent respectivement, et dont il naît par conséquent le prétexte des abus que la cupidité, la mauvaise foi, la négligence, ou l'insouciance pourraient en faire, et il est, citoyens législateurs, le but du projet soumis à votre délibération.

Généralement parlant, préter une chose, c'est se priver momentanément de la possession de cette chose, pour en faire servir l'usage à autrui.

Mais on peut prêter des choses, dont celui à qui on les prête pourra user sans les détruire, et d'autres dont il n'usera qu'en les consommant.

De là une première distinction entre le prêt à usage et le prêt de consommation, et la obligation de rendre la chose même qui a été prêtée, celle-ci ne pouvant obliger à rendre que des choses de même nature et qualité que celles qui ont été prêtées; d'un autre côté, la différence essentielle entre l'un et l'autre, en ce que le prêt à usage, obligant à rendre la chose prête telle qu'elle a été reçue, n'en

transfère pas la propriété à l'emprunteur, au lieu que le prêt de consommation lui transfère immédiatement cette propriété, puisqu'il ne peut servir de la chose prêtée qu'en la consommant.

On peut encore prêter momentanément et sans aucun retour de la part de l'emprunteur, et prêter à charge de retour.

De là une seconde distinction entre le prêt gratuit et le prêt intéressé; distinction que n'admet pas le prêt à usage, qui est essentiellement gratuit, et que la stipulation d'un retour quelconque détruirait entièrement, en le transformant en contrat de louage.

Il n'en est pas de même du prêt de consommation, qui peut être gratuit ou intéressé sous changes de nature, la stipulation d'un retour n'en étant qu'un accessoire accidentel.

Ainsi, du même genre de prêt on peut à usage et prêt de consommation, et sous-diviser de ce dernier en prêt gratuit et prêt à intérêt; c'est sur ce double point que nous l'avons projeté de loi sur lequel, citoyens législateurs, nous nous sommes prononcés.

Je vais maintenant par ordre les trois chapitres qui le composent; et, après les notions générales que je vous en ai présentées, l'espère, pour lui faire assez rapidement passer de vos âmes de vos moments si précieux à la chose pratique, sans néanmoins rien négliger de ce que je dois à la mission dont je suis chargé.

L'emprunt est divisé en trois chapitres; les deux premiers, sous-divisés chacun en trois sections, traitent, l'un, du prêt à usage ou commodat, l'autre, du prêt de consommation, ou simple prêt; le troisième est intitulé du prêt à intérêt.

Les trois sections des deux premiers sont employées, dans chacune, à déterminer la nature du prêt qui fait la matière du chapitre, et les engagements ou obligations du prêteur, et de l'emprunteur dans chaque espèce.

Le second article définit le prêt à usage ou commodat, un contrat par lequel l'un des parties lui prête chose à l'autre, pour s'en servir, à la charge par le prêteur de la rendre après s'en être servi.

Il suit de cette définition: 1° que le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée;

2° que l'emprunteur est tenu de veiller en bon père de famille à sa conservation, et ne peut s'en servir qu'à l'usage déterminé par sa nature, ou par la convention.

3° Que si l'on emploie la chose à un autre usage, ou pour un temps plus long qu'il ne le doit, il est tenu de la perdre avec sa chose par sa faute;

4° Que si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle a été empruntée, et sans aucune faute de la part de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la restituer, à moins de convention contraire;

5° Que si, pour user de la chose, l'emprunteur a fait quelque dépense, il ne peut pas la répéter;

6° Que le prêteur ne peut retenir la chose prêtée qu'autant que le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'autant qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée;

7° Que si, pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été cité, ou que la chose ait été saisie, à quelque époque extraordinaire, nécessaire et tellement urgente qu'il n'ait pas pu en prévenir le prêteur, celui-ci sera tenu de lui la rembourser.

Telles sont, en effet, les dispositions textuelles des articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 du projet; elles se déduisent naturellement, comme vous voyez, de la seule définition contenue dans l'article 1, et ne sont d'ailleurs que la juste applica-

[1] Le discours d'Alibon ne se trouve pas au Moniteur.



lorsqu'il, le projet n'a considéré le prêt que comme *grossi*, soit sous le rapport du prêt à usage, soit sous celui du prêt de consommation. Mais j'ai remarqué que ce dernier pouvait être intéressé; et c'est dans ce second point de vue qu'il va être considéré dans le chapitre III, intitulé du prêt à intérêt, qui, dans un autre système d'organisation du projet, aurait pu ne former qu'une branche du chapitre II.

Il est permis, » dit l'article 32 du projet, le premier de ce même chapitre III, « d'être permis de stipuler des intérêts pour simple prêt, soit d'argent, soit de denrées ou autres choses mobilières. »

Ce sera ici la seconde loi française qui aura consacré la permission de stipuler des intérêts pour un simple prêt, et elle sera, comme celle du 3 octobre 1789, l'expression de la volonté nationale, mais, de plus, de l'adhésion de toutes les autorités constituées de la République, qui ont coopéré à la formation de notre nouveau Code civil.

Il n'est donc plus permis de recourir en question la légitimité de cette stipulation, si longtemps débattue, et si impitoyablement prosaïque par un simple malentendu.

On convenait que l'argent est le signe des valeurs.

On convenait encore que les valeurs peuvent être touchées; et on ne voulait, on ne pouvait pas, convenir que leur signe pût l'être de même.

Et toujours je m'abstenais, par respect pour des noms que je ne faisais ni dériver ni nuire à l'honneur de révéler, et démentir les fondements d'un inconsciente et palpable, et qui n'est d'ailleurs que le produit d'une bien lointaine intention. C'est la juste haine de l'esprit qui a fait condamner l'intérêt; mais, autant l'un est coupable, autant l'autre est innocent; autant l'un peut faire de malheur, autant l'autre peut en soulager; autant l'intérêt peut nuire au commerce, autant un intérêt modéré peut contribuer à sa prospérité. Voulez-vous multiplier les usures? protégez l'indolence et l'intérêt. Voulez-vous paralyser l'industrie qui manque de moyens? terminez-lui toutes les bornes qui pourraient l'arrêter; car ce serait en fermant le plus grand nombre de draps de leur permittre de s'ouvrir que gratuitement le ne puisse pas plus loin se parer, et être aux progrès de la nation dans la distinction entre ce que la religion et l'honnêteté conseillent, et ce qu'elle défendent, je ne puis pas que la prescription indéfinie de l'intérêt puisse trouver désormais des partisans bien chauds et bien éclairés, et je termine par cette réflexion de notre immortal Napoléon: « Que tous les moyens honnêtes de prêter » et d'emprunter soient abolis, et une usure effrénée s'établira. Les lois extrêmes dans le bien font naître le mal extrême, il faut payer pour le prêt de l'argent et pour le danger des crimes de la loi (1). »

Mais, si l'on est permis de stipuler des intérêts, à plus forte raison doit-il être permis de refuser à ce titre ceux qui auraient été payés sans stipulation; et c'est ainsi que déclare l'article 33 du projet, qui porte que: « l'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés ne peut » ni les répéter, ni les imputer sur le capital; » doctrine d'ailleurs reçue jusqu'ici dans les provinces régies par le droit écrit, d'après la maxime *usuræ solutæ non repetuntur*, prise dans la loi 3, au Code de usura; et cela, dans le temps même où la stipulation d'intérêts y était défendue.

La loi doit reprendre, en la permettant, la renfermer dans des bornes qu'elle ne puisse pas franchir; car une permission indéfinie ouvrirait une trop large porte à la rapacité, que la honte ne rendrait pas toujours.

Le projet distingue donc l'intérêt légal du conventionnel.

Le premier est fixé par la loi; son taux ne pourra être excédé dans les intérêts après-moraux, et les dérivés produits par une mise légitime en marche, ni dans ceux qui sont des exactions, et, en vertu d'une loi spéciale.

Le second, qui est celui dont les parties peuvent convenir dans leurs transactions, peut excéder le taux du premier; mais la loi se réserve d'en fixer la mesure, et l'on voit que cette mesure peut varier suivant le plus ou le moins d'activité du commerce, de facilité dans l'emploi de l'industrie, et selon les autres conventions sociales, qui ne peuvent être bien appréciées que par le Gouvernement, leur perpétuel explorateur, et le plus intéressé à les mettre en harmonie avec les besoins plus ou moins urgents, et les ressources plus ou moins abondantes de la société.

Le projet y pourvoit par l'article 31, ainsi conçu :

- « 1. l'intérêt est légal ou conventionnel.
  - « L'intérêt légal est fixé par la loi.
  - « L'intérêt conventionnel peut excéder celui de » la loi, toutes les fois que la loi ne le prohibe pas. »
- La question est néanmoins si simple, lorsque elle peut espérer de briser ses barrières, qu'il faut essayer de la contenir par le frein de la honte; et c'est dans cette vue que le projet ajoute : « Le » taux de l'intérêt conventionnel doit être fixé par » écrit. »

Les articles 36 et suivants traitent du prêt appelé constitution de rente, qui se divise en perpétuel et en viager.

Ce qu'il dit du premier dans les articles 38, 39 et 40, relativement à la faculté d'en racheter et au cas où le débiteur de la rente peut être contraint au rachat, ne fait que sanctionner des points de jurisprudence universellement reçus.

L'article 38 n'y ajoute qu'une disposition qui oblige une des conditions des extrêmes registres reçus dans tout la France, laquelle autorise le débiteur à racheter la rente à sa volonté, en permettant au contraire aux parties « de convenir que le rachat ne sera pas lui avant » un délai qui ne peut excéder dix ans, et sans avoir » ouvert le créancier au terme d'avance qu'elles » auront déterminé. »

L'article dernier du projet ne parle des rentes constituées en viager que pour renvoyer en titre des contrats notariés, sur lequel le vote du Tribunal, qui sera rendu aujourd'hui, vous sera apporté demain.

Ici finit ma mission. Mais, à l'approche du jour qui va commencer vos travaux de cette année par le complément du Code civil, je ne puis, citoyens législateurs, quitter cette tribune sans vous offrir d'avance au heureux achèvement d'une si belle et si vaste entreprise.

De tous les monuments qui peuvent consacrer la mémoire d'une Assemblée de législateurs, nul n'est plus propre à la faire tenir qu'un Code civil qui donne des lois uniformes à 36 millions d'hommes soumis depuis vingt siècles à des lois civiles aussi différentes entre elles que la langue, les usages, les mœurs et le climat des diverses contrées qu'ils habitaient.

Le peuple français était digne d'un si grand bienfait; mais il ne pouvait l'obtenir que d'un gouvernement digne lui-même de le lui procurer,

(1) Exposé des lois. Liv. 22, chapitre 25.

assez éclairé pour apprécier les obstacles, assez courageux pour ne pas s'en effrayer.

La première Assemblée nationale en avait légal solennellement le projet à celles qui s'en suivent.

[illegible]

Le 18 juin, à un moment où il se chargeait de justifier sa noble audace, pour que le courage a été le plus précieux de la France pendant la guerre.

La restauration d'un presbytère depute de marciens vers sa perfection, et chaque jour en a signalé quelque grand pas.

Les laïcs parlent tout seuls; et ce n'est pas dans le but d'exercer que, contre cette injustice si grande, on s'agit d'arriver à tout ce qui est en la religion et l'indigence à la fois insurpassable et d'offrir au malheur singulier que tous nous sommes volontairement donné; ce n'est pas, d'ailleurs, dans cette entreprise qu'il peut être besoin d'un autre finement.

On a appliqué à ce quelque écrit aux pères de l'Assemblée constituante, après la révérence un peu de vent qui souffle tant de papiers et de courants d'écritures, ce sera que la flatterie au grand air ne sera plus que l'ignorance, dont tout ce qui se présente peut me permettre d'être de l'ordre de la mort : ou leur à lui.

*Exclusif : plusieurs dirigeants ont été arrêtés*

Mais c'est sans hatterie, et avec une entière vérité que, le Code civil à la main, nous pourrions en faire le texte des actions de grâces que nous rendrons au Gouvernement de la nation.

Que nos ennemis nous Peuvent, le Gouvernement, d'ur à tant de l'atres à leul, ce qu'il y a de bon-Français, que dans leurs conseils l'heureux l'ardescant des l'ami à pour eux l'enleu; la Prud'ence, q'at à ville sur anguste chef dans l'flourdeur des d'arts, à l'avers les flots, dans le tumulte des rangs et les dangers des combats, qui l'a grande p'pense intracalablement des attentats et des embûches des d'istincts; la Providence, enl'encore visiblement sur sa c'c'ration, et nous qui en j'ont-sons, nous dont il a regn le veen à l' suite du IS l'umaine, et qui voyons journellement et de v'eu s'accomplir, nous pouvons d'is aujourd'hui nous appliquer et de le plus profond et le moins flatter des l'indignes d'rait un sujet à l'umpie digne nulle de punir et les hommes (1).

*Nec spem modo et l'olum securitas publica, sed etiam populi educatio in nobis accomplit (2).*

L'invité, au nom du Tribunal, le Corps législatif à sanctionner le projet de loi sur le gred.

Persone ne demandant la parole y la discussion est fermee.

Le Corps législatif procède au scrutin et vote

l'adoption du projet de loi par 231 voix contre 3.

Les citoyens local, l'année et Segur, conseillers d'Etat, sont introduits

Le ministre **Méol** présente un projet de loi relatif au dépôt et au séquestre, titre XI<sup>er</sup>, livre III du Code civil.

En cours le texte et l'exposé des motifs

Un grand législateur, le Gouvernement vous présente aujourd'hui le titre XVI du BP sur le Code civil; c'est celui qui traite du dépôt et du séquestre.

Dans une matière où les principes sont fixés depuis longtemps, il s'agissait, non de créer des règles, mais de recueillir celles dont un long usage a démontré la justice et l'utilité; c'est ce que nous faisons dans le projet de loi qui vous est soumis.

Après avoir défini le dépôt, désigne sa gratuité, comme son principal caractère, et déclaré qu'il ne peut avoir que des effets multipliés pour objet, le projet conserve sa division naturelle en dépôt volontaire et en dépôt nécessaire.

Le délit volontaire est un délit dont les règles, ou ce qui touche à la manière de le former et la rapacité des poursuites, ne présentent rien que de conforme aux principes admis pour les conventions en général.

Il faut en dire à peu près autant des obligations respectives qui en naissent.

Ainsi l'employeur doit consacrer ses soins à la chose de valeur, et, si elle se détruit par son fait, ou sa négligence, il en répondra selon le degré d'influence que pourrunt à cette responsabilité, soit les conventions des parties, soit les circonstances dans lesquelles il a contracté et sera tenu, mais il ne répondra des accidents de force majeure qu'autant qu'il aura été mis en demeure de substituer la chose de valeur.

Tous les contrats, sont de bonne foi, et nulle part, dans le Code, l'on n'a attribué plus spécialement la cause de la nullité aux uns qu'aux autres; il est néanmoins difficile de ne pas reconnaître dans le dépôt quelque chose qui place la bonne foi inhérente à ce contrat dans des limites plus étroites que celles qui sont assignées à d'autres contrats.

Le déquillage ne pourra donc se servir de la clause d'excuse, si l'usage ne lui en a été permis, car la clause peut recourir au préjudice de ce qu'elle exige.

Si elle lui a été remise scellée ou cachetée, il ne lui en rien se permettre pour la découvrir : ce serait un acte de confiance.

Quelle que soit cette chose, il devra rendre celle qui lui aura été confiée, la même quantité, et cette règle sera observée même quand il s'agira de sommes énormes; autrement, ce n'est suffisant de rendre en pareilles quantités, en espèces. Le contrat avait des suites, et le dépositaire trouvait converti en un simple prêt au remboursement.

Si la chose déposée produit des fruits, ils appartiennent au déposant, comme au propriétaire de la propriété qui n'a point changé de mains. Le depositaire devra donc en faire raison.

Telles sont les principales obligations; mais il peut accidentellement en être redonné, comme il peut lui en survenir d'autres, par exemple, si la chose lui a été enlevée par une force majeure et remplacée par une autre, il ne devra plus restituer de la chose déposée, mais bien de celle qui lui a été fournie en remplacement.

En thèse générale, l'athéisme est tout de la même manifeste et avec la même évidence que celui qu'il représente; mais, en matière de dépôt, cette

regle recevra une exception. Ainsi, si l'héritier du dépositaire alloue le dépôt, mais qu'il aura pu lui appartenir, sa bonne foi tiendra à son secours, et il ne devra que le prix qui aura été consacré dans l'acte de vente.

Mais en quel temps la restitution sera-t-elle faite et à qui ?

Le dépôt doit être restitué dès qu'il est réclamé ; il n'y a point, à cet égard, de stipulation de délai qui puisse s'opposer à la remise du dépôt, et le dépositaire, qui doit toujours être prêt à le rendre, peut s'être néanmoins contraint, si d'ailleurs il n'existe pas entre ses mains des sautes ou des oppositions qui empêchent la restitution de la chose déposée.

Cette restitution ne peut être valablement faite qu'à un déposant, ou à la personne qu'il a proposée ; ou, s'il est mort, à ceux qui le représentent ; et qui, en cas que le dépôt soit indivisible, doivent s'accorder pour la restitution.

S'il y a aliénement d'état dans la personne du déposant, aussitôt si le dépôt a été fait par un femme qui depuis est mariée et aura transporté l'administration de ses biens à son mari, la restitution du dépôt sera faite à celui-ci.

Dans l'hypothèse citée, si un mari ou un tuteur ont pu poser une aliène applicable à la femme ou au pupille, et que le titre de l'aliénation cesse avant la remise du dépôt, la restitution s'en fera, soit à la veuve, soit au pupille devenu majeur.

L'extinction temporaire de ces règles diverses exaltait brutalement à ce sujet ; mais si le dépositaire est malade que la chose qui lui est remise à ce titre n'appartient pas au déposant, que devra-t-il faire, et comment en sera la restitution opérée-t-elle ?

Cette question, la seule qui présente quelque difficulté, a été examinée avec soin, et son issue de la section comprise en l'article 21 du projet de loi.

Quelques avis tendaient à interdire dans l'espèce toute restitution au déposant ; mais on a jugé préférable de valider la restitution qui lui sera faite, après néanmoins que le dépositaire aura reconnu le dépôt au propriétaire, avec sommation de le restituer dans un délai suffisant.

Cet avertissement satisfait à la morale et à la justice ; mais si celui qui a été averti ne fait point ses diligences, la loi doit présumer que le déposant et le propriétaire se sont arrangés ; en tous cas, le dépositaire ne paraît être relevé ni à des poursuites ultérieures qui pourraient l'exposer personnellement à des dommages-intérêts, ni à rester indéfiniment chargé du dépôt.

Je vous ai retracé, citoyens législateurs, les obligations du dépositaire ; elles du déposant sont beaucoup moins étendues.

De la part de ce dernier, sont considérées comme des obligations du dépositaire les dépenses qui il a faites pour la conservation du dépôt, et la indemnité des pertes que ce dépôt aurait pu lui causer, mais jusqu'au paiement de ces dépenses et indemnités, le dépôt peut être retenu ; car il est naturellement et sans le secours d'aucune stipulation le gage des créances dont il est la cause.

Après avoir traité du dépôt volontaire, le projet de loi qui vous est soumis règle ce qui est relatif au dépôt en saisi.

Il ne s'agit plus ici d'un contrat, mais plus exactement d'un quasi-contrat fondé sur la nécessité, et qui mérite d'autant plus la protection de la loi, que, dans la plupart des cas où il y a lieu d'en faire l'application, cette application est

réclamée par des êtres malheureux, victimes d'un incendie, d'une ruine, d'un pillage, ou d'un naufrage.

Quand au milieu d'une telle catastrophe on peut sauver ses effets, on le fait sans recourir aux moyens que la loi prescrit pour établir les sommations ordinaires ; ainsi la preuve par témoins d'un tel dépôt sera admissible, quand même son objet s'éleverait au delà de 100 livres.

C'est ainsi qu'un dépôt regardé comme nécessaire que celui des effets qu'un vaisseau apporte dans une anse ou à l'abri, par les y sont placés sous la foi publique, et l'antériorité répond et du dommage qui lui aurait été causé et même de celui qui en aurait été fait, et même qu'il en soit fait d'une force majeure.

Cette disposition, depuis longtemps admise par nos lois, était trop utile pour qu'il y eût une minute dans notre nouveau code sans doute elle n'est pas de grande obligation aux juges et les tribunaux, mais elle paraît à l'ordre public, et elle est indispensable pour la sécurité des citoyens.

Je vous, citoyens législateurs, d'indiquer rapidement les dispositions qui s'appliquent au dépôt, et leurs motifs, il ne reste à vous restreindre de la partie du projet qui concerne le séquestre.

Il y a deux espèces de séquestre, le séquestre conventionnel et le séquestre judiciaire.

Le séquestre conventionnel est le dépôt différé principalement entre eux, et ce que dans le dépôt la chose déposée, soit qu'elle soit la propriété d'un seul, ou la propriété indivise de plusieurs, appartenant sans contradiction à ceux qui font le dépôt, au lieu que le séquestre s'applique de sa nature à des objets litigieux.

Ainsi, lorsque plusieurs personnes se disputent la propriété d'une chose et conventionnellement s'accordent que, durant le litige, elle restera au pouvoir d'un tiers désigné, c'est un séquestre conventionnel.

Ce tel séquestre peut s'établir même sur des immeubles, et les obligations de celui qui en est chargé sont d'ailleurs très-peu différentes de celles du dépositaire.

Cependant la restitution de l'objet séquestré ne s'accomplit pas toujours d'une manière aussi simple que celle d'un dépôt.

Dans cette dernière espèce, les propriétaires sont connus, dans le cas du séquestre, ils sont incriminés, puisque leurs droits sont litigieux.

Celui qui est chargé d'un séquestre même conventionnel, ne pourra donc le remettre qu'après l'assentiment du litige, ou, si les parties s'accordent, du consentement de toutes les parties intéressées ; nous disons de toutes les parties intéressées, car l'un d'eux a pas cru que cette disposition doit se borner aux seules personnes qui auront contribué au séquestre, mais qu'elle doit s'étendre à toutes celles qui, par leur intervention au litige, auraient manifesté des prétentions capables d'aggraver leur concours lors de la remise de l'objet séquestré.

Ci qui vient d'être dit à l'égard du séquestre conventionnel laisse peu de choses à dire sur le séquestre judiciaire.

En effet, si l'on en excepte la disposition qui assigne de plein droit au saisi au gardien judiciaire, on trouvera que l'un ou l'autre de ces séquestres sont régis par les mêmes règles communes ou semblables, et il ne pourra en être autrement, car la seule différence qui existe entre ces deux séquestres, c'est que, dans l'un, le gardien est nommé par les parties, et dans l'autre, par la justice, mais dans les mêmes vues, et dans l'un comme dans



l'autre cas, pour la conservation d'une chose litigieuse.

Croyons législateurs, la matière dont je viens de vous entretenir n'offrant point de difficultés sérieuses; simple dans son objet et juste dans ses détails, le projet qui vous est présenté n'a sans doute pas besoin de plus nombreux développements pour mériter et obtenir votre sanction.

Projet de loi.

CODE CIVIL.

LIVRE III.

*Des différentes manières dont s'acquiert la propriété.*

TITRE XVI.

*Du dépôt et du testament.*

CHAPITRE PREMIER.

*Du dépôt en général et de ses diverses espèces.*

Art. 1<sup>er</sup>. Le dépôt est un contrat par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature.

Art. 2. Il y a deux espèces de dépôt : le dépôt proprement dit, et le séquestre.

CHAPITRE II.

*Des dépôt proprement dit.*

SECTION PREMIÈRE.

*De la nature et de l'existence du contrat de dépôt.*

Art. 3. Le dépôt proprement dit est un contrat consensuel gratuit.

Art. 4. Il ne peut avoir pour objet que des choses mobilières.

Art. 5. Il n'est point exigé que par la tradition réelle ou fictive de la chose déposée.

La tradition fictive suffit, quand le dépositaire se trouve déjà nanti de quelque chose de la chose que l'on remet à lui garder à titre de dépôt.

Art. 6. Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

SECTION II.

*Du dépôt volontaire.*

Art. 7. Le dépôt volontaire se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt, et de celle qui le reçoit.

Art. 8. Le dépôt volontaire ne peut régulièrement être fait que par le propriétaire de la chose déposée, ou de son représentant légal ou valide.

Art. 9. Le dépôt volontairement fait devant un tiers la preuve testimoniale n'est au point reçue pour valoir seulement entre les parties liées.

Art. 10. Lorsque le dépôt, étant antérieur de tout cinquante francs, n'est point prouvé par écrit, celui qui est attaqué comme dépositaire peut être mis en déclaration sous pain et sel même du dépôt, tout pour la chose qui le constitue l'objet, soit pour le fait de sa restitution.

Art. 11. Le dépôt volontaire ne peut avoir lieu qu'entre personnes capables de contracter.

Néanmoins, si une personne capable de contracter accepte le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations d'un véritable dépositaire, elle peut être poursuivie pour le même ou administrateur de la personne qui a fait le dépôt.

Art. 12. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

SECTION III.

*Des obligations du dépositaire.*

Art. 13. Le dépositaire doit apporter dans la garde de la chose déposée la même sollicitude qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent.

Art. 14. La disposition de l'arme précitée doit être appliquée aux plaques de registre. Si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt, si s'il a stipulé une somme pour la garde du dépôt, si le dépôt a été fait uniquement pour l'intérêt du dépositaire, si s'il y a des conventions expressément que le dépositaire répondra de la chose déposée.

Art. 15. Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, de sa-

voir de la chose déposée, à moins qu'il n'ait été mis en demeure de restituer la chose déposée.

Art. 16. Il ne peut se servir de la chose déposée tant la restitution n'est pas faite au dépositaire.

Art. 17. Il ne peut point résister à remettre quelque chose de la chose qui lui est en dépôt, si elle n'est pas destinée à être remise à son propriétaire.

Art. 18. Le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue.

Ames les choses qui sont destinées à être rendues dans les mêmes espèces dans lesquelles il a été fait, tant dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

Art. 19. Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Les détériorations, qui ne sont pas imputables par son fait, sont à la charge du déposant.

Art. 20. Le dépositaire n'est tenu de la chose qu'il a reçue pour son propre usage, et si elle n'est pas destinée à être rendue dans les mêmes espèces dans lesquelles il a été fait, tant dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

Art. 21. Le dépositaire n'est tenu de la chose qu'il a reçue pour son propre usage, et si elle n'est pas destinée à être rendue dans les mêmes espèces dans lesquelles il a été fait, tant dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

Art. 22. Si la chose déposée a produit des fruits qui sont dus par le dépositaire, il est obligé de les restituer, et si elle a produit des fruits de l'argent déposé, si ce n'est du jour où il a été mis en demeure de faire la restitution.

Art. 23. Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui lui l'a confiée, ou à celui qui a été nommé dépositaire de la chose, ou à celui qui a été nommé dépositaire de la chose.

Art. 24. Il ne peut point être fait de la chose déposée la preuve testimoniale n'est au point reçue pour valoir seulement entre les parties liées.

La preuve testimoniale n'est au point reçue pour valoir seulement entre les parties liées. Néanmoins, si une personne capable de contracter accepte le dépôt fait par une personne incapable, elle est tenue de toutes les obligations d'un véritable dépositaire, elle peut être poursuivie pour le même ou administrateur de la personne qui a fait le dépôt.

Art. 25. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 26. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 27. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 28. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 29. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 30. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 31. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 32. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 33. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 34. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 35. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 36. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 37. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 38. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 39. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 40. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 41. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 42. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 43. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 44. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 45. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 46. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 47. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 48. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.

Art. 49. Si le dépôt a été fait par une personne capable à une personne qui ne l'est pas, la personne qui a fait le dépôt n'a que l'action en restitution de la chose déposée, tant qu'elle n'a été dans la main du dépositaire, ou une action en restitution jusqu'à concurrence de ce qu'il a souffert au profit du dépositaire.



arts et des sciences par les progrès et la stabilité de la religion même.

Le mouvement fut donné; tous les courants du temps sanctionnèrent par leurs décisions les grandes vues que Charlemagne avait manifestées dans ses ordonnances.

Un spectacle plus étonnant, un milieu de l'ignorance et de la barbarie, que celui de l'alliance sacrée de la religion et des sciences, alliance si brutalement rompue et consommée par le génie de ce grand homme!

De là on vit sortir toutes les écoles connues sous le nom d'universités, dans lesquelles on se proposa d'enseigner toutes les choses divines et humaines. La première et la plus célèbre de toutes fut l'université de Paris, dont l'abbé l'Henry fixe l'établissement à la fin du douzième siècle.

Les divers peuples crurent d'être dispensés les uns aux autres. On accourait de toutes parts pour recevoir le même enseignement et la même doctrine. Les mœurs s'adoucèrent; les relations se multiplièrent, et inévitablement l'Europe, se séparant, ne fut plus qu'une grande famille composée de diverses nations qui, continuant à être divisées par le territoire, se trouvèrent unies par la religion, les sciences et les mœurs.

On s'aperçut bientôt que la constitution des universités, telles étaient respectivement de quatre facultés: les arts, la médecine, le droit et la théologie.

On ne pouvait presque parvenir à aucune place sans avoir étudié dans ces écoles, et sans avoir pris des degrés, qui étaient un témoignage public et légal de la capacité des étudiants.

On s'aperçut bientôt que les personnes qui se destinaient à la plébéienne perdant l'esprit de leur état par leur commerce avec cette foule de romains d'Hydo qui se destinaient aux différents professions de la vie rurale.

On établit donc les séminaires tels que nous les connaissons. Ils eurent une grande influence sur le relèvement de la discipline. Les séminaires étaient au moins des maisons d'étude que des maisons de retraite et de profane; car nous trouvons que les universités étaient constamment opposées à ce que l'on fût des écoles de théologie dans les séminaires.

L'université de Paris avait, à cet égard, obtenu divers arrêtés qui avaient fait droit à sa réclamation.

Nous savons que des universités moins privilégiées n'auraient point eu le même succès. Celle de Reims surcombait une contestation qu'elle eut à soutenir contre l'évêque de Nantes pour une école de théologie établie dans le séminaire de cet évêque.

Mais il n'est pas moins certain que l'enseignement des universités était le véritable enseignement national; que les citoyens, qui se destinaient à certaines professions, ne pouvaient y parvenir s'ils n'avaient étudié et pris des grades dans quelque-une des universités antiques, et que les ecclésiastiques eux-mêmes ne pouvaient posséder de grands bénéfices ni même une cure dans une ville murée, s'ils n'étaient gradués.

Les universités n'existent plus, elles ont cédé aux révolutions et aux temps, comme tous les autres ouvrages des hommes.

Quelle est même l'institution civile, politique ou religieuse, qui n'ait pu résister à l'esprit de délit et de la façon qui a si longtemps désolé la France?

Nos maux sont oubliés; un génie vaste et puissant les repère.

Déjà, citoyens législateurs, on s'est occupé des

lycées et des écoles spéciales pour la propagation des sciences humaines. Il s'agit aujourd'hui de la religion, qui jadis n'a si grand succès aux sciences et aux lettres, et qui est une auxiliaire si utile dans la patrie dans les affaires de la société.

En voyant à la grande majorité des citoyens français le culte de leurs pères, et en rendant à tous la liberté de conscience et l'exercice de leurs différents cultes, vous avez contracté l'engagement de leur assurer les moyens d'être constamment des pasteurs et des ministres dignes de leur confiance.

La loi du 18 germinal au X a pourvu aux académies ou séminaires des communications protestantes.

Dans le projet de loi qui vous est soumis, on s'est occupé des séminaires pour les catholiques.

Le gouvernement, en reconnaissant, par le concordat, la liberté qu'a chaque évêque d'établir un séminaire dans son diocèse, n'a pu que rendre hommage au droit naturel d'inspection qu'ont les évêques sur la vocation, les principes et les mœurs des personnes qui se destinent à la cléricature. Sous ce point de vue, les séminaires ne sont, pour ainsi dire, que du régime intérieur: aussi le Gouvernement a-t-il déclaré qu'il ne s'agissait point à lui de les doter.

Mais il a paru nécessaire de remplacer l'enseignement public national des universités. Des écoles spéciales remplacent cet enseignement pour la jurisprudence et pour la médecine. Sur le modèle de ces écoles spéciales, le projet de loi établit par chaque arrondissement métropolitain une institution d'instruction pour ceux qui se proposent d'embrasser l'état ecclésiastique.

Il y a dix métropoles. Les maisons dont nous parlons s'ont donc au nombre de dix. On a toujours observé que la multiplicité des petits collèges nuisait au progrès des bonnes études. Les professeurs habiles sont rares, les moyens d'exciter l'émulation sont plus difficiles dans de petites institutions qui échappent à l'attention publique. Quelques grandes écoles, placées à certaines distances, et sous la protection spéciale du Gouvernement, appellent davantage l'émulation et le talent, et sont plus assurées de produire de grands effets.

L'Etat ne pouvait dispenser indifféremment sur l'éducation des ecclésiastiques: il lui importe que les ministres de la religion soient bons citoyens; il lui importe que chacun remplisse fidèlement les devoirs de la profession qu'il embrasse; mais pour bien remplir ces devoirs, il faut les connaître. L'ignorance n'est bonne à rien; elle nuit à tout; elle serait surtout dangereuse dans une classe d'hommes qui doivent être d'autant plus instruits qu'ils sont chargés d'instruire les autres.

Mais les circonstances ne permettaient point à l'Etat de doter six-vingt séminaires, et il n'eût pas pu promettre, dans un tel temps, de faire prospérer un tel nombre d'établissements, dont la multiplicité seule eût empêché la bonne organisation.

Le projet de loi porte que, dans les maisons d'instruction dont il s'agit, on enseignera la morale, le dogme, l'histoire ecclésiastique, les maximes de l'Eglise gallicane, et qu'on y donnera les règles de l'éloquence sacrée.

Les anciens s'étaient attachés plus particulièrement que nous à l'étude de la morale. La raison en est que leur religion n'avait que des rites, et qu'elle ne se mêlait en aucune manière de l'enseignement public. Chez eux la morale était confiée aux législateurs et aux philosophes. Les prêtres

conservaient le dépôt des pratiques et des anciennes traditions, mais c'étaient les philosophes et les législateurs qui précédaient la vérité et la règle des mœurs. Le célèbre *Platon* recommandait la sagesse et les devoirs, tandis que l'auguste *Socrate* ordonnait les sacrifices et les cérémonies du culte.

Depuis l'établissement du christianisme, il existe un sacerdoce chargé d'annoncer toute vérité, de recommander tout ce qui est bon, tout ce qui est saint, tout ce qui est pieux, tout ce qui est aimable, de donner des conseils aux particuliers et des préceptes à tous.

Dans les premiers siècles de l'église, les règles de la vie usées et détrempées par les *hérétiques*, les *Chrétiens*, les *Augustins*, les *Jérômes*, les *ambroises*, conservèrent ce caractère d'évidence, de grandeur et de dignité, que le génie et la piété de ces grands hommes imprimèrent à tout ce qui sortait de leur bouche ou de leur plume.

Mais nous voyons que dans la suite on n'eut pour professeurs de morale que des scolastiques amis des abstractions, que des esprits subtils, qui, dans les siècles d'ignorance, sont les lieux repus; mais il ne serait pas juste de faire un reproche particulier aux scolastiques de ce qui ne fut que la suite du malheur des temps. Alors, sans doute, on se perdit en vaines questions sur le bien et le malheur, sur la bonté de l'âme ou du malin, et sur mille autres points de controverse qui fatiguèrent la raison sans l'éclairer.

Mais le bon sens de Louis XIV n'a-t-il pas produit les admirables *Essais* de Nicole, et les excellents traités de *Bosquet* et de *Fénelon* ?

L'enseignement d'une morale religieuse importante que l'on ne pense au bien de l'humanité; elle fixe les incertitudes, parce qu'elle consiste en maximes positives; elle règle le sentiment en l'éclairant du cœur, elle console la raison, en lui laissant entrevoir toutes les jouissances que l'on ne peut avoir que par le sentiment.

En développant la morale évangélique dans son état de simplicité, en réglant la fidélité aux biens, l'amour du prochain, et toutes les vertus sociales; en écartant la prétendue retraite des solitaires, qui n'étaient que la loi d'une fausse métaphysique, les maîtres de la religion démontrèrent les vrais bien-être de l'humanité.

Mais l'enseignement du dogme, ou cherchera surtout à donner un appui à la morale.

La morale suppose un Dieu législateur, comme la physique suppose un bon créateur et premier moteur de toutes les causes secondes.

On ne bâtit pas des systèmes contentieux sur des objets qui n'ont jamais été définis par l'Eglise.

On ne cherchera que dans les écritures et la tradition, qui sont les uniques fondements de la loi, les vérités sacrées qui nous découvrent les desseins impénétrables de l'auteur de la nature sur les enfants des hommes.

L'étude de l'histoire ecclésiastique est nécessaire à ceux qui se destinent au ministère des âmes. Cette histoire nous offre toute la suite du christianisme depuis son établissement. On y voit la succession constante de la doctrine, les variations de la discipline dans les choses qui ne sont point fondamentales, et le tableau des mœurs dans les différents siècles.

L'histoire est un cours de sagesse pratique, dans lequel on apprend à se dégager de toutes les espèces d'une vaine théorie.

On distinguera, dans les principes qui ont produit la loi catholique, ce qu'elle a fait comme principes d'avec ce qu'elle a fait comme pratiques;

et depuis que les papes et les évêques ont possédé des seigneuries et ont eu tant de part aux affaires temporelles, on ne confondra point ce qu'ils ont pu faire en leur qualité de seigneurs temporels avec ce qu'ils pouvaient et devaient faire comme évêques et comme pasteurs.

Les érudits qui ont précédé dans certains siècles, et qui ont daigné dans d'autres, nous apprennent à lier l'histoire à la morale avec ce qui n'est qu'un abus.

Le spectacle de nos controverses, si souvent occupées par des abus de mots ou par des subtilités d'intelligence, nous invite à nous méfier de nous-mêmes, à être moins précipités dans nos jugements et moins jaloux de nos propres pensées, calmé à nous tenir en garde contre des disputes qui ont si souvent dégradé l'esprit humain et dévot le monde.

Le grand avantage de l'histoire est de présenter, non de simples faits isolés, comme ceux qui nous sont fournis par l'expérience journalière, mais des exemples complets, c'est-à-dire des faits dont on puisse voir à la fois le principe et les suites. Ainsi un schisme éclata; on voit, par les dissensions qui ont suivi, combien l'Eglise, la cause qui produit ces sortes de dissensions et de schismes, les effets terribles qu'ils ont produits, et les sages mesures qui les ont terminés. On devient, en considérant le passé, moins enflé et plus condescendant sur les affaires présentes; on est plus disposé à tous les sacrifices qui, assurant la subsistance de la religion, peuvent conserver le grand principe de l'unité ecclésiastique.

En général, les maximes et les préceptes ne nous suffisent pas; il faut des exemples. « Peu de gens, dit Tacite, distinguent par la seule force du raisonnement ce qui est bon d'avec ce qui est mauvais, ce qui est juste d'avec ce qui ne l'est pas. » La plupart des hommes ne s'instruisent que par les choses qu'ils voient arriver aux autres. L'exemple parle aux passions, et les engage dans le parti de la sagesse. Selon l'expression d'un écrivain, la science et le genre, sans les leçons de l'expérience et de l'histoire, sont ce que l'on croyait autrefois qu'étaient les comètes, des météores bellement, terribles et de leur cours et dangereux dans leurs approches, qui ne peuvent servir aucun système, et qui sont capables de les détruire tous.

L'Eglise catholique est une dans tout ce qui est de loi et de discipline fondamentale; mais chaque portion de cette Eglise peut avoir ses maximes et ses coutumes particulières. Tout ecclésiastique laïc doit donc chercher à connaître les maximes de l'Eglise gallicane.

Le principe de l'indépendance de la puissance politique dans le gouvernement temporel des Etats, celui qui réduit les droits du sacerdoce aux choses purement spirituelles, et qui ne reconnaît dans le chef de l'Eglise, et dans les autres ministres du culte, qu'une autorité réglée par les canons et les saints décrets, appartenant sans doute au droit public de toutes les nations chrétiennes, mais ces principes ont été moins observés en France; ils y ont reçu moins d'attention qu'ailleurs.

Les Français ont également conservé avec plus de fidélité tous les maximes sur les droits des évêques et des curés; ils ont toujours été moins favorables aux privilèges et aux exemptions.

On ne doit pas se contenter dans les séminaires d'enseigner tout ce qui regarde le fond de la science ecclésiastique; on doit encore y donner les règles de l'éloquence sacrée.

L'éloquence est un grand moyen de présenter au cœur et à l'esprit ce que l'on peut penser à l'œil

Comment les ministres de la religion, dont la mission est de prêcher et d'enseigner, pourraient-ils imposer l'air de la parole, le plus étendu, le plus beau et le plus puissant de tous les arts ?

C'est avec le ministère de la parole que les apôtres ont conquis le monde. Saint-Paul étendit l'évangile en annonçant aux hommes de ce siècle auguste le Dieu inconnu qu'ils adoraient et qu'ils ne reconnaissaient pas.

Ce sont les grands intérêts de la patrie qui avaient produit les maîtres de l'antique Grèce et de l'antique Rome. L'éloquence est née dans nos loix, mêlée avec les grands intérêts de la religion.

Quel effet ne produisit pas la peinture éloquentes du jugement dernier. Toute par Masson dans son sermon sur le petit nombre des élus ! A la voix de cet orateur, une grande assemblée se lève par un mouvement spontané et frémisse.

La voix de Bossuet retentissait dans toutes les capitales et dans tous les cours, quand ce ministre de l'Évangile représentait l'incertitude des choses humaines, et peignait le bruyant fracas de la chaîne des siècles.

Aucune nation ne peut rivaliser avec la nôtre pour l'éloquence de la chaire. Ce genre de supériorité est une propriété nationale que nous devons être jaloux de conserver.

Après avoir été l'enseignement des séminaires, nous avons voulu constater dans le projet de loi les bons effets de cet enseignement. Les aspirants à la cléricature seront obligés de continuer des exercices publics et de rapports des certificats de capacité. Les certificats sont le supplément des autres grades.

La garantie exigée pour s'assurer de la capacité des aspirants est même mieux organisée qu'elle ne l'était antérieurement : car, sous l'ancien régime, on était dirigé par des lois qui remontaient à des époques lointaines, et qui, voulant uniquement honorer l'ignorance et la barbarie, ne s'étaient proposé que la propagation des sciences en général. On était parti du principe que toutes les sciences sont utiles, et qu'il suffisait d'avoir fait quelques progrès dans une science quelconque pour avoir droit à des places et à des fonctions étrangères à cette science. Ainsi, les connaissances enseignées qu'on regardait en médiocre avant toute la capacité requise pour occuper une cure dans une ville morte, ou une dignité dans un chapitre. L'opinion des rancunes avait été adoptée par la jurisprudence.

Aujourd'hui tout rentre dans l'ordre. Les études et les grades dans une science ne rendent capable que des fonctions pour lesquelles cette science est requise. Il faut avoir étudié le droit et non la médecine pour remplir des fonctions judiciaires ; et un ecclésiastique, s'il n'a les connaissances de son état, ne sera point jugé capable de remplir les fonctions importantes du sacerdoce.

On n'exige pas les mêmes preuves de capacité pour toutes les fonctions ecclésiastiques. Il suffit à un curé de seconde classe, à un desservant, à un simple vicaire, d'avoir reçu un exercice public sur la morale et sur le dogme. Ce sont là des choses dont la connaissance est indispensable pour tous les ministres de la religion, parce qu'elles tiennent à la ministère de la religion même. Mais l'étude de l'histoire ecclésiastique, celle des maximes de l'Église gallicane et des règles de l'éloquence sacrée, sont nécessaires aux évêques, aux vicaires généraux, aux chanoines, aux curés de première classe, c'est-à-dire à tous ceux qui administreront ou chef les

diocèses, ou qui participent plus ou moins à cette administration, ainsi qu'aux pasteurs qui exercent le ministère ecclésiastique dans les villes importantes qui exigent une plus grande connaissance des choses et des hommes.

Nous avons dirigé l'enseignement des maisons d'instruction publique par le projet de loi dont nous avons l'honneur de vous proposer l'adoption. Il doit donc être sous la surveillance du ministre de l'instruction publique, comme l'état celui des universités qu'il remplace. En conséquence les directeurs et professeurs seront nommés par le Premier Consul.

Cependant, l'enseignement dont il s'agit devant être à la fois national et ecclésiastique, il ne saurait être étranger à la sollicitude des évêques. Le chef du Premier Consul sera donc éclairé par l'information qu'ils feront des suppléments à choisir.

Quoiqu'il soit porté par le projet de loi qu'il y aura une maison d'instruction ou un séminaire par chaque arrondissement métropolitain, il est évident que ces établissements ne sont point particuliers à chaque métropole ; mais qu'ils sont institués pour le bien et pour l'utilité de l'Église de France en général. En conséquence, on ne s'en rapporte pas uniquement, pour le choix des directeurs et des professeurs, à la désignation qui pourra être faite par l'archevêque ; on fait concourir tous les évêques suffragants. Par cette mesure, le vrai talent ne sera pas exposé au danger d'être oublié, méconnu, ou d'être repoussé par la prévention particulière d'un seul homme.

Aucun établissement ne peut exister sans dotation. Antérieurement les lois de l'État antérieures aux évêques, et leur engagement même de dettes ces établissements en y ont fait des lacunes. C'est la disposition finale de l'article 25 de l'ordonnance de Blois, de l'article 1<sup>er</sup> de l'édit de Vieux, et de l'article 4 de l'ordonnance de 1629. Dans le moment actuel, cette ressource manque, puisqu'il n'y a plus de bénéfices. La dotation des séminaires ne peut donc être qu'à la charge de l'État. Mais de toutes les dépenses publiques, celle de l'éducation ne saurait être ni la moins utile ni la moins favorable. Les lois romaines plaçaient tout ce qui regardait le culte dans la classe des choses qui appartenant essentiellement au droit public, et qui intéressaient d'une manière particulière les mœurs d'une nation et le bonheur des hommes.

Nous ajouterons ici que la circonstance de la dotation légale par l'État est un nouveau motif de mettre les établissements dont il s'agit sous la surveillance du Gouvernement, et de rendre au ministre politique la nomination des directeurs et des professeurs ; car dès lors l'État est le vrai fondateur de ces établissements de l'Église et toujours appliqué avec reconnaissance aux droits que se réservait son fondateur dans l'acte par lequel il assignait quelque liberté ou quelque bénéfice. C'est de là que sont nés tous les droits de patronage, et tous ceux que nos ancêtres conservaient exercés sur les églises cathédrales, et sur une foule d'autres bénéfices.

Il n'a pas été possible de fixer d'avance la dotation de chaque séminaire ; cette dotation est subordonnée à nos malheurs de circonstances qui ne sont pas susceptibles d'être calculées avec précision, elle doit donc être laissée, ainsi que plusieurs autres objets secondaires, à l'arbitrage du Gouvernement, qui peut plus facilement, par les connaissances que lui donnent les détails journaliers de l'administration, combiner les ressources avec les besoins. L'œuvre de la loi est de donner la première à une institution, et de

fixer les grandes maximes qui doivent la régir. Mais, après avoir donné le motif et celui de la loi à un établissement, le pouvoir exécutif se repose et laisse agir le pouvoir qui exécute.

Vous savez exactement sous les yeux, citoyens législateurs, toute l'immensité du projet de loi sur les sépultures. Si la religion est utile et nécessaire à l'État, ces établissements sont nécessaires à la religion. Comment pourrait-elle subsister, si ce n'est lui ménageant pas les moyens du perpétuer la succession de ses temples ?

En donnant à ceux qui se consacrent à la cléricature la facilité de s'instruire, tous les préparés à être aussi bons citoyens que pasteurs vertueux et estimables; vous écartez d'avance le superstition et le fanatisme, qui sont le produit ordinaire de l'ignorance.

Adhézerez donc, citoyens législateurs, le grand ouvrage du rétablissement du culte; ouvrage admirable, qui a été comme le terme de nos tempêtes politiques, qui a réconcilié la patrie avec tous ses enfans, et qui semble arborer sur une seconde fois descendre du ciel les vertus destinées à décorer et à consoler la terre.

#### Projet de loi.

Art. 1<sup>er</sup>. Il y aura, par chaque arrondissement métropolitain, et sous le nom de concubine, une maison d'entretien pour ceux qui se consacrent à l'état ecclésiastique.

Art. 2. On y enseignera la morale, le dogme, l'histoire ecclésiastique et les maximes de l'Église gallicane, on y donnera les règles du comportement ecclésiastique.

Art. 3. Il y aura des évènements et exercices publics sur les différentes parties de l'enseignement.

Art. 4. À l'entrée, on se portera en costume décent, costume général, d'usage ou casé du parrain d'usage, sans avoir besoin d'un exequat public, et rapporté au cardinal de l'apostrophe sur les objets soumis au Tribunal.

Art. 5. Pour toutes les autres places et fonctions ecclésiastiques, il suffira d'avoir obtenu un exequat public sur la morale et sur le dogme.

Art. 6. Les docteurs et professeurs seront nommés par le Premier Consul, sur les propositions qui seront données par l'archevêque et les évêques métropolitains.

Art. 7. Il sera accordé un salaire annuel et une indemnité pour chaque établissement d'enseignement, et il sera assigné une somme déterminée pour l'entretien et les frais de ces établissements.

Art. 8. Il sera pourvu par les règlements d'administration publique à l'exécution de la présente loi.

Le Corps législatif arrête que ce projet de loi sera transmis au Tribunal par un message. La discussion du projet de loi devant le Corps législatif est fixée au 25 ventôse.

Le Corps législatif décide que l'exposé des motifs, fait par le citoyen Portalis, sera imprimé et distribué en nombre de six exemplaires. La séance est levée.

#### TRIBUNAT.

##### PRÉSIDENCE DU CITIZEN DUBAILLÉ

Séance du 18 ventôse an XII (vendredi 9 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance du 17 est adopté. Le Tribunal procède au scrutin sur le projet de loi, livre III, titre XVII du Code rural, relatif au mandat.

Le projet est adopté à l'unanimité de 38 voix. Les citoyens Terrible, Bertrud de Grenelle et Sibon porteront ce vote au Corps législatif.

L'ordre du jour appelle un nouveau scrutin sur le projet de loi, livre II, titre XIX du Code rural, relatif aux contrats aléatoires.

Ce projet est adopté à l'unanimité de 48 membres présents.

Les commissaires chargés de porter ce vote au Corps législatif sont les citoyens Sarron, Deryn et Lantier.

Gillet (de Saint-Omer) fait un rapport sur le projet de loi relatif aux fondations respectueuses (1).

Tribun, votre section de législation a fait l'examen du projet de loi proposé par le Conseil d'État sur les fondations respectueuses, et elle n'a chargé de vous en présenter le résultat.

La morale, vous le savez, est un motif pour lequel les enfans de famille restent attachés à l'autorité paternelle pendant deux périodes distinctes :

Celle de la jeunesse,

Celle de la maturité.

Sous ces influences leur volonté ne suit pas pour un engagement qui a tant d'influence sur la vie présente et celui qu'ils contractent sans le concours de leur famille peut être frappé de nullité.

Cette peine est la conséquence de l'imperfection de leur consentement; et, sur ce point, nos lois depuis longtemps n'ont pas eu de variation.

Elles ont seulement varié quelquefois sur le moment où le mariage était permis.

Le décret de 30 septembre 1792 particulièrement, le faisait cesser à vingt ans accomplis; au lieu qu'aujourd'hui notre droit reconnaît le mariage jusqu'à vingt-cinq.

La loi de 26 ventôse an XI, au Code civil, a pris un juste tempérament entre ces deux termes.

Elle a reconnu pour valable le consentement des filles consenti que leur vingt-cinquième année serait remplie, parce qu'elles étaient à l'âge de la maturité ecclésiastique plus tôt pour cela.

Elle a supposé également par là le consentement des hommes de vingt ans lorsqu'il se réalisait plus que des collatéraux dans leur famille, parce que la volonté de ceux-ci ne lui a pas paru éclairée par une affection assez sûre pour se mêler à la volonté du contractant.

Mais pour l'homme qui n'avait que des parents ascendans, l'âge où le consentement devait paraître a été reculé à l'anniversaire impérieux de l'indignité. Jusque-là il n'est que trop facile, pour se constituer lui-même une noble famille, que ce que l'enfant avec lui ceux dont la tendresse a été de veiller sur son sort.

Tel est le premier degré de la subordination filiale.

Le second commence à l'âge où le consentement de l'enfant de famille a acquis toute la pureté nécessaire au contrat.

Qu'à compter de ce moment, le mariage par lui contracté sans le concours de l'autorité paternelle ne soit plus exposé à la pureté de nullité; le caractère sacré de ses engagements le veut ainsi. Toutefois il ne s'agit pas de la loi qui la voix des pères ne doit plus être entendue.

En effet, puisque le mariage est destiné à étendre les rameaux de la famille, et que par lui les pères voient naître de leurs enfans un nouvel ordre de descendants, n'est-il pas juste que la ne demeurent pas étrangers à ce contrat, de qui dépend l'existence de leur postérité ?

Il n'en est pas de même pour l'enfant et leur consentement sont accompagnés de plus pour les destinées qui doivent se joindre à celles de leur famille. C'est une protection souvent efficace que ces destinées acquiescent contre les pères dont

(1) Le rapport de Gillet ne se trouve pas au *Mémorial*.

elles peuvent se trouver environnées; et sans parler et de tous ceux dont la carrière du mariage est semée dans son cours, nous avons vu trop souvent, au milieu de nos jalous de jardin, qu'elle était semée dès l'enfance par la bavarde : inutile de l'écarter pour se consacrer à l'impie ; pourrai-je être alors, égaré en crime au compté et des pleurs à ses victimes.

La première loi générale, en cette matière, fut l'édit de 1566, par lequel il fut prononcé que « les enfants de famille ayant confiance, ou qui « contractaient ci-après mariage clandestin con- « tre le gré, vouloir et consentement et au déce- « de leurs pères et mères, passaient, pour telle ir- « résistible et inévitabilité, être par leurs dits pères « et mères et aucun d'eux excommuniés et exclus de « leur succession ».

Une chose très-remarquable dans cet édit, c'est qu'il avait, comme on le voit, un effet rétroactif sur les mariages déjà contractés. Ce caractère suffit pour justifier les historiens, qui ont prétendu que l'édit était public et l'intérêt des masses n'en furent pas le seul motif, et que des ambitions de courtoisie désirent ce que la sagesse eût peut-être vainement réprimé (1).

Ames les circonstances publiques qui avaient inspiré cette mesure étant une fois passées, ou un tard pas à sentir qu'elle était trop atroce : on avait mis au lieu à l'indépendance des en- fants : il fallait songer, par un juste retour, à me- surer quelque frein aux unions qu'un enfant n'aurait fait sans le désirer. Cette modification né- cessaire fut introduite par l'ordonnance des États de Blois, tenue en 1578. La peine de l'exhérédation demeura toujours subsistante à l'égard des fils jusqu'à l'écrite au, et à l'égard des filles jusqu'à vingt-cinq ans, passé cet âge, ils en furent affranchis, pourvu qu'après le contrat de mariage ils se fussent mis en état de requérir l'avis de leurs pères et mères. Les autres usités pour constater cette réquisition furent par le suite le nom de *sonnet* ou *respectueux*.

Ces règles, après avoir été en vigueur pendant plusieurs siècles, furent tout à coup ébranlées de notre législation en 1792. Peut-être la cause du désordre en elles tombèrent fut-elle dans les motifs étrangers qu'on leur avait durés trop souvent pour appui. L'orgueil s'en était vengé : plusieurs épreuves pour protéger de vaines distinctions de famille ; et ce qu'il avait aperçu pas- sé de plus précieux dans l'autorité des pères, s'était égaré hier entre les mains du mé- lancolique n'était à ses yeux qu'un scandale.

Il était insupportable sans doute de rejeter dans le mépris et l'oubli un tel excès de dévotion. Mais s'en prévaloir pour rompre tous les liens de la défiance, n'était-ce pas tomber dans un excès opposé ?

La loi du 26 ventôse an XI a rétabli ce qu'il y avait de bon à cet égard dans notre ancienne ju-

risprudence, sans en détruire les vues morales par une extension odieuse. Les pères ; com- ment le droit de former opposition aux mariages de leurs enfants, même après leur majorité ; et lorsqu'envoyé et nul pas obtenu leur consente- ment, ils sont obligés au moins de demander leurs conseils.

Mais quelle devait être la sanction de ces dis- positions ? par quels moyens fallait-il en as- surer la garantie ? C'est ce qu'il ne fut pas possible d'insérer dans le décret, au moment où il fut porté. Alors les règles des successions, encore livrées à la discussion, se trouvaient incertaines, et l'on doutait si l'exhérédation ne serait pas, comme autrefois, la peine imposée au fils coupable envers son père.

Le projet enfin est venu de remplir cette lacune. L'ordre des hérités n'est plus maintenant une matière à controverse. Il est décidé qu'il ne sera plus troublé par ces déterminations excessives que le contraire eût pu ne l'être d'abord avec chaleur, et que bientôt la bonté d'une loi n'a donc influé à d'autres moyens pour assurer à son au- torité une juste garantie.

Ce moyen, on l'a trouvé dans la responsabilité de l'officier public. Il est le garant que la loi propose pour gardien de l'état civil. C'est à lui de vérifier si tous les caractères qui doivent con- courir à la validité des actes dont il est le témoin se trouvent accomplis. Y manque-t-il ? sa faute est d'autant plus grave que le mariage en lui a été plus étendu, et qu'il n'a pas, comme les contractants, l'excuse de l'ivresse des passions et de leur aveuglement.

Les peines portées contre les prévarications de ce genre, dans les articles 5 et 6 du projet, ont paru être mesurées dans les bornes d'une pru- dente sévérité.

Ce motif pas assez de cette précaution de la loi ; il fallait y joindre en même temps quelques dis- positions réglementaires nécessaires à son exé- cution.

Ainsi l'on a établi les formes des sommations respectueuses. Dans ces formes se trouvaient tracées par deux articles de règlement, l'un du par- lement de Paris, du 27 août 1802, l'autre du par- lement de Toulouse, du 26 juin 1793 ; on les a entières ou statuant que le ministère du notaire pourrait être le seul employé à ces sortes d'actes. Mais, au surplus, ils se sont désormais et ce que gradation de délai et une simplicité de procédure qui de l'ancien et avantageusement le projet d'avec l'ancienne jurisprudence.

On a dû près de les cas ou ceux dont le co- sult doit être demandé se trouvent absents. Ces cas sont fréquents, et les moyens de les constater n'étaient pas encore bien fixes ; l'usage n'y avait suppléé que par des formes arbitraires, ou équi- voques, comme tout ce qui est usé par lui seul. Le projet résout beaucoup d'incertitudes, et élève à plusieurs difficultés en déclarant avec précision les actes qui pourront former la preuve de cette absence.

Au reste, tribunaux, lorsque je vous ai parlé des pères dans ce discours, vous savez déjà que toutes les dispositions qui leur sont relatives s'iden- tifiant également aux mères, et même au second degré de l'ascendance. Ce second degré nous a paru assez distinct de l'autre pour y fixer un der- nier lieu vote attention.

Le Code civil est la première loi qui ait exigé en termes express le consentement des aïeux et aïeules, ou au moins la réquisition de leurs conseils pour les mariages des mineurs ; sous ce rapport, il a

(1) L'extension du crime d'adultère fut la promesse de mariage que le duc de Montmorency avait donné à Made- moiselle de Penthièvre, le 1<sup>er</sup> novembre du comte de Montmorency. Le pape Paul IV, à qui le roi et le duc lui-même adressèrent des excuses pour avoir refusé le duc de Montmorency de cette promesse, et qui lui répondit qu'il n'était pas digne d'être autorisé de donner. Il apporta beaucoup de réticences à l'égard de la promesse. Il venait de l'union d'un com- pagnon au duc de Guise, jaloux du duc de Montmorency. Ce fut dans ces circonstances que les ducs d'Orléans et de Bourbon les mariages clandestins. Arrivé à Rome, lorsque de l'histoire de France, par le président Hénauld. Voyez aussi Mémoires.

d'abord causé quelque étonnement et même plusieurs embarras.

Véritablement l'édit de 1536, l'édit de 1575, et les ordonnances subséquentes, ne paraissent que des pères. Lorsque des personnes éclairées auraient été amenées à penser que les autres devaient, au défaut de ces pères, surcroître à leurs droits, c'est qu'elles étaient entraînées principalement par l'exemple que leur fournissait le droit romain dans la distribution de la puissance paternelle, et aussi par des idées tirées de la nature même de l'extrémité. N'était-il pas raisonnable, disait-on, que les ascendants, qui avaient une obligation égale de transmettre leur succession à leurs descendants, participassent également au droit de les en priver lorsqu'ils auraient démenti d'eux? Ces inductions ne seraient pas aujourd'hui sans réplique, ou plutôt il lui en fait le regret tout à fait, puisque d'un côté les ascendants, d'après notre Code civil, n'exercent pas, comme dans le droit romain, la puissance paternelle, et que, d'un autre côté, ils sont, ainsi que les pères, dans l'impuissance de la déshériter.

Le seul motif a donc pu inspirer la pensée de laisser subsister l'autorité douteuse aux ascendants; c'est qu'après de grandes secousses politiques, l'ordre de la société ne peut être raffermi qu'en redoublant de précautions pour conserver l'ordre des familles.

Quoi qu'il en soit, cette section de législation s'est étudiée spécialement par cette considération, que le projet présenté n'est que la conséquence immédiate et nécessaire des dispositions déjà décrétées et subsistantes.

Elle vous propose d'en voter l'adoption.

Le Tribunal ordonne l'impression du rapport de Gillet et ajourne la discussion du projet de loi.

La séance est levée.

## CORPS LÉGISLATIF.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN FONTANES.

Séance du 19 vendémiaire an XII (samedi 10 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

Le Président. Le repos du Gouvernement le message dont la teneur suit :

- Paris, 18 vendémiaire an XII de la République.
- Législateurs, le Gouvernement a arrêté de se lier le projet de loi portant attribution au Tribunal criminel du département de la Seine de la connaissance des crimes de faux, relatifs au timbre national et aux billets de la banque de France, qui vous ont été adressés le 15 de ce mois.
- Le Premier Consul, signé : Bonaparte.

Le Corps législatif ordonne l'insertion de ce message au procès-verbal, arrête qu'il sera communiqué au Tribunal, et que ce projet dont il s'agit sera renvoyé au Gouvernement.

Les articles du Gouvernement et ceux du Tribunal sont introduits.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, livre III, titre XVII du Code civil, relatif au mandat.

Le Président. Le citoyen Bertrand de Grenille, orateur du Tribunal, a la parole.

Bertrand de Grenille (1). Législateurs, si de nous est pas toujours possible de taquer par nous-mêmes à nos propres affaires, souvent nous sommes trop éloignés, et il nous est difficile

d'appréhender des lieux où elles doivent se traiter et se conclure; quelquefois elles sont si multipliées, qu'elles échappent à la vigilance de l'homme le plus soigneux et le plus attentif. Enfin, une maladie, une absence, ou d'autres empêchements empêchent nous obligent de nous confier à un autre le droit de faire et de stipuler en notre nom.

L'acte qui contient cette transmission de pouvoirs s'appelle procuration, ou mandat; et son usage très-important dans la société atteste toute son importance et son utilité. Il devient donc nécessaire de le fixer dans notre nouvelle législation la nature du contrat de mandat, de déterminer les obligations auxquelles il assujettit les procureurs qui le contractent, et d'établir la manière dont il s'exécute, en lui. C'est aussi ce que fait le projet de loi, livre XVII, titre III du Code civil; et je viens aujourd'hui avec mes collègues appeler successivement, au nom du Tribunal, votre attention sur les diverses dispositions qu'il renferme.

Le mandat est défini : « un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. » Ainsi il faut, pour la formation de l'engagement le concours de deux personnes, dont l'une veut donner le procuration, que l'autre consent à accepter; cependant toutes les deux n'ont pas besoin d'être présentes pour l'accomplissement et la prudence de la convention; il suffit que le mandataire, après avoir eu connaissance du mandat, consente à s'en charger, ou même qu'il se borne à exécuter l'ordre du mandant, parce que, dans la première cas, le consentement du mandataire vient se rattacher à celui du mandant; et, dans le second, son acceptation tacite résulte incontestablement de l'exécution qu'il a donnée volontairement au mandat.

Les premières règles relatives à son essence et toute naturelle : c'est que le mandat n'est assujéti à aucune forme particulière qui soit essentielle à sa validité; il peut donc être invalidement donné, ou par acte authentique, ou sous signature privée, par une simple manière, ou verbalement; mais dans le dernier cas, son existence ne sera établie par témoins que conformément à la loi sur les obligations conventionnelles en général; car les, comme dans tous les autres contrats, il serait dangereux de se fier à l'incertitude des témoignages humains. On ne pourra donc être reçu à faire déposer sur le fait du mandat, que lorsque son objet s'élèvera pas une valeur de 150 francs, ou lorsqu'un communément de preuves par écrit l'aura rendu apparent et incontestable.

Le mandat est un échange de confiance et de bienveillance qui a vu lieu entre les deux contractants; il est donc général par sa nature. Le projet reconnaît immédiatement ce principe, et tous se trouvent pas sans doute qu'il en résulte l'ordre, en permettant de stipuler au profit du mandataire quelques témoignages de bienveillance. Certaines affaires n'exigent-elles pas en effet des soins si prolongés, et si assidus, et un développement de moyens tels, que l'homme le plus intéressé ne puisse s'en charger sans démission? et lorsque l'affection est encore la cause première et débarrassante du bon office qu'il consent à rendre, mandant-on lui-même sa personne, d'arrêter ses services, en les renvoyant dans la classe de ceux qu'on reçoit des mercenaires ou d'autres salariés? Non, sans doute, le dévouement, le zèle du bien-être, sont quelque chose d'insaisissable; et c'est

(1) Le discours de Bertrand de Grenille en se trouve joint au Moniteur. Nous le donnons au citoyen.



le cœur, si non l'orgueil, qui peut acquiescer les devoirs de la reconnaissance.

La procuration est, ou générale, ou spéciale : si elle est spéciale, le mandat est restreint au seul objet qu'elle spécifie, et elle est conçue en termes précis, elle s'annule si, dans tous les cas, les nécessités pour l'acte d'administration de l'un des mandataires. Le mandataire peut donc passer des baux, faire des réparations, des marchés, recevoir les loyers, percevoir les débiteurs, etc. et il est en tout point assimilé au procureur dans l'autorité de la loi romaine ; il en a tous les pouvoirs : mais ces pouvoirs ont leurs bornes, et il les exerce, s'il se présente quelques actes de disposition, tels que d'aliéner ou d'hypothéquer les biens du mandant. Le projet réel qui, sous ce point, le pousse à son extrême, parce que la loi, qui doit veiller aux intérêts de tous, ne peut consentir qu'un homme exprime, d'une manière vague et loquace générale, le droit qu'il confère à son autre d'importation de l'argent en son nom, et sous l'appellation de ses biens ; celui de mandataire à qui l'on en la propriété de tout ou partie de ses immeubles, et qui reçoit le prix, en un mot la faculté de le dépouiller de tout ce qu'il possède, et la possibilité de commettre sa ruine. Cette dérogation étant d'une confiance absolue, elle doit être écrite dans les termes les plus précis et les moins équivoques. Cette disposition du projet, qui fait croire la confiance qui existait autre point entre nos anciens jurisconsultes, est donc d'une absolue sagesse : c'est d'ailleurs un avertissement que donne la loi à ceux qui la consultent, de ne rien faire dans ce genre qui ne soit soumis aux règles de la prudence, et de la réflexion.

Au surplus, la seule volonté de mandant tient toujours lieu de règle au mandataire. Celui-ci ne pourra donc rien faire au-delà de son mandat, il ne pourra pas même compromettre, s'il a reçu le pouvoir de transiger, parce que, quoique ces deux choses soient entre eux une certaine corrélation, néanmoins le compromis n'a point pour objet le procès ; il charge seulement, et la forme de l'instruction, et les juges qui doivent le décider, laquelle la transaction ne laisse aucune trace de la contestation, et que, par elle, le mandant a voulu cesser d'être exposé aux inquiétudes et aux dangers d'un jugement.

Le mandat peut être accepté par toutes sortes de personnes, soit par les mineurs émancipés, et les femmes mariées. C'est ce que décide l'article 7 du projet. Cette disposition a paru conforme à la nature du contrat de mandat, qui a pour base unique la confiance du mandant, mais cette acceptation ne peut, dans aucun cas, être soumise à l'approbation de la femme mineure, ou même ceux de son époux. Le projet déclare qu'ils ne restent obligés que conformément aux règles générales relatives aux obligations des mineurs, et à celles établies au titre du contrat de mariage. Ainsi la loi accorde suffisamment le mandat qui rend sa proximité à une personne en minorité, ou à une femme dans les lieux du mariage, qu'il ne pourra s'exercer contre les mêmes actions que celles qu'il aurait le droit de diriger contre les citoyens qui jouissent de l'intégralité de leurs droits. Par ce moyen, le mandat est séculier, et de son plein gré, expose aux conséquences dangereuses d'une confiance qui ne serait pas assez réfléchie, mais dont le législateur ne peut différer l'exécution en frappant en cette partie, d'une incapacité dérivante, deux classes intéressantes et nombreuses de la société.

Je vous ai mis sous les yeux, citoyens législateurs, tout ce qui constitue la forme et la nature du mandat : je passe maintenant aux obligations réciproques qu'il impose au constituant et au constitué.

Le premier devoir du constitué est d'accomplir le mandat dont il s'est chargé. Il n'a point été contracté du Procureur, si vouloir seule a débarrassé l'obligation qu'il a contractée envers le mandant, il doit donc la remplir fidèlement ; c'est-à-dire qu'il est tenu de consacrer entièrement l'affaire qui lui a été confiée, avec le zèle, l'exactitude et les soins de la bonne loi. Ces principes découlent de l'équité naturelle, qui ne permet pas qu'on viole impunément sa promesse ; et si le mandataire s'en écarte, soit par une négligence de son fait, soit par négligence, ou par quelques autres fautes répétitives, il est tenu des dommages-intérêts du mandant. Néanmoins, la responsabilité des fautes qui ne tiennent point au fait personnel doit être moins rigoureuse : elle est appliquée au mandataire général qu'à celui qui reçoit un salaire ; parce que le salaire accepté par le mandataire suppose de plus en plus les liens de son engagement, et qu'il est tenu d'être d'exprimer plus de diligence et d'attention d'un homme qui reçoit le prix du service qu'il s'oblige à rendre, que de celui dont le zèle est uniquement dirigé par le sentiment de la bienfaisance.

Il n'est pas assez pour le mandataire d'exécuter fidèlement son mandat : il doit au mandant le compte de sa gestion ; il doit lui remettre tout ce qu'il a reçu en vertu de sa procuration, quand bien même il aurait reconnu que ce qu'il a tenu intérêt point de le servir, et à la fin de l'affaire. Bien de ce qu'il a fait par suite de point où qui lui était confié ne peut rester à son profit ; c'est avec le mandant qu'on a voulu se libérer ; c'est lui qu'on a voulu payer ; c'est donc à lui que doit être remis en totalité tout ce qui a été reçu en son nom. La rigueur de ce principe s'étend jusqu'à obliger le mandataire à tenir compte au mandant de l'intérêt des sommes acquiescées à ce dernier qu'il aurait employées à son avantage personnel. A dater du jour de l'emploi, ainsi que de celles dont il serait redevable, à compte du jour de sa mise en demeure, parce que le mandataire s'est assenti dans ce cas au dépositaire, et qu'ainsi il n'a pu s'abandonner à son profit, par suite des fonds qui sont la propriété de celui dont il doit avoir tout respecté la confiance.

Au reste, non-seulement le mandataire répond de ce qu'il a fait personnellement pour la gestion de l'affaire qui lui était confiée, mais il est de plus garant de la personne qu'il s'est substituée dans l'administration de la chose, laquelle n'a pas reçu du mandant le droit de transcrire ses pouvoirs à un autre, car alors le mandataire a excédé les bornes de son mandat. Celui à qui seul que le maître de la chose en a fait confier le soin, et si, pour sa commodité personnelle, il a remis entre les mains d'un tiers ce qu'il s'était chargé de faire lui-même, il est de toute justice que le mandant ne soit pas victime de cette convention, qui non-seulement lui est étrangère, mais qui s'il même fut faite contre son vœu, et qui ne peut raisonnablement lui être imputée sans sa sanction.

La même garantie lie au profit du mandant dans le cas où sa procuration, autorisant le mandataire à se substituer quelqu'un sans désignation, celui-ci aura fait choix d'une personne méritamment incapable ou insolvable. Celle autorisation renferme évidemment l'obligation de ne se faire remplacer que par un homme digne de

toute la confiance du mandant, et cette confiance ne doit pas être simplement trompée. Le mandant aura donc le droit d'action directe, tant contre le mandataire que contre tout qu'il lui aura plu de se substituer, et cette double action conserve tous les droits du mandant, sans gêner le mandataire, qui peut quelquefois avoir des raisons légitimes de se faire remplacer par un autre.

Il ne m'apparaît pas sur l'article 14 du projet, qui décide que, si le pouvoir a été donné à plusieurs personnes dans le même acte, il y a de solidarité entre elles quant à ce qu'il y est formellement exprimé; il est évident, en effet, qu'une décision contraire nuirait aux obligations nouvelles par le mandant et qui aient dû demeurer intactes que de ses propres faits; mais je fixerai votre pensée sur les dispositions de l'article 15. Il statue que le mandataire, qui a donné à la partie avec laquelle il a contracté ou cette qualité, une signature commune avec sa ou ses coirs, n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait en vertu, s'il ne s'y est personnellement associé, et contrairement avec des tiers équitable, car alors la faute est commune, et le tiers qui a participé à cette faute, soit expressément, soit tacitement, est au moins coupable d'inobservation; des tiers forte raison doit lui être dûment. Le mandant sera tenu à se plaindre de ce que son faute de pouvoir est sorti du cercle qu'il lui avait tracé; sa substitution sera donc inopérante pour qu'il soit tenu d'une obligation qu'il n'a pu exprimer dans le mandat, ou qu'il n'en est pas la suite nécessaire.

Talade maintenant à la troisième partie du projet relative aux engagements qui résultent du mandat vis-à-vis le mandataire. Il est évident que le mandat doit l'indemniser entièrement de tout ce qu'il a fait pour l'autre exécution du mandat; car si l'intérêt à débourser le mandataire de toutes les obligations qu'il a contractées en son nom, à ses risques, à ses dépenses, à l'indemniser des pertes qu'il a éprouvées, à lui payer son salaire s'il en a été convenu, et à le rembourser de toutes les avances et de tous les frais qu'il a été contraint de faire dans sa gestion. Le mandat est même tenu de l'intérêt de ces avances, à partir du jour qu'elles sont justifiées avoir été faites. Il en conséquence en vain, pour se soustraire à la totalité de ces paiements, de la soustraction de l'offrande, ou de ce qu'elle n'aurait été exécutée qu'en partie; il ne pourrait être écarté lui obligement qu'autant que le mandataire avait contracté un manquement, ou qu'on pouvait contre lui quelque faute qui eût empêché l'usage d'être considéré à une fois heureuse et désirable. Dans ces cas, le projet a voulu que l'indemnité lui soit entière et certaine; c'est par suite de cette idée qu'il prononce que, si le mandataire a été soustrait par plusieurs personnes pour une affaire commune, à chacune d'elles est tenu envers lui de tous les effets du mandat. Cette solidarité, qui met le mandataire à l'abri des réquisitions de l'insolubilité et des chicanes de l'intérêt personnel, assurera de plus ce plus l'exécution de toutes les obligations contractées envers les obligations qui toutes dérivent du droit naturel, et dont on trouve le germe dans la conscience et des hommes justes et raisonnables.

Passons au dernier chapitre du projet, qui traite des différentes manières dont le mandat finit.

Il s'agit par la révocation du mandataire, par la révocabilité de celui-ci au mandant, et par la mort ou l'incapacité civile, l'interdiction, ou l'adoption de l'un des deux.

Pour préserver la justice de ces divers moyens d'extinction, il ne faut pas perdre de vue que la volonté et la confiance sont les premiers mobiles du mandat. Dès lors le mandat peut, quand il le veut, révoquer l'ordre qu'il a donné au mandataire. Il écarte libre, lors de son premier choix, à la conservation de la liberté et le droit de le changer; sa révocabilité n'a pas même besoin d'être exprimée, il suffit qu'elle résulte de certains faits, tels, par exemple, que la constitution d'un nouveau titulaire de pouvoir, mais c'est là tout que cette faculté de révocation, ou les faits qui lui donnent lieu, la révocation, sans préjudice à la conservation du mandataire, enlevé tout ce que celui-ci aurait pu faire obliger également le mandant.

Il s'agit maintenant du mandat à la faculté de révoquer de mandant se révoquant au mandat, lorsque des raisons particulières de santé, ou de nouvelles affaires survenant l'empêchent, déterminent sa révocabilité. Il ne faut pas, ce doit, que les motifs de bienfaisance ou d'affection, qui l'ont guidé lorsqu'il a donné le mandat, puissent empêcher celui qui s'en est chargé de solliciter un préjudice inutile dans ce qui lui est personnellement. Le mandataire peut même signaler sa révocabilité par un effet de sa seule volonté, mais, dans le second cas, il est nécessaire que la révocabilité soit faite sans fraude, que les choses soient encore saines, ou au moins que le mandataire les fasse dans un tel état, que le mandant puisse, facilement les suivre par lui-même, ou par un autre fondé de pouvoir. Sans ces conditions, qui sont de rigueur, le mandataire s'en fera des dommages-intérêts de mandant, qui ne peut être le porteur des expressions de celui qui avait l'intention de prêter d'exécution le mandat.

Si le mandat a été à durée, ou s'il est frappé d'interdiction, alors il n'existe plus de mandat; car il est impossible d'agir en vertu d'un acte qui n'est plus, ou en vertu de celui à qui la loi ne permet pas de suppléer pour lui-même.

Si c'est le mandataire qui cesse de vivre, ou qui est interdit, le mandat est également sans effet, parce que la confiance que le mandant avait mise dans le personne incapable ou décédé, est un sentiment que l'inspiration ne croissant le futur de l'intérêt, ou les héritiers de défaut. Ceux-ci sont néanmoins tenus de donner et de recevoir le mandat de la mort du mandataire, et de pouvoir que ceux les intérêts de la personne souffrante peut de cet écartement prévenu, attendu que l'obligation de veiller à la continuation de la chose qui faisait l'objet du mandat est une charge de la succession, puisqu'elle dérive essentiellement de l'engagement originnaire sensé par le mandataire décédé.

Lorsque le démantèlement des affaires du mandant, ou le mandataire, opéré dans leur luitaine un écartement qui entraîne la faillite de l'un ou de l'autre, alors le mandat est rompu, parce que le mandant ne peut pas rester exposé à perdre l'objet du mandat, et le mandataire le mandat de ses faits et d'opérations.

An surplus, il est très-essentiel d'observer, et il ne faut pas perdre de vue, que toutes les fois que les causes de la révocation de mandat, il faut toujours que cette révocation soit contre le mandataire, pour que celui-ci cesse d'être légalement le mandant. Elle ne peut être même jamais opposée à des tiers, qui n'ont, dans l'engagement de cette révocation, traité avec le mandataire; il n'y a qu'une commune coexistence entre eux qui puisse dispenser le mandant d'exécuter les obligations.

gations souscrites en son nom. Hors de ce cas particulier, tout ce que le mandataire a fait, tout ce qu'il a consenti, oblige le mandant, lui seul doit supporter la perte d'une cohabitation matrimoniale mal placée, et il ne lui reste d'autres ressources que les petites et gauches contre l'infidèle mandataire non lui à l'heure venant au moment.

[illegible]

Le Corps législatif procède au scrutin et vote l'adoption du projet de loi à l'unanimité de 212 voix.

L'ordre du jour appelle la discussion de projet de loi, livre III, titre XIX du Code civil, relatif aux contrats d'assurance.

**Le Président.** La chose est hors de portée la parole.

**Ducryer.** Étions-nous légalistes, si le premier capital indiqué à l'homme par la nécessité de l'industrie lui échappe, si l'homme qui n'en a pas a cupidité doit être le central légitime. Après avoir usé de ses braves, à ses désirs à ses joies, toutes les choses matérielles, tout ce qui existe, tout ce que ses sens peuvent atteindre il s'assie, il a voulu dans les spéculations au-delà de son intérêt, comme dans les conceptions sublimées de son prime, puser le destin lui-même, et calculer l'avenir.

Vous savez que le résultat définitif implique tous les conventions dont le dernier résultat est sous le toit de l'arc en du baron, et dans la-quelques un peu certain compose un usque, ce n'est un avoiron incertain.

La rente de la nue propriété d'un immeuble est un capital fictif, parce que le prix est certain au moment du contrat, tandis que l'avenir cadre encore d'un grand incertain de la hausse ou

La cessant de droits litigieux est un contrat aléatoire, parce que le prix est certain au moment du contrat ; tandis que la valeur de la chose cédée dépend de mille circonstances futures ou aches, et de l'insaisissabilité plus mystérieuse de certains jugements humains.

Mais ces deux comités jouent également au contrôle de l'entente par des rapports si loquaces, et des caractères si décisifs, qu'ils ont été naturellement entraînés sous l'influence des principes et sous l'impulsion de la loi qui leur donne le contrôle.

Le contrôle d'assurance et le prêt à grosse aventure sont aussi des contrats échangés; mais les mesures les destinent aux lois maritimes.

Le projet de loi que nous examinons, citoyens législateurs, est particulièrement relatif aux capitaux allemands; il ne nous présente donc que les conventions qui résulteront des jeux et du pari, et le contrôle de toute nature.

Les jeux et le pool, produits par les mêmes  
cayres, dirigés par les mêmes maîtres, sont renniss  
aux mêmes tables.

Les jeux de motille sont à coup sûr, la  
pursée l'unage la plus noble et la plus saine, la  
glorie et l'outage. La couronne et l'outage.

Les jeux olympiques nous retrouvent la Grèce entière assemblée, célébrant ses triomphes et

s'exerçant aux actions de force et de courage qui précèdent la « liberté ». Ces solennités, ces pompes cérémonielles, ces défilations d'un peuple immense, ces thurs jetés à l'air sur les conquérants, ces saluts qui les consacrent à l'immortalité, ces couronnes si précieuses que le plus léger reproche effaçait le droit d'y consommer, que le plus étroit d'eux monarque des dieux n'aurait pu plus d'arrêter qu'une victime, que les peuples entendaient de force et les contraindre sur le front de leurs fils ; ces nobles prières à l'avant que des héros solennels, des prêtres phéniciens, et leur hiérarchie nous transportent à nous-mêmes que des prières de rois et d'hommes.

Les souverains, unies à ceux de nos machines, tourment, de nos joues charnelles-ques, et des éléments de magnanimité, de gloire, d'aucun, qui était le leur règle, leur motif et leur paix, ces souffrances laissent une douce amputation une faveur d'esprit et d'appellation au lieu des excès, qui ont été qu'une fable usagée, en une protection dégoûtée des misères de charité ou de élans, les résultats d'aimer, la poème, le mal, le bien, nous les jeux enfin dans lesquels la force, l'admiration ou la légende peuvent se dissoudre l'existence.

la loi que j'ai l'honneur de vous présenter, les distingue et les soustrait à la proscription qu'elle va frapper.

En outre, il, pour qu'ils jouissent de ce plein usage, qu'ils soient absolument purgés de tout calcul du luxe, de toute spéculation exorbitante, qui leur ferait la perte de leurs outils et la gênerait de leurs flots.

Mais le jeu progressif du ce ministre avare et forté du hasard, qui place entre deux hommes, sur un tas d'or, la tête éperuvante d'un pauvre, le bonheur ou l'infériorité, la loutise ou la misère, le dire de la joie ou de deuil; qui dresse la substance des épures et des enfants; qui rend toutes les ressources de la tendresse, de l'amour, de l'amitié, de la reconnaissance, de la pitié, qui rugissent, altèrent, exaltent, jettent toutes les passions, tous les vices, toutes les vertus, et qui d'un, pour remplacer tout ce qu'il engloutit, que des parents ou des pangsurs; ce ministre anti-social, lequel qui affère la figure et le maintien d'un central, ne me nie pas sans doute la pitié, quel que la loi doit aux courants érudits.

Je parle ici de la loi éternelle, qui ne peut s'en occuper que sous le rapport philosophique et les belles conceptions et le lien légitime d'un engagement éternel.

Et sous ce rapport, la loi civile doit seulement le désigner, le méconnaître, lui closer son œil, laissant d'ailleurs à la police le soin ou de réprimer ses écarts, de le poursuivre, de l'étonner dans ses rapines, et à la justice criminelle le soin de punir ses fureurs.

La législation proposée est celle de tous les temps et de tous les peuples civilisés.

Celle des lemmans était plus sévère. Écrou-  
nons la retracer les mêmes cas ses Philippiques,  
et nous la retrouvons dans la loi 3, au Digeste,  
de Alarionius.

Non seulement l'acte pénal était relatif pour l'éviction d'une centonction d'habitat sur les puits de l'air, mais ceux-ci étaient prohibés, mais les mesures et les temps étaient, donc ils étaient le cause, restant sans répression légale; mais l'acte ou restitution de ce qui avait été péché était accordée, même aux enfants contre leurs pères, et aux affranchis contre leurs patrons.

Justices, en l'accordant même au fief, à défaut de tout autre réclamaient, consacra les sommes restituées aux ouvrages publics.

Les Capitulaires du Cliefmagn, nos ordonnances, nos réglemens, défendent aussi les jeux de hasard, et refusent aussi toute action en justice pour le paiement des pertes qu'on peut y faire.

Et l'ordonnance de Moulins, emportant quelque chose à cet égard de la législation romaine, accorde aux mineurs seulement le privilège de restitution pour tout ce qu'ils auraient perdu et payé.

Mais cette restitution, générale chez les Romains, et commune aux mineurs et aux mineurs, blesse aussi le premier principe social, le droit de propriété, et le sentiment intime d'équité naturelle, pour que son examen réfléchi engage aujourd'hui le législateur à ne pas porter si loin un privilège qui aurait au moins cette inconvénience, entre deux hommes coupables de la même faute, de punir l'un et de récompenser l'autre.

Vous savez bien que le droit de propriété est la faculté absolue, pour tout homme libre de sa volonté et de son jugement, d'acquiescer, de vendre, d'échanger, de donner, de déposer enfin tout ce qui lui appartient. La loi civile n'est pas la pour interdire ou réparer les lésions spéculatives, les lésions indéfinies, les dépenses exorbitantes. Elle n'a pas proms d'empêcher et de révoquer les dispositions volontaires, ou simplement imprudentes.

Ce qu'un homme a perdu au jeu et payé, il aurait pu le perdre dans toute autre opération inévitable : il aurait pu le donner.

D'ailleurs n'a-t-il pas obéi à sa conscience, qu'il serait bien difficile de contredire, à une certaine délicatesse qu'on ne pourrait qu'à condamner, à l'équité naturelle qui toujours impose une exacte réciprocité ?

Ce qu'il a perdu, ne voulait-il pas le gagner ? Ce qu'il a payé, n'avait-il pas l'intention de l'exécute ? S'il l'eût reçu, aurait-il eu la volonté, aurait-il admis l'obligation de le restituer ?

Comment donc réformer ce jugement volontaire et juste, puisque le résultat en est de s'être imposé lui-même le traitement qu'il voulait faire subir ?

Un seul cas peut autoriser et même imposer impérieusement la nécessité de la restitution : c'est le cas où le dol, la fraude, la supercherie, auraient dirigé le hasard ou la combinaison du jeu et déterminé le sort.

Mais ceci n'est pas même encore une attribution particulière ; c'est la conséquence toujours inévitable d'une règle générale et commune à tous les contrats, à toutes les opérations sociales. Partout où le dol paraît, le consentement réciproque s'efface, le convention est détruite, et l'effet qu'elle a pu produire est révoqué.

Quant aux mineurs, ils n'ont pas besoin de ce privilège particulier que leur octroient l'ordonnance de 1566. Ils trouvent dans leur minorité même, comme la femme mariée dans la puissance maritale, ce droit de restitution, cette garantie, cette réparation de tout dommage que leur appuient les engagements qu'ils ne peuvent valablement contracter.

Ces bases établies, vous approuverez sans doute, citoyens législateurs, les trois articles du projet de loi qui réglent les rapports imparfaits que le jeu et le pari peuvent avoir avec les conventions légitimes.

La loi déclare qu'elle n'accorde aucune action

pour les dettes du jeu, ou pour le paiement d'un pari.

Elle excepte de cette disposition tous les jeux propres à exercer l'adresse, la force et la légèreté ; et l'on peut, quoiqu'elle n'en parle pas, comprendre dans la même exception ces jeux composés de combinaisons ingénieuses, connus des anciens, et cultivés à Athènes comme le plus honorable d'élassement, parce qu'ils exercent aussi la sagacité, la méditation, la présence d'esprit, et toutes les facultés intellectuelles qui peuvent seules y dispenser l'avantage.

Cependant les tribunaux ont le pouvoir de rejeter la demande en paiement, si la somme perdue est excessive.

Enfin les sommes perdues et volontairement payées ne seront point restituées, et le dol et la tromperie n'ont point présidé au jeu, préparé et décidé la perte.

Vous remarquerez avant de justice, de raison et de clarté, dans les dispositions qui complètent le projet, en traçant les règles du contrat de rente viagère.

Sans appel sur lui au même degré la honte et la principauté, ce contrat présente dans ses motifs, dans ses combinaisons, dans ses effets, des contrastes et des oppositions si extrêmes, qu'on ne sait trop si on lui doit plus d'interdit que d'indignation.

Lorsqu'il n'est pas un bienfait touchant, une généreuse libéralité, il ne peut être qu'un odieux calcul d'avance et de cupidité, le froid conseil de l'égoïsme, le compagnon solitaire de la misanthropie, l'ennemi de toute affection sociale, et le spoliateur des familles.

Lorsque son unique destination n'est pas d'assurer et de prolonger l'existence, il ne s'établit plus que sur la destruction et la mort.

Mais aussi n'est-il pas quelquefois l'acte le plus touchant de la bienfaisance, le moyen ingénieux de multiplier l'oe charitable et heureux, la dernière et consolante ressource de l'infortune ou de la vieillesse ?

Et comment ne pas donner le plus favorable appel, la protection la plus propice à l'indigent, à l'effluve, au vieillard, qui perdent leur unique moyen d'existence sur la fragilité même de leur existence, et qui restent, pour vivre, la dernière moment de leur vie ?

La loi devait suivre ce contrat dans ses motifs et étrangement opposés, pour contraindre et gêner ses honnêtes combinaisons, pour aider et soutenir ses résolutions bienfaisantes.

Aussi remarquerez-vous avec plaisir que toute la faveur de la loi est à celui des contractants qui stipule pour l'aisance et la prolongation de la vie, toute sa sévérité pour celui qui censure l'espérance et calcule la proximité de la mort.

On peut acquiescer une rente viagère en donnant une somme d'argent, un immeuble, un meuble même, dont le prix sera déterminé ; et dans ce cas la constitution est à titre onéreux, moins favorable sans doute à celui qui constitue la rente qu'à celui pour qui elle est constituée.

L'usage le plus ordinaire est que la rente viagère soit constituée sur l'existence ou sur la tête de celui qui l'acquiesce et qui en paie le prix. C'est la conséquence naturelle de son objet, d'être attachée à la vie même qu'elle est chargée d'entretenir.

Cependant on peut la faire constituer, pour en jouir soi-même sur une autre existence qu'on présume moins fragile, sur la tête d'un tiers qui n'a aucun droit à la rente, qui même ignore souvent

la convention, et lui prête ainsi, sans le savoir, le nombre certain des jours qui lui sont donnés.

On peut encore la constituer sur plusieurs têtes, soit pour en attribuer successivement la jouissance aux personnes sur la tête desquelles elle est constituée, soit pour s'en réserver la jouissance à soi-même et à ses héritiers jusqu'à l'extinction de toutes les têtes qui naturellement et forcément se succèdent.

La loi ne fixe point le taux auquel une rente viagère peut être constituée. Le moment qui doit déterminer la perte ou le profit de cette convention paraît entièrement aléatoire, étant un mystère impénétrable, et les éléments qui la composent n'étant aussi que le produit arbitraire des plus capricieuses présomptions, il est impossible d'appliquer à la formation même du contrat les notions certaines du juste et de l'injuste pour lui imposer un prix uniforme et légitime.

Le taux de la rente viagère ne peut être que conventionnel, et cette faculté, que la loi laisse le règlement à la libre volonté des contractants, n'est encore favorable qu'à celui que la loi ne dédaigne pas de favoriser.

Un contrat fait moyennant un prix payé peut être résilié, mais sur la demande seule du créancier de la rente, et dans le cas seulement où les sûretés promises pour l'exécution du service n'ont pas été données.

Le capital s'absorbe tout entier pour la création de la rente, il est bien juste que la rente ait un gage équivalent au capital qu'elle vient d'éteindre.

Celui qui a constitué la rente ne peut plus s'en délivrer, quelle que soit la durée non présumée de la vie sur laquelle la rente est constituée, l'importance et la charge toujours renaissante des arrérages qu'il lui faut annuellement payer, l'effort qu'il ferait pour recouvrer le principal, de rembourser le capital, et de renouer aux arrérages déjà payés, sera illusoire et inutile, si le créancier de la rente ne consent pas à la résiliation du contrat.

Le débiteur subira justement toutes les chances d'une spéculation non favorable dont il a laissent converti les avantages, et le rentier, qui mérite l'aveur, ne doit pas être obligé à changer la place actuelle et payée pour y établir et reposer son existence.

Ce rentier lui-même ne peut jamais demander le remboursement du capital, ou sa rentrée dans le fonds aléatoire pour acquiescer la rente. Il n'a droit qu'au paiement exact des arrérages. Il pourra seulement, s'ils ne sont pas payés, faire saisir et vendre les biens de son débiteur, et, sur le produit de la vente, faire employer un somme suffisante au paiement annuel des arrérages.

Et cette disposition est encore propice à lui, bien plus qu'à un débiteur : elle le soustrait à l'embarras de chercher un autre emploi, et ne danger peut-être de perdre sa dernière ressource, ou laisser son capital oisif, ou le compromettre par pertes, ou le confiant aux hasards non encore éprouvés d'un nouveau placement.

La rente viagère peut être aussi constituée à titre gratuit ou libéral, et c'est alors qu'elle est pure de tous ses motifs, nulle dans tous ses effets, et entièrement favorable.

Elle est constituée à titre gratuit, lorsqu'on le constitue non-même par donation ou par testament, sans en recevoir le prix ; elle est constituée à titre libéral, lorsqu'on paie le prix d'une rente viagère constituée au profit d'une autre personne.

Dans le premier cas, il est impossible de la sous-

traire aux formes requises par la loi, pour la validité des actes qui la contiennent.

Dans le second cas, il ne lui faut que les formes d'un contrat onéreux, quoiqu'elle soit une véritable libéralité.

Dans les deux cas, elle ne doit subir que la réduction prononcée contre les donations excédant, ou le multiple qui frappe toute libéralité faite à une personne incapable de recevoir.

Sur la rente viagère à titre gratuit joint seule d'un privilège protecteur dont toutes les autres sont privées. Elle prend le caractère sacré des aliments charitables. Elle peut être stipulée insaisissable, et alors aucune aliénation, aucune cession, aucune poursuite ne pourront ni le détruire ni la suspendre, ni détourner son cours et sa destination.

On voit assez qu'il est dans le noyau du contrat de rente viagère que la vie sur laquelle la rente est constituée, soit indispensable à l'existence même du contrat.

De ce principe sortent plusieurs conséquences que le principe lui-même explique suffisamment.

Si la personne qu'on croyait exister, et sur laquelle la rente est constituée, était morte au jour du contrat, ou si elle meurt dans les vingt jours qui suivent, de la maladie dont elle était atteinte, il n'y a plus de convention, et le contrat est détruit.

La mort civile n'est ni d'aucune considération. C'est l'existence naturelle de l'homme que la rente est attachée. Elle le suit jusqu'à la tombe où les éphémères tous deux.

Elle ne peut être enfin justement exigée qu'avant la preuve de l'existence à laquelle elle est attachée.

Il résulte encore du même principe une conséquence vraie, mais dont jusqu'à nous on avait exagéré l'application, et sur laquelle le profit du loi a dû raisonnablement établir une législation nouvelle.

La rente viagère cessant, par sa nature même, d'exister avec l'homme sur l'existence duquel elle était constituée, il est très-juste que le paiement des arrérages soit interrompu, c'est-à-dire qu'il n'ait dû que de jour en jour, du moment que le dernier jour de la vie du rentier est aussi le dernier de l'obligation et du paiement.

Mais on applique cette rigoureuse conséquence même alors que, dans le contrat, le paiement était stipulé d'avance et par termes convenus.

C'est visiblement un erreur, une déduction forcée du principe et de la nature du contrat.

On violait ouvertement, sans s'en apercevoir, la loi générale des conventions dont la liberté doit être absolue, pourvu qu'elles ne blessent ni les lois elles-mêmes, ni les bonnes mœurs.

On ne voyait pas que d'autres stipulations sont permises, d'un effet plus notable, et d'une extension plus absolue.

On peut ou pas stipuler une rente viagère au profit de plusieurs personnes, et sur plusieurs têtes successivement présentées en remplacement l'une de l'autre ?

On peut ou pas même légitimement convenir qu'une rente viagère constituée au profit et sur la tête d'un individu, soit encore payée à un successeur pendant un temps déterminé ?

Qu'aurait donc d'illégitime et de malbouffé une telle clause pour être l'interdit ou autorisé ?

Celui qui, avant des termes du paiement, veut que chaque terme soit payé d'avance, n'est qu'une convention médiate, valable par le consentement réciproque des parties, et dont l'effet légitime, en rendant le paiement exigible au commencement de chaque terme, est de ne rien resti-

toir au débiteur lorsque le créancier meurt dans le cours du terme payé ; parce qu'alors le débiteur n'a véritablement payé que ce qu'il devait aux termes de la convention mutuellement consentie.

Le projet de loi ordonne d'aur avec raison que, s'il est convenu que le reale viager sera payé d'avance, le terme qui a dû être payé est acquis du jour où le paiement a dû être fait.

Ces dispositions embrassent tous les réglemens nécessaires au sage maintien des contrats aléatoires que la loi civile doit gouverner.

L'importance du projet de loi sera peu remarquable, si l'on considère seulement le nombre des articles qu'il renferme, et la nature des objets qu'il présente, plus dignes d'indulgence que d'indulgence.

Mais on ne lui refusera pas l'estime et l'approbation dont il est digne, si l'on observe avec soin quelle attention, quelle réserve, quelle sagacité ont été nécessaires pour discerner le mal et le bien, détourner les efforts luxurians, et garantir les résultats utiles de ces spéculations capées sur la fortune et la vie des hommes.

Si la morale et la vertu traquent leur code rélé, sans doute ceux de ces contrats qui méritent le blâme n'y seraient point légers.

Mais la loi réglemente des unions des hommes on peut se borner aux conseils, aux préceptes de l'honnêteté et du bien. Il leur qu'elle presait toutes les formes pour suivre le cours humain, même dans ses développemens pervers, puisqu'elle ne peut détruire sa perversité. Il faut qu'elle s'associe pour ainsi dire aux passions les plus vives pour les contraindre, puisqu'elle ne peut se extirper le principe. Il faut qu'elle se place à côté des crimes les plus atroces, pour les réprimer, puisqu'il n'est pas en son pouvoir de les rendre impossibles.

Le séisme de ces lois antiques sur le purrile loi une pensée subtile; mais le crime lui-même est vain trop souvent depuis blasphème sa gèreuse intrusion.

C'est prércher dans ces réels indispensibles aux affections dévotées, dans ces combinaisons plus délicates, plus difficiles de l'équité naturelle et de l'intérêt social, que la loi fait briller davantage sa sagesse et son importance.

Le projet offre à votre sanction, citoyens législateurs, rempli dignement ce but. La clarté de sa rédaction, la précision de ses articles, la justice de ses décisions, tout justifie le vœu de l'adoption prononcée par le Tribunal.

Le Corps législatif ordonne l'impression du discours de Bayeux.

Aucun autre article ne demandant la parole, la discussion est fermée.

Il est procédé au scrutin.

Le projet de loi est adopté par 225 voix contre 1. La séance est levée.

#### TRIBUTAT.

##### PRÉSIDENCE DU CITOYEN BOUVAL.

Séance du 19 ventôse an XII (samedi 10 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance du la veille est adopté.

Le Corps législatif transmet par un message un projet de loi, titre III, titre XVI du Code civil, relatif au dépôt et au séquestre.

Ce projet est renvoyé à l'examen de la section de législation.

Par un second message, le Corps législatif communique un projet de loi relatif à l'organisation des séminaires diocésains.

Ce projet de loi est renvoyé à l'examen de la section de l'intérieur.

Mallarmé fait un rapport sur le projet de loi relatif aux écoles de droit (1).

Citoyens tribuns, le principal objet du projet de loi qui fixa cet instant votre attention, est d'assurer aux citoyens la protection de la justice.

Dans l'heureuse impuissance de se la faire à eux-mêmes, ils doivent l'alloire du Gouvernement, et c'est pour le Gouvernement un devoir impérieux d'en organiser la distribution avec une prudence inquiète et de scrupuleuses précautions.

Vous le savez, citoyens tribuns, le bonheur d'un État ne dépend pas uniquement de la bonté de ses lois; il tient aussi, et essentiellement, aux moyens employés pour les faire exécuter.

Ce serait donc en vain que la République verrait tous les jours de nouvelles lois, simples et appropriées à nos habitudes, venir prendre la place de cette fontaine inépuisable de lois, de romaines et d'usages héréditaires, saguère observés dans les diverses parties de son territoire; ce serait même en vain qu'elle aurait vu créer et répandre sur toute sa surface des administrations et des tribunaux dont l'accès est à la fois prompt et facile; ce serait en vain que ses premières autorités auraient fait de si grands efforts si constants offerts pour y maintenir l'ordre et la tranquillité, si l'on ne cherchait, pour former les tribunaux, des hommes remarquables, non-seulement par leurs talents, mais aussi par leur capacité.

Une probité sévère, un dévouement sans bornes à la chose publique, peuvent bien en effet donner une volonté ferme et constante de faire vivre et respecter la justice; mais seule ils ne suffisent pas pour découvrir et pour mettre en usage les moyens qui doivent procurer ce heureux résultat.

Ainsi ce sera une belle loi, une loi digne de la nation, celle qui prescra aux citoyens qui se destinent à remplir les fonctions judiciaires, de s'y disposer par des études analogues à ce qu'ils ont à faire. C'est la première, mais indispensable garantie que devra donner à la puissance publique ceux qui assurent à sa confiance.

Mais s'il est digne de la sagesse du Gouvernement d'exiger cette garantie, il est digne aussi de se préoccuper d'indiquer et d'offrir aux citoyens le moyen de la fournir.

C'est dans cette double vue qu'il a été rédigé le projet de loi que nous examinons.

Il ne s'agit pas de introduire un système nouveau dont le législateur puisse ramener les conséquences. Les principales dispositions ne sont que des dispositions de lois anciennes, corrigées d'après les conseils toujours sages d'une longue expérience.

D'anciennes lois avaient créé des écoles de droit, et imposé l'obligation de les suivre à ceux qui voulaient remplir des fonctions pour l'exercice desquelles la connaissance du droit était nécessaire.

Mais l'expérience nous a appris que l'on avait à faire de graves reproches à cette partie de l'enseignement; que surtout la facilité scandaleuse des épreuves que les étudiants subissaient dans quelques-unes de ces écoles ne permettait pas de les supposer instruits, encore que des diplômés solennellement accordés attestassent leur capacité.

Le projet qui vous est communiqué rétablit des écoles de droit; et, comme l'aurait fait les lois

(1) Le rapport de Mallarmé se trouve pas au Moniteur. Nous le donnons en extenso.

soeïennes, il impose l'obligation de suivre nos écoles à ceux qui se destinent aux fonctions judiciaires.

Mais, pour assurer les résultats des études qu'il prescrit, le projet détermine avec précision les matières et la durée de l'enseignement, le nombre et le mode des examens et des épreuves auxquels les élèves seront assujettis.

L'action qu'aura le Gouvernement sur les écoles dont il s'agit, tant par le choix des professeurs que par la surveillance continue d'inspecteurs généraux qui devront y exercer une utile censure, nous donne tout lieu d'espérer qu'on ne verra pas se reproduire des abus tant et si justement blâmés, et que le droit, cette science si importante, et jusqu'ici peut-être trop peu approfondie, sera désormais enseigné avec méthode et étudié avec succès.

L'utilité de cette étude ne nous paraît pas devoir être un sujet de problème. Pour la constater, il faudrait prétendre que la connaissance du droit est superflue, que les citoyens, que la République n'aient aucun avantage à en attendre; et certes ce n'est pas de nos jours que l'on oserait avancer un paradoxe si révoltant.

Le droit, ne le considérons-nous que comme un assemblage de préceptes qui nous portent à la justice, comme enseignant à la pratiquer, serait le frein le plus puissant pour contenir les hommes dans le devoir. Sous ce seul rapport, il importerait d'en répandre la science; en serait un moyen d'améliorer les mœurs, de rendre les délits plus rares, la société plus heureuse.

Mais ce n'est pas seulement comme devant être notre conseil et notre guide que nous devons nous en occuper et en calculer l'influence.

Le droit commande à tous les citoyens; il les oblige: son autorité est si respectable, qu'il coëxiste même que son gouvernement sa font gloire de la reconnaître et de lui obéir.

Ainsi, il n'est aucune action sociale ou domestique qui ne soit de son ressort; il n'est personne qui ne soit sous son pouvoir; et ce n'est pas s'en faire une trop haute idée que de le regarder comme la principale source du bonheur des peuples et du repos des empires.

Ainsi la science du droit est utile; c'est d'elle surtout qu'on peut dire ce qu'a dit M. d'Agnesseau de la science en général, qu'elle tient entre ses mains la vérité, qu'elle tient peut découvrir ce bien présent à nos faibles yeux, parce qu'elle seule peut dissiper le nuage des préventions et faire tomber le voile des préjugés.

Cette science n'a besoin d'être enseignée. Aussi vultu qu'elle est importante, le raison humain ne pourrait en embrasser toutes les parties, si elle n'était mise dans ses recherches.

Quand on y a peu réfléchi, on peut être tenté de croire qu'il n'est rien autre chose qu'un traité de morale naturelle; et comme la morale naturelle est de toutes les sciences celle que l'on croit avoir le moins besoin d'étudier, on se persuaderait aisément que l'on peut posséder celle du droit sans être obligé de l'acquiescer par l'étude, on lui en plus en faisant une étude superficielle.

Cette erreur, qu'on peut-être trop favorisée de nos jours une loi du 22 septembre 1792, en appelant aux fonctions de juge tous les citoyens indistinctement, l'établissement d'écoles de droit doit la détruire. Le projet de loi que nous discutons suffirait seul pour démontrer combien elle est grave.

Observons cependant que le droit particulier d'un peuple ne peut jamais être une science spé-

culative. Il est la science de ce qui est, et non de ce qui pourrait ou devrait être un jour. La seule réflexion qu'on pourra jamais des notions exactes. Il a sa source dans la volonté du législateur, et cette volonté ne peut être bien connue que par une étude approfondie et méthodique.

Sous dont le temps est venu où, dégagées de l'erreur et des préjugés, toutes les parties du droit français doivent s'élever du jour de la raison. Bientôt ce jour est attendu par notre législation civile, réduite ou prête à l'être à un seul nombre de lois pures et concordantes. Mais ce jour, il faut l'apercevoir, il faut le distinguer des fausses lueurs que donnent les passions et l'ignorance, livré à lui-même, sans autre secours que son discernement, quel est l'homme qui pourrait se flatter d'obtenir toujours les avantages?

L'énumération que fait le projet que nous discutons, des matières que doit embrasser par nous la science du droit, prouve d'une manière plus trépidante encore que, pour l'acquiescer, il est indispensable d'en faire une étude particulière.

Cette étude doit être faite dans des écoles publiques. Le droit tient de trop près aux grands intérêts du lien social; il n'a une influence trop grande sur l'honneur, la fortune et toutes les ambitions des citoyens, pour que l'enseignement n'en soit pas surveillé par la puissance publique. Les erreurs que de fausses notions du droit peuvent occasionner ne sont jamais prêtes, parce que presque toujours elles sont irréparables.

D'ailleurs le projet attribue des prérogatives à l'étude de cette science, ceux qui s'y sont livrés avec succès auront à la confiance du Gouvernement et des citoyens des droits qu'il importe de leur accorder qu'avec une grande circonspection.

Enfin, après être sorti de cette espèce de chaos qu'offrirait notre législation par la diversité des lois et des coutumes qui s'obstruaient sur les différents points de la République, nous ne devons négliger aucun des moyens qui pourront y maintenir l'unité formée que nous y avons établie; l'enseignement donné dans les écoles publiques nous permet, nous assure même que les principes de droit étant professés uniformément, l'application en sera plus uniforme; avantage bien précieux que l'on ne pourrait attendre de l'enseignement qui serait donné dans des écoles particulières.

Ces observations générales s'appliquent à toutes les dispositions du projet qui sont relatives à l'organisation des écoles dont il s'agit.

La loi du 10 floréal an X avait décidé qu'il pourrait en être établi.

Le projet réalise l'espérance que cette loi nous avait fait concevoir. Il la réalise avec des mesures qui paraissent propres à écarter les abus que l'on pouvait craindre, à garantir les succès que l'on doit espérer.

L'enseignement sera confié à des professeurs habiles, surveillé par des inspecteurs généraux. Les uns et les autres seront nommés par le chef du Gouvernement; les premiers après avoir subi des examens, ou prouvé leur capacité dans des concours publics; tous seront tenus de se conformer aux règlements d'administration publique, qui détermineront spécialement leurs obligations respectives.

Ces dispositions, contenues dans les articles 8, 13, 33, 34, 35, 36, 37, et 38 du projet, ont paru à la section de l'intérieur toutes au but que nous voulons atteindre, et mériter dès lors l'approbation du Tribunal.

Mais ce n'est pas été assez d'organiser les écoles pour assurer qu'elles aient l'utilité qui en

fait désirer l'établissement; il fallait de plus déterminer les matières qui y seraient enseignées, le mode de l'enseignement, et les mesures qui seraient prises pour constater les succès des étudiants.

Les premier et second titres de la loi ont ce triple objet.

Celui essentiel de la loi étant, comme je l'ai annoncé en commençant, d'asseoir aux citoyens la protection de la justice, il était simple que l'étude du droit français fût mise en premier ordre dans les cours qui se feront dans les écoles.

C'est ce que veut le projet. Le droit français sera la base de l'instruction. Aucun de ses parties ne sera omise. Toutes seront traitées avec ordre et dans leurs plus petits détails.

Ainsi l'enseignement comprendra le droit public; le droit privé, considéré comme la règle des tribunaux, considéré aussi dans ses rapports avec l'administration publique; la législation criminelle; la procédure civile et criminelle.

Pour faire mieux saisir les dispositions de notre droit et en mettre la sagesse dans un plus grand jour, les professeurs en rapprocheront les éléments du droit naturel, du droit des gens et du droit romain dans les rapports qu'il a avec le droit français.

Ce plan n'est, citoyens tribunaux, à la section de l'intérieur, embrasser tout ce qui était nécessaire et ne rien renfermer d'inutile.

Il aurait pu paraître plus complet, mais il aurait été moins parfait, s'il eût prescrit des cours entiers de droit naturel, de droit des gens et de droit romain. Une telle aggrégation aurait demandé un temps considérable; elle aurait en d'ailleurs le grand danger de braver les idées, de mettre de la confusion dans l'esprit des étudiants.

Autant il y avait d'utilité, comme nous l'observerons dans un instant, d'enseigner dans les écoles les éléments du droit de la nature, et quelques parties du droit romain, autant il y avait eu d'inconvénients à admettre les élèves à en faire une étude approfondie et séparée, puisqu'il peine et le temps n'ont été terminés qu'il aurait fallu en faire une autre pour connaître quels devaient être l'effet et le résultat de la première.

Nous aurons plus directement à notre but, à la connaissance parfaite du droit français, en le donnant comme principal objet du travail; s'il n'est pas la sagesse, il est du moins la première étape que doit faire un Français qui aspire à servir son pays, à se rendre utile à ses concitoyens.

Sous ce point de vue, il paraît que le premier objet que devra désormais offrir l'enseignement dans les écoles de droit sera le droit public français. On en passera les principes dans le texte même de l'acte constitutionnel et dans les lois qui y ont rapport.

L'étude de cette partie de notre droit sera bien propre à aggrandir les idées des élèves, à exciter leur émulation. Lorsqu'après quelques jours d'application, ils seront dans la première foi de l'État à quelle considération, à quels honneurs l'homme juste et éclairé peut prétendre, de quels efforts il se sentira capable, quelle sera leur ardeur pour acquiescer les qualités estimables auxquelles sont promises de si flatteuses récompenses!

Le droit privé, non moins important, mais bien plus étendu que le droit public, est aujourd'hui bien connu. Il ne faut plus aller le chercher dans ces atlas coulés de romans et d'usages qui formaient et faussaient le droit privé d'après la France. Un Code simple et complet va former tout notre droit civil.

Il sera inutile de l'étudier, comme il sera d'une indispensable nécessité de le bien savoir. Des connaissances importantes dans le droit positif ont toujours les plus lieuses conséquences. Le bon sens et l'intégrité ne peuvent suppléer au défaut d'instruction. Ce n'est pas d'après sa raison et ses consciences que doit prononcer un juge, un juge juriste doit donner des avis; c'est d'après les lois.

Le projet ne présente pas seulement l'enseignement du droit civil; il présente même l'ordre dans lequel il sera enseigné: ce sera suivant l'ordre établi par le Code civil.

Cet ordre est le meilleur de ceux que l'on aurait pu enlever, et il est important de ne pas laisser aux maîtres la liberté de l'interpréter.

Dans un ouvrage aussi réfléchi, aussi soigné que l'a été notre Code civil, un principe en appelle un autre, non seulement prépare une autre conséquence. La plus sûre méthode pour bien entendre et expliquer les lois est de les interpréter par leurs propres dispositions. Ainsi le doute que peut faire naître la seconde doit être levé par celle qui précède. Les premières doivent toujours finir l'intelligence de celles qui suivent. Ne convient-il pas, par exemple, de savoir ce que c'est que le domaine, avant de chercher à connaître les effets de l'absence; d'avoir appris les règles relatives au mariage, avant d'étudier celles faites sur le divorce?

Nous étions donc pas que, tant on réservait l'art. 38) au Gouvernement de faire par des règlements la désignation détaillée de la matière de l'enseignement, le projet nous envoie dans un détail minutieux et apparemment à l'enseignement du droit civil. Cet article était trop important pour le renvoyer à un règlement d'administration.

L'étude d'une science exige des développements que l'on ne peut toujours chercher dans ses propres éléments. Cependant il serait peu satisfaisant de s'y livrer, si l'on était forcé de s'y tenir strictement à des préceptes positifs, sans pouvoir essayer d'en découvrir les causes et les motifs.

Si il est difficile de tenir toujours le fil des principes, il l'est aussi de consentir à s'en passer quand on se livre à l'étude. C'est un travail pénible que celui que l'on se propose le mémoire, et qui ne permet pas de faire usage du raisonnement.

Enfin les élèves éprouveront cette acrobatie dans les cours du droit français. Les éléments du droit naturel et du droit des gens leur seront enseignés. Ils trouveront dans ces éléments ceux d'un grand nombre de dispositions de notre Code, et verront ainsi plus clairement dans quelle intention celles-ci ont été rédigées, dans quel sens elles doivent être prises. Ils remarqueront aussi les différences qui existent entre les principes gravés par la nature dans les cours de tous les hommes ou accordés par les nations, et ceux consignés dans le droit français; ou plutôt ils apprendront comment et pourquoi les premiers ont été modifiés par les seconds, et se pénétreront dans tous les cas de l'esprit du législateur, unique, mais inflexible moyen de faire une juste application des lois.

Quel accablant, quelles lumières trouveront encore les élèves dans l'étude, présentée par le projet, du droit romain dans ses rapports avec le droit français!

Les Romains ont porté dans leurs lois un esprit de sagesse et de justice qui leur a mérité la gloire d'avoir perpétué leur législation, même après la destruction de leur empire.



C'était un ouvrage digne du notre siècle que d'extraire de cette vaste collation les décisions qui se trouvaient emportées de ce caractère éternel de sagesse qui convient à tous les temps. C'était le moyen de bien réformer nos lois. Nous l'avons employé; les lois romaines nous ont aidé à rédiger notre Code, elles en rendront l'enseignement plus clair et plus rapide. On ne surchargera pas la mémoire des étudiants de toutes celles qui n'ont aucune analogie avec notre droit, nos mœurs, nos habitudes. On ne leur parlera que de ces décisions qui ont porté au plus haut degré d'évidence les principes de la justice, et qui doivent être connus et enseignés partout où la justice est en honneur.

Ainsi ils verront le droit romain entièrement dégagé des subtilités qui quelquefois prêtent des armes à la ruse; ils le verront offrir un bel et savant analyse des principes dictés par la raison, et érigés en loi par tous les peuples qui les ont connus; ils découvriront souvent, par la comparaison qu'ils en feront avec les dispositions du droit français, les véritables motifs de celles-ci, moyen assuré qu'il est suffisant d'un esprit véritablement.

Le droit civil ne sera pas seulement à décider les contestations qui s'élèvent entre les citoyens devant les tribunaux. Le gouvernement, les administrations même sont ou si dans le cas d'y appliquer quelques dispositions. On enseignera dans les écoles les règles particulières d'après lesquelles cette application doit avoir lieu.

Ces règles, on le voit, ne sont pas toujours celles d'une justice purement distributive, mais elles n'en sont pas moins certaines et nécessaires. L'arbitraire ne doit les soulever jamais. L'équité suprême, des considérations politiques, en sont les caractères essentiels et distinctifs. Elles sont dignes de trouver place dans l'enseignement du droit français.

Le projet veut que la législation criminelle, la procédure criminelle en fassent aussi partie.

La théorie des délits et des peines est moins nécessaire sans doute que la connaissance du droit civil. Cependant on compte aisément combien il importe qu'elle soit donnée dans les écoles de droit.

Si, comme on ne peut le douter, il importe à la République que les jugements soient, en matière civile, conformes aux lois civiles, il lui importe aussi, il lui importe même davantage, que les délits qui l'offensent ne demeurent pas impunis, et que la peine soit toujours trébuchet que les lois criminelles l'ont prononcée.

D'ailleurs, n'est-il pas convenable et juste de faire connaître à ceux qui étudient le droit, le Code qui définit d'une manière exacte en quel un citoyen peut offenser la société, et qui déclare la peine qui doit suivre cette offense.

La connaissance des formes de la procédure criminelle ne serait-elle trop nécessairement répandue dans un pays où la procédure est toujours publique. La fonction terrible de juger un accusé, de prononcer sur son sort duquel dépend l'honneur et la vie d'un homme, n'exige pas sans doute des connaissances judiciaires; mais la belle et souvent si consolante fonction de défendre un citoyen victime de l'erreur, de la malveillance, ou de la colonie, cette fonction que l'humanité commande, comment la bisa remplir si l'on ne connaît la marche qui doit être suivie à l'égard de l'accusé? Comment lui accorder une protection vraiment suffisante, si l'on ignore les droits qu'il est autorisé à réclamer pour mettre son innocence dans tout son jour, et ne perdre par ignorance ou par faiblesse aucun des moyens d'une légitime défense?

Puisque nos lois témoignent la respectable crainte de voir succomber un innocent pour n'avoir pu se faire entendre, puisqu'elles accordent aux accusés des défenseurs, elles devraient ajouter à ce bienfait tout ce qui peut faire espérer qu'il ne sera pas inutile.

Le projet renferme à cet égard une sorte de devoir; car c'est un, même pour le législateur, de se garantir d'une erreur des malheureux quand la justice le lui permet.

Le projet met enfin au nombre des matières qui seront enseignées dans les écoles de droit les formes de la procédure civile.

Ces formes, qui n'ont été admises que pour aider la justice, pour en régler la marche, peuvent devenir des obstacles, des obstacles même si l'on en abuse. C'est peu, en effet, de connaître les lois, si l'on ne connaît les moyens d'y avoir recours. Pour obtenir la réparation des torts qu'on a soufferts, il faut savoir comment la demander. Pour se défendre d'une agression injuste, il faut savoir comment la repousser.

L'ignorance dans cette partie peut égarer la justice; elle peut entraîner la perte des fortunes, nuire quelquefois à la réputation des citoyens. C'est donc une mesure utile que celle prise par le projet, de réunir à la science du droit les connaissances nécessaires à la pratique de cette science.

Ainsi, citoyens tribunaux, les écoles de droit que le Gouvernement propose d'établir offriront tous les degrés d'instruction que peuvent en rendre l'étude facile à ceux qui s'y livreront, et utile à tous les citoyens.

Le mode de l'enseignement lui-même promet-il aussi d'avantage? Cette question ne peut se résoudre que par l'analyse des dispositions du projet qui y sont relatives.

D'abord, on ne pourra être admis dans les écoles dont il s'agit avant l'âge de 16 ans.

Un cours ordinaire d'études durera trois années.

Le cours de législation criminelle et de procédure civile et criminelle ne durera qu'un an.

La première de ces dispositions, contenue dans l'article 1<sup>er</sup>, est fondée sur cette considération que, pour se livrer avec fruit à l'étude du droit, il faut avoir fait des études préliminaires, et avoir le raisonnement formé.

La seconde, contenue en l'article 3, n'a besoin, pour être justifiée, que de l'énumération des matières qui seront enseignées. Elles sont, ces matières, si nombreuses et si importantes, que trois années seront utilement employées à les étudier.

La troisième enfin, contenue en l'article 5, s'explique par la précédente. Si trois années suffisent pour étudier le droit public et le droit privé français, les éléments du droit naturel et du droit des gens, le droit romain dans ses rapports avec le droit français, la législation criminelle et la procédure civile et criminelle, il est évident que dans une seule année on pourra recevoir ces deux dernières parties de l'enseignement.

Ainsi, citoyens, il paraît que les trois dispositions auxquelles je viens d'attirer votre attention sont, comme celles dont je me suis occupé d'abord, dignes de votre approbation.

Vous ne pourrez le refuser à toutes celles qui sont relatives aux examens, aux épreuves à subir par les étudiants, aux diplômes et certificats qui leur seront accordés.

J'ai observé au commencement que nous trouverions dans le projet beaucoup de dispositions conformes à des lois anciennes, corrigées néanmoins d'après les conseils de l'expérience.

Celles dont je vais vous entretenir sont de cette espèce.

Dans les anciennes universités, après la tenue de l'étude prescrite, les étudiants subissaient des examens, pour mériter des actes publics, obtenir ni des diplômes de bachelier ou de licencié.

Dans les écoles qui vont être créées, il n'y aura point de deux examens dans la première et la seconde année d'étude; ils en subiront deux autres dans la troisième, et obtiendront, s'ils sont trouvés capables, le diplôme de bachelier après les deux premiers, et, après les deux derniers examens et un acte public, le diplôme de licencié. Ainsi le veulent les articles 1, 7, 9 et 10 du projet.

Le desir qu'aurait, avant la Révolution, quelques familles de droit d'attirer beaucoup d'élèves, la facilité qu'elles apportaient dans les examens, les épreuves, avaient donné lieu à des abus que nous ne voulons pas voir renaître dans les écoles de droit. Les articles 8 et 13 du projet y ont mis ce en interdisant les inspecteurs généraux de ces écoles à assister aux examens, à examiner séparément les étudiants, et à faire députer la validité des diplômes de ces écoles inspecteurs.

En outre, ce que nous sommes loin de supposer, les professeurs des écoles de droit, sans respect pour la science, étaient jadis tentés de se relâcher de la rigueur de leurs devoirs, les inspections générales les y auraient bientôt ramené. Les refus qu'ils pourraient faire de viser les diplômes rendraient ces diplômes inutiles à ceux qui les auraient obtenus sans les avoir mérités, et dès lors on ne peut en croire d'en recevoir de la complaisance des professeurs. Ceux-ci même n'oseraient pas se dériver à des inépuables, assurés qu'ils seront de les voir annuler par les inspections, et d'encombrer le tableau du Gouvernement.

C'est à cette surveillance, s'en doutez pas, citoyens tribuns, que nous devons les succès de nos écoles, elle me paraît les assurer.

Elle s'étendra aussi sur les simples certificats de capacité, qui, aux termes des articles 5, 6 et 12, seront accordés aux citoyens qui, pendant une année seulement, auront suivi les cours de législation criminelle et de procédure civile et criminelle. Quelque être étroit soit moins importante que celle du droit français proprement dit, il n'y a pas que des hommes qui aient paru s'y livrer sans s'en occuper réellement, puissent obtenir par espère de faire à la confiance de leurs concitoyens, en exhibant un acte arraché par importunité ou accordé par une répréhensible complaisance.

Quant aux citoyens qui aspireront au grade de docteur en droit, les articles 3, 4 et 11 déterminent, et les obligations qu'ils auront à remplir, et les épreuves auxquelles ils devront être soumis.

Se destinant à devenir professeurs, il faut sans doute qu'ils aient acquis tout ce qu'il est possible d'acquies de science dans les écoles.

On leur demandera quatre années d'études. Six examens et deux actes publics attesteront qu'ils ont étudié avec succès, et qu'ils sont dignes d'être associés aux maîtres dont ils ont suivi les leçons et emporté le sursis.

Telles sont, citoyens tribuns, toutes les dispositions du projet qui sont relatives à l'établissement et à l'organisation des écoles de droit. L'article 38 laisse au Gouvernement à y ajouter celles qui paraîtront convenables pour déterminer le plan, l'administration et la police des écoles, les livres qu'on y emploiera, l'établissement de bibliothèques à l'usage des professeurs et des étudiants, la forme et le nombre des inscriptions à

prendre, les rétributions à payer par les élèves, la forme et la durée des examens, enfin la forme et la délivrance des diplômes.

Tous ces détails ne pouvaient entrer dans une loi; mais il fallait que le Gouvernement se les réservât, afin d'éviter les inconvénients qui auraient pu naître de l'indépendance respective des écoles, afin surtout de prévenir les abus que pourraient tolérer des administrations locales.

Le titre III ne contient que des dispositions faisant exception à celles générales contenues dans les deux premiers titres.

Ces dispositions transitoires ont un caractère de justice qui les appelle pour ainsi dire dans le projet que nous discutons; elles tendent toutes, ou à maintenir des titres régulièrement obtenus, ou à accorder un juste privilège à des hommes laborieux et instruits qui ont acquis à l'avance par d'autres travaux les lumières qu'ils pourraient trouver dans les écoles.

Ainsi, aux termes des articles 14 et 15, on devra considérer comme docteurs ou licenciés, dans les nouvelles écoles, les docteurs et licenciés en droit dans les anciennes universités de France ou des pays romains, ceux même reçus dans les universités étrangères, s'ils ont été inscrits sur le tableau d'avocats, ou si, depuis plus de six mois, ils exercent la profession d'avocat ou de juge près de l'un des tribunaux de la République.

Les uns et les autres ont reçu, après des études et des épreuves que nous devons prescrire avoir été régulières, des titres dont il serait injuste de ne pas les laisser jouir.

L'article 17 veut aussi que l'on considère comme licenciés en droit les juges des tribunaux de cassation, d'appel, criminels et de première instance, les commissaires du Gouvernement près de ces tribunaux et leurs substituts, ceux qui seront nommés à ces fonctions jusqu'au 1<sup>er</sup> vendémiaire an XVI, et les professeurs de législation des écoles centrales en activité lors de leur suppression.

Les juges, commissaires et substituts appelés par le Gouvernement, les professeurs nommés par des jurys à des fonctions pour l'exercice desquelles la connaissance du droit était nécessaire, doivent être présumés l'avoir acquise, encore qu'ils n'aient obtenu ni grade ni diplôme dans les universités.

Une présomption moins forte, mais cependant de quelque poids, réclame encore en faveur des citoyens qui, au moment de la publication de la loi, exercent les fonctions d'hommes de loi ou de défenseurs officiers près les tribunaux de cassation, d'appel, criminels ou de première instance.

L'article 18 du projet veut qu'il soit accordé des diplômes de licenciés à ceux d'entre eux qui justifieront avoir exercé lesdites fonctions depuis trois ans sans interruption, ou ne les avoir exercées après un exercice de trois ans que pour remplir les fonctions d'avocats. La seule condition qui leur soit imposée est de demander ces diplômes avant le premier vendémiaire au XV.

L'article 19 veut même que l'on n'oppose pas l'interruption de fonctions aux hommes de loi, aux défenseurs officiers qui ne les auraient interrompues que pour aller siéger dans une assemblée législative ou dans un tribunal, pour remplir une mission du Gouvernement, ou enfin pour exercer les fonctions de notaire.

Les motifs de ces deux articles se font assez sentir pour n'avoir pas besoin de développement. Il serait contre toute bienséance d'exiger de ceux-là mêmes en qui le public a placé sa confiance, qui ont recueilli des témoignages éclatants d'estime

et de considération, aillent dans les écoles, suivissent des cours d'études, paraissent à des examens, soulaissent des scies publiques. La déconce ri l'équité se réunissent pour demander qu'ils soient dispensés de remplir ces formalités.

Les articles 16, 20 et 21, dans le même esprit de justice qui a doté ceux dont je viens de parler, décernent à tout parti, ou même de la totalité du temps d'étude, les citoyens qui ont étudié le droit dans les académies universitaires, mais qui n'y ont pas obtenu de diplôme, ceux qui ont suivi des cours de législation dans les écoles gratuites et dans les établissements connus. Puis sous les mains d'un maître de législation et d'université de jurisprudence, enfin les défenseurs officieux en ont moins de trois années d'exercice.

Les uns et les autres pourraient, sans être lésés de suivre les écoles pendant tout le temps d'étude exigé, se présenter aux examens, le temps qu'ils auront donné à l'étude du droit leur sera compté, et, s'ils sont jugés capables, ils obtiendront des diplômes, soit de bachelier, soit de licencié.

Enfin disposant, est, on peut le dire, d'une justice rigoureuse à l'égard des élèves des écoles communales. Ils ont fait pour s'instruire tout ce qu'il était en leur pouvoir de faire. Des écoles publiques créées par une loi leur étaient ouvertes; ils les ont fréquentées. On doit leur tenir compte de leur zèle et de leur travail. La loi les aurait induits en erreur si, après les avoir invités à suivre les écoles communales, elle ne les considérait le temps qu'ils y ont passé que comme un temps perdu ou inutilement employé.

Il n'existe pas d'arrêt ultérieurs en faveur des élèves de l'Académie de législation et de l'université de jurisprudence. Ces deux établissements n'ont jamais eu l'existence légale qui distinguait les écoles centrales du département des écoles particulières.

« Mais s'ils n'ont pas été formellement autorisés par une loi, ne ont été du moins initiés, au moins même dire, en quelque sorte avoués par le gouvernement. Il comptent un nombre de leurs administrateurs, et l'académie de législation un nombre de ses professeurs, plusieurs membres des premières autorités de la République. Ils ont, l'un et l'autre, joui, depuis qu'ils se sont formés, d'une réputation qui s'est étendue dans toute la République, et qui leur a attiré des élèves des départements les plus éloignés.

Ces élèves, après les efforts et les sacrifices qu'ils ont multipliés pour suivre des cours nationaux rammer plus complets et plus variés que ceux qui étaient donnés dans les écoles centrales, ont certainement droit à quelques témoignages de bienveillance. On ne doit pas craindre qu'ils abusent de celui que leur accorde le droit de loi, puisque ce droit contient la réserve expresse d'examiner à subir, d'actes publics à subir, et qu'ainsi ce n'est que celui qui se sera reconnu et jugé instruit qu'ils seront dispensés d'un temps plus ou moins long d'études. Quoiqu'ils ne soient dignes à plus d'un égard, ce n'est pas aux établissements dont il s'agit, mais au mérite éprouvé de leurs élèves, que doit être rapportée la laueur des deux-ci joutent; et, à leur égard, on peut raconter dire avec vérité que cette laueur est au profit de justice.

Enfin, citoyens tribuns, depuis la suppression des facultés de droit qui existaient dans les universités, ou a vu, dans diverses communes de la République, d'estimables juriconsultes donner sans éral, mais avec des succès marqués, dans leur modeste domicile, des leçons particulières de

droit. Ceux qui les ont suivies, qui en ont profité, ont répondu d'avance à votre attitude, ou plutôt ont prouvé le désir que nous nous faisons aujourd'hui. Le projet de loi ne les dispense pas, mais il autorise le Gouvernement à les disposer de suivre les nouvelles écoles pendant ou après ou la totalité même de leur apprentissage par la loi.

Cette disposition, contenue dans l'article 21, est la dernière relative aux modifications dont les règles générales posées par le projet ont paru susceptibles.

En terminant sur cette partie on observe que n'auront des exceptions proposées ou tend à dispenser ceux qu'ils courront de faire preuve de capacité, si éga ils n'ont acquis cette preuve, soit par des études ou des travaux antérieurs, soit par quelques distinctions honorables. Ainsi aucune de ces exceptions ne tournera au détriment de la science.

La dernière disposition transitoire forme l'article 22 du projet. Elle maintient provisoirement en possession de leur titre les défendeurs africains jusqu'en 1<sup>re</sup> janvier au XV<sup>e</sup> époque pour laquelle ils devront, comme je l'ai dit plus haut, remplir les conditions qui leur sont imposées pour obtenir des diplômes de licences.

Cette disposition était nécessaire pour maintenir les tribunaux dans l'activité qu'il importait de leur voir continuer sans cesse.

Il faut dire que les écoles de droit ne devaient être fréquentées que dans le cours des années XIII et XIV, on sera peut-être forcé d'attendre jusqu'au premier jour de l'an XV pour obtenir les diplômes qui doivent y être délivrés.

Les dispositions qui nous restent à examiner sont toutes relatives, non plus aux écoles de droit, à l'enseignement, aux grades et aux diplômes, mais à l'administration de la justice. Elles concernent les fruits que doit produire celles qui ont jusqu'à ce moment arrêté votre attention.

J'ai eu l'honneur de vous en exposer la substance et de vous en exposer les motifs, les considérant comme le principal objet de la loi proposée, et le plus digne de votre sollicitude.

Depuis le 25 septembre 1932, on a dû croire dans toute la République que, pour rassurer les furieux, les plus importants de l'ordre judiciaire, il n'était pas nécessaire d'avoir élué le droit. Un décret de la Convention nationale, dont le texte remonte à cette époque, le formalisme décadé. L'abrogation de ce décret sera la conséquence de l'adoption du projet de loi que vous discuterez.

Les articles 23, 24 et 28 portent qu'à dater du 1<sup>er</sup> septembre au XVII<sup>e</sup>, nul ne pourra être appelé à l'exercice des fonctions de juge, commissaire du Gouvernement, ou substitut dans les tribunaux de cassation, d'appel, criminels et de première instance, ou exercer celles d'avocat près les tribunaux, et d'avocat près le tribunal de cassation, s'il ne représente les lettres ou diplôme de licencié ou droit, ou s'il n'a rempli les fonctions d'avocat pendant dix ans.

Il n'est pas besoin, citoyens tribuns, de donner le moindre développement à ces diques-là pour soulever tant de questions justes, combien il appartient à la République de les voir établies dans la Code du qu'on loi. Je ne répéterai pas les récriminations que j'ai faites sur l'utilité des écoles de droit, sur la nécessité de la science du droit dans les juges et les défenseurs des parties, sur l'insuffisance évidente des moyens que les uns et les autres pourraient avoir, trouver dans leur raison et leur conscience, la raison et la conscience enseignent que

pour appliquer le droit il faut le connaître, que pour le connaître il faut l'avoir étudié.

Félicitons-nous donc de voir un projet de loi qui écarte du temple de la justice l'ignorance présumée pour y appeler des hommes versés dans la science qu'on y doit révéler.

Félicitons-nous aussi de voir rétablir une profession qui peut faire tant de bien, et qui, pour mériter des expressions du grand magistrat, est aussi nécessaire que la justice.

Ceux qui n'ont combi les hommes de loi peuvent avoir d'influence sur la société dérangée depuis longtemps et rétabliront.

Les temps plus heureux qui suivent viendront en quelque sorte hanter du barreau les avocats, y en ont déjà ramené. La loi qui se prépare y en ramènera sans doute encore.

Sans cet heureux retour à un ordre de choses que réclamait l'opinion commune, à quels dangers s'exposons-nous pas exposés! D'une extrémité à l'autre de la République, dans les campagnes surtout, cette portion si intéressante du territoire, les peuples, outrés de l'esprit de chicane, ont été la seule ressource du litige. Leur pernicieuse industrie aurait suscité, prolongé les procès sur les difficultés les plus simples. On n'en aurait vu aucun se terminer par les votes amiables.

Cette épouvantable calamité dont nous étions menacés, nous ne devons plus la craindre, assurés que nous sommes qu'il va se former une classe d'hommes ayant de l'instruction et des mœurs, qui seront devant les yeux de grands modèles et qui chercheront à les imiter.

La profession d'avocat, ennoblie par la loi, est devenue, à aussi une grande importance. Le projet contient plusieurs articles qui la concernent, tel, d'égaler plus seulement, il surpasse en sagesse nos lois anciennes sur l'organisation judiciaire. Aucune n'avait prescrit des études préliminaires aux officiers ministériels chargés de l'instruction des procédures; l'article 26 veut qu'après l'1<sup>re</sup> vendémiaire au XVII, celui qui se présentera pour être reçu avocat, ait suivi dans les écoles de droit un cours de législation criminelle et de procédure civile et criminelle, subi un examen et obtenu un certificat de capacité.

Ainsi le projet tend à répandre partout des lumières; juges, avocats, avoués, tous seront formés par l'étude. Jamais réformateur fut si à la fois plus compétent et mieux placé.

Elle se fera sans secousse; aucun changement n'aura lieu. Pendant dix années le Gouvernement pourra encore déroger aux dispositions limitatives de la loi, mais en faveur de citoyens qui auront exercé des fonctions législatives, administratives et judiciaires; l'article 28 de la loi autorise cette dérogation.

Cet article ne peut avoir d'incertitude. Celui qui aura rempli les fonctions dont il s'agit, et qui les aura bien remplies sans doute, puisqu'il aura le choix du Gouvernement, aura en sa faveur non seulement une présomption, mais une preuve certaine de sa capacité.

Une autre, citoyens tribunaux, vous présenter les réflexions qu'on fait à la section de l'intérieur sur le cinquième titre du projet, qui n'a qu'un rapport assez éloigné avec les autres titres.

Il prescrit, article 29, la formation d'un tableau des avocats exerçant près chaque tribunal. L'article 30 réserve au Gouvernement le pouvoir par un règlement de la formation de ce tableau et de la discipline du barreau.

Ces deux articles ne permettent pas de douter

que les avocats ne doivent désormais former entre eux une corporation. On n'en eût jamais, et peut-être avec raison, trouver dans l'organisation et la discipline de leur ordre de grands défauts. Le courage, la probité, la délicatesse qui en insistent les principaux caractères, semblent quelquefois dégénérer en une rigueur intolérante, qu'il était toujours difficile et souvent impossible de fléchir. Cependant nul recours n'était ouvert à aucun de ses membres contre les résolutions adoptées par le corps.

Le Gouvernement pèsera dans sa balance les moyens qui se présenteront pour empêcher l'abus d'une si grande indépendance; l'expérience sera son guide sur ce point, comme elle l'a été dans la rédaction du projet relatif.

L'article 30 appelle à remplacer les juges et suppléants, d'abord les avocats ayant l'ordre du leur tableau, et les avoués suivant l'ordre de leur réception. Cette mesure est recommandée par l'intérêt des parties. Il est préférable pour elles de voir asseoir au milieu de leurs juges un avocat ou un avoué, à être obligés de se pourvoir devant un autre tribunal.

Nous trouvons, dans l'article 31, la formule de serment que les avocats et les avoués devront prêter d'abord à la publication de la loi, et à l'avenir avant d'entrer en fonctions.

Ce serment ne contiendra rien qui ne doive être dans le cœur de tout Français ami des lois et de son gouvernement.

Ni rien de dire ou publier de contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat et à la paix publique; ne jamais s'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques.

Voilà ce que devront jurer les avocats et les avoués. Quelque chose est digne de remplir les fonctions importantes confiées aux uns et aux autres, prêter ce serment avec plaisir, d'autant qu'il ne sera que la manifestation de ses véritables sentiments.

Celui à qui il paraît pénible de le prouver, ne doit pas parler à l'administration de la justice; c'est au contraire de l'ordre et de la paix; il ne peut avoir besoin dans le sentiment des lois.

Enfin, citoyens tribunaux, un article du projet, le trente-dixième, règle les distributions respectives des avocats et des avoués.

Les avocats pourront plaider et écrire dans tous les procès.

Les avoués auront la même faculté dans les causes où ils occupent, s'ils sont licenciés en droit.

S'ils ne le sont pas, ils ne pourront plaider qu'en cas d'absence ou de refus des avocats, et avec l'autorisation du tribunal.

Les motifs de cet article sont frappants par leur sagesse. On veut assurer la protection de la justice aux citoyens; il faut donc leur donner pour conseils et défenseurs des hommes instruits dans le droit.

L'avocat licencié est présumé l'être; le même présumption a lieu à l'égard de l'avoué, s'il est licencié.

S'il ne l'est pas, la nécessité seule peut l'autoriser à remplir des fonctions qui supposent et qui exigent plus de connaissances qu'il n'en a acquies; et encore cette nécessité doit-elle être reconnue par le tribunal.

Ainsi, citoyens tribunaux, toutes les dispositions du projet de loi sont en harmonie parfaite. Toutes veulent que le règne de la justice soit établi sur des bases solides et inébranlables. Toutes in-

diquent et prescrivent des mesures qui doivent produire cet heureux résultat.

La section de l'intérieur vous propose d'en voter l'adoption.

Le Tribunal ordonne l'impression du rapport, et ajourne la discussion.

Le Corps législatif annonce par un message que le Gouvernement a retiré le projet de loi portant attribution au tribunal criminel du département de la Seine de la connaissance des crimes de faux relatifs au timbre national et aux billets de la banque de France.

Mention au procès-verbal.

Le Tribunal passe à la délibération sur le projet de loi du Code civil relatif aux successions respectives.

Le projet est adopté à l'unanimité de 54 votants.

Les citoyens Billot (de Seine-et-Oise), Guinard et Bichselstein x sont nommés commissaires pour porter au Corps législatif l'expression de ce vote.

Perrée fait un rapport sur le projet de loi relatif aux douanes (1).

Tribuna, de toutes les parties de l'administration publique, le régime des douanes est le plus susceptible de variations par ses causes et par ses effets.

Les uns dépendent de la culture avec ou sans érection dans les productions du sol ; les autres, des habitudes de l'industrie active ou languissante ; et tous, des combinations de la politique.

L'intelligence qui dirige de si grands intérêts veille constamment à la prospérité publique, en ménageant les fruits du travail, et en repoussant les vagues de l'industrie étrangère.

Cependant ces utiles efforts sont combattus par l'intérêt particulier, presque toujours en opposition avec le bien public.

Les uns réclament la liberté illimitée du commerce ; les autres la prohibition absolue.

Le spéculateur prétend faire loi au fabricant, et celui-ci, à son tour, au consommateur ; par là même, l'illégalité du commerce et de la corruption, profite des côtés faibles des lois et des frontières.

Dans cette lutte perpétuelle d'intérêts si divers, l'autorité publique, éclairée sur les vrais rapports du commerce intérieur, transige entre les opinions exagérées, et fait connaître ses dispositions à l'égard de l'étranger, pour règle du commerce extérieur.

Le système de la fixité des droits de douanes appartenait à ces époques où le commerce et la politique s'abandonnaient en sécurité au cours du temps.

Aujourd'hui on regarde ces droits moins comme des impôts que comme des moyens confiés au Gouvernement pour l'amélioration du commerce.

Mais ce serait aujourd'hui un contre-sens politique, une erreur fatale à l'Etat, que de prétendre conserver des habitudes dont a profité trop longtemps l'industrie rivale, et dont l'incorporation reste démontrée.

Nos rapports civils, nos lois, nos mœurs, nos goûts, nos modes, ne sont plus les mêmes ; le cœur de notre territoire développe des contrées fertiles à population industrielle ; le discord et la guerre interrompent nos liaisons commerciales avec les deux Indes.

La variation du tarif des droits de douane serait donc le essai de la prudence, quand elle ne serait pas celui de la nécessité.

Cette même nécessité trancherait aussi les doutes sur la réunion des droits de douane aux impôts.

Les revenus publics se composent de tous les éléments de perception, et le plus heureux est celui qu'avait la position relative des peuples et leur latitude en civilisation : ainsi donc, tout le système absolu, ou constant, ou même d'imposition.

Les espèces de contributions des vieux peuples de l'Europe diffèrent surtout, autre effet, que le sol, la figure et le caractère de ces peuples.

Les produits des douanes sont les seuls revenus de l'Amérique : puissent-ils persister longtemps les effets de sa jeunesse !

Il est peut-être encore réservé à la République d'arriver à la combinaison la plus satisfaisante en impositions.

En attendant, le présent jouit des sacrifices du Gouvernement pour tous les genres de restauration et de prospérité publiques.

Nos anciens ports se décombraient, de nouveaux sont creusés, des forts s'élèvent de tous les mers ; de toutes parts des canaux se préparent, des ports propres depuis des siècles vont ouvrir d'utiles communications ; les routes des Alpes s'achèvent, les digues du Rhin et de l'Escaut se réparent, Anvers se dispose pour être l'entrepôt du monde ; partout se montre l'attachement et le respect du Gouvernement pour le travail, donneant le plus précieux des talents.

C'est donc pour le bien-être général du commerce, et pour l'exécution sérieuse des desseins du Gouvernement, que doit s'établir le système d'une loi unique relative dans le tarif des douanes.

Autorisé par la loi du 11 floréal an X, le Gouvernement propose de convertir au loi les dispositions réglementaires que lui ont dicté les événements depuis la loi du 8 floréal an XL.

La section de l'intérieur du Tribunal a examiné ce projet ; je viens au son nom vous en faire le rapport, et conclure à son adoption.

Le projet est composé de cinq titres, sous les dénominations suivies.

## TITRE PREMIER.

### Des importations.

L'article premier établit un droit égal de cinquante centimes par cinq myriagrammes à l'entrée et à la sortie des cotons en laine.

Par modification de droit à l'entrée, et par liberté à la sortie, le Gouvernement a voulu favoriser l'arrivée d'une matière première pour un grand nombre de fabriques, et filer le tricot, et laisser à la spéculation une libre carrière.

Le changement de tarif sur les cotons filés a évité des réclamations multipliées ; elles se sont compliquées encore à l'égard des toiles de fil et cotons et des toiles de coton et mousseline d'origine non prohibée (art. 2 et 3).

Des particuliers instruits, des chambres de commerce, ont proposé un autre mode encore plus propre à concilier les intérêts des fabriques et les intentions du Gouvernement. Ces observations honorent le commerce. Elles sont la preuve de son indépendance et de sa confiance dans le Gouvernement. Mais cette proposition de substitution de motif, moins embarrassée en apparence dans l'exécution, n'a pas satisfait les vœux du Gouvernement pour l'intérêt général du bien public, ni pu calmer ses justes inquiétudes sur tous les genres d'attaques de l'industrie étrangère, en vertu sur toutes nos frontières.

(1) Le rapport de Perrée ne se trouve pas au Moniteur. Note le donnons en extenso.

D'abord les filatures de coton multipliées à grande fraie désiraient la prohibition de la filature étrangère; le Gouvernement a jugé cette mesure prématurée :

Puis que nos filatures n'ont pas encore atteint le degré de fin nécessaire à nos fabriques de mousselines;

Parce que la prohibition absolue du fil de coton étranger les freinerait dans la marche des filatures.

Avec l'échelle du droit de 4 à 6 francs, suivant le degré des numéros du coton filé de 30 à 100, courir donc les intérêts de la spéculation et de la fraude; et la preuve, c'est que le fil de coton, sans avoir augmenté le prix draps l'établissement du droit, a baissé par la crainte de l'appel du coton filé étranger, et qu'il est constant que nos fabrications de toiles n'ont pas été interrompues et que le Gouvernement n'a pas tiré un grand avantage de ce droit regardé comme prohibitif, puisqu'il n'est entré depuis quatre mois que quatre milliers de coton filé de n° 31 à 60.

Et si on pouvait supposer que le droit cumulé aurait couvert un degré supérieur, les fabriques de mousselines auraient profité du droit, et le travail de nos filatures n'aurait pas été ralenti.

Des observations plus fortes encore ont été mises en avant contre le droit d'entrée sur les toiles de fil et coton, les toiles de coton et mousseline d'origine non prohibée.

Ce droit est ramené sur le poids, la largeur et la longueur des pièces : autant de less rug croquis qu'il y aura de mètres carrés ou logarithme.

L'élévation de ce droit a moins frappé encore que les difficultés, les retards, la détermination de la marchandise, et les frais multiples du déballage et du remballage.

Au lieu d'un système aussi compliqué, on a cru que le droit combiné sur le poids et sur l'estimation était encore plus satisfaisant que sur le fil de coton; on a proposé d'ajouter à ce mode la faculté de préemption de la part des douanes, en payant au déclarant des marchandises dix pour cent en sus la déclaration; enfin la facilité pour les douanes de payer la valeur du déballage et les dix pour cent en traités à six mois, afin de satisfaire à leurs engagements par le produit de la vente de l'objet saisi.

On a répondu que le droit au poids était injuste par sa disproportion du gros au fin; que l'application d'un double droit au poids et à l'estimation avait toujours été abusif; qu'il serait encore davantage dans les circonstances; que la préemption renouvelée aux douanes renouvellerait aussi l'exemple de l'envahissement des marchandises saisis; que le mode du paiement transformerait les receveurs en directeurs des douanes, en magasiniers, au préjudice de leur institution et au scandale du commerce.

L'administration des douanes a répondu par un fait se reprochant des difficultés et des dommages de déballage de la marchandise; elle a présenté un tarif en tables rectangulaires. La longueur numérotée sur une colonne horizontale coupe à angle droit de lignes perpendiculaires indiquant la largeur en tête des colonnes. Les cases qui forment ces lignes contiennent la qualité du droit pour le poids d'un kilogramme.

Cette indication est suivie d'un calcul proportionnel à raison du poids des pièces de toile de coton, qui est ordinairement d'un kilogramme sept hectogrammes.

L'administration assure que ce système prévient toutes les difficultés, que les premières plaintes contre la nouveauté de ce mode ont cessé,

et qu'elle est trop pénétrée des intentions bienveillantes du Gouvernement pour ne pas proposer elle-même nos promptes satisfactions à ces plaintes fondées du commerce.

Nous avons dû approfondir ces allégations respectives, et vous exposer des faits plus déterminants que les regrets de l'habitude et les théories d'un nouvel état.

Il est remarquable que l'ancien droit de 8 pour cent sur les toiles de coton, monté aujourd'hui à 18 pour cent, ait préservé la quantité proposée par les chambres de commerce :

Avant cette différence que leur proposition, combinée sur le poids de l'estimation, laisse les douanes dans l'embarras des préemptions, et le spéculateur dans la tentation de l'estimation frauduleuse.

Tandis que le droit actuel, établi sur les proportions de longueur et de largeur contrôlées par le poids sur une table invariable, montre de suite au commerce et aux douanes leurs obligations et leurs devoirs.

Il y a plus : tout annonce que ce droit n'est pas répulsif des toiles de coton étrangères par nos imprimeries; depuis quatre mois, il en est entré en assez grande quantité pour payer 360 mille francs de droits, quantité qui n'aurait payé avant le tarif que 168 mille francs.

Et qu'on ne croie pas que cette différence de 192 mille francs, préjudice au bénéfice du trésor public, ait été prélevée sur le fabricant de toiles peignées, et en dernière analyse sur le consommateur. La négative est prouvée par la stabilité du prix des toiles imprimées.

Cette exigence s'explique par la diminution de vingt pour cent qu'on a opérée les toiles peignées à l'impression dans le marché où la rivalité jalouse concentre les marchandises des Indes; il en résulte une perte de 10 millions pour le rompage anglais (1), qui ne voit pas sans effroi nos filatures et nos tissages fournir laide à nos techniques l'indian propre à nos besoins et à notre exportation chez nos alliés; le commerce des toiles à l'impression n'a donc souffert aucune dépréciation par le défaut de matière et de consommation. Au contraire, cette filature surpasse les résultats les plus renommés de l'étranger; le prix raisonnable du coton repousse l'importation, et l'exportation de nos fines toiles peignées est irrécusable par l'élégance du dessin, par la vivacité et la tenue des couleurs.

Cette branche de commerce met en mouvement une grande masse d'individus qui, par leur sexe ou leur faiblesse, ne pourraient supporter les travaux de l'agriculture, les fatigues et les dangers de la navigation et des armées.

C'est aussi pour réserver tout le travail possible à nos imprimeries qu'on outre le droit imposé aux toiles de coton. Celles peignées en toiles d'une seule couleur paieront 50 centimes de plus par mètre carré, et les peignées ou tréfilées en plusieurs couleurs, 1 franc par mètre carré.

Par suite du même principe, on a dû augmenter encore le droit d'entrée sur les mousselines brodées; elles paieront d'abord moins qu'elles paieront d'abord, par l'addition du fil de la broderie, et cependant cette main-d'œuvre leur donne un valeur bien supérieure, à égalité de finesse aux mousselines; le nouveau droit est une prime en faveur de l'élégance de nos modes, aux-

(1) La vente de la compagnie indienne ordinairement à 60 millions. Il y a eu à la dernière vente une immersion d'argent.

quelles il importe de conserver leur supériorité.  
Et c'est encore par la même vue d'encouragement que l'article 6 du titre 1<sup>er</sup> porte la remise du droit payé à l'entrée lors de la sortie de ces mêmes toiles imprimées.

L'article 5 régle les formalités à observer lors de l'introduction dans les départements.

L'article 7 détermine les bureaux d'entrée.

L'article 8 accorde une modération de cinquante pour cent, tant qu'il durera la guerre, sur la morue et le poisson blanc, sec, salé ou fumé, cette modération convient à l'interruption de nos pêcheries, et profite à l'Amérique les dispositions favorables du Gouvernement, le même sentiment s'annonce pour le bar en ark par la réduction du droit sur le stockfish (4 fr. par 5 myri); cette réduction est l'effet de la fidélité du Gouvernement à d'anciennes transmissions avec cette puissance.

L'article 9 fixe sur le vendange et sur le moût venant de l'étranger un droit proportionnel à celui du vin venant aussi de l'étranger.

Les Français des départements de la rive gauche du Rhin, de Narbonne, de la Saône, de la Loire, du Tanaro et de la Stura, propriétaires de vignobles sur la rive droite du Rhin, ou dans les contrées voisines de ces départements, sont exceptés de ce droit pour la vendange et le moût provenant de leurs propriétés.

L'article 10 accorde un privilège à la fabrique d'aiguilles dans le département de la Moselle; l'entrée du fil d'acier indispensable à cette fabrication n'est assujéti qu'au droit de la balance du commerce.

Ces fabriques sont élevées à un tel degré de perfection, qu'elles ont la préférence à l'étranger de semblables surtes, signalés par des facilités qui dépendent du Gouvernement, sont un aversissement à l'industrie.

## TITRE II.

### Des exportations.

Les droits à la sortie sur les différentes marchandises désignées au ce titre sont favorables à notre agriculture, puisqu'ils tendent à nous réserver les engrais provenant des mares de leur espèce d'huile dont nos voisins sont très-avides, ainsi que la gaulle, herbe précieuse à la teinture.

La sortie de la vendange et du moût de vin par ces départements au delà des Alpes, soumise au droit de 90 centimes par 5 myriagrammes, ne contraste pas les échanges avec les contrées voisines.

Le droit sur les cartons fins n'est qu'un moyen de reconnaître la sortie et les progrès dans ce genre d'industrie.

## TITRE III.

### Des marchandises prohibées.

#### Section I.

##### Prohibition de sortie.

La prohibition de sortie de diverses denrées, soit de première nécessité, soit d'utilité première, est une mesure commandée par l'illustration des nations et par les besoins de la guerre; on reste donc soumis à annoncer ne commercer ni à l'agriculture que cette prohibition cessera avec les causes qui l'ont fait naître.

#### Section II.

##### Prohibition d'entrée.

L'article 11 est rédigé en entier contre les denrées coloriales et les denrées et marchandises provenant des fabriques et des colonies d'Angleterre.

En manifestant son juste ressentiment contre des ennemis à qui tous les moyens sont bons, le Gouvernement tend au contraire une main généreuse à ses alliés et aux nôtres.

Toutes difficultés sont prélevées avec les navigateurs de ces puissances.

Les articles 15, 16, 17, 18, prescrivent les formalités à suivre par leurs capitaines lors de leur déclaration dans nos ports, l'ordre de ces forces en le changeant de destination, n'entraînent pas le confiscation, mais ils imposent l'obligation de convertir la valeur du chargement entré en produit des manufactures françaises à exporter à l'étranger.

Les marchandises du Levant, du cru du pays auquel appartient le bâtiment, ou des productions du Nord, sont exemptes de ces formalités, lorsqu'il n'y a point de commissaires de nos relations commerciales dans les ports où les bâtiments ont chargé (art. 18).

L'article 20 porte encore une stipulation favorable à l'égard des apôtres, ou cas de retour forcés en Angleterre; l'examen de leurs papiers et de la cargaison, la décision à leur égard, sont attribués au directeur général des douanes, sous l'approbation du ministre de l'intérieur.

## TITRE IV.

### Des denrées coloniales et des entrepôts.

#### Section I.

##### Des denrées coloniales.

L'article 21 établit un droit de vingt francs par cinq myriagrammes sur les poivres importés par le commerce français au droit du Cap de Bonne-Espérance. Ce droit tombe entièrement à l'avantage des poivres du cru des îles de France et de la Réunion. On a voulu encourager par cette préférence la culture du poivre qui a déjà fait des progrès sensibles à ces colonies. Leur climat ne se borne pas aux échanges d'une culture prospère; leur courage et l'aide de leurs navigateurs pendant la dernière guerre présentaient assez de preuves pourrout dans celle-ci, avec une flotte, une armée et des capitaines qui ont à justifier la confiance du Gouvernement.

#### Section II.

##### Des entrepôts.

Le port de Batoune est compris au nombre des entrepôts pour le tabac en feuille venant de l'étranger; c'est un récompense méritée, et que justice rendra à sa position; et, par analogie territoriale, Mavence et Cologne ne peuvent recevoir de marchandises prohibées dans leur entrepôt (art. 22 et 23).

## TITRE V.

### Dispositions diverses.

La circulation des grains et des denrées, dans les deux myriamètres des troupes, était assujéti à des passe-ports et à des acquits-a-caution sur papier timbré; l'article 24 lève cette entrave onéreuse à l'agriculture et à la consommation; lors des aides seront délivrés sur papier libre.

L'article 25 accorde quatre mois de crédit aux raffineurs pour les sucres bruts, tels ou tercia tirés des entrepôts.

L'article 31 exprime la punition réservée à la fraude des objets désignés dans la loi, six mois de prison, et non au pour la récidive.

Les fraudes à main armée continueront d'être jugées conformément à la loi du 13 floral an XI (art. 36).

Tribunaux, toutes ces dispositions vous prouvent

la sollicitude du Gouvernement pour l'amélioration de l'agriculture et du commerce intérieur.

Déjà notre industrie s'est perfectionnée malgré les désastres de la révolution et de la guerre.

Nous achetons des armes à l'étranger, et nous échangeons d'armes exportées à l'étranger.

Nos cures laines, d'une qualité intérieure, ne souffrent pas à nos besoins. Nos laines ont acquis une perfection inconnue, et nos courvaches, cela à l'étranger, nous l'ont le bénéfice du travail sur les cures en poil que le Portugal et l'Espagne échangent avec le commerce de nos laines et de nos moides.

L'importation du sucre en pain, en sucre pilé, venant de l'étranger, écrasait nos raffineries.

La prohibition sur cet objet, contestée, combattue, et enfin adoptée, a tellement encouragé nos fabriques de l'intérieur et des départements réunis, que leur produit surpasse notre consommation, et qu'au lieu de le prix de ce sucre raffiné, malgré le fort droit sur l'entrée du sucre brut, malgré les circuits de l'armage, et trompé par sa modification les calculs des spéculateurs et les craintes du consommateur.

S'approprier le domaine du travail relatif à tous les autres de produits et consommations étrangères, est le complément de la prévoyance du Gouvernement.

Le commerce extérieur de l'Europe semble croquer sous sa propre activité : il n'est plus de monde à découvrir et à civiliser pour faire valoir les manufactures. Le régime d'une industrie acquise par des valeurs idéales se détruit par une extension disproportionnée aux consommations. La puissance de l'Angleterre s'est écoulée de ses propres mains, celle de la France s'affaiblit sur un territoire immense, fertile et peuplé, sources de puissances toujours renaissantes et de valeurs bien plus solides que les revenus des Indes bientôt à l'événement par ce même effet de domination et d'orgueil qui donna la liberté à l'Amérique.

Cette puissance nouvelle stipule maintenant entre deux nations, qu'après avoir tenu haut pour le progrès de la civilisation et des arts, nous avons droit d'attribuer de leurs gouvernements leur respect et celui de l'univers.

Cependant l'un modifie et exécute sans cesse des plans de restauration sociale et de morale publique, l'autre sacrifie constamment son honneur et sa loi à la conservation du monopole du commerce du monde.

Mais la guerre dont Malte fut le prétexte, la réalisation des tributs des Indes, la véritable raison finit par une catastrophe qui venge l'humanité des larmes de la famine, du meurtre et de l'esclavage, depuis l'Indoustan jusqu'à l'Éthiopie.

Tribuns, je vous ai soumis les objections faites au projet, et leur solution par les faits, et par l'exposé des vœux du bonfratisme. Il ne peut écorner des intérêts opposés, quand le bien public est en sa supériorité, quand sa pensée se voit vaste plan à ses rapports avec les puissances voisines et le nouveau monde, et d'ailleurs il y a d'autant plus de courage sans doute à s'écarter des routes frayées de l'administration, que ses actes blessent souvent les habitudes du présent, plus sensible à ce qu'il éprouve qu'à ce qu'il espère, et que la reconnaissance de l'avenir peut seule imprimer à ces actes le sceau de l'utilité.

Le champ de bataille de l'industrie est aux frontières, les douanes sont aux avant-postes. La variation des droits d'entrée ou de sortie, ho-

lément ménagée, devient notre plus forte sauvegarde, notre garde la plus sûre chez nos voisins et nos rivaux.

La section dont je suis l'organe propose au Tribunal d'adopter le projet de loi sur les douanes, renvoyant les dispositions relativement aux arrières depuis la loi du 8 février au XI.

Le Tribunal ordonne l'impression du rapport de Perrot et ajourne la discussion sur le projet de loi.

La séance est levée.

## COMPS LÉGISLATIF.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN FANTASIE.

Séance du 21 centième au XII (lundi 12 mars 1864).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté. Les citoyens Bugeat-Prémont et Grotol, conseillers d'État, sont introduits.

Le citoyen **Bugeat-Prémont** présente un projet de loi relatif à l'attribution d'une loi sur le Tribunal criminel du département de la Seine de la connaissance des crimes de faux du timbre national et des billets de la banque de France. — En voici le texte et l'exposé des motifs :

Projet de loi.

Art. 1<sup>er</sup>. Le tribunal criminel du département de la Seine connaîtra, en outre et à tous les autres tribunaux, et contre toutes personnes, conformément aux articles 1 et 2 de la loi du 2 février au XI :

1<sup>o</sup> Les crimes de contrefaçon du timbre national et des billets de la banque de France ;

2<sup>o</sup> Les crimes de fabrication de faux billets, soit de la banque de France, soit de banques de départements, et de fabrication de faux billets, ainsi que de la destruction de faux billets en de faibles billets desdites banques ;

3<sup>o</sup> Les crimes d'introduction ou de distribution, sur le territoire français, de billets desdites banques, faibles ou faibles à un pays étranger.

Art. 2. Si les agents commis par le Gouvernement pour la vente et la distribution du papier timbré national sont convaincus d'un crime criminel timbré ou un faux timbre ou d'un crime de papier timbré d'un faux timbre, ils seront punis de mort.

Art. 3. Tous crimes que les agents du Gouvernement commettent dans, qui se commettent complices de ces crimes, seront punis de la peine de mort sans délai.

Art. 4. Le crime d'introduction sur le territoire français de faibles faibles faibles, faibles sous faibles en pays étrangers, et le crime de destruction de faux faibles faibles ou faibles faibles desdites banques, seront punis de mort conformément à l'article 36 de la loi du 24 germinal au XI, concernant la banque de France.

Art. 5. A compter de la publication de la présente loi, tous les décrets pour toutes personnes aux articles précédents seront renvoyés devant le tribunal criminel du département de la Seine, avec les procès et procédures déjà commencées, pour y être, toutes procédures, terminées avant l'expiration desdites procédures.

Art. 6. Dans tous les procès des crimes de faibles et autres crimes relatifs au timbre national du département de la Seine, et dans tous les cas, qui ont déjà été renvoyés au tribunal criminel du département de la Seine, les deux membres de tribunal pourront concourir au jugement. Le tribunal ne pourra cependant juger qu'en nombre pair, et en outre au nombre de six.

Motifs.

Citoyens législateurs, un projet de loi, portant attribution au tribunal criminel du département de la Seine de la connaissance des crimes de faux relatifs au timbre national et aux faibles de la banque de France, vous avait été présenté.

Le projet a paru susceptible de changements. Je vais avoir l'honneur de vous les exposer, et en même temps les motifs qui les ont déterminés.



Dans le premier projet, il n'était question que de faux relatifs aux billets de la banque de France; reproduit la loi du 21 germinal an XI, relatif à cette banque, fait mention (art. 31) de celles qui peuvent, sous l'autorisation du Gouvernement, se former dans les départements. Le dernier article de cette loi ordonne que les fabricateurs de faux billets, soit de la banque de France, soit des banques de départements, et les falsificateurs de billets émis par elles, seront assimilés aux faux-monnayeurs, pourvuivis, jugés et condamnés comme tels. La loi ayant ainsi prononcé sur la forme de procéder et sur les peines contre les crimes relatifs tant aux billets de la banque de France qu'à ceux des banques départementales, il y avait d'autant plus de raison d'attribuer également la connaissance de tous ces crimes au tribunal de la Seine, que, par l'article 31 déjà cité de la même loi, il est déclaré que les billets qui seraient émis par les banques des départements ne pourraient être falsifiés qu'à Paris.

Le second chapement est relatif au crime de contrefaçon de faux timbre.

Le projet nouveau est à cet égard plus développé.

On y a prévu le cas où du papier aurait été sciemment timbré avec des faux timbres, et le cas de la distribution de papier timbré d'un faux timbre.

Si ce crime a été commis par d'autres que par ceux à qui le Gouvernement a confié la vente et la distribution du papier timbré, c'est à la fois au faux et au vol des deniers d'une contribution publique. On propose de prononcer dans ce cas la peine de deux années de fers. C'est celle qui est portée dans le Code pénal (1<sup>er</sup> partie, titre I, section VII art. 4) contre les contrefacteurs du timbre national, et dans la loi du 13 brumaire an VII contre ceux qui abusent du timbre national pour timbrer et vendre frauduleusement du papier timbré.

Mais si ce sont les agents même commis par le Gouvernement pour la vente et la distribution du papier timbré national, qui sont convaincus d'avoir sciemment timbré avec ce faux timbre, en distribuant du papier timbré d'un faux timbre, alors il y a une telle complicité de crimes, et de pareilles préventions peuvent être si importantes, qu'il n'est regardé comme indispensable de prononcer contre eux la même peine que contre ceux qui distribuent des billets de banque faux et falsifiés.

Un troisième changement dans le nouveau projet de loi est relatif au nombre des juges qui pourront connaître de chaque affaire.

Lorsque, par la loi du 27 ventôse an VIII, le tribunal criminel de la Seine a été organisé, il a été composé d'un président, d'un vice-président et de six juges. Ce nombre a été depuis augmenté, et il a été porté à douze par la loi du 7 pluviose dernier.

Le même tribunal a été divisé par ces lois en deux sections.

Dans la loi du 23 floréal an X, qui a créé des tribunaux spéciaux pour le jugement des crimes de faux, on a distingué les villes où se trouvent la loi un tribunal criminel et un tribunal civil de première instance, et les villes où il n'y a qu'un tribunal criminel.

Dans les villes où sont les deux tribunaux, on prend dans chacun le président et deux juges pour composer le tribunal spécial.

Dans les lieux où il n'y a qu'un tribunal criminel, on adjoint les suppléants et un ou plusieurs

hommes de loi pour compléter le nombre de six juges, qui, selon cette loi, doivent nécessairement concourir au jugement.

Cette organisation des tribunaux spéciaux n'était point applicable au tribunal criminel du département de la Seine. Sa propre composition lui fournissait, et sa loi, le nombre de juges requis par la loi, il n'a ni emprunté des juges d'un autre tribunal, ni appelé des suppléants ou des hommes de loi. C'est ainsi qu'à son égard la loi du 23 floréal an X a été exécutée.

Les tribunaux spéciaux créés par cette loi n'étant sur six juges qui doivent nécessairement concourir au jugement, et celui du département de la Seine ne trouvant composé de douze juges, et divisé en deux sections, dont il résulte de ces circonstances que, dans le tribunal criminel de la Seine, il ne doit y avoir que six juges à connaître de chaque affaire, et que les autres en sont exclus.

Les juges du tribunal criminel de la Seine demandant qu'il soit décidé si, dans les affaires compliquées et importantes, ils peuvent, pour parvenir plus sûrement à la vérité, réunir leurs travaux et leurs lumières.

Ils ont en leur faveur l'exemple du mode de composition des tribunaux criminels usé dans tous les temps. Toujours on a fixé le nombre des juges qui doivent nécessairement concourir au jugement; mais ce nombre n'a jamais été un motif d'exclure les autres juges siégeant au même tribunal. Le plus grand nombre de juges a toujours été regardé comme un avantage pour les accusés.

Si ce tribunal n'a été divisé en sections, cette division n'a pu pour avertir que la plus prompt expédition d'affaires très-multiples. Mais d'ailleurs la question à décider se rencontrait encore dans le cas où tous les juges ne pourraient pas, à raison d'empêchements particuliers, se diviser en deux sections, mais où il en resterait plus de six qui se présentaient pour juger.

On trouve dans le dernier état de la législation, et relativement des tribunaux spéciaux, une organisation suivant laquelle le nombre des juges est variable : ce sont les tribunaux créés par la loi du 18 pluviose an IX, ramposés du président, de deux juges du tribunal criminel, de trois notaires, et de deux citoyens ayant les qualités requises pour être juges. Selon cette loi, les juges doivent être au moins au nombre de six, et les autres ne sont point exclus. Si, dans les tribunaux créés le 23 floréal an X, il y avait en plus de six juges, il n'y eût eu aucune raison pour ne pas suivre le même ordre : il n'y en a également aucune pour l'interdire au tribunal criminel du département de la Seine qui, dès avant cette loi, était composé de plus de six juges.

Mais, en même temps, on a dû leur enjoindre de ne pas s'écarter de la règle qu'on trouve établie dans cette même loi du 18 pluviose an XI, règle suivant laquelle, lorsque le nombre de juges est plus grand que celui des six qui doivent nécessairement concourir au jugement, le tribunal ne doit juger qu'un nombre pair; ce qui donne à l'accusé l'avantage de ne pas avoir été condamné si l'un des plus sévères ou prévaut de deux voix : cela est d'ailleurs conforme au système général de la législation actuelle, suivant lequel le nombre des jurés est aussi un nombre pair.

C'est d'après toutes ces considérations qu'il a paru conforme aux règles anciennes et modernes de la justice criminelle, de ne pas refuser aux

juges du tribunal criminel de la Seine l'autorisation de réunir leurs lumières dans le jugement des procès qui sont enoqués dans le projet de loi, sans cependant qu'ils puissent juger autrement qu'à nombre pair, et au moins au nombre de six.

Le Corps législatif arrête que ce projet de loi sera communiqué au Tribunal par un message.

Les citoyens Séguir et Grelet, conseillers d'Etat, sont introduits.

Le citoyen **Séguir** présente un projet de loi relatif à l'exemption de contribution foncière dans les communes de Bressuire et de Châtillon.

En voici le texte et l'exposé des motifs :

Ces deux législateurs, le projet de loi que le Gouvernement nous charge de vous présenter aujourd'hui a pour objet de rendre l'exemption à deux villes riches et florissantes, et que les guerres civiles ont presque totalement détruites.

Mais il vous paraît si de questions à discuter, de principes à établir, d'avantages et d'inconvénients à balancer : l'exposition des faits sera sans doute pour vous l'exposition suffisante des motifs d'une loi que réclame l'humanité, et que dote la justice ; et lorsque nous venons vous proposer des moyens de réparer de grandes pertes, d'adoucir de longs malheurs, d'effacer de douloureux souvenirs, il ne nous est pas permis de douter de votre assentiment.

Nous savons par notre longue expérience que le Gouvernement, en réservant une grande générosité, en fermant son projet réparateur, ne propose pas un acte de justice et de bienfaisance, prévient vos désirs et répond à vos vœux.

Tandis que, dans toute la France, par un cruel et cruel édit des lois que vous avez rendues, on voit depuis quatre ans l'ordre succéder au chaos, l'espoir à la crainte, l'activité à la langueur ; quand partout on répare des ruines, on rétablit des ponts, on creuse des ruisseaux, on dessèche des marais ; lorsque de toutes parts on voit l'agriculture fleurir, la commerce renaitre, l'industrie se développer, les ateliers se peupler, les écoles se former, les temples se relever, et de riches colères sortir de leurs dévotions ; il existe encore quelques malheurs qui peuvent affliger nos regards, en leur offrant les déplorables traces de nos discordes civiles, et les tristes monuments de cette ruine de la Vendée qu'admirait le grand peuple républicain, celui du gouvernement républicain, et dont le génie du bien doit et veut faire disparaître enfin les vestiges et les souvenirs.

De tous les lieux qui ont été le théâtre de ces troubles sanglants, de toutes les villes du département des Deux-Sèvres, celles qui ont le plus souffert des fureurs des partis, ce sont les villes de Bressuire et de Châtillon ; elles ont été presque totalement détruites, et elles ne présentent encore que des ruines.

Les manufactures de laines de Bressuire occupent autrefois trois mille ouvriers, à peine aujourd'hui peut-elle donner asile aux différents fonctionnaires publics qui doivent y résider. De quatre cents maisons, seul quarante quatre seulement ont été relevées ; le reste n'est qu'un amas de débris, et ne produit au contribuable foncier que trente-trois francs quatre-vingt-dix-huit centimes.

Châtillon possédait aussi plusieurs manufactures, la moitié de cette ville a été sacrée, et ses habitants ruinés, mais une dénommée, dont déjà d'utiles efforts pour relever leurs bâtiments, rappeler leurs ouvriers et rendre la vie à leur commerce.

Ces deux villes ont à la bienveillance empressée du droit sacré, celui du malheur, et le Gouvernement auquel en leur faveur la même générosité dont la ville de Lyon a ressenti les effets. Par la loi du 7 nivôse an IX, les propriétaires lyonnais, dont les maisons avaient été démolies pendant le siège, et qui les ont fait ou feront rebâtir, doivent être exemptés pour dix années de toute contribution foncière sur ces maisons.

Vous leur faites sans doute qu'il est juste d'ordonner aux infortunés propriétaires de Bressuire et Châtillon la même exemption.

Mais il ne suffit pas de faire le bien, on doit le faire avec prudence ; il faut que la loi qui encourage l'industrie ne favorise l'indolence ; ainsi le second article du projet de loi exige des propriétaires qui voudraient pour l'exemption proposée, que leurs bâtiments soient élevés dans l'an XII de deux mètres au moins au-dessus du sol.

Tels sont, citoyens législateurs, les dispositions et les motifs du projet de loi soumis à votre sanction. Vous y reconnaîtrez certainement cet esprit réparateur qui anime constamment le Gouvernement de nos nobles principes de prospérité partielle ou générale, de cette sagesse modérée qui veut tout guérir, tout réparer, tout relever, qui inspire tout un jour reconstruire, et de cette humanité éclairée qui ne laisse subsister de souvenirs que dans les cœurs des vieillards de nos familles, de ces anciens orgueilleux et dégoûtés qui rentrent sans cesse dans notre gloire et notre bonheur.

#### Projet de loi.

Art. 1<sup>er</sup>. Les propriétaires des communes de Bressuire et de Châtillon, département des Deux-Sèvres, dont les maisons, dans l'intérieur de ces deux villes, ont été démolies ou détruites pendant la guerre civile, et qui les ont fait ou feront rebâtir, seront exemptés de toute contribution foncière sur ces maisons pendant dix ans.

Art. 2. Pour jouir de cette exemption, chaque propriétaire sera tenu de justifier avant le 1<sup>er</sup> de l'an XIII que son bâtiment est élevé de deux mètres au moins au-dessus du sol.

Le Corps législatif arrête que ce projet de loi sera transmis au Tribunal par un message.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi du Code civil relatif aux commotions respectueuses.

Les ordres du Gouvernement et ceux du Tribunal sont introduits.

**Le Président.** Le citoyen Gillet a la parole.

**Gillet** (de Seine-et-Oise) (1). Législateurs, de tous les rites où les enfants demeurent soumis à l'autorité paternelle, le mariage est celui où elle conserve le plus longtemps son influence.

Bien que l'homme à l'âge de dix-huit ans révolus, et la femme à quinze ans, ou soient plus incapables de contracter mariage, cependant leur consentement ne suffit pas encore pour une union dont les conséquences ont tant d'importance pour la vie civile, et que tant de passions peuvent envahir de leurs pièges : c'est pourquoi, nous longtemps que leur maturité dure, le mariage qu'ils contracteraient sans le concours de leur famille peut être frappé de nullité.

Cette peine est la conséquence de l'impéritie de leur volonté, et la loi du Code civil qui la prononce a confirmé en cela les principes rationnellement reconnus par toutes les lois antérieures, énoncées par toutes les ordonnances, et posées dans le droit romain.

(1) Le discours de Gillet ne se trouve pas au Moniteur. Nous le donnons in extenso.

Toutefois une circonstance ne doit pas être oubliée : c'est que, par le décret du 20 septembre 1792, les conditions de la majorité ont été changées : au lieu de 25 ans accomplis, il n'en a plus fallu que 21 pour l'attribution.

De sorte que l'on pouvait bien dire alors que la même sauvegarde subsistait toujours pour les mineurs, mais on ne pouvait pas dire qu'elle subsistât toujours pour le même âge.

La loi du 26 ventôse an XI, au Code civil, a pris un juste tempérament entre ces deux termes ; elle a reconnu pour parfait le consentement des filles aussitôt que leur vingt-unième année serait révolue, parce qu'en effet l'âge de la maturité commence plus tôt pour elles.

Elle a supposé également parfait le consentement des hommes de vingt-ans pas, alors qu'il ne subsisterait plus que des collatéraux dans leur famille, parce que la volonté de ceux-ci ne lui a pas paru éclairée par une affection assez sûre pour se mêler à la volonté du mariant.

Mais pour l'homme qui a encore des parents ascendans, l'âge où le consentement devient parfait a été reculé à l'ancienneté majorité de vingt-cinq ans. Jusque-là il n'est censé vouloir, pour se constituer lui-même une nouvelle famille, que ce qui venait avec lui ceux dont la tendresse n'a cessé de veiller sur son sort.

Tel est le premier degré de l'insubordination filiale.

Le second commence à l'âge où le consentement de l'un des de famille a acquis toute la perfection nécessaire au contrat. A la vérité, le mariage qu'il contracte alors sans le concours de l'autorité paternelle n'est plus exposé à la peine de nullité ; mais il ne suit pas de là que cette autorité doive être entièrement méconnue.

En effet, puisque le mariage est destiné à élever des mineurs de la famille, et que par lui les pères vont perdre de leurs enfants un nouvel ordre de descendants, n'est-il pas juste qu'ils ne demeurent pas étrangers à ce contrat, de qui dépend l'existence de leur postérité ?

Un autre côté, leur surveillance et leur consentement sont une garantie de plus pour les destinées qui doivent se joindre à celles de leur famille. C'est une protection souvent efficace que ces destinées acquiescent contre les périls dont elles peuvent se trouver environnées ; et sans parler ici de tous ceux dont la carrière du mariage est semée dans son cours, nous avons vu trop souvent, un malice de nos jours de désordre, qu'elle était souillée dès l'entrée par la bigamie : moins de fertilité pour se consacrer à l'empire paternel, et alors épargné une erreur au coupable et des pleurs à ses victimes.

La première loi précise en cette matière fut l'ordonnance de 1556, par Henri II, qui prononça : « que les enfans de famille ayant contracté, ou qui contracteront au-delà de leur mariage clandestin, contraient en fraude et consentement et au dol de leurs pères et mères, puissent, pour telle irrévérence et ingratitude, être par leursdits pères et mères et aucun d'eux, exhérédés et exclus de leur succession. »

Une chose très-remarquable dans cet édit, c'est qu'il avait, comme on le voit, un effet rétroactif sur les mariages déjà contractés. Ce caractère n'est peut-être pas le seul motif, et que des ambitions de courtoisiers aient dû se joindre à la sagesse qui sentait vivement réclamée (1).

Aussi les circonstances politiques qui avaient inspiré cette mesure étant une fois passées, on ne tarda pas à sentir qu'elle était trop absolue qu'avait mis un frein à l'indépendance des enfans ; il fallait songer, par un juste retour à ménager quelque faveur aux unions qu'un sentiment réfléchi leur faisait désirer. Cette modification fut introduite par l'ordonnance des États de Blois, tenue en 1579. La peine de l'exhérédation devint toujours subsistante à l'égard des fils jusqu'à l'âge de 25 ans, et à l'égard des filles jusqu'à vingt-cinq ; mais, passé cet âge, ils en furent affranchis, pourvu qu'avant de contracter mariage ils se fussent mis en devoir de requérir l'avis de leurs pères et mères.

Ces règles, après avoir été en vigueur pendant plusieurs siècles, furent tout à coup effacées de notre législation en 1792. Prêt-à-être la cause du discrédit où elles tomberaient faillit être dans les motifs étrangers qu'on leur avait donnés trop souvent pour qu'on. L'orgueil s'en était égaré à plusieurs époques pour protéger des vaines distinctions de famille ; et ce qu'il avait presque jusqu'alors de plus précieux dans l'autorité des pères, c'était d'acquiescer entre les races un ménage qui n'était à ses yeux qu'un sacrilège.

Il était très-convenable sans doute de rejeter dans le mépris et l'oubli un tel excès de déraison ; mais s'en prévaloir pour rompre tous les liens de la déférence, n'était-ce pas tomber dans un excès opposé ?

Le Code civil a rétabli ce qu'il y avait de bon à cet égard dans notre ancienne jurisprudence, sans redoubler les vices morales par une extension odieuse.

Les pères y conservent le droit de former opposition aux mariages de leurs enfans, même après leur majorité, et lorsque ceux-ci n'ont pas obtenu leur consentement, ils sont obligés au moins de demander leurs conseils.

Pendant, si tant l'avouer, cette sage disposition manquait d'une sanction suffisante, et il est été prématuré d'en occuper avant cette session ; car lorsque la loi sur le mariage fut décrétée l'août 1792, les règles des successions encore livrées à la discussion se trouvaient incertaines, et l'on doutait si l'exhérédation ou serait pas la peine imposée au fils coupable envers son père.

Aujourd'hui ces règles sont fixes ; il est décidé que l'ordre reconnu des hérédités ne sera point troublé par ces déterminations excessives que le courroux paternel, odieux d'abord avec chaleur, et qui bientôt la bonté désavoue. Il a donc fallu songer à d'autres moyens pour assurer à son autorité une juste garantie.

Ce moyen, on l'a trouvé dans la responsabilité de l'officier public. Il est le magistrat que la loi prépose pour gardien de l'état civil. C'est à lui de vérifier si tous les caractères qui doivent concourir à la validité des actes dont il est le ministre se trouvent accomplis. Y manque-t-il ? sa sanction est d'autant plus grave que la confiance en lui

que le duc de Montmorency avait donné à mademoiselle de Piange sans le consentement de sa famille. Le pape Paul IV, à qui le roi et le comte de Montmorency des dispenses pour cela et le duc de Montmorency de cette promesse, afin qu'il pût épouser madame Farnese, fille naturelle de Henri II, approuva beaucoup de retardement à expédier la dispense. Il tomba en cela complaisant au duc de Guise, jaloux du nom qui avait fait la réputation de Montmorency allait acquiescer par ce mariage. Ce fut dans ces circonstances que fut donné l'édit touchant les mariages clandestins (Abrégé chronologique de l'histoire de France, par le président Bénédict. Voyez aussi *Moniteur*).

(1) L'ordonnance de cet édit fut la promesse de mariage

ne plus étendue, et qu'il n'a pas, comme les constitutions, l'excuse de l'ivresse des passions et de leur aveuglement.

Les points portés entre les prévarications de ce genre, dans les articles 5 et 6 du projet, ont paru être mesurés dans les bornes d'une prudente sévérité.

En s'occupant de remplir cette lacune, il a paru qu'on simplifierait le travail, si l'on y joignait en même temps quelques dispositions réglementaires nécessaires à son exécution.

Ainsi l'on a déterminé les formes des sommaires respectueux. Déjà ces formes se trouvaient tracées dans deux arrêts de règlement, l'un du parlement de Paris, du 27 août 1692, l'autre du parlement de Toulouse, du 36 juin 1723; on les a soigneusement copiés; le ministère du notaire pourrait être le seul employé à ces sortes d'actes. Mais, au surplus, ils se feront désormais avec une gradation de délai et une simplicité de formes qui distinguent avantageusement le projet d'avec l'ancienne jurisprudence.

On a dû prévoir les cas où ceux dont le conseil doit être demandé se trouvent absents. Ces cas sont fréquents, et les moyens de les constater n'étaient pas encore bien fixés; l'usage n'y ayant servi que par des loires arbitraires ou équivoques, comme tout ce qui est indiqué par lui seul. Le seul projet résolvait beaucoup d'incertitudes, et était à plusieurs difficultés, en déclarant avec précision les actes qui pourraient former la preuve de cette absence.

En jure, législateurs, lorsque je vous ai parlé des pères dans ce discours, vous savez déjà que toutes les dispositions qui leur sont relatives résolvent également aux mères, et même au second degré de l'ascendance. Ce second degré nous a paru assez distinct de l'autre, pour y lier le dernier lieu votre attention.

Le Code civil est la première loi qui ait exigé en termes exprès le consentement des aïeux et aïeules, ou au moins la réquisition de leurs conseils pour les mariages des mineurs; sous ce rapport, il a d'abord causé quelque étonnement et même plusieurs embarras.

En effet l'édit de 1566, l'édit de 1575, et les ordonnances subséquentes en parlent que des pères. Et lorsque des personnes obscures avaient été amenées depuis à penser que les aïeux demandant, au défaut des pères, succéder à leurs droits, elles étaient décidées uniquement par des inductions tirées du droit romain, ou bien par la nature même de l'existence romaine.

Amatrons néanmoins que ces inductions seraient sans force maintenant, puisque, d'un côté, les aïeux, d'après notre Code civil, n'exercent pas, comme dans le droit romain, la puissance paternelle, et que, d'un autre côté, ils sont aïeux que les pères dans l'impuissance de disputer.

Après cela peut-être vôt-il été indispensable de poser de nouveau les motifs de l'autorité donnée aux aïeux, si, après nos longs ébranlements, l'impératrice était motus frappé de la nécessité de raffermir l'ordre de la société par l'ordre des familles.

Quoiqu'il en soit, le Tribunal a dû se décider en faveur du projet proposé, par cette considération qu'il n'est que la conséquence immédiate et nécessaire des dispositions déjà décrétées; c'est au temps à indiquer celle de ces dispositions qu'il faut faire fléchir devant l'expérience.

Ce vote est pour l'adoption.

Après avoir entendu le demandant la parole, il est procédé au scrutin.

Le dépouillement donne le résultat suivant. Nombre des votants 350 : pour l'adoption 248, contre 2.

Le Président proclame que le projet est converti en loi.

La séance est levée.

## TRIBUNAT.

PRÉSENCE DE CITOYEN DUVIDAL.

Séance du 21 ventôse an XII (samedi 12 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance du 19 ventôse est adopté.

Le Corps législatif transmet, par un message, au projet de loi portant attribution au Tribunal criminel de la Seine de la connaissance des crimes de faux relatifs au timbre national et aux billets de la banque de France.

Ce projet de loi est renvoyé à l'examen de la section de législation.

Par un second message, le Corps législatif adresse le Tribunal d'un projet de loi portant exemption de contribution foncière dans les communes de Brezère et de Châtillon (Deux-Sèvres).

La section de l'intérieur est chargée de l'examen de ce projet de loi.

Favard, organe de la section de législation, fait un rapport sur le projet de loi, livre III, titre XVI du Code civil, relatif au dépôt et au sequestre. (Ce rapport ayant été reproduit devant le Corps législatif, sous forme de discours, dans la séance du 23 ventôse an XII, nous le supprimons ici pour ne pas donner deux fois le même document).

Carrión-Néau fait un rapport sur le projet de loi qui établit des séminaires métropolitains (1).

Citoyens tribuns, l'orateur du Conseil d'Etat a déjà fait remarquer que, la loi même du 18 germinal an X ayant porté aux académies un séminaire des communes protestantes, il n'eût plus question aujourd'hui que du clergé catholique, dont l'organisation dans cette partie est tout en arrière, et ne connaît encore qu'un principe général, posé dans la concordat et renfermé dans la section II de la livre II de la loi organique du concordat, article 23, qui ne contient que ce peu de mots :

« Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires; »

Et qui ajoute : « Les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du Premier Consul. »

C'est donc uniquement sur les moyens de propagation et de perpétuité du clergé catholique en France, que votre attention va être appelée.

Cet objet sans doute est digne de toute votre sollicitude. L'influence d'un ministre de la religion est incontestable; elle est très-heureuse pour l'Etat quand elle est bien dirigée.

Les magistrats punissent le crime quand il est perpétré; c'est aux ministres des autels qu'il appartient d'en étouffer les premiers germes dans le cœur de l'homme, d'arrêter les premiers mouvements des affections vicieuses, de recueillir les premières larmes du repentir.

L'importance et la dignité du ministre des autels a toujours été proportionnée à l'importance de son ministère.

Avant cette révolution, dont l'organisation actuelle de la société fut le but et le résultat, et dont tous les magistrats existants devaient être les gardiens, trois ordres consultaient l'Etat.

(1) Le Ministère ne donne pas le rapport de Carrión-Néau, nous le publions en entier.

Le clergé était le premier de ces ordres.

Ce n'était qu'après lui que venaient, et la noblesse, et ce tiers-état qui du droit alors n'était encore qu'une partie de la nation, quoique de lui et depuis longtemps il fût la seule nation, par une suite nécessaire de l'extension du commerce, de la diffusion des lumières, du perfectionnement des arts, et en général de toutes les découvertes modernes.

Cette vérité évidente pour tous les esprits éclairés fut proclamée par la Révolution.

La noblesse, telle qu'elle était alors, concurrençant par ses privilèges et ses exemptions de son existence privilégiée, depuis que l'invention de la poudre à canon, neutralisant la force du corps et les avantages d'une éducation gymnastique et chevaleresque, présentait à jamais les peuples peccés de l'invasion des barbares, et donnant, dans la guerre, la principale influence au nombre, à la fermeté, à la science.

Le clergé vit également cesser les causes effrayantes de sa prépondérance comme corporation politique, quand la doctrine cessa d'être le privilège des clercs, et les trésors de l'érudition, leur propriété exclusive; quand, par le secours de l'imprimerie, tout le monde put puiser la science dans ses sources; lorsque enfin un médiocre degré d'instruction ne fut plus le travail de toute la vie.

Ceux qui embrassent une science, un art, une étude quelconque, trouvent de la considération dans la société et la raison de la difficulté de parvenir à un certain degré de connaissances dans cet art ou cette science.

Ainsi la considération du clergé, comme corps, avant dû décroître à mesure que ce qui l'avait produit était devenu facile et vulgaire.

Il y a dans une nation trois grandes fonctions, dont toutes les autres ne sont que des branches ou des ramifications :

Combattre, instruire, travailler.

Tout qu'un des ordres de l'État avait exclusivement combattu ;

Tout qu'un autre avait été l'unique dépositaire de l'instruction ;

Tout que le troisième enfin avait été seul appliqué, ou condamné à travailler et à reproduire les richesses.

La division en ordres avait été suffisamment motivée ; mais ce qui est vrai dans un siècle ne l'est plus dans l'autre.

L'action du temps, l'influence des événements et des décrets se sont avoués entre ces différents corps, mais séparés ; tous combattant, tous rivalisant ; en un mot, le clergé ne subsistait plus, comme ordre de l'État, qu'à la faveur des souvenirs de son ancienne existence, et par l'influence des trésors que cette ancienne existence avait accumulés dans ses mains.

Quand la force virtuelle, quand la puissance de fait eussent existé, la force résultante de la convention et du droit n'est plus que nominale, et ne tarde pas à être atteinte et finalement anéantie.

C'est ce qui est arrivé au clergé.

Il a dû se fonder de nouveau dans l'État, et redevenir ce qu'il avait été dans l'origine, ce qu'il ne peut cesser d'être, qu'un religieux même et la loi, c'est-à-dire un corps d'édification, dépositaire des secours spirituels.

Ces notions étaient incontestables ; la Révolution s'en est emparée ; mais les passions révolutionnaires en ont abusé, et si s'en est suivi de grands malheurs.

On a confondu l'existence politique du clergé avec l'existence même du royaume et de ses ministres ; les palais bâtis des deux ordres au Palais, et l'État lui-même, et le sanctuaire, ont été enveloppés dans le même naufrage politique.

Mais à Dieu ne plaise que l'affecté de retirer les des scènes douloureuses ; de suppléer dans leurs lugubres détails des temps de tristesse et d'iniquité !

L'oubli des maux est le premier pas vers leur réparation.

L'humanité à les rappeler et à les peindre est le plus sûr indice qu'on brèle d'en reproduire de semblables.

Le culte est rétabli ;

L'Église gallicane est reconstituée ;

Sa hiérarchie est organisée ;

Son territoire n'est l'État est assuré.

Les temples retentissent du chant des fidèles qui demandent à Dieu de longs jours pour celui qui les a rachetés de la dispersion et de l'opprobre ; pour celui qui a été ramené miraculeusement des lieux mêmes qui furent le berceau du christianisme, pour s'élever au milieu de nous tous les péchés, faire resser toutes les plaintes.

Mais il ne suffit pas d'avoir tiré des ténèbres et du mal, d'avoir rassemblé du midi et du nord, du couchant et de l'aurore, des hommes vieilles par un long âge ou par le malheur, il est temps de leur donner des coopérateurs, de leur désigner des successeurs, et de leur permettre pour nos enfants un héritage de doctrine et d'éducation.

C'est l'objet de la loi qui vous est proposée.

Ainsi vous de voir quel esprit a dû prévaloir à sa conception.

La connaissance des temps y doit être marquée.

L'ensemble et les détails dans ont satisfait une politique libérale, mais prévoyante.

La patrie a droit de stipuler des garanties pour les citoyens.

C'est aussi un devoir pour elle, de faire tout ce qu'elle peut au faveur des prêtres qui adressent au ciel des vœux sincères pour sa prospérité et pour sa gloire.

Toutes ces conditions sont-elles remplies ? C'est ce qui va résulter de l'examen que nous allons faire du projet, article par article.

## I.

Le premier article établit un séminaire par chacune des métropoles, ce qui donne dix séminaires dans l'étendue de la République ; c'est beaucoup moins qu'il n'y avait d'anciennes universités ; et pour les ecclésiastiques, c'est par ces établissements que les universités sont remplacées.

Premièrement d'ail, des ecclésiastiques irréprochables ont semblé valoir que la prérogative naturelle et reconnue dans l'article déjà cité des lois organiques, qu'on les évêques de surveiller l'enseignement et la conduite de ceux à qui ils doivent ouvrir les portes de la sainte Église et imposer les mains, soit d'une importance si haute, et dont ils rendent un jour un compte si sévère au souverain pape, que cette prérogative, dis-je, ne fut attribuée par l'établissement préalable des séminaires métropolitains aux lois du Gouvernement local.

Mais le plus simple examen de la loi, la lecture de l'acte organique du concordat, auxquels la loi relative se réfère, doivent suffire pour faire évanouir toutes les craintes.

L'usage presque immémorial de l'Église, l'es-

grit des concils, ne souffriront aucune altération. L'établissement des séminaires est un effet de la plus haute antiquité.

Il en est parlé dans le second concile de Bâle, en 1529 :

Dans celui de Tolède, en 633 ;

Dans le concile de Paris, en 829.

Dans les temps les plus reculés, la puissance ecclésiastique s'est jointe, comme aujourd'hui, à la puissance ecclésiastique pour donner de l'activité à ces établissements et pour en diriger l'esprit. Les capitulaires de Charlemagne et de Louis-le-Debonnaire en font foi.

Les pères du concile de Trente, avertis par une expérience récente des maux innombrables que pouvait causer à l'Eglise l'abolition de la doctrine, le relâchement de la discipline et des usages, dans leur vingt-troisième session, au chapitre 18 de la réformation, s'expriment ainsi :

« Que toutes les églises cathédrales, métropolitaines, etc., soient tenues d'établir des séminaires pour y élever les jeunes clercs dans la doctrine ecclésiastique, et les former à l'exercice des saintes fonctions auxquelles ils sont destinés. »

Pour qu'aucun évêque, ni archevêque, ne s'en dispense, le concile établit des surveillants qu'il charge de faire exécuter ses ordres.

« Si les prélats, dit-il, des églises cathédrales se rendaient méprisants à l'égard des séminaires, il sera du devoir de l'archevêque de reprendre l'évêque, et du synode provincial de reprendre l'archevêque. »

Cette disposition du concile semble avoir en quelque sorte présidé à la loi que vous est présentée.

L'ordonnance de Blois, article 24, et la Déclaration du 15 décembre 1688, enjointement, conformément aux volontés de l'Eglise, d'établir des séminaires partout où il n'y en avait pas.

Ainsi l'établissement et le bon ordre des séminaires a toujours été, par les deux puissances spirituelle et temporelle, jugé également essentiel, également intéressant.

La puissance civile n'aurait, sans doute, leur accord beaucoup plus de secours qu'elle en peut le faire aujourd'hui.

Dépendant, malgré ces soins et ces secours, il n'y avait point encore de séminaire dans toute les diocèses, et les circonstances ne permettent pas aujourd'hui à tous les diocèses d'en avoir, le droit des évêques n'en est point infirmé ; ce cas n'a rien d'étrange et de nouveau ; il a existé autrefois, et il peut se renouveler encore sans aucun grave inconvénient.

Plusieurs autres raisons doivent faire approuver les restrictions édictées ; d'abord la crainte légitime des frais qui sont tous à la charge du trésor public, et plus encore cette circonstance, qu'il y a un bien moins grand nombre d'ecclésiastiques à former que par le passé.

On pouvait autrefois vouloir entrer dans l'état ecclésiastique par d'autres vœux que celles de se livrer aux fatigues du ministère, par d'autres motifs qu'une vocation déridée pour les travaux évangéliques.

On ne peut aujourd'hui ambilonner le sacerdoce que par des motifs dégagés de tout intérêt humain.

Un certain nombre seulement de ministres, savoir, depuis l'évêque jusqu'au curé de première classe inclusivement, seront obligés d'avoir suivi toutes les études des maisons d'enseignement que la loi établit et défère.

Ces circonstances n'ont rien de fâcheux ; moins il y en a de ministres de la religion, quand il y en a toutefois assez, plus ils sont respectés, moins ils sont nécessaires par le petit nombre des places à remplir, plus leur vocation peut être éprouvée, plus leur choix peut être sévère ; moins il en sont innés dans le siècle, et plus leur caractère est imposant pour les peuples, qui les voient moins fréquemment et de moins près.

Ainsi toutes les raisons tirées des maximes politiques et des circonstances nouvelles concourent à faire approuver ce premier article du projet de loi.

Nous reviendrons sur ces considérations lors de l'examen des articles 2 et 6, dont le développement et achèvement de dispenser les ecclésiastiques qui ont pu s'élever au sujet de l'abrogation exclusive jusqu'à présent des libertés de la puissance civile aux séminaires métropolitains.

## II.

L'article second, le plus important peut-être du tout, offre le tableau des objets qui doivent fixer l'étude des élèves :

1° La morale.

La morale, le besoin le plus pressant des sociétés ; la morale, sans laquelle les esprits ardents et sensibles peuvent faire du dogme une arme dangereuse et troubler la société au nom de Dieu ;

2° Le dogme, sans lequel la morale, à son tour impuissante et vague, n'a ni sanction ni règle, ni principe ni fin ;

3° L'histoire ecclésiastique, qui montrera aux jeunes clercs que dans tous les temps les hommes les plus véritablement chrétiens furent aussi les plus véritablement citoyens, que le siècle doit imiter, et que la modération est le véritable esprit de l'évangile, et la plus saine politique de ses ministres ;

4° Les maximes de l'Eglise gallicane. Ces maximes ne sont autre chose que les vérités éternelles qui renouent, par un enchaînement non interrompu de traditions également respectables et constantes, jusqu'à la source de l'auteur même de toute vérité, qui, interrogé sur les droits des deux puissances, répondit cet oracle si souvent répété : *Rendez à Dieu ce qui est à Dieu, et à César ce qui est à César.*

Paroles ainsi commentées par l'apôtre : « Toute âme est soumise aux puissances de la terre ; car toute puissance vient de Dieu, est ordonnée de Dieu, et qui lui résiste, résiste à Dieu même. »

Le titre 1<sup>er</sup> des articles organiques du concordat exprime et consacre en lui-même toute la substance de ces principes fameux, posés et développés dans la déclaration faite en 1682 par le clergé de France.

C'est là ce qu'on entend et ce qu'on révere sous le nom de maximes ou de libertés de l'Eglise gallicane.

Ces maximes sont un bouclier contre lequel se sont brisés en tout temps tous les traits perfides. Sans l'importance attachée à leur conservation, sous prétexte de l'unité religieuse, l'unité politique eût souffert plus d'une atteinte, l'intégrité de la loi eût été le prétexte de bien des tentatives contre l'intégrité de la patrie.

La législation, toujours attentive à conserver le dépôt de ces maximes et de ces principes gallicans, veut qu'elles soient au sein de l'église de France, et les laisse entrer dans l'enseignement des jeunes ecclésiastiques ; elle veut qu'elles brillent au dehors, en prescrivant cette branche essentielle d'instruction à ceux qui étudient le droit



qu'à des hommes de bien et doivent être pris en considération.

Quelques-uns des saints canons, par des motifs respectables, s'opposent à ce que les rituels rangés dans les ordres professent l'art de guérir; mais sur un tel point on peut être attaché au soin bienveillant qui prendrait au mieux rural aide des connaissances requises, on desservirait l'intérêt, de donner des conseils salutaires à ses ouailles sur le régime le plus propre à leur conservation.

Rien ne s'opposerait surtout à ce qu'instruit dans l'agriculture, ayant quelque teinture des autres connaissances les plus utiles, il ne prêtât aux soins ruraux et ne jouît en quelque sorte à la distribution des biens spirituels celle des biens temporels.

Les lumières, aujourd'hui communes, doivent faire goûter ces idées; mais que dirait-elles devraient rendre ces vœux inutiles.

Il est un autre vœu plus doux à former, plus pressant à remplir, c'est celui de voir arriver le moment où le Gouvernement pourra assurer un traitement convenable à cette partie du clergé qui est encore dans une véritable souffrance; à ces respectables, à ces utiles, descendants des campagnes qui, entre les ouvriers évangéliques, sont les plus exposés à tout le poids du jour et de la nuit.

Il faut espérer que des circonstances plus calmes, un état du trésor public plus prospère, et, par la suite, des moyens qu'on verra d'établir permettront bientôt d'arriver à ce résultat désiré.

Les dispositions des rituels, leur série à honorer les vœux du Gouvernement, la soumission avec laquelle ils se prêtent à des sacrifices nécessaires et profitables, à rendre à César ce qui lui est dû; telles sont les bases de l'espérance raisonnée qu'on peut concevoir, que ce moment heureux, ce salut légitime ne sont pas indéfiniment ajournés.

## VI.

Le sixième article achève de dissiper les alarmes de ceux qui pourraient penser, par exemple, que des dissidences d'opinions entre le métropolitain et les suffragants pourraient, en jetant de l'agitation entre eux, produire du désordre dans l'Eglise et par suite dans l'Etat.

Cet article ordonne que les directeurs et professeurs soient nommés par le Premier Consul, sur les indications amicalement et convenablement données par l'archevêque métropolitain et les évêques suffragants.

Ici tous les intérêts sont sagement conciliés.

Le chef de l'Etat nomme et décide parce que l'Eglise est dans l'Etat.

Parce que ces ecclésiastiques ont et doivent avoir de l'influence parmi les citoyens, et que par là même, il importe que la puissance civile connaisse les ecclésiastiques, les dirige de loin et ne les perde jamais de vue.

Les indications sont données par les suffragants aussi bien que par le métropolitain; car, si celui-ci par lui-même suivait une voie capricieuse ou écartée d'usages affectueux, ces indications seraient corrigées par celles des suffragants; et le Gouvernement, éclairé par cette dissidence même et devenu plus attentif, choisira en pleine connaissance de cause et avec toutes les probabilités d'un bon choix.

## VII.

Enfin l'article septième contient deux dispositions, dont la première, qui semble en paraître une

disposition de pur détail, a cependant dans cette partie même, et sous plus d'un point de vue, une grande importance morale, littéraire, politique.

La seconde est la base matérielle de l'édifice, la garantie des moyens d'existence des séminaires métropolitains.

Cette première disposition de l'article 7 décrée une maison nationale à côté de ces établissements, et dans cette maison une bibliothèque.

Ce dernier mot rappelle à l'esprit à tous les esprits les services immenses, et qu'on ne saurait trop reconnaître, rendus aux lettres, aux sciences, par la religion chrétienne, ses ministres et ses solitaires.

Quand cette religion monta sur le trône avec Constantin et ses premiers archangeurs, on put se flatter que les siècles d'Auguste et de Périclès allaient renaitre à la fois. Combien de noms fameux, presque contemporains! Augustin, Léon, Basile, Jérôme, Tertulien, Origène de Nazianze, Chrysostôme, Lactance, Boèce, Sidoine Apollinaire et tant d'autres, semblaient prêts à rallumer le flambeau des lettres grecques et latines, et les auraient pu faire revivre en effet dans tout leur éclat, si l'Europe avait pu elle-même résister à cet assaut de barbares, presque tous barbares et sectateurs des hérésies qui déformaient l'Eglise, et non moins ennemis de Rome catholique, que de Rome savante et polie.

Pendant la longue nuit que la domination de ces hérésies vainqueurs étendit sur presque tout l'univers connu, les asiles de la piété furent ouverts aux lettres; et comme j'ai déjà vu l'occasion de le dire devant vous, mes collègues, on peut comparer ces maisons d'études et de paix, retrades sacrées et inviolables, à des vaisseaux ancrés dans les ports, qui, à travers l'océan des âges et le déluge des barbares, ont conservé le dépôt des connaissances qui ornent et consolent le genre humain, comme un arche dans un autre déluge avait conservé le genre humain lui-même.

Nous avons presque entièrement perdu l'espérance de ces hommes séculaires et laborieux qui disposaient en silence les matériaux, que l'esprit et le génie mettaient ensuite en œuvre et rendent populaires.

La profession d'érudit a presque disparu.

Elle est incompatible avec les occupations et le fracas du monde et de la société; elle s'accumule singulièrement de la vie retirée et solitaire.

Elle pourra renaitre sans inconvénient et avec beaucoup d'avantages dans le silence et le recueillement, au sein des établissements que vous allez organiser et avec les secours que vous leur donnez.

Un trop grand nombre de ces sortes d'établissements, un trop grand luxe surtout, seraient un choc sans doute.

Mais leur absence totale est un défaut et un mal réel dont on s'aperçoit et dont on souffre.

La société, comme l'individu, a mille genres de besoins; une sage législation cherche à être secourable pour tous, sans être abusivement impudique pour aucun.

Une bonne administration ne bail rien, n'exclut rien, et, d'un autre côté, elle ne porte à rien une affection aveugle et démesurée.

La seconde disposition de ce septième article arrête qu'il sera assigné une somme convenable pour l'entretien et les frais desdits établissements.

Dans la première rédaction, dans celle qui a été soumise à votre section de l'intérieur, lors de la communication confidentielle du projet de loi,



conformément à un usage dont les bons effets sont tous les jours mieux sentis ; dans le premier texte, dis-je, on livrait le mari de doléance au lion d'airain et se frois d'établissement.

Cette expression de doléance a été disarçonnée avec malice.

Votre section a pensé que, pour plusieurs, peut-être elle semblait supposer que des lions-froids pourraient par la suite rentrer par cette voie dans la minorité.

Cette crainte pourrait être en quelque sorte regardée comme chimérique, puisqu'il n'était pas possible d'imaginer qu'on voulait violer, par cet article, un article de l'acte organique du concordat ; tel fondamentale, en telle matière, qui porte une prohibition expresse et formelle en ces termes : « Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement, et les jardins attenant, ne pourront être affectés à des usages ecclésiastiques, ni possédés par les curés ou de culte à raison de leurs fonctions. » Cet article ne réclame à celui qui régle la manière de faire les fondations, et qui veut qu'il n'y ait ni puissent être faites qu'en rentes constituées sur l'État, et avec le concours du Gouvernement ni non autorisation.

Toutefois le scrupule, même excessif sur cette matière, a paru préférable à un manque de précaution.

Votre section a pensé qu'une résistance absolue à toute idée possible d'une propriété foncière quelconque au sein même, à tout iradition prochaine ou éloignée du clergé vers l'indépendance politique, devait être regardée comme maxime fondamentale et inséparable dans le nouveau système du Gouvernement français ; et en conséquence, de peur que l'expression même n'induisit en erreur sur l'intention, quoique celle-ci ne fût pas douteuse, votre section a demandé, par l'organe de ses commissaires, et le Gouvernement a accordé le changement du mot de doléance au ceux qu'on lui aujourd'hui dans les lieux que nous avons l'honneur de vous présenter, encreux et frois, etc., etc.

C'est la seule difficulté qui ait eu lieu et le seul qui ait été demandé.

### VIII.

L'article 8 n'est susceptible d'aucune observation ; il est de forme et du protocole, et tout-à-fait indispensable : il atteste que le Gouvernement pourvoit, par des règlements d'administration publique, à la parfaite exécution de la loi.

Telle est l'œuvre inépuisable, dans une assemblée et dans ses détails, la loi que vous avez renvoyée à l'examen de votre section de l'Assemblée.

Votre section la juge propre à faire prospérer un clergé tel que l'État l'a voulu, l'Empire, et déjà, sur plusieurs points, l'éprouve.

Ce n'est pas l'ancien clergé de France qu'il faut ouïr à faire revivre ; ce n'est pas tout son esprit qu'il faut réveiller ; ce n'est pas telle vertu, ou, si on peut s'exprimer ainsi, telle façon de cet ancien corps qu'il faut ressusciter.

Les hommes bien souvent nous trompent : sans doute il faut profiter des notions et des leçons de l'histoire ; mais il ne faut effacer le souvenir d'une époque particulière.

Tout passe, tout s'use, tout périt.

Pendant ce dernier drame-acte de la dynastie espérante, perdre sous tant de rapports pour la gloire nationale, le clergé, travail lui-même en secret comme toutes les autres parties de l'État, ne s'étonne-t-il pas de la longueur ?

Depuis longtemps, il était humilié du présent, inquiet de l'avenir.

Dans la décadence générale de tous les ordres et de toutes les classes, les hommes qui se partaient pour successeurs des illustres solitaires de Port-Royal n'étaient-ils pas de vils contumaces ? et cette société, célèbre par la hauteur de sa prétention, ne montrait-elle pas l'aspect affligeant d'une compagnie d'agileurs complaisants du langousteur Lavalley ?

Un ordre tout relatif de reproduire les choses passées qui corrompraient les avantages présents !

Que les sectateurs d'un état si rare et si souvent limités d'être exclusifs des opinions et des parus qui, dans les derniers temps, ont divisés l'Église de France, opinions et parus qui tous ont eu des rhos respectables ; que tous ces sectateurs, dis-je, se rallient et se confondent dans les lumières et la tolérance du véritable christianisme, comme les rhos de ces opinions et de ces doctrines s'embrassent et se rallient aujourd'hui dans la voie du père des lumières et des modérateurs.

Qu'un clergé nouveau s'élève du milieu de ces ruines ! ne commissions qu'un corps et qu'un esprit, celui de la nouvelle Église gallicane, telle que le concordat l'a rétablie par une transaction profondément sage, lucrative et politique, entre les maximes éternelles et immuables de l'Église et les principes qui régissent et améliorent l'administration temporelle des États modernes.

Et pour parler le langage de l'Église même : *Accedat cetera, noscitur, verba, vocat et opera.*

Ministres des autels, les religions qui vous nous enseignent peinent souvent le passage de l'homme sur la terre sous l'emblème d'un voyage pénible, d'un doloureux pèlerinage !

Combien d'en sont pas les terribles les fatigues et les dangers, quand l'époque en est plus ou non la tempe ardent des révolutions politiques, quand on marche, ayant sans cesse les volcans sous le pied, la foudre sur la tête, et tout autour de soi le déchaînement de nos passions humaines, plus dévorantes que la foudre et que les volcans !

Avant de nos besoins par les laïcs, c'est alors que les ministres de la religion doivent redoubler de charité expansive, inépuisable, qui adoucit nos maux, efface nos douleurs, et nous aide surtout cette grande souffrance de conscience qui place les citoyens entre la religion ou la patrie.

Dans ces circonstances, des ministres indiscrets ou trop superbes, avides des secours spirituels, ré- gneraient de régler l'homme naturellement religieux dans les bras de la philosophie humaine, qui répond et imparfaitement au cri de son cœur.

Légers, vous êtes maintenant auprès du vœu de bonté ; vous ne souffrez pas que ce soit le Samaritain qui verse le baume sur ses blessures.

Votre section de l'Assemblée pense que le Gouvernement ou pouvait pas faire moins pour un clergé qui doit pourvoir efficacement l'État, et que, d'un autre côté, il ne pouvait pas faire plus pour un clergé qui est dans l'État et non de l'État, et dans un système de politique qui ordonne de tenir fermement, sans les rapports temporels, le sacerdoce subordonné à l'Empire.

Votre section vous propose l'adoption du projet de loi.

Le Tribunal entendue l'impression du rapport et ajourne la discussion.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif aux douanes.

Le Président. Notre collègue Picot a demandé la parole.

**M. A. Pichet (I).** Citoyens tribuns, il est toujours difficile d'insister sur une chose et encore une loi d'exception ; et peut-être est-il plus convenable de se en abstenir dans beaucoup de cas. (Moulti, p. 1). La nature des choses, les motifs ne peuvent être connus qu'imparfaitement ; quand ces motifs reposent sur l'erreur au sujet des vérités morales que sur de s'extremes de tribuns ; quand la confiance aux lumières et aux intentions du Gouvernement est entièrement méritée ; quand surtout lorsque l'appli, comme aujourd'hui, d'une résolution provisoire, d'une loi d'exception, s'en peut le dire ainsi, alors il est plus sage, je le crois, si elle ne présente d'autres raisons, au moins un grand, de recevoir cette loi telle qu'on nous la donne, l'est-à-dire améliorée déjà par d'autres communications et libérales entre les autorités qui préparent la rédaction définitive, et de vous en remettre au temps, à la force des choses, et à la sagesse de Gouvernement, pour tous les changements dont elle pourra devenir susceptible dans un court avenir. C'est là, tribuns, le vœu que j'exprime aujourd'hui, et que je vous invite à inscrire sur la loi proposée.

Mais il ne s'agit pas de réelle adhésion, qui serait donnée implicitement dans certains cas, que les questions générales d'intérêt public et d'économie politique ne puissent et ne doivent être examinées quand le sera de nos travaux les amène en présence, et quand ces questions touchent aux intérêts les plus chers du grand public auquel nous appartenons. Certes nous remplirons mal les devoirs de notre mission, si, par des motifs indignes d'elle, nous gardions le silence, lorsque notre place et notre conscience nous ordonnent de parler. Je viens donc, mes collègues, soumettre à vos réflexions quelques considérations que je ne lis qu'effleurer l'autre dernière, lorsque vous m'accablerez la parole sur une loi du même genre que celle qui nous occupe aujourd'hui. C'est loi fait partie intégrante du système des douanes; et système touche d'une part à l'économie de l'industrie, de l'autre au revenu public, et sous une triple face à nos relations avec l'étranger. Tout ce qui peut nous faire du bien ou du mal, sous ces trois points de vue, mérite sans doute d'être soigneusement examiné, et j'ai saisi cette occasion de vous en parler parce d'un objet sur lequel l'opinion n'est point encore fixée, et dont l'importance n'éclaque à aucun des yeux qui m'écoutent.

Il est de fait que non-seulement en France, mais dans surent nation, les grandes questions d'économie politique sur les trois objets que je viens de désigner ont été résolues, la théorie même de l'impôt en général est encore incertaine. Si existait chez chaque nation un système basé qui approchât de la perfection, les gouvernements ont trop d'intérêt à la solution de ce grand problème pour qu'ils ne le fassent pas de leur commune. S'insistant on elle aurait été trouvée.

Vous les voyez, au contraire, la rhétorique avec solennité, faire des tentatives patétiques qui amènent des résultats presque toujours négatifs, quelquefois nuisibles, trouver le seul en cherchant le bien, et laisser ternir à regret par le délaçage qui accompagne toujours le contraire, des mesures sages d'ailleurs, et paternelles. Vous voyez aussi des écrivains politiques, d'un mérite réel, diffuser d'opinion, et sur les principes fondamentaux de la science économique, et sur les bases mêmes de la taxation : les uns voudront la borne au sol, comme la source de toute production; les

autres le portent sur l'individu qui jouit des produits et les consomme. Les gouvernements dans leur action, les écrivains dans leurs théories, nous racontent et froissent nécessairement la propriété, cette base de toute civilisation. C'est à aimer ce choc inévitable, c'est à adjoindre ces froissements qu'on ne peut supprimer dans la grande machine politique, qu'il faut sagement se borner.

Cette machine est fort compliquée, dans l'état actuel de la société; la multiplicité de ses rouages ne laisse plus guère apercevoir ni le force motrice, et les leviers principaux : c'est là pourtant qu'il faut atteindre, si l'on prétend perfectionner. Résignons la pour quelques moments à sa recherche principale. Ce n'est point une spéculation oiseuse que je vais vous présenter, mes collègues, c'est une digression roste et nécessaire si vous vous parlez de l'impôt, parce que c'est la seule face sous laquelle un établissement de douane se présente utile, et j'ai à remonter jusqu'aux lois naturelles pour atteindre à des principes certains en matière de taxation. Occupé par état de méditations philosophiques, avant qu'eussent l'honneur de naître, parmi vous, le principal exorbitant m'y ramène à cette tribune où je sollicite, pour quelques instants, votre indulgente attention.

Le Créateur a placé l'homme sur la terre en présence d'une force productrice, toujours en action, et toujours prête à cultiver son rapport avec cette autre force, dont il a doté l'individu, et qu'on appelle la volonté. En parlant primitif et ancien, source et modèle de tous les autres contrats, est provoqué par l'instinct le consolide par l'expérience. « Travailler, dit la nature en soi-même » sont à l'homme, et moi je produirai; travailler, et tu le verras naître des fruits, et ces fruits seront à toi. »

Voilà le premier droit, le plus sacré de tous, la propriété. Il suit donc avec un devoir correspondant, le travail ; Il a pour objet le produit de ce travail : ce produit, c'est le revenu.

« Travailler, dit encore le banalaisant nature, et non-éventuellement le fera nature un revenu suffisant à ses besoins, mais le produira rarement un large surplus : tu y seras donc comme un nécessaire ; tu l'arrangeras pour les enfants, pour ta vieillesse, pour l'ère du bétail ; la volonte, qui me la fait produire, conservera le droit d'en disposer ; elle l'écartera éternellement d'une autre acte sur la terre. Ce surplus, c'est le capital. »

Et, par un encheînement qu'on ne peut entrevoir sans une profonde admiration, le capitel vient être devenu le germe et le moyen de créations nouvelles, de véritables revours; non apparition tend à multiplier indéfiniment les forces productives sur le sol où il a pris naissance, et, en outre, si, par quelque miracle, l'étude de ce sol, sa fertilité, les ses avantages naturels, nous sont connus sous une proportion illimitée. Cette considération est importante; nous aurons occasion de la rappeler.

La sympathie, cette affection première placée dans le cœur de l'homme tout à côté de l'amour de soi, cette affinité morale qui rapproche les âmes comme l'affinité chimique, réunit les éléments de la matière, la sympathie, dis-je, forme les sociétés.

L'individu attiré par instinct vers ses semblables ne tarda point à reconnaître ce qu'il gagnait de force et de jouissances en formant avec eux le faisceau social. Il ne put s'y arrêter sans résister.

### ii) Le discours de Picotet ne se contente pas de Mourir

que portion de sa propriété et sa liberté sous le lien même qui devait protéger le reste. Ce lien, c'est la législation civile et politique qui se donne à nos peuples et se constitue en nations. Le nom qui le maintient et le serre, c'est le gouvernement; le sacrifice par lequel l'homme paie l'avantage d'être gouverné, c'est-à-dire protégé, c'est l'impôt.

Ici nous apercevons encore un contrat tacite : « Je vous prodigue repos et protection, » dit le gouvernement. « Nous vous promettons force et moyens, » disent les propriétés, ou leurs représentants. Il résulte de ce pacte, d'une part, un droit acquis, celui d'exiger protection; de l'autre, une obligation qui pèse sur la personne et sur la propriété.

Remarque, tribuns, que venant de l'homme civil avec l'autorité qui le protège à son type dans celui de l'homme sauvage avec la nature. Celle-ci n'a-t-elle pas imposé toutes ses fureurs, toutes nos joissances? Que sont ces adresses sans antiques sur les laques, et si vulgaires que j'ai à peine les énoncer : « Point de plaisir sans peine; — Point de roses sans épines? » Que sont-ils, ces proverbes, sans l'expression populaire de l'une de ces vérités de fait et d'expérience aussi bien établies dans le monde moral que peut l'être dans le monde physique la gravitation, ou telle autre grande loi de la nature? Ce qu'on appelle ici-bas le bonheur n'est point un résultat simple ou absolu, mais le soldat d'un grand compte; c'est la récapitulation de la vie.

Ce mot me ramène au sujet dont je suis moins éloigné en réalité qu'en apparence; j'ai voulu montrer que l'impôt à sa source dans les lois naturelles, et qu'il est également le prix nécessaire de tous les avantages sociaux.

Il résulte de cette considération plusieurs conséquences; d'abord il est évident que l'impôt doit frapper tous les individus sans exception, quel que soit leur régime, participant aux avantages de l'état de société. Le pauvre doit donc y être soumis comme le riche, dans tout pays où l'un et l'autre sont également protégés. Leur contribution absolue doit être très-différente sans doute; mais leur aliquote relative doit, dans une bonne législation, être rapprochée autant qu'il est possible.

Maïs, direz-vous, quels sont les avantages que retire de l'état de société et malheureux journalier qui gage son pain et celui de sa famille à la sueur de son visage? et s'ils existent pour lui, ces avantages, avec quoi les paiera-t-il?

Je réponds que ce pain qu'il se procure par son travail, l'école dont il s'instruit, la maison qu'il habite, n'existeraient pas pour l'homme sauvage; que sa vie et son repos ne seraient point protégés dans les forêts par l'action des lois et la vigilance du magistrat; que la maritimité de la tranquillité et de l'ordre public procure à ce journalier le moyen d'exploiter à son profit, au lieu des terres qu'il n'a pas, le vaste domaine de l'industrie, souvent aussi productive que peut l'être un sol fertile.

Seu salaires lui forment un revenu; et ses économies, s'il sait et peut en faire, un capital; l'avenir, l'espérance sont toujours devant lui, toujours à lui; et il attend la vieillesse et les infirmités avant d'avoir obtenu un lot dans les chances de la vie, la société lui en offre encore quand la nature le laisserait périr. N'est-ce là un doute sur les avantages respirés des deux situations?

Vous m'accorderez que le pauvre doit l'impôt; mais quand, et comment le paiera-t-il?

Quand? — Tous les jours de sa vie. — Comment? — De la manière la plus douce et la plus insensible : en achetant de ses salaires les divers objets de sa consommation, frappés d'un droit au profit du trésor national.

Ce mode de contribution porte le nom d'impôt indirect, parce qu'on le paie sans s'en douter, et ru achète quelque chose d'utile ou d'agréable; il est toujours à la mesure de la consommation, et par conséquent volontaire; cette couleur de liberté n'est pas un de ses moindres avantages.

Le principe étant admis, le mode d'application présente plusieurs questions intéressantes et solubles sur la nature de la mesure impossible. Cette matière peut être nécessaire, utile, ou agréable; ces trois classes comportent une taxation progressive de l'un à l'autre.

Dans quelques-unes de ces questions, la morale doit être consultée et écoutée. Ainsi la mesure fiscale qui tendra à prévenir des excès nuisibles aura ce mérite du plus : celle qui aura pour effet d'empêcher des actions utiles devra être repoussée.

Si l'impôt doit atteindre le pauvre, combien ou doit-il pas envelopper l'homme aisé et le riche? La garantie que présente le Gouvernement aux propriétaires tout une prime d'assurance proportionnée à la masse des jouissances qu'ils ont richesse leur procure ou leur promet. Examinons sous quelles formes générales cette prime peut être payée.

D'abord il serait absurde de la prendre sur le capital. Ce serait dire au propriétaire : « Vous allez convertir ru en ru, en un volcan, débris d'un sol une partie de votre terrain » produit, afin de conserver dans leur intégrité » tous vos moyens de production, toute votre richesse. La contradiction évidente dans l'esquise de cette transaction ne prouve la telle : il serait superflu d'y insister. Ou ne peut donc lever cette prime que sur le revenu.

Or nous voyons en présence de ces impulsions placées en première ligne dans le cœur humain. Le désir de conserver ce qu'on possède est presque aussi naturel que celui de savoir son existence même, et qui ne sait que des milliers de créatures humaines exposent tous les jours leur vie pour acquiescer quelque propriété? Ce désir, qui dans son degré moyen d'activité est l'une des forces motrices de la grande machine sociale, est susceptible d'un degré d'excitation excessif sous le nom d'avarice; il possède toute l'énergie d'une passion, il va aussi nous disputer le terrain avec une audace sans adresse. Formons un plan d'attaque sapement combiné, si nous lorgons l'avarice dans ses derniers retranchements, la victoire est à nous tout entière.

Nous procéderons par la sagesse. D'abord l'impôt indirect atteindra l'avarice sans qu'il s'en doute, et quelquefois malgré lui, à la mesure de toutes ses jouissances; il paiera même une partie de l'impôt indirect avancé par le pauvre; car c'est sur le consommateur des produits de l'industrie de celui-ci que retombera le surhaussement occasionné par cet impôt dans son salaire.

Ensuite le contribuable sera, ou propriétaire foncier, ou capitaliste, ou industriel, affaiblons le corps à corps dans ces trois citadelles.

Dans la première, il est assez vulnérable; le sol qu'il possède ou peut être caché. Le produit de ce sol, à raison de son étendue et de sa qualité, est appréciable dans les limites assez exactes; et une aliquote de ce produit annuel peut être facilement exigée et perçue sous le nom d'impôt foncier. Mais cette facilité même aurait une con-

séquence démontre, si l'impôt exigeait était trop forte : il faut convenir qu'elle représente pour le propriétaire l'effet qu'aurait une grêle ou une gelée annuelle sur une partie de son terrain ; ou bien encore, la destruction absolue de la portion de ce capital foncier qui correspond à la réelle culture.

Le capitaliste à la richesse invisible, l'homme au portefeuille, sera spécialement atteint par les diverses formes d'impôt qui porteront sur le mouvement de ce genre de valeurs, sans lequel mouvement elles seraient improductives. C'est le résultat qu'on obtient particulièrement des droits sur les mutations et sur les effets de commerce, impôts désignés sous les noms d'enregistrement et de timbre. Mais ici la modération dans l'application du principe est également essentielle, tout ce qui tend à ralentir ou à entraver le mouvement des valeurs tend évidemment à diminuer la production, et par conséquent la richesse nationale.

Si le capitaliste veut jouir, il paiera l'impôt indirect à la mesure de sa consommation ; si, prodigue comme égoïste, il se crut comme citoyen, des impôts qui frapperont sur des objets de luxe et sur les artisans qui les préparent l'attendront encore.

Enfin, la troisième classe des contribuables, ceux à l'industrie plus ou moins productive, est atteinte par l'impôt des patentes. Comme contribution personnelle, payable à terme fixe, et frappant spécialement l'industrie, elle présente bien des inconvénients.

Il résulte de l'exposé comparatif dont je viens de mettre sous vos yeux les traits principaux, que les impôts de consommation ont en général moins d'inconvénients que les contributions directes ; et je considère, sous ce point de vue, l'établissement des douanes comme l'un des invasions fiscales les plus heureuses par les facilités qu'elles procurent pour l'assiette du col impôt et la perception de la plupart de ses produits.

Il y a loin, pour le dire en passant, de cette profession de foi à celle qu'on m'allribue, je ne sais pourquoi, l'année dernière, on l'avait avancée les mêmes principes dans une circonstance pareille à celle-ci ; sans doute je ne m'expliquai point avec, si vous daignez, mes collègues, m'accorder encore quelques moments d'attention, je chercherai à éviter le même reproche.

Il est correct (et cette latitude est très-sage), chaque fois qu'on parle des douanes, de les représenter comme un établissement spécialement affecté à l'encouragement de l'industrie nationale et à la protection du commerce. Son produit comme impôt est considéré en seconde ligne ; enfin, son influence dans nos relations avec l'étranger est également professée. Sans partir des mêmes principes, je vais examiner successivement les trois faces de l'impôt.

L'autorité qui régit notre grande nation n'adopte point légèrement les vérités d'ailleurs les plus précieuses et les plus évidentes par leur liaison avec l'objet premier de ses sollicitudes, la prospérité publique. Le Gouvernement chrétien avec une constante sollicitude s'entoure de lumières sur tous les objets de l'administration ; il provoque, et dans les départements et dans la capitale, tant de la part des individus éclairés que des corps constitués, des informations authentiques et sûres sur tout ce qu'il lui importe de connaître. Il n'en fait point un secret aux administrés, il attend encore de la clarté du choc des opinions ; et rompre dans l'arène patriotique qu'il nous ouvre une

lance en l'honneur de la vérité, c'est, je le crois, succéder aux vœux libéraux.

L'encouragement de l'industrie nationale : quel charme dans ces trois mots pour des oreilles françaises ! Mais comment calmer le doux frémissement qu'ils excitent ; écartons toute émotion qui troublerait notre jugement, et analysons avec calme et sévère les idées qu'on doit attacher à ces expressions.

L'industrie nationale, prenons-y bien garde, n'est pas une industrie quelconque exercée en France par des Français ; c'est l'industrie assez favorisée en France par des avantages naturels, ou naturels-és, pour appartenir, d'une manière à peu près exclusive, au sol de la France, et en même temps assez productive pour fournir un aperçu à échanger au dehors : telle est, par exemple, l'industrie agricole, qui produit des vides, des huiles, des grains, des rhumors, etc. ; telle est aussi l'industrie manufacturière des soieries de Lyon, des draps fins et grossiers, des toiles de fil ou de lin, des dentelles, des glaces, des porcelaines, des bijoux, et d'innombrables objets de goût que la France est en possession de fournir à l'Europe ; telle enfin sera bientôt celle de l'instruction des bêtes à l'usage lin, doublement précieuse par l'avantage particulier d'appartenir à la fois aux deux classes d'industrie qu'on vient de distinguer. Voilà ce qu'on peut appeler l'industrie nationale.

A-t-elle besoin d'être encouragée, cette industrie véritablement indigène ? Hélas ! non. À l'exception de celle des bêtes à l'usage lin, qui n'est pas encore tout à fait acclimatée, toutes les autres n'ont besoin que de n'être pas découragées par la réaction résultante de l'adoption du système prohibitif ; elles résistent surtout l'exportation libre de leurs produits. On peut s'en assurer sur la mesure et l'habitude pour les développements dont elles sont indubitablement susceptibles, si elles n'étaient pas comprimées par des obstacles de tout genre.

L'industrie que l'appelleraient soi-disant nationale est celle de quelques fabricants privés de genre et d'activité qui cherchent à imiter ou France tels ou tels objets, dont la matière première est étrangère, la main-d'œuvre étrangère, mais dont l'usage leur paraît goûté dans notre pays, et leur promet par conséquent des profits proportionnés à cette préférence.

Indubitablement de leur intérêt, un patriote, qui s'aimait à croire réel, mais qui les aime, leur dit en l'engageant : « Pourquoi arrièrations de l'étranger ce que nous pouvons fabriquer chez nous ? La France est-elle dépendre de personnes, ni être tributaire d'une nation ? »

Le raisonnement à peu près juste, mes collègues, si, frappé de l'inconvénient et de donner à mon tailleur, à mon chapeleur, à mon chapelier, de l'argent qui est un marchand, entre des souliers, des habits et des chapeaux, qui sont au-delà des marchandises, s'apprennent à grands frais le métier de marchand, de tailleur, de chapelier, pour n'être plus tributaire de ces artisans, et me rendre à moi-même. Je serais après tout mal chaussé, mal vêtu ; il m'en coûterait plus cher, mais je serais affranchi de cette servitude insupportable.

Et si je voulais vous forcer, tribuns, parce que j'ai l'honneur d'être votre collègue, à me donner exclusivement votre paucun ra vous offrir pour seule compensation le précieux avantage de ne pas vous servir hors de l'enceinte du Tribunal ; si, pour plus de certitude dans mon opération pa-

triotique, je cherchais à provoquer une prohibition pour élever les objets qui ont fait renommée jusqu'en prix que je voudrais donner à ceux de ma fabrication; ainsi? mais je m'arrête. Ce n'est ici ni le lieu ni l'occasion d'un langage : peu de sujets plus graves s'offriront jamais à vos méditations que celui dont je vous entretiens.

Si, par l'abus de mots le plus étrange et en même temps le plus fatal, on veut appeler tribut la prohibition résultante d'une transaction commerciale, c'est-à-dire du pacte le plus libre qu'il y ait au monde, je vais vous dire, tribuns, qui paie le tribut, de quel côté est la véritable et humiliaute dépendance entre deux nations appelées à des rapports commerciaux : écoutez l'avenement d'un ouvrier anglais, dont la traduction va paraître, et dont le titre exultant annonce assez l'objet : il est intitulé *De la rareté des substances et de la cherté* [1].

L'auteur, après avoir réfuté plusieurs opinions qu'on met ou avait pour expliquer la disette à laquelle son pays est plus ou moins exposé tous les ans, en vient à assigner la véritable cause de ce fléau, la peu de soin qu'on donne à l'agriculture, les taxes qui l'oppriment, les gênes pour lesquelles on l'entrave. « *Minie*, dit-on, les manufactures, en nous donnant de l'argent, nous mettront en état d'acheter le blé de nos voisins. » Cette espérance est vaine et trompeuse. Pour recouvrer toute sa fausseté, il faut rompre la quantité de grains dont on a besoin à celle qu'on peut acheter.

Il n'est entre dans des efforts assez étendus sur la consommation annuelle de l'Angleterre, et on ne doit pas considérer qu'elle éprouve. Le présent tableau de ce que peuvent lui fournir les diverses contrées à grains, tout qu'elle aura de l'argent pour acheter; et voici en ses propres termes le résultat de ces rapprochements :

« Si maintenant, dit-il, nous venons à réfléchir que tous les grains qu'on exporte tous les pays où nous avons accès ne s'élèvent pas à la sixième partie de notre consommation; et si nous déduisons de cette faible exportation la part considérable qu'en relient l'Espagne, le Portugal, la Hollande et d'autres contrées, nous n'aurons plus lieu d'être surpris de la pénurie qu'on nous avons pu, over tous nos efforts, nous procurer par cette voie, et du hauts prix qu'il nous a fallu payer. Il est connu que dans le cours d'une année tout ce que nous avons pu obtenir de ces grains-là, par un sacrifice de 15 millions sterling (375 millions de francs), ne passait pas 2,700,000 quarters (environ 60 millions de boisseaux), en y comprenant les farines d'Amérique, même les mûls ou la farine faite avec ce grain.

« Le résultat général de ces diverses informations est donc que la Grande-Bretagne a agi avec imprudence et même avec folie, lorsqu'elle a commencé d'abandonner l'agriculture pour courir aux autres contrées les produits de ses manufactures. Quoique même encore à présent nous nous maintenions l'effet de cette funeste erreur, il n'a point échappé à l'attention de quelques étrangers doués de plus de discernement. Ils ont prédit les maux qui devaient en être la suite. »

Un autre cite à l'appui de son opinion celle de l'un des premiers négociants de Hambourg, bon éclairé sur l'objet, car sa famille a fait le com-

merce de grains pendant plusieurs générations. Il se se borne point à l'Angleterre, il parle de la France, écoutons :

« En prenant ainsi ce néoconisme la population de la France à 24 millions d'âmes, supposons qu'il y survive une disette qui exige qu'on pourvoie de grains seulement la moitié de la partie de ce nombre d'habitants, on peut affirmer que dans le surplus de grains que peuvent épargner tous les pays à l'Europe et d'Afrique ne suffirait pas pour satisfaire à cette demande, et que tous les vaisseaux que la France serait en état d'équiper ne pourraient pas l'y transporter. »

Ilé bien, mes collègues, de quel côté est le tribut, la dépendance, le danger, dans l'état actuel des choses?... Et vous verriez de sang-froid la France courir tête baissée vers un abîme au fond duquel on voit l'Angleterre se débattre, et demander du papier contre son papier et ses étoffes de coton, aux nations plus sages et plus heureuses qu'elle? Vous fixerez sans effort dans l'avenir l'époque où la terre et la robuste population de la France aura abandonné la charrette et les armes pour s'élever dans des aérêts, y respirer la corruption physique et morale, y fermer les yeux d'insouciance, sans autre perspective finale que les agonies de la famine et du désespoir, sur une terre que la Providence avait couverte, et comme imprégnée de ses herbes productives les plus érigées, et un mal, de toutes ses faveurs!

Loin que je considère avec crainte, au contraire, les manufactures anglaises comme nos fournisseurs d'étoffes et de qu'armes, je crois que nous avons à nous féliciter de ce qu'ils se sont mis en état dans une dépendance qui améliore d'autant notre position relative. Nous devons, s'en convenir, tolérer et indulger à tout entrepreneur d'une industrie analogue dans notre pays, parce qu'il tend à établir ainsi une concurrence qui empêchera l'Anglais d'abuser de la circonstance qui le rendrait seul producteur; mais si cet entrepreneur nous faisait acheter cet avantage par des mesures fiscales qui établissent un monopole en sa faveur, par des mesures qui nous fassent payer plus cher son ouvrage même bien fabriqué, pour le seul avantage de l'acheter de lui plutôt que d'un autre; alors je dis que, gouvernants, gouvernés, et fabriquant eux-mêmes, nous serions tous dupes et victimes d'un système pernicieux.

Le Gouvernement; parce que la prohibition ou surtaxe qu'il laisserait édicter au profit du fabricant existerait équivalait à une contribution surtaxe, mais très-pesante, mise sur le consommateur pour enrichir de son produit quelques fabricants. Non-seulement aucune partie de cet impôt n'attendrait le trésor national, mais sa réaction sur ceux de consommation se ferait brutalement apercevoir au préjudice du lier. Je parlerai tout à l'heure d'une autre perte plus directe que ce système entraîne, lorsque je considérerai la disette comme ressource locale précoce.

L'excellente spéculation que paraîtrait avoir faite quelques entrepreneurs par l'effet immédiat du monopole qu'ils auraient obtenu, présupposant dans l'industrie manufacturière une aliquote considérable de la population; et brutalement commençaient pour nous cette marche désastreuse que suit l'Angleterre sous nos yeux, et qui la mène à sa dépendance et à sa ruine. Il est trop évident que le consommateur éprouve un double désavantage par le haussément des prix et la diminution de la perfection; effets nécessaires du mo-

[1] Of scarcity of provisions and dearth : by Benjamin Bell. Lond. 1863.

sopole, pour que je n'aie rien à ajouter au simple énoncé de ce résultat.

N'oublions point cependant que le consommateur est le payeur principal de l'impôt.

Enfin le fabricant lui-même est dans l'erreur ; il ne peut raisonnablement espérer qu'une industrie personnelle soit exclusivement protégée par les mesures prohibitives ; l'industrie manufacturière ne tarde point, dans toutes ses ramifications, à réclamer le même avantage ; le système général des prohibitions s'établit ; l'échelle des prix s'élève tout entière ; le tissur se plaint que le filou vend trop cher ; le fabricant de toiles fines accuse le tissur ; tantôt ils se plaignent de la contrebande, tantôt ils s'en prévalent pour se mettre réciproquement à la raison sur les prix ; une carrière d'inquiétudes et d'incertitudes s'ouvre devant eux au détriment de leur art et de leur repos. Aléchés par des profits qui n'ont pas leur soeur dans l'économie et la perfection du travail, ils s'exposent à voir leur fortune s'éteindre à l'instant où la ressource non naturelle, qui la crée et la soutient, viendrait à leur manquer (1).

C'est sans doute d'après toutes ces considérations que la Chambre des commerce d'Anvers, répondant le 7 germinal dernier au message du l'intérieur qui lui avait demandé des informations sur les moyens de réprimer la fraude et d'encourager le commerce, a répondu en ces termes :

« Quelques nécessaires qu'il soit d'accorder des encouragements aux fabriques et manufactures nationales, si celles-ci ne peuvent se soutenir, ou entrer en concurrence avec celles de l'étranger qu'avec le secours de droits exclusifs, on peut être assuré que ceux-ci, en facilitant la fraude, leur causeront autant de dommages que si l'introduction en avait été permise sur des droits modérés. »

On voit donc quel sens l'établissement des douanes, tel qu'il est conçu, encourage l'industrie nationale, examinons ses influences sur le commerce.

On nous représente la douane comme étant, dans son système actuel, un régulateur équilibré des importations et exportations, par la faculté de faire baisser et hausser à volonté les prix relatifs de certains marchandises.

Il n'est pas besoin d'être habile négociant pour s'apercevoir avec évidence que l'incertitude même qui résulte de ce pouvoir facultatif est l'obstacle le plus propre à entraver les spéculations commerciales. Elles reposent toutes, sans exception, sur la connaissance précise des prix relatifs des objets d'échange ; et si, aux chances ordinaires et inévitables qui courent le marchand dans ses mouvements, on ajoute celle d'un droit dont elle pourra être frappée ou relevée (car l'inconvénient est le même) à l'improvise, il faut convenir qu'il n'y aura pas là de quoi inspirer au négociant ni de la confiance ni du zèle. La Chambre des commerce d'Anvers s'exprime encore avec beaucoup de franchise et du juste bon sens cet objet, dans la réponse que je viens de citer : « Les dispositions de la rigide des douanes, y est-il dit, ou sont entièrement ignorées du commerce, ou ne lui sont connues qu'en mauvais lieu où elles le surprennent et le frappent. »

« Mais, répliquent les avocats du système prohibitif, laisserons-nous tranquillement les An-

glais pomper notre or et notre argent avec leurs loies et leur for, et l'enserrer à nos dépens ? » C'est encore la fin de ces arguments qui vont droit au cœur, et que l'esprit croit par cette raison pouvoir se dispenser d'analyser. S'il en avait le courage, il découvrirait bientôt que nous ne sommes pas plus dépouillés de nos métaux que sont à l'étranger nos industries.

Le bon sens dit donc que, tout que nous aurons quelque chose à vendre qui soit propre à la consommation anglaise (et on peut dire à celle du monde entier, puisque les Anglais en sont les courtiers), leurs négociants ne seront pas aussi dupes pour faire leurs retours en métaux sur lesquels ils ont rien à gagner, ou l'air de marchandise qui leur offrent toujours quelque chose de profit. Le négociant ne s'agit pas d'acheter donc au solde des échanges, et il ne tient qu'à nous de leur fournir plus de produits de notre industrie agricole qu'ils ne peuvent nous en rendre de leur industrie manufacturière, et de leur en offrir en outre l'avantage, si cela nous convient, cette ébauche de la balance générale du commerce de France.

Mais, dans les questions difficiles, il faut toujours consulter les experts. Je n'en connais pas de plus éclairés et de plus dignes de confiance que les négociants distingués qui composent la Chambre de commerce de Paris. Ils ont publié récemment un mémoire en réponse à deux brochures sorties par des entrepreneurs de filatures de coton qui sollicitaient certaines prohibitions. On lit dans ce mémoire, rempli de faits instructifs, d'idées lumineuses, et accompagné d'un nombre de pièces justificatives ; on y trouve, dis-je, sur la question qui nous occupe, les considérations suivantes fondées sur des données certaines.

« La part de l'industrie britannique salariée par la consommation française, que l'on évalue comme étant dans ce genre de commerce (ils ont fait de celui de soieries-seul) millions, se réduit à environ quatre millions de francs, l'étranger était de dix-huit dix-neuf millions. »

« Nulle nation ne vendrait qu'à l'étranger. »  
« Il y a toujours réciprocité directe ou indirecte : et quant aux balances en argent, l'Espagne et le Portugal, qui comptent l'argent et l'ur ou le nombre des principales productions de leur territoire, paient toutes celles qui ont lieu entre toutes les unions de l'Europe. Il faut, pour leur prospérité, qu'elles vendent leurs métaux et achètent nos balais, comme il faut que nous vendions nos vins et nos sorbets. Ces deux réciprocités paient même celles des métaux de l'Europe avec l'Inde (1). »

C'est encore un fait résultant des relevements du commerce de France ; c'est que celui que nous faisons avec la Turquie et les puissances barbaresques de la Méditerranée se soldent en métaux et leur travail. Nous sommes donc aussi tributaires des Turcs et des Africains !

Vous voilà rassurés, je l'espère, mes collègues, sur cette alarmante exportation de numéraire ; sur cette balance défavorable qui vous pouvait redouter au premier aperçu, mais qui s'évanouit à l'examen.

Les données artérielles n'indiquent donc point le commerce. Il est trop évident qu'elles le gênent au contraire par les mesures de protection inopposables de leur extrême, pour que ce résultat ait besoin d'être développé. Considérons leur utilité comme brochure du revenu public.

Je lis dans les dixes annuels que nous devons à

(1) De l'avis d'un fabricant de coton filé, son bénéfice net, l'impôt des capitaux primitifs, de soixante-quinze pour cent. Mémoire de la Chambre de commerce de Paris, p. 17.

(1) Pag. 9 du mémoire de la Chambre de commerce.

l'esprit d'ordre et à la loyauté du Gouvernement, que les douanes ont produit en l'an XI 50 millions (en nombres ronds). Le principal a coûté 14 millions : reste au produit net de 37 millions, plus fi et de 6 millions que celui de l'année précédente.

Mais le ministre sage qui présente ces états, appelé à donner au aperçu de l'avenir, ne le règle point sur le passé, et n'évalue pas à plus de 25 millions le produit de l'an XII, dont six millions, on peut s'en fier, sont écomés. Il y en a encore, l'année dernière, 13 millions de frais de perception sur 37 de produit net, soit environ 35 pour cent de celui-ci; et il y aura cette année les mêmes frais, sans la toute apparence, sur 25 millions au moins de produit net : ce qui élèvera à 52 pour cent de ce produit les frais de perception.

Une machine politique dont l'entretien est aussi coûteux doit compenser ce désavantage par quelque éminente propriété. Ce n'est pas, je crois l'avoir bien démontré, par le bon qu'elle lui a l'industrie nationale et au commerce. Appliquons-la donc à sa véritable et utile destination, consultons-la en matière de perception, de la perception des impôts de consommation, dont je crois avoir assez démontré les avantages. Faisons produire ainsi à la douane 200 millions au lieu de 25; soustrayons la contrebande; alors les frais de perception, tout en demeurant les mêmes, changeront de proportion sur le produit, et seront réduits à 6 pour cent au lieu de 52, alors cet établissement aura sa mesure d'avantages proportionnés à la charge qu'il impose; alors il deviendra pour des bases de la prospérité publique, de la prospérité générale, bien difficile de ce côté élément tromper qu'un quelconque d'industrie nationale, et que n'est que celle de quelques individus salariés par le consommateur, ou ceux de la charge que lui imposent les contributions véritablement publiques. L'industrie vraiment nationale encourage ceux qui s'y adonnent; elle encourage le Gouvernement à qui elle fournit des moyens, loin de lui en demander; elle ne réclame de lui que liberté et protection.

Voyez les États-Unis d'Amérique. Là une population de six millions d'individus possède pour tout revenu 55 millions de francs, presque uniquement procurés par l'impôt de consommation, et cet impôt est perçu par le douane. Le taux moyen sur les marchandises importées est d'environ 12 et demi pour cent sur la déclaration de la valeur, avec droit de préemption pour le fisc, ou payant dix pour cent de la valeur en cas de lésion, si l'un soupçonne la fraude. A ces termes il n'y a point de contrebande. La Chambre de commerce de Paris proposait (1) de substituer au droit combiné du poids et de la mesure établi dans le projet de loi que nous discutons, et très-complicé dans la perception, un droit combiné de 30 francs par myriagramme sur le poids, et de dix pour cent sur la valeur, avec la même faculté de préemption en cas de fraude soupçonnée; et elle considérait ce taux comme le terme auquel le droit serait le plus répressif. On a trouvé des inconvénients à cette fermeté.

Pour raisonner maintenant sur l'état des choses que je viens de proposer, il faut nous transporter pour quelques moments à l'époque appelée par nos vœux, et peut-être rapprochée de l'isthme où je parle; à cette époque où la France dictera les conditions d'une paix que nous voudrions rendre aussi

durable qu'elle sera glorieuse pour celui qui aura lancé nos ennemis à la lui demander.

Si l'on n'a pas durable, cette paix, si nous ne consultons, pour l'établir, les rapports invariables de l'homme avec l'homme, et ceux des nations entre elles; et si ces rapports réciproquement compréhensibles, à cette artille d'ici, comme l'a dit ingénieusement un de nos collègues (2) : le recul fait avant de celui que le boulet; et si nous ne lui substituons pas un système d'intérêts sage-ment balancés, fondé sur la liberté des mers et sur celle du commerce.

Quand les passions, qui si justement nous agitent, seront apaisées, on pourra raisonner d'après des principes et des données invariables, et l'on dira :

Il est impossible de faire payer à l'étranger une grande portion du droit d'entrée qu'on lève chez soi, ou aucune partie du droit de sortie, à moins que celui-ci ne se porte sur une drée ou une marchandise qui nous appartienne exclusivement : or il y en a bien peu de telles.

Le droit de sortie est une espèce d'hostilité ruineuse pour le nation qui l'impose, parce qu'il force le producteur à vendre d'autant meilleur marché aux étrangers. Le droit d'entrée est un impôt sur la marchandise étrangère, impôt que paie le consommateur, mais qui ne le dépense point de celui sur la marchandise nationale analogue, soit-elle de qualité moindre. Cet impôt peut être d'un grand profit, si la marchandise étrangère est gâtée et mérité du Pétre.

On se demandera ensuite : Convient-il, pour l'intérêt réel ou apparent de telle ou telle fabrique qui s'installe nationale, parce qu'elle est sur le sol français, de mettre un impôt sur les autres fabriques ou productions, et sur la généralité des consommateurs, avant d'avoir bien méritement considéré si cette nouvelle industrie convient à tous égards à notre situation, et si n'existe aucun moyen direct d'encouragement, par des primes, par exemple?

Si la convenance de l'encouragement par l'effet d'un impôt était reconnue, on se demanderait encore : Ne vaudrait-il pas mieux lever cet impôt d'une manière qui n'exigeait que peu de frais, de vexations, d'interceptions aux mouvements du commerce, que d'une manière qui en nécessite beaucoup?

Mais ne vaudrait-il pas mieux encore mettre sur l'entrée marchandise étrangère un impôt de 12 à 15 pour cent de la valeur, sans s'inquiéter de la concurrence, que d'élever sur quelques-unes cet impôt au taux moyen de 38 pour cent pour les toiles, et 42 pour cent pour les mousselines (proportion résultante de la loi que nous discutons); tandis que le prix constant de l'assurance pour l'introduction frauduleuse des toiles est de 18 à 20 pour cent seulement, et de 10 à 12 pour cent sur les mousselines (3)?

Un droit de telle force est-il possible à percevoir? Encourage-t-il ou réprime-t-il la contrebande? S'il encourage, il produit un effet précisément contraire à celui que voudrait abréger le législateur : le droit favorise cette importation que l'on cherche à réprimer.

Ordonner ce qu'on ne peut faire exécuter, susciter sur quatre mille lieues d'arêtes frontalières des passions ardentes et loyales par leurs consé-

(1) Voyez, *Traité d'économie politique*.

(2) Il y a à cet égard, résultat de l'échelle de taxation établie par la loi, où le droit à acquiescer pour une seule toile de mousseline s'élève à 18 centimes (voyez le rapport de la Chambre de commerce, p. 13.)

(3) Voyez pag. 27 de mon *Mémoire*.

qu'on ne s'est pas risqué de compromettre l'autorité d'une assemblée très-dangereuse pour les mœurs et très-ombrageuse au pouvoir et à l'autorité du Gouvernement?

« Jamais, dit encore la Chambre de reconnaître de Paris dans le mémoire souvent cité, jamais on ne voit un régent se débarrasser tout seul; et quoiqu'il en ait eu plusieurs autres, et il n'en est pas un qui n'ait eu la même part à la loi, principal lien de la société. »

Les prohibitions prohibent-elles? Et quand le Gouvernement a une fois le droit qu'un prince absolu ne peut avoir et qui ne provoque pas la contrebande, n'a-t-il pas même les limites de sa puissance en matière de douanes?

Doit-il toujours déployer cette puissance toute entière?

Enfin, un accord qu'une mesure prohibitive très-rigoureuse, ou un tarif équivalant à la prohibition, fût un peu baissé chez l'étranger le prix de la marchandise qu'elle frappe, l'effet secondaire et rectifié de cette mesure n'est-il pas de porter encore plus décidément vers lui les ardeurs du reste de l'Europe; et n'est-ce pas la France dans cette même région où la nature lui assigne une si belle place, de la convertir peu à peu en une courée où, à l'exception de ses produits naturels, tout sera plus cher, tribut, et moins bon qu'ailleurs?

Les gouvernements passent, mais les peuples restent; ils restent à leur place géographique, et avec l'empire, indélébile que leur imprimant la nature, et que le frotement des siècles et par là même efface. Nous saurons nous préserver de tous nos avantages, en basant à nos voisins les leurs, et le principe simple et fécond de la réciprocité sera la base d'un nouveau code de relations également avantageux aux deux peuples. L'honneur national, à qui la France doit l'établissement d'un système de ses civilisations, elle peut à just titre s'enorgueillir, présider ainsi à la rédaction du code des nations commerçantes, et de la même main qui démontre au dedans les torches de la discorde, il mettra pour jamais la source des guerres entre les nations. Une gloire qui nous a encore acquis, et pour laquelle la France n'a point d'équivalent, parce que les conquérants, les négociateurs ordinaires, ne l'ont méritée, la gloire qui lui confère les titres d'exterminatrice de la guerre, et par là même des siècles, est la seule qu'elle doit avoir. Nos vœux unanimes à l'espérance n'attendent pas son triomphe pour la lui offrir.

Quelle compensation pour les maux qu'a éprouvés la génération actuelle, si la main de l'arbitre suprême des destinées humaines effaçait, sous ses yeux, de la liste des misères de l'avenir le premier des maux, ceux qui, depuis si longtemps, déprécient la terre et déshonorent l'humanité? Le vote pour la loi, comme expérience dérisive, et courtois, je l'espère, route le système qui l'a supplanté.

Le Tribunal ordonne l'impression du discours de Piret.

Le projet de loi est mis en voix et adopté par 52 voix contre 3.

Les citoyens Percey, Costé et Pletti sont chargés de porter le vœu au Corps législatif.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif aux écoles de droit.

**Séduix (J.).** Mes collègues, le rapport que vous

avez entendu vous a fait connaître le projet de loi sur les écoles de droit. Je tâcherai de ne pas répéter ce qui a été dit. Le projet n'a besoin ni d'apologie ni de commentaire.

Les réflexions porteront sur un seul article, sur le dernier article de la loi. Il est vrai que cet article renferme, comme dans un germe fécond, tout ce que la nouvelle institution peut avoir d'infatigable et d'utile. Je vais essayer d'en développer les ressources; car, pour bien sentir tout le mérite de la loi, il est nécessaire de l'envisager jusque dans son organisation réglementaire.

On excéderait les bornes d'un discours ordinaire si l'on voulait parcourir, même rapidement, la série des objets que ce dernier article offre à la méditation. Je dois donc me borner à vous exposer quelques idées majeures dont dépend, selon moi, le succès de la nouvelle organisation des écoles de droit.

Au reste, mes collègues, je ne puis voir les choses que du point où je me trouve : placé sur un lieu plus élevé, le Gouvernement voit l'ensemble de la science et en condense toutes les parties. Ses déterminations, l'ordre du jour, seront la règle du mieux possible sur cette matière.

Je considère maintenant le rapport de la matière de l'enseignement et ceux des personnes enseignantes ou enseignées.

§ 1<sup>er</sup>.

*De la matière de l'enseignement.*

Pour bien voir ce qui sera, il n'y a pas inutile de jeter un coup d'œil sur ce qui n'est.

Il est digne de remarquer que, dans l'ancienne Rome, l'étude du droit fut longtemps renfermée dans le collège des Pontifes, comme elle fut longtemps concentrée en France dans les écoles de théologie. Chez les peuples naissants, et surtout chez les peuples guerriers, il est naturel que la science se réfugie dans la classe de citoyens qui ont plus de temps et de moyens pour étudier.

On remarque à l'instinct par conséquent, bientôt on cherche à retrancher la science par esprit de domination; mais enfin, à mesure qu'un peuple se civilise, le besoin de l'instruction se fait sentir à un plus grand nombre d'hommes; la science s'échappe des temples et des cloîtres; elle devient le patrimoine de tous. Telle est la marche de l'esprit humain, et, quand le monde sera éternel, il ira toujours de même.

En France, encore comme à Rome, à l'époque dont nous parlons, l'enseignement du droit devint une profession libre. Les jurisconsultes y jouirent de la plus haute considération, et dans les deux empires furent élevés aux plus éminentes dignités; on vit, et l'on voit, des jurisconsultes parvenir au consulat.

Cet état de choses dura à Rome jusqu'au temps d'Auguste. Ce prince, voulant toute l'importance de la profession, voulut qu'elle ne fût plus exercée sans permission. Des hommes qui tous les jours parlaient au peuple de ses plus chers intérêts ne peuvent être indifférents au ciel d'un nouvel empire. Intox d'ailleurs d'attirer à lui toute la puissance législative, Auguste, nous dit un historien, s'attacha les jurisconsultes qui, dirigés par lui, débattaient incessamment, par des interprétations nouvelles conformes aux vues du prince, tout ce qui lui dépassait des lois antiques, qu'il n'avait pas encore abrogé.

Les opinions de ces jurisconsultes jouissaient d'une telle autorité, qu'appuyés de leurs signatures, on les présentait aux juges, auxquels il n'était pas permis de s'en écarter.

[1] Le discours de Séduix ne se trouve pas au Moniteur. Nous le reproduisons ici tel quel.



L'empereur Adrien rendit enfin la liberté à la profession des jurisconsultes.

Les professeurs, chez les Romains, n'étaient pas professeurs publics. Les jurisconsultes ou viraient des écoles particulières, et plusieurs de ces écoles obtinrent de la célébrité.

L'étude du droit romain, qui était en vigueur depuis près de vingt siècles dans l'Orient, y fut abolie tout à coup, lorsque Mahomet II s'empara de Constantinople.

En France, on enseignait le droit dès le x<sup>e</sup> siècle. Il existait à Paris, au temps de Philippe-Auguste, non seule de droit qui fut établie peu de temps après celle de théologie; mais celle-ci ne put longtemps souffrir une vaine querelle regardant comme une rivalité. Un conflit d'abord d'abord aux religieux d'étudier le droit civil; mais bientôt une loi fut décrétée défendant à l'enseigner dans l'université de Paris. Le droit canon fut seul enseigné en France jusqu'au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle, que Philippe-le-Bel rétablit le droit civil dans l'université d'Orléans, et l'on ne parvint à le rétablir à Paris qu'en 1679.

L'Angleterre et surtout l'Allemagne eurent aussi et ont encore des écoles célèbres de droit (1).

Dans nos anciennes universités, jusqu'à la Révolution, on enseignait :

1<sup>o</sup> Le droit romain, c'est-à-dire les *Institutes* et quelques livres du *Digeste*;

2<sup>o</sup> Le droit français, c'est-à-dire l'histoire de notre législation, quelques traités de jurisconsultes, qui n'étaient guère que des applications du droit romain, et tout au plus la coutume de Paris;

3<sup>o</sup> Le droit canon, les Décrets et les Extra-vagants (2).

Le renouvellement des études du droit en France doit être signalé par de grandes améliorations résultantes, et du progrès des lumières en Europe, et des changements survenus dans l'Etat et dans la législation; car la science s'agrandit par le rapprochement de tout ce qui lui était étranger.

La suppression des manières féodales et héréditaires, et surtout celle des cortèges, permirent de compiler les *Ordes* du droit par l'enseignement de tout ce qui fut la législation civile et politique, et de donner aux élèves toutes les connaissances dont ils ont besoin pour entrer glorieusement dans la carrière des fonctions publiques.

(1) En parlant de ces écoles, il est impossible de ne pas se rappeler avec intérêt une institution récente due au zèle patriotique de quelques bons citoyens, connus aujourd'hui sous le nom d'*Académie de législation*. Cette école, devenue depuis école libre, parce que, dans des temps malheureux, elle refusa la protection de la cour de la capitale, et fut supprimée dans un plan très-étendu, trop vaste peut-être, tout l'ensemble de la législation, en se consacrant davantage dans les sciences humaines, les seules nécessaires à la jeunesse, elle peut encore servir utilement les écoles publiques, et acquiesce de nouveau à l'estime du Gouvernement et à la reconnaissance des citoyens.

(2) Quelques personnes ne savent pas ce que c'est que les *Extra-vagants*.

On appelle *Extra-vagants* certains constitutions des papes pontificaux et émanées en outre du droit canon. Dict. de l'Eglise.

Elles ont été opposées *Extra-vagantes*, quand exposées sans *corpus juris*. Elles sont placées dans le corps du droit canon et le suite des *Clémentines*.

Ceux qui désirent prendre une plus ample connaissance de ces *Extra-vagantes* peuvent lire le 6<sup>e</sup> livre du droit canon, et y joindre les *glosses* de François de Poissy, et les *opinions* de Meniclaudone.

On enseignera donc dans nos écoles de droit :

1<sup>o</sup> Le droit civil français, les éléments du droit naturel et du droit des gens.

2<sup>o</sup> Le droit public.

3<sup>o</sup> Les lois criminelles;

4<sup>o</sup> La procédure civile et criminelle;

Et l'on y joindra tous les accessoires de détail qui peuvent perfectionner l'enseignement de ces sciences principales.

Le droit français n'était jusqu'au commencement des dernières écoles. Il est d'autant honorable que l'enseignement de ce droit français comme base principale de l'enseignement. La connaissance de ce droit est le but; tout le reste s'y rapportera comme moyen.

Par le droit français on n'entendait dans les anciennes écoles que le droit civil, et même on n'enseignait qu'une très-petite partie de ce droit. Dans les nouvelles écoles, on enseignera le droit français dans toute l'étendue d'acceptation que présente ce mot, et même, par une heureuse innovation, le procédure, qui donne de l'ordre à la justice, et sans laquelle les meilleures lois seraient que de vaines théories.

Le droit romain avait usurpé la première place dans les écoles de droit; il reprend ici celle qui lui convient; il sera enseigné dans ses rapports avec le droit français. Il est sans doute intéressant de connaître les lois d'un peuple qui donnait des lois au monde. Ces lois ont encore plus d'utilité à étudier car qu'elles contiennent et à quelque sorte le tribut de la sagesse des siècles et qu'elles ont mérité le nom de *raison écrite*, *ratio scripta*. Elles ont en effet fixé par l'écriture, dans plusieurs de leurs dispositions, les réponses primitives d'une raison éclairée, et posé des principes assez rigides et assez précis sur plusieurs points importants du droit naturel.

Mais existait-il un droit naturel? Où chercherions-nous son rôle? Les Romains l'ont-ils connu, eux qui le définissaient ce que la nature a enseigné à tous les animaux? Qu'on consulte les peuples polaires et les peuples sauvages, qu'on fasse le tour du globe, qu'on interroge tous les hommes sur ce droit qu'on prétend être commun à tous les hommes, ceux même qui entendent si fréquemment demander ce droit, que des réponses vagues, vagues, contradictoires ou négatives; et si l'on pouvait s'entendre avec quelqu'un, ce ne pourrait être que par quelque maxime très-générale, qu'elle ne pourrait mériter ni le nom de droit, ni l'honneur d'être enseignée.

Si des hommes d'ailleurs sages et éclairés font rarement de nos jours ces objections tant de fois faites et rebattues, il faut croire qu'ils les répètent tout que le droit naturel existe, et c'est une raison de plus pour faire de l'enseignement de ce droit la base de l'éducation publique.

Il est d'abord nécessaire de bien distinguer le droit naturel de la métaphysique du droit : l'un a son origine dans le cœur, l'autre dans l'esprit. Le premier nous enseigne par le sentiment les vrais rapports de la société humaine; l'autre nous promène et souvent nous égare dans les espaces imaginaires des abstractions.

L'indignation produite dans des âmes honnêtes par des subtilités étrangères à la science a fait naître les objections, et les fait répéter sans cesse.

Remarquons ensuite que toutes ces objections s'appliquent parfaitement, et avec la même force, à la raison, à la conscience, à la religion; et cette remarque doit suffire pour dissuader les gens de bien et pour les engager à examiner.

Le droit naturel, et l'un ne peut trop le redire, a sa source dans le sentiment. Celui qui ne sent pas ne peut raisonner, il ne faut pas raisonner avec lui.

Quel est l'homme en effet qui ne trouve pas, quand il le veut, au sein de son cœur, un oracle de vérité et de justice indépendamment des lois positives et souvent malgré elles? Être sourd à cette voix divine, ou dire qu'on ne l'entend point, c'est une espèce d'incrédulité qui se ment à elle-même; c'est de tous les crimes d'athéisme le plus dégradant pour l'humanité.

Le droit naturel est donc un sentiment commun plus ou moins vil, plus ou moins énergique suivant la faculté de sentir, et qui peut être exprimé, défini, développé diversement, selon la force ou la faiblesse du raisonnement. Il me semble qu'on pourrait dire que c'est la réponse du le raison et du sentiment sur les questions qui intéressent les différents rapports des hommes entre eux.

Lorsque l'édifice des lois positives est achevé, il serait en quelque sorte pardonnable de n'y pas voir le droit naturel; il est tout entier dans les fondements, mais il est impossible de l'aire des lois, de les enseigner, de les appliquer sans aller souvent les considérer dans leur véritable source. Les magistrats et les hommes d'État ont sans cesse besoin de discuter ce qui appartient au droit naturel, qui doit être observé partout, et ce qui appartient aux lois positives, qui doit être appuyé sur l'autorité du législateur. Il est souvent même nécessaire dans les lois positives de distinguer ce qui peut dériver du droit naturel, afin de préciser l'étendue de la loi et d'être en état de juger, entre deux lois positives contraires, celle qui s'écarte le plus comme plus rapprochée des lois éternelles.

Si l'un n'admet pas de droit naturel, les lois positives n'ont plus d'autre base que le bon plaisir du législateur, d'autres règles d'application que le caprice des juges; il faut recourir à lire Montesquieu, d'Agnessau, Gieros.

Sur l'existence d'un droit naturel est l'abus le plus étonnant d'une raison égarée: c'est la loi d'un homme qui s'en sert à Paris pour dire que Paris n'existe pas, ou qui, monté dans un ballon, nierait l'existence de la terre qu'il aurait perdue de vue. Pour guérir cet étonnement, il suffirait de le ramener au point d'où il est parti.

Que ceux qui prétendent que les lois positives sont éternelles s'interdisent donc aussi qu'il n'y a ni raison ni conscience, et qu'il n'existe de crimes que depuis qu'on a édicté des tribunaux. Il ne leur reste plus, dignes émules d'eu manitous fumeux, qu'à incendier les bibliothèques en disant que l'Alcoran brûle.

Tribuns, ce n'est pas loi que de parole paradoxale pouvait s'écarter; mais on les entend répéter tous les jours dans la société, et il n'est peut-être si facile de dépasser d'y répondre encore une fois.

S'il est évident que dans ces nouvelles écoles le Gouvernement veut former des magistrats et des juriconsultes, il ne l'est pas moins qu'il a voulu former aussi des administrateurs, des hommes d'État, des législateurs; fonctions importantes auxquelles on est trop souvent parvenu avant de les avoir apprises, et qui cependant tiennent avec des principes certains que la expérience et le meilleur naturel ne peuvent suppléer.

Dans la société civile, depuis le chef de la nation jusqu'au dernier père de famille, depuis le ministre d'État jusqu'au maire de la plus petite

commune, tout est administrateur, tout a une administration, et cependant il est peu ou de tous ceux qui ont administré que rien n'est plus rare en France qu'un bon administrateur, parce que cet état exige beaucoup d'application et de travail.

Que servent, s'il faut encore qu'un homme devienne lauréat et péniblement, dans l'exercice même de ses fonctions, quelques principes généraux, mais légués, qui n'ont pu apprendre en peu de temps dans le cours de ses études?

Enseigner dans les écoles de droit les principes d'une bonne administration, c'est donc enseigner une chose utile à tous les citoyens, et indispensable à tout homme qui remplit des fonctions publiques; c'est peut-être la partie, ou le développement le plus essentiel du droit public français.

En exposant le tableau de notre organisation politique, en développant la série des fonctions publiques et des devoirs correspondants, des honorables instituteurs ne négligeront pas, j'en suis sûr, de donner aussi à leurs élèves quelques-unes de ces règles générales de conduite et de bienséance si nécessaires à tous les gens en place pour adoucir le poids de l'autorité, et qui, en rendant l'homme plus estimable, finit par le magnifier.

Ce peut d'ailleurs, d'autant plus utile que l'on croit moins en avoir besoin, et que jusqu'à présent ne l'a trouvé nulle part, sera un grand besoin des professeurs, un grand motif de reconnaissance pour les élèves. Ce germe heureux se développera bientôt pour la gloire et le bonheur des fonctionnaires publics et pour l'honneur même du Gouvernement, que le peuple juge toujours toujours d'après la conduite de ceux qu'il emploie.

Je prie un de mes collègues (1) de me permettre de lui emprunter une ligne. Il a exprimé le vœu qu'on enseignât le concordat dans les écoles de droit.

J'ai espéré que ses desirs seront satisfaits. On enseignera dans nos écoles non plus le droit naturel, le droit ecclésiastique, qui, empuissant d'une puissance étrangère, nous sont essentiellement étrangers; mais je crois qu'on ne peut se dispenser d'y enseigner nos anciennes maximes sur les libertés de l'Église gallicane. On y enseignera le concordat, les lois organiques sur la liberté et la police des cultes, qui sont des parties essentielles de notre droit public français; les protestations, non d'un corps étranger dans l'État, mais de l'État lui-même contre des prétentions si souvent dangereuses pour sa tranquillité. Il est très-important que ceux qui se destinent aux fonctions publiques soient initiés dès leur jeunesse des vrais principes de nos pères sur une matière aussi délicate.

Bien des professeurs habiles, quand même on ne leur en imposerait pas l'obligation, ne manqueraient pas de compléter l'enseignement de notre droit français par la conférence qu'ils en feront avec les législateurs anciens et modernes. Sans la connaissance du droit public des nations voisines, on prend souvent de fausses mesures, on s'en va vainement des choses qui ne peuvent réussir. D'ailleurs les hommes déforment plus aux exemples qu'aux raisonnements, la on s'efforce à faire des rapprochements. En voyant ce qui se pratique chez nous, on aime encore à savoir ce qui se fait chez les autres. Cette comparaison, qui d'ailleurs est un moyen de perfection, présente souvent l'occasion de faire sentir la supériorité de nos lois nouvelles, et des motifs d'y attacher de plus

(1) Le bon et savant Albisson.

en plus les citoyens. L'appellerai-je volontiers cette espèce de conférence la *légalation comparée*, comme les naturalistes ont une *anatomie comparée*, dans les choses morales, comme dans les choses physiques, les rapprochements agrandissent la science et chargent la base des connaissances utiles.

Je crains une objection. Enseigner tant de choses dans les écoles, n'est-ce pas dénaturer la préférence à l'acquiescer sur le principal ? Et ne doit-on pas appréhender que l'élève, en sortant de ses cours, ne soit pas fort instruit des matières de droit ?

D'abord les choses dont on vient de parler n'exigent pas des cours particuliers, des leçons ex professo. Un homme habile saura les faire entrer dans ses cadres, qui, sans rien perdre de leur utilité, en recevront un nouveau degré d'ordre.

D'ailleurs m'importe-t-il bien attention, on s'apercevra que les différents objets dont je viens de parler, loin d'être étrangers les uns des autres, se touchent, se soutiennent et se prêtent un mutuel appui ; on se convaincra même que ce n'est en quelque sorte que la répétition des grands principes élémentaires appliqués à des sujets analogues, et que ces principes, ainsi répétés et diversifiés, enforment mieux dans l'esprit des élèves et s'y fixeront d'une manière indélébile.

Dans la plupart des sciences, il n'y a guère que les éléments qui soient véritablement utiles, et comme ces éléments ne s'assortent avec assez de facilité, on croit qu'il suffit de les dessiner lorsqu'il faudrait les graver ; et plusieurs professeurs, craignant à leur propre goût et à l'impatience des élèves, se hâtent d'effacer leurs traditions dans les grands mystères de la science. C'est ainsi qu'on fait des savants, sans faire des hommes habiles. La législation a aussi ses questions absurdes et ses aberrations métaphysiques. L'objet le plus important de la surveillance et de la direction des études est de ramener sans cesse aux éléments qui renferment toute l'utilité pratique de la science : c'est ainsi que nous formerons des hommes habiles et capables de remplir toutes les emplois de la société.

En second lieu, dans aucun temps, dans aucun pays, un élève n'a jamais appris son état dans les écoles. On ne doit y enseigner et l'on ne peut y trouver que les moyens d'apprendre. Une bonne direction n'est-elle pas infiniment préférable à quelques notions positives qu'on trouve dans les livres, ou qu'on apprend aisément par la lecture des affaires ?

Les écoles de droit sont une partie de l'instruction publique. Jusqu'à présent les élèves n'ont reçu que l'éducation générale nécessaire à tout, et qui même à tout. On leur a mis dans la main l'instrument des sciences. Ils entrent en ce moment dans une école spéciale, ils débattent d'un art de carrière. Il est bien moins nécessaire encore de les mener sur le terrain, de leur en montrer tous les recueils, que de mettre sous leurs yeux une bonne carte du pays et de leur y tracer la route qu'ils auront à tenir pour arriver au but.

Une méthode contraire serait une grande erreur. Un bon jardinier se garde bien de permettre au jeune arbrisseau de donner beaucoup de fruits dans les premières années ; il économise le sève de la plante et la dispose lentement et avec art pour lui donner la vigueur dont elle a besoin. Elle produira des fruits dans son temps : des fruits précoces sont des fruits d'ignorance et de misère.

Le point important dans une école spéciale est de rallier toutes les idées des élèves vers la science

nouvelle qu'on veut leur enseigner. Cette science devient un centre commun auquel viennent affluer toutes les autres sciences qui se trouvent en contact avec elle ; car il y a entre les sciences, comme entre les hommes, des relations de besoins et de secours qui font qu'une science ne se suffit jamais à elle-même ; et la science du droit, plus qu'une autre, n'a pu s'exprimer sans, des liens de parenté et d'affinité qui s'étendent très-loin. Elle tient à tout parce qu'elle régit tout.

Mais plus la science du droit a de relations nécessaires avec les autres sciences, plus il est du devoir d'un bon instituteur de prescrire des bornes à des extensions étrangères. Il faut prendre dans chaque science ce qui est nécessaire à son état ; il serait dangereux d'aller plus loin. Une grande partie de la sagesse d'un homme qui est né avec beaucoup de goût pour les sciences, c'est, dit d'Alembert, de craindre ce goût même, de ne vouloir pas tout savoir, pour mieux s'apprendre ce qui est essentiel à sa profession ; et ce conseil de prudence doit être donné dans la jeunesse.

## § II.

### Des personnes enseignantes ou enseignées.

Je me suis trop étendu peut-être sur la partie de l'enseignement ; elle m'a paru digne de votre attention. J'ajoutai peu de chose sur les personnes enseignantes ou enseignées.

En général, dans les anciennes universités, il y avait deux bons professeurs ; mais ils paraissent dans le désert, et l'instruction était presque nulle. Les écoles publiques, les livres n'étaient que de vaines formalités, les degrés, les diplômes une marchandise barbare. Tout établissement public sans surveillance dégrade et se laisse bientôt entraîner à la pente de l'intérêt personnel. Mais la surveillance elle-même n'est pas facile à organiser, et l'on a souvent bien de la peine à empêcher qu'elle ne se confonde et ne se perde dans les abus qu'elle devrait prévenir.

Cinq inspections générales sont établies pour surveiller les nouvelles écoles de droit. On voit à lui sentir l'importance de cette nouvelle institution ; elle était indispensable, sous peine de ne rien faire que des abus : c'est un des leçons conceptives de la sagesse du bon vernement. Des hommes investis de la confiance du Gouvernement, joignant eux-mêmes d'une grande considération personnelle, qui arriveront au moment des examens et des exercices, seront nécessairement au grand effet sur les professeurs et sur les élèves.

Leur résidence dans un lieu élevé de l'école prévendra les inconvénients qui résultent de la familiarité, de la familiarité, de l'indigence, et d'une relation de petites séductions auxquelles on ne résiste bien qu'autant qu'elles ne sont pas trop fréquentes. Le chef-d'œuvre d'une bonne administration est de prévenir les abus et d'avoir des hommes qui fassent beaucoup par leur caractère, sans avoir trop à faire de leur personne. C'est une masse qui agit par son propre poids. Il sera facile aux inspecteurs de corriger les abus qu'ils n'auront pas pu prévenir, le sentiment de leur devoir leur en fera la loi, ils n'auront aucun intérêt à les tolérer. Le reste sera l'effet d'une organisation sage qui rendra les professeurs plus indépendants de l'affluence des étudiants ; et comme les examens seront sérieux, les étudiants eux-mêmes ne seront plus intéressés à avoir des professeurs trop indulgents. Au reste, il ne faut pas croire que la sagesse elle-même puisse tout prévoir et tout corriger.

Ce n'est pas assez d'avoir de bons professeurs :

la science ne se prend pas ainsi à la volée, ni la jeunesse est entourée du trop de distractions pour profiter de leçons isolées, et l'on ne prend pas le soin de lier ses études, de leur donner la suite et la continuité nécessaires dans l'intervalle des cours. On croira peut-être utile d'organiser près des écoles de droit des personnels en maisons de répétition. Les assistants des professeurs et les professeurs eux-mêmes pourraient être les éléments de cet enseignement particulier, sans lequel l'enseignement public n'est guère qu'une vaine ostentation.

Quoique la répétition des leçons et le développement qu'on pourra leur donner, il serait possible d'y former les élèves par plusieurs exercices analogues aux diverses fonctions de la société. On les accoutumerait surtout à parler, à écrire sur les matières de droit dans un style pur, clair, concis, on leur ferait sentir que, pour les affaires, toute l'éloquence est dans le raisonnement. On juge, un homme en place n'ont ni le goût, ni le temps d'entendre au de lire des amplifications. Les élèves pourraient l'habitude de saisir d'un coup d'œil, d'exprimer en peu de mots le fait et le droit, le point de la question et le loi qui s'y applique.

Les magistrats, pour décider les affaires, sont obligés de faire des extraits : épargnez leur cette peine; faites des discours ou des mémoires qui n'aient pas besoin d'extrait.

Voilà au moins cet heureux équilibre qu'il n'est qu'un fait ou l'habitude de parler sans fin et souvent sans rien dire; cette dangereuse éloquence, qui mène la cause, fatigue l'attention, égare le jugement, qui cherche à réveiller les passions dans les magistrats qui voudraient les éteindre, et qui veut faire juger par le cœur ce qui ne doit l'être que par la raison.

Que cet art de prestige et de séduction soit à jamais banni de nos tribunaux, au du moins qu'il y soit regardé comme le caractère distinctif de la médiocrité la plus et de la débauche d'une mauvaise cause! Il sera toujours glorieux de réfuter en une seule phrase un discours de plusieurs heures, et toujours utile de tracer autour de son adversaire le cercle de Poméranie. Un homme laconique ne peut pas être le défenseur d'une mauvaise cause, et par cela même il est aimé des magistrats et obtient leur confiance.

Une éducation moins dispendieuse dans les écoles amènerait bientôt une heureuse révolution dans l'administration de la justice et dans l'expédition des affaires. Quelle économie de temps et de peines pour les magistrats! Quelle économie de dépenses, d'inquiétudes et de soins pour les citoyens!

Parmi les moyens indiqués pour juger du talent des professeurs et de la capacité des élèves, se trouve le concours. J'avoue que j'ai beaucoup de répugnance pour cette espèce de lutte, où l'on ne combat jamais à armes égales, et dont le résultat ne prouve point du tout ce qui était en question. Tout le monde se rappelle l'aventure du fameux Nicole, qui ne put parvenir à être docteur en théologie. L.-J. Bonsergent eût mal figuré dans un concours; et le célèbre Pothier, dont presque toutes les décisions viennent d'être érigées en lois dans notre Code civil, n'eût peut-être jamais obtenu une chaire de droit s'il eût fallu la disputer en concours.

Si cependant le concours est jugé nécessaire, il ne faudrait pas au moins l'employer comme moyen unique et décisif; il faudrait surtout qu'il ne se fit pas publiquement; car partout où l'on appelle

le public, le public veut être juge, et le public ne juge pas toujours bien.

Comme les talents varient selon les individus, et que tous les talents peuvent être rendus utiles, je voudrais qu'on pût employer simultanément plusieurs moyens pour s'assurer de la capacité des élèves. Tel parle avec facilité, tel autre écrit avec précision; tel s'aide avec adresse, tel autre a besoin de méditations; serions-ils perdus de tout. Les talents les plus brillants ne sont pas toujours les plus utiles, et ce n'est pas surmont dans cette carrière qu'il faut s'acquiescer à juger sur les apparences.

Les études, les examens, les actes publics méritent à trois espèces de degrés. Les docteurs seront le séminaire des professeurs et de leurs suppléants. Les bacheliers donneront des magistrats et des juristes, et les barrières résisteront, comme auparavant, sans louchage ni sans courir. Ils vendront leur œuvre une carrière.

Dans tous les temps il y a eu une espèce de guerre, ou du moins de rivalité entre la théorie et la pratique. Les médecins et les chirurgiens, les avocats et les procureurs, rapprochés par leurs fonctions, divisés par leurs prétentions, se sont souvent agités par des débats dont le public flait toujours par être le victime.

La sagesse du législateur a dû séparer ce qui était essentiellement distinct, et réunir ce qui ne pouvait être séparé sans inconvénient.

C'est avec plaisir qu'on voit rétablir dans le projet de loi que nous examinons le nom et le talent des avocats, profession honorable depuis plusieurs siècles par tant de talents, tant de vertus et tant d'actions honorables.

À la suite des avocats marchaient autrefois les procureurs, comme les érudits marchaient à la suite de nos nobles chevaliers; car dans les siècles chevaleresques il y eut aussi des chevaliers en loi (1).

La Révolution, en remplaçant les procureurs par des avocats, n'a fait qu'un changement de nom; et comme ce changement n'a pas été heureux, il serait peut-être bon de revenir aussi à l'ancien nom. Ce nom de procureur, comme des Romains, exprime parfaitement les fonctions qu'ils ont à remplir. Le procureur est le porteur de procuration, le fondeur de pouvoir, le maître de la cause, chargé de toutes les démarches, de tous les soins matériels contre l'usage. L'avocat n'est appelé que pour la défense, sa mission se borne au ministère de la parole.

Quoiqu'il en soit, les avocats, les procureurs ou avoués rempliraient, tantôt conjointement, tantôt séparément, des fonctions relatives à la défense des parties.

Puisque le projet de loi admet, pour la première fois, dans les écoles de droit, ceux qui se destinent à l'état de procureurs, et qu'il range qu'ils y aient des cours proportionnés aux fonctions qu'ils doivent remplir, il paraît convenable de leur accorder le premier degré de bachelier qui reste vacant si n'a été attribué jusqu'à présent à aucune fonction publique, et qui, par ce moyen, entrerait en harmonie avec notre système judiciaire, honorerait la profession d'avocat, ou la traiterait néanmoins à une distance raisonnable d'une profession plus relevée.

Et pourquoi n'assignerait-on pas à prendre le même grade les individus qui se destinent aux

(1) Et les autres ont bachelier, bachelier, docteur, le docteur inférieure à celui de chevalier, des chevaliers.

autres fonctions publiques analogues aux Mânes du droit?

Pourquoi n'exagérerait-on pas aussi d'un quel-que gradat de leur capacité?

Ainsi les trois degrés seraient remplis. Les fonctions leur seraient des procurateurs et quelques classes d'administrateurs; les licenciés donneraient des avocats et des juges; et les docteurs pourraient devenir professeurs ou suppléants.

Des écoles de droit aussi largement, aussi fortement organisées propageraient en Europe une science qui, selon l'expression des Romains, embrasse le ciel et la terre, le juste et l'injuste, et qui, en préparant la prospérité des empires, assure même le bonheur et le repos des citoyens.

Jusqu'ici l'instruction publique n'avait eu ni ensemble, ni direction, ni surveillance; elle va jouer de ces avantages imprévisibles. Il est temps que la France se consacre aussi à la gloire de l'enseignement et des bonnes études, que l'étranger, qui vient chez nous pour respirer un air plus pur, y vienne aussi prêter et chercher une éducation plus complète, et qu'après s'être senti plus heureux avec nous, il seure encore qu'il n'en retourne meilleur dans sa patrie. C'est ainsi que le bienfait de notre législation s'étendra chez nos voisins; que notre Code civil, par la seule infirmité de la raison, deviendra le code universel de l'Europe, ou, ce qui est peut-être plus glorieux, il sera le commentaire naturel, le supplément rationnel de tous les codes étrangers.

Lorsque la reconnaissance nationale prouvera s'ajouter par un mouvement digne de son force législateur, grand et durable comme sa gloire, elle placera sur la base de ce monument, à côté de tout de triomphe, l'emblème modeste du Code civil et des écoles de droit.

#### TABLEAU

##### DE L'ENSEIGNEMENT ET DE CE QUI COMPREND : PRÉLIMINAIRES

L'histoire des législations : ancienne et moderne.  
La science des lois : ou les éléments du droit naturel, du droit des gens, du droit public, du droit civil.  
La formation des lois : ou comment les lois ont été faites et comment elles se font.

#### DRONT PUBLIC

Organisation de l'Etat : la constitution, les lois organiques.  
Fonctions diverses : militaires, finances, administration, justice.

#### DRONT PRIVÉ

Les lois civiles : le droit civil, le droit de commerce, le droit des gens, le droit de procédure.  
Les lois administratives.  
Les lois du police : police générale de l'Etat, police municipale et rurale.  
Les lois criminelles : les délits, les peines, la procédure.

#### COMPLÉMENT

Législation comparée.  
Droits des étrangers.  
Application des lois : par les tribunaux, par les administrations, dans les cas simples, dans les cas mixtes.

#### APPLICATION.

##### Préliminaires.

Il y a dans toutes les sciences des notions préliminaires et sans lesquelles on ne peut étudier avec fruit.

L'histoire de la science est un préliminaire indispensable; on aime à savoir comment on est arrivé au point où l'on se trouve; ce n'est pas seulement un objet de curiosité; il est utile de suivre les traces de la science : les premiers pas

qu'elle a faits dirigent encore ceux qu'elle doit faire. On trace donc au présent de l'histoire de la législation chez les anciens et chez les modernes, si ce présent est bien fait, il sera intéressant; s'il ne rendait que ce qu'il est nécessaire, il ne sera pas long.

Vient ensuite la théorie des lois, qui enserment les éléments du droit naturel que la raison seule établit entre les hommes; les éléments du droit des gens, qui n'est autre chose que le droit naturel appliqué aux relations des peuples entre eux; et les éléments du droit public et du droit civil. Ces notions très-succinctes ontrent l'apprit des élèves, et les préparent à recevoir la science dans ses développements.

Avant de se livrer à l'étude des lois, il est naturel de connaître la manière dont elles se forment. Cela tient encore à l'histoire des législations et au droit public du présent d'elles.

Quelques mots suffiraient pour remplir cette tâche préliminaire.

##### De droit public.

Les élèves savent déjà ce que c'est que le droit public, ils en connaissent les premiers principes; on vient ici à l'application par l'étude de la Constitution et des lois organiques. Ici commence le droit : les hommes et les choses dans le présent. Le tableau des différentes fonctions publiques intéressera les élèves. Ils verront qu'il sortent de la théorie et s'avancent vers la pratique des devoirs de la société. Les fonctions militaires, financières, administratives et judiciaires, quoique rangées dans l'ordre public, ont cependant des particularités, et, si je puis le dire, un esprit particulier dont il faut faire saisir les nuances pour développer dans les élèves le goût qui leur propre à chacun d'eux, et les diriger dans le choix de l'état qui leur convient le mieux.

Je borne à la loi du droit public, et je reporte dans la division du droit privé plusieurs matières qu'on place ordinairement dans le droit public; mais comme les méthodes sont arbitraires, il est permis de classer les matières selon le goût ou les besoins.

##### De droit privé ou particulier.

L'intérêt des élèves doit s'accroître à mesure qu'ils avancent. Avec des lois qui touchent plus directement aux besoins de chacun. Les lois civiles embrassent tous nos intérêts. Le Code de commerce n'est qu'une branche du Code civil, puisqu'il régle les transactions des citoyens dans une partie importante de leurs relations; il est possible de faire mieux d'autres codes particuliers, détachés de même du code général, et qui n'en seraient que des développements et des applications particulières. Vient ensuite la procédure, qui n'est que le moyen de réaliser les droits des lois, et sans lequel elles-ci seraient sans action.

Les lois administratives tiennent au droit public et au droit privé, par ce que les intérêts des individus s'y trouvent souvent mêlés et quelquefois compromis avec l'intérêt public. Elles ont des règles et des formes qui leur sont particulières.

Les lois de police traitent beaucoup au droit public; la police générale de l'Etat en dépend entièrement; la police municipale et rurale intéresse plus particulièrement les citoyens, dont un grand nombre sont destinés ou à la réclamer, ou à l'appliquer.

Il en est de même des lois criminelles, qui rappellent les délits, déterminent les peines, et fixent la marche de la procédure.

## Complément de l'enseignement.

Lorsqu'un ouvrage est fini, il n'est pas encore perfectionné. Les élèves ont tous les instrumens de la science : ils ont même une partie des matériaux, il faut leur en donner le génie, ils en ont vu toutes les parties, il leur a été présenté l'ensemble ; ils ont appris les théories, il convient de les préparer à l'exécution. Voilà ce que j'appelle le complément de l'enseignement.

Jusqu'ici nous avons divisé pour mieux connaître : maintenant il faut recueillir la science pour la voir dans son entier et même avec tous ses alentours. C'est ce qu'on peut faire par un bon résumé, qui, en rappelant et fixant les idées, les agrandira, rattachera par la comparaison de notre législation avec les autres législations connues. C'est ce que j'appelle *legislation comparée*.

On a vu dans le cours de droit public un tableau des différentes fonctions de l'Etat : c'est ici qu'il convient d'en tracer les détails, et non-seulement les devoirs de rigueur, mais qui, rigoureux encore, les devoirs de bienveillance, en apparence, d'en sont pas moins nécessaires pour l'honneur, la dignité de la magistrature.

Notre élève connaît les lois ; il connaît les devoirs de l'homme public, il est capable de l'être ; complétons son instruction par quelques règles générales sur la utile application des lois, soit dans les tribunaux, soit dans les administrations, donnons-lui quelques moyens de se défendre des certaines questions compliquées où les différends droits semblent être confondus et mêlés, ou le droit positif semble en opposition avec le droit naturel, où les lois de différents ordres paraissent se contraindre.

Ce complément de l'instruction qui paraît nécessaire, il sera du moins nécessaire : il agrandira les idées, présentera la science sous toutes ses faces, et formera des magistrats fermes dans leurs principes, attachés à leurs devoirs.

## Observations générales.

Ce plan d'études est un cadre destiné à réunir toutes les matières et à les présenter à l'œil dans l'ordre qui a paru le plus naturel et le plus approprié à l'enseignement. On peut ajouter, ou retrancher à son gré, déplacer les parties selon le besoin, les partager entre les professeurs suivant le goût ou les connaissances de chacun. On peut de même les distribuer dans les différents cours qui seront chaque année selon les vœux du législateur, et la urgence des réparations ou des degrés qu'on voudra obliger.

Ce cours d'études est destiné à un degré de lecture ; on regardera comme les études nécessaires pour obtenir le doctorat.

Le Tribunal ordonne l'impression du discours du Séduis.

**Carrel** (du Rhône) (1). Citoyens tribuns, il serait à désirer sans doute pour le bien général de la société et pour la tranquillité particulière des Etats, que les premiers, les grands principes d'équité que la nature a gravés dans le cœur de tous les hommes, fussent la seule législation des peuples, et que ces lois promulguées à universel s'adressent pas besoin d'un commentaire, qui s'doit varier selon les temps, les mœurs et les pays, et trop souvent, hélas ! au gré des passions de quelques hommes, dont les volontés sont devenues des lois pour tous les autres.

De là cette foule immense de traités et de commentaires, au milieu desquels on cherche vainement

vent en vain la trace simple de la nature, et qui ont fait de la science du monde, la plus obscure dans son principe, l'étude la plus longue et la plus compliquée. Mais dans l'état actuel des choses, il n'est pas au législateur que des vœux à former pour qu'un moins l'enseignement de cette science indigeste soit asservi à une marche constante et uniforme, et que ceux qui se destinent aux graves et importantes fonctions de juges ou de magistrats, ne se consacrent à l'honneur, mais plutôt à l'emploi de défendre les droits, les biens ou la vie de leurs concitoyens, trouvent facilement les moyens d'acquiescer la connaissance certaine de leurs devoirs et un accès aisé à ce rapide à la science qui les occupe, dans ces moments où ils sont cependant, qu'en refusant qu'ils soient au talent d'embrasser toutes les fautes qu'il y a de droit d'attendre de la sagesse éclairée du bon jugement, et d'exclure nécessairement et du siège du juge et de la tribune de l'arbitraire du moment ou de la probité douteuse : il est de la plus haute importance que le droit ait la certitude morale de la probité et des connaissances de l'homme à qui il confie la défense de son honneur ou de sa fortune : c'est le sentiment intime de cette vérité reconnue dans tous les temps, qui a fait presser et qui préside encore, chez tous les peuples qui ont des lois et des mœurs, aux réglemens des cours et des études de droit. Partout on a senti que, puisque les progrès de la civilisation avaient rendu insuffisantes les notions premières du droit naturel, la société ne pouvait mettre sur d'autres trop simplifiées dans le choix de ceux qu'elle appliquait à l'arbitrage de ses plus grands intérêts.

S'il existe donc une science qui doive servir de base pour dire, et parler d'un autre comme pour s'élancer avec une constante uniformité jusqu'aux points d'un empire les plus reculés, l'est sans doute la science du droit : il ne peut y avoir à cet égard rien de vague, rien d'arbitraire ; il faut une marche et des lumières, et il les faut sûres et positives.

Elles existaient avant l'époque où le génie de la destruction, se croyant celui de la réforme, ruina inconsidérément de fond ou romblir de vieux édifices que le temps avait usés, et que sollicitaient seulement une main réparatrice. Parmi ces ruines vénérables, où la nécessité de reconstruire sur un meilleur plan reprie sans cesse la préséance du bon sens, les grands corps d'enseignement public devaient appeler et fixer aujourd'hui toute son attention et toute sa sollicitude.

Plusieurs années d'expériences ont convaincu sans peine que l'enseignement du droit ou pouvait flotter en l'air, sans guide, sans règle, sans principes, sans être asservi même à la sévérité de ces principes qui garantissent au citoyen le degré de confiance qu'il peut et doit accorder à ses défenseurs juridiques. Il y avait des abus sans doute et de grande à réprimer dans les universités ; les corps enseignants avaient vu se rarifier insensiblement les mœurs de leur antique et salutaire discipline ; le choix des sujets était de moins en moins sévère, et leur admission beaucoup trop facile ; de son côté l'instant où la haute révolution s'est approchée de ces grands corps, elle les a trouvés muets d'avance et étonnés d'entendre, avant que l'on eût osé à les frapper. A ces abus introduits par l'usage et l'habitude par cette espèce d'inertie qui ne les repoussait point d'abord, et qui les découvrait ensuite trop tard, on joignait un vice inhérent à notre législation, et qui affligeait en vain tous les soins de l'ordre

(1) Le discours de Carrel se trouve pas au Moniteur ; mais le donnez en résumé.

et de la prospérité de l'Etat. On sent bien que je veux parler ici de cette distorsion gothique de droit écrit et de droit coutumier, qui n'était le plus souvent, pour ne pas dire généralement, que d'anciens abus, ou de prétendus droits oppressifs, dont l'usage avait fait des lois barbares, et qui, à la honte de l'humanité, avaient une force bien plus réelle, étaient bien plus religieuses et observées que les lois rédigées pour le bien général de la grande famille.

Mais supposons, pour un instant, que ces coutumes fussent vraiment basées sur les localités particulières, n'étaient-elles pas déjà si inconvenients bien réel, que entravaient bien décourageaient dans l'état du droit, que cette disparité, cette contradiction même de lois dans un seul et même Etat? Le travail le plus opulente, la constance du zèle le plus fortement promu, pourvu-ils espèrent de parvenir jamais à embrasser l'universalité de ces coutumes, que dépendait il d'ailleurs connaître pour avoir une idée générale du droit français?

La loi est pour tous; elle doit être la même pour tous, et il ne faut pas qu'un ou deux administrés qu'elle gouverne puisse être exposé à voir varier ses dispositions à son égard, selon qu'il peut varier lui-même ses établissements, ou ses moyens d'existence. Ces lois des réserves qui d'ailleurs des hommes à tel ou tel cri de terre, sous peine de ne pas trouver ailleurs les mêmes droits ou les mêmes avantages.

Le Code civil, ce présent magnifique, attendu depuis si longtemps par la France entière, et qui lui a été fait enfin par le Gouvernement, a coupé d'un leurs plus profondes racines ces abus multipliés : il a généralisé la législation française, donné les mêmes avantages à ceux à qui la nature avait accordé les mêmes droits; et l'on n'aura plus à géner sur les maux insurmontables qui résulteraient d'insécurité, dans un grand empire, de ces lois confuses de coutumes contraires aux lois, et de lois qui combattaient les coutumes, mélange bizarre d'éléments discordants et qui effrayaient également par le nombre et la diversité de leurs inconvénients.

L'unité du Code civil est si généralement sentie, que je ne la rappellerai un moment ici que pour en rendre de nouveau grâce à l'hommage à la sagesse du Gouvernement et aux juristes-sages profonds qui ont dirigé sa prudence, et vous faire mieux apprécier encore l'importance d'un projet qui va rendre désormais l'étude des lois digne des lois elles-mêmes.

Je ne me permettrai pas, citoyens tribuns, d'analyser ce projet dans toutes ses parties; le rapport savant et détaillé qui vous en a été fait au nom de la section de l'intérieur, me commande un examen rapide et de légères observations sur quelques articles seulement.

On se plait généralement à reconnaître la sagesse qui a présidé à la rédaction du titre 1<sup>er</sup> du projet que nous examinons.

On ne pourra être admis aux écoles de droit avant l'âge de 16 ans, parce que tout le temps qui s'écoule depuis l'enfance jusqu'à cette époque de la vie, où l'homme commence à sentir l'importance du génie, doit être employé d'abord à l'acquisition de connaissances nécessaires à tous les états, puis à celles d'un ordre plus relevé et indispensable à l'exercice de ces grandes professions qui ont un rapport si intime avec l'ordre et le bonheur des sociétés.

On enseignera les éléments du droit naturel, parce qu'il est la base du droit positif, et de toute espèce de législation; prout que ce n'est que par

une connaissance raisonnée de ses droits naturels que l'homme peut arriver à la connaissance et à l'accomplissement de ses devoirs. Il faut qu'il sache à quelles conditions la société l'a compté au nombre de ses membres, et qu'il apprenne ainsi ce à quoi s'engage cette même société à son égard.

Après le droit naturel, qui est celui de tous les peuples et de tous les climats, chaque société doit également connaître ses rapports avec les autres sociétés, et surtout se doit particulier des nations c'est point et ne saurait être le même, ou à place l'étude du droit des gens, ou des nations, immédiatement après celle du droit naturel.

Beaucoup de gens sages ont pensé que l'enseignement du droit français comportait nécessairement celui du droit ecclésiastique français; puisque, grâce au concordat et aux lumières qui en ont dirigé la rédaction, il n'y a plus de lutte à redouter entre l'Etat et la religion; et il ne faut rien négliger pour maintenir cette harmonie et cette intelligence. Un y parviendra plus facilement sans doute en familiarisant les juristes avec la connaissance des droits respectifs et désormais confondus de l'Etat et de la religion concordante aux lois de l'Etat.

L'article 31, titre V, relatif au serment à prêter par les avocats et les avoués, est ainsi conçu : « Les avocats et avoués seront tous, à la publication de la présente loi, et à l'avance avant d'entrer en fonctions, de prêter serment de ne rien dire ou publier, comme défenseurs ou conseils, de contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat et à la paix publique, et de ne jamais s'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques. » Mais, citoyens tribuns, s'il est des cas où la religion du serment doit servir à interposer sa auguste autorité, c'est bien celui sans doute dont il s'agit ici; et c'est précisément parce que le serment devient ainsi important qu'il est indispensable, qu'il en faut scrupuleusement prêter tous les mots au poids de la conscience la plus honorée. C'est donc d'après les plus sérieuses réflexions et l'examen le plus sérieux, que quelques personnes voudraient que les avocats et les avoués fussent astreints, avant d'entrer en exercice, au serment de remplir leurs fonctions avec honneur et probité; de se conformer aux lois, aux règlements, et de ne s'écarter jamais du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques.

Se conformer aux lois, mes collègues, c'est-ce pas y obéir, en suivre scrupuleusement l'esprit? et ces lois, les lois d'un peuple policé, les lois de la République française enfin, ne commandent-elles pas les bonnes mœurs? Serait-il donc Français, celui qui, comme conseil ou comme défenseur, d'un ou écrirait quelque chose d'atteinte à la majesté de l'Etat, à sa sûreté? Ah! qu'ils sont peints, qu'ils sont vils, ces hommes du trouble, ces agitateurs du crime! Qu'ils parcourent nos campagnes, qu'ils fréquentent nos villes, partout ils seront surveillés, arrêtés et livrés par les citoyens eux-mêmes aux tribunaux chargés de les punir. Il n'a besoin que de sa propre grandeur, le Gouvernement qui a si heureusement trouvé le lien fortifié qui attache le bonheur du peuple à la majesté du souverain.

L'article 36 veut expressément qu'à chaque vacance de place, de professeur ou de suppléant, il soit ouvert un concours public, dont les professeurs seront les juges. Au effet, il ne doit rester aucun doute aux concurrents sur la supériorité de

leurs compétiteurs dans un concours, aucun doute aux citoyens sur la sérénité reconquise des professeurs chassés. Cette brèche essentielle de l'instruction publique est par là, nous aurons rapport, se confondre avec les autres parties de cette branche importante de l'administration générale de l'Etat. Il s'agit de la lecture et de l'enseignement des citoyens, et ils ne pourront acquiescer trop du résultat de la moralité et des lumières des hommes auxquels ils pareils tristes doivent être sortis.

Je me joins au répertoire pour l'Etat et le Gouvernement et lui rendre grâce au nom du peuple français, dont nous sommes les organes, de sa tendresse journalière à faire mieux que les gouvernements sous lesquels nous avons été réçu, et surtout de cette infatigable activité qui reconstruit chaque jour les divers moyens de gloire et de bonheur que la nature a si magnifiquement répandus sur tous les points de la République, pour la rendre heureuse au-delà de la redoutable au dehors.

Je vote l'adoption du projet.

Le Tribunal entend l'impression du discours de Carret.

Aucun autre ministre ne demandant la parole, la discussion est close et il est procédé au scrutin. Le projet de loi est adopté à l'unanimité de 50 votants.

Les citoyens Mallarmé, Perrin et Séjiliez sont chargés de porter ce vœu au Corps législatif.

La séance est levée.

## CORPS LÉGISLATIF.

### PRÉSIDENCE DU CITOYEN FONTANES.

Séance du 22 centième an. Mercredi, 13 mars 1801.

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

**Thomas** (de la Jarnie), Citoyen législateur, le citoyen Ducray-Dumartin, avantageusement connu par plusieurs productions littéraires, vous présente, par mon organe, l'hommage d'un nouvel ouvrage destiné à la fois à l'instruction et à l'amusement de la jeunesse.

L'auteur n'a pas pris la forme didactique; il la laisse aux ouvrages de pure instruction.

Sous un titre léger, sous une écorce agréable, à l'usage même des rhéteurs de la gravure, dont l'ouvrage est orné, l'auteur pique la curiosité de ses jeunes élèves; il attire leur attention, il s'empare de leur esprit pour leur passer dans leur cœur les leçons de la morale et de l'instruction, et y dépeint le germe de toutes les vertus domestiques et sociales qui doivent en former des citoyens sages, des épouses vertueuses, des mères tendres, de bons citoyens.

Le livre de M. Ducray-Dumartin est de nature à être recommandé à toutes les mères comme à toutes les personnes chargées de diriger l'éducation des enfants. Il est intitulé : *Les journées du village ou Tableau d'une bonne famille*; ouvrage destiné à amuser et à instruire la jeunesse.

Je demande pour l'auteur, dont le zèle est louable et inépuisable, le but qu'il s'est proposé, préface un succès qu'il mérite, renvoi de l'hommage au procès-verbal et le dépôt de l'ouvrage à la bibliothèque du Corps législatif.

Ces propositions sont adoptées.

Les citoyens Miel et Rodon, conseillers d'Etat, sont introduits.

Le citoyen **Miel** présente un projet de loi relatif à un droit de baux dans le port d'Anvers. Au quel le texte et l'exposé des motifs :

Citoyens législateurs, au milieu des travaux importants qui ont occupé la session actuelle, la

Gouvernement a déjà fixé votre attention sur un grand nombre de projets de loi d'un intérêt local. En les soumettant à votre sanction, il vous a prouvé que les grandes discussions auxquelles il a dû vous appeler pour l'immense vaste édifice du Code civil, fonder un système de finances, compléter l'organisation de l'instruction publique, régler avec équité un ordre de propriété jusqu'ici incertain, ne lui ont pas fait perdre de vue les détails de l'administration.

C'est ainsi que, par sa proposition, vous avez pourrivement, par des lois sages, en secondant les efforts, en soutenant les efforts volontaires des départements et des communes, encouragé d'utiles constructions, et réalisé de grandes entreprises. En réouverture de ces travaux, toutes nouvelles vont s'ouvrir à travers des montagnes jusqu'aux imprudables et dans des sables arides; des digues vont se fonder ou se réparer, et rendre au conservateur à la culture des terres sur la mer et des torrents envahissent; des canaux vont porter la fécondité dans des plaines stériles; et ces travaux, interruptions ordinaires des travaux de la paix, vont s'exécuter lorsque la guerre que nous avons à soutenir semblerait devoir absorber toutes nos pensées et tous nos moyens, tout les ressources de la France sont étendues, tout est grande la sérénité qui régnait dans tout la République et la confiance, qui inspire le génie de celui qu'elle a choisi pour chef.

Je viens encore aujourd'hui, au nom du Gouvernement, vous offrir une nouvelle preuve de cette confiance et de cette sérénité.

Le port d'Anvers, antique berceau du commerce du nord de l'Europe, en perdant sa prospérité et sa splendeur, avait été totalement négligé; aucune réparation n'avait été faite parce qu'aucun intérêt n'en commandait, et d'ailleurs au nord il était tombé dans un tel état de délabrement, que, sans de grands travaux, il ne pouvait répondre aux nouvelles demandes que lui promettent dans l'avenir son union avec la France et l'ouverture de l'Escaut.

Le Premier Consul, lors de son voyage en Belgique, reconnu par lui-même la nature et l'étendue du mal; il parla, et les négociants d'Anvers s'empressèrent d'offrir les fonds nécessaires pour commencer les travaux. Trois cent mille francs ont déjà été avancés par le commerce dans le cours de l'an XI.

Huit cent mille francs seront fournis par la même voie pendant l'an XII, et cent cent mille francs en l'an XIII.

L'intérêt de ces avances fut fixé à cinq pour cent par an, et devait être servi par un droit de baux imposé sur tous les bateaux de mer qui entreraient dans le port d'Anvers, et par un droit de colie perçu sur toutes les marchandises qui arriveront par l'Escaut.

Le projet de loi que je vais avoir l'honneur de vous présenter a pour objet de rétablir ces deux droits et de déterminer l'affrètement spécial des sommes qui en proviendront. L'un et l'autre ont été proposés par le commerce lui-même et calculés de manière à ne point exiger du port d'Anvers les bâtiments et les marchandises qui doivent les supporter.

Le droit qui se percevra sur les ouvrages est abso- lument dans la même proportion que celui que vous avez établi l'année dernière, par la loi du 12 bré- réal, pour les baux des ports du Havre, Ostende et Bruges. Une disposition particulière en exempté même pour Anvers les bâtiments au-dessous de 50 tonneaux et ceux exclusivement destinés à la



pêche; exemption tout à fait poétique, que la situation du port et la nature de commerce qu'il lui devaient naturellement commander.

Quant au droit sur les marchandises, désigné dans la loi sous le nom de droit de port, il varie également suivant leur nature et suivant leur genre. Ainsi, par exemple, les denrées coloniales qui ont une grande valeur, telles que l'indigo, la noronelle, les gommes, les sucres et cafés, sont taxées à un franc cinquante centimes par baïle, barrique ou caisse. Les balanes, les poix et les pelleteries qui viennent dans des emballages de grand décaissement, sont taxées, par baïle ou barrique, à deux francs.

Sous le rapport de la grande valeur des uns ou du poids considérable des autres, ce maximum ne peut donc paraître trop élevé.

On a suivi des proportions analogues dans la fixation des autres droits, et il ne peut être susceptible de nuire à la navigation sans le laisser aucun intérêt. Le tarif joint au projet de loi, et dont j'aurai l'honneur de transmettre l'original, vous les fera connaître.

Je passe maintenant aux précautions prises par la loi pour assurer la perception et l'exécution des sommes qui sont l'objet de ces deux droits.

La perception en est confiée, comme celle des droits de transit établis dans les autres ports de la République, aux préposés de la douane, et le montant doit en être versé par eux dans la caisse de ce service général du département, qui le transfère à la disposition de la chambre de commerce d'Amvers.

Le produit servira d'abord les intérêts à 5 0/0 de la somme déjà avancée par le commerce d'Amvers. L'excédant est affecté ensuite :

1<sup>o</sup> aux dépenses de la chambre de commerce de cette ville.

2<sup>o</sup> Au paiement des intérêts. Également à cinq pour cent, tant de la somme de huit cent mille francs que de celle de neuf cent mille francs que le commerce d'Amvers doit avancer pour l'achèvement des travaux du port pendant les années VII et VIII.

Enfin, sa, après l'acquittement de toutes ces dépenses, le produit des deux droits se trouvait encore supérieur, la loi veut qu'on se réserve l'application, d'après les ordres du Directoire, à d'autres travaux de perfectionnement qui seraient jugés nécessaires pour l'entretien et l'embellissement du port.

Ces explications doivent, citoyens législateurs, vous rassurer complètement sur la modération de la taxe et sur la garantie de l'emploi des produits. Après vous les avoir données, je pense que le Gouvernement peut justement espérer que vous ne refuserez pas de sanctionner un projet dont l'exécution ne présente aucun inconvénient et dont les résultats sont si avantageux.

#### PROJET DE LOI

*Relatif à un droit de transit dans le port d'Amvers.*

Art. 1<sup>er</sup>. À dater de la publication de la présente loi, il sera perçu dans le port d'Amvers un droit de transit sur tous les décaissements qui y entrent, soit qu'ils aient été faits ou non des bauxes.

Ce droit est réglé ainsi qu'il suit :

Les navires de navigation à voiles traverseront à raison de vingt-cinq centimes par chaque tonneau.

Celui du port à deux ou trois cinquante tonneaux, chaque tonneau par tonneau.

Les an-dessus de deux cents cinquante tonneaux, chaque tonneau cinquante centimes.

Les navires qui restent plus de deux mois dans le port paieront, par chaque tonneau, en plus des droits ci-dessus mentionnés :

1<sup>o</sup> Les navires an-dessus de cinquante tonneaux et

non exclusivement employés à la pêche seront taxés double droit.

4. Il sera également perçu dans le port d'Amvers, à dater de la publication de la présente loi, et conformément au tableau ci-joint, un droit de cide sur tous les marchandises qui arriveront par l'Escaut, non sur les autres de mer, qui ont été cotés bauxes venant de la Hollande ou de Flessingue.

5. Les marchandises non décaissées en baïles paieront quinze-vingt-cinq centimes par quintal métrique.

6. Le droit sera payé immédiatement tantentes les marchandises, même décaissées de bord à bord en passant le transit.

Il sera dû sur les décaissements faites à la douane.

7. Le produit de ces droits est destiné à couvrir les intérêts sur le prêt de cinq millions par an de la somme de trois cent mille francs avancés par le commerce d'Amvers pour l'achèvement des travaux du port ordonnés au plan XI.

L'excédant de la recette, s'il en existe, demeure affecté :

1<sup>o</sup> À couvrir les dépenses de la chambre de commerce d'Amvers.

2<sup>o</sup> À servir les intérêts, également sur le prêt de cinq millions par an, tant de la somme de huit cent mille francs que de celle de neuf cent mille francs, que le commerce d'Amvers a avancés pour la construction du transit du port pendant les années VII et VIII.

8. Si, après l'acquittement des dépenses mentionnées dans l'article précédent, le produit des droits de transit et de cide se trouvait supérieur aux autres dépenses, cet excédant sera appliqué, d'après les ordres du Gouvernement, aux travaux de ce port non encore terminés.

9. La perception de ces divers taxes sera faite par les percepteurs de la douane de cette ville, et le montant sera versé dans la caisse du receveur général du département de la Seine-Inférieure, qui le transfère, après paiement, à la disposition de la chambre de commerce d'Amvers, pour être employé exclusivement, sur les mandats de cette chambre, à l'acquittement des dépenses auxquelles il est affecté.

10. Un chambre de commerce d'Amvers rendra compte tous les ans, d'après le mode qui sera fixé par le Gouvernement, du montant du produit des droits, et de l'emploi qu'elle en aura fait, conformément aux dispositions de la présente loi.

*Tarif du droit de cide sur les marchandises entrant à Amvers par l'Escaut.*

En barriques de 500 à 1,000 liv. pesant, 1 franc 10 centimes de 500 à 500 liv. 50 centimes de 200 à 100, 30 c. En balles de 200 à 500, 30 c. Moins de 200 à 100, 10 c.

#### BIENS DITS, TAXES DE NAVIGANT.

Par barrique, 1 franc. En baïles métriques 1 fr. 25 centimes. En tierçons, 60 centimes. En tiersons de la Havane, 40 centimes. En sacs ou caisses, 10 centimes.

#### SALES GROSSES.

En caisses ou demi-caisses, 10 centimes.

#### TARIF.

En baïles ou tierçons, 1 franc. En tiersons d'Amsterdam, 1 franc. En tiersons de Brabant, 75 centimes. En tiersons de Venise, Paris-Ros etc. par paquets de 10 à 50 liv., 15 centimes. En tous autres espèces d'emballage non décaissés, par charge 100 liv., 15 centimes.

#### COTON ET LAIN.

Les 250 livres pesant ou an-dessus 50 centimes. Les 150 livres pesant et an-dessus, 30 centimes. En sacs, 20 centimes.

#### SALES.

En barriques de 500 à 1,000 liv. pesant, 1 franc. Moins de 500 à 500 liv., 75 centimes. En baïles, 15 centimes.

#### POURTE.

En balles de 250 liv. pesant et an-dessus 25 centimes, Moins de 250 liv. et an-dessus, 15 centimes.

#### POURTE EN SACS.

En grosses barriques, 1 franc. En barriques de 500 à 500 liv., 50 centimes.

## RAD.

En caisses enfilées, 50 centimes. En demi-caisses du quart, 25 centimes.

## ARCADE.

En barils, caisses en sautois, 1 fr. 50 centimes. En demi-sautois, 1 franc.

## PACRIVILLE

En sautois caisses, 1 fr. 50 centimes. En balles, 1 franc.

## TOILES.

De coton blanches en sautois, blèmes, monochères des Indes, marbais, romanches, etc. Par balles, 2 francs.

## TOILES &amp; VOILES.

De Ruene, de Polegno, pour emballage, par balles, 50 c.

## TOILES AU SUIVE

D'Hautmont et d'Escheldt, et généralement toute espèce de toiles de ce genre, par balles, 2 francs.

## LAINES.

De Nord, de Portugal, d'Espagne ou d'Italie, en balles de 250 à 300 liv., 1 franc. Idées de 100 à 200, 75 cent.

## POIL DE CAUVRE OU DE LAMPE.

Par balles, 75 centimes.

## PIZ.

En barils, 35 centimes. En balles du Piémont, 75 centimes.

## PELLETERIE

Peaux de lièvre, d'ours, de chevreuil, etc., par balles ou barriques, 2 francs.

## PIERS.

Seeds de bœuf, vache, etc., la pièce, 30 centimes. Coirs vairs, la pièce, 40 centimes.

## VINS.

De Bordeaux, de Côte d'Espagne, et de toute autre espèce, les 27 voles, 50 centimes.

## SABON-DE-TOILE

Les 27, 4 volés 75 centimes.

## BUIES.

De Galipoli, d'Aïa, et de toute espèce, les 18 voles, 50 centimes.

## SARANCES.

Par barrique, 1 franc.

## CORBES.

Par barrique, 1 franc 50 c. En sautois, 50 centimes.

## CORBES.

Les 2,000 livres pesant, 1 franc.

## CHASSON DE TOILE.

Les 2,000 livres, 75 centimes.

## SOI DE.

Les 2,000 livres pesant, 25 centimes. Les bois de signature en bloc, les lers, plume d'âne, culvres, autres qu'en caisses, les 2,000 livres pesant, 50 centimes.

## CHASSE

Les 2,000 livres pesant, 75 centimes.

## BOIS DE CONSTRUCTION.

Planches, pontes et sauto, etc., à raison du port du sauto ou de sa charge, par chaque tonneau, 35 centimes.

## BOIS D'AGALON, 2 ENLÈVE.

Les 2,000 livres pesant, 1 franc.

## FUSE.

Les 100 livres pesant, 1 franc.

## ORAINS.

Graines, semences, fèves, etc., par tonneau de 2,000 livres pesant, 1 franc.

Le Corps législatif accorde que ce projet de loi sera transmis au Tribunal par un message.

La discussion devant le Corps législatif est indiquée au 25 vendémiaire.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif aux écoles de droit.

Les orateurs du Gouvernement et ceux du Tribunal sont introduits.

**Le Président.** Le citoyen Ferrin a la parole.

**Ferrin** (1). Citoyens législateurs, depuis longtemps la philosophie révolutionnaire a formulé l'un des vœux les plus ardens de l'humanité : l'union de la science et de la morale, qui offrit aux citoyens et leurs droits et la règle de leurs conventions dans une réunion de principes rédigés avec clarté, classés avec ordre, et qu'ils pussent consulter à tous les instants de leur vie.

Ce vœu est enfin rédigé ; le projet en a été conçu au milieu des orages de la révolution ; des hommes dignes de toute la reconnaissance nationale, plus occupés du bonheur de leur patrie que de leur propre conservation, en ont préparé les éléments et présenté les modèles ; un Gouvernement éclairé s'est empressé de tout perfectionner ; et, par vos délibérations, vont être mis le dernier sceau à ce monument de sagesse dont il est permis d'assurer l'immortalité.

Grâces vous en soient rendues, citoyens législateurs ! grâces en soient rendues à ce Gouvernement dont nous devons proclamer les vertus lorsque la Providence veille à sa conservation ! la réunion de vos volontés a tout fait pour la gloire de la nation ; mais son bonheur exige encore de vous un nouveau bienfait.

Que peut la sagesse des lois, si le dépôt n'en est confié entre les mains de magistrats pénétrés de l'importance de leurs fonctions, dès longtemps préparés à les remplir par l'étude et la méditation, habitués à la recherche des principes qui lui servent de base, et qui réunissent les lumières que l'apprentissage fait acquies à la morale qu'inspire nécessairement un examen sévère des devoirs du citoyen, soit envers sa patrie, soit envers les autres membres de la société, ou même de laquelle il vit ?

La loi sur laquelle vous êtes aujourd'hui appelés à délibérer, est destinée à procurer à la nation ce nouveau degré d'instruction, ce nouveau gage de sa félicité ; elle offre au jeune citoyen qui veut parcourir la carrière honorable de la magistrature, les moyens d'obtenir dans des écoles spéciales les connaissances qui lui sont nécessaires ; elle organise toutes les ressources de l'instruction qu'il doit détenir ; elle se présente pour lui ouvrir le moyen de la justice et même l'impe qu'elle se dispose à le récompenser, s'il n'a d'autre titre pour y prétendre qu'une présomption ignorante.

Il appartient sous ce titre à l'Institut du Gouvernement qui vous a présenté le projet de loi que je viens discuter devant vous, de vous développer tous les avantages de l'instruction même dans une œuvre qui peut paraître lui être étrangère. Le succès aura lieu si il a rempli sa mission vous a bientôt convaincus qu'un projet étendu peut embrasser tout à la fois l'étude de la nature et celle des devoirs du citoyen, et nous indiquer la marche qui peut assurer les progrès dans l'une comme dans l'autre de ces sciences.

De toutes les dispositions du projet, les plus importantes sont celles qui déterminent la matière de l'enseignement ; elles reconnaissent la science du droit dans le cœur qui en la réforme ; elles indiquent au magistrat les sources dans lesquelles il doit puiser les principes de ses décisions, et au

(1) Le discours de Ferrin ne se trouve pas au Moniteur : nous le donnons en extrait.

jurisconsulte quelle doit être la règle de ses conseils; elles sont aussi les premières sur lesquelles ce projet demande que vous fixiez votre attention.

Qu'il est difficile, citoyens législateurs, de se livrer à l'examen de ces dispositions, sans succomber au désir de regarder au instant en arrière, de déterminer les limites actuelles de la science du droit, sans être tenté de considérer ce qu'elles étaient avant la révolution!

L'empire, alors soumis à un même gouvernement, se divisait cependant en un grand nombre de provinces, qui toutes avaient leur législation particulière. Régies par autant de communes différences, qui toutes s'étaient formées sous l'influence de la localité, elles offraient à chaque pas des monuments de servitude et d'usurpation: la condition des personnes, des propriétés, variés à chaque instant. A côté de l'homme libre vivait le serf attaché à la glèbe; à côté de la terre allodiale de toute redevance existait celle comprise dans la censive, et la borne qui séparait les propriétés séparait aussi le domaine de la servitude de celui de la liberté: l'une des premières lois de la nature, l'égalité entre les vultus d'un même père, n'était pas universellement respectée; et l'on voyait sur une partie de la France l'orgueil vouer à la misère ceux qui avaient eu le malheur de naître quelques instants après celui qu'il enrichissait de leurs dépouilles.

C'était de cette diversité d'usages et de coutumes que se composait alors la science du jurisconsulte; et lorsque tout répondait à l'ordre de la nature, c'était dans l'histoire même des usurpations qu'il se voyait contraint de puiser les règles de ses décisions.

Quelques provinces, il est vrai, semblaient avoir échappé à la confusion; elles vivaient encore sous l'empire de la législation de ce peuple qui, après avoir été vaincu par sa célébrité l'emporta qu'il avait subjugué, vaincu par sa chute un si grand exemple de l'instabilité des grandeurs humaines; du ce peuple dont la destinée était de régner sur toute la terre par sa raison après avoir cessé d'y régner par ses armes.

Mais le code de ses lois, échappé aux ravages du temps, ce code qui n'a pas rare de justes motifs mérité pour nous l'honorable titre de science écrite, présentait encore au jurisconsulte un chaos difficile à débrouiller, un labyrinthe dont le grand nombre de commentateurs n'avaient fait que compliquer les détours, et dans lequel il a toujours été difficile de se reconnaître, jusqu'à ce que deux hommes, dont les noms seront encore longtemps en vénération, se sont successivement présentés pour guider le jurisconsulte dans ses recherches et lui ôter les obstacles qu'il rencontrait à chaque pas.

Ces différentes lois, leurs divergences, leurs contradictions, se constituaient pas encore toute la science du droit; elle comprenait aussi cette volumineuse compilation de lois ecclésiastiques dont l'étude pouvait remplir seule la vie entière du jurisconsulte qui voulait les approfondir: témoin éternel de l'ambition des chefs de l'église, recueilli informe de ces maximes ultramontaines qui élevaient de si fréquents débats contre le sacerdoce et l'empire, auxquelles on a vu souvent l'ambition des rois sacrifier les droits de la loi et des peuples, et dont en France le cahier de non liberté et l'appel comme d'abus furent seuls capables d'arrêter les usurpations.

Qu'il est consolant pour nous, citoyens égaux, de pouvoir reléguer dans les fastes de l'histoire ces mouvements des passions des grands,

du l'erreur et de la faiblesse des notions, et de pouvoir ramener la science du jurisconsulte aux principes simples et uniformes du droit civil!

C'est aussi le but que se propose le projet de loi. Mais il ne perd pas de vue que l'ordre de l'enseignement ne doit pas être laissé à l'arbitraire.

Les Romains n'avaient pas reconnu combien cet ordre dans la classification des lois importait à leur intelligence, combien il était propre à prévenir la subtilité, les fausses interprétations, et la reconnaissance publique qu'ils témoignèrent aux jurisconsultes qui s'occupèrent de cet objet, nous montre encore quel prix ils attachèrent à ce travail.

Ne soyons pas plus ingrats qu'ils ne le furent, et laissons-nous de rendre aux coopérateurs de notre Code civil l'hommage de notre gratitude pour avoir surpassé les modèles que la législation des peuples, tant anciens que modernes, pouvait leur présenter.

Quelle clarté on voit régner dans cet ordre qu'ils ont adopté, et comme il soulage l'esprit et le jugement! Comme on y reconnaît l'empreinte d'un génie vaste qui, saisissant d'un seul coup d'oeil tout l'ensemble de l'édifice qu'il doit construire, sait enlever en posant la base combien on équilibre exact doit contribuer à la solidité de la partie la plus élevée!

L'homme, considéré individuellement, ou dans ses rapports de famille et de cité, doit être sans doute le premier objet de la loi: il nait sans propriété, il peut mourir sans en avoir goûté les douceurs; elle n'est qu'un accessoire à son existence, il doit donc être le premier objet de la loi; et c'est aussi celui dont le Code civil s'occupe en premier ordre.

L'homme est faible; il croit: son imagination se développe, son jugement se forme, les passions l'entraînent, l'âge en modère l'impétuosité, l'expérience lui donne une force de résistance qui en diminue le danger; il est de son penchant de la censure, il s'agit à une compagne, il devient à son tour chef de famille, il meurt: telles sont ses différentes états dans la course de sa vie.

Le Code civil le suit pour ainsi dire pas à pas. La loi agit pour lui tandis qu'il est incapable de le faire; elle l'environne d'une force protectrice, lorsqu'il serait dangereux de lui livrer à lui-même: cette force ne peut l'arrêter; les plus doux sentiments de la nature ne lui permettent presque pas de l'opprimer; et c'est ainsi qu'il est amené à la qualité du membre de la cité, et conduit jusqu'au moment où il peut contracter cette union qui doit avoir une si grande influence sur le bonheur de sa vie. Alors la loi organise pour ainsi dire cette société de sentiments, d'affections et de loyauté, qui se contracte entre le mari et la femme; et si ses efforts pour leur procurer une vie douce et tranquille ne sont pas suivis du succès qu'elle pouvait s'en promettre, elle leur procure le moyen de rompre ce lien qui fait leur malheur commun. Tel est l'ordre simple et naturel que notre Code a adopté relativement aux personnes.

La propriété est, après l'état de la famille et du citoyen, le plus grand mobile des actions des hommes; et c'est aussi le second objet dont la loi s'occupe. On l'acquiert, on en jouit, on en dispose; c'est à ces trois idées qui se rapportent toutes les dispositions qui la concernent, et toutes se trouvent placées sans confusion dans l'ordre qui leur convient. Enfin les conventions ont dû naturellement se présenter à l'esprit du législateur.

teur; elles ont des variétés qui leur sont communes, il était juste de les réunir sous un même titre. Il est une introduction nécessaire aux dispositions qui sont relatives à chaque espèce de contrats; il évite des répétitions toujours dangereuses; il prépare à l'intelligence des préceptes particuliers; il soulage tout à la fois le jugement et la mémoire.

Tel est, citoyens législateurs, l'ordre admirable de notre Code civil; il est digne de vous applaudir de la disposition de la loi qui prescrit de l'observer dans l'enseignement; vous ne vendrez pas le livre aux dangers d'un arbitraire destructeur.

Le droit civil, dans l'ordre établi par le Code civil, sera d'abord le premier objet de l'enseignement. Mais gardez-vous de penser que la connaissance personnelle contenue dans ce Code puisse désormais former toute la science du droit, et qu'après l'avoir acquise le jurisconsulte puisse se reposer sur lui-même de l'application qu'elle peut être appelée à en faire. Cette idée, séduisante sans doute pour une présumption présumptive, serait, en s'accréditant, une calamité publique; ou en verrait bientôt résulter une diversité de jurisprudences non moins dangereuse peut-être que la diversité des coutumes.

En donnant au magistrat, au jurisconsulte, d'autres règles de décision que le texte de la loi, je ne prétends pas au contraire l'autorité. Lorsqu'elle est claire et précise, lorsque l'application en est simple et facile, il n'y a pas à débiter; sa voix est impérative; c'est au crime de s'en écarter.

Mais ce serait une grande erreur de croire qu'un milieu des rapports multipliés qui se sont établis entre hommes, la loi puisse prévoir tous les débats, qu'elle puisse pénétrer tous les détours secrets à travers lesquels la cupidité, la mauvaise foi cherchent à s'échapper, et à désemparer la subtilité en lui opposant à chaque pas une barrière insurmontable dans la prévoyance de son texte.

Il faut donc que le jurisconsulte apprenne à suppléer son silence; il lui faut une règle invariable, une boussole qui le guide dans ses opinions, dans ses jugements. Cette règle, il ne peut la trouver que dans les principes de cette justice, de cette équité naturelle, dont l'évidence est en nous, qui dirigent notre raison, qui ont été reconnues dans tous les temps, chez toutes les nations, et dont la vérité n'a jamais perdu ses droits, même sous la despotisme la plus absolue.

Simple dans son origine, le droit naturel et des gens se trouvait renfermé dans quelques vérités qui n'avaient pas besoin d'être enseignées, qui pouvaient suffire à des êtres que le seul penchant de la nature avait réunis, et dont la société n'avait d'autre base que les besoins peu multipliés de chacun de ses membres et la conservation de tous.

Mais lorsque ces besoins s'accroissent, il faut leur donner des conséquences des premiers principes; et bientôt la difficulté de remonter, par le seul effort de l'imagination, jusqu'à l'origine de tant de raisonnements éloignés de leur source, et de suivre pas à pas toutes les branches qui en dérivent, excite le zèle des jurisconsultes philosophes, et le droit naturel fut placé au rang des sciences.

Dans les beaux temps de la République, il guida la législation de Rome, il anima l'éloquence de plus grand de ses orateurs, il se fit pas méconnu sous les empereurs; et parmi nos contemporains, les Grotius, les Puffendorf, les Burlamaqui, les Montesquieu, attesent assez combien est précieuse l'étude du droit naturel, combien elle est nécessaire en législation.

• Au milieu d'un grand nombre de lois positives formées par les usages des peuples, ou par la volonté souveraine du législateur, le droit est néanmoins le socle de nos principes. Attirons-nous, disant le chancelier d'Aguesseau aux premiers magistrats de l'empire, qu'une main subtile et justicière nous en présente des fragments impalpables, détachés avec adresse et dépliés avec soin; et le magistrat qui doit montrer la loi à tous se hâtera-t-il de ne l'apprendre que dans les écoles des plaideurs? Qui sait même s'il ne saisisse pas souvent au hasard et comme une inspiration soudaine le sens qui s'offre d'abord à son intelligence, et si la justice ne sera pas réduite à ne pouvoir compter que sur la justice heureuse, quelque mal assurée, des pensées du magistrat?

Que pourrait-on ajouter à tant d'autorités respectables pour justifier la nécessité de l'enseignement du droit naturel? La loi qui vous est présentée le prescrit; et si le droit romain, réamendé dans ses rapports avec le Code civil, est utile à l'étude du droit utile et des gens, n'est-ce pas nous lui devons cet hommage qu'il érige en préceptes tout ce que le droit naturel enseigne; c'est qu'il doit l'empêcher qu'il ne se perde dans la législation de tous les peuples à la sagesse de ses décisions et à l'ordre des principes qu'il met en action.

Mais il est rare que des lois d'un ordre non moins important que le jurisconsulte un peut ignorer, soit qu'animé d'une ardeur émulative, il aspire à voir s'asseoir un jour au rang de ses législateurs de sa patrie, soit qu'il n'ambitionne d'autre gloire que celle de défendre ses concitoyens, ou de prononcer sur les différends qui s'élèvent entre eux.

Ces lois sont celles qui constituent le droit public de la nation et celui qui maintient de sa police générale nécessaire un bon ordre et la tranquillité; leur but est de procurer à tous les citoyens considérés collectivement, ou séparément, ce qui peut leur être le plus utile et le plus avantageux; c'est à ces lois qu'il faut rapporter tout ce qui forme la constitution de l'État, tout ce qui organise la puissance publique, tout ce qui établit les relations des citoyens avec les différentes autorités et les différents magistrats qui la composent.

C'est à elles aussi qu'il faut rapporter tout ce qui tend à maintenir un juste équilibre entre le sacerdoce et l'empire, à prévenir les usurpations de pouvoir dont l'histoire nous présente de si funestes exemples, et contre lesquelles il doit nous présenter le concordat du 23 février au IX, les lois organiques, la loi sur le culte qui leur a consacré, le cahier des libertés qui rappelle, et le pouvoir de surveillance qu'il confie aux magistrats.

Quelque distance qui paraisse exister au premier aspect entre le droit public et le droit civil, cependant ils ont des points de contact difficiles peut-être à signaler, mais que le jurisconsulte instruit sait apercevoir et saisir, afin d'établir entre eux cette concordance qui contribue avec tant d'avantage au bonheur général. Le droit public sera donc aussi dans les écoles de droit un des objets principaux de l'instruction.

A cet ordre de choses nous venons aussi se joindre, mais avec une analogie plus parfaite, les lois qui constituent la législation criminelle.

Placées entre l'intérêt national qui demande la vengeance du crime et le moyen qui a le malheur d'en être prévenu, elles épurent, sous des formes tutélaires, les preuves qui peuvent se pré-

porter contre lui ; elles veillent à sa propre sûreté même dans les liens de la civilité ; elles lui assurent tous les moyens de justification ; elles lui protègent jusqu'au pied du tribunal ; elles le prémunissent contre l'impression terrible que doit faire sur toutes ses facultés l'appareil dont il est environné ; elles lui donnent des juges également intéressés au triomphe de l'innocence et à la punition du coupable ; et si elles ne peuvent lui en abandonner le choix, elles lui laissent du moins la liberté d'écarter de ces fructueux imprimés celui qui pourrait être soupçonné de quelques passions propres à altérer son impartialité, à gêner la voix de sa conscience.

Commençons à parler que le jurisconsulte, appelé par les sentimens de la justice et de l'humanité à faire entendre sa voix devant les tribunaux criminels, contemplant toutes ces dispositions, qu'il voit pénétrer de leur esprit, de leur sagesse et de leur inviolabilité ! C'est en les approfondissant qu'il s'efforce de ce noble courage qui lui est nécessaire pour réclamer contre toute intrusion et pour valoir les obstacles qu'on pourrait lui opposer. Aussi cette législation sera enseignée, et ses principes, en se propageant, deviendront un nouveau gage pour l'innocence et la sagesse.

L'administration a ses règles particulières. Elle n'est pas, comme la justice criminelle, environnée de forces qu'elle ne pourrait supporter. La raison d'état est souvent pour elle une nécessité rigoureuse, mais il ne faut pas que, sans ce prétexte, elle s'éloigne arbitrairement des principes consacrés par la loi civile ; elle a aussi avec eux des rapports immédiats que l'administrateur doit saisir, et qui seront aussi développés dans l'enseignement du droit.

Son dernier objet, c'est la procédure ; elle consiste dans la connaissance des formes qui régissent la marche des parties devant les tribunaux, soit en demandant, soit en défendant.

Jusqu'à présent cette science, toujours acquise par la pratique, souvent obscurcie par l'intérêt personnel, a paru peu susceptible de l'enseignement public ; elle eût une espèce de culte dans les mystères duquel il lui faut être initié par ses druides, et auquel aussi on écartait tout profane qui oserait déclarer ses dogmes du flambou de la raison.

Il est temps, citoyens législateurs, de ramener cette institution à son véritable objet, d'en découvrir le but, d'en assurer l'uniformité dans toutes ses parties, et d'en bannir ces usages variés à l'infini qui avaient introduit en France presque autant d'ordres de procédure qu'il y avait de tribunaux.

C'est un changement important à besoin, pour s'opérer, d'un Code judiciaire ; et déjà depuis longtemps le Gouvernement s'occupe de la révision des lois criminelles qui doivent en assurer la perfection. Mais rappelons-nous quel loi le sort de l'ordonnance de 1667, de ce Code de procédure dont nous admirons encore la sagesse, lors même que nous en remarquons les imperfections : un grand nombre de ses dispositions n'ont pu résister à l'empire du temps ; les interprètes en ont obscurci le texte ; et cette loi, dont l'objet était de simplifier la procédure, d'abréger les débats et de protéger la bonne loi, est bientôt devenue un moyen de tout obscurcir, d'égarer les contestations, et de couvrir la fraude sous l'enveloppe des formes.

Aujourd'hui en si longtemps à venir de ces abus, si, lors de la formation du Code, on eût joint l'instruction au précepte, si un enseignement universellement répandu eût prévenu les fausses inter-

prétations, maintenant l'unité de doctrine, et si, avant de chercher son instruction dans la pratique, l'élève y eût été préparé par le développement d'une loi et sans l'écueil qui l'eût exposé à saisir l'objet de toutes démarches judiciaires, au lieu d'être longtemps l'instrument aveugle de ce qu'on lui prescrivait ?

Le vœu de vous exposer, citoyens législateurs, les différentes branches d'enseignement des écoles de droit, elles comprennent, comme vous l'avez entendu, tout ce qui constitue cette science ; puisse cette institution remplir le but que la loi se propose ; puisse les dispositions organisées dont il me reste à vous entretenir en assurer la succès !

Suivant le titre II du projet, le cours ordinaire des études sera de trois ans ; il sera de quatre pour le docteur ; des examens, des actes publics doivent à différentes époques garantir l'application et les progrès des élèves.

Le cours de législation civile et de procédure n'est que d'une année ; il se termine aussi par un examen d'après lequel celui qui l'a subi peut obtenir un certificat de capacité.

Pour apprécier à sa juste valeur la rigueur de ces dispositions, il n'est besoin que de se rappeler l'état de dégradation, l'al presque dit d'anéantissement, dans lequel étaient tombées nos écoles de droit dès longtemps avant leur suppression. La jeunesse, dans le feu des passions, les considérant plutôt comme le séjour de la liberté et des plaisirs, que comme celui de l'application et de l'étude. Une coupable indulgence présidant aux examens, dévoyait les diplômés, et l'ignorance, secondée par la fortune, venait s'asseoir au rang des magistrats de la nation. Sans autre guide qu'un raisonnement peu éclairé, elle se hâtait de parvenir à découvrir d'un seul regard, de percer du premier coup d'œil la vaste étendue du droit sous l'autorité d'ignorants vaines notions.

Cependant la justice et la reconnaissance pressaient une exception à cette espèce de blâme généralement répandu sur les écoles de droit ; les premiers juridictions nous offraient encore de précieux exemples de zèle et de savoir dans les professeurs, et l'application et le travail dans les élèves, soit que les uns et les autres fussent mieux pénétrés des devoirs qu'ils avaient à remplir, soit qu'immédiatement soumis à l'empire du droit romain, et sentant plus directement le besoin de l'instruction de ses dispositions. C'est à ces écoles que se sont formés en grande partie les collaborateurs du Code civil, dont les talents se sont avec tant de succès développés à cette tribune.

C'est en s'armant d'une juste rigueur que la loi peut en faire naître d'autres heureux sur tout le territoire de la République ; mais il ne lui suffit pas de déterminer le temps des études, il faut encore assurer de l'emploi de ce temps ; il faut écarter des examens cette indulgence qu'on n'a pu si facilement une intéressante jeunesse dans laquelle on découvre le germe des talents, et dont il est si naturel d'excuser les erreurs. Suivant le projet, les professeurs sont les premiers juges du travail que les étudiants auront recueilli des leçons qu'ils auront reçues, et ils trouveront dans les inspections des examens impartiaux des jugemens qu'ils auront portés. Il leur restera qu'ils ne perdront jamais de vue combien leurs fonctions sont importantes, et qu'ils se pénétreraient de cette grande vérité, qu'ils auront garantis, envers le Gouvernement de la bonté de ses choix, et envers leurs concitoyens des erreurs de l'igno-

raison parée des diplômes qu'ils lui auraient décernés.

En déterminant les conditions sous lesquelles on pourrait à l'avenir et après l'organisation des écoles aspirer aux différents grades, il a été nécessaire de s'occuper du moment ardent, et de fixer le sort de ceux qui se sont livrés jusqu'à présent à l'étude des lois. Le titre III les sépare en quatre classes différentes. Ceux qui avaient obtenu les grades dans les anciens universités, et les leur conserve, et ne leur impose d'autres obligations que de justifier de leurs titres. Ceux qui aspiraient à ces grades au moment où les écoles ont cessé d'exister, peuvent se faire le diplôme, mais à la charge de subir les examens et les épreuves exigées.

Les magistrats actuellement honorés de la confiance du Gouvernement, les professeurs de législation dans les écoles centrales, ou annulés de leur suppression, seront considérés comme honorés; et ceux qui, au moment de la publication de la loi, auront exercé les fonctions d'humains de loi, ou de défenseurs odieux devant les tribunaux civils ou criminels, pourront se présenter pour obtenir le diplôme; le même avantage est accordé à ceux qui ne seront livrés aux mêmes tourmens pendant un mois long espace de temps; mais ils n'en jouiront qu'après avoir subi les examens prévus par la loi.

Enfin les élèves des écoles centrales, ceux des établissements connus à Paris sous les noms d'académie de législation et d'université de jurisprudence, peuvent aussi, en se soumettant aux examens et épreuves, obtenir les diplômes correspondants à leur temps d'étude; et le Gouvernement peut accorder le même avantage à ceux qui se sont livrés à l'étude des lois dans des écoles particulières.

Toutes ces dispositions étaient nécessaires. Elles ont le double avantage de rendre aux constituances tout ce qu'elles exigeaient, de conserver aux tribunaux toute la confiance qui leur est due, et d'accorder à ceux qui se sont livrés à l'étude des lois tout ce qu'ils ont pu se promettre de leur application, sans que cependant ils puissent tromper la confiance publique à l'égard d'un titre obtenu sans épreuve.

La solennité des cours établis dans les deux établissements connus à Paris sous les noms d'académie de législation et d'université de jurisprudence, les services qu'ils ont obtenus, la protection dont le Gouvernement les a honorés, les talents, les vertus des magistrats qui n'ont pas dédaigné de s'y associer et de les prendre, enfin le zèle et les connaissances des professeurs, tout jointe l'exception faite en leur faveur, et l'usage qu'une juste récompense des services qu'ils ont rendus, et de leur dévouement au service d'une assemblée bien méritante trop longtemps délaissée.

Le titre IV de la loi détermine quelles sont les prérogatives attachées aux différents grades; si ne présente aucune innovation, et si n'est qu'il exige un certain degré de capacité pour exercer les fonctions d'avocats, et qu'il leur donne, après dix années d'exercice, le droit d'aspirer aux places de la magistrature.

L'instruction préliminaire que ces fonctions exigent, un long usage de prendre son opinion sur les affaires qui sont confiées à ceux qui les remplissent, l'instruction qu'ils reçoivent, et des dispositions qui ont lieu devant les tribunaux, et des motifs des jugemens, peuvent bien suppléer sans doute aux lumières que procureront trois années d'études. Reprenons qu'ils n'acquiescent pas

que le démentissement est la première vertu du magistrat, et que c'est en la professant qu'ils pourront seulement fixer sur eux le suffrage du Gouvernement.

Les beaux jours du barreau nous rappellent comme malgré nous ces institutions auxquelles il tenait tout son lustre, tout son éclat; ces tableaux, qui annonçaient aux citoyens rendus dans les lumières desquels ils étaient attirés à placer leur confiance, cette espèce de corporation qui les réunissait sous une sainte discipline, ces mots sacrés qui se louchaient à la devise; et la liberté, l'honneur, la vérité, le dévouement et la sévérité à la pureté avec laquelle de la conservation.

Cette sévérité a pu paraître trop vigoureuse dans un temps où la corruption avait gagné presque tous les états, le vice n'aurait pas reconstruit une institution d'où elle était constamment à craindre, et qui lui opposait de si puissants obstacles. Mais il était difficile qu'on se la vit pas renaitre sous un gouvernement dont les vertus peuvent être effacées pour modifier à toutes les classes de la société, et qui, dans le grand œuvre républicain, ont se glisse à placer l'exemple à côté du précepte.

Le titre V que nous examinons porte donc qu'il sera formé un tableau des avocats près les tribunaux; qu'ils pourront, et après eux les avoués, être appelés à suppléer les juges et les fonctionnaires du Gouvernement. Avec nous verrons renaitre parmi eux la solidarité d'honneur et de dévouement à laquelle cette noble profession a toujours été redevable de la considération dont elle a joui.

Le serment que la loi exige des avocats ne leur trace d'autres devoirs que ceux qui leur sont communs avec tous les citoyens; mais ils doivent être plus rigoureusement observés encore dans le sein même de la justice.

Comme il le sont au-dessus de la noblesse de leur ministère, ces défenseurs dont le révérend ne connaît aucune retenue; qui, dans la langue qui les transpire, oublient jusqu'au respect qu'ils doivent à l'autorité publique; qui abusent de la liberté, qui ont été le plus bel ouvrage de leur profession, pour l'ouïr les divisions, pour l'ouïr l'esprit de parti; et qui, plus jaloux des applaudissemens de la multitude que de l'estime des bons citoyens, sacrifient tout à cette vaine gloire, et croient avoir remporté la palme de l'éloquence, lorsqu'ils ont par leur emportement mérité la censure des magistrats.

Il était difficile sans doute, citoyens législateurs, de ne pas voir naître les abus au sein des carrières civiles qui nous ont divisés, lorsque l'empire des lois était inconnu, lorsque la science était connue du sentiment de la justice, et devenait un criant aux yeux de l'ignorance qui usait ses droits.

Il disparaîtront, nous nous le flatter, lorsque l'instruction sera le premier devoir de celui qui se vouera à la défense de ses concitoyens. La loi qui nous est présentée au fait conserver l'espérance; et les présentes mesures de modération et de sagesse qui se présentent encore le barreau ne nous permettent pas d'un désir. C'est d'attirer que les jeunes citoyens apprendront les véritables moyens de fixer la confiance, de conquérir l'estime publique, et de servir sa patrie dans une carrière qui peut les placer à côté du guerrier, au temple de l'honneur.

Les avoués sont appelés à partager les mêmes fonctions, et sans doute ils partageront aussi les

mêmes sentiments. Ils doivent s'y préparer par l'étude; et cette rivalité de connaissances et de talents qu'existera entre eux et les avocats inscrits sur le tableau, deviendra aussi que rivalité de délicatesse et de dévouement; car les honneurs les doubles fonctions par lesquelles ils s'uniront à l'administration de la justice.

Ce qui reste à parcourir des dispositions du projet de loi n'est susceptible d'aucun développement. La loi a déjà ordonné, citoyens législateurs, de cette organisation à laquelle est subordonné tout ce qui tient aux écoles de droit, des devoirs impérieux qu'on doit remplir les inspecteurs dont s'occupe le sixième titre, et sur lesquels repose tout le succès de l'instruction. La démission des professeurs est remise entre les mains de l'chef du Gouvernement; c'est aux inspecteurs, concertamment avec eux, qui déjà présideront les chaires de droit, qu'est confié le soin d'indiquer les sujets sur lesquels le cours peut se fixer; et sans doute ils ne perdront jamais de vue qu'il est toujours vrai que les hommes incultes sont la plus précieuse qualité d'un magistrat; et que celui qui, en instruisant la jeunesse, la corrompt par l'exemple du vice, est beaucoup plus nuisible envers la société que celui qui forme son cœur sans étendre son esprit. Toutes les dispositions du projet sont si coléger simples et pérorantes; elles ne laissent à désirer qu'une organisation qui y réponde, et cette organisation est confiée au Gouvernement par le seul article du dernier titre; il détermine les objets auxquels il sera pourvu par des règlements d'administration publique.

Citoyens législateurs, les lois sur laquelle vous allez à libérer est le complément du Code civil, et jusqu'à l'arrêt régénérer l'administration de la justice, elle est la dernière pierre de ce grand édifice.

Avec quelle rapidité nous parvenons à la perfection de toutes les institutions sociales! mais qu'il est cruel de penser que l'on ne pas vers la félicité publique traîner les poignards que la perfidie dirigé contre le héros qui préside à nos destinées. Cependant calmes nos craintes, la Providence veille sur ses jours, les projets du crime sont déconcertés, le bras vengeur de la justice est armé, et pour conserver celui dont le génie insubmersible s'élève sans cesse de notre bonheur et de notre gloire, il ne nous reste qu'un devoir bien cher à remplir, c'est de l'envoyer de notre amour et de notre reconnaissance.

Aucun autre orateur ne demandant la parole, la discussion est fermée.

Le Corps législatif procède au scrutin et vote l'adoption du projet de loi par 211 voix contre sept.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif aux douanes.

**Le Président.** Les citoyens Costé à la parole.

**Costé.** Citoyens législateurs, si les douanes n'étaient considérées que sous le rapport des finances et comme une branche des revenus de l'Etat, elles devraient être plus invariables dans leur tarif, plus stables dans leur système de prohibition ou permission d'importer ou d'exporter.

Mais essentiellement liées aux plus grands intérêts de l'Etat, sous les rapports de la marine et du commerce, principalement utilitaires comme moyen de police industrielle et commerciale, quelquefois même diplomatique, elles sont subordonnées à des dispositions politiques qui pro-

voquent de temps à autre, dans leur régime, des changements et modifications indispensables, et tels, que le moindre délai dans l'exécution serait source des plus graves inconvénients.

Les changements, ces modifications préceptées peuvent être évidemment, ou l'avons, entre ou succès de quelques spéculations particulières, et l'usage des intérêts privés.

Mais tout doit céder au bien général; et c'est à cet égard qu'il faut considérer, vous vous le rappelez, citoyens législateurs, que d'un son existence la loi du 29 floréal an X, qui accorde au Gouvernement la faculté provisoire de baisser ou hausser les taxes des douanes, établir ou défendre les rétrocessions, prohiber ou permettre l'importation, à la charge de vous présenter ces modifications à votre session la plus prochaine.

C'est pour satisfaire à cette disposition que le Gouvernement vous propose, citoyens législateurs, de révoquer la sanction la générale des différents arrêtés sur les douanes intervenus depuis floréal an X, et antérieurement.

C'est encore pour y satisfaire qu'il vous propose aujourd'hui de convertir en loi quelques dispositions réglementaires arrêtées depuis celle du 8 floréal an XI.

Ces dispositions sont-elles favorables au commerce, aux manufactures, à l'industrie nationale? Tendent-elles à leur encouragement, à leur prospérité?

Le Tribunal l'a pesé, et nous a chargés de vous présenter son vote d'adoption.

Nous exposerons brièvement les motifs qui l'ont déterminé.

En titre I<sup>er</sup> : Importations, on recevait une disposition vraiment libérale dans celle qui réduisait à cinquante centimes par hectogramme le droit d'entrée sur les colons en laine venant de l'étranger, et qui levait la prohibition à la soie, on payait un droit équivalent à celui d'entrée.

Les spéculations sur cette matière première, aliment de nos plus précieuses manufactures, prendront un essor plus libre, et les approvisionnements en seront plus assurés.

On n'hésite point à lire pour la marchandise, quand on se peut enlever l'excès de réduction du prix qu'occasionne la surabondance; et il en peut y avoir de surabondance là où est la facilité d'exporter.

Au même titre, on propose d'assujettir les cotons filés, les toiles de coton et mousselines venant des pays avec lesquels la France n'est point en guerre, savoir :

Les cotons filés à un droit de 4 à 6 francs par kilogramme, suivant leur qualité, désignée par le numéro;

Et les toiles en raison combinée du poids et de la longueur dans cette proportion, savoir :

Par mètre carré, autant de lons à ce même qu'il y a de mètres entrés au kilogramme.

Ce des effets de cette disposition est de substituer à la prohibition absolue un droit sur les fils et cotons étrangers.

Cette mesure, dictée principalement par l'impossibilité d'assurer l'entière exécution des lois prohibitives sur des volumes de si peu d'encombrement et si faciles à diviser, favorise ceux de nos branches qui réclament des fils excessivement fins, et ne peut nuire à nos filatures, le droit étant tellement gradué qu'il frappe bien plus sensiblement sur les espèces qu'elles peuvent fournir.

L'effet en doit être, lorsque nos filatures, dont les progrès sont sensibles, et qui obtiennent chaque année quelque degré d'accroissement, auront

[1] Le discours de Costé a été imprimé par un Monsieur : mais le discours est excellent.

atteint la finesse extraordinaire qu'on ne leur trouve point encore, et qui ramènerait cependant pour donner à nos tissés cette légèreté qui surpasse peut-être que se fabrique de plus parfait en Europe.

La fixation du tarif paraît déterminée par les intérêts du commerce, et présente le résultat de sages et utiles combinaisons.

En droit plus modéré... Les toiles et filés étrangers afflueraient dans nos marchés et y obéiraient par préférence destructive de nos métiers.

Plus sévère... Il serait équivalent à une prohibition absolue, nous tenons de le dire, de puissants motifs ne permettant pas d'adopter le système, et que les vrais intérêts du commerce rejettent.

En vain oppose-t-on à ce mode de percevoir, on reproche de complexité quel, de-on, obligation de renoncer à des calculs peu à portée du commun des hommes. Le qui paraît d'abord compliqué cesse de l'être par quelque temps d'exercice ; l'esprit rend bientôt familier ce qui, au premier aperçu, paraissait difficile ; et l'expérience de cinq mois de perception opérée d'après ce plan sans aucune réclamation, suffit bien pour établir qu'il est sans inconvénient.

An surplus, les tables que la direction des douanes a fait imprimer, présentent les résultats ou complexités de toute opération possible.

Le commerce peut se procurer ses tables, dont l'exactitude est vérifiée et garantie.

Bailleurs, sur quelle autre base préférerait-on l'établissement du droit ?

Sur la paille... Mais les grosses toiles supporteraient déjà un impôt supérieur à leur valeur intrinsèque, qu'on aurait à peine atteint les toiles fines.

Sur la mesure... Même inconvénient.

Sur les qualités... Mais elles sont variées à l'infini, quelques degrés de finesse trahissent, excluent les valeurs, et ne laissent aucun moyen de suivre ces distinctions multipliées pour parvenir à une perception raisonnable.

Sur la valeur déclarée... Mais, abstraction faite de l'intérêt national, comment l'homme honnête, qui déclare la vraie valeur et paie les droits sur la paille, soutiendrait-il la nonconcordance de l'être immoral qui a acquitté les droits sur une valeur faussement déclarée ?

Bien sûr la branche de commerce où le système serait admis, ne serait-elle pas nécessairement la proie de la mauvaise loi, ni la probité soigneusement sacrifiée au dol et à la fraude ?

Ah ! sans doute, on dirait qu'il pourrait sans danger s'établir sur la valeur déclarée ; un mode de perception qui, sans inconvénient, plairait, tous les instants, le commerce entre son intérêt et ses devoirs et sa conscience, bouterait le malin pour laquelle il serait très à l'aise.

Mais les hommes ! Non, les hommes n'ont point atteint l'édifice de moralité nécessaire pour obtenir un code des douanes qui respecterait uniquement sur la déclaration et la bonne foi de tout commerçant.

La sévérité politique et commerciale d'un État naît d'autres actes, commande d'autres précautions.

Mais, a-t-on dit, car le système que nous combattons a été fortement invoqué, on objecterait la mauvaise foi, en attribuant aux douanes le droit de préemption, dans le cas où la valeur déclarée s'écarterait de la valeur réelle.

Qu'on ne s'abuse point sur cette faculté de préemption.

L'expérience a dit, elle répète chaque jour, qu'elle ne peut être que consommatoire.

Les douanes n'en ont que rarement usé, ne l'ont fait qu'une fois les plus grands risques, et toujours au profit du fisc.

Les difficultés qui naissent et se multiplient lorsqu'il est question de l'appliquer, les obstacles qui rencontrent les revenus des objets sur lesquels elle s'exerce ; les pertes que l'importation la coexistence y fait éprouver ; les abus, les causes de une valeur sont trop connus, et surtout trop nombreux, pour qu'il soit nécessaire de les retracer ; ils sont tels qu'on ne peut assez se hâter de prescrire ce faible et inutile moyen de répression de fraude, s'il en trouve encore employé en quelque partie du code des douanes.

Revenir les autres modes dont nous venons de faire ressortir l'inconvénient, c'est avoir adopté celui proposé.

Car, nous le répétons, l'existence de nos manufactures tient à l'établissement de la loi sur les laines et mousselines étrangères.

Répéter les y soumettre toutes en général et sans retour, c'est être paralyser une branche précieuse de notre industrie.

Je parle de la teinture ou peinture des toiles et mousselines.

Cette observation n'a point échappé à la sollicitude du Gouvernement.

La loi, en imposant par un droit supplémentaire à celui imposé sur les toiles blanches, les toiles peintes ou bandes venant de l'étranger, restitue le droit perçu à l'entrée de nos mêmes toiles blanches pour impression, lorsqu'elles ressortiront de France après avoir été imprimées.

Ainsi cet art, encouragé par une double faveur, doit parvenir à un degré de perfection qui lui assure bientôt à l'étranger une préférence méritée.

La loi frappe aussi d'un droit supplémentaire les mousselines étrangères tirées de l'étranger.

L'intérêt qui motive la classe nombreuse employée à ce travail dans ces grandes usines, rendait cette mesure indispensable.

Les autres dispositions relatives aux toiles et mousselines régissent les formalités à observer à l'importation, et désignent les ports et bureaux d'entrée.

Elles ont paru devoir mériter votre approbation.

La protection due à nos pécheries avait porté à assujettir la morue et le poisson venant de l'étranger à un droit de 20 francs par cinq myriagrammes, et la stockfish à 8 francs.

Les circonstances de la guerre ne permettant plus d'écarter de nos ports, par des droits élevés, l'étranger qui y apporte en comestible, le Gouvernement en propose la réduction à moitié.

Il propose aussi la perception d'un droit équivalent à deux tiers de celui sur le vin, sur le vendange venant de l'étranger.

Cette mesure doit mettre un frein à la spéculation nationale que notre tarif des dunnets n'attribuait point, qui non seulement achète des raisins à l'étranger et à les convertir en vins lorsqu'ils avaient franchi les frontières.

Il est dû au commerce d'assujettir à ce droit la vendange provenant des vignes possédées par des Français sur le territoire étranger voisin de nos départements. Le projet consent une exception en leur faveur.

Ce titre est terminé par une disposition favorable au département de la flore.

Les fils d'acier qui y sont employés à la fabri-



cation des aiguilles, sont affranchis de tout autre droit que celui de la balance du commerce.

La perfection des laines de ce département, portées à un degré tel que l'on le moins eût pu distinguer plus les aiguilles qui en proviennent d'avec celles de la même sorte pour avoir le mieux réussi en ce genre, lui a valu le bienfait, que la justice impartiale du Gouvernement promet d'accorder à ceux des départements qui y auront les mêmes droits.

En titre II : Exportations, il est créé des droits à la sortie de divers objets provenant de notre sol, que nous ne lui aurions pas été assez avares pour imposer d'une prohibition totale à la sortie, et cependant d'une exceptionnelle exportation, excitée par une entière indépendance de tous droits, n'ayant à notre agriculture et à nos vœux.

Et un titre troisième, en frappe d'une prohibition absolue d'exportation, ou produits de notre sol, dont les besoins se sont fait vivement sentir, et ce qui n'est que la conséquence, dont les prix se sont extraordinairement élevés.

C'est ainsi qu'un sage dépositaire de l'intérêt général doit sur ces objets de personnel, conserver le nécessaire pour la consommation intérieure, et livrer le surplus dans la balance du commerce extérieur.

Au titre IV, les poivres importés par le commerce français en droit du cap de Bonne-Espérance obtiennent une réduction de droit de 10 francs par rick myriagrammes. C'est un encouragement donné à cette branche de commerce.

Les lies de Franco et de la Réunion, où la culture du sucre prospère, continuent à jouir de la diminution de droits que leur assurent les lois précédentes.

Les autres dispositions de ce titre sont justifiées par des considérations d'utilité et de reconnaissance fondées sur la localité et le genre de commerce qu'elles concernent.

Elles donnent à Bayonne la faculté d'entreposer le tabac en futilles;

Accordent à la ville de Gand l'entrepôt fiscal des denrées coloniales françaises;

Et modifient, à l'égard des marchandises prohibées, la faculté d'entrepôt dont jouissent Colmar et Mayence.

Le dernier titre exempté de la formalité et des droits de timbre les différents actes exigés pour le transport et la circulation des grains et marchandises dans les deux myriagrammes des frontières.

Ces actes, qui des précautions commandées par les plus puissants intérêts agricoles, sont trop multipliés pour que l'on doit être satisfait de leur excessive modération.

Les représentations du commerce à cet égard étaient justes : il en est ainsi.

Ce même titre accorde aux railleurs de sucre un crédit de quatre mois pour le paiement des droits sur la première promesse qu'ils emploient.

Il est recommandé de n'en exiger le paiement qu'après le temps nécessaire à la fabrication expiré, et lorsqu'ils peuvent mettre au vent.

Il est terminé par une disposition pénale contre la fraude.

La loi du 13 février attribue aux tribunaux pénaux la connaissance des crimes de contrebande de tout genre; mais elle n'attribue point cette classe de vagabonds, de malfaiteurs qui infestent les frontières, et franchissent le plus souvent pendant la nuit la ligne des douanes, chargés, presque toujours pour le compte d'autrui, de marchandises prohibées.

En vain les mettrait-on d'amende; ils sont insaisissables, en leurs moyens impitoyables.

En vain confisquerait-on le marchandise saisi; elle ne leur appartient pas.

Et cependant la tranquillité publique, l'intérêt de l'État, la protection due à nos manufacturiers, exigent qu'ils soient retrains par la crainte d'une peine correctionnelle.

Le projet propose de leur infliger celle de six mois d'emprisonnement, et d'un an s'il y a récidive.

La punition n'est point au-dessus d'un délit dont les suites sont aussi funestes à la société.

Législateurs, le Tribunal n'a vu dans le projet de loi que tout accuser, que les consommateurs du Gouvernement pour les progrès de l'agriculture, l'arrangement de l'industrie et des arts, la prospérité du commerce, et le développement des ressources nationales.

Il a principalement applaudi à sa prévoyance à reculer de nos ports et de notre territoire toutes les denrées et marchandises étrangères;

A dénoncer par des avertissements vigoureux les moyens frauduleux mis en usage pour les soustraire à nos lois prohibitives;

Et à arrêter complètement le masque sous lequel elles nous parviennent encore, à l'aide de faux papiers de bord, de faux connaissements, de faux traités d'origine.

La section il du titre II attribue ce genre de fraude dans ses diverses ramifications, et désormais notre réglementation doit cesser d'être une œuvre de tristesse pour nos implacables et irrépressibles ennemis.

Enfin il a recouru dans la loi proposée l'application de cette maxime : Que les douanes sont une institution politique et commerciale, et non fiscale;

Et il a été l'adoption du projet.

Ainsi notre orateur ne demandant la parole, la discussion est terminée.

Le Corps législatif procède au scrutin et vote l'adoption du projet de loi par 231 voix contre six.

Les citoyens Berlier, Foucheroy et Lamnaud, conseillers d'État, sont entendus.

Le citoyen Berlier présente un projet de loi relatif au contentement titre XX, livre III du Code civil. En voici le texte et l'exposé des motifs :

Citoyens législateurs, la confiance, qui est la base créatrice des contrats, n'existe pas toujours entre les hommes à un tel degré qu'il ne leur soit souvent convenable d'utiliser de recourir les moyens propres à garantir leurs obligations, et la législation ne saurait s'opposer à de telles précautions qui n'infirment point les usages, ni multiplient les conventions de toute espèce par la faculté qu'elle laisse de stipuler tout ce qui peut en assurer l'exécution.

Dès, dans ces vues, le Code a réglé ce qui regardait les cautions personnelles.

Nous venons aujourd'hui vous entretenir du cautionnement réel.

Le cautionnement, ainsi que l'indique sa seule dénomination, est un acte par lequel un débiteur prunt une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

Ainsi la mise effective du créancier en possession de la chose appartenant à son débiteur est de l'essence du contrat.

Sans cette mise en possession, il peut bien, sur tout en matière immobilière, exister des affectations propres à assurer les droits du créancier; il les ont les hypothèques, qui ont leurs règles parti-

ruilières ; mais les hypothèques ne doivent point être confondues avec le nantissement.

La distinction qui existe entre le gage et l'hypothèque a été faite, par le droit romain : *propter pignus et utriusque ad creditorem transit, hypotheca non, et in rem intransit, nec pignus ad creditorem*.

Cette distinction, prise dans les éléments de la matière, n'a pourtant pas toujours été exactement appliquée au point de vue de la législation romaine ; le gage et l'hypothèque y sont souvent rendus, comme une seule et même chose ; et l'expression *res, hypotheca* dans le texte, renferme aussi la chose mobilière comme la chose immobilière, et celle qui est en la possession effective du créancier, comme celle qui est restée en la possession du débiteur.

Il nous sera facile d'éviter toute confusion à cet égard, puisque la législation hypothécaire des Romains, totalement différente de celle que nous avons aujourd'hui, n'est point un guide à suivre en cette matière, et ne lague plus en quelque sorte quelque chose de son droit que ce qui est relatif au nantissement proprement dit.

En circonvenant donc, comme nous le devons, le contrat de nantissement dans ses véritables limites, et re le réduisant à ses seules institutions nouvelles, cette matière acquerra beaucoup de simplicité.

On peut donner au nantissement, ou une chose mobilière, ou une chose immobilière.

Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle *gage* ; et celle de nomination qui, dans son sens restreint, pourrait être justifiée par des textes même du droit romain (1), l'est bien mieux encore par l'usage que le mot *gage* a obtenu dans nos usages ; car le langage des lois doit s'accorder avec les idées qui attachent le peuple pour qui elles sont faites.

Le nantissement d'une chose immobilière s'appellera *antichrèse*.

Le projet de loi s'occupe en deux chapitres distincts des règles propres à chacun de ces contrats ; j'y vais les exposer séparément.

#### Du gage.

Pour dégager cette discussion de tout ce qui lui est étranger, il convient de remarquer d'abord que les matières de commerce en sont exceptées, et il n'est pas moins utile d'observer que les maisons de prêt sur gage ou nantissement, soit celles qui existent entre particuliers, soit celles qui seront organisées en exécution de la loi du 16 pluviôse an XII, sont, par un article express, mises hors des dispositions du projet de loi qui vont être actuellement soumis.

Cet objet, important sans doute et trop longtemps abandonné aux spéculations particulières, sera enfin ramené à des règles protectrices de l'intérêt des prêteurs ; mais ce travail, préparé par la loi du 16 pluviôse, et que le Gouvernement est chargé d'accomplir, n'est point le sujet de la discussion présente. Il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir comment s'ont organisés des établissements spécialement autorisés à prêter sur gage, mais quels sont dans les transactions particulières des citoyens, la forme et les effets du contrat par lequel le débiteur aura remis un gage à son créancier.

Ce contrat, libre en soi, se ferme comme toute autre convention, et le gage peut même être donné par un tiers pour le débiteur ; car la condition de celui-ci ne saurait être léssée par cet acte d'amour.

Le gage donné d'un tiers n'est pas la propriété en emphytéose, mais celui-ci acquiert sur le gage un

privilège sans lequel le contrat n'aurait point d'objet.

Si le gage produit des fruits, comme si, par exemple, c'est un capital de rente portant intérêts, le créancier doit imputer ces intérêts d'abord sur ceux qui peuvent lui être dus à lui-même, et ensuite sur le capital de sa créance.

Débiteur du gage, le créancier doit veiller à sa conservation, sans à répéter les sommes qu'il aurait dépensées pour y pourvoir.

Ces règles sont d'une telle simplicité, qu'il serait impossible de s'attacher à les justifier.

Mais que deviendra le gage, si le débiteur ne paie pas ? La décision relative à ce point est l'une des plus importantes du projet.

Si vous l'adoptez, citoyens législateurs, le créancier ne pourra jamais s'approprier le gage de plein droit et par le seul défaut de paiement ou l'insuffisance de son droit à faire ordonner ou justice, ou que le gage lui restera pour sa valeur résiduelle par experts, ou qu'il sera vendu aux enchères ; et toute stipulation contraire sera nulle.

Les motifs de cette disposition sont faciles à saisir. Le créancier fait la loi à son égard ; celui-ci remet un gage dont la valeur est nécessairement supérieure au montant de la dette ; le besoin, et l'espoir de recouvrer le gage en payant, font que le débiteur s'adresse au créancier, et que le gage d'ailleurs existe entre le gage et la dette ; mais si le créancier ne peut payer un terme convenu, et que le gage devienne, sans autre formalité, la propriété de son créancier, un effet précieux n'aura son effet ; et qu'il acquiesce au contrat notoire.

Voilà ce qu'il convient d'empêcher. Le gage, considéré comme un moyen d'assurer l'exécution des engagements, est un contrat favorable sans doute, mais il doit tendre à l'utile et à la justice ; l'ordre public, si son résultat était d'enrichir le créancier en ruinant le débiteur.

L'en n'est pas, opposé l'inconvénient de s'adresser toujours à la justice pour la valeur d'un gage qui sera quelquefois de très-petit valeur, et l'en a paru donner des exceptions ; mais comment pourrait-on les établir, et quelles limites fixerait-on ? Le montant de la dette ou le montant d'un document sur la valeur du gage. Combien d'ailleurs n'abusait-on pas de l'exception ?

Si le principe est bon, il faut l'admettre sans restriction, et pourvoir seulement à ce que le recours à la justice soit simple et peu dispendieux ; cet objet ne sera pas oublié dans le Code de la procédure.

Je tiens d'indiquer, citoyens législateurs, de quelle manière le créancier pourra exercer ses actions sur le gage à défaut de paiement.

Jusqu'à ce que ce paiement soit effectué, il est fondé à recouvrer le gage ; c'est l'objet du contrat, et il ne peut être contraire à son dessein avant cette époque qu'autant qu'il en résulterait.

Il s'est présentée la question de savoir si le créancier, propriétaire de la dette pour laquelle le gage lui avait été remis, avait depuis le premier contrat acquis une nouvelle créance dont l'objet est aussi devenu exigible, pourra recouvrer le gage à raison de cette dernière dette.

Notre projet, en adoptant l'affirmative, n'a fait que confirmer un dernier état de notre législation (1) ; cependant, comme cette décision a été controversée, il ne saurait être superflu d'en indiquer les motifs.

L'opposition qu'elle a éprouvée se déduisait principalement de ce que l'impignoration conve-

(1) L. 1338. § 11. ff. de verb. signifi.

(1) L. 1217 Cod. de oblig. pro domo.

tie pour un objet on pourrait s'étendre à un autre sans ajouter aux conventions des parties et sans aggraver le sort du débiteur ; mais cette objection, appliquée à la situation particulière que nous examinons, n'est que spéculative.

Sans doute, il ne faut que arbitrairement ajouter aux contrats ; mais la circonstance dont le créancier doit user en pareille matière n'est point blessée, lorsque la règle qu'il trace n'est que le complément naturel des conventions, et n'a pour objet que de faire observer ce que les parties ont vraisemblablement voulu elles-mêmes dans la circonstance sur laquelle le législateur statue.

Or quelle est la situation des parties dans l'espèce proposée ? Le créancier a d'abord pris un gage pour une première dette ; s'il n'en demande pas pour une seconde dette, qui devra être acquittée, ou avant la première, ou en même temps qu'elle, ce sera évidemment parce qu'il aura considéré le gage dont il est déjà saisi comme suffisant pour rembourser de l'apport et de l'autre dette.

Quel tort d'ailleurs cette application fait-elle au débiteur, lorsqu'il peut et doit même la faire cesser en payant ?

L'on suppose en effet que la deuxième dette est exigible comme la première (et la disposition dont il s'agit n'est que pour ce cas) ; mais comment alors le débiteur pourrait-il être admis justement à diviser sa dette et à réclamer son gage sans payer tout ce qu'il doit ?

En repoussant l'objection qu'on vient d'examiner, notre projet ne doit rien faire que de conforme à la stricte équité.

La règle posée touchant l'indivisibilité du gage n'est ni moins juste, ni moins nécessaire.

Ainsi l'héritier du débiteur qui aura payé sa portion de la dette ne pourra, avant l'extinction paiement de cette dette, exiger la restitution de sa portion dans le gage ; car le créancier ne saurait être contraint à abandonner ses droits lors même que le gage serait divisible : il l'a reçu d'une seule main et sans illusion ; il n'en doit la restitution que de la même manière et après avoir été totalement payé.

De même l'héritier du créancier qui aurait reçu sa portion de sa dette ne pourra remettre le gage au préjudice de ses cohéritiers non payés, car le gage n'est dans ses mains et pour la part de ses cohéritiers qu'un espèce de dépôt qu'il viendrait s'il osait s'en dessaisir sans avoir pourvu à leurs intérêts.

Je viens, citoyens législateurs, de retracer les principales règles relatives au gage proprement dit ; il me reste à vous entretenir de l'antichrèse.

#### De l'antichrèse.

L'antichrèse, d'après la définition qu'en donne le projet, consiste dans la remise que le débiteur fait à son créancier d'une chose immobilière, pour assurer le paiement de la dette.

L'antichrèse est donc à l'immobilier ce que le gage est au mobilier.

Cependant la matière du gage et celle de l'antichrèse présentent plusieurs différences.

Ainsi le gage ne produit pas ordinairement de fruits ; et l'immobilier, objet de l'antichrèse, est toujours susceptible d'en produire.

Dans le gage, il est nécessaire que le capital réponde de la dette, puisque le plus souvent le gage ne produit pas de fruits.

Dans l'antichrèse, il y a des fruits qui répondent de la dette ; et c'est sur la perception de ces fruits que s'exerce spécialement le droit du créancier.

Cette dernière disposition, qui semble d'abord

attribuer à l'antichrèse des effets moins étendus que ceux qui résultent du gage, s'offre pourtant que la moindre restriction possible ; car le droit de percevoir les fruits, combiné avec celui de poursuivre l'expulsion du fonds, en cas de non-paiement, donne au créancier tout ce qu'on peut lui attribuer dans un contrat qui ne lui confère ni droit de propriété (car le fonds n'est pas aliéné), ni droit d'hypothèque, puisqu'un tel droit ne peut s'acquiescer qu'à l'après les formes générales établies par les lois et par une inscription régulière.

Ce qui vient d'être dit met à même d'apprécier la vraie différence qui existe entre le créancier légalement saisi d'un gage, et celui qui se trouve détenteur d'un immeuble à titre d'antichrèse.

Le premier ne saurait jamais l'intervention de personne, si ce n'est celle de tiers qui prouveraient que le meuble donné en gage leur a été débroulé ; hors cette exception et les cas de fraude, le créancier même du gage est préféré à tous autres, même plus anciens que lui, parce que le meuble était sorti de la possession du débiteur et que les meubles n'ont pas de suite en hypothèque, principe qui est devenu une maxime de notre droit français.

Dans l'antichrèse, au contraire, si l'expulsion du fonds est poursuivie, soit par le créancier, détenteur à défaut de paiement au terme, soit par tout autre créancier, les antichrésistes de l'immeuble n'établissent ni privilège ni hypothèque.

Le créancier, simplement saisi à titre d'antichrèse, ne pourrait en effet raisonnablement prétendre qu'un tel acte effaçait les titres des tiers, si lui-même en eût une préférence qui deviendrait subversive de l'ordre social.

L'antichrèse ne saurait donc prévaloir sur les droits hypothécaires acquis par des tiers, si même concourir avec eux ; mais si le créancier saisi est lui-même créancier hypothécaire et inscrit, il exercera ses droits à son ordre et comme tout autre créancier.

La différence qui vient d'être remarquée, et qui existe entre le gage et l'antichrèse, résulte donc de celle qui la nature des choses a établie entre les meubles et les immeubles, et du besoin de coordonner entre elles nos diverses institutions sur cette matière.

Après ces observations, celles qui me restent à faire sur la partie du projet relative à l'antichrèse sont fort simples et d'ailleurs en petit nombre.

L'antichrèse ne s'établit que par écrit. Cette règle, qu'il eût été inutile de retracer, si l'on eût voulu la laisser circonscrite dans les termes ordinaires de la législation sur les contrats, indique ici que, lors même que le fonds vaudrait moins de 150 francs, on ne peut s'y enlever, ou du moins s'y maintenir contre le vœu du propriétaire, en s'engageant des conventions verbales qui, en cette matière, pourraient devenir le prétexte de nombreux abus.

An surplus, les obligations que l'antichrèse impose au détenteur de l'immeuble résultent si naturellement de son propre titre, qu'il suffit sans doute de les énoncer pour que la justice en soit aisément reconnue.

Ainsi il devra imputer les fruits qu'il percevra sur les intérêts, s'il les en est dû, et restituer le capital de sa créance.

Il devra de même payer les charges foncières qui courront pendant la jouissance, et pourvoir, sous peine de dommages et intérêts, à l'entretien et aux réparations de l'immeuble, ainsi à prélever sur les fruits le montant de ces diverses dépenses.

De la situation respective du débiteur et du créancier, il résulte aussi qu'il faudra enlever au créancier les poursuites et de la gestion que l'antichrèse aura procurées au créancier; mais cette obligation de droit commun exclut-elle la faculté de stipuler au bloc la compensation des fruits avec les intérêts dus au créancier?

Dans plusieurs cas ci-devant parlementés, et surtout dans les ressorts qui avaient le droit d'ail, les parties de cette espèce étaient souvent invalidées par les arrêts, sur le fondement de la lésion qui pouvait en résulter pour le débiteur.

Ces extrêmes entraves d'où point para convenir à notre législation, et ce n'est pas légèrement qu'une convention doit être répétée illu.

Supposé-on un créancier rigoureux à l'excès? Il tâchera de se faire céder le fonds à un prix très-médiocre, et il gagnera plus à un tel marché que dans une clause de l'espèce de celle que nous examinons.

Cette clause d'ailleurs n'aura souvent pour objet que d'éviter des embarras au créancier et des frais au débiteur lui-même. Comment donc l'interdirait-on? et en l'interdisant ne s'exposerait-on pas à blesser celui-là même qu'on veut protéger? et d'ailleurs cette voie était fermée, combien ne resterait-il pas d'autres issues à des contrats réellement onéreux!

Citoyens législateurs, je viens de motiver les principales dispositions du projet qui vous est soumis sur le nantissement.

Ce contrat, qui a toujours figuré parmi nos institutions civiles, n'est pas seulement en faveur du créancier; il est utile au débiteur même, qui souvent ne pourrait traiter sans un tel secours. Le projet de loi aura rempli son objet, s'il a concilié ce double intérêt et posé avec justice les règles qui doivent désormais régir ce contrat.

*Projet de loi.*

CODE CIVIL.

LIVRE III.

TITRE XVIII.

De nantissement.

Art. 1<sup>er</sup>. Le nantissement est un contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

Art. 2. Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle gage.

Celui d'une chose immobilière s'appelle antichrèse.

CHAPITRE I<sup>er</sup>.

De gage.

Art. 3. Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet, par privilège et préférence aux autres créanciers.

Art. 4. Ce privilège a lieu, quoiqu'il n'y ait ni acte public ni sous seing privé, dès lors qu'il est constaté la déclaration de la somme due, ainsi que l'apport et la remise des choses remises en gage, ou qu'il est constaté de toute autre manière.

La réduction de l'acte qui sert de son sermentement ne sont néanmoins prescrits qu'en matière excédant le chiffre de cent cinquante francs.

Art. 5. Le privilège énoncé en l'article précédent ne s'établit sur les meubles incorporels, tels que les créances mobilières, que par acte public ou sous seing privé, sans enregistrement, et il signifie au débiteur de la créance donnée en gage.

Art. 6. Dans tous les cas, le privilège ne s'établit sur le gage qu'autant que le gage a été remis et est resté en la possession du créancier, ou d'un tiers convenu entre les parties.

Art. 7. Le gage peut être donné par un tiers pour le débiteur.

Art. 8. Le créancier ne peut, à défaut du paiement, disposer du gage, sans s'être fait ordonner en justice que ce gage lui demeure en paiement, et jusqu'à due con-

compte, d'après une estimation faite par experts, ou qu'il aura voulu en exécuter.

Toute chose qui antérieurement le créancier s'approprie le gage, ou s'en dispose sans les formalités ci-dessus, est nulle.

Art. 9. Jusqu'à l'extinction du débiteur, s'il y a lieu, le reste propriétaire du gage, qui n'est, dans la main du créancier, qu'une dépositaire, jouit du privilège de celui-ci.

Art. 10. Le créancier répond, selon les règles établies en titre des obligations conventionnelles en général, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence.

De son côté, le débiteur doit tenir compte au créancier des dépenses utiles et nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

Art. 11. Si le gage d'une créance donnée en gage, et qui antérieurement porte intérêt, le créancier impute ces intérêts au gage qui ne peuvent être dus.

Si le gage porte intérêt de laquelle la créance a été donnée en gage ou porte point d'intérêt, l'imputation se fait sur le capital de la dette.

Art. 12. Le débiteur ne peut à moins que le créancier du gage le lui allowe, en restituer la restitution qu'il a été avoir antérieurement payé, tant au principal qu'intérêts et loyer, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été donné.

Si le créancier de la part du même débiteur, envers le même créancier une autre dette antérieurement constituée, le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée. Recouvré, l'extinction du gage, et le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune emphyteuse pour affecter le gage au paiement de la seconde.

Art. 13. Le gage est indivisible, notwithstanding la divisibilité de la dette entre les créanciers du débiteur ou ceux du créancier.

L'un des créanciers qui a payé sa portion de la dette ne peut demander la restitution de sa portion dans le gage, tant que la dette n'est pas entièrement acquittée. Recouvré, l'extinction du gage, et le créancier ne pourra être tenu de se dessaisir du gage avant d'être entièrement payé de l'une et de l'autre dette, lors même qu'il n'y aurait eu aucune emphyteuse pour affecter le gage au paiement de la seconde.

Art. 14. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables qu'aux matières de commerce, ou aux matières de prêt ou gage antérieures, et à l'égard desquelles ne sont les lois et règlements qui les concernent.

CHAPITRE II.

De antichrèse.

Art. 15. L'antichrèse ne s'établit que par écrit.

Le créancier acquiert par ce contrat que la faculté de percevoir les fruits de l'immeuble, et la charge de les imputer antérieurement sur les intérêts, si la loi en est dû, et ensuite sur le capital de son avance.

Art. 16. Le créancier est tenu, si c'en est autrement convenu, de payer les contributions et les charges antérieures de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

Il doit également, sous peine de dommages et intérêts, pourvoir à l'entretien et aux réparations utiles et nécessaires de l'immeuble, sans préjudice aux hypothèques des dépenses et ses divers objets.

Art. 17. Le débiteur ou peut, avant l'extinction acquiescent de la dette, réclamer la jouissance de l'immeuble qu'il a remis en antichrèse.

Mais le créancier, qui s'est déclaré des obligations conventionnelles en l'article précédent, peut toujours, à moins qu'il n'ait renoncé à ce droit, interrompre le débiteur à reprendre la jouissance de son immeuble.

Art. 18. Le créancier ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement en termes convenus, toute clause contraire ne vaudra; en ce cas, il peut poursuivre l'extinction de son débiteur par les voies légales.

Art. 19. Lorsque les parties ont stipulé que les fruits ne s'imputeront que sur les intérêts, ou totalement ou jusqu'à une certaine somme, cette convention s'annule comme toute autre qui n'est point prohibée par les lois.

Art. 20. Les dispositions des articles 7 et 13 ci-dessus s'appliquent à l'antichrèse comme au gage.

Art. 21. Tout ce qui est statué au présent chapitre s'applique point aux droits que des tiers pourraient avoir sur le fonds de l'immeuble soumis à titre d'antichrèse.

Si la créancier, muni à ce titre, a d'ailleurs par lui-même des privilèges ou hypothèques légalement établis et conservés, à les exercer à son ordre et comme tout autre créancier.

Le Corps législatif arrête que ce projet de loi sera transmis au Tribunal par un message.

La séance est levée.

#### TRIBUNAT.

PRÉSIDENCE DU CHANCELIER MUYLARD.

Séance du 22 ventôse an XII (mardi 13 mars 1894).

Le procès-verbal de la séance de la veille est adopté.

**Jard Panvilliers** fait un rapport sur le projet de loi portant exception de contribution foncière dans les communes de Bressuire et de Châtillon (Deux-Sèvres). (Ce rapport ayant été reproduit devant le Corps législatif, sous forme de discours, dans la séance du 23 ventôse, nous renvoyons à cette séance afin de ne pas insérer deux fois le même document.)

Le Tribunal procède au scrutin et vote l'adoption du projet de loi par 49 voix contre une.

Les citoyens **Jard-Panvilliers** et **Fauré** sont chargés de porter au Corps législatif l'expression de ce vote.

**Fauré** fait un rapport sur le projet de loi portant attribution au tribunal criminel du département de la Seine de la connaissance exclusive de tous les crimes de faux relatifs au timbre national et aux billets de la banque de France (1).

Citoyens tribuns, le projet de loi soumis à votre examen a pour objet d'attribuer au tribunal criminel du département de la Seine la connaissance exclusive de tous les crimes de faux relatifs au timbre national, aux billets de la banque de France et à ceux des banques de départements qui pourront être créées en exécution de la loi du 21 germinal an XI.

Dans tous les temps et chez tous les peuples, les lois ont placé au rang des plus grands crimes les faux qui portent atteinte au crédit et à la fortune publiques. Comme les fruits dévastateurs de ces crimes de ténacité ne peuvent profiter à leurs auteurs que par leur circulation dans la société; qu'ainsi le premier soin des coupables est de rendre les objets qu'ils contrefont en faiblesse, si ressemblants à leur modèle qu'on ne puisse reconnaître la fraude, il importe beaucoup que de son côté l'Etat ne néglige aucune précaution pour éliminer le crime des faussaires et leur enlever tout espoir d'impunité.

Le projet offre-t-il le moyen le plus efficace d'empêcher ce mal salutaire? La section de législation dont je suis l'organe l'a pensé ainsi.

C'est à Paris que sont toutes les pièces de comparaison nécessaires pour constater le matériel du crime : ces pièces ne sont point susceptibles de déplacement. Il faut, aux termes du code des délits et des peines, que la vérification de l'objet présumé faux soit faite en présence du prévenu; elle doit l'être à peine de nullité. Cette vérification ne peut avoir lieu sans que l'on rapproche les planches et instruments du crime des pièces authentiques qui ont servi à la fabrication des papiers ou billets vrais.

Voilà donc une formalité indispensable qu'il sera impossible de remplir ailleurs qu'à Paris.

Il n'y a point d'exception à l'égard des banques de départements. La loi du 21 germinal an XI

porte en termes formels, article 31, que « Paris » sera le seul lieu où les billets de ces banques « pourront être fabriqués. »

Les observations qui viennent d'être présentées ne s'appliquent pas uniquement aux auteurs du faux.

Quant aux individus qui n'ont ni la vérité ni le content, ni falsifié les billets, mais qui les ont fait circuler, sachant qu'ils étaient faux, ce sont des coauteurs du crime, le Code pénal les qualifie ainsi. L'instruction est la même que pour les auteurs, le matériel de l'acte doit être également constaté devant eux. Nos lois veulent que tout complice de crime soit puni de la même peine que l'auteur principal.

La distribution des faux billets de banque devait donc être comprise dans l'attribution, ainsi qu'elle l'est en effet.

Il en est de même de l'introduction sur le territoire français des billets de banque fabriqués ou falsifiés en pays étranger, ainsi que de la distribution de ces mêmes billets. Le projet de loi aggrave ce cas particulier d'introduction et distribution, puisqu'il semble être une suite naturelle et nécessaire de l'attribution générale. Le Code pénal avait prévu ce même cas, relativement au papier national ayant cours de monnaie, mais en matière criminelle, tout est de rigueur; nulle extension n'est permise : lorsque la loi parle d'un crime, elle exclut par là toutes les autres. Ainsi la loi proposée n'a-t-elle pas été complétée sans celle dernière disposition.

Deux observations se présentent encore à l'appui du projet actuel.

La première est que déjà le tribunal criminel du département de la Seine a été chargé par une loi du 2 floréal an XI de la connaissance exclusive, pendant cinq ans, de tous les crimes de faux, soit en effets nationaux, soit sur les pièces de comptabilité qui intéressent le trésor public, ou quelque lien que le faux ait été commis, ou qu'on ait fait usage des pièces fausses.

Les motifs puissants, qui déterminèrent alors le législateur, s'appliquent encore avec plus de force au timbre national et aux billets de banque. On lit dans le premier article du projet : « Le tribunal criminel de la Seine connaîtra, conformément aux articles 1 et 2 de cette loi, des délits spécifiés dans la nouvelle attribution. »

La seconde observation est que des crimes d'une telle nature ont toujours des ramifications dont la découverte est d'une importance extrême. Il est bien rare que le faux n'ait pas commencé en renommée à Paris. Les faussaires, très même qui leur atelier criminel se trouve placé ailleurs, ont presque tous les mêmes affidés qui leur procurent des moyens de distribution. La plupart, déjà repris de justice, ou liés avec d'autres qui l'ont été, ne sont que trop connus dans les archives de la police, ou dans celles du tribunal criminel de la Seine.

Ainsi ce tribunal, indépendamment de l'avantage inappréciable sa situation lui donne d'avoir près de lui des pièces de comparaison qu'il peut consulter à chaque instant, aura la facilité non moins précieuse de tirer de grandes lumières d'une foule de notes et d'indices sans lesquelles le crime resterait souvent impuni.

Suivant une loi du 23 floréal an X, article 2, la connaissance de tout crime de faux appartient à un tribunal composé de six juges, qui doivent nécessairement concourir au jugement.

Les crimes qui font la matière de l'attribution donnée par le projet au tribunal criminel de la Seine

(1) Le rapport de Fauré ne se trouve pas au Moniteur.

doivent donc être jugés conformément à cette loi. Mais comme la loi du 23 floréal an X n'admet que six juges, le projet actuel contient à cet égard une véritable amélioration. Il porte, article 6 : « Que dans tous les procès dont la compétence est attribuée exclusivement au tribunal criminel du département de la Seine, et dans tous ceux qui doivent être jugés conformément aux dispositions de la loi du 23 floréal an X, les douze membres du tribunal pourront concourir au jugement. » Il résultera d'une plus grande réunion d'hommes une plus grande masse de lumières; et le résultat, desespérant pour le coupable, sera d'autant plus rassurant pour l'innocent.

Le projet n'exige pas que les juges soient toujours au nombre de douze. La quantité considérable d'affaires dont ce tribunal est chargé ne le permettrait pas; mais il veut qu'ils ne soient jamais moins de six. Aussi, dans toutes les affaires soumise au tribunal spécial, le nombre des juges ne sera jamais inférieur au nombre exigé par la loi du 23 floréal an X.

Un s'est tellement attaché à conserver tout ce que cette loi pouvait avoir de sage et d'utile, qu'à son exemple, il est décidé par le projet que le tribunal ne pourra juger qu'un nombre pair. Comme en cas de partage l'arrest doit être acquitté, la conséquence nécessaire est qu'il ne peut y avoir de condamnation, si la majorité qui condamne ne surpasse au moins de deux voix la minorité qui veut absoudre.

Au contraire, avec le nombre impair, une seule voix aurait suffi.

À l'égard du point, elle est déterminée, relativement aux contrefacteurs et fabricateurs des billets de banque, par la loi du 24 germinal an XI, suivant laquelle les coupables de ces crimes doivent être punis de la même peine que les faux-monnayeurs.

La loi relative au crime de fausse monnaie prononce la peine de mort contre les auteurs et complices.

Les distributeurs de faux billets étant les complices des faussaires, la même peine les attend. Le projet, conforme en ce point au Code pénal, admet entre eux aucune différence.

Quant à la contrefaçon et falsification du timbre national, ainsi qu'à l'usage du timbre contrefait, le projet n'a pu se conformer au Code dans la détermination de la peine, vu que la peine n'y est point graduée. Le Code ne distingue point entre le crime commis par les agents auxquels le Gouvernement a confié la vente et distribution du papier timbré et le même crime commis par tout autre. Dans les deux cas, il prononce une peine égale, celle de douze ans de fers.

Comme ces agents ne sont point fonctionnaires publics, on ne pourrait leur appliquer la peine relative aux fonctionnaires publics convaincus de leurs rendus coupables de faux dans l'exercice de leurs fonctions.

Il y a plus; dans cette dernière disposition du Code, la gradation de peine manque également : on n'y considère point les nuances du délit, mais seulement la quantité de l'accusé; de sorte que la peine n'est pas plus forte pour les crimes contre la propriété publique que pour ceux contre la propriété particulière.

Le projet ne laisse point subsister une telle confusion.

Lorsqu'on a timbré avec un faux timbre on qu'on a distribué du papier timbré qu'on sait être faux, il est certain que la gravité du crime est au plus haut degré, s'il a été commis par la personne

époux que le Gouvernement a valet chargée de la vente et distribution du papier timbré.

D'abord cet agent est coupable d'abus de confiance et de prévarication : au lieu d'user de son droit pour servir l'Etat, il en abuse pour le trahir; son titre seul devait garantir une fidélité sans borne. L'abus pour passer ses concitoyens contre toute espèce de fraude, c'est lui-même qui les trompe. Un tel crime répond bientôt par lui aux alarmes et la défiance, à moins que la sagesse de la loi ne les tranquillise sur l'avenir et n'écarte toute crainte que de parus; exemples ne se renouvelent souvent. Au second lieu, et sans cesse comme un crime contre la propriété publique. Son action tend à dessécher les sources de la fortune nationale, et conséquemment à détruire les moyens qui contribuent à la prospérité de l'Etat.

C'est le concours de ces circonstances infiniment graves, réunies dans la même action, qui motive la peine capitale prononcée par le projet contre l'agent, auteur ou complice de cette espèce de faux. Les autres individus qui s'en rendraient coupables attentent aussi à la propriété publique; mais le degré de culpabilité est moindre à leur égard que par rapport aux préposés à la vente et distribution du papier timbré, parce qu'ils ne sont pas investis comme eux de la confiance du Gouvernement. Ce n'est point à ces individus que la loi recommande de s'adresser, c'est aux agents que le Gouvernement a commis.

Ces individus seront condamnés à douze ans de fers, conformément au Code pénal.

Je vous ai rendu compte, citoyens tribuns, des dispositions du projet; le section de législation pense que l'effet de la loi proposée sera tel que doit être celui de toutes les bonnes lois criminelles, qu'elle préviendra des crimes dont la gravité réclame tout la surveillance de la justice et toute la rigueur des lois.

Votre section vous invite à voter l'adoption du projet de loi.

Le Tribunal ordonne l'impression du rapport de Faure.

Il est immédiatement procédé au scrutin sur le projet de loi, qui est adopté par 47 voix contre 2.

Les citoyens Faure et Jarry-Pauliniers sont nommés orateurs du Tribunal pour défendre devant le Corps législatif les motifs de ce vote.

Le Corps législatif transmet par un message au projet de loi relatif à un droit de baux dans le port d'Amers.

Ce projet de loi est renvoyé à l'examen de la section de l'Intérieur.

Le Tribunal procède au scrutin sur le projet de loi relatif au dépôt et au transport, hors III, livre XVI du Code civil.

Il en vote l'adoption à l'unanimité de 47 votants.

L'ordre du jour appelle un nouveau scrutin sur le projet de loi relatif à l'organisation des seminaires diocésains.

46 membres se prononcent pour l'adoption et 2 pour le réjet.

Les citoyens Favard, Carrión-Niess et Perrée sont chargés de porter au Corps législatif le vote d'adoption émis par le Tribunal sur ces deux projets de loi.

La séance est levée.

## CORPS LÉGISLATIF.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN FONTANES.

Séance du 23 vendémiaire an XII (mercredi 14 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'attribution donnée au tribunal criminel de la Seine de la connaissance de tous les crimes de faux concernant le timbre national et les billets de la banque de France.

Les orateurs du Gouvernement et ceux du Tribunal sont introduits.

**Le Président.** La parole appartient au citoyen Faure.

**Faure,** orateur du Tribunal. (Cet orateur reproduit devant le Corps législatif les termes d'un rapport, sur le projet de loi, qu'il a fait au Tribunal dans la séance du 22 vendémiaire. Voy. plus haut, p. 98.)

Aucun autre orateur ne demandant la parole, la discussion est fermée.

Le Corps législatif procède au scrutin et vote l'adoption du projet de loi par 226 voix contre 9.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif au dépôt et au séquestre, formant le titre XIV du livre III du Code civil.

**Le Président.** Le citoyen Favard, orateur du Tribunal, a la parole.

**Favard** (1). Citoyens législateurs, la loi sur les obligations conventionnelles en général n'a pour base les principes de la morale la plus pure. Le projet de loi sur le dépôt doit surtout porter l'empreinte de cette sévère probité qui caractérise l'homme de bien. Quel de plus sacré, en effet, que les obligations qui naissent des diverses espèces de dépôt! Qu'il soit volontaire, nécessaire ou judiciaire, le dépôt, qui repose toujours sur la confiance, doit être exécuté avec un scrupule religieux.

Si la confiance n'est jamais été trahie, on n'aurait jamais songé à donner des lois à ce contrat, et cette vérité me fait naître l'idée qu'on pourrait juger du la moralité d'un peuple par l'exactitude des dépositaires à remplir les obligations inhérentes que la conscience leur impose. Les lois très-anciennes sur le dépôt attestent donc que depuis longtemps on a reconnu et violé ces obligations; et il est du devoir du législateur de les tracer avec tant de clarté, qu'il soit impossible à l'homme qui réside à la voix de la conscience de se soustraire à ses devoirs.

C'est aussi l'objet du projet soumis à votre examen.

Il distingue d'abord deux espèces de dépôt, l'un qu'il qualifie de dépôt proprement dit, et l'autre de séquestre. La nature de ces différents dépôts, la manière dont ils se forment, et les diverses obligations qui en résultent, sont énumérées expliquées. Nous allons les disséquer dans le même ordre adopté par le projet.

#### DE LA NATURE ET DE L'ESSENCE DU CONTRAT DE DÉPÔT.

Le projet définit le dépôt, un contrat essentiellement gratuit, qui est parfait par la tradition réelle ou fictive de la chose déposée.

La tradition fictive s'entend de cas où le dépositaire est déjà nanti de la chose que l'on consent de lui laisser à titre de dépôt : supposons, par exemple, que Pierre soit débiteur de 5,000 francs, d'une succession recueillie par Paul. Si ce dernier desire que cette somme reste à titre de dépôt dans les mains de Pierre, pour en faire un emploi quelconque, le dépôt n'est pas moins parfait par la tradition fictive des 5,000 francs, qu'il le serait par la tradition réelle. Les mêmes obligations existent, tant pour le déposant que pour le dépositaire.

Le dépôt est volontaire ou nécessaire. Chacun de ces dépôts a des règles particulières qu'il faut examiner séparément.

#### Comment se forme le dépôt volontaire?

Il se forme par le consentement réciproque de la personne qui fait le dépôt, et de celle qui le reçoit. Comme tous les contrats qui obligent, le dépôt volontaire doit être fait par écrit; mais il peut être prouvé par témoins, lorsque l'objet déposé n'est pas d'une valeur au-dessus de 150 fr. C'est une innovation à l'ordonnance de 1667 (2) qui, pour le dépôt volontaire, n'autorisait la preuve testimoniale que jusqu'à 100 francs. Ce changement a déjà été adopté au titre des obligations conventionnelles (3).

Quand le dépôt s'élève au-dessus de 150 francs, il ne peut être prouvé par témoins; il faut alors s'en rapporter à la déclaration du dépositaire, soit pour le lui-même du dépôt, soit pour la chose déposée, soit enfin pour le fait de la restitution. Cela est fondé sur les principes du droit. Le déposant a suivi la loi du dépositaire, lequel s'en est tenu; il est livré à sa nomie et à sa conscience; il ne peut avoir eu trop de confiance, mais qu'il ne peut pas refuser. Il est le seul capable de son impudence, s'il y en a eu. Je dis s'il y en a eu, car les juges ne peuvent pas en voir là où le dépositaire ne leur offre que son alléguement, qui ne doit pas l'emporter sur l'alléguement contraire du prétendu dépositaire.

Les personnes incapables de contracter peuvent-elles recevoir un dépôt?

Le projet décide la négative, parce que le dépositaire contracte une obligation en se chargeant d'un dépôt; et il était permis aux personnes incapables de contracter de se rendre dépositaires, il y aurait contradiction dans les lois, car les incapables, tels que les mineurs, les interdits et les femmes mariées, pourraient contracter des engagements ruinieux en prenant la forme de dépôt.

Aussi le déposant n'a-t-il contre ces personnes que l'action en répétition de la chose déposée, et elle existe, et celle en répétition de ce qui n'a tourné au profit du dépositaire si l'objet n'existe plus.

Mais le dépôt fait par un incapable entre les mains d'une personne capable oblige-t-il le dépositaire?

On n'a déjà vu, dans la loi sur les obligations conventionnelles, que les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité des personnes avec qui elles ont contracté (4). C'est par une conséquence de ce principe que le dépositaire d'une chose déposée par une personne incapable est tenu de toutes les obligations qu'impose le dépôt.

Après avoir fixé les règles qui constituent le dépôt volontaire, le projet passe aux obligations qui en résultent.

#### Quelles sont les obligations du déposant?

Il doit porter dans la garde du dépôt les soins d'un bon père de famille; mais la loi doit exiger plus de lui dans plusieurs cas :

1° Si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; 2° s'il a stipulé un salaire pour sa garde; 3° si le dépôt a été fait uniquement pour l'utilité du dépositaire; 4° s'il a été convenu expressément que le dépositaire répondrait de

(1) V. les art. 2 et 3 du titre XX de l'ordonnance de 1667.

(2) V. l'art. 240 de la loi du 19 pluviose an XII.

(3) V. l'art. 25 de la loi du 17 pluviose an XII.

(4) Le discours de Favard ne se trouve pas au Moniteur.

toute espèce de faute. Dans tous ces cas, le juge doit être plus rigoureux ; mais le projet de loi ne lui donne pas de règle de conduite ; il s'en rapporte à sa prudence, et c'est à lui de peser les différentes circonstances qui peuvent aggraver le sort du dépositaire.

Il est certain que les cas prévus par le projet changent la position du dépositaire.

S'il a offert de recouvrer le dépôt, il a pu être cause que le déposant ne s'est pas adressé à d'autres qui auraient apporté tous les soins convenables pour la conservation de la chose déposée (1) : il doit donc prendre plus de précautions que le dépositaire, qui n'a fait que céder au vœu du déposant. Aussi la loi semble exiger d'elle des soins plus qu'ordinaires de la part du dépositaire qui s'est offert de lui-même à garder le dépôt (2).

Si le dépositaire reçoit un salaire, ou si le dépôt n'a été fait que pour son intérêt, il est juste que dans ces deux cas sa garantie ait plus d'étendue : il n'est plus un simple dépositaire ; il devient une espèce de préposé à gages, ou un débiteur soumis à d'autres engagements.

Il en est de même si le dépositaire n'est obligé de répondre de toute espèce de faute ; s'il a pris sur lui tous les événements, il doit les supporter. C'est une convention qui forme la loi des parties et qui doit être exécutée (3).

Le dépositaire est-il tenu de rendre la chose même qu'il a reçue ?

En décidant l'affirmative, le projet n'a pas créé un principe nouveau ; il n'a fait que rappeler celui qui a existé du tout temps, et qui a même été respecté à toutes les époques de la Révolution (4).

Les receveurs des contributions avaient bien voulu se soumettre à cette obligation : ils prétendaient qu'ils pouvaient rembourser en assignats des sommes déposées en espèces métalliques ; ils excipaient d'un arrêt du conseil, du 10 mars 1793, qui les autorisait à négocier les fonds dont ils étaient dépositaires ; d'où ils tiraient la conséquence qu'ils étaient autorisés à se libérer de la même manière qu'on leur avait remboursé les sommes qu'ils avaient prêtées.

Mais une loi du 30 pluviôse an V a fait cesser cette prétention, en ordonnant que les sommes versées dans les caisses des receveurs des contributions devaient être restituées en mêmes espèces qu'elles avaient été reçues.

Aussi l'article 18 du projet, qui s'applique au dépôt judiciaire, comme au dépôt volontaire, dit-il que le dépôt des sommes courantes doit être rendu dans les mêmes espèces dans lesquelles il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur.

La prévision de cet article prévoit tous les cas, et ne laisse aucun espoir à la mauvaise loi du dépositaire.

Si le projet de loi est justement sévère à l'égard des dépositaires infidèles, on voit qu'il protège ceux qui ont rempli leur mission avec fidélité.

Ils ne doivent rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution. Dans aucun cas, ils ne sont tenus des accidents de force majeure, à moins qu'ils n'aient été eux-mêmes en demeure de restituer le dépôt.

Le projet prévoit le cas où le dépositaire dénierait que la chose déposée a été volée, et il lui prescrit de dénoncer au véritable propriétaire le dépôt qui lui en a été fait, avec sommation de le réclamer dans un délai déterminé et suffisant : il agit suffisamment, parce qu'il ne peut pas fixer un délai qui dépend du folelement de la personne et de la nature de l'objet déposé, ce qui peut varier à l'infini.

Si dans ce délai le véritable propriétaire ne réclame pas, le dépositaire se libère valablement en rendant la chose au déposant ; il a fait alors tout ce que sa position exigeait tant pour l'intérêt du propriétaire que pour celui de la société.

Mais si le déposant dépêche avant qu'on dépôt ait été rendu, à qui la remise doit-elle en être faite ?

Sera-ce à celui qui était indiqué pour recevoir le dépôt ? Sera-ce à l'héritier du déposant ?

Il semble d'abord que la chose déposée devrait être remise à la personne indiquée pour la recevoir, parce qu'elle est causée ; y avoir une espèce de droit acquis ; mais en y réfléchissant, on voit que le déposant a conservé jusqu'à sa mort la propriété du dépôt, qu'il a pu le retirer à volonté, et que la destination projetée n'ayant pas eu son exécution, il en résulte que l'héritier du déposant lui succède dans la plénitude de ses droits ; qu'alors le dépositaire ne peut pas, à l'insu de l'héritier, disposer du dépôt en faveur de la personne qui lui avait été désignée, parce que le dépôt serait un fidéjussimus qui aurait soulevé pour lui de nombreux et dangereux obstacles. Le législateur a dû écarter soigneusement tout ce qui pourait favoriser la violation de la loi sur la responsabilité des biens, surtout après lui avoir donné la latitude qu'elle devait avoir dans ses mains. On ne peut donc qu'approuver la disposition du projet qui porte : qu'en cas de mort de celui qui a fait le dépôt, la chose déposée ne peut être rendue par son héritier.

Le projet prévoit encore le cas où le déposant change d'état. Si la femme, libre au moment du dépôt, s'est mariée ; si le déposant se trouve frappé d'interdiction postérieurement au dépôt, dans ces cas et autres de même nature, le dépôt doit être rendu à celui qui a l'administration des droits et des biens du déposant. Il est nécessaire que cette restitution se fasse comme toute autre qu'il faudrait demander au mari, ou une femme sous la puissance maritale.

Si l'acte de dépôt fixe un délai pour la restitution de la chose déposée, le dépositaire peut-il la refuser au déposant tant que le délai n'est pas expiré ?

Le dépositaire, qui doit toujours avoir dans sa main la chose déposée, doit toujours être prêt à la rendre ; et comme il n'a pas le droit d'en jouir, il ne peut avoir aucune raison pour résister à la volonté du déposant. Ce dernier est-il aussi autorisé à retirer son dépôt aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour sa restitution ?

Il en serait autrement s'il existait entre les mains du dépositaire une saisie-arrest ou une opposition à la restitution du dépôt ; alors le dépositaire est assésé à son séquestre, ou à un dépositaire de justice qui ne doit rendre le dépôt que du consentement des opposants, ou d'après un jugement préalable.

(1) Si quæ depositum obtulit, idem Juliano scribit periculum ad depositum obligari : ita tamen non solum dolus, sed etiam culpa et custodia præstiti, non tamen casus fortitudo. Lib. I § 35. dep.

(2) V. la loi cit. Cod. Mac.

(3) Si convenit ut in deposito aliquid præstetur, ratio est conventionis, non legem ex conventionibus accipiunt. L. 1 § 6 ff. Depo. d.

(4) V. les lois de 24 septembre 1793, 23 septembre 1793, 15 germinal an II, 3 fructidor an III, 13 germinal an IV : elles ordonnent aux dépositaires de se libérer dans les mêmes espèces qui ont été touchées.



Une question s'est présentée : c'est celle de savoir si le dépositaire infidèle pouvait être admis au bénéfice de cession de biens.

Dans la loi sur les obligations conventionnelles, on a dit que ce bénéfice ne pouvait être accordé qu'au débiteur malheureux et de bonne foi. Les créanciers peuvent même cesser la ressource dans les cas exceptés par la loi (1).

De la loi peut-elle prononcer une exception plus favorable que dans le cas où le dépositaire n'est rendu coupable d'infidélité? Celui-ci est-il tenu à invoquer la protection que la loi accorde au débiteur malheureux et de bonne foi? Non, sans doute. C'est d'avis avec raison que le projet exclut du bénéfice de la cession de biens les dépositaires infidèles.

*Quelles sont les obligations de la personne qui a fait le dépôt?*

Le contrat qui résulte du dépôt produit deux actions. L'une en faveur de celui qui a fait le dépôt peut obliger le dépositaire à le rendre; l'autre en faveur de ce dernier pour se faire rembourser les dépenses occasionnées par les choses déposées. Le dépositaire a même un privilège pour le remboursement de ses frais, puisque le projet l'autorise à retenir le dépôt, quasi quodam jure pignoris, jusqu'à l'entier paiement de ce qui lui est dû.

Telles sont les principales règles du dépôt volontaire.

*Comment se forme le dépôt nécessaire, et quelles sont les obligations qui en résultent?*

Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, un ravin, un pillage, un naufrage, ou autre accident imprévu.

Cette détermination est posée dans les lois romaines. Ces lois avaient porté la sévérité jusqu'à punir la violation de ce dépôt, jusqu'à condamner le dépositaire infidèle à la restitution du double de la valeur de la chose déposée (2).

Le motif de cette distinction entre le dépôt volontaire et le dépôt nécessaire était légitime et très-politique. Celui qui a fait choix de son dépositaire ne peut s'en prendre qu'à lui-même, s'il a été trompé; il a suivi la loi de la confiance; il ne peut dès lors se plaindre que la restitution du dépôt, ou sa valeur s'il n'existe plus.

Mais celui qu'une circonstance malheureuse a forcé de se confier à la première personne qui s'est présentée à lui, mérite une protection particulière. L'intérêt de la société exige que le dépositaire nécessaire, qui est assez vil pour méconnaître les devoirs les plus sacrés, soit traité plus sévèrement que le dépositaire volontaire.

Nos lois françaises n'avaient pu admettre cette peine double de la valeur du dépôt, prononcée par la loi romaine; mais elles l'avaient remplacée par d'autres dispositions qui faisaient également ressortir toute la faveur du dépôt nécessaire. L'ordonnance de 1667 (3) autorise la preuve par témoins pour cette espèce de dépôt, quoiqu'elle l'ait rejeté pour le dépôt volontaire, lorsque la chose déposée est au-dessus de 100 fr.

Le projet a adopté le principe de l'ordonnance de 1667. Cette ordonnance permet en outre la contrainte par corps contre le dépositaire nécessaire, et le titre IV, sur la contrainte par corps, a consacré cette nouvelle disposition.

Il était juste de conserver cette différence dans la manière de pourvoir la violation du dépôt né-

cessaire. N'est-il pas évident que lorsqu'un incendier, un pillage, un naufrage ou tout autre événement imprévu, oblige le malheureux qui éprouve l'un de ces accidents de se confier à la hâte une partie de ses biens, il n'a ni le temps, ni le soin de faire réduire un acte de dépôt? Il est donc conforme aux lois de l'humanité qu'on ne lui refuse pas d'établir, par une preuve suppléve, le dépôt que ces événements ont rendu nécessaire. Il est d'ailleurs de facile de croire que l'homme qui a été secouru dans le malheur porte l'oubli du bienfait jusqu'à excuser de son bienfaiteur plus qu'il ne lui a coûté; il est naturellement plus dans le cœur de l'homme avide de profiter du désastre de son semblable pour grossir sa fortune.

Passons à une autre espèce de dépôt qui doit être rangé dans la classe du dépôt nécessaire. C'est celui que le voyageur fait de ce qu'il apporte dans l'hôtellerie où il descend. Il fait que la plus grande sécurité s'y accompagne, et qu'il la conserve par la certitude que la loi lui donne, que ses effets ne seront pas impunément dérobés, soit par l'amburge, soit par les domestiques qu'il emploie, soit par les étrangers qui vont et viennent dans l'hôtellerie. Cette responsabilité qui paraît rigoureuse se présente la base la plus solide de la prospérité des aubergistes. C'est la confiance qu'ils inspirent au bon voyageur et la surveillance à laquelle la loi les oblige, qui rend les voyages plus sûrs, plus multipliés, et qui apprête les voyageurs chez eux.

Aussi l'ordonnance de 1667 n'a-t-elle mis dans le classe des dépôts nécessaires ceux faits entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse, en logeant dans leur hôtellerie. Elle déclare « entendre employé » cher que la preuve par témoins n'en puisse être « admise en faveur la qualité des personnes et les circonstances du fait (4) ».

Le même principe a déjà été consacré au titre des contrats au des obligations conventionnelles en général. Il est bon de remarquer que l'article 247 de ce titre, en dispensant de la preuve par écrit les dépôts nécessaires dans lesquels il comprend ceux faits par le voyageur en logeant dans une hôtellerie, n'agit en fait que « le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait. »

Ainsi, en rapportant du projet l'article 247 de la loi sur les contrats, vous voyez que notre nouveau Code ne fait que maintenir une disposition maintenue par nos anciennes lois. La loi n'est pas laissée aux juges d'ordonner ou de rejeter, suivant les circonstances, la preuve offerte par le voyageur, mais que les intérêts de ce dernier et ceux de l'hôte ou de l'hôtesse puissent être comparés.

Il ne me reste qu'à vous dire un mot du séquestre, dont les obligations rentrent dans celles du dépôt.

Le projet distingue deux sortes de séquestres : le conventionnel et le judiciaire. Il définit le premier, un dépôt fait par une ou plusieurs personnes d'un objet contentieux entre les mains d'un tiers qui s'oblige à le rendre, après la contestation terminée, à la personne qui sera jugée devoir l'obtenir.

Le séquestre judiciaire a le même effet : il ne diffère du séquestre conventionnel qu'en ce que ce dernier est nommé par les parties, tandis que l'autre l'est par nomination du juge. Les obligations de l'un et de l'autre sont les mêmes : l'un ne peut être déchargé de leur mission que du consentement de toutes les parties intéressées, ou par l'effet d'un jugement.

(1) V. l'art. 170 de la loi du 17 pluviôse an XII.

(2) L. 1, § 1. B. Dep.

(3) V. l'art. 3 du titre XX, et l'art. 4 du titre XXXIV.

(4) V. l'art. 4 du titre XX de l'ordonnance de 1667.

Telle est, citoyens législateurs, l'union d'une loi basée tant enfreinte sur les règles de l'équité. Vous n'y avez pas remarqué des dispositions nouvelles : c'est est permis au législateur de chercher le mieux, il sent qu'il ne peut le trouver quand les lois anciennes sur une matière sont l'expression de la morale publique.

Bien, citoyens législateurs, vous avez complété cette précieuse collection de lois qui doivent former notre Code civil; et cet ouvrage si désiré, depuis que les idées d'ordre public ont germé dans les têtes des Français, deviendra l'objet de l'admiration des siècles que vous commencent.

Je ne vous promets pas celle de tous vos citoyens qui pourront de ce grand œuvre : il faut s'attendre à des critiques parmi lesquels on trouvera les hommes dont la routine est dévorante, et ceux qui voient leurs espérances déçues, et ceux qui, incapables de rien produire, se sont fait un système de tout blâmer; et ceux qui, cherchant une perfection idéale, ne trouvent que des défauts dans ce qui ne leur offre pas cette brillante chimère qu'il n'est pas donné à l'homme de réaliser.

Mais ces vains jugements seront réformés par la voix inaltérable du temps, qui promènera en triomphe d'un Code qui donne aux Français une organisation inconnue à presque tous les peuples qui se sont agrandis.

En tenant que vous aurez mis en dernière main ce Code, le peuple français tout entier, régi par une même Constitution, par une même morale publique, n'obéira plus qu'à une même loi civile; unité précieuse qui rend la soumission plus libre, et donne au Gouvernement une garantie nouvelle pour le succès de ses institutions.

Puisse ce Code rester inviolable ! et ce vœu sera exécuté si la France conserve toujours un gouvernement ferme et sage, des magistrats probes et éclairés, et un peuple qui seule le prix de tous ces avantages.

Le Tribunal a voté, citoyens législateurs, l'adoption du titre XVI, livre III du Code civil, sur le dépôt et le sequestre; il l'a cru digne de votre sanction.

Le Corps législatif ordonne l'impression du discours de l'orateur.

Aucun orateur ni du Gouvernement ni du Tribunal ne demandant la parole, la discussion est close.

L'Assemblée procède au scrutin.

Le projet est couvert en loi par 214 suffrages contre 2.

La discussion s'ouvre sur le projet de loi relatif à l'exemption de la contribution foncière pour les communes de Bressuire et de Châtillon (Deux-Sèvres).

**Le Président.** L'appelle à la tribune un orateur du Tribunal.

**Jard-Pauvilliers** (1). Citoyens législateurs, parmi tant de forfaits dont le Gouvernement anglais s'est rendu coupable envers la France, la postérité remarquera celui d'avoir fomenté cette guerre terrible qui dévasta nos départements du Ouest, et fit de ces contrées, jadis si paisibles et si florissantes, le théâtre de toutes les horreurs, et des déserts presque inhabités.

Il faut avoir connu les mœurs des habitants des Deux-Sèvres et des départements voisins pour savoir jusqu'à quel point il a fallu abuser de leurs sentiments religieux, pour les porter à ces excès

mêlés d'héroïsme et de barbarie, qui ont causé la mort de tant de milliers de Français.

Tout ce que l'histoire nous apprend des horreurs de la guerre civile, ces malheureux départements l'ont éprouvé. Le fils s'est armé contre le père, le frère contre le frère, l'un contre l'autre. Jamais la guerre entre des nations étrangères n'a causé tant de dévastations ni tant de ruines.

Ah! s'il restait encore quelques Français qui ne partagent pas l'indignation que les nouveaux attentats du gouvernement anglais contre la personne du Premier Consul ont excités dans le cœur de tous les hommes amis de leur pays, je leur dirais : « Allez dans ces départements! Après que-  
• tre ans de repos et de réparations, vous y trou-  
• vrez l'acide des larmes profondes des dissen-  
• sions que le gouvernement a entretenues par-  
• nous, vous y verrez nos malheureux concitoyens  
• encore occupés à chercher, au milieu des cen-  
• dres et des débris, les fondements de leurs  
• fortunes balayées; vous n'y rencontrerez  
• pas un individu qui n'ait à pleurer quelqu'un  
• de ses siens; on vous y montrera les lieux où l'an-  
• gillisme venait les éminentes perdus qui  
• venaient à souffrir le feu des discorde civiles,  
• et on y verra les débris des armes et les munis-  
• ions destinées à entretenir une guerre civile;  
• quelle époque était un triomphe pour  
• elle, puisqu'elle était celle que se rangeait la  
• victoire, c'était toujours des Français qui en  
• étaient les victimes dans leurs personnes et dans  
• leurs propriétés; vous y verrez les larmes en-  
• core humides avec lesquelles ses agents crimi-  
• nels venaient à ramasser nos dépouilles; et  
• ayant déjà dévoré tant d'armes et tant de ri-  
• chesses; et à l'aspect des lamentables effets de tant  
• de perfidie, quelque indifférent que vous puis-  
• siez être à la prospérité de la République, vous  
• ne pourrez vous défendre d'un sentiment d'hor-  
• reur contre les auteurs de ces grandes calamités ».

Ces citoyens législateurs, ils ont été les maux que la guerre de la Vendée a causés, que, malgré les dégrèvements accordés aux départements qui en ont été le théâtre, malgré les ménagements dont on a usé à leur égard pour la conciliation, il faudra encore bien des années et une prolon-  
• gation continue de la part du Gouvernement pour les réparer.

Quelques chaumières ont été relevées, des bâti-  
• ments indispensables pour l'exploitation des ter-  
• res ont été reconstruits, mais les villes où s'exerce  
• principalement l'industrie des carrières et des  
• commerçants ne sont pas encore que des ruines.

Parmi celles qui ont le plus souffert, les villes  
• de Bressuire et de Châtillon, dans le département  
• des Deux-Sèvres, ont d'abord fixé l'attention du  
• Gouvernement. Chacune d'elles comptait de deux  
• à trois mille individus, presque tous occupés à  
• des manufactures d'étoffes de laine.

Après le bruit du soulèvement des habitants  
• des campagnes, ceux de Bressuire, fidèles à la  
• voix de la patrie, s'armèrent pour la défendre.  
• Deux fois ils combattirent, avec les autres na-  
• tionales des villes voisines, à étouffer les premiers  
• germes de la guerre civile. Auront-ils eu part  
• à l'insurrection, et plusieurs se distinguèrent  
• par des faits de courage, que le manque de quel-  
• ques artistes a retracés pour les transmettre à la  
• postérité.

Il était de la garde nationale de Bressuire, il  
• combattait sur ses remparts, ce grenadier qui,  
• ayant reçu une balle dans la poitrine, l'en tira  
• avec la pointe de son couteau, et la remit à l'un  
• de ses camarades, en le priant de la renvoyer aux

(1) Le discours de Jard-Pauvilliers ne se trouve pas  
• au Moniteur.

ennemis. Enfin tous ceux qui étaient en état de porter les armes avaient suivi l'armée républicaine; ils avaient combattu et triomphé avec elle; ils venaient de rentrer dans leurs foyers et s'occupaient à rétablir le crime dans leur arrondissement, lorsqu'ils furent les premiers objets de la fureur des hommes qui avaient ordonné la destruction totale de la Vendée. Ils n'enrent que le choix de fuir et d'abandonner toutes leurs propriétés, même mobilières, ou de périr par la fer ou la faim qui les consumait déjà leurs habitations, avant qu'ils eussent pu se retirer leurs vieillards impotents, et leurs enfants encore dans le berceau.

Sans doute ils étaient dignes d'un meilleur sort, ceux qui avaient donné des preuves d'un tel grand dévouement à la République! Mais l'Angleterre qui, peu de temps auparavant, avait payé si cher la destruction des brillantes fabriques de la ville de Lyon, n'avait pas dédaigné d'acheter la ruine de nos humbles manufactures. Eh! quel suite, en effet, qu'un ennemi implacable aurait voulu ordonner l'incendie d'une ville restée fidèle à la patrie?

La ville de Châtillon, tour à tour occupée par les troupes de la République et par les insurgés, devint aussi la proie des flammes. Les habitants, comme ceux de Bressuire, se trouvèrent sans fortune et sans asile. Privés de toute espèce de ressources, même de celle du travail, les uns et les autres errèrent longtemps de commune en commune. Souvent repoussés et toujours misérables, ils passèrent plusieurs années sous le poids accablant d'une espèce de proscription, et dans les horreurs du besoin.

La plupart ont vainement tenté de naturaliser leur industrie dans les lieux où ils s'étaient réfugiés. Soit qu'il y ait dans leur pays des circonstances plus favorables que partout ailleurs à l'espèce de leurs manufactures, soit qu'ils soient entraînés par ce charme irrésistible qui nous attire sans cesse vers les lieux qui nous ont vu naître, ils forment presque tous des vœux pour y retourner; mais il n'y a point d'habitations suffisantes pour les recevoir. La détresse à laquelle la plupart des propriétaires ont été réduits par les effets de cette guerre destructrice, la modicité du revenu qu'ils pourraient tirer de leurs maisons en les louant à des ouvriers déjà ruinés, jointe au taux excessif des contributions, les ont empêchés jusqu'à de les faire reconstruire. C'est pour les engager à les rebâtir, et pour indemniser ceux qui l'ont déjà fait, que le Gouvernement vous propose aujourd'hui d'exempter de la contribution foncière pendant dix ans, les propriétaires dont les maisons, dans l'intérieur de ces deux villes, ont été démolies ou détruites pendant la guerre civile, et qui les ont fait ou feront rebâtir, pourvu qu'avant la fin de l'an XIII ils justifient que leurs bâtiments sont élevés de deux mètres ou même au-dessus du sol.

Je ne doute pas, citoyens législateurs, que vous ne vous empressiez de consacrer, par votre adoption, cet acte de justice et d'encouragement. Il portera la consolation dans l'âme d'un grand nombre d'individus qui depuis longtemps se consolaient que le malheur; il contribuera au rétablissement de deux villes qui, quoique peu considérables en elles-mêmes, sont cependant, au milieu d'un pays peu fréquenté, des points de communications importants par lesquels les lumières arrivent et se répandent dans les campagnes; il rappellera dans ce pays des ouvriers dont l'industrie fournira un débouché aux pro-

duits de l'agriculture, y attirera de nouvelles richesses, et y fera renaître son ancienne prospérité; il ouvrira les yeux des hommes les moins clairvoyants sur les intentions perfides de quelques agitateurs qui se couvrent d'un voile plus ou moins respectable pour les exciter à la désobéissance aux lois; il leur fera sentir qu'ils n'ont point de plus grands ennemis que ceux du Gouvernement, qui s'occupe avec tant de sollicitude de réparer les maux qu'ils ont soufferts, et que c'est eux-mêmes, comme tous les Français, qu'un voudrait frapper dans la personne du chef de ce gouvernement auquel ils doivent la tranquillité dont ils jouissent depuis quatre ans, l'oubli d'une partie de leurs infortunes passées, et l'espérance des bienfaits incalculables d'une bonne administration.

Par tous ces motifs, citoyens législateurs, le Tribunal a voté l'adoption du projet de loi qui vous est soumis.

Le Corps législatif ordonne l'impression du discours de Jard-Pauvilliers.

La discussion est close.

Le projet est converti en loi à la majorité de 230 voix contre 3.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'organisation des séminaires diocésains.

**Le Président.** Le citoyen Perrée, orateur du Tribunal, demandant la parole, je l'appelle à la tribune.

**Perrée (1).** Citoyens législateurs, la liberté des cultes, reconnue par la volonté nationale, repoussée par la discorde, errait incertaine et fugitive; elle reparut parmi nous appuyée sur la gloire; elle s'est enfin reposée sous l'égide législative des lois.

La convention passée entre le Gouvernement français et Sa Sainteté a le double caractère de transaction politique, de loi civile et religieuse. Ce fruit tardif de nos malheurs, gage de notre repos, sera l'objet de la reconnaissance de la postérité.

Le projet de loi pour l'établissement des séminaires est la suite nécessaire des lois organiques du concordat relativement au culte catholique.

Les églises postérieures ont conservé leurs établissements d'instruction et leurs propriétés; leur régime d'enseignement n'a pas été détruit par la Révolution.

Au contraire, les anciens séminaires ont été vendus, ou destinés à un service public.

Il était de la justice du Gouvernement de rétablir la balance entre les différents cultes, et de pourvoir aux moyens d'instruction pour les citoyens qui se destinaient à l'état ecclésiastique.

Tel est le but du projet soumis aujourd'hui à la délibération du Corps législatif.

Le Tribunal l'a examiné dans ses liaisons avec le concordat et dans ses détails avec l'ordre civil; et c'est sous ce double rapport que je viens présenter au Corps législatif les motifs d'adoption du Tribunal.

Deux articles composent le projet de loi.

Les uns concernent le matériel du l'établissement de onze séminaires, à raison de la circonscription des onze églises métropolitaines;

Concession de maisons nationales;

Attribution de sommes nécessaires à leur entretien et aux frais d'enseignement.

Du nombre des anciens séminaires restés à la

[1] Le discours de Perrée ne se trouve pas au *Moniteur*.

disposition du Gouvernement, quelques-uns sont occupés par des services publics temporaires, d'autres n'ont pu trouver matière aux spéculations de l'industrie dégoûtée par les difficultés locales, ou par l'étendue des bâtimens.

Beaucoup de semblables édifices, sans emploi ni destination, offrent le spectacle de l'herosée et de ruines; il disparaîtra bientôt à l'approche des réünions de citoyens que la nécessité de l'instruction appellera des divers étendues de l'église suffragante. Les besoins font naître le travail, il rend bientôt, par les consommations et les impôts, les avances que lui coûte l'esprit d'ordre et de reproduction. Les traits d'entretien de ces édifices sont donc un capital placé au plus fort comme au plus légitime intérêt.

Il était juste que l'État fit les frais de l'enseignement; il veut et doit vouloir en diriger tous les éléments vers l'unité publique; c'est le domaine de sa prévoyance; aussi sa sollicitude paternelle fait-elle diriger à ses frais les études dans les écoles d'application où se forme cette jeunesse, objet de notre tendresse et de nos espérances. L'étude de la morale avait les mêmes titres à sa générosité. Chérir la patrie est le premier précepte de la morale appliquée au bonheur et à la gloire de la société.

Les autres articles du projet traitent du personnel des établissemens et du genre d'études des séminaires.

L'instruction sera brisée sur la morale et les maximes de l'Église grecque; les études seront coordonnées par des examens; la nomination des supérieurs et des professeurs réservée à l'autorité civile.

Avec de telles et semblables précautions appliquées aux différents ordres de la religion chrétienne, l'ordre, le modeste, les talents et la piété habiteront des aînés qui, sans préventions comme sans prétentions, seront uniquement consacrés à l'étude et aux bonnes mœurs.

Les directeurs de ces maisons auront à justifier l'estime du Gouvernement, qui confiera à leurs vertus l'éducation des ministres de l'Évangile.

Et eux aussi enseigneront aux peuples que le premier devoir du citoyen est de chérir la patrie. Ils porteront dans la famille la paix et les consolations d'une religion qui sanctifie la charité sans ce de l'opulence, et qui rend méritoire la patience à supporter les misères de cette vie par l'espérance de celle qui la suit.

Aux arguments d'une théologie exclusive et persécutante succéderont les préceptes de charité nationale que la divinité plaça dans le cœur de l'homme comme sa vivante image.

Cette morale saine fut celle des Socrate et des Platon, et celle aussi que le fondateur de la religion ordonna à ses disciples d'enseigner au son nom.

Des académies et des séminaires ou verra sortir un jour des émules des Serras et des Laviers, des Bourdaloue et des Massillon, dont l'éloquence et la piété auront la récompense de l'utile prévoyance du Gouvernement, et l'ornement d'un siècle témoin de tant de prodiges.

La liberté des cultes ajoutée à la majesté des proportions de l'édifice social; l'instruction dans toutes les parties de la morale, le bonheur du peuple assure sa perpétuité.

Tels sont, citoyens législateurs, les motifs et les espérances qui ont déterminé le Tribunal à adopter le projet de loi sur l'établissement et des séminaires.

Le Corps législatif s'empresse d'approuver ce

complément d'exécution du concordat; notre commandement sera un nouvel hommage rendu à cet acte de sagesse, qui a donné la paix aux consciences, et à l'État la certitude de son repos.

Le Corps législatif ferme la discussion.

Il est procédé au scrutin.

Le projet de loi est adopté par 292 voix

contre 30.

La séance est levée.

## TRIBUNAT.

### PRÉSENCE DU CITOYEN BIVALL.

Séances du 23 vendémiaire XIII (mardi 14 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance du 22 est adopté.

Le Corps législatif communique, par un message, un projet de loi relatif à la prescription, livre III, titre XVIII du Code civil, relatif au non-bénéfice.

L'examen de ce projet de loi sera fait par la section de législation.

Savoye-Rolle fait un rapport sur le projet de loi, relatif à la prescription livre III, titre XX du Code civil.

La prescription, dit-il, diffère absolument de tous les autres moyens d'acquiescer, elle paraît se fonder sur des moyens de transmettre la propriété que sur l'imprévoyance et la ruine du propriétaire primitif; elle rendrait le législateur un usurpateur par le temps; elle semble se faire au spoliateur heureux, dans le seul titre est l'immensité de sa jouissance. Cependant elle n'a en vue que d'empêcher les possessions précaires, et de garantir la propriété de toute espèce d'incertitude.

L'orateur se livre à l'examen des principes sur lesquels reposent les prescriptions; il montre qu'elles sont utiles, utiles et nécessaires, et il passe à la discussion du projet.

Il l'ouvre par la définition générale de la prescription. Cette définition est remarquable par son exactitude et sa brièveté; elle comprend toutes les propriétés de quelque nature qu'elles soient, meubles, immeubles, droits, actions, et fait tomber le doute sur l'indivisibilité de la possession et de la quasi-possession. Il ajoute à sa définition que, pour prescrire, il faut une possession non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriété. Les choses non susceptibles de prescription sont celles qui ne sont point dans le commerce; elles se divisent en propriétés communes et en propriétés publiques. Les choses qui peuvent se prescrire sont donc toutes celles qui sont dans le commerce, ou du moins si elles ne sont pas susceptibles de prescription, ce ne peut être que par les circonstances dans lesquelles se trouvent ceux qui les possèdent, ou ceux qui les avaient possédées. Mais comme il faut à la prescription une possession continue, on titre contraire à la possession oppose un obstacle invincible à l'acquisition de la propriété; de même la violence est incompatible avec une possession légitime. L'orateur explique les différentes interruptions de la prescription, et les règles qui fixent le temps qu'elles doivent parcourir pour arriver à leur terme. D'abord quelques règles générales sont posées: la prescription est comptée par jour et non par heure; elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli. L'uniformité de cette disposition s'écartera de ce qui était pratiqué dans presque toute la France, où la prescription offrait une foule de distinctions. Les prescriptions du titre, de dix et de vingt ans, ne s'appliquent, pour ainsi dire, entre elles, d'autres traits de ressemblance

que celui de leur dénomination. Ici, celle de l'ironie aux ébéniers toutes les actions, tant réelles que personnelles.

La règle générale, qui s'applique à la prescription par dix et vingt ans, suppose que la propriété a été acquise originellement d'une manière conforme à la justice, et que, dans la transmission qui en a été faite, aucune injustice, aucune violence n'a altéré le droit primitif, d'où il suit que le possesseur doit exister d'un juste titre, et être garanti par sa bonne foi; il suffit même que la loi a été existé au moment de l'acquisition. Cette dernière disposition apporte un changement notable dans la jurisprudence ancienne.

Le projet de loi, dans les prescriptions qu'il désigne sous le nom de prescriptions particulières, recule le terme de plusieurs d'entre elles, relativement aux personnes qui s'occupent des arts et métiers, en qui ont embrassé des professions commerciales; l'expérience sollicitait ces différents changements. De son moins essentiels sont établis par la loi à l'égard des officiers ministériels, elle contient encore des dispositions relatives aux arrérages de rentes perpétuelles et viagères, des loyers de maisons et des prix de ferme des biens ruraux; elle établit, sans l'exception, le principe sur les meubles, que le possesseur vaut titre. Enfin, son dernier article a pour but d'empêcher toute espèce d'infraction contre les droits ouverts à ses tribunaux commerciaux.

La section propose au Tribunal de voter l'adoption du projet.

Le Tribunal procède immédiatement au scrutin sur le projet de loi, et en vote l'adoption par 51 voix contre 3.

**Van-Bulthem** fait un rapport sur le projet de loi relatif à l'établissement d'un droit de baux dans le port d'Anvers (1).

Citoyens tribuns, j'apporte à votre approbation un projet de loi qui a pour objet la réparation et les constructions nécessaires au port d'Anvers.

La ville d'Anvers doit faire époque dans l'histoire du commerce; sa prospérité et sa décadence sont également célèbres. Un traité, en fermant l'Estuaire du côté de la mer, causa sa ruine; la réunion de la Belgique à la France, les conquêtes de la République dans la Batavie, le traité qui en fut le résultat, en rompant les chaînes de l'Escaut, lui ouvrent une nouvelle carrière, une nouvelle époque de prospérité et de bonheur.

Avant de vous entretenir de cette ville et des nouvelles constructions à faire pour le rétablissement de son port, qu'il me soit permis de jeter un coup d'œil sur l'état ancien et moderne du commerce de la Belgique, et sur les différents révolutions qu'il a subies.

La Belgique se vante, à juste titre, d'avoir perfectionné un grand nombre de manufactures. Pendant que les nations voisines ne connaissent d'autre occupation que la guerre, les industrieux habitants de la Flandre et du Brabant se livraient dès leur bas âge au commerce, à l'agriculture et à la navigation. Les Flamands inventèrent ou perfectionnèrent plusieurs espèces de fabriques, et furent longtemps sans rivaux dans les différents genres de manufacture dans lesquels ils excellaient. Dès le x<sup>e</sup> siècle, les manufactures de lin occupent un monde prodigieux et enrichissaient la Flandre et le Brabant; le grand nombre, la beauté et la grandeur des villes, les églises élevées et spacieuses, les beaux hôtels de

ville, sont autant de monuments de l'industrie, du commerce et de la population de ces temps. Durant les croisades, les Belges apprirent dans la Grèce et dans l'Asie les arts du Orient; leurs fréquentes relations avec les peuples de l'Italie leur en apprirent d'autres, dans lesquels bientôt, en les perfectionnant, ils surpassèrent l'industrie de leurs maîtres. Les tapisseries d'Andruard, de Gand, de Bruxelles et d'Anvers furent longtemps célèbres; le pape Léon X envoya dans la Flandre des sommes immenses pour y faire exécuter des tapisseries d'après les superbes cartons de Raphaël et de Jules Romain. Les arts du dessin, cultivés de bonne heure dans la Belgique, contribuèrent beaucoup à la perfection de ses manufactures.

Dans le xiv<sup>e</sup> siècle, Bruges était le principal marché de l'Europe. L'heureux situation de cette ville conspirait avec d'autres circonstances à la rendre le centre du commerce. Les marchands de Venise déposaient à Bruges les riches draperies de l'Italie et du levant, et ceux des villes anstiques y envoyèrent les produits du nord.

Sur la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, Bruges commença à décliner, et le siège du commerce fut transféré à Anvers, heureusement située sur les bords d'un des plus beaux fleuves de l'Europe, dont le lit large et profond peut porter des vaisseaux du premier rang, cette ville, tirant parti de la rive de Bruges, devint bientôt célèbre dans le commerce; elle fut le point de communication entre le nord et le midi; elle fut dans son sein les négociants de toutes les nations; elle répandit dans tous les pays les produits de ses fabriques et les richesses de ses ateliers; et tel était le commerce de ses négociants et l'écoulement de son commerce, que, selon l'expression de Guichardin, peu de villes pourraient lui être comparées pour la richesse, et qu'aucune dans le monde ne pouvait résister à sa concurrence avec elle, ni lui être rouverte quasi aux relations commerciales.

Dans le xiv<sup>e</sup> siècle, la ville d'Anvers ne fut pas moins célèbre par ses manufactures que par son commerce. Les ouvriers de ce siècle font avec admiration le récit de l'industrie de cette ville; ils ne parlent qu'avec enthousiasme de ses tapis magnifiques, de ses riches broderies, de ses fabriques de velours, de soie, de damas, du grand nombre et du mérite de ses peintures, sculptures, graveurs et architectes, du talent de ses lapidaires et de ses orfèvres. Il y avait dans cette ville mille inventions nouvelles qui étaient même ceux qui étaient accoutumés aux arts de l'Italie.

Dans ces temps-là l'industrie et le travail des Belges fournissaient en étoffes, en laine et en soie, non-seulement la majeure partie de l'Europe, mais encore les pays nouvellement découverts en Amérique et en Asie. Les Indes, dit un écrivain moderne, passaient par la main des Flamands et des Portugais pour payer l'industrie des habitants des Pays-Bas.

La tyrannie du duc d'Albe, les guerres civiles, l'oppression exercée sur la liberté des consciences, la faiblesse du gouvernement espagnol, la révolte de l'Escaut, des guerres désastreuses continuellement renouvelées, tantôt sous un, tantôt sous un autre prétexte, empêchèrent la grande partie l'unique prospérité de ce pays; les manufactures, en fuyant la tyrannie de leurs oppresseurs, partirent leur industrie en Angleterre et en Hollande. Cependant les arts n'y étaient pas entièrement éteints; l'agriculture n'avait pas cessé d'y faire des progrès; l'industrie des habitants n'était nullement, mais ne demandait qu'une occasion de

(1) Le rapport de Van-Bulthem ne se trouve pas au *Moniteur*.

veritable pour se réveiller; les villes étoient désertes, mais elles n'étoient pas détruites; Gand, Bruges, Anvers, Louvain, n'alloient plus des peuples qui réellement presque les fables des poètes, ces villes à tant portes, dont chaque porte produisait une armée. Mais aussi ces villes n'étaient pas des maures; elles conservaient les débris de leur antique splendeur, les palais où se développaient la magnificence de leurs pères; de nouveaux canaux de navigation furent construits et ouvrirent de nouvelles communications avec la mer. Une frappe à jamais célèbre dans les fastes de l'histoire, ou plutôt éclairé, digne de seconder ses vœux, rappelaient les arts, réveillèrent l'industrie, et encouragèrent l'établissement de nouvelles manufactures et de nouvelles fabriques. L'impératrice Marie-Thérèse et le comte de Cobenzel furent, pour la Belgique, l'aurore d'une nouvelle prospérité. Les états furent réformés, les arts encouragés; de nombreuses manufactures et fabriques, on perdait ou inconnues autrefois, furent établies, de vastes entreprises furent créées, et le commerce reçut toutes les forces de nouveaux accroissements. Les troubles civils qui éclatèrent vers la fin du règne de Joseph II, et les guerres de la révolution, portèrent, il est vrai, un grand coup au commerce du pays; mais telle est la singulière industrie de ses habitants, qu'en milieu de la guerre même plusieurs nouvelles fabriques et manufactures y ont été établies, que les manufactures ont introduit et perfectionné les instruments mécaniques des Anglais, et, en perfectionnant leurs méthodes, sont parvenus à affranchir le pays des denrées dont il se remplissait autrefois.

Le traité de Münster avait fermé l'Éscalut du côté de la mer; la ville d'Anvers avait perdu son commerce; il ne lui restait de son ancien orgueil que sa Bourse, les bâtiments destinés à recevoir les marchandises de l'Est, des canaux et des quais délaissés. Le voyageur qui passait par cette ville regardait avec étonnement les ruines d'une ville autrefois si florissante; il en comparait la fortune avec les superbes édifices au papisme après la destruction des idoles; c'était la même solitude, c'était la même tristesse. Anvers, qui avait été d'autrefois deux siècles le magasin du nord, ne voyait plus un seul vaisseau dans son port.

Cet abandon, cette solitude, excitait à la fois la surprise et les regrets; le spectateur comparait la situation l'état florissant de cette ville avec ce qu'il voyait, déplorait l'infirmité, la tristesse qu'il avait ainsi dégradé. C'était partout l'extinction de la mer; les rives du plus beau fleuve de l'Europe étaient frappées de la même aridité que les déserts de l'Arabie.

L'empereur Joseph II, voulant rendre l'Éscalut à ses droits naturels, tenta en vain de briser ses chaînes; le traité de Fontenoy, de 1765, revint de nouveau ses lers. Il fallut d'autres circonstances et les efforts d'une puissante nation pour affranchir de cette honteuse servitude; la réunion de la Belgique à la France opéra ce miracle. Le traité avec la République batave rendit à l'Éscalut sa liberté et ses droits primitifs; et les Belges, relevés Français après une longue séparation, associés de nouveau à la grande famille des Gaulois, vont enfin jouir de tous les avantages attachés à leur position.

Anvers est heureusement situé, pour faire le commerce de l'univers; placée sur les bords d'un fleuve majestueux, auprès des limites qui séparent les États du midi de l'Europe du reste du nord, ses habitants seront les médiateurs des échanges

qui se feront entre les peuples, et communiqueront à tous nations les jouissances de tous les climats.

La Belgique redeviendra encore le lien de communication entre le nord et le midi de l'Europe. Les vastes entrepôts de Gand, d'Anvers, de Bruges, d'Oslande, de Bruxelles et de Louvain, offriront d'immenses magasins, où ce que les uns ont de divers climats se trouvera réuni; et cette réunion de tant d'objets importants augmentera toujours à mesure que les besoins des peuples se multiplieront avec les moyens de les satisfaire; ses productions territoriales seront échauffées contre des productions étrangères, les denrées de l'ancien monde appelleront celles du nouveau, et les trésors enfin seront une voie assurée pour en acquiescer encore.

Tout favorisera les progrès du commerce dans ce pays. Sa position sur les bords de la mer, à l'embouchure d'un fleuve large et profond, où plusieurs rivières et des canaux qui entrecroisent le pays dans tous les sens viendront se réunir; la communication facile des principales villes de ces contrées; l'activité et l'industrie de ses habitants, la proximité de la Hollande, de l'Angleterre, de l'Allemagne; une nouvelle communication avec ce dernier pays par le nouveau canal Bonaparte, qui réunira le Rhin à la Meuse et la Meuse à l'Escaut. Cette position va donner une nouvelle direction au commerce; elle est digne du premier magistrat de la République qui en a conçu le projet, et qui va employer toute son activité pour le conduire à une heureuse fin.

À l'époque du voyage du Premier Consul dans les départements réunis de la Belgique, il fut frappé de l'état de délabrement du port d'Anvers; il conçut aussitôt les moyens d'y apporter un prompt remède. Par son arrêté du 17 vendémiaire, il a déterminé la nature et l'étendue des travaux indispensables pour rendre à ce port son antique splendeur.

On parle à plusieurs millions la construction de ces ouvrages; la guerre ne permettant pas au Gouvernement de les accorder dans ce moment, les négociants d'Anvers se sont pressés de répondre à son vœu en avançant les sommes nécessairement nécessaires; l'arrêté accorde au commerce, pour remplir ces avances, le produit des ventes des dommes nationaux à rétroceder dans les départements des Deux-Néthes et de l'Escaut. L'article 8 du même arrêté décide que « les intérêts des sommes avancées auront cours sur le » port de celui pour rent par un, et seront, ainsi » que les dépenses d'administration, supportés » par le commerce général de la ville d'Anvers, » et prélevés, soit par l'indemnité à l'ordre municipal, soit par un octroi spécial sur les marchandises, sous que sera été déterminé par » un règlement d'administration publique. »

Pour parvenir à payer les intérêts des sommes avancées, le Gouvernement présente le projet d'une loi qui établit un droit de baux sur tous les bâtiments de mer qui entreraient dans le port d'Anvers, et un droit de caduc sur toutes les marchandises qui arriveront par l'Escaut.

La plus forte qualité de ces droits ne s'élève, pour celui sur les vaisseaux, qu'à 75 centimes, et elle porte sur les navires au-dessus de deux cent cinquante tonneaux. La plus faible n'est que de 25 centimes et elle n'affecte pas les vaisseaux au-dessous de cinquante tonneaux, et ceux exclusivement destinés à la pêche, qui était important et politique même d'exempter de cette perception.

Quant au droit sur les marchandises, il varie également suivant leur nature et leurs qualités. Un tarif annexé à la loi en détermine la quotité.

Ces tarifs ont été proposés par la chambre de commerce d'Anvers; ils lui ont paru réunir le double avantage d'être supportés par le commerce en général, sans que le privilège l'arrêté du 7 thermidor, sans augmenter le fardeau des contributions publiques, et de se trouver encore acquittés par les négociants en proportion de l'étendue de leurs affaires.

Les objets non compris dans le tarif paieront une quotité déterminée entre le maximum et le minimum connus. Le Gouvernement a pensé qu'il était nécessaire de déterminer ainsi une quotité fixe pour les articles non spécifiés au tarif, afin de prévenir l'arbitraire dans la taxation, ou des contestations de la part du commerce particulier.

Si ces droits propoient un excédant, il sera appliqué pour payer les intérêts de 1,700,000 fr., dont l'France doit être libérée par le commerce d'Anvers pour les travaux du port pendant les années XII et XIII.

Enfin les deux derniers articles remettent la perception de ces diverses taxes à la disposition de la chambre de commerce d'Anvers, pour les employer exclusivement, sur ses mandats, à l'acquittement des dépenses auxquelles elles sont affectées, et élargissent cette chambre de rendre compte tous les ans du montant des produits des droits et de l'emploi qu'elle en aura fait.

C'est ainsi qu'un million de la guerre même, les travaux utiles sont continués, que de nouveaux ports s'établissent, que d'anciennes réparations de nouveaux canaux de navigation et de nouvelles routes vont ouvrir de nouvelles communications, que les villes s'étendent et s'embellissent, et que la France offrira bientôt un aspect au spectateur étonné.

Heureux habitants de la Belgique, votre réunion à la France va rendre à votre industrie son entier développement; vos intérêts ne seront plus sacrifiés par des gouvernements faibles ou punissables à la cupidité anglaise ou batave; vous jouirez de tous les avantages attachés à la protection d'un Gouvernement puissant et éclairé qui à la volonté et le pouvoir de défendre et de protéger vos droits, comme il protège et défend ceux de toutes les parties intégrantes des vastes domaniaux, que les mers, comme jadis, soient encore couvertes de vos invincibles marchandises; que les produits de votre industrie soient transportés dans toutes les parties de la terre, que vos artistes continuent à orner les musées, les galeries et les palais de l'Europe. Conservez, conservez toujours la simplicité de vos mœurs, votre candeur et cette bonne foi si nécessaire dans les transactions du commerce; votre pays, enrichi par les connaissances de nos nouveaux frères, protégé par le sages d'un Gouvernement puissant, chéri par le génie tolérant qui préside aux destinées de la France, et qui dirige son voyage dans vos contrées vous a donné des marques si éclatantes de son affection, votre heureux pays deviendra encore ce qu'il lui jadis, l'école de l'agriculture et de l'industrie, l'atelier des arts, le magasin de l'Europe.

Votre section de l'intérieur m'a chargé de vous proposer l'adoption du projet.

Le Tribunal décide qu'il procédera immédiatement au scrutin sur le projet de loi, qui est adopté par 50 voix contre une.

Les citoyens Savoye-Rollein, Van-Hulthem et

Goupil-Préla sont nommés orateurs du Tribunal près le Corps législatif pour les deux projets de loi adoptés dans la séance de ce jour.

Le Corps législatif communique par un message un projet de loi, livre III, titre XVIII du Code civil, relatif au nantissement.

Ce projet de loi est renvoyé à l'examen de la section de législation.

La séance est levée.

## CORPS LÉGISLATIF.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN FONTAINE.

Séance du 24 vendémiaire XII (jeudi 15 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

Les citoyens Treillard, Jollivet et Lacaze, conseillers d'État, sont introduits.

Le citoyen **Trellhaud** présente un projet de loi relatif aux privilèges et hypothèques, titre VI, livre III du Code civil. En voici le texte et l'exposé des motifs :

Citoyens législateurs, le système hypothécaire a successivement occupé toutes les Assemblées représentatives depuis 1789.

La mesure qui doit garantir l'efficacité des transactions et en protéger avec un égal succès, et le citoyen qui veut du crédit et le citoyen qui peut en faire, méritait en effet de fixer les regards de la nation.

Les rapports qui rapprochent les hommes sont tous fondés, ou sur le besoin, ou sur le plaisir qui en assure une espèce de besoin.

Quel est donc le premier soin de deux personnes qui traitent ensemble? D'assurer l'exécution de leurs engagements. Le contrat suppose l'intention et contient la promesse de les remplir; mais la promesse n'est pas toujours sincère, et les moyens peuvent ne pas répondre à l'intention.

Garantir le crédit le plus étendu avec la plus grande sûreté, voilà le problème à résoudre.

Si les parties connaissent leur situation respective, l'un n'obligerait que ce qu'il mérite, l'autre n'accorderait que ce qu'il peut accorder sans risque; si l'un aurait de part et d'autre un réservoir déposé, ni surprise ni fraude.

Si donc on trouve un moyen d'éclaircir chaque citoyen sur l'état véritable de celui avec lequel il traite, il faut s'empresse de le saisir. On aura alors tout ce que désirait, tout ce que peuvent désirer les personnes de bonne foi, et si la mauvaise foi s'en alarme, ce sera une preuve de plus en faveur de la mesure.

Vous jugerez, citoyens législateurs, jusqu'à quel point le Gouvernement a approché du but qu'il m'a proposé; il n'a pas cherché, et vous n'attendez pas un degré de perfection que ne connaît pas la nature humaine; la meilleure loi est celle qui laisse subsister le moins d'abus, puisqu'il n'est pas en notre pouvoir de les détruire tous; mais tout ce qu'on peut attendre des recherches les plus grandes et d'une profonde méditation, vous le trouverez dans le projet, et je me plais à reconnaître qu'il n'a beaucoup acquis par les communications officieuses avec les membres du Tribunal.

L'hypothèque affecte un immeuble à l'exécution d'un engagement; si le contractant n'étant pas propriétaire, ou, ce qui revient au même, si cet immeuble était déjà observé par des affectations précédentes, l'hypothèque serait illusoire, et les conventions resteraient sans garantie.

Il n'est pas de législateur qui, frappé de cet inconvénient, n'ait cherché à y porter un remède. Les Grecs plaçaient sur l'héritage engagé des

signes visibles qui garantiraient les créanciers de toute surprise. Il paraît que cet usage a été cooacé et pratiqué à Rome; mais il y avait aussi de l'exces dans cette précaution: s'il est bon que les parties qui traitent aient une connaissance respective de leur état, il n'est pas également nécessaire de le proclamer, pour ainsi dire, par affiche, et de l'annoncer à tous les instans aux personnes même qui n'ont aucun intérêt à le connaître.

Cet usage disparut, et il devait disparaître, il a suffi depuis, pour hypothéquer un immeuble, d'en faire la stipulation, même l'hypothèque fut attachée de plein droit à toute obligation authentique.

On regardait un mal par un mal plus grand. Les sorts appesés sur l'héritage affecté n'étaient flétris que pour le propriétaire dont la situation devenait trop publique. Ils avaient du moins l'avantage de commander à tous les citoyens de la prudence et de la réserve, lorsqu'ils traitaient avec lui.

Mais l'hypothèque dénotée par des notes occultes ne laissait aucune garantie contre la mauvaise foi.

L'homme qui semble fournir le plus de sécurité est souvent celui qui en donne le moins, et l'hypothèque acquise par un citoyen modeste et probe se trouvait primée par une foule d'hypothèques antérieures dont il n'avait pas même pu soupçonner l'existence.

De la multitude des discussions multipliées et ridicules, dont l'effet, le plus souvent, était de détourner le gage des créanciers, dépouillés comme le débiteur lui-même.

Les lois ne présentaient que de vaines ressources contre tant de maux. Le créancier pouvait faire déclarer par le débiteur que ses biens étaient libres, et si la déclaration était fautive, on avait le contraire par corps contre le débiteur; mais on n'exigeait pas toujours cette déclaration, et quand on l'avait exigée, elle ne tenait pas lieu au créancier du gage qui avait disparu.

Que de plaintes d'innocens nous pas entendues contre ce régime détestable!

Henn III, en 1581, Henn IV, en 1606, Louis XIV en 1673, voulurent donner aux hypothèques le degré de publicité nécessaire pour la sécurité des contractans: comment un dessein aussi louable de lui-même pas suivi d'exécution? La cause en est simple: les hommes puissans voyaient s'élever leur fortune; ils ne pouvaient plus absorber la fortune des citoyens crédules, qui, gagnés sur les apparences, supposant de la réalité partout où ils voyaient de l'écrit. Sans doute on colora de beaux prétextes les motifs d'attaque contre les mesures salutaires qui étaient proposées; elles étaient, disait-on, entachées de féodalité, le crédit des hommes puissance importante à l'état du trône; affaiblir cet état était diminuer le respect des peuples: d'un autre côté, les efforts d'une classe d'hommes accoutumés à confondre l'habitude avec le droit, et le cri des passions qui défendaient leur proie, vinrent fortifier les plaintes des courtisans, les menaces pressées contre la mauvaise foi restèrent sans effet.

Ainsi se prolongea l'usage de l'hypothèque occulte. Ce mal ne se faisait pas sentir peut-être dans les lieux où le défaut de communications et de commerce tenait, pour ainsi dire, les fortunes dans un état absolu de stagnation, parce qu'une seule, un emprunt y forment un événement que personne n'ignore, mais partout ailleurs la bonne foi était presque toujours victime de la fraude et de l'imprudence.

L'édit de 1771 donna aux acquéreurs d'immeubles un moyen de connaître les hypothèques dont ils étaient grevés, et de payer le prix de leur acquisition sans courir les risques d'être inquiétés par la suite.

Cet édit n'attaquait cependant pas le mal dans sa source. La publicité de l'hypothèque n'était pas établie; on offrait seulement un moyen d'accroître la discussion des biens d'un débiteur et de faire connaître un peu plus tôt aux créanciers ceux d'entre eux qui devenaient ses victimes; les hommes immatériaux, accoutumés à se imposer par leur faiblesse et leur assurance, avaient toujours la même facilité de tromper les hommes crédules et de les précipiter dans l'abîme.

Dans les parties de la France assez heureuses pour jouir sur cette matière d'une législation plus saine, les parlements opposèrent à la publication de l'édit de 1771 cette résistance qui prouvait la vérité sa machine dans un vice du Gouvernement, mais qui, dans l'état sous lequel on vivait alors, pouvait être quelquefois utile.

Le parlement de Flandre déclara qu'il regardait « la publicité des hypothèques comme le chef-d'œuvre de la ruse, comme le sursis, l'appui et la sûreté des propriétés, comme un droit fondamental dont l'usage avait produit dans tout les temps les plus heureuses effets, et avait établi autant de confiance que de facilité dans les affaires que les peuples ont traités entre eux. Par cette forme, toutes les ruses et l'hypothèque n'étaient mises à découvert; rien n'était plus aisé que de rassurer de l'état de chaque immeuble par la seule inspection du registre. »

« Les hypothèques (ajoutait le parlement) se conservent de la même manière dans les Pays-Bas français, autrichiens, hollandais, et dans le pays de Liège, et les peuples de ces différentes dominations ont entre eux une infinité d'affaires avec une confiance entière. »

Preuve-t-on avoir affaibli le poids de cette autorité, fondée sur l'expérience de tout de siècles et de tant de peuples, quand on a dit que les formes pratiquées en Flandre tenaient au système de la féodalité et justement prosaite?

Dans notre ancien droit français, on ne pouvait arguer sur des immeubles aucun droit de propriété ou d'hypothèque que par la voie du mariage; l'acquéreur ou le créancier étaient suaves, ou par les officiers du seigneur, ou par les juges royaux, dans le ressort desquels était le bien vendu ou hypothéqué.

Ces formalités, jugées depuis inutiles, ne s'étaient conservées que dans quelques communes: le mariage n'était ni effectif devant les juges; mais il était si peu un accessoire nécessaire de la féodalité, qu'il avait cessé d'avoir lieu dans la plus grande partie de la France, asservie néanmoins au joug féodal; et Louis XV, qui ne voulait pas certainement relâcher ce joug, prétendit cependant, par son édit de juin 1771, et par sa déclaration du 23 juin de l'année suivante, abroger partout l'usage des mariages.

Qu'on cesse donc d'appeler sur un système de publicité d'hypothèques la défaveur acquise au système féodal, totalement étranger à l'objet qui nous occupe.

On généralisait encore sous l'empire de l'hypothèque occulte, lorsque la France se révolta d'un long assoupissement; elle voulut, et à l'instinct récrusa une vieille masse d'erreurs qui depuis longtemps n'était soutenue que par une habitude de respect dont on ne s'était pas encore rendu compte. Heureux, à des genres malheureux



n'avaient pas quelquefois égare notre marche, et si chaque jour, témoin de la destruction de quelque institution civile, avait pu éclairer aussitôt son remplacement par une institution plus saine!

Toutes les branches de la législation durent être soumises à la discussion. Le régime hypothécaire occupa toutes les Assemblées politiques, les recherches les plus profondes, les discussions les plus vives amenèrent enfin la loi du 11 brumaire de l'an VIII.

Je n'en examine pas les détails dans ce moment; il me suffit d'annoncer qu'elle repose sur deux bases, la publicité et la spécialité; c'est-à-dire que, d'après cette loi, un dépôt public renferme toutes les affectations dont on imminente est prévu, et que ces affectations doivent être spécialement mises le créancier en état de s'assurer de la valeur et de la liberté du gage. C'était notre droit ancien, heureusement conservé dans quelques provinces, ce droit, que plusieurs fois on tenta vainement de rétablir, que Colbert avait sollicité, que les auteurs les plus instruits en cette partie avaient provoqué<sup>(1)</sup>, dont on ne put se dissimuler les avantages même à l'instaurer en il succomba sous l'irrigation (2), que quelques provinces enfin avaient conservé malgré l'édit de 1771.

Les bases de la loi que propose le Gouvernement sont celles de la loi du 11 brumaire : nous avons pris un juste milieu entre l'usage de ces marques extérieures appuyées sur des héritages affectés, qui placent à tous les instants et sous les yeux de tous la situation affligeante d'un citoyen, et cette obscurité fatale qui livrait sans défense la bonne loi à l'antique et à la perversité.

Les actes produisant l'hypothèque seront inscrits dans un registre, et les personnes intéressées pourront vérifier si le gage qu'on leur propose est libre, ou jusqu'à quel point il peut être affecté.

Mais ce principe ne doit-il pas éprouver quelques modifications? Peu de maximes sont également bonnes et applicables dans tous les cas. En général tous les systèmes sont assés sur quelque vérité; celui qui ne porterait que sur des erreurs ne serait pas à craindre, il n'aurait pas de partisans; c'est le mélange malotru de l'erreur avec la vérité qui est en effet dangereux, c'est l'exagération des conséquences qui corrompt tout. Quelle sagacité ne faut-il pas souvent pour discerner le vrai de ce qui n'en a que l'apparence, et pour retenir l'application d'un principe dans les bornes qu'elle doit avoir? Examinons si, dans tous les cas, le défaut d'inscription doit nécessairement empêcher l'effet de l'hypothèque.

L'hypothèque peut s'établir de trois manières. Deux personnes qui traitent se donnent respectivement dans un acte authentique des sûretés pour la garantie de leurs conventions. C'est le cas le plus ordinaire : voilà l'hypothèque conventionnelle.

On obtient des condamnations contre un citoyen; les jugements ont un caractère qui ne permet pas de leur accorder moins d'effet qu'à des constatations authentiques : voilà l'hypothèque judiciaire.

Enfin il est une autre espèce d'hypothèque que la loi donne à des personnes, ou à des établissements qui exercent une protection spéciale. C'est l'hypothèque légale.

L'hypothèque conventionnelle doit être nécessairement rendue publique par l'inscription, afin qu'on ne puisse pas tromper sans cesse les citoyens en leur demandant pour gage des immeubles peut fois absorbés par des dettes antérieures.

Cette hypothèque ne peut frapper que les biens que les contractants y ont soumis spécialement, parce qu'ils sont les seuls gages de sûretés qui leur sont nécessaires; la formalité de l'inscription ne peut punir leur naïveté, et l'ordre public la réclame pour le bien de la société.

L'hypothèque judiciaire doit aussi acquiescer la publicité par l'inscription, aucun motif raisonnable ne sollicite d'exceptions pour elle; mais il est juste que celui qui a obtenu une condamnation puisse prendre son inscription sur chacun des immeubles appartenant au condamné, même sur ceux qu'il pourra acquiescer, s'il en a besoin pour l'exécution totale de la condamnation qu'il a obtenue.

On ne peut pas dire dans ce cas, comme dans le cas de l'hypothèque conventionnelle, que les parties ont réglé la mesure du gage; les tribunaux condamnent, et leurs jugements sont exécutoires sur tous les biens du condamné.

Quant à l'hypothèque légale, elle est donnée à trois sortes de personnes : aux femmes, sur les biens de leurs maris pour la conservation de leurs dot, reprises et conventions matrimoniales;

Aux tuteurs et aux interdits, sur les biens des tuteurs et à raison de leur gestion;

À la nation, aux communes et aux établissements publics, sur les biens de leurs receveurs et administrateurs comptables.

Une première observation s'applique à ces trois sortes d'hypothèques. Elles résultent de la loi; elles ne doivent donc pas avoir moins d'effet que l'hypothèque judiciaire qui résulte des jugements; l'hypothèque légale pourra donc en général être étendue sur tous les biens des maris, des tuteurs, des administrateurs.

Mais l'inscription sera-t-elle nécessaire pour en assurer l'effet?

Ici, nous avons cru devoir adapter une distinction basée de la différence position de ceux à qui la loi a donné l'hypothèque.

La femme, les mineurs, les interdits sont dans une impuissance d'agir qui souvent ne leur permettrait pas de remplir les formes auxquelles la loi attache le caractère de la publicité; perdrait-ils leur hypothèque, parce que ces formes n'auraient pas été remplies? Serait-il juste de les punir d'une faute qui ne serait pas la leur?

Le mari, le tuteur, chargés de prendre les inscriptions sur leurs propres biens, ne peuvent-ils pas avoir un intérêt à s'abstenir de cette obligation? En ne leur supposant pas d'intérêt contraire à celui de la femme, ou des mineurs, ne peuvent-ils pas se rendre coupables de négligence? Sur qui retombera le poids de la faute? Sur le mari, d'ailleurs, ou sur le tuteur, qui, sans difficulté, sont responsables de toutes les suites de leurs prévarications ou de leur insouciance. Mais le mari et le tuteur peuvent être insolvables, et le recours contre eux fort inutile : quel est celui qui se trou-

(1) Voy. d'Hérémiet, *Traité de la vente des immeubles*, chap. 44, vers le fin.

(2) Dans l'édit d'avril 1674, portant répression des genres d'extorsion créés par l'édit de mars 1673, on lit :

« Les juges nos sujets puissent recevoir de très-conscieus rabais et contages de nos excois, révérends, comme il s'en est ordonné par les règlements les plus sages et ont leur difficulté dans leur premier établissement, et qu'il s'en suive dans cela-ci qui ne peuvent être révoqués dans un temps ou sont connus obligés de donner notre application principale aux affaires de la guerre, etc. »

vers réduit à ce triste recours, ou de la femme, ou du mineur, ou des tiers qui, ne voyant pas d'inscriptions prises sur les biens du mari ou du tuteur, auraient contracté avec eux ?

Nous avons pensé que l'hypothèque de la femme ou du mineur ne pourrait pas être perdue, parce que ceux qui devaient prendre des inscriptions ne les auraient pas prises, et nous avons été conduits à ce résultat par une considération qui nous a paru sans réplique.

Les femmes, les mineurs sont dans l'impulsion d'agir, souvent même dans une ignorance totale et absolue, le défaut d'inscription ne peut donc leur causer aucune espèce de reproche. Celui qui s'est traité avec le mari, ou avec le tuteur, ou s'est traité parfaitement exempt ? Il a dû s'instruire de l'état de celui avec qui il traitait ; il a pu savoir qu'il était marié ou tuteur, il est donc coupable d'un peu de négligence ; c'est donc à lui qu'il faut réserver le recours contre le mari ou le tuteur, et l'hypothèque de la femme ou du mineur ne doit pas être perdue pour eux, puisqu'enfin seuls ils sont les sans reproche : le défaut d'inscription de leur sera donc pas opposé ; c'est un changement aux dispositions de la loi du 11 brumaire an VII ; mais ce changement est une amélioration, puisqu'il est sollicité par les règles d'une exacte justice.

Au reste, à côté de cette disposition qui ne permet pas d'opposer aux femmes et aux mineurs le défaut d'inscription, nous avons placé toutes les mesures coercitives contre les mariés et les tuteurs, pour les forcer à prendre les inscriptions que la loi ordonne : s'il n'étoit juste de protéger la faiblesse des mineurs et des femmes, il n'en pas de moins convenable, moins nécessaire de pourvoir à ce que des tiers ne fussent pas trompés.

Les mariés et les tuteurs qui n'auront pas fait les inscriptions ordonnées, et qui ne déclareront pas à ceux avec qui ils traitent les charges dont leurs biens sont grevés à raison de la dette ou du mariage, seront poursuivis comme stellionnaires ; les parents de la femme et des mineurs demeurent chargés de veiller à ce que les inscriptions soient prises ; ce devoir est aussi imposé à l'administrateur du Gouvernement. Enfin on n'a rien omis pour s'assurer que les registres du conservateur présenteront l'état des charges dont les immeubles des mariés et des tuteurs seront grevés : les inscriptions seront toujours prises, nous avons lieu de l'espérer ; mais si elles ne l'étaient pas, celui qui aurait contracté avec un homme marié ou avec un tuteur, ne pourrait pas être présumé avoir ignoré leur état ; il aurait su qu'il pouvait exister sur leurs immeubles des charges, quoiqu'il n'en ait pas trouvé de traces sur les registres du conservateur, et s'il n'avait pas apporté dans sa conduite une sage circonspection, c'est sur lui seul que devront retomber les suites de son imprudence.

La faveur attachée à l'état de femme mariée, de mineur ou d'interdiction, s'en est dû l'attacher à la nation, aux communes et aux établissements publics ? Nous ne le pensons pas. La loi leur donne une hypothèque sur les biens de leurs agents communiés ; mais, pour avoir le droit de l'opposer à des tiers, il faut la rendre publique par l'inscription sur les immatriculés qui en sont grevés.

Si l'hypothèque des femmes, des mineurs et des interdits, n'est pas perdue par le défaut d'inscription, c'est, comme nous l'avons déjà dit, parce qu'ils sont dans l'impuissance d'agir, et qu'on ne doit pas les punir quand il n'y a pas de

faute de leur part : cette exception leur est particulière.

La nation a sur tous les points de la République des préposés qu'on ne peut supposer sans connaissance et sans zèle ; le choix du Gouvernement garanti dans leurs personnes une intelligence au-dessus ou de moins égale à l'intelligence commune, et la surveillance des premiers administrateurs ne peut pas laisser craindre l'assoupissement des agents subalternes.

À Dieu ne plaise que je méconnaisse toute la faveur qui est due au trésor public ; que dans un Gouvernement où le peuple ne serait compté pour rien, où l'administration couvrirait ses opérations d'un voile impénétrable, où l'emploi des deniers publics serait un profond mystère, le moi seul du fisc doit inspirer la méfiance et l'effroi ! Cela peut être ; mais dans une nation où le Gouvernement n'exerce que l'autorité légitime qui lui fut déléguée par le peuple, lorsque des comptes annuels instruisent des besoins, des ressources et de leur emploi, le trésor public est nécessairement environné d'une grande faveur ; elle ne doit cependant pas être portée au point d'en faire un être privilégié et revêtu du droit exorbitant. Tout privilège est pénible pour ceux qui ne le partagent pas, il est odieux quand il n'est pas nécessaire ; or nous n'avons vu aucune raison sans réplique qui dût affranchir de l'inscription les hypothèques sur les comptables. Je dirai plus, jamais privilège sur ce point ne fut moins nécessaire que dans le régime hypothécaire actuel ; car enfin on n'a qu'un registre à consulter pour savoir si le bien présenté pour gage est libre ou non, et les agents du Gouvernement ont aussi, par l'inscription du rôle des contributions, un moyen facile de connaître, au moins à peu près, le valeur du gage.

Nous n'avons pas dû par conséquent proposer de soustraire à la nécessité de l'inscription les hypothèques sur les biens des comptables. Le trésor public ne sera pas plus avantagé que les citoyens ; le Gouvernement s'honore d'avoir placé ce principe libéral dans le code de la nation ; elle est soumise par le même motif aux mêmes ordonnances de la prescription. Quel citoyen pourrait regretter ensuite d'observer une loi dont le Gouvernement lui-même n'est pas affranchi ?

J'ai eu, citoyens législateurs, devoir présenter avec quelques développements les bases de la loi qui vous est proposée ; je vous ai actuellement l'occuper des détails qu'on lui a livrés. Lorsque j'aurai répondu aux objections, le projet sera suffisamment motivé ; car, les principes une fois admis, les conséquences de détail ne seront plus contestées.

On a d'abord opposé au projet une prétendue tâche burlesque, qui, dit-on, a déjà eu plusieurs fois égarer différentes batailles pour établir un dépôt des actes produisant hypothèque. La tâche de burlesque se feroit de quelques droits qu'on paie pour les transcriptions ou inscriptions des actes.

Est-ce vous prie de ne pas confondre la mesure proposée avec le mode d'exécution.

La mesure est-elle bonne ? Je crois l'avoir démontré, et l'objection ne suppose pas le contraire. Que prétend-on ensuite, quand on dénonce la mesure comme burlesque ? Veut-on dire que l'inscription devrait être faite gratuitement ? Mais, dans ce cas, il faudrait que le Gouvernement salariait les employés : il ne pourrait les salarier qu'avec des fonds qui lui seraient fournis ; il faudrait donc un impôt particulier pour cet objet.

Prétend-on qu'il serait préférable de prélever

cel impôt sur tous les citoyens, et de ne pas le prendre sur les seules parties intéressées? Je doute que cette opinion trouve des partisans.

Vient-on dire que le droit qu'on exigera sera trop fort? Mais il n'est pas question de le fixer dans le projet qui vous est soumis : ce n'est pas dans un code civil qu'on doit placer une disposition barbare ; ce droit doit être établi par la loi, c'est-à-dire par l'autorité qui sanctionne toutes les contributions, et qui, dans tous les cas, ne doit accorder et n'accorde certainement que ce qui est nécessaire.

Il faut donc écarter cette singulière objection, qui consisterait à combattre une chose bonne en elle-même, par l'abus possible dans la manière de l'exécuter, comme si cette exécution pouvait être arbitraire de la part du Gouvernement.

Mais on attaque le système par le fondement.

« La mesure de l'inscription est, dit-on, insuffisante pour atteindre le but qu'on se propose. Elle est insuffisante par plusieurs motifs.

« 1<sup>o</sup> Ne pourrait-on pas, dans l'intervalle de temps qui s'écoulerait nécessairement entre le moment de la passion de l'acte, et l'instant où il sera inscrit, prendre des inscriptions qui absorberaient la totalité du gage? Le créancier n'aurait donc plus de sûreté.

« 2<sup>o</sup> D'ailleurs, il y a des hypothèques dont l'objet est nécessairement indéterminé. Dans un acte de vente, par exemple, le vendeur s'oblige à la garantie, quelle sera la mesure d'un pareil engagement, et comment pourrait-on prendre une inscription pour en assurer l'effet? »

« Enfin un créancier voudrait toujours la sûreté la plus entière : il demanderait l'affranchissement de tous les biens du son débiteur, et la spécialité de l'hypothèque ne sera qu'une chimère. »

Revenons à chaque partie de cette objection. Observons cependant que rien de tout ce que vous venez d'exprimer n'attaque le fond du système, en ne prouvant pas que la publicité de l'hypothèque ne soit pas bonne en elle-même, que la spécialité ne soit, pas destructible ; il résulterait seulement de l'objection que ces deux bases ne produiraient pas tout le bien qu'on en croit devoir en attendre.

Je ne nierai pas qu'il soit possible qu'entre le moment où se passe un contrat et celui où l'inscription est faite, il puisse arriver que des tiers aient pris, ou du moins fait, ou frauduleusement, des inscriptions qui auraient le mérite de l'antériorité.

Mais doit-on supposer que la personne qui contracte cachera ses engagements antérieurs par un mensonge qui serait nécessairement mis à découvert au bout de quelques jours?

Aien d'ailleurs n'est plus facile que de se mettre à l'abri des suites de ce mensonge très-improbable : on peut concevoir que l'acte n'aura d'effet que dans un délai suffisant pour obtenir l'inscription, et que, dans le cas d'une inscription antérieure, il demeurera nul.

Enfin, en supposant à l'objection toute la force dont elle est dépourvue, il en résulterait que des parties pourraient éprouver quelques jours d'incertitude ; et cela est sans doute préférable à l'incertitude perpétuelle dans laquelle on est retenu dans le système des hypothèques orales.

Quant aux hypothèques indéterminées ou conditionnelles, l'objection qu'on tire de leur qualité n'a pas plus de réalité que la précédente.

Rien n'empêcherait de prendre inscription pour des créances indéterminées, et les tiers seraient du moins avertis qu'un héritage est affecté à des engagements antérieurs : ce serait déjà un avan-

tage ; on prendrait des renseignements sur la mesure de ces engagements, ou si on ne les prenait pas, on ne pourrait imputer qu'à soi, à son insouciance, les préjudices qu'on éprouverait dans le cas.

Mais pourquoi ne forcerait-on pas le créancier qui veut s'inscrire pour une obligation indéterminée, à déclarer une valeur estimative d'après laquelle serait faite l'inscription? Voilà l'objection résolue.

On dirait peut-être que le créancier fera une évaluation trop forte : cela est possible ; mais pourquoi ne donnerait-on pas dans ce cas au débiteur le droit de la faire réduire?

C'est ce que propose le projet, et il trace aux tribunaux des règles faites pour concilier l'intérêt du créancier qui veut des sûretés, et l'intérêt du débiteur qui ne voudrait donner que ce qui est nécessaire.

Alors disparaissent des objections qui, en leur supposant un peu de réalité, n'attaqueraient pas même le fond du système.

« Mais le créancier voudrait toujours la sûreté la plus ample, il fait la loi, il exige l'affranchissement de tous les biens du débiteur, et la spécialité ne produit aucun effet. »

Il est encore évident qu'on n'attaque pas ici le fond du système : l'objection, si elle était fondée, prouverait simplement tout au plus qu'on ne tirera pas de la spécialité tout l'avantage qu'elle semble présenter au premier coup d'œil.

Est-il bien vrai, ou surpas, qu'un créancier voudrait toujours affecter tous les biens que posséderait le débiteur qui, dit-on, pour obtenir 10,000 francs, sera forcé de donner l'hypothèque sur 100,000?

Il y a ici beaucoup d'exagération : certainement un créancier veut une sûreté ample et entière, et il a raison ; mais quand on la lui donne, il est satisfait ; je parle de ce qui arrive communément, et non pas de ce que peuvent vouloir quelques esprits inquiets contre mesure, et qui sont extrêmement fort rares.

Mais quand il serait vrai qu'un créancier voudrait une hypothèque sur deux immeubles, lorsqu'un seul devrait suffire, il y a toujours de l'avantage dans le système de la loi proposée. Les tiers seraient avertis de l'engagement antérieur, et le débiteur ne serait cependant pas pour cela plus grevé, parce que les deux immeubles ne se trouvent affectés l'un et l'autre qu'à la même dette, présenteraient toujours la même portion de biens libres qu'ils présenteraient à l'un des deux seulement en étant grevé ; le débiteur ne sera donc pas surpris, même dans le cas d'une exigence excessive de la part du créancier ; et l'avantage de la publicité pour les tiers serait toujours incontestable.

On fait contre nos bases des objections d'une autre nature, et qui seraient alarmantes en effet si elles avaient la moindre réalité.

« La spécialité des hypothèques est incompatible, dit-on, avec le droit de propriété.

« Quelquefois on est obligé personnellement et tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers, présents et à venir. Le cédant d'un citoyen se compose non-seulement de biens qu'il a déjà, mais encore de ceux qu'il pourra acquérir ; de quel droit proposerait-on de réduire l'action du créancier et de la restreindre à certains biens? De quel droit voudrions-nous imposer à un citoyen le cédant qu'il peut étendre sur les biens qu'il pourra acquérir dans la suite? C'est de nature à porter une atteinte directe à la propriété.

Il serait bien extraordinaire que le Gouvernement, qui nous a les jours au respect si scrupuleux pour les droits de propriété, se fût avisé un point de nous proposer d'y porter quelque atteinte, à nous, citoyens légalitaires, qui, dans toutes les instances de vous, avez établi cette même propriété sur des fondements inébranlables.

Il est sûr, d'ailleurs, que cette objection n'a pas plus de réalité que les précédentes, elle ne porte que sur un jeu de mots.

Celui qui est obligé d'être rempli ses engagements sur tous ses biens, n'en a pas plus et cela signifie que, tant qu'il lui reste quelque bien, il est soumis à l'impôt et aux poursuites de son créancier.

Mais l'hypothèque sur l'hypothèque sont deux choses tout à fait différentes. Celui qui est obligé par un acte sous signature privée de tenir de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers, immobiliers, présents et à venir, et cependant n'en a pas de biens d'hypothèque à son engagement.

L'hypothèque est pour le créancier une sûreté particulière sur un immeuble; mais l'obligation est délicate et indépendante de cette sûreté; elle peut exister sur ou sans hypothèque. On ne parle donc aucune chose à la propriété, quand on dit que l'hypothèque ne sera pas donnée par une classe générale, mais qu'elle sera spéciale sur un bien qu'un désignera; cela n'empêche pas le créancier de poursuivre le débiteur sur tous ses biens jusqu'à ce qu'il soit payé; cela n'empêche pas même le débiteur d'offrir à son créancier tout ses immeubles par des affectations spéciales. On ne prescrit que la classe d'affectation générale sans désignation particulière, parce que cette classe de présente aucune sûreté réelle, et qu'elle est le plus souvent un piège tendu à la bonne foi.

La défense d'hypothéquer en général les biens a réel est une conséquence de ce que je viens de dire.

Tout ce que peut désirer un citoyen, c'est de pouvoir, quand ses facultés présentes sont trop faibles, donner à son créancier le droit de s'inscrire par la suite sur le premier ou le second immeuble qu'il acquerra. C'est une affectation spéciale qui se réalise par l'inscription lorsque l'immense est acquise.

Le projet contient cette disposition, si vous pouvez jurer par la loi, si le Gouvernement a voulu pourvu à ce que les créanciers ne fussent pas exposés aux suites de la mauvaise loi d'un débiteur, il a pourvu à ce que le même soit à ce que le débiteur ne fût pas la victime des circonstances malheureuses dans lesquelles il pourrait se trouver, et qu'il lui conserve son crédit entier et sans la moindre atteinte.

En fait de grands pas dans la carrière, et les objections qui se résistent à résoudre méritent à peine d'être réfutées.

La publicité violée le secret des familles! Le contraire, si nous voulions établir les mêmes perceptions et visiter sur les immeubles d'un débiteur, il pourrait en être alarmé; mais le droit des hypothèques n'est pas si étendu en exposé à tous les regards, il s'en va à ceux qui ont besoin et intérêt de le connaître; depuis long-temps qu'il existe, nous n'avons entendu aucune plainte contre les abus de cette institution. Nous n'avons pas ouï dire que la seule curiosité en ait sollicité l'entrée, et si le débiteur pouvait être obligé de ce que ses engagements y reposent, cet inconvénient serait, après tout, bien léger en comparaison des maux

que nous a fait la clandestinité des hypothèques.

« La publicité des hypothèques altère le crédit et nuit à la circulation »

Revenons à ce reproche dans ses justes limites. Il est possible que l'espèce de publicité, qui porte la fortune de l'homme de bien, la plus la santé de l'homme antérieur et moral, soit dominée par cette publicité, et c'est un des grands avantages du projet; car la République ne gagne rien; elle perd au contraire, quand le crédit s'écroule et le troupeau fléchit les bras.

Mais le crédit de tous les hommes qui ne sont pas dans la classe de ceux dont je viens de parler augmentera nécessairement; le crédit se comprend de l'opinion qu'on se forme sur la moralité d'un homme et sur sa fortune, et l'on traite bien plus facilement avec celui qui laisse moins de doute sur l'une et sur l'autre.

Le résultat de la loi doit être nécessairement une diminution du crédit des hommes sans loi, et cette diminution incommode ne profite de la loi.

Après, voyez, citoyens législateurs, qu'il ne s'agit véritablement du crédit des commerçants. Ce n'est pas sur leurs immeubles qu'on leur prête, mais sur leur réputation d'intégrité et de probité; on ne donne pas d'hypothèque pour les fonds qu'on place dans le commerce; on s'y détermine par d'autres considérations, par la perspective d'un intérêt plus fort, d'une rentrée plus prompte, des risques d'exécution plus rapprochés. Et quand il serait vrai, ce que je ne crois nullement, que quelque prêteur de fonds qu'on aurait des fonds en commerce se trouvât accrédité par le régime proposé, qui serait prouvé que ces fonds versés dans l'agriculture ne seraient pas utilement employés pour la République?

« Au moins, dit-on, on ne peut pas découvrir que l'inscription des hypothèques se fasse en fraude, car c'est à la loi qui donne cette hypothèque; elle ne peut donc pas se perdre par un défaut de forme »

Vous ne verrez encore ici, citoyens législateurs, qu'un abus de l'art de raisonner.

Toutes les actions reposent sur la loi; elles perdent toutes cependant lorsqu'on ne les exerce pas dans les formes prescrites.

Le loi donne le droit, un droit d'être le payeur d'agir; mais d'autres lois en régissent le mode, et elles ne sont pas toutes respectées que la loi qui a donné le droit.

Une troisième objection est ici pour les porteurs; elle ne les blesse pas si fort, mais elle est si particulière; cependant l'hypothèque conventionnelle doit être suivie d'inscription pour produire son effet.

La loi qui donne l'hypothèque pourrait à la sûreté d'un personne, et l'on a vu d'un autre côté la loi qui attache l'effet de l'hypothèque à l'inscription prévue par l'intérêt général.

Si nous avions une exception pour l'hypothèque des femmes et des mineurs ou infirmes, c'est par un motif d'une autre nature, et qui leur est particulier; la loi de leur hypothèque par le défaut d'inscription les priverait d'un droit qui leur est étranger. Il a donc fallu en reporter toutes les suites sur les mœurs et les mœurs, ou même sur les lois qui ont traité avec eux, parce que les premiers ont à se reprocher de la prévention, ou du moins de la négligence, et les derniers au moins de l'imprudence, pendant que les femmes et les pupilles sont bien évidemment exemptés de tout reproche.

Dans une matière aussi importante, je ne dois

laisser aucune objection sans réponse; il en est une tirée des ouï-dits, des erreurs ou des préventions dont les conservateurs peuvent se rendre coupables : « *ils se feront pas illusion, soit dans leurs registres ou dans leurs écrits, de croire les inscriptions; et soit qu'il y ait de leur part persécution ou simple oubli, le recueillir se trouvera déchu, sauf son recours contre leur l'ouï-dit, qui peut être au sera pas soluble.* »

Je réponds que cet inconvénient existe dans tous les systèmes et dans tous les établissements : un homme peut oublier de signer un exploit, et entraîner par cet oubli la perte d'une action, perte qui sera souvent irréparable.

Un notaire peut faire une nullité dans un testament qui aurait assuré des millions au légataire, ou dans tout autre acte très-important.

Un évêque peut laisser froier le délai d'opposition à un jugement par défaut, et opérer ainsi la ruine d'une famille entière.

Faut-il pour cela supprimer les huissiers, les notaires, les avoués? La loi ne suppose pas ces événements, qui sont possibles, mais qui n'arrivent pas.

Le conservateur, l'huissier, l'avoué, le notaire ne s'exposent pas sans à perdre en un instant leur état, leur honneur, leur fortune, et les citoyens demeurent heureusement en paix, sans se tourmenter de ces possibilités qui, ne se réalisant pas une fois en un siècle, ne doivent pas entrer dans les calculs du législateur. Nous avons établi des règles claires, précises et sévères, pour assurer que toutes exécutés des registres, et une grande fidélité dans les extraits qui en seront délivrés : c'est tout ce que nous pouvons faire.

Enfin il ne reste aux partisans de l'hypothèque que de l'autorité des Romains, nos maîtres et législateurs.

Je sais tout le respect qui m'intéresse les Romains; mais sans me jeter les dons les justes considérations qui pourraient affaiblir notre vénération, ou moins pour quelques parties, je dirai que lorsqu'il s'agit d'opinions, je ne doute à l'autorité, telle qu'elle soit, que l'avantage de commander un examen plus réfléchi et une méditation plus grande. Nulle ne connaissions pas de respect servile; et ces profonds jurisconsultes, dont tant de lois nous avons admiré le savoir et la pénétration, s'alignaient eux-mêmes d'un homme qui ne serait rendu qu'à leur nom.

Ils ont été quelques fois nos guides; mais ce n'est pas à leur autorité que nous avons cédé, c'est à leur raison.

Vous vous êtes déjà plusieurs fois écartés de leurs décisions, et votre sagesse ne s'est pas moins manifestée dans ces occasions que dans celles où vous avez adopté le texte des lois romaines.

Sans parler des dispositions qui peuvent être convertibles dans un temps, et qui cessent de l'être lorsque les circonstances ne sont plus les mêmes, il est des choses qui ne peuvent jamais être bonnes, et que ni le temps ni l'autorité ne peuvent justifier. Je n'hésite pas à mettre dans cette classe les hypothèques occultes, et je crois avoir suffisamment démontré leurs inconvénients.

Les principes de la loi ont été justifiés, les dispositions de détail, tant vous retranchiez la lecture, ne sont pas susceptibles d'être contestées, parce qu'elles en sont les conséquences nécessaires.

Je ne m'obligerai pas à vous retracer tout ce qui concerne, soit le mode d'inscription, le lieu où elle doit être faite, la manière d'en obtenir la radiation; soit la forme, la tenue et la publicité

des registres, soit les devoirs des conservateurs et leur responsabilité. Si l'on a pu être divisé sur le fond, on ne l'a pas été sur ces détails. Leur nécessité se fait sentir à la simple lecture.

Je ne l'exécute votre attention que sur un petit nombre d'articles qu'il convient de signaler pour vous faire connaître la loi dans toutes ses parties.

Les motifs qui ont fait maintenir l'hypothèque des hommes et des maisons ou des intérêts, malgré le défaut d'un régime, vous ont déjà été développés; nous avons été conduits à ce résultat par des considérations d'une justice exacte. Cependant nous n'avons pu nous dissimuler, d'un autre côté, que s'il avait été convenable de protéger la faiblesse des hommes et des maisons, il était aussi de devoir rigoureux d'un législateur de garantir les autres citoyens de toute surprise; nous avons encore pensé qu'il ne fallait pas enchaîner les maris et les tuteurs au défaut d'une juste nécessité; c'est le seul moyen de ne pas leur rendre odieuses leurs obligations. De toutes les manières d'assurer l'exécution d'une loi, la plus efficace, sans contredit, est celle de ne pas en outre les conséquences.

C'est dans cet esprit, et même en consultant l'intérêt des femmes, que nous avons permis aux contractants majeurs de convenir en se mariant que les inscriptions pour le secret des conventions matrimoniales ne seraient pas exigées, et que les autres immeubles appartenant au mari resteraient libres.

Cette disposition n'est pas nouvelle, elle remplace la disposition usitée, par laquelle on portait, dans le contrat de mariage, à un mari d'aliéner librement une partie de ses immeubles.

Au moment où deux familles jurent entre elles une alliance qui doit être éternelle, elles ont sans contredit le droit de ne régler les articles suivant leur volonté et leur intérêt; c'est là une maxime déjà reconnue et sanctionnée par le Corps législatif. Il est une foule d'occasions où l'usage de cette liberté est infiniment utile à la femme elle-même, par les moyens qu'elle fournit au mari de développer son industrie et son activité.

Nous avons pensé qu'il convenait aussi de permettre aux parents, comme pour la nomination d'un tuteur, de se faire prendre inscription que une une partie de ses immeubles : interdiction absolue dont on le frappe en contractant tous les biens d'inscriptions peut quelquefois les porter les plus grands préjudices. Conserions lo lien de la famille; mais ne nous pas les tuteurs, s'il est possible. Il ne faut pas qu'une loi si utile soit regardée comme un désastre; elle est mal exercée quand elle est prise sous des auspices aussi malices.

C'est à la famille assemblée, sous les yeux et par l'opinion du magistrat, à fixer la mesure des précautions qui peuvent être utiles, et à faire entrer pour quelque partie la balance de la moralité, la bonne conduite et l'intelligence du tuteur.

Lorsque le contrat de mariage l'acte de tutelle n'auront pas limité le nombre des inscriptions à prendre, faudra-t-il toujours, et sans aucun exception, que tous les biens des maris et des tuteurs descendant grevés les même qu'une partie pourrait suffire, et au lieu, pour donner un ample secret?

Un homme peut n'avoir qu'un immeuble quand il se marie ou quand il est nommé tuteur; toute sa fortune est engagée. Depuis ce moment il s'occupe d'un seul objet par son industrie, ou autrement, plusieurs autres immeubles. Le laissera-t-on dans

l'impossibilité de disposer de la moindre partie, quelque avantage qu'il dût résulter pour lui d'une opération qu'il ne pourrait faire sans aliéner?

Nous ne le pensons pas; nous croyons au contraire que, lorsque l'hypothèque sur tous les biens excède notablement les sûretés nécessaires à la femme et au débiteur, il est juste qu'il puisse s'opérer une réduction.

Mais cette faculté doit être environnée de précautions qui préviennent tous les abus. Ainsi un débiteur ne pourra former sa demande qu'après une information précise de la famille; sa demande sera formée contre le subrogé-tuteur, si elle sera jugée contradictoirement avec le commissaire du Gouvernement.

Il en sera de même du mari; il ne pourra obtenir la réduction qu'avec le consentement de sa femme et de l'avis de quatre de ses plus proches parents, fort intéressés sans contredit à veiller à la conservation d'un patrimoine dont ils pourraient hériter un jour; et c'est encore avec le commissaire du Gouvernement que la demande sera instruite et jugée.

Ces dispositions sont faites pour calmer toute inquiétude sur les intérêts des femmes et des mineurs ou interdits; elles leur assurent tout ce qui leur est dû sans accabler les maris et les tuteurs sous le poids d'une rhéorie trop pesante.

La date de l'hypothèque recorde aux femmes a aussi attiré toute notre attention.

Sans doute elles doivent avoir hypothèque du jour du mariage pour leur dot et conventions matrimoniales. Mais l'hypothèque pour le remploi des propres aliénés, ou pour l'indemnité des drittes contractées dans le cours du mariage, doit-elle aussi remonter à cette époque? On le jugerait ainsi dans le ressort du parlement de Paris: d'autres cours supérieures avaient adopté une jurisprudence contraire, et ne donnaient l'hypothèque que du jour de l'événement qui en était le principe.

Cette décision nous a paru préférable. La rétroactivité de l'hypothèque pouvait devenir une source intarissable de fraudes. Un mari serait dour le maître de dépouiller ses créanciers légitimes en s'obligeant envers des prête-noms, et en faisant paraître sa femme dans les obligations frauduleuses pour lui donner une hypothèque du jour de son mariage; il conserverait ainsi, sous le nom de sa femme, des propriétés qui devraient plus être les siennes. Nous avons mis un terme à cet abus en fixant l'hypothèque aux époques des obligations.

Je passe à un autre objet.

Les inscriptions, comme vous l'avez déjà vu, conservent les hypothèques; il ne restait qu'à l'héritage n'est transmis à un tiers qu'avec ses charges, dont le nouveau possesseur a pu fortifier ou s'insinuer; mais il est juste de lui donner un moyen de libérer sa propriété. Un immeuble ne peut fournir de sûreté au-delà de sa valeur réelle: ainsi toutes les fois que cette valeur est fondée sans créanciers, l'immeuble doit rester libre.

Il faut pouvoir répondre à ce que des créanciers aient recouvré l'intégrité de leur pague, et qu'ils ne soient pas les victimes d'actes clandestins et frauduleux entre le vendeur et l'acquéreur.

Le projet y a pourvu. L'acquéreur qui voudra libérer sa propriété la transfère en entier son titre par le conservateur de l'insinuation; il sera tenu, dans les délais fixés, de notifier par extrait seulement aux créanciers son contrat et le tableau des charges, en leur offrant de payer toutes les dettes jusqu'à concurrence du prix.

L'observe en passant, qu'en faisant notifier aux créanciers ce qu'il lui importe de savoir, nous avons réglé le mode de notification de manière à supprimer tous les frais inutiles (1).

Les créanciers ont, de leur côté, le droit de s'enrichir pendant un temps limité: c'est un moyen ouvert pour faire porter l'insouciance à sa juste valeur.

Si les créanciers provoquent la mise aux enchères, on procède suivant les formes usitées pour les emphytéoses; mais, s'ils n'usent pas de leur droit, il est à présumer qu'ils n'ont pas à se plaindre du prix du contrat, et la valeur de l'immeuble diminue irrévocablement d'elle; le nouveau propriétaire est libéré de toute charge en payant ou en consignation.

Ce mode de drainer les propriétés est suffisant, sans doute, pour purger toutes les hypothèques inscrites; mais il peut en exister qui ne le soient pas, celle de la femme et des pupilles dont le vendeur aurait la tutelle, si lui-même qu'il y ait aussi possibilité de purger ces hypothèques comme les autres. L'édit de 1771 en donnant le moyen, et le projet qui vous est soumis serait incomplet, s'il ne présentait pas à cet égard quelque disposition.

Un double intérêt s'est dû nous occuper: l'intérêt de l'acquéreur et celui des hypothécaires. On a pourvu à l'acquéreur par les formalités qui le conduisent à sa libération, et aux hypothécaires en donnant une telle publicité à la vente qu'il sera impossible de supposer l'existence d'une hypothèque sur le bien vendu, s'il n'a pas été pris en note d'inscription dans le délai qui la lui fixe.

Les nouveaux acquéreurs qui vendront purger les propriétés des hypothèques qu'ils pourraient racheter, à raison de mariage ou de tutelle, quoiqu'il n'en existât aucune trace dans les registres du conservateur, seront tenus de déposer copie d'une relationnée de leur contrat au greffe du tribunal civil du lieu de la situation des biens.

Ils notifieront ce dépôt à la femme, s'il s'agit d'immeubles appartenant au mari, au subrogé-tuteur, s'il s'agit d'immeubles du tuteur, et toujours au commissaire du Gouvernement.

Indépendamment de ce dépôt, un extrait du contrat sera affiché pendant deux mois dans l'audience du tribunal; pendant ce temps, tous ceux à qui il est relatif ou permis de prendre les inscriptions seront reçus à les requérir. S'il n'en a pas été pris dans ce délai, les immeubles passeront libres au nouveau propriétaire, parce qu'il sera constant qu'on n'a eu ni la volonté ni le droit d'en prendre.

Si, au contraire, il a été pris des inscriptions, chaque créancier sera employé à son rang dans l'ordre, et les inscriptions de ceux qui ne seraient pas employés à son rang n'auront aucun effet.

C'est par ces moyens bien simples, mais très-étendus, que nous avons su concilier les intérêts opposés de toutes les parties.

(1) Le loi du 11 brumaire an VII a dû laisser aux créanciers qui avaient des hypothèques générales acquises avant les lois antérieures, la faculté de les conserver en s'inscrivant, dans le délai fixé, sur tous les immeubles de leur débiteur. Ils ont usé de ce droit, et un grand nombre d'immeubles se trouvent aujourd'hui grevés d'hypothèques bien au-delà de leur valeur.

Il s'en est vu plus de même dans la suite: au moyen de la spécialité des hypothèques, on ne pourra pas un immeuble qui jusqu'à concurrence de la dette qu'il pourra offrir, les ordres seront plus simples et moins dispendieux.

Il me reste, pour terminer tout ce qui concerne les hypothèques, à dire un mot de la manière dont elles s'établissent.

Vous venez de voir par quelles formalités on peut parvenir à eu débarrasser les propriétaires : l'hypothèque s'établit aussi par l'annulation de l'obligation principale dont elle n'est que l'accessoire, par le consentement ou la ratification du créancier, toujours maître de renoncer aux droits qui lui sont acquis, et enfin par la prescription, qui met au silence à toutes les époques, de quelque nature qu'elles puissent être.

Le droit d'exposer de suite tout ce qui concerne les hypothèques ou n'a pas permis jusqu'à cet instant de vous parler des privilèges, ils forment cependant le premier chapitre du titre.

L'hypothèque est un droit qu'on acquit d'une convention, d'un jugement, ou de la loi.

Le privilège, au contraire, est un droit qui dérive de la qualité et de la nature de la créance : ne nous abusons pas sur l'exception du mot *privilège*, employé dans ce titre. Cette expression emporte ordinairement avec elle l'idée d'une faveur personnelle; or elle signifie un droit acquis, fondé sur une justice rigoureuse, parce que la préférence donnée à celui qui l'exerce lui est due, soit parce qu'il a consacré ou amélioré la chose, soit parce qu'il en est devenu ou qu'il en a traité le propriétaire, le paiement du prix, condition essentielle de la vente, que l'on ayant pu en être délaissé, soit par d'autres motifs de la même force.

On peut avoir privilège sur les meubles ou sur les immeubles, et même sur les uns et les autres.

Les privilèges sur les meubles sont ou particuliers, c'est-à-dire sur certains meubles, comme celui des propriétaires sur les effets qui garnissent une maison ou une ferme, celui du vendeur, pour ses frais de transport sur la chose vendue, etc., ou généraux sur tous les meubles, comme les frais de justice, de dernière maladie, les salaires des domestiques, fournitures de subsistances pendant un temps déterminé : ces créances sont sacrées ou quelque manière, puisque c'est par elles que le débiteur s'est vu, et qu'il paie ce motif qu'elles frappent également les meubles et les immeubles.

Quant au privilège sur les immeubles, il est acquis au vendeur pour son prix, ou à celui qui, ayant obtenu les droits de l'acquisition, se trouve, armé au vendeur, aux architectes et ouvriers qui ont travaillé et réparé les choses, ou à ceux qui ont prêté les deniers pour les payer, enfin, à des colutiers sur les immeubles d'une succession pour la garantie de leurs parts, parce que ces colutiers sont pour ainsi dire vendeurs les uns à l'égard des autres.

Le projet règle les formalités nécessaires pour acquiescer le privilège; il ne présente rien de nouveau, ni sur ce point, ni sur le nombre, ni sur l'ordre des privilèges.

Mais faudrait-il aussi une inscription pour la conservation du privilège sur les immeubles ?

Nous avons distingué dans les créances privilégiées celles pour frais de justice, de dernière maladie, funéraires, gages de domestiques et fourniture de subsistances, et nous n'avons pas cru qu'il fût ni convenable ni nécessaire de les soumettre à la formalité de l'inscription : ces créances, en général, ne sont pas contestables, et il n'est pas de vendeur qui ne sache ou ne doive savoir si le bien qu'il achète est grevé de cette espèce de charge.

À l'égard des autres créances privilégiées, elles doivent, sans contredit, être publiques par la voie de l'inscription; les tiers ne peuvent pas les supposer : le projet contient, sur ce point, des dispositions qui n'ont pas besoin d'être justifiées.

Tout l'arrivé au titre de l'expropriation, c'est-à-dire à la mesure la plus rigoureuse pour forcer un citoyen de remplir ses engagements.

Nous n'avons pas dû nous occuper des formes de la poursuite ou expropriation, ni de la manière de procéder à l'ordre et à la distribution du prix : ces objets tiennent dans le domaine des lois sur la procédure.

Les articles que nous présentons sont peu nombreux, et ils ont presque tous pour objet de prévenir des excès du rigueur de la part des créanciers après l'ordre, sur la mauvaise conduite de leur débiteur, ou agités par des conseils intéressés.

C'est dans cet esprit qu'on défend aux créanciers possesseurs d'un héritier de mettre en vente les biens indivis d'une succession : la loi leur a donné le droit de provoquer un partage, c'est tout ce qu'elle a dû faire, si ce n'est pas leur laisser la faculté de saisir, même les portions des cohéritiers qui ne leur devaient rien.

Il est pareillement défendu d'attaquer les immeubles d'un héritier ou d'un interdict, avant d'avoir dissolu son mobilier. Ne saurait-il pas inopiner d'employer contre eux les dernières mesures, sans s'assurer auparavant qu'elles sont nécessaires ?

Vous reconnaîtrez le même esprit de modération et de sagesse dans les articles qui ne permettent pas la vente d'immeubles ou d'hypothèques, lorsque l'insuffisance des biens hypothéqués n'est pas constante, dans ceux qui défendent de provoquer cumulativement la vente des biens situés dans divers arrondissements, à moins qu'ils ne l'aient par eux-mêmes ou par une exploitation, dans ceux enfin qui ne veulent pas qu'on passe à l'expropriation, lorsque le revenu net des immeubles, pendant une année, suffit pour désintéresser le créancier, et que le débiteur en offre la délégation.

À côté de ces dispositions benéfiques, nous avons placé celles qui étaient nécessaires pour empêcher qu'on en abusât contre le créancier, qui mérito aussi toute la protection de la loi.

Je n'ajoute pas qu'on ne peut agir en expropriation qu'en vertu d'un titre exécutoire et après un commandement ; je me hâte de terminer, j'ai été long, je le sais, mais la matière est vaste et très-importante.

Les titres que nous vous présentons forment le complément du Code; l'hypothèque et l'expropriation sont les vrais garants de l'exécution de toute espèce de contrat, de toute transaction, de toute obligation de quelque nature qu'elle puisse être. C'est, qu'il me soit permis de le dire, la clef de la vertu qui conserve cet immense édifice.

Le Gouvernement a relevé avec une confiance que n'ont pu altérer, ni les embarras d'une administration immense, ni les soins d'une guerre qui nous lui si impérieusement dévolue, et les complaisances et autres dont un ennemi déteste le bon sens exemple chez les peuples en paix.

Le calme du chef de la nation n'a pas été un seul instant troublé, ni son travail interrompu, et rien n'a été négligé de tout ce qui pouvait en assurer le succès.

Des jurisconsultes d'un savoir profond et d'une haute sagesse en avaient pour les premiers fondements. Le National de la nation, garant auprès

















### Motifs.

Citoyens législateurs, de tous les moyens de mettre fin aux différends que font naître entre les hommes les rapports variés et multipliés et enfin, le plus heureux de tous ces effets est la transaction; ne contraindre par lequel sont terminées les contestations existantes, ou par lequel on prévient les contestations à naître.

Chaque partie se dégage ainsi de toute prétention. Elle balance, de bonne foi et avec le désir de la conciliation, l'avantage qui résulterait d'un jugement favorable, et le prix qu'il entraînerait une condamnation; elle sacrifie avec plaisir de l'avantage qu'elle pour ait espérer, pour ne pas éprouver toute la gêne qui est à craindre, et lors même que l'un d'elles se désiste entièrement de sa prétention, elle se détermine par le grand intérêt de rétablir l'union, et de se garantir des longueurs, des frais et des inquiétudes d'un procès.

Un droit douteux, et la certitude que les parties ont entendu balancer et régler leurs intérêts, trahissent les avantages qui distinguent et qui constituent la nature de ce contrat.

Il n'y avait pas de transaction si elle n'était pas pour régler un droit douteux. On n'aurait, en donnant à d s e n e d'un autre nature, ou même à des actes délictueux, le nom de transaction, cherché à leur en attribuer la force et l'irrévocabilité, mais il sera toujours facile aux juges de vérifier si l'objet du P n'a été susceptible de doute. Il n'y avait point pour une pareille vérification de règle spéciale à établir.

La capacité nécessaire pour transiger est relative à l'objet de la transaction. Ainsi le mineur non émancipé pourra transiger sur les objets d'indemnité qui lui sont cédés, et sur ceux dont il a la disposition.

Une transaction excède les bornes de la gestion d'un tuteur : cependant on ne peut se dissimuler qu'il ne soit avantageux pour un mineur même, que ce moyen de terminer ou de prévenir les procès ne lui soit pas absolument interdit; et si la crainte de ses biens peut, lorsqu'il y a des motifs suffisants, être luitée avec l'autorisation du conseil de famille et de la justice, ces formalités mettront également à l'abri ses intérêts dans les transactions. Plusieurs coutumes avaient, en prenant ces précautions, donné aux tuteurs la faculté de transiger. Lorsqu'un titre de la minorité ne ou a fait le droit commun, on a de plus assujéti les tuteurs à prendre l'avis de trois jurés ou sages. Ils ont obéissent des lumières qui leur sont nécessaires et qui doivent aussi éclairer la famille dans ses délibérations.

Quant aux transactions que le mineur devenu majeur consentait à faire avec son tuteur sur son compte de tutelle, on a aussi maintenu et perfectionné l'ancienne règle, en statuant, au même titre de la minorité, que tout traité qui pouvait intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur sera nul, s'il n'a été précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives; le tout constaté par un reçu signé avant au moins dix jours de date avant le traité.

Un délit peut-il être l'objet d'une transaction? On trouve dans les lois romaines plusieurs textes relatifs à cette question. On y distingue à cet égard les délits privés et les crimes publics. A l'égard des délits privés, que non ad publicum pertinet, sed ad rem familiarum respectant, tels que le larcin ou l'envie, il y avait toute liberté de transiger (L. 7 et 27, ff. de Pact.).

On pouvait aussi transiger sur les crimes publics lorsqu'ils n'apportaient peine capitale. Il n'y avait d'exception que pour l'adultère. Cette faculté de transiger sur des délits criminels était fondée sur le motif qu'on ne peut pas interdire à chacun les moyens de se faire sa vie.

Quant aux crimes publics contre lesquels la peine n'était pas capitale, il n'était pas permis de transiger.

Les accusateurs étaient obligés de poursuivre la punition de ces crimes : il n'y avait point de partie publique.

Le crime de faux était-il excepté? on doit en entendre par ces mots, extra falsi accusatores, employés dans la loi 18, au Cod. de de Fecis, que tout crime sur les crimes publics non capitales était regardé comme une imposture qui pouvait devenir le sujet d'une nouvelle accusation? C'est une question sur laquelle l'incertitude de cette loi et la diversité d'opinions des auteurs laissent encore du doute.

Cette législation sur la poursuite des crimes et sur la faculté de la défense de transiger était très-défectueuse.

En France, il était à toujours été détruit des dommages et intérêts qui peuvent en résulter.

Dans tous les délits publics ou privés, contre lesquels s'élève la vengeance publique, nulle ne dépend point de l'action des particuliers; un parricide, qui est enlevé de la société entière, est confié à des officiers publics.

La vengeance publique étant ainsi assurée, et celui auquel le délit a porté préjudice ne peut pas transiger sur le délit même, mais seulement sur son indemnité, celle indemnité a toujours été considérée comme un intérêt privé en lequel il est permis de transiger.

Mais quel qu'exercice la vengeance publique peut-il présenter comme avec d'un délit l'acte par lequel ou a transigé sur l'indemnité qui en résulte?

On avait mis dans le projet de l'ordonnance de 1820 un article qui portait défense à toute personne de transiger avec des crimes de nature à provoquer une peine afflictive ou infamante, et, dans ce cas, l'indemnité de cinq cents livres eût été prononcée et contre la partie civile que contre l'accusé, qui eût été tenu pour convaincu.

Cet article fut retranché comme trop sévère, et comme n'étant point nécessaire dans un statut, où l'intérêt social qui exige que les crimes soient punis, est indépendant de toutes circonstances particulières. On a dû encore considérer que celui même qui s'est imposé peut faire un sacrifice pécuniaire pour éviter l'humiliation d'une procédure dans laquelle il serait obligé de se justifier, et on a dû en conclure que la transaction n'était pas faite sur le délit même, avec celui qui est chargé de la poursuivre, on ne doit pas en induire un aveu. C'est aussi par ce motif que toute transaction entre ceux qui remplissent le ministère public et les prévenus serait elle-même un délit.

On a établi comme règle générale dans le projet de loi que l'on peut transiger sur l'indemnité civile qui résulte d'un délit, mais que la transaction n'empêche pas la poursuite du ministère public.

Cette règle s'applique au crime de loup comme à tous les délits. Lorsque celui contre lequel on veut se prévaloir d'une pièce fautive, et qui en oppose la fausseté, cesse d'être de celle exception, et transige, on ne peut pas en induire de cette transaction qu'il n'y a plus de corps de délit, et que non-seulement les dommages et intérêts, mais encore la poursuite du même délit pour l'intérêt public, soient subordonnés à la vo-

tante des parties. Si la transaction ne fait pas preuve contre le premier, elle ne doit aussi, en aucun cas, lier les autres au ministère public, qui ne pourrait pas lui-même transiger.

Quoique la transaction ait pour but de régler définitivement la contestation qui en est l'objet, cependant il est permis, comme dans toute autre convention, de stipuler une peine en cas d'inexécution. Si pour faire subir cette peine, il s'élève un nouveau débat, c'est une contestation dérivée de celle qui naît par la transaction.

La transaction termine les contestations qui y donnent lieu, mais le plus souvent elle ne porte pas l'extinction de tous les objets sur lesquels on entend transiger; le plus souvent encore elle contient des expressions générales qui peuvent faire douter si tel objet y est compris.

On s'appelle à cet égard les règles les plus propres à guider les juges.

La première est que les transactions ne doivent pas avoir d'effet qu'à l'égard des contestations qui en ont été l'objet : *nisi in rebus et personis quibus id de quo negotium non est*. (Leg. 9. in fine *De transact.*)

Quant aux clauses générales qui sont le plus souvent employées, voici comment on doit les entendre :

Si dans une transaction sur un différend il y a mention non de tous droits, actions et prétentions, cette transaction ne doit pas être étendue à tout ce qui s'est point réglé au différend.

Pour connaître si plusieurs différends sont terminés par la même transaction, il faut, ou que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, ou que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé.

Il peut arriver que celui qui aurait transigé avec droit d'autrui ait eu, de chef d'une autre personne, un droit puéril; quoique l'un et l'autre de ces droits soient d'une nature semblable et présentent le même doute, cependant on ne peut pas dire que celui qui n'était point encore réglé dans le temps de la transaction ait été réglé. Il y a une même action de transiger; mais il n'y a point de droit qui puisse, à l'égard du droit nouvellement échu, être opposé. C'est la dévotion de la loi 9 au *God. De transact.*, où on l'appelait à l'espèce d'un tuteur qui a transigé avec son neveu sur la part qu'il avait de son chef dans la succession de son père, et qui demandait ensuite l'héritier de son frère pour l'autre part.

On tirerait aussi de ce qu'il y a parti d'un refus pour transiger une fautive conséquence, si l'on en induisait que la transaction finit seulement avec l'un de ceux qui ont le même intérêt d'être avoir son effet à l'égard des autres. Il est d'ailleurs de règle générale que les obligations n'ont de force qu'envisant ceux qui les ont contractées, et que si celui qui n'a point été partie dans un acte ne peut par son préjudice, cet acte ne doit pas aussi lui être opposé.

Les transactions se font ou par contestation ou ou à naître, et les parties ont entendu y lier leur et régler leurs intérêts. C'est donc en quelque sorte un jugement que les parties ont prononcé entre elles, et lorsqu'elles-mêmes se sont rendues justice, elles ne doivent plus être admises à se plaindre. Si il est ainsi autrement, les transactions ne se font elles-mêmes qu'une nouvelle cause de procès. C'est l'irrévocabilité de ce contrat qui le met au rang de ceux qui sont les plus utiles à la paix des familles et à la société générale. Aussi l'une des plus anciennes règles de

droit est que les transactions ont entre les parties une force pareille à l'autorité de la chose jugée. *Nun minus auctoritas transactionum quam verum iudicatum esse recte ratione placuit* (Leg. 20. *God. De trans.*).

Les transactions comme les jugements ne peuvent donc point être attaquées à raison des dispositions par lesquelles les parties ont terminé leur différend, il suffit qu'il soit certain que les parties ont consenti à traiter sous cette condition. Ce serait donc en vain qu'une partie voudrait réclamer contre une transaction, sous prétexte qu'il y avait une erreur de droit. En général les erreurs de droit ne s'excusent point; et dans les jugements auxquels on assimile les transactions, de pareilles erreurs n'ont jamais été mises au nombre des motifs suffisants pour les annuler.

Mais c'est surtout sous le prétexte de la lésion que les tentatives, pour renverser contre les transactions, ont été les plus multipliées. Cependant il n'y a point de contrat à l'égard duquel l'action en lésion soit toutes admissible. Il n'est point en effet, dans la classe des contrats commutables ordinaires, dans lesquels les droits ou les obligations des parties sont possibles à reconnaître et à balancer par la nature même du contrat. Dans la transaction tout était incertain avant que la volonté des parties l'eût réglé. Le droit était douteux, et on ne peut pas déterminer à quel point il était contentable à chacune des parties de réduire sa prétention ou même de s'en dessaisir.

Lorsqu'il s'agit d'un contrat de se conformer à des principes, on a vu revivre des procès sous nombre qu'aucune transaction ne pouvait plus annuler. Il fallut, dans le xiv<sup>e</sup> siècle (art. 148), qu'une ordonnance fût rendue pour confirmer toutes les transactions qui auraient été passées entre bailliages sans dol ni violence; et pour maintenir ces de grandes peines aux juges d'avoir regard à l'action en rescision pour cause de lésion d'autre moitié ou même de la non plus grande, aux obligés des clauses de devoirs les lettres plus nécessaires pour tenter cette action, et à toutes personnes d'en faire la demande.

Il n'y a ni consentement ni même de contrat lorsqu'il y a erreur dans la personne. Telle serait la transaction que l'on pourrait faire avec celui qui aurait qualité pour relever des prétentions sur le droit d'autrui, tandis qu'il n'aurait aucune qualité, et que le droit lui serait étranger.

Il n'y a point de consentement s'il a été surpris par dol ou extorque par violence. Ce sont les principes communs à toutes les obligations.

Lorsqu'un tiers est nul, il ne peut en résulter aucune action pour son exécution. Mais, lors même que dans un titre il y aurait des dispositions obscures, elles ne pourraient faire naître de contestation douteuse, puisque celui contre qui on voudrait exercer l'action aurait dans la nullité un moyen certain d'en être déchargé. Il faut donc pour que, dans ce cas, la transaction soit valable, que les parties aient expressément traité sur la nullité.

Il a toujours été de règle qu'une transaction, faite sur le fondement de pièces alors regardées comme vraies et qui ont ensuite été reconnues fausses, est nulle. Celui qui voudrait en profiter serait coupable d'un délit, lors même que dans le temps de l'acte il aurait ignoré que la pièce était fautive, s'il voulait encore en tirer avantage lorsque sa fausseté serait constatée.

Mais on sait, dans la loi romaine, tiré de ce principe une conséquence qu'il serait difficile d'accorder avec la nature des transactions et avec



l'équité. On suppose dans cette loi que dans une transaction il peut se trouver plusieurs objets qui soient indépendants et auxquels la pièce fautive ne soit pas commune. On y décide que la transaction conserve sa force pour les objets auxquels la pièce fautive ne s'applique pas.

Cette décision n'est point admise dans le projet de loi. On ne doit voir dans une transaction que des parties corrélatives; et lors même que les divers points sur lesquels on a traité sont indépendants quant à leur objet, il n'en est pas moins incertain, s'ils ont été indépendants quant à la volonté de contracter, et si les parties eussent traité séparément sur tous les points.

On est toujours risqué de révoquer l'équité en décidant que celui contre lequel on se serait servi de la pièce fautive n'aurait l'option ou de démentir la nullité du contrat ou au contraire, ou d'arguer qu'il l'ait soutenu quant aux objets étrangers à la pièce fautive; car si la règle générale qui tout est corrélatif dans une transaction, est celle qui résulte de la nature de ce contrat; si ce qui n'y serait pas uniforme ne peut être exigé par celui même contre lequel on s'en sert de la pièce fautive.

La transaction qui aurait été faite sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties ou l'une d'elles n'aurait point connaissance, doit être nulle, puisque le droit n'était plus douteux lorsque les parties ont transigé.

Si le jugement était ignoré des parties, le fait qu'il n'existait plus ni procès ni doute n'en serait pas moins certain. Il y aurait eu erreur sur l'objet même de la transaction.

Si le jugement n'était ignoré que de l'un des parties, il y aurait une seconde cause de rescision, celle résultant du dol de la partie qui aurait qu'elle était irrévocablement ratifiée.

Il en serait autrement si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel. On peut à la vérité prescrire que si la partie qui aurait obtenu le succès l'eût voulu, elle l'ait cherché à en tirer avantage dans la transaction; mais il suffit que le jugement rendu fut alors susceptible d'appel pour qu'il y ait encore du doute, et lorsqu'en l'absence principale de la transaction restreinte, on ne saurait, sur une simple présomption, l'écarter.

On ne fait point mention dans la loi du pourvoi en cassation qu'elle autorise, en certains cas, contre les jugements qui ne sont pas susceptibles d'appel. Le pourvoi en cassation n'empêche pas qu'il y ait un droit acquis, un droit dont l'exécution n'est pas suspendue; mais si les moyens de cassation présentaient eux-mêmes une question douteuse, cette contestation pourrait, comme toute autre, être l'objet d'une transaction.

La transaction sur un procès précédemment jugé est nulle, parce qu'il n'y avait pas de question douteuse qui pût en être l'objet. Le motif est le même pour déclarer nulle la transaction ayant un objet sur lequel il serait constaté par des titres ouverts et découverts que l'une des parties n'aurait un droit. Il est peu ardue que la partie à laquelle les titres sont favorables est étonnée de ne pas être jugée sans appel, et que l'autre partie, qui ne les fait pas découvrir, et sans que son adversaire lui en offre de la savoir retenus, mais ce n'est pas sur cette espèce d'incertitude que les parties ont traité, et on peut encore moins intervenir le véritable objet de la transaction, lorsque l'effet de cette transaction serait d'enlever aux deux parties de l'un des parties elle qui n'avait même pas un droit douteux.

Il n'est pas autrement si, les parties ayant transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, des titres n'ont pas été découverts.

On doit alors décider, d'après le règle de corrélation entre toutes les clauses de la transaction, que les parties n'ont soulevé aux autres dispositions que sous la condition qu'elles ne pourraient élever l'une contre l'autre de nouvelles contestations sur aucune de leurs affaires antérieures. Cette condition emporte la rescision à tout usage des titres qui pourrissent être postérieurement découverts.

Si dans les opérations arithmétiques sur les conventions, qui sont le résultat de la transaction, il y avait erreur, cette erreur serait évidemment contre la volonté de toutes les parties.

Mais on ne pourrait pas également regarder comme certain cette volonté, si l'erreur d'écriture de calcul faite par les parties dans l'exposition des protestations sur lesquelles on a transigé. Ainsi la faiblesse ou sur un compte litigieux ne pourrait être attaquée pour cause de découverte d'erreurs ou d'excès de droit dans les articles du compte.

Telles sont, citoyens législateurs, les règles générales sur les transactions, et les observations dont ces règles ont paru susceptibles.

Le Corps législatif arrête que ce projet de loi sera transmis au Tribunal par un message.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, livre III, titre XXV du Code civil, relatif à la prescription.

**Le Président.** Le citoyen Goupil-Préfela, orateur du Tribunal, a la parole.

**Goupil-Préfela (de l'Orne)** (1). Citoyens législateurs, sans vous appeler le vœu du Tribunal sur le projet de loi relatif à la prescription, qui deviendra, par votre sanction, le vingtième et dernier titre du troisième livre du Code civil.

Trop souvent on attache au moyen déduit de la prescription l'idée de la spoliation et de la mauvaise foi.

La prescription est la suite d'une possession continue, paisible, non interrompue, non équivoque, et à titre de propriétaire, pendant le temps et sous les conditions déterminées par la loi.

Ces caractères respectables d'une saine possession font de la prescription un moyen d'acquiescement ou de se libérer.

On ne peut prescrire sans avoir possédé, et on peut avoir possédé sans que la prescription soit acquiescement et consommée.

La prescription est odieuse sans doute si elle est employée par la mauvaise foi pour faire de l'usurpation un titre légal de propriété, ou pour refuser d'acquiescer un engagement qui a été émis que par elle. L'opinion publique s'est posée du spoliateur; mais la loi reste sans moyens et sans force pour le ramener à ses principes de la loyauté et de la morale, si elle ne le condamne.

La prescription est la conséquence de la prescription du titre de la propriété ou de la libération; elle ne peut exister sans être précédée d'une possession telle que la loi l'exige. Elle est donc le résultat de la propriété, comme la possession d'un titre est la plus belle titre des qualités d'un titre, et de la loi.

Si une possession accompagnée de tous les caractères que nous venons de vous présenter n'était plus un moyen d'acquiescement et de se libérer,

(1) Le discours de Goupil-Préfela ne se trouve pas au *Mouleur*.

quand elle a eu lieu pendant le temps et sous les conditions déterminées par la loi, tout deviendrait desordre et confusion; la propriété serait sans sauvegarde, ou plutôt il n'y aurait plus de propriété.

La prescription est donc une des institutions les plus utiles et les plus utiles pour la tranquillité de tous et de tous, celle des familles et de l'ordre social, elle doit être consacrée par la législation de tous les peuples éclairés et qui reconnaissent le droit de propriété.

Sur la mauvaise foi ou la mauvaise conscience, une usurpation ou un vol, je répéterai ce qu'à cette tribune de loi, il y a peu de jours, un orateur éloquent, le moral est pour la vertu, la loi est pour la paix.

Le projet de loi sur la prescription contient 63 articles, et se divise en 5 chapitres, savoir : Dispositions générales, possession, causes qui interrompent la prescription, celles qui l'interviennent, et la suspension du cours, et le temps requis pour prescrire.

L'ordonnance du Gouvernement, en vous exposant les motifs du projet de loi, n'a négligé aucun de ses détails, il les a fait précéder de l'histoire de la législation des autres peuples sur cette matière, il vous a tracé les dispositions diverses des coutumes qui régissaient le territoire français, et déjà vous avez reconnu que le projet concilie les statuts locaux et les divers usages avec ce que demandait l'intérêt public et privé, les principes et la raison.

Je suis donc disposé à parcourir rapidement les dispositions du projet de loi; et, pour remplir ma mission, il me suffira de fixer votre attention sur quelques points principaux.

Je ne reviendrai pas sur la définition de la prescription, que j'ai vue à l'origine de la possession qui en est inséparable; et j'observerai seulement, sur le chapitre premier des dispositions générales, le changement qu'apporle l'article 9 à la législation établie par les anciennes ordonnances, et spécialement par l'édit du domaine qui déclarait imprescriptibles les biens appartenant à la nation, aux établissements publics et aux communes.

Cette législation était une conséquence de leur inaliénabilité; ces biens devenus alienables ont dû être déclarés prescriptibles.

Je ne bornerai à une seule remarque sur le chapitre II.

« Les actes de pure faculté (porte l'article 14), et ceux de simple tolérance, ne peuvent fonder ni possession ni titre. »

Disposition morale qui appelle les procédés obligés.

Contenu de tous offices de voisinage seraient relevés, si une simple tolérance pouvait, par le laps du temps, devenir un titre de servitude!

Cette disposition remplacera celle de la sage coutume de Normandie, qui voulait que toute servitude ne pût s'acquiescer sans titre.

Il n'est pas de règle plus utile que celle portée à l'article 18 (chap. III), qui veut que ceux qui possèdent pour autrui ne prescrivent jamais, par quelque laps de temps que ce soit, et le même article fait l'application de ce principe aux fermiers, dépositaires, usufructuaires, et à tous autres qui détournent précairement la chose du propriétaire.

L'intérêt de l'agriculture sollicite la longue durée des baux des biens ruraux, et que le cultivateur qui a acquis la connaissance de la qualité du sol jouisse par le renouvellement de

ses baux, pendant une longue suite d'années, des terres qu'il exploite. Il serait aussi préjudiciable à l'intérêt public qu'à celui du propriétaire d'inspirer à celui-ci des inquiétudes sur la conservation de sa propriété, s'il perpétuait son tourment dans une possession assez prolongée pour qu'il pût s'en faire un titre contre le propriétaire, et le dépouiller.

Ce chapitre III est terminé par une disposition qui fixe en quel sens on doit appliquer la maxime connue, que celui qui n'a pu se présenter contre son titre, et le cas où elle ne peut avoir d'application.

Le chapitre IV est divisé en deux sections : Des causes qui interrompent la prescription, et de celles qui en suspendent le cours.

L'article 25 (première section) porte que lorsque le possesseur est pris à défaut plus d'un an du la jouissance de la chose, il y a interruption naturelle du cours de la prescription.

Il faut en corriger ce qui est relatif à la jouissance plus d'un an, sans trouble, et sans possession, et remplacer en cette qualité celui qui l'était avant lui; car l'ancien possesseur ne peut avoir perdu les droits inhérents à cette qualité que parce qu'un autre possesseur a pris sa place pendant plus d'un an, temps fixé par la loi pour qu'il soit deviné. Cette disposition recevra un plus grand développement au titre Des compléments et rétrogradations dans le Code judiciaire.

Je ne m'arrêterai pas aux autres dispositions relatives aux causes qui interrompent ou suspendent le cours de la prescription.

Je passe au chapitre V (du temps requis pour prescrire).

Les actions réelles se prescrivent ici par trente années, ailleurs par quarante, et dans quelques lieux par vingt, et même par dix.

Il y avait encore plus de variations relativement à la prescription des actions personnelles, et elles recevraient beaucoup de modifications et d'exceptions.

Si le laps de temps pour opérer la prescription n'eût pas été le même pour les actions réelles et personnelles, cette distinction aurait conduit à définir quelles actions sont réelles, et quelles actions sont personnelles, il eût été nécessaire de statuer sur la durée de la prescription dans les cas où les actions étaient mixtes.

L'incertitude devait être établie dans cette partie de la législation du peuple français comme dans toutes les autres.

La prescription trentenaire était la plus généralement adoptée, et le Code civil l'établit pour toutes actions tant réelles que personnelles, sauf les exceptions portées dans le titre que nous discutons, et quelques-unes relatives à d'autres objets que ceux qui y sont mentionnés; ils sont régis par les titres qui leur sont propres.

La prescription vaut titre : celui qui s'en prévaut ne peut donc être obligé d'en rapporter de titre, ce sera l'exiger de lui qu'il produira le titre de son titre.

Si l'usurpateur a, depuis son usurpation, acquis du propriétaire le bien dont il s'est emparé, il aura ouvert le titre de son usurpation, et il sera devenu propriétaire légitime en vertu du titre de son acquisition. La même règle s'applique à celui qui, depuis son usurpation, a eu une possession continue, non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire, pendant le temps déterminé par la loi. La possession accompagnée de ces caractères respectables couvre aussi le vice originel et prévient de

l'acte possession, et où ne pouvait admettre le moyen déduit de la mauvaise foi, sans anéantir le principe exprimé au premier article du projet de loi, qui porte que la prescription est un moyen d'acquiescement et de se libérer.

Celui qui a acquis de bonne foi et par juste titre un immeuble ne devait pas être exposé à rester dans une longue incertitude sur la consolidation définitive de sa qualité de propriétaire. La translation de la propriété des immeubles est toujours accompagnée de tout le moyen de notoriété, que le véritable propriétaire sera averti qu'un acte de cette nature le dépossède. Si ce dernier réside dans le ressort du tribunal d'appel du lieu où l'immeuble est situé, il devra réclamer dans le cours de dix années; et ce délai sera de vingt ans, s'il est domicilié hors de ce ressort. S'il laisse expirer ces délais, il sera non-recevable.

J'en ai fait un instant à cette expression, *juste titre*.

Le titre est juste à l'égard de l'acquéreur, quoiqu'il puisse n'être pas de la part du vendeur, et la bonne ou mauvaise foi de celui-ci ne peut être d'aucune considération relativement à l'acquiescement de bonne foi.

Si donc un immeuble est vendu par celui qui n'en est pas propriétaire, il ne fait pas en conséquence que l'acquéreur en pourra opposer la prescription de dix ou de vingt ans à celui qui prouverait qu'il était, lors de la vente, le véritable propriétaire.

L'acquéreur qui aura possédé paisiblement et à titre de propriétaire pendant le temps requis pour ce genre de prescription, présentera son titre; le titre sera juste si cet acquiescement a été de bonne foi, et il sera presomptif de bonne foi si celui qui revendique la propriété ne prouve pas la mauvaise foi.

Le *juste titre*, dont l'effet est de rendre inopposable celui qui se prévaut de la prescription de dix ou de vingt ans, est donc le titre qui est de sa nature translatif de la propriété, et d'ailleurs valide dans ses formes, s'il n'est pas prouvé que l'acquisition était de mauvaise foi au moment du contrat.

Quelques objets particuliers ne pouvaient être soumis aux règles ci-dessus établies.

Des fournitures, des livraisons sont faites journalièrement même sans notes ni mémoires; des services sont rendus, des travaux de bras sont exécutés. Le paiement de ces fournitures, de ces livraisons, de ces services et de ces travaux, se fait au comptant ou à courts termes, et on ne prend aucune précaution pour les constater.

Le terme de six mois appliqué à certains cas, et d'un an pour d'autres objets, sont réglés conformément à des usages anciens et éprouvés. Il en est de même du temps accordé aux arriérés pour réclamer leurs frais et salaires, et de celui à l'expiration duquel les juges et arriérés sont déchargés des piéces qui leur ont été remises à raison de leurs fonctions, et les huissiers, depuis l'exécution de la commission, ou la signification des notes dont ils étaient chargés.

Les arrérages de rentes et des pensions alimentaires, les loyers, les annuités, les intérêts des sommes prêtées et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts se prescrivent par cinq ans.

Le créancier est averti de ce terme fatal, et il doit se reprocher de l'avoir accumulé un plus grand nombre d'années, s'il a mis de négligence pour accorder à son débiteur de plus longs délais, sans cependant vouloir le gratifier, il

pourra lui faire consentir à son profit une obligation qui sera soumise aux règles générales sur la prescription des actions personnelles.

Les meubles se transmettent par la seule tradition ainsi en fait de meubles la possession vaut titre. Mais si le meuble a été perdu ou volé, le propriétaire pourra le revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui qui en est saisi, sans le recourir en dernier ser celui de qui il le tient. Ce titre est le même que celui de la législation actuelle établie pour prescrire les actions immobilières, correctionnelles ou de police, si pendant ce temps il n'a été fait aucune poursuite.

Si la chose volée ou perdue a été achetée dans une foire ou dans un marché, dans une vente publique ou d'un marchand vendant des choses pareilles, la revendication n'aura lieu qu'à la charge de rembourser à l'acheteur le prix que la chose lui aura coûté. Cette exception est fondée sur l'intérêt du commerce et de l'agriculture, et sur un usage constant.

Le dernier article prévient toute rétroactivité; et le passage de l'ancienne législation à celle que votre décret va établir, ne pourra point de préjudice à ceux qui, dans les pays où la prescription était plus que trentenaire, auront des droits à conserver.

Telles sont quelques-unes des dispositions principales de ce titre. J'aurais abusé de vos moments si j'avais fait analyse, et j'ai surtout fait que vous répétiez ce que déjà vous avez entendu de l'exposé des motifs du projet de loi.

Vous avez, citoyens législateurs, décrété dans votre dernière session toute la législation civile relative à l'état des personnes.

De toutes parts on avait réclamé la prompte réformation de ces lois nouvelles, repoussées par nos anciennes habitudes, et qui distribuaient les successions jusques aux degrés les plus éloignés de parenté, au préjudice des membres de la famille souvent élevés sous le même toit, et qui avaient reçu une éducation commune. On s'était élevé principalement contre le système qui restreignait presque à un simple usufruit le droit de propriété, en privant celui qui n'avait point d'héritiers directs de la faculté de disposer de ses biens par acte de libéralité, soit entre-vifs, soit de dernière volonté, et en l'assujettissant à l'ouverture à des parents éloignés, dont peut-être il ignorait le nom, une portion de ses biens qui excédait celle qu'aucune législation eût établie en faveur des enfants légitimes.

Ces plaintes, ces réclamations furent entendues, et le Gouvernement s'pressa de vous présenter le projet des lois sur les successions et sur les donations entre-vifs et les testaments, que vous décrétâtes les 29 germinal et 13 floréal de l'an dernier.

Ces bienfaits étaient insuffisants; et le temps qui s'est écoulé entre votre dernière session et celle-ci a été également employé à préparer la réduction des titres du Code civil relatifs à la propriété, à ses modifications, et aux différentes manières de l'acquiescer.

La reconnaissance publique accompagnera au dit même du tambour ainsi un de ceux qui, par leurs travaux, leurs méditations et leurs connaissances acquises, ont recherché, rassemblé et mis en ordre et en tant de méthode que de justice et de clarté les principes qui nous ont été transmis par la législation des peuples de l'antiquité, en les rapprochant de nos habitudes et de nos mœurs.

Et pourquoi or dirait-il pas aussi que l'honneur accordé au constitutionnel républicain contre les sections de législation du Conseil d'Etat et du Tribunal, a contribué au perfectionnement de ce Code, qui aura une si grande influence sur la prospérité publique?

Quoique l'importance de quelques matières ait mis obstacle à ce que les titres aient été présentés à votre sanction dans leur ordre naturel, chacun d'eux prendra la place qu'il doit occuper; et en attribuant le titre de la prescription, vous allez décider celui qui terminera le Code civil des Français, qui ornérà la qualification de *citoyen français* de notre siècle. Il était réservé à ce citoyen tout genre de gloire appartenant, à un Français, un grand peuple dont le dévouement sans bornes, l'amour et la fidélité le préservent de toutes les intrigues et de tous les dangers.

Le Tribunal a voté l'adoption du projet de loi relatif à la prescription (titre XX et dernier du livre III du Code civil).

Le Corps législatif ordonne l'impression du discours de Goussier-Président.

La discussion est close.

Le projet de loi, mis aux voix, est adopté par 224 voix contre deux.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'établissement d'un droit de bassin dans le port d'Amers.

**Van-Hallhem** expose le vœu d'adoption émis par le Tribunal (Voy le rapport de Van-Hallhem, séance du Tribunal, du 23 ventôse an VII, pag. 104).

Le Corps législatif procède au scrutin et vote l'adoption du projet de loi par 225 voix contre une. La séance est levée.

## TRIBUNAL.

### PRÉSIDENCE DE CITOYEN DUTAILLÉ.

Séance du 24 ventôse an XII (vend. 15 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance de la veille est adopté.

**Garry** fait un rapport sur le projet de loi, livre III, titre XVIII du Code civil, relatif au nantissement. (Garry avait reproduit son rapport devant le Corps législatif, dans la séance du 25 ventôse, nous le supprimons ici afin de ne pas insérer deux fois le même document).

Le projet de loi est mis aux voix et adopté par 49 suffrages contre un.

Les citoyens Garry, Faure et Erchesséaux sont chargés d'exposer, devant le Corps législatif, les motifs de ce vœu.

Le Corps législatif communique par des messages, savoir :

1° Un projet de loi, livre III, titre VI du Code civil, relatif aux privilèges et hypothèques.

2° Un projet de loi, livre III, titre VII du Code civil, relatif à l'expropriation forcée.

3° Un projet de loi, livre III, titre VII du Code civil, relatif aux transmissions.

Ces trois projets sont renvoyés à l'examen de la section de législation.

La séance est levée.

## CORPS LÉGISLATIF.

### PRÉSIDENCE DE CITOYEN FONTANES.

Séance du 25 ventôse an XII (vendredi, 16 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

**Legendre**, Citoyen législateur, s'est l'honneur de présenter au Corps législatif l'hommage que le citoyen Calvet, membre de plusieurs académies

académies, sociétés littéraires et d'agriculture, lui fait d'un ouvrage sur les arbres fruitiers pyramidaux, vulgairement appelés *Quenouilles*; d'un traité complet sur les pépinières, d'un manuel pratique des plantations, et d'une notice historique de la pépinière nationale des Chartreux, au Lézardouy.

Ce doit servir beaucoup de gré à un homme de lettres de consacrer son temps et ses talents à appeler et à fixer l'attention publique sur les plantations, sur celle surtout si importante et si souffrante de l'agriculture. Le citoyen Calvet remplit avec succès cette tâche, qui intéresse la prospérité de l'Etat; ses vues embrassent les plantations de tous genres d'arbres, fruitiers, forestiers, indigènes, exotiques, ses périples, et les citoyens qu'il indique pour l'irrigation de bonnes plantations, sont essai tirés de la loi sur l'agriculture; son style pur et clair a aussi le mérite d'être à la portée de toutes les classes de cultivateurs.

L'estime générale, même celle de l'étranger, et la bienveillance du Gouvernement, sont le prix que le citoyen Calvet recueille de ses intentions et de ses ouvrages.

Je demande que le Corps législatif, accueillant l'hommage du citoyen Calvet, veuille bien ordonner qu'il en soit fait mention au procès-verbal de sa séance de ce jour, et que les ouvrages présentés soient déposés à la bibliothèque du Corps législatif.

Je voudrais, citoyens législateurs, qu'il me fût permis de demander qu'un exemplaire en fût remis dans chacune de vos bibliothèques; c'est dans les bibliothèques des propriétaires et des amis éclairés de leur pays et de l'agriculture, que des ouvrages de cette nature sont parfaitement placés.

Le Corps législatif ordonne que l'ouvrage du citoyen Calvet sera déposé dans sa bibliothèque; il ordonne, en outre, l'impression du discours de Legendre.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, livre III, titre XVIII du Code civil, relatif au nantissement.

Les orateurs du Gouvernement et ceux du Tribunal sont introduits.

**Le Président**. J'invite un des orateurs du Tribunal à paraître à la tribune.

**Garry** (J.). Citoyen législateur, le Tribunal nous a chargés de vous offrir son vœu en faveur du projet de loi sur le nantissement, destiné à former le titre XVIII du livre III du Code civil.

Il y a un petit nombre d'affaires dans lesquelles le créancier se conçoit plus à la personne qu'aux biens de son débiteur; il les suit dans les affaires de commerce, dans lesquelles une discussion des biens aurait quelquefois autant d'inconvénients pour le créancier que le nantissement.

Mais à la plupart des transactions de la vie civile s'applique cette vérité énoncée avec tant de précision par une loi romaine: Qu'il y a plus de sûreté dans les biens que dans les personnes.

C'est de ce genre de sûreté qu'il est question dans les dernières parties du Code civil que vous tenez à examiner. Ce n'est pas une nouvelle convention, ce n'est pas un nouveau lien qu'on forme en prenant cette sûreté; on ne fait qu'assurer l'exécution de l'engagement contracté, que resserrer le lien déjà formé. La sûreté qui est dans les biens est à l'obligation ce que la sanction est à la loi.

(1) Le discours de Garry ne se trouve pas au *Moniteur*.

Le créancier se procure cette garantie de deux manières : ou en stipulant que la chose qui lui est allée sera passée dans ses mains, et y restera jusqu'à son paiement, ou en laissant cette chose dans les mains de son débiteur.

La preuve de ces stipulations forme le contrat de nantissement, qui embrasse à la fois les meubles et les immeubles, la seconde produit l'hypothèque, qui n'a lieu que sur les immeubles.

Il n'est question ici que du nantissement, c'est-à-dire du contrat par lequel un débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette. C'est la définition qu'en donne le projet de loi, et elle est aussi claire que précise.

La remise de la chose au créancier par le débiteur est de l'essence de ce contrat; son objet est la sûreté de la dette.

Il peut cependant arriver que ce soit un tiers qui remette sa chose au créancier pour le débiteur. Si c'est un tiers de la part de ce tiers, la loi le respecte et le protège, si c'est un acte irrégulier, c'est une convention qui n'a rien de contraire aux lois. Dans tous les cas, c'est comme si le débiteur agissait lui-même.

La sûreté de la dette forme l'objet du contrat de nantissement. Donc, jusqu'à ce que le créancier soit entièrement satisfait, il est autorisé à conserver la chose qui lui a été remise. Le paiement d'une portion de la dette est par le débiteur, soit par l'un des héritiers du débiteur, ne peut être un prétexte de le dessaisir, encore que la dette se divise entre ces héritiers. De même, quand la créance se divise entre plusieurs héritiers, celui d'entre eux qui est dépositaire de l'objet affecté à la sûreté de la créance commune, ne peut, lors même qu'il est payé, le rendre au préjudice de ceux des créanciers qui ne le sont pas.

J'ai dit que le contrat de nantissement peut avoir pour objet des meubles ou des immeubles.

Le nantissement d'une chose mobilière s'appelle *gage*; celui d'une chose immobilière s'appelle *antichrèse*.

Dans le premier chapitre du projet de loi, il est question du gage, dans le second, de l'antichrèse.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### Du gage.

Deux observations sur la matière et la forme de ce contrat précéderont l'examen des droits et des obligations du créancier.

1<sup>re</sup> Tous les sorts de meubles corporels ou incorporels peuvent être donnés en gage; ce qui comprend les créances mobilières du débiteur.

2<sup>de</sup> Quant à la forme, il faut distinguer. S'il ne s'agit que de l'effet que doit avoir la convention entre le créancier et le débiteur, les règles suivant lesquelles la vérité de cette convention doit être établie sont celles prescrites par la loi des contrats ou des obligations en général. Mais si cette convention doit être opposée à des tiers, si le détenteur du gage réclame au préjudice de ces tiers le privilège que la loi lui assure, il faut alors que la remise de ce gage, ou la convention dont elle est l'effet, aient une date certaine qui exclue toute idée de fraude et de collusion entre le détenteur et le propriétaire du gage. Sans cette précaution un débiteur infidèle, au moment où il verrait que ses effets mobiliers vont être mis sous la main de la loi, préviendrait par des intelligences criminelles les soustraire à l'action de ses créanciers. Voilà pourquoi le projet de loi veut que le privilège accordé au créancier ainsi du gage n'ait lieu au préjudice des au-

tres créanciers qu'autant qu'il y a un acte public. On nous dira, avant, d'abord, d'arrêter, comment la déclaration de la somme due, aussi que l'acte et la nature des choses remises en gage, on un état antérieur de leurs qualités, poids et mesure. Cette disposition est conforme à celle des articles 8 et 9 du titre VI de l'ordonnance de 1673, qui n'avaient jamais été expliqués et exécutés que dans l'intérêt des tiers, et pour assurer la date du nantissement, en cas de faillite du débiteur.

Le projet de loi ne croit cependant pas devoir exiger ces formalités, lorsqu'il s'agit d'une dette modique. Ainsi la rédaction de l'acte par écrit et son enregistrement ne sont prescrites qu'en matière d'antichrèse d'une valeur de cent cinquante francs.

Si c'est une créance mobilière qui est donnée en gage, il ne s'agit pas, pour que le privilège ait lieu, de la date certaine de l'acte; il faut encore que cet acte soit signé au débiteur de cette créance. Le débiteur ne peut en effet être averti que par cette signification du privilège du créancier qui a reçu le gage.

Par ailleurs maintenant les droits et les obligations du créancier détenteur du gage. À côté de ses droits se placent naturellement les obligations du débiteur; à côté des obligations du créancier, le débiteur retrouvera ses droits.

1<sup>re</sup> En vertu de la règle commune à toute espèce de nantissement, le créancier a le droit de retenir le gage jusqu'à ce qu'il ait été payé, tant en principal qu'intérêts et frais de la dette, pour sûreté de laquelle le gage a été donné. Il peut même le retenir pour une autre dette contractée postérieurement à la mise en gage, si cette dette est devenue exigible avant le paiement de la première, lors même qu'il n'y aurait eu aucune stipulation de gage.

L'absence d'une pareille stipulation semble d'abord s'opposer à ce qu'on l'ait servi de sûreté pour une dette un gage qui n'y a pas été affecté. Mais, soit la volonté présumée du créancier, soit l'équité, viennent à l'appui de la disposition du projet de loi. Observons qu'il s'agit ici d'une dette contractée postérieurement à la mise en gage pour sûreté de la première. En exigeant ce gage, le créancier a montré qu'il ne se contentait pas à la personne de son débiteur; et la sûreté qu'il a prise une fois, il est censé l'avoir conservée pour la garantie de sa seconde créance. Un tiers d'ailleurs ne pourrait-elle d'écarter un débiteur qui, ne satisfaisant pas à ses engagements, demanderait à priver son créancier de la sûreté naturelle que lui donne le gage qui se trouve dans ses mains? En loi romaine écartant, en pareille circonstance, le débiteur par l'exception de dol. N'est-il pas juste que le créancier autorisé à arrêter les biens du débiteur entre ses propres mains, on dans celles des tiers, puisse retenir jusqu'à son paiement ce qu'il a dans les siennes?

Il est nécessaire d'ajouter ici que le droit qu'a le créancier de conserver la chose donnée en gage n'est pas celui de s'en servir, à moins de stipulation contraire. Ainsi, lorsqu'une créance portait intérêts et était donnée en gage pour sûreté d'une créance qui n'en produisait pas, le créancier détenteur impute les intérêts qu'il perçoit sur le capital de sa créance. Ce n'est que dans le cas où cette créance porte intérêts, qu'il se fait une compensation des intérêts respectifs jusqu'à due concurrence.

2<sup>de</sup> Le second droit du créancier consiste à faire ordonner au juge, s'il n'est pas payé, que la chose mise en gage lui demeure en paiement jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, d'après

que estimation faite par experts, ou qu'elle sera vendue aux enchères. Si le juge est d'une valeur si modique qu'elle doive être absorbée par les frais d'une vente aux enchères, les juges se contenteront d'ordonner l'estimation.

Le projet de loi déclare nulle toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage, ou à en disposer sans les formalités qu'il vient de prescrire. C'est la réputation de ce que les Romains appelaient *pactum commissum*, rachat au simple, usuel, contre laquelle l'empereur Justinien s'était levé avec tant de force et d'indignation, et qu'il avait frappée de nullité tant pour le passé que pour l'avenir.

2° Enfin le droit du créancier est d'être payé sur son gage par privilège et préférence aux autres créanciers. Peu importe que sa créance ne soit plus ou moins ancienne : le droit sur les meubles est attaché à leur possession, suivant cette maxime renouvelée par la législation actuelle, que les meubles n'ont pas de suite par hypothèque.

Le projet de loi ne parle point du droit qu'a le créancier de se faire remettre un autre gage, lorsque le débiteur lui a, même de bonne foi, remis à ce titre une chose qui ne lui appartenait pas, ou dont les vices atteignent la valeur. Mais cela rentre dans les règles des obligations en général, et surtout dans les maximes d'équité naturelle dont elles se sont que le développement.

Après avoir réglé les droits du créancier détenteur du gage, il était juste et naturel de s'occuper de ses obligations :

1° Il doit veiller à la conservation du gage, et faire les dépenses utiles et nécessaires qu'exige cette conservation. Le débiteur restant propriétaire jusqu'à son rachat, le créancier doit se regarder que comme dépositaire, avec cette différence néanmoins que le contrat ordinaire de dépôt est tout à l'avantage du propriétaire : tandis qu'ici c'est un contrat intéressé ou utile à toutes les parties ; utile au créancier, auquel il offre une sûreté, et au débiteur, auquel il donne un crédit qu'il n'aurait pas eu sans cela. Au surplus, cette distinction introduite par le droit romain pour déterminer le degré de son dé à la chose d'autrui par le possesseur, est effacée par l'article 37 du titre des obligations conventionnelles en général, qui veut que, dans tous les cas, ce possesseur soit tenu des soins d'un bon père de famille ; heurtée et touchante expression qui rappelle tous les devoirs comme toutes les vertus.

La conséquence naturelle de cette première obligation du créancier, c'est que s'il abuse du gage, le débiteur peut, même avant de s'être libéré, en réclamer la restitution. Le créancier, qui n'a manqué à la foi promise, perd si son gage et le droit d'en demander un autre.

Si le créancier est tenu des dépenses qu'exige la conservation du gage, le débiteur est obligé de lui en tenir compte, lorsque, sans ces dépenses, il eût perdu sa propriété.

La seconde obligation du créancier consiste à rendre le gage après qu'il est payé. Il n'est suffisant de cette nécessité que dans le cas où le gage est péri : dans sa suite, s'il y a de sa suite ou de sa négligence, il doit la valeur du gage. Il est aussi responsable des déteriorations survenues par la même cause. Le projet de loi se tait, à cet égard, un titre des obligations conventionnelles en général.

Enfin le créancier doit compte au débiteur des fruits et produits quelconques de la chose donnée en gage, ou des intérêts s'il s'agit d'une créance.

Tels sont les droits et les obligations du créan-

cier sur son gage, à côté desquels se plaçant ensemble, comme je l'ai déjà dit, les obligations et les droits du débiteur.

Les dispositions qui se rapportent au sort d'hypothèques applicables à des matières de commerce, qui, liées à des vues impérieuses de politique et d'administration, se régissent par des règles qui leur sont propres, et aux maisons de prêt sur gage autorisées, dont l'utilité et l'importance destination a fixé dans cette session même l'attention particulière du législateur.

Ainsi se termine cette première partie du projet de loi.

## CHAPITRE II.

### De l'antichrèse.

L'antichrèse est, comme vous l'avez déjà vu, le nantissement d'une chose immobilière.

Ce genre de contrat était réprouvé par quelques-uns des anciens parlements. Il n'en était pas question dans le projet de Code civil. La plupart des tribunaux, consultés sur ce projet, ont demandé que l'antichrèse obtint une place dans la législation, et leur vœu a été rempli.

Tout ce qui tend en effet à faciliter les rachat, à multiplier et assurer les moyens de libération, est utile à la société, et sort tout à la fois les créanciers et les débiteurs. C'est sous ces rapports que l'antichrèse méritait de figurer dans le Code civil.

Le projet de loi veut que l'antichrèse ne s'établisse que par écrit. Tout ce qui tient à la disposition des immeubles doit être constaté de la manière la plus certaine et la plus favorable.

Presque toutes les dispositions relatives aux droits et obligations du créancier sur son gage s'appliquent à celui qui a reçu un fonds en antichrèse, sans les modifications qui résultent de la nature même de la chose donnée en nantissement, et sans les différences dont il me reste à rendre compte, et dont l'explication terminera l'examen du projet de loi.

Pour bien sentir ces différences, il faut examiner l'antichrèse, d'abord dans ses effets entre le créancier et les autres créanciers, ensuite dans ses effets entre le créancier et le débiteur.

Nous avons vu, dans les dispositions relatives au gage, que le créancier qui en est saisi a un privilège et une préférence, un préjudice des autres créanciers, non-seulement sur les produits, s'il y en a, de la chose donnée en gage, mais sur la chose elle-même ; et cela est fondé sur ce que le droit sur les meubles, qui n'est pas de suite par hypothèque, accompagne toujours leur possession. Il en est autrement lorsqu'il s'agit d'un immeuble. L'hypothèque dont cet immeuble est grevé le suit dans quelques mains qu'il passe, et par conséquent dans celles du créancier qui le reçoit en antichrèse. Le privilège de ce créancier ne s'exerce donc que sur les fruits. Quant au fonds, il ne vient que suivant l'ordre de ses privilèges et hypothèques, et comme tout autre créancier. S'il en était autrement, il serait au pouvoir des débiteurs d'émousser les droits de leurs créanciers privilégiés ou hypothécaires ; et dès lors toutes les fortunes seraient incertaines et moins garanties, tous les fondements de l'ordre social renversés.

Dans les effets de l'antichrèse entre le créancier et le débiteur propriétaire de l'immeuble, le premier et le plus considérable est la faculté qu'acquiert le créancier de percevoir les fruits de l'immeuble, à la charge d'en verser annuellement sur les intérêts s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

Ceux de nos anciens tribunaux qui, comme je l'ai déjà dit, rejetaient l'antichrèse, prétendaient que c'était un contrat usuraire, en ce que les fruits de l'hypothèque donnée en nantissement pouvaient excéder les intérêts d'un créancier.

Ceux qui l'admettaient regardaient l'antichrèse comme une espèce de contrat légitime, à cause de l'insatiableté des fruits qui pouvaient être, tantôt au-dessus, tantôt au-dessous des intérêts de la rébaite. Mais quand cette incertitude cessait, comme lorsqu'il y avait des laux à l'yrre ou à fortune, ou même lorsque, sans location ou ferme, les fruits surpassaient évidemment les intérêts, ces mêmes tribunaux imputaient l'excédant sur le capital.

Cette règle, aussi sage qu'équitable, a été adoptée par le projet de loi, puisqu'il charge le créancier d'imputer d'abord les fruits sur les intérêts, s'il lui en est dû, et ensuite sur le capital de sa créance.

On ne peut cependant se dissimuler que cette disposition semble, au premier aperçu, altérée par celle du projet de loi qui veut que lorsque les parties ont stipulé que les fruits se compensent avec les intérêts, on satisfait, ou jusqu'à une certaine concurrence, cette convention s'exécute comme toute autre qui n'est point prohibée par les lois.

Mais à ceux qui voudraient conclure de la première partie de cette disposition, que tout convention de cette nature est autorisée, quelque disproportion qu'il puisse y avoir entre les fruits et les intérêts, on répondrait, d'après les termes de la seconde partie, que cette convention ne doit avoir son effet que comme toute autre qui n'est point prohibée par les lois. Cette disposition se compare avec l'article 31 du titre de *Prêt*, où il est dit que l'intérêt légal ne peut excéder celui de la loi dans les cas où la loi ne le prohibe pas. Ici avec raison que le législateur n'est réservé dans ce titre le soin de fixer l'intérêt légal, et de prononcer sur l'intérêt conventionnel. Un Code qui aura la durée des siècles ne peut renfermer des dispositions transitoires qui tiennent à des circonstances et à des rapports souvent indépendants de l'autorité. Nous savons si nous éprouvons que la diminution du prix de l'argent est tant à la fois un signe et un moyen de prospérité; qu'elle porte aux entreprises utiles; qu'elle favorise et multiplie les produits agricoles; qu'elle donne à l'industrie nationale les moyens de lutter avec succès contre l'industrie étrangère. Ces bienfaits vont s'offrir et s'accroître par l'effet de nos nouvelles lois. Plus les capitalistes trouvent de sûreté dans les lois, plus l'intérêt de l'argent est modéré. Or quel peuple sur la terre pourra se glorifier d'avoir une législation qui donne plus de stabilité aux engagements, qui assure plus de respect aux propriétés, qui préserve des règles plus précises pour leur disposition, qui repose enfin sur des bases plus saines et plus morales ? Tout concourt donc à faire penser qu'on n'abaissera pas du silence de la loi, tant qu'elle croira devoir le garder; et pour éviter ou tout au moins nous occuper la justice publique veillera à ce que le créancier n'y impose point des conditions trop onéreuses à son débiteur, en exigeant des fruits d'une valeur évidemment disproportionnée avec les intérêts qui lui sont dus.

Un second effet de l'antichrèse entre le débiteur et le créancier, c'est l'obligation pour celui-ci de payer les contributions et charges sonnelles de l'immeuble : ce sont des charges des fruits, et

qui retombent par conséquent sur celui qui les perçoit. Il est tenu, comme le créancier sur gage, de pourvoir à l'entretien et aux réparations. La disposition précise du projet de loi l'autorise à déclarer, de toutes ces obligations, en restant la promesse de l'immeuble à son débiteur, s'il n'a renoncé à ce droit. Il est certain qu'à moins de stipulation contraire, on ne peut être tenu d'exécuter une convention qu'on a formée que pour sa sûreté et son avantage.

Lui mis sous les yeux toutes les dispositions du projet de loi; les règles de la morale et de l'équité y sont également respectées. Le Tribunat vous propose de le convertir en loi.

Aucun autre article ne demandant la parole, la discussion est terminée.

On procède par appel nominal au scrutin secret. Le projet de loi est adopté par 242 boules blanches contre une boule noire.

La séance est levée.

## CORPS LÉGISLATIF.

### PRÉSIDENCE DU CITOYEN FONTANES.

Séance du 20 ventôse an XII (samedi 17 mars 1801)

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

**Séances.** Citoyens législateurs, le citoyen Desmarts, avoué-général, nous donne dans la république des lettres, notamment par son *Dictionnaire universel de Polier*, dont il a publié 8 vol. in 4°, fait hommage au Corps législatif d'un *ouveau Dictionnaire bibliographique* contenant des indications pour former une bibliothèque par numéros, mais classée dans tous les genres, avec des catalogues pour désigner les principaux livres nécessaires aux hommes d'État, aux militaires, aux magistrats et aux ministres des cultes.

Cet ouvrage, l'un de ceux qui indiquent la manière la plus précise les livres qui peuvent être utiles à ces diverses classes de citoyens, mérite d'être surtout plus favorablement accueilli, qu'il a exigé beaucoup de recherches et qu'il a évité aux hommes les plus occupés, et dont les moments sont toujours précieux. J'ai donc l'honneur de vous proposer, citoyens collègues, d'ordonner la mise en vente de l'ouvrage précité dans le procès-verbal de vos séances, et le dépôt à votre bibliothèque.

Ces propositions sont adoptées.

Les citoyens Regnaud de Saint-Jean d'Angely et Dubouat des Vosges, conseillers d'État, sont introduits.

Le citoyen **Regnaud** (du Saint-Jean-d'Angely) présente un projet de loi relatif à des *alternatives* requêtes, échanges, impositions extraordinaires, ventes, etc. En voici le texte et l'exposé des motifs.

### Motifs.

Citoyens législateurs, le Gouvernement, empressé de satisfaire aux besoins des communes et au vu des particularités qui sollicitaient l'autorisation de transférer des diversités et d'impositions pour des besoins locaux, m'a chargé de vous présenter une loi pareille à dix autres que vous avez déjà sanctionnées, concernant des objets semblables.

Elle contient 217 demandes de communes, d'habitants ou de citoyens.

Dans le nombre, vous en remarquerez beaucoup qui autorisent des impositions pour subvenir aux réparations extraordinaires des églises et maisons curiales, ou à leur acquisition.

Il n'est pas inutile de vous présenter sur ce point quelques observations.

La loi du 18 germinal assigne les ressources à se procurer des édifices pour le culte et le logement de ses ministres.

D'après les dispositions de cette loi, toutes les fois qu'une imposition n'a pas été nécessaire, et qui, soit sur ses revenus ordinaires, soit sur des ressources extraordinaires, comme celles du bois, remboursements, soit enfin par des échanges ou même des aliénations, les communes ont pu satisfaire aux besoins de la piété et de la religion qui demandent temple pour le culte, aux besoins de la justice et de l'humanité qui demandent un logement pour ceux qui exercent le sacerdoce, le Gouvernement y a pourvu par des arrêtés.

Mais toutes les lois qu'une imposition a été nécessaire, il a cru qu'une loi était indispensable pour l'autoriser, et il vous l'a proposée, quelque fût le motif qui lui décernait l'établissement.

Jusqu'à présent, et en ce moment encore, celles qu'il vous a présentées n'ont eu pour objet que des impositions temporaires, et une dépense extraordinaire et urgente.

Mais sur ces impositions naît une question n'est élevée :

Le Gouvernement les a proposées, et vous les avez établies en centimes additionnels aux contributions foncière, mobilière, personnelle et somptuaire.

Or a-t-il été si elles ne devaient pas porter exclusivement sur les habitans domiciliés à l'exclusion des lurales, et si conséquemment la répartition ne devait pas avoir lieu seulement sur les trois dernières espèces de contributions, en exemptant la première, celle sur les biens-fonds.

Le Gouvernement ne l'a pas pensé.

En vain on a dit qu'une imposition pour le culte, pour des embellissemens, des constructions, n'allégerait pas des citoyens récalcitrans; que les propriétaires non domiciliés, ne possédant pas du produit, du bénéfice, des avantages qui résultaient de la dépense, ne devaient pas y contribuer.

Le Gouvernement est resté convaincu qu'une communauté d'habitans est une grande famille constituée, non-seulement par la résidence, mais encore par la propriété, et par son enclavement dans la circonscription.

Tout d'habile ou se fait donc le propriétaire ou jouisseur, ou au moins pour, au double titre qui résulte pour lui de son agrégation individuelle par la résidence, ou de la culture de sa terre, de la vente, de la consommation de ses productions.

Ainsi s'est-on établi ce principe que les propriétaires forains peuvent être membres du conseil municipal.

Si une promenade embellit la ville, si une irrigation féconde les prairies, si des chemins facilitent les débouchés, si des ponts assurent les communications, si des logements satisfont aux besoins des hommes et des animaux domestiques, si des canaux écoulent les eaux de l'humidité, si des spectacles attirent des étrangers, si des foires servent de rendez-vous au commerce, ceux qui n'ont que le titre de propriétaires et gagnent comme ceux qui y réunissent le titre d'habitans.

Ils doivent payer à leur semblable et sur la contribution fournie comme celui qui est domicilié; payer en outre sur les contributions assises sur la personne, l'habitation et le luxe.

Cette vérité s'applique plus évidemment encore aux frais du culte.

La terre seule le supportait autrefois, et l'on s'en plaignait.

On se plaignait plus justement si on l'en exemptait.

Dans les pays de grande culture, où les fermes, les grandes exploitations, les vignobles renommés, les riches prairies, les vastes forêts, sont possédés par des forains, la contribution retomberait toute entière sur le pauvre, sur le manœuvre, sur le prolétaire.

Un système a été rejété par le Gouvernement, et c'est sur les bases de l'égalité proportionnelle d'une répartition qui porte sur chaque citoyen, d'après sa personne et la qualité pour laquelle sa propriété mobilière ou foncière, sa personne, est soumise à l'impôt, que la contribution aux charges communales aura lieu, si vous adoptez, comme vous l'avez fait jusqu'aujourd'hui, les principes de la loi que je vous présente.

#### Projet de loi

Relatif à des aliénations, acquisitions, échanges, impositions extraordinaires, contributions et impôts, par des communes et par des communes.

#### TITRE PREMIER.

##### Aliénations.

##### Département de l'Aude.

##### Commune d'Albi.

Art. 1<sup>er</sup>. Le maire de la commune d'Albi, département de l'Aude, est autorisé à vendre, dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux, et en différents lots :

- 1<sup>o</sup> 255 mètres carrés de terrain communal, estimés 325 fr.
- 2<sup>o</sup> 45 mètres, estimés 70 francs.
- 3<sup>o</sup> 50 mètres, estimés 100 francs.
- 4<sup>o</sup> 15 mètres, estimés 130 francs.

Total, 360 mètres, 625 francs.

Le terrain sera précédé de 17 paires de XI.

La présente mise à prix sera de montant de l'estimation.

Les adjudicataires paieront à la commune une rente annuelle et sans retenue de cinq pour cent du prix principal des objets à eux adjugés.

##### Commune de Melandrie.

Art. 2. Le maire de la commune de Melandrie, département de l'Aude, est autorisé à vendre, dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux, un terrain communal, selon le prix de l'estimation faite par experts, le 30 novembre au X.

Ladite somme sera versée dans la caisse municipale, et employée ainsi qu'il sera réglé par le préfet.

##### Commune de Saint-Pépol.

Art. 3. Le maire de la commune de Saint-Pépol, département de l'Aude, est autorisé à vendre, dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux, un terrain communal en deux parties, contenant 2 ares 64 centiares, et estimé 11 francs, devant précédé de 10 paires de XI.

La première mise à prix sera de la valeur de l'estimation, et les acquereurs paieront à la commune le reste à cinq pour cent, sans retenue, du montant de l'adjudication.

##### Commune de Tournecelle.

Art. 4. Le maire de la commune de Tournecelle, département de l'Aude, est autorisé à vendre, dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux, un terrain communal appelé les Cèpes, contenant 10 ares, et estimé 208 francs, devant précédé de 28 paires de XI.

L'adjudication de ladite vente sera employée aux réparations de l'église et de la maison presbytérale.

##### Département du Cantal.

##### Commune de Narbonne.

Art. 5. Le maire de la commune de Narbonne, département du Cantal, est autorisé à vendre, dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux, un terrain communal, dit les Cèpes, devant précédé de 28 paires de XI, formant ensemble 3 ares 60 centiares, et estimé au total à la somme de 434 francs.





donnée sur le prix, de la vente, les mètres de réparation de la partie qui les aura été de telle réserve pour le service de la municipalité.

La dépense des travaux nécessaires pour la translation et la construction d'un nouvel acheminement de l'égout, et notamment de celui qui se a été dressé le 18 octobre au XI, sera prise en charge par la ville et acquiesce par l'administration des deux communes.

#### Département de la Lys. Commune d'Ypres.

Art. 20. La mise de la commune d'Ypres, département de la Lys, est autorisée à vendre à la commune administrative des bords de la Lys, la commune d'Ypres, département de la Lys, appartenant à cette commune, moyennant le somme de 3,070 francs, savoir : l'acquisition pour un procès-verbal du 2 février au XI, laquelle somme sera payée par les fonds qui ont à la disposition desdites communes, qui acquiescent ainsi les deux communes.

Le produit de cette acquisition sera employé aux dépenses de la commune, et le surplus, s'il y en a, en acquisition de terres (n° 161), dans le cas où il faudrait acquiesce 150 francs de rente.

#### Département de Meuse-et-Moselle.

##### Commune de Cornille.

Art. 21. La mise de la commune de Cornille, département de Meuse-et-Moselle, est autorisée à vendre au moyen des fonds, par la somme de 250 francs, 85 centimes de terrain appartenant, entre autres, à la commune d'Esperet du 12 février au XI.

#### Département de la Haute-Marne.

##### Commune de Montbéliard.

Art. 22. La mise de la commune de Montbéliard, département de la Haute-Marne, est autorisée à vendre au moyen des fonds, par la somme de 250 francs, 85 centimes de terrain appartenant à la commune, notamment 118 mètres carrés, et 10 mètres 30 centimètres, par le procès-verbal du 30 décembre au XI.

##### Commune de Noyers.

Art. 23. La mise de la commune de Noyers, département de la Haute-Marne, est autorisée à vendre au moyen des fonds, par la somme de 250 francs, 85 centimes de terrain appartenant à la commune, notamment 118 mètres carrés, et 10 mètres 30 centimètres, par le procès-verbal du 30 décembre au XI.

Le produit de cette vente sera employé à intervenir aux dépenses de réparations des fontaines publiques et d'entretien des chemins.

#### Département de la Meurthe.

##### Commune de Létréville.

Art. 24. La mise de la commune de Létréville, département de la Meurthe, est autorisée à vendre au moyen des fonds, par la somme de 25 francs, 85 centimes de terrain appartenant à la commune, notamment 118 mètres carrés, et 10 mètres 30 centimètres, par le procès-verbal du 30 décembre au XI, laquelle somme sera payée en quatre années, avec les intérêts à cinq pour cent sans intérêts. Le moyen de la ville pourra en outre 2 h. 75 centimes pour les années d'acquisition dudit terrain.

#### Département de la Moselle.

##### Commune de Châtenoy.

Art. 25. La mise de la commune de Châtenoy, département de la Moselle, est autorisée à vendre au moyen des fonds, par la somme de 25 francs, 85 centimes de terrain appartenant à la commune, notamment 118 mètres carrés, et 10 mètres 30 centimètres, par le procès-verbal du 30 décembre au XI.

#### Département de la Nièvre.

##### Commune de Cosne.

Art. 26. La mise de la commune de Cosne, département de la Nièvre, est autorisée à vendre au moyen des fonds, par la somme de 25 francs, 85 centimes de terrain appartenant à la commune, notamment 118 mètres carrés, et 10 mètres 30 centimètres, par le procès-verbal du 30 décembre au XI, lequel sera payé en quatre années, avec les intérêts à cinq pour cent sans intérêts. Le moyen de la ville pourra en outre 2 h. 75 centimes pour les années d'acquisition dudit terrain.

Le produit de cette vente sera employé à intervenir aux dépenses de réparations des fontaines publiques et d'entretien des chemins.

Un terrain dit la Champagnon, qui mesure dix-

sept lots, mesurant ensemble 28 ares 18 centiares, et 1 mètre 45 centimètres.

Un terrain dit la Rue de Buz, mesurant 56 ares 80 centiares, et 1 mètre 154 centimètres.

Le produit de la vente sera employé à intervenir aux fonds de construction et de réparations qui ont été mis au service de la commune de Cosne, pour le placement des autres communes, notamment au service de la commune de Cosne au XI et à la fin du XI.

#### Département du Nord.

##### Commune de Cambrai.

Art. 27. La commune administrative des bords de Cambrai, département du Nord, est autorisée à vendre, par la somme de 25 francs, 85 centimes de terrain appartenant à la commune, notamment 118 mètres carrés, et 10 mètres 30 centimètres, par le procès-verbal du 30 décembre au XI, laquelle somme sera payée en quatre années, avec les intérêts à cinq pour cent sans intérêts. Le moyen de la ville pourra en outre 2 h. 75 centimes pour les années d'acquisition dudit terrain.

La première mise de prix de la commune des bords de Cambrai sera placée sur le montant de la vente au service de la commune de Cambrai.

##### Bureau de la commune de Cambrai.

Art. 28. La commune administrative de la ville de Cambrai, département du Nord, est autorisée à vendre, par la somme de 25 francs, 85 centimes de terrain appartenant à la commune, notamment 118 mètres carrés, et 10 mètres 30 centimètres, par le procès-verbal du 30 décembre au XI, laquelle somme sera payée en quatre années, avec les intérêts à cinq pour cent sans intérêts. Le moyen de la ville pourra en outre 2 h. 75 centimes pour les années d'acquisition dudit terrain.

La première mise de prix de la commune des bords de Cambrai sera placée sur le montant de la vente au service de la commune de Cambrai.

#### Département de l'Oise.

##### Commune de Saint-Firmin.

Art. 29. La mise de la commune de Saint-Firmin, département de l'Oise, est autorisée à vendre au moyen des fonds, par la somme de 25 francs, 85 centimes de terrain appartenant à la commune, notamment 118 mètres carrés, et 10 mètres 30 centimètres, par le procès-verbal du 30 décembre au XI.

#### Département du Bassin-Pyrénées.

##### Commune de Saint-Armand.

Art. 30. La mise de la commune de Saint-Armand, département du Bassin-Pyrénées, est autorisée à vendre, par la somme de 25 francs, 85 centimes de terrain appartenant à la commune, notamment 118 mètres carrés, et 10 mètres 30 centimètres, par le procès-verbal du 30 décembre au XI.

Le produit de cette vente sera employé à intervenir aux dépenses de réparations des fontaines publiques et d'entretien des chemins.

Un terrain dit la Champagnon, qui mesure dix-

sept lots, mesurant ensemble 28 ares 18 centiares, et 1 mètre 45 centimètres.

Un terrain dit la Rue de Buz, mesurant 56 ares 80 centiares, et 1 mètre 154 centimètres.

Le produit de la vente sera employé à intervenir aux fonds de construction et de réparations qui ont été mis au service de la commune de Cosne, pour le placement des autres communes, notamment au service de la commune de Cosne au XI et à la fin du XI.

La première mise de prix de la commune des bords de Cambrai sera placée sur le montant de la vente au service de la commune de Cambrai.

Un terrain dit la Champagnon, qui mesure dix-

sept lots, mesurant ensemble 28 ares 18 centiares, et 1 mètre 45 centimètres.

Un terrain dit la Rue de Buz, mesurant 56 ares 80 centiares, et 1 mètre 154 centimètres.

Le produit de la vente sera employé à intervenir aux fonds de construction et de réparations qui ont été mis au service de la commune de Cosne, pour le placement des autres communes, notamment au service de la commune de Cosne au XI et à la fin du XI.

La première mise de prix de la commune des bords de Cambrai sera placée sur le montant de la vente au service de la commune de Cambrai.

Un terrain dit la Champagnon, qui mesure dix-

sept lots, mesurant ensemble 28 ares 18 centiares, et 1 mètre 45 centimètres.

Un terrain dit la Rue de Buz, mesurant 56 ares 80 centiares, et 1 mètre 154 centimètres.

Le produit de la vente sera employé à intervenir aux fonds de construction et de réparations qui ont été mis au service de la commune de Cosne, pour le placement des autres communes, notamment au service de la commune de Cosne au XI et à la fin du XI.

La première mise de prix de la commune des bords de Cambrai sera placée sur le montant de la vente au service de la commune de Cambrai.

Un terrain dit la Champagnon, qui mesure dix-

sept lots, mesurant ensemble 28 ares 18 centiares, et 1 mètre 45 centimètres.

Un terrain dit la Rue de Buz, mesurant 56 ares 80 centiares, et 1 mètre 154 centimètres.

Le produit de la vente sera employé à intervenir aux fonds de construction et de réparations qui ont été mis au service de la commune de Cosne, pour le placement des autres communes, notamment au service de la commune de Cosne au XI et à la fin du XI.

La première mise de prix de la commune des bords de Cambrai sera placée sur le montant de la vente au service de la commune de Cambrai.

Un terrain dit la Champagnon, qui mesure dix-

sept lots, mesurant ensemble 28 ares 18 centiares, et 1 mètre 45 centimètres.

Un terrain dit la Rue de Buz, mesurant 56 ares 80 centiares, et 1 mètre 154 centimètres.

Le produit de la vente sera employé à intervenir aux fonds de construction et de réparations qui ont été mis au service de la commune de Cosne, pour le placement des autres communes, notamment au service de la commune de Cosne au XI et à la fin du XI.

La première mise de prix de la commune des bords de Cambrai sera placée sur le montant de la vente au service de la commune de Cambrai.

Un terrain dit la Champagnon, qui mesure dix-

sept lots, mesurant ensemble 28 ares 18 centiares, et 1 mètre 45 centimètres.

Un terrain dit la Rue de Buz, mesurant 56 ares 80 centiares, et 1 mètre 154 centimètres.

Le produit de la vente sera employé à intervenir aux fonds de construction et de réparations qui ont été mis au service de la commune de Cosne, pour le placement des autres communes, notamment au service de la commune de Cosne au XI et à la fin du XI.

La première mise de prix de la commune des bords de Cambrai sera placée sur le montant de la vente au service de la commune de Cambrai.

entre les contrebutts de l'écluse de l'Eglise de Saint-Nizier, ainsi que l'aménagement d'une chapelle qui existait entre deux des arcs-boutants situés au-dessus de l'écluse, en sept parties, non acquises de 100 mètres de longueur carrée; à la charge par celui de verser dans le cours du domaine national la somme de 4 800 fr., montant de l'estimation qui a été faite d-dits terrains par le ingénieur Leyer, architecte, le 20 novembre au XI.

*Département du Saône-et-Maire.*  
*Commune d'Ailly.*

Art. 32. Le maire de la commune d'Ailly, département du Saône-et-Maire, est autorisé à vendre au citoyen Jean Puyet, de Lambercy, un terrain communal contenant 15 mètres de long sur 6 mètres de large moyennant la somme de 39 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 12 novembre au XI.

*Département du Saône-et-Maire.*  
*Commune de Rully.*

Art. 33. Le maire de la commune de Rully, département du Saône-et-Maire, est autorisé à vendre au citoyen Jean-Baptiste Muret un terrain communal contenant 4 mètres 876 millimètres de long sur six mètres 280 millimètres de large, moyennant la somme de 45 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 26 octobre au XI.

*Département de la Somme.*  
*Commune de Mondouin.*

Art. 34. Le maire de la commune de la commune de Mondouin, département de la Somme, est autorisé à vendre, dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux, l'emplacement appartenant aux paroisses de la commune, d'une superficie de 3 000 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 27 février au XI. La présente mise à prix sera de montant de l'estimation.

Le produit de la vente sera en employé en acquisition de terres de l'Etat.

*Département du Van.*  
*Commune de Roquebrun.*

Art. 35. Le maire de la commune de Roquebrun, département du Van, est autorisé à vendre au citoyen, durant le procès de dégrèvement, un terrain se situant derrière la maison appartenant au citoyen Beye-mont pour l'usage de la commune, et dont elle n'a plus besoin, d'un terrain de 100 mètres de long sur 400 mètres de large.

La présente mise à prix sera de 100 francs, selon l'estimation faite, et le produit de la vente sera en employé en acquisition de terres de l'Etat, et suffira pour acquies 50 francs de rente, sans que l'Etat soit tenu de rien verser.

*Département du Van.*  
*Commune de Saint.*

Art. 36. Le maire de la commune de Saint, département du Van, est autorisé à vendre au citoyen Vincent, pour la somme de 33 francs à payer 10 francs de terrain communal, selon le prix d'estimation faite par experts, le 28 août au XI.

*Département du Van.*  
*Commune de Saint.*

Art. 37. Le maire de la commune de Saint, département du Van, est autorisé à vendre au citoyen Jean-Baptiste Bonnet 50 mètres de terrain communal, moyennant la somme de 15 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 28 août au XI.

Art. 38. Le maire de la commune de Saint, département du Van, est autorisé à vendre au citoyen Beye-mont, pour la somme de 3,055 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 27 février au XI. Le prix de cette vente sera employé en acquisition de terres de l'Etat.

*Département de la Haute-Garonne.*  
*Commune de Brignemont.*

Art. 39. Le maire de la commune de Brignemont, département de la Haute-Garonne, est autorisé à vendre aux enchères, en différents lots, plusieurs parties de

de terrain communal, délimitées et estimées au procès-verbal du 30 février au XI et jours suivants, dont une partie sera portée à la vente de l'Etat (art. 2).

La première mise à prix sera de la valeur de l'estimation d'un terrain de 100 mètres.

Les enchères seront ouvertes le 1<sup>er</sup> mars au XI, à la commune de Brignemont, et les enchères seront ouvertes à la commune de Brignemont, et les enchères seront ouvertes à la commune de Brignemont, et les enchères seront ouvertes à la commune de Brignemont.

*Département de la Haute-Garonne.*  
*Commune de Brignemont.*

Art. 40. Le maire de la commune de Brignemont, département de la Haute-Garonne, est autorisé à vendre au citoyen François Beye-mont un terrain communal contenant 15 mètres 38 centimètres carrés, moyennant la somme de 39 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 24 février au XI.

*Département de la Haute-Garonne.*  
*Commune de Brignemont.*

Art. 41. Le maire de la commune de Brignemont, département de la Haute-Garonne, est autorisé à vendre au citoyen Beye-mont 25 centimètres de terrain communal, moyennant la somme de 25 francs, payable au comptant, avec les intérêts à cinq pour cent sans recevoir aucune estimation portée au procès-verbal du 17 février au XI.

*Département de la Haute-Garonne.*  
*Commune de Brignemont.*

Art. 42. Le maire de la commune de Brignemont, département de la Haute-Garonne, est autorisé à vendre aux enchères, en différents lots:

1<sup>er</sup> L'emplacement d'un terrain, contenant 48 centimètres 70 millimètres, estimé 47 francs.

2<sup>o</sup> L'emplacement d'un terrain, contenant 35 centimètres 48 millimètres, estimé 35 francs.

3<sup>o</sup> La maison commune, d'une superficie de 120 mètres.

4<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

5<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

6<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

7<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

8<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

9<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

10<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

11<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

12<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

13<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

14<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

15<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

16<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

17<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

18<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

19<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

20<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

21<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

22<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

23<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

24<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

25<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

26<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

27<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

28<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

29<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

30<sup>o</sup> Un terrain, d'une superficie de 120 mètres.

**Département du Haut-Rhin.****Commune d'Archevies.**

Art. 46. Le maire de la commune d'Archevies, département du Haut-Rhin, est autorisé à vendre au citoyen Marc Heub, 12 ares 28 centiares de terrain communal, moyennant le somme de 900 fr., suivant l'estimation portée au procès-verbal du 13 thermidor an XI.

Cette somme sera versée dans la caisse communale et l'emploi d'ice sera porté dès lors que d'après l'autorisation du préfet.

**Commune de Châtenois.**

Art. 47. Le maire de la commune de Châtenois-sur-Elbe, département du Haut-Rhin, est autorisé à vendre au citoyen Pierre-Louis Antoine 5 ares 12 centiares de terrain communal, moyennant la somme de 128 fr., suivant l'estimation portée au procès-verbal du 24 vendémiaire an XII, et au citoyen sans nommer ci-dessous en la délibération du conseil municipal, du 3 vendémiaire an XII, dont copie sera jointe à la présente loi (n° 6).

**Département de Sambre-et-Meuse.****Commune de Peltin.**

Art. 48. Le maire de la commune de Peltin, département de Sambre-et-Meuse, est autorisé à vendre au citoyen Ambroise Remy un terrain communal contenant 17 mètres 35 centimètres de long sur 4 mètres 8 centimètres 2 millimètres de large, moyennant le somme de 5 fr. 50 c., suivant l'estimation du procès-verbal du 23 fructeur an XII.

**Commune de Warrionx.**

Art. 49. Le maire de la commune de Warrionx, département de Sambre-et-Meuse, est autorisé à vendre au citoyen et au différents lots :

1° 21 ares de terrain communal, estimés 300 fr. ;

2° 23 ares, estimés 160 fr. ;

3° 25 ares, estimés 350 fr. ;

Totaux, 71 ares, 910 francs.

Le premier lot sera à prix, pour chacun desdits lots, sera du montant de son estimation.

Le produit de leur vente sera employé à l'achèvement des travaux qui restent à faire à l'égise de ladite commune.

**Département de la Saône.****Commune de Bray.**

Art. 50. Le maire de la commune de Bray, département de la Saône, est autorisé à vendre aux enchères la maison commune située aux dépendances, estimée 1,800 fr., sans nul procès-verbal du 25 fructeur an XII. La première mise à prix sera du montant de l'estimation.

Le produit de ladite vente sera employé à faire des réparations au bâtiment connu sous le nom de corps de garde, pour y établir la nouvelle maison commune.

**Département de l'Yonne.****Commune de Sérigny.**

Art. 51. Le maire de la commune de Sérigny, département de l'Yonne, est autorisé à vendre aux enchères deux petits terrains communaux contenant, l'un 6 ares 50 centiares, et estimé 5 francs, et l'autre 2 ares 64 centiares, et estimé 25 fr., suivant procès-verbal du premier fructeur an XI.

La première mise à prix de chacun desdits terrains sera de 25 fr. pour le premier, et de 40 pour le second, montant desdits lots pour leur acquisition.

Le produit desdites ventes sera employé aux réparations du levall et de la levée de la commune.

**Département des Hautes-Pyrénées.****Commune de Tardos.**

Art. 52. Le maire de la commune de Tardos, département des Hautes-Pyrénées, est autorisé à vendre aux enchères et au différent lots :

1° 2 hectares 16 ares 62 centiares de terrain communal, estimés 4,800 francs ;

2° 21 ares 39 centiares, estimés 1,200 francs ;

3° 16 ares 82 centiares, estimés 300 francs ;

Et à 1 hectare 83 ares 57 centiares, estimés 600 francs.

Totaux, 7 hectares 48 ares 40 centiares, 6,900 fr.

Le produit desdites ventes sera employé à la construction du levall du 10 fructeur an XI.

La première mise à prix de chacun desdits terrains sera du montant de son estimation, et la somme provenant desdites ventes sera versée à la caisse communale, et le produit de ladite vente sera employé à la construction du levall.

**Département de la Corrèze.****Commune de Bayat.**

Art. 53. Le maire de la commune de Bayat, département de la Corrèze, est autorisé à acheter de Gabriel Chevalier et de Marie Vayolade, son épouse, un petit terrain communal aux limites ci-dessus, destiné à agrandir la place publique, moyennant le somme de 50 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 5 fructeur an XI.

**Département de la Seine.****Commune de Paris.**

Art. 54. Les déclarations faites de terrains aliénés par les ci-devant Lanaristes de Paris, à titre de bail à rente perpétuelle, par acte des 12 juillet 1778 et 24 décembre suivant, qui, au paragraphe 5 du futur du Conseil d'Etat du 29 vendémiaire dernier, approuvé par le Gouvernement le 5 fructeur suivant, ont été au service de la préfecture de la Seine lesdits déclarations d'aliénation, dans la forme de cinq ares et six centimètres carrés, le remboursement du capital desdits vingt desdites déclarations au montant affecté aux limites de terrain par eux déclarations, avec lesdits arrérages desdits intérêts échus jusqu'à ladite remboursement, ont été déclarés maintenus dans la présente loi, et lesdits déclarations desdits terrains, et tant que la répartition desdits terrains desdits déclarations se fera en cinq déclarations.

**Département de Seine-et-Oise.****Vente par la commune de Ruil.**

Art. 55 bis. Le maire de la commune de Ruil, département de Seine-et-Oise, est autorisé à acheter au citoyen Christophe-Jean-François Landin un petit terrain contenant 22 ares 42 centiares appelé le Clos grand, moyennant une rente perpétuelle de 1,000 francs au tiers annuel, avec un grand hectare du 1er germinal an XI, et à lui en charge au tiers de la somme de ladite somme de 1,000 francs sans intérêts payés.

**TITRE II****Acquisitions.****Département des Alpes-Maritimes.****Commune de Toulon.**

Art. 56. Le maire de la commune de Toulon, département des Alpes-Maritimes, est autorisé à acheter des citoyens Joseph-Benoît, Jacques Alessi et Antoine-Joseph Alessi, un moulin à huile, situé au quartier de la Grotte-Chaudre, moyennant le somme de 3,014 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 14 fructeur an XI.

Cette acquisition est faite à la charge par ladite commune de payer aux vendeurs l'intérêt à quatre pour cent du prix de l'acquisition et d'employer les deux tiers du produit annuel desdits moulin à l'entretien du repail jusqu'à son entier paiement, les intérêts desdits avec ledit capital.

**Département de la Dordogne.****Commune de Gensac.**

Art. 57. Le maire de la commune de Gensac, département de la Dordogne, est autorisé à acheter des citoyens Claude-François Lambert, dit Lécuyer, Jean-Baptiste Gruet, Joseph-Lambert Rigot et Jean-Baptiste Desbrières, le droit de prendre une part et d'enlever les deux tiers desdits revenus de ladite commune, moyennant le somme de 18,000 fr. 75 c., suivant l'estimation portée au procès-verbal du 41 nivôse an XI.

Le prix de cette acquisition sera payé sans la somme de quatre ans réserves des deux tiers desdits revenus, et si la somme provenant de la vente de cette commune ne suffisait pas pour l'acquisition d'ice, la commune pourra l'emprunter à cinq pour cent sans intérêts du surplus jusqu'à son entier libération.

**Département de l'Aisne.****Commune de Ves.**

Art. 58. Le maire de la commune de Ves, département

de l'Hérault, est autorisé à acquiescer des enfants de citoyens barbares sans raison qui servent de masses communes, moyennant la somme de 1 000 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 4 brumaire au XI.

*Département d'Indre-et-Loire.*

*Commune de l'Éclair.*

Art. 58. Le maire de la commune de Valpré, département d'Indre-et-Loire, est autorisé à acquiescer au citoyen Vincent François Chapeau 32 ares 93 centiares de terrain, pour y établir sa maison, moyennant la somme de 100 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 11 brumaire au XI, le prix de ladite acquisition et les frais de procédure dudit terrain seront acquittés sur les revenus de ladite commune.

*Département de la Jura.*

*Commune de Saint-Clément.*

Art. 59. Le maire de la commune de Saint-Clément, département de la Jura, est autorisé à vendre au citoyen Doland un terrain communal contenant cent mètres carrés, moyennant la somme de 600 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 2 brumaire au XI, et en outre aux charges et conditions inscrites sur la délibération du conseil municipal, du 4 brumaire suivant, dont copie sera jointe à la présente loi (no 9).

Le prix de cette vente sera versé dans la caisse communale et employé, d'après l'autorisation du préfet, à des objets d'utilité publique.

*Département de la Manche.*

*Commune de Coutances, Saint-Nicolas-Saint-Pierre.*

Art. 60. Les maires des communes de Coutances, Saint-Nicolas et Saint-Pierre, département de la Manche, sont autorisés à acquiescer au citoyen Jean-Baptiste Rindelin au jardin contenant 11 ares 23 centiares, estimé 1,600 francs, suivant le procès-verbal du 2 brumaire au XI.

Pour prix de ce jardin, qui sera destiné à l'établissement d'un cimetière à l'usage de ces trois communes, il sera payé une somme de 1,800 francs en argent comptant, et une rente annuelle et annuelle de quarante francs aux citoyens Vanille et ses héritiers; la rente sur les profits des autres d'édifices communs.

*Département de la Mayenne.*

*Commune de Pont-d'Audoubert.*

Art. 61. Le maire de la commune du Pont-d'Audoubert, département de la Mayenne, est autorisé à acquiescer au citoyen Gauthier au jardin contenant 6 ares 24 centiares, moyennant la somme de 2,500 francs, et 2 de citoyens Williams un terrain contenant 2 ares 64 centiares, moyennant la somme de 500 francs, le tout suivant l'estimation portée au procès-verbal du 13 brumaire au XI.

Ces deux terrains seront cédés à l'établissement de l'école communale de ladite commune, et le prix ne sera acquitté qu'en les fonds qui ont à sa disposition provenant de la vente du terrain de quart en réserve de ces deux.

*Département de la Seine.*

*Commune de Saint-Denis.*

Art. 62. Le maire de la commune de Saint-Denis, département de la Seine, est autorisé à acquiescer au citoyen Marie, marié de la rue Saint-Denis, un terrain appartenant à son 71 centiares, appelé et devant le jardin de la rue Saint-Rémy, moyennant la somme de 1,500 francs, prix convenu avec le propriétaire.

*Département de la Seine.*

*Commune d'Alby.*

Art. 63. Le maire de la commune d'Alby, département de la Seine, est autorisé à acquiescer au citoyen Gardier-Truc un terrain contenant 70 ares 5 centiares, pour y établir son usine, moyennant la somme de 1 400 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 27 germinal an X.

Le prix de cette acquisition sera payé sur les fonds qui sont à la disposition de la commune.

*Département de la Vaucluse.*

*Commune de Fèze.*

Art. 64. Le maire de la commune de Fèze, département de la Vaucluse, est autorisé à acquiescer à la dame Marie 600 mètres carrés de terrain, plus deux autres parcelles, moyennant la somme de 2,400 francs, suivant l'estimation

portée au procès-verbal du 16 brumaire au XI, et aux conditions inscrites au procès-verbal, dont copie sera jointe à la présente loi (no 10).

Ladite somme sera payée sur le produit des moulins à huile appartenant à ladite commune.

*Département de la Vendée.*

*Commune de Fontenay.*

Art. 65. Le maire de la commune de Fontenay, département de la Vendée, est autorisé à acquiescer, pour la terre des laïcs, au citoyen ou au citoyen du pré, au citoyen ou au citoyen de la commune de Fontenay pour la vente du terrain, moulin et usine, et d'édifices au plan qui sera joint à la loi.

L'estimation dudit terrain sera faite par experts nommés contradictoirement par les citoyens législatifs, par le maire et les propriétaires, lesquels seront tenus d'acquiescer à son effet.

Le prix de terrain sera payé par le produit des rentes additionnelles au l'impôt, dont la quotité sera fixée par le préfet, ou l'avis du conseil municipal.

Les propriétaires ou les citoyens du pré ou du terrain qui ne paient pas le prix de la vente, qu'ils soient tenus de laire, pourra leur être payé comptant.

*Commune de l'Église.*

Art. 66. L'acquisition faite par la commune de l'Église, département de la Vendée, de la terre d'édifice de la terre commune, à elle vendue par les citoyens Joachim Naud, Étienne Hubert et Louis Stancas, est confirmée.

*Département de la Vienne.*

*Commune de Neuville.*

Art. 67. Le maire de la commune de Neuville, département de la Vienne, est autorisé à acquiescer au citoyen Pichot au terrain qui sera destiné à servir de maison commune et au logement des instituteurs et des maîtres, moyennant la somme de 12,000 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 20 brumaire au XI.

Le prix de cette acquisition sera payé sur les revenus de la ville, en six annuités et en six paiements égaux de 2 000 francs, avec les intérêts à cinq pour cent, ladite ville devant au l'ère et à mesure de son paiement de principal.

*Département de la Vienne-Inférieure.*

*Commune de Rochefort.*

Art. 68. L'acquisition faite par le maire de la commune de Rochefort, département de la Vienne-Inférieure, au nom de cette commune, d'un terrain 35 ares 74 centiares de terrain appartenant à la demoiselle Marie-Anne Bonetulle et au citoyen Louis Bonetulle, moyennant la somme de 2,200 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 11 germinal an X, est confirmée.

Le prix dudit terrain et les frais de clôture qu'il exige pour y établir la clôture de la commune seront acquittés sur ses revenus.

*Département de la Vienne.*

*Commune de Vallières-le-Vercel.*

Art. 69. L'acquisition faite par le maire de la commune de Vallières-le-Vercel, département de la Vienne, au nom de ladite commune, 16 thermides an X, d'un pré appartenant au citoyen Tognard, dit le Pré-le-Vercel, moyennant la somme de 30 mille francs, est confirmée.

*Département de l'Eure-et-Loir.*

*Commune de Châteaufort.*

Art. 70. Le maire de la commune de Châteaufort, département de l'Eure-et-Loir, est autorisé à acquiescer au citoyen Jean-Louis Charles Ledancho au bâtiment qui servait antérieurement de maison, estimé 800 francs, suivant le procès-verbal du 6 brumaire au XI, moyennant la somme de 5,300 francs, payable à différentes époques, avec les intérêts à 5 pour cent l'an.

Ladite somme sera acquittée sur les revenus de la ville.

*Département de la Mayenne.*

*Commune de Vitry.*

Art. 71. Le maire de la commune de Vitry-sur-Meuse, département de la Mayenne, est autorisé à acquiescer au citoyen Jean-Baptiste Leclerc au terrain de l'ancien cimetière, contenant 13 ares 28 centiares, estimé 2,341 fr. 50 c.



## Département de Sum-et-Oise

Communauté de Saint-Jean-Léon.

Aut 55. La horta de bondasans de Sotelo de Couil, departament de Seine et Oise, est entrièr a ambeir a un ateyon Puligny dont jadis pres de la me part appartenait aux pastures de l'abbaye de Saint-Loup, actuellement ensablée à près de 47 centimes, estimée 1.000 francs, sur un procès-verbal de 34 vendangeurs en 1861, remontrant que seuls minime et une dizaine de singi-quinze francs.

### Dignité de la Science.

Commune de Saint-Salvée.

Art 86. Le maire de la commune de Saint-Sulpice, département de la Somme, est autorisé à concéder à M. Hippolyte Galloy 1 are 85 centiares de terrain communal, moyennant une rente annuelle et sans talens d'un hectare 50 centiares, envers l'estimant et pour les procès-verbaux du 5 pleuvsie an XI.

*Department des Sciences*

**Centromere de Bando (methyl)**

Art. 87. Le maire de la commune de Pontaugourt, département des Vosges, est autorisé à céder à un citoyen français Georges Goudreau 6 ares 13 centiares de terrain communal, moyennant une rente annuelle et sans retour de 9 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal de sa délibération au 31.

### Ce ardeuri de Pinescop

**AN. 88.** Le maire de la commune de Ploufaing, département des Vosges, est autorisé à concéder en régie à Joseph Minshelot un terrain communal s'étendant sur 84 mètres de largeur sur 23 de largeur, moyennant une somme annuelle et sans retenue de 3 francs, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 30 fructidor an XI.

Compteur de l'information

Art 89. Le maire de la commune de Plazais, département des Vosges, est autorisé à consentir au citoyen Jean-Baptiste Bressé 438 centiares de terrain communal, moyennant une redevance annuelle et sans restriction de durée, suivant l'indication portée au procès-verbal du 17 novembre au XI.

## Département de l'Yonne.

Compania de Mădăruș

Art 90. Le maire de la commune de Nieussy, département de l'Yonne, est autorisé à concéder au sieur Jean Forêt, moyennant un cens annuel de 100 francs de 170 hectares 40 ares 17 centiares de terrain communal, d'une valeur 500 francs, les procès-verbaux d'expertise du 4 juillet 1904.

## Forun era lege de control

sees d'Orency, qui baigne l'édit terrain, exposées à l'ést, et se conformant aux lignes et accidents détaillés dans le rapport de l'ingénieur des ponts et chaussées de l'arrondissement de Sens, au date de 3 germinal an XI, dont expédition sera jointe à la loi (art. 12).

Cattedrale di Santa-Florentia

Art. 36. Le maître de la commune de Saint-Florentin, détenteur de l'immeuble, est autorisé à céder à la ville Julien un terrain communal contenant 16 mètres 90 centimètres de long sur 5 mètres 365 centimètres de large accolé avec le terrain dit « Jardin » appartenant au même terrain, ensemble les annexes et dépendances de l'édifice, le tout estimé 550 francs, suivant procès-verbal du 25 décembre 1911, moyennant une somme annuelle et sans remboursement de 100 francs et en outre aux charges et conditions imposées à la ville Julien par la délibération du conseil municipal de ladite commune, en date du 29 décembre 1910, dont copie sera jointe à la présente loi (art. 13).

### Dépendance de la Mesure

*Commensal d'Annulla.*

Art. 99. Le maire d'Enville, département de la Manche, est autorisé à concéder au sieur N. Mangot 2 ares 36 centiares de terrain communal, moyennant une rente annuelle et sûre redevance de 3 fr. 15 cent., suivant l'estimation du procès verbal de l'Assemblée au XI.

## Département de la Métallie.

## Comune d'Alondrette et la Malmaison.

Art 93 Le ruisseau de la commune d'Albendouille et la Melmeuse, dépendant de la Neulle, est autorisé à concéder au bief de la futaie (premier et deuxième tronçon) contenant 10 millions 13 centimètres 52 millimètres de l'apex ses deux mètres quarante-quatre centimètres 38 millimètres de long, représentant ses ronds ponceux et une estrée d'un franc 80 centimes, sur les estimations de pécunier-territoire de 11 francs au X.

*Camponotus* *fl.* *Ind.*

Art. 94. Le lac des communes d'Aude, département de la Moselle, est déclaré à compter du présent décret un lac de réserve national d'une superficie de 450 hectares, d'une longueur de 2 mètres de large, mesurant une fois nouvelle et sans retenue de 25 mètres sur une fraction portée au présent décret de 11 hectares au N.

## Commune de Chambley

Art. 95. Le maire de la commune de Chambly, département de la Moselle, est autorisé à acquiescer au moyen l'ancien, ainsi comme une route nationale et sans retour d'un franc, 42 mètres 50 centimètres carrés de terrain communal, estimé 10 francs, ainsi que pièce verbal de l'arpenteur X.

*Comme de Chimie.*

Ast. 96 Le maire de la commune de Châsselle, département de la Mayenne, est autorisé à céder à M. Georges Besse-denis, veuve Sumin, 84 mètres carrés de terrain communal, moyennant une rente annuelle et sans retenue de 75 centimes, servant d'estimation de prix-vendu de 27 francs au XI

## Comme de Berny

Art. 37. Le musée de la commune de Beret, département de la Nouvelle, est autorisé à acquiescer au citoyen François Raay un terrain communal contenant 13 toises 101 millimètres de long sur cinq mètres 489 millimètres de large, moyennant non fonds annuels et sans redevance de 4 fr. 43 centimes, suivant l'indication portée au procès-verbal de 14 août en XI.

Comuna di M. S. Angelo

Art. 98. Le maire de la commune de Maennou, département de la Morbihan, est invité à considérer un citoyen François Leleu 16 mètres 25 centimètres carrés de terrain communal, estimés 36 fr., intrinsèque valeur de 44 francs en 18, moyennant une redevance annuelle de 4 francs 40 centimes.

*Département de la Nouvelle.*

Commissaire de Mezières.

Art. 99. Le maire de la commune de Mexides, département de la Nouvelle, est autorisé à accorder :

<sup>10</sup> A Gabari Province en petit terrain communal contenant 8 vertes 173 millimètres de large ou 15 mètres 000 millimètres de long, moyennant ses sente accolés et sans moins de 75 centimes, suivant l'estimation du greffe-rachet du 14 brutaire en M.

\* A Jean-Baptiste Mangin un entre-levain contenant 23 mètres 400 millimètres de large sur 18 mètres 830 millimètres de long, mesurant une pente de 2 francs, suivant l'estimation du procès-verbal du même jour.

<sup>38</sup> A Jemp-Haptona, Lopoit en terrain contenant 5 mètres 850 millimètres de large moyennant une cote d'en franc suivant l'estimation du procès-verbal de perquisitions en X:

4<sup>o</sup> Na à Jean Gillel en onces terrain contenant 10 mètres 400 millimètres de large sur 17 mètres 975 millimètres de long, rayonnant sur une aile de 75 centimètres, servant l'extension parée au perron-vestib de 9 pièces au 21.

## Département de la Moselle.

## Comptes de Moulay.

Au 100, Le ravin de la commune de Nizetey, département de la Moselle, est autorisé à reculer à 15 vases Cays en terrain annuel antérieur à 1850 500 mètres de long sur 2 mètres 700 millimètres de large, moyennant une rente annuelle et sans action d'un franc cinquante centimes, suivant l'estimation du procès-verbal du 31 décembre au 15.

*Département du Bas-Rhin.**Canton de Gambet.*

Art. 101. Le maire de la commune de Gambet, département du Bas-Rhin, est autorisé à céder au citoyen Adam 100 mètres carrés de terrain communal, moyennant une rente annuelle et sans retenue de 3 li. 50 centimes, suivant l'estimation du procès-verbal du 3 frimaire an XI.

*Commune de Marckelshausen.*

Art. 102. Le maire de la commune de Marckelshausen, département du Bas-Rhin, est autorisé à céder au citoyen Joseph Anselm un terrain communal contenant 29 ares 20 centimètres de long sur six mètres de large, d'un bout, et 3 mètres d'autre bout, moyennant une rente annuelle et sans retenue de 5 li., suivant l'estimation portée au procès-verbal du 9 messidor an XI.

*Commune de Mohlheim.*

Art. 103. Le maire de la commune de Mohlheim, département du Bas-Rhin, est autorisé à céder au citoyen Nollinger un terrain communal contenant 70 ares 862 millimètres carrés, et estimé 50 li., suivant procès-verbal du 11 ventôse an VIII, moyennant une rente annuelle et sans retenue de 4 li., suivant telle cession en l'acte sous seing privé passé par ledit citoyen Nollinger, le 28 frimaire an XI, et au autre aux archives contenues audit acte, dont copie sera jointe à la présente loi (no 14).

*Commune de Buecum.*

Art. 104. Le maire de la commune de Buecum, département du Bas-Rhin, est autorisé à céder au citoyen Nicolas Bruns 135 mètres carrés de terrain communal, moyennant une rente annuelle et sans retenue de 4 li., suivant l'estimation portée au procès-verbal du 2 brumaire an XI.

*Département de la Seine-Inférieure.**Commune d'En.*

Art. 105. Le maire de la ville d'En département de la Seine-Inférieure, est autorisé à céder :

- 1° Au citoyen Nicolas-Joseph-Jeanne Plaisant la moitié d'un terrain communal contenant 105 mètres carrés, moyennant une rente annuelle et sans retenue de 24 li. ;
- 2° Au citoyen Charles François, dit Gally, l'autre moitié dudit terrain, moyennant une rente annuelle de 24 li. ;
- 3° Au citoyen Nicolas Des Preux un terrain communal contenant 43 mètres carrés, moyennant une rente de 12 li.

Lesdits terrains situés, savoir : les deux premiers à un revenu annuel de 15 li., et le troisième à un revenu de 10 li., suivant l'estimation portée au procès-verbal du 15 pluviose an XI.

Lesdites rentes seront remboursables au dernier 30.

*Département du Bas-Rhin.**Canton de Nieuw-Hôpital.*

Art. 106. Le maire de la commune de Nieuw-Hôpital, département du Bas-Rhin, est autorisé à céder au citoyen Basileus trois portions de biens communaux contenant ensemble 210 ares 3 centiares, moyennant une rente annuelle et sans retenue de 1 li. 50 cent., suivant l'estimation portée au procès-verbal du 27 prairial an XI.

*Département du Bas-Rhin.**Commune du Fléty-sous-Manfont.*

Art. 107. Le maire de la commune du Fléty-sous-Manfont, département du Bas-Rhin, est autorisé à céder à l'église d'Ennery un terrain communal contenant 50 ares 50 centiares de terrain communal, moyennant une rente annuelle et sans retenue d'un franc, suivant l'estimation portée au procès-verbal du 25 germinal an XI.

*Département du Bas-Rhin.**Commune de Lize.*

Art. 108. Le maire de la commune de Lize, département de la Moselle, est autorisé à céder au citoyen Nicolas Adam un terrain communal contenant 15 mètres 20 centimètres de large sur 40 mètres 69 millimètres de long, et estimé 24 li., suivant procès-verbal du 25 frimaire an XI, moyennant une rente annuelle et sans retenue d'un franc 50 centimes.

*Département du Bas-Rhin.**Canton du Mont-Fermy.*

Art. 109. Le maire de la commune de Mont-Fermy, département du Bas-Rhin, est autorisé à céder au citoyen Pierre-Lucien Lyard un terrain communal contenant 17 ares 60 centiares et 40 millimètres carrés, moyennant une rente annuelle et sans retenue de 250 francs, et à la charge par le citoyen Lyard de garder le terrain non cédé.

**TITRE IV.***Échange.**Département d'Orne-et-Lore.**Canton du Nogent-le-Rotrou.*

Art. 110. Le commissaire administratif de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou, département d'Orne-et-Lore, est autorisé à céder, au titre d'échange, au citoyen Charles Jousset le Lapey, dit du Puy, contenant 71 ares 17 centiares et 100 millimètres, estimé 1,450 francs.

1° Le même agissant au titre d'échange 10 ares 71 centiares un quinquiesme, estimé 1,848 francs ;

2° Une pièce de terre contenant le Cadouennet, contenant 3 hectares 3 ares 72 centiares 3 quinquiesmes, estimé 248 francs ;

3° Un petit terrain appartenant au bâtiment de citoyen Jousset, contenant 16 mètres 678 millimètres carrés, estimé 12 francs.

Total, 4,233 francs.

Le tout suivant le procès-verbal du 8 ventôse an XI. Et à recevoir en contre-échange, sans soul ni coté, deux autres terres.

1° Un emplacement joignant la grange de l'église, contenant 25 ares 125 millimètres carrés, estimé 12 li. ;

2° Un pré, nommé les Lignes, contenant 73 ares 60 centiares 4 quinquiesmes, estimé 1,788 francs ;

3° Un emplacement situé immédiatement derrière le Champ du Buisson, contenant 29 ares 17 centiares 10 quinquiesmes, estimé 903 francs.

Et le tout par dit le Pré du Buisson, contenant 88 ares 4 centiares 11 quinquiesmes, estimé 1,738 francs.

Total, 4,433 francs.

Le tout suivant le même procès-verbal du 8 ventôse an XI.

Le citoyen Jousset pourra les faire d'échange.

*Département de la Haute-Garonne.**Canton de Figeac.*

Art. 111. Le maire de la commune de Figeac, département de la Haute-Garonne, est autorisé à céder, au titre d'échange, au citoyen Marmont, ancien propriétaire de la ville, terrain contenant 34 ares, et estimé 600 francs, par procès-verbal d'expertise, du 20 brumaire an XI, et à recevoir en contre-échange 33 ares 93 centiares de terrain appartenant au citoyen Marcellin, destiné à servir de maison, estimé 180 francs, par procès-verbal d'expertise du 10 nivôse an XI.

Le citoyen Marcellin paiera à la commune une somme de 420 francs ; il fera restitué à son tour les murs du nouveau bâtiment, et si en même temps ne entre à toutes les dépenses et conditions stipulées dans le délibérément du conseil municipal, du 12 nivôse an XI, qui demeurent annexés à la présente loi (no 15).

Le tout suivant de 420 francs sera versée dans la caisse municipale au employé aux qu'il sera réglé par le préfet.

*Département d'Indre-et-Lore.**Séminaire.*

Art. 112. Le préfet du département d'Indre-et-Lore est autorisé à céder, au titre d'échange, au citoyen Buisson un terrain contenant, la maison nationale dite de l'Union nationale, contenant un emplacement 586 mètres carrés, estimé 50 000 francs, par procès-verbal d'expertise du 28 messidor an XI, et à recevoir en contre-échange le cadastre séminaire, au citoyen Buisson, contenant un superficie 5,661 mètres, estimé 55,000 francs par ledit procès-verbal.

Le préfet, conformément au traité conclu entre lui et le citoyen Buisson, lui paiera une somme de 5 000 francs, et il acquittera les frais de l'échange.

*Département de Lot-et-Garonne.**Hospice de Beaumont.*

Art. 113. Le commissaire administratif de l'arrondissement



de Remorquien, département de Lorr-et-Ober, est autorisée à céder, à titre d'échange, au citoyen Gonthier, l'église des Thierrens, appartenant audit hospice, contenant cinq hectares, et évalués 1,600 francs, suivant procès-verbal de 24 vendémiaire XI, et à recevoir en contre-échange, sans soule ni redevance, des citoyens Gonthier : le une rente en nature de 120 décalitres de blé blanc, estimée au principal à la somme de 1,632 francs, et 29 trois petites parties de rente estimées au principal à la somme de 330 francs; le tout suivant le procès-verbal susdité.

Le citoyen Gonthier paiera les frais d'échange.

#### Département du Lot-et-Garonne.

##### Hospices de Montargis.

Art. 113. Les terrains et dépendances d'ici-devant occupés des Ursulines de la commune de Montargis, département du Lot-et-Garonne, au plan qui en a été dressé le 28 prairial an IV, par le citoyen Vaissegh, approuvé des travaux publics, et usagers, par procès-verbal de 26 fructidor, et 26 vendémiaire an VII, et la somme de 1,360 fr. de capital, sont attribuées au Hospice civil de Montargis en compensation des terrains, bâtiments et dépendances de l'ancien Hôtel-Dieu de ladite commune, estimés à la somme de 10,300 francs.

Les habitants de l'ancien Hôtel-Dieu sont et demeureront remis au domaine national, et seront réglés et administrés, jusqu'à la vente, comme les autres domaines nationaux.

Le somme de 1,360 francs pour le plus-value des biens cédés à l'hospice de Montargis sera retenue par l'adjudicataire en remplacement, jusqu'à due concurrence, de sa tenue allouée, si aucune loi est en vertu de révoquer celle-ci, ou s'autre, ladite soule sera versée aux caisses publiques dans le délai d'un an, sans intérêt pendant ce délai.

#### Département de la Haute-Marne.

##### Hospices de Langres.

Art. 115. La commission administrative des hospices de Langres, département de la Haute-Marne, est autorisée à céder, à titre d'échange, au citoyen Gille Permette, 40 ares de terre appartenant audit hospice, estimés 400 francs, suivant procès-verbal du 10 fructidor an XI, et à recevoir en contre-échange, sans soule ni redevance, audit citoyen Permette, 70 ares 64 centiares de terre, estimés 600 francs, suivant le même procès-verbal.

Le citoyen Permette paiera les frais d'échange.

#### Département de la Meurthe.

##### Hospices de Nancy.

Art. 116. La commission administrative des hospices de Nancy, département de la Meurthe, est autorisée à céder, à titre d'échange, au citoyen Benjamin Ferry, une maison appartenant audit hospice, située en village de Bantre, estimée au principal à 2 ares 27 centiares, et évaluée 350 francs, suivant le procès-verbal du 4 floréal an XI, et à recevoir en contre-échange audit citoyen Ferry, sans soule ni redevance : 1° une parcelle de pré estimée 45 ares 33 centiares, estimés 255 francs; 2° une autre parcelle de pré estimée 5 ares 10 centiares, et 3° une parcelle de terre estimée 10 ares 21 centiares, estimés 150 francs; le tout suivant le procès-verbal du 4 floréal an XI.

Le citoyen Ferry paiera les frais d'échange.

##### Hospices de Toul.

Art. 117. La commission administrative des hospices de Toul, département de la Meurthe, est autorisée à céder, à titre d'échange, aux citoyens François et Dominique Gros-Jean, 20 ares 40 centiares de terre appartenant audit hospice, estimés 100 francs, suivant procès-verbal du 21 floréal an X, et à recevoir en contre-échange audit citoyens Gros-Jean, sans soule ni redevance, deux parcelles de terre estimées chacune 10 ares 22 centiares, et estimées ensemble à la somme de 350 francs, suivant le procès-verbal susdité.

Les citoyens Gros-Jean supporteront tous les frais d'échange.

#### Département du Nord.

##### Commune d'Escaerman.

Art. 118. Le bureau de bienfaisance de la commune d'Escaerman, département du Nord, est autorisé à céder,

à titre d'échange, au citoyen Duvet, une parcelle de terre labourable appartenant aux pauvres de ladite commune, contenant 28 ares 43 centiares, estimés 300 francs, suivant le procès-verbal du 16 floréal an XI, et à recevoir en contre-échange, sans soule ni redevance, 36 ares Duvet, 27 ares 6 centiares 150 millions de terre labourable, estimés 400 francs, suivant le même procès-verbal.

Le citoyen Duvet paiera les frais d'échange.

#### Département du Rhin-et-Moselle.

##### Commune de Kœnigsmann.

Art. 119. Le préfet du département du Rhin-et-Moselle est autorisé à abandonner au citoyen Scheffer une parcelle de terre située dans la commune de Kœnigsmann, de 15 ares 41 centiares, provenant du seigneur d'Alst, et appartenant à la commune de Kœnigsmann, estimée au citoyen Scheffer, du bail d'usage elle donne, sans soule ni redevance, par procès-verbal du 15 brumaire an XI, 150 h. à la charge d'y construire une maison.

Le préfet est également autorisé à accepter en échange, du citoyen Scheffer, une parcelle de terre située dans la même commune, de la contenance de 16 ares 86 centiares, borne à un côté par le comte de Wellestein d'autre côté par les propriétés de Martin Stern, estimée, par le même procès-verbal, 238 francs, pour être ladite parcelle de terre remise aux baux de la ferme exploitée par le citoyen Bachmiller.

##### Lyon et Jura.

Art. 120. Le préfet du Rhône est autorisé à céder, à titre d'échange, au citoyen Beyer, notaire à Aix, un bâtiment national appelé les Confessions, situé dans la ville de Lyon, et estimé, par procès-verbal du 30 germinal an XI, à la somme de 26,158 francs. Il est également autorisé à accepter en échange de cet immeuble, une maison et dépendances appartenant à ce citoyen, située dans la ville d'Aix, et estimée par le même acte de la commission nationale, laquelle a été soumise, devant l'appel d'expertise, du 26 vendémiaire précédent, à 24,438 fr. 70 cent.

Le citoyen Beyer, qui a une parcelle de terre, situant au lieu de la Colonne en échange, et dont le montant s'élève, d'après la dite expertise, qu'en a été dressée, à 2,352 h. 80 cent., sans que pour ce, il puisse exercer aucune réclamation contre la République.

La rente de 50 francs due à l'hospice des Cordeliers, à Lyon, est grevée au profit des hospices, sera servie en totalité par la République.

Les parties contractantes renouvelleront à toute soule résultant dudit échange, lequel n'a pas été exécuté, qu'entant qu'il sera été approuvé par le Gouvernement.

#### Département de Seine-et-Oise.

##### Commune d'Étampes.

Art. 121. Les conventions passées entre le maire de la ville d'Étampes, département de Seine-et-Oise, et les citoyens Malby, baronnet et Garraud, en vertu dequelles diverses servitudes sont créées sur des terres, moyennant la somme de quelques portions de terrain par eux faits à la commune pour l'habitation de la ville, lesquels arrangements ont été dissimulés et supposés dans le procès-verbal des experts Rabot et Levesseur, en date du 15 messidor an IV, sont annulés.

Ledit procès-verbal demeurera annulé à la présente loi (art. 109).

##### Forêt de Montmorency.

Art. 122. Le préfet du département de Seine-et-Oise est autorisé à acquiescer, à titre d'échange, du citoyen Mandant-Larive, 5 hectares 10 ares de bois situant la forêt nationale de Montmorency, à prendre dans celui qui les appartient, et à lui céder en contre-échange une parcelle estimée à peu près dans ladite forêt, estimée au plan qui en a été dressé le 17 brumaire dernier par l'expertise précédemment faite.

Le citoyen Mandant-Larive est autorisé à disposer de la coupe de la superficie d'un hectare 55 ares de bois à lui cédés en échange.

#### Département du Tarn.

##### Hospices de Gaillac.

Art. 123. La commission administrative des hospices de

Gailhac, département de Tarn, en autorité à céder, à titre d'échange, au citoyen Portal, médiateur et membre du Comité national, une maison appartenant audit Portal, estimée 20,000 francs, suivant le procès-verbal de cession qui est complément au XI, et à recevoir en contre-échange sans soude ni retour, du citoyen Portal, trois parcelles de vignes ensemble, la première, 77 ares 90 centiares, estimée 1,920 francs, la seconde, contenant 38 ares 93 centiares, estimée 900 francs, et la troisième, de la superficie de 25 ares 31 centiares, évaluée à la somme de 585 francs; le tout suivant le procès-verbal ci-dessus.

Les frais d'échange seront à la charge du citoyen Portal.

**Département de l'Aube.**  
**Commune de Louchelle.**

Art 131. Le maire de la commune de Louchelle, département de l'Aube, est autorisé à céder, à titre d'échange, à madame veuve d'Illevilly, une maison communale contenant en superficie 20 ares 101 centiares, estimée 1,300 francs, par procès-verbal d'expertise, du 25 brumaire an XI, et à recevoir en contre-échange une maison appartenant à madame d'Illevilly, contenant en superficie 12 ares 38 centiares, estimée 3,300 francs, par ledit procès-verbal.

**Commune de Saisons.**

Art 135. Le maire de la commune de Saisons, département de l'Aube, est autorisé à céder, à titre d'échange, au citoyen Harlog, deux parcelles de terrain communal servant ensemble de cimetière, formant ensemble 110 ares 84 centiares, évaluées 140 francs, par procès-verbal d'expertise du 25 thermidor an XI, et à recevoir en contre-échange deux parcelles de terrain appartenant au citoyen Harlog, contenant ensemble 115 ares 58 centiares, évaluées 250 francs, par ledit procès-verbal.

**Commune de Fashi.**

Art 136. Le maire de la commune de Vesle, département de l'Aube, est autorisé à céder, à titre d'échange, au citoyen Dvor, 48 ares 8 centiares de terrain communal, estimé 300 francs, par procès-verbal d'expertise, du 29 brumaire an XI, et à recevoir en contre-échange 18 ares 87 centiares de terrain appartenant au citoyen Dvor, estimé 300 francs, par ledit procès-verbal.

**Département de la Côte d'Or.**

**Commune de Bissy.**

Art 127. Le maire de la commune de Bissy, département de la Côte-d'Or, est autorisé à céder, à titre d'échange, au citoyen Balme, 16 ares 84 centiares de terrain communal, estimé 404 fr., par procès-verbal d'expertise du 26 thermidor an X, et à recevoir en contre-échange 26 ares 25 centiares de terrain appartenant au citoyen Balme, estimé 404 fr., par ledit procès-verbal.

**Commune de Bezezy.**

Art 128. Le maire de la commune de Bezezy, département de la Côte d'Or, est autorisé à céder, à titre d'échange, au citoyen Lenoir, 2 hectares 25 ares 60 centiares de terrain communal, estimé 2,327 fr. 30 cent., selon le rapport d'expertise, du 6 messidor an X, et à recevoir en contre-échange un terrain appartenant au citoyen Goney, contenant 2 hectares 57 ares 2 centiares, tel qu'il est désigné dans ledit procès-verbal, estimé à la même somme de 2,327 fr. 30 cent.

**Département de la Creuse.**

**Commune de Félletin.**

Art 129. Le maire de la commune de Félletin, département de la Creuse, est autorisé à céder, à titre d'échange, au citoyen Lascagne, 1 are 30 centiares de terrain communal, estimé 90 fr., par procès-verbal d'expertise du 18 brumaire an XI, et à recevoir en contre-échange 78 centiares de terrain appartenant au citoyen Lascagne, estimé 90 fr., par ledit procès-verbal.

**Département de la Haute-Garonne.**

**Commune de Mondouzeau.**

Art 130. Le maire de la commune de Mondouzeau, département de la Haute-Garonne, est autorisé à céder, à titre d'échange, au citoyen Lescoste, six hectares vingt-neuf ares de terrain communal, estimé deux mille

soixante-quatre francs 87 centimes, par procès-verbal d'expertise, du 25 germinal an XI, et à recevoir en contre-échange les trois quarts de la maison ci-dessus désignée et le jardin qui y est joint, estimés à la somme de 3,064 fr. 30 cent., par procès-verbal d'expertise du 25 germinal an XI.

**Département de l'Haut-Rhin.**

**Commune de Lohr.**

Art 131. L'échange fait en l'an VI par le commune de Lohr, département de l'Haut-Rhin, de la maison située contre une mare appartenant au citoyen Benillon, est annulé conformément à ses dispositions; le citoyen Benillon remettra à la plus-value de 500 fr., qui lui était due en vertu dudit échange.

**Département de la Haute-Loire.**

**Commune d'Oryen.**

Art 132. Le maire de la commune d'Oryen, département de la Haute-Loire, est autorisé à céder, à titre d'échange, à madame de Lottipé deux parcelles de terrain formant ensemble 1 hectare 11 ares 22 centiares, estimées 1,800 fr., par procès-verbal d'expertise, du 20 thermidor an XI, et à recevoir en contre-échange 2 hectares 1 ares 14 centiares de terrain appartenant à madame de Lottipé, estimés 3,000 fr., par ledit procès-verbal.

**Département de la Meurthe.**

**Commune d'Arnaville.**

Art 133. L'acquisition de maire de la commune d'Arnaville, département de la Meurthe, est autorisée à céder, à titre d'échange, au citoyen Dominique Genard, maire de cette commune, une partie d'un pré communal contenant 21 ares 30 centiares, et estimé 300 fr., suivant procès-verbal du 11 brumaire an X, et à recevoir en contre-échange un pré appartenant au citoyen Genard, contenant 18 ares 20 centiares, et estimé pareillement 300 fr., suivant le même procès-verbal.

Les frais de cet échange seront partagés également entre la commune d'Arnaville et le citoyen Genard.

**Département de Mont-Tonnerre.**

**Cette commune de Deux-Ponts.**

Art 134. La commission administrative des biens nobiliaires et ecclésiastiques de l'île relative de Deux-Ponts, département du Mont-Tonnerre, est autorisée à céder, à titre d'échange, au citoyen Frédéric Hantz, 38 ares 19 centiares de terrain appartenant audit Hantz, estimé 70 fr., par procès-verbal d'expertise, du 30 août an XI, et à recevoir en contre-échange 59 ares 65 centiares de terrain communal appartenant au citoyen Hantz, estimé 100 fr., par procès-verbal d'expertise du 20 nivôse an XI.

**Hospice de Ruyne.**

Art 135. Le conseil du département du Mont-Tonnerre est autorisé à céder, à titre d'échange, sans soude ni retour, à la commission administrative des hospices de Ruyne, la maison nationale dite des Capucines, contenant en superficie, y compris les jardins et terrains adjacents, 89 ares 24 centiares, estimés 48,720 fr., selon le procès-verbal d'expertise, du 30 germinal an XI, et à recevoir en contre-échange la maison de ferme dite Fleux-Hospice, contenant en superficie 20 ares 70 centiares, estimé 46,800 fr., selon le même procès-verbal d'expertise.

**Département de la Meuse.**

**Commune de Montigny.**

Art 136. Le maire de la commune de Montigny, département de la Meuse, est autorisé à céder, à titre d'échange, au citoyen Blaise, 19 ares 10 centiares de terrain communal, estimé 300 fr., par procès-verbal d'expertise du 17 brumaire an XI, et à recevoir en contre-échange un terrain de même étendue appartenant au citoyen Blaise, estimé 450 fr., par ledit procès-verbal.

**Département de l'Oise.**

**Commune de Dandier.**

Art 137. Le maire de la commune de Dandier, département de l'Oise, est autorisé à céder, à titre d'échange, au citoyen Minart, 12 ares de terrain communal, estimé 600 fr., par procès-verbal d'expertise du 18 brumaire an XI, et à re-





deux ans, la somme de 1,331 fr. 80 cent., pour subvenir aux frais de réparation de la fontaine publique.

*Commune de Falm.*

Art. 160. La commune de Falm, département de l'Aude, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,944 fr., pour subvenir aux frais de réparation de la fontaine publique.

*Commune de Mercœur.*

Art. 161. La commune de Mercœur, département de l'Aude, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 3,600 fr., pour subvenir aux frais de réparation de ses églises et de son presbytère.

*Commune de Rieucourt.*

Art. 162. La commune de Rieucourt, département de l'Aude, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 255 fr., pour subvenir aux frais de réparations de son église et de son presbytère.

*Commune du Saint-Nicolas.*

Art. 163. La commune de Saint-Nicolas, département de l'Aude, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,254 fr., pour subvenir aux frais de réparation de ses églises et de son presbytère.

*Département de la Cantal.*

*Commune de Salers.*

Art. 164. La commune de Salers, département de la Cantal, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 830 fr., pour subvenir aux frais de réparations de sa fontaine et du parapet de la place publique.

*Département de la Creuse.*

*Commune de Saint-Agnès.*

Art. 165. La commune de Saint-Agnès-Versailles, département de la Creuse, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 1,000 fr., pour fin de reconstruction d'un pont.

*Département de la Dordogne.*

*Commune d'Anthelm.*

Art. 166. La commune d'Anthelm, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,550 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église et du presbytère.

*Commune de Bardsail.*

Art. 167. La commune de Bardsail, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,800 francs, pour subvenir aux frais de clôture de son cimetière et de réparation de la maison presbytérale.

*Commune de Bourdieu.*

Art. 168. La commune de Bourdieu, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,861 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église et du presbytère.

*Commune de Bournet-Bailly.*

Art. 169. La commune de Bournet-Bailly, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,500 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église et du presbytère.

*Commune de Chaut-de-Clérens.*

Art. 170. La commune de Chaut-de-Clérens, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 545 fr. 64 cent., pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Chaligny.*

Art. 171. La commune de Chaligny, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 382 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Chaze.*

Art. 172. La commune de Chaze, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 350 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Couleuignis.*

Art. 173. La commune de Couleuignis, département

de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 200 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Jumeilh-le-Grand.*

Art. 174. La commune de Jumeilh-le-Grand, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 2,640 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Lefort.*

Art. 175. La commune de Lefort, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 951 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église et du presbytère.

*Commune de Nuchail.*

Art. 176. La commune de Nuchail, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,045 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église et du presbytère.

*Commune de Nollac-de-Nollac.*

Art. 177. La commune de Nollac-de-Nollac, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,597 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église et du presbytère.

*Commune de Ponnac.*

Art. 178. La commune de Ponnac, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 443 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Rouffignac.*

Art. 179. La commune de Rouffignac, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,800 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Saint-Jean-de-Vergt.*

Art. 180. La commune de Saint-Jean-de-Vergt, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 128 fr. 90 cent., pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Saint-Crépin-de-Nestron.*

Art. 181. La commune de Saint-Crépin-de-Nestron, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,643 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église et du presbytère.

*Commune de Saint-Léon.*

Art. 182. La commune de Saint-Léon, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 2,312 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Saint-Martial-d'Albarrède.*

Art. 183. La commune de Saint-Martial-d'Albarrède, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 130 francs, pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Saint-Nicolas-Picquard.*

Art. 184. La commune de Saint-Nicolas-Picquard, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 186 fr., pour subvenir aux frais de réparations de son église.

*Commune de Saint-Sulpice-de-Mauriac.*

Art. 185. La commune de Saint-Sulpice-de-Mauriac, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 811 fr., pour subvenir aux frais de réparations de son église et du presbytère.

*Commune de Surfont.*

Art. 186. La commune de Surfont, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 2,419 fr., pour subvenir aux frais de réparations de son église et du presbytère.

*Commune de Vieux-Marcail.*

Art. 187. La commune de Vieux-Marcail, département de la Dordogne, est autorisée à s'imposer extraordinairement

ment, en deux ans, la somme de 795 fr. 15 cent., pour subvenir aux frais de réparations du pont égaré et du presbytère.

*Département du Doubs.*  
*Canton de Besencon.*

Art. 188. La commune de Besencon, département du Doubs, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,064 fr., pour subvenir aux frais de réparations des ponts, fermes et autres ouvrages communaux.

*Département de la Drôme.*  
*Commune de Pont-Empereur.*

Art. 189. La commune de Pont-Empereur, département de la Drôme, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 600 fr., au paiement de laquelle toutes les contributions personnelles et mobilières sont assujetties.

*Département d'Eure-et-Loire.*  
*Commune de Chérou.*

Art. 190. La commune de Chérou, département d'Eure-et-Loire, est autorisée à s'imposer extraordinairement pour subvenir aux frais de constructions d'un pont, la somme de 219 fr. 79 cent., dont 116 fr. de 45 fr. 16 cent. sera répartie au titre de la contribution foncière, et celle de 103 fr. 63 cent. au titre de la contribution personnelle et mobilière.

*Commune de Saint-James.*

Art. 191. La commune de Saint-James, département d'Eure-et-Loire, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 816 fr., pour subvenir aux frais de réparation d'un pont.

Travaux de l'abbaye d'Anchin de l'archevêché à la commune de la Frieulotte.

Art. 192. Le préfet du département d'Eure-et-Loire est autorisé à faire imposer dans son département, au centre les francs des impositions foncière, mobilière et personnelle, la somme de 25,000 fr. versée par le préfet au profit de l'abbaye d'Anchin de l'archevêché à la commune de la Frieulotte.

*Département de l'Isère.*  
*Commune de Gignac.*

Art. 193. La commune de Gignac, département de l'Isère, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme additionnelle, pendant six ans, des années 12, 13, 14, 15 et 16, une somme de 6,827 fr.

Cette somme sera employée à payer les travaux qui ont été achetés par la commune pour l'entretien du pont.

*Département du Lot-et-Garonne.*

*Commune de Chabou et Saint-Séverin.*

Art. 194. Les communes de Chabou et Saint-Séverin, département de Lot-et-Garonne, sont autorisées à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 3,543 fr., pour subvenir aux frais de reconstruction de ponts communaux.

Toutes impositions sur la base d'un centime par franc, pour la commune de Chabou, et de 17 centimes pour celle de Saint-Séverin.

*Commune de Buzan.*

Art. 195. La commune de Buzan, département de Lot-et-Garonne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 3,807 fr. 20 cent., pour subvenir aux frais de reconstruction d'un pont.

*Commune de Saint-Georges-lès-Cher.*

Art. 196. La commune de Saint-Georges-lès-Cher, département de Lot-et-Garonne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 391 fr. 40 cent., pour subvenir aux frais de reconstruction d'un pont commun.

*Département de l'Aube.*

*Commune de Remy.*

Art. 197. La commune de Remy, département de l'Aube, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 2,735 fr., pour subvenir aux frais de construction de ponts et arceaux nécessaires à l'entretien des eaux.

*Département du Maine.*

*Commune de Beaulieu.*

Art. 198. La commune de Beaulieu, département du Maine, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 38 fr., pour subvenir aux frais de réparations de son pont.

*Département de la Manche-Inférieure.*

*Commune de Lander.*

Art. 199. La commune de Lander, département de la Manche-Inférieure, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, en nature additionnelle aux contributions directes, la somme de 605 fr. 33 cent., pour subvenir aux frais d'un pont, après avoir payé la part des dépenses.

*Département du Doubs.*

*Commune de Bugey.*

Art. 200. La commune de Bugey, département du Doubs, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, en nature additionnelle à la contribution foncière la somme de 14,000 fr., pour subvenir aux frais de l'ajournement général de son territoire.

*Commune de Châtelain.*

Art. 201. La commune de Châtelain, département du Doubs, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, en nature additionnelle à la contribution foncière, la somme de 945 fr., pour subvenir aux frais d'ajournement de son territoire.

*Département de la Meurthe.*

*Commune de Ceyrille.*

Art. 202. La commune de Ceyrille, département de la Meurthe, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 1,535 fr. 49 cent., pour subvenir aux frais de construction d'un pont.

*Département du Puy-de-Dôme.*

*Commune de Milla.*

Art. 203. La commune de Milla, département du Puy-de-Dôme, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en nature additionnelle aux contributions directes la somme de 600 fr., qui servira à payer les frais d'ajournement d'un terrain appartenant au sieur Jean-Baptiste, contenant 9 ares, et autres 300 fr., servant pour le paiement de 27 années au X, ainsi que les frais de l'ajournement de terrain, qui sera destiné à servir de terrain.

*Département du Saône-et-Loire.*

*Commune de Senecé.*

Art. 204. La commune de Senecé, département du Saône-et-Loire, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 538 fr. 50 cent., pour subvenir aux frais de réparations d'un pont.

*Département de la Seine-Inférieure.*

*Commune de Caude.*

Art. 205. La commune de Caude, département de la Seine-Inférieure, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 366 fr., pour subvenir aux frais de réparations de ponts publics.

*Commune d'Épignac.*

Art. 206. La commune d'Épignac, département de la Seine-Inférieure, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 620 fr., pour subvenir aux frais de réparations d'un pont.

*Département de la Sarthe.*

*Commune de Marais.*

Art. 207. La commune de Marais, département de la Sarthe, est autorisée à s'imposer extraordinairement, en deux ans, la somme de 708 fr. 50 cent., pour subvenir aux frais de réparations de son pont public.

**TITRE VI.**

**RÉPÉTITION.**

*Département de la Haute-Garonne.*

*Commune de Baille.*

Art. 208. La commune de Baille, département de la Haute-Garonne, est autorisée à s'imposer extraordinairement la somme de 1,000 fr., pour subvenir aux frais de réparations de son pont public.

partement de la Haute-Garonne, est autorisé à emprunter la somme de 7,000 francs, qui sera employée à l'acquisition d'un local de réputation d'une maison commune, et à d'autres usages communaux, laquelle somme, estimée 7,000 francs par son virement du 11 pluviôse an XI, les citoyens Anglade père et fils, propriétaires, consentent à céder à ladite commune pour la prix de 6,500 fr.

Ladite somme de 7,000 francs sera remboursée dans l'espace de deux années, tant au les habitants de la commune qui ont reçu le commun de l'habitation, pour le produit de la vente des biens communaux et de ses revenus, et jusqu'à cette époque, l'intérêt en sera payé.

**Le département de Lot-et-Garonne**  
**Commune d'Agen.**

Art. 309. Le maire de la commune d'Agen, département de Lot-et-Garonne, est autorisé à emprunter la somme de la commune, une somme de 13,800 francs. Cette somme sera employée à réparer la salle du spectacle.

Le capital sera remboursé par annuité en six années, à dater du 1<sup>er</sup> janvier an XII.

Le remboursement de cette somme et le paiement des intérêts seront payés annuellement.

Le but des sommes de 1,200 fr. 35 cent., qui composent l'estimation des revenus de cette ville pour l'an XII, en fait pas à payer à la commune.

Seul la totalité des revenus des terres et bâtiments et l'emplacement qui appartient de l'habitation de spectacle et de l'habitation de la mairie, et des bâtiments et l'emplacement situés sur les halles, places publiques et promenades.

**TITRE VII.**

**CHAPITRE CINQ.**

**Obligation et liquidation.**

**Département de la Vendée.**

**Commune de Saint-Jean.**

Art. 210. Le maire du département des Landes est autorisé à vendre au maire de Saint-Jean, en son nom et en son pouvoir, le terrain sur lequel se trouve actuellement le presbytère des habitants de Saint-Jean, pour servir de maison commune, moyennant la somme de 7,000 francs, versée l'estimation portée au procès-verbal du 11 brumaire an X.

Pour valider le prix de cette acquisition, le maire de Saint-Jean est autorisé à vendre aux habitants, et en différents lots, les biens et immeubles suivants :

- 1<sup>er</sup> terrain 60 ares 1/2 de terrain estimé 190 fr. 25 c.
- 2<sup>o</sup> 15 ares 18 centiares de terrain, estimés 75 fr. 21 c.
- 3<sup>o</sup> 21 ares 9 centiares de terrain, estimés 87 fr. 10 c.
- 4<sup>o</sup> 10 ares 51 centiares de terrain, estimés 63 fr. 24 c.
- 5<sup>o</sup> 1 ares 58 centiares de terrain, estimés 25 fr. 41 c.
- 6<sup>o</sup> 10 ares 85 centiares de terrain, estimés 75 fr. 04 c.
- 7<sup>o</sup> 31 ares 63 centiares de terrain, estimés 115 fr. 33 c.
- 8<sup>o</sup> 2 ares 11 centiares de terrain, estimés 12 fr. 04 c.
- 9<sup>o</sup> 2 ares 21 centiares de terrain, estimés 9 fr. 31 c.
- 10<sup>o</sup> 15 centiares de terrain, estimés 14 fr. 35 c.
- 11<sup>o</sup> 1 hectare 30 ares 11 centiares, estimés 434 fr. 75 c.
- 12<sup>o</sup> 15 ares 74 centiares de terrain, estimés 62 fr. 70 c.
- 13<sup>o</sup> 10 ares 84 centiares de terrain, estimés 39 fr. 07 c.
- 14<sup>o</sup> 11 ares 17 centiares de terrain, estimés 34 fr. 06 c.
- 15<sup>o</sup> 7 ares 60 centiares de terrain, estimés 24 fr. 04 c.
- 16<sup>o</sup> 8 ares 65 centiares de terrain, estimés 135 fr. 06 c.
- 17<sup>o</sup> 2 ares 84 centiares de terrain, estimés 56 fr. 80 c.
- 18<sup>o</sup> 7 ares de terrain, estimés 176 francs.
- 19<sup>o</sup> 3 ares 6 centiares de terrain, estimés 103 fr. 80 c.
- 20<sup>o</sup> 13 ares 49 centiares de terrain, estimés 184 fr. 88 c.
- 21<sup>o</sup> 5 ares 24 centiares de terrain, estimés 47 fr. 10 c.
- 22<sup>o</sup> 5 ares 24 centiares de terrain, estimés 47 fr. 10 c.
- 23<sup>o</sup> 84 ares 36 centiares de terrain, estimés 295 francs.
- 24<sup>o</sup> 2 ares 11 centiares de terrain, estimés 37 fr. 08 c.
- 25<sup>o</sup> 3 ares 53 centiares de terrain, estimés 48 fr. 51 c.
- 26<sup>o</sup> 2 ares 12 centiares de terrain, estimés 36 fr. 77 c.
- Total, 4 hectares 95 ares 38 centiares.
- Une partie de terrain, sous le nom de l'Etat, estimée 1,740 fr. 52 c.
- La partie du village de l'habitation de Saint-Jean, estimée 100 fr.
- Une tour située dans le village, appelée Tour de l'habitation, estimée 387 fr. 50 c.
- Une maison située à Pédre, estimée 19 fr. 75 c.

31<sup>o</sup> Les motifs de l'ancienne maison commune, estimés 2,000 fr. 50 c.

Total, 7,582 fr. 62 c.

Le seul emplacement des biens et immeubles total de 23 vendémiaire an X.

La somme mise à prix de chaque terrain est la somme du montant de son estimation.

**Département de Lot.**

**Commune de Marçay.**

Art. 211. Le maire du département de Lot est autorisé à acheter à l'autorité de Marçay les bâtiments, cours, jardins et dépendances du château de Marçay de la commune de cette ville, moyennant le prix et la somme de 12,000 fr., montant de l'estimation qui est faite de ces bâtiments, par procès-verbal d'expertise, de 21 vendémiaire an X, lequel document annexé à la minute du contrat de vente.

La somme de 12,000 fr. sera acquittée en le produit de l'impôt sur le revenu de Marçay, en annuités et par quinquante. Le premier paiement sera fait le sixième jour de la vente, et les trois autres d'année en année, sans intérêts, sous la condition que la commune de Marçay sera responsable de l'achèvement de paiement des quinquante et six annuités.

**Département du Puy.**

**Commune de la Madeleine.**

Art. 212. Le maire de la commune de la Madeleine, département du Puy, est autorisé à acheter à l'autorité de la commune de la Madeleine, estimée à la somme de 1,200 fr., que sera le produit de la vente.

Le produit sera employé :

1<sup>o</sup> A acquiescer une somme de 100 fr. au 1<sup>er</sup> Etat, laquelle sera transférée à l'hospice de la Madeleine en paiement d'une somme de 2,000 fr., due annuellement par la commune de la Madeleine.

2<sup>o</sup> Le surplus de 100 fr. de la somme qui sera réglée par le produit.

**Département de la Fauce.**

**Commune de Puy.**

Art. 213. Le maire de la commune de Puy, département de la Fauce, est autorisé à vendre à l'autorité, et dans la forme prescrite pour l'acquisition des biens communaux, les terrains de l'habitation de l'autorité de la commune de Puy, estimés à la somme de 1,200 fr., par procès-verbal d'expertise, de 21 vendémiaire an X, lequel document annexé à la minute du contrat de vente.

1<sup>o</sup> Un terrain de 1,500 mètres, estimé 1,000 fr.

2<sup>o</sup> Un terrain de 1,500 mètres, estimé 1,000 fr.

3<sup>o</sup> Un terrain de 220 mètres, estimé 1,000 fr.

4<sup>o</sup> Un terrain de 75 mètres, estimé 180 fr.

5<sup>o</sup> Un terrain de 2,000 mètres, estimé 2,700 fr.

Le produit de la vente sera employé :

1<sup>o</sup> A acquiescer une somme de 1,000 fr. au 1<sup>er</sup> Etat, laquelle sera transférée à l'hospice de la Madeleine en paiement d'une somme de 2,000 fr., due annuellement par la commune de la Madeleine.

2<sup>o</sup> Le surplus de 1,000 fr. de la somme qui sera réglée par le produit.

Le produit de la vente sera employé :

1<sup>o</sup> A acquiescer une somme de 1,000 fr. au 1<sup>er</sup> Etat, laquelle sera transférée à l'hospice de la Madeleine en paiement d'une somme de 2,000 fr., due annuellement par la commune de la Madeleine.

2<sup>o</sup> Le surplus de 1,000 fr. de la somme qui sera réglée par le produit.

**Département de l'Aube.**

**Commune de l'Aube.**

Art. 214. Le maire de la commune de l'Aube, département de l'Aube, est autorisé à acheter à l'autorité de la commune de l'Aube, estimée à la somme de 1,200 fr., que sera le produit de la vente.

1<sup>o</sup> Le terrain de la commune de l'Aube, avec pied de l'habitation, estimé 1,000 fr.

2<sup>o</sup> Le terrain de la commune de l'Aube, avec pied de l'habitation, estimé 1,000 fr.

3<sup>o</sup> Le terrain de la commune de l'Aube, avec pied de l'habitation, estimé 1,000 fr.

4<sup>o</sup> Le terrain de la commune de l'Aube, avec pied de l'habitation, estimé 1,000 fr.

5<sup>o</sup> Le terrain de la commune de l'Aube, avec pied de l'habitation, estimé 1,000 fr.

6<sup>o</sup> Le terrain de la commune de l'Aube, avec pied de l'habitation, estimé 1,000 fr.

7<sup>o</sup> Le terrain de la commune de l'Aube, avec pied de l'habitation, estimé 1,000 fr.

8<sup>o</sup> Le terrain de la commune de l'Aube, avec pied de l'habitation, estimé 1,000 fr.







La première mise à prix dudit enclos sera de moitié de l'estimation, et les adjudicataires se confondront avec dispositions prévues par la loi du 17 mai 1836, relativement à la jouissance des enclos.

Le produit de ladite vente sera employé à payer en partie l'acquisition du terrain appartenant au sieur Laplanche, le surplus du prix sera remis aux sieurs de Lattès, et pour le paiement total de la valeur dudit terrain. L'adjudicataire sera tenu de payer à Laplanche la raison de cinq pour cent sur son revenu.

Pour le cas où la vente dudit terrain ne pourrait suffire à cet égard, les sieurs de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

#### Département de la Rous-Vienne.

##### Commune de Magnac-Laur.

Art. 228. Le maire de la commune de Magnac-Laur, département de la Haute-Vienne, est autorisé à céder au public, et au delà d'un lot, 53 hectares 88 ares 92 centiares de terrain communal au lieu dit la Lande de la Prairie-Murand, mesurés 17,932 francs.

La première mise à prix sera de moitié de l'estimation.

Le produit de ladite vente sera employé à acquiescer le cédant village de cette commune, estimé mise en exploitation 12,700 francs que les propriétaires ont offert à cet effet à ladite commune moyennant la somme de 4,000 francs, payable d'un tiers d'un an, pour les années à cinq pour cent, et la charge par la commune de réparer les constructions existantes au lieu dit la Lande de la Prairie-Murand, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le surplus du prix de la vente dudit terrain communal sera employé pour dépenses que nécessiteront, dans le bâtiment acquis, l'entretien et d'autres besoins secondaires.

#### Département de l'Aube.

##### Commune de Saint-Basile-le-Roch.

Art. 230. Le maire de la commune de Saint-Basile-le-Roch, département de l'Aube, est autorisé à céder au public, et au delà d'un lot, deux lots de terrain communal mesurés ensemble 32 ares 41 centiares, et estimés 340 francs, suivant procès-verbal de 3 mètres 40 m.

La première mise à prix de chacun desdits lots sera de moitié de l'estimation.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le surplus du prix de la vente dudit terrain communal sera employé pour dépenses que nécessiteront, dans le bâtiment acquis, l'entretien et d'autres besoins secondaires.

#### Appropriation et imposition.

##### Département de la Seine-Inférieure.

##### Commune de Durdent.

Art. 231. La commune de Durdent, département de la Seine-Inférieure, est autorisée à céder au public, et au delà d'un lot, deux lots de terrain communal mesurés ensemble 32 ares 41 centiares, et estimés 340 francs, suivant procès-verbal de 3 mètres 40 m.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le surplus du prix de la vente dudit terrain communal sera employé pour dépenses que nécessiteront, dans le bâtiment acquis, l'entretien et d'autres besoins secondaires.

#### Imposition extraordinaire et rétribution.

##### Département de la Charente.

##### Commune de Mathen.

Art. 232. La commune de Mathen, département de la Charente, est autorisée à céder au public, et au delà d'un lot, deux lots de terrain communal mesurés ensemble 32 ares 41 centiares, et estimés 340 francs.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le maire de cette commune est également autorisé à céder au public, et au delà d'un lot, deux lots de terrain communal mesurés ensemble 32 ares 41 centiares, et estimés 340 francs, suivant procès-verbal de 3 mètres 40 m.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

#### Echange et aliénation de terrains.

##### Département de la Seine.

##### Commune d'Anet-Baron.

Art. 233. Le maire de la commune d'Anet-Baron, département de la Seine, est autorisé à céder, à titre d'échange, au sieur de Lattès, 2 ares 58 centiares de terrain communal, estimés 30 fr., par procès-verbal de 10 mètres 40 m. et à céder au sieur de Lattès, 2 ares 58 centiares de terrain communal, estimés 30 fr., par procès-verbal de 10 mètres 40 m.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

#### Echange et aliénation de terrains.

##### Département de la Seine-et-Marne.

##### Commune de Nogent.

Art. 234. Le maire de la commune de Nogent, département de la Seine-et-Marne, est autorisé à céder, à titre d'échange, au sieur de Lattès, 2 ares 58 centiares de terrain communal, estimés 30 fr., par procès-verbal de 10 mètres 40 m. et à céder au sieur de Lattès, 2 ares 58 centiares de terrain communal, estimés 30 fr., par procès-verbal de 10 mètres 40 m.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

#### Département de la Loire.

##### Commune de Saint-Genès.

Art. 235. Le maire de la commune de Saint-Genès, département de la Loire, est autorisé à céder, à titre d'échange, au sieur de Lattès, 2 ares 58 centiares de terrain communal, estimés 30 fr., par procès-verbal de 10 mètres 40 m. et à céder au sieur de Lattès, 2 ares 58 centiares de terrain communal, estimés 30 fr., par procès-verbal de 10 mètres 40 m.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.

Le produit d'icelles ventes sera employé à acquiescer aux besoins de la commune, estimés 1,000 fr., suivant procès-verbal de 10 mètres 40 m. Le surplus du prix sera remis au sieur de Lattès, par la voie de la saisie, se feront payer sur les produits de l'impôt et autres revenus de la commune d'Arzon.





Mais surtout l'établissement d'un régime hypothécaire était désirable, autant il recueillerait de difficultés et d'entraves. Les progrès, les habitudes, les alarmes d'une classe de citoyens qui redoutaient la publicité de leurs dettes pour conserver la ténue famille d'en rentracier toujours de nouvelles, firent échouer les tentatives des hommes qui voulaient le bien et qui avaient le courage de le proposer.

Mais enfin les fondrières se sont répandues, les premiers se sont allés, toutes les volontés diverses, qui tendent à ces attachements pour des législations locales qui ont d'ailleurs, sont fondées sur une seule, qui est la volonté nationale; et depuis longtemps l'établissement d'un régime hypothécaire est généralement reconnu comme une de ces institutions indispensables dont la société ne doit rien être privée.

Pour pouvoir apprécier le projet de loi qui est soumis à votre approbation, il est à propos, je dirai même indispensable, de connaître les législations qui ont eu lieu jusqu'à présent sur cette matière, sous les trois principaux rapports sous lesquels le projet de loi est conçu, savoir : la garantie des hypothèques, la faculté d'anticiper au-delà du pouvoir à engager qu'une partie de ses biens, en proportion des engagements qu'il contracte, afin de conserver le surplus libre, en cas de nécessité de nouveaux engagements, et enfin la sûreté des acquisitions d'immeubles.

Je vais donc faire une analyse de ces législations aussi succinctement qu'il me sera possible ; la discussion pourra ensuite être dirigée des faits suscitant naturellement les réflexions, ou vers la question plus sérieuse au but qu'on veut atteindre que quand on connaît toutes les routes qui y conduisent ; on choisit la meilleure, on l'on s'en fraye une nouvelle.

Il est difficile de parler de la législation française, sans parler de celle des Romains, qui en fait les principaux éléments, même sur la matière qui nous occupe.

Les Romains faisaient dans les premiers temps ce que tout peuple est à son enfance. Les poésies étaient indigènes et peu fréquentes : les noms des dieux et le montant de la somme payée étaient écrits sur des papiers domestiques, qui étaient plutôt des documents que des livres. Lorsque le latin s'éleva, le nom d'écriture et la lecture furent éliminés. On employait une forme dont la désignation rappelle l'inscription sur le livre de ce qui était reçu en paiement, *accusatio* (1).

Mais lorsque la population s'accroît, lorsqu'il faut ouvrir les canaux à l'industrie, le eu viendra au gage pour les choses mobilières, et à l'hypothèque pour les immeubles.

De la manière dont les hypothèques furent d'abord constituées, il y eut la plus grande sévérité pour les créanciers : celle sévérité, comme on va le voir, préservait même l'insolvabilité d'être tenue responsable pour celui qui embaillait.

Il faut d'abord observer que, dès les premiers temps, les Romains ne concevaient pas que la tradition d'un immeuble pût avoir lieu par le seul effet du geste. Leur droit civil avait introduit l'usage de certaines formes symboliques pour marquer la transmission de la propriété : ces formes semblaient mettre en action la vente et la délivrance de la part de l'un, et la prise en possession de la part de l'autre. Elles devaient être accomplies en présence de cinq témoins (1).

De les mêmes idées qu'avait les Romains, relativement au mode de transmission de la propriété d'un fonds, ils les eurent par rapport à l'hypothèque d'un droit réel sur des mêmes fonds, le cas l'hypothèque. Ils ne se doutaient pas qu'elle pût être constituée autrement que par le débiteur d'un fonds au créancier de la part du débiteur, et qui devant d'abord jusqu'au remboursement de la dette. C'est ce qu'ils pratiquèrent; et dès lors le débiteur ne pouvait plus vendre ni hypothéquer le fonds qui n'était plus en son pouvoir, parce que, tout le vente, seul l'hypothèque, ne pouvait être réalisée que par une tradition actuelle. Il s'agissait encore, toujours dans ces premiers temps, un autre usage, qui était de faire poser des affiches sur un poteau élevé dans le fonds hypothéqué. Ces affiches indiquaient la créance et le nom du créancier. Au tout cela les Romains étaient imitateurs des Grecs; ils tenaient d'eux et la chose et le nom (2).

Mais sous les empereurs il s'introduisit un nouveau droit. Le pape seul opéra la trafiliron des fonds qui étaient vendus. Les societas formes de la suite furent abolies (3).

Le changement par rapport à la vente influe nécessairement sur le mode de création de l'hypothèque : elle peut être constituée par le simple effet de l'obligation, dont elle lui est un accessoire.

Cependant elle ne pouvait d'abord être imprimée que sur les boîtes présents, mais comme, en donnant un pœle tonie l'étendue dont il était susceptible, il fut permis de suppler l'hypothèque. Les lois ultérieures même jusqu'à vouloir que cette dernière hypothèque fût du droit et qu'elle ne cessât que par une loi expresse.

Telle est la législation hypothécaire dans la majeure partie de la France. Nous n'en soulevons pas les défauts, mais nous décrivons d'une hypothèque aussi générale. Celui qui prétend se pouvoir passer acquiescer le degré de sûreté de sa créance, parce que les hypothèques d'état sont publiques, il ne peut savoir si la même chose ou non pousse par d'autres, et sans qu'il en ait retrouvé s'il fallait en venir à la discussion des biens du débiteur avec d'autres créanciers.

[1] C'est ce qui était connu dans l'ancien drow comme sous le nom de *manapalae*. Sur ces termes on peut voir Huetinot, *Antiq. comm. de Soissons*, liv. 2, liv. 7, § 45; Segouin, *De antiquis jur. canonicis*, chap. II, de Fastorum Historiae Cunctis, etc. par au mot *manapalae*.

[2] Voy. Laysan, du *Diognesismos*, liv. III, chap. 3; Basing, *Tratado das hypochondrias*, chap. premier.

En France, il y a eu un usage qui imitait celui des affilées; mais il n'a jamais eu lieu que dans le cas des

sautes séchées pour parvenir à l'expropriation. On posait des brandes en jangones sur, dans la brousse dont on pouvait l'expropriation, on ne changeait jamais en leur mention dans la zone.

(3) Voy. la loi unique au Code De tudo jure Quiritium intendo, qui est de Instaurum. Ces formalités imposées à une antique distinction des choses, dont les noms étaient appelés res mancipi, et les autres res res mancipi, distinction qui a été abolie par Justinien, par la loi unique au Code De nam. res. Transfere, et de senilis differentes *res mancipi* et *res mancipi*.

Si le débiteur vendait une partie de ses immeubles hypothéqués, tout empêcherait qu'il ne vendît, qui n'ait que créance sur l'hypothèque antérieure à cette vente, pouvait exercer contre le tiers acquéreur une action en déclaration d'hypothèque, dont le but était de faire vendre l'objet vendu. Un créancier antérieur en hypothèque pouvait intervenir et demander la préférence. Le tiers acquéreur exerçait son recours contre le vendeur ou contre d'autres tiers acquéreurs, qui avaient acquis après lui et qui demandaient encore la garantie contre le vendeur.

Si le fonds se vendait et si on venait à la discussion et à l'ordre, alors tous les créanciers hypothécaires prenaient concourse sur le même objet, le prix en était absorbé par des frais énormes, et on craignait souvent que le résultat fût le même pour chacun des immeubles qui avaient été successivement affectés par des hypothèques ou des saisies (1).

Il était impossible de fermer les yeux sur une législation aussi vicieuse et qui concernait un objet aussi important (2).

Dans la vue de remédier au mal en partie aux maux qui en résultait, l'usage des décrets volontaires s'introduisit à l'exemple de l'apparence établie par la coutume de Bretagne.

Lors même d'une vente volontaire, l'acquéreur obtenait la faculté de faire vendre le fonds sous la forme ordinaire du décret forcé, qui affranchissait les tiers adjuvés des hypothèques pour lesquelles il n'y avait pas eu d'opposition : cet affranchissement s'étendait même à la dot de la femme et aux droits des mineurs. Ce décret volontaire se faisait souvent en vertu d'une obligation simulée. Les créanciers hypothécaires antérieurs à la vente étaient obligés, sous peine de déchéance, de mettre leurs créances à découvert ; et le prix qui était conservé par l'acquéreur était distribué entre eux, selon la date de leurs hypothèques.

C'était avoir fourni un moyen à l'acquéreur d'acheter avec sécurité ; mais il n'en résultait aucune par rapport à ceux qui précédaient. Il n'y avait jamais eu de recours pour eux que dans la publicité des hypothèques. D'après l'incertitude qu'il y avait toujours sur la solvabilité de celui qui empruntait, ils ne pouvaient savoir si, dans le cas où il y aurait un ordre, ils seraient, ou non, placés dans un rang utile.

Malheureusement de cette impuissance du décret volontaire, il résultait de graves inconvénients en ce que, les créanciers ayant le droit d'arrêter sur le prix de la vente volontaire pour se mettre à l'abri des fraudes qui auraient pu être pratiquées entre le vendeur et l'acquéreur, le décret, en cas d'enchères, était forcé ; et il n'y

avait ni Paquéreur, mais surtout ni lui-même, voyant évanouir leur projet, car ce que les tiers du décret volontaire étaient étonnés (ils étaient à peu près tous du décret forcé), et que les propriétés d'une valeur inégale, qui sont le plus grand nombre, ne pouvaient les supporter.

Dépendant il y avait eu fin des coutumes qui, relativement au mode de constitution de l'hypothèque, avaient des dispositions dans lesquelles on pouvait trouver le remède qu'on cherchait à vaincre depuis longtemps. En ces coutumes, les uns formaient les provinces de Picardie et d'Artois ; les autres composaient le ressort du parlement de Flandre ; elles étaient désignées sous plusieurs dénominations, entre autres sous celles de rontines de sœurs et de mairiement. Leurs usages à cet égard étaient à peu près conformes aux coutumes des provinces belges.

On est fondé à croire que les usages qui avaient lieu dans ces coutumes, pour l'établissement d'un droit réel sur un fonds, tel que l'hypothèque, ainsi que pour la transmission de la propriété par la vente et par la donation, étaient en partie des formes établies dans l'ancien droit romain. Il n'est pas permis de douter que cet ancien droit n'ait servi pendant bien longtemps en France et en Allemagne, lorsque le recueil de Justinien eut disparu, au milieu des troubles de l'empire, et jusqu'à ce qu'il eût été retrouvé dans la douzième siècle.

Mais si on ne pouvait pas reporter l'origine des dispositions de ces coutumes à l'ancien droit romain, et si on ne peut pas le passer que dans le régime féodal, d'après lequel les seigneurs avaient également voulu qu'on ne pût hypothéquer et vendre des fonds relevant de leurs fiefs, sans leur consentement, toujours est-il vrai que de ce régime si barbare et si contraire au général de tout ordre social, il en serait sorti les éléments les plus propres à l'organisation d'un régime hypothécaire.

L'hypothèque ne pouvant être constituée que par le voir de la magistrature sur un immeuble ou sur plusieurs, mais toujours pris séparément et isolément, il en résultait qu'un acte s'annuler ou pouvait être annulé sans hypothécairement sur le même objet, ou qu'on moins il ne pouvait l'être au préjudice de celui qui, le premier, avait rempli les formalités prescrites (1).

Ainsi, dans ces coutumes, l'hypothèque n'avait pas simplement le caractère de la publicité ; elle avait encore une qualité qui ajoutait une grande efficacité à ce premier caractère, qui était celle de la spécialité (2).

C'est ici le cas de faire quelques réflexions sur ces deux caractères de publicité et de spécialité sous le rapport de leur liaison ; car il est impossible de les trouver en opposition.

On sent aisément qu'une hypothèque peut être publique, en conservant la généralité avec plus

(1) Le droit romain avait introduit en faveur du tiers acquéreur la faculté de faire déclarer les biens que le débiteur n'avait pas vendus. Mais avec l'hypothèque générale et quand on était privé des combinaisons d'un régime hypothécaire, cette faculté ne produisait aucun effet. Aussi plusieurs coutumes avaient établi seules des déclarations. Voyez Bonnet, dans ses notes sur l'ordonnance de 1629, art. 11, titre 1<sup>er</sup> du livre III des Loix civiles.

(2) Le contrôle ou enregistrement des actes, établi par un édit de 1581, qui eut lieu sous Henri III, et qui fut aboli par un édit de 1682, renouveau par un édit de 1763 pour la Bretagne, et rendu commun à toute la France par un édit de 1771 rendant ce contrôle à peu près comme il l'est actuellement par un édit de 1783, produisit des inconvénients. Il empêchait les fraudes qui pouvaient se commettre par des ventes simulées. Mais il y avait lieu de cet établissement à un régime hypothécaire dont le caractère se faisait sentir.

(1) Il y avait dans le projet de ces coutumes des formes véritablement hypothécaires. Seules étaient par les mêmes que celles de l'ancien droit romain, on peut dire qu'elles les imitent. Les formes antérieures étaient désignées sous les noms d'arrêts de loi, devoirs de loi, mais sans, sans de fait, rapport d'héritage, etc.

(2) Dans le nouveau droit romain, on a imaginé une hypothèque spéciale qui ne ressemble en rien à l'hypothèque spéciale de la manière dont nous l'entendons aujourd'hui, mais on pouvait peut-être avec la généralité de l'hypothèque, en ce qui concernait au même, s'y opposer contre l'hypothèque spéciale. Cette hypothèque spéciale pouvait au détriment du créancier. Aussi elle-même tombait en désuétude, et les clauses à ce sujet furent devenues purement de style. Voyez Bonnet, dans ses notes sur l'ordonnance de 1629, art. 11, titre 1<sup>er</sup> du livre III.



raie produire, offrait les plus fausses notions à la législation, et menaçait les fortunes d'un ébranlement général. De l'engourdissement d'où l'on voulait se tirer, on allait à la corruption.

La suppression de cette loi fut heureusement ajournée jusqu'à celle du 11 brumaire an VII, qui serait la juste milieu où se trouvent et le maintien et la vie, mieux en consacrant la position de l'hypothèque dans toute sa plénitude, et en donnant toute l'urgence possible à la spéculation.

Les personnes accusées d'injustice si nous ne faisons pas l'abus que ne sont les idées sans des lesquelles celle dernière loi a été conçue, qui en ont fait autre chose que nous. Quelque les changements adoptés par le projet de loi actuel, tant du temps et de l'urgence, soient autant d'irrégularités importantes, la loi du 11 brumaire n'en sera pas moins regardée comme la type et le fondement.

Le réel historique que je viens de faire présente suffisamment les idées qu'on doit se former sur les principales bases du projet de loi, qui est la pierre de la spéculation des hypothèques, sans les exceptions et des modifications commandées par la nécessité et par la justice.

Ces bases ont cependant été attaquées, comme je vous l'ai déjà annoncé, par le député d'Agnesseau, en expliquant son projet de loi qui sans doute lui fut communiqué, dont l'objet est évidemment d'un régime hypothécaire, et qui n'est pas du tout (1).

Le respect dû à ce qui est sorti de la plume d'un véritable et savant magistrat est le seul motif qui impose la devoir de discuter son opinion sur un point sur lequel il s'agit de recourir aux simples notions de la raison.

Je n'examine pas ce qui aurait pu faire illusion à un magistrat sur les motifs qui doivent servir à la revocation de la loi de 1793, qu'il allégué aux inconvénients multipliés que la loi présente, motifs qu'on ne trouve pas à beaucoup près dans la loi qui procède à cette révocation, la loi qui est même conçue de manière à ne pas la laisser ressembler comme distincte (2). Je n'ai à vous raisonner que se réduisent à l'expérience, d'après laquelle la loi de 1793 fut révoquée, et aux réclamations qu'il avait de tous côtés.

L'expérience! Mais peut-on dire qu'il s'en soit tenu une sur cette loi, puisque, suivant les termes mêmes de d'Agnesseau, le législateur considérait qu'il s'agissait de la preuve de sa vie?

Je n'est pas tant, il y avait une autre expérience sur lequel le système de la loi de 1793 est venu à l'ordre du jour, depuis longtemps dans tous les pays de l'empire, et à laquelle il n'est d'aucun des motifs de la loi qui procède à cette révocation, la loi qui est même conçue de manière à ne pas la laisser ressembler comme distincte (2). Je n'ai à vous raisonner que se réduisent à l'expérience, d'après laquelle la loi de 1793 fut révoquée, et aux réclamations qu'il avait de tous côtés.

Les réclamations! Mais de qui pouvaient-elles venir? et d'où sont-elles venues au lieu d'être?

Un Voir le tome XIII de ses Œuvres, page 180, et la loi.

Et la loi d'Agnesseau. Aussi à Paris, par exemple, le 10 de mai 1793, au point de vue des points de vue, et de la loi, on a vu, comme on a vu, jusqu'à ce qu'il n'y ait eu d'aucun des motifs de la loi qui procède à cette révocation, la loi qui est même conçue de manière à ne pas la laisser ressembler comme distincte (2). Je n'ai à vous raisonner que se réduisent à l'expérience, d'après laquelle la loi de 1793 fut révoquée, et aux réclamations qu'il avait de tous côtés.

étendue une manière par laquelle elle importait aux qui s'en étoient dans les lendres du mensonge et de la fraude?

Si donc on ne se laisse pas éblouir par l'éclat d'un nom qui sera toujours respectable, et si on veut entrer dans la vérité des objections, on ne sera pas tenté du prétendu danger qu'on voit faire résulter, pour le crédit et la commerce, de la publicité des hypothèques.

Quant aux propriétaires, s'il en est qui veulent tromper, cette criminalité puisse appeler seule la loi maintenant dans ce n'a été privés de long-temps. A l'égard de ceux qui sont de bonne foi, ils seront aidés par une loi qui leur donne la moyen que sans rien les n'ont pas à établir leur solvabilité, et à déterminer la manière que leur solvabilité seule avait déjà pu inspirer.

Par rapport aux commerçants dont les spéculations ont pu leur essor qui ne serait pas raisonnable de les soumettre à des assurances sur des propriétés qui trop rarement seraient en propriété avec leurs engagements, la loi ne change rien, et son existence ne peut arrêter les prêts qui leur sont faits sur la loi de leur probité et de leur solvabilité même.

• Mais, disent très-politiquement le rapporteur  
• au conseil des Camp-Cours sur la loi du 11 brumaire (1), la publicité ne sera pas un com-  
• mode; elle lui sera au contraire très-utile. Le  
• crédit d'un commerçant ne ressemble un rien à  
• celui d'un simple propriétaire, celui-ci n'a pour  
• garantie aucune que ses propriétés foncières,  
• mais rarement celles-ci en a de considérables.  
• Comme ses fonds emploient une spéculations  
• continuelles, beaucoup plus productifs qu'en  
• foncières, ses acquisitions ne se font que  
• presque toujours à l'apais de sa dette, et  
• l'indication du besoin d'obliger et de l'acte  
• la loi (2).

Après ces réflexions préliminaires sur les avantages de la publicité et de la spéculation de l'hypothèque, j'entre dans l'explication de la marche du projet de loi. Je m'abstiens de vous entretenir sur des définitions, sur certaines exceptions et sur plusieurs de celles; je ne puis que vous en faire une analyse motivée des dispositions essentielles.

#### De privilèges.

Le privilège est organisé dans le chapitre premier.

Mais savons tous qu'il résulte de la qualité, ou pourrait même dire de la faveur de la créance, elle-même faite de l'époque où elle s'est formée.

Un esprit d'analyse et de méthode a-t-il aucune distinction au motif de laquelle on peut prétendre se former des privilèges sur cette partie du projet de loi.

Il y a d'abord deux espèces de privilèges : les

(1) Le citoyen Jacquemont, sénateur. Rapport du 21 mai 1864.

(2) La commission du national de l'assemblée a lui adressé le sujet de la loi de 1793, et a suppliqué par un objet de la loi de 1793.

• Les prêts faits aux commerçants sont réglés par  
• l'acte même, ainsi que les plus grands intérêts,  
• approuvés par des votes de la commission, et  
• garantis par l'intérêt même des commerçants, point  
• qui le même, et dans l'acte même de la loi, et  
• certains sont les droits d'indemnité. Les prêts sont  
• certains sont les droits d'indemnité. Les prêts sont  
• Les prêts sont négociés sous un mouvement rapide  
• et immédiatement au moyen de la loi de 1793, et  
• qui sont et sont à la loi de 1793, et sont et sont  
• C'est. C'est qui se trouvent à la loi de 1793, et sont  
• et sont sous les mêmes qui sont les autres.



une sur les meubles, les autres sur les immeubles (1).

Les privilèges sur les meubles se subdivisent en privilèges généraux sur tous les meubles, et en privilèges particuliers sur certains meubles (2).

Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont :

- 1° Les frais de justice ;
- 2° Les frais funéraires ;
- 3° Les frais quelconques de la dernière maladie ;
- 4° Les salaires des gens de service pour l'année écoulée, et ce qui est dû pour l'année courante ;

5° Les fournitures de subsistance faites au débiteur et à sa famille, savoir : pendant les six derniers mois, par les marchands au détail, et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros (3).

De tout temps ces sortes de créances ont obtenu ce privilège : les frais de justice, qui sont ceux des scellés, inventaire et vente, ont pour objet la conservation et la liquidation de la chose.

A l'égard des autres créanciers, au principe d'humanité a déterminé ce privilège : il est répugné, pour des objets si rigoureusement modifiés, et qui eussent raieusement en considération dans les salaires, intérêts, et d'ailleurs d'un citoyen les secours offerts à ses infirmes ou à sa mère, ou privant ceux qui sont disposés à les donner de l'esprit d'être payés sur les objets qui sont au pouvoir du débiteur et en vue de lui, et que de bonne foi ils ont regardés comme leur gage. Les mêmes motifs ont fait étendre ce privilège aux immeubles, en cas d'insolabilité du mobilier (4).

Par rapport aux créanciers privilégiés sur certains meubles seulement, et à celles qui le sont sur les immeubles, il est inutile que je tienne en règle la nomenclature qui m'est faite dans le projet de loi ; elle sera justifiée, quand on aura rappelé les deux principes dont les dispositions du projet ne sont que les conséquences immédiates.

Le premier est que, lorsque la créance forme le prix de la chose faite au débiteur d'un objet qui existe en nature, ou que la chose ne doit son existence qu'à conservation qu'aux avances faites par le créancier, le créancier sur cet objet est naturellement privilégié ; il a donc au créancier un droit de suite sur la chose, puisque sans l'existence de la créance, elle n'aurait pu devenir le gage du créancier, ou elle n'aurait offert qu'un gage de bien moindre valeur.

Le second est que toutes les fois que par la nature des choses un objet a dû nécessairement être regardé comme le gage d'une créance dont le créancier a dû même être considéré comme averti, à l'exemple du gage réel, il n'y a rien de révoltant qu'il soit dépossédé sans être payé de la chose qu'il doit envisager comme sienne jusqu'à concurrence de la dette. De la présomption de l'intention respectif des parties, il nait un gage par le seul ministère de la loi, et ce gage légal doit avoir les mêmes effets que le gage conventionnel.

Il n'y a pas un des privilèges établis par le projet de loi qui ne dérive de l'un ou de l'autre de ces deux principes.

Mais il était juste que les architectes et entrepreneurs, qui sont au nombre de ces créanciers privilégiés, ne pussent exercer leur privilège que sur la plus-value existant à l'époque de l'achève-

ment de l'immeuble, et résultant des travaux qui y auraient été faits (1) : on dépense, qui ne produit point de valeur réelle, ne peut faire la matière d'un privilège ; elle n'a point rien au gage qui était déjà affecté aux autres créanciers existant.

Quand on se pénétrera du projet de loi, on sera convaincu que l'ordre de préférence entre les créanciers privilégiés, soit sur les meubles, soit sur les immeubles, y est soigneusement marqué, soit que les privilèges portent sur une universalité de meubles, soit qu'ils aient trait à des objets particuliers. Cet ordre est ordinairement le même que celui de l'inscription des privilèges. En cas d'intercession de cet ordre, on a eu soin de l'exprimer.

Lorsqu'il y a des créanciers qui ont fourni diverses sommes pour le même objet, alors il ne peut y avoir de préférence entre eux sur ce qui fait la matière de leur privilège commun ; il est forcé qu'ils concordent (2).

Ainsi ceux qui auraient également contribué par diverses avances aux dépenses et aux frais de la récolte de l'année, ne peuvent respectivement réclamer une préférence ; il y a seulement concurrence ; et il en est de même des autres cas semblables.

Mais il ne faut pas que les privilèges sur les immeubles, le projet de loi a dû vouloir, d'après le principe de la publicité des hypothèques, que ces privilèges fussent inscrits, sans quelques exceptions et quelques modifications relatives au délai dans lequel l'inscription doit être faite, dont la justice est évidente, et la seule issue des arrières qui les établissent.

Cependant, si le privilège n'avait pas été inscrit dans le délai fixé par la loi, le privilège, ayant en lui-même toute la vertu du titre qui constitue les créanciers simplement hypothécaires, peut être inscrit même après ce délai. Mais alors, retiré dans le principe général des hypothèques, son effet n'aura lieu à l'égard des tiers qu'à compter de l'inscription (3).

#### Des hypothèques.

C'est ici le cas de développer, et j'oserais dire, de mettre en jeu le mouvement des hypothèques. Le moyen le plus sûr, peut-être de se pénétrer de la sagesse du projet de loi, est de démontrer ses moyens d'exécution : alors on remonte aisément soi-même à des idées abstraites, qui seules amèneraient plus lentement des notions précises.

Pour cela, je vais aller dans l'ordre inverse de celui de la loi. Son plan est tel qu'il devait être ; mais on peut se choisir un autre, quand on veut se saisir le mécanisme et montrer à ses éléments. Je la décomposerai donc, et je m'attacherai à faire remarquer les fils par lesquels se correspondent une foule d'articles épars, et qui, pour être placés à de certaines distances, concernent simultanément pour obtenir un résultat sur chaque partie du projet de loi.

Je commencerai par ce qui est le plus aisé, en remontant successivement à ce qui est le plus compliqué.

Ainsi, quoique le projet de loi, dans le chapitre II, s'explique sur les hypothèques, dans cet ordre.

*Des hypothèques légales.*

*Des hypothèques judiciaires.*

*Des hypothèques conventionnelles.*

[1] Article 8.

[2] Article 9.

[3] Article 10.

[4] Section III, chapitre 1<sup>er</sup>.

[1] Article 11, § 3.

[2] Article 6.

[3] Article 21.

Je parlerai d'abord de l'hypothèque conventionnelle, ensuite de l'hypothèque judiciaire, et très-brièvement des hypothèques légales.

D'ailleurs, sur toutes ces parties, l'orateur du Gouvernement a fait exposé avec autant d'énergie que de solidité les principes dans lesquels il faut de la loi avait été émise, je me vois pressé de réclamer à établir que ses diverses dispositions y répondent fidèlement. En allant par deux chemins différents, nous concourons au même but, qui est de démontrer la sagesse et les avantages de la loi.

#### *De l'hypothèque conventionnelle.*

L'observance d'abord du créancier au débiteur l'hypothèque n'est pas nécessaire. On ne connaît même l'idée de l'hypothèque que respectivement à des fins, tels que des créanciers postérieurs en date, ou des acquéreurs du débiteur.

Ainsi, par rapport à ce dernier, il peut être contraint au paiement de la dette, pourvu qu'il soit établi sur un titre exécutoire, par toutes les voies judiciaires, même jusqu'à l'expropriation, c'est ce qui résulte de l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi actuel, et de l'article 2 du titre relatif à l'expropriation forcée, qui vous est déjà présenté et dont on peut presumer l'adoption.

La publicité de la créance, qui seule mûrit l'hypothèque par la voie de l'inscription, n'est donc nécessaire que pour conserver la préférence respectivement à des créanciers postérieurs et qui primeraient par le seul effet de leur date. On ne suppose, n'ayant pu connaître d'hypothèques antérieures, ou à des acquéreurs postérieurs qui, ayant fait transcrire leur contrat, seraient atteints de toutes hypothèques précédentes qui auraient été ignorées par le défaut d'inscription.

Mais l'intérêt du prêteur devant le porter à attacher à sa créance l'importance accessoire de l'hypothèque, il doit, outre les formes qui constituent l'authenticité du titre, y faire insérer une désignation spéciale de chacun des immeubles sur lesquels l'emprunteur consent l'hypothèque de la créance (1).

Cette désignation peut porter sur un ou sur quelques-uns des immeubles du débiteur, comme sur tous, mais toujours nominativement; et il faut noter que le nombre des objets hypothéqués serait toujours à la mesure du montant de la créance. Lorsqu'on ne s'est pas borné dans les idées ci-dessus il y a eu des hypothèques, les citoyens l'ont ou tard réprouvé à ses inspirations.

Cette désignation spéciale ne peut compaître avec une hypothèque sur les biens à venir; et je ne crois pas qu'on veuille sérieusement reproduire les objections qui ont été faites pour établir la nécessité de pouvoir hypothéquer le gendre de biens. Il a déjà été décrété dans le titre de la vente, qu'il n'est pas de notre ancienne législation, qu'on ne pouvait vendre ce qu'on n'avait pas; et par une conséquence, on ne peut hypothéquer que ce qu'on a.

On se réalise les avantages de cette spécialité que j'ai déjà eu occasion de vous faire remarquer, soit par rapport au débiteur, soit relativement au créancier lui-même.

Par rapport au débiteur, en ce que l'hypothèque était déterminée particulièrement sur un bien d'une valeur analogue au montant de la créance, ses autres biens sont libres, et cette liberté lui procure les moyens d'emprunter de nouveau, selon les spéculations auxquelles il peut se livrer.

En ce que le créancier avec l'hypothèque spéciale

ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, que dans le cas d'insuffisance des biens qui le sont (2).

En ce que, dans le cas d'indisposition de la créance, la spécialité oblige le créancier à une déclaration estimative lors de l'inscription, et qu'en outre, en cas d'exécution de cette déclaration, le débiteur a droit d'en demander la réduction (3). Et d'après les formes que la loi établit dans ce cas, les intérêts du créancier ne peuvent être bloqués (4).

Par rapport au créancier, la spécialité lui est utile, puisqu'une hypothèque spéciale était rarement suivie d'une autre sur les mêmes immeubles, à moins qu'il n'y ait évidemment une valeur suffisante qui garantisse le second comme le premier engagement, le créancier, avec une première hypothèque spéciale, est toujours sûr de suivre utilement l'immeuble hypothéqué en quelques mains qu'il passe (5), et que celui qui ne craint le débiteur ne peut le remiser à la discussion des autres lieux du débiteur (6).

La loi ne s'en tient pas là : toutes les fois que cette spécialité pourrait rencontrer quelques difficultés, elle indique des moyens pour la faciliter.

Si les biens présents et futurs du débiteur étaient insuffisants pour la sûreté de la créance, il peut, mais sous la condition que cette insuffisance sera exprimée, consentir que chaque des biens qu'il acquerra par la suite demeure affecté à la créance, à mesure des acquisitions (7).

Quoiqu'il en soit, si l'hypothèque ne favorise du créancier, relativement aux biens à venir, qu'à compter de l'inscription, on ne verra pas moins la plus grande facilité au débiteur qui pourra réclamer la réduction que fait valoir sa fortune actuelle à celle qui résulte d'une fortune à venir.

On pourra même reconstruire, pour ne pas gêner inutilement la totalité des biens futurs, révoquer qu'il n'y aura qu'une partie de ces biens sur lesquels il pourra être pris des inscriptions. Mais, sans cette stipulation, le débiteur ne pourrait demander cette limitation, parce que la réduction n'aurait point été limitée, elle doit avoir son effet dans toute sa totalité.

Enfin les immeubles assujettis à l'hypothèque viendraient à périr ou à éprouver des dégradations, de manière qu'ils fussent devenus insuffisants pour la sûreté du créancier, celui-ci pourra, ou poursuivre des à présent son remboursement, ou obtenir un supplément d'hypothèque (8).

La loi balance également l'intérêt du créancier et celui du débiteur.

Il est donc usé de sentir combien la spécialisation tend à débarrasser les formes de toutes hypothèques qui n'auraient point un objet nécessaire; évaluer qu'il était impossible d'obtenir sous le joug de l'universalité des hypothèques, qui toujours et nécessairement couvrait la totalité de la fortune immobilière d'un débiteur, quelque énorme différence qu'il y ait à avoir entre sa valeur et le montant des créances.

#### *De l'hypothèque judiciaire.*

Nous nous sommes jusqu'à présent l'impression d'hypothèques spéciales sur les biens libres,

(1) Article 7 du titre relatif à l'expropriation forcée.

(2) Article 41.

(3) Articles 13, 73 et 74.

(4) Article 75.

(5) Article 82.

(6) Article 29.

(7) Article 40.

et qui peuvent successivement être soumis à cette sorte d'hypothèques, il faut estimer des effets similaires de la législation.

Supposons maintenant qu'il s'agisse de l'établissement d'une hypothèque judiciaire, elle est plus pénible pour le débiteur que l'hypothèque conventionnelle ou spéciale. Mais pourquoi? C'est qu'il a à supporter de nouveau une subordination en engageant son bien au profit d'un créancier, ou l'arrivera à un autre par un autre sous signature privée qui, étant d'ailleurs authentique par la reconnaissance ou par un jugement de condamnation, produit une hypothèque de cette nature. Le créancier a dû remplir sur l'acquiescement de sa créance, et il n'a pu seul, et sans que l'autorité lui rappelle le débiteur avant d'être nécessairement contraint, imposer une spécialité d'hypothèque. Le débiteur ne peut se plaindre d'un position dans laquelle il s'est lui-même placé.

Cependant le législateur, comme toujours du devoir publicitaire du droit, ne peut pas poser les hypothèques des immeubles, lorsqu'ils existent dans un état d'offre, même dans cette position, des immeubles présents au débiteur.

Si l'hypothèque judiciaire peut s'élever naturellement sur les immeubles appartenant au débiteur lors de sa condamnation, mais encore sur ceux qu'il pourra acquiescer à l'avenir, ce qui était une entorse, ne du défaut de qu'il valait l'inscription sur les biens à venir, il n'est d'ailleurs possible de regarder cette condamnation comme impossible, lorsque le créancier a des hypothèques judiciaires sur une suite d'actes de biens présents qui ont été affectés à sa créance.

Mais il y a bien plus; c'est que le débiteur aura la faculté, non seulement par rapport aux biens à venir, en cas d'inscriptions successives, mais encore relativement aux biens présents qui auront été grevés par l'inscription, de demander la réduction de l'effet de cette inscription, et elle portera sur plus de biens qu'il n'en faudrait pour la sûreté de la créance, et que l'effet ne soit déterminé sur une partie suffisante [1].

Les conditions sous lesquelles cette réduction peut être demandée, et les formes qui doivent être observées pour l'obtenir, sont sagement réglées par la loi [2].

Ainsi que la loi spéciale a-t-elle pris une loi particulière, il résulte de tout ce qu'on a déjà dit que le gage de l'hypothèque spéciale demeurera prise toujours uniquement affectée à la créance, sans qu'on ait à craindre une participation au consentement de la part de l'hypothèque judiciaire par l'effet d'une absorption.

Et l'hypothèque judiciaire étant même préexistante, au moyen de la réduction dont la faculté est offerte au débiteur, celui l'exerce de la valeur des objets sur lesquels l'inscription portait, comparée au taux de la créance ou d'hypothèque judiciaire, les biens du débiteur pourraient encore, malgré l'hypothèque judiciaire, devenir le gage d'hypothèques spéciales.

Il passe aux hypothèques légales.

#### *Des hypothèques légales.*

Il y a trois espèces d'hypothèques légales :

1° Pour les créances des femmes sur les biens de leurs maris, résultant de la dot et des conventions matrimoniales;

2° Pour celles des mineurs et interdits sur les biens de leurs tuteurs;

3° Pour celles de la nation, des communes et des établissements publics sur les biens des receveurs et administrateurs comptables.

Le motif qui inspire l'ordre de choses, la loi a franchi les deux premières espèces de créances de la publicité par la suite de l'inscription [3].

Cet ordre n'est pas à être déformé par l'hypothèque ou sur les biens, les communes et les mineurs de trahir à leurs intérêts, quoique cependant cette hypothèque soit moins à l'ordre par rapport aux femmes.

Les hypothèques devant donc exister d'elles-mêmes, sans être connues, au moins par la suite de l'inscription, et pouvant être exercées sur tous les biens présents du débiteur et sur ceux qui pourraient lui appartenir dans la suite, on comprend aisément qu'elles devraient être un plus grand embarras dans les fortunes des maris et des mineurs, et que les résultats pourraient en être plus dangereux pour des créanciers ou des acquéreurs mal avisés.

Mais aussi la loi redouble sa prévoyance et ses efforts pour alléger le poids de ces hypothèques.

Pour procéder avec ordre, nous allons distinguer ce qui concerne le mari et le tuteur, de ce qui regarde des tiers, tels que leurs créanciers ou leurs acquéreurs.

Par rapport au mari, la loi permet, lorsque les parties sont majeures, de convenir, dans le contrat de mariage même, qu'il n'y aura pas d'inscription qui sur un ou sur certains de ses immeubles, et que ceux qui ne seraient pas indiqués pour l'inscription restent libres et affranchis de l'hypothèque pour la dot de la femme, et pour ses reprises et conventions matrimoniales [4].

Ainsi que simple prévoyance de la part du mari, avant même que l'hypothèque prenne naissance, peut dégager une partie de sa fortune plus ou moins considérable selon la valeur de ses biens, comparée à la dot et aux conventions matrimoniales.

Il y a plus; si, lors du mariage, sa fortune était telle qu'on n'en ait pas eu besoin restreindre l'hypothèque légale sur une partie seulement des biens que le mari possédait, il pourra, même après le mariage, si sa fortune ayant augmenté et préservant une partie plus ample, demander, du consentement de sa femme et après avoir pris l'avis des quatre plus proches parents de celle-ci, réunis en assemblée de famille, que l'hypothèque générale sur tous ses immeubles soit restreinte à ceux qui seraient suffisants pour la conservation entière des droits de la femme [5].

A l'égard du tuteur, il pourra de même même restreindre, s'il y a lieu, aux parents en conseil de famille, la valeur de sa nomination [6].

Et lorsque l'hypothèque n'aura pas été restreinte par l'acte de sa nomination, il pourra, dans le cas où l'hypothèque générale sur ses immeubles excéderait nécessairement la somme suffisante pour sa provision, demander que cette hypothèque soit restreinte aux immeubles suffisants pour opérer une pleine garantie en lui sur du mineur [7].

Il n'est besoin d'aucune explication pour faire appeler le mérite de toutes ces ressources qui

[1] Article 44.

[2] Article 49.

[3] Article 53.

[4] Article 58.

[5] Article 59.

[1] Articles 70 et 71.

[2] Articles 73 et 74.

étaient incompressibles notre ancienne législation.

Mais dans combien de circonstances on sentira-t-on pas, par rapport au mari, les seuls laïcs effleés de la disposition de l'article 11? Nous voyons enfin le terme de deux abus remarqués depuis longtemps.

Lorsqu'une femme se sera constituée en dot ses biens présents et à venir, l'hypothèque pour les sommes qui proviendront de successions nuptiales pendant le mariage, n'aura lieu qu'à compter de l'ouverture des successions : alors il n'y aura pas d'hypothèque avant qu'il y ait une administration maritale sur laquelle on la fonde.

La femme n'aura hypothèque pour l'indemnité des dettes qu'elle aura contractées avec son mari, ou pour le rachat de ses biens immovables aliénés pendant le mariage, qu'au jour de l'obligation ou de la vente, tandis que, par le seul effet d'une jurisprudence du parlement de Paris, qui avait été rejetée dans la Bretagne ou dans la Normandie, cette hypothèque remontait au contrat de mariage.

Ainsi on se verra plus une femme rechercher, par un effet vraiment rétroactif, des acquéreurs du mari, ou premier des créanciers de celui-ci, quoique les uns et les autres eussent vu libre acquiescer à l'acte qui faisait naître la créance de la femme.

Venus actuellement aux moyens que la loi présente aux tiers, tels que les présents, ou les acquéreurs d'un mari ou d'un tuteur, pour qu'ils se soucient pas victimes des hypothèques légales pour ne les avoir pas connues.

Sans parler ici de la facilité qu'il y a ordinairement de connaître l'état des personnes avec lesquelles on contracte, elles trouveront une garantie :

1<sup>o</sup> Dans la nécessité où sont les maris et les tuteurs de rendre publiques les hypothèques dont leurs biens sont grevés; dans la nécessité de requérir des inscriptions sur eux-mêmes, et enfin dans la crainte d'être réputés stellionataires, et contraignables comme tels s'ils consentent ou s'ils laissent prendre des hypothèques sur leurs immeubles, sans déclarer expressément que ces immeubles étaient affectés à l'hypothèque légale des femmes et des mineurs (1);

2<sup>o</sup> Dans l'obligation imposée au subrogé-tuteur, sous sa responsabilité personnelle, de veiller à ce que l'inscription soit prise sur les biens du tuteur, et même de le faire faire, et, en cas d'omission, soit du tuteur, soit du subrogé-tuteur, de remplir cette obligation, de même que de la part du mari, dans l'appel qui lui la loi au commissaire du Gouvernement près le tribunal civil du domicile du mari ou du tuteur, ou du lieu de la situation des biens, pour qu'il ail à suppléer, s'il y a lieu, à cette négligence (2);

3<sup>o</sup> Dans le pouvoir donné non-seulement à la femme et au mineur de requérir eux-mêmes l'inscription, mais encore aux parents, soit du mari, soit de la femme, soit du tuteur, et, par rapport à celui-ci, à ses amis (3), à défaut de parents.

Voilà autant de moyens communs aux prêteurs et aux acquéreurs, pour qu'ils ne soient pas trompés par une ignorance dans laquelle ils pourraient être, des hypothèques légales, et qu'on ne présume pas aisément. Mais la loi offre encore une ressource particulière aux tiers acquéreurs qui

auraient acquis d'un mari ou d'un tuteur, ou par l'effet de cette ignorance, ou dans la persuasion que le mari ou le tuteur qui auraient vendu, avaient, outre l'objet de l'acquisition, suffisamment de biens pour répondre de la dot, des reprises et conventions matrimoniales, ou de la gestion : c'est de pouvoir, lorsqu'il n'existerait pas d'inscription à raison des créances dont on vient de parler, purger les hypothèques qui existeraient sur les immeubles qu'ils auraient acquis.

Vous connaissez les moyens aussi généraux que sages que présente la loi, pour que l'acquéreur puisse se procurer cet avantage sans qu'il y ait de surprise fâcheuse pour les femmes, les mineurs et les interdits :

Dépôt de l'extrait du contrat au greffe du tribunal civil, notification de ce dépôt à la femme, au subrogé-tuteur, au commissaire civil près ce tribunal, et affichage de ce dépôt pendant deux mois dans l'auditoire;

Pouvoir donné aux femmes, aux maris, aux tuteurs, aux subrogés-tuteurs, aux mineurs et interdits, parents ou amis, et au commissaire du Gouvernement, de requérir et de faire faire pendant ce temps, s'il y a lieu, des inscriptions sur l'immeuble aliéné (4).

Après tant de précautions, on sera forcé de croire, ou qu'il y aura des inscriptions, ou que, s'il n'y en a point, ce sera uniquement parce que le besoin ne s'en sera point senti, et qu'on n'aura pas voulu, mais que cela devait être, outre gratuitement et sans objet à un mari ou à un tuteur qui, malgré quelques ventes, ne laisse pas de présenter une solvabilité assurée.

Le projet de loi actuel a pris un juste milieu entre la disposition de l'édit du mois de mars 1573, qui, en exceptant simplement de ses dispositions les hypothèques légales (2), laissait une vaste lacune dans la formation d'un régime hypothécaire, et l'édit de 1771, qui prononçait trop légèrement la déchéance de ces hypothèques par le seul effet du défaut d'inscription aux lettres de ratification, puisque souvent on ne pouvait l'imputer à eux en faveur de qui ces hypothèques étaient établies (3).

Après disparaissent toutes les objections faites anciennement dans l'un et l'autre sens de ces deux lois anciennes; et leur examen deviendrait inutile. La question n'est plus la même.

À l'égard de la troisième espèce d'hypothèques légales, qui sont celles de la nation, des communes et des établissements publics sur les biens des receveurs et administrateurs comptables, vaut-on considérer d'abord l'intérêt du comptable?

Où le gage qu'il donnera consistera dans un cautionnement pécuniaire, et alors il n'y aura qu'un privilège sur ce cautionnement, et ses biens immeubles, s'il en a, seront libres;

Où le gage qu'il fournira en immeubles pourra être déterminé, si sa fortune immobilière est suffisante, et alors les autres immeubles seront également libres.

Si tous les immeubles sont hypothéqués, il sera justifié qu'il soit dans l'impossibilité d'aliéner par de nouvelles hypothèques, ou par des ventes, le gage qu'il aura donné pour la garantie de sa gestion.

À l'égard des tiers, soit créanciers, soit acqui-

(1) Article 43.

(2) Articles 46 et 47.

(3) Article 48.

(1) Articles 108, 103 et 104.

(2) Articles 57, 60.

(3) Article 17, 29.

reurs, ils pourraient agir en toute connaissance de cause, puisque cette espèce d'hypothèque légale, par une innovation relativement à toutes les lois précédentes, est inscrite au public par la vente de l'inscription; idée simple et libérale, vraiment digne d'un gouvernement libéral, fort de sa propre prévoyance, et sûr de la sagesse des fonctionnaires qu'il appelle à la conservation des intérêts de la nation.

D'après le développement dans lequel je viens d'entrer à l'occasion du chapitre II du projet de loi, je n'aurai pas à vous entretenir sur le chapitre VIII, puisque toutes ses dispositions s'y trouvent louches. Je n'aurai qu'à vous occuper des suites de l'hypothèque par rapport aux lieux urbains. Les règles à ce sujet sont tracées dans les chapitres V et VI.

On l'acquiesce, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, veut laisser les héritages emphytéotiques hypothéqués, y sont établis, ou il peut purger ces hypothèques, c'est-à-dire les déclarer de l'immuable, et les convertir en actions sur le prix.

Au premier cas, le droit de suite des créanciers sur l'immuable qui est affecté à leur créance reste dans toute sa force. L'acquéreur peut être contraint au paiement de toutes les créances, ou jouissant néanmoins de tous les droits accordés par le créancier au débiteur originaire; il ne peut se mettre à l'abri de ces poursuites que par le délaissement par hypothèque. Si ce délaissement arrive, la loi établit les formes qui doivent être suivies pour parvenir à la vente.

Au second cas, l'acquéreur doit d'abord commencer par la transcription de l'acte translatif de sa propriété. Mais cette transcription n'est plus nécessaire aujourd'hui pour la transmission des droits du vendeur à l'acquéreur, lequel est tenu à des tiers, ainsi que l'avait été le loi du 11 brumaire au VII (1). Elle n'a plus rien à la force du contrat dont la validité et les effets sont subordonnés aux lois générales, relatives aux conventions et à la vente. La transcription ne peut servir d'autre effet que d'arrêter le cours des inscriptions qui, sans cela, pourraient toujours être faites pour des hypothèques établies sur l'immobilier vendu, et de réduire les hypothèques dont il doit être grevé à celles antérieures à l'acte translatif de la propriété, et qui auront été inscrites jusqu'à la transcription (2).

Cette transcription n'opère donc pas la liberté de l'immobilier, il en devroit être que par l'absence des enchères après la notification faite aux créanciers pour les purger, ou, en cas d'enchères, après l'adjudication faite avec les formes de l'expropriation forcée.

Il était impossible de présenter un moyen plus simple de parvenir à l'affranchissement des hypothèques à l'égard des acquéreurs, qui était un des principaux buts auxquels la loi devait viser.

Enfin, il eût été dans le vœu de la loi que les deux cas dont je viens de parler, savoir, celui où l'acquéreur demeure propriétaire, possible lorsqu'il n'y a pas d'enchères, et celui où les enchères ont eu lieu, les créanciers dont les hypothèques ont été inscrites recussent les capitaux non exigibles comme ceux qui le sont.

Leurs hypothèques n'existant plus sur le fonds, ils ne peuvent être réduits à une action personnelle contre l'acquéreur. Et dans ce cas il serait onéreux pour le créancier de demeurer personnellement responsable de la dette concurremment avec

le nouveau propriétaire. Aussi, lorsque la loi permet à l'acquéreur de jouir des formes et délais accordés au débiteur originaire, c'est seulement lorsqu'il n'a pas rempli les formalités prescrites pour que la propriété puisse être purgée (3); et dans le cas contraire cette faculté n'est pas répétée. Le paiement du prix et la consignation du prix sont indifféremment ordonnés. Les créanciers doivent donc recevoir ou le prix ou le paiement de leurs créances exigibles ou non exigibles, ou, en cas d'insolvabilité, jusqu'à leur concurrence.

Je n'abandonnerai toujours d'entrer dans les détails d'exécution. L'observateur verra que le projet de loi rendrait quelques amendements respectueux à la loi du 11 brumaire au VII par rapport aux notifications qui doivent être faites aux créanciers. Ils produiraient une diminution de frais, dont le besoin s'en est fait sentir.

Je ne puis terminer dans le même trouble relativement aux formes de la radiation des inscriptions, réglées dans le chapitre IV, et à la publicité des registres, ainsi qu'à la responsabilité des conservateurs dont il est parlé dans le chapitre IX.

Toutes les dispositions de la loi du 11 brumaire au VII, à ce sujet, sont suivies ou à peu près.

Prendant, par rapport aux formes de la radiation, nous aurons sous votre remarque une radiation importante contenue dans l'article 16, ou il est dit que les inscriptions sont rayées du rôle seulement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet.

On vait donc si, lorsqu'on veut rayonner la puissance de son droit, on ne peut le faire sur les bords de son droit, ou un minor le faire sur ceux de son tuteur, ils pourraient ensuite s'en désister sans aucune formalité.

Or le droit leur ayant été une fois acquis par l'inscription, le désistement de cette inscription, qui serait une véritable renonciation, n'est pas plus libre de leur part que toute autre aliénation, ou au moins ne désistement ne peut servir à ce que dans les mêmes cas il y ait les mêmes formalités à remplir par les lois pour la vente ou l'abandon de biens libres autres droits. Ces expressions et ayant capacité à cet effet s'appliquent à ce cas comme à celui où il s'agit de se désister d'une inscription du chef des auteurs de la lemmur ou du mineur.

Sur ce qui concerne les formes relatives à la forme et à la publicité des registres des conservateurs, nous avons encore remarqué une modification dans l'article 109, qui permet aux conservateurs de tenir un registre sur lequel ils porteront, jour par jour et par ordre numérique, les remises qui seront faites d'un créancier de créancier pour être inscrites, ou des bordereaux de créanciers dont on demande l'inscription.

L'objet de ce changement est de remédier aux inconvénients qui résultent de la multiplicité des transcriptions et d'inscriptions demandées à la fois, et qui donnent des retards, parce qu'elles ne peuvent être faites que sur un seul registre. L'usage de ce nouveau registre de dépôt élimine les parties intéressées des premières et des retards également évités, en assurant les époques auxquelles elles se seront présentées pour régir, soit les transcriptions des actes, soit les inscriptions des créances.

Enfin, le chapitre VI, qui explique les règles relatives à l'extinction des privilèges et des hypo-

(1) Article 26 de la loi du 11 brumaire.

(2) Article 21.

(3) Article 76.

thèques ne peut point donner lieu à des observations particulières.

Vous y avez vu les principes déjà consacrés par le Code civil sur le mode d'extinction et sur la prescription des droits ordinaires, auxquels il était impossible de ne pas ajouter les hypothèques.

Tribuns, nous pouvons attendre avec confiance le projet qui sera porté sur notre législation hypothécaire. Ce ne serait point être pas flatter que de dire qu'il nous arrivera prompt, et c'est assurément, si il en a été offert aucune plus efficace et plus complète.

On voit le génie législateur des anciens peuples se concentrer en vain pour atteindre à une législation de ce genre. C'est eux, à des formes également gênantes pour les individus et nuisibles au crédit, sacrifiant la clémence à la généralité la plus absolue des hypothèques, c'est-à-dire l'absence d'un système hypothécaire.

Le nautisme n'est établi dans quelques provinces de France et dans les provinces belges, à l'origine sans doute de premiers éléments. Mais notez les difficultés dans ces pays, une diversité d'usages dans ces pays même, une vaste étendue relativement aux hypothèques judiciaires dont l'extinction n'était pas assurée, au moins dans plusieurs de ces contrées, ne permettait pas à beaucoup près d'y avoir un régime complet.

Dans quelques contrées de l'Allemagne, il s'est élevé sur cette matière des législations qui ont laissé bien loin les usages antiques, et qui ont atteint un degré de perfection qui les avait fait remarquer. Mais, n'en doutons pas, dans ces contrées même, la loi actuelle sera honorablement distinguée, autant par sa sagesse que par la variété de ses combinaisons avec lesquelles on a vaincu plusieurs difficultés qui, jusqu'à présent, avaient fait le désespoir des législateurs.

Elle produira tout le bien qu'il était possible d'attendre. Si quelques-uns de ses articles ou seraient dans sa marche, c'est parce que la justice le commande. Pour vouloir aller vite, ou pour dilayer une route, faut-il égarer sans pitié tout ce qui se remuait sous nos pas? Les droits des hommes, des mineurs et des infirmes, ne devaient être légalement immoles ni à la cupidité du débiteur, ni à l'imprudence de ces nouveaux créanciers, ni enfin aux spirituels d'un acquiescement qui eût été une sûreté prompte. Tout devait être sagement balancé.

Tribuns, il y a eu un instant où le peuple français se voyait encore dans la nécessité d'adopter une législation sans discussion ou vite. Mais des travaux utiles, soutenus par un zèle ardent pour ce qui intéresse le bonheur et le gloire de la nation, ont interrompu de si les obstacles. Toutes les administrations ont été honorées sous nos yeux, et elles vont recevoir le sceau du régime hypothécaire, qui est à toutes les nations une garantie de la loi aux moyens. Le Code civil s'élève, et l'organe du Conseil d'Etat a présenté le projet de loi relatif à l'extinction de l'extinction, qui est un acte de sagesse, comme le complément de ce Code.

Il nous sera sans doute permis de nous féliciter d'avoir coopéré à l'élaboration de ce monument. Vous connaissez les travaux et les produits du recueil fait sous les ordres de l'Institut, tout informe qu'il était. C'est dans la connaissance et la propagation des maximes et des règles qui y sont répandues, que l'honneur républicain a dignité. Il est aux yeux de l'observateur la source des

progrès de la civilisation de l'Europe. C'est avec le secours de la science du droit romain que nos pères ont dissipé les ténèbres de la barbarie, et qu'ils ont remporté tant qu'il était possible l'éclat de l'Empire et de ce système féodal.

Combien d'honneurs, privilèges ne peut-on pas se former sur un Code qui donne force de loi à ce qui d'abord n'est que parmi nous que principes, où l'ordre et la méthode, qui caractérisent particulièrement notre siècle, sont en accord avec la proclamation des peuples et la sagesse des décisions?

N'en doutons pas, si jamais, dans les révolutions des siècles, les idées libérales aient triomphé, le Code civil eût été une des plus belles harpes qu'on pût opposer aux projets barbares et destructeurs.

Mentir les heureux influences du Code civil, c'est rendre l'honneur le plus pur et le plus digne au genre qui, par son être insubmersible, rapproche l'homme au monde de son être de ce grand ou voir, et de la réimpression, qui embrassent tout ce qui est grand et utile, et a été à la complexité.

Voilà section de législation vous propose, par mon organe, l'adoption du projet de loi sur les privilèges et hypothèques.

Le Tribunal ordonne l'impression du rapport de Grenier.

Le projet de loi est immédiatement mis aux voix. Il est adopté par 49 bords blancs contre un noir.

Les citoyens Grenier, Lahary et Thourer sont chargés d'exposer, devant le Corps législatif, les motifs du vœu d'adoption émis par le Tribunal sur les deux projets déposés dans la séance de ce jour.

La séance est levée.

## CORPS LEGISLATIF.

PRÉSIDENCE DE CITOYEN FONTANES.

Séance du 28 ventôse an XII (Jours 19 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance du 26 est adopté. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, sur le III, titre VI du Code civil, relatif aux privilèges et hypothèques.

Les orateurs du Gouvernement et ceux du Tribunal sont introduits.

**Grenier**, organe du Tribunal, obtient la parole. (Cet orateur reproduit devant le Corps législatif les termes de son rapport au Tribunal. Voy. plus haut, séance du 26 ventôse, page 153.)

La discussion est terminée.

Le projet de loi, mis aux voix, est adopté par 231 bords blancs contre dix bords noirs.

Le Tribunal est saisi sur le projet de loi, sur le III, titre VII du Code civil, relatif à l'extinction forcée.

**Le Président**. Le citoyen Lahary, orateur du Tribunal, a la parole.

**Lahary** (de la Gironda) (1). Citoyens législateurs, après la liberté civile et la sûreté individuelle, il n'est rien de plus sacré ni de plus inviolable que la propriété. La loi qui y porterait atteinte consacrerait l'étranger; elle dégraderait en un acte arbitraire qui serait une lésure à l'Etat qu'un autre citoyen; car il renverserait une des bases sur lesquelles repose tout l'édifice social.

La plus précieuse maxime d'un Code civil, la première comme la plus importante de ses dispo-

(1) Le rapport de Lahary ne se trouve pas au Moniteur.

ditions, est d'our celui qui consacre le droit de propriété; toutes les autres n'en sont que les suites ou les conséquences.

En vertu de ce droit, toute personne capable de contracter peut disposer de son bien de la manière la plus absolue, pourvu qu'elle n'en fasse pas un usage prohibé par les lois (1); et nul ne peut l'en déposséder sans son gré, sans se rendre coupable contre la société elle-même.

Cependant, quelque absolu que soit ce principe, il est des cas où il se trouve soumis à des exceptions.

Tel est, par exemple, celui où l'utilité publique exige le sacrifice ou l'abandon d'un immeuble; mais alors même on ne peut être contraint de céder que moyennant une juste et préalable indemnité (2).

Tel est encore celui où l'on est lié par une obligation personnelle au hypothécaire, quelle qu'en soit l'origine ou la cause.

En l'un et l'autre de ces circonstances, il est sensible que le droit de propriété est nécessairement restreint, soit par l'autorité de la loi, soit par le résultat du fait ou de la convention.

Or qui de plus juste que cette double restriction, puisque l'intérêt général doit toujours l'emporter sur l'intérêt privé, et que toute obligation, de quelque nature qu'elle soit, contractée avec ou sans affectation générale ou spéciale de ses biens, frappe indistinctement sur tous les meubles et immeubles de celui qui en est tenu.

Ami donc, lorsqu'un débiteur est en danger, on ne l'empêche pas de se libérer, on ne le voit affecté de sa mauvaise foi, la justice, dont le fonction est de rendre à chacun ce qui lui appartient, doit intervenir pour le contraindre à acquiescer au droit par l'abandon de ses biens.

Et ceci, en outre, est moins une restriction du droit et prétexte, que la confirmation même du principe qui veut que toute propriété soit respectée, que la bonne loi préside à toutes les transactions sociales, et que chacun remplisse ses obligations.

C'est comme si la loi lui disait : « Si tu veux que la propriété soit inviolable, respecte celle d'autrui ; sinon l'État que tu voudras y porter atteinte sur toi-même, et tu seras justement dépossédé du bien que tu mérites d'avoir ».

Or la l'expropriation forcée et les autres entre les divers créanciers.

Telle est, citoyens législateurs, la matière du projet de loi dont le Tribunal a voté l'adoption, et qu'il m'a chargé de vous soumettre.

Ce projet se divise naturellement en deux chapitres.

L'un traite de ce genre d'expropriation.

L'autre a pour objet l'ordre et la distribution du prix entre les créanciers.

Le premier se compose de quatorze articles qui n'exigent pas un grand développement.

Le second est court et qu'un article unique, qui n'est susceptible d'aucune discussion.

En sorte que, si je ne peux aspirer, citoyens législateurs, à vous intéresser après les profondes et lumineuses discussions qui vous ont été présentées sur le même sujet, je pourrai du moins m'arroger le mérite de la brièveté, qui ne privera l'avantage de ne pas longtemps captiver votre attention.

De l'expropriation forcée.

• Le créancier (du l'article 1<sup>er</sup> de ce chapitre)

« peut poursuivre l'expropriation : 1<sup>re</sup> des biens  
« immobiliers et de leurs accessoires réels  
« meubles appartenant en propriété à son dé-  
« bitteur ; 2<sup>e</sup> de l'usufruit appartenant au dé-  
« bitteur sur les biens de même nature. »

Observons d'abord que cet article ne distingue pas et n'a pas dû distinguer entre les créanciers personnels, hypothécaires ou privilégiés.

Qu'il soit les articles qui les ont fait confondre dans la même disposition ?

C'est que l'article premier du projet de loi sur les hypothèques et privilèges porte que « quiconque » s'est obligé personnellement est tenu de remplir « son engagement sur tous ses biens mobiliers et « immobiliers, présents et à venir, » et que, comme tout se lie en législation, il a fallu faire correspondre ces deux articles, qui sont en rapport direct et nécessaire.

C'est qu'il ne s'agit point, dans cette partie du projet, de l'ordre des privilèges et hypothèques, et du rang de collation entre les divers créanciers, mais uniquement de la simple poursuite en expropriation, abstraction faite de la destination du prix de la vente.

Enfin, c'est que tout créancier, quel qu'il soit, s'il est fondé en titre, peut recourir, à défaut de paiement de sa créance, sur tous les biens de son débiteur, qui nécessairement répondent de l'exécution de ses engagements, d'importe que les biens soient libres ou affectés à d'autres créances.

Sans doute le créancier hypothécaire a des droits qui n'ont pas les créanciers personnels. Il peut suivre l'immeuble qui lui est hypothéqué, en quelques mains qu'il passe, et en réclamer le paiement ou le prix contre le tiers détenteur.

Il doit également être préféré à ces autres créanciers, soit que ceux-ci aient provoqué l'expropriation, soit qu'il l'ait poursuivie lui-même.

Enfin, que l'immeuble dont la vente a été ordonnée lût en la possession du débiteur ou dans les mains d'un tiers, il est toujours colloqué dans la distribution du prix, suivant le rang que lui assigne la priorité de son hypothèque.

Mais il n'en est pas moins certain que, la propriété des créanciers étant ainsi sacrée que celle de leur débiteur, le droit de poursuivre l'expropriation doit leur être commun à tous, quel que soit leur titre, et qu'ils peuvent en user conjointement, sans les privilèges ou préférences à régler ultérieurement entre eux.

L'article 1<sup>er</sup> a donc dû les comprendre indistinctement dans sa disposition.

Si l'un ne peut recourir que sur les biens dont son débiteur a la propriété ou l'usufruit, il est évident que la part indivise d'un créancier dans les immeubles d'une succession ne peut être mise ou vendue par ses créanciers personnels avant le partage ou la liquidation.

Criminel en effet pourrait-on connaître cette part indivise dans des immeubles possédés en commun par les divers héritiers, puiser leurs droits et son définitivement réglés, puisque leurs contingentes portions se sont connues, évaluées, et assignées à chacun d'eux que par le résultat de la liquidation ou du partage ?

Or s'il est impossible, avant l'un ou l'autre de ces opérations préliminaires, d'arracher à l'oppression la part indivise du créancier débiteur, quel serait le moyen d'en provoquer la vente contre lui ?

D'ailleurs, d'une part, le créancier personnel (que le projet distingue tel du créancier hypothécaire ou privilégié) n'a pas, comme ce dernier, l'action réelle sur les immeubles de son débiteur,

(1) Article 537 de titre II de la propriété.

(2) Article 533 de même titre.

encore moins sur ceux d'une succession indivise entre co-débiteur et d'autres cohéritiers.

D'autre part, les immeubles ne sont point à proprement parler en la possession du co-débiteur débiteur. Ils doivent être considérés à son égard comme s'ils étaient possédés par des tiers ou le créancier qui n'a que l'action personnelle ne peut suivre les immeubles dans les mains de tiers débiteurs.

Enfin l'on pourrait dire que, tant que dure l'indivision, le débiteur n'est véritablement ni propriétaire, ni usufructuaire; car il ne peut le devenir incommutablement ni qu'en faisant passer cet indivis.

Mais, si l'on dit, si le co-débiteur a un droit acquis, ce droit doit nécessairement produire quelque effet. Or, s'il en peut être exproprié dans cette circonstance, il en résulte qu'il y a une restriction évidente entre le disposition de l'article 171 et celle de l'article 2.

Je réponds que ce cohéritier a bien certainement un droit quelconque sur ces immeubles, à concurrence de la part qu'il amène dans la succession; mais que ce droit, n'ayant point d'objet fixe et déterminé sur lequel il puisse s'exercer, n'a aucune force et n'est ni effectif.

Je réponds que son droit se borne uniquement à une jouissance momentanée qui n'est ni distincte, ni séparée de celle de ses cohéritiers, ou, pour mieux dire, à une jouissance indéterminée dans la possession commune; par conséquent il ne peut y avoir ni partage, ni rien qui se fonde sur quelque titre dans la masse héréditaire jusqu'au moment où le partage est consommé.

Je réponds enfin que jusqu'à ce que tous les biens passés en common soient livrés au partage, il est incertain si tel ou tel immeuble, tel ou telle portion d'immeuble écherra dans la lot du co-débiteur débiteur; et ne recouvrera pas pour sa part excessive une somme d'argent au lieu d'un corps héréditaire, si même, après le prélèvement des droits de la succession, il restera quelque excédant sur lequel il puisse exercer son droit.

Il faut donc au parafte occurrer que le créancier personnel attende l'événement qui doit consolider la propriété, ou l'usufruit, sur la tête de son débiteur, pour pouvoir diriger contre lui la poursuite en expropriation.

Aussi est-ce pour hériter et éteindre que le même article lui réserve le droit de provoquer la liquidation ou le partage, et même d'y intervenir, conformément à l'article 172 du titre des successions.

La faveur due, et au mineur qui ne jouit pas de toute sa raison, et à l'interdit qui ne peut en faire usage, sollicite ici une exception dans leur intérêt; car ils sont sujets à être expropriés comme les majeurs, par l'effet des engagements dont ils sont tenus.

Or le législateur pouvait-il le leur refuser? Non, sans doute, puisque sa sollicitude s'étend sur tous ceux que leur âge ou leur faiblesse expose à être lésés ou trompés, puisqu'il doit les couvrir de son étend, protéger leurs droits qu'ils ne peuvent défendre eux-mêmes, et conséquemment les affranchir d'une poursuite trop rigoureuse de la part de leurs créanciers.

Tel est aussi l'objet qu'il s'est proposé en déclarant, dans l'article 3, que leurs immeubles ne peuvent être mis en vente avant la discussion du mobilier.

Par cette utile précaution, les droits des créanciers resteront à couvert; le mineur et l'interdit ne seront pas expropriés de leurs immeubles,

quand le produit de leurs meubles pourra faire fonds à leurs engagements, et si ce produit n'y peut suffire, il y contribuera du moins à concourir de sa valeur. La discussion du leur mobilier sera donc ainsi doublement avantageuse, puisqu'elle en prévient la déperdition ou la dissipation, et que le prix en sera employé au paiement de leurs dettes.

Cette discussion ne sera cependant pas requise avant l'expropriation : 1° si les immeubles sont possédés par indivis entre un majeur et un mineur ou un interdit; 2° si la dette est romaine; 3° si les poursuites ont été commencées contre un majeur ou avant l'interdiction; et rien n'est plus juste ni plus équitable.

On sent au reste que le mineur, ou l'interdit, étant, dans les cas prévus, en communication avec un majeur, et leurs droits étant confondus, ce dernier n'a pu agir pour lui sans agir aussi pour eux; que tout ce que cet associé a fait pour ou contre l'interdit romain doit donc profiter au mineur également à son associé; qu'il en est de même du majeur qui, ayant eu l'interdiction la faculté de poursuivre ses droits, ne peut justifier sa négligence par un événement survenu après coup; qu'ainsi s'ils n'ont rempli, ni les uns ni les autres, les engagements qu'ils avaient contractés, ils n'ont aucun droit à une exemption, aucunement introduite pour celui qui ne peut agir par lui-même, ni par son cohéritier ou associé majeur; que par conséquent l'expropriation des immeubles doit être poursuivie contre eux dans toute la rigueur des formes et sans que leur mobilier soit préalablement discuté.

Les intérêts de la femme mariée sont tout aussi sacrés que ceux du mineur et de l'interdit; car, faible et dépendante comme eux, elle n'est pas moins, quoique douée de ses droits de raison, dans les liens d'une sûre interdiction.

Vainement en effet sa raison l'éclaire, si trop souvent s'empare en secret de cette dépendance. Vainement lui paraît-elle une série de tyrannies lorsqu'elle n'est que le triste appaige de son aveu, et peut-être une de ses premières vertus, quand elle s'y résigne sans murmure. Vainement enfin la maturité de son âge, la parole de ses parents, le retour de son esprit, l'étendue de ses connaissances, l'éleveraient-elles au-dessus de sa sphère et seraient-elles autant de garanties de la sagesse de ses démarches.

Ni son âge, ni son instruction, ni ses vertus, ni l'expérience même, ne lui suffisent pour se diriger au milieu des pièges et des tentils qui environnent sa faible existence. Quelles que soient ses qualités morales, il n'est que trop vrai que sa faiblesse, sa bonté, sa dangereuse sensibilité, lui restent toujours; et elles sont trop inhérentes à sa nature pour qu'elle ne passerait jamais la limite ou l'homme. Ce sont là de vrais ennemis qui l'obsèdent sans relâche et contre lesquels il est indispensable de la défendre à son insu et même contre sa propre volonté.

Aussi le Code civil l'a-t-il sans cesse placée, au sein l'épave de la loi, ou sous la tutelle de son mari. Elle ne peut faire ni pas dans la vie civile qu'elle ne s'appuie sur un secours étranger; elle ne peut exercer ses droits, ni poursuivre ses actions qu'elle n'ait un conseil ou un défenseur spécial : en un mot elle ne peut s'abandonner, vendre, aliéner ou engager ses biens, ni sous le régime dotal, ni sous celui de la communauté, que dans des cas extrêmement rares et jamais sans le consentement de son mari, ou l'autorisation de la justice.



Sans doute cette double et continuelle dépendance à quelque classe d'humains pour l'honneur propre. Mais une épouse vertueuse s'y soumet, et bénit même la loi qui sauve ses propriétés de la ruine qui les menace, et la sauve elle-même du tout danger. Et! combien une telle sauve-garde lui est d'ailleurs utile et indispensable, puisqu'elle y trouve et qu'en n'est que là qu'elle peut trouver sa sûreté, son repos, son bien-être et tous les avantages que lui procure le lien sacré du mariage!

Encore n'envisageons-nous ici qu'elle-même. Qui sera-ce donc, et nous portons nos regards sur sa famille, sur ses enfants?

La famille intéressée à la conservation des biens, et qui pourrait être réduite à la dernière indignité par l'inconsidération ou la prodigalité d'une femme livrée à ses penchants, ou à ses seuls inspirations!

Les enfants dont une mère doit toujours être le guide et le modèle, et qui seraient fatalement entraînés à l'indocilité et à l'irrévérence envers leurs parents, si elle pouvait jamais leur donner le funeste exemple de l'indépendance!

Admirable prévoyance de la loi, qui, pour l'honneur et la dignité du mariage, tant que pour la sécurité des époux, a réduit la mère à l'heureuse impossibilité de nuire à ses enfants et de se nuire à elle-même!

Par une conséquence nécessaire de ces vérités et de ces principes, le législateur a donc dû, ici comme ailleurs, veiller aux intérêts de la femme mariée, la protéger contre elle-même, lui prêter son appui et l'affranchir de certains cas, dans que le moment et l'impéril, des rigoureuses poursuites de ses créanciers, contre lesquels elle ne pourrait seule lutter avec succès.

C'est ce qui n'est également réglé par la disposition qui la dispense d'assister à la procédure en expropriation des immeubles de la communauté; qui charge le mari seul de ce soin dans cette dernière circonstance, et qui ne l'y assujettit lui-même (quand il s'agit de ses biens propres) qu'en présence de son mari ou d'un tuteur, s'ils sont mineurs l'un et l'autre; ou enfin sous l'autorisation du juge, si le mari malgré refus de procéder avec elle.

Nous avons vu que l'article 1<sup>er</sup> autorise le créancier à recourir sur tous les biens immeubles de son débiteur pour se procurer le paiement de sa créance. L'article 6, en confirmant ce principe, y apporte néanmoins une modification. Il lui permet au créancier hypothécaire de poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas affectés, qu'en cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués.

Ce qui est d'autant plus juste que ce créancier a limité son droit de poursuite par hypothèque spéciale qu'il s'est fait reconnaître, et qu'il doit subir la loi qu'il s'est lui-même imposée. Mais comme cette restriction ne peut lui nuire, vu qu'elle n'a eu pour objet que de lui procurer une plus grande sûreté, il était tout aussi juste de l'autoriser à user du privilège de ce droit, lorsque la valeur du bien hypothéqué ne suffit pas à l'entier remboursement de sa créance.

Les articles 7, 8 et 9 sont purement réglementaires; ainsi de l'exécution à l'expiration du commandement, il ne suffit à ceux d'observer que leur objet se borne: 1<sup>o</sup> à ne permettre qu'ils successivement la vente des biens situés dans divers arrondissements, à moins qu'ils ne fassent partie d'une même exploitation;

2<sup>o</sup> à fixer le tribunal devant lequel cette vente doit être poursuivie;

3<sup>o</sup> à autoriser le créancier à toute poursuite, lorsque le débiteur justifie par deux authentications que le revenu net et libre de ses immeubles pendant une année suffit pour le paiement de la dette, et qu'il en offre la délégation au créancier.

Après avoir réglé le droit qu'a tout créancier de poursuivre l'expropriation, distingué les immeubles qui doivent être l'objet de cette poursuite, désigné les personnes contre lesquels elle doit être dirigée, le projet indique, dans les articles suivants, quels sont les titres qui peuvent l'autoriser.

Il n'est pas, citoyens législateurs, de vos précieux moments pour développer les détails de toutes ces dispositions de détail. Ce serait fatiguer inutilement votre attention, car ils sont presque tous renfermés dans ces dispositions mêmes.

Et d'abord ce n'est qu'en vertu d'un titre exécutoire, ce n'est que pour une dette certaine et liquidée, que la vente forcée des immeubles peut être provoquée. Si la dette est en espèces non liquidées, comme en bien, en vin, ou autres denrées, la poursuite sera valable; mais l'expropriation ne pourra avoir lieu qu'après que la liquidation en aura été faite.

Le créancier doit avoir les mêmes titres que le cédant, car l'effet de la ressaie est de le valider à son lieu et place. Donc il pourra, comme lui, poursuivre l'expropriation. Il n'aura d'autre formalité à remplir que celle de faire signifier le transport au débiteur.

Si un titre exécutoire suffit pour fonder la poursuite en expropriation, il faut, pour qu'elle puisse se continuer, que ce titre soit solide et irrévocable.

Ainsi la poursuite pourra avoir lieu en vertu d'un jugement, provisoire ou définitif, exécutoire par provision ou non par provision. Mais l'adjudication ne pourra être faite qu'après un jugement définitif ou passé en force de chose jugée.

Il n'est pas besoin de dire que cette poursuite ou pourra s'exercer en vertu d'un jugement par défaut durant le délai de l'opposition, car ce tel jugement étant sujet à réformation, n'est point un titre certain, et ne peut par conséquent transmettre au créancier.

Lorsque le créancier aura commencé la poursuite pour une somme plus forte que celle qui lui est due, cette poursuite pourra-t-elle être accomplie?

Non, car quel que soit le montant de la dette, le créancier n'a pas même le droit d'en provoquer le paiement par la vente forcée; et s'il a été dans l'appréhension de ce qu'il croyait lui être dû, s'il a cru peut-être se réparer lors de l'adjudication.

Enfin toute poursuite en expropriation doit être précédée d'un commandement de payer fait à la personne du débiteur ou à son domicile.

Ce qui est un préalable d'autant plus essentiel, d'autant plus indispensable, que le débiteur doit légalement être averti de la poursuite que le créancier se propose d'exercer contre lui, pour pouvoir en la prévenir, ou la repousser.

Je passe maintenant au chapitre II, qui, comme je l'ai déjà observé, n'exige aucune discussion.

De l'ordre et de la distribution du prix entre les divers créanciers.

Ce chapitre ne contient qu'une seule disposition ainsi conçue :

« L'ordre et la distribution du prix des immeubles et la manière d'y procéder sont réglés par les lois sur la procédure. »



les contrées où l'agriculture veut prospérer par les secours ordinaires du commerce ; et où le commerce s'étend et s'agrandit journellement par les progrès de l'agriculture. Dans ces contrées on ne peut supporter des charges ou des servitudes éternelles. L'imagination inquiète, accablée par la perspective de cet éternité, regarde une servitude ou une charge qui ne doit pas finir comme un mal qui ne peut être compensé par aucun bien. Un premier ardeur de voir dans l'établissement de la rente à laquelle il se soumet par ce qui lui rend profitable. Ses successeurs ne sont plus sensibles qu'à ce qui peut la leur rendre odieuse.

On sait d'ailleurs combien il fallait de formes et de précautions contre le débiteur d'une rente perpétuelle, pour assurer au créancier une garantie suffisante qui pût avoir la même durée que son droit.

Nous eussions cru choquer l'esprit général de la nation, sans aucun retour d'utilité réelle, en rétablissant les rentes non rachetables.

La disposition la plus essentielle du projet qui vous est soumis est celle par laquelle on déclare qu'à compter du jour où les nouvelles lois civiles que nous avons sanctionnées sont exécutées, les lois romaines, les ordonnances, les coutumes générales ou locales, les statuts, les règlements, cessent d'avoir force de loi générale ou particulière dans les matières qui sont l'objet desdites lois composant le présent Code.

Cette disposition nous rappelle ce que nous étions, et nous fait apprécier ce que nous sommes. Quel spectacle s'offrait à nos yeux ! on ne voyait devant soi qu'un amas confus et informe de lois étrangères et françaises, de coutumes générales et particulières, d'ordonnances abrogées et non abrogées, de maximes écrites et non écrites, de règlements contradictoires et de décisions opposées ; on ne rencontrait partout qu'un dédale mystérieux, dont le fil nous échappait à chaque instant, on était toujours prêt à s'égarer dans un immense chaos.

Ce désordre s'explique par l'histoire.

Les nations ont un droit public avant que d'avoir des lois civiles.

Chez les peuples naissans, les hommes vivent plutôt entre eux comme des confédérés que comme des concitoyens ; ils n'ont besoin que de quelques maximes générales pour régler leur association : la puissance qui s'élève au milieu d'eux n'est occupée qu'à organiser ses moyens de sûreté et de défense. Dans tout ce qui concerne les affaires ordinaires de la vie, on est régi par des usages, par des habitudes, plutôt que par des lois.

Ce serait un prodige que des hommes, loig à tour conquérants et conquis, placés dans des lieux différens, sous des climats divers, à des distances plus ou moins éloignées, et souvent sans autres communications entre eux que celles qui naissent du pillage et des hostilités, eussent les mêmes habitudes et les mêmes usages ; de là cette diversité de coutumes qui régnaient les différentes provinces du même empire, et même les différentes villes de la même province.

L'Europe, inondée par les barbares, fut pendant des siècles enseveli dans l'ignorance la plus profonde. On ne pouvait penser à faire des lois quand on n'était pas assez éclairé pour être législateur ; de plus, les souverains étaient intéressés à ne pas choquer des peuples univrs de la prétendue excellence de leurs coutumes. Pourquoi se serait-il pris des changements qui eussent pu produire des révolutions ?

Charlemagne, fondateur d'un vaste empire,

jeta, par ses réglemens politiques, les fondemens de grandes institutions qui ont tant contribué dans la suite à organiser l'Europe ; il constitua les premiers ordres de l'Etat ; mais dans le gouvernement civil, son génie n'a point vairement aspiré à la gloire de contraindre trop ouvertement les mœurs et les préjugés de son siècle.

Louis IX, dans ses établissemens, se proposa d'embrasser l'universalité des matières civiles. Le temps et le climat pas une si haute entreprise, les vœux de ce prince demeurèrent aux limites d'un simple projet. Elles n'eurent quelque réalité que pour les vassaux de ses domaines.

Dans des temps moins reculés, on crut avoir fait un grand pas vers le bien, quand on eut l'idée et le courage, je ne dis pas de réformer les anciennes coutumes, mais d'ordonner qu'elles seraient rédigées par écrit. Cette époque est célèbre dans l'histoire de notre ancienne législation ; car des coutumes écrites, quoiqu'il d'ailleurs plus ou moins barbares, plus ou moins sages dans leurs dispositions, firent disparaître les incertitudes attachées à des conditions incertaines et variables. Les affaires de la vie prirent un cours plus fixe et plus régulier ; il y eut plus de sûreté dans l'ordre des successions, dans les propriétés privées et dans toutes les transactions civiles.

Par intervalles, dans des moments de crise et de troubles, on promulgait quelque acte solennel de législation pour rétablir l'ordre, réformer quelque abus ou prévenir quelque danger. C'est au milieu des troubles civils que les belles ordonnances du chancelier de l'hôpital furent publiées ; mais des lois isolées, que le choc des passions et des intérêts faisait sortir du sein des orages politiques, comme l'airier fait sortir le feu du cailloux, ne produisaient qu'une lumière variable, passagère, toujours prête à s'éteindre, et incapable de diriger longtemps un peuple dans la route de la prospérité et du bonheur.

Ensemblement les connaissances s'accrurent, diverses causes hâtèrent les progrès de l'instruction. Mais dans une nation guerrière comme la nôtre, les premières classes de la société se vouèrent au service militaire ; elles avaient plutôt une discipline qu'une police ; elles dédaignèrent longtemps l'étude de la jurisprudence et des lois ; cette partie des connaissances humaines, qui n'est certainement pas la moins importante de toutes, était abandonnée à des hommes qui n'avaient ni le loisir ni la volonté de se livrer à des recherches qu'ils eussent regardées comme plus curieuses qu'utiles.

L'antiquité nous avait laissé des collections précieuses sur la science des lois ; malheureusement ces collections n'étaient romaines que dans les sources régies par le droit écrit ; et encore faut-il observer qu'elles n'y étaient connues que de ceux qui se destinaient à la judicature ou au barreau.

Les littérateurs ne cherchaient dans les anciens que les choses d'agrément ; et les philosophes se bornaient à ce qui regarde les sciences spéculatives.

Il ne faut pas s'étonner de cette indifférence. Nous naissons dans des sociétés formées, nous y trouvons des lois et des usages, nous ne regardons point un de là. Il faut que les événements donnent l'impulsion à l'esprit ; nous avons besoin d'être émus pour prendre une direction nouvelle et porter toute attention sur des objets jusque-là ignorés ou négligés.

Ce sont nos découvertes dans les arts, nos premiers succès dans la navigation, et l'heureuse

fermentation née de nos succès et de nos découvertes en tout genre, qui produiraient sous Louis XIV les réprimandes de Colbert sur les manufactures, l'ordonnance des eaux et forêts, l'ordonnance du commerce et mille de la même sorte.

Le bien unit d'ailleurs. Quand le législateur est fixé sa sollicitude et ses regards sur quelques matières importantes, il sentit la nécessité, et il lui le désir de toucher à toutes. On lui quelques réformes dans l'ordre judiciaire, on rompt la procédure civile, on établit un nouvel ordre dans la justice criminelle, on coupe le vaste projet de donner un Code uniforme à la France.

Les Lamouignon et les d'Aguesseau entreprennent de réaliser cette grande idée. Elle rencontrait des obstacles insurmontables dans l'opinion publique, qui n'y était pas suffisamment préparée, dans les rivalités de pouvoir, dans l'attachement des peuples à des coutumes et à des regards à la conservation comme un privilège, dans la résistance des cours souveraines qui craignaient toujours de voir diminuer leur influence, et dans la superstitieuse incréduité des juriconsultes qui l'utilité de tout changement qui contraire ce qu'ils ont laborieusement appris, ou pratiqué pendant toute leur vie.

Cependant les idées de réforme et d'uniformité avaient été jetées dans le monde. Les savants et les philosophes s'en emparèrent; ils portèrent dans les matières législatives le coup d'œil d'une raison exercée par l'observation et par l'expérience. On rompit les liens aux lois, on les réduisit dans leurs rapports avec les droits de l'homme et avec les besoins de la société. Le judicieux Bonnier, et quelques autres contemporains, commencèrent à se douter que la législation est une véritable science. Nous appelons science une suite de vérités ou de règles liées les unes aux autres, et déduites des premiers principes, réunies au corps de doctrine et de système sur quelque chose des branches principales de nos connaissances.

Les juriconsultes ne furent plus de simples compilateurs, les magistrats raisonnèrent. Le public éclairé prit part aux querelles des juriconsultes; il examina les décisions du magistrat, et, s'il est permis de le dire, il osa juger des justes.

Dans les sciences, comme dans les lettres et dans les arts, tandis que les talents ordinaires luttent contre les difficultés et s'épuisent en vains efforts, il paraît subitement un homme de génie qui s'élève et va poser le modèle au delà des bornes communes. C'est ce que fit, dans le dernier siècle, le célèbre auteur de l'*Esprit des lois*; il laisse loin derrière lui tous ceux qui venaient écrit sur la jurisprudence; il remonta à la source de toute législation; il approfondit les motifs de chaque loi particulière; et nous apprend à ne jamais séparer les détails de l'ensemble, à étudier les lois dans l'histoire, qui est comme la physique expérimentale de la science législative; il nous mit, pour nous dire, en relation avec les législateurs de tous les temps et de tous les mondes.

Telle était jadis dans la disposition des esprits; telles étaient nos lumières et nos ressources, lorsque tout à coup une grande révolution éclata.

On attaquait tous les abus à la fois; on interrogeait toutes les institutions. A la simple voix d'un orateur, les établissements, en apparence les plus inébranlables, s'ébranlaient; ils n'avaient plus de racines dans les mœurs. La puissance se trouva subitement conquise par l'opinion.

Il faut l'avouer; c'était ici une de ces époques décevantes qui se rencontrent quelquefois dans la durée des États, et qui changent la position et la

fortune des peuples, comme certaines crises changent le tempérament des individus.

A travers tous les plans qui furent proposés pour améliorer les choses et les hommes, l'idée d'une législation uniforme fut une de celles qui occupèrent d'abord plus particulièrement nos Assemblées délibérantes.

Proposer une telle idée, c'était élever le vœu constant des magistrats les plus distingués et celui de la nation entière; c'était élever ce vœu dans un moment où l'on entrevoyait la possibilité de le réaliser.

Nous commençons à préparer un Code de lois civiles au milieu des troubles politiques qui agitaient la France?

La haine du passé, l'ardeur impatiente de voir du présent, le crainte de l'avenir, portaient les esprits aux mesures les plus exagérées et les plus violentes. La timidité et la prudence, qui tendent à tout conserver, avaient été remplacées par le désir de tout détruire.

Des principes injustes et oppressifs, qui n'étaient que le patrimoine de quelques hommes, avaient pris sur la tête de tous. Pour recouvrer les avantages de la liberté, on tomba pendant quelques instants dans les abus de la licence. Pour écarter des préférences odieuses et les empêcher de naître, on chercha à niveler toutes les fortunes après avoir nivélé tous les rangs.

Des notions erronées, vaines et jalouses, magnifiques et vaines; en conséquence nous voulions sur nos lois nous gouverner par toutes les notions.

La France avait été déchirée par des guerres religieuses qui avaient lavé dans un grand nombre de familles des souvenirs amers. On avait voulu porter la rage au pied de l'autel, et détruire toute religion pour prévenir le retour de la superstition et du fanatisme.

Les premières lois qui furent promulguées par nos Assemblées présentèrent à travers tous ces systèmes exagérés, et s'y teignirent fortement. On détruisit la faculté de tester, on relâcha le lien du mariage, on travailla à rompre toutes les anciennes habitudes. On croyait régénérer et relever pour ainsi dire la société; on ne travaillait qu'à la dissoudre.

On revint ensuite à des idées plus modérées, on corrigea les premières lois, on demanda de nouveaux plans; on comprit qu'un Code civil devait être préparé avec sagesse, et non décrié avec haine et précipitation.

Alors le conseil Censorial publia un projet de Code, qui est un chef-d'œuvre de méthode et de précision. Ce magistrat fit saux circonstances et un temps le soin de réunir des vérités utiles qu'une discussion préliminaire n'aurait pu que compromettre. Ses premiers travaux préparent dès lors la sagesse et la sagesse avec laquelle il devait un jour, sur ces grands objets, élever nos délibérations. Les événements politiques qui se succédèrent si rapidement suspendirent tous les travaux relatifs à la confection du Code civil. Mais tous les bons esprits demeurèrent préoccupés de ce grand objet.

Au 18 brumaire, le premier soin du héros qui le nation n'aurait pour son chef fut, après avoir agrandi la France par des conquêtes brillantes, d'écarter le boahem des Français par de bonnes lois.

Des commissions furent nommées pour continuer les travaux jusqu'à la tempête reprise et abandonnée.

La guerre, qui est souvent l'arrêt de suspendre le cours des projets salutaires, n'arrêta point les

opérations qui devaient amener le résultat de nos travaux. Les tribunaux furent renouvelés. Chaque magistrat, chaque juriconsulte apporta le tribut de ses lumières. En quelques années nous avons acquis l'expérience de plusieurs siècles. L'homme extraordinaire qui est à la tête du Gouvernement a su mettre à profit le développement d'idées que la Révolution avait opérée dans toutes les têtes, et l'usage de ses caractères qu'elle avait communiqué à toutes les âmes. Il révéla l'attention de tous les hommes instruits; il jeta un souffle de vie sur des débris et des monumens épars, qui avaient été dispersés par les tempêtes révolutionnaires; il éleva les Italiens et les parisiens; sous ses auspices, la justice et la paix s'établirent, et dans le calme de toutes les passions et de tous les intérêts, on vit naître un projet complet du Code civil, c'est-à-dire le plus grand bien que les hommes puissent attendre et recevoir.

Citoyens législateurs, le vœu de la nation, celui de toutes nos Assemblées délibérantes est rempli. Les différentes parties du Code ont, d'abord, été dans le Tribunal par des hommes dont les lumières nous ont été si profitables, ont déjà reçu votre sanction, et nous allons proclamer à la face de l'Europe le Code civil des Français.

Lors de la présentation de chaque loi, on vous a exposé les raisons qui la motivaient, et ces raisons ont obtenu vos suffrages. Il nous suffit dans ce moment de jeter un coup d'œil général sur l'ensemble des lois qui vont être sanctionnées. Ces lois ne sont point l'ouvrage d'une seule tête particulière, elles ont été formées par le concours de toutes les volontés; elles paraissent, après la Révolution, comme des règles éternelles qui se développent dans le ciel pour nous annoncer la fin d'un grand orage.

Et en effet, n'est-il pas possible de formuler l'important ouvrage du Code civil, si nos travaux et les vôtres ensemble ont été traversés par des factions? Eût-il pu traverser avec ces agitations, et déjà on n'aurait réussi à connaître les lois et à rapprocher les codes? Oh, citoyens législateurs, la seule existence d'un Code civil et uniforme est un mouvement qui atteste et garantit le retour permanent de la paix intérieure de l'État. Que nos ennemis frémissent, qu'ils désespèrent de nous diviser, en voyant toutes les parties de la République ne plus former qu'un seul tout; en voyant plus de trente millions de Français, autrefois divisés par tant de préjugés et de coutumes différentes, consentir spontanément les mêmes sacrifices, et se lier par les mêmes lois; en voyant enfin une grande nation, composée de tant d'hommes divers, n'avoir plus qu'un sentiment, qu'une pensée, un chef et se connaître comme et tout entière elle n'était qu'un seul homme.

Quels seront les effets de cette unité de législation établie par le nouveau Code? Les esprits ordonnés peuvent se voir dans cette unité qu'une perfection de syndicat; l'homme inspirant, l'homme d'État, y découvrirait les plus solides fondements de l'empire.

Si les lois différentes s'agrandissent que trouble et confusion parmi des peuples qui, vivant sous le même gouvernement et dans une communication continue, passent ou se marient les uns chez les autres, et, soumis à d'autres coutumes, ne savent jamais si leur patrimoine est bien à eux.

Mais ajoutons que les hommes qui dépendent de la même souveraineté, sans être régis par les mêmes lois, sont nécessairement étrangers les uns aux autres; ils sont soumis à la même puissance, sans être membres du même État; ils forment

autant de nations diverses qu'il y a de coutumes différentes. Ils ne peuvent former une nation commune.

Aujourd'hui une législation uniforme fait disparaître toutes ces absurdités et ces dangers; l'ordre et le rapprochement s'ordonne. Nous ne sommes plus Français, Bretons, Alsaciens, mais Français. Les nous ont une plus grande utilité que l'un ne croit sur les pensées et les actions des hommes.

L'uniformité n'est pas seulement établie dans les rapports qu'on a vu s'établir entre les différents porteurs de l'État, elle est établie encore dans les rapports qui doivent exister entre les individus. Autrefois les distinctions humiliantes que le droit public avait introduites entre les personnes s'étaient glissées jusque dans le droit civil. Il y avait une manière de succéder pour les nobles, et une autre manière de succéder pour ceux qui ne l'étaient pas; il existait des propriétés privilégiées que certains ne pouvaient posséder, au moins sans une dispense du souverain. Toutes ces barrières sont effacées; en loi est la même pour tous les citoyens, elle leur accorde une égale protection à tous.

Un des grands avantages du nouveau Code est encore d'avoir fait cesser toutes les différences civiles entre les hommes qui professent des cultes différents. Les opinions religieuses sont libres. La loi ne doit point forcer les consciences; elle doit se diriger d'après un grand principe qu'il faut souffrir ce que Dieu souffre. Ainsi elle ne doit connaître que des citoyens, comme la nature ne connaît que des hommes.

On n'a pas cherché dans la nouvelle législation à introduire des nouveautés dangereuses. On a conservé des lois sages; tout ce qui pouvait se concilier avec l'ordre présent des choses; on a pourvu à la subsistance des citoyens; on a posé des règles pour le gouvernement des familles; on a établi la responsabilité des pères; on a rappelé toutes les formes qui pouvaient garantir la reconnaissance des enfants; on a lancé une loi qui est comparable à la bienfaisance des législatures; on a développé tous les principes généraux des conventions et ceux qui résultent de la nature particulière de chaque contrat; on a veillé sur la moralité des bonnes mœurs, sur la liberté raisonnable du commerce, et sur tous les objets qui pouvaient intéresser la société civile.

En assurant par de bonnes lois notre prospérité dans l'intérieur, nous aurons accru notre gloire et notre puissance au dehors. L'histoire moderne ne présente aucun exemple pareil à celui que nous donnons au monde. Le courage de nos ennemis a été vaincu par des victoires multiples, et d'après à nous à l'usage de la perfidie d'un ennemi qui ne respecte point les traités, et qui ne place sa confiance et sa force que dans le crime. C'est alors même que la sagesse du Gouvernement, calme comme et elle n'est pas distraite par d'autres objets, jette les fondements de cette autre puissance qui espère peut-être plus sûrement le respect des nations. Je veux parler de la puissance qui s'établit par les bonnes institutions et par les bonnes lois.

Nos ressources politiques et militaires peuvent s'inspirer que de la crainte aux étrangers; mais en nous voyant propager toutes les saines idées d'ordre, de morale et de bien public, ils trouvent dans nos principes et dans nos vertus de quoi se rassurer contre l'abus possible de nos ressources.

Citoyens législateurs, vous touchez au terme de vos glorieux travaux. Qu'il sera consolant



nes ou autres établissements publics à vendre différentes propriétés particulières qui leur sont inutiles, et dont le produit sera plus avantageusement employé. En général les établissements publics administrent mal les biens-fonds; il ne leur faut que des revenus à employer. Ces héritages, aliénés de la main-morte communale, rendus au commerce et au génie vivifiant de l'industrie particulière, vont acquérir une nouvelle valeur, et seront pour l'État, comme pour leurs possesseurs, une source de prospérité.

Cependant les établissements publics ont quel-  
quelquefois besoin d'acquiescer des immeubles pour des services nécessaires et indispensables, comme pour se procurer des maisons communes, des écoles, des cimetières. Le second titre du projet autorise vingt-deux acquisitions de cette nature.

Les mêmes avantages, qui résultent des premier et deuxième titres, sont opérés par voie de cession à rentes ou d'échanges dans les titres III et IV.

Le titre V a pour objet des impositions extraordinaires. Le titre VI est relatif à des emprunts demandés les uns et les autres par des communes pour satisfaire à des besoins locaux.

Ces deux titres ont paru à votre section d'une grande importance et mériter une sérieuse attention.

Les communes et les établissements publics sont encore plus exposés que les particuliers à s'abuser dans leurs espérances, lorsqu'ils veulent sortir du cercle ordinaire de leurs besoins et de leurs ressources journalières par des impôts ou par des emprunts; car une imposition extraordinaire est une espèce d'emprunt forcé aux propriétaires, et un emprunt est presque toujours le germe d'une imposition. Le législateur doit donc user d'une surveillance très-sévère dans l'autorisation de pareilles mesures, proposées trop souvent par des administrateurs sur des motifs trop peu réfléchis et sur des spéculations hasardées. Après avoir bien vérifié les causes et l'utilité de la demande, il faut balancer la nécessité de la dépense avec les moyens qu'on propose pour l'acquiescer, et veiller encore à ce que des mesures, sagement prises dans le principe, ne dégénèrent pas ensuite dans des abus dont l'expérience ne fournit que trop d'exemples. Il est surtout bien important de ne pas laisser absorber pendant trop longtemps les revenus et les ressources annuels d'un établissement, qui restera ainsi paralysé dans ses besoins journaliers, en sacrifiant tous les avantages du présent aux espérances d'un avenir incertain et trompeur.

Une question bien intéressante s'est présentée, c'est celle de la répartition des contributions extraordinaires demandées par les communes pour les besoins locaux. Cette répartition doit-elle se faire sur les seuls habitants de la commune qui demandent la dépense, ou doit-elle y faire aussi contribuer les propriétaires étrangers qui possèdent des biens dans le territoire?

Quelques circonstances du moment rendent cette question encore plus importante; elle a été examinée sous tous les points de vue qu'elle peut offrir.

On disait d'abord, pour y soustraire les propriétaires étrangers à la commune, qu'ils ne pouvaient être forcés de contribuer à des dépenses qu'ils n'auraient ni consenties ni autorisées; à des dépenses dont ils ne tireraient ni avantage ni utilité. On ajoutait que déjà surchargés comme étrangers à la contribution foncière, une nouvelle charge leur fait par conséquent leur revenu; on rappelle ici encore quelques du partage des biens commu-

naux, les propriétaires n'y avaient eu aucune part, et l'on en concluait que, en participant point aux bénéfices, il n'était pas juste de les faire contribuer aux charges.

On laissait enfin considérer que les charges locales étant déléguées dans les communes par des hommes qui ont peu de propriétés, ou qui même n'en ont point du tout, il serait bien lâche à ceux qui y auraient intérêt de faire adopter des sortes de dépenses par des gens qui savent bien qu'ils ne les paieront pas, et qui sont bien aises de les voir payer par d'autres; qu'ainsi ces dépenses se multiplieraient à l'infini, si l'on en abandonnait la délibération au caprice et à l'arbitraire des opinions locales, toujours peu éclairées, peu prévoyantes, toujours dirigées par des impulsions étrangères.

À ces raisons particulières, on ajoutait quelques considérations générales.

La contribution foncière, déjà très-lourde, deviendrait insupportable, si l'on y ajoutait une grande masse de charges locales; le recouvrement en sera plus difficile, les frais plus accablants; de là, avilissement des propriétés rurales; de là, dégoûtement de l'agriculture.

On a répondu à ces objections :

Quo dans tous les temps ces sortes de dépenses avaient été reportées sur tous les propriétaires possédant des biens dans les communes;

Que tous les propriétaires de biens ont un véritable intérêt aux améliorations qui ont lieu dans les communes où leurs propriétés sont situées, et particulièrement à tout ce qui s'y fait pour rétablir les mœurs et la morale publique.

Qu'il serait impossible de rien établir en faveur de la classe indigente et de la masse du peuple, si l'on n'appelait pas les riches et les propriétaires à contribuer à la dépense;

Que les principes de la théorie disparaissent quelques fois devant les grandes considérations de l'intérêt général, et que tous les propriétaires doivent sentir qu'en concentrant à l'affermissement de l'ordre public, ils font de leur sagesse l'emploi le plus raisonnable et le plus conforme à leur intérêt;

Que le Gouvernement va répondre à la plus forte des objections en s'occupant généralement des moyens de soustraire à l'arbitraire et à la séduction des communes la fixation de ces dépenses, et surtout en les réduisant lui-même dans des bornes d'un juste besoin.

Enfin, mes collègues, quelque opinion qu'on se fasse des objections et des réponses, il faut toujours finir par vouloir ce qui est juste, et par supporter ce qui est nécessaire.

Le septième titre, des objets mixtes, contient en effet des opérations mêlées de différents transferts encaissés dans les titres précédents, et basées à peu près sur les mêmes principes.

Le huitième et dernier titre renferme quelques dispositions générales relatives à la répartition des contributions extraordinaires, au remboursement des rentes créées en faveur des établissements publics, au placement des fonds disponibles et à l'organisation des travaux. Ces dispositions vous sont déjà connues, parce qu'elles sont entrées à presque toutes les lois rendues sur cette matière.

Telle est, citoyens législateurs, l'analyse du projet de loi et de l'examen qu'en a fait votre section de l'intérieur.

Mes collègues, lorsqu'on sent que tout est bien conduit, on ne touche plus guère ni aux lois d'ordre public, ni même aux lois civiles; mais on fait tous les jours, mais on ne peut pas trop

faire de lois administratives de la nature de celle qui vous occupe : on doit les regarder comme des lois de prospérité nationale. Vous avez été témoins des bons effets des lois de cet ordre rendues dans la dernière session, celle qui vous est présentée n'aura pas des résultats moins heureux.

En général, tout mouvement dans les propriétés est un bien. Un nouvel acquiescement affectionne toujours sa nouvelle possession, il se plaît à la doter de tous les capitaux dont il peut disposer, il met son bonheur et sa gloire à l'embellir, à la féconder. L'intérêt public accompagne toujours un intérêt particulier.

Cette loi organisatrice va paraître au commencement d'une saison qui ramène les beaux jours et les travaux. Une foule d'ouvrages va rebâtir au mouvement et à la vie; des édifices vont être construits ou réparés sur tous les points de la République. Partout où vous iriez, vous seriez avec une secrète satisfaction à l'activité des travaux des ponts, des fontaines publiques, des canaux, des ouvrages d'embellissement, des ouvrages de nécessité, d'un côté une suite de spectacle, de l'autre un hospice; ici un lycée, là un oratoire.

Où, mes collègues, ce dernier aile de l'humanité a exécuté l'atmosphère d'un grand nombre d'hommes, et cette attention annonce déjà le retour des idées saines et du sentiment des bien-séances; car ce n'est pas un besoin nouveau, partout il y avait des misères; mais dans plusieurs endroits la salubrité demandait qu'ils fussent éloignés des habitations, la décence exigeait qu'ils fussent mieux clos. Oh! que du moins nos dernières dévotions ne deviennent point fautes à nos semblables, et que la paix de nos tombeaux ne soit point troublée!

Le zèle des communes pour toutes les choses utiles a excité une émulation louable parmi les bons citoyens; plusieurs sont empressés d'offrir, à un prix très-moque, des édifices nécessaires au rétablissement des collèges et des hospices.

Un fait surtout mérite de vous être rapporté.

Dans une petite commune entourée de grands bouquets en tous genres, dans la petite ville de Gex, trois dames ont offert en pur don, de leur vivant, une somme considérable destinée à l'établissement d'une maison d'éducation pour les jeunes filles.

Qu'elles ont bien senti, ces estimables bienfaitrices de leur sexe, qu'une bonne éducation est le premier de ces besoins! une telle éducation des grandes villes, mais plutôt la préservait ou le correctif d'une mauvaise éducation, mais l'éducation du cœur, ce sens universel des femmes, trésor inestimable de l'indépendance et d'infection déshonorées! ce cœur qui serait toujours pour elles un garde sûr, si elles n'avaient pas entendu de séductions et de mauvais exemples! S'occuper d'une meilleure éducation pour les femmes, c'est travailler au bonheur des hommes.

Heureuses filles des cœurs trop heureuses, si, dans cette éducation que vous offre la bienfaisance, vous ne connaissez jamais ces jureurs qui n'admettent pas même le voile de la pudeur, ces dames qu'un hochet de bien ne peut pas même voir sans rougir; cette musique qui porte à l'âme le trouble et l'ivresse des passions; ces lectures qui pervertissent la sensibilité et extravasent tous les sentiments du cœur! Filles heureuses du Lemani, bornez-vous aux travaux qui honorent votre sexe, aux sentiments qui en font le charme. Les illustres passent, les enchantements cessent, et il arrive bien vite le temps où une femme, comme

un homme, n'est plus jugé que sur ses vertus.

Tribuns, presque tous les détails du projet de loi présentent à l'esprit des idées saines, des sentiments généreux et consolants; votre section de l'intérieur, pénétrée de ses avantages sans nombre que l'ensemble de ce projet fait espérer, vous propose d'en voter l'adoption.

Le Tribunal ordonne l'impression du rapport et procède immédiatement au scrutin.

Le projet de loi est adopté par 36 boules blanches contre 2 boules noires.

**Albisson** lit un rapport sur le projet de loi relatif aux transactions (1).

Tribuns, je viens au nom de votre section de législation, vous porter son suffrage sur le projet de loi relatif aux transactions, que vous lui avez renvoyé dans votre séance du 24 de ce mois, pour vous en faire le rapport aujourd'hui.

Les transactions sur procès civils, dans le projet dont il s'agit, c'est dans ce sens particulier que doit s'entendre le mot de transaction, employé quelquefois dans une acception plus générale; ces transactions, dont le caractère particulier est de mettre fin aux procès ou de les prévenir, méritent naturellement à ce titre la faveur de la loi, dont le but final doit être d'entretenir la paix parmi les citoyens.

En effet, si les jugements terminent les contestations civiles, si la prescription les absorbe, ce n'est pas le plus souvent sans laisser des regrets à la partie vaincue ou repoussée, sans priver entre les contendants des germes d'humanité dont tôt ou tard les développements pourront leur être également utiles. La loi leur prête et leur doit prêter toute sa force, parce qu'il importe à la société que la sollicitude et les dangers des procès aient un terme (2), mais elle ne peut rien sur les ressentiments particuliers que peut faire naître l'application même la plus juste et la plus impartiale de son autorité.

Il n'en est pas ainsi des transactions; par elles les procès sont terminés ou avoués, mais ce sont les parties elles-mêmes qui, éclairées sur leurs droits réels, se rendent volontairement la justice qu'elles jugent leur être due, ou se dédomment, par lassitude ou par générosité, soit à se départir en tout ou en partie de leurs prétentions, soit à se relâcher de leurs droits, et à s'effranchir, par des sacrifices offerts et acceptés librement, des peines et des inconvénients auxquels aux plus loquaces l'illuse des lois est exposée.

Voici l'effet ordinaire de ces rapprochements est d'éloigner l'esprit de dissension et total au repos de la société, de réunir des familles longtemps divisées, de ramener d'anciennes amitiés; et plus ce spectacle touchant paraît se renouveler, plus son influence serait sensible sur les sentiments et les devoirs de la société.

Il importait donc un complément de notre nouveau Code civil, que les règles particulières aux transactions fussent s'y placer à la suite de celles qui doivent fixer nos droits et nos obligations dans toutes les circonstances de la vie, dans toutes les positions où peuvent nous mettre les chances si variables de la fortune, la nécessité de pourvoir à nos besoins et le légitime emploi de nos moyens, la multiplicité de nos relations domestiques et sociales, les diverses nuances de la possession et de la pro-

(1) Le rapport d'Albisson ne se trouve pas en *Mémorial*.

(2) *Pour sollicitude ne periculi. librum. Cicer. pro Cicer.*



riété, la bérusillière ou la confiance de nos concitoyens, et des dispositions de la loi.

Cette importance étant d'autant plus grande, que l'uniformité de nos lois civiles ne faisait plus du peuple français qu'une même et grande famille, et leur lecture n'exigeant plus la connaissance d'une langue morte et des divers idiomes dont on retrouve des traces jusque dans les réminiscences des plus récentes des coutumes, chacun pourra les consulter sans être obligé de s'en rapporter à la raison d'un autre, et se rendre justice lui-même, s'il est assez sage pour se délier de ses passions et de ses doutes.

Que dès lors si les contraires, si les différences des lois existant locales, et l'obscurité de la loi vivante, si empêchant plus d'entendre d'un bout de la France à l'autre, les rapprochements des parties auront bien mieux à étudier les divers obstacles jusqu'ici « surés par les seules distances; et les transactions deviendront plus fréquentes, du moins entre les parties qui seront de bonne foi, et assez sages, assez raisonnables pour s'estimer au besoin, dans un ministère étranger, que les lumières et la probité.

Je viens au projet dont presque toutes les dispositions sont implicitement renfermées dans la délation que présente l'article 1<sup>er</sup> :

« La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître. »

C'est un contrat elle doit donc réunir les conditions essentielles pour la validité des conventions, prescrites par la loi générale des contrats.

Ces conditions sont la capacité de contracter, le consentement des parties contractantes, un objet certain qui forme la matière de l'engagement, une cause licite dans l'obligation (1).

La seule condition que le projet ajoute, et qui devait l'être par rapport à la nature particulière de la transaction, c'est qu'elle soit rédigée par écrit : ce qui est infiniment sage; car la transaction devant terminer un procès, c'est-à-dire risquer d'en faire naître un nouveau qui d'en laisser dépendre l'effet de la solution d'un problème par l'administration, ou les résultats d'une preuve testimoniale.

Je vais à présent suivre la marche du projet, article par article; et dans l'application que vous pourrez faire de chacun à quelque-une des règles fondamentales établies dans la loi générale des contrats, vous aurez une nouvelle occasion d'applaudir à l'esprit d'usage et d'unité qui a dirigé le législateur dans la rédaction du grand ouvrage à la perfection duquel vous avez coopéré avec tant de zèle et de zèle.

« Pour transiger, dit l'article 2, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction. »

Mais le mineur est incapable de contracter, et son intérêt peut exiger qu'il termine ou prévienne un procès, ce qu'il ne peut faire que par le ministère de son tuteur, d'autre part, le tuteur est comptable de son administration au mineur devenu majeur, et il ne peut cesser de l'être qu'après avoir rendu son compte ou la forme légale. Cependant l'esprit d'empire, ou d'ascendant, que lui a donné la tutelle sur l'esprit de son mineur pourra, même après l'expiration de son pouvoir, lui donner les moyens d'abuser de sa confiance par quelque traité domageable, contenté à l'avance, et sans connaissance des résultats de son administration. La loi sur les tutelles a pourvu à l'un

et l'autre cas, et le projet y renvoie sagement (2).

Les communes et les établissements publics sont essentiellement sous la tutelle et la surveillance du gouvernement; il ne peuvent acquiescer ni aliéner sans son autorisation. Il ne doit donc leur être permis de transiger qu'avec son autorisation expresse (3), et le projet l'exige constitutionnellement.

Le sujet d'une transaction est une contestation née ou à naître entre les parties; mais une contestation entre des citoyens, à l'occasion d'un fait commis par l'un d'eux, n'oblige l'auteur du fait envers celui qui en souffre un dommage, qu'à la réparation de ce dommage, qui forme ce qu'on appelle son intérêt réel; et cette obligation, déjà résultante du droit naturel, est déclarée par la loi sur les engagements qui se forment sans convention (4).

Cependant tout doit être plus ou moins l'œuvre public, et sa poursuite ne doit pas dépendre de la volonté des simples citoyens. Il n'y peut donc, sous ce rapport, faire la matière d'une transaction; ainsi la loi est réservée-elle la poursuite au ministère public, quelque accord qui puisse intervenir entre les parties sur leur intérêt civil respectif (5).

La transaction, comme les autres contrats en général, est susceptible de la stipulation d'une peine contre celui qui manquera de l'exécuter (6). Cette stipulation à ses règles particulières relativement à son exécution; et ces règles sont expliquées avec soin dans la section vi, chapitre iii de la loi sur les contrats (6).

La transaction est, suivant sa définition, un contrat qui termine une contestation née.

Cette contestation peut donc être un ou plusieurs objets connus et déterminés dès le commencement ou dans le cours du litige; et ce sont ces objets, et non d'autres, sur lesquels les parties entendues mettre fin au litige. Une renonciation générale à tous droits, actions et prétentions, ne doit et ne peut donc s'attendre que de ce qui est relatif au différend que les parties veulent terminer; et telle est la disposition de l'article 5 du projet.

L'article 6 est la loi que le législateur en des termes plus précis, en situant que « les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions expressement ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé (7). »

L'article 7 n'en est encore qu'une conséquence. « Si celui, y est-il dit, qui a transigé sur un droit qu'il avait de son chef, acquiesce ensuite au droit semblable du chef d'une autre personne, il n'est point, quant au droit nouvellement acquis, lié par la transaction antérieure. » Il est évident en effet que le droit nouvellement acquis était, quoique semblable, différent de celui sur lequel il a transigé, il ne peut être lié par un acte qui a précédé l'acquisition du nouveau droit. Le droit romain en fournit un exemple dans la personne du mari qui, ayant transigé avec son intendant sur le compte de sa portion des biens de son

(1) Art. 2.

(2) Même article.

(3) Art. 13.

(4) Art. 3 du projet.

(5) Même article.

(6) Art. 126 et suivants.

(7) *Intervener est perinde portio ad de que cogitatum non dicitur. Leg. 9. In fine ff. de Transact.*

(1) Sur les contrats, art. 8.

père, succéderait ensuite à son frère, à qui le même tuteur devrait rendre compte de sa portion dans les mêmes biens, en décidant que le droit nouvellement acquis n'était nullement altéré par la première transaction (1).

L'article 8 établit en termes très-généraux une règle susceptible de diverses applications il est ainsi conçu : « La transaction faite avec l'un des intéressés ne lie point les autres intéressés » ; et on peut être opposé par eux, « Ce qui est généralement vrai (2), une telle transaction étant étrangère aux autres intéressés ; mais, dans le cas où il s'agit d'intérêts tels que des codébiteurs ou des cautionnaires solidaires, l'application de cette règle serait sujette à des limitations et à des modifications expliquées dans la loi générale sur les contrats (3), à laquelle il faudrait avoir recours.

Jusqu'ici le projet, après avoir défini la transaction, n'a rien laissé à désirer sur les conséquences résultantes de sa nature et de son objet. L'article 9 déclare son effet entre les parties, ou lui donne la force et l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et la met à l'abri de toute attaque, sous peine d'erreur du droit et de lésion.

Mais il est d'autres causes qui peuvent la vider ; et ce sont toutes celles qui existaient le contrairement, sans lequel nulle convention ne peut subsister.

Ainsi, l'erreur dans la personne, ou sur l'objet de la contestation, le dol ou le vice, qui viciant tous les contrats, donne ouverture à l'action en rescision.

Ainsi, une transaction faite en exécution d'un titre nul, le moins que sa nullité était connue, elle n'a été expressément l'objet du traité, peut également être rescindée.

Telles sont, en effet, les dispositions des articles 10 et 11.

Mais il est d'autres cas où elle est entièrement nulle, ou tout au moins sujette à rescision ; et ce sont ceux qui peuvent faire admettre un jugement en dernier ressort, auquel l'article 9 assimile la transaction.

Telle est, d'après la disposition de l'article 12, la transaction faite sur pièces qui ont été depuis reconnues fausses. Ici d'une part, erreur de l'autre ; un accord qui n'aurait pas d'autres éléments ne saurait subsister ; aussi le projet le déclare-t-il entièrement nul.

L'article 14 suppose le cas où des parties qui ont eu diverses affaires, veulent enfin en sortir, transigent généralement sur toutes celles qu'elles pouvaient avoir, et viennent ensuite, les unes ou les autres, à découvrir des titres qui leur étaient inconnus lors de la transaction.

Cette transaction pourra-t-elle être attaquée sur ce fondement ?

Le projet distingue : si ces titres nouvellement découverts avaient été retenus par le fait de l'une des parties, ou non.

Au premier cas, la découverte de ces titres est une juste cause de rescision, fondée, d'une part, sur le dol de celui qui a retenu les titres, et, de l'autre, sur l'erreur invincible de celui à qui ils ont été cachés.

Au second cas, l'erreur était commune, l'acte par lequel les parties ont voulu faire cesser, ou prévenir toutes les contestations qui pouvaient occasionner entre eux, ou leurs héritiers, les

diverses affaires qu'elles avaient eues ou pu avoir, doit subsister.

Il en serait autrement, si la transaction n'avait eu qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit.

Ainsi l'erreur serait nulle, parce que ce serait une cause de nullité sans cause ; ce d'ailleurs cas, si difficile de celui de l'article 13, écartant comme inutile la question de savoir si les titres nouvellement découverts ont été retenus, ou non, par le fait de l'une des parties.

La transaction serait également nulle, si elle était intervenue sur un jugement passé en force de chose jugée, dont les parties, ou l'une d'elles, n'avaient point connaissance ; mais elle serait valable, si le jugement ignoré des parties était susceptible d'appel (4).

Au premier cas, la transaction doit être nulle, soit qu'il s'agisse du jugement qui a été commun entre les parties, parce que, toute contestation entre elles ayant cessé à leur insu, elles auraient été l'une et l'autre sur l'existence de la contestation ; soit que l'une des parties ait connaissance du jugement, parce que ce serait de sa part un dol que la loi doit punir.

Au second cas, la faculté de l'appel faisant revivre la contestation, aucun doute que la transaction ne lui vaille, soit que les parties, ou l'une d'elles, eussent connu ou ignoré le jugement susceptible d'appel.

Reste l'erreur de calcul, intervenue dans une transaction, que l'article 15 déclare devoir être réparée.

Il est constant en effet que l'erreur de calcul est toujours réparable, et ne peut être couverte que par un jugement en dernier ressort ou une transaction sur cette erreur (5).

Tel est, citoyens, mes collègues, le projet de loi sur les transactions. Mais comment prononcer ce mot d'acte de bonne foi que le projet se rapporte avec une vive satisfaction sur l'achèvement très-prochain de notre Code civil, qui est lui-même la plus grande, la plus utile, la plus solennelle transaction dont aucune nation ait jamais donné le spectacle à la terre ?

Parcourons les listes de notre histoire ; qu'y voyons-nous ? Un peuple immense, connu successivement sous le nom de Gaulois ou de Français, mais constamment divisé de législation civile depuis vingt siècles.

La Gaule, qui fut notre berceau, était partagée en trois grands peuples, partage qui persista aux noms connus de Celtes, et de Gaulois chez les Romains ; et ces peuples, dit César, différaient entre eux, non-seulement de langue, mais encore de lois et d'institutions (6).

Les Germains, nos seconds ancêtres, avaient peu de lois civiles, la simplicité et la bonté de leurs mœurs leur en tenaient lieu ; mais le peu qu'ils en avaient différait d'un capten à l'autre. Tante, après avoir dit ce qu'en savait en général de leur origine et de leurs mœurs communiques, note les différences d'institutions qui distinguaient chacun de ces peuples (7).

Les Grecs, nos frères aux lois, et qui

(1) Art. 13.

(2) Leg. de Transact. l. 2, §. 1.

(3) Art. 1167, l. 1, §. 1, l. 2, l. 3, l. 4, l. 5, l. 6, l. 7, l. 8, l. 9, l. 10, l. 11, l. 12, l. 13, l. 14, l. 15, l. 16, l. 17, l. 18, l. 19, l. 20, l. 21, l. 22, l. 23, l. 24, l. 25, l. 26, l. 27, l. 28, l. 29, l. 30, l. 31, l. 32, l. 33, l. 34, l. 35, l. 36, l. 37, l. 38, l. 39, l. 40, l. 41, l. 42, l. 43, l. 44, l. 45, l. 46, l. 47, l. 48, l. 49, l. 50, l. 51, l. 52, l. 53, l. 54, l. 55, l. 56, l. 57, l. 58, l. 59, l. 60, l. 61, l. 62, l. 63, l. 64, l. 65, l. 66, l. 67, l. 68, l. 69, l. 70, l. 71, l. 72, l. 73, l. 74, l. 75, l. 76, l. 77, l. 78, l. 79, l. 80, l. 81, l. 82, l. 83, l. 84, l. 85, l. 86, l. 87, l. 88, l. 89, l. 90, l. 91, l. 92, l. 93, l. 94, l. 95, l. 96, l. 97, l. 98, l. 99, l. 100.

(4) Art. 1167, l. 1, §. 1, l. 2, l. 3, l. 4, l. 5, l. 6, l. 7, l. 8, l. 9, l. 10, l. 11, l. 12, l. 13, l. 14, l. 15, l. 16, l. 17, l. 18, l. 19, l. 20, l. 21, l. 22, l. 23, l. 24, l. 25, l. 26, l. 27, l. 28, l. 29, l. 30, l. 31, l. 32, l. 33, l. 34, l. 35, l. 36, l. 37, l. 38, l. 39, l. 40, l. 41, l. 42, l. 43, l. 44, l. 45, l. 46, l. 47, l. 48, l. 49, l. 50, l. 51, l. 52, l. 53, l. 54, l. 55, l. 56, l. 57, l. 58, l. 59, l. 60, l. 61, l. 62, l. 63, l. 64, l. 65, l. 66, l. 67, l. 68, l. 69, l. 70, l. 71, l. 72, l. 73, l. 74, l. 75, l. 76, l. 77, l. 78, l. 79, l. 80, l. 81, l. 82, l. 83, l. 84, l. 85, l. 86, l. 87, l. 88, l. 89, l. 90, l. 91, l. 92, l. 93, l. 94, l. 95, l. 96, l. 97, l. 98, l. 99, l. 100.

(1) Leg. de Transact. l. 2, §. 1.

(2) Leg. de Transact. l. 2, §. 1.

(3) Article 1167, l. 1, §. 1, l. 2, l. 3, l. 4, l. 5, l. 6, l. 7, l. 8, l. 9, l. 10, l. 11, l. 12, l. 13, l. 14, l. 15, l. 16, l. 17, l. 18, l. 19, l. 20, l. 21, l. 22, l. 23, l. 24, l. 25, l. 26, l. 27, l. 28, l. 29, l. 30, l. 31, l. 32, l. 33, l. 34, l. 35, l. 36, l. 37, l. 38, l. 39, l. 40, l. 41, l. 42, l. 43, l. 44, l. 45, l. 46, l. 47, l. 48, l. 49, l. 50, l. 51, l. 52, l. 53, l. 54, l. 55, l. 56, l. 57, l. 58, l. 59, l. 60, l. 61, l. 62, l. 63, l. 64, l. 65, l. 66, l. 67, l. 68, l. 69, l. 70, l. 71, l. 72, l. 73, l. 74, l. 75, l. 76, l. 77, l. 78, l. 79, l. 80, l. 81, l. 82, l. 83, l. 84, l. 85, l. 86, l. 87, l. 88, l. 89, l. 90, l. 91, l. 92, l. 93, l. 94, l. 95, l. 96, l. 97, l. 98, l. 99, l. 100.

finirent par donner leur nom aux Gaulois, se gouvernèrent au-si par leur législation propre : et c'était, dit Montesquieu, un caractère particulier de toutes ces lois, qu'elles ne furent point attachées à un certain territoire. Après le mélange de tous ces peuples, chaque canton continua d'être jugé par ses lois. « Et bien loin, ajoute-t-il, qu'on eût été dans ces temps-là à rendre uniformes les lois des peuples conquis, on ne pensa pas même à se faire législateur des peuples vaincus (1). »

Le règne, brillant de Charlemagne qui les réunit sous sa domination, bien loin d'y remédier, consacra au contraire ce barbare régime. Ses Capitulaires attestent qu'il laissa à chacun le droit d'être jugé par sa loi, et, de plus, la liberté de choisir la loi sous laquelle il voulait vivre. On fut à l'instinct la pensée de rendre les lois uniformes ; cette pensée était en effet digne de lui ; mais aurait-il pu l'exécuter ?

Ses malheureux et faibles successeurs ne firent qu'empirer le mal ; l'introduction des fiefs l'acheva ; et le désordre était au comble, lorsque saint Louis pensa sérieusement à y apporter quelque remède. Ce fut dans cette vue qu'il fit traduire, ou, pour mieux dire, recueillir le droit romain dans l'ouvrage qui nous est parvenu sous le titre d'*Établissements*, dans lequel ce qui paraît de plus sensé dans quelques-unes des principales coutumes de cette époque lui fouda avec ce qu'on put y amalgamer de décisions tirées des décrétales, du code et des pandectes.

Depuis cette époque, le dépôt entier des lois nationales, conservé dans quelques provinces où elles ont été depuis religieusement observées, attendait en silence le moment où la raison, lassée de gémir sous la tyrannie des préjugés, de l'habitude et des passions intéressées à la perpétuer, viendrait à chercher un fil propre à le guider dans le labyrinthe de notre législation civile.

Mais aussi, depuis cette époque, l'autorité n'avait pas fait un pas pour débrouiller le chaos de ce qu'on appelle le droit coutumier. Le flambeau de la jurisprudence française, entre les mains de Charles Dumoulin, l'avait totalement provoquée sur la nécessité urgente de faire cesser la discordance des coutumes, toutes disparates, déficientes ou ambiguës, quelques-unes d'une antiquité ou d'une ineptie révoltante (2) ; l'autorité n'y avait répondu que par quelques réformations partielles et locales.

Plus de cent ans après, Lamoignon, indigné des contradictions choquantes que présentait souvent les arrêts des différents parlements, et de la divergence de l'esprit et des usages qui en étaient la cause, conçut le noble projet de ramener la jurisprudence à des maximes uniformes et certaines, sur ces questions misérablement controversées.

Anteaet et Fourcroi, deux des plus célèbres avocats de Paris, l'aidèrent dans cet ouvrage, conçu depuis sous le titre d'*Arrêts du premier président de Lamoignon*, et digne de suppléer ou de remplacer la loi dans le silence du législateur ; honneur qu'il n'a partagé qu'avec celui de Pierre Pothier sur les libertés de l'église gallicane.

Il lui fut la nation elle-même, travaillée depuis deux siècles sans par lui ce que peut avoir d'exaspérant et de ruineux, un assemblage monstrueux et colossal de lois civiles qui se heur-

taient et se contraignaient dans presque tous les points d'où dépendait la sûreté et la validité des actes les plus importants et les plus ordinaires de la vie, se fit justice elle-même de la longue incertitude de son gouvernement ; et dès la première Assemblée ou elle a pu se voir véritablement représentée, elle a proclamé la résolution de faire cesser le scandale de sa législation civile par la rédaction d'un Code de lois civiles communes à toute la France.

Les événements ultérieurs ont arrêté en premier essai ; et, pendant les dix ans qui se sont écoulés depuis, le seul qui a montré assez de courage pour braver les contrariétés, et à qui nous devons le premier type d'un code civil uniforme, est encore celui à qui la nation reconnaissante a décerné depuis la seconde place dans sa magistrature suprême.

Enfin le 18 brumaire est arrivé, et, avec lui, tous les moyens de restauration dont l'empire était devenu pour la République un besoin si pressant.

Il se présente, une des premières sollicitudes du héros conciliateur qu'elle a mis à sa tête, a été ce Code civil si longtemps désiré, si vainement attendu, et qui doit enfin guérir la France de cette lépre insupportable qu'il avait défigurée jusqu'ici.

Ces détails relatifs à l'histoire des progrès et de l'entreprise issue de cette grande entreprise sont connus.

Le premier projet, et les observations du tribunal de cassation et des tribunaux d'appel auxquels il fut adressé, sont entre les mains de tout le monde.

Les séances du Conseil d'État, dans lesquelles furent discutés ce projet et les observations des tribunaux, ont été livrées à l'impression.

On y verra la part que votre section de législation a prise pendant dix années entières à sa perfection, dans les communications officielles que le Gouvernement lui a faites, et dans ses discussions fraternelles avec les membres du Conseil d'État chargés d'en soumettre le résultat à l'assemblée entière de ce conseil éminent. On y verra chaque disposition élucidée une par une, et la lumière jeter de ce conflit d'opinions qui peut seul diriger dans la recherche de la vérité, lorsqu'il n'est animé que par le désir du bien, et alimenté que par le savoir et l'expérience. On y verra par quelle réunion de lumières, par quel concours de toutes les autorités, par quel ensemble, quelle saine, quelle constante et quelle continuë de travaux, cette belle transaction entre tant de lois disparates, ou contraires, a été préparée et conduite heureusement à sa conclusion.

On verra plus d'une fois l'occasion d'y reconnaître l'étendue du génie, la rectitude de jugement, et la perspicacité du premier magistrat de la nation ; et l'on saura enfin à quel pouvoir d'écarter sans flatterie la devise, *neque plures impior*.

La publication successive de ce grand ouvrage en a déjà fait sentir l'utilité, et bémé les promoteurs et les coopérateurs. La sagesse de ses principes a même attiré l'attention des puissances voisines ; et un grand prince en a depuis peu ordonné l'adaptation aux lois de son empire (3).

Notre postérité surcroît en sentira le prix.

La malheureuse cassera peut-être de l'affabilité. La malveillance ! toujours active dans ses projets de déprécier le Gouvernement, au sein même de la sécurité et du calme dont elle sait bien ména-

(1) Esprit des Loix, liv. 23, chap. 3.

(2) *Oratio de concordia et aliis consuetudinibus Francie.*

(3) *Moniteur du 23 prairial an XII*, n° 443, article sur la Russie.

moins ne devoir en jouissance qu'à sa protection vigilante et à son impassible justice.

Qu'y faire? le temple d'Épêire eut son Éros-traité. Mais celui qui vient d'être élevé à la justice n'en désormais rien à rétablir des équilibres des précaires, ni des fureurs des parties. La nation, dont il va faire le bonheur, saura bien l'en garantir. Je lui invite, mes collègues, au nom de votre section de législation, à voter l'adoption du projet de loi relatif aux transactions.

Le Tribunal ordonne l'impression du rapport d'Albisson.

Il est procédé au scrutin sur le projet de loi.

L'adoption est proclamée à l'unanimité de 54 votants.

Les citoyens Albisson, Sédille et Gillet (de Seine-et-Oise) sont chargés de leur connaître, au sein du Corps législatif, les motifs du vœu émis par le Tribunal sur les deux projets de loi adoptés dans la séance de ce jour.

La séance est levée.

#### COMPS LEGISLATIF.

##### PRÉSENCE DU CITIZEN FONTANES.

Séance du 29 ventôse au XII (mardi 20 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté. Les auteurs du Gouverneur ont et ceux du Tribunal sont introduits.

L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi relatif à des donations, acquisitions, échanges, impositions, etc., d'intérêt local.

Sédille, organ du Tribunal, énonce le vœu d'adoption émis sur le projet de loi par l'autorité dont il est l'organe. (Voy. plus haut, pag. 171), le rapport fait par Sédille dans la séance du 28 ventôse.

La discussion est close.

Il est procédé au scrutin.

Le projet de loi est adopté par 235 voix contre 7.

La discussion est ouverte sur le projet de loi, livre III, titre VIII du Code civil, relatif aux transactions.

Le Président, l'invite un des auteurs du Tribunal à prendre la parole.

Gillet (de Seine-et-Oise). Citoyens législateurs, le principal objet que la loi se propose en donnant aux citoyens des règles sur leurs intérêts respectifs, c'est de maintenir entre eux, par une juste connaissance de leurs droits, la paix et l'harmonie.

Quand cette harmonie est troublée, il est pour la rétablir trois moyens ouverts aux parties :

La voie judiciaire, qui soumet leurs débats à l'autorité publique; moyen certain, mais rigoureux, qui n'est nécessaire que parce qu'il est le supplément et la garantie de tous les autres;

La voie du compromis, ou de l'arbitrage, qui leur donne des juges amiables et de leur choix; moyen moins coûteux, qui substitue la balance approximative de l'équité à la balance exacte de la justice;

Enfin la voie des transactions, qui les rend à elles-mêmes leurs propres arbitres, et qui résout leurs différends par les différends qu'elles trouvent bon d'arrêter ensemble.

De ces trois moyens, les deux premiers appartiennent au Code judiciaire; le troisième, qui est une branche de la famille nombreuse des contrats, appartient au Code civil.

Ce qui donne à cette sorte de traité un caractère distinctif et particulier, c'est qu'il a tout à

la fois l'autorité d'une convention et celle d'un jugement, et qu'il participe de la nature de l'un et de l'autre.

Examinons quels principes sont attachés à ces deux éléments, et de leur combinaison, nous verrons naître, par des conséquences évidentes et directes, toutes les dispositions de la loi.

Toute convention n'est-elle que le consentement de deux ou plusieurs personnes à accomplir une ou plusieurs choses en leur propre intérêt? Mais les droits de la nature, les droits de la société ne peuvent pas donner une matière à transaction; c'est pour cela que le projet annonce que, pour transiger, il faut avoir la capacité de disposer des objets compris dans la transaction; ce qui suppose nécessairement que ces objets sont disponibles.

Par ce seul raisonnement, on aperçoit d'abord comment il se fait qu'on peut être traité des intérêts civils résultant d'un délit, et que cependant on ne peut pas traiter de la peine.

Tout convention suppose la faculté du consentement; c'est pour cela que la transaction ne peut pas être entièrement consommée par ceux qui n'ont qu'une volonté subordonnée, à la que les lois pour les mineurs, les administrateurs publics pour les établissements qu'ils dirigent.

Toute convention peut être garantie par des peines que les parties stipulent. La transaction peut rendre aussi des clauses pénales.

Tout convention doit s'exécuter de bonne foi; et, lorsqu'il s'agit de l'interpréter, c'est l'interprétation des parties contractantes qu'il faut consulter plutôt que de s'en tenir au sens littéral des termes. De même la transaction, quelle qu'elle soit, ne renferme toujours dans son objet ni la règle que les différends qui y sont compris, non que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales, soit qu'elles aient annoncé par des expressions générales; principe que les Romains exprimaient très-bien par cette formule : *siquid est per nos pactum id est quod contra non ducitur*. Les articles 5, 6 et 7 du projet ne manquent pas de rappeler cette pensée.

Toute convention n'a d'effet qu'entre les parties contractantes; de même la transaction faite avec l'un des intéressés ne lie point les autres; et ne peut être opposée par eux. Dans ce cas intéressés la loi ne comprend pas les unions, dont le décharge et les droits se règlent comme il est dit au titre des contingences.

Toute convention exige un consentement effectif; ainsi la dol, la violence, l'erreur de fait, qui touchent à la personne ou à l'objet, font résilier la transaction comme les autres contrats. L'erreur de droit, qui est une sorte d'erreur de fait, n'opère pas la rescision; mais elle doit être elle-même réparée.

Toute convention a une cause; celle de la transaction est la cause des procès; *Propter litium sita*. Ainsi, lorsque le procès est terminé par un jugement passé en force de chose jugée, il ne peut plus y avoir de transaction, parce qu'il ne peut plus y avoir de doute.

Il faut encore dire que la transaction n'est que l'exécution d'un péage nul. La convention manque de cause, à moins que les difficultés de droit sur le nul même n'en aient été l'objet.

Enfin la cause manque également, si les parties ayant transigé sur un seul objet avec la confiance qu'elles y avaient des droits respectifs, il arrive néanmoins que des titres ultérieurement découverts leur fassent connaître que l'une d'elles n'y avait aucun droit. Cette absence totale du titre du litige fait disparaître ou même temps toute matière à transaction.

(1) Le discours de Gillet (de Seine-et-Oise) se trouve dans le *Moniteur*.

Il en serait autrement si les pièces inconnues, nouvellement découvertes, étaient prohibées après un traité plus étendu, où les parties auraient transigé généralement de toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir. Comme il serait alors évident que leur consentement aurait embrassé la masse entière de leurs intérêts, le néant de jusqu'à un de ces intérêts ne serait pas pour cela l'annullement des motifs qu'elles auraient eus de transiger; et la généralité de leur prévoyance deviendrait pour leur convention une cause légitime.

Voilà les points par lesquels la transaction se confond avec les contrats.

Voici maintenant ceux par lesquels elle se retire dans les conditions propres aux jugements.

Elle a pour objet un différend échoi, on qui peut éclorre; et elle est le prononcé qui le termine: elle devient pour les droits litigieux la mesure définitive qui les règle, et la déclaration rassemblée des opinions de ceux qui avaient le pouvoir de décider sur eux. C'est ce que le projet exprime très-bien en disant qu'elle a l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Ainsi les jugements définitifs sont annulés, lorsqu'il y a eu falsification de pièces, ou révélation malicieuse de celles qui pourraient éclairer la décision: les mêmes circonstances doivent donc faire annuler la transaction.

Quant à l'erreur de droit, quoiqu'elle puisse être en certains cas un motif de casser les jugements, elle n'en est pas un de résilier les transactions. C'est que les jugements sont la voix de la puissance publique; et partant ce que la puissance publique a dit est ce qu'elle doit exprimer. Au lieu que les transactions sont l'ouvrage de la volonté individuelle, et leur règle principale, c'est que les volontés s'y soient rapprochées dans une détermination commune. L'objet de la justice est d'imposer silence aux passions; et c'est pour cela que sa mesure doit être exacte. Le but des transactions est de rapprocher les sentiments; et c'est pour cela que leur mesure est flexible.

Il suffit de méditer ces divers caractères, essentiels à la transaction, pour y trouver la solution de plusieurs questions retracées dans le droit romain, et qui ont exercé depuis la sagacité des écrivains. L'art principal du législateur est de découvrir d'abord à la raison ce petit nombre de principes clairs et féconds d'où découlent toutes les dispositions comme par une pente naturelle, et de laisser ensuite à la jurisprudence la recherche des cas particuliers.

Cet art a été rigoureusement observé dans la rédaction du Code civil; ainsi lorsqu'on veut le considérer ce qu'est ce Code et l'outil à été posé, l'esprit s'élève comment cette masse prodigieuse, qui composait l'ancienne doctrine, a pu être réduite à un si petit nombre de titres, dont plusieurs eux-mêmes sont si courts: c'est qu'on y a laissé le moins de place possible aux applications de détail, pour y présenter avec plus de clarté les idées principales. Ainsi résumée, la science offre un texte plus facile, l'élève y verra mieux ce qu'il doit étudier, le magistrat ce qu'il doit méditer et approfondir, le citoyen ce qu'il doit connaître.

Le vœu du Tribunal est pour l'adoption du projet. Les orateurs du Gouvernement prennent pour la parole, la discussion est fermée.

Le Corps législatif procède au scrutin et vote l'adoption du projet de loi par 218 voix contre 1.

La séance est levée.

## TRIBUNAT.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN DUVAL.

Séance du 29 vendémiaire an XII (mardi 20 mars 1804)

Le procès-verbal de la séance du 28 est adopté. **Jaubert** fait un rapport sur le projet de loi relatif à la rémission des lois civiles en un seul corps de lois, sous le titre de Code civil des Français. (Le rapport de **Jaubert** ayant été reproduit sous forme de discours, devant le Corps législatif, dans la séance du 30 vendémiaire, nous renvoyons à cette date afin de ne pas insérer deux fois le même document.)

Le Tribunal procède au scrutin sur le projet de loi.

L'adoption est votée à l'unanimité de 55 membres présents.

Les orateurs chargés de porter ce vœu au Corps législatif sont les citoyens **Jaubert**, **Santon** et **Fauré**.

La séance est levée.

## CORPS LÉGISLATIF.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN FONTANES.

Séance du 30 vendémiaire an XII (mercredi 21 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à la rémission de toutes les lois civiles en un seul corps de lois, sous le titre de Code civil des Français.

**Le Président.** Le citoyen **Jaubert**, orateur du Tribunal, a la parole.

**Jaubert (de la Gironde).** Citoyens législateurs, est-il donc vrai que nous soyons parvenus à cette époque si intéressante pour l'histoire d'un nation, si précieuse pour son bonheur et sa prospérité, si méritoirement désirée par les amis de la morale et de la philosophie; époque si vaillamment atteinte pendant plusieurs siècles, où il soit permis aux législateurs du plus bel empire de dire, avec la certitude d'avoir dignement rempli le plus grand, le plus noble ministère : Français, le Code de vos lois civiles est complet!

La diversité qui régnait dans les lois accusait la rabote humaine; ce qui était permis dans une partie de la France était réprouvé dans une autre. Les règles sur les personnes et sur la propriété se ressemblaient pas dans deux provinces limitrophes; souvent elles différaient dans la même province, dans le même canton, et de là que des traverses, que d'incertitudes, que d'erreurs!

Cette situation, dans laquelle les Français ont si longtemps vécu, tenait à plusieurs causes. L'incorporation des provinces n'avait eu lieu que successivement, des capitulations avaient réservé les lois locales, ou comme aux autres cantons, qui chacune régissaient une province entière, et plus de trois cents coutumes qui n'étaient observées que dans une seule ville, bourg, ou village. Le régime féodal n'avait séparé en quelque sorte les portions du même territoire. Les fausses idées s'étaient élevées sur l'autorité du droit ecclésiastique; la découverte du droit romain lui-même ne pouvait fixer toutes les incertitudes dans les pays qui l'avaient adopté, puisque, mêlé de beaucoup d'objets étrangers à nos mœurs, il ne pouvait être considéré que comme raison écrite, ce qui donnait lieu à des controverses sans cesse renaissantes, les cours de justice se complaisaient à exercer, dans le choix même de leurs opinions, leur souveraineté distincte et séparée. Les gouvernants n'avaient que trop souvent intérêt à isoler les diverses parties de la nation, et si quelque

lous on a pu le désir de rendre la législation uniforme, ou était le gène qui pût vaincre toutes les difficultés ?

Les Romains avaient leurs lois rogules, leurs lois des douze tables, les édits de leurs préteurs, l'édit perpétuel, les codes papyrien, grégorien, hermogénien, théodosien. César et Auguste avaient reçu le projet et le tenaient soigneusement de leur main dans un seul corps.

Nous admettons, tous les siècles admireront la théorie sur les choses et sur les contrats qui se trouve dans les recueils de Justinien. Mais enfin ce n'était pas encore là un corps de doctrine organisée ; ce n'était en général qu'une réunion de décisions particulières et souvent contradictoires. Les Novelles au vinrent-elles pas lui-même introduire un droit nouveau sur plusieurs points ?

Dans les temps modernes, le grand Frédéric, voulant former un code général, avait ordonné des travaux préparatoires. Frédéric-Guillaume fit réunir tous les matériaux ; il publia en 1791 la seconde édition révisée de celui-ci, ayant pour titre : *Code général pour les États prussiens* ; mais, dans ses lettres patentes de promulgation, il fut obligé de se réserver dans plusieurs points aux anciennes ordonnances, de maintenir provisoirement les statuts, et il ordonna le réajustement des codes particuliers pour lesquels on prendrait en considération les droits de coutume qui étaient suivis dans telle ou telle province.

Dans notre France, que s'était-il passé jusqu'à nos jours ?

La loi saque et les capitulés des de Clémentine, sur les matières civiles, ne portaient que sur des objets particuliers.

Sauit Louis préparait un grand bien en faisant traduire les livres du droit romain.

Louis XI, ce bon rapelle de grandes conceptions, de grands crimes, et de grandes fautes, Louis XI ne voulait qu'une loi unique. L'histoire a dit ce qui absorba bientôt toutes ses pensées.

Les célèbres états de Blois firent un grand impulsion. Ce siècle était celui du chancelier de l'Hôpital, de Bonnelin, du président Brisson. Brisson s'était chargé de rédiger un corps de lois. L'immensité de ses connaissances, la rectitude de son jugement et la grandeur de son âme, le rendaient propre à cette entreprise. Son premier travail fut renvoyé à tous les parlements. Les discordes rivales prirent la France de ce grand homme.

Louis XIV ambitionnait tous les genres de gloire. Sous son règne on vit paraître plusieurs grandes ordonnances, et notamment celles du commerce et de la marine, qui sont des chefs-d'œuvre ; mais il n'y eut que la pensée de faire un corps de lois civiles. Les arrêtés de V. de Lamignon, qui avaient cet objet, restèrent sans exécution.

Eh ! comment aurait-on pu s'occuper efficacement d'un code civil, surtout pendant les quarante dernières années de ce règne, durant lesquelles l'état civil d'une partie de la nation était ébranlé jusque dans ses fondements ?

D'Aguesseau, capable de toutes les grandes conceptions en jurisprudence, ne put réussir qu'à faire des réglemens sur les donations, les testaments et les substitutions ; encore les circonstances des temps le forcèrent-elles de transiger avec les parlements.

Enfin les Français sont devenus un seul corps de nation ; de toutes parts on a entendu cet appel de la raison à la puissance législative. « Le peuple français veut avoir un code de lois civiles qui

régnerait également toutes les personnes et tout le territoire. »

Pendant dix ans nous nous sommes efforcés de marcher vers ce but. Des lois particulières préparées par la sagesse générale, nous avons pu être obligés d'arrêter tous les riches matériaux qui se rassemblaient, on distinguait toujours un ouvrage émané d'un personnage illustre qui la magistrature et le barreau se glorifiaient d'avoir pour leur possession, et à qui la nation a donné des témoignages éblouissants de sa confiance.

Il fallait pourtant encore l'influence directe et immédiate d'un homme pressant par son génie et par ses œuvres, qui fut capable de concevoir par lui-même, qui sût réunir toutes les actions, diriger toutes les volontés, faire passer toutes les intentions, et fixer plus encore par sa haute sagesse que par son autorité tous les résultats importants.

Il existait en France ; ses exploits et les inspirations de la Providence l'avaient fait appeler au gouvernement de l'État. Déjà il avait rétabli l'ordre dans l'intérieur, la paix dans les contrées, la régularité dans l'administration ; par ses victoires, et par sa modération, il avait pacifié l'Europe ; l'instruction publique était reconstruite par ses soins ; toutes les sciences, tous les arts libéraux lui devaient leur plus grand éclat. Enfin il rendait au commerce toute son activité, lorsque les attaques d'un gouverneur méprisable le forcèrent à reprendre les armes. C'est au milieu de si glorieux travaux qu'on voit s'élever le grand ouvrage de la législation civile.

Quatre jours consécutifs célèbres avaient été chargés de l'an VIII de rédiger un projet de code. Le Gouvernement appelle à sa suite toutes les lumières. Des citoyens distingués, les tribunaux d'appel, le tribunal de cassation transmettent leurs observations. La section de législation du Conseil d'État réunit tous les éléments ; elle re-examine la plus pure substance ; elle y ajoute le fruit de ses laborieuses et savantes méditations. Le Conseil d'État débute. On a vu avec deux jours de procès-verbaux qui précéderont ceux des ordonnances de Louis XIV. L'histoire attachera un prix bien mérité à ces séances, dans lesquelles la rédaction du Code civil a été discutée devant les Conseils de la République. Toutes les fois qu'il s'agissait de principes fondamentaux ou de questions importantes, le chef auguste de l'État s'arrêtait à la discussion par la profondeur de ses pensées.

Si, d'après ce mode si sagement établi pour les communications officielles, une des sections du Tribunal était particulièrement appelée à proposer ses observations, aucun membre du Tribunal n'était étranger au désir de contribuer à l'amélioration. Quel est celui qui n'a pas couronné par sa réflexion et par ses conseils à augmenter le fascinant des lumières ?

C'est sous de tels auspices, citoyens législateurs, que les diverses parties du Code civil vous ont été successivement présentées. Discutées soigneusement par le corps entier du Tribunal, elles ont été investies par vous du sceau de la raison et de l'autorité nationale dans les sessions à jamais mémorables de l'an XI et de l'an XII.

Tant de précautions et des travaux si assidus ne seront pas perdus pour le peuple français.

Nous devons le dire avec confiance, puisque la sanction donnée par le Corps législatif garantit la sagesse de ses décrets, le but est rempli, tant que les forces de la raison humaine pouvaient le faire espérer.

La législation civile a le double objet de pour-

voir au maintien de la société et aux besoins de ceux qui la composent.

« Que les lois et les d'uns nation, dit Moutier, se rapportent à la nature de son gouvernement, à l'inclination des habitants, à leurs richesses, à leur nombre, à leur commerce, à leurs mœurs et à leurs mœurs. »

Le respect pour la morale, l'honneur national, la possession de la liberté publique, le maintien des droits sacrés de la propriété, le besoin de ne reconnaître d'autres lois que celles de ses vœux et des talens; voilà quelles sont les rationalités des Français et les bases du gouvernement qu'ils ont choisi.

Leurs richesses consistent dans un territoire fertile, dans la culture de la nature par tous les étrangers qui le visitent, regretant de n'y être pas nés, et dans une industrie qui est vivifiée par l'apaisement des habitants à toutes les sciences et à tous les arts.

Leur nombre est si grand et leur valeur est telle que l'Europe comparée ne pourrait leur dicter la loi.

Leur commerce les porte dans toutes les parties du monde.

Incapables de fléchir dans les combats et de manquer à la foi des traités, la douceur de leurs mœurs privées les fait distinguer de toutes les autres nations. En un mot, ce sont toujours les mêmes caractères qui étaient peints dans la préface de la loi salique.

*Gens Francorum iustis, auctore dei condito, fortis armis, profundeque in castro, firma in pacis federe, corpore nobilis in columna, caudate et formae egregiae, aulicæ, rector et aspera, ad estheticam fidem nuper concessa..... Intra morum suorum qualitate deinde iustitiam.*

Tous les rapports signifiés par Montesquieu ne se retrouvent-ils pas dans notre Code?

Le premier élément de la société est la bonne organisation des familles.

Le mariage investit de leur sa dignité et de toutes les prérogatives; les enfants naturels laissés à un grand éloignement des enfants légitimes; l'absence d'oppression où les épouses sont placées, et pour leur propre repos et leur véritable intérêt, et surtout pour qu'elles ne soient pas distraites des soins les plus tendres et les plus dignes de leur sensibilité; la puissance paternelle, qui n'est que le supplément de la puissance publique; la puissance des mères, juste attribut de leur affection pour leurs enfants; les récomptes que les pères et mères peuvent distribuer, la prévoyance qu'ils peuvent étendre jusqu'à leurs petits-enfants; l'influence de leur opinion et de leurs conseils sur le mariage de leurs enfants majeurs; oui, oui, ce serait là les véritables lieux des familles, le fondement le plus solide des mœurs publiques!

L'adoption même est aussi une institution digne d'un peuple libre: elle console, elle encourage, elle entretient le sentiment de la dignité; elle exerce les mœurs les plus généreuses.

Après la loi de famille vient la garantie du droit de propriété, premier caractère de la liberté publique, objet de l'association politique, base de la morale, et source des passions.

Le respect pour la propriété se montre à chaque page du Code; et les propriétés nationales et les propriétés privées n'auront plus que les mêmes prérogatives.

La transmission de la propriété ne peut émaner que de la concession du droit civil.

À défaut de disposition de l'homme, la loi dis-

tribue ses biens selon ses vœux présumés d'infirmité.

La nature dit que les enfants, et à défaut d'enfants les ascendants, ont droit à une réserve; mais l'homme n'a pas la consolation de laisser des enfants, et qu'il ait vu le malheur de perdre ceux qui lui ont donné le jour, il peut disposer de tout; et c'est là une des plus belles conquêtes que la liberté de l'homme, l'émulation, les affections libérales ont pu faire sur les préjugés d'une partie de la France.

La matière des contrats occupe une grande place dans nos lois civiles; et c'est dans cette matière comme dans celle qui traite des choses, que nous avons le plus emprunté de la sagesse des Romains.

Notre titre des contrats et des obligations conventionnelles en général contient tous les éléments du droit sur les conventions.

Les lois sur les conventions doivent s'accommoder aux nombreux besoins des hommes, dans un pays où l'industrie s'exerce de tant de manières, et où il y a eu si grand mouvement dans les capitaux. Mais n'est-il pas étonnant aussi l'effort des passions? Les conventions n'ont-elles pas leur véritable base dans l'équité naturelle? La loi civile ne doit-elle pas être aussi que possible la sanction des consciences?

C'est là ces belles règles sur la nature et l'effet des conventions.

Il n'y a pas un titre sur les contrats particulièrement définis qui ne présente des améliorations.

Souvent les anciennes ordonnances réservent les usages particuliers, comme devant toujours faire loi; ou partant de ce principe qu'il serait injuste, dans les matières du droit positif, de rompre des habitudes sous la loi desquelles on vivait depuis des siècles. Ce principe n'était surtout d'être modifié dans la partie des contrats, mais le Code a pris, pour l'application, une marche plus naturelle, au lieu d'ordonner, il permet.

Toutes les fois que l'équité naturelle ou les considérations d'ordre public ne commandent pas l'adoption d'un principe nécessairement à tout autre, il a respecté les diverses habitudes, en laissant à tous la liberté de faire les stipulations qui peuvent à eux-mêmes convenir à leur position et à leurs goûts. Il arrivera par là que les habitants du nord et ceux du nord pourront sur plusieurs points rester attachés à leur tradition, ou s'emparer mutuellement leurs usages.

Un exemple frappant de la prévoyance de la loi se trouve dans la matière des conventions matrimoniales.

Enfin il est que trop vrai que les lois civiles qui naissent des conventions des parties doivent, comme les lois publiques, avoir leur appui sur leur sanction dans des moyens d'exécution: c'est ce qui amène les règles sur la contrainte par corps, sur l'hypothèque et l'expropriation forcée.

Je ne puis ici me permettre que d'indiquer quelques bases du Code; mais vous savez combien dans tous ces détails il se rattache toujours aux principes généraux de la morale, du droit de propriété, de la sûreté des biens.

Vous savez combien sont brillants et sagement posés toutes ces règles sur la participation aux droits civils, sur les héritages, sur les questions d'état, sur tout ce qui intéresse la personne et les biens des mineurs, sur les partages, sur les effets des conventions, sur les causes qui peuvent les varier, sur la prescription, sur les transactions.

Les titres décrétés embrassent toutes les matières, il n'y a guère plus qu'à assigner à chacun

sa place naturelle. C'est ce qu'a fait le projet qui nous est présenté, en réunissant tous ses titres en un seul corps de lois, sous la dénomination de *Code civil des Français*.

La distinction née de la nature des choses sera réservée. Le premier livre traite des personnes; le second des biens; le troisième des moyens d'acquiescer, ce qui comprend les actions; car les actions ne sont autre chose que le produit d'un droit acquis.

Le projet propose aussi d'insérer dans les lieux correspondants du Code la loi relative aux actes respectueux, et une disposition sur les rentes foncières, espère de transaction dont l'agriculture elle-même réclamait le maintien; toutefois avec cette modification que les rentes foncières sont essentiellement rachetables, au moins après trente ans.

Notre Code est dur, par les dispositions qu'il contient, le plus beau présent que le génie et la sagesse puissent faire à la société.

Lequel prix il doit aussi nous paraître par les changements qu'il fait subir à l'ancienne législation!

Ces changements tarissent des sources abondantes de procès; ils sont aussi un encouragement à l'industrie et un hommage rendu à la pudeur publique, à la dignité du nom français.

On ne se croit anéanti la mémoire du père et le jugement.

L'habitation établisait une lutte entre l'aïeul pécheur du fils et l'honneur paternel.

La nécessité de l'institution d'héritier n'était fondée que sur des subtilités.

Les règles sur la félicité ne reposaient que sur des conjectures.

Le droit d'ordre ne conduisait que trop souvent à des traités immoraux.

Les substitutions fidei-commissaires, exemptions, papillaires, compensatoires, engendraient une multitude de complications qui n'étaient qu'un chaos désordonné du droit de propriété, un alliage de l'orgueil et un obstacle à la liberté des transactions et aux progrès de l'agriculture.

Les droits d'ainesse et de masculinité outrageaient la nature.

La légitimation par lettres nuisait aux unions légitimes.

L'interdiction pour prodigalité attaquait le droit de propriété, et compromettait l'honneur du citoyen, en allumant les passions des collatéraux.

Les droits mobiliers de certains héritages leur méritaient une espèce de servitude.

Les droits féodaux étaient incompatibles avec les principes de la liberté publique.

L'incertitude du mariage paralysait le droit de propriété.

Les rentes foncières non rachetables entraient une espèce de domination au créancier, et imposaient une gêne trop onéreuse au propriétaire du sol.

L'imprescriptibilité du domaine public laissait les citoyens dans la crainte perpétuelle d'être poursuivis par le fisc.

La distinction des biens en libres et propres répugnait à la nature des choses; elle créait un procès dans chaque succession.

Le don naturel proprement dit n'était qu'une version de captivité.

Le douaire continuait assurait aux épouses des avantages qu'elles ne devaient tenir que de la volonté libre, réfléchie et reconnaissante.

Le privilège du propriétaire de la maison, qui pouvait interrompre le bail, était souvent par occasion de fraude, et toujours une source d'embar-

ras pour le père de famille qui avait dû se reposer sur son contrat.

La vente rompait les baux au grand détriment de l'agriculture.

Voilà une partie des erreurs que notre Code a fait disparaître.

Notre siècle et la postérité diront tous les biens dont il est la source; ils diront qu'aucun ouvrage sorti de la main des hommes ne pouvait contribuer plus efficacement à fixer sur notre sol les progrès de la civilisation. Qu'est-ce donc qui peut mieux former et maintenir les mœurs publiques, que l'action des lois civiles qui est de chaque instant et qui atteint chaque individu?

Si par la nature des choses la science des lois ne peut être le patrimoine que de quelques classes de citoyens, tous du moins pourront voir par eux-mêmes dans le Code les règles qui sont les plus nécessaires dans l'usage de la vie. Aucun père de famille n'ignorera cette vérité consolante. Dans combien d'occasions il pourra en profiter dans nos rampans, surtout, l'honnête, l'utile chef d'une famille aura d'autant plus de facilité pour se fixer sur ses droits et ses obligations, que le législateur a redoublé d'efforts pour présenter avec simplicité et précision tout ce qui intéresse les propriétés rurales.

C'est à vous, citoyens législateurs, qu'il est particulièrement réservé d'être les heureux témoins de cette influence salutaire que le Code exercera sur toute la France, juste et digne prix de la sanction félicitée qu'il a reçue de votre autorité et de la nouvelle garantie que lui attache votre sagesse.

Notre Code aura-t-il tout prévu?

Il était impossible de tout prévoir, notamment dans la matière des conventions, qui varient à l'infini; il lui-même été dangereux de desservir dans les cas particuliers. Ce sont les principes qu'il fallait établir. En code doit être dogmatique. Parmi les principales imperfections du code prussien, on a remarqué avec raison la surabondance de doctrine. La loi ne doit jamais être un raisonnement ni une dissertation.

Nous aurons d'ailleurs les lumières et la conscience des juges. Les tribunaux d'appel auront une garantie pour le maintien de nos lois dans toute leur pureté. Le tribunal de cassation, ce foyer des lumières, comme il est le centre du pouvoir judiciaire, les ramènera toujours au point d'unité. L'ordre des avocats sera un des gardiens fidèles de la bonne doctrine. Cet ordre, qui a l'honneur d'exercer que profession aussi nécessaire que la justice, selon les paroles de l'Aguesseau, méritait dans la discussion de nos lois autant de proximité que de discernement. Les véritables avocats savent qu'ils ne doivent signer, comme consultants, que ce qu'ils devraient décider comme juges. L'enseignement du droit contribuera aussi à ne propager que des idées saines sur l'application; car tous les genres de bien sont offerts à la génération qui commence, comme tous les modèles de gloire, de talents et de vertu.

Heureux sans doute les Français qui entrent dans la carrière; mais ceux qui auront vécu dans ces deux siècles sentiront toujours mieux le prix du bienfait.

Notre code est la censure de plusieurs lois anciennes.

Mais si nous pouvons nous féliciter de ce que les idées d'analyse sont perfectionnées, pourrions-nous être ingrats envers nos devanciers?

Nous nous trouvons à une des plus belles époques que l'histoire puisse présenter. Cependant les temps qui ont passé avaient produit de grands



hommes à ceux que l'on nomme, que de noms illustres viennent s'occourir ! Les Harlay, les Séguier, les Talon, les Roussin, les Cochin, les Danton, les Pothier, les La Chalotais, et tant d'autres qui ont honoré la magistrature et le barreau, quels serons-nous ? ont-ils pas rendus ? quels plus grands encore n'auront-ils pas été capables de rendre ?

Mais voyez le châtiment que nous méritons, les Français n'ont-ils pas eu une poignée d'êtres forts et nobles qui n'ont fait valoir tout ce qu'ils ont de grandeur et de puissance.

Les élections publiques sont la seule récompense qui puisse tourmenter sa grande âme. Qu'il se jouisse longtemps ! De tous les Français, surtout français, il s'élève une exclamation bien plus énergique encore que celle qui se faisait autrefois, il y a quatre-vingt ans, pour Clovis... Tout est Français déshonoré !

Au nom du Tribunal, nous vous proposons l'adoption du projet.

Aucun autre orateur ne pourra dire au parleur, le discours est clos.

On procède au scrutin secret en la forme ordinaire.

Le projet de loi est adopté par 218 voix contre deux.

Le Président donne lecture d'un message du Gouvernement dont le contenu suit :

« Paris, 30 ventôse an XII.

« Législateurs, le Premier Consul, conformément à l'article 6 du sénatus-consulte du 28 frimaire dernier, et parce que les candidats pour la formation de la prochaine Corps législatif seront présentés à nos collèges de la session annuelle pour l'année suivante, et à l'époque de cette session que le Gouvernement doit, vous faire à propos aux opinions relatives à cette présentation,

« Signé, BONAPARTE. »

Le Président, le mis aux voix la question de savoir si le Corps législatif ratifiera l'intention de s'occuper des responsabilités de cette opération. L'affirmative est décidée.

Le citoyen Fontanes, président, cède le fauteuil au citoyen Brillet, l'un des vice-présidents.

On procède à l'appel nominal pour la formation du scrutin.

Le dépouillement des votes donne le résultat suivant :

Fontanes, 181 ; Raymond, 131 ; Baranteau, 91 ; Toulougen, 79 ; Boyen, 51 ; Moutrol-Desilles, 50 ; Lallure, 49 ; Lait-Labayo, 38.

Les citoyens Fontanes et Raymond ayant réuni la pluralité absolue des voix, sont proclamés candidats.

La suite de l'élection commencée est renvoyée à demain.

La séance est levée.

#### TRIBUNAL.

PRÉSIDENCE DE CITOYEN FONTANES.

Séance du 30 ventôse an XII (mardi 21 mars 1801).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté. Le citoyen Lushu, maître de poste à Rones, préseur au Tribunal au moment sur l'établissement de la poste aux chevaux.

Sa pétition est renvoyée au Gouvernement.

Le Président annonce qu'il n'y a aucun objet à l'ordre du jour.

La séance est levée.

#### CORPS LÉGISLATIF

PRÉSIDENCE DE CITOYEN FONTANES

Séance du 1<sup>er</sup> germinal an XII (jeudi 22 mars 1801).

Le procès-verbal de la séance du 30 ventôse est adopté.

Les citoyens Larquier, Lamour et Ségur, conseillers d'Etat, sont introduits.

Le citoyen Lacroix présente un projet de loi relatif à la conscription de l'an XIII.

En voici le texte et l'exposé des motifs :

Motifs.

Du projet de loi relatif à une loi de conscription.

Citoyens législateurs, si la conscription militaire était parmi nous une institution nouvelle, je devrais développer devant vous son mécanisme et ses avantages, mais comme elle a obtenu l'assentiment des Assemblées législatives qui se sont succédées depuis l'an VI, comme elle est restée même temps le sujet des espérances des amis de la liberté et du Gouvernement, et l'objet du desespoir de leurs ennemis secrets et publics, étrangers et étrangers, je me bornerai à vous faire remarquer les modifications que le Gouvernement a cru devoir faire éprouver à un système qui a été suivi jusqu'à ce jour.

Il en est de la conscription militaire comme de toutes les contributions publiques ; c'est moins leur poids que les rendements, que l'incertitude de leur répartition et les vices de leur perception.

Comme de cette vérité, le Gouvernement s'est constamment occupé depuis l'an VIII à régulariser par ses arrêtés les formes de la levée de la conscription, et chaque année il vous a proposé quelques amendements sur la manière de la répartir. C'est qu'il vous soumet par son organe est l'une des plus justes et des plus importantes.

Jusqu'à ce moment la discussion de contingent général ou contingent partiels n'a eu que la population générale pour base ; jamais on n'a fait varier l'inscription maritime comme élément dans sa répartition ; et cependant l'inscription maritime est elle-même une véritable conscription dont le poids est réel et même grand pour quelques parties de l'armée française, et de cet poids il résultait que le même homme était en même temps tenu de fournir des bras à l'armée de terre et à l'armée navale ; ce qui était une véritable injustice. Et cet poids il résultait encore une autre injustice, c'est que tel Français, qui, par son éducation et ses goûts, était entraîné à servir sur mer, se trouvait transporté sur terre par la loi de ses camps et de ses bataillons ; il y servait l'armée, et y développait de la valeur, du courage, mais peut-être n'était-il montré du talon et même du génie, n'était-il servi sur l'élément qui l'avait vu naître.

Un troisième inconvénient est probablement résulté de cet état, c'est l'affaiblissement de nos forces, affaiblissement qu'il nous importait de prévenir avec soin, en établissant un juste équilibre entre le service de terre et le service de mer, parce que l'un et l'autre sont également nécessaires à la gloire de la patrie, parce que la France a besoin généralement plus de goût pour le service de terre que pour le service maritime, et enfin parce que nos plus braves hommes sont des marins.

En comparant le tableau de répartition annexé à la loi que vous venez présenter avec ceux qui ont été décrétés par vous les années précédentes, vous remarquerez, citoyens législateurs, que le

contingent de tous les départements maritimes à éprouver une rédution sensible. Peut-être restait-il encore, malgré les changements que nous vous proposons, quelque inégalité dans la répartition du contingent; peut-être eût-il fallu accorder quelque adoucissement aux cantons non maritimes, mais dont la population est fixée sur les bords des fleuves et des grands rivières; peut-être eût-il fallu, saisissant d'une main l'ancien le système entier des deux conscriptions... mais le génie même le plus vaste ne peut tout embrasser dans le même instant; mais il est de la nature du bien de n'arriver qu'à une fin, et de celle de la sagesse de ne marcher qu'à la lueur de l'expérience: aussi le Gouvernement a-t-il pensé qu'il devait cette année se borner à ne premier pas. La connaissance que vous avez de son activité et de ses principes ne vous permettra pas de douter qu'il ne parcoure bientôt dans son entier la carrière qu'il veut d'ouvrir, et nous devons espérer qu'il y laissera, comme il l'a fait parloit, les empreintes de son amour pour le justice et de son désir de terminer tout ce qui peut nuire au bonheur et à la gloire des Français.

Le changement que le Gouvernement vous propose, citoyens législateurs, ne sera pas la seule amélioration que l'an XII aura lui éprouver au système de la conscription. La création des bataillons de réserve et celle des compagnies de volontaires le rendront plus doux sans l'enfermer, tandis que la libération de la classe non active de l'an VII, qui a été proclamée en l'an XII, et celle de la classe non active de l'an VIII, qui le sera en l'an XIII, lui donneront une force qu'il n'avait pu encore obtenir: il ne nous manquera plus alors que de voir s'établir dans chaque corps de l'armée les écoles publiques dont le législateur avait reconnu la nécessité. On se ne trompe point, ou bientôt nous verrons paraître ces écoles d'écoles secondaires qui doivent composer et la grande institution qui nous occupe, et le système de notre instruction publique.

Une preuve irréfutable des progrès que nous avons faits, et par conséquent des avantages qu'ont produits les lois de l'an X et de l'an XI, c'est la manière dont la conscription a été exécutée dans l'étendue entière du territoire français. Partout l'ordre et le calme ont régné; partout les désignations ont été faites avec célérité et justice; et il n'est encore trouvé cette année quelques réfractaires, le nombre est infiniment moins considérable que pendant les années précédentes. Bientôt, nous avons l'espérance, la conscription cessera d'être une affaire majeure pour les agents du Gouvernement et pour tous les Français. La justice en rendra les opérations faciles, l'habitude les rendra faciles, l'augmentation du nombre des contribuables les rendra plus légères. En effet, citoyens législateurs, le nombre des individus passibles de la conscription est déjà augmenté et augmentera chaque année, parce que la révolution n'a point touché aux éléments de l'activité, et les remplaçants de vir videront plus faciles à trouver parce que chaque année leur nombre sera accru d'un cinquième.

Si le Gouvernement vous demande, citoyens législateurs, de mettre 60 mille hommes à sa disposition, ce n'est pas que nous ayons besoin de donner à l'armée un nouveau renfort pour terminer la guerre publique qui nous a été si injustement déclarée, et qui nous est si radicalement faite par le gouvernement anglais: ce qui excite de séditions sous les drapeaux de la République est plus que suffisant pour punir ce gouvernement perfide, et la situation politique du reste de l'Europe n'exige de notre part aucun accroissement de forces; ce n'est pas non plus que nous ayons besoin de donner à l'armée de nouveaux renforts pour terminer la guerre sociale qui se termine que nous fait le gouvernement anglais, guerre mille fois plus déshonorante pour lui que la guerre publique; les nombreux amis de la patrie qui entourent le chef de l'Etat, secondés par l'armée telle qu'elle est aujourd'hui, sont plus que suffisants pour garantir sa vie, et précéder à tout bon Français, à tout ami de l'humanité, et pour contenir, réprimer et punir tous les ennemis déclarés ou secrets de la liberté et de la République. Non, citoyens législateurs, la demande que le Gouvernement vous fait aujourd'hui n'a aucune cause extraordinaire pour motif; son unique objet, son unique but, son seul besoin, c'est d'entretenir l'armée sur le pied de son organisation et de continuer à préparer pour la réserve l'augmentation annuelle qui doit la porter à son complet. C'est ainsi que depuis l'an VIII vous avez mis le même nombre à sa disposition; c'est ainsi qu'en l'an XIII, comme dans les années précédentes, le Gouvernement n'aura de la latitude entière qu'il vous demande, que s'il y est forcé par les circonstances.

Sur les 60 mille hommes, 30 mille seront suivant l'usage, destinés à rester en réserve, et 30 mille à remplacer dans nos cadres un nombre égal d'anciens soldats qui recevront leur congé absolu, ou qui auront été enlevés à l'armée par les événements ordinaires de la vie.

La conscription étant pour la nation française un besoin d'un ordre un moins ainsi étendu que celui des contributions pécuniaires, des contributions sensibles ayant été faites à la manière de la répartition et de la levée, le Gouvernement qui connaît, citoyens législateurs, votre dévouement à la patrie, vous soumet à sa confiance un projet de loi qui doit puissamment contribuer à la faire pour du bonheur et de la gloire, des biens qui sont l'objet constant de votre sollicitude, de nos travaux, de nos desirs et de nos vœux.

#### Projet de loi.

Art. 1<sup>er</sup>. Il sera levé 30 mille conscrits pris au la conscription de l'an XIII, pour compléter l'armée sur le pied de son organisation, et 30,000 pour rester en réserve, ou être uniquement destinés à porter l'armée au pied de guerre, en les circonstances l'exigent.

Art. 2. Le contingent de chaque département est fixé par le tableau annexé à la présente loi.

Art. 3. La répartition entre les arrondissements et les municipalités sera, avec les désignations et tout ce qui concerne les points et les remplaçants, soumise conformément aux dispositions des lois du 28 floréal an X et du 6 floréal an XI.

## TABLEAU

RELATIF A LA RÉPARTITION DE 30,000 CONSORTS ENTRE LES DÉPARTEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE

NOMS DES DÉPARTEMENTS.	CONTINGENT DE CHAQUE DÉPARTEMENT	NOMS DES DÉPARTEMENTS.	CONTINGENT DE CHAQUE DÉPARTEMENT
Ain .....	263	Lozère .....	192
Aisne .....	405	La Lys .....	349
Allier .....	245	Maine-et-Loire .....	349
Alpes (Basses-) .....	125	Manche .....	390
Alpes (Hautes-) .....	107	Marengo .....	313
Alpes-Maritimes .....	193	Marne .....	288
Ardèche .....	258	Marne (Haute-) .....	213
Ardennes .....	244	Mayenne .....	196
Ariège .....	187	Meurthe .....	316
Aube .....	268	Meuse .....	272
Aude .....	106	Meuse-Inférieure .....	226
Aveyron .....	313	Mont-Rhône .....	215
Bombes-du-Rhône .....	308	Mont-Tonnerre .....	320
Calvados .....	336	Morbihan .....	230
Cantal .....	211	Mostelle .....	328
Charente .....	280	Niches (Deux-) .....	188
Charente-Inférieure .....	295	Nièvre .....	225
Cher .....	310	Normandie .....	337
Corrèze .....	223	Oise .....	332
Côte-d'Or .....	315	Orne .....	283
Côtes-du-Nord .....	239	Ouiré .....	329
Creuse .....	207	Pas-de-Calais .....	349
Dordogne .....	246	Pé .....	406
Doubs .....	287	Puy-de-Dôme .....	481
Drome .....	212	Pyrénées (Basses-) .....	300
Eure .....	225	Pyrénées (Hautes-) .....	167
Eure-et-Loire .....	335	Pyrénées-Orientales .....	83
Elbe .....	21	Rhin (Bas-) .....	427
Escal .....	375	Rhin (Haut-) .....	372
Eure .....	386	Rhin-et-Moselle .....	225
Eure-et-Loire .....	247	Rhône .....	354
Finistère .....	209	Rouen .....	428
Forêt .....	197	Sambre-et-Meuse .....	151
Gard .....	223	Saône (Haute-) .....	267
Garonne (Haute-) .....	397	Saône-et-Loire .....	436
Gers .....	238	Savoie .....	190
Gironde .....	371	Sarthe .....	370
Gode .....	209	Seine .....	481
Hérault .....	267	Seine-et-Marne .....	283
Ille-et-Vilaine .....	249	Seine-Inférieure .....	447
Indre .....	195	Seine-et-Oise .....	401
Indre-et-Loire .....	259	Sens .....	205
Isère .....	416	Sèvres (Deux-) .....	297
Jamnapes .....	403	Somme .....	380
Jura .....	275	Sura .....	407
Landes .....	167	Tarn .....	365
Limousin .....	194	Tarn .....	258
Lamone .....	160	Var .....	172
Lot-et-Garon .....	204	Vaucluse .....	181
Lot .....	280	Vendée .....	166
Lot (Haute-) .....	222	Vienne .....	221
Lot-et-Inférieure .....	249	Vienne (Haute-) .....	228
Louet .....	276	Vosges .....	291
Lot .....	362	Yonne .....	304
Lot-et-Garonne .....	310	TOTAL .....	30,000

La discussion devant le Corps législatif est in-  
tournée au 3 germinal.

Le Corps législatif arrête que ce projet du loi  
sera transmis au Tribunal par un message.

L'ordre pour la nomination des candidats à  
la présidence du Corps législatif est regretté.

Après deux scrutins successifs, les citoyens La-  
haye et Duranton sont proclamés candidats.

En conséquence, les candidats élus sont les  
suivants : 1<sup>re</sup> série, Fontanes; deuxième série,  
Ramonod (scrutin du 30 ventôse); troisième série,  
Lahaye; quatrième série, Duranton (scrutin du  
1<sup>er</sup> germinal).

Le Corps législatif arrête que cette présentation  
de candidats sera posée au Premier Consul par  
un message.

La séance est levée.

#### TRIBUNAT.

##### PRÉSIDENCE DU CITOYEN CUYDAL.

Séance du 1<sup>er</sup> germinal an XII (jeudi 22 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance du 30 ventôse  
est adopté.

L'ordre du jour appelle le renouvellement du  
bureau.

Le citoyen Gillet-Lajocquemière en est pré-  
sident.

Les nouveaux secrétaires sont les citoyens  
Malès, Gillet (de Senne-et-Oise), Depinville-Ger-  
non et Leroy.

Le citoyen Delaisie est élu membre de la com-  
mission administrative, en remplacement du  
citoyen Chassiron.

Le Corps législatif communique par un mes-  
sage un projet de loi relatif à la conscription  
de l'an XIII.

Ce projet est renvoyé à l'examen d'une com-  
mission spéciale composée des citoyens Saline,  
Jube, Simonin, Leroy, Girardin, Chélaud-Latour,  
Perrée, Chassiron et Costé.

La séance est levée.

#### CORPS LÉGISLATIF.

##### PRÉSIDENCE DU CITOYEN FONTANES.

Séance du 2 germinal an XII (vendredi  
23 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

Le Président annonce qu'il n'y a aucun sujet  
à l'ordre du jour.

La séance est levée.

#### TRIBUNAT.

##### PRÉSIDENCE DU CITOYEN GILLET-LAJOCQUEMIÈRE.

Séance du 2 germinal an XII (vendredi  
23 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

Saline fait un rapport sur le projet de loi  
relatif à la conscription de l'an XIII.

Citoyens tribuns, le projet de loi qui vous  
occupe aujourd'hui diffère essentiellement, par  
sa nature et son objet, de tous ceux que vous  
avez discutés dans le cours de la mémorable  
séance qui va se terminer.

Il y a peu de jours, vous acheviez, par votre  
sanction, le recueil imposant des lois qui forma-  
rent désormais le Code civil des Français. Le  
résultat pénible et glorieux de la méditation de  
nos sages, de la science des siècles, de notre pro-  
pre expérience, et de la volonté constante et  
éclairée du héros immortel qui semble réunir  
dans sa personne tous les genres de gloires des

hommes célèbres dont le nom est devenu la  
patrimoine de la postérité.

Aujourd'hui les mêmes mains, qui ont élevé  
cet édifice de sagesse qui doit assurer le repos  
à la paix des familles, s'occupent de fournir à  
nos armées le complément nécessaire pour les  
maintenir sur le pied fédéraliste qui peut vous  
garantir la paix au dehors.

Ce projet, dont vous avez renvoyé l'examen à  
une commission, porte qu'il sera levé treize mille  
conservés pris sous la conscription de l'an XIII pour  
compléter l'armée sur le pied de son organisation,  
et trente mille pour résider en réserve ou  
être uniquement destinés à porter l'armée au  
pied de guerre, si les circonstances l'exigent.  
Il n'est que l'application d'un principe déjà re-  
connu, que l'exécution des lois des 28 floréal an X  
et 6 floréal an XI. La seule différence qui existait  
est dans le tableau de la répartition, et cette diffé-  
rence est une amélioration. Jusqu'à ce moment il  
n'y avait point eu de distinction entre les départe-  
ments maritimes et les départements méditerranéens.  
La population respective avait servi de baromètre.  
Le Gouvernement, fidèle au plan de justice distri-  
butive qu'il s'est imposé, a réparé cette erreur,  
et les départements maritimes fournissent moins  
au service de terre en raison de ce qu'ils fournis-  
sent plus à celui de mer. Cette mesure acquerra  
une plus rigoureuse perfection, lorsqu'on aura  
obtenu des données plus positives sur la popula-  
tion respective, ou qu'un plan plus étendu aura  
pu être adopté. Les dispositions générales sont  
d'ailleurs les mêmes que pour la levée de l'an XII,  
et l'expérience en a sanctionné l'utilité et la  
sagesse. Ce projet n'est donc susceptible d'aucune  
discussion, d'aucun développement pacifique,  
puisque sa justice et sa nécessité sont également  
sensibles, et sont manifestes des vérités positives.  
Ces motifs ont déterminé votre commission à  
vous en proposer l'adoption.

Mais le tout conscription on peut être prononcé  
sans rappeler à la fois toutes les idées de gloire,  
de puissance et de prospérité publique que nous  
lui devons, et les sentiments magnanimes d'une  
nation pour qui les plus grands sacrifices ne sont  
rien quand l'amour de la patrie les commande.

C'est à la composition patriotique nationale de  
nos armées qu'on doit attribuer les exploits éton-  
nantes qu'elles ont exécutés; et les entrées sa-  
crées l'éloge du peuple français tout entier.

A peine les premiers cris de la liberté s'élevaient  
fait entendre, que nos voisins, prévoyant sans  
doute les grands résultats que cet élan généreux  
devait produire, cherchèrent à l'éteindre dès son  
berceau. Mais leurs intrigues, leurs sagesses menées  
n'ayant pu arrêter la tendance de l'opinion pu-  
blique pour un nouvel ordre de choses, ils s'en  
montrèrent ouvertement les ennemis, et la guerre  
fut déclarée.

La France cependant n'avait point d'ennemi;  
les chefs étaient divisés d'intérêts avec les soldats;  
cette confiance réciproque, qui donne le courage  
et fait la force, n'existait plus; le discipline  
était totalement détruite, plusieurs corps étaient  
en insurrection complète, avaient chassé leurs  
officiers, ou s'étaient totalement dissous.

L'ennemi s'avancant rapidement; il avait percé  
la frontière aux différents points, et, face de nos  
premiers succès, il partageait déjà dans sa com-  
mune espérance les dépouilles d'un peuple  
qu'il croyait en pouvoir lui résister.

Dans cette crise terrible un appel se fit aux  
Français; et les Français de tout âge, de tout état,  
volont à la délivrance de la patrie. De nombreux

bataillons sont organisés, et bientôt l'ennemi est repoussé au delà des frontières qu'il avait franchies. Ni sa forte discipline, ni sa profonde intrépidité, ni ses talents éminents, ni la longue expérience de ses généraux ne peuvent arrêter le marche triomphant de nos armées; tout cède à l'impétueuse française et un emblème éternel qui donne l'essor à la gloire et de la patrie de mercenaires soldats, étrangers aux grands intérêts qui seuls électrisent les âmes, pouvaient-ils résister à des hommes combattant pour le premier des biens, pour la liberté; à des hommes qui avaient à défendre leur indépendance et à conquérir le titre le plus glorieux dont on puisse s'honorer dans la société, celui de citoyen?

De ce moment le sort de la guerre fut fixé : votre armée eut une force morale qui rien ne pouvait plus balancer. Les armées, les revers mêmes ne purent qu'ajouter à sa gloire sans rien changer à sa puissance et qu'elle tenait d'elle-même, qu'elle ne devait qu'à sa composition. Homogène dans ses éléments, elle fut constante dans ses principes, dans sa conduite; et tandis que la discorde, exaspérant toutes les passions, répandait le désordre et le trouble au sein de la France, l'armée, pure comme sa gloire, restait étrangère à toutes ces scènes désastreuses et ne s'occupait qu'à battre ses ennemis. En vain des chefs pervers, comptant sur leur popularité, sur leur réputation, tentèrent de séduire quelques corps; ils furent abandonnés dès que leur criminel intention fut soupçonnée. Toujours l'armée de la République, jamais celle des factions ou des partis qui tour à tour ont dominé, elle est constamment restée fidèle à la cause qu'elle avait embrassée; et dans ce moment encore qui de vous n'aurait pas vite ému par le concert unanime qui se manifeste de tous les points de l'armée? Quelle preuve plus éclatante de patriotisme et d'esprit national que ce dévouement entier pour le chef de l'État, dont les intérêts ne peuvent être séparés de ceux de la patrie? Qui peut mieux le rassurer français que ces vœux unanimes de reconnaissance et d'amour, que ce désir de venger son injure qui est aussi la nôtre?

Ses jours ont été menacés et avec eux la gloire et la gloire de l'Empire!... Mais ce moment d'alarme est déjà loin de nous; le crime fut puni aussitôt que craignait et nos peuples se tournèrent maintenant vers cet ordre inébranlable des destins, vers cette providence éternelle qui régit tout, contre laquelle se brisent nos vains projets, et dont innombrables nos efforts nous sommes les aveugles instruments.

Ces mouvements sublimes d'enthousiasme, cette inquiétude profonde qui apprennent les dangers qui menacent une patrie libre, les élans d'une joie unanime lorsque le cri : *Elle est sauvée* ! retentit soudain; toutes ces émotions générales n'ont pu être éprouvées que par des armées essentiellement citoyennes, et j'ose m'exprimer ainsi, par des armées uniquement composées d'hommes qui tiennent au sol qui les a vus naître, à la gloire, à la liberté de leurs concitoyens, par les liens de la propriété, du sang ou de l'amitié, par tous ceux enfin dont se compose le sentiment sublime du patriotisme. Des armées mercenaires qui ne combattent que par intérêt seraient restées froides et indifférentes à l'aspect des grands événements qui seraient l'étonnement de la postérité.

Mais n'est-ce vain que j'essaie de peindre tout ce qui a été fait du grand, de l'extraordinaire, du sublime lorsque, guidée par un héros dont les conceptions profondes prévoyaient tout, dont le

vaste génie créait des ressources dans les occasions les plus difficiles, et dont le courage héroïque trouvait rien d'impossible dans l'exécution, cette armée n'est plus à compter que des succès, et ne cesse de combattre et de vaincre que pour donner la paix. C'est au luth de l'histoire à transmettre à la rare future ces merveilles de nos jours, et à rendre croyables des faits qui paraissent appartenir aux séries fabuleuses.

Cette espérance rapide, en présentant les avantages d'une armée nationale sur une armée mercenaire, doit nous convaincre de la nécessité de consacrer à jamais, non-seulement le principe de la conscription, mais encore son application la plus étendue, la plus rigoureuse.

Sans doute les hommes qui se voient autorisés des arts, à celui non moins sacré d'administrer la justice, ou de secourir l'humanité souffrante; ceux qui cultivent les sciences exactes et les beaux arts; qui consacrent leurs vœux à l'instruction ou à l'édification de leurs concitoyens, sont obligés de se livrer à de longues et pénibles études, dont il serait fatigant d'interrompre le cours. Mais le gouvernement, dont le chef disait un jour à la plus illustre assemblée savante de l'Europe : « Les conquêtes faites sur l'ignorance sont les seules qui ne laissent aucun regret, » a su parer à tous ces inconvénients par les sages dispositions de la loi qui permettent les remplacements, et qui, chaque jour, deviendront plus faciles à mesure que les classes qui fournissent les remplaçants deviendront plus nombreuses. C'est à cette loi seule que doit se borner toute la condescendance de la loi; encore doit-elle être entièrement subordonnée aux circonstances, aux besoins du moment : car tous les avantages de la société, toutes les jouissances de la civilisation ou peuvent être garanties que par la force, et cette force est dans la bonne composition de l'armée. Ce n'est que sous cette puissance éternelle, à l'abri de ce rempart d'airain, que la patrie peut se voir offrir ses sacrifices, le magistrat administrer la justice, le savant, l'homme de lettres, se livrer à d'utiles ou brillantes conceptions, le palais fastueux et l'humble chaumière, l'opulence et le simple hameau sont également protégés par elle. Toutes les classes de la société ont un intérêt commun, et tous ses membres doivent recourir à sa formation, puisque d'elle dépend la sûreté au dehors et le repos au dedans.

Mais plusieurs peuples, dira-t-on, ont joui de ces avantages avec des armées mercenaires : des circonstances particulières, la faiblesse de leurs vœux, les talents d'un grand capitaine, ont pu leur donner un rang, une existence, dont la durée plus ou moins bornée était le résultat de la composition plus ou moins pure de leurs armées. Les circonstances changeant; les hommes pressés; les institutions seules durablement rassurer la longue prospérité des empires.

Tant que la population entière de Rome fut guerrière, tant que le devoir le plus sacré, comme le droit le plus honorable, fut de porter les armes, ce peuple fut rempli le monde de sa gloire et de sa puissance; mais lorsque, rempli par le luxe, amoindri par les jouissances citadines, il remit ses armes victorieuses en des mains étrangères ou mercenaires, et leur confia le soin de sa défense, il fut vaincu par des barbares qu'il avait longtemps méprisés, par des hommes moins civilisés, moins polis, mais plus vigoureux et plus braves que lui. La France est essentiellement cultivatrice et guerrière; sa population et son sol sont innombrables; l'épée et le charroi sont les deux bases

de sa puissance, et c'est particulièrement vers ces deux points que doivent tendre toutes les institutions publiques.

Un genre opinatoire est encore à soutenir contre l'ennemi si harcelé du sans Français ; de perfides congratulations nous ont débarrassés et au delà de la société de l'état et du chef entre les mains duquel ses destinées reposent. Dans de semblables circonstances, si de nouveaux et pénibles sacrifices étaient demandés, on les verrait supportés avec résignation par l'immense majorité des Français ; mais le Gouvernement n'a pas besoin de tels moyens, et, par là, prouve combien est bornée l'espérance de voir la liberté et l'honneur à un point fort de la grandeur de ses ressources, de la sagesse de ses magistrats et de la justice de sa cause. Combien une pareille conviction se doit-elle pas nous pénétrer de reconnaissance envers ceux avec lesquels nous avons, citoyens tribuns, la satisfaction de coopérer au bonheur d'un peuple aussi généreux que brave !

Pour rétablir un régime juste et pur, et venger l'Europe et l'humanité outragées, de nouveaux défenseurs ne sont pas nécessaires. D'un autre côté, une tranquillité profonde règne sur l'horizon politique du reste de l'Europe, et rien n'annonce que l'harmonie, qui a succédé parmi les nations aux longues scènes de carnage, puisse être bientôt troublée. La sécurité du peuple français et sa confiance en la sagesse du Gouvernement doivent donc à cet égard être aussi complètes que la nôtre.

Si les symptômes d'une paix lointaine et durable sur la frontière ne se manifestaient de tous côtés, l'appel que nous faisons aujourd'hui serait un appel au courage des Français. Mais puisque l'esprit de modération et de sagesse règne partout, excepté dans le palais de ce roi si avoué encore par nombre, que le roi semble n'avoir frappé de délirium pour avoir tiré son peuple indigne que ce délire était l'image du vertige qui domine dans ses conseils, le projet de loi soumis à votre sanction n'est plus qu'un appel à l'abstention passive aux lois de l'État, dont aucun Français, dignes de porter ce nom, ne soit jamais s'écarter.

Le Tribunal ordonne l'impression du rapport de Salicr.

L'Assemblée procède immédiatement au scrutin sur le projet de loi, et vote l'adoption à la majorité de 15 voix contre une.

Les orateurs chargés à porter au Corps législatif le vœu du Tribunal, sont les citoyens Salicr et Jubé.

La séance est levée.

## CORPS LÉGISLATIF.

### PRÉSENCE DE CITOYEN FONTANES.

Séance du 3 germinal an XII (samedi 24 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

Le Président Notre collègue Marcorelle a demandé la parole pour une motion d'ordre.

Marcorelle. Législateurs, la France depuis longtemps était courbée sous le fardeau d'une législation civile incohérente et formée d'éléments hétérogènes et grossiers ; la diversité innumérable de coutumes n'était que le résultat de l'anarchie des siècles malheureux qui les virent naître. La sagesse du droit romain en avait amélioré, il est vrai, les dispositions ; mais il ne les avait pas toutes atténuées, et il restait toujours d'un mélange fait sans mesure de plus, et de temps, et de lieu, l'inconvénient monstrueux que les droits et

les devoirs des citoyens changeaient à toutes les démarcations territoriales. Bonaparte a voulu que tous les habitants de ce vaste empire fussent gouvernés par la même loi, et qu'en écartant ce qui est étranger à son intérêt et à nos mœurs, un seul eût une loi harmonique nos besoins et nos lois. Le Code civil, en réalisant les espérances de son génie, recommanda à la justice des sévères les noms de ceux qui, comme vous, distingués par des hauts faits militaires, éprouvés par la sagesse de leur caractère et par leur haute expérience, ont contribué à la gloire de cette institution.

Le jour où vous mettez la dernière main à ce chef-d'œuvre de la philosophie, de la justice, et je pourrais être marqué dans les fastes de la République.

Mandataires du peuple, vous devez être l'organe de sa reconnaissance.

Vous éprouvez vous-mêmes la besoin de satisfaire à ce sentiment profond envers le héros à qui la patrie est redevable de sa félicité.

C'est à l'honneur et à l'orgueil que lui appartient parmi les législateurs des nations ; mais la France le contemple avec orgueil, et ses sentiments devaient le jugement de la postérité.

Élevé au rang de restaurateur de la religion, de la morale, et de nos lois, un monument digne de lui et de vous. Qu'un acte relatif de notre amour annonce à l'Europe que celui qui a mené les poignards de quelques vilains assassins est l'objet de notre affection et de notre admiration ; que les sentiments les plus vrais et les plus purs fleurissent à ses destinées redres du peuple français ; que désormais l'image chérie du chef suprême de l'État décore ce sanctuaire auguste, et que cette inauguration sacrée allie à nos drapeaux les vœux de nos braves et de nos braves, de sa gloire et de notre honneur. En conséquence, j'ai l'honneur de vous proposer l'arrêté suivant :

« Le Corps législatif, voulant éterniser l'épopée à laquelle le Code civil devant la règle générale du peuple français, et l'hommage de sa reconnaissance envers le chef suprême de l'État, arrête ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Le buste en marbre blanc de Bonaparte, sera placé, à l'ouverture de la session prochaine, dans le lieu des séances du Corps législatif.

Art. 2. Les questeurs du Corps législatif sont chargés de donner à cette inauguration, toute la pompe et la solennité qui conviennent à la dignité de son objet.

Art. 3. Le présent arrêté sera présenté au Premier Consul par une députation des membres du Corps législatif.

Cette proposition est appuyée de toutes parts. Elle est adoptée à l'unanimité.

Les membres désignés par le sort qui, avec le président, deux vice-présidents et deux questeurs, doivent composer la députation, sont les citoyens : Jérôme, Driehaye, Rivière (de l'Aube), Brezès, Servin, Driehaye, Fraura, Montali-Osselli, Nattes, Chancel, Chetres, Sautier, Lantour-Boumbeu, Girod (de l'Ain), Ribaud, Brarès, Proust-Braumont, Bavoux, Galli et Jacquart-Rosé.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à la conscription de l'an XIII.

Les orateurs du Gouvernement et ceux du Tribunal sont introduits.

Le Président. Le citoyen Jubé, orateur du Tribunal, à la parole.

Jubé. Citoyens législateurs, la loi que vous avez rendue en l'an XI, sur la conscription militaire, a servi de modèle au projet qui vous est soumis en ce moment.

Le principe de cette institution est général.

mout reconnu. On est d'accord sur la nécessité de suppléer, pour le recrutement de l'armée, à l'insuffisance des enrôlements volontaires et à l'orbilure du tirage de la milice ou odieuse par ses exceptions outrageantes et multipliées. On ne diffère que sur les moyens d'adapter cette grande institution au caractère national, et de faire concourir avec elle les égards que l'on doit à l'agriculture, au commerce, aux arts et aux besoins des autres services publics.

Ceux qui, dans une nouvelle levée de conscrits, ne voient toujours qu'une jeunesse studieuse enlevée à des travaux utiles, ou à des études importantes, ne considèrent point assez que l'État n'a pas d'autres moyens de remplir les rangs armés qu'il a contractés envers les conscrits des années précédentes et de rendre à leurs parents, à leurs foyers, à leurs occupations, ceux qui ont obéi à la loi, et qui, sous des drapeaux invincibles, ont rempli avec honneur le devoir qui leur était imposé.

Mais combien doit être satisfaite notre sollicitude à cet égard, lorsque nous remarquons la persévérance avec laquelle le Gouvernement s'occupe du perfectionnement de cette même institution !

Dès le mois de vendémiaire an VIII, il posa des bornes au pouvoir qu'il avait reçu de la loi; et au moment même où il mettait ces mesures savantes et ces victoires mémorables qui devaient mettre sur le continent un terme au lieu de la guerre, il ne voulut associer à ses fatigues et à ses triomphes qu'une faible portion des conscrits que l'on venait de mettre à sa disposition.

Dans les lois des 28 floréal an X et 6 floréal an XI, le Gouvernement dépense de nouveaux témoignages de sa sage prévoyance.

Il écarte l'idée de ces enrôlements avilissants, qui ne laissent à ceux qu'ils ont frappés ni la volonté, ni le pouvoir de réparer ses fautes. Il ouvre une porte au repentir, et ce ne fut pas vainement que, pour punir quelques Français au moment égarés, il se reposa sur le sculpteur de l'honneur et sur l'amour de la patrie.

Ce n'était point assez de fournir les moyens d'expier un crime; le Gouvernement voulut diminuer les occasions de le commettre. Il avait d'abord fermé les yeux sur les remplacemens; il reconnut leur inconvénient ensuite qu'il existait des circonstances où ils pourraient être utiles à la chose publique, et il se organisa le mode avec des précautions qui doivent écarter ceux des abus contre lesquels on s'était le plus généralement élevé.

Ne voulant négliger rien de ce qui peut alléger le fardeau de cette contribution, il traite un casel proposé depuis longtemps par quelques bons esprits, et répondit par quelques autres. Il reconnaît dans peu d'années s'il est réellement plus convenable au service militaire, au maintien de la discipline, au bonheur du soldat, à la gloire des corps, d'affecter les mêmes territoires à leur recrutement, et si tous les inconvénients, que présentent les adversaires de ce système, ne seront point compensés par de nombreux avantages.

Ce qui assure encore plus particulièrement les succès toujours croissant de la conscription militaire, ce qui en forme le complément, est la création d'une armée de réserve : expression digne d'un si heureux succès chez les Français, comme on l'a si judicieusement observé dans l'une des années précédentes.

Cette seconde ligne redoutable, qui assure les plus promptes opérations, devient ainsi le gant du repos de la France, sans être une surcharge

pour le trésor national. Cette institution place la République dans l'utilité noble et paisible qui lui convient; elle justifie cette sagesse généreuse qu'inspirent la justice et la force.

Mais la prévoyance du Gouvernement ne s'est point encore renfermée dans de telles bornes.

Le tableau de répartition que vous avez sous les yeux, citoyens législateurs, prouve que les besoins de l'armée de terre n'ont point fait perdre de vue les ressources que réclame le service maritime. Le Gouvernement n'a pas trop, sans doute, de sa sagesse, de sa constance, de sa modération pour arriver à la belle institution des classes dont son ancien vogueur et tout son utilité. Les efforts multipliés par le ministère britannique pour obtenir, avec nos meilleurs marins, tous les moyens de réparer nos pertes, nous méritent avec de quelle importance doit être à nos yeux cette branche de l'administration publique. Nous voyons que déjà le Gouvernement, avant d'avoir recueilli les nombreux renseignements qui lui sont indispensables, voit que la conscription militaire d'exercer, avec quelques modifications, sur les communs doit les habitants se sont particulièrement dévoués à la navigation, ou à l'une des professions relatives à la marine. Cette intention, qui prend sa source dans la plus stricte équité et dans l'intérêt de la patrie, présente un heureux perfectionnement pour les années subséquentes. Dignes émules des bataillons français, combien de fois les intrépides équipages de la marine nationale n'ont-ils pas prouvé qu'ils n'avaient besoin que d'une bonne organisation, de chefs éclairés, et du coup d'œil de ce génie réparateur qui vivifie tout, pour reprendre avec supériorité tout appartient à la valeur, et que leur garantie la justice de la guerre qu'ils ont eue force à soutenir !

Mais, citoyens législateurs, n'est-ce pas cette même guerre nécessaire de la part du Gouvernement des appâts immenses; en vain elle le contraindrait de déployer l'appareil le plus formidable; il ne vous demande que le même nombre de conscrits qu'il appelait l'année dernière, c'est-à-dire l'époque où, dans le sein d'une paix glorieusement célébrée, il ne s'occupait qu'à en prolonger la durée, et à en multiplier les bienfaits.

Quel contraste entre cette levée régulière et les rassemblements tumultueux que nous voyons se presser et se confondre sur une rive ennemie ! Quel beau jour pour la gloire nationale que celui où, les obstacles étant franchis, on verra nos phalanges républicaines marcher en bon ordre, et s'attacher vers ces soldats si difficiles à joindre, vers ces volontaires si bien exercés dans la tactique de l'insubordination et des alarmes ! C'est là qu'enfin sera décidée la grande cause de la liberté des peuples; c'est là que s'écrouleront, devant la bravoure, ces obscurs ateliers de poison et de poignards; c'est là qu'après de nouvelles victoires, après le grand jour, pour parler le langage de l'acier, l'effrayant empire de l'armée pourra répéter aux soldats français ou qu'un instant capitaine disait à ses légions sur les mêmes lieux, il y a 1700 ans : *Neque me militum, neque vos ducti permitit.*

Dans des rangs illustres on voit distinguer des jeunes émules que les lois ont appelés à la défense de la patrie, des vieux soldats, à peine oc-

(1) *Responsa quinquaginta annis magnum dico.*

Comédien cinquante années de gloire par un grand jour.

(Fait Agréable).

tie de l'adolescence et dont les mœurs ont déjà moussu l'ail de l'homme, les regards d'un chef triomphant et ébrié seront leur première récompense ; mais plusieurs d'entre eux, sur le champ de bataille, seront promus par lui à des grades supérieurs ; mais d'autres se verront placés au milieu de ces citoyens qui, dans des services rendus, trouvent la source de nouveaux devoirs, et qui, par un serment solennel, se sont plus particulièrement consacrés à la défense de la République, de ses lois, de son gouvernement, au maintien des principes imprescriptibles de la liberté et de l'égalité.

Peut-être tant de bonheur et tant de gloire n'est-il pas réservé aux coeurs de l'an XIII ; peut-être au moment où ils auront à rejoindre l'ennemi, la victoire aura déjà couronné un espérance, et une paix solide consolera l'humanité. Ils n'en rempliront pas moins un devoir sacré ; ils iront remplacer des guerriers invincibles qui réclament aussi l'effusion de leurs larmes, la culture de leurs terres, les soins de leur commerce ou le repos laborieux des sciences. Chaque année, les plus grands avantages résulteront de ces échanges successifs. L'esprit militaire qui, chez un peuple libre, est avec l'amour de l'ordre, le sentiment de ses forces, le respect pour les propriétés, le dévouement à sa patrie, distinguera de plus en plus la nation française ; et lorsque les ennemis de la République seront tentés de lui déclarer une guerre injuste, ils se verront contraints de supprimer, non pas le nombre de soldats réunis alors sous ses étendards, mais le nombre d'hommes qui peupleront son territoire.

Citoyens législateurs, le Tribunat nous charge de vous déclarer qu'il a voté l'adoption du projet de loi relatif à la conscription militaire.

Le Corps législatif ordonne l'impression du discours de Jube.

La discussion est fermée.

On procède au scrutin secret. Le projet de loi est adopté par 211 voix contre 8.

Des orateurs du Gouvernement sont annoncés et introduits ; ce sont les citoyens Fourcroy, Saluette-Suzanne et Dauchy.

Le citoyen **Fourcroy** donne lecture de l'acte dont la teneur suit :

- « Paris, le 2 germinal an XII de la République.
- « Le Gouvernement de la République,
- « Vu l'article 75 du sénatus-consulte du 16 thermidor an X,
- « Le Conseil d'Etat entendu, arrête ce qui suit :
- « Art. 1<sup>er</sup>. La clôture de la session du Corps législatif aura lieu le samedi, 3 germinal.
- « Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au Bulletin des lois.

« Signé BONAPARTE »

**Fourcroy**, Citoyens législateurs, le sens qui fait naître de grands souvenirs dans nos annales et une longue reconnaissance au peuple français. Les lois les plus importantes ont été discutées au milieu de la guerre, au milieu des éclats d'une conjuration africaine, comme elles l'ont été dans la paix la plus profonde. Le Gouvernement marche d'un pas toujours ferme ou l'appellent l'intérêt et la gloire de la patrie, et il ne reste à une époque que la honte et la confusion. Dans leur désespoir ils s'émoussent par et les crimes. Leurs ministres à Hambourg, à Stuttgart, à Munich, ne seront encore que des artisans de complots. Ils corrompent quelques misérables ; mais leurs trames futures seront dévoilées comme leurs trames passées, et leur tourment à leur confusion.

S'il y a des hommes qui, au crime d'avoir porté les armes contre la patrie, ajoutent l'agrandissement et le parjure, le Gouvernement saura les punir avec autant de calme qu'il sut leur pardonner, et toujours le ponton sera personnel comme le crime. Si les liens de l'humanité, ou les liens de famille, ou seront à ses yeux des liens de complaisance.

Quant aux membres de cette famille déshonorée, qui auraient voulu voyager dans son sang pour pouvoir régner sur elle, leurs premières larmes, leurs derniers attentats ont mis entre elle et eux une barrière éternelle. Ils n'ont pu obtenir de l'Ampleten d'être ses soldats, ils s'en sont fait les maîtres. Ils voulaient lui vendre ses conquêtes, notre gloire, notre prospérité ; ils ne lui ont rendu que des crimes utiles ; qu'ils vivent du pain de l'épée et du mépris !

Mais si les soldats s'efforcent de leur présence notre sol, la volonté du peuple français est qu'ils trouvent la mort en réparation de la perte de 2 millions de citoyens prisonniers dans la guerre impie dont ils ont été les principaux artisans, en réparation des crimes dont, surtout depuis quatre ans, ils étendent à nos territoires en y fomentant, en y alimentant, autant qu'il est en leur pouvoir, le brigandage et la révolte.

Citoyens législateurs, reportes vous les yeux la satisfaction d'avoir donné à la France des lois qui assureront son bonheur, et d'avoir, par l'accord de vos principes et de vos sentiments, donné une nouvelle garantie à la stabilité de nos institutions. Dites à vos concitoyens que le droit et la gloire du peuple français sont impérissables. Dites-leur que le peuple de la ville de Paris rivalise avec celui des départements d'attachement et d'honneur ; que le Gouvernement est entouré d'amis qui valent à ses dangers, s'il pouvait en exister encore, comme lui-même veille aux intérêts et à la gloire de la patrie.

**Fonlaine**, président, prend la parole en ces termes :

Citoyens législateurs, une grande entreprise conçue vainement par Charlemagne lui-même est enfin terminée. Le Code uniforme va régir 30 millions d'hommes.

Tous les anciens peuples de la Gaule, réunis en un seul peuple, s'embrassent au nom des mêmes lois ; et comme ils ont une origine commune, ils vivront sous les mêmes lois et partageront les mêmes destinées.

Jamais une plus grande nation ne reçut un plus grand bienfait.

De bonnes lois civiles sont le premier besoin de tous. Elles protègent l'homme depuis son berceau jusqu'à sa tombe, et leur prévoyance veille sur les intérêts de tous les âges de la vie. Les systèmes politiques peuvent, jusqu'à un certain point, être livrés aux caprices de l'opinion. Le principe qui constitue les diverses formes du Gouvernement n'a pas toujours une influence marquée sur le bien-être des individus ; mais le principe, qui constitue la famille, lui est nécessairement le bonheur ou le malheur des membres qui la composent ; d'ailleurs, pour élever l'esprit public, il faut d'abord créer l'esprit domestique ; pour assurer les fondements de l'Etat, il faut bien assurer ceux de la famille.

Trop souvent les institutions politiques passent avec ceux qui les établissent ; elles cèdent au moins tôt ou tard à cette fatalité qui entraîne tous les empires. Les institutions civiles, si elles sont conformes à la morale, se transmettent d'âge



en âge et de peuple en peuple, et peuvent se conserver en tous lieux avec les sentimens et les intérêts les plus chers au cœur humain.

C'est par là que se terminant l'histoire la mémoire de Justinien, quoiqu'il ait mérité de graves reproches.

Les travaux des jurisconsultes qu'il rassembla autour de lui ont plus fait pour sa gloire que les triomphes de Bélisaire et de Narsès. Il n'aurait pu donner sa longue vie à dompter les nations barbares, ses loix les soumettent après sa mort. L'empire romain s'écroula de toutes parts; mais du milieu de ses ruines sortit, avec le royaume de Justinien, un esprit d'ordre et de sagesse qui, en rétablissant les familles, prépara l'organisation des sociétés modernes.

La France était naguère semblable à l'empire envahi par les barbares. Ils n'étaient point cette fois accueillis d'une contrée sauvage; ils étaient ués au milieu de ceux de l'exces de notre corruption. Tous les vices de la monarchie étaient des loix, et pour me servir de l'expression énergique d'un historien de l'antiquité : « Nous étions alors les opprimés par nos loix que par nos vices mêmes. » (1)

Enfin un homme parut, et tout est changé. La sagesse et la sagesse entrent dans les conseils; les disputes orageuses finissent; les sages discussions commencent; les vieux oracles de la sagesse humaine sont consultés de nouveau; le génie de l'homme parle encore à des interprètes dignes de lui; l'esprit pur et l'esprit moderne se perfectionnent en s'unissant; l'un fait sans peine le sacrifice de quelques préjugés; l'autre rompt enfin du ses premières illusions, et se repare.

Si ce grand ouvrage offre encore quelques imperfections, les vices sont là pour les réparer. Leur doctrine se perpétuera dans des écoles surveillées par eux-mêmes. L'épreuve de l'expérience va commencer; qu'ils ne craignent rien pour leur gloire, tout ce qu'ils ont fait de juste et de raisonnable durera et se consolidera; car la raison et la justice sont deux puissances indestructibles qui survivent à toutes les autres.

Le code de Justinien a fait régner mille ans les lois romaines sur les nations civilisées. Le code de Bonaparte, soutenu d'un plus grand vœu, et riche de plus de lumières, aura encore une influence plus durable. Heureux tous ceux qui auront inscrit leur nom au pied de ce beau monument des lumières de notre siècle et de l'expérience des siècles passés!

Citoyens législateurs, je parle ici de votre gloire; vous partagez aussi la reconnaissance du peuple français, et l'auront vous allez en recueillir les témoignages dans les départemens que vous représentez. Un regret se mêle à ces félicitations. Je songe avec peine qu'une partie du Corps législatif, ou j'ai le bonheur de compter tant d'amis, ne paraîtra pas à la session prochaine. Ceux qui vous quittent seront toujours présents au souvenir de leurs collègues. Le Gouvernement, qui connaît leur zèle si souvent éprouvé, ne les oubliera pas; et ils seront doublement récompensés au jour où des bienfaits qu'ils auront préparés aux nations.

Le Corps législatif ordonne l'impression des discours de Fouché et de Fontanes, et leur distribution au nombre de six exemplaires.

**Le Président.** Je déclare au nom du Corps législatif, qu'en exécution de l'acte du Gouvernement, proclamé par le Premier Consul, du 3 de

ce mois, la session ouverte, en vertu de celui du 2 frimaire dernier, est terminée.

Le Corps législatif arrête que cette déclaration sera transmise, par des messages, au Gouvernement, au Sénat conservateur et au Tribunal.

Le secrétaire fait lecture du procès-verbal de la séance de ce jour. La rédaction en est adoptée. La séance est levée.

**NOTA.** Nous insérerons les deux discours sur les propositions le 4 germinal au XII. Ils complètent, en quelque sorte, la séance du Corps législatif du 3 du même mois.

**Discours de Fontanes, à la tête d'une députation du Corps législatif, en présentant au Premier Consul l'acte du 3 germinal, portant que le bûle en marbre blanc de Napoléon Bonaparte sera placé dans la salle des séances du Corps législatif.**

Citoyen Premier Consul, un empire immense repose depuis quatre ans sous l'abri de votre puissante administration. La sage uniformité de vos loix en va réunir de plus en plus tous les habitants. Le Corps législatif veut consacrer cette époque mémorable: il a décrété que l'acte même, placé au milieu de la salle de ses délibérations, lui rappellerait éternellement vos bienfaits, vos devoirs, et les espérances du peuple français. Le double droit de conquérant et de législateur a toujours fait taire tous les autres. Nous l'aurons confirmé dans votre personne par le suffrage national. Qui pourrait accuser encore le criminel espoir d'opposer la France à la France? Se désolera-t-elle pour quelques souvenirs passés, quand elle se voit par tous les intérêts présents? Elle n'a qu'un ciel, et c'est vous; elle n'a qu'un empire, et c'est l'Angleterre.

Les temples pontifaux ont pu jeter quelques sages vœux sur les routes imprévisibles d'un état facile de se méprendre au milieu des orages où combattent tous les partis, dans ces temps funestes où les factions se montraient partout, et la patrie nulle part. Mais sitôt que votre main a relevé les signaux de la patrie, tous les bons Français les ont reconnus et suivis, tous ont passé du rôle de votre gloire. Ceux qui conspirent au sein d'une terre ennemie renouent irrévocablement la terre natale; et que peut-elle opposer à votre assemblée? Vous avez des armées invincibles, et n'ont que des libelles et des assassins, et tandis que toutes les voix de la religion s'élèvent en votre faveur un pied des autels que vous avez relevés, ils vous font outrage par quelques organes obscurs de la révolte et de la superstition. L'insurrection de leurs complots est prouvée. Ils rendront tous les jours la destinée plus rigoureuse en luttant contre ses secrets. Qu'ils usent enfin de ce mouvement insupportable qui emporte l'univers, et qu'ils méditent en silence sur les causes de la ruine et de l'élévation des empires.

**Réponse de Bonaparte, Premier Consul.**

J'ai vu avec plaisir le bon esprit des Français dans ces dernières circonstances. Les conspirateurs n'ont trouvé d'autre que parmi cette espèce d'hommes qui n'ont point de patrie. Tous ceux qui mettent du prix à l'honneur, et qui ont des droits à la considération publique, sont par leurs actions habitués, soit par la confiance actuelle du Gouvernement, se sont élevés avec horreur des assassins. Nulle classe n'est coupable; quelques individus seuls seront frappés. Les opinions et les erreurs passées, de quelque nature qu'elles soient, ne pourront être recherchées par la justice nationale. Elle ne connaît que les délits actuels.

Les puissances continentales de l'Europe forment les mêmes vœux que le gouvernement français; elles désirent avec lui que les instruments de trouble et de discord aux portes de l'Angleterre disparaissent à jamais.

#### TRIBUNAT.

PRÉSIDENCE DE CITOYEN GILLET-LAJACQUEMINIER.

Séance du 3 germinal an XII (samedi 24 mars 1804).

Le procès-verbal de la séance d'hier est adopté.

Le citoyen Gouret-Villeneuve, professeur de grammaire à l'école centrale du département de l'Escant, fait hommage d'un ouvrage ayant pour titre : *Description de toutes les plantes qui se cultivent dans le jardin botanique de l'école centrale du département de l'Escant, à Gand*.

Le Corps législatif annonce, par un message, que sa session est terminée.

Le message sera inséré au procès-verbal.

La séance est levée et remise au 3 floréal prochain.

## AVERTISSEMENT.

Un grand nombre de souscripteurs nous ont adressé des réclamations réitérées pour nous demander de comprendre dans les *Archives Parlementaires* tout ce qui, en dehors des séances du Corps législatif et du Tribunal, est relatif à la discussion du **CODE CIVIL**.

Nous pensons que le moment est venu de répondre à ce juste désir.

En effet, la session de l'an XII est close par l'adoption du projet de loi portant réunion des lois civiles en un seul corps, sous le titre de *Code civil des Français*.

Ainsi, avant de passer à la publication des actes parlementaires qui se rattachent à l'établissement de l'empire, nous allons reproduire, savoir :

1° *Le projet de Code civil*, présenté par la commission nommée par le Gouvernement, le 24 thermidor an VIII;

2° *Les observations des tribunaux d'appel sur le projet de Code civil*;

3° *Les procès-verbaux du Conseil d'État contenant la discussion du Code civil*.

Nous donnerons, en outre, successivement et à mesure qu'elles se présenteront, les diverses modifications que la législation a fait subir à nos codes depuis le 30 ventôse an XII.



# PROJET

## DE CODE CIVIL

PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION NOMMÉE PAR LE GOUVERNEMENT

LE 24 THERMIDOR AN VIII.

### DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

Un arrêté des Consuls, du 24 thermidor dernier, a chargé le ministre de la justice de nous réunir chez lui, pour « comparer l'ordre suivi dans la « rédaction des projets de Code civil publiés jus- « qu'à ce jour, déterminer le plan qu'il nous « paraîtrait le plus convenable d'adopter, et dis- « poser ensuite les principales bases de la légis- « lation en matière civile. »

Cet arrêté est conforme au vœu unanime, et par toutes nos Assemblées nationales et législatives.

Nos conférences sont terminées. Nous sommes complétement à la patrie et au Gouvernement de l'Europe que nous nous sommes formée de notre importante mission, et de la manière dont nous à nous en être fait le remplir.

La France, ainsi que les autres grands états de l'Europe, s'est successivement agrandie par la conquête et par la réunion libre de différents peuples.

Les peuples conquis et les peuples demeurés libres ont toujours signalé, dans leurs capitulations et dans leurs traités, le maintien de leur législation civile. L'expérience prouve que les hommes changent plus facilement de dominations que de lois.

De là cette prodigieuse diversité de coutumes que l'on rencontre dans le même empire : on eût dit que la France n'était qu'une société de sociétés. La patrie était commune, et les lois particulières et distinctes ; le territoire était un, et les nations diverses.

Des magistrats recommandables avaient, plus d'une lois, songé le projet d'établir une législation uniforme, l'uniformité est un genre de perfection qui, selon le mot d'un auteur célèbre, saut quelquefois les grands esprits, et frappe vulgairement les petits.

Mais comment donner les mêmes lois à des hommes qui, quoique soumis au même gouvernement, ne vivaient pas sous le même climat, et avaient des habitudes si différentes ? Comment extirper des coutumes auxquelles on était attaché comme à des privilèges, et que l'on regardait comme autant de barrières contre les vices des nobles et du pouvoir arbitraire ? On eût craint d'affaiblir, ou même de détruire par des mesures violentes, les deux piliers de l'autorité et de la loi.

Tout à coup cette grande révolution s'opère. On attaque tous les abus, on interroge toutes les institutions. A la simple voix d'un orateur, les établissements, en apparence les plus inébranlables, s'ébranlent ; ils n'avaient plus de racine dans les mœurs et dans l'opinion. Ces succès entraînent ; et bientôt la prudence, qui tolérait tout, lui place au désert de tout décrire.

Ainsi on revient aux idées d'uniformité dans

la législation, parce qu'on entrevoit la possibilité de la réaliser.

Mais un bon Code civil pouvait-il naître au milieu des crises politiques qui agitent la France ?

Tout révolution est une conquête. Faut-il des lois dans le passage de l'ancien gouvernement au nouveau ? Par la seule force des choses, ces lois sont nécessairement hostiles, partiales, équivoques. On est emporté par le besoin de rompre toutes les habitudes, d'affaiblir tous les liens, d'écraser tous les préjugés. On ne s'occupe plus des relations privées des hommes entre eux : on ne voit que l'objet politique et général ; on cherche des remèdes à présent que des courtoisiers. Tout devient droit public.

Si l'on fixe son attention sur les lois civiles, c'est moins pour les rendre plus sages ou plus justes, que pour les rendre plus favorables à ceux auxquels il importait de leur goûter le régime qu'il s'agit d'établir. On exerce le pouvoir des pères, parce que les enfants se prêtent davantage aux nouveautés. L'autorité maritale n'est pas respectée, parce que c'est par une plus grande liberté d'homme aux hommes, que l'on parvient à introduire de nouvelles formes et un nouveau ton dans le commerce de la vie. On a besoin de bouleverser tout le système des successions, parce qu'il est expédient de préparer un nouvel ordre de choses par un nouvel ordre de propriétés. A chaque instant, les changements naissent des changements, et les circonstances des circonstances. Les institutions se succèdent avec rapidité, sans qu'on puisse se fixer à aucun, et l'esprit révolutionnaire se glisse dans toutes. Nous appelons esprit révolutionnaire, le désir exalté de sacrifier violemment tous les droits à un but politique, et de ne plus admettre d'autre considération que celle d'un mystérieux et variable intérêt d'état.

Ce n'est pas dans un tel moment que l'on peut se promettre de régler les choses et les hommes avec cette sagesse qui prévaut aux établissements durables, d'après les principes de cette équité naturelle dont les législateurs humains ne doivent être que les respectueux interprètes.

Aujourd'hui la France respire, et la Constitution, qui garantit son repos, lui permet de penser à sa postérité.

De bonnes lois civiles sont le plus grand bien que les hommes puissent donner et recevoir ; elles sont la source des mœurs, le fondement de la propriété et la garantie de toute paix publique et particulière si elles ne fondent pas le gouvernement, elles le modèrent ; elles modèrent la puissance et contraignent à la faire respecter, comme si elle était la justice même. Elles atteignent chaque individu, elles se mêlent aux principales actions de sa vie, elles le suivent partout ; elles sont supérieures à l'unique morale du peuple, et toujours elles lui servent de sa liberté ; enfin,

elles consacrent chaque citoyen des sacrifices que la loi politique lui commande pour la cité, en le protégeant, quand il le fait, dans sa personne et dans ses biens, comme s'il était, lui seul, la cité tout entière. Aussi, la rédaction du Code civil a d'abord fixé la sollicitude du législateur sur la maison et établi son premier magistrat, qui aime tout par son génie, et qui croira toujours avoir à travailler pour sa gloire, tant qu'il lui restera quelque chose à faire pour notre bonheur.

Mais quelle tâche que la rédaction d'une législation civile pour un grand peuple! L'ouvrage serait au-dessus des forces humaines, s'il s'agissait de donner à ce peuple une institution absolument nouvelle, aussi, oubliant qu'il occupe le premier rang parmi les nations policées, on dénigrerait le profit de l'expérience du passé et de cette tradition de bon sens, de sensibilité de maximes, qu'il est parvenu jusqu'à nous, et qui forme l'esprit des nations.

Les lois ne sont pas de purs actes de puissance; ce sont des actes de sagesse, de justice et de raison. Le législateur exerce moins une autorité qu'un sacerdoce. Il ne doit point perdre de vue que les lois sont faites pour les hommes, et non les hommes pour les lois, qu'elles doivent être adaptées au caractère, aux habitudes, à la situation du peuple pour lequel elles sont faites; qu'il faut être sobre de nouveautés en matière de législation, parce que, s'il est possible dans une institution nouvelle de calculer les avantages que la théorie nous offre, il ne l'est pas de connaître tous les inconvénients que la pratique seule peut découvrir; qu'il faut laisser le bien, si on est sûr de le faire du mieux; qu'en corrigeant un abus, il faut en même temps voir les dangers de la correction même, qu'il serait absurde de se livrer à des idées absolues de perfection, dans des choses qui ne sont susceptibles que d'une bonté relative; qu'un loi de changer les lois, il est presque toujours plus utile de présenter aux citoyens de nouveaux motifs de les aimer; que l'histoire nous offre à peine la promulgation de dix ou trois bonnes lois dans l'espace de plusieurs siècles; qu'enfin, l'appartenance de proposer des changements, à une cause qui soit assez heureusement née pour qu'elle, d'un coup de génie, et par une sorte d'illumination soudaine, toute la constitution d'un Etat.

Le consul Cambacérès publia, il y a quelques années, un projet de code dans lequel les matières se trouvaient classées avec autant de précision que de méthode. Ce magistrat, aussi sage qu'éclairé, ne nous sût nullement à faire, s'il eût pu donner un libre essor à ses lumières et à ses principes, et si les circonstances imprévues et passagères n'eussent érigé en axiomes de droit des erreurs qu'il ne partagerait pas.

Après le 18 brumaire, une commission composée d'hommes que le vœu national a placés dans diverses autorités constituées, fut établie pour achever un ouvrage déjà trop souvent repris et abandonné. Les vœux légitimes de cette commission ont dirigé et abrégé les nôtres.

À l'ouverture de nos conférences, nous avons été frappés de l'opinion, si généralement répandue, que, dans la rédaction d'un Code civil, quelques textes bien précis sur chaque matière peuvent suffire, et que le grand art est de tout simplifier ou prévoyant tout.

Tout simplifier, est une opération sur laquelle on a besoin de s'arrêter. Tout prévoir, est un but qui est impossible d'atteindre.

Il ne faut point de lois inutiles; elles affaiblissent les lois nécessaires; elles compromettent la certitude et la majesté de la législation. Mais

un grand Etat comme la France, qui est à la fois agricole et commercial, qui renferme tant de professions différentes, et qui offre tant de genres divers d'industrie, ne saurait comporter des lois aussi simples que celles d'une société pauvre et plus réduite.

Les lois des douze tables sont sans cesse proposées pour modèle; mais peut-on comparer les institutions d'un peuple naissant avec celles d'un peuple parvenu au plus haut degré de richesse et de civilisation? Rome, née pour la grandeur, et destinée, pour ainsi dire, à être la ville éternelle, tarda-t-elle à reconnaître l'influence de ses premiers lois? Les changements survenus naturellement dans ses mœurs n'ont produits-ils pas dans sa législation? Ne commença-t-on pas bientôt à distinguer le droit écrit du droit non écrit? Ne vit-on pas naître successivement les sénatus-consultes, les plébiscites, les édits des préteurs, les ordonnances des rois, les règlements des papes, les réformes ou les décisions des jurisconsultes, les pragmatiques-sanctions, les rescrits, les édits, les nouvelles lois empereurs? L'histoire de la législation de Rome est à peu près celle de la législation de tous les peuples.

Dans les Etats despotiques, où le prince est propriétaire de tout le territoire, on voit le commerce se faire au nom du chef de l'Etat et son profit, et les particuliers n'ont ni liberté, ni raison, ni propriété, ni plus de juges et de bourgeois que de lois; mais partout où les citoyens ont des biens à craindre et à défendre; partout où ils ont des droits politiques et civils; partout où l'homme est compté pour quelque chose, il faut nécessairement un certain nombre de lois pour faire face à tout. Les diverses espèces de biens, les divers genres d'industrie, les diverses situations de la vie humaine, demandent des règles différentes. La sollicitude du législateur est réglée de sa proportion à la multiplicité et à l'importance des objets sur lesquels il fait statuer. De là, dans les codes des nations policées, cette prévoyance scrupuleuse qui multiplie les cas particuliers et semble faire un art de la raison même.

Nous n'avons donc pas cru devoir simplifier les lois, au point de laisser les citoyens sans règle et sans guide sur leurs plus grands intérêts.

Nous nous sommes également préoccupés de la simplicité sans laquelle on ne peut régler et tout prévoir. On pourrait penser que ce sont ceux mêmes auxquels un code paraît toujours trop volumineux, qui osent prescrire impérieusement au législateur la terrible tâche de ne rien abandonner à la décision du juge?

Quoi qu'il en soit, les lois positives ne sauraient jamais entièrement remplacer l'usage de la raison naturelle dans les affaires de la vie. Les besoins de la société sont si vains, la communication des hommes est si active, leurs intérêts sont si multipliés et leurs rapports si étendus, qu'il est impossible au législateur de pourvoir à tout.

Dans les matières neuves qui fixent particulièrement son attention, il est souvent de détail qui lui échappent, ou qui sont trop circonscrits et trop métalliques pour pouvoir devenir l'objet d'un texte de loi.

D'ailleurs, comment enchaîner l'ordonnance du temps? Comment s'opposer au cours des circonstances, ou à la pente insensible des mœurs? Comment connaître et calmer d'avance ce que l'expérience seule peut nous révéler? La prévoyance peut-elle jamais s'étendre à des objets que la pensée ne peut atteindre?

Un code, quelque complet qu'il puisse paraître,

n'est pas plutôt achevé, que mille questions inattendues viennent s'offrir au magistrat. Ces lois, que l'on croit rédigées, demeurent telles qu'elles ont été écrites. Les hommes, au contraire, ne se respectent jamais; ils agissent toujours, et ce mouvement, qui ne s'arrête pas, et dont les effets sont directement modifiés par les circonstances, présente à chaque instant quelque combinaison nouvelle, quelque nouveau fait, quelque résultat nouveau.

Une foule de choses sont donc nécessairement abandonnées à l'empire de l'usage, à la discussion des hommes instruits, à l'arbitrage des juges.

L'office de la loi est de fixer, par de grandes vues, les maximes générales du droit; d'établir des principes féconds en conséquences, et non de descendre dans le détail des questions qui peuvent naître sur chaque matière.

C'est au magistrat et au juriconsulte, pénétrés de l'esprit général des lois, à en diriger l'application.

Du là, chez toutes les nations policées, on voit toujours se former, à côté du sanctuaire des lois et sous la surveillance du législateur, un dépôt de maximes, de décisions et de doctrines qui s'élève journellement par la pratique et par le choc des débats judiciaires, qui s'accroît sans cesse de toutes les connaissances acquises, et qui constamment été regardé comme le vrai supplément de la législation.

On fait à ceux qui professent la jurisprudence le reproche d'avoir multiplié les subtilités, les complications et les commentaires. Ce reproche peut être fondé, mais dans quel art, dans quelle science ne s'est-on pas exposé à le mériter? Voulez-vous accuser une classe particulière d'hommes, de requi n'est qu'une maladie générale de l'esprit humain? Il est des temps où l'on est ramené à l'ignorance, parce qu'on manque de livres; il en est d'autres où il est difficile de s'instruire parce qu'on en a trop.

Si l'on peut pardonner à l'imtempérance de commenter, de discuter et d'écrire, c'est surtout la jurisprudence. Un maître paraît à l'école, si les élèves sur les fils inébranlables qui lient les citoyens, sur le développement et la progression successive des objets dont le magistrat et le juriconsulte sont obligés de s'occuper, sur le cours des événements et des circonstances qui modifient de tant de manières les relations sociales, enfin sur l'action et la réaction continue de toutes les passions et de tous les intérêts divers. Tel même les subtilités et les commentaires, qui deviennent une science personnelle, le commentateur le plus subtil et le plus fastidieux.

Il serait donc d'autant déplorable que toutes les matières pussent être réglées par des lois.

Mais à défaut de texte écrit sur chaque matière, un usage ancien, constant et bien établi, une suite non interrompue de décisions semblables, une opinion ou une maxime reçue, tiennent lieu de loi. Quand on n'est dirigé par rien de ce qui est établi ou connu, quand il s'agit d'un fait absolument nouveau, on remonte aux principes du droit naturel. Car si la prévoyance des législateurs est limitée, la nature est infinie; elle s'applique à tout ce qui peut adresser les hommes.

Tout cela suppose des compilations, des recueils, des traités, de nombreux volumes de recherches et de dissertations.

Le peuple, dit-on, ne peut, dans ce déluge, distinguer ce qu'il doit éviter ou ce qu'il doit faire pour avoir la sûreté de ses possessions et de ses droits.

Mais le Code, même le plus simple, serait-il à la portée de toutes les classes de la société? Les passions ne seraient-elles pas perpétuellement occupées à ra débattre le vrai sens? Ne faut-il pas une certaine expérience pour faire une sage application des lois? Quelle est d'ailleurs la nation à laquelle des lois simples et en petit nombre aient longtemps suffi?

Ce serait donc une erreur de penser qu'il pût exister un corps de lois qui eût d'avance pourvu à tous les cas possibles, et qui cependant fût à la portée du moindre citoyen.

Dans l'état de nos sociétés, il est trop heureux que la jurisprudence forme une science qui puisse fixer le talent, flatter l'amour-propre et réveiller l'émulation. Une classe entière d'hommes se voue dès lors à cette science, et cette classe, consacrée à l'étude des lois, offre des conseils et des défenseurs aux citoyens qui ne pourraient se diriger et se défendre eux-mêmes, et devient comme le séminaire de la magistrature.

Il est trop heureux qu'il y ait des recueils et une tradition soignée d'usages, de maximes et de règles, pour que l'on soit, en quelque sorte, nécessaire à jurer aujourd'hui comme on a jugé hier, et qu'il n'y ait d'autres variations dans les jugements publics que celles qui sont amenées par le progrès des lumières et par la force des circonstances.

Il est trop heureux que la nécessité où est le juge de s'instruire, de faire des recherches, d'appréhender les questions qui s'offrent à lui, ne lui permette jamais d'oublier que, s'il est des choses qui sont arbitraires à sa raison, il n'en est point qui le soient purement à son caprice ou à sa volonté.

En Turquie, où la jurisprudence n'est point un art, où le docteur peut prononcer comme il le veut, quand des oracles supérieurs ne le gênent pas, on voit les justiciables se demander et ne recevoir justice qu'avec effroi. Pourquoi n'a-t-on pas les mêmes inquiétudes auprès de nos juges? C'est qu'ils sont rompus aux affaires, qu'ils ont des lumières, des connaissances, et qu'ils se croient sans cesse obligés de consulter celles des autres. On ne saurait comprendre combien cette habitude de science et de raison adoucit et règle le pouvoir.

Pour rétablir l'autorité que nous reconnaissons dans les juges, de statuer sur les choses qui ne sont pas déterminées par les lois, on invoque le droit qu'un tout citoyen ne s'élève jugé que d'après une loi antérieure et constante.

Ce droit ne peut être méconnu. Mais, pour son application, il faut distinguer les matières criminelles d'avec les matières civiles.

Les matières criminelles, qui ne roulent que sur certains actions, sont circonscrites; les matières civiles ne le sont pas. Elles embrassent indéfiniment toutes les actions et tous les intérêts compliqués et variables qui peuvent devenir un objet de litige entre des hommes vivant en société. Conséquemment, les matières criminelles peuvent devenir l'objet d'une prévoyance dont les matières civiles ne sont pas susceptibles.

En second lieu, dans les matières civiles, le débat existe toujours entre deux ou plusieurs citoyens. Une question de propriété, ou tout autre question semblable, ne peut rester indéfinie entre eux. On est forcé de prononcer; de quelque manière que ce soit, il faut terminer le litige. Si les parties ne peuvent pas s'ordonner elles-mêmes, que fait alors l'État? Dans l'impossibilité de leur donner des lois sur tous les objets, il leur offre, dans le magistrat public un arbitre éclairé et

impartial dont la décision ou les empêchements d'en venir aux mains et leur a-t-elle certainement plus profitable qu'un litige prolongé dont elles ne pourraient tirer ni les suites ni le terme. L'arbitrage apparent de l'équité vaut encore mieux que la turbulence des passions.

Mais, dans les matières criminelles, le débat est entre le citoyen et le politicien. La volonté du public ou peut être représentée par celle de la loi. Les citoyens, dont les actions ne violent point la loi, ne sauraient donc être inquiétés ni arrêtés au nom du public. Non-seulement alors on n'est pas forcé de juger, mais il n'y a pas même matière à juger.

La loi qui sert de titre à l'accusation doit être antérieure à l'action pour laquelle on accuse. Le législateur ne doit point frapper sans motif : s'il en était autrement, la loi, contre son objet essentiel, ne se proposerait donc pas de rendre les hommes meilleurs, mais seulement de les rendre plus malheureux, ce qui serait contraire à l'essence même des lois.

Ainsi, en matière criminelle, où il n'y a qu'un tout formel et précisant qui puisse fonder l'action du juge, il faut des lois précises et point de jurisprudence. Il en est autrement en matière civile : là il faut une jurisprudence, parce qu'il est impossible de régler tous les objets civils par des lois, et qu'il est nécessaire de terminer, entre particuliers, des contestations qu'on ne pourrait laisser indéfinies, sous l'arbitrage d'un citoyen à devoir juger dans sa propre cause, et sans oublier que la justice est la première des devoirs de la souveraineté.

Sur le fondement de la maxime que les juges doivent obéir aux lois, et qu'il leur est défendu de les interpréter, les tribunaux, dans ces dernières années, renvoyant par des référés les justiciables au pouvoir législatif, toutes les lois qu'ils manqueraient de loi, ou que la loi étendue leur paraissait obscure. La tribune de cassation a constamment répété cet abus comme un déni de justice.

Il est deux sortes d'interprétations : l'une par voie de doctrine, et l'autre par voie d'autorité.

L'interprétation par voie de doctrine consiste à saisir le vrai sens des lois, à les appliquer avec discernement, et à les suppléer dans les cas qu'ils n'ont pas réglés. Sans cette espèce d'interprétation, pourrait-on concevoir la possibilité de remplir l'office de juge ?

L'interprétation par voie d'autorité consiste à résoudre les questions et les doutes par voie de règlements ou de dispositions générales. Ce mode d'interprétation est celui qui soustrait au juge.

Quand la loi est claire, il faut la suivre, quand elle est obscure, il faut en approfondir les dispositions. Si l'on manque de loi, il faut consulter l'usage ou l'équité. L'équité est le retour à la loi naturelle dans le silence, l'opposition ou l'obscurité des lois positives.

Porter le magistrat de recourir au législateur, ce serait admettre le plus funeste des principes ; ce serait renouveler parmi nous la désastreuse législation des despotismes. Car, lorsque le législateur intervient pour prononcer sur des affaires nées et vivement agitées entre particuliers, il n'est pas plus à l'abri des surprises que les tribunaux. On a vu même à redouter l'arbitraire réglé, l'injustice et l'oppression d'un magistrat qui peut être réformé, et qui est soumis à l'action en forfaiture, que l'arbitraire absolu d'un pouvoir indépendant qui n'est jamais responsable.

Les parties qui traitent entre elles sur une ma-

tière que la loi positive n'a pas définie, se soumettent aux usages reçus, ou à l'équité universelle, à défaut de tout usage. Or connaître un point d'usage et l'appliquer à une contestation privée, n'est faire un acte judiciaire, et non un acte législatif. L'application même de cette équité ou de cette justice distributive, qui suit et qui doit suivre dans chaque cas particulier tous les petits lils par lesquels une des parties litigantes tient à l'autre, ne peut jamais appartenir au législateur, puisqu'un ministre de cette justice ou de cette équité générale, qui, sans égard à aucune circonstance particulière, embrasse l'universalité des choses et des personnes. Des lois intervenant sur des affaires privées seraient donc souvent surprises de partialité, et toujours elles seraient rétroactives et injustes pour ceux dont la ligue aurait précédé l'intervention de ces lois.

De plus, le recours au législateur entraînerait des lenteurs fatales au justiciable, et, ce qui est plus, il romprait la sagacité et la sainteté des lois.

En effet, la loi statue sur tous ; elle considère les hommes en masse, jamais comme particuliers ; elle ne doit point se mêler des faits individuels ni des ligués qui divisent les citoyens. S'il en était autrement, il faudrait journellement faire de nouvelles lois. Une multitude éternelle leur donnerait et nuirait à leur observation. Le parascisme serait sans fin, et le législateur, entraîné par les détails, ne serait bientôt plus qu'un jurisconsulte. Les intérêts particuliers assailleraient la puissance législative ; ils la détourneraient à chaque instant de l'intérêt général de la société.

Il y a une science pour les législateurs, comme il y en a une pour les magistrats, et l'une ne consiste à trouver dans chaque justice les principes les plus honorables au bien commun ; la science du magistrat est de diriger ces principes en action, de les étendre, par une application sage et modérée, aux hypothèses privées ; d'étudier l'esprit de la loi quand la lettre tue, et de ne pas s'exposer au risque d'être tout à la fois esclave et rebelle, et de désobéir par esprit de servitude.

Il faut que le législateur veille sur la jurisprudence ; il peut être éclairé par elle, et il peut, de son côté, la corriger ; mais il faut qu'il y en ait une. Dans cette immensité d'objets divers, qui composent les matières civiles, et dont le jugement, dans le plus grand nombre des cas, est malaisé l'application d'un texte précis, la combinaison de plusieurs textes qui conduisent à la décision bien plus qu'à la renoncance, on ne peut pas plus se passer de jurisprudence que de loi, de c'est à la jurisprudence que nous abandonnons les cas rares et extraordinaires qui ne sauraient entrer dans le plan d'une législation raisonnable, les détails trop variables et trop continus qui ne peuvent point occuper le législateur, et tous les objets que l'on s'efforcerait inutilement de prévoir, ou qu'une prévoyance précipitée ne pourrait définir sans danger. C'est à l'expérience à combler successivement les vides que nous laissons. Les codes des peuples se font avec le temps, mais, à proprement parler, on ne les fait pas.

Il nous a paru utile de commencer nos travaux par un livre préliminaire : *Du droit et des lois en général*.

Le droit est la raison universelle, la suprême raison fondée sur la nature même des choses. Les lois sont ou ne doivent être que le droit réduit en règles positives, en préceptes particuliers.

Le droit est moralement obligatoire; mais par lui-même il n'emporte aucun contraire; il dirige, les lois commandent; il sert de boussole, et les lois de compas.

Les divers peuples entre eux ne vivraient que sous l'empire du droit; les membres de chaque cité sont régis, comme hommes, par le droit, et comme citoyens, par des lois.

Le droit naturel n'est le droit des gens ni différenciant point dans leur substance, mais seulement dans leur application. La raison, en tant qu'elle gouverne indistinctement tous les hommes, s'appelle droit naturel; et elle est appelée droit des gens, dans les relations de peuple à peuple.

Si l'on parle d'un droit des gens naturel et d'un droit des gens positif, c'est pour distinguer les principes éternels de justice que les peuples n'ont point lois, et auxquels les divers corps de nation sont soumis comme les individus individuels, d'avec les capitulations, les traités et les coutumes, qui sont l'ouvrage des peuples.

En jetant les yeux sur les dispositions que la plupart des juriconsultes ont données de la loi, nous nous sommes aperçus combien ces définitions sont défectueuses. Elles ne nous mettent point à portée d'apprécier la différence qui existe entre un précepte de morale et une loi d'État.

Dans chaque cité, la loi est une déclaration solennelle de la volonté du souverain sur un objet d'intérêt commun.

Toutes les lois se rapportent aux personnes ou aux biens, et aux biens pour l'utilité des personnes.

Il importe, même en traitant uniquement des matières civiles, de donner une notion générale des diverses espèces de lois qui régissent un peuple; car toutes les lois, de quelque ordre qu'elles soient, ont entre elles des rapports nécessaires. Il n'est point de question privée dans laquelle il n'entre quelque vue d'administration publique, comme il n'est aucun objet public qui ne touche plus ou moins aux principes de cette justice distributive qui règle les talents privés.

Pour connaître les divers ordres de lois, il suffit d'observer les diverses espèces de rapports qui existent entre des hommes vivant dans la même société.

Les rapports de ceux qui gouvernent avec ceux qui sont gouvernés, et de chaque citoyen avec tous, sont la matière des lois constitutionnelles et politiques.

Les lois civiles disposent sur les rapports naturels ou conventionnels, de rigueur ou de simple convenance, qui lient tout individu à un autre individu ou à plusieurs.

Le Code civil est sous la tutelle des lois politiques, il doit leur être assenti. Ce serait un grand mal qu'il y eût de la contradiction dans les maximes qui gouvernent les hommes.

Les lois pénales ou criminelles sont celles que l'espèce particulière de crime que la sanction de toutes les autres.

Elles ne régissent pas, à proprement parler, les rapports des hommes entre eux, mais ceux de chaque homme avec les lois, qui valent pour tous.

Les affaires militaires, le commerce, le fisc, et plusieurs autres objets, supposent des rapports particuliers qui n'appartiennent exclusivement à aucune des divisions précédentes.

Les lois, proprement dites, diffèrent des simples règlements. C'est aux lois à poser, dans chaque matière, les règles fondamentales et à déterminer les formes essentielles. Les détails

d'exécution, les précautions provisoires ou accidentelles, les objets instantanés ou variables, ou au moins toutes les choses qui sollicitent le plus la surveillance de l'autorité qui administre que l'entretien de la puissance qui institue ou qui crée, sont du ressort des règlements. Les règlements sont des actes de magistrature, et les lois des actes de souveraineté.

Les lois ne pouvant obliger sans être connues, nous nous sommes occupés de la forme de leur promulgation. Elles ne peuvent être sollicitées à l'usage individuel. On est forcé de se contenter d'une publicité relative, qui, si elle ne peut produire à temps, dans l'usage citoyen, la connaissance de la loi à laquelle il doit se conformer, suffit au moins pour prévenir tout arbitraire sur le moment où la loi doit être exécutée.

Nous avons déterminé les divers effets de la loi. Elle permet ou elle défend; elle ordonne, elle étend, elle corrige, elle puni ou elle récompense. Elle oblige indistinctement tous ceux qui vivent sous son empire; les étrangers même, pendant leur résidence, sous les lois russes des lois de l'État. Habiter le territoire, c'est se soumettre à la souveraineté.

Or qui n'est pas contraire aux lois est licite. Mais si leur est contraire n'est pas toujours bon; car les lois s'occupent plus du bien politique de la société que de la perfection morale de l'homme.

En général, les lois n'ont point d'effet rétroactif. Le principe est incontestable; nous avons pourtant limité ce principe aux lois nouvelles, nous ne l'avons point étendu à celles qui ne l'ont que rappeler ou expliquer les anciennes lois. Les erreurs ou les abus intermédiaires ne font point droit; à moins que, dans l'intervalle d'une loi à l'autre, elles n'aient été consacrées par des institutions, par des jugements en dernier ressort, et par des décisions arbitraires passées en force de chose jugée.

Les lois ne conservent leur effet tant qu'elles ne sont point abrogées par d'autres lois, ou qu'il n'y a point de loi à leur égard. Si nous n'avons pas formellement autorisé le mode d'abrogation par la désuétude ou le non usage, c'est qu'il est peut-être déjà dangereux de le faire. Mais peut-on se dissimuler l'influence et l'utilité de ce concert indéfini, de cette puissance invisible, par laquelle, sans secousse et sans commotion, les peuples se font justice des mauvaises lois, et qui semblent protéger la société contre les surprises faites au législateur, et le maintenir contre lui-même?

Le pouvoir judiciaire, établi pour appliquer les lois, a besoin d'être dirigé, dans cette application, par des règles fixes. Nous les avons tracées: elles sont telles que la raison particulière d'aucun homme ne puisse jamais prévaloir sur la loi, raison publique.

Après avoir rédigé le livre préliminaire de droit et des lois en général, nous avons passé aux objets particuliers civils sous l'empire de la loi et de la règle.

La France, autrefois divisée en pays coutumiers et en pays de droit écrit, était régie en partie par des coutumes, et en partie par le droit écrit. Il y avait quelques ordonnances royales communes à tout l'empire.

Depuis la Révolution, la législation française a subi, sur des points importants, des changements considérables. Faut-il écartier tout ce qui est nouveau? Faut-il dédaigner tout ce qui est ancien? Le droit écrit, qui se composait des lois romaines, a rivé l'Europe. La découverte que nos aïeux



droit de la compilation de *Justinien* fut pour eux sur sorte de révélation. C'est à cette époque que nos tribunaux purent une façon plus régulière, et que le terrible pouvoir du juge fut soumis à des principes.

La plupart des auteurs qui renferment le droit romain avec autant d'incertitude que de légèreté, blâment ce qu'ils ignorent. On y sera blâmé souvent, si, dans les collections qui nous ont transmis ce droit, on eût distingué les lois qui ont mérité d'être appelées la raison d'état d'avec celles qui ne tiennent qu'à des institutions particulières, étrangères à notre situation et à nos usages; si l'on eût distingué encore les sénatus-consultes, les plébiscites, les édits des bons princes, d'avec les prescrites des empereurs, repère de législation murmurée, arrêta au crédit ou à l'importance, et fabriquée dans les reins de tout de maux qui ont désois floué, et qui vaudraient publiquement les jugements et les lois.

Dans le nombre de nos coutumes, il en est, sans doute, qui portent l'empreinte de notre première barbarie, mais il en est aussi qui font honneur à la sagesse de nos pères, qui ont formé le caractère national, et qui sont dignes des meilleurs temps. Nous n'avons renoncé qu'à celles dont l'esprit n'a disparu devant un autre esprit, dont le litige n'est qu'une source journalière de controverses interminables, et qui réprouvent autant à la raison qu'à nos mœurs.

En examinant les dernières ordonnances royales, nous en avons réservé tout ce qui tient à l'ordre essentiel des sociétés, au maintien de la décence publique, à la sûreté des patrimoines, à la prospérité générale.

Nous avons respecté, dans les lois publiées par nos Assemblées nationales sur les matières civiles, toutes celles qui sont liées aux grands changements opérés dans l'ordre politique; on qui, par elles-mêmes, nous ont paru émaner d'une préférence des institutions nouvelles et nécessaires. Il faut changer, quand la plus fougue de toutes les innovations serait, pour ainsi dire, de ne pas innover. On ne doit point céder à des préventions aveugles. Tout ce qui est ancien a été nouveau. L'essentiel est d'imprimer aux institutions nouvelles le caractère de permanence et de stabilité qui puisse leur garantir le droit de devenir éternelles.

Nous avons fait, s'il est permis de s'exprimer ainsi, une transaction entre le droit écrit et les coutumes, toutes les fois qu'il nous a été possible de concilier leurs dispositions, ou de les modifier les uns par les autres, sans rompre l'unité du système et sans choquer l'esprit général. Il est d'ailleurs de conserver tout ce qu'il n'est pas nécessaire de détruire: les lois doivent ménager les habitudes, quand ces habitudes ne sont pas des vices. On raisonne trop souvent comme si le genre humain n'était et ne devait être qu'un seul être, sans aucune sorte de communication entre une génération et celle qui la remplace. Les généraux, un se succédant, se mêlent, s'entrelacent et se confondent. Un législateur imiterait ses institutions de tout ce qui peut se trouver sur la terre, et n'observerait avec soin les rapports naturels qui lient toujours, plus ou moins, le présent au passé et l'avenir au présent, et qui font qu'un peuple, à moins qu'il ne soit exterminé, ou qu'il ne tombe dans une dégradation pure et indéfinissable, ne cesse jamais, jusqu'à un certain point, de se ressembler à lui-même. Nous avons trop placé, dans nos temps modernes, les changements et les réformes: si, en matière d'insti-

tutions et de lois, les siècles s'ignorent, et la doctrine des lois, les séries du philosophe et de la lumière ne sont que l'insouciance et le théâtre des excès.

Le mariage, le gouvernement des familles, l'état des enfants, les testaments, les questions de dot, les droits des ascendants, la différence entre les biens, les divers moyens d'acquiescer, de conserver ou d'accroître sa fortune, les successions, les contrats, sont les principaux objets d'un code civil. Nous devons exposer les principes qui ont motivé ces objets de la sur ces objets importants, et indiquer les rapports qu'avec ces objets peuvent avoir avec le droit général, avec les mœurs politiques, avec le bonheur des particuliers, et avec l'état présent de toutes choses.

Ce n'est qu'en dans ces dernières choses que l'on a vu des idées précises sur le mariage. Le mariage des institutions civiles et des institutions religieuses avait obscurci les premières notions. Quelques théologiens ne voyaient dans le mariage que le sacrement; la plupart des juristes ne l'y voyaient que le contrat civil. Quelques auteurs faisaient du mariage une espèce d'acte mixte, qui renfermait à la fois et un contrat et un contrat civil. La loi naturelle n'était remplie pour eux dans le premier et le plus grand acte de la nature.

Les idées confuses que l'on avait sur l'essence et sur les caractères de l'union conjugale produisaient des embarras journaliers dans la législation et dans la jurisprudence. Il y avait toujours conflit entre le droit et l'empire, quand il s'agissait de faire des lois ou de prononcer des jugements sur cette importante matière. On ignorait ce que c'était que le mariage en soi, ce que les lois civiles lui ajoutaient aux lois naturelles, ce que les lois religieuses lui ajoutaient aux lois civiles, et jusqu'où l'on pouvait s'étendre l'autorité de ces diverses espèces de lois.

Toutes ces incertitudes se sont évanouies, tous ces embarras se sont dissipés à mesure que l'on est remonté à la véritable origine du mariage, dont la date est celle même de la création.

Nous nous sommes considérés que le mariage, qui existait avant l'établissement du christianisme, qui a précédé toutes les lois positives, et qui n'est que la constitution même de notre être, n'est ni un contrat, ni un acte religieux, mais un acte naturel qui a fixé l'attention des législateurs et que la religion a consacré.

Les jurisconsultes romains, en parlant du mariage, ont souvent confondu l'ordre physique de la nature, qui est commun à tous les êtres animés, avec le droit naturel, qui n'est particulièrement les hommes, et qui est fondé sur les rapports que des êtres intelligents et libres ont avec leurs semblables. De là, on a mis en question s'il y avait quelque caractère de moralité dans le mariage considéré dans l'ordre purement naturel.

On répond que les êtres dépourvus d'intelligence, qui ne tiennent qu'au mouvement ou à un besoin aveugle, n'ont entre eux que des rapprochements fortuits, ou des rapprochements périodiques, dénués de toute moralité. Mais, chez les hommes, la raison se mêle toujours plus ou moins à tous les actes de leur vie: le sentiment est à côté de l'appétit, le droit succède à l'instinct, et tout s'épure ou s'ennoblit.

Sans doute, le désir général qui porte un sexe vers l'autre appartient nécessairement à l'ordre physique de la nature: mais le droit, la préférence, l'amour qui déterminent le désir et le fixent sur un seul objet, en qui, du moins, lui donne sur l'autre préféré un plus grand degré d'énergie; les

époux mûrils, les devoirs et les obligations réciproques qui naissent de l'union maritale formée, et qui s'établissent entre des êtres raisonnables et sensibles; tout cela appartient au droit naturel. Dès lors, ce n'est plus une simple rencontre que nous apercevons, c'est un véritable contrat.

L'amour, ou le sentiment de préférence qui forme ce contrat, nous donne la solution de tous les problèmes proposés par la pluralité des femmes ou des hommes dans le mariage; car tel est l'empire de l'amour, qu'à l'exception de l'objet aimé, un sexe n'est plus rien pour l'autre. La préférence que l'un accorde, en veut l'obtenir; l'engagement doit être réciproque. Résumons la même loi, en nous demandant des penchans irrésistibles, à plaisir dans notre propre cœur la règle et le frein de ces penchans. On a pu dire que, sous certains climats et dans certaines circonstances, la polygamie est une chose moins délicate que dans d'autres climats et sous d'autres climats. Mais, dans tous les pays, elle est incompatible avec l'existence d'un engagement par lequel on se donne tout, le corps et le cœur. Vous auriez donc posé la maxime que le mariage ne peut être que l'engagement de deux individus, et que, tant qu'un premier mariage subsiste, il n'est pas permis d'en contracter un second.

Le rapprochement de deux sexes que la nature a faits si différents que pour les unir, il y a bientôt des effets sensibles. La femme devient mère; un nouvel instinct se développe, de nouveaux sentimens, de nouveaux devoirs fortifient les premiers, la fécondité de la femme ne tarde pas à se manifester sur elle. La nature étend insensiblement la durée de l'union conjugale, en cimentant chaque année cette union par des jouissances nouvelles et par de nouvelles obligations. Elle met à profit chaque situation, chaque événement, pour en faire sortir un nouvel ordre de plaisirs et de trêves.

L'éducation des enfans exige, pendant une longue suite d'années, les soins communs des pères et des mères. Les hommes existent longtemps avant de savoir vivre, comme vers la fin de leur carrière, souvent ils cessent de vivre avant de cesser d'exister. Il faut protéger le berceau de l'enfance contre les maladies et les besoins qui l'oppressent. Dans un âge plus avancé, l'esprit a besoin de culture, il importe de veiller sur les premiers développemens du cœur, de réprimer ou de diriger les premières saillies des passions, de protéger les efforts d'une raison naissante contre toutes les espèces de séductions qui l'environnent, d'élever la nature pour qu'en pas contracter les opérations, afin d'achever avec elle le grand ouvrage auquel elle doit nous associer.

Pendant tout ce temps, le mari, la femme, les enfans réunis sous le même toit et par les plus chers intérêts, contractent l'habitude des plus doux affections. Les deux époux sentent le besoin de s'aimer et la nécessité de s'aimer toujours. On voit naître et s'affermir les plus doux sentimens qui soient connus des hommes, l'amour conjugal et l'amour paternel.

La vieillesse, s'il est permis de le dire, n'arrive jamais pour des époux fidèles et vertueux. Au milieu des affections de cet âge, le fardeau d'une vie languissante est adouci par les souvenirs les plus touchans et par les soins si nécessaires de la jeune famille dans laquelle on se voit renaître, et qui semble nous arrêter sur les bords du tombeau.

Tel est le mariage, considéré en lui-même et dans ses effets naturels, indépendamment de toute

loi positive. Il nous offre l'idée fondamentale d'un contrat proprement dit, et d'un contrat perpétuel par sa destination.

Comme ce contrat, d'après les observations que nous venons de présenter, soumet les époux, l'un envers l'autre, à des obligations respectives, comme il les soumet à des obligations communes envers ceux auxquels ils ont donné l'être, les lois de tous les peuples polés ont cru devoir établir des formes qui pussent faire reconnaître ceux qui sont tenus à ces obligations. Nous avons déterminé ces formes.

La publicité, la solennité des mariages, peuvent seules prévenir ces romans vagues et illégitimes qui sont si peu favorables à la propagation de l'espèce.

Les lois civiles doivent interposer leur autorité entre les époux, entre les pères et les enfans; elles doivent régler le gouvernement de la famille. Nous avons cherché dans les indications de la nature le plan de ce gouvernement. L'autorité maritale est fondée sur la nécessité de donner, dans une société de deux individus, la voix pondérative à l'un des associés, et sur la préférence du sexe auquel cet avantage est attribué. L'autorité des pères est motivée par leur tendresse, par leur expérience, par la maturité de leur raison et par la faiblesse de celle de leurs enfans. Cette autorité est une sorte de magistrature à laquelle il importait, surtout dans les États libres, de donner un certain étendue. Qui, on a besoin que les pères soient de vrais magistrats partout où la limitation de la liberté demande que les magistrats ne soient que des pères.

Quand on connaît l'essence, les caractères et la fin du mariage, on découvre sans peine quels sont les empêchemens qui, par leur propre force, rendent une personne incapable de le contracter, et quels sont, parmi ces empêchemens, ceux qui dérivent de la loi positive et ceux qui sont établis par la nature elle-même. Dans ceux établis par la nature, on doit ranger le défaut d'âge. En général, le mariage est permis à tous ceux qui peuvent remplir le vœu de son institution, il n'y a d'exception naturelle à cette règle de droit naturel, que pour les personnes puercules jusqu'à certains degrés. Le mariage doit être prohibé entre tous les ascendans et descendans en ligne directe : nous n'avons pas besoin d'en donner les raisons; elles ont frappé tous les législateurs. Le mariage doit être encore prohibé entre frères et sœurs, parce que la famille est le sanctuaire des mœurs, et que les mœurs seraient menacées par tous les préliminaires d'amour, de désir et de séduction qui précèdent et préparent le mariage. Quand la prohibition est étendue à des degrés plus éloignés, ce ne peut être que par des vues politiques.

Le défaut de liberté, le rapt, l'erreur sur la personne, sont principalement des empêchemens naturels, parce qu'ils excluent l'idée d'un véritable consentement. L'intervention des pères, des tuteurs, n'est qu'une condition prescrite par la loi positive. Le défaut de cette intervention n'opère qu'une nullité civile. Le législateur peut, par des vues d'ordre public, établir tels empêchemens qu'il juge nécessaires; mais ces empêchemens ne sont alors que de pur droit positif.

En posant les empêchemens opposés au mariage, les formes et les conditions requises pour sa validité, nous avons marqué le cas où il est plus expédient de réparer le mal que de le punir, et nous avons distingué les occurrences dans lesquelles les nullités peuvent être converties par la

couplée des parties ou par le seul laps du temps, d'avoir celles où l'abus appelle toujours la violence des lois.

Il résulte de ce que nous avons dit, que le mariage est un contrat perpétuel par sa destination. Des lois réelles autorisent le divorce; tout-il n'aimeur les tous?

En adoptant le divorce, le législateur n'entend point contraindre le mariage religieux de l'indissolubilité, ni décider un point de conscience. Il suppose seulement que les passions les plus violentes, celles qui ont fait et qui font encore tant de ravages dans le monde, peuvent détruire l'harmone qui doit régner entre les deux époux; il suppose que les rixes peuvent être assez graves pour rendre à ces époux leur vie commune insupportable. Alors, s'occupant avec sollicitude de leur tranquillité, de leur sûreté et de leur bonheur présent, dont il est uniquement chargé, il s'abstient de les contraindre à ériger une insupportable lien l'un à l'autre au-delà de la mort, qui les laisse sous l'empire des vœux de la religion, qui continue sur cet objet, comme sur tout d'autres, à gouverner les hommes dans l'ordre du société et de la liberté, le législateur n'emploie alors ni même le pouvoir coactif pour prévenir les discordes les plus funestes à la société, et prescrire des limites à des passions et à des abus dont on n'a pu se promettre de leur ramener la source. Sous ce rapport, la question du divorce devient une pure question civile dont il lui appartient la solution dans les occasions où dans les avantages qui peuvent résulter du divorce même, considéré sous un point de vue politique.

De ce compte, dans tous les temps, qu'il est aussi dangereux qu'inhumain d'attacher, sous aucune espèce de raison, deux époux accablés l'un de l'autre, de là, chez les peuples même où l'indissolubilité du mariage est consacrée par les lois civiles, l'usage des séparations qui relâchent le lien du mariage sous le rompre.

Les avantages et les inconvénients du divorce ont été diversément présentés par les différents auteurs qui ont écrit sur cette matière.

On a dit, pour le divorce, qu'on ôte toute la douceur du mariage et l'indissolubilité; que, pour vouloir trop resserrer le nœud conjugal, on l'affaiblit; que les petits domestiques sont effrayés, quand on n'a rien de plus consolant devant les yeux que leur discord; que la vie des deux époux qui ne s'aiment plus, et qui sont inséparablement unis, est perdue pour la postérité; que les sœurs sont compromises par des mariages mal assortis qu'il est impossible de rompre; qu'un époux, dépouillé d'une femme éternelle, se livre à un commerce qui, sans remplir l'objet du mariage, n'en représente tout au plus que les plaisirs; que les enfants n'ont plus à souffrir du divorce que des discordes qui déshonorent un mariage malheureux; qu'enfin l'indissolubilité absolue est une contrainte au bien réel des familles qu'on a bien général de l'Etat.

On répond, d'autre part, qu'il est dangereux d'abandonner la cause à ses caprices et à son inconstance; que l'on se résigne à supporter les dégoûts domestiques, et que l'on travaille même à les prévenir, quand on sait que l'on n'a pas la facilité du divorce; qu'il n'y a plus d'autorité morale, d'autorité paternelle, de gouvernement domestique, si on cette faculté est ôtée; que la séparation suffit pour ôter les désagréments de la vie commune; que le divorce est peu favorable aux femmes et aux enfants; qu'il menace les mœurs, en donnant un trop libre essor aux pas-

sions; qu'il n'y a rien de sacré et de religieux parmi les hommes, si le lien du mariage n'est point inviolable; que la propagation régulière de l'espèce humaine est bien assurée par la confiance de deux époux unies que par des unions qui sont passagères peuvent rendre variables et incertaines; enfin, que la durée et le bon ordre de la société générale tiennent essentiellement à la stabilité des familles, qui sont les premiers de toutes les sociétés, le germe et le fondement des empires.

Telles sont les considérations qui ont été proposées pour et contre le divorce. Il en résulte que c'est sur le danger et la violence des passions que l'on fonde l'importance du divorce, et qu'il n'y a qu'une extrême modération dans les devoirs, qui in pratique des plus austères vertus, qui pourrions écarter de l'indissolubilité absolue les inconvénients qu'on en rend insupportables.

Que doit faire le législateur? Ses lois ne doivent jamais être plus parfaites que les hommes à qui elles sont destinées ne peuvent le comporter. Il doit consulter les mœurs, le caractère, la situation politique et religieuse de la nation qu'il représente.

Y a-t-il une religion dominante? Quelles sont les dogmes de cette religion? ou bien tous les cultes sont-ils indistinctement autorisés? Est-on dans une société monarchique ou dans une société civile? Quelle est la forme du gouvernement? Toutes ces questions influent, plus qu'on ne pense, sur celle du divorce.

N'oublions point qu'il ne s'agit pas de savoir si le divorce est bon ou mal, mais s'il est convenable que les lois fassent intervenir le pouvoir coactif dans une chose qui est naturellement si libre, et à laquelle le cœur doit avoir tant de part.

Dans une société civile, le mariage n'est guère considéré que dans ses rapports avec la propagation de l'espèce, parce qu'un peuple ne vit pas à briser de croire et de se multiplier.

Il n'est point incommode à des hommes simples et grossiers d'avoir beaucoup d'enfants; ils craindraient d'en avoir pas assez; on voit sans scandale une femme passer successivement dans les bras de plusieurs maris; on permet l'exposition des enfants faibles ou mal conformés; on interdit la faculté de se marier aux personnes qui, par leur âge, ne sont plus propres aux devoirs de la nature. Le mariage est alors régi par quelques lois politiques plutôt que par des lois civiles et par les lois naturelles. L'ancien usage, qui autorisait un citoyen romain à prêter sa femme à un autre pour en avoir des enfants d'une meilleure espèce, était une loi politique.

Quand une nation est formée, ou a besoin de peuple, l'intérêt de la propagation devient moins sensible; on s'occupe plus des dangers et de la dignité du mariage que de sa fin; on cherche à établir un ordre constant dans les familles, et à donner à l'amour un empire si étroit qu'il ne puisse jamais troubler cet ordre.

Alors la faculté du divorce est proscrite ou limitée, selon les mœurs ou les idées reçues dans chaque pays, selon le plus ou moins de liberté que l'on croit devoir laisser aux hommes, selon que les maris sont plus ou moins soupçonnés, selon que l'on a intérêt de resserrer le gouvernement domestique ou de le rendre moins répressif, de favoriser l'égalité des fortunes ou d'en empêcher la trop grande division.

Dans nos temps modernes, ce sont surtout les doctrines religieuses qui ont influé sur les lois du divorce.

Le divorce était inconnu chez les Romains ; la religion chrétienne s'établit dans l'empire, le divorce eut encore lieu jusqu'au IX<sup>e</sup> siècle ; mais il cessa aux nouveaux principes qui furent proclamés sur la nature du mariage.

Tant que la religion catholique a été dominante en France, tant que les institutions religieuses ont été inébranlables unies avec les institutions civiles, il était impossible que la loi civile ne déclarât pas indissoluble un engagement déclaré tel par la religion, qui était elle-même une loi de l'Etat ; il faut nécessairement qu'il y ait de l'harmonie entre les principes qui gouvernent les hommes.

Aujourd'hui la liberté des cultes est une loi fondamentale, et la plupart des doctrines religieuses autorisent le divorce : la faculté du divorce se trouve donc liée par nous à la liberté de conscience.

Les citoyens peuvent professer divers religions, mais il faut des lois pour tous.

Nous avons donc cru qu'il ne fallait pas prohiber le divorce parui tous, parce que nos lois seraient trop évidemment en contradiction avec les différences cultes qui l'autorisent, et qu'elles ne pourraient espérer, pour les hommes qui professent ces cultes, de faire du mariage un lien plus fort que la religion même.

D'ailleurs, indépendamment de la considération dédiée de la diversité des cultes, la loi civile peut fort bien, dans la crainte de plus grands maux, ne pas user de coercion et de contrainte pour obliger deux époux malheureux à demeurer réunis, ou à vivre dans un célibat forcé, aussi funeste aux mœurs qu'à la société.

La loi quitte la faculté du divorce à tous les citoyens indistinctement, sans gêner les époux qui ont une croyance contraire au divorce, est sur tout, une conséquence de notre régime, c'est-à-dire de la situation politique et religieuse de la France.

Mais le sort de la perpétuité dans le mariage étant le sort même de la nature, il faut que les lois opposent un frein salutaire aux passions ; il faut qu'elles empêchent que le plus saint des contrats ne devienne le goni du caprice, de l'inconstance, ou qu'il ne devienne même l'objet de toutes les honteuses spéculations d'un basse avidité.

Depuis nos lois nouvelles, la simple allégation de l'incompatibilité d'humeur et de caractère pouvait opérer la dissolution du mariage.

Alléguer n'est pas prouver ; l'incompatibilité d'humeur et de caractère n'est pas même susceptible d'une preuve rigoureuse et légale. Donc, ou dernière analyse, autoriser le divorce sur un tel motif, c'est donner à chacun des époux le libre droit de dissoudre le mariage à sa volonté. Existe-t-il un seul contrat dans le monde qu'un seul des contractants puisse arbitrairement et capricieusement dissoudre sans l'aveu de la partie avec laquelle il a traité ?

On observe que l'allégation de l'incompatibilité d'humeur et de caractère peut causer des canots très-réels dont la discussion publique serait la honte des familles, et deviendrait un scandale pour la société. On ajoute que la vie commune de deux époux peut devenir insupportable par une multitude de procédés hostiles, de reproches amers, de mépris journaliers, de contradictions savées, piquantes et opiniâtres, en un mot, par une suite d'actes dont aucun ne peut être réparé, et dont l'ensemble fait le malheur et le tourment de l'époux qui les souffre.

Tout cela peut être, mais il est également vrai que la simple allégation de l'incompatibilité d'hu-

meur et de caractère peut se transformer l'absence de tout motif raisonnable qui nous garantirait s'il existe des causes suffisantes de divorce dans un cas où l'un n'en exprime aucune ?

Le mariage n'est point une situation, mais un état. Il ne doit point ressembler à ces unions passagères et légères que le plaisir forme, qui liquescent avec le plaisir, et qui ont été éprouvées par les uns de tous les peuples polices.

Il est nécessaire, dit-on, de recourir au secours de deux époux mal assortis. On accuse nos mœurs et nos usages de favoriser des unions mal assorties. On trouve l'unique remède à ces maux dans la faculté du divorce.

Il n'est que trop vrai que deux époux mal assortis souvent sans se connaître, et sans s'être condamnés à vivre ensemble sans s'éclairer, il n'est que trop vrai que des vices d'ambition et de fortune, et souvent les fantaisies et la légèreté, président à la formation des alliances et à la destinée des familles. Les contrainctions morales et naturelles sont ordinairement étrangères aux convenances civiles.

Mais ces abus doivent-ils en appeler d'autres ? faut-il ajouter la corruption des lois à celle des hommes ? Seront-ils les mariages mal assortis, ou conclura-t-on qu'il ne faut point y en avoir de secrets et d'inviolables ? Quand les abus ne sont que l'ouvrage des passions, ils peuvent être corrigés par les lois ; mais quand ils sont l'ouvrage de la nature, ils sont incurables, parce qu'il est dans le remède même.

Les lois font tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir, dans les mariages, des erreurs et des méprises qui pourraient être irréparables ; elles garantissent aux contractants la plus grande liberté, elles donnent la plus grande publicité au contrat ; elles respectent le consentement des pères, constamment la leur motive par la considération touchante que la prudence maternelle, éclairée par les plus tendres sentiments, est au-dessus de toute autre protection. Si, malgré ces précautions, les lois n'atteignent pas toujours l'objet qu'elles se proposent, n'en accusons que les faiblesses insurmontables de l'humanité.

Dans quel moment vient-on réclamer l'extrême facilité du divorce, en faveur des mariages mal assortis ? lorsque les mariages vont devenir plus libres que jamais, lorsque l'égalité politiquement fait disparaître l'extrême inégalité des conditions, deux époux pourront obéir aux doux inspirations de la nature, et s'autoriser à lutter contre les préjugés de l'ignorance, contre toutes ces vaines étiquettes qui mélangent, dans les alliances et dans les mariages, la gêne, le nécessaire, et, nous osons le dire, la faiblesse du destin même.

Ce qu'il faut craindre aujourd'hui, c'est que la rigueur des mœurs ne remplisse l'indifférence générale des mariages, et que, par la trop grande facilité des divorces, on libertinisme, pour ainsi dire régular, tout d'un instant en l'autre, ne soit mis à la place du mariage même.

Mais, dit-on, si on ne lève pas subitement la simple allégation de l'incompatibilité d'humeur et de caractère, on ôte au divorce tous ses avantages. Nous disons, au contraire, qu'on lui fait que multiplier et aggraver les plus du divorce, si on laisse subsister le moyen d'être de l'incompatibilité d'humeur et de caractère.

L'allégation de cette incompatibilité sera le moyen de tous ceux qui n'en ont point. Le plus important, le plus auguste des motifs, n'aura aucune consistance et n'entraînera aucune sorte de respect ; les mœurs seront sans cesse violées par les lois.

Le divorce pouvait encore être opéré par le consentement mutuel, sur le fondement, que le mariage est une société, et qu'une société ne saurait être éteinte.

Mais peut-on assimiler le mariage aux sociétés ordinaires ?

Le mariage est une société, mais la plus naturelle, la plus sainte, la plus inviolable de toutes.

Le mariage est nécessaire ; les autres contrats de société ne le sont pas.

Les objets qui deviennent la matière des sociétés ordinaires sont déterminés naturellement par la volonté de l'homme, l'objet du mariage est déterminé par la nature même.

Dans les sociétés ordinaires, il n'y a guère que de la communication plus ou moins mutuelle des biens ou de l'industrie. Les biens n'y entrent que par accident dans le mariage : l'essence de ce contrat est l'union des personnes.

Dans les sociétés ordinaires, on stipule pour soi, sur des intérêts obscurs et privés, et comme arbitre souverain de sa propre fortune. Dans le mariage, on ne stipule pas seulement pour soi, mais pour autrui ; on s'engage à devenir le père de la providence de la nouvelle famille à laquelle on va donner l'être ; on stipule pour l'État, on stipule pour la société générale du genre humain.

Le public est donc toujours partie dans les questions de mariage ; et, indépendamment du public, il y a toujours des biens qui méritent la plus grande faveur, et dont on ne peut avoir ni la volonté ni le pouvoir de faire le préjudice. La société conjugale ne ressemble donc à aucune autre.

Le consentement mutuel ne peut donc dissoudre le mariage, quoiqu'il puisse dissoudre tout autre société.

Les malades, les infirmes ne sont-ils pas par là plus pour toujours des causes légitimes de divorce. Les deux époux ne sont-ils pas associés à leur bonne comme à leur mauvaise fortune ? doivent-ils s'abandonner, lorsque tout leur impose l'obligation de se secourir ? Les infirmes lui-même ont les avantages et avec les plaisirs ? Selon la belle expression des lois romaines, le mariage n'est-il pas une société entière et parfaite, qui suppose, entre deux époux, la participation aux biens et aux maux de la vie, la communication de toutes les choses divines et humaines ?

L'infirmité de l'époux que l'on voudrait être autorisé à répudier, a peut-être été contractée dans le mariage même : comment pourrait-elle devenir une occasion raisonnable de divorce ? La pitié, la reconnaissance, ne doivent-elles pas alors devenir des auxiliaires de l'amour ?

La nature, qui a destiné les hommes par le sentiment et par la raison, a voulu que, l'un et l'autre, les obligations qui naissent de l'union des deux sexes fussent toujours dirigées par la raison et par le sentiment.

On a prétendu, dans certains écrits, que tout ce qui autorise la séparation de biens doit autoriser le divorce, et que l'une de ces deux choses ne doit pas nuire à l'autre. Pourquoi donc les moyens qui peuvent légitimer la séparation de biens pourraient-ils dissoudre le mariage ? Le mariage n'est que l'union des personnes ; les époux sont libres de ne pas engager leur fortune. Pourquoi donc faire dépendre le mariage d'une chose qui lui est proprement étrangère ?

La séparation de corps entraînerait autrefois la séparation de biens, mais la séparation de biens n'avait jamais entraîné celle de corps.

Un homme peut être un mauvais administrateur, sans être un mauvais mari. Il peut avoir des droits à l'attachement de son épouse, sans en avoir, sur certains objets, sa confiance. Cette épouse sera-t-elle donc forcée de la violence à son mari pour conserver son patrimoine, ou d'abandonner son patrimoine pour suivre les mouvements de son cœur ?

En général, le divorce ne doit point être prononcé sans cause. Les causes du divorce doivent être des infractions manifestes du contrat. De là, nous admettons, pour raisons légales, que la mort civile, qui imite la mort naturelle, et les crimes ou délits dont un époux peut se plaindre contre l'autre. Nous n'avons pas cru qu'il lui fût nécessaire de rendre le divorce plus facile que ne l'étaient antérieurement les séparations.

Les questions de direction étaient attribuées à des conseils de famille ; nous les avons rendues aux tribunaux. L'intervention de la justice est indispensable, lorsqu'il s'agit d'objets de cette importance. Un conseil de famille, communément formé de personnes préparées d'avance à consentir à tout ce qu'on exigera d'elles, affectant qu'une troupe d'adhésés ou de complaisants toujours prêts à rouler sur les époux contre les lois. Des parents peuvent d'ailleurs être facilement soupçonnés d'amour ou de haine contre l'un ou l'autre partie : leur intérêt même beaucoup sur leur opinion. Ils conservent rarement, dans des affaires que les époux traitent avec tant de légèreté, la gravité qui est commandée par la morale dans tout ce qui touche aux mœurs. Une triste expérience a trop bien démontré que des amis ou des alliés, que l'on associait pour un divorce, ne craint pas mieux remplir la mission qu'ils reçoivent qu'en signant une délibération rédigée à leur insu et qu'ils se montrant indifférents à tout ce qui se passe.

De plus, tout ce qui intéresse l'état civil des hommes, leurs conventions et leurs droits respectifs, appartient essentiellement à l'ordre judiciaire.

Si le divorce ne peut plus être prononcé que sur des causes, il faut que ces causes soient vérifiées. On sent que les points de loi et les points de droit, que cette vérification peut entraîner, ne peuvent être sérieusement discutés que dans un tribunal.

Pour écarter le danger de discussions, nous avons tracé une forme particulière du procédé, capable de les rendre solides et suffisantes sans les rendre publiques. Toutes les questions de divorce doivent être traitées à huis clos, si l'on veut qu'elles le soient sans scandale.

Nous avons laissé toutes les issues convenables à la réconciliation, au rapprochement des époux.

L'époux qui obtient le divorce doit conserver, à titre d'indemnité, quelques-uns des avantages stipulés dans le contrat de mariage. Car nous supposons qu'il ne peut l'obtenir que pour des causes fondées, et dès lors son action, en mettant un terme à ses vœux, lui ôte pourtant son état et laisse conséquemment un grand préjudice à réparer. Il y a donc à balancer entre la personne qui lui fait prononcer le divorce et celle qui l'a rendu nécessaire.

Nous avons cru, pour l'honnêteté publique, devoir ménager un intervalle entre le divorce et un second mariage.

Le juré a le droit de n'ordonner qu'une séparation momentanée, s'il a espéré d'un rétablissement de la paix dans le ménage. Il exhorte, il invite, tant qu'il n'est pas forcé de prononcer

En général, notre but, dans les lois projetées sur le divorce, a été d'en prévenir l'abus et de défendre le mariage contre le débordement des mœurs. On va au mal par une pente rapide; on se retourne au bien qu'avec effort.

Les familles se forment par le mariage, et elles sont la pépinière de l'État. Chaque famille est une société particulière et distincte dont le gouvernement importe à la grande famille qui les comprend toutes.

Autre part, d'après les idées que nous avons données du contrat de mariage, il est évident que c'est le consentement des parties qui constitue ce contrat. C'est la fidélité, c'est la loi promise, qui rend à la femme ce qu'un homme s'associe, la qualité d'épouse, qualité si honorable, qui, suivant l'expression des anciens, ce n'est point la sôlupie, mais la vertu, l'honneur même qui la fait appeler de ce nom. Mais il est également évident que l'on avait besoin d'être rassuré sur la réelle intention de l'homme et de la femme qui s'unissent, par des conditions et des formes qui puissent faire connaître la nature et garantir les effets de cette union, de la toutes les précautions dont nous avons déjà parlé, et qui ont été prises pour l'honnêteté et la certitude du mariage.

Par ces précautions, les époux sont connus. Leur engagement est mis sous la protection des lois des tribunaux, de tous les gens de bien. On apprend à distinguer l'incontinent et d'avoir la loi conjugale, et les écarts des passions d'avec l'usage réglé des droits les plus précieux de l'humanité.

Les opérations de la nature dans le mystère de la génération sont impénétrables; il nous serait impossible de sonder le voile qui nous les dérobe sous un mariage public et solennel, toutes les questions de filiation resteraient dans le vague; la paternité pourrait être certaine, la paternité ne le serait jamais, l'a-t-il un mariage en forme donne par la loi et reconnu par la société? le père est fixé; c'est ainsi que le mariage doit être. La présomption de la loi, fondée sur la cohabitation des époux, sur l'intérêt et la surveillance du mari, sur l'obligation de supposer l'innocence de la femme plutôt que son crime, fait craindre les incertitudes du magistrat, et garantit l'état des personnes et la tranquillité des familles.

La règle que le père est celui qui est désigné par le mariage est si favorable, qu'elle se peut croire qu'à la place est celle du contraire.

Les enfants qui naissent d'un mariage régulier sont appelés légitimes, parce qu'ils sont le fruit d'un engagement dont la légitimité et la validité ne peuvent être incertaines aux yeux des lois.

Mais le cas d'un mariage nul, mais contracté avec bonne foi par les deux conjoints ou par l'un d'eux, l'état des enfants n'est pas compromis. Les lois positives, qui ne s'écartent jamais entièrement de la loi naturelle, et qui, lorsqu'elles paraissent s'en éloigner, ne le font que pour mieux asseoir les vœux de cette loi aux besoins de la société, ont rendu hommage au principe naturel que l'enfant d'un mariage consiste dans le fait que les époux se donnent. De là, quoique régulièrement le seul mariage fait dans les formes présentes et conformément au droit établi soit capable de légitimer les enfants, on a voulu cependant poser les enfants légitimes ceux nés d'un mariage public, c'est-à-dire d'un mariage que les conjoints ont été légitimes, qui a été contracté librement entre les parties, dans l'intention de remplir les devoirs réparateurs de leur état et de le vivre avec toute sous les auspices de la vertu et dans la pureté de l'amour conjugal.

Deux motifs principaux ont fait adopter ce principe : le premier est la faveur attachée au nom du mariage, non si puérile que son ombre même suffit pour purifier dans les enfants le principe de leur naissance; le second est la bonne loi de ceux qui ont contracté un semblable engagement. La patrie leur tient compte de l'intention qu'ils avaient de lui donner des enfants légitimes. Ils ont formé un engagement honnête; ils ont cru suivre l'ordre prescrit par la loi, pour laisser une postérité légitime. Un empêchement secret, un événement imprévu arrête leur prévoyance; ou ne laisse pas de récompenser en eux le vœu, l'apparence, le motif de mariage, et on regarde moins ce que les enfants sont que ce que les pères et mères avaient voulu qu'ils fussent.

On a porté si loin la faveur du droit commun, qu'en a jugé que la bonne foi d'un seul des contractants suffit pour légitimer les enfants qui naissent de leur mariage. Quelques anciens jurisconsultes avaient bien pensé que, dans ce cas, les enfants devaient être légitimes par rapport à l'autre des conjoints, et illégitimes par rapport à l'autre; mais on a rejeté leur opinion sur le fondement que l'état des hommes est invariable, et que, dans le concours, il fallait se décider entièrement pour la légitimité.

On a mis en question si le mariage subséquent des légitimes les enfants nés avant le mariage. Les lois implantes d'abord pour la légitimation par mariage subséquent; elles regardent cette sorte de légitimation comme capable de forcer de la licence des mœurs et de troubler l'ordre des familles. En France, on a plus comblé l'équité naturelle, qui portait en faveur des enfants, que cette raison d'état, qui sacrifie tout à l'intérêt de la société générale. Nos lois présument que les pères et les mères, qui se marient après avoir vécu dans un commerce illicite, ont toujours eu l'intention de s'engager par les liens d'un mariage solennel; elles supposent que le mariage a été contracté, au moins de vœu et de cœur, dès le temps de la naissance des enfants; et, par une loi si équitable, elles donnent un effet rétroactif au mariage.

Nous n'osons pas en avoir échangé cette disposition que l'équité de nos pères sembla nous avoir recommandée, mais nous avons rappelé les précautions qui l'empêchent de devenir dangereuse.

L'état des enfants nés hors mariage est toujours plus ou moins incertain, parce que, s'il n'est aidé d'aucune présomption de droit, il ne repose que sur des faits obscurs dont la preuve est souvent impossible. Il arrivait qu'à la faveur de la légitimation par mariage subséquent, des étres mystérieux, qui ne pouvaient se dissimuler le vice de leur origine, venaient, par des réclames artificieuses, compromettre la tranquillité des familles. Ces réclames, qui n'étaient presque toujours terminés qu'après la mort de tous ceux qui auraient pu efficacement les repousser, lui-même à retracer les innumérables de dissensions, dont le scandale et le danger ébranlaient la société entière.

Ces inconvénients seront prévus, si la loi n'applique la légitimation par mariage subséquent qu'à des enfants légalement reconnus dans le moment même du mariage.

La loi ne présument rien, et ne pouvant rien présumer pour des enfants nés d'un commerce qu'on ne peut pas, il faut que ces enfants soient reconnus par les auteurs de leurs jours, pour pouvoir réclamer des droits. S'il en était autre-

ment, l'honneur des femmes, la paix des ménages, la fortune des citoyens, étaient constamment en péril. Les lois nouvelles ont pourvu au mal, et nous conservons à cet égard les dispositions de ces lois.

La possession a été la première, et, pendant longtemps, l'unique preuve de l'état des hommes. Celui-là était réglé, époux, enfant, qui avait publiquement, sous l'œil ou l'autorité de ses rapports, dans une famille déterminée. Depuis la découverte de l'écriture, tout a changé : les mariages, les naissances, les décès, sont constatés par des registres. En conséquence, la preuve la plus légitime dans les questions d'état, est celle qui se tire des registres publics. Ce principe est une espèce de droit des gens commun à toutes les nations policées.

Mais cette preuve, quelque authentique et quelque légitime qu'elle puisse paraître, n'est pas néanmoins la seule; et comme il n'est pas juste que la négligence des papiers, la prévarication de ceux qui conservent les registres publics, les malheurs et l'injure des temps, puissent réduire un homme à l'impossibilité de prouver son état, il est de l'équité de la loi d'accorder, en tous les cas, une autre preuve qui puisse suppléer le défaut et réparer la perte des registres; et cette preuve ne peut être que celle qui se tire des autres titres et de la déposition des témoins.

Observons pourtant que, dans les questions d'état, la preuve testimoniale ne doit point être admise sans précaution; elle ne l'a jamais été sous un gouvernement de preuve par écrit. On a besoin d'être assuré contre un genre de preuve qui inspire tant de méfiance : des témoins peuvent être corrompus ou séduits; leur mémoire peut les tromper; ils peuvent, à leur propre insu, se laisser entraîner par des inspirations étrangères. Tout nous avertit qu'il faut se tenir en garde contre de simples témoignages.

Cesraut mal raisonner que d'argumenter, dans les questions d'état, de la facilité avec laquelle la preuve par témoins est accueillie dans les matières criminelles.

En matière criminelle, la loi se méfie dans l'impossibilité de reconnaître le crime, quelle soit la preuve, si elle n'admettait la preuve testimoniale; car les crimes sont des faits dans lesquels l'écriture n'intervient que par accident, et bien rarement : or les papiers ne peuvent se prouver que par témoins. L'écrit que l'on fait à la preuve testimoniale, dans les recherches et l'attribution des crimes, dérive donc de la nécessité.

La même nécessité ne se reproduit point dans les questions d'état. La loi veut que l'état des hommes soit constaté par des monuments publics; elle se plus occupée des familles que des individus; le sort obscur d'un citoyen qui peut être injustement compromis dans son état le touche moins que le danger que la société entière serait menacée, si, sur quelques témoignages ouïes au hasard, on pouvait naturaliser dans une famille des êtres obscurs qui ne lui appartiennent pas.

En second lieu, dans la recherche d'un crime, il s'agit d'un fait qui ne remonte pas à une époque reculée, et qui est, pour ainsi dire, sous nos yeux. Or la preuve testimoniale est la preuve naturelle des faits récents. Ce genre de preuve est moins couronné dans les affaires dont l'origine se perd presque toujours dans des temps éloignés, et qui, par les circonstances dont elles se compliquent, n'offrent communément ni certitude ni repos à l'esprit.

Enfin, dans l'instruction d'un crime, la preuve

par témoins est égarée par la contradiction, par les reproches de l'accusé et par toutes les larmes qui garantissent à cet accusé le droit de se défendre : au lieu que, dans les questions d'état, le litige ne s'engage presque jamais qu'après la déces des personnes qui pourraient éclaircir le mystère, ou repousser la calomnie; ou qu'il s'agit de ressources qui, en matière criminelle, serviront à l'innocence et à l'impunité.

Nous avons donc consacré la maxime que, dans les questions d'état, le premier par témoins n'est admissible qu'autant qu'elle est soutenue par un commencement de preuve plus importante, c'est-à-dire par des documents domestiques, par des écrits de personnes décedées et non suspectes, par des lettres manuscrites envoyées et reçues dans un temps opportun, enfin par un certain concours de faits qui aura basés des traits permanents que l'on puisse recueillir avec succès pour l'éclaircissement de la vérité.

Après avoir fixé les preuves qui garantissent l'état civil des personnes, nous sommes entrés dans les détails du gouvernement de la famille. Le mari est le chef de ce gouvernement. La femme ne peut avoir d'autre domicile que celui du mari. C'est-ci administre tout, il surveille tout, les biens et les moeurs de sa compagne. Mais l'administration du mari doit être équilibrée et surveillée; modérée; l'influence du mari se résout bien plus en protection qu'en autorité. C'est le plus fort qui est appelé à démoder et à soutenir le plus faible. Un encore illustré aux femmes, tel que nous le trouvons établi dans certaines contrées, répugnerait solennel au caractère de la raison qu'à la douceur de nos lois. Nous souffrons, dans un sexe sensible, des insinuations et des légèretés qui sont des peines; et sans encombrer la situation qui pourrait troubler l'ordre et l'officier la domesticité, nous écartons toute mesure qui serait incompatible avec la liberté publique.

Les enfants doivent être soumis au père; mais celui-ci ne doit élever que la voix de la nature, la plus douce et la plus tendre de toutes les voix. Son autorité n'a la fois un nom d'amour, de dignité et de puissance; et sa supériorité, qui n'est si religieusement appelée *piété paternelle*, ne comporte d'autre exception que celle qui peut ramener le repentir dans un cœur égaré, et qui a mérité pour objet d'infliger une peine que le fait mériter le punit.

Avec la majorité des enfants, la puissance des pères cesse; mais elle ne cesse que dans ses effets civils : le respect et la reconnaissance continuent à exiger des égards et des devoirs que le législateur ne commande plus, et la déférence des enfants pour les auteurs de leurs jours est alors l'ouvrage des mœurs plutôt que celui des lois.

Dans le cours de la Révolution, la majorité a été liée à vingt et un ans. Nous n'avons pu nous en relever cette fixation, que tant de raisons prouvent motivées. Dans notre siècle, mille causes concourent à former plus tôt la jeunesse, trop souvent même elle tombe dans la jeunesse au sortir de l'enfance. L'esprit du siècle et l'esprit d'industrie, toujours plus généralement répandus, donnent un essor aux âmes, qui supplée aux leçons de l'expérience, et qui dispose chaque individu à porter plus tôt le poids de sa propre destinée. Cependant, malgré ces considérations, nous avons prorogé jusqu'à vingt-cinq ans la nécessité de rapporter le consentement parental pour le mariage. Un acte tel que le mariage dénote du bonheur et de la vie : il serait peu sage, quand il

s'agit d'une chose qui tient de si près à l'empire des passions, les plus terribles, de trop abréger le temps pendant lequel les lois associent la prudence des pères aux résolutions des enfants.

La famille est, dans le gouvernement domestique, une sorte de magistrature subsidiaire dont nous avons déterminé la durée et les fonctions d'après les règles générales qui sont presque communes à toutes les nations policées. La tutelle est proposée à la personne et aux biens; il doit être choisi par la famille et dans la famille, car il faut qu'il ait un intérêt réel à conseiller les biens, et un intérêt d'honneur et d'affection à veiller sur l'éducation et le salut de la personne. Il ne peut altérer sans rancune et sans formes le patrimoine confié à ses soins; il doit administrer avec intelligence et gérer avec fidélité; il ne peut mal faire sans être tenu de réparer le mal qu'il fait. Voilà toute la théorie des tutelles.

Les questions de famille sont, pour la plupart, liées aux questions sur l'état des personnes. Ainsi, comme le domicile de la femme est celui du mari, le domicile des enfants mineurs est celui de leur père ou de leur tuteur.

Le domicile civil n'a rien de commun avec le domicile politique. L'un peut exister sans l'autre; car les citoyens et les mineurs ont un domicile civil sans avoir un domicile politique. Cette dernière sorte de domicile est une dépendance du droit de cité, laquelle désigne le lieu dans lequel, en remplissant les conditions prescrites par les lois constitutionnelles, on est autorisé à exercer les droits politiques attachés à la qualité de citoyen.

Le domicile civil est le lieu où l'on a transporté le siège de ses affaires, de sa fortune, de sa demeure habituelle. La simple absence n'intervient pas le domicile. On peut changer de domicile quand on veut. Toute question de domicile est affaire de droit et de fait. Nous en avons fixé les règles d'après lesquelles on peut juger du vrai domicile d'un homme, parce que, dans toutes les actions judiciaires, et même dans les commerces ordinaires de la vie, il importe de savoir où une personne est domiciliée, pour puiser ou l'assigner. L'absence est une situation momentanée. On peut être absent pour son intérêt propre, ou pour celui de la République. Les absents, et surtout ceux qui le sont pour cause publique, ont des droits particuliers à la protection des lois : nous avons déterminé ces droits. Il a fallu déterminer encore la vie présumée d'un absent dont on n'a point de nouvelles, pour ne pas laisser les familles et les propriétés dans une incertitude interminable. Nous avons confronté les diverses présomptions des différents points qui convergent vers l'absent, et nous avons opté pour les principes qui nous ont paru les plus équitables et les moins susceptibles d'inconvénients.

On verra que, dans tous les projets de loi relatifs à l'état des personnes, nous nous sommes uniquement occupés de l'état en lui-même, l'état politique des hommes est fixé par la Constitution. Nous avons pourtant parlé des étrangers, pour marquer jusqu'à quel point ils peuvent, dans les choses civiles, être assimilés aux Français, et jusqu'à quel point ils en diffèrent.

Il faut connaître qu'environnement les divers peuples communiquent peu entre eux, qu'il n'y avait point de relations entre les États, et que l'on ne se rapprochait que par la guerre, c'est-à-dire pour s'exterminer. C'est à ces peuples qu'il faut enlever de l'Empire des lois qui remonte l'origine des droits, l'essence de l'homme et de l'hu-

manité. Les hommes, dit-il, pensent que, les étrangers ne leur étant unis par aucune communication du droit civil, de ne leur devant, d'un côté, aucune sorte de justice, et, de l'autre, aucune sorte de pitié.

Le commerce, qui se développait, nous a guéris des préjugés barbares et destructeurs, il a uni et mêlé les hommes de tous les pays et de toutes les contrées. La boussole a uni l'univers, le commerce l'a rendu habitable.

Ainsi les étrangers ont été traités avec justice et avec humanité. Les rapports entre les peuples se sont multipliés, et on a compris que si, comme citoyen, on ne peut appartenir qu'à une société particulière on appartient, comme homme, à la société générale du genre humain. En conséquence, si les institutions politiques continuent d'être propres aux besoins de chaque État, les étrangers sont admis à participer plus ou moins aux institutions civiles qui affectent bien plus les droits privés de l'homme que l'état public du citoyen.

Après avoir parcouru tout ce qui est relatif aux personnes, nous nous sommes écoulés des biens.

Il est diverses espèces de biens; il est diverses manières de les acquérir et d'en disposer.

Les biens se divisent en meubles et immeubles. C'est la division la plus générale et la plus naturelle.

Les immeubles de chaque pays sont communément possédés par ses habitants. Jusqu'à la plupart des États ont des lois qui dépendaient les étrangers de l'acquisition de leurs biens. Il n'y a même que la présence du maître qui les fasse valoir. Ce genre de richesses appartenait donc à chaque État en particulier. Mais les effets mobiliers, comme l'argent, les billets, les lettres de change, les actions dans les banques et sur les compagnies, les vaisseaux, les lettres de marque, appartenant au monde entier, et, dans ce rapport, ne rattachant à un seul État dont toutes les parties sont les membres. Le peuple qui possède le plus de ces effets mobiliers est le plus riche. Chaque État les acquiert par l'exportation de ses denrées par le travail de ses manufactures, par l'industrie et les découvertes de ses négociants, par le hasard même.

La distinction des immeubles et des richesses mobilières nous donne l'idée des choses purement civiles et des choses commerciales. Les richesses mobilières sont le partage du commerce; les immeubles sont particulièrement du ressort de la loi civile.

Il est pourtant des effets mobiliers qui sont réputés immeubles, parce qu'on peut les regarder comme des dépendances ou des accessoires des fonds et autres objets en ils.

Dans l'ancien régime, la distinction des personnes privilégiées ou non privilégiées, nobles ou roturiers, entraînait, par rapport aux biens, une sorte de distinction qui ont disparu et qui ne peuvent plus revivre.

On peut dire que les choses soient classées comme les personnes mêmes. Il y a au des biens léodaux et non léodaux, des biens seigneuriaux et des biens libres. Tout cela n'est plus; nous n'avons conservé que les servitudes nobles et rurales que le rapprochement des hommes rend indispensables, et qui diffèrent des servitudes et des servitudes qui sont propres à la société possible.

En parlant des différentes natures de biens, nous avons distingué le simple usage d'avoir l'usufruit, et l'usufruit d'être la propriété. Nous avons classé les différents espèces de rentes et



de droits qui peuvent entrer dans le patrimoine d'un particulier.

Les règles que nous nous proposons sur ces différents objets, et dont il serait inutile de grossir le détail, sont conformes à ce qui s'est pratiqué dans tous les temps. Nous n'avons changé en modifié que celles qui étaient plus asservies à l'ordre actuel des choses, ou dont l'expérience avait montré les inconvénients.

Les contrats et les successions sont les grands moyens d'acquiescer au qu'en n'a point cru et de disposer de ce que l'on a.

En traitant des contrats, nous avons d'abord développé les principes de droit naturel qui sont applicables à tous.

Nous nous en sommes ensuite parqué des formes dans lesquelles ils doivent être rédigés.

L'écriture est, chez toutes les nations policées, la pour mémoire des contrats. Cependant, ce nous conformant à toutes les lois précédentes, nous attachons la preuve par témoins dans les cas où il existe un commencement de preuve par écrit. Le commencement de preuve par écrit n'est pas même nécessaire dans les affaires mercantiles, qui se renouvellent souvent à la boue, sur la place publique, ou dans une conversation impromptue.

En général, les hommes doivent pouvoir traiter librement sur tout ce qui les intéresse. Leurs besoins les rapprochent; leurs contrats se multiplient autant que leurs besoins. Il n'y a point de législation dans le monde qui ait pu éliminer le nombre et fixer la diversité des conventions dont les affaires humaines sont susceptibles. De là cette loi de contrats connus dans les lois romaines sous le titre de contrats nommés. La liberté de contracter ne peut être limitée que par la justice, par les bonnes mœurs, par l'utilité publique.

Mais c'est précisément lorsqu'il s'agit de fixer ces limites que les difficultés naissent de toutes parts.

Il est des objets auxquels la justice se manifeste clairement. Un associé, par exemple, veut partager tous les profits d'une société sans en partager les risques; la précaution est vaine; il ne faut pas chercher hors d'un tel poste une intégrité consommée par la lettre même de ce pacte. Mais il est des choses sur lesquelles la question de justice se complique avec d'autres questions souvent étrangères à la jurisprudence. Ainsi, c'est dans nos conventions acquiescées que l'indivision que nous devons élucider l'apport au l'associé, l'indivision ou le danger de certaines clauses ou certaines parties stipulées dans les baux à ferme, de tout nos conventions commerciales qui ont terminé nos interminables discussions sur le prêt à intérêt, seule monopole, sur la légitimité des conditions apposées dans les contrats maritimes, et sur plusieurs objets semblables. On n'est parvenu que, dans ces matières, la question de droit et de morale se trouve subordonnée à la question de calcul ou d'administration.

L'argent est le signe de toutes les valeurs; il pèse tout ce qui détermine les profits ou des pertes; pourquoi donc celui qui a besoin de ce signe n'en paierait-il pas l'usage, comme il paie l'usage de tous les objets dont il a besoin? A l'usage de toutes les autres choses, l'argent peut être donné, prêté, loué, vendu. La rente à fonds perdu est une aliénation, le prêt à intérêt est un acte de louage; l'usage gratuit que l'on cède d'une somme d'argent est un simple prêt; la liberté sans stipulation d'intérêt et sans

espérance de retour est un don. Le don et le prêt sont des actes généreux; mais le louage et l'aliénation ne sont point des actes injustes.

Pour que les affaires de la société puissent aller, il faut que l'argent ait un prix, sans cela, il n'y a point de prêt, ou, pour mieux dire, il y en a, mais qui savent se venger de l'ineptie des lois par des stipulations simulées, et en faisant payer les usures le prêt de la contrebande. L'usage des usures n'est donc plus effroyable que lorsque l'intérêt a été prohibé. En défendant une chose bonne et nécessaire, on ne fait qu'avilir ceux qui la font et les rendre malheureux par

S'il faut que l'argent ait un prix, il faut aussi que ce prix soit peu considérable. L'intérêt modéré de l'argent encourage toutes les entreprises utiles; il donne aux propriétaires de terre qui veulent se livrer à de nouvelles cultures l'espoir d'être dédommés de leurs pertes à un prix raisonnable; il met les négociants et les manufacturiers à portée de lutter, en concurrence, contre l'industrie étrangère.

Les rapports qui déterminent le prix de l'argent sont indépendants de l'autorité, les gouvernements ne peuvent jamais espérer de le fixer par des lois impérieuses. Cependant on a toujours adopté un intérêt légal pour les contrats hypothécaires et pour tous les actes publics. On n'a pas cru, dans les affaires civiles ordinaires, que les rapports puissent être appréciés avec une certaine liberté, de leur abandonner le cours de l'intérêt aux écarts de l'arbitraire, aux combinaisons particulières et à la tyrannie des prêteurs. Mais, indépendamment de l'intérêt légal qui est l'ordre public, il existe dans le commerce un intérêt courant qui ne peut être l'objet d'une loi constante et précise.

Nous n'avons pas touché à la fixation de l'intérêt légal. Cette fixation ne peut appartenir qu'au Gouvernement; et les mesures que le Gouvernement peut prendre à cet égard ne doivent pas être précipitées.

L'intérêt légal ne peut être respecté qu'autant qu'il se trouve en harmonie avec le taux de l'argent dans le commerce. Dans le moment actuel, mille causes connues rompent cette harmonie. La paix, en donnant un intérêt essor au commerce, en diminuant les dépenses de l'Etat, et en mettant un terme aux opérations forcées du Gouvernement, rétablit l'équilibre et fera rentrer les affaires dans le sein de la probité.

Les lois civiles peuvent pourtant préparer elle-mêmes une révolution en donnant aux prêteurs une sécurité capable de les engager à se contenter d'une rétribution modérée. Ainsi, des institutions qui puissent inspirer de la confiance, de bonne foi, sur les obligations solitaires ou non solitaires des cautions, des lois sages, qui assurent la stabilité des hypothèques, et qui, simplifiant l'action des créanciers contre leurs débiteurs, la rendent plus rapide et moins dispendieuse, sont bien propres à maintenir cette activité de circulation dont l'influence est si grande sur le sort de l'intérêt et sur la prospérité nationale.

Le vrai est certain, c'est que le taux de l'intérêt est le poids de l'Etat; il marque toutes les mesures du corps politique. La modération de ce taux est la marque la moins équivoque de la véritable richesse et du bonheur public.

L'argent règle le prix de toutes les autres choses tant mobilières qu'imobilières. Ce prix est basé sur la comparaison de l'abondance et de la rareté relative de l'argent avec la rareté ou l'abondance relative des objets ou des marchandises que l'on achète. Il ne peut être fixé par des règlements. Le grand principe sur ces matières est

de s'abandonner à la concurrence et à la liberté.

Avant l'usage de la monnaie, toutes les affaires de la société s'accomplissaient par simple prêt, on payait, on échangeait. Depuis l'usage de la monnaie, on procède par ventes, par achats, et par une multitude d'actes qui constituent ce que nous appelons le commerce de la vie civile, et auxquelles nous avons assigné les principales règles qui les gouvernent.

Le commerce ordinaire de la vie civile, appartenant naturellement aux engagements réciproques de tous les individus par leurs besoins mutuels et certaines conventions les rapprochant, ne doit pas être entravé avec le commerce proprement dit, dont le ministère est de rapporter les besoins des peuples, de pourvoir aux besoins matériels des hommes. Cette espèce de commerce, dont les opérations sont presque toujours liées aux grandes vues de l'administration et de la politique, doit être régie par des lois particulières, qui ne peuvent entrer dans le plan d'un code civil.

L'esprit de ces lois diffère essentiellement de l'esprit des lois civiles.

Sans doute, en matière civile comme en matière commerciale, il faut de la bonne foi, de la réciprocité et de l'égalité dans les contrats; mais, pour garantir cette bonne foi, cette égalité et cette réciprocité dans les engagements, on aurait tort de raisonner sur les affaires civiles comme sur les affaires de commerce.

On fait très-souvent, par exemple, d'extraire des affaires de commerce les actions récursoires, parce que ces sortes d'affaires touchent sur des objets mobiliers qui circulent rapidement, qui ne laissent aucune trace, et dont il serait presque toujours impossible de vérifier et de reconnaître l'identité; mais on ne pourrait, sans injustice et sans absurdité, refuser d'admettre les actions récursoires dans les affaires civiles, presque toutes relatives à des immeubles qui ont une assiette fixe, que l'on peut suivre en quelques mains qu'ils passent, et qui, par leur permanence, rendent possibles, et même faciles, toutes les discussions que l'intérêt de la justice peut exiger.

Janus ou a mis, dans le commerce, l'action récursoire pour le cas d'autre moitié du jeu de prix, parce que la mobilité des objets commerciaux, les risques, les incertitudes, les cas fortuits qui environnent les opérations du commerce, ne sauraient comporter cette action. C'est même avec raison que, dans le temps du papier-monnaie on de la dégradation plus ou moins précipitée de ce papier, on avait aboli l'action récursoire, même dans les matières civiles, puisque, pendant ce temps, on rencontrait dans ces matières la même mobilité et les mêmes incertitudes que dans les matières commerciales; mais aujourd'hui nous avons cru de voir la rétablir, parce que la justice veut, sans inconvénient, reprendre ses droits, et que les contrats prisés ne sont plus menacés, comme ils l'étaient, par le désordre des affaires péthiques.

Dans le commerce, où les grandes fortunes sont souvent livrées, on voit plutôt la personne que les biens. De la le gage, l'hypothèque, soit des choses presque incommensurables au commerce. Mais dans les matières civiles, où l'on voit plutôt les biens que la personne, il faut des lois hypothécaires, c'est-à-dire il faut des lois qui puissent donner sur les biens toute la sûreté que l'on cherche. Il ne faut point par ailleurs les précautions. Nos dernières lois sur cet objet sont extrêmes; et le législateur, comme le bon moral, se trouve en lugeurs entre deux limites.

On gouverne mal, quand on gouverne trop. Un homme qui traite avec un autre homme doit être attentif et sage; il doit veiller à son intérêt, recueillir les informations convenables, et ne pas négliger ce qui est utile. L'office de la loi est de nous protéger contre la fraude d'autrui, mais on ne pas de nous dispenser de faire usage de notre propre raison. S'il en était autrement, la vie des hommes, sous la surveillance des lois, se serait qu'une longue et honteuse mascarade; et cette surveillance dégraderait elle-même en roquissade.

C'est un autre principe que les lois, faites pour prévenir ou punir le mal, la méconnaissance des hommes, doivent laisser une certaine franchise, une certaine candeur. Si l'on parle de l'idée qu'il faut parler à tout le monde et à tous les âges dont quelques personnes sont capables, tout est perdu. On multiplie les loyers à l'infini, on s'accroît de la justice, on s'élève aux étoiles; et le remède devient pire que le mal. Quelques hommes sont si méchants, que, pour gouverner la masse avec sagesse, il faut supposer les plus mauvais d'entre les hommes meilleurs qu'ils ne sont.

On paraît avoir entièrement oublié ces principes en rédigeant nos dernières lois sur les hypothèques.

Sans doute, il ne faut pas que les hommes puissent se tromper mutuellement, en traitant ensemble; mais il faut laisser quelque latitude à la confiance et à la bonne foi. Des loyers roquissades et multipliés perdent le crédit, sans éteindre les fraudes; elles accidentent sans gêner. Nous nous sommes effectivement convertis en une masse de malices; mais on ne peut pas continuer qu'à paralyser toutes les affaires de la société, à l'empêcher toutes les parties d'être sages, par des procédures inutiles; et qu'avec le mal apparent de conserver l'hypothèque, elles n'aient tropes qu'à la compromettre. Nous avons cru de voir roquer à un régime moins roquissade et plus modéré.

Nous ne pouvons nous faire illusion sur la véritable origine des lois relatives à la conservation des hypothèques: cette origine est toute fiscale, comme celle des lois du contrôle ou de l'enregistrement des divers actes de la vie. Nous savons que la finance peut faire une sage alliance avec la législation, et que l'intérêt du fisc peut être utilement combiné avec celui de la police; mais nous ne devons pas, en nous, toujours que, dans ces combinaisons, l'intérêt de la législation ou de la police ne soit en relief à celui du fisc. L'entrepreneur, par exemple, est une de ces institutions fiscales qui offrent à la fois et le lieu de la finance et celui des citoyens; il assure la vérité des contrôles et des actes de propriété; mais il cesse d'être utile, il devient même funeste, quand il devient excessif. L'exercice des droits fait que les hommes, toujours plus frappés d'un bénéfice présent que d'un danger à venir, deviennent roquissades par avance, et compromettent leur sûreté par des conventions verbales ou cahiers qui sont incapables de la punir. C'est un grand mal encore quand les droits d'enregistrement, indépendamment de leur modération ou de leur excès, sont percés d'une manière trop continuelle, c'est-à-dire quand la lésée de ces droits est lue à questions les plus épaisse de la jurisprudence, et que le législateur ou le fermier peut, à la faveur de cette mystérieuse obscurité, exercer le plus d'arrogance de tous les pouvoirs. Ce que nous disons de l'enregistrement s'applique

un code hypothécaire. Deux toutes ces institutions, évitant les subtilités, ne nous laissent pas les précautions usées, cherchons à concilier l'intérêt du fisc avec celui de la législation. L'expérience démontre que, dans les matières dont il s'agit, l'exces des droits en diminue la perception, et que le fisc ne peut faire le préjudice du citoyen sans lui le sien propre.

Nous avons mérité les réformes suivantes qui, depuis la Révolution, ont été opérées dans les ventes d'immeubles. Ces ventes ne sont plus entravées par cette foule de droits, de rachats, de retraites qui avaient le terrible inconvénient de laisser, pendant une ou plusieurs années, le bien vendu sans propriétaire assuré : ce qui était très-défavorable à l'agriculture. Mais nous avons pensé qu'on avait été trop loin, quand, sans prétexte d'effacer jusqu'aux moindres traces de la féodalité, on avait prescrit le bail emphytéotique et le bail à rente foncière, qui n'ont jamais été un contrat féodal, qui engageaient les grands propriétaires à vendre les lands qu'ils ne pouvaient cultiver avec soin, et qui donnaient à des cultivateurs laborieux, dont les bras laissaient toute la richesse, les moyens faciles de devenir propriétaires. Cependant, nous n'avons pu nous dissimuler les grands inconvénients qui seraient attachés à une législation toute particulière et très-compliquée, qu'ont toujours excité ces sortes de combats, et nous avons abandonné à la sagesse du Gouvernement la question de savoir s'il est convenable d'en provoquer le rétablissement.

Les contrats de mariage occupent une place particulière dans le projet du Code civil.

Nous avons laissé le plus grande latitude à ces contrats, qui lient les familles, qui en forment de nouvelles, et qui contribuent tant à la propagation des hommes.

Le régime des dots était celui des pays de droit écrit. La communauté était en usage dans les pays coutumiers.

Les époux avaient la liberté de se former, à cet égard, par leurs conventions, telle loi particulière qu'ils jugeront à propos.

Quand il n'y aura point de convention particulière, les époux seront soumis au régime.

Nous avons réglé les avantages qu'ils peuvent se faire l'un à l'autre, nous avons suivi l'esprit de la société conjugale, qui est la plus douce et la plus nécessaire de toutes les sociétés.

Quant aux autres contrats, nous nous sommes réduits à tracer les règles communes. Sur cette matière, nous n'avons jamais en dehors des principes qui nous ont été transmis par l'antiquité, et qui sont nés avec le genre humain.

La partie du Code civil qui est destinée à fixer l'ordre des successions ne nous a pas paru la moins importante.

Le droit de succéder a-t-il sa base dans la loi naturelle, ou simplement dans les lois positives? Ici la solution de ce grand problème dépend le système que l'on doit établir.

L'homme naît avec des besoins : il faut qu'il puisse se nourrir et se vêtir : il a donc droit aux choses nécessaires à sa subsistance et à son entretien. Voilà l'origine du droit de propriété.

Personne n'aurait planté, semé, ni bâti, si les douces lois n'avaient été séparées, et si chaque individu n'eût été assuré de posséder paisiblement son domaine.

Le droit de propriété en soi est donc une institution directe de la nature, et la manière dont il s'exerce est un accessoire, un développement, une conséquence du droit lui-même.

Mais le droit de propriété finit avec la vie du propriétaire : conséquemment, après le mort du propriétaire, que deviendront ses biens restés vacants par son décès?

Le bon sens, la raison, le bien public, ne permettent pas qu'ils soient abandonnés : il y a de puissants motifs de convenance et d'équité de les laisser à la famille du propriétaire ; mais à parler exactement, aucun membre de cette famille ne peut les réclamer à titre rigoureux de propriété. Comment le partage sera-t-il fait entre les enfants, et, à défaut d'enfants, entre les proches ? Accordé-t-on plus de faveur à un sexe qu'à un autre ? attachera-t-on quelque préférence à la primogéniture ? traitera-t-on également les enfants naturels et les enfants légitimes ? s'il n'y a point d'enfants, appellera-t-on indistinctement sous les collatéraux à quelque degré qu'ils soient ? La faculté de tester sera-t-elle admise ? sera-t-elle prescrite, ou se contentera-t-on de la limiter ?

Dans toutes ces questions, l'intervention de l'Etat est indispensable : car il faut donner et garantir à quelqu'un le droit de succéder, et il faut fixer le mode du partage. Sur des biens restés vacants par la mort du propriétaire, on se voit d'abord d'autre droit proprement dit que le droit même de l'Etat. Mais que l'on ne s'y méprenne pas : ce droit n'est et ne peut être un droit d'hérédité ; c'est un simple droit d'administration et de gouvernement. Jamais le droit de succéder aux fortunes perçues n'a fait partie des prérogatives attachées à la puissance publique ; et l'on peut voir, dans la vie d'Agriola, par Telette, que l'on a toujours mandé, comme des tyrans, ces empereurs romains que l'on était obligé d'installer in trône dans une partie du bien que l'on imait, pour les engager à ne pas devenir usurpateurs de l'autorité. L'Etat ne succède donc pas ; il n'est établi que pour régler l'ordre des successions.

Il est nécessaire qu'un tel ordre existe, comme il est nécessaire qu'il y ait des lois. Le droit de succéder en général, est donc d'institution sociale. Mais tout ce qui regarde le mode du partage dans les successions, n'est que le droit politique ou civil.

La loi politique, qui ne s'arrête point aux circonstances particulières quand elle entrevoit un point de vue plus général, se conduit plutôt par la raison d'Etat que par un principe d'équité. La loi civile, au contraire, dont l'objet principal est de régler les droits et les convenances entre particuliers, incline plutôt vers l'équité que vers la raison d'Etat.

Les premiers règlements des Romains sur les successions, furent dirigés par le droit politique, ainsi ces règlements renfermaient des dispositions qui nous paraissent étranges. On avait fait un partage égal des terres, ou voulait, autant qu'il était possible, maintenir l'égalité de ce partage. De là, les filles destinées à passer, par le mariage, dans des familles étrangères, ne pouvaient rien recueillir dans leurs propres familles. Une fille unique n'héritait même pas. Ces règlements sont injustes et révoltants, quand on les juge d'après la raison civile.

C'est pareillement le droit politique qui avait inspiré nos anciennes coutumes françaises, toutes relatives à l'esprit de la monarchie, qui veut partout des distinctions, des privilèges et des préférences.

Les dernières lois de Rome, qui ont été recueillies dans la Compilation de Justinien, sont entièrement rédigées dans des vues de convenance et

d'équité naturelle. La succession des pères et mères est dévolue par égalité à tous les enfans, sans distinction de sexe, et, à défaut d'enfans, à ses plus proches.

A moins qu'une nation ne trouve, dans sa situation particulière, de puissans motifs pour écarter la raison politique, elle ne saurait se diriger par la raison civile, qui n'a que des personnes, qui prévoient les rivalités et les haines dans les familles, qui propagent l'esprit de fraternité et de justice, et qui maintiennent plus solidement l'harmonie générale de la société.

Dans ces derniers temps, on a beaucoup déclamé contre la faculté de tester; et, dans le système de nos nouvelles lois françaises, cette faculté avait été si restreinte qu'elle n'existant presque plus.

Nous convenons qu'aucun homme n'a, par un droit naturel et inné, le pouvoir de commander après sa mort, et de survivre pour ainsi dire à lui-même par un testament. Nous convenons que c'est aux lois à établir l'ordre et la manière de succéder, et qu'il serait déraisonnable et dangereux de laisser à chaque particulier la faculté illimitée de renverser arbitrairement l'ouvrage des lois.

Mais les lois qui ne peuvent gouverner que par des principes généraux, constants et absolus, ne doivent-elles pas, pour les circonstances variables de la vie, laisser quelque chose à l'arbitrage du citoyen? Le pouvoir qu'un testateur tient de la loi, n'est-il pas le pouvoir de la loi même?

Est-il convenable de priver un homme, dans ses derniers momens, du droit de commerce des biens? Un collatéral vieux et infirme, ne languira-t-il pas sans secours et sans ressource, si on lui refuse tout ce qu'il pourrait s'en procurer? Que de devoirs s'ouvrent pour la parenté dans des degrés éloignés, s'il n'est fortifié par d'autres biens? L'indigent, qui vit souvent des aumônes, ne doit-il pas être mis à profit, quand on le peut, pour les rapprocher et pour les unir?

Ne faut-il pas une sanction aux vertus domestiques, à l'autorité paternelle, au gouvernement de la famille? Si l'on craint qu'il y ait des pères injustes, pourquoi ne raisonne-t-on pas qu'il y ait des fils débauchés? Suivront la position dans laquelle se trouve une famille, le partage égal des biens entre les enfans ne deviendrait-il pas lui-même la source des plus monstrueuses inégalités dans les classes laborieuses de la société, qui est l'enfant qui se résignerait à confondre son travail avec celui des auteurs de ses jours, s'il n'eût aucun secours à espérer de ses pères, et si on ne lui offrait d'être dépourvu du fruit de sa propre industrie? Et qui diraient les artisans, les cultivateurs, et, dans leur misère, ils sont abandonnés par tous ceux auxquels ils ont donné l'être? De plus, il y a-t-il des fortunes dont le partage a besoin d'être dirigé par la sage destination du père de famille?

Dans doute on a bien fait, pour la liberté de la circulation et pour le bien de l'agriculture, de proscrire ces substitutions absurdes qui subordonnent les intérêts du peuple vivant aux caprices du peuple mort, et dans lesquelles, par la volonté de la génération qui n'est plus, la génération qui est se trouve constamment sacrifiée à celle qui n'est point née. Il est prudent de soumettre à des règles la faculté de tester, et de lui donner des bornes. Mais il faut la conserver

et lui laisser une certaine latitude. Lorsque la loi, sur des objets qui tiennent d'aussi près que celui-ci à toutes les affections humaines, ne laisse aucune liberté aux hommes, les hommes, de leur côté, ne travaillent qu'à éluder la loi. Les libéralités déguisées, les simulations, remplacent les testamens, et la fraude de tester est interdite ou trop exécrable; et les plus licieuses fraudes ont leur lieu dans les familles, même les plus honnêtes.

Dans la succession ab intestat, la représentation des collatéraux, poussée trop loin, est une chose contraire au bon sens : elle appelle des inconnus, au préjudice des plus proches; elle étend les relations de liberté au delà de tous les rapports présomus d'affections; elle entraîne ces litiges interminables sur la qualité des personnes et des morcellemens ridicules dans le partage des biens; elle blesse toutes les idées de justice, de reconnaissance et de raison.

La faveur du mariage, la minutie des bonnes mœurs, l'intérêt de la société, veulent que les enfans naturels ne soient pas traités à l'égal des enfans légitimes. Il est d'ailleurs contre l'ordre des choses que le droit de succéder, qui est considéré par toutes les nations policées, non comme un droit de cité, mais comme un droit de famille, puisse compéter à des êtres qui sont sans autre nombre que de la cité, mais que la loi, qui établit les mariages, ne peut reconnaître comme membres d'aucune famille. Il faut soigneusement garantir, dans une même équitable, les secours que l'humanité sollicite pour eux.

Enfin, nous réclamons ou en leur faveur les droits de la nature; la succubilité n'est pas un droit naturel; ce n'est qu'un droit social qui est entièrement réglé par la loi politique ou civile, et qui ne doit point contraindre les autres institutions sociales.

Telles sont les principales bases d'après lesquelles nous sommes partis dans la rédaction du projet du Code civil. Notre objet a été de lier les mœurs aux lois, et de propager l'esprit de famille, qui est si favorable, quoi qu'on en dise, à l'esprit de cité. Les sentimens s'affaiblissent en se généralisant : il faut une prise naturelle pour pouvoir former des liens de convention. Les vertus privées peuvent seules garantir les vertus publiques; et c'est par la petite patrie, qui est la famille, que l'on s'attache à la grande : ce sont les bons fils qui font les bons citoyens. Or il appartient essentiellement aux institutions civiles de sanctionner et de protéger toutes les affections honnêtes de la nature. Le plan que nous avons tracé de ces institutions remplira-t-il le but que nous nous sommes proposé? Nous demandons quelques indulgences pour nos faibles travaux, en faveur du zèle qui les a soutenus et encouragés. Nous resterons au-dessous, sans doute, des espérances honorables que l'on avait conçues du résultat de notre mission; mais ce qui nous console, c'est que nos erreurs ne sont point irréparables; une discussion éclairée les corrigera; et la nation française, qui a su conquérir la liberté par les armes, saura la conserver et l'affermir par les lois.

Signé : PORTALIS, TRONCHET, EGOT-PARAME-NEU, MAILLÉVILLE.

*Projet du Code civil, présenté par le gouvernement, nommé par la Convention, le 24 thermidor an VIII.*

## LIVRE PRÉLIMINAIRE.

### De Droit et du Lois.

#### TITRE I.

##### Dispositions générales.

1. Il existe un droit universel et immuable, source de toutes les lois positives : il n'est que la raison naturelle, ou tant qu'elle gouverne tous les hommes.

2. Tout peuple recouvre son droit naturel ou des gens, et il a un droit interne qui lui est propre.

3. Le droit interne, ou des gens, est la réunion des règles qui sont observées par les divers peuples, les uns envers les autres.

Dans le nombre de ces règles, les uns sont uniquement fondées sur les principes de l'équité générale, les autres sont liées à des usages reçus en certains lieux.

Les premières forment le droit des gens naturel ; les secondes, le droit des gens positif.

4. Le droit interne ou particulier de chaque peuple ne s'empêche en partie du droit universel, ne partie des lois qui lui sont propres, et en partie de ses coutumes ou usages, qui sont le supplément du loi.

5. La coutume réside dans l'usage, suite d'actes continuellement répétés, qui ont acquis la force d'un véritable loi et d'un droit.

6. Mais, dans tous les peuples, il y a des déclarations solennelles du pouvoir législatif sur un objet de légation ou d'intérêt commun.

7. Elle ordonne, elle défend, elle défend, elle sanctionne des récompenses et des peines.

Elle ne s'agit point sur des faits individuels : elle est présentée d'un, non sur des cas particuliers singuliers, mais sur des cas généraux ordinaires de lois.

Elle se rapporte aux personnes ou aux biens, et aux biens pour l'utilité commune des personnes.

#### TITRE II.

##### Distinction des lois.

1. Il est diverses espèces de lois.

Les lois régissent les rapports de ceux qui gouvernent avec ceux qui sont gouvernés, et les rapports de chaque membre de la cité avec tous : ce sont les lois constitutionnelles et politiques.

Les autres régissent les rapports des citoyens entre eux : ce sont les lois civiles.

Les lois civiles régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

Les autres régissent les rapports de l'homme avec la loi. Cette partie de la législation est la garantie et la sanction de toutes les lois : elle se compose des lois relatives à l'ordre judiciaire, des lois militaires, des lois commerciales, de police, et de toutes celles qui ont directement les rapports de la cité publique pour la loi.

#### TITRE IV.

##### Des effets de la loi.

1. Le premier effet de la loi est de terminer tous les raisonnements et de fixer toutes les incertitudes sur les points qu'elle règle.

2. La loi se dispose pour l'avenir : elle n'a point d'effet rétroactif.

3. Néanmoins, une loi nouvelle d'un autre loi précédente règle même le passé, sans préjudice des engagements ou des droits en raison, des transactions et des autres actions passées ou l'ère de l'usage.

4. La loi oblige immédiatement tout qui lui est soumis ; elle est obligatoire pour tous les citoyens, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

5. Le Français résident en pays étranger est soumis d'être soumis aux lois françaises pour ses biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

6. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

7. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

8. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

9. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

10. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

11. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

12. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

13. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

14. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

15. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

16. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

17. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

18. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

19. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

20. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

21. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

22. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

23. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

24. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

25. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

26. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

27. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

28. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

29. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

30. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

31. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

32. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

33. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

34. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

35. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

36. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.

37. Les lois françaises ont effet sur les biens situés en France, et pour tout ce qui est soumis à sa loi, et à la capacité de sa personne.







































Il n'est allé au talent que les simples débonnaires pour les voyages qu'auraient entraînés les affaires du mineur.

82. Si le mineur de famille a réglé les frais de voyage auparavant il n'aurait pu nécessaire d'employer d'autres personnes que le tuteur.

83. Le mineur de famille ne rend au tuteur des dépenses de mineur, le mineur ne s'avance lui-même.

84. Le tuteur à laquelle est less le tuteur de la part le mineur, porte intérêt sans déduction à compter de la clôture du compte.

Les intérêts de ce qui sera dû au mineur par le mineur un tuteur qui de la part de la confirmation du jugement d'administration, portait convention de payer.

85. A l'expiration de la tutelle, le tuteur rend, devant le juge de paix, un compte général formé par les comptes soumis au tuteur. Le compte est arrêté par le juge de paix, qui est fins le tuteur par un jugement qui est non susceptible d'appel.

Cet appel est porté au tribunal rend de première instance, qui y statue au même ressort, et peut prononcer un adjournement sur les difficultés qui résultent des articles relatifs aux comptes soumis.

86. Tout tuteur qui la tutelle du mineur, fait administration, n'est valable qu'autant qu'il est passé avec le mineur devenus majeurs, sur un compte rendu en la forme ci-dessus.

Le tuteur est assés, n'adhésant toutes dépenses contractées mineur de revenus de père, paterfamilias ou de paiement de l'impôt, ou d'un autre somme quelconque, sur la validité desquelles n'importe, la déduction en compte, en cas de dédit, se sera sur à son administration.

87. Ceux qui ont contenu aux débonnaires pris par le mineur de famille pendant la durée de la tutelle, ou qui ont de concert avec les débonnaires soumis y ayant été dûment appelés, sont garants et responsables de l'administration du mineur, en cas d'insolvabilité du mineur, mais que la tutelle est susceptible au point de vue de la tutelle, tout qu'il ne soit devenu que depuis, tout ce qui est dû au tuteur des débonnaires.

Cette responsabilité n'est pas solidaire, et elle se peut être marquée contre les revenus du mineur.

88. Lesquels du mineur rendre son tuteur, et celui en garantissant stable par l'acte précédent, se poursuivra par un an, à compter du jour de la majorité.

89. Toute administration des mineurs de famille, toute hypothèque, toutes les autres biens ne peuvent être par le mineur sans l'approbation des mineurs et mineurs présents à la section VII ci-dessus, sont nuls, et ce sont des atteintes par la tutelle, qui n'est l'acte de de restituer les droits qui sont tombés à son profit.

Cette action se prescrit par dix ans, à compter de la majorité.

90. Le tuteur qui n'est sujet de méconnaissance grave au la volonté de l'administrateur, dont il ne peut plus arrêter les effets ou exprimer les actes, peut porter au tribunal un mandat de famille, et y provoquer la révocation du mandat dans une instance de interdiction, conformément à ce qui est statué à ce sujet au titre de la tutelle.

#### CHAPITRE III.

##### De l'interdiction.

91. Le mineur est écarté lorsque il a atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, ou lorsqu'il se marie.

92. Le mineur écarté n'a la pleine administration de ses biens; il peut faire tous les actes qui ne sont que d'administration, par les deux tiers, revenus ses revenus, en donnant décharge.

Il peut même recevoir et donner décharge d'un mandat de famille.

93. Il ne peut s'engager valablement par promesse ou obligation, qu'il n'ait autorisé d'une action de ses revenus.

94. Le mineur écarté n'est point restituable ni infidélité de la simple lésion ou du défaut d'emploi, contre les actes de pure administration.

Il ne peut être plus par simple lésion ou défaut d'emploi, contre les promesses ou obligations purement paterfamilias qui s'accomplissent point un an de revenu.

Si néanmoins il a contracté dans la même année, revenu en un placement, créancier, plusieurs obligations dont chacune n'exécute point un an de son revenu,

mais qui, réunies, excèdent cette somme, il ne peut s'engager valablement, s'il n'est par pureté qu'elles adhèrent ont tombé à son profit.

95. Le mineur écarté ne peut ni rien, ni engager et hypothéquer son immeuble, ni disposer de ses biens meubles ou immeubles, ni d'actions mineurs, et si s'est par mandat de famille en faveur de la tutelle.

96. Il ne peut plaider pour lui-même, ni en défendant, soit en défendant, soit en action, soit en action de famille, qui lui donne ne s'accomplissent point l'année en jugement.

A tout autre égard, l'interdiction est assimilée au majeur.

97. Le mineur, autorisé par un mandat de famille à exercer un acte ou plusieurs, en à l'acte ou plusieurs, est réputé majeur quant au fait de son exécution.

98. Le tuteur ne peut se marier avec un pupille ni avec un pupille avec son fils ou son pupille avec sa fille, avant qu'ils aient vingt-cinq ans accomplis, et si un acte de mariage ne soit spécialement autorisé par le tuteur du mineur, dans le tuteur ni son fils, avec lequel le mineur n'est pupille, ne seront point valables.

99. Le tuteur de famille ne peut donner l'interdiction au mineur d'après l'acte précédent, que si le mineur en de compte de toutes probabilités, et si après.

100. Le mineur fait rendre la disposition des deux années précédentes, et si.

#### TITRE X.

##### De la majorité et de l'interdiction

##### CHAPITRE PREMIER.

##### Des majeurs.

Art 101. La majorité est fixée à vingt ans accomplis. 2. Le majeur est capable de tous les actes de la vie civile, sans qu'il ne peut contracter mariage avant l'âge de vingt-cinq ans, qu'il contracte mariage à cet âge, pour un acte de mariage.

3. Il peut être écarté par l'interdiction, en se soumettant volontairement à un conseil judiciaire.

##### CHAPITRE II.

##### De l'interdiction.

4. Celui qui ne donne ni état d'insolence, d'insolence ou de l'acte, doit être interdit, soit que cet état habituel présente un coup de l'interdiction, ou non.

5. Tous parents et amis à provoquer l'interdiction. L'un des époux peut aussi la provoquer à l'égard de l'autre.

6. Si l'époux ou les parents s'agitent par l'interdiction doit être provoqué par le juge de paix de la commune de celui dans un mandat d'interdiction; et la demande en est formée par le mandataire de l'époux ou par le tuteur du mineur, ou par la dévolution de page de page.

7. Tous mandats de l'interdiction dans les points de vant le tribunal rend de première instance.

8. Le tribunal rendant qui la cause de famille des parents ou amis ou l'acte de celui qu'on veut interdire.

9. Le mandat de famille est formé selon le mode déterminé au titre de la tutelle.

10. Celui qui a provoqué l'interdiction peut aussi un mandat de famille pour y exposer leurs motifs, mais il y est point une décharge.

11. L'époux ou le parent de la personne dont on provoque l'interdiction ne donne un mandat de famille sans être débiteur.

12. Il ne peut de même des enfants, qui peuvent être écartés au mandat de famille, et si y est point une décharge, mais qu'ils n'ont pas provoqué l'interdiction.

13. Les faits de l'interdiction sont attelés par écrit, ceux qui peuvent être l'interdiction présentent les témoins et les parents.

14. Avant l'interdiction des témoins, le tribunal en est interrogé et examiné, et les témoins sont entendus en présence des parties et du tribunal.

Le tribunal rend l'interdiction au mineur après l'acte des témoins.

Cet interdictoire est et même peuvent être révisés, et le tribunal le juge nécessaire.

Les interdictaires et examens, et l'acte des témoins, se font en la chambre du conseil. Il est dressé

procès-verbal par écrit. Les interrogatoires et des dépositions des témoins.

Le jugement ne peut être rendu qu'à l'audience, et après avoir entendu le commissaire du Gouvernement par le tribunal.

12. Si celui dont l'interdiction est provoquée ne peut, sans des inconvénients graves, être transporté au tribunal, l'interrogatoire et l'examen sont faits par un commissaire pris parmi les juges du tribunal et nommé par lui, lequel se transporte au domicile du défendeur, avec le greffier du tribunal ou son commis.

Le commissaire est tenu de se faire assister par deux ou par trois assesseurs dudit juge de paix.

14. Après le premier interrogatoire et examen, le tribunal connaît, et il y a lieu, pour la conservation du mobilier et l'administration des immeubles, un administrateur provisoire nommé dans du défendeur.

15. L'appel du jugement d'interdiction ne peut être interjeté que par celui contre lequel il est intervenu. Val ne peut interjeter appel du jugement qui a rejeté la demande à fin d'interdiction.

16. Tout jugement qui prononce une interdiction est exécutoire par provision, nonobstant l'appel.

Il doit être, dans une décade à compter du jour où il est intervenu, notifié par le commissaire du Gouvernement près le tribunal civil, en la forme ci-après prescrite à l'article 20.

17. En cas d'appel, le tribunal qui en est saisi peut, si le juge nécessaire, procéder à un nouvel interrogatoire et examen de celui dont l'interdiction est poursuivie.

18. Si le défendeur à l'interdiction ne peut être introduit au tribunal d'appel sans des inconvénients graves, le tribunal adresse une commission rogatoire au tribunal civil de première instance la plus voisin de domicile de la personne dont l'interdiction est provoquée, adressé que celui qui a rendu le jugement dont on agit.

Le tribunal rogatoire envoie au commissaire pour procéder à l'interrogatoire et à l'examen, la loi la plus précédente par l'article 13 et ci-dessus.

19. Dans le cas de l'article précédent et de l'article 13, les frais de transport sont avancés par celui qui poursuit l'interdiction, et payés au greffier ou à son commis, sur l'attestation et signé du commissaire, et saisi à son tour le remboursement aux lieux de l'interdit, si l'interdiction est prononcée.

Dans le cas où l'interdiction n'est provoquée qu'à la requête du commissaire du Gouvernement, les frais de transport sont avancés par le receveur du droit d'enregistrement du lieu où siège le tribunal, sans son remboursement aux lieux de la personne dont l'interdiction est provoquée, et cette interdiction n'est prononcée.

Si il sera affecté, dans chaque maison commune, un tableau destiné à recevoir la mention des jugements d'interdiction prononcés contre des citoyens domiciliés dans l'arrondissement municipal.

Il sera affiché, dans le cabinet de chaque notaire public, se tableau pareil, destiné à recevoir la mention des jugements d'interdiction prononcés contre les citoyens domiciliés dans l'arrondissement dans lequel le notaire a droit d'instrumenter.

Le tableau sera divisé en quatre colonnes : la première contiendra le nom de la personne contre laquelle sera intervenu le jugement; la seconde, son domicile; la troisième, la mention du jugement de première instance; la quatrième, la mention du jugement qui, sur l'appel, aura confirmé ou infirmé le premier.

Le commissaire du Gouvernement est tenu, dans une décade à compter du jour où les jugements sont intervenus, de les notifier par extrait, tant au mari de la femme du domicile de l'interdit, qu'aux notaires publics, lesquels, à l'expiration de la décade, sont tenus, à peine de dommages et intérêts, de porter les jugements des jugements sur les tableaux de première instance.

21. La demande en interdiction, une fois reçue, ne peut plus être reproduite, et il n'est allégué de nouveaux faits survenus depuis le jugement.

22. L'interdiction a son effet du jour de la demande qu'elle provoque.

23. Tous les actes passés par l'interdit, sous l'assistance de la provocation de l'interdiction au jugement définit qui l'a prononcé, sont nuls.

24. Les actes antérieurs au décret annulés qu'aucun

qu'il résulte de la procédure sur laquelle l'interdiction aura été prononcée, que la même en existant à l'époque où les actes contestés ont été faits.

25. Après la mort d'un interdit, les actes par lui faits ne peuvent être attaqués pour cause de démence, qu'autant qu'il y aurait infirmité ou pécuniaire ou provoquée avant son décès.

26. Dans le mois à compter de l'expiration du délai dans lequel il aurait dû être interjeté appel du jugement prononçant l'interdiction, ou, s'il y a eu appel, dans le mois à compter du jugement définitif, le conseil de famille convoqué, ou le réquisitoire de celui qui a poursuivi l'interdiction, mentionne un interdit et un subrogé-tuteur à l'interdit.

27. Cette nomination se fait en la même forme que la nomination à la tutelle.

Après la nomination à la tutelle, l'administrateur provisoire, s'il n'est pas tuteur, cesse ses fonctions et cesse compte au tuteur.

28. Le tuteur marié qui est interdit est de droit sous la tutelle du mari. Cependant, si le mari de la femme, par le conseil de famille, ou le subrogé-tuteur, qui représente l'épouse interdite dans toutes les affaires où elle a des intérêts opposés à ceux de son mari, ou qui doivent être constatés avec lui.

29. Le tuteur peut être nommé tuteur de son mari. En ce cas, le conseil de famille règle la forme et les conditions sous lesquelles l'administration doit être déléguée à la femme; le tout conformément aux dispositions réglementaires qui régissent les droits respectifs des deux conjoints.

La femme, qui serait liée par les réglemens du conseil de famille, peut se présenter au tribunal de première instance du domicile du mari, pour se demander la reconnaissance.

Le tribunal juge en dernier ressort.

30. Nul, excepté l'un des époux à l'égard de l'autre, les ascendants respectivement aux descendants, et ceux respectivement aux ascendants, ne peut être tenu de rembourser la tutelle d'un interdit au-delà du dix ans, à l'expiration de ce délai, le tuteur pourra demander son remplacement.

31. L'interdit est assimilé au mineur pour ne personne et pour ses biens; les réglemens pour la tutelle du mineur, concernant le mode d'administration des biens, les dépenses, l'exécution ou démission de la tutelle, et le mode de reddition de compte, ont lieu pour la tutelle de l'interdit.

32. Lorsque est question du mariage de l'un des enfants de l'interdit, la loi, ou l'assentiment d'honneur, sont réglés par le conseil de famille.

33. Selon les caractères de la maladie dont l'interdit est atteint, et suivant l'état de sa fortune, le conseil de famille peut arrêter qu'il sera tenu dans une maison, ou qu'il sera placé dans une maison de santé, et même dans un hospice.

34. Les revenus de l'interdit doivent être consciencieusement employés à admettre son sort à améliorer sa situation.

35. Le mari de la femme du domicile du tuteur est chargé de veiller à l'exécution du présent article; et, à cet effet, il doit, tous les trois mois, verser les intérêts de la commune, ou répondre aux intérêts de la loi présente.

36. Tout demandeur en interdiction, qui succombe, doit être condamné en des dommages et intérêts, s'il n'a agi que par intérêt ou par passion.

37. L'interdiction finit avec les causes qui l'ont motivée. Néanmoins, l'interdit ne peut reproduire l'exercice de ses droits qu'après le jugement définitif qui prononce la main-lift de l'interdiction.

38. La main-lift ne peut être prononcée qu'avec les mêmes formes que l'interdiction.

39. La prohibition d'interdiction n'est point admise contre les mineurs ou émancipés, si elle tend contre les mêmes émancipés. Le mineur non émancipé, l'émancipé, qui aura été nommé lors de son émancipation, l'assesseur dans la défense et la demande en interdiction.

#### CHAPITRE III

##### De la nullité des actes.

40. Toute personne qui, sans avoir perdu l'usage total de sa raison, néanmoins, à cause de la lésion de son esprit et de ses facultés naturelles, causé de se trouver exposé à des surprises, aide se voit extorquer des actes





30. On peut avoir en les biens différentes espèces de droits :

Les uns ont la propriété pleine et entière ;

D'autres ont simple jouissance ;

Plusieurs, enfin, ont que des services louez à enlever.

## TITRE II.

### De la pleine propriété.

Art. 1<sup>er</sup>. La pleine propriété donne le droit de jouir et de disposer de sa chose, de la manière la plus étendue, pourvu qu'on s'en tienne pas en usage prohibé par les lois ou par les réglemens.

2. On ne peut être saisi sans le consentement de la propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste indemnité.

3. Le droit d'acquisition est son suite de droit de propriété.

On appelle ainsi le droit que le propriétaire d'une chose a sur tout ce qu'elle a produit, et sur ce qui s'y joint nécessairement, soit naturellement, soit artificiellement.

### SECTION PREMIÈRE.

De droit d'acquisition sur ce qui est produit par la chose.

4. Tout ce qui est produit par une chose mobilière ou immobilière, appartient au propriétaire de cette chose.

Tels sont les fruits naturels ou industriels de la terre, les fruits civils,

Les profits des animaux.

5. Les fruits produits par la chose appartiennent à son propriétaire, lorsque qu'il n'est pas interdit par les lois, les réglemens ou les sentences faites par un juge, en lui en remboursant les fruits.

6. Les produits de la chose s'approprient point en simple possession, et doivent être recueillis, sous le chef, en possession qui la recueille, excepté dans le cas où la détention se fait possession de bonne foi.

7. Le possesseur de bonne foi qui a été saisi a pu posséder comme propriétaire, en cas d'une telle fraude de propriété, mais n'est point en possession.

### SECTION II.

De droit d'acquisition sur ce qui s'est et s'acquiert à la chose.

8. Le droit de propriété donne au propriétaire, par droit d'acquisition, tout ce qui s'est et s'acquiert à sa chose.

Mais cette règle générale reçoit plusieurs modifications, selon que la chose à laquelle on fait l'union est mobilière ou immobilière, et suivant les divers modes dont l'union se fait.

### INSTRUCTION PREMIÈRE.

De droit d'acquisition résultant d'une chose immobilière.

9. La propriété de soi comporte la propriété de dessus et de dessous.

Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les constructions qu'il juge à propos, sans les exceptions établies au titre IV et après des autorisations.

Il peut aussi au-dessous toutes les constructions et les fossés qu'il juge à propos, et tirer de ces fondations tous les profits qu'il peut percevoir, sans les modifications et suivant des règles et relatifs aux mines.

10. Toutes les constructions, plantations et ouvrages bâtis sur la sol ou dans son intérieur, sont présumés faits par le propriétaire et à ses frais, et lui appartiennent, si le contraire n'est prouvé.

Néanmoins on n'est point acquies par la seule possession, lorsqu'elle est seulement possession après prescription, la propriété d'une chose ou d'une maison n'est pas le bâtiment d'autrui, ou la propriété d'une certaine partie de son bâtiment.

11. Si le propriétaire a fait ou a fait des constructions ou des plantations avec des matériaux que les propriétaires ont, il a le droit de les retirer à la charge d'en payer la valeur à tous propriétaires, et des dommages et intérêts s'il y a lieu.

12. Le propriétaire sur le fonds duquel un tiers a fait des plantations ou des constructions, a le droit de les retirer, ou d'obliger celui qui les a faites de les retirer au de les démolir.

Si le propriétaire se demande la suppression, elle est sans fruit de celui qui les a faites, sans même indemnité.

Si le propriétaire les retient, il ne doit au propriétaire des matériaux que le remboursement de leur valeur et du prix de la main-d'œuvre, encore que le fonds se ait tracé une augmentation de valeur.

Si cependant le propriétaire de la main-d'œuvre, ou la valeur des matériaux, étaient telles qu'elles excéderaient l'augmentation de valeur que se a reçu le fonds le propriétaire de ce fonds ne serait tenu que de rendre la valeur de cette augmentation et au-delà d'autre rien que s'il la plantation ou la construction a valeur au moment, ou si elle a été faite dans le même état dans lequel elle était auparavant.

13. La règle précédente reçoit une exception à l'égard des plantations, qui peuvent être faites par le propriétaire des autres, lorsqu'il n'est point entré dans la chose ; pourvu néanmoins qu'il n'ait fait ces plantations que pour servir à des besoins.

14. Le propriétaire qui ne conserve point les plantations ou constructions qui ont été faites sur son sol, peut, en enlever, répéter contre celui qui les a faites, les dommages et intérêts de préjudice qu'il en a pu souffrir.

15. Les différends et accroissements qui se font nécessairement et inévitablement entre les riverains d'un fleuve ou d'une rivière, s'appellent différends.

L'effacement des rives d'un fleuve ou d'une rivière, s'appelle effacement de rives, et le premier cas, de laisser le marche-pied prescrit par les réglemens.

16. Il n'est ni de même des rives qui sont l'œuvre d'un homme qui se fait au-dessus de l'eau de la rive ou se portent sur l'autre ; le propriétaire de la rive d'un côté peut de l'autre, sans que le riverain de l'autre côté oppose et puisse valoir s'écarter le terrain qu'il a perdu.

Ce droit n'a pas lieu à l'égard des rives de la mer.

17. L'effacement n'a pas lieu à l'égard des lacs et étangs, dont le propriétaire s'empare lorsque le terrain circonscrit et limité qui l'entourait est entièrement, lorsque son volume vient à diminuer.

Reciproquement, le propriétaire de l'étang s'acquiert un droit sur les terres riveraines qui son son sol et se trouvent dans les eaux entourées.

18. Si le fleuve, ou la rivière navigable ou non, emporte, par ses lacs, étangs, ou marais considérables et reconstruits d'un champ riverain, ou le point d'un champ inférieur, ou sur la rive opposée, le propriétaire peut enlever sa propriété, pourvu qu'il fasse rétablir dans les trois ans, ou même après ce laps de temps, si celui auquel le champ a été enlevé n'est à pris aucune possession.

19. Les lacs, étangs, abaissements qui se forment dans le lit des fleuves, ou des rivières navigables ou flottables, appartiennent à la nation.

Il en est de même des lacs flottants.

20. Les lacs et abaissements qui se forment dans les rivières non navigables ou non flottables, appartiennent aux propriétaires riverains des deux côtés, dans la proportion de la distance à laquelle chacun d'eux se trouve, à partir de fil de l'eau.

21. Si la rivière ou le fleuve, par un de ses bords, emporte ou l'œuvre, coupe et enlève le champ d'un propriétaire riverain, dont elle forme une île, ce propriétaire recouvre la propriété de l'île, lorsque qu'il s'agit d'un fleuve, ou d'une rivière navigable ou flottable.

22. Si le fleuve, ou la rivière navigable ou flottable, se forme un nouveau bords en abandonnant son ancien lit, les propriétaires des fonds qu'elle a occupés recouvrent à l'île d'un côté, l'autre lit abandonné, chacun dans la proportion de terrain qui lui a été enlevé.

Il appartient leur rivières navigables, et le fleuve ou la rivière peut à reprendre son ancien lit.

23. Si s'est une rivière non navigable, ou non flottable, qui a été changée de lit, le terrain qu'elle abandonne appartient aux propriétaires riverains, et ce peut être recouvert par ceux dont elle a converti les propriétés.

24. Les pécules, les lapins, les poissons, qui passent dans un étang solitaire, peuvent se élever, appartenant au propriétaire de cet étang solitaire, garenne en étang, pourvu qu'ils n'y aient point été attirés par fraude ou ruse.

## EXTINCTION II.

*Des droits d'accession relativement aux choses mobilières.*

23. Le droit d'accession, quand il se porte sur des choses mobilières appartenant à deux individus différents, est entièrement subordonné aux principes de l'équité naturelle.

Les règles suivantes se doivent servir que d'exemple au juge pour la détermination des cas non prévus, en vertu des circonstances particulières.

24. Lorsque deux choses appartenant à différents individus, ont été unies de manière à former un tout, soit entièrement séparables, soit que l'une puisse subsister sans l'autre, le tout appartient à celui de la chose qui forme la partie principale, à la charge de payer à l'autre la valeur de la chose qui y a été unie.

25. La partie qui est séparée principale est celle à laquelle l'autre n'a été unie que pour l'usage, l'ornement ou le complément de l'autre.

Ainsi le diamant est le corps principal relativement à l'or dont l'anneau s'y est enluché;

L'huile, relativement au galea, à la coquille et à la broche.

26. L'équité veut étendre que la règle précédente reçoit exception, quand la chose unie est beaucoup plus précieuse que la chose principale, et a été employée à l'usage du vrai propriétaire, quoiqu'il se puisse révéler quelque dégradation de la chose à laquelle elle a été unie.

27. Si des deux choses unies pour former un tout, l'une ne peut point être regardée comme l'accessoire de l'autre, celle-là est réputée principale qui est la plus susceptible de se vendre, de se valuer, et les valeurs sont à peu près égales.

28. Si en nature, ou en personnes quelconques, a été employé un accessoire qui ne lui appartenait point à former une chose d'une autre espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le droit de réclamer la chose qui en a été formée, en remboursant le prix de la main-d'œuvre.

29. La règle établie dans l'article ci-dessus en vertu de la main-d'œuvre est tellement importante qu'elle emporte de beaucoup la valeur de la matière employée. L'indemnité est alors répartie la partie principale, et donne le droit à l'ouvrier de réclamer la chose travaillée, en remboursant le prix de la matière à son propriétaire.

30. Lorsqu'une personne a employé en partie la matière qui lui appartenait, et en partie celle qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une espèce nouvelle, soit que l'une ou l'autre des deux matières soient entièrement détachées, mais du moment qu'elles ne peuvent pas se séparer sans lui causer tort, la chose est estimée aux deux propriétaires, en proportion de la valeur que chacune d'elles y a.

31. Lorsque deux choses ont été unies par le mélange de plusieurs matières appartenant à différents propriétaires, si les matières peuvent être séparées, celui à l'un desquels les matières ont été mélangées peut en demander la restitution.

Si les matières ne peuvent plus être séparées sans inconvénient, ils en acquièrent au common le propriété, dans la proportion de la part qu'ils avaient dans les matières, si elles étaient à peu près égales en valeur, poids et qualité.

Cette règle a lieu, encore que le mélange se soit fait fortuitement ou ait été fait par l'un des propriétaires à l'insu de l'autre.

32. La règle contenue dans l'article précédent cesse, si la matière qui appartenait à l'un des deux propriétaires était de beaucoup supérieure à l'autre par la quantité et le prix. En ce cas, le propriétaire de la matière supérieure en valeur peut réclamer la chose qui est résultée du mélange, en remboursant à l'autre la valeur de sa matière.

33. Dans le cas où la chose reste en commun entre les deux propriétaires, avec les matières desquelles elle a été formée, elle doit être licitée au plus commun.

34. Dans tous les cas où le propriétaire, dont la matière a été employée, ou son tiers à l'insu ou sans l'avis de son tiers, peut réclamer la propriété de cette chose, si la chose de se vendre à demander la restitution de sa matière en même nature, quantité, poids ou mesure et bonté, ou sa valeur en argent.

## TITRE III.

*De l'usufruit, de l'usage, et de l'habitation.*

CHAPITRE PREMIER.

*De l'usufruit.*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1er. L'usufruit est le droit de jouir des choses dont on a le domaine, avec le soin et l'entretien que le propriétaire lui-même ou à la charge d'un conservateur le lui laisse.

2. L'usufruit est établi par la loi, ou par la volonté du propriétaire.

3. Il peut être établi, en parement, ou à certain jour, ou sous condition.

4. Il peut être établi sur toute espèce de biens meubles ou immeubles.

5. Il peut être accordé à tout ceux qui possèdent ou jouissent de biens, ou à des associations ou à des établissements publics.

SECTION PREMIÈRE.

*Des droits de l'usufruitier.*

6. L'usufruitier a le droit de jouir de toutes les espèces de fruits, soit naturels, soit civils, que l'objet dont il a l'usufruit peut produire.

7. Les fruits naturels sont ceux que la terre donne par le sillon, ou qui sont le produit spontané de la terre.

Le produit et le droit des animaux sont aussi des fruits naturels.

8. Les fruits civils sont : les loyers et prix des biens à ferme.

Les intérêts des sommes hypothéquées;

Les arrérages du rentier.

9. Tous les fruits pendant par branches ou par racines, appartenant à l'usufruitier, appartiennent à l'usufruitier.

Tous ceux qui sont dans le même état au moment où l'usufruitier finit d'appartenir au propriétaire.

Sans récompense, du jour et d'année, de l'année et de la saison.

10. Les fruits civils d'acquiescement sont par leur nature et par leur destination le droit de l'usufruitier.

11. Si les biens de l'usufruitier sont affermés, le prix de bail, représentant de la récolte, appartient à celui de l'usufruitier ou du propriétaire qui était au moment de la location.

12. Si une partie seulement des fruits du bien affermé est perdue par l'usufruitier, à commencer au premier jour, il sera lui-même responsable de cette perte perdue en argent à la totalité des récoltes, et il sera payé à l'usufruitier par son bailleur, sans aucune correspondance de prix de location.

13. Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consumer, comme l'argent, les grains et les liquides, l'usufruitier a le droit de les servir, mais à la charge d'en rendre de pareille quantité, qualité et valeur, ou leur estimation, à la fin de l'usufruit.

14. Si l'usufruit comprend des choses qui, sans se consumer de suite, ou seulement peu à peu par l'usage, comme les meubles meublants, l'usufruitier a également le droit de s'en servir pour l'usage auquel elles sont destinées et n'est obligé de les rendre. A la fin de l'usufruit, qui doit s'accomplir où elles se trouvent, son débiteur par son fait ou par son fait.

Si même quelque-uns de ces choses se trouvent entières et entières par l'usage à la fin de l'usufruit, l'usufruitier est dispensé de les représenter.

15. L'usufruit comprend :

Les coupes de bois taillis, à la charge, par l'usufruitier, d'observer le temps et la quantité déterminés par l'arrangement, ou par l'usage ancien des propriétaires.

Les arbres qui ont été plantés d'une plantation avec la dégradation, et à la charge du remplacement;

La glèbe.

16. L'usufruitier profite, en servant les espèces et l'usage des autres propriétaires, des parties des biens de l'usufruitier qui ne sont pas en coupe réglée.

17. Hors le cas de l'article précédent, l'usufruitier ne peut jouir des biens de l'usufruitier.

Il ne peut pas exiger la valeur de l'usufruitier qui n'est pas pendant sa jouissance, ni s'approprier ceux qui sont attachés au bien par accident.













condamné à eux, soit de leur chef, soit par représentation, dans le cas déterminé à la section II de la représentation.

50. Le double lien n'a pas le privilège d'écarter : la succession se divise tout d'abord en deux parts, la moitié pour la ligne paternelle, l'autre moitié pour la ligne maternelle, les frères ou sœurs germains prenant leur part dans l'une et l'autre moitié, les consanguins ou affins ne se partant que dans la moitié attribuée à leur ligne.

51. A défaut des frères ou sœurs, ou descendants d'un, et à défaut l'un d'eux ou de l'autre ligne, la succession est, de l'un ou de l'autre, par moitié entre les plus proches du défunt dans la ligne paternelle, et pour l'autre moitié, aux parents les plus proches dans la ligne maternelle.

52. En cas de concours de parents collatéraux au même degré, ils partent à titre d'écrit et par tête la portion revenant à chaque ligne.

53. A défaut de parents d'une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent par moitié.

#### CHAPITRE IV.

*Des droits d'enfants naturels, et de leur succession.*

##### SECTION PREMIÈRE.

*Des droits de l'enfant naturel né de deux personnes libres.*

54. L'enfant naturel qui n'a point de parents vivants réclame, du mariage, soit paternel, soit maternel, que le loi lui accorde soit les biens de son père et mère n'ayant aucune réserve fondée sur l'obligation naturelle qu'ils ont contractée envers lui.

55. Cette portion, lorsque le père ou la mère laisse des enfants ou descendants, ou des descendants légitimes, est, au profit de l'enfant naturel, de la part de la portion de l'enfant que l'enfant naturel aurait eu droit de recevoir dans la succession de son père ou de sa mère, s'il eût été légitime.

56. Elle est du quart de la succession, lorsque le père ou la mère ou l'un ou l'autre des enfants légitimes n'a aucun enfant.

Dans ce dernier cas, tous les enfants naturels, en quelque nombre qu'ils soient, en peuvent prendre ensemble que la part de la succession.

57. L'enfant ou les enfants de l'enfant naturel peuvent réclamer la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir de son père ou de sa mère ou de son père et de sa mère.

58. L'enfant naturel et ses descendants ne peuvent réclamer la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir de son père ou de sa mère ou de son père et de sa mère, si le père ou la mère ou l'un ou l'autre des enfants légitimes n'a aucun enfant.

59. L'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

60. Cette portion est évaluée en regard de tout ce qui compose la succession patrimoniale entre les héritiers légitimes, déduction faite des dettes et charges et des dons, soit entre-vifs, soit par testament, que le père ou la mère a fait, conformément à la loi.

61. Toute la part que l'enfant naturel a de la succession, déduction faite de la portion que son père ou sa mère lui a donnée de son vivant, est évaluée en regard de tout ce qui compose la succession patrimoniale entre les héritiers légitimes, déduction faite des dettes et charges et des dons, soit entre-vifs, soit par testament, que le père ou la mère a fait, conformément à la loi.

62. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

63. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

64. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

65. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

66. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

#### SECTION II.

*Des droits des enfants naturels, bâtards ou puérils.*

67. L'enfant naturel ou bâtard ne peut réclamer aucun droit sur la succession de son père ou de sa mère.

68. La loi lui accorde, du mariage, soit paternel, soit maternel, que le loi lui accorde soit les biens de son père et mère n'ayant aucune réserve fondée sur l'obligation naturelle qu'ils ont contractée envers lui.

69. Cette portion, lorsque le père ou la mère laisse des enfants ou descendants, ou des descendants légitimes, est, au profit de l'enfant naturel, de la part de la portion de l'enfant que l'enfant naturel aurait eu droit de recevoir dans la succession de son père ou de sa mère, s'il eût été légitime.

70. Elle est du quart de la succession, lorsque le père ou la mère ou l'un ou l'autre des enfants légitimes n'a aucun enfant.

Dans ce dernier cas, tous les enfants naturels, en quelque nombre qu'ils soient, en peuvent prendre ensemble que la part de la succession.

71. L'enfant ou les enfants de l'enfant naturel peuvent réclamer la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir de son père ou de sa mère ou de son père et de sa mère.

72. L'enfant naturel et ses descendants ne peuvent réclamer la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir de son père ou de sa mère ou de son père et de sa mère, si le père ou la mère ou l'un ou l'autre des enfants légitimes n'a aucun enfant.

73. L'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

74. Cette portion est évaluée en regard de tout ce qui compose la succession patrimoniale entre les héritiers légitimes, déduction faite des dettes et charges et des dons, soit entre-vifs, soit par testament, que le père ou la mère a fait, conformément à la loi.

75. Toute la part que l'enfant naturel a de la succession, déduction faite de la portion que son père ou sa mère lui a donnée de son vivant, est évaluée en regard de tout ce qui compose la succession patrimoniale entre les héritiers légitimes, déduction faite des dettes et charges et des dons, soit entre-vifs, soit par testament, que le père ou la mère a fait, conformément à la loi.

76. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

77. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

78. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

79. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

80. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

81. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

82. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

83. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

84. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

85. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

86. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

87. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

88. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

89. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

90. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

91. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

92. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

93. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

94. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

95. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

96. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

97. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

98. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

99. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.

100. Lorsque l'enfant naturel est obligé de se contenter de ce que son père ou sa mère lui a donné de son vivant, tant les biens que le quel a reçu n'est point inférieur aux biens que la portion que lui ou l'un d'eux a droit de recevoir.



## SECTION III.

## Des effets du bénéfice d'inventaire et des obligations de l'héritier bénéficiaire.

108. L'effet du bénéfice d'inventaire est de donner à l'héritier l'avantage

1° De n'être tenu du paiement des dettes de la succession qu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis, et de pouvoir se décharger du paiement des dettes, au abandonnement des biens de la succession ses créanciers et ses légataires.

2° De ne pas faire confusion de ses biens personnels avec ceux de la succession, sans laquelle il a le droit de réclamer le paiement de ses créances.

109. L'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession, et il rend compte des biens de son administration aux créanciers et aux légataires.

Il agit d'ailleurs comme un simple administrateur, tant qu'il n'a point présenté son compte après l'apurement du compte, il ne peut donc réclamer ses biens personnels, que jusqu'à concurrence seulement des sommes dont il se trouve reliquataire.

110. Il n'est tenu que des fautes graves dans l'administration dont il est chargé.

111. L'héritier bénéficiaire, qui rend les comptes de la succession, est tenu sous peine de dommages-intérêts envers les créanciers de la rendre aux créanciers, après notification et publication dans les formes ordinaires.

112. Si, au lieu de payer ses dettes, il est en état de les représenter ou si, au lieu de les représenter, il est en état de les représenter ou si, au lieu de les représenter, il est en état de les représenter.

113. L'héritier bénéficiaire ne peut vendre les immeubles de son patrimoine, après notification et publication dans les formes ordinaires.

Il est tenu, sans aucune responsabilité personnelle, d'en dégrèver le prix aux créanciers hypothécaires qui se sont fait connaître.

114. Les créanciers et autres parties intéressées peuvent au même sujet que l'héritier bénéficiaire donner une caution bonne et solvable, tant de la valeur des meubles compris dans l'inventaire, que de la portion du prix des immeubles résidant des délégations faites aux créanciers hypothécaires.

115. Tant que l'héritier bénéficiaire de la succession rend les comptes tant valides, et tant que, sans que les dettes de la succession ne soient pas payées, les créanciers hypothécaires est déposé peut être employé jusqu'à due concurrence au paiement des dettes et des charges de la succession.

116. S'il y a plusieurs créanciers opposés, l'héritier bénéficiaire ne peut payer, ne faire payer par le dépositaire, les dettes de la succession, que dans l'ordre qui est réglé par la loi; si ce cas survient, il peut ou fait payer les créanciers et légataires à mesure qu'ils se présentent.

117. Dans les six premiers ans trois précédentes articles, les créanciers, qui ne se présentent qu'après l'expiration du compte et le paiement du reliquat, n'ont de recours à exercer que contre les légataires qui ont accepté de payer à leur préjudice.

118. Ce recours ne présente par la loi de trois années, si comptes en plus de la demande en délivrance de legs.

119. Les biens de l'inventaire, du scellé, n'ont été approuvés, et sans un compte, soit à la charge de la succession.

120. Le bénéfice d'inventaire ne peut pas être opposé à la République par l'héritier d'un soldat, si tant qu'il n'acquiesce, ou qu'il renonce, ou qu'il accepte.

## SECTION IV.

## Des successions vacantes.

121. Lorsque une succession est vacante, le juge compétent lui ouvre un curateur.

122. Cette succession se fait d'office par le juge, ou sur la réquisition du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la succession est ouverte, ou sur celle de l'époux survivant ou des créanciers, ou de tous autres ayant droit au bénéfice d'inventaire.

123. Dans le cas où il y avait antécédent entre le défunt et son tiers, le tribunal saisi de cette contestation peut nommer le curateur.

Si le créancier veut exercer ses actions nouvelles contre

la succession, le curateur est nommé par le tribunal de première instance du lieu où la succession s'est ouverte.

124. Le curateur a la succession vacante ou ouverte et peut exercer tous les droits.

Il répond aux demandes formées contre elle, les conteste ou les approuve, s'il y a lieu.

Il administre et rend compte comme le tuteur, mais sans recourir au conseil de famille.

## CHAPITRE VII.

## Du partage et des rapports.

## SECTION PREMIÈRE.

## De l'action en partage et de sa forme.

125. On ne peut contraindre personne à donner dans l'indivision, quel que soit le temps qu'elle ait duré.

126. Le partage peut être provoqué assemblant toute prohibition contraire faite par le défunt, ou toute convention non faite contre le défunt.

Néanmoins, le pouvoir accordé de suspendre le partage pendant un temps limité, lequel ne peut excéder le terme de cinq ans.

127. Il y a lieu à l'action en partage dans le cas même où les co-indivisaires ayant pu séparément de leur part de parties des biens de la succession, en se conformant au rapport après acte de partage, ou s'il n'est en état de justifier d'une possession séparée, paisible et non interrompue, pendant le temps nécessaire pour ouvrir la prescription.

128. L'action en partage à l'égard des indivisaires ne donne, absente ou interdite, point d'être saisi par leurs parents, autres ou autrement par un conseil de famille, d'une quelconque des administrations des successions, absente ou interdite, ne soit point émise.

129. Le mari peut, sans le concours de sa femme, provoquer les indivisaires de celle-ci en partage des meubles de la succession à elle échu, et des biens meubles et immeubles qui tombent dans la communauté.

130. Il ne peut, sans sa femme, provoquer en partage définitif des meubles et immeubles de la succession à elle échu, les autres biens ne tombent point en communauté; mais il peut en provoquer un provisionnel, lorsqu'il a le droit de justifier de son droit.

131. Les indivisaires de la femme ne peuvent provoquer le partage définitif qu'en justifiant au cas où la femme et son mari.

132. Lorsque les indivisaires sont tous présents, tous majeurs, et qu'ils sont d'accord, il n'est pas nécessaire de faire approuver le scellé sur les effets de la succession, ils peuvent après avoir été le partage en la forme et par tel acte qu'il leur convient.

133. S'il y a des indivisaires mineurs, absents ou interdits, le scellé doit être apposé dans la place d'ordinaire, soit si la permission des juges présents, soit si la diligence du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance.

134. Les indivisaires ont tous le droit de faire approuver le scellé en vertu d'un titre exécutoire ou de la permission de la justice.

135. Quand il n'y a que des mineurs, absents ou interdits, le scellé doit être apposé dans la place d'ordinaire, soit si la permission des juges présents, soit si la diligence du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance.

136. L'acte de partage est signé par les parties intéressées, devant le juge-commissaire, sous, par les notaires d'office, et sans être obligés de prendre la permission du juge.

137. L'acte de partage est signé par les parties intéressées, sans y appeler tous les opposants.

138. Si l'un des indivisaires refuse de consentir au partage, ou s'il n'est pas d'accord sur la forme, le tribunal ordonne qu'il y aura procès, et renvoie l'un des juges pour les opérations après indiquées.

139. L'estimation des immeubles se fait par deux experts qui sont choisis à nombre par les parties intéressées, devant le juge-commissaire, sous, par les notaires d'office, et sans être obligés de prendre la permission du juge-commissaire.

140. Le procès-verbal des experts doit être remis au tribunal en vertu de l'objet estimé, indiquant s'il peut être commodément partagé, et de quelle manière. Les experts, ou les juges, la valeur de chacune des parts qu'en ont les parties.

141. L'estimation des meubles et s'il n'y a pas de denrée faite dans un inventaire régulier, doit être faite par deux et en commun.





Ne pouvait former cette demande contre tous les créanciers de l'héritier, quels qu'ils soient, même contre la légalité.

197. Ce droit n'est lorsque la créance a été soumise de la créance qu'il avait contre le débiteur, ne s'applique l'héritier pour débiteur.

198. L'acte d'adoption, véritablement aux tribunaux, se présente par la loi de trois années.

Elle ne peut intervenir, même dans ce cas, si les créanciers ont formé une demande de défaut avec ceux de l'héritier.

À l'égard des créanciers, cette action peut être exercée tout qu'il y ait eu ou non de la légalité.

199. Les créanciers hypothécaires ont à cet égard, le même droit que les créanciers hypothécaires contre les créanciers de l'héritier sans l'existence d'un droit de créancier du défunt peut être avec les autres à l'égard des autres.

200. Les créanciers de l'héritier ne sont pas admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession.

201. Les créanciers hypothécaires d'une séparation, peut être que le partage ne soit fait au profit de l'héritier, pour autant qu'il y ait eu ou non de la légalité, les autres créanciers, et notamment à l'égard des autres, les opérations se fassent devant le juge-commissaire ou devant un notaire.

En cas qu'il y ait eu quelque contestation entre les créanciers hypothécaires et les créanciers de l'héritier, les créanciers de la succession sont appelés par celui ou ceux qui succèdent.

Les créanciers du copartageant ne peuvent attaquer le partage qui est consommé, qu'autant qu'il y a été procédé sans eux, au préjudice de leur apposition.

#### SECTION II.

**Des effets du partage et de la garantie des lots.**

202. Chaque cohéritier est tenu avec ses cohéritiers et immédiatement à tous les effets du partage dans son lot, et même jamais de la part, ni de la part de ses cohéritiers dans la lot des autres.

203. Les créanciers des cohéritiers des cohéritiers sont assujettis à toutes les obligations résultant du partage.

204. Cette hypothèque particulière a lieu qu'autant que le partage a été fait par acte public, ou qu'il a été reconnu, soit en justice, soit devant notaire.

205. Les cohéritiers sont véritablement garants les uns envers les autres des troubles et entraves qui peuvent émaner d'une chose subordonnée au partage, et non d'autre chose soumise à la part.

La garantie cesse.

1. Si l'un par sa faute que le cohéritier a souffert l'événement.

2. Si les principes d'équité s'appliquent à cet égard par une clause particulière en faveur de la part de la part.

206. Chaque des cohéritiers est personnellement obligé d'indemniser ses cohéritiers de la perte que lui a causée l'événement, et ce, à raisonnablement de la part bénéficiaire qui admet à chacun d'eux.

207. Si quelqu'un des cohéritiers contre lequel l'action en garantie est dirigée se trouve insolvable, la perte que résulte de cette insolvabilité est répartie, par égales parts, entre le garant et tous ses cohéritiers solvables.

208. La garantie de la solvabilité des débiteurs du lot est et n'est jamais de droit de la part ordinaire de la prescription, à compter du jour de partage, mais les parties peuvent en fixer la durée à un terme plus court.

#### SECTION III.

**De la rescision en matière de partage.**

209. Les partages peuvent être rescindés, comme tous les autres actes, pour cause de violence, de dol ou d'erreur de loi.

210. Il y a encore lieu à la rescision de partage, si quelqu'un des cohéritiers, même majeur, établit qu'à son égard il y a eu l'un des deux cas.

211. L'action en rescision est également admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, quelle que soit la qualification, de vente, d'échange ou autre qu'il lui ait été donnée à cet acte.

212. Néanmoins l'action rescindatoire n'a pas lieu contre la vente des biens nécessairement faite sans fraude à l'égard des cohéritiers, à ses regards et par la, par ses autres cohéritiers, ou par l'un d'eux.

213. Pour juger s'il y a eu lésion, on estime les objets compris dans le partage, suivant leur valeur à l'époque du partage.

214. L'action en rescision, lorsqu'elle est fondée, ne produit point l'effet de détruire le partage, si celui ou ceux contre lesquels elle a été dirigée effectuent ou demandent le supplément de la partie lésionnée, soit au numéraire, soit en nature.

Ce choix appartient au débiteur.

215. L'action en rescision a cet effet admise contre le partage lui-même de transaction pourvu qu'il n'ait été, lors de l'acte, des difficultés de nature à donner lieu à des contestations graves.

Mais si la transaction commence au fait de partage, et si elle est une détermination de quelques personnes, le partage n'est rescindable qu'autant qu'il y a eu lésion; et il peut être attaqué pour le surplus des opérations, s'il en est resté une lésion de plus de quatre.

#### SECTION VI. DES MARIAGES.

##### Dispositions générales.

216. Toutes les règles établies dans le présent chapitre, relativement au mariage, ne dérogent point à ce qui est réglé au titre des donations, section VI, relativement aux mariages faits par les père et mère.

#### TITRE II.

**Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.**

##### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Art. 1er. Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose.

2. Le contrat est synallagmatique ou bilatéral, lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

Il est unilatéral lorsqu'il y a que l'un des contractants qui s'oblige envers une ou plusieurs autres personnes.

3. Il est commutatif lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'elle reçoit.

Dans le contrat aléatoire, l'équivalent consiste dans le risque égal que chacune des parties soit gagnée ou de perdre, d'après un événement incertain.

4. Le contrat de beneficence est celui dans lequel l'une des parties procède à l'autre en faveur purement gratuite.

Le contrat à titre onéreux est celui qui assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

5. Il y a des contrats qui ont des dénominations propres à particulariser, et d'autres qui n'en ont pas.

Les uns et les autres sont soumis à des règles générales qui sont l'objet du présent titre.

Les particularités, en outre, susceptibles de règles particulières, qui sont expliquées sous les titres relatifs à chacun d'eux.

#### CHAPITRE PREMIER.

**Des conditions essentielles requises pour la validité des conventions.**

6. Quatre conditions sont essentiellement requises pour la validité d'une convention :

Le consentement de la partie qui s'oblige.

La capacité de contracter.

Un objet certain qui forme la matière de l'engagement.

Une cause légitime dans l'obligation.

##### SECTION PREMIÈRE.

##### Du consentement.

7. Il n'y a point de consentement valable s'il n'a été donné par un homme, en son sens et sans violence, dol ou erreur.

8. L'erreur n'affecte la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet.

Elle ne l'affecte point lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

9. La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligeation l'annule, encore qu'elle n'ait été exercée par



vention à la convention prêt à déduire le créancier à la droit d'un des autres la destruction il peut se faire atteintes à la décharge aux dépens du débiteur, sans préjudice des dommages et intérêts, s'il y a lieu.

42. Les dommages et intérêts ne sont dus que lorsque le débiteur a été tenu par défaut de remplir une obligation, excepté néanmoins lorsque la chose que le débiteur s'était obligé de faire ne pouvait être faite autrement que dans un certain temps, qu'il a lui-même posé.

43. Les dommages et intérêts ne sont point dus lorsque le débiteur n'a été saisi de la chose, ou a été obligé de faire, par suite d'une loi ou d'un acte de son auteur, ou que lui-même a été tenu.

#### SECTION III.

*Des dommages et intérêts résultant de l'augmentation de l'obligation.*

44. Le débiteur doit au créancier des dommages et intérêts, soit à raison de l'augmentation de l'obligation, soit à cause du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne peut plus payer que l'obligation primitive d'une chose étrangère qui ne peut lui être remplacée, encore qu'il n'y ait aucune intention de sa part.

45. Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite et du gain qu'il a manqué de faire, sauf les exceptions et modifications ci-après.

46. Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été pris ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son fait que l'obligation n'est point exécutée.

47. Le juge doit toujours fixer les dommages et intérêts avec une certaine modération, lorsqu'il n'y a point de loi à la part du débiteur.

48. Dans le cas même où l'augmentation de la convention résulte de la loi du débiteur, les dommages et intérêts qu'il doit ne peuvent s'étendre, à l'égard de la perte éprouvée par le créancier et du gain qu'il a manqué de faire, que celle qui est une suite immédiate et directe de l'exécution de la convention.

49. Lorsque la convention a porté que telle ou telle quantité de l'obligation paie une certaine somme, il ne peut être allégué à l'encontre partie sans plus forts motifs, quoique le dommage se trouve plus grand.

Le juge peut en contraire ordonner celle stipulée, si elle est de la nature des dommages effectifs.

50. Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent pas dans la différence entre la somme stipulée par la loi, sauf l'augmentation ou la diminution de la convention.

Les dommages et intérêts sont toujours dus sans que le créancier ait tenu de justifier d'aucune perte.

Il ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plus droit.

51. Il n'est point dû d'intérêts d'intérêts.

Mais les intérêts dus pour des intérêts ne sont dus que pour les intérêts eux-mêmes, et non pour les intérêts des intérêts.

Il en est de même des intérêts qu'un tiers peut avoir de débiteurs à son créancier.

#### SECTION IV.

*De l'interprétation des conventions.*

52. On doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, tel que le veut grammatical des termes.

53. Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui dans lequel elle peut avoir quelque effet, que dans celui dans lequel elle n'en pourrait produire aucun.

54. Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui est le plus à la nature du contrat.

55. Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans la langue ou la coutume et par ce qui doit suppléer dans le contrat les clauses qui y ont été omises, lorsqu'il n'y a rien par ailleurs.

56. Toute la clause des conventions s'interprète par son sens, par les termes qui la suivent et par ceux qui la précèdent.

57. Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et à la charge de celui qui a accepté l'obligation.

58. Lorsque les conventions ont été faites dans les langues étrangères, elles ne produisent effet que si elles ont été traduites en français, et si elles ont été acceptées par le créancier.

59. Lorsque, dans un contrat, on a exprimé en un seul point le doute qu'il y ait eu une faute, telle que le point de vue de l'obligation n'y est point, on n'est pas tenu de s'en occuper, mais le créancier est tenu de l'obligation si le point de vue de la faute est exprimé.

#### SECTION V.

*De l'effet des conventions entre les parties.*

60. Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes, elles ne produisent ni ne cessent ni tiers.

61. Néanmoins les créanciers peuvent exercer tous les droits et actions de leurs débiteurs, à l'exception de ceux qui sont fondés sur une exception purement personnelle.

62. Ils ne peuvent attaquer, sous prétexte de fraude à l'égard d'un tiers, les actes faits par leur débiteur, que dans les cas où la loi le permet.

63. Lorsqu'il s'agit d'actes rétroactifs par la loi, le contrat n'est pas nul.

64. Lorsqu'il s'agit d'une convention faite par le débiteur à son tiers, tel que l'obligation, on ne peut pas, à l'égard du tiers, exercer les actions de son débiteur, si le tiers n'a pas accepté de son chef.

#### SECTION VI.

*Des diverses espèces d'obligations.*

##### SECTION PREMIÈRE.

*Des obligations conditionnelles.*

##### SECTION PREMIÈRE.

*De la condition en général et de ses diverses espèces.*

65. La condition est le cas d'un événement futur et incertain auquel on fait dépendre l'obligation, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la faisant cesser si l'événement survient.

66. La condition est nulle si elle dépend d'un hasard, et si elle est contraire au pouvoir de l'homme ou du débiteur.

67. La condition potestative est celle qui fait dépendre l'obligation de la convention d'un événement qu'il ne peut pas empêcher de survenir ou d'événement qu'il ne peut pas empêcher de survenir.

68. La condition mixte est celle qui dépend tant de la volonté de l'homme que de la volonté d'un tiers.

69. Toute condition d'une chose impossible ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention elle-même, quoiqu'elle ne soit pas contraire à la loi.

Il ne peut y avoir de condition d'une chose impossible ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, si elle est contraire à la loi.

70. Toute obligation est nulle si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi.

71. Toute obligation est nulle si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi.

72. Toute obligation est nulle si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi.

73. Toute obligation est nulle si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi.

74. Toute obligation est nulle si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi, si elle est contraire à la loi.

#### SECTION VII.

*De la condition suspensive.*

75. L'obligation conditionnelle est celle qui ne peut avoir lieu et produire son effet que si l'événement arrive.









## SECTION II.

## De la novation.

155. La novation s'opère de trois manières :

1<sup>re</sup> Lorsque le débiteur contracte avec un créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte.

2<sup>e</sup> Lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien, qui est discharge par le créancier.

3<sup>e</sup> Lorsqu'un nouveau créancier est substitué à l'ancien, sans le consentement du débiteur.

156. La novation ne peut s'opérer qu'entre deux personnes capables de contracter.

157. Les créanciers solidaires peuvent faire novation ; en ce cas, les coobligés solidaires sont libérés.

158. La novation ne se présume point, mais il suffit que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

159. La substitution d'un nouveau créancier suffit pour opérer la novation sans le consentement du premier débiteur.

160. La novation s'opère vis-à-vis du débiteur principal libère les cautions, à moins que le créancier n'ait exigé l'acception des cautions, auquel cas l'ancienne caution subsiste, si les cautions n'ont été admises au nouvel emprunt.

161. Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressément réservés.

162. Lorsque la novation s'opère par la substitution d'un nouveau débiteur, le privilège et l'hypothèque de l'ancien ne passent point par conséquent aux biens du nouveau débiteur.

163. Lorsque la novation s'opère entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent dans toutes les choses qui ont servi de gage que contre le nouveau débiteur.

## SECTION III.

## De la délégation.

164. La délégation est l'acte par lequel un débiteur donne à un créancier un autre débiteur, lequel s'oblige en sa place envers le créancier.

Elle n'opère point de novation si le créancier ne s'est personnellement déclaré qu'il entendait décharger son débiteur qui a fait la délégation.

165. Le créancier qui a accepté le débiteur que lui a été désigné n'a point de recours contre le débiteur et le débiteur déchargé immédiatement, si ce n'est que l'acte n'a eu pour objet une dette expresse, ou que le débiteur ne lui doit rien lui-même ou qu'il n'a pu découvrir au moment de la délégation.

166. La simple indication faite par le débiteur, d'une personne qui doit payer à sa place, n'opère point novation.

Il en est de même de la simple indication faite par le créancier d'une personne qui doit recevoir ou acquiescer en place.

## SECTION IV.

## De la remise de la dette.

167. La remise d'une dette est un congélibératoire, lequel est accordé indépendamment du débiteur par un créancier qui a la capacité d'aliéner.

On tient, lorsque le créancier remet volontairement à son débiteur le titre de l'obligation.

168. La remise du titre faite à l'un des coobligés solidaires libère tous les autres.

169. La simple remise de la pièce du titre ne suffit pas pour faire présumer la remise de la dette au débiteur.

170. La remise du gage donné en nantissement ne suffit point pour faire présumer la remise de la dette.

171. La remise du décharge conventionnelle ne profite qu'à celui des coobligés auquel elle est accordée, mais elle profite, vis-à-vis des autres, à la dette jusqu'à concurrence de la part de celui auquel elle est accordée.

172. Cette remise au débiteur principal libère les cautions.

Celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal.

Celle accordée à l'un des cautions ne libère pas les autres.

173. Ce que le créancier a reçu d'une caution pour le décharge de son engagement doit être compté sur le dette et inscrit à la décharge du débiteur principal et des autres cautions.

## SECTION V.

## De la compensation.

174. Lorsque deux personnes ont l'une envers l'autre une dette, et que l'une d'elles a une créance sur l'autre, elles ont compensation quant à la somme des deux, dans les cas et de la manière ci-après expliqués.

175. La compensation s'a lieu qu'entre deux dettes qui ont également pour objet une même chose, ou une même somme d'argent, ou une certaine quantité de chose fungible de la même espèce, également exigibles, liquidés et non contestés.

176. La compensation a lieu, quelle que soient les causes de l'une ou l'autre des dettes, à l'exception :

1<sup>re</sup> Contre une dette due en vertu d'une chose due à la propriété d'un tiers.

2<sup>e</sup> Contre la dette d'un créancier d'un dépôt et du prêt à usage.

3<sup>e</sup> Contre la dette qui a pour cause des éléments déclarés insaisissables.

177. La compensation peut opposer au créancier la compensation de ce qu'il doit au débiteur principal.

Elle ne décharge point le débiteur principal de la compensation de ce que le créancier doit à son créancier.

178. Le débiteur qui a une créance sur le créancier qui a une dette sur le débiteur principal, peut opposer la compensation de ce qu'il doit au débiteur principal à la dette du créancier qui a une dette sur le débiteur principal.

179. Lorsque les deux dettes ne sont pas payables au même lieu, on peut opposer la compensation qu'en raison du lieu de la dette.

180. La compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même si l'un des débiteurs a des dettes d'autres débiteurs, pourvu qu'il n'y ait pas de compensation de ce qu'il doit à son créancier.

Lorsqu'il y a plusieurs dettes compensables dues par le même débiteur, on ne peut opposer la compensation qu'en raison du lieu de la dette.

181. Celui qui a payé une dette qui était de deux dettes par la compensation, ne peut plus exercer la créance dont il a payé la compensation, ou le créancier qui a payé la compensation, ne peut plus exercer la créance dont il a payé la compensation, ou le créancier qui a payé la compensation, ne peut plus exercer la créance dont il a payé la compensation.

## SECTION VI.

## De la confusion.

182. Lorsque les deux dettes ont le même débiteur et le même créancier, la dette est éteinte par la confusion.

183. La confusion qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

Celle qui s'opère d'une personne à elle-même, principal et accessoire, éteint la dette.

## SECTION VII.

## De l'extinction, au cas de la perte de la chose due.

184. Lorsque la chose est perdue ou détruite, qui était l'objet de l'obligation, l'obligation est éteinte.

185. Lorsque la chose est perdue ou détruite, qui était l'objet de l'obligation, l'obligation est éteinte.













On n'a point égard aux immobles litigieux, ce dont la discussion deviendrait trop difficile par l'éloignement de leur situation.

27. Lorsque la caution qui a été reçue est devenue depuis insolvable, celui qui l'a offerte est obligé d'en donner une autre.

Cette règle a seule exception, lorsque la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le débiteur s'était obligé de donner une telle personne pour caution.

28. Celui qui ne peut pas trouver une caution ne peut ni donner à la place un gage ni constituer un fiducier.

29. La caution judiciaire n'est pas demandée si le débiteur est le principal débiteur.

30. Celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire ne peut demander la discussion du principal débiteur et de la caution.

## TITRE VI.

### Des privilèges et hypothèques. SOURCES CIVILES.

Art. 1<sup>er</sup>. Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens meubles et immeubles, présents et à venir.

2. Lorsque la même personne a plusieurs créanciers, tous ses biens sont leur gage commun, et leur pris au prorata par contribution au remboursement, à moins qu'il n'y ait, entre les créanciers, des causes légitimes de préférence.

3. Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et hypothèques.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### Des privilèges.

4. Le privilège est un droit qui la qualité de la créance donne à un créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

5. Entre les créanciers privilégiés, la préférence ne se règle point sur la date de l'obligation, mais sur la plus ou la moins de faveur de la créance.

6. Les créanciers privilégiés qui sont dans la même rang sont payés par souche égale.

7. Les privilèges peuvent être sur les meubles ou sur les immeubles.

#### SECTION PREMIÈRE.

##### Privilèges sur les meubles.

8. Les créanciers privilégiés sont celles 1<sup>re</sup> après exprès, lesquelles sont énumérées dans l'ordre suivant :

1<sup>re</sup> Les frais de justice ;

2<sup>re</sup> Les frais funéraires ;

3<sup>re</sup> Les loyers et lesgages des immeubles sur le pris de tout ce qui garnit la maison louée ou le fermage, et de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme, sache, pour tout ce qui est échu et pour le terme courant, si les baux sont authentiques ; et à défaut de baux authentiques, si lorsqu'étant sous signature privée, ils n'ont pas une date certaine, pour non autre autrement, y compris le terme courant.

Dans les deux cas ci-dessus, le privilège du propriétaire sur la maison, pour le loyer ou fermage pendant le temps nécessaire, avant les gages des loyers, pour le loyer ou fermage desdits immeubles, ainsi que pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'entretien de bail.

Mais dans les sources deux pour les créances ou pour les fruits toutes récoltes sont payées sur le prix des récoltes, et celles dues pour arrières, sur le prix de ces arrières, de préférence au propriétaire.

Celui-ci peut surer les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la réclamation dans le délai de dix jours ;

4<sup>re</sup> Le créancier, sur le gage dont il est saisi.

5<sup>re</sup> Le port d'effets mobiliers non payés, s'ils sont saisis en la possession du détenteur, soit qu'il ait rendu à terme ou sans terme.

6<sup>re</sup> La vente à été faite sans terme, le vendeur peut même les revendiquer tant qu'ils sont en la possession de l'acheteur, et en empêcher la vente, pourvu que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison, et que les effets ne l'aient dans la même année deux fois été livrés ou été aliénés ;

6<sup>re</sup> Les fournitures d'un aubergiste, sur les effets de voyage qui ont été transportés dans l'auberge ;

7<sup>re</sup> Les frais de voiture et les dépenses faites pour le soins vétérinaires, sur cette chose ;

8<sup>re</sup> Les frais quelconques du médecin malade, conformément aux lois.

9<sup>re</sup> Les salaires des dix derniers mois des aux gens de service ;

10<sup>re</sup> Les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille pendant les six derniers mois.

Peuvent réclamer les gages, saufs la nature des subsistances, l'état et la fortune du débiteur, excepté en matière de privilège en matière d'ordre ou des différents hypothécaires.

11<sup>re</sup> Les créances résultant d'achats et de prestations faites par les fournisseurs publics dans l'exercice de leurs fonctions, sur le fonds de leur cantonnement et sur les salaires qui en sont été dus.

12<sup>re</sup> Le privilège d'raison des contributions publiques et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois administratives qui les concernent.

#### SECTION II.

##### Privilèges sur les immeubles.

13. Les créances privilégiées sur les immeubles sont :

1<sup>re</sup> Le vendeur, sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix.

2<sup>re</sup> Si y a plusieurs ventes successives, dont le prix soit dû au bout de six ans, le premier vendeur est préféré au second et autres subrogations.

3<sup>re</sup> Ceux qui ont fourni les deniers pour l'acquisition d'un immeuble, pourvu qu'il ait authentiquement constaté, par acte d'emprunt, que la somme était destinée pour cet emploi, et, par le quittement du vendeur, que ce paiement a été faite des deniers destinés ;

4<sup>re</sup> Les créanciers, sur les immeubles de la succession, pour le paiement d'un gage fait entre eux et de créances ou autres de loc ;

5<sup>re</sup> Les architectes, entrepreneurs, les maçons et autres ouvriers employés pour édifier, réparer ou en réparé des bâtiments quelconques, pourvu néanmoins que, par un expert nommé d'office par le tribunal de première instance dans le ressort duquel les bâtiments ont été, et au cas de décès préalablement au procès-verbal, à l'effet de constater l'état des lieux, relativement aux ouvrages que le propriétaire déclarera avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au moins de leur perfection, vus par un expert également nommé d'office.

Ces qui ont été les deniers pour payer ou rembourser les créances jouissent du même privilège, pourvu que ces créances soient authentiquement constatées, et que, pour les créanciers, reconstructions ou réparations, les formalités ci-dessus aient été observées.

#### SECTION III.

##### Privilèges qui s'étendent sur les meubles et immeubles.

14. Les privilèges qui s'étendent sur les meubles et immeubles sont :

1<sup>re</sup> Ceux pour les frais de justice, pour l'emprisonnement, la dernière maladie, les fournitures des subsistances et les gages des gens de service pendant les six derniers mois, qui, en cas que le mobilier soit insaisi, s'exercent immédiatement sur les immeubles ;

2<sup>re</sup> Le privilège de l'impôt de répartition sur les meubles des contribuables et sur les immeubles qu'ils auraient acquis depuis leur sortie en exerce.

#### CHAPITRE II.

##### Des hypothèques.

#### SECTION PREMIÈRE.

##### Distinction des genres.

15. L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés au paiement d'une dette.

Elle est, de sa nature, indivisible. Elle subsiste en entier sur tous et chacun des immeubles affectés et sur chaque partie d'eux, elle suit l'immeuble dans quelque main qu'il passe.

16. L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et dans la forme établis par la loi.

On nomme :

Hypothèque légale ou tacite, celle qui naît en vertu de la loi seulement ;











## CHAPITRE VII.

De l'ordre et de la distribution entre les créanciers.

79 Dans toutes les créances, au plus tard, depuis et non avant l'expiration des délais de satisfaction stipulés par un contrat ou une obligation d'obligation, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

80 Dans le cas où les délais de satisfaction sont stipulés à la charge d'opposition, l'opposition ne peut être faite qu'après l'expiration des délais de satisfaction, et à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

81 Les oppositions ne sont pas sujettes à la distribution, mais à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

82 Le délai de quatre jours étant expiré, l'opposition peut être faite, soit par le créancier, soit par l'opposant, soit par les créanciers opposants, à la charge d'opposition.

Après le délai de quatre jours, l'opposition peut être faite, soit par le créancier, soit par l'opposant, soit par les créanciers opposants, à la charge d'opposition.

Il peut être fait, soit par le créancier, soit par l'opposant, soit par les créanciers opposants, à la charge d'opposition.

83 Il peut être fait, soit par le créancier, soit par l'opposant, soit par les créanciers opposants, à la charge d'opposition.

84 Les délais de satisfaction, par les mêmes créanciers, d'opposition, sont de quatre jours, à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

85 Le délai, à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

## TITRE VIII.

## De la dette forcée des créanciers.

## ARTICLE PREMIER.

Art. 100 La dette forcée des créanciers est celle qui est due par le débiteur, à la charge d'opposition.

2. Elle peut se faire de deux manières, à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

## CHAPITRE PREMIER.

## Sur la dette forcée des créanciers.

3. La dette forcée des créanciers est celle qui est due par le débiteur, à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

4. Toute dette forcée des créanciers est celle qui est due par le débiteur, à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

5. Elle peut se faire de deux manières, à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

6. Elle peut se faire de deux manières, à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

7. Elle peut se faire de deux manières, à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

8. Elle peut se faire de deux manières, à la charge d'opposition, les créanciers ont le droit d'opposition, à l'exception de ceux qui ont obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction.

qu'ils de ce compte, que le créancier n'est pas tenu de satisfaire, sont insuffisants pour acquitter la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

8. Le créancier d'un point tenu de satisfaire la dette, doit la satisfaire.

9. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

10. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

11. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

12. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

13. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

14. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

15. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

16. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

17. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

18. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

19. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

20. Si le créancier n'est pas tenu de satisfaire la dette, le créancier ne peut, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

## CHAPITRE II.

Sur la dette forcée des créanciers.

21. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

22. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

23. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

24. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

25. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

26. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

27. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

28. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

29. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

30. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

31. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

32. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

33. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

34. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

35. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

36. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

37. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

38. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

39. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

40. On ne peut pas, par une simple déduction sur son compte, pour acquitter la dette.

## CHAPITRE III (3).

Dispositions communes à tous les créanciers.

41. Toutes les dispositions, soit principales, soit accessoires, soit de nature réelle, doivent être accomplies, tant

1) Le créancier de la dette forcée des créanciers, si le créancier qui a obtenu satisfaction avant l'expiration des délais de satisfaction, doit la satisfaire.



en première instance qu'en dernier ressort, et les jugements interjetés à l'égard des autres ne sont susceptibles que d'un seul pourvoi en cassation, sans que le tout ait d'effet si le pourvoi n'est formé dans le délai de trois mois à compter de la date de la décision.

20 Dans les deux cas, par ceux expressément, depuis ou à compter, le pourvoi ne peut être formé qu'au jour de l'expiration des délais, et non au jour suivant.

21 Lorsque le pourvoi est formé au jour, il est admis à l'ordonnance de la cour, pourvu que les significations qui doivent être faites au greffier, à personnel ou domicile, lui soient faites à son adresse, par un fonctionnaire ou un officier public.

22 Les nullités de forme ne sont que les actes qui en sont affectés et non qui sont sans suite.

23 L'appel, dans les cas où il est admis, n'est recevable qu'autant que l'acte d'appel contient la citation au tribunal d'appel à jour indiqué par la loi.

24 Dans tous les cas où la loi refuse aux juges le recours en cassation, la commission de l'administration peut le faire et de sa propre initiative, s'il y a lieu pour l'intérêt de la loi, que le motif des jugements soit pénal ou civil.

25 Lorsque le pourvoi est admis, il doit être formé dans le délai de trois mois à compter de la date de la décision, et non au jour suivant. L'acte de pourvoi doit être formé par un fonctionnaire ou un officier public, et non par un particulier. L'acte de pourvoi doit être formé par un fonctionnaire ou un officier public, et non par un particulier. L'acte de pourvoi doit être formé par un fonctionnaire ou un officier public, et non par un particulier.

#### CHAPITRE IV.

##### Formalités de la saisie réelle.

##### SECTION PREMIÈRE.

##### Des poursuites de la saisie réelle.

26 La saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, fait à la personne du débiteur ou de son domicile par le ministère d'un huissier.

L'original du commandement doit être remis au débiteur, dans les cinq jours de la date du jour de la saisie, et le reste en trois jours de la date du jour de la saisie. Il en est fait une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

27 Le commandement doit être remis au débiteur, dans les cinq jours de la date du jour de la saisie, et le reste en trois jours de la date du jour de la saisie. Il en est fait une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

28 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

29 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

30 La saisie réelle doit être précédée d'un commandement de payer, fait à la personne du débiteur ou de son domicile par le ministère d'un huissier.

31 L'original du commandement doit être remis au débiteur, dans les cinq jours de la date du jour de la saisie, et le reste en trois jours de la date du jour de la saisie.

32 Le commandement doit être remis au débiteur, dans les cinq jours de la date du jour de la saisie, et le reste en trois jours de la date du jour de la saisie.

33 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

34 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

35 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

36 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

37 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

38 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

39 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

40 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

41 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

42 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

43 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

44 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

45 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

46 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

47 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

48 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

49 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

50 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

51 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

52 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

53 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

54 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

55 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

56 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

57 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

58 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

59 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

60 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

61 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

62 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

63 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

64 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

65 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

66 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

67 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

68 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.

69 Dans les cas où la saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, il y a lieu de faire une copie en trois jours de la date du jour de la saisie.



















62. La demande en réversion, fondée sur l'ingratitude, doit être formée dans l'année à compter du jour du délit qui la donne naissance au demandeur.

63. Cette action peut pas être exercée par le demandeur tant que les héritiers du défunt ne par les héritiers du défunt n'ont le droit de réversion, à moins que, dans le cas contraire, le défunt ait été déclaré incapable de tester.

64. Les héritiers peuvent exercer, tant qu'ils ne perdent pas leurs droits, l'action en réversion, à moins que, dans le cas contraire, le défunt ait été déclaré incapable de tester.

Dans ce cas, le demandeur est tenu de verser la valeur des objets demandés qui ne se valent plus dans sa cause.

65. L'action en réversion n'est admise que du jour de la demande en réversion.

66. Les demandeurs en réversion ne sont pas recevables pour cause d'ingratitude, lorsqu'il y a des enfants de ce mariage.

Lorsqu'il n'y a ni un point, la réversion est bien à l'égard du défunt, mais sans préjudice des droits réservés au conjoint de mariage ou au conjoint de fait et de droit.

67. L'action en réversion n'est admise que du jour de la demande, à moins que le défunt ait été déclaré incapable de tester, auquel cas l'action est admise du jour du délit.

68. La réversion n'est admise que du jour de la demande, à moins que le défunt ait été déclaré incapable de tester, auquel cas l'action est admise du jour du délit.

#### CHAPITRE V.

Des testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

##### SECTION PREMIÈRE.

##### De la forme des testaments.

69. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

70. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

71. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

72. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

73. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

74. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

75. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

76. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

77. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

78. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

79. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

80. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

81. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

82. Le testament peut être fait par acte public ou sous signature privée.

Un acte est signé comme il est dit dans le présent article.

73. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

74. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

75. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

76. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

77. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

78. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

79. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

80. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

81. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

82. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

83. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

84. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

85. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

86. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

87. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

88. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

89. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

90. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

91. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

92. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

93. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

94. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

95. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

96. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

97. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

98. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

99. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

100. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

101. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

102. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

103. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

104. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

105. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

106. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

107. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

108. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

109. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

110. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

111. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

112. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

113. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

114. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.

115. Les testaments en deux copies par le défunt et les héritiers.









Néanmoins les créanciers de la succession échue au mari peuvent poursuivre leur paiement indistinctement sur tous les biens du mari et sur ceux de la communauté.

Les créanciers de la succession échue à la femme peuvent poursuivre leur paiement sur le tiers personnel de la femme, et elle a accepté la succession de son mari et de son mari.

Si la succession a été acceptée par la femme qu'elle-même ou par son mari, les créanciers, en cas d'insuffisance des immeubles de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

Si la succession échue à l'époux n'est pas partie mobilière, les parties mobilières des biens de la succession qui ne sont pas parties mobilières de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

Si la succession échue à l'époux n'est pas partie mobilière, les parties mobilières des biens de la succession qui ne sont pas parties mobilières de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

Néanmoins, après la dissolution de la communauté, le conjoint survivant qui y a contribué, ou qui l'a hérité, peut, en cas de besoin, se pourvoir sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

Si la succession échue à l'époux n'est pas partie mobilière, les parties mobilières des biens de la succession qui ne sont pas parties mobilières de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

Si la succession échue à l'époux n'est pas partie mobilière, les parties mobilières des biens de la succession qui ne sont pas parties mobilières de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

Si la succession échue à l'époux n'est pas partie mobilière, les parties mobilières des biens de la succession qui ne sont pas parties mobilières de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

Si la succession échue à l'époux n'est pas partie mobilière, les parties mobilières des biens de la succession qui ne sont pas parties mobilières de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

Si la succession échue à l'époux n'est pas partie mobilière, les parties mobilières des biens de la succession qui ne sont pas parties mobilières de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

Si la succession échue à l'époux n'est pas partie mobilière, les parties mobilières des biens de la succession qui ne sont pas parties mobilières de la succession, ne peuvent se pourvoir que sur la nue propriété des autres biens personnels de la femme.

#### SECTION III.

De l'administration de la communauté, et de l'effet de son fait par l'un ou l'autre des conjoints.

30. Le mari administre seul les biens de la communauté.

31. Il ne peut vendre, aliéner et hypothéquer.

32. Il ne peut disposer autrement, à titre gratuit, des immeubles de la communauté, et il n'est tenu de l'établissement d'un statut commun.

33. Il ne peut même faire aucune donation entre-vifs de mobilier, sans l'autorisation de son mari.

34. La donation testamentaire faite par le mari ne peut recéder au mari dans la communauté.

35. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

36. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

37. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

38. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

39. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

40. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

41. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

42. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

43. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

44. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

45. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

46. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

47. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

48. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

49. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

50. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

51. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

52. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

53. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

54. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

55. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

56. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

57. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

58. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

59. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

60. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

61. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

62. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

63. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

64. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.

65. Si le mari a fait une donation entre-vifs de mobilier, le donataire a pu le revendiquer, et le mari a pu le revendiquer.





en ses héritiers et ayant cause ou la faculté de l'accepter ou de le renoncer.

72. S'il que la femme ait survécu au mari, ou tout déshérité avant lui, ses héritiers ne ont pas d'accord ou l'acceptation ou la renonciation à la communauté, ou en cas de son adoption ou que soit le plus utile à la famille.

73. La femme survivante qui n'est héritière dans les biens de la communauté, ne peut plus y renoncer. Il en est de même si elle a pu dans sa vie la qualité de commune.

74. Elle ne peut en faire restituer contre la qualité de commune qu'elle a pu contracter, quand même elle l'aurait pu avant d'être héritière, s'il n'y a eu d'acte de la part des héritiers du mari.

75. La femme qui veut reconstruire la communauté, doit, dans les trois mois du jour du décès du mari, faire un inventaire légal et complet de tous les biens de la communauté, tantôt héritiers ou non des héritiers du mari, ou eux deux héritiers.

Cet inventaire doit être par elle affiché à l'entrée et à l'issue, lors de sa clôture, devant l'officier public qui la recet.

76. Trois mois et quarante jours après la clôture du mari, elle doit faire sa renonciation par un acte reçu au greffe du tribunal de première instance dans l'arrondissement duquel le mari ou lui ont été domiciliés. Cet acte doit être inscrit au registre étalé pour recevoir les renonciations à l'expiration.

77. La femme peut avant la clôture de son inventaire, demander au tribunal civil une prescription de dix ans, prescrite par l'article précédent pour sa renonciation, ou le faire inscrire elle-même contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux deux héritiers.

78. La femme qui n'a point fait sa renonciation dans le délai de son premier acte, n'est pas déshéritée de la faculté de renoncer, et elle n'a point encouru, si elle a fait inventaire, elle peut seulement être poursuivie comme commune, jusqu'à ce qu'elle ait renoncé, et elle doit les frais faits contre elle jusqu'à sa renonciation.

Elle peut être également poursuivie après l'expiration des quarante jours depuis la clôture de l'inventaire, si elle a été faite et elle avant les trois mois.

79. La femme commune qui a déclaré au greffe qu'elle n'est de la communauté, est déshéritée comme commune, nonobstant sa renonciation, et il en est de même, pour ce qui se fait dans les délais du greffe en héritiers.

80. Les héritiers de la femme doivent, dans le même délai, faire la renonciation à la communauté et leur renonciation faite en la forme ci-dessus, doit être inscrite au greffe avec la renonciation de la femme.

Il n'est point nécessaire, pour la validité de leur renonciation, qu'ils aient les héritiers, ou qu'ils aient été héritiers, et ils sont admis à renoncer même après la clôture de l'inventaire, sans qu'ils aient point encouru.

81. Les héritiers de la femme qui ont déclaré au greffe qu'elle n'est de la communauté, ou qui ont fait la renonciation au greffe, ou qui ont été héritiers, nonobstant leur renonciation, déshérités comme héritiers de la femme.

82. Les héritiers de la femme qui ont déclaré au greffe qu'elle n'est de la communauté, ou qui ont fait la renonciation au greffe, ou qui ont été héritiers, nonobstant leur renonciation, déshérités comme héritiers de la femme.

#### SECTION VI.

De l'acceptation faite par la femme au cas d'héritiers, et du partage de la communauté.

83. L'acceptation de la communauté qui est faite par la femme survivante ou par ses héritiers, sont données droit à la moitié de l'actif de la communauté, et lui donnent un paiement de toutes les dettes communes, aussi par moitié.

#### DIVISION PRÉLIMINAIRE.

##### De partage de l'actif

84. Chacun des deux époux, ou ses héritiers, doivent rapporter à la masse des biens communicaux et dont ils

sont débiteurs envers la communauté, à titre de récompense ou d'indemnité, d'après les règles ci-dessus prescrites, l'actif en du présent titre.

85. Chaque époux, ou son héritier, rapporte également la somme qui est de l'actif de la communauté, ou la valeur des meubles qui l'époux a pu pour doter son enfant d'un autre lit, ou pour d'actes patrimoniallement l'enfant commun.

86. Sur la masse des biens rapportés dans l'inventaire, chaque époux, ou son héritier, prélève :

1° Ses immeubles qui ne sont point entrés en communauté, s'ils étaient en nature, ou ceux qui ont été acquis à remploi.

2° Le prix de ses immeubles qui ont été aliénés pendant la communauté, et dont il n'a point été fait remploi, le tout dans la mesure et les règles ci-dessus prescrites à cet égard.

3° Les indemnités qui lui sont dues par la communauté.

87. Les préférences de la femme s'exercent avant ceux du mari.

88. L'époux peut, sur les biens de la communauté, d'abord sur les dettes communes, ensuite sur les meubles, et subordonnement sur les immeubles de la communauté, et, dans ce dernier cas, le choix est donné à la femme et à son héritier.

89. Le mari ne peut exercer ses reprises que sur les biens de la communauté.

90. La femme et ses héritiers, en cas d'insuffisance de la communauté, les biens de la communauté personnelle du mari.

91. Les reprises et récompenses dues par la communauté aux époux et à leurs héritiers, et les dettes communes dues à la communauté, impenses des intérêts de plus de cent francs de la dissolution de la communauté.

92. Après que tous les paiements des deux époux ont été effectués sur la masse, le surplus et plus ou moins est distribué en proportion de l'actif et des dettes de la communauté.

93. Si les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.

94. Les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.

95. Les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.

96. Les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.

97. Les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.

98. Les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.

99. Les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.

100. Les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.

101. Les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.

102. Les dettes de la femme ne sont pas payées, on ne peut que les payer sur la communauté, à la limite de l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté, et si elle n'est pas payée, elle est payée sur l'actif de la communauté.









SECTION II  
De la garantie.

48. La garantie que le vendeur doit à l'acheteur, a deux objets : le premier, est la possession paisible de la chose vendue, le second, les défauts cachés de cette chose, au moment de la vente.

## GARANTIE EN GÉNÉRAL.

## De la garantie en cas d'evénement.

49. Quelque, lors de la vente, il a été dit ou non stipulé que la garantie la vendeur est obligé de garantir l'acheteur de l'événement qu'il enlève dans la totalité ou partie de l'objet vendu, ou des charges prétendues par un objet, et non déchargés lors de la vente.

46. Les parties peuvent, par des conventions particulières, ajouter à cette obligation de droit ou en diminuer l'étendue, elles peuvent aussi convenir que le vendeur ne sera tenu de sa garantie.

49. Lorsqu'il est dit que le vendeur ne sera tenu de sa garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui l'est personnel, et toute convention contraire est nulle.

50. Dans le même cas de stipulation de non-garantie, le vendeur, en cas d'événement, est tenu de la restitution du prix.

51. Excepté que l'acheteur n'est tenu, lors de la vente, le danger de l'acheteur et qu'il s'est acheté à son péril et risques.

52. Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a été stipulé ni le contraire, si l'acheteur est évadé, il a droit de demander contre le vendeur :

1° La restitution du prix ;

2° Le paiement des intérêts, lorsqu'il est obligé de les rendre au propriétaire qui l'a vendu ;

3° Les dommages et intérêts, lorsque le vendeur a été condamné à la restitution du prix par le demandeur acheteur ;

4° Les dommages et intérêts, lorsque il en a souffert au-delà du prix qu'il a payé.

53. Lorsque l'époque de l'événement, la chose vendue se trouve démembrée de sa nature, ou corrélativement démembrée, soit par la négligence de l'acheteur, soit par des vices de la chose vendue, le vendeur n'est pas tenu de la restitution du prix.

54. Si néanmoins les évènements ont été faits par l'acheteur, et qu'il en ait tiré un profit, le vendeur a le droit de retenir, au-delà du prix, la somme à laquelle ces évènements ont été condamnés, au profit du propriétaire qui l'a vendu.

55. Si la chose vendue se trouve avoir augmenté de prix à l'époque de l'événement, indépendamment même du fait de l'acheteur, le vendeur est tenu de les payer et qu'il le soit au-delà du prix de la vente.

56. L'acheteur est tenu de rembourser, au-delà du prix remboursé à l'acheteur par tout fait d'événement, toutes les améliorations utiles qu'il aura faites au fonds.

57. Si le vendeur avait été condamné à la restitution, et en conséquence de cause, le fonds d'événement, il sera obligé de rembourser à l'acheteur toutes les dépenses, autres volantes, que celui-ci aura faites au fonds.

58. Si non pour le fait de la chose vendue est évadé, et qu'elle soit de telle nature qu'elle résulterait au fait, que l'acheteur ne l'ait pas fait sans la partie d'achat, il peut faire résister la vente.

59. Si, dans le cas de l'événement d'une partie de la chose, la vente n'est pas résiliée, la somme de la partie évadée est remboursée à l'acheteur suivant son estimation à l'époque de l'événement, et non proportionnellement au prix total de la vente.

60. Si l'acheteur vend se trouve évadé, sans qu'il en ait été fait déclaration, de ses vices ou appâts, et qu'il en soit de telle importance qu'il y ait lieu de penser que l'acheteur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander la résiliation du contrat, si avant il n'a été condamné à la restitution.

61. Les autres questions auxquelles peuvent donner lieu les dommages et intérêts résultant, pour l'acheteur, de l'événement de la vente, doivent être décidées suivant les règles générales établies au titre de la présente loi.

62. La garantie peut être d'exécution cesser lorsque l'acheteur n'est plus tenu de la restitution du prix, mais, après cette assumption, le juge ne peut pas lui accorder de délais.

appeler son vendeur, et celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour lui résister la demande.

## DISTINCTION II.

## De la garantie de défauts de la chose vendue.

63. Le vendeur est tenu de garantir les qualités essentielles de la chose qu'il vend.

Et celles qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine.

On ne distingue tellement entre ceux, que l'acheteur ne l'achète pas, ou n'en avait demandé qu'à son mieux, et si le vendeur n'est pas tenu.

Telles sont, les menaces, soit à l'égard des hommes, qui sont la honte qu'on y a mis.

Les vices et les défauts des choses autres :

La possibilité à l'égard des personnes.

La jouissance, la nature, la quantité, et la privation de la chose par intervalle, à l'égard des choses.

Et celles de cette nature.

Le tout néanmoins suivant les circonstances et les usages du lieu.

64. Le vendeur n'est pas tenu des vices apparents et dont l'acheteur a pu se convaincre lui-même.

65. Il est tenu des vices cachés, quand même il ne les aurait pas connus ; excepté qu'il, dans ce cas, il est tenu qu'il en soit obligé à sa garantie.

66. L'acheteur a le droit de résister la chose et de ne faire résister le prix.

On ne parle la chose et de ne faire résister au-delà du prix, si le vendeur a pu se convaincre lui-même.

67. Si le vendeur connaissait les vices de la chose, et si le vendeur, outre la restitution du prix, qu'il n'a reçu, de tous les dommages et intérêts de l'acheteur, même des pertes que la vente de la chose a pu lui causer.

68. Si le vendeur ignorait les vices de la chose, il ne sera tenu qu'à la restitution du prix, et à rembourser à l'acheteur les frais occasionnés par la vente.

69. Si la chose a péri par cas fortuit, ou par suite de sa mauvaise qualité, la vente est résiliée, et il n'y a rien de plus à payer au vendeur, et la restitution du prix, et une autre de dommages et intérêts, dans les cas de vices cachés.

70. L'acheteur résiliant des vices rédhibitoires doit être restitué par le vendeur dans un bref délai, suivant la nature du vice rédhibitoire, et l'usage de lieux où a été faite la vente.

71. Elle n'a pas lieu dans les ventes faites par anticipation de justice.

## CHAPITRE V.

## Des obligations de l'acheteur.

72. La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix au jour et au lieu réglés par la vente.

73. Si n'a été réglé à cet égard lors de la vente, l'acheteur doit payer au jour et au lieu où doit se faire la livraison.

74. L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'à paiement de l'achat, dans les cas suivants :

1° Si le vendeur a été condamné à la restitution ;

2° Si la chose vendue produit des fruits ou autres revenus ;

3° Si n'a été assésé indépendamment de payer.

Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis l'interpellation judiciaire.

75. Si l'acheteur est tenu de payer au jour où la chose vendue, soit en restitution, le jour où le vendeur le payait au jour où la chose vendue, et si le vendeur n'a pas été assésé de payer.

76. Si l'acheteur n'a pas payé le prix, le vendeur peut demander la résiliation de la vente.

77. La résiliation de la vente est prononcée de droit, si y a danger que le vendeur ne perde la chose et le prix.

Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'acheteur un délai plus ou moins long, suivant les circonstances.

Et ce délai peut être que l'acheteur ait payé, la résiliation de la vente sera prononcée.

78. Si n'a été stipulé, lors de la vente, que, suite de paiement du prix dans le terme convenu, la vente était résiliée de plein droit, l'acheteur peut néanmoins faire des offres réelles de payer le prix, après l'expiration du délai, sans qu'il n'a pas été condamné à la restitution du prix, mais, après cette assumption, le juge ne peut pas lui accorder de délais.









54. Le contrat de louage s'est point résolu par la mort du bailleur, et par celle du preneur.

Les héritiers sont respectivement tenus des mêmes obligations.

55. Le bailleur ne peut résilier la location, ni en résilier une partie, ni en la modifier, si ce n'est par convention expresse.

56. Si le bailleur rend la chose louée, l'acquéreur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

57. Si l'acquéreur rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

58. Si le bailleur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

59. Si le bailleur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

60. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

61. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

62. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

63. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

64. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

65. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

66. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

67. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

68. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

69. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

70. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

71. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

72. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

73. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

74. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

75. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

76. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

77. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

78. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

79. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

80. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

81. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

82. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le bailleur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

le locataire de payer les parties de plus correspondantes à la perte qu'il a soufferte.

72. Le locataire ne peut résilier la location, ni en résilier une partie, ni en la modifier, si ce n'est par convention expresse.

73. Si le locataire rend la chose louée, l'acquéreur ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

74. Si l'acquéreur rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

75. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

76. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

77. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

78. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

79. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

80. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

81. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

82. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

83. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

84. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

85. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

86. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

87. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

88. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

89. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

90. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

91. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

92. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

93. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

94. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

95. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

96. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

97. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

98. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

99. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

100. Si l'acquéreur ne rend la chose louée, le locataire ne peut résilier la location, ni la modifier, si ce n'est par convention expresse.

## CHAPITRE II.

### DU BAIL À CHAPITRE.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

77. Le bail à chapitre est un contrat par lequel l'un des parties donne à l'autre un fonds de bail pour le gendre, le revenu et les charges, sous les conditions convenues entre elles.

78. Il y a trois espèces de chapitre :

Le chapitre simple ou ordinaire,

Le chapitre à moitié,

Et celui dont le bailleur se réserve une partie.

79. On peut donner à chapitre tout espèce d'immobilier, susceptible de bail à profit, pour l'agriculture ou le commerce.

80. Tous les droits des testaments qui se trouvent portés dans le bail, sont perdus par la loi des testaments testamentaires des parties, quand elles sont non d'usage.

A défaut de conventions particulières, il se règle par les principes qui servent.

#### SECTION PREMIÈRE.

##### DU CHAPITRE SIMPLE.

81. Le chapitre simple est un contrat par lequel l'un des parties donne à l'autre un fonds de bail, sans le gendre, le revenu et les charges, sous les conditions convenues entre elles.

82. Le chapitre est estimé dans le bail, pour fin de bail, et le profit qui pourrait accrître en son emphytéose.

83. Le bailleur ne peut donner pas moins propriétaire de chapitre.

84. Le bailleur doit les soins d'un bon père de famille à la conservation du chapitre.

85. Il est tenu de la perte arrivée par sa faute, si la chose louée est perdue de quelque partie de sa part.

86. En cas de contestation sur la cause de la perte de chapitre, l'est au bailleur à prouver qu'il a été par sa faute ou par celle du preneur, pourvu que celui-ci n'ait pas été par sa faute des biens loués.

87. Si le bailleur est en faute, sans la faute du preneur, la perte est estimée à la perte du bailleur.

88. Si le bailleur est en faute, sans la faute du preneur, la perte est estimée à la perte du bailleur.

89. Si le bailleur est en faute, sans la faute du preneur, la perte est estimée à la perte du bailleur.

90. Si le bailleur est en faute, sans la faute du preneur, la perte est estimée à la perte du bailleur.

91. Si le bailleur est en faute, sans la faute du preneur, la perte est estimée à la perte du bailleur.

92. Si le bailleur est en faute, sans la faute du preneur, la perte est estimée à la perte du bailleur.

93. Si le bailleur est en faute, sans la faute du preneur, la perte est estimée à la perte du bailleur.

94. Si le bailleur est en faute, sans la faute du preneur, la perte est estimée à la perte du bailleur.























## SECTION II.

## De la prescription trentenaire.

43. Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans, sans que celui qui allègue cette prescription soit obligé d'apporter de titres, ou qu'on puisse lui opposer de matières folles.

44. La prescription de trente ans s'écoule contre la nation, contre les communes et les établissements publics.

45. Les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent titre, sont suppléées dans les titres qui lui sont propres.

## SECTION III.

## De la prescription par dix et cinq ans.

46. Celui qui acquiert, de bonne foi et par juste titre, un immeuble, ne prescrit le propriété par dix ans, si le véritable maître habite dans le ressort du tribunal d'appel dans l'étendue duquel l'immeuble est situé, ni par vingt ans, s'il est domicilié hors dudit ressort.

47. Si le véritable maître habite dans le même ressort une partie de temps, et hors dudit ressort une autre partie, soit que l'acquisition ait précédé ou suivi la présence, soit qu'elle tombe dans un temps intermédiaire, il faut, pour compléter la prescription, ajouter à ce qui manque une dixième ou une vingtaine d'années d'absence de celui qui manque pour compléter les dix ans de présence.

48. Le titre nul par défaut de forme, n'associe pas la prescription de dix et vingt ans.

49. Le titre nul par vices présumés, et s'est à celui qui allègue le contraire lui à la prouver.

50. Il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition.

51. Après dix ans, l'acheteur est déchargé de la garantie des grevances qu'il a faites.

## SECTION IV.

## Des autres prescriptions.

52. L'action des maîtres ou instituteurs des sciences et arts, pour les loyers qu'ils demandent un mois,

Celle des médecins et chirurgiens, à raison du traitement et de la pharmacie qu'ils fournissent,

Celle des artisans et gens de travail, pour le paiement de leurs fournitures, journées et salaires,

Se prescrivent par six mois.

53. L'action des médecins, chirurgiens et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments,

Celle des hôteliers et aubergistes, pour le salaire de la nourriture qu'ils fournissent, et des commissions qu'ils exigent,

Celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands;

Celle des maîtres de pension contre leurs élèves, pour le prix de cette pension; et des autres maîtres contre leurs élèves, pour leur apprentissage;

Celle des domestiques qui se retiennent à l'année, pour le paiement de leur salaire,

Se prescrivent par un an.

54. L'action des créanciers, pour le paiement de leurs

fraîs et salaires, ne prescrit par deux ans, à compter depuis le jugement des procès, ou la conclusion des parties.

De depuis la révocation desdits arrêts.

A l'égard des affaires non terminées, de ne peuvent former de demandes, pour leurs frais et salaires, au-delà de cinq ans.

55. La prescription, dans les cas ci-dessus énumérés, n'est, quel qu'il y ait ou continuation de fournitures, livraisons, services et travaux.

Elle ne s'écoule de celui qui lorsqu'il y a eu compte arrêté, fidèle ou obligé, ou caution en justice, sans pénalité.

56. Cependant ceux auxquels les prescriptions seront opposées, pourront dénier l'affirmation, à ceux qui les opposent, en le faisant savoir si la chose a été réellement payée.

L'affirmation pourra également être dénie aux vendeurs et bailleurs, ou aux titulaires de ces droits, s'ils sont mineurs, pour qu'ils aient à déclarer s'ils se souviennent que la chose est due.

57. Les juges et syndics sont déchargés des pièces cinq ans après le jugement des procès;

Les bailliages ou seigneurs, après deux ans, depuis l'expiration de la commission ou la signification des actes dont ils étaient chargés.

58. Les créances de rentes perpétuelles ou viagères, de ceux des pensions alimentaires;

Les loyers des maisons, et le prix de ferme des biens ruraux;

Les intérêts des sommes prêtées;

Et généralement tout ce qui est payable par annuité ou à des termes périodiques plus courts,

Se prescrivent par cinq ans.

59. Les prescriptions dont il s'agit dans les articles précédents, courent contre les mineurs et interdits, sauf leur recours contre leurs tuteurs.

60. En fait de meubles la possession vaut titre.

Cependant, celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour où il peut en avoir connaissance, contre celui dans les mains duquel il la trouve, sauf à celui-ci son recours contre celui d'où il la tient.

61. Si la possession actuelle de la chose perdue ou volée, se trouve dans un tiers ou marié, ou dans son vicaire public, ou dans un marchand vendant des choses pareilles, le propriétaire ne peut se le faire rendre qu'en remboursant au possesseur le prix qu'elle lui a coûté.

## DISPOSITION GÉNÉRALE

A compter du jour de la publication du présent Code, les lois, ordonnances, les coutumes, privilèges, usages locaux, les statuts, les règlements, concernant l'exercice de la propriété ou des droits réels dans les matières que sont l'objet du présent Code, en tant qu'ils s'opposent à ce qui est expliqué dans le livre préliminaire.

Les numéros de la numérotation pour le Code civil,

TRONCHET, SECRET-PRÉFÈRE, FURIAUX, MALETTRE.

# TABLE

## DES LIVRES ET DES TITRES

### DU PROJET DE CODE CIVIL

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.....	193
<b>LIVRE PRÉLIMINAIRE,</b>	
<b>DU DROIT ET DES LOIS.</b>	
<b>TITRE I<sup>er</sup> DÉFINITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>310</b>
II. <i>Détermination des lois.....</i>	<i>ibid.</i>
III. <i>De la publication des lois.....</i>	<i>ibid.</i>
IV. <i>Des effets de la loi.....</i>	<i>ibid.</i>
V. <i>De l'application et de l'interprétation des lois.....</i>	<i>ibid.</i>
VI. <i>De l'abrogation des lois.....</i>	<i>211</i>
<b>LIVRE I<sup>er</sup>,</b>	
<b>DES PERSONNES.</b>	
<b>TITRE I<sup>er</sup> Des personnes qui jouissent des droits civils, et de celles qui n'en jouissent pas.....</b>	<b>211</b>
II. <i>Des actes destinés à constater l'état civil.....</i>	<i>212</i>
III. <i>Du domicile.....</i>	<i>215</i>
IV. <i>Des absents.....</i>	<i>ibid.</i>
V. <i>Du mariage.....</i>	<i>217</i>
VI. <i>Du divorce.....</i>	<i>220</i>
VII. <i>De la paternité et de la filiation.....</i>	<i>222</i>
VIII. <i>De la puissance paternelle.....</i>	<i>223</i>
IX. <i>De la tutelle, de la curatelle, et de l'émancipation.....</i>	<i>224</i>
X. <i>De la majorité et de l'interdiction.....</i>	<i>228</i>
<b>LIVRE II.</b>	
<b>DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ</b>	
<b>TITRE I<sup>er</sup> De la distinction des biens.....</b>	<b>230</b>

II. <i>De la pleine propriété.....</i>	<i>231</i>
III. <i>Des usufruits, de l'usage, et de l'habitation.....</i>	<i>232</i>
IV. <i>Des servitudes ou servitudes foncières.....</i>	<i>234</i>
<b>LIVRE III.</b>	
<b>DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ</b>	
<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>235</b>
<b>TITRE I<sup>er</sup> Des successions.....</b>	<b>236</b>
II. <i>Des testaments, ou dispositions conventionnelles en général.....</i>	<i>243</i>
III. <i>Des engagements que se forment entre conveniens.....</i>	<i>252</i>
IV. <i>De la contumace par corps.....</i>	<i>253</i>
V. <i>Des cautionnements.....</i>	<i>254</i>
VI. <i>Des privilèges et hypothèques.....</i>	<i>255</i>
VII. <i>Des lettres de ratification.....</i>	<i>256</i>
VIII. <i>De la mise en vente et de la vente forcée.....</i>	<i>257</i>
IX. <i>Des donations entre-vifs et des testaments.....</i>	<i>258</i>
X. <i>Des contrats de mariage, et des droits respectifs des époux.....</i>	<i>274</i>
XI. <i>De la vente.....</i>	<i>281</i>
XII. <i>De l'échange.....</i>	<i>285</i>
XIII. <i>Du louage.....</i>	<i>ibid.</i>
XIV. <i>Du contrat de mandat.....</i>	<i>289</i>
XV. <i>Du prêt.....</i>	<i>291</i>
XVI. <i>Du dépôt et du consignation.....</i>	<i>292</i>
XVII. <i>Du mandat.....</i>	<i>291</i>
XVIII. <i>Du gage et du nantissement.....</i>	<i>295</i>
XIX. <i>Des actions relatives.....</i>	<i>ibid.</i>
XX. <i>De la prescription.....</i>	<i>296</i>
<b>DISPOSITION GÉNÉRALE.....</b>	<b>298</b>

FIN DE LA TABLE.



# OBSERVATIONS DES TRIBUNAUX D'APPEL.

SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

## RAPPORT

FAIT AU TRIBUNAL D'APPEL SÉANT A AGRN, DE  
L'EXAMEN DU PROJET DE CODE CIVIL, PAR LES  
CITOYENS MARRAUD, LA FONTAÏN, MIQUEL ET TAR-  
TINAC, Juges au même Tribunal.

Le travail de votre Commission est bien au-  
dessus de la tâche que vous lui avez imposée.  
L'examen d'un ouvrage aussi important que le  
Code civil, exigeait un temps considérable; il  
a dû être en méditation l'ensemble, et peser atten-  
tivement tous les détails, sans en quelque sorte  
la pensée générale du législateur, pour appré-  
hender tous les rapports des idées secondaires qui  
servent de développement : mais votre Com-  
mission n'a pu disposer que de quelques instants  
qui ont à peine suffi à une simple lecture; aussi  
les courtes observations qu'elle vous soumet, elle  
espère que vous les jugerez moins par l'utilité  
qu'elles présentent que d'après le zèle qui les a  
dictées.

## LIVRE PRÉLIMINAIRE.

### TITRE III.

#### DE LA PUBLICATION DES LOIS.

Le titre ne paraît bon ni dans sa rédaction, ni  
dans ses dispositions.

La durée des lois est indépendante de celle des  
établissements qui servent à les faire exécuter :  
l'expérience amène des changements dans l'or-  
dre judiciaire actuel, les articles 2 et 3 n'auront  
plus d'application exacte; c'est un inconvénient  
qu'il est aisé de faire disparaître, en concevant  
ces articles d'une manière convenable à tout état  
de choses. Cette rédaction plus simple, serait plus  
digne du législateur.

Autre part, il paraît qu'on a réduit la publi-  
cation des lois à une pure forme; cependant son  
effet étant de les rendre obligatoires pour tous  
les citoyens, il est nécessaire qu'elle les fasse  
connaître à tous les citoyens. Un moyen d'attein-  
dre ce but, est d'ordonner l'affiche dans toutes  
les communes, dans un délai fixé, et de ne rendre  
la loi obligatoire qu'après ce délai.

En un mot, il conviendrait de déterminer un  
mode de promulgation tel, que la loi fût autant  
que possible connue de tous, et qu'elle fût ren-  
due obligatoire au même instant sur tous les  
points de la République.

### TITRE IV.

#### DES EFFETS DE LA LOI.

L'article 3 paraît devoir être supprimé.

Il est impossible qu'une loi explicative qui ré-  
gle le passé, ne contienne un effet rétroactif. Les  
contrats passés d'après la manière comestible d'en-  
tendre et d'appliquer les dispositions des lois,  
doivent être autant respectés que les jugements  
et transactions auxquels elle a donné lieu. Il y a  
parité de raison pour les uns et pour les autres;  
car l'importance de la chose jugée ou de la transac-  
tion est échangée rien, en pareille circonstance, à  
l'égard des parties.

D'autre part, une manière constante, quoique  
erronée, d'entendre et d'appliquer les lois, con-

stitue, à l'égard des citoyens, une espèce de foi  
publique qu'il convient de respecter dans tous  
les cas. Il faut donc disposer qu'une loi explica-  
tive d'une loi précédente, ne réglera que l'avenir,  
ce qui se trouverait suffisamment énoncé dans  
l'article 2, en le rédigeant ainsi : « Toute loi,  
même celle qui aurait pour objet d'expliquer  
une loi précédente, ne dispose que, etc. »

## LIVRE PREMIER.

### SECTION II.

#### § 1<sup>er</sup>.

Les condamnations temporaires à des peines  
afflictives ou infamantes devraient entraîner la  
suspension de l'exercice des droits civils; il im-  
prouve qu'un individu qui a été séparé de la so-  
cété y jouisse néanmoins des avantages com-  
muns à tous les citoyens : il devrait être mis en  
état d'interdiction légale, lequel cesserait de plein  
droit après l'expiration de la peine.

### SECTION II.

#### § 2. Des effets de la mort civile.

(Articles 31, 32, 33 et 34). Ces articles ont paru  
devoir être totalement changés; ils sont basés  
sur la distinction qu'on a faite des actes qui sont  
du droit naturel et des actes, d'avec ceux qui  
naissent du droit civil proprement dit. Cette dis-  
tinction, qui ne convient plus à nos idées, n'au-  
rait pas dû trouver place dans le Code civil. Il  
est assez difficile de concevoir un droit qui n'a  
point de sanction. Le mot droit est même inap-  
plicable à ce qu'on appelle l'état de nature, s'il  
est vrai toutefois qu'on puisse se faire une idée  
exacte de cet état, en considérant les hommes,  
observation faite de ce qu'ils sont devenus par la  
civilisation. Nous ne pouvons guère percevoir  
dans l'humanité que des facultés et des sentiments;  
ces facultés et ces sentiments servent sans doute  
à diriger son organisation sociale; mais comme  
cette organisation a moié pour objet leur exten-  
sion et leur développement que leur coordination  
à la durée et au bonheur de la société, il s'ensuit  
que tous les rapports qui existent entre les hom-  
mes dans l'état de civilisation, sont des rapports  
purement factuels. Il n'est donc point de contrats  
venant du droit naturel. La loi doit les régler et les  
régler effectivement tous; ils tiennent donc tous  
leur essence et leur rectitude du droit civil.

Or, s'il en est ainsi, quel inconvénient y a-t-il  
qu'une condamnation à des peines afflictives ou  
infamantes, qui s'étendent à la durée de la vie,  
frappe le condamné de la perte de ses droits  
civils et d'une interdiction absolue? Ne se con-  
traire un lien grand, qu'un individu,  
qui a mérité d'être pour toujours retranché de  
la société, jouisse presque des mêmes droits que  
les bons citoyens? L'exercice de ces droits, anéan-  
tissant ou quelque sorte l'effet de la condam-  
nation, ne le replace-t-il pas en milieu de la so-  
cété d'où il a été exclu? Un se demande avec  
étonnement quelle est la différence qui existera  
déjà entre un homme honnête et un scélé-  
rat; où est la moralité des jugements criminels;  
où est la peine du malfaiteur, s'il conserve



l'espérance de s'enrichir dans des spéculations d'agriculture et de commerce?

N'impose-t-il pas encore que le condamné puisse acquiescer, tandis qu'il est privé du droit de propriété, qu'il pense avoir et qu'il ne puisse jouir? La loi ne doit conserver au condamné que la simple existence; mais on lui laisse l'existence, elle doit lui garantir les moyens de la soutenir, soit en lui assurant des aliments, soit en le protégeant contre ceux qui voudraient la lui ravir. C'est à cela seul que se borne réduit à son égard l'effet du pacte social. Aucun, toute action autre que l'action criminelle doit lui être absolument déniée. Hors de là il ne peut plus lui être permis de jeter un regard sur la société qu'il a outragée et dans laquelle il ne peut plus rentrer. En un mot, suivant l'expression consacrée, il est mort pour la société. Il ne faut donc pas que le condamné demeure capable d'aucune espèce de contrat, pas même de transiger sur le droit comme envers lui. Il ne peut avoir la disposition du fruit de son travail : il appartient à la société en compensation des soins et des aliments qu'elle lui fournit encore; et si elle l'en laisse profiter en partie, ce doit être uniquement dans l'objet d'acquiescer indirectement l'obligation qu'elle a contractée envers lui, de pourvoir à son existence.

Ces observations, qui, comme l'on voit, exigeraient un plus long développement, justifient également la suspension des effets civils, et l'interdiction temporaire qu'on a proposée à l'égard des condamnés à temps.

## TITRE II.

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

L'expérience a fait voir qu'il n'y a pas de règlements plus mal observés, ni moins dans les campagnes, soit de la part des fonctionnaires publics, soit de la part des citoyens, que ceux relatifs à l'état civil; cependant, quel de plus important? Il est donc essentiel d'ajouter à chaque disposition impérative ou prohibitive de ce titre, la sanction d'une peine, soit pécuniaire, soit corporelle, suivant l'exigence des cas.

[Art. 13.] Ajouter : « le tout sans préjudice des dommages-intérêts des parties. »

[Art. 14.] Ajouter : « à peine d'une amende pécuniaire à celle de l'article 11. »

### SECTION I<sup>re</sup>. RÈGLES PARTICULIÈRES AUX ACTES DE NAISSANCE.

[Art. 21.] Dans la délai de vingt-quatre heures, il faut un plus long délai. L'éloignement, la rigueur des saisons le réclament en particulier. [Livre I<sup>er</sup>.] En second lieu, l'article doit porter une peine contre les non-déclarants.

[Art. 25.] Peine contre le maître du bâtiment et contre l'officier civil, pour garantir la remise et l'inscription dont il est parlé.

### SECTION IV. DES RÈGLES PARTICULIÈRES AUX ACTES DE DÉCÈS.

[Art. 57.] Jamais disposition n'a été plus mal exécutée. Il faut disposer que l'officier de l'état civil concurre, dans son ordonnance, l'heure à laquelle elle aura été rendue; le tout à peine d'une amende de...

[Art. 61.] Le repos des familles exigerait que ce procès-verbal fût transmis à l'officier de l'état civil du domicile du défunt, lorsque ce domicile est connu.

[Art. 62.] Peine contre le greffier.

[Art. 65.] Peine contre les concierges.

## TITRE III.

### Du domicile.

[Art. 5.] Déterminer la durée de l'habitation réelle, nécessaire pour acquiescer et fixer le domicile.

## CHAPITRE II.

### SECTION I<sup>re</sup>. DES EFFETS DE L'ABSENCE RELATIVEMENT, ETC.

[Art. 12.] Supprimer ces mots, à moins qu'il ne soit trop modeste, comme ramenant l'arbitraire.

### SECTION IV. DES EFFETS DE L'ABSENCE RELATIVEMENT AUX ENFANTS.

[Art. 31.] Le délai de six mois pendant lequel il est suris à la pourvoyance est trop long; en attendant, que deviendront les enfants qui n'ont ni ascendants ni proches?

## TITRE V.

### DU MARIAGE.

#### CHAPITRE PREMIER.

[Art. 9.] La même disposition est appliquée à ceux qui sont condamnés temporairement à des peines afflictives ou infamantes; ils doivent être privés de contracter mariage pendant la durée de leur peine.

[Art. 12.] Déterminer le nombre et la qualité des parents qui constituent l'assemblée de famille.

#### CHAPITRE III.

### SECTION I<sup>re</sup>. DES OPPOSITIONS AU MARIAGE.

[Art. 31.] Lorsque les époux ont des domiciles différents, le mariage pouvait être célébré dans l'un des deux indifféremment, l'article ne déterminait pas suffisamment l'option du domicile qu'il prescrivait à l'opposant, ni l'officier civil auquel cette opposition doit être dénoncée.

[Art. 32.] Même observation sous l'article 31, en ce qui concerne la compétence du juge de paix qui doit prononcer sur l'opposition.

#### CHAPITRE IV.

### SECTION III. DES SECONDS MARIAGES.

Il est tolérable que l'époux qui a, par un adultère scandaleux, profané aux yeux de la société entière la sainteté du mariage, en puisse contracter un nouveau, du moins en devrait-il pas lui être permis de recourir en quelque sorte le fruit de son crime, ou épuiser son complice; il est aisé de sentir la moralité de la prohibition.

## TITRE VI.

#### CHAPITRE PREMIER.

### DES CAUSES DU DIVORCE.

[Art. 3.] L'abandonnement ramène évidemment parmi les causes du divorce l'incompatibilité d'humeur et de caractère, et le consentement mutuel, que l'on a voulu bannir; avec cette circonstance remarquable, qu'on ne pouvait obtenir le divorce pour cause d'incompatibilité, qu'après le délai d'une année, à compter du premier acte en divorce, tandis que l'abandonnement l'empêche dans six mois : ainsi, au lieu de réserver le lieu du mariage, on le relâche encore plus qu'il ne l'était dans le temps de la plus grande humanité.

Il faut examiner l'abandonnement des causes du divorce.

#### CHAPITRE II.

### SECTION I<sup>re</sup>. DE LA POURSUITE DU DIVORCE.

[Art. 11.] Au lieu de citer dans les décrets de la loi, il conviendrait mieux au mode que l'on a adopté,

que la citation soit faite en vertu d'une cédula délivrée par le président, qui indiquera le jour et l'heure de la comparution.

#### CHAPITRE III.

##### DES PLS DE NON-RECEVOIR CONTRE L'ACTION EN DIVORCE, ETC.

(Art. 45.) La quotité de l'instance est trop modique; elle devrait être de 1,000 francs au plus, et de 100 francs au moins.

(Art. 46.) Même observation qu'en l'article précédent.

Il conviendrait d'admettre pour l'u de non-recevoir l'exception naturelle de l'action, lorsqu'elle serait prouvée. Mais on nous dit que l'u de non-recevoir devrait-elle être reçue dans les demandes en divorce, fondées sur cause d'adultère, lorsque celle l'u de non-recevoir serait prise de l'adultère du l'époux demandeur. Elle se trouve expressément établie dans la loi 39, ff. *solut. mal.* Il faut voir cette belle loi du sage Papinien. Les mêmes motifs qui la dictèrent doivent nous en faire adopter les dispositions. Comme chez les Romains, le mariage chez nous est un contrat qui impose aux époux une fidélité réciproque, de mutuelles exactes, une conduite également irréprochable. Il n'est pas de la nature de pareils contrats, de rejeter les plaintes de celui des époux coupable de la même infraction au contrat.

Et si la morale justifiait l'action en divorce dans des situations aussi scandaleuses, au moins faudrait-il exiger, au moins, à l'égard des deux époux, les avantages stipulés dans le contrat.

Ce chapitre doit donc avoir un 30<sup>e</sup> article, qui consacrerait cet ouvrage de législation.

#### CHAPITRE IV.

##### DES EFFETS DU DIVORCE.

(Art. 56.) *Assemblée :* ajouter, « avant la célébration, »

#### TITRE IX.

##### CHAPITRE II.

##### SECTION V.

(Art. 46.) Les juges doivent être dispensés de la tutelle.

##### SECTION VII.

(Art. 88.) Dans le délai prescrit, etc. Fixer ce délai, afin de ne pas livrer ce préalable à l'arbitraire du juge.

#### TITRE X.

##### CHAPITRE II.

##### DE L'INTERDICTIO.

(Art. 13.) *Frais de transport.* Il faut déterminer ces frais par un tarif.

(Art. 24.) Cet article ne serait juste que dans le cas où les personnes intéressées dans les actes dont il est parlé, auraient été parties dans l'instance en interdiction; autrement, il prête à la fraude; il est en contradiction avec les principes relatifs à l'effet de la chose jugée; il détruit, sinon ce qui n'est dit dans l'article 3 du chapitre I, que le majeur conserve la capacité de contracter jusqu'à l'interdiction, du moins tout l'effet de la prescription légale de cette capacité.

(Art. 25.) *Interdit.* Il faut abolir l'indivisibilité. La raison de cette correction est évidente.

#### CHAPITRE III.

##### DU CONSEIL VOLONTAIRE.

(Art. 40.) Soit mère et celle de ses enfants. Il faut, pour lever toute équivoque, mettre en, au lieu de si.

#### LIVRE II.

##### TITRE PREMIER.

##### CHAPITRE III.

##### DES BIENS DANS LEURS RAPPORTS, ETC.

(Art. 23.) *Mais ceux.* Il faut dire : les biens.  
(Art. 26.) Définir ce qu'on entend par biens vocables.

##### TITRE II.

##### DE LA PLEINE PROPRIÉTÉ.

(Art. 2.) La loi n'entend pas déposséder les citoyens, quoique l'époux qui soit la cause, sans qu'ils aient été dédommages auparavant. Il faut l'exprimer, et dire : « moyennant une juste et préalable indemnité. »

##### TITRE III.

##### SECTION III. COMMENT L'USUFRUIT PEUT FIN.

(Art. 39.) L'abus de l'usufruitier ne doit point éteindre l'usufruit; c'est assez qu'il lui fasse perdre le droit de jouir personnellement. Les suites de cette espèce de déchéance seraient de restituer les biens au propriétaire, à la charge, par lui, de faire raison à l'usufruitier de la valeur des fruits, au titre des experts; le loai, néanmoins, sans préjudice des dommages-intérêts dus au propriétaire pour les dégradations qui auraient été faites. Cette disposition est bien plus impartiale que celle de l'article. L'abus ne peut jamais être assez préjudiciable pour lui attribuer l'effet de déposséder absolument l'usufruitier de toute l'utilité de l'usufruit. D'autre part, le propriétaire n'a, pendant la vie de l'usufruitier, d'autre intérêt que la conservation de la propriété; or il y est suffisamment pourvu par la déchéance; on ne peut, sans partialité, lui accorder davantage.

##### TITRE IV.

##### CHAPITRE II.

##### SECTION II. DES SERVITUDES ÉTABLIES POUR, ETC.

(Art. 11.) Le Code rural traitera, sans doute, de tout ce qui est relatif aux arbres, haies, etc.; la distance du champ voisin, la prescription, le droit de les faire arracher, ébranler, éliminer, etc.

##### § 1<sup>er</sup>.

(Art. 19.) Ajouter : « et en outre le moins de la valeur du terrain formé pour l'épaisseur du mur. »

(Art. 25.) Il faut déterminer la profondeur du fossé, et la distance qu'il doit avoir du champ voisin.

#### LIVRE III.

##### TITRE 1<sup>er</sup>.

##### CHAPITRE II.

##### SECTION III. DE LA SUCCESSION DES DESCENDANTS.

(Art. 39.) *Sans distinction, etc.* La généralité de l'article, et ce qui est ajouté dans l'indivisibilité qui suit, rend cette phrase inutile.

##### SECTION IV.

(Art. 61.) À défaut d'enfants, l'ascendant survivant doit recueillir l'entière succession.

##### CHAPITRE IV.

##### SECTION III. DE LA SUCCESSION AUX BIENS DES ENFANTS NATURELS.

(Art. 71.) *Ses frères et sœurs légitimes.* L'enfant naturel n'a ni frères ni sœurs légitimes; il faut changer la rédaction.

## CHAPITRE V.

## SECTION II. DE LA SUCCESSION DÉVOLUE A LA NÉCESSITÉ.

(Art. 78.) Il ne paraît pas juste de priver les héritiers du droit de recueillir la succession pendant trente ans, nonobstant la mise en possession; il faudrait le leur assurer par une disposition expresse.

## CHAPITRE VI.

SECTION I<sup>re</sup>. DE L'ACCEPTION.

(Art. 82.) Ne serait-il pas plus naturel d'admettre à répudier les héritiers qui ne veulent point accepter la succession, et d'obliger ceux qui veulent l'accepter au soin du décu, de l'accepter pour lui-même, et s'acquiesçant à toutes les charges de l'hérédité qu'il importe à l'héritier ce qui était avantageux au défunt? Tout cela n'est que relatif; ce qui était avantageux au défunt, peut ne pas l'être à l'héritier, ou ne pas lui convenir: d'un pareil litige peut-on aller jusqu'à la force d'aggraver son gré et contre son intérêt?

## SECTION III. INST. I. DE BÉNÉFICE D'INVENTAIRE, ETC.

(Art. 101.) Du jour de la succession. Dates: « du jour de l'ouverture de la succession. »

## INST. II. DES EFFETS OU BÉNÉFICE D'INVENTAIRE, ETC.

(Art. 113.) L'intérêt des créanciers hypothécaires exiger qu'ils soient appelés par l'héritier bénéficiaire, pour assister, si bon leur semble, à la vente des immeubles.

(Art. 118.) Ajouter: « au du jour de la déclaration constatée par acte public. »

## CHAPITRE VII. SECTION I

(Art. 150.) On le propose ainsi: « Les lois seront faites par experts, autant qu'on le pourra; ils seront adjugés aux enchères par la voie du sort. Néanmoins si l'un des coadjuvants se plaint de l'inégalité des lots, il aura la faculté de les faire lui-même; auquel cas le sort désignera l'un des deux lequel les autres coadjuvants devront choisir; le lot non choisi demeurant à celui qui aura fait les lots. »

Cette rédaction, outre qu'elle est plus exacte, paraît plus propre à inspirer, dans tous les cas, l'égalité entre les copartageants, et à prévenir les plaintes en lésion.

(Art. 152.) Il y en a été statué par le tribunal. Il faudrait substituer en séance publique à la disposition finale du Palais. Il ne paraît pas y avoir de raison pour éviter, dans ce cas, la publicité des procédures, qui est un des éléments de notre organisation judiciaire, et une garantie des droits de citoyen.

## TITRE II.

## CHAPITRE III.

SECTION I<sup>re</sup>. DIST. II. DE LA CONDITION SUSPENSIVE.

(Art. 76.) Elle ne suspend que l'exécution, etc. On propose. « Elle ne suspend pas l'obligation; « elle en diffère seulement l'exécution jusqu'à ce que les parties aient en connaissance de l'événement; il doit être irrévocablement acquis au créancier du jour de l'obligation. »

## DIST. III. DE LA CONDITION RESOLUTOIRE.

(Art. 78.) Relatif à l'obligation lorsqu'elle s'accomplit. Amphibologie à faire disparaître.

## CHAPITRE IV.

## DE L'EXTINCTION DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES.

(Art. 128.) Par la cession des biens. La cession

des biens n'est qu'un aliénement; elle n'éteint pas l'obligation, mais seulement la rendraite par corps. Voyez la section VII ci-après.

Par la demande en nullité. Cette expression n'est pas exacte. D'autre part, une obligation déclarée nulle, est comme non avenue; elle est anéantie et n'a pas d'effet. Il vaut mieux supprimer cette partie de l'article.

## SECTION IV. DE LA REMISE DE LA DETTE.

(Art. 173.) Celle accordée à l'un des cautions ne libère pas les autres. On propose: « La remise accordée à l'un des cautions ne libère les autres qu'à concurrence de la portion dont serait tenue la caution à qui la remise a été faite. »

La remise étant une renonciation volontaire à un droit acquis, ne pouvant émaner de la part du créancier, il est juste, dans tous les cas, qu'elle profite à tous ceux qui y ont intérêt.

Il y a une raison particulière, lorsque les coobligés ont contracté par un seul acte, ils ont dû nécessairement compter les uns sur les autres, et il ne doit pas dépendre du créancier de les priver de leur recours contre celui d'entre eux à qui il lui plaît d'accorder la décharge du cautionnement.

La même raison subsiste, lorsque les engagements ont été contractés par des actes différents à l'égard des cautions postérieures.

## SECTION VIII. DE LA CESSION DES BIENS.

D'après ce qui a été dit sur le chapitre IV, il devrait être traité de la cession des biens en un autre lieu.

## SECTION IX. DE L'ACTION EN NULLITÉ DU HÉRÉDIER.

Même observation que sur la section VII.

(Art. 201.) Le contrat de mariage ne pouvant porter toute espèce de conventions, il est raisonnable de restreindre la prohibition de l'article aux conventions passées entre conjoints.

## CHAPITRE V.

## DIST. II. DE L'ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

(Art. 215.) L'exception doit être supprimée. Elle présente l'inconvénient de rendre les précautions à l'égard des personnes qui peuvent plus facilement être circonvenues. L'inverse de l'article serait plus raisonnable; mais la règle générale doit être maintenue sous exception.

## DIST. V. DES ACTES RÉCOGNITIFS ET CONFIRMATIFS.

(Art. 229, 230, 231.) Dans l'effet que l'on donne ici à la confirmation et à la ratification, il importe de déterminer, par une définition précise, l'acceptation de ces actes, afin de faciliter l'application de ces articles.

## SECTION III. DES PRÉSUMPTIONS.

(Art. 243.) A moins que l'acte, etc. Présente une amphibologie; il vaudrait mieux rédiger ainsi: « Néanmoins si l'acte est argué de fraude ou de dol, les présomptions de la nature ci-dessus spécifiées, ainsi que la preuve par témoins, sont admises. »

## TITRE III.

## SECTION II. DES QUASI-DÉLITS.

(Art. 17; 18, 19.) Les lois énoncées dans ces articles sont des délits du police qui donnent ressarcissement à un acte public; ainsi ils ne peuvent être rapportés parmi les quasi-délits.

## TITRE VI.

## SECTION III. DE L'HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE.

(Art. 29.) Pourquoi cette différence de juge-

monts contradictoires et par défaut? n'ont-ils pas tous également l'incertitude qui semble doit donner l'hypothèque? Il suffirait de dire: « Tous jugements emportant hypothèque du jour de leur prononciation. »

(Art. 33.) Ici il n'en a point été entendu... mais la disposition générale de l'article 29 paraît le rendre inutile.

(Art. 33.) Même observation qu'en l'article 29; la signification du jugement n'importe point à l'hypothèque.

## TITRE VII.

### CHAPITRE II.

#### SECTION II. DES COHÉRIERS QUI SONT TENUS DE FORMER L'OPPOSITION.

(Art. 17.) La femme mariée doit être affranchie de cette formalité, pendant la durée du mariage, sauf à l'y soumettre dans un certain délai, après la dissolution, dans le cas où elle n'en a pas par le décès du mari, et immédiatement après lorsqu'elle est opérée par toute autre cause.

L'opposition de la femme, qui est censée connaître l'état des affaires du mari, tend à le priver de son crédit, à nuire à la famille; elle peut troubler la paix du mariage; ainsi, la femme se trouve placée entre ses affections, ses devoirs en quelque sorte et son intérêt. La femme désintéressée perdra sa dot, et celle qui la conserve en est peut-être méritée de la perdre, et court le risque de perdre davantage.

## TITRE VIII.

### SECTION III. DU SÉQUESTRE ET DES BACS.

(Art. 34.) Le droit de recelle du séquestre doit être fixé par un tarif.

(Art. 35.) Le trouble fait au séquestre est prévu par la loi pénale; il doit rester sous son empire: la peine de l'article est insuffisante pour tous les cas.

## TITRE IX.

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. DE LA CAPACITÉ BROUSSE POUR DONNER, ETC.

(Art. 9.) Cet article doit être supprimé par les raisons développées sur les articles 31, 32 et 33 de la section II du titre I, § III, chapitre III.

### CHAPITRE II.

#### SECTION I<sup>re</sup>. DE LA PORTION DISPONIBLE.

(Art. 15 et 17.) Il doit être permis au père de disposer en outre de la totalité des acquêts.

L'intérêt des enfants et descendants est la seule borne qu'on puisse mettre raisonnablement à la liberté de disposer.

Les liens de famille qui sont entre les enfants vivants ensemble, sous un même chef, en communauté d'affections, de besoins, d'industrie, de travaux, ne subsistent plus entre des frères devenus, par des établissements séparés, étrangers en quelque sorte l'un à l'autre; ainsi l'on n'a rien de plus à proposer la liberté indéfinie de disposer en ligne collatérale.

Ce serait en vain qu'on chercherait à maintenir la prohibition, en supposant la nécessité de diviser les fortunes pour le soutien de l'égalité.

« Aujourd'hui tel est éloigné de la terre, dit un écrivain célèbre, ayant le véritable esprit d'égalité est éloigné de l'égalité réelle. » C'est donc le méconnaissance que de la chercher dans une espèce de loi agraire. Il est suffisamment observé dans la loi constitutionnelle relativement à la distribution des biens, lorsqu'il est prouvé à ce qu'un citoyen ne puisse devenir assez riche pour acheter la puissance publique.

D'autre part, la situation politique de l'état ne présente-t-elle pas impérieusement cette division, en rapport, même en concurrence avec des unions commerciales et civiles? Quel serait le sort de la France? comment pourrait-elle entretenir ces rapports et cette concurrence, si, par un effrit nécessaire de ses lois, les citoyens sont privés des moyens de se livrer à de grandes spéculations de commerce et d'agriculture?

L'aperçu de ces considérations générales suffit pour faire sentir la nécessité de la correction proposée.

#### SECTION II. DE LA RÉDUCTION DES DONATIONS, ETC.

(Art. 27.) Le titre dont le donataire est porteur, le bon ou le mal qu'il a pu avoir, doit lui faire acquiescer les fruits jusqu'au jour de la demande en réduction, à moins qu'elle ne soit formée dans l'année du décès du donateur; auquel cas la restitution des fruits antérieurs au jour de son décès.

Les héritiers ont à stimuler de l'avoir négligé.

(Art. 29 et 19 précédents.) Donataire à la place de donateur.

### CHAPITRE III.

#### Des dispositions répromises par la loi.

(Art. 32.) L'article est bon. Mais il est souverainement juste que le Gouvernement cesse de réparer, sans délai, l'effet rétroactif des lois d'octobre et novembre 1793, concernant les substitutions.

(Art. 36.) On collatérale doit être supprimé par la raison de la note sur les articles 16 et 17, section I<sup>re</sup>, chapitre II, titre IX.

Pourquoi la donation à rente viagère ou venant à fonds perdu dont il est question dans l'article, n'est-elle déclarée nulle? Si la donation pure et simple est seulement réductible, il semble qu'à plus forte raison la donation à charge devrait l'être aussi. Quel inconvénient y aurait-il de la déclarer nulle sans aucune répétition de la part du donataire, pour les préjudices de la rente, ou pour le prix qu'il prétendrait avoir payé?

### CHAPITRE IV.

#### SECTION III. DES CAS AUCQUELS, ETC...

(Art. 60, 2<sup>e</sup>) Spécifier les délits et cas dans lesquels il est parlé, la morale réclame qu'on comprenne parmi ces délits le refus du donataire de fournir des aliments au donateur, s'il est dans le besoin.

(Art. 61.) Il faut excepter de la disposition la cas où le donataire sans enfants serait, pour le délit commis envers le donateur, condamné à une peine emportant mari civil.

### CHAPITRE V.

#### SECTION I<sup>re</sup>. DE LA FORME DES TESTAMENTS.

(Art. 12.) Il faut disposer que l'acte public portant donation et l'acte de présentation, seront écrits de la main du notaire, et qu'ils ne pourront être de la main de son élève.

#### SECTION II. DE L'EXÉCUTION DES DONATIONS, ETC.

(Art. 160.) Il faut, par une disposition expresse, fixer le mode de l'hypothèque du légataire au jour du décès du donateur.

#### SECTION III. DE LA RÉVOCATION, ETC... ET CAUCITÉ.

(Art. 135.) Sous le cas énoncé de la note sur l'article 61, section III, chapitre IV.

### CHAPITRE VI.

#### Des partages faits par père, mère, etc.

(Art. 143.) Léguer du tiers au quart. Dire simplement, léguer du quart.

(Art. 145) Même observation.

Il manque au chapitre précédent une section qui établisse l'exhérédation, qui en spécifie les causes, qui en détermine les effets, etc.

La faculté de disposer, et la puissance paternelle, sont circonscrites dans des bornes si étroites, qu'elles sont insuffisantes pour rattacher les bons des familles qui se trouvent complètement dissous par la législation précédente. Le père, maltraité par son fils devenu majeur, n'a, contre lui, que la même action qu'il aurait contre un étranger. Il est réduit à se plaindre devant les tribunaux, c'est-à-dire à endurer patiemment ses outrages; car le plus souvent l'opprobre d'un fils dénaturé, la crainte de flétrir sa famille, enlèvent au père les bras recourus. D'autre part, le fils qui aura abandonné, trahi, excédé, battu son père, verra partager impudiquement son inépuisable exécration et le seul remède qui reste pour arrêter ou punir cette espèce de sacrilège. On finit en outre sur le sort du malheureux fils de père; mais quelle forte leçon ne rendra-t-il pas de sa [?] exemple! L'antériorité du père est une so le de magistrature dont l'exercice doit s'étendre à la durée de sa vie, et dont les actes doivent subsister éternels, après lui. Il faut qu'il puisse récompenser et punir, et l'on veut lui laisser les moyens de faire régner dans sa famille le respect pour les mœurs, et l'amour de la vertu. L'hérédité est le puissant mobile des actions humaines. On a beau vouloir se le dissimuler; c'est un vérité de fait; et la morale du législateur consiste à se servir avec habileté du levier de cette passion pour rendre les hommes meilleurs. Il faut que les enfants attendent avec une espérance religieuse le dernier jugement du père. C'est à lui seul que la loi doit rendre le soin de récompenser la piété filiale, de punir ou de pardonner les écarts dont ses enfants ont pu se rendre coupables envers lui.

Ce n'est point assez. Ce n'est rien que de livrer les pères à la reconnaissance de leurs enfants. La reconnaissance! Elle est souvent un poids dont on cherche à se débarrasser. Plus n'est-il pas de fait que, dans les familles, l'affection descend et ne remonte plus? Il est aisé de taire les maux qu'on pourrait appeler de la vérité de cet adage.

Il faut donc établir l'exhérédation, la régler de manière qu'elle ne puisse jamais être l'effet d'une passion aveugle, ou d'une prévention injuste, en déterminant les causes et les effets. Il faut que ces causes soient exprimées dans le testament du père, que ses héritiers soient chargés d'en faire la preuve après son décès au cas de dénégation; il faut enfin que l'enfant exhéredé puisse obtenir des aliments contre la famille, s'il est dans le besoin, etc.

#### CHAPITRE VIII.

##### DES DONATIONS ENTRE ÉPOUX, SOIT, ETC.

(Art. 154.) Les donations entre époux faites sous la condition de survie étant les plus fréquentes, il a paru plus simple d'adapter l'un des articles, en disposant que toute donation entre vifs, faite par contrat de mariage entre époux, serait réputée faite à condition de survie, si le contraire n'était exprimé, et qu'elle serait affranchie de l'insinuation à cause de la faveur du mariage.

(Art. 156.) La liberté méritée de disposer en ligne collatérale étant exprimée dans les notes, il est conséquent de substituer à l'article les dispositions, sans réduction, de l'article 14 de la loi du 17 mars.

(Art. 159) Ajouter : « et n'a que l'effet d'une donation à cause de mort. »

#### TITRE X.

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>.

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

(Art. 1.)... *L'usage des contrats.* Cette disposition est inutile.

(Art. 2.) Il veut mieux déclarer toute contre-faite sans effet. C'est instrument de fraude et matière à procès.

(Art. 3.)... Il faudrait limiter. *À l'égard du contrat seulement.*

##### CHAPITRE II.

##### SECTION I<sup>re</sup>. QUAND ET COMMENT LA COMMUNAUTÉ LÉGALE SE FORME.

(Art. 12.) Elle n'a point lieu, etc. Cette disposition est surabondante.

##### SECTION II DE CE QUI COMPOSE LA COMMUNAUTÉ ACTUELLE ET PASSIVEMENT.

(Art. 15) Il est plus facile de prouver l'acquiescement du propre. Ne serait-il pas plus simple d'établir la présomption en faveur de la qualité de propre?

##### SECTION III. DE L'ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ, ET DE L'EFFET, ETC.

(Art. 31.) Sans tradition réelle après réserve d'usufruit. Cela doit être expliqué : ou l'on en a trop dit ou pas assez.

(Art. 32.) Le versement dans la communauté doit il est parti, doit toujours être présumé en faveur de la femme.

(Art. 46.) La note précédente exige dans cet article une disposition particulière à l'égard de la femme.

##### SECTION IV. DIST. II. DE LA SÉPARATION DE BIENS.

(Art. 58) Ajouter : « elle n'a pas besoin d'être soumise à la communauté. »

(Art. 61) Les articles paraissent en contradiction avec l'article 57; il semble en effet qu'il n'y a que la loi qui soit mise en péril et qu'il y ait des profits dans la communauté.

##### SECTION V. DE BIEN QU'À LA FEMME D'ACCEPTER, ETC.

(Art. 72.) Même observation qu'en l'article 82, scilicet, a, chap. vi, tit. 1<sup>er</sup>, liv. 18.

(Art. 78) Déterminer les actes qui caractérisent cette innovation, et les différencier des actes conservatoires que la veuve paraît en pouvoir se dispenser de faire.

##### SECTION VI. DIST. II. DU PAIEMENT DE L'ACTIF.

(Art. 91.) Voyez la note sur l'article 72.

(Art. 96.) Dire en quoi consiste ce demi de la femme.

##### SECTION VII. DE L'EFFET DE LA RENONCIATION DE LA, ETC.

(Art. 107.) La note de l'article 41 ci-dessus, section III, chapitre II, exige la suppression de ces mots de l'article au n<sup>o</sup> 2, qui a été voté dans la communauté.

##### CHAPITRE III.

##### SECTION I<sup>re</sup> DES CONVENTIONS EXCLUSIVES DE TOUTE COMMUNAUTÉ.

(Art. 114.) Après la dissolution de la communauté, dites, après la dissolution du mariage; car il n'y a pas de communauté.

## TITRE XI.

## CHAPITRE III.

## DES RUDEES QUI PEUVENT ÊTRE VENDUES.

(Art. 18.) Ajouter : même desou conséquence.

## CHAPITRE IV.

SECTION I<sup>re</sup>. DE LA DÉLIVRANCE.

(Art. 38.) Il faut disposer qu'il sera fait, suivant l'occurrence, raison des intérêts ou des fruits, à partir de l'époque où la délivrance devait être effectuée.

## SECTION II. DE LA GARANTIE DES DÉFAUTS DE LA CHOSE VENDUE.

(Art. 62.) Et autres de cette espèce, etc. Le Code civil doit établir des règles certaines.

Il convient de classer dans les vices rédhibitoires, et de reconnaître que ceux qui seront formellement exprimés. Les usages ne viennent qu'à défaut de la loi ; ils la suppléent d'abord, et finissent par la loi.

(Art. 69.) Fixer le délai de l'action rédhibitoire. Il ne faut laisser régler par l'usage rien de ce qui peut être réglé par la loi.

## CHAPITRE VI.

SECTION I<sup>re</sup>. DE LA FACILITÉ DE RACHAT.

(Art. 80.) En enlevant le prix, l'article 96 qui lui rend cette disposition exorbitante.

(Art. 94.) Il faut disposer au contraire, si l'on ne veut légitimer, par les délais de garantie fol, un moyen infaisable de frauder leurs créanciers.

## CHAPITRE VIII.

## DU TRANSPORT DES CRÉANCES, ETC.

(Art. 110.) Si le titre est public, sera-ce par la remise de l'expédition ? Ne conviendrait-il pas mieux que la délivrance s'opère par la seule convention ? Cet article demande explication.

## TITRE XII.

## DE L'ÉCHANGE.

(Art. 5.) Ne pas admettre la rescision, pour cause de lésion, dans le contrat d'échange, c'est la supprimer à l'égard du contrat de vente, puisque dans tous les cas où elle serait à craindre, il suffirait de prendre la forme du contrat d'échange ; et qui se fera très-aisément en donnant un immeuble du plus vil prix, sans qu'il soit fait mention d'aucune espèce de soule.

## TITRE XIII.

CHAPITRE I<sup>er</sup>.SECTION I<sup>re</sup>. DE LA FORME ET DE LA DURÉE DES...

(Art. 15.) Encore l'usage !... Est-il donc impossible de régler uniformément le temps de la relaxation ? Quelle que soit la règle, on s'y conformera ; mais il n'y a rien de plus.

(Art. 18.) Même observation qu'en l'article 15.

## SECTION II. DES OBLIGATIONS DU PRENEUR.

(Art. 43.) Même observation qu'en l'article 15, section I<sup>re</sup>.

## SECTION IV. DE LA RÉSOLUTION DES LOUAGES.

(Art. 57.) Même observation qu'à l'article 15.

(Art. 59.) *Idem*.

(Art. 61.) *Idem*.

## SECTION V. DES RÈGLES PARTICULIÈRES À LA FERME DES BIENS RURAUX, ETC.

(Art. 69, 70, 71.) La distinction établie dans ces articles n'est point juste ; il n'y a ni de nature ni de sorte le contrat ; car le fermier ne l'a consenti que

dans l'espérance de faire des profits. L'assujettir à rendre compte de ces profits, sous quelque prétexte que ce puisse être, c'est le priver d'un bien légitimement acquis, et ne lequ'il a dû rompre d'autant plus que le bail à ferme se réduit en somme à une vraie emphytéose des fruits, et qu'il a payé le prix de cette vente ; ainsi tout est consommé à cet égard d'autre part, la disposition de ces articles ménage, dans chaque bail à ferme, un procès inévitable entre le fermier et le propriétaire ; car un bail à longues années ne s'écoule jamais sans ras fortune. Il serait donc mieux que le fermier traitât son indennité sur le prix du bail pour l'année, sans aucune anticipation des profits des années suivantes ou subséquentes, à moins que le propriétaire ne préférât percevoir lui-même la récite de l'année du ras fortune, en déchargeant le fermier, pour cette année, du prix du bail, ce qu'il aurait la faculté d'opter dans un délai déterminé, à compter de la demande ou indemnité.

(Art. 73.) Fixer un court délai dans lequel le fermier sera tenu de former la demande ou indemnité, et de constater le dommage occasionné par ras fortune.

(Art. 74.) La culture ne paraît pas devoir être rangée parmi les cas fortune.

## TITRE XIV.

## CHAPITRE IV.

## Des différentes manières dont finit la société.

(Art. 51.) 3<sup>o</sup>... Il faudrait dire, d'après les notes : « par la condamnation à des peines afflictives ou infamantes. »

(Art. 61.) Même observation.

## TITRE XVI.

## CHAPITRE II.

## SECTION II. DES OBLIGATIONS DU DÉPOSITAIRE.

(Art. 23.) Dans un délai suffisant... Déterminer ce délai.

## TITRE XVII.

CHAPITRE I<sup>er</sup>.

## DE LA NATURE ET DE LA FORME DU MANDAT.

Celui qui a pouvoir de vendre, a-t-il le pouvoir de recevoir le prix, s'il ne lui a été expressément conféré ?

## CHAPITRE V.

## COMMENT LE MANDAT PREND FIN.

(Art. 35.) Par la mort naturelle ou civile ; il faudrait dire : « par la condamnation à des peines afflictives ou infamantes. »

Il faudrait disposer que le mandant conserve toujours le pouvoir d'excéder les bornes du mandat, mais qu'il ne lui soit pas moins tenu envers le mandataire qui l'a exécuté postérieurement, sans avoir en connaissance de l'excédation qui en aurait été déjà faite.

## TITRE XIX.

## CHAPITRE II.

DIST. I<sup>re</sup>. ENTRE QUELLES PERSONNES IL PEUT AVOIR LIEU.

(Art. 4.) Les personnes qui ont encouru la mort civile doivent être déclarées incapables de toutes espèces de contrats.

## TITRE XX.

## CHAPITRE II.

## DE LA POSSESSION.

(Art. 13.) On abuse si souvent des actes de tolérance et de familiarité, qu'il conviendrait de les classer et de déterminer la manière de les établir...

## CHAPITRE V.

## SECTION III. DE LA PRÉSCRIPTION DE DIX ET VINGT ANS.

(Art. 19.) Le moyen d'attaquer la mauvaise loi? Vo par le Tribunal d'appel soussigné à Agen, département de Lot-et-Garonne.

A Agen, le 14 Général au IX<sup>e</sup> de la République Française.

Signé DE MONTMAY, vice-président.

## OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SÉANT A AIX, SUR LE PROJET DE LOI CIVIL.

## OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

Les commissaires du Tribunal d'appel séant à Aix ont examiné, conformément aux intentions du Gouvernement, le projet de Code civil rédigé par les citoyens Tronchet, Portalis, Bégot-Picquenot et Malleville.

Chargés de présenter leurs observations sur les différents articles dont ce code est composé, ils n'ont pu se dissimuler l'importance de la tâche qui leur était imposée, surtout dans un espace de temps très-circoscrit.

Cependant, en consultant que leur zèle, et voulant secondar les vues du Gouvernement, ils se sont occupés de cet examen, sans interrompre le cours de la justice dans le Tribunal où leur présence était absolument nécessaire, attendu le petit nombre de juges dont il est composé.

Leur travail est terminé.

En parcourant le projet de Code civil, ils se sont convaincus de la bonté du plan sur lequel il est formé, de la justice des dispositions qu'il renferme, et de la sagesse des lumières et des connaissances dont il est le résultat.

Le Gouvernement, en fixant son choix sur les quatre mémoires qui ont rédigé ce projet de code, a annoncé à la patrie ce qu'elle devait attendre d'une mission aussi honorable : ses espérances n'ont point été trompées.

Nos observations sur quelques-uns des articles qui nous en ont paru susceptibles, nous ont été inspirées par notre amour du bien public, et par l'envie naturelle qu'on code destin à une grande nation soumise à la plus haute perfection dont les ouvrages des hommes sont susceptibles.

Nous ne faisons souvent qu'indiquer les petits changements que nous croyons devoir être adoptés, sous les auspices des principes et des règles qui nous ont servi de motif ; nous ne devons point oublier que notre travail passerait sous les yeux de grands magistrats et de savants jurisconsultes.

Nous nous en sommes néanmoins voulu présenter un travail plus étendu sur les livres VII et VIII du projet de code sur les *biens de succession* et les *biens forcés des immeubles*. Ce travail est dans un autre registre.

Les dispositions renfermées dans ces deux titres sont si nouvelles, et si étrangères à la jurisprudence et aux lois suivies dans les départements méridionaux, qu'elles ont dû fixer particulièrement notre attention.

Nous sommes bien persuadés de la nécessité d'établir des règles uniformes dans toute l'étendue de la République : il est réservé au Gouvernement actuel d'atténuer à ce but, auquel les plus grands magistrats du dernier siècle ont tenu si peu.

Si nous présentons sur ces deux livres des observations fondées sur une expérience heureuse, ce n'est point un privilège particulier que nous réclamons ; ce sont des matériaux que

nous fournissent au génie et au talent pour être employés à l'édifice majestueux qu'on prépare. Nous soumettons, au surplus, avec confiance, ce travail ; et quel que soit le jugement qu'on en porte, notre zèle et nos efforts ne peuvent en être déçus.

LIVRE I<sup>er</sup>.TITRE I<sup>er</sup>.

L'article 10, section II du chapitre du livre I, dit, en parlant des étrangers résidant d'un canton, représentant de leur nation, qu'ils ne peuvent être héritiers, ni en matière civile, ni en matière criminelle, devant les tribunaux de France. La disposition, contraire à celle de l'article 7 de la première édition, paraît d'abord présenter une reconnaissance des ambassadeurs, des ministres, de citoyens d'une puissance étrangère, ceux qui composent leur famille et ceux qui sont de leur suite, tant dans le cas de contracter des alliances pour leur nourriture, logement et entretien avec des Français, l'autre est-il renvoyer à toute puissance civile ou des tribunaux de la République ? et peut-il être dans l'intention de la loi qu'un Français aille poursuivre dans un pays étranger le paiement d'une obligation qu'il a contractée avec lui en France ? Il paraît que cet article le doit être modifié, et qu'il devrait s'exprimer ainsi : *Les étrangers ne peuvent contracter en France avec des Français, ainsi qu'il est dit dans l'article 7 de la précédente section.*

L'article 27 du même titre de la section II porte que, si le condamné n'a point été purgé, ou ne s'est point représenté dans le délai prescrit pour purger la condamnation, la mort en est encourue du jour de l'exécution par effigie du jugement de condamnation.

Il paraît juste d'ajouter à cet article, à moins qu'il ne fut prouvé que le condamné n'a point été purgé, l'article 21 de la même section tend que si le condamné par condamnation civile ou l'exécution du délai prescrit pour la purge, il même dans l'intégrité de ses droits. Cette disposition est juste et favorable ; elle est fondée sur la présomption que le condamné n'a point intention de se représenter. La disposition de l'article 27 est juste également, puisque le délai de représentation de la part du condamné est une preuve qu'il n'a jamais eu l'intention de se représenter. Cependant, comme ces deux dispositions pourraient paraître contradictoires, il semble que l'addition proposée viderait toute interprétation délicate, et ne serait point contraire à l'esprit de la loi : elle est, d'ailleurs, le résultat de l'article 5, lit. II, lit. I<sup>er</sup>, des successions.

L'article 28, sous le titre I<sup>er</sup>, dit que ceux qui ont été condamnés à une peine emportant mort civile, sont privés des avantages du droit civil proprement dit. Il semble que cet article devrait être ainsi modifié : *Les héritiers naturels sont ses plus proches pour que la mort civile ne leur succède.* Cela est réglé de même par les articles 3 et suivants, du titre des successions.

## TITRE II.

Après l'article 54, qui, en présence la peine... contre l'officier de l'état civil qui, au lieu d'inscrire sur les registres publics un acte de mariage, se serait borné à le dresser sur une feuille volante, il semble qu'on devrait déterminer également une peine contre ce fonctionnaire, qui, sans motif légitime, retarderait, ou même refuserait, de procéder aux publications de base et à la prononciation du mariage.

Il paraîtrait également convenable de déterminer par quels moyens on devrait constater le retard, ou ce refus, et de quel juge la partie plaignante devrait se pourvoir.

L'art. le 51, section 1<sup>re</sup>, des règles particulières aux actes de décès, porte qu'aucune inhumation ne peut être faite sans l'ordonnance de l'officier de l'état civil, et qu'il en doit la délivrer quatre-vingt-quatre heures après le décès. Il paraîtrait nécessaire d'y ajouter ces mots : à moins que, par un procès-verbal, en présence de deux officiers de santé, s'il s'en trouve aucun sur les lieux, il ne conste ou de la putrefaction du cadavre, ou du danger de différer l'inhumation.

#### TITRE IV.

L'article 9 de la section 1<sup>re</sup>, des effets de l'absence, porte que, dans le cas où l'absent n'a point laissé de procuration pour l'administration de ses biens, les parents au degré successif peuvent, après cinq années révolues de puis la dernière nouvelle, se faire autoriser en possession provisoire des biens qui lui appartenaient au jour de son départ. Pour entrer toute difficulté, il semble qu'on devrait ajouter que les parents qui accomplissent ce droit sont ceux qui étaient les héritiers présomptifs de l'absent à l'époque de son départ, et, en cas de préférence, leurs représentations, selon les règles établies pour les successions.

L'article 10 porte que, si l'absent a laissé une procuration, les parents ne peuvent demander l'exonération qu'après dix années révolues depuis les dernières nouvelles. Il semble qu'on devrait ajouter à cet article, que les parents peuvent à l'expiration de ces dix années, compter de son départ, à la charge de faire emploi du produit, ainsi qu'il est dit à l'article 12.

La disposition de l'article 13, section 1<sup>re</sup>, des effets de l'absence relativement aux droits réels, qui peuvent compter à l'absent, est minutieusement justifiée; mais il peut arriver que la succession s'ouvre dans la première année de l'absence, en dans une époque antérieure aux cinq années dont l'article 1<sup>er</sup> du même titre exige la révolution pour caractériser l'absence. Dans ce cas, que doit-on ordonner?

Le partage, ou la réclamation des parents par l'absent exclués, seraient-ils suspendus jusqu'après les cinq années?

Les co-successibles, ou les parents tiers, pourraient-ils revenir sur ce qui aura été fait?

La loi en dit rien.

La suspension ne paraît pas juste. L'absence n'est point encore caractérisée. Les intérêts ne doivent pas être en souffrance.

Il est de l'intérêt public que les successions ne demeurent pas vacantes et les possessions incertaines.

L'absence une fois caractérisée par le laps de cinq ans sans nouvelles, ainsi que le veut l'article 1<sup>er</sup>, se rapporte naturellement au moment du départ. C'est le principe adopté par les articles précédents.

Ce qui a été fait dans l'intervalle et dans la suspension qui n'y a eu pas d'absence, est le fruit de l'erreur et doit être réparé.

Il paraît donc qu'on devrait ajouter à l'article 24 une disposition portant que : « si, au lieu du laps des cinq années mentionnées en l'article 1<sup>er</sup>, l'absent a été admis dans un partage, ou a exclu des parents ou héritiers ultérieurs, le jugement des parents, ou qui a été lui sera réformé, et la succession dévolue ainsi qu'il s'en est dû être dit. »

Ce cas peut se présenter souvent. Quand une

succession s'ouvre, les successibles s'empressent d'en disposer.

#### TITRE V.

Article 39 de la section 1<sup>re</sup>. Les héritiers directs ou collatéraux ne sont pas recevables à attaquer de nullité le mariage pendant la vie du conjoint dont ils sont parents; et ils ne le peuvent au décès de ce conjoint qu'autant qu'ils y ont un intérêt civil et personnel, et que dans les seuls cas où le mariage a été contracté par contravention aux articles 1, 5, 6, 7, 8, 17 et 18.

Il semble qu'il faudrait ajouter également : au contrat conclu à l'article 8, qui porte que toute personne frappée d'interdiction ou d'incapacité pour le mariage ne peut contracter mariage, même pendant la durée du temps qui lui est accordé pour purger la condamnation.

Sur l'article 10 du chapitre III de la section 1<sup>re</sup>. Il semble que les faits vus devraient avoir, au décès d'un des conjoints, la même force que ceux prononcés la nullité des mariages auxquels on peut opposer la contravention aux articles 21, 22, 23, 24 et 25, quand ils n'auraient pas été réhabilités. Ces mariages sont des léses aussi par ces articles. Ce qui est nul ne peut produire aucun effet.

Ce sont des espèces de mariages clandestins ou secrets, qui ont été réprouvés de tous les temps.

Les familles peuvent aisément être abusées par ces sortes de mariages, ignorés jusqu'à la mort des époux.

L'officier civil qui demande d'un de ses collègues si le seul ministre de la loi pour le célébrer du mariage, il est le seul propre à le constater, signifiant l'article 26 tout autre officier civil est sans caractère. Les registres du mariage sont les seuls où doit être consigné les mariages : c'est dans ceux-là seulement qu'on peut les réhabiliter. La convention à l'article 22 n'a point toujours été observée; à l'article 26, qui est déclarée nulle absolue par les articles 32 et 33.

Ce n'est pas avec une somme d'argent qu'on doit et qu'on peut acquiescer à cet état.

La contravention à ces articles suppose l'existence des crimes criminels dont on doit garantir les familles.

La faculté de réhabiliter que donne l'article 40, fortifiée encore plus, est absolue.

L'article 13 paraît bien rigoureux, en ce qu'il exige que la possession d'état soit prouvée par des actes authentiques, ou par des actes constatés de ceux qui veulent contester l'état des entrés.

La possession d'état est une sorte de publicité de fait qui se prouve par la publicité renommée, ou l'usage et l'usage qui par des titres. Faisons et des actes authentiques.

Par l'article 14 de la section 1<sup>re</sup>, des droits et des devoirs respectifs des époux, il est dit que la femme, même non commune, ou séparée de biens, ne peut donner, aliéner, accepter une succession ou une donation, sans le consentement par écrit, ou le concours du mari dans l'acte. Il semble, d'après cette disposition, que le concours et le consentement du mari l'obligent de valoir à l'omission des devoirs que la femme retire, et le rendent responsable de leur dissipation : il serait utile que la loi prononçât de même.

#### TITRE VI.

Les dispositions des articles 31, 32, 33, 34 et 35 de la section 1<sup>re</sup>, des mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la poursuite d'une demande d'interdiction, paraissent devoir être déclarées communes au mari, dans le cas où ce dernier



est pauvre et la femme riche. Il ne paraît pas que l'on puisse établir de différence à cet égard entre les deux époux.

#### TITRE VII.

Dans tous les articles du chapitre II, des *preures de la filiation*, si n'est point dit et l'enfant naturel, reconnu légalement, peut prendre le nom de son père, lors surtout qu'il y a des enfants légitimes.

L'article 31 du chapitre suivant semble le supposer, puisqu'il est dit que l'enfant d'un raisonneur ne peut prendre son nom, et acquiescer sur ses biens les droits d'héritier naturel, lorsque le raisonneur refuse de reconnaître l'enfant.

Il paraît, ce semble, couvrable d'en faire une disposition expresse.

#### TITRE VIII.

L'article 15 du chapitre III de la disposition officieuse, interdit aux pères et mères d'exhéréditer leurs enfants. Cette disposition, ainsi généralisée, ôte aux ascendants une arme que, jusqu'à présent, la loi avait cru nécessaire de laisser dans leurs mains. L'usage doit sans doute en être réglé; il conviendrait même de le restreindre de façon que l'abus en soit impossible; mais le supprimer entièrement, c'est aller trop loin. Quand un oncle n'est, par des infidélités envers l'auteur de ses jours, retranché lui-même de la famille, il lui permettrait au père de l'en retrancher absolument, et ne pas l'obliger à laisser un enfant dénigré partager son patrimoine avec des enfants soumis et reconnaissants.

Quand les causes d'exhéréditation seraient précises de manière à ne rien laisser à l'arbitraire; quand on exigera la preuve précise du fait sur lequel l'exhéréditation sera basée;

On ne peut craindre aucun inconvénient.

Il y en aurait beaucoup à ne la permettre dans aucun cas.

Il y a plus d'enfants ingrats que de pères injustes. Il faut que la crainte de la peine contienne celui qui est séduit à la voix de la nature et de la reconnaissance; c'est un terrain de plus que nous opposons à ses passions.

Au lieu que l'autorité des parents n'est plus nécessaire que dans les républiques.

Il paraît donc qu'il faudrait dire :

- Les pères et mères peuvent exhéréditer leurs enfants dans les cas suivants qui seront :
- prisés au titre du testament. Ils peuvent même, lorsqu'un enfant mort, et qui a des descendants, se livre à une dissipation notoire, léguer par une disposition officieuse, aux descendants de la leur enfant dissipateur, l'intégrité propriété de sa portion héréditaire, et réduire ce dernier à un simple usufruit de ladite portion.

#### TITRE IX.

L'article 7 de la section I<sup>re</sup> porte que le tuteur naturel est tenu de faire procéder à un inventaire. Il paraîtrait convenable d'ajouter : à moins qu'il n'ait été dispensé par le prémarital, ou que celui-ci n'ait ordonné de ne faire qu'un inventaire domestique.

On observe sur l'article 10, qu'il paraîtrait nécessaire d'ajouter que dans ce cas le conseil de famille serait composé, ainsi que les circonstances le permettraient, de la moitié des parents de l'estec du conjoint défunt, et du subrogé-tuteur.

Lorsque le conseil de famille est convoqué pour l'objet déterminé dans l'article 10 ci-dessus, il doit toujours être composé, ainsi que faire se

pourra, d'un nombre de parents du testec du défunt, égal à celui des autres parents.

Les parents du testec du défunt, venant avec plus de peine le mariage, se porteront plus difficilement à laisser le tuteur sous la tutelle de celui qui se marie, que les parents de son rival; et des lors on aura plus de probabilité que l'avantage du minor sera le seul motif de la détermination.

Cette délibération est de la plus haute importance pour le mineur, puisqu'il s'agit de le garantir des inconvénients auxquels sont exposés les enfants d'un premier lit par de secondes noces, et la surveillance d'une nouvelle famille, et qu'il doit être privé de l'usufruit de son bien jusqu'à sa majorité ou son émancipation. Il est raisonnable de multiplier les garanties, et de ne négliger aucune des précautions qui peuvent empêcher qu'il ne soit la victime de la complaisance ou des vues intéressées de quelques parents ou amis de celui qui se marie.

Il semble qu'en devrait ajouter à l'article 26 de la section IV, que la convocation d'office ne doit avoir lieu qu'après les dix jours portés par l'article 23 de la même section de la tutelle déferée par un conseil de famille.

L'article 46 de la section V, des causes qui dispensent de la tutelle, fait mention des fonctions que sont dispensés de la tutelle. Il semble que les juges des tribunaux d'appel et de première instance, ainsi que les avoués près ces tribunaux, devraient jouir de la même exemption.

Il est de l'intérêt public qu'ils ne soient pas distraits de leurs fonctions par des soins étrangers.

Obbligés par devoir et par bon sens de consacrer tout leur temps à l'état auquel ils ont été appelés, ils sont souvent réduits à négliger leurs affaires domestiques; comment surveilleraient-elles celles du mineur?

Dans tous les temps, les magistrats d'un ordre supérieur ont été exemptés de cette charge publique.

La tutelle est une charge publique. La loi organique des nouveaux tribunaux, du 27 ventôse an VIII, porte, article 5 : « Les juges ne pourront être requis pour aucun autre service public. »

En exigeant un cautionnement des avoués, la loi s'est, en quelque manière, engagée à ne pas les distraire de leur état.

On observe sur l'article 53 de la même section, qu'il doit être réservé au tuteur nommé, dont l'exécuse a été rejetée, d'attaquer cette décision, par-devant le tribunal d'appel du juge de paix, lequel tribunal juge en dernier ressort, à la charge, néanmoins, par le tuteur nommé, de gérer provisoirement la tutelle.

Les délibérations, dans le conseil de famille, sont, en quelque sorte, parties dans la décision qu'il rend, et ce que chacun peut craindre que l'admission de l'exécuse ne fasse retomber sur lui-même le fardeau de la tutelle. Souvent, dans de pareilles assemblées, l'orgueil, les allusions ou les haines partiales, sont plus écoutées que les droits de la justice. Il serait dangereux, par conséquent, de soustraire leur décision à l'examen de l'autorité supérieure; en l'y soumettant, on ne fait que prévenir davantage le conseil de famille de ne se diriger que par des motifs équitables.

L'article 61 de la section VI porte expressément que les délibérations des conseils de famille peuvent être attaquées dans les dix jours, devant le tribunal d'appel du juge de paix. Mais cependant il ne paraît point inutile de le rappeler après l'ar-

belle 53, ne lui en que pour prévenir toute équivoque, et pour obliger le tuteur, qui a contre lui la décision du conseil de famille, à gérer provisoirement.

Il paraîtrait convenable d'ajouter à l'article 94 de la section viii, des comptes de tutelle, et ce, après le délai de trois mois fixé par l'article suivant.

La même raison qui soumet le tuteur aux intérêts des deniers mis à sa disposition à la somme de 1,000 francs, et dont il n'a pas fait emploi dans le délai de trois mois, d'après la disposition de l'article 93, paraît devoir le soumettre également aux intérêts des intérêts, dès qu'ils s'élèvent à 3,000 fr., et qu'il n'a pas fait l'emploi de la somme qui restait entre ses mains, lorsqu'il a rendu le compte annuel.

L'article 101 porte que, tout traité sur la libération du tuteur, fait antérieurement, n'est valable qu'autant qu'il est passé avec le mineur devenu majeur, soit un compte rendu en la forme ci-dessus.

Imparti rigoureux de principe le mineur, devenu majeur, de la fin l'acte présumé du tuteur et de se rendre justice à lui-même; il faut, sans doute, qu'il ne puisse le faire qu'avec reconnaissance de ceux, après avoir eu en son pouvoir les pièces justificatives. Mais une loi qu'il a été mis à portée de connaître la position du tuteur et tous ses détails, il ne doit pas lui être interdit d'économiser les frais d'un compte judiciaire. Devenu majeur, il pourrait sans doute disposer de son bien; pourquoi ne pourrait-il pas prévenir une condamnation, et allouer des dépenses dont il pourrait doubler le montant? Autant la loi doit de protection et de sollicitude au citoyen que la faiblesse de son âge expose aux surprises, autant elle doit favoriser de liberté à l'homme qui a atteint l'âge dans lequel elle doit supposer assez de maturité et de raison pour la bonne administration de ses affaires.

Il n'a fait point écarter du frais le majeur sortant de sa minorité, pour vouloir trop le protéger;

Il n'a fait pas le ruiner, pour prévenir un avantage médiocre qu'on pourrait prendre sur lui.

L'expérience prouve que les conditions de compte sont toujours les pretes les plus dispendieuses; et rarement présentent-ils, en dernier résultat, un intérêt proportionné aux dépenses qu'ils occasionnent.

Le dernier alinéa de l'article 102 de la même section porte que la responsabilité de ceux qui ont concouru aux délibérations prises par le conseil de famille, pendant le cours de la tutelle, ne peut être exercée contre les voisins ou amis.

Si les voisins et les amis qui ont concouru à la tutelle, ou sont plus garants du tuteur, il est à craindre que le mineur restât souvent sans garantie. La responsabilité des voisins et des amis est le caution que la loi a, jusqu'aujourd'hui, exigé du la pureté de leurs intentions et de leur surveillance. Il y a même de raison de déclarer les parents responsables que les étrangers: ceux-ci ne tiennent au mineur par aucun lien; ceux-là, au contraire, y tiennent par le sang, et presque toujours par l'affection. Ces sentiments pourraient, au besoin, rassurer la société sur leurs intentions; mais les étrangers ne peuvent offrir à la société d'autre garantie que celle qu'ils ont jusqu'à ce jour leur qualité de voisins ou amis chargés.

Il faut, ou ne peut les appeler à la nomination des tuteurs, ou il est nécessaire de les placer, par leur intérêt personnel, à la bonté du choix.

On a vu, et le tribunal d'appel pourrait en citer un exemple récent, on a vu des étrangers exercer la justice des actions utiles au mineur, qu'ils ne sollicitaient que sur la responsabilité à laquelle leur qualité de voisins ou amis les soumettait: actions qu'ils n'auraient pas formées, qu'ils n'auraient eu ni droit ni intérêt à former sans cette responsabilité, et dès lors l'intérêt du mineur eût été sacrifié.

Des lois qui tendent toujours à assurer aux citoyens une protection égale sur leurs personnes et sur leurs biens, doivent au lieu d'augmenter la différence que la nature a mise quelquefois entre eux, chercher à la leur disparaître. Elles offrent, dans les voisins et les amis, une famille nouvelle à l'infortuné auquel la nature n'en a pas laissé d'autre; il faut que cette famille soit pour lui ce qu'aurait été celle dont il est privé. La loi ne peut pas léguer à celle-la plus de confiance qu'à celle-ci: elle ne doit pas refuser au mineur, contre la famille adoptive, une garantie qu'elle juge nécessaire de lui accorder contre la famille naturelle.

Le deuxième alinéa de l'article 103 paraît présenter des inconvénients. Il semble qu'on devrait supprimer ces mots, ou plusieurs craindraient qu'ils ne fussent de chaque de bonne foi.

L'article 108 serait alors un pléonisme contre les créanciers légitimes, ou renfermerait une disposition dont le mineur ne pourrait profiter.

On voit au mieux en trop multipliant les moyens de restitution du fruit de ses condamnations; et personne ne voudrait contracter avec lui.

Il s'agit ici d'obligations privées, et par conséquent inconnues au tiers, et sans suite à son égard.

Si on ne supprime point cette clause, il paraît qu'il faut au moins la restreindre aux créanciers par cet acte public, ou par acte sous seing privé dûment enregistré; et alors la restitution ne devrait frapper que les dernières obligations, comme les autres fautes ou contraventions à l'article 108.

Si ces observations sont adoptées, il faudrait alors concevoir différemment cette seconde partie, en ajouter une troisième, et dire:

- Si néanmoins il a contracté, dans le même acte, envers une même personne, plusieurs obligations, dont chacune n'excède point une somme de son revenu, mais qui, réunies, excèdent celle mesure, il peut se faire restituer contre toutes, s'il n'est pas prouvé que ces obligations ont tourné à son profit.
- Dans le même cas, si le mineur a contracté envers plusieurs créanciers de ces obligations par acte public, ou par acte privé dûment enregistré, il peut se faire restituer seulement envers les derniers, en remboursant, de l'une à l'autre, jusqu'à concurrence d'une somme de son revenu.
- Si par les obligations sous privées, et par acte public, les obligations privées sont les premières exposées à la restitution.
- Et si elles sont toutes privées, aucune d'elles n'y sera exposée, pourvu qu'aucune n'excède envers le même créancier la mesure ci-dessus.

## TITRE X.

Il paraîtrait convenable d'ajouter à l'article 10 du chapitre ii, de l'interdiction, que celui dont on demande l'interdiction soit entendu dans le conseil de famille, s'il la requiert, et qu'il ne lui soit permis avant aucune délibération.

La simple loi d'interdiction entache un citoyen.

Il est juste de ne pas permettre à la famille de le prononcer, avant d'avoir entendu celui dont on provoque l'interdiction.

Cette audition ne présente aucun inconvénient, et peut produire de bons effets.

L'article 11 porte que les faits de démence sont articulés par écrit, et que ceux qui poursuivent l'interdiction fournissent les témoignages et les pièces.

Cet article peut présenter quelques inconvénients. Le droit de présenter les témoins et les pièces ne devrait être attribué qu'à celui des parents que le conseil de famille choisirait à cet effet, ou, à défaut, au commissaire du Gouvernement. On peut justement soupçonner quelque motif d'intérêt personnel à celui qui provoque une interdiction; et, dans le doute, il est plus naturel que le conseil de famille désigne celui qui doit la poursuivre et administrer les preuves.

Ce chapitre ne traite que sur l'interdiction pour cause d'imbécillité, de démence ou de fureur; et il n'est point parlé de la prodigalité, qui jusqu'ici a été regardée comme un motif valable d'interdiction, lorsqu'elle est suffisamment prouvée.

La loi veille sur les propriétés et la fortune des citoyens. Il leur est permis, sans doute, d'en faire usage suivant leur volonté; mais ils ne doivent point en abuser. Un prodigue, un dissipateur, doit fixer l'attention du législateur. Un citoyen qui, d'un état d'aisance et de fortune, passe sur-le-champ dans un état de misère et de dénuement, devient un homme dangereux dans la société: c'est une plante parasite qui lui est chargée. Il paraîtrait donc convenable qu'un conseil de famille pût arrêter un dissipateur et un prodigue au bord du précipice dans lequel il est prêt à se plonger, comme il arrête un insouciant ou un furieux, en lui opposant la barrière de l'interdiction que les lois lui offrent.

## LIBRE II.

### TITRE II.

L'article 2 du titre II, de la pleine propriété, dit que nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste indemnité. Il paraîtrait convenable d'ajouter ces mots: *préalablement acquittée*.

Il est juste qu'un citoyen qui fait le sacrifice de sa propriété à l'utilité publique, en reçoive à l'instant l'indemnité. Dans ce cas, ce n'est qu'un échange qu'il fait. Dans le cas contraire, il souffre par la perte de sa propriété, tandis que la société en jouit.

### TITRE III.

Sur l'article 36 de la section II, des obligations de l'usufruitier, on observe qu'il paraît présenter des inconvénients graves.

D'abord il gêne les parties d'une estimation, source inévitable de frais et de contestations.

Il ne détermine pas la proportion entre le capital qui doit former la contribution de l'usufruitier, et la valeur du fonds soumis à l'usufruit. Cette proportion doit-elle être la même que celle qui existe entre la dette et le fonds?

Quand l'usufruitier ne veut, ou ne peut avancer le capital, il oblige le propriétaire fondeur à le payer lui-même.

En attendant ces débats, le créancier pourra faire des exécutions ruineuses, on éprouvera une suspension préjudiciable.

Que fera-t-on, quand le propriétaire ne pourra, ou ne voudra pas payer le capital?

Souvent le domaine frappé d'usufruit universel

est tout le patrimoine du propriétaire. Il sera déraisonnable, en ce cas, d'exiger qu'il paie la dette; ce serait vouloir l'impossible.

Quand un créancier impatient ne veut point attendre l'événement du rapport et la décision des débats entre le propriétaire et l'usufruitier, il poursuivra ses exécutions, fera vendre le fonds; et si le propriétaire ni l'usufruitier ne pourront s'y opposer, puisque le créancier n'a usé que de son droit.

Il arrivera alors précisément ce qui se pratique dans ces départements de temps immémorial, et sans inconvénient.

Si le propriétaire veut payer la dette, l'usufruitier lui en sert l'intérêt pendant la durée de son usufruit.

S'il ne le veut pas, l'usufruitier a la faculté de le payer; et, à la fin de l'usufruit, ce capital est restitué à ses héritiers, ou en espèces, ou par l'acquisition d'un bien de même valeur.

Enfin, si ni l'une ni l'autre partie ne veut payer, l'usufruitier est obligé de souffrir qu'on vende une portion des biens affectés à l'usufruit, capable de payer la dette. Sur cet expédient, l'intérêt de toutes les parties est rempli sans secousse et sans frais.

L'usufruitier paie sa contribution en perdant la jouissance de la chose vendue.

Le propriétaire acquitte la somme en perdant la propriété d'une partie de son fonds.

Il semble, d'après ces observations, qu'on pourrait dire :

- Pour exécuter cette contribution, si le propriétaire acquitte la dette, l'usufruitier lui en sert l'intérêt pendant la durée de l'usufruit, s'il ne l'acquitte pas, l'usufruitier y le choisit, ou d'en avancer le montant, qui lui est restitué à la fin de l'usufruit, ou de souffrir la vente d'une portion des biens soumis à l'usufruit, et capable d'acquitter la dette. •

### TITRE IV.

Il semble qu'on devrait ajouter à l'article 13 du § 1<sup>er</sup>, du mot et *des servitudes* : « on les » qu'il y aura des ouvertures existantes, telles que portes et fenêtres, ou des signes de ces ouvertures existantes. »

Article 31. Il paraît qu'on devrait ajouter à cet article, dans les mots, *bourgs, villages et hameaux*. Car, dans la campagne, on n'est pas obligé d'observer cette distance; il suffit que les héritiers en l'ouvrage, ne dépassent pas la perpendicularité de la ligne divisoire des deux propriétés.

Il paraît qu'on devrait ajouter à l'article 25 du § 2, ces mots, et *préalablement acquittée*. Si le voisin souffre un dommage pour donner passage à un ouïe, l'indemnité doit être acquittée au moment ou ce dommage commence.

Il paraît également qu'on pourrait ajouter à cet article, que le propriétaire dont les fonds sont enclavés, peut également et aux mêmes conditions, réclamer un passage pour la conduite des eaux destinées à l'irrigation de son fonds.

Après l'article 39, il semble qu'on devrait ajouter que les servitudes se divisent d'abord en positives et en négatives.

Les servitudes positives sont, ou continues, ou discontinues.

Les servitudes discontinues sont assimilées aux servitudes continues, quand, pour leur essence, il a été fait des ouvrages à main d'homme dans le fonds servui.

Après l'article 41, on pourrait ajouter : « Les servitudes négatives sont toutes celles qui con-

« aient à empêcher un voisin de faire dans son fonds quelque chose qui peut nuire au propriétaire de la servitude, ou dénuier les agresseurs de son fonds ; par exemple, le droit d'empêcher un voisin de bâtir ou d'élever sa maison au delà de la hauteur déterminée. »

Ces sortes de servitudes sont très-communes ; elles ont des règles qui leur sont propres, et qu'il serait essentiel de rappeler.

Avant l'article 42, il paraît qu'on devrait énoncer la disposition suivante :

« Les servitudes négatives ne s'acquiescent pas par le seul laps de temps ; il faut une prohibition de la part de celui qui prétend acquiescer à la servitude, et le temps de la prescription ne commence à courir que du jour de cette prohibition. »

Après l'article 61, il semble qu'en devrait ajouter ces mots :

« Tout qu'il subsiste, dans le fonds servant, des ouvrages indicatifs de la servitude, elle est imprescriptible. »

### LIVRE III.

#### TITRE I<sup>er</sup>.

Article 42, de la section des ascendans. Il semble que l'on devrait aussi passer en principe que les ascendans ne succèdent à leurs descendans qu'à défaut absolu de descendans de la part de ces derniers, et qu'alors les ascendans succèdent diversément à leurs descendans selon que le défunt a laissé ou n'a pas laissé des frères ou sœurs, ou des descendans de ceux-ci, le tout ainsi qu'il va être expliqué, etc.

Il paraît qu'après l'article 88 on devrait ajouter ces mots :

« L'acceptation d'une succession, à quelque époque qu'elle soit faite, se rapporte toujours au moment de son ouverture. »

Cette disposition est une suite de l'article 13, section II, de la même livre des héritiers.

L'interprétation expresse ou tacite, quand elle est pure et simple, soumet l'héritier à payer indéfiniment tous les dettes et charges de la succession, sans permettre d'examiner si elles excèdent ou non ses forces. Elle produit un quasi-contrat entre l'héritier et les créanciers au lieu d'être de la succession. Elle est donc soumise à l'extinction des droits personnels de l'héritier sur la succession.

Cette disposition est dans le vœu de la loi ; elle est le résultat de tout ce qu'elle ennuie à cet égard, et notamment dans l'article 108 et après.

Il paraît convenable d'examiner cette disposition comme fermant dans cette matière un principe général sur lequel porte toute la législation des répudiations et du bien de l'usufruitaire.

A l'article 116, au lieu de ces mots, « il y a plusieurs créanciers opposants, il semble qu'on devrait substituer ceux-ci : « s'il y a plusieurs créanciers réclameurs, » conformément à ce qui sera dit dans les observations particulières sur les titres vi et vii, des lettres de ratification et de la contre-lettre de ratification.

Après l'article 117, il paraît qu'on devrait ajouter que les créanciers doivent avoir la même recours contre ceux d'entre eux qui ont reçu leur paiement au préjudice des réclameurs.

Article 132. Il semble qu'on devrait ajouter à la fin, soit d'office par le juge de paix du lieu ou la succession à l'usufruitaire.

Il semble qu'on devrait ajouter à l'article 179 : Dans l'un et l'autre cas, on considère la valeur de l'usufruitaire au moment du rapport.

Article 202. Cet article refuse aux créanciers de l'héritier le droit de demander la séparation des

patrimoines contre les créanciers de la succession. Cette disposition paraît pas juste.

Le principe de séparation d'hérédité est un bénéfice commun aux créanciers de la succession et à ceux de l'héritier ; il est pour eux ce qu'est pour celui-ci le bénéfice d'inventaire.

En priver les créanciers de l'héritier, c'est vouloir qu'une addition postérieure à leur créance puisse nuire à leur droit.

Le droit romain les assimilait sur ce point aux créanciers de la succession ; et l'on ne saurait pas qu'une autre coutume y ait dérogé.

Il faudrait donc révoquer l'article dans un sens inverse, et dire :

« Les créanciers de l'héritier sont admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession. »

#### TITRE II.

Article 13 de la section I<sup>re</sup>, du consentement. Il semble qu'on devrait ajouter que le contrat ne pourra être annulé par la partie qui, depuis que la solution a cessé, a approuvé le contrat, soit expressément, soit tacitement, en l'exécutant, ou en laissant passer le temps de la restitution fixe par la loi.

Article 27. Il semble qu'on devrait ajouter : Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation qui est toujours et immédiatement à l'égard de la chose qui n'est pas l'objet.

Article 31. Il semble qu'on l'aurait de ces expressions, *formant des capitaux qui peuvent produire des intérêts*, on devrait dire, qui produisent intérêt du jour de l'échéance.

Article 179, 2<sup>e</sup> alinéa. Si les dettes sont d'égale nature, l'imputation se fait sur la plus onéreuse. Il paraît convenable d'y ajouter ces expressions : « Cependant, si l'un est d'un aveu, et l'autre sans aveu, l'imputation se fait sur la première plutôt que sur la seconde. »

Article 179, 3<sup>e</sup> alinéa. Si la consignation et des offres de paiement. Il semble qu'on devrait ajouter à cet article un 4<sup>e</sup> alinéa qui serait conçu en ces termes :

« Les effets n'elles instant la chose offerte au créancier, en sorte que, si elle péril avant la consignation, celle perte est pour le compte du créancier, si les effets sont d'ailleurs jugés légitimes et exemples de fraude. »

Article 179. Au lieu de ces expressions, la compensation quelconque de deux ou de trois n'est le droit de la cession, il semble qu'on devrait substituer celles-ci, la compensation qu'il peut opposer ou redouté avant le droit de la cession.

Article 181. Il semble qu'on devrait ajouter à cet article les dispositions suivantes :

« La compensation ne peut avoir lieu au préjudice des tiers ; ainsi, celui qui, étant débiteur, est devenu créancier depuis la suite, ne peut, au préjudice du saisissant, étendre par la compensation sa dette antérieure. »

« Mais celui qui, étant créancier, est devenu débiteur que depuis la suite, compense et étend celle dette par sa créance. »

Article 182. Il semble que cet article devrait être ainsi conçu :

« Celui qui a payé une dette qui était de droit étendue par la compensation, peut répéter le paiement à l'usufruitaire d'une somme non due, et il ne peut plus exercer la créance dont il n'a point opéré la compensation au préjudice des tiers, etc. »

Il est dit à l'article 194, que l'action en restitution ne dure que dix ans du jour de la convention

ou de la majorité, s'il s'agit d'un mineur. Il semble qu'on devrait ajouter à cet article, ou du jour que la violence a cessé, s'il s'agit d'un acte quel que soit le motif de restitution.

La violence annule le contrat, articles 11 et 13, titre des consentements.

Le temps d'en demander la restitution ne peut égarer tant que la violence dure. La même raison qui a déterminé l'acte impose silence au réclamant.

Le premier alinéa de l'article 197 dit que la moindre lésion suffit quand elle se trouve dans l'acte même. Cette disposition paraît trop générale et trop étendue. Il faut que la lésion soit au moins du quart, pour qu'elle puisse autoriser la restitution du mineur.

On ne peut pas le mineur en lui donnant trop de facilités se faire restituer; on ne l'a que la frapper d'une sorte d'interdiction: personne ne vendra traiter avec le mineur, et tout commerce lui sera interdit quand on saura que pour la plus petite lésion, il est dans le cas d'être restitué.

La lésion n'existe pas quand elle est légère. *Parum pro subit habetur.*

Il semble donc qu'on devrait substituer à cet alinéa ces expressions: « La lésion suffit lorsqu'elle se trouve dans l'acte même; elle doit être de tiers au quart pour opérer la restitution. »

La 2<sup>e</sup> condition imposée par l'article 227 n'est probable que lorsqu'il s'agit d'un acte récelé, ou qui a tout au plus vingt ans de date.

L'exigence pour des actes plus anciens, c'est exiger l'impossibilité. Il faudrait donc, ou supprimer la condition, ou la limiter autrement. On pourrait dire, par exemple:

« 3<sup>e</sup> Quand le donataire fasse déposer les titres, « instrumentaires de l'acte, s'ils existent, ou s'il « prouve leur décès, qu'il soutienne la vérité du « la copie par d'autres témoignages capables de « compléter la preuve »

#### TITRE V.

Article 21 du chapitre II, de l'exécution du contrat. Il est dit au 2<sup>e</sup> alinéa, que la caution ne peut opposer les exceptions qui sont personnelles au débiteur. Il paraît qu'on devrait ajouter ces expressions: quand elle a ratifié ou qualifié

#### TITRE VI.

La 5<sup>e</sup> partie de l'article 8, section 1<sup>re</sup>, de privilège sur les meubles, paraît obscure et amphibologique. On ne sait si les ventes et livraisons dont il y est fait mention sont les premières seules qui donnent lieu au privilège, ou si ce sont des secondes ventes. On élargit toute équivoque par la rédaction suivante:

« 3<sup>e</sup> Le prix des effets mobiliers non payés, s'ils « sont encore en la possession du débiteur, soit « qu'il ait antérieurement, ou sous terme;

« Si l'acheteur a été fait sans terme, le vendeur peut « les revendiquer tandis qu'ils sont dans la possession du vendeur, et en empêcher la revente, « pourvu que la revendication soit faite dans la « huitaine de la livraison;

« Si l'acheteur a été fait à terme, le vendeur peut « les revendiquer, tant qu'ils sont dans les mains « du débiteur, dans le même état dans lequel « cette livraison a été faite, ou qu'il est facile de « les reconnaître et de les distinguer de tous les « autres »

Article 25 de la section II, de l'hypothèque légale. Il faudrait supprimer le mot *parrain*, et se contenter de celui de *nominateur*, si on adopte les ob-

servations qui ont été faites sur l'article 102 au titre des intérêts.

Après l'article 26, il semble qu'on devrait faire une disposition relative aux enfants sur les biens de leur père, qui, en vertu de la puissance paternelle, ont joui des biens desdits parents. On pourrait dire:

« Les enfants ont, sur les biens de leurs parents, « une hypothèque pour les biens dont ceux-ci ont « la puissance en vertu de la puissance paternelle, « du jour où cette puissance a commencé »

L'article 73 ne paraît pas juste. Le débiteur par hypothèque est un annulation de l'acquisition, le débiteur que, par l'article 199, le bien est censé n'avoir jamais été dans les mains de débiteur.

Les créanciers du débiteur prendraient donc mal pour le reprendre tel qu'il était dans ses mains, et par conséquent n'exerceraient pas l'hypothèque du chef du débiteur.

#### TITRE VII et VIII.

Les observations sur les titres VII et VIII, des lettres de ratification et de la vente forcée des immeubles, sont contenues dans un cahier séparé, à la fin du présent.

#### TITRE IX.

Article 47. De la forme des donations entre-vifs. Il semble qu'on devrait ajouter que l'acceptation et la ratification doivent être faites pendant la vie du donateur. Cette disposition, qui ne serait point surabondante, et dans l'esprit de l'ordonnance de 1731 et du titre IX des donations entre-vifs, dont il est fait mention dans le même tit.

L'article 70 n'exige que la présence de deux notaires, ou d'un notaire et de deux témoins qui sachent et puissent signer. Le nombre de témoins ne paraît pas suffisant. Cette disposition s'éloigne un peu trop de celles de l'ordonnance de 1731.

Article 133 de la section III. Après ce mot, conjointement, qui introduit la seconde partie de l'article, il semble qu'on devrait ajouter cette disposition: ou lorsqu'un legs est à la charge de l'autre; en ce cas le legs qui devient vice par un plus considérable, devient caduc, accroit ou régularise le plus fort legs.

Article 138 du chapitre VI. Il paraît qu'on devrait ajouter à cet article la disposition suivante: « soit « ou étant la somme payée nature que celui au- « quel ils assignent les biens hypothéqués en ba- « tance, devra compléter à ses copartageants »

La loi civile, qui règle les droits des particuliers, ne doit pas contraindre leurs conventions réciproques. Elle doit toujours de la puissance, et laisser toute liberté au père de famille dans le cercle des dispositions qu'elle lui permet de faire.

On a reconnu qu'il était des fortunes dont le partage a besoin d'être dirigé par la sagesse destinée du père de famille. — (Discours préliminaire)

On doit reconnaître également qu'il est des fortunes dont le partage matériel et en nature entraînerait la dégradation.

Dans une telle fortune, éloignée de toute habitation; vous avez de petites propriétés sans valeur, dont les bras d'exploitation absorberaient le produit.

Vous serez forcé de multiplier les servitudes réelles: car il est rare que dans un corps de terre il y ait pluralité d'objets nécessaires à l'habitation et à l'exploitation. On y trouve rarement plusieurs puits, plusieurs fontaines, plusieurs canaux d'irrigation. Le père de famille s'est attaché à tout concentrer pour sa commodité et son utilité, il

fandra tout diviser; et comme cela sera rarement possible, il faudra user d'un loi aux besoins de l'autre.

L'égalité de division sera elle-même la source de l'égalité de la plus monétaire.

Celui dont le lot comprendra les bâtiments construits pour l'exploitation de la totalité de la ferme, sera chargé d'un entretien sans proportion avec ses besoins et ses revenus: il aura un capital inutile et onéreux.

Celui qui aura posé les édifices dans son lot, ne l'exploitera qu'avec peine. La perte du temps, les frais de transport, absorberont une partie considérable du revenu, que le défaut de surveillance diminuera encore.

Tous les deux seraient plus riches, si la ferme était échue à un seul qui eût compté à la valeur de son lot.

La raison d'Etat se réunit ici à la raison d'équité. La France n'est pas seulement agricole, elle est commerçante. Ses institutions doivent tendre vers ces deux sources de richesses. Elles ne doivent pas porter exclusivement les citoyens vers l'une et les détourner de l'autre.

Les biens ruraux attirent le propriétaire surtout quand ils ne sont pas considérables. Il ne faut alors rien moins que sa présence assidue pour y trouver sa subsistance.

La division matérielle attache tous les copartageants à la glèbe. Elle les rendant à végéter sur le sol qui les a vus naître.

Le père de famille qui doit régler l'éducation de ses enfants sur la fortune qui les attend, ne devra plus en faire que des agriculteurs. Il les détournera des arts et du commerce, auxquels ils ne pourraient se livrer qu'en abandonnant le patrimoine qu'il leur destine.

En faisant au père de famille la faculté d'assigner à quelques-uns de ses enfants leur portion de son patrimoine en argent, il les prépare à de plus grandes entreprises; il tourne leurs regards vers l'industrie et le commerce, il double leur fortune, en développant leurs talents des travaux qu'une petite possession rurale y entrave.

Celui auquel il la destine s'arrange avec ses frères. Il obtient des délais pour leur paiement. Il emprunte pour les payer, il est à la vérité gêné pendant quelque temps, mais cette gêne diminue d'une année à l'autre. Le besoin de se libérer, le désir de conserver l'intégrité du patrimoine de ses pères, le portent à l'économie, il font redoubler d'efforts, et après quelque temps il a tout payé: mais deux fortunes honnêtes, fruit de l'industrie de l'un, et de la laborieuse économie de l'autre, ont leur principe dans la liberté laissée au père de famille, et dans la sage prévoyance de la loi.

Tous les enfants doivent sans doute avoir une portion égale sur le patrimoine des auteurs de leurs jours; mais tous ne sont pas propres au même genre de travail. Que la loi laisse donc au père de famille la précieuse avantage de consolider cette égalité par une division relative aux facultés intellectuelles, aux goûts et aux convenances de chacun de ses enfants. S'il importe à l'Etat qu'ils partagent la fortune de leur père, il leur importe à eux de la partager de la manière qui leur est la plus avantageuse, et de l'accroître par des rétrocessions ou capitaux, cette troisième espèce de biens qui supplée à la richesse réelle, qui ne se fixe nulle part, et qu'on peut passer d'un à l'autre à volonté.

Il est encore un cas où il devrait être permis au père de famille de substituer une rétrocession à l'un de ses enfants, ou même une rente viagère,

à la portion héréditaire en nature: c'est celui où un des enfants est atteint d'une maladie de corps ou d'esprit qui ne lui permet pas d'administrer sa fortune, ou de suppléer par son industrie à la modicité des revenus qu'elle lui promet.

Un père de famille a deux enfants; l'un, seul de corps et d'esprit, est propre à toute espèce de travail et d'industrie; l'autre, infirme ou imbécille, est incapable de rien ajouter par lui-même à ses revenus.

Diviser également sa fortune entre ces deux enfants: le premier vivra dans l'aisance; le second n'aura pas même de quoi se sustenter.

Un père de famille sage corrige cette inégalité naturelle, en chargeant l'enfant sain d'esprit et de corps d'un pension viagère proportionnée aux besoins de l'autre.

Il fait l'avantage de celui-ci; et si l'autre supporte une charge plus considérable, il ne est dédommagé par le capital que lui on ses héritiers gagnent à la mort du pensionnaire.

Cette disposition a toute l'utilité des anciennes substitutions exemplaires, sans en avoir les inconvénients. L'autre, ne possédant que du viager, ne peut, à la vérité, disposer de rien; mais il trouve et reçoit le prix de la propriété dans l'augmentation de son revenu.

C'est un contrat de rente viagère que la nécessité l'obligerait de faire, et qui lui serait peut-être mal.

Le père de famille le fait pour lui; et le bénéficiaire de ce contrat tourne au profit de ses frères qui sont ses héritiers naturels.

[Faisons ces observations, on pourrait ajouter à l'article 138 ces dispositions:]

- Il peut même, quand l'un de leurs enfants est atteint d'une maladie de corps ou d'esprit
- qui le rend incapable d'administrer ses propres biens, lui assigner sa portion héréditaire en tout ou en partie, sur ses copartageants.

- Pour que cette assignation soit valable, il faut: 1° qu'elle soit conforme à ce qui est prescrit dans l'article 16 du chapitre de la disposition
- officieuse; 2° que le principal de la rente égale la portion héréditaire de l'enfant, si elle est perpétuelle; qu'elle surpasse notablement le revenu de sa portion si elle est viagère.

- Les dispositions contenues au chapitre de la disposition officieuse, s'appliquent au présent chapitre, dans les cas qui y sont relatifs.

Article 144 du même chapitre. Les dispositions renfermées dans cet article présentent deux inconvénients. 1° Elles admettent la rescision pour lésion du tiers au quart envers les partages faits par les ascendants, ce qui est la même lésion qui fait rescinder les partages ordinaires. 2° Elles exigent de l'ascendant une déclaration préalable de vouloir user du droit d'avantager un de ses enfants.

Par cela seul que, dans les partages ordinaires, on n'admet que la lésion du tiers au quart, il semble qu'on devrait ou exiger une plus forte lésion pour les partages faits par les ascendants.

Les partages ordinaires peuvent aisément être admis à revenir de leur erreur; mais il faut qu'il y ait plus qu'erreur pour autoriser les enfants à méconner l'autorité d'un père.

Le moindre égard qu'ils doivent à la mémoire de l'auteur de leurs jours, est de ne s'élever contre ses dispositions que quand ils y sont forcés par un intérêt important.

Une différence du quart, fut-elle une erreur, le voile du respect filial devrait la couvrir.

Un père est présumé éclairé également tous ses

enfants; il connaît mieux que personne la valeur intrinsèque de son bien et de chaque portion de son héritage, ainsi que les convenances respectives de chacun de ses enfants.

Ses craintes seraient vaines; refls des experts, auxquels on serait obligé de recourir, ne peuvent être que conjecturales; il n'est pas bien certain qu'ils puissent porter un jugement plus sûr que le père de famille.

Ils ne peuvent même pas considérer ce qui convient le mieux à chaque enfant, selon son état, ses goûts, sa position, ses habitudes, ses facultés intellectuelles; ils ont sur tous ces points aussi aveugles que le sort qui irradie leurs opérations.

Les enfants ont déjà beaucoup gagné par la disposition du père.

Ils ont économisé les frais d'un partage; ils ont conservé l'intelligence et l'harmonie entre eux; il ne leur est pas permis de les troubler par un modeste intérêt.

L'union des familles importe plus encore dans un gouvernement libre qu'en tout autre; c'est par la paix, qui est la famille, que l'on s'attache à la grandeur. Sans cesse d'un saint respect les arts qui croissent et se multiplient. Si parents de les ébranler quand la loi n'est pas assez forte pour faire résister qu'il y ait eu plus qu'une erreur.

La sagesse du père de famille peut ne pas lui permettre d'annoncer son intention d'attribuer un de ses enfants à la portion disponible. Il perd ainsi des amis de la répartition sur plusieurs, au préjudice d'un seul. Il le fait en paraissant ne céder qu'à des craintes particulières. C'est l'indignité de ne pas diviser une maison, une ferme, c'est l'arbitrage pour un rail de d'aroir pas de fous capricieux; c'est la satisfaction de posséder celui qui aripi il aura donne plus de sans. Ces motifs ne choquent personne de son côté, or rée sans nuire à l'union des cohéritiers, elles n'irritent pas l'amour-propre.

L'empire sur de parents motifs, et obligé de ne pas de famille à manifester une préférence toujours affligeante pour ceux qui n'en sont pas jaloux?

N'est-il pas plus raisonnable de supposer au père de famille l'intention que ces dispositions annulent, et de présumer qu'il a voulu user du droit que la loi lui donne, toutes les fois que, dans le fait, il paraît en avoir usé?

D'après ces observations, il paraît que l'article 111 pourrait être conçu de la manière suivante :

Le partage fait par l'ascendant ne peut être annulé que dans le cas où un des copartagés : 1° l'illégitime et offre de prouver qu'il continue, à son préjudice, une lésion du tiers, ou la quotité disponible.

Si le fait est prouvé, les copartagés seront tenus de compléter la portion héréditaire, déduction faite de la quotité disponible, soit en nature, soit en valeur, à leur choix.

Il faudrait, avant le chapitre VII, en ajouter un qui serait le VII, et qui contiendrait les règles de l'exhérédation. Ce chapitre pourrait être ainsi conçu :

#### CHAPITRE VII.

- Article 116. Les ascendants ne peuvent exheréder leurs descendants que pour les causes déterminées par la loi.
- Ces causes sont au nombre de quatre :
- 1° Si l'enfant a porté ou l'ascendant des

- menas impies, soit qu'il l'ait blessé ou seulement battu;
- 2° Si l'auteur de la déshonneur par une débauche capable de faire frapper à l'assaut;
- une peur affreuse ou infamante, ou par des libelles diffamatoires;
- 3° Si l'auteur a tenté à sa vie par le poison ou autrement;
- 4° Si l'auteur a eu un commerce criminel avec sa femme.
- Article 117. L'exhérédation de la cause d'exhérédation doit être exprimée dans la disposition, à peine de nullité.
- Article 118. Les enfants qui exherèdent la succession au préjudice de l'ascendant, sont tenus d'administrer la portion de la loi sur lequel l'exhérédation porte, sous la même peine.
- Article 119. Quand une exhérédation est faite, toutes les dispositions de celui qui l'a faite la sont aussi, même pour la quotité disponible, et sa succession est divisée par le seul ministère de la loi.
- Article 120. Quand l'exhérédation de des descendants, en partie, la réhabilitation l'est de toute, mais il ne peut en réclamer l'annulation.
- Article 121. La réhabilitation appartient au seul ministère de la loi.
- Article 122. Quand l'exhérédation est faite, l'annulation, dans cette annulation ne peut avoir pour effet la disposition que l'ascendant peut avoir faite de la quotité disponible, elle donne seulement à l'exhérédation le droit de réclamer sa portion héréditaire, comme si l'exhérédation n'avait pas été faite.

#### TITRE XI.

L'article 21 oblige le cohéritier qui acquiert une créance sur l'hérédité commune, de faire primer ses cohéritiers au bénéfice de son acquiescement.

Cette disposition est de toute justice; elle est conforme aux décisions des lois romaines, mais pourquoi ne pas l'étendre à tous les associés ou coassociés? ou plutôt, pourquoi porter une disposition particulière dans la loi, au lieu de la placer dans une disposition générale? Il y a, pour les uns et les autres, identité de raisons et de lois. Il paraît donc qu'il faudrait généraliser l'article et dire :

• Si l'un des associés ou des associés prend possession d'une créance sur la société ou sur la chose commune, avant ou après le partage, et qu'il n'y ait pas eu de son côté de lésion, il peut être contraint par ses cohéritiers ou coassociés d'en faire rapport à la masse, moyennant le remboursement de ce qu'il a réellement payé.

Article 22. De la section 1<sup>re</sup>, de la débauche. Il paraît qu'on devrait ajouter à cet article : et la chose vendue n'y trouve. A défaut, elle doit se faire ou lieu où cette chose se trouve, et il n'en a été autrement convenu.

Il paraît qu'on devrait ajouter à la troisième disposition de l'article 31, de la garantie en cas d'extinction : et si, depuis le jour où il y a eu motif de la rendre au vendeur.

Les articles 55, 56 et 57 ne paraissent pas renfermer des dispositions justes. L'article 51 du chapitre II, section 1<sup>re</sup>, de la débauche, donne à l'acquéreur le droit de se désister de la vente, si le meuble vendu ne lui est pas délivré au terme convenu. Pourquoi ne pas donner la même faculté au vendeur non payé du prix au terme convenu? Les chances d'un tel droit sont égales entre l'un et l'autre. Si l'importance à l'acquéreur d'avoir le meuble vendu à l'époque promise, il n'importe pas moins au vendeur d'avoir à la même époque

le prix sur lequel il a compté, d'être débarrassé de la chose remise, ou de pouvoir la transporter à un acheteur plus aisé.

Il ne faut d'ailleurs pas rompre les parties dans les débats judiciaires pour vendre le mobile objet dont la décision est toujours urgente et le peu peut influer notablement sur les fortunes.

On devrait leur distinguer les choses mobilières et les immobilières. Dans les premières, la vente serait renouvelée de pari et d'autre par le défaut de paiement ou de délivrance au terme.

Dans les secondes, au contraire, pour leur résolution, les règles prescrites dans les articles que nous examinons.

Nous les pourrions de cette manière :

« Article 75. Si l'acheteur ne paie pas le prix au terme convenu, il lui doit disposer : ou il s'agit de la vente de choses mobilières, ou il s'agit de la vente d'immobilières.

« Au premier cas, le vendeur a le droit, ou de résoudre la vente de la chose mobilière qu'il a remise ou son paiement, et d'en disposer à son gré, ou d'obliger l'acheteur à exécuter la vente.

« Il en est de même dans le cas où l'acheteur ne peut pas débiter le casus premier.

« Si la chose mobilière a été délivrée à l'acheteur, le vendeur n'a que le droit de le résoudre au paiement du prix.

« S'il s'agit de vente d'immobilières, le vendeur peut demander la résolution de la vente.

Les articles 76 et 77, ainsi restreints aux ventes d'immobilières, sont justes.

Article 91. Au lieu des dispositions contenues dans cet article, il paraîtrait plus renouvelé de dire :

« Dans le cas des deux articles précédents, l'acquéreur peut exiger que celui qui use de la faculté lui restitue le prix de l'immobilier.

Article 101. 1<sup>re</sup> absc. Il paraît qu'on devrait ajouter les dispositions suivantes :

« Quand l'exécution du contrat a trait de fraude, la prescription de quatre ans n'a pas lieu. Il faut examiner la fraude, et si elle est telle qu'on puisse présumer que les parties s'abusaient, jamais contracté au même prix, ou les restitué. »

### TITRE XII.

Article 10 de la section 1<sup>re</sup>, de la forme et de la durée des baux. Il paraît qu'on devrait ajouter à cet article la disposition suivante :

« Le colon partiel n'a pas cette limitation, si elle ne lui a été expressément concédée par le bail. »

Article 33 de la section III, des obligations du preneur. Il paraît qu'on devrait ajouter à cet article ces mots, dès lors qu'il a demandé que lui en sera faite par écrit.

Article 47 de la même section. Il paraît qu'on devrait ajouter à cet article les dispositions suivantes :

« Quand la chose louée périt entre les mains du preneur, c'est à lui à prouver qu'elle a péri sans sa faute; autrement il est tenu de la restituer ou d'en payer la légitime valeur.

« Si elle périt après qu'elle a été rendue totale, l'un des refusés à prouver que la perte est l'effet de la faute du preneur, autrement il est tenu de la restituer ou d'en payer la légitime valeur.

Article 72 de la section V des règles particulières à la ferme des biens ruraux. Il semble qu'on pourrait ajouter la disposition suivante :

« Il ne peut également en demander, lorsque la cause du dommage était existante et connue à l'époque où le bail a été passé. »

Après l'article 75 qui suit, il semble qu'on du vrait ajouter la disposition suivante :

« Le fermier ne peut demander un rachat s'il n'a déposé au bail un irrevocable le rachat dans le mois à compter du jour où il a été élu, et si s'il n'a formé un même temps sa demande du rachat de l'irrevocable. »

### TITRE XVI.

Il paraît qu'on devrait ajouter à l'article 41 de la distinction 1<sup>re</sup>, du dépôt ou de la garde des meubles sous, les dispositions suivantes :

« L'établissement de gardien forme, en outre, une obligation relative à la solvabilité et à l'obligation de répondre de la solvabilité et de la bonne conduite du gardien, qui est réglée l'homme et le mandataire du saisissant, même lorsque le porteur est nommé d'office par le juge, ainsi qu'il va être dit. »

### TITRE XVIII.

Le titre XVIII ne parle que du gage et du nantissement des choses mobilières. Il est à dire autre sorte de nantissement dont il paraît un exemple de déterminer les principes et les effets. C'est le nantissement des meubles remis sous le nom d'antichrèse.

Ce contrat facilite la circulation de l'argent; il empêche que le débiteur se laisse arrêter, et assure au créancier l'exécution du paiement des intérêts sous motif de la déduction, puisqu'il se paie de ses mains.

L'incertitude des récoltes, l'instabilité de la valeur des fruits, le danger de perdre les fruits d'exploitation, entraînent un excédant de fruits sur les intérêts; quand cet excédant n'est pas considérable, il doit être regardé comme la juste compensation de ce qui.

Il faudrait donc, si ces observations sont adoptées, refondre le titre XVIII et le consacrer ainsi :

Article 1<sup>er</sup>. Le contrat du gage et du nantissement est celui par lequel le débiteur remet une chose à son créancier pour sûreté de la dette.

« Quand la chose remise est un immeuble dont il est convenu que le créancier jouira ou jouira des intérêts de sa créance, et contrat s'appelle antichrèse.

« Il s'appelle gage ou nantissement, quand la chose remise n'est qu'un effet mobilier. »

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>.

#### De la gage et du nantissement.

(Tous les articles, tels qu'ils sont dans le titre XVIII.)

### CHAPITRE II.

#### De l'antichrèse.

« L'antichrèse ne peut avoir lieu pour sûreté d'une créance non encore contractée, ni pour une créance qui ne porte pas intérêt, si ce n'est à la charge d'imputer annuellement les fruits sur la créance.

« L'antichrèse ne peut pas aux hypothèques antérieures, et on donne au créancier sur une préférence sur l'immeuble.

« Le créancier est obligé, malgré son porte, de restituer, de payer les contributions et les charges annuelles de l'immeuble qu'il tient en antichrèse.

« Les articles 2, 9, 10, 12 et 13 du chapitre précédent s'appliquent à l'antichrèse.



• Il en est du même du onzième article. Néanmoins, si l'immeuble donné à antichrèse est une maison que le créancier occupe lui-même sans la sous-louer en tout ou en partie, il ne se fait jamais d'imputation des loyers sur le surplus principal; ils sont compensés avec les intérêts, à quelque époque que les uns ou les autres montent. • Il n'y a également jamais lieu à l'imputation, lorsque à l'époque du contrat il y avait un égal risque de perdre ou de gagner, en payant les fruits en paiement des intérêts, ni lorsque, en faisant une année commettre de toute la durée de l'engagement, la valeur des fruits n'excède pas le taux de l'intérêt de plus du quart. »

Article 12. Il paraît qu'on devrait ajouter à cet article la disposition suivante :

• Il peut la réclamer en tout temps, en payant la créance, sous-entendu tout pacte contraire. »

#### TITRE XIX.

Article 16 de la distinction II. Des conditions requises pour la validité du contrat. Il paraît qu'on devrait ajouter la disposition suivante :

• Il en est de même lorsque la rente viagère n'excède que de peu de chose la valeur incative de l'immeuble dont elle est le prix. »

Article 23. Il semble qu'on doit dire : le propriétaire d'une rente viagère, au lieu du mot consacré, qui paraît être une faute d'impression.

#### TITRE XX.

Article 35, section II. Des causes qui suspendent le cours de la prescription. Il semble qu'on devrait ajouter à cet article une troisième disposition, conçue en ces termes :

• 3<sup>e</sup> Dans tous les cas où le recours de la femme contre son mari semblerait insuffisant par son insolvabilité, ou exclu par défaut de connaissance de la part du mari, du droit qui serait été prescrit, ou autrement. »

Article 53, section IV. Des autres prescriptions. Il paraît qu'on devrait ajouter au troisième alinéa dudit article 53 ces mots, ou leurs parents ou tuteurs, et que cet alinéa devrait être ainsi conçu :

• Celles des maîtres de pension contre leurs élèves, ou leurs parents ou tuteurs, pour le prix de cette pension, et des autres maîtres contre leurs apprentis pour leur apprentissage. »

#### DISPOSITION GÉNÉRALE.

Il est dit qu'à compter du jour de la publication du Code, les lois romaines, les ordonnances, les coutumes générales ou locales, les statuts, les règlements, cessent d'avoir force de loi générale ou particulière dans les matières qui sont l'objet du présent Code, conformément à ce qui est expliqué dans le livre préliminaire.

Cette disposition est conforme aux articles 1, 2 et 3 du titre VI du livre préliminaire du droit et des lois. Elle ne fait cependant aucune mention des lois de la République qui ont été et seront promulguées avant la publication du Code. Il semble qu'on devrait en faire une mention expresse, pour éviter tout doute à cet égard.

OBSERVATIONS SUR LES TITRES VII ET VIII DU LIVRE III DU PROJET DE CODE CIVIL.

#### TITRE VII.

Ce titre détermine l'effet des lettres de ratification, la procédure à suivre pour les obtenir, les précautions que doivent prendre les créanciers pour n'être pas privés de leur hypothèque.

L'effet des lettres est de purger les privilèges et hypothèques pour lesquels il n'a point été formé

d'opposition légale avant le scellé des lettres scellées.

La procédure importée au moins six mois de délai, puisqu'il faut joindre les délais déterminés par les articles 10, 48, 61, 66, 68, 80 et suivants.

Les précautions sont communes à tous les créanciers; les femmes, les mineurs et les interdits n'en sont pas exceptés; rien ne saurait les relever de la déchéance, pas même l'insolvabilité ou l'ignorance de leurs maris ou de leurs administrateurs.

Elles exigent des formalités rigoureuses, dont l'observation entraîne la perte de l'hypothèque (art. 23), et qui doivent être renouvelées tous les cinq ans, à peine de déchéance (art. 14).

Elles aboutissent à des coactions, dans lesquelles les opposants sont seuls admis à se défendre, et qui laissent le créancier sans espoir et sans ressource.

Toutes ces procédures, tous les frais qu'elles occasionnent, retomberont sur le débiteur, ou plutôt sur l'immeuble qui était le gage de l'acquiescement des créanciers, et l'aboutissent qu'à diminuer d'autant leur sûreté. C'est en effet une chose remarquable, que l'acquéreur n'a intérêt à rapporter des lettres de ratification, et par conséquent s'en rapportera, quoique le vendeur ne présente pas dans les huitaines qui lui restent libres sa responsabilité suffisante des créances qui affectent l'immeuble aliéné; car, si les biens restants suffisent, l'acquéreur perd le contrat porte hypothèque, l'acquéreur qui, par le seul fait du paiement, est subrogé aux droits des créanciers, et qui peut les obliger à une acquisition préalable, l'acquéreur n'aura aucun intérêt à décaisser des lettres de ratification; son acquisition sera toute consolidée par un recours allé par le vendeur.

C'est sans doute une idée séduisante, que de présenter aux acquéreurs un moyen de consolider leur acquisition et de la purger rapidement de toute hypothèque, sans attendre le secours lent de la prescription que leur offre la section II du titre VI.

Mais sans se laisser éblouir par son éclat, il faut examiner si elle est équitable, si elle procure tous les avantages qu'on s'en promet, si les moyens d'exécution ne sont pas plus de mal que leur résultat ne peut opérer de bien.

Il est d'abord une idée qui saisit par sa justice et sa simplicité : c'est qu'un immeuble, frappé d'un privilège ou d'une hypothèque, ne peut être purgé que par le paiement effectif ou par le laps de temps qui le fait supposer.

Ce principe, appuyé sur la foi des contrats, n'a besoin que d'être énoncé.

Chercher à soustraire cet immeuble à l'hypothèque qui le grève, autrement que par le paiement de la créance, c'est donc évidemment chercher à faire tort ou créancier, que la loi doit cependant protéger comme tout propriétaire; c'est enfreindre la foi du contrat qui lie le débiteur au créancier; c'est nuire à l'un et à l'autre.

Si la valeur de l'immeuble n'était pas inférieure au montant des hypothèques, rien ne serait plus simple et plus facile que la solution du problème proposé : il suffirait de la disposition de l'article 49 du titre VI, et ce on serait point la peine de chercher à donner à l'acquéreur le moyen de payer plus tôt; il aurait bien, s'il le voulait, offrir le montant de la créance, et en cas de refus, le déposer.

La difficulté vient donc de ce qu'on suppose 1<sup>o</sup> que toutes les hypothèques peuvent n'être pas connues de l'acquéreur; 2<sup>o</sup> que le prix de la vente n'en égale pas le montant.

Pour obvier au premier inconvénient, on assujettit les créanciers à des formalités rapides de les faire connaître, mais dont l'omission entraîne la perte de leur hypothèque.

On croit remédier au second en couvrant des rachats.

Grà pallier l'insécurité de l'institution, mais ce n'est point l'en purger.

L'hypothèque qui est une propriété qui se conserve par elle-même sous les sergents des formalités : le créancier la possède comme il possède une maison, ou même encore une servitude ; imagine-t-on jamais d'obliger le possesseur d'une maison ou d'une servitude, à faire des déclarations tous les cinq ans pour en conserver la jouissance ?

En créant des moyens de conserver l'hypothèque, on crée nécessairement les moyens de l'anéantir : il faut l'ennemi des hypothèques, celui qui, le premier, bat l'idée d'en établir les conservateurs.

Qu'on exige du créancier, on l'exige sous peine de la perte de son hypothèque.

Ce n'est cependant pas son intérêt qu'on exige, c'est uniquement pour l'intérêt de l'acquéreur ; mais est-il bien facile d'accabler l'acquéreur, de l'exposer à perdre sa propriété, pour améliorer la condition de l'autre ?

Il existe une infinité de petites réformes qui font la richesse du peuple ; les frais d'acquisition en absorbent le revenu : il en est telle dont le revenu sera même insuffisant.

Est-ce donc contre les créanciers que la loi doit soutenir les acquéreurs ? Ils méritent protection, sans doute ; mais elle doit être dirigée contre les fraudeurs coupables de dissimulation, et non contre les créanciers à qui on ne peut reprocher que leur roture et leur facilité à obliger.

Si le créancier, ou l'acquéreur, doit être en souffrance, ne vaut-il pas mieux que ce soit le dernier créancier, qui pourra le pas acquiescer, en prendre des informations exactes, plutôt que le créancier, qui a dû se reposer sur la loi et sur l'autorité de son contrat ?

Quelle différence cependant entre la position où l'on place l'acquéreur et celle où l'on met le créancier ?

Le premier a la facilité de purger les hypothèques, ou de ne pas les purger.

Si son intérêt, ou ses formalités, lui font négliger la facilité que la loi lui offre, il ne perd qu'un avantage, et non une propriété, et un avantage injuste, puisqu'il aboutit à libérer son fonds sans payer les dettes.

Le second est irrévocablement condamné à former opposition tous les cinq ans ; or si l'oubli, il est puni par la perte du droit le plus pur et le plus respectable, celui de son hypothèque.

L'acquéreur règle ses démarches sur ses conventions, il peut même choisir judicieusement pour sa procédure le temps le plus inopportun au créancier.

Celui-ci est obligé de veiller en tout temps, d'entretenir la lutte avec les oppositions ; et si, après avoir suivi la procédure, il n'a pas de fonds libres ou suffisants pour surenchérir, il perd son hypothèque.

Il la perd par l'omission de la moindre formalité, comme par l'oubli de l'opposition elle-même. Une opposition irrégulière a certainement suffi pour le faire connaître à l'acquéreur, pour couvrir celui-ci et sa mauvaise loi ; n'importe, et la irrégularité est mortelle, elle emporte la déchéance du droit.

La mauvaise foi de l'acquéreur ne diminue

rien de la faveur dont il jouit. Sa confiance peut ne plus être dans son titre, dans ses connaissances. La loi l'autorise à la placer dans l'oubli, dans la négligence d'un tiers, dans la distraction d'un officier ministériel (art. 25).

Les la peine n'est plus relative au délai, l'effet n'est plus proportionné à la faute ; la mauvaise foi triomphe, et l'insouciance devient un crime.

C'est peut-être la sollicitude des acquéreurs que la loi considère, puisque l'acquéreur reste exposé à toutes les oppositions postérieures, pourvu qu'elles précèdent le souci des titres du rachat.

Avant l'acte qui le lie, l'acquéreur n'a aucun moyen de s'assurer que le fonds qu'il veut acquiescer n'est libre d'hypothèques, ou qu'il n'en est affecté que jusqu'à concurrence d'une somme déterminée. Il n'a de ressource que dans les informations que son intérêt ne lui laisse jamais négliger.

Après la publication au Code, tous les acquéreurs de la République seront et qu'étaient autrefois ceux de la capitale, de la province, et l'expérience de plusieurs siècles démontre que la loi peut être sans inquiétude sur l'efficacité de cette ressource.

Les érections n'étaient pas plus fréquentes en Provence, où il n'y avait jamais eu de conservateurs ; les hypothèques n'étaient pas moins assurées, les mutuelles moins solides et moins multipliées que dans les autres provinces.

Amis, avant l'acquisition, mal averti pour l'acquéreur dans les oppositions qu'on exige des créanciers.

Après l'acquisition il peut y trouver un avantage.

Mais si on le fait consentir à purger l'hypothèque sans payer la créance, c'est l'avantage de l'acquéreur, car la loi ne peut sanctionner.

Si on le fait consentir à ne pas laisser l'acquéreur pendant dix ou vingt ans dans la crainte d'être dépossédé par un créancier inconnu, cet avantage, pendant quelque chose de la défection qui le pourrait ; mais il ne pourra devenir entièrement légitime qu'en changeant le système de la loi.

C'est contre le créancier qu'elle est dirigée, presque c'est lui qui est obligé de faire et renouveler l'opposition, de la faire dans telle ou telle forme, à peine de déchéance de son hypothèque.

C'est sur le créancier que retombent les dédits, et les frais qu'il est obligé de faire pour conserver son hypothèque, et les frais de toute la procédure, puisque ces frais sont à la charge du débiteur, ou plutôt de l'incapable, qui est le gage du créancier, ainsi qu'on l'a dit en commençant.

C'est le créancier qui est obligé de surenchérir, s'il veut conserver son hypothèque.

Tout est dirigé contre lui. Il mériterait cependant la protection de la loi. Peut-être ses fonds lui soutient la famille de son débiteur, favorise l'agriculture, consacre ou augmente certaines institutions dont on lui envie le gage à coup sûr, il n'aurait rien de pire ; il a été utile à Phila, en mettant en circulation des fonds qu'il pouvait conserver dans ses coffres.

Tout est dirigé contre le créancier pour ménager à l'acquéreur la simple faculté de fixer son meublement, et de detacher de quelques années le terme que la loi a déterminé pour l'insinuation de son fonds.

Quel est donc cet avantage si important ? Fugons-en par la nature de la charge dont il délivre.

Quel est le droit du créancier sur le fonds

hypothéqué? C'est d'obliger l'acquéreur à le payer et à lui déléguer l'immeuble, les réparations préalablement remboursées.

L'acquéreur ne paie donc, en demandant des lettres de ratification, que la facilité de faire plus tôt ce qu'il craint d'être obligé de faire un jour. Il ne peut, par une seule fois, que celui-ci d'affection qui ne peut être l'effet de l'habitude prolongée, ou la suite des aménagements faites au fonds; car il faut se compter pour rien la perte du prix, puisque par l'action hypothécaire, comme par l'enchère, en cas des oppositions, l'acquéreur peut toujours ce qu'il a compté en vendant.

C'est donc, en dernière analyse, dans la crainte de contraindre au jour un simple intérêt d'affection, qu'on établit une procédure aussi longue que dispensable, qu'on soumet le vendeur à des formalités gênantes, qu'on l'expose à perdre un droit réel par une formalité, par un oubli.

Mais cet intérêt d'affection, qui nait bien rarement tout qu'on n'est pas rassuré contre le trouble, cet intérêt d'affection est lui-même la propriété du vendeur. Quand il a donné des espèces et qu'on lui a promis de lui rendre des espèces, il a rempli par l'affection du propriétaire; il s'est dit qu'il n'aurait mieux se procurer des espèces que de s'exposer à perdre un propriété. Il n'est ni juste et équitable ni priver le créancier d'un intérêt sous la loi d'un jour il a prévu.

Mais il cette anticipation du droit est au et grand bien, qu'il faille l'acheter à tout prix, ne valait pas au moins l'absence de la durée de l'action hypothécaire? Il n'aurait au moins évité la contradiction qui implique la disposition qui donne dix, vingt ou trente ans de durée à l'action hypothécaire et celle qui en limite l'exercice à cinq ans, sans d'opposition.

Pourquoi dire en substance: «A compter du jour de l'aliénation vous aurez dix ans pour agir sur l'immeuble,» pourquoi on doit lui dire, quelques pages après: «Vous n'aurez que cinq ans, et si vous n'acquiesce de prendre des lettres de ratification; et si et si acquiesce à la fin de la durée des dix années, vous perdez votre droit, si vous ne l'avez prévu par une nouvelle opposition; car il est remarquable que l'acquéreur peut prendre les lettres quand il lui plaît, et que le créancier est obligé de renouveler son opposition tous les cinq ans, à peine de déchéance.»

On a senti, avec raison, l'inconvénient qu'il y avait à reconstruire la durée de l'hypothèque, vis-à-vis du tiers, dans des bornes trop étroites: c'est été nous priver d'une richesse facile qui supplée à la richesse réelle, qui forme parmi nous une troisième espèce de bien d'autant plus précieuse que c'est à elle, et à elle seule, que doit venir leur prospérité et leur existence des déshérités dont le sol, tel que celui de la ci-devant Provence, couvert de montagnes stériles ou coupé par des torrents, n'offre aucune production spontanée, et trompe souvent l'espoir du cultivateur. C'est été rendre infiniment rares les emprunts qui vivifient l'agriculture, et diriger vers le commerce des fonds dont il n'a pas besoin.

On a senti qu'il ne fallait pas y avoir de différences entre des possessions analogues, et que la fortune conservatrice ne méritait pas moins de protection que la fortune conservée.

On a établi que l'action hypothécaire ne se prescrirait à l'égard du tiers détenteur que dans le même cas et sous les mêmes conditions que la propriété se prescrit (art. 79, III, VI).

Mais alors, pourquoi donner à ce même tiers détenteur, qui, quand il l'a vu, resté, quand il s'agit de la propriété, sous l'empire de la prescription pendant tout le temps de sa durée, la facilité de l'acquiesce, quand il s'agit de l'hypothèque, ou plutôt la facilité de se débarrasser de l'hypothèque sans payer la créance?

L'hypothèque attachée au fonds est-elle moins qu'une charge, un accessoire de ce fonds?

Est-elle moins favorable que les servitudes réelles, qui ne se perdent que par trente ans de non usage (art. 51 des servitudes), quelque effort que fasse le propriétaire du fonds pour s'en débarrasser, s'il ne délègue les créances de sa bourse?

Pourquoi donner à l'acquéreur le moyen de purger par anticipation l'hypothèque, quand on lui refuse, avec raison, celui d'acquiesce par anticipation les servitudes?

Pourquoi, surtout, lui donner ce moyen aux dépens du créancier, comme à son préjudice?

C'est l'acquéreur qui demande les lettres de ratification, c'est pour lui, et pour lui seulement, que tout en procédure est inutile; c'est par conséquent lui, et lui seul, qui doit en payer les frais.

Le vendeur n'y a aucun intérêt: on il a déclaré les hypothèques, on il les a dissimulées.

Au premier cas, on n'a rien à lui reprocher. Ces hypothèques, les inconvénients et les risques auxquels elles exposent l'acquéreur, qui été pris en considération lors du traité. Prendre et s'en débarrasser, c'est à lui seul, la volonté des lettres de ratification devant alors lui être interdite.

En second cas, ce ne sont pas des dépens qu'il faudrait allouer contre le vendeur, ce sont des dommages-intérêts qui devraient être la peine d'une dissimulation frauduleuse.

Mais, dépens ou dommages-intérêts, l'insolvabilité du vendeur rend, ainsi qu'on l'a dit, toute condamnation inutile contre lui, et la serait retomber sur le créancier, en le créant sur le fonds soumis à son hypothèque.

Le créancier ne peut que perdre par cette procédure; il n'est pas juste qu'il paie les frais.

Ses droits ne sont pas sacrifiés seulement par le risque qu'on lui fait courir de perdre sa créance par un oubli ou par l'omission de la plus légère formalité, par les frais dont on le grève; ils le sont encore par l'enchère qu'on ouvre quand l'acquéreur refuse de payer tous les créanciers.

Celui qui a omis de faire son opposition, ou qui ne l'a pas faite régulièrement, n'est pas moins tenu à l'enchère, et son hypothèque est irrévocablement perdue.

On craint également les étrangers et les créanciers sous-ordre. Il semble qu'ils craignent qu'un trop grand concours n'élève trop le prix de l'immeuble.

L'enchère est reçue au greffe. Elle est précédée du dépôt du content d'acquisition relaté dans un registre particulier, où il y a un vendeur, et d'une affiche dans l'antichambre; elle est suivie d'un réel et d'un instant l'adjudication et l'admission des formalités précédentes. Quand l'adjudication est au enchère, il doit donner caution: un procès-verbal de réception de caution devant alors nécessaire. Il faut vouloir coexister et ce procès-verbal ou pour valoir, pour en recevoir le prix; puis, après dix jours, les lettres de ratification. Ces lettres sont rapportées au tribunal, qui les scelle à dix jours déterminés.

Tout n'est point encore fini. Il faut recevoir du conservateur un certificat détaillé des oppositions, les donner au vendeur, et à quarante jours

pour payer les opposants. Après ce délai, comme une procédure d'ordre et de distribution du prix, dont les règles sont indiquées au titre de la *vente forcée*.

Tous ces actes, toute cette procédure, ne seront sans doute pas faits gratuitement : ils ne seront pas sur papier libre, ils ne seront pas affranchis de la formalité et des droits de timbre. Les royaux, les seigneurs et les parties seront forcées de faire payer le tribunal d'arrondissement, les ayants qu'elles seront obligées d'employer, ajouteront à la dépense; et tout cela se fera d'office, ou d'office, sur un mandement déjà suffisant pour acquiescer les créances des hypothèques le rapport. Tout retombera donc sur les créanciers, et l'acquéreur aura dûment leur gage, pour purger son acquisition qu'il ne couvrira pas.

Toujours libre de l'abandonner, il dépendra de lui de se retirer du combat qu'il aura indiscrètement engagé. Il obtiendra encore de l'adjudicataire le remboursement des sommes par lui déboursées (article 62), soit en argent, soit en nature, soit en provenant d'un sort d'insolence, de discussion, qui, sans lui, n'est peut-être jamais vu le jour.

Dans la loi que nous donnons la faculté d'offrir, tout devrait être égal. L'acquéreur, par son impatience de rendre son acquisition libre, lui corré aux créanciers le risque de perdre leurs créances, négatives de faits qui ne sont faits que pour son intérêt. Il faudrait, au moins, qu'il courût le même risque, et qu'une fois engagé dans la procédure, il y restât pour conserver son acquisition telle qu'il la donne, et payer les créances. La certitude qu'il aura alors les créances de ne rien perdre les démunira de la nécessité d'être tenu par des oppositions au droit qui, comme tout autre, existait par lui-même, et qu'on ne s'occupait à des formalités coûteuses que pour l'intérêt de l'acquéreur.

Mais il n'est point nécessaire de lui offrir des moyens de traiter les créanciers et d'établir la loi qui fixe la durée de l'hypothèque; il suffit de ne pas favoriser sa négation.

Laisser subsister l'intérêt et le besoin de prendre des informations avant d'acquiescer; et par un acheteur éclairé, vous en trouverez mille qui ne le seront pas : la Prudence en a fait une loi, et l'expérience pendant plusieurs siècles.

Ne craignez pas que la peur d'une éviction possible dans le cours de dix années, mise à l'agriculture, en décourageant des spéculations utiles, des réparations avantageuses. Un arpent d'acquéreur est toujours pressé de payer, et par conséquent d'améliorer. Il ne fait ni plus souvent de mauvaises récoltes; quelquefois même il apporte dans les améliorations dont il est assuré d'être en dédommagement, une augmentation de sûreté : plus on a à lui rembourser, moins il est facile de le dépouiller; et la loi protectrice de l'hypothèque l'incite sans doute à en faire de l'agriculture, et par la bonté des emprunts qu'elle encourage, et par les améliorations que le désir de lui échapper provoque; c'est l'effet de toutes les lois essentiellement bonnes. Il n'est pas jusqu'aux moyens qu'on imagine pour les études, qui ne soient d'un usage pour la société. Nous allons encore en l'expérience de nos pères. Ils ont vu, nous avons vu comme eux, reprocher à des acquéreurs d'avoir fait inutilement des réparations, pour rendre plus difficile une éviction inévitable; jamais on n'a vu leur reprocher d'avoir négligé la culture du fonds, dans la crainte d'une éviction éternelle.

Malgré les leçons de l'expérience la plus con-

stante, persiste-t-on à vouloir donner aux acquéreurs un moyen de purger leur acquisition dans un bel délai et la bonne heure. Mais que ce moyen soit simple, qu'il respire la justice et la candeur, qu'il ne route qu'à celui qui doit le prêter, qu'il ne compromette les intérêts du personnel.

Dans nos courts, il se présente comme de lui-même.

L'acquéreur est censé ne pas connaître les créances hypothécaires ou privilégiées du vendeur, puisqu'il n'y a plus d'inscription d'hypothèque, et que l'opposant qui la supprime perd tout d'effet, quand elle est postérieure à l'acquisition, que quand elle lui est antérieure et s'il n'y a qu'elle devenue le sera des lettres de ratification.

Il faut donc, quand l'acquéreur veut purger l'hypothèque, qu'il se conduise avec les créanciers comme on se conduit dans toutes les occasions où l'on est obligé de leur en parler, et on ne consulte ni la personne ni le domicile, c'est-à-dire, qu'il rite les créances hypothécaires à son profit.

On doit ajouter à cette citation des précautions plus amples que dans les autres, afin d'augmenter la certitude qu'elle reçoive toute publicité.

Il est des personnes qui, ou trouvent par cette précaution suffisante; mais d'abord elle est unique, à moins de rétablir par des inscriptions la publicité des hypothèques, qui sur le crédit et rend cette espèce de biens chancelants.

Il ne faut pas tout sacrifier au désir de protéger l'incertitude du créancier. La citation à son profit, telle que nous la proposons, donne assez bien l'effet aux créanciers que l'affiche de la masse dans l'audience du tribunal et autres lieux désignés dans la section II du chapitre IV du titre VII. C'est la même formalité exigée de l'acquéreur qui veut purger les hypothèques, et qui créancier sollicitant, parce que, dans l'un et l'autre cas, elle est de leur à produire le même effet. Il n'y a d'autre différence qu'en ce que, dans notre projet, elle est facultative, et n'a lieu que quand l'acquéreur ou le créancier sollicitant veut purger son acquisition; au lieu que, dans le projet de Code, elle est forcée dans tous les cas, même dans celui où il n'y a point de créanciers.

Les créanciers après les avoir déposés au greffe du tribunal des déclarations suffisantes pour faire connaître la nature de leur hypothèque et le montant de leur créance.

Cette disposition simple dispense de créer auprès de chaque tribunal d'arrondissement, des conservateurs, dont les fonctions deviennent inutiles.

C'est une charge de moins pour le peuple, une diminution d'embarras pour les plaideurs.

Il ne s'agit que de donner connaissance à l'acquéreur de tous les prétendants droit sur l'immeuble, et de mettre ces prétendants droit à portée de se connaître entre eux.

Cette connaissance respective se fait aux greffes des tribunaux, avec autant de sûreté et à peu moins de frais que chez un notaire public.

Elle est même plus complète, parce que elle fait toutes les parties connues la date, la nature et le montant de l'hypothèque de chaque créancier; elles s'apprennent tout ce qu'il importe à chacun de savoir; au lieu que chez le conservateur elles ne connaissent que l'existence de l'opposition; elles ignorent tout le reste, puisque l'article 27 dispense d'enoncer dans l'opposition le titre et le montant de la créance.

Au greffe, les parties n'ont à payer que la tran-

scription sur le registre de la déclaration, qu'elle signent : chez le conservateur, et le fait payer non transcription sur le registre, et les frais de l'exploit dont il est laissé copie au conservateur.

Pourquoi créer ainsi un nouveau fonctionnaire, pour faire, à plus grands frais et moins parfaitement, ce qu'un fonctionnaire fait mieux et avec plus d'économie ?

Les articles 90 et 91 du titre vu, de la vente forcée, admettent les déclarations dans la forme que nous indiquons, en matière de vente réelle. Pourquoi en exigeant-on d'autres, quand il s'agit de lettres de ratification ? L'acquéreur qui les demande n'est, à l'égard des créanciers, rien de plus que le saisissant d'un immeuble : il a été volontairement saisi par le vendeur, comme le saisissant l'a été par la justice ; l'un et l'autre tendent au même but, celui d'avoir l'immeuble franc d'hypothèques. L'intérêt des créanciers est la même à l'égard de l'un et de l'autre, il consiste toujours au maintien de leurs droits, ou à leur paiement.

L'acquéreur, instruit par les déclarations faites au greffe, a le choix de maintenir son contrat ou de l'abandonner.

S'il le maintient, il doit payer toutes les créances : ce n'est qu'à ce prix qu'il peut affranchir son acquisition.

Il ne peut pas s'en plaindre. S'il a été prudent, il n'aura rien compté à son vendeur : il est alors reporté au moment de son acquisition usure ; il a la faculté d'acquiescer ou de ne pas acquiescer.

S'il a commis une imprudence, c'est sa faute, il ne doit pas en punir les créanciers, qui n'en sont pas les auteurs.

En lui laissant la liberté du choix, on est juste envers tous : la liberté et la stabilité des contrats sont maintenues.

Ce n'est que lorsque l'acquéreur a déclaré délaisser l'immeuble, qu'il importe, d'un côté, de fixer les droits respectifs des créanciers ; et de l'autre, de connaître le véritable prix de l'immeuble pour résoudre avec lui le plus de créances possible.

La fixation des droits de créanciers, faite provisoirement par un procès-verbal sommaire au greffe, peut devenir un sujet de litige qui n'intéresse qu'eux.

Ce litige doit être vidé dans des formes expéditives, pour que la possession de l'immeuble ne soit pas longtemps incertaine, et qu'un séquestre n'en doive pas les fruits.

La vraie valeur de l'immeuble ne peut être connue par les enchères : c'est aujourd'hui par nous une vérité démontrée. Elles sont en usage dans les départements remplaçant la crierie des provinces, depuis la loi du 11 brumaire au VII, il est constant qu'il ne s'y est pas vendu un seul immeuble aux trois quarts de sa valeur.

Non cherchons point la cause ; quelle qu'elle soit, c'est le résultat qui doit fixer l'attention du législateur.

La voie de l'estimation par experts, autrefois pratiquée parmi nous, est sujette à bien des inconvénients ; elle entraîne des lenteurs éternelles, elle engage dans des recours, dans des incidents que la litigence et la mensure pour multiplier ; son inconvénient vice est d'être incertaine et dispendieuse.

Substituons-lui une route plus sûre, moins coûteuse et plus expéditive : nous la trouvons dans le droit d'offrir.

Quel est le but de la procédure depuis que l'acquéreur a abandonné l'immeuble ? Ce but n'est

pas de connaître sa valeur intrinsèque et absolue ; il est seulement de payer avec lui le plus de créanciers possible, de les mettre tous à portée de prendre sur l'immeuble la portion correspondante à leur créance, et de laisser sans regret et sans excuse ceux que l'immeuble ne peut pas payer.

Tous les créanciers ont droit sur lui ; mais leur droit n'est pas égal : leur hypothèque, leurs privilèges, sont entre eux dans le rapport des dates et des causes, leurs actions sur l'immeuble ne peuvent pas suivre d'ordre différent.

De là la nécessité de n'admettre l'action des créanciers que suivant le rang qui leur est assigné par le jugement d'ordre.

Chacun a droit sur la totalité de l'immeuble ; mais chacun n'y a le droit qu'à concurrence de sa créance. Il faut donc qu'en se chargeant de la totalité, il compte l'excédant du prix aux créanciers qui le suivent.

Il est possible que cet excédant ne remplisse pas ceux-ci de leur créance. L'immeuble peut cependant valoir plus qu'il n'a été vendu ou apprécié par l'acquéreur ; il peut être à la connaissance d'un des créanciers qui resterait en perte de son dû : en offrant de se mettre à la place des créanciers antérieurs, celui qui est exposé à perdre évite ce danger, et il remplit l'intérêt légitime de ceux-ci. Ils ne peuvent prétendre qu'à leur paiement, et il le leur offre dans les termes et les délais portés dans l'acte constitutif.

Il est tel immeuble dont la possession est plus précieuse pour un créancier que pour l'autre ; en situation, la proximité d'un corps de ferme ou d'une habitation, les projets d'un créancier, peuvent lui en faire désirer la possession. En tout, ces circonstances, tout étrangères qu'elles sont à la valeur absolue de l'immeuble, tournent encore à l'avantage du débiteur et des créanciers. Celui d'eux à qui il convient le mieux, est assuré de le conserver, s'il est postérieur, ou payant tous les créanciers antérieurs à lui qui ont déclaré vouloir se payer sur l'immeuble ; s'il est antérieur, en payant les postérieurs qui veulent l'en priver, on le rembourse lui-même.

C'est ainsi que, sans frais, et par la procédure la plus simple, on conserve le droit de tous, et l'on obtient sur l'immeuble tout ce qu'il est possible d'en obtenir.

La loi doit justice et protection à tout le monde ; ses incidents ne doivent jamais tourner au préjudice de celui qui en est l'objet. Une créance judiciaire ou comparaison de la totalité de l'immeuble peut être rangée au premier rang d'ordre ; il ne serait pas juste de mettre le créancier dans l'alternative de la perdre, ou de perdre le restant pris aux créanciers postérieurs. Celle charge pourrait excéder ses facultés ; son privilège lui serait alors nuisible.

Il ne peut prendre sur l'immeuble que sa créance ; ses obligations ne doivent pas être plus étendues que ses droits.

Dans chaque cas, le morcellement de l'immeuble peut le faire déquêter et nuire aux créanciers subséquents.

On s'aveugle ces inconvénients en permettant au premier créancier de s'en tenir à son hypothèque, quand elle ne s'étend pas au quart du prix de l'immeuble, et en n'obligeant le créancier à prendre de l'immeuble qu'une portion correspondante à sa créance, quand elle n'en égale pas les trois quarts.

Ce morcellement est une suite de la pluralité des hypothèques. Plusieurs portants sur le même fonds doivent s'y attendre ; chacun n'a pu compter

sur la totalité quand il ne prêtait qu'une portion de sa valeur.

Les créanciers postérieurs ne souffrent pas de cette facilité; ils en jouissent à leur tour; ils peuvent même réclamer la totalité, si leur intérêt l'exige.

Il n'est qu'un cas où cette faculté de réclamer la totalité peut légalement leur être interdite; c'est celui où il aurait été vendu par le même créancier plusieurs immeubles distincts et séparés.

#### TITRE VIII.

Les observations faites sur le septième titre annoncent celles qui vont être présentées sur le huitième.

Dans le premier titre, il était question d'assurer la possession de l'acheteur, de le tranquilliser, et de nuire le moins possible aux créanciers.

Dans celui-ci, il s'agit de payer le créancier dont le titre est exécutoire et la créance exigible, et de le prémunir contre les recherches des autres créanciers du débiteur.

Le problème est ici double: payer le créancier avec le moins de préjudice pour le débiteur; le payer sans faire tort aux autres créanciers.

L'intérêt du débiteur est lié à celui du créancier. Les droits de l'un et de l'autre sont réciproques sans être contraires; celui-ci ne trouverait plus d'acquéreurs, si celui-ci ne trouvait pas promptitude et sûreté dans son paiement.

Quelquefois le débiteur est de mauvaise foi; le plus souvent il n'est que malheureux; dans le doute, il vaut mieux le plaindre que de le punir.

La mauvaise foi échappe le plus souvent à la rigueur de la loi; le malheur est toujours aggravé par elle.

Occupons-nous de soulager l'infortuné; quelques précautions que nous prenons, il restera encore assez de frais pour punir la mauvaise foi.

Le titre de la vente forcée a pour objet principal de purger de toute hypothèque l'immeuble que le créancier fait vendre.

En prononçant des déchéances, en déclarant qu'après la délivrance l'immeuble serait libre de toutes les charges qui n'auraient pas été conservées, on a senti qu'un prêt sur le droit de propriété, en a tempéré cette rigueur, en s'abstenant de précautions, en provoquant les oppositions et les contestations.

Ici on presse le débiteur d'attaquer la procédure; il faut faire rendre des jugements qui le déclarent déchu de ce droit funeste de l'exercer dans un temps déterminé.

On plaide sur la point de savoir si la saisie sera attaquée, en attendant de plaider sur la validité.

N'est-il pas plus simple de fixer un délai, passé lequel la saisie ne peut plus être attaquée de nullité par le débiteur?

Là on soumet le propriétaire à des oppositions dont l'oubli interdirait toute revendication, quoiqu'on ait consacré, dans l'article 16 du titre vi, le principe que le droit de propriété ne peut être purgé par des enchères ni par un décret d'adjudication.

Partout les formalités sont enlaidies pour donner à la procédure un caractère de publicité qui légitime l'effet qu'elle doit produire.

Mais ces précautions mêmes sont funestes à toutes les parties.

Elles occasionnent des frais qui diminuent le gain des créanciers et augmentent leur perte, elles retombent sur ceux mêmes pour qui on les établit.

Elles nuisent au débiteur qui peut n'avoir

pas de comptant pour acquitter une dette, mais dont les immeubles seraient, avec une procédure plus simple, plus que suffisants pour remplir ses engagements.

En prolongeant la procédure, elles perpétuent le séquestre; elles rendent indispensables les baux judiciaires; elles nuisent à l'agriculture autant qu'aux particuliers.

Dans nos contrées, on ne donnait pas, à beaucoup près, autant de publicité aux saisies: il est à croire qu'elles aient été ignorées de créanciers, et que cette prétendue ignorance ait donné lieu à des inconvénients.

Chaque créancier surveillé et doit surveiller son débiteur et ses affaires; compions un peu sur cette sollicitude.

N'écraisons pas un débiteur de frais, pour entretenir ses créanciers dans l'incertitude.

La surveillance est aux capitaux, ce qui la surveillance est la culture sont aux biens ruraux.

Chaque qualité de bien a ses avantages et ses inconvénients; ne voulons pas être plus sages que la nature; ne cherchons pas à les en séparer.

Pourquoi soumettre le propriétaire à des réclamations dans un délai déterminé? Le créancier saisissant est-il quelque chose de plus qu'un acquéreur forcé? Comment l'acquéreur volontaire ne doit-il pas, avant de saisir, s'enquérir de la propriété de son débiteur? Il est obligé de saisir; mais il a été libre de prêter, avant de livrer ses deniers, il a dû s'informer des fardeaux de l'emprunteur; il n'a pas pu prêter sur la garantie des fonds qui ne lui appartenaient pas.

Le propriétaire qui voit son fonds saisi a sans doute le droit de faire casser une saisie attentatoire à sa propriété.

Mais il y a deux inconvénients graves à forcer sa réclamation.

Le premier est la déchéance que le défaut d'opposition entraîne; déchéance qui prend essentiellement sur le droit de propriété, puisqu'elle rétrécit dans l'espace de quelques mois la durée d'un droit qui, de sa nature, dure trente ans.

La loi lui garantit qu'il ne peut être dépossédé que par trente ans de dépossession; et cependant, si, à son insu, son fonds était saisi, ce droit sacré, que trente ans suffisent à peine pour étendre, serait emporté dans quelques mois.

Le second est la circulation des procédures et des frais que chaque saisie entraîne. Ce serait toujours des instances générales, qui lassent les tribunaux et ruinent les parties.

C'est bien assez, mais doute, qu'on ne guère les prévenir dans tous les cas: la loi ne doit pas les provoquer en les rendant indispensables dans toutes les occasions.

Il en est de même de l'opposition à fin de charge: chaque chose passe avec sa charge. Le créancier n'a prêté sur l'immeuble que tel que le débiteur le possédait; il ne peut pas le prendre différemment: il ne lui pas molesté le propriétaire pour favoriser l'incurie du créancier. La loi doit nous protéger contre la fraude d'autrui, mais non pas nous dispenser de faire usage de notre propre raison, etc.

Quant à l'opposition à fin de conserver, elle n'est que l'acte du créancier hypothécaire pour être payé sur l'immeuble; les règles et les formes de cette action ont été déterminées sous le titre précédent. Le saisissant n'est rien de plus qu'un acquéreur qui veut purger son acquisition; les procédures prescrites vis-à-vis du celui-ci doivent être les mêmes vis-à-vis de celui-là.

Notre projet a l'avantage de présenter l'uniformité

mité de marche dans deux procédures qui ont uniformité d'objet.

Nr gérons ni la liberté ni les spéculations des citoyens.

Le créancier saisissant peut avoir intérêt à purger les hypothèques, il peut l'avoir à ne pas s'engager dans cette procédure.

Que lui importent les hypothèques, si les immeubles qu'il ne sait pas, si l'industrie ou les ressources de son débiteur, lui offraient une garantie suffisante ?

Déterminons la procédure de manière à pouvoir se prêter aux convenances du créancier.

Quand il n'a pas recours sur la stabilité de son paiement, il doit trouver dans la loi des moyens de les désigner.

Nous les lui avons offerts par le titre précédent, en faisant à l'acquéreur le moyen de consolider son acquisition.

Les longueurs, les frais de cette procédure, sont le prix de la sûreté qu'elle procure.

Le créancier ne peut pas s'en plaindre, il a demandé de lui de les épargner.

Il y a cependant une différence à faire entre le créancier et l'acquéreur : celui-ci, étant engagé librement dans la procédure, doit en supporter les frais, celui-là, agissant forcément, doit trouver son remboursement sur l'immeuble affecté à sa créance, dont les frais sont un accessoire.

Cette procédure retombe alors sur le débiteur ; mais c'est l'effet naturel de l'abandon, d'aspérer la déduction : il ne peut accuser ni le créancier, ni la loi.

Quand la saisissant ne veut pas purger les hypothèques, les autres créanciers n'ont point à souffrir de sa procédure : il est inutile de s'en préoccuper de leur intérêt. Elle ne peut plus compromettre que l'intérêt du saisissant et celui du débiteur : la loi ne doit leur plus chercher qu'à les concilier.

L'un et l'autre suivraient une procédure expéditive, et par conséquent dépourvue d'entraves : n'y trouveraient-ils que l'avantage d'éviter un bail judiciaire et d'abréger la durée de la séquestration, ce serait déjà un grand bienfait.

L'objet du créancier est d'être payé le plus tôt possible.

Le devoir et l'intérêt du débiteur sont d'accélérer ce paiement, et de ne pas abandonner l'immeuble pour un prix inférieur à sa valeur.

Ici il ne peut y avoir de bascule dans l'évaluation de la mesure du rôle de la contribution foncière : cette mesure a un bail punitif ; elle remplit suffisamment l'intérêt des particuliers.

Une fois établie, chacun aura intérêt à faire porter dans la matrice des rôles ses impositions à leur vraie valeur ; c'est une garantie de plus qu'aura le Gouvernement sur les évaluations du rôle.

Elle économise les frais d'expertise et les procès auxquels elle donne lieu, et si elle offre quelque avantage au créancier, le débiteur en est dédommagé par l'économie de ces frais, et par celle du qu'il en sus que les pays de collocaction accordent au créancier obligé de se colloquer.

Enfin la perte qu'elle peut donner au débiteur n'est pas irréparable. D'un côté, il peut procurer des offrandes ; et alors il trouve dans les enchères sommaires la plus haute valeur de l'immeuble.

De l'autre, il a vu au pour le revendiquer en remboursant le créancier.

Ce n'est, quo le projet de Code lui refuse, est de toute justice.

L'unité dans le terme d'une année, il ne peut nuire à l'agriculture.

A peine le créancier aura-t-il fait une récolte ; il n'aura pas même eu le temps de confectionner et préparer ses améliorations, qui lui seraient d'ailleurs toujours remboursées.

On permet au vendeur de le stipuler pour dix ans ; pourquoi la justice, qui, dans ces procédures, remplace le vendeur, ne pourrait-elle pas, supplantant pour lui, le réserver pour une seule année ?

Le rachat stipulé pour dix ans par le vendeur est-il moins préjudiciable à l'agriculture que le rachat exorbitant pour un an par la loi ?

Dans le premier cas, il fait partie du prix, dira-t-on.

Il le fera dans le second, si l'immeuble est adjugé aux enchères.

Il a déjà fait partie de l'engagement du débiteur et du créancier, si celui-ci est colloqué, car celui qui prête doit être garant de paiement, il ne prend l'immeuble comme à sa créance qu'à la charge de le rendre dans un an si le débiteur peut la lui rembourser.

En tout temps, dans tous les pays, on a accordé la faculté du rachat au débiteur saisi.

Dans les pays de décrets, il avait le rachat, quel qu'il fût dix années.

Dans les pays de collocaction, il avait le rachat, quel que fût son an.

Ne lui refusons pas ce secours au sortir d'une révolution qui a fait à l'agriculture des plaies qui ont la sagesse du Gouvernement actuel ne créera-t-elle pas facilement. Tendons une main secourable au propriétaire ; rassurons son émigration et son industrie, en lui conservant l'espoir de rentrer dans la possession de ses biens. Si le rachat n'avait jamais été établi, il faudrait le créer aujourd'hui plutôt que l'abroger.

Il reste à répondre à une difficulté : à défaut d'emprisonniers, le créancier qui a donné de l'argent sera obligé de prendre des immeubles dont la possession peut ne pas être à son avantage.

Qu'en ne s'en étonne point : cette obligation n'est-elle dans son titre, elle dérive de sa volonté.

Il a prêté à un propriétaire d'immeuble, il n'en a exigé l'affection, car pour s'y payer en cas qu'il ne lui fût pas rendu des espèces.

Si telle n'était point sa volonté, il n'aurait versé ses fonds dans le commerce. En lui offrant des immeubles, on lui offre une des branches de l'industrie qu'il a voulu se ménager.

Le moyen de paiement que nous indiquons est en usage dans la ri-drante. Preuve, depuis un temps immémorial, une expérience constante l'a fait reconnaître comme un des plus grands bienfaits de la législation qui la régit.

Nous n'avons fait qu'élaguer de la procédure ce qui l'embarassait, et la rendant onéreux aux parties ; nous y avons adapté tout ce qui, dans les institutions nouvelles, pouvait concourir à l'améliorer.

Dans des pays riches, on peut négliger ces petites économies, qu'on se sert de considérer dans des régions moins favorables.

Ici nous avons le besoin du climat, nous nous n'avons rien de plus.

Autrefois on a la légalité du sol.

Il est peut-être permis de voir ailleurs la mauvaise foi dans le défaut de paiement d'un créancier, et de traiter avec rigueur le débiteur qui ne donne pas les espèces promises.

Si la rigueur serait une barbarie ; le malheur est si fréquent qu'il exclut le soupçon de mauvaise foi.

Une même nation doit sans doute être régie par les mêmes lois ; mais cette uniformité serait une

causité pour les régions peu fortunées, si la législation consultait moins fructueusement que celles des régions qui le sont davantage.

Le régime qui le faible peut supporter ne saurait nuire au plus fort, mais le régime de celui-ci serait mortel pour celui-là.

Ses réallocations ont fructifié, répandre dans les autres départements les bénéfices qu'ils répandaient sur nous depuis des siècles.

Les ventes forcées des autres départements nous étonnaient, nous ne sommes pas assez froids pour les supporter.

## TITRE VII

### DES LETTRES DE RATIFICATION.

Article 1<sup>er</sup>. Les lettres de ratification sont un acte emanant du tribunal dans le ressort duquel les immeubles aliénés sont situés, par lequel il ratifie les contrats d'aliénation, en déclarant la propriété purgée de tous privilèges et hypothèques.

#### CHAPITRE PREMIER.

DE L'EFFET DES LETTRES DE RATIFICATION, ET SUR QUELS CONTRATS ELLES PEUVENT ÊTRE OBTENUES.

Art. 2. Tous propriétaires d'immeubles, soit en plein ou une propriété, soit en usufruit, par acquisition, échange ou autres actes volontaires translatifs de propriété à titre onéreux ou gratuit, qui veulent purger les biens aliénés des hypothèques dont ces immeubles sont grevés, sont tenus de prendre, à risque et perte, des lettres de ratification.

Art. 3. Ceux qui ont pris de semblables lettres ou sont pas tenus des effets des précédents propriétaires, en quelque sorte et sous quelque prétexte que ce soit, lorsque les créanciers ont exigé de faire leur déclaration dans la forme légale avant le sceau de ces lettres.

Art. 4. L'effet des lettres de ratification se borne à purger les privilèges et hypothèques. Elles n'effacent point le droit de propriété, les charges et servitudes réelles.

Elles ne couvrent point les vices et les nullités du contrat.

Art. 5. On peut prendre des lettres de ratification sur une vente faite avec faculté de rachat ou sous toute autre condition résolutoire ; et néanmoins les privilèges et hypothèques non éteints par le paiement et premier leur force si la faculté de rachat est exercée, ou si les résolutions résolutoires ont leur effet.

Art. 6. On ne peut prendre des lettres de ratification sur une aliénation faite sous condition suspensive.

Art. 7. L'acquéreur ne peut prendre des lettres de ratification, si la faculté lui en a été interdite par le contrat d'aliénation.

Art. 8. Celui qui a revendu ne peut plus prendre des lettres de ratification sur son acquisition.

Art. 9. Le successeur à titre universel ne peut en prendre, sauf à celui dont le titre universel ne l'oblige qu'à raison de l'insolvent à suivre les voies de droit pour parvenir à sa libération.

Art. 10. La litation entre héritiers, et le partage, n'opèrent point un changement de propriété dont ils ne sont que déclaratifs, le cohéritier ou la vente commune ne peut en prendre sur ces lettres des lettres de ratification.

Art. 11. L'acquéreur des droits successifs, entrant au lieu et place de son vendeur, ne peut se libérer des effets de la succession dont il se trouve chargé, que dans le cas et de la même manière que le vendeur son vendeur.

Les lettres de ratification qu'il prend ne peu-

vent purger que les dettes personnelles de son vendeur sur les immeubles auxquels ces lettres sont appliquées.

## CHAPITRE II.

### DE LA DEMANDE DES LETTRES DE RATIFICATION.

Art. 12. L'acquéreur qui veut purger les privilèges et hypothèques dont l'immeuble acquis est grevé, est tenu de faire viser son vendeur et les créanciers indiqués dans son acte, à domicile, et les autres à ce publier, par-devant le tribunal de la situation de l'immeuble.

Art. 13. La citation est faite à ce public au principal domicile, et dans tous les autres lieux circonvoisins du siège du tribunal du domicile du vendeur et de la commune où l'immeuble est situé.

Elle est visée par le juge de paix de chacun de ces lieux.

Elle est affixée à la porte de chaque administration municipale, et aux lieux les plus apparents et accoutumés de chaque commune, ainsi que dans l'audience du tribunal saisi de la demande et dans celui du tribunal d'appel auquel il ressort.

Art. 14. Elle contient les noms, prénoms, domiciles et professions du vendeur et du poursuivant ; la désignation de l'immeuble par sa nature, qualité, ses limites et alentours ; l'indication sommaire de la date, du prix et des conditions de l'acte translatif de propriété, et sommation à tous les créanciers prétendant privilège ou hypothèque, de comparaître au greffe du tribunal dans le délai requis, et d'écrire un avis au greffe sous les communications précitées être faites.

Art. 15. Le délai de la citation ne peut être moindre de deux mois, ni plus long de soixante-dix jours.

Art. 16. Si le contrat n'est pas à titre onéreux, ou si le prix n'est pas fixé ou liquidé, le poursuivant, ou son fondé de procuration spéciale et authentique, fait dans la même citation une déclaration du prix auquel il croit l'immeuble. Dans tous les cas, il signale la citation sur l'original et sur toutes les copies.

Art. 17. Si le contrat porte aliénation de plusieurs immeubles, ou des membres avec l'immeuble sous distinction de prix, l'acquéreur fait dans la citation une déclaration de la division qu'il entend faire du prix de chaque fonds.

Art. 18. Si le contrat porte des immeubles situés en plusieurs arrondissements, l'acquéreur est obligé de faire la même procédure par-devant les tribunaux d'arrondissements de la situation de chacun de ces immeubles, à moins qu'ils ne dépendent tous du même corps de ferme, auquel cas il suffit de s'adresser au tribunal dans l'arrondissement duquel est situé le principal manoir.

Art. 19. S'il y a eu plusieurs ventes successives, le dernier acquéreur qui veut purger toutes les hypothèques, doit comprendre dans une citation les noms et qualités des précédents propriétaires.

Art. 20. A l'expiration de la citation, et dans les dix jours qui la suivent, sans exception, le poursuivant présent, sur simple requête, au jugement ou des juges pour en dresser procès-verbal suivant les règles indiquées au chapitre de l'ordre, au titre VII.

## CHAPITRE III.

### DES DÉCLARATIONS DES CRÉANCIERS, ET DE LEUR RADIATION.

Art. 21. Les créanciers cités à domicile, ou à ce public, sont tenus de se présenter au greffe dans



le délai de la situation, et d'y faire par eux-mêmes, ou par un fondé de pouvoir, la déclaration sienne, 1<sup>o</sup> du Pavové dont ils ont fait choix, 2<sup>o</sup> de la date et de la nature de leur créance; 3<sup>o</sup> de sa qualité en principal et intérêts.

Art. 22. Ces déclarations sont reçues sur un registre qui est rédigé par le commissaire nommé pour procéder à l'ordre, avant de commencer son procès-verbal, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Art. 23. L'acquéreur qui a reçu l'immeuble en paiement de sa créance personnelle, ou qui a compté le prix de son acquisition à des créanciers hypothécaires ou privilégiés, n'est point tenu de faire la déclaration particulière : il est, de droit, rangé dans le procès-verbal.

Il en est de même du vendeur, pour la conservation de ce qui lui est dû par le contrat de vente.

Art. 24. Les déclarations peuvent être alléguées par l'acquéreur et par chaque créancier, ainsi que par le vendeur.

Art. 25. Quand l'acquéreur veut faire rayé quelques déclarations, il le déclare dans le procès-verbal d'ordre, et il lui est concédé acte de cette déclaration.

Art. 26. Les déclarations des créanciers ne peuvent être rayées que du consentement du créancier qui les ont formées, ou en vertu de mainlevée obtenue en justice.

Art. 27. Le conservateur ne peut être damné que par des actes passés en forme authentique par le déclarant, ses successeurs ou ayants cause, ses tuteurs, ou autres ayant l'administration actuelle de ses biens, ou par ceux qui sont chargés de procuration par-devant notaire, avec pouvoir général ou spécial de donner mainlevée.

Art. 28. A l'égard des mainlevées obtenues en justice, si elles ont été prononcées par jugement rendu en dernier ressort avec le déclarant ou ses représentants, le jugement doit lui être signifié en la prison de son avoué, et l'exploit de signification est représenté au greffier avant que la déclaration puisse être rayée.

Art. 29. Si le jugement n'a été rendu que par défaut, celui qui veut faire rayé la déclaration en fait dire par écrit au greffier la signification prescrite par l'article précédent, un certificat de l'avoué qui a comparu pour le demander en mainlevée, portant que, dans le délai fixé par le Code de procédure civile, il ne lui a été signifié aucune opposition au jugement, et que depuis ce délai, il n'en est survenu aucune.

Art. 30. Ce qui vient d'être dit dans les deux derniers articles, à l'égard des jugements en dernier ressort, s'applique aux jugements sujets à appel.

Dans ce dernier cas, le créancier contre lequel la radiation est poursuivie, doit dénoncer au greffier, dans le délai d'un mois, à dater de la signification du jugement, l'appel qu'il en a interjeté; faute de quoi sa déclaration sera rayée, sur la représentation du jugement et de sa signification.

Art. 31. Les frais relatifs aux déclarations, mainlevées et radiations, sont à la charge de la partie qui succombe. S'il n'y a point de contestation, ils doivent être acquiescés de la créance.

Art. 32. La dénonciation du décès du déclarant ne suspend point les procédures, qui sont continuées vis-à-vis de l'avoué sous le nom du défunt qui l'avait constitué, tant qu'il n'y a point du repris un nom de l'héritier ou de ses représentants.

Art. 33. Si l'avoué du déclarant meurt, les

procédures sont continuées au domicile qu'avait cet avoué, et ensuite à celui de son successeur.

#### CHAPITRE IV.

##### DE L'OPTION DE L'ACQUÉREUR.

Art. 34. Dans les trois jours du renvoi à l'audience, prononcé par le commissaire nommé pour procéder à l'ordre, ou lorsque le poursuivant a renoncé à la signification du jugement, s'il n'y a point d'appel, et dans celle de la prononciation du jugement d'appel, le poursuivant fait au greffier et signe la déclaration de vouloir conserver l'immeuble, ou de le délaisser aux créanciers.

Art. 35. Au premier cas, il est tenu de payer tous les créanciers dont les déclarations n'ont pas été rayées conformément à leurs titres, et il n'y a plus lieu de poursuivre le renvoi à l'audience.

Art. 36. Le lendemain, ou au plus tard dans les trois jours, le poursuivant obtient sur sa requête, à laquelle il joint sa déclaration, un jugement qui lui en concède acte, et déclare, au moyen de ce, l'immeuble libre et affranchi de tout privilège ou hypothèque, autres que ceux mentionnés dans les déclarations sur le jugement énuméré.

Le poursuivant fait inhumer le jugement à chacun des créanciers dont les droits ont été maintenus.

Art. 37. Si le poursuivant déclare délaisser l'immeuble aux créanciers, il le leur notifie dans les trois jours de la déclaration.

Art. 38. Faute de déclaration et de notification dans les délais ci-dessus, le poursuivant est déclaré déchu de l'option et demeure soumis à l'acquittement des créances déclarées.

Le plus diligent des créanciers fait rendre un jugement conforme à celui dont il vient d'être parlé. Ce jugement est rendu dans une simple requête, à laquelle le créancier joint une citation du greffier, par laquelle il n'y a pas eu de déclaration dans les trois jours, ou (s'il y a eu déclaration) une citation du recouvrement de l'immeuble, constatant que, dans les quatre jours suivants, il n'a enregistré aucun exploit de notification.

Art. 39. Si le poursuivant opte pour le délaissement et le veut, ainsi qu'il vient d'être dit, il n'a pas la même option tous les créanciers à l'audience, ou au plus tard énoncée de plus de quinze jours, et où l'on ne peut admettre d'autres réformations que celles constatées au procès-verbal.

Art. 40. Le poursuivant, quand il n'a pas renoncé aux déclarations des créanciers, n'est dans la cause que pour obtenir contre celui des créanciers qui succombera, ou contre le vendeur, s'il est condamné, le remboursement des frais des sommations et citations relatives à l'ordre; tous les autres frais par lui faits, même ceux de la notification du délaissement, restent à sa charge.

Art. 41. En attendant le jugement définitif de l'instance d'ordre, l'acquéreur conserve l'immeuble, à la charge de ramper des fruits à qui il sera dû. Mais si l'instance n'est pas définitivement vidée dans trois mois, il peut faire ordonner le séquestre de l'immeuble.

Il est ensuite procédé à l'ordre entre les créanciers et à leur paiement, ainsi et de la manière qui sera expliquée ci-après, chapitre de l'ordre et de l'option entre les créanciers.

#### TITRE VIII.

##### DU PAIEMENT DES CRÉANCIERS.

###### Dispositions générales.

Art. 1<sup>er</sup>. Le créancier peut choisir pour son

pairement tel immeuble appartenant à son débiteur que bon lui semble.

Art. 2. Il peut porter ses exécutions sur l'usufruit des immeubles et sur leurs accessoires réputés immeubles.

Art. 3. Il peut également les porter sur les meubles et effets mobiliers du débiteur.

Art. 4. Quand le créancier a une hypothèque générale ou spéciale, il ne peut agir sur l'immeuble qui en est affecté, s'il est hors de la main du débiteur, qu'après avoir épuisé les biens qui lui restent.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### Sur qui la saisie doit être faite.

Art. 5. La saisie réelle ne peut être faite que sur le débiteur.

Néanmoins le créancier peut procéder contre le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué à la dette, ainsi qu'il est expliqué au titre des privilèges et hypothèques.

Art. 6. Toute saisie réelle est nulle, si elle n'est faite sur le vrai propriétaire.

Art. 7. Elle peut être faite sur celui qui a la pleine propriété, et sur celui qui n'a que la nue propriété ou l'usufruit, chacune selon son droit.

Art. 8. On ne peut pas saisir réellement la part indivise d'un cohéritier dans les immeubles de la succession, sauf au créancier à provoquer le partage ou la licitation du chef de son débiteur.

Art. 9. Le créancier qui a saisi réellement l'immeuble d'un mineur ou d'un interdit ne peut s'y colloquer qu'après avoir discuté le mobilier dans les formes prescrites par les articles 88 et 89 du titre des tutelles.

Si le compte de tutelle ou le compte d'administration n'ont pas été tenus dans le délai indiqué par le tribunal, ou si les meubles et les droits formels le requièrent, le créancier, qui le créancier n'est pas tenu de débiter, sont insuffisants pour acquitter la dette, le créancier est autorisé, par une simple ordonnance sur requête, à poursuivre sa collocation.

Art. 10. Le créancier n'est point tenu de discuter le mobilier dans les cas suivants :

1° Si le compte est hors de tutelle par l'émancipation;

2° Si l'immeuble saisi est possédé par un tiers autre qu'un mineur ou un interdit, et que ce soit une dette commune;

3° Si les poursuites avaient été commencées contre un mineur ou avant l'émancipation.

Art. 11. L'ajudication prononcée sans discussion du mobilier du mineur ou de l'interdit, n'est pas nulle, à moins qu'il ne soit prouvé que le mineur ou l'interdit avait, lors de la collation, des meubles ou des droits suffisants pour acquitter la dette.

Cette action, ou ce qui conserve le mineur, ne peut être exercée après l'âge de sa majorité.

Art. 12. La collocation sur des immeubles acquis de communauté peut, pendant le mariage, être poursuivie sur le mari seul, quoique la femme ne soit obligée à la dette.

S'il s'agit de biens propres de la femme, la poursuite est faite contre le mari et la femme, et en cas de refus du mari de procéder conjointement avec sa femme, elle peut être, à cet égard, autorisée par la justice à la poursuite de ses droits.

Si la femme et le mari sont mineurs, il doit être nommé à la femme, par la famille, un tuteur ad hoc, contre lequel le créancier poursuivra.

Il en est de même si la femme seule est mineure,

et que le mari majeur refuse de procéder conjointement avec elle.

#### CHAPITRE II.

##### Sur quel titre et pour quelles dettes on peut saisir réellement.

Art. 13. On ne peut saisir qu'en vertu d'un titre authentique et exécutoire, pour une dette certaine et liquide.

Néanmoins, si la dette est en espèces non liquidées, la saisie réelle est valable, pourvu que la liquidation ou soit faite avant la collocation.

Art. 14. On ne peut saisir sur l'héritier ou sur la veuve commune, qu'après avoir fait déclarer exécutoire contre eux le titre émané du défunt ou du mari.

Art. 15. Le titre redé ou transporté par le créancier est exécutoire au profit du cessionnaire, comme il l'était au profit du cédant, pourvu que la signification de l'acte de cession ou transport ait été faite au débiteur.

Art. 16. On peut saisir réellement en vertu d'un jugement rendu par provision, ou d'un jugement définitif exécutoire par provision, mais, dans l'un et l'autre cas, la collocation ne peut être faite que quand il est intervenu un jugement définitif passé en force de chose jugée, ou rendu en dernier ressort.

Art. 17. Un créancier peut, soit en vertu d'un jugement, soit en vertu d'un titre authentique et exécutoire, d'abord légalisé s'il y a lieu, saisir réellement un immeuble, en quelque partie du territoire de la République qu'il soit situé.

Art. 18. Il n'est pas permis de procéder par saisie réelle, si la somme n'est que d'une somme de 300 fr. et au-dessous.

Art. 19. Encore que la dette soit suffisante pour saisir réellement, le juge peut suspendre la procédure, si le débiteur consent à faire vendre les fruits de ses immeubles pour trois ans, et s'il en offre la délégation au créancier, soit à la dernière à reprendre ses poursuites, s'il survient quelque cause d'arrêt.

Art. 20. La saisie réelle n'est pas nulle, quoique le créancier l'ait poursuivie pour une somme plus forte que celle qui lui est due, pourvu néanmoins que la dette excède 300 fr.

#### CHAPITRE III.

##### DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTE LA PROCÉDURE EN COLLOCATIONS.

Art. 21. Toutes les procédures, soit principales, soit incidentes, sur la saisie réelle, doivent être commencées dans la première instance qu'en dernier ressort, et les jugements sont prononcés à l'expiration des citations, ou aux audiences qui suivent immédiatement, sans attendre le tour de rôle, et sans qu'il soit besoin de les faire précéder de citation au bureau de conciliation.

Art. 22. Dans les délais réglés par ces expressions, depuis ou à compter, le jour dont on part n'est pas compté, et si le jour de l'expiration est férié, elle est au jour suivant.

Art. 23. Lorsque le saisi a constitué un avoué et l'a désigné à l'avoué du poursuivant, toutes les significations qui doivent être faites au saisi, à personne civilement, le sont aussi à son avoué, par qui l'original des exploits doit être visé.

Art. 24. Les nullités de forme ne tiennent que les actes qui ne sont affectés et ceux qui s'en sont suivis.

Art. 25. L'appel, dans les cas où il est admis, n'est recevable qu'autant que l'acte d'appel contient citation au tribunal d'appel, au jour indiqué par la loi.

Art. 26. Dans tous les cas où la loi refuse aux parties le recours en cassation, le commissaire du Gouvernement près le Tribunal de cassation peut requérir, au y a lieu, pour l'intérêt de la loi, que la nullité des jugements soit prononcée.

Art. 27. Le débiteur peut en tout temps faire cesser la procédure, en payant le créancier en principal, intérêts et dépens.

#### CHAPITRE IV.

##### DE LA SAISIE RÉELLE.

Art. 28. La saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, fait à la personne du débiteur ou à son domicile, par le ministère d'un huissier.

L'original du récépissé doit être mis gratuitement, dans les vingt-quatre heures, par le juge du parç du lieu où il aura été signifié, en payant l'un des assesseurs. Il n'en est tenu copie ni rien qui donne le cas.

En tout du commandement est la copie des titres de la créance, et il y est déclaré que, faute par le débiteur de payer, il y sera contraint par la saisie réelle de ses immeubles.

Art. 29. Huit jours au plus tôt, et trois mois au plus tard, depuis le jour du commandement, il est procédé à la saisie réelle.

Art. 30. La saisie réelle doit être poursuivie devant le Tribunal civil de première instance dans le ressort duquel est le domicile actuel de la partie saisie, ou son dernier domicile connu, encore que les lieux ne soient pas, en tout ou en partie, situés dans le ressort de ce Tribunal.

Si on s'est, pour une partie de succession, des immeubles non encore partagés, la saisie réelle se poursuit au Tribunal du lieu de l'ouverture de la succession.

Si la saisie est sur des débiteurs copropriétaires, elle se poursuit au Tribunal du domicile de l'un des copropriétaires, au choix du saisissant.

Les Tribunaux ci-dessus désignés sont seuls compétents, alors même que la saisie a été en exécution d'un jugement rendu par un autre Tribunal.

Art. 31. L'huissier se transporte sur les lieux où sont situés les immeubles.

Il y dresse le procès-verbal de la saisie réelle, qui doit contenir :

1° L'année, le mois et le jour où il est dressé ;

2° Les noms et demeures du saisissant et du saisi, lorsqu'il s'agit en civil ;

3° Le nom du Tribunal où sera portée la saisie réelle, et où l'adjudication sera faite ;

4° L'élection de domicile par le saisissant, en le domicile d'un avoué qu'il déclare constituer l'effet de poursuivre et de recevoir la signification de tous les actes relatifs à la saisie réelle ;

5° La somme due et l'évaluation du litige en vertu duquel se fait la saisie ;

6° La désignation des immeubles saisis.

Art. 32. Si c'est une maison d'habitation, elle est désignée en exprimant le nom de l'arrondissement, de la commune et de la rue où elle est située, son numéro dans la commune ou les maisons sont numérotées, ses tenants et aboutissants.

Art. 33. Tous les biens ruraux, soit corps de ferme, soit pièces de terre sans bâtiments d'exploitation, soit bois, forêts en coupe, et tous autres immeubles, de quelque nature que ce soit, sont désignés en exprimant la nature et la contenance réelle ou approximative de chaque pièce de terre, les tenants et aboutissants, les noms de celui ou de ceux par qui elles sont exploitées, le

nom de la commune et de l'arrondissement où elles sont situées.

Art. 34. Le même procès-verbal doit comprendre la désignation de tous les objets saisis réellement, encore qu'ils soient situés dans le ressort de plusieurs Tribunaux, soit de première instance, soit d'appel.

Art. 35. Le procès-verbal de saisie réelle est visé gratuitement par chaque juge du parç dans l'arrondissement duquel sont situés les immeubles, ou par l'un de ses assesseurs, dans les vingt-quatre heures du jour où il aura été dressé dans cet arrondissement.

Art. 36. Le procès-verbal de saisie réelle est en outre signifié au saisi dans les huit jours, depuis et non compris celui de la date de sa rédaction ; et dans le cas où le saisi demeure à la distance de plus de vingt myriamètres des lieux saisis, il est ajouté à ce délai un jour par vingt myriamètres.

A compter du jour de cette signification, il ne peut plus recourir les fruits et revenus, il ne peut plus vendre volontairement que du consentement du poursuivant, à moins que la vente ne soit d'un prix suffisant pour le payer, et qu'il ne l'indique dans le contrat de vente.

Art. 37. Si, depuis la signification de la saisie réelle, le saisi cesse de demeurer dans la commune commune, il est tenu de denoncer ou poursuivre en changement de domicile, et, par le même exploit, de constituer en la commune du Tribunal où se fait la poursuite, un avoué auquel sont faites toutes les significations, à faute de ce faire, tous exploits lui sont signifiés au domicile auquel la saisie réelle a été signifiée.

Art. 38. Dans le cas où elle a été signifiée, au dernier domicile connu, toutes les autres significations sont faites à domicile, à moins que le saisi ne denonce ou poursuivant le choix qu'il aurait fait d'un autre domicile dans la même commune, ou à moins qu'en se conformant à l'article précédent, il n'ait constitué un avoué chez lequel il est plaidonné.

Art. 39. Une copie de l'exploit de dénonciation, prescrite par les deux articles précédents, doit être, dans les vingt-quatre heures, déposée au greffe du Tribunal où se poursuit la saisie réelle, et l'original est visé par le greffier.

Art. 40. L'original du procès-verbal de saisie réelle est, dans les cinq jours de la date de sa rédaction, être transmis au registre de l'insinuation, à peine de nullité.

Dans le cas où les biens saisis sont éloignés du bureau d'insinuation de plus de cinq myriamètres, il est au choix du saisi de les faire insinuer, celui d'un jour par cinq myriamètres.

Art. 41. Faute par le débiteur saisi d'avoir fait signifier ses moyens de cassation au poursuivant, dans les dix jours qui suivent les huit jours depuis la signification du procès-verbal de saisie, il est irrévocablement déchu d'en proposer, et la saisie est à comen de toute attaque.

Art. 42. La saisie d'une première saisie ne met pas aux saisies subséquentes, qui subsistent, et plus ne sont attaquées dans le délai ci-dessus, ou si, l'état, elles sont confirmées.

Art. 43. La demande en cassation d'une saisie, ou l'appel du jugement qui la confirme, ne suspendent ni le bail judiciaire, ni la continuation des formalités et procédures.

Art. 44. Si plusieurs créanciers ont fait saisir réellement des immeubles de leur débiteur commun, celui qui le premier a fait enregistrer le procès-verbal de saisie demeure poursuivant.

Art. 45. Si l'un des créanciers, ou un autre

créancier fait une plus ample saisie, ou saisit d'autres biens, cette saisie ne vaut que pour les biens non compris dans la première, et sans la jonction dont est mention dans l'article ci-après.

Art. 46. Le second saisissant reçoit, à l'égard de la saisie additionnelle, et pour les autres biens mobiliers que ceux qui sont compris dans la première, les formalités prescrites dans les articles précédents.

Art. 47. Les sommes additionnelles ne suspendent point les délais des formalités et des procédures sur la première.

Art. 48. Si le second saisissant ne renonce pas à tout droit sur l'immeuble saisi par le premier, la saisie additionnelle est jointe à la première; les procédures sont continuées par le premier saisissant, qui somme les postérieurs de faire, dans la décade, au greffe, les déclarations mentionnées dans le chapitre III du titre précédent.

Cette sommation doit contenir l'évaluation des immeubles saisis, à une somme qui ne peut être moindre que quinze fois le revenu net auquel ils sont évalués dans la matrice du rôle de la contribution foncière.

Art. 49. Dix jours après le terme de cette sommation, sans exception, le premier saisissant fait rendre le jugement mentionné dans l'article 131 du chapitre de l'ordre entre créanciers. La préférence entre les saisissants est réglée aussi et dans les formes déterminées dans ce chapitre, et le mode de leur paiement est réglé par ce qui est dit au chapitre de l'option et du droit d'offrir.

Art. 50. S'il y a plus de trois créanciers saisissants, le poursuivant est tenu de faire citer tous les créanciers et postérieurs-droit sur les immeubles du débiteur common, et de se conformer à ce qui est prescrit au titre des lettres de ratification.

Art. 51. Le premier saisissant n'est tenu de poursuivre que jusqu'au procès-verbal d'ordre dressé au greffe, ainsi qu'il est prescrit, article 128 chapitre de l'ordre entre les créanciers.

Il signale ce procès-verbal au créancier rangé au premier degré, qui, à compter de cette signification, est tenu de faire toutes les poursuites.

#### CHAPITRE V.

##### De séquestre et des baux.

Art. 52. Il est nommé un séquestre d'office par le tribunal, sur la requête du poursuivant, dans la huitaine de l'intervenement.

Si les biens sont éloignés les uns des autres, et dans le ressort de plusieurs tribunaux de première instance, il peut être nommé plusieurs séquestres. Pour par le tribunal où se poursuit la saisie réelle, et les autres tribunaux dans le ressort desquels sont situés les biens, sur la commission royale qui leur en est donnée.

Art. 53. Le séquestre perçoit les loyers ou fermages depuis l'intervenement de la saisie réelle au greffe du tribunal, à compter duquel jour ils sont immobilisés.

Art. 54. Le tribunal lui fait prêter serment de se conformer dans ses fonctions aux obligations qui lui sont imposées dans les dispositions de la présente section.

Il lui attribue un droit de recette, suivant l'usage des lieux et les circonstances, et sans qu'il puisse exiger des frais de voyage.

Art. 55. Le séquestre ne peut être pris parmi les personnes attachées au tribunal, au poursuivant ou au saisi. Il est défendu à ce dernier, qui ne peut être séquestre, de troubler dans ses fonctions celui qui est nommé, sous peine d'emprisonnement de huit jours au moins et de trois

mois au plus, à la diligence, soit du séquestre, soit du poursuivant, soit du créancier saisi, sur la dénonciation qui lui en faite, et devant le tribunal compétent.

Art. 56. Le séquestre dépose au greffe du tribunal où se poursuit la saisie réelle, pour subvenir aux frais, les deniers et masure de la perception, et charges déduites : il rend compte après l'adjudication.

Art. 57. Ce compte est sommaire; le séquestre le produit avec les pièces au soutien. Il dénonce cette production au poursuivant et au saisi, qui, pendant les huit jours suivants, peuvent en prendre communication sans déplacer, et faire, s'ils en ont, leurs observations sommaires; passé lequel délai, le compte est définitivement arrêté par un juge du tribunal à ce commis, sans qu'il puisse y avoir contre cet arrêté aucun recours ni appel; sans néanmoins le recours devant le même juge, en cas d'omission, double emploi, ou recours de calcul.

Art. 58. Une copie du procès-verbal de saisie réelle, est remis par le poursuivant au séquestre, dans les vingt-quatre heures de son nomination; celui-ci, sous les dix jours suivants, en exhibe un extrait à chaque fermier; cet extrait renferme les noms, l'état, s'ils en ont, le domaine du poursuivant, du saisi et du séquestre, et la désignation de l'immeuble que tient le locataire ou le fermier.

Art. 59. Cette signification faite à chaque fermier ou locataire, à, pour les sommes qu'il peut devoir, l'effet d'une saisie-arrière, et le soumet aux obligations résultant des baux judiciaires, pour le temps qu'il en reste à expier; il ne peut plus se libérer du prix dû ou à échoir de son bail, qu'en le versant aux mains du séquestre, ainsi qu'ils étaient tenus vis-à-vis du saisi.

Art. 60. En réponse à cette signification, et ou plus tard dans les vingt-quatre heures, le fermier ou le locataire à qui elle est faite doit déclarer s'il est redevable, revers le saisi, de sommes arriérées, et leur montant s'il ne avait payé par anticipation, et en représenter les quittances; si le bail est verbal, sous scing privé ou devant notaire, quel en est le prix en argent, ou autrement.

Si le bail est sous signature privée, il doit aussi être représenté à l'huissier.

Cette déclaration est annexée par le séquestre à son compte.

Art. 61. Faut-il faire cette déclaration, ou en cas qu'elle soit indéfinie, le fermier ou locataire est tenu de payer la totalité du prix de la ferme, ou du loyer délin jusqu'alors, depuis l'entrée en jouissance, à moins que les paiements ne fussent constatés par des quittances ayant une date certaine.

Art. 62. S'il s'agit de biens ruraux non affermés, le séquestre doit, sous sa responsabilité, faire les labours et semailles nécessaires jusqu'au temps de l'adjudication du bail, et rentre, sans aucune formalité de justice, les fruits qui seraient pendant par ces semailles.

Art. 63. Si les immeubles ne sont pas tenus à ferme ou loyer, et si les baux sont à renouveler, il est, à la diligence du séquestre, procédé à l'adjudication des baux par le juge de paix, après trois publications au bruit du tambour, de l'huissier ou héraut, aux lieux accoutumés de la commune ou l'immeuble est situé, et de celle où siège la justice de paix. Il est fait mention de ces formalités dans le procès-verbal d'adjudication.

Art. 64. S'il s'agit d'un bail à renouveler, la

première mise à prix est des trois quarts du prix du précédent bail. Si s'agit d'un immeuble une fois ou affirmé, la première mise à prix est le revenu présumé par la matrice du rôle de contribution.

Art. 65. Une des conditions de l'enchère est de donner caution, si mieux d'aimer l'adjudicataire payer six mois d'avance, imputables sur le dernier terme; auquel cas, il en est fait mention dans le cahier des charges de l'adjudication.

La caution est reçue par le juge de paix, contradictoirement avec le séquestre, et ou la même arrondissement.

Art. 66. S'il n'y a personne pour offrir au-dessus de la mise à prix, l'adjudication est renvoyée par le juge de paix à un délai suffisant pour renouveler la publication; et si n'est pas alors fait d'enchères au-dessus de la mise à prix, l'adjudication peut être faite à un prix inférieur, qui néanmoins ne pourrait être au-dessous du moitié de la mise à prix.

Art. 67. Les baux sont renouvelés six mois avant l'expiration, quel que maisons d'habitation, et un an, quant aux biens de campagne.

Art. 68. Les baux inférieurs se font, savoir: des maisons d'habitation, pour deux ans, et des biens ruraux, pour trois ans. L'adjudicataire de l'immeuble est tenu de les continuer, ainsi que les baux conventionnels existants lors de la saisie.

Art. 69. S'il y a des réparations nécessaires et indispensables, le séquestre les fait sans formalité, lorsqu'elles n'excedent pas cent cinquante francs.

Dans les cas où elles excèdent cette somme, elles sont préalablement constatées par le juge de paix du lieu de la saisie, lequel peut se faire assister d'un expert par lui choisi d'office: elles sont reçues et réalisées en la même forme; le séquestre en acquitte le montant.

Art. 70. S'il est intervenu quelque jugement qui suspendrait provisoirement l'adjudication, il doit être dénoncé au juge de paix du lieu en la personne de son greffier, avant l'adjudication du bail; toute fois que cette adjudication a tout son effet.

Art. 71. Si, lors de la saisie, il y avait des saisies-arrest entre les mains des locataires ou fermiers, des droits de reux qui les ont saisis sont conservés sur les loyers, fermages ou fruits érius ou perçus ultérieurement à la saisie.

Art. 72. S'il y a plusieurs saisissans sur lesdits fermages ou fruits, la préférence se règle entre eux par la date des saisies.

Art. 73. Les formalités et procédures relatives aux baux judiciaires et à la gestion du séquestre, ne suspendent point les délais, ni les formalités ou procédures concernant la poursuite de la saisie réelle.

Art. 74. Les utilités relatives à la nomination et gestion du séquestre ne sont, en aucun cas, suffisantes pour faire prononcer la nullité d'une saisie réelle ni pour en suspendre les formalités ou procédures.

Art. 75. S'il n'est pas prouvé que le saisi ait d'autres biens que ceux compris en la saisie réelle, ni d'autres moyens de subsistance, il lui est adjugé, sur sa requête, et contradictoirement avec le poursuivant, une provision: elle est à l'arbitrage des juges; elle se règle d'après le produit des biens saisis, l'état alors connu des dettes, la famille plus ou moins nombreuse du saisi.

Art. 76. En cas de prévarication de la part du séquestre dans quelques-unes de ses fonctions, il peut être poursuivi à la diligence du commissaire

du Gouvernement près le tribunal correctionnel sur la dénonciation qui lui en a été faite par le saisi ou le poursuivant; et s'il est reconnu coupable, il est condamné aux dommages et intérêts des parties, et en outre à une amende qui ne peut être moindre de cent francs, ni excéder mille francs, et même à une emprisonnement qui ne peut être moindre de huit jours, ni excéder trois mois.

#### CHAPITRE VI.

##### DES REVENDEICATIONS.

Art. 77. Le tiers qui se prétend propriétaire de la totalité ou du partie des immeubles saisis peut, en tout état de cause, revendiquer sa propriété et faire raser la saisie qui en a été faite.

Cette cassation est prononcée, avec ou sans dommages-intérêts, contre le créancier saisissant, suivant que son erreur est plus ou moins excusable, et qu'il est ou non bon ou mauvais foi.

Art. 78. Si la revendication est intervenue avant la bail judiciaire, le réclamation interrompt dans l'instance où se poursuit la saisie réelle, pour faire dire que les biens réclamés ne sera pas compris dans le bail judiciaire.

Le tribunal statue provisoirement, et ordonne suivant les circonstances, qu'il sera procédé ou qu'il sera renvoyé à l'adjudication du bail de la partie réclamée.

Art. 79. L'appel du jugement qui ordonne de procéder provisoirement à l'adjudication, ne suspend ni les procédures ni les délais; elle n'arrête même pas la relocation du créancier. Mais s'il veut gager l'immeuble des hypothèques, il ne peut suivre le procédure déterminée dans le titre précédent, quoiqu'il a été définitivement statué sur la revendication.

Art. 80. La revendication du tiers ne suspend ni les procédures ni les délais; elle n'arrête même pas la relocation du créancier. Mais s'il veut gager l'immeuble des hypothèques, il ne peut suivre le procédure déterminée dans le titre précédent, quoiqu'il a été définitivement statué sur la revendication.

Art. 81. Si la revendication n'est intervenue qu'après la relocation, elle constitue alors une action principale soumise aux règles et aux formes déterminées pour les actions ordinaires.

#### CHAPITRE VII.

##### Des collocations et enchères.

Art. 82. Trois mois après la date de l'enregistrement de la saisie, et au plus tard dans les dix jours qui suivent l'expiration des trois mois, le saisissant fait rendre, sur simple requête, un jugement portant que, faute par le débiteur d'avoir réclaté la saisie, il sera procédé par lui des juges à la liquidation de ce qui est dû aux créanciers en principal, intérêts et dépens.

Art. 83. Si le saisissant ne présente pas sa requête dans le délai ci-dessus, toute la procédure antérieure tombe, et le débiteur reprend la libre disposition du bien saisi. Il se fait rendre compte par le séquestre, ainsi qu'il en a été dit ci-dessus, et tous les frais de saisie et séquestration restent à la charge du saisissant.

Le débiteur est néanmoins obligé d'entretenir le bail judiciaire pendant toute sa durée.

Art. 84. Cependant, dans les cas où il y a plusieurs saisissans, la négligence du créancier à présenter sa requête dans les dix jours qui suivent l'expiration des trois mois, ne nuit qu'à lui seul. Le second créancier peut, en présentant sa requête dans le délai subséquent, conserver sa saisie, et faire procéder à la liquidation de sa créance.

Art. 85. Le débiteur est réintégré dans sa pos-

« session par un jugement rendu sur sa seule requête, à laquelle il joint un réquisitoire du greffier constatant le délai et le délai de la créance, ou a point fait les diligences déterminées.

Art. 85. Il ne peut être déclaré appel du jugement qui ordonne la liquidation de la créance, et de celui qui renvoie le saisi dans la possession de son immeuble.

Art. 86. L'un et l'autre jugement sont signifiés dans les dix jours de leur date; le premier l'est avec sommation au débiteur de comparaître au greffe dans trois jours, pour y voir procéder à la liquidation de la créance.

Art. 87. Au jour fixé par la sommation, le juge commis dresse procès-verbal de la liquidation. Si le débiteur élève des contestations, il les numérote dans le verbal, et le juge prononce le renvoi à l'audience, où il est statué contradictoirement entre les parties.

L'audience ne peut être éloignée de plus de quinze jours; et l'on ne peut admettre d'autre contestation que celle soulevée au procès verbal.

Il ne peut être appelé de ce jugement qu'après dix jours de sa signification.

Art. 88. L'appel est relevé et poursuivi dans les délais et les formes ordinaires; mais la cause est mise au rôle des affaires urgentes, ou réglée aux sommaires.

Art. 89. Trois jours après le jugement définitif, le commissaire, sur la requête du créancier le plus diligent, et sans qu'il soit besoin d'appeler l'autre, adjoint au verbal de liquidation, ou en retranche les frais qui l'ont suivi, suivant qu'ils ont été déduits par le jugement ou la charge du débiteur ou du créancier. Ce nouveau verbal ne peut être attaqué par aucune partie.

Art. 90. Dans les dix jours de la clôture du verbal de liquidation, et s'il n'y a point eu de contestation, ou, s'il y en a eu, dans les dix jours de la clôture du second verbal, le poursuivant le fait signifier au débiteur, avec commandement d'en payer le montant dans huit jours, et, à défaut, avec citation à comparaître le deuxième jour précité, devant le tribunal, pour voir ordonner la collocation.

Art. 91. Le jour de l'échéance de la citation, le tribunal adjuge, même par défaut, l'immeuble saisi, ou réconcilie, sur la pied de quinze fois le revenu net auquel il est évalué dans la matrice du rôle de la contribution foncière, ou, s'il y a eu une évaluation supérieure, sur le pied de cette évaluation.

Art. 92. Si la créance n'égale pas l'évaluation de l'immeuble, le jugement ordonne que, par experts convenus ou nommés d'office, il sera déterminé si le créancier a une portion de l'immeuble correspondante à sa créance, ou commençant par une extrémité, au choix du créancier, et continuant jusqu'à due concurrence.

Art. 93. Les frais de ce rapport, dont il ne peut y avoir de recours, sont joints à la créance, et pris comme elle sur l'immeuble.

Art. 94. S'il y a plusieurs saisissants, ou s'ils ont demandé des folles de ratification, l'adjudication est prononcée en faveur de celui ou de ceux à qui l'immeuble est resté, d'après les règles établies dans le chapitre IV ci-dessus, et celles qui le seront ci-après, chapitre de l'option et du droit d'offre.

Art. 95. Il ne peut être déclaré appel du jugement.

Art. 96. Si, avant l'échéance de la citation, un tiers fait au greffe soumission signée par lui, ou par son fondé de procuration spéciale et authentique,

de donner de l'immeuble un prix supérieur à quinze fois l'évaluation dans la matrice du rôle, ou à l'évaluation qui en a été faite, cette soumission est, à la diligence du débiteur, notifiée au poursuivant, avant le jugement dont il vient d'être parlé.

Si l'offrant ne sait ou ne peut signer, il en est fait mention dans le registre du greffe.

Art. 97. Si le poursuivant ou l'offrant par, l'adjudication est prononcée, ainsi qu'il vient d'être dit, en faveur de l'offrant.

Art. 98. Si le poursuivant déclare vouloir surdire, le tribunal renvoie les parties à jour fixe, pour faire leurs offres, par-devant le commissaire qu'il nomme à cet effet.

Art. 99. Les offres sont reçues au greffe par le commissaire, dans un verbal qu'il dresse sommairement.

Art. 100. Elles doivent porter sur la totalité des immeubles saisis, à moins que le saisissant ne consente à la division.

Art. 101. Chaque offre est reçue à encherir jusqu'à la clôture du procès-verbal, qui ne peut être faite plus tard de vingt-quatre heures.

Art. 102. Toute enchère qui n'est point couverte est irrévocable.

Art. 103. Le commissaire renvoie le dernier offrant par-devant le tribunal, pour obtenir l'adjudication.

Art. 104. Elle est prononcée par un jugement rendu sur simple requête, trois jours au plus tard après le renvoi, et sans qu'il puisse en être déclaré appel.

Art. 105. Dans l'acte à dater de la signification du jugement, ou de celle du rapport de collocation, le débiteur peut racheter l'immeuble en remboursant le créancier ou l'adjudicataire, de tout ce qui lui est dû, et des améliorations qu'il peut avoir faites.

Art. 106. Ce terme est fatal, et ne peut être prorogé sous aucun prétexte; il court contre toute personne, même contre les mineurs et les interdits; sans leur recours contre leurs administrateurs. S'ils prétendent qu'ils n'avaient l'appréhension du terme des avances des fonds suffisants pour effectuer le rachat,

Art. 107. Le créancier ainsi colloqué, ou l'adjudicataire, est soumis à l'action hypothécaire des créanciers, ainsi et de la même manière que tout autre acquéreur.

Il est même exposé au droit d'offrir des créanciers perdants, s'ils le réclament dans l'année.

Art. 108. Si le créancier veut purger sa collocation de toute hypothèque, il doit, après la saisie et la nomination du séquestre, se conformer à ce qui est prescrit au titre des lettres de ratification.

Il grossit la créance qu'il énonce dans sa citation, de tous les frais qu'il a faits jusqu'à ce jour, et de tous ceux qu'il fera dans la suite; sauf les contestations particulières, dont il supporte personnellement les frais.

Art. 109. Si le débiteur veut purger son acquisition, il se conforme également à ce qui est prescrit au titre des lettres de ratification.

#### CHAPITRE VII.

##### DE L'ORDRE ENTRE LES CRÉANCIERS.

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ORDRE.

Art. 110. L'ordre est un acte volontaire ou judiciaire, qui fixe entre les créanciers la classe et le rang dans lequel chacun doit être payé.

Art. 111. Dans la première classe sont les créanciers privilégiés.

Le rang à tenir entre eux est réglé au titre des privilèges et hypothèques.

Art. 113. Le poursuivant et l'avoué de l'ancien créancier ont privilège sur le prix, pour les frais extraordinaires.

Les frais ordinaires sont à la charge de l'adjudicataire; ils sont payés suivant la taxe, et ne peuvent être fixés par le cahier des charges.

Art. 114. Les frais ordinaires sont ceux de la saisie réelle, de l'établissement du séquestre, et de l'adjudication.

Les frais des loix judiciaires et de la gestion du séquestre, ceux de l'ordre, et tous autres, sont frais extraordinaires.

Art. 115. La seconde classe est composée des créanciers hypothécaires.

Ils sont colloqués dans l'ordre de leurs hypothèques.

Art. 116. Si les titres rapportent hypothèque sur le même jour, celui du matin est préféré à celui du soir.

Si l'un est daté du matin, et l'autre du même jour, sans exprimer si c'est soir ou matin, le créancier porteur du titre daté du matin est préféré.

Art. 117. La troisième classe est celle des créanciers rhénographiques.

Ils sont payés par contribution entre eux, au marc le franc, après les créanciers privilégiés et hypothécaires acquiescés.

Art. 118. Les arrérages ou intérêts, les dommages et intérêts, et les dépens, sont colloqués dans le même ordre que le principal.

Art. 119. Si, parmi les créanciers à colloquer, il s'en trouve dont les créances soient ou à terme, ou conditionnelles, ou censées pour recours ou garantie contre le sais, ou contre tout événement, ils n'en sont pas moins colloqués dans l'ordre qui résulte de leurs titres, sauf les explications et réserves.

Art. 120. Si les créances sont à terme, ou à rentes, autres que rentes viagères, elles sont colloquées pour être payées conformément au titre.

Art. 121. Si les créances sont conditionnelles, ou causées pour recours ou garantie, ou autrement éventuelles, il est ordonné que, dans le cas où les porteurs de ces créances viendront en ordre utile, ceux qui les suivent, ou qui sont du même rang, ne pourront être payés qu'à la charge du rapport, et donnant caution, si ceux-ci n'aiment consentir à l'exemple.

Art. 122. Si les créances consistent en rentes viagères, il leur est assigné un capital capable de produire une rente égale; et il est ordonné que les créanciers qui gardent l'immeuble apporté rente habituelle, dont le principal sera, lors du décès des rentiers, payé aux créanciers venant en ordre utile et sur lesquels les fonds auront manqué.

Art. 123. Si la collocation du créancier de la rente viagère n'est pas suffisante pour le servir au-delà de la totalité de la rente, il reste à partager au créancier de la somme à laquelle monte le déficit, et qui est reprise sur le capital dont il devient propriétaire chaque année jusqu'à due concurrence.

#### DEUXIÈME DES FORMALITÉS DE L'ORDRE.

Art. 124. L'ordre est volontaire, lorsque, par suite d'un contrat d'antichrèse, les créanciers y ont procédé dans la forme convenue.

Il est rendu exécutoire par l'homologation.

Art. 125. Il est procédé à l'ordre en justice dans la forme suivante.

Art. 126. A l'échéance de la ratation, et dans les dix jours qui la suivent, sans expertise, le poursuivant obtient, sur simple requête, un jugement qui ordonne de procéder à l'ordre, et qui commet un des juges du tribunal pour en dresser procès-verbal.

Il ne peut être interjeté appel de ce jugement.

Art. 127. Dans les trois jours qui suivent la nomination du commissaire, il clôture le registre des déclarations et il dresse de suite le procès-verbal d'ordre sur les déclarations faites au greffe.

Art. 128. Une fois le registre réouvert, il ne peut être reçu de déclarations, ni tout créancier non déclaré perd son privilège ou son hypothèque sur l'immeuble.

Art. 129. Le poursuivant dénoie au déclarant et aux créanciers, dans la personne de leurs avoués qui ont fait leur déclaration, la clôture du procès-verbal d'ordre, dans le délai de huit jours depuis cette clôture, avec sommation d'en prendre au greffe communication sans déplacer, et s'y remettre, dans huitaine, leurs observations.

Art. 130. Le délai expire, le commissaire ajoute au procès-verbal l'enumeration des réclamations, et ordonne le renvoi à l'audience, où il est procédé contradictoirement à l'ordre entre les créanciers.

Art. 131. Le poursuivant cite tous les créanciers et le débiteur à l'audience, qui ne peut être éloignée de plus de quinze jours, et où l'un ou l'autre peut admettre d'autre réclamation que celles consistant au procès-verbal.

Art. 132. S'il y a appel du jugement d'ordre, il est réouvert le lendemain dans les délais et les formes ordinaires; mais la cause est toujours portée au rôle des affaires urgentes ou appointées à mettre dans les cinq jours.

Art. 133. L'appel du jugement d'ordre ne peut être reçu après dix jours de sa signification.

Art. 134. L'ordre définitivement jugé, les créanciers procèdent à leurs options et au droit d'offrir, ainsi qu'il sera dit dans le chapitre suivant.

#### CHAPITRE IX.

DE L'OPTION DES CRÉANCIERS, ET DU DROIT D'OFFRAIR.

Deuxième. Règles générales.

Art. 135. L'option est le droit qu'ont les créanciers d'acquiescer le délaissement de l'acquéreur ou du saisissant, ou de le refuser.

Art. 136. Elle doit porter sur la totalité de l'immeuble aliéné. Cependant, quand la première offre est au-dessous des trois quarts de son prix, le créancier peut offrir ce qu'il veut prendre sur l'immeuble qu'une portion correspondante à sa créance.

Art. 137. Si plusieurs fonds séparés ont été aliénés ou saisis par le même contrat ou exploit, chaque créancier doit opter sur celui dont le prix approche le plus de la totalité de sa créance.

Art. 138. On appelle droit d'offrir, la faculté que la loi donne à tout créancier de refuser l'immeuble des mains d'un créancier antérieur, et le rembourseur de tout ce qui lui est dû en principal, intérêts et dépens.

Art. 139. Ce droit ne peut être exercé que de la manière et dans les délais qui vont être déterminés.

Art. 140. Il doit porter sur la totalité de l'immeuble ou des immeubles qui sont la matière de l'option du créancier vis-à-vis duquel il s'exerce.

Art. 141. Il peut même s'étendre sur les parties du même immeuble optées par divers créanciers antérieurs.

Art. 142. Il ne compète qu'au créancier postérieur non entièrement payé de sa créance, contre le créancier antérieur.

Art. 143. Il ne peut être exercé qu'en payant à celui qui en est l'objet, ses créances personnelles, et celles dont il s'est lui-même chargé vis-à-vis des créanciers antérieurs.

Art. 144. Le créancier qui l'exerce n'est tenu de rembourser les antérieurs qu'aux termes et de la manière stipulés dans leur contrat.

Art. 145. Après les créanciers hypothécaires, les rhénographes peuvent l'exercer en concours entre eux.

Art. 146. Tout créancier contre lequel le postérieur exerce le droit d'offrir, est obligé, s'il veut conserver l'immeuble, de se charger de la créance du demandeur au droit d'offrir, et de le déclarer par une réponse au bas de la notification qui lui est faite, ou dans les vingt-quatre heures de cette notification.

*Dist. II. Des formalités des options, et du droit d'offrir.*

Art. 147. Dans la décade de la signification du jugement d'ordre, s'il n'y en a point d'appel, ou dans la décade de la prononciation du jugement d'appel, le créancier rangé au premier rang fait, sous peine de déchéance, au greffe du tribunal de première instance, la déclaration signée de lui, ou de son fondé de pouvoir, de se charger de l'immeuble, ou de le délaisser aux créanciers subséquents.

Art. 148. S'il le délaisse, il perd son hypothèque sur l'immeuble.

Art. 149. S'il s'en charge, il compose, sur le prix stipulé dans le contrat ou porté dans la cation, les créances pour lesquelles il a été rangé au premier rang, au principal, intérêts et dépens; et le restant du prix, s'il y en a, est alloué au second créancier, pour lui être payé conformément à son titre.

Art. 150. Si la somme due au premier créancier au va pas, en principal, intérêts et dépens, au quart du prix de l'immeuble, il peut se borner à déclarer insister à son hypothèque, dans quelques mains que passe l'immeuble; et le droit d'option est alors réservé au second créancier, à la charge de payer le premier.

Art. 151. Cette option doit, à peine de déchéance, être notifiée au second créancier, dans les trois jours de sa date.

Art. 152. La déchéance encourue par le défaut d'option ou de notification dans le délai déterminé, opère délaissement et abandon de l'hypothèque, et transporte au second créancier le droit d'option compétent au premier.

Art. 153. Si le second créancier n'est pas entièrement payé de sa créance par le restant payé, il peut, dans la décade qui suit la notification de l'option du premier créancier, lui offrir de se charger de sa créance conformément à son titre, de lui rembourser les intérêts et les dépens, et délaisser l'immeuble.

Art. 154. Le second créancier notifié cette option, dans le délai ci-dessus, au premier créancier, qui est obligé de lui abandonner l'immeuble, ou de se soumettre à lui payer sa créance en totalité.

Il la notifie également, dans le même délai, au troisième créancier, à qui, dans les dix jours de la notification, les mêmes droits compétent vis-à-vis du deuxième ou du premier créancier, s'il a répondu vouloir garder l'immeuble, en observant par lui les mêmes formalités et délais, et sous les mêmes charges.

Art. 155. Tout ce qui vient d'être dit des premiers créanciers du jugement d'ordre, s'applique à tous les créanciers aux degrés inférieurs, suivant le rang et ordre qui leur a été assigné, avec les mêmes délais des uns aux autres pour les options et notifications, et sous les mêmes peines; de façon que le droit d'option compétit successivement à tous les créanciers, suivant l'ordre de leur hypothèque, à la charge par le dernier optant, de se charger des créances de tous les antérieurs qui n'auront pas délaissé l'immeuble.

Art. 156. Non moins, les créanciers antérieurs, ou quelques-uns des intermédiaires, déclarant délaisser l'immeuble, ou négligeant de faire les options ou notifications dans les délais à eux accordés, le créancier subséquent, et à défaut le dernier, peut, dans le délai le concernant, faire son option; et s'il renonce l'immeuble, il ne demeure grevé que des hypothèques des créanciers antérieurs qui avaient déclaré au temps où ils voulaient le recevoir, ou insister à leur hypothèque.

Art. 157. Si tous les créanciers laissent expirer leur délai sans s'expliquer, ou délaissent l'immeuble, l'abandon de l'acquéreur ou du saisissant est censé non obtenu, et il est réinvesti de droit de la propriété de l'immeuble.

Art. 158. Tous les délais ci-dessus emportent autant de quinzaines qu'il y a de créanciers. Ces quinzaines commencent à courir dix jours après la signification du jugement d'ordre, s'il n'y en a point d'appel, ou dix jours après la prononciation du jugement d'appel. Elles ne peuvent être raccourcies par des significations plus promptes, ni prorogées; elles expirent pour chaque créancier et personnellement son droit sans égard aux notifications des créanciers précédents, et sans recours des uns envers les autres.

Art. 159. Les déchéances sont encourues par toute personne, même par les femmes, les mineurs ou interdits, sans leur recours, ainsi que de droit, contre ceux qui sont chargés de l'administration de leurs biens.

Art. 160. Trois jours après l'expiration de tous les délais, celui à qui l'immeuble n'est resté obtenu, sur requête, ou jugement qu'il lui adjuge, et le déclare libre et affranchi de toutes hypothèques autres que celles qui lui ont été conservées, suivant ce qui a été dit aux articles précédents.

Art. 161. Le même jugement prononce la mainlevée du séquestre, et adjuge au débiteur les fruits perçus par l'acquéreur depuis son délaissement.

Les commissaires du tribunal d'appel étant à Ajaccio,

Signé : BASTIEN, président; LECHEC, GAPPRAU, juges.

### OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SÉANT A AJACCIO, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

Les membres du tribunal d'appel séant à Ajaccio, chargés de présenter des observations sur le projet du Code civil, dans un délai qui a peine pourrait suffire pour en faire une lecture réfléchie, n'ont pu entreprendre cet ouvrage que d'une main tremblante. Examiner un livre aussi volumineux, qui renferme ce que l'expérience des siècles et les profondes méditations de ses auteurs ont suggéré d'utile et d'intéressant pour le perfectionnement de la législation civile; en peser et les dispositions et les expressions; relever les inexactitudes qui pourraient s'y trouver, suppléer à ce qui pourrait avoir été omis, ne peut être l'al-



faire d'un moment, ni le résultat d'un coup-d'œil rapide. Ainsi la commission ne présente pas ce qu'il désire, mais seulement le travail de peu d'instants, pas tel qu'il devait et même qu'il pouvait être, mais tel que les circonstances l'ont forcé d'être.

#### LIVRE PRELIMINAIRE.

##### DU DROIT ET DES LOIS.

##### TITRE PREMIER.

###### Définitions générales.

Art. 5. Cet article paraît un peu vague. Il conviendrait de fixer la manière de constater la réalité des usages, et d'établir le temps nécessaire pour obtenir vigueur.

Aucun usage contraire *jam* ne devrait jamais être admis.

##### TITRE II.

###### De la publication des lois.

Art. 3. La loi ne peut obéir sans être publiée. Son action ne devrait commencer qu'après un temps moral à dater de sa publication au tribunal d'appel, afin qu'elle pût être connue dans tous les arrondissements.

L'affiche dans toutes les communes ne serait pas inutile.

##### LIVRE PREMIER.

##### DES PERSONNES.

##### TITRE II.

###### Des actes destinés à constater l'état civil.

Il conviendrait d'insérer dans les actes de naissance la reconnaissance ou non des père et mère de l'enfant, pour faciliter la preuve de la généalogie, et souvent nécessaire.

De prescrire les formes dont l'omission entraîne la nullité de l'acte.

De pourvoir au cas d'omission d'un acte de l'état civil dans un registre existant.

D'abréger les délais de publication de mariage dans certains cas argués.

Art. 60. Copie de la déclaration du décès de valet être envoyée au bureau de l'état civil de la commune où résidait habituellement le défunt, pour être transcrite sur les registres.

##### TITRE III.

###### Du domicile.

Art. 5. Fixer le temps nécessaire pour acquiescer domicile légal, et déterminer un mode pour le constater.

##### TITRE IV.

##### DES ABSENTS.

Art. 3. Ajouter que les parents appelés à remonter la succession du défunt ne peuvent être héritiers dans l'espèce.

Art. 6. Cet article est inconciliable avec le quatorzième.

D'après l'article 6, la loi ne présume le mort de l'absent qu'après cent ans révolus; et suivant la disposition de l'article 14, les héritiers peuvent demander l'envoi en possession définitif.

La commission est d'avis que l'envoi en possession doit toujours être provisoire jusqu'à l'expiration de cent ans, à moins que la mort de l'absent ne soit légalement constatée.

Art. 8. Les présomptions graves établies en cet article sont très-souvent surfaîtes et erronées.

Pourquoi donc leur prêter un caractère de certitude pour dépouiller sous retour un absent de son patrimoine?

Art. 9. Ne devrait-on pas établir un curateur pour administrer pendant les cinq premières an-

nées, et défendre les droits attaqués de l'absent, au cas qu'il n'y eût aucun fondé de pouvoir?

Art. 13. L'absent, de retour, devrait au moins retirer la moitié de son revenu, puisque l'autre moitié serait plus que suffisante pour indemniser l'administrateur.

##### TITRE VIII.

###### DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

Art. 15. Substituer à ce mot *usufruit* celui-ci, *usufruit*, afin que les enfants du dissipateur soient à l'abri du besoin pendant la vie de leur père.

Art. 18. N'accorderait-on pas que le simple usufruit de ces biens et conserver la propriété d'eux aux héritiers de sang.

##### TITRE X.

###### DE LA MAJORITÉ ET DE L'INTERDICTION.

Art. 4. Ajouter aux causes d'interdiction celle de la prodigalité notoire.

Cette addition paraît d'autant plus nécessaire, que la prodigalité, d'après l'article 15, titre VIII, est cause valable d'interdiction.

##### LIVRE II.

##### DES BIENS ET DES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS DE LA PROPRIÉTÉ.

##### TITRE II.

###### DE LA PLÈNE PROPRIÉTÉ.

Art. 7. Ajouter ces mots, à moins que l'erreur ou le vice ne soit à la connaissance du possesseur.

Art. 12. Ajouter à ces mots, ou d'obliger celui qui les a faites de les retirer ou de les démolir, ceux-ci : « au cas qu'il y ait eu de la mauvaise foi. »

Art. 13. Si les constructions, plantations et ouvrages faits par erreur ou de bonne loi sur le sol d'autrui, sont trouvés utiles et nécessaires, le propriétaire du fonds devrait acquitter le prix des matériaux et de la main-d'œuvre, soit qu'il les conserve, ou qu'il les supprime.

Si ces constructions, plantations et ouvrages étaient purement superflues, le propriétaire du fonds devrait avoir l'option de les retenir, ou opérant le remboursement de leur valeur, ou de vendre le fonds.

Art. 18. Ajouter après les mots, ou sur la rive opposée, ceux-ci : « et qu'alors on est dit être reconnu. »

Art. 19. Pourquoi les lacs et fleuves ne doivent-ils pas appartenir aux propriétaires riverains?

Ces lacs et fleuves ne sont-ils pas avec le terrain des propriétaires qui ont leurs fonds limitrophes?

##### LIVRE III.

##### DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ.

###### Dispositions générales.

Art. 4. Les quasi-contrats et quasi-délits ne produisant qu'un action en dommages-intérêts, et cette action étant une des manières de conserver la propriété déjà acquise, plutôt qu'une de celles dont on acquiert la propriété qu'un a pas, il serait plus régulier de classer cet article sous un autre intitulé, à moins qu'on ne préfère de changer les expressions de l'intitulé du livre.

##### TITRE PREMIER.

##### DES SUCCESSIONS.

Art. 3. Substituer les mots *prononciation du jugement* à ceux d'*exécution du jugement*; car à quoi bon diffuser l'effet des jugements une fois prononcés contre des coutumes, après que toutes

les formalités pour les faire comparaitre ont été inutilement épuisées?

Art. 51. Les principes énoncés dans cet article, qui fait la base des suivantes, ne sont que de pures notions légales. Les droits des enfants naturels sur les biens de leur père ont plus de franchise dans la nature et dans l'ordre des choses. On ne peut se dissimuler que l'existence des enfants naturels est un indice de la nature. La loi paraît méconnaître ce lien dans toutes les lois qu'elle se fait voir favorablement contre eux, qui, en naissant, n'ont pas violé ses lois : elle paraît en quelque manière offenser à l'existence de ces êtres précieux, dès que, par ses institutions, elle la leur rend plus pénible et plus difficile ; ce qui arrive visiblement dès qu'on les prive de l'avantage de succéder dans les biens de leur père. On peut pardonner aux auteurs soi-disant politiques, qui poussaient les enfants pour les torts de leur père, d'avoir adapté à ce sujet une jurisprudence désavouée par l'humanité et par la justice.

Dès qu'en l'intérêt aux enfants naturels toute preuve de leur état, hormis celle qui résulte de la reconnaissance de leur père, il y a lieu de croire que les trois quarts de ces enfants seront naturellement abandonnés à la pitié nationale ; car on ne doit pas beaucoup compter sur la vertu de ceux qui s'abandonnent à des conjonctions illicites.

La commission, d'après ces réflexions, pense qu'il conviendrait d'adopter pour les enfants naturels, reconnus par les auteurs de leurs jours, des dispositions moins dures et plus favorables aux intérêts de ces enfants.

Art. 93. Dire : « Les récépissés de celui qui renonce en fraude ou au préjudice de leurs droits, etc. » Il paraît plus exact d'employer ici le participe dissimulé que la répétitive « récépissé » dans le projet : car, d'une part, la fraude seule de la part du renonçant doit exciter l'indignation du législateur ; et il doit suffire, d'autre part, qu'il résulte que la renonciation est réellement préjudiciable aux droits du créancier, pour autoriser celui-ci à s'indemniser par l'exercice des droits que le débiteur abandonne.

Art. 101. Dire : « L'héritier a trois mois pour faire inventaire, à compter du jour qu'il a connu le décès de l'auteur de la succession. » Cette modification paraît essentielle pour ne pas priver du bénéfice de l'herédité l'héritier qui n'a pu en jour, uniquement parce qu'il a ignoré le fait de l'ouverture de la succession.

Art. 101. Supprimer cet article. Dire plutôt : « L'héritier appelé qui aura laissé expirer le délai ci-dessus fixé, sans avoir fait inventaire, ne pourra plus accepter la succession que comme bénéficiaire par le simple, à moins qu'il ne justifie d'avoir été légalement empêché du procéder à l'inventaire dans ledit délai. »

Le bénéfice de l'inventaire étant un moyen établi pour empêcher la soustraction des biens des successions, au préjudice des créanciers héréditaires, et une faveur accordée aux héritiers de les accepter sans s'assujettir à des charges que ces successions à eux devolues ne peuvent supporter, il paraît qu'il faut établir un terme de rigueur pour user de ce bénéfice : car, en accordant un terme indéfini, on risquerait de laisser indéfiniment les successions comme vacantes ; ce qui ne peut arriver sans préjudice des successions mêmes. Il est néanmoins juste que ce terme ne courre pas contre ceux qui justifieraient d'avoir été dans l'impossibilité de procéder à cette opération.

## TITRE II.

DES CONTRATS ET DES OBLIGATIONS  
conventionnelles en général.

Art. 21, dernier alinéa. Dire : « Et généralement tous ceux qui sont habituellement ou momentanément incapables de délibérer et de consentir, ainsi qu'on les a mis dans la loi à l'interdit, etc. »

L'addition de ces expressions générales paraît d'autant plus utile, qu'en les mettant, on paraît regarder l'aliénation comme capable de rendre, les imbeciles non encore déclarés tels, ceux qui, par suite d'un excès d'ivresse ou de tout autre cause semblable, se trouveraient contracter dans un moment d'aliénation d'esprit, ceux dont on exigerait le consentement par violence, etc.

Art. 21, dernier alinéa. Ajouter : « Et disposer d'actes de ces objets qui en dépendent. »

Art. 138, 2<sup>e</sup> alinéa. Ajouter : « Si toutes deux périssent en même temps, le débiteur est libéré, à moins qu'il ne soit en demeure de délivrer l'une d'elles ou qu'elles ne soient péries par suite de sa faute ou de son dol. »

Arrêté par les commissaires et adjoints soussignés, ce 18 prairial an IX de la République française, une et indivisible.

BEAUFORT, GILBERT, CATTANEO, H. DELACROIX, greffier, commissaire adjoint.

## OBSERVATIONS

## DU TRIBUNAL D'APPEL SEANT À AMIENS, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

La commission nommée par délibération du tribunal d'appel séant à Amiens, du 15 germinal an IX, d'après la lettre du ministre de la justice, du 12 du même mois, s'est livrée sans relâche à l'examen du projet de Code civil dont le ministre lui a transmis des exemplaires.

Le discours préliminaire n'étant que l'exposé des motifs et des moyens des auteurs du projet, et ne devant pas faire partie de la loi, la commission n'a pu s'en occuper.

Passant tout d'un coup à la distribution de l'ouvrage, elle a reconnu que l'ordre des matières n'était point parfaitement distribué ; que plusieurs étaient confondues, même transportées d'un livre à un autre ; et elle a cru devoir arrêter le nouvel ordre de distribution qu'elle propose au Gouvernement.

L'étude que la commission a faite du projet en lui-même a fait reconnaître que les jurisconsultes chargés de cet important ouvrage n'avaient rien négligé pour remplir d'une manière digne de la nation les vues bienfaisantes d'un Souverain sage et réparateur. Ils ont puisé dans les sources fécondes des lois anciennes et de la jurisprudence ; ils en ont extrait ce qu'ils ont pensé pouvoir être le mieux assorti aux mœurs actuelles et aux habitudes des différents peuples qui composent aujourd'hui la République française ; mais il est impossible de tout prévoir ; et voici les réflexions que la commission croit devoir au Gouvernement, pour répondre à la confiance dont elle est honorée.

## LIVRE PRÉLIMINAIRE.

## TITRE PREMIER.

[Art. 4.] Les coutumes non écrites ne pouvant faire loi sans donner lieu à une vaine consultation de jurisprudence, il faut supprimer les quatre-vingt-neuf articles de l'article 4.

[Art. 5.] Par les mêmes raisons, supprimer l'article 5.

## TITRE III.

(Art. 3.) Cet article est plus que sévère. Le refus seul doit donner lieu à la peine, et le refus doit être constant.

De plus, les tribunaux de première instance du ressort doivent être informés du jour de la publication. Il faut donc rédiger aussi cet article :

« Cette publication doit être faite sur la réquisition du commissaire du Gouvernement, à l'audience qui suit immédiatement la réception. Le greffier en dresse sur-le-champ, et sur un registre particulier, un procès-verbal signé de lui, du commissaire, et du juge qui a présidé l'audience. »

« Extraits de ce procès-verbal est envoyé, toutes les décades, par le commissaire, à tous les tribunaux du ressort, qui en font leur registre par leurs greffiers. »

« Les juges d'appel qui ont tenu l'audience encourrent la peine de forfaiture, par le refus de faire cette publication dès qu'elle est requise. »

## TITRE IV.

(Art. 4.) Pour éviter la contradiction apparente avec un des articles antérieurs, il faut ajouter : « sauf l'exception portée en l'article 9 du titre I de la livre I des personnes. »

## TITRE V.

Ce titre fait partie du livre qui contient des notions générales également applicables aux juges et aux administrateurs. Si on veut, dans ce titre, ne parler que des juges, il faut que l'article 1<sup>er</sup> contienne la restriction.

Il ne faut pas non plus mêler ce qui a rapport à l'application avec ce qui est relatif à l'interprétation. Ainsi il conviendrait de rédiger ainsi le cinquième titre :

(Art. 1<sup>er</sup>.) « Des magistrats sont chargés d'appliquer les lois. Ils doivent le faire avec discrétion, intégrité et fidélité. »

« Les juges sont spécialement chargés de l'application des lois civiles, criminelles et de police. »

Pour être plus clair et plus méthodique, il faut placer, après l'article 1<sup>er</sup>, les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10; mettre ensuite les articles 2, 3, 11, 12 et 13.

(Art. 2.) Quant à l'article 2, devrions-nous le 9<sup>e</sup>, on l'a dit au mot *souvent*, il faut mettre celui quelquefois; car il serait à souhaiter que les pages ne fussent jamais dans la nécessité d'être interprétées.

## LIVRE PREMIER.

## Des personnes.

## TITRE PREMIER.

(Art. 7.) Ajouter : « Il doit y être traduit pour les immeubles qu'il possède en France. » C'est l'effet nécessaire de l'article révisé.

(Art. 10.) Ajouter : « Sauf pour les immeubles qu'ils y possèdent. »

Avant l'article 11, il faut lire comme les droits civils se perdent, et ajouter un article sur ce sujet :

« Les droits civils se perdent, soit par l'abdication volontaire, soit par une condamnation judiciaire. »

(Art. 12.) Il est plus exact de dire : Celui qui a perdu la qualité de Français et les droits de citoyens. »

(Art. 18, 19, 20.) Substituer le mot *accusé* au mot *prévenu* : cette dernière expression ne s'applique qu'à celui qui n'a point passé au jury d'accusation.

(Art. 22.) Cet article doit être supprimé comme inutile, 1<sup>o</sup> parce que l'article 21 suffit à l'égard des condamnés; 2<sup>o</sup> à l'égard des condamnés contraindre les motifs, par les raisons expliquées sur les articles suivants.

(Art. 24.) Cet article doit être ainsi conçu : Le motif civile commence du jour du jugement contradictoire qui a été suivi d'exécution.

Cette disposition, que le projet établit dans le cas de l'article 23, est-elle même juste ici? La loi doit être la même pour tous.

(Art. 25.) La disposition ci-dessus rend cet article inutile.

(Art. 30.) Si, comme le propose l'article 30, les condamnés sont incapables de transmettre, à titre de succession, les biens qu'ils laissent à leur décès, et de faire aucune disposition à cause de mort, qui deviendront leurs biens s'ils n'en ont pas disposé entre-vifs? On il y a ici lacune, ou c'est une erreur introduire la confiscation que l'article 35 rejette.

## TITRE II.

(Art. 11.) Ajouter : Le tout sans préjudice des dommages-intérêts des parties. »

(Art. 35.) *Deux jours, dix, huit jours francs.*

(Art. 41.) *De ce qu'il, dire, constamment qu'il.*

(Art. 48.) Il doit être placé après l'article 40. Le jour doit être indiqué; les parties doivent se rendre au jour indiqué, avant que le mariage soit célébré.

Si les parties ne peuvent pas se rendre devant l'officier du domicile, art à cause du trop grand éloignement du lieu de la résidence, soit pour toute autre raison, l'officier du domicile ne peut pas donner la permission de se marier ailleurs?

(Art. 52.) Ne reviendrait-il pas de faire annexer à l'acte toutes les pièces et énoncées?

(Art. 54.) L'emprisonnement est ce peine rétroactive; il faut dire ici, *défective*.

(Art. 57.) Ajouter : « Sauf le cas de nécessité constatée. »

(Art. 73.) Ajouter : « A moins qu'il n'ait été rendu sur la réquisition du père et de la mère. »

## TITRE III.

(Art. 6.) Quel sera le domicile du mineur émancipé?

(Art. 9.) Le long-courrier public doit avoir son domicile au lieu où il exerce ses fonctions.

En conséquence, après le mot *révoqué*, il faut ajouter : « est censé transporter son domicile au lieu de sa résidence, à moins qu'il n'ait déclaré le contraire dans les deux municipalités. »

Le surplus de l'article subsistant.

## TITRE IV.

(Art. 2.) Il faut supprimer, ou dans la distance de deux myriamètres, et y substituer ces termes, ou dans les plus courtes, parce que la distance parait trop étendue pour pouvoir connaître les individus absents.

(Art. 14.) Mettre depuis, au lieu de après l'envoi provisoire.

Comme il s'agit de dépouiller le vrai propriétaire, le terme ne saurait être trop long; on conséquence, en proposer de le porter au moins à quarante ans, en lieu de trente.

(Art. 22.) Après cet article il conviendrait d'ajouter une disposition :

« Les jugements d'envoi provisoire ou définitif sont assujettis aux mêmes formalités relatives à la publicité, que ceux d'interdiction, séquestration et autres; jusqu'à ce qu'ils ne peuvent produire aucun effet. »

(Art. 24.) Cette disposition paraît exclure les enfants de l'absent ; ils doivent cependant le représenter dans tous les cas où la représentation a lieu.

#### TITRE V.

(Art. 7.) Il faudrait indiquer ces formes, qui ou se trouvent nulle part.

(Art. 10.) En cas de divorce, le dissentiment ne doit pas être soumis au conseil de famille ?

(Art. 15.) Il faut transporter les mots et réorganiser à la fin de la première partie de l'article.

(Art. 20.) Avant l'article 20, il faut ajouter : « Le mariage entre le tuteur ou ses enfants et les pupilles, est nul, dans les cas exprimés aux articles 112 et 113 du titre ix, livre 1<sup>er</sup>. »

Cette disposition est bonne entre majeurs ; mais il faut prononcer la nullité, dès qu'il y a un mineur.

(Art. 27.) Il convient d'étendre aux descendants, en cas de prédéces, la faculté que cet article accorde au Français qui rentre dans sa patrie.

#### CHAPITRE III.

Ce chapitre doit commencer par un article ainsi conçu :

« Une peut être formée opposition en mariage que par les personnes désignées aux trois articles suivants. »

(Art. 40.) Rédiger ainsi cet article :

« L'observation des formalités prescrites par les articles 21, 22, 23, 24 et 25, n'est qu'une irrégularité qui donne seulement lieu à la réhabilitation, soit à la réquisition des époux, soit... » et le reste.

(Art. 65.) À la fin de cet article, ajouter : « Même de simple police. »

(Art. 74.) Ajouter : « Sout dans le cas de la disposition officieuse. »

(Art. 77.) Ajouter : « Sauf les limitations portées au livre III. »

#### TITRE VI.

(Art. 37.) Au lieu de meubles, mettre biens.

(Art. 38.) Mettre également biens au lieu d'immeubles.

Pour rendre cet article plus clair, il faut ajouter, après la première phrase : « Dans l'un ou l'autre cas, le divorce sera annulé. »

#### TITRE VII.

(Art. 2.) Ajouter à la première partie : « Il est appelé enfant légitime. »

#### TITRE VIII.

(Art. 1<sup>er</sup>.) Supprimer les cinq derniers mots de l'article, et les remplacer par ceux-ci : L'administration des biens leur est déléguée par l'émancipation des mineurs.

(Art. 4.) La détention étant une peine, il faut y substituer l'emprisonnement, qui n'est qu'une simple correction.

(Art. 5.) Même observation.

(Art. 6.) Il convient de donner, en cas de prédéces des père et mère, le même droit aux ascendants qu'à la mère, et aux mêmes conditions.

#### TITRE IX.

(Art. 9.) Ajouter : « Et dans ce cas elle est privée de la jouissance des biens des mineurs. »

(Art. 10.) Entre l'article 10 et l'article 11, il convient d'insérer l'article 14.

(Art. 17.) L'article 16 donne l'alternative entre le juge de paix et le notaire.

L'article 17 semble tout énumérer ; c'est dans ce dernier un vice de rédaction à corriger.

(Art. 24.) La responsabilité doit être solidaire entre les parents du même degré, puisque un degré n'est tenu que dans le cas d'insolvabilité du précédent.

(Art. 27.) Il convient de borner le conseil de famille à dix ou douze parents au plus.

(Art. 28.) En ce cas de non comparution des parents, quelle sera la peine ?

(Art. 46.) Pourquoi les juges ne seraient-ils pas dispensés, puisqu'ils sont tenus à un service journalier qui exige tout leur temps ?

(Art. 61.) Au lieu de tribunal d'appel du juge de paix, dire, tribunal de première instance.

(Art. 65.) Après la première partie de cet article, placer l'article 105.

(Art. 69.) Faute de vendre, il doit y avoir une peine du tiers ou du quart ou sus de l'estimation.

(Art. 70, 71.) Faute de vente, même peine.

(Art. 74.) À la fin de la première partie, ajouter : « Et sans remplir les formalités ci-après prescrites. »

(Art. 80.) Par-devant notaires, mettre, devant le tribunal de première instance, à la charge de l'appel, s'il y a lieu.

L'intérêt du mineur exige cette précaution.

(Art. 82.) Entre cet article 82 et le 83, placer l'article 109.

(Art. 84.) Même observation qu'à l'article 80.

(Art. 94.) Trois mille francs. Cette somme doit être proportionnée au revenu du mineur : trop forte pour les uns, trop faible pour les autres, il doit être pris une mesure relative.

(Art. 100.) Le compte de tutelle et la procédure qu'il entraîne doivent être portés au tribunal de première instance, à charge d'appel. Ces comptes présentent des intérêts assez considérables, des questions assez importantes, pour les attribuer aux tribunaux ordinaires.

(Art. 105.) Cet article doit être placé après la première partie de l'article 65.

#### TITRE X.

(Art. 43.) Comme il n'y a plus d'assesseurs en justice de paix, supprimer les trois derniers mots de l'article.

(Art. 25.) Substituer individu à interdit.

(Art. 29.) Ajouter, « En tant que son jugement n'a pour objet que la simple administration. »

#### LIVRE II.

##### DES BIENS.

#### TITRE PREMIER.

(Art. 3.) Il faut commencer l'article par une définition ainsi conçue : « Les biens immeubles sont ceux qui ont une situation fixe. »

(Art. 5.) Les animaux destinés à la culture. Pour désigner cette disposition, ajouter, et à l'exploitation des terres.

Les présoids, curés et loyers, ajouter, quand ils ne peuvent être déplacés sans être mis en pièces.

Les pailles, foin et engrais, dire, les pailles, fumiers et engrais.

(Art. 29.) Supprimer les mots : ou dont les successions sont abandonnées ; car les successions auxquelles les héritiers apparents renouent, ne sont pas des successions abandonnées, mais des successions vacantes, auxquelles on donne un curateur, conformément aux articles 121 et 124 du titre 1<sup>er</sup> du livre III.

Cet article doit être placé entre les articles 24 et 25.

(Art. 28.) Ne serait-il pas à désirer que ces objets fussent abandonnés aux communes, à la

chargé par filles de les planter, mettre en culture, ou autrement cultiver?

## TITRE II

(Art. 2.) Ajouter, et, *présenté*, il faut que celui que l'intérêt, ou l'avantage général, le droit de cultiver la chose, en ait du moins reçu l'équivalent au mal d'en être privé.

(Art. 5.) Ajouter, et au tourbage.

## TITRE III

(Art. 17.) Ajouter. *Il ne peut non plus tourter aucun terrain; le tourbage n'est considéré comme détermination.*

(Art. 27.) Cet article ne paraît guère compatible avec l'article 14.

## TITRE IV

(Art. 3.) Ajouter : « Pourvu qu'il ne nuise pas à aucun ».

(Art. 4.) Pourquoi cette restriction, qui n'est pas dans le *droit public* ?

Le domaine public doit, comme le domaine privé, contribuer au bien général et particulier. On ne doit exiger que les rivières navigables et flottables.

(Art. 5.) Il faut dire quel est le tribunal compétent.

(Art. 6.) Ajouter : « Nive de contrainte non venue à y contraindre sous les cas de l'article 12 ci-après ».

(Art. 11.) Pourquoi les obligations qui doivent être réglées par le Code rural ne sont-elles pas insérées ? Pourquoi le Code rural, en tant ce qui n'est pas de police, n'est-il pas compris au Code civil ?

Autant l'article 12, ajouter au titre, des haies et des arbres.

(Art. 15.) En changeant ainsi la rédaction : « Les propriétés des uns ou autres ne peuvent se dispenser de contribuer à leur réparation, en abandonnant leur droit de culture, excepté dans les villes et communes dont la population excède trois mille âmes ».

(Art. 17.) Au lieu du mot *usage*, mettre la culture.

(Art. 19.) Ajouter : « Et la moitié de l'excédant d'usage, s'il y en a ».

(Art. 26.) Après cet article, au a omis de parler des haies et des arbres, qui font partie du Code civil que les haies.

En conséquence, ajouter : « Toute haie qui se par des héritages en état de clôture, est réputée mitoyenne, s'il n'y a titre ou possession ancienne contraire. Une haie mitoyenne doit être plantée sur la ligne de séparation, à la distance d'un mètre, ou au moins 81 centimètres, de l'alignement séparatif ».

Toutes les fois que la pose s'étend au delà de la limite, elle doit être écartée et réduite.

« Il n'est permis de planter des arbres de haute futaie qu'à deux mètres de distance de la ligne séparative ».

« Quand il en existe au delà de cette ligne, le voisin peut exiger qu'ils soient écartés, sans que l'autre puisse lui opposer la prescription, si ceux-ci n'ont pas profité des fruits ».

« S'ils sont recouverts et incorporés dans la haie mitoyenne, ils sont mitoyens comme elle, et chacun a le droit de requérir qu'ils soient écartés ».

(Art. 27.) Le Code civil doit fixer la distance, et déterminer les ouvrages à faire, pour que la même règle soit exactement observée partout.

## LIVRE III.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

(Art. 1<sup>er</sup>.) *Par la possession acquiescer* La propriété des biens ne s'acquiert point par la possession patrimoniale, qui ne donne que la possession momentané de biens des auteurs. En conséquence, cette disposition est à rayé.

*Par les obligations, etc., quasi-contrats et quasi-délits* Les quasi-contrats ou quasi-délits ne peuvent produire que l'obligation de faire ou de réparer d'un résultat matériel sur action en dommages-intérêts, et non un droit de propriété ainsi, rayé.

(Art. 2.) Simple occupation. Les immeubles s'acquiescent par la prescription. La prescription est le résultat de la possession; et la possession n'est qu'une occupation routinée.

En matière de meubles, la possession seule constitue même la propriété, à moins que le contraire ne soit prouvé.

Ainsi, retranchez cette première partie de l'article, et dire au contraire : « La propriété des biens s'acquiert par l'occupation ».

## TITRE PREMIER.

(Art. 3.) A l'époque du jugement; substituer, à cette époque.

La mort civile n'étant reconnue que du jour de l'exécution, la succession ne peut être ouverte que du même jour.

(Art. 4.) Que du jour de l'exécution de ce second jugement; substituer, que du même jour.

(Art. 17.) Aux héritiers ou co-héritiers, il aurait pu convenir. Les enfants du défunt doivent représenter dans les successions qui lui échouent, toutes les fois qu'il y a lieu à la représentation.

(Art. 18.) Parcellaires observations qu'aux articles 3 et 4.

(Art. 21.) Sans en que les lois politiques peuvent altérer de contraire.

(Art. 30.) Ne traitait pas jusqu'à l'existence cette représentation ju-qu'aux rotules des terres et biens ?

(Art. 38.) Il est plus exact de dire : « On ne représente que les personnes qui sont mortes civilement ou civilement ».

(Art. 39.) Il est plus clair de dire dans la seconde partie : « Ils succèdent par égales portions et par tête au premier degré; et dans tous les autres degrés, par souche, encore qu'ils soient issus de différents mariages ».

(Art. 78.) Ajouter à cet article : « Néanmoins si le père ou la mère ne laisse aucun héritier ni conjointeur vivant, l'enfant naturel lui succède, à l'exclusion de la République ».

(Art. 79.) Cet article doit être placé après l'article 77, qui est le développement de l'article 73, et le 78 du 1<sup>er</sup>.

(Art. 78.) Cet article ne devient définitif qu'après le laps de trois ans.

(Art. 112.) Ajouter : « Mais s'il ne les représente pas, il en doit payer le prix sur le pied de l'estimation portée au inventaire, et le quart en sus ».

(Art. 141.) Ajouter : « A moins qu'il n'y ait des mineurs intéressés ».

(Art. 142.) Ajouter « Ou s'il y a des mineurs ».

(Art. 164.) Le *don fait à son père*, ajouter : « Qui n'aurait pas été héritier du défunt ».

(Art. 165.) Supprimer les dix derniers mots, et y substituer ceux-ci : *Lorsqu'il a accepté la succession de son père*.

(Art. 191.) Pourquoi les biens provenant de la ré-

duction serait-il le remboursement de la contribution aux dettes?

## TITRE II.

(Art. 11.) Ajouter, ou sous conjoint, ou sur ses enfants : Ou sur ses descendants, après ces mots, sur la partie contractante.

(Art. 30.) Glorifier la seconde partie en ces termes : « La convention n'est point valable, si la cause n'en est exprimée au moins sommairement. »

(Art. 49.) Les conventions doivent être respectées ; mais, si le juge ne peut augmenter, il ne doit pas pouvoir modérer.

(Art. 55.) Cet article est au surplus inutile : il tend à introduire dans les actes, sous prétexte de l'usage, des clauses non stipulées, et ce qu'il contient de plus est expliqué par les autres articles de la section.

(Art. 83.) Ajouter. Hypothécaire.

(Art. 84.) Ajouter : « Ce rachat une fois fait, soit par le débiteur, soit par le créancier, ne peut plus être révoqué. »

(Art. 100.) Les dommages-intérêts doivent être solidaires comme la dette principale, sauf le recours des codébiteurs entre eux.

## SECTION I.

Il serait plus intelligible d'intituler, des obligations divisibles et indivisibles.

(Art. 123.) Même observation qu'à l'article 49 de ce livre.

(Art. 140.) Ajouter après la seconde partie : « A moins qu'il ne s'agisse d'arrérages de rente, ou de fermages, qui seront toujours payés au débiteur qu'avant le rachat lors du contrat. »

(Art. 163.) La remise du titre, ajouter, en brevet ou minute.

(Art. 215.) Après la seconde partie, ajouter, à peine de nullité.

## TITRE IV.

(Art. 4.) Lire : « Contre les femmes mariées, les veuves et les filles. »

## TITRE VI.

(Art. 10.) Les créanciers, etc.

1° Le créancier de rente foncière, pour les arrérages échus, et le droit de rentrer dans l'héritage,

2° Le vendeur ;

3° Ceux qui ont fourni ;

4° Les hypothécaires,

5° Les architectes.

(Art. 31.) Ajouter : opposé sur la minute.

(Art. 52.) Ajouter : « Si c'est un mineur, un interdit ou un tuteur, le débatement ne peut être fait que duavis du conseil de famille. »

## TITRE VII.

(Art. 21.) Il faut contester l'avoué refusant à mettre le sous Avoi, ajouter : à peine de cent francs d'amende contre l'avoué refusant.

(Art. 26.) Motier supprimé au lieu d'assesseurs.

(Art. 33.) Comme au 26.

(Art. 47.) Idem.

(Art. 55.) Mettre : Devant le tribunal civil mixte.

(Art. 57.) La dernière partie paraît devoir être rédigée ainsi : « Passé lequel délai le compte est arrêté par un juge du tribunal à ce commis. »

« Les parties se réfèrent devant le même juge en cas d'omission, double emploi ou erreur de calcul. S'il s'élève des difficultés, elles sont réglées sommairement par le tribunal, à la charge de l'appel, s'il y a lieu. »

(Art. 63.) Supprimer ces mots, sans aucune formalité de justice, et ajouter à l'article : « Au plus offert et dernier encherisseur, devant le juge

de paix, après une affiche et publication faite au moins trois jours avant. »

(Art. 71.) Au lieu de prêter, mettre, doivent.

(Art. 97.) L'opposition à fin de distraire ayant pour objet de faire retirer de la saisie réelle un immeuble qui n'appartient point au saisi, tout raisonnement de distraire que pour l'opposition à fin d'annuler. Aussi, supprimer les vingt-trois derniers mots de la première partie de l'article.

(Art. 98.) D'après la rectification proposée sur l'article 97, rayer de la quatrième et la cinquième, en y ajoutant : « Il en est de même de l'opposition à fin de distraire. »

(Art. 124.) Le jugement d'adjudication, pouvant être infirmé de nullité et autres vices qui compromettent la fortune d'un grand nombre d'intéressés, doit pouvoir être frappé, sans l'exécution provisoire.

(Art. 158.) En cas de non-paiement par l'adjudicataire, bon. Mais qu'il faille ou non de consignation ? Le consignataire refuse, il est nécessaire d'indiquer la voie et les formes de contrainte.

(Art. 175.) Même observation qu'à l'article 124.

(Art. 178.) Ajouter : « sauf à l'adjudicataire de prendre, si bon lui semble, lettres de ratification. »

## TITRE IX.

(Art. 4.) Le dol et la fraude sont des moyens d'annulation contre tous les actes ; pourquoi rejeter absolument la suggestion et la captation, qui ne sont en elles-mêmes que dol et fraude ?

(Art. 16.) Avant de proposer d'ériger la représentation aux parents-uxors et petites-sœurs, il y a aussi lieu de les comprendre dans cet article, et leur ayant droit à la réduction.

(Art. 36.) Le projet permettant de donner à son héritier présomptif, il n'y a pas lieu à nullité dans le cas de cet article, mais simplement à réduction, il y a aussi lieu à restitution des fruits de l'exécutoire.

(Art. 54.) Ajouter : « Sur ce qui concerne les mandats. »

(Art. 60.) Ajouter : « 3° S'il lui refuse des secours. »

(Art. 63.) Au lieu de la dispositive ou, mettre la conjonctive et, pour que la dernière partie de l'article ne contrarie point la première.

(Art. 70.) Troisième partie : elle est rendue, ajouter : par l'un des notaires.

(Art. 131.) Au lieu de ces mots, les notaires contractent, lire : les deux premiers causes ; la troisième qu'on a proposée d'ajouter au pouvoir ne recevoir d'application.

## TITRE X.

(Art. 38.) La deuxième partie de cet article, pour être conséquente, doit être rédigée ainsi :

« Ces faits ou de la ou lieu pas la fraude ou des héritiers pour plus de neuf ans ; ils peuvent en demandant nullité pour l'exécutoire, à moins que la fraude, ou la dix-neuvième année ne soit commencée, s'il s'agit d'un bail de dix-huit ou de vingt-sept ans. »

(Art. 111.) Après ces mots, ont depuis, ajouter, déduction faite des dettes antérieures au mariage, contractées par acte authentique, et payées par le mari, quand même la clause de séparation de dettes aurait été omise ; elle est de droit ; et le reste de l'article. »

## TITRE XI.

(Art. 30.) Il doit y avoir des dommages-intérêts dans tous les cas.

(Art. 52.) Pour éviter toute équivoque, mettre :  
 « Dans les cas des articles 50 et 51, »  
 [Art. 62.] *Interdire les usages des lieux.*  
 [Art. 63.] La servitude peut être révisée révoquée : Ou de la gréer en payant le prix raisonnable. »

(Art. 63.) Il exige une nouvelle rédaction sur ces termes : « Ors le rai des d'ici, r'ici des p'ici, si la chose n'est pas par cas fortuit ou par suite de sa mauvaise qualité, la p'ice est pour le vendeur ; et si d'ici sur pas moins tenu, en cas l'acheteur, à la restitution du prix, et aux autres dédommements s'expliqués »  
 [Art. 69.] Supprimer l'usage, et laisser le délit.  
 [Art. 73.] Au lieu de la servitude et, mettre la servitude ou

[Art. 74.] Ajouter : « Sans préjudice des dommages-intérêts. »

[Art. 91.] Ajouter : « Si la majorité est d'avis du contraire, elle sera tenue de reprendre la servitude. »

### TITRE XII.

(Art. 4.) *À la fin de ces mots, et du titre de l'acte, dire : « À la fin de l'acte ou chose et des dommages-intérêts. »*

### TITRE XIII

(Art. 15.) Au lieu de ces termes : *au lieu de l'usage des lieux, dire : En regard de l'importance de la maison louée.*

(Art. 19.) Il conviendrait d'établir des termes fixes, autrement, comme ailleurs, il y aurait autant de nuances que de tribunaux.

(Art. 20.) Au lieu de *être par l'usage des lieux, dire, par les articles 19 et 20.*

(Art. 30.) Pour accorder le principe posé par l'article, avoir en cas de litige, il faut retrancher les vingt-huit derniers mots.

(Art. 39.) Ajouter : « Un an après l'expiration du terme. »

En permettant d'expulser le fermier, il est juste de lui donner un temps suffisant, un pour se louer, ou pour se pourvoir d'un autre emploi.

(Art. 43.) Retenir : et autres de même nature, et supprimer l'usage des lieux.

(Art. 57.) Comme à l'article 19.

(Art. 59.) Rayé, au lieu de l'usage des lieux.

(Art. 60.) L'indemnité ne doit pas être estimée par experts (il y a trop d'incertitudes), mais fixée à une quotité déterminée des redevances à évaluer, telle que de trois années, une entre les impôts.

(Art. 61.) Au lieu de ces mots, mettre dans le lieu, mettre celui, etc.

(Art. 62.) Supprimer les dix derniers mots de l'article, et les remplacer par ceux-ci : « À moins qu'il soit prouvé par le bail qu'il n'y a point reçu l'un de son autre ou l'autre. »

(Art. 73.) Supprimer le mot toujours, et ajouter à l'article : Si l'empêchement provient d'une cause qui soit relative à la propriété.

(Art. 114.) Effacer les vingt-neuf derniers mots de l'article, attendu qu'il est dû une indemnité à celui qui a été renvoyé sans cause grave.

### TITRE XVI.

(Art. 25.) Si le dépôt a été fait à un tuteur, à un mari ou à un autre administrateur, mettre : par un tuteur, etc., au lieu de « ... »

### TITRE XIX.

(Art. 1<sup>er</sup>.) Substituer à la définition que contient la première partie de cet article, celle qui doit être Polaire. Traité des obligations, partie 1<sup>re</sup>, chapitre 1<sup>er</sup>, section 1<sup>re</sup>, article 2, n° 13, édition 1846 de l'ITH.

### TITRE XX

(Art. 58.) Sur les précautions de rentes, les intérêts des sommes prêtées, les prestations de pensions alimentaires se prescrivent par cinq ans, à la bonne heure ; mais cette prescription à l'égard des fermages et loyers ne doit courir que de la cessation de possession. Cependant on ne peut jamais exiger que vingt-neuf années.

(Art. 60.) Le terme de trois ans, fixé par cet article, est trop long ; la possession annuelle doit suffire.

### DISPOSITION GÉNÉRALE.

L'attention des auteurs du projet a-t-elle été attirée sur les lois et ordonnances dans les matières qui sont l'objet du Code, et dans les cas imprévus comme dans les cas prévus ? Il est nécessaire de le dire et de le dire à temps, et de ne laisser à cet égard aucune incertitude.

### Observations.

Il n'est point question, dans le projet, des rentes fournaies, qui sortent sur le droit de disposer et d'acquiescer. Combien en avait fait le titre IV du livre II de son projet. Cet ouvrage contient toutes les définitions et règles qu'on peut désirer à cet égard. On peut en proposer de mieux que d'adopter tous les rituels qui composent ce titre, sans les modifications révisées.

(Art. 490.) Plus de cinq années, mettre : plus de trois années.

(Art. 493.) Le délai entre l'avertissement et l'expiration doit être d'un an pour les usages ruraux, et de six mois pour les usages urbains.

(Art. 494.) En abandonnant ce qui peut en rester.

(Art. 496.) Le retour sur les rentes doit être cinquième, mettre le cinquième au lieu du dixième.

(Art. 503.) L'offre doit toujours être faite au domaine du créancier, sauf les conventions contraires.

### Autre observation.

Ne conviendrait-il pas encore de s'occuper des rentes créées au profit des ri-devant arriérés, pour le prix des immeubles d'ici ils se sont dépossédés, ou prouvant le son d'arrêter tout ce qui peut tenir à la féodalité ?

### Autre observation.

Les auteurs du projet ont cru devoir en l'intention d'abolir l'adoption : comme tout ce qui n'est pas légal par la loi est permis, que d'ailleurs l'adoption a été légalement établie, il est nécessaire de dire, comme pour la substitution, à la loi s'admet plus d'adoption.

Paul et arrêté par nous, même s'adresser, à Amiens, le 10 prairial an IX de la République.

Signé : VARLEY, DUVAL, MARGRIN.

### OBSERVATIONS

Sur le projet de Code civil, présentées au Gouvernement par les commissaires du Tribunal d'appel séant à Angers.

### LIVRE PREMIER.

#### TITRE IV.

Art. 12. Les héritiers du défunt sont autorisés à faire constater les répressions et valeurs des immeubles par experts.

Il semblerait convenable d'ajouter : « à la suite de » quoi, ils seront réputés les avoir pris en bon état. »

Art. 18. On suppose que l'onvol n'est pas été

fait au profit de celui qui était successeur au jour de la disparition; il faudra donc revenir à un nouveau partage après quoi, ce qui retournera les plus graves inconvénients. On perdraient de plus, dans tous les cas, l'absent ne sera réputé mort qu'à l'époque de cinq années révolues; plusieurs routines le décident ainsi; cela léverait toutes les difficultés.

Après les mots *laquelle*, il faudrait réprimer le mot *droits* pour éviter l'obscurité qui résulte de ce que le mot *possesseur* semble, à la première lecture, s'appliquer aux créanciers.

Art. 30. La mère exerce ici les droits de la paternité en général, et sans conseil de famille; dans le cas de viduité, elle doit recourir au conseil de famille; les raisons, fondées sur la faiblesse du sexe, qui ont déterminé cette loi dans le cas de viduité, militent également pour le cas de l'absence. En fait, de quel jour commencera cette autorité diluée de la mère? est-ce du jour de la disparition? cela entraînerait trop d'abus; d'ailleurs, en ce cas, quelle sera la forme de constater cette disparition? Est-ce du jour des cinq ans révolus? du jour de l'envoi en possession des successeurs? La loi ne s'explique pas.

#### TITRE V.

Art. 10. Les enfants, jusqu'à ce qu'ils aient accompli l'âge de vingt-cinq ans, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs pères et mères.

Les anciennes lois avaient fait une distinction entre les fils et les filles, quant à l'âge où le mariage pouvait avoir lieu sans le consentement des pères et mères.

On propose de fixer l'âge de vingt ans pour les filles.

Art. 15. On propose, pour lever toute difficulté, d'ajouter, *premier alinéa*, ce qui suit: « Si la famille ne s'explique pas, il sera passé outre. »

Art. 28. « Les père et mère, et à leur défaut les aïeul et aïeule, peuvent former opposition au mariage de leurs enfants et descendants, encore que ceux-ci aient vingt-cinq ans accomplis. »

Le projet ne détermine pas les causes d'après lesquelles cette opposition pourrait être reçue. Si ce sont les mêmes pour raison desquelles les père et mère peuvent demander la nullité du mariage, en vertu du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 38, il serait inutile de le dire pour ne laisser aucune incertitude.

Art. 63. Cet article paraît absolument inutile, au moyen de l'article 19.

#### TITRE VI.

Art. 20. 3<sup>e</sup> alinéa. Souvent il n'y a point de parents dans l'arrondissement, ou il peut arriver qu'il y en ait sans qu'on en soit instruit. Quid juris?

Art. 58. On pense que le délai devrait être plus long, lorsqu'il existe des enfants mineurs, les erreurs de mariage étant toujours préjudiciables à leur éducation.

(Livre I<sup>er</sup>, tit. I<sup>er</sup>, art. 30.) « Ceux qui ont été condamnés à une autre peine éternelle morte civile, sont privés des avantages du droit civil; » proprement dit, ainsi, par exemple, leur contrat de mariage est dissous. Ils sont incapables d'en contracter un nouveau. »

(Livre III, tit. XIX, art. 74.) « La rente viagère ne s'établit point par la mort civile du propriétaire; les préjudices en doivent être commués au profit de ses héritiers pendant toute sa vie naturelle. »

De ces deux dispositions révoquées, il paraît résul-

ter que celui qui est mort civilement n'a plus le droit de profiter des contrats qu'il a faits, tellement que les arrérages d'une rente viagère dont il serait propriétaire devraient être considérés au profit de ses héritiers, et cependant, dans l'article 31, page 10, on voit qu'il demeure capable de tous les actes qui sont du droit naturel, qu'il peut acheter, vendre, etc.

On propose, pour lever toute espèce de doute, de rédiger ainsi le commencement dudit article 31: « Ils sont capables pour l'avenir... »

#### TITRE VII.

Art. 2. « Le père, ou la mère lorsqu'elle est survivante, qui a des enfants de mineurité ou très-graves sur la conduite d'un enfant dont il n'a pu réprimer les écarts, peut le faire détenir dans une maison de correction. »

On peut prévoir une erreur dans laquelle le père se trouverait entraîné par des impressions étrangères: si le jeune homme était si sensible, il se dévrait avouer, et cette idée deviendrait nuisible au développement de ses qualités morales.

On propose d'ajouter qu'avant de présenter la requête à l'officier de police judiciaire, le père sera tenu de soumettre au cas du président du tribunal de première instance, lequel pourra, soit le refuser, soit renvoyer dans un délai.

Art. 12. « Le père, constatant le mariage, a jusqu'à la majorité de ses enfants son émancipation, l'administration et la jouissance, etc. »

Des dispositions insérées dans le livre I<sup>er</sup>, titre IX, chapitre I<sup>er</sup>, art. 2, et dans le chapitre III du même livre, article 100, il paraît résulter que l'émancipation aurait lieu de plein droit à dix-huit ans accomplis, ou dans le cas de mariage.

Si l'émancipation avait lieu de plein droit, on ne pourrait pas dire que le père aurait l'administration jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, puisqu'ils le seraient toujours et nécessairement à l'âge de dix-huit ans.

#### TITRE IX.

Art. 5. « Après la dissolution du mariage par le décès de l'un des époux, les enfants mineurs et non émancipés demeurent sous la garde du père ou de la mère survivant, auquel appartiennent la garde, l'administration et l'administration de leur personne et l'administration de leurs biens, des revenus desquels il jouit, sous la seule charge de fournir aux frais de leur entretien et éducation. »

Aux mots, *des revenus desquels il jouit*, on demande comment cet article s'appliquera aux pères ou mères, auteurs autorisés de leurs enfants, et dont l'administration doit se prolonger longtemps encore après la promulgation du Code.

Autre observation. Le père jouit ici du revenu de son fils mineur; mais suivant l'article 10 du chapitre de mariage, le fils mineur ne peut se marier sans le consentement du père: n'est-il pas à craindre que le père ne se prête qu'avec répugnance à consentir un mariage qui va le déposséder? C'est un inconvénient dans la loi de placer le père entre son intérêt personnel et celui de son fils.

Il est possible qu'un père ne soit pas assez éclairé pour connaître le genre d'instruction nécessaire à ses enfants, et qu'il se borne à leur donner une éducation bien inférieure à celle à laquelle ils auraient pu prétendre à raison de leurs moyens de fortune. Il paraîtrait convenable de donner, sur cette partie, le droit de surveillance, soit à la famille, soit à un subrogé-tuteur.



Art. 23. L'expression, sous ceux de ses parents, paraît trop vague dans une disposition rigoureuse; on penso qu'il faudrait déterminer le degré.

Art. 28. Les parents doivent se rendre lorsqu'ils sont convoqués; cependant la loi ne prononce contre eux aucune peine en cas qu'ils y manquent, puisque l'article 30 porte simplement qu'ils seront remplacés par des voisins; et si les voisins refusent, à leur tour d'obéir à l'appel qui leur est fait, ainsi que cela arrivera le plus-souvent, voilà toutes les opérations du juge de paix arrêtées. Il est de toute nécessité que la loi détermine un dernier moyen de rigueur à employer dans les cas extrêmes qui se rencontrent tous les jours, surtout dans les campagnes.

Art. 41. Ainsi na voisie, convoqué pour la forme, pourra être nommé tuteur int-qu'il y aura des parents; car la loi ne statue pas qu'on choisira ces derniers à l'exclusion d'un tertia appelé en remplacement; cela ne paraît pas équitable.

Art. 60. On propose d'ajouter à cet article, que les motifs énoncés ne pourront dans aucun cas, donner lieu à l'action en nullité contre les membres du conseil de famille; autrement il arrivera que plus le tuteur sera indigne d'avoir la garde des enfants, moins les parents oseront s'expliquer.

Il conviendrait aussi que, dans le cas de l'article 61, le tribunal statué à la chambre du conseil, comme pour le divorce.

Art. 65. Sur la section VII, ou a généralement remarqué que l'on assemble trop souvent le conseil de famille; cela paraît bon en théorie; mais il en résulte une foule d'inconvénients dans la pratique, vu le peu d'attaché que certains parents apportent aux affaires qui ne leur sont pas personnelles.

Art. 90. Compte annuel de deux parents. Des comptes annuels entraîneront bien des abus. Les deux parents, pour terminer promptement, et peut-être pour éviter une corvée annuelle, en viendront, après quelques années, à signer de confiance tout ce que leur présentera le tuteur. Cependant ces comptes annuels devant servir de base au compte général, le compte définitif ne pourra plus être impugné avec autant d'efficacité qu'il l'a toujours été d'après les lois actuelles. Il faudrait au moins dire que les comptes annuels ne serviraient au plus que de renseignements, pièces d'instruction.

Art. 101. Après la même suite on propose d'ajouter, « ce qui a lieu alors même que le mineur est émancipé, et que le compte ne présente que des intérêts mobiliers à diviser. »

Art. 109. Ainsi un mineur trouvera le moyen de frustrer ses créanciers, en multipliant ses dettes; et c'est là la loi elle-même qui lui en fournit le moyen. On pense que, dans ce cas, le mineur doit être tenu d'abandonner à tous ses créanciers l'année du revenu à concurrence de laquelle il peut s'obliger, sans que les créanciers puissent rien prétendre sur le surplus des biens.

Art. 110. Après ces mots, ne peut être, hypothèque, on propose d'ajouter ni compensation, sur ceux.

## LIVRE II.

### TITRE PREMIER.

Art. 10. 1<sup>re</sup> et 2<sup>es</sup> séries. On observe que dans le département de Maine-et-Loire et beaucoup d'autres, metayer et fermier présentent absolument la même suite. On y appelle *colon partiaire*, le fermier avec qui le même partage des fruits. On propose de substituer les mots de *colon part-*

iaire à celui de metayer, ce qui lévera toute apparence de contradiction.

### TITRE II.

Art. 6. On propose d'ajouter, « ou rembourser aussi au possesseur de bonne foi, les améliorations qui ont augmenté la valeur de l'héritage. » (Benisart. l'écrit EVICTION, n° 7, *adque passim*.)

### LIVRE III.

#### TITRE PREMIER.

Art. 40. La succession se divise en deux portions égales... et l'autre moitié est dévolue aux frères ou sœurs, ou aux descendants de ceux-ci.

Dans la section II du même chapitre, article 30, on voit que la représentation n'est admise que dans le cas où le défunt laisse des frères ou sœurs, et des neveux ou des nièces, enfants du premier degré de sa femme ou de son mari.

Pour prévenir les doutes qui pourraient naître de la rédaction de l'article 40, on propose d'y ajouter les mêmes mots de l'article 30, enfants du premier degré.

Art. 61. 2<sup>es</sup> séries. Les frais sont avancés par l'enfant naturel... l'enfant naturel est supposé ne pas avoir, il ne peut faire aucune avance; l'enfant légitime qui, en définitif, devra une portion quelconque, ne court aucun risque en avançant les frais qu'il rendra, s'il y a lieu, sur la portion du fils naturel.

### TITRE II.

Au chapitre des obligations conditionnelles, on propose d'ajouter une règle du droit, tirée de Cujas, et très-utile dans la pratique:

« *Modus condendi, conditio suspendit*, » (Développement au journal du palais, Tome 1<sup>er</sup>, page 808.)

Art. 143. Après cet article on propose l'article suivant: « Le créancier hypothécaire qui passe un acte de cession d'hypothèque, est subrogé de plein droit dans les droits, privilèges et hypothèques attachés de la créance qu'il a acquittée » (Voy. de Benisart, de la Subrogation, page 98, à l'article 1<sup>er</sup>, form. 10-1<sup>re</sup>).

### TITRE IV.

Art. 7. Une rente déchargée par jugement en dernier ressort peut-elle se trouver engagée, s'il y a une requête civile suivie? (Voy. Journal du palais, tome 1<sup>er</sup>, page 148.)

### TITRE IV.

Art. 8, n° 3. « Pour une année seulement, y compris le terme courant. » On propose de substituer aux mots y compris, ceux-ci, et le terme courant (conformément à ce qui s'est toujours pratiqué).

Même article, à l'alinéa qui commence par ces mots: « Neanmoins les sommes dues pour les annués et pour les loais de toutes récoltes... » on pense qu'il faudrait ajouter, de l'année.

Art. 16. « Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque. »

Lorsqu'il ne s'agit pas d'exercer un droit de suite entre les mains d'un tiers, mais bien seulement de régler l'ordre de distribution dans une saisie mobilière, il pourrait rester de l'incertitude sur la question de savoir si cette distribution devait être réglée suivant l'ordre des hypothèques.

On propose de rédiger ainsi l'article:

« Les meubles ne sont pas susceptibles d'hypothèque. »

Art. 81. On désirerait que la loi s'expliquât sur la question de savoir si un acquéreur qui jouit

en vertu d'un acte privé, mais revêtu de la formalité de l'enregistrement, peut prescrire l'hypothèque et les autres droits louciers appartenant à des tiers; ce cas est très-réquent.

#### TITRE VII.

Chapitre IV. Il serait convenable de commencer ce chapitre par un article qui poserait le principe général qui donne le droit aux créanciers de succéder. Le 1<sup>er</sup> article de ce chapitre n'est qu'une répétition de ce principe, qui n'a pas été posé. D'ailleurs l'enquête peut-elle avoir lieu s'il y a de quoi payer tous les créanciers?

Art. 62. 1<sup>re</sup> alinéa. Surmonter le délai dans lequel la radiation doit être fournie, pareille observation à l'égard de la remise qui doit être faite au conservateur, du procès verbal de la réception de caution (art. 63).

L'article 63 ne paraît qu'une répétition surabondante de l'article 3.

#### TITRE VIII.

Après l'article 14, quid si le jugement est cassé par l'effet du pourvoi en cassation, et si les héritages se trouvent épuisés de nature?

#### TITRE IX.

Art. 18 et 19. « La donation de la qualité disponible peut être faite en tout ou en partie, même au faveur des enfants et autres successibles du donateur. Cette donation n'est pas rapportable par le donataire venant à succession, pourvu qu'elle ait été faite expressément à titre de précaput et hors part. »

Art. 138 et 139. « Les pères et mères, et autres ascendants, peuvent faire entre leurs enfants et descendants, la distribution et partage de leurs biens, etc. »

« Le partage fait par l'ascendant ne peut être attaqué que dans le cas où l'un des co-partagés allègue et offre de prouver qu'il souffre une lésion du tiers ou qu'il a son préjudice. »

On observe en général que la faculté d'avantager un successible peut devenir une cause de démission dans les familles; on voit d'ailleurs que les dispositions du projet peuvent donner lieu à des avantages tellement excessifs, qu'un successible pourrait avoir jusqu'aux deux tiers de la succession.

Que l'on suppose un effet d'un père de famille ayant deux enfants, et une fortune de 96 mille fr.; il peut d'abord, en vertu de la vertige 1<sup>re</sup> du chapitre II, donner à l'un de ses enfants, par préciput, le quart de cette fortune, savoir, 24 mille fr. Il fera ensuite, en vertu des dispositions du chapitre VI, le partage du surplus, montant à 72 mille francs, en prenant soin d'avantager le même enfant, de manière répétitive que son lot n'excède pas de plus d'un quart la valeur de l'autre lot, afin qu'il n'y ait pas lieu à réclamation pour cause de lésion; ainsi, sur les 72 mille francs restants, l'enfant déjà avantagé pourra avoir 18 mille francs, tandis que l'autre sera réduit à 54 mille, sans pouvoir se plaindre, parce qu'il n'y aura pas lésion de plus du quart. L'enfant avantagé aura donc, d'une part, 24 mille fr. et 18 mille de l'autre. Total, 42 mille francs, formant les deux tiers du bien du père.

Art. 22 4<sup>o</sup> alinéa. « Si dans l'acte, etc. », par exemple, il se trouve dans la même ligne un « oncle du défunt et un neveu de ce même défunt » qui sont tous deux communiens en égal degré. Ceci paraît contraire à l'article 31, des Successions; l'oncle étant au 3<sup>e</sup> degré, ne peut concourir avec

le neveu qui se trouve au second degré par la représentation de son père. Art. 35, des Successions.

Chapitre des dispositions révoquées par la loi du 20 mars; après l'article 34, on propose l'article suivant :

Une donation entre-vifs, la charge de payer les dettes que le donateur aura au jour de sa mort, ou autre, jugée au tribunal de cassation. Voyez le Journal de Palais, commencé depuis la Révolution, n<sup>o</sup> 14, page 361.

Art. 35. « Tout donateur à charge de rente viagère, tantôt venant à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit, faite à l'un des héritiers présumés en ligne directe ou collatérale, est tenu, si l'objet ainsi chargé, estimé d'après sa valeur au plein propriétaire, se trouve excéder la moitié disponible. »

Les articles 176 et 177 du titre des Successions autorisent les conventions avec les successibles, lorsque, au moment où elles ont été faites, elles ne présentaient aucun bénéfice réel et acquis; et on y voit que la prohibition d'avantager l'héritier présomptif d'usufruit privé, entre lui et celui auquel il doit succéder, des actes à titre onéreux, sans le cas de fraude.

Une rente à fonds perdu, même avec réserve d'usufruit, peut avoir réellement le caractère d'un acte à titre onéreux, d'après le prix déterminé pour la valeur de la nue propriété. Que l'on suppose la propriété dévolue à vendre de cette manière; au bout de proposer ce marché à des étrangers, il l'offre à sa famille; parmi les membres qui la composent, il n'en trouve qu'un seul qui ait les moyens suffisants pour faire l'acquisition; il sera obligé de s'en abstenir, parce que l'article 35 dont il s'agit prononce la nullité; et dès lors, le bien passera nécessairement à des étrangers.

On propose d'ajouter cette disposition, « que la nullité ne pourrait être invoquée par les autres successibles, lorsqu'après que le contrat leur aurait été notifié avec offre de les admettre à participer, ils n'auraient point accepté lesdites offres dans le délai de trois mois du jour de la notification, sans néanmoins le cas de fraude. »

Art. 138. « L'époux survivant ne peut, pendant le mariage, donner à l'autre époux, que ce que la loi permet au mari ou à la femme de donner à un étranger. »

Un mari ou pouvant contracter mariage que du consentement et de ses père et mère, ou de sa famille, on doit présumer qu'il a été éclairé dans son choix, et qu'il a trouvé dans cette union tous les avantages maritaux qu'il pouvait espérer; il n'y aurait donc pas d'inconvénient à lui laisser toute la latitude que peut avoir un mari ou pour tester en faveur de l'autre époux.

#### TITRE X.

Art. 122. On demande quid juris, lorsqu'un cas de cet article une femme fera des acquisitions pendant le mariage; lui appartenant-elles en entier exclusivement au mari? Cette question est très-importante, surtout depuis la Révolution, vu le grand nombre de séparations judiciaires qui ont été provoquées par des femmes d'émigrés, lesquelles ont fait ensuite des acquisitions considérables en leurs noms, avec les deniers de la communauté. Vid. Debarat, cette Femme, n<sup>o</sup> 26 et suivants.

#### TITRE XI.

Art. 75. L'article est juste dans le cas où la vente est faite à terme, parce qu'alors la chose est acquise à l'acquéreur au moment du contrat,



où on accusé vient à mourir, d'adresser, dans un délai fixé, un extrait en forme, de son registre, à l'officier de l'état civil du lieu du domicile des parents du nouveau-né, ou du défunt, en supposant à ce dernier officier l'obligation de porter cet acte sur ses registres?

## TITRE IV.

## CHAPITRE II.

## SECTION III.

Art. 27 et 28. Lorsque la loi défend, tout acte fait contre sa prohibition est essentiellement nul. Ce principe vrai est retracé sous l'article 9 et 10, liv. prélim.

On doit donc être étonné, après avoir lu l'article 27, qui défend à l'épouse de contracter mariage, dans le cas d'absence de son époux, sans rapporter la preuve positive du décès de ce dernier, de remonter dans l'article qui suit immédiatement, une disposition qui valide le mariage ainsi contracté jusqu'au moment où l'époux absent se présente, ou réclame.

Les articles 28, 29 et 30, liv. 1<sup>re</sup>, tit. IV, chap. II, section 1<sup>re</sup>, autorisent le divorce pour cause d'absence; le mariage contracté par l'époux qui n'a pas fait divorce, doit être déclaré nul, ou bien il faut modifier l'article 27, en permettant dans certains cas, et après un temps fixé, à l'époux abandonné, de contracter mariage, sans même faire prononcer le divorce, autrement la loi serait en opposition avec elle-même; elle validerait par une disposition ce qu'elle a défendu par une autre, et déclaré nul ce principe, ce qui serait contraire à sa dignité, au respect et à la soumission qui lui sont dus.

## TITRE V.

## CHAPITRE II.

Art. 25. Sans doute il est essentiel de donner la plus grande authenticité aux contrats de mariage; et la nécessité des publications exigées par cet article, est prouvée pour les citoyens qui peuvent avoir un lieu de résidence autre que celui de leur domicile, tels que les fonctionnaires publics. Mais à l'égard des personnes qui n'ont d'autre domicile que le lieu où elles résident, serait-il nécessaire de faire la publication dans le lieu de leur ancien domicile, lors même qu'elles l'auraient quitté depuis plus de vingt ans? Il le paraît, d'après la disposition de cet article. Cependant la précaution est excessive, et peut apporter des entraves à un acte civil qu'il est de l'intérêt de la société de favoriser.

## CHAPITRE IV.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 66. Ne convient-il pas d'ajouter que la ratification du mari doit avoir lieu pendant la vie de la femme?

## TITRE VI.

## CHAPITRE III.

Art. 42 et 48. Les dispositions de ces deux articles paraissent trop générales; elles sont sages sans aucune restriction. Lorsque la femme est demanderesse en divorce, la grossesse survenue depuis sa demande est une preuve de réconciliation qu'elle ne pourrait écarter sans alléguer sa propre turpitude; mais lorsque le mari est lui-même demandeur en divorce, fondé sur une des causes exprimées en l'article 3, chapitre 1<sup>er</sup>, titre VI, souffrirait-il à la femme, pour se ménager une fin de non-recevoir contre son mari, de lui faire un nouvel outrage? Une grossesse, qui ne serait sou-

vent que la suite d'un nouveau crime, suffirait-elle pour couvrir les crimes précédents? Pour écarter cette fin de non-recevoir, la mari serait-il tenu de prouver l'adultère de sa femme? On sait combien la preuve de ce crime est difficile. Ne conviendrait-il pas d'admettre la distinction portée en l'article 49?

Si les époux habitaient ensemble à l'époque de la conception, on peut tirer de la grossesse une preuve de réconciliation; si les époux étaient séparés d'habitation, la grossesse opérant une fin de non-recevoir insurmontable lorsque la femme serait demanderesse en divorce: mais lorsque le mari est demandeur en divorce, la circonstance de la grossesse, sans aucune autre preuve de réconciliation, doit paraître insuffisante, et les juges doivent avoir une grande latitude de pouvoirs pour l'admettre ou la rejeter.

Art. 48. Les mots, si le demandeur, doivent être remplacés par ceux: si le défendeur.

## TITRE VIII.

Art. 1<sup>er</sup> et 12.

## TITRE IX.

Art. 5, 6, 106 et 107. Comme la puissance paternelle et l'émancipation produisent des effets différents dans les pays du droit écrit et dans les pays coutumiers, que les effets varient même d'une coutume à l'autre, pour raisonner d'une manière sûre et prompte à une législation uniforme, les dispositions relatives à ces matières doivent être tellement claires, qu'elles ne présentent pas le moindre doute.

Les articles 106 et 107, concernant l'émancipation, ont incontestablement ce mérite, si on les considère isolément et dégagés de tous rapports avec la puissance paternelle; mais si on en compare les dispositions aux articles qui règlent les effets de cette puissance, on voit avec peine l'article 107 confondre dans leurs effets les deux modes d'émancipation, quoiqu'ils en produisent de différents.

Les articles propres à la puissance paternelle peuvent aussi donner lieu à des systèmes opposés; ce qu'il est sage de prévenir.

Il paraît résulter en effet de l'article 1<sup>er</sup>, que le père ou la mère ne perdront l'administration des biens de leurs enfants que lorsque ceux-ci se sont émancipés par mariage; mais qu'ils la conserveront jusqu'à leur majorité, nonobstant l'émancipation par l'âge.

Ces mots, pendant le mariage, qui se trouvent dans l'article 12, donnent lieu de penser que le père ne conserverait, jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, l'administration et la jouissance de leurs biens, qu'autant que le mariage duquel sont provenus les enfants subsisterait jusqu'à cette époque, puisque, par l'article 5, on il est parlé de la dissolution du mariage arrivée par le décès de l'un des époux, l'administration et la jouissance, réservées au survivant, ne peuvent plus s'exercer que sur les biens des mineurs non émancipés: d'où il suit qu'il y aurait contradiction entre ces deux articles et le premier; que, du moins, ils pourraient prêter à différentes interprétations. Comment, d'ailleurs, devra-t-on entendre les mots non émancipés, qui se trouvent dans l'article 12? Faudra-t-il les prendre dans un sens indéfini, ou les resserrer dans celui de l'article 1<sup>er</sup>?

D'un autre côté, il est établi que, dans certains cas, l'administration et la jouissance sont réservées au père et à la mère jusqu'à la majorité de leurs enfants, nonobstant leur émancipation

par l'âge; cependant l'article 107 accorde aux mineurs émancipés, sans distinction, la pleine administration de leurs biens.

Il paraîtrait donc convenable, pour faire cesser les doutes et les contradictions, de donner plus de développements aux articles qui régissent les effets de la puissance paternelle, de distinguer les différentes émancipations et leurs effets; peut-être conviendrait-il d'en retarder l'époque.

Art. 1<sup>er</sup>. La majorité paraîtrait devoir être fixée à vingt-cinq ans et non à vingt et un ans. L'âge de vingt et un ans est celui de la virilité des hommes; d'ailleurs, plus la civilisation est avancée, plus les rapports sont multipliés et diversifiés à apprécier.

## CHAPITRE II.

## SECTION IV.

Art. 27. La distance de six myriamètres paraît trop forte.

Art. 41. Les plus proches parents, non dispensés ni récusables, ne devraient-ils pas être nommés plutôt que les plus éloignés?

## SECTION VII.

Art. 75.

## LIVRE III.

## TITRE PREMIER.

## CHAPITRE VI.

## SECTION III.

Art. 107. Pourquoi assujettir un mineur aux frais, aux détails et inconvénients d'une acceptation par bénéfice d'inventaire, lorsque la succession est nettement avantageuse? Ne devrait-on pas s'en rapporter à la délibération qui serait prise à cet égard par le conseil de famille?

Lors même qu'il y aurait du doute sur l'utilité de la succession, on pourrait accorder le bénéfice de liquidation contre l'acceptation qui aurait été faite en minorité: le recède serait généralement plus avantageux, comparativement; car les frais du bénéfice d'inventaire absorberont la majeure partie des successions des gens de campagne, ordinairement peu riches; au sorte que la prescription prise pour prévenir la ruine des mineurs conduirait elle-même à ce résultat.

## CHAPITRE II.

## SECTION VIII.

Art. 102. Il paraît trop rigoureux de rendre les parents et alliés responsables de l'insolabilité survenue depuis la nomination.

## TITRE X.

## CHAPITRE II.

L'interdiction pour cause de prodigalité étant abolie par le nouveau projet, quel sera le sort de ceux qui, jusqu'à présent, ont été interdits pour une telle cause?

Le commencement de l'article, comparé avec sa fin, fait penser qu'il n'y est glissé une erreur typographique, et qu'en lieu de ces mots, après la mort d'un interdit, il faudrait mettre ceux-ci: après la mort d'un citoyen.

## CHAPITRE III.

Art. 40. On pourrait former des doutes raisonnables sur l'utilité de la nouvelle espèce d'interdiction introduite par cet article sous le nom de conseil enfaneur. L'article ne décide pas si le citoyen qui s'est imposé le lieu personnel volontaire dans son principe, peut aussi s'en affranchir par un acte de sa volonté: cela paraît résulter de la nature même de cette interdiction; mais alors

cette nouvelle espèce d'interdiction paraît absolument inutile. La séduction sur l'homme faible, qui, pour se garantir des surprises, se la sera imposée, aura pour premier effet de l'engager à s'en débarrasser: il conviendrait donc de déclarer que cette espèce d'interdiction ne pourra cesser que de l'avis ou du conseil d'un tiers, ou des parents, ou qu'après des formalités qui garantiront que la demande d'être affranchi de ce conseil n'est pas un effet de la séduction, et une nouvelle preuve du besoin du conseil pour celui qui voudrait s'en débarrasser.

## LIVRE PREMIER.

Dans ce livre, qui traite des personnes, et même dans aucun autre du projet, il n'est parlé de l'adoption; cependant il paraît nécessaire de régler le sort de ceux qui ont été adoptés depuis la loi qui décréta l'adoption en principe, c'est-à-dire de décider si une telle adoption produira des effets, et quels ils seront.

## LIVRE II.

## TITRE PREMIER.

## CHAPITRE II.

Le fonds de boutique sera-t-il réputé meuble ou immeuble?

## TITRE II.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 1. Au lieu de *erreur ou vice*, il paraîtrait préférable d'ajouter: *affecté d'une erreur ou d'un vice qu'il ignore*.

## TITRE III.

## CHAPITRE PREMIER.

## SECTION II.

Art. 41. Ne conviendrait-il pas d'expliquer si l'usufruit accordé, même par acte entre-vifs, pour un temps déterminé, aura par la mort de l'usufruitier arrivée avant ce délai?

## TITRE IV.

## CHAPITRE II.

## SECTION II § II.

Il conviendrait de fixer la distance à laquelle on doit planter les arbres, les haies vives ou sèches, creuser les fossés, construire une maison, un mur, etc.

## § V.

Art. 35. L'indemnité ne devrait être due que pour un passage devenu nécessaire, et non pour celui qui l'a toujours été, et dont le droit actif est actuellement prescrit par une possession immémoriale. La loi 12, ff., livre XI, titre VII, n'a jamais été strictement interprétée dans la pratique; un système contraire occasionnerait certainement une foule de procès et de demandes en indemnité.

## CHAPITRE III.

## SECTION II.

Art. 42. Comme il est des pays où les servitudes discontinues s'acquiescent sans titre par la seule possession immémoriale, on conviendrait-il pas de déterminer un mode et fixer un délai pour faire constater les servitudes de ce genre qui auront été régulièrement prescrites avant la publication du nouveau Code? Le silence de la loi sur ce point laisserait au doute (inconvenient); il paraît laisser penser, au que les servitudes déjà acquiescées ne sont pas conservées, ou que la preuve de la prescription d'une servitude discontinue pourrait encore être admise pendant un temps indéfini, lorsqu'on arriverait qu'elle a été acquise avant la publication du Code; ce qui don-

nerait lieu à une multitude de difficultés qu'il est de la sagesse du législateur de prévenir.

### LIVRE III.

Au lieu de recevoir à un règlement particulier les règles relatives au trésor trouvé, ne vaudrait-il pas mieux les déterminer conformément aux articles 517, 518 et 519 du projet rédigé en l'an IV?

Il serait utile aussi de donner les principes généraux relatifs au mode d'acquiescer par la classe et par la pêche.

### TITRE PREMIER.

#### A PREMIER PREMIER.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 10. Le mot à pris près laisse trop à l'arbitraire; il serait préférable de fixer la différence d'âge à une année, ou à un autre terme désigné.

#### CHAPITRE III.

#### SECTION V.

Art. 49. Le mot *germain*, qui se lit dans cet article, doit être retranché, puisque le double lien n'a plus le privilège d'exclure; autrement, cet article serait en contradiction avec le suivant.

#### CHAPITRE VII.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 132. L'apposition des scellés paraît inutile, lorsque les mineurs sont émancipés.

Art. 150. Il arrive souvent que des héritiers n'ont pas des connaissances suffisantes pour faire eux-mêmes la division des biens soumis au partage; d'ailleurs, celui d'entre eux que le sort désigne pour faire cette opération peut s'y refuser, et la loi n'indique pas de moyens pour l'y contraindre. Ce mode d'opérer ne peut donc avoir d'avantage qu'autant qu'il sera libre aux intéressés de l'employer; et il sera bon de leur laisser la faculté de soumettre cette opération à des sages ou à des experts.

#### SECTION II. DIST. 1<sup>re</sup>.

Art. 159. Le rapport en ligne collatérale, dans les pays du droit écrit, n'est-il pas relativement aux donations antérieures à la publication du nouveau Code, lorsque la succession n'aura été ouverte qu'après cette époque?

L'affirmative pourrait paraître renforcer une disposition rétroactive.

Art. 166. Le commencement de l'article paraît plus clair que l'explication qui suit; cette explication est donc superflue.

#### SECTION III.

Art. 184. Cet article est-il applicable à des pour-suites qui pourraient avoir lieu contre des héritiers qui, même depuis longtemps, ont recouvé la dette en acquittant les intérêts?

En général, cette nécessité de faire déclarer les titres exécutoires, d'obtenir contre les héritiers un titre nouveau, ne sert qu'à occasionner des frais, à multiplier les procès, et à fournir aux débiteurs de mauvaise foi des exceptions de forme pour éluder le paiement.

#### TITRE II.

#### CHAPITRE PREMIER.

#### SECTION II.

Art. 22.

#### CHAPITRE IV.

#### SECTION IX.

Art. 203. Le paiement énoncé en l'article 22, s'il était pur et simple, opérerait-il la ratification du Poète, et obligerait-il au paiement du superflu?

### CHAPITRE III.

#### SECTION 1<sup>re</sup>. DIST. 1<sup>re</sup>.

Art. 67. Il est utile d'expliquer dans la seconde partie de cet article, que la condition seule est nulle, et non la disposition.

Il n'est rien dit dans ce chapitre, ni dans tout le projet, des conditions édictées apposées soit dans les contrats, soit dans les dispositions de dernière volonté.

La condition mentionnée aura-t-elle encore lieu?

#### SECTION 1<sup>re</sup>. DIST. II.

Art. 213. Il faut ajouter sous cet article une cinquième exception au principe déclaré sous l'article 117; savoir, lorsque l'agent d'une dette pour laquelle ceux qui ont stipulé se sont obligés, eux et leurs héritiers, sous la clause solidaire; ou bien il faut prohiber cette stipulation par une disposition formelle, si l'intention du Gouvernement est qu'elle ne puisse produire d'effet à l'avenir; car la sénéce de la loi sur ce point pourrait être interprétée diversément. À supposer même que la solidarité ne puisse plus avoir lieu entre des héritiers par l'effet de la convention de leur auteur, il est nécessaire de prononcer sur le sort des obligations de ce genre antérieures à la loi.

#### CHAPITRE IV.

#### SECTION 1<sup>re</sup>. DIST. 1<sup>re</sup>.

Le paiement d'un capital fait au mari ou à un autre ascendant, d'écarter portant intérêt, libérera-t-il le débiteur?

#### SECTION II.

Art. 165 et 166. Ces deux articles peuvent présenter une contradiction, en donnant lieu à une équivoque qu'il est prudent de faire disparaître. En effet, d'après l'article 165, la novation n'est opérée que lorsque le créancier a expressément déclaré qu'il entendait décharger son débiteur. Il résulte de l'article 166 que la seule acceptation que le créancier a faite du débiteur qui lui a été désigné, opère une novation parfaite, puisqu'il n'a plus aucun recours à exercer contre le délégué; et cependant, dans ce cas, il n'existe qu'une décharge tacite.

Si ce dernier article n'est qu'explicatif des effets produits par la novation parfaite, il faut l'exprimer, pour lever toute équivoque.

#### CHAPITRE V.

#### SECTION 1<sup>re</sup>. DIST. IV.

Art. 227. N'est-il pas trop rigoureux d'exiger la reproduction du répertoire du notaire, surtout lorsqu'il est constant que toutes les minutes sont perdues? La cause qui aura fait disparaître les minutes aura très-à-propos produit le même effet sur le répertoire; car si la perte provient d'un incendie, cause ordinaire et la plus fréquente de ces sortes d'accidents, on n'a pas lieu d'espérer que le répertoire soit conservé.

#### TITRE III.

#### SECTION II.

Art. 21. L'article paraîtrait plus exact, en y ajoutant ces mots: *s'il était ou pouvait être connu du propriétaire.*

#### TITRE V.

#### CHAPITRE IV.

Art. 25. Il paraît suffisant que la cession soit domiciliée dans le ressort de l'arrondissement; quelquefois il serait impossible d'en trouver dans le lieu.

## TITRE VI.

## CHAPITRE II.

## SECTION III.

Art. 38. Le titre nouvel, ou leijngement, doit du moins ne pas être nécessaire; et l'hypothèque sur les biens de l'héritier doit même dater dès le contrat primitif, et le débiteur y a obligé ses héritiers.

## CHAPITRE III.

Art. 151. La mise aux affiches ayant pour objet de purger les hypothèques, la loi prohibe, avec raison, dans ce cas, l'action en déclaration d'hypothèque, qui peut être efficacement remplacée par l'opposition du créancier. Mais comme les lettres de ratification seules font le tiers détenteur envers les créanciers, aux fins de lui faire rapporter le prix de son acquisition, et qu'aucun article n'impose la nécessité de lever des lettres de ratification après la mise aux affiches, il arrivera souvent ce qui arrivait sous l'empire de l'édit de 1771, que le tiers détenteur, qui aura payé le prix de son acquisition, laissera la mise aux affiches; qu'il ne prendra pas de lettres lorsqu'il craindra d'être tenu à un rapport. Cependant, pendant le cours de trois ans d'exposition aux affiches, la prescription de l'action en déclaration d'hypothèque pourra s'acquiescer contre le créancier empêché d'agir, puisque aucun article ne suspend le cours de la prescription à son égard. Ne serait-il pas juste, sans obliger le tiers détenteur qui a mis aux affiches, à lever des lettres de ratification, soit de suspendre le cours de la prescription en faveur du créancier qui aurait formé son opposition?

Art. 56. Pourra-t-on raisonner dans le contrat, au bénéfice de discussion?

Pourra-t-on aussi raisonner au bénéfice de division entre ses héritiers?

## CHAPITRE IV.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 76. Il est inutile d'ajouter à la fin, et de ses ayants droit.

## SECTION II.

Art. 80. La demande en déclaration d'hypothèque paraît inutile.

## TITRE VII.

## CHAPITRE PREMIER.

Art. 4. § 2. Il paraît juste d'ajouter, lorsque les servitudes ne sont pas occultes.

## CHAPITRE IV.

Art. 54. La disposition de cet article est juste; mais il devrait contenir des règles pour parvenir au partage de l'indivision conjointe faite aux deux enchérisseurs, dans le cas où ils ne s'accorderaient pas entre eux sur ce partage.

La déclaration faite par l'article, que les deux enchérisseurs sont adjudicataires conjointement, paraît décider que chacun d'eux a un intérêt et un droit égal à la totalité des immeubles compris dans l'adjudication; cependant ne serait-il pas juste de donner, avant tout partage, à chacun des enchérisseurs, l'immobilier sur lequel a porté son enchère, et de partager entre eux les immeubles sur lesquels il n'y a point eu d'enchères, à proportion de la valeur de l'immeuble sur lequel chacun d'eux avait porté son enchère?

## TITRE VIII.

## CHAPITRE III.

Art. 21. Il paraît que, dans le cas de cet arti-

cle, la signification à l'avoué du saisissant ne dispense pas de la signification à la personne ou au domicile du saisi; cependant cette dernière signification paraît surabondante, surtout au moyen de la précaution prise d'obliger l'avoué à viser l'original des exploits. On pourrait facilement d'ailleurs plus exprimer cette signification à personne ou domicile, et la remplacer par celle faite à l'avoué constitué, que les articles 35 et 36 n'exigent que la signification à l'avoué, et disposent de celle à personne ou domicile.

## CHAPITRE V.

SECTION I<sup>re</sup>. DIST. II.

Art. 93. Cet article décide expressément que la vente forcée purge même la propriété, lorsqu'il n'y a pas eu d'opposition à fin d'annuler ou de distraire. Cette disposition peut paraître sévère, peut-être même l'ignorer. Qu'on examine, pour conserver son hypothèque, soit tenu de s'opposer à la vente de l'immeuble qui lui est hypothéqué, qui, faute de l'avoir fait, il est privé de son hypothèque; ainsi le veut l'intérêt public, la justice ne s'y oppose pas. *Jura exigantibus subvenimus.* Mais qu'un propriétaire perde sa propriété parce qu'il n'a pas été instruit à temps qu'on la poursuivait comme appartenant ou faisant partie de la propriété d'un autre, cela paraît injustement dur. Il faudra donc que tout propriétaire informé soigneusement de toutes les ventes forcées qui se poursuivront, pour s'assurer qu'elles ne renferment aucune de ses propriétés. La maxime ancienne, que le décret purgait les hypothèques et non la propriété, paraît plus conforme au respect dû à la propriété.

Au surplus, si l'intérêt public fait admettre la maxime courcée par l'article 93, comme l'oppose-t-on à fin de distraire est aussi favorable que celle à fin d'annuler, qu'elle repose également sur le droit de propriété, il paraît convenable de l'admettre jusqu'au jour de l'adjudication.

## CHAPITRE VI.

Art. 151. La gradation établie par cet article paraît trop brusque; il serait juste et utile d'établir des échelons intermédiaires entre cinq francs et cinquante, et entre cinquante et cent francs.

Au surplus, on observera que tout le titre VIII paraît plutôt devoir faire la matière d'un règlement particulier qu'entrer dans le plan d'un Code civil. Les tribunaux sont bien convaincus de la nécessité de réformer la loi sur les expropriations forcées; mais il serait plus prudent de le faire par une loi particulière, qui pourrait recevoir les modifications que l'expérience prouverait être nécessaires, que de faire entrer les dispositions de ce genre dans un Code civil, qui doit renfermer surtout des principes immuables, et qui ne peut que perdre de la considération qu'il doit obtenir, si on le gressit par des dispositions variables.

## TITRES VII et VIII.

Il est nécessaire d'y expliquer à ceux qui, en conformité de la loi du 11 brumaire an VII, ont fait transcrire leurs contrats d'acquisition et inscrire leurs titres de créances, continueront d'être protégés aux créanciers antérieurs qui ont mis cette formalité dans le délai qui se trouve expiré.

S'il en est ainsi, surtout relativement à l'inscription, le nouveau Code ne renfermera point aux abus qui se trouveraient irrégulièrement résulter de l'effet rétroactif que cette loi du 11 brumaire a sanctionné.

## TITRE IX

## CHAPITRE II.

SECTION 1<sup>re</sup> ET II.

Les biens antérieurement compris dans une donation, ou dans une institution contractuelle, s'imputent-ils sur la quotité disponible, ou bien cette quotité ne portera-t-elle que sur les biens réservés? Cette dernière disposition paraîtrait d'autant plus juste, qu'à l'époque où les lois ont restreint la liberté de disposer, les biens donnés ne faisaient plus partie du patrimoine du donateur; que celui qui ne pouvait prévoir l'avenir, n'avait pas entendu se priver de la faculté de s'insérer encore de ce qui lui restait; et que, s'il en était autrement, le loi renfermerait à son égard une espèce d'effet rétroactif.

## CHAPITRE III.

Art. 36. En prononçant la nullité des donations à charge de rentes viagères, du vente à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit, faites à l'en des héritiers présomptifs, lorsque l'objet aliéné excède la portion disponible, cet article paraît en contradiction avec l'article 20, chapitre II, section II du même titre, qui, dans le cas d'excès, prononce seulement la réduction des donations, soit entre-vifs, soit testamentaires, et avec l'art. 16, titre XIX, chapitre II, sect. II, qui, dans le même cas, se borne à prononcer la réduction des ventes à fonds perdu qui sont répétées dans indigents.

Dans la supposition où la peine de nullité ne serait portée par cet article qu'à raison de ce que la disposition est faite en faveur d'un héritier présomptif, il serait bon d'expliquer si le consentement des cohéritiers validerait l'acte.

## CHAPITRE V.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 78. Après le mot *commence*, à la dernière ligne, ou bien-il pas ajouter les mots, *ou officiers*?

## TITRE X.

## CHAPITRE PREMIER.

Art. 2. La qualité de mari donneant des droits réels, auxquels on peut déroger par le contrat, ne serait-il pas convenable d'ajouter après les mots *aux droits*, le mot *personnels*?

## CHAPITRE II.

## SECTION II.

Art. 23. Suit-on la seconde partie de cet article, la femme pourrait s'obliger, sans autorisation, au moyen d'un acte nulité.

D'ailleurs cette seconde partie est en contradiction avec la troisième; car si l'acte n'est pas nul, et que le créancier puisse poursuivre son paiement sur la chose propriété des biens de la femme, pourquoi le mari, qui, en payant le créancier, aurait prévu la discussion des biens de sa femme, lui aurait conservé un immeuble et évité des frais considérables, serait-il privé du recouvrement de ce qu'il aurait payé?

## SECTION V.

Art. 72. Cet article paraît inutile, puisqu'il est pourvu au cas qui y est prévu par des dispositions plus justes, sous l'article 91.

Art. 79. Il serait utile de s'expliquer sur le cas où la soustraction serait bien pendant la dernière maladie du mari.

## CHAPITRE III.

SECTION II. ART. 1<sup>er</sup>.

Art. 130. Ne serait-il pas convenable de modifier

cel article, relativement à la femme qui, n'ayant l'administration et des biens de la communauté, ni de ses biens dotaux, ne peut acquiescer la formalité prescrite? Le défaut d'acquiescement, dans cette hypothèse, pourrait être l'effet du dol du mari qui en profiterait.

## CHAPITRE VI.

## SECTION II.

La rescision aura-t-elle lieu :

- 1<sup>o</sup> Dans les ventes dont la majeure partie de prix consiste en une rente viagère;
- 2<sup>o</sup> Dans celles faites avec réserve d'usufruit;
- 3<sup>o</sup> Dans celles qui se font d'autorité de justice?

Il est à désirer que la loi fixe la jurisprudence sur ces points.

La lésion décimale, c'est-à-dire lorsque le vendeur n'a reçu que le quart du juste prix, a passé jusqu'à présent pour tellement vicieux le contrat, que l'acheteur doit rendre les fruits et levés dès le jour de sa possession, et qu'il ne conserve pas la faculté de suppléer le juste prix.

Ce moyen est-il aboli par le projet?

## TITRE XII.

## CHAPITRE PREMIER.

## SECTION III.

Art. 33. Il est à propos de fixer le temps après lequel le défaut de paiement opère la résolution du bail.

Le débiteur sera-t-il admis à purger le demeure?

## TITRE XIV.

## CHAPITRE PREMIER.

Art. 5. Cet article est-il prohibé de la société faite qu'à un lien entre des parents communiens? La nécessité de rédiger par écrit toute société d'une valeur excédant 150 fr. donne lieu de le penser; cependant on serait en lieu de favoriser cette espèce de société qui se forme, pour ainsi dire naturellement, entre des personnes liées par le sang, par le besoin de réunir leurs travaux pour leur avantage commun, et qui ont peu l'usage des lettres, une exception en leur faveur paraîtrait juste; l'intérêt même de l'agriculture la solliciterait.

## TITRE XV.

## CHAPITRE III.

Art. 38. Si le Gouvernement pensait qu'il lui utile de favoriser les contrats de constitutions de rentes, il faudrait en porter le taux de l'intérêt plus haut que celui du simple prêt, au moyen duquel le créancier conserve la disposition de son capital qui se trouve aliéné dans l'autre hypothèse; autrement le contrat de constitution n'aurait jamais lieu.

## TITRE XX.

## CHAPITRE IV.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 31. Ne conviendrait-il pas d'ajouter à la fin du second paragraphe de cet article cette exception : *ou solidaire entre les héritiers*.

## CHAPITRE V.

## SECTION II.

Combien faudrait-il encore de temps pour prescrire, à celui qui, par exemple, aurait depuis huit ans la possession d'un objet qui ne se prescrirait que par trente ans, et qui, après la publication du nouveau Code, se prescrirait par dix années?

Il paraît que le temps antérieur ne peut compter que proportionnellement.



Le nouveau projet ne dit rien des transactions sur procès.

Le tribunal a été surpris de ne pas trouver au nombre des contrats, dont le projet de Code civil trace les règles, le bail emphytéotique et le bail à rente foncière : il a pensé que sous la prétexte d'anticiper même les traces de la féodalité, les lois révolutionnaires étaient allées au delà du bail en abolissant ces sortes de contrats, qui étaient connus dans le droit romain, quoiqu'absolument étrangers aux maximes féodales. Il ne peut s'empêcher de présenter aux Conseils de la République le vœu du rétablissement de cet ancien contrat, en y mettant toutes les modifications que le progrès des lumières et l'intérêt général rendent nécessaires. Ainsi, on rendrait aux baux emphytéotiques ou à cens leur ancienne vigueur, que l'on excepte toutes les conditions tenant à la féodalité dont ils ont pu être souillés, cela paraît juste.

Que l'on déclare rachetables les terres féodales et ces emphytéotiques, qui de leur nature étaient perpétuels, l'intérêt de l'agriculture paraît le solliciter, et cet intérêt se lie en ce point à l'intérêt général.

Mais que l'on supprime sans indemnité, des cens, redevances ou causes de baux emphytéotiques, sous prétexte que l'acte constitutif est dénué de féodalité ; que surtout, d'après le décret connu sous le nom de décret du *Pipelet*, on annule le prix de la concession d'un fonds, sur le seul motif que le cédant était un seigneur, une telle législation paraît universelle du droit de propriété. Le but principal du Code civil paraît devoir être de rallier ce droit, première base de la société, sur ses antiques fondements : il était digne de ses auteurs de rappeler et renouveler les principes en cette matière ; et quoique le tribunal partage le sentiment de confiance en la sagesse du Gouvernement, sur lequel les auteurs du projet de Code civil ont motivé leur silence sur cette mesure si importante, ne peut cependant dissimuler le désir qu'elle eût trouvé à remplir la place que la nature même des choses lui assignait dans un ouvrage lui pour présenter les principes qui doivent régir les lois et transactions sociales.

Arrêté à la séance du tribunal d'appel séant à Besançon, présidée par le citoyen LESCOT, et à laquelle ont assisté les citoyens LOUVOT, VIOLENT, DUBOT, GIBONNET, BOUX, LECHEVAL, DÉCOMBLES, LOUVELLÉ et POUCY, juges ; le commissaire du Gouvernement présent.

Pour extrait conforme :  
LESCOT, président.  
MILLON, greffier.

#### OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SÉANT À BOURGES, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

Depuis longtemps les bons esprits sentaient le besoin d'un Code civil en France ; il était affligeant qu'un État, simple dans son gouvernement, fût aussi compliqué dans sa législation. Quelques ordonnances isolées, une multitude de coutumes blâmées et presque toujours opposées, des arrêts variables, des auteurs qui se contredisaient ; tel était notre droit civil. Mais comment rompre les habitudes, les préjugés d'une foule de pays et de peuples soumis à des usages divers ? Quel homme, quelle puissance eût osé essayer de refondre ces choses immenses, informes, et les réduire au petit nombre de principes et de règles que le naturel et l'étude peuvent offrir dans ce genre ? Les essais

tentés depuis près d'un siècle attestent la difficulté de l'ouvrage : il a fallu le concert de volontés que la Révolution a produit, pour concevoir la possibilité d'un changement si total ; il n'a fallu le courage de la commission pour l'entreprendre ; beaucoup de gouvernement qui en a conçu le projet ; honneur aux hommes qui l'ont exécuté ! Non pas que cet ouvrage soit tout à fait ce qu'il doit être ; l'homme atteint rarement la perfection du premier effort ; mais il n'en est pas moins un monument précieux de la pensée, de la sagesse et du travail. Le premier et presque le seul sentiment qu'il éprouve le tribunal à la lecture du projet, était de porter à la commission le tribut de son estime ; mais, puisque les invitations répétées du Gouvernement appellent sur cet ouvrage les recherches et les réflexions de tous, le tribunal va proposer les observations qu'un examen approfondi lui suggère.

Il en est une qui s'applique au projet considéré dans son ensemble ; c'est le mélange presque continuel de principes et de mesures d'exécution. Un Code ne devrait être que le recueil des principes et des règles sur chaque matière ; le mode d'exécution est l'objet des lois réglementaires. Ce mélange ôte beaucoup à la dignité de l'ouvrage. D'un autre côté, il est impossible que, dans un temps peut-être assez prochain, il n'y ait pas quelques changements dans ces dispositions réglementaires. Cette incertitude portée à l'ouvrage, en affaiblit la considération ; ce n'est plus la même arche sacrée qui devait rester intacte à jamais ou temps ; chacun croira pouvoir lui porter quelque coup.

Le tribunal avait d'abord conçu l'idée de séparer les dispositions réglementaires, et de réduire le Code au petit nombre de principes et de règles qui doivent constituer notre législation ; mais c'était un travail immense, et pour lequel ne pouvait suffire le peu de temps donné pour l'examiner.

D'ailleurs, il ne semble que les observations demandées portent plus sur les détails que sur l'ensemble. Le tribunal s'est donc contenté de suivre l'ouvrage tel qu'il est, et d'y faire les remarques dont il lui a paru être susceptible.

Quelques-unes ne tiennent qu'à des fautes d'impression, des vices de rédaction. Ces détails sont moins utiles sans doute ; le tribunal n'a pas cru qu'il dût les désigner ; il n'a écarté que son devoir et le désir de voir cet ouvrage porté au point de perfection dont il est digne.

#### LIVRE PREMIER.

Des personnes.

#### TITRE PREMIER.

De la mort civile.

Art. 28. « La mort civile n'est encourue que du jour du jugement... »

La loi présume toujours que, jusqu'à l'exécution, il peut survenir des preuves favorables au condamné. De là est venue la règle, que la mort civile est encourue seulement du jour de l'exécution réelle ou par effigie, et que si le condamné n'est auparavant, il meurt *intègre status*. Il conviendrait donc de rédiger ainsi : *La mort civile n'est encourue que du jour de l'exécution du jugement.*

#### TITRE II.

Actes de l'état civil.

Art. 73. « Appel dans les dix jours... »

Le délai est trop court. Les personnes appelées ou seulement intéressées peuvent être absentes

elles seraient alors privées des moyens de se faire rendre et d'éclaircir la justice. Sans doute un long retard pourrait devenir dangereux; on concilierait tous les intérêts en fixant le délai à un mois.

#### TITRE IV.

##### Des absents.

Art. 13. « Si l'absent ne reparait qu'après dix ans d'envoi en possession, les héritiers ne peuvent pas lui rendre, seulement le tribunal peut lui accorder une somme convenable pour subvenir aux premiers besoins. »

La somme convenable dépend des circonstances, de la qualité de l'absent, des dépenses auxquelles il aura été forcé, quelq'usage même de la valeur plus ou moins grande qu'il mérite.

Ces mots, *premiers besoins*, ressembleront trop d'un autre côté, une limite trop grande à ses dangers.

On propose que la somme ne puisse être au-dessus de deux années de revenu, ni au-dessus de cinq.

Art. 14. « L'envoi en possession définitif rend, après trente ans révolus de l'envoi en possession provisoire, propriétaire incontestable. »

Comment concilier cet article avec le sixième du même titre, suivant lequel la mort ou l'existence de l'absent vient incertaine jusqu'à cent ans révolus du jour de sa disparition, et avec le dix-huitième, suivant lequel ce n'est qu'après cent ans que la succession est irrévocablement acquise aux parents?

La présomption de solliciter un envoi définitif se peut prévaloir contre le préjudice sur la durée présumable de la vie de l'absent, ni contre l'esquive qui réclame perpétuellement pour le propriétaire: c'est assez qu'il perde les fruits. L'envoi en possession ne doit jamais être que provisoire.

Art. 15. « Si les enfants que l'absent avait eus avec lui... »

Il résulterait du sens grammatical de cet article que si les enfants et descendants de l'absent se présentent après les trente ans, lors même qu'il n'y aurait pas d'envoi définitif, ils seraient exclus. Cette doctrine serait une étrange erreur. La possession continue au même titre qu'elle a commencée: or, avant l'envoi définitif, les parents ne jouissent que provisionnellement; dès lors ils n'ont aucun titre à la propriété qu'ils puissent opposer aux enfants.

Art. 17. « Si les mêmes enfants ne se présentent qu'après l'envoi définitif... »

Pourquoi donc tant de rigueur contre de malheureux enfants? et quelle valeur peuvent donc mériter des collatéraux après d'eux? Le système sur l'envoi définitif est rigide et barbare, surtout à l'égard des enfants: si le père a eu tort de s'absenter, eux ont dû le suivre; où est donc leur crime? C'est assez qu'ils perdent leurs fruits. On insiste pour leur refuser tout ce qui a trait à l'envoi définitif.

#### TITRE V.

##### CHAPITRE PREMIER.

##### De mariage.

Art. 1. « L'homme ne peut se marier avant l'âge de quinze ans., et la femme avant celui de treize... »

La puberté se manifeste rarement à quinze ans pour les hommes, et à treize pour les filles; mais alors même le mariage n'est pas formé, et l'intérêt de l'État exige qu'on interdise les unions précoces. Les Lacédémoniens mariaient leurs enfants à...

On propose dix-huit ans pour les hommes et quinze pour les filles.

Art. 10. « Les enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint vingt-cinq ans, ne peuvent contracter mariage... »

C'est trop tard pour les filles; elles sont formées plutôt au moral et au physique, et on perdrait inutilement un temps précieux pour la population.

Dans le cas où, à défaut du père, la famille est appelée à décider son avis, l'article 15 décide que si l'enfant a atteint vingt-un ans, on passe outre au mariage: ce fixant, quant aux filles, le même âge pour tous les cas, on concilierait l'intérêt public avec les égards des aux pères et mères.

Art. 13. « Si les père et mère sont morts... les aïeul et aréole les remplacent; et s'il y a des sentiments entre eux, la majorité de voix l'emporte... »

Il y a sévère d'impression; il faut dire les aïeul et aréole, autrement le cas de majorité ne se trouverait jamais.

Art. 17. « Le mariage est prohibé en ligne directe entre les ascendants et les descendants, et réciproquement. »

Le mot *reciproquement* est superflu, puisqu'on ne peut jamais trouver un ligne directe que des ascendants et des descendants.

##### CHAPITRE II.

Art. 25. « Les publications de mariage seront faites dans la commune... »

On n'a pas prévu le cas où les parties contractantes, ou l'un d'elles, seraient en tutelle; ainsi il convient d'ajouter: « que dans ce cas la publication sera faite en domicile du tuteur. »

Art. 31. « L'opposition doit être signifiée aux parties. »

Pour éviter les surprises, il faudrait que l'officier lui-même soit présent.

Art. 40. « Le défaut de réhabilitation de tels mariages n'autorise ni les époux ni les tiers à en demander l'annulation... »

Il y a contradiction avec l'article 21, qui déclare formellement ces mariages nuls. L'ordre public exige que cette nullité soit insaisissable, les droits de l'époux de bonne foi et des enfants étant conservés par l'article 50.

Art. 47. « L'officier public qui n'aurait rédigé un acte de mariage que sur une feuille volante, sera poursuivi criminellement. »

Le cas s'est présenté, dans les tribunaux, d'un mariage légalement célébré, mais dont l'officier public n'avait pas porté l'acte sur les registres; la loi doit prévoir ce cas, et on propose la rédaction suivante:

Tout officier public devant lequel un mariage aurait été légalement contracté, et si qui n'en aurait pas porté l'acte sur les registres, ou qui l'aurait rédigé sur une feuille volante, sera poursuivi criminellement, etc. »

##### TITRE VI.

##### DU DIVORCE.

##### CHAPITRE PREMIER.

Art. 3. « Les délits qui donnent lieu au divorce sont: « l'adultère du mari par la femme, ou de la femme par le mari. »

On a voulu supprimer le divorce par consentement mutuel; l'adultère du mari et de la femme.

##### CHAPITRE II.

Art. 36. « Lorsque le mari s'oppose aux scellés,

• on en demandait une levée, le juge de paix statue sur l'appel, et sa décision est provisoire.  
• Ces mots, en décision est provisoire, veulent dire, sans doute, qu'il n'est exécutoire par provision; mais elle peut être infirmée sur l'appel, et le mariage ouvert dans l'intermédiaire.

L'intérêt des parties exige qu'on ne prévienne les dissolutions qu'un des époux pourrait se procurer.

On propose l'article suivant :

• L'opposition du mari aux sceilles n'est pas reçue; le mari ne peut plus contracter... ou de par sa qualité d'appel. Sa décision n'est exécutoire par provision; mais la mari levée provisoire ou pourra être infirmée qu'à la charge de faire un vœu.

• L'appel est porté, etc. »

Art. 38. • A compter du jour où le demandeur en divorce, le mari ne peut plus contracter... ou disposer des immeubles... »

La demande en divorce n'étant pas affichée, les tiers qui auraient traité avec le mari comme maître de la communauté, seraient victimes d'un ruse qu'ils n'auraient pu empêcher. Le mari étant dans ce cas assimilé à l'adultère, on propose la publication et l'affiche de la demande en divorce, comme dans le cas de l'infirmité.

#### CHAPITRE II.

Art. 43. • L'enfant né avant le cent quatre-vingt-sixième jour... est présumé être conçu antérieurement... »

Il résulte de cet article que l'enfant né après le cent quatre-vingt-sixième jour est présumé conçu depuis le fait du mariage.

A-t-on l'incertitude que la femme pourrait toujours, par un adultère, faire présumer la réconciliation; sans doute on doit être sévère sur l'adultère et les moyens de le déceler; mais quand ils sont tels que la loi l'exige, il ne faut pas laisser à l'un des parties les moyens de les rendre inutiles.

Les naturalistes ont dit que l'enfant pouvait naître viable après le septième mois seulement; mais c'est un prodige; il ne s'agit communément qu'un mois, et quelque délavé qu'on attache au divorce, il est impossible de substituer la présomption d'un prodige aux règles ordinaires de la nature.

On propose donc de supprimer l'article, et d'y substituer celui-ci :

• L'enfant né dans les sept mois, à compter du jour du mariage ou du fait qui y donne lieu, est présumé conçu antérieurement à ces deux époques... »

Art. 45. • Si le demandeur en divorce néglige d'opposer la réconciliation... le commissaire peut... se pourvoir en requête civile... »

On observe que le mot demandeur est sans doute une faute d'impression; on a voulu dire, le défendeur au divorce, etc.

On s'effraie du silence du projet sur l'adoption. Est-ce oublié? ou est-ce à dessein? C'est une consolation pour des époux sans enfants, un moyen de plus offert à l'exercice de tous les sentiments humains, ou à la prospérité de l'État.

On propose de permettre l'adoption, et de déterminer les règles pour les cas où elle peut avoir lieu, sa forme, ses effets, etc., etc.

#### TITRE VIII.

##### DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

##### CHAPITRE PREMIER.

Art. 3. • Le père seul... exerce le droit de dénom-

• tion, et l'officier de police... délivre l'ordre d'arrêter... »

• Souvent la réflexion ramène sur des projets qu'un instant de passion avait formés.

On propose qu'il y ait toujours vingt-quatre heures d'intervalle entre la rédaction et l'ordre d'arrêter.

Art. 5. • La détention ne peut excéder une année... »

Quand on réfléchit que ce genre de peine sévit les familles, exaspère les lésés, et corrompt les uns et les autres, on ne peut lui donner qu'une très-courte durée; d'ailleurs elle peut être prorogée de nouveau, si l'insubordination ou propose durant laquelle ne puisse excéder trois mois.

#### CHAPITRE III.

Art. 18. • Si tous les descendants du défunt • disposent décéder avant lui, il restera... dans la propriété... des immeubles seulement... »

Pourquoi les immeubles seulement? Le motif qui a fait admettre le retour s'applique à l'universalité des biens qui existent en nature dans les mains du dernier descendant.

On propose de substituer à ces mots, • quant aux immeubles seulement, • ceux-ci, • quant aux biens... »

#### TITRE IX.

##### DE LA MINORITÉ, DE LA TUTELLE ET DE L'ÉMANCIPATION.

##### CHAPITRE II.

Art. 10. • Si le père veut se remarier... le cou- • sult du famille... décide si la tutelle doit lui être • réservée... »

• Il en est de même de la mère... »

Art. 11. • Si le père n'a pas rempli... il est privé... de la jouissance des biens... »

La jouissance doit être dénie au père, en cas de convulsion. Les motifs qui ont décidé contre la mère, article 12, sont les mêmes contre le père. Quelle faveur, un effet, peut-il avoir mérité? Une pareille disposition ne lui-elle que l'empêcher de se remarier, en sera beaucoup fait pour les enfants.

Art. 46. • La loi dispense de la tutelle, etc. • Quel article ne parle pas des juges. Cependant, comment concilier les distractions qu'occasionne la tutelle, avec le recensement et l'état que l'enfant doit exiger? L'article 27 permet d'appeler des parents hors la distance de six myriamètres, et de les nommer tuteurs. Comment accorder les travaux, les soins d'une administration éloignée, avec la résidence forcée des juges au lieu où ils exercent?

Article 11 y a presque toujours dans les tutelles un procès forcé, relatif sur la reddition du compte. Ne doit-on pas craindre que les juges qui seraient tuteurs, n'obusent après du leurs collègues une faveur marquée, lors de la reddition du compte?

On propose de dispenser les juges de la tutelle, Art. 61. • Les parties intéressées peuvent... se pourvoir dans les dix jours... »

Si le tuteur est absent, il lui faut, pour se justifier, le même délai qui pour proposer des excuses. L'article 53 lui accorde, dans ce cas, quatre décades.

Art. 81. • La vaine se fera aux moindres... devant un notaire... »

Il lui faut une ratification préalable. Comment le notaire assurait-il si le bien est ou non porté à sa valeur? Une estimation éclaircirait; l'article 80 l'exige bien pour le cas de partage.

Art. 91 et 95. • Si le tuteur ne fait pas l'em-

« plus des deniers, il est comptable des intérêts »  
 Il est possible que le tuteur ne trouve pas à planer; et comme on ne peut le rendre responsable d'un retard qui n'est pas de son fait, on propose d'ajouter aux deux articles : « qu'il sera déchargé des intérêts, ou déclarant à la famille » qu'il n'a pu trouver un placement, et la mettant « en demeure de lui en indiquer un. »

Art. 100. « Le tribunal de première instance connaît en dernier ressort, de l'appel des justices de paix, relativement aux redditions de comptes judiciaires. »

La compétence des juges de paix est fixée à 50 fr. en dernier ressort à 100 fr. à la charge de l'appel; au delà ils ne sont que conseillers; ainsi on ne trouve plus les deux degrés de juridiction.

Sans doute la loi peut leur conférer un nouveau pouvoir : mais elle gâcherait l'aptitude sur l'étendue présumée des moyens; et certes il serait dangereux de confier à leurs connaissances l'examen d'un compte important.

On propose de borner leur ministère à dresser procès-verbal du compte rendu par le tuteur, et de laisser aux parties les deux degrés de juridiction ordinaires.

Art. 102. « Les parents qui ont concouru aux délibérations... sont responsables de l'insolvabilité du tuteur. »

Cette disposition, très-sévère, ne doit pas au moins avoir lieu au cas où l'insolvabilité du tuteur précéderait de cas fortuits ou force majeure; car les parents ne pourraient ni le prévenir ni l'empêcher. On propose, en conséquence, d'ajouter à l'article ces mots, « excepté que l'insolvabilité ait été causée par cas fortuits ou force majeure. »

Art. 105. « Le tuteur... peut provoquer la reddition... »

Il convient d'en fixer la durée à trois mois au plus, conformément aux observations sur l'article 5 du titre VIII.

#### CHAPITRE III. DE L'ÉMANCIPATION

Art. 106. « Le mineur est émancipé quand il a atteint dix-huit ans accomplis. »

Il convient d'ajouter qu'alors les parents lui nomment un tuteur aux cours dans la forme indiquée pour les tutelles; l'article 30 du titre X suppose qu'il est nommé au moment de l'émancipation.

Art. 109. « Si le mineur émancipé a contracté... dans la même année plusieurs obligations... qui, réunies, excèdent une année de revenu, il peut se faire restituer pour toutes. »

Comme le mineur émancipé peut s'engager jusqu'à une année de revenu, la restitution ne peut avoir lieu que pour ce qui est au delà; autrement il serait mieux traité que si son obligation était moindre, et il aurait intérêt d'emprunter le plus possible.

On propose d'ajouter à l'article ces mots, « mais seulement pour ce qui excède une année de revenu. »

Art. 112. « Le tuteur ne peut marier sa pupille avec son fils, ou son pupille avec sa fille, avant qu'ils aient atteint vingt-cinq ans. »

On propose de dire, avant que l'homme ait atteint vingt-cinq ans, et la femme vingt-neuf ans, suivant les observations faites sur l'article 10 du titre V.

Art. 113. « Le conseil de famille ne peut autoriser le mariage des pupilles avec le tuteur ou

ses enfants, que sur le vu du compte de tutelle préalablement rendu et apuré. »

Le vœu de la loi est que le tuteur, en cet état, ne soit dans aucune dépendance à l'égard du tuteur; et il serait cependant si le reliquat n'était pas payé.

On propose d'ajouter à la fin de l'article ces mots, « et le reliquat soldé. »

#### TITRE X.

##### DE LA MAJORITÉ ET DE L'INTERDICTION.

###### CHAPITRE PREMIER.

Art. 1 et 2. « La majorité est fixée à vingt-neuf ans accomplis. »

« Le majeur ne peut contracter mariage qu'à vingt-cinq ans. »

1° Pourquoi deux temps ? Si la disposition de la personne est un motif plus important, la conservation des biens exige des sûretés infimes, pour se défendre des pièges tendus autour de nous; qui peut sans effort voir un jeune homme de vingt-neuf ans maître absolu de sa fortune, lorsque ses passions, son inexpérience et la corruption qui l'environnent se réunissent pour l'égarer ? L'usage de tous les peuples anciens a fixé la majorité à vingt-cinq ans : sommes-nous plus âgés qu'eux ? On propose de rétablir la majorité à vingt-cinq ans.

2° On a établi sur l'article 10 du titre V la nécessité de ne pas retarder le mariage des filles au delà de vingt-un ans. Si cette observation est adoptée, il faut expliquer ici que la défense de se marier avant vingt-cinq ans est personnelle aux mâles.

###### CHAPITRE II.

Art. 13... « Ce commissaire est tenu de se faire assister du juge de paix... et d'un assesseur, ou de deux assesseurs. »

Les juges de paix n'ont plus d'assesseurs, mais seulement des suppléants qui ne les assistent pas. Il faut changer cet article, et dire « que le commissaire sera assisté du juge de paix, ou de l'un des suppléants. »

Art. 23. « Tous les actes passés par l'interdit dans l'intervalle... sont nuls. »

La demande à fin d'interdiction produisant le même effet que l'interdiction elle-même, le public a besoin de la connaître, pour n'être pas induit en erreur sur l'incapacité provisoire de l'interdit.

On en propose la publication et l'affiche.

Art. 24... « Les actes antérieurs seront annulés, si la cause en existait à l'époque où ils ont été faits. »

La demande n'arrive pas tout à coup; presque toujours elle vient progressivement. Or comment fixer le moment où elle aura commencé ? Cet article donnerait lieu à mille procès.

A-t-on bien réfléchi d'ailleurs sur les conséquences fâcheuses qu'entraînerait la facilité d'attaquer des actes passés dix ans, vingt ans auparavant ? A la vue de pareils dangers, il vaut mieux s'en tenir au principe suivant lequel, avant la demande, celui qu'on veut interdire jouit de la plénitude de son état : la société ne doit pas souffrir du retard que les parents ont mis à provoquer l'interdiction; eux-mêmes ne peuvent s'en plaindre, puisque c'est leur propre fait. Si en résultait quelques inconvénients, ils sont bien moindres que ceux qui résultent de la proposition que l'on combat.

Art. 38. « La maietéé ne peut être prononcée qu'avec les mêmes formes que l'interdiction. »

Cet article ne paraît pas assez développé. Quelques-uns pourraient croire qu'il s'agit d'une borne aux avis de parents, audition des témoins, interrogatoire de l'accusé; mais comme il s'agit de détruire l'impression qui se crée dans le public le jugement d'un délinquant, on propose d'ajouter à l'article ces mots : « et le jugement sera affiché dans la forme » - inscrite par l'article 231.

## LJVC II

## Des lieux

## TITLE PREVIEW

#### DE LA DISTINCTION DES TIENES

## CLIMATE II.

Arl. 10. « Les bestiaux que le propriétaire lui re-  
« nte son maître », sont immeubles; ceux qu'il  
« loue au berger... sont meubles. »

Les maïs ferment et se décomposent, ne sont pas rustiques partout dans le même sens, leur étendue est variable selon les lieux.

Souvent le simple colportage avec le propriétaire, la seule forme d'association, l'éprouvé et lui rend une portion de bénéfices de fruits, lui fit donner partie libre, partie regard, tandis qu'il ne paie qu'un arpent. Ainsi dans une foule de circonstances le colport est véritablement le meilleur. Cependant, dans beaucoup d'endroits, on ne donne le nom de fermier qu'à ceux, placés entre le propriétaire et le colon; et un grand nombre celui qui cultive par ses mains, sans comme pasteur, qui ne payent que une tribulation fixe.

La loi ne doit pas lâcher de doute sur le sens qu'elle exprime; car propose d'ajouter à l'article révisé tout: « Le malayer est le simple ruban pour le fermer, celui qui tient à prix fixe en argent, grappe de fruits, sur qu'il cultive et pour lequel on ne cultive d'autre... »

## CLIMATE II.

Art. 16. « La propriété de la rive... profite de l'alluvion... sans que le terrain du côté opposé... réclame le terrain qu'il a perdu. »

On propose d'ajouter : « pourra qui exclut qui profite de l'allusion de l'air pas propulsé par la parole »

## TITLE 11

Art. 22. « Si une rivière ou un étang abandonné  
« son ancien lit », les propriétaires du fonds  
« qu'elle occupe redeviennent l'ancien lit ».

- être abandonné appartenant aux ruines et ne peut
- être réclamé par ceux dont elle a coulé les
- propriétés.

Le principe est le même, la décision doit être la même; et par conséquent le propriétaire du lit ne pouvant pas avoir pour motivation le lit abandonné.

On propose de supprimer l'article 23, et de rédiger ainsi le 32<sup>e</sup>.

\* Si une rivière navigable ou non abandonnée, etc. :

## TITRE III.

Arl. 9, 10, 11, 12, 15 et 16. : Tous les Imbts....  
appartiennent à l'usufruitier.

\* Tous ceux... en l'appropriant librement appartiennent au propriétaire \*

Un sera ici deux observations importantes. 1° Le droit romain, et, à son exemple, notre droit français, ont distingué entre les fruits civils et naturels : les premiers s'acquiescent jour par jour, les seconds à une seule époque de l'année. Le système produit des conséquences fatales : si un récolte un effet que l'usult d'une année ou d'un bois taillis, comence la culture de la récolte.

danger ou de la coupe, et finit le bras main, à toute la vendue; et que celui commencer le lendemain, et fin la ville, n'a rien du tout, à la différence d'une route dont les fruits se partagent à proportion de la durée.

Il s'agit d'un pas de secours et le jura du l'habitant et du conseiller ont pu le justice. Ce système est basé sur le fait que les fruits naturels ne se récoltent qu'une fois l'an. Mais les loyers, les rentes, ne se paient aussi qu'une fois l'an; on ne peut rien demander au locataire avant le terme, pas plus qu'à la nature avant la récolte. C'est donc par une supposition toute gratuite qu'on a pu dire que les fruits naturels échouent tous les jours. Si on est juste, puisqu'il n'y a rien qui se passe tout de suite, on a la récolte, comme le loyer, au prix d'une année d'attente, et comme les fruits, les salaires, les intérêts, sont destinés à subvenir aux besoins de l'année entière, il convient que l'un également soit du sien tout le propriétaire et l'habitant.

2° *Francus non intrinsecantur nam deductis expensis*, les dépenses sont donc hors des revenus; dès lors elles doivent être rendues à celui qui en a fait l'avance. On a voulu éviter les discussions, mais, avant tout, il faut être juste.

En conséquence, au lieu des articles 9, 10, 11, 12, 14 et 16, on propose l'article suivant :

\* Les fruits naturels ou nuls se partagent entre le propriétaire et l'usufruitier, en proportion de la durée de l'usufruit ; à la disparition, quant aux premiers, de se faire requerront en tant raison des fruits de labeur et de l'usage.

Art. 33. - L'entrepreneur est tenu de toutes les charges, y compris charges des fruits.

Les rends les plus élevés sont chargés annuellement des fruits : quelques-uns sont si considérables qu'ils les absorbent à peu près. Si l'insuffisance doit les payer, cela vaut la peine d'être dit.

#### TYPE IV

### DES SERVICES

CHINESE, 2001

Art 19 « Le voisin..... pourra acquiescer la mis-  
 sionnement... en payant moitié. »

Saint-François 18, quand un autre citoyen n'est pas en état pour supporter l'édifice, celui qui veut l'élever se doit le reconstruire. Il en est de même pour l'Évêché d'Alger. Le sol de cet évêché n'appartient qu'à lui seul, son rôle est de le peupler et d'acquiescer à l'indigénisme qu'en fait.

On propose d'ajouter à l'article ces mots :  
« mention la moitié du sol que le voisin aura pu

• **Attention pour l'exposant d'épaisseur :**  
 A1, 51, 32 et 33. « On ne peut avoir de vues

collece.

\* On ne peut avoir de vrais champions... la discipline... se compte depuis le paiement inté-

1° Quand un soldat acquiesce au milieu même d'un choc, il perd la moitié de sa valeur ; il diminue ; ses droits sont donc les mêmes que si le mort eût été mort en de long temps avant, dans l'un et l'autre cas, les six pieds d'argent se comptent jusqu'à la moitié du tour moyen, et il faut retrancher ces moitiés, ou se, n'étant pas moyen dans le principe, il faut descendre.

<sup>2</sup> Le mot intérieur qui termine l'article fait naître des doutes : si le mur auquel il s'applique, appartient à celui qui veut faire l'ouverture, ce mot intérieur est exact.

Maïs si, comme on le présume, ce nint appartenait au voisin, le côté intérieur est un défaut

d'attention ou d'impression, en effet, la distance doit être tenue en raison par celui qui veut ouvrir un jour : si donc le mar qui lui est opposé n'est pas mitoyen, l'intervalle doit se compter jusqu'à son pacement extérieur; autrement il ne fournirait pas toute la distance, le propriétaire, qui souffre le jour, y contribuerait de l'épaisseur de son mur.

On propose, en conséquence, de laisser subsister la première partie de l'article 53, et de substituer à sa dernière celle-ci : « Si celui appartenant à un mur au voisin, l'intervalle doit se compter jusqu'à son pacement extérieur. »

### LIVRE III.

#### DES MOYENS D'ACQUÉRIR LA PROPRIÉTÉ.

##### TITRE PREMIER.

##### DES SUCCESSIONS.

Art. 3. « Si l'indivision condamnée n'a point été arrêtée ou si elle n'est pas représentée... les parts lui succèdent à compter du jour du jugement. »

La mort civile étant encourue quand du jour de l'exécution, c'est-à-dire de ce jour seulement que la succession est ouverte : ainsi les biens ne doivent être restitués qu'aux parents qui étaient habiles à succéder au jour de l'exécution. L'article 3 y est conforme.

Art. 4. « Si le condamné est arrêté... la mort civile est encourue que du jour du second jugement. »

Même justification qu'à l'article précédent ; il faut dire, « que du jour de l'exécution de ce second jugement. »

Art. 5. « Sont incapables de succéder ceux... »

« celui qui n'est point né ni conçu à l'époque de l'ouverture de la succession. »

Le mot né est une erreur, puisque quand le fœtus est mort, on le considère comme un fœtus. On propose de le remplacer par :

Art. 18. « Même observation que sur les articles précédents. »

Art. 25. « Les enfants du défunt venant à la succession de leur père, ne sont point exclus par la loi de leur père. »

Si les enfants du défunt venant à la succession de leur père, ils seraient exclus par un héritier au même degré de leur père : ainsi les enfants cessent d'être personnels, et le fils sera puni de celui de son père. La justice ne le permet pas.

Opposera-t-on l'article 12, qui exclut les enfants du défunt, du droit de le représenter ? Mais cette représentation est volontaire ; on doit présumer que le père l'a jugé avantageuse.

Sans doute, la rigueur des principes résiste à ce qu'un homme vivant son représentant, mais la loi peut, par une fiction équitable, venir au secours de l'indivision, et supposant que le père ne peut s'expliquer, permettre aux enfants de se mettre à sa place.

### CHAPITRE IV.

Art. 55. « Lorsque le père ou la mère laisse des enfants... en ascendants, la portion de l'enfant naturel est du tiers d'une portion héréditaire... »

« Elle est du quart, s'il n'y a ni ascendants ni descendants légitimes. En quelque nombre que soient les enfants naturels, ils n'ont ensemble que le quart. »

Un homme a un enfant légitime et six naturels ; il mourut laissant 21,000 francs : la portion des enfants naturels sera de 6,000 francs, ce qui fait pour chacun 1,000 francs.

Cet homme avait six enfants naturels, mais ni

ascendants ni descendants légitimes ; il mourut laissant 21,000 francs, le quart pour les six enfants est de 5,250 francs, ce qui fait pour chacun 875 francs. Ainsi dans ce dernier cas, qui est le plus favorable aux enfants naturels, ils n'auront moins : la règle est donc la même. Pour l'honneur des parents, il faut croire que le cas d'une pareille multitude d'enfants naturels sera très-rare ; mais il suffit qu'il soit possible, pour que la loi doive le prévoir.

On propose de laisser la première partie de l'article, et de substituer aux autres la disposition suivante :

« Si le père ou la mère ne laisse ni descendants légitimes ni ascendants, les enfants naturels, quel que soit leur nombre, auront le quart s'ils sont quatre et au-dessous, le tiers jusqu'à sept, et au-dessus la moitié. »

Art. 58. « L'enfant naturel est obligé de se consacrer... »

Pourquoi donc, aurait-il moins ? en quel sens ? Il est moins que les autres enfants naturels ? C'est bien assez que le vire de sa naissance le prive des avantages de la légitimité, sans exciter contre lui des rigueurs nouvelles et qu'aucune raison ne justifie.

On propose le rejet de l'article.

Art. 60. « Les aliments... ne peuvent excéder le dixième du revenu... ni être moindres du dixième. »

Pour éviter tous les doutes, on propose d'ajouter ces mots, *quel que soit leur nombre.*

Art. 67. « L'enfant naturel... ne peut demander un supplément... »

Cet article était les mêmes inconvénients que le 59, on en propose également le rejet.

Art. 68. « Les dispositions en faveur de l'enfant naturel... »

« quand elles sont au profit d'un enfant naturel, »

« sont valables, et dans les cas où il peut l'être. »

La loi ne dit pas que dans les cas où un enfant naturel ne peut pas être reconnu ; il convient de le fixer.

Art. 77. « L'époux survivant qui prétend succéder à l'époux prédécédé... est renvoyé en possession, à la charge de donner caution ou de faire emploi du mobilier... après trois ans la caution est déchargée. »

Il serait bon de dire qu'en cas de renvoi d'héritiers, l'époux envoyé en possession ne doit pas rendre les fruits.

Art. 78. « La régle... au cas de déshérence, donnera pétition... et sera envoyée en possession de l'hérédité. »

Il convient de fixer l'époque avant laquelle cette action ne pourra pas être formée, et de dire que, si les héritiers se présentent dans les trente ans, à compter du jugement d'époux en possession, la République devra restituer l'hérédité, mais qu'elle gagna les fruits.

### CHAPITRE VI.

Art. 83. « L'acceptation est tacite... toutes les fois que l'héritier... manifeste l'intention d'hériter. »

« Les ordes... ne sont pas des preuves d'adoption d'hérédité... »

Il y a ici un vague bien dangereux. On exproprie de cet article, pour l'aire des baux, percevoir les revenus, exercer les actions possessoires même pécuniaires, posséder un débiteur, faire saisir et vendre, saisir-arreter, prendre inscriptions hypothécaires, etc. Cette disposition serait une mine profonde d'abus et de procès ; il serait

à désirer que l'on pût préciser les actes que l'héritier pourra faire impunément.

Art. 31. « On ne vient jamais par représentation de l'héritier renonçant...; les enfants viennent de leur chef remplacer... »

Le motif remplaceur pourrait faire douter si le partage entre eux devra se faire par souches ou par têtes; il convient de fixer ce point.

Art. 120. « Le bénéfice d'inventaire ne peut être opposé à la République... »

La République ne pouvait plus de droits que les particuliers; et s'il est un cas favorable à l'héritier bénéficiaire, c'est sans doute celui où il lui est si difficile de gérer les forces de la succession; on lui surpas l'héritier est comptable; tous les biens, tous les fruits seront remis à la République; de quoi peut-elle se plaindre? Si elle craint l'abus, elle peut demander caution (art. 115). Voudrait-on lui donner une sûreté nouvelle dans la personne de l'héritier? mais dans le principe elle s'est contentée de celle qui lui offrait le bien de comptable. *C'est l'opinion de l'auteur.*

On propose le rejet de l'article.

Art. 123. « Si l'y a contestation... le tribunal peut nommer un curateur à la succession vacante. »

Les fonctions d'un tel curateur ne sont pas seulement de représenter le successant dans les tribunaux, mais encore d'en administrer les biens; si donc le tribunal qui le nomme n'est pas celui dans l'arrondissement duquel la succession est ouverte, l'obligement du curateur lui rendrait l'administration impossible.

D'un autre côté, si le défunt plaideait en divers tribunaux, on nommerait donc plusieurs curateurs; que deviendrait l'administration entre eux tous?

Il ne faut qu'un seul curateur, et il convient qu'il soit pris dans le lieu où la succession s'est ouverte. L'article 122 en contient une disposition précise.

Ainsi on propose le rejet de l'article 123.

#### CHAPITRE VII.

##### De partage et des rapports.

Art. 167. « Lorsqu'il a été fait un dou à l'un des époux... le rapport n'a lieu que provisoirement. »

Si la communauté est encore subsistante au moment de l'ouverture de la succession, et qu'il soit survenu un époux successible propre d'un des, par la faculté qu'il a d'accepter la communauté ou d'y renoncer, le rapport n'a lieu que provisoirement.

Si cet époux renonce ensuite, le rapport ne devant pas avoir lieu, faudrait-il un nouveau partage?

Chacun des héritiers peut avoir constitué, augmenté, amélioré sa portion, ou même disposé de la totalité des biens.

Ce nouveau partage serait donc impossible, ou au moins embarrassant et onéreux; une simple indemnité pécuniaire prévient toutes les difficultés et désintéresse le donataire.

On propose d'ajouter à l'article ces mots: « Et si ensuite l'époux successible ne profite pas, il ne pourra provoquer un nouveau partage, mais répéter contre chacun des héritiers une indemnité proportionnée au bénéfice que chacun d'eux a retiré du rapport provisoire. »

Art. 116. « Il n'y a pas lieu au rapport des profits... »

Art. 177. « Il n'est de même des associations... »

Le bénéfice d'un contrat suffisant pour leur servir. Ces mots, si elles ne présentent aucun bénéfice actuel, seront la source de mille procès; on vaudra tout faire estimer, et le bénéfice de la loi deviendrait l'occasion de la ruine des enfants.

La loi n'a pas voulu interdire les rapports de père aux enfants, mais seulement prévenir les fraudes qui tendraient à avantager l'un au préjudice de l'autre. Ainsi, sans entrer dans aucun détail, il suffirait d'excepter le cas de fraude.

On propose de supprimer l'article 176, et de ne laisser subsister du 177 que la dernière partie ainsi conçue: « La prohibition d'avantager l'un ou l'autre présumptif n'interdit pas, entre lui et celui auquel il doit succéder, les actes à titre onéreux. »

Art. 200. « L'action en séparation de patrimoine, quand... aux immeubles, peut être exercée... tant qu'ils sont dans la main de l'héritier. »

L'action principale se prescrit par trente ans, celle en séparation de patrimoine ne doit pas durer davantage. Elles les l'un ou l'autre, elle devrait être formée dans les cinq ans.

On propose d'ajouter à l'article ces mots: « sans pouvoir néanmoins durer plus de trente ans. »

Art. 202. « Les créanciers de l'héritier ne sont pas admis... contre les créanciers de la succession. »

Cette question a été souvent controversée. Mais comme le créancier ne peut empêcher son débiteur d'accepter une succession onéreuse, il a évidemment intérêt à demander la séparation de patrimoine. Notre jurisprudence française y est contraire.

On propose en conséquence de dire: les créanciers de l'héritier sont admis à demander...

#### TITRE II.

##### DES CONTRAITS EN GÉNÉRAL.

##### CHAPITRE PREMIER.

Art. 22. « Les engagements contractés par les mineurs... ne peuvent être attaqués que par eux... »

Cette disposition a pour objet de maintenir l'exécution du acte contre le tiers qui traite avec un mineur; mais la manière dont elle est conçue, ne pourrait-elle pas faire naître l'idée que les tuteurs, curateurs et mairies ne sont point admis à réclamer? Sans doute cette difficulté serait mal accueillie; mais il est plus simple de la prévenir.

On propose d'ajouter aux mots, ne peut être attaqués que par eux, ceux-ci, leurs tuteurs, curateurs, ou mairies.

La fin de l'article a besoin d'une meilleure rédaction.

##### CHAPITRE II.

Art. 36. « Le débiteur n'est réputé en demeure que lorsqu'il a été sommé... »

Dans l'usage, on appelle des interpellations judiciaires les assignations en justice, on appelle extrajudiciaires les sommations, commandements et autres actes hors l'assistance: c'est sans doute de ces derniers que l'article a voulu parler.

On propose de le rédiger ainsi: « Le débiteur n'est réputé en demeure qu'après une sommation de livrer. »

##### CHAPITRE III.

Art. 67. « Toute condition d'une chose imposée...

« sible... rend la condition nulle... Il en est autrement dans les dispositions testamentaires. »  
 Pourquoi tolérer ici ce qu'on défend là ? Les Romains, jaloux à l'excès de la liberté du testateur, avaient admis cette disposition, de peur qu'un homme ne mourût testateur, nous devons être assez sages pour reconnaître que ce que la raison peut approuver, Or celui qui, dans son testament, impose de telles conditions, est évidemment feu ou dépravé, et dès lors ne mérite pas la protection du la loi.

On propose de retrancher de la seconde partie de l'article ces mots, *il en est autrement*, et d'y substituer ceux-ci, *il en est de même*, etc.

Art. 100. « Si la chose due a péri par la faute... » d'un des débiteurs solidaires... le créancier, ne peut répéter de dommages et intérêts contre celui qui y a donné lieu. »

L'accessoire suit nécessairement le principal. Tous les codébiteurs étaient tenus de livrer; tous donc sont tenus de veiller pour la conservation de la chose: la peine de négligence peut donc être réclamée contre tous, sauf leur recours contre celui qui a fait la faute: exemple tiré de l'article 126; la clause pénale dont il parle représente les dommages-intérêts dont il est la question.

On propose de supprimer de l'article ces mots, *mais ils ne sont pas tenus*, etc.

Art. 103. « Lorsque l'un des débiteurs devient l'héritier unique du créancier... »

La première idée que fait naître cet article est que le débiteur devenu héritier n'est pas tenu du surplus: la solidité pour ce surplus existe cependant à son égard, comme pour les autres codébiteurs; il n'est quitte que de sa portion. Il convient de l'exprimer bien clairement, et on propose d'ajouter, « sans préjudice de son obligation solidaire pour le surplus. »

Art. 124. « La peine n'est encourue que quand le débiteur a été mis en demeure par une interpellation judiciaire. »

Même observation qu'à l'article 36 du présent titre; on propose de retracer ces mots *interpellation judiciaire*, et d'y substituer celui de *sommation*.

#### CHAPITRE IV.

Art. 152. Il n'est pas nécessaire pour la validité de la renonciation...

La renonciation pouvant être faite dans le jour même, on expose mal le créancier qui pourrait être absorbé, à payer des droits qu'un léger retard aurait empêchés.

On propose donc qu'il y ait au moins trois jours d'intervalle entre les offres et la renonciation.

#### CHAPITRE V.

Art. 222. « Les registres et papiers domestiques » ne font foi ni contre... »

Qu'ils ne fassent foi que pour celui qui a écrit, rien de plus juste: on ne peut pas se faire un titre à soi-même; mais s'ils annuient un ou plusieurs paiements à-compte faits à celui qui a écrit, ils doivent faire foi entière, soit par la faveur de la libération, soit par la présomption si forte qu'il n'est pas écrit, s'il n'avait pas reçu.

On propose la rédaction suivante: « Les registres et papiers domestiques ne font pas foi pour » celui qui les a écrits; ils font foi contre lui, » des paiements par lui reçus; s'ils énoncent une » obligation à sa charge, ils ne font foi qu'autant » qu'ils contiennent la mention expresse que la » note a été faite... »

Art. 227. « La copie d'une donation (transcrite » sur les registres... ne peut servir... »

Si tout cela ne fait que résumement de preuve par écrit, que faut-il donc pour la preuve en titre? Quand toutes les circonstances sont réunies, la preuve est faite, car on ne pourrait rien ajouter de plus; autrement ce serait dire qu'on interdit la preuve.

On propose la rédaction suivante: « La copie » d'une donation transcrite sur le registre des » donations ne fera preuve de l'existence de » l'acte qu'autant qu'il est constant que toutes » les minutes, etc. »

« 2<sup>e</sup> Qu'il existe, etc. »

« 3<sup>e</sup> Que la donation puisse être, etc. »

Art. 228. « Les actes récognitifs ne dispensent » pas de la représentation du titre primordial... »

Il est aujourd'hui peu de reconnaissances qui relatent la teneur du titre primordial; celles qui les suivront ne pourront pas être plus dérangées, si ce titre n'existe plus: il serait donc injuste de leur appliquer cette disposition.

On propose d'ajouter que cette règle n'aura lieu que pour les titres primordiaux à faire à l'avenir.

Art. 229, 230 et 231. « L'acte constitutif sup- » pose... »

On ne conçoit pas, 1<sup>o</sup> sur quoi peut être fondée cette différence entre la confirmation et la ratification, si toutes deux ne sont en effet qu'un acte postérieur fait à dessein d'assurer l'exécution du premier. La distinction qu'on veut établir n'est donc qu'une véritable subtilité: la loi doit être simple et claire, et il faut en écarter avec soin tout ce qui ne serait pas facilement entendu.

2<sup>o</sup> Que signifie l'effet donné à la ratification du donateur, s'il est obligé de renouveler la donation dans une forme légale? Il est évident que la dernière disposition vaut seule, qu'ainsi la ratification de la première ne produit aucun effet.

Ce qui est tel dans son principe ne peut jamais produire d'effet.

On propose de substituer aux articles 229, 230 et 231 cette disposition: « L'acte constitutif » d'un acte peut être validé par aucun disposition » postérieure; la confirmation ou ratification qui » peuvent survenir ensuite ne valent que comme » acte nouveau, s'il est fait dans les formes lé- » gales. »

Art. 238. « Elle... reçoit exception, quand » il n'a pas été possible en créancier de se pro- » curer une preuve littérale, comme dans... le cas » d'incendie, d'incendie, d'incendie... »

Il faut reporter ceux faits par le voyager à son hôtelier, comme à l'article 35 du titre XVI.

#### TITRE IV.

##### DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

Art. 1<sup>er</sup>. « La contrainte par corps n'a lieu, en ma- » tière civile, que dans les cas ci-après: »

« 1<sup>o</sup> Contre ceux qui... refusent de délaisser... »

« 2<sup>o</sup> Contre ceux... »

On ne peut se rendre compte de l'usage sans l'expliquer, surtout quand il s'agit d'ajouter une peine aussi grave. Il y a, d'ailleurs, à craindre que la ratification ne soit empêchée d'acquiescer le jugement; une ratification préviendrait tous les inconvénients.

On propose de retracer du re paragraphes toute la seconde partie, commençant par ces mots: « Ce » second jugement est irréversible... »

#### TITRE V.

##### DU CAUTIONNEMENT.

#### CHAPITRE II.

Art. 12. « Lorsque plusieurs personnes se sont » rendues caution... »



Art 13. « Le créancier ne peut plus revenir pour le tout... »

Il y a ici contradiction, puisque après avoir déclaré qu'une caution est obligée pour le tout, on lui donne les moyens de n'être poursuivie que pour sa part.

La solidarité ne se présume pas; il faut qu'elle soit expressément stipulée (livre III, titre II, article 96); et si il n'y a pas plus de différence entre plusieurs cautions pour une même dette, qu'entre plusieurs débiteurs de la même somme; chacun ne doit être tenu que pour sa part, si la solidarité n'est exprimée.

On propose de supprimer les deux articles 12 et 13, et d'y substituer celui-ci :

« Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur, pour une même dette, chacun n'est obligé que pour sa part, si la solidarité n'est stipulée. »

#### CHAPITRE III.

Art. 24. « La prorogation du terme accordée par le créancier au débiteur principal ou chargé par la caution, qui peut en ce cas poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement. »

Le conditionnement est presque toujours au profit du créancier; il répond que celui qui rend un service d'autrui est chargé d'une exécution rigoureuse.

On propose de supprimer l'article, et d'y substituer celui-ci : « La prorogation de terme ne peut être accordée que, du consentement de la caution; sans cela, elle est déchargée. »

Art. 25. « Toutes les fois qu'une personne est obligée... de fournir caution, la caution doit être... demeurée dans le lieu... »

Il est souvent impossible de trouver une caution sur le lieu même; il faut plus de latitude, pourvu que le créancier ne soit pas trop gêné pour l'obtenir.

2<sup>e</sup> Que la cautionnement soit judiciaire ou non, la caution ne doit être susceptible de la contrainte par corps que quand il s'agit d'une obligation qui y donne lieu.

On propose de retrancher ces mots, *domiciliée dans le lieu*, et tout le reste de l'article, et d'y substituer ceux-ci : « domiciliée dans l'arrondissement du tribunal de première instance du lieu » où elle doit être donnée, et en outre susceptible de la contrainte par corps, lorsque l'obligation est principal et due dans le lieu. »

Art. 26. « Pour la solvabilité d'une caution... »

On n'a point égard aux mineurs légitimes... Les termes de cet article sont trop vagues; il importe de les fixer; l'article 10 du présent titre pose une règle bien sage sur la mesure de l'obligation, elle peut s'appliquer au cas présent.

On propose de supprimer la dernière partie de l'article, et d'y substituer celle-ci : « hors de l'arrondissement du tribunal d'appel du domicile du créancier. »

#### TITRE VI.

#### DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 8. § 3. « Le privilège du propriétaire sur le tout ce qui paraît... a lieu pendant le temps nécessaire, suivant les usages des lieux. »

Il peut suivre les meubles, pourvu qu'il en fasse la revendication dans le jour. »

Ces mots, *suivant les usages des lieux*, se retrouvent dans plusieurs endroits du projet : « on les conserve, la France va se couvrir d'un cortège de coutumes et d'usages différents. A sa première lu-

convénient se joignent encore la certitude d'une issue de procès et l'instabilité de la jurisprudence. Une législation uniforme prévient tous ces dangers. Le terme pour les usages devra être gradué sur la population des villes et l'importance des objets affectés.

Le délai de dix jours est beaucoup trop court. Pour peu que le propriétaire soit dérangé, il n'aurait pu être instruit de ce déplacement; ainsi ce droit de suite devient illusoire.

On propose de livrer le délai à deux décades pour les maisons de ville, et quatre pour les biens ruraux.

Idem, § 9. « Le privilège sur les meubles a lieu pour les salaires des six derniers mois des loyers de service. »

Comment réduire le privilège à six mois, lorsque l'usage ne fixe le paiement qu'à six ans ?

On propose de dire, pour les salaires d'une année. »

Art. 11. « Les privilèges qui s'étendent sur les meubles et les immeubles, sont ceux : pour les loyers de service, pendant les six derniers mois. »

Même observation et même proposition qu'à l'article précédent.

#### CHAPITRE II.

Art. 23. « Les mineurs et les interdits ont hypo-  
thèque... jusqu'à la clôture et apurement de  
compte. »

Les mots *jusqu'à la clôture et apurement de compte* sont inutiles, puisque l'hypothèque, une fois acquise, subsiste jusqu'au paiement. Ils font même dans l'article cet effet singulier qu'il semblerait qu'après la clôture, il n'y a plus d'hypothèque.

On propose de les retrancher.

Si on croit devoir les conserver pour exprimer que l'hypothèque a lieu pour tous les actes d'administration, on propose, du moins, d'ajouter à la fin ces mots, et paiement du rachat, car c'est alors seulement que le tuteur est libéré.

Art. 25. « Cette hypothèque ne s'étend pas aux biens des parents mineurs... »

Le subrogé-tuteur ne verra jamais prendre sur lui le soin de prouver que le tuteur était solvable lors de sa nomination. Ainsi, dans la possibilité d'une hypothèque éventuelle, il prendra l'inscription sur les biens des parents mineurs; il en résultera donc pour eux une gêne extraordinaire pendant longues années. La responsabilité de tous ces parents mineurs assurés les droits du mineur; il conviendrait de réduire la recours contre eux à une simple action.

On propose de supprimer de l'article ces mots, *et ce n'est dans le cas, etc.*

#### CHAPITRE III.

Art. 52. « Le tiers détenteur peut requérir qu'il soit déclaré sur le tout le droit du créancier sur le tout ce qui paraît... du principal obligé... »

Pourquoi cette discussion préalable? Tous les biens du débiteur sont également obligés envers le créancier; de quel droit peut-on l'empêcher d'attaquer celui qu'il choisit? Si les créanciers sont admis ou démis, si la vente en est différée, dans tous ces cas, la discussion préalable nuira au créancier, dérange son paiement, affaiblit enfin l'exercice de ses droits; on opposerait en vain l'exemple du rachat, puisque la caution n'est obligée que subsidiairement; un lien que l'hypothèque grève également tous les biens du débiteur.

Pourtant, le créancier était partie au contrat de

exaltation, au lieu que la vente par le débiteur à lui tiers est un acte étranger au créancier, et qui des lors ne peut lui nuire.

On propose de supprimer les articles 552, 553, 554, 555, 556 et 557, et d'y substituer la disposition suivante : « Le tiers détenteur n'a pas droit de requérir la discussion préalable des autres biens du principal obligé. »

Art. 68. « L'immeuble délaissé est ensuite saisi réellement. »

Cette expression, *sans réclamation*, devra être supprimée, si on adopte le mode de vente forcé que on proposera au titre VIII, au lieu de la vente réelle.

## TITRE VII.

### DES LETTRES DE RATIFICATION.

#### CHAPITRE II.

Art. 33. « Si le jugement qui prononce la saisie est levé par décret... »

Art. 34. « La même formalité aura lieu si... le jugement... est sujet à l'appel. »

Cette mesure est insuffisante, soit parce que la copie de l'opposition a pu ne pas parvenir à l'oreille du demandeur, soit surtout parce que cette opposition n'a pu être formée par acte extrajudiciaire au domicile de la partie, et ainsi n'être pas connue de lui seul.

L'article 35 prescrit une formalité plus efficace et qui prévient tous les abus : à la vérité, elle n'est indiquée que pour les cas d'appel ; mais elle convient également pour celui de l'opposition à un décret.

On propose de fonder les articles 33, 34 et 35 en un seul, ainsi conçu :

« Si le jugement est susceptible d'opposition ou d'appel, celui contre lequel il a été rendu est tenu de dénoncer au créancier au plus tard, dans le délai qui sera fixé par le Comité judiciaire pour les oppositions ou appels, l'opposition ou l'appel qui aura lieu ; et, faute de le faire, son opposition sera nulle, d'après la dénonciation qui aura été faite au créancier, à l'effet des hypothèques, dudit jugement, et de la signification d'un pli par la partie au profit de laquelle il a été rendu. »

#### CHAPITRE I.

Art. 68. « Les lettres de ratification doivent être scellées les 9, 18 et 27 de chaque mois. »

« Lorsque l'un de ces jours est férié, les lettres sont scellées la veille. »

1<sup>o</sup> On a dit, dans divers tribunaux, la question de savoir si le délai pour l'adhésion court et si l'on peut sceller en l'absence. Quoique ce doute ne soit pas fondé, il se présente de la pratique.

2<sup>o</sup> Pourquoi sceller la veille du jour férié ? On peut bien attendre le délai, mais non l'adhésion. Dans toutes les autres affaires on rente l'adhésion.

On propose de rédiger ainsi : « Les lettres de ratification doivent être scellées les 9, 18 et 27 de chaque mois, même pendant les vacances. Lorsque l'un des jours est férié, elles sont scellées le lendemain. »

#### CONSCRIPTIONS CIRCONSTANCIÉES ET TRANSMISSIONS.

1. Aux termes du projet du Code, l'hypothèque résulte d'un titre authentique. Mais la loi du 11 brumaire an VII a secondé l'hypothèque qu'en cas d'inscription si elle ne se fonde sur des actes authentiques passés depuis sa publication, mais non inscrits, on pourrait douter à quelle date leur hypothèque remonterait ; mais, comme la loi du

11 brumaire doit seule être exécutée jusqu'à une controverse, et que le Code en peut avoir d'effet rétroactif, il conviendrait de dire que tels actes n'acquiescent l'hypothèque qu'à la date du Code.

Il. Cette loi doit-elle être inscrite les actes antérieurs dans un temps déterminé, à peine de déchéance.

Elle décidait que l'inscription d'un titre antérieur, après le jour fatal, ne donnait l'hypothèque que du jour où elle avait été faite.

Cong donc qui n'ont pas été inscrits, ou qui n'ont été qu'après le jour fatal, reprendront-ils leur hypothèque antérieure ? L'arrêter-ils à la date du Code pour les premiers, et du jour de l'inscription pour les seconds ?

III. Enfin il convient de dire si l'inscription prise par les créanciers, et subsistant au temps de la publication du Code, vaudra comme opposition au décret.

## TITRE VIII.

### DE LA VENTE FORCÉE DES IMMEUBLES.

#### Observations sur ce titre.

La procédure établie par ce titre sur la vente forcée des immeubles est longue, compliquée à l'excès, et incommode pour le saisissant et le saisi ; elle n'offre d'autre utilité qu'un immense démenti aux officiers ministériels.

On propose de la régler en entier. A la vérité le chapitre VIII, de la vente sur simples publications, pourrait s'appliquer aux biens de toutes valeurs ; mais il attachait encore la saisie réelle, qui est un acte matériel et coûteux. Qu'importe qu'elle soit la publicité de la vente, qu'une inscription n'ait paru ou isolément les hypothèques ? La loi ne doit admettre que les formalités strictement nécessaires pour attester le fait qu'elle se propose.

D'un autre côté, il laisse l'ajudicataire exposé aux revendications des tiers, et par conséquent sa propriété incertaine ; cependant il a tenté à se faire, et la loi qui lui est due ne doit pas être trompée.

Sans doute, la loi du 11 brumaire an VII, sur les expropriations forcées, a des imperfections ; mais si on les faisait disparaître, elle consacrerait les intérêts de tous.

La plus grande, sans doute, c'est la célérité avec laquelle on rend : un deux mois tout peut être terminé. Cependant la loi en quinquante le sait, l'indret des tiers qui auront à se rendre, l'avantage d'apporter un plus grand nombre d'enchérisseurs, tout communément un plus long délai : on rendrait à ces inconvénients, existant sous eux-mêmes, à trois audiences différentes, de mois en mois, avant l'adjudication.

Un autre vice, c'est de laisser l'ajudicataire exposé, après le paiement de son prix, aux revendications des tiers qui n'auraient pas revendiqué avant la vente ; il disparaîtrait en décidant que, si la revendication n'est pas formée avant l'adjudication, la propriété est purgée, et que le droit du tiers se borne au paiement de la valeur, sur le prix, s'il n'est pas à l'ordre du tiers, ou après la distribution par le créancier d'office, valablement colloqués dans l'ordre.

## TITRE IX.

### DES DONATIONS ET TESTAMENTS.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 1. § 2. « La preuve ne l'emporte de la date, encore n'est-elle admise que... »

L'ancienne disposition de ce paragraphe deviendrait une source féconde de procès. Quand la demande en interdiction n'a pas été provoquée

du vivant du donateur, si meurt intégri statim. Les parents en peuvent s'en plaindre, puisque c'est leur propre fait (Voyez l'observation faite sur l'article 24 du titre X du livre I<sup>er</sup>).

On propose de retrancher de l'article ces mots, « ou quand celui-ci n'aurait suréteu que six mois, »

« Il existe un commencement de preuve par écrit. »

Art. 6. « Le mineur, même devenu majeur, ne peut donner à son tuteur, si la somme... n'a été rendue et apurée. »

Ce mot *apuré*, qu'on trouve partout, semblerait croire qu'on lui a donné le sens de *satisfait* : c'est sans doute une inadvertence.

Jusqu'au paiement du reliquat, le mineur, même devenu majeur, est toujours dans une sorte de dépendance de son tuteur.

On propose d'ajouter à l'article et de le relever ainsi :

#### CHAPITRE II.

Art. 20. « L'adoption en rétrocession peut être exercée... contre le donateur. »

C'est sans doute par erreur qu'on a dû le mettre à la fin de l'article, contre le donateur, au lieu de contre le donataire lui-même.

#### CHAPITRE IV.

Art. 47. « L'acceptation peut être faite par un... acte postérieur. »

Le contrat n'est parfait que par l'acceptation : il faut donc qu'elle soit faite du vivant du donateur.

On propose cette addition à l'article.

Art. 53. « Les donations d'immunités... doivent être... »

« Il en doit être de même de la donation d'une somme spécialement affectée à un ou plusieurs... »

« Il faut dire dans quel délai. Si cette formalité n'avait pour objet que d'assurer le public, le donateur ayant seul intérêt de n'être pas tenu des dettes que le donateur contracterait dans l'intervalle, il serait bien le maître d'en contre les esquies ou d'en différer l'insinuation. Mais le défaut de cette formalité entraine la nullité de l'acte (article 58) ; et il faut bien donner au donateur, pour l'insinuation, un délai raisonnable avant lequel la nullité ne puisse pas être demandée. »

2<sup>e</sup> Que l'affection soit spéciale ou que l'hypothèque soit générale, la fortune du donateur est également grevée ; et il importe que sa position soit connue, soit par ceux qui pourraient lui prêter ensuite, soit par les créanciers qu'il laissera.

On propose de déterminer le délai dans lequel l'insinuation sera faite, et de retrancher ces mots, avec affectation spéciale sur un ou plusieurs immeubles.

Art. 61. « La révocation pour cause d'ingratitude... n'est pas préjudiciable... jusqu'à concurrence de la... »

Si cette demande n'a pas une grande publicité, les tiers, qui pourraient dans l'ignorance, seraient victimes d'une erreur involontaire.

Art. 68. « La survenance d'enfants n'opère plus la révocation des donations, mais seulement leur réduction à la quotité disponible. »

Quand le père a des enfants au moment de la donation, il a balancé les motifs qui pouvaient déterminer ou empêcher la disposition ; il a voulu donner : la simple réduction suffit donc en ce cas.

Mais quand il donne sans enfants, rien n'arrête les mouvements de son cœur, or, comme l'amour paternel l'emporte sur des affections étrangères, on doit penser qu'il n'est pas donné s'il avait

présumé avoir des enfants ; il y aurait trop de dureté à laisser dans des mains étrangères des biens que la loi et son cœur destinaient à ses enfants. Notre jurisprudence actuelle est bien plus équitable.

Cependant elle pêche en ce sens, que la révocation s'opère de plein droit. Le père, quoiqu'il ait des enfants, peut vouloir donner à un étranger ; et s'il ne révoque pas, c'est qu'il persévère dans sa disposition.

On propose de rédiger ainsi l'article : « Si la... »

« détenir n'avait pas d'enfants quand il a donné, »

« la survenance d'enfants l'autorise à révoquer »

« la donation. »

#### TITRE X.

DU CONTRAT DE MARIAGE, ET DES DROITS DES ÉPOUX.

#### CHAPITRE II.

Art. 20. « L'immuable échangé pendant le mariage... »

Le caractère des contrats mixtes se détermine par la convention qui y prédomine. Si donc la soule est plus considérable que l'objet donné avec elle, ce n'est pas échange, mais vente.

On propose d'ajouter à l'article : « mais si celle... »

« soule est plus considérable que l'objet donné avec elle, l'immuable acquis est conquis de commun... »

Art. 21. « L'immuable acquis par licitation... ne... »

« femme par un conquis... »

« Néanmoins il tombe en communauté si la... »

« femme... »

Que le mari et la femme procèdent conjointement, ou la femme seule, qu'elle soit, dans ce cas, autorisée par lui-même ou par le justice, cela ne peut nuire à un principe sur lequel la licitation n'est qu'un passage. Or quand le mari procède au partage des biens de sa femme, il ne peut jamais y dilapider pour son intérêt personnel, mais seulement pour celui de sa femme.

On propose de retracer la seconde partie de cet article, depuis ces mots, néanmoins l'immuable acquis etc.

Art. 23. « La communauté n'est pas tenue des... »

« dettes mobilières contractées avant le mariage, »

« s'il ne résulte d'un acte... ayant reçu date cer- »

« taine par l'enregistrement... »

On propose d'ajouter à la fin de l'article ces mots : « ou par la mort d'un de ceux qui l'ont... »

« souscrit... » (Liv. III, titre II, art. 219).

Art. 27. « Si la succession... est acceptée par la... »

« femme... les créanciers ne peuvent... »

Outre la nue propriété des biens personnels de la femme, les créanciers ont pour gages les immeubles de la succession. La réduction de cette dernière partie de l'article laisse donc quelque chose à déduire, et on propose de dire : « Les... »

« créanciers peuvent, en cas d'insuffisance des... »

« immeubles de la succession, suivre leur pre- »

« mière sur la nue propriété des biens personnels »

« de la femme. »

Art. 31. « Le mari ne peut... même faire une... »

« donation entre-vifs. »

Le sens de l'article est sans doute que la dona- tion est nulle si le mari reste, n'importe à quel titre, en possession des objets donnés.

On demandait que la rédaction fût un peu plus claire.

Art. 73. « La femme survivante qui s'est im- »

« mixée dans les biens de la communauté, ne »

« peut plus y renoncer. »

On a dit dans l'article 85 du titre I<sup>er</sup> du livre III que les actes purement conservatoires, de sur-veillance et d'administration, ne sont pas des

actes d'addition d'hérédité si on n'y a pas pris la qualité d'héritier. Il en doit être de même pour l'immixtion de la femme en communauté; et comme ces expressions sont trop vagues, on propose de préciser les actes que la femme pourra faire impunément, comme on l'a demandé sur l'article ci-dessus rappelé.

## CHAPITRE III.

Art. 114 et suivants, jusques et compris le 124.<sup>e</sup>. Ces articles contiennent les diverses conventions exclues de toute communauté.

La communauté est de droit entre les époux. Il importe donc de connaître toutes les clauses qui l'excluent : sans cette connaissance, le public pourrait être à chaque instant trompé dans ses rapports avec les époux.

On propose d'ajouter après le 124.<sup>e</sup> article une disposition semblable à celle portée au l'article 60, et qui serait ainsi conçue :

« Les clauses exclues de toute communauté doivent être affichées dans l'auditoire du tribunal de première instance du domicile du mari; et si le mari est marchand, banquier ou commerçant, elles doivent être en outre publiées et affichées à l'audience du tribunal de commerce du même domicile. »

Art. 120. « Le mobilier qui écholt à chacun... doit être constaté...; fiant du quel... »

La dernière disposition de cet article est bonne contre le mari, mais non contre la femme; car, comme elle ne peut pas forcer le mari à faire inventaire, elle se trouverait presque toujours dans l'impossibilité de justifier par titres. L'article 26 permet dans ce cas la preuve par commune renommée; c'est la seule ressource qui puisse rester à la femme.

On propose de rédiger la dernière partie de cet article de cette manière : «... sont admis à faire preuve, savoir : le mari par titres, et la femme par commune renommée, etc. »

Art. 152. « Lorsqu'il est stipulé que l'un des époux... ne pourra prétendre qu'à une certaine somme pour tous droits de communauté. »

On a bien senti que cette clause ne pouvait être obligatoire pour la femme, puisqu'elle a droit de renoncer. Aussi, après avoir généralisé la proposition aux deux époux, on l'a particulièrement à l'un d'eux. Ce mode offre le double inconvénient d'une rédaction incohérente et de laisser presque douter si la femme peut se dispenser d'accepter la clause.

On propose de rédiger ainsi : « La clause est un forfait qui oblige l'époux renvoyant ou ses héritiers à payer à l'autre époux ou ses héritiers... »

Et d'ajouter, à la fin de l'article, ces mots, « sans préjudice au droit qu'ont la femme et ses héritiers de renoncer. »

Art. 158. « Les époux peuvent établir par contrat de mariage une communauté universelle... excepté dans le cas où l'époux divorcé ne peut donner à son second époux. »

On se trouve dans le Code aucune disposition qui interdise aux époux divorcés de rien donner à leur second époux.

## TITRE XI.

## DE LA VENTE.

## CHAPITRE PREMIER.

Art. 6. « La vente du vin, de l'huile et des autres liquides ou fluides qu'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat... »

Ce ne sont pas seulement les fluides ou liquides qu'on goûte avant d'acheter.

On propose donc de retrancher ces mots et d'y substituer ceux-ci : « et des autres choses qu'on a art dans l'usage, etc. »

Art. 15. « Les juges, les commissaires... les défonteurs et avoués ne peuvent acquiescer... »

L'intervention des gens de loi dans les affaires a toujours l'inconvénient de fausser excessivement leurs adversaires, d'embarrasser les vœux de la justice et quelquefois de l'égarer. Il serait très-moral de ne donner aucune horde à la prohibition.

On propose la rédaction suivante : « Les juges, les commissaires du Gouvernement, les défonteurs et avoués ne peuvent prendre possession des procès, droits et actions qui se poursuivent devant quelque tribunal que ce soit. »

## CHAPITRE IV.

Art. 51. « Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a rien été stipulé à ce sujet, l'acquéreur, s'il est évincé, a droit de demander... »

4. Les dommages-intérêts, lorsqu'il en a souffert au delà du prix qu'il a payé... »

Ces mots, au delà du prix qu'il a payé, donnent un peu de lourdeur à l'article, sans rien ajouter à l'effet de la clause.

On propose de les retrancher.

Art. 62. « La vendeur est tenu de garantir les qualités essentielles de la chose qu'il vend... le bail... suivant les circonstances et l'usage des lieux. »

L'article, en citant quelques exemples, laisse à l'arbitrage du jury les autres de même espèce, suivant les circonstances. Les mots, et les usages des lieux, sont donc surabondants. Ils pourraient devenir dangereux, par la facilité de se procurer des certificats, de faire entendre des fautes, etc.

On propose de les retrancher de l'article.

Art. 65. « L'acheteur a le droit de rendre la chose... ou de la garder, ou de se faire rendre une partie du prix. »

Le vendeur n'a voulu que dans l'espérance du prix convenu. Le prix échangé, il n'y a plus de convention; l'acheteur ne se peut plaindre, puisqu'il reçoit son argent, et même des dommages-intérêts dans certaines cas.

On propose de retrancher l'article.

Art. 69. « L'acheteur résulterait des vices rédhibitoires... s'il est intenté dans un bref délai, suivant... et l'usage du lieu où la vente a été faite. »

Il y a beaucoup moins d'inconvénients à fixer un délai uniforme, qu'à suivre l'usage des lieux. Si on ne fait justice de ces mots répétés si souvent, les coutumes locales rendront comme par le passé.

Art. 73. « L'acheteur doit l'intérêt du prix de la vente, jusqu'au paiement du capital... s'il a été sommé judiciairement : dans ce dernier cas l'intérêt ne court que du jour de l'interpellation judiciaire. »

On a confondu, dans plusieurs endroits du Code, la sommation comme jusqu'à présent sous le nom d'acte extrajudiciaire, avec l'assignation comme sous celui d'interpellation judiciaire.

Pour autre côté, l'intérêt pouvait être stipulé sous le simple prêt à terme, il doit courir du jour de la simple sommation.

On propose de rédiger ainsi les deux dernières parties de l'article : « s'il n'a été sommé de payer : dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation. »

## CHAPITRE VI.

Art. 89 et 90. Ces articles décident que « quand

« plusieurs personnes vendent conjointement un  
« héritage reconnu avec faculté de réméré, cha-  
« cun d'elles ne peut exercer ce droit que pour  
« sa part, et que l'acquéreur peut exiger que tous  
« ses co-vendeurs soient admis en cause, afin de se  
« couvrir sur la reprise de l'héritage entier; »  
« faute de quoi, il sera renvoyé de la demande. »  
Les vœux à réméré sont exclusivement dirigés  
par la nécessité, et par conséquent l'offre n'a ni  
prix : or il n'est possible qu'un des vendeurs n'  
soit pas en état de rentrer; on peut craindre que  
l'acquéreur ne pousse la résistance de l'un d'eux.  
Se durir il faut le concours de tous, on renvoie  
indistinctement l'offre subsidiaire souvent malgré  
le vœu de la justice et des parties.

Sans doute l'acquéreur ne peut être forcé de  
garder une propriété dénuée; mais il peut  
exiger que celui qui use de la faculté de rachat  
repréente tout l'héritage; et ce moyen remède à  
tout.

On propose donc de réviser l'article ainsi qu'il  
suit : « Dans ces deux cas, l'acquéreur peut exi-  
« ger que le rachat qui use de la faculté du  
« rachat représente l'héritage en entier; faute de  
« quoi, il sera renvoyé de sa demande. »

#### TITRE VIII

##### DU LOCAUX

###### CHAPITRE PREMIER.

Art. 12. « S'il s'agit d'un loué tenu en d'une  
« cause, la clause pénale doit être exécutée... »  
« le premier ne peut pas même sous-louer. »

Il consacrerait de l'usage de droit du propriétaire  
en cas de contravention. L'article 13 le dit pour  
les maisons; mais la disposition manque pour  
les biens ruraux et les usages.

On propose d'ajouter à l'article ces mots : « Ro-  
« sus de contravention, le propriétaire a droit de  
« rentrer, et le preneur est condamné à payer le  
« prix du bail pendant le temps nécessaire pour  
« la réfection, et en outre aux dommages-inté-  
« rêts du bailleur. »

Art. 13. « Si le propriétaire préfère la résiliation,  
« le locataire a pour... suivant l'usage des lieux. »

Art. 14. « S'il s'agit d'une maison... le congé  
« doit être donné au temps d'avance et de la ma-  
« nière établie par les usages des lieux. »

Cet usage varie de lieu à lieu; il y a même  
des villes où il n'est pas constant; en se faisant  
pour règle, on tombe dans la confusion. Une légis-  
lation uniforme est la base qu'on doit admettre.

Le délai pour donner congé devra être gradué  
sur la population des lieux, la nature de l'objet  
et l'importance du prix.

Le congé devra être donné par acte judi-  
ciaire, et la preuve par témoins n'en doit pas  
être admise.

Art. 15. « Si le locataire... continue sa jouis-  
« sance... il ne pourra être expulsé qu'après un  
« congé de la manière prescrite en l'article 21. »

Le dernier mot est une faute d'impression; on  
a voulu dire l'article 19; car il est le seul qui  
parle du délai pour les congés.

Art. 13. « Les réquisitions, etc. »

Il y a ici une petite faute d'impression. L'article  
précédent parle des réparations locatives, celles-ci  
sont déterminées; au lieu de la parution les, qui  
généralise, il faut dire ces, pour annoncer la con-  
tinuation de l'article précédent.

Art. 53. « Le bail passé par l'usufruitier finit  
« avec l'usufruit. »

On pourrait également conclure de cet  
article que le locataire peut quitter ou être expulsé  
dès le commencement; mais son intérêt et celui du

propriétaire s'opposent à une sortie aussi brusque.

On propose d'ajouter à cette disposition, « néant-  
« moins le locataire continuera sa jouissance  
« jusqu'à la fin du terme courant. »

Art. 66. « Il doit aussi laisser les pailles et  
« engrais du bétail, s'il les a reçus lors de son  
« entrée en jouissance. »

Les coutumes des pays agricoles obligent le fer-  
mier, dans le cas même où il n'aurait reçu ni  
pailles ni engrais lors de son entrée, à les laisser  
par estimation à sa sortie, si le propriétaire l'exige.  
L'intérêt de l'agriculture commande l'adoption  
de cette mesure. Quant au fermier, il est sans  
intérêt, puisqu'il reçoit le prix. Ce prix doit être  
fixé par experts; or comment le fermier pourrait  
rendre inutile la disposition de la loi, en érigeant  
un prix exagéré.

On propose d'ajouter à l'article ces mots : « Et  
« si le fermier ne les a pas reçus, le propriétaire  
« peut les retenir, en les payant suivant l'estima-  
« tion. »

#### CHAPITRE II

Art. 132. « Dans le cas où le propriétaire... »  
« mais le propriétaire est tenu de payer à la suc-  
« cession de l'entrepreneur les ouvrages faits et  
« matériaux préparés, dans le cas seulement où  
« lesdits ouvrages et matériaux peuvent lui être  
« utiles. »

Il résulterait de l'article, que si un propriétaire  
avait entrepris d'une construction barbare,  
folle, ruineuse, l'architecte venant à mourir quand  
les travaux sont commencés, les héritiers seraient  
exposés à perdre, sous prétexte que l'ouvrage  
n'est pas utile. Si qu'on suppose qu'il soit utile en  
tout, si l'entrepreneur a suivi fidèlement le plan  
convenu ?

Il en est de même quant aux matériaux, s'ils  
étaient tels que l'exige la construction à faire.  
L'ouvrier, en les préparant, n'a fait qu'exécuter  
le projet.

Ce n'est pas la faute de l'ouvrier s'il n'achève  
pas, mais le content de l'ouvrage s'imbrassant et  
les matériaux et la main-d'œuvre, il doit recouvrer  
le prix de ce qu'il a fourni.

On propose de réviser ces mots, dans le cas  
suivant, jusqu'à la fin.

#### TITRE XIV.

##### DES SOCIÉTÉS.

###### CHAPITRE II.

Art. 8. « La loi protège la société de tous les  
« biens présents et à venir. »

On pourrait douter si elle est perdue, au moins  
de biens présents; il faut protéger les innovations  
intermédiaires; et comme cette règle a pour  
objet d'empêcher qu'on ne dispose individuellement  
de toute sa fortune, on propose d'ajouter à l'article  
ces mots, « même pour les biens présents. »

#### TITRE XV.

##### DU PACTÉ.

###### CHAPITRE II.

Art. 30. « Si l'emprunteur ne rend pas la chose  
« prêtée... il en doit l'intérêt... »

L'intérêt doit courir du jour de la première  
somme prêtée anticipée, car il est le prix du  
règlement, et le retard ennuie la.

Art. 31. « Le débiteur d'une rente constituée  
« peut être contraint au rachat. »

Un usage a été introduit dans les tribunaux, de  
renvoyer plusieurs dispositions légales, comme  
simplement comminatoires; cependant la loi ne  
leur rien ordonner en vain, on leur son autorité

est illusoire : on doit pérenniser cet abus ; l'article 77 du titre XI y autorise.

On propose d'ajouter à l'article des mots :  
 « Quand l'acteur en fait une telle formalité et justice, l'offre d'exécuter l'obligation ne dispense plus le débiteur du remboursement. »

## TITRE XVI.

### DU DÉPÔT ET DU SÉQUESTRE.

#### CHAPITRE II.

Art. 21. « Si la chose déposée...  
 « Le dépositaire de l'argent ne doit aucun intérêt de celui qu'il n'a pas pu... »

Ces mots qu'il n'a pas pu sont inconvénients, puisque le dépositaire ne peut jamais se servir, pour son usage, de la chose qui lui a été remise : ce mot ou, sans doute, pour le cas où la permission lui en aurait été donnée par le déposant, il conviendrait de le dire plus clairement.

On propose de substituer à cette expression, qu'il n'a pas pu, celle-ci, qu'il n'a pas été autorisé, etc.

Art. 27. « Si le contrat n'indique pas le lieu où le dépôt doit être rendu, la restitution en doit être faite au lieu où le dépôt en a été fait. »

Il est possible que le dépositaire ait chargé de son dépôt, et qu'il ait emporté la chose avec lui. Faudra-t-il qu'il la remette ? Non, sans doute, puisque le dépôt est un contrat gratuit, et que le dépositaire ne peut être tenu des risques et de la dépense du retour : le cas de fraude est le seul où cette détermination ne devrait pas être suivie.

On propose d'ajouter à l'article des mots : « mais si la chose déposée a été transportée ailleurs, sans fraude, la restitution sera faite au lieu où elle est. »

## TITRE XVII.

### DU MANDAT.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 13. « On peut donner mandat pour gérer l'affaire d'un tiers. Dans ce cas le mandataire s'oblige envers... à les dédommager des frais de la procuration. »

Ces mots, frais de la procuration, ne peuvent s'entendre que des dépenses du mandataire, et des pertes qu'une mauvaise gestion a pu causer au tiers ; mais ce sens n'est pas assez développé.

On propose de rédiger ainsi la seconde partie de l'article : « Dans ce cas, le mandataire s'oblige à rayer le mandataire à la dédommager de ses frais ; et rayer le tiers, aux pertes qui résultent d'une mauvaise gestion. »

#### CHAPITRE II.

Art. 23. « Le mandataire qui avait le pouvoir de substituer répond de la personne qui s'est substituée, si elle est notoirement incapable ou suspecte. »

Ce mot suspecte est bien vague : d'un autre côté, il est inutile ; car le mandataire est responsable de sa faute.

On propose de le retracer.

## TITRE XIX.

### DES CONTRATS ALÉATOIRES.

Art. 1<sup>er</sup>. « Le contrat aléatoire est celui par lequel chacune des parties contractantes s'engage à donner ou faire une chose, et à recevoir en équivalent de ce qu'elle donne ce qu'elle risque, dont elle s'est chargée. »

On croit voir ici un vice de rédaction. En effet, dans les contrats aléatoires, celui qui donne n'est

pas chargé du risque, mais bien celui qui reçoit. Si je fais assurer un vaisseau, le prime que je paie est le prix du risque que court l'assuré. On propose de dire, « que le risque dont elle s'est chargée l'autre partie. »

#### CHAPITRE II.

Art. 4. « Le contrat de rente viagère... néanmoins les communes et les établissements publics n'ont pas la rapacité... »

On se trouve dans le projet de Code civil qui ait trait à cette question, si ce n'est en cas de prescription (livre III, titre XX, article 8). Sans doute il y aura rarement occasion ; mais il semble que c'était un caprice.

Art. 9. « La rente viagère peut être constituée au profit d'un tiers... dans ce dernier cas... elle n'est point assujettie aux formes requises pour les donations. »

L'insinuation est une des formalités requises pour les donations ; elle a lieu quand la chose donnée est susceptible d'hypothèque. Sans doute elle n'est pas nécessaire au cas de l'article, si le prix est d'une chose mobilière ; mais s'il est d'une immeuble, ou d'une obligation contractée au profit de celui qui crée la rente, l'insinuation est nécessaire.

Opposerait-on que les rentes d'immeubles, constitutions de rentes et obligations payables à terme, n'ont pas besoin d'être insinuées ? La raison est que les rentes sont à titre onéreux, et que celui qui les consent reçoit la valeur de ce qu'il fournit. Mais, dans l'article, la disposition est gratuite ; et le public a intérêt de connaître les changements qui s'opèrent dans les fortunes.

On propose d'ajouter après ces mots, aux formes requises pour la donation, ceux-ci : « enfin » ; et, si le prix est un immeuble réel, ou une obligation contractée, l'acte doit être insinué. »

## TITRE XX.

### DE LA PREScription.

#### CHAPITRE III.

Art. 20. « Ceux qui sont désignés peuvent prescrire... et si l'acte... est intervenu, soit par une cause... d'un tiers... »

Ces mots, une cause... d'un tiers, auraient besoin d'être un peu développés.

#### CHAPITRE IV.

Art. 27. « La ratification ou confirmation... donnée dans le délai... »

Le calcul déterminé étant donné par une loi, on propose de dire, dans la phrase.

#### CHAPITRE V.

Art. 47. « Si le véritable maître habite par le temps dans le ressort et partie hors... il faut, pour compléter la prescription... »

Ce calcul sera sujet à beaucoup d'inconvénients, surtout même impossible, surtout si on réunit les divers temps d'absence : d'un autre côté, celui qui ne fait que des démarches courtes, ne prend pas ses affaires de vue. Ne serait-il pas plus prudent de dire que si l'absence dure moins de dix ans consécutifs, la prescription s'ouvrira par dix ans, et qu'il en faudra vingt si elle est de dix ans et au-dessus ? On opposerait les règles sur la prescription. Le législateur, qui seul a fixé la durée, peut la modifier à son gré ; et il est tout important de prévenir les procès.

Art. 50. « Il suffit que le bon ou mal existé au moment de l'acquisition. »

Cette règle vient des lois romaines, mais n'en

vaut pas mieux. Dans les prescriptions de dix ans, le temps n'est écoulé qu'en faveur du titre colé, et au profit de la bonne foi.

Mais si la cause cesse, l'effet doit cesser. Quant au titre, il ne peut que donner un droit apparent; mais la simple prescription produit le même effet.

Se donc la bonne foi manque, il n'y a plus de différence entre le préteur d'un titre et le simple prescripteur, à qui la loi ne permet de prescrire que par trente ans.

On propose de substituer à l'article cette disposition : « la bonne foi doit durer pendant tout le temps de cette prescription. »

*Note.* Dans la nomenclature des aires qui ont actuellement force de loi, ou tous les décrets.

Fut et arrêté en la chambre du conseil du tribunal d'appel étant à Bourges, sur le rapport de la commission, ce 15 prairial an IX.

Signé : BALLE, BALLAUD, BOUTET, SAUTEBAULT, GUILLEAULT, DE LA MÈTHÈRE, DEFONT-VILLAGE, MORIN, PÉPIN, POY A, FOREST, commissaire.

#### OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL ÉTANT À BRUXELLES, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

Les membres de la commission nommée par le tribunal d'appel étant à Bruxelles, pour faire, sur le projet de Code civil, les observations dont il leur paraîtrait susceptible, n'ayant pu jusqu'à présent terminer leur travail sur toutes les matières renfermées dans le projet, ont rédigé séparément les remarques qui leur ont été suggérées par l'examen du premier livre, ainsi qu'il suit :

#### LIVRE PRÉLIMINAIRE.

##### TITRE III.

##### DE LA PUBLICATION DES LOIS.

Art. 3. Une simple lecture de la loi, faite au tribunal d'appel, ne semble pas comporter une publicité suffisante.

En tout cas la loi ne devrait être obligatoire qu'après un temps moral, à dater de la publication; autrement les tribunaux de première instance se trouveraient dans le cas d'appliquer des lois abrogées, ou de contrevenir à des lois rigides obligatoires avant d'en avoir eu connaissance.

Il en résulterait aussi des inconvénients pour les contrats entre individus.

Il peut exister des lois dont les dispositions soient entièrement étrangères aux tribunaux, quel que soit d'ailleurs l'objet de la matière; elles devraient donc leur être adressées sans discussion.

##### TITRE V.

Art. 13. Cet article paraît appartenir au Code criminel.

##### TITRE VI.

Art. 3. 3<sup>e</sup> alinéa. La rédaction serait plus précise si l'on disait : « Elle est tenue en ce que la loi... »  
« Velle loi renferme des dispositions contraires à... »  
« celles des lois antérieures. »

#### LIVRE PREMIER.

##### DES PERSONNES.

##### TITRE II.

Art. 17. Au mot papier timbré. Tout ce qui est relatif à un impôt qui peut varier ou disparaître, ne devrait pas être énoncé dans le Code civil.

Art. 18. Si les registres sont perdus, ou qu'il n'y en ait jamais eu, il conviendrait d'y ajouter :  
« ou s'ils ne sont pas revêtus de toutes les formalités requises. » La raison en est qu'il arri-

vera très-fréquemment, surtout dans les pays où l'idiome n'est pas latin, que les officiers de l'état civil ne remplissent pas effectivement les dispositions prescrites par la loi.

##### SECTION PRÉLIMINAIRE.

Art. 12. Quel sera la peine de la contravention ?

##### SECTION II.

Art. 35. Cet article laisse en doute si chaque publication doit contenir un intervalle entre de dix jours, et dans ce cas le mariage ne pourrait se célébrer que le vingt-huitième jour, lequel paraît trop long; ou si au contraire c'est le huitième jour après celui de la seconde publication.

Art. 32, 33, 34 et 35. On a pensé que ces articles présenteraient souvent de grandes difficultés, et que leur observation ne mènerait peut-être à aucune fin si on propose; car le plus communément les témoins n'arrivent pas connaissance des faits qu'ils seraient dans le cas d'attester.

Ne serait-il pas plus simple de remplacer ces quatre articles par les deux dispositions suivantes :

« Celui qui déclare ne pouvoir se procurer son acte de naissance, motive sa déclaration dans une requête adressée au tribunal civil de l'arrondissement où sa résidence actuelle. Le tribunal, après avoir entendu le commissaire du Gouvernement, l'autorise à se marier. »

« N'admettent les causes alléguées paraissent trop légères, le tribunal refuse l'autorisation; ou en présence du requérant ce qu'il doit faire pour l'obtenir. »

Art. 31. La peine est trop forte; elle ne serait jamais appliquée, parce que le jury aurait de la répugnance à émettre une déclaration de laquelle résulterait un emprisonnement de cinq années, pour un fait de cette nature; ce serait, en quelque sorte, conserver l'impunité. Une peine correctionnelle de six mois d'emprisonnement paraît suffisante.

##### TITRE IV.

Art. 8. Ne conviendrait-il pas d'ajouter cet alinéa :  
« Cependant ceux qui sont mariés, et qui ont une habitation particulière pour leurs épouses ou leurs enfants, conserveront leur domicile dans le lieu où est leur mariage ? »  
On pourrait aussi leur assigner un double domicile.

Art. 17. La preuve du décès deviendrait quelquefois impossible, il serait injuste de l'exiger.

Les enfants et descendants doivent, sous doute être admis à réclamer un justicier de leur qualité.

##### TITRE V.

Art. 10, 12, 13, 14 et 15. La nature a mis une différence remarquable par rapport aux deux sexes, dans la durée et la durée d'un certain âge.

D'un autre côté, les femmes passent sous la puissance de leurs maris, et ceux-ci deviennent les administrateurs des biens de leurs épouses et les héritiers de la communauté; on doit donc exiger plus d'expérience et de maturité dans les hommes que dans les femmes.

À vingt ou ans, les femmes sont formées pour remplir les devoirs de la société et de la demande dans l'état du mariage.

À vingt et six ans, l'homme n'a communément point d'état; son éducation est à peine achevée; il a besoin d'acquiescer l'usage des affaires, avant de pouvoir être considéré l'arbitre de ses intérêts et de ceux de la communauté conjugale.

On estime donc, d'après ces observations, qu'à l'âge de vingt ou ans accomplis, les filles peuvent être dispensées de tout consentement.

On pense aussi qu'il faudrait ajouter la disposition suivante :

« L'époux, ou l'épouse devenue veuve, se remarie sans le consentement de leur père ou mère et de leurs parents. »

Art. 17. Cet article porte que « le mariage est prohibé par rapport direct entre les ascendants et descendants directs, et le mariage indirect. »

On propose d'élargir la prohibition aux alliés en ligne directe, afin de garantir les successions du danger d'une démission commune.

Art. 19. Une loi, de circonstances pourrait rendre très-injuste l'application de cet article; les inconvénients qui en résultent sont supérieurs aux considérations qui le font admettre.

Un tel mariage a surtout pour objet d'acquiescer au mariage, de conserver l'honneur d'un des époux, et de légitimer un enfant conçu ou né sans la loi de l'union conjugale.

En tout cas, les effets civils, quant aux enfants, devraient dépendre de l'examen et de l'appréciation des tribunaux, qui décideraient suivant le mérite et les circonstances des faits.

Tout bien pesé, il vaudrait mieux supprimer l'article.

Art. 27. Les habitants des pays frontaliers pourraient adopter des dispositions de cet article, pour éviter la célébration du mariage devant les officiers de l'état civil.

D'ailleurs l'article ne déterminait ni le temps ni les circonstances dans lesquels le mariage des Français peut se contracter en pays étranger, ou en conséquence qu'il peut s'y contracter dans tous les cas, tandis qu'en France même il n'est véritablement contracté que dans la commune ou l'un des époux a ou denier de six mois.

Ces observations conduisent à demander qu'il soit ajouté à l'article 27 « et pourra, si les deux époux sont Français, que l'un d'eux ait cessé de résider en France depuis six mois. »

On pense aussi que le droit d'enregistrement, étant un impôt dont l'existence est incontestable, ne doit pas être écarté dans le Code civil.

#### CHAPITRE III.

Art. 31. Ajouter, « et de maliver son épouse ou son. »

#### SECTION II.

Art. 37. La demande en nullité de la part du mari qui avait atteint l'âge requis, ne doit pas être admise; il pourrait alors de cette faculté. Il faudrait se l'accorder qu'à la femme.

Art. 38. Second membre, l'article 31 n'est nul point d'exception; il est inutile de le rappeler dans le second membre de l'article 38.

Art. 39. Il serait dangereux de laisser aux collatéraux une aussi grande latitude d'attaquer les mariages qui ont été respectés des époux et de leurs père et mère.

Le droit de réclamer de la part des collatéraux devrait être limité au seul cas où les mariages ont été offensés, c'est-à-dire lorsque le mariage a été contracté avant la dissolution légale d'un mariage précédent, ou entre personnes au degré prohibé.

Il paraît encore équitable que, dans ces deux cas, la nullité ne puisse avoir d'effet que contre l'époux de mauvaise loi, et non contre les enfants.

Art. 47. Mêmes observations que sur l'article 34, titre II.

#### CHAPITRE IV.

Art. 51. Le second membre de cet article dit « que l'enfant n'a point d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou

autrement. » Mais éliminé par mariage, aura-t-il une action pour se faire doter?

La loi étant restée comme une obligation unilatérale de père et mère, en tout qu'ils aient des enfants à leurs enfants, il paraît équitable de ne pas refuser à l'enfant par action tout le mérite qui toujours appartient par le fait.

Art. 60. Il a paru qu'il y aurait moins d'inconvénients à supprimer cet article, en laissant aux père et mère la liberté de reconnaître, tout que le mariage subsiste, les enfants qu'ils déclarent être des leurs.

Art. 63. Les dispositions contenues dans cet article sont de nature à provoquer des discussions scandaleuses, et dans lesquelles il serait difficile d'arriver à un résultat certain. Si l'on pèse cet inconvénient à côté des avantages que reçoit la société par la légitimation des enfants, on se détermine à demander la suppression de l'article.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 65 et 66. La séparation des biens procède en justice, et est essentiellement fondée sur l'incapacité ou la mauvaise administration de mari, ou sur ce qui est plus simple de rendre à la femme l'exercice de tous les droits qui concernent ses biens, sans recourir à l'assistance de son mari, soit pour être en jugement, soit pour contracter. On préviendrait ainsi des formalités qui sont souvent des sujets de discussion entre les époux, et qui entraînent toujours des frais.

En tous cas, la femme séparée devrait avoir, par elle-même, et sans l'assistance de son mari, l'exercice des actions mobilières et l'administration de ses biens.

Art. 69 et 70. Pour éviter la multiplicité des formes et des frais que l'exécution de ces articles pourrait entraîner, le tribunal de l'exécution pourrait accorder, sur la vue des jugements de reconnaissance ou d'indivision, l'administration d'ester ou de contracter pendant toute la durée des effets des jugements.

#### TITRE VI.

#### DU DIVORCE.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 3 § 2. L'objet de l'article n'est pas assez développé; il serait susceptible d'être développé autrement.

Même article, dernier paragraphe. La suppression de ce paragraphe.

Quant à l'adultère de l'un ou de l'autre des époux ne serait point accompagné des circonstances exigées par cette disposition, il devrait sans doute suffire; mais comme la preuve de l'adultère est presque toujours impossible, que néanmoins celle du désordre moral des causes peut facilement s'acquiescer et doit être une cause suffisante, il semble plus moral de rédiger le même paragraphe en ces termes :

« L'adultère ou le désordre moral des mœurs de l'un ou de l'autre des époux. »

#### CHAPITRE II.

Art. 32. Ajouter, « à moins que le juge ne décide autrement, en connaissance de cause. »

#### CHAPITRE III.

On remarque que très-graves inconvénients dans l'insuffisance d'une reconnaissance uniquement fondée sur des présomptions.

La reconnaissance ne doit résulter que de la conviction libre des pouvoirs pendant un temps déterminé, ou du désestement de la demande.

Dans cette hypothèse, il ne s'agit que de



coordonner la légitimité ou l'intérêt des enfants, d'après les nouvelles dispositions dont un croirait ce chapitre susceptible.

## TITRE VIII.

### CHAPITRE VII.

Art. 17. Les registres manuscrits sauront de quelques-unes des formalités prescrites, surtout dans les pays en l'honneur de la langue française n'est pas l'anglais. Ne sauront pas nécessairement rédiger l'article ainsi : « Si des registres civils sont perdus, s'il n'en a point été tenu, ou si ceux qui ont été tenus ne sont pas revendus de toutes les formalités prescrites, la possession de l'enfant, etc. ? »

### CHAPITRE VIII.

Art. 28. La suppression de la seconde partie de l'article, par la raison qu'il importe d'assurer, autant qu'il est possible, l'état et le sort des enfants.

## TITRE VIII.

### CHAPITRE PREMIER.

Le père pourrait abuser du droit absolu de faire débaucher son enfant.

Les suggestions d'une seconde femme, des motifs d'intérêt personnel, et la seule différence des opinions, mettraient dans ses mains un pouvoir dangereux.

Il paraît plus prudent de subordonner l'exercice de ce droit à l'examen et à la décision d'un conseil de famille, ainsi qu'il est réglé à l'égard de la mère et des autres parents ;

D'assurer dans tous les cas la voie de réclamation en faveur du détenu, ainsi que le moyen de le faire entendre.

### CHAPITRE II.

Les dispositions officieuses qui seront faites en vertu du Code civil, ne pourront être opposées aux examens qui auront eu lieu avant sa publication, par suite dont la date sera certaine à l'époque de ladite publication.

## TITRE IX.

### CHAPITRE PREMIER.

Art. 2. La division établie par cet article ne paraît pas nécessaire, dès que la majorité est acquise à vingt et un ans, elle pourrait être utile, et la majorité n'est fixée à un âge plus reculé.

### CHAPITRE II.

Art. 7. Déterminer le délai dans lequel le tuteur naturel fera procéder à l'inventaire ; en cas de négligence, le priver des revenus des biens du mineur. Le subrogé-tuteur sera pris, autant que possible, parmi les parents de l'époux décédé.

### SECTION PREMIÈRE.

Art. 10 et 11. On mettrait ainsi le père et la mère dans la dépendance des parents, et on porterait atteinte à la liberté des secondes nées ; et cependant le fait de la société doit être de favoriser les mariages.

Si le père ou la mère remarqués ne remplissent pas les devoirs de la tutelle, elle peut leur être ôtée par le conseil de famille, sans la voie de l'appel.

### SECTION II.

La commission d'intérêt et l'éducation des enfants commandent l'exception en faveur de la mère. Hors ce cas, aucune femme ne doit être appelée à la tutelle.

### SECTION IV.

Art. 23. On a des exemples journaliers de l'indolence des parents, surtout dans les campagnes. Il

faudrait charger le maître d'avertir le juge de paix, dans le délai de trois jours, de l'enfant qui donne occasion à la tutelle.

Art. 27. Mettre le nombre, qui pourrait être excessif.

### SECTION VII.

Art. 10. Pour éviter les frais, les parents se font trois fois de la nomination du tuteur, de délibérer sur la vente des meubles, à moins qu'ils ne déclarent ne pouvoir procéder de résolution qu'après avoir vu l'inventaire.

Ils pourraient aussi anticiper la vente après une seule séance, quand les meubles sont d'une valeur modique.

### SECTION VIII.

Art. 54 et 55. Ces articles ne trouveront pas une juste application au cas où la fortune du mineur est modique ; cependant, comme tout doit rester dans les proportions, le mineur serait lésé si on laissait activer des sommes inférieures à celles qui sont fixées. Il semble donc que cet objet doit être abandonné à la prudence du conseil de famille, qui réglera l'emploi des deniers et le cas où ils produisent intérêt.

Art. 116. Mettre le vote de réclamation et les moyens de la faire entendre, conformément à l'observation qui a été faite au chapitre de la puissance paternelle.

### OBSERVATIONS SUR LE CHAPITRE DES TUTELLES ET SUR LES COMPTES.

L'examen du chapitre relatif à la tutelle et aux comptes qui en dérivent a fait remarquer que les formalités sont trop multipliées, que l'exécution en deviendrait coûteuse, et qu'à force de vouloir la conserver, la fortune des mineurs s'évanouirait en frais.

Si quelques tutelles comportent, par leur objet, toutes les formalités prescrites par le chapitre dont il s'agit, il faut convenir que les trois quarts sont hors d'état de subvenir aux frais qu'elles entraînent, si l'on considère surtout l'impôt du papier timbré et de l'enregistrement.

On demanderait donc un mode plus simple et moins dispendieux ; soit aux conseils de famille à prendre les mesures qu'ils croient convenables pour les tutelles d'une importance majeure.

L'émancipation de droit à l'âge de dix-huit ans est sujette à beaucoup d'inconvénients, principalement dans les pays de commerce, où la tutelle de l'émancipé consiste en rapports malheureux.

En rapprochant la majorité à vingt et un ans, l'émancipation devient inutile et pourrait souvent être inopportune ; ainsi on penche à renvoyer l'émancipation doit être restreinte au seul cas du mariage contracté avant la majorité, ou seulement accordée par le conseil de famille avec connaissance de cause.

Dans ce dernier cas, le conseil de famille déterminera l'objet de l'émancipation, le pouvoir qui en résulte, et moment où le contrat a été accompli.

L'émancipation qui résulte du mariage donne la plénitude d'administration des biens et l'exercice des actions mobilières.

Fait et arrêté le 23 janvier mil IX, par les membres de la commission chargés.

Signé : LATTEUR, WATTELET, POLSNER.

### LIVRE II.

### TITRE PREMIER.

#### DE LA DISTINCTION DES BIENS.

Art. 2. Ne conviendrait-il pas de déterminer la

propre des mines, laquelle ne tombe qu'imparfaitement dans la deuxième partie de l'article 27.

Art. 3. On doit ranger dans la classe des choses mobilières immeubles :

1° Les rivières, ruis et tonns de brasserie, les étangs et ruis à l'usage de la distillation d'eau-de-vie ;

2° Les ustensiles nécessaires à l'exploitation des grandes mines, comme luges et papeteries.

#### CHAPITRE II.

Art. 21. La rédaction de cet article pourrait inspirer des inquiétudes aux acquéreurs de domaines ruraux. Ne serait-il pas prudent de le modifier ainsi :

« Cette disposition ne s'applique point aux constructions tendues en vertu des lois portées depuis 1790, et dont les acquéreurs n'ont point encouru la déchéance. »

Art. 25. Supprimer, les ruis et places publiques, et au lieu de chemin public, mettre les grandes routes.

Art. 28. Mais les villes ou partielles. Terminer l'article en y ajoutant : qu'ils n'en pourront plus être ni acquéreurs ni ayants d'une juste indemnité. »

#### TITRE II.

##### SECTION II.

###### DISTINCTION PRÉMIÈRE.

Art. 23. A moins que le changement ne provienne de la loi du propriétaire gagnant.

#### TITRE III.

##### CHAPITRE PREMIER.

###### SECTION PREMIÈRE.

Art. 11 et 12. Cette loi n'a certainement donné lieu à une multitude de procès, dans lesquels les tribunaux ont absorbé les prétentions des parties intéressées.

Il est plus simple d'assimiler les fermages aux fruits en ils qu'à s'agiter pour par jour.

Art. 18. 2° *affine*. On dit : il n'est pas tenu de rembourser de mémoires qui sont arrachés ou brisées par un accident. »

On ne cas tel appartenant-il ?

On pense qu'il ne doit pas lui appartenir, parce que souvent il dépendrait de l'usufruitier de faire naître les accidents ; et que d'ailleurs l'acte qui ne produit plus est hors de l'usufruit.

On ferait toute équivoque en ajoutant, mais si appartenant au propriétaire.

##### SECTION II.

Art. 31. Au lieu du mot *entiers*, qui ferait susceptible d'être diversement entendu, il vaudrait peut-être mieux mettre, « le rétablissement à l'état des poutres et des couvertures. »

#### SECTION III.

Art. 42. Cette disposition est trop subtile ; il serait facile d'éluder d'une personne simple. Un usufruitier consent quelquelas à la vente pour un mariage commun, mais dans l'intention de pour de l'intérêt du père.

Ainsi, pour prévenir toute surprise, il est convenable d'ajouter, « mais il la conserve sur l'intérêt du père, à moins qu'il n'y ait renoncé. »

#### TITRE IV.

##### CHAPITRE II.

###### SECTION II.

###### § 1<sup>er</sup>.

Art. 12 et 13. Les présomptions d'après lesquelles le projet de Code civil répute citoyens ou non citoyens les uns de séparation, ne s'entendent

que de s'murs bâtis avant la publication du Code ; mais il ne serait pas inutile de l'expliquer.

Cette modification pourrait faire la matière d'un troisième alinéa, ensuite de l'article 13, ainsi conçu :

« A l'égard des murs bâtis avant la publication du présent Code, la présomption de non-usurpation se déterminera par les marques précédemment usées dans chaque lieu. »

Art. 14. Le mot *citoyen* étant une propriété commune, aucun des propriétaires ne doit avoir le droit d'y planter poutres ou solives au delà de la limite de l'épaisseur. On prévient ainsi par là le danger de la communication des incendies.

L'épaisseur des murs citoyens devrait faire un objet de police dans chaque lieu, relativement aux édifices servant d'habitation ; elle en est réglée par les municipalités dans la plupart des communes des départements réunis. Cette surveillance est propre à prévenir les accidents. Il faudrait la maintenir et l'étendre à toutes les villes et villages de la République, en accordant aux municipalités le pouvoir de faire des règlements de police sur la construction ou reconstruction des bâtiments, notamment pour éviter les incendies.

L'article 29 de la loi du 10 juillet 1793 a maintenu provisoirement les règlements relatifs à la voirie et à la construction des bâtiments, etc. Mais, outre qu'on ne consultait guère de telles dispositions que dans les grandes villes de France, et que leur conservation n'est que temporaire, ce serait au lieu de dire ce qui serait fait sur cette matière par une mesure générale.

#### LIVRE III.

##### TITRE PREMIER.

###### CHAPITRE II.

Art. 21. Le droit d'aubaine paraît incompatible avec les principes du gouvernement français. Mais l'admission des étrangers à recueillir les successions ouvertes en France serait inutile à l'Etat, s'il n'y avait pas de réciprocité, parce qu'elle exportant une partie des richesses sans compensation. On devrait donc terminer l'article par la condition de la réciprocité.

Art. 22. 3° *parce*. Ajouter, « à moins qu'il n'ait été dans le cas de l'émigrer, ou que la justice n'ait été informée par une autre voie avant qu'il ait pu dénouer lui-même. »

Art. 23. Les laines étant personnelles, les enfants de l'indigne devraient lui être substitués par la loi la peine du père consisterait dans la privation de la jouissance des biens que ses enfants recueilleraient à sa place.

##### CHAPITRE III.

###### SECTION II.

Art. 31. Il y a souvent une très-grande disproportion d'âge entre des frères et sœurs. Les petits-enfants des aînés se trouveraient placés dans une condition trop défavorable ; ce serait les assujettir d'une double privation, que de les exclure du droit de représenter les parents qu'ils ont en le malheur de perdre, dans une succession que ces mêmes parents auraient recueillie s'ils avaient encore existé.

On propose donc d'étendre aux petits-enfants le bénéfice de représentation, c'est-à-dire de le porter jusqu'au sixième degré, suivant la composition du droit civil.

##### CHAPITRE IV.

###### SECTION PREMIÈRE.

Art. 53. A ne consulter que le vœu de la nature,

les enfants nés hors mariage, et reconnus, ont le même titre à la succession de leurs père et mère que les enfants légitimes. Ce n'est donc que par respect pour les mœurs, et par la faveur que l'intérêt social doit au mariage, que la loi rivale admet une distinction entre les droits des uns et des autres.

Cette considération fait penser que la qualité limitée au quart est trop modique, lorsque le père ou la mère ne laisse point de descendants légitimes; il semble que, dans ce cas, l'enfant naturel ne doit être privé qu'd'une portion assez sensible pour qu'il ne soit pas traité avec la même faveur que les enfants légitimes.

La portion de chaque enfant naturel devrait s'élever aux deux tiers, au moins à la moitié de la part qu'il aurait eu le droit de prendre s'il était né en mariage, dans la succession de ses père et mère qui ne laisse point d'enfants légitimes.

Art. 61. Obliger l'enfant naturel à faire l'avance des frais, c'est le réduire à l'impossibilité de faire valoir ses prétentions; parce que le plus communément l'enfant naturel est sans ressource, il ne faut pas que la loi lui refuse d'une main ce qu'elle lui accorde de l'autre.

L'enfant doit rester dans les termes du droit commun pour l'exercice de ses droits.

La seconde série de l'article 61 paraît donc devoir être supprimée.

#### SECTION II.

Art. 65. On propose de rayer le mot *qualité*, qui semble rappeler une distinction.

#### CHAPITRE V.

#### SECTION II.

Art. 78. L'héritier conserve son droit jusqu'à ce que la République ait prescrit. Cependant l'article parle d'après trois publications, de quinzaine en quinzaine; elle sera déclarée héritière: ou pourrait même de là qu'après les trois publications le véritable héritier serait non-recevable à réclamer; ce qui serait injuste.

Pour prévenir cette difficulté, il conviendrait de rayer ces mots, *sera déclarée héritière*, et de réduire le droit de la République à la mise en possession.

#### CHAPITRE VI. — SECTION PREMIÈRE.

Art. 82. En cas de dissentiment entre les héritiers majeurs, la part du renouçant accrôit à celui qui accepte.

La faculté d'examiner ra qui aurait été le plus avantageux au défunt, ne doit être laissée qu'à ceux des héritiers qui ne sont pas capables de s'obliger.

Art. 85. On pense qu'il ne faut pas jurer l'interdiction, mais que l'acceptation faite résulte de la nature du fait.

Après un délai de moins de prise à l'arbitraire, si l'on rédigeait l'article en disant: « L'acceptation est tacite, toutes les fois que l'héritier fait « un acte qu'il a le droit de faire qu'en qualité « d'héritier. »

#### SECTION IV.

Art. 132. Les intérêts d'une succession vacante ne peuvent être valablement défendus que par le procureur qui a les pièces et les renseignements nécessaires: il serait dangereux de les renvoyer isolément à autant d'individus que l'hérédité vacante pourrait avoir de contestants dans différents tribunaux.

Le curateur nommé en exécution de l'ar-

ticle 121, doit demeurer chargé de représenter la succession vacante, surtout où il s'agit de la défense de ses intérêts.

On pourrait donc supprimer l'article 123.

#### CHAPITRE VII. — SECTION PREMIÈRE.

Art. 132. On dit que l'article indique le juge qui sera chargé d'apposer le scellé.

Pour éviter les inconvénients de la négligence des héritiers majeurs, et de la connaissance tardive qui pourrait acquiescer le commissaire du Gouvernement, il faudrait charger le maire du lieu d'arrêter l'officier tenu d'apposer les scellés; sans cette précaution, il arriverait rarement que l'opération obtienne l'effet que la loi veut lui donner.

#### SECTION II. — DISTINCTION PREMIÈRE.

Art. 157 et 158. Les dispositions contenues dans ces articles sont liées à la matière et au titre des *testaments*, où il s'agit d'examiner in-qu'a quel point il peut être inséré et politique de les autoriser à l'égard des immeubles, surtout en ligne directe descendante.

Art. 161. Le père et le fils sont considérés comme une même personne, le fils qui veut de son père à une succession pour être sa descendant de famille.

En l'acceptant au partage sans obligation de rapporter, lors même qu'il n'accepte la succession de son père, c'est réunir sur la tête d'une même personne des avantages illimités, et cela qu'en résultant la qualité soit possible de la presque totalité de la succession.

Ainsi le fils qui a accepté la succession de son père ne doit pas être dispensé de rapporter à l'hérédité, à laquelle il vient de son chef, les donations faites au premier par le défunt.

Du moins la dispense du rapport ne doit avoir lieu que jusqu'à concurrence de la quantité d'obligée par le défunt, et hors part, lorsque le donateur l'a ainsi ardonné, et qu'il ne s'agit pas d'une succession en ligne directe descendante.

Art. 167. L'après cet article, il serait trop facile de trapper la prévoyance de la loi sur la fixation de la qualité disponible, en disant entre les époux, et si l'un seulement est successeur, l'objet de la donation, au en l'appliquant au profit de celui qui n'est pas héritier présomptif.

Les dispositions de cet article doivent se combiner avec les titres des *donations* et des *droits des époux*, de manière qu'il les se présentent pas trop de latitude à faire indirectement des avantages que la loi entend prohiber.

#### DISTINCTION III.

Art. 186. Cet article suppose l'adoption du système des hypothèques tel qu'il est établi dans le projet de Code civil, ainsi que la tradition par le mot *refit* du l'art. On reviendra sur ces deux points, dans les observations à faire sur la matière des hypothèques et de la tradition de la propriété.

#### TITRE II.

#### CHAPITRE PREMIER. — SECTION IV.

Art. 30. Une convention dans la cause n'est point acceptée, n'a qu'un effet pour l'ordinaire qu'une cause illite; elle peut être aussi l'effet du dol et de la surprise.

Lorsque de fortes présomptions s'élèvent sur l'illégalité d'une convention non causée, le juge peut charger le créancier, ou celui qui fait usage de la pièce, de prouver la cause.

Cet amendement paraît nécessaire pour ne pas

mettre le juge dans la nécessité de sanctionner une convention dont la cause est suspecte.

#### CHAPITRE II. — SECTION PREMIÈRE

Art. 238. Dans les départements réunis, et dans une partie assez notable de l'ancien territoire de la République, l'expropriation, à l'égard des tiers, ne s'opère que par les œuvres de la loi; jusqu'à la propriété est censée résider en la personne du vendeur, ou de celui qui aliène, sauf quelques exceptions relatives aux contrats de mariage, à la communauté conjugale, aux successions testamentaires et ab intestat. Ces œuvres de loi consistent dans la déclaration faite sur un registre public, ou livre de mutations, par laquelle l'un se dessaisit de la propriété de l'immeuble dans la main de l'autre qui l'accepte.

On tenait ci-devant des livres de mutations dans chaque juridiction particulière.

Depuis la publication de la loi du... 1791, les actes de loi ont été remplacés par le seule formalité de l'inscription sur le registre du greffier du tribunal civil de l'arrondissement. Cette loi avait donc conservé le principe en changeant la forme; il subsistait encore, au moins par rapport aux hypothèques, dans la loi du 11 brumaire an VII; mais l'article dont il s'agit le détruit entièrement, et porterait une atteinte mortelle au crédit public.

C'est dans la certitude du moment où la propriété peut être acquise, liée au système de la publicité des hypothèques, que l'on trouve la plus sûre sécurité de l'acheteur et du prêteur. Tous les redevant Pays-Bas, tout français qu'antichiens, doivent à cette partie de la législation l'état de prospérité où les habitants de ces provinces ont porté le commerce et l'agriculture, parce qu'elle y était la base du crédit public.

On propose donc de la conserver d'après les dispositions de la loi du... 1791, et même de l'appliquer à toutes les parties de la République, attendu qu'il importe que toutes les mutations soient connues, et qu'elles ne puissent avoir effet, par rapport à un tiers, que du jour où l'inscription en aura été faite sur un registre tenu au greffe du tribunal de l'arrondissement dans lequel les immeubles sont situés.

#### CHAPITRE IV.

##### SECTION PREMIÈRE.

###### DISTINCTION III.

Art. 150. Il semble, d'après la seconde série de cet article, que les frais de consommation sont à la charge du débiteur dans tous les cas.

Cependant, lorsque les offres réelles ont été reçues, et qu'elles sont déclarées suffisantes, les frais postérieurs devraient être supportés par les créanciers. Il faudrait donc ajouter : « dans le cas où les offres réelles auront été déclarées suffisantes, les frais postérieurs sont à la charge du créancier. »

#### CHAPITRE V.

##### SECTION PREMIÈRE.

###### DISTINCTION II.

Art. 220. On propose de supprimer le mot *bonjour* et de le remplacer par ceux-ci : *contre les intérêts non marchands*, afin de ne pas laisser subsister l'équivoque dans l'acception du terme par rapport aux habitants des campagnes.

#### SECTION II.

Art. 333. Les dommages-intérêts sont un accessoire du principal, qui seul doit entrer dans le calcul de la quotité à laquelle est fixée l'admission de la preuve par témoins.

Art. 236. Toute demande qui a pour objet une cause indépendante, est une action particulière. Si elle était formée isolément, et qu'elle n'excédât pas 150 livres, la preuve serait admise : on ne voit pas de motifs suffisants pour la refuser, lorsqu'elle fait partie d'une instance dans laquelle plusieurs chefs élèvent la somme au-delà de 150 fr.

La disposition de l'article tendrait même à multiplier les instances pour se ménager l'admission de la preuve testimoniale, en faisant autant de procès particuliers qu'il y aurait de chefs de demandes.

On pense qu'il est plus convenable de supprimer cet article.

#### TITRE IV.

Art. 1<sup>re</sup>. 8<sup>e</sup> série. La stipulation de la contrainte par corps contre les fermiers s'ajoute à la nature du contrat, qui est l'effet d'une confiance réciproque entre le bailleur et le preneur.

Elle est injurieuse à la classe des cultivateurs, et réprouvée par l'opinion, surtout dans les pays où les fermiers ont constamment joui de l'estime due à l'état le plus utile de la société.

Elle est inutile, parce que la loi assure suffisamment d'ailleurs le privilège du propriétaire.

Elle est inique, en ce qu'il n'y a pas de réciprocité contre le bailleur qui manquerait à ses engagements.

On pense donc que la huitième série de l'article doit être supprimée.

#### TITRE V.

##### CHAPITRE II.

###### SECTION PREMIÈRE.

Art. 10. Les dispositions de cet article sont subordonnées au système des hypothèques et de la vente forcée, sur lequel il sera fait des observations aux titres où la matière est traitée.

Art. 11. Il semble que cet article rende illusoires les dispositions des articles 8 et 9 de la même section.

Lorsque le caution a reçu la discussion du débiteur principal, indiqué les biens et avancé les deniers nécessaires, la demeure du créancier doit opérer contre lui une fin de non-recevoir; autrement, les démarches de la caution deviennent frustratoires; car on lui reprend d'un côté le bénéfice qu'on lui accorde de l'autre.

On propose donc de rayer l'article 11.

###### SECTION III.

Art. 19. Si l'une des cautions paie et retire le titre, elle a recours contre les autres, chacune pour sa part et portion.

Ce recours doit être assuré, quand même elle aurait acquitté la créance sans qu'elle fût poursuivie. Pourquoi n'aurait-elle pas la faculté de prévenir des frais qui souvent sont considérables par le droit d'enregistrement?

En payant avant aucune poursuite, elle a veillé à l'intérêt des autres cautions qui peuvent la rembourser sans frais.

Ces observations déterminent à demander la suppression de la seconde partie de l'article 19.

#### TITRE VI.

##### CHAPITRE PREMIER.

###### SECTION PREMIÈRE.

Art. 8. 3<sup>e</sup> série. L'authenticité du bail n'empêcherait point l'abus que l'on pourrait faire de cet article, pour absorber par des fermages acquittés depuis longtemps les droits des autres créanciers. On tromperait souvent la bonne foi de ceux qui auraient contracté avec le fermier.

La distinction entre le bail authentique et celui qui ne l'est pas, est hors de la limite du contrat et de ses effets; c'est la qualité de propriétaire et le caractère du dette qui donnent le privilège sur les meubles.

Ce privilège ne doit être ni trop restreint, ni trop étendu; et l'on pense qu'en fixant, dans tous les cas, à une année d'arrérages et à la courtoisie, ce terme suffit pour assurer le droit du propriétaire et prévenir les abus d'une trop longue extension.

On estime aussi qu'il est dangereux d'accorder un privilège pour les loyers, à moins de soumettre celui qui les vend ou les fournit au fermier à des formalités telles, qu'à l'aide d'une stipulation annulée, on ne puisse pas ruiner le maître au préjudice du propriétaire et des autres créanciers.

(9<sup>e</sup> série). D'après l'usage le plus généralement reçu, les gens de service s'engagent pour une année, et ne reçoivent leur salaire qu'à l'expiration du terme. C'est une raison de leur accorder le privilège pour une année de salaire.

Cette série donne encore lieu à une autre remarque. Le privilège des gens de service, et surtout des gens qui servent chez les laboureurs, paraît trop restreint.

On propose de classer le privilège de leur salaire immédiatement après les frais funéraires.

#### TITRES VI, VII ET VIII.

DES HYPOTHÈQUES, LETTRES DE RATIFICATION ET VENTES FORCÉES.

Ces titres sont l'objet d'un travail particulier.

#### TITRE XI.

##### CHAPITRE PREMIER.

Art. 14. Ajouter, « ni à celui qui le dirige comme ministre d'un culte. »

##### CHAPITRE II.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 16. Quoique l'on ait peu à craindre de l'abus des dispositions d'un donateur qui laisse des enfants ou descendants, néanmoins la qualité du quart est trop considérable. L'expérience a démontré que les opinions s'étaient souvent divisées dans une même famille, cette diversité de sentiments peut produire de longs souvenirs et causer des injures.

Les frères et sœurs tiennent immédiatement leur patrimoine d'une source commune; la faculté de se priver respectivement de la moitié de leur succession doit être restreinte.

L'oncle annule également trop de latitude à l'égard de ses neveux; et puisque l'équité réclame le bénéfice de la représentation en faveur des petits-neveux jusqu'à un sixième degré, ainsi qu'on l'a observé au titre des successions, il faudrait limiter le pouvoir de l'oncle donateur à la même qualité pour les petits-neveux que pour les neveux.

D'un autre côté, si l'oncle est tenu de laisser une qualité quelconque à ses neveux, ceux-ci, par réciprocité, devraient être subordonnés à une même disposition; ce qui s'entend aussi des petits-neveux.

D'après cela on demande que l'article soit ainsi conçu :

« Les donations, soit entre-vifs, soit à cause de mort, ne peuvent excéder le sixième des biens d'un donateur, s'il laisse, à son décès, des enfants ou des descendants; le tiers, s'il laisse des ascendants ou des frères et sœurs; le quart, s'il laisse des neveux ou nièces, petits-neveux ou petites-nièces, ou si, au tantier jusqu'à un sixième degré, suivant la computation civile. »

Art. 19. Si l'on peut dire que les successions sont du domaine du droit civil, on se débattait avec peine d'un sentiment contraire, quand il s'agit des successions des pères et mères ou aïeux envers leurs enfants ou descendants.

L'égalité entre les enfants est dans le vœu de la nature. Il semble qu'on doive ôter aux ascendants jusqu'au pouvoir de blesser, même le plus légèrement, un droit qui dérive d'une source aussi sacrée : par là on leur ôte le malheur d'être in justes, et de troubler par des dissensions entre leurs enfants, la paix qu'ils doivent leur laisser comme le premier de tous les patrimoines. Si un descendant a mérité quelque récompense par des services rendus, il est juste qu'il l'obtienne : mais ce n'est pas dans sa naissance qu'il trouve son titre, c'est dans le fait de ses services; et alors la cause en doit être loyalement exprimée, afin qu'ayant la vérité pour base, elle reçoive l'hommage de la justice, si elle était témérairement censurée : qui sait d'ailleurs si, dans l'état actuel des choses, des familles malheureusement encore pleines de préjugés n'absorbent point d'une inégalité aussi étendue pour pronger le droit d'altération?

On est donc d'avis que le descendant ne puisse jamais être dispensé du rapport de ce qu'il a reçu à titre gratuit.

Il peut être récompensé des services rendus lorsque la cause en est exprimée et conforme à la vérité.

##### CHAPITRE III.

Art. 33. Il vaudrait mieux spécifier les établissements d'utilité publique, pour ne pas laisser des idées trop générales sur la chose.

##### CHAPITRE IV. — SECTION PREMIÈRE.

Art. 41. Ajouter, « Elle est encore nulle, nonobstant l'attribution réelle et l'envoi en possession, si elle n'a précédé de dix jours au moins la faillite ou la déconfiture du donateur. »

##### SECTION II.

Art. 55. Cet article suppose des bureaux particuliers d'insinuation.

L'insinuation peut se faire au greffe du tribunal de l'arrondissement, ce qui évite un établissement particulier.

##### SECTION III.

Art. 63. On pense qu'il y a lieu à supprimer ces mots, à moins que dans ce dernier cas.

##### CHAPITRE V. — SECTION PREMIÈRE.

Art. 76. La rédaction n'est pas d'une intelligence assez facile; on croit qu'elle serait moins susceptible de doute, si elle était rendue ainsi :

« Le défaut de survie ne peut être opposé, lorsque la mort du donateur a été subite, ou causée par quelque accident. »

##### CHAPITRE VI.

Art. 144. En laissant aux ascendants le pouvoir de faire les partages, il faut se prémunir contre le scélératisme de prédilection qui pourrait les porter à commettre des injustices. Un partage entre les descendants, est un acte dans lequel on doit trouver une égalité aussi rapprochée que possible.

D'un autre côté, la seconde partie de l'article suppose que l'ascendant peut avantager un de ses descendants, avec dispense de rapport; mais nous référons sur ce point aux observations qui ont été faites à l'article 19, chapitre II, section 1<sup>re</sup>, page 237.

Il est peut-être bon d'ajouter qu'en combinant

les deux dispositions telles qu'elles sont produites dans le projet de Code civil, on remarque que l'un des descendants pourrait emporter, en certains cas, au-delà des trois quarts de la succession, et que, dans toutes les hypothèses, s'il recevait par préciput un quart sans obligation de rapporter, et que, par l'effet du partage il lui eût encore délégué d'une portion surpassant en valeur, de près de deux ou quart, celle de ses consanguins, il s'ensuivrait un avantage tellement énorme, que l'on y verrait ressembler les anciens statuts, qui soumettaient à un seul tous les autres enfants des mêmes père et mère.

Mais la lésion du sixième paraît suffisante pour rendre la demande en rescision du partage faite par le descendant. Quant à la seconde partie de l'article, elle doit être supprimée, attendu que la donation est soumise à rapport.

#### CHAPITRE VII.

Art. 158. La dispensabilité limitée dans la main du donateur est contraire à la nature des donations. La donation faite dans un contrat de mariage, et sur la loi de laquelle le mariage est contracté, ne doit pas être résiliée.

On propose de supprimer les dispositions relatives sous cet article.

#### CHAPITRE VIII.

Art. 161. C'est limiter trop étroitement le pouvoir de l'époux qui convole à de secondes nocces, et le rendre à la nécessité ou de conserver la virginité, ce qui n'est ni politiquement moral, ou de se remarier désavantageusement, et par là de nuire à l'éducation des enfants du premier lit.

On pense que l'on doit permettre la donation d'une part d'enfant en propriété, et supprimer la fin de l'article pourtant, et en usant seulement.

#### CHAPITRE IX.

Art. 165. L'article suppose un droit de fiscalité qui ne doit pas être énoncé dans le Code civil.

### TITRE X.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### SECTION II.

Art. 21. L'immeuble acquis par licitation sur une succession échue à l'un des conjoints, appartenant à l'époux, a caractère de la qualité dont il était propriétaire par indivis. Le surplus devient conquêt.

Art. 32. Excepté le cas où la femme aurait été agrolante ou marchande avant son mariage; ou alors la bonne loi dans le commerce exige qu ses dettes soient payées, même sur la communauté, quand même le titre ne serait pas authentique, pourvu que la créance dérive du fait de son commerce.

##### SECTION III.

Art. 31. Le mari ne peut donner entre-vifs au-delà de sa part dans la communauté, et il doit réserver l'usufruit.

##### SECTION IV.

##### DISTINCTION II.

Art. 57. On voit tous les jours des mariages se faire sans constitution de dot et sans conventions matrimoniales.

On voit aussi des communautés modiques dans leur origine s'améliorer par le travail et les économies des époux, et même quelquefois par la seule intelligence et les soins particuliers de la femme.

Cependant, à ne consulter que la lettre de l'ar-

ticle, l'insouciance et le désordre du mari s'autoriseraient la demande en séparation de biens que quand il y aurait une dot ou que les droits de la femme seraient stipulés par un acte particulier.

On pense que les causes de séparation devaient tenir à un principe général, l'article 57 ne peut pas être limité à des espèces particulières.

La femme peut, pendant le mariage, former contre le mari une demande en séparation de biens, toutes les fois que la mauvaise conduite de celui-ci ou le désordre de ses affaires peuvent entraîner la ruine de la communauté, ou compromettre les droits de la femme.

##### SECTION V.

Art. 72. Si les héritiers de la femme sont tous capables de s'obliger, la part de celui qui renonce accrôit à celui qui accepte. On ne pense pas qu'il y ait lieu, à leur égard, d'examiner ce qui était le plus utile à la défunte, parce que nul n'est héritier qui ne veuille.

Si tous héritent, ils ont le bénéfice d'inventaire. On croit donc que l'article doit être supprimé.

##### SECTION VII.

Art. 101. Les dispositions de cet article sont subordonnées au régime hypothécaire et aux formalités des mutations.

#### CHAPITRE III.

##### SECTION II.

##### DISTINCTION IV.

Le mari étant constitué l'administrateur et le modérateur de la communauté, l'équité ne permet pas que la femme soit nécessairement victime de la mauvaise administration de son mari; de là la faculté de renoncer.

Cette exception n'est elle-même qu'un remède, une exception à la règle générale du contrat de société; mais la faculté de renoncer et de reprendre devient totalement le principe, en ce que les choses mises en communauté ne peuvent plus être séparées que par l'effet d'un partage, et que la renouation exclut toute idée de partage.

Ainsi toutes les dispositions de la quatrième distinction paraissent devoir être supprimées. Elles sont d'ailleurs de nature à troubler la bonne loi des personnes honnêtes.

##### DISTINCTION V.

Art. 115. La femme n'a point droit au préjudice lorsqu'elle renonce : dès que les effets mobiliers ont fait partie de la communauté, ils doivent en suivre la loi.

Art. 119. Le préjudice n'était point une indemnité, mais une assurance de prendre avant partage, l'ordre à la femme renonçante, même au préjudice des créanciers, c'est tendre un piège à la confiance publique, et compromettre la loyauté du commerce par des élucubrations injustes jusqu'à lors dans les pays où il a prospéré par la sévérité des lois contre les renonciations.

#### TITRE XI.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 9. Lorsque la promesse de vendre aura été faite verbalement avec des arrhes qui n'excéderont pas 150 francs, la preuve de la délivrance des arrhes pourra être admise par témoins, pour mettre celui qui les a données dans le cas de les perdre, et celui qui les a reçues dans le cas de restituer le double, sans que de la preuve faite relativement aux arrhes puisse résulter l'obligation d'exécuter la vente.

CHAPITRE IV.  
SECTION PREMIÈRE

Art. 25. On se réfère aux observations faites sur l'article 38, section I, chapitre II, titre I du livre III, au sujet des formalités nécessaires pour rendre les mutations stables à l'égard des terres personnelles.

TITRE XIII.  
CHAPITRE PREMIER

SECTION II.

Art. 33. Pour être tenu prétexte de créance, il paraît convenable d'ajouter à la seconde partie de l'article, sous deduction des quatre décimes.

TITRE XIV.  
CHAPITRE IV.

Art. 59. Il y a des sociétés qui, par leur nature et leur objet, ne sont point dans le cas de se dissoudre par la mort d'un des associés. Telles sont celles qui se forment pour des exploitations de mines; elles ne peuvent avoir de terme que par la continuation de l'objet; il faut donc faire une exception à l'article.

Ainsi fait et arrêté, le 21 novembre an IV, par les membres composant la commission.

Signé : LATTIL, C. WALTERS, FORNIER.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DE LA COMMISSION DU TITRE D'APPEL SEINT A HIRACLOS, SUR LES TITRES VI, VII, VIII DU LIVRE III DU PROJET DE CODE CIVIL. A L'EXPLI-  
CATIONS DE TITRE D'APPEL SEINT A HIRACLOS SUR LA MATIÈRE, BRUÉE PAR LE CITIZEN DEYS, CHIFFREUR DU GOUVERNEMENT PRÈS LE MÊME TITRE.

La commission n'a pas cru devoir entrer dans l'examen des différents articles qui composent les titres VI, VII et VIII du livre III du projet de Code civil, elle a remarqué que toutes les dispositions de cette partie du Code sont liées à un système vicieux dans son intégralité; c'est pour le système proposé qui doit faire l'objet de ses observations; et, sous ce point de vue, tout se réduit aux trois questions suivantes :

Pour-il exister un véritable crédit public là où les contrats civils ne reposent sur aucune garantie certaine?

Trouve-t-on cette garantie dans le système proposé par le projet de Code civil?

Quel est le moyen d'établir une garantie solide, et, par conséquent, de faire naître un de maintenir le crédit public?

Les transactions ont quelquefois pour fondement la confiance personnelle; la moralité de l'individu, sa réputation, son industrie, établis-sent son crédit jusqu'à un certain degré; mais cette espèce de garantie est souvent illusoire, on ne contracte avec sécurité que lorsque les engagements réciproques sont basés sur un gage solide. A défaut de ce moyen, les transactions commerciales ne se font qu'avec inquiétude; tout dépendre du crédit, on se passe en conventions incertaines. L'homme honnête cherche un territoire où l'empire des lois assure l'exécution de son contrat; il expose ses fonds; ainsi point de véritable crédit public là où il n'y a point de garantie certaine.

La seule garantie réelle réside dans les propriétés foncières des contractants; c'est donc là qu'il faut établir la chose est facile. La trouve-t-on dans le projet de Code civil?

Les rédacteurs du projet proposent le rétablissement du régime hypothécaire tel qu'il existait dans une grande partie de la République avant la loi du 17 brumaire an VII; ainsi, plus d'inscriptions, plus de transcriptions; l'hypothèque résultait au de la loi, on de la convention des parties pour des notes, ou d'un jugement; elle affectait la neutralité des immeubles du débiteur; et les mutations des propriétés foncières seraient assujetties, même au préjudice des tiers, par le seul effet du contrat.

Des que l'hypothèque est générale, dès qu'elle peut s'acquiescer dans les tribunes, il est impossible qu'une rouille n'existe.

En effet, quelque soit la fortune immobilière d'un individu, il n'est aucun moyen de savoir si elle n'est pas déjà grevée au delà de sa valeur, puisque ces obligations reposent dans les registres secrets, et peuvent être recues dans les études d'un grand nombre de notaires disséminés sur divers points de la République.

Or, si celui qui contracte sur l'appauvrissement de cette fortune est déjà grevé par d'autres créances pour une valeur égale aux immeubles, il perd tout, excepté l'attente d'être envahie dans la procédure d'une vente forcée, et de supporter ses frais.

Plusieurs questions se présentent à l'esprit : dans les mains de son débiteur? Si celui-ci les avait aliénées la veille de son contrat, le pacte seul aurait opéré la pleine tradition au profit de l'acquéreur. Le dernier acquiescement n'empêcherait plus aucune hypothèque sur des immeubles échappés clandestinement du domaine du débiteur.

Il est donc vrai de dire que, dans le système du projet de Code civil, les transactions n'ont aucune garantie certaine, puisqu'il n'a offert point dans les immeubles, seule espèce de biens qui soit propre à fixer la sécurité des contractants. Il ne faut donc que la sécurité personnelle, dont le danger augmente en raison des faux-fallacieux qu'elle présente; ce qui peut faire dire, avec vérité, que plus un individu a d'immeubles, plus il a de facilité de faire des dettes.

En se demandant quel serait le moyen d'établir une garantie solide, et par conséquent de faire naître et de maintenir le crédit public, la commission a pensé qu'elle se demandant en même temps quel était le meilleur régime hypothécaire.

La sentence fréquemment trompée sollicitait depuis longtemps la réforme des abus de l'ancienne législation sur les hypothèques, dans les provinces qui n'avaient pas suivies aux principes de l'unité législative; mais on avait combattu toute amélioration devenant difficile, lorsque l'on s'aperçut que tout ce qui était de quelques personnes. L'abus subsistait, au préjudice de l'intérêt public.

L'édit de 1771 introduisit un mode particulier de prêter les hypothèques, il résulta de l'exécution de cette loi une multitude de fautes et plus de sécurité pour les acquéreurs; mais qu'elle fut pour les créanciers, si non de les exposer à des dangers et de dépenses, et même au risque de perdre leurs créances, s'ils laissaient échapper la mesure utile de former opposition?

C'est cependant cette loi qu'on refait dans le projet de Code civil, comme un simple remède appliqué à une partie du vice qui affecte tout les organes. Pourrait donc se pas attaquer le mal dans son principe?

Mais ce qu'on avait inutilement conçu dans

l'ancien régime s'est exécuté en l'an VII. La loi du 11 brumaire, en abolissant le système de la généralité et de la clausure des hypothèques, elle le rendait dans ses éléments, qui sont la publicité, la spécialité; ou, pour mieux dire, la loi du 11 brumaire fut de toute la France un pays de saisissabilité, à l'exemple des peuples voisins chez lesquels cette législation a été un véritable avant-projet.

Or en quoi consistait cette législation? Dans un inventaire public et permanent des propriétés foncières, au point que chaque immeuble partie avec lui-même son propre bilan. Il ne s'agit que de la tenue de deux registres, dont l'un destiné à l'inscription des actes hypothécaires et des privilèges, et l'autre à la transcription des actes translatifs de propriété.

Cette législation, simple dans son principe, livrée dans son exécution, ouverte à chaque propriétaire ou créancier réel, elle en restreint la possibilité illicite et dangereuse : le capitaliste jouit de ses fonds avec sécurité; l'agriculteur est à couvert de toute inquiétude, le débiteur est néanmoins, qui n'est trompé s'il se veut l'être.

Quand on contracte avec un gage assuré, les capitaux ne restent pas orbes, les fonds circulent, les transactions commerciales se multiplient; toute la richesse de la société est en action.

Souvent un homme a de l'industrie et des propriétés foncières, mais l'argent lui manque. Voud-il établir un commerce, une manufacture, occuper des bras, le bilan de ses immeubles appelle les capitaux. Les ressources ne s'éloignent jamais de celui qui possède une fortune inaliénable. Il emprunte à des conditions favorables, parce que, quel que soit l'émprunt, celui qui a fourni des fonds ne court aucun risque : ce qui se fait, au surplus, dans nos relations commerciales, est l'objet de confiance personnelle, et ne rentre plus directement dans l'objet de la tenue hypothécaire, d'un crédit personnellement mis en circulation.

Que la circulation examine les effets de l'hypothèque générale, monter le crédit notaire, au résultat d'un jugement, elle remarque :

1<sup>o</sup> Quelle ne présente au point de garantie solide, puisque, quels que soient les immeubles d'un individu, il ne peut jamais être démontré qu'il lui reste un seul mètre de terre libre, toujours, dans la spécialité et la publicité, toutes les ressources sont en circulation.

2<sup>o</sup> Que si les apparence d'une grande fortune immobilière, dont les charges sont nulles, peuvent quelquefois augmenter le crédit individuel, même au-delà de la valeur réelle des biens, c'est un moyen de tromper, et non un titre à la confiance publique, qui ne doit s'élever que sur des bases certaines, et non sur des illusions.

3<sup>o</sup> Quant à savoir fréquemment que l'homme, dont tous les domaines sont libres d'éprouver de grandes difficultés dans ses transactions, par ce qu'il est las d'être en de mauvaise situation, et qu'il est réduit à en dire un mot parole, ou, rencontre-t-il cet homme dans le régime qui conserve la spécialité et la publicité?

4<sup>o</sup> Que des charges mobilières affectent toutes les propriétés du débiteur, lui que tout être humain pourra assaillir le paiement de ses dettes. Voud-il en abréger la manière partie? ses créanciers trouvent opposition, même lorsque le terme des obligations n'est pas échu; il ne peut ni du bénéfice du crédit ni de la libre disposition de ses biens; le voilà en faillite dans le sein de la plénitude;

5<sup>o</sup> Que de la généralité et d'indivisibilité des hypothèques naissent les formalités effrayantes et onéreuses des saisis réelles et ventes forcées.

En effet, toutes les fois que les charges sont nulles et que la généralité est affectée, il faut bien que tous les créanciers soient avertis, afin que nul ne soit injustement dépouillé de ses droits; la conséquence nécessaire de l'appel des créanciers est que, dans un grand concours d'opposants, il y ait beaucoup de contestations et de frais. En résultat, le débiteur, l'emprunteur, le gage, les hommes du loi, les avocats et les huissiers, rongent le produit de la vente, la plupart des créanciers ne sont pas utilement colloqués, et la ruine du débiteur en est inévitablement consommée.

En fait d'hypothèque spéciale et publique, l'émprunt peut se réduire aux termes d'une vente sans autres difficultés.

Dans le livre des mutations, indique le propriétaire et le titre des mutations, les charges dont la propriété est grevée; il ne s'agit que d'une saisie réelle, et d'appeler les créanciers toujours connus, pour faire valoir la vente. La distribution du prix est facile, dès que la nature et la date des dettes sont constatées par la publicité d'inscription. Or n'a-t-on que la propriété hypothécaire, ou ne veut que cette propriété, ordinairement plus que suffisante pour étendre les dettes, ou que, quand elle se trouve allouée aux deux tiers de sa valeur, il est rare qu'elle donne un plus grand crédit.

De ces observations, il suit évidemment que, hors la publicité la spéciale, l'hypothèque n'est qu'une charge, jamais un gage sans solution pour la créancier. Or est-il possible qu'une garantie pénalisera sur la base du crédit public?

Que la force d'une longue habitude, que des intérêts personnels, et le désir de connaître le mieux, ont pu empêcher, pendant des siècles, une législation aussi particulière que celle de l'hypothèque générale et occulte, n'est-ce qui se voit sans de grands efforts, mais ramener tout à la connaissance l'empire d'un abus démontré et défrayé, arracher aux pays du continental les principes de leur prospérité, vaudrait que l'on s'occupât de l'empire attaché aux intérêts de sa patrie. A-t-on bien réfléchi à toutes les conséquences?

La commission observe que la majeure partie du nord de la République a constamment vécu sous la même salubre de la spécialité et de la publicité des hypothèques. Là, toute tradition de propriété foncière, toute onction d'charges sur immeubles, ne s'opèrent que par les actes de la loi, c'est-à-dire par la déclaration des parties notariales, faite devant les hommes de loi. Leur déclaration est inscrite sur un registre ouvert au public; rien ne peut être fait au jour de cette formalité. L'hypothèque ne s'empêche que sur les biens d'origine, ainsi qu'il s'agissait que la partie intéressée pour assurer le paiement de l'obligation, mais aussi le gage ne laissait aucune incertitude.

La loi du 11 brumaire an VII avait adopté les mêmes principes; ajoutant que le projet de Code civil les définit entièrement, qu'elle avait la conséquence, si, par impossible, le système de l'hypothèque générale était établi, et même appliqué aux pays de saisissabilité.

1<sup>o</sup> L'intérêt des capitaux, un bon titre d'emprunt, il n'y avait de matériaux de fonds dans l'extérieur de la partie du nord français, que pour des actes usuraires sur gages de meubles, à un



intérêts scandaleux; là où les propriétés foncières ont le plus de valeur, elles auraient le moins de crédit.

2° Tous les absents qui ont emporté des fonds les laisseraient en pays étranger; ces capitaux seraient perdus pour le commerce français.

3° Puisque le sol cesserait de fournir un gage certain, les capitalistes étrangers cesseraient aussi d'y placer des fonds; ils s'empresseraient même de retirer leurs capitaux. C'est désolant l'unique source qui pourrait ramener l'intérêt à un taux favorable au commerce, et arrêter les progrès de l'immoralité.

La commission a été frappée de l'impression affligeante que la seule proposition émise au projet de Code a déjà faite dans les départements du ressort du tribunal.

Avant cette époque, les propriétaires se procuraient encore des fonds à des conditions avantageuses; depuis lors, les banques ne s'ouvrent plus qu'à l'usure. Les capitalistes, les rentiers, se transforment en prêteurs sur gage à des intérêts. Les appartements, les salons du riche se remplissent des débris du malheureux, qui offre tout à la fois son bien, son honneur, sa maison, ses terres, ou celles de sa sœur, tant est forte la crainte d'un nouveau système.

En un mot, la commission est forcée de le dire, si la suppression du principe de la publicité et de la spécialité est un malheur pour toute la France, c'est une calamité publique dans les départements où ce principe avait été consacré, et à la loi de laquelle ils doivent s'émanciper de leur commerce et de leur agriculture. Qu'il sera douloureux d'y voir périr une si belle fortune!

Où a-t-on que le régime hypothécaire adopté par la loi du 11 brumaire au VII avait été conçu dans un esprit de fiscalité, mais parce qu'on n'avait pas le droit de le modifier sous le boisseau, à valoir par raison de sa grandeur du défaut de la lumière? Rien de plus simple que la réponse.

Il est vrai que les droits sur les inscriptions et transcriptions, et plus encore ceux d'enregistrement, paralysent les transactions. Eh bien, le remède est dans la réduction des droits.

La commission pense aussi que la nécessité de renouveler l'inscription chaque dix années est une disposition trop onéreuse; qu'il suffit de le faire au jour que la prescription se soit acquise; c'est-à-dire dans le cours de la trentième année.

Qu'à l'égard de l'hypothèque judiciaire, il faut accorder à celui qui a obtenu un jugement, ou dont le titre est reconnu, la faculté d'une inscription provisoire sur le certificat du greffier du tribunal où la sentence a été rendue, à charge de représenter, dans un délai moral, l'exécution du jugement définitif, auquel cas l'hypothèque a pour effet l'inscription provisoire, ou de faire payer à ses frais l'inscription provisoire, si la sentence est infirmée.

Cette disposition paraît nécessaire pour prévenir l'effet des charmes du délai de mortaise foi, qui, en retardant la condamnation par des incidents, pourraient compromettre les droits de son créancier.

La commission est également d'avis que la tenue des registres d'inscriptions et de transcription doit être confiée aux greffiers des tribunaux d'arrondissement, ou exigée à ceux des sociétés renouvelables.

Enfin, que le titre des *saies réelles et ventes d'immeubles* est déplacé dans le Code civil; et, comme il consiste principalement en formes de procédures, il appartient naturellement au Code

judiciaire, où il doit être reporté à la suite des saies exécutoires et ventes de meubles, et le simplifier d'après le système de la spécialité et de la publicité des hypothèques.

En conséquence de ces réflexions, la commission demande :

1° Le maintien du principe de la spécialité et de la publicité de l'hypothèque, consacrées dans la loi du 11 brumaire au VII, ainsi que de toutes les dispositions relatives aux mêmes principes;

2° Que la tenue des registres servant, l'un à inscrire les titres qui constituent l'hypothèque ou le privilège, et l'autre à transcrire les actes translatifs de propriété d'immeubles, soit confiée aux greffiers des tribunaux d'arrondissement;

3° Que les inscriptions fussent sur l'hypothèque et le privilège pendant treize ans;

4° La suppression ou réduction des droits qui se perçoivent sur les inscriptions et transcriptions, et la modération des droits d'enregistrement;

5° Que le créancier dont le titre a été judiciairement reconnu, ou qui a obtenu condamnation, ait la faculté de faire une inscription provisoire sur le certificat du greffier du tribunal où la sentence a été rendue, à la charge de l'inscription du jugement définitif, auquel cas l'hypothèque remonte à la date de l'inscription provisoire, ou de faire payer à ses frais ladite inscription provisoire, si la sentence est infirmée;

6° Que le titre des *saies réelles et ventes d'immeubles* soit rattaché à la simplicité des formes strictement nécessaires, et s'appropriât aux principes de la spécialité et de la publicité; et qu'il soit distrait du Code civil pour faire partie du Code judiciaire.

Tel est le vœu de la commission, qui n'est ici que l'organe des réclamations nombreuses des habitants du ressort du tribunal. Elle prie le ministre de la justice de ne point séparer son travail de celui du commissaire du Gouvernement, vu qu'il entient le développement des principes que la commission n'a fait qu'analyser.

Bruxelles, le 2 fructidor an IX.

LATTEB, président; FOUCHIER, G. WAUTELLE.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### sur le projet de système

HYPOTHÈQUE FORMANT LES TITRES I, II ET III DU PROJET DE CODE CIVIL, LIRE III.

### IDÉES PRÉLIMINAIRES.

I. La législation actuelle qui régit la République française en matière de privilèges et d'hypothèques, dans qu'en matière d'expropriation forcée, est contraire dans les deux lois du 11 brumaire au VII (Bulletin n° 238), rendues après dix-huit mois de discussion dans les comités des deux conseils législatifs, après trois ou quatre réjets pour des motifs de rédaction, et finalement approuvées par le conseil des Anciens, après une discussion prolongée et solennelle dans les deux conseils, suivie sur les trois lectures alors constitutionnelles.

II. La première de ces deux lois sur les privilèges et les hypothèques contient 18 articles.

La seconde, sur les expropriations forcées, les distributions de prix et l'ordre entre les créanciers, contient 36 articles; ou tout, 54 articles renfermés en 21 pages in-8° du Bulletin des lois. Toutes les autres lois sur cette matière se trouvent abrogées; et cette législation renfermant rien, par avance, ni rien de complexe et rompu, il ne doit être au Code civil sur les propriétés foncières,

les privilèges et hypothèques, ainsi qu'une instruction très-simple et très-facile pour les tribunaux, pour les hommes de loi, et pour tous les gens d'affaires, les propriétaires et les commerçants.

III. En voyant dans le projet de Code civil les titres VI, VII et VIII, livre III, traiter les mêmes objets, le Tribunal d'appel étant à Bruxelles a été frappé d'abord du nombre immense d'articles qui forment ces titres; le titre VI en contient 85, le titre VII en 82, et le titre VIII 79; ce tout trois cent quatre-vingt-neuf articles, lesquels équivaudraient à trois pages du projet de Code civil s'il n'y avait pas de renvois au présentement observé que la multitude de distinctions, de formalités et de dispositions réglementaires dont le projet de nouvelle législation est surchargé pourrait devenir nuisible pour les nombreux plaideurs, détruire le tout-à-fait public et particulier, gênerait d'un nombre infini de procès inutiles; et qu'en un mot, la nécessité d'un grand nombre de développements, d'exceptions et de distinctions, pourrait bien décrire le vice du premier principe sur lequel le projet de Code serait basé en cette partie, à savoir la faiblesse du raisonnement qui aurait été fait pour prouver la convenance de s'écarter des lois du II<sup>e</sup> brumaire au VII. Tout homme impartial, tout conseil dévoué, tout corps constitué qui voudra se faire lire les lois du II<sup>e</sup> brumaire au VII, et les trois titres VI, VII et VIII, livre III, du Code civil projeté, ne pourra se défendre des mêmes impressions; il est impossible qu'il n'éprouve un sentiment pénible en voyant ou en se sur lui le labyrinthe inextricable des anciennes lois, et tous les plus, toutes les imperfections que tous les siècles d'ingraves dans une autre corruption, joints aux divisions civiles, aux troubles et aux usurpations politiques, avaient accumulés successivement dans cette partie de la législation.

IV. Le Tribunal est d'ailleurs convaincu de ce qui n'échappera à aucun esprit. Peu accoutumé à former ses opinions d'après les mouvements du jour, et à vouloir soumettre à un examen réfléchi les deux systèmes de législation française, celui proposé dans le projet de Code, et celui du II<sup>e</sup> brumaire au VII actuellement existant, il a trouvé pour que son opinion raisonnée lui rassurer dans ces observations faites, la matière était trop importante et trop longue pour être susceptible d'être traitée brièvement par forme d'observations partielles sur chaque article du projet de Code.

#### IDÉES SUR LA DIFFÉRENCE FONDAMENTALE DES DEUX SYSTÈMES.

V. Presque toutes les nations du nord de l'Europe avaient un état civil pour les biens-fonds, ont tenu depuis plusieurs siècles.

Leur idée fondamentale avait été d'avoir été de diviser leur territoire en certaines circoncriptions, d'établir un registre public pour chaque arrondissement, et d'inscrire dans ce registre toutes les propriétés foncières qui s'y trouvaient, avec le nom du propriétaire.

1<sup>re</sup> loi du 11 brumaire au VII, art. 23. Chaque mutation de propriété fut dû à la transcription sur ce registre; et bientôt après il passa en maxime, que le contrat de vente, même authentique, n'était pas transmissible du droit réel de la propriété (1), mais qu'il ne conférait que le jus ad

rem (2), l'action en espèce venditi, contre le vendeur, tendant à se faire délivrer la chose vendue, selon l'engagement qui en avait été pris par lui. Cette action était purement personnelle contre lui, et ne s'étendait pas contre la chose elle-même ni contre le tiers possesseur.

Mais aussitôt que la transcription du contrat de vente était faite dans le registre public de l'arrondissement, la propriété, le droit réel, le jus in re, passait sous le fût de l'acquéreur comme nouveau propriétaire (3); sans son fait, nul ne pouvait le déplacer de là, aucun événement ne pouvait porter préjudice à ses droits; il n'avait aucun droit réel à remplir pour leur conservation, et ses droits comme les gens de loi s'élevaient à l'égard des tiers en dormant.

De cette législation française et jussuient encore le Danemark et la Suède, la Prusse, et tout le nord de l'Allemagne; elle a toujours existé et existe encore en Hollande, dans la Belgique française et dans le nord de l'ancienne France, dont elle a régi à peu près la cinquième partie du territoire situé au nord de la Seine. — C'est ce qu'on appelait en France pays de transcription. — La transcription des ventes sur le registre public s'appelait *actes de loi, authentiques, simples, sans, sans de fait, instrument, tradition réelle, etc.*, selon les usages particuliers des différentes localités.

Ces différents peuples eurent obtenu de grands avantages par cet établissement, et ils les obtinrent en effet.

1<sup>o</sup> Chez eux le stollon ou fut pas connu. Il était métaphysiquement impossible qu'un homme vendit une chose qui ne lui appartenait point: la première demande de tout acheteur était l'exhibition de l'extrait du registre public qui constatait que lui, vendeur, ou était officiellement le propriétaire. Les officiers publics chargés de tenir les livres hypothécaires étaient dans l'obligation rigoureuse de délivrer ces certificats de propriété, et ils étaient responsables soit de l'exactitude de ces extraits, soit du refus ou du retard par lequel ils occasionnaient injustement des dommages et intérêts à la partie requérante.

2<sup>o</sup> Il était de même impossible qu'un homme vendit deux fois la même chose, sans grâces du stollon; car le premier acheteur ou faisait inscrire. Après cette formalité, le vendeur ne pouvait plus obtenir un second de propriété; et s'il se voyait fabriqué un faux, le second acquéreur s'en serait encore aperçu avant de compter le prix d'achat; car, recherchant à son tour au registre public pour s'y faire transcrire son prétendu vendeur était la véritable propriété du bien-fonds qui était l'objet de son contrat.

Ainsi ces peuples eurent la sagesse de préférer le parti de rendre impossibles tous les crimes du stollon à celui de chercher les moyens de les punir quand ils auraient été commis.

(1) Le Code civil adopte la même idée, liv. III, tit. II, art. 1, où il dit: « La vente est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose, et l'autre à la payer. »

Mais au liv. III, tit. II, art. 25, il définit la recherche de cette définition, et il dit: « La tradition des immeubles n'est pas l'acte seul qui transfère la propriété. » Mais qu'il est facile que le transfert l'ont été conséquents, il est facile d'en avoir de la.

(2) Comme le traducteur des manuels se fait de temps à autre.

(3) Traduction: *dominium rerum, non jus ad rem*. Transcription. Lex 20<sup>e</sup> N. de public.

3° Les revendications étaient chez eux fort rares et d'une facile détermination. Ces procès n'avaient pas un caractère nouveau par les preuves testimoniales, et toujours équivoques, sur les actes du passif, que dans toute autre législation l'on doit admettre.

1° loi du 11 brumaire an VII, art. 51, et loi du 21 vendémiaire an VIII, art. 18. C'est ce qui est arrivé : car si toutes les propriétés se trouvaient matriculées, avec les noms de leurs propriétaires, dans des livres publics ouverts à tout le monde, il est évident que cette écriture, tenue régulièrement, fait retrouver en tout temps le propriétaire ; qu'elle lève tous les doutes, et qu'elle décide le procès de revendication avant qu'il commence. Tant au moins elle fournit une base extrêmement solide aux décisions des tribunaux. Des tables alphabétiques et des index facilitent les recherches des différentes propriétés.

4° Cet établissement augmentait dans l'âme de ces peuples la sécurité et la confiance, ainsi que le respect pour la propriété, par le seul fait (matriculation des registres qui en étaient l'image, et il imprimait peut-être à leur caractère moral cette prudence, cet amour de l'économie et de l'ordre, cette franchise et cette loyauté qui les distinguent même aujourd'hui d'une façon très-remarquable.

VI 1° loi du 11 brumaire an VII, art. 2 et 3, et loi du 21 vendémiaire an VIII, art. 15 et 16. Mais cette institution ne resta pas dans les livres de la première simplicité : on sentit bientôt que l'on pouvait émettre facilement sa hypothèque influente (1). On voulut presque en même temps que tout privilège ou hypothèque, ou tout autre droit réel sur un bien-fonds (les servitudes (2) seules, et dans quelques cas les contrats de mariage et les successions exceptés), ne pût s'acquiescer que par l'acceptation sur le registre public de l'arrondissement de la situation du bien, et sur la feuille où serait mentionnée la propriété elle-même soumise à ce droit réel, ainsi que son propriétaire.

1° loi du 11 brumaire an VIII, art. 52 et 53, et loi du 21 vendémiaire an VIII, art. 8. Les officiers publics tenaient de ces livres l'usage de même forcés de maintenir dans leurs cartulaires de propriété ou extraits toutes les charges réelles, d'après les prescriptions des hypothèques inscrites. Ils furent tenus personnellement responsables (et leur responsabilité réelle par leurs omissions et pour les dommages-intérêts des parties) et ils furent encore pour leur refus, un jour leur retard.

Outre les avantages détaillés plus haut, ces peuples en tirèrent plusieurs autres encore dans la nouvelle extension de leur idée primitive.

Car 1° les transactions hypothécaires y gagnaient une grande stabilité, une grande liquidité, une solide confiance.

2° Le système hypothécaire lui-même rendu impossible ; car on ne prête dans ces pays à moins hypothéqué sur les biens-fonds qu'après avoir examiné le cartulaire des inscriptions et visité le registre public, afin de connaître les charges

réelles préexistantes. — Le système hypothécaire consistait :

1° À emprunter une, deux, trois fois en différentes villes, d'autant différents owners, sur le même bien-fonds ; et de faire l'annulation, en laissant les créanciers, qui tous se croyaient naturellement premiers prêteurs, s'enfuir à la préférence sur ce bien ;

2° On de vendre un bien-fonds comme libre, en reculant les rangs hypothécaires ;

3° On fit l'hypothèque encore après que, d'autant gâté, on l'a déjà vendu sans faire la déclaration de la vente.

Tous ces différents crimes sont impossibles dans le système de cette législation.

3° Les droits réels, ceux de privilège et hypothèque, se couvraient en dernier, ce qui fit une grande sécurité pour les créanciers, auxquels aucun devoir actif ne fut imposé. Ils ne purent déchoir de leurs droits pour n'avoir pas fait une telle opposition devant le magistrat, au tel temps, d'après telle forme, ni parce que le propriétaire avait vendu à leur insu le bien hypothéqué.

2° loi du 11 brumaire an VII, art. 32. 4° Dans les feuilles, l'ordre était extrêmement facile à établir entre les créanciers hypothécaires. Chacun doit être colligé de plein droit sur le prix du chaque bien-fonds, selon l'ordre des dates des inscriptions existantes sur ce même bien dans le registre public. Dix jours avant la fin de la prescription prescrite ne sont pas valables, et ce pour rien aux fraudes.

1° loi du 11 brumaire an VII, art. 55. 5° Tout acheteur nul, un premier coup d'œil, de combien d'inscriptions était chargé le bien-fonds qu'il avait en le d'acheter. Il put s'arranger pour ses affaires sur le prix, du moment à ne pas courir le danger de payer deux fois, ou à ne pas se laisser égarer par les créanciers hypothécaires inscrits sur le bien vendu antérieurement à l'aliénation.

Le tout sans qu'il lui eût besoin d'une purge publique du dépôt du contrat, d'adjudication, de l'ordre de ratification, ni du dépôt du prix chez le notaire, ni de l'ordre des inscriptions, de la complication de cette procédure est sans ni accompagnée.

Ainsi, dans ces pays, le malheureux axiome si connu et si répété en France : *Ne pas jamais trop chercher celui qui achète d'abord*, n'était seulement pas connu. Les jurisconsultes eux-mêmes, habitués à cette législation, et qui n'avaient pas approfondi celle de l'édit de 1771 en France, ne seraient pas trop en qu'il signifiait, et lequel pouvait être sa force, tout il était certain et trivial dans ces pays, que quiconque y voulait acquiescer un bien-fonds, pourvu qu'il voulait ouvrir les yeux, y pouvait acheter, ou même prêter sur hypothèque, avec une entière sécurité.

VII. 1° loi du 11 brumaire an VII, les 14 articles du titre III. C'est le système hypothécaire qui la première loi du 11 brumaire an VII a rendu commun à l'intégralité du territoire de la République et l'appropriation, par diverses modifications, à toutes les autres parties de la législation civile, et en l'appliquant à première introduction sur un acte entier de disposition transactive, toutes tendant à ce but unique, à ce que pas un citoyen ne fut privé de ses droits acquis, ni lèse dans ceux, pour les parties du territoire à l'égard desquelles cette loi introduisait un droit nouveau.

Plusieurs orateurs des deux conseils approuvèrent ce système, à juste titre, l'état civil des propriétés foncières.

VIII Il est temps à présent de donner l'idée en

(1) Art. 24 de l'édit perpétuel du Royaume, rendu en 1611 :

« Nul droit réel de biens immeubles, non en tout par vente ou donation, soit en partie par hypothèque, ni se peut acquiescer, sinon par les aveux de lui à ce l'adjudication, etc. »

(2) Encore : un grand nombre de communes ou les archiducs et les comtes de mariage sans la règle générale.

grau du système hypothécaire que les titres VI, VII et VIII du projet de Code civil proposent de substituer à celui qui précède. Il est presque conforme à ce qu'on suivait dans plusieurs parties de la France régies par l'édit de 1771; car il faut tout simplement observer ici que le pratique, l'usage et la jurisprudence (1), ont varié selon les temps et les lieux, et qu'ils n'ont pas même été uniformes dans les diverses provinces après l'édit de 1771; cet édit n'ayant pas été enregistré dans certains parlements (tels que celui de Flandre, dans le comté provincial d'Artois), et ayant reçu différentes restrictions et modifications lors de son enregistrement dans d'autres parlements (par exemple, dans celui de Toulouse), etc.

IX. Revenons aux trois titres du projet de Code. Ils tendent d'abord à uniformiser les différences de jurisprudence: ils abrogent les anciennes formes dans les pays de mainmorte, ou rapportant la loi du 11 brumaire an VII; laquelle nous pourrions uniformiser de son côté avait, au contraire, généralisé les formes de mainmorte pour toute la République.

X. Dans le système proposé au Code, il n'y a plus de registres publics pour chaque arrondissement, destinés à transcrire les propriétés et les mutations des propriétés, ni pour inscrire, lors du contrat, les privilèges, les hypothèques ou les autres droits réels sur les biens, à la réquisition des créanciers de ces droits.

[Projet de Code, titre VI, art. 13.] Ici l'hypothèque conventionnelle est celle que la loi fait dépendre de la forme extérieure du contrat et des

[Projet de Code, titre VI, art. 14.] Elle s'étend sur tous les biens immatériels présents et futurs du débiteur, à moins qu'il n'y ait convention contraire.

[Projet de Code, titre VI, art. 15.] L'hypothèque ne peut résulter que d'un contrat passé en forme authentique.

Et elle en résulte naturellement toujours; car à l'article suivant on statue:

[Projet de Code, titre VI, art. 16.] Il (le contrat authentique) rassemble l'hypothèque du jour de sa date sur tous les immeubles situés dans le territoire de la République et pays en dépendants, pourvu qu'il soit passé dans le ressort où les obligations qu'il a pour objet sont inscrites, quoique les contractants n'aient pas leur demeure dans ce ressort.

Et sans doute aussi, quoique les biens ne soient pas situés dans le ressort où les contractants se rendent pour passer le contrat et frauder ainsi la vigilance de leurs créanciers.

XI. Ici on voit que, moralement, toutes les hypothèques conventionnelles seront générales sur tous les biens présents et futurs du contractant par-devant un notaire, et se rattachent seulement à l'authenticité du contrat.

[Projet de Code, titre VI, art. 17.] La priorité d'hypothèque est assurée à la première date authentique, laquelle les tribunaux peuvent facilement retrouver après coup.

Mais, au moment même du contrat, quelle possibilité au créancier prêter de savoir ou de vérifier si c'est la première ou la dixième hypothèque générale que le débiteur consent ainsi sur tous ses biens présents et futurs; car le prêteur ne peut pas compulser toutes les minutes de tous les notaires de la France entière, et ceux-ci se-

raient également autorisés à lui en relater l'exhibition et la rechute. Cependant, nulle part ailleurs que dans ces minutes il n'existe des traces des conventions ou des hypothèques antérieures sur les biens du débiteur.

XII. (1<sup>er</sup> DÉSAVANTAGE, DÉFAUT DE PUBLICITÉ. 1<sup>er</sup> loi du 11 brumaire an VII, art. 51.) Ici nous croyons voir que ce système a un désavantage marqué et très-essentiel en comparaison du système de la loi du 11 brumaire an VII. Ce désavantage consiste dans le défaut de publier des hypothèques, et de tous les moyens de reconnaître, lors du contrat, l'existence et la hauteur des hypothèques précédentes.

Ceci sera plus amplement discuté ci-après.

XIII. (2<sup>nd</sup> DÉSAVANTAGE, DÉFAUT DE SPÉCIALITÉ. 1<sup>re</sup> loi du 11 brumaire an VII, art. 17, § 1, art. 18.) Nous croyons voir encore un second désavantage, en ce que presque toutes les hypothèques conventionnelles sont générales sur tous les biens-fonds présents et futurs. Dans le système de la loi du 11 brumaire an VII, l'hypothèque conventionnelle est presque toujours spéciale sur tel terrain déterminé, dont l'espace et la situation sont indiqués dans le registre public, et lequel bien-fonds est expressément et assigné et donné en gage par le débiteur contractant, à son prêteur, pour sûreté et pour raison réeller et spéciale de sa créance.

C'est la deuxième différence essentielle des deux systèmes: nous le discuterons sous le paragraphe qui traitera de la spécialité des hypothèques.

XIV. Il convient, avant de relever les autres désavantages du système hypothécaire dans le projet de Code pour l'établissement, de continuer à développer l'idée qu'il faut s'en former.

On veut le voir que, dans le système proposé au projet de Code, il y aura presque toujours concours de plusieurs hypothèques générales sur l'immobilité de la fortune immobilière de chaque citoyen, et même, ordinairement, ainsi d'hypothèques générales qu'il aura jamais contracté d'obligations personnelles se liant authentiquement.

Il est certain que, pour un pays comme la France, où les transactions authentiques sont infiniment multipliées et extrêmement fréquentes on le peut excuser par écrit est obligatoire pour tout ce qui excède la valeur de 100 fr. (ordonnance de 1667), cet inconvénient couronné d'hypothèques générales sur toute la fortune de chaque citoyen devant être la source d'une horrible confusion non-seulement quant à la classification, l'ordre, le rang et la priorité des privilèges et des hypothèques ainsi généralisées, mais encore par rapport aux aliénations que les débiteurs voudraient faire d'un ou de plusieurs de leurs immeubles particuliers.

XV. Admettent-ou la puissance absolue d'aliéner, en faveur de la liberté naturelle d'un chacun de disposer de sa propriété, s'en était fait des hypothèques générales et des droits des privilèges.

Admettent-ou, au contraire, dans un sens absolu, et pour conserver les actions hypothécaires et privilèges, que le tiers détenteur, arriéré du bien voulu, pouvait en être évicé par les créanciers du vendeur, adieu la puissance d'aliéner de la presque totalité des propriétaires de la France, et les voilà tous placés dans une propriété minime.

Il est à observer que presque tous les propriétaires sont au même temps débiteurs par titre authentique: et comme les hypothèques sont générales sur toute leur fortune immobilière, aucune parcelle de cette fortune, quelque petite qu'elle soit, n'échappait à l'hypothèque, aucune ne pou-

(1) Voyez les coutumes de Cambrai, de Boulogne, de Pontreue, de Chanay, de Bennes et de tout le Vermandois, celles de la Picardie, celles de Soisson, qui tiennent le caractère des mainmortes.

vant être vendue sans obtenir le consentement unanime de tous les errantiers hypodépendants inférieurs. On sait combien rassuré été inapprouvable des tuteurs de cette espèce. Nul d'entre eux n'aurait consenti à la manière allemande, qui sous la condition de son paiement intégral; et le malheureux propriétaire, pour pouvoir vendre tranquillement son bien valant 10,000 fr., est été surpris l'été à payer, par des moyens onéreux, 100,000 ou 200,000 fr. de ses dettes ou plus, si leur totalité est arrivée dans leur cour.

Dans le défilé étroit où le législateur se trouvait réduit par le dilemme qui précède, il a dû naturellement chercher un sursis extraordinaire pour en sortir.

Il s'exclame : *Je ne veux pas que quelques belles récompenses abâtardissent ainsi la vertu d'une reconnaissance absolue d'obligation dans la personne du débiteur.*

Il se traita puis le silence sous l'intelle impossible de l'université de ses créatures autres-  
liques.

Qu'il vende donc une partie de sa fortune, si cela convient à ses intérêts, même sans que les créanciers puissent l'en empêcher, à raison de leurs hypothèques.

[illegible]

{Projet de Code civil, titre VII, art. 1<sup>er</sup>}. Je vous envoie que lui et la se passer devant le juge, qui apaisa les difficultés incidentes, et qui put à son tour calmer la suite.

(Projet de Code civil, Livre VII, art. 2) Je défère aux magistrats le respect de la dignité qui est nécessaire ici pour la conservation des droits de tous, et sans le consciencieusement supplier et suppléer du tribunal respectuel, aucun contrat d'alternance ne pourra effectivement et irrécusablement obtenir l'effet.

[illegible]

Je suis qu'il y a chaque scintille d'une propriété incommensurable, il y a une préférence d'ordre entre les deux premiers principes ou hypothèses du vendeur, sous quel point de lettres de ramification. Je suis que ces lettres expriment la distinction à quelle occasion les privilèges ou hypothèses, ayant fait des oppositions en temps utile, il faut que l'acheteur distribue le prix d'achat, et qu'il les donne à la propriété purgée des privilèges et hypothèques non déduites de justice par la voie d'opposition, et de celles qui n'ont pu être nié par colloques, et par l'insuffisance de l'usage.

Le fonctionnaire public qui doit tenir note des

oppositions faites valablement, sera lui-même responsable, en son propre et privé nom, des omissions qu'il aurait faites dans son certificat jusqu'à concurrence de ce que l'opposant aurait obtenu en vertu du prix d'achat, s'il y eût été autorisé valablement, selon l'ordre en il avait dressé.

10. Voilà le remède extraordinaire que le législateur a cherché au mal. Nous croyons voir que ce remède lui-même est un déséquilibre du système, et que par là même l'impitoyable compensation du prochain point qui forme la base de cette législation; nous croyons mal vu de mettre un remède à l'impitoyable généralisé sur l'impitoyable d'une seule fortune, sans à les liquider judicieusement, en disant que nous ont décidé entre les créanciers du vendeur à chaque condition de paiement, nous engageons l'État à leur plus simple d'assigner, des le moment du contrat, de l'emprunt que un inépuisable, chaque homme-famille en son pays et spécial à chaque créancier particulier, et d'inscrire ces affirmations réelles dans un ordre hiérarchique sur un registre public, ou, sans aucune procédure, tout intéressé aurait pu les retourner au besoin, et ce en raison de chaque allocation ou de chaque coupe: mais la politique ar-

dir des passages, inutile intervention de l'ordre judiciaire dans les tentes particulières (pistes, ruis). Alors la proclamation d'une calibration d'ordre entre les créanciers de se contre que dans les limites complètes, et nullement à chaque mutation de propriété d'un locataire particulier. C'est les droits et jouissance de la platitude de leurs droits naturels, de ne sont pas soumis, pour les transactions plus simples de la vie (les tentes), à la restriction d'un tribunal. L'intervention de l'ordre judiciaire dans tout matière pouvant transgredir le et administrateur des tentes particulières, est absolument inutile et superflue. Nous examinons enfin cette prétention comme frivole, d'autant que, si comme prétendrait de pour les tentes entre les tentes, lesquels, sans cette intervention, n'ont pas probablement jamais existé sans les tentes et les tentes, sans une tentative de se dé-

17. Maintenant que l'exposition de la différence fondamentale entre les deux systèmes est achevée, il faut articuler de suite et rapidement les autres inconvénients majeurs du système hypothécaire proposé aux livres VI, VII et VIII, liv. III du projet de Code.

[illegible]

19. **NULL NUTRIENT RATIO REPORT** LES LUIS LUSTANTES. Une cinquième raison se joint aux deux dernières précédentes : c'est la nullité ou tout au moins l'insuffisance des motifs allégués pour rapporter la

loi existante du 11 brumaire an VII, et pour donner ainsi un exemple de plus, un exemple terrible de l'éternelle vacillation de la législation française dans les matières les plus importantes et qui tiennent fondamentalement à la prospérité de l'État et au maintien de toutes les fortunes particulières.

20. (EFFET RÉTROACTIF DU PROJET DE CODE). Enfin le vice le plus important du projet proposé dans le Code, est qu'il donne et doit donner un effet rétroactif à plusieurs de ses articles, et qu'ainsi il ravirait des droits acquis à une foule de citoyens.

#### POSITION DE LA QUESTION PRÉCISE QU'IL FAUT EXAMINER.

21. D'abord, par l'exposé des bases des deux systèmes, on a vu qu'il s'agit de choisir ou celle de la première loi du 11 brumaire an VII, qui est l'hypothèque réelle, publique, spéciale, inscrite dans des registres ;

ou celle du projet de Code, qui est l'hypothèque personnelle, secrète, générale, et laissant nulle part des traces de son existence, jusqu'à ce qu'une vente d'un bien-fonds particulier du patrimoine du débiteur et la provocation judiciaire à l'ordre entre les créanciers la fassent venir au jour par la voie de leurs oppositions en justice, et par la contestation sur leur préférence respective.

22. Mais on a déjà vu aussi que dans l'exposé qui précède n'est relatif qu'aux hypothèques conventionnelles.

Pourquoi n'y est-il pas dit un mot des hypothèques légales et des hypothèques judiciaires ? C'est que la doctrine sur ces hypothèques est, à quelques nuances très-légères près, la même ou du moins très-conciliable dans les deux systèmes opposés.

1<sup>re</sup> loi du 11 brumaire an VII, art. 4, art. 17, n<sup>o</sup> 8, et art. 211. Car dans celui du 11 brumaire an VII, on présuppose que ces hypothèques peuvent être indéterminées et indéfinies, parce que, de leur nature, elles ne peuvent être spéciales, quoiqu'il y ait même une loi qui les abroge.

Cette loi s'est donc contentée de rendre le concours de plusieurs hypothèques générales et indéterminées, le moins fréquent qu'il est possible, et de liquider par une exacte détermination, lors du contrat, toutes les hypothèques qui par leur nature étaient susceptibles. La presque universalité des hypothèques qui existent est de celle dernière catégorie, et peut être très-facilement spécialisée.

Ainsi la loi du 11 brumaire an VII avait déjà réglé ce qui était relatif aux hypothèques légales et judiciaires ; et on peut essayer d'améliorer ses dispositions, car ici les deux systèmes se heurtent point dans leur principe fondamental.

L'unique différence majeure des deux systèmes, relative aux hypothèques légales et judiciaires, est que la loi du 11 brumaire an VII exige leur publicité et leur inscription, et qu'elle n'accorde la priorité qu'à la date de l'inscription, conformément à son principe général ;

Tandis que le projet de Code n'exige point d'inscription ni de publicité pour ces hypothèques, et accorde la priorité selon la date de l'acte, lorsque ensuite, par voie d'opposition ou par une provocation à l'ordre, il est passé en justice.

On voit que le projet de Code insère de son côté sur la marche tracée par sa base fondamentale.

Cette unique différence essentielle, quant aux hypothèques légales et judiciaires, permet de considérer les deux systèmes comme identiques, en ce qui regarde ces deux classes d'hypothèques ; on peut encore les considérer comme identiques,

en ce qui regarde les formes à observer dans les expropriations forcées ou dans les saisies réelles. Il est certain que le législateur peut approuver aussi bien à l'un qu'à l'autre système, une suite plus ou moins prudente ou plus ou moins rapide de formalités à remplir pour les saisies réelles et les ventes forcées, selon que son humanité lui suggérera d'adopter plus favorablement pour le débiteur, ou selon que le rétablissement du crédit public et particulier le forcera de ménager les créanciers, ou plutôt enfin selon que sa justice lui fera trouver une rétribution équitable des menagements qui sont dus à tous les deux.

Il nous est donc permis de simplifier la question, en la posant ainsi qu'il suit :

- Pour les privilèges et pour les hypothèques conventionnelles, faut-il maintenir la base fondamentale de la première loi du 11 brumaire an VII ? ou faut-il abroger cette loi, et adopter la base proposée par les titres VI et VII, livre III du projet de Code ?

23. Nous avons donné, dans l'exposition préliminaire, six raisons impérieuses qui déterminent notre opinion en faveur du maintien du principe fondamental de la loi existante, savoir :

- 1<sup>o</sup> Les avantages de la publicité des hypothèques conventionnelles ;
- 2<sup>o</sup> Ceux de leur spécialité ;
- 3<sup>o</sup> L'utilité de l'intervention de l'ordre judiciaire dans les ventes particulières ; les procès et les frais qui en résultent ;

4<sup>o</sup> Le renversement du crédit, l'appauvrissement du la France, si le projet des trois titres du Code est adopté ;

5<sup>o</sup> La nullité des motifs pour raporter les lois existantes.

6<sup>o</sup> L'effet rétroactif dont les lois titres VI, VII, livre III du projet de Code sont vicieuses.

Cet écart est destiné à développer plus en détail les six points qui précèdent, et à les démontrer jusqu'à l'évidence ; c'est pourquoi nous les divisons en six paragraphes différents.

#### § 1<sup>er</sup>.

#### AVANTAGES DE LA PUBLICITÉ DES HYPOTHÈQUES CONVENTIONNELLES ; DÉSAVANTAGES DE LEUR NON-PUBLICITÉ.

24. Le discours préliminaire des réalistes rédacteurs du Code civil proposé, fournit lui-même la meilleure introduction à la démonstration que nous avons à faire dans ce paragraphe.

25. (Projet de Code, discours préliminaire). « Dans le commerce, disent-ils, où les grandes fortunes sont souvent invisibles, on suit plutôt la personne que les biens. De là le gage, l'hypothèque, sont des choses presque inconnues au commerce. Mais dans les matières civiles, où l'on suit plutôt les biens que la personne, il faut des lois hypothécaires, c'est-à-dire des lois qui puissent donner sur les biens toute la sûreté que l'on cherche ».

Et plus bas : « Sans doute il ne faut pas que les hommes puissent se tromper mutuellement en traitant ensemble ; mais il faut laisser quelque latitude à la confiance et à la bonne foi. »

Et ailleurs encore : « L'ordre de la loi est de nous protéger contre les fraudes d'autrui, mais non pas de nous dispenser de faire usage de notre propre raison... Un homme qui traite avec un autre homme doit être attentif et sage ; il doit veiller à son intérêt, prendre les informations nécessaires, et ne pas négliger ce qui est utile. »

26. Pour peu que le législateur veuille à son



On a donc créé une chambre pour la com-  
pétence.

Pourons-nous dès révéler de cette loi; car  
l'argument tiré de l'expérience est le plus con-  
vaincant de tous.

A-t-on ignoré la simplicité de croire à  
Paris que l'on avait et qu'on établit la fortune  
de chaque citoyen à Amsterdam et à  
Bruxelles? ceux qui insistent sur l'absence de  
cette loi n'y ont-ils pas?

Cependant il y a eu cent ans que la Hollande  
et la Belgique ont été sous un même  
hypothèque et sous un même régime de la loi  
du 11 brumaire au VII; et qui n'ont permis d'é-  
crire, en passant, que leur prospérité agricole  
et industrielle a prouvé qu'elles ne s'en sont pas  
mal trouvées.

Au surplus, il y a près de trois ans que la loi  
du 11 brumaire au VII existe en France; y a-t-il  
eu aucun de la hauteur des fortunes particu-  
lières qu'il y a trois ans?

Puisqu'il est donc évident que la publicité de  
la hauteur des fortunes ne sont résultant que l'on  
aurait n'est pas, d'après ce que confirme l'ex-  
périence, l'effet de la loi du 11 brumaire au VII,  
il faut qu'il y ait dans ces dispositions quelque  
chose qui empêche ce résultat d'exister?

Le voici.

La loi n'a pas voulu en seul registre de la  
fortune personnelle et de toutes les dettes person-  
nelles d'un citoyen;

Mais seulement l'annuaire des propriétés, ar-  
rondissement par arrondissement, et sans évalua-  
tion de chaque bien.

Elle a voulu l'inscription sur et non particulière,  
d'une seule dette hypothécaire du propriétaire,  
lorsqu'il a voulu et donné ce bien particulier en  
gage, et qu'il a donné d'autant sa libre dispo-  
sition sur ce même immeuble.

[Projet de Code civil, dit, préliminaire,] (Quant  
aux biens mobiliers, au produit d'une industrie ou  
d'un commerce, quant aux engagements person-  
nels du débiteur, fussent-ils nombreux, fussent-ils  
commerciaux et résultant de lettres de change,  
ils ne sont inscrits nulle part; ces dettes ne sont  
pas hypothécaires; ou a suivi le crédit de la per-  
sonne et non celui de tel bien-fonds. Cependant  
cette sorte de biens et de dettes forme une grande  
partie aliénée de la fortune de la majorité des  
citoyens.

C'est la simplification de toutes les circonstances  
qui empêche que l'on ne puisse calculer la fortune  
intégrale de qui que ce soit.

31. J'ai un maison à Paris, que vous estimez  
valoir 80,000 fr.; vous consultez le registre fon-  
cier, et vous la trouvez chargée de 60,000 fr.  
d'inscriptions hypothécaires.

Vous en concluez que toute ma fortune consiste  
en 20,000 francs.

Mais vous concluez visiblement mal.

Savez-vous que j'ai une ferme sise à Ver-  
sailles, et pour laquelle je suis l'ancien propriétaire  
à Versailles?

Savez-vous que j'ai eu cinquante arpents de  
terres à Saint-Denis, et que j'en suis devenu pro-  
priétaire à Saint-Denis?

On voit ainsi que c'est l'inscription à la situa-  
tion de chaque immeuble, et non à domicile et sur  
la personne du débiteur, qui empêche que l'on ne  
fasse le calcul de l'avoir d'un propriétaire quel-  
conque, ou même celui de la partie immobilière  
de sa fortune.

Or toutes les fortunes sont dissimulées en di-  
vers arrondissements hypothécaires.

Et s'il en est quelques-unes, ce prêt nombre,  
comprimes en une seule inscription, on qui  
ne consistent qu'en un seul et unique objet, alors  
elles sont tellement rangées sur les lieux et par  
les voisins que, soit que vous les inscriviez  
ou que vous ne les inscriviez pas au registre du  
bien de la situation, elles n'en augurent ni n'en  
revient à personne la connaissance. Il n'y a donc  
rien à craindre, en ce cas, de les y inscrire.

32. Quant aux dettes hypothécaires, comme  
nulle part leur totalité ne se trouve inscrite dans  
un seul registre, sur un seul bien, mais que la  
dette hypothécaire de 60,000 fr. se trouve men-  
tionnée à Paris, sur une maison, sans l'être à Ver-  
sailles, sur une ferme, et à Saint-Denis, sur une  
terre, on voit que la dissimulation des diverses  
inscriptions selon la situation différente des gages  
assagés, renvoie à différents registres, dont per-  
sonne ne peut faire un relevé exact.

Car personne ne peut faire la tour de tous les  
registres de France, pour vérifier tous ceux où  
son débiteur peut avoir des biens-fonds en pro-  
priété, et des inscriptions à sa charge.

C'est le propriétaire seul qui sait le nombre  
de registres où il possède des propriétés, et dans les-  
quels; lui seul sait à combien montent toutes les  
inscriptions à sa charge; lui seul voit la liste de  
sa fortune, et celle-ci il en la passera pas faci-  
lement à d'autres mains.

Et supposons que, d'après ma première indi-  
cation, vous alliez à Versailles et à Saint-Denis  
pour prendre note des inscriptions qui provien-  
nent à ma charge, croiriez-vous connaître alors  
ma fortune?

Vous raisonnez mal encore.

Vous m'avez dit tous les registres où j'ai des biens  
et des inscriptions?

Aussi, l'inspection tirée du danger de la connais-  
sance de l'intégralité des fortunes des citoyens est  
entièrement écartée.

33. On me dira que c'est encore très-fâcheux et  
très-dur qu'en voulant montrer qu'on est proprié-  
taire d'une maison de 80,000 francs, à Paris, on  
doive, par le même contrat, faire voir qu'il y a  
sur cette propriété une dette hypothécaire an-  
térieure de 60,000 francs; qu'ainsi cette maison ne  
procure plus un crédit solide que de 20,000 francs;  
tandis que si la loi du 11 brumaire au VII n'exis-  
tait pas, on aurait pu faire emploi de la propriété  
de cette maison pour une valeur de 80,000 francs;  
qu'ainsi la loi du 11 brumaire au VII est destruc-  
tive du crédit particulier.

37. Or, elle est destructive du faux crédit parti-  
culier, du crédit factice et imaginaire, je l'avoue;  
et elle est faite pour détruire le vrai. Mais elle  
établit le vrai crédit, le crédit solide.

Dans un pays où toute immoralité a reçu récem-  
ment des atteintes si violentes, et où les lois ne  
donnaient point de moyens de distinguer les  
vrais objets du vrai crédit d'avec les valeurs im-  
morales, il ne peut point y avoir de crédit vérita-  
ble; il ne peut s'y trouver de présence que des  
insensés, ou des pilleurs, ou des dupes; il ne  
peut s'y trouver d'emprunteurs que des fripons,  
des spéculateurs d'entreprises téméraires avec l'ar-  
gent et aux risques de leurs créanciers, et enfin  
des banqueroutiers frauduleux. Il faut une loi  
du 11 brumaire au VII pour couper la racine à  
tout de cela.

38. Et pour venir à la réponse directe aux plain-  
tes du propriétaire sur ce que sa maison chargée  
de 60,000 francs, ne peut plus lui donner l'appar-  
ence d'une richesse pour toute sa valeur, je lui  
demande : A quelle loi voudriez-vous avoir un



certificat de propriété de cette maison, sans mention de la charge? quel usage en ferez-vous?

1<sup>o</sup> Est-ce pour contracter une dette personnelle?

2<sup>o</sup> Est-ce pour offrir cette maison en gage et en hypothéquer réelle à celui qui aurait risqué de prêter ses fonds sur cette maison, et qui ne vous ramènerait pas ses deniers sur votre rudit personnel?

Dans le premier cas, vous n'avez pas besoin du certificat de propriété; vous savez que la base du crédit personnel et commercial est votre probité, votre honneur, la régularité de votre conduite, le bon ordre de votre maison, la rigoureuse exécution avec laquelle vous remplissez tous vos engagements, la sagesse instinctive de vos spéculations, la confiance enfin du créancier dans la moralité de votre caractère. Eh bien! il doit répondre à votre honneur, à votre délicatesse, de commettre un indigne abus de confiance de votre créancier au moment même où il vous accorde toute la sienne: c'est presque du délit, que de lui faire parade d'une fausseté solvabilité pour 80,000 francs sur un objet que vous savez fort bien ne pouvoir jamais lui assurer que 20,000 francs de recouvrement. Vous n'avez donc pas besoin du certificat de propriété libre: la demande que vous en faites est immorale, puisque votre prêteur eût bien se confier à votre personne, à votre honneur, et qu'il ne demande pas de vous un gage spécial sur l'immobilier.

Dans le deuxième cas, votre demande, et votre plainte sont injustes. Quoi vous voudriez que la loi fût faite pour vous, et rien pour votre créancier? D'après notre supposition, il ne se confie pas à vos qualités personnelles, il ne veut prêter ses fonds qu'en gage immobilier que vous dites pouvoir lui offrir. Ce n'est que sous une sécurité réelle, immobilière et foncière, qu'il veut se dessaisir de son argent, certain de son recouvrement sur cet immeuble, si vous manquez à vos engagements aux termes convenus. Et vous voulez que la loi l'ait votre complice dans votre projet de le tromper en montrant dans vos mains un objet libre de 80,000 francs, tandis que, dans la vérité du fait, les trois quarts de cette valeur sont déjà passés dans les mains d'autres? Non: des lois basées sur un principe ne peuvent être fondées sur le bon sens et sur la justice.

30. Être juste, est le premier devoir du législateur. Fort de cette vérité invincible, il fonde aux peuples les meilleures considérations; il se dit. Si la propriétaire A d'une maison de 80,000 francs, chargée de 60,000 francs, n'a plus sur cet objet que 20,000 francs de crédit, à cause de la publicité de l'inscription, je pourrais au contraire que le propriétaire B d'une autre maison de 80,000 fr., non chargée, trouvera avec certitude 80,000 fr. de crédit, parce qu'il peut fournir au prêteur un certificat de non inscription; et qui est la preuve positive, directe et irréfragable, que ce bien n'est imputé d'aucune hypothèque préexistante. B pourra donc en crédit ce qui sera A par la publicité des hypothèques; tandis que si elles étaient secrètes et générales, B courrait risque de ne pas plus trouver de crédit que A, parce qu'il ne pourrait ôter au prêteur sa défiance colorée, n'ayant qu'une nue insertion à lui offrir qu'il est sans dettes hypothécaires notariales: ce dont il est impossible de fournir la preuve dans ce système, puisqu'elle est alors entièrement négative.

C'est ainsi que tous les propriétaires français, même solides et exempts de dettes hypothécaires, pourraient partager la faveur du désordre général où une trentaine d'hommes de mauvaise foi plongeraient la France par de folles spéculations, aux

risques de leurs crimes, et par les conséquences frauduleuses; et il ne resterait aux hommes probes aucun moyen de vérifier *affidèlement* qu'ils appartenaient à une classe plus saine et plus loyale et le Code civil les laisserait dans la plus horrible confusion! Cette idée est épouvantable.

40. On pourra les excuser, dira quelqu'un.

Où! les lois de la police surcraignent le paiement de leur par une courte déduction ceux qui perçoivent quelques sommes aux étrangers à la faveur d'un crédit imaginaire, c'est le texte de la loi.

Mais quand même les lois pénales aggraveraient cette peine, qui est-ce qui résoudra aux citoyens insoumis que leur aurait été frauduleusement extorquées?

Ne vaut-il pas infliger et mieux que les rendre impossibles les surrès d'un crédit imaginaire? n'est-ce pas détruire le crime que de l'empêcher de naître? Ce par n'est-il pas mériter que celui de rhétorique à punir des hommes qu'on n'est pas sûr d'attrahir et n'est-ce pas effrayamment protéger la fortune des citoyens honnêtes, que de faire en sorte que les fripons ne puissent l'emporter? doit-on se mettre dans l'impossibilité de réparer les pertes, lorsque malheureusement, et trop tard, elles existent?

41. Il y a plus; c'est que dans la publicité des hypothèques, et même sans leur spécialité, l'immuable sur lequel l'hypothèque frappe n'est pas proprement le gage de la créance. C'est confondre toutes les notions claires de l'esprit humain que de définir l'immuable hypothéqué le gage de la créance, si l'on adopte la législation proposée au Code civil; cependant l'hypothèque sur l'immuable doit être un gage donné, et elle ne doit être que cela. Elle le fut selon le droit romain; elle l'est selon les lois modernes de presque toutes les nations. C'est une erreur particulière au droit ancien qui a régi la majeure partie de la France, que d'avoir converti l'hypothèque en une simple faveur attachée aux biens notariales, en tant que notaires; faveur qui consistait dans le droit du créancier hypothécaire de soutenir une collocation par préférence sur d'autres créanciers hypothécaires ou de date postérieure, soit dans la facilité du débiteur, ou sur le prix d'achat d'un immeuble quelconque par lui vendu.

42. Nous nous réservons la déduction de cette vérité un paragraphe suivant, parce qu'elle est plus relative à la spécialité qu'à la publicité des hypothèques. Là on verra que nulle obscurité, nulle distinction, nul malentendu, ne défont de cette confusion fondamentale des premières notions; et les trois cent quarante-neuf articles projetés au Code en fournissent la preuve irréfragable à qui veut, sans prévention, en prendre seulement la lecture.

43. Nous croyons donc avoir démontré que la publicité et l'inscription des hypothèques sont une idée grande, simple, fondamentale, et que le législateur ne peut convenablement s'en écarter.

44. Rétrograderons en les avantages.

1<sup>o</sup> Les cinq genres du sténonisme sont rendus impossibles; savoir:

1<sup>o</sup> Nul ne peut frauduleusement vendre une femme qui ne lui appartient point.

2<sup>o</sup> Nul ne peut frauduleusement vendre deux fois un bien-fonds lui appartenant, ni en toucher deux fois le prix.

3<sup>o</sup> Nul ne peut frauduleusement contracter une, deux, trois... dix hypothèques ignorées sur un bien-fonds.

1° Qui ne peut frauduleusement ni vendre comme libre un bien-fonds, ni révoquer les charges hypothécaires.

2° Qui ne peut frauduleusement hypothéquer son bien après qu'il l'a déjà aliéné, en en révoquant la vente.

3° Les revendications sont fort rares, et leur division est facile, comme basée sur des preuves par écrit, et nullement sur l'équité ou de certains actes de possession.

4° Qui doit ou qui n'est requis du propriétaire ni du créancier hypothécaire inscrite : ses droits se recouvrent en dormant.

5° De là le respect pour les propriétés est garanti dans l'âme de tous les citoyens.

6° Ainsi que la claudication et la sécurité dans l'âme des créanciers hypothécaires, que nul événement, nulle lésion, nulle omission d'une opposition, nul rien de bonne d'une provision, ne peuvent déranger ni déplacer de l'ordre qui leur est acquis par l'inscription.

7° Et de là encore l'augmentation de stabilité, de liquidité et de sécurité dans les transactions sociales hypothécaires.

8° Et par conséquent l'établissement du véritable crédit particulier.

9° Prescription du crédit imaginaire, des moyens fictifs de propriété, des entreprises folles et téméraires aux dépens et aux risques des créanciers, et enfin impossibilité de faire usage de ces moyens les plus chéris par les banqueroutiers frauduleux.

10° Grande influence sur le caractère moral de la nation, à qui l'habitude de pareils résultats doit inspirer de plus en plus de la loyauté, de la franchise, l'amour de l'ordre, de l'économie et du travail, la prudence et la sagesse dans les spéculations, et enfin la passion pour la justice.

11° Pureté de la régularité d'ordre entre les créanciers dans les faillites; peu de frais de ces procédures.

12° Possibilité de faire des acquisitions avec une extrême sécurité.

13° Possibilité aux prêteurs de placer leurs fonds sans craindre des hypothèques ignorées et préjudiciables.

14° Possibilité aux emprunteurs de vérifier, par une preuve positive (pour la vérité de laquelle un fonctionnaire public est responsable sur son serment et sur sa loyauté), qu'ils ne sont chargés d'acquiescer la politique inconnue, et possible pour eux de trouver toujours des fonds.

15° Enfin l'établissement public de l'ordre civil des propriétés foncières, établissement qui peut être utile sous le rapport de l'établissement des banques foncières, et prêter une grande et solide base à des combinaisons heureuses, qui peuvent tendre à augmenter et à consolider la gloire et la prospérité nationales.

16° Si quelques-uns des avantages énumérés, encore, et de plus importants et de plus précieux, pour l'accroissement de l'utilité d'un seul article d'une loi, nous ignorons quels arguments il faudrait pour convaincre son esprit. Il est cependant évident que tous ces avantages découlent de cet article 2 de la loi du 11 brumaire an VII, ainsi conçu :

« L'hypothèque ne prend rang et les privilèges  
« sur les immeubles n'ont d'effet que par leur  
« inscription dans les registres publics à ce des-  
« tinés. »

17° Voici maintenant la récapitulation des désavantages du système proposé au Code, sous le rapport de l'hypothèque écrite :

1° Ce n'est pas une véritable hypothèque,

puisque ce n'est pas un véritable gage. Conclusion des idées fondamentales; fautes conséquences. procès.

2° Insuffisance des lois purement pénales ou correctionnelles pour réprimer les cinq genres destelloul et les banqueroutes frauduleuses.

3° Plus ou moins d'incertitude dans les propriétés foncières, surtout quand les titres d'acquisitions en sont égarés.

4° Divers articles évagés du créancier hypothécaire pour la conservation de ses droits; si d'ailleurs, quelle que soit la liquidité de son droit. Possibilité des surprises contre le créancier, lorsque les créanciers des tribunaux d'appel, lorsque le débiteur suit le mouvement de son insensé, lorsque le créancier est mineur, inhabile, interdit.

5° Nécessité de pratiquer judiciairement à l'ordre entre les créanciers à chaque mutation particulière d'une propriété. Enregistrement des gens de justice par les frais de cette procédure.

6° Naissance de dissensions et procès à l'infini, qui n'ont pas existé entre les créanciers si les gens de loi n'avaient pas dû se mêler de provoquer l'ordre sur chaque vente partielle.

7° Inconscience de la ratification de chaque aliénation particulière par les tribunaux, comme si tout le peuple français était en une minorité perpétuelle, et comme si l'état n'était capable d'user de la plénitude de ses droits civils.

8° Distrust des propriétaires qui ne doivent rien; si se fonde sur ce qu'ils ne peuvent pas démontrer leur liberté de toute hypothèque lors d'un emprunt à faire; juste défiance des prêteurs contre eux.

9° Renversement du crédit particulier dans les parties de la République habitées à l'hypothèque publique et spéciale.

10° Exportation des capitaux et leur placement hors de la République, surtout dans les départements limitrophes de la Hollande.

11° Trop fréquemment concours de beaucoup d'hypothèques également générales; conclusion qui ne régleme nécessairement, et sans aucune utilité pour les citoyens.

12° Et de la part des acquéreurs, nécessité de la purge à chaque achat, pour n'en avoir point d'exception à grande.

13° Nécessité même de déposer le prix d'achat chez le notaire pendant la poursuite des lettres de ratification; inutilité de cette mesure onéreuse, son danger si l'homme de loi fait malice des particuliers, directement ou indirectement, pour prolonger la procédure.

14° Impossibilité de purger par les lettres de ratification les dettes et autres droits mentionnés non ouverts, les reliques éventuelles des comptables de communes et établissements publics, lorsqu'ils sont encore en exercice, etc., des dettes, de ceux qui se sont immatriculés dans l'administration des biens des mineurs et interdits, en un mot, de toutes les hypothèques tacites ou légales.

15° Complexion inutile de la législation; complication plus grande encore dans la jurisprudence qui en résulte.

(1° loi du 11 brumaire an VII, art. 56, et 2° loi du 11 brumaire an VII, art. 36). Pendant trois siècles la France entière a été en proie à une lutte contre les abus dans l'ordre, soit en cas de faillite, soit en cas de vente, contre les sautes réelles, contre les sequestres judiciaires, contre les décrets forcés, contre les décrets volontaires, et contre tout l'attribution des formes relatives, pour ne pas effrayer

d'en voir proposer l'établissement après qu'elles aient été et sauramment abrogées.

16° Rétroactivité, en ce qu'elle étend une priorité acquise aux créanciers à la date de leur inscription, en un autre priorité selon la date du premier titre notarié ; ce qui peut, du tout au tout, changer leur ordre respectif et les ruiner sans leur faute.

17° Multiplicité des exceptions auxquelles le principe de la priorité selon la date des titres est lui-même soumis ; savoir :

(Projet de Code civil, titre VI, art. 10 et 11). 1° L'hypothèque du titre est primée par une différence privilégiée, qui est aussi leurs sous-amendements.

2° Six autres exceptions aux principes des dates des titres dans les hypothèques notariées :

(Projet de Code civil, titre VI, art. 19 et 20).

1° Pour la femme commune, c'est la date du jour du mariage, avec un sous-amendement pour le cas de la faillite du mari ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 19). 2° Pour la femme séparée, du jour que son mari a vendu ou a contracté une obligation, du chef de laquelle elle doit être indemnisée ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 23 et 24).

3° Pour les mineurs, du jour de l'acte de tutelle contre leurs tuteurs et contre les émancipés-tuteurs, ou, en un seul cas, contre les nominalleurs mêmes de ces tutelles ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 26). 4° Contre leurs administrateurs gérants, du jour du premier acte d'administration par eux entreprise ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 27). 5° Contre un survivant dans la mortuaire, depuis le jour de déclaration de l'incendie des biens de la communauté ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 28). 6° Contre les comptables publics, du jour qu'ils sont entrés en fonctions.

3° Il y a trois exceptions encore au principe de la date des titres dans les hypothèques judiciaires :

(Projet de Code civil, titre VI, art. 29). 1° Pour les jugements définitifs et contradictoires, la priorité se règle par la date de leur prononciation ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 30). 2° Pour ceux par défaut, par la date de leur signification :

Le tout avec un sous-amendement pour les appels et les oppositions, et selon que la première jugement est confirmé ou infirmé, soit pour le tout, ou seulement en partie.

(Projet de Code civil, titre VI, art. 31). 3° Pour les sentances arbitrales, depuis le jour qu'elles sont rendues exécutoires ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 32). 4° Pour les cautionnements judiciaires, seulement du jour qu'elles sont reçus ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 33). 5° Pour les intérêts et dépens adjugés, ou pour dommages-intérêts quoique non adjugés dans l'acte authentique principal, du jour de cet acte même, et non du jour du jugement ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 35). 6° Du jour de la date d'un écrit prioré, ensuite avoué en justice ; et s'il est nie et ensuite prouvé, du jour de la réception, et non du jour de sa date ; et s'il y a jugement par défaut, du jour de la signification de ce jugement ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 36). 7° Si le couléant est mort, l'hypothèque se règle à la charge de l'héritier que du jour que le jugement est déclaré contre lui exécutoire. L'ignore s'il faut ici sous-distinguer encore les cas où c'est par défaut ou contradictoirement qu'on l'obtient l'exécution contre l'héritier.

(Projet de Code civil, titre VI, art. 37). 8° Les jugements étrangers, du jour qu'ils sont complètement déclarés exécutoires en France.

(Projet de Code civil, titre VI, art. 41). 4° Encore six autres exceptions pour les hypothèques conventionnelles :

1° Si le contrat n'est pas passé dans le ressort où les notaires qui l'ont reçu sont immatriculés. Ceci est relatif à tous les notaires du pays, qui, par abus, résident dans les villes ? De quel ressort parle-t-on ? est-ce de celui du notaire, ou de celui d'un tribunal ? et de quel tribunal ?

(Projet de Code civil, titre VI, art. 42). 2° Les testaments authentiques, du jour du décès du testateur.

3° Les contrats authentiques des mineurs, ratifiés par eux en majorité, ou jugés valides, ou prescrits contre eux, depuis la date de l'acte primitif, et non depuis celle de la ratification ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 43). 4° Les contrats stipulés sous une condition qui est postérieure pour les deux parties, ou pour l'une d'elles, du jour du accomplissement de la condition ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 45). 5° Les contre-lettres notariées n'ont point de jour d'hypothèque à l'égard des tiers, à moins qu'il n'y ait nouvelles circonstances de trois circonstances pour établir leur date ;

6° Pour les prorogations des baux et d'autres contrats, de jour de la prorogation.

Voilà en tout vingt-six exceptions au principe des dates des actes, et nous sommes persuadés que chacune d'elles peut avoir un motif raisonnable.

Mais cela même prouve la faiblesse du principe d'où l'on est parti.

45. On voit trop ici l'ouvrage des légistes ; on n'y trouve point assez la pensée mâle et profonde d'un législateur.

D'un seul mot le législateur renverse tout cet échafaudage.

46. Il dit : Eh ! citoyens, venez donc inscrire vos droits réels au registre public de l'état civil des propriétés foncières. Je vous conserverai à tous l'ordre inviolable de priorité, selon les dates de vos inscriptions, pour les sommes que vous vous y êtes prêtées, et sur chaque bien-fonds que vous en aurez frappé.

[Ici les du II Brumaire an VII, art. 2]. Il l'ordonne, et cela est sage ; et l'ordre mal du chaos ; et le principe inflexible et sans exception de la publicité des hypothèques sort du chaos avec les honneurs du triomphe. Il est inaltérable et éternel comme la nature et comme l'essence même des choses.

## § 2.

AVANTAGES DE LA SPÉCIALITÉ DES HYPOTHÈQUES CONVENTIONNELLES. DES AVANTAGES DE LEUR GÉNÉRALITÉ.

47. Dans toutes les transactions sociales, celui qui est créancier, ou se confie personnellement aux personnes du débiteur et à celles de ses cautions ;

On lui dit : ne te confie qu'à la sécurité que lui donnent les choses.

Quelqu'un lui veut compter les deux sécurités. La première espèce de transactions donne ouverture aux créances personnelles. Ce n'est pas d'elles qu'il s'agit dans cet écrit.

La seconde espèce donne naissance aux créances réelles, à charge de la chose et de son tiers possesseur.

Et la formulation des deux sortes d'actions par un seul contrat, n'est pas une troisième espèce ;

ce n'est qu'une jonction des deux voies précédentes; et chacun de ces deux moyens de reconnaître à ses règles particulières : la division la-meur est donc complète.

Voyons la nature des *sécurités* sur les choses. Ou l'objet de la sécurité est un mobilier, et il s'appelle le *gage*;

ou il est immeuble, et il s'appelle l'*hypothèque*, comme qui dirait un bien-fonds pose sans la dette, et sur lequel elle pèse : telle est l'étymologie du mot *hypothèque*.

30. Nous croyons que le principe fondamental de la législation doit être pur, qu'il doit être un et identique sur le *gage* et sur l'*hypothèque*. Attribuer à ces deux mots une signification disparate, un autre concept, y introduire d'autres différences que celles qui tiennent à la nature du matériel et de l'immeuble, c'est inutilement compliquer la législation; c'est obscurcir les idées sans autre fruit qu'une multitude de procès intelluctuels entre les citoyens; c'est introduire dans la jurisprudence la mystérieuse obscurité qui finit par faire de la connaissance des lois l'appauvrissement de quelques adeptes ignorants; c'est priver la masse du peuple de la connaissance sentie de ses droits et de ses devoirs.

Ainsi, selon notre doctrine, le *gage* est une *hypothèque mobilière*; l'*hypothèque*, au contraire, est un *gage immeuble* (1).

L'un et l'autre est un objet mis entre les mains du créancier pour sûreté du recouvrement de sa créance (2).

Toute législation qui ne s'accorde pas avec cette première base, est dès lors viciée d'une inutile complication de principes. C'est un défaut qu'un bon législateur doit éviter toutes les fois que cela est possible.

31. Or voyons ce qu'exige ici l'identité du principe fondamental que l'*hypothèque* n'est qu'un *gage immeuble*, et rien de plus.

Il paraît incontestable que cette idée de *gage* en renferme deux autres plus simples qu'elle :

1<sup>re</sup> La désignation spéciale de l'objet que l'emprunteur veut donner ou assigner en *gage* à son créancier;

2<sup>re</sup> La mainmise du créancier sur cet objet, pour lui servir de sécurité.

Et observons que cette mainmise n'est pas une possession du créancier, ni une jouissance des fruits de la chose; ce n'est qu'une pure détention, pour lui assurer, au besoin, le recouvrement de sa créance.

32. Un exemple rendra cela plus clair, et nous commencerons par supposer que le *gage* est un objet mobilier.

Titus veut me demander cent louis à titre d'emprunt, mais comme je ne le connais pas assez personnellement, ni l'état de ses affaires, il me dit qu'il a des objets mobiliers à me donner en *gage* pour ma sécurité éventuelle.

Je suis disposé à lui faire ce plaisir, à raison du ma sécurité sur le *gage* qu'il veut bien m'offrir. (1<sup>re</sup> convention essentielle du *gage*). N'ai-je pas certain que ma première demande sera, quel est le *gage* qu'il me donnera, et où est ce *gage*? (2<sup>de</sup> spécialisation.) Voilà la spécialité.

Si Titus me répond qu'il ne veut spécifier aucun de ses meubles, ni me dire où ils sont, je crains que Titus m'a plaisanté lorsqu'il m'a offert des *gages*.

À la vérité, Titus me dit qu'il est content de laisser écrire dans la reconnaissance du prêt, « que ses meubles et ses actions seules me serviront en *gage* pour les cent louis. »

Mais ce n'est pas là ce que s'appelle donner un *gage*. S'il dispose de ses meubles, où est ma sécurité. Non, il n'aura pas mes cent louis.

Voilà cependant la généralité.

Enfin Titus, pressé, me spécifie le *gage* mobilier qu'il veut m'assigner, il m'informe qu'il se propose d'emprunter les cent louis sur une inscription ou la rente, sur le grand-livre, de 6,000 fr. de capital.

À la bonne heure : je lui compte les cent louis (2<sup>de</sup> convention essentielle du *gage*). Et je lui demande qu'il me remette en mains l'inscription ou la rente de 6,000 fr., afin qu'il n'aille pas la vendre à la bourse.

(La mainmise du créancier.) Voilà le malin marchand créancier, seconde condition requise pour le *gage*.

Titus n'entend pas cela ainsi; il veut emporter et les cent louis et la rente, et il me manifeste que par la non-convention la rente sera mon *gage*; je dois être content de lui.

Mais c'est encore là une plaisanterie; car, de grâce, où est ma sécurité?

Titus peut avoir fait déjà d'autres prêts antérieurs de cent louis sur la même rente; il peut finir par la vendre; et bien sûr avec qui je me trouverai engagé en des querelles de priorité!

Voilà encore la généralité.

Mais si Titus me remet enfin la rente entre les mains, voilà le *gage* bien certainement établi, maintenant je comprends que j'ai une sécurité sur la chose.

Je sais que je n'ai que la pure détention, et non la jouissance ni la possession de la rente, les intérêts en courent au profit de Titus et non pas au mien.

Je sais aussi que je ne puis jamais en prescrire la propriété contre Titus; mais ma détention n'est pas moins le fondement de ma pleine et entière sécurité.

Faisons une autre supposition : si Titus, ayant reçu mes cent louis, s'étant en lui tout à coup sans me remettre la rente qu'il m'assignait en *gage*, que me restera-t-il à faire?

Je me souviendrais que la trésorerie tient un registre alphabétique et chronologique de toutes les rentes inscrites sur le grand-livre de la nation; que Titus ne peut pas vendre sa inscription à Marcus, sans faire sur les registres de la trésorerie un *transfert* de ses droits sur la tête de Marcus; que, sans ce *transfert*, la propriété de la rente est toujours à Titus, non à Marcus, écrite inscription fait-elle vendue même devant notaire, et fait-elle payée par Marcus.

Le sachant, j'ai vite à la trésorerie faire une opposition au *transfert* que pourrait faire Titus de cette inscription, au préjudice de mes cent louis.

La trésorerie reçoit et enregistre mon opposition; elle la respecte, elle ne transférera point la rente dont il s'agit, de la tête de Titus sur celle de Marcus, sans qu'on lui vérifie de mon consentement par acte authentique, ce sans qu'on dépose le jugement qui aurait prononcé contre moi la main levée de mon opposition (1).

(1) Notre doctrine en ce point est d'accord avec le droit romain.

Marcusius de L. V § 11, ff. de pignoris et hypot. : « Inter pignus autem et hypothecam tantum nominis sonas differunt ».

(2) Cette distinction est elle-même dans l'*Alphabétique* de jurisprudence, au mot *Gage*.

(1) Tel est aussi l'ordre établi pour les inscriptions hypothécaires. Voy. la loi du 11 brumaire an VII, art. 23, sur la radiation des hypothèques.

tel je conçois de nouveau que j'ai pu sage; si la veuve n'est pas dans mes mains, la bête de possession d'héritage n'est pas dans celles de Titius; c'est comme si la trésorerie la perdait et pour lui et pour moi; dès lors je suis content; j'ai une assurance, et je suis sûr que c'est la seule.

53. Voilà rapidement le passage à une bonne législation sur les legs testamentaires, tout tout pour les principes fondamentaux des deux lois de 11 brumaire au VII.

La tradition des immeubles ne peut se faire de main en main comme celle des meubles.

Il a fallu régler cette tradition par écrit, par les actes de loi, comme la trésorerie règle les sieurs par les transferts.

La transcription de la mutation d'un immeuble est le transfert de cet immeuble. Chaque bureau hypothécaire tient aussi le registre des propriétés de l'arrondissement, comme la trésorerie tient le grand-livre des redevances dues par la République.

Une opposition au transfert d'une telle rente, faite à la trésorerie, est tout juste une inscription hypothécaire faite sur une telle propriété au bureau des hypothèques.

C'est là l'acte et l'œuvre de loi qui met dans la main du créancier un droit réel sur cet immeuble; voilà le motif même du créancier, car l'œuvre de loi revient à tradition. Seconde rédaction et-dessus.

Elle doit être spéciale (1), parce qu'on ne peut faire la tradition que d'une chose déterminée individuelle et connue. Premier conditionnement.

Si jamais le teneur des livres hypothécaires ne transcrit une rente de Titius sur Marcus, au préjudice de mon inscription hypothécaire, je suis donc parfaitement tranquille, et j'ai lieu, en effet, de l'être.

Mais si je n'avais pas fait faire mon inscription hypothécaire sur tel titre de Titius, rien de général le titre transféré que Titius pourra en faire sur Marcus, sur les registres des propriétés immobilières: rien d'autorisant le conservateur à se refuser à faire et transférer, étant requis, rien d'autorisant Marcus qu'il en fait pas qu'il achète ce titre de Titius. Si le conservateur, si Marcus, ne pourraient jamais savoir que, du au moins, j'ai prêté tout le titre de Titius: ils ne peuvent être responsables de ce qu'ils ont ignoré d'une ignorance inévitable, et de ce que je pouvais et méritais leur faire savoir.

La date de mes droits réels contre des tiers, ainsi que leur ordre et leur priorité, doivent donc être réglés par cette des inscriptions publiques que j'ai prises, et non sur la date du prêt.

Ainsi la première loi du 11 brumaire au VII, article 14, § 1, a tout bien ordonné et réglé la priorité dans les familles:

« Les créanciers hypothécaires, selon l'ordre de leur inscription ».

Et à l'article 26, parlant de la nécessité de la transcription des mutations de propriété pour

assurer les droits réels à l'acquéreur, elle statue tout ainsi:

« Jusques-là, ils ne peuvent (les titres secrets, les quittances notariales et judiciaires) être opposés aux tiers qui auront contracté avec le vendeur, et qui se seront conformés aux dispositions de la présente ».

« Elle n'enregistre point le statut, art. 27 ».

« La transcription transmet à l'acquéreur les droits que le vendeur avait à la propriété de l'immeuble, mais avec les dettes et les hypothèques dont est grevée la propriété ».

Et à l'article 32:

« La vente, soit volontaire, soit forcée, de l'immeuble grevé, ne rend point exigibles les créances antérieures, ni les autres créances non éteintes ».

« En conséquence, l'acquéreur et l'adjudicataire jouissent des mêmes privilèges et déclarations qu'avant ».

« Les précédents propriétaires de l'immeuble, pour acquiescer les charges et les dettes hypothécaires inscrites ».

Immense et sublime avantage du système de la spécificité! Il favorise ainsi la circulation des immeubles, quoiqu'ils soient grevés; il ne fait point d'assises grandes ruptures pour les acquérir, et cela lui offre tous les genres de commerce, de manufactures et d'industrie.

Au lieu que dans le système de généralité proposé au Code, la simple mutation de propriété d'un seul immeuble rend exigibles toutes les redevances et dettes hypothécaires dont les termes ne sont point échus. Elle procède même tous les créanciers à l'ordre; et l'on peut dire que, dans ce dernier système, une simple vente particulière occasionne les trois quarts et demi d'une faillite en peu de jours, en fait, en détail.

« J'ai prêté (n° 111, L. 1, § 1, L. 11) que le système du 11 brumaire au VII donne aux créanciers au véritable âge, et au principalement au tiers de la spécificité. J'ai dit (n° 11, § 1) que, dans le système de la généralité proposé au Code, ce qu'on appelle l'hypothèque n'est pas un véritable âge, un titre-fondé posé sous une dette, et sur lequel elle pèse ».

Il est temps de démentir cette assertion assez extraordinaire et de faire voir l'insuffisance du système qu'on veut substituer à celui qui existe, et lequel nous croyons meilleur avec le nouveau rapport annexé.

(PROJET DE CODE, LIVRE VI, ART. 11). Un homme vient s'emparer d'un titre franc; il veut me donner une hypothèque, dit-il, sur ses immeubles, par cela seul que l'acte sera authentique.

Mais il ne veut pas me dire quels sont ses immeubles, ni où ils sont situés.

N'est-ce pas là le titre qui ne demande rien de moi sur des objets meubles qu'il ne veut pas individuer?

Nous avons vu que, dans la supposition de meubles, il n'y avait point de gage.

(PROJET DE SPECIFICATION, art. 11). Donc il n'y en a pas un plus, si ce sont des immeubles. Cette conséquence est mathématiquement exacte.

C'est la première des conditions requises pour un gage qui manque ici, savoir, la désignation du gage: elle n'est rien que la spécificité elle-même de l'hypothèque.

Si je prête mes cent mille francs à cet homme, rien de l'empêche de vendre ses immeubles le lendemain; car il les a dans sa main. N'est-ce pas là Titius qui veut emporter tout à la fois mes cent louis et l'objet du gage?

(1) L'inscription de la spécificité est nouvelle; les Romains ne la considéraient pas: tenons les deux lois qui suivent:

« Loi. *Præsumitur contrahitur non tota traditur, sed etiam nulla contrahitur, et si ea traditur est. L. 1, ff. de pign. act.*

« Loi. *Propter pignus dicitur quod ad creditorem transiit, hypothecam cum non traditur, nec potius ad creditorem. L. 9, § 2, ff. de pignori act.*

Mais néanmoins la spécificité est une condition de la législation romaine introduite par plusieurs notions modernes.

(PROJET DE LA MAJORITÉ DU CRÉANCIER SUR LE GAGE). On voit que la deuxième condition manque aussi pour que le gage immobilier, la véritable hypothèque, existe, savoir : la main même du créancier.

En effet, il est évident que, dans le système proposé au Code, je n'ai nullement sous la main aucun des immeubles de mon débiteur. Si j'ignore que j'ai été propriétaire d'une ferme éloignée, il la vendra librement; j'ignore que j'ai déposé au greffe et l'affiche du rachat en tribunal de la situation; et la vente y serait ratifiée à mon insu et à défaut de mon opposition. Il est donc faux que j'aie la main sur cet immeuble-là; donc il est faux que j'y aie un gage immobilier, dans la signification propre et exacte de ce mot. Ainsi mon homme d'affaires pas moi cent mille francs s'il ne veut pas se spécialiser un gage et me le mettre sous la main.

Voilà la conséquence naturelle de la généralité des hypothèques, et il est vrai de dire que j'ai raison de ne pas prêter, puisque je n'ai pas de véritable gage. Je suppose toujours que je ne veux traiter que sur les choses et non pas sur la simple confiance en la personne de mon débiteur.

55. On croirait du moins que, dans le système proposé au Code, l'on permet aux contractants d'assigner et de donner un gage spécial immobilier, et qu'alors cet immeuble spécial serait engagé, ainsi toute autre hypothèque générale, au créancier spécial à qui le débiteur l'aurait assigné.

Quand l'emprunteur et le prêteur auraient la possibilité de s'arranger ensemble, et qu'ils auraient l'option entre la généralité et la spécialité, soit pour contracter sous une sécurité quelconque générale sur toute la fortune, soit sur un gage particulier, spécialement désigné et mis sous la main du créancier, avec la clause que, sur cet immeuble-là, personne ne primerait le prêteur en hypothèque.

Mais non, le Code proscrivit cette option pour la presque universalité du rachat; et, qui plus est, il doit la proscrire par une conséquence malheureusement trop nécessaire de son principe fondamental, lequel ne permet pas que le fonds des hypothèques générales préexistantes soit diminué au préjudice des premiers créanciers, par les rangements postérieurs du débiteur; voici ses dispositions.

(PROJET DE CODE CIVIL, TITRE VI, ART. 43).  
« L'hypothèque spéciale n'emporte pas de plus grands droits que l'hypothèque générale, et n'y déroge point, si l'hypothèque générale a été spéciale. »

Après une telle disposition, quelle idée concevoir de l'hypothèque spéciale? Qu'est-elle? quel sens faut-il y attacher, si les parties contractantes ne ont stipulé une chose des deux subordonnées? Dès lors que l'un de ces deux genres d'hypothèques n'est ni ordonné ni l'autre, et réciproquement, elles sont donc contradictoires; il n'y a donc rien de fait à cet égard. Voilà à quelles conséquences fatales entraîne un faux système; il a fallu annuler, même, annuler, étouffer la volonté écrite, expresse, des deux parties; volonté qui d'ailleurs est très-réasonnable et n'a rien de contraire à l'équité et à l'ordre public. Le législateur a dû lui rendre impossible les contrats authentiques sur un gage particulier, et cela pour empêcher tout contraire à la liberté naturelle de l'esprit humain, qui doit, en contractant, jouir de la plus grande latitude qu'il est possible de lui conserver.

56. Dans l'ancien droit français (1), la spécialisation de l'hypothèque avait cet effet, qu'elle obligeait le créancier de commencer la discussion de son débiteur par l'immeuble qui lui avait été spécialement désigné, avant d'attaquer les autres immeubles.

On voit que quelques jurisprudences locales avaient adopté cette interprétation, tout expressément pour priver de droit : *Il faut que la volonté écrite par les parties ait au moins un effet quelconque.*

Où, certes; mais en assignant un effet, il ne faut pas qu'il soit diamétralement contraire à cette volonté.

En donnant et désignant un gage, le débiteur et le créancier ont évidemment voulu augmenter les droits et la sécurité de ce dernier.

Et dans l'interprétation de l'ancien droit français, donner un gage immobilier spécial, c'était restreindre les droits du créancier et l'empêcher de commencer son action par où il l'aurait pu, si rien de spécial n'avait été stipulé.

Ainsi celui qui était stipulé un gage particulier immobilier était de préférence que celui qui n'avait rien stipulé du tout : conséquence extrêmement inattendue, et qui prouve le vice du système de la généralité des hypothèques.

(PASCAL DE COQUEVILLE, TITRE VI, ART. 43). Le Code civil a vu cette inconvénience; il n'a trouvé d'autre remède que d'annuler tout à fait la stipulation des contractants; et ce parti était en effet le moins mauvais.

Il a dit, art. 43 :

« Le créancier n'est pas tenu de commencer par discuter l'immeuble soumis à l'hypothèque spéciale; et l'on n'y a convention contraire. »

Ainsi la convention expresse d'une hypothèque spéciale sur un gage immobilier qu'un débiteur assigne au créancier sera comme nulle et comme non écrite pour empêcher l'effet que personne ne puisse primer le créancier, sur cet immeuble. Un système qui mène à des conséquences si absurdes peut-il être mathématiquement exact dans ses bases fondamentales?

On m'objectera que la dernière ligne de l'art. 43 dit : « Et l'on n'y a convention contraire; » qu'ainsi les parties n'ont qu'à dire en termes exprès que l'hypothèque spéciale emportera de plus grands droits que la générale, et qu'elle y dérogera; qu'ainsi il y aura hypothèque sur un seul immeuble et non pas sur tous les autres.

Je réponds que l'on est bien le maître d'appeler l'hypothèque le droit quelconque qui prendra ainsi naissance; mais le véritable gage immobilier n'existera point encore, le créancier ne sera pas encore certain que personne ne le primera sur l'immeuble spécial, et la presque universalité des citoyens ne pourra faire usage sur tout de la stipulation.

Car, pour peu qu'ils aient méfiance, ils poseront un contrat quelconque d'avis contraire, même fortune est déjà appliquée dans les hypothèques générales préexistantes; et ce cas est celui de tout le monde.

Comment donc pourront-ils, au préjudice de leurs créanciers, stipuler que l'hypothèque spéciale de ce moment dérogera aux hypothèques générales qui existent déjà? Les tribunaux s'occuperont-ils pas cet effet de la stipulation.

Pour n'être pas certain que le créancier spécial n'ait le premier sur son gage, et que personne ne le primera.

Donc il n'a pas de gage; il n'a pas de sécurité.

(1) Répertoire de jurisprudence, au mot *Hypothèque*.

spécier sur cet immeuble individuellement désigné.

Ainsi la convention écrite d'un gage immobilier démembré, donnée par le débiteur au créancier, est toujours impossible pour l'effet pureté à l'égard de la partie universelle des biens, comme nous l'avons observé au n° 14; et il n'est pas non plus possible de le faire à l'égard d'un immeuble « contraire » inséré au 13<sup>e</sup> article, titre VI, liv. III du projet de Code.

57. Quelqu'un dira : « Soyons d'accord. Le droit d'hypothèque, tel qu'il est dans le Code, n'est pas un gage immobilier.

« Mais ce droit indique quelque chose. Le Code a pu pas par faire trois titres sur un mot qui ne signifie rien. On sait d'ailleurs que le droit d'hypothèque est un droit réel et très connu dans la jurisprudence française. »

58. Avant de répondre, nous prenons avantage de l'avoir que contient cette objection, que l'hypothèque n'est pas un gage immobilier.

Soit 59. nous avons demandé que l'hypothèque doit être cela, et qu'elle ne peut être que cela, pour être légalement bien constituée. Qu'importe à présent qu'elle soit autre chose que ce qu'elle était d'abord ? Cela changera-t-il le projet de loi d'un imperfection fondamentale ?

Et certes nous n'avons pas mis en avant que le droit d'hypothèque régle par les titres VI, VII et VIII du projet de Code n'était rien du tout ; si cela était, nous ne nous serions pas donné la peine de le constater ; nous avons dit seulement que l'hypothèque telle qu'elle est proposée au Code n'est pas ce qu'elle doit être, un gage immobilier ; et que l'idée d'hypothèque sans publicité et sans spécialité implique contradiction.

59. Mais qu'est-elle enfin, l'hypothèque, dans le système proposé ?

Nous répondrons par le texte même du projet de Code.

L'hypothèque est :

(Projet de Code civil, titre I, art. 3 et 12) :

1<sup>o</sup> Une cause légale (ou droit de préférence) ;

2<sup>o</sup> Indivisible, subsistant en entier sur tous et chacun des immeubles (du débiteur), et sur chaque portion d'eux, sans l'ensemble en quelques mains qu'il passe.

(Projet de Code civil, titres VI, art. 13, 40 et 41) :

3<sup>o</sup> Résultant de la forme extérieure des contrats et actes, sans, de la seule authenticité.

4<sup>o</sup> Dans l'effet et :

(Projet de Code civil, titre VI, art. 49 et 51) :

5<sup>o</sup> Ou de faire la base légale d'un des immeubles de la fortune du débiteur de payer le créancier, ou de déléguer l'immeuble pour être vendu judiciairement, ou le contrat n'est point déposé au greffe.

(Projet de Code civil, titre VI, art. 51) 2<sup>o</sup> Ou

lucru, s'il l'a déjà, de demander judiciairement après opposition faite la ratification, et être payé sur le prix de la vente, ou de constater fin d'ordre entre les créanciers et de distribution du même prix en justice ;

3<sup>o</sup> Ou enfin, si le prix de la vente est fort modique,

(Projet de Code civil, titre VI, art. 49 et 51), de succéder le bien immobilier en justice, et de faire ainsi l'acquisition de la faire vendre publiquement au plus haut prix.

Voilà ce que, dans le Code civil, est le droit d'hypothèque envisagé dans son rapport avec le créancier.

Voilà ce qu'il est dans son rapport avec les notaires.

« Le privilège exclusif en leur faveur, dans toutes les affaires conventionnelles. »

(Projet de Code civil, titre VII, art. 40). Car l'authenticité seule donne ce singulier droit de préférence ;

Et le contrat est en forme authentique, lorsqu'il est passé avec manifestement deux notaires ou deux témoins ;

(Projet de Code civil, titre VII, art. 41). Pourvu cependant qu'il soit passé dans le ressort ou les notaires qui l'ont passé sont immatriculés.

Et pourquoi cette exception-là, puisque l'hypothèque n'est pas bornée aux biens situés dans le même ressort d'immatriculation ?

Intéressons-nous les notaires assemblés, projetant ces articles, discutant le rétablissement de leur privilège ; et si cela était :

Peu leur importerait toutes les fortunes des citoyens inscrites hypothéquées, et qu'il y ait que les notaires ou x-mêmes qui fussent les débiteurs ;

Peu leur importait qu'un débiteur de Paris eût la facilité de se soustraire à la vigilance de ses créanciers, et de venir à Lyon pour y vendre en fraude des biens-tiens qui lui appartiennent à Marseille ;

Peu leur importait que personne ne pût retrouver le tracé de ces actes, et que le créancier fût obligé de se faire connaître à Paris ;

(Projet de Code civil, titre VI, art. 39) Peu leur importait la contradiction dans les lois, qui consistait en ce que l'ensemble d'un contrat plus étendue d'hypothèque postérieurement à la vente, et que l'ensemble des lois basées sur la vente qui a vendu tous les moyens physiques pour prouver encore cinq ou six auteurs pour dupes ;

Peu leur importait que toutes les ventes particulières fussent entravées, que chacune d'elles rendit exigibles tous les capitaux aliénés, ainsi que les dettes à long terme ; peu leur importait qu'il fût très difficile de prouver à toutes les ventes les créanciers, ainsi qu'à la distribution du prix à chaque mutation de propriété particulière ; peu leur importait que nul citoyen ne pût mouvoir à sa seule volonté dans toute sa fortune, que fût l'authenticité formelle et qu'il de toutes les charges réelles préexistantes, etc.

Ce qui importait aux notaires de Paris, ce serait de prouver que leurs confrères de Lyon n'eussent pas la faculté de venir à Paris, au cas où ils ne sont pas immatriculés, recevoir et passer des actes authentiques. Non, ces actes ne devraient pas engendrer hypothèque ; et c'est ainsi que par l'esprit de privilège et de corporation.

Ainsi l'hypothèque est un droit de préférence n'est une créance, ce répondeur du ce qu'elle est passée devant un notaire dans le ressort où il est immatriculé. Voilà l'exacte définition de ce singulier droit.

Et qu'on ne s'y trompe pas, en croyant que c'est à raison de la réalité de la dette que la créance se préjette et est attachée à la créance notaire sur l'acte hypothécaire. Cette dernière pouvant être annulée, nulle, fautive, etc.

Non, cette certitude n'est pour rien dans le Code, qui fait absolument dépendre la préférence d'hypothèque de la forme extérieure de l'acte, et qui n'a aucun article pour les actes hypothécaires, lorsqu'ils sont certains.

On s'est étonné, dans l'ancienne jurisprudence française (1), si un contrat sous seing privé, bien certain et quant à son contenu et quant à sa date,

Par exemple, par l'enregistrement au contrat, ou par la mort du créancier ou signataire de l'acte, dès le lendemain du contrat ;

(1) Répertoire de jurisprudence, au mot hypothèque.

On s'est demandé, dis-je, si ce contrat, à raison de la certitude absolue de son existence, et quand la fraude n'est pas à craindre, ne donne pas également hypothèque sur les biens du signataire à dater, dans le premier cas, du jour de l'enregistrement et de l'acte, et, dans le second, du jour de la mort du contractant délégué.

La résolution est que non, et le répertoire de jurisprudence (1) y ajoute qu'il n'est pas au fond d'un rendre la raison; il semble insinuer que cela eût dû être autrement.

Nous croyons en avoir la raison. C'est qu'il ne s'agit pas ici de la certitude du contrat, mais de l'intégrité du prestige des notaires; et, dans tous les temps, ils ont su le défendre avec beaucoup d'adresse.

On voit, dans le même répertoire de jurisprudence (2), que l'hypothèque, telle qu'on veut la présenter la rétablir, précède de beaucoup l'établissement du contrôle. On voit qu'anciennement les contractants se retrouvaient devant les tribunaux pour faire dresser leurs contrats; qu'enfin les juges commencent pour re les notaires. Or là le ressemblance des actes notariés avec les grosses des jugements, de la force exécutoire donnée aux actes notariés; de la leur hypothèque comme celle des jugements; de là l'assimilation des notaires aux greffiers des tribunaux, de là enfin l'esprit flatter qui s'empara des notaires. Les veils déclarés dépendance du domaine; c'est Philippe-le-Bel qui, en 1302, interdit aux baillis et sénéchaux d'en créer; voilà qu'on les élève; voilà qu'on les vante; voilà qu'on en crée, pour de l'argent, un si grand nombre, qu'en 1416 Louis XII est obligé de les réduire; voilà des querelles entre le roi et les seigneurs; voilà François I<sup>er</sup> qui, par son ordonnance de 1535, article 5, déclare nuls tous les traités concernant les seigneurs qui ne soient pas reçus par des notaires royaux.

Voilà les notaires des justiciers seigneuriaux aux ailes; quel ont-ils fait?

Ce qu'ils ont fait? ils soutiendraient que le roi n'a pas ce droit-là, que le roi n'est rien que seigneur dans les terres de son domaine, et que les seigneurs sont rois dans les leurs; ils continuèrent tranquillement à recevoir les usures aches, comme si l'ordonnance de 1535 n'en eût pas existé; et le roi rhàngera sa législation; il renouvra au contraire, en 1542, aux seigneurs, le droit de rebellion et de seigneur dans l'étendue de leur justice.

C'est ainsi que la réalité des charges des notaires, en France, rendit impossible toute amélioration dans la législation foncière. Toute loi qui eût élargi le domaine public eût fait criser les notaires à la ruine de leurs propriétés.

Et le projet de Code civil peut accomplir ainsi sans discernement ce qui l'est si évidemment à la simple considération de maintenir d'un ancien privilège. Et dix ans de révolutions extérieures, et la suppression solennelle de ce privilège odieux, et la liquidation des offices, n'auraient pas mis les citoyens à l'abri du danger de le voir rétabli! Et l'on outragerait à ce point la raison humaine, jusqu'à adopter, dans le Code civil d'un grand peuple, des choses dont il est avoué qu'on ne peut rendre raison? Grand Dieu! de rombre de siècles allons-nous donc rétrograder?

Il est évident, dans le Code civil, qu'un rhiragraphe, quoique certain par l'enregistrement ou par

la mort du débiteur, n'aura pas le pouvoir d'engendrer de même un droit de préférence.

(Projet de Code civil, titre VI, art. 12, 40, 41, 19, 20, 23, 24, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 36, 37, 42, 43, 45 et 118). Et l'on propose à la sanction de la raison et l'insensibilité du notaire sera complice pour le tout! Et la certitude de l'existence du contrat entre les parties ne sera comparée pour rien à raison humaine, quels sont donc ses noms les droits?

60. (Projet de Code civil, titre VIII, art. 118). Il sera curieux de voir l'artifice du raisonnement qu'on aura fait pour motiver cette législation, sans avoir l'air de proposer le rétablissement d'un privilège. Il est évident que la bonne foi des rédacteurs du projet de Code n'y soit jamais prise; on verra que le tout n'est tendu que sur une simple métaphore, employée dans l'émotion du principe fondamental de toute cette législation.

Cette métaphore est une figure de rhétorique; elle consiste en une comparaison plus ou moins complète. Jamais une métaphore n'a pu servir de base à un système de législation.

Cependant l'auteur de cet écrit me défend d'anticiper; c'est lui à la bonté des raisons législatives alléguées pour rapporter les lois du 11 brumaire an VII. Cet objet se traitera au § 4 de cet écrit, et je renvoie dès à présent au n° 50 la développement de cette vérité aussi étonnante que singulière.

61. Contraintes-nous, pour le présent, d'observer que le Code civil propose d'attacher une récompense à la forme extérieure de l'acte, à sa seule authenticité, et qu'il propose le rétablissement d'un droit d'ancien privilège en faveur des notaires, la loi les rend inamovibles;

Que le Code n'ait proposé pas la même récompense en faveur des titres indubitablement authentiques que celles authentiques, si elles ne sont que rhiragraphes, quoiqu'elles soient enregistrées ou certaines par la mort du débiteur;

Que cette récompense, appelée hypothèque, consiste dans le droit de préférence sur toute la fortune du débiteur, et d'être payé en entier avant que le créancier rhiragraphe ait touché son solde. Mais quelle préférence, cette hypothèque, cette récompense de la forme extérieure d'un contrat est injuste, arbitraire; il n'y a aucune bonne raison législative pour l'établir sur ce pied, en excluant d'autres créanciers tout aussi certains de la même fausse. Et cette seule loi est d'une telle importance pour le trésorier, qu'elle seule suffit du tout ou tout, ou pour être payé en entier, ou pour tout perdre.

Cette législation lèse le droit de justice; et n'est rien au delà des démanches en compensation du système de la spéculation. C'est donc à la spéculation qu'il faut se tenir.

62. Récapitulons les avantages de la spéculation des hypothèques qui découlent de ce paragraphe :

1<sup>o</sup> La spéculation fait que tel immeuble soit en première page. De là, clarté et précision dans les idées, et impossibilité de la naissance de mille preuves, de mille obscurités insupportables entre les citoyens. Dans le système du Code, l'hypothèque n'est pas un véritable acte juridique, quoiqu'elle n'ait dû être que cela, elle n'est qu'une préférence tendant à être payé le premier.

2<sup>o</sup> Inutile complication des principes législatifs dans le système du Code.

3<sup>o</sup> Restriction peu nécessaire de la liberté de l'esprit humain en contractant; annulation de la volonté des contractants qui opéreraient de contracter sur un gage immobilier spécial.

(1) Au mot hypothèque, p. 20, édition de Paris, 1772, in-8<sup>o</sup>.

(2) Id., p. 24.



4<sup>r</sup> Rétablissement d'un ancien privilège, sans motif suffisant.

5<sup>e</sup> L'opacité criante dola préférence et priorité du paiement aux créances et récompense de leur forme authentique, lorsqu'un refus absolument le même récompense à des créances chirographaires qui, par événement, sont aussi créanciers et sans indubitables que si elles étaient en forme authentique.

6<sup>e</sup> La spécificité donne aux propriétaires l'obligation farouche de montrer à nu, à leurs créanciers, que tel immeuble n'est point imputé d'hypothèques générales préexistantes, et qu'ils peuvent être sûrs d'être les premiers sur leur gage.

7<sup>e</sup> Dans l'hypothèse de la généralité, l'on ne sait pas trop sur quel l'on pèse, et l'on n'est jamais certain de n'être pas primé en hypothèque (en préférence) par d'autres créanciers inconnus lors du contrat.

8<sup>e</sup> Le créancier à l'immeuble scilicet sous la main, dans le système de la spécialité; tous ses droits sont liquides et déterminés lors du prêt dans la généralité des hypothèques, tout est clair, intransmissible, conditionnel, illégitime; tout dépend de l'événement et d'un appel à l'ordre à chaque mutation particulière de la propriété.

9<sup>e</sup> A chaque mutation particulière, toutes les rejets dues par le débiteur, toutes les dettes même à long terme deviennent exigibles à concurrence de l'absorption du prix d'achat. Dans la spécialité, les immeubles ont l'avantage de circuler avec les charges dont ils sont grevés; rien ne devient exigible qu'aux termes primitivement convenus. Il n'y a point continuellement ouverture à l'intervention de la justice, à l'appel de l'ordre, à la surenchère, à la collocation en ordre de tous les créanciers et à la répartition de la distribution du prix. C'est l'objet du paragraphe suivant. On verra que, sous le rapport de la simplification des transactions immobilières et des procédures, le système de la spécialité a un éminent avantage sur celui proposé au Code.

### § III.

(Code civil, titre VII, art. 1, 2, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 45, 46, 47, 48, et les chapitres IV et V tout entiers. Titre VII, art. 1, 42, 70, 81. Titre VIII, art. 83. Titre VII, art. 25, 26, 27 et 28. Titre VIII, art. 89. Titre VIII, art. 4, 101, 105, et depuis 88 jusqu'à 111. Titre VII, art. 25 et 30).

Le système du Code provoque l'intervention de la justice (a) dans une infinité de cas non contentieux et complétement transactionnels, il provoque une procédure d'ordre (b) entre les créanciers, là où il n'y a pas de faillite, et souvent pas de danger de prêt, et il surcharge la matière des divisions judiciaires, même volontaires, d'une infinité de distinctions (c), de formalités (d), de devoirs orphes (e), de procédures (f) et de frais, tout aussi inutile que dangereux.

63. Uniquement voudrait seulement lire les trois titres VI, VII et VIII, livre III du projet de Code, ne doutera pas du seul instant de la vérité de l'annonce de ce paragraphe. Nous prouvons que nous n'avons pas de moyens pour persuader ceux qui ne voudraient pas se donner la peine de les lire.

Nous avons mis des citations à côté de l'annonce du paragraphe; on peut y recourir; sans cela, nous nous trouverions presque obligés de transcrire ici les trois titres du projet.

61. Voyons d'abord combien cette intempérance de l'intervention de la justice est incoordonnée et irrégulière.

Les tribunaux sont établis pour juger les contestations et les différends entre les citoyens.

Là doivent se borner les attributions de l'ordre judiciaire dans un Etat bien organisé.

Pour administrer, faire surveiller par les tribunaux, c'est échanger leur destination; c'est leur rendre inutile, de passifs et impartiaux qu'ils doivent être.

Dès lors point de réquisitions ni de bons judiciaires (1), ni de gestions, ni de tutelles entre les mains des tribunaux, comme le tel.

Point de ratifications non plus sur les ventes particulières: tout cela n'est pas juger, c'est même unifier la fortune des citoyens; cela suppose leur incapacité de le gérer eux-mêmes.

Je veux vendre un bien-fonds à mon ami, et ce bien m'appartient.

Il n'y a là et il ne doit y avoir rien de contentieux, surtout si je suis solvable et qu'il n'y ait pas apparence de faillite.

C'est moi, moi seul qui suis juge du prix, ni juge du la contenance pour moi de vendre.

Je n'ai point affaire aux tribunaux; je ne veux point avoir affaire à eux: je suis maître, je suis tout volenté.

Je fais honneur à toutes mes dettes, à leur échéance respective. A présent qu'aucune n'est échue, je désigne le prix qui proviendra de cette vente à ma entente commerciale.

65. Rien de tout cela ne sera ainsi dans le système du Code.

(Projet de Code civil, titre VII, art. 2). Là, l'acquéreur demandera la ratification du tribunal, sans laquelle mon contrat de vente et ma volonté n'ont pas l'effet de le rendre propriétaire incommutable.

Sur-tout dans ce minoté, et le tribunal est-il mon tuteur? Première inconvénance lorsqu'on traite ainsi d'un seul trait de plume toute millions d'hommes.

(Projet de Code civil, titre VII, art. 21, 38, 48, 85 et 70). On n'est pas tout. Le tribunal va officialiser mon contrat de vente; ce qui équivaut à crier à tous mes créanciers, soit que les créances soient échantées ou non, simples ou conditionnelles, et par conséquent incertaines: Venez tous faire opposition à cette vente en quatre-vingt-dix jours, sans quoi je le ratifierai; et l'externalité des droits particuliers qu'ils peuvent avoir sur le bien-fonds, ceux d'entre vous qui n'aurez pas parlé; et ceux-là n'aurez rien dans le prix de l'achat.

(Projet de Code civil, titre VII, art. 17). L'aveil est général parmi mes créanciers. Tous craignent de perdre quelques droits, qui d'ailleurs ne sont pas trop liquides sans leur rapport de la ratification hypothécaire sur le bien-fonds vendu, toutes les hypothèques étant générales. Plusieurs créanciers conviennent une véritable dette, tous ont des devoirs à remplir sous peine de déchéance. Tous consentent des boutures de loi, tous ont des oppositions à faire (2) et beaucoup de formes à observer.

(Projet de Code civil, titre VII, art. 24, 81, 82 et 85). Tous veulent être payés sur-le-champ et sur le prix; les termes de mes dettes non échantées sont échus. Un des créanciers fait un appel à l'ordre et à la distribution du prix: je n'en toucherais pas une obole, et mon projet commercial a

(1) Le Code civil, titre VIII, sect. III, contient 46 articles sur les acquisitions et les biens judiciaires.

(2) Voy. autres articles, le titre VII, art. 25, 26, 27 et 28 du Code.

Voy. encore, titre VIII du Code, art. 82 et 24 articles suivants, et l'on distingue 4 autres genres d'oppositions, ou les oppositions hypothécaires.

déposé. L'acheteur consigne le prix; la justice en reste maîtresse.

[Projet de Code civil, titre VII, art. 23]. Grand vacarme entre mes créanciers à qui obviendra la propriété. Cent autres créanciers anciens et modernes sont échevés dans la possession des arbustes de nos bois, pour s'assurer une priorité de date; cent articles du Code sont cités pour s'assurer la préférence; et puis les créanciers de mes créanciers embrouillent encore la régularité d'ordre par des oppositions en sous-ordre. Qui est-ce qui débrouillera maintenant ces riens?

N'est-il pas certain que ce projet n'existe entre tous ces individus que par l'intervention de la justice, qui l'a proposé, et qu'elle n'en est la cause immédiate, ainsi qu'il en est d'autres projets qui prendront peut-être naissance dans le premier?

N'est-il pas certain que, sur ce pied-là, ce n'est pas moi qui suis le maître de ma fortune; que de telles lois ne me laissent aucune latitude pour une spéculation commerciale ou industrielle; et qu'au contraire, dans un tel ordre de choses, les lois, les tribunaux et mes créanciers prennent à tâche de me discréditer et de me traiter comme un homme qui est en faillite courante?

66. Si tout cela résulte de l'intervention de la justice dans les ventes particulières! Quel est le peuple de la terre qui n'aimerait pas à être affranchi d'un pareil sort?

Eh! mes créanciers, laissez-moi le gage de mes affaires: vous êtes payés, chacun de vous à son échéance; jusque-là laissez-moi mon inestimable liberté et mon indépendance transactionnelle. Si à l'échéance je manque à l'un de mes engagements, il y a des tribunaux pour alors s'y contraindre (1); c'est alors, et après la condamnation, que la justice, si je ne puis pas, mettra la main par une inscription (hypothèque) sur le premier de mes immeubles qu'elle pourra trouver: son huisser n'en expropriera, et c'est alors qu'il pourra y avoir ouverture à l'achète en justice, à l'appel, à l'ordre entre mes créanciers et à la distribution du prix.

C'est ainsi que l'on déroute l'idée fondamentaliste et la naissance de l'hypothèque judiciaire du droit français, et celle de *pignus praetorium* chez les Romains, qui s'expriment dans ce cas, *si captem et pignus, etc.* ou bien que, dans l'hypothèque conventionnelle, ils s'expriment par *si scriptum est pignus, etc.*

Crit base de l'hypothèque judiciaire consiste en ce que si un homme condamné ne veut pas payer, la justice prend un ou plusieurs de ses biens; elle met la main dessus, elle l'en exproprie; elle le veut pour contraindre le débiteur à satisfaire à la condamnation.

Et c'est ici que l'on voit qu'il faut aussi une certaine spécificité, une publicité, une inscription hypothécaire, dans ce cas-là, en exécution commandée du jugement, ce qui est la véritable manière de la justice sur le bien, l'expropriation du débiteur et l'époque à laquelle il devient impuissant pour en disposer.

C'est donc à dater du jour de l'inscription hypothécaire (2), et non du jour du jugement, que doit dater la première rangée l'hypothèque judiciaire, la prise du *pignus praetorium*.

(1) Tel est l'ordre de la 3<sup>e</sup> loi du 11 brumaire an VII sur les expropriations forcées.

(2) Ceci est conforme au texte de la 1<sup>re</sup> loi du 11 brumaire an VII, et contraire au projet de Code.

Ici cependant nous proposerons un léger sous-amendement à l'article 17 de la première loi du 11 brumaire an VII (Voy. nos conclusions).

67. Après cette digression utile, revenons aux réflexions.

Nous avons déjà dit au n<sup>o</sup> 59 que, dans les temps fort anciens, et avant l'institution des moeurs civiles en France, les contractants laissent dresser leurs contrats en entier par les tribunaux. La ratification des ventes est visiblement au reste de l'antique barbare de nos aïeux.

Le tiers-état ne savait que labourer la terre et exercer la arts manuels; la noblesse ne savait que se battre; nul ne savait lire ni écrire. Il fallait bien que les gens de loi et les prêtres se mêlassent de dresser par écrit les contrats et les volontés des rois.

Maintenant que tout le monde sait écrire et gérer bien ou mal ses affaires, il faut d'autres lois. Nous ne pensons pas qu'il y ait plus de motifs pour maintenir en vigueur les ratifications des tribunaux sur les contrats de vente, et pour rétablir les protocoles apostoliques que nous-mêmes courons Rome. L'un et l'autre abusivement de la même source: ils doivent être proscrits ensemble; l'influence de la robe n'a pas sa prérogative de rétablissement sur l'influence du laïque, en tout ce qui concerne son attribution directe, et en ce qui tient aux droits civils et domestiques des citoyens.

68. Continuons de tout ce qui précède que c'est une inconvenance et une grande irrégularité dans la législation de faire intervenir les tribunaux dans des cas non contractuels et simplement transactionnels; de ce chef, il faut retirer encore tout le titre VII du projet de Code, intitulé *Lettres de ratification*.

69. Mais toute intervention des tribunaux n'est pas seulement inconvenante et irrégulière dans cette matière. Écoutez à leurs attributions naturelles; nous croyons voir et pour démontrer qu'il est encore dangereux, de quatre différents chefs:

1<sup>o</sup> Par les lenteurs natives qu'elle impose aux citoyens, sous peine de déchéance de leurs droits; 2<sup>o</sup> Par la multitude des distinctions, de formalités et de procédures dont elle laisse la matière des situations, même volontaires;

3<sup>o</sup> Par la multitude des procès dont elle est la créatrice, la cause ou l'occasion;

4<sup>o</sup> Par l'immensité des frais qu'elle engendre. Et sont certes là des défauts et des vices qui suffisent pour faire rejeter le projet d'une telle législation.

70. Voyons, le projet de Code à la main, si ces vices s'y rencontrent.

Le commence par les devoirs actifs exigés des citoyens.

Le Code dit, titre VIII, art. 89: « Nul ne peut être dispensé de former opposition, sous quelque prétexte que ce soit, et encore que ce soient des mineurs, des interdits, des femmes mariées, des communes ou séparées de biens, ou tout autre » sans le reconnaître ainsi que de droit.

(Déchéance et elle n'est faite avant l'adjudication de l'immeuble saisi sur le non-propretaire, Code civil, titre VIII, art. 83). Et à l'article 88, même titre, il introduit quatre genres d'oppositions.

« Elle est à fin d'ordonner, quand un tiers prétend que la totalité de l'immeuble saisi lui appartient » (1).

« Elle est à fin de détruire, quand un tiers prétend que l'immeuble qui lui appartient lui appartient de ceux qui sont réellement ».

(Déclares si elle n'est faite avant le coup d'adjuger. Code civil, titre VIII, art. 93). « Elle est à la fin de l'acte, quand un tiers prétend que le bien saisi est grevé envers lui de quelque charge réelle.

« Elle est à la fin de conserver, de deux espèces :

1. *Déclares si elle n'est pas faite en dedans 90 jours de l'exposition, et accompagnée des titres justificatifs.* Code civil, titre VIII, art. 104 et 105).

« *Directe*, lorsque le créancier du saisi s'oppose pour être payé de ce qui lui est dû sur le prix qui proviendra de l'adjudication, et pour être conservé un tous ses droits, privilèges et hypothèques;

« *Indirecte*, ou un sous-ordre, lorsqu'elle est faite par un créancier du créancier du saisi.

71. (Code civil, titre VIII, art. 84 jusqu'à 111).

Outre l'utilité de ces distinctions, et de la diversité des articles réglementaires qui prescrivent les formes appropriées à chaque distinction, on voit, au premier coup d'œil, que tout renvoie à établir le seul principe, que le défaut d'opposition déchoit le propriétaire de son droit de propriété, et le créancier hypothécaire de son hypothèque.

Cela est vicieux et contraire à la stabilité tantéritable des propriétés; cela force l'honnête probe d'être toujours aux aguets pour la conservation de sa propriété, et lui donne, pour le maintien de ses droits, une préoccupation; cela échauffe le cœur de l'honnête homme, éveille l'ambition et la fait rêver aux moyens de surprendre la bonne foi en défaut.

Un propriétaire doit faire sur avec longue absence; un autre homme à la raison élevée, et sa famille ou la magistrature lui a pas encore donné un curateur.

(Code civil, titre VIII, art. 93, 101 et 105). Le moment est bon à vite, deux intrigues qui s'entendent font, l'un sur l'autre, une course réelle sur les biens de ce tiers propriétaire, comme s'ils appartenaient à la personne du saisi : nullo oppositione au justice. Et bien, le tiers propriétaire, étant de retour dans son pays, se trouve irrémédiablement exproprié; l'interdit n'a pas d'alimentation, il est sur les restes qu'on a pour plier.

(Code civil, titre VIII, art. 89). Il est ont leur recours ainsi que de droit, direct-vant ?

Et contre qui, s'il vous plaît ? car, à coup sûr, ce n'est pas contre le tribunal, lequel a exécuté la loi à la lettre, et tel qu'elle a été rendue.

72. Mais vous croyez que les surprises contre les propriétaires et contre les créanciers hypothécaires peuvent devenir très-fréquentes, ainsi que leurs déchéances, pour n'avoir pas observé toutes les formalités voulues pour une opposition valide, et qu'il ne fail pas un concours de circonstances bien extraordinaires pour réaliser contre eux une véritable spoliation.

Bien sûr, les marais, les vents, les incendies, les communes, la République, peuvent avoir des curateurs, des époux, des administrateurs ou des agents peu scrupuleux, ou peu éclairés, ou peu habitués à la tenue des affaires.

(Projet de Code civil, titre VIII, art. 4. Titre VIII, art. 17, et titre VIII, art. 89). Une opposition est négligée, ou n'est pas faite à temps, ou est faite sans les formalités requises; la propriété, les droits hypothécaires de ces personnes si dignes de la protection spéciale de la loi sont, sans plus et sans, en déchéance.

Nul moyen de rétablissement et de restitution au créancier ou peut les y réintégrer.

Et ce cas arrivera tous les jours; et très-souvent le recours du mineur contre son tuteur, après sa majorité, sera inutile, ainsi que celui de l'épouse reconnue un long couler ma mort.

Mais encore outre ça, il y a des grandes fautes pour la survenue.

Un acheteur fait afficher son contrat ou une saisie réelle dans un tribunal, le 10, 12 ou 14 fructidor.

Le 15 fructidor commencent les vacances des tribunaux jusqu'au 15 brumaire; alors les audiences de la chambre des vacations sont peu fréquentes par le public.

Aucune connaissance ne parviendra au créancier hypothécaire, de cette exposition du contrat; et si au tiers propriétaire, de la fausse saisie réelle. Il nous est permis de le supposer.

Cependant les quatre-vingt-dix jours sont expirés le 5, 7 ou 9 brumaire, c'est-à-dire deux rétrogrades à peu près après la rentrée des tribunaux, et lorsqu'ils ont pleinement repris leur essor habituel.

Est-il juste, est-il utile qu'un propriétaire se trouve ainsi spolié de ses biens-fonds ? Est-il raisonnable qu'un créancier hypothécaire soit ainsi déchu de son hypothèque si sûre, si liquide, si certaine, irrécusable ?

73. Mais entre ces inconvénients, il existe mille déchéances pour des erreurs dans la forme de l'opposition; erreurs qui rendent l'opposition elle-même inutile et comme une interposée. (Loi du 4 germinal an II, art. 21).

Ainsi le propriétaire et le créancier seront : (Projet de Code civil, titre VIII, art. 93, 104 et 105) 1<sup>o</sup> déchu, si l'opposition n'est pas faite dans le délai préfixé par le Code pour chaque genre d'opposition;

2<sup>o</sup> Déchu, s'il n'est pas faite devant le tribunal qui était compétent ou peut errer dans différents cas sur la compétence, antérieurement plusieurs immeubles sont vendus par le même contrat; sur quoi on doit voir l'article 81, titre VII du Code, ainsi que les articles 12, 13, 14 et 15 du même titre;

(Projet de Code civil, titre VIII, art. 25, et titre VIII, art. 90) 3<sup>o</sup> déchu, si l'opposition du créancier hypothécaire n'est pas faite aux mains [1] du conservateur des hypothèques, ou celle du tiers propriétaire au greffe du tribunal;

(Projet de Code civil, titre VIII, art. 25, et titre VIII, art. 90 et 101) 4<sup>o</sup> déchu, si l'opposition n'est pas faite par un huissier, ou si l'huissier n'est pas compétent dans le lieu où il a fait l'exploit;

5<sup>o</sup> Déchu, si l'exploit ne contient pas les prénoms et nom de l'opposant;

6<sup>o</sup> Déchu, si l'exploit ne contient pas sa signature;

7<sup>o</sup> Déchu, s'il ne contient pas son état, s'il n'a un;

8<sup>o</sup> Déchu, s'il ne contient pas énonciation de domicile dans la commune où est le bureau du conservateur;

(Projet de Code civil, titre VIII, art. 25) 9<sup>o</sup> enfin l'exploit doit aussi contenir le nom et le domicile du débiteur et son état, s'il en a un;

(Projet de Code civil, titre VIII, art. 91 et 92) 10<sup>o</sup> les tiers propriétaires opposants sont encore déchu s'ils n'ont pas énoncé dans l'exploit la cause de l'opposition, si l'opposition n'est signée de l'avoué de l'opposant et du greffier, sur le cahier à ce destiné;

[1] Quel sera si l'huissier laisse l'exploit d'opposition à domicile du conservateur, et non en ses mains.

[Projet de Code civil, titre VIII, art. 93.] 11<sup>e</sup> de-  
chus, s'il n'y énoncé le titre sur lequel elle est  
fondée;

12<sup>e</sup> Déchus, si l'exploit n'énonce la date de ce  
titre et celle de l'hypothèque qu'on eût ad con-  
server;

13<sup>e</sup> Déchus, si on n'énonce les intérêts qui  
peuvent être dus;

14<sup>e</sup> Déchus, s'il n'y a élection de domicile chez  
l'avoué pour toutes les opérations relatives à la  
saisie réelle, jusques et compris la distribution  
du prix;

[Projet de Code civil, titre VIII, art. 94 et 105.]  
15<sup>e</sup> Déchus, si on ne signifié pas les répudiations  
littres justificatives de l'opposition au poursuivant  
et au saisi;

[Projet de Code civil, titre VIII, art. 104.] 16<sup>e</sup> Dé-  
chus, s'il n'y a pas dans l'exploit chapitre pour  
les faire comparaitre, dans les dix jours ou plus  
tard, à l'audience;

[Projet de Code civil, titre VIII, art. 105.] et re-  
quête contenant sommairement les moyens de  
l'opposition, et les conclusions.

La loi du 4 germinal an II, rendue sur la ma-  
tière de cassation, ayant statué que tout ce qui  
est requis au matière de forme évalue par les lois  
couvertes depuis 1789, l'est sans peine de nullité,  
on doute que l'opposition puisse valoir par le  
défaut d'un seul des formalités ci-dessus, et que  
par conséquent la déchéance ne soit encourue;  
[Projet de Code civil, titre VII, art. 26, et titre VIII,  
art. 89, 104 et 105.] et la loi du Code lui-même exige  
expressément ces formalités sous les peines de dé-  
chéance et de nullité.

Où s'agit-il de toute réflexion sur un système  
aussi spoliateur. Les douleurs sensitives qui  
assiègent l'âme à la simple vue d'un pareil sys-  
tème, font tomber la plume, et ne laissent plus  
la force de douter, à qui que ce soit, de la supé-  
riorité du système dans lequel les citoyens con-  
servent leurs droits en dormant, sur celui où la  
même conservation est dépendante de tant de  
solidités et de tant de conditions.

Et démontrant ce premier chef du danger de  
ce système, nous avons entamé déjà le second,  
qui concerne le maintien tant de distinctions,  
de formalités et de procédures dont est surchargée  
la matière des aliénations, même volontaires.

[Projet de Code civil, titre VIII, section 1<sup>re</sup>, dis-  
tinction 1, 2, 3 et 4; en tout 23 articles.] On veut  
de voir déjà cinq genres d'oppositions : les di-  
verses subdivisions du projet de Code règlent  
chacune d'elles, et le temps en dedans lequel il  
faut les interjeter.

[Projet de Code civil, titre VII, ch. III.] Il y a en  
outre un chapitre entier, en dix articles, qui ré-  
gler les formalités du projet de contrat de vente  
volontaire, au greffier, et son afficher.

[Projet de Code civil, chap. IV.] Il y a encore tout  
un chapitre, en 13 articles, pour régler les ran-  
chères et les surenchères des créanciers dans les  
ventes volontaires.

[Projet de Code civil, chap. V.] Un autre chapitre,  
en 8 articles, pour régler l'expédition et la secou-  
des lettres de ratification.

[Projet de Code civil, titre VII, chap. VI.] Je passe  
un autre chapitre qui détermine les fonctions et  
la responsabilité des conservateurs, parce que ce  
chapitre est utile et nécessaire, quoique ce soit le  
système hypothécaire qu'on embrasse.

[Projet de Code civil, titre II, ch. III.] Mais je  
trouve un autre chapitre inutile, en huit articles,  
pour régler l'ordre entre les créanciers sur le prix  
d'achat dans le cas des ventes volontaires.

Or, c'est fort mauvais et fort dangereux d'in-  
troduire une procédure d'ordre sur chaque ven-  
te particulière et volontaire de propriété.

Pour les ventes forcées, c'est bien plus régle-  
mentaire encore.

[Projet de Code civil, titre VIII, chap. I.] Je vois  
d'abord tout un chapitre, en huit articles, pour  
régler sur qui la saisie réelle peut être faite;

[Projet de Code civil, titre VIII, chap. II.] Un  
autre chapitre, en huit articles, pour régler sur  
quels titres et pour quelles dettes on peut saisir  
réellement;

[Projet de Code civil, titre VIII, chap. III.] Un  
3<sup>e</sup> chapitre, en sept articles, contenant des dis-  
positions communes à toute procédure sur vente  
forcée;

[Projet de Code civil, titre VII, chap. I.] Un autre  
chapitre, en six articles, pour régler les for-  
malités de la saisie réelle. Il est subdivisé en  
cinq sections : une du procès verbal de saisie;  
une sur son enregistrement, sa publication et son  
affiche; une sur le séquestre et les baux judi-  
ciaires; une pour le jugement sur la validité de  
la saisie réelle.

[Projet de Code civil, titre VII, chap. I.] Viens  
ensuite, en quatre-vingt articles, le chapitre des  
oppositions en quatre subdivisions, dont nous avons  
déjà parlé, et d'ordre.

La première section des oppositions en vingt-  
trois articles, nous en avons, par forme d'exem-  
ple, analysé l'effet et les déchéances.

La section 2 de l'ordre contient deux distinc-  
tions. L'une concernant les règles générales de l'or-  
dre et trois articles;

L'autre traitant les formalités de l'ordre en  
cinq articles.

[Projet de Code civil, titre VII, chap. I.] Je trouve  
encore un chapitre pour régler la forme du  
compte d'adjudger et l'adjudication, en vingt-sept  
articles.

[Projet de Code civil, titre VII, chap. I.] Et un  
chapitre en quatre articles pour régler la forme du  
paiement du prix de l'adjudication;

[Projet de Code civil, titre VIII, chap. III.] Et  
pour un autre chapitre fort inutile (si la grande  
forme de la saisie réelle elle-même ne l'est pas),  
traitant de la vente sur simples publications, en  
deux articles.

Car, on trouve les formes sur simples publications  
sont suffisamment protectrices, et alors il faut abor-  
der les grandes et coûteuses formes des saisies réelles;  
c'est et qu'a fait la dernière loi du 11 brumaire  
an VII.

On voit les formes de la saisie réelle sont es-  
sentiellement nécessaires; et alors il faut effacer  
ce dernier chapitre.

Car je ne vois pas quel faible intérêt le pauvre  
avec moyen de solvabilité sur le riche; et parce  
que son bien ne vaut que 2000 fr., il ne faut pas,  
ce me semble, multiplier la protection qui lui est  
due. Cela ressemble trop aux distinctions qu'on  
mettait autrefois entre les funérailles des riches  
et celles des pauvres.

En général, l'esprit est fatigué, affaibli,  
mêlé sous cette lourde machine de formes; et  
cependant, nous n'avons indiqué que les tabe-  
lées des différents chapitres. Qu'on se dise si  
nous n'avons traités dans des détails sur chacun  
d'eux ?

75. C'est bien ici qu'on peut appliquer au projet  
de Code ce que ses rédacteurs disent de la juris-  
prudence :

[Projet de Code civil, discours préliminaire.] « Le peuple  
ne peut, dans ce débat, démêler ce qu'il doit

« déviler, ou en qu'il doit faire pour avoir la  
« sûreté de ses possessions et de ses droits. »  
« C'est ici que se résume tout le projet de  
« Gode en que le rédacteur du discours préliminaire  
« avait contre les lois du II brumaire au VII : au lieu  
« d'écrire contre ses deux lois il écrit pour elles ;  
« il prononce l'anathème contre la parité du projet  
« de Gode qu'on veut substituer à ces deux lois, et  
« qu'on ne peut attribuer qu'à l'usage de ces trois  
« causes :

1\* Du à une simple inadvertance :

2. Ou parce que l'homme éclairé, qui a écrit le discours préliminaire, ne s'est pas embarqué sur la relation des trois titres sur les hypothèses, et y avait peu concouru :

3<sup>e</sup> Du enfin parce que ce rédacteur, dont on connaît les talents, était lui-même partisan du maintien des lois du II brumaire an VII, et ne doit que relire ces deux lois et les trois autres actuellement proposées, pour se prononcer.

Quoiqu'il en soit, écoutons-le.

(Projet de Code civil, discours). « Il ne faut pas oublier les préoccupations, nos dernières lois sur « les objets sont extrêmes, d'ailleurs, mais c'est le Code qui l'est en effort, et la barre politique, comme la barre morale, se trouve toujours entre deux limites.

« On gouverne en ignorant ou gouverne trop... La vie des hommes ne serait qu'une longue et houleuse minorité, et cette surveillance (celle de la loi, par exemple, la ratification des ventes par les tribunaux, et l'ordre entre les créanciers à chaque mutation) déléguerait elle-même en sous-main... »

C'est un autre principe que les lois faisaient pour prévenir ou punir l'impression de la méchanceté des hommes, doivent montrer une certaine franchise et être au moins possible plus franche, et plus ouverte que celle du li brumaire au VII<sup>e</sup>. Une certaine candeur. Si l'on peut de l'idée qu'il faut passer à tout le mal et à tous les abus dont quelques personnes sont capables, tout est perdu. (Et c'est justement de cette idée-là que parle le Code.) Il pose d'abord au principe vicieux, et il ne veut pas voir rhabiller ses rhapsodes, réglementer ses riglements, pour empêcher qu'un personnage n'abuse du vice de son principe, et se bori, il ne peut l'interdire, lui multiplier les formes à l'infini; ou s'accordera qu'une protection menueuse aux rhyloques (c'est là le Code); et il remède d'avance pire que le mal (cest) encore lui). Quelques hommes sont si méchants, que, pour gouverner ni rendre avec sagesse, il faut supprimer les plus mauvais d'entre les hommes, et interdire qu'ils ne soient. (Et ce qui vaut encore mieux), il faut, sans rien supposer sur leur bonté ou sur leur méchanceté, les empêcher tout de suite d'être et de se faire, si l'on en a le moyen; et c'est justement la première loi du li brumaire au VIII<sup>e</sup>.

(Puget de Code, discours prel.) Et plus loin :

Les formes... ne valent sans protéger (r)ist  
encore (à l'effet du Code). Nous nous sommes  
convaincus que nos dernières lois sur r)ite  
n)ère ne pouvaient comb)rir (à) paralyser  
toutes les affaires de la société (c'est r)aire le  
Code; voy. ci-après, § 1), à l'ing)ir l'om)h  
parties m)ressées, par des p)rovisions r)alueses  
(c'est r)aire la plus fr)uq) objection contre le  
Code); r) qu'ait le but apparent de c)nserv)er  
l'hypothèque, elles n'étaient p)ro)es q)à la c)om-  
p)romettre. » (D), dans le Code, l'hypothèque n'est  
pas un v)éritable droit m)matériel.

C'est ainsi qu'il a pu le discours préliminaire, croyant

tonner contre les lois du 11 brumaire an VII, plaide pour elles, et soulève le système du Code.

76. Et pour terminer ce paragraphe, nous dirons qu'il ne peut rester à personne aucun doute, insouciant sur le danger des trois titres du Code, sous le rapport des préjudices aussi multipliés que potentielles qu'ils doivent causer à nos citoyens; car les peines consuetes qu'ils doivent occasionner à ceux qui, pour l'omission d'une simple règle, se trouveraient déshérités de leur propriété et de leurs droits légitimes et certains; sur les passions haineuses qui doivent en résulter; et finalement sur les frais incommensurables de procédure que celle complaisance des lois engendrera nécessairement. Ils sont tels, que souvent on a vu s'élèver, entre les mains des gens de loi, la valeur de l'objet d'une cause réelle, le prix ruineux d'un seul sur les autres réclamant une collocation d'ordre, ou enfin la somme entière délaissée aux créanciers dans la rue d'une faillite; et tout sans voir jamais arriver la fin des discussions et des procédures.

## § 14.

1. L'FROJET ON CODE, TITRES VII, VIII ET IX, LIV. III,  
DENVERSE LE FREDT PARTICULIER S'ACTOIT DANS  
LES PAYS HABITUS A PRETER SON HYPOTHEQUE  
IN ELLE ET NOTIALE. IL APPARTIEN LA FRANCE.

77. Nous voilà enfin arrivés, dans ce paragraphe, aux effets politiques de cette législation : il nous est permis de qu'on lui donne un moment le bon air du jurisconsulte, et de nous élever à la hauteur des conceptions législatives qui doivent diriger l'homme d'Etat, lorsqu'il mérite les grands résultats et pour lui seul avoir sur l'ordre social.

78. Vous sommes liés de nous rencontrer, dans nos idées politiques, avec un des génies les plus sublimes, un des plus grands hommes que la France ait vus au ministère, avec l'illustre Colbert (1).

On sait que la publicité et la spécialité des hypothèques furent proposées en 1581, sous Henri II; en 1606, sous Henri IV; et en 1673, sous Louis XIV. Alors un édit fut porté pour les établir sur ce mode.

Colbert atteste, dans son testament politique adressé au roi, que l'édit lui revint par les bourses et par les cabales du parlement : ce sont ses termes.

• Il le parvenait voyait, dit Calixte, que l'hydre des procès allait perdre ses cent têtes, dont il tira sa substance.

« Il remontra que toute la fortune des plus grande de la cour alloit s'écouler par là; qu'ayant pour la plupart plus de dettes que de biens, ils ne trouvaient plus de ressources d'où leur que leurs affaires seraient découvertes. Il associa plusieurs seigneurs puissants (dit Cotterly); et tous ensemble rabattèrent si bien, que Votre Majesté retira Pédit.

Et Cochet réclame hautement la publicité, la spécificité des hypothèques et l'établissement des feuilles d'inscriptions.

70. Est-ce là une raison d'Etat valable pour le système hypothécaire consacré plus tard, en 1771, et reproduit au Code? Opprimer injustement les petits pour que les grands de la robe aient plus de facilité à faire des dupes! Et c'est donc une

(1) On peut consulter le testament prélaïque de ce grand homme, ou il se promouvoit survenement pour l'inspiration hypostrophique et pour l'établissement de ses grilles d'inspiration, avec l'ensemble par approvisionnement. C'est absolument la la publie et la republique des pothèmes.

République, et c'est pour un peuple régénéré et triomphateur des autres peuples, que l'on propose des lois dont le principe est aussi immoral !

Ce n'est pas sans raison que nous nous en sommes récriés, au commencement de cet écrit, contre la corruption de l'ancienne cour, les intrigues du parlement, et la barbarie des lois durant les anciens troubles civils, et qui nous ont servi de prétexte à ces causes d'improvement de la législation hypothécaire en France pendant plusieurs siècles.

Nous le répétons, les trois titres VII, VIII et IX, liv. III du Code, n'auront ni ne pourront avoir pour effet que de le diffamer bientôt :

- « Ou bien des emprunteurs de mauvaise loi se feront recréer de nouvelles dunes ;
- « Ou bien, s'ils n'en trouvent pas le moyen, c'est que le danger d'être dupé aura été tout à fait créé. Alors le prêteur n'aura pas de confiance
- « dans l'homme probé, parce qu'il le croira plus « chéri qu'il ne l'est. »

Qui dit crédit, dit confiance ; qui établit la défiance, établit le discrédit ; point de milieu.

Or la loi ouverte et franche du II brumaire an VII, commande la confiance et la sécurité.

Le système autorité des trois titres du Code n'établit rien que de secret, d'obscur, d'incertain, de mystérieux ; il ramène aux citoyens une juste défiance.

C'est au législateur à choisir.

80. Ces déplorables effets se feront plus vivement sentir dans les pays habitués à l'hypothèque publique et spéciale, c'est-à-dire dans le département de l'ancien France et dans treize nouveaux départements réunis ; ce qui forme à présent le tiers du territoire intégral de la République.

Nous sommes sur les lieux ; nous connaissons les habitudes de ces peuples ; nous connaissons l'insécurité qu'ils ont les départements de l'ancienne France et surtout celui de la Batarie.

Ces peuples ne prêtent pas sur l'hypothèque immuable sans savoir précisément sur quel lieu-lieu ; et ils veulent être certains, mais incertains, de n'être priés par personne sur l'immuable qu'on leur assigne libre et engage de leur créance.

Or créer ces conditions ; les hommes sont fermes.

Il n'y a plus d'argent à trouver.

Pendant les hypothèques de bien-fonds, en dans ces pays, le crédit commercial est libre et risqué d'accorder beaucoup ; alors la confiance est dans la personne du débiteur, et non sur les immeubles. Mais ce n'est pas du crédit personnel qu'il s'agit en cet écrit ; il faut être honnêtement connu prêt en l'air ; nous parlons du crédit réel sur les choses ; et c'est de celui-là qu'on a besoin tous les propriétaires.

81. Je suppose que des malheurs dans les propriétés foncières, un incendie, une grêle, une inondation, une épidémie, une suite de mauvaises récoltes, les impôts, les améliorations, accablent les propriétaires ; ils doivent trouver les fonds ; et ils ne le peuvent, ou bien ils doivent être des sacrifices énormes : la guerre est déclarée entre les propriétaires et les capitalistes. Ainsi la terre restera sans engrais, sans améliorations, sans culture ; les maisons s'écrouleront ; tout languira, tout ira droit à la stérilité, au dépérissement, à la mort.

On verra côté, le capitaliste exportera, en Hollande ses capitaux ; aucune barrière, aucune

douane, aucune loi n'est assez puissante pour l'en empêcher ; il n'aura qu'à aller lire sur lui quelques lettres de change pour éluder ces misérables obstacles.

Le fera-t-il ? oui, il ne trouvera pas dans son pays la sécurité pour ses fonds telle qu'il la désire ; il la trouvera telle en Hollande ; c'est donc là qu'il ira ce qui n'est pas agir pour assurer plusieurs fois.

Et de là un appauvrissement dévastateur du sol de la France en capitaux ; et de là une langueur mortelle dans toutes les spéculations d'industrie, dans l'établissement, ou dans le perfectionnement de toutes les manufactures.

82. Aurait ces résultats sont effrayants, autant nous paraissent-ils inévitables dans les parais du nord de la France républicaine, si les trois titres du Code sont adoptés. Et en effet, sans crédit réel, que peut-on entreprendre ?

83. Et quel motif a-t-on choisi pour proposer ces trois titres ?

Le moment même où tout le monde ne parle et ne reçoit que respect, stabilité des propriétés.

Et ces titres introduisent une violation de conditions de titres et lettres propriétés, pour n'avoir pas l'air tel et tel droit, ou tel et tel usage, devant tel ou tel juge, et d'après telle ou telle forme ! Et ces déviations sont incongrues dans les lois actuellement existantes !

C'est au moment encore où tout la France apprête à grande ére la rétablissement du crédit, de l'industrie et du commerce ; où tout le monde applaudit des lois rigoureuses contre le scandale des banqueroutes frauduleuses.

Et ces titres établissent la législation la moins défavorable à l'intérieur, à la fraude, à la mauvaise loi et aux banqueroutes frauduleuses, qui ait jamais existé sur la terre !

On a dit, pour colorer ces titres de l'apparence d'un avantage politique, que tel citoyen qui n'est prêt, peut, avec des facilités pour emprunter, rétablir toutes ses affaires, et gagner des millions.

Mais on peut-il pas, avec plus de probabilité, après avoir perdu sa fortune personnelle, perdre encore celle de mille autres malades, et les entraîner dans le même abîme ?

Qu'il joue sa fortune, qu'il se retire, à la bonne heure ; mais qu'il joue la fortune d'autres pères de famille et qu'il les ruine de même pour le bien de leur famille, de leur parenté avec lui, ou de leur concubine ; non, la justice et l'humanité s'y opposent.

Une telle loi est immorale ; elle ne peut créer qu'un peuple d'agitateurs et d'agitateurs, d'un côté, et d'entrepreneurs en spéculations imaginaires, d'intégrités et de banqueroutiers frauduleux, de l'autre.

On a dit encore : Parce qu'il y a quelques tristes, faut-il que tout le monde le soit ouvert de sa fortune ?

Nous répondons : Non, pas tout le monde, mais il faut que ceux qui demandent à emprunter fassent voir leur clair dans leurs affaires. Nous avons donné d'ailleurs, aux numéros 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 de cet écrit, que, d'après la loi du II brumaire an VII, l'emprunteur ne doit pas faire sur tout sa fortune, mais la liberté, la liquidité d'un seul bien-fonds, de celui sur lequel il veut emprunter, de celui qu'il veut donner en gage : la constance du reste de sa fortune, et celle de tous les citoyens non emprunteurs, n'en restant pas moins en l'air et plus profond mystère.

84. Les raisons politiques qui ont été données



trer la vérité de ce que nous avons dit à cet égard.  
90 Voici le raisonnement fondamental des trois titres du Code :

(Projet de Code civil, titre VI, art. 1<sup>er</sup>). « Qui conçoit s'est obligé personnellement, est tenu de remplir ses engagements sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir. »

(Projet de Code civil, titre VI, art. 2). « Lorsque la même personne a plusieurs créanciers, tous ses biens sont leur gage commun. »

« Si leur prix se distribue au marc la franc, à moins qu'il n'y ait, entre les créanciers, des causes légitimes de préférence. »

« Les causes légitimes de préférence sont les privilèges et les hypothèques. »

Et sur ce fondement, le Code bâtit le système des hypothèques générales, assises en concours sur toute la fortune du débiteur, sur tous et chacun des biens présents et à venir, et prenant rang selon la priorité de date de contrats authentiques.

91. Analysons en toute rigueur la valeur de ces énonciations; car il faut beaucoup de rigueur, lorsque l'on discute un principe fondamental de tout un système de législation.

Certains, quoiqu'ils s'y soient obligés personnellement, est tenu de remplir ses engagements; ceci est rigoureusement exact.

Sur tous ses biens présents et à venir, dit le Code. Ici il rommeure à être obscur, il j'ai quelque distance sur le sens de cette ascription.

Un homme est tenu...

Je comprends cela.

Un homme est tenu sur ses biens présents et à venir.

Que veut-on dire par là?

1<sup>o</sup> Veut-on dire que ses biens présents et à venir sont d'aucun secours au créancier pour l'impact de la dette?

En ce sens le principe n'est pas vrai, parce qu'évidemment,

1<sup>o</sup> Autre chose est *aliéner son bien*, autre chose est *devoir une somme d'argent*. Dans le premier cas, on ne force à la tradition déterminer du bien aliéné; dans le second, on ne force à s'acquiescer, s'acquiescer on ne prend l'argent.

2<sup>o</sup> Le débiteur, étant pas propriétaire des biens présents, ne peut pas les aliéner; car ils ne sont pas à lui d'avance (1). Donc le principe, qui doit, doit sur ses biens présents et à venir, ne peut signifier que aliénation de ses biens faite par anticipation; et s'il le signifie, il n'est pas exact.

3<sup>o</sup> Ce même principe veut-il dire :

« Tout homme qui doit, par cela seul qu'il doit, « donne son gage à son créancier tous ses biens présents et à venir. »

C'est la signification qu'y attache en effet le Code. Mais sur ce cas le principe n'est pas vrai non plus, et il est arbitrairement posé, et très-gratuitement avancé sans la moindre preuve.

1<sup>o</sup> On sait que, pour un gage proprement dit, il faut deux conditions : la désignation du gage et la manumission du créancier sur l'objet qu'on donne en gage.

L'un et l'autre manquent ici : d'abord, à parler dans le sens propre du mot gage, un homme n'a pas toujours donné en gage tous et chacun de ses

(1) Le Code civil, liv. III, tit. XI, art. 17, dit : « La vente de la chose d'autrui est qualifiée infide, et n'est pas obligatoire. »

« Et même, art. 18 : « On ne peut vendre la succession d'une personne vivante. »

Ainsi les biens à venir ne peuvent en général ni être aliénés ni être engagés d'avance.

biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir, par cela seul qu'il doit une somme d'argent.

2<sup>o</sup> Aut ne peut donner en gage un bien dont il n'est pas propriétaire, ou tout au moins possesseur (1); or, les biens à venir, par cela même qu'ils sont à venir, ne sont ni dans la propriété ni dans la possession du débiteur : il est donc impossible qu'il les ait donnés en gage.

3<sup>o</sup> Et ce qui prouve qu'il est faux, en général, que quiconque doit, doit sur son gage, est qu'il vient très-souvent dans l'esprit des hommes d'exprimer et de drainer un gage particulier et proprement dit.

4<sup>o</sup> Le juriste ne peut pas non plus signifier que le débiteur, en payant son dette, le paie sur son bien, le diminue d'argent. Ce serait là l'honneur d'un fait matériel, et non d'un principe de droit. Le principe conçu ainsi ne signifierait rien; il serait pareil à celui énoncé-ci : *Quiconque doit payer est tenu de payer, sur son bien, le tiers de son dette*. Or n'est pas là un principe; c'est un fait qui se prouve rien, et ne peut fournir aucun bon sens conséquence : car s'il n'y a pas de fait, qu'il s'agit de tirer du principe quelques droits neiges au créancier sur les biens du débiteur.

5<sup>o</sup> Voyons enfin le quatrième et le dernier sous-possible de ce principe, en apparence assez clair : *Quiconque doit, doit sur ses biens présents et futurs*. Nous allons voir que cette quatrième signification est la seule raisonnable et la seule possible.

Ce principe peut signifier : quiconque doit, doit remplir ses engagements.

S'il ne les remplit pas, et doit y être condamné par le juge.

Si, nonobstant la condamnation, il ne veut pas les remplir encore, la justice, par le ministère de ses huissiers, et sur la réquisition du créancier, doit l'y contraindre par la force.

Et pour y parvenir, la justice peut prendre tous et chacun des biens meubles ou immeubles qu'elle peut trouver et qui lui appartiennent.

C'est ainsi que, par sa obligation pure et simple (et personnelle), ses biens présents peuvent se trouver par la suite compromis : c'est ainsi qu'on peut dire, dès à présent, qu'il doit sur tous ses biens présents.

Il est possible que le condamné n'ait pas assez de biens présents pour satisfaire la condamnation.

Qu'il survienne plus tard à ce débiteur non libre, des donations, des héritages, des successions, des gains incertains; eh bien, le créancier peut poursuivre l'exécution de son jugement, la justice mettra la main à l'œuvre sur les biens nouveaux. C'est ainsi que, par suite de son obligation pure, simple et personnelle, ses biens à venir peuvent se trouver compromis. On peut donc dire, en certaine façon, qu'il doit sur tous ses biens à venir.

Qui, mais c'est justement alors que de ce principe, ainsi posé, ainsi expliqué, ainsi compris, on ne peut plus tirer le système des trois titres du Code; nous en en tire alors, tout au contraire, le système des deux lois du 1<sup>er</sup> brumaire au VII, ainsi que nous l'avons exposé, quant aux hypothèques judiciaires, dans le n<sup>o</sup> 86 de cet écrit.

Ce n'est certes pas alors à la date du contrat, à raison de son authenticité, que l'hypothèque doit prendre naissance sur les biens présents, et sur

(1) Le liv. VI, art. 36, liv. III du Code, dit : « Les meubles ne peuvent être hypothéqués que par ceux qui en ont la possession. » Combinez cela avec les art. 17 et 18, liv. XI.



lous ceux à venir; c'est à la date de la mainmise de la justice sur les biens saisis.

Ce n'est pas sur toute la future qu'une hypothèque ou une préférence générale doit peser; c'est seulement sur le bien que la justice a pris dans sa main.

Ainsi le principe, quoique bon, doit sur ses bords, être contenu, ou circonscrit par toutes les obligations personnelles ou obligations réelles; il n'affecte pas sur tous les biens comme s'il en était le gage des décrets du créancier.

Car on a vu que les biens ne se trouvent compris qu'après coup, par suite de l'exécution, et comme moyen de contrainte.

De l'origine du Code consistait précisément dans cette transformation des obligations personnelles en obligations réelles; des obligations *personnelles* en obligations *réelles*, et il opère cette conversion en thèse générale, et qualifie toutes obligations indistinctement.

Les obligations personnelles ne peuvent avoir relation aux biens du débiteur qu'après la condamnation et dans l'exécution. Elles n'affectent point ses biens dès le moment du contrat, elles ne frappent pas les mêmes points de priorité; elles n'aliènent pas, elles ne constituent pas de gage proprement dit sur ses biens. Telle est leur nature, et c'est pourquoi elles sont personnelles.

Des obligations réelles donnent un droit réel sur la chose, dès le moment de la tradition, elles représentent sur la chose une priorité. Là est le gage.

Alors toutes les obligations personnelles, et même que toutes seront des *obligations réelles*, c'est confondre toutes les sources actives de droit et de législation, c'est embrouiller les hommes, sans pour ce créer aucun but d'utilité; pourquoi cette étrange confusion serait-elle créée ou nécessaire?

Nous avons suffisamment prouvé que cette confusion, loin d'être utile, sera au contraire très-dangereuse et très-dangereuse.

21. Du reste, on ne peut pas disconvenir que les actions personnelles, par l'exécution qu'elles donnent aux condamnations et à l'exécution sur les biens du débiteur, ne donnent au créancier une certaine *réalité* d'air à raison des biens.

Si mon débiteur est millionnaire, je suis plus tranquille sur mon recouvrement que s'il ne possédait rien; cependant on ne peut pas dire par cette raison que mon débiteur m'a donné son million en gage.

Cette certitude de la *saisie* des moyens de recouvrement, a même été appelée *gage*, dans la langue française; mais le mot *gage* n'est qu'une métaphore; c'est une locution judiciaire et vague, qui ne peut pas servir de fondement à un bon système de législation.

C'est ainsi que, dans les temps de la chevalerie, celui qui jetait le gant était dit avoir donné le gage du combat; les dames donnaient aux combattants, des écharpes, des portraits ou des rubans, en gage de leur amour; et le vainqueur qui épousait sa belle devant les vœux, lui donnait un anneau pour gage de sa fidélité.

Le mot *gage* veut ici dire sensiblement *signe* ou *certificat* de recouvrement. C'est une véritable métaphore, et non pas une idée d'un gage judiciaire, d'une hypothèque que cet usage du mot a voulu introduire.

22. Et ce ne peut être que par métaphore que le Code a dit :

« Lorsque la même personne a plusieurs créanciers, tous ses biens sont leur gage commun. »

Cela veut dire uniquement que la totalité de ses biens est le fondement de la *recouvrement* d'une de ses créances, dans la suffisance des moyens existants de recouvrement.

Mais non pas que c'est un *gage* juridique proprement dit; ce qui serait impossible, car le bien-fonds n'est pas déterminé, et aucun des créanciers n'a la main sur le prétendu gage.

Le Code ajoute : « Et leur prix [des biens] se distribue au marc le franc, à moins qu'il n'y ait, entre les créanciers, des causes légitimes de préférence. »

Le Code ne distingue pas s'il y a faillite, ou seulement vente volontaire d'un seul bien-fonds. Sa doctrine est la même dans les deux cas.

Mais n'accroisons pas qu'il y ait raisonnablement ou rigueur à l'ordre et à la distribution du prix, lorsqu'il n'y a qu'une seule vente volontaire. Passons donc le cas de faillite pour être d'accord dans une espèce renvoyée par le Code, et voyons sa doctrine; on va voir clairement que le mot *gage* n'est employé qu'en figure.

Le Code dit donc : « En cas de faillite, tous les biens du débiteur sont le gage commun des créanciers, etc. »

Mais ce n'est pas vrai dans le sens propre.

Les biens ne sont pas le gage commun, ils sont la *propriété* commune des créanciers payant droit, propriété qui leur est dévolue par l'adjudication, la vente, la cession, la liquidation du débiteur, et il ne s'agit, pour parvenir à régler une masse de biens, que d'exercer l'action commune d'indivision, et de faire assigner sa part à chaque créancier, selon son droit.

Mais il y aurait contradiction dans les termes, que ces biens seraient tout à la fois la *propriété* et le *gage* commun des créanciers dans la signification rigoureuse du mot. Nul n'a un gage sur son propre bien.

Ainsi, quand le Code a dit en ce cas : « Tous les biens sont le gage commun des créanciers, » il a parlé par métaphore; il a voulu dire : Tous les biens sont la *masse commune* de recouvrement, en forcé des créanciers, chacun selon son droit.

Mais de cette vérité il n'est que, quand il n'y a pas encore ouverture au recouvrement, soit qu'il n'y ait pas de faillite, soit que les créanciers ne soient pas encore créanciers, le Code n'a pas pu dire que tous les biens étaient le *gage commun* des créanciers, depuis le jour des contrats respectifs, à moins de vouloir dire uniquement que les biens *faisaient* leur *arrangement* commun, leur *tranquillité*, et rien de plus.

23. L'est cependant sur d'aussi misérables subtilités et sur un par abus de mots, que le Code a basé sa législation, et qu'il propose de renverser cette existence de la brûlante au VII.

Car à peine ce principe est-il posé : *Quiconque doit, sur ses biens; s'il a plusieurs créanciers, tous ses biens sont leur gage commun*, que le Code traite ce *gage* *présumé* comme un véritable *gage* proprement dit, comme une hypothèque véritable, il impose un *bon gage*, une *affectation générale* sur toute la fortune du débiteur au faveur du premier créancier avec qui il a contracté; il ne veut plus que le bien, ni la fortune elle-même, soit *divisé*, *réparti* ou *modifié* par un second créancier, et ainsi de suite; et c'est pourquoi il donne continuellement au premier créancier la préférence d'être payé avant le second, et au second celle de l'être avant le troisième, etc.; cette préférence, il l'appelle *hypothèque*; et dès lors la signification propre des mots *gage*, *gage immobilier*, *hypothèque*, a disparu.

C'est ainsi que le Code «tutue de suite, à l'article 12, titre VI :

« L'hypothèque est, de sa nature, indivisible; elle subsiste sur toute et chacune des immeubles affectés, et sur chaque portion d'eux; »  
Et quels sont ces immeubles affectés?

L'article 13, titre VI, dit : « Sur tout les biens inscrites situés dans le territoire de la République et pays en dépendants. »

Critique, rien de plus clair, ni de plus étendu, ni de plus général.

Et reprenant le Code définit l'hypothèque, article 12, titre VI :

« L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés au paiement d'une dette. »

Définition transmise par inadvertance de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 11 brumaire an VII (1) ; loi dans laquelle l'hypothèque est vraiment un droit réel sur l'ri et l'ri immobilier connu ; loi où il y a vraiment une affectation de cet immeuble au paiement de l'obligation ; ne que, dans les pays du rattachement, on appelle la réalisation.

Mais un droit réel, une affectation d'immeubles, sans savoir lesquels, qui s'étend aussi loin que la République et pays en dépendants, surtout en pour les découvrir, et tout cela sans que le créancier sache, ou puisse savoir, s'il en est bien la première, seconde, troisième, ... dixième personne à qui on les a affectés comme cela ; voilà l'énigme, l'absurde, l'obscur, que le Code se propose de résoudre ; il a mal réussi à la résoudre, et dans ses trois cent quarante-neuf articles de développements, indépendamment des difficultés qui proviennent des interprétations après que le système sera introduit.

L'esprit se confond en méditant sur un sujet aussi vaste et aussi mal conçu que mal défini ; il surcoûte sous le nombre des difficultés auxquelles l'exécution d'une idée aussi raisonnée doit donner lieu.

Non croyons voir autre que l'auteur du Code ne pouvait pas résister. Le vice n'est pas dans l'homme, il est dans le système ; et ce système, tant qu'il repose sur la même base, n'est pas susceptible de jamais être rendu satisfaisant, quelque modification qu'on y fasse. Voici pourquoi.

Nous aurons système hypothécaire proposé, sur l'ri et le bien des fortunes, nul ne connaît la vérité de l'actif et la vérité du passif des citoyens ; il faut partir de là, car c'est une première vérité.

Il est donc évident que beaucoup de citoyens seront assez adroits à trouver les moyens de crédit pour faire plus de contrats que pour la valeur de leur fortune ; cela est même assez ordinaire.

Or on veut, dans le système du Code, être, affecter, engager la première partie liquide de la fortune du débiteur à son premier contrat hypothécaire, la seconde partie au second contrat, et ainsi de suite jusqu'à l'épuisement des biens, comme si le débiteur avait ainsi successivement et portuellement aliéné et épuisé sa fortune en faveur de ses créanciers antérieurs dans leur ordre de priorité, et sans qu'il soit besoin d'indiquer la partie immobilière sur laquelle cette priorité repose. Voilà l'idée du Code.

Mais cette idée est impossible dans son exécution ; elle est injuste.

On demande ce que deviendront les créanciers de bonne loi qui ont contracté avec le débiteur, lorsque les obligations résultant des contrats

précédents étaient de telle nature que leur acquiescement pouvait déjà épuiser sa fortune.

Le système du Code qui doit résoudre un système hypothécaire quel qu'il soit.

Il se s'élève que trois moyens :

1<sup>o</sup> Ou de permettre que le contrat postérieur diriger au vaine le faire l'affectation des rattachés précédents, pour que ce dernier créancier puisse avoir aussi quelque chose dans la masse ; Mais alors on déferait le système lui-même, l'affectation et la priorité, et l'hypothèque ;

2<sup>o</sup> Ou bien de permettre aux hommes de faire des dupes, et de leur laisser les ardeurs plus que pour y parvenir (1). Alors on d'assigne rien au dernier créancier, et on lui dit sans difficulté : Tant pis pour vous si vous avez contracté avec un homme qui, d'après la loi, était réputé n'avoir plus rien à lui.

Sur quoi le créancier répond à juste titre : il fallait que la loi me donnât aussi les moyens de savoir par la fortune brillante que je voyais dans les mains de mon débiteur, n'était pas légal, et que je ne l'appartienne.

Or il est encore impossible, dans le système du Code, d'établir les bases pour savoir cela sans contracter sans enlever et rendre impossibles toutes les transactions sociales.

3<sup>o</sup> Ou bien, il fallait établir un mode tel, qu'il fut impossible aux citoyens d'exécuter par leurs contrats hypothécaires le total de leur fortune, et empêcher ainsi que le cas dont il s'agit n'eût jamais lieu.

Or c'est impossible dans le système du Code ; il n'a pas rempli cette condition, et nous voyons que personne, dans le système, n'est capable de la remplir.

C'est le troisième moyen qu'a choisi brutalement la loi du 11 brumaire an VII, lorsqu'elle a dit aux citoyens : « Inscrivez chaque hypothèque sur chaque immeuble déterminé, et au village de »  
« la situation du bien-fonds. »

« Nul ne pourra faire le relevé de votre fortune ; et cependant vous ne pourrez pas par venir à affecter hypothécairement au delà de »  
« porter des biens inscrites. »

4<sup>o</sup> Il est très évident, par toutes les démonstrations qui précèdent, qu'il y a aussi une utilité partielle de moins dans le Code, pour le rapport des lois du 11 brumaire an VII, et qu'on routrait la métaphysique de la loi du 11 brumaire an VII est de beaucoup supérieure à celle des trois titres du Code.

5<sup>o</sup> Il nous reste à parler de l'hypothèque fictive de la liquidité, qui a été reproduite au Code hypothécaire, dans le discours préliminaire, et que toute la France a répété.

Les nous joignons notre voix à celle de l'Assemblée législative, et nous disons :

« Nous aurons que la liquidité peut faire une sage alliance avec la législation, et que l'intérêt du fisc peut être utilement combiné avec celui du public. »

« Mais prenons-y garde ; raisonnons toujours » que, dans des circonstances, l'intérêt de la France » l'ait ou de la police, ne soit sacrifié à celui du »

(1) Comment concilier ce système du Code avec cet autre principe fondamental du même Code, titre II, art. 20, où il est dit :

« Les conventions n'ont d'effet que entre les parties » contractantes ; elles ne profitent ni au créancier ni au » tiers. »

Et voilà un texte ruiné parce qu'il y avait des contrats secrets antérieurs ! et les malheureux n'ont rien fait ; et si n'ont pu, par la nature de la chose, rien en faire !

(1) « L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés au paiement d'une obligation. »

« fief. L'enregistrement, par exemple, est une de ces institutions fiscales qui offrent à la fois :

- 1° le lien de la finance et celui des citoyens; il assure la vérité des contestes et des actes entre particuliers, mais il cesse d'être utile, si de *vent même fautive quand il devient excessif* (1).
- 2° L'exercice des droits fait que les hommes, toujours plus frappés d'un bénéfice présent que d'un danger à venir, des hommes confiants par nature, se compromettent leur sécurité par des conventions verbales ou cachées, qui sont inexécutoires de la garantie. C'est un grand mal encore, quand les droits d'enregistrement, indépendamment de leur modération ou de leur excès, sont pris d'une manière trop corréctive; c'est-à-dire quand la lésion de ces droits est liée aux questions les plus pures de la justice, et que le régisseur peut, à la lueur de cette mystérieuse obscurité, exercer la plus dangereuse de tous les pouvoirs.

(Nous y ajoutons : On quand il refuse absolument de remplir les obligations qui lui impose la loi, par la peur de compromettre sa responsabilité en cas d'erreur ou omission.)

« Ce qui nous du sous de l'arrogance, nous s'appliquent que le Code hypothécaire. » L'auteur se trompe d'il parle de la loi hypothécaire du 11 brumaire au VII, que nous défendons ici; mais ses observations frappent à pleins sur la loi fiscale du 21 ventôse au VII, art. 20 et 25, et art. 1<sup>er</sup> de la loi du 6 prairial au VII, (Subrogation). « Nous toutes ces institutions, toutes les subtilités, ne multiplions pas les précautions inutiles, cherchons à corriger l'ignorance du fief avec celui de la législation. L'expérience démontre que, dans les matières dont il s'agit, l'excès des droits est diminuer la perception, et que le fief est un peu faire le préjudice du citoyen sans faire le sien propre. »

D'après ces motifs impérieux, nous demandons avec les auteurs du Code civil :

1<sup>re</sup> Le rapport des articles 1, 3, § 4, 4, 6, 12 et 13 de la loi du 21 ventôse au VII; 15, § 1, 19, 20, 21, 22, § 1 et 2, 25 et 26; et article 1<sup>er</sup>, loi du 6 prairial, Subrogation de guerre, portant établissement des droits proportionnels sur les transcriptions et sur les inscriptions hypothécaires;

2<sup>de</sup> La réduction du droit d'enregistrement à trois pour cent;

3<sup>de</sup> Que l'attribution de la tenue des registres hypothécaires soit donnée aux greffes des tribunaux des arrondissements de première instance, vu qu'il n'y aura plus de percepteurs hypothécaires et fiscaux à faire, et va que les greffes seront sous les yeux de leurs tribunaux et des commissaires près d'eux, et qu'ils pourront être soumis aux mêmes cautions et contrôles.

4<sup>de</sup> Nous avons demandé le rapport des articles susmentionnés de la loi du 21 ventôse au VII, et nous avons demandé la maintien des deux lois du 11 brumaire au VII, parce que c'est effectivement celle du 21 ventôse au VII qui est fiscale, et que celles du 11 brumaire au VII sont purement civiles d'un bout à l'autre; on y rencontre pas un seul article fiscal. La loi du 21 ventôse lui fait et outrée par ceux qui étaient les antagonistes du système du 11 brumaire.

(1) Pour en contre de vente, on paye 4 p. 100 pour l'enregistrement, et 1 1/2 p. 100 de transcription, ce qui avec la subrogation de guerre, va entre 6 et 7 pour cent en droits proportionnels sans les timbres, droits fief, et salaires d'écritures.

Quand on y va sur ce pied, on peut tuer tous les codes hypothécaires.

passer au VII, et ils n'ont que trop réussi à ruiner toutes les droits exorbitants qu'ils ont fait établir.

Supposons qu'un loi émanant ait été établie des droits proportionnels sur les actes de fief en il des personnes, par exemple, 10 francs pour une présentation d'enfant, 100 le jour un acte de mariage, 1,000 fr pour un acte de divorce, et 10 fr pour une annotation de décès.

Tout la France s'écrierait la voix avec justice et avec raison, contre une pareille loi.

Mais la France demanderait la suppression des droits ou leur réduction, et non pas la suppression absolue de l'établissement des actes de l'état civil des personnes.

Par quelle fatalité demanderait-elle donc aujourd'hui la suppression de l'état civil des propriétés territoriales, prouvée par la loi du 11 brumaire au VII, au lieu de demander la suppression des articles bureaux de la loi du 21 ventôse au VII, et la réduction des droits d'enregistrement sur les ventes? Par quelle fatalité les rédacteurs du Code civil donneront-ils ainsi dans l'erreur, l'ignorance, et la loi d'un intérieur, ils parviennent à la perte totale de la France, celle de ruiner que la loi purement civile du 11 brumaire au VII est une loi financière, et d'attribuer à cette même loi tous les effets qu'a produits celle du 21 ventôse au VII? C'est cette dernière qui est absolument fiscale; et bien loin de tenir essentiellement à la première, elle n'a été rendue et n'a servi qu'à l'existence des la première moment de son existence.

(Projet de Code, discours prélim.) « Nous ne pouvons pas mentir à vous faire illusion sur la vérité de ces origines des lois relatives à la conservation des hypothèques; cette origine est toute fiscale, comme celle des lois du contrôle et du l'enregistrement des divers actes civils. »

98. Si l'on rapporte cet article, comme il le paraît, aux deux lois du 11 brumaire au VII, il est injuste; c'est de quoi sera convaincu tout homme impartial qui lira ces deux lois.

99. Sans doute qu'à l'époque du 21 ventôse au VII, le même fief a pu triompher de cet établissement, et l'a pu convertir en matière impossible pour l'esprit de certains droits trop exorbitants.

Mais qui ne voit que rien d'empêcher un législateur de proposer une loi qui transforme en matière impossible tous les actes de l'état civil des personnes, et d'asseoir des droits sur les actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès? Serait-il juste d'en conclure que l'origine de ces actes est aussi toute fiscale, et qu'il faut donc les supprimer?

100. Concluons donc qu'il faut abroger les droits hypothécaires, et modifier ceux de l'enregistrement; et qu'il n'est pas cependant point de motifs raisonnables pour rapporter les deux lois hypothécaires du 11 brumaire au VII, surtout quand on n'a rien de meilleur à y substituer, et quand, à coup sûr, les trois titres du Code ne les valent pas.

C'est là l'œuvre que nous avons à remplir dans le présent paragraphe.

## § 6.

LE SYSTÈME HYPOTHÉCAIRE PROPOSÉ AU PROJET DE CODE EST VICIE PAR L'EFFET RÉTROACTIF QU'IL DONNE ET QU'IL DOIT DONNER À SES ARTICLES; IL DONNE AINSI DES DROITS INÉVITABLEMENT ACQUIS À UNE FOLLE DE CITOYENS, IL PEUT RUINER DES CENTAINES DE FAMILLES.

101. Jean-Jacques Rousseau est le premier philosophe que nous sachions, qui ait osé mettre en

ARCHIVES

**PARLEMENTAIRES**

---

IMPRIMERIE ADMINISTRATIVE DE PAUL DUPONT,  
Rue de Lamotte-Saint-Hippolyte, 45, à Paris.

---

ARCHIVES  
**PARLEMENTAIRES**

PUBLIÉES PAR

MM. J. MAVIDAL ET E. LAURENT

SOUS-SECRÉTAIRES AU CORPS LÉGISLATIF

---

RECUEIL COMPLET  
DES DÉBATS LÉGISLATIFS ET POLITIQUES  
DES  
**CHAMBRES FRANÇAISES**  
DE  
1800 à 1860

FAISANT SUITE A LA RÉIMPRESSION DE L'ANCIEN MONITEUR  
ET COMPRENANT CHACUN MOINS DE NOUVEAUX DOCUMENTS

---

TOME VI

DEUXIÈME PARTIE : — du 16 ventôse an XII (5 mars 1804)  
au 3 germinal an XII (24 mars 1804)

COMPRENANT LE PROJET DU CODE CIVIL DE L'AN VI  
ET LES OBSERVATIONS DES TRIBUNAUX D'APPEL SUR CE PROJET



PARIS

LIBRAIRIE ADMINISTRATIVE DE PAUL DUPONT,  
RUE DE GREVELL SAINT-BONNET, 45

1865



question est énoncé extraordinairement, si la volonté générale peut errer (1). Comme d'il pouvait y avoir une autorité infailible sur la terre!

En vain Jean-Jacques commence-t-il son chapitre par établir que la volonté générale est toujours droite, et tend toujours à l'utilité publique; que le peuple veut son bonheur, quoiqu'il ne le voie pas toujours; que jamais on ne corrompt le peuple, mais qu'on le trompe souvent, etc.

L'histoire des siècles passés, celle du XVIII<sup>e</sup>, l'expérience de tous les jours, déposent contre les distinctions subtiles de cet auteur et réclament contre ses paradoxes.

Il n'y a personne qui ne sache que Jean-Jacques Rousseau a tiré sa majeure partie de son Contrat social d'un livre publié avant 1690 par l'imortel Locke, et qui a pour titre, du Gouvernement civil.

Précisément dans ses thèses extraordinaires, Jean-Jacques est un disciple qui s'écarter des leçons de son maître; et c'est en s'en écartant qu'il se trompe.

Dans le chapitre de l'étendue du pouvoir législatif (2), Locke établit, au contraire, que le pouvoir législatif dans un Etat, quoiqu'il soit le pouvoir suprême, peut errer, peut être injuste, et peut excéder ses limites.

Cet homme célèbre écrit sur les milices des dissertations civiles qui agitent son pays: d'une main hardie il ose poser quatre bornes au pouvoir législatif, indépendantes des restrictions stipulées dans le manifeste constitutionnel; il les dédaigne de la nature même des choses, et dicte ainsi des lois à tous les peuples et à tous les siècles.

En premier lieu, dit-il, le pouvoir législatif n'est et ne peut être absolument arbitraire sur la vie et les biens du peuple; car ce pouvoir n'étant autre chose que le pouvoir de chaque membre de la société réuni à cette personne ou à cette assemblée qui est le législateur, ne saurait être plus grand que celui que tous les individus des personnes avaient dans l'état de nature, avant qu'ils entrassent en société et fussent remis leurs pouvoirs à la communauté qu'ils formeront ensuite. Car rien personne ne peut conférer à un autre plus de pouvoir qu'il n'en a lui-même; ou personne n'a un pouvoir absolu et arbitraire sur soi-même ou sur un autre pour s'enlever la vie, ou pour la ravir à qui que ce soit, ou lui ravir aucun bien qui lui appartient en propre, etc... Ainsi les lois de la nature subsistent toujours comme des règles éternelles pour tous les hommes, pour les législateurs aussi bien que pour les autres, etc.

En second lieu, l'autorité législative ou suprême n'a point le droit d'agir par des décrets arbitraires et formés sur-le-champ (dans les cas particuliers), mais est tenue de dispenser la justice et de décider des droits des sujets et par des lois publiques et établies, et par les juges continus et autorisés: car... autrement chacun se trouverait juge, interprète et exécuter dans sa propre cause;... et les biens d'un citoyen seraient toujours dans le même péril et dans les mêmes dangers que s'ils étaient dans l'état de nature, etc.

En troisième lieu, la suprême puissance n'a point le droit de se saisir d'aucune partie des biens propres d'un particulier sans son consentement; car la conservation de ce qui appartient à un homme à chacun, étant à la fin du Gouvernement et ce pour quoi l'on entre en société, cela

suppose nécessairement que les biens propres de chaque homme doivent être sacrés et inviolables... Car, à dire vrai, je ne sais pas le propriétaire de ce qui n'est autre est en droit de me prendre quand il lui plaît. Un général d'armée, qui peut condamner un soldat à mort pour avoir déserté, pour avoir quitté un poste, pour n'avoir pas voulu exécuter quelque ordre injurieux et périlleux;... qui peut lui commander de marcher pour s'aller mettre devant la bouche du canon, ou de se tenir à la brèche, où le soldat est pressé que assuré de périr, ne peut pourtant, avec tout son pouvoir de vie et de mort, disposer d'un soldat du bien de ce soldat, ni se saisir de ce qui lui appartient; la raison de cela est que cette obéissance est exigée de lui-même pour la fin pour laquelle un général a reçu un si grand pouvoir, c'est-à-dire pour le salut et l'avantage de l'armée et de l'Etat, et que disposer d'un soldat arbitraire des biens et de l'argent des soldats, cela n'a nul rapport à cette fin.

En quatrième lieu, l'autorité législative ne peut remettre en d'autres mains le pouvoir de faire des lois; car c'est autant n'étant qu'une autorité commise par le peuple, ceux qui l'ont reçue n'ont pas le droit de la remettre à d'autres. Le peuple seul peut établir la forme de l'Etat, c'est-à-dire faire résider le pouvoir législatif dans les personnes qu'il lui plaît, et de la manière qui lui plaît.

Ce sont là les bornes et les restrictions que la confiance qu'une société a prise en ceux qui la gouvernent, et les lois de Dieu et de la nature, ont mises au pouvoir législatif de chaque Etat, quelque forme de gouvernement qu'il soit à établir.

102. Nous n'avons pu nous refuser à nous abandonner au moment aux élan de ce génie sublime, qui, l'un des premiers, osa penser, et apprit à penser au genre humain.

Il suit des trois premières restrictions par lui posées, que nulli loi viciis d'un effet rétroactif sur l'ancien, ou sur les droits acquis des citoyens, ne peut être adoptée; elle serait tout à la fois contradictoire dans son objet, arbitraire dans son emanation, et violente de la propriété.

103. Il nous paraît inutile d'insister d'avantage sur cette maxime. Les principes du droit public ont fait trop de progrès en France, pour qu'elle puisse encore être révoquée en doute; et, depuis quatre ans, les législateurs français ont non-seulement évité avec scrupule de porter aucune loi qui pût donner lieu à une application rétroactive, mais encore ils se sont soigneusement attachés à faire disparaître, par des lois nouvelles, toutes les traces des effets rétroactifs qu'avaient laissés encore plusieurs lois antérieures.

Ce principe posé, examinons les différentes espèces où le projet de Code entra en effet des droits acquis à une foule de citoyens, et arrêtons-nous à celles qui seront les plus fréquentes, et qui auront l'effet le plus étendu.

#### 1<sup>re</sup> espèce.

##### PENTE D'UN BIEN IMMOBILE.

104. (1<sup>re</sup> loi du 11 brumaire an VII, article 4). Sous la législation actuelle du 11 brumaire an VII, l'Etat doit 600,000 fr. par des contrats notariés ne portant aucun consentement d'hypothèque conventionnelle, et par conséquent non inscrits sur les registres hypothécaires, ni susceptibles d'être. Examinons les registres; et trouvons à Paris un bien-fonds de trois cent mille francs et quitte de toute hypothèque (article 51, même loi); je

(1) Contrat social, liv. III, chap. III.

(2) Du Gouvernement civil, chap. X.



l'achète, et je le lui paie, sans faire transcrire mon acquisition, parce que les droits sont encore trop excessifs.

Postérieurement à cette transcription, le système du Code est publié; et aussitôt après cette publication, tous les créanciers de Titus m'attaquent en déclaration d'hypothèque (titre VI, article 21 du Code), et pour que je leur paie six cent mille francs, si mieux je n'aime d'aller à l'enchère.

Je suis à l'abri du concours; le Code m'a fait perdre un bon fonds de cent mille écus.

Et cela, parce que les créanciers non privilégiés, sans distinction d'époque, selon le Code,

1<sup>o</sup> Tous les contrats notaires portent hypothèque de jour de leur date, sur tous et chacun des immeubles du débiteur (titre VI, article 21);

2<sup>o</sup> Qu'un préjudice des hypothèques de six cent mille francs créées par le Code à des dates antérieures à mon acquisition, j'en ai pu avoir pas valablement allégué.

Cela est évidemment rétroactif. Ainsi, si le jugement déclarait les créanciers non recevables, il serait intérieurement contradictoire avec le texte du Code; et si le jugement était d'accord avec le Code, il serait évidemment contraire à la justice.

Donc le système du Code ne peut pas être adopté, et il serait excessivement difficile, pour ne pas dire impossible, d'y porter un amendement, surtout dans les ordres entre les créanciers, et dans les faillites, comme on verra dans la troisième espèce ci-après.

### 2<sup>e</sup> ESPÈCE.

PERTE DE MON GAGE ACQUIS, DE MON HYPOTHÈQUE, ET DE L'ESPOIR DE MA CRÉANCE.

105. Sous la législation actuelle du 11 Brumaire au VII, Titus doit six cent mille francs par des contrats notariés, ne portant aucune stipulation d'hypothèque conventionnelle, et par conséquent non inscrits aux registres hypothécaires, ni susceptibles de l'être.

Postérieurement à la date des contrats précédents (que j'ignorais, je savaissais que j'en avais rien, absolument rien à risquer du chef des dettes inscrites).

J'ai répondu à Titus que je lui prêterais les trois cent mille francs, pourvu que ce fût sur un immeuble franc et quitte de toute hypothèque, et sur lequel mon inscription hypothécaire serait absolument la première.

Titus m'a apporté en effet un certificat du propriétaire du conservateur des hypothèques, avec l'assurance, en toutes lettres, qu'il n'existe aucune inscription hypothécaire sur le bien immobilier (article 54 de la loi du 11 Brumaire au VII).

Je savais que le conservateur est responsable en sa personne, en sa fortune, et sur son établissement, pour la vérité et l'exactitude de ce certificat du non-inscription (article 57, même loi).

J'ai prêté les cent mille écus, et je me suis fait sur-le-champ remplir le premier sur cet immeuble.

Mais sûr de mon fait : d'anciens hypothèques privilégiés ne pouvaient jamais prendre rang (article 2, même loi) ni avoir effet que par leur inscription sur le même registre, elles devaient être, de toute nécessité, postérieures à la mienne; j'étais certain du même point sur les bons fonds par personnes : tel est mon droit irrévocablement acquis, et pour la conservation duquel je ne suis tenu à aucun devoir actif, ni exposé à aucune déchéance.

La suite change : on publie le Code. Le Code me coûte cent mille écus.

Les créanciers non inscrits, mais antérieurs par la date de leur contrat antérieur, viennent me demander leur priorité et hypothèque sur ce même bien-fonds; leur contrat est (art. 41, titre VI du Code), à la main, ils absorbent l'immense pour leurs six cent mille francs; et malgré toutes mes précautions, malgré ma scrupuleuse conformation à toutes les lois, malgré mon droit véritablement acquis, je n'ai rien. Une hypothèque plus fraîchement créée par le Code (art. 41, titre VI), mais n'écrit à une certaine date rétroactive, m'enlève et me fait impitoyablement ma juste priorité, si solennellement garantie par la législation, sur la loi de laquelle j'ai contracté.

Cette espèce et la précédente sont extrêmement fréquentes, ce sont les cas où se trouve tout le monde : ce n'est pas seulement à moi, à dix, à cent citoyens isolés qu'on enlève leurs droits et leur fortune (quoique cela seul suffise pour le regret du système), mais on bouleversera les droits de classes entières de la société, ceux de la presque totalité des capitalistes et des propriétaires.

Cela est si vrai, que la proposition seule du système du Code est de nature à former les bourses et à paralyser les spéculations.

Mais me demande aujourd'hui cent mille francs : croit-on que je les lui prête, même sur hypothèque spéciale et selon la loi du 11 Brumaire au VII? Non, certes, je ne suis pas sûr de conserver mes droits.

C'est ainsi que la discussion seule d'une transaction loi, la seule possibilité de son adoption, peut produire un dérangement incalculable sur le baromètre du crédit, et sur les transactions sociales dans un pays d'industrie.

### 3<sup>e</sup> ESPÈCE.

DANS LES FAILLITES ET LES ORDRES ENTRE LES CRÉANCIERS.

106. Nous croyons voir, par une suite évidente du cas qui précède, et lequel se rencontrera dans toutes les faillites, dans toutes les résolutions d'ordre entre les créanciers sur la prixe de la vente volontaire d'un bien (immeuble particulier, qu'il soit impossible d'être l'effet rétroactif, dans les colloquies de priorité entre les créanciers, si le système du Code civil est adopté, quelques amendements que l'on y fasse.

Sur quoi il faut observer que, dans le système actuellement existant, toutes les priorités entre les créanciers d'un débiteur sont fixes et immuables. Elles sont écrites d'avance dans les registres publics hypothécaires : leur ordre, dixième, dixième, dixième par la promesse irrévocable de la loi récente, n'ont pas une ouverture de faillite du débiteur, n'ont pas une aliénation d'un de ses immeubles, n'ont pas une résiliation à faire par un tribunal, pour être ce qu'il est, avoir; une priorité écrite loyalement, assurée par la loi à l'étranger, sur tel immeuble ou gage particulier, ne peut acquiesce ce créancier, une de ses propriétés, ou, de la perte de laquelle peut dépendre sa ruine.

On ne peut donc pas, actuellement que l'argent est prêté sous la foi d'une telle priorité, actuellement que l'affaire n'est plus en son cours, enlever aujourd'hui ces droits de priorité vraiment acquis, pour les établir dans un autre ordre absolument arbitraire, lequel ne dépend que du bon plaisir de celui qui fait la loi, et lequel n'a certes pas et n'aura jamais l'acquiescement des parties et intéressées.

C'est comme si on proposait, par une loi, d'ordonner à tous les Lombards (publiquement autorisés, de rendre sur-le-champ, sans restitution du prêt, tous les gages qu'ils ont dans leurs mains, et sur lesquels il n'est rien écrit.

Le législateur doit aux prêteurs : Cherchez vos emprunteurs, et vous concurrez avec leurs autres créanciers, selon l'ordre de date de votre prêt et celle des autres contrats. Cela suffisait-il ? ne répondraient-ils pas : Mais nous nous élevons contre ce gage ; notre gage est notre droit acquis, sans lequel nous n'eussions pas prêté notre argent ?

Et voilà ce que les trois titules du Code proposent de faire en grand ! et les gages qu'il veut élever sont de cent mille, de deux cent mille francs, d'un million et sans rien payer, le créancier n'est pas souvent comblé ses immenses capitaux ! et sur la foi de ces gages, il s'est tellement abandonné, qu'il y va maintenant de toute sa fortune !

Il est donc clair qu'on ne peut, sans encafer le vice d'effet rétroactif, troubler ni renverser les propriétés actuellement établies, dans tout ce qui n'est fait et transigé avant le Code civil.

107. Maintenant arrive l'insoluble difficulté dans tout son jour. Nous demandons aux estimables rédacteurs du Code comment ils ont entendu, dans leurs articles 113, 116, titre VIII, liv. III du Code, qu'il faudra régler l'ordre entre les créanciers, dans une faillite ouverte postérieurement au Code, lorsqu'il y a aussi des créances contractées antérieurement au Code.

Vont-ils nous répondre qu'il ne faut établir aucune distinction entre les créances contractées avant le Code et celles contractées depuis le Code, comme ils l'ont effectivement rédigé ? diront-ils qu'il suffit que la faillite se soit ouverte, ou que la poursuite d'ordre ait commencé en justice depuis l'émulsion du Code ? Nous leur observerons que c'est là justement enlever les gages acquis, troubler les priorités, tel que actuellement elles existent et sur lesquelles reposent les fortunes des citoyens, ce qui n'est pas permis ; car on renverserait de fond en comble toutes les fortunes, toutes les spéculations, toutes les propriétés.

Cependant le Code se donne cet effet rétroactif aux articles 116, titre VIII, et 29, 35, 31, 4, etc., tit. VI, en enlevant la priorité spéciale acquise par inscription sur tel immeuble, du temps où existait la loi du 11 brumaire an VII, et en attribuant cette priorité à d'autres actes authentiques selon leurs dates.

On ne justifie pas ces articles par la circonstance que la faillite n'est ouverte que depuis le Code.

Car mon contrat et mon inscription avaient réglé ma priorité avant que le Code existât. Cet ordre m'appartient par ma stipulation et par la loi avant le Code ; ce qui fut volontaire avant le commencement est devenu nécessaire et obligatoire du jour où j'ai accompli mon inscription hypothécaire.

Il est donc vrai que j'avais ce droit, quoiqu'il ne fut pas encore défini par action en justice. C'est mon contrat qui m'acquiert mon droit, et non le jour où j'inscris mon procès devant les tribunaux : or la provocation à l'ordre est-elle autre chose que de déduire en jugement les priorités auxquelles on avait déjà droit antérieurement ?

Ainsi le jour où la faillite s'est ouverte, et celui où la provocation à l'ordre a été faite, n'y changeant rien : le Code n'en est pas moins vicié par un effet rétroactif effroyable.

108. Les rédacteurs éclairés du Code vont-ils, au contraire, renoncer à leur premier projet, et

répondre qu'il faut accueillir ici une distinction, et que l'ordre entre les créanciers, dans les faillites postérieures au Code, sera réglé sur le pied du Code pour les créances résultant de transactions et de contrats passés et consentis antérieurement depuis le Code seulement, et non quant aux transactions antérieures ?

Que l'ordre réglé par la loi du 11 brumaire an VII sera observé entre toutes les créances contractées et inscrites depuis le 11 brumaire an VII jusqu'au Code ?

Et quo, quant aux créances résultant de contrats plus anciens que du 11 brumaire an VII, on suivra l'ordre et les formes des anciennes coutumes des œuvres de loi dans les pays appelés autrefois pays de nonmement, et qu'on suivra l'ordre prescrit par l'édit de 1771 pour les autres pays.

Ainsi, pour cent ans encore, quatre différentes législations seront accumulées dans les faillites ! Cela est très-facile à dire, mais impossible à effectuer.

Nul avocat, nul homme de loi ne pourra se retirer d'un pareil chaos !

109. Plusieurs privilèges primant avant toutes hypothèques selon telle législation ; ils ne primant pas selon telle autre : existeront-ils ? n'existeront-ils pas, ou bien seront-ils considérés tout à la fois sous une existence relative à quelques hypothèques et sous une existence relative aux autres hypothèques ? Verra-t-on contribuer ou marer la livre les premières catégories d'hypothèques à l'existence des privilèges qui les priment ? et en exemptera-t-on la seconde catégorie de l'hypothèque ? Quel est le Newton qui exécutera sans erreur de pareils calculs ? et à quel bon se jeter dans une telle complication ?

110. Plus encore : les déchéances encourues des créances hypothécaires, depuis la loi du 11 brumaire an VII, pour non inscription ou pour inscription tardive, tiendront-elles ? ou en rétroactive-t-on pour revenir au principe de la date des actes ? Il est clair qu'il faudrait rediscuter du nouveau, article par article, tout le titre transitoire III de la loi du 11 brumaire an VII, pour savoir si on peut, selon les cas, enlever une priorité déjà acquise à un autre créancier, et si on peut en user indépendamment de la voie d'une restitution en capital, comme à presque tous les Français ; le tout sans en prévoir les conséquences. L'esprit s'effraie en y pensant.

Il faudra peut-être encore cent ou deux cents articles transitoires pour régler tous ces droits, tels qu'ils se trouveront créés ; et puis il faudra encore mille interprétations sur des cas non prévus.

111. Nous croyons avoir démontré, dans ce paragraphe, que le projet du Code est vicié par des effets rétroactifs d'une grande étendue et d'une haute importance. Nous avons prouvé, en outre, qu'il est sinon absolument impossible, au moins d'une difficulté presque insurmontable de l'en débarrasser ; et nous croyons franchement que le passage du système hypothécaire spécial au système général, sans Messer aucun droit acquis, est un problème de législation dont la solution surpasse de beaucoup les forces humaines dans l'état actuel de nos connaissances.

112. La loi du 11 brumaire an VII n'a pas les mêmes obstacles à vaincre dans le passage du système général au système spécial, dans le passage du système obscur au système lucide.

Car tous les droits généraux engendrent par leur nature une opposition de la part du créancier pour

leur maintien en certains circonstances: ils exigent un *droit actif* de la part du créancier, lequel, faute de ce, *est et se déclare nul*.

Cette opposition, si elle est active, devrait se faire en faveur de la conservation des hypothèques en soixante jours depuis l'affixion d'un contrat de vente, ou après le second appel à l'ordre tiré par l'un des créanciers; et il fallait de suite passer à la liquidation à la liquidation, à la suppression de ces droits restés jusqu'alors généraux et illiquides.

La loi du 11 brumaire an VII a pu faire cet appel; elle n'a donc pu dire aux créanciers: Venez tous en dedans quatre-vingt-deux jours (un lieu de soixante) liquider vos droits acquis; je les maintiendrai tous, tous les droits seront spirituellement inscrits sur les registres hypothécaires, tout de même comme si tous eussent fait valablement votre opposition. — Certes l'inscription et l'opposition sont presque la même chose.

Il y a eu ce parti sage que la loi du 11 brumaire an VII a pris au titre III, qui contient les dispositions transitoires.

Ainsi elle n'a pas renversé des droits acquis, elle les a tous fait venir au jour, elle les a tous liquidés; elle a fixé l'ordre de la priorité de tous ces droits entre eux, en renvoyant à tous l'ordre de leurs dates antérieures.

C'est à compter de cette première opération, de cette liquidation des antérieurs créanciers, que l'ordre spécial pour le futur a pris sa première extension.

Mais s'il est facile de rendre clairs des droits qui étaient obscurs, il n'est pas aussi facile de rendre obscurs ceux qui sont clairs, sans en effet les rendre aux citoyens.

#### CONCLUSION.

Il y a d'après toutes les considérations déduites dans cet écrit, et après notre délibération,

Nous estimons :

1<sup>re</sup> Qu'il conviendrait d'insérer entièrement les titres VI, VII et VIII, liv. III du projet de Code civil;

2<sup>de</sup> De maintenir, telle quelle est, la première loi du 11 brumaire an VII, tout au moins de maintenir le principe de la publicité et de la spécialité des hypothèques;

3<sup>de</sup> De faire un léger amendement à l'article 17 de cette loi, qui consisterait en ce que :

- « Hypothèque judiciaire pourrait être sur-le-champ inscrite au bureau des hypothèques, après la prononciation du jugement, sur simple soussé par l'avoué, et sans représentation de l'expéditeur du jugement ».

4<sup>de</sup> De prendre pour bases 1<sup>re</sup> pour premier objet de rédaction, sur les ventes forcées et sur les enchères en justice, la seconde loi du 11 brumaire an VII intitulée des *expropriations forcées*.

Et comme cette loi est susceptible de changements et d'améliorations dans ses détails et dans les formes qu'elle présente, il conviendrait de la renvoyer, article par article, pour y porter les amendements et sous-amendements qui peuvent la rendre plus parfaite, soit en accélérant davantage, soit en retardant l'expropriation forcée, selon les vœux actuelles du législateur.

5<sup>de</sup> Qu'après ces perfectionnements des deux lois du 11 brumaire an VII, la première de ces deux lois soit insérée dans le projet de Code civil, au liv. III, à la place des titres VI, VII et VIII;

Et que la seconde de ces deux lois soit renvoyée et insérée dans le Code de la procédure civile;

6<sup>de</sup> Que les articles 1, 3, § 2, 4, 6, 12, 13, 15, § 1,

19, 20, 21, 22, § 1 et 2, 25 et 26 de la loi du 21 ventôse an VII, et l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 prairial an VI, soient expressément rapportés par une loi particulière, et qu'ainsi les droits d'hypothèque soient totalement supprimés;

7<sup>de</sup> Que, par une autre loi, les droits d'enregistrement sur les ventes soient réduits à trois pour cent de droit proportionnel, sans aucune subvention de guerre;

8<sup>de</sup> Que la tenue des registres hypothécaires soit ôtée à la reppe de l'enregistrement, et remise, et chaque arrondissement, au greffier du tribunal de première instance, moquant la même responsabilité, et qu'ils soient placés sous la surveillance de chaque tribunal et du commissaire du Gouvernement près de lui.

Le tribunal d'appel des départements de la Mayenne, de la Sarthe, de l'Essonne, de Jumièges et du Brézil, étant à Bruxelles, les trois sections réunies, ayant chargé de ce travail le sous-commissaire du Gouvernement près de lui, l'ont chargé d'être proposé à la commission formée par le même tribunal pour l'examen du Code civil.

Bruxelles, le 28 thermidor an IX.

Signé : BERTIN, commissaire.

La en séance de la commission du Code civil,

le 28 thermidor an IX.

Signé : LATIEUX, président; FUCHS,

P. W. AUTELLE.

La loi approuvée en assemblée générale du tribunal d'appel tenu à Bruxelles, les trois sections réunies, pour être renvoyée au ministre de la justice, et faire partie des observations du tribunal sur le Code civil.

Bruxelles, ce 11 thermidor an IX de la République.

Signé : LATIEUX, président;

P. J. FERGNAUX, greffier.

#### REMARKS

PROPOSÉS PAR LE TRIBUNAL D'APPEL DE BORDEAUX, SUR LA PROJET DE CODE CIVIL.

Le projet de Code civil soumis à l'examen des tribunaux d'appel repend aux espérances qu'on avait conçues le Gouvernement, et se faire pour la France d'un avantage qu'appelaient depuis longtemps les vœux de tous les hommes éclairés, et d'être regie par une législation simple et uniforme.

Il faut difficile de rester dans un cadre plus étroit les principes fondamentaux de la législation civile, et les présenter avec plus de méthode et de clarté.

En regardant les usages dont une longue expérience a démontré la sagesse, les auteurs du projet ont su les améliorer par des innovations heureuses qui en généralisent l'application et tirent dans leur source un grand nombre de procès.

L'ensemble et le plan de ce Code paraissent bien conçus, et l'on pense qu'ils ne sont susceptibles d'aucune réforme utile.

Mais parmi les dispositions particulières dont le projet se compose, il en est quelques-unes qu'on ne peut rattacher aux principes de l'équité sans leur faire subir des changements ou des modifications, d'autres inconvénients d'être éliminés ou développés il paraît enfin nécessaire de compléter quelques omissions importantes.

Ce sont ces imperfections de détail que le tribunal d'appel de Bordeaux se propose d'indiquer au Gouvernement, et suivant l'ordre des matières adopté dans le projet.

Le tribunal ne doute pas, qu'épaulé par les méditations des magistrats et par les nouvelles réflexions des juristes célèbres auxquels le Gouvernement a confié cette tâche importante, le nouveau Code civil ne devienne un des plus grands bienfaits de la Révolution, ne paraisse le plus beau présent que le génie de la liberté pût offrir au peuple français.

## LIVRE PRÉLIMINAIRE.

### TITRE III.

(Art. 2). L'article 2 de ce titre porte que les lois dont l'application appartient aux tribunaux seront exécutoires, dans chaque partie du territoire de la République, du jour de leur publication par le tribunal d'appel.

Les variations que présente notre législation nouvelle, sur la manière de publier les lois, prouvent combien il est difficile de trouver un mode qui concilie leur prompt exécution avec la connaissance que doivent avoir de leurs dispositions les citoyens obligés de s'y soumettre.

Le mode qu'on propose est celui qui offre le moins d'inconvénients; mais il en laisse encore subsister quelques-uns, qu'on évitait en déclarant que les lois ne seraient exécutoires que dix jours après celui où elles auraient été publiées par le tribunal d'appel.

El pour que les tribunaux inférieurs puissent connaître avec certitude le jour de la publication faite par le tribunal d'appel auquel ils ressortissent, il serait utile de remplir l'usage d'un bulletin périodique de publication, bulletin que le commissaire près le tribunal d'appel serait chargé de transmettre régulièrement aux commissaires près les tribunaux de première instance.

Ce délai de dix jours donnerait à chaque citoyen la facilité de s'instruire des lois qui doivent régir ses actions ou régler l'usage de ses propriétés. Personne désormais n'aurait à craindre de se voir condamner pour n'avoir pu exécuter une loi qu'il lui était physiquement impossible de connaître.

Il conviendrait de fixer le même délai pour l'exécution des lois adressées aux autorités administratives, dont il est parlé dans l'art. 4 du même titre.

### TITRE V.

(Art. 2). La définition que donne cet article de l'interprétation par voie de doctrine est exacte; et tout ce qu'on a dit à cet égard dans les discours préliminaires, influant judicieusement. Ce mode d'interpréter les lois va devenir d'un usage plus fréquent et plus indispensable encore, du moment où le nouveau Code aura été mis en vigueur.

Mais afin de lui conserver toute son utilité, il faudrait supprimer la voie du recours en cassation pour fausse interprétation de lois. Comme on ne peut assujettir cette interprétation à des règles fixes, il est à craindre que tous les jugements dans lesquels le silence ou l'obscurité des lois aura forcé les magistrats d'y recourir, ne soient réformés sous ce prétexte par le tribunal de cassation.

On se plaint déjà, et ce n'est peut-être pas à tort, que le tribunal, établi pour veiller à l'observation des formes, au lieu de se renfermer dans les bornes de son institution, s'érige en tribunal d'appel de tous les tribunaux supérieurs.

C'est surtout dans les départements éloignés de la capitale qu'on s'aperçoit combien la facilité avec laquelle on admet les demandes en cassation rend les procès interminables et ruineux pour les plaideurs.

## LIVRE PREMIER.

### TITRE PREMIER.

(Art. 31). L'intention de la loi est bonne; mais la manière dont elle est exprimée la rend équivoque.

On a sans doute entendu limiter la faculté de rembourser, d'échanger, de donner *entre-vifs*, que cet article accorde à l'homme frappé de mort civile, aux biens qu'il acquerra postérieurement à sa condamnation.

On ne peut se méprendre sur cette intention, lorsqu'on rapproche cet article des dispositions de l'article 23 du titre XIX du livre III, qui porte que la seule vengere ne s'étend point sur la mort civile du propriétaire, mais que les arrérages doivent en être continués au profit de ses héritiers pendant toute sa vie naturelle.

Admettons, d'après le sens indéterminé que présentent les termes de l'article 31, on pourrait croire que le condamné civillement conserve la faculté de disposer par vente, échange ou donation *entre-vifs*, tant des biens qu'il possédait au jour du jugement de condamnation que de ceux qu'il a pu acquérir depuis.

Pour lever toute équivoque, il faudrait exprimer d'une manière précise qu'il perd tous ses droits sur la première espèce de biens, et ne conserve que la disposition des biens qu'il acquiert depuis que la mort civile l'a retranché du sein de la société.

(Art. 35). L'article 35 du même livre, en abrogeant la confiscation des biens, la maintient pour les cas où elle est prononcée par la loi politique.

L'abus que l'on a déjà fait de la confiscation, en la colorant du prétexte de la raison politique, avertit qu'il serait prudent d'établir comme règle fondamentale, que la confiscation des biens n'aura lieu désormais qu'en un seul cas : ce cas serait celui de l'émigration exécutée dans le dessein de porter les armes contre sa patrie.

### TITRE II.

(Art. 25). Cet article prescrit des précautions très-sages pour constater la naissance d'un enfant qui voit le jour pendant un voyage sur mer.

Il doit en être dressé, dans les vingt-quatre heures, un double acte, dont l'un est consigné sur le livre-journal du bâtiment; l'autre, écrit sur une feuille volante, reste dans les mains du capitaine, lequel il est tenu de remettre dans les vingt-quatre heures de l'arrivée du navire en France, à l'officier de l'état civil du lieu où le navire aborde.

Il peut arriver que, dans le cours du voyage, et après la naissance de l'enfant, le navire touche, en passant, dans un port étranger, et qu'il périsse ensuite dans le trajet de ce port à un port de France.

Cet accident, qui peut en réalité, compromettre la preuve de l'état du enfant.

Il semble qu'on remédierait à cet inconvénient, en obligeant le capitaine à déposer une première expédition de l'acte de naissance dans le premier port étranger où il aborderait, et d'en remettre une seconde au lieu de l'arrivée du navire en France.

Comme on ne saurait même prendre trop de précautions pour assurer l'état d'un enfant, il conviendrait d'ordonner que l'acte de naissance de l'enfant serait envoyé en expédition au lieu du domicile de ses père et mère, pour y être également inscrit sur les registres de l'état civil.

## TITRE IV.

(Art. 9, 13, 14, 18). Dans les cas prévus par l'article 9, les parents de l'absent au degré successif, est-il dit, peuvent, après cinq années révolues depuis les dernières nouvelles, se faire envoyer en possession provisoire des biens qui lui appartiennent au jour de son départ.

De quels parents successibles n'a-t-on entendu parler dans cet article?

Est-ce de ceux qui se trouvaient les plus proches en degré au moment de la disparition de l'absent, ou de ceux qui sont les plus rapprochés au moment où la possession provisoire est demandée?

Cette question a souvent partagé les tribunaux.

Pour prévenir toute incertitude, il eût fallu désigner lequel des deux ordres d'héritiers devait être mis en possession provisoire.

Selon nous, il serait juste d'accorder la préférence à ceux qui seraient héritiers de l'absent au moment de son départ. Cette disposition serait concorder l'article 9 avec l'article 18 de la même section, lequel fait écarter la présomption de la mort de l'absent, du jour de sa disparition, et veut que sa succession soit irrévocablement acquise aux parents qui étaient ses héritiers présumés à cette époque.

Et partant de ce principe, il faudrait ordonner que, dans tous les cas, l'envoi en possession provisoire serait accordé aux parents qui se trouveraient les plus proches à succéder au moment du départ de l'absent, lorsqu'ils se présenteraient en concours avec des parents plus éloignés.

Que si un parent plus reculé avait obtenu cette possession provisoire, il serait obligé de la remettre à tout parent plus proche qui viendrait la réclamer par la suite; sauf à indemniser le premier, en lui attribuant une portion des fruits.

L'article 13 de la même section veut que si l'absent ne reparait qu'après dix années révolues de l'envoi en possession de ses héritiers présumés, ceux-ci soient déchargés de l'obligation de lui rendre compte des fruits de ces biens pendant leur jouissance.

Nous ne saurions approuver une pareille disposition.

Il peut arriver que des causes de force majeure, des obstacles invincibles, empêchent un absent de donner de ses nouvelles pendant dix années.

Le priver à son retour de tous les fruits qui auraient été recueillis pendant son absence, ce serait quelquefois le priver de tout secours, au moment où il ne reparait dénué de tout; ce serait le plus souvent lui ôter les moyens d'obtenir justice, contre des parents qui abuseraient de sa position pour se perpétuer dans la jouissance de ses biens.

L'équité paraît exiger que les fruits, pendant la durée de l'absence, soient divisés par moitié: l'une serait attribuée aux parents à titre de dédommagement des soins que leur a coûtés la conservation des biens; l'autre serait restituée à l'absent, et lui offrirait une ressource qui, dans les premiers moments de son retour, pourrait être indispensable à sa subsistance.

L'article 14 veut qu'après trente ans, à dater du jour de l'envoi provisoire, les parents puissent demander l'envoi en possession définitif, et soient rendus propriétaires incommutables au vu du jugement qui le leur accorde.

Cette décision ne peut se concilier avec la fiction de droit contenue par l'article 18, qui fait présu-

mer l'absent est présumé vivre jusqu'à cent ans, pourquoi le dépouiller irrévocablement de ses propriétés au bout de trente ans?

On pense que, pendant les dix premières années de l'absence, les héritiers mis en possession provisoire devraient gagner la moitié des fruits: depuis dix ans jusqu'à trente, la totalité des fruits devrait leur être absolument.

Mais quand à la propriété, il serait injuste de priver l'absent du droit d'y rentrer en quelque temps qu'il se représente; il faudrait même lui accorder, au bout de trente ans, une modique provision sur les fruits éteints, pour lui aider à se procurer les premiers besoins.

Le danger de laisser trop longtemps les propriétés dans l'incertitude, l'ombrage arde du laps de temps déterminé pour acquiescer la prescription, ne peuvent balancer à nos yeux l'injustice de dépouiller de ses propriétés un homme que la loi répute vivant, et le réduire à la mendicité pour une négligence qui paraît à nos yeux assez punie par la perte de ses revenus antérieurs.

Il faut, pour rendre la loi conséquente avec elle-même, ou déclarer que l'absent est réputé mort au bout de trente ans, et qu'à partir de cette époque ses biens seront irrévocablement acquis aux héritiers présumés qui auront obtenu la possession provisoire, ou laisser à l'absent la perspective de rentrer dans ses biens pendant les cent années auxquelles la loi étend la présomption de sa vie.

Dans ce dernier cas toutefois, il serait convenable d'établir en principe qu'au bout de trente ans d'absence, l'absent ne pourrait recueillir aucune succession, lui conserver sa fortune acquise est au principe d'équité naturelle; mais comme le droit de succéder dérive de la loi civile, le législateur peut déterminer l'époque après laquelle ce droit cessera de s'exercer en faveur d'un absent.

[Art. 21]. Lorsque les héritiers présumés, dit l'art. 21, ont obtenu l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent, ses légataires, ses donataires, etc., peuvent exercer provisoirement leurs droits, etc.

Mais si l'absent est présumé vivre cent ans, ses légataires ne peuvent être connus qu'à cette époque. On suppose que l'absent ait fait un testament sous signature privée, dont l'usage est maintenu par le présent Code (liv. III, tit. IX, art. 71); se permettra-t-on de l'ouvrir avant l'expiration de cent ans? D'ailleurs a-t-on la même époque pour faire exécuter le testament de l'absent contenu dans un acte public?

Plus on compare ensemble les différentes dispositions de ce titre, plus on est étonné de les voir établir et détruire tour à tour la présomption qui tient sur de base commune: présenter toujours l'absent comme s'il vivait encore, et le dépouiller d'avance comme s'il était mort.

[Art. 22]. L'article 22 dispense les créanciers qui ont des droits à réclamer contre un absent, de la nécessité de lui faire nommer un curateur.

Cette privation peut paraître superflue lorsque les héritiers présumés de l'absent ont déjà été mis en possession de ses biens.

Mais si les biens sont vagues, si aucun héritier présumé ne se présente pour les défendre, on ne voit pas quel motif engagerait à dispenser les créanciers de l'absent de remplir la formalité facile et peu dispendieuse de le faire pourvoir d'un curateur.

## SECTION III.

[Art. 27 et 28]. Les deux premiers articles de

cette section contiennent des dispositions qui ne paraissent pas s'accorder l'une avec l'autre.

Le premier n'autorise l'époux d'un absent à contracter un nouveau mariage sur la preuve positive du décès de l'autre.

Le second (art. 28) suppose néanmoins qu'il ait été contracté un nouveau mariage, et décide que cette seconde union ne peut être dissoute sous la prétexte de l'incertitude de la vie ou de la mort de l'absent.

Laisser entrevoir que l'époux, demeuré dans son patrie, peut, dans un seul cas, passer à de nouveaux liens sans preuves positives du décès de l'époux absent, n'est-ce pas fournir à éluder les moyens d'acquiescence la loi?

Il est si facile de séduire des témoins, ou de mettre en défaut la sagacité d'un officier de l'état civil!

Pour assurer l'observation rigoureuse du principe, il faut établir qu'un absent, les époux présents ne pourra former de nouveaux liens, si la preuve du décès de l'autre n'est rigoureusement établie, et déclarer nul tout mariage contracté pendant qu'il règne la plus légère incertitude sur la vie ou la mort de l'époux absent.

#### TITRE V.

[Art. 35]. Le délai de trois jours pendant lequel il doit être survenu au mariage des personnes qui n'ont pas vingt-cinq ans accomplis, si la famille refuse son consentement, est beaucoup trop court.

L'absence d'une seule personne n'est pas toujours dirigée dans un intérêt après rapproché. On portait ce délai à six mois ou un an, on serait plus assuré d'épargner à une jeunesse sans expérience, des regrets lancés si souvent inutiles.

[Art. 19]. C'est avec raison que cet article prive des effets civils les mariages contractés à l'extrémité de la vie.

Mais il conviendrait de ne pas les considérer comme tels lorsqu'ils sont précédés par un, ou du moins établi par un commencement de preuve écrite, que, dans le temps où le postulat de sa santé et du libre exercice de sa raison, l'époux de cet état a voulu contracter le mariage, et qu'il en a été empêché par des obstacles invincibles, qui subsistent encore au moment où il s'est vu atteint de sa dernière maladie. Cette exception aux lois de 1793 et 1797 avait été établie par la jurisprudence adoptée par les juriconsultes, et nous paraît d'une justice évidente.

#### TITRE VI.

[Art. 45]. Si le demandeur en divorce, parle cet article, néglige d'opposer l'exception de la réconciliation résultant de la grossesse, tout époux pourra ou non prouver des époux peut la démentir au contraire.

Une pareille documentation peut être présentée dans la bouche d'un époux parent des époux.

Mais il nous paraît contraire aux bonnes mœurs de l'adultère de la part d'un étranger.

Quelque favorable que soit le rapprochement des époux divorcés, il ne doit avoir lieu que sous les auspices de la famille ou de l'autorité publique. Le concours d'étrangers peut souvent mettre la pudeur aux prises avec la modestie, la pudeur maladroite, le plus scandaleux espionnage.

#### TITRE VII.

[Art. 51]. Cet article nous paraît renforcer une disposition odieuse. Le droit de divorcer un enfant ne pouvant le mariage ne doit appartenir qu'à son père, l'enquête est personnelle au mari; s'il

meurt sans avoir formé sa plainte, personne ne doit être admis à contester la légitimité d'un enfant dont le père a reconnu l'état par son silence.

[Art. 15]. La disposition de cet article donne à tout enfant qu'un même individu dans une la même étranger, une facilité dangereuse de faire révoquer cette usurpation.

Malgré toutes les précautions que peut prendre la législation, les registres de l'état civil sont souvent lents et beaucoup de négligence.

Il suffit que le décès d'un enfant dont la naissance est prouvée n'y soit pas constatée, pour que la jeunesse sans espoir à grandir sa place, ou le présentera comme un enfant exposé, abandonné, ou dont on a supposé l'état; et le silence du registre lui fournira un commencement de preuve par écrit, à l'usage duquel il fera les tribunaux d'admettre l'offre d'une preuve incontestable.

On pense que, pour autoriser de la part d'un enfant une pareille demande, il faut d'abord l'obliger de prouver qu'il a été exposé ou abandonné. Ce premier fait quel sort de l'acte à son action, une fois établi, la science du registre sur le décès d'un enfant du même âge que l'enfant s'enquerra comme un commencement de preuve écrite, qui doit plus assurément faire accueillir les autres preuves de la suppression de son état.

Si s'adressait à la instruction des relations du projet, il serait avantageux de l'exprimer d'une manière plus claire.

#### TITRE VIII.

[Art. 16]. Cet article paraît que la cause de la disposition officielle doit être spécialement exprimée.

On ne peut qu'approuver la sagesse de cette mesure.

Mais il n'ajoute que la même cause doit être justifiée; qu'elle doit être encore subsistante à l'époque de la mort du père ou de la mère disparu.

Cette seconde partie de l'article nous paraît immorale, dangereuse, propre à conspuer en plein que la violation de la loi.

Elle est immorale, car elle invite les pères, au profit de quels doit tourner la disposition officielle, à tendre leurs fils devant les tribunaux, pour faire prononcer que la cause en est juste, c'est-à-dire à plaider contre leurs pères pour les faire déclarer dissolubles.

Elle favorise la violation de la loi; un fils dissoluble, instruit que son père a fait ou se propose de faire à son préjudice une disposition officielle, se verra de changer de conduite, on prendra des précautions pour cacher ses prodigalités.

La cause ne paraît pas subsister au moment où son père mourra. Que l'on investisse la propriété de ses biens, le fils jetera le masque et se livrera désormais sans contrainte à son goût pour la dissipation.

Ne vaudrait-il pas mieux s'en rapporter, sur la justice de la cause, à la prudence des pères, que de fomentier les dissensions scandaleuses entre les enfants et les petits-enfants, ou de rendre une loi qui sera si facile d'éluder?

#### TITRE IX.

[Art. 10]. Les auteurs du projet ont eu de voir fixer la majorité à vingt-cinq ans, et pendant ce temps le mariage jusqu'à vingt-cinq la possibilité de rapporter le consentement paternel pour le mariage.

Les raisons qu'ils donnent à l'usage des parents, pour justifier cette innovation, sont in-

général; mais elles ne nous paraissent pas également solides.

Si, d'un côté, l'esprit de société et d'industrie donner aux âmes un ressort qui supplée aux legons de l'expérience, il est certain aussi qu'aujourd'hui l'éducation des jeunes gens est plus éclairée, l'instruction publique à peu près suffisante, la corruption des mœurs plus générale.

Toutes ces causes, qui multiplient contre la jeunesse les chances de séduction et d'imprudence, se paralysent un jour, nous osons l'espérer, par les soins d'un gouvernement qui a la volonté et le pouvoir de créer les sages de la France.

Mais elles subsistent et subsisteront quelque temps encore.

Et comme les lois doivent d'abord être appropriées aux besoins de la génération présente, nous pensons qu'il est plus nécessaire que jamais de lier la majorité à vingt-cinq ans pour les autres ordes de la vie civile, comme elle l'est pour le mariage.

(Art. 48). Dans le nombre des honoraires publics que le loi dispose de la tutelle, on est étonné de ne point trouver les juges des tribunaux de première instance et ceux des tribunaux d'appel.

Les juges de première instance, quoiqu'ils ne soient pas enjoints à s'écarter beaucoup de leurs foyers, voient tout leur temps rempli par des occupations multipliées. Mais les motifs qui doivent leur exempter de cette charge les juges des tribunaux d'appel sont plus puissants encore.

Le ressort de ces tribunaux étant formé par la réunion de plusieurs départements, un très-grand nombre de juges d'appel sont obligés d'abandonner leur domicile pour aller résider dans les villes où siègent les tribunaux auxquels ils sont attachés.

L'assiduité qu'exigent leurs fonctions ne leur permet pas de s'occuper des détails d'une tutelle, de gérer des biens éloignés, de suivre des affaires qui souvent les appelleraient hors du lieu où leur devoir les attache.

On espère que cette omission sera réparée dans la révision que va subir le projet de Code.

(Art. 107). L'article 107 renferme une disposition très-dangereuse pour les mineurs émancipés: c'est celle qui leur permet de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge.

Cette disposition paraît incompatible avec celle qui précède et avec celle de l'article 108, qui lui suit immédiatement. La première réduit le mineur aux actes de pure administration; la seconde ne lui permet de s'obliger qu'à concurrence d'une somme de ses revenus.

Il peut arriver que toute la fortune d'un mineur émancipé consiste en capitaux mobiliers. L'autorisation de les recevoir et d'en donner décharge lui donne la faculté facile de dissiper son patrimoine.

Nous pensons que, pour garantir ses intérêts, et pour concilier ensemble toutes les parties de la loi, la faculté accordée au mineur émancipé, de recevoir ses capitaux et d'en donner quittance, devrait être subordonnée à la nécessité de faire emploi.

Cette obligation imposée au mineur pourra quelquefois être gênante pour lui; mais elle lui deviendra plus souvent avantageuse, vu le préjudice du danger de consumer imprudemment sa fortune.

### LIVRE III.

#### TITRE PREMIER.

(Art. 165). Cet article est obscur et mérite d'être un peu plus développé.

On ne conçoit pas, au premier coup d'œil, comment le fils peut venir, par représentation de son père, à la succession de l'aïeul, en même temps qu'il répudie la succession de son père.

S'il vient par représentation de son père, il ne recueille que comme héritier de celui-ci; et, renonçant à la succession de son père, il répudie nécessairement celle de l'aïeul, qui se trouve confondue avec l'autre.

L'application de cet article ne peut se réaliser que dans un seul cas: c'est celui où le père est mort après que la succession de l'aïeul n'est ouverte ou sa faveur, mais avant de l'avoir acceptée. Le petit-fils vient alors par représentation du degré de son père; il peut en même temps renoncer à l'hérédité du père et accepter celle de l'aïeul.

C'est ce qu'il conviendrait d'expliquer d'une manière plus claire, afin de prévenir les fausses interprétations dont l'obscurité de cet article le rend susceptible.

(Art. 200). L'article 200, après avoir posé en principe que le droit du demandeur en séparation du patrimoine du défunt d'avoir celui de l'héritier se prescrit par trois ans relativement aux meubles, ajoute que cette action ne peut s'exercer, même dans ce délai, si les créanciers ont laissé rousfonder les meubles du défunt avec ceux de l'héritier.

Cette partie de l'article paraît obscure et demande une explication.

Comment, en effet, des créanciers pourraient-ils empêcher la confusion que fait, des meubles du défunt avec les siens propres, un homme qui s'est porté héritier pur et simple? Quel moyen. La loi les autorise-t-elle à prendre pour prévenir cette confusion?

L'article n'en indique aucun. On ne trouve aucune disposition relative à cet objet dans le projet de Code.

Il faudrait suppléer à ce silence et déterminer les précautions qu'aurait à prendre les créanciers pour empêcher cette confusion de la part d'un héritier pur et simple.

#### TITRE II.

(Art. 49). On permet au juge de modérer le prix stipulé en cas d'insécution d'une convention, si elle excède évidemment le dommage effectif.

Nous pensons qu'il serait plus juste d'établir que, dans tous les cas, la peine conventionnelle serait rigoureusement exigible.

Laisse à l'arbitrage du juge le droit de la modérer en quelque cas que ce soit, c'est la rendre illusoire dans tous où du moins encourager les parties sur toutes les obligations qui contiennent des conventions de ce genre.

Les contrats sont ceux que les parties se sont volontairement imposés; on ne prescrit les clauses avec plus de précaution, lorsqu'on s'autorise rien de plus que le droit de la loi.

La même remarque s'applique à l'article 123, où l'on trouve la même disposition érigée en principe.

(Art. 126). Le paiement, suivant cet article, est valable à l'égard du créancier, et ne peut être répété contre lui par le débiteur, quoiqu'il ait été fait au préjudice d'un autre créancier opposé.

Ce principe est justifié dans le cas où le débiteur n'a pas été obligé de payer une seconde fois au créancier de son créancier, en vertu de l'opposition ou de la saisie.

Dans le cas contraire, il blesse tous les principes de l'équité.

Ce second paiement, que le débiteur s'est vu

forcé de faire à l'autour de la saisie ou de l'opposition, s'en libère pas moins le créancier, qui, vis-à-vis de lui, se trouve lui-même débiteur. Il nous paraît injuste de relever un débiteur sur recours du garant contre le créancier qui a reçu son dû, malgré l'opposition.

Le débiteur a commis une imprudence, sans doute; mais cette imprudence n'est-elle pas assez punie par l'obligation qu'on lui impose de commencer par acquiescer une seconde fois. Le même somme dans les mains de celui qui a fait l'opposition ou la saisie, en laissant le soin de se faire rembourser comme il pourra par le créancier? C'est le traiter avec une rigueur exorbitante que d'ajouter à cette première peine celle de la perte de la somme, pour en faire profiter un créancier qui n'est pas lui-même exempt du reproche, puisqu'il s'inscrivent à payer ce qu'il devait à rendu des saisies ou des oppositions nécessaires contre lui.

(Art. 159). La novation, dit cet article, ne se présume point; mais il faut que la volonté de l'opérer résulte clairement de l'acte.

Nous préférons à cette disposition celle de la loi romaine, qui exigeait que la volonté d'opérer la novation, fût littéralement exprimée dans l'acte.

L'expressio litèrè de la novation tranche toutes les difficultés: partout où elle ne se rencontre pas, il n'existe point de novation. Mais les discussions renaissent sans cesse lorsqu'on veut la faire résulter de l'acte par voie d'interprétation. Tout homme qui aura intérêt à invoquer la novation l'ira chercher dans le contrat la volonté de l'opérer, tandis que l'autre ne verra résulter avec la même évidence l'indulgence opposée.

(Art. 201). Que le mariage, dans le cas prévu par cet article, ne soit point résiliable contre les conventions prises dans le contrat de mariage au profit de l'un ou l'autre, rien de plus juste: c'est sous la foi de ces conventions que deux familles se sont unies; elles doivent être inaliénables comme l'union qui leur a servi de base.

Mais on insiste souvent dans les contrats de mariage des conventions relatives à des étrangers, à des frères ou sœurs des conjoints, par exemple. La disposition de cet article favoriserait toutes les déceptions qu'on pourrait imaginer au préjudice d'un époux mineur si, pour lui interdire le droit de les attaquer, il suffisait de les insérer dans son contrat de mariage.

Nous pensons que cette inviolabilité doit être restreinte aux conventions qui concernent purement l'un ou l'autre des conjoints.

(Art. 223). La disposition de cet article peut devenir très-préjudiciable au créancier, et favoriser, au profit du débiteur, l'insertion frauduleuse d'une note portant libération.

Après la mort d'un créancier, par exemple, le débiteur, ou quelque autre personne agissant dans son intérêt, peut insérer de la confiance de gens qui habiteront la maison ou se trouvent les détenteurs des titres du créancier, insérer furtivement à la suite, en marge ou au dos d'un écrit sans signature, une fautive quittance; et quelquefois ne s'en douter, ni signer de la reconnaissance, cette note ira lui rendre lui et prouvera la libération d'un débiteur.

Il est aisé de faire une foule de suppositions dans lesquelles la même fraude peut se réaliser pendant la vie du créancier et à son insu.

Ses héritiers ou lui se verront, par le fait d'un tiers, exposés à perdre une créance dont ils n'ont jamais reçu le montant.

Le cas inverse, prévu dans la dernière partie de

l'article, offre une chance plus favorable encore à la mauvaise foi: il suffira au débiteur de faire écrire au dos du double d'un titre ou d'une quittance, qu'il a payé au soussigné, pour être dispensé de l'acquiescer.

Quelle invombrance que soit la libération, la législation ne doit jamais la placer sous l'égide de la fraude.

Que le titre sans seing privé soit demeuré au pouvoir du créancier, ou qu'il se trouve dans les mains du débiteur, nous pensons que toute note mise à la suite, en marge ou au dos du titre, ne doit jamais constater la libération, si elle n'est écrite de la main du créancier, ou du moins signée par lui.

#### TITRE IV.

(Art. 8). Cet article permet d'exécuter provisoirement, en donnant caution, tout jugement qui prononce la contrainte par corps, dans le cas même où le jugement est attaqué par la voie de l'opposition ou de l'appel.

On peut reprocher à cette disposition de compromettre un peu trop légèrement la liberté des citoyens. L'inexécution d'un avoir peut laisser obtenir contre son rival un jugement par défaut. Quelque tardifs que soient les tribunaux de première instance, le petit nombre de juges dont ils sont composés offre moins de garanties contre l'erreur.

La loi de caution ne dédommagera pas une partie qui aura obtenu gain de cause sur son opposition ou sur son appel, de l'humiliation et des inconvénients d'une incarceration préjudiciable.

On en saurait mettre trop de circonspection lorsqu'il s'agit de prononcer sur un objet aussi délicat que la liberté des citoyens.

La justice et l'humanité nous paraissent exiger impérieusement qu'on ne puisse refuser à la contrainte par corps, en matière civile, qu'un vain d'un jugement passé en force de chose jugée.

#### TITRE V.

(Art. 11 et 18). Les articles 11 et 18 de ce titre ont tendu qu'à rendre saumon illusoire le bénéfice de discussion.

Le premier arrête au créancier qui a mépris de discuter les biens qui lui ont été indiqués, le privilège de pourvoir la caution, sans préjudice que la caution pouvait prévenir l'insolvabilité du débiteur, en usant du bénéfice de l'article 18, c'est-à-dire en assignant, même avant d'avoir payé, contre le débiteur, pour se faire indemniser par lui.

Il semble que lorsque j'ai indiqué des biens au créancier, lorsque je lui ai avancé les fonds nécessaires pour fournir à la discussion, ce créancier est seul blâmable de n'avoir pas discuté les biens que je lui avais désignés: le bénéfice de discussion ne devient pour moi qu'un avantage imaginaire si, lorsque j'ai rempli toutes les conditions sous lesquelles la loi permettait de m'y adresser, il dépend du créancier de m'en faire perdre le fruit. Qu'un créancier de mauvaise foi reçoive l'argent que je lui avance pour les frais, empêche avec le débiteur, ou s'entende avec lui pour le laisser à l'écart, revienne contre moi et me faire à payer, n'est-il pas évident que, d'après la loi projetée, je n'ai aucun moyen de me défendre de cette collusion frauduleuse?

Indiquons-lui, comme au présent, la loi actuelle que me donne l'article 18 d'aujourd'hui, même avant d'avoir payé, contre le débiteur, pour me faire indemniser par lui?



Je réponds que, si je dois commencer par exiger mon paiement du débiteur, le bénéfice de la discussion me devient inutile; et si ce bénéfice de la loi n'est pas un piège qu'elle me tend, elle doit me mettre à l'abri des poursuites du créancier, jusqu'à ce qu'il ait discuté le débiteur, ou constaté l'insuffisance des biens qui je lui ai désignés.

L'ancienne législation nous paraît plus courte et plus juste. Le créancier acquiesce ou oppose la discussion, et qui peut l'exercer silencieusement, doit d'abord éprouver les facultés du débiteur principal : les biens indiqués se trouvent-ils trop modiques pour le remplir de sa créance, c'est alors, mais alors seulement, qu'il est autorisé à revenir contre la caution.

#### TITRE VI.

[Art. 30.] Cet article soulève une omission importante.

Supposons que le premier juge ait refusé d'admettre une hypothèque, et que le juge d'appel l'accorde en définitif, à quel jour sera-t-on remonte l'hypothèque? sera-ce au jour du jugement de première instance, ou ne la fera-t-on dater que du jour du jugement d'appel?

Nous pensons qu'il est juste de faire partir l'hypothèque du jour où le premier jugement a été rendu, et qu'il faut ajouter à l'article 30 une disposition sur ce point.

[Art. 31.] Cet article est juste; mais comme dans beaucoup de tribunaux, on n'est pas dans l'usage de retirer des notes des ordonnances d'exécution, il faudrait ordonner qu'elles seraient consignées au greffe dans un registre particulier, à mesure qu'elles seraient délivrées.

[Art. 32.] L'article 31 présente une faute d'impression, un ou plusieurs.

L'hypothèque, et il dit, pour suppléer au prix d'une seule ordonnance par jugement, a le lieu qu'on veut d'un jugement.

Est-ce la vérité qui est ordonnée par jugement? Point de doute que l'hypothèque ne donne avoir lieu qu'en vertu du jugement. Il paraissait inutile d'en faire le sujet d'une décision.

A-t-on voulu dire que, lorsque un suppléant de prix du vrai est accordé par jugement, c'est du jugement seul que résulte l'hypothèque, et non pas du contrat de vente antérieur? Cette difficulté mérite d'être résolue par le législateur.

Mais l'expression ordonnance est impropre : on y substituant le mot *adjudger* ou *ordonner*, on ferait entendre l'équivoque.

#### TITRE VII.

[Art. 50.] La disposition de cet article peut devenir très-préjudiciable à l'acquéreur, si n'est propre qu'à déconcerter le commerce des immeubles.

L'article 53 permet à l'acquéreur de se refuser à la division du contrat, lorsque les immeubles sont situés dans le même arrondissement. Pourquoi, lorsqu'ils sont dans des arrondissements différents, l'oblige-t-on à souffrir cette division? Il peut arriver que l'immeuble sur lequel porteront les enchères soit précisément celui que l'acquéreur offrait le plus, et sans lequel il n'y eût pas obtenu les autres.

Cet article autorise le déposant du Polignac à se refuser à la division du contrat, et le laisse chargé de ceux qu'il ne soumet le moins de considérer.

Nous pensons que, pour être juste envers l'acquéreur, il est indispensable de lui laisser, dans ce cas, la faculté de résilier le contrat.

On peut induire de l'article 57 que cette faculté doit lui être réservée; mais pour écarter les doutes qu'on pourrait élever sur ce point, il lui eût été propos de renvoyer à ce dernier article.

#### TITRE VIII.

[Art. 146, 147.] Ces deux articles attribuent aux tribunaux de première instance le pouvoir de prononcer, en dernier ressort, sur les ventes forcées des immeubles. Ils interdisent et l'appel et le recours en cassation.

Le souvenir des longueurs interminables qu'en entraîne les procédures judiciaires a suggéré aux auteurs du projet l'idée de cette procédure expéditive.

Mais en voulant éviter un mal, on est tombé dans l'extrême contraire. Quelque soit qu'on ait pris de simplifier les formalités des ventes forcées des immeubles, elles sont encore si compliquées, tellement d'assurances qu'on les tribunaux de première instance ne les ont pas violées, et leurs prononcements ne sont sujets à aucune révision? Est-il bien rationnel de soumettre à l'appel les jugements de première instance qui statuent sur un objet évalué mille francs, et de leur attribuer une autorité souveraine dans une matière où peuvent s'agiter des intérêts influant plus considérables?

Il n'est pas de débiteur qui ne doive trembler sur le sort de ses propriétés, si l'on peut en dire de paillard, et dépouille irrévocablement, par l'opinion de deux hommes sur leur petit nombre, le droit de l'homme qu'ils puissent appeler au secours des leurs, et surtout la certitude de n'avoir aucun recours à recourir, rendent plus accessibles à l'erreur ou à la prévention.

Qu'on prenne des mesures propres à corriger les défauts du débiteur sans avoir la promesse expéditive de la justice; qu'on vive aux tribunaux d'appel un délai très-court pour statuer sur les affaires de droit naturel, qu'on prononce, si l'on veut, de continuer provisoirement la procédure sur l'adjudication, sauf à prononcer sur les appels des jugements interlocutoires, lorsqu'on s'occupera de celui du jugement définitif, nous applaudirons à la sagesse de ces précautions.

Mais nous regardons comme une innovation à la fois injuste que dangereuse le projet de soumettre à la surveillance des tribunaux d'appel les jugements qui rendent ceux de première instance dans une matière aussi importante.

#### TITRE IX.

[Art. 60.] Aux deux causes de révocation des donations pour cause d'ingratitude, exprimées dans cet article, il nous paraît raisonnable d'en ajouter une troisième, c'est le refus des aliments fait par le donataire au donateur tombé dans l'indigence.

[Art. 70.] Deux justices, aux termes de cet article, peuvent recevoir un testament par acte public.

Cette formalité suffisait dans les pays coutumiers; elle est autorisée par l'ordonnance de 1735; mais elle ne nous en paraît pas moins dangereuse.

Dans presque tous les pays où les notaires sont autorisés à recevoir les actes publics au nombre de deux, il est d'usage que l'acte soit reçu par un seul notaire, qui le fait signer, après coup, par un de ses confrères; et celui-ci n'en prend jamais lecture.

Ainsi, dans le fait, on rend notaire pour faire le testament d'un homme, à l'insu de ce dernier, et sans qu'il s'en doute.

Un acte aussi important doit être garanti par des formes plus rassurantes et moins faibles à croire. On proposerait, pour écarter ce danger, d'établir que la donation testamentaire faite par acte public sera reçue par deux notaires présents et assistés de deux témoins, ou par un notaire assisté de quatre témoins, dont deux au moins devront savoir signer.

## TITRE X.

(Art. 57). La demande en séparation de biens n'est permise à la femme, par l'article 57, que dans le cas où sa dot est mise en péril par le mauvais usage du mari.

pendant une femme qui n'a point apporté de dot peut avoir une industrie qui lui en donne lieu. N'est-il pas aussi légitime pour elle de voir les produits de cette industrie servir d'aliment aux dépenses du mari, ou devenir la proie de ses créanciers?

Nous pensons qu'une femme, placée dans cette position, devrait être admise à demander la séparation de biens. Cette opinion est celle de Pothier et d'une foule d'autres jurisconsultes recommandables.

(Art. 65). Cet article donne aux créanciers du mari la faculté d'intervenir dans l'instance sur la demande en séparation de biens, et de la continuer, si elle est provoquée en fraude de leurs droits.

Cette disposition est sage; mais elle ne nous paraît pas suffisante: il faudrait obliger la femme d'appeler dans l'instance sur la séparation les créanciers poursuivants, s'il y en a; ou s'il n'y a pas de créanciers poursuivants, quelques-uns des principaux créanciers. Cet usage, introduit dans la jurisprudence de quelques tribunaux supérieurs, a produit les plus heureux effets.

(Art. 67). La femme qui a obtenu sa séparation de biens peut, d'après cet article, déplacer de son mobilier et l'aliéner.

Il est possible toutefois qu'elle n'ait apporté qu'une dot pécuniaire; et qu'elle sera libre de disposer aux termes de cet article.

La prudence et l'intérêt des femmes exigent que celles dont la dot consiste en une somme d'argent, ou en effets mobiliers, ne puissent la recevoir après la séparation de biens qu'à la charge d'en faire emploi.

## TITRE XI.

(Art. 43). S'il a été voulu deux fonds par le même contrat, dit cet article, avec l'expression de la mesure du barreau, et qu'il s'en trouve moins en l'un et plus en l'autre, ou l'un compensation à l'autre, etc.

Est-ce la compensation des mesures, ou la compensation des valeurs, qui doit se faire à l'usage?

La première pourrait être très-désavantageuse; car on peut avoir vendu, par le même contrat, deux fonds d'une valeur fort inégale.

La compensation des valeurs est évidemment la seule qui mérité également les intérêts du vendeur et ceux de l'acheteur. C'est ce que l'article ne dit pas, et ce qu'il devrait dire.

(Art. 58). Cet article porte que si, dans le cas de l'extinction de la chose, la vente n'est pas résiliée, la valeur de la partie éteinte est adjointe à l'acquéreur au lieu de son estimation à l'époque de l'extinction, et une proportionnellement au prix total de la vente.

Cela n'est plus juste dans le cas où, depuis la vente, les fonds ont augmenté de valeur.

Mais s'ils ont diminué depuis cette époque, la justice exige que le fonds éteint soit remboursé à l'acquéreur, non pas suivant sa valeur actuelle, mais proportionnellement à celle qu'il avait au moment du contrat.

On ne peut luy opposer ici le principe d'équité, qui veut que les risques de gain et de perte soient également partagés par le vendeur et par l'acheteur.

Le vendeur est toujours coupable de mauvais foi de ne luy avoir vendu une chose qui ne lui appartenait pas, ou dont le prix était absorbé par des dettes hypothécaires. S'il y a de la perte, il doit toujours rembourser sur lui. Or l'acquéreur seul se verra exposé à perdre si, lorsque la valeur des fonds a diminué, on lui rembourse la partie éteinte à un prix moindre que celui pour lequel elle était entrée dans la vente du total.

(Art. 61). Il faudrait rattacher le dernier paragraphe de cet article, et déduire en principe que toutes les fois que l'acquéreur poursuivra en réclamation se laissera condamner ou appelera son vendeur, il sera irrévocablement déchu de l'action en garantie.

C'est le vrai moyen de rendre les acheteurs plus circonspects et d'écarter toutes contestations entre eux et les vendeurs. Au lieu de deux procès auxquels peut donner lieu l'action en débet, il n'en sera jamais un seul: la demande en débet sera et celle en garantie seront toujours terminées par un seul et même jugement.

Un principe consacré par les derniers termes de cet article, il peut résulter un inconvénient très-grav: c'est que le même tribunal se voie forcé de rendre sur la même affaire deux jugements directement contraires l'un à l'autre.

Un acquiescement en débet sera mal débet; il aura été condamné.

Il reviendra par action en garantie contre son vendeur. Celui-ci prouvera que l'acquéreur a négligé des moyens de droit suffisants pour faire rejeter la demande. Il lui échappera ses arguments; le tribunal, subjugué par leur évidence, ne pourra se dispenser de les accueillir. On verra les mêmes juges décider, souvent dans un intervalle très-rapproché, qu'une même demande, entre les mêmes parties, est et n'est pas fondée; que le débet sera et ne devra pas être ordonné.

Ne peut-il pas même être dangereux quelquefois de placer des juges entre le sentiment de leur conscience et celui de leur amour-propre?

(Art. 69). Il paraîtrait plus convenable de fixer un délai pour exercer l'action résultant des vices rédhibitoires, que d'en subordonner la durée à la nature du vice et à l'usage des lieux.

(Art. 74). Cet article rappelle une omission qui doit être suppléée, parce que le cas se présente souvent.

On suppose que l'acquéreur ne soit pas encore évincé, mais qu'il se voie menacé de l'être par une cause qu'il ne connaissait pas au moment du contrat.

Pourra-t-il intenter l'action en garantie contre le vendeur, s'il lui a déjà payé le prix de son acquisition; suspendra le paiement s'il n'est pas encore effectué, ou forcera le vendeur à donner caution?

Cette question est diversément jugée par les différents tribunaux: elle mérite d'être résolue par une loi positive.

(Art. 94). Les créanciers du vendeur, est-il dit, ne peuvent user de la faculté de réméré qu'il s'est réservée.

Lorsque le vendeur n'a pas d'autre bien, nous pensons qu'il serait juste d'autoriser à user de la faculté de réméré que le vendeur s'est réservée, les créanciers porteurs d'un titre antérieur à la vente et qui auront une date certaine.

### TITRE XIII.

(Art. 90, 91 et 92). La revendication accordée par ces trois articles au propriétaire du chapitre est conforme à la justice.

Mais il faudrait fixer le délai pendant lequel il serait admis à l'exercer.

### TITRE XVI.

(Art. 43). Il serait utile de rappeler ici, et de placer au rang des cas dans lesquels le juge peut ordonner le droit judiciaire, le privilège du propriétaire sur les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement.

### TITRE XVII.

(Art. 7). Il faudrait obliger le porteur d'un procuration en blanc à la remplir de son nom avant d'en faire usage.

Sans cette précaution, le porteur peut, après la consommation de l'acte, remplir la procuration du nom d'un autre, et fournir au mandant un prétexte de querelle sur la validité du contrat, comme ayant été émis par un homme sans pouvoir.

### TITRE XVIII.

Le titre ne parle que du gage ou du nantissement des choses mobilières.

Mais on connaît dans une partie de la France, et particulièrement dans les pays régis par le droit écrit, le nantissement des immeubles : c'est le contrat qu'on désigne sous le nom d'antichrèse.

Ce contrat, quoiqu'il ne soit pas en usage à Paris, a cependant été maintenu ailleurs, à cause des facilités qu'il offre au débiteur qui ne possède que des immeubles, de se libérer en les cédant en gage au créancier, lequel se paie sur les revenus. On invite les auteurs du projet à peser les avantages et les inconvénients de ce contrat.

S'ils croient devoir en généraliser l'usage, il faut en tracer les règles ; s'ils persistent à penser qu'il doit être aboli, il serait nécessaire de décider, en principe, que les immeubles ne peuvent être donnés en gage ou en nantissement.

### TITRE XX.

(Art. 21). « Ceux à qui les fermiers, dépositaires et autres détenteurs précaires, ont transmis le chose par un titre translatif de propriété, peuvent la prescrire. »

Il faudrait ajouter, pour ce qu'ils ont ignoré le titre du créancier, car, s'ils ont su que le vendeur ne possédait qu'à titre précaire, ils sont à l'égard du titulaire fon et ne devraient pas être admis à prescrire.

(Art. 57). Les juges et arbitres, est-il dit, sont déchargés des parties en qui après les jugements des procès.

Il est en ne peut pas plus inconvénient de rendre les juges responsables des procédures dont ils ont été chargés de faire le rapport.

Cette responsabilité, qui n'a jamais jamais imaginé de faire peser sur leur tête, ne peut que les rendre ra honte aux magistrats des plaideurs qui ils auront été forcés de condamner, et avilir la magistrature.

L'arbitre qui aura égaré les pièces d'une procédure après le jugement ne manquera jamais, pour

se disculper aux yeux de la partie, de diriger ses soupçons sur le rapporteur.

Jusqu'ici les procureurs ou les avoués étaient seuls chargés de la garde des procédures : seuls ils étaient chargés de les représenter aux pariers, les juges n'étaient obligés que de faire constater sur les registres du greffe le jour où ils les en avaient retirés et celui où ils les y avaient fait rétablir.

Nous pensons qu'il faut maintenir cet usage et rayer le mot juges de l'article 57.

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Par la disposition générale qui termine le projet de Code, on abolit les lois romaines, les ordonnances, les coutumes générales ou locales, les statuts, les règlements, dans les matières qui sont l'objet du présent Code, conformément, et d'ailleurs qui est expliqué dans le discours préliminaire.

Pour justifier cette abrogation générale de toutes les lois antérieures jusqu'à ce jour, il faudrait que celui-ci pût seul suppléer à tous les autres, qu'il détermine, sinon tous les cas qui peuvent se présenter, du moins le plus grand nombre et ceux qui s'offrent plus fréquemment.

Cependant on ne peut se le dissimuler, quelque précis, quelque méthodique que soit le projet qu'on vient d'examiner, il offre plutôt un excellent abrégé du droit civil qu'un code complet.

Le discours préliminaire indique, comme devant servir de supplément au Code, l'usage établi, la jurisprudence, les règles de l'équité.

Mais l'usage, la jurisprudence, ne sont que le développement ou l'explication des lois posées qui nous ont gouvernés jusqu'à présent.

Alors tout d'un coup, et d'un seul trait, toutes ces lois antérieures, non pas uniquement en les points dédaignés par le nouveau Code, mais en les matières qui s'y trouvent traitées, s'est évanoui l'usage, à la jurisprudence, leur plus solide appui, est évanoui les tombes d'un autre législation et le état enveloppée, en laissant les cas spécialement multipliés que le nouveau Code n'a pu prévoir, au hasard des conjectures et au caprice de l'arbitraire.

Les codes des peuples, a-t-on dit avec beaucoup de raison dans le discours préliminaire, se finit avec le temps ; unis, à proprement parler, on ne les fait pas.

Il faut donc attendre que le temps et l'expérience aient indiqué les changements dont celui-ci est susceptible, les modifications qui peuvent le perfectionner, pour l'élever sur un socle des ruines de la législation ancienne.

Lusque-là il est impossible d'étendre l'arbitraire son empire au delà des dispositions qui régissent et des conséquences que la raison et l'équité peuvent en déduire.

### Omissions à suppléer.

Nous avons remarqué dans ce projet de Code plusieurs omissions importantes qu'il nous paraît essentiel d'indiquer.

1<sup>o</sup> Il n'y est point parlé des transactions, autre jurisprudence, et qui semblait devoir obtenir une place dans la partie qui traite des contrats.

2<sup>o</sup> Le projet de Code est également muet sur l'arbitrage. Il semble toutefois que les principes de cette juridiction amiable doivent faire partie du Code civil, et qu'ils y seraient plus naturellement placés que dans le Code judiciaire, dont l'objet principal sera de régler les formalités de la procédure.

3<sup>o</sup> Dans le projet (liv. 1<sup>er</sup>, tit. VIII, art. 1<sup>er</sup>).

la loi ne reconnaît que deux sortes de filiation : Celle des enfants nés dans le mariage; Celle des enfants nés hors le mariage.

Egalement, des lois faites dans le cours de la Révolution en établissaient une troisième espèce : c'est l'adoption, dont le principe devrait être consacré, le mode et les effets réglés par le Code civil.

Sur la loi de nos lois, plusieurs adoptions ont été faites; et le silence du Code laisse risquer dans l'incertitude l'état et les droits des enfants adoptifs.

Il conviendrait que le Code civil se prononçât sur cette matière, qu'il autorisât au prescrivit expressément l'usage de cette puissance légitime;

A moins que l'initiative du Gouvernement ne fût de faire statuer par des lois particulières sur toutes les circonstances de circonstance qui n'ont que trop, jusqu'ici, bouleversé le repos des familles, et que ces inflexions et nos mœurs s'accroissent également à repousser.

La loi de résolution, si elle a été prise par le Gouvernement, nous l'aurait toute remaniée sur une autre omission non moins importante, et qu'on s'attendait à voir réparer par le Code civil.

Nous voulons parler des enfants naturels dont les pères sont morts, ou mourront dans l'espace intermédiaire entre la promulgation de la loi du 12 brumaire au II et celle du Code civil. L'article 10 de cette loi tient en suspens l'état et les droits de ces enfants naturels; il est temps de les fixer, ou par une disposition du Code, ou par une loi séparée.

Fait au tribunal, à Bordeaux, le 23 germinal an IX de la République.

Signé : *ARRESTS, président*, Par le tribunal : *Signé MICHEL, greffier*.

### OBSERVATIONS

SEN LE PROJET DE CODE CIVIL, PRÉSENTÉ PAR LE TRIBUNAL D'APPEL, SEANT A CAEN.

Le tribunal d'appel seant à Caen, au désir de la lettre du ministre de la justice, a formé une commission composée des citoyens *Lescaudet, président; Gaulty, vice-président, et Delangle, juge*. La commission a soumis son travail au tribunal par le rapport suivant :

Citoyens, vous nous avez chargés de l'examen du projet de Code civil; nous venons vous présenter le résultat de nos observations, et recueillir celles que vos méditations particulières auront fait naître.

Un Code civil est depuis longtemps l'objet des vœux des Français. Tandis que toutes les parties des connaissances s'élevaient au plus haut degré de perfection, la science de la législation restait seule dans une sorte d'état de dégradation; et, malgré les lumières répandues de toutes parts, il semblait que la formation d'un corps de lois civiles surpassait les efforts de l'esprit humain.

Nous avons donc l'espoir de voir le chaos de nos lois disparaître, l'ordre succéder à la confusion; la barbarie, l'incertitude et la contradiction des coutumes, remplacées par l'uniformité.

Le projet présente le plus étendu que ait été conçu; les objets y sont classés dans leur ordre actuel; cependant il semblerait que, pour rendre plus facile la marche des idées que les rédacteurs ont suivie, on devrait placer le titre des donations et du testament après les successions.

Ces deux objets ont des rapports immédiats, une liaison et des rapprochements indispensables;

leurs dispositions se correspondent; les idées sont d'une force, et en quelque sorte dépendantes; il nous paraît donc nécessaire de les faire se succéder.

Les hypothèques qui prennent naissance et dérivent de toute espèce d'engagement, soit légal, judiciaire, ou conventionnel, et de toute espèce de contrats, devraient être placées après tous les contrats, et former l'avant-dernier titre.

Les rédacteurs n'ont point voulu prendre sur eux de parler des rentes foncières. Le dernier projet du conseil Cambacérès contenait un titre exprès; nous ne voyons pas pourquoi ce contrat si utile et si fréquent serait omis dans notre Code. Serait-ce parce qu'on l'avait assimilé aux rentes féodales? Cette erreur ne pouvait s'être formée que dans un temps où toutes les idées s'obscurcissaient.

Il nous paraît indispensable de rétablir des dispositions sur cet objet important.

La liquidation est souvent indispensable entre co-bénéficiaires, pourqu岸 le co-bénéficiaire qui ne peut avoir une part de l'héritage, serait-il privé d'avoir une seule représentation des fonds, et pourquoi cette rente ne serait-elle pas considérée comme l'augmenter dont elle tient la place?

Pourquoi l'individu que ses occupations ou la distance mettent dans l'impossibilité de veiller sur sa propriété, ne pourrait-il les échanger contre une autre fonction?

Un autre avantage pour les progrès de l'agriculture, c'est que celui à qui les facilités ne permettent pas d'acquiescer peut prendre des loods à rente foncière et les autres en valeur.

Si l'on avait nécessaire aux progrès de l'agriculture de rendre ces rentes rachetables, on pourrait employer la stipulation de non rachet et la fixer, non pas à dix ans, comme dans le projet de Cambacérès, mais à vingt ou trente ans.

Après ces réflexions sur l'ensemble, nous allons vous présenter celles que la discussion de chaque article a fait naître.

P. S. Nous observerons encore qu'on a oublié de parler des transactions qui sont d'un usage si fréquent dans l'ordre social, et qui ont toujours mérité l'attention du législateur. Cet objet mériterait un chapitre ou titre des conventions, ou y réglerait : 1° qui peut transiger; 2° sur quels objets; 3° les actes de partage faits par transaction sont-ils sujets à résiliation? On peut voir sur cet article l'excellent Traité des conventions.

### LIVRE PRÉLIMINAIRE.

#### TITRE III.

Art. 2. Les dispositions de cet article paraissent entraîner de grands inconvénients. Le ressort des tribunaux d'appel est trop étendu pour que la loi soit répétée comme de tous les citoyens et même des juges inférieurs chargés de l'appliquer, du jour de sa publication au tribunal d'appel. Il serait préférable de ne la rendre exécutoire, pour chaque tribunal, que du jour où elle aurait été reçue et publiée par lui. C'était aussi l'ancien usage.

Nota. Le tribunal a en quel observé au devant être restreint, et a préféré le mode établi par l'article.

Art. 3. La peine prononcée par cet article est sans objet. La commission du Gouvernement est chargée de requérir l'enregistrement des lois. La peine de forfaiture ne pourrait être encourue par les juges que dans le cas seulement où ils refuseraient de prononcer sur les conclusions du commissaire, et d'ordonner l'enregistrement. Dans aucun cas, ils ne peuvent être coupables de né-

plégence, et le simple retard ne peut être imputé qu'au commissaire ou à celui des juges qui, en son absence, serait chargé d'en faire les fonctions.

1. 学习情况 2. 成绩情况

TITLE PREVIEW

111

Art. 20. L'époque de laquelle doit dater la mort civile de celui qui est dans le cas de cet article n'est pas précisée; il serait à désirer qu'on dît : *Sont réputés morts par la loi, du jour de l'émancipation, par effraction.*

## TITRE IL

## SYSTEM II.

Art. 12. Il paraîtrait plus naturel que le juge de paix ait le droit de la naissance lui chargé de la faire inscrire de l'acte de naissance requis dans le cas prévu par cet article : ses commissaires personnels ou ceux qu'il pourrait recueillir sur les lieux le lui fourniraient à partir de l'autre compte les causes qui empêchent de se procurer l'acte de naissance. Il serait même souvent impossible à des habitants d'un petit village de la faire établir d'un prêtre en reconnaissance de race. Cela serait d'ailleurs, quel qu'il soit, grandement inutile.

Art. 33. Il s'agit bien d'appliquer à l'officier de l'état civil qui négligerait de remplir les formalités prescrites par l'article 33, la peine portée en l'article 40 de la même section, pour éviter les abus qui pourraient résulter d'une complaisance souvent criminelle de sa part, et qui peut, par la suite, donner ouverture à la démission en matière de mariage. On pourrait en faire un article séparé, qui se placerait entre les articles 33 et 34.

#### TITRE IV

## CHAPTER 10. FRIENDS II.

Art. 3. Pour écarter l'intérêt personnel, il paraît juste que les héritiers présomptifs ne puissent être entendus en guise de témoins sur le fait de l'absence. Nous proposons d'ajouter à ces mots : *parmi les parents de l'absent, ceux-ci, autres individus que ceux qui pourraient profiter des effets de l'absence.*

## CHAPTER II.

## ELECTRONIC JOURNAL OF COMMERCE

Art. 11 et 18. Les dispositions de ces deux articles sont dissimulées. Par l'article 18, l'absent n'est réputé mort qu'après trente années révolues, et par l'article 11, il pourrait être irrévocablement privé de la propriété de ses biens après trente années du jour de l'entée en possession, de sorte qu'il n'est réputé à ses héritiers autres les cinq qui auraient pour que l'absence soit réputée constante et donne lieu à l'événement en possession provisoire, il ne faut qu'un laps de trente-cinq ans pour que l'absent de retour, que mille causes peuvent avoir retenu d'abord, et dans l'impossibilité de donner de ses nouvelles, soit irrévocablement privé d'une partie des avantages de sa vie civile, tandis que la présomption de sa mort n'est acquise au bénéfice de ses héritiers qu'après cent années. L'événement en propriété irrévocable semble ne devoir être antérieur, à l'égard de l'absent, qu'après le même laps de temps.

L'article 1041 est encore incomplet. La succession de l'absent est dévolue à ceux qui étaient ses héritiers présomptifs à l'époque de sa disparition, et cependant, s'il avait donné de ses nouvelles, sa fortune pourrait être restée constante que du jour de ses dernières nouvelles, et sa succession dévolue à ceux qui étaient ses héritiers présomptifs à cette époque. Il faudrait donc ajouter à ce

Heure: du jour de sa disparition, ceux-ci: ou du jour de ses dernières nouvelles.

Art. 22. Ce article le nous paraît trop rigoureux. La nomination d'un curateur ne peut entraîner au de long délai, ni de grands inconvénients, et le système contraire pourrait être très-préjudiciable à l'intérêt des absents ou de leurs héritiers. Dans l'ancienne législation, le procureur du roi était le curateur des absents. Le jugement du roi étant pourrai passer en force de chose jugée, et ainsi de suite, rien n'est possible, quoique injuste au fond. C'est ainsi que l'on a pu le constater dans le *Lomax*. Il faudrait au moins donner aux héritiers envoyés en possession provisoire le droit de révoquer par opposition contre les jugements rendus avant l'enregistrement.

## SECTION II

Art. 24. Cet article impliquerait contradiction avec les précédents, si on n'appuie pas à ces maps sans préjudice de l'article en position d'hérédité, coex-ci : ouverte avant son décès.

## CHLAPCOTE III

Art. 33 Cet article devra être rendu connu de tous les agents civils ou militaires absents pour le service de la République.

## TIME V

仁濟人壽保險有限公司 0905000000

Art. 7. Cet article renvoie aux formes prescrites par la loi. De quelle loi entend-on parler? Est-ce de la loi de 119? 7-elle semble rattachée par la généralisation du Code civil. Est-ce d'une loi particulière non encore faite? Il faut l'exprimer.

Art. 13. Il est évident qu'on n'a pas voulu donner à la famille un pouvoir assez étendu qu'on a donné au père. Cependant l'expérience nous a prouvé que s'il se trouve des familles qui, par suite d'un préjugé, pourraient apporter des obstacles injustes au mariage d'un mineur de quelque âge, il est bien plus fréquent de trouver des jeunes gens, sévères pour une femme adroite, contractés par des maris qui les déshonorent, ou, au moins, que la religion avait insoupçonnés. Nous pensons donc qu'il y a beaucoup moins d'usage à prolonger le pouvoir de la famille jusqu'à l'âge de trois-cinq ans qu'à abandonner à lui-même au jeune homme de sept à dix ans, après les passions sont à leur plus grand degré d'effervescence : il n'y a, dans ce cas, nulle, pour percevoir les abus, d'autorité du conseil des héritiers aristocratiques.

Art. 17. La prohibition portée par cet article doit être plus étroitement examinée pour les enfants issus seulement d'un des conjoints précédents, en sorte qu'il résulte clairement que s'il y a eu survie ou puisse épouser l'enfant du précédent, issu d'un autre mariage ou union, et que l'époux du décès ne puisse aussi se marier à l'expiration de son époux, issu d'un autre mariage ou union. Les lois romanes avaient prévu en ce cas.

Art. 28. La rédaction de cet article serait plus exacte si l'on disait : n'est point obligatoire; elle peut seulement donner lieu aux dommages et intérêts qui seraient dûs conjointement dus.

## EXAMPIE II.

Art. 23. Il semble que l'on a omis le domicile du  
buteur ou du coauteur.

Lorsqu'un citoyen n'a pas acquis sa vingt-cinquième année, et qu'il n'a ni père ni mère, ni aïeuls ni aïeules, les publications devraient encore se faire au domicile de son tuteur.

Ce titre étant spécialement destiné à l'instruction des officiers de l'état civil, il serait peut-être

bon de rappeler ici la prohibition conditionnelle portée aux articles 112, 113 et 114 du chapitre III du titre IX.

## CHAPITRE III.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 31 et 32. Suivant l'article 48 du titre II, de l'état civil, le mariage doit être célébré par l'officier de l'état civil du domicile de l'un des parties. Elles ont donc, jusqu'au moment du mariage, le droit de choisir entre les deux officiers, dans le cas où elles résideraient dans deux communes différentes. Auquel de ces deux officiers sera signifiée l'opposition ? Il faut qu'elle le soit à tous les deux, ou que l'un d'eux puisse procéder au mariage sans qu'il se soit fait représenter un véritable authentique, soit de non opposition, soit de manquement des oppositions formées entre les mains de l'autre.

Attribuer la connaissance des contestations résultant des oppositions au juge de paix, sans l'appui du tribunal d'arrondissement, c'est, ce semble, donner bien peu d'importance à une matière qui en comporte davantage. Le juge de paix ne peut connaître d'une contestation dont l'intérêt pécuniaire s'élève au-dessus de cent francs, et où le rend-juge de l'état des personnes. On propose, au contraire, d'attribuer cette connaissance au tribunal de première instance dans le ressort duquel sera domicilié celui des futurs conjoints sur lequel portera l'opposition, sans la voie d'appel. Cette disposition serait plus propre d'ailleurs à absorber les petits intérêts particuliers et les passions locales : c'est un vice de la loi de 1792, qu'il faut réformer.

## SECTION II.

Art. 38, 3<sup>e</sup> alinéa. Il y a erreur dans le renvoi aux articles 34 et 35, il faut dire 35 et 36.

Art. 39, 2<sup>e</sup> alinéa, même erreur.

Art. 42. Cet article semble ne prononcer de nullité radicale qu'à défaut d'acte reçu par un officier de l'état civil : ne doit-on pas prononcer cette nullité, lorsque cet acte a été reçu par tout autre officier que celui du domicile de l'une des parties, et indiqué comme seul propre à recevoir cet acte, par l'article 22 du chapitre II du titre V, livre I<sup>er</sup> ?

Art. 46. Si, dans le cas de cet article, le mariage est célébré en nature, produira-t-il des effets civils, ou n'en produira-t-il pas d'après les articles 19 et 63 ? Lorsqu'il y a eu un mariage précédent, qui n'en est annulé que par vice de forme, il nous paraît que le mariage *inratum* devrait produire les effets civils.

## CHAPITRE IV.

Art. 56. Il faut retrancher de cet article le mot *solennel*, qui se trouve en contradiction avec ces expressions qui suivent immédiatement : *chaque en ce qui le concerne*.

## TITRE VI.

Art. 24. Cet article renvoie aux sections III et IV ci-après. Les sections n'existent pas.

Art. 45. Au lieu du dire *il demandeur*, il faut dire : *le défendeur* ; il faut aussi ôter au début et dire : *après un abandon de six mois*.

Si le commissaire, dans le cas de cet article, n'a le droit d'attaquer le divorce pour la nullité, pourquoi révoquer de ce que le défendeur n'aurait pas opposé l'exception résultant de la grossesse, etc., ne peut-il pas y avoir collusion dans beaucoup d'autres cas, notamment celui de l'u-

bradonnement ? Crayant la loi est muette sur le pouvoir du commissaire dans ces cas : ne devrait-elle pas s'exprimer formellement ?

Art. 57. Au lieu de *ou à l'un, ou à l'autre*, il doit y avoir *ou à l'un et à l'autre*.

## TITRE VIII.

## CHAPITRE PREMIER.

On propose de faire un article additionnel entre les articles 5 et 6, ainsi conçu :

- « Le père remarié ou celui contre lequel le divorce aura été prononcé, en ore bien que la famille lui ait confié le gouvernement de ses enfants, ne pourra exercer le droit qui lui est attribué par les articles précédents, que conformément aux règles ci-après prescrites à l'égard de la mère survivante. »

Art. 7. Il paraît convenable d'admettre d'étrangers qu'on sait que les successions des parents aient été jugées légitimes.

## CHAPITRE II.

Art. 12. Pourquoi privait-on le père, qui a obtenu le divorce, de l'avantage que cet article donne aux pères ? Pourquoi qui résulterait cependant de ces expressions, *coulant le mariage*. Il paraît nécessaire que la loi s'explique sur ces cas.

## TITRE IX.

## CHAPITRE PREMIER.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 5 et 6. Sous la seule charge, etc. On propose d'ajouter, *celui de payer les dettes mobilières, les rentes et charges annuelles*, et de tenir en leur état de réparations usuelles les biens dont il jouit, si mieux il n'aime renoncer au bénéfice de ces deux articles.

Art. 7. Cet article présente une espèce d'inversion ; on propose de le réviser ainsi :

- « Le tuteur naturel est tenu de faire procéder à la nomination d'un subrogé-tuteur, en présence duquel il sera faite inventaire. »

Art. 26. *P. alinea*. Il faudrait dire, il doit, là où il y a *si peut*, et au contraire, *si peut*, là où il y a *il doit*, puisque la convention du conseil de famille est une obligation pour lui, et que l'opposition des scellés est une mesure de précaution prise à sa protection. Dans tous les cas il faut mettre, *il doit*.

## SECTION V.

Art. 46. Les juges des tribunaux d'appel et les juges de première instance doivent être compris dans l'exception. Cet état en appelle un grand nombre hors de leur domicile. La suite de leurs fonctions ne leur permet pas d'absence, autrement l'administration de la justice en souffrirait. Cette considération d'intérêt public doit l'emporter sur l'intérêt particulier d'une famille.

Art. 53, 2<sup>e</sup> alinéa. Les expressions, *par un conseil de famille*, etc., sont équivoques. Il serait mieux de dire : *par le même conseil de famille*, etc.

## SECTION VII.

Art. 67. On propose d'ajouter à cet article :

- « S'il néglige de se conformer à cet article, le subrogé-tuteur doit répondre lui-même de la gestion, à peine de répondre solidairement avec le tuteur de tous dommages et intérêts envers le mineur. »

Art. 68. Il faudrait ajouter, *à moins qu'elle ne soit fondée sur un titre authentique*.

Art. 71. Il faudrait ajouter au dernier alinéa,

« moins qu'il ne soit autorisé par le conseil de famille à les conserver en tout ou partie. Il est des circonstances où cette vente serait très-préjudiciable à l'intérêt d'un mineur, et dans cet état sur le point d'acquiescer à la majorité. Il pourrait y avoir quelques inconvénients à obliger l'administration de la personne du mineur à la surveillance de l'adulte sans le concours du conseil de famille; son situation pourrait être négligée, surtout si le mineur était dévotement présumé. Le règlement des tutelles, en Normandie, avant une disposition loi sage que l'on devrait adopter et placer à la suite de l'art. 65. Voici comme il est conçu :

« Les parents peuvent, lors de l'élection du tuteur, élire sur le lieu et la personne qu'ils jugent à propos pour l'éducation du mineur, lesquels ils peuvent aussi changer pendant la suite de la tutelle, s'ils avisent que bien soit. »

Art. 71 et 76. Dans les cas prévus par ces articles, il paraîtrait nécessaire d'exclure du conseil de famille ceux des délégués qui pourraient avoir un intérêt personnel à ce que la succession lui appartienne ou repasse au nom du mineur.

Art. 71. L'ordonnance de 1731, art. 7, lit II, en disposant autrement, elle permettait au tuteur d'acquiescer sans qu'il soit besoin d'avis de parents, et cette disposition était bonne. Il importe souvent à l'intérêt du mineur de ne pas différer l'acceptation. L'assemblée du conseil de famille peut éviter l'intérêt qu'auraient des parents d'empêcher la donation, laquelle peuvent en déléguer le donateur. D'un autre côté, on conviendrait qu'il ne faut pas que le mineur soit exposé à faire une acceptation inconsidérée qui pourrait compromettre ses droits. D'ailleurs l'article 50 du titre XIX du livre III, autorise le tuteur à accepter sans exprimer la condition portée dans cet article, ce qui semble être en contradiction.

Art. 79 et 82. Or ne voit point sur quoi peut être fondée la dispense de faire délibérer le conseil de famille, quand il s'agit de défendre à une demande en partage ou en liquidation.

Art. 81. Il semble que tout venir devrait être précédé d'une estimation, au-dessous de laquelle on ne pourrait vendre. C'est une saine garantie pour le mineur, qui empêche que la vente ne se fasse à vil prix. Les enchères ne le garantissent pas toujours de cet inconvénient. Si quelquefois ces estimations ont des des entraves à la vente, et ont même les inconvénients, dans ce cas le justifie souvent aux circonstances en autoriser les exceptions.

Cette estimation préalable est d'autant plus essentielle, que la vente devant même peut offrir plus de facilité au dol et à la fraude que celle qui se faisait en jugement; mais elle évite des frais de vente : dans tous les cas, elle devrait se faire devant le tribunal d'arrondissement de la situation des biens.

Cette estimation est d'autant plus nécessaire, que le mineur ne pourra invoquer d'autre lésion que celle accordée aux mineurs.

#### CHAPITRE III.

Art. 107. Le nouveau Code répète meubles les rejets perpétuels; expression qui semble comprendre celles reçues par bail d'héritages ou à prix d'argent. Il est beaucoup de fortunes qui ne se composent que de cette nature de biens; il est fort dangereux d'en laisser la libre disposition à un jeune homme de dix-huit ans. Il semble qu'on devrait les exempter plutôt que de les soumettre à l'administration qui lui est confiée.

Art. 110. Pour que le donateur par contrat de mariage soit valide, on devrait assujettir le mineur, quelque émancipé, à se faire assister de ses père et mère, et s'il n'y a pas de son co-tuteur; on l'a séparé par la disposition de l'article 201, titre III, au titre des conventions.

#### TITRE X.

La prodigalité devrait être rangée, comme elle l'a toujours été, dans la classe des causes d'interdiction. Elle est le fruit des passions violentes, qui anéantissent dans ceux qui s'y livrent une saine raison avec force pour se préserver d'elle-même. Si, dans ces espèces d'hommes, le raison n'est pas détruit sous tous les rapports, elle l'est au moins sous les plus essentiels : celui de la subsistance du produit et de sa famille. Il paraît d'autant plus essentiel de pourvoir à ce cas, que la loi protège abrége implacablement toutes les réserves caritatives qui existent, telles que, dans la commune de Paris, le fonds du denier; en Normandie, le tiers-commun. Si la loi n'est pas une ressource contre la prodigalité du père de famille, ses effets la réduisent à la mendicité, et lui-même à recourir à d'autres ressources toujours préjudiciables à l'ordre social. Ces motifs ont été sentis par les législateurs dans leurs dispositions sur la prodigalité paternelle.

Mais si le père est interdit, le sort de la famille d'un prodigue est sans ressource, si on ôte celle de l'interdiction.

Art. 68 on admet la prodigalité pour motif d'interdiction, le juge de paix ne doit être autorisé à la provoquer pour cette cause.

Art. 11. Dans le système proposé, il faudrait ajouter au mot *démence*, ceux-ci : et de prodigalité.

Art. 13. Au lieu d'ascendeurs, il faut dire intelligemment *suppléments*.

Art. 20. Cet article est mal rédigé : on a voulu sans doute ne parler que des notaires domiciliés dans l'arrondissement communal du domicile de l'intéressé, et il comprend tous les notaires du département, puisqu'ils ont le droit d'exercer conformément dans toute son étendue. Il faut ajouter que le juge-maire d'interdiction soit affiché dans l'arrondissement du tribunal d'arrondissement.

#### CHAPITRE III.

Art. 40. Plusieurs tribunaux souverains avaient adopté, en certains cas, l'usage de donner ce conseil à celui qui, n'étant pas résolu sur le point de raison, était cependant sujet à des écarts ou à des maux momentanés, qui pouvaient mettre sa fortune en danger; c'est pour cette raison d'hommes que cet article est fait. Mais il semble que, s'il n'en était pas la demande, et que la famille ou quelque parent eût provoqué son interdiction, il serait juste que la loi autorisât le juge à modifier l'action, et à lui donner un conseil sans l'assistance duquel il ne pourrait aliéner ses immeubles, ou les graver d'hypothèques, dans le cas où il venait que, sans avoir totalement perdu la raison, il y avait faiblesse d'esprit et de facultés intellectuelles ou absence momentanée de la raison.

Cette réflexion doit s'éluder au cas de prodigalité, si on ne croyait pas devoir adopter la prodigalité pour cause d'interdiction.

#### LIVRE II.

#### TITRE PREMIER.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 4. Il paraîtrait naturel d'ajouter : et les

rentes foncières, sauf à définir clairement cette espèce de rentes; et qui serait l'objet d'un titre particulier.

## CHAPITRE II.

Art. 15. Il faudrait, dans l'esprit de l'organisation précédente, supprimer les rentes foncières.

## CHAPITRE III.

Art. 25. Les rues, places et promenoirs publics ne peuvent être rendus à l'usage de particuliers, ni être publiés, mais comme propriété communale, à commander dans l'article 24.

Art. 26. Il serait à désirer que la loi s'expliquât plus clairement à l'égard des fondes et marais dont les communes ont la possession, mais dont elles ne pourraient pas être pas justifier du titre de propriété.

## TITRE II.

Art. 2. Il faut ajouter après le mot *forte cru-* ci : et *prohibée*; et faire une disposition de la Constitution de 1791. L'indéfini particulier doit être subordonné à l'intérêt général, mais il ne doit pas lui être entièrement opposé. On se rappelle la phrase qui est existé en semblable cas; il faut les prévenir.

## TITRE III.

Art. 12. Les assemblées devraient être assuées aux choses dont on ne peut faire usage sans les déléguer au point de vue, notamment en quelque sorte. Un cheval, un bœuf, perdrait tellement de leur valeur en vieillissant qu'ils ne peuvent, après un certain laps de temps, être rendus au propriétaire sans qu'il en résulte pour celui-ci une perte considérable. L'usufruitier des rentes doit être tenu de rendre l'estimation à la fin de l'usufruit, d'après la valeur qu'ils avaient lorsqu'ils les a reçues.

Art. 17 et 18. La loi s'explique bien sur les autres fruits qui peuvent, dans le dit cas des arbres de haute tige, mourir également sur pied, elle ne parle que de ceux qui sont arrachés ou tombés par accident, que l'usufruitier ne peut s'approprier.

Ne doit-elle pas donner positivement au propriétaire le droit de disposer de son arbre de haute tige ou autres, arrachés ou tombés par accident?

Art. 23 Il faudrait excepter des arbres, en général les carrières desables, de marne, etc., servant habituellement à l'usage des terres, dont elles augmentent considérablement la valeur annuelle; celles-ci devraient être parties nécessaires de l'usufruit. Il est notamment des carrières de pierre, que l'on n'exploite qu'accidentellement; elles ne devraient pas être comprises dans l'usufruit.

Art. 26. La proportion dans laquelle l'usufruit doit continuer avec la propriété n'est pas déterminée par cet article; il serait cependant nécessaire de poser des règles à cet égard, pour laisser le moins possible de latitude à l'arbitraire des experts ou des juges.

Art. 33, 34, 35, 36, 37. Il faut que les dégratations qui doivent être faites par l'usufruit soient considérables. Les sems trop abondants de cet article montrant les jurés dans la nécessité de prononcer la cessation de l'usufruit pour une dégratation quelque légère qu'elle soit.

Art. 38. Il faut ajouter à ces mots: l'usufruit accordé à quelqu'un, ceux-ci: par la volonté de l'homme, afin qu'il ne s'entende pas de l'usufruit accordé par la loi au père ou à la mère survivant, par les articles 31 et 32, section 1<sup>re</sup>, chapitre II, titre IX, livre 1<sup>er</sup>; car il n'y a pas à supposer que telle soit l'intention de législateur.

## TITRE IV.

## CHAPITRE II.

## SUCCESSIONS.

Art. 13 Il faut ajouter à cet article les autres marques de non emphytéose consenties par les usages locaux et les coutumes. Suivant l'article 618 de la coutume de Normandie, les redevances annuelles sont marquées de propriété du côté où elles sont faites, si elles sont accompagnées de terres de taille les redevances tout le jour l'oubli de ces divers usages pourrait donner, pour les autres usages, ouverture à de nouvelles contestations.

## SECTION III.

Art. 31 Souvent il arrive qu'une maison se trouve séparée d'un héritage voisin par une rivière ou ruelle publique, sans que la séparation soit marquée par la distance d'entretien par cet article, et cependant on ne peut priver un propriétaire du droit d'un air des points sur une rue publique. Pour être en toute sécurité, il faudrait dire, sur l'héritage limitrophe de son voisin,

## LIVRE III.

La rédaction de titre est vicieuse. Ce titre ne traite pas seulement des différents modes dont on acquiert la propriété des biens, mais encore de celles dont on acquiert l'usufruit des biens; le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> en est la preuve. Il faut donc substituer à ce titre et dire: Des différents modes dont on acquiert les biens.

Art. 11. L'observation précédente s'applique à cet article.

Art. 12. Au lieu de dire: par la puissance paternelle, il faudrait dire: par la tutelle naturelle. C'est sur ce titre qu'est fondé le droit d'usufruit accordé au père ou à la mère survivant sur les biens des enfants mineurs.

## TITRE PREMIER.

## CHAPITRE I.

## SECTION V.

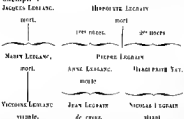
Art. 39, 40 et 41. Les articles 19 et 20 disposent des successions des frères et sœurs entre eux, lorsqu'ils ne laissent ni descendants, ni père ni mère, sans qu'ils soient germains entre le défunt, soit qu'il s'en rencontre de ses descendants ou ascendants. L'article 51 règle celles où il ne se rencontre ni frère ni sœur. Mais il est un cas qui ne semble pas satisfait par ces articles, c'est celui où le défunt laisse des frères et sœurs aînés; excluent-ils les parents collatéraux plus éloignés de la ligne paternelle ou de même, s'il ne laisse que des frères et sœurs consanguins, excluent-ils les parents collatéraux de la ligne maternelle?

On pourrait l'induire de l'article 51, qui s'appelle les parents collatéraux plus éloignés de chaque ligne, qu'il définit de frères et sœurs; mais il serait à propos de l'indiquer d'une manière précise, parce que cette induction pourrait être combattue par un texte précis de la loi, écrit sur l'article 27, qui parle que toute succession dévolue à des descendants et collatéraux se divise en deux portions: l'une pour la ligne paternelle, l'autre pour la ligne maternelle; et il ne fait exception que pour les deux cas énumérés aux articles 36 et 37. Le casu parait du défunt, un oncle parent plus éloigné dans la ligne paternelle, d'un frère aîné: « Nous sommes tous et moi collatéraux, moi dans la ligne paternelle, nous dans la ligne maternelle. » L'article 37 dit que la sorte s'appréhende aux deux lignes; cet article n'admet d'exception en faveur de l'un ou l'autre des deux lignes, je ne suis point



« dans cette exception, je prends la moitié afférente à la ligne paternelle, pourvue elle afférente à votre ligne. L'article 33 ne vous détermine que ce qui est de votre ligne, et non ce qui appartient à l'autre. »

Rendons ces observations sensibles par un exemple :



Les plus proches parents du défunt sont, dans la ligne paternelle, Nicolas LEBLANC, et dans la ligne maternelle, Victoire LEBLANC, cousine germaine. Nicolas LEBLANC donnera-t-il l'exclusion à Victoire LEBLANC ?

Pourrait-il dire qu'il a la question est résolue par l'article 33, qui ne défère la succession qu'au second ordre aux collatéraux qui défont des frères ou sœurs descendants d'eux, et d'ascendants dans l'une ou l'autre ligne ; mais si les rédacteurs l'ont entendu ainsi, il faut qu'il y ait exception de l'article 27 sur la fratrie en deux lignes, l'on ajoute celle qui serait cet article 33 ; et pour lever les doutes qu'il offre et donner article, il faudrait ajouter aussi à sa rédaction, après ces mots, à défaut de frères ou sœurs, ceux-ci, encore qu'ils ne soient que consanguins ou utérins.

On dit pour lever les doutes, parce qu'en effet cet article peut en offrir de graves : il pose deux cas dans lesquels il appelle les collatéraux en second ordre, le premier, à défaut de frères ou sœurs ou descendants d'eux ; le deuxième, à défaut d'ascendants dans l'une ou l'autre ligne. Mais si dans le premier cas, s'il ne se rencontre des ascendants que dans une ligne, et qu'il ne s'en rencontre pas dans l'autre, les collatéraux de cette dernière ligne viendront avec l'ascendant de l'autre ligne.

Cela résulte du texte de l'article 33 ; mais n'est-il pas à craindre que l'on oppose aux frères et sœurs qui ne seraient que consanguins ou utérins, ce qui semble ne devoir s'appliquer qu'aux ascendants ? On leur dira que ces expressions : de l'une ou de l'autre ligne, se rapportent aux frères et sœurs comme aux ascendants, et qu'ils ne peuvent donner l'exclusion qu'aux parents plus éloignés de leur ligne ; on rapprochera ce moyen de celui résultant de l'article 27, qui ne les exclut pas de la fratrie avec les collatéraux d'une autre ligne, et leur droit pourra être réparé comme d'ailleurs. Il y a encore nécessité de le rendre clair en leur faveur, en ajoutant aux articles 27 et 33 ce qui est proposé.

Il y a aussi injustice, parce que, dans l'ordre de la nature, ils sont plus proches que des cousins germains, et qu'enfin, si la loi la leur rend, par son article 33, contre les ascendants, elle la leur doit contre des collatéraux qui sont moins proches, moins favorables, et qui ne viennent qu'à leur représentation. Si, par exemple, un frère de père exclut l'aïeul maternel aux termes de cet article, comment se fait-il qu'il ne donnerait pas l'exclusion

à ses cousins germains du même qui seraient issus de cet aïeul ?

L'article 33 dit encore que s'il n'y a point d'ascendants dans l'une ou l'autre ligne, les collatéraux en second ordre seront appelés. Cela doit s'entendre des collatéraux de la ligne où il n'y a pas d'ascendants ; car s'il se rencontrait des ascendants dans une ligne, et qu'il ne s'en rencontrât pas dans l'autre, les collatéraux de cette dernière ligne viendraient avec l'ascendant de l'autre ligne, c'est le texte de l'article 33.

Or les collatéraux en second ordre qui entrent dans les frères ou sœurs, soit consanguins, soit utérins, l'exclusion, voudrait s'appliquer les principes résultant de ces deux articles. Ils ont ces expressions : de l'une ou de l'autre ligne se rapportent aux frères et sœurs comme aux ascendants ; que la particule ou est disjonctive, qu'elle n'exclut que dans un cas et pour la ligne où il se rencontre soit des ascendants, soit des frères et sœurs, et non pour celle où il ne s'en rencontre pas.

Si, d'ailleurs, on considère que l'article 33 défère la succession des frères qu'à leurs frères et sœurs germains, il s'ensuivrait que, lorsqu'il se rencontre que des frères et sœurs ou utérins consanguins, la succession ne leur serait déferée que pour la moitié de leur ligne, et que celle de la ligne qui leur serait étrangère passerait aux cousins germains ou aux collatéraux de cette ligne plus éloignée. La loi en deux parts, régle par l'article 33, prête encore à cette interprétation.

Enfin, le sort des frères utérins ou consanguins, dans ces deux cas, doit être certain et ne doit pas être en deux lignes les rend plus qu'incertains ; il importe que, quelque parti qu'on adopte, il soit plus clairement expliqué.

Art. 33. Si l'enfant naturel concourt avec un ascendant, il semble qu'il faille expliquer que, dans ce cas, l'ascendant sera considéré dans le partage comme le serait un enfant ou descendant légitime.

Consent cette addition, l'enfant naturel pourra prétendre le tiers de la totalité de la succession en suivant l'expression littérale de l'article.

Quid, s'il se rencontre des ascendants dans une ligne et des collatéraux dans l'autre ? On croit que, si l'on se réfère à la disposition de l'article 33, il est inutile d'en faire un article.

Art. 60. Il peut arriver qu'une succession se compose de peu de meubles, de peu de loyers et de beaucoup de rentes ; il serait dur pour les enfants légitimes ou héritiers, qui ne pourraient donner rien de l'argent, d'être obligés de débourser pour le peu de fonds qui existeraient ; il semble qu'il devrait leur être permis de s'approprier une partie de la succession. En Normandie, c'est l'usage de biens et très-commune. Cette loi était déjà en vigueur à l'époque de l'acquisition du mariage de sa sœur, et certes la crainte des enfants naturels n'est pas plus favorable que ne l'est celle des sœurs nées en légitime mariage. On peut donc qu'à ces mots, meubles ou fonds, il faudrait ajouter, ou rentes de la succession ; et si encore nous l'avons proposé, on répéterait les rentes légitimes immuables, alors il faudrait dire, en meubles ou en immeubles, l'expression de fonds de terre dont que des fonds de terre.

#### CHAPITRE V.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 77. Il faut que l'inventaire, pour être légal, soit fait en présence du commissaire du tribunal, ou en la succession est ouverte lors de la loi.

siège le tribunal, en présence du maire ou adjoint de la commune.

## SECTION II.

Art. 78. Nous observons que le terme d'héritière ne nous paraît pas propre, étant appliqué à la République; elle n'est point, à proprement parler, héritière.

Cet article pourrait donner à croire qu'après la continuation prononcée, la République serait irrévocablement envoyée en possession; et quoiqu'il soit évident, par différentes dispositions, que les héritiers peuvent se présenter, tant que leur droit n'est pas prescrit, c'est-à-dire avant l'expiration des trente années, il serait bon, pour éviter toute ambiguïté, de faire une disposition relative à cet objet.

## CHAPITRE VI.

## SECTION II.

Art. 91. D'après cet article, la faculté d'accepter une succession vacante se prescrirait par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers; or l'on devrait induire qu'après ce laps de temps, l'héritier présumé ne pourrait être apte à appréhender la succession.

Cependant l'article 89 dispose que la renonciation à une succession n'est jamais présumée. Cette expression, *jamais présumée*, semble exclure de l'idée de la prescription de la faculté d'accepter; cette contradiction, au moins apparente, pourra faire naître des difficultés; il paraît qu'en les fera cesser, en réinsérant dans ce seul article une partie du 91<sup>e</sup> et une partie du 89<sup>e</sup>, et en le rédigeant ainsi :

« La renonciation à une succession ne se présume jamais; cependant la faculté d'accepter se prescrit par trente ans. »

Ce même article 91 dispose que la faculté de repudier une succession se prescrit par trente ans; si cette faculté est prescriptible, il arrive donc un moment où l'on devient héritier malgré soi et faute d'avoir fait une renonciation, ce qui serait contradictoire avec l'article 79, portant que nul n'est tenu d'accepter la succession qui lui est dévolue; il faudrait donc retrancher ce qui est relatif à la prescription de la faculté de repudier.

Il vaudrait mieux employer des dispositions d'abord pour autoriser l'héritier en degré subséquent à obliger celui qui le précède à prendre une qualité après les trois mois et quarante jours déterminés par les articles 101 et 102. En second lieu, si un héritier qui se trouvait habile à succéder venait la succession et disposait de quelque partie, on ne voit dans le Code aucune disposition relative à la renuë des lods, dans le cas où il se présenterait un héritier plus proche, qui formerait l'action en répétition d'hérédité. Il serait cependant nécessaire de déterminer quelle serait la valeur des actes de celui qui aurait appréhendé de bonne foi la succession, dans quel état elle doit être remise : il paraît naturel de les maintenir, comme on l'a fait par l'article 96, à l'égard de ceux faits par le cointeur.

Art. 93. Peut-être serait-il bon d'expliquer comment doit s'opérer cette reprise; car l'immixtion, après la renonciation, est quelquefois répétée, les mêmes ont beaucoup écrit sur cette question; un article serait nécessaire.

## SECTION III.

## DISTINCTION PREMIÈRE.

*Rejection préliminaire sur la qualité d'héritier bénéficiaire.*

Celui qui a pris la qualité d'héritier bénéficiaire

peut-il y renoncer, et par ce moyen rendre les autres les diligences qui lui auraient été adressées ou les poursuites qui auraient été dirigées contre lui, comme étant la personne de la succession? Nous ne le croyons pas, qui serait *à regret, semper à regret*. Cette question a déjà été agitée dans les autres tribunaux, et jugée conformément à l'opinion que nous émettons.

Nous proposons, pour qu'elle ne se renouvelle pas, d'en faire une disposition expresse.

Art. 107. On ne voit un autre article de cette section ne qui doit arriver si, dans la succession, l'un se porte héritier pur et simple, l'autre héritier sous bénéfice d'inventaire. Les contumaces maintiennent sur cela des dispositions diverses. Les uns excluant l'héritier bénéficiaire et admettant uniquement l'héritier pur et simple. D'autres laissant de la différence entre la ligne directe et la ligne collatérale. La question fut agitée lors des arrêtés de la section, et mérita d'être résolue.

## DISTINCTION II.

Art. 119. Nous proposons d'ajouter un article à la suite de celui-ci, et qui serait ainsi conçu :

« Les juges pourront, selon les circonstances, dans les procès intentés ou soulevés par un héritier bénéficiaire, en cas qu'il succombe, le condamner personnellement aux dépens, ou l'autoriser à les employer dans son compte. »

Cet article additionnel ferait cesser l'incertitude de la jurisprudence sur ce point.

## SECTION IV.

Art. 123. Il pourrait arriver qu'un homme fût en même temps plusieurs fois créancier dans des tribunaux différents. Si chaque tribunal saisi, soit en première instance, soit sur appel, nommait d'office un cointeur, il en résulterait une multiplicité de cointeurs, que l'on peut éviter en renvoyant devant le tribunal de l'arrondissement ou la succession n'est ouverte, pour procéder à cette nomination, si cela n'a pas encore été fait.

Art. 121. La série des créanciers exige que la loi assujettisse le curateur à donner caution si elle est requise par les créanciers. Ce curateur est étranger à la succession, souvent peu solvable et indique par cela que la loi s'immisce. L'héritier bénéficiaire y est trou lui-même en certain cas. Il y a même motif.

## CHAPITRE VII.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 127. On croit nécessaire de déterminer quelle est la prescription applicable au cas prévu par cet article.

Art. 132. Le ressort d'un tribunal d'arrondissement est trop étendu pour que le commissaire soit informé à temps du décès de la personne sur la succession de laquelle doit être apposé le scellé. Il paraîtrait plus convenable de charger le juge de paix du canton de faire cette opposition de scellés, soit d'office, soit sur la requête soumise du décès que l'officier de l'état civil serait tenu de lui donner immédiatement.

Art. 150. Si les lois étaient infuantes et faits en contravention aux règles précédentes, ils pourraient être blâmés; dans quelle forme seraient-ils faits? On pourrait les renvoyer aux experts qui, après avoir jugé les héritiers fondés, feroient de nouveaux lots combinés aux règles.

Art. 156. Ce droit d'arrêter le partage un étranger, en empêchant le remboursement du prix de la restitution, appartient-il à la masse des héritiers, à une portion, et à un seul au refus des

autres? On pense que oui; mais il est bon de l'expliquer.

## SECTION II.

## DISTINCTION PRINCIPALE.

Art. 159. Il semble qu'il y ait une distinction à faire entre les successions en ligne directe et les successions collatérales, et que, dans ces dernières, on doive dispenser du rapport des donations rétroactives, ou à titre onéreux.

En ligne directe, si le père ou la mère décède dans la minorité, la loi n'a pu avoir en obligation les enfants de venir au secours de leurs parents. En ligne collatérale il n'en est pas ainsi, il peut arriver qu'un homme obtienne un parent de fournir à sa subsistance et de le supporter dans ses infirmités jusqu'à la fin de sa vie, si mémoire qu'elle soit, ce qui n'obligerait pas d'un étranger. Il serait dur de le priver de cette ressource, comme aussi il serait injuste de le mettre dans l'impossibilité de payer dans certains cas la dette de la reconnaissance. Le véritable équilibre ne serait pas rompu entre les collatéraux, quand l'un d'eux recevrait ce qui lui était dû, même avant l'ouverture de la succession, sans à l'exercer sur le reste qu'on doit égal.

Traiteurs, ce statut en général semble envelopper les héritiers de tous les degrés, aussi que toutes dispositions; et l'on pourrait en induire que la d'égale partait en quelque degré que les héritiers soient appelés, sans les exceptions des portions réservables. Les exceptions, jointes aux articles 16, 17, 18 et 19 des donations, n'ont lieu que dans les successions directes; et en collatérales, uniquement en la partie libre et onéreux.

Mais ce cas, on peut donner même à son héritier (art. 18 des donations). Si, par l'article 159 du présent titre, il est tenu de rapporter, sa donation sera sans effet, et la loi au lui rétroactive même aucune portion disponible à consacrer.

Il est vrai qu'il peut s'en faire un don, en renouant d'après l'article 160, mais si le don est inférieur à sa portion réservable, pourquoi n'en pourrait-il en recevoir, et pourquoi la loi d'égale part sera-t-elle plus severe entre des collatéraux éloignés qu'entre des plus proches, tels que des frères et sœurs?

L'égale partait qu'établi cet article n'est pas d'ailleurs concordante avec les dispositions de l'article 22, qui ne donne pas à tous le droit de réduction, et par conséquent celui d'exercer le rapport. On pense donc qu'il faut rayer de cet article les mots : *ou les établissant la même égalité entre tous les héritiers quelconques qui tiennent d'un parent d'une même succession.*

Art. 161. Si les héritiers en ligne collatérale sont au degré de cousins germains et autres plus éloignés, le don n'est pas sujet à rapport, nul ne pouvant, aux termes de l'article 72 du titre des donations, en demander la réduction.

Il faut donc restreindre cette règle à la ligne directe; et en collatérale, au degré des frères et sœurs.

Art. 162. Cet article fera naître une difficulté qui les successions données en dot à la femme par les père et mère lorsque le mari est insolvable, et qu'elle renvoie à la reconnaissance. Dans le cas de droit écrit et en Normandie, on ne la faisait pas au rapport. Il en était autrement à Paris. La femme pourrait-elle user de cet article 162 pour dire qu'elle ne profite pas du don, et se refuser au rapport? Cela paraît douteux; et il semble qu'il est nécessaire d'en faire un article, et de

dire que le rapport ne doit pas avoir lieu en ce cas, le père devant s'empêcher d'avoir livré impropriairement la dot si empêchant il y avait faite de la femme d'avoir au lorsque le mari est insolvable, il serait juste de l'assujettir au rapport.

## DISPOSITIONS.

Art. 181 ou 187. Il est nécessaire d'ajouter à une disposition qui détermine comment se fera l'estimation des fonds à rapporter. Il nous semble qu'elle doit être faite par experts, en égard à la valeur au moment de l'ouverture de la succession.

Art. 189. Cet article n'autorise l'estimation par experts que dans le cas seulement où il n'y aura pas d'état estimatif annexé à l'acte; mais si, dans la vue de faire fraude aux autres héritiers présumés, cet état était fait à vil prix, ne serait pas juste d'autoriser une nouvelle estimation par experts? Il faudrait alors substituer à cette expression : *ou à défaut d'état estimatif, ou dans le cas où il serait contredit comme fait à vil prix, et*

## SECTION III.

Art. 191. On doit comprendre dans cet article le donataire à titre onéreux, aussi bien que le légitime; il y a même raison de décider pour les deux pour l'autre.

Il y a encore dans la ratiocination; au lieu de *donneur, destination, il faut dire créancier, service.*

Art. 192. Il semble que pour l'effet de cet article l'on établisse une espèce de hiérarchie qui affranchit les autres biens de la contribution à la rente spécialement affectée sur un immeuble qui peut grever les héritiers et faire éteindre l'effet de l'article 191.

Le législateur universel des meubles, par exemple, s'en croit affranchi. Il faut donc ajouter à cet article : *sans préjudice de la contribution onéreuse établie entre les héritiers et autres successions à titre onéreux.*

Art. 193. La disposition de cet article est conforme au droit romain, conforme à un grand nombre de coutumes, mais il est contraire à quelques-unes, et notamment à celle de Normandie, qui en contient cependant point de texte positif à cet égard; mais l'article 516 le dispose implicitement d'ailleurs, l'art. 179 des plaids et finaux, et décide que le titre ou jugement qui était exécutoire contre le défunt, l'est aussi contre son héritier.

C'est aussi la disposition de l'ordonnance de 1539 l'art. 72, qui lui renvoie par la déclaration de 1580.

Dans cette disposition de l'ordonnance, il faut rajouter et balancer les avantages et les inconvénients de l'un et de l'autre système.

On ne peut se dissimuler que l'obligation qui l'un impose à un créancier de faire devant son titre exécutoire contre les autres héritiers de son débiteur, entraîne et des inconvénients dans le paiement de sa créance, et des frais pécuniaires pour les héritiers l'ordonnance de 1539 et l'usage normand sont bien plus conformes à la saine raison. Comment un titre exécutoire peut-il rester de l'être par la mort du débiteur? Pourquoi obliger le créancier à obtenir tout de tous ceux jugements qu'il y aura d'héritiers?

Quoiqu'il en soit, et en supposant que la disposition du projet soit prise, soit comme plus générale, soit comme plus avantageuse, ce que nous sommes éloignés de penser, il faut au moins maintenir en faveur du créancier l'action de saisie et poursuivre sur les biens de l'héritier.

## SECTION V.

En déterminant les cas où la rescision peut avoir lieu, il faudrait aussi déterminer le temps durant lequel elle pourrait être demandée, et après lequel le demandeur n'en serait plus recevable.

L'intérêt public et privé réclamant un court délai, afin de faire plus tôt cesser l'incertitude et celui qui possède, il ne faut pas non plus compromettre les intérêts opposés de celui auquel l'acquiescement pourrait servir à reconnaître qu'il est légitime. On propose, en conséquence, de déclarer l'action en rescision prescrite par cinq années du jour du partage.

## SECTION VI.

Art. 218. Il faut dire, chapitre l'II au lieu de section VII.

## TITRE II.

## CONVENTIONS EN GÉNÉRAL.

## CHAPITRE PREMIER.

## SECTION IV.

Art. 30. La disposition de cet article est bonne. Il ne faut pas tenir aux subtilités du droit romain sur le nécessité d'expliquer la cause d'une convention; mais reprenant il faut que cette cause soit constante et légitime, et il est à craindre qu'on n'abuse des expressions trop absolues de cet article pour violer des erreurs fausses et illégitimes. Pour éviter cet inconvénient, il faudrait donc ajouter: pourvu qu'elle ne puisse pas être justifiée d'une illégitimité, ou bien faire de cet article une disposition en article séparé.

## CHAPITRE II.

## SECTION III.

Art. 88. Il semble, par la rédaction de cet article, que l'obligation ne devrait être si simple que lorsqu'un des deux rhases promis vient à périr par le fait du débiteur, d'où l'on doit conclure que si l'une des deux choses promises périt sans qu'il y ait fait, il n'y aurait plus d'obligation.

On a voulu, sans doute, rattacher le principe que l'on avait posé en l'article 36, par lequel on ne chargeait le débiteur de la perte par ses fautes, que dans le seul cas de dénonciation de l'acquéreur, dans la deuxième disposition de l'article 88, on dit que si toutes les deux choses sont péries successivement, le débiteur doit payer le prix de celle qui a péri la dernière; et l'on ne dit plus ici si toutes deux ont péri par le fait du débiteur; on s'écarte donc du principe que l'on venait de poser.

Il serait plus convenable, dans le cas où l'une des choses vient à périr, d'obliger le débiteur à livrer le chose qui n'a point péri, soit que ce soit par sa faute ou non.

## SECTION IV. DISTINCTION II.

Art. 93. Lors de cette division, le mari et la femme obligés sont-ils, vis-à-vis du tiers obligé, comptés pour deux débiteurs? cela ne serait pas juste, mais il faut que la loi s'en explique, autrement elle prêterait à une interprétation contraire.

## SECTION IV. DISTINCTION PREMIÈRE.

Il faut retrancher dans le titre le mot débiteurs ou débiteurs cette espèce d'obligation; ce qui a été omis.

## CHAPITRE IV.

## SECTION PREMIÈRE.

## DISTINCTION III.

Art. 150. La consignation ne doit être faite que

chez le receveur des consignations désigné par la loi; autrement ou la ferait chez le premier ou l'autre, ce qui serait abusif.

Art. 168. Dans le cas d'une obligation bilatérale et libre sans soumission privée, la remise du deuxième double entre les mains de l'une des parties contractantes doit lui servir de titre pour soutenir la résiliation du contrat; la loi doit en contenir une disposition; car elle ne s'appliquerait pas de l'article 168, qui ne semble applicable qu'aux obligations unilatérales.

## SECTION IV.

Art. 173. dernier alinéa. La remise accordée à l'une des cautions ne libère pas les autres; cela est bon pour les parties porteurs qui peuvent tomber à leurs charges. Les cautions ne peuvent être libérées intégralement sans devoir servir les créanciers; mais lorsque trois individus, par exemple, ont fait un cautionnement, ils ont rempli sur le recours de chacun pour une partie de la dette; si ne serait donc pas juste que le créancier, par la remise à l'une des cautions, autorise le droit des autres; et l'on doit réduire la remise à la portion de la caution qui n'a rien fait; elle est tenue; c'est l'opinion de Pothier, et elle est juste.

## SECTION V.

Art. 179. Cet article est inintelligible; il y a sans doute erreur typographique, et l'on présume que cet article doit être ainsi conçu:

« Le débiteur qui a accepté purement et simplement la remise que son créancier a fait de ses droits à un tiers, ne peut plus opposer à ce créancier la compensation de ce qui lui devait et le créancier aura la dette de la remise. »

Alors l'article sera un sens, tandis qu'il n'en a aucun.

## CHAPITRE V.

## SECTION PREMIÈRE.

## DISTINCTION II.

Art. 217 et 218. Ces deux articles s'appliquent-ils aux quittances? Le 218 est dicté par la faveur due au débiteur; le créancier qui donne une quittance n'obtient pas la même faveur en droit. Sa quittance sera-t-elle restreinte à la somme exigible, ou porte-t-elle comme quittance? Il est bon d'en faire un article particulier, on ne rendrait applicable à la quittance comme à l'obligation.

## SECTION V.

Art. 254. Les expressions de cet article sont trop générales. Il semblerait que le juré serait obligé d'ordonner le serment dans toute espèce de contestation. Cependant, si l'affirmation tendant à faire déclarer une chose illégitime ou contraire aux bonnes mœurs, on ne devrait pas l'autoriser; la demande ne serait nulle par la même raison que l'on déclare nulles les obligations dont les causes sont illégitimes ou contraires aux bonnes mœurs, et l'on ne doit pas donner plus de faveur à l'exception qu'à la cause principale.

Il ne faut pas non plus autoriser la demande en serment dans des cas, lorsque l'on tend à autoriser une vérité reconnue par un acte, ou lorsque le fait est de sa nature irréfragable; autrement, les hommes de mauvaise loi ne manqueraient pas d'abuser de cette disposition, pour retarder le serment en cours d'appel, ou même en première instance, dans la seule vue d'enlever la procédure, ou de retarder le jugement définitif, il serait bon de faire l'admission de ce serment à l'arbitrage des juges.



nous emprunterons (el le langage du citoyen *Lebrun* (conseil).

(Rapport du 15 floréal an VI, page 3). « Avec la « publicité de l'hypothèque, le propriétaire qui « emprunte, le rapaliste qui veut plaquer, traitent « ensemble au grand jour; l'on ne peut exagérer « ses risques, ni l'autre la valeur de son gage; le « crédit manque à celui qui n'en mérite plus, il « est assuré pour celui qui a droit d'y prétendre; « le caractère national s'épure, la foi publique « renaît, et la certitude de ne pouvoir être trompé « rétablit dans les relations sociales la confiance « et l'harmonie. »

Quelle force de couleurs dans ce tableau tracé d'une main habile en économie politique!

(Opinion de *Séduiten*). Loix de paralyser la confiance, la publicité la fait renaitre, « puisqu'elle « donnant aux individus toute l'activité de spéculation que leur offrent leurs facultés réelles, elle « les met dans l'impuissance de tromper; « elle leur la source d'une multitude de simulations frauduleuses, de spéculations furtives, de « renversements de fortune, de tous les maux « et de tous les crimes qui en sont la suite. »

*Dedelay* d'Agier regardait la publicité comme « une de ces idées saines faites pour attacher, »

« la loyauté l'appelle (dit-il); et son principe « offre au législateur une source si féconde de « bienfaits privés, qu'il est assez naturel de la « préférer. »

Nous pourrions encore ici citer l'opinion d'*Arnoult*, auteur de la balance du commerce; mais nous renvons à la spécialité; ses avantages ne sont pas moins faciles à sentir.

L'hypothèque générale met en gage entre les mains du créancier toute la fortune de son débiteur; elle paralyse tout d'un coup ses ressources, anéantit tous ses moyens. Rendons ceci sensible. Un individu possède 30,000 francs de biens fonds; il a besoin de 30,000 francs, il les emprunte; toute sa propriété est en hypothèque; le créancier forme opposition sur tous les biens; nous les supposons situés en deux arroudissements. Le débiteur, à qui il reste 20,000 francs disponibles, veut emprunter 10,000 francs; il ne le pourra, parce que l'on verra dans chaque arroudissement une hypothèque de 30,000 francs; voilà donc le débiteur frappé à mort, son industrie paralysée. Dans l'hypothèque spéciale, au contraire, le créancier ne prend qu'autant de gage qu'il lui en faut pour assurer le recouvrement de sa créance; il laisse au débiteur tous les moyens d'utiliser le reste de sa fortune. La confiance et l'industrie reprennent tout leur vigueur; l'intérêt de l'Etat, qui se compose du bonheur des individus, s'y rencontre. Il est donc évident que la spécialité a des avantages supérieurs à tout autre système; elle relève le crédit particulier de l'emprunteur; elle le prolonge en lui laissant l'usage de toutes ses ressources.

Nous ne répéterons point ici tous les raisonnements que *Lebrun* et *Arnoult* ont employés pour le démontrer, nous nous bornerons à un court extrait du rapport de *Lebrun*.

« Il est de l'intérêt des débiteurs de ne soumettre à l'exercice des droits de leurs créanciers, que la portion de leur propriété qui peut répondre de leur créance; tout ce qu'ils leur abandonnent au delà ne peut, dans le système de la « publicité de l'hypothèque, être donné qu'à des « traites vagues et à des inquiétudes qui le « système actuel de la publicité ne saurait justifier. »

« Dans toutes les conventions libres, point de

« doute qu'on ne puisse et qu'on ne doive appli-  
« quer la principale rigueur de la spécialité. La  
« loi a le droit d'exiger que les parties déterminent la quantité précise de propriété qui est affectée à l'exécution de leurs conventions. »

Pour porter la conviction dans les esprits, de la supériorité du régime actuel sur le projet, ce sont les avantages qu'il a produits, la facilité avec laquelle il s'exécute, l'expérience en la preuve la plus solide de la bonté d'une loi. Depuis près de quarante ans que nous distribuons la justice, à peine avons-nous vu deux procès sur le régime hypothécaire; preuve sensible des avantages de ce système.

Comment a-t-on pu avancer qu'il fatiguait les parties intéressées par des procédures ruineuses? Quelles sont donc ces procédures, dans lesquelles les parties sont entraînées? Tout est simple, facile; et le projet pourrait-il soutenir le parallèle? Tout y est compliqué, les formes sont multipliées, tout y est hasardeux pour le créancier. Il semble qu'il n'est rétabl que pour peupler la République d'une multitude de fonctionnaires nouveaux, de conservateurs, de commissaires aux ventes réelles, de acquiesces, et de tant d'être dévorateurs de la fortune publique et particulière.

Nous dirons, avec *Dedelay* d'Agier: N'a-t-on pas senti les avantages inappréciables de ne pas augmenter le nombre déjà si prodigieux de fonctionnaires publics? Combien d'hommes dévorés à l'agriculture et à l'industrie seront absorbés dans les nouveaux bureaux! Aux dépens de qui vivront tous ces individus? L'idée seule en est affligeante.

Nous sommes assez habitués en lumière sur l'économie politique pour penser que les auteurs du projet ont été séduits par l'apparence d'économies qui n'existent pas; ils ont cru que l'on retrouverait facilement l'anciennes formes, avec lesquelles on s'est familiarisé; ils se sont trompés; l'esprit humain ne rétrograde pas. On a senti les bienfaits d'un système simple et facile, et l'on s'est alarmé à l'idée seule du retour des formes compliquées et ruineuses des lettres de ratification et de autres réelles.

Il y a sans doute quelques imperfections dans le système actuel; il est possible et facile de le perfectionner.

Pour empêcher qu'un légisme créancier, près d'obtenir un jugement, ne soit privé, par la vente du fonds, du gage qu'il espérait trouver en prêt, qu'il soit statué que la transcription du tout acte portant mutation, soit conventionnel ou judiciaire, ne puisse se faire qu'un mois après la vente ou jugement, mais que l'acte de vente ou jugement sera déposé au bureau, et qu'il en sera fait mention.

Les droits des femmes mariées ont toujours fixé l'attention et les soins du législateur. Le projet du Code ordonne sagement que tout contrat de mariage sera passé devant notaire. Il est à désirer que la loi porte que les droits des femmes, acquis par le contrat, ou constant le mariage, ne peuvent être perdus par le défaut d'inscription; c'est une faveur qui prévient le conflit des intérêts du mari et de la femme, d'où pourrait naître la dissolution.

La vente par expropriation forcée est peut-être trop capitale, on pourrait prolonger les délais; alors on ménagera les intérêts du créancier et du débiteur; l'un ne veut que pour se libérer; l'autre n'exproprie que pour être payé.

La fiscalité dépare les individus lois; et le nuit à l'activité et à la sérénité des transactions sociales; elle fait manquer des milliers de l'humanité. Elle est donc morale et politique.

Fallait-il donc, pour établir le système hypothécaire, faire revivre le système fiscal de 1771 et les formes ruineuses d'actes réelles? Nous proposons au contraire des formes simples et utiles des formes nouvelles. Quelques autres lois ont été faites, le système est simple dans son essence, désintéressé dans ses effets.

Le système actuel a été reçu avec faveur, il s'exécute avec facilité; et cette perpétuelle oscillation dans la législation est une calamité réelle. Après ce long d'arrêt et ce point de vue général sur l'opportunité du projet, on sent que notre vœu bien prononcé est de donner la préférence au système actuel; nous avons indiqué quelques points d'amélioration.

Nous ne nous dissimulons pas cependant d'examiner les parties du Code qui nous paraissent voir rejettées.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 8. n° 5. Le délai de huitaine accordé pour la revendication des effets mobiliers non payés, à dater du jour de la raison, est trop court. Mais que le vendeur demeure à une distance éloignée de l'acheteur.

#### CHAPITRE II.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 15. Nous ne pensons déjà dans l'opinion que les rentes foncières doivent être réputées immobilières. En suivant le même système, nous proposons de les déclarer susceptibles d'hypothèques.

##### SECTION II.

Art. 40. L'on ne parle ni dans cette section ni dans la précédente, des actes et transactions passés au bureau de conciliation : ces actes ne sont pas, à proprement parler, judiciaires; mais ils sont reçus par des hommes qui ont un caractère public. Il faudrait donc ajouter à cet article, ou devant un bureau de paix.

#### CHAPITRE III.

Art. 50. L'acquéreur est, dans ce cas, également subrogé aux droits du créancier antérieur, mais il semble que, pour opérer cette subrogation, les lettres de ratification ont été déterminées, que le paiement fait au créancier antérieur, par exemple, devrait être constaté par acte notarié; autrement il se pratiquerait des fraudes.

#### TITRE VII.

##### CHAPITRE PREMIER.

Art. 9. Cet article ne doit s'appliquer qu'au titre qui a transmis le titre qui est; car l'acheteur, le successeur à titre universel d'un acquéreur, est, à la représentation du titre, le droit de faire comme lui tous les actes nécessaires à la propriété qu'il leur a transmis. Pour élever à l'abus que l'on pourrait faire des expressions, il faut ajouter après ces mots, ne peut produire, ceux-ci, sur l'acte qui lui a transmis des biens à ce titre.

#### CHAPITRE II.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 23. Si les rentes foncières sont reconnues immobilières, l'opposition en sous-ordre faite sur le créancier d'une parcelle emble, devrait avoir sur le capital tout l'effet d'une opposition immobilière, et non pas d'une simple saisie-arrest.

L'effet de l'opposition est de faire distribuer le capital par ordre d'hypothèques, au lieu que la sa-

sis-arrest ne peut que faire provoquer une distribution au marc le franc.

Art. 27. Il serait de surcroît d'obliger, aux créanciers à former, dans leur opposition, les titres et le montant de leur créance, inutile au fait par l'article 9 pour les oppositions à décret; cela mettrait les vendeurs et les acquéreurs à portée de se lacer plus promptement. Une opposition vague et indéterminée nuit surtout à la vente des biens; pourquoi d'ailleurs la loi n'exigerait-elle pas dans ce cas l'énumération du titre, lorsqu'elle exige pour arrêter et saisir un mobile?

On croit qu'il est des hypothèques qu'on ne peut déterminer, telle que celle qui résulte de l'action en garantie, celle des femmes, des mineurs, des interdits; mais au moins il les devrait d'un titre, et l'énumération de titre mettrait l'acquéreur à même de calculer les risques. Cette exception d'ailleurs pas le principe du principe général. Si les auteurs du Code eussent autorisé le patrimoine des particuliers, ces oppositions en étaient le plus bel usage.

L'effet du défaut, celui des créanciers, celui de la classe publique, solliciterait cette mesure, car qu'elle fût faite les mutations des biens, il diminuerait les préjudices, mais en outre il y a nécessité de prescrire cette énumération.

En effet, l'opposition aux hypothèques produit les mêmes effets que l'opposition faite sur les biens meubles; elle fait courir les intérêts du jour que le recouvrement d'inscription se trouve en retard au cas des oppositions art. 110 des rentes foncières. Est-il raisonnable de faire courir les intérêts d'une créance dont on ne connaît ni la nature ni le montant?

On pense donc qu'il faut changer la disposition de cet article, et assigner l'opposant à énoncer le titre, la nature et le montant de sa créance, et la qualité des intérêts des, si il les produit, mais qu'il est prescrit par l'article 9, à des ventes forcées.

Quant à l'hypothèque qui est le résultat d'une créance sujette à hypothèque, telle qu'une garantie, une tutelle, etc., le titre ou la qualité, si elle emporte hypothèque légale, et la nature de la créance, doivent au moins être énoncés.

Art. 28. Il serait bon d'ajouter à la fin de cet article, et non ailleurs, afin que l'opposition donnée soit considérée comme limitative, et non comme démonstrative. On pourrait encore dire, se seront nulles que par exception, etc.

#### CHAPITRE III.

Art. 46, 2<sup>e</sup> alinéa. Il faudrait ajouter: et de jour où il a été retiré, afin de mettre toutes les parties intéressées à même de reconnaître ou de constater la légalité des lettres de ratification obtenues.

#### CHAPITRE IV.

Art. 51. Les créanciers se sous-ordre, ayant un intérêt évident à ce qu'il y ait des créanciers sous-ordre, pour que leur créance soit utilement collée, des main être antérieures à exercer ses droits, s'il ne les exerce, ou ne peut les exercer. On pense que le droit de surcroît doit leur être accordé comme à lui. On doit accorder aussi le droit de surcroît aux créanciers hypothécaires.

Art. 51. Pour éviter les difficultés qui pourraient naître entre les deux acquéreurs sur le mode de partage, il faudrait dire que le partage se fait au marc le franc de l'enclère de chaque droit.

#### CHAPITRE V.

Art. 77. Le conservateur devrait être assésé à

délivrer un certificat de la radiation des oppositions, et même, lorsqu'elles sont toutes rayées, d'en faire mention sur les lettres scellées à la charge des opposants. On a vu des conservateurs se refuser à cette délivrance, sous prétexte que l'édit de 1771 ne les y autorisait pas. Cela importe fort à un acquéreur, qui n'a pas d'autre moyen ni justifier que son héritage est libre des hypothèques dont il était grevé, et qui sera mal récompensé par l'article 37, si elles n'étaient rayées.

## CHAPITRE VII.

Art. 84. Cet article, par les renvois qu'il contient, laisse beaucoup d'incertitude sur le lieu où la poursuite d'ordre se fera. Il est dit, article 42, que le vendeur sera déclaré de doublement un tiers des lettres se pourrants. Article 13, s'il y a plusieurs tribunaux, il doit l'être dans le lieu où réside l'un de ces tribunaux. Art. 41, s'il s'y refuse, on peut agir au lieu de son domicile. En effet, un vendeur dégrè, lorsqu'il se rencontrera plusieurs arriérés dans un ordre, il aura dû obtenir des lettres, forcera des acquéreurs, des créanciers, à aller plaider à son domicile; ce qui sera ruineux pour les opposants et les acquéreurs. Il semble qu'il vaudrait mieux de dire que l'ordre se poursuivra au tribunal dans le ressort duquel se trouveront les immeubles du plus haut prix, d'après la ventilation ordonnée par l'article 11; autrement des vendeurs mal intentionnés pourraient abuser de la disposition de l'article 41; et cela ferait naître beaucoup d'actions de compétence, plutôt réprouvées par l'intérêt des ayants que par celui des parties.

Art. 85. Ce chapitre et les précédents offrent matière à une réflexion très importante sur le droit que donne aux créanciers l'obtention des lettres, d'après, aux dépens du prix, le remboursement des capitaux des rentes soit perpétuelles, soit viagères. C'est ce qui résulte de cet article, qui renvoie aux règles indiquées au titre des ventes forcées. Ces règles sont, d'après les articles 124 et suivants, que les rentes perpétuelles sont exigibles par le tiers de la vente forcée.

Cela peut être juste dans ce cas, parce que le débiteur dépositaire de ses biens ne présente plus aucun gage; mais si, au contraire, il n'est pas juste qu'il demeure obligé, lorsque la vente de ses biens a dû le libérer. Mais en vente volontaire, ces remboursements cessent. Un propriétaire est grevé de rentes, soit perpétuelles, soit viagères; il a besoin de se faire des capitaux pour un arriéré de la dette, une spéculation de commerce, etc., et pour cela il vend une portion de son héritage; il avertit son acquéreur des hypothèques subsistantes, et le charge même de la faisance d'une partie des rentes qu'il doit. Celui-ci, pour la sûreté de son argent, désire prendre des lettres de radiation; et en sera empêché, parce que les créanciers des rentes dont il sera chargé, ceux à l'hypothèque désignée, il se sera engagé de faire face, exigeront la représentation du prix et leur remboursement. Cependant les droits des créanciers sont entiers, leurs intérêts sont à honorer. Cette disposition est trop dure et trop préjudiciable au commerce.

Cela pouvait être juste sous l'empire de l'édit de 1771, parce que les lettres de radiation purgeaient toute hypothèque; le créancier, n'ayant plus alors droit qu'au prix, pouvait exiger son remboursement; mais dans le cas proposé, l'article 37 conservant au créancier son hypothèque sur le fonds tant que son opposition n'est pas

rayée, le motif de justice cesse, et les inconvénients resteront.

Il faut donc établir une différence entre la vente volontaire et la vente forcée, pour l'ordre et la distribution du prix, comme l'a fait la loi du 11 brumaire.

Voici les articles que l'on propose d'ajouter à la suite de ce chapitre :

- Art. 86. La vente volontaire et les lettres de ratification abstraites sur cette espèce de vente ne rendent point exigibles les capitaux aliénés, ni les autres créances non éteintes, dont l'acquéreur aura été chargé, s'il n'est autrement convenu entre le vendeur et l'acquéreur. En conséquence, celui-ci, s'il ne veut faire rayez les oppositions des créanciers, jouira des mêmes droits et de la même qu'aurait les précédents propriétaires, pour acquiescer les d'après et charges hypothécaires qui seront conservées par les dites oppositions.
- Art. 87. Les capitaux de ces créances restant entre les mains de l'acquéreur, seront colloqués à son profit, lors de la distribution du prix, suivant leur ordre et hypothèque.
- Au surplus on se conformera, pour cet ordre, aux formes indiquées au titre suivant sur la vente forcée.

## TITRE VIII.

## CHAPITRE PREMIER.

Art. 7 et 8. Il suit de ces articles que toutes poursuites peuvent être faites jusqu'à un certain point, sans avoir un préalable préalable le mobilier; mais dans certains cas elles n'auront que pour objet la vente d'un immeuble. La disposition de l'article 581 de la coutume de Normandie oblige à cet inconvénient, et l'on propose de l'abolir de préférence.

Art. 10. Sans doute la loi ne se dispensera pas de solliciter cette abolition, qui doit arrêter la dépression, et la loi donne au créancier le droit de la faire prononcer, et ajouter à la loi du 25 août, soit sur sa demande, soit sur celle du créancier poursuivant.

On ne dit rien du décret poursuivi sur le surrout émané; on a en peut-être et avoir pourvu par l'article 110, au lieu de l'effacer; mais les diligences préparatoires à l'admission de la dette adressées au créancier, qui, plus réfléchis qu'un homme de bien-être, ne peut en prévenir les suites, et empêcher des frais souvent considérables.

## CHAPITRE II.

Art. 16. On pourrait porter à trois reus et même jusqu'à cinq cents francs, la somme pour laquelle il serait permis de procéder par saisie réelle; et encore augmenter les frais s'élèveraient au delà du principal.

Art. 17. Il est dit de l'intérêt du créancier, comme de celui du débiteur, d'autant que le juge à suspendre la procédure, et le débiteur jusqu'à ce que l'admission au débiteur, au lieu d'une, n'ait pu acquiescer la dette au principal, arrérages et frais. Non-seulement il est des cas où il faut intervenir à un débiteur malheureux, mais encore le créancier lorsqu'il s'agit de la vente d'un immeuble pour le débiteur, et ce peut être pour lui.

## CHAPITRE III.

Art. 25. Il faut ajouter, après ces mots, ou à son défaut celui qui vient après lui, ceux-ci, et successivement, ainsi que le porte l'article 83 ci-après.

Et si l'acquéreur parvenu refusé, par collision ou par tout autre motif, de remettre les



pièces, quelle contrainte aura-t-on contre lui? Le tribunal doit être autorisé à la prononcer, et par corps.

#### CHAPITRE IV.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 26. D'après la nouvelle organisation des tribunaux de paix, il faut substituer à ces mots, ou par l'un de ses assesseurs, ceux-ci, ou par son suppléant.

Art. 27. Le délai de vingt jours n'est pas trop long avant que l'on puisse procéder à la saisie réelle. Celui de huit jours est trop court.

Art. 28. Pour l'intérêt du saisi, il serait préférable que la saisie réelle se poursuivît devant le juge de la situation des lieux; il y aurait nécessairement une plus grande concurrence dans les enchères, surtout pour les prix élevés, et conséquemment plus d'avantage dans la vente.

Art. 32. L'observation ci-dessus trouve son application à cet article.

Art. 33. Le mot *arbitrairement* ne s'entend que de l'arbitrage entre particuliers; le mot *ressort* nous paraît plus approprié au territoire d'un juge de paix. Il faut dire aussi *suppléant* au lieu d'*assesseur*.

Art. 31. Il faut ordonner aussi la signification du visa.

##### SECTION II.

Art. 47. Substituer au mot *assesseur* celui de *suppléant*.

##### SECTION III.

Art. 63. La liberté donnée au séquestre, de vendre de gré à gré les fruits pendans par racines, peut donner ouverture aux fraudes et aux abus. Il vaudrait mieux l'assujettir à les vendre par adjudication publique devant le juge de paix.

Art. 64. Au lieu de *huitaine en huitaine*, il faut, pour se conformer au nouveau calendrier, dire *de décade en décade*.

Art. 70. Pour éviter encore les abus, il faut ajouter après le premier alinéa, et il lui en sera tenu compte sur des mémoires détaillés et justificatifs.

##### SECTION IV.

Art. 79. Il serait bon qu'il fût laissé rapto de l'exploit au juge de paix, ainsi qu'il est prescrit en semblable cas par l'article 26 du présent titre. Changer encore le mot *assesseur*.

Art. 81. La signification du jugement à personne ou à domicile doit être faite par un huissier commis ad hoc par le tribunal; autrement il pourrait se commettre des abus.

#### CHAPITRE V.

##### SECTION SECONDE.

##### DISTINCTION III.

Art. 101. En supposant qu'on admette, ainsi que nous l'avons proposé, l'irresponsabilité des motifs forcés, pour un temps donné et déterminé par la loi, l'opposition à fin de rhapage, dans le cas, doit mettre l'ajudicataire dans l'obligation d'entretenir les conditions du contrat.

##### DISTINCTION IV.

Art. 111. Nous renvoyons à ce que nous avons dit sur l'article 23, section I, chapitre I, titre VII des lettres de ratification.

#### CHAPITRE VI.

Art. 136 et 137. Aucun article, dans la distinction précédente, n'exige l'homologation du procès-verbal d'ordre fait en justice; et cependant

l'article 136, par la généralité de ses expressions, semble le comprendre avec le procès-verbal d'ordre volontaire. Il serait nécessaire d'ajouter à la distinction précédente une disposition expresse à cet égard.

Il y a aussi contradiction entre cet article et le suivant; par l'article 136, le jugement est rendu sur simple requête du poursuivant; et par l'article 137, il est parlé de la citation donnée au saisi, pour voir rendre ce jugement. On propose la suppression du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 136.

Art. 141. Dire de *décade en décade*, au lieu de *huitaine en huitaine*.

#### CHAPITRE VII.

Art. 170. Cite citation d'arrêter être donnée dans les formes prescrites par l'article 70, et avec l'adoption proposée par cet article.

#### TITRE IV.

##### DES DONATIONS ENTRE-VIFS, ET DU TESTAMENT.

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 3. Par l'ordonnance de 1731, la forme des donations proprement dites, à cause de mort, fut prescrite. Cette espèce de donation était distinguée de la donation testamentaire. Pour éviter tout équivoque, on propose de substituer celle dernière dénomination partout où l'on rencontrera la première.

##### CHAPITRE PREMIER.

Art. 4. Si on adopte nos réflexions sur le titre X du livre I, sur l'interdiction des prodiges, cet article devra s'étendre aux donations qu'ils auraient faites dans les trois mois qui auraient précédé leur interdiction.

Art. 6. On aurait dû interdire aussi aux ecclésiastiques, apprentis et serviteurs, la faculté de donner à leurs maîtres et instituteurs. Beaucoup de lois antiques consacrent ce principe.

Art. 11. Il faut pourtant excepter l'officier de santé qui se trouverait être le parent du malade dans un degré d'interdit. Il ne faut pas qu'il soit privé des effets de sa bienveillance de son parent, parce qu'il lui aurait donné des soins.

#### CHAPITRE II.

##### SECTION II.

Art. 22 et 24. Même observation que sur l'article 3.

Art. 29. Il y a erreur typographique: il faut dire contre le donataire, au lieu de contre le donateur.

##### CHAPITRE III.

Art. 36. La disposition de cet article est juste en soi; cependant il est un cas où elle pourrait être sujette à inconséquence. Qu'un homme d'une fortune médiocre n'ait d'autre moyen d'assurer sa subsistance qu'en donnant son revenu par une vente à fonds perdu, sera-t-il privé de la satisfaction de laisser au moins après sa mort, à ses héritiers, ou à l'un de ses héritiers, des lods qui peuvent être à leur avantage? Il est un moyen simple d'éviter cet inconvénient, c'est au même temps de parer aux abus. C'est d'anticiper un homme, en pareil cas, après avoir appelé tous ses héritiers présomptifs et immédiats, à faire entre eux une espèce de loterie ou adjudication sur enchères. Alors aucun n'aura à se plaindre, et on aura donné moyen d'élargir à la liberté de disposer de sa propriété.

#### CHAPITRE IV.

##### SECTION II.

Art. 50. Cet article ne s'accorde point avec l'ar-

ticle 77, au titre des *minorités*, portant que le tuteur ne peut accepter qu'avec l'autorisation du conseil du famille. Nous pensons que notre observation sur l'article 77, et nous pensons que le tuteur doit être indéfiniment autorisé à accepter; seul à recevoir ensuite le conseil du famille pour faire ratifier l'acceptation, si elle est utile au mineur.

Art. 51. Le tuteur de l'intéressé doit prendre la même mesure pour la ratification.

Art. 55. Cette loi ne prescrit point dans quel temps doit se faire cette insinuation, ni l'effet qu'elle donne à la donation, si elle est faite tardivement, et cependant avant le décès du donateur. L'ordonnance de 1731 y avait pourvu, et il est nécessaire de reculer ce point.

Les rédacteurs de l'arrêt de 1703 et ceux de l'ordonnance de 1731, avaient pensé qu'on devait s'affranchir de la formalité de l'insinuation des donations faites par un contrat de mariage en ligne directe. Cette exception est fondée sur la nature des choses. C'est mortis, en jure, une donation que l'arrêt d'une obligation naturelle; l'intérêt des tiers n'est plus ici à considérer. Les contrats de mariage sont des actes publics, revêtus des signatures de deux familles, et dans lesquels la fraude ne peut se supposer. Quel que soit un surplus le parti adopté, il faut s'en expliquer formellement, afin de prévenir les équivoques et les interprétations qui pourraient en résulter.

Art. 56 et 57. Cette faculté donnée à la femme sera frustrée, si la loi ne permet pas à l'arrêt des lois et droits de cette insinuation, au cas où le mari, maître de la communauté et des revenus de sa femme, refuse-rait de les acquiescer. On écrivait bien des lettres aux femmes et aux oncles, en autorisant et même en recommandant les notaires rédacteurs de l'acte à requérir cette insinuation, et il semblerait accordé également aux régisseurs du droit, sur les biens du mineur ou de la femme, comme on l'a fait pour l'insinuation. L'espèce de recours qu'on offre contre le mari et le tuteur, Art. 57 est souvent sans effet par leur insolvabilité au moment où ce recours peut être exercé; l'expérience nous l'a prouvé, puisque l'ordonnance de 1731 renvoyait une semblable disposition. Les lois de Sanction qui confiaient à un officier public la surveillance et la conservation des droits et droits des femmes, étaient fort sages. Imposons-les au moins par une disposition qui tend au même but.

Art. 58. Même observation que sur l'article 3.

#### SECTION III.

Art. 60. Il semble que la loi doive imposer au donateur l'obligation de marier le donataire tombé dans l'indigence, ou laisser aux juges le soin d'arrêter, selon les facultés et les besoins respectifs de l'un et de l'autre, la quotité du secours à accorder.

Art. 63. Pourquoi le donateur n'aura-t-il pas contre les héritiers du donataire l'action en révocation dans l'année du décès du donateur, comme on la donne aux héritiers du donateur, dans l'année de son décès, contre le donateur? Il y a même raison de décider dans un cas comme dans l'autre.

#### CHAPITRE V.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 71. Le notaire devrait en outre apposer son cachet sur l'enveloppe, afin qu'on ne pût substituer un autre acte.

#### SECTION II.

Art. 109. Il faut ajouter, et dans ce cas et écri-

vera son recours contre l'héritier, si l'hypothèque n'est spéciale.

En effet, si l'hypothèque est générale, il doit être garanti par l'héritier, et le légataire universel seul tenu des dettes.

#### SECTION III.

Art. 127. Cet article ne doit avoir d'effet qu'autant que l'arrêt donné a été postérieurement hypothéqué par hypothèque spéciale, car autrement on pourrait dire que le légataire serait tenu de toutes les dettes hypothécaires créées depuis le mariage; ce qui semblerait s'éloigner de la nature des dispositions testamentaires.

Ces dispositions sont un premier acte de la volonté; l'affirmation d'une hypothèque spéciale sur l'arrêt donné est un nouvel acte de la volonté, qui constitue le premier.

Mais l'hypothèque générale, soit qu'elle résulte de la loi, du roulement, ou d'une condamnation, ne peut, encore bien qu'elle frappe l'universalité des biens, être considérée comme un consente-ment dans la vue du mariage, ni lors que les lois générales ne doivent pas attendre à ce respect du créancier, il est frappé comme les autres biens; mais ce ne doit être que sous le recours du légataire contre l'héritier et le légataire universel. Il est nécessaire de faire cette distinction pour qu'on n'abuse pas de cet article de loi contre le légataire.

#### CHAPITRE VII.

Art. 146 et 147. Nous renvoyons aux observations que nous avons faites sur l'article 58 du même titre.

Art. 151. Si la donation devient caduque par le décès du donateur sans enfants, ce doit être pourtant sans préjudice des droits de l'époux survivant résultant du contrat de mariage.

En effet, le survivant, et particulièrement la femme, a dû compter sur ces biens pour la subsistance de ses enfants.

#### CHAPITRE VIII.

Art. 154. Un mari pourrait rendre nulle la donation qu'il aurait faite à sa femme, au préjudice de la faire annuler; ce que la femme ne pourrait faire elle-même sans le mari. Les lois accordaient un délai de quatre mois à la femme, du jour du décès du mari; et cette disposition nous paraît aussi juste que nécessaire.

Art. 157. Nous avons déjà observé, sur l'article 10, au titre des *mineurs*, qu'il serait bon que le mineur émancipé se fît assister de son curateur et du conseil de famille, pour pouvoir donner. Il faut rétablir l'influence d'une famille adroit sur l'esprit d'un jeune homme sans expérience et que la passion peut aveugler.

#### TITRE X.

##### CHAPITRE PREMIER.

Art. 3. La renonciation aux successions des ascendants encore vivants doit être prohibée, conformément à l'article 97 des *successions*.

Art. 7 et 8. Cet article ne promettre la nullité que des contre-lettres données hors la présence de l'un des époux; elle devrait être écartée même aux contre-lettres données du consentement des deux époux; cela a toujours été un point de droit constant. En contrat de mariage est non seulement le règlement des droits des époux entre eux, mais encore un pacte de famille qui ne peut être changé qu'en la présence de la famille elle-même; autrement il suffirait d'un consentement attaché à la faiblesse, pour voler des avantages

indirects prohibés, ou pour priver un époux de ceux qui ont pu être déterminés par le mariage, et sans lesquels il n'aurait pas eu lieu.

Art. 9. On se réfère aux observations faites sur les articles 117, au titre des successions, et 157, au titre des donations, relativement à la nécessité, pour le mineur émancipé, de se faire assister d'un conseil de famille.

## CHAPITRE D

## SECTION II.

Art. 15. Il faut énoncer à ces mots, *dont la propriété, ceux-ci, ou la possession légitime, etc.* l'article 17 admet la possession par ces expressions, que les rapports possèdent.

Art. 18. Il faut aussi ajouter les donations faites par contrat de mariage à un des époux seulement.

Art. 22 et 23. Il y a beaucoup d'inconvénients à autoriser le créancier à poursuivre une créance de cette nature sur la nue propriété des immeubles sur la femme. En effet, une femme qui ne peut, sous le consentement de son mari, s'obliger, le fera néanmoins au préalable son engagement : ses immeubles se trouveront par ce moyen engagés, et même aliénés, malgré la prohibition portée en l'article 122.

Nous observons ici qu'on a fait une omission importante. Nul part, dans le projet de Code, on n'a défini ce qui constituait les dettes mobilières et les dettes immobilières. La plupart des coutumes avaient des dispositions à cet égard : il serait essentiel d'en dire quelque chose.

## SECTION III.

Art. 31. Il semble qu'il y ait pléonasme dans ces mots, *sans tradition réelle ou réserve d'usufruit*. Dès qu'il y a réserve d'usufruit, il n'y a point de tradition. On dit bien en latin *reservatum*, mais il serait plus correct de s'exprimer ainsi :

« Il ne peut même faire une donation entre-vifs » du mobilier ou de réserve d'usufruit ; elle ne peut être valable sans tradition réelle »

Art. 31. Si les rentes foncières sont rangées (comme on croit qu'elles doivent l'être) dans la classe des mobilières, il faut ajouter après ces mots, *s'il est rendu un immeuble, ceux-ci, ou remboursés par rente foncière*.

De même que, si l'un des époux se trouve évincé, pour cause de lésion, d'un fonds par les acquits avant le mariage, il doit avoir récompense du prix sur la communauté s'il a été versé.

Art. 43. Pour lever les difficultés qui ne manqueraient pas de naître sur ce mode d'acceptation de rachat par la femme, il serait bon d'ajouter après ces mots, *n'a été formellement acceptée par la femme, ceux-ci, soit par l'acte d'acquisition, soit par acte postérieur et authentique, passé avant l'extinction de la communauté*.

Art. 45. La généralité des expressions de cet article de notre nouvelle loi dans son application ; mais aussi elle présentera quelques incertitudes sur son interprétation : elles résultent de ces expressions, *dettes et charges personnelles à l'un des époux*. L'article 22, n. 2, fait exception de la disposition générale, puisqu'il met à la charge de la communauté les capitaux de toutes dettes de l'un et de l'autre des conjoints existants à l'époque du mariage. Il faut donc ajouter cet acte d'exception.

Il est cependant des dettes qui ont toujours été rangées dans la classe de celles qui opèrent récompense, quoiqu'elles fussent antérieures au mariage ; par exemple, le prix d'un immeuble acquis avant le mariage par l'un des époux. Aujourd'hui que les rentes constituées sont annuées,

le remboursement, s'il s'opère pendant la communauté, donnera-t-il lieu à récompense ? Même question sur les rentes foncières : si on les répute activement immobilières, elles doivent être vues passivement sous le même rapport ; seront-elles charge de la communauté ?

Il semble qu'il soit dû récompense de l'acquit de ces dettes, et qu'elles doivent être exceptées de l'article 22.

## SECTION IV.

## DISTINCTION PREMIÈRE.

Art. 53. Le juge de paix, d'après cet article, n'est chargé d'agir que lorsqu'il y a dénonciation il s'agit alors de l'y obliger dans tous les cas ; autrement il serait possible qu'il s'en dispensât en écartant la dénonciation. L'intérêt de la nation exige qu'il n'ait pas cette faculté ; et pour qu'elle n'ait aucun prétexte, il faudrait assujettir l'époux survivant à lui justifier de l'existence de l'apparition des trois mots, et, sans ce, l'obligation d'apposer des scellés.

Art. 56. Le mariage se dissout par la mort civile (art. 15 du titre V, livre I<sup>er</sup>). Par cet article, la communauté est également dissoute ; pourqu'il remonte de l'époux mort civilement ne jouant plus, dans ce cas, du gain de survie ? Celui qui meurt civilement qu'il est débiteur tous ses biens, les passera à ses héritiers : si c'est une veuve, par exemple, ce sera dans l'exercice de ses droits qu'elle trouvera quelque ressource et une autre voie de la priver qu'elle a faite. Le droit observé en Normandie était fort juste sur ce point.

Le projet de Code conserve à l'époux qui provoque le divorce les avantages que l'autre époux lui avait faits ; mais celui qui a donné lieu à la dissolution du mariage par ses crimes, est-il plus favorable que l'époux contre lequel le divorce est prononcé ? N'est-il pas contradictoire qu'un mari qui se divorce, et que l'époux mort civilement puisse, par sa vie antérieure, mériter d'être exclu de l'exercice des droits qui doivent s'ouvrir lors de la dissolution du mariage ?

Cette question n'est été aussi éclairée de droit que dans le temps, tout au plus, on le marie n'était dissoluble autrement que par la mort naturelle ; mais aujourd'hui il faut donner nourriture au gain de survie quand le mariage est dissous, même par la mort civile de l'un des époux.

## SECTION V.

Art. 73. Selon l'article 108, la femme survit tant qu'elle a le droit d'être nommée aux dépens de la communauté pendant trois mois quarante jours. La réintégration en jouit s'il faut remonter pour les choses qu'elle aura reçues ou dépensées ; il semble qu'il faille faire exception des choses nécessaires à sa nourriture.

Art. 111. L'ancien droit faisait une distinction entre les instructions antérieures à la renonciation et celles postérieures : les premières étaient nulles, les secondes ne donnaient lieu qu'à une action en répétition.

## SECTION VI.

## DISTINCTION DEUXIÈME.

Art. 96. On avait, dans l'ancienne législation, des loix pour fixer le délai : il serait à désirer que le Code établit des règles générales pour guider les juges.

## CHAPITRE III.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 116 et 118. On ne voit dans la Code aucune disposition pour la publicité des séparations de

polés par contrat de mariage; il serait bon d'y le soumettre aux formalités prescrites par l'article 60 du même titre.

## SECTION II.

## DISTINCTION V.

Art. 157. Cet article n'est pas d'accord avec l'article 52 du titre du divorce, qui ramène à l'époux qui a obtenu le divorce les avantages qui lui avaient été faits par l'autre époux, soit qu'ils soient attributifs du nom; et l'on pense qu'il faut maintenir et rappeler les dispositions de l'article 52.

Nous renvoyons également aux observations que nous avons faites sur l'article 56 du présent titre, relatives aux effets de la dissolution du mariage par la mort civile de l'un des époux.

Art. 158. On dit que la veuve a peut exercer son droit de précaution à l'hypothèque de son contrat de mariage. Cela est bon pour les immeubles; mais pour les meubles, sur lesquels la loi établit d'autres privilèges que ceux consacrés par les articles 8 et 9 du titre VI des privilèges et hypothèques, la veuve ne pouvant s'en prévaloir, par son contrat de mariage, on répondra que non, sans doute, et l'on se fondera sur l'article 2 du titre des privilèges et hypothèques.

Lorsqu'il y a la loi dit être en point d'une manière précise et formelle; car en Normandie, quoique les meubles aient pu être par hypothèque, néanmoins c'est la maxime qu'il en résulte en ce sens, qu'étant hors la main du débiteur, ils ne pouvaient être saisis par le créancier, mais sur le prix de ces biens dans sa main; on donnait au créancier le droit de se faire payer dans la distribution des deniers, et ce privilège avait souvent lieu en faveur de la femme; elle a même contre les créanciers celui de préférer en nature son contrat de mariage au contrat de son mari, et de se faire payer par son contrat de mariage ou par son contrat de mariage, et de se faire payer par son contrat de mariage ou par son contrat de mariage.

Ainsi, en Normandie, l'habitant de ce droit fera élire et sera élu aux meubles, et il en sera autrement dans le ressort de la capitale de Paris, de la nécessité d'expliquer le véritable sens de cet article.

Nous pensons que cette explication doit être en faveur des femmes, tant pour leur précaution que pour leurs biens personnels et leurs biens. C'est la plus souvent des biens qu'elles rapportent que se compose le mobilier du mari, et la loi qui les prive de toute espèce de privilège et leur enlève par ce moyen ce qu'elles ont peut-être apporté en nature, est trop rigoureuse.

## DISTINCTION VII.

Art. 156. La disposition de cet article est fort sage; mais on pense que les avantages qui peuvent résulter des articles 50 et suivants, et faits par l'époux ayant enfants d'un premier lit, en faveur de l'époux avec lequel il a contracté un second mariage, doivent être restreints à la portion de l'enfant moins présent en sa succession, aux termes de l'article 101 du titre V des contrats de mariage, que cette restriction doit avoir également lieu lorsque les apports du mobilier en communauté sont intégrés; autrement les enfants d'un premier lit seraient toujours rabaissés par un second mariage. C'est ainsi que l'édit des secondes noces s'opposait contre l'époux qui recevait des avantages de celui qui, ayant enfants, contractait un second mariage. C'est, quoique les stipulations portées aux cas exprimés par les distinctions VI et VII ne soient que des conventions de mariage

d'être assorties, néanmoins on ne peut découvrir que le plus souvent elles offrent des avantages directs au profit de l'un ou de l'autre des époux, et qu'il importe de les renfermer dans de justes limites. C'est ici des unions et rien des familles le sollicite également.

## TITRE XI.

## CHAPITRE PREMIER.

Art. 11. Si, lors de la vente volontairement consentie il a été stipulé qu'il en serait passé acte par écrit, cette stipulation est-elle regardée comme condition suspensive, jusqu'à son accomplissement, ou la vente est-elle réputée accomplie avant la rédaction de l'acte, tellement que l'un des parties puisse forcer l'autre à l'exécution? Elle a toujours été considérée comme suspensive tant qu'elle subsiste, il n'y a pas de consuetude pour et simple; il a plus, cette condition étant potestative, rend, en quelque sorte, l'engagement nul jusqu'à ce qu'il soit rempli. Les institutions de Justinien ont pris sur ce point du droit. Les lois et les autres commentateurs rendent hommage à cette décision.

Le projet de Code ne s'explique point à cet égard; il est nécessaire qu'il le fasse, afin qu'on n'ignore pas de la généralité des expressions de l'article 2, particulièrement pour les ventes d'immeubles, qui ne se font que par écrit, d'après le texte même de l'article 25.

Nous pensons donc qu'il serait bon d'ajouter à ce chapitre un article ainsi conçu :

Art. 12. « Si l'agent d'immeubles, la vente, ou la promesse de vente, n'est parfaite que lorsqu'il y a eu un acte rédigé et par écrit. »

« Si l'agent de meubles ou d'effets mobiliers, et qu'il n'y ait eu aucun acte rédigé et par écrit, sont de la promesse, soit de la vente, elle n'est parfaite que lorsque cet acte est rédigé. »

## CHAPITRE II.

Art. 13. La vente de droits incertains a toujours été vue défavorablement; la manière dont est conçu cet article semblerait l'autoriser à l'égard de toute autre personne que celles desquelles nous croyons qu'on devrait l'interdire à tous titres, à tous degrés, indéfiniment, et même étendre cette prohibition aux incertains.

## CHAPITRE III.

Art. 22. Il serait bon d'ajouter à la fin de cet article, *sauf les dommages et intérêts en cas de mauvaise foi de la part du vendeur.*

## CHAPITRE IV.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 30. Le recours du tiers qui a labouré et ensémené, contre le vendeur, ne paraît pas juste; il peut être exposé à perdre ses semailles, si le cultivateur n'est pas satisfait; le vendeur ne peut, du bon ou du mal, rendre des semailles qui sont le produit des labours et semailles d'un tiers, puisqu'il n'a pas les semailles d'existence pas.

L'article 8 du titre des privilèges et hypothèques est basé sur la justice des principes que nous proposons ici; il donne sur le propriétaire la préférence aux semailles et fruits de récolte; ici on leur préfère le propriétaire, ou plutôt son acquéreur, c'est-à-dire qu'on enlève à ce tiers son privilège sur les fruits. Cela ne nous paraît pas juste; et nous pensons qu'en accordant les fruits à l'acquéreur, ce doit être à la charge de rembourser au tiers qui a fourni les labours et semailles, leur valeur, sans son recours contre son vendeur qui ne l'en avait pas chargé.

## SECTION II.

## DISTINCTION II.

Art. 68. Du rougloil que cet article ne s'applique qu'aux choses vendues inférieures de quelque vice rédhibitoire : néanmoins, comme il est contraire aux règles prescrites au titre II, il semble que, pour éviter l'abus qu'on pourrait en faire, ou l'extension qu'un vendeur lui donner, il serait bon de dire que si la chose affectée d'un vice rédhibitoire a péri par cas fortuit, etc.

Art. 69. En abandonnant aux usages des lieux le délin de l'action rédhibitoire, il peut y avoir de grands inconvénients; il serait préférable de le fixer par une disposition générale.

Il serait encore avantageux d'investir de la connaissance de cette action le juge du domicile du vendeur ou de l'acquéreur dans lequel la vente a été faite; ou plutôt par ce moyen les abus et le jeu des approches, à garantie, qui se pratiquent au moyen de ventes simulées, c'est ainsi que l'on traitait à vingt et trente lieues de son domicile, au vendeur, et qu'on le force souent à se rendre tout ou partie du prix de l'objet vendu, pour éviter d'étonnantes frais de déplacement.

## CHAPITRE V.

Art. 75. Cet article doit-il s'entendre de la totalité du prix, ou seulement d'une portion quelle qu'elle soit? et dans cette dernière hypothèse, le vendeur, en reprenant sa chose, sera-t-il tenu de rendre ce qu'il a reçu? cela doit être, à moins qu'il n'en ait été autrement convenu.

## CHAPITRE VI.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 91. On ne pense pas qu'il soit nécessaire d'exprimer la faculté de vendre et de céder le droit de rachat; elle résulte assez des articles 116 et 119. Cependant quelques-uns ont prétendu qu'elle était pure, personnelle, uniquement transmissible aux héritiers.

La coutume de Normandie en contenait une disposition formelle, article 116 des *placets*, mais cette loi n'est pas générale. Il serait pourtant possible qu'on introduisit de cet article, que la faculté de rachat n'appartient qu'au vendeur seul.

## SECTION II.

Art. 99. Il serait bon de faire cesser, par une disposition précise, les difficultés qui se sont élevées sur la question de savoir si les capitaux des rentes déléguées entrent dans la composition du prix des ventes, et si, comme tels, ils doivent être doubles pour déterminer la lésion, ou si, au contraire, d'après cet axiome du droit : *Nihil est in bonis, nisi ex aliis ductis*, la chose réellement rendue n'est que la plus-value, comme le prix ne serait que les deniers déboursés. Soit, par exemple, une terre vendue 100,000 fr., à la charge par l'acquéreur de fuire et continuer, à la décharge du vendeur, 4,500 fr. de rentes, au capital de 90,000 fr., en déduction du prix total. Pour déterminer la lésion, faut-il que cette terre soit estimée valoir plus de 200,000 fr., ou bien suffira-t-il qu'elle soit estimée valoir 110,100 fr., ce qui doublerait l'excédant de la charge imposée? Cette question a été agitée et controversée par les auteurs; nous pensons que les capitaux des rentes font partie du prix, et conséquemment doivent être doublés; mais il est bon que la loi fasse cesser les incertitudes, et prévienne les chicanes.

Art. 104. L'action en restitution pour erreur, dol, violence, etc., est distinguée de l'action en

restitution pour simple lésion : la première peut s'exercer dans les dix ans; la seconde est limitée à quatre ans. Pour empêcher qu'on ne confonde, comme on l'a toujours fait, ces deux actions, il serait bon d'ajouter à l'article 104, ces expressions, sans parler d'erreur, de dol, de violence, etc.

## CHAPITRE VIII.

Art. 111. Le fait du consentement du créancier saisi sans doute pour opérer son expropriation au bénéfice du commissionnaire, mais si ce fait n'est pas rendu constant par un acte authentique, ou par une signification du transport, peut-il être exposé à un créancier saisissant? Un acte de transport sous seing privé fait après coup, émané de l'effet des surins-arret, parce qu'il constaterait le fait du consentement. Les droits des créanciers peuvent être compromis par des actes clandestins. Il faut donc ajouter à cet article, pourvu que le transport ait été fait par acte authentique, ou qu'il ait été signifié au débiteur.

## TITRE XII.

Art. 7. La rédaction de cet article est extrêmement embarrassée, il y a plus, elle implique contradiction.

En effet, si la somme des deniers excède de plus de moitié la valeur de l'immeuble cédé en échange par celui auquel la somme est payée, déjà il ne peut y avoir de lésion; mais il y en aura bien moins encore, si à cette somme on ajoute l'immeuble qui forme avec elle le contre-échange.

On a voulu dire sans doute, et c'est ainsi que cet article nous paraît devoir être rédigé :

*S'il y a suite en argent ou effets mobiliers, et que cette suite entre pour plus de moitié dans la composition du contre-échange, alors le contrat, doit être considéré comme contrat de vente, sera soumis aux règles prescrites pour la rescision des ventes ordinaires.*

Dans ce cas, etc.

## TITRE XIII.

## DU LOUAGE.

## CHAPITRE PREMIER.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 75 et 26. Quel sera le terme dans lequel le bailleur sera tenu de faire cette diligence? On doit lui accorder quelques jours; car il peut être absent ou éloigné, et n'être pas instruit du refus que fait son locataire ou son locataire d'abandonner la possession de l'objet affermé. Les coutumes parlent sur ce sujet; celle d'Orléans donne huit jours; celle de Brém, cinq jours. On pense qu'il faut porter ce délai à dix jours.

Il serait bon de dire aussi que, lorsqu'il y a un congé signifié, le preneur, puisqu'il a continué sa jouissance, ne peut invoquer la tacite reconduction; elle est fondée sur un consentement que le silence seul fait présumer; mais cette présomption doit cesser contre celui qui a manifesté par écrit une disposition absolument contraire. C'est l'opinion de Pothier, qui nous paraît fondée.

## SECTION IV.

Art. 61. Si le bail expire pendant le temps accordé pour exercer le rachat, l'acquéreur pourra-t-il le renouveler ou prendre un autre fermier? Cela n'est pas douteux. Mais le vendeur qui use de la faculté du rachat sera-t-il tenu d'entretenir le bail fait par son acquéreur? Il ne faut pas laisser cette question à résoudre aux juges; on

pourrait tirer de cet article des inductions tendant à soutenir la négative, et nous pensons qu'il faut, par une disposition expresse, admettre, dans ce cas, l'opérateur à faire un nouveau bail, et assujettir le vendeur à l'entretenir.

## SECTION V.

Art. 65. Il faut ajouter à cet article : *Et réciproquement le fermier entrant doit procurer à celui qui sort, la facilité et les logements nécessaires pour la consommation des fourrages et les récoltes restant à faire, suivant l'usage des lieux.*

Il y a nombre de contrées où le fermier sortant recueille les grains; il a donc besoin de granges, d'emplacement pour ses fourrages, d'étables, d'écuries. Un article exprès fera cesser beaucoup de difficultés.

Art. 71. L'incendie par cas fortuit, tel que celui que cause le feu du ciel, doit être mis dans la classe des cas fortuits extraordinaires.

Art. 75. Il faut, pour que cet article reçoive son application, que le propriétaire ait été mis en cause, appelé à faire cesser l'empêchement, et qu'il ait été mis en demeure de le faire; autrement il ne serait pas juste de lui faire supporter le rabais.

## TITRE XIV.

## CHAPITRE PREMIER.

Art. 4. Cet article est une conséquence de l'article 3, titre IX, livre 1<sup>er</sup>; mais par ce dernier article, le mineur n'est réputé majeur pour son commerce, que lorsqu'il est autorisé à le faire par un conseil de famille; disposition inopportune. Il semble qu'il serait nécessaire de rappeler ici cette condition, sans laquelle le contrat ne peut être valide.

Art. 5. La société anonyme qui se forme souvent dans les loires et marchés, sans écrit, doit être exceptée; elle est fréquente, utile au commerce, et les circonstances en permettent pas toujours d'en rédiger acte par écrit. L'ordonnance de 1673 l'avait exceptée de cette formalité, et par de bons motifs.

## CHAPITRE II.

Art. 17. Il faut dire, « dans une certaine négociation qui sera faite par l'une d'entre elles, ou par chacune des associés en son nom particulier, »

Ce dernier cas appartient à la société anonyme, comme celui où un seul fait une négociation particulière. Le négocié de ces affaires peut être différent et fait sous chaque nom; on ne peut donc l'appeler société en son intérêt, parce que chacun fait en commerce particulier.

## CHAPITRE III.

## SECTION PREMIERE.

Art. 32. Une convention qui exempterait l'un des associés de la perte, serait-elle nulle? Cette question, résolue par les (inst., liv. III, tit. XXVI) de société, § 2, semble les incliner. L'article 30 laisse lieu de la latitude sur le mode de partage de bénéfice et de la perte; mais le correctif de l'article 32 fera naître des doutes sur la question proposée. Le principe posé est juste en soi. Une société dont les bénéfices seraient en profit d'un seul, serait léonine, et, comme telle, réprouvée et nulle. Mais ne rangera-t-on pas dans la même classe celle qui exempterait un associé de supporter sa part des pertes?

Cependant il est des cas où cette stipulation est licite. Qu'un homme soit admis dans une société à cause de son industrie; qu'on lui donne un intérêt, une part dans les bénéfices en exemp-

tion des pertes s'il y en a; que telle soit la convention, et qu'il en résulte encore un avantage probable pour les simples bailleurs de fonds; pourquoi une pareille stipulation ne serait-elle pas licite? Il est bon que la loi s'explique sur ce cas, afin de ne pas l'abandonner à l'arbitrage des juges.

## CHAPITRE IV.

Art. 60. Il faut excepter de cette règle la société contractée pour l'exploitation d'une ferme ou d'une mine, parce que, dans ce cas, des tiers, tels que les bailleurs, ont intérêt à ce que la société soit continuée, qu'ils conservent même une action solidaire contre tous les associés ou les héritiers qui les représentent. Il serait injuste, sans doute, d'assujettir des héritiers à répondre, vis-à-vis de ces tiers, de l'exécution des engagements contractés pendant toute la durée du bail, sans les faire participer au bénéfice de l'association.

## TITRE XV.

## CHAPITRE III.

Art. 41. Nous avons fait quelques observations sur le droit d'exiger ce capital, à l'article 81 du titre VII des lettres de ratification; nous y faisons renvoi; et nous pensons que, lorsque le vendeur et l'acquéreur sont d'accord de maintenir l'hypothèque, le capital ne doit pas être exigible.

Art. 43. Cet intérêt des intérêts est exorbitant; s'il est autorisé pour simple prêt, il compromettra la ruine d'un malheureux débiteur, qui peut avoir déjà emprunté à des conditions très-onéreuses; l'intérêt de la société, l'intérêt du commerce, sollicitent une disposition toute contraire. Les troubles que les intérêts usuraires ont produits chez divers peuples, doivent rendre, à cet égard, le législateur très-circonspect; nous avons plutôt besoin de lois prohibitives.

## TITRE XVI.

## CHAPITRE II.

## SECTION II.

Art. 16. L'article 23 autorise l'attribution à cette règle, dans le cas où il s'agit de chose volée; il doit encore en être de même, dans le cas où des créanciers, ou autres prétendants au droit à tout ou partie de l'objet déposé, useraient de saines-arrêts entre les mains du débiteur.

Nota. Si plusieurs d'entre eux sont dépositaires, il est bien certain qu'ils sont solidaires si la chose est indivisible; cela résulte de l'article 109 des négociations; mais si la chose est divisible, et consiste en grains, en argent, etc., seront-ils solidaires? D'après l'article 17, la nature de l'engagement du dépositaire ne permet pas de diviser l'obligation, ni par conséquent l'action; le droit romain confirme cette vérité. *Nisi pro solidis res non potest restitui* l. 22, ff. Dep.; mais pour qu'il ne reste pas de doute à cet égard, il est bon d'en faire une disposition de la loi.

## TITRE XVII.

## CHAPITRE III.

Art. 23. D'après la rédaction de cet article, il semblerait que le mandataire pourrait toujours substituer un répondant à son substitué; ce qui n'est pas exact; le mandat est un acte de confiance personnelle, qui ne peut se transmettre par le mandataire sans une autorisation expresse du mandant, qui, dans aucun cas, ne peut être engagé par un tiers, envers lequel aucun acte de sa volonté ne l'a lui-même engagé.

## TITRE XVIII.

Art. 3. Il serait peut-être bon d'ajouter aux formalités prescrites par les articles précédents les parties contractantes elles-mêmes, s'il y a lieu, de reconnaître les prétentions sur papiers qui se portent de la substance du malade, et assurer l'exécution de la dernière volonté par l'article 9, de s'approprier le pape.

## TITRE XIX.

## CHAPITRE II.

## DISTINCTION II.

Art. 6. Nous avons fait, sur l'article 36 des donations et testament, des observations qui trouvent ici une nouvelle application.

## DISTINCTION III.

Art. 19. En ce cas, le créancier qui fait résilier le contrat devra-t-il la restitution des arrérages perçus ? On ne le peut pas, mais on peut qu'il est bon de le dire.

Art. 21. Il paraît se pratiquer des formalités entre le propriétaire et le constituant, qui requiert le propriétaire reconnaissant au nom plusieurs années d'avance afin de donner un constituant le droit de les y péter sur ses biens ; il faut donc barrer cette faculté de repeter à une année d'arrérage seulement.

## TITRE XX.

## CHAPITRE II.

Art. 16 et 17. On n'a point parlé de la possession par an et jour d'un immeuble, ni de ses effets, elle appartient cependant au droit civil, par ce qu'elle constitue un droit réel dans le possesseur, qui doit être juridiquement maintenu. Ce droit étant consacré par plusieurs coutumes, et notamment par les articles 16, 17 et 18 de la coutume de Paris. Les formes de procéder sur cette action appartenant, il est vrai, au Code judiciaire, mais le fond du droit tient essentiellement à la manière d'acquiescer et de conserver les biens : en effet, celui qui a cette possession ne peut plus être évicé que par un titre. Il suppose donc, de faire un article de loi qui règle les effets de cette possession ; cela est d'autant plus nécessaire qu'ordonnance de 1667 n'est pas en vigueur dans toutes les parties de la République.

C'est encore à tort que l'on considère en principe que la possession actuelle ne fait pas présumer l'ancienneté, excepté que le possesseur n'ait un titre, ce principe est trop général.

Celui qui possède par an et jour, quoique sans titre, est juridiquement réputé propriétaire et possesseur ancien. C'est aussi à tort que l'on dit qu'il est vrai que cette présomption peut cesser et se détruire, lorsque celui qui réclame la propriété prouve la possession ancienne, ou qu'il rapporte un titre ; mais il n'en est pas moins vrai, en principe, que jusqu'à la présomption existe aux yeux de la loi. Il faut donc ajouter, après ces mots, *excepté que le possesseur, ceux-ci, n'ont possession publique et paisible, par an et jour, ou qu'il n'ait un titre, auquel dernier cas, etc.*

## CHAPITRE IV.

## SECTION II.

Art. 26. De ces expressions, ne court point du tout contre la femme, ou pourra même qu'elle ne court ni avant ni depuis le décès du mari. Il faudrait dire que la prescription ne court, contre la femme et ses héritiers, que du jour de la dissolution du mariage.

Art. 38. Pour prévenir l'espèce de contradiction que l'on pourrait supposer entre cet article et l'article 83 du titre VII, il serait bon d'ajouter, sous prétexte des dispositions de l'article 83 du titre VII.

## CHAPITRE V.

## SECTION II.

Le Code ne définit nulle part ce qu'on entend par actions, il ne détermine point leur nature, leurs différentes espèces, non plus que leur effet et leurs suites. Peut-être peut-on penser que ce soit appartenant au Code judiciaire. Cependant il semble que, dans cette langue, l'action doit être considérée sous deux rapports, un platonique et un réel, deux acceptions différentes. On appelle action un droit quelconque appartenant à une personne de faire quelque chose, ou d'exiger d'un autre qu'il fasse quelque chose, on appelle aussi action les actes ou procédures qui constituent un procès ou instance tendant à constater celui qui est obligé à quelque chose.

La première acception appartient au droit civil, la seconde au Code judiciaire.

En effet, les actions sont des droits incorporels ; et, lorsqu'elles sont liées exclusivement à la personne et intéressent son existence, son état, ses rapports, elles sont appelées *personnelles*. Les droits qui en résultent ne se communiquent et ne se transmettent qu'en certains cas.

Lorsqu'elles sont relatives aux biens et aux biens, ou les appelle *réelles* ; et en ce cas de mixtes, elles constituent souvent une portion essentielle de la fortune des citoyens, elles sont sujettes à toute espèce de transmission, elles ont aussi la nature transmissible et immuable de la chose à laquelle elles appartiennent ; elles s'y acquièrent par celui qui en est propriétaire, quelqu'un par ses successeurs. On parle souvent, dans le Code, des droits et actions, et notamment au présent titre ; il nous paraît nécessaire qu'il continue au titre qui serait intitulé des actions, et qui traiterait de leur nature et de leurs effets. Quant à la deuxième espèce d'actions, on mentionnerait au Code judiciaire.

Art. 43. Cet article établit-il une simple exception en faveur de celui qui a prescrit la propriété d'un héritage, ou lui donne-t-il une action en revendication de propriété ? Quelques coutumes, ou peut-être à la vérité, telles que celles de Normandie, article 221, lui donnaient l'action ; le plus grand nombre n'ont sur ce point aucune disposition. La jurisprudence ayant, les coutumes qui ne contiennent de prescription que celle de trente ans, telles que celles de la Marche, donnent à mille prescription l'action en revendication de propriété ; et par celles qui admettent la prescription de dix-neuf ans, l'action contre le possesseur actuel n'est accordée qu'à celui qui rapporte un titre. Cette variété de coutumes et de jurisprudence rend nécessaire une disposition précise. Cette nécessité a été sentie par ceux qui avaient été appelés par le chancelier de Lamoignon, pour la rédaction de ses arrêts ; et elle se fera d'autant plus sentir, que d'un à longtemps les préjugés des anciennes coutumes et de la jurisprudence exercent leur empire sur les points qui ne seront pas fixés d'une manière positive.

## SECTION III.

Art. 46. 1<sup>re</sup> observation. Cette expression de juste titre est bien vague. Le titre d'une donation sera-t-il répété tel ? le donataire universel ou

particulier pourra-t-il prescrire en vertu de ce titre? Pour le donataire à titre onéreux, nous ne le pensons pas; il est rangé par le Code dans la classe de l'acquéreur; mais pour le donataire particulier, cela soulève plus de difficultés. Cette prescription a soulevé des règles, nonobstant la disposition précise de la loi sur le G. de lous. temps. *propre*. Il est évident que le Code s'explique.

2<sup>e</sup> observation. Cet article, pour prescrire par dix et vingt ans, ne semble exiger que de la bonne foi et du juste titre. L'article 98 de la coutume de Paris et l'ancien droit exigeaient que la possession publique et paisible lui eût été au filice; et nous pensons que cette dernière disposition doit être maintenue. Ce n'est que cette possession qui peut être connue au véritable maître le droit du nouvel acquéreur et ce n'est que parce qu'il l'a lésé posséder publiquement et paisiblement, que la loi lui fait perdre une propriété qu'il est réputé avoir abandonnée.

Mais s'il n'a pas joui, s'il a laissé jouir un tiers, par exemple, ou tout autre qui lui aura vendu son droit, s'il a tenu son titre caché, le propriétaire sera réintégré par le seul effet de ce titre ignoré. Cela aurait injustice. L'article 81, sur les hypothèques, a été justifié et les créanciers, il a voulu que la prescription ne puisse leur être opposée lorsqu'ils auront été justifiés d'ignorer l'absence. Les propriétaires ont plus favorablement encore, et ce n'est que par une possession publique et paisible qu'il doit être évincé. Il faudrait donc dire :

- Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble, en prescrit la propriété par dix ans de possession publique et paisible, si le véritable maître, etc. »

Art. 51. Il semble que, dans un dernier article, on devrait aussi comprendre, en faveur de la femme et de ses héritiers, le droit de faire réputer payés au mari les deniers dotaux, après dix années de durée de mariage sans séparation, et lorsque celui qui les detient a reçu pendant ce temps. Ce droit de la femme, en pays coutumier, était consacré que par la jurisprudence; il est nécessaire de la couvrir en loi mais toujours, ce droit de prescription ne doit être établi qu'en faveur de la femme, sans que les débiteurs puissent se révoquer, ne pouvant opposer que la prescription établie par l'article 55.

#### SECTION IV.

Art. 52. L'action doit être dévolue aux laïcs, ecclésiastiques, etc., pour les choses appartenant par eux, rendus en détail et par moitié en leur maison, sauf l'exception pour logement et nourriture fournis aux voyageurs et gens vivant habituellement chez eux.

Art. 53. Il serait bon d'ajouter à cet article la même faculté de différer le serment, autorisée par l'article 56.

#### OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SPÉCIAL À COLMAR, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

#### LIVRE PREMIER.

#### TITRE II.

Art. 57. Par cet article, il est bien dit par qui les extraits des actes civils de l'avenir peuvent être délivrés, mais il n'est pas pourvu au mode de délivrance des anciens, dont le dépôt ne se trouve pas dans les tribunaux des départements du Bas-Rhin, du Mont-Territo, et peut-être des autres départements réunis. On doit observer, à

cet égard, que les anciens actes civils étaient dressés par les v. r. des notaires des parishes, dont il était en v. r. des doubles à l'authenticité, ces derniers étant en v. r. se trouvant aux archives de la préfecture. Mais les premiers ayant été en v. r. de cet état être remis au dépôt des municipalités, dans les archives des sous-préfectures, ne comprendront pas de prendre des extraits pour que les extraits des actes qui s'y trouvent puissent se délivrer par les sous-préfets, ou, pour rendre cette délivrance conforme à l'article 57, d'ordonner que ceux-ci les déposent aux archives des tribunaux de leurs arrondissements, le tout pour procurer à ceux qui en auront besoin la faculté de les avoir sans des déplacements éloignés et dispendieux?

#### TITRE IV.

#### Des absents.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 58. En conséquence des dispositions de cet article, les héritiers présomptifs de l'absent deviennent propriétaires immédiats de ses biens, après trente ans révolus, d'après l'ancien prévoyant. L'article 17 ajoute que si les enfants et descendants de l'absent ne se représentent qu'après que ses autres héritiers présomptifs ont obtenu l'envoi définitif, ils ne sont recevables à révoquer les biens de l'absent avant qu'après qu'ils puissent de sa mort à une époque certaine, et qu'à cette époque ils étaient mineurs; cependant il est établi en principe, par l'article 6 qui précède, que la loi ne présume la mort de l'absent qu'après cent ans, ce qui présenterait une sorte de contradiction.

Il paraît que la disposition d'après laquelle la propriété des biens de l'absent est adjugée à ses héritiers présomptifs, après les trente ans de l'envoi provisoire, est fondée sur la prescription qui court également contre lui; c'est sans doute pour cette raison que le Code civil a établi une distinction entre l'envoi provisoire et celui définitif, parce que, l'article 18 du chapitre III, au titre des prescriptions, porte que ceux qui possèdent pour autrui, et non pour eux-mêmes, ne prescrivent jamais, quelque longtemps qu'ils détiennent la chose. On conçoit parfaitement qu'en général on peut prescrire contre les droits que pourrait exercer un absent, même à l'égard des successions qui pourraient lui échoir après un certain temps; mais que les biens propres de l'absent, ceux qu'il possédait au moment de son départ, et ceux qui seraient lui retour pendant les dix années de l'envoi provisoire, soient définitivement adjugés à ses héritiers présomptifs après trente ans de cet envoi, au préjudice de ses enfants ou de l'absent lui-même, s'il reparait après ce délai, il semble qu'il y aurait une sorte d'injustice, et que la prescription de la durée de la vie à cent ans serait illusoire et sans objet; il peut arriver qu'un homme, qu'un enfant mineur, soit devenu en pays étranger, transporté dans des lies et esclavage, et qu'il puisse cependant se représenter à l'âge de soixante ans et même plus tôt; car le délai après lequel les héritiers présomptifs peuvent demander l'envoi définitif, doit courir contre l'absent depuis le jour où il a atteint sa majorité. Or, si la durée est fixée à vingt et un ans, en ajoutant les trente années courues par la loi, il en résulte qu'à l'âge de cinquante ou cinquante-deux ans, l'absent pourra être dépossédé de tous ses biens, pendant que des exemples d'absences longues ont excédé ce terme; et la retour des absents, en pareils cas, n'est pas extraordinaire.



Ne reviendrait-il pas d'ajouter au titre IV, que, dans le cas du tutorat de l'enfant ou de ses enfants, même après l'enfant défunt, les fonctions présumées seront tenus de restituer les biens dans l'état où ils se trouveront à cette époque?

#### TITRE VIII.

##### De la puissance paternelle

##### CHAPITRE PREMIER.

Art. 2. La père, ou la mère lorsqu'elle est survivante, qui a des enfants de mariage, est naturellement très-grave sur la conduite d'un enfant dont il ou elle peut réprimer les excès, peut le faire devenir dans une maison de correction.

Art. 3. Pour excuser la délinquance, le père s'adresse à l'autorité de police judiciaire de son domicile, lequel, sur sa simple requête, doit délivrer l'ordre d'arrêt dont nous avons parlé.

Quoique le pouvoir donné au père, par ces articles, puisse être très-étendu, puisqu'il n'est pas toujours tenu de justifier sa répression, et encore moins de l'justifier par des faits, ce pouvoir est néanmoins tempéré par l'affection paternelle : aussi on ne peut pas raisonnablement croire que le père abusera de ce pouvoir tant qu'il ne sera pas livré à des affections étrangères ; par cette raison il doit en jouir, soit pendant le vivant de sa première femme, soit même en l'absence.

Mais s'il passe à de secondes noces, n'est-il pas à craindre que, livré aux sollicitudes d'une seconde femme pour elle-même, par enfants du premier lit, dont les intérêts sont toujours en opposition avec les siens ou ceux de ses propres enfants ; n'est-il pas à craindre, dit-on, qu'une nouvelle union n'abuse de son influence sur l'esprit d'un père sans lui en faire en face lorsqu'il connaît son second ou troisième mariage, pour recourir de la maison paternelle, ou même pour faire passer un enfant qui lui porte ombrage ? Et qu'on imagine que le motif de tout ce qui est en cause (dit La Harpe), ce sont les enfants de son mari ; plus elle est folle de son mari, plus elle est soignée, les mariages font déserter les villes et les bons vœux, et ne prennent pas moins la terre de parents et de voisins, de domestiques et d'éclaves, que la pauvreté.

Ne conviendrait-il pas de restreindre l'art. 2, soit en cas seulement où le père ne contraindrait pas en secondes noces ; et, en le débarrassant, si la seconde femme existe, de s'occuper du père le possesseur de l'enfant qui, sur l'avis d'un conseil de famille, composé pour moitié de parents du côté maternel de l'enfant ?

#### TITRE IX.

##### SECTION IV.

Art. 27. Il est dit dans cet article que celui qui exerce le conseil de famille pour la nomination d'un tuteur, doit faire notifier la tutelle qu'il obtient du juge de paix à cet effet, aux parents, à l'ascendant, à tous les parents et alliés privilégiés et naturels jusqu'à quatrième degré inclusivement, résidant à la distance de dix ou cinquante lieues du domicile du mineur. Mais les familles nombreuses, il peut arriver que les parents et alliés privilégiés et naturels s'éloignent à l'étranger, quand même et plus ; ce serait donc inutile d'assignations à donner, et outre les dépenses individuelles pour le déplacement de chaque parent, autant de frais de créances à la charge du mineur. L'article 26 en après d'expressions pose le conseil de famille que six parents présidés par le juge de paix, ou plus grand nombre, ou au moins celui

quelqu'un pourrait se porter dans une famille nombreuse, ne dégraderait-il pas plutôt en celui qu'en dégradation ? et ne serait-il pas plus sage, pour l'intérêt du mineur et la tranquillité de la délinquance, de réduire le nombre des parents à cinq ou six, en proportion à peu près égale de la ligne paternelle et maternelle ? S'ils comparaisent à eux, le nombre n'en sera pas trop grand ; s'ils ne comparaisent pas tous, il s'en présentera toujours assez pour former le nombre requis.

##### SECTION V.

Art. 31. Il est porté dans cet article que les délégués de la tutelle qui auront accepté leur tutelle dans l'acte de service, ne peuvent s'en décharger.

Il serait de l'intérêt des mineurs qu'ils le puissent ; car un moment de leur acceptation, leur engagement peut avoir pas été tel qu'il peut l'être devenu depuis ; on craint donc qu'il devrait être ajouté à cet article, sans toutefois le cas où un tel défendeur se trouverait d'un corps d'armée agissant soit dans l'intérieur, soit à l'étranger de la République, et où il se pourrait gérer personnellement ses propres affaires.

Art. 32. Il est dit dans cet article que, lorsqu'il est question de faire employer un particulier de deniers ors, le tuteur doit se faire autoriser par un conseil de famille.

Il peut arriver que le mineur partie de la tutelle d'un mineur existant en captivité, desquels il se fasse régulièrement des remboursements à plusieurs reprises ; si à l'un ou l'autre est obligé de consacrer un conseil de famille pour son remplacement, n'est-il pas à craindre que les intérêts ne s'en aillent en l'air de conseil de famille ? et un suffisant pas d'autorisation le tuteur au remplacement des capitaux retirés, par une simple autorisation signée des membres du conseil de famille, ou au moins des deux qui se trouveraient notifiés pour recevoir les sommes avancées ?

Art. 33. On observe que, pour la classe la moins riche, il est laissé par cet article trop de latitude aux tuteurs pour le placement des deniers ors ; s'il est de nécessité qu'un tuteur ait toujours une somme en réserve pour les cas imprévus, il ne l'est pas moins de la proportionner aux facilités des moments et aux circonstances dans lesquelles ils peuvent se trouver ; dans les villes, elles peuvent exiger plus de dépenses que, dans les campagnes. On pense donc que dans les premières, les deniers ors entre les mains d'un tuteur devraient porter intérêt à qu'ils s'élevaient à 500 fr., et, dans les campagnes, à 100, à moins que les membres du conseil de famille n'en aient décidé autrement.

Art. 107. Ne serait-il pas dangereux de ménager au tuteur d'un débiteur solvable, l'occasion de faire passer tout à son prix, et de faire qu'il soit pour moitié, et peut-être moins, le mineur endetté, moyennant quelque argent qu'on lui présenterait, et que ses besoins momentanés et irréguliers lui fissent accepter et disparaître l'instant d'après ? La faculté de pouvoir retirer ses fonds et les restes de ses capitaux, et la liberté de leur emploi, paraissent les seuls effets auxquels doit se borner le pouvoir administratif que la loi peut lui confier.

Art. 108. Ne serait-il pas sage de la sagesse de la loi de mettre le tuteur de bonne foi à couvert des effets d'une jeunesse dissipée, en interdisant au mineur émancipé (autre que négociant)

la faculté de s'obliger autrement que sur avis de parens? Car il peut arriver que, ne s'obligeant que pour le montant de son revenu annuel, cette obligation se répète cinq à six fois dans plusieurs récessions, à l'un des uns des autres, il trouvera le moyen de les tromper tous.

### TITRE X.

Art. 1<sup>er</sup>. L'expérience n'aurait-elle pas encore prouvé que ce n'est pas trop longtemps que de laisser la jeunesse sous la puissance paternelle jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, d'autant plus que l'émancipation livrée à dix-huit ans en tempère les effets relativement à la jouissance des biens des mineurs, et que, par l'article 12 du titre VIII, il n'empêcherait point pour leur père ce qu'ils paient par leur travail ou leur industrie hors de sa maison?

#### Observation particulière sur le titre IX.

Ce titre devrait contenir les règles d'après lesquelles les biens des mineurs devaient être passés à la diligence des tuteurs; car l'article 16 de la 1<sup>re</sup> section, chapitre III du livre III, porte que les biens des mineurs et de ceux des femmes mariées ne peuvent être faits que conformément aux règles particulières qui les concernent.

Il y en a dans le projet de Code civil une disposition relative aux biens de mineurs mariés.

Mais la forme des biens des femmes mariées ou se trouve nulle part; ou devrait-elle pas être établie dans le titre IX, qui règle d'ailleurs les devoirs des tuteurs sur les autres parties de leur administration?

#### Observation générale sur le même titre IX.

Quoique ces qu'il y a dissolution de communauté, il faut un inventaire, souvent apposition de scellés, clôture d'inventaire, citations pour assembler les parents, procès-verbal d'élision du tuteur, quelques contestes, ensuite la contestation portée devant les tribunaux, procès-verbal d'assemblée de famille, soit pour régler les intérêts des mineurs, soit pour procéder au partage, au tirage des lots, à la vente des immeubles, s'il échut, au tirage de rentes, etc. Si l'on considère ce qu'il en coûte actuellement pour les droits de timbre, enregistrement des citations, des procès-verbaux, des inventaires, ventes de meubles, partages, droits sur les successions directes et collatérales, si l'on y ajoute les vacations des juges de paix et de leurs greffiers; à toutes ces opérations on se convaincra facilement que les frais absorberont la majeure partie des successions, et que les mineurs paieront quelquefois de moitié de leur fortune les actes conservatoires de l'autre moitié.

Sans contredit, tous les actes prescrits par le Code civil pour la sûreté des propriétés des mineurs sont parfaitement bien vus, et sont absolument nécessaires; mais il faut aussi pouvoir à ce qu'ils ne soient pas très-onéreux, surtout pour les habitants de la campagne, dont la fortune médiocre ne supporterait pas la multitude de frais qui nécessitent des actes que la loi exige, sur quoi il n'est fait aucune distinction entre les successions opulentes et celles dans lesquelles le passé réduit à peu de chose la portion qui peut revenir aux mineurs.

Une autre réflexion se présente encore: il faut que la loi soit exécutée dans tous ses points; cependant ses dispositions les plus sages seraient tou-

jours éludées, lorsqu'un citoyen se trouvera dans une position telle qu'il ne puisse ou sortir sans s'exposer à des peines ou à faire le sacrifice d'une partie de sa fortune.

Lorsqu'il n'y aura point de contrat de mariage, et que la femme arrive souvent à la campagne et dans la classe la moins usée, la communauté se partagera par moitié entre le survivant et les enfants ou les héritiers du prédécédé. Il faudra un inventaire et toutes les autres opérations prescrites par la loi; et le survivant ne fait pas perdre à l'aventure dans les trois mois, il sera privé de la tutelle et de l'usufruit du bien de ses enfants, disposition pénale d'un côté; de l'autre, il calculera les frais des différents actes auxquels il devra faire procéder, ainsi que les droits de toute nature à la charge des successions: il arrivera que, pour éluder l'un ou l'autre, on il ne fera point d'inventaire, ou, s'il en fait un, il recréera une partie des effets pour s'indemniser; et en définitive les mineurs seront toujours lésés, car l'augmentation du recelé n'est pas même un moyen suffisant pour garantir les mineurs.

Il conviendrait peut-être, pour parer à cet inconvénient, et pour inciter l'exécution de la loi, de réduire au droit fixe de 50 centimes l'enregistrement de tous les procès-verbaux, soit d'élision de tuteur, et de disposition de scellés ou autres de quelque nature qu'ils soient, faits à la diligence des tuteurs, et pour l'administration des biens des mineurs;

De réduire le droit d'enregistrement des inventaires, et de ne le percevoir que sur l'actif mobilier de la succession, et d'après l'indication du passif et des autres charges;

De réduire au droit fixe de 25 centimes l'enregistrement et des citations données aux parents pour la convocation des conseils de famille, à quelque nombre qu'ils soient portés par le même exploit;

De réduire au même droit l'enregistrement des affiches faites pour parvenir à la vente ou au loyer des biens des mineurs;

De supprimer les droits résultant des successions directes et entre conjoints; de ne les laisser subsister que pour les successions collatérales, et pour les biens immobiliers seulement;

Il est à noter que toutes les opérations du juge de paix et de son greffier seront faites gratuitement, lorsque la succession ne présentera pas, après déduction des charges, un petit de 3,000 francs. par ce moyen il n'existerait plus un intérêt assez fort, soit pour se soustraire à l'exécution de la loi, soit pour enlever une partie de la succession.

On se dit parfaitement que de telles dispositions ne doivent pas faire partir du Code civil; cependant, comme elles sortent naturellement de l'examen que l'on a dû faire des formalités prescrites pour la régle de la conservation des biens des mineurs, et qu'elles tendent même à faciliter l'exécution de la loi, le tribunal a cru devoir les présenter au Gouvernement qui, dans sa sagesse, les prendra sûrement en considération.

### TITRE X.

#### CHAPITRE II.

Art. 1. Les cas de l'interdiction se trouvent énoncés à l'égard d'unhérédité, de démence ou de fureur; la prodigalité et la dissipation sont une ne devraient-elles pas être assujetties? Un jour, un ivrogne, l'homme vicieux et crapuleux, ne se trouvent-ils pas dans un état de démence et de fureur routiniers? Les lois doivent-elles moins de pitié à ceux que leurs passions rendent incapables de jour de la raison, qu'à ceux imbeciles et ceux farieux

unquels la nature l'a refusée, surtout si le disposant a des enfants? Ne serait-ce pas même une conséquence de la loi, qui défend de disposer de la totalité de ses biens, et qui veut que toujours il en soit réservé une portion aux héritiers? Car si elle interdit de donner une partie d'un bien de la portion disponible, à plus forte raison doit-elle empêcher le disposant de consacrer sa propre main et celle de ses enfants; ne devrait-on pas au moins l'empêcher d'un emploi donné par autorité de justice, sans lequel il ne pourrait ni engager, ni aliéner ses immeubles?

#### LIVRE II. DES BIENS.

Art. 8. Les récoltes pendantes par racines sont immeubles.

Deux questions se posent, les fruits pendants par racines étaient attachés à compter du moment où ils étaient cueillis, cette époque était au moins ou plutôt, suivant la nature des récoltes, et d'après le climat — ce principe ne doit-il pas être consacré, surtout à l'égard des créanciers et des propriétaires des terres, et autres biens immeubles? Car souvent la saison des fruits pendants qui racines subsistent, à défaut d'autres meubles, peut procurer le paiement des créanciers, au lieu que, les fruits n'étant attachés que lorsqu'ils sont séparés de la terre, il serait très facile aux débiteurs de manière de les faire disparaître, et de laisser ainsi le propriétaire du seul gain qui lui est affecté; car une fois cueillis, et d'après le principe que les meubles n'ont pas de suite par leur destination, si le vendeur en a disposé, le privilège du propriétaire devient illusoire, s'il n'est reconnu, à la suite de la loi, que les fruits soient séparés de sa propre propriété; procédure longue, dispendieuse, et même d'une nature extraordinaire, puisqu'on verrait un propriétaire sans réellement de fruits perçus sur sa propriété, et enlever ainsi une distinction entre le fonds et la superficie, quoique de même nature d'après la loi. Si, au contraire, on permettait la saisie immobilière sur les fruits aux époques fixées par les règles des lieux, le propriétaire pourrait exercer des droits sur son terrain, qui souvent n'a pas d'autres propriétés; son pays et le privilège que la loi lui accorde seraient sauvegardés.

Colmar, le 11 prairial an IV de la République française, une et indivisible.

Les membres du tribunal d'appel sont à Colmar,

Séjour, président, FRIEDL, SALMON, ALGER, REUFELT, TRIBBLE, et VASSIER, JURY, SAUBIN; ANTONIN LINT, commissaire du Gouvernement; JOUELIN, greffier.

#### LIVRE III. DES PERSONNES GÉNÉRALES.

Art. 1<sup>er</sup>. La propriété des biens s'acquiert par la puissance paternelle; il en est parlé au titre des testaments.

Il paraît à priori de dire que la propriété des biens s'acquiert par la puissance paternelle, et dans le titre des testaments, sur lequel se fonde ce principe, il n'en est pas parlé. Or, en parcourant ce titre en entier, on n'y voit rien qui, par le fait de la puissance paternelle, le père puisse acquérir une propriété quelconque dans le lot de ses enfants. Il n'y a que le testateur et la puissance de fructifier jusqu'à leur majorité qui lui soient attribués, c'est-à-dire celle de la puissance paternelle, soit-elles subordonnées à l'assemblée de famille, dans le cas où il peut y avoir de secondes

#### CHAPITRE II.

Des qualités requises pour succéder.

Art. 12. « Sont incapables de succéder,

1<sup>o</sup> Celui qui n'est point né, ou conçu, à l'époque de l'ouverture de la succession.

2<sup>o</sup> Celui qui n'est pas né, il paraît qu'on devrait distinguer : celui qui n'est pas conçu est un être de raison; mais un individu peut être conçu et n'être pas au moment de l'ouverture de la succession. Au premier cas, l'article est inutile; dans le second cas, la loi détermine à quelle époque il faut qu'il ait été conçu pour pouvoir succéder.

#### TITRE PREMIER Des successions.

Art. 61. « En cas de contestation de la part de l'enfant naturel, soit sur la valeur totale de la succession, soit sur la suffisance des offres qui lui sont faites, il est procédé en justice à la liquidation de la masse, ou à l'estimation des objets dont la valeur est contestée. »

« Les frais de cette liquidation sont avancés par l'enfant naturel, et supportés en définitive par celui qui succède. »

Il paraît très rigoureux d'obliger un enfant naturel, qui n'en peut supporter aucune raison sans l'homme le plus modeste, et déjà réduit à une position très-misérable dans la succession, de faire l'avance des frais de la liquidation à l'égard d'un héritier légitime et en possession de la même succession. Ne serait-ce pas mettre cet enfant naturel à la merci de l'héritier, qui pourra le laisser par des raisons diverses, le mettre dans l'impossibilité de lui payer ses salaires, et le forcer enfin à transiger d'une manière désavantageuse avec lui? D'autant plus, au lieu de faire supporter les frais de la liquidation en définitive par celui qui succédera, ne serait-il pas plus naturel et plus juste que ces frais fussent payés sur la masse de la succession? car il pourrait arriver que la portion de l'enfant naturel serait absorbée ou enlevée par les frais, s'il avait le malheur de succomber en soutenant une prétention peut-être juste au fond, mais dépendante d'une expertise longue et coûteuse.

Art. 77. Cet article ne s'explique pas suffisamment, s'il entretient que l'acte en possession n'est que provisoire pendant trois ans, et de finit après ce temps. Dans ce cas, il faudra dire : La caution est déchargée, et l'époux aura au demeurant propriétaire incommutable de la succession. Dans le cas contraire, il faudra dire après quel délai l'héritier qui se présente sera exclu.

Art. 78. Il en est de même de cet article : après trois publications consécutives en quinzaine, c'est-à-dire après un délai de quarante-cinq jours, la liquidation sera mise en possession des biens. Mais cette possession sera-t-elle définitive ou seulement provisoire? L'héritier peut dire alors en payant, dans les colonies; ou le supposant même résidant en France, il est étranger que de délai de quarante-cinq jours et de publications particulières faites dans une commune ne sont pas suffisants pour lui faire part de la reconnaissance de l'ouverture de la succession. Pourquoi y a-t-il différence en ce genre entre l'article 77 et le 78 qui suppose un privilège en faveur de la République? En tout cas, il doit être déterminé d'une manière positive et conforme aux principes établis dans la rédaction des titres, soit des obligations, soit des prescriptions, le temps que doit durer la possession provisoire, qui préjuge la restitution des fruits à l'égard de l'héritier qui se présente,

et l'héritier en possession définitive, qui exerce ce même héritier, et qui doit faire acquiescer la pleine propriété à la République.

Art. 55. Cet article s'exprime en ces termes : « Les héritiers qui ont recueilli, ont, pendant le même temps, le droit de reprendre la succession, pourvu toutefois qu'elle n'ait pas encore été acceptée par un autre héritier. »

N'y devrait-il pas être déterminé, à la suite de cet article, la forme d'acceptation dans le cas prévu, c'est-à-dire par un autre héritier, lorsque l'héritier de droit aura renoncé? car la forme d'acceptation générale des successions parties par les articles 81 et 85 ne peut être applicable en s'agissant de substituer un héritier à la place d'un autre, celui qui voudrait se mettre en lieu et place de l'héritier qui a renoncé, pourrait facilement le priver de la loi, en produisant une acceptation tacite, ou même expresse, mais faite à l'insu du premier héritier. L'acceptation de celui qui veut être substitué à l'héritier renoué, ne doit-elle pas être faite après sommation à celui-ci de se déclarer, ou au moins insérer son le registre destiné à recevoir les renonciations aux successions? Mais une telle acceptation aurait une date certaine.

Art. 113. « Dans le cas où il y avait contestation entre le défunt et un tiers, le tribunal saisi de la contestation peut nommer le curateur. »

« Si le curateur veut exercer une action en vertu de la succession, le curateur est nommé par le tribunal de première instance du lieu où la succession est ouverte. »

Cet article peut présenter des difficultés dans son exécution. On suppose qu'un particulier de Colmar est un procès avec un éditeur de Besançon; ce procès est pendu au tribunal de Besançon; le parti chef de Colmar meurt; sa succession est vacante; le tribunal de Besançon nommera le curateur qui, en vertu de l'article 124, administrera la succession. Le curateur de Besançon qui, par le résultat du procès, deviendra créancier de la succession, exercera ses droits contre ce premier curateur; mais s'il a quelque monde nouveau à former, ou si quelque autre curateur se présente alors, et comme la succession sera ouverte à Colmar, le tribunal de cette dernière ville nommera un autre curateur, en sorte qu'il y aura deux curateurs pour la même succession. Comment sera réglée leur administration respective?

## TITRE II.

### Des conventions.

L'article 6 de la première chapitre de ce titre veut que cause lie de dans l'obligation.

L'article 33 dit que la convention n'en est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée;

Et l'article 31, que l'obligation sur une fausse cause est nulle.

Il résulte de tout cela que la cause est de l'essence de la convention, mais qu'il n'est pas nécessaire qu'elle soit exprimée. Pourquoi, au contraire, ne pas ordonner que la cause sera exprimée, puisque, si la cause est fautive, la convention sera nulle? Ce défaut d'expression de la cause donnera lieu à bien des difficultés. Si l'on voulait que l'obligation n'est pas cause, ou que la cause est nulle, il faudrait donc admettre la preuve par témoins contrairement aux dispositions de l'article 210, qui porte : *La preuve testimoniale n'est point admise contre et contre le contenu de l'acte.* Il paraît plus régulier de donner aux parties et

entière aux actes, lorsqu'ils contiennent tout ce que la loi a déterminé pour leur validité (sans l'exception de l'acte), plutôt que de recourir à des preuves testimoniales qui s'offrent pas toujours la vérité pour révéler.

Art. 67. « Toute convention d'une chose impossible ou contraire aux bonnes mœurs, ou prohibée par la loi, est nulle, et rend nulle la convention entre-vifs qui en dépend. »

« Il en est autrement dans les dispositions testamentaires. »

Cet article paraît mal rédigé, en ce que, au premier aspect, on pourrait croire que, dans les dispositions testamentaires, on pourrait insérer des conditions contraires aux bonnes mœurs, etc. Le vrai sens de l'article paraît être que l'insertion d'une chose impossible ou prohibée dans un acte entre-vifs, après la mort de la totalité de l'acte; ou bien que, dans un testament, cette seule chose est nulle, et l'acte subsiste pour toutes ses autres dispositions légales; cependant, comment pourrait-on dire ce contraire avec les dispositions de l'article 34 du titre IX, qui porte : « Dans toutes les dispositions entre-vifs ou à cause de mort, les conditions impossibles, celles qui sont contraires aux lois ou aux mœurs, sont réputées non écrites. » Ce qui a fait croire que, dans l'un comme dans l'autre de ces actes, la clause seule est nulle, sur quoi peuvent donc tomber ces expressions de l'article 67 : *Il en est autrement dans les dispositions testamentaires?*

Art. 79. La condition rétroactive est toujours sous-entendue dans les rentes hypothécaires.

« La partie vis-à-vis de laquelle l'engagement n'a point été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de l'obligation, s'il est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts. »

Les dispositions de cet article ont-elles ou non lien à l'égard des contrats de vente?

L'article 34 porte : « Des l'instant que le propriétaire a contracté, par un acte authentique, l'obligation de donner ou livrer un immeuble, s'il en est expressément, l'immeuble ne peut plus être saisi que par ses créanciers. »

On voit, au titre IX de la vente, art. 8, que la promesse de vente vaut vente; qu'elle est accomplie dès qu'elle est convenue de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ou le prix payé.

Cependant, d'après l'article 79 ci-dessus transcrit, le vendeur ou l'acquéreur ayant l'option de demander l'exécution de la vente ou de provoquer la résolution, l'option qui contraindrait le vendeur à livrer la chose est consommée par le seul consentement; car si la promesse de vente vaut vente, l'une des parties ne peut que poursuivre l'exécution du contrat; sauf, en cas d'impossibilité, à réduire la demande de dommages-intérêts; mais si, par exemple, le vendeur peut l'offre d'exécution le contrat dans lequel il aurait apporté du retard, l'option ne devrait pas être déléguée à l'acquéreur.

## TITRE III.

### Des quasi-délits.

#### SECTION II.

Art. 11. « S'il est fait sur ou par suite de l'eau, ou quelque chose qui produise un dommage, d'une maison habitée par plusieurs personnes, c'est celui seul qui habite l'appartement d'où l'eau a été jeté, qui est tenu du dommage. Si l'eau a été jetée par plusieurs personnes, si en l'acte, tous sont solidement responsables. »

Cet article paraît trop étendu, et trop à l'avantage des propriétaires ou principaux locataires, s'il suffit d'imposer d'où la chose louable a été prise pour condamner tous les locataires solidaires à payer le dommage, même à ceux qui habitent des appartements d'où il n'est impossible que ce dommage lui arrive ; il paraît tout plus convenable de rendre le propriétaire ou principal locataire responsable, sans son recours contre celui des locataires du même qui aurait commis le fait ; parce que c'est au propriétaire à veiller sur ses locataires, ceux-ci n'étant soumis qu'à une inspection les uns sur les autres.

#### TITRE V.

##### Cautionnement.

Art. 8. Cet article 8 ne concerne pas sous doute que la caution simple ; car les obligations de la caution solidaire sont déterminées par l'article 7 qui précède.

Il résulte donc des dispositions de l'article 8 et des sur-actes, que la caution simple doit requérir la discussion du débiteur principal ; ce qui suppose déjà que, contrairement aux principes actuels, on peut obliger la caution simple avant le principal débiteur ; que la caution doit indiquer au créancier les biens du débiteur, et faire l'avance des frais de la discussion, sans quoi il peut être dit qu'il lui-même, que le créancier n'a pas même tenu de discuter les biens du débiteur à sa dette et rendus à des tiers. L'article 11 ajoute que le créancier qui a négligé de discuter les biens qui lui sont indiqués, n'en a pas moins le droit de poursuivre la caution, qui pourrait prétendre l'insolvabilité du débiteur, ainsi qu'il est dit dans la section 1<sup>re</sup> ; ce qui semble faire un titre au créancier de sa négligence, pour assurer d'autant plus ses droits contre la caution, et faire tomber sur celle-ci tous les risques de l'insolvabilité et tout le poids de la discussion.

Il paraît certain que si tous ces articles étaient adoptés, la condition de la caution simple serait beaucoup plus onéreuse que celle de la caution solidaire ; car elle est telle qu'en prenant un engagement solidaire, elle contracte l'obligation de payer au choix du créancier ; mais la caution simple ne sera jamais à quoi s'île s'engage. On ne peut se dissimuler que la grande inégalité du poids d'un engagement solidaire par rapport à celui de la caution simple, dont il ne faut pas s'étendre spécialement ; qu'un individu, en se rendant caution simple, n'entend jamais que garantir la solvabilité actuelle de celui qu'il cautionne, et n'est nullement qu'après la discussion entière de celui-ci ; il sera néanmoins, sans le vouloir, soumis à toutes les dispositions que l'on veut lui transmettre. Cependant on est convenu que si l'on expliquait ces dispositions à cet individu, qu'on lui dit positivement qu'il se rendait caution simple, il consentirait de quitter la discussion des biens du débiteur et d'en avancer les frais, d'indiquer au créancier les biens du débiteur, qui pourrait cependant se plaindre de les discuter, et qu'on demandait si cela toujours permet de l'insolvabilité ; on est parvenu, dit-on, qu'il n'accepterait pas de tels engagements ; d'où l'on peut conclure que les engagements seraient rares, et que le commerce, l'industrie, et les transactions particulières, en souffriraient.

#### TITRE VI.

##### Privileges et hypothèques

##### SECTION II

Art. 10, nombre 1. « Les architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers, etc. »

Cet article, trop général, est susceptible de quelques exceptions. Il peut être appliqué sans inconvénient, dans les grandes communes, pour les constructions à neuf, pour les réparations importantes ; mais si l'on a des réparations de peu de conséquence, les formalités qui sont prescrites deviendront coûteuses ; elles annuleront au propriétaire, de la part de l'ouvrier, une débauche, et par l'insouciance du propriétaire, un avantage du maître est de ses facilités ; ce qui apporterait beaucoup plus de difficultés à la construction de semblables ouvrages. L'article pourrait donc s'appliquer pour toutes les constructions ou réparations qui seraient de quelque importance ; au-dessous de cette somme, le privilège pourrait être consenti à l'entrepreneur ou au maître, en justifiant d'un traité par écrit, ayant une date certaine.

##### SECTION IV.

Art. 30. « Il ne peut plus être créé d'hypothèque sur un immeuble par celui qui l'a aliéné, positivement à l'exception faite par acte authentique. »

Cet article fait naître la question de savoir si un acte sous signature privée est transférent de propriété.

L'article 219 du titre II des conventions porte : « Les actes sous signature privée n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, ou du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui l'ont souscrit. » L'autre de l'article 219 relatif à ces sortes d'actes porte encore que, « pour opposer un effet contre celui qui l'a souscrit, il faut que le signataire soit reconnu. »

L'article 28 du même titre s'exprime ainsi : « Si l'insinuation que la propriété a contracté par un acte authentique l'obligation de donner ou de lui servir un immeuble, il en est excepté ; l'insinuation ne peut plus être sans serment, l'insinuation quel en fait judiciairement est utile, etc. » L'article 295 dit aussi l'acte authentique : « C'est celui qui est reçu par un officier public, etc. »

Enfin on a vu, par l'article 39 ci-dessus transcrit, qu'il ne peut plus être créé d'hypothèque sur un immeuble par celui qui l'a aliéné, positivement à l'exception faite par un acte authentique.

De toutes ces dispositions, il paraît résulter que la seule route par acte authentique et la propriété, puisque c'est par un tel acte que le créancier s'est réellement exproprié.

S'il résulte encore de l'article 39 qu'on ne peut plus créer d'hypothèque sur un immeuble aliéné par acte authentique, l'on doit en conclure qu'on peut créer une hypothèque sur un bien vendu par acte sous signature privée ; donc un acte sous signature privée ne transfère pas la propriété, donc encore l'acquiescement par un acte notarié, quoique positif, doit avoir la préférence sur celui qui ne peut être en vertu d'un acte authentique ; cependant, dans un tel cas, que deviendra l'article 219, qui porte que l'acte sous signature privée aura date contre des tiers du jour de son enregistrement ?

Il paraît qu'il devrait être déterminé d'une manière formelle si l'acte authentique doit avoir la préférence sur un acte sous signature privée, d'une date certaine, insinuation, constatée par l'enregistrement, ou si ce dernier acte, resté de cette formalité, transfère la propriété.

Art. 50. Cet article établit en la cor d'un créancier contre un autre créancier un privilège qui ne paraît fondé ni sur la raison ni sur la justice. Ce

particulier acquiesce un bien hypothéqué; il en emploie le prix au paiement de créanciers antérieurs et privilégiés, il est par conséquent subrogé en leurs droits. Survient un autre créancier, auquel l'article 50 donne l'option (sans examiner si cet acquiesce a payé le juste prix ou non), au de rembourser, ou de vendre l'immeuble à un prix excédant le montant des créances, à charge de donner caution; ou courrait-ils si, au lieu de l'alternative ou, on avait mis la conjonction et, et ne serait plus un privilège, mais que la loi a pu empêcher que l'immeuble a été vendu à vil prix, au préjudice des créanciers postérieurs en ordre, et qu'il émit incertain s'il est établi en ce cas une espèce d'enchère, comme elle a lieu lors de l'extinction d'un contrat au mépris des hypothèques.

Mais en laissant, comme le prévoit l'article 50, l'option au créancier, ou de rembourser l'acquéreur, ou de vendre l'immeuble à un prix supérieur, il en résulte, comme on l'a déjà dit, un privilège en faveur du créancier postérieur, contre le tiers acquiesceur devenu créancier antérieur par l'effet de la subrogation, si l'immeuble a été vendu à sa juste valeur, ou bien au cas qu'il ait nécessairement de prêter; car un acquiesceur qui se trouvera dans le cas prévu par l'article 50, et après nombre d'années de possession d'un immeuble qu'il aura approprié à son commerce, à son industrie, s'en trouvera dépossédé par un créancier de mauvaise humeur, qui se trouvera profiter d'un avantage que rien de nature à le faire acquiesceur, si l'immeuble n'est pas d'une valeur supérieure au prix de l'acquisition; il conviendrait donc, en supprimant l'option ou l'alternative, de n'admettre le créancier à la faculté d'évincer l'acquéreur, qu'à charge par lui de vendre l'immeuble à un débiteur en sus du prix de la première acquisition, et en laissant caution; alors il ne sera préjudicé ni aux droits du tiers acquiesceur ni à ceux des créanciers postérieurs en ordre ou hypothéque.

Art. 112. « Le délaissement par hypothèque doit être fait au greffe et reçu au paiement, il est aux frais du délaissement, sans son cours. »

Peroquel le délaissement, qui est souvent un acquiesceur de bonne foi, frappe-t-il l'acquéreur des frais du délaissement? Sa condition n'est-elle pas déjà dure? Ces frais ne devraient-ils pas être avancés par le poursuivant, qui ne cesse de les récupérer en définitive sur le prix des biens? au lieu que le prétendu recréancier qui l'on réserve au délaissement ne serait qu'un insou, parce qu'on peut, avec raison, opposer le débiteur ordinaire solennellement insolvable, lorsque l'on procède à la discussion sur des tiers acquiesceurs.

## TITRE VII.

### LETTRES DE RATIONNEMENT.

Le chapitre iv de ce titre établit que, lorsqu'un acquiesceur a exposé son contrat au tableau, il peut évincer le tiers détenteur de la faculté de ratification, tant créancier hypothécaire, qui a formé préalablement opposition entre les mains du conservateur des hypothèques, peut s'enrichir, sans à l'acquéreur à conserver en fournissant le prix de la dernière enchère.

Cette faculté est donnée aux créanciers pour empêcher un débiteur de vendre ses biens à vil prix, au préjudice ceux qui ont hypothéqué.

Cependant une telle disposition, qui est générale, qui ne porte aucune exception, et qui n'exprime pas les cas dans lesquels elle peut avoir lieu, pourrait entraîner des abus. Par exemple, un particulier expose son contrat d'acquisition, non seul

créancier, ou même plusieurs, mais dont les créances réunies sont beaucoup au-dessous du prix de l'acquisition, et qui ont la certitude d'être payés sur le prix, pourvu qu'ils usent de la faculté de s'enrichir? En supposant l'alternative, puisqu'il n'est pas le contraire, le moyen de punir les hypothèques par des lettres de ratification serait illusoire, car le créancier naïf, et d'une somme de 5,000 fr. s'enrichirait, pourrait évincer l'acquéreur d'un domaine de 20,000 fr., et se mettre à sa place, en ajoutant d'un dixième, sous le seul prétexte que sa qualité de créancier lui donne le droit de s'enrichir, et sans examiner si le prix de la vente suffit ou non pour le payer, ou même si la dette est exigible ou non.

Mais une autre circonstance peut se présenter. Un particulier achète un bien pour 30,000 fr.; il met son contrat au tableau : des créanciers se présentent, ils l'ont fait enchérir; par l'effet des enchères, le prix de la vente se porte à 40,000 fr. Le premier acquiesceur déclare conserver, ou procède à l'ordre entre les créanciers; le total des droits s'élève à 35,000 fr.; tous les créanciers sont payés; il reste 5,000 fr. libres; à qui appartiennent-ils? au vendeur ou au vendeur? mais l'acquéreur lui répondrait que la vente avait été consommée avec lui, conclue pour 30,000 fr., qu'il ne lui doit rien au-delà; et que si la loi a permis des enchères, c'est au profit des créanciers seulement; que ceux-ci étant payés, le vendeur a plus rien à prétendre, avec d'autant plus de raison que cet excédent de prix n'indique pas une lésion manifeste. Ce raisonnement de l'acquéreur sera-t-il fondé?

## TITRE VIII.

### Vente forcée des immeubles.

#### SECTION II.

Art. 114. Il semble qu'il peut résulter des inconvénients de mettre les frais judiciaires à la charge de l'adjudicataire sans les déterminer, parce qu'il peut arriver que, dans l'incertitude de leur montant, il ne puisse pas s'engager à la valeur de l'immeuble exposé en vente, en bien, au contraire, qu'il alloue de la réquisition et annule les frais judiciaires sans frais. Pour payer à ces inconvénients, et puisque également et en dernier analyse les frais judiciaires s'acquiescent aux dépens de la masse par la moins-mise des acquiesceurs, en leur considération, on pense qu'il serait plus utile de mettre tous les frais à la charge de la masse, d'autant plus que ce serait éviter les discussions et les difficultés entre les enchérisseurs, pour savoir de combien chacun aura à y contribuer au prorata de ses mises.

## TITRE IX.

### Des donations et testaments.

Art. 115. L'exemple posé en cet article paraît inapplicable, parce qu'il est impossible, d'après l'article 49 du titre I<sup>er</sup> du livre, section v, qu'un ou le du défunt puisse contracter avec son veuve, presque, si le défunt ne laisse ni descendants, ni père ni mère, la succession est dévolue en premier ordre et en entier aux frères et sœurs perennes survivants, ou aux descendants d'eux; ce qui ne permet pas d'entrevoir le cas où l'oncle du défunt puisse contracter, dans la succession, avec un descendant d'un frère ou d'une sœur du même défunt.

Art. 116, 117 et 118. D'après ces articles, l'héritier peut exercer l'action en réduction, même contre les tiers détenteurs des biens, si le donataire les a aliénés.

Mais si l'acquéreur, ou tiers détenteur, a obtenu des lettres de ratification, quels seront alors les droits de l'héritier ? Sera-t-on que celui-ci devait former opposition pour la conservation de ses droits, dans le cas où, lors de l'ouverture de la succession du donateur, il serait jugé qu'il y a lieu à rapport ?

Mais d'abord l'héritier présomptif a-t-il le droit, pendant la vie du donateur, de former une telle opposition pour des droits purement éventuels ? Qu'il serait l'effet d'une semblable opposition, si elle pouvait avoir lieu ? De priver le donateur de la liberté de vendre, contrairement à la loi, qui le lui permet ; car, sur toute opposition, l'acquéreur ne se départissant pas du prix de la vente, ou bien il provoquerait sa résiliation, faite par le vendeur du pouvoir faire rayer l'opposition.

Mais l'héritier présomptif peut être mineur et sous la puissance du donateur.

Mais enfin ce l'héritier présomptif peut n'être pas né au moment de l'ouverture des lettres de ratification ; car n'est l'existence des enfants au moment du décès du donateur, qui détermine le rapport et sa quotité ; et l'on ne peut pas faire valoir les droits d'un être de raison.

Une question encore à formuler, est celle de savoir si le donateur ou son acquéreur peuvent prêter contre l'union de ses héritiers ; car l'union n'étant ouverte qu'au décès du donateur, il est possible que l'un ou l'autre ait pu produire trente ans avant ce décès.

Art. 31 et 35. A quel signe ou caractère reconnaîtra-t-on l'acte déguisé dont parle l'article 31 ? Si la seule présomption établie par la loi pouvant suffire, il serait interdit aux personnes démenties en l'article 34 de contracter à titre onéreux. L'objet étant des plus importants, il paraît que la loi devrait s'expliquer davantage.

Art. 103. Par cet article, l'héritier n'est pas tenu de dégraver la chose léguée, si elle est grevée d'une hypothèque spéciale pour une dette de la succession, ou même pour la dette d'un tiers. Qu'entend-on par le mot *dégraver* ? Il y a plusieurs manières de dégraver un héritage grevé d'une hypothèque : 1° par le paiement de la dette ; 2° en transférant l'hypothèque sur un autre immeuble.

Entend-on, par les dispositions de cet article, que le légataire sera tenu de payer la dette ? Mais l'article 110 qui suit dit que le légataire à titre particulier n'est point tenu des dettes de la succession, sauf la réduction du legs et l'action hypothécaire des créanciers. Ces dernières expressions ne veulent pas dire non plus que le légataire paiera la dette, mais qu'il pourra souffrir l'action hypothécaire des créanciers, et l'héritier chargé des dettes de la succession en paie pas, ou si les biens ne suffisent pas. Ce raisonnement s'applique aussi à l'article 103. Ainsi, si la loi entend que le légataire sera tenu de payer la dette hypothéquée spécialement à une chose léguée, il est nécessaire que cela soit exprimé d'une manière formelle.

## TITRE X.

### CHAPITRE PREMIER.

[Sur le titre X, voyez l'observation sur la disposition générale qui termine le Code civil.]

Art. 5. Par cet article, il est voulu que les conventions matrimoniales, réduites avant la célébration du mariage, ne puissent plus être écartées après. Le motif de cette disposition paraît être de prévenir les discussions et les mécomptes si ordinaires entre époux, quand l'un ou l'autre croit avoir un intérêt à changer telle ou telle

disposition de leur contrat de mariage, que l'autre, au contraire, croit avoir un intérêt de maintenir. Mais quand il n'y a point eu de conventions matrimoniales avant la célébration, cette omission n'empêche-t-elle l'exclusion d'un conjoint après, et la communauté légale aura-t-elle lieu nécessairement ? C'est ce qui n'est pas purement déterminé par cet article et les suivants ; il serait cependant nécessaire que cette loi, pour éviter les contestations qui pourraient naître de sa silence sur la loi ; renfermât il même de grandes innovations de permettre à des époux à qui la modicité de leur fortune ne donnait aucun intérêt de revenir de leurs actes d'en faire rédiger lorsque le changement de leur fortune leur en fait sentir la nécessité ?

## CHAPITRE II.

### SECTION II.

Art. 11. Il est dit dans la section précédente, qu'à défaut de contrat de mariage, la communauté légale des biens aura pour ses parts et portions, soit pour les profits, soit pour les pertes. L'article 11 de la présente section ajoute : « La communauté se compose activement de tout le mobilier que les époux posséderont au jour de la célébration de leur mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit pendant leurs vies, à titre de succession. »

Une loi de restrictions prouverait mieux de la disposition de cet article, en ce que si le mot *mobilier*, pris généralement, comprend tous les effets qui de leur nature ne sont pas immeubles : c'est-à-dire par *mobilier*, l'acquéreur comptant, les dettes actives et passives, ou toute de mobilier, argenterie, bijoux et autres objets précieux, que l'un des époux peut posséder au moment du mariage, ou acquérir par succession ? ou on les y comprendrait-on pas ? ou bien ce mot *mobilier* ne doit-il s'entendre que des objets mentionnés en l'article 20 du titre I<sup>er</sup> du livre II ?

### SECTION III.

Art. 31. Cet article contient cette phrase : « Il n'est pas permis de faire une donation entre-vifs du mobilier, sous condition *redoublée* de survivre. »

Cela ne se comprend pas ; il y a sans doute une faute d'impression ; il ne peut pas y avoir une condition *redoublée* avec réserve d'usufruit. Si entre les mots *redoublée* et *avec*, se trouvait *et*, alors cette phrase aurait un sens.

Art. 38. Le mari ne peut faire des biens des immeubles appartenant à la femme, qui excèdent sa part.

Ne comprendrait-il pas d'ajouter, *sans son consentement* ? sans quoi cet article serait trop général ; car si le mari peut aliéner les biens de la femme avec son consentement, à plus forte raison peut-il faire, avec ce consentement, un bail au-dessus de tout aux.

## SECTION IV.

### DISTINCTION II.

Art. 52 et 57. La séparation de biens ne devrait-elle pas être prononcée contradictoirement avec les créanciers, comme antérieurs, ou même l'un d'eux a-t-il pu le faire ? Car la liberté qu'un être laisse, sans l'article 57, d'intervenir, peut être illusoire, et la séparation prononcée avant que les créanciers aient connaissance de la demande et s'y opposent.

## TITRE XI.

### PREMIER.

Art. 8. « La promesse de vendre *quod visum*,

• lorsqu'il y a consentement réciproque des deux parties sur la chose et sur le prix.

Art. 9. « Si la promesse de vendre a été faite avec des arrhes, chacun des contractans demeure maître de s'en départir. »

N'y a-t-il pas contradiction entre ces deux articles ? Le dernier suppose que la promesse de vendre ne vaut pas vente, tandis que le précédent dit le contraire. Les arrhes sont données ordinairement en signe de la vente et pour confirmer la promesse de vendre : il en serait autrement si les arrhes étaient données par forme de peine et de dédit : dans le premier cas, tout à-compte donné sur ce prix d'une vente serait réputé arrhes, et le signe de la ratification de la promesse de vendre deviendrait un titre pour sa résiliation. Il est donc nécessaire de distinguer et surtout de déterminer dans quel cas les sommes données sur le prix d'une vente seraient réputées arrhes.

## CHAPITRE IV.

## SECTION II.

## DESTINATION II.

Art. 68. « Si la chose a péri par cas fortuit, ou par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur, et il n'en sera pas moins tenu, envers l'acheteur, à la restitution du prix et aux autres dédommagements expliqués dans les deux articles précédents. » Il semble qu'il devrait être fait ici une distinction entre la perte de la chose vendue, par cas fortuit, ou par suite de sa mauvaise qualité ; car, au dernier cas, c'est la faute du vendeur qui occasionne la perte, tandis que, dans la perte par cas fortuit, il se peut qu'il n'y en ait pas de sa part, et que, pour l'en rendre responsable, il devrait être acté après qu'il a été constaté en demeure de livrer la chose vendue, et jamais après la tradition, à laquelle époque la vente est véritablement parfaite, consommée, et la chose vendue en la possession de l'acheteur. D'après cela, pour éviter toute interprétation douteuse, il semble que cet article devrait être rédigé ainsi :

« Si la chose vendue a péri par cas fortuit, ou les malis du vendeur, après le terme stipulé pour sa délivrance ou après avoir été constitué en demeure de la délivrer, ou par suite de sa mauvaise qualité, son avant, soit après le terme stipulé pour sa délivrance, la perte est pour le vendeur, et il ne sera, etc. »

## CHAPITRE I.

## SECTION PREMIÈRE.

## De la faculté du rachat.

Art. 83. « Tout par le vendeur d'avoir exercé son action de rachat dans le temps prescrit, il en est déchu ; et l'acquéreur demeure propriétaire incommutable. »

Par les termes impératifs de cet article, il en est dechu, on doit croire que la déchéance sera encourue de droit par l'expiration du délai, et qu'il ne sera pas nécessaire de la faire prononcer en justice ; c'est ce sans que l'on devra trouver dans les dispositions de l'art. 83 : cependant d'autres pourraient croire que la déchéance n'est pas de droit, et ils pourraient invoquer, à l'appui de leur sentiment, l'article 83 de la condition résolutoire, qui porte que la résolution doit être demandée en justice, quoiqu'il n'y ait pas d'analogie entre une clause résolutoire et une déchéance. Cependant, pour ôter toute équivoque, on pourrait au par ajouter à l'article 83 ci-dessus transcrit, il en est dechu de plein droit, et sans qu'il soit nécessaire que la déchéance soit prononcée par le juge ?

## CHAPITRE VIII.

## Du transport des ordures, etc.

Art. 110 et 111. Ne devrait-il pas être expliqué par ces articles et notamment dans l'article 111, que c'est dans le cas où la chose serait faite par un acte authentique, ou qu'elle aurait une date certaine sans cela il serait très-facile au débiteur de mauvaise foi de faire une cession simulée ou antidatée pour tromper son créancier.

## TITRE VIII.

## Louage.

## SECTION III.

Art. 50. S'il y a plusieurs locataires dans une maison, tous sont solidairement responsables de l'incendie, sauf la preuve négative qui leur est réservée.

Cet article paraît contraire à l'équité et à tous les principes. Nul ne peut être obligé sans son consentement ; le loi ne peut obliger personne à courir des risques qu'on ne peut prévoir, ou qu'on ne peut éviter sans s'obliger volontairement. Qu'un propriétaire puisse convenir avec ses locataires d'une telle condition, rien n'est plus licite ; mais que la loi oblige en pareil cas, elle serait injuste.

Je suppose apparemment dans une maison (ici s'entend principalement de Paris et des grandes villes), vingt autres locataires occupent la même maison, je ne les connais pas ; ils n'ont pas été admis comme locataires, de mon consentement ; je n'ai aucune surveillance sur eux ; je n'ai aucun droit de les contraindre à prendre les précautions nécessaires pour éviter un incendie. Cet accident arrive cependant ; et par événement, je suis, de tous les locataires, le seul solvable ; je ne puis faire la preuve négative, preuve difficile et presque impossible : le feu a pu prendre de nuit, dans des cheminées qui se chauffent nuit, dans quelque endroit où il n'y a pas de locataires ; et ce sera moi seul qui serai responsable, tandis que c'était un propriétaire à surveiller, et surtout à s'adresser dans sa maison que des gens honnêtes, prudents, solvables, qui, par leur présence, de toutes manières, garantissent leurs actions ! Pourquoi est-il avantageux à considérer au propriétaire qui le dispense de tout soin, de toute surveillance, et qui ne rend, malgré moi, caution d'un individu qu'il lui plaît d'introduire dans sa maison ? Un propriétaire de mauvaise foi pourrait abuser étrangement d'une loi semblable : il posséderait une vieille maison dont la ruine sera prochaine ; mais, à l'aide de quelques malveillants insolubles qu'il y introduira, il obligerait de l'indemniser d'un événement qu'il aura préparé dans le secret, et qu'il fera tourner à son profit. On ferait un volume des inconvénients que cet article peut entraîner. Sans doute un locataire doit être responsable ; mais cette responsabilité doit avoir des bornes, et être réglée d'après des principes de justice. Le propriétaire ne doit pas se borner de son côté à percevoir ses loyers et un revenu considérable de sa maison ; il y a aussi des obligations qui lui sont propres, et dont la loi ne doit pas le dispenser.

## SECTION IV.

Art. 56. « Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou locataire, à moins que la réserve n'en ait été faite dans le contrat de bail. »

Art. 35. Titre XI. de la vente. « La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente. »



« Depuis ce jour tous les fruits pendans appar-  
 tiennent à l'acquéreur, quoique les fonds eussent  
 été enssemencés par un tiers, si le vendeur ne les  
 a réservés, sauf le recours de ce tiers contre le  
 vendeur ».

N'y a-t-il pas contradiction entre ces deux ar-  
 ticles? Le premier décide que l'acquéreur ne peut  
 expulser le fermier, à qui sans doute les fruits  
 appartiennent; le second décide que les fruits  
 appartiennent à l'acquéreur, qui peut aussi ex-  
 pulser le fermier, sans le recours de celui-ci.

#### CHAPITRE III.

##### SECTION I. FAMILIERS.

L'article 112 et les suivants traitent des domes-  
 tiques. Le premier porte que les domestiques  
 attachés à la personne du maître ou au service  
 des maisons peuvent être renvoyés en tout temps  
 sans expression de cause, et peuvent de même  
 quitter leurs maîtres; mais il ne statue pas sur  
 le mode de paiement de leurs gages. Les articles  
 suivants contiennent des dispositions à cet égard;  
 mais comme ils ne parlent que des domestiques  
 attachés à la culture, on pourrait dire que le mode  
 de paiement de ceux-ci n'est pas applicable aux  
 domestiques dont parle l'article 112. Il serait bon,  
 par conséquent, que la loi s'expliquât plus par-  
 ticulièrement.

OBSERVATION sur la disposition générale qui ter-  
 mine le projet de Code civil.

[NOTE. Cette observation peut s'appliquer aussi au  
 titre X, livre III, contrat de mariage, page 250].  
 Elle porte qu'à compter de sa publication les lois  
 romaines, les coutumes, les coutumes générales  
 ou locales, les statuts et règlements, cessent  
 d'avoir force de lois générales ou particulières.

Sous différentes coutumes (comme, par exemple,  
 dans la coutume de Lorraine), il y avait entre les  
 conjoints communauté pour les acquêts seulement;  
 la totalité du mobilier appartenait au survivant,  
 soit qu'il y eût enfants ou non procédés de ma-  
 riage, à l'exception des droits personnels. D'après  
 d'autres coutumes ou statuts locaux, la commu-  
 nauté se partageait des deux tiers au tiers, ou de  
 diverses autres manières, de sorte qu'il en res-  
 tait toujours au survivant un avantage quelconque.

Sont l'empire de ces coutumes, les contrats de  
 mariage n'auraient servi à rien; les citoyens, trouvant  
 leurs intérêts parfaitement réglés par les disposi-  
 tions de la coutume, les avaient adoptées luthé-  
 ralement, en ne faisant aucun convention contraire;  
 ils s'en tenaient, par conséquent, quo les droits  
 respectifs des époux seraient réglés, lors de la  
 dissolution du mariage, par les statuts coutumiers  
 sous lesquels ils l'avaient contracté.

Ainsi n'est restée que des coutumes, des con-  
 tantes et non des coutumes, que les mariages avaient  
 en lieu avant la loi du 17 nivôse an II.

Cette loi a déjà réduit les avantages de l'époux  
 survivant; elle porte, article 13 : « Les avantages  
 » conjugaux ou réciproques, stipulés entre les  
 » époux, encore existants, soit par leur contrat de  
 » mariage, soit par les actes postérieurs, ou qui  
 » se trouveraient établis dans certains lieux, par  
 » les coutumes, statuts ou usages, auront leur  
 » plein et entier effet, nonobstant les dispositions  
 » de l'article 1<sup>er</sup>, auquel il est fait exception en  
 » ce point.

« Néanmoins, s'il y a des enfants de leur union  
 » ou d'un précédent mariage, ces avantages, ou  
 » ces parts pourront en simple jouissance, ne  
 » pourront servir au delà de la moitié du revenu  
 » des biens délaissés par l'époux décédé; et s'ils

« consistent en des dispositions de propriété soit  
 » mobilière, soit immobilière, ils seront restreints  
 » à l'usufruit des choses qui en seront l'objet, sans  
 » qu'ils puissent excéder la moitié du revenu de  
 » la totalité des biens ».

Telle est la première loi qui a restreint les  
 avantages accordés au survivant par les coutumes,  
 et ce qu'elle le prive de la propriété du mobilier,  
 s'il y a survenance ou ruine existante lors du  
 décès, et le réduit à l'usufruit de la moitié qui  
 devait revenir au prédecesseur.

Une telle disposition restreint-elle un droit ré-  
 troactif? Un droit pouvoir soustraire l'affirmative,  
 on ce qu'elle réduit un avantage accordé par la  
 loi sous la loi de laquelle le mariage avait été  
 contracté, et sans lequel les époux n'auraient fait  
 d'autres dispositions, ou qui, sans cette condition,  
 n'aurait pu être pas contracté le mariage :  
 répondant seulement d'est pas partagé d'une  
 manière inanimée dans ces circonstances, la  
 question qui se présente est celle de savoir com-  
 ment seront réglés les droits résultant d'un ma-  
 riage contracté avant la loi du 17 nivôse, sans  
 aucune convention matrimoniale préalable, et  
 dont la dissolution arrivera à présent ou après  
 la promulgation du Code civil; sera-ce d'après les  
 dispositions des coutumes sous lesquelles le ma-  
 riage aura été contracté? sera-ce d'après la loi  
 qui gouvernera les parties lors de la dissolution  
 du mariage?

Il devrait paraître hors de doute que les droits  
 du survivant seront réglés d'après les dispositions  
 des coutumes sous lesquelles le mariage a été  
 contracté, parce qu'il a été le choix et la volonté  
 des parties, à défaut d'autres conventions; cela  
 est conforme à tous les principes.

S'il en était autrement, et si un mariage con-  
 tracté avant la loi du 17 nivôse pouvait être  
 régi, soit d'après les dispositions de cette loi,  
 soit par celles du Code civil, ou aurait cessé de  
 la loi du 17 nivôse un effet rétroactif, qui déjà  
 n'est supprimé en partie par celle du 9 fructidor  
 an III, ou bien l'on donnerait au Code civil l'effet  
 rétroactif qu'il proscrit en termes formels.

Cependant, comme une question de cette nature  
 est très-importante, qu'elle peut être envisagée  
 de différentes manières, et qu'il est essentiel  
 pour le repos des familles qu'elle soit décidée  
 d'une manière expresse, en ce qu'elle intéresse  
 notamment la classe nombreuse des cultivateurs,  
 des gens de la campagne, et des citoyens dont la  
 fortune ne permettrait pas de passer des contrats  
 de mariage, ne conviendrait-il pas d'y avoir un  
 chapitre II, section 1<sup>re</sup> du titre X du contrat de  
 mariage.

Lors de la dissolution d'un mariage contracté  
 avant la loi du 17 nivôse an II, en vertu de la pro-  
 mulgation du Code civil, sans aucune convention  
 matrimoniale préalable, il n'y a pas de coutumes,  
 statuts et usages qui régissent le domaine des  
 époux, leurs droits respectifs seront réglés d'après  
 les dispositions des coutumes, statuts et usages.

Colmar, 1<sup>er</sup> fructidor an IX de la République  
 française, une et indivisible.

Les présidents et membres du Tribunal d'appel  
 sont à Colmar.

Signe : SCHUMMER, ERMANN, ACTER SALOMON, MA-  
 THIEU, FRIED, ELVASSER, ANDRÉ SANDHERR, ANTONIN  
 LAYNE, commissaire du Gouvernement; JOUBAIN,  
 greffier.

## OBSERVATIONS.

DES COMMISSAIRES NOMMÉS PAR LE TRIBUNAL D'APPEL  
SÉANT A DIJON, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

Extrait du registre des délibérations du tribunal  
d'appel.

Les juges composant le tribunal d'appel étant  
à Dijon, convoqués ou la chambre du conseil;

Sont présents les citoyens *Larché*, président;  
*Virely*, *Rudie*, *Baurier*, *Bacé*, *Bijon*, *Moulot*, et  
*Godinet*, faisant par les empêchements du com-  
missaire du Gouvernement.

Le président annonce que le ministre de la  
justice, en adressant au tribunal quatre exem-  
plaires du projet de Code civil, l'a invité par sa lettre  
du 12 de ce mois, dont la teneur est faite, à nommer  
une commission de trois juges, pour examiner ce  
projet, et faire sur les articles dont il est com-  
posé, des observations qui leur paraîtront rai-  
sonnables; et qu'il joint que le ministre desire que ces  
observations lui parviennent dans la première  
décade de prochain.

Le tribunal arrête qu'à l'instant il sera ouvert  
un scrutin pour le choix de cette commission.

Chaque juge ayant voté, on procède au dépouil-  
lement du scrutin: le citoyen *Virely* réunit sept  
voix; le citoyen *Larché*, six; les citoyens *Lesage*  
et *Deloge*, chacun quatre.

Le citoyen *Lesage* étant le plus âgé, le président, et,  
après avoir consulté le tribunal, annonce que la  
commission est composée des citoyens *Virely*,  
*Larché* et *Lesage*.

A l'instant il est renvoyé à chacun des juges  
un exemplaire du projet de Code civil; la qua-  
atrième est déposée au greffe, pour y rester à la  
disposition des autres juges, le tout, conformément  
à la lettre du ministre de la justice.

Signé au registre: *Larché*, président, et *Gous-  
sard*, greffier.

Et depuis, les commissaires s'étant réunis ou  
la chambre du conseil, ont, assistés du greffier du  
tribunal, arrêté de faire, sur le Code civil, les  
observations suivantes.

## LIVRE PREMIER.

## TITRE II.

Art. 27 et 28. Les commissaires observent que,  
par l'article 9 de ce titre, il doit y avoir, dans  
chaque commune, trois registres triplex pour  
l'inscription des actes de naissances, de mariage,  
de divorce et de décès.

Que, par l'art. 11, de ces trois registres l'un doit  
rester en la possession de l'officier de l'état civil;  
le second être déposé au greffe du tribunal civil  
de l'arrondissement dans les vingt jours qui  
suivent l'expiration de l'année; et le troisième  
déposé, dans le même délai, au chef-lieu de l'adminis-  
tration départementale.

Don il suit que deux des registres triplex n'étant  
plus entre les mains de l'officier de l'état civil,  
quand le dépôt ordonné a été fait, il ne lui est  
plus possible d'y inscrire sur ces mêmes registres  
les déclarations dont il est parlé dans les articles 27  
et 28, et est donc nécessaire que la loi règle, par  
cet article, et le moment et les modalités sur les  
registres déposés soit au greffe du tribunal d'ar-  
rondissement, soit au chef-lieu de l'adminis-  
tration départementale.

Art. 51. La peine qui prononce cet article  
paraît devoir être la même pour les actes de nais-  
sance, qui ne sont pas moins importants que les  
actes de mariage.

## TITRE V.

Art. 12. Comme on peut avoir consenti à un

mariage sans que l'union s'ensuive, les com-  
missaires pensent qu'il faudrait substituer la moi-  
tié contracté à celui de consenti.

Art. 17 et 18. La prohibition du contrat de ma-  
riage se borne, suivant ces articles, 1° en ligne  
directe, aux ascendants et descendants d'un, et  
réciproquement, comme aussi entre lesdits ascen-  
dants et les maris et les femmes de leurs des-  
cendants;

2° En collatérale, entre le frère et la sœur.

De là il suit que la prohibition ne s'étend point  
à la fille d'un premier lit de la femme, non plus  
qu'à l'épouse du frère; la morale publique serait  
blessée, si de pareilles unions pouvaient être pro-  
hibées.

Art. 27. La formalité de l'enregistrement et les  
peines du double droit ne sont-elles pas des dis-  
positions fiscales, qui doivent être réglées par  
des lois particulières, et par conséquent re-  
tirées du Code civil?

Art. 47. Le délai dans lequel cet article n'étant  
découvert qu'après la mort de l'officier public,  
ses héritiers peuvent-ils être tenus des dommages  
et intérêts des parties? Il est essentiel que la loi  
l'explique à cet égard.

Art. 68. Cet article le laisse indécise une question  
sur laquelle les jurisconsultes ne sont pas d'ac-  
cord; celle de savoir si la marchandise publique  
qui oblige son mari, quand il y a communauté  
entre eux, le rend aussi sujet à la contrainte par  
corps pour les obligations qu'elle a contractées  
dans son commerce.

Il serait important qu'il y eût dans la loi une  
disposition précise sur cette question.

## TITRE VI.

Ce titre est composé de quatre chapitres, con-  
tenant cinquante articles; or, on ne parle des in-  
stances commencées et non jugées à l'époque de  
la promulgation du Code civil. Quel sera le sort  
de ces instances, surtout du celles faites pour  
causes justement rejetées par la loi nouvelle?

## TITRE VII.

Art. 28. Cet article veut que le père survive  
vingt jours à l'acte de reconnaissance, si elle n'a  
été faite pendant le cours de la maladie dont il est  
décédé; et si elle l'a été en bonne santé, et que  
la père soit mort avant les vingt jours, quel sera?

## TITRE IX.

Art. 77. Cet article est contraire à l'ordonnance  
de 1731, concernant les donations. L'article 7 porte  
que le tuteur n'a pas besoin de l'avis des parents;  
et si accord, dans son traité des donations, par-  
tie 1<sup>re</sup>, chapitre IV, section 1<sup>re</sup>, nombre 850, a pris  
différemment, et s'est repris au convenu que l'usage,  
d'après les arrêts de la cour, a dispensé les mi-  
neurs de cet usage; et il ajoute qu'il faut bien tenir  
à cet usage, fondé sur ce que des parents qui  
auraient intérêt à empêcher la donation, comme  
s'ils étaient les héritiers naturels du donateur,  
pourraient mettre des entraves à l'acceptation du  
tuteur, s'ils étaient appelés pour donner leur  
consentement.

D'ailleurs, en laissant subsister l'article tel qu'il  
est, il se trouverait en contradiction, à ce qu'il  
paraît, avec l'article 50 du titre IX, livre III.

## TITRE X.

Art. 4. Cet article, non plus que les suivants,  
notamment ceux de l'incapacité, de la démentie, de la  
fureur, pour lesquels celui qui s'est atteint doit

être interdit; mais, dans ses principes, et d'après la disposition du droit romain, la prodigalité n'est toujours été considérée comme une cause d'interdiction : *Prodigo interdicitur bonorum suorum administratio* (L. 1, § 1, ff. de int. et curat.); et si en général, la prodigalité n'est pas un motif suffisant d'interdiction, elle devrait au moins l'être quand le prodigue est en même temps économe et père.

Art. 10. Cet article paraît décider qu'il n'y a que celui qui connaît la faiblesse de son esprit et de ses facultés intellectuelles qui puisse demander un conseil sans l'assistance d'unquel il ne lui sera pas libre d'aliéner ses immeubles ni même les hypothèques; mais si ce conseil lui est nécessaire et qu'il ne le demande pas, les parents devront être autorisés à le demander pour lui.

### LIVRE III.

#### TITRE PREMIER.

Art. 8. Il y a une distinction à faire relativement à cet article.

Suivant la jurisprudence actuelle, quand les fruits produisant par racines sont saisis avec les fonds, ils sont réputés immeubles comme le fonds même, et le prix qui en provient se distribue entre les créanciers, suivant l'ordre de leurs hypothèques.

Mais les fruits sont réputés meubles, savoir, les bleds d'unqu'il sont en tige, les vignes après qu'elles sont cueillies, et les grès lorsqu'ils sont en défaut, et peuvent être saisis comme meubles. Les commissaires pensent que cette jurisprudence doit être maintenue, surtout si l'on considère que ces fruits sont le gage du propriétaire.

Art. 22. Il n'y a d'acception capitale que celle qui emporte la mort naturelle ou la mort civile : *Appellatio capitalis mortis vel remissionis capitalis intelligenda est*, dit la loi 103, ff. de verb. signif.; et il faut une accusation de cette nature pour encourir l'infamie, l'héritier qui aura porté contre le défunt une accusation entamée et rapportée seulement pour infamie, l'aura donc été impunément, puisqu'il ne courra pas moins son droit de succession.

### LIVRE III.

Art. 101. Dire : à compter de l'ouverture de la succession.

Art. 103. Cet article et les suivants, jusqu'à l'article 120 inclusivement, sont relatifs au bénéfice d'inventaire, à ses effets, et aux obligations des héritiers bénéficiaires; mais il n'y a rien de décidé à l'égard de celui qui, dans la ligne collatérale, se porte héritier par et simple. Exclut-il l'héritier bénéficiaire? Les auteurs tiennent l'affirmative; et c'est aussi l'opinion des commissaires, comme étant la plus favorable au défunt, aux créanciers et aux légitimes :

Au défunt, on ne qu'une acceptation pure et simple fait beaucoup plus d'honneur à sa mémoire que quand elle est faite sous bénéfice d'inventaire;

Aux créanciers, qui méritent qu'on préfère pour héritier celui qui, par une acceptation pure et simple, assure le paiement de leurs créances;

Aux légataires, qui ont une action sur les biens de l'héritier par et simple, pour être payés de leurs legs, quand il conserve ceux de la succession, et qui n'en ont aucune sur les biens de l'héritier bénéficiaire.

Mais si celui qui veut se porter héritier par et simple exclut l'héritier bénéficiaire, il est de principe après qu'il ne peut être également exclu par l'héritier bénéficiaire qui renonce au bénéfice d'inventaire; en sorte qu'il est important que la

loi régle en même temps et le délai dans lequel celui qui voudra se porter héritier par et simple sera obligé de le déclarer à l'héritier bénéficiaire, et celui dans lequel ce dernier sera tenu à son tour de faire sa déclaration à l'héritier par et simple.

Art. 157. Cet article, jusqu'à 159 sur le rapport en succession, décide par qui le rapport est dû, à quelle succession il doit se faire, etc.; mais il n'est décidé par aucun de ces articles comment sera estimé l'immeuble sur le rapport, et qui aura été aliéné avant l'ouverture de la succession, par celui qui il a été donné.

Les commissaires pensent que le fonds doit être estimé en égard à sa valeur au moment de l'ouverture de la succession, parce que ce n'est point le prix du bien vendu qui est en jeu à rapport, mais la valeur réelle du fonds à l'époque où la succession s'est ouverte.

Art. 151. Erreur en ce que cet article renvoie au titre des donations, section 1, destination II, tandis que c'est au chapitre V, section II.

#### TITRE II.

Art. 12. Il y a une distinction à faire entre l'obligation de faire et de ne pas faire.

À l'égard de la première, le débiteur est tenu des dommages et intérêts de l'exécution de son engagement qu'après avoir été mis en demeure, et c'est ce que décide l'article 12; mais quant à l'obligation de ne pas faire, le débiteur qui y contrevient doit des dommages et intérêts par le seul fait de la contravention, et c'est ce que l'article doit décider.

Art. 171. L'avis de Pothier (Traité des obligations, tome 1<sup>er</sup>, page 307), sur la question décidée par l'article 171, paraît préférable d'autant plus que son opinion est fondée sur celle du Domesle. Ces deux auteurs ont pensé que la somme reçue de la caution, pour être déchargée du cautionnement, ne porte aucun préjudice au débiteur non plus qu'aux autres cautions : c'est, d'un part, un créancier qui, craignant l'insolvabilité du débiteur principal, veut bien prendre sur son compte les événements de cette insolvabilité, et traitant avec l'un des cautions, et se la déchargeant du cautionnement moyennant une somme convenue entre eux; et, d'autre part, c'est un coobligé ou cautionnement, qui, pour s'affranchir de toutes recherches pour raison de l'insolvabilité du débiteur principal, veut bien faire le sacrifice de la somme qu'il paie au créancier; et à l'égard de l'un et de l'autre, la convention est réciproque : c'est un contrat véritablement mutuel, dont le créancier profite si le débiteur devient solvable, de même que la caution y trouve aussi son avantage si le débiteur est insolvable; et dans l'un et l'autre cas la condition du débiteur, ainsi que celle des autres cautions, est toujours la même.

Art. 179. Il y a erreur. Au lieu de ces termes, *que celui-ci devait au créancier*, il faut substituer, *de ce que le créancier devait au débiteur avant la date de la cession*.

Art. 181. Cet article accorde un délai trop long pour la restitution, et il est de l'intérêt public que ce délai soit limité à cinq ans, au moins à l'égard des mineurs.

#### TITRE V.

Art. 25. La caution dont il est parlé dans cet article doit être solvable; mais il faut encore, suivant le même article, que cette caution soit domiciliée dans le lieu où elle doit être donnée, c'est-à-dire que celui qui reside à cet lieu de

l'endroit où il doit fournir caution, doit y en trouver une; et qui peut le mettre dans l'obligation de la fournir par la difficulté de trouver une caution dans un lieu où l'on n'est pas connu; il convient donc que cet article donât sur cet objet une plus grande latitude.

## TITRE VI.

Art. 8. Il se présente deux observations sur cet article. la première, qu'il donnerait au propriétaire un privilège seulement pour une année, y compris le terme courant, quand le bail n'est que sous écriture privée, il n'est-il que le lendemain de l'échéance, il n'y a plus de privilège dans les pays où les terres des lieux sont d'une année à l'autre; ce qui est très-ordinaire dans les départements qui ressortissent au tribunal d'appel de la Côte-d'Or: il conviendrait donc de substituer à ces mots, y compris le terme courant,

La seconde observation, c'est que l'article ne décide point si le même privilège doit avoir lieu sur des biens réservés dans des bâtiments qui n'appartiennent point au propriétaire de l'immeuble qui les a produits, ou si c'est au contraire le maître de ces bâtiments qui doit avoir le privilège pour ses loyers.

Art. 11. Par cet article, il est accordé un privilège sur les meubles, et qui s'étend aussi sur les immeubles, pour les frais de justice, d'entretien, frais de la dernière maladie, fournitures de nourriture, gages et gens de service; mais ce privilège s'étend-il sur le colatéral à l'article précédent, ainsi sur les immeubles, à tous les créanciers qui ont désigné sous cet article? C'est un point qui n'est point décidé.

Toutes les dispositions relatives à la vente forcée présentent une procédure plus compliquée, plus chargée de formalités inutiles, et plus onéreuse pour les parties, que n'est l'ancienne procédure hypothécaire, les commissaires pensent qu'il est indispensable de simplifier cette procédure par une loi particulière qui ne doit pas entrer dans le Code civil.

Les commissaires ont surtout remarqué que l'article 28 est contraire au droit romain, en décidant que la saisie réelle doit être poursuivie par devant le tribunal civil de première instance dans le ressort duquel est le domicile actuel du débiteur saisi, ou son dernier domicile connu, quoique les biens saisis ne soient ni en totalité ni même en partie situés dans le ressort de ce tribunal.

A Paris, et d'après Bourjon (tom. II, p. 717), et Duplessis (tom. I<sup>er</sup>, p. 635), l'on faisait cette distinction. Les décrets qui se portaient en la forme de sentences ou d'arrêts, se faisaient en la juridiction ou les sentences et arrêts avaient été rendus, et quant à ceux qui se faisaient en vertu d'obligation, ils se poursuivaient en la juridiction où les choses saisis étaient situées. Le même usage s'observait aussi dans le ressort du parlement de Dijon, où l'on a toujours tenu pour principe en matière de décrets, que ce n'est pas le domicile du débiteur qui règle la juridiction, mais la situation des biens. C'est l'observation faite par l'auteur du traité des Décrets, page 69, imprimé à Dijon, en 1746. Il cite Goujet, dans son traité des Créanciers, cli. IV, pag. 471, édit. de 1619, qui dit que, si on en usait autrement, ce serait enlever aux juges ordinaires la connaissance de ce qui leur appartient de droit commun.

Mais une raison plus décisive, c'est que l'intérêt du débiteur saisi, comme celui de ses créanciers, exige que l'on s'adresse plutôt au tribunal dans le ressort duquel sont situés les biens, qu'à

celui du débiteur saisi, en ce que les biens se vendraient toujours mieux par la facilité de trouver des enchérisseurs sur les lieux, et l'on ne peut que, par exemple, des biens situés à Paris, pour y être vendus et livrés, ils seraient sans doute très-mal vendus. Ces observations méritent la plus grande attention de la part des législateurs.

## TITRE IX.

Art. 16. Par cet article, les collatéraux sont privés de la liberté de disposer à leur volonté de la totalité de leurs biens; les commissaires pensent au contraire que cette liberté doit être illimitée, et qu'il n'est seulement en ligne directe qu'il n'a dû être restreinte.

Dans les républiques anciennes, nous ne trouvons aucun loi qui ait restreint le pouvoir des collatéraux dans des bornes aussi étroites que celles de la législation actuelle. Les lois d'Athènes, l'ouvrage du Solon, accordaient la liberté illimitée de disposer à ceux qui n'avaient point d'enfants. Rome républicaine usait de même droit et d'un bien plus étendu: il était même illimité en ligne directe comme en collatéral la législation réservait aux enfants.

C'est, en effet, une consolation de la mortalité pour l'homme sans enfants, d'avoir des héritiers de son choix. N'est-il pas naturel et juste qu'il puisse s'acquiescer de la dette de la reconnaissance et des autres engagements qui peuvent l'obliger à donner tout ou partie de ses biens à l'un de ses héritiers légitimes, ou à les partager également entre eux, ou avec ses amis? Cette liberté de disposer est favorable surtout pour le patrimoine que le collatéral a acquis par son économie et à force de peines, de sueurs et de travaux. C'est sa propriété; il n'y a rien plus de ses ancêtres.

Art. 38. Cet article est en contradiction avec les précédents, qui permettent les donations à charge de reste viagère, les ventes à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit faites à l'un des héritiers présomptifs en ligne directe ou collatérale, pourvu qu'elles n'excedent pas la quotité disponible; par conséquent, si l'extinction de l'objet allégué se trouve excéder la quotité disponible, l'extinction n'est pas nulle; elle est seulement réduite.

Art. 71. En laissant, par cet article, au donateur la liberté de faire écrire l'acte de la transcription sur l'enveloppe qui renferme sa disposition, il lui sera aisé de substituer un autre testament tout contraire au premier, qui n'aurait pas moins sa exécution, quoiqu'il n'eût pas survécu six jours francs à cette nouvelle disposition. C'est pour parer à cet inconvénient que les commissaires pensent qu'il conviendrait que la transcription soit faite au pied ou au dos de la disposition, et qu'elle soit datée.

Art. 72 et 91. Ces deux articles se contredisent. Suivant le premier, l'acceptation ou la renonciation paraissent être indivisibles, puisque, quand les héritiers ne sont pas d'accord entre eux, on doit examiner et adopter ce qui aurait été le plus utile au défaut, au lieu que par l'article 91 chaque héritier ayant le droit d'accepter ou de renoncer, et de faire ce qu'il croit lui mieux convenir, la renonciation ou l'acceptation sont donc divisibles. Il conviendrait de concilier ces deux articles.

Art. 75. Sur le délai de trois mois dans lequel la femme doit faire inventaire, à compter du jour du décès de son mari, Pothier (Traité de la communauté, n<sup>o</sup> 551) fait une observation très-juste, qui est que si la femme n'est pas sur les lieux où son mari est décédé, le délai ne doit courir

contre elle qu'à compter du jour qu'elle eut connaissance de sa mort; et elle est présumée avoir eu cette connaissance après le temps qui est nécessaire pour l'avoir, si le contraire n'est justifié. Les commissaires adoptent cette opinion.

### TITRE XIII.

Art. 26. Rappeler l'article 19 du titre de l'article 21.

Telles sont les observations que les commissaires présentent sur une extrême réserve sur un ouvrage, fruit de la sagesse et d'une profonde méditation.

En donnant à la nation ce Code où l'on trouve les grands, les vrais principes, si longtemps incertains, rétablis dans toute leur pureté, c'est un nouveau travail d'un gouvernement juste, respecté, et qui devrait de jour en jour plus s'élever à tous les Français.

Fait à Dijon, en la chambre du conseil, le 9 prairial an IX de la République française.

Signé : VIAL ET, LARON, LÉPAGE,  
GOUSSARD, greffier.

### OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SÉANT À DOUAI, SUR LE PROJET  
DU CODE CIVIL.

### LIVRE PRÉLIMINAIRE.

#### TITRE III.

De la publication des lois.

Art. 2. « Les lois sont l'application applicable à tous les citoyens, sont exécutoires dans chaque « partie de la République, du jour de leur publica-  
« tion par les tribunaux d'appel. »

Les lois, publiées d'abord dans toutes les communes, furent depuis déclarées exécutoires dans chaque département, du jour de leur publication au chef-lieu. Si ce dernier mode a eu des inconvénients, le mode proposé les rendrait nécessaires plus graves.

Dans les pays ruraux, beaucoup de fermiers et de bourgeois n'ont pas les moyens de se procurer les lois, et par là, annuler les lois, pour ne les avoir pas d'elles conformes à une loi de 1790, qui prescrivait cette déclaration dans la commune; et cela, très-suffisant quand la loi était publiée dans les plus petits villages, ne l'était plus à l'époque où elle fut appliquée à la Belgique, puis que la publication ne se fit qu'aux chefs-lieux de département.

Par la même raison, beaucoup d'actes notariés, passés dans le même jour, deux ou trois jours après la publication des lois du nombre de l'enregistrement, ont été annulés, comme défectueux par leur date; beaucoup d'actes ont été exigés, faute d'enregistrement dans les délais prescrits.

Un principe énoncé par plusieurs préliminaires, et généralement adopté, c'est que les lois ne peuvent obliges sans être connues. Or comment regarder une loi comme connue dans tout un département, si l'usage où elle est publiée par un tribunal qui réside dans un autre?

Supposons le Code en loi prescrit dans tel tribunal d'appel; tout mariage célébré le lendemain à vingt ou trente lieues de là par un curé de vingt ou ans, mineur de vingt-cinq, sans le consentement de son père, sera nul; et cependant la disposition nouvelle qui exige ce consentement, n'aura pu être connue ce jour-là, ni des contractants, ni de l'officier public.

Sans doute on veut et il faut éviter l'inconvénient d'un trop grande variété d'époques pour

l'exécution des mêmes lois dans le même pays; mais cet inconvénient serait à peu près nul, si un autre beaucoup plus grave serait évité, si l'application des lois était de leur publication dans les tribunaux d'appel.

C'est là que le plus grand des tribunaux de justice doivent s'exercer d'abord. Les juges doivent donc les connaître avant les tribunaux d'appel.

Quel aux justiciables, si, de fait, les lois publiées par un tribunal d'appel ne leur sont pas dès le lendemain généralement connues, au moins on peut, sans injustice, le supposer, parce qu'à la rigueur il est possible qu'elles le soient, mais la même supposition, appliquée à tous les justiciables d'un tribunal d'appel, serait nécessairement et évidemment fautive.

### TITRE IV.

Des effets de la loi.

Art. 3 et 4. « La loi a un point d'effet rétroactif; néanmoins sur les lois édictées d'une loi précédente, règle même le passé, sans préjudice des jugements ou des décisions, des transactions, des décisions arbitrales prises en force de chose jugée. »

Cette disposition, ainsi rédigée, ne paraît pas applicable aux jugements de première instance, après l'expiration des délais fixes pour l'appel; et cependant il existe par de raison pour soumettre ces jugements, comme ceux de dernier ressort, à l'effet des lois rendues depuis l'époque où ils ont été prononcés. Pour lever toute équivoque, la loi de cet article devrait, ce semble, être rédigée ainsi :

Sans préjudice des transactions, des jugements ou des décisions arbitrales, rendus en dernier ressort ou passés en force de chose jugée.

### LIVRE PREMIER.

#### TITRE II.

Des actes de l'état civil.

Art. 27. « Si la reconnaissance de l'enfant (rédaction) est faite par acte devant l'officier de l'état civil du domicile du père, une expédition de cet acte est envoyée à l'officier de l'état civil du lieu de la naissance, qui, dans le jour de la réception, doit la transmettre sur les registres, à l'un desquels cette déclaration sera annexée. »

Ne conviendrait-il pas que cette déclaration soit annexée au procès-verbal de la tenue des registres qui doit être déposé au tribunal d'appel?

Art. 54. « L'officier de l'état civil qui, vu l'absence de l'acte, se serait borné à le dresser sur une feuille volante, sera condamné à une peine afflictive qui ne pourra excéder cinq ans d'emprisonnement. »

Dans le Code pénal, l'emprisonnement n'est pas qualifié peine afflictive; il faut, dans l'article, supprimer ce dernier mot, ou substituer le mot d'infamie à celui d'emprisonnement.

Art. 70. « Si les témoins ne peuvent comparaitre à cause de leur mort, de leur absence, ou d'autres empêchements, ils sont remplacés par d'autres témoins. »

Il vaudrait mieux que le commencement de cet article fût ainsi rédigé :

Si les témoins sont morts, ou ne peuvent comparaître à cause de leur absence, etc.

### TITRE IV.

Des héritiers.

Art. 14. « Les héritiers, tant qu'ils ne jouissent

« qu'en vertu de l'avis provisoire, ne peuvent « prescrire la propriété des biens et capiter à dont  
 « l'indemnisation leur a été confiée. »

Le sens de l'article est sans doute que les héritiers ne peuvent prescrire contre l'absent ; il faudrait ajouter les deux mots : on l'on pourrait penser que ceux qui jouissent ainsi provisoirement ne peuvent prescrire contre des tiers, contre qui l'absent lui-même aurait pu prétendre s'il ne s'était pas absenté.

Art. 29. « Si l'époux absent n'a point laissé de « parents héritiers à lui succéder, l'autre époux « peut demander le même envoi provisoire que lui « lui accorde à ses parents. »

Le chapitre 4 des successions, à défaut de parents, désigne pour hériter l'époux survivant ; et, à défaut d'époux, la République. Il serait nécessaire de dire ici que quand la personne absente ne laisse ni parent, ni époux, la République peut demander la même provision.

Il serait bon de dire encore si l'époux qui a obtenu la provision, la conserve, et s'il peut ensuite devenir définitivement héritier, après avoir obtenu le divorce par le mari même de l'absent.

#### TITRE V.

##### DU MARIAGE.

Art. 12. « Si l'époux survivant a consenti un se- « cond mariage après un divorce prononcé contre « lui... »

Le mot *consenti* est équivoque ; le mot *contracté* serait plus exact et plus clair.

Art. 17. « Le mariage est prohibé, en ligne al- « lée, entre tous les ascendants et descendants d'un, et réciproquement, comme aussi entre les- « des ascendants et les frères ou les femmes de « leurs descendants. »

Le mot *réciproquement* est inutile où il est placé ; mais il faudrait l'ajouter à la fin de l'article ; et *réciproquement* entre les descendants et les maris ou les femmes de leurs descendants. Sans cette addition, on pourrait prétendre, contre la portée de l'édit, qu'un fils peut épouser la veuve de son père.

Art. 13. « La durée du mariage est celui d'un « an. » « Le mariage du mariage est celui d'un « an. » « Le mariage du mariage est celui d'un « an. »

Il y a la même contradiction apparente, qui n'est pas moins à la rigueur de l'article : ne conviendrait-il pas de substituer un second mot, *de durée*, le mot *révocation* ? On l'on on pourrait terminer ainsi : dans la commune où il aura résidé pendant six mois, ou qu'il aura habitée pendant six mois.

Art. 30. « L'union ou la tante, le frère ou la sœur, « le cousin ou la cousine germaine, ne peuvent « former opposition que dans deux cas... »

Quant aux ascendants, le rapprochement de plusieurs articles semble indiquer qu'aucune opposition de leur part ne sera admise que pour des motifs qui, d'après le chapitre premier du même titre, tendent à empêcher le mariage ou à l'en empêcher. Mais cette question est d'un trop grand intérêt pour que l'intention du législateur ne doive pas être formellement et textuellement exprimée.

Art. 31. « Dans les deux cas des articles 4 et 5, « les héritiers ne peuvent attester le mariage que « sans les exceptions portées aux articles 34 et « 35 ci-dessus. »

On a voulu probablement renvoyer aux articles 35 et 36.

Art. 33. « Nonobstant la possession d'état con- « traire, qui ne serait point contradictoire avec « celui qui oppose la filiation. »

Au mot *contradictoire*, il faudrait joindre la filiation substituer ceux-ci, qui n'auraient pas été connus de celui qui oppose la filiation.

Art. 41. « Les époux contractent aussi solidaire- « ment, chacun en ce qui le concerne, l'obligation « de ne pas disposer, à titre gratuit, de la totalité « de leurs biens au préjudice de leurs enfants. »

Le mot *solidairement* paraît contradictoire avec les suivants.

Art. 66. « La femme, même non commune, ou « acquiesce de biens, ne peut donner, aliéner, oc- « cuper une succession ou une donation, sans le « consentement par écrit ou le concours du mari « dans l'acte. »

Il semble résulter de cette prohibition, que la femme peut acheter sans le consentement de son mari. Si c'est l'intention du législateur, il serait bon qu'elle l'ait intelligemment exprimée.

Mais ne serait-il pas possible que la femme (et l'homme en achetant un immeuble, et ainsi et plus qu'un) ne reculant à titre gratuit ?

Il faudrait dire, ce semble, ou permettre à la femme d'acheter une donation, ou lui défendre d'acheter sans le consentement de son mari.

#### TITRE VI.

##### DU DIVORCE.

Les causes du divorce sont détaillées au chapitre 1<sup>er</sup> et de celle d'adulterio, il résulte que les auteurs du projet ne reconnaissent pour motifs de divorce :

1<sup>o</sup> l'adulterio du mari, comme s'il était que dans la maison conjugale,

2<sup>o</sup> l'adulterio de la femme sans cohabiter,

3<sup>o</sup> le mariage sans preuve d'adulterio,

4<sup>o</sup> la communication d'une maladie contagieuse, et l'impotence.

5<sup>o</sup> les condamnations infamantes qui ne s'étendent pas à toute la durée de la vie.

6<sup>o</sup> nous nous bornons à un très-petit nombre d'observations.

1<sup>o</sup> Comment la concubine du mari, vivant à titre de domestique, cohabite, les filles, ou sous quelque autre nom, dans la maison conjugale, pourra-t-elle être convaincue d'adultère ? Le mariage même d'un enfant ne le prouvera pas, puisqu'en ce cas comme en d'autres, la paternité n'est constatée que par les aveux recueillis du père et de la mère.

2<sup>o</sup> La femme qui, sans pouvoir les prouver légalement, connaît les torts de son mari, qui lui connaît des habitudes, non-seulement honteuses pour lui, mais dangereuses pour elle, peut-elle être justement contrainte à s'exposer aux suites de ces brutalités ? Peut-on laisser la vertu exposée à partager la peine du libertinage, à subir toutes les vexations qui en résultent ?

3<sup>o</sup> Quand une fille mariée sera déclarée, osera-t-elle se en plier, et le pourra-t-elle sans exposer son propre honneur ? Pour éloigner d'elle-même d'effrayants soupçons, il faudra qu'elle puisse démontrer légalement l'adultère de son mari. Or cette démonstration ne sera-t-elle pas toujours impossible ?

4<sup>o</sup> Quant à l'adulterio de la femme, le projet distingue le cas d'adultère de celui qui n'est pas. Or quel peut être l'effet de cette distinction, si ce n'est d'habituer la masse du peuple à ne voir beauté de mal dans le crime que le scandale, à compter pour rien ou pour peu les crimes secrets ? N'est-ce pas s'exposer à sanctionner légalement l'hypocrisie, à dénigrer sans retour le caractère national et les mœurs publiques ?

5<sup>o</sup> Le plus grand mal produit par l'indolence du

la femme, et d'être aux enfants la tendresse paternelle, en étant à la mère l'estime de son mari. Or les éclats scandaleux qui, sans prouver l'infidélité, la font présumer, préjudicent absolument au même effet, la même incertitude. Le scandale, même sans preuve d'adultère, devrait donc suffire pour motiver le divorce.

6° Un mari qui ne pourra prouver aux tribunaux ce qui sera malheureusement d'impotence pour lui, ou que lui-même aura pu être vu ; ou mari, dans cette position, peut-il, sans danger, être contraint à vivre avec la femme qu'il méprise ? Lui commander l'oubli du passé, n'est-ce pas lui prescrire en même temps, pour l'avenir, infâme complaisance ou rigueur tyrannique ?

7° N'est-il pas très-probable que beaucoup de femmes et de maris, dans les précédentes oppositions, introit la maison conjugale ? Le mariage, fictivement prolongé par la loi, sera donc rompu de fait. L'époux malheureux, à qui toute union honnête est devenue impossible, sera donc exposé, par la loi même, à tous les dangers que l'infidélité du mariage doit empêcher ? Tant de rigueur pour les époux ne peut avoir d'autre effet que de rendre le mariage plus effrayant pour la jeunesse, de multiplier par conséquent le cohabitation, d'augmenter le nombre et d'aggraver la condition des enfants illégitimes.

8° Est-il possible d'appeler mariage, et de prolonger éternellement l'union d'une femme honnête avec l'être à qui la nature l'a refusé, à qui ses désordres s'auraient enlevés jusqu'aux organes nécessaires aux vœux de la nature et de la loi dans le mariage ?

9° Ne serait-ce pas surtout routiniser tout sentiment d'humanité morale, que d'urhaliner pour la vie une femme vertueuse avec le coupable qui, sans avoir mérité la mort civile, aura mérité seulement quelques heures d'exposition et vicié quelques de l'ère ?

De ces vices différents et dont l'égouération pourrait être augmentée, quelques-uns sont très-rare, d'autres beaucoup plus fréquents à prévenir. Nous ne pourrions décider ; mais les législations existeraient quels moyens peuvent conduire à ce but, sans produire d'autres maux. Si, par la nature des choses ou l'état de nos mœurs, ils étaient réduits à choisir entre des dangers différents, sans doute ils échoient les plus graves et souffriraient les moins dangereux.

Art. 17. « Sont qui le défendeur ait rompu ou non ; qu'il ait présenté ou non ses témoins.... le tribunal indique le jour auquel il sera procédé au jugement définitif. »

Lorsque le demandeur ne paraît pas, les témoins du défendeur seront-ils entendus ? Le demandeur et le défendeur qui n'auront pas amené leurs témoins au jour désigné pour l'enquête, peuvent-ils les produire au jour du jugement ? Si l'un ou l'autre demande ne dénie pour amener de nouveaux témoins en réassigner ceux des premiers qui n'auront pas comparu, le juge pourra-t-il ordinairement les refuser ?

Art. 24. « Les parties sont tenues de comparaître en personne.... sauf filons les cas prévus aux sections III et IV ci-après. »

Le chapitre dont il s'agit n'a que deux sections : la première ne peut s'appliquer non plus aux chapitres suivants, qui n'ont aucun rapport avec l'objet de cet article.

Art. 23. « S'il y a des enfants communs dont chacun des deux époux réclame l'administration provisoire, elle est accordée au mari, soit qu'il soit demandeur ou défendeur. »

Il faudrait au moins une exception pour l'enfant qui serait encore allaité par sa mère.

Art. 42. « La réconciliation est présumée à droit, si la femme est devenue enceinte depuis la demande en divorce, ou depuis le fait au lequel cette demande est fondée. »

Cette disposition ne paraît admissible que pour le cas où c'est la femme qui demande le divorce. Dans le cas contraire, surtout lorsque la femme est accusée d'adultère, une preuve acquise sera détruite par une simple présomption, et on accorde de fait toujours à la femme pour rendre invalide la preuve du premier. Dans tous les cas, la loi lui donnerait toujours intérêt de devenir coupable pour éluder le divorce, et surtout les peines ou prétentions pécuniaires qui en résultent.

Griller observations, si rien était adopté, rendrait inutile l'article 48.

Art. 48. « La présomption de la réconciliation, résultant de la grossesse, au cas de l'article 42, ne peut être détruite que par la preuve de l'adultère. »

Voyez l'observation sur l'article 42.

### TITRE VIII.

#### De la puissance paternelle.

Art. 1er. « La puissance paternelle est un droit fondé sur la nature et exercé par le père, si le père est à la tête de la surveillance de la personne, et l'administration des biens de l'enfant mineur émancipé par mariage. »

D'après l'article 106, le mineur est émancipé, 1° lorsqu'il a atteint l'âge de dix-huit ans accomplis ; 2° lorsqu'il se marie. Or l'article 1er il résulte que l'émancipation par mariage est la seule qui soit à la tête de la surveillance des biens de l'enfant ; or l'article 107 dit positivement et sans distinction, que le mineur émancipé a la pleine administration de ses biens. Cette contradiction disparaît en effaçant de l'article 1er les mots, par mariage.

Art. 12. « Le père, constatant le mariage, a jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, l'administration et jouissance des biens qui leur appartiennent. »

Cet article suppose que les enfants peuvent arriver jusqu'à l'âge de vingt-un ans sans être émancipés, or l'article 106 les déclare émancipés de plein droit à dix-huit ans. L'article 12 devrait, et semble, être rédigé de cette manière :

Le père, constatant le mariage, a jusqu'à l'émancipation de ses enfants, l'administration et jouissance des biens qui leur appartiennent.

### CHAPITRE III.

#### De la disposition officieuse.

Ce chapitre ne paraît présenter qu'une seule difficulté.

En empêchant tel dissipateur de se marier lui-même et ses enfants, il faut empêcher surtout qu'il ne ruine des tiers ; or, à moins que la disposition officieuse ne soit, comme l'étaient autrefois les substitutions, comme les donations devenues l'ère morte, publiée et transcrite sur des registres particuliers, beaucoup de citoyens continueraient de traiter, comme auparavant, une personne grévée, et il n'est très-facilement trompés par elle. Voyez au surplus les observations sur le livre des hypothèques.

### TITRE IX.

#### Minorsité, tutelle.

Art. 80. « Tout partage, dans lequel un mineur est intéressé, doit être fait en justice. »

Ne vaudrait-il pas mieux dire, doit être ordonné par le juge?

## TITRE X.

*De la capacité et de l'interdiction.*

Art. 23. « Après la mort d'un interdit, les actes faits par lui ne peuvent être attaqués pour cause de démence, qu'autant qu'il y aurait interdiction ou prononcé au pourvoi avant son décès.

Le mot interdit suppose nécessairement l'interdiction non-seulement provoquée, mais prononcée. L'article pourrait être rédigé ainsi : « Les actes faits par une personne non interdite, ne peuvent, après sa mort, être attaqués du chef de démence, qu'autant que l'interdiction aurait été au moins provoquée avant son décès. »

## LIVRE II.

*Des biens.*

## TITRE IV.

*Des servitudes ou services fonciers.*

Art. 27. « Celui qui fait creuser un puits ou une fosse d'assise près d'un mur mitoyen ou non, qui veut y construire une loge, est obligé de laisser la distance, ou de faire les ouvrages prescrits par les réglemens. »

Cet article ne parle pas de la distance à observer pour la plantation des arbres et des haies : cela est probablement réservé au Code rural, mais peut néanmoins intéresser aussi souvent les propriétaires urbains. On pourrait, les dispositions qui peuvent être communes à plusieurs codes devraient, ce semble, être placées de préférence dans celui-ci.

## LIVRE III.

## TITRE PREMIER.

*Des successions.*

Art. 26. « En ligne collatérale, la représentation n'est admise que dans le cas où le défunt laisse des frères ou sœurs, et des neveux ou nièces, enfants du premier degré de frère ou de sœur. »

Les limites que le législateur peut et doit fixer au droit de représentation, sont nécessairement principalement par la difficulté d'établir des généalogies trop étendues et trop anciennes, par la disproportion très-fréquentement entre les dépenses que les recherches exigent et la portion qui reste à des parents appelés en si grand nombre et de si loin à des successions trop subdivisées; elles sont motivées enfin sur la confusion et tous les inconvénients de la représentation à l'infini. Mais ces inconvénients seraient très-peu sensibles, si l'on n'était d'un petit cercle des affections humaines, si l'on ne voulait seulement d'un degré la représentation; et, par exemple, les petits neveux pourraient contraindre avec les neveux dans la succession du grand-oncle. Cette extension nous paraît fortement réclamée par la nature et la justice.

## CHAPITRE IV.

*Droit des enfants naturels.*

Art. 70. « Lorsque le défunt ne laisse aucun des héritiers ci-dessus appelés par la loi, la succession appartient à la République. »

Cet article serait mieux placé à la seconde section, immédiatement après l'article 18.

Art. 82. « Si les héritiers ne sont pas d'accord entre eux sur l'acceptation d'une succession échue à l'un d'eux, ni l'acceptée, ni répudiée par lui, on examine si on adopte ce qui aurait été le plus avantageux au défunt. »

On examine; c'est sans doute le juge : mais suffirait-il qu'enfant les héritiers il y ait un seul

dissident, pour nécessiter l'intervention des tribunaux? Ne serait-il pas plus convenable que ces questions fussent dévolues à la pluralité des voix ou en raison de l'intérêt des divers héritiers? Ne vaudrait-il pas mieux encore que, sur le refus d'un ou plusieurs d'entre eux, les autres fussent autorisés à accepter individuellement et exclusivement toute la succession?

Art. 191, 3<sup>e</sup> alinéa. « Sont ce qui est dit à l'égard des legs, au titre des donations, section V, distinction II. »

Au lieu de section V, il faut écrire chapitre V.

## TITRE II.

*Des concessions en général.*

Art. 36. « Le débiteur n'est réputé en demeure que lorsqu'il a été sommé par une interpellation judiciaire. »

Lorsqu'il y a un terme ou délai fixé, ne serait-il pas juste que le débiteur lui, sans sommation, réputé en demeure à l'expiration de ce délai?

Art. 38. « Dès l'instant que le propriétaire a contracté, par un acte authentique, l'obligation de donner ou livrer un immeuble, il en est exproprié, l'immeuble ne peut plus être saisi sur lui par ses créanciers, l'obligation qu'il fait postérieurement est nulle, et la tradition qu'il en aurait pu faire à un second acquéreur ou donne aucune préférence à celui-ci. »

L'obligation de livrer est ici confondue avec la tradition même. Cette confusion est diamétralement opposée à l'axiome de droit. *Nus nudi pactis, sed traditione transferuntur rerum dominia*. Cela tient aux principes du système hypothécaire proposé au titre VI. (Voyez nos observations sur ce même titre.)

Art. 43. « Les dommages et intérêts n'ont point lieu lorsque le débiteur a été empêché de faire ce qui lui était dû, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, ce qui lui avait été interdit. »

Il faut dire : ce qui lui en est été ordonné, ou interdit.

Art. 62. « Les créanciers ne peuvent attaquer, sans préjudice de fraude à leurs droits, les actes par leur débiteur, que dans les deux cas suivants. »

Les droits des créanciers sont ici beaucoup moins étendus qu'ils ne l'étaient d'après la loi *Potholien*. Outre les actes prévus, il en est beaucoup d'autres qui peuvent être faits en fraude des créanciers, par exemple, une donation, on vende à vil prix, de meubles ou d'immeubles, faite à un proche parent pendant une cause pendante sur la question de propriété ou sur toute autre revendication, l'obligation hypothécaire contractée après un séisme, etc.

Ces faits se reproduisent fréquemment sous nos yeux. Nous convenons que tous les actes susceptibles de fraudes doivent être bien déterminés, et qu'en ne doit déclarer attaquables que ceux où la fraude peut être présumée sans injustice, ou facilement prouvée.

Mais nous croyons devoir réclamer les dispositions de la loi *Potholien*, sauf à les préciser et à les expliquer davantage.

Art. 69. « Toute obligation est nulle, lorsqu'elle a été contractée sans une condition purement potestative de la part de l'un des parties contractantes. »

Cela peut être juste pour les obligations bilatérales ou réciproques.

Quand il n'y a qu'un seul obligé, toute condition, qui dépend de la seule volonté de cet obligé, rend





et tous les Codes antérieurs, distingue trois sortes d'hypothèques : *legales, judiciaires et conventionnelles*.

La première est servie *à la femme commune sur les biens de son mari* ;

Aux *successions et les biens des tuteurs* ;

Aux *communes et établissemens publics* sur des *revenus*.

D'après le projet, ces premières hypothèques dériveraient du *jeu du contrat de mariage*, ou de la *clôture de l'usufruit*, ou de l'acte de tutelle, ou de l'entrée en fonctions des autres susceptibles.

La date de l'hypothèque judiciaire serait le jour même du jugement, quand il est contradictoire, ou le jour de la signification, quand le jugement est rendu par défaut.

Enfin, l'hypothèque *conventionnelle* prendrait date du jour de *contrat*, en quelque lieu qu'il soit passé, à quelque distance que ce soit de la situation des biens ou du domicile de la preuven, pourvu que ce soit dans l'arrondissement du colaire qui le rédige.

Ainsi, des *contrats cachés* dans l'étude des notaires, et romans seulement des individus qui s'aussent soustraits, des *payemens dissimulés* sous la poissière des griffes, en suscitant tant à coup pour être exposés, comme titres d'exclusion, à des hommes de bonne foi, qui auroient traité sans les connaître, et à qui la loi ne laisse aucun moyen de les découvrir.

D'une telle législation, que peut-il résulter ? à de deux choses l'une :

Où le débiteur qui aura engagé avec les *bons*, pourra les engager une seconde, une troisième fois, et faire autant de dupes qu'il trouvera d'innocens créanciers.

Où plutôt ce danger et l'impossibilité de le prévenir feront la confusion, et le propriétaire, après ou même avant d'avoir engagé le bien ou le quart de ses propriétés, ne trouvera plus à emprunter un cent, par conséquent le commerce perd toute espèce de mouvement, et la loi ou laissent aux propriétaires aucun moyen de repayer les pertes d'une mauvaise récolte, d'une inondation, d'un incendie, etc., la terre elle-même devient stérile sous la main d'un grand nombre de cultivateurs.

Tout, dans ce système, paraît sacrifié à l'intérêt des premiers créanciers. Mais, ceux-là, même au point où l'on a vu si un effet ils sont les premiers, ne peuvent, par conséquent, reconnaître la valeur de leur gage. Le projet leur offre pour sûreté sans sécurité, et il n'offre aux autres qu'une sécurité profonde, inquiétude générale, et préjudice universel.

Enfin, il est évident que clandestinité et hypothèque impliquent contradiction, il est évident que ces formes occultes, ces préférences mystérieuses, établissent une guerre ouverte entre le propriétaire et le capitaliste, nuisent également au commerce et à la propriété.

Beaucoup de projets très-variés ont précédé celui qui fut converti en loi le 11 brumaire au VII. Tous s'accordaient sur un premier principe, la possibilité des hypothèques, et sur le premier moyen de publicité, l'inscription de créances sur un registre particulier ouvert à toutes les recherches. Dans les discussions qui se sont répétées pendant cinq ans et plus, mille moyens d'exécution, mille détails ont été proposés, amendés, repoussés ; mais toujours le principe lui-même a été reconnu. Toujours, à aucune époque antérieure, quand la publicité et l'inscription furent prescrites en 1581, 1606, 1673, sous Henri III, Henri IV, et sous Louis XIV, jamais on n'eût euventement les con-

clusions. Pourquoi donc cette institution, adoptée depuis si longtemps dans la Belgique, en Hollande, en Prusse, et dans presque toute l'Europe ; pourquoi cet usage qui passa d'Allemagne à Rome, et que tant de nations modernes ont reçu des Romains, fut-il en France si constamment repoussé ? Quelque motif l'apprend dans son testament politique : Il faudrait, venant-il, faire ce que fait « tout il y a deux ans, mais qui n'est point d'ex-  
« ception par les bragues du parlement ; il au-  
« rait établi des griffes pour enregistrer tous les  
« contrats et toutes les obligations : ce serait le  
« moyen d'empêcher que personne ne fût trompé,  
« et l'on verrait, quand on voudrait s'en donner  
« la peine, les titres de chaque particulier, telle-  
« ment qu'on saurait à point nommé s'il y aurait  
« encore à lui prêter l'argent qu'il demanderait.  
« Dans le parlement s'en garde de souffrir un si  
« bel et d'insensément qui eût coupé la tête à l'hydre  
« des procès, dont il tire toute sa substance. Il  
« s'efforcera que toute la fortune des plus grand-  
« de la cour aille s'éteindre par là, et qu'ayant  
« pour la plupart, plus de dettes que de biens, ils  
« ne trouveraient plus de ressources, d'autant que  
« leurs affaires seraient découvertes. Ainsi ayant  
« se, sous le prétexte, engager quantité de gens  
« considérables dans leurs intérêts, ils calculeront  
« si bien tous ensemble, que V. M. surait à l'édit  
« qui avait été donné. »

C'est le succès de ces cabales qui, dans les derniers temps de la monarchie, assurait à tels courtisans, à tels fripons plus en moins illustres, l'avantage de faire des banqueroutes de 15 à 20 millions, de voler et ruiner mille familles.

Il ne faut pas contondre, à cet égard, les parlemens de tous les pays, et de toutes les époques, nous pourrions citer les raisonnemens Gurgens opposés par la plupart d'entre eux, et notamment par le parlement de Madrid, à l'édit de 1771 ; mais aurons-nous d'a raisonné plus sérieusement et plus humanitairement que Calhoun ?

« Il faut, disait-il encore, rétablir la bonne loi  
« qui est perdue et assurer la fortune de ceux  
« qui prêtent leur argent ; il faut aussi rétablir le  
« crédit des particuliers qui est perdu sans res-  
« source. En effet, ceux à qui il reste encore des  
« biens ne trouvent point de secours dans leur  
« bourse, parce qu'on les traiterait plus ché-  
« res qu'ils ne le sont. Il faut faire voir clair à  
« ceux qui nous accablent d'ils y trouvent leur  
« intérêt, il faut aussi leur le moyen à ceux qui  
« veulent tromper les autres de le pouvoir faire,  
« comme il arrive tous les jours.

« Il en arrivera encore un autre bien dont  
« de ne saurait disconvenir. Les gens qui sont  
« en nécessité, ne trouvant point de secours,  
« s'adresseront communément à des usuriers,  
« qui accablent bientôt de les ruiner ; on l'éta-  
« blissement de ces griffes leur qu'on se pas-  
« sera d'examiner. On finira qu'on aura  
« du bien, on trouvera ce qu'on aura à faire ; et  
« il n'y aura que ceux qui n'en auront point  
« qui ne pourront plus attraper personne. »

C'est cette tentation de tromper, légalement con-  
« sursée par l'édit de 1771, et qui fut si innée à  
« la morale publique ; c'est cette tentation de se  
« proscrire dans la révolution par plusieurs fois,  
« que l'on proposa aujourd'hui de garantir, en  
« rétablissant les hypothèques clandestines, en  
« attachant un titre de préférence aux anciens  
« privilèges. Et à quelle époque reproduit-on un  
« tel système ? au moment où tout le monde parle  
« de respect à la propriété, on fait d'ouïe  
« des moyens de ressusciter le commerce par le crédit,



toutes ces précautions en Espagne; l'on a même proposé d'isoler ainsi la petite vérole; il faudrait donc substituer au mot *peut* au mot plus générale.

Art. 134. « Les utérines causées par autorité la  
• demandeur en réclamation de la donation entre-vifs,  
• autorisent l'héritier à faire déclarer le légataire  
• déchu de la donation testamentaire... pourvu  
• néanmoins que l'utérion soit intenté par l'héri-  
• tier sous les conditions prescrites par l'arti-  
• cle 63 ».

D'après cet article 63, la donation entre-vifs peut être attaquée du chef d'ingratitude par l'héritier du donateur; mais en deux cas seulement, c'est-à-dire pourvu que l'action ait été intentée par le donateur lui-même, ou qu'il soit décédé dans l'année du décès, de ces deux conditions, la première n'est pas applicable aux donations testamentaires, puisque le testateur, sans intention artion, peut, jusqu'à sa mort, révoquer son testament. Quant à la seconde condition, elle est nulle, parce que le testateur, toujours maître de révoquer le don en attendant l'acte qui le contient, peut avoir eu des raisons de différer; par exemple, jusqu'à la preuve juridique du décès qui couvrirait l'ingratitude, et motive la révocation de la libéralité.

#### TITRE XI.

##### De la vente.

Art. 10. « Le prix de la vente doit être certain, « et consisté dans une chose déterminée. »

Il faudrait au mot chose, substituer le mot somme, pour mieux désigner la vente de l'échange, voyez l'article 1<sup>er</sup>, titre XII, de l'échange.

Art. 63. « Le vendeur est tenu de garantir les qualités utiles de la chose qu'il vend... telles que... le tout néanmoins suivant les circonstances et les usages des lieux. »

Art. 63. « L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acheteur dans un bref délai, suivant la nature du vice rédhibitoire et l'usage du lieu où il a été faite la vente. »

Dans le Pas-de-Calais, l'usage, sur ce point, varie d'une commune à l'autre; on peut y compter trente à quarante usages différents. Appellerait-on usage local d'un seul commun ou contraire par l'usage de la commune voisine? ou donnerait-on simplement ce nom à ce qui se pratique uniformément dans un arrondissement, dans un département ou dans le ressort d'un tribunal d'appel? S'il n'était pas possible de fixer, même sur ces délais, une règle générale pour toute la France, il faudrait au moins reconnaître dans certaines limites la bipolarité et la multiplicité des habitudes locales.

Art. 77. « S'il a été stipulé, lors de la vente, que le fait de paiement du prix dans le terme convenu, la vente serait résolue de plein droit, l'acheteur peut annuler la vente sous offres réelles de payer le prix après l'expiration du délai, mais qu'il n'a pas été mis en demeure par une sommation; mais après cette sommation, le juge ne peut lui accorder de délai. »

Cela suppose qu'après l'expiration du délai, le juge peut, malgré le vendeur, en accorder un nouveau. Que le vendeur l'accorde volontairement ou qu'il accepte les offres faites après l'expiration du premier, à la bonne heure; mais il peut avoir aussi d'autres raisons de refuser; il n'a donc pu être que pour être sûr d'avoir des fonds, à telle époque fixe, pour remplir un engagement, payer une dette de change, etc.; on bien, dans l'intervalle du terme et des offres, il a trouvé une

occasion de vendre ailleurs et plus avantageusement, et cette occasion ne se reproduit plus. Les raisons pourront être appréciées par le juge; mais pourquoi soumettre à l'arbitraire l'expiration d'une convention qui ne peut être contestée? pourquoi, dans les contributions, déclarer des clauses qui obligent et d'autres qui ne obligent pas? pourquoi rappeler le régime trompeur et qu'il est des clauses contrairement?

Pour le vendeur, le terme est de rigueur (art. 82); de puissants motifs ont dû le lui céder disposition. Si les raisons ne sont pas les mêmes pour le paiement du prix, celles-ci n'en sont pas moins contraires.

#### TITRE XIV.

##### De la société de société.

Art. 51. « Dans les sociétés particulières autres que les communes, les associés ne sont pas tenus de subordonner des dettes sociales, et qui ne peut obliger ses associés, s'il ne lui en a conféré le pouvoir. »

Il faut lire probablement, s'il ne lui en a conféré le pouvoir.

Quand à la disposition même, on n'aperçoit pas de raison plausible pour subordonner les sociétés ordinaires d'achat et de commerce, et il y a beaucoup de motifs pour préférer à cet égard la loi romaine, qui rendait subordonner tous les associés indistinctement.

#### TITRE XVII.

##### De la gage.

Art. 1. « Si le mandataire prétend n'avoir pas accepté ou exécuté le mandat, c'est au mandant à le prouver. »

Il faudrait dire pour plus de clarté, c'est au mandant à prouver l'acceptation ou l'exécution.

#### TITRE XVIII.

##### De la gage et nantissement.

Art. 13. « Le gage est nul et inopposable, quoique la dette le soit. »

Il vaudrait mieux dire : Le gage n'est pas divisible, quoique la dette le soit.

#### TITRE XX.

##### De la prescription.

Art. 27. « La ratification en conciliation... interromp la prescription du jour de sa date, lorsqu'elle est suivie d'une assignation donnée dans la huitaine. »

Le ratification républicaine ayant été confirmée par plusieurs lois expresses, il serait bon de lui donner dans la loi une garantie de plus, en permettant de substituer les délais de dix jours aux délais de huitaine.

Arrêté par le tribunal d'appel séant à Honn, sur le rapport de la commission, composée des citoyens DEBRET, LEVEILLÉ et BRANGLART, le 9 prairial an IV de la République française, une et indivisible.

Signé : CHAUSSEUR.

#### OBSERVATIONS

Sur la PROPOSITION DE CODE DE COMMERCE PRÉSENTÉE PAR LA COMMISSION NOMMÉE PAR LE TRIBUNAL D'APPEL SÉANT À GRENOBLE.

Depuis longtemps le peuple français réclamait la rédaction d'un bon Code civil. L'achèvement de la République par la réunion de la réunion libre de ses principes réels par d'autres lois, rendant encore ce besoin plus pressant.

Il appartenait au Gouvernement actuel, après avoir terminé par une paix glorieuse la guerre continentale, d'assurer le bonheur et la liberté du peuple Français par un bon système de lois civiles.

Pour atteindre ce but, ce n'est pas assez pour lui d'en avoir modifié les bases et remis la rédaction à des hommes éclairés; il veut encore s'inspirer de toutes les lumières de la nation; il propose les observations des administrés et de tous les citoyens versés dans l'étude des lois.

Quel spectacle imposant et digne d'admiration! Le Gouvernement le plus libre d'Europe consulte un peuple libre sur les lois qui doivent le régir.

Le projet de Code civil remplit-il l'objet qu'on s'est proposé?

Sans doute il honore les talents et les vertus des hommes justement célèbres chargés de cette importante mission: les matières y sont classées avec amour de précision que de méthode; les principes généraux y sont posés, appropriés aux mœurs, au caractère du peuple français, à la garantie de ses droits de propriété, sa liberté civile.

Cependant, il faut le dire, ce projet présente des lacunes qu'il est essentiel de remplir. Plusieurs sujets importants, et qui demandent fréquemment bien à des constatations, manquent de règles de décision; divers titres ont même besoin de plus grands développements, nombre d'articles, et notamment dans les deux premiers livres, offrent des rédactions obscures, défectueuses.

Si les rédacteurs du Code n'eussent été pressés par le temps, combien il leur eût été facile de passer dans les lois reconnues, dans les coutumes, les maximes sages, des principes féconds, dont la pratique occasionnera un grand nombre de procès!

Qu'on n'espère pas d'y suppléer entièrement par la décision des juges: il n'y a que les lois prévoyantes qui puissent garantir les propriétés; et si elles ne peuvent embrasser les cas rares, du moins doivent-elles restreindre l'empire de l'arbitraire, pour les cas qui se présentent fréquemment.

On se tromperait également si l'on espérait d'y suppléer par des lois particulières: celles-ci n'ont jamais pu qu'embarrasser la législation, et d'ailleurs, si elles l'ont faite, n'ont fait sentir le besoin d'un Code.

Le travail que nous présentons se ressentira aussi, par son inutilité, de la présomption avec laquelle il a été fait; jaloux de répondre à la confiance du Gouvernement, nous lui soumettons le faible tribut de nos lumières; heureux s'il peut en résulter une seule idée utile à la patrie.

#### Observations.

#### LIVRE PRÉLIMINAIRE.

##### TITRE IV

Art. 5. L'étranger, pendant sa résidence en France, est-il soumis aux lois françaises pour la capacité de sa personne? Le rapprochement des articles 4 et 5 de ce titre présente des doutes à cet égard; il serait convenable de s'expliquer d'une manière plus précise sur un aspect ou incapable de disposer de ses biens situés en France.

##### TITRE V.

Art. 10. La rédaction de l'article 10 est incorrecte, elle ne remplit point le but que les rédacteurs se sont proposé.

On présente la rédaction suivante: « On ne distingue point les lois canoniques et les lo-

is rabais, à l'effet de restreindre les dispositions des uns, et d'étendre celles des autres. »

#### LIVRE PREMIER

##### Des personnes.

##### TITRE PREMIER.

Art. 7. Au lieu de cette expression, être traité dans les tribunaux, on dirait, des lois tribunaux. Art. 16. Jacques et rompris l'article 28.

Les deux premiers paragraphes de la section II de ce titre, relatifs aux condamnations qui causent la mort civile et au temps où elles commencent, présentent plusieurs répétitions. On pourrait les éviter par une nouvelle rédaction où l'on fondrait ces deux paragraphes en un seul.

2. L'article 23 de ce premier titre présente le cas d'un condamné contractuellement à une peine emportant mort civile, qui est écoulé; l'article ne dispose, en ce cas, à quelle époque commencer la mort civile; il convient de le modifier, et d'en fixer l'époque.

Au surplus, l'article 28 de ce titre est en contradiction avec l'article 21 du même titre: pour la faire disparaître, on propose de substituer dans l'article 28, à ces mots, la mort civile n'est encourue que du jour du jugement contradictoire, les mots suivants: la mort est de droit encourue que du jour de l'exécution du jugement contradictoire.

##### TITRE II.

##### Actes de l'état civil.

Art. 23. Au lieu de ces mots, l'officier public qui en vérifie le secret, on propose de mettre: qui assure du secret. Cette rédaction paraîtrait plus décente.

Art. 35. La célébration d'un mariage peut avoir lieu que dix-huit jours après la première publication. On pense que la loi sur un mariage doit être abrégée ce long délai, lorsque les parties contractantes sont domiciliées dans les lieux peu distants l'un de l'autre, étant alors censées se connaître.

Sous l'ancien ordre de choses, on pouvait, en attendant l'expiration de deux baux, relâcher le mariage dans les trois jours de la première publication. Il n'en résultait point un très-grand mal.

En outre, on propose de réduire l'intervalle exigé pour la célébration du mariage, à huit jours après la première publication, lorsque les deux parties contractantes habitent dans le même lieu ou au la même commune, ou, ce qui vaudrait mieux, l'arrondissement du même pays de pair.

On laisse au contraire les délais prescrits par le projet, lorsque les parties n'habitent pas dans les arrondissements ci-dessus déterminés, et n'y ont pas un an de domicile.

Les modèles des actes de naissance, mariage et décès, paraissent devoir faire l'objet d'un règlement particulier, et être séparés du Code civil. Il suffit que la loi en détermine les formes; le surplus est réglementaire.

##### TITRE III.

##### De domicile.

Bien n'est plus important, pour l'exercice des droits civils, que de déterminer le vrai domicile de chaque individu. Le Code civil en doit considérer le domicile sous ce dernier rapport.

L'article 3 dispose que le domicile du citoyen est, sous tous les rapports, le lieu où il peut exercer ses droits politiques.

Les articles 4 et 5 décident que le domicile de tout autre individu est son lieu d'habitation, et le lieu où il a fixé son établissement.

ment principal, et qu'il se forme par l'intention jointe au fait d'une habitation réelle.

Il en résulte cet inconvénient, que celui qui change de domicile, s'il est citoyen, conserve l'ancien pendant une année, conformément à l'article 6 de la Constitution, tandis que celui qui ne jouit pas des droits de citoyen, perd son ancien domicile à l'instant du changement.

Il paraît plus naturel d'exiger, pour ces derniers, le même temps de résidence que pour les citoyens. Par ce moyen, on mettrait plus d'unité dans la législation; on dirait l'habituaire que présente l'intention jointe au fait, pour déterminer le domicile d'un grand nombre d'individus; enfin, l'on préviendrait l'abus qu'on a fait de maintes fois, non possédant de ses droits politiques, pour faire d'un changement fréquent de domicile pour se soustraire aux poursuites de ses créanciers.

En conséquence, on propose de substituer aux articles 3, 4 et 5 de ce titre l'article suivant :

« Le domicile de tout individu considéré sous le rapport civil est le lieu où il a fixé son établissement principal d'une manière ou d'une autre. »

A la suite de cet article, on ajournera la disposition suivante :

« Le domicile d'une femme mariée est celui de son mari. » Le Code ne le dit point.

Ces articles additionnels n'apportent aucun changement aux articles 6, 7, 8, 9 et 10.

#### TITRE IV.

##### Des effets de l'absence.

##### SECTION PREMIÈRE.

Il y a des cas qui ne sont point prévus dans cette section, et qu'il faut régler.

1<sup>o</sup> Pendant les cinq premières années, et avant l'envoi en possession provisoire, qui admettent les biens de celui qui est disparu, s'il n'a laissé de procuration à personne ?

2<sup>o</sup> Si les héritiers présomptifs s'emparent des biens de celui qui est disparu, et qu'ils les possèdent pendant trente ans, sans avoir demandé l'envoi en possession provisoire, ne deviennent-ils la propriété par la prescription trentenaire, de sorte que, si l'absent revient après trente ans, il n'ait rien à lui demander ?

3<sup>o</sup> Si les héritiers présomptifs ne demandent pas d'envoi en possession provisoire, ou s'il n'y a ni héritiers présomptifs ni époux de l'absent, comment s'y prendront les légataires ou donataires pour obtenir la possession provisoire de leurs legs ? L'article 21 ne décide ni l'un ni l'autre de ces cas.

Mais outre ces cas à décider, voici des articles à concilier.

L'article 6 ne présume la mort de l'absent qu'après cent ans révolus du jour de sa naissance; et cependant l'article 14 lui donne les héritiers avant ce terme, en rendant *propriétaires immédiats*, avant ce terme, les héritiers présomptifs qui, après trente ans de possession provisoire, ont obtenu la possession définitive des biens de l'absent; de sorte que, si son absence est éternelle à l'âge de vingt ans, il aura des héritiers avant qu'il ait atteint sa majorité.

L'article 11 dispose que l'envoi en possession provisoire n'est qu'un séquestre et un dépôt. L'article 14, premier alinéa, dispose que pendant la possession provisoire les héritiers ne peuvent prescrire; et cependant le deuxième alinéa du même article 11 dispose qu'après trente ans révolus depuis l'envoi provisoire, ils peuvent demander l'envoi en possession définitif, qui les rend

propriétaires incommutables en vertu du jugement qui le leur accorde.

Mais le verbe de jugement est-il autre chose que celle de la prescription, puisqu'elle doit être précédée de trente ans de possession, et qu'elle est sujette à être suspendue, comme la prescription, par la mort ?

Il faut donc de deux choses l'une : ou supprimer l'article 11 et le premier alinéa de l'article 14, si l'on veut laisser subsister le deuxième alinéa de ce même article 11; ou laisser subsister l'article 11 et le premier alinéa de l'article 14, et supprimer le deuxième alinéa de cet article 11. On propose l'adoption de ce dernier parti, comme plus juste, plus sûr, et le seul qui soit conséquent à la prescription établie par l'article 6.

Si on l'adopte, les articles 15, 16 et 17 seront inutiles, parce qu'ils ne sont qu'une répétition de ce qui est décidé au titre des prescriptions.

#### SECTION II.

Art. 14. On demande au cet article, 1<sup>o</sup> Que les parents ou qui est article défini la succession ;  
2<sup>o</sup> Que il y est question, soient tous de même ;  
3<sup>o</sup> Que il soit ajouté à cet article : « Sans qu'ils puissent, ces mêmes parents se prévaloir du droit de demander la solution qui leur est due par l'absent, dans le cas où il y aurait des dispositions entre-vifs ou de dernière volonté excédant la portion disponible. »

Motifs. — Le droit de réductibilité étant inhérent à la personne de l'absent, dans l'incertitude de son existence, la préférence pour la possession provisoire de cet excédant est due au donataire ou au légataire.

#### CHAPITRE III.

Art. 38, 2<sup>o</sup> alinéa. Ce second alinéa est en contradiction avec l'article 37 du titre XX, livre III. Il faut supprimer l'un ou l'autre; cependant on préfère l'article 37 du titre XX, livre III, comme plus juste et plus conforme aux dispositions de la loi du 6 brumaire an 5 (art 811), qui sont très-sages.

#### TITRE V.

##### Du mariage.

Art. 17. Un homme pourra donc épouser successivement la mère et la fille, et une femme pourra épouser successivement le père et le fils ?

La loi du 20 septembre 1792 est bien plus morale, lorsqu'elle dispose que le mariage est « prohibé entre les enfants naturels et légitimes » en ligne directe, excepté après une telle ligne.

On propose donc d'étendre la prohibition aux autres en ligne directe.

Art. 38 et 39. L'article 38 ne permet qu'aux ascendants d'allier de nullité les mariages incestueux, contractés en contravention aux articles 17 et 18. L'article 39 prohibe cette alléance aux collatéraux, pendant la vie des époux; et l'article 45 ne la permet qu'aux commissaires du Gouvernement.

Cependant ces mariages sont contraires aux bonnes mœurs, prohibés chez toutes les nations; pourquoi ne pas autoriser tous les citoyens à les dénoncer au ministère public, puisque l'article 45 du titre VI permet à tout citoyen de dénoncer au ministère public la réconciliation résultant de la grossesse, entre époux qui demandent le divorce ?

Art. 31. On propose, par exception à l'article 31, d'autoriser la fille majeure du vingt-cinq ans accomplis, à exercer l'action pour dot contre

- son père, lorsqu'elle n'a point de biens et qu'elle est contrainte mariage.

*Motifs.* — L'article 32 du livre I<sup>er</sup>, titre X, suppose cette obligation, lorsqu'il autorise le conseil de famille à régler en cas de mort de la dot de l'enfant de l'indivisi.

D'ailleurs, cette action de la fille contre le père, pour dot, étant formellement autorisée par la loi 19 §. 1<sup>er</sup> du même titre, et consacrée par la jurisprudence des pays de droit écrit.

Art. 52. L'égale parenté et la justice veulent que les aliments soient fournis par tous les ascendants à leurs descendants pour eux, et réciproquement. (Art. 117, cap. 1<sup>er</sup>). Pourquoi, dans le projet, n'y soumettre que les époux vis-à-vis de leurs enfants, et borner l'obligation de ceux-ci à leurs père et mère?

On propose de rédiger ainsi l'article 52 :  
 « Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin; cette obligation est réciproque de la part des ascendants.

• Mais l'adultère et l'adultère ne donnent des aliments à leurs petits-enfants que lorsqu'ils sont dans le besoin; et si l'enfant n'est pas dans le besoin, il en est de même des aliments dus par les petits-enfants à leurs aïeux et autres ascendants.

On propose encore d'ajouter les dispositions suivantes conformes au droit romain, leg. 5 §. 1<sup>er</sup> de agniti. et ad ad.

• Les aliénés en ligne directe ne tiennent lieu d'enfants et de parents, ils sont seulement tenus à se fournir respectivement des aliments; et réciproquement. Lorsque l'adultère est dissolu.

## TITRE VI.

### De divorce.

Art. 3. Une cause de divorce est l'adultère de la femme, accompagné de scandale public, ou prouvé par des écrits publics d'être.

Mais si l'adultère est certain, répété, sans qu'il y ait eu scandale public, ou si l'adultère est très-sévére, et qu'il l'aurait caractérisé, s'il n'y a pas eu scandale, il l'aurait donc que le mari garde sa femme adultère, sans moyen de la faire punir ni de la quitter.

On propose de supprimer ces mots, accompagné de scandale public, ou prouvé par des écrits publics d'être, et d'y substituer ceux-ci, l'adultère de la femme légalement prouvé.

Art. 22. Cet article 22 exige une réduction plus précise et plus correcte.

## TITRE VII

### CHAPITRE III.

#### Des enfants hors de mariage

La loi du 12 brumaire an II dispose, article 10, qu'à l'égard des enfants nés hors mariage, dont le père et la mère sont encore vivants lors de la promulgation du Code civil, leur état et leurs droits seront, en tous points, réglés par la disposition du Code.

Ces deux questions se sont élevées à ce sujet. On a demandé : 1<sup>o</sup> si les enfants naturels dont les père et mère sont décédés depuis la promulgation de la loi du 12 brumaire an II, doivent, pour avoir quelques droits à la succession de leur père, rapporter l'acte authentique par lequel ils auraient été reconnus devant un officier public; 2<sup>o</sup> si leurs droits de succession, en cas de reconnaissance, doivent être réglés par la loi du 12 brumaire an II, ou par le Code en lui.

Il existe, à cet égard, une femme dans toutes

les lois faites sur cette matière depuis le 12 brumaire an II.

Le Directoire a écrit, pour la remplir, adressa le 12 ventôse an V, un message au conseil des Cinq-Cents.

Il n'a été statué depuis lors, et le projet de Code civil ne présente aucune disposition qui puisse lever ces doutes.

Il paraît même que, dans le Code civil, on n'a point entendu s'occuper du sort de cette classe intermédiaire d'enfants naturels, puisque l'article 27 du titre VII, livre I<sup>er</sup> du Code, dispose que toute reconnaissance du père seul, non avouée par la mère, est de nul effet; tandis que l'article 11 de la loi du 12 brumaire an II dispose qu'en cas de la mort de la mère avant la publication du Code, la reconnaissance du père seul suffit pour rendre l'enfant légal à lui succéder.

Il est important de faire cesser toutes ces difficultés, soit par une loi particulière sur cet objet, soit par un chapitre additionnel au Code.

## TITRE IX.

### CHAPITRE PREMIER.

#### Des mineurs.

Art. 2. La division de la minorité simplement en deux époques, autorisée en cet article, est défectueuse.

Parce qu'il n'y est point parlé de l'impuberté, qui est une partie de la vie humaine, qui a ses lois particulières, puisqu'à cet âge on est incapable de contracter, suivant le liv. III, tit. III, art. 21 et 22.

Parce qu'il n'est point vrai que jusqu'à dix-huit ans le mineur soit absolument incapable de se contracter, puisque à quinze ans révolus il peut se marier, et stipuler dans son contrat de mariage toutes les clauses qui signalent un majeur, suivant le liv. III, titre II, art. 201, et titre IV, art. 147.

Il faudrait donc rédiger cet article 2 dans le sens de l'art. 21 du titre II, livre III, et de l'article 44 du titre VI, livre III.

On propose la rédaction suivante :

- La minorité se divise en trois époques : la première est celle de l'impuberté, pendant laquelle l'impubère est absolument incapable de contracter;
- La seconde est celle de la puberté, pendant laquelle le mineur peut contracter mariage;
- La troisième est celle de l'émancipation, pendant laquelle le mineur a la simple administration de ses biens, sans pouvoir agir pour le surplus qu'avec l'assistance d'un tuteur.

## CHAPITRE II.

### De la tutelle.

Art. 3. Le projet ne donne aucune indication de la tutelle; il paraît convenable d'en donner une. On propose la définition suivante, qui formerait le commencement de l'article 3 :

• La tutelle est l'autorité civile à l'égard de certaines personnes, pour défendre ceux qui, par la faiblesse de leur âge ou de leurs sens, ne peuvent gérer leurs affaires.

• Il y en a quatre sortes, etc.

Art. 7. Cet article exige que le tuteur naturel l'ait prouvé à un inventaire, et à la nomination d'un arbitre-intime; mais on ne prononce aucun peine dans le cas où il ne remplirait pas ces formalités importantes.

On propose d'ajouter à l'article ces mots : « sous peine de tels dommages-intérêts qu'il appartiendra ».

Art. 17. La rédaction de cet article est inexacte; on pourrait y substituer la suivante :

« Cette déclaration est, à peine de nullité, dans le premier cas, faite du juge de paix, de son greffier et du déclarant; et dans le second, du notaire, du déclarant et de deux témoins : si le déclarant ou les témoins ne savent pas signer, il en est fait mention; s'ils ne peuvent signer, la consence en est énoncée. »

Art. 30. Donner au juge de paix voix délibérative et pourvoir à la nomination du notaire, c'est décharger les parités de la responsabilité à laquelle ils sont soumis par l'article 102 de ce titre et l'article 25 du titre VI, livre III; en conséquence on proposerait d'ôter la voix délibérative au juge de paix.

Art. 16. Des causes qui dépendent de la tutelle. Il paraîtrait convenable que les juges aux tribunaux d'appel fussent dispensés de la tutelle. Indépendamment de leurs fonctions judiciaires, le plus grand nombre d'entre eux ira exercer hors du lieu d'appel, dans lequel ils seront presque toujours nommés tuteurs, ils seront forcés de s'absenter du lieu où siège le tribunal d'appel, pour aller remplir les devoirs de tuteur.

Art. 61. Au lieu de ces mots, *tribunal d'appel du juge de paix*, mettez, *le tribunal de première instance*.

Art. 68. Il est bien rigoureux de priver le tuteur de sa résidence, s'il ne l'a pas déclarée dans l'inventaire. Il peut ne pas la connaître.

On propose d'ajouter à cet article, à la fin : « que le tuteur s'il n'a pas justifié d'ignorer sa résidence, et ainsi qu'on en trouve un exemple dans l'article 182, titre II, livre III. »

Art. 73. Il serait nécessaire d'ajouter à cet article la disposition suivante :

« La quittance du tuteur libère le débiteur. »  
Cela tirerait ruse de la loi romaine, qui exigeait l'autorité du juge pour libérer le débiteur.

Art. 81. Au lieu de ces mots, *dans le ranton* (les cantons n'existant plus), mettez *dans le ressort de la justice de paix*.

Art. 87, 88 et 89. On pense que ces trois articles devraient être supprimés.

1° L'obligation qu'ils imposent au créancier de nuire, de ne pouvoir provoquer l'extinction forcée de ses immeubles qu'après avoir discuté son mobilier, et s'être fait rendre par le tuteur un compte de la tutelle, exigera des procédures longues et coûteuses, qu'il serait utile de prévenir : cet excès de précaution pour les mineurs leur sera plus nuisible que profitable.

D'autre part, cette discussion préalable du mobilier peut d'autant moins être supprimée que l'article 78 du même titre impose au tuteur l'obligation de se faire autoriser par le conseil de famille, toutes les fois qu'il s'agit d'anticiper en de défendre à une action relative aux droits immobiliers du mineur. Si le conseil de famille juge que le tuteur du mobilier soit utile, il en pourra le tuteur pour satisfaire le créancier qui poursuit l'extinction forcée.

Art. 107. Si l'on veut permettre la rance d'un mineur dont la fortune serait en grande partie mobilière, il paraît indispensable de rédiger ainsi le dernier alinéa de l'art. 107 :

« Le mineur ne pourra recevoir et donner de charge d'un capital mobilier, sans y être autorisé par un conseil de famille. »

#### TITRE X.

Art. 24. Cet article semble exclure tout autre

moyen de nullité que celui résultant de la cause d'interdiction.

D'autre part, la cause d'interdiction a pu exister à l'époque de l'acte contesté, n'être connue que de deux ou trois personnes, et être ignorée de celui qui a contracté. Pour annuler l'acte, cette cause doit être notoire.

On propose la rédaction suivante :

« Les actes antérieurs seront annulés, s'il résulte de la procédure sur laquelle l'instruction aura été prononcée, que la cause n'existe pas, notamment à l'époque où les actes contestés ont été faits. »

#### LIBRE II.

Des biens et des différentes modifications de la propriété.

#### TITRE PREMIER.

Art. 5. On propose d'ajouter au dernier alinéa de cet article ainsi conçu, « sont réputés immeubles, les effets mobiliers que le propriétaire a attachés à ses bâtiments à perpétuelle demeure, » la disposition suivante, « et ceux qu'il a attachés à ses immeubles et de les y replacer. »

Art. 7. Cet article suppose que les meubles à vendre à eau sont les seuls d'une qui soient immeubles; ce qui n'est pas exact. On propose donc la rédaction suivante : « Toutes les choses à vendre et à eau sont immeubles. »

« Celles à bras ou assises sur bateaux, non fixés sur piliers, et ne faisant point partie de la maison, sont meubles. »

#### CHAPITRE II.

Des meubles et de l'accession de ce terme.

Les définitions données dans ce chapitre n'expliquent point d'une manière assez précise ce que comprend la vente ou le don du mobilier, ou des effets mobiliers. Ce qui pourrait faire naître des doutes sur l'étendue de leur acception, c'est le rapprochement de l'article 22 de ce titre avec l'article 107 du titre IX, livre III, où ces deux expressions paraissent être prises dans une acception différente.

On pense donc qu'il serait nécessaire de donner dans ce chapitre une définition exacte, 1° de l'expression *effets mobiliers*; 2° du mot *mobilier*.

Au surplus, on observe que la dernière partie de l'article 20 est trop vague. Ainsi l'on demande si la batterie de cuisine, les ustensiles de ménage, le linge de table et de lit, les vases saints, etc., font ou non partie des meubles mobiliers.

#### TITRE II.

De la pleine propriété.

Art. 2. « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété... que moyennant une juste et légitime utilité. »

Ce n'est pas assez d'indemniser, il faut que l'indemnité préserve la chose lésée. On doit donc lire : « et ce n'est que moyennant une juste et légitime indemnité. »

A la suite de cet article 2, on propose l'article additionnel suivant : « du droit de propriété dérivant le droit de réversion. »

Le projet de Code n'est nul part, en principe, ce droit de réversion : c'est la sa place.

#### TITRE III.

#### CHAPITRE PREMIER.

#### SECTION PREMIÈRE.

Des droits de l'usufruitier.

Il manque dans cette section un article pour



décider que « l'usufruitier qui a donné caution, peut recevoir et donner débiteur d'un capital mobilier compris dans l'usufruit. »

Il paraît important de l'ajouter.

#### SECTION II.

Art. 25. Cet article 25 soumet l'usufruitier à donner caution de jouir en bon père de famille, excepté qu'il n'en soit dispensé par sa qualité ou par l'acte constitutif de l'usufruit.

Mais on demande si le vendeur ou le donateur d'un domaine dont il s'est réservé l'usufruit, ou l'acquéreur à titre onéreux d'un usufruit, seront tenus de donner caution, lorsque l'intermittence garde le silence à cet égard.

On pense que l'usufruitier, dans ces divers cas, ne devrait être tenu de donner caution qu'en cas d'administration négligente.

Mais il faut un texte pour le décider.

À la suite de l'article 32, il conviendrait de placer la disposition suivante, qui étend, d'après les lois romaines, un cas fréquemment prévu par le Code; le voici :

« L'usufruitier d'un cheval ou d'un autre animal qui n'est pas sa propre chose, est tenu d'en rendre un autre, ou d'en payer l'estimation; mais l'usufruitier d'un troupeau doit substituer des animaux du croît de ce troupeau ou remplacement de ceux qui ont péri. »

« Si tout le troupeau a péri par accident ou maladie, de manière à ne pouvoir fournir à son remplacement, l'usufruitier ne sera tenu de rendre à la fin de l'usufruit que les rums ou leur valeur. » (Leg. 68 et 70, ff. de usufr. et quinquages.)

Art. 34. On demande si le legs d'une rente viagère ou pension alimentaire doit être acquitté par l'usufruitier de l'universalité de la succession, comme chargé des fruits, ou si ces legs annuels doivent être acquittés en conformité de l'article 36 du même titre.

Cet article exige une explication.

Art. 36. Cet article énonce que « l'usufruitier a titre universel doit contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes. »

Ces mots, l'usufruitier à titre universel, désignent tout l'usufruitier d'une quote-part de la succession, qu'un usufruitier de l'universalité absolue de la succession. Cependant ces deux cas exigent des règles différentes; leur confusion rend l'article obscur, et même injuste.

Lorsque l'usufruitier à titre universel n'est usufruitier que d'une quote-part de la succession, le mode de contribution prescrit par cet article 36 est juste; et en horsant à ce cas la détermination du mode de contribution, leur confusion rend l'article obscur, et même injuste.

Lorsque l'usufruitier à titre universel n'est usufruitier que d'une quote-part de la succession, le mode de contribution prescrit par cet article 36 est juste; et en horsant à ce cas la détermination du mode de contribution, leur confusion rend l'article obscur, et même injuste.

Mais lorsqu'il s'agit de l'usufruitier de l'universalité de la succession, c'est accabler trop de fauteur à l'usufruitier universel, que de lui donner le droit d'obliger le propriétaire, qui peut s'en servir par le moyen de payer toutes les dettes d'une succession, sans la seule charge par l'usufruitier de lui en servir l'intérêt pendant la durée de l'usufruit.

Dans cette hypothèse, il paraît juste « de laisser au propriétaire la faculté de faire vendre des biens de la succession jusqu'à concurrence des dettes, à moins que l'usufruitier universel ne préfère acquitter les dettes dont le capital serait remboursé à la fin de l'usufruit. »

Mais il faut un article formel pour préciser et décider ce cas.

Art. 41. On propose d'ajouter à l'article 41 la disposition suivante : « mais si l'usufruitier décède avant que ce tiers ait atteint l'âge déterminé, l'usufruit s'éteint. »

Cette disposition préviendrait une question souvent agitée dans le cas présent; question qui présente encore des doutes, lorsqu'on rapproche l'article 3 de ce titre, portant que « l'usufruit peut être établi à certain jour, ou sous condition, » de second alinéa de l'article 39 du même titre, où il est dit « qu'il s'éteint par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé. » Reste donc à décider s'il s'éteint par le décès de l'usufruitier, survenu avant l'expiration du temps.

Art. 51 et 52. L'article 52 parle de l'usage d'un troupeau, sans préciser en quoi consiste le droit d'usage d'un troupeau. D'après la loi 12, ff. de usu et habit. § 1 et 2, l'usage d'un troupeau ne peut profiter que des écuries, et non de la litière ni du lait, ce qui paraît absurde. Pour trancher cette difficulté, il est convenable d'accorder à l'usage d'un troupeau le droit d'usage de la litière et du lait pour ses besoins, mais non du croît, en conséquence on propose de réviser l'art. 51 en ces termes :

« Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds ou d'un troupeau, ne peut en extraire qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille; mais il ne peut se prévaloir du croît du troupeau. »

« L'usage de ces besoins se règle, etc. »

Art. 53 et 54. L'article 53 accorde à celui qui a le droit d'habiter dans une maison la faculté d'y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où ce droit lui a été donné.

Mais l'article 54 paraît restreindre en ce cas le droit d'habitation de la famille aux seuls habitants nécessaires à l'habitation personnelle de l'usager, ce qui serait en contradiction avec l'article 53.

Pour lever ce doute, il convient de réviser ainsi l'article 54 :

« Ce droit s'étend à ce qui lui est nécessaire pour son habitation et celle de sa famille, à la propriété du jour du surplus, s'il y en a. »

#### TITRE IV.

##### Des servitudes.

Art. 1<sup>er</sup>. Il paraît convenable de donner une définition des servitudes et de ce qu'on entend par fonds servant ou dominant, expressions souvent employées dans le Code.

On propose la définition suivante (de Domat) :

« La servitude est un droit qui assujettit un fonds à quelque service pour l'usage du fonds d'un autre propriétaire. »

« Le fonds qui est la servitude est appelé fonds servant, celui auquel elle est due est appelé fonds dominant. »

#### CHAPITRE PREMIER.

Des servitudes qui découlent de la situation des lieux.

Ce chapitre ne contient pas, à beaucoup près, la décision des principaux cas de contestation auxquels l'usage des eaux donne lieu. Il s'agit de plus grande développement.

L'article 5, surtout, prête beaucoup à l'arbitraire. On se bornera à faire une observation sur l'article 4.

Cet article 4 ne permet qu'aux riverains d'une eau courante qui n'est pas dans le domaine public, de s'en servir à son passage, pour l'irrigation de ses propriétés.

Cependant c'est un principe généralement reconnu, que les eaux des rivières navigables et flottables étant communes à tous, chacun doit avoir la faculté de les dériver à son usage, pourvu qu'il n'en résulte aucun préjudice à la navigation.

Montu de l'Assemblée constituante contient une disposition précise à cet égard. Elle s'exprime ainsi : « Tout riveyn d'une rivière navigable ou flottable, peut y faire des prises d'eau qui ne ont » seul point. » (Loi du 6 septembre 1791, titre 1, section 1, article 4).

On propose un article additionnel qui rétablirait cette disposition en y ajoutant ces mots, « et en » se conformant, pour l'exercice de cet usage, aux » lois et règlements sur cette matière. »

Art. 7. Cet article 7, relatif au bornage des propriétés contigües, aurait besoin de quelques additions.

On propose les deux articles suivants :  
Art. 1<sup>er</sup>. Celui qui a possédé au delà des limites pendant trente ans, ne peut être réduit dans les limites, sans qu'il en résulte apparence ou non. »

Art. 2. « Si, par le résultat de l'arpentage, il est » reconnu qu'un des voisins a plus de terrain » qu'il n'est porté dans ses titres, et l'autre moins, » on doit parfaire ce qui manque à l'un sur l'ex- » cédant de l'autre, à moins que celui-ci ne jus- » tifie d'une possession trentenaire. »

Art. 3. Le projet de Code ne détermine point de quelle manière les propriétaires des divers étages d'une maison doivent contribuer aux réparations.

On propose de placer dans ce chapitre les dispositions additionnelles qui suivent :

« Si les différents usages d'une maison appar- » tiennent à divers propriétaires, le mode de con- » tribution aux réparations et reconstructions à » faire, est déterminé par les règles suivantes, » lorsque les titres de propriété ne s'expliquent » point à ce sujet. »

« Celui à qui appartient le plus bas étage, est » tenu de faire les fondations et murs assez forts » pour supporter les étages supérieurs. »

« Le propriétaire de chaque étage fait le plus- » cher ou corréage sur lequel il marche, et le » plancher qui le couvre. »

« Le propriétaire du grenier fait le toit. »

« Le propriétaire du premier étage fait l'escalier » qui y conduit, le propriétaire du second étage » fait l'escalier qui y conduit, à partir du premier » étage; et ainsi des autres. »

« Le toit de l'escalier est à la charge des pro- » priétaires des divers étages, en proportion de la » valeur locative de chaque étage. »

Art. 17. Cet article suppose dans tous les lieux un usage pour régler l'indemnité de la charge, en raison de l'échecement du mur mitoyen; mais il y a des départements où il n'y a point d'usage à cet égard. On propose de fixer, d'après l'usage le plus commun, cette indemnité à la même partie de la valeur de l'échecement.

Art. 21. Cet article dit que si, d'après les obser- » vations » il existe une réclamation plus exacte et plus » claire, pour faire disparaître l'espèce de contradiction » que présentent les mots *convention* et *refus*. »

2<sup>e</sup> Comme il y a plusieurs pays où l'usage et l'opinion commune sont que les servitudes s'éteignent dans un mur mitoyen s'éteignent, lorsque, tombé en ruine, il s'agit de le reconstruire à neuf, sur ce point que en n'est plus le même mur, on propose, pour trancher cette difficulté, l'article additionnel suivant :

« Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une » maison, les servitudes actuelles et passives revien- »

« vent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle » maison, sans pouvoir les y aggraver, pourvu » que l'on reconstruise avant que la prescription » soit acquise. »

Art. 27. De la distance et des ouvrages intermé- » diaires requis pour certaines constructions. Comme » il y a beaucoup de lieux où il n'y a pas de règle- » ments particuliers sur ces objets, on pourrait » donner la coutume de Paris pour règle, et en » transcrire les articles dans le Code civil. »

Il serait aussi essentiel de déterminer les dis- » tances que les maisons doivent laisser entre leurs » fonds respectifs, pour le plantation des arbres, » des haies, l'ouverture des fossés, et autres objets » semblables, en ayant égard aux différentes espèces » d'arbres et à la nature des fonds et bâtiments près » desquels ils seraient plantés. »

Art. 31. Pour décider clairement que la dispo- » sition de cet article doit avoir lieu à l'égard des » fonds ruraux enjoint à l'égard des fonds urbains, » et quelle doit s'appliquer aux constructions qui » sont sèches, on propose la rédaction suivante :

« On ne peut avoir des vues droites ou fenêtres » d'aspect sur l'héritage d'un voisin ou son voisin, » ni balcons ou autres semblables saillies, s'il n'y a » six pieds (six toises) d'interstice de distance entre » le mur où les saillies ou fenêtres se trouvent. »

Cette addition nécessaire de rédiger l'art. 33 comme il suit :

« La distance dont il est parlé dans les deux » articles précédents se compte depuis le parement » extérieur du mur ou l'ouverture de la porte, et » s'il y a balcons ou autres saillies saillies, depuis » leur ligne extérieure jusqu'à la moitié du mur » opposé de séparation, si ce mur est mitoyen. »

Nota. — On pense qu'il faut mesurer la dis- » tance depuis le parement extérieur, parce que si le » mur avait quatre ou cinq pieds d'épaisseur, il n'y » aurait pas alors la distance requise. »

#### SERVITUDES.

Les articles 40 et 41 établissent des divisions qui seraient très-avantageuses et très-avantageuses par elle-même.

On trouve ces divisions dans des baux anciens, il est vrai; mais comme on n'était pas obligé de les suivre dans le labyrinthe de leurs décisions, les lois et les coutumes tranchent les juges d'em- » barras. Mais si on les considère par une loi, il faudra nécessairement admettre des servitudes continues apparentes et des servitudes continues non appa- » rentes; il faudra admettre des servitudes discon- » continues apparentes et des servitudes discon- » continues non apparentes; et en multipliant ces quatre espèces de servitudes par les urbaines et les rurales, cela fera huit sortes de servitudes qui auront chacune leurs lois particulières.

Quelques auteurs avaient simplifié la matière, en disant que les servitudes continues étaient celles qui étaient apparentes, c'est-à-dire qui laissaient des traces de leur existence, telles qu'un aqueduc, une porte, une fenêtre; et que les discon- » continues étaient non apparentes, parce qu'elles ne laissaient aucune trace de leur existence, telles que les passages qu'on ne pratique que de loin en loin, le passage, le passage si près d'un chemin qu'il ne laisse pas de faire du passage pour y arriver; et alors l'apparence et la non apparence devenant des caractères, l'une de la servitude continue, et l'autre de la servitude discontinue, loin d'aggraver la matière, tendaient à l'éclaircir.

Cependant, si l'on pense à laisser les deux divisions établies par les articles 41 et 42, telles

qu'elles sont, il restera à donner des exemples des servitudes continues non apparentes et des servitudes discontinues apparentes.

Il faudra ensuite décider si les servitudes discontinues apparentes peuvent ou non s'établir sous titre, parce que l'article 42 décide que celles qui sont discontinues et non apparentes ne peuvent s'établir que par titre, mais rien ne décide si on peut il en établir des servitudes discontinues apparentes.

Il en est de même de leur extinction en cas de confusion, parce que l'art. 56 décide que la servitude discontinue non apparente est censée éteinte lorsque le fonds dominant et le fonds servage sont réunis à être réunis sur la même tête, et que rien ne décide si on peut il en est de même des servitudes discontinues apparentes.

Les servitudes de passage et de chemin peuvent encore occasionner les difficultés.

L'article 10 met au nombre des servitudes discontinues celui de passage; mais si, en vertu de l'article 10, même titre, le propriétaire du fonds dominant fait des travaux sur le passage, s'il en fait sur un chemin, afin d'y supprimer les bœufs ou les autres incommodités; s'il y fait transporter des graviers, ou s'il y fait d'autres travaux indéterminés et très-apparens, ce passage, ce chemin, seront-ils servitude continue ou discontinue, apparente ou non apparente? Et par rapport au passage, si l'on ne peut en user sans un sentier ou chemin, suit l'usage ou répare par des ouvrages de main d'homme très-apparens, ce passage sera-t-il une servitude continue ou discontinue, apparente ou non apparente?

Il est à désirer qu'en résolvant le projet de Code on fasse disparaître les difficultés énoncées ci-dessus, qu'on recueille les conclusions qui lui ont été remarquées, et qu'enfin l'on décide d'une manière formelle si des chemins battus, des routes, des chemins, qui laissent des traces visibles et apparentes de leur existence, peuvent ou non s'acquiescer par une possession trentenaire.

L'intérêt de l'agriculture exige que tous droits du chemin, passage, pèlerinage, usage, et autres semblables, ne puissent s'acquiescer que par titre, lors même qu'ils laissent des traces visibles de leur existence.

Art. 50. Il est indispensable d'ajouter à cet article une exception concernant la servitude de support ou *servitus ferendi*, qui est d'une nature plus onéreuse que les autres. Le Code ne dit rien de cette espèce de servitude.

On propose donc un article additionnel pour excepter de la prescription de dix ans, le non usage de la servitude dans les deux cas précités. Il serait placé à la suite de l'article 55.

« Mais si le fonds asservi, après avoir été inondé, est abandonné par les eaux, ou si la fontaine ou le puits cessent de donner, ou si la servitude est établie, à moins qu'elle ne soit établie comme assise non usage. »

Art. 58. Cet article laisse des doutes sur l'époque où la prescription, pour éteindre la servitude, commence à courir, suivant les différentes espèces de servitudes : on l'élevait sur doutes, en rédigeant l'article ainsi qu'il suit :

« Ce temps commence à courir, selon les diverses espèces de servitudes, ou du jour où l'on a cessé d'en user, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude lorsqu'il s'agit de servitudes continues. »

Art. 61. On propose un article additionnel à cette section, pour un cas qui n'est pas prévu dans le Code.

« Le copropriétaire d'un fonds commun ne peut l'asservir, ni affranchir seul le fonds asservi, sans le consentement de son copropriétaire. »

Arrêté par nous, membres de la commission nommée par le tribunal d'appel à Grenoble, ce 15 prairial an IX, de la République française. Signé : B. M. PAILLON, PLEI, et autres commissaires P. S. On adressera incessamment au ministre de la justice les observations sur le 3<sup>e</sup> livre du Code.

## LIVRE III.

### Dispositions générales.

Art. 2. Le principe établi par cet article doit recevoir une exception : à l'égard du sable des rivières, des confluents et salins de la mer, et des essaims d'abeilles égarés que la propriété aura perdus de vue. »

A ce titre, un auteur d'un trésor, qui se trouve dans le domaine allégué de cet article, ou préleverait celui de découverte d'un trésor.

## TITRE PREMIER.

### Des successions.

Art. 45. Le dernier allégué de cet article présente une faute d'impression essentielle à corriger : au lieu de ces mots, auteurs de l'invent, mettez, auteurs de l'invent, mettez, auteurs de l'invent.

Art. 51. Le projet de Code ne présente aucune disposition relative aux allégués que les pères et mères des enfants naturels leur doivent pendant leur vie, ou propose à cet article l'alinéa suivant :

« Le père et la mère, pendant leur vie, doivent à leurs enfants naturels, légalement reconnus, des aliments selon leurs facultés; cette obligation est aussi imposée à ces derniers lorsque leurs pères et mères sont dans le besoin. »

Le projet de Code paraît au contraire traité avec beaucoup de sévérité les enfants naturels. Pourquoi n'autorisait-on pas, à l'exemple des lois romaines, le fils naturel reconnu par sa mère, à lui succéder universellement, lorsqu'elle n'aurait point d'enfants légitimes? et puisque l'article 10 du même titre admet la mère à succéder à son enfant naturel à l'exclusion de la légitime, lorsqu'il ne laisse aucun enfant ou descendant légitime, pourquoi n'admettrait-on pas le père à lui succéder dans le même cas? Cette reciproque paraît être dans l'ordre de la justice : d'ailleurs, la portion accordée aux enfants naturels par l'article 53, sur les biens de leurs pères et mères, ne réduit à trop peu de chose pour le mode adopté, pour la liquidation par l'article 53.

Art. 55. Cet article paraît présenter une contradiction, puisque les deux derniers allégués laissent un quart de la succession le maximum de la portion affectée aux enfants naturels; et que, suivant le premier allégué, l'enfant naturel devant avoir le tiers de la portion héréditaire qu'il aurait sur s'il n'était légitime, il aurait nécessairement le tiers de toute la succession lorsqu'il ne rencontrerait qu'un ascendant, parce qu'il aurait en la loi s'il n'était légitime. Cependant le second allégué dispose qu'il ne prend que le quart, lorsque le père ou la mère ne laisse ni descendants légitimes ni ascendants; et l'on ne peut présumer que les auteurs du Code aient entendu lui donner le tiers lorsqu'il se trouve un ascendant, et le quart lorsqu'il n'y a ni ascendants ni descendants; autrement les parents collatéraux seraient plus favorisés que les ascendants.

Il faut donc retrancher du premier allégué

morts; ou d'ascendants, et déterminer par une loi particulière la portion que les enfants naturels doivent avoir lorsqu'il n'y a que des descendants.

Art. 46, 67 et 68. Ces trois articles ont fait naître les réflexions suivantes :

1<sup>o</sup> Qu'il y aurait plus de moralité à ne point permettre au père la reconnaissance d'un enfant incestueux, attendu que le mariage n'est prohibé, suivant le projet de Code, qu'entre les ascendants et descendants, et les frères et sœurs ;

2<sup>o</sup> Pour prévenir les discordes dans les ménages et des procès, ne conviendrait-il pas de ne point permettre également la reconnaissance des enfants adultérins ? On propose, d'insérer dans qu'un le décret suivant, les articles qui suivent :

« Art. .... Un homme marié ne peut se reconnaître le père d'un enfant qui n'est point né de son épouse. »

« Art. .... Un homme, autre que le mari, ne peut se reconnaître le père d'un enfant né d'une femme mariée, pas même dans le cas de l'art. 5 du titre VII, livre I. »

3<sup>o</sup> Suivant la disposition de l'article 66, l'enfant adultérin n'aurait ni revenu plus considérable qu'un des enfants légitimes, s'il s'en reconnaît d'un seul pour repaier cette trop inégale distribution, on propose l'article suivant :

« Art. .... L'enfant adultérin, présumé tel par l'art. 5, titre VII, liv. I, ne peut réclamer sur les biens de sa mère qu'un revenu vingt fois égal à la moitié de celui que lui aurait produit sa part de cohéréditaire s'il lui eût légitimé ; néanmoins, « ce revenu ne pourra jamais excéder la somme de partie des revenus des biens maternels. »

Art. 78. Il conviendrait de préciser les règles qui devront servir les règles de la légitimité à l'égard des successions réclamées à titre de légitimité. Une deviendront, dans leurs motifs, les successions de la succession ? seraient-ils venant ? que fera-t-on du prix ? ramèneront les prétendants droit à tout-ils de temps pour réclamer ?

Art. 82. Cet article ne présente aucune décision ; on propose d'y substituer le suivant :

« Art. .... Si ces héritiers ne sont pas d'accord entre eux, ceux qui voudront accepter le pourrout, et la part de ceux qui renonceront leur acceptera. »

Art. 87. On propose de préciser l'usage relatif article en y ajoutant l'expression qui se trouve dans l'art. 14, titre X, livre III, et de le rédiger comme il suit :

« L'acceptation est tacite et légalement présumée, lorsque les lois que l'héritier s'immiscer d'une des lois de la succession, ou fait quelque acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter l'hérédité. »

Art. 91. Au lieu de ces mots : par le laps de temps requis pour la prescription du plus longue des droits successifs, il conviendrait, pour éviter toute recherche, de mettre nettement, par le laps de trente ans.

#### Du bénéfice d'inventaire.

Art. 104. Il serait plus convenable, pour veiller aux intérêts des créanciers absents, qui peuvent ignorer le décès de leur débiteur, de fixer à l'héritier qui n'aurait fait aucun acte d'acceptation, un terme pour faire inventaire, à compter du jour où il a su le décès, et passé lequel il ne serait plus admis à ce bénéfice. Il est sensible qu'en laissant à l'héritier un terme indéfini pour faire inventaire, on lui accorde plus de moyens et de temps pour détourner les effets mobiliers et dettes

nettes de l'héritier ; et la preuve de ce détournement devient toujours plus difficile ; ce délai devant être plus long si la succession s'ouvrait en France, et que l'héritier se trouvât en pays étranger ou dans les colonies françaises, on pourrait le graduer d'après les bases fixées par l'article 22 de la loi du 22 frimaire an VII, sur l'enregistrement.

Art. 137. Il faut encore imposer « aux juges de paix l'obligation d'apposer les scellés d'office, » dans le cas prévu par ledit article.

#### Du partage et du rapport.

Art. 150. Le mode de partage adopté par cet article présente une trop grande inégalité ; l'on pourrait autoriser les cohéritiers à limiter entre eux le droit de choisir, ou à tirer les lots au sort. On propose à cet effet l'article suivant :

« Art. .... Les cohéritiers pourront encore, si la majorité d'entre eux le préfère, procéder au choix des lots par tirage au sort, ou les tirer au sort. »

Art. 155. Les mineurs émancipés ont des tuteurs, et non pas des tuteurs, soit que le 2<sup>o</sup> alinéa de l'article 110 du titre IX, livre I. Ainsi, mettez encore ou bien de tuteur.

Art. 174. Mais la loi à qui le père aurait constitué une dot qui se serait perdue par l'insolabilité du mari, sera-t-elle tenue de la précompter sur sa portion cohéréditaire ? Il faut le décider.

Art. 191. Au lieu des mots qu'il y prenne, qui terminent le premier alinéa, mettez qu'il y prenne ; parce que raison, auquel ces mots se rapportent, est au singulier.

Art. 192. Les héritiers ne peuvent être frans des dettes pour une portion seule, lorsque leurs parts sont inégales ; le mot égal est synonyme d'égale ; les mineurs du projet de Code l'ont pris eux-mêmes sans cette acception, dans l'art. 51 du titre XIV, livre III.

Il faut donc supprimer le mot égal de cet article, que l'on n'a pas employé dans un cas semblable prévu par l'art. 108 du titre IX, livre III.

Art. 211. On propose d'ajouter à cet article ces mots : à moins qu'il n'y ait lésion d'autrui. En effet, on pourrait abuser de sa disposition, en donnant à tous les partages ou il y aurait une soule, un qui seraient faits à prix d'argent, le pourrout apparentes d'une vente de droits successifs, afin de prévenir les retours en l'honneur d'héritiers, cet article ne leur dénie que la rescision pour lésion d'autrui, dont parle l'article 212, et même les articles 213 et 214 ne importent, n'aurait pas lieu contre la vente des droits successifs faite entre cohéritiers ; mais il ne décide pas si la rescision pour lésion d'autrui-moté sera admissible ; et c'est pour lever le doute qui pourrait résulter de son rapprochement avec l'art. 103, titre II du livre III, qu'on a proposé l'addition ci-dessus. Si l'on venait à penser qu'une espèce de lésion n'est pas possible contre ces sortes d'actes, il conviendrait de l'exprimer nettement.

#### TITRE II

##### Des contrats ou des obligations en général.

Art. 3, 2<sup>e</sup> alinéa. Il faut retrancher le mot égal. En effet, dans ces sortes de contrats, le risque est quelconque inégal, et suivant la définition exacte présumée par Pothier, les contrats aléatoires sont ceux dans lesquels ce que l'un donne ou oblige de donner à l'autre, est le prix d'un risque dont il l'a chargé.

Art. 11. Il est convenable de placer ici la défini-

nation du dol, définition que l'on a omise dans le projet de Code. On propose la rédaction suivante :

« On appelle dol toute fraude, fraude ou manoeuvre  
prévue dans l'intention de tromper quelqu'un  
ou tentant avec lui, ou de le lésar à son insu. »  
Art. 18. On propose d'ajouter l'article suivant :  
« On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses  
héritiers ou ayants droit, à moins que le contraire  
ne résulte de la convention, ou de la nature de  
son objet. »

Art. 19. Ajoutez à cet article : « et en cas d'excé-  
cution, on est tenu des dommages-intérêts. »

Art. 20. Il faut mettre nulle au lieu du *test co-  
table*, qui se trouve dans le deuxième alinéa de cet  
article, parce qu'il s'agit, dans cet article, des  
conventions dont la cause est illicite, et que la  
promesse en n'y rapporte.

Si les auteurs du projet de Code avaient eu l'in-  
tention de présenter une disposition relative aux  
conventions où la cause aurait été omise, ils au-  
raient pu dire, une convention est valable lorsque  
la cause n'y est pas exprimée; mais l'on sent que  
ce principe serait fort dangereux.

Enfin l'on propose d'ajouter à l'article 30 l'ad-  
dition suivante, insérée dans les lois 3 et 4, à 2,  
ff. de condit. ob. lura, c. 1.

« Cependant, si la cause blesse les bonnes  
mœurs de la part des deux parties, il n'y a lieu  
à la répétition de ce qui aura été donné en exé-  
cution de la convention. »

Art. 32. Ajoutez pour le alinéa, elles donnent  
action en justice. Tel est leur principal effet, rap-  
pelé par la loi 31, ff. de oblig. et act.

Art. 33. On propose d'ajouter à cet article la  
maxime suivante : « Dans tous les contrats syn-  
dicaux, acceptés des parties, ce peut deman-  
der contre l'autre l'exécution de leur conven-  
tion, si elle ne l'a ratifiée, ou si elle n'est  
prête à l'exécuter elle-même, pour ce qui la  
concerne. »

Art. 34. De l'obligation de donner. On propose  
d'intituler cette section première, de l'obligation  
de livrer; le verbe donner ne rendant pas l'idée  
que présente le verbe latin *dare*, du ; et l'on met-  
trait alors dans l'article 34 l'obligation de livrer  
expresse, etc.

Art. 36. Survenu cet article, le débiteur n'est  
reputé en demeure que lorsqu'il a été sommé par  
une interpellation judiciaire.

Les lois 12, cod. de cond. et com. stipul., et 77,  
ff. de verb. oblig., présentent une jurisprudence  
bien opposée. La demeure est encourue par le  
seul fait du retard, et le jour fixé par la conven-  
tion suffit pour toute interpellation. En effet, toute  
autre interpellation ne paraît tendre qu'à favori-  
ser l'inexécution des conventions, et la mauvaise  
foi à susciter des procès. Il est même des cas où  
ne comportent pas les lenteurs d'une interpellation  
judiciaire, qui, d'ailleurs, n'apprend rien de  
plus à la partie incriminée, que ce qui est dans  
son contrat.

La loi conventionnelle devant recevoir son exé-  
cution, toute autre interpellation est superflue;  
des interpellations *pro domo*. Cette maxime a le droit  
commun et conforme à la raison. Mais si les ré-  
dacteurs du Code refusent d'adopter cette maxime,  
ou propose dans ce cas, pour éviter des lenteurs  
souvent inutiles, de substituer une sommation  
extrajudiciaire à l'interpellation judiciaire pres-  
crite par cet article.

Art. 37. L'obligation de livrer se transfère pas  
la propriété, dans le contrat de louage et autres  
titres précaires; il serait donc plus exact de rédi-  
ger le second alinéa comme il suit :

« Cette translation de propriété rend le créan-  
cier propriétaire, et met la chose à ses risques,  
dès l'instant où elle a dû être livrée; le créan-  
cier est accusé de la chose aliénée lui ap-  
partenant, encore que la tradition n'en ait  
point été faite, à moins que le débiteur n'ait  
mis en demeure de la livrer; auquel cas la chose  
reste à ses risques. »

Art. 39. On propose de rédiger cet article comme  
il suit :

« Lorsque la convention porte que celui qui  
manquera de l'exécuter paiera une certaine  
somme, il ne peut être allégué à l'autre partie  
une plus forte somme, à moins que le demandeur  
ne se trouve évidemment plus grand. »

« Le juge peut aussi modérer celle stipulée, si  
elle n'este évidemment le dommage effectif. »  
Celle rédaction présenterait plus de certitude  
et de justice entre les deux dispositions de cet ar-  
ticle; il est d'ailleurs des cas où le dommage ef-  
fectif est beaucoup plus considérable que la peine  
stipulée.

Art. 50. On propose de rédiger le dernier ali-  
néa de cet article comme il suit : « Les intérêts  
peuvent être demandés sur tout état de cause; ils  
sont dus du jour de la demande du capital exé-  
cuté, excepté dans le cas où la loi les fait courir  
d'un droit. »

Art. 51. Ajoutez au dernier alinéa de cet ar-  
ticle ces mots, *en l'intérêt de la faire*; parce qu'ils  
lèvent tout doute sur l'aggravation du sort d'un débiteur,  
sans intérêt et sans motif.

Art. 52. Il conviendrait d'ajouter à cet article  
« Cependant, lorsque le sens d'une phrase est  
clair, on ne doit pas l'interpréter. » Cum in co-  
bis nulla est ambiguitas, non debet admitti volun-  
tatis intentio.

### CHAPITRE III.

#### Des obligations conditionnelles.

Art. 56. On propose d'ajouter après cet article  
le suivant :

« La condition positive est celle qui consiste à  
ce qu'un événement arrive.

« La condition négative est celle qui consiste  
à ce qu'un événement n'arrive pas. »

Art. 70. Ajoutez l'article suivant :

« La condition négative qui a un temps  
fixe est accomplie lorsque ce temps est arrivé  
sans que la chose soit arrivée; elle l'est égale-  
ment si avant le terme il est certain que la  
chose n'arrivera pas.

« Si elle n'a point de temps fixe, elle n'est ac-  
complie que lorsqu'il est certain que la chose  
n'arrivera pas. »

Art. 73. Pour éliminer la disposition contenue  
dans cet article, on propose l'addition et réduction  
suivante :

« Art. ... La condition accomplie a un effet ré-  
troactif au jour auquel l'engagement a été con-  
traint; ainsi les fruits et autres accessoires sont  
possédés du jour du contrat, et les droits acquis  
au tiers pendant l'intervalle, auant. Si le  
créancier est mort avant l'accomplissement de  
la condition, ses droits passent à son héritier. »

Art. 75. L'addition de l'article suivant est pro-  
posée :

« Art. ... L'accomplissement des conditions est  
admissible : en conséquence, si elles existent  
en plusieurs lots, il faut qu'ils soient tous  
arrivés pour que la condition soit accomplie. »

Art. 77. Pour que cet article coïncide avec  
l'article 139, on présente la rédaction suivante :

« Lorsqu'une obligation a été contractée *sub*

« une condition suspensive, si la chose qui fait la matière de la convention périt avant l'écoulement, elle périt pour le débiteur, et l'obligation est éteinte par l'extinction de la chose qui en est l'objet. mais si la chose se détériore, le débiteur n'est tenu à la réparer que si l'obligation est éteinte par la perte de la chose. »

Art. 92. Pour éviter toute fautive application, ajoutez, dans cet article, le mot *solidaire* après celui de *créancier*.

Art. 109. Le titre de la distinction première annonce la définition de l'obligation dérivée; mais on ne l'y trouve pas.

On propose la suivante :

« Une obligation dérivée ou dérivée est celle qui a pour objet une chose ou un fait susceptible de division, tel qu'une somme d'argent ou des journées de travail. »

Art. 112. Rayez le pronom *en* dans la phrase : *Dont ils en ont une, dont ils en ont deux.*

Art. 113. Ajoutez au cinquième alinéa :

« 5° : lorsqu'il s'agit de la faculté de rachat. »

L'article 91, titre II, livre III, motive cette addition.

Art. 127. Le projet de Code ne pose aucun principe sur les transactions : leur importance a déterminé à présenter les articles suivants, qui doivent être placés au titre IV, chapitre IV. Leurs dispositions ont été principalement puisées dans les lois romaines.

#### CHAPITRE IV.

##### Des transactions.

Art. 1<sup>er</sup>. « La transaction est une convention entre deux ou plusieurs personnes qui, pour prévenir ou terminer un procès existant, règlent leurs différends à des conditions qu'elles préfèrent à l'espoir de gagner, jointe au péril de perdre. » (Celle définition est présente par *Dont*, lois civiles, livre I<sup>er</sup>, titre XIII.)

Art. 2. « Les transactions ne régissent que les contestations qui s'y trouvent clairement comprises par l'indication des parties; celles faites avec l'un des intéressés n'empêchent pas de poursuivre le procès sur les autres. »

Art. 3. « La transaction faite dans une transaction, à l'insu des parties, actions ou prétentions, ne doit s'entendre que de ce qui est relatif à l'objet de la contestation qui lui a donné lieu. » (Leg. 31, cod. de transact.)

Art. 4. « Les transactions tiennent lieu d'un jugement; elles ne peuvent être rescindées pour cause de lésion. »

Art. 5. « Si l'une des parties se désist, par la transaction, de ses prétentions sur la chose qui fait l'objet de la contestation, au profit d'une somme, il n'y a lieu à l'action de garantie, ni à répétition de la somme débiteur, à moins que la chose obéisse à l'une des parties moyennant une somme d'argent ou d'été reconnue, par la transaction même, appartenir à l'autre. Il y a lieu à la même action, si la chose donnée pour éteindre le dissentiment de la demande ne faisait pas l'objet de la contestation. »

(*Polhier* le pose en principe dans son *Traité de la vente*, part. 7, n° 515, fondé sur la loi 33, cod. de transact.)

Art. 6. « Si la transaction est générale sur toutes les affaires que les parties pourraient avoir ensemble, les litiges ignorés des deux parties qui auraient été découverts depuis lors, ne peuvent fonder l'action en restitution. » (Leg. 29, cod. de transact.)

Art. 7. « Si des pièces fausses ont donné lieu à la transaction, il y aura lieu à l'action en nullité contre tout ce qui aura été réglé en conséquence, mais non quant aux autres choses qui en seraient indépendantes. » (Leg. 42, cod. de transact.)

Art. 8. « Il y a lieu à l'action en restitution contre une transaction faite en exécution d'un litige réel, si les parties n'ont pas expressément traité sur la nullité. »

Art. 9. « On ne peut transiger sur un acte nul ou contesté. » (Leg. 6, ff. de transact., cod. Fab. def. 1, de transact.)

Art. 10. « La transaction sur un procès jugé ou dernier ressort à l'insu des parties, est nulle; elle subsiste si le jugement est susceptible d'appel. »

Art. 11. « L'erreur de calcul intervenant dans une transaction se répare, à moins que l'on n'ait transigé sur l'erreur même. » (Leg. une, cod. de error. calcul.)

#### CHAPITRE IV.

##### De l'extinction des obligations conventionnelles.

Art. 129. Cet article devrait être remplacé par la définition que *Polhier* donne du paiement, comme il suit :

« Le paiement réel est l'accomplissement réel de ce qu'on s'est obligé de lui ou de faire. »

Art. 131. Il faut ajouter au 2<sup>e</sup> alinéa de cet article l'exception présentée par la loi 31, ff. de solut., en ces termes :

« Cette règle reçoit exception lorsque le débiteur a promis son fait personnel. »

Art. 132. « Il devient valable, si le créancier n'a plus d'exception à élever. » (L. 60, 78 et 91, § 2, ff. de solut.)

Art. 134. On propose d'ajouter les articles suivants, pour compléter les principes en matière de paiement :

Art... « Le paiement fait au créancier du créancier, est libre si sa créance est exigible. » (L. 6, ff. de solut. mal. except.)

Art... « Celui qui, sans dol ni collusion, paie par autorité de justice, est libéré. » (L. 81, ff. de solut.; *Fab. def. 38 de solut.*)

Art... « On peut, en exécution du jugement, opposer de l'exception de paiement. » (Cod. Fab. def. 42 de excec. rei jud., et del. 28 de appl.)

Art... « Celui qui peut payer avant le terme n'a droit des intérêts que jusqu'au temps où il paie la somme due. »

Art... « Le paiement fait par le débiteur à son créancier, ou au profit d'une saisie-arrest légitime, ne vaut, s'il n'est pas valable à l'égard des créanciers antérieurs, qui peuvent le contester à l'égard de leur créancier, sauf son recours contre le créancier. » (*Polhier, des oblig.* n° 462.)

Art. 135. Cet article deviendrait plus clair s'il était suivi d'un exemple. On propose d'ajouter le suivant :

« Aussi le paiement, fait de bonne foi par le débiteur d'une succession à celui qui en a la légitime possession, est valable, quoiqu'il soit ensuite reconnu qu'elle appartient à un autre; sauf à ce dernier son recours contre le possesseur. » (*Polhier, des oblig.* n° 467.)

Art. 136. L'harmonie de la société exige que l'on remplace avec exactitude les obligations contractées; on ne peut prendre aucun engagement ni faire honneur à ceux qu'on a pris, qu'autant que les lois nous offrent un moyen assuré pour obtenir l'exécution des engagements au terme convenu.

Le créancier dont le débiteur aura obtenu la faculté de diviser son paiement sera bientôt reconnu comme devant à son tour l'obtenir contre son propre créancier.

Cet article donne donc aux juges une latitude dangereuse, ou plutôt trop arbitraire, dont l'exercice paraîtrait n'être qu'une faveur, d'autant plus qu'il ne déterminait ni le nombre des fractions, ni les délais pour leur paiement.

Toutes les positions des débiteurs, et l'aide de quelques obligations spéciales, mensongères et par conséquent invérifiables, présenteront des motifs suffisants pour s'écarter le paiement, sous le prétexte d'une fausse philanthropie. On ne doit donc autoriser la division du paiement que lorsque le créancier demande une provision, ou les contestations élevées sur une portion de la dette.

#### Des offres de paiement.

L'art. 150 dit que les offres doivent être faites au domicile du créancier; l'art. 151, n° 6, dit qu'il faut les faire au lieu où le paiement doit être exécuté; et le dernier alinéa de l'art. 150 dit que le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

Pour concorder ces deux articles, on lever le doute qui pourrait naître de l'article 150, qui prévoit cependant un autre cas, on propose de rédiger le n° 6 de l'art. 151 ainsi qu'il suit :

« Que les offres soient faites au lieu où le paiement doit être exécuté, conformément à ce qui est énoncé en l'article précédent. »

On demande après, relativement à l'art. 151, qu'il soit dit, idem, pour valoir l'offre et la consignation d'une dette en denrées, par exemple, de 200 quintaux de blé, il faudra l'offrir en nature par l'exhibition du blé. Il conviendrait de prescrire un mode à cet égard.

Art. 152. Il est inutile d'exiger, pour la validité des consignations, un bordereau des espèces ou de la chose livrée au paiement, afin de prévenir les abus nuisant de l'exécution qu'on pourrait faire des espèces, surtout dans le cas d'une démentiation.

On propose, à cet effet, de rédiger ainsi le n° 3 de l'art. 152 :

« Qu'il y ait un procès-verbal dressé par l'officier dépositaire, tant du bordereau des espèces ou des choses livrées que du refus fait par le créancier de les recevoir, ou de sa non-comparution. »

#### De la novation.

Art. 156. Il est inutile de donner la définition de la novation; on propose la suivante : « La novation est la substitution d'une nouvelle dette à une ancienne. »

Art. 157. Ajoutez à cet article ces mots : « pour elles ou pour leurs fruits. »

On propose encore de faire précéder l'art. 157 par le suivant :

Art. 158. Il n'y a pas de novation s'il n'y a deux dettes, dont l'une est éteinte par l'autre qui lui est substituée.

« Ainsi, si la première est conditionnelle, la novation ne peut avoir lieu que lorsque la condition existe. »

« Si la nouvelle dette est conditionnelle et non l'ancienne, la novation ne pourra avoir lieu qu'à l'existence de la condition. »

« Mais si, avant l'existence de la condition, la première dette était éteinte par l'extinction de la chose qui en faisait l'objet, il n'y aurait pas de novation. » (Fautour des édits, n° 536).

Art. 159. L'expression, il suffit, employée dans

cet article, est trop atténuante; il conviendrait de mettre à sa place, il faut.

Art. 160. Pour lever le doute qui pourrait naître de l'article 11, titre III, livre III, on propose d'ajouter après l'article 168 la disposition suivante :

Art. 161. Si la personne déléguée n'était pas le titulaire du délégué, elle ne serait pas moins obligée de payer la dette au créancier qu'elle a accepté, sauf son recours contre le délégué.

Art. 162. On propose l'addition suivante : « Mais l'on ne peut valablement payer à la personne indigne, si elle est devenue, depuis l'indication, incapable de recevoir. » (Fautour des obligations, n° 188).

Art. 163. Plusieurs auteurs prétendent que ce abandonnement de biens n'a eu cours qu'à titre de gage, lorsqu'il n'en est rien dit dans l'acte.

On demande, pour lever toute espèce de doute, qu'il soit déclaré si la cession volontaire de biens transfère ou non la propriété aux créanciers, lorsqu'il n'en est rien dit dans l'acte.

Art. 192. Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de cet article présentent un sens obscur.

Cette obscurité naît de ces mots : cette exception, qui se réfèrent à une exception dont on n'a point parlé.

Il conviendrait de rédiger ces deux alinéas comme il suit, en barrant subsister le premier.

« Cette règle reçoit exception pour certaines créances à l'égard desquelles la loi n'accorde point le bénéfice de la discharge de la contrainte par corps. »

« Toutes les dettes auxquelles la loi attache cette contrainte en matière civile, étant susceptibles de cette exception, la cession judiciaire n'a d'usage que pour les dettes commerciales. »

« Les règles qui lui sont, etc. »

Art. 193. On propose d'ajouter à cet article la disposition suivante : « Lorsque le contrat relie ferme plusieurs obligations distinctes et indépendantes, la nullité de l'une n'emporte pas celle de l'autre. »

Art. 197. Le second alinéa de cet article serait susceptible d'un plus ample développement.

#### De la preuve littérale.

Art. 207. Il serait avantageux de placer avec la distinction première les dispositions générales communes aux titres authentiques et sous seing privé; cette méthode élargirait des répétitions.

On présente ci-après deux principes généraux qui ont été omis :

Art. 208. Les actes doivent être écrits et signés en français. (Loi du 2 thermidor an II, n° 118).

Art. 209. Ce sont les clauses d'un acte qui en déterminent la nature, plutôt que la destination; mais que la loi lui donne les parties. (Loi du 9 fructidor an II, art. 1<sup>er</sup>).

On propose encore d'ajouter au premier alinéa de l'article 210 : « et il s'entend par provision, jusqu'à ce que le fait soit prouvé. »

Art. 210. Il conviendrait d'ajouter à cet article la disposition suivante : « ou du jour où ils sont énoncés dans un acte authentique. »

Elle est prise dans les lois des 13 messidor et 6 fructidor an III.

Art. 210. Il faut mettre particuliers en marge, à la place de bourgeois; cette première expression, que l'on emploie à l'article 53, titre XX, liv. III, présente une idée plus générale et plus exacte.

Art. 223. Il est important, pour éviter des annotations inutiles, d'ajouter au dernier alinéa

de cet article la restriction suivante : « pourvu que l'écriture soit de la main du créancier. »

Art. 227. Au lieu du ces mots : sur le registre des donations, mettez sur le registre des insinuations.

Art. 229, 230, 231. Ces articles établissent une distinction entre les actes confirmatifs et les ratifications, que les lois romaines et les jurisconsultes français avaient confondus joint. leg. 12, ff. rem ratam habere; leg. ult. ff. de bonor. postest.; leg. 3. Cod. si major factus alienationem. On n'aperçoit aucun motif pour s'écarter de la disposition de ces lois.

Il faudrait aussi, puisqu'on veut améliorer la législation, faire disparaître la distinction que l'ancienne jurisprudence avait établie entre les actes confirmatifs et ceux de conséquence, parce que cette distinction prête trop à l'arbitraire, et que ces prétendus actes de conséquence sont des acquiescements.

On pense qu'il serait très-utile de réunir dans le nouveau Code, sous une section, tous les principes relatifs aux ratifications; et l'on présente, à cet égard, les articles suivants :

« Art. ... La ratification est l'approbation de ce que l'on a fait soi-même, ou de ce qui a été fait pour soi par autrui. »

« Art. ... L'acte radicalement nul n'est pas susceptible de ratification; mais il peut être révoqué en la forme légale. »

« Art. ... La nullité radicale est celle qui résulte de l'insubordination des formes requises pour la validité des actes entre majeurs; c'est aussi celle qui est déclarée telle par la loi. »

« Art. ... Les actes dont les vices donnent lieu à l'annulation en ratification peuvent être ratifiés. »

« Art. ... La ratification est expresse ou tacite. La ratification expresse est celle que l'on fait en termes clairs et précis, qui rappellent l'acte et le confinement. La ratification tacite est celle qui résulte d'actes ou de faits qui supposent évidemment la connaissance de l'acte et l'intention d'y acquiescer, comme si on l'exécute ou si l'on en demande l'exécution. »

« Art. ... L'effet de la ratification est de purger l'acte de tous ses vices, au point, dès lors, ni en demander la rescision, ni le désavouer. »

« Art. ... Pour ratifier valablement un acte, il faut être capable de le faire, et être dans un temps où les lois en permettent la confection. » (Leg. 24, ff. rem ratam habere).

« Art. ... Celui qui, faisant un acte pour autrui, s'oblige à la lui faire ratifier, est tenu, à défaut de ratification, des dommages-intérêts. »

« Art. ... Si l'acte ratifié a été fait par autrui que le ratifiant, et sans mandat, il ne donne hypothèque sur les biens du ratifiant que du jour de la ratification. »

« Si l'acte ratifié a été fait par le ratifiant dans les formes qui confèrent l'hypothèque, elle aura lieu du jour de sa date. »

« Art. ... Le majeur qui manifeste vouloir se faire restituer contre une vente par lui faite en minorité, peut être forcé à la ratifier, ou à reprendre l'immeuble. »

#### De la preuve testimoniale.

Art. 232. On a vu, dans cette section, toutes les dispositions relatives au nombre, à la qualité des témoins, aux motifs de rejet et de reproches; si par conséquent plus nécessaire d'en poser les principes, que, par la disposition générale et finale du Code, on abroge les ordonnances et coutumes relatives aux matières qui font l'objet du Code.

Art. 238. On propose d'ajouter à cet article l'alinéa suivant :

« 3° à celles où l'on aurait employé la dol, la fraude ou la violence. »

En effet, comme on ne peut que très-rarement en fournir la preuve par écrit, ce serait les autoriser que d'en refuser la preuve testimoniale.

Art. 252. Il est nécessaire de donner la définition de l'affirmation judicatoire, pour l'intelligence de l'article 253.

Art. 255. On doit être autorisé à déférer l'affirmation sur la propre connaissance de la partie, quoique le fait ne lui soit pas personnel; tel serait le cas d'un héritier qui pourrait être instruit d'un emprunt fait par le défunt.

Il faut donc ajouter à cet article ce qui suit :

« Ou sur la connaissance qu'elle a du fait de celui auquel elle a succédé. »

#### TITRE IV.

##### Des contraintes par corps.

Art. 1<sup>er</sup>, n° 8. Les lois modernes ayant assimilé les fermiers des moulins à la loi aux fermiers des biens ruraux, on propose d'ajouter au n° 8 de cet article : « et contre les fermiers de moulins à farine. »

Art. 4. Cet article présente quelques dispositions relatives au stellionat commises par les femmes.

Il serait inutile de donner la définition du stellionat; on propose la suivante :

« Le stellionat est la dol dont use celui qui vend ce qu'il a déjà vendu; engage comme non hypothéqué ce qu'il a déjà hypothéqué; vend ce qu'il a déjà hypothéqué comme lui appartenant ce qu'il n'appartient à un autre. »

On observe en préface que ce titre est incomplet. Il ne décide point si l'on peut saisir le débiteur dans sa maison, dans les temples, à l'audience d'un tribunal, dans une école centrale pendant la leçon d'un professeur, dans l'enceinte d'une administration publique, en allant ou revenant de déposer en justice. La loi du 15 germinal an VI (n° 1784) présente aussi, dans l'article 18, des dispositions relatives à l'élargissement du débiteur incarcéré, qu'il serait utile d'insérer dans le Code.

#### TITRE VI.

##### Des cautionnements.

Art. 1<sup>er</sup>. Le titre V ne présente aucune disposition relative à la question de savoir si les filles, les veuves, et les femmes divorcées, peuvent cautionner pour autrui. L'intérêt et la faveur due à la faiblesse de leur sexe n'exigeraient-ils pas qu'il leur fût prohibé de cautionner pour autrui, au point ou même avant l'âge de vingt-cinq ans accomplis ?

On demande à cet égard une décision quelconque.

Art. 12. Ajoutez au 2<sup>e</sup> alinéa de cet article l'exception suivante : « au cas du cautionnement de l'une d'elles ne fût pas valable. »

Art. 17. On propose l'addition suivante :

« Elle n'a également aucun recours contre le débiteur principal qui aurait précédemment payé, si le cautionnement a été donné à son insu. »

Cette addition est fondée sur le même motif de justice que l'exception prévue par cet article; et il est nécessaire de décider ce cas pour faire cesser le doute qui aurait pu naître de l'article 14, même titre, qui ne prévoit cependant pas le cas ci-dessus.



Art. 25. Le chapitre IV n'est intitulé que de la caution légitime et de la caution judiciaire; cependant toutes les règles de dérogation qu'il renferme, sont l'exception énoncée au l'article 27, doivent également s'appliquer à la caution que le débiteur s'est obligé de donner par convention.

On propose, en conséquence :

1° D'intituler ce chapitre : de la caution conventionnelle, *legitimam et iudicariam*;

2° De rédiger comme il suit l'article 25 :

« Toutes les fois qu'une personne est obligée, soit par une convention, soit par la loi ou par une convention, à donner une caution, la caution offerte doit être solvable, et domiciliée dans l'arrondissement du tribunal de première instance où elle doit être donnée; elle doit être, ou entre, susceptible de le devenir par corps, ou lorsqu'il s'agit d'un cautionnement judiciaire, »

On propose la désignation de l'arrondissement du tribunal de première instance, à l'expression *loci* qui se trouve dans l'article 25, qui laisse des doutes sur l'étendue plus ou moins grande dont le motif peut être susceptible.

3° De mettre au 2° alinéa de l'article 25, au lieu des mots *disposés de la seconde de ces conditions*, ceux-ci, *disposés de la condition du domicile*, ce qui évite toute équivoque.

#### TITRE VI.

Art. 8. Ajoutez au n° 3 de cet article, « que les loyers des boutiques et magasins sont privilégiés sur les marchandises qui y sont », pour éluder la question qui pourrait naître de savoir si les marchandises sont portées de tout ce qui garnit une maison louée.

On propose encore d'ajouter au deuxième alinéa du n° 4 du dit article, le mot *judiciaire*, après ces mots, *ou empêcher la vente*, parce que l'on peut empêcher la vente volontaire d'effets mobiliers.

Art. 10, n° 4. Le premier des architectes et entrepreneurs qui ont rempli les formalités requises, doit être restreint à la plus-value résultant ou moment de l'achèvement de l'immeuble, conformément à la décision de l'article 12 de la loi du 11 brumaire an VII (n° 2137). On ne doit pas étendre ce premier alinéa à la totalité du prix des réparations et constructions; ce serait donner à un propriétaire le moyen de priver des créanciers légitimes de l'effet de leurs hypothèques antérieures, par des dépenses considérables et souvent de pure fantaisie, lesquelles, par les privilèges que cet article leur accorde, diminueraient le gage des créanciers antérieurs.

Art. 26. On propose d'ajouter l'alinéa suivant :

« Si y a pareillement hypothèque, à dater du jour du mariage, sur les biens du second mari, » qui est responsable de la gestion de sa femme, dans le cas énoncé au l'article 12 du titre IX, du 1<sup>er</sup> n°.

Art. 77. Cet article, qui peut donner lieu à des surprises, surtout au préjudice des gens de la campagne, devrait être supprimé; d'ailleurs, n'y a-t-il pas un grand inconvénient à ce que celui qui signe un acte de vente comme témoin, soit censé, par son silence, s'être départi d'une hypothèque pour laquelle il avait donné inscription, ou opposition?

D'autre part, le n° 2 de cet article dispose que si l'hypothèque a été restreinte sur un seul immeuble, le vendeur n'est censé s'en remiser à son hypothèque que sur cet immeuble.

Cette rédaction est obscure. Si l'on en a bien saisi le sens, ce n'est pas l'hypothèque, en y en, qui est restreinte; c'est, au contraire, la déclaration

de franchise d'hypothèque qui a été restreinte sur un seul immeuble.

On propose, en conséquence, la rédaction suivante : « Si la déclaration de franchise d'hypothèque a été restreinte à un seul immeuble, en ce cas le vendeur n'est censé avoir renoncé à son hypothèque que sur cet immeuble. »

#### TITRE VIII.

Art. 7, 8 et 9. Dans les observations déjà faites sur les art. 87, 88 et 89 du titre des testaments, livre 1<sup>er</sup>, on a proposé la suppression de ces trois articles relatifs à la discussion préalable du mobilier du défunt, comme exigeant une procédure coûteuse et inutile. Si ces premières observations sont adoptées, il faudra alors supprimer les articles 7, 8 et 9 de ce titre.

Art. 10, 2<sup>e</sup> alinéa. Il conviendrait de substituer à ces mots, « la poursuite de ses droits, renoncés », la défense de ses droits, parce que, dans le cas dont il s'agit, la fraude est décelée.

Art. 21. Si l'on a admis le cas de vice, il en faut prévoir le cas; il serait préférable de remplacer ce mot par celui du juge de paix, comme dans l'article 25 du même titre; et quant à cet article 26, mieux vaut le placer à la place de l'accession du juge de paix, puisqu'il n'en existe plus.

#### TITRES VI, VII et VIII

Couramment les hypothèques, les lettres de ratification et la vente forcée des immeubles.

Nous présentons, sur ces titres en masse, des observations générales qui ont pour objet :

1° De faire connaître le principe de la publicité des hypothèques, qui est la base fondamentale de tout bon régime hypothécaire;

2° De faire rejeter la procédure ruineuse de la vente forcée des immeubles au saisie réelle, établie par le titre VIII du livre III;

3° De simplifier et améliorer les deux lois du 11 brumaire an VII, relatives au régime hypothécaire et à l'expropriation forcée.

On trouve ces observations générales à la suite de notre travail sur le projet de Code; nous espérons que le Gouvernement y voudra bien prendre en considération.

#### TITRE IX.

Des donations entre-vifs, et des testaments.

Art. 5. Si le donateur a disposé de la totalité de la portion disponible, et qu'il soit décédé en majorité, ses dispositions seront-elles exécutées pour la totalité, ou surait-il fallu, pour cela, qu'il eût disposé de nouveau, étant devenu majeur?

Cette question, qui se présentera souvent, doit être décidée.

Art. 16. Le quart de la succession, que cet article accorde aux enfants et frères lorsque le défunt ne laisse ni enfants, ni ascendants, ni frères ni sœurs, donnera souvent lieu à de nombreuses difficultés, eu égard, en général, au grand nombre de vœux et à la modicité de la majorité des fortunes.

N'y vaudrait-il pas mieux permettre, en ce cas, de disposer de la totalité de ses biens?

Art. 19. Au lieu de *donneur*, mettre *donataire*.

Art. 20. La lecture de cet article rappelle la loi du 4 germinal an VIII, qui porte : « À compter de la publication de la présente loi, toutes les libéralités qui seront faites, soit par actes entre-vifs, soit par actes de dernière volonté, dans les formes légales, seront valables si elles n'excèdent pas la portion disponible. »

Cette disposition a donné lieu à la question de savoir si les actes faits antérieurement à cette loi ont dû être renouvelés après sa publication, conformément à la réponse faite à la 37<sup>e</sup> question de la loi du 22 ventôse an II.

L'article 20 du titre IX, livre III, présente également à décider cette question très-importante, de savoir si toutes les dispositions antérieures à la publication du Code civil seront valables à la portion disponible, sans qu'il soit besoin de renouveler les actes qui les contiennent.

Il serait très-important de décider ces deux questions, soit par des dispositions additionnelles au projet de Code, soit par une loi particulière (1).

Art. 36. Cet article annule toute donation à charge de rente viagère, faite à l'un des héritiers présomptifs, si l'objet aussi aliéné, est aliéné d'après la valeur en pleine propriété, et trouve excéder la quotité disponible; d'où il suit que cet article annule une certaine donation qui n'excède pas la quotité disponible.

Mais l'article 20 du même titre porte, au contraire, que toute disposition, soit entre-vifs, soit à cause de mort, qui excède la quotité disponible, n'est pas nulle, sous peine d'être réduite à cette quotité.

Il y a donc contradiction entre l'article 36 et l'article 20. Pour la faire disparaître, on propose de supprimer dans l'article 36 ces mots, en valeur en pleine propriété, et trouve excéder la quotité disponible. «

Art. 39. Pour lever tous les doutes sur la question de savoir si l'état des dettes existantes doit être annexé à la donation sous peine de nullité, ce qui paraît être le vœu de cet article, il faut le terminer par ces mots, « sous peine de nullité de la donation. »

Art. 41. On propose de rédiger la 1<sup>re</sup> alinéa de cet article comme il suit : « La donation entre-vifs doit être acceptée pendant la vie du donateur; celui-ci peut la révoquer avant que le donataire l'ait acceptée. »

Cette rédaction présente la décision de deux questions importantes dans le projet de Code n'offre pas la solution.

On propose encore d'ajouter au 3<sup>e</sup> alinéa du même article, la disposition suivante : « Les héritiers du donateur ne peuvent accepter la donation à lui faite qu'il n'avait pas acceptée. »

Il reste encore plusieurs questions bien importantes à décider, qui se présentent souvent, et qui ont été diversement jugées : elles consistent à savoir :

1<sup>o</sup> Si le donataire est reçu à répudier la donation après l'avoir acceptée, en faisant raison au donateur, ou à ses héritiers, de tout ce qu'il aurait payé en exécution de la donation.

2<sup>o</sup> Si les héritiers du donataire sont admis à joindre de la même faculté;

3<sup>o</sup> Si la partie de la chose donnée peut dispenser le donataire de remplir les charges imposées par la donation.

Il est nécessaire d'insérer dans le Code des dispositions à cet égard. On se dispense de présenter ni des motifs de décision, l'urgence ayant traité ces questions et donné des raisons pour et contre dans la 8<sup>e</sup> de ses questions remarquables

(1) On trouvera à la fin du présent mémoire, d'autres observations sur la loi du 4 germinal an VIII, qui méritent une attention particulière pour son interprétation.

sur la matière des donations, p. 56, l. IV de l'édition de 61.

Art. 58. On propose d'insérer après cet article la disposition suivante : « Si le donateur tombe en déchéance de biens, il a droit d'obtenir du donataire des aliments proportionnés à la donation. »

Art. 70. On observe, à l'égard du 1<sup>er</sup> alinéa de cet article, que, suivant un usage abusif, un notaire signe toujours de confiance l'acte reçu par son confrère, de sorte qu'un seul notaire, s'il était un fripon, pourrait vendre les successions.

Cet usage d'employer deux notaires serait donc excessivement dangereux, surtout dans les campagnes. Deux témoins signataires ne paraissent pas suffisants pour donner à un acte aussi important qu'une donation testamentaire, toute la confiance qu'il doit obtenir.

On propose, à cet égard, la rédaction suivante : « La donation testamentaire faite par acte public est reçue par un notaire et quatre témoins, dont deux au moins qui sachent et peuvent signer. » Si l'on adoptait la modification proposée de quatre témoins pour la donation à cause de mort, il serait aussi convenable d'appliquer cette disposition à la donation entre-vifs.

Suivant le 2<sup>e</sup> alinéa du même article 70, « la donation testamentaire est écrite telle qu'elle est dictée par le donateur », ce qui semble imposer aux notaires l'obligation de s'exprimer à la première personne, et pour éviter toute difficulté à cet égard, l'on présenterait la rédaction prescrite par l'article 5 de l'ordonnance de 1735.

En conséquence, on propose de rédiger le deuxième alinéa comme il suit : « Les dispositions sont écrites à mesure que le donateur les prononce; il lui en est fait lecture en présence de témoins; il est fait de leur mention expresse. »

Cet article 70 n'exige la signature du donateur que par voie de conséquence du quatrième alinéa, il convient de l'ajouter d'une manière plus formelle, en rédigeant comme il suit le troisième alinéa : « elle est signée par le donateur, par le notaire et les témoins. »

## TITRE IX.

Art. 71. Cet article dispose que la donation sous seing privé doit être écrite en entier, datée et signée de la main du donateur.

L'article 75 porte que la donation faite sous signature privée ne prend sa date que du jour de l'acte authentique qui constate sa présentation.

Il paraît donc convenable d'effacer de l'article 71 l'obligation de dater, puisque l'omission de cette date, qui est inutile, entraînerait la nullité de la donation, suivant l'article 94. On observe, d'ailleurs, que l'ordonnance de 1735 n'exigeait point que le testament secret ou mystique fût daté par le testateur; il suffisait de dater l'acte de transcription.

Art. 132. On demande qu'il soit déclaré si le légataire peut repudier un legs fait sous charge qu'il n'ait occupé;

S'il peut le repudier sous prétexte que la charge lui serait devenue trop onéreuse, ou que le legs légué aurait été évité.

Il est essentiel de prescrire la règle à suivre dans ces deux cas.

Art. 137. On propose l'article additionnel suivant :

« La clause inintelligible est considérée comme non écrite. »

Art. 138. On observe, à l'égard du chapitre VI qui traite des gages faits par père, mère ou

autres ascendants, entre leurs descendants, que l'article 16 ne permet au père que de disposer d'un quart; cependant l'article 144 ne permet à l'enfant, lésé dans le partage paternel, de se plaindre que lorsque la lésion est de tiers au quart; d'où il suit que le père peut disposer, entre le quart et sa succession, d'un quart qui les autres trois quarts restants; c'est-à-dire qu'il peut disposer d'un viron la moitié de la succession, sans que les enfants les moins bien partagés puissent se plaindre.

Il peut encore réunir sur la tête d'un de ses enfants, tant par le moyen de ses libéralités que par celui de sa portion légale, plus de la moitié de sa succession; car si le père a 16,000 fr. et trois enfants, il peut l'avantager de 4,000 fr. en vertu de l'article 26; de 2,000 fr. en vertu de l'article 144. Ces deux sommes, tombes à la portion légale, font la somme totale de 10,000 fr., ce qui excède de 2,000 fr. la moitié de la succession paternelle.

Pour remédier à cet inconvénient grave, il serait juste et convenable d'autoriser l'action en lésion dans le cas du partage de l'ascendant lorsqu'il existerait une lésion de chaque tiers au sixième, parce que, dans ce cas, le partage n'est pas volontaire, comme dans celui de l'article 212, titre I, livre III. On rougira qu'un cohéritier, qui n'a concouru au partage, ne doit imputer qu'à lui-même la lésion du tiers au quart qui peut s'y rencontrer, mais cette raison cesse lorsqu'il est forcé de s'en tenir au partage fait par un autre.

Sans doute il faut respecter le partage paternel; mais il est été plus digne de la loi d'accorder au père une plus grande latitude de disposer, que de l'autoriser indirectement à contrevenir à la loi, pour augmenter sa portion disponible.

2° Ne conviendrait-il pas encore de l'autoriser l'ascendant à ne pouvoir disposer qu'en faveur de ses enfants, de la portion dont il peut léser les autres enfants moins présents?

Enfin, l'on observe, sur l'article 144, qu'il ne permet d'attaquer le partage fait par l'ascendant, que dans le seul cas où l'un des copartagés allègue et offre de prouver qu'il contient une lésion du tiers au quart à son préjudice; ce qui exclut le cas où plusieurs copartagés réunissent à former une pareille plainte.

On propose donc de rédiger cet article comme il suit, dans le cas même où l'on ne jugerait pas à propos d'adopter les bases dont on vient de parler :

Art. 144. « Le partage fait par l'ascendant ne peut être attaqué que dans le cas où l'un ou plusieurs des copartagés allèguent et offrent de prouver, etc. »

Art. 145. Cet article dispose que l'enfant qui se croit lésé doit avancer les frais de l'estimation, et doit les supporter en définitif, ainsi que les dépens de la contestation, si la réclamation n'est pas fondée.

La loi romaine était moins rigoureuse et plus juste, lorsqu'elle autorisait l'enfant à répudier le legs qui lui avait été fait, pour s'en tenir à sa légitime. Il n'était pas exposé à avancer les frais dispendieux de procédure; ils étaient supportés entre l'héritier et lui, comme frais de partage.

On désirerait donc que cet article 145 fût rédigé d'après les dispositions des lois romaines.

Art. 146. Le 2<sup>e</sup> alinéa de cet article porte qu'une donation entre-vifs ne peut avoir lieu au profit des enfants à naître.

Cette disposition présente des doutes, lorsqu'on la rapproche de celle des articles 147 et 149, où il est dit que l'on peut donner, par contrat de

mariage, les biens présents et à venir, tant au profit des époux qu'au profit des enfants à naître de leur mariage.

Pour lever ces doutes, il suffirait d'ajouter au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 146, ces mots, « à moins que la donation n'ait été faite en même temps au profit des époux. »

Mais si cet alinéa ne doit pas être entendu dans le sens que nous lui donnons ici, il faut alors expliquer d'une manière claire le cas où il s'applique.

Art. 148. Cet article permet au donateur de disposer, à titre gratuit, d'une somme modique; cette dernière expression paraît trop à l'art. 148, il serait convenable de déterminer cette modique, en fixant la quotité ou douzième ou au cinquante des biens donnés.

Art. 149. Il est essentiel de décider si la donation des biens présents est caduque par le décès du donateur et de ses enfants, lorsqu'elle a été faite cumulativement avec la donation des biens à venir, et lorsque l'état des dettes et charges pécuniaires s'y est unifié. Ce qui forme le doute, c'est que l'article 44 de ce titre dispose qu'il n'y a pas de retour, sans stipulation expresse, dans la donation entre-vifs, et que la caducité produit le même effet que le retour.

Cependant une donation de biens présents, faite cumulativement avec les biens à venir, présente tous les caractères d'une donation entre-vifs, c'est-à-dire des biens présents simplement, lorsqu'il a été annexé à l'acte un état estimatif des dettes et charges du donateur existantes au jour de la donation.

Il semble donc que, dans ce cas, la caducité ne devrait pas avoir lieu pour les biens présents compris dans la donation faite dans les termes de l'article 149; et il convient de lever ce doute, maintenant du rapprochement des articles 44, 149 et 151.

Art. 150. On a souvent agité la question de savoir si la donation était caduque lorsqu'il s'était écoulé un intervalle de temps plus ou moins considérable entre le mariage et la donation.

On propose, à cet égard, les rédaction et addition suivantes :

Art. 150. « Toute donation, faite en faveur de mariage, est caduque si le mariage ne s'est fait dans les deux années, à compter de la donation. »

« Elle est également caduque si le donateur est contracté pas mariage avec la personne qui a été déguisée dans l'acte de donation. »

## TITRE X.

Art. 11 et 12. « Ces articles portent qu'à défaut de conventions entre les époux, il y a communauté de biens. La communauté a lieu de plein droit; elle se forme à l'instant de la célébration du mariage. »

On observe que, dans les départements moutonniers et pauvres, les frais qu'entraîne la dissolution de la communauté dévoreraient la plupart des fortunes; que leurs habitants seraient obligés de faire les frais d'un contrat de mariage, même pour dire qu'ils ne veulent contracter ni communauté, ni aucun autre engagement; que, dans les pays de droit écrit, où la communauté de biens n'était pas en usage, l'on ne pourra s'en passer qu'avec peine aux avantages que la loi attachait aux dots.

Il serait donc à préférer que les droits respectifs des époux fussent réglés, à défaut de convention, par les principes posés dans le chapitre III, sec-

tion 1<sup>re</sup> de ce titre, concernant les conventions sociales de toute communauté.

Art. 31, 2<sup>e</sup> alinéa. Le mari ne peut même faire une donation entre-vifs du mobilier, sans tendre à la fraude avec réserve d'usufruit. Telle est la disposition de cet alinéa ; mais elle est intelligible, et il faut l'expliquer.

Art. 111, 3<sup>e</sup> alinéa. Au lieu de ces mots, après la dissolution de la communauté, mettez après la dissolution du mariage, puisque tout le chapitre III, où cet article est placé, s'applique aux conventions exclusives de toute communauté par convention expresse des conjoints.

Art. 119. A la place de ces mots, mais elle n'est point au mari, il faut mettre : mais elle donne au mari, puisque l'effet naturel de la stipulation dotale est de conférer au mari la jouissance des biens dotaux.

## TITRE XI.

Art. 1<sup>er</sup>. On propose l'article additionnel suivant :  
« La vente d'un immeuble peut être faite par acte authentique ou sous seing privé, sauf à se conformer aux lois sur l'enregistrement et sur les hypothèques. »

Il est essentiel d'insérer cette disposition dans le Code, parce qu'on ne reconnaît pas toujours valable, dans quelques-uns des départements souversains réunis, la vente d'immeubles faite sous seing privé, nonobstant que la loi du 22 frimaire an VII en reconnaisse la validité, en ordonnant qu'elle sera enregistrée dans les trois mois (Art. 22 de ladite loi).

### De la vente.

Art. 2. Cet article dispose que la vente est accomplie dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.

La mot *acception* ne paraît pas être le mot propre, puisqu'il restait encore la chose à livrer et le prix à payer.

On propose d'y substituer celui de *parfaite*, qui présenterait une définition plus exacte de la vente, et se rapprocherait avec l'art. 37 du titre II, livre III.

Art. 4 et 6. Ces articles présentent deux cas bien différents, quoique leur rédaction les confonde, relatifs à l'imperfection de la vente.

Dans celui de l'article 4, la vente est formée, et il ne dépend plus de l'un des parties d'y renoncer.

Dans le cas, au contraire, de l'article 6, l'acheteur peut refuser de contracter au moment même de la dégradation.

On propose la rédaction suivante de ces deux articles :

Art. 4. « Lorsque l'on vend au poids, au compte ou à la mesure, l'acheteur a dès lors l'action contre le vendeur pour faire livrer la chose vendue ; et le vendeur, pour son paiement, n'a d'offre de la livrer, mais la vente n'est point parfaite, quoique la marchandise ne soit comptée, pesée ou mesurée. »

Art. 6. « La vente du vin, de l'huile, et des autres liquides ou fluides qu'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, n'est point parfaite, de la part de l'acheteur, jusqu'à ce qu'il les ait goûtés et agréés. »

Art. 10. Pour caucher cet article, qui dispose qu'une chose déterminée peut former le prix d'une vente, v. l'art. 1<sup>er</sup>, titre XII, et l'art. 1<sup>er</sup>, titre XI de ce livre, qui disposent, au contraire, que l'argent monnayé doit en former le prix, on propose de le rédiger comme il suit :

« Le prix de la vente doit être certain, et consisté dans une somme déterminée. »

On propose encore d'ajouter à cet article un alinéa ainsi conçu :

« Toutes les clauses avantageuses au vendeur ou onéreuses à l'acheteur, font partie du prix. » Cette disposition est utile pour les cas où il y aurait lieu à l'action en lésion, et lorsqu'il s'agirait de la clause comme en droit sous le nom de *clausula addenda*.

Art. 13. Il est essentiel, pour les départements régis jusqu'à présent par le droit écrit, et pour tous les cas à venir où il pourrait y avoir constitution dotale ou créances, d'ajouter aux cas prévus par cet article :

3<sup>o</sup>. Celui où la femme cède des biens à son mari en paiement d'une créance qu'elle lui a ; soit antérieurement constituée en dot, et lorsqu'il y a extinction de la communauté. »

En effet il y a point de communauté dans le cas de l'article 130, titre X du livre III ; et la femme aurait pu avoir constitué en dot une créance et être devenue ensuite bénéficiaire de son débiteur ; rien ne doit empêcher, dans ce cas, qu'elle puisse acquiescer son dette, en donnant un immuable en paiement, lorsque le mari consent à l'accepter.

Et dans le cas de l'adoption de cet article, il faut mettre au dernier alinéa ces mots, sauf dans ces trois cas, au lieu de ceux-ci, sauf dans ces deux cas.

### Des obligations du vendeur.

Art. 25. Cette section 1<sup>re</sup> ne dispose que relativement au vendeur en retard de livrer la chose vendue ; mais si l'est l'acheteur qui est en retard de s'en faire faire la délivrance, comme cela peut arriver pour les choses qui se vendent au poids, à la mesure, au nombre ou à la dégradation, mentionnées dans les articles 4 et 6 de ce titre, que fera le vendeur et qui supportera ces avaries ? Le Code devrait le décider.

Art. 61. On propose de placer après cet article l'addition suivante :

« La subrogation ne donne point de garantie au subrogataire contre le subrogeant, pas même sur la restitution du prix ou sur l'événement ; sauf au subrogataire à exercer tous les droits du subrogeant. »

Il paraît d'autant plus essentiel de rappeler ce principe du droit, dont le Code ne parle point, que la subrogation est devenue d'un fréquent usage pour les mutations de domaines nationaux, et que la subrogation est plutôt une cession des droits du subrogeant, qu'une vente d'immeubles. (Fob. de f. 8 de *controleud. emp.*)

Art. 93, 2<sup>e</sup> alinéa. Il faut que la chose vendue soit déchargée, au lieu de ce que la chose vendue soit déchargée ; c'est sans doute une faute d'impression.

### De la rescision de la vente pour cause de lésion.

Art. 98. L'intérêt de l'agriculture, qui doit l'emporter sur l'intérêt particulier du vendeur, l'avantage aux pertes que la dissimulation dans le prix de vente pourrait lui causer ; le sort des propriétés, qui ne doit pas rester incertain ; les profits ruineux qu'entraîne souvent l'action en lésion, la nature même du contrat de vente, présentent des motifs bien puissants pour faire restreindre cette action, ou tout au moins pour la borner à un cas plus court.

Enfin, si l'on rétablit l'action pour cause

de lésion, il sera nécessaire d'ajouter à cette section II, titre XI, quelques règles pour parvenir à l'estimation la plus juste valeur de l'immeuble, et prévenir les difficultés nombreuses auxquelles donne lieu l'exercice de cette action. On propose les bases suivantes, puisées dans les meilleurs auteurs :

• 1<sup>o</sup> Le produit d'un immeuble rural est ce qui rente à lui dans les années du propriétaire, distraction faite des rentes, charges, fermures, droits de culture, entretien des bâtiments, digues contre les torrents, gardes pour les bois, etc. ;

• 2<sup>o</sup> L'estimation d'un immeuble sera faite en corps de domaine, et non pièce à pièce, à moins que les fonds ne soient affermés séparément ;

• 3<sup>o</sup> Pour déterminer le produit, on prend pour base l'année commune du produit des trois dernières années qui ont précédé la vente ;

• 4<sup>o</sup> Il ne faut point estimer, pour la fixation du produit, les bâtiments nécessaires au logement du fermier, ni ceux qui servent aux baux, aux instruments aratoires et à l'exploitation toutes ces choses étant déjà entrées dans l'estimation générale du produit ;

• 5<sup>o</sup> Le revenu ainsi déterminé, la valeur en capital sera fixée sur le pied de quatre et demi pour cent du revenu ;

• 6<sup>o</sup> Toutes les clauses onéreuses pour l'acheteur sont parties du prix. Les loais d'urbs, ceux d'irrigation et de transcription, en sont également parties. »

Art. 109. Cet article ne prévoit pas le cas où l'immeuble dont la vente est assignée pour cause de lésion d'autre moitié, se trouve entre les mains d'un tiers possesseur.

On propose donc d'ajouter à cet article l'addition suivante : « Le tiers possesseur a le même droit, sauf sa garantie contre son vendeur. »

Art. 109. Cet article prévoit le cas où la rescision pour lésion d'autre moitié n'a pas lieu.

On propose d'y ajouter un quatrième cas non prévu, ainsi conçu : « il se vente fait par un tiers possesseur, sans l'exception en faveur des mineurs. »

Art. 111. On propose d'ajouter les deux articles suivants qui démontrent des cas fréquents et non prévus par le Code :

Art. 112. « Une rescision générale des droits et actions ne comprend pas les actions rescissives et rétroactives, sans clause expresse. »

Art. 113. « La vente ou rescision d'un créancier ne comprend les accessoires de la créance, tels que caution, privilège et hypothèque. »

#### Du transport des créances.

Art. 113. Il faut ajouter à cet article la disposition suivante, et y recourir seulement dans le cas où il a été retiré de la créance. »

Cette restriction deviendra les contrats usagers, parce que la rescision n'ayant pas lieu en vente de créance pour cause de lésion d'autre moitié, suivant l'art. 109, l'on pourrait acheter pour le plus vil prix une créance sur la valeur de laquelle il n'y aurait aucun risque à courir, lorsqu'on cédant solvable aurait garanti la solvabilité actuelle et future du débiteur.

Art. 116. On propose la rédaction suivante de cet article, et l'addition de quelques autres dont le justifie et l'utilité se font naturellement sentir :

Art. 116. « S'il avait déjà profité des fruits de quelque fonds, ou reçu le montant de quelque créance appartenant à cette hérédité, ou vendu quelque chose de la succession, il est tenu de les rembourser à l'acquéreur, s'il en les a pressentement réservés lors de la vente. »

Art. 117. « L'acquéreur doit, de son côté, rembourser au vendeur ce qu'il a payé pour les dettes et charges de la succession, si lui faire raison de tout ce dont il en était créancier, s'il n'y a stipulation contraire. »

Art. 118. « Les servitudes actives et passives sont rétablies ou même étendues elles étaient avant l'ouverture de la succession. »

Art. 119. « Les créanciers de l'hérédité peuvent, à leur choix, actionner l'acquéreur de l'hérédité ou le vendeur, sans le recours de celui-ci contre l'acquéreur. »

#### TITRE XII.

##### De l'échange.

Art. 7. Cet article précède le cas où l'un des copropriétaires aurait reçu en échange un immeuble quelconque et une somme ou retour en échange de plusieurs moitiés la valeur de l'immeuble par lui-même. Or il est évident que, suivant le principe même énoncé dans cet article, la rescision n'a lieu qu'en cas de lésion d'autre moitié.

Le copropriétaire qui a reçu un immeuble d'une valeur quelconque, et une somme en argent excédant de plus de moitié la valeur de l'immeuble par lui remis, ne peut proposer la rescision, puisque la valeur seule de la somme excède, dans le cas donné, de plus de moitié la valeur de l'immeuble par lui remis en échange.

Il y a donc erreur dans la rédaction de cet article, qui ne dit pas ce que les rédacteurs ont sans doute voulu dire ; et pour la corriger il suffit de lire, *par celui qui a payé la somme, à la place de ces mots, par celui à qui la somme est payée*.

#### TITRE XIII.

##### De l'ouïr.

Art. 26. On relate dans cet article l'article 21 du même titre ; c'est une erreur, c'est l'article 19 qui doit être rappelé.

Art. 28. Il convient de déterminer les droits du preneur à défaut de livraison, on propose, à cet effet, l'article suivant :

Art. 28. « Si le bailleur n'a fait pas la délivrance, le preneur pourra, à son choix, demander la résiliation du bail ou sa mise en jouissance, si l'obligation de l'exécution de l'acte vient du fait du bailleur, ou des dommages-intérêts, dans le cas où l'histoire le préjudice du fait d'autrui. Dans tous les cas, le bailleur est tenu des dommages-intérêts s'il en résulte pour le preneur du défaut de jouissance ou l'acte nouveau. »

Art. 33 Il peut arriver que les réparations soient de telle nature que, quoiqu'elles aient été faites dans l'intervalle de quatre décades, le preneur ne puisse faire usage de la chose louée que longtemps après, comme s'il s'agissait de la reconstruction d'un gros mur dont l'humidité rendrait l'appartement inhabitable.

On propose en conséquence d'ajouter à cet article un 3<sup>e</sup> alinéa ainsi conçu :

« Si la plâtre ou le mortier employé dans ces réparations rend l'appartement inhabitable, le locataire aura la faculté de résilier le bail. »

Art. 39. Cet article au déterminant point le temps après lequel le preneur, à défaut de paiement, peut être expulsé.

On propose de le rédiger ainsi : « Le preneur peut résilier être expulsé à défaut de paiement du premier bail, si les arriérés excèdent une année du prix. »

Art. 43 Au lieu de les réparations, il faut mettre ces réparations.

Art. 46. On propose d'ajouter à cet article les mots suivants, *sauf la preuve contraire*.

Art. 50. Il conviendrait d'ajouter à cet article : « Le fermier ou locataire est également tenu d'exécuter le bail ».

Cette réciprocité est juste ; mais il faut que le Code en présente la disposition, parce que la loi 32, *de locati*, avant décidé le contraire, d'après les principes que le droit romain a vus adroit, que l'acheteur et le vendeur à titre singulier n'étaient pas obligés d'entretenir le bail.

Art. 44. Le second alinéa de cet article parle des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet.

Pour éviter l'erreur dans laquelle on habillait des campagnes pendant longtemps, lorsqu'en renouant anciens impôts, il n'aurait pu être ni au cas de guerre ni à celui d'inondation, on propose de substituer à ces mots, à moins que le fermier n'ait renoncé à tous ces cas fortuits prévus ou imprévus, les expressions suivantes, à moins que le fermier n'y ait formellement renoncé.

Art. 76. On propose d'ajouter après cet article ceux qui suivent :

Art. .... « La plus longue durée d'une location ne peut excéder quatre-vingt-dix-neuf ans. »

Cette disposition lui adoptée à l'égard du bail emphytéotique, par l'art. 1<sup>er</sup> du titre 1<sup>er</sup> de la loi du 29 décembre 1790.

Art. .... « Les baux à vie sur plusieurs têtes ne peuvent excéder le nombre de trois. »

Même article de l'édit de 1693.

Art. .... « Les baux qui excéderont les termes ci-dessus y seront réduits. »

Il conviendrait de placer, avant le chapitre II du titre VII, par section qui précéderait toutes les règles à suivre en matière de rentes foncières, il est essentiel que le Code consacre les principes relatifs à un objet aussi important. Les lois des 1<sup>er</sup> décembre 1790, 10 juin et 16 octobre 1791, paraissent n'avoir rien prévu à décrire sur cette matière, et l'on en présente les articles comme il suit.

#### SECTION VI.

##### Des rentes foncières.

Art. 1<sup>er</sup>. On appelle *rente foncière* celle qui est établie par l'acte d'aliénation d'un fonds.

• Elle conserve sa nature, quoique l'acte contienne l'évaluation du capital au moyen duquel on pourra la racheter. (Titre III, art. 3, titre V, art. 3 de la loi du 29 décembre 1790.)

• Mais si l'on vend un immeuble et qu'on en laisse le prix ou le pécule de l'acquéreur, sous une rente, elle est constituée.

Art. 2. « Toute rente foncière est rachetable, nonobstant toute clause contraire. (Titre 1<sup>er</sup>, art. 1<sup>er</sup>.)

Art. 3. « Le possesseur de plusieurs fonds grevés de rentes envers la même personne, peut racheter les uns sans racheter les autres, à moins que ces fonds ne soient tenus à rentes solidaires, auquel cas le rachat de pourra être divisé. » (Titre II, art. 1<sup>er</sup>.)

Art. 4. « Lorsqu'un fonds grevé de rente est possédé par plusieurs copropriétaires, divisément ou par indivis, un des copropriétaires ne peut racheter sa part de la rente que du consentement du créancier. (Titre II, art. 2.)

• Le créancier peut refuser du copropriétaire, le remboursement total en renouant à la solde d'acte envers tous les obligés. (Ibid.)

• Si le redviable fait le remboursement total,

• il est subrogé aux droits du créancier contre les coobligés, mais sans solidarité ; et chacun des débiteurs pourra racheter indépendamment son portion. » (Ibid.)

Art. 5. « Si l'acte établissant la rente contient l'évaluation du capital, le rachat pourra toujours s'en faire à ce prix.

• Si l'acte ne contient pas cette évaluation, le rachat pourra toujours s'en faire sur le pied de vingt années de revenu pour les rentes en argent, et de vingt-cinq années de revenu pour les rentes en denrées. (Ibid.)

• On y ajoutera, pour les rentes exemptes de redevance, une quote-part égale à celle de la redevance. (Ibid.)

• Néanmoins le rachat peut toujours se faire entre majeurs de cet âge, sans que le trait puisse être attaqué sous prétexte de lésion. » (Titre II, art. 3.)

Art. 6. « Pour évaluer les rentes en denrées, il sera formé une année commune de leur valeur, d'après le prix des registres du marché du lieu où devant se faire le paiement, ou du marché le plus voisin. (Titre III, art. 7.)

• Pour former cette année commune, on prend les quatre-vingt années antérieures au rachat, on retranche les deux plus fortes et les deux plus faibles, et l'année commune est formée sur les dix années restantes. » (Ibid.)

Art. 7. « Il en sera de même pour les rentes en valeurs et autres denrées, dans les lieux où leur prix est porté dans les registres des marchés. (Titre III, art. 8.)

• Dans les autres lieux l'évaluation s'en fera par experts. » (Titre III, art. 9.)

Art. 8. « Si la rente est d'une quote-part des fruits de l'immeuble, il sera procédé par experts à l'estimation de ce que le fonds peut produire en nature, année commune, et renvoyer à l'évaluation de la rente, de la même manière que les rentes en argent. » (Titre III, art. 10.)

Art. 9. « Les tuteurs, les administrateurs, et les maris dont les épouses ont des dots incalculables, ne peuvent liquider les capitaux qu'au taux ci-dessus. (Titre II, art. 4.)

• Ils peuvent liquider à l'amiable et sans expertise, en faisant les évaluations, par articles séparés, des rentes de diverses quantités et nature, et en indiquant sur chaque article la conformité avec le taux et le mode en-dehors ; et les tuteurs seront à l'abri de toute recherche, en faisant approuver la liquidation par le conseil de famille. » (Titre II, art. 11.)

Art. 10. « Dans tous les cas où l'évaluation de la rente peut donner lieu à une estimation par experts, le propriétaire pourra faire au créancier de la rente l'offre réelle d'une somme déterminée, ou de ces de rentes de l'arrêter, si elle est jugée suffisante, le créancier supportera les frais d'expertise ; et si elle est insuffisante, ce sera le propriétaire qui les supportera. » (Titre III, art. 11.)

Art. 11. « Si l'offre est faite à un tuteur, il peut l'offrir à la famille, et si elle est faite à un expert, il en portera les frais en compte, si elle est à sa charge. (Titre III, art. 13.)

• Tous autres administrateurs pourront aussi les porter en compte s'ils sont à leur charge. » (Ibid.)

Art. 12. « On ne pourra racheter la rente qu'en payant tous les arrérages, et même l'année courante, à proportion du temps écoulé. » (Titre III, art. 14.)

Art. 13. « Les débiteurs de rente feront une

• renonce proportionnée à la contribution fournie, et s'il n'y a stipulation contraire. » (Loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790, titre II, art. 6).

Art. 14. • Tout possesseur de fonds qui en a rétréci la rente, est subrogé aux droits du créancier de la rente. » (Loi du 16 octobre 1791, sect. 1<sup>re</sup>, n<sup>o</sup> 25).

### CHAPITRE III

#### *Des voituriers par terre et par eau.*

Art. 117. Cet article ne concerne les voituriers qu'aux mêmes obligations que les subrogeistes ; néanmoins les voituriers doivent être encore responsables des avaries arrivées par leur faute.

On propose l'addition suivante :

• Ils sont encore tenus de toutes les avaries arrivées par leur faute. »

Art. 119 et 120. Le premier de ces articles oblige les voituriers à leur registre des effets dans le cas de rétrocession.

Le deuxième ne les rend point responsables de ce qui n'est pas porté sur leur registre.

Ces deux articles recevaient une juste application à l'égard des entrepreneurs de voitures publiques ; mais il est un fault de voituriers ou rouliers qui, ne sachant pas écrire, ne peuvent tenir des registres. Il faut bannir la disposition de ces deux articles aux seuls entrepreneurs de voitures publiques, et trouver une mesure pour les voituriers ou rouliers qui ne savent pas écrire.

On propose de permettre la preuve des effets qui leur auraient été remis, comme pour les dépôts nécessaires.

### TITRE XIV.

#### *Du contrat de société.*

Art. 4. Au dernier alinéa de cet article, au lieu des mots, *admis à se faire restituer*, il faut mettre *admis à se faire restituer*.

Art. 8. La rédaction de cet article serait plus correcte et plus exacte si elle était ainsi conçue :

• La loi ne reconnaît de société universelle que celle de gains, et probaie, etc. », comme il suit audit article.

### TITRE XV.

#### *Du prêt.*

Art. 14. On propose d'ajouter l'article suivant, placé dans la loi 5, § 15, II, *commodat* :

• Si plusieurs ont conjointement emprunté la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur. »

Art. 31. Il conviendrait d'ajouter les articles suivants après l'article 31 ; ils présentent des cas non prévus par le Code, et dont les lois romaines ont fourni la décision.

Art. ... L'emprunteur qui a payé des intérêts qui n'étaient pas stipulés, en peut se les répéter ; si les intérêts sur le capital, pourvu qu'ils n'excèdent pas le taux légal. »

Art. ... Celui qui paie une annuité d'intérêts d'avance, ne peut ni les répéter ni les imputer. Dans ce cas, celui qui les reçoit est présumé s'acquiescer le remboursement pour le même temps. »

Art. ... La quittance du capital fait présumer le paiement des intérêts, et ne opere la libération, à moins qu'il n'y ait protestation contraire. »

### TITRE XVII.

#### *Du Mandat.*

Art. 1<sup>er</sup>. Il est nécessaire de déterminer si l'hypothèque sur les biens du mandataire, résultant

d'une procuration passée par acte authentique, doit dater d'aujourd'hui de l'acte ou de son inscription, ou seulement de celui de son acceptation ; et, dans ce dernier cas, l'acceptation doit être faite par acte authentique, ou s'il suffit qu'elle résulte de l'exécution du mandat.

Le Code ne décide rien sur ces questions intéressantes, sur lesquelles les auteurs ne sont pas d'accord, et qui cependant se présentent souvent.

Art. 16. On propose l'addition suivante : Le mandataire doit achever la chose commencée ; au décès du mandant, s'il y a péril dans la demeure. »

Art. 34. On propose un article additionnel dont la disposition est punie dans les lois 3, § 1, et 12, II, *Commodat*, comme il suit :

Art. ... Celui qui n'avait eu fait prendre quelque chose par un commissionnaire est tenu de la faire de ce dernier. »

Art. 37. Si ceux avec lesquels le mandataire peut traiter ne sont pas désignés dans le mandat, comment lui arriver lorsque la procuration a pour objet de vendre ou d'emprunter, comment lui en notifier la révocation ? Comment venir au secours d'un mandant qui aurait été imprudent ou trop confiant ?

On pourrait pourvoir à ce cas par l'article suivant :

Art. ... Si leurs noms ne sont pas exprimés dans le mandat, la révocation sera considérée comme la publication et l'affiche d'un extrait de la révocation aux lieux les plus apparents et accoutumés de la commune du domicile du mandataire et du révoquant, de chaque commune où sont situés les lieux de ce dernier, et au greffe des tribunaux de première instance dans l'arrondissement desquels ledits lieux sont situés.

• Si la procuration est en écrit, il n'y aura lieu à la publication et l'affiche de la révocation qu'autant que le mandataire aura été préalablement sommé de la restituer. »

Art. 43. On propose d'ajouter l'article suivant, sous une définition de *Faber* :

Art. ... Si le mandataire a mal usé du pouvoir à lui confié d'un substituer un autre, cette seconde procuration n'est pas révoquée par le décès du premier mandataire, mais seulement par celui du premier mandant. »

### TITRE XVIII.

#### *Du gage et du nantissement.*

Art. 12. On propose d'ajouter à cet article un alinéa présenté par le loi usag., *Code*, où *chirogr.*, *pennium*, ainsi conçu :

• Le créancier peut néanmoins retenir le gage jusqu'à paiement d'une autre créance qui n'a pas été l'objet du nantissement, si cette créance est exigible. »

Art. 14. On s'engage souvent par deux espèces de conventions dont le Code ne parle pas, et qui exigent cependant des dispositions particulières ; l'une appelée *contrat pignoratif*, et l'autre *obligation*. On va proposer la définition suivante :

• Le contrat pignoratif est celui par lequel le propriétaire d'un héritage l'engage à quelqu'un moyennant une certaine somme, et d'accord avec l'engageant si à ses successeurs le droit d'en jouir jusqu'au remboursement de la somme reçue, quo le propriétaire pourra exécuter lorsqu'il vendra retravailler le gage.

• L'obligation est une convention par laquelle un débiteur cède à un créancier et à ses successeurs le droit de jouir d'un héritage, pour





cernant la manière de procéder en conciliation (art. 4).

On propose encore de placer après cet article la disposition suivante : « Les rentes foncières, censuelles ou viagères, se prescrivent également » par trente ans, à compter de la date de l'acte constitutif de la reconnaissance ou de l'extinction civile. »

Il est fort essentiel de décider cette question, et de l'insérer dans le Code, parce que les auteurs sont d'opinions divergentes à l'égard du temps où doit commencer cette prescription. Les uns pensent que c'est depuis l'acte, dont il faut avoir soin d'interrompre avant trente ans la prescription ; et les autres pensent, au contraire, que la prescription ne court que dès l'échéance de chaque annuité et contre chaque prestation seulement.

Par. déf. 19 de prescriptions 30 et 10 ans, et *Gu. Papr.*, décis. 106, se fondant sur la loi romaine, cod. de *prescript.* 30 et 10 ann., soutiennent que cette action doit durer au siècle. D'autres, tels que d'Argentré, art. 272, *verbo* « qui n'achète d'ac en an », n° 3, *Expelli*, chapitre 25; *Chorier*, liv. V, sect. V, art. 13, etc., soutiennent au contraire que les rentes constituées se prescrivent par le laps de trente ans.

Cette contradiction prouve la nécessité de fixer la jurisprudence à cet égard, d'une manière claire et précise.

Art. 16. La section III traite des prescriptions par dix et vingt ans.

Cette espèce de prescription donne lieu à beaucoup de difficultés, parce qu'elle dépend du domicile, de la bonne foi, de la présence ou de l'absence, qui sont souvent très-équivoques ; tandis que la prescription trentenaire n'exige rien de tout cela.

Souvent il est très-difficile de déterminer l'époque où a commencé l'absence d'un individu ; il ne l'est guère moins de déterminer son domicile, soit parce qu'il a plusieurs habitations, soit parce qu'il n'en a pas.

Les auteurs et les arrêts, loin d'éclaircir cette matière, n'ont souvent fait que l'obscurcir davantage.

La preuve de la bonne foi n'exige pas moins de difficultés, malgré l'article 49 de ce titre, qui veut qu'on la présume. Il est des circonstances qui la rendent équivoque, et même, par cela même, beaucoup à l'incertitude.

Il faut donc s'attacher à un grand nombre de points, et on admet cette prescription : c'est cette considération qui a fait son tomber en désuétude dans le ci-devant Dauphiné, quoique on y observât le droit romain, et c'est encore la même qui détermine à en proposer le régal.

#### *Dispositions générales.*

Art. 1101. On laisse donc subsister toutes les lois civiles faites pendant la révolution. Elles sont dans un tel chaos, que les commissaires, nommés par les différentes législatures pour les en tirer, n'ont pu y réussir.

Pourquoi n'y choisirait-on pas tout ce qu'il y aurait d'utile à la postérité, pour leur faire subir ensuite le sort commun aux autres lois ?

On abroge les lois romaines, les coutumes, les ordonnances, etc., dans les matières qui font l'objet du Code civil ; mais chaque tribunal sera obligé de recourir à ses anciennes maximes pour toutes les lois que le Code ne traite pas ; et les lois romaines et les coutumes se convertiront encore en jurisprudence dans une multitude de cas.

Le moyen le plus sûr d'abroger l'ancienne législation, ne serait-il pas d'insérer dans le Code tout ce qui s'y trouve d'utile ? L'ouvrage exigera quelque temps ; mais l'inconvénient du retard disparaît lorsqu'il s'agit d'assurer le bonheur de nos contemporains, celui de la postérité, et d'élever le monument le plus durable à la gloire de la nation française.

On propose enfin de renvoyer l'exécution du Code civil à un même jour fixe pour toute la République.

Il n'en est pas du Code civil comme d'une loi particulière qu'on peut saloir à une simple lecture ; il est nécessaire que le Code soit connu des gens d'affaires et des notaires, avant de le mettre à exécution ; et un intervalle de trois mois entre son insertion au Bulletin et son exécution, serait à peine suffisant.

On pourrait cependant, en renvoyant l'exécution du Code civil à un délai de trois mois, et à un jour fixe pour toute la République, permettre de disposer de ses biens, soit par actes entre-vifs, soit par dispositions à cause de mort, conformément à ce qui sera prescrit par le Code, immédiatement après sa publication.

#### OBSERVATIONS

Sur la loi du 4 germinal an VII, et sur la nécessité de faire lire les particulières pour en interpréter et préciser les dispositions.

La loi du 4 germinal an VIII, en restituant aux citoyens la faculté de disposer d'une partie de leur fortune, a été reçue avec d'autant plus de plaisir, surtout dans les pays régis par le droit écrit, qu'on ne pouvait pas s'y accoutumer à l'incapacité presque absolue de disposer, introduite par les lois des 5 brumaire et 17 nivôse an II : de là naissent une foule d'actes frauduleux, que l'on était souvent forcé d'entretenir, et qui accablent les citoyens à se jouer des lois et à en éluder l'exécution.

Mais cette loi du 4 germinal, étant conçue en termes trop généraux, a fait naître plusieurs difficultés, sur lesquelles elle ne procède rien, et que les tribunaux ne peuvent pas décider d'une manière uniforme, parce qu'ils n'ont aucune base certaine pour diriger leur opinion. Voici les principales questions qui se présentent chaque jour, et pour lesquelles il faudrait nécessairement des dispositions législatives, pour éclairer les citoyens et diriger la marche des tribunaux.

#### *1<sup>re</sup> Question.*

La loi porte qu'à compter de sa publication, toutes libéralités qui seront faites, soit par actes entre-vifs, soit par actes de dernière volonté, seront valables, lorsqu'elles n'excéderont pas, etc.

Cette manière de s'exprimer, en ne validant que les dispositions qui n'excèdent pas les quotités disponibles, semble, par la raison des contraintes, appeler celles qui excéderont la même quotité. Ce n'est certainement pas l'esprit de la loi, qui a voulu seulement que les dispositions, excédant les quotités disponibles, fussent réduites ; mais elle ne l'exprime pas, et la tournure d'expression qu'on a employé fait naître tous les jours des difficultés sur ce point.

Il faudrait donc qu'une loi nouvelle déclarât positivement que les libéralités, excédant les quotités disponibles, seront également valables, mais seulement à concurrence de ces quotités, et que, s'il y a plusieurs donataires institués ou légataires par le même acte, la réduction s'opérera sur tous.

un mureir le l'ine de ce que chacun d'eux aurait ou, à moins que le testateur ou le donateur n'ait formellement exprimé entre eux un ordre de préférence.

### 2<sup>e</sup> Question.

Les donations entre-vifs, faites dans l'intervalle des lois prohibitives à celle du 4 germinal an VIII, sont-elles valables à concurrence de la quotité disponible?

La loi du 17 nivôse ne défendait point les donations entre-vifs relativement au donateur; elle ne permettait qu'à ses héritiers de les attaquer, et à compter seulement du jour que leur droit était ouvert.

Un donateur se dépouillait donc entièrement de la propriété des biens donnés, et cette propriété était définitivement acquise au donataire, si à l'époque de l'ouverture du testament il n'y avait pas d'héritiers en droit de la revendiquer.

Pur la même raison, ces donations doivent être valables à concurrence des portions dont la loi du 4 germinal permet de disposer, si le donateur n'a survécu à la publication de cette loi; mais il est néanmoins nécessaire de le déclarer positivement, attendu que la loi du 4 germinal semble ne s'appliquer qu'aux actes entre-vifs qui seront faits à l'avenir.

### 3<sup>e</sup> Question.

Les testaments faits depuis la loi du 4 brumaire an II, pour disposer du sixième ou du dixième, à quoi cette loi réduisait la portion disponible, doivent-ils être exécutés, si le testateur a survécu à la loi du 4 germinal?

La raison de douter est qu'on ne pouvait disposer du sixième ou des biens si on n'avait point d'enfants, ou du dixième si on en avait, qu'au profit de personnes non successibles, tandis que la loi du 4 germinal permet indifféremment de disposer entre toutes sortes de personnes indistinctement.

Or, si celui qui a testé avant la loi du 4 germinal eût pu qu'il pouvait avantager ses héritiers de droit, peut-être aurait-il préféré l'un d'eux, et n'aurait-il pas voulu donner à des étrangers ce qu'il pouvait transmettre à ses héritiers naturels?

Il est donc important de lever ce doute, en déclarant si les dispositions de cette nature seront ratifiées, ou si le testateur aurait dû les ratifier après la publication de la loi du 4 germinal.

### 1<sup>re</sup> Question.

Les actes de dernière volonté faits avant les lois prohibitives, et dont l'objet a survécu à la publication de la loi du 4 germinal an VIII, sans les avoir renouvelés, sont-ils valables à concurrence de la quotité disponible par cette dernière loi?

Cette question se présente tous les jours, et divise les jurisconsultes.

Les uns soutiennent que les anciens testaments, étant annulés par l'article 17 de la loi du 22 ventôse, ne peuvent plus servir ni que celui qui a survécu à la loi du 4 germinal an VIII a dû nécessairement disposer de nouveau dans les termes de cette loi, qui ne parle que des libéralités qui auront lieu à l'avenir.

Les autres soutiennent, au contraire, que les anciens testaments n'ont été déclarés nuls que relativement aux ratifications accordées à ceux qui l'ont révoqués avant d'être dépouillés, ou relativement aux sixième et dixième, qui s'étaient dépouillés qu'en faveur des étrangers à la succession;

Que la cause de cette nullité procédait évidem-

ment de ce qu'on ne pouvait pas recueillir dans une ancienne disposition, à quelr personne le testateur aurait laissé la portion disponible, s'il n'ait pu prévoir que la loi lui permettrait de disposer qu'en faveur de personnes non successibles;

Mais qu'on avait entrepris les anciennes dispositions qui ne présentaient point cette inégalité, celles que les libéralités entre époux, unanimes par la loi du 17 ventôse, et les libéralités particulières non excédant la quotité disponible, que la loi du 4 brumaire an II a aussi maintenues indistinctement;

Que, par la même raison, l'on devait entreprendre aujourd'hui les anciennes dispositions, en les réduisant seulement dans les bornes prescrites par la loi du 4 germinal, d'autant plus qu'un testament n'a été fait qu'au décès du testateur; que celui-ci se vouté y avoir persisté jusqu'au dernier moment de sa vie; que, d'après les principes du droit, il eût été qu'il soit valable à l'époque où il est fait et à l'époque du décès, pour qu'il doive être exécuté, sans égard à l'incapacité survenue dans l'intermédiaire, et qu'on ne craint pas en cela de contraindre la volonté qu'aurait eue le testateur, s'il avait prévu la loi du 4 germinal; car s'il n'aurait eu son bien avec personnes qu'il affectionnait le plus, à plus forte raison n'a-t-il voulu leur donner la portion que la loi nouvelle laisse à sa disposition.

On sent combien il est important de débiter cette difficulté, qui, dans ce moment, donne lieu à une multitude de contestations.

### 5<sup>e</sup> Question.

Faut-il imputer sur les portions dont la loi du 4 germinal permet de disposer les libéralités que le testateur avait déjà faites antérieurement, et que les nouvelles lois ont maintenues, lorsque ces libéralités embrassent déjà les portions disponibles en tout ou en partie?

Cette question se présente encore tous les jours, et men d'autant plus à l'égard la décider; ce qui lui que les jurisconsultes ne sont point d'accord à cet égard.

On jugeait bien, après la loi du 17 nivôse, que celui qui avait fait des libéralités irrévocables, pouvait encore donner le sixième ou le dixième des biens qui lui restaient, pourvu qu'il restât à ses enfants leur ancienne légitime de droit.

Mais ce système on dixième avait qu'une libéralité particulière, dont les successibles ne pouvaient pas profiter, et n'avait rien de commun avec la faculté qu'accorde la loi du 4 germinal, de disposer entre toutes sortes de personnes. Cette loi ramène aux anciens principes, et on fait que régler d'une manière la part qu'on peut laisser à un héritier quel qu'il soit.

Il serait bien extraordinaire qu'un citoyen qui, avant la révolution, avait irrévocablement disposé de presque toute sa fortune, pût encore aujourd'hui donner une portion de ce qui lui restait, et payer par là ses enfants d'une part de la légitime que les anciennes lois lui assuraient.

Il est donc important de lever toute incertitude à cet égard, en décidant si les anciennes libéralités maintenues doivent s'imputer sur les parts disponibles, ou si on peut encore disposer d'une portion des biens qui restent, sans égard à ces anciennes libéralités.

### 6<sup>e</sup> Question.

La loi du 4 germinal permet de donner la moitié de son bien, si l'on a des frères ou des neveux; les trois quarts si l'on a des oncles, des

cousins germains, ou des enfants de cousins germains; et le tout, si l'on n'a que des parents plus éloignés.

Mais comment, en ligne collatérale, la succession se divise en deux portions égales, l'une pour les parents paternels, et l'autre pour les parents maternels, suffit-il qu'il y ait des frères ou des neveux dans une des deux lignes, pour qu'on ne puisse disposer que d'une moitié du son bien? ou la disposition peut-elle être divisée de manière à rompre dans la moitié de la part qui reviendrait au frère ou au neveu, les droits garantis de celle qui reviendrait au cousin germain ou à ses enfants, et la totalité de celle qui appartiendrait à des parents plus éloignés?

Cette dernière explication est la plus naturelle; elle a été adoptée dans le projet de Code civil; mais il est essentiel, pour lever tous les doutes, qu'un loi s'explique à cet égard d'une manière positive.

### OBSERVATIONS GÉNÉRALES

**Sur les titres I, II et VIII du livre II, relatifs aux privilèges et hypothèques, et à la vente forcée des immeubles.**

Maintenir la loi publique, assurer l'exécution stricte des contrats, prévenir le dol et la fraude, tarir la source des procès naissant de la démission des hypothèques, tel doit être l'effet d'une bonne loi sur le régime hypothécaire.

La publicité des hypothèques peut seule produire cet résultat heureux. Ce principe est la base de tout bon régime hypothécaire. Les législateurs les plus sages l'ont toujours employé comme la sagesse garde la plus sûre contre la mauvaise foi.

Dans les contrées de l'Alsace, de petites colonies, placées dans les champs ou devant les maisons, avertissent les citoyens des hypothèques dont ces immeubles étaient grevés.

Rome, dans ses beaux jours, pratiqua longtemps le même usage. Des affiches dans les champs, et des inscriptions sur les maisons, servaient à donner aux hypothèques la plus grande publicité; *imponendatur tituli, subscrībendatur nomina*. (II, *postea*.)

Dans la Prusse, dans la Silésie, la loi ordonne la publicité des hypothèques, et l'on en recueille les plus heureux effets.

En France, on en a senti depuis longtemps le besoin d'une loi de ce genre. Henri III, en 1581, Henri IV, en 1606, et Louis XIV, en 1673, ordonnèrent vainement l'enregistrement de tout acte hypothécaire; cette loi utile fut toujours repoussée par les courtisans et les gens de loi; elle débarrassait la voie qui couvrait les dettes frauduleuses des uns, et diminuait les produits du domaine judiciaire des autres.

Eronoma le marquis Colbert se plaignait, dans son traitement politique, de la révocation de l'édit de 1673, et développer les avantages de la publicité des hypothèques.

« Il faudrait faire, dit-il, ce qui fut fait il y a deux ans, mais qui n'est point d'exécution par les brigues du parlement; il faudrait établir des greffes pour enregistrer tous les contrats et toutes les obligations. Ce serait le moyen d'empêcher que personne ne fut trompé... de rétablir la bonne foi, d'assurer la fortune de ceux qui prêtent leur argent, et de rétablir le crédit des particuliers, qui est perdu sans ressource. En effet, ceux à qui il reste recouru de bien ne trouvent plus de secours dans leurs nécessités, parce qu'on les croit bien sensés et plus

« obérés qu'ils ne le sont. Il faut faire voir clair à ceux qui vous accablent, s'ils y trouvent; leur sûreté; il faut ouvrir le moyen à ceux qui veulent tromper les autres, de le pouvoir faire, à mesure qu'il arrive tous les jours. »

Tel est le but que la loi du 11 brumaire an VII, sur le régime hypothécaire, se proposa d'atteindre. Elle n'est que le développement du plan conçu par le ministre Colbert; elle repose sur cette base fondamentale, la *publicité des hypothèques*.

Cette loi sans doute est susceptible de quelques améliorations, dont une expérience de dix ans a fait sentir la nécessité; mais on doit s'efforcer d'écarter toute exception qui frait ôcher la rigueur du principe de la publicité.

Nous exposerons rajoutément : 1° les modifications qui pourraient exiger cette loi; 2° les principes invariables résultant du régime hypothécaire, tel qu'il est proposé par le Code.

### § 1<sup>er</sup>.

*Modifications à faire à la loi du 11 brumaire an VII.*  
(n° 2137).

1° Le reproche le plus grave fait contre cette loi, et qui a excité le plus de réclamations, est le droit fiscal dont elle est ratifiée. C'est un vice étranger au régime hypothécaire établi par cette loi, et qu'il est facile de faire disparaître. Ce droit de vente être réduit et modéré aux seuls frais nécessaires à la conservation des hypothèques. Les droits proportionnels perçus tant sur les inscriptions des créanciers que sur les mutations, d'après l'article 22 de la loi du 9 vendémiaire an VI, doit ont être au moins réduits de moitié.

2° Un autre inconvénient naissant de la loi du 11 brumaire, est celui-ci :

Un propriétaire possède pour 100,000 fr. d'immeubles, sur lesquels il a dû 30,000 fr. de créances hypothécaires; il est poursuivi par un créancier auquel il doit 10,000 francs; les autres créanciers restent tranquilles. Pour se libérer de cette créance de 10,000 fr., ce propriétaire est toujours obligé de vendre, non-seulement pour 10,000 fr., mais encore jusqu'à concurrence de 30,000 fr., pour acquitter tous ses créanciers, parce qu'aucun d'eux auquel il n'aurait voulu que pour 10,000 fr., redoutant d'être attaqué en débaissement par les autres créanciers du vendeur, répugne à remplir toutes les formalités prescrites par l'article 30 de la loi du 11 brumaire, et à se soumettre à des enchères qui le forceraient à payer l'incrimination au delà du prix qu'il veut en donner.

On ferait cesser cet inconvénient, en ajoutant à la loi du 11 brumaire an VII les deux dispositions suivantes, tirées des art. 52 et 53 du titre VI, livre III du projet de Code :

Art... L'acquéreur, ou le tiers détenteur, peut requérir que le créancier soit tenu de discuter préalablement les autres biens qui sont dans la possession du principal obligé; et pendant cette discussion, il est tenu à faire droit sur la demande en déclaration d'hypothèque.

Art... L'extinction de discussion ne peut être opposée au créancier privilégié sur l'immeuble.

Cette certitude donnée à l'acquéreur, qu'il ne pourra être troublé dans sa possession qu'en cas d'insuffisance des biens du vendeur, facilitera beaucoup la mutation des immeubles; l'acquéreur ne fera usage des moyens indiqués par cette loi pour purger les hypothèques, que lorsque la solvabilité du vendeur lui paraîtra douteuse. D'autre part, un vendeur solvable ou sera pas obligé de vendre au delà de ce qu'il doit à un créancier qui

le poursuit, lorsque d'autres créanciers s'en reposent sur son crédit et sa solvabilité bien connus.

Mais il paraît irrépressible de le voir à ce principe, posé par l'art. 16 de la loi du 11 brumaire, qu'« une créance de propriété, lors même qu'il serait authentique, ne peut être opposé à des tiers tant qu'il n'a pas été inscrit sur les registres des hypothèques : autrement, c'est se rejeter dans le chaos de la clandestinité des hypothèques ; c'est exposer à perdre le tiers qui, ayant acheté, vendu, prêté de l'argent au vendeur qu'il croit être le vrai propriétaire de cet immeuble, émet un accord à cet égard, une hypothèque pour son créancier garanti, hypothèque qui, n'étant point inscrite, est un piège tendu à ceux qui contractent avec le vendeur postérieurement à la vente déjà faite.

On objecte qu'il y avait quelque inconvénient, même de l'immobilité, à obliger une femme ou un fils à faire inscrire sa créance outre son mari ou son père : cet inconvénient a pu exister pour les hypothèques antérieures à la loi du 11 brumaire, mais on peut aisément le faire cesser à l'avenir.

Pour s'abstenir en lui, il suffit d'obliger les notaires à le faire inscrire dans le délai de dix jours, et les greffiers avant d'en délivrer aucun exploit, tout acte ou jugement susceptible de constituer hypothèque, tout comme ils sont tenus de le faire enregistrer.

L'hypothèque de l'acte ou jugement qui sera inscrit dans le délai déterminé, ne pourra, au jour de l'acte ou de la prononciation du jugement, être opposée, tout acte ou jugement susceptible de constituer hypothèque, tout comme ils sont tenus de le faire enregistrer.

Toutes ces mesures seront faciles à exécuter en diminuant les droits légaux sur l'inscription des créances et variations.

On a proposé que la loi du 11 brumaire eût restreint l'hypothèque aux seuls biens pécuniaires. Il est facile d'y remédier par l'art. additionnel suivant :

« L'hypothèque inscrit s'étend sur tous les biens présents et à venir du débiteur, même dans l'ordre de la succession du bureau de la conservation où l'inscription a été faite. »

Enfin, on peut ajouter à la loi du 11 brumaire toutes les modifications que l'on croira nécessaires, pourvu qu'elles ne contraindent point le principe de la publicité des hypothèques : principe sans lequel il est impossible d'obtenir un bon régime hypothécaire.

Qu'on ne redonne point cette objection frivole de rendre publiques les dettes personnelles des citoyens. La mauvaise loi peut seule justifier de l'obscurité des hypothèques : le vrai commerçant, qui établit son commerce sur des bases solides, y trouve de l'avantage. Les fautes de quelques marchands qui ne jouissent que d'un crédit usurpé nuisent au négociant de bonne loi, en ce qu'elles font hausser le prix du numéraire par la défiance qu'elles inspirent en général aux capitalistes.

Le commerce a d'ailleurs toute la garantie qu'il peut désirer dans la contrainte par corps : mais tout homme qui dégrade l'état de ses affaires et dissimule sa position pour tromper son créancier, est indigne de la protection de la loi. Ne vaut-il pas mieux laisser un agiotage, un dissipateur sans crédit, que si son crédit suppose en lui la ruine d'un père de famille trop crédule qui lui confierait son argent ?

## § II

Concernant les principaux inconvénients résultant du régime hypothécaire tel qu'il est présenté par le projet de Code.

II. Les rédacteurs du Code ont renversé entière-

ment le système de la publicité des hypothèques en récarant de ce principe, posé par l'art. 2 de la loi du 11 brumaire, que « l'hypothèque ne prend rang, et les privilèges sur les immeubles n'ont d'effet, que par leur inscription sur des registres publics à ce destinés. »

Nous n'attachons point les principes du Code sur les divers espèces d'hypothèques, sur l'arrêté, sur l'arrêté, sur leur extinction, etc. ; nous soutenons seulement, que si quelque soit l'ordre que l'on juge de voir être susceptible de conférer l'hypothèque, l'hypothèque ne peut être acquise que du moment de son inscription sur des registres publics. Nous ne nous occupons que du régime matériel des hypothèques.

On conçoit aisément que la formalité de l'inscription ne doit être appliquée à tout système de législation sur les hypothèques. Que l'hypothèque soit légale, judiciaire ou conventionnelle, toujours est-elle susceptible d'inscription. La loi du 11 brumaire les y a toutes assujetties ; et celle qui s'exécute depuis plus de deux ans.

Conservons la nécessité de l'inscription pour acquérir l'hypothèque, c'est raisonner d'un grand jour la vérité, c'est déceler la mauvaise foi, c'est ravir le rapt au rapt et la circulation du numéraire. Le tiers prêteur ou acheteur : l'ouvrier le registre des hypothèques, et le contrat avec confiance sous la garantie de la loi.

Avec le projet de Code tous ces avantages disparaissent. Si l'on achète un immeuble, ignore quelle est l'hypothèque tenue ou légitime de la main du vendeur sur ses immeubles, quels sont les juges et la loi qui ont créé les biens d'hypothèque en faveur d'autres créanciers ; ignore donc quelle sont les actes obligatoires et les droits qu'il a passés.

On s'adressant étonnement si l'on pensait avoir remédié à ces inconvénients graves, en rétablissant les dispositions de l'édit de 1771, concernant les oppositions aux lettres de ratification.

Celle loi qui amplifie notre régime hypothécaire était encore viciée et incomplète.

L'édit de 1771, ainsi que le projet de Code, ne fournissent aucun moyen de prévenir de connaître la solvabilité de l'emprunteur avant de contracter avec lui ; on s'occupe que le créancier est souvent trompé par une apparence de biens immenses grevés d'hypothèques antérieures ou inconnues. De là une source de fraudes et de procès.

Il n'est de même de l'acheteur. Au moment du contrat, il ne peut s'assurer de l'état des affaires du vendeur ; ce n'est qu'à l'instinct où il prend des lettres de ratification qu'il peut les connaître par les oppositions des créanciers : mais alors, si les créanciers sont des marchands, l'acheteur se voit obligé ou de recourir à son argent, ou de paraitre au prix supérieur à celui qui avait été convenu.

On rent courir le système adopté par le projet de Code est insuffisant : son principal vice vient de ce qu'il n'oblige le créancier à faire connaître son hypothèque qu'un moment où il est exposé à la perdre, c'est-à-dire immédiatement avant le seuil des lettres de ratification (art. 3, in. VII, liv. III, au lieu d'obliger ce créancier à former son inscription ou opposition à l'instinct où il veut acquiescer l'hypothèque).

Il n'est pas inutile d'observer que la différence essentielle entre la loi du 11 brumaire et le projet de Code, est que la première exige l'inscription pour acquiescer l'hypothèque, au lieu que le projet de Code n'exige l'opposition ou inscription que pour conserver l'hypothèque. Il suit

de là que le projet de Code maintient tous les inconvénients qui peuvent être attachés à l'inscription, et prive les moyens des avantages qui en résultent, en ne faisant pas dépendre l'obtention de l'hypothèque de la nécessité de cette inscription.

4<sup>e</sup> Form les heureux effets qu'a eut déjà produits la publicité des *hypothèques*, on doit essentiellement compléter l'établissement des *banques territoriales*. Plusieurs s'étaient déjà formées : celle surtout connue sous ce nom à Paris (1) fournit des ressources précieuses pour le commerce et l'agriculture : cette banque prête son crédit et ses fonds aux propriétaires et aux manufacturiers dont la solvabilité lui est constatée par la comparaison de leurs propriétés foncières avec les hypothèques dont elles sont grevées. Ainsi, par l'intermédiaire de ces banques, une partie de la valeur vénale de nos richesses territoriales étal mise en circulation, et supplée à la rareté du numéraire.

La suppression de la publicité des hypothèques entraînerait nécessairement la destruction de pareils établissements, et priverait l'agriculture et le commerce des avantages qu'ils leur offrent.

5<sup>e</sup> En conservant la nécessité de l'inscription pour l'obtention de l'hypothèque, le mode de purger les hypothèques sur une vente volontaire ou forcée devient extrêmement simple : tous les créanciers étant connus par leur inscription, celui qui veut faire purger les hypothèques les assiste ou domeste par eux, éteint dans l'étude du bureau : aucun ne peut être oublié, ni exposé à perdre son hypothèque.

En écartant du principe de la *publicité* des hypothèques, les difficultés et les inconvénients se multiplient, lorsqu'il s'agit de purger les hypothèques, soit par des lettres de ratification, soit par l'adjudication sur saisis réelles, soit enfin qu'il s'agit d'une vente forcée sur simples publications. Développons rapidement ces inconvénients.

### § III

#### Concernant les lettres de ratification.

D'après le projet de Code, l'opposition formée au bureau du conservateur des hypothèques conserve bien les droits des créanciers opposants. L'homme éminent et sage pour ses affaires n'oublie point de la former, mais l'instant des campagnes qui a obtenu un jugement ne passe un acte public qui lui confère l'hypothèque, que le jour, un moment, qui est une hypothèque légale, négligerait de former opposition, ou de la renouveler après cinq ans : et il se perdrait son hypothèque, toutes les formalités relatives aux lettres de ratification ne passant dans l'obscurité d'un greffe, ils n'auraient aucun moyen d'en être instruits. Avec la nécessité de l'inscription ces dangers ne sont point à craindre.

D'autre part, les rédacteurs du Code ont eu sans doute pour objet de simplifier la procédure des lettres de ratification. Cependant on est donné du voir que le Code exige le ministère d'un huissier pour former opposition, et qu'une opposition ne dure que cinq ans. L'inscription présente par la loi du 11 brumaire n'exigeait point le ministère d'un huissier, et son effet durait dix ans.

### § IV

#### Concernant la vente forcée des immeubles sur saisis réelles.

(Titre VIII, livre II du Code).

Un des effets les plus funestes de l'abandon du

système de la *publicité* des hypothèques, est sans contredit la nécessité où il a réduit les rédacteurs du Code à rétablir le mode *romain* et *désastreux* des *saissies réelles*, lorsqu'il s'agit de purger les hypothèques sur une vente forcée d'immeubles.

On conçoit qu'après de priver de ses droits un créancier qui a une hypothèque légale, judiciaire ou conventionnelle, qui n'est *connue* que de lui seul et de son débiteur, il est nécessaire d'environner cette vente forcée de toutes les précautions possibles, pour les donner la plus grande publicité, à l'effet que tous ceux qui ont intérêt à s'y opposer puissent la connaître.

Mais la nécessité d'introduire une procédure aussi compliquée, aussi dispendieuse, est elle-même un grand mal : c'est un fléau terrible de l'ordre judiciaire qu'il faut se hâter de prévenir en maintenant le système de la *publicité* des hypothèques.

Pour donner une idée de la complication des formes prescrites pour les *saissies réelles*, il suffit de les comparer avec la deuxième loi du 11 brumaire sur l'expropriation forcée. Celle-ci ne contient que trente-six articles et pourvoit à l'intérêt de tous les créanciers et du débiteur.

Le nouveau mode prescrit par le Code, pour les *saissies réelles*, contient 158 articles. Il exige, indépendamment des procès-verbaux de saisie, des publications et affiches, plusieurs jugements préparatoires : sur ce, jugement sur la validité de la saisie, appel, jugement portant congé d'adjudiquer, entra jugement d'adjudication, établissement de sequestres, caution, etc. L'omission de l'une de ces cent soixante-dix-huit formalités peines entraînera la nullité de l'acte qui en est l'objet : en deux mots, c'est l'hydrode la *litigieuse*, qui devra nécessairement le débiteur et presque toujours les créanciers.

Frappe de ces inconvénients de la procédure romaine des *saissies réelles*, les rédacteurs du Code ont pensé pouvoir y parer, en établissant un mode plus simple, par la vente sur *simples publications*, qui fut l'objet du chapitre VII, titre VIII.

Ce mode ne peut être employé que pour les immeubles dont la valeur vénale n'excède pas 5,000 fr. Il est, en très-grande partie, basé sur la loi du 11 brumaire concernant l'expropriation forcée.

Mais cette vente sur *simples publications* a ce grand désavantage qu'elle ne purge point les hypothèques : en sorte que l'adjudicataire, pour acquérir la propriété incommutable, est encore obligé de prendre des lettres de ratification, tandis qu'avec le mode prescrit par la loi du 11 brumaire toutes les hypothèques sont purgées.

Il y a plus, dans le système de la *publicité* des hypothèques, le mode d'expropriation forcé tracé par la loi du 11 brumaire, peut être aisément simplifié et amélioré, parce que, tous les créanciers étant connus, il n'y a point de les appeler à la vente et de prendre les mesures nécessaires pour lui donner une grande publicité.

Considérons donc que ce mode doit l'emporter sur ceux présentés dans le Code. Nous dispendieux et même compliqué que l'adjudication sur *saissies réelles*, il arrive au même résultat, et purge l'immeuble de toute hypothèque. Aussi facile à exécuter que la vente sur *simples publications*, il a par-dessus elle l'avantage de purger les hypothèques.

Au surplus nous pensons, avec les rédacteurs du Code, que pour la vente forcée des immeubles d'une valeur modique, et non excédant en capital une somme de 5,000 fr., il serait nécessaire d'établir un mode de vente extrêmement simple.

(1) La Banque de commerce

On attendra facilement ce but, lorsqu'on n'accordera point à ce mode de rachat le droit de purger les hypothèques.

Nous proposerons à ce sujet, à la suite de ces observations, un mode d'expropriation qui se pratique avec succès dans la plupart des États d'Italie, et qui se rapproche beaucoup de la collocation unifiée dans le ressort du ci-devant parlement d'Aix.

#### Résumé.

Nous résumant sur tout ce qui concerne le régime hypothécaire, nous pensons que l'on doit :  
1° Maintenir le principe de la *puissance des hypothèques*, sauf toutes les modifications dont la loi du 11 brumaire serait susceptible, et qui pourraient se concilier avec ce principe fondamental;

2° Réduire, au moins de moitié, les droits proportionnels perçus au profit du fisc tant sur les inscriptions de créances que sur les transcriptions d'actes translatifs de propriété;

3° Enjoindre aux notaires de faire inscrire dans un bref délai, et à tous greffiers avant d'un débiteur aucune exploitation, tout acte judiciaire portant obligation;

4° Autoriser l'acquéreur ou tiers détenteur à réquiesce que le créancier soit tenu de discuter préalablement les autres biens qui sont dans la possession du tenant obligé, avant d'exercer l'action hypothécaire, sauf l'exception en faveur du créancier privilégié sur l'immeuble;

5° Étendre l'hypothèque à tous les biens présents et à venir du débiteur, situés dans l'arrondissement du bureau où l'inscription est faite;

6° Simplifier et accélérer le mode d'expropriation lequel prescrite par la loi du 11 brumaire, en peut permettre à la fin, ou aux enfants du débiteur saisi, de se rendre adjudicataires, either, ainsi que le prescrit l'article 133 du titre VIII, livre III du Code, qu'aucune enchère ne puisse être mise que par un avoué près le tribunal où se fait l'adjudication, etc.;

7° Supprimer entièrement la procédure sommaire de la *vente forcée des immeubles sur biens réels*, lorsque les six premiers chapitres du titre VIII;

8° Enfin, substituer au mode de vente sur simples publications d'immeubles d'une manière valable, indiqué par le chapitre VII, titre VIII, un mode infiniment plus simple, et à peu près conforme aux bases tracées dans le projet ci-après.

#### Projet

*D'expropriation forcée par voie de collocation sur les biens du débiteur.*

L'article 16, titre VIII, livre III, défend de procéder par saisie réelle, si la créance n'est que d'une somme de 200 fr. et au-dessous, par la considération, sans doute, de l'énormité des frais relativement à une aussi modique somme.

Mais pourquoi refuser sous ce prétexte l'exécution sur les immeubles, mode de paiement indisponible dans les pays peu fortunés, surtout dans les campagnes, où les meubles n'excellent pas le revenu nécessaire, et où une somme de 200 fr. est réputée considérable, par la modicité des fortunes?

Il est donc nécessaire d'établir un mode extrêmement simple d'expropriation forcée lorsque la créance est modique, ou que l'immeuble à saisir n'exécute pas en valeur vénale la somme de 4,000 fr.

Trouver un moyen peu dispendieux de saisir

le créancier de son gage, accorder au débiteur un délai de rachat, et conserver les droits des autres créanciers sur le gage commun, c'est tout à la fois servir le créancier et le débiteur sans nuire aux droits d'autrui.

On pourrait attendre ce but par une loi à peu près conforme au projet suivant. Le projet est basé sur un mode d'expropriation qui se pratique avec succès en Piémont, et qui tient beaucoup de la collocation qui était en usage dans le ressort du ci-devant parlement d'Aix, pour toutes sortes de créances.

Art. 1<sup>er</sup>. « Le créancier, qui voudra exécuter les créances de son débiteur ou du tiers possesseur, présentera au tribunal d'arrondissement de première instance où les biens sont situés, son titre exécutoire, et une pétition au bas de laquelle il désignera les biens sur lesquels il prétend se faire colloquer.

« Ces biens seront désignés par leur nature, la contenance réelle ou approximative de terre, les confins, le revenu perçu sur la matrice du rôle foncier, et le nom de la commune où ils sont situés. »

Art. 2. « Le tribunal connaîtra du valoir pour procéder à la collocation, enjoindra au débiteur de comparaitre au jour qui sera fixé par exploit, et dans un délai qui ne pourra être moindre de quinze jours, sur le lieu où les biens sont situés, pour les voir adjuger à son élection sans autre leur juste estimation, avec le bénéfice d'un cinquième, toutes charges prélevées, et l'en voir mettre de suite en possession. »

Art. 3. « Au jour fixé par l'assignation, le commissaire se transporterà sur les lieux; et si le débiteur y comparait ou non, il choisira d'office deux experts expérimentés.

« Ces experts procéderont de suite à la séparation et à l'estimation d'une quantité de biens, au choix du créancier, suffisante pour le paiement de la créance, des légitimes intérêts, et semblable de tous les fruits, y compris ceux de l'adjudication, qui seront liquidés par le commissaire, et du même d'un cinquième en sus du montant de la créance en principal et intérêts. »

Art. 4. « Si les deux experts se trouvent divisés d'opinions, le partage sera fait par l'avis du commissaire de la procédure (ou d'un tiers expert). »

Art. 5. « L'estimation faite, le commissaire adjugera immédiatement au créancier les biens estimés pour un jour à titre de propriété réelle pendant une année, et irrévocable après l'année. « Il en mettra de suite en possession le créancier ou son procureur fondé, et dressera du tout un procès-verbal, qui sera notifié au débiteur. »

Art. 6. « Le débiteur, ou le tiers possesseur, a le terme d'un an, à compter de la notification du procès-verbal, pour racheter les biens adjugés, à la charge d'effectuer, dans ledit délai, le remboursement intégral de la créance, en principal, intérêts et dépen jusqu'au jour de l'adjudication, ensemble les droits d'enregistrement de ladite adjudication; ce délai expiré, l'adjudicataire devient propriétaire à titre irrévocable, et les fruits perçus lui sont acquis en remplacement des intérêts de sa créance. »

Art. 7. « Dans le cas où le rachat est effectué dans le délai et au-dessus présent, il n'est dû, pour l'enregistrement de l'acte de rachat, qu'un droit fixe d'un franc. »

Art. 8. « Cette vente par voie de collocation ne

- purge ni les droits de propriété des tiers pers-
- sonnes, ni les privilèges ou hypothèques des
- créanciers.
- En cas d'éviction, le créancier colloque con-
- serve ses droits et hypothèques tant sur les biens
- adjugés que sur les autres biens de son débi-
- teur.

Arrêté par nous, membres de la commission nommée par le tribunal d'appel siégeant à Grenoble, pour l'examen du projet de Code civil, en suite de la lettre du ministre de la justice, du 14 germinal dernier. A Grenoble, le 18 messidor an IX de la République française.

Signé : REAL, FAYOLLE, FLÉRY, juges-commissaires.

## OBSERVATIONS

Sur le projet de Code civil, présentés par la commission nommée par le tribunal d'appel siégeant à Liège.

1° Il n'a paru à la commission que le titre des donations entre-vifs et des testaments serait mieux placé s'il soumit immédiatement le titre des successions.

2° Que les formalités qui accompagnent les testaments étaient trop nombreuses, que les conseils de famille étaient obligés de s'assembler trop fréquemment, et que l'administration du tuteur était trop entravée par la nécessité dans laquelle il se trouvait de se réunir les sections VII et VIII de ce titre, d'avoir à chaque instant recours au conseil de famille.

Toutes ces dispositions seraient à peu près observées lorsque la fortune du mineur sera considérable, et que des parents vivant dans une assemblée pourront souvent s'assembler, sans regretter quelques dépenses indispensables, et sans négliger leurs autres domestiques; mais si le mineur a peu de biens, et si des ouvriers ou d'autres personnes qui aident sont ses parents, les assemblées de famille n'auront pas lieu, et l'usage montrera des dispositions qu'il serait peut-être prudent d'effacer du Code, en donnant plus d'étendue à la disposition énoncée en l'art 92, titre des testaments.

3° La loi sur les hypothèques, du 11 brumaire an VII, tranche trois principes, et la commission a pensé qu'on ne pouvait les reconnaître sans le plus grand inconvénient.

L'article 25, chapitre V, titre 1<sup>er</sup> de cette loi, dit que « la vente, soit volontaire, soit forcée, d'un immeuble grevé d'hypothèque, ne rend point exigibles les capitaux aliénés et les créances nées ». »

Ce principe aurait dû être adopté; il se trouve bien plus d'acheteurs, et un immeuble est vendu à un prix infiniment plus haut, lorsque l'acquéreur n'est point obligé d'en payer le prix comptant; l'intérêt du vendeur et l'intérêt de ses créanciers se réunissent ici pour solliciter l'adoption de ce principe, qui est sans inconvénient, et l'on a soin d'exiger que l'acquéreur donne une caution valable pour assurer le paiement du prix de son achat.

L'art 2, chapitre 1<sup>er</sup>, titre 1<sup>er</sup>, dit que « l'hypothèque se prend rang que par l'inscription dans les registres publics à ce destinés. »

La transcription, nécessaire pour donner hypothèque, a l'avantage d'assurer aux propriétaires des fonds un gage certain; et sans cette certitude il n'est pas étonnant que le propriétaire industriel trouve du secours pour améliorer sa propriété, que le négociant, et le manufacturier trouveront des capitaux, qui, seuls, peuvent les mettre en état de faire des entreprises utiles et de faire avec succès contre l'industrie étrangère.

Il n'existe pas de contre où la circulation du numéraire fait plus active que dans la Belgique. Cette activité de circulation, dont l'industrie est si grande sur la prospérité d'un peuple, était due aux lois qui assuraient la stabilité des hypothèques, qui simplifiaient l'acte des créanciers contre leurs débiteurs, et qui rendaient cette action rapide.

Mais les dispositions du projet de Code civil ont entouré l'expropriation forcée de tant de formalités, qu'elle a été rendue impossible pour les petits héritages, et très-onéreuse pour les grands.

L'article 26 et l'article 28, titre II de la même loi du 11 brumaire an VII, disent que la propriété des biens susceptibles d'hypothèques ne peut passer d'une personne dans une autre que par la transcription de l'acte translatif de propriété.

La commission n'a pas pu déceler les motifs qui ont engagé les rédacteurs du projet de Code civil à abandonner ce principe, dont les conséquences heureuses sont attestées dans ces pays-ci par l'expérience des siècles.

L'acquéreur, pour assurer son acquisition, n'a plus qu'un seul moyen; c'est celui offert par les lois de ratification. Il est néanmoins facile de prêter que là où les propriétés sont très-divisées, et où les acquisitions n'ont pas toujours pour objet des immeubles d'une grande valeur, ce moyen ne sera pas employé, parce qu'il est surchargé de formalités, et qu'il occasionne beaucoup de frais; de là il s'ensuivra que le commerce des petites propriétés foncières sera rendu à peu près impossible.

4° La commission ne peut approuver le mode établi, livre préliminaire, titre III, pour la publication des lois; il paraît plus simple de statuer que toutes les lois, indépendamment, soient publiées de la même manière, et que cette publication soit faite à l'audience des tribunaux d'appel, et de première instance; ce mode ne présente aucune conséquence fâcheuse, et l'on n'oserait pas affirmer la même chose de l'autre.

5° L'article 7, chapitre II, titre 1<sup>er</sup>, dit : L'étranger ne peut être traduit devant les tribunaux de France pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français.

La commission voudrait savoir si la disposition de cet article a également lieu lorsque les obligations ont été contractées en France par deux étrangers.

6° Il semble qu'on devrait déterminer si les actes dont il est parlé dans l'article 8, chapitre II, titre premier, doivent être permis aux étrangers, d'après la disposition de lois françaises, ou s'il suffit que ces actes soient permis aux étrangers, d'après la disposition des lois du pays où ils ont été consentis.

7° Sur le titre II, livre 1<sup>er</sup>, la commission observe : 1° que pour éviter les frais de transport des registres de l'état civil, et pour ne pas surcharger les juges de première instance d'un travail qui leur est étranger, l'on pourrait sans danger charger les juges de paix de parapher ces registres;

2° Que pour diminuer le besoin des officiers de l'état civil, il faut se contenter de leur prescrire de tenir les registres doubles; et il faut encore élaguer des notes qu'ils doivent rédiger tous les mots qui peuvent être omis sans inconvénient; ainsi l'on peut omettre dans le modèle de l'acte de naissance ces mots, acte de naissance de... au... arrondissement communal de...; si l'adulte

que ces énonciations se trouvent une fois à la tête du registre.

On peut encore omettre à la date ces mots, *Républicque française*; et à la fin ceux-ci, *suivant la loi... faisant les fonctions d'officier de l'état civil*.

Mais la commission a pensé qu'il pourrait être d'une grande utilité d'insérer dans les notes du naissance le lieu où sont nés le père et la mère de l'enfant; par ce moyen il sera facile, même après deux siècles, d'établir un géologisme.

8° Il est dit, art. 40, § 2, titre II, livre I<sup>er</sup> : « Ces premières sont prononcées par le tribunal de première instance. »

La commission demande si de ce jugement il y a appel, et en cas d'affirmative, où cet appel doit être porté : car le tribunal de première instance a deux tribunaux d'appel, l'un pour le civil, et l'autre pour le correctionnel.

9° Si un tribunal de première instance refuse sans raison l'homologation dont il s'agit dans l'article 45, titre II, livre I<sup>er</sup>, la loi ne doit-elle pas, dans ce cas, offrir un recours à celui qui veut se marier, et qu'une injustice prive de cette faculté ?

10° L'article 9 du titre IV, livre I<sup>er</sup>, ne détermine pas à quel sera délégué l'administration des biens d'un absent pendant les cinq premières années de son absence.

11° L'article 52, titre IV, livre I<sup>er</sup>, exige la présence du commissaire à la célébration de l'union; mais la commission pense que, pour ne pas déplacer un fonctionnaire dont la présence est nécessaire au tribunal, et pour éviter les frais que ce déplacement peut occasionner, il conviendrait d'autoriser le commissaire aux lieux de pouvoir délégué soit le juge de paix, soit le maire de la commune où l'union aura eu lieu.

12° La commission pense que la section II, titre IV, livre I<sup>er</sup>, est un peu obscure, qu'il résulte même de l'article 24 que l'absent et les enfants présents du est absent sont exclus du droit de recueillir une succession dans laquelle ces mêmes enfants auraient le droit de prendre de leur chef une part, si leur père absent a les avoirs pas exclus, par exemple, si le père absent laisse des enfants et des frères, et que, pendant son absence, l'un de ses frères vient à mourir sans descendants, d'après son l'article 21 donne la succession aux frères de l'absent, et les enfants de ce dernier sont exclus; ce qui est contraire à la disposition de l'article 49, titre I<sup>er</sup>, livre III.

13° La commission croit que le mot *reciproquement* doit être placé à la fin de l'article 17, titre V, livre I<sup>er</sup>; car il n'y a aucune qualification dans le place qu'il occupe; et ce qui est bien plus fort, c'est que la disposition de cet article défend, à la vérité, aux ascendants de contracter mariage avec les mariés ou les femmes de leurs descendants, mais il ne défend nullement au fils d'épouser la femme de son frère, ni un mari d'épouser la fille de sa femme.

14° Il faut ajouter à la fin du § 2 de l'article 25, titre V, livre I<sup>er</sup>, ces mots : « de la partie contractante qui n'a pas accompli sa vingt-cinquième année. »

15° Pour que la disposition énoncée à l'article 31, titre V, livre I<sup>er</sup>, puisse être exécutée lorsque les parties sont domiciliées dans différentes communes, il faut que l'acte de publication ait lieu dans lequel le mariage sera célébré; sans cette précaution, l'opposant ne saura où être son domicile, ni à quel officier de l'état civil dénoncer son opposition.

16° Il faut effacer dans le dernier paragraphe de

l'article 38, titre V, livre I<sup>er</sup>, ces mots, *treize-quatre*, écrits en chiffres romains, parce que les exceptions dont il y est parlé sont toutes portées à l'article 35.

17° L'article 63, titre V, livre I<sup>er</sup>, porte : « La commission pense que ces derniers mots sont trop vagues, qu'ils occasionneront des procès, et qu'il serait utile de fixer l'époque, comme on a fait pour les reconnaissances d'enfant, article 28, titre VIII, livre I<sup>er</sup>, et pour les testaments, article 74, titre IX, livre III.

18° L'art. 66, titre V, livre I<sup>er</sup>, dit bien qu'une femme ne peut donner, aliéner ni accepter une succession sans le consentement de son mari; mais cet article ne défend pas à la femme de contracter, et il se présente une espèce de contradiction entre cet article et l'article 70 suivant.

19° La commission croit que les sept derniers mots du § 2 de l'article 68, titre V, livre I<sup>er</sup>, doivent être retranchés, parce qu'il résulte de cet article, tel qu'il est maintenant conçu, qu'une femme ne peut être répudiée marchande publique que dans le cas où son mari l'aurait eu commerce, et qu'elle en ferait son maître; tandis qu'il doit suffire qu'une femme fasse publiquement au commerce dont le mari se soit mêlé par lui, peu importe que ce dernier soit marchand ou qu'il ne le soit pas.

20° Il serait assez important de savoir si l'époque de la conception, dont il est parlé à l'article 34, titre VII, livre I<sup>er</sup>, s'étend depuis le 286<sup>e</sup> jour jusqu'au 186<sup>e</sup> avant le moment de la naissance, comme il est déterminé aux articles 3 et 4 du même titre, pour ce qui concerne la présomption de la légitimité d'un enfant né pendant la mariage.

21. La commission pense que l'article 4, titre VIII, livre I<sup>er</sup>, a introduit une manière trop absolue d'exercer l'autorité paternelle, l'article du même titre ne permet pas à la mère d'exercer cette autorité d'une manière aussi arbitraire; néanmoins il n'est pas prouvé que les mères soient moins justes envers leurs enfants que les pères. La puissance paternelle que les Romains exerçaient sur leurs enfants ne semblait pas convenir à nos mœurs, et la loi doit pourvoir à ce que la dévolution, qui désheurer toujours, ne soit pas l'effet de la précipitation, et que cet acte de rigueur n'accable pas de regrets inutiles un père auquel l'on ne peut reprocher qu'un mouvement de colère.

22° Art. 63, titre IX, livre I<sup>er</sup>. Si le conseil de famille rejette des excuses valables, la loi ne doit-elle pas, dans ce cas, offrir un recours contre cet acte arbitraire ?

23° Art. 82, titre IX, livre I<sup>er</sup>. La commission pense qu'une utilité majeure et évidente devrait être admise comme motif suffisant pour autoriser l'aliénation d'un immeuble appartenant à un mineur.

24° Il est absolument impossible que les juges de paix des cantons ruraux obtiennent l'approbation des frères mentionnés au § 2 de l'article 84 du titre IX, livre I<sup>er</sup>; il faut se contenter de l'approbation donnée par l'assemblée.

25° La commission pense que l'on pourrait ajouter au § 2 de l'article 101, titre IX, livre I<sup>er</sup>, que l'action dont il y est parlé ne peut plus avoir lieu lorsque le mineur, devenu majeur, a ratifié le contrat.

26° L'on pourrait sans inconvénient adresser au juge de paix du lieu la commission réquisitoire dont il est parlé dans l'article 18, titre X, livre I<sup>er</sup>, surant lorsque l'éloignement du tribunal de première instance rendrait le déplacement du juge très-



codicils; car, comme le parent qui poursuit l'interdiction doit, d'après l'article sus-cité, à jurer les faits, il ne se trouvera personne qui verra entre eux, ni le père ni la mère poursuivie.

27<sup>e</sup> La commission a cru trouver une contradiction dans les termes de l'article 26, titre X, livre I<sup>er</sup>.

28<sup>e</sup> Il serait nécessaire de déterminer un peu plus clairement si les rentes annuelles hypothéquées sur un héritage dont ont été acquittés par l'usufruitier ou non; les articles 33 ou 35, titre III, livre II, ne paraissent pas décider cette question, que toutes nos lois ont toujours déclinée contre l'usufruitier.

29<sup>e</sup> La commission pense qu'il serait préférable de substituer, article 51, n<sup>o</sup> 1, titre I<sup>er</sup>, livre III, les mots *remettant pour*, au mot *juge*, parce qu'il est possible qu'un héritier ait donné la mort volontairement, mais à corps défendant; et dans ce cas, n'étant pas complice, il ne peut pas être puni de la sur-croissance du défunt.

30<sup>e</sup> Si l'on veut qu'un légataire collatéral en représentation à l'induit soit rembourser un bon *ans*, la commission pense aussi que l'article 26, titre I<sup>er</sup>, livre III, admet trop peu d'écoulement à la représentation, qui opère la division des acquêts, toujours en majeure dans une république. Les déclarations de la pairie, souvent méconvenues à la fin de l'âge, méritent contre la disposition de cet article; et cette disposition serait plus équitable et plus conforme aux idées reçues, si on appelait à la succession d'un frère les frères et sœurs, et tous les descendants des frères et sœurs.

31<sup>e</sup> L'article 53, titre I<sup>er</sup>, livre III, présente une contradiction dans sa disposition; car si le père d'un enfant naturel vient à mourir, et s'il laisse un ascendant, cet enfant aura le tiers de la succession de son père, s'il est enfant unique; néanmoins, suivant le § 2 du même article, il n'ayant que le quart de cette succession, si tous les ascendants de son père étaient morts, et si des parents plus éloignés étaient appelés à recueillir la succession.

On dira, lorsque l'enfant ne reçoit qu'un quart, la succession sera plus considérable que lorsqu'il reçoit un tiers, parce que, dans le premier cas, cette succession comprend tous les biens de tous les ascendants du père de l'enfant. Mais cette réponse ne paraît pas lever la contradiction, une succession peut être une succession tout comme une plus riche.

32<sup>e</sup> L'article 70, titre I<sup>er</sup>, livre III, ne détermine pas comment on doit partager la succession d'un enfant naturel lorsqu'il laisse des enfants naturels. L'article 55 du même titre, ne parlant que d'ascendants légitimes, ne peut, dans ce cas, recevoir son application. Ne serait-il pas juste de statuer que lorsque le défunt laisse des ascendants naturels et des enfants naturels, la succession appartiendra à ceux-ci à l'exclusion des autres? Par ce motif l'enfant naturel, quant aux parents naturels, la même règle que l'enfant pour les ascendants des parents légitimes.

33<sup>e</sup> La commission pense qu'il serait utile de bien déterminer ce qui rend une succession vacante. L'article 121, titre I<sup>er</sup>, livre III, est muet sur ce point.

34<sup>e</sup> L'article 150, titre I<sup>er</sup>, livre III, paraît sujet à de grands inconvénients; car si le même sort désigne et celui qui doit former les lois, et l'ordre dans lequel ils doivent être réalisés, celui qui forme les lois pourra s'étendre à ce celui que le sort aura désigné pour choisir le premier lot, et celui-ci pourra recevoir un lot infiniment plus

considérable que les autres; et il serait possible d'abandonner au sort la distribution des lots.

35<sup>e</sup> L'article 154, titre I<sup>er</sup>, livre III, exige que la solution se fasse en justice; la commission pense que si l'objet à l'égard duquel on a fait une adjudication, il est si plus avantageux de faire la location sur les lieux et par-devant un notaire ou un arbitre que le tribunal de première instance.

36<sup>e</sup> Dans le cas du paragraphe 2 de l'article 22, titre II, livre III, on pourrait prétendre que en conséquence d'un engagement contracté par un mineur, on interdit en une même matière, après que la loi les a rétablis dans la première capacité de contracter, doit avoir le même effet qu'une ratification.

37<sup>e</sup> La commission a pensé que la rédaction de l'article 43, titre II, livre III, devait être changée; car jamais il n'y a beaucoup de dommages et intérêts, lorsqu'une force majeure empêche un débiteur de faire ce qui lui avait été interdit.

38<sup>e</sup> Il résulte de l'article 42, titre II, livre III, qu'un débiteur insolvable, qui n'est pas marchand, pourra donner au créancier à son choix, ou le principal de son créancier légitime, ou la composition dont il est nécessaire de déclarer que tous les créanciers faits en fraude des créanciers sont représentés d'après la distinction établie par le droit romain.

39<sup>e</sup> L'article 70, titre II, livre III, déclare nulle toute obligation contractée sous une condition *potestative* de la part de l'un des contractants; cette disposition, ainsi conçue, paraît contraire à la raison naturelle; elle renverse la maxime de *Pothier* relative sur les lois romaines. En effet, pourquoi annuler l'obligation partielle si l'engagement à donner à mon voisin est franc et sans aucune condition, au contraire, etc. ?

Si l'on n'a voulu qu'annuler par cet article tout engagement qui ne produit aucun lien, et qui laisse au débiteur la faculté d'exécuter ou de ne pas exécuter sa promesse, il fallait le dire en termes clairs et précis, et ne pas donner au mot *potestative* une signification qu'il n'a pas eue jusqu'ici.

40<sup>e</sup> Art. 56, § 2, titre II, livre III. Il serait sans inconvénient et plus conforme à l'équité, si un débiteur solvable pouvait opposer au créancier les exceptions qui sont personnelles à ses obligations jusqu'à concurrence de leur part dans le debt.

41<sup>e</sup> En tête de l'article 163, titre II, livre III, l'on annonce la détermination de l'obligation *interdite*, et on ne la donne pas.

42<sup>e</sup> L'article 128, titre II, livre III, statue que les obligations s'éteignent par... une demande en nullité. La commission est d'avis qu'une simple demande en nullité ne peut avoir l'effet d'éteindre une obligation, et que cette extinction n'a lieu que lorsqu'un jugement définitif a été rendu au profit du demandeur en nullité des lois et conclusions.

43<sup>e</sup> Si, d'après la disposition de l'article 116, titre II, livre III, la compensation ne peut avoir lieu que lorsque l'objet des deux dettes est une certaine quantité de choses *fungibles* de même espèce; et, d'un autre côté, une chose *fungible* ne peut être l'objet d'un prêt à usage, il s'ensuit qu'il est inutile de statuer, n<sup>o</sup> 2, art. 117 du même titre, que la compensation n'a lieu pas les contre la demande en restitution... *de prêt à usage*.

44<sup>e</sup> La commission a cru qu'il y avait une faute de rédaction dans la fin de l'article 179, titre II, livre III, et que l'on a voulu dire que le débiteur ne pouvait plus opposer la compensation de ce que le créancier lui devait avant l'acte de la cession.

54° Il est dit, art. 198, titre II, livre III, que « le « mineur exilé n'est point obligé de rendre le « prix qui lui a été payé, à moins qu'il ne soit « prouvé qu'il n'a été employé à son profit » : la « commission propose qu'il faudrait ajouter une « deuxième exception, et dire : « à moins qu'il ne « soit prouvé qu'il n'a été employé à son profit, ou « que la vente de son immeuble n'ait été précédée « des formalités requises par la loi ».

Il est très-avantageux aux mineurs, en ce sens, que ceux qui arbitraient légèrement et de bonne foi leurs immeubles ne soient jamais exposés à perdre la chose et le prix.

55° La commission est d'avis que les dispositions, qui touchent l'interdit des mineurs, ne s'exigent que la somme dont il est parlé à l'article 232, titre II, livre III, soit portée à trois cents francs.

56° Il y a une contradiction entre les articles 1<sup>er</sup> et 2 du titre IV, livre III, et entre l'article 232, titre V, même livre. Dans l'un, il est dit que la « caution judiciaire doit être susceptible de contrainte par corps, et dans les autres, il est expressément et décliné de souscrire aucune obligation... portant contrainte par corps; mais les cas portés auxdits articles, dans lesquels nécessairement le cas de la caution peut venir à se trouver pas.

57° L'article 25, titre V, livre III, dit « que la « caution doit être domiciliée dans le lieu où elle « doit être donnée ». Le mot lieu paraît trop vague; cette disposition donnera lieu à plusieurs contestations qu'on pourrait éviter, en substituant au mot lieu celui d'arrondissement ou tribunal de première instance devant lequel elle doit être reçue.

58° Le dernier mot de l'article 57, titre VI, livre III, est sans doute une faute d'impression.

59° Art. 13, titre IX, livre III. La commission croit qu'en général toutes les dispositions qui touchent les enfants naturels sont trop rigoureuses; il serait plus équitable de permettre à un père et à une mère de faire pour leur enfant naturel tout ce que la loi leur permet de faire en faveur d'un étranger.

60° La disposition de l'article 16, titre IX, livre III, ne fera pas cesser la cause de ces actes frauduleux qui consistaient en tant de jurés, la commission croit qu'il faut leur permettre à celui qui n'a pas de descendants légitimes de disposer, par acte de dernière volonté, de la totalité de ses biens.

61° L'exemple apporté au § 1, article 22, titre IX, livre III, n'est point applicable à l'espèce, parce que, suivant l'ordre de succession, jamais l'oude du défunt ne coïncidera avec le neveu à la même succession; le neveu exclut l'oude, et le neveu a droit à la réduction.

62° L'article 15, titre IX, livre III, ne permet au donateur de stipuler le droit de retour, que dans le cas où le donateur et ses descendants n'endront à mourir avant lui; il semble qu'il pourrait permettre la même stipulation au donateur, dans le cas où le donataire n'endront seul à mourir avant lui.

63° La commission demande si le mot mobilier, qui se trouve au § 1, article 11, titre X, livre III, comprend les autres perpétuelles et leurs appanages.

Aux articles 18, 19 et 20, titre 1<sup>er</sup>, livre II, l'on a donné l'explication et la définition des biens meubles, des immeubles, meubles, effets mobiliers, meubles immeubles; mais l'on n'a pas donné la définition ou la vraie signification du mot mobilier, cependant il est employé dans un article où il mérite bien une définition.

64° La commission a pensé qu'il y avait une

omission dans la dernière phrase du § 3 de l'article 27, titre X, livre III.

65° L'article 71, titre X, livre III, présente l'exception de la communauté de la part des héritiers de la femme comme un fait évident; et l'article 91 du même titre le suppose évident, ce qui offre une espèce de contradiction dans la disposition.

66° La commission est d'avis que la disposition qui charge les héritiers du mari des frais du droit de la femme, en vertu de l'article 96, titre X, livre III, doit être omise, parce qu'elle occasionnera des contestations sur le plus ou moins d'argent nécessaire à la faire pour pleurer convenablement son mari, et parce qu'elle tend à introduire une taxe superflue que la loi offre du régime l'end à nous à légal, et que le législateur ne doit pas commettre.

67° Art. le 62, titre XI, livre III. Il serait à souhaiter que l'on pût déterminer, pour toute la République, les délais dans lesquels l'action résultant de chaque espèce de vices rédhibitoires devrait être intentée; car rien n'est plus variable ni plus coûteux que la peine et le stimulant de l'usage observé dans un certain endroit.

68° Il y a une faute de rédaction dans le § 2, article 7, titre XII, livre III; au lieu de dire non celui à qui la souffe est payée, il paraît qu'il faut dire par celui qui paie la souffe.

69° Il serait plus avantageux, si l'on déterminait le délai dans lequel il faut donner l'inventairement dont il est parlé à l'article 15, § 3, titre XIII, livre III.

70° Le nombre XXI, qui se trouve à la fin de l'article 26 du titre XIII, livre III, est une faute d'impression; il faut le nombre XIX.

71° La commission croit que la disposition de l'article 28, titre XIII, livre III, est contraire à l'équité; car plus le temps que l'usage des lieux accordé entre le cange et la surbe est court, plus le dédommagement sera petit; cependant il est évident que l'on souffre des dommages plus considérables, lorsque le temps que l'on accorde pour sortir et chercher un autre logement est trop long, que lorsqu'il est long.

72° Il y a une faute d'impression dans l'article 25, titre XVI, livre III; au lieu des mots, et le mot tutrice, il faut; par du tutrice; et le mot possession qui se trouve dans l'article 1<sup>er</sup> du même titre semble impropre, parce qu'un dépositaire ne possède pas; la possession demeure par devers le déposant.

73° Il paraît que la rédaction de la fin de l'article 4, titre XVII, livre III, n'est pas correcte; on devrait dire.

« C'est au mandant à prouver que le mandataire a accepté ou exécuté le mandat. »

74° La commission pense que la définition donnée, article 1<sup>er</sup>, titre XIX, livre III, est très-obscur, et que celle que l'on trouve dans Pothier est préférable.

L'on n'a pas parlé de ces dispositions que des lois criminelles ont rendues impossibles, telles que celles qui concernent les assassins des juges de paix, etc.

Signé: DUBREUIL, juge; F. S.

REYNAUD, juge; MOLLAT, juge.

#### OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SÉANT À LIMOGES, CHAMBRE DE PARTIES DE CHAMBRE-VIEILLE, SEUL LE PROCUR. DE COG CH. IL.

Le tribunal d'appel séant à Limoges applaudit,

comme en France entière, au travail des rédacteurs du projet du nouveau Code civil. Le jour où une loi uniforme sera émise la diversité des coutumes sera une des épreuves les plus intéressantes de l'histoire de la République. Après avoir nommé des commissaires, et entendu leurs rapports sur cet important objet, le tribunal a cru devoir présenter au Gouvernement les observations suivantes. Quoiqu'elles soient principalement relatives à des points de droit observés dans son ressort, le tribunal en les a adoptées que parce qu'elles lui ont paru d'un intérêt général. Sans doute, chaque partie de la France est désireuse que les coutumes qui la régissent fussent devinées la loi de toute la République : il est si doux de conserver les usages auxquels on est attaché depuis sa naissance ! Mais lorsqu'il s'agit de soumettre à la même loi trente millions d'hommes, l'intérêt du plus grand nombre doit l'emporter sur celui de quelques individus ; et pour donner à un grand peuple des lois dignes de lui, il n'y a d'autres ressources à observer que d'asseoir sa législation sur les principes qui tendent à rendre les hommes meilleurs, à leur faire aimer leur patrie en les faisant jour dans la vie privée de tous les citoyens que l'état social peut procurer.

Le tribunal se permettra d'abord, sur la méthode suivie pour les matières sont classées, une observation qui peut paraître minutieuse, mais que les hommes accoutumés à flétrir les lois les plus utiles. En faisant subsister la loi sur la base, l'usage et les chapitres, le tribunal croit qu'il serait à propos que le nouveau Code n'eût depuis le commencement jusqu'à la fin qu'une série de numéros. Poser, dans la plupart de ses ouvrages, à suivre cet ordre, qui est également observé dans plusieurs lois nouvelles, notamment dans celle du 3 brumaire sur les délits et les peines : il est extrêmement commode pour l'écrit et les relations ; car on lira de l'ordonnance d'abord le titre, ensuite le titre, puis le chapitre, et enfin l'article, l'indication du numéro suffit pour faire trouver en un instant la disposition citée.

Dans plusieurs articles, le projet du nouveau Code est tel que les parties sont réglées par l'usage des lieux, mais le tribunal pense qu'il faudrait avant fixer uniformément les choses que l'on soumet à l'usage, qui n'est qu'un record de faits parmi lesquels il y en a une presque toujours quelque-uns de contradictoires. Pour les constater, il faut recourir à la preuve testimoniale, indépendamment et sujettes beaucoup d'inconvénients. Par ailleurs les tribunaux seraient souvent obligés de rendre à la même audience des jugements différents sur des procès ayant le même objet ; et quoique la loi soit observée dans leurs décisions fondées sur les usages locaux, elles seraient improuvées par tous les hommes peu instruits devant lesquels la promulgation en serait faite. L'autorité que le projet veut donner aux usages est une reconnaissance pour les habitudes particulières ; mais les arrêts qui doivent résulter d'une législation uniforme pour toute la France seront recevois le nouveau Code avec plus de plaisir, si on est sûr d'y trouver la règle de sa conduite, quelle que soit la partie du territoire de la République où on veut l'appliquer.

#### LIVRE PREMIER TITRE PREMIER.

##### CHAPITRE II. SECTION PREMIÈRE.

Art. 7. Il aurait été peut-être à propos de déclarer

si l'étranger plaçant en France est tenu de donner caution ; s'il y est tenu, tant en défendant qu'en demandant ; s'il doit en être dispensé lorsqu'il possède des immeubles en France.

Art. 21 et 28. L'article 21 porte « que la mort civile au commence que du jour de l'exécution » du jugement. « Ces mots de l'exécution ne se trouvent point dans l'article 28. Ne serait-il pas à propos de les ajouter, pour concilier cet article avec l'autre ? »

#### TITRE IV.

##### CHAPITRE II.

##### SECTION PREMIÈRE.

Les dispositions contenues dans cette section fixent la jurisprudence, qui était si différente sur cette matière. L'article 13 dit en dire paraît être favorable aux héritiers présomptifs qui ont obtenu la jouissance provisoire des biens de l'absent ; il les déclare du rendre compte des fruits échus pendant leur jouissance, si l'absent ne reparait qu'après dix années révolues de l'envoi en possession ; et l'absent ne peut espérer, en cas, qu'une somme calculable pour subvenir à ses premières besoins. On aurait cru que son absence ne devait pas le priver de ses revenus, en déduisant les frais d'administration.

##### SECTION II.

Les articles compris sous cette section regardent l'absent comme devant être réputé mort depuis son départ. On aurait cru que pour produire cet effet, il aurait fallu un certain intervalle, surtout lorsqu'il s'agit de l'intérêt des créanciers de l'absent. Suivant la jurisprudence du ci-devant parlement de Bordeaux, l'absent était présumé vivant, à l'effet de surcroît, pendant dix ans, à compter du jour de son départ ou de la dernière nouvelle ; et la garde provisionnelle de ses biens n'était accordée qu'après ce temps.

#### TITRE VI.

Art. 50. Les suites du divorce sont si funestes aux enfants, qu'on se peut l'admettre que comme un mal nécessaire pour prévenir de plus grands maux. Ainsi il est à propos de restreindre l'exercice de ce droit, et de en poser les limites. L'insouciance de l'époux, qui n'a rompu ses liens que pour en former d'autres qu'il croit plus agréables, il paraît donc contraire de ne permettre au divorce de se remarier que trois ans après la promulgation du divorce.

#### TITRE VII.

Art. 12. On demande si le père devenu veuf ou doit pas conserver l'usufruit des biens de ses enfants ; et si, pour le lui conserver, il n'est pas nécessaire de supprimer dans cet article ces mots constant le mariage.

#### TITRE IX.

Art. 46. Le tribunal paraît peut-être avoir eu en vue son intérêt personnel, en observant qu'il avait à propos de placer les juges dans le nombre des exemptés de tutelle ; mais il est certain que cette exemption, qui avait lieu précédemment, est fondée sur de très-justes motifs, et que les juges, dont la résidence se trouve fixée par leurs fonctions à une grande distance du lieu où les affaires du mariage exigeraient leur présence, seraient forcés de négliger les devoirs de leur place en ceux de la tutelle.

Art. 68. Cet article a dû-il pas souffrir quelques exceptions soit en faveur des ascendants, soit en faveur des tuteurs illégitimes ?

Art. 94 et 95. Si les tuteurs étaient dispensés de payer les intérêts des sommes moldrées que elles expriment dans ces articles, ou blesseraient les intérêts des autres citoyens, s'il est avantageux à ceux qui ont de grandes fortunes, que les fonds ne soient placés qu'en grosses sommes, cet avantage ne doit pas faire oublier le sort qu'éprouveront les citoyens dont le patrimoine est très-médiocre; celle classe, infiniment plus nombreuse, méritera d'être regardée que l'autre. Il ne faut donc pas que le tuteur d'un homme peu riche puisse garder une grosse somme sans la laisser fructifier. Ainsi il y a lieu de substituer tout au plus la somme de cinq cents francs à celle mentionnée dans lesdits articles.

Art. 101. Il paraît nécessaire d'ajouter à cet article que toutes valeurs, comme des droits et fermes, consenties après l'expiration de la tutelle en faveur du ci-devant tuteur, par celui qui n'est sous sa puissance, sont pareillement valables, si le compte n'a pas été rendu en ladite forme. C'est un juste conséquence des lois qui ont prohibé tout dons et avantages de la part du mineur en faveur de son tuteur. Le mineur auquel il n'a pas été rendu compte ne connaît ni l'étendue ni la valeur de ses droits, tandis que le tuteur en est parfaitement instruit; ainsi le mineur ne peut manquer d'être dupe dans les transactions de ce genre. D'ailleurs, tant que le compte n'est pas rendu, la tutelle ne peut être considérée comme entièrement faite relativement aux biens du mineur; et il est moral d'employer tous les moyens pour mettre le tuteur dans la nécessité de rendre son compte.

Art. 107. Cet article accorde au mineur émancipé la pleine administration de ses biens, et lui permet même de recevoir et de donner dérogés d'un capital mobilier. On voudrait, au contraire, qu'il lui interdise de lui interdire la liberté de recevoir ses capitaux.

Art. 110. Cet article paraît devoir être modifié; il change l'origine jurisprudence en accordant au mineur la liberté indéfinie de disposer de ses immeubles, par contrat de mariage, en faveur de la personne à laquelle il s'unit. Mais que cette liberté soit d'aucun avantage au mineur, elle sera pour lui l'occasion de faire un mauvais mariage et d'être séduits par ceux qui voudront le dépouiller. Cette disposition est contraire à celle de l'article 56 du titre X du livre III, qui prohibe la communauté universelle entre époux dont l'un est mineur. Il serait à propos de limiter la liberté accordée au mineur de disposer par contrat de mariage du quart de ses immeubles; alors il faudrait modifier l'article 9 du titre X du livre III.

## TITRE X.

### CHAPITRE III.

Ce chapitre parle du conseil volontaire; il suppose que ce conseil ne peut être demandé par celui qui croit en avoir besoin; et ceux qui croient ne pas en avoir besoin sont souvent ceux à qui il serait le plus nécessaire. Ne conviendrait-il pas d'autoriser les pères à requérir la nomination d'un conseil pour celui de leurs enfants dont la dissipation serait probable? Cette mesure deviendrait d'autant plus nécessaire qu'il paraît qu'il n'y aura plus lieu à l'interdiction pour cause de prodigalité.

## LIVRE II.

### TITRE II.

Art. 17. Il s'élève souvent des contestations entre les possesseurs d'étangs et ceux des héritages riverains,

pour déterminer l'étendue de leurs propriétés respectives. Les tribunaux ne peuvent alors des experts; et comme il s'agit d'un point de loi, il peut-être de leur de coutume qu'indiquent les experts ces experts doivent opérer, la plupart fixent l'étendue de l'étang au point où l'eau parvient lorsque sa surface est aussi haute que la rive opposée; d'autres se règlent par la hauteur du declivité; et comme il est toujours incertain si la rive opposée, les deux rivières diffèrent suffisamment, il sera nécessaire que la loi fixe ces difficultés, qui ont lieu presque toutes les fois que les propriétés d'étangs veulent les convertir en pâturages, et que ceux auxquels appartiennent des terres incultes, situées près des étangs, veulent les mettre en valeur.

## TITRE III.

Art. 9. Cet article d'ordonne point de récompenser, de parti sur d'autre, pour raison des frais de labour et de semences; mais il ne prévoit pas le cas où les biens auraient été travaillés par un colon, à moitié fruit; et il paraît qu'en ce cas on devrait obliger soit l'usufruitier qui entre en jouissance, soit le propriétaire qui reprend son fonds après l'usufruit fini, à souffrir le partage des fruits avec le colon.

Art. 34, 35 et 36. Ces trois articles imposent au propriétaire du fonds grevé d'usufruit, une obligation qui paraît être onéreuse: celle de déboursier son propre argent pour payer des charges ou des dettes, dans un temps où il ne peut rien. Si, pour s'en affranchir, il proposait à l'usufruitier de vendre lui-même une partie des biens sujets à l'usufruit, ou de lui laisser la liberté d'y vendre jusqu'à concurrence de ce qui serait nécessaire pour payer les charges ou les dettes, il semble que l'usufruitier ne pourrait pas se refuser à la proposition; et cela s'accorderait avec la disposition des lois romaines: *«Es silem ex bonis deducetor, dit la loi dernière, ff. de usu et usufructu legato»*.

## TITRE IV.

Art. 4. Il est très-ordinaire que les cours d'eau se divisent entre plusieurs particularités, dont l'un doit s'en servir tel jour et s'en priver tel autre jour en faveur des peïs inférieurs ou supérieurs. Dans quelques cantons où les eaux sont plus abondantes, des propriétaires du moulin ont construit des étangs d'où l'eau se portait au moulin qu'ils avaient passé sur les fonds d'autres citoyens, qui ne pouvaient s'en servir pour l'irrigation de leurs héritages lorsque tout son volume est nécessaire pour faire tourner le moulin. Il est donc à propos d'ajouter à l'article 4 du titre IV du livre II cette modification, *«S'il n'y a titre contraire, ou possession immémoriale, sans cela, un très-grand nombre de peïs et quelques moulins perdront les deux tiers de leur produit»*.

Art. 56. Il serait utile d'ajouter à cet article, qu'à égalité de distance de la voie publique, le passage sera pris, s'il y a plusieurs voisins, dans l'héritage de celui dont le fond est le moins précieux.

Art. 42. Cet article fait un changement considérable à la jurisprudence des pays de droit écrit, où l'on jugeait constamment que les servitudes discontinues pouvaient s'acquiescir par une possession immémoriale. La plupart des propriétaires n'ont pas d'autres titres pour établir des servitudes dont ils jouissent. La loi ne peut pas leur enlever un droit acquis, parce qu'elle ne peut pas avoir d'effet rétroactif. Il peut arriver néanmoins que les

preuves démontrent : quelles précautions prendre pour éviter cet inconvénient ? Il peut convenir des droits acquis? Faudra-t-il qu'ils fassent reconnaître leurs droits, ou qu'ils les réclament en justice? Quelle loi de priorité?

### LIVRE III.

#### TITRE PREMIER.

Art. 211. Cet article détermine une question qui a été très-controversée; mais il semble que, pour établir l'égalité des parts et des parts, les juges puissent de chercher à ne tromper, il n'est et il ne peut être de dire que l'acheteur en possession aura lieu pour le son du fait au point contre le premier a le passé entre eux-mêmes, quand même en lui ayant donné la forme de vente. Il est très-pu d'exemples, où l'on a vu à la suite des droits de son cocontractant de donner de la spéculation, tandis qu'on voit sans cesse des cocontractants qui veulent de l'incertitude au des lieux d'argent qu'ils veulent leur acheter, pour se faire offrir les droits à la fin de la vente; l'acheteur sans l'acheteur qui veut connaître les choses auxquelles il s'expose. La chose des risques et profits d'est employée que pour rendre plus certain la spéculation du vendeur; la loi doit venir à son secours, pour établir l'égalité qui, dans ces circonstances, est le vœu de la nature.

#### TITRE II.

Art. 12. Le cocontractant donc par le fils à un acte passé avec son père paraît devoir être déclaré nul, toutes les fois que l'acte est de quelque nature au fils. On ne doit pas seulement le regarder comme un effet de la grande reconnaissance, mais encore comme le résultat d'une fraude plus possible, c'est-à-dire de la privation des biens de père, qui pourrait, par voie indirecte, trahir de sa succession le fils qui aurait manqué de complaisance. Les auteurs, en parlant de cette fraude, la désignent ainsi : ne pas payer sa dette. Il est donc juste et nécessaire de changer la disposition de cet article.

Art. 51. Au lieu de ces mots, qu'un tiers peut, insérer dans cet article, on proposerait de substituer ceux-ci, qu'un tiers est obligé de payer.

Art. 67. Le droit de la loi de l'article 12 du titre II du livre III a besoin d'explication; car il semble que, dans les dispositions testamentaires, la condition contraire à la loi ou aux bonnes mœurs n'est pas utile, tandis qu'on a sans doute voulu dire qu'elle ne rendait pas nulles les dispositions testamentaires.

Art. 69. On a bien tenu de tout temps, que l'hypothèque qui dérive d'une obligation conditionnelle ne rompt qu'un peu de l'acceptation de la condition, lorsque c'est une condition potestative, dont l'exécution dépend de la volonté de l'un ou de l'autre des parties, parce que, si l'on faisait rompre l'hypothèque au jour de l'obligation, il dépendrait de l'acheteur ou du débiteur de rendre aux droits d'un tiers qui aurait contracté avec le débiteur dans l'incertitude : c'est ce qui résulte de la loi Qui dedit, § amplius, ff. qui potior, in jussore habentur. C'est ce qu'on a vu d'ailleurs en son lieu de la vente des immeubles, section II, art. 17. C'est ce qu'on peut induire également de la disposition contenue dans l'article 44 du titre VI du troisième livre.

Mais ici, dans l'article 69 du titre II, on va bien plus loin. On décide que l'obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative; et l'on n'aperçoit pas la raison de cette disposition, parce qu'il faut savoir que les

droits des tiers ne sont pas blessés, et lorsqu'il ne s'agit que de l'effet des conditions, ou ne voit qu'un inconvénient à conserver une obligation contractée sous une condition potestative, surtout de la part de l'un des deux parties contractantes. On peut bien dire qu'il n'y a pas d'engagement si l'exécution en est laissée à la volonté de celui qui en est chargé; mais je puis stipuler que *Titius* ne pourra que telle somme, si je fais le voyage de Rome; et quoiqu'il dépende de moi de faire ou de ne pas faire ce voyage, l'obligation en est-elle moins valide?

Art. 136. Dans le cas de cet article, si la saisie ou opposition est faite au préjudice d'un créancier, lequel le débiteur a fait la somme de payer malade cette somme, n'est-il pas juste que le créancier réprouve de l'incertitude de la saisie? Si la famille de débiteur n'expose à payer une seconde fois, ce sera la dette propre de son créancier qu'il paiera, et s'il paie la dette propre de son créancier, il n'est bien sans doute avoir la répétition de ce qu'il aura payé.

Art. 150 et 151. Quoique l'article 150 dise que les offres doivent être faites à la personne du créancier, on a demandé par lui s'il ne peut pas être contraire aux principes, il semble nécessaire de faire cesser l'incertitude qui pourrait faire naître le rapprochement de l'article 150 et du n. 6 de l'article 151 du même titre. Le premier porte que, dans les deux cas exprimés, le paiement doit être fait au domicile du créancier, et le n. 6 de l'art. 151 veut que les offres soient faites au lieu où le paiement devant être exécuté. L'incertitude cessera en quantifiant au n. 6 ces mots, lorsque le lieu est designé dans la convention.

#### TITRE IV.

On ne trouve plus ce titre dans la disposition qui permet d'accorder la contrainte par corps contre les débiteurs civils, mais bien pour satisfaction de freits et dommages et intérêts des dépens, qui sont la peine des lenteurs plaintives, ne devraient-ils pas avoir la même faveur, au moins lorsqu'ils s'élèvent à une somme assez considérable?

On ne trouve rien plus aucune disposition qui permette d'accorder la contrainte par corps contre les débiteurs civils, contre lesquels elle avait lieu après les quatre mois, par l'article 3 du titre XXXIV de l'ordonnance de 1667, et même contre les rois qui avaient administré le bureau d'apprit, suivant *Joussé, Boulier, Serpillon*, sur ce même article.

On ne doutait pas non plus que les cautions judiciaires ne fussent bien soumises à la contrainte par corps, et la nouvelle loi a vu parler par.

Elle ne parle pas non plus des filles curieuses; et si la contrainte par corps n'a pas lieu en ce cas, n'est-il pas à craindre que des abus sans fin ne se fassent de tous les engagements qu'ils pourraient contracter en justice?

Il est bien nécessaire de prêter tous les cas où la contrainte par corps peut avoir lieu; sans quoi les juges, les notaires et les greffiers se trouveraient souvent exposés aux peines prononcées contre eux par les articles 2 et 3 de ce titre IV.

#### TITRE VI.

Art. 18 et 28. Lorsqu'il n'y a d'hypothèque légale que dans les cas énumérés par la loi, ainsi qu'il est dit dans l'article 18, il est bien essentiel de l'indiquer par un cas où cette hypothèque légale devrait avoir lieu.

L'article 28 établit cette hypothèque légale en

leurs des communes et des établissements publics ou les bureaux des receveurs et comptables, du jour où ils sont entrés en fonctions; mais les particuliers ne devraient-ils pas avoir la même hypothèque pour l'assurance des sommes qu'ils auraient été obligés de verser dans les caisses de ces receveurs et comptables, comme si l'insaisissabilité hypothécaire était par elle-même dérogatoire? Celui qui a fait les affaires d'autrui en vertu d'une procuration, et qui a été dans le cas de faire des avances, n'aurait-il d'hypothèque que du jour qu'il aura été ou qu'il sera parvenu à la condamnation contre le mandant, ou que reconnaissance, par acte public, de sa part? Ne devrait-on pas lui accorder l'hypothèque légale du jour de la procuration, ou au moins du jour où il a commencé à gérer?

Et si ce mandataire se trouve réquiescent, ses biens ne seraient-ils hypothéqués que du jour de la clôture de son compte? Ne devrait-on pas l'être du jour de la procuration, ou au moins du jour qu'il a commencé de gérer?

La loi justifie l'hypothèque, qui est si favorable quand il s'agit de la transmission de ce qu'il a été obligé de payer, n'aurait-elle l'hypothèque que du jour de la condamnation qu'il aura obtenue? Ne serait-elle pas juste de l'être seulement cette hypothèque au jour du paiement?

On ne parle pas ici de l'hypothèque de l'exécuteur testamentaire, de celle du tuteur, ou du seigneur, ou d'autres créanciers ou mandataires, de celle du cohéritier sur les biens de son cohéritier, soit pour la restitution des fruits que celui-ci aurait perçus à son préjudice, soit pour le remboursement de sa portion des dettes payées à l'égard de la succession, soit pour la garantie des héritiers élus ou sur lui, dont il aurait souffert l'exécution.

On ne l'on ne pas encore question sur laquelle *Morand* jadis dit (1), de *puissance* de l'hypothèque (2) ayant été à l'origine qu'il s'agit d'intervenir une loi pour la décrire, celle de savoir de quel jour l'hypothèque s'acquiesce sur les biens d'un coupable; si c'est du jour de l'acte criminel, ou seulement du jour de la condamnation. On ne fait, sur tout cela, que proposer des doutes, et ces doutes, cessent dès que la loi s'en a parlé.

Art. 15. Le créancier inscrit par cet article pourrait être aussi, malgré la prescription contraire des parlements de Rouen et de Bretagne, observé par *Boussier* (3) et de l'hypothèque, chapitre III, n° 3.

Mais on serait-il de même s'il s'agissait d'un acte consenti par le tuteur sans l'intervention du mandant, qui l'aurait pourtant ratifié en majorité? Il semble qu'en ce cas l'hypothèque ne devrait remonter qu'au jour de la ratification; et tel est le sentiment de l'ordonnance sur la coutume de la Rochelle, art. 21, n° 160.

Art. 16. La disposition de cet article prive le créancier du droit, que plusieurs coutumes lui donnaient, de poursuivre son paiement sur les biens aliénés par son débiteur ou accordant au tiers détenteur la faculté d'exercer la discussion préalable des autres biens qui sont dans la possession du principal débiteur. Il serait à propos d'entendre le tiers détenteur à l'égard des fruits de cette discussion; cela se pratiquait dans le ressort de plusieurs parlements.

Art. 17. Cet article soumet à la discussion les biens de tous les emphytéotes; peut-être faudrait-il ajouter et ceux des emphytéotes, conformément à l'authentique *Hec si debitor, de pignori, et hypoth.*

#### TITRE VII

Art. 18. Suivant cet article, les personnes,

même les mineurs, les interdits, les femmes en puissance de mari et sans qu'elles aient besoin d'autorisation, les absents, les absents ou préposés du Gouvernement, et les administrateurs des communes et de tous établissements publics ou privés, sous peine de déchéance, de former opposition contre les mandats de saisie des hypothèques, à l'effet de conserver leurs privilèges et l'hypothèque. Cet article réserve un recours contre ceux qui, étant chargés de l'administration des biens, auraient malgré de former opposition; mais il n'arrivera que trop souvent que ce recours deviendra inutile.

L'article 8 de l'édit du mois de juin 1771 contenant une disposition à peu près semblable, mais, suivant l'art. 32 de ce même édit, il n'était pas nécessaire de former opposition pour les hypothèques des femmes sur les biens de leurs maris, pendant la vie desdits maris, non plus que pour celle des enfants sur les biens de leurs pères, pour raison de dotaires non ouverts.

L'on ignore ainsi que le défaut d'opposition ne nuisait pas à l'hypothèque des mineurs sur les biens remis par le tuteur, comme l'observe un des commentateurs de cet édit, sur l'article 8; et toutes ces exceptions, surtout celle accordée aux femmes maries par l'article 32, étaient fondées sur des motifs bien légitimes, mais du défaut de l'absence des biens maries, des mineurs, des enfants, quand il s'agit de la conservation de leurs droits vis-à-vis des maris, des tuteurs, des pères, qui administreraient leurs biens, et de la crainte de troubler l'union des familles.

On sait en ce que les mêmes exceptions devaient se trouver.

#### TITRE VIII

Art. 12. Pourquoi impose au créancier qui veut faire procéder à une saisie sur la tête d'un héritier ou d'une terre commune l'obligation de faire déclarer exécutoire contre eux le titre émané du défunt ou du mari? Il est vrai que la déclaration du mois de février 1759, et la coutume de Paris dans l'article 168 prescrivent cette formalité; mais l'ordonnance de 1550, art. 72, contient une disposition contraire; et peut-être serait-il plus à l'origine d'adopter la disposition de cette loi, afin d'éviter des abus. Il est vrai que l'héritier et la terre ou maison peuvent retourner, l'un à l'hérédité, et l'autre à la communauté, et s'adressant par là au paiement; mais non s'empêche qu'ils ne proposent cette exception après le commandement qui leur est fait. La jurisprudence de ce dernier pouvoir du tiers détenteur était contraire à l'ordonnance de 1550; il paraît que cette jurisprudence s'est enfin un changement par cet article 12, portant qu'on ne peut saisir ni l'héritier ou son la terre commune qu'après avoir fait déclarer exécutoire contre eux le titre émané du défunt ou du mari; savoir s'il ne convenait pas mieux d'adopter, pour toute la France, la disposition de l'article 72 de l'ordonnance de 1550.

Art. 13. Suivant cet article, le cessionnaire n'a pas besoin du faire de force exécutoire, à son profit, le titre qui lui a été cédé et transmis; il suffit qu'il ait fait signifier au débiteur l'acte de cession ou transport. La coutume du Bourbonnais, en l'article 107, contient la même disposition. *Aurol* des *Principes*, sur cet article, n° 6, exige, après *Dumoulin*, qu'il y ait quelque intermédiaire entre la signification de la cession et l'exécution; et la raison en est donnée par *Bouchard* sur l'article 402 de la coutume du Patois, n° 42; c'est

afin que le débiteur ait le temps de s'éclairer de la vérité et validité de la cession, peut-être conviendrait-il d'adopter cette modification et de déterminer, dans cet article 13, l'intervalle qu'il faudrait laisser entre la signification de la cession et l'exécution; un intervalle de trois jours paraîtrait suffisant; mais on s'opposerait, dit Dumoulin dans sa note sur l'article 127 de la coutume de Bourbois, et qui s'appuie sur l'intervalle très-court; et si le débiteur était fugitif, ce serait une raison pour écarter cet intervalle, ou plutôt pour ne pas l'exiger en ce cas; ce qui s'accorde encore avec la doctrine de Dumoulin.

## TITRE IX.

### CHAPITRE II.

#### SECTION PREMIÈRE.

Les quatre articles qui composent cette section déterminent la portion de biens dont on peut disposer; ce sont ceux qui, vraisemblablement, donneront lieu à plus d'observations. Les uns trouveront qu'on n'a laissé que trop de liberté aux donateurs; les autres diront, au contraire, que cette liberté a été restreinte dans des bornes trop étroites, et cette dernière proposition nous paraît vraie.

Nous ne dirons pas qu'on doive laisser aux donateurs une liberté illimitée de disposer de leurs biens; ce serait autoriser l'exhérédation dans tous les cas où il plairait à des parents de se servir de ce glaive; et quelle que soit ordinairement la tendresse des pères et mères pour leurs enfants, quelque confiance qu'on puisse y mettre, nos législateurs n'ont pas cru devoir laisser entre leurs mains une arme dont ils pourraient faire un usage trop dangereux. L'article 15 du titre VIII du livre I<sup>er</sup> porte que les pères et mères ne peuvent exhériter leurs enfants.

Mais en respectant cette décision, nous voudrions trouver la juste mesure où l'on pourrait se placer pour le conflit avec le droit de propriété; et n'est-ce pas donner atteinte à ce droit sacré, de dire à un citoyen qui possède des biens à juste titre, des biens qui sont souvent le fruit de ses sueurs: il ne peut pas en disposer; d'un quart de vos biens; la loi a disposé des autres trois quarts; il ne vous est pas permis d'y toucher?

Mais si ce citoyen en a besoin pour lui-même, s'il perd une partie de sa fortune par des événements imprévus, s'il tombe dans un état de langueur qui rende ses revenus insuffisants pour fournir à ses besoins et qui l'oblige d'échouer ses capitaux, la loi lui laisse, dans tous les cas, la liberté d'aliéner une partie et même la totalité de ses biens; elle ne le soumet même à aucune liquidation sur la nécessité de l'hérédité; elle autorise les aliénations faites à titre onéreux, et ne permet pas aux parents d'interdire les acquéreurs, ni de scruter les causes de l'hérédité; or celui qui veut exercer une libéralité est-il moins favorable que l'égoïste, qui n'est occupé que de lui-même, et qui ne veut souvent que pour se procurer des plaisirs? S'il est permis de vendre et non de donner, n'arrivera-t-il pas tous les jours, comme il est arrivé, que pour se débarrasser des entraves que présente la loi on aura recouru à des ventes ou autres actes simulés? Et de là qu'arrivera-t-il? Est-ce que la prohibition ne sera que pour les âmes timides qui se feront un scrupule de contrevenir à la loi, et que les autres trouveront le moyen de s'en débarrasser. Qu'arrivera-t-il encore? c'est que des parents aimeront

moins dissiper leur bien que de le réserver pour des parents qu'ils en croiront peu dignes, et qu'alors la loi prohibitive, qu'on a crue salutaire, ne produira que des mauvais effets.

Le droit de propriété, dit-on, n'est que pour les vivants; on ne peut pas l'étendre au delà des bornes de la vie, et c'est l'étendre au delà que de permettre à un propriétaire de se choisir un héritier, de régler l'ordre de sa succession, qui ne doit s'ouvrir qu'après sa mort.

Mais le propriétaire qui se choisit un héritier, qui règle l'ordre de sa succession, n'attend pas que la mort l'ait surpris pour faire ce choix, ce règlement; il dispose étant encore vivant, et tandis qu'il est vivant, peut exercer tous les droits que lui donne sa propriété, et l'un de ces droits est de pouvoir choisir un héritier; donc testateur et créancier, Berner le droit de propriété à pouvoir disposer de ses biens par des actes entre-vifs, c'est presque le réduire à un simple usufruit; c'est beaucoup diminuer de la valeur de ce droit, et l'on voit en effet que plus les lois ont étendu la faculté de disposer, plus les biens ont acquis de valeur. D'ailleurs la prohibition contenue dans les articles que nous examinons ne porte pas seulement sur les dispositions à cause de mort; elle comprend également les donations entre-vifs, et on ne peut pas dire à celui qui donne entre-vifs, que la mort n'était son droit de propriété.

Il est vrai que dans ces articles nous trouvons un peu plus de liberté que dans les lois précédentes des 5 brumaire et 17 nivôse on li; mais on ne peut pas se dissimuler que cette liberté ne soit encore trop restreinte. Il faut considérer d'ailleurs que c'est une grande consolation pour un mourant de pouvoir faire un héritier, de pouvoir choisir parmi ses parents celui au quel on lui aura plus de confiance et sur lequel il pourra se reposer de son de remplir ses vœux. Bien loin qu'il puisse en résulter quelque inconvénient, soit dans la famille, soit vis-à-vis de ceux qui ont à discuter avec le survenant, on sent très-bien que c'est un moyen de simplifier les affaires et d'éviter beaucoup de frais, de faire que les actions actives et passives résident sur une seule tête; alors les procès se terminent bien plus aisément que lorsqu'il faut appeler un grand nombre d'héritiers.

C'est pour cela qu'on fixe la légitime à une certaine quotité, on tenait que c'était une quotité de biens et non pas une quotité de l'hérédité, au moyen de quoi l'exercice des actions se regardait que l'héritier.

C'est pour cela aussi, qu'on veut déterminer la portion de biens dont on peut disposer, on proposerait de déterminer la portion qui devrait être réservée soit aux enfants, soit aux ascendants, soit aux frères et sœurs pour leurs légitimes.

La nouvelle loi avait fixé cette portion, pour les enfants, au tiers lorsqu'ils étaient au nombre de quatre ou en moindre nombre, et à la moitié lorsqu'ils étaient plus de quatre; et, en cela, il y avait un inconvénient que nous les auteurs avaient remarqué, et qui consistait en ce que la légitime d'un enfant qui n'avait que trois frères ou sœurs, était moindre que celle de l'enfant qui en avait quatre.

On pourrait faire disparaître cet inconvénient en décidant que, dans tous les cas, la légitime des enfants demeurerait fixée à la moitié des biens; ainsi les pères de famille pourraient disposer librement de l'autre moitié; ils pourraient choisir un héritier, et en le choisissant ils lui transmet-

iraient les actions actives et passives de l'hérité; les légitimaires auraient le choix de s'en tenir à ce qui leur aurait été laissé pour leur légitime, ou d'y renoncer pour demander cette légitime telle qu'elle serait fixée par la loi; on ne verrait plus tant de procès dans les familles; on reviendrait à l'ordre qui avait été observé dans les pays de droit écrit, et dont la sagesse est recommandée par une expérience de bien des siècles.

En fixant à la moitié la légitime des enfants, on pourrait réduire au tiers celle des ascendants, qui n'est pas, à beaucoup près, aussi favorable; et d'ailleurs, le nombre des enfants est ordinairement plus grand que celui des ascendants. L'article 61 de l'ordonnance de 1735 avait également fixé cette légitime au tiers.

Accorderait-on une légitime aux frères et aux sœurs? La loi *Frères*, 27, *cod. de institut.*, la § 1<sup>re</sup> inst. *idem ibi*, ne leur en accorderait que dans un cas; savoir, lorsque le défunt avait institué une personne non de l'infirme; mais il y avait peut-être en cela trop de rigueur; et puisque, par l'article 46 du titre 1<sup>er</sup> du livre 61, les frères et sœurs et leurs descendants sont appelés à la succession *ab intestat* conjointement avec le père et la mère, puisqu'ils succèdent pour une moitié, et même pour les trois quarts lorsque le père ou la mère est prédécédé, on pourrait bien les appeler aussi à partager dans la même proportion le tiers destiné pour la légitime des descendants. On ne fait toujours ici que proposer des droits, et on les soumet aux lumières supérieures des membres de la commission.

S'il était possible d'adopter le changement qu'on propose, c'est-à-dire de laisser aux donateurs et testateurs la liberté de disposer librement de leurs biens, en réservant aux enfants et autres légitimaires la portion qui serait déterminée pour leur légitime, il faudrait bien décider aussi, en conformité de la loi *quoniam in prioribus*, 32, et de la loi *Servus*, 36, § 1, *cod. de instut.*, test, que la portion destinée pour la légitime ne peut point être grevée d'usufruit ni d'aucune autre charge ni condition.

Si cependant le donateur faisait au légitimaire un avantage bien au-dessus de sa légitime, comme s'il lui léguait les trois quarts de ses biens en propriété, en ce qu'il ne commencerait à en jouir qu'après un certain temps, ou après la mort de certaine personne à qui il léguerait l'usufruit, le légitimaire serait-il obligé de se soumettre à la charge ou condition, ou lui serait-il libre de la rejeter jusqu'à concurrence de sa légitime, et de ne s'y soumettre que pour l'excédant de la légitime? Cette question a partagé le sentiment des auteurs, et elle se présente au moment qu'il s'agit bien à souhaiter qu'elle fut décidée par une loi.

L'article 17 du ce titre IX est dans le cas où l'on ne fait que déterminer la portion disponible, et non la portion légitimaire; il porte que la donation ou usufruit ne peut excéder la quotité dont on peut disposer en propriété; mais si l'on s'en tient à déterminer la portion disponible, celui qui ne fait que disposer de l'usufruit ne doit-il pas avoir plus de liberté que celui qui dispose de la propriété? et l'héritier qui contesterait la disposition, et qui demanderait la réduction de l'usufruit, ne devrait-il pas indemniser le légataire de la privation de son usufruit, si même il n'héritait lui abandonner tous les biens libres? Cet article paraît contenir une dérogation contraire; mais il s'agit, en cela, de la résolution de Daguesseau lors de l'arrêt du 3 avril 1699, de l'avis de Ricard, de Ferrière, de Boucheau, de Valin sur la coutume

de La Rochelle, art. 44, n° 97; et quoiqu'on tienne les auteurs ne soient pas d'accord sur cette question, on ne croirait pas que, dans ce cas, on dût s'écarter des intentions du testateur, parce qu'on ne fait aucun tort à l'héritier légitime dès qu'on lui laisse le choix ou d'exécuter la disposition, ou d'abandonner tous les biens libres.

## SECTION II.

Si l'on adopte le changement proposé, les articles contenus sous cette seconde section deviendront inutiles.

## CHAPITRE II.

ART. 32. La matière des substitutions étant si vaste, si compliquée, elle méritait tant de procès, qu'on ne peut qu'applaudir aux lois qui les ont abolies. C'est ici qu'il faut reconnaître qu'un homme n'a, par un droit naturel et non, le pouvoir de commander après sa mort; tandis qu'il possède ses biens, il doit pouvoir indiquer la personne ou les personnes à qui il veut les transmettre; mais dès qu'ils sont sortis de ses mains, dès que la mort l'en a dépossédé, son empire est fini, et c'est mal à propos que, par des substitutions, on étendit cet empire de génération en génération.

Mais parce qu'on donnait, ou hérédier, un légataire, aurait été grevée de substitution, tant qu'ils perdent la fruit de la disposition? Telle est la rigueur de cet article 32; et peut-être qu'en cela cet article devrait souffrir une modification. Ce même article 32 veut que, dans toute disposition entre-vifs ou à cause de mort, les conditions impossibles, celles qui sont contraires aux lois ou aux mœurs, soient réputées non écrites; ne devrait-on pas appliquer la même décision à la substitution dont l'héritier, le donataire ou le légataire aurait été grevée, et, en regardant la substitution comme non écrite, conserver l'institution, la donation ou la legs, et laisser les biens libres sur la tête de celui qui en aurait été grevé?

## TITRE XI.

## CHAPITRE III.

ART. 17. Cet article paraît peu utile à conserver; et si l'on estime qu'il doit être maintenu, on demande si la vente de la chose d'autrui, et qu'elle telle dans le contrat, n'oblige pas au moins la vendre à la restitution du prix?

ART. 68. Il y a bien de la différence entre la perte de la chose vendue, arrivée par cas fortuit, et celle arrivée par suite de la mauvaise qualité qu'elle avait lors de la vente. Il est juste que, dans ce dernier cas, la perte soit supportée par le vendeur qui doit se reprocher d'avoir vendu une chose dont il connaissait la défectuosité; mais la perte arrivée par cas fortuit est toujours pour le compte du propriétaire; *res sua domino perit* il paraît donc surprenant qu'on vait à la faire supporter au vendeur qui a été dépossédé de sa propriété par la vente; on s'éloignerait de cela de la disposition des lois romaines, l. 1 *cod. de periculo et commodo rei vendite*, § 2, *inst. de empt. vend.*

ART. 74. Après cela, mais si l'acheteur est trompé, ne conviendrait-il pas d'ajouter ceux-ci, ou à juste sujet de craindre d'être trompé? On propose cette addition, parce qu'il pourrait très-bien se faire que, de concert avec le vendeur, celui qui aurait une action hypothécaire ou un revendication à exercer, en suspendrait l'exercice jusqu'à ce que le prix eût été payé, et que par là il rendrait la garantie inutile.



## TITRE XIII

Art. 41. Cet article ne peut guère trouver d'application que dans les pays de grande culture, où il est d'usage que les fermiers deviennent chargés de planter les arbres, coupés dans leurs bois, des bestiaux et d'autres choses nécessaires à leur exploitation dans les autres pays, c'est le propriétaire qui, en affermant, souille à son fermier les bestiaux et d'autres choses nécessaires, à la charge, par le fermier, d'en remettre pour la même valeur à la fin de son bail; mais, dans les pays, il conviendrait bien, sans doute, de y mettre la résolution du bail dans le cas où le fermier divendrait les bestiaux.

Art. 42. Après le mot *fermatoire*, on croit qu'il faudrait ajouter *qui a un bail coutumier*, ou dont la date est certaine; l'article s'entendrait avec le 43<sup>e</sup> du même titre, concernant les terres ruraux. Il ne serait pas inutile d'expliquer aussi que le vendeur qui n'a pas eu l'acquittement de la chose était censé, sera tenu de lui payer, par manière d'indemnité, une somme équivalente au tiers ou à telle autre quantité du montant des loyers à courtir.

Art. 60. L'intérêt de l'agriculture exigerait que le fermier fût obligé de laisser les pailles et engrais, quand même il ne les aurait pas reçus lors de son entrée, sauf à lui en payer, dans ce dernier cas, la valeur à dire d'experts.

## TITRE XIV.

Art. 5. L'ordonnance de 1673 n'obligeait à rédiger par écrit que les sociétés personnelles, de sorte qu'on pouvait former par toujours les sociétés particulières, appelées par les commentateurs de cette loi *sociétés anonymes*. Il y a de grandes inconvénients à ce que ces sociétés soient réglées par écrit. Il arrive presque à chaque fois que des abus se produisent en l'absence des bestiaux, ils ont souvent le temps et la facilité de faire des actes de société; si cet article subsiste, la gêne qu'il causera pourrait nuire au commerce, qui a fait toujours l'avantage. Mais il est à propos d'ajouter cet article, à savoir qu'il ne s'agisse d'une société anonyme, particulière et non anonyme, contractée entre marchands pour objets de commerce. On prescrirait quelques procès en exécution dans le présent article que la société, quoique réalisée par écrit, est obligatoire lorsque les parties ont l'intention de son existence.

## TITRE XV.

A la suite de ce titre, on aurait dû insérer tout un autre titre, pour déterminer les principes relatifs aux contrats d'assurance et engagements, si toutefois il est dans l'intention des législateurs de conserver cette espèce de contrat, et, dans le cas contraire, il faudrait le prohiber par un article exprès.

On aurait dû insérer aussi voir rappelés les principes relatifs aux transcriptions.

## TITRE XX.

Art. 27. Le début de l'expédition, porté dans cet article, est trop court; il faudrait qu'il fut au moins d'un tiers. On doit donner copie au procureur du bureau de paix, et les secrétaires de ces bureaux ne sont pas toujours diligents; quelques-uns des parties sont éloignés de la résidence des juges. D'ailleurs le bureau qui s'occupe de la confection au bureau de paix et l'expédition sera souvent employé par des autres communes à rapprocher les parties et à leur éviter

un procès qui devient plus difficile à arranger lorsque les gens d'affaires en sont saisis.

Telles sont les observations que nous avons cru devoir faire sur le projet qui nous a été adressé; quelle que soit leur influence sur la rédaction définitive du nouveau Code, nous le recevrons avec le respect dû aux vœux et aux lumières des hommes célèbres qui ont été jugés dignes de commencer un ouvrage aussi important, et de ceux qui auront la gloire de le terminer, nos études constantes tendront toujours à en saisir le sens et à en pénétrer l'esprit, pour en faire la plus juste application, heureux si notre zèle a remédié la justice contribue à faire aimer au gouvernement qui est devenu l'objet de l'admiration de tous les peuples!

## OBSERVATIONS

Sur le projet de Code civil, PRÉSENTÉ PAR LES COMMISSAIRES NOMMÉS PAR LE TRIBUNAL D'APPEL DE LYON.

## LIVRE PREMIER.

## TITRE PREMIER.

## Définitions générales.

Art. 1 et 5. Les principes contenus dans ces deux articles sont en état à l'égard des peuples qui, ne s'étant jamais donné une loi générale et uniforme sur tous les objets ruraux, sont forcés de recourir aux lois des autres peuples, à celles qui leur sont propres, à leurs coutumes, à leurs usages, aux décisions de leurs jurisconsultes, à la loi naturelle, source de toutes les lois.

Mais lorsque les Français, indiqués par aucune partie législative nationale, l'absence des lois romaines, étrangères à leurs mœurs et à la plupart de leurs relations, d'un côté de coutumes et d'un autre côté de lois étrangères, de leurs propres lois insuffisantes et souvent obscures pour les lois romaines, les usages et les coutumes, des lois étrangères de la jurisprudence d'usage dans les tribunaux, variable suivant les circonstances, et toujours d'un arbitraire effrayant, demandant à grands cris, depuis plusieurs siècles, un Code complet et uniforme; lorsque une révolution, que dirai-je le désir de se débarrasser par des lois sages et dirigées pour l'utilité commune, a renversé l'édifice abominable de la jurisprudence ancienne; lorsque déjà plusieurs législatures se sont occupées d'en établir une nouvelle, serait-il possible qu'on laissât subsister encore les lois romaines, les coutumes, les usages, les statuts locaux, les règlements, et qu'on ne le nouveau Code, jeté au milieu de ces chaos, ne fût qu'en embarras, ne malheur de plus?

Est-il étonnant ce que présagent les articles 1 et 5 rapprochés de la dernière disposition de projet: est-ce que qui effraye tous les bons citoyens, leurs vœux, leur loi, en demandant un Code, est et a toujours été que les lois romaines, les coutumes, les statuts, la jurisprudence, fussent absolument abrogés par la publication du Code en loi; que ce Code fût tout à la fois la règle des droits et des devoirs du citoyen.

Ce n'est ni impossible, ni même difficile; les amonnes l'us, cette foule de dictionnaires qui existait, les journaux des arrêts des parlements, font connaître toutes les questions que les différents contrats ont fait naître, et le projet de Code civil ouvre la possibilité d'abréger toutes les lois antérieures, puisqu'il y a à peine cent articles à ajouter pour composer la législation la plus complète.



démarcation très-difficile, peut-être impossible, et cependant d'une absolue nécessité si ces articles subsistent; démarcation qu'on devrait peut-être abandonner aux controverses des publicistes, loin d'en faire la matière d'une loi.

### TITRE III.

#### *De la publication des lois.*

Subordonner l'exécution des lois à leur publication par vingt-neuf tribunaux d'appel, et encore par d'autres autorités qu'on ne géomètre pas, n'est-ce pas donner à cette exécution vingt-neuf époques différentes, et même cent vingt-neuf, si les autorités non dénommées sont les préfetures? N'est-ce pas autoriser un citoyen qui part en poste de Paris au moment de la publication d'une loi à la violer impunément jusqu'à la frontière, avant de lui qu'il change de ressort ou de territoire?

Une pareille disposition est évidemment contraire à l'unité de la législation, unité qui est cependant la base fondamentale de la Constitution et du Code civil; unité qui exige que la loi soit exécutoire au même instant dans tout le territoire continental de la République.

L'enregistrement était nécessaire pour rendre la loi exécutoire lorsque les tribunaux avaient le droit de la vérifier; aujourd'hui qu'on n'a plus de part à la législation, qu'ils sont tenus de l'exécuter au moment où elle leur est connue, ne pourrait-on pas, en laissant subsister l'obligation aux tribunaux et aux autres autorités compétentes d'enregistrer la loi au moment de sa réception, la déclarer exécutoire dans tout le territoire continental de la République, à une époque unique déterminée par l'empereur pour la transmettre à son extrémité, par exemple, vingt ou trente jours à dater de la promulgation faite par le Premier Consul, et fixer pour son exécution au-delà de la mer un délai à compter de son enregistrement par l'autorité administrative du territoire?

Mais quelque parti que l'on prenne, il est d'une nécessité absolue de rétablir l'affiche de chaque loi dans toutes les communes; le législateur, qui ne doit présumer un fait vrai que lorsqu'il est possible et probable, ne peut pas supposer qu'une loi soit publiée dans les Alpes de l'arrondissement de Bonneville, contiguës au Valais, parce qu'elle a été lue à l'audience d'une section du tribunal d'appel de Lyon; ceux qui traitent les affiches inutiles, ignorent sans doute avec quel empressement les cultivateurs vont, le jour de leur repos, chercher sur la place publique s'il y a quelque affiche; avec quelle attention les pasteurs lisent les placards affichés dans les plus grandes communes. Ainsi le gouvernement d'une grande nation ne doit pas être arrêté, quand il s'agit d'objets aussi essentiels, par une écoumance mesquine et fanatique.

L'un des commissaires est d'avis que les lois doivent être enregistrées dans tous les tribunaux, et spécialement dans ceux de première instance, à la diligence du commissaire, qui les fera afficher, sous peine de destitution, et que c'est depuis l'affiche seulement que la loi est exécutoire.

### TITRE IV.

#### *Des effets de la loi.*

Art. 3. Pour que nul article ne puisse jamais masquer une rétroactivité, il est important de fixer les bornes dans lesquelles doit se renfermer une loi explicative.

Art. 5. Le mobilier d'un Français qui se trouve en pays étranger, doit être réglé par les lois du

pays où il est, conformément à la maxime adoptée dans l'article suivant; et ces deux articles devraient se trouver dans les différents titres qui y sont relatifs.

Tant qu'on n'aura pas déterminé quelles sont les lois qui appartiennent au droit public, cet article est inutile et peut-être très-dangereux.

Art. 9. La peine de nullité ne doit pas être restreinte à la contravention sans lois prohibitives et dispositives. La loi qui statue que l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari, les lois qui fixent la forme des actes, la loi qui déclare que l'homme frappé de telle condamnation est mort civilement, et toutes les lois impératives et statutaires doivent être aussi inviolables que les lois qui prohibent.

Tous les contrats possibles entre deux individus influent plus ou moins directement, plus tôt ou plus tard, sur d'autres citoyens, héritiers, créanciers, cessionnaires; on croirait donc utile de substituer à l'article 9 les dispositions suivantes :

« On ne peut jamais déroger à la loi, dans quelques termes qu'elle ait été conçue, à moins qu'elle ne l'ait expressément permis. »

Ce principe, analogue à ce qui est porté au titre des *contrats de mariage*, est d'autant plus admissible que la sagesse des rédacteurs du Code n'y a inséré aucune disposition qui pût gêner la liberté des conventions libres, et que lorsqu'une disposition est susceptible d'être modifiée par la volonté de l'homme, ils ont eu soin d'y joindre à moins qu'il n'y ait été dérogé par la convention.

Un commissaire est d'avis qu'aucune loi n'emporte peine de nullité, à moins qu'elle ne l'ait expressément prononcée. Sans cela, les lois fautes et à faire jetteraient la trouble au lieu de mettre l'ordre.

### TITRE V.

#### *De l'application et de l'interprétation des lois.*

Prohiber aux juges la législation sous la forme de dispositions générales, c'est consacrer le principe fondamental de la division des pouvoirs législatif et judiciaire; mais reconnaître comme principe fondamental à l'article 2 que le juge a l'interprétation par voie de doctrine; déclarer dans l'article 11 que dans les matières civiles le juge, à défaut de lois précises, est au ministre d'équité; prononcer dans l'article 12 que celui qui refuse ou diffère du juger, sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, est coupable, d'est-ce point autoriser formellement les usurpations du pouvoir judiciaire sur le pouvoir législatif? n'est-ce point consacrer cet arbitraire si odieux et si funeste, source des plaintes et de l'indignation qui méconnaît si facilement les anciens tribunaux des premiers instants de la Révolution? C'est certainement supposer que tous les hommes sont également capables de discerner les vrais principes de l'équité naturelle; et malheureusement l'expérience a démontré que cette supposition est une erreur.

Si, dans chaque tribunal, le raisonnement doit suppléer à la loi, pourrais-je voyant en outre, une si grande diversité de jurisprudence sur les mêmes points entre les différents tribunaux, et même entre les chambres d'un parlement? et lorsque la raison naturelle du tribunal de première instance, du tribunal d'appel et du tribunal de cassation, aura produit trois jugements opposés, comment décidera-t-on lequel des trois est l'expression de l'équité?

Les dispositions du projet de Code et les obser-

vaitions des tribunaux d'appel et de cassation émanent également de juges instruits par le travail et l'expérience, également guidés par l'impulsion de leur conscience, tous animés du même amour de la justice, du même rôle pour le bien public; chacun émet avec confiance son opinion comme l'expression de l'équité, et ce pendant les opinions sont, à beaucoup d'égards, absolument divergentes.

Cette diversité des opinions, la diversité des décisions qui en résultent, forceront d'établir des lois et en prouvent à chaque instant la nécessité. Si les juges pouvaient prononcer sur les conventions comme ministres d'équité, il faudrait que chaque citoyen pût attendre, au moment où il contracte, quelle sera l'impulsion de la raison naturelle des juges qui prononceront sur l'exécution de son contrat.

Aussi tous les juges, tous les législateurs, ont tenu pour principe fondamental que l'équité naturelle, absolument nécessaire aux juges pour l'application de la loi, ne peut pas être la règle unique, la règle fondamentale de leurs décisions; qu'il faut un régulateur général et commun des jugements; que ce régulateur est la loi, qui seule peut être regardée comme l'expression certaine de l'équité, et que le juge doit être esclave de la loi.

Les Anglais regardent ce principe comme le palladium de leur liberté civile.

L'Assemblée constituante s'empressa de le consacrer en France, en statuant que « les juges s'adresseront au Corps législatif toutes les fois qu'ils croiront nécessaire, soit d'interpréter une loi, soit d'en faire une nouvelle. »

On ne voit aucun motif de rétracter ce principe; il en existe de puissants pour la maintenir et pour rejeter les dispositions proposées dans ce titre, dispositions d'ailleurs peu concordantes avec l'article 3 du titre IV, qui suppose des lois explicatives, lois qui ne pourraient être portées que sur le rélé des lois existantes, à raison de l'insuffisance des lois existantes.

Ces réléés seraient sans doute rares dans les temps paisibles d'un ordre légal, surtout lorsque le Code aura statué, comme on a droit de l'espérer, sur tous les contrats connus; et si des circonstances imprévues en produisaient de nouveaux, on a démontré que c'est au législateur et non aux juges qu'il appartient d'y statuer.

#### Réflexions générales sur ce livre.

Toutes les maximes contenues dans ce livre préliminaire, même les moins contestées, sont certainement des abstractions métaphysico-légales essentiellement sujettes, comme tout ce qui est métaphysique, à controverse, à discussion, à interprétation. Il peut être utile aux publicistes de les développer, aux législateurs de les modifier; mais il est très-dangereux de les ériger en principes et de les consacrer dans un Code.

Le chancelier de l'Hôpital disait : « la loi commande; elle n'est pas faite pour instruire, elle n'a pas besoin de convaincre. »

Si le Gouvernement adoptait le principe de ce grand homme, ce livre préliminaire se réduirait aux seules dispositions impératives, incontestables et nécessaires sur la publication, les effets et l'abrogation des lois.

#### LIVRE PREMIER.

##### Des personnes.

#### TITRE PREMIER.

##### Des étrangers en général.

Art. 8. Le tribunal français qui prononce sur

un acte consenti en pays étranger doit juger selon les lois du pays où l'acte a été contracté.

Art. 9 et 10. N'est-ce pas trop étendre l'invulnérabilité des représentants des nations étrangères? Un ambassadeur qui aurait renouvelé le crime de Christine assassinant Monaldesco, qui se serait rendu coupable d'empoisonnement, de vol, etc., pourrait-il rester au milieu de Français impuissant et fier de son impunité? S'il acquiesce à des biens en France, pourrait-il être jugé autrement que par des lois françaises? S'il avait emprunté, employé des ouvriers, pourrait-il se jouer de ses créanciers? Ces inconvénients ne seraient-ils pas encore plus graves si ces privilèges s'étendaient à tous ceux qui sont de sa suite?

Ne pourrait-on pas statuer, qu'en cas de crime, ils seraient arrêtés et renvoyés dans leur pays pour être jugés, que les ambassadeurs seraient tenus de déposer au état romain des gens de leur suite, que pour toutes les affaires civiles ils pourraient être traduits devant les tribunaux français? On exigeait autrefois que les étrangers qui formaient des demandes à des Français, déposassent caution pour le paiement des condamnations qui pourraient intervenir contre eux, judiciaires ou non. A-t-on omis cette disposition, on a-t-on voulu l'abolir?

#### CHAPITRE III.

##### SECTION II.

##### De la mort civile.

Art. 16. La mort civile doit être restreinte au seul cas où le crime a été reconnu par des jurés; c'est ce qui résulte expressément de la Constitution, qui ne reconnaît point d'autre jugement criminel.

Les jugements des commissions militaires ou autres tribunaux spéciaux, que les circonstances forcent d'établir, frappent l'individu s'il se peut l'atténuer.

Leur effet doit être limité à la peine qu'ils infligent, et ne peut pas s'étendre au delà.

Art. 29. La mort civile est une fiction légale de la mort naturelle; or un mort ne peut pas être plus mort qu'un autre; donc la loi ne peut pas établir deux espèces de mort civile; dès qu'elle est prononcée, elle doit produire même effet à l'égard de ceux qu'elle frappe.

Art. 30, 31, 32, 33, 34. Il n'est pas au pouvoir du législateur de dissoudre mariés les époux le mariage légalement contracté, parce que la loi, essentiellement constante et perpétuelle dans son sens, ne peut pas anéantir, contre la volonté des contractants, l'engagement qu'elle a elle-même formé; donc si l'époux condamné paroli innocent aux yeux de l'autre époux, si ce dernier veut vivre avec lui, le mariage subsiste; mais la mort civile doit entraîner de plein droit la séparation des biens, l'ouverture des gages de survie, et être placée au nombre des causes déterminées de divorce.

Le projet prohibe au mort civilement de transmettre, à titre de succession, les biens qu'il laisse à son décès, d'en faire aucune disposition à cause de mort, etc., etc.

Mais 1° puisqu'il lui est prohibé de disposer, sa succession arrive naturellement à ses parents suivant l'ordre établi par la loi; il est donc capable de la transmettre et seulement incapable de disposer.

2° Si, depuis sa mort civile, il a eu des enfants de son épouse légitime, ces enfants ont certainement les droits des enfants légitimes sur les biens qu'il a acquis postérieurement à cette époque.

2<sup>e</sup> Si, depuis la dissolution du mariage, il a eu des enfants d'une femme libre, il est évident qu'étant, suivant l'article 31, capable de tous les actes du droit naturel et des gens, il peut les reconnaître; et par conséquent si ces enfants naturels reconnus ont hérité, ces héritiers auront certainement droit à la mort civile de la femme reconnue par le loi à la filiation naturelle.

3<sup>e</sup> Si c'est contre le nouveau mariage d'un officier civil qui l'auteur son incapacité, cet acte légal doit produire et l'état de l'époux de la femme lui et des enfants tous les effets civils.

4<sup>e</sup> Comment est-il possible que le mari civilisé puisse voler en jurant au civil, et être en même temps en même temps? Si l'on est incapable d'être en justice, il doit l'être dans tous les cas.

On pourrait faire plus de trois objections : toutes les difficultés, toutes celles de l'ancien droit, naissent de la difficulté d'établir une ligne entre le droit naturel et les actes du droit civil et le projet de loi ne les a pas résolues. On dit que le projet de loi ne les a pas résolues, mais on dit que le projet de loi ne les a pas résolues.

1<sup>re</sup> Il est prouvé de tous les biens de l'époux : toutes les difficultés, toutes celles de l'ancien droit, naissent de la difficulté d'établir une ligne entre le droit naturel et les actes du droit civil et le projet de loi ne les a pas résolues. On dit que le projet de loi ne les a pas résolues, mais on dit que le projet de loi ne les a pas résolues.

2<sup>e</sup> On voit que dans le Code civil, l'état civil est régi par la loi française, l'état civil est régi par la loi française, l'état civil est régi par la loi française.

3<sup>e</sup> On voit que dans le Code civil, l'état civil est régi par la loi française, l'état civil est régi par la loi française, l'état civil est régi par la loi française.

travissement du pouvoir tyrannique qui l'avait établi; qu'à l'instar de sa femme, les conséquences qui en ont été tirées ont été révoquées par le pouvoir législatif qui l'a fait enfant.

4<sup>e</sup> La loi l'auteur du mariage que la peine de la mort civile a été imposée à l'époux, l'époux a été imposée à l'époux, l'époux a été imposée à l'époux, l'époux a été imposée à l'époux.

5<sup>e</sup> On voit que dans le Code civil, l'état civil est régi par la loi française, l'état civil est régi par la loi française, l'état civil est régi par la loi française.

## TITRE II

Des actes destinés à constater l'état civil.

Art. 1. La loi, relative aux procédures, les observations générales à la fin de ce titre.

Art. 2. Les actes ne doivent pas être révoqués l'époux?

Art. 3. L'époux ne peut être remplacé par le mari désigné par la loi.

Art. 4. Il est dit, entre que les registres de l'état civil soient dans la maison de l'officier civil au pouvoir de ses fonctions; et dont, comme les autres des registres et de l'administration départementale, être révoqués, sous la responsabilité, dans le dépôt public déterminé par la loi, et sans autre la maison commune.

Art. 5. Peut-on supprimer qu'il y ait jamais de registres? Si l'on en a eu l'occasion de porter un acte de naissance ou de décès dans les registres, pour être en même temps dans le cas de leur perte ou de leur non existence?

Art. 6. 20 et 21. Sur les observations générales à la fin de ce titre.

Art. 7, 22 et 23. On pense que la mère mariée ne devrait pas être contrainte de se marier dans l'acte de naissance de son enfant ou revêtue d'une observation importante dans la suite des discussions de ce titre, et sur le second chapitre du titre II.

24 Si le père d'un enfant au lieu de la naissance de l'enfant, en dans son domicile, ne peut-il pas faire cette reconnaissance devant l'officier de l'état civil du lieu où il se trouve, ou donner une procuration pour la faire?

25 Il en est de même, il est prohibé à la mère non mariée de déclarer le nom du père d'un enfant au

présent enfin, contre le droit actuel qui exige que la reconnaissance soit faite conjointement par le père et la mère, ou au moins l'une des reconnaissances séparées.

Mais, s'ils reconnaissent séparément, ne pourra-t-il pas arriver qu'un enfant reconnu par l'un ou l'autre père n'est ni l'enfant, et la mère ne veut point les reconnaître, l'enfant qu'il s'en trouve un conjointement qui sera le seul légal. S'il s'agit de la mère d'un enfant, ne pourra-t-il pas arriver que l'enfant de la première fille devienne mineur qu'il ne confiera sous ses parents, n'est-ce pas autorisé et expressément l'absence d'une autre mère ?

Il est peut-être préférable, conformément au droit actuel, de permettre à la mère de donner le père de l'enfant quelque absent, et en attendant que, jusqu'à la reconnaissance du père, celle déclaration sera valable comme non écrite et ne pourra former aucun titre ni commencement de titre ;

2° Il faudrait que, lorsque la mère n'aura point donné le père dans l'acte de naissance de l'enfant, ils ne pourront le reconnaître que par un acte à titre de père, les deux l'un d'eux, ou l'un des deux, pourront se faire représenter par un fondé de procuration.

Art. 30. Le transport chez l'officier civil et chez l'officier de police de l'enfant, qui a un besoin plus pressant de secours que d'acte, peut et doit naturellement le faire arriver mort à l'inspice.

2° L'intervention de l'officier de police est vraiment effrayante. Remarquons-les sur les postures odieuses des filles débauchées, des accoucheuses de la police et des anciens infamés, ennemis, enfin les conséquences terribles et multipliées qui en découlent la suite ?

3° En recherchant une maternité dont le sentiment de l'honneur a voulu anéantir la trace, perdrait-on le sentiment de l'honneur dans le cœur d'une fille qui pleure une première fille, et qui ne veut plus se commettre ? chercherait-elle à dévoiler les secrets de l'inceste et de l'adultère ? s'élancerait-elle de mettre au jour des turpitudes et des fautes, sur lesquelles les mœurs et la philanthropie doivent jeter un voile impénétrable ? s'écarterait-elle une fille plus informée que coupable, et dont on doit toujours respecter le malheur, contre le déshonneur et l'infamie ?

Et lorsque vers le milieu du dix-huitième siècle, la France donna l'exemple de recevoir dans les hôpitaux, tous les enfants qui y étaient portés, sans s'informer de qui ni de où ils provenaient, et que, loin de pousser les auteurs de leur exposition, elle leur donna une chambre à ceux qui les apportèrent ; lorsque la France se fit de saire cet exemple de justice et de philanthropie ; lorsque le peuple de la Révolution tous les hôpitaux recevait des enfants sans recherche, sans information, les mœurs que les mœurs qui occasionnent étaient dispensées de se nommer ; dans le dix-neuvième siècle, rétrograderait-on pour se jeter dans les abus odieux et infâmes d'une police inquiète et cruelle ?

Il faut à la fin qu'on expose. 1° ne soit nullement que le contraire à la vie, 2° une éducation qui en fasse un homme et ne dégrade, et pour cela il faut en bon-père ; 3° les moyens d'être retirés par les auteurs de ses jours, si l'enfant ne se trouve dans le cas de le rejeter. Pour les pères, il n'est pas nécessaire de recourir à la police, toujours essentiellement injuste, non-mille, et qui ne doit jamais s'immiscer dans les secrets de la nature.

Il est donc essentiel de statuer dans cet article 1° le transport le plus prompt de l'enfant dans l'inspice le plus voisin.

2° L'ordonner un procès verbal qui constate le jour, l'heure, le lieu où il a été trouvé, son âge, son sexe, la description exacte de ses vêtements, les signes de reconnaissance qu'on aurait pu y joindre, tout ce qui peut tendre à constater son identité, afin que l'inspice puisse le recevoir si jamais il est réclamé ;

3° De laisser une prohibition absolue aux administrateurs et agents de l'inspice, soit à ceux qui ont traité l'enfant, et à qui que ce puisse être, de prendre aucune pension ou de faire aucunes recherches, de recevoir aucunes déclarations sur l'origine de l'enfant et sur les auteurs de son exposition ;

4° D'empêcher aux agents de l'inspice de présenter de suite l'enfant à l'officier civil, de lui donner un nom et prénom, et de prendre l'acte qu'il dressera une expédition, ou au moins une copie certifiée du procès verbal.

L'entretien de ces enfants est une charge de la société civile, une dette du gouvernement ; il doit constituer les hôpitaux à certains lieux de manière qu'après avoir pris les plus grands soins pour assurer la vie et l'existence des enfants, les élever dans un milieu moral et religieux, qu'ils soient élevés à la campagne pour être plus sains et plus robustes, exercés aux travaux de l'agriculture, et à l'éducation de corrélation les rend absolument inhabiles à la vie agricole, qu'ils soient instruits dans un métier.

Leur éducation exige de l'argent, et la dotation des hôpitaux est faible ; mais cette considération, qui n'aurait aucun pouvoir en elle dans l'exercice de ce devoir et celui du sacre, ne peut pas empêcher le gouvernement français d'efforts ou d'indignes dans la suite de ces observations d'un moyen simple et facile d'y pourvoir.

Art. 36 et 37. Les signatures des actes d'exposition au mariage, et le cas de l'officier civil, doivent être exigés à peine de nullité ; et quant à la procuration, on doit exiger les formes multipliées par l'article 5.

Art. 38. Le jugement du tribunal civil sera-t-il en dernier ressort ? Qui prononcera la peine de destitution ?

Art. 39. Ce jugement sera-t-il sujet à l'appel ? Si l'homologation est accordée à ce jugement, sera-t-il pénaire, contre la famille, de l'État de celui qui l'aura obtenu ?

Art. 40. À la fin, l'officier civil sera dans la classe des administrateurs, et devra-t-il obtenir de l'administration supérieure sa destitution et son retour au tribunal ?

Au fond, l'acte ne doit-il pas être reporté sur le registre des mariages à sa date ? Mais par quelle formalité constaterait-on que le mariage a été célébré ? qu'il a été mis en acte une feuille volante, et non sur le registre ? Tout cela est difficile à prouver, et quelque mode qu'on adopte, il peut donner lieu à des abus.

Mais si l'on adopte un mode pour réparer l'omission d'inscription des actes de mariage, des les registres ou de leur destruction, on doit en passer à en adopter un pour l'inscription ou la destruction de tous les autres actes de l'état civil ?

Art. 41. La transcription des jugements qui prononcera le divorce doit, sans doute, être faite sur les registres des mariages de l'année, pour qu'elle puisse se trouver sur les trois doubles qu'exige

la loi; mais, en ce cas, le mortuus ne pourra être fait que sur un seul des trois registres sur lesquels la célébration est inscrite, puisque les deux autres doivent être l'un au greffe du tribunal, et l'autre au chef-lieu du département. Le tribunal ne pourrait pas être autorisé à commettre un greffier pour les faire?

Art. 60. Les recherches ordonnées sur le lieu de naissance et domicile du décédé, et les dispositions de l'article suivant, pourront, aux yeux de quelques officiers civils, restreindre les dispositions de cet article à ceux qui seront trouvés morts hors de chez eux. Ne serait-il pas important, surtout dans les cas de mort imprévue d'un domicilié, de prescrire à l'officier civil de vérifier en se transportant chez les domiciliés pour s'assurer de leur décès, s'il y a des indices de mort violente; et, en ce cas, de ne permettre l'inhumation qu'après le procès-verbal de l'état du cadavre?

Art. 61. Ces mots, *on a tel égard que de raison* : aux abréviations et aux dates mises en chiffres, paraissent aux scribes déroger à la disposition formelle précédente; rien n'y doit être mis par abréviation ni aucune date en chiffres. D'ailleurs ces mots, *tel égard que de raison*, ne décident rien, et la loi doit toujours statuer.

Art. 62. Le loi doit prononcer sur le fait et non sur la possibilité. La même responsabilité doit frapper contre les greffiers et archivistes, dépositaires des autres doubles et des registres.

Art. 74. Quelle pièce devrait-on rapporter à l'officier civil, pour lui prouver que le jugement est passé en force de chose jugée?

*Observations générales sur les actes de l'état civil.*

1<sup>o</sup> Il est important que les procurations données pour faire des déclarations devant les officiers de l'état civil, ne puissent jamais être délivrées en moules ou brevets, et que leurs expéditions, représentées à l'officier de l'état civil, demeurent toujours annexées à la minute de l'acte.

Cette observation s'appliquant à une multitude d'actes, il serait nécessaire d'y statuer par une disposition générale.

2<sup>o</sup> Il est encore important que tous les actes servent à constater l'état civil, qui se passent soit en France, soit dans l'étranger, soient rapportés sur le registre de l'état civil du domicile de l'individu qu'ils concernent, et que l'expédition de l'acte reçu sur mer et dans l'étranger soit annexée à ce registre.

Ce serait un autre objet de disposition générale.

3<sup>o</sup> Le projet de Code ne détermine point quelles sont celles des formes qu'il prescrit dans ce titre, dont l'omission entraînera la nullité de l'acte : est-il nul par toutes? ou l'est-il par aucune? l'est-il par quelques-unes seulement? Ces questions autorisent trop essentiellement l'état des hommes pour ne pas être résolues par la loi.

4<sup>o</sup> Serait-il impossible de prendre une mesure pour que les ministres, les conseils d'administration des corps de terre et de mer, les capitaines de navire, les officiers civils qui inscrivent les actes de décès de ceux qui meurent hors de chez eux, soit en voyage, soit sur mer, soit dans les prisons ou sur l'échafaud, fissent connaître les actes de décès aux municipalités des domiciles des décédés? Serait-il impossible d'étendre cette mesure aux commissaires des relations commerciales pour les Français qui meurent dans l'étranger?

La multitude de Français absents de leurs foyers depuis la Révolution, et de ceux qui s'absentent encore quand les colonies seront ouvertes et que le commerce aura repris son acti-

vité, fait sentir l'importance de cette précaution. On assure que l'arrêté d'Angleterre prescrit, à cet égard, des soins si exacts et si multipliés, qu'il est possible d'y retrouver les traces du décès ou de l'existence du moindre matelot et du moindre passager.

### TITRE III.

#### Du domicile.

Art. 5. L'intention de changer de domicile ne doit être constatée par une déclaration à la municipalité?

Art. 10. La citation au dernier domicile, sujette à de très-grands abus souvent irréparables, peut-elle avoir lieu dans le cas où il y a une résidence de fait? Ne doit-elle pas être restreinte au seul cas où il n'y a point d'habitation connue?

### TITRE IV.

#### Des absents.

Art. 2. Il paraît que l'absence devrait être constatée par une enquête faite par le tribunal de première instance, contradictoirement avec le commissaire du Gouvernement, et que cette enquête devra être double si les deux domiciles de l'absent étaient situés dans le territoire de deux tribunaux différents.

Art. 9. Ces mots, *les parents au degré successif*, ne doivent-ils pas s'appliquer exclusivement à ceux qui étaient les héritiers présomptifs de l'absent, à l'époque de sa disparition ou de ses dernières nouvelles, puisqu'ils sont appelés par l'article 18 à recueillir définitivement la succession?

Art. 12. Puisqu'il s'agit de conserver la valeur de son mobilier, s'il revient, le mobilier modique doit être vendu comme le précieux.

Art. 13. Une somme convenable accordée à l'absent sur ses propres, biens pour subvenir à ses premiers besoins en cas de retour, paraît une restitution bien modique. Ne devrait-on pas lui assigner au moins le montant de cinq années de son revenu?

Art. 11, 15 et suivants. Que les héritiers présomptifs de l'absent prescrivent contre les tiers, comme l'absent lui-même fait lui-même, cela est juste; qu'ils puissent même prescrire contre ses enfants mineurs par trente ans de leur majorité depuis la mort de leur père, cela paraît possible; mais que, tandis que la loi répute que l'absent doit vivre jusqu'à ce qu'il ait atteint cent ans, les héritiers présomptifs qui, par l'envoi provisoire, ne sont que des dépositaires, puissent prescrire contre celui qu'ils doivent croire vivant et attendre toujours jusqu'à ce qu'il ait atteint sa centième année, c'est la disposition, contraire à l'ancien droit, paraît bien contraire au principe qui veut que celui qui ne jouit pas à titre de propriétaire, le dépositaire, ne puisse jamais prescrire.

Toute exception de prescription contre l'absent doit donc être expressément prohibée à ses héritiers présomptifs, à quel que degré qu'ils soient. On ne parle pas des collatéraux et descendants, parce qu'on est convaincu qu'on n'a pas entendu par cet article les autoriser à prescrire, en aucun cas ni par aucun laps de temps contre les auteurs de leurs jours.

Art. 21. Les légataires, les donataires de l'absent, etc., doivent être autorisés à exercer provisoirement leur droit, suspendu jusqu'à son décès, dès l'instant où les héritiers présomptifs ont pu obtenir l'envoi en possession provisoire, lors même qu'ils n'ont pas voulu le demander.

Art. 22. Les héritiers présomptifs ne doivent-ils pas être recevables à défendre les droits de l'absent

aussitôt qu'on agit contre lui? Ne doit-on pas leur réserver le droit d'opposition et d'appel contre les jugements prononcés contre l'enfant, soit qu'il eût été lésé une procuration ou non, et qu'il ne soit pas lésé depuis leur venue en possession provisoire?

Art. 27. Doit-on, en l'absence du divorce, que l'absence doit être placée au nombre de ses causes déterminées.

Art. 28. Si la loi ne permet pas le divorce pour cause d'absence, puisqu'on suppose la possibilité d'un nouveau mariage de l'époux délaissé, il est essentiel de fixer le sort des enfants qui seraient nés de cette union résolutoire, dans le cas où elle serait dissoute par le retour de l'absent. Sans doute ils devraient jouir de tous les effets d'un mariage de bonne foi; mais il est impossible de le dire.

Art. 31. Si personne n'a été chargé du soin des enfants par l'absent, que devraient-ils pendant les six mois d'intervalle que la loi leur laisse l'absence? L'assemblée du conseil de famille pour défendre leur surveillance?

Art. 33. Quelle que soit cette mesure, elle doit être fixée par la loi. Il est bien important que jamais les administrateurs de la chose publique ne s'ingèrent dans l'administration des biens des particuliers; leurs seuls devoirs sont de veiller à la surveillance, la municipalité pourrait proposer un régisseur ou tuteur, qui le conseil municipal pourrait l'accepter, mais les circonstances. Il serait important d'insérer dans le Code la loi qui ordonne aux municipalités d'envoyer aux tribunaux un tableau des débiteurs de la République, et aux tribunaux de leur nommer un conseil.

#### TITRE V.

##### Du mariage.

Dans les climats brûlants, où les fièvres physiques sont plus tôt développées et plus tôt mortelles, on ne peut pas présumer la pureté des femmes à douze ans, ni des hommes à quatorze; mais dans le territoire français, froid, drus, enclavés par les Alpes ou le moins touchés par les autres, où, dans le fait, il est rare que les filles aient atteint leur puberté à treize ans et les garçons à quinze, quand même la pureté serait certaine dans le plus grand nombre des individus, des époux de cet âge seraient toujours des enfants, incapables de se conduire comme époux, incapables de s'acquiescer aux devoirs de père et de mère, de régir leurs maisons et leurs biens; l'époque légale du mariage doit donc être reculée jusqu'à ce que l'éducation physique et morale soit faite, le développement formé et l'esprit cultivé; jusqu'à ce que le mari soit capable d'occupations sérieuses, et la femme du soin de sa maison. Confiera-t-on une femme, le soin d'une famille, à celui à qui la loi ne confie pas même l'administration de ses revenus? Ce ne serait donc pas trop retarder l'époque du mariage que de la fixer à quinze ans pour les femmes, à dix-huit ans pour les hommes.

Un contrat aussi important doit encore plus être réglé par la capacité morale que par les facultés physiques; reproduisant un des commandements adoptés par l'Assemblée.

Art. 7. Les formes pour constater que les sœurs et oncles sont capables de manifester leur volonté, ne sont pas encore présentes par la loi; puisqu'on en fait un article du Code, il n'est pas possible de les supposer; il faut qu'elles soient déterminées.

Art. 9. Conformément aux observations qu'on a faites sur les effets de la mort civile, on demande la radiation de l'article 9.

Art. 10. Jusqu'à présent des raisons physiques avaient été invoquées pour empêcher le mariage des deux sexes à l'égard des mariages contractés sans le consentement des ascendants. Les lois françaises le permettaient aux filles à vingt-cinq ans et aux garçons à trente. Les mêmes motifs subsistent toujours, puisqu'ils sont pris dans la nature même, on pourrait permettre ce mariage aux femmes à vingt ans, aux hommes à vingt-cinq.

Art. 13 et 14. Qu'on assujettisse les ascendants à attendre jusqu'à 25 ans le consentement des enfants de leurs parents; la reconnaissance qu'ils doivent et le leur bien-être et à leur tendresse, la confiance que doit avoir la loi dans l'avenir personnel, le respect filial, l'union qui doit régner entre les ascendants et les époux de leurs enfants, tout l'exige.

Mais quel droit peut avoir un collatéral de s'immiscer dans le mariage de son parent, surtout de vingt ans, par conséquent rétif et le maître de ses droits? A quel titre le législateur peut-il forcer de soumettre son union à ceux qu'elle prive de l'espoir de lui succéder? Ne serait-il pas à craindre qu'un mariage, en temps de guerre, avec un homme d'un tempérament faible ne puisse, avant l'âge de vingt-cinq ans, se marier sans avoir épuisé le délai prescrit par ces deux articles?

On propose de révoquer les motifs, de recourir aux motifs des dispositions de nos deux articles, et en cas de prohibition absolue du mariage si la famille n'y consent pas. Un commentateur, cependant, est d'avis des articles 13 et 14.

Art. 17 et 18. Peut-être serait-il important d'ajouter les motifs légalement reconnus, pour justifier les restrictions souvent coloniales, et toujours scandaleuses, que la haine ou l'avidité peuvent faire d'une paternité ou d'une maternité ignorée ou supposée.

Art. 19. Sur quel fondement la législature peut-elle s'arroger le droit d'empêcher un citoyen de se marier à telle époque de sa vie qu'il veut, pourvu qu'il remplisse les formalités qu'elle a prescrites? La morale, l'équité, les nécessités de toutes les lois, ne lui ordonnent-elles pas, au contraire, de réprimer, au moins dans les derniers moments, l'ingratitude et l'immoralité de sa vie antérieure? Comment d'ailleurs déterminer si l'homme était atteint ou non de la maladie à l'époque du mariage? Si elle n'a commencé que dans l'intervalle des publications ou le mariage était déjà conclu et arrêté, n'est-il pas marqué que des formes, serait-il nul? N'est-il pas possible que le mariage lui-même ait déterminé la maladie et même la mort? Et que deviendra l'enfant conçu dans l'intervalle du mariage ou après?

Pourquoi ruiner aux enfants légitimes par ce mariage? Péri que leur serait leur père, et qu'il leur a donné? La loi doit-elle livrer à des consultations de médecins, toujours contradictoires et souvent contradictoires, le sort si intéressant des innocents innocents qui survivent?

Il n'est plus en France de considérations liées de l'incapacité des mœurs, on ne peut pas en faire résulter de l'incapacité des fortunes.

Y eût-il un concubinage universel, l'indécence des mœurs est qu'il soit réprimé. Peut-on le rappeler lorsqu'il est effacé par les mœurs sacrées du mariage? Peut-on l'opposer quand il n'est plus? Est-il un seul marié où la loi qui autorise, le prouve et doit inviter la législation des enfants par un mariage subséquent, puisse l'empêcher? Est-il un seul instant où il puisse être prohibé d'être juste, de rendre hommage aux bonnes



mœurs, de suivre le vœu de la nature, de toutes les lois et de tous les rites?

Ainsi, dans un pays libre, qu'on un mariage a été contracté par des personnes capables, avec les formalités voulues par la loi, on ne peut rien exiger de plus; et le mariage est toujours valable, à quelque époque qu'il soit fait.

Ce principe est d'autant plus admissible dans le Code, que les formalités prescrites pour les publications des mariages entraînent environ vingt jours d'interdiction entre la convention du mariage et sa célébration; si l'on admettait l'article 11, il y en aurait quarante. On demande en raison.

Art. 30. Si, comme on l'a démontré, le consentement de la famille n'est pas nécessaire pour un majeur de vingt-neuf ans, le premier allié doit être rayé ou du moins restreint aux mineurs.

Quant au second, c'est une arme dangereuse dans les mains des collatéraux. Si la dénonciation est réelle, les collatéraux ne doivent pas attendre l'insult du corrigé pour provoquer l'interdiction. Cet article doit être retranché au cas où la procédure pour l'interdiction serait déjà commencée.

Art. 31. L'ordonnance du domicile et le vœu par l'officier public de la désapprobation qui lui est faite doivent être exigés à peine de nullité.

Art. 32. Peut-être devrait-on laisser aux tribunaux une importante dans l'attribution ordinaire des tribunaux de premier instance et des tribunaux d'appel, en ajoutant seulement qu'ils sera appelée et faire le jour de l'inhumation, sans même attendre les délais fixés pour la levée et le jugement des décès.

Les opposants qui surcoment doit en toujours être condamnés à des dommages et intérêts.

Art. 34. La radiation du chiffre 9 dans cet article et dans les suivants est une suite des observations qu'on a faites sur cet article et sur la mort civile.

Art. 38. On observe, sur le second et le troisième allié 1° que si le mariage du second et même a été fait, à leur égard, dans les formes voulues par la loi, le père et le mère ne peuvent pas l'attaquer; 2° que le bigame n'intéressant que le conjoint du premier mariage et ses enfants, eux seuls doivent être restreints à l'attaquer; enfin que le mariage, avant la publicité, n'a pas pu être fait sans le consentement des père et mère ou du tuteur.

Art. 39. Les collatéraux ne peuvent point avoir de droit dans le cas de l'article 5; il n'appartient qu'à la personne rayée, lésée ou trompée; tout au plus pourrait-elle excepter de ce droit un suivant la procédure qu'elle aurait commencée.

Ils ne peuvent pas plus en avoir que les pères dans les articles 7 et 8.

Il est surtout fâcheux qu'on admette les collatéraux à contester le mariage, seulement après sa dissolution; c'est en contraire pendant la vie des époux, et lorsqu'ils peuvent se défendre (notamment dans le cas d'inceste prétendu incestueux), que les collatéraux pourraient réclamer; mais après la mort, peut-on être admis à attaquer l'état de celui qui ne peut le défendre, à priver de leur état des enfants qui la possèdent du bon droit, qui, certainement, ne sont pas complices des fautes des auteurs de leurs jours, qui ignorent leurs moyens de défense? Si la nullité est fondée, la science perdue qui les a laissés malheureux n'est-elle pas une sorte de complicité?

Si on admet l'action des collatéraux, si on admet une action quelconque en validité de mariage, elle doit être exercée pendant sa durée,

absolument éteinte et prohibée après sa dissolution.

Art. 41. L'article 40 ayant statué que le défaut de réhabilitation n'autorise point les époux ou les tiers à en demander la nullité, il est donc essentiellement valide, et l'autorité est la seule preuve de l'omission des formes. Il est donc inutile et même dangereux de dire que la réhabilitation la valide. Il est par conséquent nécessaire d'ajouter à l'article 40 que le défaut de réhabilitation n'autorise pas le ministère public à demander sa nullité.

Art. 51. Quel serait le sort d'un père, ou d'une mère, obligé d'aller dans le domicile de l'enfant légitime manger le pain qu'il avait la cruauté de refuser, et que le justice l'empêcher de donner?

Jusqu'à présent le père ne pouvait pas être forcé d'aller vivre avec son fils.

Art. 60. Est-ce qu'il y a un père et une mère, par des raisons que la loi n'a pas prévues, ou par une manie ou un péché dont les enfants ne doivent pas être les victimes, ne les reconstruisent pas dans l'acte de célébration de leur mariage, ils ne pourront plus être reconnus et légitimés!

Mais la loi peut-elle fixer une prescription à l'exercice des devoirs les plus sacrés de la nature?

2° Lorsque la loi, sur la présomption que ce mariage, précédé de la naissance de quelques enfants, avait été arrêté avant leur conception, rapporté, à leur regard, l'époque de sa célébration avant celle où ils firent connaissance; lorsque cette présomption est fondée sur le vœu de la nature, de la justice et de la vérité; lorsqu'elle est adoptée par tous les peuples policés et par les lois religieuses de tous les cultes, l'omission de cette énonciation dans l'acte de célébration sera irréparable, et ces enfants seront légitimes, ne seront jamais légitimés ni reconnus. Cette dévotion, dont on ne peut deviner le motif, paraît bien étonnante.

3° Cette disposition concorderait mal avec les recherches auxquelles le projet de Code, dans le titre de la paternité et de la filiation, autorise les enfants pour se faire rendre l'état qu'on leur avait ravi.

Art. 63. Cet article ne fait que démontrer l'importance de l'usage de l'article 19. Quel dommage que des enfants aient eu le malheur de perdre leur père quelques jours plus tôt, il faudra encore qu'ils perdent leur état! On demande la radiation de cet article, par les motifs énoncés sur l'article 19.

Art. 61. Le mari peut-il forcer sa femme à le suivre du sol continental dans le sol colonial, ou du sol colonial dans le sol continental?

Art. 67. Ce jugement doit être rendu par le tribunal assésé en audience publique.

L'interdiction du commissaire du Gouvernement, toujours nécessaire dans les objets qui intéressent les femmes mariées, l'est encore plus lorsqu'elles agissent contre leurs maris.

Art. 68. La femme marchande publique doit obligé son mari ou seulement lorsqu'il y a communauté, mais encore lorsqu'elle n'est ni séparée de biens, ni jouissant en paraphernal. Dans ces trois cas, le mari peut disposer des profits et même des loods du commerce de sa femme, qu'elle acquiert pour lui.

Art. 75. On a déjà proposé, au titre de la mort civile, on proposera encore, au titre du divorce, que la mort civile n'opère pas la dissolution de fait et absolue du mariage, mais soit seulement une cause de divorce.

Art. 76. Dès que la loi fixe l'époque à laquelle un enfant sera réputé un sur un enfant du mariage, quel motif peut-elle avoir de prohiber à la veuve un second mariage avant l'innocence testée parce que la femme romaine devait pleurer son mari perdu, ou au cas d'être ? la loi ne peut ni prescrire la douleur, ni punir l'indifférence : d'ailleurs, dans ce système, le mari devrait être remarié avec la femme, et la loi devrait être remariée aux deux époux.

2<sup>e</sup> La loi romaine ne possédait la durée du veuvage de la veuve par la privation de ses gains de survie ; les Romains n'avaient pas imaginé de prononcer la nullité de son mariage précédent, et par là de punir le second mariage des enfants.

Bu France il est de fortes raisons pour ne pas punir le veuvage qui se termine dans l'acte du droit. La veuve d'un artisan, la veuve d'un colon partiaire, est forcée, pour subsister et ses enfants les martyrs de subsistance, l'éducation, et dans l'avenir la profession de leur père, de se marier sur-le-champ à un homme du même état, qui cultive l'atelier, ou la culture de la portion de terre, ou de l'industrie la suppression de l'atelier, ou du motif la restriction du droit à trois ou quatre mois, s'il subsiste en tout ou en partie, il faut statuer et sa violation entraînera la nullité du mariage précédent, quand et par qui cette nullité pourra être provoquée.

#### TITRE VI.

##### Du divorce.

Ce titre devrait encore une preuve frappante de la diversité des opinions qui en résultent, et, par conséquent, confirme les observations qu'on a faites à cet égard sur le titre précédent.

Art. 3. Tous les commissaires du tribunal d'appel de Lyon ont adopté les causes du divorce énumérées par cet article ; mais tous sont d'avis de rajouter : 1<sup>o</sup> la persécution morale ; 2<sup>o</sup> l'adultère de la femme et du mari, et d'y substituer :

Le dégoût des mœurs mutuelles de l'un des deux époux ;

2<sup>o</sup> De rajouter, l'adultère de l'un des époux à la vie de l'autre, et d'y suppléer, en disant le premier adulte, les services graves (l'adultère à la vie y serait certainement compris) ;

3<sup>o</sup> De rajouter la diffamation publique, et d'y substituer les injures graves.

On ajouterait, « les mauvais traitements, et la conduite habituelle de l'un des époux envers l'autre, qui rend à celui-ci la vie commune insupportable ; »

4<sup>o</sup> L'adultère du mari par la femme, ou de la femme par le mari, »

Tous demandent qu'il soit ajouté à ces causes :

1<sup>o</sup> la mort civile de l'un des époux ;

2<sup>o</sup> La condamnation de l'un des époux à des peines afflictives et infamantes ;

3<sup>o</sup> L'absence de l'un des époux depuis plus de cinq ans, avec qu'on ait reçu de ses nouvelles depuis ce temps.

Deux seulement sont d'avis d'ajouter aux causes du divorce d'insupportable ; mais l'un d'eux qualifie cette cause de fait de procréation d'enfant. Tous deux pensent que cette action doit être suspendue pendant les trois ou quatre premières années du mariage.

Deux, et ce ne sont pas les mêmes, demandent qu'on ajoute aux causes mutuelles par la loi le deuil fait par le mari de l'enfant né avant le trentième jour du mariage.

Deux encore adoptent, comme très sage, la mesure proposée des jugements à huis clos en matière de divorce, et pensent qu'il est inutile de

motiver leur opinion soit sur le divorce, soit sur le jugement à huis clos, les motifs sortant de la rhétorique même.

L'un des deux ajoute que c'est la seule manière, dans les affaires de ce genre, de respecter la décence publique, ou substituant, pour ainsi dire, une magistrature française à l'éclat scandalieux de l'étranger. L'autre trouve la mesure des jugements à huis clos dangereuse et funeste, et croit qu'il est très-général d'exprimer les motifs soit sur leurs différentes causes de divorce, soit sur la manière de les juger.

Projet et motifs de l'un des commissaires.

Il ne s'agit plus de discuter aujourd'hui la question si l'impulsion agitée, et surtout d'un si sérieux dernier, de l'admission ou du rejet du divorce ; les lois l'ont admis, le Code le maintient ; il ne restait qu'à fixer les causes qui peuvent l'autoriser et la manière de les constater.

La loi n'y a pas de lois écrites, par la seule impulsion de la nature ou l'homme ne s'enfuit d'instinct ; un instant est écroulé d'abord l'espérance de la voir, l'autre le plaisir de se voir revivre dans ce genre de leur amour, la tendresse qu'il inspire, le soin de pourvoir à sa nourriture, la naissance ininterrompue d'autres enfants, le recours de deux époux pour les besoins communs, resserrent leurs liens ; et lorsque leurs enfants n'ont plus besoin d'eux, ils ont toujours besoin l'un de l'autre ; l'attachement de tous deux et l'habitude les attachent pour la vie.

Mais si le vœu de la nature, la reproduction des êtres, ne peut pas s'accomplir ; s'ils deviennent insupportables l'un à l'autre, ils se séparent, ils se luttent ; et chacun va chercher dans un nouveau union le bonheur qu'il n'a pu trouver dans la première ; voilà l'ordre de la nature.

Dans les lieux où les lois sont écrites, le législateur rend nécessaire le lien volontaire de la nature ; il le déclare indissoluble dans son vœu. Mais jusqu'à quel point d'indissolubilité doit-elle s'étendre dans le fait ? jusqu'à quel point la loi peut-elle contraindre la nature ? Voilà le problème.

Il est certain que, dans les pays polaires, l'éducation, les attachements moraux, l'opinion publique, l'intérêt pécuniaire, les agréments de la vie, peuvent faire supporter les rancunes, les dégoûts que douant à l'un des époux la violence et le harcèlement de l'autre, à plus forte raison leur faire supporter mutuellement des torts respectifs. Ainsi, quand il n'y a pas d'autres motifs, le divorce, soit d'un certain consentement, soit par incompatibilité d'humeur, doit être prescrit dans la société civile.

Mais si n'est pas né d'enfant du mariage pendant un espace de temps suffisant pour en faire perdre l'espérance, ne par conséquent lui essentiel et fondamental de l'union des époux, qui est aussi le vœu de la nature et de la société, n'est pas accompli, le mariage doit être dissous.

Les lois religieuses et civiles de tous les peuples et de tous les pays ont contraindre le mariage. Le droit canonique prononce en ce cas la nullité du mariage, et la quelle nullité pour cause d'insupportable, le droit civil la laisse poursuivre devant les prêtres ; ils imaginèrent, pour le constater, des épreuves laides et toujours incertaines. L'écriture singulière d'un homme déclaré impuissant, et qui est en fait l'absence d'une autre femme, et la suite de Boileau, décideront le mariage à supprimer cette épreuve. Or y substituer des examens et des discussions, toujours malhonnêtes, l'absence, et dont les résultats ne pouvaient être

que des présomptions et des conjectures. La loi de 1792 sur le divorce en parla point du tout, mais elle se trouvait heureusement remplacée par le divorce d'un commun consentement ou par incompatibilité d'humeur.

Le projet de Code civil abroge ces deux causes de divorce et ne parle pas de l'impuissance : cependant le législateur ne peut pas violer le vœu formidamental du mariage, le vœu de la nature et de la société ; il ne peut pas, nouveau Mésénie, condamner un être vivant à mourir dans les bras d'un être mort. Toutes les lois que deux époux ne peuvent point avoir d'enfants l'un de l'autre, ils n'ont pas pu se marier ; les formalités civiles supposent la capacité du mariage ; s'il n'a pas pu être consommé, elles sont nulles et comme non avenues ; ceux qu'elles ont désignés pour époux ne sont pas époux, le mariage n'existe pas. L'impuissance est donc nécessairement une cause de dissolution, ou au moins de divorce.

Pour renforcer cette action dans les hommes que la honte même craint, on pourrait ajouter que, lorsque la femme n'a point accouché, soit à terme, soit avant le terme, pendant trois ans au moins (délai adopté par les lois romaines), pendant quatre ou six ans au plus (terme le plus long que la morale puisse exiger de la patience), chacun des deux époux pourra demander le divorce.

Cette cause doit être restreinte : 1° au cas où, par l'âge de la femme au moment du mariage, il était possible qu'elle eût des enfants.

2° On a prouvé, sur l'article 30 du titre 1<sup>er</sup> de la loi civile, qu'il n'est pas au pouvoir du législateur de dissoudre le mariage quand il a été légalement contracté. Ce contrat appartiendrait exclusivement aux deux époux ; la fiction de la loi qui suppose la mort peut pas, à leur égard, remplacer la mort naturelle si le condamné, jurell tenuer aux yeux de son époux. Si l'engagement de l'union se décline à partager son sort, le mariage subsiste, et subsistera toujours malgré les dispositions de la loi, si elle était portée : ainsi la mort civile doit incontestablement être placée au nombre des causes qui entraînent le divorce.

3° On doit y ajouter (et le Code l'a omis) la condamnation de l'un des époux à des peines afflictives ou infamantes : cette cause de divorce fut adoptée par la loi de 1792 et par les projets postérieurs de Code civil ; elle doit subsister, puisqu'elle tient au sentiment de l'honneur, sentiment cher et précieux à la nation française, et que la loi doit veiller de maintenir.

4° Le Code civil avait omis dans les causes du divorce, quoiqu'elle y fût antérieurement comprise, l'absence sans nouvelles de l'un des époux pendant cinq ans.

Dans l'ordre de la nature, l'union aurait certainement été dissoute par l'absence, si l'époux abandonné aurait formé un autre lien : la loi écrite peut-elle le forcer à attendre tout ?

L'absent n'a pas le droit de priver, par le secret de son retraite, la patrie des citoyens que lui donnerait l'autre époux ; empêcher un individu de se marier, c'est nuire non-seulement à lui, mais à des tiers ; c'est multiplier les enfants abandonnés, ou au moins les enfants naturels. D'ailleurs quelle différence peut-on établir entre l'époux abandonné et l'époux délaissé par l'absence, sans même que l'absent donne des nouvelles qui permettent de le rejoindre, ou du lui faire les trois sommations prescrites en cas d'abandonnement ? Les deux ans d'absence équivalent bien aux trois continuels ; l'un et l'autre cas produisent

les mêmes disgrâces, les mêmes inconvénients, les mêmes privations ; ils doivent donc donner les mêmes droits au divorce.

5° Le Code décide en principe, titre VII, article 3, que l'absence au moins quatre-vingt-sixième jour du mariage n'est point l'absence du mariage. Mais les articles suivants, il autorise le mari à le dissoudre, il fixe le délai et le mode de l'exercice de cette action : il est évident qu'il résulte de ce dévotion légal l'absence la plus grave que le mari puisse faire à la femme, au lieu prouve complète que la femme a trompé le mari. Ainsi, soit que le dévotion soit juste ou injuste, il doit produire nécessairement des querelles continuelles, une antipathie, une haine, qui ne permettent plus aux deux époux de vivre ensemble ; il doit donc être une cause de divorce.

6° Le Code réunit la demande en divorce de la femme pour cause d'adultère du mari au serai cas où il tient sa contribution dans la maison commune.

Quoi un mari, dont la famille occupe le premier étage d'une maison, pourra avoir sa concubine au second ou de l'autre côté de la rue ; il pourra porter dans le ménage clandestin ses soins, ses affections, ses dépenses, s'occuper sa fortune ; la femme verra sa rivalité excitée des parures les plus brillantes, au sein des plaisirs et de l'abondance, tandis qu'elle sera avec ses enfants dans le dénuement le plus absolu, et elle ne pourra pas secourir une rivalité dont le poids n'est pas partagé !

Que le mari soit le chef de sa famille, l'administrateur des biens, que la femme soit tenue de le suivre et de lui obéir à sa dévotion, c'est une suite nécessaire de leur union, c'est le prix de la fidélité du mari ; cette fidélité est de l'essence du mariage ; elle seule maintient le lien conjugal ; l'adultère le rompt.

Le mariage est un contrat mutuel ; il entraîne par conséquent une réciprocité de droits et de devoirs. Si l'un des deux contractants peut à son gré exercer les droits et se jouer des devoirs, l'autre n'est plus époux ; il est esclave.

Cet article, joint à celui qui permet de reconnaître les enfants adultérins et incestueux, tendrait à maltraiter la pluralité des femmes : l'épouse serait la femme du premier ordre, les concubines celles du second ; et par conséquent où il y a pluralité de femmes, il n'y a point de mariage, il n'y a que desputes et desvies.

Et quand même l'immoralité aurait introduit cet abus dans la classe riche et oisive d'une nation, la loi qui régit le bon de la promesse ou même de le tolérer, doit le proscrire naturellement, pour l'empêcher de pénétrer jusqu'à la classe laborieuse. D'un autre côté, l'adultère de la femme ayant des conséquences bien plus graves, comment la loi exigerait-elle, pour que le mari pût s'en plaindre, qu'il fut accompagné d'un scandale public ou prouvé par des écrits répandus ? La femme qui aurait la prudence de ne jamais écrire à son mari et l'adresse de couvrir ses intrigues des voiles du mystère pourrait donc, à l'abri de la loi, se jouer des jalousies punitives de son mari, trop certain de son succès, que la loi lui mettrait dans l'impossibilité de prouver !

La loi de 1792, frappée de l'impudence, du scandale et de la difficulté d'une preuve d'adultère, n'avait pas employé cette expression et y avait substitué le dégoût de la maison ; et le Code civil devrait encore moins articuler formellement la cause d'adultère, puisqu'à l'article des enfants il en rejette l'exception.

Les deux projets postérieurs n'avaient parlé ni

d'adultère, ni de dérèglement de mœurs ; mais ils admettaient le divorce pour incompatibilité d'humeur et de caractère ; genre d'action qui, subordonnée uniquement à des délais d'épreuve, suppléait heureusement à l'action pour cause d'adultère sans en avoir les inconvénients.

7°. Le projet place l'indivision d'un époux à la vie de l'autre époux au nombre des causes du divorce ; et dans l'art. 27 du titre suivant il défend à l'époux demandeur la poursuite par la voie criminelle, mais il la permet à l'accusation publique ; et cela était nécessaire, puisqu'un mari intentant à la vie ne peut être accusé dans les tribunaux sans qu'il soit poursuivi par la vindicte publique. Cependant il résulte de cette disposition que l'époux qui ne peut pas accuser directement devient, par le fait de la loi, dénonciateur direct, et par conséquent occasionne indirectement ; qu'en articulant un attentat imaginaire, s'il compromettait la crédulité de l'accusateur public, il exposerait impunément son époux aux désagréments et aux dangers d'une procédure criminelle. La loi de 1792 et les deux projets qui l'ont suivie n'ont pas permis les mots d'attentat à la vie ; sans doute les législateurs, à cette époque, pensaient qu'un pareil forfait ne pouvait pas même être supposé par la loi.

C'est encore un inconvénient très-grave auquel paraît le divorce pour incompatibilité d'humeur.

8°. Le projet de Code fait de la diffamation publique une cause de divorce ; il en recule l'accomplissement d'obligée le demandeur à rappeler l'histoire qui lui a été faite et à la rendre publique, et d'autoriser, d'exécute même le défendeur à l'aggraver en soutenant qu'elle est fautive.

9°. Un ancien poète, « les services et mauvais traitements, et la conduite habituelle des époux » l'un envers l'autre, qui rend à celui-ci la vie « extrêmement insupportable. »

Si le et est disjoint, c'est le divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur ;

Si le et est conjonctif, combien de temps devront avoir duré les soufflets, les coups de poing, les coups de pied, les coups de bâton, les injures, la privation de toutes les choses nécessaires à la vie, pour que la conduite soit répulsive assez habituelle pour autoriser le divorce ?

10°. Cet article et le précédent qualifient délit et crime les causes de divorce qui ne sont, hors l'attentat à la vie, ni des crimes, ni des délits, puisque la loi défend aux époux de s'accuser. Elle ne peut pas, à l'encontre, qualifier de crime des causes pour lesquelles elle n'accorde qu'une action civile ; sans doute c'est l'expression d'une sainte animadversion contre le divorce ; mais la loi est impuissante, elle ne s'irrite jamais, elle ne qualifie pas crime ce qu'elle ne poursuit que par la voie civile. Il faut en classer le divorce dans les actions criminelles, ou supprimer de la législation civile les qualifications sans aucune réception dans l'espèce, et qui n'auraient certainement aucun effet ni pourraient prévenir le divorce, ni sur l'opinion publique.

Quant à la forme du divorce, la procédure commence devant un seul juge, ensuite elle arrive au tribunal ; mais l'instruction se fait à huis clos, les parties et les témoins sont entendus secrètement ; le jugement, rendu en secret, se prononce en public ; les procès-verbaux, déposés au greffe, y demeurent en secret ; en un mot toute la procédure paraît secrète.

Mais 1°. qu'est-ce qu'un secret sur des faits, toujours publics avant la procédure secrète, livrés à une foule de témoins, aux huissiers, aux jeunes commis du greffe, aux clercs des avoués qui y sont

sans cesse ? C'est un secret que tout le monde sait ; ce n'est plus un secret, et le but est manqué.

2°. Pourquoi priver des infortunés et de l'humanité d'un défenseur l'époux honnête, simple et timide, hors d'état de résister à l'astuce, à la loquacité d'un adversaire adroit et peillard ?

3°. On ne voit pas de divorce dans la classe des citoyens laborieux, dans les classes où il existe encore de la vertu ; quelques libéraux, quelques brutaux, des femmes débauchées, méritent-ils qu'on leur fasse l'honneur de créer une procédure extraordinaire pour causer leur sottise ou leur turpitude, toujours connue et même publique avant l'éclat, surtout lorsque l'altération des formes ordinaires peut avoir des suites extrêmement funestes ?

4°. L'expérience a prouvé le danger des jugements secrets : la liberté des citoyens exige que le juge lui-même soit jugé par l'opinion publique ; que la crainte de voir dévoiler son injustice le retienne sous l'empire de la loi, s'il était capable de s'en écarter.

Le secret des jugements même à l'arbitraire, et l'arbitraire ôté en confiance au juge tout ce qu'il lui donne en autorité ; il inspire la crainte et perd l'estime et le respect.

Aussi dès les premiers instants de la Révolution, toute la France demandait, et la loi promettait que les jugements seraient publics et motivés. Ce fut un des plus grands bienfaits de la régénération politique. Pour ne pas porter la plus légère atteinte à un principe si essentiel, la loi, dans le cas de divorce, d'inconduite des enfants, ou d'autres cas semblables qui intéressent directement l'honneur et la réputation des individus et au bien-être qu'indirectement à l'ordre social, établit les conseils et les tribunaux de famille. Les deux projets de Code antérieurs à celui qu'on discute fra maintenaient ; et c'est pour lui suppléer, sans qu'il puisse exister aucun motif décisif de retour à l'un des plus dangereux abus que ce nouvel ordre ait réintroduit, qu'on propose les jugements secrets ! D'autres cas, et il en est de bien plus importants que le divorce, entraîneront d'autres exceptions. On se trouvera livré de nouveau à l'arbitraire, aux erreurs, aux atrocités mêmes qui avaient excité tant de plaintes, contre lesquels tant d'hommes avaient si éloquemment écrit avant la Révolution. On se rappelle les sarcasmes de *Thalie*, qu'on relise les mémoires de *Beaumarchais*, et les ouvrages éloquentes de *Dupail* et de tous les grands publicistes, et l'on verra combien il est dangereux d'admettre des rapporteurs maîtres de la cause dans des rapports faits clandestinement en la chambre du conseil à l'insu des réclamation des défenseurs et de la conscience publique.

Cet objet intéresse essentiellement le Gouvernement. Le choix des juges lui est confié, il règle les formes des jugements ; si la justice est mal administrée, le citoyen mécontent l'en accuse. Les dernières années du règne de Louis XV en ont fourni la preuve la plus établie.

Plus on réfléchit sur le danger des moyens qu'on propose pour prévenir le publicité des procédures de divorce, moyens mille fois plus funestes que les prétendus scandales et les désagréments qu'on veut éviter à des individus qui n'en valent pas la peine, plus on est convaincu que, puisqu'on reconnaît que le divorce, dans certaines circonstances, est de droit naturel et doit être autorisé par le droit civil, le parti le plus sage est d'admettre la demande en divorce pour cause d'incompatibilité absolue des époux.

On ne dit pas incompatibilité d'humeur, ce mot

indique trop la simple lantaisie; mais incompatibilité absolue, expression qui indique toutes les causes nécessaires des divorces sans en paralyser aucune.

Si cette cause est minime, dès lors il devient inutile d'exprimer les causes de divorce indéterminées, qui seules donnent lieu à des contestations.

Il n'y a plus d'action pour cause d'adultère d'un époux à la vie de l'autre, d'adultère, de dérèglement de mœurs notoire, d'impureté, de séjour grave, de dilapidation; plus de querelles injurieuses, plus d'écarts pervers; tout se jette et se termine dans le secret de la concubine, et les concubinaires eux-mêmes peuvent ignorer l'adultère ou la faiblesse qui provoque la demande, si l'époux demandeur s'abstient à leur égard.

Il qu'on ne craigne pas que cette mesure prudente multiplie les divorces; en prolongeant les délais d'oppression, en attribuant la présidence des assemblées au juge de paix essentiellement conciliateur par la Constitution, en imposant des conditions aux honnêtes parents et des amis, on prévient tous les inconvénients. La crainte de l'inconstance de l'objet d'un non-volontaire pendant la durée des épreuves, un long espace de temps qui amortit les passions les plus violentes, les principes des callos, l'opinion publique, l'amour des enfants, la nature elle-même dont le vœu est la perpétuité du mariage, y mettront de puissants obstacles, il ne sera demandé que dans les cas rares et malheureux on le voit reconnaître la nécessité.

Et encore lorsque la demande aurait été formée, il reste l'espoir que la famille assemblée pourra révoquer les époux; et c'est encore un des avantages de l'action en divorce pour incompatibilité absolue, sur l'action en divorce pour cause de jugement.

Quand un époux s'est livré à l'écrit d'une procédure, quand il a articulé contre son époux des griefs injurieux, que le jugement ait été public ou secret, il est certainement impossible qu'ils se réunissent; et quand même le jugement aurait proscrit la demande en divorce, quand même il aurait ordonné à l'époux demandeur de rentrer dans le mariage romain, est-il au pouvoir du juge, du législateur, de lui elle-même de faire exécuter ce jugement? Est-il au son pouvoir de substituer dans un cœur l'amour à la haine, la confiance à la dédiance, l'union à l'antipathie?

Partons des motifs, ou proposez de remplacer l'article 3 par les dispositions suivantes: « Les causes qui donnent lieu au divorce sont:

1° La mort civile de l'un des époux;

2° La condamnation de l'un des époux à des peines afflictives ou infamantes;

3° L'abandonnement du mari par la femme, ou de la femme par le mari;

4° L'absence depuis l'expiration de l'un des époux, sans qu'on ait pu recevoir de ses nouvelles;

5° Le désaveu fait par le mari, de l'enfant né avant le 180<sup>e</sup> jour du mariage;

6° L'incompatibilité absolue des époux. »

Aucune demande en divorce, fondée sur d'autres motifs que ceux ci-dessus exprimés, ne sera reçue. En admettant ces dispositions, la législation du divorce devient infiniment simple.

Les cinq premières causes sont prouvées par des titres authentiques.

La sixième est portée devant une assemblée de famille, présidée par le juge de paix, composée de parents ou d'amis tous mariés et non divorcés; les amis ne pourraient être réunis que par un des

citoyens placés sur la liste communale, en suivant la marche fixée par la loi de 1792; mais il y aurait un intervalle d'un an entre la prononciation du divorce et la dernière assemblée.

On objectera peut-être que l'époux qui aurait obtenu le divorce ne pourrait plus conserver les deux contractés qui lui auraient été faits par l'autre époux, dont les torts ne seraient pas également prouvés; mais c'est un avantage de plus en faveur du code civil. En effet, le désir de frustrer un époux des avantages qu'on lui a faits, ou de le conquérir, peut souvent exister et encourager au divorce; aucun des deux époux ne pourra y gagner; quand tous deux ne pourront qu'y perdre, ils seront moins tentés de s'écarter, et la pension accordée à l'époux indigent sur les biens de l'époux riche est un secours légal et suffisant.

Ainsi le divorce pour incompatibilité absolue remplit le vœu de la nature et de la loi, écarte des tribunaux des discussions, des idées, des expressions qui choquent la délicatesse française, et écarte aux individus la publicité de leurs torts, sans altérer le principe de la publicité des jugements, palladium sacré et inviolable de la sûreté des citoyens, de la justice des jugements et de l'honneur des tribunaux.

Notons la fin l'opinion isolée de l'un des conjoints.

Art. 32. On propose d'ajouter à la fin: « Si même:

• lorsque, contre le mari, et avec puissance ou

• l'avoir de la femme pour exiger qu'elle lui soit

• restituée, le tribunal peut l'ordonner.

• Il fixe par le même jugement la somme que

• le mari doit payer chaque mois à la femme,

• pour l'alimentation des enfants pendant la durée

• du procès. »

Art. 42. La présomption légale de la réconciliation, si la femme devient enceinte serait bien dangereuse dans le cas où le mari demande le divorce pour dérèglement de mœurs notoire, et même pour tout autre motif; avec un adultère déguisé, la femme serait sûre du gain et se ranimerait; il est donc essentiel qu'elle rapporte d'autres preuves que sa grossesse de sa réconciliation et de sa réunion avec son mari.

Tout le reste de cet chapitre est inutile, puisque le titre VII n'a pu être l'état des enfants, et qu'il suffit d'assimiler la demande en divorce, suivie de séparation, à la dissolution du mariage.

Art. 53. Ne contiendrait-il pas plutôt d'abandonner la question de la pension à la sagesse des juges?

Art. 57. Sans doute on doit lire à l'un et à l'autre.

## TITRE VII.

### De la paternité et de la filiation.

Art. 6. Si le mari ne sait pas écrire, la preuve du fait sera-t-elle admissible?

Art. 9. La loi ne doit pas fournir des armes à l'avidité des colliculaires, et même des gendres et des frères dans le cas d'un second mariage. Si le mari est mort sans avoir fait ce dévouement, personne n'a droit de le faire. La présomption de la loi doit être en faveur de la chasteté de la femme et du fœtus de l'enfant, et l'absence du mari la confirme; ainsi l'article doit être rayé.

Art. 13. L'article 17 est sans doute une restriction de l'article 13; mais celui-ci subsiste; il serait important d'y ajouter: à moins qu'il n'y ait une possession d'état conforme à son inscription.

Art. 15. Les cas de suppression d'état, d'inscription sous de faux noms de père et de mère,

d'exposition, d'abandon d'un enfant légitime, sont si routiniers aux sentiments de la nature, si rares, et l'abus qu'on peut faire de pareilles actions et de l'intervention du commissaire ou de ses substituts présente tant de dangers, dont il y a plus d'un exemple, qu'il serait peut-être de la sagesse du législateur de réduire la preuve de la filiation aux seules preuves civiles, à la déclaration du père et de la mère et à la possession d'état.

Si, malgré ces observations, la loi persiste de leurner d'autres preuves, il est essentiel que le commencement de preuves par certifiés ne puisse émaner que des père et mère ou de ceux qui les représentent. Ces motifs émanés de quelque partie engagée dans la contestation ou qui y seraient intéressés, si elle était vivante, sont trop vains. La chicane et l'intrigue en abuseraient aisément et amèneraient, sous prétexte de complaisance dans les contestations pour y faire des déclarations combinées, de perfides fautes de l'abus supposé.

Art. 18, 19 et 20. Si ces actions sont admises, il serait infiniment dangereux de laisser juger par le dire leur de jury et le tribunal criminel l'action préjudicielle, le délit, et encore l'état de l'enfant.

L'action préjudicielle doit appartenir aux tribunaux civils de première instance et d'appel. Le jugement du délit doit seul appartenir aux tribunaux criminels.

Le jugement du l'état de l'enfant, qui peut encore être incertain, quoique le délit soit constant, puisque l'identité peut être contestée, doit revenir aux tribunaux civils.

Art. 21. Deux commissaires trouvent l'article bon, l'autre demande pourquoi une action si dangereuse sera-t-elle seule imprescriptible; pourquoi, si elle est interdite aux héritiers de l'enfant, quand il n'a pas réclamé dans les cinq ans après sa mort, ne lui soit-elle pas interdite à l'infinité après ce laps de temps? Il est si important qu'une action qui peut porter tant de froissements dans les familles soit exercée dans un temps rapproché, où il est plus facile de vérifier les faits, qu'elle soit dirigée pendant la vie des prétendus parents du délit, pour qu'ils puissent y défendre.

Si on laisse subsister cette action, elle doit appartenir aux enfants légitimes par mariage subséquent et non reconnus dans l'acte de célébration. Or s'en référer, à cet égard, aux observations faites sur l'article 6 du titre V du mariage.

Art. 22. Si cette action est admise, elle ne doit passer aux héritiers qu'autant qu'elle a déjà été intentée.

En conséquence, on demande la radiation des articles 22 et 23.

Substituer : « l'action ne peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclamé; elle peut seulement la suivre lorsqu'elle est commise et non abandonnée par l'enfant. »

Art. 26. Les réflexions qu'on a faites dans les précédents articles sur le danger de permettre des recherches aux enfants, ou sous leur nom, pour prouver leur légitimité;

Les observations importantes proposées sur l'article 30 de faire il contre les inquisitions de la police pour découvrir les auteurs de l'exposition des enfants, s'appliquent expressément aux recherches de la maternité. Toute action doit être déniée, à moins que l'acte de naissance ne contienne expressément le nom de la mère. Cet acte de naissance doit être exclusivement la preuve de la filiation.

Si on autorise un autre commencement de preuves par écrit, à moins que ce ne soit une re-

connaissance de la mère elle-même, la méchanceté, la haine, la vengeance menacent leurs poignards; la colonne deshaïe la fille vertueuse qui fut toujours chaste; on dévore le cœur d'une infortunée qui, malgré une faiblesse heureusement ignorée, conserve l'honneur et reste dans les sentiments de l'indépendance; on porte le trouble dans le sein des familles; dans l'âme, on ravive une brime le cœur de son mari, ou l'induit aux yeux de ses enfants en montrant qu'elle fut déjà mère avant de devenir épouse; dans l'autre, on dévoile l'adultère; dans une troisième, l'inceste. Et des crimes que la loi veut punir, pour ne pas les punir, deviennent la matière d'une discussion civile, et en sortant sous ce nom une fille contre l'abandonnement du fruit de ses amours et la crainte de leur publicité, la loi elle-même l'entraîne à l'infamie, si le soin de sa réputation l'emporte d'un seul instant sur l'amour maternel.

Les recherches de la maternité naturelle peuvent avoir des suites si funestes contre un sexe dont la pudor est la première vertu et l'honneur le bien, qu'il serait peut-être de la sagesse du législateur de rejeter la maxime proposée dans cet article et d'abolir la maxime contraire :

« La loi n'autorise point la recherche de la maternité non avouée. » Alors tout le système de la législation parlerait sur ces points. 1° L'enfant avoué par la mère est son fils naturel.

2° L'enfant avoué par le père et par la mère est le fils naturel de tous deux.

3° La reconnaissance du père seul ne produit aucun effet à son égard, ni à celui de la mère, dont il l'assure la nomination, à moins qu'elle n'ait été précédée ou qu'elle ne soit accompagnée de la reconnaissance de la mère.

1° Toutes recherches de paternité ou de maternité naturelle sont abolies.

Ces maximes peuvent paraître dures pour les enfants, mais les maximes contraires présentent tant de dangers dans leurs conséquences, tant d'incertitude dans les preuves, tant d'arbitraire dans les jugements, que, puisque le législateur est forcé de choisir entre l'honneur de la mère et l'intérêt de l'enfant, c'est sans doute l'honneur de la mère qui doit l'emporter. Le premier intérêt de l'enfant est de vivre : on prohibant ses recherches, on prévient l'infamie; et l'intérêt d'être fils naturel est si mince puisqu'on les exclut de la famille civile, que l'enfant de la patrie élevé dans les hospices avec soin, et susceptible par la Constitution française d'arriver à toutes les fonctions publiques, sera peut-être plus heureux que l'enfant naturel reconnu.

D'ailleurs il faut craindre à l'annonce maternelle, à l'amour paternel, à ce sentiment le plus puissant peut-être qui soit dans la nature; mais il faut aussi que la reconnaissance puisse se faire dans tous les temps, à toutes les époques de la vie; qu'il n'y en ait aucune où il soit prohibé de rendre hommage à la vérité et de suivre le vœu de la nature.

Art. 32. A-t-on entendu que la reconnaissance civile pût être faite ailleurs que par-devant un officier de l'état civil? Elle doit toujours être inscrite sur les registres, à la date où elle est faite, et rapportée en marge de l'acte de naissance.

#### Observations générales.

1° Enfant adultérin et incestueux.

La loi, en accordant au père des successeurs des aliments aux enfants naturels, adultérins ou incestueux, ajoute à ces mots légalement reconnus. Serait-il possible que la loi autorisât la

déclaration publique et authentique de l'inceste et de l'adultère ?

Ce ne sont pas précisément les actions immorales qui déshonorent les mœurs lorsqu'elles deviennent ensoufflées sous le voile d'un mystère impénétrable : le mystère lui-même est un hommage aux mœurs ; ce n'est pas même leur publicité, si l'opinion publique les blâme, si elle veut au moins les élever à l'honneur ; mais si l'opinion publique, si la loi elle-même les tolère, si elle n'a pas prosaïquement les fruits, l'immoralité triomphe, le vice est dédaigné ; bientôt, par une contagion funeste, il n'y a plus de mœurs, plus de vertu ; et qu'est-ce qu'une nation sans vertu et sans mœurs ?

Il est donc impossible que la loi autorise une mère, une sœur, à consigner publiquement, dans les registres publics, leur turpitude incestueuse, ou parricide, ou infanticide, à faire constater par l'officier civil, qu'il est le frère de son fils, le père de son aïeux ; ou à publier également et impudemment qu'il est capable d'adultère. La loi peut tolérer une lésion, elle ne peut pas supposer un crime ; s'il existe, elle doit le punir.

On demande qu'il soit ajouté à ce titre la disposition suivante :

« La loi prohibe la reconnaissance des enfants adultérins et incestueux ; celle qui pourrait être faite serait nulle, comme non avouée, et ne pourrait donner aucune action ; elles seront punies à la diligence du commissaire du Gouvernement ;

« Le père ou la mère qui les auront faits seront condamnés correctionnellement à six mois de détention et à un anneau égal à dix années de leur revenu

« L'officier civil, qui les aura déclarés, sera puni, sera destitué et condamné à six mois de détention. »

C'est un motif de plus de doter les hôpices, et de les diriger sur les principes de la philanthropie la plus vigilante et la plus éclairée ; c'est un motif de plus de prohiber les recherches de la paternité et de la maternité.

2<sup>e</sup> Adoption. Les lois antérieures avaient étalé l'adoption, beaucoup d'enfants ont été adoptés ; cependant le Code ne paraît pas s'en occuper. Il est nécessaire qu'il statue, et s'il la requiert, qu'il fixe l'effet des adoptions déjà faites.

#### TITRE VIII.

##### Puissance paternelle.

Art. 1<sup>er</sup>. On propose d'ajouter, après ces mots, par mariage, ceux-ci, ou par émancipation volontaire, de poser les principes de cette émancipation et d'en fixer le mode. Il est une loi de cas où il peut être mis au père d'émanciper et à l'enfant d'être émancipé. La loi romaine admettait cette émancipation à tout âge.

Art. 2. Le droit donné au père peut avoir des dangers ; mais les dangers de la licence des enfants sont encore plus graves et plus multipliés, surtout tant qu'il existera des maisons de jeu, école de tous les vices et de tous les crimes, et où la jeunesse se perd entièrement.

Cependant ce droit du père et de la mère doit être modifié en ce qu'il est resté marquer son mari. Un majeur, par conséquent citoyen, devenu chef de famille, ou même devenu chef de famille, sans nécessairement hors de la puissance paternelle.

Il faut surtout, pour l'exécution de cet article, établir des maisons de correction où l'enfant reçoit des instructions de morale et de travail ; sans cela c'est une peine de dérision, et son

pas un moyen de correction ; et si l'enfant était confondu dans les prisons ordinaires, avec les prisonniers pour délit ou pour dette, il sortirait plus vicieux et plus disposé à devenir criminel ; le remède serait souvent plus funeste que le mal lui-même.

Art. 6 et 7. Les mauvais effets des seconds mariages pour les enfants d'un premier lit sont trop ordinaires pour qu'on n'applique pas les dispositions de ces deux articles aux père remariés.

Il paraît nécessaire qu'on appelle au conseil de famille les parents du père, si c'est la mère qui exerce le droit de tutelle, et les parents de la mère, si c'est le père qui se plaint ; ces parents et amis doivent être réunis par le juge, âgés de trente ans au moins, et pères de famille.

Art. 11. Si les père et mère des enfants naturels légalement reconnus sont mariés, ils ne peuvent user de ce droit qu'avec l'autorisation d'un conseil de famille.

Nous, cette rétrocession ne s'applique point au cas où le père de l'enfant naturel aurait épousé sa mère, puisqu'alors l'enfant serait légitime.

Art. 12. Il paraît essentiel de dresser cet article et de faire de la deuxième partie une disposition précise. « Dans tous les cas, l'enfant acquiert pour lui et dispose librement des biens qu'il peut se procurer par son industrie hors de la maison paternelle.

Art. 13. Il est inconvenant, funeste et dangereux, qu'un mari puisse avoir l'administration et la jouissance des biens des enfants de sa femme, destinés uniquement à leur nourriture, à leur éducation, et dont l'exécution doit tourner à leur avantage. Ainsi, s'il y a communauté, si même la femme remariée ne s'est pas réservée la jouissance séparée des biens de ses enfants, la famille assemblée doit leur donner un tuteur.

Peut-être même la loi devrait-elle, dès l'instant d'un second mariage, priver l'époux remarié de cette puissance qui lui donnerait le droit de porter les revenus de ses enfants dans une famille étrangère, et lui restreindre aux sommes nécessaires pour l'entretien et l'éducation des enfants dont il disposerait sans rendre compte.

Et sans doute le législateur entend que, soit que la femme qui a contracté soit séparée de biens, soit qu'il y ait communauté, le mari est toujours responsable des enfants.

Art. 17. Chaque descendant ne doit prendre de sa part les biens de l'enfant dissipateur que la portion de biens que lui assignerait la loi, si l'enfant dissipateur avait été propriétaire.

Art. 18. En cas d'extinction de la postérité, l'enfant dissipateur doit rentrer de plein droit dans la totalité des biens compris dans la disposition officielle ; il doit être défendu aux descendants d'en aliéner aucune partie, sous quelque prétexte que ce soit.

Aucun créancier ne doit saisir, personne ne doit donner à ferme à un dissipateur ; on doit même prohiber la saisie de ce qui est nécessaire à la subsistance de la famille.

Art. 21. En cas de retour, les créanciers doivent reprendre l'exercice de leurs droits sur la totalité des biens, soit meubles, soit immeubles.

#### TITRE IX.

##### Mortité, tutelle.

Art. 5. Il paraît nécessaire d'ajouter à cet article « à l'exception : 1<sup>re</sup> des biens que les enfants acquièrent par leur industrie hors la maison paternelle ; 2<sup>de</sup> des biens dont la jouissance a été prohibée aux père et mère »

Art. 6. Même observation à l'égard de la prohibition. Un commissaire observe qu'il serait juste qu'après la privation de sa qui peut être nécessaire pour la nourriture et l'éducation de l'enfant, si les biens sont grevés de dettes, l'excédant de leur revenu fut employé à les payer. Le père ne peut jouir que des biens de ses enfants, et si l'enfant n'a de biens que ce qui lui reste après le paiement de ses dettes.

Art. 10. L'époux qui veut se remarier doit nécessairement indiquer la personne qu'il veut épouser; ses qualités morales doivent influer sur l'avis du conseil de famille; il paraît encore important que, si c'est le père qui se remarie, le conseil de famille soit composé des parents de la mère, et respectivement des parents du père, si c'est la mère qui convole; qu'on n'y admette point d'homme étranger.

Note. Voir les observations sur l'article 31, relativement à la formation des conseils de famille.

Art. 16. Le choix du tuteur, étant au moins aussi essentiel que la donation testamentaire, doit être attaché aux mêmes formes et exigé : 1° quatre témoins; 2° que deux au moins signent; 3° que, si les deux autres et le défendeur ne sont un ou ne peuvent signer, il en soit fait mention; 4° qu'elle ne puisse être révoquée que dans les mêmes formes.

Art. 20. Ajouter à cet article que si l'ascendant préféré, d'après les dispositions précédentes, est remarqué, le conseil de famille pourra lui préférer un des autres ascendants non remarqué, de quelque sexe qu'il soit.

Art. 23. Étendre cette disposition à tous les parents qui résident dans le même canton, si elle est divisée en plusieurs arrondissements.

Art. 25. En ce cas, le juge de paix doit convoquer le conseil de famille.

Art. 27. Il faut cinq jours au moins, sans compter le temps nécessaire pour le voyage.

Si l'un des ascendants, des pères, des oncles, des frères ou des cousins germains, des parents ou un mal en faveur desquels la loi prononce l'indisponibilité de la succession, le juge de paix doit toujours les faire appeler; il n'a point de droit de juger, avant l'assemblée, s'ils sont propres ou non à remplir les fonctions de tuteur.

Art. 30. Pour être suffisant-il que le juge de paix fait présent et ait inséré dans le procès-verbal toutes les observations qui lui paraissent utiles au bien du mineur.

Grâce aux délibérations et même prépondérance, établit un droit nouveau dont on voit moins les avantages que les inconvénients.

Art. 31. Quand on a vu la manière scandaleuse dont se composent trop souvent les conseils de famille, on n'appelle que des affidés ou des complaisants disposés à sanctionner tout ce que le convoquant propose, et excluant ceux dont on craint la zèle, les lumières, et quelquefois la probité, en ramassant dans les rues les premiers qu'on trouve, pour les complaire; quand on les a vu souvent devenir, par un coupable abus, un moyen légal d'étouffer la loi et de nuire aux enfants qu'ils ont à défendre, on est convaincu qu'il est essentiel de les régulariser et d'en fixer légalement la composition.

La tutelle est l'une des obligations essentielles qui dérivent du contrat social, puisque tous les citoyens sont obligés de garantir la sûreté, les droits et la propriété de chacun : ils sont surtout tenus de défendre celui que la faiblesse de son âge et de son esprit expose sans défense à toutes

les atteintes qu'on veut lui porter. Mais comme la société générale se forme d'une infinité d'associations particulières qui naissent des liens du sang, des rapports de l'amitié, des relations de voisinage, ou sont les parents, les amis, les voisins qui sont les premiers tenus de satisfaire à cette obligation générale; mais parmi ceux qui peuvent avoir avec l'incapable les relations de l'amitié, du voisinage, la loi doit préférer ceux qui ont reçu des preuves de la confiance publique. Quant au nombre, on observe : 1° qu'il devrait être en nombre impair, pour atténuer la prépondérance du juge de paix; 2° que le nombre de six paraît être l'usage du département du Rhône l'exigent d'autant de délibérations.

On propose la disposition suivante : « Le conseil de famille est présidé par le juge de paix et du domicile du mineur ou de l'interdit. »

Il est composé :

- 1° De ses ascendants, que la section III appelle à la tutelle légitime;
- 2° De ses frères, oncles, neveux, cousins germains et allies au même degré;
- 3° Un tuteur nommé conformément à la section II.

Tous les parents dénommés dans les 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup> alinéas sont tenus, sous peine de responsabilité, d'assister au conseil de famille en personne ou par un fondé de leur pouvoir rédigé en acte authentique dont il reste minute, et dont l'expédition reste annexée à la délibération du conseil de famille.

- A défaut ou en remplacement des parents indiqués dans les 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup> alinéas, on appelle soit des parents d'un degré plus éloigné, soit les autres voisins que le juge de paix désigne;
- Il ne peut les choisir que parmi les citoyens inscrits sur la liste des notables communaux,
- ou qui ont rempli des fonctions publiques, ou
- qui ont les qualités requises pour être jurés.
- S'il y a discordance dans les avis, le juge de paix insère, dans le procès-verbal, chaque opinion, ses motifs, et le nom de ceux qui l'ont émise.

Art. 33. Le juge de paix doit nécessairement ordonner que les ascendants ou oncles ou frères, et même les cousins germains, soient cités.

Art. 34. Il peut y avoir des extensions relatives à des contrariétés d'intérêts, à la proximité de parenté, etc., qui ne compromettent ni l'honneur ni la capacité de celui qui est exclu. Il paraît donc que le mal exclu devrait être remplacé par le mal destiné. Si la détermination était ignorée, opérerait-elle la nullité ?

Art. 37. Les administrateurs particuliers, s'ils ne sont pas un nombre de ceux qui sont nécessairement appelés à la tutelle et à la nomination du tuteur, suivant les 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup> alinéas de l'article 31, ne peuvent-ils pas être saisis comme aujourd'hui les tuteurs à gage ? Il est essentiel de le décider; et cela paraît juste et même nécessaire lorsqu'il s'agit de questions considérables et difficiles. La loi peut et doit frayer d'être tuteur; mais elle ne peut ni ne doit contraindre à abandonner le soin de ses propres affaires, à régler celles pour lesquelles on n'a pas assez de capacité.

Art. 38 et 39. Dans le cas où il y a des tuteurs en France et dans les colonies, on devrait-on pas ordonner que l'administration de la présente république en tuteur chose en l'un du domicile; que s'il en est en France, il y aura des administrateurs dans chaque colonie; que, si le



domicile est dans les colonies, le tuteur sera dans les colonies et l'administration en France; qu'ils seront révoqués dans le lieu où il se trouve des parents du degré fixé dans les articles précédents; et s'il n'y a point de parents, dans le lieu où le colon défunt faisait ses retours.

Art. 40. Les administrateurs en gage, s'ils sont adams par la loi, ne doivent-ils pas être subordonnés aux tuteurs?

Les tuteurs et administrateurs particuliers ne doivent-ils pas être assujettis, pour l'emploi des fonds, à se conformer aux décisions du conseil de famille du domicile du mineur, qui doit être réuni le principal siège de la fortune, et, à cet effet, à envoyer chaque année leur compte au tuteur?

Art. 41. La notification de la nomination de la tutelle doit être assujettie au visa du juge de paix ou de l'officier municipal.

Art. 42. La succession du tuteur doit être responsable de la reddition des comptes et du reliquat.

Art. 43. Les juges des tribunaux civils et criminels, qui ont chaque jour des fonctions publiques à remplir, qui, même hors de leurs fonctions, doivent leur temps, chez eux, à l'étude des affaires, à la confection des rapports dont ils sont chargés, à qui la loi prohibe de s'écarter sans cause du lieu ou siège de la tutelle, paraissent devoir être dispensés de tout des tutelles. Cette exemption est évidemment aussi nécessaire que celle du conseil des prises, tribunal momentanément, qui n'existe qu'avec la guerre maritime.

Art. 44. La dispense de la tutelle cesse certainement pour l'avenir; mais elle doit subsister pour les tutelles déjà déférées.

Art. 45. On doit exiger pour la nouvelle assemblée, dans laquelle le tuteur nommé proposera ses excuses, la convocation de ceux qui composaient le conseil de famille qui l'a nommé.

Art. 46. Il paraît que tous ceux dont est article prohibe la nomination à la tutelle devraient aussi être exclus du conseil de famille.

Art. 47. Le tribunal ne doit-il pas ordonner aussi la convocation d'un nouveau conseil de famille, désigner ceux qui y seront appelés, et le juge de paix le plus voisin devant lequel il sera convoqué?

Art. 48. La prohibition au tuteur de prendre à ferme les biens du mineur doit être abolie, sans que le conseil de famille puisse y déroger.

Art. 49. Si l'y a des dettes, le père et la mère doivent être astreints à vendre et à en employer le produit à leur paiement.

Art. 50. Il faut que la nécessité de disposer du mobilier du mineur et l'emploi soient parfaitement prouvés, et qu'à défaut, le conseil de famille et le tuteur en soient responsables.

Art. 51. On ne peut permettre d'autre emploi que par privilège ou hypothèque; on doit préférer les acquisitions d'immeubles; c'est le droit actuel, et il est bon.

Art. 52. 1° Puisque des réparations ruinent quelquefois des majeurs, elles ruineront certainement des mineurs si on ne prend pas des précautions pour les restreindre à ce qui est indispensable, ou faire fixer le coût au juste prix, et surveiller l'exécution.

2° Un enfant qui n'a rien se procure une profession en travaillant pour le maître qui le lui apprend, il n'est donc pas nécessaire d'obliger les biens du mineur pour lui en donner une; et quant à l'établissement, il vaut mieux attendre la majorité que d'écarter; pour peu qu'on ait

vécu, ou a vu tant de mineurs ruinés sur des prétentes mêmes spécieuses que la loi, l'on d'en trouver les occasions et les moyens, d'est s'efforcer de les prévenir.

Art. 53. Si on rejette, comme on a lieu de l'espérer, les saisies réelles, la forme de la vente par expropriation forcée est préférable à toute autre pour l'allocation des deniers du mineur.

Si cependant on veut adopter pour cette expropriation une forme particulière, on ne peut pas admettre l'adjudication chez un notaire, où celui qui poursuit la vente aurait trop d'influence, où il est trop facile de supposer des formes sans les avoir remplies. Il faut nécessairement qu'elle soit faite à l'assemblée publique du tribunal civil, les jours indiqués pour les ventes, et précédées d'offices et de publication.

Art. 54. Les intérêts doivent toujours être au taux fixé par la loi.

Art. 55. Si on n'admet pas les proportions faites d'assujettir les pères et mères à employer soit le mobilier, soit l'exécution du revenu de leurs enfants au paiement des dettes dont ils sont grevés, du moins leur jouissance devra-t-elle cesser dès l'instant où les créanciers auront formé demande.

Art. 56. La responsabilité des parents, l'intérêt des mineurs, exigent que cet article soit supprimé et remplacé par une disposition contraire: « Le conseil de famille ne peut, en aucun cas et sous aucun prétexte, dispenser le tuteur de la reddition du compte annuel. »

Si les biens sont de peu d'importance, le compte sera plus facile; si la tutelle est chargée et difficile, le compte est plus nécessaire. Si l'on craint les frais, il faut le simplifier, le permettre même sur papier simple. Il est très-important d'ajouter à l'obligation du compte annuel celle d'en déposer un double au greffe de la justice de paix qui a déféré la tutelle, pour qu'on puisse y recourir dans tous les cas.

Art. 57. Le tuteur doit être tenu d'employer dès qu'il y a mille livres.

Art. 58. Les procès, sans être authentiques, doivent nécessairement être probants.

Art. 59. À l'égard des intérêts, l'équité exige la réciprocité entre le mineur et le tuteur. Si l'intérêt du mineur exige des avances, il ne faut pas que le tuteur en perde l'intérêt.

Art. 60. Les comptes annuels doivent être annexés au compte général.

Des appels qui peuvent être aussi importants devraient être jugés par cinq juges, en appelant deux suppléants, jusqu'à ce que le Gouvernement puisse augmenter le nombre des juges des tribunaux de première instance.

Art. 61. Il faut qu'une expédition du compte soit annexée au traité.

Art. 62. Ceux qui ont dû concourir aux délibérations, comme ayant été dûment appelés, doivent sans contredit être responsables; mais ceux qui, ayant concouru, ont proposé un autre tuteur que celui qui a été nommé, un autre avis que celui qui a été adopté une porte pour le mineur, peuvent-ils être responsables de ce qui a été fait contre leur gré? et le juge de paix, qui par sa voix délibérative ou prépondérante, aurait fixé le choix du mauvais tuteur, ou du mauvais parti, peut-il être dispensé d'en répondre?

La responsabilité de l'insolvabilité du tuteur, survenue depuis la date de tutelle, ne doit-elle pas être restreinte à trois cas? 1° si, dès l'instant de l'insolvabilité survenue, il n'est pas fait nommer un autre tuteur; 2° s'il ne lui ont pas

lui rendre le compte annuel; 3° s'ils n'ont pas veillé au placement des deniers.

Art. 105. On ne saurait trop dire que la maison de correction doit être une maison d'éducation.

Art. 107 et 108. Un long bail est une libération; et avec quelques pièces d'or, quelques augmentations sur arpent déjà vil, il serait trop facile de déposséder le mineur émané d'une partie de ses revenus. Le mineur ne peut donc pas être autorisé à passer des baux pour plus de six années. La loi ne peut l'autoriser à recevoir des capitaux, ni à emprunter; d'ostases qu'elle lui confie, trois ans avant sa majorité, l'administration de ses revenus, pour le préparer à l'administration de ses enfants.

On propose de supprimer la fin des articles 105, 108, 109, et d'y substituer.

• Le mineur ne peut point s'engager valablement par promesses ou obligations, ni donner ou charger d'un capital mobilier, sans l'autorisation expresse du conseil de famille, qui doit, s'il l'accorde, veiller à l'emploi des deniers.

• Toutes les quittances de capitaux dont il donne ou décharge, tous les emprunts qu'il fait sous cette autorisation sont nuls, à défaut, par ceux qui ont prêté ou prêté, de prouver que l'argent qu'ils lui ont confié a tourné à son profit; s'ils ne prouvent l'emploi utile de ce qu'ils ont prêté, ils n'ont d'action qu'à concurrence de ce qu'ils ont prêté.

Art. 110. Si les donations entre-vifs sont permises par contrat de mariage, celles du mineur doivent être subordonnées à l'autorisation du conseil de famille.

Art. 111. Pour exercer un art et un métier, il ne faut que des bras, et le mineur n'a pas besoin d'être réputé majeur.

Qu'on ait commercé, l'expérience a prouvé que, pour le faire avantageusement, il faut des lumières et de l'expérience; que l'indulgence, la confiance, l'imprévoyance des jeunes gens, leur font souvent faire des opérations commerciales funestes pour eux-mêmes, pour les autres et pour le commerce en général; et n'y a d'ailleurs pas trop de trois ans pour que le mineur apprenne à se débiter de la ruse et de la manœuvre par laquelle la jeunesse a le bonheur de ne pas croire. Avant la majorité était fixée à vingt-un ans, on demande la suppression de l'article.

Art. 112. Pourquoi jusqu'à 25 ans, puisque l'homme est majeur à 21?

Art. 113. Le compte de tutelle doit être annexé à la délibération.

Art. 114. Qui peut demander cette nullité? ce droit sera-t-il accordé à d'autres qu'aux pupilles, à ses parents, et auxquels? sera-t-il accordé aux subrogés-tuteurs?

Cette nullité sera-t-elle couverte par un laps de temps, par la conception d'un enfant depuis le mariage?

Si elle n'est pas couverte par la conception ou la naissance de l'enfant, le mariage ne devrait-il pas en être produit à son égard les effets du mariage de bonae fœi?

La solution de ces questions est nécessaire si le principe est admis.

Mais il est une opinion directement contraire aux principes, tendant 1° à ce que les mariages conclus dans l'article 112 soient absolument prohibés jusqu'à l'âge de 25 ans;

2° Que si ce mariage est contracté auparavant, l'un et l'autre époux puissent demander la nullité pendant cinq ans, que les enfants n'aient pas même les droits des enfants naturels.

## TITRE X.

### De la majorité et de l'interdiction.

Art. 12. On exigea toujours, avant l'adoption des témoins, l'examen de l'état physique et moral du malade par les officiers de santé, qui en font au tribunal un rapport écrit et affirmé.

Si l'état de l'insensé ou de fureur est tel qu'il exige des remèdes et la séquestration du malade, il est impossible qu'il vienne à l'audience et qu'il soit présent à l'adoption des témoins.

L'usage actuel est que le tribunal commette un de ses membres et nomme d'office deux officiers de santé pour examiner l'état physique et moral du malade. Les officiers de santé, après avoir pu à leur affirmation, dressent leur rapport; le juge interroge et fait dresser par le greffier un procès-verbal des réponses.

Le prévenu de démente ne paraît et ne peut paraître à l'audience que lorsque la démente est incurable et sans fureur; qu'il y paraîsse ou qu'il n'y paraîsse pas, on ne voit point de motifs pour autoriser l'interdiction à huis clos; elle serait le coup de danger dans cette espèce qu'il n'y a ni l'incertitude ni l'incertitude surprendre une interdiction injuste.

Dans l'ancienne jurisprudence même, ces causes se plaident en public.

Le commissaire qui a donné son opinion contre les jugements à huis clos, au titre du divorce, y persiste dans les cas d'interdiction.

## LIBRE II.

Des biens et des différentes modifications de la propriété.

### TITRE PREMIER.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### Des immeubles.

Les ponts et les canaux navigables, autrefois construits aux frais du Gouvernement, étaient des propriétés nationales. Dans le dernier siècle, le canal de Languedoc fut établi aux frais d'un particulier; depuis, ces entreprises se sont multipliées; le Gouvernement desee de les multiplier encore; déjà elles composent une partie considérable des fortunes; et cependant aucune loi précise ne classe, ne règle ce genre de propriété. Peut-être n'est-il pas impossible de décider les questions qu'il fait naître par les lois existantes; mais ces applications d'un cas à un autre entraînent toujours des doutes, une variété, un arbitraire dans les jugements, infiniment nuisibles aux citoyens. Il est donc essentiel de fixer dans le Code civil 1° si les ponts et canaux navigables, concédés à des particuliers ou à des compagnies, soit à perpétuité, soit à temps, et les mines concédées de même à d'autres qu'un propriétaire du fonds, sont meubles ou immeubles.

Les constructions des ponts, des canaux navigables et des exploitations des mines, étant inévitables au sol, doivent être réputées immeubles, soit que les concessions soient perpétuelles ou temporaires, puisque l'usufruit d'un immeuble est réputé immeuble.

2° Si, lorsque les associations pour ces entreprises ont été formées par actions, ces actions sont mobilières ou immobilières.

Les actions formées pour ces entreprises n'étant qu'une suite de fonds avec espoir dans les profits et risques de la perte, doivent être classées parmi les biens mobiliers, comme les avances, les produits des canaux et des ponts : le mariage, des

qu'il est séparé de la mine, doit, comme les fruits, être réputé meuble.

3° Par quel principe doivent se régler les droits des associés et des créanciers de ces entreprises.

L'administration, la dissolution, la liquidation de ces associations, doivent se régler suivant les principes des sociétés. On y reviendra dans les observations sur ce titre.

Art. 4. On propose d'ajouter après le mot *édoument* : les ponts, les rameaux navigables concédés à perpétuité.

Art. 5. Ces objets malgré leur destination, ne sont pas immeubles, ni toujours réputés immeubles, puisqu'il appartient au propriétaire de les séparer de l'immeuble à volonté, les vendre, les échanger, les louer, sans que les créanciers hypothécaires ou même privilégiés sur l'immeuble puissent s'y opposer ni les suivre.

Il faut donc les répéter immeubles, à cause de leur destination, seulement pendant qu'ils y sont destinés, et limitativement dans le cas d'expropriation forcée, de vente et échange, usufruit, donation entre-vifs ou testamentaire, de ceux à ferme ou à portion de fruits, à moins qu'il n'en ait été fait une réserve expresse.

On propose 1° de restreindre la disposition de cet article au cas précité :

2° d'ajouter à la nomenclature des choses mobilières réputées immeubles dans ces cas :

- Les lambris, boiseries, peintures, glaces, tableaux, tableaux, lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être lésés ou détériorés, ou sans briser et détériorer la partie du bâtiment à laquelle ils sont incorporés ;
- Les tuyaux destinés à la conduite des eaux, tant qu'ils sont incorporés et employés à cet usage, les statues en niche ou sur pedestal ;
- Les éminées données en rimage aux fermiers et aux colons partiaires par leurs baux,
- Les animaux qui ont été livrés pour la culture ;
- Les outils aratoires ;
- Les arbres d'habilles ;

3° Pour lever tous les doutes à raison de l'exercice des privilèges et hypothèques, de porter cet article dans le chapitre II.

Art. 6. On a peine à concevoir comment l'on pourrait répéter immeubles les actions qui tendent à revendiquer un immeuble. Elles ne sont point un immeuble, mais un rapport incertain, un droit litigieux à sa propriété. Ces actions ne sont point susceptibles d'hypothèque, le propriétaire d'un tel action peut l'acquiescer par un simple désestement, la céder, la transporter à son gré comme une simple créance, comme une rente constituée ou viagère, sans aucune autre formalité, sans aucun droit de suite par ses créanciers.

On pense donc que cet article ne peut être relatif qu'à la communauté, pour l'exception du mobilier qui y entre de droit.

En ce cas il faudrait réinsérer les actions de cet article et les porter au chapitre II, et à l'article 15, en laissant subsister l'exception ordonnée au titre de la communauté.

D'un autre côté, il serait important d'ajouter à cet article 6 les ponts, rameaux navigables et mines concédés pour un temps déterminé.

Art. 7. Rédire cet article à ces mots : Les moulins à vent et à eau, fixés sur pierres et faisant partie de la maison, sont immeubles.

Ajouter la deuxième disposition à l'article 16 du chapitre II.

Art. 10. Le mot *métayer* désignerait un cultivateur à moitié fruit qu'on appelle *granger* dans

les départements du ressort de Lyon, bordier ailleurs ; et le Code, dans la suite, substituerait au mot *métayer* celui de *colon partiaire*. Il est à désirer que, dans la totalité du Code, le même mot exprime toujours la même chose. Dans la suite de ces observations, on emploiera le mot de *colon partiaire*, qui se trouve dans le titre ébénier à *chepiet* et autres titres relatifs à l'exploitation des fonds ruraux.

On observe encore que ce fermier était assésoir, dans le titre du *chepiet*, à rendre les minéraux en même nombre et qualité, sans à recevoir ou à payer la plus ou moins valeur, les minéraux livrés au fermier avec estimation doivent être réputés immeubles dans les cas détaillés à l'article 5 ; c'est le motif qui a décidé à les y joindre.

Quant aux minéraux donnés à chepiet à d'autres que le *laboureur* ou *granger*, ils doivent être portés après l'article 17 du chapitre II.

Art. 11. Cet article et le précédent doivent être portés au chapitre II suivant les observations sur l'article 5.

Les statuts dans les mines, et par conséquent les statuts sur puits dans les jardins et bosquets, qui seraient valables plus qu'un immeuble et n'y sont point incorporés, que le propriétaire peut ravaler sans briser ni détériorer, ne peuvent en aucun cas être réputés immeubles, et sont nécessairement dans la classe des meubles précieux.

Les tuyaux que le propriétaire peut enlever à son gré, qu'il enlève nécessairement s'il perd les raux, doivent être compris dans la nomenclature de l'article 5.

Art. 15. Ajouter : les actions qui tendent à revendiquer un immeuble, les actions dans les entreprises des ponts, rameaux navigables et exploitation de mines.

Art. 16. Après moulins à eau car baux et autres usines, ajouter : non fixés par des pierres, et ne faisant point partie de la maison, les moulins à bras.

Après l'article 17, ajouter : les minéraux extraits des mines, les pierres et autres substances terrestres extraites des carrières, toutes les productions de la terre, lorsqu'elles sont détachées, les animaux donnés à chepiet et à d'autres que les fermiers.

Ajouter encore : tous les objets énoncés ou ajoutés à l'article 5, avec l'exception des cas d'expropriation, vente, etc., qui y sont détaillés.

Art. 19. Ajouter : les rentes et actions, bijoux, cabinets de tableaux, de physique, de chimie, d'histoire naturelle, les bibliothèques, les collections de gravures et de médailles, les statues et autres ouvrages de sculpture.

Ces objets sont trop importants pour être compris dans l'expression vague de meubles, et trop multipliés pour ne pas ranger au article dans la loi.

Art. 22. Ajouter à l'exception tous les articles compris dans l'article 19.

Art. 23. Dans tout Etat où la justice est la base des lois dans un Etat sur lequel se régit, c'est-à-dire qui, rejetant les lois fondées sur le droit de plus fort, veut revenir aux seuls principes du droit primitif, aux principes de la raison naturelle, fondés sur l'égalité des droits et sur la réciprocité, la nation, les établissements publics, les communes, ne peuvent point avoir de privilèges ni de droits particuliers.

Leurs biens sont soumis aux mêmes lois que ceux de tous les autres citoyens : leurs procès doivent être jugés par les mêmes tribunaux, avec les mêmes formalités, et par les mêmes principes. C'est seulement pour l'aliénation et l'adminis-

l'attribution de ces biens que la loi peut, sans blesser l'égalité des droits, établir des formes purement arbitraires et préventives de la déprédation et de la négligence des administrateurs; mais ces formes réglementaires de l'administration ne peuvent être dirigées que contre l'administrateur, et jamais contre le citoyen qui contracte et doit pouvoir contracter de bonne foi, avec autant de sécurité, lorsqu'il traite en sa qualité de citoyen, que s'il traitait avec tout autre particulier.

Elles doivent être à peu près les mêmes que celles adoptées par la loi pour l'administration et la vente des biens des mineurs : adjudication des biens, adjudication des propriétés aux enchères ; c'est à quoi cela se réduit.

Mais ces formes, quelles qu'elles soient, sont une partie intégrante et nécessaire du droit civil, puisqu'elles font partie des contrats civils des citoyens.

Quant aux acquisitions, on ne doit pas perdre de vue les dangers et les abus de la minorité. Il est malheureusement nécessaire que les établissements publics puissent acquérir, puisqu'on a perdu l'occasion de voter ceux qui existent, puisque même quelques-uns ont perdu une partie de leur dotation, puisqu'il est essentiel d'en établir de nouveaux ; mais les donations et les fondations doivent avoir des bornes.

La nation et les communautés ne doivent acquérir que ce qui leur est absolument nécessaire, que les objets tels que ceux qui sont rappelés dans les articles suivants, et tous les biens d'un autre genre que la nation possède ; ces objets mêmes, lorsqu'ils cessent d'être utiles à leur destination, doivent être vendus et remis dans le commerce.

Tous les biens appartenant à la nation, aux communes, aux établissements publics, coûtent beaucoup d'entretien, rendent peu, sont en général plus mal cultivés, plus mal régis, privent la nation des profits qu'elle en retirerait par l'impôt, par leur circulation dans le commerce, et les citoyens, qui contractent les acquérir, d'une propriété.

Le mode d'acquérir doit être le même pour la nation, les communes et les établissements publics, que pour les autres citoyens, et lorsqu'un citoyen est forcé de céder sa propriété pour l'utilité publique, les formes coercitives de cette vente doivent être réglées avec une telle équité, que le citoyen ne puisse jamais être lésé.

On demande donc qu'un lien de ce qui se trouve dans cet article, on y joigne les suivants :

1<sup>o</sup> « Que les biens de la nation, des communes et des établissements publics sont régis par les mêmes lois et les mêmes formes que ceux des citoyens. »

2<sup>o</sup> « Que la nation et les communes ne peuvent acquérir que ce qui leur est absolument nécessaire, et ne doivent vendre tout ce qui ne l'est pas. »

3<sup>o</sup> On demande enfin « que les formes pour l'administration et l'acquisition de ces biens, et pour l'acquisition des objets nécessaires à la nation, soient fixées par la loi. »

Art. 21. En voyant cet article établir en principe que la nation a droit de rentrer dans des biens et droits, on se rappelle avec amertume les inquiétudes et les dépenses, les maux et les pertes, la ruine même qu'on éprouva, dans d'autres temps, une foule de citoyens par les recherches des biens domaniaux, lies, lots, etc.

On se demande quel droit la nation veut rétablir ou reprendre, dans quels biens elle peut avoir le droit et l'intention de rentrer. Sans approfondir

cette question, dans la seule énonciation doit sentir toute l'étendue et toute l'importance, on se contentera d'observer que le plus grand intérêt, le premier devoir du Gouvernement est d'assurer la stabilité des propriétés des citoyens ; que leur stabilité est mille fois plus sûre, que au Gouvernement mille fois plus de produits réels qu'il ne pourrait en tirer de quelques propriétés qu'il remettrait dans ses mains ; qu'autant il lui est utile, il est survenu d'une nécessité indispensable de supprimer la fin de cet article, et d'y substituer une disposition qui assure « que la nation ne rentre jamais dans les propriétés qu'elle a aliénées avec les formes voulues par la loi. »

Art. 22. On a déjà prouvé, par l'article 35 du titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup>, que la nation ne peut jamais confisquer ; et sur l'article 24 de ce titre, qu'elle ne doit jamais posséder que les objets compris dans l'article 25.

Les mêmes raisons militent pour qu'elle ne puisse jamais hériter ; et c'est encore une maxime ess. telle à consacrer dans le Code.

Mais, dira-t-on, à qui appartiendront donc les biens désignés dans l'article 25 ?

1<sup>o</sup> Il n'est point de biens vacants ; tous sont cultivés ou possédés par quelqu'un, soit qu'il en soit le maître, soit qu'il s'en soit mis en possession ; et comme la propriété est le prix du travail, comme la possession est un titre valable tant qu'aucun propriétaire ne réclame, ils appartiennent à celui qui les possède, les sème, les cultive ; la nation n'a aucun droit de l'y troubler ; et si l'on a entendu parler des marais, pâtis, landes et autres terrains absolument incultes qui ont point de propriétaire connu, ce sont des biens communaux ; ce fut l'usage de tous les temps ; il avait été adopté par le code Commerc. »

2<sup>o</sup> Quant aux biens de ceux qui décèdent sans héritiers, il faut d'abord appeler aux successions tous ceux qui peuvent y avoir quelque droit ; et s'il n'en existe aucun, c'est aux familles des enfants trouvés qu'ils doivent être dévolus, jusqu'à ce que les héritiers se présentent. C'est un moyen de pourvoir à leur éducation et de la mettre à même de supporter les charges que la législation doit leur imposer. On détaillera cette proposition au titre des successions.

3<sup>o</sup> Quant aux successions abandonnées, elles appartiennent aux créanciers, et doivent être administrées par un curateur à la succession vacante, dont il préfère tout toujours l'administration à celle de la régie nationale ; et s'il restait encore quelque chose d'une succession abandonnée, l'hospice des enfants trouvés en serait le dépositaire.

Art. 30. Après ces mots, simple jouissance, ajouter : ou des droits d'usage.

## TITRE II.

### De la pleine propriété.

Art. 1<sup>er</sup> et 2. La loi du 28 septembre 1791 porte, article 1<sup>er</sup> : « Le territoire de la France, dans toute son étendue, est libre comme les personnes qui l'habitent ; ainsi toute propriété territoriale ne peut être sujette, envers les particuliers, qu'aux redevances et aux charges dont la convention n'est pas défendue par la loi, et, envers la nation, qu'aux contributions publiques établies par le Corps législatif, et aux sacrifices que peut exiger le bien général, sous la condition d'une pleine et préalable indemnité. »

Art. 2. « Les propriétaires sont libres de varier à leur gré leur culture et l'exploitation de leurs terres, de conserver à leur gré leur récolte, et de disposer de toutes les productions de leurs

- « propriétés, dans l'intérieur et au dehors, sans préjudicier aux droits d'autrui et en se conformant aux lois. »

Ces deux articles expriment formellement le vœu unanime de la nation française pour la plénitude de la propriété; et il lui échoit sans contradiction, sans réclamation, dans le temps le plus tranquille de la Révolution.

Il s'agit d'examiner si le projet de Code contient les mêmes dispositions dans les articles 1 et 2, draftés à remplacer ceux de 1791; et cet examen est important, parce que le malheur de la plénitude de la propriété doit être le guide et la base fondamentale des lois.

Art. 1<sup>er</sup>. Si il ne dit pas un mot de la liberté du territoire.

2<sup>o</sup> On ne trouve, ni dans ce chapitre, ni dans aucun autre partie du Code, aucune des dispositions qui découlent de la liberté du territoire, et notamment celle qui veut que les propriétés territoriales ne puissent être sujettes envers les particuliers qu'aux charges et redresses dont la convention n'est pas d'entendre par la loi.

3<sup>o</sup> Quant aux expressions du projet de Code, on remarque que la propriété ne donne pas, mais est le droit de jouir et de disposer de sa chose.

4<sup>o</sup> Critiquer n'a pour point, comme l'article 2 de 1791, la liberté qu'ont les propriétaires de varier à leur gré la culture et l'exploitation de leurs fonds, de conserver à leur gré leur récolte, de disposer de leur propriété dans l'intérieur et au dehors. Il est difficile de trouver clairement énoncés dans ces mots, *jouer et disposer de sa chose*, surtout lorsqu'on lui a la seule censure, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements.

Les lois et les règlements pourront-ils prohiber une culture, en ordonnant une autre? pourrout-ils prohiber la libre disposition, la libre circulation des denrées, leur vente au-dessous du prix fixé? Quand on a vu toutes les misères de l'époque d'un maximum, quand on voit tous les projets de ces agriculteurs de calmar qui ne veulent pas comprendre que laisser faire et laisser passer sont les meilleurs règlements qu'on puisse faire au maître d'agriculture et de commerce, on est effrayé de ces prohibitions réglementaires annoncées par le Code. On réclame les deux dispositions de la loi de 1791, qui le propriétaire n'est tenu envers les particuliers qu'à ne pas préjudicier aux droits d'autrui, et envers la nation, qu'aux contributions. Les règlements même sur l'administration et la police des bois ne couvrent qu'aux lois nationales ou communales. Le propriétaire ne déjoue d'une propriété assujéti à des impositions, à des loyers, à des réquisitions: il s'efforce de l'exploiter pour y substituer une culture dont il dispose librement. Si on recherche les causes de la destruction des forêts en France, on les trouverait peut-être dans le Code des eaux et forêts.

Art. 2. 5<sup>e</sup> La loi de 1791 et l'article 2 du projet de Code prononcent également les sacrifices que peut exiger le bien général; mais le projet prononce l'indemnité. En loi de 1791 comme l'indemnité préalable. Il est d'une exorbitante égalité que celui qu'on force à un sacrifice soit indemnisé avant d'être dépouillé; et il est absolument nécessaire que cela soit ordonné par la loi, pour prévenir les exactions, les vexations et les retards des agents du fisc.

Art. 7. Il serait important d'ajouter qu'il cessé d'être de bon droit des que l'erreur ou le vice lui sont connus.

La loi et la minime loi seraient définies, Art. 9. 1<sup>er</sup> Il est nécessaire d'exprimer ici ce

qu'on entend par mines: le sens de ce mot doit être restreint aux métaux, et ne comprend pas les pierres à bâtir, la craie, les carrières, même des marbres, la craie, le gypse ou plâtre, la marne, le sable, la tourbe, les rhubarbes fossiles et autres matières semblables.

2<sup>o</sup> Même si ce qui concerne les mines de métaux, il est important: 1<sup>o</sup> de consacrer le principe que le propriétaire a le droit de les exploiter, et qu'il est toujours préféré, pour l'exploitation, à celui qui, à défaut par lui d'exploiter, en demandant la concession, jusqu'à ce qu'il l'ait obtenue; 2<sup>o</sup> de fixer, d'après une évaluation proportionnelle de la propriété stérile tant qu'on n'exploite pas, des dépenses qu'il a eu à supporter, et du risque que court l'exploitant, le genre et la quantité d'indemnité qui doit être payée au propriétaire sur la concessionnaire.

On ne peut laisser aux règlements que ce qui est relatif au mode de l'exploitation.

3<sup>o</sup> Il est encore important de statuer sur ce qu'on appelle un trésor, c'est-à-dire un surcroît de dépôt d'argent ou d'autres choses précieuses mises dans un lieu caché, que quelque événement ou quelque hasard fait découvrir sans qu'on puisse savoir quel en est le maître. Cet article statuant que la propriété territoriale s'étend depuis le sol jusqu'aux entrailles de la terre, et embrasse par conséquent tout ce qui s'y trouve renfermé, accorde implicitement le trésor au propriétaire du sol par droit d'accession et d'incorporation; mais il est nécessaire que le principe soit clairement décidé, parce qu'autrui fois le fisc s'en était arrogé un tiers par le droit du plus fort. Depuis la Révolution cet usage est aboli. Le Code Combattus, auquel plusieurs de nos observations ont été et sont encore tirées, eut, clair, précis, méthodique, et le premier en France qui ait embrassé l'universalité du droit civil, contient sur ces trésors les dispositions suivantes:

- « Celui qui trouve un trésor dans son propre fonds en acquiert la propriété.
- « Il n'est tenu à rien que de faire des recherches dans le fonds d'autrui, sous prétexte d'y élucubrer un trésor.
- « Un trésor trouvé dans le fonds d'autrui se partage entre celui qui l'a trouvé et le propriétaire du fonds. »

4<sup>o</sup> La liberté, la salubrité des maisons, n'exigent-elles point, de la part de tous les propriétaires des communes populaires, que convention sur la hauteur des constructions, que le Code pourrait régler en ces termes:

Nul ne peut élever, dans les places et les rues, une construction qui excède la double de leur largeur.

Art. 18. Si la motte ferme est portée sur un champ inférieur, elle doit rester au propriétaire du champ pour l'indemnité; à moins que le propriétaire de la motte ferme ne préfère de l'envoyer, en indemnité de celui du loti qu'elle aura causé. On propose d'ajouter à cette disposition, au lieu de ces mots, sur un champ inférieur, c'en est pris d'un champ inférieur ou sur la rive.

Art. 19. La raison naturelle et l'équité attribuent les îles, îlots et intérêts qui se forment dans les rivières navigables, comme l'article suivant les leur attribue dans les rivières non navigables, aux propriétés riveraines des deux côtés, 1<sup>er</sup> parce que les îles ou se forment jamais qu'aux dépens des propriétés riveraines des fleuves; 2<sup>o</sup> parce que l'esprit ou la réalité de l'accession véritable est une indemnité du dommage probable.

On ne voit aucun motif dans l'ancienne jurisprudence, qui les attribue au fisc, que le droit du plus fort; et si on réfléchit aux maux, aux pertes qu'on eût eues dans l'ancien régime, à une suite de séjours, les richesses sur les îles et l'écou, on est obligé que, dans la régénération des lois, on les lui attribue encore.

Si cet article pouvait subsister, la multitude des propriétaires actuels à titres très-irréguliers augmenterait qu'on ajoutait s'il n'y a point de propriétaire ou de possesseur.

L'équité dicte encore une autre disposition :  
• Si un terrain, détaché d'un héritage par l'impé-  
• tualité du fleuve, devient île, elle comme d'ap-  
• partir au propriétaire de cet héritage.

L'affinité publique ou exige une troisième :  
• La nation dispose, moyennant une juste et  
• préférable indemnité, des îles ou des portions  
• d'îles qu'il est nécessaire de détruire pour la  
• commodité de la navigation.

Art. 21. Beyer ces maux, à partir du fil de l'eau.  
Le fil de l'eau est trop variable, trop incertain,  
pour servir de régulateur. Dans les grands fleuves,  
il revient presque toujours du côté de la colline  
la plus escarpée.

Art. 22. Sans doute on a entendu donner l'an-  
cien lit au propriétaire du fonds qu'elle a occupé  
par sa nouvelle invasion.

On a oublié de statuer : 1° « Les rivières et  
ruisseaux non navigables et flottables appartiennent  
aux riverains des deux bords »

On a supposé que les propriétés par les lois de cette  
distinction, qui en sont la conséquence : on ne  
l'a point énoncé.

2° « Le propriétaire riverain d'un fleuve ou  
d'une rivière navigable ou non navigable ne  
peut faire, même sur son fonds, aucun nouvel  
ouvrage qui nuise soit au public, soit aux pro-  
priétés tant d'une rive que de la rive opposée. »

3° A l'article 23 : « L'écou d'îles appartient  
au propriétaire de la rive, tant qu'il le pour-  
suit; dès qu'il en a abandonné la poursuite, il  
appartient à celui sur le fonds duquel il n'est  
arrivé et qui l'a recueilli. Il en est de même de  
tous les animaux sauvages, s'ils s'échappent. »

4° « Les animaux domestiques, quand même  
ils se sont mêlés dans un autre troupeau, doivent  
être rendus, s'ils sont reconnus et réclamés. »

## TITRE III.

### Du droit d'usufruit, usage, habitation.

Art. 1. Ajouter : il ne peut être établi qu'au profit  
des personnes vivantes.

À la vérité, l'art. 39 porte que l'usufruit cesse  
par la mort de l'usufruitier; mais cette disposition  
serait aisément éludée, s'il était permis d'établir  
un usufruit au profit des personnes à naître : on  
verrait perpétuer la division de l'usufruit et de  
la propriété, qui est toujours injuste; on verrait  
donner, sous le nom d'usufruit, une loule de  
contrats qu'il a été essentiel de proscrire.

Art. 2. On ne voit pas trop comment on peut  
accorder l'usufruit à des communes ou à des  
établissements publics. Des pareilles concessions  
sont toujours funestes. Comme l'article 46 en réduit  
la durée à trente ans, cet article est moins dan-  
gereux.

Art. 3. On proposa de changer la fin de cet  
article, et de statuer, au contraire, qu'un com-  
mencement de l'usufruit, il y aura, du part et  
d'autre, récompense de labour, de semence et de  
tous autres frais de culture des fruits qui sont à  
recueillir, et que les impositions seront supportées  
en proportion du temps de la durée de l'usufruit.

On est parti, dans la disposition de l'article et  
dans les suivantes, de la supposition que le fonds  
soumis à l'usufruit était toujours en culture par  
le propriétaire, ou donné à ferme. Cependant il  
est un autre genre de culture très-commun, et  
qui le deviendra bien davantage, et sous les  
articles proposés à l'article sous la ferme pouvait  
être adoptée : c'est la culture à portion de fruits,  
où, s'il existe un colat partiaire au commencement  
ou à la cessation de l'usufruit, les fruits ne  
peuvent pas appartenir au nouveau possesseur,  
sans récompense des labours et des semences,  
puisque'il en appartient déjà une portion au pre-  
mier cultivateur.

On ne le peut pas davantage, quand même l'an-  
cien propriétaire aurait enliré lui-même, parce  
qu'il restait à payer les cultivateurs à gage, le for-  
geur, le charbon, etc. Il paraît donc qu'il convien-  
drait d'acquiescir le nouveau possesseur à laisser à  
l'ancien la moitié des fruits, pour l'indemniser des  
frais de culture, à la charge par lui du les sup-  
porter. C'est ce qu'on juge volontiers dans les  
tribunaux; c'est la base des expertises; c'est ce  
qu'on nomme un palat le droit de colat. Pour les  
semences, elles doivent être inhérentes à l'im-  
meuble.

Les impositions doivent être supportées du jour  
à jour, à proportion de la durée de l'usufruit.

On s'est étendu sur cet article, parce qu'on  
aura plusieurs fois besoin de s'y référer dans la  
suite.

Les articles 11 et 12 résultent suffisamment et  
clairement de l'article 10; ainsi ils sont inutiles.

Art. 14. Il faut ou ne point donner d'exemple,  
ou s'ajouter aux meubles meublants, le linge, les  
vases vinaires, les outils d'agriculture, etc.

Art. 15. L'usufruitier doit être autorisé à  
prendre dans les bois ceux qui sont nécessaires  
pour la réparation des outils aratoires, et pour  
réparations auxquelles il est tenu.

Art. 23. Cet article exige, relativement aux  
mines et carrières, les explications déjà de-  
mandées sur l'article 9. De tout temps l'usufruit-  
lier possesseur a tiré certains ou gratuits a été  
autorisé à pour des carrières. Celles de marne,  
de gypse, de plâtre, de tourbe et même de pierres  
à chaux, sont nécessaires et même utiles à l'agri-  
culture.

Celles de sable, de pierres à bâtir et à chaux,  
sont nécessaires aux réparations.

Celles du charbon de terre ou fossile, houille,  
lorsqu'elles sont découvertes à l'ouverture de  
l'usufruit, en font partie.

En général, il n'y a que la découverte des  
carrières et le produit des mines et métaux qui  
soient prohibés à l'usufruitier par la jurisprudence  
actuelle.

Art. 27. Les baux à ferme, séquestre, les place-  
ments, les ventes, doivent être faits de gré à gré  
entre le propriétaire et l'usufruitier, ou, à défaut  
de conciliation, judiciairement, en présence de  
l'usufruitier ou lui étant appelé, à la diligence  
du propriétaire et aux frais de l'usufruitier.

Art. 31. Jusqu'à présent on avait compris dans  
les grosses réparations, le rétablissement en en-  
tier des chaussées et canaux de descente des eaux  
pluviales, des étiars, des fosses d'aisance, des  
bâiments servant à la conduite des eaux, et des  
chaussées d'écluse, les grosses roues et les meules  
de moulin.

Art. 34. Qu'est-ce donc que les charges qui peu-  
vent tomber sur la propriété? Sans doute il n'est  
pas entré dans la pensée du législateur de sup-  
poser qu'on pût jamais revoir les emprunts forcés.

les taxes s'élèvent sur les propriétaires ; mais cette expression a besoin d'être éclaircie et restreinte au cas qu'on a voulu prévoir ; et ce sont ces dispositions et plusieurs autres qui font naître des craintes et demander les explications sur lesquelles on a insisté dans les articles 1 et 2 du titre IV.

Art. 39. L'article de l'adme doit être retranché ; il ouvre un moyen funeste de faillir un usager, de le ruiner et faire sans motifs pour le plus léger prétexte.

D'ailleurs il est inutile, puisqu'il y a caution pour les dégradations et le dépensement, s'ils étaient réels.

Lors même qu'on serait fondé à les réclamer pendant la durée du l'usufruit, ce ne serait pas une cause d'expropriation, mais un motif de séquestration ou de forme, rompre le défaut de caution.

#### TITRE IV.

##### Des servitudes.

Art. 3. « Et pour animer les moulins et usines »

Art. 4. Quelle est l'exception de ces mots, une roue courante qui n'est pas dans le domaine public ? se restreignent-ils au fleuve ou rivière navigable et flottable ?

Celui qui boeuf ou cheval peut prendre les eaux à leur passage devant son fonds, pour l'irrigation de sa propriété.

On a omis, dans cet article, de statuer qu'il n'est pas libre à celui dont l'eau traverse l'héritage d'augmenter la rapidité des ruux, ni de les renvoyer de manière qu'elles puissent son cesse de suivre leur cours ordinaire, soit par porter dommage par leur irrégulier saut.

Art. 5. 4 et 5 Il est essentiel pour prévenir mille difficultés, mille injustices, des vices de fait, et peut être des maillards, d'apporter des dispositions relatives et conservatoires de ce qui existe. La lecture du projet de Code a excité des craintes. En vain a-t-on représenté à des hommes instruits, que ce titre ne devait s'appliquer qu'à l'état naturel, et point du tout au cas où il existe des services fournis ; ils ont persisté à craindre qu'on ne abusât pour empêcher des moulins, des manufactures importantes, des prairies, en leur enlevant les eaux.

En conséquence, on propose les dispositions suivantes :

« Les dispositions des articles 1 et 5 ne s'appliquent qu'au cas où il y a soit un titre, soit une possession contraire. Le possesseur doit être approuvé d'ouvrages à main d'homme, et si remonter à un temps suffisant pour que la prescription soit acquise. Celui qui possède ainsi l'écluse, le barrage ou autre ouvrage à main d'homme, qui jette les eaux dans son pré, son moulin ou autre usine, est tenu propriétaire des droits ouvrages et du canal intermédiaire.

Celui sur le fonds auquel ces travaux sont assés, ne peut aléer ni à l'écluse ni au canal, ni déranger le cours des eaux.

Celui à qui appartient le canal servant à conduire les eaux, est réputé propriétaire, de chaque côté, d'une partie du terrain égale dans sa largeur à la moitié de la profondeur du canal.

Celui qui a un canal découvert ou des cornets souterrains formant une conduite d'eau qui remonte jusqu'à la source prise dans le fonds d'un autre, a droit de prendre les eaux, et le propriétaire du fonds ne peut ni l'arrêter ni le détourner à son préjudice. »

Art. 9. Pourquoi renvoyer des principes généraux qui tiennent essentiellement à la propriété,

à des lois ou règlements dont l'unique objet doit être d'en régler l'exécution ? Ces lois consistent en quelques articles très simples.

1. « Le propriétaire des bords d'un fleuve ou rivière navigable doit y laisser un espace suffisant pour le service public. Cet espace est de six mètres (environ vingt pieds) de largeur du côté par où se tirent les bateaux, et de trois mètres à l'autre bord. Il est défendu au propriétaire riverain du côté du litage des bateaux de planter dans cet espace aucun arbre ou haie, ni d'y élever aucun mur ou édifice qui puisse gêner le litage.

2. « Les propriétaires sont tenus de céder le terrain nécessaire pour faire un grand chemin de communication des ponts, des canaux navigables, moyennant une juste et préalable indemnité.

3. « Lorsque des matériaux sont nécessaires pour les grandes routes ou pour les travaux d'utilité publique, les propriétaires voisins dans les fonds desquels ils se trouvent, sont tenus de souffrir que les matériaux soient pris dans leurs fonds, après néanmoins qu'on leur aura réalisé la plus et préférable indemnité tant du dommage fait à la surface que de la valeur des substances à extraire.

4. « Le propriétaire riverain d'un chemin vicinal est tenu de l'entretenir en état ; à défaut, il est tenu de livrer passage sur son fonds joint au chemin, jusqu'à ce qu'il soit rétabli. »

Art. 13. A la suite de cet article on propose d'ajouter : *Nul ne peut être contraint à clore son héritage, ou à contribuer à la première formation de la clôture de son voisin. »*

Art. 22. Après l'article 22 on propose d'ajouter : *Tout propriétaire peut élever un mur ou un bâtiment sur la ligne qui forme l'extrémité de son héritage, mais il ne peut le disposer de manière à nuire à son voisin, soit par l'écoulement des eaux, soit autrement.*

« Tout propriétaire en tenu, moyennant une juste et préalable indemnité, de laisser passer et établir sur son fonds les écluses et échues nécessaires pour réprimer ou construire les mares de clôture ou de maisons et les toits de son voisin.

« Nul ne peut creuser un fossé dans son héritage, sans laisser entre le fossé et l'héritage voisin un espace égal à la profondeur du fossé. »

Art. 26. Tout ce qui concerne les haies à la distance à laquelle les arbres doivent être plantés étant oues dans le Code, on propose d'ajouter :

« Nul ne pourra planter à l'avenir, sur son héritage, une haie vive qu'à la distance de six décimètres trois quarts (deux pieds) du fonds de son voisin.

« Toute haie entre deux héritages est présumée mitoyenne, s'il n'y a titre ou marque du contraire.

« Si le propriétaire de l'un des deux héritages a tout de la haie pendant le temps nécessaire pour prescrire, il est propriétaire de la haie, quand même le propriétaire du fonds voisin alléguerait, après par la prescription est acquise, l'existence d'une haie qui paraîtrait lui appartenir la propriété ou la copropriété de la haie. Nul ne peut planter des arbres sur son héritage qu'à la distance de six mètres et demi du fonds de son voisin, si ce sont des noyers, châtaignes, oliviers, ormes, frênes, tilleuls, peupliers, saules, bouleaux, trembles, et autres arbres de bois dur ou de bois blanc, portant un grand ombrage ; et à la distance de trois mètres, si ce

• tout des arisiers, pommiers, poiriers, alricos-  
liers, etc., à la seule exception des amandiers,  
• pêchers et saules, qui peuvent être plantés à  
• cinq pieds.

• D'ailleurs exceptés, 1° les arbres d'espallier,  
• qui peuvent être placés contre le mur mitoyen;  
• 2° Tous les arbres fruitiers, nains ou à in-  
• vent, qui peuvent être placés à deux pieds de  
• l'héritage voisin;

• 3° La vigne, qui peut être plantée à un pied  
• de la vigne voisine;

• 4° Les arbres qui sont plantés ou élevés de  
• bons à bois, qui peuvent être placés ou rester  
• près de la haie;

• 5° Les arbres qui sont plantés ou élevés des  
• ruisseaux et des chemins de communication et  
• ruisseaux, qui peuvent être plantés à l'extrémité  
• de l'alignement, à quelque distance qu'il soit de  
• celui dont le chemin ou le ruisseau se sépare.

• Quant aux arbres à planter le long des grands  
• routes, on doit se conformer aux règlements de  
• la voirie.

• Le propriétaire voisin a la faculté de couper  
• les branches et les racines qui s'étendent sur  
• son terrain.

Art. 27. Ces objets n'ont jamais été matière de  
• règlement; ils ne peuvent pas l'être, et tiennent  
• essentiellement à la propriété, ils ont toujours été  
• dérivés soit par la coutume écrite, soit par le droit  
• romain. Tout, à cet égard, se réduit à la maxime  
• suivante :

• Celui qui veut faire creuser, près de l'héri-  
• tage de son voisin, un puits, réservoir, mare,  
• réservoir, fosse d'écoulement, puis, pour des  
• eaux de source ou de puits, qui veut y construire  
• une forge, four ou fourneau, y adjoindre une  
• étalle ou un magasin de sel ou matières salées  
• ou corrosives, ou tendre à laisser une distance  
• de deux mètres (six pieds), à moins qu'il ne  
• fasse, du côté de l'héritage voisin, un mur ou  
• contre-mur suffisant pour empêcher que ces  
• ouvrages ne soient nuisibles au voisin.

Art. 30 et 31. Jusqu'à présent, les habitants  
exigés sur l'article 30 n'ont pas été particulièrement  
• élevés dans le département du Rhône, et quant à  
l'article 31, on y tenait pour maxime que ce  
• principe n'avait aucune application que lorsque les  
• vues droites portaient sur le puits ou sur la cour  
• du voisin, et sur l'alignement point lorsqu'elles  
• portaient sur des terres, des prés, des vignes et  
• autres cultures éloignées des maisons.

Cet usage a été confirmé par plusieurs arrêts du  
• parlement de Paris, qui ont maintenu de pareilles  
• vues. Les vues actuelles pourraient-elles subsister,  
• ou seraient-elles comprises dans la prohibition?

Art. 32. L'indemnité doit être préalable.

Art. 33. On demande qu'il soit ajouté : Si le  
• fonds n'est devenu enclavé que par vente, échange  
• ou partage, ce sont les vendeurs ou partageants  
• qui sont tenus de fournir le passage.

La multiplication des passages pour la subdivi-  
• sion des propriétés, le terrain qu'ils entraînent à  
l'agriculture, le tort qu'ils font aux récoltes, sont  
• des motifs pour ajouter encore :

• Si le passage accordé au fonds enclavé cesse  
• d'être nécessaire par sa réunion à un fonds abon-  
• damment à un chemin, il sera supprimé; s'il a été  
• payé une indemnité, le prix en sera rendu.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES SUR L'ART. 20, ET SUR LES  
• servitudes ou services fonciers.

Art. 29. 1° Aucune disposition du Code n'emploie  
la distinction des servitudes rurales ou urbaines,  
pour fixer la manière d'acquiescer les servitudes,

d'en user et de les éteindre; en conséquence, on  
demande la suppression des deux derniers :

1° Comme toutes; 2° Comme pouvant subsister  
sans servir à reconnaître une distinction et des  
principes que le projet de Code n'adopte pas.

2° Le Code ne peut autoriser préemption contre  
la rétablissement des servitudes fonciers; cette  
question a été trop éclaircie pour qu'on puisse  
supprimer qu'on a eu intention de les permettre.  
L'expérience a trop prouvé que les droits du passé  
sont souvent perdus pour l'avenir; il est donc  
essentiel de les protéger dans la suite. En consé-  
quence on propose de substituer à l'article 29 les  
dispositions suivantes :

• Les servitudes ne peuvent être établies que  
• pour l'usage des bâtiments ou pour celui des  
• fonds de terre; elles peuvent être établies pour  
• un temps limité ou à perpétuité.

• La loi protège toute stipulation de servitude  
• ou services personnels, et toute stipulation de  
• services d'automats.

• Néanmoins, en cas de bail à ferme ou à por-  
• tance de fruits, il est permis de réserver, pour  
• l'usage de la propriété ou pour celui du pro-  
• priétaire ou de l'usufruitier, des servitudes des  
• fermiers et colons, et des animaux à eux remis.

• La loi prohibe toute servitude ou service fon-  
• ciers au profit d'un individu.

• Nul ne peut posséder le droit de chasse ou  
• le droit de pêche sur le fonds d'autrui.

• Nul ne peut acquiescer le droit de vaine pâture  
• ou pâturage sur le fonds d'autrui, même pour  
• des animaux d'un domaine, ou ne peut se  
• réserver le droit sur les fonds dont il aliène la  
• propriété, à quelque titre que ce soit.

• Les droits de vaine pâture ou pâturage, stipulés  
• entre particuliers par des titres, sont essentiels  
• restent inaliénables à titre d'expressions.

• La loi protège la stipulation, au profit de qui  
• que ce soit, d'un ou deux, ou de plusieurs, ou de  
• vaine, quel qu'il puisse être, en cas de mutation  
• ou de translation de la propriété, à quelque titre  
• que ce soit.

• Nul ne peut, en aliénant son fonds, se ré-  
• server le droit d'y rentrer en cas de revente,  
• soit en remboursant le prix auquel il l'a vendu,  
• soit en payant le prix stipulé dans le contrat de  
• vente acquiescer.

• Toutes stipulations contraires aux disposi-  
• tions de cet article sont nulles et comme non  
• écrites; elles ne peuvent produire aucun effet  
• ni donner aucune action, pas même en supplé-  
• ment ou subsidiairement de prix; le notaire ou  
• officier public qui les aurait reçus, sera con-  
• damné correctionnellement à la destitution, et  
• à une amende double du montant de son cau-  
• tionnement.

3° Le Code ne prononce pas sur les servitudes  
probatoires, telles que celles de un pouvoir bâtir  
sur un fonds, de re-bâter les constructions à une  
hauteur déterminée, de ne pouvoir planter,  
etc. Il en existe, elles sont quelquefois très-  
importantes; il est nécessaire de les régler.

4° On a vu absolument les lois sur les servi-  
tudes qui résultent de la division d'une maison  
entre plusieurs copropriétaires, dont les uns ne  
possèdent qu'un étage, d'autres qu'une seule  
chambre; quelques-unes de ces divisions résultent  
des partages; d'autres s'établissent par des ventes  
de portions de maisons qui se subdivisent encore.  
Il est des communes où l'on vend les maisons en  
détail; l'on achète les premières, un autre le se-  
cond, un autre le troisième étage, d'autres des  
parties de chaque étage.



Quelles sont les obligations qui résultent des résolutions pour la communauté des cours, l'entretien et le rétablissement des estrades, des murs de lince ou de revêtement, des puits, des toits, des échaufourés et corniches de descente des eaux, plusieurs et mélangées, et des fosses d'aisance?

### LIVRE III.

#### TITRE PREMIER.

##### *De la manière d'acquiescer la propriété.*

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 2 Il est impossible de renvoyer à des règlements les objets compris dans cet article : ou a déjà proposé des mesures : 1<sup>o</sup> à l'égard des biens ruraux, sur l'article 26 du titre 1<sup>er</sup> du livre II, 2<sup>o</sup> à l'égard de l'invention du trésor, sur l'article 9 du même livre.

3<sup>o</sup> L'Assemblée constituante déclare : la liberté de chasser ou de pêcher publiquement au droit de propriété, comme l'exercice d'une liberté naturelle.

• Elle autorise le propriétaire à chasser ou à faire chasser, en tout temps, dans ses lacs et étangs, dans ses possessions séparées par des murs et haies, d'univers héritages d'autrui, et même dans ses bois et forêts.

• Elle autorise le propriétaire, et même le simple possesseur ou fermier, à détruire le gibier dans ses récoltes non closes, ou se servir d'écarts et autres moyens qui ne puissent pas nuire aux fruits de la terre.

• Elle prohibe à toute personne de chasser sur le terrain d'autrui sans son consentement.

Ces principes fondamentaux, cette déclaration du droit de la propriété, sont nécessairement partie du Code civil.

Les principes plus ou moins graves, à raison soit de la situation de la propriété en chassant sur le terrain d'autrui, soit à cause du bris des récoltes ou du dommage qu'on peut faire aux récoltes, appartiennent au Code de police.

4<sup>o</sup> La pêche appartient de droit, comme résultant de la propriété, à chaque propriétaire dans la partie de ruisseau ou rivière non navigable et non flottable qui borde ses fonds. Cette disposition lui nécessairement partie du Code civil.

Mais comme l'exercice de tout droit de propriété est limité à ce qui ne peut pas nuire au droit d'autrui, il doit être prohibé sous d'impossession les rivières, soit de pêcher dans le temps du haut. C'est dans le Code de la police que les peines doivent être prononcées.

Quant aux fleuves ou rivières navigables ou flottables, la pêche est un droit de tous les citoyens, comme indemnité du dommage et enlèvement de l'arrosage du blé et de la fondation, mais encore, comme les fleuves appartiennent à la nation, tous les citoyens ont droit à la pêche, par une sorte de droit de cité, mais toujours par les mêmes principes, la police veut et doit fixer le temps et le mode d'y pêcher, pour la conservation de l'espèce et des propriétés riveraines.

5<sup>o</sup> A l'égard des lacs et marais, il appartient à la police de fixer les précautions à prendre pour assurer et conserver, et l'époque de la réclamation, mais il appartient au Code exclusivement de déterminer à qui appartiennent les efforts sauvés et non réclamés.

Il se demandait autrefois entre le Roi, le seigneur et l'humain ; ceux qui avaient sauvé, gardé, conservé, n'avaient que leur salubre vacation ; il parait qu'aujourd'hui, à défaut de réclamation, les choses sauvées doivent leur appartenir. C'est

une question de propriété d'autant plus inhérente au droit civil, que elle est applicable dans les lacs et les rivières, soit aux canaux qui y arrivent aussi, soit aux droits du bûcheron, de qu'on a de bâtiments démolis par les bûcherons ou riverains, et non sans un redoublement.

6<sup>o</sup> Celui qui a trouvé une chose perdue ou abandonnée, doit faire tout ce qui est possible pour en découvrir le maître ; mais s'il ne le trouve pas, il en devient possesseur jusqu'à ce que le maître paraisse et prouve son droit.

Voilà le principe que le droit civil doit constater, et c'est à la police à déterminer les formes de publication de l'objet perdu et la peine imposée à celui qui le recelle sans ne publiant pas qu'il l'a trouvé.

7<sup>o</sup> Le legs et la contribution appartiennent au droit civil comme les mariages, jusqu'à ce qu'il y ait des lois et contributions dans le commerce de terre, à l'égard des marchandises transportées par eau, l'humain le commerce maritime doit aussi faire partie du Code civil, puisque la plus grande partie de ses relations sont de terre et à terre, et qu'une grande partie des négociations et des capitalistes de l'intérieur y sont intéressés.

#### TITRE PREMIER.

##### *Des successions.*

Art. 3. Un gouvernement juste et humain peut-il imposer une peine à celui qui n'est pas encore convaincu, et la faire supporter aux hommes, aux enfants qui ne sont pas même accusés ?

L'humain ou n'a, dans ces temps qu'il faudrait effacer des livres de l'histoire, séquestrer pour confisquer, et leur pour servir la confiscation.

Les mêmes motifs, qui militent contre la confiscation, doivent faire abolir le séquestre national et démettre les biens de l'accusé aux héritiers présumés, qui, suivant le Code, doivent les avoir en cas de mort civile.

Art. 6 A supprimer pour les mêmes motifs. L'humain quand même le séquestre subsisterait, il ne doit jamais être pour la République un moyen d'acquiescer ; elle doit rendre dans tous les cas, soit à l'accusé s'il est déclaré innocent, soit à la famille s'il est déclaré coupable.

Les articles 7, 8, 9, 10 et 11 l'ont eu la jurisprudence sur la présomption de survie. Tous les cas sont péchés ; mais il serait plus simple, plus décisif et les lois réduire au principe duquel d'en leur décision :

• Si plusieurs individus respectivement appelés à la succession l'un de l'autre périssent dans un même événement, il faut admettre la présomption qui donne ouverture à la succession, dans l'ordre de la nature, suivant lequel le plus jeune survit au plus âgé et est appelé à en recueillir la succession.

Art. 12. On pourrait abuser de cet article pour soutenir l'opinion déjà hasardée, que, puisque la loi diffère les successions, elle peut les ôter.

Ce n'est pas la loi qui diffère la succession, c'est la nature. Avant qu'il y eût des législateurs et des lois civiles, les enfants succédaient aux pères dans le temps qu'ils avaient formés.

On demande la suppression de ces mots, la loi diffère les successions, et que l'article commence par ceux-ci : la loi règle l'ordre de succéder entre ceux, etc.

Art. 3 On a déjà prouvé que la République ne doit jamais hériter. On propose de remplacer ces mots par ceux-ci : l'hospice des enfants trouvés le plus voisin du lieu de la situation des biens.

Art. 14 Substituer l'hospice à la République, Art. 15, et 2 Ajouter à ces mots, l'enfant mort-

né à ceux-ci : quand même il aurait donné quelques signes de vie : addition nécessaire pour prévenir les procès que lentement naître les suppositions d'une vie instantanée, et les laux témoignages dont elle serait appuyée.

N° 4. *L'enfant né avant cent quatre-vingt-dix jours, ajoutée, depuis la célébration du mariage, l'est sans doute l'esprit de cet article : s'il en était autrement, comment pourrait-on fixer l'époque de la conception ?*

Art. 23. Dans une espèce qui tient si essentiellement aux mœurs, il ne suffit pas de dispenser, il faut dire, « La dévolution est prohibée aux descendants contre les ascendants, aux ascendants contre les descendants. »

Art. 25. Ajouter : « mais l'indigne n'a pas sur cette succession les droits de la puissance paternelle. »

Art. 27. Retenir *néanmoins*, qui tend à altérer le sens.

Art. 31. La fin de cet article change le droit actuel, suivant lequel la représentation et la division par souche avaient lieu seulement lorsque les descendants se trouvaient en degrés inégaux, parce qu'en ce cas le fils qui eussent avec les enfants de son frère mort avant le père commun ne devait pas avoir moins que si son père eût vécu ; mais toujours suivant le droit actuel) lorsque tous les enfants du défunt étaient morts avant lui, leurs descendants ne trouvaient entre eux, en degrés égaux, succédant à l'ascendant de leur chef, et non par représentation, par conséquent par tête et non par souche.

Cet article statue le contraire ; il les fait succéder par représentation et par souche.

On ne conçoit pas le motif de cette abrogation du droit ancien, qui était plus conforme aux droits de la nature, qui tend à l'égalité de partage lorsque il y a égalité de droits et de degrés.

L'un des commissaires est d'avis d'adopter l'article.

Art. 36. Pourquoi restreindre au premier degré la représentation des enfants des frères ?

Il n'y a pas plus de motif pour l'accorder au premier degré qu'au second ; et puisque la loi se décide à l'admettre, elle doit étendre le faveur à tous les descendants des frères. L'unique effet de la restriction serait de dépouiller les branches aînées au profit des cadettes.

Mais ce qui a droit d'étonner, c'est que le même projet, qui exclut les petits-neveux de la représentation dans cet article, les appelle expressément dans l'article 46 pour exclure les ascendants.

Art. 37. Revoyez l'observation sur l'article 31.

Art. 39. On omettait l'époux qui peut résulter du faux placement de la virgule, et on fixerait mieux le sens, en ajoutant, après ces mots par tête, lorsqu'ils viennent de leur chef.

Revoyez encore l'observation sur l'article 34.

Art. 41. On est forcé d'anticiper ici la discussion de l'article 161 du titre des donations ; tous deux sont corrélatifs, et tous deux introduisent sur les secondes nocces un droit nouveau qui paraît inéquitable ; il est donc nécessaire de rappeler ici tous les principes sur cette matière importante.

Les lois romaines étaient portées en haine des secondes nocces ; elles furent plus ou moins modérées par la jurisprudence des anciens parlements. Enfin l'édit des secondes nocces statua :

« Au regard des biens àuelles veuves acquies par dons et libéralités de leurs nouveaux maris, elles seront tenues de les réserver aux enfants communs d'entre elles et leurs maris de la

libéralité desquels iceux biens leur seront advenus : le semblable voulons être gardé es libéraux qui sont venus aux maris par dons et libéralités de leurs défuntes femmes, tellement qu'ils n'en pourront pas faire don à leurs seconds maris, mais seront tenus de les réserver aux enfants qu'ils ont eus des premières. »

Depuis la révolution, la loi de 1793 au 11 introduisit un nouveau droit, prétendait peut-être à toutes les législations qui l'avaient précédé, en ce qu'il exerce la racine des abus et prévient tous les inconvénients.

L'article 13, appliqué par l'article 14 aux dispositions à venir, porte : « Néanmoins, s'il y a des enfants de leur union ou d'un précédent mariage, les avantages mutuels ou réciproques entre époux, ou cas qu'ils consistent en une simple jouissance, ne pourront s'élever au delà de la moitié du revenu des biens délaissés par l'époux décédé ; et s'ils consistent en des dispositions de propriétés soit mobilières soit immobilières, ils seront restreints à l'usufruit des choses qui en seront l'objet, sans qu'ils puissent excéder la moitié du revenu de la totalité desdits biens. »

Le projet de Code abolit tout à coup le droit romain et l'ancien droit français, et la loi a sage de l'union, et leur substitue la disposition suivante :

Art. 14 de ce titre. « Il en est de même. c'est-à-dire les enfants d'un même père ou d'une même mère qui a convolé accidentellement et aux biens dont la disposition et l'aliénation sont interdites à l'époux qui a convolé à de secondes ou à d'autres nocces, par l'article 161 du titre des donations, dans le cas où il existe des enfants d'un mariage qui a occasionné cette réserve. »

L'article 161 du titre des donations, et devant rappeler, porte : « L'homme ou la femme qui convole à de secondes ou à d'autres nocces, ayant des enfants ou descendants d'un précédent mariage, ne peut disposer, à titre gratuit ni onéreux, des immeubles qu'il a recueillis à titre de don de son époux ou de ses époux précédents, tant que les enfants issus des mariages desquels sont provenus ces biens existent ; sauf ce qui a été dit, au titre des successions, sur le partage desdits biens. »

En réunissant ces deux articles, qui complètent le projet de législation à l'égard des biens recueillis à titre de don d'un époux précédé, par l'époux survivant qui a convolé, quand il existe des enfants de leur mariage, il en résulte : 1° que l'époux survivant peut acquies les dons mobiliers et en disposer à son gré, 2° que les immeubles qu'il est forcé de réserver appartiennent, non pas aux enfants de l'époux qui les a donnés, mais à tous les enfants de l'époux survivant, sous distinction. »

Ce nouveau droit, contraire à toutes les législations connues, ne peut pas d'être le droit français.

1° Quant au mobilier, plus le commerce et les arts produisent d'accroissement et d'acquisition de glorieux, plus il y aura de richesses mobilières. Elles font déjà la plus grande partie de la fortune, souvent même l'unique fortune des artisans, des marchands, des commerçants de terre et de mer, des banquiers, capitalistes, et des rentiers ; elles doivent donc absolument être réservées comme les dons immobiliers ; elles ne doivent jamais devenir la proie d'un autre époux, ni tomber dans sa communauté.

2° Lorsque les lois romaines établirent des peines contre les secondes nocces, elles attaquaient la liberté naturelle. Les secondes mariages doivent

être libres : quelquefois ils sont utiles et même nécessaires ; mais jamais la loi ne peut permettre, encore moins prescrire, un principe d'aliénation au droit d'autrui, une violation expresse des droits de la nature ; et ce principe, cette violation réellement et légalement de la disposition qui leur confère l'époux survivant de laisser les biens de son époux après décès à des enfants qui ne s'appartiennent pas, et de les laisser à ceux à qui le vœu de la nature, les mœurs, l'équité et l'intégrité de l'autorité de leurs pères en assurent la propriété. Certes, même, si l'époux mourant avait pu prescrire que ses biens fussent remis à ses enfants et transportés à ceux d'un autre, il n'aurait point donné de propriété à l'époux survivant.

La loi qui défend d'imposer aux enfants des conditions contraires aux bonnes mœurs, et qui, en repoussant contre eux une bonne raison, colle qui tendent à gêner la liberté des mariages, empêche de prononcer la révocation de ces dispositions en cas de rares altérations, rendrait ordre de révoquer toutes plus inerte, puisqu'elle ferait l'époux qui dispose entre la nécessité de ne rien donner, ou de le laisser passer à des étrangers au préjudice de ses enfants, dans le cas d'un complot.

Un principe que le principe de cette disposition énoncée de l'article 11 se trouve dans les articles 153 et 154 du titre des donations, qui permettrait aux époux de se donner respectivement entre-vifs par contrat de mariage ; d'un qui aura souffert que puisque l'époux mourant aurait pu avoir tout droit à ses enfants, sur la portion disponible de ses biens en la donnant à un étranger, il avait bien pu la leur ôter en la donnant à l'époux survivant, qu'aurait-il fait faire ordre de droit aux enfants, que de leur assurer une portion, en cas de second mariage.

Mais, le père mourant aurait pu rendre aux enfants ce qu'il avait reçu de leur père ; et l'article prohibe à l'époux survivant de le leur rendre en entier, et le force à le partager entre eux et les enfants des mariages subséquents.

Quand on donne à un étranger, on consent à renoncer à ses enfants ; quand on donne à un époux, on suppose que sa tendresse pour les parents de l'autour même qui décide le don ; on ne regarde le don qu'on lui fait que comme un moyen intermédiaire de le leur transmettre, comme un retard et jamais comme une exclusion de transmission. Il ne paraît donc pas qu'il puisse exister aucun motif d'adopter ce changement de droit, contre lequel la nature, la morale, l'équité, la tendresse paternelle et le vœu pressenti de l'époux qui n'est plus, réclament également.

On demande le maintien de la loi de l'usage, qui, en cas de complot, réduit à l'usufruit, s'il y a des enfants, tous les biens de propriété. C'est la disposition la plus sage ; elle n'a rien à l'époux survivant, puisqu'elle lui laisse la possession tant qu'il existe ; elle prévient jusqu'à l'idée de disposer ses enfants, parce qu'il ne peut pas songer à donner, ou ne peut pas lui demander en qu'il ne possède pas ; elle conserve par conséquent aux enfants tout ce qu'ils ont droit de prétendre.

On demande que cette disposition s'étende au mortuaire.

Si la propriété a été donnée, dans le cas où tous les enfants mourraient avant l'époux survivant, il résulterait préférence ; en conséquence, on demande la révocation de l'article 11.

On propose dans la suite, que les différents chapitres auxquels elles appartiennent, les dispositions nécessaires à la conservation des droits des enfants.

Il est encore important de statuer, dans le cas du complot, que l'époux survivant ne succédera point en propriété, mais seulement en usufruit, aux enfants de l'époux prédécédé, tant qu'il existe des enfants de ce mariage.

Art. 46. Il ne paraît ni naturel ni juste, et est évidemment contraire à la règle fondamentale de l'ordre de succession établi par le Code, qui divise toutes les successions en deux lignes. Pour la première, l'autre naturelle, que les frères consanguins excluent les ascendants naturels, que les frères naturels excluent les ascendants naturels. On demande que les ascendants, lorsqu'il n'y a point de descendants d'un dans leur ligne, y succèdent préférentiellement aux frères de l'autre ligne.

Art. 49. S'il n'y a point de frères, et qu'il n'y ait que des oncles ou petits-oncles, les uns excluent les autres les petits-oncles ? Certainement cela ne serait pas juste. Cette question militait en faveur de l'observation que l'on a faite sur l'article 35.

Art. 55. Les enfants légitimes composent exclusivement la famille civile ; mais l'enfant naturel reconnu est incontestablement de la famille naturelle ; ainsi, puisqu'il la loi permet de reconnaître les enfants naturels, tout à les questions relatives à leurs droits sur les biens de ceux qui leur ont donné la vie se réduisent à décider jusqu'à quel point la famille civile peut ou exclure l'enfant naturel.

Certainement, dans l'ordre de la nature, tous auraient des droits égaux ; or le Code assigne à l'enfant naturel le tiers de ce qu'il aurait eu s'il avait été légitime ; celui qui donner assez ? Dans le cas le plus avantageux, celui où le père ne laisse que deux enfants, l'un légitime, l'autre naturel, l'enfant naturel aura le huitième de la succession.

Dans le cas où il y aura beaucoup d'enfants, par exemple s'il y en a dix, il n'aura qu'un quarantième : c'est sans doute bien peu.

Mais surtout la réduction de tous les enfants naturels, ou quelque nombre qu'ils soient, au quart de la succession, dans le cas où il n'y a ni ascendant ni descendant légitime, paraît évidemment contraire non-seulement aux principes de la nature, mais encore à ceux de l'équité, auxquels les enfants naturels ont droit comme tous les autres citoyens ;

Contre à l'équité, parce que, si les enfants naturels sont nombreux, ils auront moins en ce cas que si leur père eût laissé un ascendant légitime ;

Contre à la nature, parce qu'il est bien évident que dans le cas du père, et dans l'ordre naturel, sa famille naturelle doit l'emporter sur la famille civile, quoique civile.

On propose donc d'adopter en ce cas, à tous les enfants naturels, la moitié de la succession à partager entre eux.

Art. 58. L'enfant naturel admis à succéder ne doit point être sujet, sur sa petite portion, à d'autres rapports que ceux auxquels sont soumis les autres enfants ; par conséquent on demande la suppression de cet article.

Art. 61. Il faut bien prévenir les mauvaises conséquences des enfants naturels ; mais il ne faut pas autoriser les enfants légitimes à leur faire ce que la loi leur assure, en leur ôtant le pouvoir de le réclamer ; et ce serait le leur ôter, que de les assujettir à faire, sans moyens, les avances des frais, et de les réduire, pendant la contestation, à une position humiliante. On propose donc de

substituer aux deux derniers alinéa de cet article :

« Les frais de cette liquidation sont supportés en définitive par celui qui succède. »

« L'héritier est tenu de payer par provision les trois quarts de la somme offerte, ou de celle des trois quarts des fonds offerts. »

Section II du chapitre IV du titre I<sup>er</sup>, traitant des droits des enfants naturels, adhérents ou incertains, à supplanter en entier :

La morale, l'ordre social, la loi ne permettent pas de supposer qu'il n'existe ou du moins qu'on ne puisse reconnaître ou faire reconnaître des observations à la fin du chapitre II des enfants nés hors mariage, titre I<sup>er</sup>, de la paternité et de la filiation.

Art. 70. Les successions des enfants naturels ne sont pas des successions régulières ; il pourrait donc émaner de la commission de cette section par le chapitre V des successions irrégulières.

On a proposé, sur l'article 26 du titre I<sup>er</sup> de livre II, que la nation ne doit jamais hériter. Ainsi on demande que dans tous les articles de ce chapitre, où on lit la République, on substitue l'Aspic des enfants trouvés. Mais avant la République ou les hospices, il est d'autres héritiers.

L'enfant naturel, qui n'est que de la famille naturelle de son père, communique lui-même une famille civile ; c'est dans ce principe qu'on propose l'ordre de succession suivant :

#### SECTION PREMIÈRE.

Ordre de succession aux biens des enfants naturels

« 1<sup>re</sup> Leurs enfants légitimes, et leurs enfants naturels pour les portions établies pour les successions régulières. »

« Ici finit la succession régulière et légitime ; ici commence la succession naturelle. »

« 2<sup>e</sup> A défaut de leurs enfants ou descendants légitimes, leurs enfants naturels, et les descendants de ceux-ci, suivant l'ordre établi par les successions, leur succèdent pour la portion fixée par l'article 55, élevée à la moitié si le défunt a laissé un époux survivant. S'il n'en a point laissé, ils succèdent pour le tout. »

« 3<sup>e</sup> A défaut d'enfants naturels de l'enfant naturel ou de leurs descendants, son époux survivant lui succède pour le tout. »

« 4<sup>e</sup> A défaut de descendants légitimes, à défaut d'enfants naturels et de leurs descendants, à défaut d'époux survivant, ses père et mère naturels lui succèdent. »

« 5<sup>e</sup> Les frères et sœurs légitimes ne tiennent point, pour la famille civile, à l'enfant naturel, sa famille civile rommette et des lui, ils ne lui succèdent que par la famille naturelle, que par conséquent ils ne peuvent pas exclure ; la succession doit être dévolue tout entière à sa famille naturelle. »

« A défaut d'enfants ou descendants légitimes ou naturels, d'époux survivant, de père et de mère de l'enfant naturel, sa succession est dévolue à ses ascendants, à ses frères et sœurs, et à ses parents tout légitimes que naturels, suivant les règles établies dans la section VI, du chapitre III. »

« 6<sup>e</sup> S'il ne reste aucun parent naturel et légitime, la succession passe en entier à ses légataires particuliers, par arrousément. »

« 7<sup>e</sup> Lorsqu'il n'a laissé ni parents ni légataires, sa succession appartient à l'hospice des enfants trouvés le plus voisin. »

#### SECTION II

De la succession d'un époux à son autre.

La succession des enfants naturels étant fixée

ci-dessus dans un article précédent, cette section ne s'applique qu'aux enfants légitimes.

Art. 71, section I<sup>re</sup>. « Lorsque le défunt n'a laissé aucun parent légitime sa succession est dévolue pour le tout à son époux survivant. »

Art. 72. Lorsque le défunt n'a laissé ni parent légitime, ni époux survivant, sa succession appartient à ses légataires particuliers, par droit d'arrousément.

Art. 73. Lorsque le défunt n'a laissé ni parent légitime, ni époux survivant, ni légataire, sa succession appartient à ses parents naturels, suivant les règles établies dans la section VI.

« Une la famille naturelle ne puisse jamais succéder au préjudice de la famille civile, c'est une suite de respect que la législation doit avoir pour les mœurs et l'ordre social, dont la dignité de mariage est la base fondamentale ; mais lorsque la famille civile n'existe plus, la nature, par conséquent la famille naturelle, doit reprendre ses droits. »

Art. 74. « Lorsque le défunt n'a laissé aucun des héritiers ci-dessus appelés par la loi, la succession appartient aux hospices des enfants trouvés ; la succession mobilière à l'hospice le plus voisin du domicile ; et la succession immobilière à l'hospice le plus voisin du lieu de la situation des immeubles. »

« L'hospice le plus voisin du domicile est seul chargé de l'acquittement et de la liquidation de la succession ; le parlement des lieux se prend, par contribution, sur les meubles et les immeubles. »

Cet ordre de succession n'est peut-être pas excellent ; mais tout ordre de succession qui tend à exclure la République est, quel qu'il soit, préjudiciable à celui qui l'appelle.

Art. 75, devenant 70. Ajouter, au tout entre l'héritier irrégulier.

Art. 76, devenant 80. A la République substituer, l'Aspic des enfants trouvés le plus voisin du domicile.

Amener : « Nul héritier n'est admis en possession, nul héritier appelé par la loi est admis à se présenter avant le terme fixé pour que la plus longue prescription soit acquise, et si j'en suis de sa qualité, l'hospice lui rend les capitaux et les immeubles de la succession ; mais il garde les fruits. »

Art. 81. Et en cas de contradiction d'avis entre les héritiers, qui sera tel examen ? qui décidera ? ne vaut-il pas mieux dire :

« Ceux qui veulent accepter, acceptent, la portion de ceux qui refusent, leur appartient. »

Art. 102. Le tribunal accorde ou refuse.

Art. 103. Enlèvement par la fin du second alinéa abolir la maxime : *semel heres semper heres* ?

Art. 112. Au lieu de l'arrous, pourquoi ne dirait-on pas qu'il est pu émaner par sa négligence ?

S'il y a des créanciers privilégiés ou opposants, il doit être tenu de vendre sur-le-champ les meubles pour payer sur leur prix, du moins à concurrence.

Art. 113. Tout héritier bénéficiaire ne doit vendre les immeubles que suivant le code qui sera prescrit pour les expropriations forcées, et l'acquéreur ne doit payer son prix qu'après avoir rempli les formalités prescrites pour purger les hypothèques.

Art. 114. La portion du prix des immeubles qui est de la moitié des créances hypothécaires doit rester entre les mains des acquéreurs, pour être distribuée aux créanciers privilégiés et hypothécaires soit volontairement, soit judiciairement.

ment l'héritier ne peut retirer que ce qui reste après le paiement des dettes et charges. Ainsi, en distribuant sur-le-champ le prix des meubles vendus, il peut se dispenser de donner caution.

Art. 115. Le prix des meubles seulement, puisque celui des immeubles doit rester entre les mains des acquéreurs et porter intérêt jusqu'au paiement ; et pourquoi ce dépôt, qui reste toujours des fruits, et dont les créanciers perdent l'intérêt? N'est-il pas plus simple de payer sur-le-champ à ceux qui sont opposés?

Art. 116. Il paraît que le créancier ne peut être déchu, sur le prix des meubles, que par le jugement du reliquat, ou, tout au plus, par le jugement de distribution.

Art. 119. Les comptables fournissent un cautionnement en argent et un cautionnement en immeubles ; le Gouvernement a un privilège sur les meubles et sur les immeubles qu'ils acquièrent après leur entrée en exercice, et l'hypothèque sur les immeubles qu'ils possèdent auparavant ; les héritiers ne continuent pas les perceptions, elles sont confiées à un préposé, jusqu'à ce que le comptable soit remplacé ; l'héritier lui-même doit compte ; que peut donc avoir à craindre le Gouvernement de l'acceptation bénéficiaire ? Aurait-il plus d'avantage avec un curateur à la succession vacante, dépendieux et plus vigilant ? ou voudrait-on établir une municipalité nationale sur les biens de tous les comptables ?

D'ailleurs, dans tout gouvernement fondé sur la justice, le loi doit être la même pour le Gouvernement que pour les autres créanciers et les autres débiteurs. La liquidation d'un comptable doit être la même que celle des autres citoyens ; et le Gouvernement ne doit pouvoir exercer ses privilèges et ses hypothèques que comme tout créancier peut exercer les siens.

Il y a lieu d'espérer que cet article sera rayé, et que le gouvernement français donnera à tous les gens épris de la justice l'exemple de la défiance aux lois, comme il donne celui de l'administration la plus saine et la plus éclairée.

Art. 121. Le tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la succession est ouverte.

Tribunal est seul compétent ; cette nomination exerce les pouvoirs du juge de paix.

Une loi très-sage, et très-importante à conserver, a aboli les jugements d'hôtel, c'est-à-dire rendus par un seul juge ; sources de surprise, d'abus et même d'injustice, qui faisaient souvent naître un procès sur un procès par la difficulté des ordonnances. Tout jugement doit, conformément à la loi actuelle, être rendu par le tribunal en audience publique ; c'est la loi, c'est l'usage depuis 1791, et l'expérience a prouvé qu'il devait être conservé.

Art. 122. Par le tribunal, au lieu des mots par le juge.

Art. 123. Le tribunal saisi du procès ne peut pas nommer et doit renvoyer par-devant le tribunal de l'ouverture de la succession : il ne peut pas plus y avoir multiplicité de créanciers que multiplicité de successions d'un seul défunt.

Art. 124. Ajouter : « Il est autorisé pour la » vente des meubles et des immeubles, le recou- » vrement des dettes actives, le paiement des » dettes passives, aux mêmes devoirs et aux » mêmes formalités que les héritiers bénéficiaires. »

• Il est tenu de donner caution ; à défaut, les » créanciers peuvent faire déposer le produit des » meubles vendus et du recouvrement des dettes » actives.

• Il rend compte et paie à première réquisi-

• tion les créanciers ou ayants droit, suivant la » distribution qui est faite entre eux par le tri- » bunal.

• Si, dans les trois ans, il ne s'est présenté » aucun héritier, il rend son compte à l'herosque » le plus voisin du domicile du défunt, et verse » le reliquat.

• S'il se présente, avant le terme fixé pour que » la prescription soit acquise, des héritiers qui » justifient de leurs qualités, le capital et les » immeubles leur sont rendus, sans paiement » d'intérêt ni restitution de fruits.

Art. 132. Le juge du paix ne peut-il pas, ne doit-il pas apposer les seals d'office, conformément à ce qui est prescrit, article 26, titre IX, liv. I ?

Art. 133. Permission du tribunal.

Art. 134. La disposition doit être générale, ainsi il faut rayer sur la demande des héritiers ou d'un créancier ; à ce mot les autres, substituer tous ; rayer encore, alors.

Art. 135. Cet article et tous ceux qui le suivent, jusqu'à la fin, exigent une observation déjà faite, et que son importance engage à répéter.

D'abord, au jour par lequel tout insinué dans la plupart des fonctions qu'on lui assigne.

En second lieu, point de juge-commissaire, toujours le tribunal ; point de chambre de conseil, toujours rapport public, audience publique ; sans cela, arbitraire, déconsidération des juges, point de régénération de l'ordre judiciaire.

Art. 142. Rayer si on sent des coléoptères Férigé. Dès qu'il y a lésation, les étrangers doivent être appelés.

Art. 147. Cet article est très-important ; mais il est encore très-important de prévenir la subdivision excessive des terres labourables : il en résulte qu'il est beaucoup de fonds où la charrue ne peut pas tracer une multitude de passages qui sont perdus pour l'agriculture. On propose d'ajouter : si par l'événement du partage d'une terre labourable, le lot d'un des copartageants se trouvait étendu à vingt-cinq ares, le fonds ne sera pas partagé.

Art. 146. Il était important de faire revivre cette ancienne disposition de toutes les législations, si nécessaire pour maintenir la paix dans les familles, pour écarter les rancunes qui cherchent à se glisser partout où il y a quelque chose à diviser. Cette loi d'ailleurs n'avait jamais été abrogée ; mais une jurisprudence erronée en empêchant, depuis quelques années, l'exécution dans quelques parties de la République.

Art. 143. D'après les observations présentées sur l'article 41 du titre I<sup>er</sup>, on propose, au lieu de ces mots une part d'enfant moins pressant, ceux-ci : l'avantage permis par la loi.

Art. 144. 1<sup>er</sup> Il faut que les dettes aient été légalement contractées ; 2<sup>e</sup> il est juste, et par conséquent nécessaire, d'excepter les dettes dont aurait pu être chargée une succession échue à l'enfant plutôt qu'à lui-même, et que le père ou la mère aurait acquittées avec les revenus.

Art. 177. La période qui commence par ces mots la prohibition d'entangler, doit former un article du loi séparé. On doit y expliquer si, pour établir la fraude, il faut nécessairement la lésion énoncée, c'est-à-dire la simulation de paiement, ou la lésion d'autre moitié, ou la lésion du quart, comme dans les partages, ou enfin une lésion quelconque.

On doit expliquer si l'exception de fraude aura son application dans les deux à l'égard de la lésion ; si elle sera prouvée par les paiements faits par anticipation, ou par la vilité du prix, si les deux

passés à un successeur ne doivent pas, dans tous les cas, être bornés à un certain nombre d'années après la mort du bailleur; si les parents par anticipation ne doivent pas être regardés comme nuls.

Art. 186. Il serait important de déclarer commun aux rétroaires de l'hypothèque donataire, et qui est ordonné à l'égard des rétroaires hypothécaires du copartageant, par l'article 203.

Art. 189. Ajouter à ces mots *l'exception portée en l'acte, ceux-ci : faite sans fraude*.

Art. 191. Ajouter à ce mot *personnellement* ceux-ci : *soit purs et simples, soit décurseurs*.

Art. 198. Rayez les mots *en tout* contre la République.

Il doit être posé en principe que la République, pour toutes les actions qu'elle a ou qu'elle soutient, pour toutes les propriétés qu'elle possède, qu'elle rend ou qu'elle acquiert, en un mot pour tous les actes du droit civil, est soumise aux mêmes lois que les citoyens.

Art. 203. Le partage, pour être consommé à l'égard des tiers, doit être fait par acte public, ou reconnu soit en justice, soit par acte notarié.

Ou, a déjà observé, art. 186, que celui-ci doit être déclaré commun aux créanciers du donataire du sans héritier.

Art. 201. On qui lui sont restés par l'effet de la limitation : addition nécessaire pour lever les doutes, à raison des hypothèques personnelles de ses enfants sur leurs portions qu'il acquiert.

Art. 212. La lézion de plus du quart ne doit être exigée que relative à un partage des immeubles.

Toute lézion, en fait de partage ou de rachat, ou d'apport, est un *erreur de fait*; et l'erreur de calcul est toujours essentiellement réparable, quelque légère qu'elle soit.

Art. 213. La limitation judiciaire doit être exceptée, si n'est comme, pour la rescision, qu'aux mêmes règles qui seront établies pour les ventes judiciaires.

#### OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Il paraît de la plus grande importance de fixer un espace de temps par lequel on prescrira contre les demandes en rescision en matière de partage. Voir les observations sur la section IX des coursiers en général, titre III, livre II.

#### TITRE II.

Des contrats, ou des obligations conventionnelles en général.

#### OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Le Code civil a omis :

1° La définition des actions personnelle, réelle et mixte, possessoire et pétitoire;

2° Les fautes très-graves, graves et légères, les cas où la faute est excusable, les cas où elle rend celui qui la fait responsable de l'événement;

3° Les qualités requises pour porter témoignage en matière civile;

4° La définition de l'erreur de fait, de l'erreur de droit, de l'erreur dans le choix et de l'erreur dans la personne;

5° Les principes sur la simulation : et cependant il y a une foule de dispositions qui acheminent des actes pour cause de simulation. Il est vrai qu'il est difficile de prévoir tous les cas; mais on peut établir des règles générales : jusqu'à présent l'acte a guidé les jurisconsultes;

6° Les principes généraux sur les subrogations

légalles et conventionnelles; espèce de contrat très multiplié et très nécessaire.

On trouve bien quelques dispositions éparées qui prononcent des subrogations légales, ou qui indiquent une subrogation conventionnelle; mais elles ne contiennent point de définition, la manière de l'obtenir, ses effets; elles n'embrassent pas tous les cas et ne suffisent pas pour les déterminer.

Deux ou trois principes généraux, desquels on pourrait tirer toutes les règles générales, seraient bien préférables à des dispositions particulières, qui d'ailleurs elles n'embrasseraient pas.

#### DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Art. 3. Rayez *égal* : dans le contrat aléatoire, le risque doit toujours être respecté; il peut ne pas être égal.

Art. 7. *L'erreur de fait* : il est en principe que l'erreur de droit n'exerce pas; et elle devra bien être excusée, lorsqu'un Code écrit en français sera élargi et précisée, et embrassant toutes les parties, mettre le fait individuel à portée de connaître les lois.

Art. 19. Ajouter : « Si celui pour qui on s'est fait fort refuse d'exécuter la promesse, elle est annulée; mais celui qui s'est fait fort est tenu de dommages et intérêts. »

Art. 21. Le Code n'a point encore défini le mot *impubère* : sans doute il comprend tous les mineurs non émancipés.

Art. 22. Après ces mots *par eux, à quel et leurs héritiers*; cette action est transmissible tant que le délai de la restitution n'est pas expiré.

Art. 30. À ces mots, la convention n'en est par moins valable, quelque la cause n'en soit point exprimée, substituer : « La convention dont la cause n'est pas exprimée ou peut produire ou non effet, à moins que la cause ne soit précisée; » elle est de conséquence et de preuve par écrit. »

Si on est disposé d'exprimer la cause d'une convention, comment reconnaître si elle est licite ou fautive? Ce paragraphe détruirait les dispositions précédentes, qui sont très-importantes, et donnerait d'ailleurs ouverture aux donations déguisées, aux fraudes de toute espèce.

Art. 33. Avec l'exécution pourrait donner aux stipulations l'équité et l'usage, il n'y a point de rompre qui ne puisse donner l'indéfini, et acquiesce le contractant à une obligation dont il n'avait pas même l'idée, qu'il aurait peut-être expressément refusé de souscrire. Une convention ne peut pas avoir d'autres suites et produire d'autres effets que ceux que la stipulation et la loi lui donnent, d'autres effets que ceux qui sont nécessaires pour son exécution.

Art. 38. Cet article peut être bien dangereux, à cause de la facilité d'initiation, résultant du délai accordé aux notaires pour l'enregistrement.

Pour la préférence entre deux acquéreurs, on devrait considérer encore la priorité de l'enregistrement, la prise de possession, l'exécution du contrat.

Quant aux créanciers, il n'y a point de suite réelle qu'on ne pût maintenir avec une vente faite de la veille. La saisie, les poursuites, l'adjudication même, peuvent se faire tant que l'acquéreur n'a pas fait démontrer son contrat aux créanciers, ne l'ait pas ouvert la voir des parties antérieures par la loi sur les expropriations volontaires.

Les inconvénients résultant de cet article devraient contribuer à maintenir la nécessité de la transcription du contrat. On reviendra sur les objets de cet article, qui sont de la plus haute

important, dans les observations préliminaires sur le titre VI. et le projet qui est à la suite.

Du d'abord la rédaction de cet article d'ailleurs très-compliqué par la multitude des dispositions, dont chacune sera portée au chapitre auquel elle est relative.

## CHAPITRE II.

### SECTION II.

*De l'obligation de faire ou de ne pas faire*

Ajouter : Les règles établies dans cette section ont pour point de départ la règle d'après laquelle les conventions, ou service fournie, dans le titre IV du livre II.

Siens cette précaution, il n'y a point de service fournie qu'on ne se soit autorisé à conclure avec des dommages et intérêts.

Art. 45, 46, 47, 48 et 49. Le principe qui a dicté ces articles est le même qui a dicté l'article 70 du titre V du mariage, livre I<sup>er</sup>, relatif aux stipulations de sommes à payer à titre de peine ou de dédit, insérées dans les promesses de mariage, la section VI du présent titre sur les obligations pécuniaires, et beaucoup de dispositions éparses dans le Code.

Ce principe, quoique adopté dans tous les temps par toutes les législations et la jurisprudence universelle, éprouve des modifications ; ses détails nous opposent :

1<sup>o</sup> Qu'il est relatif de maintenir et d'assurer l'exécution fidèle et sévère des contrats ;

2<sup>o</sup> Que les parties ont mieux voulu que les tribunaux ne pourront jamais reconnaître l'effet qui produirait, à leur égard, l'exécution totale ou partielle de la convention, ou le retard de son exécution ;

3<sup>o</sup> Qu'elles ne peuvent pas se plaindre de suivre la loi qu'elles se sont elles-mêmes imposée ;

4<sup>o</sup> Que si on pouvait mettre le créancier dans la convention, la juste réciprocité l'aurait écartée du contrat, exigeant que le juge pût augmenter la somme si elle est trop faible, comme on l'autorise à la réduire si elle est excessive.

Les défendeurs du principe répondent :

1<sup>o</sup> Que les clauses pécuniaires ne sont pas présumées un contrat, mais une stipulation ajoutée à la loi qui ordonne l'exécution des conventions ; et que, la loi étant réputée la sagesse universelle, il ne doit pas être permis de vouloir être plus sage qu'elle, de créer des peines là où elle n'en a pas prévues, d'aggraver celles qu'elle prononce ;

2<sup>o</sup> Que, puisque la loi annule des conventions qui n'ont pas une clause luth, qui contiennent des avantages indus à ou des conditions iniques, qui sont contre les bonnes mœurs, elle peut et doit, par identité de raison, annuler les conventions extravagantes, au nombre desquelles se place de droit la soumission volontaire à des peines dont l'excessive et la disproportion avec le tort qui en est le prétexte, prouvent évidemment qu'elles sont l'effet d'une passion qui égare, d'un espoir qui séduit, ou d'une impervoyance absurde ;

3<sup>o</sup> Que toute stipulation d'une peine excessive porte en elle-même la détermination de l'exécution et de la lésion de celui qui l'a consentie, du dol, de l'artifice, de l'ingratitude de celui qui l'a exigée ; qu'ainsi elle doit être nulle de plein droit, comme elle est écartée des lois, par l'événement de l'action ou restitution, sont prouvées être inférées de ces vices ;

4<sup>o</sup> Que les clauses pécuniaires excessives ne méritent pas de l'annuler, parce qu'on ne les emploie que pour consolider des stipulations inégales, inus-

tes, surprises, surprises ou extorquées, qu'on lui ras celles qui les a exigées ne peut pas se plaindre de leur modération, puisqu'il s'agit qu'elles étaient prononcées d'avance par la loi.

Néanmoins on ne peut contester le respect aux stipulations avec la justice qui doit ce à la base, faire des principes sur les clauses pécuniaires une disposition générale sur les conventions.

On pourrait dire :

• L'exécution, en tout ou en partie, d'une convention et le retard de son exécution en l'absence de la loi qui manque ou diffère ;

• L'exécution, à moins qu'il ne justifie que l'exécution ne lui a pas été possible, des dommages et intérêts, sont qu'ils aient été stipulés ou non ;

• Toute stipulation d'une somme déterminée est l'effet de la peine, de dédit, de dommages et intérêts est réputée non écrite ; le juge la lève ;

• En raison de la peine que celui qui réduit l'exécution a faite et du gain qu'il a mangé ;

• De la loi, suivant les principes établis par la loi ;

• Sur les différents cas ;

Les dispositions générales qu'on avait antérieurement adoptées dirigeaient les modifications et modifications faites dans les différentes parties du Code ou ce principe s'appliquent.

Dans l'un et l'autre système, en proportion de suivre aux articles 45, 46, 47, 48 et 49 la disposition suivante : Les dommages et intérêts des aux créanciers sont en général de la peine qu'il a faite ou du gain qu'il a mangé de la ;

• par des événements pris ou qu'on a dû prévoir lors de la convention ;

• Les qu'ils ont été fixés par la convention le juge ne peut pas admettre une plus forte somme ;

• Deux des commissaires demandent la rédaction du dernier paragraphe de l'article 49. Le juge peut au contraire, etc.

Art. 51. Ajouter à cet article : Il n'est pas de dommages et intérêts, l'exécution des deniers pupillaires ;

• Lorsque ceux qui se trouvent entre les mains d'un tiers sont arrivés à la somme fixée par la loi ;

• Mais les sommes dues, etc.

• Il en est de même des intérêts qu'on peut payer pour un débiteur à son créancier, des intérêts des dots, des portions héréditaires, des parts ;

• Il n'a rien de plus, d'une universalité de biens ;

• Idem, la loi que vente de fonds de boutique, etc.

Art. 52. On observe que deux contractants ont des conversations préliminaires, et prennent des avis dont leur consentement est le résultat. C'est le sens des termes dans lesquels la convention est rédigée, c'est leur conformité avec ce qu'ils sont contractants qui les décide à contracter ainsi.

1<sup>o</sup> C'est le sens grammatical des termes qui doit servir en interprétant ; sans cela on interpréterait le juge à imposer par interprétation au contractants une autre obligation que celle qu'ils ont consentie.

2<sup>o</sup> On ne peut interpréter que dans le cas où le sens grammatical présente quelque chose d'obscur et de douteux ; on propose de lever le doute ;

• On doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, pour interpréter ce que le sens grammatical peut présenter d'obscur et de douteux ;

• Idem ;

Art. 53. On propose d'ajouter à cet article une disposition sur l'acceptation des termes ;

• Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens que présente le langage ;

• Non la plus ordinaire dans le pays où est

- **contrariété**: si cette acception ne peut pas fixer l'interprétation, ils doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

Art. 55 Il précisait : 1° que l'interprétation par usage local doit être restreinte au seul cas où on ne peut pas interpréter par les règles précédentes.

2° Ou l'usage local serait relatif à la matière de l'acte; « S'il est impossible de découvrir l'intention formelle des contractants par les règles précédentes, on peut l'interpréter par l'usage du pays ou l'ancien état passé, s'il y existe un usage local relatif à la matière du contrat. »

Qu'en est-il du paragraphe qui permet de suppléer, dans le contrat, des clauses d'usage, lorsque nous examinons, on demande qu'il soit cité.

S'il doit s'arrêter de ruser de style, il restera tout de même.

S'et s'appliquer à toutes les clauses d'usage dans certains lieux et dans certains contrats, et est possible que l'intention des parties ait été formellement contraire : dans tous les cas, c'est rajouter à l'acte, c'est en faire un nouveau; addition, innovation qui ne devrait pas être permise aux juges, qui ne sont pas au pouvoir du législateur.

Art. 56. C'est une règle générale qui doit précéder toutes les autres.

Après toutes ces règles, il est inutile d'ajouter une règle générale et pour conclure :

« Les expressions dont il est impossible de découvrir le sens sont réputées romanes et elles n'ont pas été écrites. »

Art. 17. 1° Dans le dernieraliné, l'expression il est notamment, présupposant le serg que la condition elle-même n'est pas nulle, elle doit être remplacée par ces mots : elle n'affecte pas les dispositions testamentaires. 2° Il est essentiel de déterminer quelles sont les conditions que le lal regarde comme impossibles et contraires aux bonnes mœurs.

Art 70. Le mot crasseusement doit être supprimé, comme tendant à altérer le convention et à le soumettre à l'arbitraire.

Art. 73. Au lieu de ces mots, il en est révisé :

On a puencia responderle Plarite 70 : pui-étre a-t-on voulu dire que quoique l'événement fût arrivé et certain au moment de la convention, l'incertitude était valable si l'événement était incertain aux deux parties, mais il n'y a pas de doute que l'événement doit être certain, et il doit être ajouté que cette disposition pour le nulifier la convention, si l'un des deux parties émit l'avis contraire de l'événement.

Art. 80. Il faut au mot condition ajoutée sus-  
sistant : c'est à la fin de la phrase, lire : « et de  
la condition ».

Art. 83 Pour rendre la disposition exacte et juste, il faudrait qu'elle dît : lorsqu'il n'en résulte de faillite ou d'écrit ou que ses biens sont en discus-

Art. 88. Payée par la faute du débiteur. Dès qu'il a promis, de deux choses l'une : s'il ne peut pas livrer la première, il faut qu'il livre l'autre.

## EXHIBIT 101

#### SECTION IV

Cette section ne peut pas s'appliquer aux sociétés  
généralistes et libristes, parce que leurs obligations  
doivent être versées uniquement dans la caisse  
sociale : en conséquence, on déclare qu'on n'a

janvier VII, ni à Lyon, ni dans les départements environnants, aucune obligation solidaire entre plusieurs communes. Si cependant on croit devoir insérer dans le Code les principes de ce rachat, il est essentiel de décider si la compensation, dans cette espèce, peut avoir lieu pour le tout entre le débiteur et l'un des repreneurs solitaires.

Art. 93. 1° La régularité de la diffusion exige qu'au lieu de ces mots peut être obligé, on lise soit obligé par la constitution ou par la loi.

2<sup>e</sup> Le dernier membre de la période n'entre pas dans la définition de la solidarité : c'est une disposition particulière, une loi séparée.

Art. 98. La rédaction du dix-neuvième alinéa protègera de l'obscurité sur le prince; on pourrait dire : « La solidarité ne se présume point; il faut qu'elle soit expressément stipulée ou prononcée par une disposition expresse de la loi. »

Art. 99. Le présent alinéa, trop restrictif, exclut des exceptions dont jusqu'à présent le cadastre n'avait pu exiger, on propose de dire : « Il peut opposer les exceptions de compensation de paiement et d'actes semblables, lorsqu'elles soient purement personnelles à quelques-uns des héritiers ; mais il ne peut pas opposer celles qui résultent de leur incapacité. »

Art. 100. Il est acquis aux débiteurs solidaires de la chose, c'est une malheureuse nécessité qu'ils soient tous solidairement tenus des dommages et intérêts, sauf leur recours contre celui dont la faute a causé l'accident.

La disposition actuelle de l'arrêté est plus conforme aux principes de l'humanité et à la faveur de la libération, mais on la rend contraire à l'essence du contrat; et dans des groupes où le valeur des choses varie, elle peut apporter beaucoup de troubles.

Ari. 103. Or propose de retrancher le mot unique : soit que le débiteur soit héritier unique ou cohéritier, le créancier est toujours vrai.

Art. 104. Or si toujours leu que le creancier dans  
re cas ne perd son action solidaire que contre le  
coobligé dont il reçoit il visiblement le part, cette  
restriction doit être exprimée.

## SECTION V.

On propose d'employer, dans toute cette section, les mots dissimiles et indissimiles, qui sont moins semblables et plus communs.

Art. 109 et 110. On pense que la définition élargie dans ces deux articles doit être réduite aux trois premières lignes de l'article 109. Les deux mots, a est pas acceptable de donner des pertes, expriment tout, il n'est ni surprenant qu'il y ait autre des doutes et des incertitudes.

Art. 115 et 116. Il est important d'expliquer que c'est, dans l'un et l'autre cas, *après* le recours contre les cotisations.

Art. 117. Chaque héraut ne peut pas exiger à son profit, mais seulement au profit de l'héraulté.

La durée de disposition doit être positive et non pas négative.

Art. 123 On s'en réfère à la discussion sur l'article 11 du titre II de ce livre, qui ramient sous les objections qu'on propose contre le dix-neuvième alinéa de l'article 121, sont la défense de cet article

Art. 123. Les adversaires du projet e opposent que cet article, qu'il est beaucoup de cas où le débiteur étant loin du créancier, il n'est pas possible de le mettre en demeure, et où, par la nature même de la convention, telle que les lettres de voiture, les engagements de fourniture de marchandises à tour fixe, les dommages et intérêts



doivent être encourus par le seul fait de l'insuccès.

On leur répond : 1° que le premier cas est prévu par l'exception prononcée dans l'article même : « sans que l'obligation principale ne soit de telle nature qu'elle n'ait pu être remplie sillement par le créancier que dans un certain temps ».

2° Que, dans tous les cas, la peine ne doit pas excéder le préjudice qu'a souffert le créancier et le gain qu'il a manqué de faire.

Deux commissaires demandent qu'un exemple expressément les lois de venance.

Art. 128. L'obligation ne s'éteint pas par la cession de biens judiciaires, puisque, si le débiteur en acquiesce, il n'a pas de nouveaux, le créancier peut y exercer ses droits.

L'obligation ne s'éteint pas par la demande en nullité prononcée.

Art. 133. On propose de mettre : « le paiement d'une somme, soit en argent par celui qui n'a pas été payé, soit en nature, ne peut être répété contre le créancier qui l'a reçu de bonne foi ».

Il s'agit que le créancier ait reçu de bonne foi pour qu'il le garde ; et il ne peut pas avoir reçu de bonne foi d'un incapable.

Art. 136. Ajouter : « à moins que le débiteur ne soit forcé de payer une seconde fois le montant ».

Le créancier doit certainement garantir le débiteur s'il est tenu de payer une seconde fois.

Art. 142. Après le mot *accessoire*, ajouter : *à l'égard du créancier seulement*, et rayer tout le reste.

Les codébiteurs sont tenus, de droit, de rembourser au créancier payant les portions de la dette qu'il a avancées pour eux.

Art. 151, 1<sup>re</sup> alinéa, 2<sup>e</sup> ligne. On en est d'insuccès, à celui qui a pouvoir.

Cette disposition doit être restreinte à ce seul cas : on ne peut pas faire une procédure d'offres réelles avec un simple fondé de procuration.

3<sup>e</sup> alinéa. Ajouter à la fin, *sauf à parfaire pour les frais seulement*.

Cette restriction est de l'essence du contrat.

2<sup>e</sup> alinéa. Baser et élargir en usage de la force. L'usage ne peut ni ôter ni donner des droits à un fournisseur public : ces droits dérivent de la loi qui a créé ses fonctions et attribué autant que la disposition de cette loi. D'ailleurs que signifie ce mot *officier ministériel* ? Il n'a pas de sens déterminé par la loi. Antérieurs des offres réelles peuvent être faites par des huissiers et des notaires ; mais les huissiers les faisaient presque toujours. Il est essentiel que le Code dégage précieusement à quels officiers publics cette forme d'acte est attribuée.

Art. 152. Dans le droit romain, dans le droit français, dans la jurisprudence, il est absolument nécessaire, pour la validité de la consignation, qu'elle soit faite en exécution d'un jugement rendu par le tribunal saisi de la contestation.

La consignation n'est ni trop de pertes et ni trop de dangers, soit pour le créancier, soit pour des tiers qui ont des droits à exercer contre lui, pour qu'on puisse changer l'un ou l'autre et permettre la consignation spontanée.

Art. 156. Ajouter à la fin du troisième alinéa : « à moins que le nouveau créancier n'ait été ou n'ait été au droit de l'ancien ».

Art. 158. Ce principe est général : *Tout créancier même solidaire, etc.*

Art. 159 et 160. Rayer ces deux articles : le premier, parce qu'il est absolument vague et insignifiant jusqu'à ce qu'on ait expliqué à quel signe

on doit reconnaître la volonté d'immover ; le deuxième, parce qu'il est directement contraire aux principes, puisque toute la loi qu'un nouveau créancier est subrogé à l'ancien, il n'y a point de position.

Les observations de cette section résultent de ce qu'il n'y a point de titre sur la subrogation, d'où l'on puisse tirer des exceptions à la novation.

Art. 165. On propose de rayer le deuxième alinéa, et d'y substituer :

« Pour que la délégation soit parfaite, il faut que le créancier ait délégué et un délégué, et du créancier qui a reçu le nouveau débiteur ».

Cette addition est nécessaire, puisque sous cette la délégation n'est pas valable ; il n'y a point de délégation, la suppression du deuxième alinéa n'est pas aussi nécessaire, parce que, si la délégation est parfaite, le principe est lui-même et directement contraire à la disposition de l'article suivant ; et si la délégation n'est pas parfaite, la disposition se trouve dans l'article 167.

Art. 166. Ajouter au commencement : *lorsque la délégation est parfaite, le créancier, etc.*

Art. 168. Ajouter à la fin : *le titre sous seing privé de l'obligation*.

Art. 169. Même addition : sans cette restriction il y aurait contradiction avec l'article 170.

Art. 180. Rayer en entier l'article. Si la dette s'éteint, il n'y a pas de frais de remise ; et la disposition de cet article se trouve directement contradictoire au suivant.

Art. 185. Le troisième alinéa est directement contraire à la maxime généralement reçue, *res perit domino*. Si le créancier est déjà propriétaire de la chose, si elle périt pour le propriétaire, pourquoi le débiteur lui rendrait-il son argent, lorsqu'il n'y a ni faute, ni dol, ni retard de sa part ? Le contrat d'abandonnement est et peut être d'usage entre tous les créanciers et tous les débiteurs, soit qu'ils soient précédemment de relations commerciales ou de relations agricoles, d'autres-prises ou d'autres causes quelconques qu'ils puissent être. Ainsi, quand même il pourrait y avoir un Code de commerce séparé, le contrat d'abandonnement devrait nécessairement faire partie du Code civil.

Nous en ne saurions trop le répéter, il faut nécessairement que le Code de commerce fasse partie du Code civil. D'ailleurs, pour terminer la partie de la session volontaire, il ne s'agit que d'ajouter tout ou quatre articles.

1<sup>er</sup> Pour terminer l'effet de la cession relative venant aux débiteurs, et elle est révoquée ou payée, et si elle continue à avoir son effet contre les héritiers du débiteur ;

2<sup>o</sup> Si la priorité des créanciers, calculée d'après la qualité des créances, est toujours conservée pour les créanciers qui n'ont pas adhéré, soit qu'ils soient privilégiés, hypothécaires, ou seulement chirographaires, lorsqu'on leur réserve les droits résultant de leur privilège ou hypothèque ;

3<sup>o</sup> Quels sont les devoirs des syndics ou directeurs des droits des autres créanciers, et ils sont bien simples :

Tout recouvrer, rendre le mobilier dans les mêmes formes et les distribuer de la même manière aux héritiers bénéficiaires ou les curateurs aux successions vacantes ; vendre les immeubles dans les formes prescrites pour l'expropriation forcée ; faire les distributions mobilières aux créanciers tous les trois mois, et les distributions immobilières, ou volontairement si le traité l'autorise, en faisant homologuer, ou judiciairement communiquer aux créanciers l'état

de attention tous les trois mois; rendre compte en forme de première réquisition.

Art. 191. L'immunité exige que, sur les biens saisis, un débiteur depuis la cession, on lui laisse des aliments.

Art. 192. Déterminer quelles sont les créances à l'égard desquelles la loi n'accorde point de bénéfice de la décharge de contrainte par corps.

Quelques personnes, convulsaires qu'un homme en prison n'est bon à rien, ou produit rien, et que tout le droit qu'un créancier, quel qu'il soit, peut avoir sur son débiteur, est, dans la plus grande rigueur, de le dépouiller de tous les biens qu'il a et qu'il peut acquies, restitués par l'histoire que la rigueur des prisonniers lui souvient funeste à plus d'un gouverneur, notamment à Rome, pensant que la cession de biens doit libérer de la contrainte par corps, ou même civile comme en matière de commerce; que tout ou plus pourrait-on la laisser subsister à titre de peine contre les débiteurs qui seraient responsables d'en quasi-délit, et qu'encore la durée de cette peine devrait être déterminée à un temps fixe, au terme de cinq ans fixé par la loi actuelle sur la contrainte par corps. Elle présente que le cas du quasi-délit devrait être borné au stellionat, et à l'empietement des deniers confiés à la garde du débiteur; et serait le cas de ceux qui ont le manquement des deniers publics, de ceux à la garde desquels sont confiés des dépôts nécessaires ou judiciaires, ou forcés par la loi.

Et tout cela prouve encore davantage la nécessité de ne pas diviser en deux codes les objets correlatifs, où l'exception doit être analogique et connexe à la disposition.

Art. 193. On propose au plus vingt ans; on discutera cette matière au titre des prescriptions.

Art. 194. Il paraît que, dans les cas où la restitution procède d'erreur et de violence on dirait, elle ne doit durer que quatre ans (terme adopté déjà dans plusieurs dispositions du Code), ou cinq ans au plus; ce terme suffit sans doute pour qu'on ait reconnu ou dû reconnaître l'erreur de fait ou de droit; et quant à la violence, si l'on peut présenter qu'elle dure quatre ans, on pourrait ne les faire courir que depuis qu'elle a cessé. Mais il est d'autres observations importantes.

Il est essentiel, comme on l'a dit au chapitre du partage, de fixer, au terme, une prescription aux actions en rescision des partages. Il faut bien maintenir l'égalité entre cohéritiers; mais il faut aussi assurer, autant que la justice le permet, la stabilité des propriétés, prévenir des demandes en rescision qui n'auraient pour cause que les améliorations d'un nouveau propriétaire. A-t-on voulu laisser cette action subsister aussi longtemps que les actions en nullité des contrats? Ce terme serait bien long.

L'assemblée a dit, lorsque le partage a été fait entre majeurs, aux demandes en rescision de vente? Elle devrait alors être fixée à quatre ans. L'assemblée a-t-elle aux demandes en restitution? Elle doit avoir leur terme. Quel qu'il soit, il faut que cette action n'ait un an.

Quant au mineur, s'il a contracté avant son émancipation, l'acte est nul, et la prescription doit être celle des actions en nullité. S'il a contracté depuis son émancipation, il faut distinguer: ou l'acte est un acte au nombre de ceux qui lui sont prohibés; et alors il est nul comme celui du mineur non émancipé; ou il est au nombre de ceux qu'il lui est permis de consentir; et alors, attendu son âge, la lesson doit donner ouverture en sa faveur à la restitution.

On conçoit d'autant moins la restriction de la lesson au mineur non émancipé, dans l'article 196, que dans l'article suivant on lit: « à l'égard du mineur en général, la moindre lesson suffit lorsqu'elle se trouve dans l'acte même ».

Art. 200. On demande la radiation de cet article. On a prouvé, article 111, titre IX du livre 1<sup>er</sup> des personnes, qu'il était inconvenant d'autoriser les mineurs à faire le commerce.

Art. 203. On dit, au contraire, réserver les mêmes délais pour être restitué contre la ratification, qu'on accorde à la restitution des majeurs. Il est si facile d'abuser un jeune homme de vingt-un ans et un jour; et la ratification a tant de force, d'après les dispositions de l'article 31 et après, qu'à l'égard des actes souscrits en minorité, la ratification ne doit être regardée que comme un premier acte.

Art. 206. Il paraît nécessaire d'ajouter à la fin de cet article, « suivant les règles et dans les cas qui seront expliqués ci-après ».

Art. 207. On demande la radiation de ces mots, et cette preuve est plus ou moins, etc., jusqu'à la fin de cet article.

Une copie ne peut faire preuve qu'autant qu'elle est dans les formes exigées dans la distinction ci-après; et alors elle n'est point une simple copie.

Art. 210. On demande la radiation de l'alinéa de cet article; il peut avoir les plus dangereuses conséquences. Il convertit en convention un simple terme énonciatif; il en fait un contrat; tout ce qu'il peut avoir d'utile et de juste est relatif au consentement de preuve par écrit, et se trouve dans l'article 231, avec lequel par conséquent il forme un double raptus.

Art. 215. Le troisième alinéa, n'admettant point de réciprocité, ne pouvant pas en enlever, est injuste, puisqu'il engage une des parties envers les autres, qui ne sont point engagées envers elle. On propose de substituer la disposition suivante:

« Néanmoins, malgré le défaut d'originaux doubles, triples, etc., si l'acte a été exécuté en tout ou en partie, il règle tout ce qui a été fait; il est nul pour le surplus et pour l'avenir ».

Art. 216. La première partie de cet article doit porter la peine de nullité.

Quant à l'exception qui forme la 2<sup>e</sup> partie, elle doit être supprimée; la loi ne doit admettre aucune distinction dans les engagements à cause des professions.

Enfin ceux qu'on excepte sont ceux à qui la disposition de la loi est plus nécessaire, puisque ce sont ceux qu'il est plus facile d'abuser; et l'expérience l'a prouvé, pour que cette exception puisse subsister.

Art. 220. Bayer le mot bourgeois, qui n'a plus d'arrêter en français; substituer consommateur.

Art. 222. Ajouter: « Sont exceptés les registres de maires dans leurs rapports avec leurs documents, journaux, mémoires, colonnes paritaires, s'occupant, compagnons; à la fin par les maires s'en effacer la sincérité ».

Art. 224. On demande la suppression de cet article. Si les deux doubles des tailles et les échantillons sont respectivement perdus, il est inutile; si un seul pouvait faire foi, il serait injuste et dangereux.

Art. 225. Après le mot copie, ajouter et les expéditions.

L'expérience a prouvé qu'il existait trop souvent des expéditions différentes de la minute; on a même vu deux parties produire l'une contre l'autre

deux expéditions du même acte qui diffèrent entre elles et même certains passages prétendraient qu'on en peut passer, par la voie civile, la vérification de l'expédition sur le minute, il est important que le mot *expédition* ne trouve dans cet article, qui statue que la représentation du titre original pourra toujours être exigée. Il est rarement essentiel que les expéditions soient comprises dans les dispositions relatives aux copies dont le titre original n'existe plus.

On peut cependant admettre une exception, lorsque l'expédition est signée par un notaire décedé depuis plus de cent ans, dont le protocole est adré.

Art. 232. Plusieurs sont d'avis qu'il doit être passé acte de toutes choses, et par conséquent retenir l'exception qui admet la preuve au-dessous de 150 francs.

On se fonde sur la nécessité des écritures pour prévenir les procès, sur l'incertitude et les dangers de toute espèce que présentent les preuves testimoniales, enfin sur ce que le jurisconsulte qui recueille d'une partie le demandeur suite d'enquête, cotra à celui qui l'engagera plus que la somme en litige, et ruinera celui qui succombera; ils ajoutent que pour ces petits objets, tout doit être tranché par l'affirmation décisive. Le petit nombre qui est de l'avis de l'exception se fonde : 1° sur ce que, surtout parmi les cultivateurs, il se fait une multitude de petites affaires de bonne foi, pour lesquelles on a le temps et on ne prend pas la précaution d'écrire, et dont l'objet, malgré sa modestie, forme souvent la majeure partie de la fortune des créanciers; 2° sur ce que, pour diminuer les litis, on pourrait admettre comme suffisants la preuve que pour les sommes ou dessous de cent francs, et en attribuer la compétence au dernier ressort au juge de paix.

Quant à l'exception relative au commerce, la preuve de la convention n'a jamais été qu'un tant que le défendeur avoue ou que le demandeur prouve à même temps qu'il fait alléguer à la convention, tel que la date de l'acte, un paiement à compte, ou un commencement de déchéance. Il a permis d'affaires toujours à demander que la loi relative au commerce soit fondée dans le Code civil.

Si on prohibe la preuve de la convention au-dessous de 150 francs, les quatre articles suivants doivent être rayés.

L'art. 239 doit être rayé si sa disposition est adoptée, il n'est point de fortunes à l'abri des trépassés. Un imposteur, et malheureusement il en existe beaucoup, en mettant à profit ou préparant un cas fortuit, et on obtiendrait, moyennant salaire ou partage, la preuve testimoniale de quelques créances de 1 à 200,000 francs chacune, aurait bientôt plusieurs millions.

On a vu former à Lyon la demande d'une promesse de 300,000 francs par un homme qui n'est allé, ni qui se vante d'en avoir dans son portefeuille beaucoup d'autres des personnes les plus riches de la ville. Le prometteur lui dit : l'écriture fut dérobée par un fils de la maison de ceux qui paraissent l'avoir signée; les autres promesses n'ont pas paru. Si l'acte était à cet homme qu'on cas fortuit ou des femmes qui oseraient vu le titre, il s'emparerait légalement, sans complaisance et sans crainte, de toutes les fortunes qu'il avait. L'agrandissement légitime, qui est le malheur de perdre son bien par un cas fortuit, a toujours à s'imputer de n'avoir pas exigé un titre authentique dont il aurait retrouvé la grosse chez le notaire. D'ailleurs il pourra demander l'affirmation

des débiteurs, et, s'ils sont marchands, le compulsoire de leurs livres.

Cet article doit donc être supprimé et remplacé par une disposition portant :

« La preuve de la perte d'un titre par suite d'un cas fortuit, imprévu, et résultant d'une force majeure, n'est pas admissible s'il n'existe pas un commencement de preuves par écrit de la créance, lorsque ce commencement de preuves par écrit peut être très-dangereux; sauf à celui qui prétend être créancier à déférer à ses prétendus débiteurs l'affirmation liti-décisive, et à demander le compulsoire de leurs livres, s'ils sont marchands ».

Art. 240. La force de la preuve testimoniale appartient à la procédure judiciaire; mais les qualités nécessaires aux témoins pour que leurs dépositions soient admises, les conditions à remplir pour que la preuve soit acquise, appartiennent au Code civil.

Art. 241 et 246. Le Code civil établit des présomptions légales non-seulement dans l'art. 242 de cette section, mais encore sur l'état des enfants nés pendant le mariage ou avant le mariage, quatre-vingt-neuf jours après la célébration, ou après le deux cent quatre-vingt-neufième jour après la dissolution, sur les ouvrages indirects, sur l'admission d'hérédité, sur la remise de la dette, sur les notes de libération qui se trouvent dans les papiers des créanciers, sur la réconciliation au divorce et aux nullités de mariage, sur la mort de l'un des plusieurs individus périr par le même accident, sur les droits de celui qui possède, etc.

De manière qu'après avoir vérifié les auteurs sur cette matière, on ne trouve point d'autre espèce où les présomptions légales aient été jusqu'à présent admises dans le droit civil, et aient pu l'être, par celles qui sont adoptées par la loi. Ces présomptions se trouvent : 1° des relations d'affaires qu'il y a eu entre le débiteur et le créancier, des comptes réglés entre eux, des quittances données pour d'autres dettes par le créancier au débiteur, depuis l'échéance de l'engagement, sans que jamais le créancier en ait demandé le montant, ni fait mention d'avoir dans les actes qu'il a passés, et d'une estimation de présomptions si fortes et si nombreuses, que, quoiqu'il y ait eu d'elles se soit une preuve formelle et positive, leur réunion force les juges à croire qu'il est impossible que l'engagement ne soit pas éteint. Il ne s'agit donc que de décider si les présomptions de libération pourront éteindre un engagement existant entre les mains du créancier et de ses représentants, soit comme preuve conquisse de l'extinction de la créance, soit comme commencement de preuve par écrit, pour admettre la preuve testimoniale; et si on l'admet, d'en faire une loi. Mais tout qu'on l'affirme, soit qu'on la rejette, il est absolument nécessaire :

1° De supprimer les articles 241 et 246, qui sont vagues, incertains, et tendent à introduire dans les jugements un arbitraire officieux et destructif de tous les titres;

2° De statuer, au contraire, que, hors les cas prévus et déterminés par la loi, on n'admette aucune présomption contre les titres écrits.

Art. 248. L'expérience a montré tant d'abus dans les industries faites des actes de procédure, qu'il paraît qu'il est nécessaire d'ajouter au dernier alinéa ces mots :

« Ou les avoir fournis lui-même dans les actes de procédure exigibles et signés par la partie ou par un fondé de pouvoir spécial. »

## SECTION V.

Du chapitre I<sup>er</sup>.

Il est nécessaire : 1<sup>o</sup> de déterminer par une disposition préliminaire la formule de l'affirmation judiciaire, et de pourvoir à ce que la base fondamentale du serment, qui prend pour témoin l'un même, ne contrarie pas les différents cultes.

2<sup>o</sup> De déterminer une peine pour la fausse affirmation ou parjure.

## TITRE III.

## Des quasi-contrats.

Art. 13 et 14. Il paraît qu'après ces mots, celui qui l'a reçu, ou devrait ajouter en joignant. On propose encore d'ajouter à l'article 14 :

« Sauf le recours du propriétaire pour l'exécution de l'obligation, s'il y a lieu, contre celui qui a fait cette chose. »

Art. 15. Rayer tout l'alinéa qui commence par ces mots, la responsabilité et-dessus. Il fournit trop d'exemples. Les parents et les instituteurs doivent veiller sur les enfants; ils doivent surtout présenter leurs enfants par une bonne éducation; et quant aux artisans, ils doivent surveiller leurs apprentis, remplacer les pères par l'instruction et les bons exemples, rendre à leurs parents les sujets incorrigibles. Jamais on ne redouble les mœurs que par une juste sévérité contre ceux qui donnent les mauvais exemples.

Art. 21. Le propriétaire qui perd son bâtiment est relativement malheureux, ou ne peut pas lui supposer l'intention de nuire, il n'a pu ignorer; il lui faut donc ajouter s'il a été averti par les voisins, les locataires ou la police.

## TITRE IV.

## De la contrainte par corps.

Art. 1, 2 et 3. On est surpris de voir la contrainte par corps précéder par l'exécution d'un jugement civil; et si cette disposition pouvait être adoptée, on le serait bien davantage de voir qu'elle puisse être prononcée sur simple pétition, sans que celui qui est condamné à cette peine gratuite ait été entendu au même appel; sans qu'on dise combien de peurs entraînera cette peine; lorsqu'enfin on n'explique ni de quelle formalité devra être revêtu le procès-verbal qui produira cet effet, ni quels seront les frais nécessaires pour constater le refus de verser les fonds, ni après quel délai et quelles sommations préliminaires ce procès-verbal pourra être dressé.

Au surplus, on s'insulte pas sur l'illégalité de cette procédure, parce qu'on ne présume pas que la contrainte par corps puisse être adoptée dans ces deux cas.

1<sup>o</sup> En ce qui touche le refus de verser les fonds, la loi a établi des huissiers pour faire exécuter les jugements. Elle leur a permis de prendre des recors, d'appeler des gendarmes, de ne pas forcester la loi; voilà donc l'exécution du jugement assurée, sans qu'on recoure à la contrainte par corps.

Si le condamné fait rébellion, le Code criminel fixe la manière de procéder contre lui et détermine la peine de son délit. Mais cette peine n'est prononcée que lorsque la preuve du délit est acquise, lorsque les circonstances qui aggravent ou atténuent sont parfaitement connues, lorsque l'accusé a été entendu ou légalement appelé pour proposer ses défenses; tandis que, dans le projet proposé, il pourrait être la victime d'un refus supposé, soit pour l'empêchement de se présenter en cassation, soit pour empêcher son malheur et sa ruine.

2<sup>o</sup> En ce qui concerne les restitutions de fruits et les dommages et intérêts, il est de principe qu'ils n'entraînent pas la contrainte par corps en matière civile; et cela est fondé sur de puissants motifs; pourquoi le retard de payer leur décompte n'a-t-il au caractère de délit?

Qu'on sursis, qu'on rende les meubles du plaideur randomé; qu'on sursis ses revenus, qu'on l'ende ses immeubles, c'est tout ce que la législation civile peut permettre; c'est tout ce qu'il faut pour être payé, s'il reste des ressources au plaideur randomé; mais s'il n'a rien, lui ôter jusqu'au moyen de travailler, le priver de son indigence par le privation de sa liberté, c'est une rigueur barbare que la loyauté, la générosité française ne peuvent pas adopter au dix-neuvième siècle.

3<sup>o</sup> autres. Toutes ces raisons militent, et d'autres encore, contre la contrainte par corps du fermier, lorsqu'il s'agit en prison, qui rendra sa demeure? qui verra sur ses récoltes? qui cultivera ses champs? que deviendra sa femme? A quel éboulement cultivé, un chef de culture, lorsqu'il est en prison? Sa détention est nuisible à l'agriculture, à la femme, au propriétaire lui-même; et lorsque la loi a été de saisir les animaux de labour, les outils aratoires, comment peut-elle de saisir la personne du cultivateur? Enfin comment le même projet de loi, qui prohibe tout Français de se soumettre à la contrainte par corps, excepté le seul fermier, celui en faveur duquel, au contraire, l'affranchissement a été de être formellement encouragé?

Le fermier détenteur du prix de son bail n'est pas un dépositaire nécessaire qui se rende coupable par le seul usage des écuries confiées à sa garde; il doit au contraire en faire emploi pour les engraisser par la reproduction; c'est sur cette reproduction qu'il doit payer, quand on trait avec un fermier. La confiance est déterminée par son assiduité, son intelligence, son habileté dans la culture, ses arrières, ses raisons quelques paiements par anticipation, ou ne doit pas compter sur son emprisonnement, qui détruirait l'effet du bail.

Enfin, une considération commune aux trois articles précédents, c'est que la contrainte par corps serait d'autant plus rigoureuse pour le fermier, qu'il n'aurait pas la disposition postérieure, ils ne pourraient pas même s'en affranchir par la cession de leurs biens.

4<sup>o</sup> autres. Dans ce cas la contrainte par corps est juste contre le fermier, parce qu'il est dépositaire malade. On observe :

1<sup>o</sup> Quo par l'absence de raison, elle doit être étendue au mélier et celui partiaire, dans ces mêmes cas;

2<sup>o</sup> Que le moyen d'y échapper qu'on le renvoie à la fin de l'article, est trop étendu et l'on donnerait trop de moyens de consumer l'incapacité, on propose d'y substituer : « à moins qu'ils ne profitent qu'ils leur ont été exclus par un cas forcé qu'ils n'ont pas pu prévoir, ou agr » force majeure qu'il n'a pas été en leur pouvoir d'empêcher. »

Il paraît qu'on devrait ajouter aux cas où la contrainte par corps a lieu, quelle doit être prononcée :

- Contre les greffiers, notaires et huissiers pour la représentation de leurs minutes, et des titres
- et pièces dont ils auront donné leur charge;
- Contre les avoués, pour la restitution des
- titres et papiers dont ils auront donné leur charge. »

Art. 7. Le mode d'exécution, ses effets, etc., doivent être statué par la même loi qui prononce. Autre motif pour en pas séparer la loi du commerce.

Il est bien facile d'appliquer la loi sur la contrainte par corps, du 15 germinal, et la loi interprétative du 4 floréal, relative à la contrainte par corps contre les étrangers.

Mais l'équité est importante, avant toute exécution, c'est d'établir des prisons pour les débiteurs pour riches, dans lesquelles ils ne soient ni maltraités avec les arrêtés, encore moins avec les criminels condamnés, ni traités avec les mêmes rigueurs; dans lesquelles ils puissent travailler, voir leurs familles, recevoir les secours et les consolations de leurs amis.

Art. 8. C'est une maxime sacrée et inviolable, que nul ne peut être condamné sans avoir été entendu ou légalement appelé; comment donc, dans une matière aussi rigoureuse, aussi peu favorable que la contrainte par corps, où l'honneur et l'intérêt public veulent que tout soit en faveur du débiteur, renverser tous les principes en faveur du créancier?

L'opposition ou l'opposition au jugement par défaut; à l'instance où elle est signifiée, l'exécutoire plus; comment pourrait-on en ordonner l'exécution provisoire?

L'emprisonnement peut causer des maux irréparables: il anéantit le crédit du débiteur, son commerce, sa manufacture, ses exploitations sans pertes; il détruit sa fortune; il plonge sa famille dans la misère; il le livre aux horreurs du désespoir; comment donc une loi pourrait-elle, par provision, lui faire de si grands maux? Quel est le cautionnement, quels sont les dommages réparables de les réparer si l'emprisonnement est révoqué?

Tous les principes de justice et d'humanité sollicitent la suppression de cet article.

#### TITRE V.

##### De la cautionnement.

Art. 5. Il doit être, au mot *exposé*, substitué expressément stipulé. Point de cautionnement sans stipulation expresse.

Art. 16, 2<sup>e</sup> alinéa. Ajouter à la fin: « et même lorsque le débiteur désapprouve son bien, et qu'il y a un juste sujet de craindre qu'il ne devienne insolvable. »

C'est l'avis d'Argon et des meilleurs auteurs: on a même vu soutenir que la caution pouvait à volonté et sans exprimer de motifs, forcer le débiteur à lui rapporter la décharge de son cautionnement; mais, le Code l'assurait à la fin sous substituer pendant dix années, il est donc juste de lui donner l'action toutes les lois qu'il y a des motifs.

Art. 25. La contrainte par corps ne peut être ordonnée par le juge que dans les cas où elle est expressément établie par la loi. Or le projet de Code, ni aucune loi en général, n'ont établi la contrainte par corps contre les cautions fournies pour l'exécution d'un jugement.

La loi ne peut ordonner la contrainte par corps que dans deux cas:

1<sup>o</sup> Comme peine civile contre les dépositaires révoqués.

2<sup>o</sup> Lorsqu'on a en plus de foi à la personne du débiteur qu'à sa fortune.

La caution n'est donc aucun de ces deux cas; elle fait un acte de bienfaisance: on suit la loi de ses larmes.

Tout se réunit pour faire supprimer ce qui

concerne la contrainte par corps à la fin de cet article: s'il est admis, on ne trouvera jamais de cautions solvables et honnêtes, on n'aura que des cautions à payer.

A-t-on voulu parler des cautions des jugements ou des juges de commerce? alors il faut faire une exception; et c'est encore une preuve que les lois de commerce doivent être insérées dans le Code civil.

Art. 26. Ne devrait-on pas se restreindre aux immeubles situés dans l'arrondissement du tribunal d'appel?

#### TITRE IX.

##### Des donations entre-vifs, et du testament.

Art. 4. *deuxième alinéa*, Rayer, la preuve par serment, jusqu'à la fin de l'alinéa.

La maxime action n'a été admise: les parents devaient prouver l'interdiction avant la donation. s'il émit vrai que l'interdiction lût dans le cas d'être interdite, ils devraient le demander. Ce serait couvrir trop de maximes à l'injustice que de donner à l'interdiction une époque qui remonte au-delà de la demande en interdiction.

Art. 5. Rayer depuis ces mots, et jusqu'à concurrence.

Le mineur émancipé, âgé de dix-huit ans, a toujours pu disposer à cause de mort comme le majeur; on ne lui a jamais interdit que les actes qui le ruinait.

Art. 7. Après ces mots, par le juge, ajouter lorsqu'il est séparé de biens.

La femme ne peut pas diminuer sa fortune tout qu'elle est à la disposition du mari.

Art. 11. La loi article doit être rayé.

Qui peut avoir le droit de révoquer la coutume intérieure des individus, de s'émanciper dans le secret de leurs maisons, de leurs maisons on de leurs plaisirs, de diffamer deux êtres dont l'un ne vit plus?

Tout individu, de quelque sexe qu'il soit, qui aura été lié d'amitié avec un individu d'un sexe différent, sera, dès qu'il aura reçu un mariage de sa reconnaissance, taxé de cohabitation, pour le dépouiller d'un bienfait mortel. On ratifiera dans un procès scandaleux la calomnie, la corruption des témoins, toutes les rafales que peut suggérer l'avidité.

Dans l'article droit, cette union était extrêmement limitée; rarement elle a produit des effets justes et utiles, et toujours ils ont été faibles. Elle doit être abolie comme contraire à l'honnêteté publique et à la liberté civile.

Art. 12. La loi l'a déjà prouvé ne peut pas connaître des larmes d'adultères ou incestueux; cet article doit encore être supprimé.

Art. 13. A rayer. Quand la loi n'a fixé la quotité qu'elle réserve aux héritiers légitimes, elle ne peut plus gêner la liberté de la disposition de la portion qu'elle a déclarée disponible.

Elle peut encore moins en gêner au préjudice des sentiments de la nature.

En permettant de reconnaître les enfants naturels, il ne faut pas les frapper d'une incapacité. Que la loi détermine à une moindre somme leur portion de droits dans la succession de leur père, qu'elle les prive des droits légitimes de la famille civile, cela est juste, ils n'en sont pas; mais qu'elle les prive d'une faculté naturelle qu'elle accorde à tout individu, quelque étranger qu'il soit un testament, à un inconnu, à un domestique, c'est une injustice évidente.

Art. 16. Il y a sur cet article une grande variété d'opinions.

Cu commissaire désirerait que la portion disponible soit fixée à la moitié, si le donateur laisse des descendants; aux trois quarts, s'il laisse des ascendants, des frères et des sœurs, et qu'à défaut de parents dans ces degrés, les donations puissent épuiser tous les biens.

Il ne s'agit sur la liberté que d'avoir l'homme de disposer de ce qu'il a acquis ou conservé; liberté qu'il croit essentielle au maintien de l'autorité paternelle, qu'il sentait inhérente au droit de propriété et très-utile, surtout dans une ville de commerce, pour encourager au travail et à l'économie.

L'autre commissaire pense que l'article est bon tel qu'il est.

Un troisième prête la loi de germinal au VIII, et y ajoutant ce que porte le projet de Code en faveur des ascendants, sur le motif qu'elle remplit mieux le vœu de la nature dans toutes ses décisions, et qu'il est juste et nécessaire de consacrer les fortunes des uns et des autres, les familles, pour y maintenir l'union, le concorde, les rapports, les relations de services mutuels.

Mais si l'on veut absolument s'écarter de cette loi, au moins faut-il, comme on l'a déjà observé sur l'article 33 du titre I<sup>er</sup> du livre III, que toutes les décisions soient coordonnées sur la base fondamentale qu'on a adoptée pour l'ordre de succéder; or cette base est l'attribution de la succession entre les deux lignes, et, dans chacune, la succession entre les parents suivant leur proximité.

Pourquoi, puisqu'il est incontestable que les oncles sont, dans l'ordre de succéder, aux mêmes degrés que les neveux, ne pas appeler les oncles lorsqu'on appelle les neveux pour décider l'indisponibilité? pourquoi n'empêcheraient-ils pas la disponibilité comme les neveux, avec qui ils doivent partager, s'il en existe? pourquoi, lorsqu'on les appelle pour la responsabilité des testaments, les exclure lorsqu'il s'agit de succéder?

On cherche en vain les motifs de cette incohérence dans les différentes parties du nouveau droit qu'on veut introduire, de cette espèce d'auto-contradiction contre les oncles.

Si elle est fondée sur ce que les neveux tiennent lieu d'enfants, on doit observer aussi, par identité de raison, que les oncles ont tenu lieu de pères, et que la loi doit considérer et interpréter également la reconnaissance et l'adoption; et puisque les oncles et les neveux sont en égal degré, puisqu'ils sont également responsables de la nomination du tuteur et des événements de la famille, les droits du sang, l'équité et les convenances se réunissent pour les faire concourir.

D'ailleurs, dès qu'il ne s'agit que du quart, pourquoi en exclure les petits-neveux, qui représentent les neveux qu'on appelle? pourquoi en exclure les cousins germains? Quand ils sont d'un âge rapproché de celui du testateur, ils ont vécu avec lui comme frères; ils sont aussi nominativement responsables de la nomination et des événements de la famille.

Enfin, pourquoi encore, lorsqu'il ne s'agit que d'un quart, ne pas appeler les cousins issus de germains? Dans l'usage ordinaire, la parenté subsiste avec affection et rapports jusqu'à ce degré; ce n'est que dans un plus grand éloignement que la souvenance s'en efface, que les rapports se perdent.

Vient-on voir se renouveler les plaintes des parents contre la libéralité, le caprice, et quel-quefois même la vanité ridicule d'un testateur qui laisse ses parents dans l'indigence pour enrichir des gens qui n'ont de sa fortune ni jouissance ni besoin?

Art. 19. Il faut lire *donataire* au lieu de *donateur*, cette faute est répétée plusieurs fois dans l'imprimé.

Art. 29, 30 et 31. Sans doute ces articles ne s'appliquent qu'aux biens faisant partie de la donation, ou il s'agit question que d'une action hypothécaire pour remboursement; et en ce cas, 1<sup>o</sup> Cela devrait être clairement expliqué; 2<sup>o</sup> Cette action doit être subordonnée aux lois relatives aux hypothèques.

Art. 32. Sur le 1<sup>er</sup> alinéa, un commissaire désirerait que le Code expliquât quelles sont les dispositions contraires aux lois et aux mœurs, si ce sont celles qui ont été prohibées par la loi de 1792 et par les lois postérieures; s'il est possible d'en admettre d'autres; ces éclaircissements lui paraissent nécessaires, pour que le donateur connaisse la limite de son pouvoir, et pour que les jugements en cette matière ne soient pas arbitraires.

Dans le 2<sup>e</sup> alinéa, est-ce la disposition, ou la donation, qui est annulée?

Dans le 3<sup>e</sup> alinéa, si c'est pas possible que le Code ait entendu l'appliquer à une disposition entre-vifs; cependant le mot *disposition* à cause de mort n'y est pas.

L'art. 33 est susceptible de beaucoup de difficultés.

1<sup>o</sup> Qui délivrera aux pauvres le legs qui leur aura été fait? On propose que si le testateur n'a pas fixé le mode de délivrance, elle soit faite par les héritiers, sur l'indication du maire, dont la présence à la distribution et le certificat tiendront lieu de quittance.

2<sup>o</sup> Il est impossible que le Gouvernement puisse entrer dans le détail de la confirmation ou du rejet d'une liste de petits legs de 50 fr., de 100 fr., etc.

Il faut donc que ce soit l'hospice, ou l'établissement d'utilité publique, qui soit reconnu et autorisé par le Gouvernement à recevoir des dons, et non pas que chaque don soit confirmé.

3<sup>o</sup> C'est ici le véritable point de la difficulté. Quelle quantité de sa fortune un citoyen pourrait-il donner à des hospices, à des établissements d'utilité publique? quel genre de biens pourraient recevoir?

Sur la quantité, on se rappelle que le fanatisme et la vanité enrichirent autrefois une multitude d'établissements publics de dons immenses; qu'on vit des âmes faibles, par l'espoir de l'avenir, des âmes orgueilleuses, jouissant imaginativement de leur épiphanie, dévouer leur famille, quelques pères même leurs enfants, pour doter illustrement des hôpitaux ou des collèges.

On se rappelle que les lois furent obligées de permettre aux hospices et aux établissements publics de vendre; qu'enfin la fausseté loi de 1747 fut par défiance aux gens de manœuvre d'acquiescer.

Que les parlements, soit avant, soit depuis cette loi, trodèrent les douloureux immenses faits à des établissements publics; et que le Gouvernement, pénétré de la sagesse de cette mesure, tolérât l'arbitraire des jugements; que la richesse des hospices des pauvres a fait souvent de véritables pauvres d'une foule de citoyens; qu'enfin dans le temps où les administrations, confiées à la sagesse, à l'humanité et à la probité des citoyens, étaient purement paternelles et philanthropiques, les administrateurs, dirigés par l'opinion publique, se crurent plus d'une fois obligés de réparer l'iniquité des testateurs, en accordant des pensions ou des secours aux parents indigents que les bienfaiteurs de leurs pauvres avaient indigné-

ment obligés; et que cet acte de justice ne lui jamais désapprouvé par le gouvernement qui existait alors.

D'autres se fondent sur la liberté civile, sur cette maxime du droit romain : *Le testateur parle, et sa volonté est une loi*; sur la nécessité de soutenir les désirs et les établissements publics, surtout après ces temps où plusieurs ont beaucoup perdu; sur l'impossibilité ou serait aujourd'hui le Gouvernement de fournir à leurs besoins les plus urgents et les plus indispensables, encore moins à tout ce qu'exigeraient l'humanité, la générosité et la grandeur de la nation française.

Les premiers sont d'avis que permettre aux hommes, aux établissements publics de recevoir un dixième de la fortune des citoyens qui ont des héritiers ou des descendants, et un quart de celle des autres, c'est compléter le sacrifice que les sentiments de la nature peuvent faire à la bienfaisance.

Les seconds veulent qu'on laisse leur donateur toute la portion disponible de sa fortune.

D'autres encore veulent s'écarter, dans tous les cas, le moins possible de la moitié de la portion disponible de la fortune.

Sur le genre de biens qu'on peut leur donner, les premiers considèrent que les propriétés immobilières, qui se soustraient le plus et les connaissances des administrateurs, sont toujours mal et indépendamment cultivées et régies quand elles appartiennent au public; que la propriété de tous, en absorbant ce qui pourrait être la propriété de plusieurs, arrête les progrès et par conséquent la population, que la diminution de la culture, qui entraîne celle du commerce, la cessation de la circulation des immeubles, la privation de droits de tout genre que le fisc pourrait se retirer, sont infiniment plus nuisibles à la nation que ces erreurs extraordinaires données aux établissements publics ne peuvent lui être utiles.

En conséquence, ils sont d'avis qu'il importer de les rendre incapables de recevoir des immeubles par donations entre-vifs ou testamentaires, et de les restreindre aux dons en argent ou en meubles.

Les seconds veulent qu'ils puissent tout recevoir, tout acquies, tout posséder, parce qu'ils ont besoin de tout. Mais ils désirent qu'il soit ajouté à la loi qui les autorise à recevoir des dons, que, lorsqu'un établissement sera suffisamment doté, le Gouvernement pourra le décliquer, par un arrêté, incapable de recevoir à l'avenir.

C'est au Gouvernement à décider ces questions importantes du droit public; mais il était du devoir de ceux à qui on demandait des observations sur un projet de Code, de les proposer.

An reste toutes les questions se réunissent pour que, s'il a été donné à la malincurie une portion dispositive de la fortune, elle ne puisse demander ni le partage, ni la liquidation des immeubles, et que les héritiers aient le droit de la lui payer en argent, d'après l'estimation des biens et la composition de la succession.

Art. 41. Après donataire, il est nécessaire d'ajouter *s'ils ont été signés, et d'ordonner* que s'ils ne le savent pas, il soit fait mention de leur déclaration.

Art. 42. Il est trop statuts qui exigent, pour qu'un citoyen se dépouille de ses biens de son vivant, la présence de ses parents et du juge. On pense que la loi doit exiger au moins un notaire et quatre témoins signataires : cet acte n'est pas assez urgent, et il est trop dangereux qu'on se abuse, pour qu'on ne prenne pas toutes les précautions qui peuvent prévenir des abus.

Art. 43. On demande qu'il soit ajouté deux autres cas : 1<sup>er</sup> si le donateur refuse des aliments à son héritier tombé dans l'indigence; 2<sup>e</sup> s'il a été déclaré incapable ou indigne à son héritier, mais en sa liberté individuelle, même par des actes autorisés par la loi. Ces deux preuves d'ingratitude sont trop évidentes pour être discutées.

Art. 44. Le motif des lois qui, depuis près de vingt-cinq siècles, autorisent la révocation des donations par la survenance d'enfants, étant qu'on devait présupposer que celui qui avait donné des biens n'était pas père, parce qu'il est contre la nature qu'un père dépouille son fils pour enrichir l'étranger.

Sans doute le motif du projet pour abolir l'ancien droit est que, le père pouvant disposer d'un quart de sa fortune, même lorsqu'il a des enfants, à plus forte raison était-il juste de valider des donations antérieures, sur la loi desquelles le donataire lui-même a fait des entreprises, a touché des établissements.

Les défenseurs de l'ancien droit pourraient objecter que si l'on renvoie la nature, la justice, son propre cœur et l'expérience, on sera convaincu que celui qui se dépouillait lui-même ne dépouillait pas ceux à qui il a donné le jour; qu'on répugne à soumettre les autres aux privations qu'on s'impose; qu'enfin ce qui suffisait pour nourrir un seul individu est toujours insuffisant pour nourrir une famille; et que ce serait un contraste bien révoltant de voir la donataire dans l'aisance, et le donateur et sa famille dans la pénurie.

Cette dernière réflexion réunit toutes les opinions, pour que, si la donation est maintenue, au moins le donataire soit obligé de rapporter l'argent ou les trois quarts des fruits, sauf à statuer, après la mort du donateur, sur la réduction du capital.

## CHAPITRE V.

### De la forme des testaments.

On observe sur ce chapitre, que le Code emploie indifféremment les mots *testaments*, *donations testamentaires*, *donations à cause de mort*, *donation par testament*, pour exprimer un seul et même acte; il serait à désirer qu'il n'employât qu'un seul et même mot.

Art. 45. On a proposé déjà l'abolition de ce ridicule et dangereux usage de se contraindre, pour la validité d'un acte, de deux notaires, dont l'un signe ce qu'il ne peut pas même voir, sur la foi de son collègue, que quelquefois il ne connaît pas encore. Cette observation s'étend à une foule d'articles de cette section.

On ajoute que, sans rappeler la leçon que donne à tous les législateurs le légataire universel, et à tant d'exemples de citoyens qui n'ont jamais eu leur testament, sans parler de ceux qui étaient morts, ou privés de leurs facultés intellectuelles avant qu'on les fit tester, qu'on ne saurait trop prendre de précautions pour constater un acte aussi important.

On propose donc quatre témoins qui signeront toujours ensemble; et si le testateur ne peut ou ne sait signer, un cinquième témoin toujours signataire.

Les hommes qui savent écrire sont ordinairement plus éclairés, plus instruits, et moins faciles à se laisser supplanter que celui qui ne s'écrit pas; on croit jamais se compromettre; et presque la loi exige une survie, ou on sera plus pressé pour prétendre la difficulté d'avoir des

semons qui seraient signer; ou se donnera le temps de les appeler.

Art. 72. On demande qu'il soit ajouté, comme dans l'article précédent, *disposition écrite en entier, datée et signée par le testateur.*

La possibilité de parler n'empêche pas d'écrire, puisque la loi n'est qu'il écrive ce qu'il aurait dit dire.

Art. 73. La surse de testateur après son testament était expiée par les continus ou statuts de plusieurs dép. à l'exception: elle était décriée par tous les observ. seulement que le terme de six jours est bien court; on de devant trois jours; est-ce trop pour qu'un malade ait repris assez de force pour retenter ce qu'on lui aurait arraché ou surpris, s'il s'en souvenait, s'il est instruit, ou pour apprendre qu'il a testé, s'il ignore? Parfois, la nécessité d'un surse de vingt jours empêche même de lutor la supposition d'un testament; on craint que le testateur ne survive pas, ou qu'il sache, s'il survit; et on ne l'assure pas au crime qui peut être inutile et puni.

Art. 74. Après accident, ajout: *postérieur au testament.*

Art. 75. La République remplacée par les Aspiers.

Art. 98. Dans le cas où l'héritier se trouve dans un degré ou la loi ne lui a point réservé de portion héréditaire, et les dispositions du défunt atteignent tout, faudra-t-il qu'il doive d'être privé de la succession il soit obligé d'ajouter le désagrément et la dépense de délivrer les legs? et si il a testé, lui laisse-t-on encore payer l'acte qui le dépouille? Parfois on pourrait par ces frais excéder la portion disponible. On propose la solution suivante:

« Les frais de la demande en délivrance et ceux de l'investissement sont à la charge du légataire. Les mandats de la loi ne sont pas en charge. L'héritier, pourvu que les legs joints à la donation excèdent pas la portion disponible ».

Art. 100. Exiger l'inscriptions et l'inscription de l'acte, sans préjudice de la répartition des portions. Avant cela ne peut être exécuté sans inscription, ou une hypothèque ne peut trapper les mandats du débiteur sans inscription.

Art. 102. Si la chose léguée a été échangée depuis la disposition, la chose régit en échange acquiescance-t-elle un légataire?

Art. 106. Cette disposition ne souffre pas de difficultés pour le domestique, le legs est évidemment rémunérateur et le service prouvé; mais quant à tout autre, quel peut être le motif de dévotion de la maxime de droit, *non solutus sed liberatus*, d'être par les anciens jurisconsultes romains, et adoptée par les jurisconsultes français? Ils pensaient qu'un devait presumer qu'un homme sage et ait voulu ainsi affranchir sa succession, et non pas la priver d'un legs, outre ce délit, et que s'il avait une intention contraire, il ne l'ait exprimée.

Cependant, on substitue dans le Code, aux principes anciens, un principe contraire: un mot de devant-on distingue.

Le légataire peut avoir une créance contre le testateur, ou le testateur, qui, par conséquent, lui est par conséquent connue.

Le légataire peut avoir une créance contre le testateur, ou le testateur, qui, par conséquent, lui est par conséquent connue. Est-il sûr, en ce cas, que s'il est connu la dette, il est vain y ajouter un legs et qu'il est évidemment son héritier? Enfin le légataire peut avoir un droit légitime à exercer, dont

la demande n'est point encore formée, que le testateur ignore, ou sur lequel il a cru plus prudent de garder le silence.

Pourrait-on prescrire que, s'il est près le procès, il soit tenu de les avances pour l'instance, qu'il est voulu faire au présent à se porter ailleurs? Et si l'on suppose qu'il a prévu, n'est-il pas évident qu'il a voulu le prévenir, l'éteindre sous le poids du besoin? Dans ces deux cas, le légataire moral pourrait-il élouer la contestation et recevoir le legs?

Il serait certainement plus sage de s'en tenir à l'ancienne jurisprudence, et de dire:

« Le legs fait au créancier est censé fait en compensation de sa créance, le legs fait au débiteur n'est pas censé fait en compensation de sa dette ».

Art. 119. Dans tous les cas on l'ins. comptable doit faire apposer le *seal*, ne l'ait-ce que pour son intérêt et pour son honneur. On demande la radiation de ces mots, s'il y a des mandats, interdits ou absents.

Art. 123. La surse doit être exigée par la radiation de son, comme pour le non lui-même; il peut y avoir, dans les deux cas, même surprise, même mauvaise, même abus.

Art. 126. La révocation doit être expresse.

Art. 144. Pour dire une loi, article, qui subit un sérieux examen, il est nécessaire d'en apprécier d'abord le résultat arithmétique.

Le calcul ne portera pas sur les principes de la loi de même qui exigent une égalité absolue. La latitude que la loi donne au père est éteinte en ce cas une inégalité de la famille de tester.

On ne pourrait pas penser à la loi de testament qui, lorsque le père avait plus de quatre enfants, ne lui permettait de disposer que d'une portion égale à celle de l'un d'eux; la faculté de l'écouter avait été gravée inconsciemment, mais cependant moins que dans le projet de Code. Toutes ses dispositions sont liées, c'est donc d'après ce projet qu'il faut calculer.

On suppose un père qui a dix enfants et un

biens de 25,000 fr.

Il donne à l'un son quart disponible; il use de

la faculté de léser tous les autres, que lui donne

l'article

En partageant également, chaque

enfant aurait eu . . . 2,500

Si le père n'ait simplement donné à

un autre le quart disponible, l'enfant

non avantage aurait eu . . . 1,800

Si le père use de la faculté de léser

du tiers au quart, il faut déduire . . . 575

Il lui restera la moitié de ce que

lui assignait la nature . . . 1,225

D'un autre côté, l'enfant avantage

aura le quart disponible . . . 6,250 fr.

La portion légale . . . 1,800

Les héritiers de ses frères . . . 4,775

En total il aura . . . 17,825 fr.

Il aura dix fois plus que chacun de ses frères;

il aura 625 fr. de rentes; les enfants les autres

ont le tiers de ce qu'il a.

Il pourra sans travail subsister aisément à la

campagne et dans plus d'une cité. Si l'on des enfants les-est pupille, il l'aura recourir à la bien-

sance pour compléter chaque année sa nour-

riture et ses vêtements; s'il est adulte, il ira

nourrir à la porte de son père.

Cette disposition est-elle dans l'ordre de la na-

ture? est-elle propre à maintenir l'union dans les

familles, à fermer des hères et des vœux un cas-



seau que rien ne puisse rompre? Voul-on le reconnaître ces procès affligeants où un frère arraché à l'autre, à ses aînés, des aliments déjà dévorés par la justice?

Sans doute on a voulu faire de l'autorité paternelle le grand ressort de la morale publique, et cette rue est sage, mais qu'on ne s'y trompe pas, l'histoire toujours présente l'indépendance; et si l'on veut rendre l'autorité paternelle puissante et respectée, il faut la forcer d'être sage et juste. Or la loi ne force pas les pères à la justice, si elle leur permet, par une disposition, de soustraire adroitement à leurs enfants ce qu'elle leur assure par l'autre; elle ne les force pas à la sagesse, si elle leur permet de jeter eux-mêmes dans leurs familles les semences d'intestiner éternelle.

Un ingénieur que tous les pères sont justes; ou comment qu'ils doivent l'être. Mais que résultera-t-il de cette supposition? Que s'il a lésé un de ses enfants, sa disposition a été caprice, suggestion, dictée, inspirée par la prévention ou par des passions; qu'ainsi ce n'est plus la disposition paternelle; qu'il faut l'annuler.

On conclut de ces réflexions que, quoique le vœu de la nature fût pour l'égalité, l'autorité de la source, la manière de l'autorité paternelle, les mœurs, tout concourt à faire accorder aux ascendants la disposition libre d'un quart de leur bien, qu'on peut encore leur laisser le choix du genre de biens dans lequel chacun des enfants aura sa portion héréditaire, pour leur laisser le moyen de pourvoir dans leur famille à la possession de la maison qu'ils ont bâtie; mais qui s'en est avéré, et que les mêmes principes exigent qu'on leur impose la nécessité de la plus stricte justice et par conséquent qu'on leur prohibe toute lésion, sur la plus heure, ou préjudice d'enfants de leurs enfants; que c'est même la plus sûre manière de rendre stables les partages qu'ils distribuent, et par conséquent le vœu de la loi.

On a déjà observé qu'il ne peut jamais y avoir de lésion en matière de mobilier; que toute lésion à cet égard est une erreur de calcul, et par conséquent toujours et essentiellement réparable.

On pense que cette disposition n'a pu être placée à la fin de ce chapitre; elle s'appliquant aux deux genres de partages, en conséquence, on propose les changements suivants :

À l'article 155 substituer : Le partage fait par le ascendant ne peut être attaqué que dans le cas où l'un des copartageants allégué et offre de prouver que la part qui lui est assignée ne le rend plus en totalité de celle que la loi lui assure dans la portion non disponible.

• S'il l'est, le partage est nul pour le tout, et les biens sont divisés également entre tous les copartageants.

Art. 156. • L'action d'indivision ne pourra être introduite sur le fondement qu'un des copartageants n'a dans son lot qu'une nature de biens au lieu d'une autre, pourvu que celui qui lui a été assigné d'un des partages, soit en mobilier, soit en immeubles, en argent ou de titre, soit en argent, soit en actions, en biens, en droits, en choses, ou autres genres de propriétés quelconques assignées par la volonté de l'ascendant, égale ou inégale l'indivision de sa part légale dans la portion non disponible.

Art. 158. • L'enfant qui attaque le partage fait par l'ascendant doit supporter les frais de l'instance, et doit les supporter en définitive, ainsi que les dépens de la contestation, si la réclamation n'est pas fondée.

Art. 159. • La garantie des lois pour les partages

• énoncés au présent titre, est la même pour les partages énoncés au titre des successions.

Art. 160. • Dans tout partage, l'égalité la plus absolue doit être observée à l'égard des effets mobiliers; toute lésion serait une erreur de calcul, et doit être réparée.

Le requérant qui a opiné pour que la portion disponible fut portée à la moitié, déclare qu'il n'a adopté les changements ci-dessus proposés, que dans les cas où son opinion sur la quotité disponible serait adoptée; dans les cas contraire, il vote pour la rédaction du projet de Code, qui lui est soumis alors.

Art. 161. On a proposé sur l'article 51 du titre III, section III, de la succession des ascendants, combien les donations entre-vifs, par contrat de mariage, présentant de dangers, dans le cas de mort; et ne sont pas les seuls, on s'est assenti et combien il est facile à la liberté d'abuser de la puissance d'un trépassé amoureux, à la puissance d'arracher des dons à la faiblesse d'une vieille timide; combien, à l'époque du mariage, l'absence du parent peut servir de sacrifices; comment une femme maladroite peut fuir son mari à lui laisser des moyens de le tromper le divorce; comment enfin la mort de l'époux douataire peut déposséder l'époux donataire et porter ses biens, de son vivant, dans une autre famille. Quand on s'agit, on croit, en donnant, avoir tout gardé, et on se résout, en se résolvant à tout perdre. L'époux des héritiers manifeste les égards, leur réclame les lois, convient d'oublier à la loi dont prévoyait l'ingratitude. Les réflexions devraient à proposer une disposition contraire à celle du projet.

Substituer à l'article 161. • Toute donation, même entre-vifs, faite par contrat de mariage, est toujours révoquée toute sous la condition de la survie du donataire, et, tant qu'il existe des enfants du couple donateur, n'a d'effet que pour l'usufruit seulement.

Art. 162. La fin de cet article, depuis ces mots, sauf qu'elle n'est point, etc., doit être rayée, puisque, comme on vient l'avoir démontré, la donation d'un époux à l'autre, non seulement est aussi révoquée que toute autre donation aux enfants sous le mariage, mais encore doit leur être nécessairement et expressément réservée.

Art. 163. L'époux donateur à son époux doit être révoquée à la portion disponible encore restée lorsqu'un parent : le donateur, mort en copartageant, ou en usufruit, ne pourrait plus ne comprendre un service, laisser des aliments à un vieux orphelin, à un ami? Une exception, une réserve quelconque ne serait-elle pas nécessaire?

2° Parce que le projet de Code, plus contraire à l'égard des ascendants, au vu de la nature et de la mesure que les lois de morale et de général, portées dans le système social qui voulait que les biens ne pussent pas réunies, à moins assemblée que portion héréditaire aux pères et aux aînés, comment pourrait-il ne laisser l'ascendant à l'époux survivant, avant lequel, suivant l'ordre de la nature, ils doivent descendre ou tomber?

Enfin on a proposé qu'il était sage de laisser les dons entre époux à l'ascendant tant qu'il existe des enfants; il est d'ailleurs qu'ils ne peuvent absorber les deux tiers de la part légale des enfants, que c'est bien assez qu'ils en absorbent un tiers.

On propose la rédaction suivante :

• L'époux peut, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, pour le cas où il ne laisserait point d'enfants ou descendants, donner à l'autre époux, ou propriété, toute la por-

- tion disponible de ses biens, et en outre l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi dispose à la disposition au préjudice des héritiers, à l'exception néanmoins de l'usufruit de la portion que la loi réserve aux père, mère et autres ascendants.

- Et pour les cas où l'époux donateur laisse des enfants ou descendants, il ne peut donner à l'autre époux que l'usufruit de la moitié de ses biens seulement; et si les dispositions, à quelque époque qu'elles aient été faites, consistent en dons de propriétés soit mobilières, soit immobilières, ils seront restreints, tout qu'il y ait des enfants ou descendants de l'époux donateur, à l'usufruit des choses qui en seront l'objet, sans que la totalité des biens donnés puisse excéder la moitié du revenu de la totalité des biens.

- Cet usufruit se prend d'abord sur le quart disponible.

Art. 157. On a prouvé qu'il était nécessaire de ne permettre le mariage qu'à l'âge de 18 ans; cet article ne pourrait s'appliquer qu'aux filles; d'où il en résulterait des dons, et rien pas à en faire; par conséquent, l'article rayé.

Art. 158. Si l'on adopte la proposition ci-dessus, sur toutes les donations que l'époux fait toujours subordonnées à la survie de l'époux donateur, l'article doit être rayé; l'époux mineur doit, comme tout autre, pouvoir tout donner.

Art. 161. On a trop insisté, sur l'article 41 du titre I<sup>er</sup> du livre III, le donner aliéné de cet article pour y revenir.

Si on adopte le principe que toutes les donations entre époux sont réduites à l'usufruit tant qu'il existe des enfants ou descendants de l'époux donateur, il est à rayé en entier; mais, quelque parti qu'on prenne à cet égard, il est essentiel de reprendre dans la disposition les biens mobiliers. Plus le romanisme et les arts augmentent, plus il y aura de richesses mobilières; elles sont déjà la plus grande partie de la fortune des artistes, des banquiers, marchands, capitalistes, artisans, etc.

#### OBSERVATIONS

sur ce chapitre.

Le Code ne présente aucune disposition en faveur de l'époux pauvre et sans fortune à qui l'époux survivant n'a rien donné, ni par contrat de mariage, ni par disposition à cause de mort. Les lois romaines avaient accordé à la femme pauvre le quart des biens de son mari, soit en usufruit, soit en propriété, suivant les circonstances, les tribunaux des départements qui étaient régis par le droit romain, ont plusieurs fois accordé ce secours à des veuves.

Il est affreux pour l'époux qui vivait dans l'opulence ou même dans la médiocrité de se trouver tout à coup réduit à la pauvreté, souvent dans un âge qui ne lui permet plus de travailler, ou au sortir d'une position qui lui en a fait perdre l'habitude.

Quand même l'époux prédeceint aurait eu des enfants de son précédent mariage, ce serait une barbarie de se voir se plonger l'époux qui lui survit dans les horreurs de l'indigence; et ajoutant tout que la loi permet le divorce, on ne peut plus lui en imposer de graves; il faut régulariser les sorts de l'indigence, de l'indigence, et même de l'indigence.

Les droits et les devoirs des deux époux étaient les mêmes dans le mariage, tout devait être égal dans l'union conjugale, on pensait que, pour cr-

secours alimentaire, il ne doit être établi aucune distinction entre les époux des deux sexes.

En conséquence, on propose la disposition suivante:

- Dans le cas où un époux qui survit n'aurait pas une fortune suffisante pour subsister dans un état analogue à la fortune qu'il partageait avec l'époux prédécédé, il aura, à titre de pension alimentaire, le quart du revenu des biens de l'époux prédécédé, s'il laisse des enfants, et la moitié s'il n'en a point laissé.

#### CHAPITRE IX.

On observe 1<sup>o</sup> que si on admet sur les hypothèques le projet proposé, toute donation d'immobiliers entre-vifs doit être transmise pour avoir effet contre des tiers.

2<sup>o</sup> Que, comme on l'a déjà dit, aucun acte passé dans l'étranger ne peut acquiescer d'authenticité en France que par son dépôt chez un notaire public.

On observe encore, sur l'article 18, qu'il ne s'agit rien à l'égard des biens situés en France donnés par un étranger à un Français, ni des biens situés en pays étranger donnés par un Français. Il est nécessaire de prévoir ces deux cas, qui peuvent se présenter, et qui, à raison des loix qui régissent les personnes, et les familles, seraient d'une très-grande difficulté.

#### TITRE X.

Du contrat de mariage.

Art. 6. Bayer cet article, on en faire une règle générale. On a déjà prouvé qu'il n'y a pas deux espèces de majorité; qu'il ne peut pas plus y avoir de différence dans le droit entre un majeur de vingt ans et un de vingt-cinq, qu'entre un de vingt-cinq et un de trente.

Un des commissaires est d'avis que l'article est bon.

Art. 53. Cette obligation doit être déclarée un devoir indispensable du juge de paix.

On propose que la rédaction porte: doit sur la détermination, ou même d'office.

Art. 56. La mort évidemment produire absolument les mêmes effets civils que la mort naturelle; par conséquent elle doit, comme on l'a déjà dit au titre de la mort civile, donner ouverture aux gains de survie, on propose donc une disposition absolument contraire:

- La dissolution de communauté, opérée par la mort civile, donne ouverture aux gains de survie et au favor de l'autre conjoint.

Art. 57. Il est nécessaire d'y réinsérer un mot et d'en changer un autre.

- Toutes les lois que la loi est en péril par la mauvaise gestion du mari.

Art. 60. Entendu en préjugé, par la fin de cet article, que tout tribunal de renvoi a de droit le même arrondissement que le tribunal?

Art. 63. On a rappelé, au titre du privilège sur les meubles, la volonté des législateurs de privilégier que les femmes ont, dans la plus grande partie de la France, sur les meubles de leurs maris; mais que les biens soient mobiliers, il est d'une justice évidente, d'une absolue nécessité, d'assurer les gains de survie de la femme, en conséquence, on propose de substituer à cet article les dispositions suivantes, absolument conformes à la jurisprudence:

- La séparation de biens ne donne point ouverture aux gains de survie de la femme, mais à leur liquidation et à l'assurance de leur paiement éventuel.
- Ils sont liquides avec la dot et les reprises de

la femme; elle les reçoit en douant son mari de  
les rapporter en cas de surte de son mari, et  
d'en payer l'intérêt annuel jusqu'à sa mort, ou le  
si mort, à l'agent les créanciers du mari, ou le  
mari lui-même. lui donnera aucun intérêt ou  
sera payé au décès de son mari, si elle lui  
mari.

Art. 65. Cet article est de la plus grande importance  
et mérite, de la part du législateur, un sérieux examen, surtout pour l'intérêt des pays de  
commerce.

Une femme avait, avant de se marier, des engagements personnels, ou bien elle s'est engagée  
individuellement avec son mari, il lui a pu décom-  
pense; la femme, par l'insolence de son mari,  
par un intérêt quelconque, même pour favoriser  
les créanciers qui n'ont pas son engagement, ne  
demande point de séparation de biens.

Les créanciers personnels, ou ceux à qui elle  
s'est engagée, pour prévenir la perte du gage de  
leur créance, pour réaliser les avantages que  
leur assurent l'engagement de leur débiteur, de-  
mandent sa séparation de biens, la liquidation et  
le paiement de ses droits, pour être payés eux-  
mêmes sur le produit.

On leur oppose que, la femme n'étant point  
séparée, le mari est maître de tous ses biens par  
la loi, qu'elle seule peut demander à être sépa-  
rée, qu'ainsi ils sont non recevables dans leur  
action, et c'est là le principe qu'adopte le projet  
de Code.

Dans une cause de la plus grande importance,  
on soulevait au tribunal de la conservation de  
Lyon, pour les créanciers, que leur créancier est  
autorisé par la loi à exercer tous les droits de  
son débiteur; qu'il ne peut pas dire au pouvoir  
du débiteur de renoncer à ses droits légitimes,  
d'en suspendre l'exercice ou fraude des droits  
de ses créanciers, évidemment pour leur faire  
perdre leur créance; que, puisque la loi veut  
que le mari soit maître de tous les biens mobili-  
ers de la femme pendant la durée du mariage,  
admettre en principe que les créanciers ne peu-  
vent pas demander la séparation de biens, la li-  
quidation et le paiement des droits de leur  
séparation et le paiement des droits de leur  
séparation, ce serait porter atteinte à l'engagement légal de  
la femme, lui permettre de manquer, et de lui  
d'une loi, à ce qu'elle a promis en vertu d'un  
acte.

La conservation autorise les créanciers de la  
femme à demander la séparation de biens, la li-  
quidation de ses droits, et à exercer son privilège  
pour leur créance, à l'effet d'être payés sur  
le produit.

Après une plaidoirie solennelle, ce jugement  
fut confirmé par le parlement de Paris; et tou-  
jours on a regardé, à Lyon, ce point de jurispru-  
dence comme constant et invariable.

Cependant on oppose encore que, la séparation  
de biens tenant à l'état de la femme, à sa per-  
sonne, on ne peut pas la soustraire malgré elle  
à une loi sous laquelle elle veut rester.

Ne pourrait-on pas conclure de ce dernier principe  
avec celui qu'on oppose les créanciers, en ajou-  
tant à l'article :

« Néanmoins, en cas de faillite et de décu-  
pense du mari, les créanciers personnels de la  
femme peuvent exercer ses droits jusqu'à con-  
currence du montant de leur créance ».

Deux commissaires sout d'après de l'article 65;  
l'autre observe que jusqu'à présent on avait tou-  
jours regardé comme un principe invariable que  
la séparation de biens était un droit personnel à  
la femme, l'affranchissement de la tutelle à la

quelle elle est soumise par la loi, les créanciers du  
mari ne pouvaient pas la contester, que leur pré-  
sence, leurs contestations ne pouvaient la rendre  
caduque, puisqu'elles constataient les dettes du mari,  
et par conséquent le poids de la loi, qu'ainsi  
leur droit d'intervenir devant se borner à con-  
tester la liquidation; en conséquence il propose,  
au lieu de ces mots, et la contester, ceux-ci : et  
contester la liquidation de ses droits.

Art. 66. Et commissaire propose d'ajouter à la  
fin de l'article : « suivant les modifications  
expressées dans l'article 1, section II, cha-  
pitre XIX de l'épigraphie légale, titre VI de  
« livre III. »

La nullité de cette addition est nulle à y a plu-  
sieurs cas, notamment celui de la séparation de  
biens, où la femme n'a hypothèque sur les biens  
de son mari, pour ses créances, que du jour de  
l'acte.

Art. 70. Ajouter : « en ce cas la séparation est  
« rayée du tableau présent par l'article 68. »

Art. 72. Quel est cet on qui examine et qui  
adapte? est-ce le tribunal, sont-ce les héritiers?  
On propose de rayer en entier, et, et d'y subs-  
tituer : « Ils peuvent se donner : ceux qui veu-  
lent accepter acceptent; ceux qui veulent  
renoncer renoncent. Le sort de la portion de  
« ceux qui renoncent est fixé par l'article 91. »

Art. 98. Pour lever tout doute, ajouter à la fin  
de l'article, « jusqu'à concurrence de l'émolu-  
ment de la femme, ou de celui de son héritier. »

Art. 111. Cet article était expressément sous le  
titre des conventions exclusives de toute commu-  
nauté, on est surpris de voir le troisième ajouté  
finir par ces mots : après la dissolution de la com-  
munauté. Il paraît qu'on devrait dire : après la  
dissolution du mariage ou la séparation de biens.

Art. 115. Il est arrêté qu'une femme, après  
s'être réservé un paraphernal, a laissé son mari  
l'administrer et en passer les quittances; un moyen  
de cet excès de revenu, le mari lui-même à  
toutes ses dépenses, lui laisse leur une maison  
conjointement, donner ses dettes; et lorsque les qua-  
rités du mari, entre les revenus et le para-  
phernal, avaient été consommés pour l'achat  
de la dune, ou l'a voir demander à son mari  
compte de l'argent à l'argent aus de jouis-  
sance de ses paraphernaux. On propose : « Si la  
« femme a laissé retenir les revenus de ses para-  
« phernaux, en tout ou en partie, par son mari,  
« elle n'est pas recevable, après la dissolution de  
« l'union, à la répétition des revenus antérieurs,  
« qui sont restés à titre d'emploi de son couple-  
« ment, si le mari affirme qu'il les a employés  
« à la dépense de sa femme et dans le commun  
« ménage. »

Art. 123. Ne faut-il pas ajouter pendant la durée  
du mariage? Si cet article restait illimité, ne  
contrairait-il pas essentiellement les principes  
sacres de la propriété, dont les droits peuvent  
dire suspendus dans la personne de l'épouse pro-  
prière, tout qu'elle est sous la puissance de  
son mari, mais qu'elle doit reprendre dès qu'elle  
reçoit sa liberté; sans que cette femme sou-  
verainement son interdiction irrévocable.

Art. 139. Un commissaire observe que si, avant  
son mariage, la future épouse, déclarée libre et  
qu'elle a révoqué contracté des engagements  
ignorés ou connus de ses parents, on a vu en con-  
struction de mariage qui absorberait la totalité de leur  
fortune, il sera légalement tenu de la future  
épouse des biens de son parent, doit cependant la  
loi réserver une partie à ses frères, à ses sœurs,  
à des parents au même degré. Cette loi serait trop



• Toute vente d'immeuble mobilier est nulle et ne peut produire aucun effet, même à l'égard des porteurs; il ne peut en être reçu aucune preuve testimoniale, même quand il y aurait eu reconnaissance de paiement par écrit.

• Aucune vente d'immeuble ne peut avoir d'effet, à l'égard des tiers, qu'autant qu'elle est revêtue des formes exigées par la loi pour l'authenticité des actes judiciaires, et du jour où l'acte où l'acte a été transcrit au bureau des hypothèques.

Art. 3. La vente, etc.

Art. 4. Cet article est renvoyé à la disposition générale de l'article 2; cependant son espèce ne peut pas former une exception: dès que le nombre des choses, ou la quantité de grains, de laines, d'êtres même d'immeubles, et le prix de chacun, sont connus, l'acheteur ou le vendeur, en vertu de la nature de la chose vendue, la vente est parfaite; il n'y a plus qu'à compter, mesurer et peser.

On propose donc de rayser cet article et le substituer.

Art. 8 et 9. C'est une maxime constante des lois françaises, consacrée par la jurisprudence, que la promesse de vendre n'est point une vente; il n'oblige qu'à des dommages et intérêts, le droit français n'admet point les distinctions subtiles du droit romain entre la dation et la non-dation d'arrhes.

Ce principe et cette jurisprudence sont fondés en raison et en équité.

En fait de marchandises, si le vendeur avait eu la chose en sa possession, s'il n'était sûr de pouvoir la livrer, il n'aurait vendu; il ne se serait pas engagé à promettre; mais dans l'espoir de trouver, quelquefois de recevoir la chose qui lui est promise, il se contente de promettre; cependant il ne trouve ou ne reçoit pas.

Il n'est de même à l'égard d'un immeuble: un propriétaire a besoin de vendre; il y est déterminé; mais il y a des conditions sur lesquelles on n'est pas parfaitement d'accord; il est des tiers qu'il doit consulter, avec lesquels il doit se reconnaître; il se propose de vendre; mais il ne trouve pas; il se propose de vendre; mais il ne trouve pas.

Il n'est de même de même de l'acheteur: dans l'intervalle, les fonds qu'il destine à l'acquisition lui sont retirés, et par les circonstances il est forcé de changer d'avis.

En ce cas, les uns et les autres ont prévu que le contrat pourrait ne pas être exécuté; ils ont voulu se réserver qu'à des dommages-intérêts; ils se sont contentés de vouloir les exiger; ils enissent voulu un contrat invariable, ils auraient dressé un acte de vente formel; ils ne se seraient pas contentés d'une promesse.

La vente et la promesse de vendre sont donc deux contrats différents.

On pourrait comparer la promesse de vendre à une vente sous une condition résolutoire, mais non écrite, et sur laquelle chacun parle et consent que l'autre garde son secret.

La dation d'arrhes ne peut rien changer à la nature et à l'essence du contrat; elle ne peut produire d'autres effets que la fixation des dommages.

On propose les dispositions suivantes:

• La promesse de vente ne vaut pas vente; • chacun des contractants est maître de s'en départir.

• Celui qui s'en départ est condamné à des dommages et intérêts.

• Si l'un en des autres données, elles détiennent les dommages.

• Si celui qui les a données refuse d'exécuter, si les perd; si le défaut d'exécution provient de celui qui les a reçus, il est condamné à restituer le double.

• Si l'un a pu ou non de dation d'arrhes, les dommages et intérêts sont fixés par le tribunal compétent.

Art. 11. Apurer: nommé par la convention. Il ne peut être remplacé que du consentement mutuel.

Art. 13. Apurer à la fin: et les droits des créanciers, en cas de fraude.

Art. 14. Apurer: les suppléments. Rejeté à la fin ces mots: devant eux.

Substituer: devant le tribunal dont ils sont membres, ou près dequel ils exercent leurs fonctions.

Art. 15. La dignité, l'honneur de la magistrature française, l'intérêt, le repos de tous les citoyens, risquent sur ce point soit de la universalité de l'ordre judiciaire, risque son exécution soit garantie par son élite morale.

• Aucun juge, suppléant, commissaire ou substitut du commissaire du Gouvernement, greffier, huissier, défenseur et avocat, dans quelque tribunal de la République qu'ils exercent leurs fonctions, ne peut prendre aucune cession des procès, droits et intérêts litigieux, soit que la contestation soit civile ou commerciale, soit que le tribunal de la France que ce soit, soit qu'elle ne soit pas commencée ou qu'elle soit suspendue, à peine de nullité de la cession et des procédures, des dépens, dommages et intérêts, et d'une amende égale au prix de la ressource, qui sera prononcée sur le vu de celui contre lequel l'acte sera exécuté. Ces peines seront prononcées par le tribunal saisi de la contestation, sur la demande de la partie, et, à son défaut, sur la réquisition d'office du procureur du Gouvernement.

• Sont exceptées les cessions reprises sur un étranger, en qualité de cessionnaire, et exécution de l'article 19 ci-dessus; les réserves d'un cocontractant à un cocontractant, d'un associé à un associé, qui sont régies par les lois relatives à ces affaires.

Art. 28. Apurer: en cas de contrat, de ses accessoires et de l'endossement, sont à la charge de l'acheteur, s'il n'a eu stipulation contraire.

C'est la loi actuelle, c'est l'usage; il n'y a point de motif d'y déroger; au contraire, il est juste et dans l'intérêt du contrat.

Art. 31. Sur ces mots: si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en état de faillite ou de déconfiture, on observe que jamais on n'a exigé que le commerce de l'acheteur ait continué pour dispenser le vendeur de la démission; il n'y aurait pas eu de procès; il n'y aurait que lorsque des circonstances postérieures au marché ont fait connaître, si l'acheteur démissionnaire, les juges prononceraient comme un jury d'équité si les circonstances sont ou non suffisantes pour autoriser le refus de démission.

On propose de rajouter, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en état de faillite ou de déconfiture, et d'y substituer:

• Si, depuis la vente, il est survenu à l'acheteur des événements tels, que le vendeur se trouve en danger imminent de perdre le prix.

Art. 35. Cet article serait en contradiction avec les dispositions du Code, au titre de privilège sur les meubles, qui établissent, sur les rôles, les saisies et les meubles, un privilège pour la

païement des semences, frais de récolte, ustensiles, marchandises de manège, etc. Ce privilège est consacré dans toute la législation par l'opinion générale et les jugements des tribunaux : la nécessité d'assurer les cultures le crée, et doit le maintenir.

On propose de rayer depuis ces mots, quoique les fœdes, etc., et de substituer : « à la charge des » impositions de l'année, du droit colonique, » des frais de culture, du prix de semence, s'ils sont dus, sans son recours contre le vendeur, » dans le cas où il aurait déclaré les avoir payés. »

Art. 56. Cet article présente des difficultés; les mots, nécessaires, destinés à usage perpétuel, ont besoin d'être déterminés, en y ajoutant :

« On ne peut réputer accessoire ou destiné » à un usage perpétuel, que ce qui est déclaré tel » par les lois, ou titre de la destination des biens. »

Art. 57. Après concurrent, ajouter des vœux.

Art. 58. À excepté que l'acquéreur, etc., substituer : « excepté qu'il soit prouvé par le contrat » que l'acquéreur a connu, lors de la vente, etc. »

Art. 59. Celui qui déclare est responsable, soit qu'il ait profité ou non du dommage qu'il a causé, qu'il faille lui par méconnaissance, par imperitio ou par caprice : le mal existe, il doit se réparer. On propose de rayer ces mots : et qu'il en ait tiré à son profit.

Art. 58. Deux commissaires conçoivent difficilement estimant le vendeur, qui, dans le cas d'eviction totale, n'est tenu, par l'article 57, qu'à la restitution du prix, peut, dans le cas de l'éviction partielle, être obligé au remboursement d'un prix arbitraire; il n'en doit pas moins les restitutions de fruits, les frais et les dommages. Les deux cas sont semblables quant à leur cause et quant à leurs effets; il n'y a de différencier dans l'éviction que du tout à une partie de la chose; il ne doit y avoir de différencier dans le remboursement que du tout à une partie de prix.

On propose : « Si, dans le cas de l'éviction » d'une partie de la chose, la vente n'est point » résolue, la valeur de la partie évacuée est rem- » boursée à l'acquéreur proportionnellement au » prix total de la vente. »

Art. 61. Un commissaire est d'avis de l'article. Sur quel fondement peut-on autoriser un procès pour décider si les raisons que le vendeur aura pu alléguer étaient bonnes et valables? Quand il s'agit d'un procès en force de la chose jugée, sa révélation est incontestable; la loi la compare à la vérité; comment donc provoquer un autre jugement pour décider si la cause a été bien ou mal instruite, bien ou mal plaidée, bien ou mal jugée?

D'ailleurs, on d'appeler pas son garant, on lui révoque les moyens de maintenir sa vente, de prouver le jugement par une transaction ou par un arbitrage, l'acquéreur a pris sur lui le péril de l'éviction; il en a déchargé le vendeur; il a reconnu à son action; il n'est plus contre lui.

Rayer : si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande.

Art. 62. Peut-être faudrait-il lire : Le vendeur est tenu de la garantie à raison des qualités nuisibles.

Mais ce qui est important, c'est de rayer depuis ces mots, tels sont le mauvais goût, jusques et compris : le tout néanmoins suivant les circonstances et les usages des lieux.

On lui a un Code pour couvrir sa loi les bons usages, pour abolir les usages vicieux; donc la loi ne doit pas rejeter les usages dans le vague de l'arbitraire, abandonner sa disposition sage et expresse, en renvoyant à un usage peut-être

mauvais, et toujours moins précis, moins certain? d'ailleurs les principes posés dans cet article sont si sages, d'une justice si évidente qu'on n'a pas les motifs, les obscurcir, les affaiblir par des explications inutiles qu'on pourrait regarder comme des restrictions, par un renvoi à des usages qui sont injustes s'ils sont conformes à la loi, qui doivent être abrogés s'ils le sont contraire.

Art. 68. Si le cher, ajouter viceux.

Art. 69. Il faut un terme fixe: rayer ces mots, dans un bref délai, mais le nature du service nécessite l'usage du bras ou a été faite la vente; y substituer, dans le délai de la délivrance.

Art. 73. Si la chose vendue, ajouter et livrer; ajouter encore à la fin : interpolation judiciaire faite après l'enchère.

Art. 76. Il est possible qu'on accorde quelque délai au débiteur, la rareté de l'argent l'exige.

Il est malheureux d'être dans l'impossibilité de payer, l'humanité réclame en sa faveur; mais l'acquéreur n'est jamais excusable; il ne doit point acquiescer sans avoir son argent prêt; il peut dire tout, le vendeur est dépourvu; souvent il est poursuivi, ruiné par les créanciers dont les poursuites l'ont forcé de vendre; et la justice souffrirait que dans cet état de temps, si favorable pour lui, son acquiescement réduisit les revenus, gardât le prix, et empêchât au malheur qu'il causait.

La vente est résolue de plein droit à défaut de paiement du prix, puisque le prix est la condition essentielle et substantielle de la vente.

En conséquence, on demande la radiation de ces deux articles, et on propose pour les remplacer :

« La vente est résolue de plein droit faute de » paiement du prix dans le terme convenu, si le » vendeur le demande, soit que cette stipulation » ait été insérée dans le contrat, soit qu'elle lui » ait été faite. La résolution sera prononcée aussitôt » après la sommation de payer faite par le vendeur » depuis l'échéance. Le juge ne peut point accorder » de délai à l'acquéreur qui ne réalise pas le » paiement à l'instance de la créance. »

« Lorsque la vente est résolue, l'immeuble rentre » dans la propriété du vendeur, excepté de loyers » et des charges et hypothèques dont l'acquéreur » l'aurait grevé, sauf le privilège de ceux qui ont » prêté des deniers pour payer une partie du prix » au vendeur, s'il a consenti à leur subrogation. »

« Le vendeur restitue le prix qu'il a reçu, à la » déduction : 1° des frais et coûts du contrat, s'il » les a avancés; 2° des dégradations, si l'acqué- » reur en a fait; 3° des dépenses auxquelles la pour- » suite a donné lieu; 4° des dommages et intérêts » qui sont attachés par le juge. »

« Le vendeur, qui rentre dans sa propriété par » résolution de sa vente à défaut de paiement du » prix, ne paie qu'une droit fixe, soit pour l'au- » gmentation, soit pour la radiation de la trans- » cription du contrat. »

« Il est libre au vendeur d'exercer l'action réso- » lutoire; il peut, à la prière, poursuivre son » paiement contre l'acquéreur par les voies dé- » terminées au titre de l'expromission. »

Art. 81. Ajouter au 3° alinéa : Prudent toute la durée du terme, le vendeur a le droit d'exercer cette faculté, nonobstant toute stipulation contraire.

Art. 83. Deux commissaires adoptent l'article; un autre observe que l'article droit autorise le juge à donner un délai et même à le proroger, que le vendeur n'était débiteur que par le jugement du tribunal d'appel d'être non être trop

grande fauteur : ne pourrait-on pas, en faisant subsister la prohibition de péculation faite au juge par l'article précédent, ajouter à l'article « que l'acquéreur d'un bien propriétaire incommutable a l'induit ou il a dévoué au vendeur, après l'extinction du bien, que la faculté de racheter ne subsiste plus ? »

Art. 88. On ne croit pas possible d'adopter la disposition de cet article, quoiqu'elle soit en rupture avec le droit romain. L'acquéreur n'avait point de mandat pour acheter la propriété ; il lui était libre de se faire déjouer par l'effet de la licitation ; il ne lui était pas libre de grever son vendeur de la nécessité d'un remboursement plus considérable, de le forcer à acquiescer malgré lui.

On peut se servir que l'acquéreur est resté obligé pour la garantie de son prix ; mais il agit son action contre son vendeur, et il doit supporter d'avoir voulu courir ce risque, en achetant par chose indécise.

Il serait plus simple et plus juste de statuer :  
 « Si la chose vendue est une partie indivise d'un héritage, en cas que la licitation en soit poursuivie par les autres copropriétaires contre l'acquéreur, le vendeur a l'option d'annuler l'empêchement à l'acheteur pour son propre compte, ou à la charge de la reprendre en remboursant la totalité du prix à l'exclusion de son terme de rachat, ou d'exercer sur-le-champ la faculté de rachat, ou d'y renoncer absolument.

« Il est tenu d'opter dans trois jours, à compter de celui de la sommation qui lui est faite par l'acquéreur ; à défaut d'option, l'acquéreur a le droit d'enchérir, et s'il reste adjudicataire, le vendeur sera tenu de retirer le tout, s'il l'est, et si du pacte de réméré ».

Art. 90-91. Ne serait-il pas plus simple, plus conforme aux principes, qui ne permettent pas de diviser l'action et le fond, même les parties, de statuer, soit dans le cas de plusieurs vendeurs, soit dans le cas de plusieurs coheritiers d'un seul vendeur, que chacun ne peut exercer l'action en réméré que pour la totalité de l'objet vendu ; sauf aux autres coheritiers ou co vendeurs à reprendre sur celui qui l'exercera leur portion dans le terme fixé par le contrat.

Art. 93. Il paraît que, si la chose vendue est échoe au lot de l'un des licitateurs, l'action ne peut être exercée que pour le tout.

Art. 94. Les créanciers peuvent exercer toutes les droits de leurs débiteurs ; on ne voit pas de motifs pour les exclure de l'exercice de l'action de réméré, s'ils le croient nécessaire et utile à leurs intérêts.

On propose au contraire :

« Les créanciers du vendeur peuvent exercer la faculté de réméré qu'il s'est réservée ; il ne peut la rendre ou la résister à qui que ce soit ».

Art. 95. Ajouter : « à la charge des frais de suite, du droit volontaire et des hypothèques, à concurrence du temps ».

Art. 96. On propose d'ajouter : « La simple faculté de réméré n'est pas nulle ; elle n'est pas susceptible d'hypothèque ».

Les créanciers hypothécaires sur l'immeuble vendu y ont exercé et peuvent exercer leurs droits hypothécaires. Si l'immeuble rentre dans les mains de leur débiteur, il sera hypothéqué ; mais la faculté d'exercer l'action ne peut pas plus être susceptible d'hypothèque qu'une allocation, une créance, une somme d'argent destinée à acquiescer.

#### OBSESSION GÉNÉRALE.

Le contrat est un véritable prêt sur gages, et en ce sens que toujours une main est retenue.

Il se peut être à l'origine de la suppression, si l'on admet l'antichrèse ou gage immobilier, qui le remplacerait d'une manière plus juste et plus avantageuse, puisque l'exécution des fruits sur l'induit s'imputerait sur le capital, puisqu'en outre le débiteur pourrait toujours rentrer jusqu'à la vente du gage, et le faire porter, par l'adjudication, à sa juste valeur.

Art. 101. Ajouter à la fin de l'article 101 : « et contre les communes ou non communes, dont la ratification est exigée du jour de leur ratification faite en majorité ».

Ajouter encore : « toute ratification ou traité, même expressément stipulé, sur la lesion, passe avant l'extinction des quatre ans et des six mois » pour la ratification, ne peut en effet l'exercer de celle action, et n'a d'autre effet que de prouver au prix primitif de la vente les sommes reçues par le vendeur en vertu de ces traités.

Néanmoins si, après contestation en cause sur la demande formée en rescision pour la lesion de plus de moitié, le vendeur a traité, il est tenu de rendre à l'exercice de son action.

Art. 102. Ajouter à la fin de l'article 102 : « L'action en rescision de la licitation peut être exercée pour cause de lesion de plus de moitié, si l'adjudicataire est un étranger ».

« Elle peut être exercée pour cause de lesion de plus du quart, si l'adjudicataire est copropriétaire ».

Au premier cas, c'est une rente ; au deuxième, c'est un partage toujoursant retenu au lot tout entier.

La différé une de non ne peut pas en mettre dans l'exercice du droit que la loi accorde au vendeur ou au copropriétaire.

Art. 103. Ajouter à la fin : « L'exploit de cette signification doit être signé par le débiteur, et en cas d'absence ou refus, par le juge de paix de son domicile, lequel il en sera tenu copie ».

Cet acte est trop répété ; s'il n'est, contre lesquelles il n'y a ni recours ni remède, sont trop importantes pour ne pas prendre cette précaution.

Art. 104. Il paraît que, pour rendre cette disposition plus précise, il faut dire ces mots : « Lequel que de la substance ou de la forme et ne s'étend pas au temps » ; car, en effet, il y a substance et forme. Cette promesse ne s'étend que de la substance au moment de l'échéance, et ne peut s'étendre plus loin si le créancier ne l'a pas expressément stipulé ».

Art. 105. Bayer la deuxième alors. Le créancier ne peut pas avoir plus de droit que son débiteur de transférer l'objet et le repos d'une famille, de dévorer une héritière par une discussion ; qu'il ait en outre ou non du capital, il n'en est pas moins responsable d'un droit litigieux, et par conséquent dans le cas de la loi.

Rayer la troisième alors ; il paraît inutile : on ne reçoit pas même dans quel sens cette disposition a pu être faite.

Si l'acquéreur du droit litigieux est seul propriétaire de l'héritage soumis à son action, tout est terminé ; personne n'a intérêt, n'a droit d'exercer contre lui de la disposition de l'article 107. S'il n'est que copropriétaire d'une partie, il est ou coheréditaire ou associé, et les règles de ces contrats rendent que l'acquisition commune à ses copropriétaires, s'ils le veulent.

## TITRE XII.

## De l'usage.

- Art. 2. Après convention, ajoute : « donné » dans les formes prescrites pour la vente. »
- « À la fin, ajouter : »
- « Et si le bail n'est sujet qu'à un droit fixe, le droit proportionnel ne peut être établi que sur la soule. »

## TITRE XIII.

## Du bail.

La nation, les communes, les établissements publics, comme les, dans leurs baux, avec des citoyens; ils ne peuvent donc pas avoir d'autre droit que les citoyens entre eux. La loi doit être égale pour tous : à la vente, elle peut, elle doit fixer la forme et la durée de ces baux, comme elle fixe la forme et la durée des baux de s'haier la nation et soumise à l'administration de ceux qui n'en sont pas propriétaires; mais ces exceptions ne doivent comme d'habitude être établies par la loi, comme celles des baux de s'haier, des fermes, doivent être insérées dans le Code, parce qu'elles établissent des rapports avec les citoyens, et ne peuvent jamais être l'objet de lois isolées, ni de règlements variables. Des règlements ne peuvent statuer que sur la composition des administrations, les formes, la forme de l'administration, les formes des lois, les formes de leur exécution.

On demande donc, si la loi est celle qui est relative à la forme et à la durée des baux des biens appartenant à la nation, aux communes et aux établissements publics, soit fixe par le Code.

« Qui tant que cet article lui est relatif, soit soumis aux mêmes lois que l'exécution des baux des autres citoyens. »

« Qu'on ne renvoie aux règlements que ce qui peut concerner les administrations et la police des administrations. Le Code pourrait ordonner : »

« Les baux des baux de la nation, des communes et des établissements publics, ont la même durée que ceux des particuliers. »

« L'administration qui en est chargée juge qu'il est utile de les passer pour un plus long espace de temps, afin d'éviter des dépenses de constructions, des réparations, des améliorations, elle doit obtenir préalablement l'autorisation du Gouvernement, et en cocher les affiches non ont annoncer les charges et la durée du bail. »

« Dans tous les cas, ces baux se donnent à l'enchère, après trois affiches imprimées, apposées, de dixaine en dixaine, dans le lieu où les baux sont situés, et dans celui où siège l'administration. »

« L'apposition de chaque affiche est certifiée par le maire ou, à son défaut, par l'adjoint municipal du lieu où elles sont apposées. »

« L'enchérisseur dont l'enchère n'a pas été couronnée pendant la durée d'une heure affichée depuis qu'il a été admis à l'adjudication. »

« Variations, ces administrations trouvant l'offre trop inférieure à la véritable valeur, ils peuvent renvoyer l'adjudication à un autre jour. »

« En ce cas, il est statué par une seule affiche. »

« L'administration est tenu de donner caution, dans la durée, à la forme de la loi; à défaut par lui de fournir le cautionnement, le bail est adjugé de droit, à la seule enchère, après une seule affiche. »

« Si le bail contient des charges de réparations, constructions ou améliorations, leur exécution

« doit être constatée par des procès-verbaux dressés par le juge de paix du lieu de la situation des biens, assisté de deux experts, l'un choisi par l'administration, et l'autre par l'adjudicataire, en présence d'un administrateur à ce délégué par l'administration de l'administration. »

Art. 12. Ajouter : « et aux dommages et intérêts qui sont attribués par la loi, suivant les circonstances et la perte que souffre le propriétaire. »

On sentira la justice de cette addition, si on considère que le dommage du propriétaire résulte du change de la nature du locataire, de la rupture à l'égard d'un contrat bilatéral.

Art. 17. Cet article, rédigé tel qu'il est, s'exprime d'une manière inintelligible, présente des difficultés de la plus grande importance, que les rédacteurs du Code ont trouvés si difficiles qu'ils n'ont pas osé les résoudre et en ont renvoyé la solution au Gouvernement.

Il est donc nécessaire de réviser, s'il est possible, toutes les réflexions que peuvent faire naître les deux systèmes de la loi et de la loi de la loi, même indirecte de la loi de la loi.

« Deux commissions observent. »

1<sup>o</sup> Le contrat de bail ne peut pas être résolu pour cause de lésion, parce qu'il est une vente des baux de chaque année et que la résiliation n'a pas lieu en vente de fruits, blé, paille, paille, comme l'annonce le discours préliminaire, l'objet de la loi est de protéger le citoyen contre la fraude d'autrui; puisque le devoir de cette protection législative a inspiré au législateur les actions en résiliation de la vente ou de partage, le même principe doit prescrire la lésion de la loi, pour que la fraude de la loi et la perte de l'autre ne se perpétuent pas.

2<sup>o</sup> Par l'effet du bail, la propriété est à l'un, les fruits sont à l'autre : c'est donc un bail à son temporaire de la propriété; et toute lésion de la propriété est lésion à l'autre, essentiellement lésion et entraîne la résiliation du bail.

La raison nécessaire de cet effet, justifiée par l'expérience, est que le propriétaire, tranquille sur la loi du présent bail qui doit lui être compté, néglige sa propriété, la perd de vue, ne songe qu'à profiter du présent, et le consommateur sans en sacrifier la moindre partie à l'amélioration et au futur aux réparations les plus nécessaires. Le fermier, de son côté, ne fait point de avances, point d'avanço primitive, il se borne aux autres avances parce qu'il n'est pas propriétaire; trop souvent même, si l'amélioration est considérable, il contre sa culture à des emplacements, à moitié lésés, et prend tout ce qu'il peut sans faire aucun avantage : on imagine que à la fin de l'année, l'année suivante, pour faire des avances, ajoute un terrain, et les fait chez lui pour transmettre le sol à ses enfants, ou en dispose à sa volonté.

Si la vérité de ces réflexions n'était pas évidente, on y ajouterait l'expérience de tous les temps et de tous les lieux. Qu'en parcourant les règlements on examine la culture, on considère que tous les baux appartenant aux grands propriétaires occupants de la capitale, les baux à des fermiers, sont toujours dans un état de dégradation; qu'on n'y fait ni défrichement ni augmentation, que même, si le fermier a une propriété même, il se contente de s'enrichir par le domaine afferme, et les ports de lésion.

3<sup>o</sup> Quand même on suppose, et que le fait le fera des améliorations, l'année suivante que la culture de la terre nécessaire pour l'un indiquer, or est défriché un champ pour y semer du grain,



avant deux ou trois ans il a retiré avec usure son arance; en bout du peu d'années, la fertilité prodigieuse du nouveau sol est épuisée; il est réduit à la production d'une terre de sa qualité, aisément labourable. Si plaut une vigne, au bout de sept à huit années il a recouvré ses dépenses, il a du profit; avant quinze ou dix-huit ans il faut commencer à le rembourser en produisant; par conséquent, elle est déjà en partie épuisée, quelque bon que soit le terrain à la culture.

Faut-il des prairies artificielles? leur plus longue durée est de douze à quinze ans. Il n'existe donc aucun motif tiré de l'intérêt de l'agriculture, de la nécessité d'indemniser le fermier des avances, même réelles, qui puisse faire étendre la durée des baux.

4<sup>e</sup> Et si le bail a été véritablement escroqué à vil prix; si, suivant l'usage ordinaire, le fermier ne fait ni avances, ni améliorations, ni changements utiles dans l'état des fonds, le propriétaire, lié par un contrat indissoluble, languit dans la pénurie tandis que son fermier s'enrichit.

5<sup>e</sup> La prix des denrées varie sensiblement à peu près de dix ou dix-huit, suivant la marche croissante ou décroissante du commerce et l'augmentation ou la diminution du numéraire, qui en sont la suite inévitable.

Ainsi même, dans un bail fait de bonne foi et à juste prix, c'est au risque que contracte le fermier et le propriétaire; et ce risque ne doit pas être éternel, croissant toujours à l'avantage de l'un et au préjudice de l'autre.

6<sup>e</sup> Si le propriétaire ou le fermier viennent à mourir, qu'on considère l'effet de la durée d'un long bail à l'égard des leurs héritiers. Si c'est le fermier qui meurt, la ferme sera-t-elle vendue, livrée ou partagée entre ses héritiers? Dans les trois cas, voilà le propriétaire forcé à des relations, à une coexistence avec des hommes qu'il n'a jamais connus, avec lesquels il n'a jamais voulu contracter; et si c'est le partage qui s'opère, c'est un genre de difficulté presque insurmontable. Seront-ils solidaires? faudra-t-il encore pour chacun. L'obligation sera-t-elle divisée? quel risque de perte pour le propriétaire! Bien tôt il faudra une législation aussi étendue, aussi compliquée que l'étatut, pour les subdivisions du cens, les lois du régime féodal.

Et si c'est le propriétaire qui meurt, ses héritiers, fussent-ils pauvres, fussent-ils cultivateurs de profession, seront forcés de vivre dans une indivision funeste, de se partager les faibles produits du bail et d'employer à la culture d'un fonds étranger, même au service de leur fermier, leurs biens qui auraient amélioré leurs fonds et les auraient fait vivre dans l'aisance, s'ils eussent pu consacrer leurs travaux à la culture de ce fonds, malheureusement affermé.

7<sup>e</sup> Si encore, si le bail excède le temps fixé pour la prescription, dans le cas où il s'agit d'un se perdre, et si le fait est possible, l'aliénation temporaire des fruits entraînera la perte de la propriété.

Plus on y réfléchit, plus on est convaincu que la longue jurisprudence qui avait fixé en France les baux à neuf ans, était fondée sur de puissants motifs, qu'on ne doit s'en dévier que lorsque le fermier est obligé à des défrichements, à des améliorations dispendieuses; qu'en outre, en ce cas, il doit être restitué au propriétaire de ses avances et de ses travaux;

Que le système des baux à tout terme, sous

des apparences spécieuses et dont les agriculteurs seuls peuvent discerner la frivolité et le danger, ne tend qu'à renverser le système féodal, à avilir la propriété, à ruiner les propriétaires, qu'une loi ferait jadis les grands seigneurs quand ils échangeaient contre un cens invariable leur revenu susceptible d'accroissement.

Ces raisons militent encore avec plus de force contre les baux emphytéotiques et les baux à rentes foncières: entre les inconvénients de la diminution de la propriété, de sa division en domaines directs et en domaines utiles, des divisions et subdivisions même du domaine utile par les morts, partages et ventes des héritiers; de l'aliénation absolue du sol, et souvent avec une vileté de prix qui devient irréparable; des solidarités, de la susceptibilité d'hyposèques, et de tous les embarras inévitables de la législation prévus par les rédacteurs du Code, il est certain que le danger réel d'arrêter toute réparation.

Le tenancier à bail à rente foncière, obligé de prélever sur les fruits l'impôt et le paiement annuel de la rente, était presque toujours dans l'impossibilité de faire des avances d'améliorations; la même cause produisant à l'avenir les mêmes effets qu'elle a toujours produits.

Le seul moyen qui pût valloir en faveur du bail à rente foncière, ce serait l'intérêt du cultivateur raisonnable et intelligent qui veut acquiescer et n'a pas le capital nécessaire pour payer, et celui du propriétaire indolent, ou incapable des soins d'une culture, qui veut s'enrichir au revenu fixe sans risquer la perte de son capital.

La vente ou rente constituée peut les satisfaire également tous deux: l'un sera propriétaire sans débours, et cependant aura toujours la faculté essentielle et inviolable de pouvoir se libérer à volonté; l'autre s'enrichira au revenu fixe sans risque et sans embarras.

Il suffit pour cela d'ajouter à l'article de la loi qui, enlève la faculté existentielle au contrat de rembourser la rente, permet de stipuler que le rachat ne sera pas fait avant un délai qui ne peut excéder dix ans, une exception en faveur du vendeur d'immeubles, qui stipulera que le rachat ne pourra pas être fait pendant sa vie; et de permettre de stipuler les rentes constituées en denrées, quand elles ont pour cause la vente d'un immeuble rural.

On proposera sur cet objet des dispositions au titre des rentes constituées.

On propose ici, sur les baux, les dispositions suivantes:

- Tous les baux seront stipulés pour un temps limité.
- Les baux perpétuels, soit à portion de fruits, soit à rente foncière, en argent ou en denrées, sont prohibés; ceux qui seraient faits vaudront comme contrat de vente: le propriétaire sera réputé vendeur, le preneur sera réputé acquéreur; il lui sera libre de rembourser le vendeur à telle époque que bon lui semblera.
- Le bail ne peut excéder neuf années, si le fermier n'est pas assujéti à des défrichements ou améliorations.
- Si le fermier s'oblige à défricher ou à améliorer, soit par plantations, soit par constructions, la durée pourra être stipulée pour vingt ans.
- Le prix des baux des biens ruraux peut être stipulé en ce argent ou en denrées.
- Si le prix du bail est stipulé en denrées, le preneur sera tenu de lui fournir de la boîne qualité marchande et recevable dans la commune, suivant l'usage du pays.



« Mais au commencement du bail, et d'immémorial  
 « dans chaque domaine les fruits de tous les  
 « fonds qui y étaient annexés.  
 « Dans tous les cas, ceux des héritiers des  
 « fermiers qui expédient en commun, étant asso-  
 « ciés, sont tenus solidairement du paiement du  
 « prix et de l'exécution des clauses du bail ;  
 « ceux des héritiers qui n'expédient pas ne sont  
 « tenus que comme héritiers. »

Art. 56 et 57. Deux commissaires sont d'avis des dispositions de ces deux articles, leurs motifs sont :

Quant à la loi seule, que le propriétaire en louant a vendue sa jouissance, cette jouissance est devenue une propriété du locataire, la loi ôte, d'est attacher le droit de propriété.

Quant au motif d'acquiescer, le locataire ou le fermier, ayant obtenu indépendamment la cession de la jouissance, doit être préféré au motif d'acquiescer dont les droits sont postérieurs.

L'intérêt général et bien entendu de la propriété exige que les modifications faites pour en tirer parti par des baux et conventions, soient exécutées fidèlement, la possibilité de la modification en diminuer la valeur.

Il n'appartient à qu'un seul peut-être un effet rétroactif dérivant aux baux antérieurement existants ou la faculté qu'ils auraient pas par les lois suivantes ;

2<sup>e</sup> Que, pour élever les difficultés, il enverrait de ne donner cette sixième qu'aux baux qui auraient des formes authentiques, autrement le locuteur pourrait nuire à l'agriculture postérieurement à la loi.

Le troisième commissaire, qui est d'un avis opposé, obscur, au contraire, que la loi seule avait limité le droit qu'elle accordait au propriétaire d'acquiescer sa maison ou cas où elle était nécessaire à son habitation ; que la jurisprudence avait pris, pour constater cette nécessité, la présomption d'exister son affirmation et son occupation réelle pendant toute la durée que devant avoir le bail, et l'avait encore assujéti à indemniser le locataire pay l'absence du prix d'un tiers du bail ; que l'Assemblée constituante, qui fut toujours très-attentive à la maintenance de la propriété, et la Convention, respectèrent ce droit du propriétaire ;

Qu'il lui est naturel, juste, et conforme à la raison, qu'un propriétaire puisse, quand il le desire, habiter chez lui, et obtenir de la loi la préférence sur son locataire.

En ce qui touche le cas de vente, il observe que le droit romain, dans la loi empereur, avait donné au nouvel acquéreur ce titre privilégié, et droit de renvoyer à son gré le locataire et le fermier de la propriété qu'il avait acquise.

L'Assemblée constituante (Code rural) respecta encore cette loi à l'égard des maisons d'habitation.

À l'égard des propriétés rurales, elle ordonna qu'à partir de la clause formelle, la résiliation du bail, en cas de vente du fonds, n'aurait lieu que de gré à gré, dans les baux de six ans ou au-dessus.

Quant aux baux de plus de six ans, elle autorisa l'expulsion du fermier par le nouvel acquéreur, sous deux conditions : 1<sup>re</sup> que le nouveau possesseur cultivait par lui-même ; 2<sup>e</sup> que le rousé serait signalé un d'avance, et la former indennité. Cette modification du droit romain a été respectée par la Convention et les législatures qui l'ont suivie.

Aujourd'hui on veut établir un droit nouveau, contraire aux lois romaines, à l'usage universel

de tout le territoire de la République, à la législation nouvelle du peuple français. Mais pour opérer une pareille subversion, il faut sans doute de grands motifs, et on n'en voit aucun.

1<sup>re</sup> L'usage actuel d'a produit aucun mal ; au contraire, il est universellement reconnu que jamais l'agriculture n'a eu en France autant d'abondance, autant de perfection qu'elle en a aujourd'hui.

2<sup>e</sup> Le nouveau système opère une diminution des droits de la propriété, les diminue, et est l'ennemi dans son essence, d'est diminuer sa valeur, et ensuite la propriété est la base fondamentale de la société civile, c'est attaquée indirectement la prospérité de l'État. Quand la valeur de la propriété diminue, le propriétaire est plus pauvre ; ses créanciers sont en perte ; le Gouvernement est privé des droits qu'il perçoit sur les contributions ; ainsi, tout perd et le fermier, qui n'a rien fait pour, ne gagne pas grand chose.

3<sup>e</sup> Un homme, qui n'a l'argent à plaisir, se détermine difficilement à s'engager, pour un long usage du temps, à l'exécution d'un engagement qu'il n'a pas formé, à des relations sociales qui intéressent sa propriété, et quelquefois toute sa fortune, avec un fermier qu'il ne connaît point, et ce qu'il n'a pas contracté. Il n'aurait point, ou bien l'aurait qu'à l'usage.

En général, au moment propriétaires vont exploiter son champ, souvent, dans une commune il y a de l'argent, plusieurs millions d'argent existent en détail : chacun se marie, nourrit une maison. Au bout de trois ou quatre ans, le domaine, cultivé par un plus grand nombre d'ouvriers, par les mains des propriétaires, livrés par lui-même à eux, n'est plus reconnaissable. Ces millions n'ont pas été le résultat d'un effort.

Il restait dans son état de mauvaise culture, au détriment de l'État. On pourrait ajouter une multitude de réflexions pour prouver que la suppression des lois qui autorisent le nouveau propriétaire à expulser le fermier est contraire aux progrès de l'agriculture, à la valeur des propriétés, au bon rest, au bien public, au bien particulier.

En une allégation, pour la soutenir, qu'il faut excéder les motifs. Le fermier est un libre de résister quand il le veut, ou au moins pas, ou plutôt, relativement à la culture, les clauses du bail, et par une foule d'autres moyens, on s'expose à des modifications qu'il est souvent impossible de lui faire partager. D'ailleurs, il est bien d'autres motifs résolvatoires. La fin des conventions n'est point violée lorsque la loi a prononcé elle-même la résiliation du contrat dans certains cas, cette loi ne fait point d'empêchement au fermier, qui s'y est attendu et qui s'est indemnisé. Mais lui n'a pour rien d'illégal ; il est indubitable que l'État et le propriétaire la modification qu'il avait faite encore la loi de l'État est déjà peut-être trop considérable ; la modification de la loi dans la plus grande faveur que le nouveau Code ait pu faire au fermier. Le commissaire qui émet cette opinion contre ses collègues, prouve qu'il n'a pour lui des dangers de la loi proposée par le Code, pour l'agriculture et la propriété, parce qu'il a déjà vu du très-grands inconvénients produits par la loi de 1791, à un quel état de son devoir de préserver ses réflexions, pour provoquer un discours approfondi du point infiniment important de la législation rurale de l'agriculture, le maintien des droits de la propriété ; qu'il prononce.

Art. 60. Lorsque la clause de résiliation par



Il serait peut-être utile de limiter la plus longue durée du plus long engagement; sans cela, on pourrait faire contracter à un jeune homme de 21 ans un engagement de soixante-dix-huit années et le contraindre valablement, sur le fondement que la loi répute la vie humaine de cent ans.

Art. 120. On observe 1° que le Code ne prévoit pas le cas où, malgré ce qui leur est prescrit, les volontaires s'auraient pas de registre; 2° qu'il n'autorise pas formellement la preuve dans le cas prévu du défaut d'inscription serait infirmé du dol.

Dans ces deux cas la preuve doit être admise, parce que les volontaires, quelle que soit leur dénomination, sont véritablement des dépositaires nécessaires comme les hôteliers, et doivent être soumis aux mêmes règles.

3° Le Code omet encore de les déclarer responsables de la perte et des avaries des marchandises, à moins qu'ils ne prouvent la force majeure. C'est encore le droit uniforme.

4° Le Code omet de déclarer les commissionnaires d'achats et les entrepreneurs de voitures, responsables du fait des bateliers, voituriers et autres agents qu'ils emploient, envers les propriétaires qui leur remettent des choses à transporter.

5° Et enfin le Code omet l'obligation qui leur est imposée de rendre les choses dont la voiture leur est confiée, de la manière et dans le temps fixés par la convention.

En s'élever une contrainte d'opinion. Un commissionnaire consent la liberté accordée par le Code de modifier la prime, si la somme stipulée est excessive; les deux autres demandent une prohibition absolue aux juges de modifier la prime, une question formelle de prononcer celle qui est stipulée dans la convention.

On a déjà discuté ces deux opinions sur l'article 45 et valant du titre II des conventions, livre I<sup>er</sup>, on s'y reviendra plus.

On propose les articles suivants :

« A défaut par les volontaires d'avoir tenu les registres prescrits par l'article 119, la preuve testimoniale du dépôt est admissible.

« Les volontaires sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par un cas fortuit qu'ils ne pouvant ni prévoir ni empêcher.

« Toutes les règles prescrites pour le dépôt nécessaire, sur IV du titre XVI du présent livre, s'appliquent aux dépôts faits aux volontaires.

« Les volontaires seront tenus de rendre les choses qui leur sont confiées, de la même manière et dans les délais fixés par la convention, à pain, etc.

« Les commissionnaires chargés et entrepreneurs de voitures sont responsables, pendant un an au moins, à compter du jour où la marchandise a été rendue à sa destination, si elle est pour le continent, envers les citoyens qui leur confient des choses à transporter, du fait des voituriers, bateliers, gens servant les voitures et les bateliers, et généralement de tous les agents qu'ils emploient, sans leur recours contre eux.

Note. Il est essentiel de fixer au terme la responsabilité ne doit pas être éternelle.

Art. 122. On l'a déjà dit, toutes les lois doivent être contenues dans le Code; elles doivent être les mêmes pour tous les citoyens qui se trouvent dans le même cas; ainsi, les directeurs des voitures publiques et les maîtres de barques et navires doivent être soumis aux mêmes obligations que les autres voituriers par terre et par

eau. Il est possible qu'il existe des règlements particuliers à leur égard, ce ne seraient que des règlements de police, qui les y assujétissent encore plus strictement, parce que leurs entreprises sont plus importantes, et les dépôts qu'on leur fait, surtout plus nécessaires. On propose :

« Les directeurs des voitures publiques et les maîtres de barques et navires seront soumis à toutes les dispositions du présent titre ; ils sont en outre assujétis à des règlements particuliers.

Art. 123. Cet article doit être absolu et sans restriction : la probité de l'architecte ne peut pas lui permettre d'élouer sur un sol où le bâtiment doit croître; et, sans parler de la perte qu'il cause au propriétaire, on a vu tant d'exemples d'ouvriers et de peuplades écrasés sous des ruines, que l'honnêteté et l'intérêt public ordonnent de le leur prohiber. On demande la radiation de la fin de l'article, depuis ces mots, à moins qu'il se propose :

Pour compléter l'article 120 dont la disposition était depuis si longtemps désirée; pour empêcher enfin les maîtres d'élouer et des manœuvres des ouvriers, on demande qu'il soit ajouté à la fin :

« Si sous prétexte d'augmentation de la main-d'œuvre, ou matériaux, dans aucun cas ils ne peuvent être admis à compter de leur maître.

Art. 124. La juste sévérité des articles précédents exige que l'entrepreneur puisse résilier jusqu'au moment où les ouvrages sont commencés, s'il trouve les matériaux, la main-d'œuvre, plus chers qu'il ne les avait calculés, il abandonnera le marché. En conséquence, on propose d'ajouter au commencement de l'article :

« L'architecte ou l'entrepreneur peut résilier, par sa seule volonté, dans l'intervalle de la convention au commencement des constructions, le marché qu'il a fait. Il ne le peut plus lorsque les constructions sont commencées.

Art. 125. On croit nécessaire de rappeler dans le second alinéa le prix convenu.

« Mais le propriétaire est tenu de payer au prix porté par la convention, à la succession de l'entrepreneur, la valeur des ouvrages faits et celle des matériaux préparés.

Il est clair, pour les départements où les choses se traitent moins en grand, où l'on voit peu d'entrepreneurs généraux et beaucoup d'entrepreneurs particuliers, d'ajouter la disposition suivante :

« Les maçons, charpentiers, serruriers et autres ouvriers qui font directement des marchés à prix fixé, sont assujétis aux règles prescrites dans la présente section; ils sont entrepreneurs dans la partie qu'ils traitent.

#### REFLEXIONS PRELIMINAIRES

sur les hypothèques et la discussion des biens des débiteurs.

Ce n'est pas dans les principes de la nature qu'il faut chercher la source des lois sur les hypothèques et la solution des questions que cette matière présente. Des hommes simples n'auraient pas pu concevoir ce droit hypothécaire sur un corps certain, cette propriété intellectuelle qui s'attache inévitablement à la propriété territoriale sous prétexte de la sécuriser, et final par la désuétude, enfin la fonte des conséquences plus ou moins faibles qui lui résultent.

Dans l'origine des contrats, si un propriétaire avait un ou plusieurs créanciers, l'un d'eux prêtait une portion de son bien pour se payer, et il con-

servait le reste; si le bien ne suffisait pas pour les payer tous, ils se partageaient à rancuneuse de leurs créances.

Cependant on éprouvait des peines : les créanciers imaginaient d'assurer leurs paiements, en prenant un nantissement ou effet de leur débiteur. L'antichrèse ou gage était le mode de sûreté le plus favorable au créancier et au débiteur : l'un ne pouvait pas perdre, puisqu'il était nanti de la valeur de sa créance; l'autre n'était pas ruiné, puisque, en payant, il pouvait toujours rentrer dans sa propriété.

Malin les prêteurs, plus subtils que philantropes, concurent le système antérieur de conserver au créancier le droit qu'il avait sur le gage, en le laissant entre les mains du débiteur : l'hypothèque naquit.

Mais le débiteur, nanti du gage, pouvait l'affecter à chaque instant à une hypothèque nouvelle, cet inconvenant suggéra le privilège de la priorité; et quoique le créancier du lendemain fût d' aussi bon droit que celui de la veille, quoique son argent fût au même titre, le plus ancien eut tout, les autres n'eurent rien.

Dès lors l'emprunteur put légalement tromper ses créanciers, en affectant chaque jour une hypothèque nouvelle sur un bien insaisissable.

Des lois rigoureuses lui ôtèrent tout sauf-venir dans l'impossibilité de payer; et quelquefois il le lui voulut pas : il fallut l'y forcer; le magistrat intervint.

Dans ses premiers temps, chez les Romains, les formalités étaient simples et courtes. Le créancier sommait le débiteur de payer, et au bout de quarante jours il n'avait pas payé, ou offrait public ou transportait sur la place; il plantait sur un piquet pour indiquer qu'il agissait par l'ordre du magistrat; après du reste, quoique il poursuivait le créancier, versait les enchères, celui qui faisait la plus haute des mises propriétaire. La plaie (Aqua et liti), sous laquelle se faisait cette procédure, lui fit donner le nom de subastaion.

Dans ses usages, et simples dans leur origine, ou fut maître successivement la législation et la procédure les plus compliquées, les plus obscures et les plus ruineuses. La subastaion, le non solus, la solidarité, la discussion, la saisie réelle, la séparation, le décret, la reconstitution, etc., etc.

En France, Henri II voulut régulariser le décret. Il le motiva sur deux motifs : le premier de prévenir la ruine des créanciers et des débiteurs, et par l'ordre de la loi, le créancier perdait sa créance, le débiteur fut complètement ruiné. La saisie réelle fut assignée à Procureur, ou dit au créancier : *Le feu de la discussion a dévoré votre gage; au débiteur : Le feu de la discussion a dévoré votre domaine; et cependant rien n'était au point, mais tout avait passé ou fût et aux yeux de justice.*

Plusieurs provinces avaient constamment rejété l'idée de l'écrit et les saisies réelles.

Mais dans la plus grande partie de ce vaste territoire, elles étaient un abus légal et dévastateur; partout elles étaient justement détestées.

Lorsque le chancelier Maupeou voulut réorganiser l'ordre judiciaire, il crut au pouvoir rien proposer de plus agréable à la nation que l'abrogation des saisies réelles; mais lors du rappel de l'ancien magistrature, les procureurs au parlement, qui, depuis l'établissement des édicts, avaient toujours beaucoup de crédit, qui en avaient encore plus à cette époque parce qu'ils avaient consacré au retour des anciens magistrats, obtinrent le rétablissement des saisies réelles, source principale de leurs immenses et fumeuses profits.

Aussi, dès que la nation voulut se régénérer, c'est-à-dire revenir aux premiers de justice et de bienfaisance qui seuls peuvent faire le bonheur des sociétés politiques, les saisies réelles disparurent sans même dire adieu : l'observation publique les empêchant par le fait; on haïssait trop les interposers, mal avoués les poursuivants; si ce n'est loi encore prononcée dans une audience, le murmure public emporta même les juges de l'autorité.

Les prêteurs qui avaient des usages particuliers les maintinrent; celles qui avaient été dévastées par les saisies réelles adoptèrent la vente sous trois publications. La législation s'occupait enfin de cet objet important; elle avait à choisir entre plusieurs systèmes que l'usage avait consacrés en des lieux différents.

Primitivement l'hypothèque était-elle un nombre de ces institutions essentiellement vicieuses qu'il est impossible d'améliorer, et qu'il faut éliminer absolument sans chercher tout d'abord à les régulariser.

Si, en laissant subsister les hypothèques actuellement créées, on fut revenu pour l'avenir au principe primitif; si, en conservant les privilèges du vendeur, du constructeur, du colon, du propriétaire, et quelques autres dont la justice est démontrée par la cause des créanciers, on fut fait concourir tous les autres créanciers sur le prix des immeubles comme sur celui du mobilier, peut-être arriverait-elle l'époque la plus heureuse pour la société, celle où l'agriculture fût devenue la plus florissante qui fut jamais existé.

D'un côté, aucun créancier n'était absolument et iniquement volé; chacun avait toujours au moins sa portion proportionnelle dans le prix des immeubles de son débiteur.

Les intermédiaires, rochers sans frais et sans production, par simples enchères comme les meubles précieux, ne seraient pas dévorés par les loyers judiciaires qui en absorbent la valeur sous prétexte de la transmission du créancier.

Le débiteur gêné, et cependant riche, ne serait pas réduit à la mendicité pour une dette qui quelquefois n'égalait pas la vingtième partie de sa fortune.

Le propriétaire malheureux voudrait se faire rendre son bien; il veut son diamant, son vase, son cabinet de tableaux, tout à son retour, son autre sa fortune devient mobilière.

L'homme aisé qui n'avait pas de crédit sur les autres d'une acquisition, ni de formalités à faire pour la consolider, achèterait un immeuble comme une bague, sûr de le reprendre sur la même facilité.

L'homme intelligent achèterait pour améliorer et revendre avec profit; il se ferait des spéculations d'immobilier comme des spéculations de commerce; le sol, fertilisé sans cesse par des nouveaux possesseurs, serait porté au plus haut point de fécondité, et l'état au dernier période de richesse réelle et de splendeur.

Il ne faut, pour cela, que la suppression de tout régime hypothécaire, et la réduction des droits du fief sur les ventes d'immeubles au taux fixé pour les ventes mobilières.

On pourrait, pour satisfaire le créancier qui veut une sûreté réelle et non illusoire, et le débiteur qui veut conserver sa propriété, laisser subsister l'antichrèse (gage immobilier) comme le gage mobilier.

Cependant par là s'aggraverait le premier coup d'œil, parce qu'on est habitué à d'autres usages. C'est cependant le retour au droit primitif, et par consé-



des fonds, il est juste et nécessaire que l'immeuble affecté puisse évincement en répondre.

Quand on prête à un propriétaire, d'est ordinairement pour un long temps et à un intérêt plus modique, parce qu'il est proportionné au produit des terres locataires. On ne peut guère compter sur ses moyens d'acquiescer; ou au moins donner sa confiance que sur ce qu'il possède; mais si ses possessions sont déjà affectées à des dépenses antérieures qui les absorbent ou les exhaudent, le créancier est trompé, son argent est perdu; et cela arrive souvent à ces ardeurs de la plus exakte probité, qui se trompe lui-même en donnant à ses biens une valeur d'opinion qui surpasse leur valeur réelle.

Si l'Etat défilant est un brigand mathématisé et ruiné, qui peigne de toutes mains, il y a le plus grand danger. Non-seulement il empruntera au delà de ses facultés, mais encore, quand on prétendra de bonna loi lui avoir prêté, il ira soulever un engagement simulé à un complot de sa bande, ou il vendra le larcin qu'il veut d'illégitimité; et en liquidant ses ardeurs de l'obéissance (loux) que les débauchés résistent pour l'incroyable rendement furieux et malheureusement trop ordinaire, il donnera la preuve à la cravache simulée.

Il n'y a de moyens contre l'erreur ou la fraude, que l'inscription des hypothèques et la transcription des contrats dans les mêmes registres : l'un de multiplier les formes a l'infini, c'est une formalité unique et simple ; l'un d'être un remède au mal, c'est la formalité est une précaution inutile que le payeur et l'emprunteur ; l'un de perdre le crédit, elle assure celui du propriétaire qui mérite d'en avoir ; l'un d'être une inquisition, la vérification prompte et serrée des registres des hypothèques est une forme bien moins inquiétante et moins indiscrète que la recherche inquisitionnelle que leraient dans les voisins, les parents, les amis de l'emprunteur, cher tous ceux qui peuvent reconnaître sa situation, un capitaliste siffle et sait, à qui son notaire propose un placement, pour prendre les informations convenables, sans rien engager de ce qui peut nuire utile pour se tenir à ses intérêts. Ainsi, par que suivant le projet de Gode dont on veut de discuter tous les moyens contre la publicité des hypothèques l'office de la loi est de nous protéger contre la fraude d'autrui, le devoir du législateur est de laisser subsister la publicité des hypothèques, qui la prévient et la rend impossible.

Quelques évidences que soient ces raisons, un exemple les rend peut-être encore plus sensibles. Après l'abrogation du régime hypothécaire, un riche demanda au Gouvernement une reconnaissance considérable. Les agents prennent les informations convenables; ils veulent à l'intérêt de la République; ils ne négligent rien de ce qui est utile. Le postulant a de bonnes immovables; il offre des cautionnements qui possèdent de riches propriétés; il est même, cependant, dès que le coffre-fort est bien plein, le renvoyer et l'argent disparaissent. L'argent du trésor public lui a servi les formalités, il se trouve ainsi absorbé par des dettes étrangères qu'on avait ignorées; l'argent de la République est perdu. Que pensons-nous, que diront les gouvernants, de ce régime hypothécaire aussi funeste, substitué à celui qui avait conservé et assuré les deniers publics? Qu'en se mettant ainsi, pour un instant, à la place du créancier qui aura perdu sa fortune, les juges de l'administration, des plaintes qui s'élèveront à l'encontre de lui qui n'en aura proposé l'abolition que la créancier ruiné (et indemnisé par ces ruines)

du Code : C'est un principe que les lois faites pour réprimer la machinerie des hommes, doivent montrer une certaine franchise, un certain candeur. Quelques hommes sont si méchants, qu'on peut souffrir la misère il faut supprimer les plus mauvais d'entre les hommes meilleurs qu'ils ne le sont. L'honnête homme même répondrait :

- « C'est pour réformer les 4 méchants que les lois ont été faites : les hommes n'en auraient pas besoin, donc, pour pousser la masse, il faut réprimer la méchanceté. On réprime les mauvaises actions par les peines ; on les prévient, on punisse, on punisse la méchanceté, on force une fois les méchants à suivre les sentiers de l'apaisée vertu, l'absence des lois dans l'impossibilité absolue d'examiner leurs coupables peines ; mais on les encourage, quand on brise la barrière qui arrête leurs âmes, leurs libertés, leurs rapines, quand on leur ouvre une libre carrière. »

Le projet de Code reprocher encore au régime hypothécaire actuel, qu'il assujettit les hypothécaires à des droits onéreux. Si l'on reproche l'état fondé, on pourrait répondre qu'il vaut mieux s'en passer que le droit, qu'il qu'il soit, que de tout perdre sans au moins des réflexions du projet de Code sur l'excessive des droits d'enregistrement et sur la manière contraindre de leur perception sont raires, justes et dignes de l'attention du Gouvernement, autant que reprocher au régime hypothécaire est dénué de fondement. Le régime hypothécaire d'aujourd'hui nécessairement que les droits fixes, et ces droits ne sont que des redevances; ils ne sont donc pas onéreux; et si les dépenses d'une guerre juste et nécessaire, et le salut de la patrie exigent qu'on y ajoutât des droits proportionnels, on ne peut pas le reprocher à la législation, à quel cas fautes onéreuses sont absolument étrangères. On ne peut pas supprimer la liquidation des hypothèques, parce qu'elle est soumise à des droits que les circonstances exigent nécessairement, qu'on ne pourrait demander la suppression des droits qui incombent dans les maisons les plus bienfaisantes du royaume, du feu qui réchauffe dans les temps des frimas, des aliments ordinaires, parce qu'une impérieuse nécessité a forcé d'établir des impôts sur la viande, le vin, le bois et les bestiaux.

Railin ira droit au cœur, que le projet de Code oppose à la législation hypothécaire pourrait être et serait sans doute, à la fois, appauvri et réduit; et les autres règles qu'on propose de lui substituer, d'un côté, négligerait des droits dont la qualité et la multiplicité seraient soites et souvent dix mille fois plus considérables, et de l'autre, essentiellement et nécessairement toujours rabaissées pour le débiteur, et presque toujours pour le créancier.

4° Avoir dit que l'opinion publique assimilerait les sauteurs réelles à l'incendie, c'est, sans doute, les avoir dit saurs pour décrier le Gouvernement à la fois dans le présent et l'avenir, l'opinion générale les admet à l'époque de la Révolution. Aucun gouvernement, à plus forte raison le Gouvernement français, dont les laïcs sont la justice et la bienfaisance, ne craint que la conservation des propriétés et le fondement du parti social, ne se démolissent jamais à livrer toutes les propriétés des déshérités à un feu dévorant, à incendier les fortunes particulières qui composent la fortune nationale.

On n'a pas besoin d'ajouter à ses réflexions que, lorsqu'on voulait prouver autrefois qu'une propriété était dans l'état de dégradation le plus déplorable et le plus effrayant, on disait : C'est un bien en saisi réel.



Et si quelqu'un pensait que ces observations sont exagérées, qu'il consulte ceux qui se souviennent encore du passé; qu'il sache que plusieurs promoteurs, qui jouissaient de la considération publique, indignés des horreurs de cette procédure, ont constamment refusé, pendant toute leur vie, de prêter leur ministère à une saisie réelle; il sera convaincu que ces observations, en regard au sujet, sont faibles et manquent d'énergie.

Et si l'on veut nommer les propriétaires qui furent victimes des saisies réelles, on pourrait citer une foule d'exemples incontestables : mais on ne personnaliserait rien, pour ne pas ranimer des souvenirs odieux ; on se contenterait d'expliquer, en général, que dans les temps où les Turges et les Malesherbes, et une foule d'autres hommes vertueux, entourent le trône, on s'occupe de la suppression des saisies réelles, et qu'on fit faire alors des relevés exacts. On assure, dans ce temps, qu'il avait été reconnu que, sur cent saisies réelles, à peine en trouvait-on une où il fût resté quelque chose pour un débiteur.

Que, sur cent saisies réelles, à peine en trouvait-on trois où il y eût quelque chose pour les premiers créanciers ;

Qu'enfin, dans celles-là mêmes, la majeure partie des créances avait été perdue.

Il résulte donc de ces tableaux que, puisque le but de la discussion des loais est le paiement des créances, une procédure qui en absorbe le gage, qui consomme tout en presque tous les créanciers ou perd, est une procédure essentiellement vicieuse, et que, par conséquent, lors de la réformer lorsqu'elle n'existe plus, il faudrait l'abolir si elle existait encore.

Qu'on la compare d'ailleurs aux effets du régime hypothécaire actuel : les frais ont été très-modérés ; on ne les a point vu absorber scandalieusement tout le prix ; toujours la majeure partie des créanciers ont été payés, quoique la plupart des dettes eussent été créées avant la publicité des hypothèques, et l'on a lieu de présumer que, lorsqu'il n'y aura plus que des hypothèques établies, depuis leur publicité, sur une base législative de confiance, lorsque les immeubles, avisés par la hausse de l'intérêt de l'argent, auront repris leur valeur, tous les créanciers seront toujours payés, et il restera quelque chose au débiteur ; que même on ne verra presque jamais d'expropriation forcée, parce que, l'incertitude étant bien assurée, le débiteur trouvera nécessairement un nouveau créancier à subroger à l'ancien qui, par besoin ou par humeur, voudra absolument manger son capital.

Le projet de Code n'est, à la vérité, efforcé de diminuer les procédures de la saisie réelle ; mais c'est une vaine tentative, un espoir frivole, impossible à remplir.

L'expérience de tous les temps a prouvé qu'il est possible, en législation, de prévenir une procédure, mais qu'il est impossible de la limiter : quelques précautions qu'on prenne, l'adresse de la chicane l'emportera toujours sur l'habileté du législateur.

L'ordonnance de 1667 fut faite par les magistrats les plus habiles, pour réorganiser les frais des procédures et les réduire à ceux qui étaient strictement nécessaires ; les exorbitances effrayantes du parlement de Paris ont démontré l'insuffisance de cette mesure, combinée cependant avec l'air de sagesse, de lumières et de sagesse.

Le chancelier Maupeou, pour capter la bienveillance de la nation, promulgua un Code pour

l'abréviation des procédures ; c'est à cette époque qu'elles devinrent la plus exorbitante.

Henri II avait donné son édit des créances pour prévenir la ruine des créanciers et des débiteurs ; et les procédures qu'il autorisait l'ont toujours complètement opérées.

D'ailleurs le nouveau Code laisse subsister les mêmes procédures ; donc, malgré tous ses efforts pour les limiter, il en réalisera les mêmes abus.

On y retrouve la saisie réelle ; procédure absolument inutile, puisque l'affiche par laquelle commence la procédure réelle est la seule chose nécessaire ; cette saisie réelle donne cependant lieu à une multitude de procédures.

Surtout il autorise les saisies générales, par conséquent la ruine et la dévastation la plus complète ; tandis que la loi sur l'expropriation réduit toutes saisies aux biens situés dans l'arrondissement d'un tribunal civil.

Il permet le séquestre, qui absorbe inutilement tous les fruits et revenus ; et ainsi qu'un séquestre aura moins d'adresse et d'avidité qu'un commissaire aux saisies réelles pour les dévorer ? l'inquiétude est constante que, dans l'ancien régime, il n'y ait jamais de compte de saisie réelle où la dépense, fondée sur des réparations coûteuses et mal faites, sur des événements réels ou supposés, n'égalât la recette, se flatterait-on de pouvoir opérer des miracles dans l'avenir ?

D'ailleurs, l'établissement du séquestre aurait deux vices radicaux : le premier, d'entraîner des frais énormes ; le second, d'opérer le dépensement absolu des immeubles et l'envasement de leur prix. Il vaut bien mieux, il est bien plus honnête, et au moins aussi profitable à la masse des créanciers, de laisser la gestion au débiteur, sauf à faire vendre les fruits pendant par racines, si les circonstances l'exigent.

Le projet de Code établit un jugement sur la validité de la saisie ; procédure absolument inutile au paiement des créanciers, et qui entraîne nécessairement une masse de frais.

Il admet des oppositions, source incalculable de frais ; et ceci est l'effet nécessaire de la non publicité des hypothèques. Dès que les créanciers ne sont pas connus, il faut bien leur donner le temps et les moyens de se faire connaître ; et c'est là encore un motif puissant d'admettre leur publicité. On sent même que, lorsque les créances ne sont pas publiques, l'ordre donne lieu à des frais et à des longueurs que prévient la publicité des hypothèques.

Après l'ordre arrive le congé d'adjudger, jugement qui n'est utile que pour priver de tous droits les créanciers qui n'ont pas formé d'apposition, et le propriétaire étranger à la saisie réelle d'un fonds qui se trouverait compris, par erreur ou par méchanceté, dans les fonds saisis.

Il est d'air de priver un créancier de ses droits, parce qu'il ne s'est pas opposé à une procédure qui sauvent il n'a pas connu ni même pu connaître : l'inscription prévient cet inconvénient. Mais il est souverainement injuste de dépouiller de sa propriété un citoyen qui n'a pu ni dit le prêter, qui, peut-être, est absent, peut-être au service de la République ; l'iniquité de cette mesure est évidente.

C'est cependant pour la perpétuer, c'est pour approprier au créancier du saint le bien du propriétaire non débiteur, que les lenteurs et les formalités ruineuses des saisies réelles ont été établies. N'est-il pas infiniment préférable de rétablir l'inscription, et de laisser au propriétaire

le droit sacré et inviolable de réclamer son bien mal à propos rapturé dans la saisie?

On n'a pas besoin d'observer à présent que, les frais devant se prendre sur les produits du séquestrer qui seront toujours consommés ailleurs, la saisir nulle se perpétuera à l'infini, au détriment du débiteur, des créanciers de l'hypothèque.

Mais on doit remarquer qu'on interdit l'appel du congé d'adjuger et du jugement d'adjudication, dont l'un dépouille les créanciers et les propriétaires étrangers, et l'autre le débiteur, et qui peut en contenir des injustices énormes.

On doit remarquer qu'on annonce le rétablissement du receveur des consignations. Il suffira de dire que cet office était, dans les saisis réelles, le complément du désastre à supporter et percevoir des droits proportionnés, pour garder des sommes qu'il faisait valoir à son profit, s'accroissant, pour servir de sa jouissance, avec le procureur du pourvoyeur, qui permettait les procédures, il n'était la que comme un fleuve : quelque simple que fut sa fonction dans l'origine, il était venu à bout de la rendre si compliquée que la jurisprudence sur ses attributions formait un volume.

Les mêmes causes produiraient, à l'avenir, les mêmes effets; il est infiniment préférable de laisser les deniers consignés entre les mains de l'adjudicataire, à la charge d'en payer l'intérêt.

Tout doit donc concourir à faire pressurer à jamais les saisis réelles; on le demande, on a droit de l'espérer; le vauqueux de Narbonne méritait l'honneur de la réclamation.

On propose la marche de la loi sur l'expropriation forcée, mais on y ajoute :

1<sup>re</sup> Qu'après défaut de plus, pour donner au débiteur le temps de vendre;

2<sup>re</sup> Le droit au vendeur originaire de l'immeuble non payé de reprendre son bien, en restituant ce qu'il a reçu; c'est une sorte de son privilège;

3<sup>re</sup> L'anticipation ou gage volontaire des immeubles, moyen doux et facile de prévenir la saisie réelle;

4<sup>re</sup> La faculté au créancier antérieur d'empêcher les poursuites judiciaires, en demandant l'anticipation, si les créanciers postérieurs ne trouvent pas lui donner caution que par l'extinction de la vente il sera payé. Il ne faut pas qu'un créancier puisse en chasser un autre sans avoir légitime, pour le seul plaisir de nuire;

5<sup>re</sup> Pour empêcher la vente à vil prix, la faculté à tout créancier, si le prix d'adjudication n'a pas été porté à la mise à prix, de demander pendant une décade la subrogation à l'adjudication;

6<sup>re</sup> La fixation de la mise à prix sur le montant de la contribution foncière, et non sur l'estimation des matrices du rôle, nécessairement inférieure à la valeur réelle, et toujours insuffisante au propriétaire, pourvu qu'elle soit proportionnée avec toutes celles de la commune;

7<sup>re</sup> La faculté d'appeler du jugement d'adjudication; elle est d'une stricte justice et d'une absolue nécessité, mais elle ne doit pas arrêter l'exécution provisoire;

8<sup>re</sup> La faculté au sujet d'exercer l'action en rescission contre l'adjudication, comme pour les ventes volontaires; si en l'absence des contrats formés à l'extinction, après examen, discussion et en connaissance de cause, à plus forte raison doit-elle être admise contre une vente forcée, à laquelle le vendeur n'a point consenti, et dont ni le poursuivant qui la provoquait, ni le juge qui l'a prononcée, ne connaissent la valeur;

9<sup>re</sup> On demande enfin et surtout que le séquestrer rende volontairement pendant le cours

des procédures; le but de la saisie réelle est de faire vendre son bien; il le remplit et le débiteur en vendant lui-même; il fait le tiers de ses créanciers en attendant l'époque de leur paiement et en les débarrassant des frais énormes qui leur seraient préférables; il ne lui fait que aux officiers de justice et au fisc, qui s'enrichissent de ses dépenses et qui ne méritent pas la préférence.

#### OBSERVATIONS SUR LES PRIVILÈGES.

1<sup>re</sup> Observation. Le projet de Code a comblé plusieurs privilèges dont la justice est évidente; on a vu devant le rétailleur chacun dans son rang; on n'entraîne dans des détails qu'un sujet de celui des fumées sur les larmes de leurs maris.

Dans tout le ressort du tribunal d'appel de Lyon, et dans la majeure partie de la République, les créanciers ont, pour leur droit et leurs reprises, un privilège sur les effets mobiliers de leurs maris, qui s'étend même sur les effets arbitres, et sur tout ce qui est réputé mobilier, sans les restrictions dans le cas où les maris ont des sociétés de commerce ou autres restrictions, qui forment un article additionnel au titre de la société.

Ce privilège, fondé sur les lois romaines et sur le texte de plusieurs coutumes ou statuts locaux, ne diffère, dans les départements où l'antiquité, que par la manière de l'exercer. Dans quelques-uns, il s'exerce comme hypothèque; dans d'autres, par un droit qu'on nomme d'anticipation; la femme restreint sa possession des meubles jusqu'à ce que les autres créanciers l'aient payée.

A Lyon, il s'exerce conformément au projet qu'on propose ci-après, chapitre II.

Pourtant il est subordonné aux privilèges préférables, et ne s'exerce qu'au rang qui lui sera ci-après assigné.

Les motifs de ce privilège sont :

1<sup>re</sup> Qu'un général la femme et ses parents, quand ils confient la dot, ont une grande considération à mobiliser du mari, surtout s'il est banquier, marchand, artisan ou capitaliste;

2<sup>re</sup> Que la loi doit favoriser les dots, afin d'en encourager les maritages par l'esquisse de la subsistance de la commune famille;

3<sup>re</sup> Qu'il y a une sorte d'humanité à chasser de la maison et à priver des membres les plus nécessaires une femme et de malheureux enfants;

4<sup>re</sup> Que, puisqu'on donne des privilèges sur l'immobilier, il doit leur être accordé à la femme une préférence sur de simples prêteurs, dont la créance est plus récente, moins certaine, quelquefois suspecte.

On demande la conservation de ce privilège.

2<sup>re</sup> Observation. On croit qu'il faut distinguer les fournitures de première nécessité, et de les placer même avant les salaires des domestiques qui ont concouru à leur consommation.

3<sup>re</sup> Observation. Le privilège des salaires des gens de services doit être porté à un an, puisqu'il leur est accordé une année au titre des prescriptions, et ces salaires doivent être placés dans un rang plus utile.

4<sup>re</sup> Observation. Il en est de même des frais de dernière maladie.

5<sup>re</sup> Observation. Les frais de justice doivent être spécifiés pour les restrictions.

6<sup>re</sup> Observation. Les relations des créanciers de la République avec les citoyens, surtout lorsqu'on lui accorde un privilège, doivent être fixés par la Code civil. Les lois administratives sont limitées à la qualité de l'impôt, aux objets sur lesquels il se lève, à la manière de le lever. L'impôt est préférable aux prix de loyer ou de ferme, parce qu'il

est en général une charge de la propriété; mais il est évident, par la nature des choses, que plusieurs autres privilèges doivent lui être accordés.

7° Observation. Le privilège des loyers de bail est un privilège sur un objet déterminé, mais il n'est point assés étendu dans le projet de loi. Il est nécessaire d'assurer la culture, toutoument aux cultivateurs du propriétaire et du cultivateur, et aux usagers locaux. Il est des pays où on cultive à moitié fruits, où on élève même les vres à soie à moitié produit; il en est où les salaires sont fixés en argent, d'autres où ils sont payables en denrées; enfin, dans quelques-uns, outre le droit colonique, c'est-à-dire la moitié de la récolte accordée au cultivateur, on donne encore à des ouvriers une portion des grains, qu'on donne aussi, pour moissonner et battre les grains.

8° La récolte qui se trouve dans le domaine ne suffit pas pour payer les salaires des cultivateurs à gage, ils doivent encore avoir un privilège subsidiaire sur les meubles qui garnissent le domaine.

9° Observation. Tout bail écrit doit produire le même effet, soit qu'il soit sous seing privé, soit qu'il soit authentique; on ne peut établir de différence qu'entre le bail et le droit de bail.

On doit distinguer, pour le mode des loyers écus, entre les fermages que les ransculteurs fontent quelquefois de louer un arpent, et les loyers de maisons d'habitation qu'on exige à chaque terme. Le propriétaire ne doit avoir de privilège que pour le dernier terme et le loyer, à moins qu'il ne justifie de ses dépenses.

Mais six jours assignés par le Code pour suivre les effets de son locataire élève-toutoument ransculteurs sont un terme évidemment trop court, il doit être au moins de vingt jours. On ransculteurs il faut qu'il soit de quarante. Dans le droit actuel, il est de six semaines.

10° Observation. On pense que les loyers sur ce point seraient plus éclairés en discutant la matière des privilèges en trois sections : 1° sur les privilèges sur une chose mobilière déterminée; la seconde, des privilèges sur les effets mobiliers en général; la troisième, des privilèges sur les immeubles, en y reportant au premier rang ceux qui, suivant la section III, s'étendent sur les meubles et immeubles.

11° Observation. Il est surtout essentiel de décider si le privilège sur les meubles s'étend sur tous les biens meubles sans exception, ou seulement sur quelques portions du mobilier.

On fonde cette question sur ce que l'article 18 du titre I<sup>er</sup> du livre II fixe l'expression de l'universalité du mobilier à des mots, *biens meubles*, ou à ceux-ci, *meubles et effets mobiliers*, et l'autre au l'autre de ces expressions n'est employée dans le titre de ce chapitre.

On pense que le privilège doit s'exercer sur l'universalité des biens-meubles; du moins est-il plus d'histoire que de la forme aux effets, aux entreprises, au fonds de commerce; tout cela peut provenir de sa loi.

## TITRE VI.

### Des privilèges et hypothèques.

#### Dispositions générales.

Art. 1. « Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers présents et à venir. »

Art. 2. « Lorsque la même personne a plusieurs

« créances, tous ses biens sont leur gage commun, et leur prix se distribue par contribution »  
 « au titre du franc, à moins qu'il n'y ait, entre »  
 « ces créanciers, des titres légitimes de préférence »  
 « rance. »

Art. 3. « Les causes légitimes de préférence »  
 « sont les privilèges et les hypothèques. »

#### CHAPITRE PREMIER

##### Des privilèges.

Art. 4. « Le privilège est un droit que la qualité »  
 « d'un créancier donne à un créancier d'être préféré »  
 « aux autres créanciers, même hypothécaires. »

Art. 5. « Entre les créanciers privilégiés, la »  
 « préférence se règle point sur la date du titre »  
 « crié ni de l'obligation, mais sur le plus ou le »  
 « moins de faveur de la rance. »

Art. 6. « Les créanciers privilégiés qui sont dans »  
 « le même rang sont payés par contribution. »

Art. 7. « Les privilèges peuvent être sur les »  
 « meubles ou sur les immeubles; quelques-uns »  
 « même peuvent être sur des parties déterminées »  
 « de meubles et d'immeubles. »

Art. 8. « Le créancier privilégié sur une chose »  
 « déterminée est payé, par préférence, à tous les »  
 « autres, sur son prix. »

« L'exercice, s'il y en a, est point au surplus »  
 « des lieux, pour être distribué suivant l'ordre »  
 « des privilèges généraux et des rances. »

« Si le prix de la chose n'est pas suffisant pour »  
 « le payer, le reste de sa créance n'est payé, sur »  
 « le surplus du mobilier, que comme créancier ordinaire. »

Art. 9. « Tout créancier privilégié est payé en »  
 « rance de sa créance, des frais accessoires »  
 « pour parvenir à la vente de l'objet soumis à son »  
 « privilège et à la distribution du prix. »

« Si l'ordre entre des créanciers quelque rance »  
 « l'indication sur l'exercice du privilège ou l'ordre »  
 « des rances, celui qui succombe est condamné »  
 « aux dépens, et les supporter sans pouvoir les »  
 « faire en accessoires de créances. »

#### SECTION PREMIÈRE

Des privilèges sur une chose mobilière déterminée.

Art. 10. « Les créances qui doivent être payées »  
 « sur des objets mobiliers déterminés, par préférence »  
 « rance à tous autres créanciers, même privilégiés, sont : »

« 1° Le droit colonique et les salaires, soit en »  
 « argent, soit en denrées, des cultivateurs, des »  
 « personnes employées au service de la base- »  
 « cour, des ouvriers et journaliers employés pour »  
 « la culture et le lève des récoltes, et généralement »  
 « tout ce qui est dû pour semences, engrais, tra- »  
 « vaux, fournitures, et autres frais relatifs aux »  
 « cultures et aux récoltes, sur le produit et le »  
 « prix des récoltes pour lesquelles ces travaux et »  
 « fournitures ont été employés; »

« 2° Les sommes dues pour pensions, soit le »  
 « prix des ces pensions; »

« 3° Le créancier engagé, sur le gage dont il »  
 « est nanti; »

« 4° Le prix des objets mobiliers non payés, »  
 « s'ils sont encore en la possession du débiteur, »  
 « sur lesdits objets mobiliers, soit qu'ils aient été »  
 « vendus à terme ou sans terme; »

« Et même, si la vente a été faite sans terme, »  
 « le vendeur peut revendiquer, tant qu'il est »  
 « en la possession de l'acheteur, lesdits effets »  
 « mobiliers, et empêcher la vente, pourvu que la »  
 « revendication soit faite dans les trois années, »  
 « à compter du jour de la livraison, et que les ef-

- faits se trouvent dans le même état qu'à l'époque où ils ont été délaissés
- S'il a reçu des a-comptes, il les rapporte,
- Néanmoins, en cas de vente faite, même à terme, à un marchand, du marchandises dont il fait commerce, s'il a pu pour son d'a-compte, s'il n'a point reçu en paiement des lettres d'ordre, lettres de change ou autres effets négociables, le vendeur peut, en cas de faillite de l'acheteur, revendiquer sa marchandise, tant qu'elle est entre les mains de l'acheteur, pourvu que l'insolvabilité soit constante, et qu'il la trouve en telle et sous telle, ou du moins, s'il s'agit de pièces de draps, étoffes de soie, toiles, mousselines, dentelles ou autres, pourvu que les pièces soient encore entières; et s'il s'agit de marchandises en morceaux, pourvu que les morceaux soient entiers et non ratés.
- Il n'est dû même des lettres de change et autres effets de commerce négociés au failli, dont il n'a pas touché la valeur, pourvu que ces lettres de change et effets de commerce se trouvent encore chez lui, et qu'il n'en ait pas signé l'endossement.
- Celui qui revendique est tenu de donner avant l'acheteur, à partir de jour de sa démission, sa requête en revendication et d'y joindre une facture exacte et circonstanciée des effets revendiqués, qui est paraphée par le juge.
- Il supporte les frais de sa revendication, lors même qu'elle est admise.
- Le porteur de la lettre de change est privilégié sur les sommes, marchandises et effets de commerce qui se trouvent à l'époque de la faillite de l'acheteur, entre les mains de celui sur qui la lettre de change est tirée, ou qui lui ont été adressés;
- Ce droit sur qui il a été tiré des lettres de change est privilégié sur les marchandises, effets de commerce, et sommes d'argent appartenant au tireur qui sont sa son pouvoir, ou qui lui ont été adressés pour le remboursement des sommes qu'il a acquittées, ou qu'il a fait faillite il s'est engagé d'acquiescer;
- Le vendeur d'un troupeau, fonds de boutique, fonds de commerce, manufacture, auberge, cabaret de gravures ou de tableaux, protocole de notaire, ou autres universalités quelconques du mobilier est privilégié sur les effets vendus qui se trouvent encore entre les mains de l'acheteur; et n'a point de privilège sur les effets qui ont remplacé ceux qu'il a vendus;
- Le privilège subsiste pendant six mois après l'échéance du prix, si la vente a été rédigée en acte public; et cesse au bout de six mois après la délivrance, si la vente n'est pas authentique;
- Celui qui a vendu, construit ou réparé des bateaux, barques, navires, moulins à eau et autres quelconques sur bateaux, est privilégié pour les prix de ventes, constructions ou réparations, pourvu qu'elles soient constatées par acte authentique; ce privilège ne peut pas s'étendre au delà d'une année, à compter de la délivrance des ouvrages
- Si le bateau est défilé par un nouvel acquéreur, l'ancien vendeur, constructeur ou réparateur, peut le suivre pendant l'espace de trois années, à compter du jour du défilé;
- Si les fournitures d'un aubergiste, hôtelier et autres tenant hôtel garni, sont privilégiées sur les effets du voyageur qui ont été trans-

- portés dans l'auberge, pourvu qu'ils y soient encore,
- Celui qui a fait des frais et des avances pour des effets et marchandises étant entre ses mains, a privilège sur ces effets et marchandises pour les avances qu'il a faites,
- Les fabricants à laçon, teinturiers, blanchisseurs, apprêteurs et autres ouvriers travaillant chez eux pour des manufacturiers, sont privilégiés, pour le paiement de leurs loyers et fournitures, sur les facultés mobilières du commerçant pour lequel ils ont travaillé, pendant un an à compter du jour de la remise de chaque ouvrage et fourniture;
- Les loyers de voiture et les dépenses et avances faites pour la chose louée, sont privilégiées sur cette chose, pourvu que la dette ne soit formée dans la décade après la remise de la chose par le locataire;
- Les créanciers possédant d'habiter et préparations connues, dans l'exercice de leurs fonctions, par des rituels approuvés par les lois à fournir ou continuerment, sont privilégiés sur le fonds de leur exploitation et sur les intérêts qui en peut en être dus.

## SECTION II.

*Des privilèges sur les effets mobiliers.*

- Art. 11. Les créanciers privilégiés sur les effets mobiliers sont ceux dont les privilèges sont énoncés dans l'ordre suivant
- 1<sup>o</sup> Les loyers de scellés, inventaire, saisir, gardien, vente du mobilier et distribution du prix, et encore les loyers des héritiers bénéficiaires, infirmes, rachetés aux succeurs ou rantes et autres administrateurs, lorsqu'ils sont autorisés par le jugement à les tirer dans la décade de leurs comptes;
- 2<sup>o</sup> Les loyers locataires;
- 3<sup>o</sup> Les loyers quelconques de la dernière main, contrairement entre eux, pourvu qu'ils ne remontent pas à plus d'une année;
- 4<sup>o</sup> Les fournitures de pain et de viande pour la consommation du ménage pendant les derniers six mois;
- 5<sup>o</sup> Les appointements, gages et salaires dus aux commis, employés, portiers, et aux domestiques et gens de service, pour la dernière année seulement;
- 6<sup>o</sup> Les salaires des cultivateurs, des personnes employées au service de la basse-cour, et les loyers de culture, semailles et récolte, s'ils n'ont pas été payés au prix des récoltes;
- 7<sup>o</sup> Les sommes dues pour rentes, si elles n'ont pas été payées au prix des usances;
- 8<sup>o</sup> Les contributions publiques dues pour les six derniers mois de l'année précédente et l'année courante;
- 9<sup>o</sup> Les loyers et fermages des immeubles, surtout ce qui garnit la maison louée ou la ferme, et tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme; savoir, tout aux fermages de baux ruraux, pour tous les termes échus et le courant, s'il y a un bail écrit, et s'il n'y a point de bail, pour l'année échue et la courante, et en ce qui touche les loyers des maisons d'habitation, pour le terme échue et le courant, soit qu'il y ait bail ou non.
- Le propriétaire peut suivre les meubles et effets qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été défilés sans son consentement; et il conserve sur eux son privilège, pourvu qu'il ait fait la revendication dans le délai de trois jours,

- « 9° Les fournitures de subsistance, autres que le pain et la viande, faites au débiteur et à sa famille pendant les six derniers mois ;
- « Les juges peuvent, suivant la nature des sub- sistances, l'état et la fortune du débiteur, rejeter ou modifier ce privilège, et en régler l'ordre entre les différents fournisseurs ;
- « 10° Les sommes dues au trésor public, aux communes, aux établissements publics, par leurs comptables ;
- « 11° La femme non commune et les héritiers, au séparé de biens, soit par contrat de mariage, soit par jugement, au privilège sur tous les biens meubles de son mari, dans tous les cas où la loi accorde l'hypothèque légale sur les im- meubles, à la charge de donner caution de rapporter le montant des gains de survie, si elle précède son mari, et de en payer, pendant qu'il vit, l'intérêt aux autres créanciers ; elle a même le droit d'empêcher la vente des meubles de son mari, ou les poursuites pour l'extinction, à la charge de payer tous les créanciers privilégiés à l'effet, et de rapporter aux autres l'ex- cédant s'il y en a. »

## SECTION III.

## Des privilèges sur les immeubles.

- Art. 12. « Les créanciers privilégiés sur les im- meubles sont :
- « 1° Les frais de arriérés, suaire, funeral, mar- diteur, vrute du mobilier et distribution du prix et euros des frais des débiteurs bénéf- ciaires, rursieurs aux successions vacantes, tutaires et autres administrateurs, les fournitures de mobilier, les gages, appointements, salaires et frais de armure, culture, récolte et gstra- elles, et les contributions publiques, déclarés privilégiés sur les meubles dans la section précédente, s'exercent sub-ordinalment sur les immeubles ;
- « Ces privilèges s'exercent sans avoir été ins- crits ;
- « 2° Le vendeur, sur les immeubles vendus, pour le paiement du prix.
- « S'il y a plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second et autres subsé- quents ;
- « 3° Les cohéritiers sont privilégiés sur les im- meubles de la succession, pour la garantie des partages faits entre eux, et des soulis et retour de loi ;
- « 4° Ceux qui ont fourni les deniers pour l'ac- quisition d'un immeuble ou pour le paiement des soulis et retour de loi, ont le même privilège que les vendeurs ou cohéritiers qu'ils ont rem- boursés, pourvu qu'il soit authentiquement constaté, par l'acte d'emprunt, que la somme était destinée pour cet emploi, et par le quiti- lance du vendeur, qui ce paiement a été fait des deniers empruntés ; les remboursements faits aux vendeurs et les cohéritiers, s'ils ne sont préalablement payés, à moins que ceux-ci ne se soient formellement réservé la préfé- rence.
- « Les privilèges des vendeurs et des cohéritiers ci-dessus fixés s'étendent à toutes les améliorations qui surviennent à l'immeuble, sauf à l'ex- ception énoncée dans l'article suivant ;
- « 5° Les architectes, entrepreneurs, maçons ou autres ouvriers, ont privilège sur les im- meubles qu'ils ont édifiés, reconstruits ou réparés ; pourvu néanmoins que, par un expert nommé

- « d'office par le tribunal de première instance et dans le ressort duquel les bâtiments sont situés,
- « il ait été dressé préalablement un procès-verbal
- « à l'effet de constater l'état des lieux relative- ment aux ouvrages sur le propriétaire déclare avoir dressé de faire, et que les ouvrages sont
- « été, dans les six mois ou moins de leur per- lection, reçus par un autre expert également nommé d'office,
- « Ceux qui ont prêtés leurs deniers pour payer
- « et rembourser les ouvriers joints au con- tracteront avec ceux qu'ils ont remboursés,
- « mais-ci ne se sont pas réservé la préférence pour
- « ro qui leur restait dû du même privilège, pour
- « que cet emploi soit authentiquement constaté
- « et que, pour les constructions reconstructions
- « ou réparations, les formalités ci-dessus sont
- « été observées.
- « Si, après la clôture du procès-verbal d'ordre,
- « le prix de la vente volontaire ou judiciaire de
- « l'immeuble se trouve insuffisant pour payer
- « tous les créanciers privilégiés et hypothécaires,
- « il est procédé par deux experts nommés, l'un
- « par les vendeurs, et l'autre par les autres créan- ciers privilégiés et hypothécaires, au débet
- « nommé d'office par le tribunal, à la ventilation
- « du prix de l'immeuble, pour fixer la portion de
- « ce prix, qui s'applique aux constructions, re- constructions et réparations, et celle qui s'ap- plique au surplus de l'immeuble. Les ouvriers et
- « ceux qui les ont remboursés, s'exercent leur pri- vilège sur la partie du prix qui s'applique
- « aux constructions, reconstructions et répara- tions ;
- « 6° Après le paiement des privilèges ci-dessus
- « dénommés, le trésor public, les communes et
- « établissements publics, sont payés, par préfé- rence à tous créanciers hypothécaires, sur le
- « prix des immeubles qui leurs reviennent ou
- « leurs comptables ont acquis depuis leur entrée
- « au service.
- « Les privilèges ci-dessus ne peuvent point avoir
- « d'effet sans avoir été inscrits.
- « Les privilèges des vendeurs et des cohéritiers
- « sont inscrits d'office au moment de la transcrip- tion de la vente ou partage.
- « Le procès-verbal qui constate les ouvrages à
- « faire doit être inscrit avant le commencement
- « des réparations ; et le privilège des d'office que
- « par cette inscription
- « l'acte de réception des ouvrages doit être écri- turalement inscrit, à l'effet de déterminer le mar- ché de la créance privilégiée. »

## CHAPITRE II.

## Des hypothèques.

## OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

- 1° Tout acte passé dans l'étranger, la célébra- tion même du mariage qui y est contracté, ne peuvent avoir d'authenticité que par leur dépôt chez un officier public français, qui en dresse des expéditions ; ils ne peuvent avoir d'effet à l'égard des tiers, que du jour de leur inscription en France.
- 2° L'usage de donner l'authenticité à un acte

passé hors la présence de tout témoin, par la signature d'un second notaire, est trop abusif pour ne pas être réformé.

Ce second notaire n'assiste point à la réception de l'acte; il ne peut pas même lire le minute ni l'expédition qu'il signe en second; ses collègues lui feraient un crime de sa curiosité. Sans doute le législateur n'entend pas se rendre responsable d'une signature de pure formalité, qui ne fait rien pour l'authenticité de l'acte qu'il ne connaît ni ne peut connaître. Cette formalité, aussi ridicule qu'elle est inutile, doit donc être supprimée: en doit exiger, dans tous les cas, pour la validité d'un acte, au moins un notaire et deux témoins.

3° Les notaires autrefois ne pouvaient recevoir des actes que dans le territoire du tribunal dans lequel ils étaient immatriculés.

Lorsqu'on établit les tribunaux de département, leur faculté d'actes s'étendit au département entier; aujourd'hui on a relégué des tribunaux d'arrondissement, et on n'a rien statué sur le droit des notaires.

D'un autre côté, la loi de 1790 avait fixé l'organisation du notariat, exigé des études, un examen, un tableau de candidats; il ne restait plus qu'à en fixer le nombre dans chaque département: le travail des administrations de département et de district était fini à cet égard; il ne manquait que la loi, et elle n'est pas encore rendue.

Une loi révolutionnaire avait attribué aux administrateurs de district la faculté de remplacer les notaires morts pendant la terreur: depuis la suppression des districts, les administrations de département et les préfets se sont successivement emparés de cette loi et ont nommé des notaires tant qu'ils ont voulu, et ceux qu'ils ont voulu.

Il est très-urgent qu'une loi fasse cesser le désordre et les abus actuels, en fixant invariablement le territoire dans lequel les notaires pourront recevoir des actes, les conditions de leur nomination et leur nombre dans chaque territoire: cette loi, sans doute, renouvellera les préoccupations tombées en désuétude pour la durée des minutes, soit pour l'avenir, soit pour le passé.

4° Non-seulement le notaire qui reçoit un acte, mais le second notaire, si on lui laisse subsister cet abus, et les témoins qui le signent, doivent, s'ils sont créanciers du bien hypothéqué par ce contrat, ou du bien, soit donné, soit vendu, perdre leur hypothèque ou leur droit à l'égard de la partie contractante, s'ils n'en font pas une réserve expresse: sans cela, ils pourraient induire en erreur le contractant et le tromper impunément. Cette règle, dont on avait voulu affranchir ceux qui signent les contrats de mariage, doit frapper contre tous ceux qui y apposent leur signature comme contre les témoins des autres actes: des parents ne peuvent pas avoir le droit d'induire en erreur des futurs époux.

5° Les lois qui défendent aux mineurs de s'engager doivent toutes être révoquées, lois prohibitives, auxquelles, par conséquent, il n'est pas permis de déroger. La loi qui leur prohibe des engagements doit être sévèrement exécutée: donc tout engagement contracté par un mineur, même pubère, est un engagement nul; ce qui est nul ne peut produire aucun effet: par conséquent l'engagement du mineur pubère ne peut pas donner une hypothèque; elle ne peut résulter que du jour de la confirmation ou ratification de l'acte faite en pleine majorité.

6° L'hypothèque éventuelle et indéfinie sur les biens des mineurs, sur les biens des tuteurs, est, à la vérité, nécessaire; mais elle est bien funeste.

On ne doit donc pas l'étendre vaguement, au préjudice de tous les tiers, sur les biens de tous ceux qui, sans être nommés tuteurs ou administrateurs, s'ingèrent dans l'administration des affaires des mineurs ou des interdits. Il est évident qu'avec de pareilles hypothèques tacites, on ne pourrait restreindre sûrement avec personne; la sûreté publique exige l'inscription de toute hypothèque.

7° L'hypothèque légale des femmes est assez double point; mais il n'est pas moins juste de la restreindre. Asses et trop souvent on a vu des maris et des femmes, abusant de privilège respectable de la loi, voler des créanciers, en favoriser quelques-uns, en frustrer d'autres, par des quittances de sommes que le mari n'avait jamais reçues, par des ventres combinés, des engagements simulés ou même réels. Il est donc nécessaire d'ôter l'hypothèque légale à la femme pour le rempli de ses propres dettes et des dettes qu'elle a contractées avec son mari, même avant leur séparation. Elle est libre de ne pas aliéner et de ne pas s'engager; l'aliénation et l'engagement ne dérivent point du contrat de mariage: c'est un nouvel acte qu'elle forme, comme pour tout le faire tout étranger, il ne doit donc pas avoir d'autre hypothèque que celle de son inscription.

8° Les observations qu'on vient de faire méritent à bon droit une condamnation. En matière d'hypothèque, on ne doit jamais considérer l'intérêt d'un seul, soit qu'il soit créancier, débiteur, vendeur ou vendeur, mais le droit de tous les tiers contre qui l'acte peut réfléchir plus ou moins directement. La disposition de la loi doit veiller également aux droits du nouvel acquéreur, du nouveau créancier, du débiteur, du vendeur et de tous les autres créanciers. La combinaison sage qui égarait les droits de tous est la perfection du régime hypothécaire.

9° Il serait fort à désirer qu'en conservant le privilège indéfini de la nation sur les archives des comptables et sur les numéraires qu'ils achètent après leur entrée en exercice, on limitât son hypothèque sur les biens qu'ils possédaient auparavant et sur ceux qui leur échouent par donations ou exécutions.

10° La régie nationale nomme les conservateurs des hypothèques, fixe leur cautionnement et reçoit leur caution.

La régie perçoit, à son profit, les droits d'inscription et de transcription. Ces droits sont le prix de la garantie des hypothèques et des ventes; donc le régime doit être responsable des fautes ou des erreurs de ses commis, sauf son recours contre eux.

11° Il est d'une souveraine injustice d'affranchir de la garantie celui qui prêter le prix de cette garantie, et d'en limiter l'exercice contre un préposé peut-être insolvable. On ne peut pas, en prenant l'argent de nos créanciers et de tous les acquéreurs de la République, pour assurer leurs créances et leurs propriétés, les forcer à suivre uniquement, et malgré eux, la loi d'un individu qu'ils ne connaissent pas. Si, à certaines époques, ces principes ont pu être méconnus, ils doivent être consacrés dans un Code fondé sur la raison et la justice.

12° Il ne s'agit pas que, parce qu'un citoyen a le rang d'une famille, il soit encore dans la même impossibilité de contracter: en conséquence, il paraît juste de restreindre l'hypothèque indéfinie qui résulte de la loi à ce qu'il doit à l'époque où il vend, sauf à la famille à nommer

un autre tuteur si cette aliénation fait craindre son insolvabilité.

12° Le projet de Code, art. 78 du titre XI de la vente, livre III, renvoie, sur la revendication du vendeur, à ce titre VI; cependant, dans ce titre, on ne trouve rien sur la revendication des immeubles : en conséquence, ou a proposé, dans ces observations, des additions sur les articles 76 et 77 du susdit titre XI de la vente, et on s'est fondé sur l'admission de cette addition dans la revendication qu'on a proposée au titre de l'extinction forcée.

13° On croit qu'il est utile d'accorder à tout citoyen domicilié et imposé le droit d'enchérir dans les adjudications forcées, parce que les avoués prendraient sans doute un droit proportionnel qui diminuerait le prix de l'adjudication, comme le faisaient autrefois les procureurs; parce qu'en outre l'enchère n'est pas un acte de procédure qui exige le ministère d'un avoué; parce qu'enfin il est possible, surtout dans les petits tribunaux, que ces avoués se liguent pour écarter les enchérisseurs et rester seuls, à vil prix, adjudicataires. On ne peut pas se dissimuler que le droit exclusif d'enchérir les rend maîtres des enchères. La liberté d'enchérir n'a point eu d'inconvénients avant le rétablissement des avoués; si cependant on l'attribue exclusivement aux avoués, il est essentiel de restreindre leur droit à un droit fixe.

Ces observations sont la base des articles qu'on va proposer.

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *Dispositions générales.*

Art. 13. « L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés au paiement d'une dette.

« Elle est de sa nature indivisible; elle subsiste en entier sur tous et chacun des immeubles offerts; et sur chaque portion d'eux; elle suit l'immeuble dans quelque main qu'il passe. »

Art. 14. « L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et dans la forme autorisés par la loi.

« On donne hypothèque légale ou tacite celle qui existe en vertu de la loi seulement;

« hypothèque judiciaire, celle que la loi attribue aux jugements ou actes judiciaires;

« hypothèque conventionnelle, celle qui résulte des contrats et actes revêtus des formes exigées par la loi. »

Art. 15. « Les hypothèques, soit légales, soit judiciaires, s'étendent sur tous les biens immeubles présents et futurs du débiteur.

« L'hypothèque conventionnelle est restreinte aux seuls immeubles qui lui ont été spécialement affectés par les contrats et actes, et aux acquisitions qui y surviennent. »

Art. 16. « Sont seuls susceptibles d'hypothèques :  
1° les biens-fonds et leurs accessoires, qui sont déclarés immeubles dans le chapitre 1<sup>er</sup> du titre 1<sup>er</sup> du livre II;

« 2° l'usufruit desdits biens-fonds et accessoires. »

Art. 17. « Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque.

« Il n'est rien innové par cette disposition aux privilèges et droits de suite accordés par la loi sur certains biens immeubles. »

#### SECTION II.

##### *Des hypothèques légales.*

Art. 18. « Il n'y a d'hypothèque légale que dans les cas déterminés par la loi. »

Art. 19. « La femme commune a sur les biens

« de son mari, du jour de l'inscription de son contrat de mariage, ou, s'il n'y a point de contrat, du jour de l'inscription de la célébration du mariage, une hypothèque légale pour toutes ses reprises et droits matrimoniaux.

« La femme séparée de biens, par son contrat de mariage, a les mêmes hypothèques.

« L'hypothèque des reprises des femmes est limitée aux biens meubles qui ont été constitués à la femme par le contrat de mariage, ou qui lui sont survenus depuis par don ou succession;

« L'hypothèque pour les droits matrimoniaux est restreinte à ceux qui résultent de la stipulation du contrat de mariage ou de la loi. »

Art. 20. « La femme commune en biens, la femme non commune en biens, la femme séparée

« de biens, n'ont point d'hypothèques légales, à compter du jour de l'inscription du contrat ou

« de la célébration du mariage, pour l'indemnité des dettes qu'elles ont contractées avec leurs

« maris pendant le mariage, ni pour le rachat de leurs propres aliénés depuis la même époque, dans le cas où il y a lieu; elles n'ont

« d'hypothèque, pour le rachat et cette indemnité, qu'à compter du jour de l'inscription de

« l'aliénation ou de la transcription de la vente, soit que cette inscription et cette transcription

« soient faites à la diligence du créancier ou de l'acquéreur, soit qu'elles soient faites à la diligence de la femme; elles établissent également

« son hypothèque, à compter de leur date, sur les biens de son mari.

« La femme n'a pas plus de droit qu'en aurait un créancier étranger pour les obligations et les

« dettes postérieures à la faillite de son mari, ou à la saisie générale de ses immeubles. »

Art. 21. « Les hypothèques des femmes connues dans les deux arts précédents ont lieu, pour

« les mariages passés en pays étranger, du jour de l'inscription du contrat de mariage ou de la

« célébration. »

Art. 22. « Les hypothèques ci-dessus ont lieu, non-seulement pour les femmes personnellement, mais encore au profit de leurs héritiers

« ou ayants cause. »

Art. 23. « Les mineurs et les interdits ont hypothèque sur les biens de leurs tuteurs pour

« leur administration, à compter du jour de l'inscription de l'acte de tutelle jusqu'à la clôture et

« apurement du compte définitif. »

Art. 24. « La même hypothèque a lieu, à compter du jour de l'inscription de l'acte de nomination, sur les biens du subrogé-tuteur,

« jusqu'aux fonctions qui le concernent. »

Art. 25. « Cette hypothèque ne s'étend pas aux biens de parents nombreux, si ce n'est dans

« le cas où le tuteur aurait été totalement insolvable lors de sa nomination.

« En ce cas, cette hypothèque a lieu seulement du jour de l'inscription faite sur leurs

« biens, à la diligence, soit du mineur émancipé ou devenu majeur, soit du tuteur subrogé ou

« du tuteur qui remplace le tuteur insolvable, soit enfin d'un parent ou ami du mineur ou du

« magistrat chargé de veiller à leur sûreté. »

Art. 26. « Il y a hypothèque sur les biens de ceux qui, sans avoir été nommés tuteurs, se

« sont immiscés dans l'administration des biens des mineurs et interdits, à compter du jour de

« l'inscription faite sur leurs biens, à la diligence du mineur émancipé ou devenu majeur, de

« l'interdit relevé, du tuteur ou curateur qui leur est décerné, ou même du parent ou ami, ou du

- magistrat qui aurait requis cette inscription avant la nomination d'un tuteur.
- Art. 27. • Il y a hypothèque, à compter du jour de l'inscription de la clôture de l'inventaire, contre le survivant des époux ou les héritiers qui ont été chargés, par l'inventaire, des biens de la communauté ou de la succession.
- Art. 28. • Le trésor public, les communes, les établissements publics, outre les privilèges déterminés dans le chapitre 1<sup>er</sup> du ce livre, ont hypothèque sur les lacs de leurs receveurs et comptables, à dater du jour de l'inscription limitée ou indéfinie, faite sur les biers desdits receveurs et comptables.
- Ils ont hypothèque sur les biers des cautions desdits receveurs et comptables, à dater du jour de l'inscription faite pour le montant de leur cautionnement sur les immeubles qui y sont affectés.

## SECTION III.

*De l'hypothèque judiciaire.*

- Art. 29. • Les jugements contradictoires, définitifs ou de provision emportent hypothèque à compter du jour de leur inscription.
- Cent surdément n'emportent hypothèque que du jour de l'inscription de leur signification.
- Art. 30. • Les hypothèques ci-dessus soient les mêmes, lorsque, sur l'opposition ou l'appel, les jugements sont continués.
- Si, sur l'opposition ou l'appel, le premier jugement n'a été changé ou infirmé que dans certaines dispositions, l'hypothèque de ce jugement subsiste pour toutes les dispositions qui n'ont point été changées ou infirmées.
- Art. 31. • Les décisions arbitrales emportent hypothèque du jour qu'elles ont été signifiées, après avoir été revêtues de l'ordonnance d'exécution.
- Art. 32. • Il y a hypothèque sur tous les biers des séquestres et gardiens établis par l'autorité de justice, à compter du jour de l'inscription de leur nomination; et sur les biens affectés ou cautionnement judiciaire, à compter du jour de l'inscription des soumissions des cautions.
- Art. 33. • Lorsqu'il y a contrat ou autre acte authentique, l'hypothèque pour les intérêts, les dommages-intérêts et les dépens portés par des jugements postérieurs, a lieu du jour de l'inscription du contrat et acte, quoique la clause, à prior de tous dépens, dommages et intérêts, n'y soit pas insérée, sans ce qui est dit pour les intérêts au titre de la prescription; sauf aussi ce qui est ordonné, quant aux intérêts, à l'égard des tiers, au chapitre ci-après de l'effet des privilèges et hypothèques.
- Art. 34. • L'hypothèque pour supplément du prix d'une vente accordée par jugement n'a lieu qu'en vertu de l'inscription dudit jugement, sauf néanmoins le privilège sur la chose, à raison dudit supplément.
- Art. 35. • L'hypothèque sur les biens du débiteur assigné en reconnaissance d'un écrit sous signature privée n'a lieu du jour de l'inscription de la reconnaissance faite en jugement, ou par acte authentique, ou du jour de l'inscription du jugement qui donne acte de la désignation, si l'écrit est ensuite vérifié.
- Si l'écrit est tenu pour reconnu par un jugement par défaut, l'hypothèque ne prend date que du jour de l'inscription de la signification de ce jugement.
- Art. 36. • Les obligations d'un défunt, les condamnations contre lui prononcées, n'emportent

- hypothèque sur les biens personnels de l'héritier que du jour de l'inscription du titre nouveau qu'il en a passé devant notaire, ou du jour de l'inscription du jugement qui l'a déclaré exécutoire.
- Art. 37. • Les jugements rendus en pays étranger n'emportent hypothèque sur les biens situés en France que du jour de l'inscription du jugement rendu par un tribunal français compétent, qui les a déclarés exécutoires.

## SECTION IV.

*Des hypothèques conventionnelles.*

- Art. 38. • Les immeubles ne peuvent être hypothéqués que par ceux qui ont capacité de les aliéner.
- Néanmoins, les biens des majeurs interdits, des mineurs, même impubères, et des absents, peuvent être hypothéqués par ceux à qui la loi en a donné le pouvoir, pour les causes qu'elle a fixées et dans les formes qu'elle a établies.
- Art. 39. • Il ne peut plus être créé d'hypothèque sur un immeuble par celui qui l'a aliéné postérieurement à la transcription de son obligation.
- Les hypothèques créées après l'aliénation, et inscrites avant sa transcription, ont leur effet sur l'immeuble aliéné; l'acquéreur peut exercer pour sa garantie, contre son vendeur, l'action en nullité.
- Art. 40. • L'hypothèque peut résulter que d'un contrat passé en forme authentique.
- Le contrat est en forme authentique, lorsqu'il est passé, avec minute, devant un notaire et deux témoins, pourvu qu'il soit passé dans le ressort ou le notaire qui l'a reçu est immatriculé, quoique les contractants n'aient pas leur demeure dans ce ressort.
- Art. 41. • Le contrat en forme authentique emporte hypothèque spéciale, du jour de son inscription au bureau des hypothèques de la situation des immeubles, sur les immeubles désignés dans le contrat qui doit contenir l'indication de leur nature et de leur situation, sans rénumération, lorsqu'il s'agit d'un corps de domaine, qu'il soit nécessaire de désigner chaque fonds en particulier, pourvu qu'on exprime tout ce qui est utile pour caractériser l'immeuble hypothéqué.
- L'hypothèque spéciale s'étend à toutes les améliorations qui surviennent aux immeubles hypothéqués, sauf le privilège des ouvriers énoncé dans la section III du titre précédent.
- Elle ne frappe ni les autres immeubles appartenant aux débiteurs, ni ceux qu'ils acquièrent dans la suite; le contrat de vente même doit contenir la désignation des immeubles que le vendeur affecte à la garantie de la vente, et le montant de la somme pour laquelle ils sont affectés.
- Les contrats de mariage sont seuls exceptés de la nécessité de la spécialité de l'hypothèque; ils emportent, à dater du jour de leur inscription, l'hypothèque sur tous les biens présents et futurs de l'époux, conformément à ce qui est prescrit ci-dessus dans la section de l'hypothèque légale.
- Art. 42. • Les dispositions testamentaires reçues par acte authentique emportent hypothèque, à compter du jour de leur inscription, sur les biens de l'héritier ou du légataire universel, sauf leur radiation dans le cas où ils répudieraient l'hérédité ou le legs.
- Elles n'emportent point d'hypothèque sur les



• biens du défunt, sauf aux légataires à demander la séparation des patrimoines.

• Les créanciers hypothécaires du défunt, ses légataires, ses donataires, ont hypothèque sur les biens de l'héritier *ab intestat* ou testamentaire, du jour de l'inscription faite sur leurs biens, tant sa radiation aux frais de l'inscription, dans le cas où l'hérédité serait répudiée.

Art. 43. • L'hypothèque contractée sous une condition purement casuelle et non potestative de la part des deux parties ou de l'une d'elles, emporte hypothèque du jour de l'inscription du contrat, le cas de la condition arrivant.

Art. 44. • L'hypothèque, à raison des engagements contractés par un mineur pubère, a lieu s'ils n'ont été par lui ratifiés en majorité, à compter du jour de l'inscription de l'acte de ratification; s'ils sont confirmés par le laps de dix ans depuis la majorité, à compter du jour de la nouvelle inscription qui en aura été faite après les dix années écoulées; et s'ils ont été confirmés par jugement, à compter du jour de leur inscription si le mineur, même en minorité.

Art. 45. • Toute contre-lettre devant notaire n'importe point d'hypothèque à l'égard des tiers, si elle n'a été rédigée à la suite de l'acte auquel elle déroge, et si l'expédition n'en est point délivrée à la suite de ce même acte, et si l'on n'en a point été fait mention sur le registre de l'enregistrement en marge de l'acte qui contient l'enregistrement du premier acte, et seulement à compter du jour de son inscription, dont mention est faite en marge de l'inscription de l'acte.

Art. 46. • Quand il y a prorogation d'un bail, l'hypothèque n'a lieu qu'à compter du jour de l'inscription de la prorogation, à l'égard du nouveau bail.

Art. 47. • Les contrats passés par des notaires en des pays étrangers, ne donnent point d'hypothèque sur les biens situés en France, qu'à compter du jour de leur inscription, qui ne peut avoir lieu qu'après leur dépôt chez un notaire public en France, et leur enregistrement.

#### CHAPITRE III.

##### De l'inscription des privilèges et hypothèques.

Art. 48. • La loi a déterminé, au titre des privilèges sur les immeubles, quels sont ceux qui doivent être inscrits et quels sont ceux qui sont dispensés de l'inscription.

Art. 49. • Il n'y a point d'hypothèque sans l'inscription.

Art. 50. • Les hypothèques légales du trésor public, des communes et des établissements publics, sur les biens de leurs receveurs et comptables; • Celle des mineurs, interdits et absents, sur les biens de leurs tuteurs, curateurs et autres administrateurs;

• Celle des femmes, sur les biens de leurs époux,

• Peuvent exister pour une somme indéfinie, et ont leur effet sur les biens appartenant au débiteur situés de son arondissement du bureau où se fait l'inscription, et sur ceux qui peuvent lui appartenir par la suite dans le même arondissement.

Art. 51. • L'hypothèque judiciaire ne peut affecter que les biens appartenant au débiteur lors du jugement.

Art. 52. • Le créancier doit l'hypothèque résultant d'un jugement peut néanmoins, par des inscriptions ultérieures, enlever sans préjudice de celles antérieures à la sienne, faire porter son

hypothèque sur les biens qui écherront à son débiteur, ou qu'il acquerra par la suite.

Art. 53. • Les hypothèques conventionnelles, comme celles sur les cautions, sont essentiellement limitées et spéciales; elles n'ont d'effet que pour les sommes et sur les biens désignés dans la convention; et pour les cautions judiciaires, sur les biens indiqués dans le jugement qui les reçoit et dans leur soumission, sans qu'il puisse résulter des jugements rendus dans la suite pour l'exécution des hypothèques énoncées dans le présent article, aucune extension des dites hypothèques sur d'autres biens que ceux qui lui ont été affectés lors de son établissement.

Art. 54. • Celui qui a l'usufruit d'une créance hypothéquée sur un fonds, et celui qui en a la nue propriété, doivent requérir chacun leur inscription, si la créance n'était pas inscrite avant la séparation de l'usufruit de la nue propriété; en ce cas, l'inscription de l'un ne pourrait pas servir à l'autre.

Art. 55. • Tout contrat de vente doit contenir la désignation, conformément aux règles ci-dessus prescrites pour les hypothèques conventionnelles, des immeubles affectés à la garantie de la vente, et la somme pour laquelle ils sont affectés; cette somme ne peut pas excéder le montant du prix de la vente.

• A défaut de s'être conformé à ce qui est prescrit par le présent article, l'acquéreur ne peut avoir d'hypothèque pour sa garantie qu'en vertu d'un jugement qui aurait prononcé sur son recours, en cas de poursuite pour défautement par hypothèque ou d'éviction.

NOTA. — Un commissaire est d'avis de ne pas limiter la garantie en cas de vente.

Art. 56. • Les hypothèques ne prennent rang entre elles que par la date de leur inscription dans les registres publics à ce destinés. En cas de concours de plusieurs inscriptions faites le même jour, et d'insuffisance pour en payer indépendamment les causes, elles sont par contribution au marc le franc.

Art. 57. • Aucune inscription requise après la réquisition de la transcription d'un contrat d'émancipation ne peut avoir d'effet sur l'immeuble énoncé par ce contrat.

Art. 58. • Toute inscription qui serait faite dans les dix jours avant la faillite, banqueroute ou cessation publique des paiements d'un débiteur, banquier, receveur, marchand, ne confère point d'hypothèque.

Art. 59. • Toute inscription qui serait faite après l'opposition d'office valant sursis de la propriété des biens qu'y sont détaillés, ou le même jour, ne confère point d'hypothèque sur les biens désignés dans cette affiche.

• Il ne peut point exister d'inscriptions postérieures au contrat de vente sur des biens vendus antérieurement à la promulgation de la loi du 11 brumaire ou vu, quoique ces ventes n'aient été ni purgées, ni transcrites.

#### CHAPITRE IV.

##### Du mode d'inscription des droits de privilèges et hypothèques.

Art. 60. • Les inscriptions des privilèges qui doivent être inscrits et des hypothèques seront faites à chacun des bureaux de la conservation des hypothèques du la situation des biens sur lesquels le créancier entend exercer son privilège ou hypothèque.

• Les inscriptions faites dans un bureau n'ont

« aucun effet sur les biens situés dans l'arrondissement d'un autre bureau. »

Art. 61. « Si l'inscription de la même créance a été faite dans plusieurs bureaux, l'hypothèque n'a rang sur les biens situés dans chacun d'eux, que du jour où l'inscription y a été affectée. »

Art. 62. « Le créancier qui requiert l'inscription de son hypothèque, représente, soit par lui-même, soit par un tiers, l'original ou un brevet, ou une expédition du titre. Il y joint, pour toutes les hypothèques autres que celles légales, deux bordereaux écrits sur papier timbré, dont l'un peut être porté sur l'expédition du titre. Ils contiennent :

« 1° Les nom, prénoms, profession et domicile du créancier, et l'élection du domicile pour lui dans l'étendue du bureau où l'inscription est faite ;

« 2° Les nom, prénoms, profession et domicile du débiteur, ou une désignation individuelle et spéciale, assez précise pour que le conservateur des hypothèques puisse reconnaître, dans tous les cas, l'individu grevé ;

« 3° La date du titre, ou, à défaut de titre, l'époque à laquelle l'hypothèque a pris naissance ;

« 4° Le montant des capitaux et accessoires, et l'époque de leur exigibilité ;

« 5° L'indication de l'espèce et de la situation des biens sur lesquels il entend conserver son hypothèque ou privilège. »

« Cette dernière disposition n'est point applicable aux hypothèques légales et à celles résultant d'un jugement : leurs inscriptions sont faites sans qu'il soit besoin de désignation des biens grevés. »

Art. 63. « Les inscriptions à faire sur les biens d'une personne décédée pourront l'être sur la simple désignation du défunt, ou observé les autres formes prescrites, sans nommer ni désigner les héritiers du défunt. »

Art. 64. « Tout droit d'hypothèque légale ou conventionnelle,

« 1° Au profit de la nation, sur les comptables de deniers publics, pour raison de leur gestion, et sur leurs cautions, à l'égard des biens servant de cautionnement ;

« 2° Au profit des mineurs, des interdits et des absents, sur leurs tuteurs, curateurs et administrateurs, aussi pour raison de leur gestion ;

« 3° Des époux, pour raison de leurs conventions et droits matrimoniaux éventuels, qui ne seraient encore ni ouverts, ni déterminés. »

« Sera, nonobstant les dispositions de l'article précédent, inscrit sur la simple représentation de leurs bordereaux contenant :

« 1° Les nom, prénoms, profession et domicile du débiteur, ou une désignation suffisante telle que'elle est indiquée par l'article précédent ;

« 2° La nature du droit qu'il s'agit de conserver, l'époque où il a pris naissance, sans être tenu d'en déterminer le montant. »

« Ces inscriptions seront reçues sans aucune ni aucun des salaires du conservateur, et sans son recours contre le grevé. »

Art. 65. « Les préfets, dans leurs départements, et, sous leur surveillance, les sous-préfets, chacun dans leur ressort, en ce qui concerne le trésor public, les maires, adjoints, ou ce qui concerne les communes ; les administra-

« leurs des établissements publics, chacun en ce qui concerne l'établissement qu'il administre, requerront d'office les inscriptions indiquées sur les comptables et receveurs des deniers appartenant au trésor public, aux communes, aux établissements publics, et les inscriptions sur les cautions, à l'égard des biens servant de cautionnement. »

Art. 66. « A l'égard des inscriptions sur les tuteurs, curateurs et autres administrateurs, le subrogé-tuteur et les parents qui en ont obtenu la nomination sont tenus, chacun individuellement et sur leur responsabilité solidaire, de les requérir ou de veiller à ce qu'elles soient faites en temps utile, et la diligence de l'un d'eux ;

« Et néanmoins, tout parent ou ami du mineur, absent ou interdit, et tout fonctionnaire public chargé de veiller à leur sûreté, peuvent la requérir. »

Art. 67. « Celles au profit des époux mineurs pour raison de leurs conventions et droits matrimoniaux, seront requises par les père et mère et le tuteur, sous l'autorité desquels les mineurs contracteront mariage, sous peine aussi, par ceux-ci, de répondre du préjudice qui en résulterait. »

« En cas de retard, les inscriptions mentionnées au présent article pourront être requises par le maire ou son adjoint. »

« Chacun des époux, quoique mineur, pourra les requérir : la femme n'a pas besoin, pour cette réquisition, de l'autorisation de son mari. »

Art. 68. « Les inscriptions conservant l'hypothèque et le privilège pendant dix années à compter du jour de leur date, leur effet cesse si ces inscriptions n'ont été renouvelées avant l'expiration de ce délai. »

« L'inscription renouvelée rappelle la date de l'inscription précédente et les registres dans lesquels elle est inscrite. »

Art. 69. « Néanmoins leur effet subsiste, savoir : sur les comptables et receveurs des deniers du trésor public, des communes et des établissements publics, et sur leurs cautions, jusqu'à l'apurement définitif des comptes ; et six mois au delà, sur leurs époux, pour tous leurs droits et conventions de mariage, soit déterminés, soit éventuels, pendant tout le temps du mariage et une année après ; et sur les tuteurs, curateurs et autres administrateurs, jusqu'à l'apurement du compte de leur gestion et paiement du reliquat. »

Art. 70. « Les frais des inscriptions sont à la charge du débiteur s'il n'y a eu stipulation contraire. Les tuteurs et curateurs des mineurs, des interdits et des absents, peuvent employer en dépense, dans le compte de leur gestion, les frais qu'ils auront payés pour celles faites sur eux, à l'effet de conserver les hypothèques indiquées des administrés. »

Art. 71. « Le conservateur fait mention, sur un registre, du contenu du bordereau, et remet au requérant, sous l'expédition du titre que l'un des bordereaux, ou bas duquel il certifie avoir fait l'inscription. »

Art. 72. « Il est loisible à celui qui a requis l'inscription, ainsi qu'à ses héritiers ou cessionnaires, de changer, par déclaration sur le registre des hypothèques, le domicile élu, à la charge d'en indiquer un autre dans l'étendue du bureau. »

« Ce changement est inscrit à sa date sur le registre, et annexé à l'inscription. »

Art. 73. « Les actions auxquelles les inscriptions « donnent lieu contre le créancier sont intentées « par exploit fait à sa personne ou à son dernier « domicile indiqué par le registre, et ce, nonob- « stant le décès du créancier ou de celui chez « lequel ce domicile aurait été élu. »

## CHAPITRE V.

*Des effets des privilèges et hypothèques.*

Art. 74. « Les créanciers ayant privilège ou « hypothèque sur un immeuble peuvent le vendre, « en quelque main qu'il se trouve, pour être payés « et colloqués sur le prix, dans l'ordre qui sera « et après déterminé. »

Art. 75. « La vente, soit volontaire, soit forcée « de l'immeuble grevé, ne rend point exigibles « les capitaux aliénés, ni les autres créances non « échues. »

Art. 76. « En conséquence, l'acquéreur et l'ad- « judicataire jouent-est des mêmes formes et dé- « tails pour acquitter les charges et dettes hypo- « thécaires inscrites. »

Art. 77. « Le créancier inscrit pour un capital « produisant des intérêts, et pour une rente con- « stituée ou viagère, a le droit de venir que pour « deux années d'arrérages au même rang d'hypo- « thèque que pour son capital, sans à suivre, « contre son débiteur, les autres arrérages non « prescrits. »

Art. 78. « Le créancier qui a une hypothèque « spéciale sur un immeuble, peut, en cas de solus, « requérir que le créancier poursuivant soit tenu « de discuter préalablement les autres biens « soumis à son hypothèque, qui sont dans la pos- « session du débiteur régnant; et, perdant cette « discussion, il est tenu à faire droit sur la de- « mande en déclaration d'hypothèque. »

« Cette exception ne peut pas être opposée si « le poursuivant est créancier privilégié sur l'im- « meuble, ou s'il lui est spécialement hypothé- « qué. »

Art. 79. « Les créanciers des personnes décédées « et légataires ont le droit de diriger la dis- « cussion et la séparation des patrimoines, con- « formément aux dispositions du présent Code. »

## CHAPITRE VI.

*De l'effet des hypothèques contre les tiers dé-  
tenteurs, ou de l'action hypothécaire.*

Art. 80. « L'action hypothécaire ou privilégiée « s'exerce contre le tiers détenteur par une de- « mande en déclaration d'hypothèque; il est tenu « de payer le créancier, à quel que somme que la « créance monte, ou de délaisser l'immeuble « hypothéqué, pour être vendu judiciairement, « sauf le droit de discussion et après explication. »

Art. 81. « Néanmoins le tiers détenteur n'est « pas tenu de délaisser l'immeuble si le prix avait « été employé à payer des créanciers privilégiés « ou antérieurs à celui qui forme la demande en « déclaration d'hypothèque, à moins que celui-ci « ne se soumette à rembourser ce qui a été payé « par le tiers détenteur, ou à vendre à un prix « excédant le montant desdites créances, et qu'il « ne donne à cet effet bon et valable caution. »

Art. 82. « Cette action ou peut, plus tôt suivie « contre le tiers détenteur, du moment qu'il a no- «ifié son contrat pour purger l'extinction, ou « sans aucun retardement à exercer l'hypothèque « ou inscription, et sans ce qui sera dû au titre du « mode de consolider et purger les extinctions « volontaires. »

Art. 83. « Le tiers détenteur peut requérir que « le créancier soit tenu de discuter préalablement

« les autres biens qui sont dans la possession du « principal obligé; et, pendant cette discussion, « il est tenu à faire droit sur la demande en « déclaration d'hypothèque. »

Art. 84. « L'exception de discussion ne peut « être opposée au créancier privilégié au spé- « cialement hypothécaire sur l'immeuble. »

Art. 85. « Un cohéritier qui possède des im- « meubles dépendants d'une succession, et affectés « à des hypothèques, ne peut requérir la discus- « sion des autres biens de la succession, ni celle « des biens personnels de son cohéritier, à moins « que ses cohéritiers ne se soient chargés de « l'hypothèque par acte authentique, ou par pu- « blic authentiquement inscrit. »

Art. 86. « Les donataires, après à l'ordonnance hypo- « thécaire, peuvent demander la discussion des « biens du donateur, et les légataires celle des « biens du testateur. »

Art. 87. « Si l'un ou plusieurs coobligés d'un l'ac- « tuel aliéné des immeubles affectés à la dette, le « tiers détenteur peut requérir la discussion des « biens de tous les coobligés. »

Art. 88. « Les formes relatives à la discussion, « et les obligations qui en résultent de la part de « celui qui la requiert, sont expliquées au titre « des conventions. »

Art. 89. « Le tiers détenteur, contre lequel est formé « la demande en déclaration d'hypothèque, se « décharge de cette poursuite en délaisant l'im- « meuble hypothéqué, à moins qu'il n'y ait de « sa part aliénation personnelle, autre que celle « du tiers détenteur. »

« Le délaissement ne peut pas être partiel. »

Art. 90. « Le délaissement par hypothèque ne « peut être fait que par celui qui a capuré « d'hypothèque. »

Art. 91. « La reconnaissance au titre nouveau « donné par le tiers détenteur au cette qualité, « au le jugement qui déclare l'immeuble hypo- « théqué, ni même la déclaration si elle n'est pas « partielle, ne sont point des empêchements à ce « qu'il puisse délaisser par hypothèque. »

Art. 92. « L'héritier du débiteur peut délaisser « l'immeuble hypothéqué qui lui est échu en « partage. »

« Si le prix ou ce est vendu l'immeuble délaissé « ne suffit pas pour payer le créancier, cet héri- « tier ne peut, pour ce qui restera encore dû, « être poursuivi qu'à raison de la part et portion « dont il est tenu en sa qualité d'héritier. »

Art. 93. « Le délaissement par hypothèque doit « être fait au greffier, et le reçu en jugement; il est « aux frais du délaissant, sans son revocant. »

Art. 94. « Celui qui a délaissé l'immeuble par « hypothèque peut, jusqu'à ce que l'adjudicataire « en ait été fait, reprendre l'immeuble, en affranchir « d'acquiescer la dette si elle n'est exigible, ou d'en « passer titre nouveau, et de payer les frais. »

Art. 95. « L'immeuble peut être délaissé dans « l'état où il se trouve lors de la demande en dé- «claration d'hypothèque. »

« Le délaissant n'est tenu d'aucune réparation, « pas même de celle d'intérêt. »

Art. 96. « Si, depuis la demande en déclaration « d'hypothèque, ou même depuis la reconnaissance « que le tiers détenteur aurait eue de l'hypothèque, « il a détérioré l'immeuble, il est tenu, en « délaissant, de payer le préjudice qui en ré- « sulte. »

Art. 97. « Il ne peut prétendre, sur le prix de « l'adjudication de l'immeuble délaissé, aucun « remboursement au sujet des impenses et amé- «liorations qu'il a faites sur cet immeuble, à

« moins qu'il n'en résulte une augmentation de valeur. »

« Art. 98. « Le délaissement par hypothèque ayant été fait au greffe du tribunal dans le ressort duquel l'immeuble est situé, le créancier qui a sollicité l'extinction en déclaration d'hypothèque, ou tout autre créancier plus diligent, fait vendre l'immeuble par voie d'expropriation forcée, tant sur son débiteur que sur le délaissement, en appelant les enchères de tous deux; et il est procédé à l'adjudication et à la distribution du prix, soit entre les créanciers personnels du vendeur, soit entre ceux du délaissement, conformément aux règles établies au titre de la vente forcée. »

« Art. 99. « Les servitudes que le délaissement avait sur l'immeuble avant son acquisition reviennent après le délaissement. »

« Art. 100. « Le tiers détenteur est tenu, dans le cas où il délaisse, de restituer les fruits, à compter du jour de la demande. »

« Il est tenu de cette restitution, comme comptable, à compter du jour de la demande; et comme séquestre, à compter du jour du délaissement. »

« Art. 101. « Si la demande en déclaration d'hypothèque est tombée en péremption, le tiers détenteur n'est tenu de restituer les fruits qu'à compter du jour de la demande nouvelle sur laquelle il délaisserait. »

« Art. 102. « L'acquéreur, qui a délaissé par hypothèque, a le recours en garantie contre son vendeur. »

« Art. 103. « Les hypothèques des créanciers personnels du délaissement sur l'immeuble délaissé, subsistent nonobstant le délaissement judiciaire. »

#### CHAPITRE VIII.

##### *De l'extinction des privilèges et hypothèques.*

« Art. 104. « Les privilèges et hypothèques se modifient et cessent d'exister de la même manière et par les mêmes causes que l'engagement dont ils sont l'accessoire. »

« Art. 105. « Quoique l'obligation primitive subsiste, l'hypothèque cesse d'exister par la renonciation du créancier, par la prescription, et par les autres moyens que la loi établit pour purger les privilèges et hypothèques. »

#### SECTION PREMIÈRE.

##### *De l'extinction des privilèges et hypothèques par la renonciation du créancier.*

« Art. 106. « Celui qui, par un acte, a renoncé à ses réserves à l'aliénation d'un immeuble qui lui était hypothéqué, est censé avoir renoncé à son hypothèque, et même à toutes les prétentions qu'il pouvait avoir à la propriété de cet immeuble, au profit de celui qui les acquiert; et il conserve son action contre son débiteur et sur les autres immeubles affectés à sa dette. »

« Art. 107. « Le créancier qui signe comme témoin, même dans un contrat de mariage, est censé renoncer à son hypothèque et à toutes ses prétentions sur les biens aliénés à quelque titre que ce soit, à moins qu'il n'ait fait des réserves expresses. »

« Il n'est point censé renoncer à son hypothèque et à ses droits sur les autres biens de son débiteur. »

« Art. 108. « Le notaire qui reçoit un acte d'aliénation des biens sur lesquels il prétendait avoir des droits, ou une obligation dans laquelle son débiteur déclare ses biens francs et quittes,

perd les droits et l'hypothèque qu'il avait sur les biens aliénés ou hypothéqués. »

« Néanmoins, il ne les perd qu'à l'égard du contractant seulement; il les conserve à l'égard de son débiteur ou de tous autres. »

#### SECTION II.

##### *De l'extinction des privilèges et hypothèques par prescription.*

« Nota. Au titre des prescriptions, on demande, par les motifs qui sont détaillés : 1° la suppression de la prescription de dix et vingt ans par le tiers détenteur; 2° la réduction de toutes les prescriptions à vingt ans. »

« On ne propose les articles de cette section que dans le cas où la prescription du tiers détenteur, rejetée aujourd'hui par une grande partie de la France, deviendrait néanmoins, par la nouvelle législation, une loi générale. »

« On propose tous les articles comme si la plus longue prescription était réduite à vingt ans. »

« Art. 109. « À l'égard du tiers détenteur, l'action privilégiée ou hypothécaire se prescrit par dix ou vingt ans, ou trente ans, dans les mêmes cas et sous les mêmes conditions que la propriété se prescrit de la part du tiers créancier. »

« Art. 110. « Pour que la prescription de l'action privilégiée ou hypothécaire soit interrompue contre le tiers détenteur, il faut absolument une demande en déclaration d'hypothèque dûment formée contre lui. Aucun acte dirigé, soit contre lui, soit contre son fermier ou locataire, n'interrompt la prescription. »

« Art. 111. « Si le créancier, avant toute cause d'ignorer l'aliénation, parce que le débiteur serait toujours demeuré en la possession de l'immeuble, par bail, par la rétention d'usufruit ou autres moyens semblables, la prescription n'a pas de cours pendant ce temps. »

« Art. 112. « La reconnaissance ou le titre nouvel donné par le tiers détenteur en cette qualité, ou le jugement prononcé contre lui en la même qualité, rend personne le son obligation, qui dès lors ne se prescrit que par vingt ans. »

« Art. 113. « La prescription court au profit du tiers détenteur contre le créancier dont la créance est conditionnelle ou à temps, quoiqu'elle condition ne soit pas arrivée ou que le temps ne soit pas écoulé, sans aux créanciers à citer le tiers détenteur en déclaration d'hypothèque conditionnellement ou à temps. Le jugement rendu sur cette demande donne à l'action la durée de vingt ans. »

« Art. 114. « Une pareille demande doit être formée, pour interrompre cette prescription, par un premier acquiescement contre les acquiescements subséquents; pour sa garantie, par un bailleur contre un tiers détenteur de l'immeuble compris dans le partage, quoique, dans ce cas, il n'y ait point encore de trouble survenu. »

#### SECTION III.

##### *Des différents moyens établis par la loi de purger les privilèges et hypothèques.*

« Art. 115. « Les privilèges et hypothèques sont purgés : 1° par la radiation; 2° par le mode de consolider les expropriations volontaires; 3° par l'expropriation forcée. »

#### TITRE VII.

##### CHAPITRE PREMIER. SECTION UNIQUE.

##### *De la matérialité et de la radiation des inscriptions.*

« Art. 1°r. « Les inscriptions faites au bureau des

• hypothèques ne peuvent être rayées que du  
• conservateur de ceux qui les ont données, ou  
• en vertu de mainlevée აღბრუნა justifiée. »

Art. 2. « Ce consentement ne peut être donné  
• que par des actes passés en forme notariale  
• par les créanciers inscrits, leurs héritiers, suc-  
• cessors ou ayants cause, leurs tuteurs ou autres  
• ayant l'administration actuelle de leurs biens,  
• ou par ceux qui sont chargés de leur proce-  
• dation par-devant notaire, ou par le pouvoir général  
• ou spécial de donner mainlevée. »

Art. 3. « Celui qui requiert la radiation est  
• tenu de remettre et de laisser au conserva-  
• teur des hypothèques les actes mentionnés dans  
• l'article précédent, et ceux qui justifient de sa  
• qualité, lorsqu'il les a signés, comme représen-  
• tant le créancier inscrit, ou comme fondé de sa  
• procuration. »

Art. 4. « A l'égard des radiations qui ont été  
• ordonnées en justice, si elles ont été prononcées  
• par jugement rendu en dernier ressort ou par le  
• créancier inscrit ou ses représentants, le juge-  
• ment doit être notifié audit créancier inscrit,  
• ou à ses représentants, au domicile élu par  
• l'inscription; et la notification doit être dé-  
• posée au conservateur des hypothèques avant  
• que l'inscription puisse être rayée. »

Art. 5. « Si le jugement n'a été rendu que par  
• défaut, celui qui veut faire rayé l'inscription  
• est tenu de joindre aux actes de notification  
• et de dénonciation prescrites par l'article pré-  
• cédent, un certificat de l'avoué qui a occupé  
• pour le demandeur la radiation, portant que,  
• dans le délai fixé par le Code de la procédure  
• civile, il ne lui a été signifié aucune opposition  
• au jugement, et que, depuis ce délai, il n'en  
• est survenu aucune. »

Art. 6. « Les significations, dénonciations et  
• autres formalités prescrites par les dix arti-  
• cles précédents, à l'égard des jugements en der-  
• nier ressort, ont lieu pareillement lorsque la  
• mainlevée des inscriptions a été prononcée  
• contradictoirement par des jugements sujets à  
• l'appel. »

Art. 7. « Dans tous les cas, celui contre lequel  
• un jugement de radiation a été rendu est tenu  
• de déjouer au conservateur des hypothèques,  
• dans le délai d'un mois à compter du jour de  
• la signification de ce jugement, l'appel qu'il en  
• a interjeté ou l'opposition qu'il y a formée; et,  
• à défaut par lui de le faire, son inscription sera  
• rayée d'après les déclarations qui auront été  
• faites au conservateur des hypothèques, confor-  
• mément à ce qui est prescrit par les articles  
• précédents, à la requête de la partie au profit  
• de laquelle ce jugement a été rendu. »

Art. 8. « Si, postérieurement à la radiation faite  
• en exécution de ce qui est prescrit dans les ar-  
• ticles précédents, le jugement était annulé, soit  
• par l'appel, soit par requête civile ou par cas-  
• sation, le nouveau jugement pourra ordonner  
• que l'inscription sera rétablie; en ce cas, elle  
• reprendra toute sa force et tous ses effets;  
• néanmoins le créancier ainsi rétabli ne pourra  
• point arguer les procédures qui auraient été  
• faites pendant la durée de sa radiation, soit  
• pour purger et consolider l'extinction de  
• l'immeuble qui lui était affecté, soit pour sa  
• faire prononcer une expropriation forcée, ou  
• pour sa distribuer le prix, sous prétexte qu'il  
• n'y aurait point été appelé; il n'en a seulement  
• le droit d'excepter des autres qualités des droits  
• attribués par la loi à tout créancier, et de de-  
• mander à ceux qui lui étaient postérieurs en

• hypothèque le rapport du montant de leurs col-  
• locations, pourvu que les délais fixés par la loi  
• pour l'exercice de ces actions ne soient point  
• expirés. »

Art. 9. « Si l'acquéreur qui a fait les formalités  
• prescrites pour consolider et purger l'expropria-  
• tion de son vendeur, a négligé d'y appeler la  
• totalité ou une partie des créanciers inscrits,  
• les créanciers dont les inscriptions n'ont point  
• été rayées conservent leur hypothèque ancienne  
• sur l'immeuble, sauf à l'acquéreur, ses succe-  
• ssors ou ayants cause, à faire valoir contre  
• eux les hypothèques et privilèges des créanciers  
• inscrits qu'il a payés, aux droits desquels il est  
• subrogé de plein droit jusqu'à concurrence du  
• prix de la vente, et même de l'excédant du prix  
• s'il avait payé au delà; de délasser auxdits  
• créanciers inscrits et non rayés l'immeuble par  
• hypothèque. »

## CHAPITRE II.

### SECTION PREMIÈRE.

De la mode de consolider et purger les expropriations.

Art. 10. « Tous actes, soit volontaires, soit judi-  
• ciaires, transmissifs de biens immeubles suscep-  
• tibles d'hypothèques, soit qu'ils en transfèrent  
• la pleine ou une propriété, soit qu'ils en trans-  
• fèrent l'usufruit, doivent être transcrits sur  
• les registres du bureau de la conservation  
• des hypothèques dans l'arrondissement duquel  
• les biens sont situés. Jusqu'à, ils ne peuvent  
• être opposés au tiers qui aurait contracté avec  
• le vendeur, et dont les contrats auraient été  
• authentiquement transcrits ou inscrits. »

« Le conservateur des hypothèques certifie ou  
• bas de l'expédition qu'il tend à l'acquéreur la  
• transcription qu'il en a faite. »

Art. 11. « Si un vendeur a passé plusieurs ven-  
• tes de vente du même immeuble à plusieurs  
• acquéreurs, le contrat qui sera transcrit le  
• premier aura seul son exécution, sauf aux  
• autres acquéreurs à poursuivre le stationnement du  
• vendeur. »

Art. 12. « Lorsque le titre de mutation constate  
• qu'il est dû un intérêt préjudiciable ou à ses  
• ayants cause, soit la totalité ou une partie du prix,  
• soit des prestations qui en tiennent lieu,  
• la transcription consécutive à ceux-ci leurs droits  
• de privilèges et préférences sur les biens aliénés;  
• à l'effet de quoi le conservateur des hypothèques  
• est tenu de faire inscrire sur ses registres  
• des résumés non encore inscrits qui en re-  
• sultent en faveur, soit de l'ancien proprié-  
• taire, soit des créanciers par ses délégués. »

Art. 13. « Si le titre de mutation contient l'af-  
• fectation d'un ou plusieurs immeubles à la ga-  
• rantie de la vente, le conservateur des hypo-  
• théques est de même tenu, sous sa responsabi-  
• lité, d'inscrire cette hypothèque; la somme  
• inscrite ne peut pas excéder le montant du  
• prix. »

Art. 14. « Si le partage d'un ou plusieurs immeubles  
• requiert contrat de sollicité et retour de lots et  
• une garantie pour lesquels un ou plusieurs  
• créanciers ont un privilège sur les biens im-  
• meubles de la succession, le conservateur est  
• tenu de faire l'inscription desdites garanties,  
• soit les retours de lots, au profit du créancier  
• qui a droit de les faire sur les immeubles de  
• la succession échoit aux autres cohéritiers qui  
• en ont des parts. »

Art. 15. « La transcription de l'acte de mutation  
• transmet au nouveau propriétaire les droits que

« l'ancien propriétaire avait à la propriété de l'immeuble.

« Elle n'efface point les autres droits de propriété, les charges et servitudes réelles; elle ne couvre point les vices et les nullités du contrat.

« Art. 16. « La transcription d'une vente avec faculté de rachat, ou sous toute autre condition résolutoire et suspensive, affranchi l'acquéreur des hypothèques sur son vendeur qui n'auraient pu être inscrites postérieurement, si le contrat est exécuté : elles reprennent leur force et leurs effets, si le contrat est résolu. »

« Art. 17. « Le vendeur ne peut pas prohiber à l'acquéreur la transcription de son contrat; mais il peut lui prohiber absolument, ou pour un temps déterminé, la faculté de purger son expropriation : en ce cas, l'acquéreur est tenu du paiement de toutes les dettes inscrites antérieurement à la transcription de son contrat, si mieux il n'aime le délaisser par hypothèque. Lorsque l'on exerce contre lui l'action hypothécaire, il doit être poursuivi comme tout autre tiers détenteur : il a droit d'opposer les mêmes exceptions. »

« Art. 18. « L'acquéreur qui préfère solder toutes les créances, à son recours contre le vendeur pour le remboursement de ce qu'il aura payé ou devra payer en sus du prix stipulé par le contrat de vente; et pour les intérêts de cet excédant, à compter du jour de ses paiements, il est subrogé de droit aux privilèges et hypothèques des créances qu'il acquitte. »

« Art. 19. « Pour purger une expropriation, il faut remplir les formalités ci-après ordonnées.

« Elles ne purgent que les privilèges et hypothèques des créanciers à qui elles sont notifiées. »

« Art. 20. « Les privilèges et hypothèques inscrits et encore subsistants des créanciers des anciens propriétaires sur l'immeuble dont on veut purger la dernière expropriation, ne sont point purgés, si les formalités ne leur sont pas notifiées de la manière et dans le temps prescrits par la loi. »

« Art. 21. « Le créancier à titre universel ne peut purger les propriétés de la succession, sauf à celui qui le titre universel ne l'oblige qu'à raison de l'émolument, à suivre les voies de droit pour parvenir à sa libération. »

« Art. 22. « L'acquéreur des droits successifs, ou tant au lieu et place de son vendeur, ne peut se libérer des dettes de la succession dont il se trouve chargé, quo dans les cas et de la même manière que le pourrait son vendeur.

« Il peut seulement purger les dettes personnelles de son vendeur. »

## SECTION II.

### Modes de purger les hypothèques.

« Art. 23. « Si le prix exprimé dans le contrat de vente est insuffisant pour acquitter toutes les charges et hypothèques, l'acquéreur, pour se dispenser d'en payer l'élégalité et se garantir de l'effet des poursuites des créanciers privilégiés et hypothécaires, est tenu de notifier à tous les créanciers inscrits sur le précédent propriétaire auquel il succède : 1° son contrat d'acquisition;

« 2° Le certificat de transcription qu'il en a requis;

« 3° L'état des charges, privilèges et hypothèques dont est grevée la propriété, avec déclaration qu'il acquittera sur-le-champ celles échues et celles à échoir, dans les mêmes termes et de

« la même manière qu'il les ont été constituées; mais le tout seulement jusqu'à concurrence du prix stipulé dans son contrat de vente.

« Chaque copie doit contenir en tête la transcription en entier du contrat d'acquisition, du certificat de sa transcription, de l'état des charges, privilèges et hypothèques inscrits sur sa propriété.

« L'exploit de notification doit être visé gracieusement, dans les vingt-quatre heures de sa signification, par le juge du prix de chaque canton dans lequel il aura été signifié, ou par l'un de ses suppléants.

« Il est laissé une copie de la notification et de l'exploit à celui qui donne le visa. »

« Art. 24. « Lorsque l'acquéreur a fait cette notification, tout créancier dont les titres ont été inscrits peut acquiescer la mise aux enchères et adjudications publiques de l'immeuble, à la charge : 1° de le déclarer à l'acquéreur dans le mois de la notification par lui faite; 2° de se soumettre à porter ou faire porter le prix au moins à un vingtième en sus de celui stipulé dans le contrat.

« Cette réquisition est signifiée tant à l'acquéreur qu'au vendeur, par exploit dont l'original ainsi que les copies seront déposés au créancier ou de son fondé de pouvoir, lequel, en ce cas, sera tenu de donner copie de sa procuration; et le tout à peine de nullité. »

« Art. 25. « Suite de la déclaration et soumission dans ledit délai, la valeur de l'immeuble déterminée fixée définitivement au prix stipulé par le contrat d'acquisition; et l'acquéreur sera ou réconvoqué libéré de toutes charges et hypothèques, en payant ledit prix aux créanciers qui acceptent en ordre de le recevoir. »

« Art. 26. « En cas de revente sur cohérents, elle a lieu suivant les formes déterminées pour les expropriations forcées, à la diligence, soit de l'acquéreur, soit du créancier qui l'aura requis : le poursuivant éconquera dans les affiches la quotité du prix porté au contrat et le somme en sus à laquelle le créancier s'est obligé de le porter ou faire porter. »

« Art. 27. « Le tiers adjudicataire restitué à l'acquéreur les frais et taxes cotés du premier contrat et de sa transcription sur les registres des hypothèques, ensemble ceux par lui faits pour parvenir à la vente; le tout en sus du prix de l'adjudication.

« Il est tenu compte à l'adjudicataire des frais d'enregistrement et de transcription du premier contrat, en déduction de ceux qu'il doit payer sur son adjudication. »

« Art. 28. « Les formalités pour l'ordre et la distribution du prix, soit que l'ordre soit requis par l'acquéreur ou par le tiers adjudicataire, soit dans les tribunaux, et de la manière prescrite dans le cas de l'expropriation forcée. »

## CHAPITRE III.

Des fonctions et de la responsabilité du conservateur des hypothèques.

« Art. 29. « Chaque bureau de la conservation des hypothèques a pour arrondissement le territoire du ressort du tribunal civil près lequel il est établi. »

« Art. 30. « Le Gouvernement règle la qualité du cautionnement du conservateur et les émoluments attribués à ses fonctions. »

« Art. 31. « Les conservateurs des hypothèques sont tenus de délivrer, quand ils en sont requis, la copie des actes transcrits sur leurs registres,

ainsi que l'état des inscriptions subsistantes, on le certifie qu'il n'en existe aucune.

Art. 32. « Ils sont responsables du préjudice qu'occasionneraient : 1° le défaut de mention sur les registres des transcriptions d'actes de mutation, et des inscriptions requises en leurs lieux ;

« 2° l'omission qu'ils feroient dans les registres qui leur seroient demandés pour conserver les inscriptions existantes, de l'une ou de plusieurs de celles requises antérieurement, à moins que dans un délai au vendeur ne provenir d'une désignation insuffisante qui ne pourroit leur être imputée. »

Art. 33. « Au moyen de la responsabilité prononcée par l'article précédent, l'immeuble, à l'égard duquel le conservateur aurait omis sur ou plusieurs des registres inscrites, en dernière affirmation dans les termes du nouveau présent, pourra qu'il ait reçu le certificat depuis la transcription de l'acte de mutation, sans néanmoins aux créanciers le droit d'exercer leur action et de faire colloquer leurs créances suivant le rang qui leur appartient, tant qu'il n'a point été payé au vendeur, ou que l'ordre et la distribution n'ont point été faits aux autres créanciers.

« Le conservateur sera subrogé du droit aux actions des créanciers qu'il aurait omis, jusqu'à concurrence des sommes qu'il sera tenu de leur payer. »

Art. 34. « Les conservateurs sont encore responsables des effets civils qui pourroient provenir de l'omission de l'inscription d'un privilège ou d'une hypothèque, et la transcription antérieure d'un contrat requiert postérieurement à la réquisition de la transcription d'un autre contrat de vente du même immeuble.

« Ils seront en outre, par ce cas, poursuivis criminellement à la diligence du ministère public. »

Art. 35. « Dans aucun cas, les conservateurs des hypothèques ne pourront refuser ni retarder les transcriptions d'actes de mutation, les inscriptions ou la délivrance des certificats qui seront requis conformément aux lois, à peine de répondre des dommages-intérêts des parties. »

Art. 36. « La règle de la conservation des hypothèques est responsable envers les citoyens des faits du conservateur, sans son recours contre le conservateur et ses cautions. »

Art. 37. « Les conservateurs sont tenus de payer les inscriptions toutes les fois que les règles et formalités ci-dessus prescrites pour les radiations ont été observées, sans qu'ils puissent exiger à cet égard aucune autre procédure. »

Art. 38. « Chaque conservateur doit tenir au moins deux registres sur papier timbré, cotés et paraphés à chaque page par le président du tribunal près duquel il est établi, ou, à son défaut, par le juge qui le remplace. »

Art. 39. « Sur l'un de ces registres il écrit du suite, sans aucun blanc ni interligne, à l'instant de la réquisition, et ne poursuit du requérant, avec la date du jour et la mention d'avant ou après midi, la note par extrait de chaque acte transcrit de propriété dont la transcription est requise, rouletant le nom du vendeur et de l'acquéreur, et la date du contrat, du jugement ou autre acte rapportant privilège et hypothèque dont l'inscription est requise, contenant le nom du créancier et du débiteur, et la date du contrat ou jugement, enfin de chaque radiation requise.

« Il donne de suite au requérant un certificat de sa réquisition, contenant copie exacte de l'annotation qu'il a faite sur ce registre d'ordre. »

« Le requérant a droit de vérifier le registre pour reconnaître, s'il a été requis, la transcription ou inscription d'un autre titre contemporain son débiteur ou vendeur. »

Art. 40. « Sur l'autre registre il copie de suite, sans aucun blanc, et jour par jour, dans le même ordre où ils sont inscrits sur le registre d'annotation, et à la même date, tous les actes dont la transcription ou l'inscription leur est demandée. Chaque acte est annoté suivant le rang qu'il tient dans le registre, et signé de préposé. »

Art. 41. « Outre les registres mentionnés dans les articles ci-dessus, le conservateur tient un registre sur papier libre, dans lequel sont portés par extrait, au fur et à mesure des actes, sans le nom de chaque grevé et à la case qui lui sera destinée, les inscriptions à sa charge, les transcriptions, les radiations et les autres actes qui le concernent, ainsi que l'indication des dates où chacun de ces actes sera porté, et les numéros sous lesquels ils y seront consignés. »

## OBSERVATIONS SUR CE TITRE.

1° La précaution prise par le projet de Code de faire donner par l'avoué du créancier qui requiert la radiation d'une inscription, un certificat qu'il n'y a eu ni appel ni opposition au jugement ou ordonnance la radiation, ne parait pas suffisante pour la sûreté du créancier dont on veut rassurer l'inscription : en conséquence on a cru devoir lui donner le délai d'un mois pour faire signifier au conservateur son opposition ou son appel. Il serait à désirer que dans le Code de procédure civile on expliquât que l'opposition à un jugement par défaut lui signifiée tant à l'avance qu'à la parir.

2° Il peut arriver que le jugement qui prononce la radiation soit infirmé par l'effet de l'opposition de l'appel ou de la cassation ; il est nécessaire de prévoir en ce cas un remède à l'infirmité de l'inscription ; mais d'un autre côté, il ne faut pas que le créancier retenu puisse annuler des procédures régulières qui auroient été faites de bonne foi dans l'intérêt aller ; il ne peut, en ce cas, avoir que les droits que tous les autres créanciers auroient dans l'état où la procédure se trouve à l'époque où son inscription est émise.

3° Il est possible qu'on cherche à séduire un conservateur pour lui faire inscrire une hypothèque avant une autre qui lui auroit été antérieurement présentée, pour lui faire transcrire un contrat postérieur avant le contrat antérieur qui lui a été déposé.

Pour prévenir cette fraude possible, on a proposé le registre d'entrée qui paraît à tous les inconvénients. D'un côté, il sera impossible que le conservateur fasse des falsifications si accablées de préférence, puisque l'entrée sera invariablement constatée ; d'un autre côté, le conservateur ne pourra pas prétendre, pour donner date, qu'il lui est impossible de tout inscrire à la fois, puisqu'il ne s'agit que de faire une simple annotation sur le registre d'entrée, et d'en donner l'extrait. d'ailleurs cet extrait lui sera payé comme tout autre certificat.

## TITRE VIII.

De l'expropriation forcée des immeubles.

Art. 1<sup>er</sup>. « L'expropriation forcée des immeubles

- est celle qui se fait en justice, à la poursuite d'un créancier à défaut de paiement.
- Art. 2. • Elle peut se faire de tous biens réels et immeubles et de leur usufruit. »

## CHAPITRE PREMIER.

Sur qui l'expropriation forcée peut être faite.

- Art. 3. • L'expropriation forcée ne peut être faite que sur le débiteur; néanmoins le créancier peut procéder contre le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué à sa dette, ainsi qu'il est expliqué au titre des privilèges et hypothèques. »

- Art. 4. • Toute expropriation forcée est nulle, si elle n'est faite sur le vrai propriétaire. »

- Art. 5. • Elle peut être faite sur celui qui a la pleine propriété, et sur celui qui n'a que la nue propriété ou l'usufruit, chacun selon son droit. »

- Art. 6. • On ne peut pas procéder par expropriation forcée sur la part indivise d'un copropriétaire dans des immeubles communs pour une dette qui n'est personnelle, sauf au créancier à provoquer le partage ou la liquidation du chef de son débiteur. »

- Art. 7. • Le créancier qui procède par expropriation forcée sur l'immeuble d'un mineur ou d'un interdit, ne peut faire apposer l'affiche qu'après avoir fait discuter le mobilier dans la forme prescrite au titre des tutelles.

- Si le compte de tutelle ou le compte d'administration n'a pas été fourni dans le délai indiqué par le tribunal, ou si les meubles ou les deniers formant le reliquat liquide de ce compte, quelle qu'en soit la nature, n'ont pas été inventoriés, ou si l'administrateur n'est pas tenu de débiter, sous inventaire, pour acquiescer à la dette, le créancier est autorisé, par une simple ordonnance sur requête, à poursuivre l'adjudication. »

- Art. 8. • Le créancier n'est pas tenu de discuter le mobilier dans les cas suivants :

- 1° Si le mineur est hors de tutelle par l'émancipation;

- 2° Si l'immeuble ainsi possédé par indivis contre un majeur ou un mineur ou un interdit, n'est que ce soit une dette commune;

- 3° Si les poursuites avaient été remises contre un majeur ou avant l'interdiction. »

- Art. 9. • L'ajudication prononcée sans discussion du mobilier du mineur ou de l'interdit n'est pas nulle, à moins qu'il ne soit prouvé que le mineur, ou l'interdit avait, lors des affiches, des meubles ou des deniers suffisants pour acquiescer à la dette. »

- Cette action ne peut être exercée, en ce qui concerne le mineur après l'an d'émancipation, ou en ce qui concerne l'interdit, après l'an depuis la mainlevée de son interdiction; et par leurs héritiers, après l'an depuis leur adhésion à l'interdit.

- Si le tuteur a donné ou faux compte, ou s'il n'a pas rendu compte, quand même il serait prouvé, dans la suite, qu'il avait une somme appartenant aux mineurs, suffisante pour payer, l'expropriation n'est pas nulle; mais le mineur est admis au recours contre son tuteur, qui est tenu de l'indemniser de la perte qu'il lui a causée. »

- Art. 10. • L'expropriation forcée des immeubles rogués de communauté, peut, pendant le mariage, être poursuivie sur le mari seul, quoique la femme se soit obligée à la dette.

- S'il s'agit des biens propres de la femme, la poursuite est faite contre le mari et la femme; et, en cas de refus du mari de procéder conjointement avec la femme, elle peut être, à rel

- égard, autorisée par la justice à la poursuite de ses droits.

- Si la femme et le mari sont mineurs, il doit être nommé à la femme, par la famille, un tuteur ad hoc contre lequel le créancier poursuivra. »
- Il en est de même si la femme seule est mineure, et que le mari majeur refuse de procéder conjointement avec elle. »

## CHAPITRE II.

Sur quel titre et pour quelle dette on peut exproprier.

- Art. 11. • On ne peut procéder par expropriation forcée qu'à vertu d'un titre authentique et déclaré exécutoire par un jugement qui ne soit point attaqué par la voie de l'appel ou de l'opposition, et pour une dette certaine et liquide. »

- Art. 12. • On ne peut procéder par expropriation forcée sur l'héritier ou sur le veuve commun, qu'après avoir fait déclarer exécutoire contre eux le titre fusé au défunt ou au mari. »

- Art. 13. • Le titre cédé ou transporté par le créancier est exécutoire au profit du cessionnaire, comme si l'état au profit du cédant, pourvu que la signification de l'acte de cession ou transport ait été faite au débiteur.

- En conséquence, si le cédant n'a pas obtenu un jugement qui déclare son titre exécutoire, le cessionnaire ne peut faire procéder à l'expropriation qu'après l'avoir obtenu.

- Et quand même le cédant aurait obtenu un jugement qui déclare son titre exécutoire, le cessionnaire est tenu d'obtenir un nouveau jugement qui prononce l'exécution de sa cession.

- Art. 14. • Un créancier peut, en vertu du jugement qui déclare son titre exécutoire, faire exproprier ses immeubles, ou quelque partie du territoire de la République qu'il soit situé. »

- Art. 15. • Il n'est pas permis de procéder par expropriation forcée sur un immeuble, pour une dette qui n'exécute pas trois ans de revenu; l'évaluation du revenu se fait par la rétribution foncière.

- Si la quotité de l'impôt fixé par la loi est de cinquante, le revenu annuel est évalué au principal de la cote, multiplié par cinq; multiplié par quatre, si la quotité est du quart; et respectivement pour les autres quotités. »

- Art. 16. • Néanmoins si, par le nombre des inscriptions, il paraît que la masse des dettes exigibles excède trois ans de revenu, il pourra être procédé à la vente, à quelque somme que monte la créance du poursuivant. »

- Art. 17. • Le créancier dont la dette n'exécute pas trois ans de revenu, peut exiger que le débiteur lui délègue un revenu prouvé par lui authentique, dont le produit libre et net suffise pour éteindre, dans l'espace de trois années, sa dette, en capitaux, intérêts et frais.

- Si le débiteur refuse cette délégation, ou s'il surrène des oppositions qui empêchent le créancier de déléguer de son revenu le montant, le juge autorise le créancier à poursuivre l'expropriation. »

- Art. 18. • L'expropriation forcée n'est pas nulle, quoique le créancier l'ait poursuivie pour une somme plus forte que celle qui lui est due, pourvu néanmoins que la dette effective excède trois ans de revenu. »

## CHAPITRE III.

Dispositions communes à toutes les procédures sur l'expropriation forcée.

- Art. 19. • Toutes les procédures, soit princi-



• pales, soit incidentes, sur l'expropriation forcée, • depuis le commandement tendant à exproprier, • doivent être sommaires tant en première instance qu'en dernier ressort, et les jugements • être prononcés à l'expiration des citations ou aux audiences qui suivent immédiatement, • sans attendre le jour de rôle, et sans qu'il soit • besoin de les faire précéder de citation au bureau de conciliation.

• Aucun jugement en matière d'expropriation • forcée, crédi et autres procédures accessoires, • ne peut être rendu en temps de vacances.

Art. 20. • Dans les délais réglés par ces expressions, depuis ou à compter, le jour dont on part • n'est pas compris; et si le jour de l'échéance est • férié, elle est au jour suivant.

Art. 21. • Lorsque le seign a constitué un event • et l'adjudicataire l'avocat du poursuivant, toutes • les significations qui doivent être faites au seign, • à personne ou à domicile, le sont au seign à son • avoué, par qui l'original des exploits doit être • visé.

Art. 22. • Les nullités de forme ne vicient que • les actes qui en sont affectés et ceux qui s'en • sont suivis.

Art. 23. • L'appel n'est recevable qu'autant que • l'acte d'appel contient la citation au tribunal • d'appel, ou jour indiqué par la loi.

#### CHAPITRE IV.

##### *Formalités de l'expropriation forcée*

Art. 24. • L'expropriation forcée est précédée • d'un commandement de payer fait à la personne • du débiteur ou à son domicile, par le ministère • d'un huissier, sans assistance de témoins.

• L'original de cet exploit doit être visé gratuitement dans les vingt-quatre heures par le juge • de paix du lieu où il aura été signifié, ou par • l'un de ses suppléants; il en est joint une seconde copie à celui qui donne le visa.

• Chaque copie doit contenir en tête la transcription entière du titre et du jugement qui l'a déclaré exécutoire, et la désignation des immeubles dont le créancier entend provoquer la vente à défaut de paiement.

Art. 25. • Si le débiteur n'a point de domicile actuel, la signification sera faite à son dernier domicile connu;

• S'il a de son domicile pour les effets de l'acte à raison duquel le commandement est prouvé, le commandement sera fait à ce domicile.

Art. 26. • Si la vente est provoquée par des créanciers qu'un adjudicataire a déclaré ne vouloir rembourser que jusqu'à concurrence du prix stipulé, le commandement sera remplacé par une dénonciation judiciaire, que l'adjudicataire ira au vendeur, de la réquisition desdits créanciers.

• Cette dénonciation contiendra sommation de rapporter dans les dix jours incriminée des inscriptions excédant le prix de la vente.

Art. 27. • Trente-cinq jours au plus tôt, et six mois au plus tard après le commandement, il sera procédé à la publication et aux appositions d'affiches prescrites par l'article 32; après ce délai, le créancier ne pourra plus y faire procéder qu'après un nouveau commandement fait dans la forme et dans les délais ci-dessus prescrits.

Art. 28. • L'adjudication est faite par le tribunal civil de la situation des biens.

Art. 29. • Un créancier ne peut provoquer que successivement la vente des biens de son débiteur situés dans plusieurs arrondissements de tribunaux civils, à moins que les biens ne sus-

sent partie d'un domaine exploité ou tenu à ferme par une même personne; dans ce cas, l'adjudication de la totalité desdits biens a lieu par le tribunal civil du lieu dans lequel se trouve le chef-lieu d'habitation ou d'exploitation. Dans le cas où il n'y aurait pas de chef-lieu d'exploitation, la compétence sera déterminée par le mode fixé dans l'article suivant.

Art. 30. • Lorsque la vente sera provoquée dans le cas énoncé dans l'article 26, elle aura nécessairement lieu pour la totalité des biens compris dans le même contrat, quoique leur exploitation soit divisée.

• L'adjudication sera faite par le tribunal civil dans l'arrondissement duquel se trouvent situés la partie des biens à laquelle le montant des rôles de la contribution foncière attribue le plus de revenus.

Art. 31. • Les tribunaux ci-dessus désignés sont seuls compétents, lors même qu'il est procédé à l'expropriation forcée ou exécution d'un jugement rendu par un autre tribunal.

Art. 32. • L'adjudicataire au plus offrant et dernier enchérisseur est public et annonce par des affiches imprimées, contenant :

• 1° Le lieu, le jour et l'heure où elles sont apposées;

• 2° Le nom de l'huissier et le tribunal près duquel il est immatriculé;

• 3° Les noms et demeures du saisissant et du saisi, et leur état s'ils en ont un;

• 4° L'élection de domicile par le saisissant, dans la commune où siège le tribunal devant lequel l'expropriation sera poursuivie, et la constitution d'un avoué chargé de poursuivre et de recevoir la signification de tous les actes relatifs à l'expropriation forcée;

• 5° La somme due et l'énunciation du titre et du jugement en vertu duquel l'expropriation est poursuivie;

• 6° La nature, l'étendue superficielle et la situation des lieux à vendre;

• 7° Le montant de son imposition dans le rôle de la contribution foncière;

• 8° Une mise à prix que le poursuivant sera tenu de faire, et qui tiendra lieu de première enchère;

• 9° Le nom du tribunal, le jour et l'heure où l'adjudication sera faite;

• 10° Les conditions de l'adjudication;

• 11° L'état des inscriptions existantes sur les biens à vendre au jour du commandement prescrit par l'article 24.

Art. 33. • Si le bien à vendre est une maison d'habitation, elle est déignée par le nom de la commune et de la rue où elle est située, son numéro, s'il y en a, ses tenants et aboutissants.

• Les biens ruraux, soit corps de ferme, soit pièces de terre sans bâtiments d'exploitation, soit bois, forêts ou étangs, et tous autres terrains, de quelque nature que ce soit, sont désignés en exprimant la nature et la contenance réelle ou approximative du chaque pièce de terre, les tenants et aboutissants, les noms de celui ou de ceux par qui elles sont exploitées, le nom de la commune et de l'arrondissement où elles sont situées.

Art. 34. • La mise à prix est portée à quinze fois le revenu de l'immeuble, évalué d'après l'imposition à la contribution foncière.

• La mise à prix est de la moitié dans le cas de l'adjudication d'un usufruit, ou d'une nue propriété.

« La mise à prix n'oblige point le poursuivant  
« de rester adjudicataire, s'il ne se présente point  
« d'enchérisseur. »

Art. 35. « L'apposition d'affiche vaut saisie de  
« la propriété des biens qui y sont détaillés.  
« Elle se fait : 1° à l'extérieur du domicile du  
« débiteur et des édifices saisis, s'il y en a ;

« 2° Au lieu destiné à recevoir les affiches pu-  
« bliques dans la commune de la situation des  
« biens, et dans celle du bureau des hypothèques  
« dont ils dépendent ;

« 3° Dans la commune du chef-lieu de la ju-  
« risdic. de paix de la situation des biens ; dans  
« celle du tribunal civil qui doit faire l'adjudica-  
« tion, et notamment à la porte du son auditoire. »

Art. 36. « L'apposition des affiches est constatée  
« par procès-verbaux d'huissiers, sans qu'il soit  
« besoin de l'assistance de témoins.

« Ces procès-verbaux, ainsi que les affiches,  
« seront notifiés, et copie en sera faite sans délai au  
« saisi qu'aux créanciers inscrits sur les biens à  
« vendre au jour du commandement, aux domi-  
« niles par eux élus, dans le délai de cinq jours  
« de la date du dernier procès-verbal d'affiche.  
« Il sera ajouté à ce délai un jour par cinq myria-  
« mètres (dix lieues communes) de distance du  
« lieu de la situation des biens à celui du domi-  
« cile du saisi. »

Art. 37. « Les originaux de ces procès-verbaux  
« et des exploits de leur notification sont soumis  
« au visa présent par l'article 24, et encore au  
« visa du maire ou de l'adjoint des communes  
« où les affiches ont été apposées.

« Dans les communes où il y a plusieurs mu-  
« nicipalités, le visa est donné par le maire ou  
« adjoint de la municipalité dans l'arrondisse-  
« ment de laquelle l'immeuble est situé ; et dans  
« les communes où siège le tribunal, si le lieu  
« n'y est pas situé, par le maire ou adjoint de  
« l'arrondissement dans lequel est l'auditoire.

« Lesdits originaux doivent être inscrits au  
« bureau des hypothèques de la situation des  
« biens, et visés par le conservateur, auquel il  
« est joint un exemplaire de l'affiche. Il sera tenu  
« de donner, au moment de la présentation, un  
« certificat qu'il lui a déjà été présenté d'autres  
« procès-verbaux et exploits de notification de  
« l'affiche du même bien, ou qu'il ne lui en a  
« point été présenté.

« Deux exemplaires de l'affiche sont déposés  
« au greffe du tribunal où l'adjudication doit  
« être faite ; le greffier en donne un reçu sur  
« l'original du procès-verbal : l'un sert pour l'ad-  
« judication ; il est tenu d'afficher l'autre, dans  
« les vingt-quatre heures, dans un tableau à ce  
« destiné. »

Art. 38. « Il ne peut y avoir moins de cinquante  
« jours, ni plus de soixante, entre la notification  
« prescrite dans l'article précédent et le jour in-  
« diqué pour l'adjudication. »

Art. 39. « Pendant cet intervalle, le poursui-  
« vant est tenu de faire réitérer l'apposition des  
« mêmes affiches dans tous les lieux ci-dessus  
« indiqués pour la première, deux fois de quinzaine  
« et troisième.

« Les procès-verbaux de seconde et troisième  
« affiche sont soumis, comme ceux de la première,  
« au visa du juge de paix et des mêmes mu-  
« nicipaux, au dépôt au greffe, à l'inscription au  
« bureau des hypothèques, et doivent être signifiés  
« au saisi et aux créanciers inscrits. »

Art. 40. « Pendant toute la durée des pour-  
« suites, le débiteur reste en possession comme

« séquestre et dépositaire de justice, sans préjudice  
« néanmoins du droit qu'ont les créanciers de  
« faire procéder à la saisie mobilière des fruits,  
« conformément aux lois. Il ne peut faire aucune  
« coupe de bois, ni se permettre aucune dégrada-  
« tion, sous peine de dommages-intérêts, au  
« paiement desquels il sera contrainctible par  
« corps. »

« Il sera tenu de délaisser la possession aussitôt  
« après la signification de la transaction du juge-  
« ment d'adjudication. »

Art. 41. « Auran réintégrer ne peut, tant qu'il  
« reste d'autres biens au débiteur, saisir un im-  
« meuble spécialement affecté à une autre hypo-  
« thèque, quelque postérieure à la sienne, à  
« moins qu'il ne soit réintégrer privilégié en hypo-  
« thèque sur le même immeuble. »

Art. 42. « Si plusieurs créanciers ont fait pro-  
« céder à l'affiche des mêmes biens, l'adjudication  
« aura lieu sur la poursuite de celui qui aura fait  
« le premier inscrire au bureau des hypothèques  
« les notifications des procès-verbaux de la pre-  
« mière affiche.

« Si l'une des affiches postérieures contient  
« plus de biens que l'affiche qui a été inscrite la  
« première au bureau des hypothèques, l'adju-  
« dication sera poursuivie sur cette affiche pos-  
« térieure, seulement pour le surplus des biens. »

Art. 43. « Dans le cas où le poursuivant aban-  
« donne la poursuite, il supporte sans répétition  
« les frais des procédures abandonnées, à moins  
« qu'elles ne soient reprises, et l'adjudication  
« prononcée sur leur continuation.

« Il est réputé avoir abandonné les poursuites  
« s'il manque de faire les formalités prescrites  
« par la loi aux époques qu'elle a fixées. »

Art. 44. « En cas d'abandon des poursuites,  
« et en cas de nullité entière de la procédure, s'il  
« existe des créanciers dont les poursuites aient  
« été arrêtées par la priorité d'inscription de l'af-  
« fiche du poursuivant, ils sont admis suivant  
« l'ordre d'inscription de leurs affiches à suivre  
« la procédure qu'ils auront commencée par une  
« ordonnance sur simple requête signifiée au  
« poursuivant déchu et au saisi. »

Art. 45. « Dans tous les cas, s'il s'élève des dis-  
« cussions entre ces différents poursuivants, s'il  
« s'en élève entre des créanciers non poursui-  
« vants et le poursuivant, les frais seront sup-  
« portés par celui qui succombera, sans qu'ils  
« puissent être liés ou privilégiés ni en acces-  
« soires de rémises. »

Art. 46. « Si plusieurs créanciers du saisi pour-  
« suivent en même temps l'expropriation de dif-  
« férents biens, il peut demander qu'il soit sursis  
« à l'adjudication des biens désignés dans les af-  
« fiches postérieures, jusqu'à ce qu'il ait été décidé  
« par la distribution du prix si le prix des biens  
« désignés dans la première affiche est suffisant  
« pour payer tous les créanciers ; et en ce cas  
« l'adjudication des biens désignés dans les af-  
« fiches postérieures doit être suspendue.

« Néanmoins, il sera procédé à l'adjudication  
« des biens désignés dans une affiche postérieure,  
« s'ils sont frappés d'une ou de plusieurs inscrip-  
« tions qui ne frappent pas sur les biens compris  
« dans la première affiche. »

Art. 47. « Si, par l'événement des enchères, le  
« prix de l'adjudication était insuffisant pour  
« payer les créanciers inscrits et les frais, il sera  
« procédé à la vente des biens provisionnellement  
« distraints, avec les seules formalités prescrites  
« ci-après dans le cas d'une remise, pourvu que  
« depuis la distribution du prix qui prouve son

« jouissance, il ne se soit pas écoulé plus de six mois. »

Art. 48. « Le délai du sursis avant l'adjudication sur-se-juré la poursuite. »

Art. 49. « L'appel du jugement, en vertu duquel le commandement tendant à l'expropriation a procédé, suspend les poursuites, il doit être soumis tant au poursuivant qu'à son avoué qui verse l'original de l'exploit. »

Art. 50. « Tout, autre demandeur formé par le saisi après l'apposition des affiches, doit notifier citation pour le jour auquel l'adjudication est fixée; il est passé outre sans délai ni cautionnement à l'exécution des jugements rendus sur ces demandes. »

Art. 51. « Le jour fixé par l'adjudication, les demandeurs inscrits par le saisi et les intervenants en revendication, ou tout autre intervenant, sont jugés par défaut et à toute autre cause, à l'exception de l'adjudicataire, sans retard de l'adjudication. »

« Néanmoins, si le tribunal pour nécessaire de remettre l'adjudication après avoir entendu le commandement du Gouvernement, il l'indique, s'il est possible, à jour fixe; le jugement doit être confirmé. »

Art. 52. « Il ne peut pas être passé outre à l'exécution d'un jugement qui statue sur une revendication, le révoquant ou le portant et le saisi, peuvent se faire interpréter après un mois à compter du jour de sa signification, après l'exécution de ce délai, l'appel n'est plus recevable. »

Art. 53. « L'appel interprété par un demandeur en revendication doit être signifié au poursuivant, au saisi et à leurs avoués, si les saisi et le saisi ont un de sa part; ces avoués versent l'original de l'exploit. »

Art. 54. « Il est passé outre sans délai ni cautionnement à l'exécution des jugements rendus sur toute autre revendication. »

Art. 55. « Si les trois affiches ont été apposées avant l'appel ou avant la remise de la cause, lorsque les poursuites sont reprises, l'adjudication doit être publiée et annoncée par la remise à publication et après prescription pour la remise à l'effet d'enchères. »

« Si les trois affiches n'avaient pas été apposées, on procède aux publications qui restent à faire à l'époque de l'appel ou de la remise. »

Art. 56. « En tout état de poursuites et jusqu'à l'adjudication, tout créancier inscrit peut demander que le bien lui soit dévolu à titre d'annuité, si mieux d'année le poursuivant lui donner caution, à la forme de la loi, que par l'extinction des poursuites, il sera payé en capital et légitimes accessoires. »

« À défaut par le poursuivant de fournir ce cautionnement, le tribunal ordonne que les immeubles saisis soient dévolus au créancier par forme d'annuité, à la charge par lui :

« 1° de payer tous les créanciers privilégiés ou antérieurs à lui, en capital et légitimes accessoires;

« 2° de payer tous les frais de poursuite jusqu'à l'époque de sa demande, compris ceux du jugement qui prononce l'annuité; »

« 3° De faire procéder dans la décade, contrairement avec le saisi et le créancier qui le suit immédiatement dans l'ordre des privilèges, et hypothèques, à l'estimation des fruits, et de les lui remettre conformément à la loi. »

« Tout créancier postérieur a le droit de demander qu'il soit passé outre à la vente, en fournissant cautionnement »

« Si l'annuité est prononcée, elle se règle en tout par les lois contenues au titre de l'annuité. »

Art. 57. « Le vendeur de l'immeuble saisi, s'il n'est pas entièrement payé de son prix, a droit d'acquiescer l'adjudication, et de demander la résolution du contrat de vente qu'il a passé; le tribunal ordonne que le contrat est résolu, conformément à ce qui est prescrit à cet égard au titre des ventes. »

« Les sommes que le vendeur restitue sont distribuées : »

« 1° Pour les frais légitimes de poursuite;

« 2° Aux créanciers antérieurs au vendeur, pour paiement d'une partie de son prix;

« 3° Aux créanciers de l'acquéreur exécuté, suivant l'ordre de leurs privilèges et hypothèques. »

Art. 58. « Si avant l'adjudication, un ou plusieurs acquéreurs ont été adjoints dans les formes prescrites au titre VI de ce livre, chapitre II du mode de procéder à l'expropriation volontaire, »

« un ou plusieurs contrats qui embrassent la totalité des biens d'un des saisis, ou les saisis, ou quelque état que soit la poursuite, et quand même le contrat ou les contrats seraient postérieurs à l'apposition des affiches, les biens vendus ne sont pas adjoints. »

« Si le contrat ou les contrats ne contiennent pas la totalité des biens compris dans l'affiche, le tribunal ordonne que, sans s'arrêter à la vente d'une partie des biens, il sera passé outre à l'adjudication. »

« Néanmoins, si le prix des parties de biens vendus suffit pour payer la totalité des créances inscrites, ou si les acquéreurs offrent de la payer, les biens ne sont pas adjoints; »

« 2° Si encore les affiches contiennent la destination de plusieurs immeubles différents et exploités ou loués par diverses personnes, les contrats notifiés qui contiennent la vente d'un ou plusieurs immeubles entiers sont exécutés; il est prohibé à l'adjudication des autres immeubles non compris dans les ventes. »

« Dans tous les cas où les biens ne sont pas adjoints, il est procédé de suite, par les acquéreurs en contre eux, suivant les règles prescrites au titre VI chapitre II du mode de procéder à l'expropriation volontaire; le poursuivant est en outre tenu de fournir caution pour les frais légitimes de poursuite faite jusqu'au jour de la notification du contrat ou des contrats. »

Art. 59. « Le jour de l'adjudication, s'il n'y a ni appel ni remise, à défaut par le poursuivant de requérir l'adjudication, tout créancier inscrit peut la faire requérir par un avoué; le tribunal y procède sur sa réquisition; il devient poursuivant. »

Art. 60. « Pour procéder à l'adjudication, le tribunal fait donner, par le greffier, lecture du placard et du cahier des charges. »

« L'huissier proclame la mise à prix. »

« Le tribunal qui ne les encheres en faisant alouer successivement des boues, de manière que chacune ait une durée de cinq minutes environ. »

« Si il s'élève deux boues sans qu'il soit intervenu d'enchères au-dessus de la mise à prix, le tribunal remet l'adjudication au jour qu'il indique. »

Art. 61. « Le jour auquel l'adjudication est remise est annoncé par une seule affiche imprimée, semblable aux premières, et avec les mêmes formalités, à l'exception de la signification aux créanciers de la transcription au bu-

«reau des hypothèques et du dépôt au greffe :  
«celle affranchie est apporée au moins quinze jours  
«avant celui indiqué pour l'adjudication.»

Art. 62. « Dans le ras où, soit à la première  
«sénier, soit aux subséquentes, il y a des en-  
«chères au-dessus de la mise à prix pendant la  
«durée des deux premières heures, il en est  
«allumé successivement jusqu'à ce qu'il s'en soit  
«écoulé une qui ait entièrement brûlé sans qu'il  
«soit survenu de nouvelles enchères; si l'adju-  
«dication est prononcée sur-le-champ au profit  
«du dernier enchérisseur.»

Art. 63. « Les enchères ne peuvent être moindres  
«de 10 francs pour les objets dont la mise à prix  
«est de 2,000 fr., et au-dessous, dix fr. pour les  
«objets de plus de 2,000 fr. jusqu'à 20,000 fr., et  
«de 100 fr. pour les objets de plus de 20,000 fr.»

Art. 64. « Si, lors de la remise, il ne se trouve  
«pas d'enchérisseur au-dessus de la mise à prix,  
«il y a une seconde remise, lorsque laquelle l'im-  
«meuble peut être adjugé à celui qui demeure  
«dernier enchérisseur après qu'il s'est écoulé une  
«bonne sans nouvelles enchères, pourvu néan-  
«moins que ce ne soit pas au-dessous des deux  
«tiers de la mise à prix.»

Art. 65. « Le jour fixé pour l'adjudication par  
«celle seconde remise est annoncé dans les  
«mêmes formes que celui de la première remise.»

Art. 66. « Si, lors de cette seconde remise, il  
«n'y a point d'enchères égales aux deux tiers de  
«la mise à prix, le tribunal ordonne une troisième  
«remise, qui ne peut être portée à un delai plus  
«court que six mois, et plus long qu'une année :  
«celle dernière remise est annoncée dans les  
«mêmes formes que les précédentes.»

« Lors de cette dernière remise, les biens sont  
«adjugés au profit de celui qui demeure der-  
«nier enchérisseur après qu'il s'est écoulé une  
«bonne sans qu'il soit survenu de nouvelles  
«enchères.»

Art. 67. « Les enchères sont mises par tout é-  
«cuyer, domanier, le receveur dans les rôles des  
«contributions foncières ou mobilières.»

Art. 68. « Chaque enchère est successivement,  
«et à mesure qu'elle est mise, portée par le  
«greffier sur le registre d'enchères, et l'enché-  
«risseur tenu de signer, ou de déclarer qu'il ne  
«sait pas signer; si dès lors elle ne peut plus  
«être rétractée. L'enchérisseur cesse d'être obligé,  
«si son enchère est couverte par une plus forte,  
«lors même que cette dernière se trouve nulle;  
«il cesse encore d'être obligé si l'adjudication est  
«remise.»

Art. 69. « Celui qui a enchéri pour un autre,  
«doit, dans les vingt quatre heures de l'adjudica-  
«tion, faire la déclaration au greffe, du nom,  
«demeure et profession de celui pour lequel il  
«s'est rendu adjudicataire.»

« Il est condamné à demeurer adjudicataire en  
«son nom, et pour son compte personnel, et à  
«enchérir pour le cas, pour une personne no-  
«toirement insolvable ou n'ayant point de do-  
«micile connu, ou enfin pour des fonctionnaires  
«publics à qui la loi défend de se rendre adjud-  
«cataires des biens vendus en justice, ainsi qu'il  
«est expliqué au titre du contrat de vente.»

« Il n'est point défendu au poursuivant ni aux  
«créanciers inscrits sur l'immeuble vendu de se  
«rendre adjudicataires.»

Art. 70. « Les frais ordinaires de l'adjudication  
«sont à la charge de l'adjudicataire, et par lui  
«payés ou poursuivis dans le delai de l'adju-  
«dication.»

Art. 71. « L'adjudication doit être transcrite, à

«la diligence de l'adjudicataire, sur les registres  
«du bureau de la conservation des hypothèques  
«de la situation des lieux, dans le mois de la pro-  
«nonciation.»

« L'adjudicataire ne peut, avant l'accomplis-  
«sement de cette formalité, se mettre en posses-  
«sion des biens adjugés; et, après l'expiration  
«de trois mois, les créanciers non remboursés ont  
«aussi la faculté, même sans attendre l'échéance  
«du terme d'exigibilité de leurs créances, de  
«faire procéder contre l'adjudicataire, et à sa folle  
«enchère, à la revendre l'adjudication à des lions.»

Art. 72. « Partir par l'adjudicataire de satisfaire  
«aux conditions de l'adjudication, et de payer  
«les créanciers aux termes et de la manière dont  
«ils y ont droit, il sera procédé contre lui à la  
«revente et adjudication sur la folle enchère, en  
«vertu de l'extrait du jugement d'ordre conte-  
«nant la collocation d'office des créanciers.»

Art. 73. « La revente ou adjudication à la folle  
«enchère se fait dans la même forme qu'à  
«l'égard du cas, sauf 1° que, dans le ras où  
«elle est poursuivie à défaut de transcription du  
«jugement d'adjudication, le créancier inscrit est  
«remplacé par une dénomination du créancier  
«d'office par le conservateur des hypothèques,  
«que la transcription du jugement d'adjudication  
«n'a point été faite;

« 2° Qu'un tir de trois publications, il n'en

«faut qu'une seule;

« 3° Qu'il ne peut y avoir moins de deux dé-  
«cades, ni plus d'un mois, entre la dernière dé-  
«claration des procès-verbaux d'adjudication et le jour  
«indiqué pour l'adjudication.»

Art. 74. « Si le prix de l'adjudication sur folle  
«enchère est inférieur au prix de la première  
«adjudication, le fol enchérisseur est condamné  
«par le même jugement au paiement du déficit.  
«S'il y a excédant, le jugement l'adjuge aux  
«créanciers; en cas d'excédant soit le montant  
«des créances, ou sans ou au vendeur, à titre de  
«dommages et intérêts.»

« Dans tous les cas de la revente à la folle en-  
«chère, il est tenu compte à l'adjudicataire, sur  
«les droits d'enregistrement et de transcription,  
«de ceux qui avaient été payés par le fol enché-  
«risseur.»

« Le fol enchérisseur est toujours condamné  
«aux frais des poursuites; le créancier n'assant  
«les prend en entier, sauf au dernier réan-  
«cier entièrement colloqué à sa poursuite le  
«paiement de la loi l'enchérisseur.»

« Si le fol enchérisseur s'est vu se possession  
«de l'immeuble, il est en outre condamné, 1° aux  
«réstitutions de fruits; 2° à l'indemnité des dé-  
«gradations, s'il en est fait; il est condamné par  
«corps au paiement de ces deux détes.»

« Un commissaire demande la contrainte par  
«corps, même pour le paiement du déficit.»

Art. 75. « Lorsque l'adjudication est poursuivie  
«sur la soumission d'un créancier d'augmenter  
«le prix d'une vente volontaire, le somme à la-  
«quelle ce dernier s'est obligé de porter ou faire  
«porter l'immeuble sort de première enchère.»

« Si au jour annoncé pour l'adjudication il se  
«présente des enchérisseurs, l'immeuble est ad-  
«jugé à celui qui a fait l'offre la plus avantageuse.  
«Dans le ras contraire, elle est faite au profit du  
«créancier provoquant, pourvu qu'il la requière;  
«s'il ne se présente point, ni personne pour lui  
«à l'effet de requérir, le tribunal déclare, après  
«l'extinction de trois fois consécutifs, que ce  
«créancier demeure déchu du bénéfice de son  
«enchère, et que l'acquéreur continue de de-

meur propriétaire, moyennant le prix stipulé sous son contrat. Il condamne celui qui aura provoqué la vente aux frais de la procédure, et, en outre, à payer aux créanciers, comme escomptant du prix, la somme à laquelle il s'est obligé de porter ou de faire porter l'immobilier en sus du prix conventionnel; le tout, sans qu'il y ait lieu à surcompte, quel que soit le montant du prix, en celui des créanciers.

Art. 76. « Si l'acquéreur qui, après avoir obtenu son contrat dans les formes prescrites au titre du mode de consolider et purger les hypothèques, est demeuré propriétaire, soit à défaut d'enchères, soit par abandon de la surenchère d'un créancier, ou paie pas son prix, l'immobilier est revendu à la folle enchère, à la requête du créancier le plus diligent, sans qu'il puisse être admis au delassement par hypothèque. »

Art. 77. « Ni le saisi, ni ses créanciers, ni le fol encherisseur, ne peuvent excepter contre l'adjudicataire d'aucuns moyens de nullité ou d'omission de formalités dans les actes ou la poursuite, qu'autant qu'il les aurait proposés, au plus tard, à l'audience ou l'adjudication aura eu lieu, et avant l'adjudication. »

Art. 78. « Si les nullités sont rejetées, il est passé outre à l'adjudication, sauf à l'appel tout du jugement intervenu à cet égard, que de celui d'adjudication, si on oppose à ce dernier quelques nullités ou l'omission de quelques-unes des formalités prescrites. »

Art. 79. « Cet appel doit être interjeté dans le mois, à compter du jour de la significaton du jugement; après ce délai, il n'est plus recevable. Néanmoins, le mineur sur qui les biens ont été adjugés est recevable à l'interjeter dans l'année, à compter du jour de sa majorité. »

Art. 80. « Si le tribunal prononce seulement la nullité de quelque acte antérieur de la procédure, il ordonne que cette formalité et les formalités postérieures soient de nouveau remplies, et fixe l'adjudication au délai nécessaire pour les remplir. »

« S'il annule la procédure entière, elle est comme non avenue. »

« Le poursuivant supporte, sans répétition, les frais des procédures antérieures et les dépens auxquels elles ont donné lieu. »

Art. 81. « L'adjudicataire ne peut pas consigner le prix de son adjudication; il est tenu de le garder jusqu'après la sentence de distribution, d'en payer, au taux fixé par la loi, l'intérêt qui vient en accroissement du capital, et de le compter aux créanciers utilement colloqués. »

Art. 82. « Lorsqu'il se trouve une différence en plus ou en moins dans la mesure de l'immobilier superficielle des fonds exprimés dans l'affiche des biens, s'il n'a pas été stipulé dans le cahier des charges que la vente est faite sous garantie de la mesure, ou, au cas, à l'égard de l'adjudicataire, les règles fixées sur cette matière au titre du contrat de vente; s'il a été déclaré que les immeubles sont vendus sous aucune garantie de la mesure énoncée, il n'y a lieu à aucun retour de part ni d'autre. »

Art. 83. « Si un bien a été adjugé pour une somme inférieure à la mise à prix, dans la décade, à compter du jour de l'adjudication, tout créancier inscrit sur cet immeuble peut demander pour lui, son ami élu ou à élire, à être subrogé à l'adjudication, en remboursant tous les frais de poursuite et d'adjudication, et en payant tous les créanciers antérieurs à lui, en capital et légitimes accessoires. »

« Pendant un an, à compter du jour de la subrogation de ce créancier, tout autre créancier postérieur, et même plusieurs successivement, peuvent demander de même, soit pour eux, soit pour leur ami élu ou à élire, la subrogation au créancier subrogé, en le remboursant et en payant tous les créanciers antérieurs à celui qui demande la subrogation. »

« Après l'expiration de l'année, à compter du jour de la première subrogation, le créancier qui se trouve adjudicataire ne peut plus être remboursé par des créanciers postérieurs, si demeuré définitivement adjudicataire. »

« Il est tenu compte à chaque créancier qui obtient la subrogation, sur les droits d'enregistrement et de transcription, des sommes payées par les adjudicataires qui l'ont précédé. »

Art. 84. « Jusqu'à la signification du jugement d'ordre, et même vingt jours après, si le bien adjugé est resté à l'adjudicataire, le saisi peut rentrer dans le bien vendu, en payant sur-le-champ :

1° Les frais privilégiés d'adjudication et d'ordre faits par le poursuivant;

2° Les frais légitimement faits par l'adjudicataire;

3° Le montant de toutes les collocation utiles;

4° Les intérêts et arrérages de rente des créances utilement colloquées;

5° Les impenses et améliorations faites par l'adjudicataire, à concurrence de ce qu'elles ont ajouté à la valeur de l'immeuble. »

« L'adjudicataire restitue les fruits qu'il a perçus depuis sa remise en possession; il lui est tenu compte des intérêts. »

Art. 85. « S'il y a renonte à la folle enchère de l'adjudicataire, à défaut par lui de payer les créanciers utilement colloqués, le saisé peut exercer la même faculté jusqu'au moment de la transcription de l'adjudication sur la folle enchère. »

« Enfin, si un créancier est demeuré, par l'effet des subrogations, adjudicataire, le saisi a droit d'exercer la même faculté pendant vingt jours, à compter du celui auquel le créancier est devenu adjudicataire définitif, conformément à ce qui est prescrit par l'article 83. »

Art. 86. « Le saisi va, pour l'enregistrement et la transcription du jugement qui le réintègre dans sa propriété, qu'il doit fixer. »

Art. 87. « Si la saisie emporte les sommes nécessaires pour ses parements, ou tout ou en partie, les prêteurs sont subrogés aux privilèges et hypothèques des sommes qu'ils ont payées, en justifiant d'une valable subrogation; à cet effet, les inscriptions rayées sont rétablies, elles sont privilégiées, non dispensées d'inscriptions, sont restituées à leur profil. »

Art. 88. « Les inscriptions des créances, inutilement colloquées, subsistent sur les biens dans lesquels le saisi est rentré; il a un délai de cinquante jours pour les acquiescer, à la charge de servir immédiatement les intérêts et les arrérages de rente. »

Art. 89. « Le mineur saisi dans les trois mois à compter du jour de sa majorité, peut exercer la même faculté de rentrer dans les biens adjugés par expropriation forcée, dans les cas et sous les conditions fixés pour les mineurs saisis par les articles précédents; mais, à son égard, les fruits ne compensent avec les intérêts du prix jusqu'au jour de sa demande. »

Art. 90. « Après l'expiration des délais fixés dans les précédents articles pour l'exercice de cette

- faculté, le majeur et le mineur sont non recevables à l'exercer. »
- Art. 91. « L'action en rescision de la vente pour lésion a lieu dans les ventes judiciaires comme dans les ventes volontaires, et se règle par les mêmes principes : le sol enchérisseur n'est point admis à l'exercer. »

## CHAPITRE V.

## Des interdictions et revendications.

- Art. 92. « L'adjudication définitive ne transmet à l'adjudicataire d'autres droits à la propriété que ceux qu'aurait le saisi. »
- Art. 93. « L'action en revendication, soit de la propriété, soit de l'usufruit des biens adjugés, se prescrit uniformément par le laps de dix années, à compter du jour de la transcription du jugement d'adjudication. »
- Art. 94. « Les servitudes apparentes et les servitudes continues ne se prescrivent que par le temps requis pour la plus longue prescription. »
- Art. 95. « Les servitudes discontinues et les servitudes non apparentes, si elles ne sont pas expressément réservées dans le cahier des charges des biens adjugés, se prescrivent par dix ans, à compter du jour de la transcription du contrat d'adjudication. »
- Art. 96. « Les prescriptions prononcées par les articles précédents sont soumises, quel que l'interruption et à la suppression, aux règles fixées au titre des prescriptions, et au titre de l'extinction des privilèges et hypothèques par la prescription. »
- Art. 97. « Le vendeur du bien affiché qui demande la résolution de son contrat de vente, ou le créancier qui demande l'envoi en possession par forme d'antichrèse, doit donner caution pour un jour fixe : le tribunal y statue le jour indiqué, à l'entrée de l'audience. »
- « Dès l'estant de la signification de l'exploit, le poursuivant doit suspendre ses procédures, sauf à reprendre les poursuites si l'action est rejetée. »
- Art. 98. « Aucun créancier ne peut intervenir pour le paiement de sa créance, sauf à lui à exercer ses droits, soit pour la subrogation à l'adjudication, soit dans le procès-verbal d'ordre. »
- Art. 99. « Celui qui veut, avant l'adjudication, demander la conservation d'une servitude ou exercer sa demande en revendication ou distraction de la totalité ou d'une partie des biens affichés, est recevable à intervenir dans la procédure d'adjudication, suivant les formes ci-après prescrites. »
- Art. 100. « L'exploit d'intervention sera signifié, tant au poursuivant, au domicile par lui élu dans les affiches, qu'au saisi et à leurs ayants, avec citation au jour fixé pour l'adjudication. »
- « Le même exploit contiendra l'énonciation des titres réclamés de la propriété ou de la servitude réclamée : ces titres seront déposés par le réclamant le jour de la signification de l'exploit, au greffe du tribunal ou les parties intéressées pourront en prendre communication. »
- Art. 101. « Si la revendication ne porte que sur partie des biens affichés, cet exploit contiendra en outre l'indication exacte de la situation, de la consistance, de la nature et des limites, par tenants et aboutissants, de l'objet revendiqué. »
- Art. 102. « Il sera procédé au jugement de la revendication conformément à ce qui est ordonné ci-dessus pour le jugement des demandes incidentes formées avant l'adjudication. »

- Art. 103. « La revendication suspend l'adjudication des biens revendiqués, à moins que le tribunal, à défaut par le demandeur en revendication de produire aucun titre, n'ordonne, sur la demande du poursuivant, qu'il sera passé outre à l'adjudication. »
- Art. 104. « Si la revendication ne porte que sur une partie des biens affichés, le tribunal peut néanmoins ordonner, sur la demande du poursuivant, après avoir entendu le commissaire du Gouvernement, qu'il sera passé outre à l'adjudication des biens non revendiqués. »
- « En ce cas il est fait mention de cette distraction sur le cahier des charges : la mise à prix est diminuée en proportion de la cote d'insaisissement des biens revendiqués ; il est donné connaissance aux enchérisseurs de ce changement dans les objets et les conditions de la vente, lors de la lecture du cahier des charges, si déjà toutes les affiches ont été apposées. »
- Art. 105. « Si la mise en remise en appel, il est procédé, s'il y a lieu, à la reprise des poursuites, ainsi qu'il a été prescrit au titre de l'expropriation forcée, chapitre 1<sup>er</sup>. »
- Art. 106. « Si la demande en revendication est formée après l'adjudication, l'exploit doit être signifié au poursuivant, au saisi et à l'adjudicataire. »
- « S'il n'a pas payé son prix et caffer, il le retient à concurrence de la valeur des biens revendiqués, ou égard au prix de l'adjudication, jusqu'au jugement définitif de la revendication. »
- « La ventilation, pour cette distinction de prix, est faite par experts convenus et nommés d'office. »
- Art. 107. « Si son prix est payé en entier, dans le cas où la revendication serait jugée valable, l'adjudicataire a action pour le rapport de son prix, et des intérêts depuis le jour où il est tenu de la restitution des fruits, contre les créanciers utilement colloqués. »
- Art. 108. « Si la revendication jugée valable ne porte que sur une partie des biens adjugés, il est procédé à la ventilation, pour la distribution du prix, avec le poursuivant et le dernier créancier utilement colloqué, et l'adjudicataire exerce son action pour le valeur des biens distracts, en commençant par les derniers créanciers utilement colloqués. »
- Art. 109. « Tout créancier peut intervenir dans l'instance en revendication, à la charge de ne pouvoir, en aucun cas, tirer ses fruits et autres de ses créances ; il peut même former tierce-opposition au jugement du tribunal, soit de première instance, soit de cause d'appel, qui a admis la revendication, ou demander une nouvelle ventilation, s'il soutient que la revendication et la ventilation ont été faites en fraude de ses droits. »
- Art. 110. « Le demandeur en revendication qui succombe est condamné, dans tous les cas, aux dépens et aux dommages et intérêts résultant de l'action qu'il a exercée. »
- « Ces dommages et intérêts appartiennent aux créanciers et sont distribués comme le prix, si la demande en revendication est formée avant l'adjudication ; si elle est formée après, ils appartiennent à l'adjudicataire. »
- Art. 111. « L'intervention pour conservation d'une servitude ne peut, en aucun cas, arrêter l'adjudication. »
- « Si la servitude est apparente ou si elle est continue, le tribunal ordonne que la demande sera insérée dans le cahier des charges sans ap-

• probatoire, et seul à l'adjudicataire à la contestation, si bon lui semble, comme aurait pu faire le saisi, à l'effet de quel tous les droits et moeurs respectés d'immobilier conservés.

• Si la servitude est non apparente ou discontinuë, le demandeur, à défaut d'avoir déposé son titre au greffe, sera débiteur de sa demande; s'il a déposé son titre au greffe, le tribunal ordonne qu'il en sera fait mention dans le cahier des charges, lorsque, seul à l'adjudication, à la contestation, comme aurait pu faire le saisi.

#### CHAPITRE VI.

##### De l'ordre entre les créanciers.

Art. 112. • L'ordre est un acte volontaire ou judiciaire qui fixe, entre les créanciers opposés, le rang dans lequel chacun d'eux doit être payé sur les deniers provenant du prix de des fruits saisis de l'immobilier vendu.

Art. 113. • Dans la première classe sont les créanciers privilégiés; le rang à leur entre eux se règle conformément à ce qui est prescrit au titre des privilèges et hypothèques.

Art. 114. • Le poursuivant a privilège sur le prix pour les frais extraordinaires.

• Les frais ordinaires sont à la charge de l'adjudicataire; ils sont payés suivant le taxé, et ne peuvent être fixés par le cahier des charges.

Art. 115. • Les frais ordinaires sont ceux du commandement tendant à l'extinction, des affiches imprimées, des publications et de l'adjudication.

• Les frais de saisie et vente des fruits, si elles ont eu lieu, ceux de l'ordre, et tous autres qui ont été déclarés tels par un jugement motivé, sont frais extraordinaires.

Art. 116. • La seconde classe est composée des créanciers hypothécaires.

• Ils sont colloqués dans l'ordre de l'inscription de leurs hypothèques sur le prix et les fruits saisis des immeubles.

Art. 117. • Les créances, dont les inscriptions sont du même jour, sont placées au même rang, et sont payées par contribution entre eux au marc le franc.

Art. 118. • Les arrérages ou intérêts, les domages et intérêts et les dépens, sont colloqués dans le même ordre que le principal.

Art. 119. • Les créanciers inscrits, mais dont l'inscription n'a pas pu frapper l'immobilier dont le prix est distribué, sont payés par contribution entre eux au marc le franc sur les deniers restants, après les créanciers privilégiés et hypothécaires acquies.

Art. 120. • Si, après le paiement des créanciers inscrits, il reste quelque somme, les créanciers rhénans peuvent la saisir entre les mains de l'adjudicataire; elle est distribuée entre eux comme tout autre mobilier.

Art. 121. • Si parmi les créanciers à colloquer, il s'en trouve dont les créances soient ou non échues, ou conditionnelles, ou causées pour recours en garantie contre le saisi ou autrement éventuelles, ils n'en sont pas moins colloqués dans l'ordre qui résulte de leurs titres, sauf les explications ci-après.

Art. 122. • Si les créances sont à terme ou à rentes autres que rentes viagères, elles sont colloquées comme exigibles par l'effet de l'extinction forcée.

• Néanmoins l'acquéreur jouit des formes qu'avait le saisi, même de la liberté de ne rembourser qu'à valant la rente constituée, si

elle est hypothéquée spécialement sur l'immeuble vendu.

Art. 123. • Si les créances sont conditionnelles, ou causées pour recours en garantie ou autrement éventuelles, il est ordonné que, dans le cas où le porteur de ces rentes viendrait ou être utile, ceux qui le suivent ou qui sont au même rang ne pourront être payés qu'à la charge du rapport, ou lorsqu'il caution, si mieux ils n'ont consenti à l'emploi.

• Pendant la discussion sur l'emploi, les sommes restent dans les mains de l'adjudicataire, qui en fait l'intérêt, s'il consent à les garder jusqu'à l'événement, il est préféré à tout autre emploi.

Art. 124. • Néanmoins, 1<sup>o</sup> si la créance éventuelle est celle d'une femme qui exerce ses droits sur les biens de son mari, ils seront réservés aux droits existants lors de la distribution. L'immobilier vendu sera purgé de tout droit de la femme, et les créanciers qui la suivent, déchargés de tout rapport à raison de l'indivisibilité des dits qu'elle aurait contractés avec son mari, du rempli de ses propres qui auraient été aliénés, et des successions qui pourraient lui survenir, pourvu que lesdites dettes, aliénations et successions soient postérieures au jugement d'homologation de l'ordre, sauf à elle à se pourvoir en séparation de biens à raison de l'aliénation, s'il y a lieu.

• 2<sup>o</sup> Si la créance éventuelle est causée pour raison de tutelle, ou autres causes de gestion ou d'administration, à l'exception néanmoins de celle des deniers du trésor public, communes et établissements publics;

• Les créanciers postérieurs peuvent exiger que le tuteur rende ses comptes, et forcé le subrogé-tuteur à les recevoir; et le pupille, mineur, absent, interdit, ou tout autre pour la gestion de laquelle l'inscription éventuelle aura été formée, sera colloqué pour le reliquat du compte à la date de son inscription.

• L'immobilier vendu sera purgé de l'inscription pour l'avenir, et les créanciers postérieurs déchargés de tous rapports.

• Dans ce cas, la famille de celui pour lequel l'inscription éventuelle aurait été formée, sera tenue de s'insinuer, soit pour nommer ou subrogé-tuteur, s'il était mort, soit pour exister si, malgré la vente de l'immobilier, le tuteur présent sur ses autres biens des sûretés suffisantes, et s'il n'en existe pas, la famille sera tenue, sous la responsabilité prononcée au titre des tutelles, de nommer un autre tuteur.

• 3<sup>o</sup> Si l'inscription éventuelle est faite par un acquéreur pour la garantie de sa vente, il sera tenu, s'il ne l'a pas fait, de le faire, dans le plus bref délai qui sera fixé par le tribunal, à peine de décliner de son inscription, purger son immeuble des privilèges et hypothèques inscrits, et après quelle formalité remplie, d'expliquer pour quelles autres causes son inscription a été faite. S'il ne justifie d'aucune créance réelle sur la propriété, l'immobilier sur lequel il avait fait son inscription ne sera purgé, et les créanciers postérieurs dispensés du rapport; et, dans tous les cas, l'effet de son inscription sera fixé à une somme déterminée.

Art. 125. • Si la créance consiste en rente viagère, il est ordonné qu'il restera, dans les mains de l'adjudicataire, un capital suffisant, ou qu'il en sera fait emploi pour que les intérêts, à l'extinction faite de la contribution alors existante, égalent la rente viagère à payer, et que la du-

«tribution du capital ainsi laissé au créancier  
«fera, lors du décès des créanciers, aux créanciers  
«venant en ordre utile, et sur lesquels les fonds  
«auraient manqué.»

«Art. 126. « Si la collocation du créancier de la  
«rente viagère n'est pas suffisante pour le ser-  
«vice annuel de la rente, le déficit est payé,  
«chaque année, sur le capital, dont l'intérêt dis-  
«tingue à due concurrence.»

#### CHAPITRE VI.

##### *Des formalités de l'ordre.*

«Art. 127. « L'ordre est volontaire lorsque, par  
«suite d'un contrat d'union, les créanciers y  
«ont précédé dans la même renouveau.»

« Il est rendu exécutoire par un jugement du  
«tribunal qui en prononce l'homologation.»

«Art. 128. « Il est procédé à l'ordre, en justice,  
«de la manière suivante, par le tribunal qui a  
«prononcé l'adjudication de l'immeuble.»

«Art. 129. « Il est ouvert, au greffe du tribunal,  
«un procès-verbal d'ordre, par la première ré-  
«quisition du poursuivant, ou, en cas de negli-  
«gence, sur la première réquisition d'un des  
«créanciers, et sur la remise que le requérant  
«est tenu de faire au même temps au greffier  
«d'un état certifié par le conservateur des hypo-  
«thèques, de toutes les inscriptions existantes  
«sur les lieux visés à l'époque où le requérant  
«demande l'ouverture du procès-verbal.»

«Art. 130. « S'il existe à la fois plusieurs procès-  
«verbaux d'ordre, pour la distribution du prix,  
«sur le même bien, soit de plusieurs biens  
«vendus par le même débiteur, la portion de  
«tous les procès-verbaux d'ordre pourra être de-  
«mandée par l'un des poursuivants ou des créan-  
«ciers, ou par le saisé.»

«Art. 131. « En ce cas, la poursuite appartiendra  
«à celui qui aura le premier requis un procès-  
«verbal d'ordre; et tous les droits de rachat des  
«créanciers, sur chaque immeuble, leur seront  
«conservés dans la distribution.»

«Art. 132. « Le procès-verbal d'ordre ne pourra  
«être clos que trente jours après que son ouver-  
«ture aura été notifiée aux créanciers in-  
«crits qu'à la partie saisie.»

«Art. 133. « Pendant cet intervalle les créanciers  
«privilegiés qui ne sont point assujettis à l'in-  
«scription de leurs droits, seront tenus à peine  
«de décliner de leurs privilèges, d'en produire  
«les titres et pièces au greffe.»

«Art. 134. « Quant cet intervalle est écoulé, les créan-  
«ciers inscrits, l'état mentionné en l'article pré-  
«cédent leur sera remis pour eux de production;  
«néanmoins ils sont tenus, sur la réquisition,  
«soit d'un créancier, soit de la partie saisie, de  
«justifier des titres de leurs créances, et de les  
«déposer et produire au greffe du tribunal.»

«Art. 135. « Il est tenu à tout créancier et à  
«la partie saisie de prendre communication,  
«pendant le même délai, du procès-verbal d'ou-  
«verture d'ordre, de l'extrait des inscriptions  
«des titres et pièces qui auraient été produits;  
«de faire, sur le tout, les observations qu'ils  
«croiront convenables, et qui seront consignées  
«sur le procès-verbal, suite de quoi l'ordre sera  
«dressé d'après l'extrait des inscriptions, et les  
«titres et les pièces produites.»

«Art. 136. « En cas de contestation, il est statué  
«par le tribunal, entre le réclamant et ceux  
«dont il conteste, ou tout ou en partie, le droit  
«de collocation.»

«Art. 137. « Tout créancier d'un créancier inscrit  
«sur l'immeuble peut intervenir un procès-verbal

«d'ordre, en sous-ordre de son débiteur, exercer  
«ses droits, et demander à être colloqué sur la  
«somme à lui due.»

«Art. 138. « Si plusieurs interviennent en sous-  
«ordre sur la même créance, elle est distribuée  
«entre eux comme somme mobilière.»

«Art. 139. « L'ordre est dressé immédiatement  
«après la clôture du procès-verbal par l'écrit  
«du poursuivant.»

«Néanmoins un créancier averti sur l'immeuble  
«dont le prix est distribué, et qui aurait été omis  
«dans l'état des inscriptions existantes certifié  
«par le conservateur des hypothèques, ou le  
«conservateur des hypothèques lui-même, res-  
«ponsable de sa omission, prévient l'intervent  
«qu'un moment de l'homologation de l'ordre pour  
«être colloqué au rang de leurs inscriptions.»

«Art. 140. « L'homologation de l'ordre est portée  
«à la première audience qui suit l'expiration du  
«délai de trente jours fixé par l'article 132 pour  
«y être statué par le tribunal au rapport d'un  
«des juges, ainsi que sur les contestations qui  
«auraient été élevées, sans qu'il soit besoin d'as-  
«surer un autre vendeur, ni aux créanciers,  
«et sur l'appel nonobstant lequel les colloca-  
«tions qui n'ont pas été contestées reçoivent  
«leur exécution.»

«Art. 141. « Les créanciers inutilement colloqués  
«pourront, sur l'ordre de leur collocation,  
«demander à recevoir le montant des colloca-  
«tions suspendues, soit par le défaut d'affirmation  
«des créances, soit par le défaut de production  
«des titres, en donnant caution de rapporter,  
«s'il y a lieu.»

«Art. 142. « Tous créanciers, soit directs, soit  
«en sous-ordre, infirme le poursuivant, s'ils ont  
«combattus dans les contestations élevées entre  
«eux, seront condamnés aux dépens sans aucun  
«recours sur le prix, ni contre le saisé, ni contre  
«le vendeur.»

«Art. 143. « Le jugement d'homologation de  
«l'ordre ordonne la délivrance par le greffier  
«des bordereaux de collocation à ceux qui vien-  
«nent en ordre utile, pour le montant en être  
«requisé par l'adjudicataire, s'il n'existe aucune  
«opposition sur le créancier colloqué.»

«Art. 144. « Ces bordereaux énoncent le montant  
«et la qualité de la créance et ses accessoires  
«ayant le même rang d'hypothèque, ainsi que  
«l'exactitude tant du capital que des arrérages.»

«Art. 145. « Le même jugement détermine et lès  
«des inscriptions qui ne viennent point en ordre  
«utile sur le prix, et ordonne que la radiation  
«en sera faite par le conservateur des hypo-  
«thèques, en ce qui concerne l'immeuble dont  
«le prix est distribué.»

«Le jugement est signifié au conservateur,  
«qui, en procédant à la radiation, fait mention  
«de la date du jugement et de sa signification.»

#### CHAPITRE VII.

##### *De la forme du paiement du prix de l'adjudication.*

«Art. 146. « Chaque créancier utilement colloqué  
«dont l'affirmation, devant le tribunal qui a homologué  
«l'ordre, que son créance est ancienne, et qu'il ne  
«prête en aucune manière son nom au débiteur.»

«Art. 147. « Il peut ensuite demander au greffier  
«un extrait du procès-verbal, en ce qui concerne  
«sa collocation, et jusqu'à recouvrer de la  
«somme à distribuer, et le greffier est tenu de  
«délivrer cet extrait, après avoir néanmoins  
«vérifié que la créance a été affirmée, et quelle  
«somme est à distribuer.»





- on le droit d'opier pour son salaire entre une
- somme fixée sur une portion déterminée des
- bénéfices, n'est point associé; il n'est pas tenu
- des pertes.

Art. 33. Qu'il en résulte du bien ou du mal, l'affaire n'est pas moins pour le compte de la société à l'égard des tiers; c'est-à-dire, ces mots, et pour le bien de la société.

Art. 40. Il est beaucoup de sociétés générales dans lesquelles le mot de *compagnie* ne se trouve point, dans lesquelles même il n'y a qu'un seul associé nommé, quoiqu'il y ait plusieurs associés gérants; on se propose de ne pas rayer ces mots, un *et* *et* *compagnie*, qui, quoique employés par Savory, et répétés depuis par beaucoup d'auteurs, n'ont pas une acception exacte, et y substituer ceux-ci, *ou* *la* *raison sociale*.

Art. 42. Il est deux additions importantes à faire dans cet article: la première, qui n'est qu'un développement du principe relatif à la tenue commune en biens, qui est associée de son mari, et non de la société; la seconde, pour régler les droits des associés de l'associé relativement à la société.

Cet article est très-important pour les créanciers de la société, en cas de faillite du commerce; il est essentiel d'insérer dans le Code un disposition tirée du droit romain, et adoptée par la jurisprudence constante du parlement de Paris.

On propose, etc.

- La firme commune en biens de l'un des
- associés est une firme personnelle à l'égard de la
- société.

L'associé de l'associé, non créancier, se trouve commun en biens ou non commun, n'ont aucun droit sur les effets de la société; ils ne peuvent exercer leurs droits que sur la part qui revient à l'associé par l'événement de la liquidation, après le paiement des dettes de la société.

Art. 48. La dénomination d'un associé dans la raison sociale le détermine associé gérant. Le public le connaît; il suit sa loi dans les affaires qu'il fait avec la société.

Cet engagement est public; par conséquent les associés ne peuvent pas y déroger par leurs conventions particulières, fussent-elles même revêtues de la formalité de la publication. Ces conventions seraient nulles; elles seraient nulles par l'authenticité et la publicité de l'association résultant de la dénomination de la raison sociale.

Quant à l'associé non nommé dans la raison sociale, il n'est valide pourvu qu'elle soit publiée: il n'y est point dérogé lorsqu'il exprime, dans la signature, qu'il agit pour la raison sociale; ou comme un étranger qui se fait tiers, signera de même: il n'y est dérogé que quand la signature qu'il appose est purement et simplement sans les raisons sociales, etc.

On propose la rédaction suivante:

- Ce pouvoir appartient de droit, à l'égard des
- tiers, à chacun des associés nommés dans la
- raison sociale, sans qu'il puisse y être dérogé
- par les associés dans leurs actes publics ou non
- publics.

La loi présume encore, à l'égard des tiers, que l'associé gérant, quoique non nommé dans la raison sociale, a ce pouvoir, lorsqu'il est dans l'usage de représenter et de signer sous la raison sociale, encore qu'il ait été formellement exclu de l'administration par une clause de contrat de société, publiée ou non publiée.

Art. 49. Par son acte des mêmes principes, on propose la rédaction suivante:

- La société est toujours tenue de la dette à
- l'égard des tiers, lors même qu'elle est partira-
- lière à l'associé nommé ou reconnu gérant,
- suivant la disposition de l'article précédent, qu'il
- l'a contractée sous la raison sociale, soit qu'elle
- ait ou n'ait pas tourné au profit de la société.
- La dette est, à l'égard des tiers, toujours à la
- charge de l'associé seul, et pour son compte
- personnel, lors même que les fonds enraient
- été versés dans la caisse sociale, s'il l'a con-
- tractée sous son nom seul.

Art. 50. « Toujours par une suite du principe posé dans le deuxième alinéa de l'article 48, on croirait nécessaire d'ajouter après ces mots, *ils* *associés en commandite et les associés anonymes, et ceux-ci, pourvu qu'ils ne soient ni nommés, ni gérants.* »

Art. 51. Au lieu de *il n'en est pas, les tiers s'en sont* on en.

Après l'article 53. Comme il est possible qu'une société ait été exercée sans être enregistrée, et qu'en ce cas il serait impossible ou tiers de rapporter la copie de la société, la loi publie une disposition:

- Les tiers qui ont contracté avec une raison
- sociale ou sont pas tenus d'en rapporter la
- copie; pourvu qu'ils rapportent des preuves
- écrites que la société a existé, ils ont action
- contre la société.

Art. 60. Le Code ordonne en outre les règles à prescrire pour les liquidations; cependant elles sont insuffisantes. L'article 68 est insuffisant. En conséquence, après l'article 67, on proposera quelques règles relatives à la liquidation; d'ici à présent, on propose d'ajouter à l'article 60, après les mots à cet effet, ceux-ci, *il ne peut être point à la liquidation, dont les événements restent dépendants à la charge et au profit de la société.*

Art. 66. C'est une maxime constante que nul n'est associé qui ne veut: elle est absolument mise dans le Code; on pense qu'il convient au premier et le deuxième alinéa de cet article. On propose: « Tout associé est maître de résilier à son vouloir la société, à la charge des dommages et intérêts de ses associés »

- Si le commerce perd, chaque associé peut
- demander la résiliation sans être tenu à des
- dommages et intérêts.

La question de savoir s'il est dû des dommages et intérêts dans les autres cas, leur qualification, leur dépend des causes qui ont provoqué la dissolution, des circonstances qui l'ont entraînée, des effets qui en résultent; leur fixation est laissée à l'équité et à la prudence des arbitres et des juges.

Art. 67. Ajouter à la fin: et à l'égard des tiers, à compter du jour de la publication. Placer ensuite les règles sur la liquidation:

- Il est permis aux associés de stipuler dans
- le contrat de société, que, dans le cas de mort
- d'un associé, les héritiers du prédecesseur seront
- tenus de s'en rapporter, pour la part de l'asso-
- cié auquel ils succéderont, au dernier inven-
- taire qui aura été fait.

Cette stipulation est prohibée dans tous les autres cas de dissolution.

La stipulation que les héritiers du prédecesseur s'en tiennent au dernier inventaire n'est point regardée comme un avantage sujet aux règles des donations, soit quant à la forme, soit quant au fond, quand même l'un des associés serait héritier présumptif de l'autre, mais comme une traite à forfait.

- « Cette stipulation est nulle, s'il n'est pas convenu dans le contrat de société qu'il sera fait, chaque année, un inventaire général du commun.
- « Cette stipulation est sans effet, si l'inventaire convenu n'a pas été fait dans l'année précédente.
- « Si cette clause n'est pas stipulée, si elle est purement sans effet, et dans tous les autres cas de dissolution, aussitôt que la société est dissoute, il doit être procédé à l'inventaire général du commun.
- « Cet inventaire doit contenir les marchandises et les effets mobiliers dont l'estimation est faite par experts, l'argent, les lettres de change, les autres effets et papiers, et généralement toutes les valeurs mobilières et immobilières, et toutes les charges du commun.
- « Après l'inventaire, chaque associé peut prendre sa part des marchandises proportionnellement à sa part dans la société, en payant sur-le-champ la valeur, si la portion du commun l'exige, ou en donnant caution de la rapporter, s'il y a lieu, pour le paiement des dettes de la société.
- « Si la société est dissoute par la mort d'un des associés, la liquidation appartient de droit aux associés survivants.
- « Si la liquidation a été attribuée par le contrat de société à un associé vivant, elle doit lui être déléguée ou donnant caution, si les autres associés l'exigent; à moins qu'il n'en soit dispense par le contrat.
- « S'il ne donne point de caution, la liquidation est déléguée aux autres associés, en donnant caution.
- « Si aucun ne donne caution, l'associé désigné par le contrat de société est préféré.
- « Si la société a attribué la liquidation à aucun associé, celui qui était le maître du commerce, et qui y a associé les autres, doit être préféré, et, à son défaut, celui qui a la plus forte mise dans la société, soit en compte de fonds, soit en compte courant obligé.
- « Les autres associés peuvent, dans les dix semaines ci-dessus, exiger caution de celui à qui la liquidation est déléguée par la stipulation de société.
- « Dans tous les cas, les associés peuvent contraindre, et les juges et les arbitres peuvent ordonner, suivant les circonstances, que la liquidation sera faite en commun.
- « Le liquidateur, aussitôt après l'inventaire, doit procéder à la vente des marchandises, si elles n'ont pas été partagées, et au recouvrement des dettes actives.
- « Il doit employer tous les fonds provenant de la liquidation au paiement des dettes passives du commerce, et des comptes courants des associés commanditaires et des associés gérants; les associés commanditaires et gérants rapportent ce qu'ils ont reçu: 1° sur leur compte de bénéfice; 2° sur leur compte de fonds; et si cela ne suffit pas pour combler le déficit, chaque associé gérant est tenu de fournir à la société sa part du déficit, ou prorate de sa portion dans les profits et les pertes, sans préjudice de l'action solidaire des créanciers contre chacun d'eux.
- « Si, lors de l'inventaire, la société présente une perte qui absorbe les comptes de fonds, il est procédé à la distribution et liquidation des sommes rentrées, comme en cas de liquidité.
- « Les créances des associés cessent à compter du jour de la dissolution de la société.

- « Les créanciers de la liquidation sont aux périls, risques et fortunes des associés.
- « Le liquidateur prend les frais de liquidation sur les sommes rentrées.
- « Le liquidateur doit, tous les trois mois, rendre compte de la liquidation aux associés et à leurs héritiers, et leur en remettre une copie; et toujours le droit de voir les livres et papiers du commerce et de la liquidation.
- « Si l'un des associés a reçu dans le commerce le commerce, au moment où il s'est formé, et lui reste après sa dissolution, si son bail est limité.
- « Le Code a omis une disposition qui porterait restriction sur les sociétés autres que celles de commerce; on propose :
- « Dans les autres sociétés, autres que celles de commerce,
- « 1° Si elles ont été contractées par action, l'actionnaire ne peut pas demander la dissolution; il n'a d'autre droit que celui de vendre son action;
- « 2° Quant à celles qui ne sont pas formées par action, si elles ont pour objet des entreprises ou exploitations, aucun associé ne peut licier ou partager; il ne peut, s'il veut dissoudre, que proposer la liquidation.
- Art. 68. « Dans tout ce qui n'est pas prévenu par les articles précédents, les règles concernant le partage des successions, la forme du partage des immeubles, les obligations légales qui résultent du partage entre les héritiers, s'appliquent aux associés.
- De la société de culture et position de fruits.
- Le Code omet absolument les règles d'usage de contrat très-commun, et qui le devraient être du contrat, à certaines dispositions sur les lieux à ferme étaient adoptés; et si la société entre un propriétaire et un cultivateur qui se charge de la culture d'un domaine, inconnu au propriétaire de fruits; ou comme ce cultivateur, dans différents départements, granges, vergers, bleds; le Code le nomme un tiers du louage colon partiaire. On propose les articles suivants :
- Art. 1. « Le bail à culture moyennant un tiers de fruits est une société.
- Art. 2. « La mise du propriétaire est son domaine; la mise du colon partiaire est son industrie.
- Art. 3. « La part du colon partiaire dans les produits des fonds qu'il cultive, ses obligations, et celles du propriétaire, doivent être stipulées par le bail.
- Art. 4. « Toutes les stipulations doivent être strictement exécutées; et si toutes ou quelques-unes sont connues à peine de résolution du bail, cette peine ne peut pas être réputée comminatoire; le juge doit la prononcer.
- Art. 5. « S'il n'y a point de bail écrit, les obligations du colon partiaire pour la culture, la levée des récoltes, l'ameublissement des lieux, le transport de la portion du propriétaire, la réparation à faire aux ustensiles et aux appartenances qu'il occupe, sa contribution au paiement des impôts et à l'achat des engrais, sa portion dans les fruits, même dans ceux provenant des animaux attachés au domaine, les droits et les obligations du propriétaire, sont réglés suivant l'usage des lieux.
- Art. 6. « Soit qu'il y ait un bail écrit ou qu'il n'y en ait pas, à moins qu'il n'y ait été expressément dérogé par une clause du bail, le colon partiaire est tenu : 1° de faire les façons nécessaires aux terres et aux vignes dans les temps

« convenables, et de ne point les surcharger ni les  
« déléguer; d'ensemencer et d'ameublir les fruis dans  
« le domaine, et de transporter la portion du pro-  
« priétaire au marché ou dans les lieux où il l'a  
« remis, et de faire les transports nécessaires  
« pour les engrais et les réparations du domaine  
« ou des lieux; le tout selon l'usage de la com-  
« mune de la situation des biens; »

« 2° De conserver le produit des terres, et d'al-  
« lerner les récoltes sur tout l'usage du lieu ou du  
« domaine, s'il y en a un; »

« 3° De consumer dans le domaine tous les  
« fourrages, pailles et engrais qui en proviennent,  
« et d'en laisser dans le domaine, à sa sortie, et  
« qui en reste, sans point en aucun temps ni  
« sous aucun prétexte ou débiteur aucune partie  
« sans une permission par écrit; »

« 4° D'entretenir les prises d'eau de tous les ou-  
« vrages qui n'exigent pas des ou mers d'un art  
« quelconque, d'entretenir les rigoles ou bords d'ir-  
« rigation, d'entretenir les fossés et clôtures de  
« plants vifs, de les réparer en plants vifs, et en  
« bois morts pendant le temps des récoltes. »

Art. 7. « Il lui est prohibé : 1° de couper ni éti-  
« luer aucun arbre vif ou mort, de couper des buis,  
« les bois taillis et les branches des arbres pour  
« les lundies, dans d'autres époques et d'une  
« autre manière que celles fixées par l'usage des  
« lieux et la division annuelle du domaine; »

« 2° D'employer les animaux attelés au do-  
« maine à d'autres cultures ou transports que  
« ceux du domaine ou de ses fruis; »

« 3° De permettre, ou même tolérer, aucun pas-  
« sage ou autre servitude forcée sur le domaine,  
« sans en avertir le propriétaire, à moins d'en  
« répandre personnellement. »

Art. 8. « S'il n'y a point de bail écrit ou s'il est  
« expiré, le colon partiaire doit et peut sortir du  
« domaine chaque année, à moins qu'il n'y ait  
« une convention contraire, sans avertissement,  
« à l'époque fixée par l'usage des lieux pour la  
« sortie des fenilles. »

Art. 9. « Le bail est de culture à portion de  
« fruis ne peut pas être perpétuel; il ne peut pas  
« exéder le temps fixé pour les lieux à ferme, à  
« peine de nullité du bail pour le temps excé-  
« dant. »

Art. 10. « Malgré toutes les stipulations con-  
« trairees insérées dans le bail, le propriétaire et  
« le colon partiaire peuvent toujours, chacun à  
« son gré et par sa seule volonté, résilier le bail  
« de culture à portion de fruis, en s'avertissant  
« 3 mois d'avance. »

« Quand même il se trouverait dans le bail à  
« culture quelques portions de ferme, telles que  
« celles des fruis à cheptel, de quelques parties  
« de prés ou de terres, chacun des deux peut, à  
« son gré, le résilier pour le tout »

« Il est résilié de plein droit par la mort du  
« colon partiaire. »

Art. 11. « Le propriétaire et le colon partiaire  
« peuvent encore le résilier pour de justes motifs.  
« Les justes motifs du propriétaire sont : 1° si le  
« colon partiaire n'exécute pas les obligations  
« auxquelles il est soumis par le loi; »

« 2° Si le colon partiaire n'exécute pas les obli-  
« gations auxquelles il s'est soumis par le bail; »

« 3° S'il fait des soustractions, des dilapidations  
« ou malversations; »

« 4° S'il manque aux égards et à la déférence  
« qu'il doit au propriétaire. »

« Les justes motifs du colon partiaire sont : 1° si  
« le propriétaire n'exécute pas les obligations  
« auxquelles il s'est soumis par le bail; »

« 2° Si le propriétaire ne fait pas les réparations  
« qui sont du droit à sa charge, dans le cas où le  
« défaut de ces réparations diminuerait la valeur  
« des lundis, ou rendrait le domaine inhabitable; »

« 3° Si le colon partiaire perd dans l'exploita-  
« tion du domaine; »

« 4° S'il éprouve de mauvais traitements de la  
« part du propriétaire. »

Art. 12. « Si le bail est résilié par de justes mo-  
« tifs, le juge peut autoriser ou forcer le colon  
« partiaire à sortir sur-le-champ du domaine, sui-  
« vant l'exigence des cas; sinon, la sortie n'a lieu  
« que pour l'époque fixée pour la sortie des fer-  
« miers par l'usage des lieux. »

Art. 13. « Si le colon résilie sans motif, il n'y a  
« lieu à aucune indemnité en sa faveur. »

« S'il résilie pour de justes motifs, il doit être  
« indemnisé des défrichements de terres incultes,  
« des plantations de vignes ou arbres, de la plan-  
« tation d'une nouvelle clôture, des travaux faits  
« pour dessécher un fonds marécageux, prévenir  
« des inondations ou faire des prises d'eau »

« Il n'a droit à aucune indemnité pour la cul-  
« ture ou engrais ordinaire. »

« L'indemnité qui lui est due est fixée suivant  
« le profil qu'il aurait retiré de ses travaux pen-  
« dant le cours du bail, déduction faite des fruis  
« de culture et des travaux restant à faire. »

« Il n'a droit à aucune autre indemnité. »

« Si le propriétaire résilie pour de justes motifs,  
« il doit être indemnisé des torts que lui ont causés  
« les inondations, malversations ou dégradations du colon  
« partiaire. »

Art. 14. « Dans tous les cas de sortie, le colon  
« partiaire, s'il n'a pas pu sa portion des récoltes  
« qui étaient enssemencées à son entrée, revient  
« prendre sa part dans le produit des lundis qu'il  
« a cultivés avant sa sortie, à la charge d'ameu-  
« blir ces récoltes suivant les renditions du bail,  
« ou, à défaut du bail, suivant l'usage des lieux. »

Art. 15. « Le propriétaire et le colon partiaire  
« ont chacun un livre. Le propriétaire écrit sur  
« tous deux, au fur et à mesure, chaque année  
« qu'il fait au colon partiaire, chaque paiement  
« qu'il en reçoit. Ces livres sont loi en justice sur  
« leurs comptes respectifs. A défaut par le colon  
« partiaire de représenter son double, le proprié-  
« taire en est cru sur la représentation du sien ;  
« il est tenu, si le colon l'exige, d'en affirmer la  
« sincérité. »

## TITRE XV.

### De prêt à usage.

Art. 16. Ce prêt est un contrat gratuit, un office  
« d'ami, qui ne peut astreindre celui qui le rend  
« à aucune obligation, encore moins l'assujettir à  
« des formalités, à des dépenses coûteuses. »

« On propose la radiation de l'article 16, et au  
« lieu de l'article 15 : »

« Le prêteur retire sa chose au terme convenu ;  
« à défaut de convention, il la retire à volonté. »

Art. 17. Le prêt à usage est un service gratuit ;  
« le prêteur ne peut être obligé à rien ; ou propose  
« de rayer l'article, et d'y substituer : »

« Si l'emprunteur a été forcé à faire quelques  
« dépenses pour la réparation ou la conservation  
« de la chose prêtée, il ne peut pas les répéter. »

Art. 21. Ajouter à la fin : « On fait état de la  
« différence ou plus ou en moins survenue dans  
« les espèces. »

Art. 32. Les circonstances où l'Etat se trouve  
« quand il en résulte la rareté ou l'abondance de l'ar-  
« gent, la confiance ou la méfiance des capitalistes,  
« déterminent à la vérité le cours de la place; et ce

court entraîné la longue fixation du taux légal : mais on pensa qu'on ne doit pas poser en principe, dans un Code, que le taux de l'intérêt varie au gré et par les opérations du Gouvernement.

Buyer ces mots, particuliers, suivant les circonstances, etc., etc., jusqu'à la fin.

Art. 33. Comme il faut régler quel taux peut être adopté, quel taux doit être modéré par les tribunaux, on propose d'ajouter :

« Ils sont réglés par le cours du la place au moment du prêt ou de la négociation. Ce taux s'établit par les certificats des agents de change : « Ils doivent être conformes à l'usage carcéral ».

Art. 33. La seconde disposition doit être positive.

On doit prévoir le cas où on constituerait des rentes en denrées.

Les réflexions faites sur l'article 17 décident à proposer la prohibition du remboursement pendant la vie du vendeur, quand il s'agit d'un prix d'immobilier.

Enfin la faculté de rembourser à volonté étant l'essence du contrat, l'exception et l'observation des délais doivent être de rigueur.

On propose :

« La rente constituée est essentiellement rachetable.

« Les parties peuvent seules convenir que le rachat ne sera pas fait avant un délai qui ne peut excéder dix ans.

« Néanmoins, si le capital de la rente est le prix de la vente d'un immeuble, il peut être convenu que ce remboursement ne pourra pas être fait pendant la vie du vendeur ou des vendeurs.

« Si les délais ci-dessus fixés ont été stipulés dans les cas prévus, le débiteur ne peut pas en bénéficier.

« Si on a stipulé des délais excédants, si même les délais ci-dessus fixés ont été stipulés dans d'autres cas, la clause est réputée non écrite, et n'empêche pas le remboursement à volonté.

« Le remboursement ne peut être forcé en aucun cas, sans avoir averti le créancier au moins d'avance déterminé par ce contrat, et qui, à défaut de stipulation, sera de trois mois.

« La rente constituée pour prix d'un capital en argent ou en denrées ne peut être stipulée qu'en argent, à peine de nullité, du rachat ou du taux légal de l'intérêt de l'argent, et d'imputation sur le capital de l'excédant de la valeur des denrées reçues pour intérêts.

« La rente constituée pour prix de la vente d'un immeuble peut être stipulée payable en denrées.

« Le capital de la rente en denrées, s'il n'est pas fixé en argent, se calcule, d'après la valeur d'une année commune du loyer, sur le taux de l'intérêt légal de l'argent à l'époque du contrat, en ajoutant un dixième, si la rente a été stipulée exemple d'imposition.

« Pour déterminer la valeur d'une année commune de la rente, on relève le prix commun des denrées de même nature sur les registres du marché du lieu de la situation des biens, ou, à défaut, du lieu le plus voisin, pendant les dix dernières années qui précèdent le remboursement; et sur ces dix années on forme l'année commune.

« S'il n'est tenu aucun registre des denrées de cette nature, les experts forment toujours une année commune sur le prix commun des ventes faites dans le pays pendant les dix dernières années. »

Art. 41. Après *immeuble*, ajouter *affecté à la rente*; après *ses biens*, ajouter *hypothéqués à la rente*.

Ces deux modifications sont de droit, si on admet le régime hypothécaire actuel.

Quand on en chargerait, il serait plusieurs cas où elles seraient nécessaires, tels que celui de la vente des biens d'un successeur échue depuis le contrat pour payer les dettes dont il est grevé, etc.

Art. 43. Ajoutée après cet article :

« Les intérêts et arrérages sont toujours rattachés à la retenue des impositions, nonobstant toutes conventions contraires, à l'exception des prix de vente pour lesquels l'exemption des impositions peut être stipulée, et des opérations de commerce. »

#### Du dépôt.

Art. 12. Point de preuve; on a suivi la loi du dépositaire. Buyer, pour *valeur excédant 150 fr.*

Art. 17. Supprimer le second paragraphe. Il affaiblit la disposition très-juste et très-importante du premier.

Art. 18. Le dépositaire à titre gratuit ne peut être responsable que de son dol. Il ne peut jamais l'être d'un accident quel qu'il soit, ni même de sa négligence; le déposant devrait mieux choisir.

On propose de substituer au second paragraphe : « Le dépositaire est déchargé si la chose périt ou lui a été volée; il n'est responsable que de son dol. »

Art. 25. On croit qu'il faut lire : par un tuteur, par un mari, par un autre administrateur.

#### SECTION IV.

##### Du dépôt nécessaire.

Art. 30. 1°. Par les différents motifs déjà exposés, retrancher, même pour une somme ou-dessus de 150 francs.

2° Il est nécessaire, avant de terminer la série des lois sur le dépôt, qu'un article exprès statue si les dépôts faits à des artistes, ouvriers, artisans ou travailleurs chez eux, de matières pour les manufactures, ou de bijoux, diamants, dentelles, et autres objets plus ou moins précieux, des tableaux et des morceaux de sculpture pour réparer ou finir, sous des dépôts volontaires ou nécessaires.

Ces questions intéressent non-seulement le commerce, mais les cultivateurs qui sont forcés de confier leurs fils, leurs laïnes, leurs fers, leur bois, pour la fabrication de leurs vêtements, ou la confection de leurs ustensiles; tous les citoyens qui sont forcés de confier des effets d'un grand prix, pour leur restauration ou leur perfection.

Art. 30. On croit nécessaire d'ajouter à l'énumération faite dans cet article, après le mot *lesquels* : « ou des circonstances qui forcent à déposer et confier, tels que les envois de marchandises ou effets, par terre et par eau, les voyages, etc. »

Art. 32. Il interprète le précédent; il doit le modifier à l'égard des effets précieux dont il est, la jurisprudence et l'équité, veulent qu'il soit personnellement chargé :

« L'hôte, responsable des effets apportés par le voyageur qui loge chez lui, est regardé comme dépositaire nécessaire lorsque l'état des effets que le voyageur réclame n'exécute point la quantité et la qualité des effets ou du nombre dont le voyageur est censé avoir besoin dans sa route.

« Ce dépôt n'est point regardé comme dépôt né-

« cessaire, et l'hôtelier n'en est point responsable  
 « s'il le voyageur réclame des sommes d'argent, des  
 « bijoux, des diamants, de l'argenterie, des dentel-  
 « les, et autres effets précieux, à moins qu'ils  
 « n'aient été remis matériellement à l'hôtelier, et  
 « qu'il ne les ait reconnus et pris sous sa garde. »  
 Art. 33. On propose de généraliser l'article,  
 l'unique exception dont il est susceptible se trou-  
 vant dans l'article suivant.

Rayer ces mots : soit que le roi, et jusqu'à la  
 « fin. Substituer : « par ses domestiques ou pré-  
 « posés, par des étrangers allant, venant dans  
 « son hôtelier, ou logés chez lui, par qui que  
 « ce puisse être. »

Art. 35. On propose de généraliser l'article,  
 puisqu'il y a plusieurs autres sortes de dépôts  
 nécessaires :

« La preuve testimoniale est admise pour les  
 « dépôts nécessaires, à quelques sommes qu'ils  
 « puissent monter. Le juge ne doit cependant  
 « l'admettre, en fixant l'objet et sa valeur, qu'avec  
 « circonspection, suivant la profession du voya-  
 « geur, les causes de son voyage, sa fortune  
 « connue, sa moralité, et toutes les autres cir-  
 « constances qui peuvent l'aider à découvrir la  
 « vérité. »

## TITRE XVI.

### De séquestre.

#### CHAPITRE III.

##### SECTION III.

On pense qu'à l'exception des deux premières  
 lignes, cette section tout entière doit être changée.

Les motifs sont qu'il est inutile et dangereux  
 de restreindre à trois cas ce qui s'applique néces-  
 sairement à plusieurs autres, et qu'il y a  
 bien d'autres dépôts judiciaires : les dépôts des  
 minutes des procès, et ceux des titres ou de  
 pièces que la loi, les jugements, et même les  
 formes judiciaires forcent d'y déposer ; ceux des  
 minutes des actes chez les notaires essentiellement  
 gardés-notes ; ceux du prix des meubles  
 vendus, retenus à mesure de vente par les huis-  
 siers ; les minutes qui leur restent, les séquestres  
 de sommes, etc.

Qu'il est inutile de dire dans un Code ce qu'on  
 ne propose de faire dans un autre Code qui lui est  
 étranger ;

Que tout dépôt judiciaire ou gardé, quel que  
 soit sa dénomination, constitue un dépôt en jus-  
 tice qui le choisit, et contraint de lui confier ;

Que tout dépôt judiciaire est évidemment un  
 dépôt nécessaire que les règles du dépôt néces-  
 saire doivent régir. On propose la rédaction sui-  
 vante :

« Le dépôt judiciaire est celui qui est fait en  
 « vertu d'une loi ou d'un jugement. Si le dépôt  
 « consiste en meubles, ou choses réelles meu-  
 « bles, ou en sommes gardées ; si le dépôt con-  
 « siste en immeubles, fruits ou revenus, on le  
 « nomme séquestre.

« Il est encore des dépôts judiciaires en argent,  
 « papiers, minutes de différentes espèces, registres  
 « et autres titres et pièces qui sont faits à des  
 « fonctionnaires publics.

« Le dépôt judiciaire, quelle que soit sa déno-  
 « mination ou son objet, est un dépôt nécessaire ;  
 « il est régi par les mêmes règles.

« Le dépositaire judiciaire est tenu de garder  
 « soigneusement le dépôt ; il est responsable de  
 « sa faute légère : si la chose a péri, il n'en est  
 « déchargé qu'en prouvant qu'elle a péri par un  
 « cas fortuit qu'il n'a pu ni prévoir, ni empêcher.

« Il est dépositaire des fruits que produit la  
 « chose qui lui est confiée, etc.

« Il est tenu de rendre le dépôt à celui à qui le  
 « juge ordonne de le restituer.

« À défaut de le rendre par le premier com-  
 « mandement qui lui en est fait, il est contrain-  
 « t par corps à la restitution.

« Le dépositaire judiciaire reçoit un salaire, il  
 « est ra outre indemnisé des dépenses, et im-  
 « penses conjuguées nécessaires pour la conserva-  
 « tion ou la restitution du dépôt, et des dépenses  
 « que la chose déposée lui a coûtées, et des pertes  
 « qu'elle lui a causées. »

## TITRE XVII.

### Du mandat.

Art. 5. On ne trouve rien dans le bouge d'ou-  
 vrage qui puisse s'y appliquer.

Art. 7. Ajouter à la fin : mais il ne peut exciper  
 du mandat qu'après l'avoir rempli de son nom.

Art. 14, 15, 16 et 17. Le mandataire n'oblige  
 envers le mandant : on ne peut donc constituer  
 qui celui qui est capable de s'obliger. Un mari,  
 une femme mariée, ne peuvent pas s'obliger ;  
 donc ils ne peuvent pas être mandataires. On ne  
 peut admettre d'exception qu'à l'égard des fils et  
 des épouses ; mais en ce cas ils ne doivent pas  
 être responsables envers eux sous l'autorité des-  
 quels ils administreront, tant ils se trouvent les  
 agents malgré eux.

On propose :

Art. 14. « On ne peut constituer pour procu-  
 « reur que des majeurs à qui la gestion de leurs  
 « propres affaires n'est pas interdite. »

Art. 15. « Néanmoins la femme peut être pro-  
 « curatrice de son mari, le fils mineur de son  
 « père ou de sa mère pendant qu'il est en leur  
 « puissance ; mais en ce cas le mari a point de  
 « recours contre sa femme, le père ni la mère  
 « contre leur fils en cas de mauvaise gestion. »

Si cette rédaction est adoptée, les articles 16  
 et 17 sont rayés.

Art. 19. Il est un principe banal et universelle-  
 ment adopté en fait de responsabilité : celui qui  
 ne peut rien gagner ne doit pas perdre ; par consé-  
 quent on propose : « Le mandataire est respon-  
 « sable, dans sa gestion seulement, de son dol et  
 « de sa faute grave. » Il est juste et essentiel  
 d'ajouter le mot grave, et de retrancher les limites  
 comme on l'a demandé.

Art. 20. On ne peut pas dispenser un comptable  
 de rendre compte. Rayer à moins, etc., jusqu'à  
 la fin.

Art. 20. Ceux qui ont contracté avec le manda-  
 taire ont lui, du moins ils ont dû lire son mandat ;  
 ils ont su qu'il exerçait son pouvoir. S'ils n'ont pas  
 exigé qu'il s'engageât en son nom à faire ratifier,  
 ils ont volontairement couru le risque du défaut  
 de ratification ; il n'est donc pas obligé envers  
 eux. Rayer ce qu'il n'est excédé, etc.

Art. 31. Ajouter encore grave.

Art. 34. Rayer solidirement. Il n'y a point de  
 solidarité sans convention expresse.

Art. 37. Il y a des mandats vagues et indétermi-  
 nés, par exemple, pour acheter, pour vendre,  
 pour emprunter ; on ne peut pas exiger la noti-  
 fication de la révocation à ceux avec qui le  
 mandataire traite ; le mandant ne les connaît  
 pas. On pense que la disposition doit être modifiée,  
 on ajoutant au commencement de l'article :

« Lorsque le mandat désigne ceux avec qui le  
 mandataire doit traiter. »

Art. 38. Même réflexion, même modification.  
 La révocation du mandat, quand ceux avec qui

le mandataire doit traquer ne sont pas démunies, présente de très-grandes difficultés; cependant on ne peut croire que le mandant qui a reconnu par écrit être obligé par un mandataire qui existe plus des illusions de la signification de la révélation; en ce cas, le mandataire qui traite en vertu du mandat révoqué est en erreur qui abuse de la bonne foi, de la crédulité, d'un titre devenu faux, puisque le pouvoir qui lui avait été donné n'existe plus.

Cette question n'est pas résolue par le projet de Code : il est important qu'elle le soit. Le projet de disposition suivant la résoudre-t-il ?

- La constitution d'un nouveau procureur dans la même affaire va ériger le premier, du jour qu'il le a été notifié à celui-ci et à ceux avec lesquels il était chargé de traiter, s'ils sont désignés par ce mandat.
- Lorsque le mandat n'a été point écrit avec lesquels le mandataire doit traiter, le mandataire, qui agit en vertu du mandat, après que la notation lui a été signifiée, n'en-passe point le mandant, ceux avec qui il traite, s'ils ont excédé le mandat en tout ou en partie, par exemple, s'ils ont dérivé de l'argent avant d'avoir obtenu sa ratification, n'ont aucunement pu retenir le mandant si c'est d'autorité que contre le mandataire, il est engagé personnellement à l'exécution de tout ce qu'il a stipulé, à défaut de l'exécuter, il y est contraint par corps, comme ayant abusé de la bonne foi et de la crédulité de ceux avec qui il a traité; il est en outre condamné à de prison et à une amende de
- Cette action est poursuivie devant les tribunaux correctionnels.

Art. 42. Un contrat que le mandataire ne peut être révoqué ni par les héritiers du défunt, ni par ceux avec qui il a traité de bonne foi après la mort du mandant qu'il généralise : quelle partie est valide ? Ici les contradictions ! On ne le voit pas, le mandant contracte librement par l'organe de son mandataire ; or un mort ne peut pas révoquer : si le mandant a été interdit depuis le mandat, si le mandataire était un époux, un tuteur, ou tout autre administrateur dont l'administration est cessée, même thérapeutique ; par conséquent, dans tous ces cas, l'acte est nul. On préjugeait la révocation suivante :

- « Si le manipulateur, incarnant la mort ou la cessation de l'autorité du mandant, continue à exécuter le mandat, il ne peut pas être réhabilité pour ce qu'il a fait jusqu'à la connaissance de la loi donnée: néanmoins le qu'il a fait est nul comme non avenue, les ribases sont remises au même état où elles étaient et il y a eu des hommes sages, celui qui les a regardés se tenait de les regarder. »

ART. 44. Nager cet article inutile, puisque les autres dispositions se trouveront et se trouvent déjà dans les autres parties du Code, insuffisantes, puisque les huissiers et autres officiers publics sont aussi mandataires dans certaines fonctions.

## TITER X 100.

*De nome et de nascentement.*

Art. 14. Tant que les maisons de pèli sur gage ne seront pas dirigées par les principes d'une bienveillance pure, qui veillera gracieusement au soulagement des malheureux, à l'adoucissement des maux, qui s'efforce d'en faire la source; tant qu'elles ne seront pas des établissements absolument philanthropiques, où l'indigence laborieuse

et l'inflation croissent, sans payer aucun intérêt, des services et des moyens de subsistance dans le dépôt bancaire prolongé d'un module refinancé pour répondre du capital tant qu'elles ne seront que des arriérages d'une usure modérée, mais toujours dévorante, elles ne seront pas dues de la grandeur, de la générosité, de la magnanimité de la nation française; elles ne seront pas dignes d'occuper une place dans son Code; elles ne doivent pas même y être rappelées; ce serait une sorte d'approbation.

Rayer l'article; l'abandonner aux règlements essentiellement variables, dans l'espoir de les voir voter à l'avantage des malheureux.

## De l'antichrèse.

- L'antichrèse est l'engagement d'un immeuble, dont le débiteur met en cession ou en possession, pour le tenir en gage et en jouir, à condition d'en consacrer les fruits avec les intérêts légitimes qui lui sont dus.
- L'antichrèse peut être judiciaire ou conventionnelle; elle est toujours restreinte à un temps limité.
- Elle ne peut pas excéder dix années;
- Elle peut être reconclue
- Les fruits doivent être fixés à leur juste valeur.

- Si le fonds est loué, cette valeur est fixée par
- le prix du bail ; s'il n'est pas loué, il est fixé
- par experts.

- « Si le revendeur auquel excède l'indemnité légale de
- « la somme due, l'exercice est imputé, chaque
- « année, sur le capital. Les accroissements na-
- « turels que peut prendre le fonds engage appar-
- « tiennent au propriétaire du fonds; mais ils fer-
- « ment un accroissement de gage jusqu'à ce que
- « l'auto hébre soit huc.

\* Si le fonds engagé veut à périr, il périra pour le compte du débiteur, il n'est point libéré.

- Si le créancier fait des dépenses nécessaires
- pour la conservation du gage, le propriétaire
- doit lui en tenir compte à la fin de l'antichrèse.

\* toutes celles qui n'ont été conclues avec le propriétaire.

- Le revendeur engage le client en lui faisant croire que :
- vendra le logement pendant la durée de l'autorisation
- s'il y a des événements privilégiés ou hypothétiques
- cibles antérieures, auxquels les loyers sont supérieurs
- lement affecté, ils peuvent forcer l'engagement
- leur céder le gage, et même le faire vendre, si
- mieux d'une augmentation des remboursements.

« Les engagements postérieurs dont la réalisation est spécialement affectée sur le fonds engagé »  
« peuvent forcer l'engagiste de le leur abandonner »

- qu'en lui payant le montant de sa créance; il
- ne peut le faire vendre qu'en lui donnant
- caution que, par l'événement de la vente, il
- sera payé de sa créance en capitaux et accés-
- soires

\* Si les créanciers antérieurs ou postérieurs  
\* n'ont qu'une hypothèque générale ils sont forcés  
\* de discuter les autres immeubles du débiteur

\* Le débiteur peut, en tout temps, et sans u-

- tendre la nu de l'antirrhèse, retirer dans la
- douane, en remboursant la somme pour la
- grille il est engagé

« affecté à son hypothèque, jusqu'à concurrence  
 « du montant de ses créances, en payant les créan-  
 « ciers préférentiels à lui sur cet immeuble.  
 « Tout créancier, même celui dont la créance  
 « n'est pas écrite, peut, pendant la procédure  
 « pour l'adjudication de l'immeuble affecté à sa  
 « créance, et jusqu'à ce que l'adjudication soit  
 « prononcée, en empêcher la vente et en obtenir  
 « l'antichrèse, en payant les fruits de pourcentage  
 « tant jusqu'à demande à tous les créanciers  
 « préférés à lui; si plusieurs d'entre eux créan-  
 « ciers postérieurs lui donnent caution que, par  
 « l'extinction de la rente, il sera payé en capital  
 « et les loyers accessoires.  
 « La femme séparée de biens, et même veuve,  
 « a droit de demander, contre ses enfants ou  
 « autres héritiers de son mari, l'antichrèse de ses  
 « immeubles, jusqu'à concurrence des revenus  
 « de ses créances, en payant à ses créanciers pré-  
 « férés à elle, s'il y en a.  
 « L'antichrèse judiciaire se régit en tout par les  
 « mêmes principes que l'antichrèse convention-  
 « nelle.  
 « Le débiteur peut, en tout temps, vendre le  
 « domaine engagé, pourvu que, par l'événement  
 « de la vente, le créancier soit payé en capitaux  
 « et les loyers accessoires; le créancier ne peut  
 « pas être dispensé avant son effectif paiement »

## TITRE XIX.

*Des contrats aléatoires.*

Art 1<sup>er</sup>. L'assurance, le prêt à grosse aventure, sont rabels, mais possibles dans les départements intérieurs: s'il s'en forme, ils doivent être régis par les mêmes lois que sur le bord des mers.

Les citoyens de l'intérieur s'intéressent dans les opérations maritimes; et dans les temps heureux du commerce, il y a dans les spéculations maritimes, dans les propriétés coloniales, plus de capitaux que les habitants de Paris et des autres villes méditerranéennes qui de parisienne me.

Il est incontestable que l'assurance et le prêt à la grosse aventure sont des relations de citoyens à citoyens. Les lois sur cette matière doivent donc faire partie du Code civil.

On espère que le Gouvernement voudra bien le compléter en les y insérant, d'autant plus qu'il suffit d'y joindre les dispositions utiles pour régler ces deux contrats qui se trouvent dans l'ordonnance de la marine, et d'y ajouter celles que l'expérience a pu faire désirer depuis.

Art 2. Les jeux et les paris désignés dans cet article sont publics ou particuliers.

Sont publics, l'adresse, la force, le courage, dont on se dispute par les prix, louens et distinctions par les autorités qui y président.

Sont particuliers, le plaisir de s'exercer, l'émulation de se distinguer parmi ses camarades, et l'espoir de remporter le prix dans les exercices publics, suffisent pour les encourager.

Il faut que cet amour solide de l'argent, qui souille tout, cesse d'être ce mobile des âmes; il faut rendre lente sa force, toute sa énergie à ce désir de se distinguer, genre fiend et précaux de cet honneur déshonoré qui creva, qui basculait l'équilibre, la loyauté française qui trait souvent l'en de l'art, et qui lui le passant autour des acteurs grandes et sublimes qui illustrer le nom français.

Quand à ces repaires infâmes de l'envie et du rancune, où les mœurs se perdent, où les fortunes s'engloutissent, d'où le pée de famille fumeux et désespéré, fuyant tout ce qui lui est cher, se voyant lui-même, courir à l'apier, par suicide, les

exces d'une passion funeste; d'en le jeune homme, entraîné par des compagnons pervers, ajou saur velé tous ceux qui le châtiment, se précipite de forfaits en forfaits pour arriver à l'échafaud; quand à ces jeux appelés de hasard, où cependant l'honneur l'homme est toujours sur de la perte et le triomphe du gain, dont le philosophe, le pée de famille, le commerçant les conseils d'administrations, tous les citoyens, demandent à grands cris la suppression, puisse le Code civil qui d'en parle pas être l'époque de cet honneur rendu à la morale, aux principes conservateurs de l'ordre social et à l'humanité! Peussent nos pour enfants, en protégeant les jeux de hasard, en occupant, pour jamais, jusqu'à la dernière racine de cet autre empoisonné, acquiescer de nouveaux droits à l'amour, à la reconnaissance de la pénétration présente et de la postérité!

On demande la suppression entière de l'échafaud, et son remplacement par une loi prohibitive des jeux de hasard et des maisons de jeu, et qui ordonne que les perdants ou duques se pourvoient au tribunal correctionnel qui prononce contre les gagnants ou esclaves, exclusivement aux lois répressives.

*Projet.*

« Les autorités constituées décrètent des peix  
 « dans les fêtes publiques pour les jeux propres  
 « à exister au fait des armes, tels que l'exercice  
 « au fusil, les courses à pied, à cheval et de cha-  
 « rriot, et le jeu de paume.

« La loi n'accorde aucune action pour le pair-  
 « ment de ce qui a été gagné au jeu ou par un  
 « pari.

« La loi accorde une action à celui qui a perdu  
 « aux jeux de hasard en répétition de ce qu'il a  
 « payé.

« Cette action s'exerce au tribunal correction-  
 « nel, qui condamne le gagnant aux peines re-  
 « prescrites par la loi. »

## CHAPITRE IV.

*Du contrat de rente viagère.*

Art 1. Tout ce qu'empruntent les communes et les établissements publics se dissipe en gaspillage ou en dépenses fastueuses.

Les établissements publics doivent subvenir de leurs revenus ou des dons des citoyens, et fixer leurs dépenses, limiter même leurs besoins jusqu'au minimum à leurs ressources actuelles.

Les communes ne doivent faire d'entreprises, aucune d'utilité publique, qu'en proportion des fonds qu'elles peuvent s'imposer sans grever les citoyens.

L'expérience a prouvé que l'effet des emprunts des communes et des établissements publics, même soumis à l'autorisation du Gouvernement, est de les obliger sous le poids d'une dette énorme et insupportable, et d'entraîner dans leur ruine une foule de malheureuses victimes de leur confiance: le passé doit instruire sur l'avenir.

On propose de supprimer l'article, et d'y substituer:

« La loi prohibe absolument aux communes et  
 « aux établissements publics tout emprunt, soit  
 « à tout, soit en rentes constituées, soit en  
 « rentes viagères, même avec l'autorisation du  
 « Gouvernement.

« Le contrat qui en serait passé est nul de plein  
 « droit.

« Les créanciers n'ont d'action pour leur rem-  
 « boursement que contre les administrateurs, s'ils  
 « sont personnellement responsables. »

Art. II. Le mot *dangereusement* doit être rayé.



il affaiblit la disposition, et rend la décision conjecturale comme celle de toutes les questions *medicus-legalis*.

Art. 16. *Tres-peu de chose est vague, et par conséquent inadmissible en législation.*

1<sup>o</sup> Le prix de l'argent au cours du moment sera pris de un, deux et trois dixièmes le taux de l'intérêt légal.

2<sup>o</sup> Il doit y avoir une différence proportionnelle entre les rentes viagères à raison des âges; en conséquence, on propose de statuer que « celles qui s'excéderaient pas le taux de l'intérêt légal de la moitié de l'excédant fixe dans ce chapitre pour les constitutions au viager, « sont réglées avantageusement par le viager, « Art. 25. Sans doute, on doit lire *viager*, quoiqu'on lise *confinée*.

## TITRE XX.

### Prescription.

Art. 3. Par la prescription on acquiert la propriété d'un fonds ou le possède, la libération d'une dette en ne la payant, ou se la reconnaissant pas.

L'article signifie-t-il que si on réclame le fonds, si on paie, si on reconnaît la dette, on ne peut plus opposer la prescription? Il est facile, puisqu'il est dit *on ne possède, on ne reconnaît plus*. Signifier-t-il autre chose? on ne le devait pas. On demande qu'il soit rayé.

## CHAPITRE II.

### De la possession.

Il ne statue pas que si quelqu'un possède depuis un an et un jour publiquement, et sans violence, et à titre qui lui donne le droit de le posséder, on ne peut plus opposer la prescription? Il est facile, puisqu'il est dit *on ne possède, on ne reconnaît plus*. Signifier-t-il autre chose? on ne le devait pas. On demande qu'il soit rayé.

Dependant la contrainte par corps dérivée contre le perturbateur, dont on a demandé la suppression, annoncerait que le législateur veut maintenir l'action possessoire.

Il est essentiel qu'il y ait un an et un jour dans le Code les principes fondamentaux et leurs conséquences. Ils appartiennent au Code civil et à ce chapitre: les formes dans lesquelles doit être exercée cette action appartiennent seules au Code de la procédure judiciaire.

2<sup>o</sup> Quelques dispositions de ce titre ne sont pas parfaitement analogues avec celles de la section II du chapitre IV de l'extinction des privilèges et hypothèques par la prescription. Il est essentiel de les rendre semblables, peut-être même de répandre cette section dans ce chapitre et dans les deux suivants, pour que la matière des prescriptions ne soit pas morcelée, et que les principes soient absolument les mêmes.

Art. 20 et 21. On admet les trois cas où le fermier, l'engagiste, le dépositaire, l'usufruitier, peuvent agir par la prescription, en propriétaire, l'immeuble qui leur a été confié, même pendant la durée du temps pour lequel il leur a donné sa chose à détenir:

1<sup>o</sup> Lorsque le titre de leur détention se trouve interrompu par une cause venant d'un tiers;

2<sup>o</sup> Lorsqu'il ne trouve interrompu par la contradiction qu'ils forment au droit du propriétaire;

3<sup>o</sup> Lorsqu'il transmettent la chose par un titre translatif de propriété à un tiers, et qui des lors peut la prescrire.

Quoi! un fermier, un engagiste, un usufruitier, se feroient passer par un tiers, ou passeraient à un tiers, un titre translatif de propriété; ils feroient in-

gnifier au propriétaire un acte dont la copie ne lui sera jamais remise, et néanmoins ils continueraient à jouir comme ils jouiraient: le propriétaire sera tranquille sur la foi du titre de leur possession, et, après le laps de temps nécessaire pour prescrire, il sera dépouillé!

Mais, d'un côté, le Code, article 81 de la section II de l'extinction des privilèges, etc., etc., divise formellement, au contraire, que tant que le créancier voit son débiteur continuer à posséder l'immeuble affecté à son hypothèque, soit que ce soit par lui, soit par un tiers, ou par un tiers semblable, la prescription n'a pas cours au profit du tiers acquéreur; romme il peut-on lui donner cours au titre des prescriptions?

D'un autre côté, le tiers à qui un fermier, un engagiste, un dépositaire, transmet la chose par un titre translatif de propriété, ne peut pas acquiescer ni avoir plus de droit que son cédant, il doit connaître ceux avec lesquels il contracte, par conséquent savoir qu'il ne prouve pas lui transmettre; il n'a donc et ne peut avoir aucun droit à la propriété.

Le danger, l'injustice, qui pourraient résulter de ces deux articles, ayant leur radiation, on pourrait les remplacer par la disposition suivante:

« Ceux qui sont désignés dans l'article 18, et les autres, quant même ils acquiescent une autre cause de détention venant d'un tiers, et le tiers à qui ils auraient transmis la chose par un titre translatif de propriété, ne peuvent pas prescrire tant qu'ils continuent à posséder la chose ou l'immeuble engagé, déposé, affermé, ou sujet à l'usufruit, à moins qu'ils n'aient interrompu formellement et judiciairement avec le propriétaire la possession qu'ils tiennent de lui.

« L'interdiction ne peut être formellement et judiciairement interrompue avec le propriétaire que par un jugement rendu contre lui, émanant de la justice, tant au propriétaire qu'à la municipalité de la situation de l'immeuble: la municipalité est tenue d'inscrire le nouveau propriétaire sur les rôles à la place de l'ancien, et de faire mention du jugement; la prescription de court qu'à compter du jour de la radiation du nom de l'ancien propriétaire, et de la substitution du nouveau sur les rôles de la commune.

La substitution du nouveau propriétaire à l'ancien dans les rôles de la commune est le seul acte assez public et assez durable pour fixer l'époque de l'interdiction du titre, du commencement de possession à titre de propriété.

Art. 25. L'exemple commandement, s'il ne contient point d'assignation en justice, la saisie, ou les autres moyens d'un tiers, ne peuvent être soustraits et rester ignorés; ils ne peuvent pas former une interruption. On propose:

« La citation pour comparaitre devant le juge, « signifiée à celui qu'on veut empêcher de prescrire, la saisie-exécution de ses meubles, formant l'interruption civile.

Art. 29. 1<sup>o</sup> Bayer la sommation; substituer la citation.

2<sup>o</sup> On doit fixer la durée du temps nécessaire pour qu'une instance soit purgée. On proposera un projet sur la prescription dans le chapitre suivant.

Art. 37. L'exception proposée par cet article en faveur des absents pour le servir de la République n'est pas sans inconvénient; elle peut retarder la stabilité des propriétés; elle change, elle altère au mode de les acquérir; c'est un privilège exorbitant du droit commun.

Sous quelque point de vue qu'on l'envisage,

cette exception règle incontestablement des relations importantes, des actions de rétrocession à citoyen, elle ne peut donc pas être la matière d'un règlement essentiellement variable : elle doit être prononcée par une loi fixe et immuable qui détermine expressément : 1° les cas dans lesquels le service public suspendra la prescription ; 2° par quel genre de service, et pendant quel espace de temps elle sera suspendue ; 3° dans quel lieu il faudra avoir servi pour excepter de ce privilège ; 4° comment on sera tenu de prouver son service.

Art. 43. Si on considère la fertilité des communications entre les hommes, les lumières répandues dans la société, les moyens qu'on a pour les obliger de demander et d'obtenir justice, l'impossibilité de découvrir la vérité sur les circonstances d'un contrat, lorsque le temps a dévoré les hommes qui contractaient, et la trace des faits ; la multitude d'événements qui, dans un long espace de temps, font disparaître les dépositaires des titres et les titres eux-mêmes ; la difficulté d'en retrouver les dépôts ; l'abus qu'on a fait souvent d'un long intervalle écoulé depuis l'extinction d'un droit pour en faire revivre le titre ; si on réfléchit sur la brièveté de la vie, sur la multitude de relations entre les hommes, qui exigent que chaque soit promptement et définitivement terminé ; sur l'intérêt qu'à la société toute entière à la tranquillité des familles, à la stabilité des propriétés ; si l'on consulte enfin l'expérience qui a prouvé qu'en général les vieilles affaires sont filles de la cherté et de la mauvaise foi, on sera convaincu que le terme de trente ans fixé pour prescrire est trop long, qu'il doit être abrégé.

On propose de le fixer à vingt ans.

La loi peut-elle présumer qu'un homme qu'elle a déclaré maître de ses droits et capable d'agir, néglige pendant plus de vingt ans de faire valoir une action légitime et si tel excès de négligence était possible, elle doit, en le punissant, en prévenir la contagion. L'homme, au contraire, dont vingt ans de sueurs ont amoindri le fonds, ne mérite-t-il pas de le recouvrer ? Que celui qui a vu quarante-deux printemps se reporter à vingt ans arrière, il ne retrouvera plus rien et des hommes et des choses qui l'occupaient, alors, comment retrouverait-il une action que lui-même a laissée périr ?

Et puisque la minorité, l'interdiction qui peut être bien plus longue, les recours des femmes contre leurs maris, le service militaire, suspendent la prescription, puisqu'il est facile de l'interrompre, on verra encore des affaires reparaitre au bout d'un siècle.

Un commissaire est d'avis de la prescription de trente ans.

Tous sont d'avis, pour faire disparaître la jurisprudence qui, lorsque l'action personnelle était jointe à l'hypothécaire, la prorogent à quarante ans, d'y joindre :

- Toutes les actions tant réelles que personnelles,
- quand même elles seraient jointes, soit prescrites par vingt ans, soit que rien qui allégué cette prescription soit obligé de rapporter de titres, ou qu'on puisse lui opposer de mauvaise foi.

Si l'on adopte le terme de la prescription pour vingt ans, si y aura, dans plusieurs articles du Code, à substituer le mot vingt ans au mot trente.

#### SECTION III.

##### Prescription par dix et vingt ans.

La prescription par dix et vingt ans de l'action privilégiée et hypothécaire, si même de l'action

en revendication de la propriété accordée aux détenteurs et aux tiers acquéreurs par les lois romaines et par plusieurs coutumes, et notamment par celle de Paris, n'était point admise. Dans le Dauphiné, quelques régs par le droit romain, dans les deux Bourgoignes, l'Arvergne, le Bourbonnais, la Bretagne, la Normandie, etc., etc., dans une grande partie de la France, on pensait que la prescription était l'achèvement du lien, elle ne pouvait pas être tenté à la fois substantielle et accessoire ; substantielle à l'égard du débiteur, accessoire à l'égard de son tiers acquéreur ; qu'il était contraire à la justice que le débiteur et l'acquéreur pussent, l'un que l'autre contestait contre eux et en vertu de la loi, atténuer, anéantir par une aliénation de bon ou de mauvais foi les droits de leur créancier ou du vrai propriétaire ; que la destruction de la bonne ou de la mauvaise foi était insignifiante et inutile, parce qu'il est moralement impossible de prouver à un individu le secret de sa propre conscience.

On doit ajouter que, lorsque la prescription par dix ans fut introduite à Rome, il n'existait aucun moyen légal de purger les hypothèques.

Mais en France, où la conservation des hypothèques, quelque système qu'on adopte, fournit un moyen simple et facile de les éteindre par le paiement, peut-on équitableness préférer leur anéantissement par une prescription précoce ? Est-il bien important de faciliter, par une abréviation de dix ans, l'envasement d'une propriété ?

Si le législateur rejetait la prescription de dix ans, il éviterait de grands embarras en législation et en jurisprudence ; et la matière des prescriptions se réduirait à des principes simples et de pure équité, à ce qui doit être contenu dans les précédents chapitres.

Si, au contraire, le législateur persistait à conserver la prescription par dix ans, on ajournerait aux réflexions proposées sur les articles 20 et 21 de ce titre, que les hommes avaient voulu que le temps acquis pour que le tiers acquéreur ou le tiers détenteur pût prescrire, soit double, lorsque le créancier ou le propriétaire habite dans les provinces.

Cette loi, appliquée à la régence dans un autre bailage que celui de la situation du fonds, a produit jusqu'à présent l'effet ridicule de faire prescrire contre le créancier ou le vrai propriétaire qui habite à douter ou qu'on l'homme dans le territoire du même tribunal, tandis qu'on ne peut pas prescrire contre le plus proche voisin de l'immuable, si le créancier qui se sépare divise aussi l'arrondissement de deux tribunaux : elle aurait le même effet, même souvent à la vérité, si on substituait aux deux bailages deux tribunaux d'appel.

À cette époque où les postes, les grandes routes, la facilité des communications, les rapports et les relations de toute espèce, ne font en quelque manière de la France encore qu'un grand commun, cette distinction ne doit plus être admise ; et la prescription par dix ans, si elle subsiste, doit frapper contre tous ceux qui habitent le sol continental de la République.

Quant à ceux qui habitent hors du sol continental, si on restreint le terme de prescription le plus long à vingt ans, ils ne seront plus dans l'espèce de cette section.

On proposerait :

- Art. 48. • Par dix ans, si le véritable maître ou le créancier habite dans le territoire continental de la République.

Si on ne créait pas la prescription de trente à vingt, on ajoutait :

- Et par vingt ans, s'ils habitent hors du territoire communal de la République, dans les colonies, dans les îles ou dans l'étranger.
- Toujours dans la même supposition, si le véritable maître ou le créancier habite dans le territoire continental, ou : partie du temps, et
- hors du territoire continental, une autre partie du temps, etc., etc.

La créature inscrite, le contrat inscrit, sont nôtés de droit et légalisent au lieu de leurrer ; il ne peut pas prescrire contre eux tant que leur action subsiste ; en conséquence, on propose l'article suivant :

- La prescription ci-dessus énoncée ne peut pas être opposée au créancier dont la créance est inscrite, pourvu que l'inscription soit antérieure à la transcription du titre du tiers acquéreur et du tiers détenteur, et qu'elle n'ait jamais cessé d'être en valeur.

Art. 58. Au lieu de dix et vingt ans, la prescription ci-dessus énoncée.

Mais on relit ce titre, plus on voit les embarras, les procès que ce genre de prescription entraîne, les fraudes auxquelles il peut donner lieu, l'impossibilité de prouver la mauvaise foi qui doit l'annuler, et qui subsiste presque toujours, plus on est convaincu que le parti le plus sage qu'il puisse prendre le législateur, est d'adopter le parti qui rétablit la plus grande partie de la France, à cet égard, et de rejeter ce genre de prescription.

Art. 51. En conséquence de ce qu'on a demandé au titre du *lease d'engages*, on ajoute à l'article :

- Après dix ans, l'architecte et les entrepreneurs de constructions sont déchargés de la garantie du gros ouvrages qu'ils ont faits.

#### Section de la prescription, à ajouter :

- Toute instance, même conteste, en quelque état que soit l'instruction, est perime par la discontinuation des procédures pendant trois ans.
- Toute partie, tant commandement, tant citation ou assignation, sont périmés, par le défaut de poursuite pendant trois ans.
- Les trois ans se comptent à partir du lendemain du jour où le dernier acte de procédure a été signifié.
- Tout acte de procédure fait dans l'intervalle interromp la prescription.
- A la fin du dernier jour de la troisième année, la périmé est acquise de plein droit.
- La partie qui a acquis la prescription n'a pas besoin de demander qu'elle soit déclarée acquise, il l'appose comme exception, si son adversaire veut reprendre les poursuites.
- L'instance périmée ne peut être ni prorogée l'instance ; elle l'interrompt pas la prescription qui a couru pendant son cours, comme si elle n'était jamais existée.
- Si l'action expire dans l'instance tombée en prescription n'est pas présente, celui dont l'instance est périmée peut l'exercer de nouveau.
- Si la prescription a été acquise en cause d'appel, l'appelant ne peut plus reprendre son appel, la prescription emporte de plein droit la confirmation du jugement.
- Les dépens de l'instance périmée sont éteints.

#### SECTION IV.

##### Des autres prescriptions.

Art. 52. Ajouté à la nomenclature des actions

dont cet article prononce la prescription par six mois :

- Celles de : louage de meubles, du aux, carrosses, bateaux, et autres effets mobiliers généralement quelconques.

Art. 53. Des que la prescription s'acquiert immédiatement la continuation des fournitures, elle doit être acquise pour chaque article séparément, le jour où il s'est troublé six mois depuis sa livraison. On propose la rédaction suivante :

- La prescription dans les cas ci-dessus énoncés a lieu pour chaque article, et de jour à jour, quoiqu'il y ait eu continuation de fournitures, livraisons, services, loyers et loyers.
- Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu complétement, cédant ou obligation, ou citation en justice non périmée.

Après l'article 58, il serait essentiel d'ajouter d'autres prescriptions absolument omises :

1° Les lettres et billets de change sur lesquels l'ordonnance du commerce l'avait prononcée ;

2° Les lettres et billets payables à vue ou à volonté, sur la prescription desquels les lois ont gardé jusqu'à présent un silence muet ;

3° Les créances résultant de toutes les autres opérations de commerce.

On a une foule d'exemples de créances répétées, qu'on s'en est vu acquiescées, soit parce que les titres de libération ont été perdus, soit parce que, l'extinction des créances s'étant opérée par compensation, on n'a eu n'importe de leur constater et de relater les titres.

D'ailleurs on ne peut pas s'imaginer, dans une profession où on a le plus grand intérêt de faire continuer continuellement son argent, on s'occupe longtemps d'exiger une créance réelle et légitime.

Le soin du commerce, la sûreté des négociants ; l'intérêt public ont à être vigilants et exacts, la sûreté d'assurances d'incendie et la ponctualité dans toutes les opérations de commerce, provoquant les dispositions suivantes :

- Les promesses, lettres et créances des banquiers, négociants, manufacturiers, artisans et artisans, et autres banquiers, négociants, marchands, manufacturiers et artisans pour fait de commerce ou fait de lettres et billets de change et en général tous les billets et effets de commerce, prévalent par cinq ans, à compter du jour de leur échéance, s'ils sont payables à jour déterminé, du jour de leur date, s'ils sont payables à vue, s'ils sont de jour de vue, à volonté et sans terme fixe.

Les comptes courants entre marchands, négociants, banquiers, manufacturiers et artisans, sont pour manufacturiers, soit pour affaires de banque, prévalent par cinq ans, pour chaque article, de jour à jour, quoiqu'il y ait continuation d'affaires.

Les comptes en participation se prescrivent par cinq ans, à compter du jour de la dernière opération de l'association en participation, quoiqu'il y ait eu de plus d'autres affaires en participation entre les mêmes personnes.

Les comptes entre associés se prescrivent par cinq ans à compter du jour de la dissolution, s'il n'y a point eu de compte de liquidation arrêté ; s'il y en a eu, par cinq ans, à compter de la date de chaque soude du compte de liquidation.

L'article 59 doit être le dernier de cette section, parce que la prescription de la revendication du meuble perdu ou volé court contre le voleur.

Deux commissaires trouvent le terme de trois ans trop long pour une pareille revendication ; ils

proposent de le fixer à six mois ou an au tout au plus; sans cela, il peut y avoir des recours si multipliés, que les frais surpassent prodigieusement la valeur de la chose. On a vu différents recours pour un rival mettre en cause vingt personnes, dont chacune demandait à prouver des faits différents qui s'étaient passés dans des lieux éloignés les uns des autres.

Un commissaire est d'avis de l'artirle.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

On demande : 1<sup>o</sup> qu'on ajoute à la nomenclature des lois émises par le Code, « les lois des différents corps législatifs, les arrêtés du Gouvernement » ;

2<sup>o</sup> La radiation de ces mots : conformément à ce qui est expliqué dans le livre préliminaire.

Les réflexions qu'on a proposées prouvent la nécessité de supprimer cette restriction, et de promouvoir l'autorité absolue de toute la législation en matière sur les objets compris dans le Code.

3<sup>o</sup> Que le Code comprenne toutes les relations civiles : on a prouvé combien cette universalité de disposition est nécessaire et facile ; combien la division d'un Code civil, en parties brèves, qui figurait par file les éloges, et le nécessaire de recourir aux anciennes lois, entraîneraient de maux et d'embarras qui forceraient à relondre encore une fois la législation, et diminuerait la gloire d'un gouvernement qui veut enfin réaliser le projet millénaire formé jusqu'à ce moment d'une législation complète pour la plus grande nation qui ait jamais existé.

Un renouveau, en terminant ces observations, la veut si souvent émis que chaque disposition de ce Code tende à la régénération du peuple qu'il doit servir, c'est-à-dire soit fondé sur cette raison naturelle que l'être supérieur donne à chaque homme pour le diriger, sur ces principes simples qui doivent assurer le bonheur de chaque citoyen et la prospérité du corps social :

« Le travail est un devoir de chaque citoyen.

« La propriété est le prix et la récompense du travail.

« La propriété est la cause et la base du pacte social.

« La restauration et le maintien de la plénitude de ses droits doivent être l'objet des lois. »

S'il s'élève des contestations entre les membres du corps social, elles doivent être dérivées par ces maximes :

« Poursuivre pour les autres ce que vous voulez qu'ils fassent pour vous. »

« Ne faites jamais aux autres ce que vous ne voulez pas qu'ils vous fassent. »

Ainsi, en se mettant dans l'examen de chaque disposition, à la place de chacun des deux époux, des pères et des enfants, des tuteurs et des mineurs, des propriétaires et de ceux qui travaillent pour eux, des vendeurs et des acheteurs, des créanciers et des débiteurs, on aura la législation la plus naturelle, et par conséquent la plus douce, la plus juste, la plus honorante qui ait jamais existé ; une législation capable d'assurer le bonheur du peuple français, et couronne au génie, à la magnanimité et à la philanthropie de ceux qui le gouvernent.

VOUTY, VILLET, RIUSSET, commissaires,

#### OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SÉANT À METZ, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

En se livrant à l'examen du Code civil, les

magistrats qui composent le tribunal d'appel séant à Metz se sont pénétrés de la plus vive reconnaissance pour le gouvernement qui a conçu le projet de sa rédaction, et pour les juriconsultes qui l'ont exécuté ; ils s'applaudissent de rencontrer l'occasion de leur en offrir l'hommage.

Ce travail présente, dans son ensemble, un plan de législation qui embrasse tous les actes de la vie sociale ; toutes ses dispositions sont exprimées avec clarté et précision.

L'ordre observé dans la distribution des livres, des définitions exactes et précises qui précèdent toute disposition particulière, contribuera encore à rendre ce travail plus précieux, puisqu'il les deviendront des règles invariables d'interprétation dans les circonstances infiniment variées que la loi ne peut ni ne doit prévoir.

Le caractère le plus essentiel d'une loi est de servir au peuple à qui elle est édictée ; ce qui exige, dans le législateur, des connaissances profondes de la morale et du droit politique, et c'est ce que l'on trouve marqué dans le projet de Code civil. Il n'est, en effet, pas permis de s'exprimer ainsi, que l'épuration de notre ancienne jurisprudence, que l'abolition de ce que nos lois, si variées nos coutumes, avaient conservé de la barbarie des siècles d'ignorance, et dont l'observation était plutôt un culte superstitieux que la soumission à des lois utiles ; ce serait que les mœurs, que les habitudes du peuple, sont disposées à le recevoir, et que le passage d'une législation à une autre sera presque insensible, ne soulèvera aucun opinion, aucun intérêt particulier, et que ses effets seront vus par tous comme un bienfait.

Pénétrés de ces sentiments, les magistrats composant le tribunal d'appel séant à Metz, n'ont abordé l'examen du Code civil qu'avec une extrême confiance sur leurs propres lumières ; et s'ils présentent quelques observations, ce seront plutôt des doutes qu'ils proposeront et au Gouvernement dans lequel ils ont placé la plus grande confiance, et aux sages juriconsultes auxquels il a confié la rédaction du projet, qu'elles ne seront une critique de leur travail.

#### LIBRE PRÉLIMINAIRE.

##### TITRE III.

Art. 2. Cet article est celui qui règle le jour auquel les lois seront exécutoires dans chaque partie du territoire de la République. Il détermine que ce sera à compter du jour de la publication aux tribunaux d'appel.

Obs. Les tribunaux d'arrondissement et les tribunaux criminels sont tribunaux d'appel, les premiers par rapport aux juges de paix, les seconds par rapport aux tribunaux de police correctionnelle.

Sont-ils compris dans la dénomination générale de tribunaux d'appel ? ou bien l'article n'entraîne-t-il pas que des tribunaux que l'organisation judiciaire désigne sous la qualification de tribunaux d'appel ?

L'une et l'autre interprétation amène de grands inconvénients. Dans le premier cas, le même loi, sous le rapport du même tribunal d'appel, serait exécutoire à des époques différentes.

Dans le second cas, le loi ne prend pas racine dans les tribunaux d'arrondissement apprendront l'époque de la publication au tribunal d'appel.

Il serait essentiel d'introduire un moyen simple et économique de la leur faire connaître.

##### TITRE IV.

Art. 3. Cet article est celui qui détermine que

les lois prohibitives emportent la nullité, quoique la peine n'y soit pas exprimée.

Obs. Il est des lois prohibitives qui prononcent elles-mêmes la peine attachée à leur infraction, si semble qu'elles devraient être exceptées de celles qui emportent nullité.

## LIVRE PREMIER.

### TITRE PREMIER.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### Dispositions générales

La distinction entre les droits de citoyens et ceux résultant de la loi civile française n'est pas à la portée de tout le monde; ils seront aisément confondus par ceux qui ne font pas une étude particulière des lois.

L'article 4 de ce chapitre avertit qu'il faut les distinguer, et c'est pour éviter toute équivoque sur ce point, que l'on pose qu'il conviendrait qu'il fut placé le premier du chapitre.

### TITRE II.

Art 19 Cet article régit les cas où les mariages, naissances, décès, peuvent être justifiés par les registres ou papiers domestiques, ou par témoins; et il détermine que ce genre de preuve ne peut être admis que si les registres ont été perdus, ou qu'il n'y en ait point eu.

Obs. L'exécution rigoureuse de cet article entraînerait des inconvénients bien fâcheux pour le temps qui s'est écoulé dans les premières années de la Révolution, surtout dans les pays frontières ou conquis.

C'est la situation que se sont manifestée, avec une opacité qui convient à peu le caractère de la révolution, les différences dans les opinions religieuses et les mœurs par les autorités civiles. Un grand nombre de citoyens auraient compromis leur conscience s'ils avaient reconnu le caractère des officiers civils chargés de la tenue des registres; de manière qu'il y a beaucoup de naissances, de mariages et de décès dont il n'existe aucune trace sur les registres publics.

Il serait à désirer qu'une loi particulière accordât aux parties intéressées au-delà pour rectifier leur omission, passé lequel les choses retourneraient dans la disposition générale de la loi.

Il serait encore utile d'excepter de la rigueur de l'article, pour les temps antérieurs à la publication du Code civil, les pays réunis, ou l'on ne connaissait pas les lois françaises qui prescrivaient la tenue des registres pour constater l'état civil.

Enfin il serait bien utile que le ministre de la justice fixât par un décret l'attention des commissaires du Gouvernement sur cet objet bien important, relativement aux pays réunis.

### TITRE III.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art 25. Cet article détermine les précautions à prendre pour constater les naissances pendant les voyages de mer.

Obs. Il semblerait utile que la feuille soumise par le capitaine et deux personnes de l'équipage, qui doit être remise par le maître à l'arrivée du navire, restât annexée au registre de l'état civil qui doit être déposé au tribunal d'arrondissement.

Art 27. Cet article veut qu'il soit fait mention, en marge de l'acte de naissance, de la déclaration postérieure du père qui n'aurait point alors reconnu l'enfant.

Obs. Lorsque cette déclaration est faite, il est possible que les doubles registres, qui contiendraient l'acte de naissance, soient déjà sortis des mains de l'officier de l'état civil; dans ce cas, il ne pourrait donc être fait mention de la reconnaissance du père qu'en marge du double qui est resté entre ses mains; et dès lors l'acte de naissance serait incomplet sur les deux autres registres.

Le commissaire du Gouvernement près le tribunal d'arrondissement qui est chargé de la vérification des registres, devrait l'être aussi de faire annoter en marge des actes de naissance, ceux de reconnaissance postérieure lorsqu'ils en rencontreraient.

### SECTION II.

Art. 35. Cet article détermine que le mariage ne peut être célébré que huit jours après la seconde publication.

Obs. Il existe des exemples de mariages célébrés avant le délai fixé par la loi, soit par l'effet de l'ignorance des officiers de l'état civil, soit parce qu'ils ont délibéré avec mollesse à des circonstances.

Dans ce cas, le mariage est-il nul, et faudra-t-il le réhabiliter pour le valider? Cette formalité ne serait-elle nécessaire que lorsqu'il sera survenu des oppositions dans le délai déterminé par la loi? Si ces oppositions étaient jugées valables, quel serait le sort de l'enfant qui aurait été conçu, et quel genre de punition à l'officier public qui se serait rendu coupable?

Il serait à désirer que le Code civil prévînt ces cas.

### SECTION IV.

Art 56. Cet article détermine par qui et dans quel délai la déclaration de décès doit être faite.

Obs. Il arrive souvent que ceux qui doivent faire cette déclaration ont intérêt à la retarder et de dissimuler l'heure du décès; on a vu même des contestations importantes de cette dissimulation; et toujours les magistrats ont été embarrassés de déterminer le genre de preuve qui pouvait en être donné.

Ne pourra-t-on recourir qu'à la voir criminelle de l'inscription de faux; ou bien admettra-t-on civilement la preuve testimoniale? et, dans ce cas, quel genre d'incrimination qui se serait rendu coupable de la dissimulation? Il serait utile que la loi, ou plutôt le criminel, prévînt la question et que, dans le doute, le Code civil renvoyât au Code criminel.

Art 64. Cet article prévoit le cas de mort dans un voyage de mer.

Obs. On ne peut que répéter ici l'observation déjà faite sur l'article 25 de la section 1<sup>re</sup> du titre II.

Art 65. Il fixe les formes des actes de décès de ceux qui ont subi la peine de mort.

Obs. Il serait bien à désirer que ces actes de décès ne fussent pas soumis à la condamnation et du sursis; autrement l'exécution de la loi contribuerait à maintenir le préjugé qui perpétue le déshonneur dans les familles.

L'Assemblée constituante avait prévu cet inconvénient par la loi du 21 janvier 1790, et paraitrait qu'il d'en maintenir les dispositions.

### SECTION V.

Art 67. Cet article détermine la forme de rédaction des actes de l'état civil; et il porte pour disposition finale qu'on aura soin d'écrire que de raison ou abréviatur et dates mises en chiffres.

Obs. C'est une précaution bien sage que de prescrire les abréviatures et dates en chiffres, surtout à

raison de la trop grande facilité de falsifier : mais suffit-il de dire qu'on aura tel égard que de raison, et n'est-ce pas maintenir l'incertitude dans l'esprit des citoyens ?

Pourquoi, lorsque l'article 69 prescrit aux commissaires du Gouvernement l'obligation de vérifier l'état des actes de l'état civil, et lorsque l'article 70 détermine les moyens de rectifier les vices qui se seraient glissés dans leur rédaction ; pourquoi, dis-je, ne pas aussi leur leur attention sur les aberrations et les fautes mises en chiffres ? Ce serait un moyen bien assuré de montrer aux officiers de l'état civil l'importance que l'on attache à l'observation de l'article 67, et un moyen sûr de les amener à son exécution.

#### TITRE IV.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 9. Cri arriéré déterminer le temps après lequel les parents ou le degré successif d'un absent, peuvent se faire envoyer en possession provisoire, et il fixe ce délai à cinq années lorsqu'il n'y a pas de protestation.

Obs. Mais qui administrera pendant cinq années, qui dirigera les actions qui peuvent appartenir à l'absent, et qui peuvent se prescrire pendant ce laps de temps ?

L'intérêt public, comme celui de l'absent et des héritiers, demande que la loi prononce sur cette question.

Art. 12. Il exige que les successibles demandent caution pour jouir du droit de la mise en possession provisoire.

Obs. Mais cette caution doit être valable ; et sur ce point le commissaire du Gouvernement doit être établi contradicteur dans l'intérêt de l'absent.

Qui encore même justifiera, si les parents ou le degré successif ne peuvent donner cette caution valable ?

Enfin les enfants ne sont-ils obligés de donner caution ? Cria paraissent injustes, sous la puissance paternelle, ils sont présomus n'avoir aucune propriété.

Art. 14. Le second paragraphe de cet article commence par ces mots, *ils ne peuvent obtenir ni hypothéquer ses immeubles* ; et il faut rechercher à l'article 13 le motif sur lequel se fonde le premier ser.

Obs. Pour éviter toute équivoque, il faudrait répéter ici le mot absent.

Art. 14 et 17. Le premier détermine que l'envoi en possession provisoire peut être converti en définitif après trente années révolues, et qu'alors la propriété inamovible est acquise aux parents.

L'article 17 dit qu'après ces trente années, pour que les enfants puissent réclamer les biens de leur auteur, il faut qu'ils justifient : 1° de l'époque certaine de la mort ; 2° qu'à cette époque ils étaient mineurs.

Enfin il est exigé, pour troisième condition, qu'il ne se soit pas écoulé trente années depuis leur majorité.

Obs. Il est dans l'ordre des choses possibles que des enfants se trouvent, malgré eux et par suite d'événements qu'ils ne peuvent prévoir ni vaincre, dans l'impossibilité, soit de le représenter avant trente années, soit de justifier de l'époque certaine de la mort de leur auteur ; et dans ce cas, il paraît dur et injuste de les priver de toute espèce de droits sur les biens qui lui appartiennent.

Il peut aussi y avoir de grands inconvénients à laisser plus longtemps les propriétés incertaines

et les héritiers postérieurs, maîtres d'usurper la confiance publique par une fortune apparente, et qui empêcherait la première réclamation d'un enfant de l'absent.

Mais, d'abord, l'intérêt des créanciers ne doit être d'aucune considération, parce que c'est à eux à connaître le montant des affaires de leur débiteur avant de placer leur confiance en lui. Minutier ne saurait-il pas, dans l'intérêt public et particulièrement, de donner aux héritiers présumés, après les trente années révolues, tous les droits de propriété, à l'exception de ceux d'hypothèque et d'hypothèque ?

Dans le cas, la caution serait déchargée de plein droit ; ils seraient tenus de rendre au compte des fruits ; on ne pourrait leur reprocher dans leur administration aucune faute, même la plus grave, sauf le cas de dol.

L'enfant, qui rentrerait dans la jouissance des biens de son père, sera tenu de tous leurs fruits, sans avoir aucun recours à diriger contre eux ; il serait tenu de leur rembourser les impenses et améliorations de toute espèce.

Ainsi il ne serait pas victime des événements qui ont été imprévisibles de lui ; et les héritiers bénéficieraient sur leur administration, sans que l'intérêt public en souffrît.

Art. 21. Il détermine que, jusqu'à l'envoi en possession provisoire, les créanciers de l'absent et les parents d'un tiers ou tiers peuvent exercer leurs droits contre lui par décret, sans qu'il soit besoin de nommer un curateur.

Obs. Les observations se font sur cet article ne peuvent être que le développement de celles qui ont été présentées par l'article 14. On a demandé sur l'article 14 que donc administrerait pendant les cinq années d'absence après lesquelles seulement on peut demander l'envoi en possession ; et dans l'administration on comprendrait alors les actions qui appartiennent à l'absent, et qui pourraient périr.

Il semble que l'article 22 est tout à la fois injuste et immoral : injuste, puisqu'on pourra obtenir contre l'absent des jugements par défaut, mais que les juges qui les prononceraient connaîtront les moyens de défense ; immoral, en ce que l'on pourra se porter à toute espèce de fraude pour acquérir des biens appartenant à l'absent, sans qu'une partie intéressée puisse la découvrir et la faire connaître.

La loi romaine, en exigeant que le libellé de la demande fût placé à la porte du domicile du défendeur, pouvait présupposer que le premier moyen se présenterait comme défendeur ; mais sans peut-être s'en rendre compte, dit le 4<sup>e</sup> l'absent, *si de domo infecto. Ut si venditor, ajoute la glose, se defensor offerenti.*

Mais nos mœurs ne permettent pas de présumer cette démarche officieuse, et nos formes ne l'autorisent ni pas.

Il faut donc, ou que la loi nomme un administrateur dans la personne d'un curateur, ou qu'elle devienne, et de beaucoup, l'envoi en possession provisoire.

La circonstance d'un bail à renouveler est surtout ici d'une grande considération par rapport aux terres arables, et principalement depuis que le droit de tante reconduction est abrogé.

La loi du 21 août 1790 porte bien que les commissaires du Gouvernement veilleront aux intérêts des absents indolents ; mais cette disposition, qui ne peut être applicable qu'aux difficultés portées devant les tribunaux, est loin de parer à tous les inconvénients.

## SECTION III.

Art. 29. Il donne à la femme le droit de demander l'envoi en possession provisoire, lorsque l'absent n'a point laissé de parents habiles à lui succéder.

*Obs.* Cet article est le seul dans lequel le projet s'occupe des intérêts de la femme de l'absent; et le cas qu'elle suppose est infiniment rare.

Mais, s'il existe des parents habiles à lui succéder, que deviendront ses intérêts, soit avant, soit après l'envoi en possession provisoire?

Le problème n'est pas en, si la communauté n'est pas profitable au moment auquel l'absence se déclare, puisqu'elle peut, remonter, demander la séparation de biens et poursuivre l'exercice de ses droits comme tous les créanciers dont parle l'article 22 de la section I<sup>re</sup> de ce chapitre.

Mais si la communauté a profité, s'il est avoué par la femme de la maintenir, sera-t-elle cependant obligée et de la voir disputer par au abandon total pendant les cinq années qui précéderont l'envoi en possession des parents, et de la voir passer toute entière entre les mains des héritiers présomptifs, et cela parce que l'absence n'est pas mise au rang des causes qui font cesser la communauté?

Il serait bon que la loi prévît et évitât l'inconvénient, peut-être en lui laissant l'administration, lorsque l'absent n'a pas laissé de parent, et en lui donnant le droit de demander un partage provisoire, lorsque l'envoi en possession provisoire est prononcé après les cinq années révolues. En tous cas, il faut que la loi prenne à son entretien.

## SECTION VI.

Art. 31. Il prononce qu'en cas de décès de la mère pendant les cinq années, il sera nommé un tuteur après six mois.

*Obs.* Il paraît qu'il y a ici une équivoque qu'il faudrait éviter; car il est difficile d'appeler voir le motif pour lequel on ne peut donner pas de suite à l'élection de ce tuteur, et qu'ainsi les tuteurs resteraient dans l'indécision.

## CHAPITRE III.

Art. 33. L'administration municipale est chargée par cet article de prendre les mesures nécessaires pour la conservation et la régie des biens de l'absent pour la défense de la République.

*Obs.* Est-ce l'administration municipale du lieu du domicile, ou celle de la situation des immeubles?

Mais le premier cas, les propriétés peuvent être situées loin du territoire; et quelles seraient alors les mesures qu'elle prendra pour cette régie?

Mais le second cas, la régie n'est directe, il est vrai, mais elle serait moins d'intérêts.

Il paraît utile de charger la municipalité du domicile de surveiller les héritiers de son territoire, et d'instruire de l'absence du défunt, les autres municipalités où il aurait des propriétés, afin qu'elles surveillassent de leur côté; ou bien peut-être d'imposer seulement à la municipalité du domicile l'obligation d'écrire de la famille de l'absent, pour la défense de la République, la désignation d'un de ses membres, qui administrerait sous sa surveillance.

## TITRE V.

## CHAPITRE PREMIER

Art. 41. Il défend aux mineurs de vingt-cinq ans de se marier sans avoir requis le consentement de la famille.

L'article la prescrit une double assemblée, et

veut que, dans le cas où le mineur n'aurait ni tenu vingt-cinq ans, il soit passé outre au mariage, sur le vu des procès-verbaux.

Enfin il est dit que la famille n'est pas obligée de voter sur ses vœux.

*Obs.* Sans doute, l'absence de la loi n'est pas de nature à être forcée la nécessité qu'elle établit de requérir la famille avant de passer outre au mariage du mineur, ce qui serait cependant, s'il suffisait de justifier que les assemblées ont eu lieu pour que le mariage fût légitimement contracté, soit que la famille ait consenti ou non.

Que la loi l'autorise ainsi lorsque les parents n'ont point exprimé de motifs, cela est juste, parce qu'alors il s'agit contre eux, une présomption qu'ils n'ont nul point de légitimité.

Mais s'ils ont exprimé, mais si ces motifs sont fondés en raison; si la raison, si les mœurs, si le bonheur du mineur demandent qu'on ne l'abandonne pas à la passion qui le domine; pourquoi, dans ce cas, le mariage ne serait-il pas établi l'intermédiaire entre le mineur et la famille pour régler les motifs et prononcer en conséquence?

Mais, notre ancien jurisconsulte, le fils de famille pouvait contracter mariage après les consultations respectives; mais il fallait qu'il eût atteint trente années; et alors la loi le permettait, avec raison, affranchi de l'esclavage de ses passions dérangeantes qui ôtent la possibilité de toute espèce de prévoyance.

Certes, le mariage de 21 ans est loin d'offrir ce point d'assurance, et la liberté qu'on lui donne, est le condamnait presque infailliblement à de grandes erreurs sur l'acte le plus important de sa vie.

Cet article offre encore une nouvelle observation à faire: il dit: *si la famille refuse son consentement*. Mais quand sera-t-elle cause l'acte refusé? Faut-il qu'il y ait uniformité d'opinions, ou bien sera-ce la majorité des suffrages? Et dans le cas de divergence, quelle est l'autorité qui prononcera s'il y a lieu en une assemblée une seconde fois?

## TITRE VI.

## CHAPITRE II.

## SECTION PREMIERE.

Art. 20. Suivant cette disposition, le jugement qui prononce la divorce est rendu à huis clos, prononcé publiquement; mais il n'exprime aucune cause.

*Obs.* Le but de cet article est d'empêcher le scandale qui naît de la publicité des motifs qui ont provoqué le divorce. C'est assez par cette raison que les juges d'instruction doivent demeurer secrets, suivant l'article 21.

Mais les pères d'instruction n'acquiescent-elles pas au genre de publicité qui s'éloignera du but de la loi, s'ils sont dans le cas de subir la formalité de l'enregistrement?

Ne serait-il pas utile de les en affranchir, en acquiesçant le jugement à un droit uniforme équivalent à ceux qui auraient été acquiescés publiquement?

Art. 21. Il est dit qu'en cas d'appel, l'affaire sera encore jugée à huis clos, d'après le rapport d'un juge à ce commis, et sans qu'il soit besoin de nouvelle comparution des parties.

*Obs.* Il semble d'abord que les conclusions du commissaire du Gouvernement devraient être exigées sur un objet qui intéresse aussi essentiellement l'ordre public.

Dire qu'il n'est pas besoin de nouvelle compa-

ration des parties, ce n'est pas les excès du droit de comparaitre et de présenter leurs observations.

Doivent-elles donc être appelées au rapport, et doit-il être dressé procès-verbal de leurs dires ?

Si les moyens sur l'appel tendent à faire prononcer la nullité de ce qui a été fait en première instance, et si, en effet, les parties ou le tribunal ont solé les formes prescrites, ou si la négligence du premier juge dans la rédaction des procès-verbaux dictée mal les faits et les conclusions, que devra faire alors le tribunal d'appel ?

Faut-il l'entendre de nouveau les témoins, faire de nouvelles interpellations aux parties ? ou bien renvoyer-là par-devant un tribunal d'arrondissement le plus prochain ? Il est bien que sa marche lui soit tracée, car s'il ne pouvait que prononcer la nullité, il s'exposerait que la demande en divorce serait repétée de lui, quoique les motifs existassent réellement.

## SECTION II.

Art. 32. Cet article accorde au mari l'administration provisoire des enfants, tout qu'il soit demandeur ou défendeur.

Où il est difficile de juger si cette disposition est bien calculée sur l'intérêt des enfants, que la loi doit seoir principalement en vue.

Si, par exemple, la femme est demandeur par la femme pour cause de l'adultère d'un mari qui tient sa conduite dans la maison commune, d'un mari co mari l'administration provisoire des enfants, c'est évidemment les permettre faire les mains de la conduite. Il est facile de développer les inconvénients qui pourraient en résulter; ils sont trop nombreux pour n'être pas assezt sentis.

Certes, dans ce cas, le mari est bien plus capable que le père qui pose à de secondes noces : cependant l'article 10, au titre des *testes*, veut qu'après de passer à de secondes noces, la famille délire s'il remettra ou non la tutelle; et l'on donnerait au premier, provisoirement, l'administration de ses enfants, lorsque il scandalise par une conduite coupable ?

La disposition relative à la tutelle, qui vient d'être citée, a principalement en vue l'intérêt péculaire des enfants; mais cet intérêt est-il donc plus précieux à la société que leurs mœurs, et surtout la première impression qu'ils reçoivent et qui laisse toujours des traces si profondes ?

D'après ces observations, on penserait que, dans tous les cas, et surtout si le père est défendeur sur la demande en divorce, la famille doit délire avant de lui confier l'administration provisoire.

Si ces observations ne sont pas admises, au moins faut-il s'occuper de l'éducation de l'enfant encore attaché au sein de sa mère, ou qui, ne pouvant encore se soutenir de ses propres forces, exactes sont continuellement qu'il ne peut recevoir que de sa mère. La liberté qu'aurait un père dur et cruel de l'en priver serait un outrage à la nature.

## CHAPITRE IV.

Art. 33. Il prononce que l'époux qui a obtenu le divorce conserve les avantages qui lui avaient été faits par l'autre époux, tout que les avantages aient été rétrogrades ou non.

Où il n'est pas sans exemple que l'un des époux se porte en tiers l'autre à des richesses telles que celles qui, d'après la loi, également la demande en divorce, et qui il n'a été conduit par des excès de même nature de la part de celui-ci.

Par exemple, un mari pourra être convaincu d'avoir mis les jours de sa femme en danger; mais il pourra prouver qu'antérieurement sa femme s'était rendue coupable d'adultère, et qu'il n'est sorti des bornes de la douceur et de l'innocence que par un sentiment profond de l'injure qu'il avait reçue.

Dans ce cas, et en supposant la preuve légale et des excès du mari et de l'innocence de la femme, le juge prononcera-t-il le divorce ? Et s'il le prononce, l'épouse demanderesse qui aura brisé son désamour, peut-être pour s'être à son complice, recueillera-t-elle les avantages matrimoniaux qu'elle aura reçus par son contrat de mariage ?

Que le divorce doive être prononcé, l'on pense que la question ne peut pas être un problème; l'intérêt public, celui des mœurs, se joignent à l'intérêt des époux, pour faire admettre l'adultère. Mais il ne paraît pas juste de faire dépendre de la seule qualité de demandeur le droit de recueillir les avantages matrimoniaux; ce serait, dans l'un pathétique que l'on vient de poser, couronner le crime et récompenser la demande en divorce.

Il paraît, d'après ces réflexions, qu'il serait bon d'ajouter une disposition d'après laquelle l'époux demandeur ne pourrait conserver ses avantages, lorsqu'il avait prouvé qu'il s'est rendu lui-même coupable de l'un des faits sur lesquels, d'après la loi, la demande en divorce est été fondée contre lui.

Il est cependant impossible de se dissimuler que c'est introduire sur cette matière infiniment délicate, une espèce de récomence qui peut avoir ses dangers.

Mais ils disparaissent en partie à l'ombre du mystère dont la loi revêtque toute l'administration sur le divorce. D'ailleurs, celui qui attendrait des faits par forme d'exception, serait astreint au même genre de preuves que le demandeur, l'acte de quoi l'exception serait repétée.

## TITRE VII.

### CHAPITRE PREMIER.

Art. 2. Cet article donne à tous ceux qui peuvent avoir intérêt à contester la légitimité d'un enfant, l'intérêt de le faire, lorsque le père est décédé; et est encore la famille de décevoir.

Où il n'est limité pas le temps pendant lequel ce droit de contester existera. Les héritiers collatéraux, qui ne sont guidés que par le seul intérêt péculaire, seraient-ils plus avantagés que le mari décédé qui avant à remplir son devoir grave, et à ne pas confier un nombre de ses enfants le droit de cette injure ?

Il paraît, d'après cette simple observation, que le droit de contester, accordé à ceux qui, ont intérêt, devrait être limité à l'espace qui restait à parcourir du temps accordé au mari pour décevoir.

Sans doute que, dans les cas où le mari ne peut de savoir, stipulé l'article 3, les parents ne pourraient aussi contester.

Mais il n'est pas encore où l'on devrait enlever ce droit à ceux-ci d'est celui où le mari a co commissure, pendant qu'il vivait, de la naissance de l'enfant, lorsqu'il a souffert dans l'intérieur de sa maison, si la mère est chargée de le nourrir, ou lorsque lui-même a contribué au choix de celle qui devait lui fournir les premiers aliments, à laquelle il aura donné ou même prouvé une certaine rétribution. Il paraît que ces premiers sous-estimation en faveur de l'enfant une espèce de possession d'état, à laquelle doit céder la présomption d'une naissance légitime.



Il faut bien observer que, lorsque le père désavoue, il est impossible de croire qu'il veuille, par une imposture atroce, rejeter loin de lui le premier gage de son amour pour la compagne qu'il s'est donnée, et qu'en se portant à cette démarche, il ne peut y être entraîné que par le sentiment profond d'une injure dont il ne peut douter; tandis que des héritiers collatéraux n'ont en leur faveur que la présomption qui sort d'une naissance prématurée, qu'ils n'ont aucun caractère personnel, qu'ils ne sont nés que par un intérêt pécuniaire, et qu'en leur demandant tout ce qu'ils ont de leur père, et de déshonorer sa mère; en sorte que la reconnaissance facile du père leur fait toujours valoir qu'ils ne faisaient d'ailleurs victimes de la perte qu'ils ont éprouvée.

Il est aisé de présenter sur ces observations ne sont applicables qu'à l'article 3, puisque la naissance tardive ou l'impossibilité physique de cohabitation peuvent toujours se prouver d'une manière positive.

#### CHAPITRE II.

Art. 22. L'article 21 pose en principe que la réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

L'article 22 détermine dans quels cas cette action passe aux héritiers.

Obs. Il est important de faire remarquer si cette action est imprescriptible à l'égard des héritiers dans les cas déterminés par l'article 22, comme elle l'est à l'égard de l'enfant, et de voir si, relativement à cette qualité de l'enfant, il n'y a pas lieu d' distinguer les héritiers directs des héritiers collatéraux.

#### TITRE VIII.

##### CHAPITRE II.

Art. 13. Il paraît que, s'il y a des enfants de divers lits, l'administration et la jouissance sont dévolues au père et à la mère à qui ces enfants appartiennent, à moins qu'il n'y ait communauté, auquel cas l'administration est au mari.

Obs. Il serait peut-être plus juste de priver les père et mère survivants de la jouissance des biens de leurs enfants, du moment qu'ils passent à de secondes noces, et de les rendre compatibles.

Alors on ne verrait pas une seconde communauté s'établir du revenu de biens qui ne lui opposeraient pas.

Mais on ne verrait pas un second mari ou une seconde femme user de patrimoine relativement à l'éducation et à l'entretien des premiers enfants, pour aggraver le bénéfice.

##### CHAPITRE III.

Art. 19. Il déclare saisissable par toutes sortes de créanciers le produit des biens compris dans la disposition offrande, lorsqu'ils excèdent ce qui peut convenablement suffire à la subsistance de l'enfant dissipateur.

Obs. Il paraît convenable d'ajouter *et de ses enfants*; ce sont eux qui sont l'objet de la disposition offrande; son premier but doit donc être de leur assurer la subsistance dans tous les temps.

Il serait immoral de leur présenter continuellement l'existence de leur père comme la cause des besoins qu'ils éprouvent, et sa mort comme le terme de leur malheur.

Il serait contraire à l'intérêt de la société que les enfants du dissipateur souffrissent dans leur enfance les vices malheureusement trop souvent attachés à l'indigence.

L'intérêt des créanciers ne doit être ici que d'une faible considération; l'expérience apprend assez qu'il n'y a presque jamais eu que l'insure la plus condamnable qui ait été victime des substitutions officieuses.

#### TITRE IX.

##### CHAPITRE II.

###### SECTION PREMIÈRE.

Art. 8. Cet article veut que, si lors du décès du mari la femme se trouve enceinte, il soit nommé un curateur à l'enfant à naître, lequel, à la naissance du posthume, est de droit subrogé tuteur.

Obs. En est-il de même lorsqu'il y a d'autres enfants mineurs auxquels il a déjà été nommé un subrogé-tuteur, conformément à l'article 7?

Il paraît que, dans ce cas, ce subrogé-tuteur pourrait aussi réunir la qualité de curateur à l'enfant à naître, pour, après sa naissance, prendre la qualité de subrogé-tuteur.

Comme on lui fait penser ainsi, c'est qu'on ne voit pas que le tuteur et l'enfant à naître ait d'autres fonctions à remplir que le subrogé-tuteur; il n'est que le serviteur de l'administration de la mère, et souvent point de ses intérêts sont les mêmes.

Enfin, il peut être intéressant de ne pas multiplier ceux qui ont droit d'y prendre part.

###### SECTION IV.

Art. 23. Cet article prescrit le cas où il est nécessaire de confier à la famille le choix d'un tuteur, et d'impose à tous les parents l'obligation de provoquer la convocation.

Mais il ne détermine pas comment sera composée cette assemblée; cependant il y a dans tous les cas du danger à donner la prédominance à l'une des deux familles du mineur, il serait donc à désirer que, conformément aux dispositions de plusieurs coutumes, l'assemblée de famille fût composée de parents paternels et maternels en nombre égal, et trois au moins de chaque côté.

Art. 28. Il donne aux parents convoqués le pouvoir de se faire représenter par des mandataires.

Obs. C'est une trop grande facilité d'introduire des étrangers dans l'assemblée de famille; ce qui est un inconvénient majeur.

Le mandataire portera le vœu du mandant; mais ce vœu peut être contredit par des motifs, ou qu'on ou verra pas développer devant des étrangers, ou qu'ils ne seront pas à même d'apprécier. Ainsi le mineur deviendra victime ou de la rancune d'un oncle, ou de l'ignorance des autres.

Enfin, si le vœu exprimé dans le mandat est rejeté, quelles connaissances aura le mandataire étranger pour en exprimer un autre?

Art. 36. Il veut que le conseil de famille nomme un subrogé-tuteur.

Obs. Ne serait-il pas bon qu'il fût pris dans la famille maternelle, si le tuteur est de la branche paternelle; et réciproquement?

Il est le contradicteur d'intérêt; des liaisons trop intimes entre eux ne peuvent compromettre les intérêts du mineur.

###### SECTION V.

Art. 46. Cet article confie la nomination de ceux que la loi dispense de la tutelle.

Obs. Pourquoi ne pas y comprendre les magistrats nommés à vie, qui doivent tous leurs instants à leurs fonctions, et qui cependant une tutelle pourrait être confiée à quelques-uns, même pour plusieurs années consécutives?

Art. 53. Il suppose encore que le tuteur nommé peut être représenté par un mandataire.

Le même article 53 détermine le délai dans lequel le tuteur nommé peut présenter ses excuses, s'il était absent lors de sa nomination ou de la convocation.

Obs. Même observation que sur l'article 28.

S'il réduit au seul cas de l'absence la possibilité de proposer les excuses après la nomination, c'est qu'il suppose que dans tout autre cas elles ont pu être portées par un fondé de pouvoir.

Si l'on pensait qu'il fallait exclure de l'assemblée les mandataires, alors il deviendrait nécessaire de reporter la faculté donnée à raison de l'absence, à tous les cas légitimes qui ont empêché de se rendre à l'assemblée.

Art. 80. Tout partage dans lequel un mineur est intéressé doit être fait en justice.

Obs. Est-ce devant la justice du pria, ou au tribunal d'arrondissement? Ce tribunal serait-il celui de la situation des biens, ou celui du domicile des déulseurs sur l'action en partage, ou celui de l'ouverture de la succession?

Un seul mot peut résoudre ce problème, et c'est surtout en matière de juridiction qu'il ne lui point d'équivoque.

#### SECTION VIII.

Art. 100. Le juge de paix doit, suivant l'article, arrêter les comptes du tuteur, en fixer le résultat, sans l'appel devant le tribunal d'arrondissement.

Obs. Jusqu'à présent le juge de paix est, reintroduit aux autes de tutelle, considéré comme membre de la famille; il a voix délibérative, et même prépondérance dans le choix des tuteurs et subrogés-tuteurs. et tout à coup le voilà premier juge des opérations de ceux-là même auxquels il a confié l'administration.

Il est difficile de lui croire, dans ce cas, toute l'impartialité nécessaire pour être juste.

Ne vaudrait-il pas mieux lui laisser le caractère du particulier, le charger de la rédaction des débats sur les objets qu'il ne pourrait terminer, et renvoyer aux tribunaux à prononcer suivant leur compétence réglée par le montant des sommes en débat?

Alors les comptes ne deviendraient judiciaires que dans le cas où ces difficultés ne seraient pas épuisées, et seulement sur l'objet de ces difficultés; ce qui empêcherait que souvent les frais s'absorbassent la faible fortune du mineur.

L'expérience apprend que souvent la fortune entière des mineurs dépend de l'événement du compte de tutelle; et cependant, sans aucun égard à l'intérêt qu'il présenterait, on rangerait son apurement dans la classe des objets qui, en justice, valent le moins de solennité!

#### CHAPITRE III.

Art. 112. Le tuteur, suivant cet article, ne peut se marier avec sa pupille, ni marier sa pupille avec son fils, ou son pupille avec sa fille, avant qu'ils aient vingt-cinq ans accomplis.

Obs. La majorité ne suffit pas pour prévaloir contre la fraude ou la surprise qu'on lui veut prévenir; il faut encore que le compte soit rendu et apuré.

Jusqu'à-là, le mineur devenu majeur est toujours sous une espèce de dépendance de son tuteur; et souvent le tuteur emploierait d'odieux subtils fuges pour provoquer de pareils mariages, uniquement afin de se dispenser de compter.

Comment, d'ailleurs, le mineur devenu majeur pourra-t-il repier ses conventions matrimoniales,

s'il ne connaît dans tous ses détails l'état de sa fortune?

#### TITRE X.

##### CHAPITRE II.

Art. 4. Il fixe les causes qui seules peuvent donner lieu à l'interdiction; elles sont : l'imbécillité, la démence ou la fureur.

Obs. La loi renvoie pécuni au rouge des furieux ou des hommes en démence, ceux qui disaient leur bien.

La loi première II. de *curat fur.* définit ce genre de fureur; elle en trace les caractères; et elle impose au préteur l'obligation de surveiller ce genre de furie, d'exprimer qu'elle n'y détermine par intérêt pour les mœurs publiques.

Il s'agit à désirer que la loi prononçant sur cette question, qui pourra faire naître du doute; car il est vrai de dire que le prodigue, tel que le définit cette loi, est véritablement dans une sorte de démence ou de fureur : qui neque *finem ne tempus expensarum habet, sed bona sua dilapidando vel dissipando profundit.*

Art. 13. Dans le cas prévu par cet article, le commissaire doit être assisté du juge de paix et de l'un de ses assesseurs, ou de deux assesseurs.

Obs. Cet article doit être changé depuis la loi qui supprime les assesseurs des juges de paix.

Art. 20. Cet article, en prescrivant la forme dans laquelle doit être tenu le tableau des interdits destinés à une colonne pour l'inscription des jugements d'appel qui auraient confirmé ou révoqué le jugement d'interdiction.

Obs. Il suppose donc que l'inscription du jugement d'interdiction prononcé en première instance doit se faire, sans égard pour le droit d'appel.

Cependant ce serait une erreur de croire que la publicité du jugement qui aurait infligé pût résorber le tort que la première décision a porté au crédit de celui qu'on a injustement privé de sa liberté.

Cette funeste impression a peine à se détruire; cependant on serait l'alternatif que de maintenir l'inscription, quoique le correctif se trouvât pas dans la colonne suivante.

Il n'y a pas d'homme qui, dans ce cas, ne ferait de grands sacrifices pour effacer jusqu'à la dernière trace de la ténacité qu'on a dirigée contre lui; et il peut être bien important pour un esprit faible de ménager ce genre de sensibilité.

Art. 29. Il détermine que la femme peut être tutrice de son mari interdit; mais il veut que le conseil de famille determine les règles et les conditions de son administration, conformément aux conventions qui régissent les droits des conjoints, sans le droit d'appel au tribunal de première instance, qui, dans ce cas, juge en dernier ressort.

Obs. Pour parvenir à ce règlement, il faut que ces droits soient déterminés pour les parties qui peuvent être liguées.

Le conseil de famille est donc juge en première instance de ces droits.

C'est remettre les droits de la femme entre les mains de ceux qui, le plus souvent, auront intérêt de la sacrifier; car, sans doute, c'est dans la famille du mari que le conseil se prendra.

Une courte expérience a fait assez sentir l'abus des tribunaux de famille, pour qu'on aie hésiter de les renvoyer sous d'autres dénominations.

Quelle confiance peut inspirer un tribunal où les connaissances et les vertus des juges dépendent uniquement du hasard?

Le préteur, soumis au tribunal par sa commu-

sion, a été approuvé, pour l'envoi ou être fait au ministre de la justice.

Signe : PECHER, président ;

THIBEAULT, greffier.

## LIVRE II.

### TITRE PREMIER

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 3 Cet article déclare immeubles les récoltes produites par racines et les fruits des arbres non recueillis.

Obs. Cette disposition tient à la nature des choses. Les récoltes, encore inhérentes au fonds, doivent être, pour le propriétaire, de même nature que le fonds lui-même.

Mais en sera-t-il ainsi pour le fermier non propriétaire du fonds, et à qui la récolte seule appartient, moyennant la redevance qu'il s'est obligé d'acquiescer annuellement ? Il paraît que, par rapport à lui, la récolte même non encore recueillie doit être réputée meuble.

Cette question est importante : le plus grand nombre des cultivateurs ne laisse souvent, pour toute succession, que les récoltes pendantes par racines.

Nous avons des communes qui déterminaient qu, dans ce cas, les récoltes étaient meubles après le 24 juin ; mais il est difficile de trouver le motif d'une pareille distinction : il semble que, relativement aux fermiers ou colons, la récolte doit, dans tous les temps, être réputée meuble ; elle est le fruit de son industrie, qu'il ne peut hypothéquer.

#### CHAPITRE II.

Art. 26 Il porte que les biens vacants et sans maîtres, et ceux des personnes qui décèdent sans héritiers ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent à la nation.

Obs. Ce qui concerne les successions abandonnées peut seul présenter quelques inconvénients.

Une succession est abandonnée, lorsque tous ceux qui y étaient appelés comme héritiers y ont renoncé ; et presque jamais ils ne s'y portent qu'à raison des lésions considérables qui grèvent la succession.

Les créanciers, dans ce cas, seront-ils obligés de s'adresser aux agrais du domaine pour obtenir le montant de ce qui leur est dû ? Sera-ce contre eux qu'ils procèderont pour parvenir à la vente des objets dépendants de la succession et qui forment leur gage ? On conçoit aisément quels inconvénients résulteraient d'un pareil système ; et il semble beaucoup plus juste d'adopter ce qui se pratiquait antérieurement, et qui consistait à faire nommer un créancier à la succession abandonnée, contre lequel les créanciers procédaient, soit à la nation à valoir remettre le reliquat, s'il en existait un, après la discussion.

Art. 27 Il définit les biens communaux, ceux à la propriété ou produit desquels les habitants d'une ou de plusieurs communes recourent.

Obs. Il existe dans les communes qui se composent de différentes habitations éparses qui forment plusieurs de petites fiefs, et qui ont leurs biens communaux séparés.

Il serait sans doute à désirer que tous ces biens communaux se réunissent, afin d'amener plus d'unité dans l'administration municipale, et d'éviter les contestations qui s'élevaient assez fréquemment entre plusieurs sections de la même commune.

Mais jusqu'à ce que cette commission soit légalement établie, il y aura des biens communaux qui appartiendront à des sections de communes, et qui doivent être compris dans l'article.

## TITRE II.

Art. 2 Cet article rappelle l'ancien principe, que nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste indemnité.

Obs. Il n'est pas assez étendu pour prévenir les abus d'autorité. Dans tous les temps ce principe a existé, et dans tous les temps on en a abusé pour dépouiller le légitime propriétaire. Il faut que la cause d'utilité publique soit légalement constatée ; il faut encore que l'indemnité précède l'expropriation ; ce n'est qu'à ces deux titres que l'on reconnaîtra la justice du principe.

## TITRE III

### CHAPITRE PREMIER.

#### SECTION PREMIERE.

Art. 8 Cet article range au nombre des fruits civils les loyers et prix des baux à ferme ; et l'article qui le précède, appelle fruits naturels ceux que le fonds donne par la culture.

Obs. La portion de fruits que se réserve le propriétaire, qu'il lève en rhaup, et dont la moitié pende d'une récolte plus ou moins abondante, sera-t-elle considérée comme fruits naturels ou civils ?

Elle est, si on le veut, le prix d'un bail à ferme ; mais elle peut aussi être considérée comme une partie des fruits naturels que le fonds donne par la culture.

Il est essentiel de faire disparaître le doute.

Art. 18 Sans cet article, les arbres fruitiers qui meurent appartiennent à l'usufruitier, à charge de remplacement ; mais il n'est pas tenu de remplacer ceux qui sont arrachés ou brisés par accident.

Obs. En disant seulement qu'il n'est pas tenu de remplacer, l'article semble lui donner l'arbre mort ; ce qui anéantirait des annuités sacrées et lucratives pour préparer de prétendus accidents. Il faudrait ajouter à l'article ces mots : « qui, dans ce cas, ne lui appartiendront pas, et il sera obligé de prévenir le propriétaire. »

#### SECTION II.

Art. 26. L'usufruitier a titre universel doit, suivant cet article, rouvrir avec le propriétaire au paiement des dettes ; mais il a le choix ou d'avancer le capital sans sa charge et qui lui est restitué à la fin de l'usufruit, ou d'obliger le propriétaire de le payer, en lui en servant l'intérêt pendant la durée de l'usufruit.

Obs. Mais si le propriétaire n'a point de ressources pour faire l'usure de capital, si même il ne peut pas payer la portion des dettes qui le concerne, dans ce cas, quels seront les droits du créancier, du propriétaire ou du usufruct ?

Le créancier ne peut souffrir de la circonstance que le propriétaire n'a point de fonds ; il lui en sera-t-il pas payé l'exécuteur ; mais sera-t-il obligé de procéder par voie de saisie ou d'expropriation forcée ?

L'usufruitier pourra-t-il n'avoir-il d'autre ressource, pour éviter une discussion judiciaire, que son action en recense contre le propriétaire ?

Enfin le propriétaire, par l'effet de la disposition de l'article qu'on examine, sera-t-il contraint de se laisser discuter dans ses autres biens, pour conserver à l'usufruitier l'indemnité de son usufruit, sans le recevoir de lui l'intérêt du capital ?

Telles sont ces questions que fait naître l'article dont il s'agit. Il paraît qu'elles trouvent leur solution dans un principe de droit généralement admis: *Non est hereditas, nisi ab intestato accedens*. D'après cet adage, il est certain qu'il n'y a ni usufruit ni propriété des biens dépendants d'une succession, qu'autant qu'il en reste après les dettes acquittées, et qu'il serait par conséquent plus juste et plus naturel d'autoriser la vente d'objets dépendants de la succession, jusqu'à concurrence du montant des dettes, en donnant cependant la préférence aux choses qui pèssent par l'usufruit, telles que les meubles, et par rapport aux immeubles, — basant à l'usufruitier d'indiquer ceux qu'il désire être vendus pour la parfaite libération.

## SECTION II.

Art. 39. *5<sup>e</sup> année*. Il porte que l'usufruit cesse lorsque l'usufruitier laisse dépérir à défaut d'entretien.

Obs. De tout temps cette règle a été absorbée; mais aussi lorsque l'usufruitier, poursuivi en déchéance, a refusé de réparer à l'instant, il conservait ses droits en résolvant ses offres. Cette faculté existait-elle à l'avance? ou la déchéance sera-t-elle indéfiniment acquise par le défaut d'entretien une fois constaté?

Peut-être serait-il à désirer que la loi adoptât ce dernier parti, afin de rappeler continuellement, et pour son propre intérêt, l'usufruitier à l'obligation d'entretenir.

En second lieu, si l'usufruit comprend différents objets, et que la négligence d'entretien ne porte que sur un, la déchéance sera-t-elle encourue pour tous? Il serait encore à désirer que la loi prononçât sur cette question; et toujours on pourrait couvrir l'usufruitier, parce que, sans cela, il pourrait rendre sa condition meilleure en se débarrassant, par le défaut d'entretien, des immeubles dont la jouissance serait la moins avantageuse, et qu'alors il profiterait de sa propre faute.

## TITRE IV.

## CHAPITRE II.

## SECTION II.

Cette section a pour objet de déterminer comment s'établissent les servitudes.

Obs. S'il est essentiel d'avoir sur cet objet une unité de jurisprudence, il est juste aussi de ne pas porter atteinte aux droits légitimement acquis jusqu'à présent; tel serait cependant l'effet de la section dont il s'agit, si la loi ne contenait une clause salvatoire. Par exemple, il y avait beaucoup de coutumes, pour les servitudes discontinues, la possession immémoriale avant la forme du titre, l'effet de l'article 42 sera-t-il maintenant d'étendre la servitude discontinue non établie par titres, quoique la possession immémoriale soit acquise au moment de la publication de la loi?

Sous l'empire de plusieurs coutumes, la servitude continuée s'acquiert par la seule possession de vingt ans; celui qui aurait affecté ce terme de jouissance à l'usufruit de la promission du Code civil, perdrait-il les avantages qui lui étaient assurés par la loi sous le régime de laquelle l'immeuble était situé? Il est évident que ce serait donner un effet rétroactif au nouveau Code, et dépouiller un légitime propriétaire.

## LIVRE III.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1<sup>er</sup>. Cet article met la puissance paternelle au nombre des moyens par lesquels la propriété

s'acquiert; il est ajouté qu'il en a été traité au titre des testelles.

Obs. On ne rencontre aucun titre des testelles, ni au titre de la puissance paternelle, aucune disposition relative au moyen d'acquiescer la propriété.

Sans doute on ne contredira pas avec le droit de propriété celui que la loi donne aux pères et mères de jurer de la biens de leurs enfants mineurs, sans être obligés de compter des fruits.

Le premier attribut de la propriété est la liberté de disposer par les moyens que la loi établit, et la première condition attachée à la puissance dévolue par l'effet de la puissance paternelle, est de ne pouvoir disposer de rien.

Art. 2. Il place au rang des propriétés nationales les biens qui sont vacants comme abandonnés par leurs propriétaires.

Mais quand un bien serait-il censé abandonné par le propriétaire?

Obs. Pendant combien de temps faudra-t-il qu'il n'y ait eu aucun acte de propriété pour que l'abandon soit constant?

On a déjà observé, au titre des absents, que des biens pourraient rester abandonnés pendant cinq années, puisque ce n'est qu'après ce temps qu'on peut demander l'envoi en possession provisoire, même quand l'absent n'a pas laissé de procurateur.

Il est donc certain que cinq années d'abandon, de la part du propriétaire, ne peuvent donner naissance à l'exercice des droits de la nation.

Si la loi dit que la demande pour être envoyé en possession provisoire peut être formée après cinq années d'absence, elle ne déclare pas privés de tous droits ceux qui n'auraient pas usé de cette faculté; elle ne leur ôte pas celui de demander l'envoi en possession après trente années révolues.

Les biens de l'absent peuvent donc être abandonnés pendant trente années, sans que pour cela ils soient censés abandonnés.

On pourrait donc déterminer qu'un bien sera présumé tel, lorsque, pendant l'absence de trente années, celui qui en était propriétaire, ou ceux qui le représentaient, n'auraient exercé aucun acte de propriété.

Mais ce serait trop prolonger le temps pendant lequel des immeubles pourraient n'être pas fertilisés; et il y en a qui, d'après leur nature, seraient totalement ruinés après un long espace de temps; il y aurait même du danger à laisser ainsi sans entretien les maisons, surtout dans les villes.

Pour parer à ces inconvénients, on pourrait ouvrir au profit de la nation, ou droit provisoire après cinq années de résiliation totale d'exercice de la propriété, en réservant, pendant trente années, au propriétaire, ou à celui qui a droit de le représenter, la faculté de réclamer, sans qu'il puisse cependant exiger aucune restitution des fruits.

Cette disposition paraît à tous les inconvénients; elle évite tout équivoque; elle exerce la surveillance de ceux qui ont des droits à la propriété; elle assure encore l'avantage d'assurer la perception des impositions.

## TITRE PREMIER.

## CHAPITRE II.

Art. 23. L'article 22 déclare l'indigne de succéder l'héritier naturel qui n'a pas donné à la justice le mérito du défunt.

L'article 23 détermine que l'obligation de donner n'est imposée ni aux descendants naturels

les ascendants, et eux succédant contre les descendants.

Obs. N'existe-t-il pas des motifs aussi puissants pour ne pas faire porter cette obligation sur le mari à l'égard de la femme, ou sur le frère à l'égard du mari?

L'affaiblissement réciproque qui a formé l'union conjugale n'est pas, il est vrai, de même nature que celui qui naît des rapports de la paternité; mais n'est-il pas moins impérieux? et ne serait-il pas cruel autant qu'immoral de laisser aux époux une liberté et une vertu entre la misère et la nécessité de dénoncer son mari pour conserver sa subsistance et celle de ses enfants?

#### CHAPITRE III.

##### SECTION II.

Art. 36 et 37. Le premier de ces articles porte qu'en collatéral, la représentation n'est admise que dans le cas où le défunt laisse des frères ou sœurs, et des neveux ou nièces, nuls du premier degré de frère ou de sœur.

Le second porte que, dans les cas où la représentation est admise, soit en ligne directe descendante, soit en collatérale, les représentés succèdent par souche.

Il ajoute que si une souche a produit plusieurs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque souche, et qu'après les individus de la même branche participant entre eux par tête.

Obs. La dernière partie de l'article 37, lorsqu'elle n'est appliquée qu'à la ligne directe descendante, concorde parfaitement avec les dispositions antérieures; mais on pourrait faire naître des doutes de ces expressions générales, dans tous les cas où la représentation est admise, et en conclure que la totalité de l'article 37 est applicable à la ligne collatérale; alors il ne concorderait pas avec l'article 36.

Ce dernier n'appelle à la représentation que les enfants du premier degré de frère ou de sœur, d'où il suit que les arrière-neveux ne viendraient pas représenter leur aïeul.

Cependant ils y viendraient dans le cas du second alinéa de l'article 37, puisqu'il admet d'abord un partage par souche entre ceux qui représentent les héritiers d'un degré supérieur, ce qui ne peut s'entendre qu'entre les oncles et les aïeux enfants du premier degré de frère ou de sœur;

Ensuite au second partage, aussi par souche, entre les héritiers de plusieurs branches; ce qui ne pourrait s'entendre que des neveux avec les arrière-neveux, qui alors se partageraient par tête.

Vient alors les arrière-neveux qui, dans ce cas, viennent à la succession de leur grand-oncle, pour leur part affirmée dans la souche dont ils font une branche; ce qui serait une contradiction avec l'article 36.

Qu'il faut, dans tous les cas, admettre les enfants au deuxième degré de frère ou de sœur, venant à la succession de leur grand-oncle, ou il faut que le second alinéa de l'article 37 commence ainsi :

*En ligne directe, si une même souche a produit, etc.*  
Dans cette alternative, le parti qui semble le plus naturel est de repartir le diamant sur l'article 36, et d'admettre les arrière-neveux à la succession de leur grand-oncle, soit qu'ils concourent avec des frères et avec des neveux du défunt, ou avec des frères ou avec des neveux seulement.

#### CHAPITRE IV.

##### SECTION PREMIÈRE

Art. 60 et 61. L'article 60 oblige l'héritier légitime de présenter à l'enfant naturel un état esti-

matal de la succession à laquelle il a des droits, et de lui offrir, soit en argent, soit en kind, la portion qui peut lui revenir.

L'article 61 porte qu'en cas de contestation, il est procédé en justice à la liquidation de la masse. Que les frais sont avancés par l'enfant naturel, et sont en définitive à la charge de celui qui succombe;

Que si c'est l'enfant naturel, il se soit tenu sur sa portion par l'héritier légitime;

Qu'enfin le tribunal peut accorder une provision.

Obs. Le pouvoir donné au tribunal d'accorder une provision suppose des frais pressants; et cependant c'est à celui qui les éprouve qu'on impose l'obligation d'avancer les frais nécessaires pour parvenir à la liquidation.

N'est-ce pas l'exposer à l'impossibilité de faire valoir ses droits contre l'héritier légitime, qui en a le droit de tout?

Pourquoi, si l'enfant naturel est obligé d'avancer les frais, autoriser l'héritier légitime à les retenir? Il n'y a rien à retenir par celui-ci, s'ils sont avancés par l'autre.

La disposition ne serait juste qu'autant qu'en cas de contestation sur l'état estimatif fourni par l'héritier légitime, il serait toujours tenu de débiter ce qu'il a reconnu de lui offrir; alors l'enfant naturel devrait en effet tout avancer; mais alors aussi il n'y aurait plus de provision à accorder, ni de frais de liquidation à retenir.

Ces observations paraissent que c'est par erreur qu'on lui a donné les frais de la liquidation devant être avancés par l'enfant naturel; et qu'il faut substituer l'héritier légitime; et alors celui-ci aura droit de retenir en cas de succès; et alors le tribunal pourra consulter les circonstances pour accorder et fixer une provision alimentaire.

##### SECTION II.

Art. 66. Il porte que le juge ne peut, au regard des aliments de l'enfant adultérin ou incestueux, attendre au delà du sixième du revenu net des biens qui composent la succession, ou les avoir au-dessous du douzième.

Obs. Il n'y a ici aucun différend entre la concurrence avec des héritiers légitimes et celle qui s'établit avec des collatéraux; cependant on ne peut et se dissimuler que les considérations morales politiques sont essentiellement différentes dans ces deux cas.

Il est vrai qu'on lèse au juge une grande latitude relative aux circonstances particulières, lorsqu'il peut varier du sixième au douzième; mais il est impossible, en s'attachant à cette proportion, que l'enfant incestueux jouisse de revenus plus considérables que les enfants légitimes; ce qui arrivera toutes les fois que ceux-ci égalent ou surpassent le nombre de douze; puisque, s'ils l'égalent, et en supposant qu'il n'y ait qu'un enfant naturel, les légitimes n'auront que onze douzièmes entre douze, et l'enfant naturel un douzième sans partage.

Il est vrai qu'il y aurait qu'en usant; mais l'excédant de son usufruit se compenserait avec la propriété, ce qui établirait une sorte d'égalité qui n'est certes pas dans l'intention de la loi.

Cette observation acquiesce plus de force encore, lorsque l'on considère qu'il peut y avoir plusieurs enfants naturels, dans la seule légitime de la succession au moins chez un douzième en usufruit.

Il serait à désirer que les aliments de l'enfant incestueux, concourent avec des enfants légitimes, les enfants aient à l'enfant d'une portion déterminée.

de la part d'enfants, du tiers ou du moitié. Il paraîtrait tout à la fois et plus simple et plus juste de le donner à l'auteur de ce que l'enfant naturel a droit de recueillir.

Cette disposition aurait l'avantage de prévenir des contestations toujours scandaleuses, et qui seraient inévitables, si l'arbitrage du juge devait être la règle des parties.

Art. 67. Il est conçu en ces termes :

« L'enfant adultérin ou incestueux ne peut demander un supplément dans la succession de son père ou de sa mère, toutes les fois que celui-ci lui en a assuré de son vivant, quand même la quotité en serait inférieure au taux fixé par l'article précédent, et lorsque le père ou la mère lui a fait apprendre un art mécanique. »

Où, Cet article est juste : mais sa rédaction prête des équivoques. D'abord, à quel substitutif se rapporte le pronon *celui-ci* ? dans la règle générale, ce serait à la mère, qui se trouve être le dernier substitutif, mais alors il faudrait dire *celle-ci*. En substituant le féminin du pronom au masculin, il s'ensuivrait que l'enfant adultérin ou incestueux ne serait des l'intention de demander des aliments qu'elle-même que ce serait sa mère qui lui en aurait assuré de son vivant ; cependant le même motif subsiste par rapport au père.

D'après ces observations, il paraît qu'il faut substituer ces mots dans l'article : *toutes les fois que l'un ou l'autre lui a*, etc.

Une seconde observation résulte de ce que le mot *aliments* s'étend pas rappelle dans le premier membre de la phrase, on ne peut dire que la portion en s'y rapporte ; on la reportera donc au substitutif *supplément*, ce qui donne à la phrase un sens obscur. Il faut donc dire : *ne peut demander un supplément d'aliments, ou bien toutes les fois que l'un ou l'autre lui a assuré des aliments de son vivant*.

#### CHAPITRE V.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 77. Cet article détermine les formalités que l'époux survivant est tenu de remplir, pour être admis en possession de la succession du prédécédé, à défaut de parents connus.

Ces formalités remplies, il est obligé de donner caution, et l'article porte qu'après trois années la caution est déchargée, s'il ne s'est point présenté d'héritier.

Où, Mais, après ces trois années, l'époux survivant est-il déclaré héritier, comme la République, après les publications et affiches, s'il est dit dans l'article suivant ?

Il faut convenir que la décharge de cautionnement d'emporte par avec elle la dispense de remettre la succession aux parents qui se présenteraient après les trois années révolues.

Ces questions, ainsi que toutes celles relatives aux absents, sont devenues bien importantes dans la législation de l'Europe, depuis la découverte de l'Amérique et la connaissance de la route aux Indes orientales, ou du moins du Cap.

Combien d'Européens, morts dans les deux Indes, y ont laissé et y laissent encore tous les jours des enfants qui ont droit à des successions ouvertes en Europe, où leur existence est même ignorée ! et combien de temps ne faut-il pas souvent pour qu'ils puissent connaître leurs droits et se présenter !

##### SECTION II.

Art. 78. Suivant cet article, la République est déclarée héritière après trois années et publica-

tions faites de quinzaine en quinzaine sans qu'il se soit présenté d'héritiers.

Où, Dès qu'elle est déclarée héritière, il faut en conclure qu'elle ne peut plus être, dans aucun cas, tenue de remettre la succession ; et alors on ne voit pas le motif sur lequel peut être fondée cette prérogative dévolue au fisc après un délai si court.

Qu'aurait-il été s'il eût été en possession, qu'il n'y ait point de caution à donner et de remise des fruits, cela peut paraître refinement juste ; mais qu'après un si court espace de temps, les héritiers légitimes absents n'aient plus aucune réclamation à faire, cela paraît tellement dur et injuste.

Où, Observons en général, sur les sections I<sup>re</sup> et II de ce chapitre V, qu'elles ne prévoient pas le cas où le héritier plus proche, et doit ou ignorent l'existence, se représenterait après que les parents plus éloignés auraient appréhendé la succession, ou celui ou des parents d'une ligne se seraient emparés de tout, comme si l'autre ligne était défaillante, tandis cependant qu'elle était représentée par des parents qui viennent réclamer à la suite.

Dependant ces questions se présentent fréquemment, et dans cet instant, le tribunal d'appel de Metz se trouve saisi d'une contestation de ce genre extrêmement importante.

Où, Observons, au second lieu, qu'il n'est pas parlé, dans ce chapitre, de la restitution des fruits aux héritiers qui viendraient à se présenter ; et il est encore essentiel de prévenir les contestations qui pourraient naître à ce sujet.

#### CHAPITRE VI.

##### SECTION II.

Art. 2. La loi met en principe qu'on ne vient pas par représentation de l'héritier renonçant.

Il est ajouté que, si le renonçant est seul héritier dans sa ligne, ou si tous les cohéritiers égaux en degrés renoncent, leurs enfants viennent, de leur chef, remplacer ceux dont la renonciation fait vquer le degré.

Où, La première partie de cet article est une suite nécessaire de la disposition par laquelle il est dit qu'on ne peut représenter les personnes vivantes.

Avant d'exposer les observations auxquelles la seconde partie paraît prêter, il est nécessaire de dire le sens que l'on croit qu'il présente.

Il est dit d'abord que, si l'héritier renonçant est seul dans sa ligne, ses enfants viennent le remplacer ; cette partie n'est susceptible d'aucune équivoque, d'une seule incertitude.

Il est dit ensuite que, si tous les cohéritiers égaux en degrés renoncent, leurs enfants viennent, de leur chef, remplacer ceux dont la renonciation fait vquer le degré.

Si les viennent le remplacer, c'est sans doute alors pour partager par tête. Ceci est une conséquence nécessaire des dispositions notifiées, puisque la succession est dévolue ou à des frères et sœurs venant à la succession d'un frère, ou à des parents collatéraux plus éloignés.

Dans le premier cas, si tous les frères et sœurs renoncent, leurs enfants viennent les remplacer de leur chef, et partagent entre eux par tête, puisqu'il n'y a point de représentation, et que ce serait en introduire une que de les faire partager par souche.

Dans le second cas, à bien plus forte raison, le partage se fera aussi par tête.

Mais supposons maintenant qu'un frère qui a six enfants soit appelé à la succession de son frère avec son oncle,

S'il ne renonce pas, il n'aura que moitié; mais s'il renonce, et qu'alors ses six enfants viennent de leur chef, le partage, suivant l'art. 910 qu'on examine, se fera par tête, puisqu'il s'agit ailleurs qu'on peut se présenter une personne vivante de la, et dans l'hypothèse qu'on vient de poser, il n'existerait des renonciations frauduleuses qu'il faut chercher le moyen de prévenir.

On propose, pour y parvenir, un article additionnel dans lequel il sera dit qu'en cas de renonciation entre un frère et des sœurs du prédécédé, et celui-ci venant à renoncer, ses enfants qui viendraient plus de leur chef, ne pourraient cependant prendre entre eux, plus forte partie de la succession que celle qui leur père avait droit de recueillir.

Ainsi la maxime de la non-représentation d'un homme vivant serait respectée, et cependant la fraude ne pourrait se commettre.

Il faudrait écarter cette disposition des textes aux art. 910-912, si, comme on l'a proposé, la représentation était admise jusqu'à la.

Art. 91. Il statue que la faculté d'accepter ou de répudier une succession ne se prescrit que par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers.

Où la conséquence d'un renoncement de cette disposition, n'est que celui qui a laissé écouler ce temps sans accepter, ne peut plus exercer aucune action en qualité d'héritier.

Il existe dans le pays de Luxembourg une maxime d'ailleurs extrêmement utile, autorisée par la coutume, sous le nom d'*acquiesce*, c'est une espèce de faculté de rachat, que la coutume déclare imprescriptible.

Il est aussi de droit certain, dans ce pays, que pour rentrer le tiers lésé en culpabilité, il suffit de justifier du droit à l'hérédité de celui qui a consenti l'aliénation à ce tiers, sans qu'on soit obligé de prouver qu'on ait accepté sa succession.

Cependant le rachat est une action qui suppose la qualité d'héritier; mais s'il est constant qu'on ne peut plus la prendre après le laps de la prescription, il deviendra certain que la faculté de rachat que l'engagé ne sera plus aucunement utile, ce que, si elle devient imprescriptible, la faculté d'accepter une succession le sera également.

La très-grande multiplicité des engageries, sous l'empire de la coutume de Luxembourg, semblait demander que la loi prévît en général quel sera l'effet du présent article par rapport aux droits imprescriptibles, ou qu'on ajoutât une disposition transitoire qui porterait que, quant aux droits qui, suivant les coutumes observées jusqu'à présent, étaient imprescriptibles, la prescription ne commencera à courir que du jour de la publication du Code civil.

#### SECTION II.

Art. 107. Il porte que l'acceptation d'une succession échue au mineur se peut se faire par son tuteur, ou par le mineur émancipé assisté de son oncle, que sous le titre d'inventaire.

Où, il paraîtrait, d'après la rédaction de cet article, que le mineur est tenu, comme le majeur, de faire sa déclaration en acceptant, s'il n'y aurait peut-être des difficultés dans le cas où il ne la ferait pas.

Il paraîtrait beaucoup plus simple, pour les prévenir, de dire que l'acceptation d'une succession par le tuteur, ou par le mineur émancipé assisté de son oncle, n'aura jamais d'effet

effici que celui de l'acceptation sous bénéfice d'inventaire.

Art. 108. Suivant cette disposition, le bénéfice d'inventaire ne peut être opposé à la légitimité par l'héritier d'un comptable, il faut qu'il accepte ou qu'il renonce purement et simplement.

Où l'intérêt de la légitimité a été est antérieur; mais on pense qu'il est immédiatement opposé à ce même intérêt.

Il lui tend à déterminer les comptables à malverser toute leur fortune, afin de pouvoir plus facilement la transmettre à leurs héritiers en préjudice de l'hypothèque que la légitimité acquiesce si les fonds avaient été employés en acquisitions d'immuables.

2<sup>e</sup> Une critique des héritiers sur l'assentiment d'une responsabilité à laquelle ils ne sont point tenus, les portera plutôt à répudier une succession qu'à courir les risques d'une acceptation dangereuse; et dès lors, voilà la succession entre les mains d'agents plus occupés, suivant de leur intérêt que de celui de la République, voilà une discussion ouverte avec les autres créanciers, et voilà dès lors la possibilité de tout consumer et tout.

Tantôt que des héritiers, armés du double droit et de payer et de rendre les successions entre eux, auraient le plus grand soin de verser les moyens les plus économiens de tout liquidation, et qu'on leur leur propre intérêt servirait celui de la République.

Où ajoutera que la légitimité trouve une telle maxime, et dans le principe qui lui appartient, et dans le cautionnement qu'elle exige, que cette disposition paraît superflue.

#### SECTION IV.

Art. 125. Il donne au curateur à la succession vacante la faculté d'exercer ou pourvu que tous les droits, de répondre aux demandes formées contre elle, de les contester ou approuver s'il y a lieu; et cela sans recourir au conseil de famille.

Où, il paraît que c'est l'intérêt de la République d'augmenter beaucoup trop d'agents et d'agents dangereux. Le sort des créanciers de la succession va en effet dépendre de son ignorance, se peut-être de sa mauvaise loi.

Qu'il ne soit pas dans le cas de recourir à un conseil de famille, cela paraît juste, puisque la famille abandonne la succession et n'y prend des lors aucun intérêt.

Mais lorsque le curateur est nommé sur la demande des créanciers, pourquoi n'y aurait-il pas un conseil choisi parmi eux, auquel le curateur recourrait lorsqu'il s'agit de défendre à une action intentée contre la succession, ou de poursuivre ses droits en justice?

#### CHAPITRE VII.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 191. L'article précédent porte que, lors du partage d'une succession, on fait entrer, selon qu'on le veut, dans chaque lot, la même quantité de meubles et d'immuables.

L'article 114 détermine que l'inaliénabilité des lots en nature est comprise par un retour, soit en nature, soit en argent.

Où, il serait utile de fixer jusqu'où pourra se porter le retour, soit en nature, soit en argent, et proportion de la valeur totale de chaque lot.

Il y aura, dans une succession, au-delà de ce qu'un immeuble que d'héritiers, chacun de ces immeubles sera indivisible sans détournement.

et la différence de valeur sera très-considérable.

Dans ce cas, si l'un partage à charge de retour, une partie des héritiers pourra ne pas être à même d'acquiescer au retour, et elle demandera la vente; une autre partie y résistera, parce qu'elle aura plus de moyens; qu'y aura-t-il à décider ?

On sent bien que la difficulté n'existe que lorsque la succession n'aurait ni rentes ni argent pour établir la balance.

Alors on pense qu'il ne serait pas toujours juste que l'un pût forcer de vendre, ou l'autre de partager; mais il faudrait que, pour forcer au partage, le retour mis à la charge d'un lot n'excédât pas le quart ou le sixième de la valeur de l'immeuble compris dans ce lot.

Cette disposition pourrait faire l'objet d'un article additionnel qui serait conçu à peu près en ces termes :

« S'il n'y a dans la succession ni rentes ni argent pour opérer la compensation, le retour n'excédera pas le sixième de la valeur de l'immeuble compris dans le lot qui en serait chargé. »

Art. 150. « Les lots, dit cet article, sont faits par l'un des cohéritiers, et choisis successivement par les autres.

« Le sort désigne celui qui doit former les lots, et l'ordre dans lequel ils doivent être choisis.

« Le lot non choisi demeure à celui qui les a faits. »

Où, cette disposition paraît suffisamment faite du premier aperçu, 1° celui qui divise les lots connaît le valeur des biens, puisqu'ils leur estimation est antérieure; il ne peut donc établir d'inégalité; 2° puisque le sort décide de la distribution des lots, il ne peut être accusé d'avoir voulu blesser les convenances; 3° enfin, et il ne sert ni favorise pas les convenances, les cohéritiers ont entre eux la faculté d'éclaircir, si heureusement employée dans la fable de *La Fontaine*, pour donner à chacun ce que ses inclinations particulières lui faisaient désirer.

Mais pourquoi donc, lorsque nos coutumes violent de semblables dispositions, sont-elles tombées en désuétude depuis bien longtemps ? C'est que l'on s'est aperçu que celui qui formait les lots aurait toujours son inclination, comme si le sort eût dû le favoriser; c'est que du moins il en était accusé par ceux dont les désirs se trouvaient contrariés, et qu'ainsi un mode de partage aussi juste en apparence produisait cependant des haines et des divisions entre les frères.

Si, dans l'apologue de *La Fontaine*, tous les cohéritiers sont satisfaits après les échanges, c'est que le partage avait été fait par le père du famille, et qu'ainsi les frères n'avaient entre eux aucun sujet d'animosité personnelle.

D'après ces observations, on penserait qu'il vaudrait mieux que les cohéritiers cherchassent à s'accorder sur la composition des lots, sauf s'ils ne le pouvaient pas, à recourir à un arbitre étranger, et que, dans tous les cas, ce fût aussi un étranger qui tirât les lots, en faisant mettre d'un côté le numéro de chaque lot, et de l'autre les noms des copartageants.

#### SECTION II.

##### DISTINCTION PREMIÈRE.

Art. 166. Il pose en principe qu'il n'y a pas lieu au rapport par une branche au profit de l'autre branche.

Ensuite il donne un exemple de l'application de ce principe; et alors il fait dépendre de l'indignation la dispense de rapporter, puisqu'il fait

que la déshérence est donnée avec dispense de rapport aux descendants de l'un des deux frères, ou à l'un desdits descendants.

Où, S'il faut, pour que le rapport ne se fasse pas d'une branche au profit de l'autre branche, que la dispense de rapporter soit émise dans l'acte de donation, l'article est absolument inutile. Il se trouve renfermé dans l'article 1° de cette section, où il est dit que l'héritier n'est pas tenu de rapporter si le don ou la legs lui a été fait par préciput et hors part, ou avec dispense du rapport; ce qui doit s'entendre de toute espèce de rapports, soit entre cohéritiers de la même branche, soit entre plusieurs branches.

On omettait que, dans l'exemple proposé, la dispense de rapporter d'une branche à l'autre semble entraîner l'obligation du rapport dans la même branche; ce qui serait en contradiction avec l'article 1°, puisque celui-ci reconnaît la validité de la clause insérée dans l'acte de donation qui dispense du rapport.

Reste maintenant à examiner s'il est bon de maintenir la règle générale qui veut que le rapport n'ait pas lieu d'une branche au profit de l'autre; ce qui peut s'entendre sans qu'il soit besoin d'une stipulation.

Et l'on pense que non, parce qu'alors il y aurait inégalité entre les branches, et conséquemment entre les cohéritiers.

##### DISTINCTION V.

Art. 180. Il prescrit le rapport en nature, lorsqu'il n'y a pas dans la succession des immeubles de même nature, valeur et bonté, dont on puisse former des lots à peu près égaux pour les autres cohéritiers.

Où, l'obligation de rapporter en nature dans un cas déterminé, réduit le donataire à la position d'un simple usufructeur qui n'a plus le même intérêt à l'entretien de l'immeuble qu'il est propriétaire incommutable. Cette seule réflexion devrait faire rejeter dans tous les cas le rapport en nature.

D'ailleurs, à combien de difficultés ce rapport ne peut-il pas donner lieu ?

1° Par rapport aux modalités;

2° Qui déterminera si les autres immeubles sont de même nature, valeur ou bonté ?

3° Qu'entendra-t-on par même nature ? on pourra-t-on comparer que des maisons à des maisons, des terres à des terres, des vignes à des vignes, etc. ? ou bien suffira-t-il que ce soient des lieux de campagne qui puissent être comparés à d'autres lieux de campagne ?

4° Dans ce cas et dans tous autres, qu'entendra-t-on par le mot bonté ?

On conçoit aisément combien de doutes la seule interprétation de cet article peut faire naître, et combien il sera difficile d'obtenir, sur ce point indubitablement délicat, une jurisprudence fixe et invariable.

Il est aisé de sentir que le système d'une égalité parfaite n'a dicté cette disposition. Mêle et quoique dans l'égalité est-elle blessee, lorsque le rapport se fait en nature ?

Il faut observer que ce prétendu niveau d'égalité, si l'immeuble a été vendu ; c'est le précepte de l'article suivant : dès lors, s'il y avait inégalité en ne rapportant pas en nature, il dépendrait donc du donataire de l'établir.

On observera, en dernière analyse, que l'article qu'on examine est en contradiction avec l'article 25, où il est dit que dans les donations et testaments celui-ci porte que, si la donation est dans le cas d'être réduite, le donataire n'est pas tenu de



nir, sur les biens donnés, la valeur de la portion qui lui appartenait comme héritier.

Le voilà donc, et dans tous les cas, dispensé du rapport en nature, puisque, pour recueillir sur les biens donnés sa portion héréditaire, il n'est pas exigé qu'il y ait, dans la succession, d'autres biens de même nature, valeur et suite.

On ne dira rien sur l'article 187 de ce titre, sinon qu'il devient inutile si le rapport ne doit se faire qu'en numéraire.

Art. 188. Il détermine que le rapport en nature se fait franc de toutes charges et hypothèques créées par le donataire.

Mais il réserve au créancier de ce dernier la liberté d'intervenir au partage, pour s'opposer à ce que le rapport se fasse en nature, en fraude de ses droits.

Obs. Cet article mérite la plus grande attention, à raison de son influence sur le système des rapports.

Quel sera l'effet de l'intervention du créancier? Sera-t-il d'empêcher que le rapport se fasse en nature, même dans les cas où la loi le prescrit? alors voilà le donataire maître de conserver l'immuable, et de ne rapporter qu'en numéraire; et il lui suffira de l'hypothéquer et de faire intervenir son créancier.

Cette intervention, au contraire, ne produira-t-elle d'autre effet que d'éviter le rapport en nature lorsque la loi ne le prescrit pas, lorsqu'il serait fait en fraude du créancier? alors celui-ci est le plus souvent exposé à perdre son hypothèque et le numéraire sa créance, ou à tromper sa loi; il a cru son débiteur propriétaire incommutable; et il se trouve dépossédé de son droit, pour n'avoir pas su qu'il n'était que donataire de la propriété.

Enfin, et quel que soit l'effet de cette intervention, elle aura toujours l'inconvénient majeur d'introduire un étranger dans le sein de la famille, d'apporter obstacle à des arrangements qui devraient maintenir la concorde entre des frères, et de faire naître des contestations ruineuses.

On ignore pas que le système du rapport en nature est autorisé par les dispositions de la coutume de Paris; mais si cette coutume présente des inconvénients, pourquoi ne pas les reconnaître et y apporter un remède convenable?

Le remède consisterait à laisser, dans tous les cas, le donataire maître de rapporter en nature ou en numéraire; alors on ferait valoir en lui l'esprit de propriété, qui assure le bien entretien et qui devient gérant de toutes les améliorations dont l'héritage peut être susceptible.

Mais on assure les droits des créanciers qui auraient acquis une hypothèque sur l'objet de la donation, et les cohéritiers, maîtres d'immobiliser leur portion héréditaire, n'y perdraient rien.

On sent bien que cet opinion influerait beaucoup sur les communautés entre frères, mais on s'occupe de cet objet, sous ce rapport, lorsqu'on y sera parvenu.

On observera encore que le projet ne résout pas la question de savoir si, lors du rapport en numéraire, l'immuable est, pour son estimation, considéré dans sa valeur au temps de la donation ou au temps du partage; c'est-à-dire si les accroissements qu'il a reçus par sa nature, par sa situation, sont au bénéfice de la succession. La jurisprudence est à peu près constante en faveur des cohéritiers; il serait inutile que la loi la fixât.

Enfin il n'est parlé, ni dans la distinction IV,

ni dans la distinction V de cette section, du rapport des donations faites à l'étranger ou sans condition. Dans ce cas, le donataire rapporte-t-il seulement ce dont l'objet de la donation excéderait la charge, ou bien rapporte-t-il tout avec ou sans indemnité? Ce point est encore essentiel à résoudre.

Il en est un dernier non moins important il est dit, au titre des successions, que si tous les héritiers d'un degré supérieur renoncent, ceux du degré inférieur viennent à leur échoir.

On a prévu le cas d'une renonciation frauduleuse de la part d'un père, pour faire passer à ses enfants une portion héréditaire plus forte que celle qu'il aurait recueillie, et on a proposé le remède dans un article additionnel.

Mais dans ce cas, et en général, toute renonciation d'un père dont l'effet est de faire passer ses droits à ses enfants, est une véritable donation. Sera-t-elle soumise à rapport s'il survient d'autres enfants?

On pense que le rapport doit en être libre, et les motifs de cette opinion sont, puisés dans le système d'égalité entre cohéritiers; mais il serait un peu utile que la loi ne laissât pas cette question en suspens.

### SECTION III.

Art. 193. Les héritiers sont, suivant cet article, tous des devoirs pour leur portion virile, et hypothécairement pour le tout, sur leur recours entre eux, et contre le légataire universel.

Obs. Cette disposition est parfaitement juste quant aux devoirs qui ne sont pas reconnus par les héritiers avant de procéder au partage.

Mais par rapport à ceux qui sont reconnus, qui sont justifiés par les titres mêmes de la succession, qui sont portés sans réclamation et l'inventaire, pourquoi les héritiers ne seraient-ils pas obligés de les accepter sur la masse au partage, et chacun d'eux, tenu de tout, sans se recuser s'il avait enfreint cette règle?

Cette observation frappe surtout sur l'ordre du commerce, où les successions sont multipliées sans les héritiers, et où, par cela seul, on hérite de mauvaise loi peut aisément soustraire sa portion virile à la poursuite des créanciers de la succession. Les exemples en sont fréquents.

### TITRE II.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### MARIAGE PREMIER.

Art. 8. Il est dit, au second alinéa de cet article, que l'enfant, lorsqu'il ne tombe que sur la personne, n'aime pas la restriction, à moins qu'il la considère de cette personne ne soit sans principale de la convention.

Obs. Cette dernière restriction paraît sauvegarder les conventions qui pourraient résulter de l'engagement dans la personne; mais s'il est une chose générale de conventions où la considération de la personne doit toujours être regardée comme une des causes principales de la convention, pourquoi le Code civil ne l'exprimerait-il pas dans cet article particulier?

On peut, en général, considérer sous cet aspect toutes les conventions qui, dans leur exécution, entraînent une relation continuelle entre les parties contractantes: tels sont les baux, de quelque nature qu'ils soient.

En présentant cette observation, on est particulièrement animé du désir de tarir une source immense de contestations.

L'erreur sur les personnes vicierait certainement un traité de société : en bien, le contrat de louage, à raison des engagements implicites et réciproques du bailleur et du preneur, n'est-il pas aussi une espèce d'association, lors de laquelle le caractère, la probité, les talents du preneur déterminent presque toujours le propriétaire ? et si, dans ce cas, on le trompe sur la personne, pourra-t-on dire qu'il y a liberté dans le consentement ?

On pourrait reporter cette observation sur tous les contrats qui ne sont pas, comme la vente, consommés au moment de leur formation, et qui, dans leur durée, exigent des rapports continus entre les contractants.

Art. 19. « Néanmoins, est-il dit, on peut se porter fort pour un tiers, en promettant de le faire « celui-ci. »

Où. Quel est, par rapport au tiers, l'effet de cet engagement ? nul, si l'il n'a ratifié pas, sans l'adhésion à recouvrer contre celui qui s'est porté fort.

Il serait à désirer que l'article portât cette modification, qui est de toute justice :

## SECTION IV.

Art. 20. Il est dit, dans la première partie de cet article, que la cause illicite annule la convention.

Il est dit, dans la seconde, que la convention n'en est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

Où. Lorsqu'un article d'une loi est divisé en deux parties, il faut que la seconde soit ou le développement, ou la restriction, ou le corollaire de la première ; autrement, il faut en faire une disposition séparée.

On ne voit aucune analogie entre la cause illicite qui annule et la cause non exprimée qui n'annule pas ; ce sont deux choses absolument distinctes : il faudrait donc distinguer la disposition, en faisant deux articles.

## CHAPITRE II.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 38. Cet article prononce l'expropriation dès l'instant qu'on s'est obligé de donner un immeuble. Dès ce moment il ne peut plus être saisi sur le vendeur ou le donateur par ses créanciers ; il ne peut plus le vendre ni le traduire : la tradition en serait nulle, sauf le recours du second acquéreur contre le vendeur.

Où. On ne parlera pas, sur cet article, des droits des créanciers ; ils sont maintenus par l'établissement du bureau des hypothèques.

Mais quant au second acquéreur, pourquoi deviendrait-il tout à la fois victime et de la négligence peut-être coupable du premier, et de l'esprit de châtiment du vendeur ?

Pour prévenir ces inconvénients, plusieurs coutumes, entre autres celle des Pays-Bas-aux-richiens, observée dans le Luxembourg français, exigent la *realisation* ou justice de tous les actes translatifs de propriété. Cette disposition est infiniment sage ; elle intéresse la foi publique : on ne verrait nul inconvénient à la généraliser.

## CHAPITRE III.

## SECTION III.

Art. 88. Si l'une des choses promises par le débiteur vient à périr par sa faute, l'obligation devient pure et simple ; il doit délivrer celle qui subsiste, et ne peut offrir la valeur de celle qui est perdue.

Il est ajouté ensuite que si toutes deux sont

pérées successivement, le débiteur doit payer le prix de celle qui a péri la dernière.

Où. Faut-il, pour que la partie finale de cet article s'exécute, que les deux choses soient pérées par la faute du débiteur ? Il semble qu'il n'y a de raison que dans la première partie ; mais alors il faudrait l'exprimer pour écarter les doutes.

## SECTION IV.

Art. 91. « La remise faite par l'un des créanciers « solidaires libère le débiteur envers l'autre. »

Où. Cette disposition soulevait lieu à bien des fraudes, si on ne réservait les droits de l'autre créancier contre celui qui a opéré la remise.

## SECTION VI.

Art. 124. Cet article donne au juge le pouvoir de proroger, suivant les circonstances, le terme dans lequel l'obligation primitive doit être accomplie, pourvu qu'elle ne soit pas de telle nature qu'elle n'ait pu être utilement remplie pour le créancier que dans un certain temps.

Où. C'est donner au juge un pouvoir prétendu. Quand sera-t-il assuré de connaître la position du débiteur, et de ne pas favoriser ses manœuvres ?

Quand saura-t-il qu'il ne nuit pas au créancier et à ceux qui ont des droits à exercer sur lui ?

Quel serait maintenant le débiteur qui, pour se soustraire à l'exécution de son engagement, se tenterait de captiver l'esprit du magistrat par de vaines considérations ? Il n'y aurait pas de poursuites exercées par un créancier, qui ne fussent suivies d'une disposition dont le but serait d'obtenir un délai.

On a fait récemment l'épreuve de ces vérités : lors de la conversion en numéraire des dettes contractées en assignats, la loi permit aux tribunaux d'accorder une année de délai, mais à compter de sa promulgation.

Cette dérogation au titre se justifiait par les circonstances ; mais une erreur se répandit ; on crut que le pouvoir d'étendre les termes était pour tous les temps ; et les tribunaux au furent plus fréquemment que de demandes en surséance, jusqu'à ce que leur rigueur à maintenir les conventions eût dissipé l'erreur.

Enfin on observa que le pouvoir donné au juge par l'article qu'on examine, est en opposition évidente avec l'ordonnance de 1667, qui répute sommaire toute demande fondée sur un titre, et qui autorise l'exécution provisoire du jugement sujet à l'appel.

## CHAPITRE IV.

## SECTION DEUXIÈME.

Art. 140. Le paiement doit être fait ou lieu désigné par la convention ;

S'il n'y en a point de désigné, là où était, au temps de la convention, la chose qui en fait l'objet.

Nous en ces deux cas, le paiement doit être fait au domicile du débiteur.

Où. On ne dira rien sur la première partie ; c'est l'exécution de la convention.

Pour s'expliquer clairement sur la seconde et la troisième, il faut définir d'abord ce qu'on entend par *paiement*.

Ce mot, dans son acception la plus universelle, meci reçue, ne s'applique qu'à la libération d'une somme due et payable en monnaie.

Il prend, dans le titre qu'on examine, un sens plus étendu : il signifie la délivrance de tout ce qu'on peut s'être obligé de donner dans un certain délai.

Lorsqu'on lui donne cette déduction, il paraît qu'il faut distinguer pour le lieu de paiement, lorsque la convention ne le règle pas.

S'il s'agit de marchandises ou autres objets sujets à dépréciation par le transport, il est certain que les risques doivent être à la charge de celui à qui la chose est due, qu'il a tacitement contracté l'obligation de recevoir son paiement là où la chose existait lors de la convention.

Mais on ne peut pas dire de même d'une somme de deniers, parce que ce ne sont pas ceux qui ont été prêtés qui doivent être rendus, mais seulement pareille quantité; et on ne peut savoir où existe cette quantité à l'époque où l'obligation se contracte.

Celui de payer une somme en deniers ne peut donc jamais, par rapport au lieu du paiement, se trouver dans le premier ou le troisième cas de l'article qu'on examine.

Maintenant on dira qu'il est injuste de contraindre le créancier d'aller chercher son paiement au domicile de son débiteur, qui a pu, en se changeant, mettre une longue distance entre ce domicile et celui de son créancier.

Le débiteur est suffisamment averti de l'insuffisance qu'il doit se libérer, pour qu'on ne lui impute pas de ne pas se présenter à l'échéance.

Enfin cette observation concorde parfaitement avec ce qui est dit plus loin des choses réelles qui, pour opérer la libération, doivent être faites au domicile du créancier.

Il résulte de ces observations :

1<sup>o</sup> Que, pour éviter toute équivoque, il faut distinguer les paiements en deniers de ceux qui consistent dans la délivrance d'une chose mobilière qui est sujette à dépréciation lors du transport, que, pour ces derniers objets, le paiement doit être fait au domicile du débiteur, et pour les autres à celui du créancier;

2<sup>o</sup> Que, pour les paiements qui ne consistent pas en monnaie, il faut encore dire que le domicile du débiteur sera celui qu'il aura au moment de la convention.

Art. 112 et 113. Le premier dit que le paiement fait par l'un des coobligés libère tous les autres, à moins que celui qui paie n'ait eu droit d'obtenir et n'ait obtenu la cession des droits et actions du créancier.

Le second porte que ceux qui sont tenus d'une dette pour d'autres ou avec d'autres par lesquels ils doivent être acquittés ou tout ou en partie, sont subrogés de plein droit sans stipulation.

Obs. Il semblerait que ceux dont parle le premier de ces deux articles sont les mêmes que ceux dont s'occupe le second; car quel est le débiteur coobligé qui n'a droit d'obtenir la cession? c'est celui qui doit être acquitté en tout ou en partie par les coobligés; et réciproquement, celui qui doit être acquitté a droit à la subrogation.

Pourquoi donc, survenant l'article 1<sup>er</sup>, fut-il que le coobligé qui paie, qui a droit à la cession, l'ait obtenue, tandis que, survenant le second, la subrogation est de droit en lui car de celui qui doit être indemnisé en tout ou en partie?

Il paraît qu'il y a contradiction entre ces deux articles, à moins qu'ils n'aient un sens qu'on ne pénètre pas.

#### SECTION V.

Art. 170. Cet article porte que le débiteur qui a accepté la cession faite par son créancier à un tiers, ne peut plus opposer au cessionnaire la compensation que celui-ci devait au cédant avant la date de la cession.

Obs. Il semble qu'il y ait ici erreur de rédaction. On ne conçoit pas à quel titre, quand même la loi ne le défendrait pas, le débiteur pourrait opposer au cessionnaire la compensation que ce même débiteur aurait au cédant avant la date de la cession.

Mais en concevant très-bien comment un débiteur pourrait tenter d'opposer au cessionnaire la compensation que, sans la cession, lui débiteur aurait pu opposer au cédant; et si est juste de lui refuser cette facilité, à raison de ce qu'en acceptant la cession, il a dissimulé son droit à la compensation (1 qu'il) avait trompé le cessionnaire, on peut lui le lui opposer à la suite.

#### SECTION VI.

Art. 185. Cet article détermine d'abord que la perte de la chose qui fait la matière de l'obligation éteint la convention, pourvu qu'il n'y ait pas de faute de la part du débiteur.

Il est du principe que c'est au débiteur à prouver le cas fortuit.

Enfin il est exprimé que, quelle que soit la cause de la perte de la chose esdue, elle ne dispense pas de la restitution du prix.

Obs. Cette dernière disposition semble restreindre l'obligation de restituer le prix, au seul cas du vol, ou qui serait injuste, puisque, dans tous les cas, on ne peut conserver le prix d'une chose qu'on ne délivre pas ou terme convenu; et puisque, jusqu'à ce terme, la perte de la chose doit toujours être à la charge de celui qui la doit.

Art. 186. Il porte que lorsque la dette est de deux choses alternatives, la perte de l'une n'éteint point l'obligation qui devient déterminée à la chose qui subsiste.

Obs. Cet article est surabondant d'après les dispositions des articles 87 et 88 du titre II, section III, chapitre III.

#### SECTION VII.

Art. 196. Le simple lésion donne lieu à la restitution en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions.

Obs. S'il faut qu'il y ait lésion pour que le mineur obtienne sa rescision, il pourra bientôt consumer sa ruine, puisqu'il pourra contracter toute espèce d'engagement, pourvu qu'il ne soit pas lésé.

Il semble que sa qualité de mineur non émancipé suffit pour le faire relever de toutes ses obligations, à moins qu'il ne soit justifié qu'elles ont tourné à son profit.

Telle a été, jusqu'à présent, la conséquence de l'incapacité du mineur.

Quant à la vente de ses immeubles, ou même la maxime, minor etiam alienando locutus, d'après laquelle toute vente sans observation des formalités requises est nulle, et le mineur dispense de la restitution du prix, à moins qu'il ne soit prouvé qu'il en a obtenu profit.

Mais si, outre cela, il faut encore qu'il y ait lésion, il pourra mobiliser toute sa fortune pourvu que les ventes soient faites à juste prix, ce qui serait d'une fâcheuse conséquence.

Il semblerait donc qu'il vaudrait mieux frapper de nullité tous les contrats faits par le mineur non émancipé, sans avoir obtenu l'autorisation requise.

#### CHAPITRE V.

##### SECTION PREMIÈRE.

##### DISTINCTION II.

Art. 214. Dans le cas où la partie décevante est

écriture ou sa signature, ainsi que dans le cas où ses héritiers ou ayants cause déclarent ne les point connaître, la vérification en est ordonnée en justice.

*Obs.* C'est une question controversée, que celle de savoir si la vérification d'écriture peut se faire seulement par experts argumentaires, ou si on peut recourir à la disposition de témoins qui disent avoir vu écrire ou signer.

Admettre ces dispositions, c'est en quelque sorte déroger les dispositions de nos ordonnances relatives à la preuve testimoniale.

Les rejeter, c'est remettre le sort des parties à l'art très-conjectural des experts argumentaires; et il semble qu'une déposition faite par des témoins dignes de foi, qui assurent avoir vu, doit obtenir autant d'empire que les conjectures des experts. On donnera raisonnablement si on l'a adopté par *Furquet* dans son *Traité de la vérification d'écriture*, où il s'appuie de l'opinion de *d'Aguessau*.

Cette question s'est présentée au tribunal d'appel de Metz d'une manière extrêmement singulière. Sur une dérogation d'écriture, le tribunal de Luxembourg avait ordonné la vérification tant par experts que par témoins. Les experts énonçaient dans leur procès-verbal que les signatures étaient fausses, les témoins en affirmant la similitude, pour les avoir vu former.

Question était de savoir laquelle des deux preuves obtiendrait la préférence. Des circonstances particulières qui, isolées, n'ont pas fait naître que des doutes, jointes à la disposition des témoins, prouvèrent, d'une manière irrésistible, l'erreur des experts; et il fut jugé en faveur de la signature.

Cet exemple frappant, joint à l'opinion des jurisconsults et à l'incertitude reconnue de l'art des experts, leml désir qu'on ajoutât à ces expressions de l'article qu'en examinant la vérification en est ordonnée en justice, celle-ci, tant par vérification d'écriture que par témoins qui auraient vu écrire ou signer l'acte produit.

Art. 216. Il existe que l'acte sous seing privé par lequel une seule partie s'engage à payer une somme d'argent ou une chose appréciable, soit écrit de la main de celui qui l'a souscrit, ou du moins, contre sa signature, il est écrit un bon, en toutes lettres, de la somme ou de la quantité.

Il excepte les actes qui émanent des marchands, artisans, laboureurs et gens de campagne.

*Obs.* L'article a pour objet de prévenir la fraude: et l'exception porte sur ceux dont l'ignorance promet le plus de succès à la supercherie.

Ces les artisans dans les villes, les laboureurs et gens de campagne, que reste-t-il de la masse entière des citoyens? ceux qui par état sont les plus instruits, ou les simples manœuvres pour qui toute convention est étrangère, sinon celle presque toujours verbale qui fixe le prix de leurs journées.

Mais les gens instruits ne placeraient jamais leur signature ou les d'un obligation sans en connaître le contenu, et jamais on ne pourra les tromper ou par une lecture déguisée ou par une substitution artificieuse; dès lors leur signature est aux yeux de la loi une preuve suffisante de la vérité de l'obligation.

A la différence des gens illettrés, tels que les artisans et gens de campagne, que l'on peut tromper beaucoup plus facilement, et pour qui il faut un garant de plus qu'ils ont connu l'engagement qu'ils ont fait souscrire.

L'exception dont on s'occupe était aussi dans

la déclaration de 1733, d'en l'article 216 est puisé; et il pouvait se justifier par l'ignorance presque générale de l'écriture chez les artisans et gens de campagne; mais depuis ce temps les choses ont bien changé; il n'en est presque plus qui ne sachent assez écrire pour satisfaire au prescrit de la loi; et peut-être est-il bon de leur rendre l'étude de cet art encore plus nécessaire, en multipliant les circonstances où il leur devient indispensable.

On ne parle pas des négociants, parce que les autres relatifs au commerce sont assujettis à des règles particulières.

Art. 217. Il dit que l'écriture, mise en des ou en marge d'un titre qui est toujours resté entre les mains du créancier, lui prouve lorsqu'elle tend à la libération.

Il ajoute qu'il en est de même de l'écriture mise à la suite, ou des ou en marge du double d'un titre ou d'une quittance qui est entre les mains du débiteur.

*Obs.* On pourrait entendre, dans le second membre de l'article, que c'est le double du titre ou de la quittance que le débiteur tient dont il est question; ce qui ne peut pas être, puisqu'il pourrait, d'un mot, opérer sa libération.

Il faut faire disparaître cette équivoque.

#### DISTINCTION IV.

Art. 226 et 227. Le premier de ces deux articles règle à quel titre les copies tout la même loi que l'original; il exige qu'elles aient été tirées par l'autorité du magistrat, parties présentes ou dûment appelées, ou en présence des parties et de leur consentement réciproque.

Le second regarde les donations; il rejette la preuve résultant du registre qui concerne ces actes, à moins qu'il n'existe preuve de la perte de la minute, qu'elle ne soit rappelée dans un répertoire, et que les témoins instrumentaires ou puissent être entendus.

*Obs.* On a toujours pensé qu'une expédition délivrée par un officier public qui avait eu l'original pour recevoir la minute, ou par son successeur dépositaire du protocole, et qui atteste que la minute y existe, faisait foi en justice lorsqu'il était justifié que la minute avait péri par un cas fortuit indépendamment de l'officier public et des parties contractantes; et cette jurisprudence paraît fondée en raison, surtout depuis l'établissement du contrôle.

1<sup>re</sup> Le caractère d'officier public imprimé sur l'expédition est une preuve de sa vérité, de laquelle il est difficile de se défendre.

2<sup>re</sup> Le contrôle atteste que la minute a existé, et l'on ne peut plus soupçonner que de la différence entre elle et l'expédition. S'arrêter à ce soupçon, ce serait présumer le crime dans un officier que la loi investit de toute sa confiance.

3<sup>re</sup> Rejeter ces expéditions, ce serait élever tout à coup tous les engagements contractés devant un maître dont le protocole vendrait à être incendié. Quelle conséquence fâcheuse résulterait de cette opinion dans des parties de la République, où ravagées par l'ennemi, on en proie à une guerre civile.

Ces réflexions frappent également sur les donations, pour lesquelles le registre des insinuations offre une garantie de plus, et principalement encore la tradition, lorsqu'elle a été réalisée.

#### TITRE V.

##### CHAPITRE II.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 9 et 11. Le premier veut que la caution qui

requiert la discussion indiquée sur réancier les biens du débiteur, et qu'il avance les deniers suffisants pour faire la discussion.

Le second porte que le créancier qui a négligé de diriger les biens indiqués peut toujours pour suivre la caution, qui peut se prévaloir de l'insolvabilité du débiteur, ainsi qu'il sera dit ci-après.

On lit en effet dans l'article 18, section II de ce titre, que la caution peut poursuivre le débiteur, même avant d'avoir payé, si elle est poursuivie en justice.

Or la caution qui a reconnu le bénéfice de discussion, et qui n'a pas saisi l'article 9, en avançant les deniers suffisants pour faire la discussion.

Si elle ne les a pas avancés, elle a sans doute à imputer de n'avoir pas surveillé la solvabilité du débiteur, en usant de la liberté que lui en donne l'article 18, section II.

Mais si elle a avancé les deniers, si le créancier les a reçus, il semble que dès lors il s'est volontairement chargé de la discussion, et a dispensé la caution de la surveillance que l'article 11 lui reproche de n'avoir pas exercée.

Autrement la caution serait donc obligée de faire deux fois les frais de la discussion, et le débiteur se verrait exposer à deux discussions différentes pour le même objet.

Il paraît donc, d'après cette observation, que l'article 11 est susceptible d'une modification, et que le déclin de discussion de la part du créancier doit lui être imputé, s'il a exigé et reçu l'avance des frais de discussion.

Ce n'est qu'une application de l'article 22, chapitre III, qui porte que la caution est déchargée lorsque, par le fait de créancier, la subrogation de droit à ses droits, hypothèques et privilèges, ne peut plus s'opérer en faveur de la caution.

#### CHAPITRE IV.

Art 25. Il veut que, lorsqu'une personne est obligée par la loi ou par une convention à fournir une caution, la caution offerte soit solvable, et domiciliée dans le lieu où elle doit être donnée.

Or, le lieu où doit être donnée la caution peut être fort éloigné du domicile du débiteur, et ses facultés y être absolument ignorées. Il serait donc souvent le réduire à l'impossibilité d'en présenter une, malgré sa très grande solvabilité.

Il paraîtrait juste de lui donner plus de latitude en exigeant que la caution fût domiciliée dans l'arrondissement du débiteur.

Le tribunal d'appel, après avoir entendu sa commission dans son rapport sur les observations ci-dessus, les a approuvées, et a arrêté qu'il en serait fait rapport au ministre de la justice.

A Metz, en la chambre du conseil, le 22 fructidor an IX de la République.

Signé. PECHEN président, THIEBAULT, greffier.

#### SUITE DES OBSERVATIONS SUR LE LIVRE III.

TITRE VI. — Des privilèges et hypothèques.

TITRE VII. — Des lettres de ratification.

TITRE VIII. — De la vente forcée des immeubles. OBSERVATIONS FINALES À CES TROIS TITRES.

Plusieurs tribunaux d'appel se sont prononcés contre l'adoption des deux projets de loi concernant les hypothèques et la vente forcée des immeubles.

La généralité, la spécialité des hypothèques sont les bases nécessaires d'un Code hypothécaire.

Cette proposition a été solidement établie par les discours des législateurs qui ont émis la loi du 11 brumaire an VII. Elle l'est encore par les discussions approfondies de la majeure partie des tribunaux d'appel, qui donnent à jadis titre la préférence à cette loi.

A quelques légères imperfections près, qu'il est facile de corriger, elle contient de grandes vues sous tous les rapports. Après les vœux d'une loi révolutionnaire qui avait anéanti la confiance et le crédit, elle n'a pas peu contribué à les faire renaître.

Le tribunal d'appel étant à Metz, éclairé par l'expérience, pénétré des bons effets que cette loi a produits, n'hésite pas à croire que le régime hypothécaire qu'il s'agit d'établir doit être basé sur les mêmes principes : publicité et spécialité.

Les législateurs qui ont solennellement déclaré devant des décrets, des lois, des décrets, des lois judiciaires, des décrets et lois, des jugements d'ordre, etc., la loi sur les expressions fautes, ont peut-être été dans quelques dispositions de détail : les détails sont trop courts, parce que le débiteur n'a pas assez de latitude pour se procurer les ressources qui auraient pu empêcher sa démission.

Mais en lisant avec attention le nouveau projet, on est effrayé du déluge de formes et de procédures qu'il présente. Il serait, dans l'exécution, beaucoup plus dispendieux que les décrets fautes, qui régleraient les formes, réduisant les débiteurs à ses créanciers.

Il sera sans doute rétrogradé au Code civil, puisque ce n'est qu'un mode d'exécution qui appartient au Code judiciaire.

#### TITRE IX.

Art. 2. Il y est dit que la donation entre-vifs est un contrat par lequel le donateur se dépouille réellement et irrévocablement en faveur du donataire.

Or cette définition paraît vicieuse, 1° parce que ces expressions, se dépouille, donneraient à croire qu'on ne reconnaît que les donations de biens : 2° parce que le mot *actuellement* paraît exclure toute radiation future, et la radiation d'usufruit. On pourrait tout équivoque, en disant « que le donateur se dépouille réellement et irrévocablement de la propriété de ce qu'il lui l'objet de la donation. »

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 4. § 2. Pour donner entre-vifs, il faut, avant cette disposition, être sans espérance moment de la donation. Elle dit ensuite que la dévotion du donateur non interdite ne peut être prouvée par témoins, que lorsque l'interdiction a été provoquée du vivant du donateur.

Or, ces expressions, *avant d'être au moment de la donation*, peuvent laisser croire que l'imbécile ou le furieux qui n'a des moments lucides peut valablement donner pendant ces intervalles. Il faut éviter ce qui donnerait lieu à une erreur assez dangereuse.

La seconde partie de cet article offre encore un grand inconvénient : il admet la preuve par témoins de la démence, lorsque l'interdiction a été provoquée avant la mort.

Mais si cette provocation à l'interdiction est de longtemps postérieure à la donation, pourquoi servirait-elle de véhicule à la preuve par témoins de la démence, qui doit se reporter au moment de la donation? La preuve par témoins de ce genre d'incapacité est tellement dangereuse, qu'il

faudrait mieux qu'elle ne fut jamais admise que de l'être d'après un motif aussi léger. Au moins faudrait-il déterminer et restreindre l'intervalle entre la donation et la provocation à l'interdiction.

La seconde partie de l'article exige un commencement de preuve qui eût, résulterait soit de l'acte même, soit d'actes extérieurs. Il faudrait, par les mêmes motifs, que les actes extérieurs qui, dans ce cas, suppléent la provocation à l'interdiction, fussent d'une date rapprochée de celle de la donation.

Bref, ce n'exceptant pas de la capacité de donner ceux qui sont atteints d'une maladie chronique qui les met dans un état prochain de mort naturelle, la loi la leur reconnaît. Cependant cette exception a toujours existé, parce que, sans cela, la donation entre-vifs sera un moyen suocroyant employé d'échapper les lois qui restreignent la faculté de donner à cause de mort.

Art. 8. Pour être capable de recevoir entre-vifs, il suffit d'être conçu au moment de la donation.

*Obs.* Pourquoi, s'il y a des enfants nés ou conçus, les enfants à naître ne pourraient-ils pas être compris avec eux dans la donation? L'impossibilité de les y comprendre peut être une source d'inégalité de fortune entre des frères et sœurs, et conséquemment de jaloux et de haine.

On sait bien que cette faculté de donner aux enfants nés et à naître est une dérogação au principe de l'incapacité, mais on ne voit pas pourquoi ce principe serait tellement sacré aux yeux de la loi qu'il faille, qu'elle ne pût elle-même y apporter cette exception.

Ce point a été discuté lors des conférences tenues chez le président de Lamoignon, et décidé en faveur des enfants à naître.

#### CHAPITRE II.

##### SECTION PREMIÈRE ET II.

Art. 16 et 22. L'article 16, section première de ce chapitre, établit que la donation n'est plus susceptible de réduction, lorsque les héritiers sont d'un degré au-dessous des neveux ou nièces enfants de frère ou de sœur.

L'article 22 confirme cette disposition, lorsqu'il dit que la réduction ne se fait qu'en proportion de ce que l'héritier qui réclame prend dans la succession.

*Obs.* Ces deux articles se réunissent pour exclure, dans tous les cas, les petits-enfants de frère ou de sœur du droit de réduction. On pense qu'il serait juste de les y appeler, quand ils concourent à la succession avec les enfants de frère ou de sœur.

On ne répètera pas ici ce qui a déjà été dit en leur faveur lorsqu'on a discuté le droit de représentation.

Art. 23. C'est le état de la forme au moment du décès, qu'il lui dépende la réduction dont les donations peuvent être susceptibles.

*Obs.* C'est attacher le sort d'un acte à des événements postérieurs à sa formation; c'est porter atteinte au principe de l'irrévocabilité, puisque le donateur, en mobilisant sa fortune, en disposant des deniers, pourrais trahir la réduire, qu'il nécessitera une réduction considérable de la donation, lorsque cependant il serait certain qu'un moment ou elle a eu lieu, elle n'exceptant pas ce que la loi autorisait.

La règle établie par l'article pourrait être justifiée entre cohéritiers dont les uns seraient donataires entre-vifs, et les autres ne le seraient pas, parce que leurs droits respectifs doivent être réglés sur l'état de la succession.

Mais, par rapport à un étranger, il devrait suffire qu'il pût justifier qu'au moment de la donation, ce qui est lui l'objet n'excédait pas les trois quarts, la moitié en le quart des biens du donateur.

Art. 28. Les immeubles, qui rentrent dans la succession par l'effet de la réduction, y rentreront sans aucune charge des dettes et hypothèques créées par le donateur.

*Obs.* Cet article et les suivants, qui donnent un recours contre les tiers détenteurs, justifient toujours plus l'observation présentée sur l'art. le 23, puisque la réduction d'une donation faite à un non susceptible agit à des tiers de bonne loi.

A l'égard d'un susceptible, les enfants ou acquéreurs auraient toujours leurs droits à exercer sur la portion héréditaire.

#### CHAPITRE IV.

##### SUR LES IMMEUBLES.

Art. 37. Il annule, pour le tout, les donations de biens présents et à venir.

*Obs.* Ne serait-il pas plus conforme à la liberté de disposer de donations entre-vifs, de les restreindre aux biens présents?

Quand la loi a fixé les limites de cette liberté, il est juste d'y ramener dans tous les cas; mais il est trop sévère d'annuler la donation, parce qu'elle excède les limites.

L'opinion contraire avait en effet été adoptée par l'article 15 de l'ordonnance de 1731; mais elle a souvent été combattue par les plus sages jurisconsultes, et elle avait été repoussée dans les conférences tenues chez le président de Lamoignon, ainsi que le prouve l'article 39 des arrêtés, au titre des donations.

Art. 12. En donation d'effets mobiliers, avec réfaction d'usufruit, le donateur, à l'expiration de cet usufruit, est obligé de reprendre les effets dans l'état où ils se trouvent; et pour ce qui n'est pas représenté, il ne peut que réparer la valeur sur le pied de l'estimation qui en a été faite.

*Obs.* Les jurisconsultes ont longtemps repoussé la tradition forte d'effets mobiliers, parce que les meubles étant sujets à perte par l'usage, s'étaient donner et retenir, ce d'en conserver l'usufruit.

L'ordonnance de 1731 avait adopté un avis contraire, et elle n'exigeait que la formation d'un état signé des parties.

Ce n'était pas faire disparaître l'inconvénient. L'état forme assurément la remise de ce qui s'est conservé, sans aucune indemnité pour ce qui était parti.

L'un le qu'en examinant assure cette indemnité, en accordant au donateur le prix de l'estimation pour ce qui n'est pas représenté. Mais de serait-ce pas rendre à force plus hommage aux principes, que de lui laisser l'option pour le tout, ou des effets, ou le montant de l'estimation?

Il est si facile d'éluder des principes par l'usage, et de les réduire à une règle presque nulle, que, dans ce cas, le donateur est presque maître, par le tout, de révoquer sa libéralité; elle peut même devenir à charge au donataire, s'il est obligé d'acquiescer des dettes du donateur, parce qu'au moment du décès, la valeur des meubles dans leur état actuel d'équivalait plus au montant des dettes.

#### SECTION II.

Art. 17. Il porte que la donation peut être acceptée par un tiers se portant fort pour le donateur, mais néanmoins que le donateur.

*Obs.* Il semble que le même motif qui fait exclure

le notaire devrait aussi faire prononcer l'exclusion des témoins, puisque celui qui accepte devient partie dans l'acte.

Art. 48. L'acceptation doit être faite par le donataire majeur, etc.

Obs. L'article précédent exige que l'on reporte sur la ratification les mêmes formalités que sur l'acceptation.

Art. 49. Il porte que les donations non insinuées ne peuvent être opposées aux tiers qui auraient contracté avec le donateur.

Obs. Il serait bon d'ajouter, « sans que le donateur puisse se prévaloir de tous autres moyens » par lesquels il prétendrait que la donation n'est « connue de l'héritier ou du créancier. »

Cette disposition préviendrait des contestations, et ferait encore mieux sentir la nécessité de l'insinuation.

Art. 50. Si le mari ne remplit pas la formalité de l'insinuation, la femme peut y faire procéder sans autorisation.

Obs. Cette formalité exige l'emploi de droits considérables : il faut fournir à la femme le moyen de les acquitter ?

Il faudrait autoriser la femme à poursuivre son mari pour obtenir l'avance de ces frais.

Art. 51. Il prononce la nullité de toutes donations qui ne sont pas revêtues des formalités prescrites par les articles précédents.

Obs. Du nombre des formalités prescrites, est l'insinuation.

C'est un principal conseil en droit, que ce qui est nul ne produit aucun effet.

L'article 55 semble cependant annuler la donation non insinuée par rapport au donateur, puisqu'il porte qu'elle ne pourra être opposée à un tiers. Qui de uno dicto, de altero negat.

Obs. De cette observation il résulte que, pour établir de la concordance entre ces dispositions, il faut en supprimer le dernier paragraphe de l'article 55, ou modifier la nullité absolue prononcée par l'article 51.

On observera, en général, qu'il serait utile que le Code fixât dans quel délai l'insinuation doit être faite ; ait, pour être faite au-delà de ce délai, elle est nulle même par rapport aux tiers qui n'ont contracté avec le donateur après cette insinuation tardive.

# SECTION III.

Art. 63. Si le donateur est décédé avant l'expiration de l'année du délai qui doit être ouverte au droit de révocation, l'action peut être intentée par ses héritiers.

Obs. Quel délai auront les héritiers pour intenter cette action ? sera-t-il d'une année à compter du décès, ou seulement de ce qui pourra rester de l'année que l'article 62 détermine ?

Il paraît que la circonstance du décès ne peut prolonger le délai : cependant les héritiers pourraient prétendre que cette espèce de prescription légale n'a commencé à courir contre eux que du jour où leur droit leur a été acquis ; qu'alors ils doivent jouir d'une année pleine.

Il serait utile de prévenir cette difficulté, en ajoutant « que, dans le cas où le donateur serait « décédé avant l'expiration du délai, les héritiers pourraient intenter l'action pendant le temps qui restait à expirer de cette année. »

Art. 64. La survenance d'enfants n'opère plus la révocation des donations, mais seulement leur réduction à la quotité disponible.

Obs. Cette disposition résout, dans un sens contraire à l'ordonnance de 1731, la difficulté qui a

longtemps divisé les docteurs sur le véritable sens de la loi Si ergam ; mais elle laisse subsister beaucoup d'incertitude qu'il serait essentiel de faire cesser.

1° La survenance d'un enfant rend-elle la donation réductible à l'instant même de sa naissance ? et s'il y a en tradition réelle, le donateur peut-il rentrer dans la possession de la portion non disponible ?

La réduction pour ce motif étant fondée sur la préemption que le père ne se sent pas dépouillé au-delà de ce que la loi permetait, elle doit opérer en sa faveur.

D'ailleurs l'intérêt des enfants le demande, puisque, sans cela, leur père pourrait être réduit à l'impossibilité de fournir aux dépenses de leur éducation.

2° Comment la réduction se fera-t-elle, si la tradition a été réelle ? sera-ce sur le pied de la fortune au moment de la donation, ou à l'instant de la naissance de l'enfant ?

Comment, si la tradition a été fictive, et qu'après, à défaut d'intérêt personnel, le donateur n'ait pas demandé la réduction ? Calculera-t-on sur la valeur de la fortune, ou à l'instant du décès, ou à l'instant de la naissance, ou à l'instant de la donation ?

Il conviendrait d'adopter et de prescrire une règle générale, sans laquelle il naîtrait autant de difficultés qu'il y aurait de circonstances différentes.

Pour les résoudre par une disposition générale, il semble qu'on ne peut choisir qu'entre trois époques, le moment de la donation, l'instant auquel le droit de réduction est acquis, ou celui du décès.

Et pour se fixer, il faut encore recourir aux présomptions morales qui font admettre la réduction. La loi ne suppose pas que le père se soit dépouillé au-delà de ce qu'elle autorise, s'il y avait eu des enfants qui fussent son attachement ; c'est donc à l'instant où cette affection est présumée avoir pris naissance, qu'il faut se reporter, et réduire la donation à la quotité disponible à la naissance de l'enfant.

Si l'un adoptait l'instant auquel la donation a été faite, ce serait donner au effet rétroactif à un événement qui n'a cependant pas été prévu.

Si la réduction se faisait au moment du décès, alors l'accroissement de la fortune du donateur tournerait tout entier au profit du donataire, et le père de famille perdrait ainsi le plus précieux avantage à une sage économie, la certitude qu'il travaillait pour ses enfants.

3° Enfin, le Code civil ne dérogeait pas à la loi de l'enfant, arrivé avant celui du donateur, rend à la donation tout son effet. Les jurisconsultes ont toujours penché pour la négative ; mais il serait utile de la mettre en principe.

On observera encore, sur les donations, que l'un des résultats les plus fréquents qu'elles produisent est l'ingratitude, et que l'on n'en reconnaît que trop souvent les effets.

Cette triste vérité avait fait adopter un moyen de révocation en général, et le projet de Code civil la réduit à deux cas seulement.

Il peut être vrai que l'ingratitude se manifeste souvent par des signes tellement équivoques, qu'il est difficile de la caractériser et de la reconnaître ; mais si des revers de fortune réduisent le donateur à l'indigence, si le donataire vit à côté de lui dans l'aisance, et se refuse au devoir comme au plaisir de venir au secours de son bienfaiteur, sans doute il est coupable aux yeux de l'humanité.

nié; et ce serait un malheur si la loi ne pouvait l'annuler.

Ne pourrait-on pas, pour y parvenir, ajouter à l'article 60 un troisième cas de révocation :

*S'il refuse de le recevoir dans l'indignité ?*

Ces expressions eussent été assez les magistrats qu'un besoin réel serait suffisant pour entacher la révocation.

#### CHAPITRE V.

##### SECTION PREMIÈRE.

##### *De la forme des testaments.*

Art. 70. Après avoir dit que le testament public doit être reçu par deux notaires, ou un notaire et deux témoins, il est ajouté que l'acte doit en être fait en présence des témoins.

Obs. Il semblerait qu'une des conditions soit toujours nécessaires, ou que lorsqu'il n'y en a pas, il n'est pas exigé que la lecture se fasse en présence de deux notaires, ce qui doit cependant être de rigueur. Il faudrait donc dire de la lecture et qui est dit plus bas de la signature, qu'elle doit être faite en présence des deux notaires, ou du notaire et des témoins.

On observera encore que les articles qu'on examine ne disent pas d'une manière assez formelle, que la présence des deux notaires, ou du notaire et des témoins, est nécessaire pendant tout le temps de la confection de l'acte ; cependant on sait que plus tard sont souvent résultés de leur absence. Ils ont été tellement seuls que, dans beaucoup de provinces, les procureurs ont cherché à les prévenir par des arrêts de règlement.

Art. 71. Après avoir prescrit des précautions indiquant sages pour éviter les suppressions et les faux en matière de testaments olographes, l'article termine par lasser le dépôt chez un notaire à l'entourage du testateur.

Obs. Mais c'est lasser subsister le danger que l'on veut prévenir.

Lorsque l'acte de présentation est sur l'enveloppe, qui empêche le laissaire de l'ouvrir, et d'y substituer un acte fabriqué ; alors l'enveloppe et l'acte de présentation ne font que donner un caractère de vérité de plus à l'acte simulé.

On ne voit pas d'inconvénient à prescrire, dans tous les cas, le dépôt chez le notaire. Le secret du testateur sera aussi bien conservé, et il n'y aura pas à douter que l'acte ne soit l'expression de sa volonté.

Art. 72. Aucune donation à cause de mort n'est valable, s'il n'y a six jours francs entre sa date et le décès du donateur.

Obs. Plusieurs motifs semblent avoir dicté cette disposition :

Le premier, de s'assurer que le testateur, qui aurait révoqué la donation ou l'acceptation, n'aurait pas la liberté de se rétracter ;

Le second, d'avoir une espèce de garantie qu'au moment où le testament a été fait, il n'était pas tombé dans cette espèce d'aliénation qui courrait le plus souvent les dernières heures de la vie.

Mais il semble que ces motifs cessent lorsque la mort a été causée par un événement imprévu. Il paraît surtout que les testaments faits à l'étranger, en mer, ou en temps de peste, ne devraient pas être assujettis à cette espèce de confirmation qui résulte de la survie de six jours.

Il est à remarquer encore de voir les individus intéressés au maintien de la donation, et qui le plus souvent ravivent le testateur, dissuader l'instant de sa mort. Il faudrait qu'ils fus-

sent retenus par le crainte d'un peino, ou d'une privation s'ils sont héritiers.

Il n'y a pas longtemps qu'une pareille réticence a donné lieu à des débats, et qu'il a fallu prononcer si l'un ou l'autre des deux avait le droit de le recevoir, ou s'il était écrit dans l'acte mortuaire.

#### SECTION II.

Art. 114 et 115. Le premier de ces articles dit que le testateur peut donner à l'héritier à l'exécuteur testamentaire ; mais que celui-ci ne peut l'exiger, si elle ne lui a pas été donnée.

Obs. Le second laisse à l'héritier la faculté de faire cesser la saisie, en offrant de remettre à l'exécuteur testamentaire une somme suffisante pour le paiement des dettes mobilières.

Il paraît, d'après ce second article, que l'héritier n'est tenu de rien offrir à l'exécuteur testamentaire, si le saisi ne lui a pas été donnée.

Mais alors comment assurera-t-il l'exécution des dettes ? S'agit-il seulement de prévoir les dettes mobilières de la libéralité dont il se voit l'objet ?

On bien leur intérêt reposera-t-il tellement entre ses mains, qu'il ait action contre l'héritier pour se faire remettre les deniers, à l'effet d'acquiescer le paiement des dettes mobilières ?

Dans cette dernière hypothèse, les légataires particuliers pourrions-ils élever une action dirigée contre l'exécuteur testamentaire, ou cas de négligence ?

Il est essentiel que la loi prévienne ces doutes, pour éviter les débats et les contestations : ils ne seraient pas à craindre, si, conformément à notre ancienne jurisprudence, l'exécuteur testamentaire était toujours tenu, à moins que l'héritier ne lui eût été les deniers en souffrance pour acquiescer les legs mobiliers, soit qu'il les eût d'abord ses propres fonds, soit qu'il eût consenti de les abandonner aux créanciers de la succession.

Art. 134 et 135. Ils donnent à l'héritier le droit de faire déchoir le légataire par les mêmes motifs qui autorisent le donateur à révoquer la donation entre-vifs.

Ils déterminent ensuite les délais dans lesquels l'action en déchéance doit être intentée.

Obs. On peut faire ici plusieurs questions.

1<sup>re</sup> L'héritier présomptif a-t-il la même action contre le légataire universel de tous biens ?

2<sup>re</sup> Le légataire universel qui, dans tous les cas, est son *hæredes*, peut-il l'exercer contre le légataire particulier ?

3<sup>re</sup> Cette action passe-t-elle à l'héritier de l'héritier, comme à l'héritier du donateur entre-vifs ?

On ne voit point de motifs pour la refuser à l'héritier contre le légataire universel, il semble, au contraire, que celui-ci peut d'autant moins en être affecté, qu'il doit être considéré comme plus coupable.

On peut que l'action ne peut appartenir au légataire universel qu'autant qu'il était l'un des héritiers.

Enfin on ne voit pas pourquoi la loi ne donnerait pas à l'héritier de l'héritier le même droit qu'à celui du donateur.

#### CHAPITRE VI.

Art. 143. Il prononce la nullité du partage fait entre-vifs par père et mère, lorsqu'il ne rappelle pas tous les enfants vivants à l'époque, ou ceux du prédécédé.



Où. Mais il ne parle pas d'un survenant d'enfants. Il est vrai qu'on ne présume pas qu'un père ou une mère partagerait entre leurs enfants, tant qu'ils conserveront l'espoir d'en voir augmenter le nombre; mais la nature a ses phénomènes, et dans ce genre les exemples ne sont pas rares communs; et même, dans ce cas, il serait injuste qu'un enfant se trouvât exclu de la part.

#### CHAPITRE VII.

Art. 117 et 118. L'article 147 accordé aux père et mère la liberté de donner, par contrat de mariage, tout ou partie de leurs biens.

L'article 118 porte que pareille donation est irrévocable seulement en ce sens que le donateur ne peut plus disposer à titre gratuit, et ne peut donner modiques à titre de récompense ou autrement; mais il conserve la liberté de vendre ou hypothéquer.

Où. Le père et la mère, en usant de la liberté que le premier de ces articles leur laisse, peuvent donner la totalité, ou bien un corps de bien certain; et la donation sera sans doute valable, si l'objet ainsi donné n'exécute pas la totalité disponible: dans ce cas, on ne voit aucune raison de l'annuler.

Mais alors le donateur ne doit plus conserver la liberté de vendre et hypothéquer, ou de disposer à titre gratuit, quel que soit le motif de sa disposition; car il dépendrait de lui d'annuler la donation.

Pour assurer la portion de liberté que doit conserver le donateur, et maintenir les droits des autres enfants, il suffit qu'on mentionne au décès la donation soit réductible à la totalité disponible, comme le prescrit l'article 152.

#### CHAPITRE VIII.

Art. 161. Il restreint la liberté de donner, au conjoint à vie des secondes nocces, à une part d'enfant, et en usufruit seulement.

Où. Cette rigueur contre les secondes nocces paraît excessive à côté de la liberté donnée aux époux en premières nocces par les articles précédents.

La loi doit sans doute veiller à l'intérêt des enfants à la prendre là, et s'opposer à ce qu'ils deviennent victimes d'une seconde union: voilà le seul motif qui la dirige.

La loi a toujours été en erreur de dire qu'il nuisait les secondes nocces. Elle ne pouvait les reconnaître qu'en cas qu'elles seraient contractées ou à l'ordre de la nature, ou à l'ordre social; ce qui n'est pas.

Pourquoi donc un père ou une mère se remarierait-ils pas les maîtres d'assimiler à l'un de leurs enfants l'objet d'une nouvelle affection, conçue peut-être dans un temps où les passions et le mariage ont conservé toute leur force, et où le concubinage prendrait presque nécessairement la place d'une union légitime, si elle n'était forcée; et certainement les enfants en seraient plus heureux pour les soins du père et de la mère.

Il est rare que la loi atteigne son but, lorsqu'elle veut arrêter et non redoubler l'effet des passions.

#### TITRE X.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 1. Il abroge l'usage des contrats de mariage sous le nom privé.

Où. Depuis longtemps cet usage aurait dû être abrogé, à raison des nombreux abus qui en résultaient, et qui se sont particulièrement fait

sentir là où les contrats de mariage étaient envisagés comme nécessaires, parce que les coutumes, telles qu'à Metz, étaient exclusivement de communauté.

Il serait à désirer que, sans donner un effet rétroactif à la loi, on lui respectât le bienfait à des temps antérieurs; ce qui pourrait se faire en assujettissant les contrats de mariage sous le nom privé à l'insinuation, dans un délai fixé, avec un droit modique et uniforme.

Alors l'époux survivant ne serait plus maître de supprimer le contrat; alors on ne pourrait plus le fabriquer suivant les circonstances, et qui n'auraient pas été connues lors du mariage.

#### CHAPITRE II.

#### SECTION II.

Art. 15. § 2. Cet article déclare leurs parts de la communauté, les fruits, revenus et intérêts échus ou perçus pendant le mariage.

Où. Il ne parle pas des mêmes fruits, revenus et intérêts échus avant et non perçus pendant le mariage; il semble qu'on ne peut conclure qu'ils ne lui ont point partie de la communauté.

Quand on se serait fondé, d'un autre côté, à prétendre qu'ils en dépendent; et voir comment: le paragraphe précédent du même article dit que la communauté se compose de tout le mobilier que les époux possédaient au jour de la célébration du mariage.

L'article 19, liv. II, chap. II, reconnaît que le mot mobilier a une signification plus étendue que la mot meuble, puisqu'il paraît que cette dernière expression comprend tout ce qui est mobilier, hors l'argent comptant, les dettes actives, etc. Donc le mobilier comprend les dettes actives.

Mais il est certain que les fruits, revenus, intérêts et arrérages échus, font aussi partie des dettes actives: donc ils sont compris sous la désignation générale de mobilier.

Il paraît résulter de ce raisonnement, qu'il y a contradiction, au moins apparente, entre le premier et le second paragraphe de l'article qu'on examine, en ce que le premier fait entrer dans la communauté tout le mobilier, et que le second n'y fait entrer que les fruits, revenus, etc., échus ou perçus pendant le mariage.

Il serait utile de faire disparaître l'incertitude qui sort de la comparaison de ces deux dispositions.

Art. 15 et 17. Le premier de ces articles dit que tout immeuble dont la propriété n'est point prévue avoir appartenu à l'un des conjoints avant, ou lui être échue pendant le mariage, est présumé avoir été acquis pendant le mariage, et former un conjoint de communauté.

Le second porte que les immeubles que les conjoints possèdent au jour de la célébration du mariage, ou qui leur échouent pendant son cours à titre de succession, n'entrent point en communauté.

Où. Il paraît que l'ordre dans lequel ces articles sont posés n'est pas celui dans lequel ils devraient être placés.

L'article 15 dit que les fruits et revenus entrent en communauté.

L'article 16, qui regarde la suite ou réserve sur l'usufruit, est une exception à cette première partie de l'article 15; et devrait être placé immédiatement après.

Où. Le dernier paragraphe du même article 15 dit quels immeubles entrent en communauté; l'article 17 indique quels sont ceux qui n'y entrent

pas; enfin l'article 45 prescrit le seul caractère auquel on peut les reconnaître. Il serait à désirer que cet ordre des idées fût aussi celui des articles.

Ainsi le seizième deviendrait le quinzième, le dix-septième prendrait la place du seizième, et le quinzième celle du dix-septième.

Art. 22. Il détermine ce qui compose les charges de la communauté, et il place dans cette classe les arrérages et intérêts des rentes et dettes passives, tant de celles de la communauté que de celles personnelles aux époux.

Obs. Dans cette disposition, généralisée pour les arrérages, il faut conclure que ceux émis avant le mariage font aussi partie des charges de la communauté; ce qui peut encore être écrit que les fruits et intérêts échus aussi avant le mariage, quoique non payés pendant son cours, appartenant à la même communauté.

Voir l'observation sur l'article 11 de cette section.

#### SECTION IV.

##### DESTINATION II.

Art. 65. Il y est dit que les créanciers du mari peuvent intervenir dans l'instance sur la demande en séparation de biens, et la contester si elle est provoquée en fraude de leurs droits.

Obs. L'usage était que la femme devait appeler sur sa demande tous les créanciers connus de son mari; mais ils étaient présumés de la demande. Si cet usage était abrogé, combien il s'opposerait de séparations à l'insu des créanciers!

L'article dit qu'ils peuvent seules quand la demande est formée en fraude de leurs droits. Mais quand peut-on dire que cette fraude existe? Sera-ce lorsque les reprises de la femme excéderont la fortune du mari, ou qu'après les créanciers perdrait le tout ou une large partie de leurs gages? Ce serait priver ces derniers des avantages de la séparation, à moins qu'elle ne préservât la dissipation du mari.

N'y aura-t-il de fraude que lorsque le mari et la femme s'accorderont pour exagérer les reprises, afin de faire perdre aux créanciers? Mais ce n'est pas sur l'instance en séparation que cette fraude peut se commettre; elle se fera lors de la liquidation qui doit suivre, et à laquelle il faut dire que les créanciers connus sont appelés.

De ces observations il résulte qu'il serait à désirer que la loi dit quand est-ce que la séparation sera créée provoquée en fraude des créanciers.

Art. 66. Il donne à la femme une hypothèque légale sur les biens du mari, à défaut d'emploi ou de remploi.

Obs. A quelle date remaniera cette hypothèque? Est-ce à celle de l'aliénation? ou est-ce à celle du contrat de mariage, ou de la célébration à défaut de contrat?

On sait que la date du contrat de mariage ou de la célébration était presque universellement adoptée, on se fonde sur ce que la garantie du mari ne reportait au moment où il avait pris en main l'administration des biens de la femme.

Cependant cette jurisprudence a quelquefois paru trop avantageuse à la femme, qui ne devait en effet être créancière à défaut de remploi, que du moment où ses membres sont aliénés.

#### TITRE II.

##### CHAPITRE VI.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 95. Lorsque le vendeur fait usage de la faculté de réméré, les fruits pendant par les parties

lui appartiennent à compter du jour où il a remboursé ou consigné le prix, s'il n'y a eu stipulation contraire.

Obs. Cette disposition peut légitimer une inopiné spéculation. La vente aura eu lieu à l'instant qui a suivi la récolte, et le réméré s'exercera l'instant auparavant. Il est évident que le vendeur, qui aura joué du prix immédiatement après la vente, bénéficiera d'une année de fruits.

Il semblerait plus équitable de donner à l'acquéreur les fruits jusqu'à l'époque de la résolution de l'année, à compter de la date du contrat.

On observe encore, sur cet article, qu'il n'y est parlé que des fruits, et non des loyers, ce qu'il est reprochant bien essentiel de distinguer dans l'intérêt même de l'agriculture.

#### SECTION II.

Art. 103. Cet article détermine les cas où la rescision pour lésion d'outre moitié n'a pas lieu.

Obs. Il n'y comprend pas les contrats connus en droit sous la dénomination de contrats aléatoires; cependant il est d'une interprétation constante que ces contrats ne sont pas sujets à être rescindés pour cause de lésion.

Il faut être si-on pense que cette jurisprudence était tellement fondée en raison, qu'il était inutile d'en former un article de loi. Si cela est vrai, il est vrai aussi qu'il est essentiel d'en préciser l'objet, et il s'est souvent manifesté.

Les contrats aléatoires sont ceux dont l'effet dépend d'événements incertains, mais, pour qu'ils ne puissent être exposés à la rescision pour cause de lésion, il est nécessaire, sans doute, que l'objet sur lequel frappe la cause aléatoire soit essentiellement l'un de ceux que les contractants ont pris en considération.

Cependant il est des tribunaux qui ont appliqué le principe avec une telle rigueur, qu'il leur suffit de rencontrer dans un contrat une condition qui dépende d'un événement incertain, pour qu'ils rejettent l'action en rescision; par exemple, la réserve d'habitation dans une chambre d'une maison vendue avec un corps de logis à la sorte que, pour rendre illusoires le moyen introduit par la loi afin d'éviter l'effet du dol ou de la surprise, il eût dû insérer dans le contrat une clause de cette nature.

D'autres, au contraire, ont exigé des experts chargés de l'estimation le soin d'établir pour combien, relativement aux circonstances, la condition incertaine a pu entrer en considération dans la fixation du prix.

L'une et l'autre de ces deux jurisprudences offrent des inconvénients; la première prescrite à la fraude au plus usant; la seconde semble trop laisser à l'arbitrage des experts.

La loi ne rejette des circonstances ne permet peut-être pas d'établir une disposition également applicable dans tous les cas; et la prudence du juge semble être le seul moyen auquel il soit possible de recourir; mais pour qu'il pût le consulter, il faudrait au moins qu'il lui offrît de cette règle trop généralisée, qui veut que l'action en lésion soit rejetée, lorsque le contrat renferme des clauses aléatoires, il semble qu'un article ainsi conçu remplirait cet objet.

« Les tribunaux pourront, suivant les circonstances, admettre ou rejeter l'action en lésion d'outre moitié, lorsque le contrat de vente contiendra quelques clauses aléatoires. »

Si cette disposition permettait offrir de trop grands inconvénients, s'il y en avait moins à assujettir strictement à la règle, alors, pour ra-

mener à une unité de jurisprudence, il faudrait ajouter à l'article qu'on examine, que la rescision pour lésion n'a pas lieu lorsque le contrat de vente renferme quelques clauses aléatoires.

### TITRE XII.

Art. 6 Il admet la rescision pour cause de lésion, lorsque l'un des deux a l'autre un immeuble en échange de meubles ou effets mobiliers.

Obs. Pour juger qu'il y a lésion, il faut que la juste valeur soit comme autant qu'il est possible, que le montant du prix délivré ne présente aucune incertitude.

Lorsque ce prix est en monnaie, il ne peut y avoir d'embarras sur ce dernier point, parce que la valeur en est fixée par la loi, parce qu'il est le moyen employé dans presque toutes les conventions, et même dans celle énoncée le prix d'une manière certaine, elle devient aussi un objet assuré de comparaison pour fixer la valeur de la chose vendue.

Lorsque le prix est payé en effets mobiliers, tous ces moyens de reconnaître s'il y a lésion disparaissent à la fois; et pour le prouver, il ne faut que réfléchir qu'alors il faudrait deux experts, l'un pour déterminer la valeur de l'immeuble en monnaie, l'autre pour apprécier celle des meubles qui ont formé le prix.

Et encore, également cette dernière opération pourrait-elle acquiescer le degré de justesse qui lui est nécessaire? Il n'est rien de la valeur soit plus relative que celle des effets mobiliers. Une médaille isolée sera pour un antiquaire d'un prix incalculable, parce qu'elle peut être, elle composera une collection de monuments historiques de cette nature; et elle n'aura, aux yeux d'un expert, que la valeur du métal. On pourrait citer une infinité d'exemples de cette espèce.

De ces observations il résulte que l'exception portée dans cet article à la règle générale qui, en matière d'échange, rejette la rescision pour cause de lésion, est sujette à de grands inconvénients; et comme la loi est toujours pour les conventions, comme elles sont toujours présumées être contractées de bonne foi, comme il est toujours dangereux d'en remettre le sort entre les mains d'experts, on pense qu'il vaudrait mieux maintenir la règle générale et supprimer l'exception, ou au moins n'admettre le pouvoir en rescision qu'autant que les meubles donnés en échange seraient estimés dans le contrat.

### TITRE XIII.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 10. Il porte que si le bail verbal est d'une maison, il n'a d'autre durée que la volonté commune des parties, et qu'elles ne peuvent s'en départir qu'après un avertissement.

Que cet avertissement doit se donner au temps d'avance et de la manière établie par l'usage des lieux.

Obs. Que le temps d'avance soit remis à l'usage, cela peut être sans inconvénient; peut-être cependant vaudrait-il mieux qu'il y eût une règle générale.

Mais quant à la manière, on croit qu'il est utile de la fixer, afin de faire cesser l'incertitude sur la question de savoir si la preuve testimoniale peut en être admise.

##### OBSERVATION PARTICULIÈRE.

Il se fait souvent des baux pour un certain nombre d'années, mais avec la liberté de les

rompre après une certaine révolution de temps lorsque cette faculté est réciproque, elle est souvent inconvénient; elle est contraire à la nature du bail, elle est étonnante, lorsqu'elle est donnée qu'à l'un des contractants. Il faudrait que la loi prononçât que, dans ce cas, le droit de rompre le bail à l'époque fixée est réciproque.

### TITRE XIV.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 5. Toute société dont l'objet est d'un valeur de plus de cinquante francs doit être rédigée par écrit; la preuve ne peut être reçue contre et contre le contractant.

Obs. L'ordonnance du commerce contient une disposition analogue à cet article, et a fait naître fréquemment la question de savoir si la société pouvait être justifiée par témoins, lorsqu'il y avait un commencement de preuve par écrit.

Les uns pensaient qu'il eût été tiré motif de l'absence du contrat de société, d'être rédigé par écrit, qu'ils se refusaient à toute preuve.

Les autres regardaient la disposition de l'ordonnance du commerce comme une abrogation particulière des dispositions de l'ordonnance de 1667, et admettaient la preuve par témoins lorsqu'il y avait commencement de preuve par écrit.

Il semble que cette dernière opinion est plus conforme à l'équité et aux principes de bon sens qui doivent régner sur tout dans le commerce. Serait-il juste qu'un négociant, après avoir entrepris longtemps une société, après en avoir fait les fonds et fourni les affaires, lorsque ses agissements, par exemple, seraient foi de ses ventes, pût cependant échapper à la rescision, en se renfermant dans l'exception résultant de ce qu'il n'y a point d'acte de société rédigé par écrit?

D'après cette simple observation, on pense que dans le cas d'un commencement de preuve par écrit, la société peut être prouvée par témoins, mais il faudrait que la loi levât les doutes qui résultent de ce qu'elle l'exprime pour les autres conventions, et non pour celle-ci.

### TITRE XIX.

#### CHAPITRE II.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 13. Cet article fixe un taux légal aux rentes viagères, et il le proportionne à l'âge du créancier.

Obs. Jusqu'à présent le montant proportionnel des rentes viagères a dépendu de la coutume. Elles étaient considérées un droit comme ceux partis de ces contrats appelés *rentes*, elles étaient ainsi à l'abri de toute action de rescision pour cause de lésion.

Si l'article qu'on examine offre un grand avantage, il consiste en ce qu'il écarte toute idée de fraude de ces r. p. de contrats, puisqu'il rend la rente viagère insusceptible de réduction, non suffit-il pour atteindre ce but?

Les rentes viagères sont souvent le prix d'un immeuble aliéné à ce titre. Si la valeur de l'immeuble n'est pas fixée par le contrat, et que le débiteur de la rente viagère prétende à la réduction, quelle règle suivra-t-on pour l'opérer? Il faut donc faire estimer l'immeuble, comme lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a lésion, et après la réduction d'après l'estimation? Si ce moyen est celui qui paraît le plus juste, il serait à désirer que le Code civil l'énonçât par un article additionnel, qui pourrait être conçu en ces termes.

Si la rente viagère est le prix d'un immeuble

« vendu, et que la valeur n'en soit pas fixée par le contrat, illo sera susceptible de réduction dans les proportions établies par l'article 13, et sur le pied de la valeur de l'immeuble déterminée par experts. »

Mais qu'arrivera-t-il si le prix est déterminé par le contrat, et que le débiteur prétende qu'il a été forcé afin d'éloigner le taux des rentes viagères, ou que, dans le cas de l'article 16, il ait été donné pour valoir l'avantage indirect ? Il faut reconnaître que, si la loi ne présente aucun remède dans ces deux cas, les articles 11 et 16, loin de prévenir la fraude ou la lésion, semblent au contraire fournir un moyen facile de les faire prospérer.

Il paraît qu'on ne peut éviter ces inconvénients qu'en adoptant l'exception dans tous les cas. On pourrait proposer les taux antérieurs pour connaître le revenu.

Mais le produit d'un immeuble n'est pas toujours un signe certain de sa valeur : une maison déjà vieille offre au locataire autant de commodités que si elle était neuve ; et cependant elle a moins de valeur quant au fond.

Il résulte de ces observations, qu'il sera toujours très-difficile d'atteindre le but qu'on s'est proposé par les articles 13 et 16 ; qu'il, sans produire l'effet qu'on pourrait s'en promettre ou prévoir aperçu, ils ruineront non seule de débilités : il n'y aura pas une rente viagère causée pour vente d'immeuble, qui ne donnera lieu à des procès, si la mort tardive du vendeur trompe l'espoir de l'acquéreur.

On penserait volontiers qu'il vaudrait mieux laisser la fixation de la rente à la volonté des parties, sauf les cas de dol ou de fraude.

Cette opinion paraît encore fondée sur ce que l'âge n'est pas toujours le seul pronostic du plus ou moins grande durée de la vie d'un homme : son tempérament, la profession qu'il a exercée, les maladies chroniques dont il est menacé, une infinité d'autres circonstances, peuvent contribuer à déterminer celui qui stipule une rente viagère ; et toutes ces circonstances ne peuvent entrer dans la disposition de la loi.

Il n'en est pas d'une rente viagère constituée par un particulier, comme de la conversion que le Gouvernement fait en rentes de cette nature, de capitaux qu'il doit : dans ce cas il faut sans doute une règle proportionnelle, et l'âge seul peut entrer en considération.

On observera, sur l'article 16, que, si l'intention est de prévenir les avantages indirects, il est incomplet, puisqu'il n'autorise que la réduction. Elle ne peut être demandée que par le vendeur : l'avantage indirect a donc lieu, s'il ne réclame point. Il semble que, dans tous les cas où la loi défend d'avantager, de parents consorts devraient être nuls.

Le Tribunal d'appel, après avoir entendu sa commission dans son rapport sur les observations ci-dessus, les a approuvées, et a arrêté qu'il en serait fait rapport au ministre de la justice.

A Metz, en la chambre du conseil, le 16 nivôse an X de la République.

Signé : PRESSEL, président ; THÉBAULT, greffier.

#### OBSERVATIONS

Sur le projet de Code civil, faites par les membres de la commission nommée le 21 germinal dernier, par le Tribunal d'appel siégeant à Montpellier.

Nota. La brièveté du temps, les occupations des

membres de la commission du tribunal, et d'autres accidents survenus, n'ont pas permis de organiser la rédaction de ce travail.

En examinant le projet de Code civil, l'attention de la commission s'est portée d'abord et spécialement sur chaque disposition particulière, en appliquant sur ces dispositions paraissent susceptibles les observations générales que peut fournir un premier coup d'œil ; elle n'est revenue ensuite sur celle de ces mêmes dispositions qui, plus intéressantes et systématiques, exigent plus de développement dans les observations plus importantes qu'elles font naître. Enfin, en comparant les parties de l'ouvrage entre elles, et l'ouvrage lui-même avec la règle, les observations sont devenues générales en s'appliquant à ces rapports généraux.

Telle est la nature et tel sera l'ordre des observations que la commission présente sur le projet de Code civil. D'abord elles seront successives sur toutes les dispositions particulières qui en paraîtront susceptibles ; ensuite elles seront plus développées sur certains de ces dispositions, plus intéressantes et systématiques ; enfin elles auront généralement sur l'ensemble du projet et de ses dispositions.

#### § 1<sup>er</sup>.

OBSERVATIONS SUGGÉRÉES AUPRÈS TOUTES LES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DU PROJET DE CODE CIVIL, QUI EN PARAÎSSSENT SUSCEPTIBLES.

Pour que les observations puissent être plus aisément senties, et avec moins d'explications, on a cru devoir transcrire d'abord le texte du projet auquel elles se rapportent.

#### LIVRE PRÉLIMINAIRE.

##### De droit et des lois.

#### TITRE PREMIER.

Art. 5. La coutume résulte d'une longue suite d'actes constamment répétés, qui ont acquis la force d'une convention tacite et commune.

Où, il ne paraît pas suffisant d'établir qu'une coutume résulte d'une longue suite d'actes constamment répétés ; il faudrait de plus fixer le temps pendant lequel la coutume a dû être observée pour avoir acquis force de loi.

#### TITRE II.

Art. 1<sup>er</sup>. Il est diverses espèces de loi. Les uns régissent les rapports de ceux qui gouvernent, avec ceux qui sont gouvernés, et les rapports de chaque membre de la cité avec tous ; ce sont les lois constitutionnelles et politiques. Les autres régissent les rapports des citoyens entre eux ; ce sont les lois civiles. Les troisièmes, etc. Les quatrièmes, etc.

#### TITRE III.

##### De la publication des lois.

Art. 2. Les lois dont l'application appartient aux tribunaux sont exécutoires dans chaque partie du territoire de la République, du jour de leur publication par les tribunaux d'appel.

Il serait plus juste de ne les rendre exécutoires que du jour de leur publication par les tribunaux de première instance ; la plus grande partie de ces tribunaux, dont les arrondissements forment celui des tribunaux d'appel, étant très-éloignés des lieux où ceux-ci tiennent leurs séances.

Art. 3. Cette publication doit être faite, à peine de forfaiture, à l'audience qui suit immédiatement le jour de la réception, par la section qui en est de service.

*Obs.* L'air de la loi trop sévère : des circonstances particulières peuvent empêcher les juges de procéder à cette publication à l'audience suivante immédiatement le jour de la réception.

#### TITRE IV.

##### *Des effets de la loi.*

Art. 9. Les lois prohibitives emportent peine de nullité, quoique cette peine n'y soit pas formellement exprimée.

*Obs.* Pour éviter les contestations, il faudrait exprimer à quels casernes ou droit connaître les lois prohibitives ; si elles doivent être reçues en termes prohibitifs formels, ou bien en termes équivalents.

#### TITRE V.

##### *De l'application et de l'interprétation des lois.*

Art. 2. Il est souvent nécessaire d'interpréter les lois.

Il y a deux sortes d'interprétation : celle par voie de doctrine, et celle par voie d'autorité.

L'interprétation par voie de doctrine consiste à saisir le véritable sens d'une loi, dans son application à un cas particulier. L'interprétation par voie d'autorité consiste à résoudre les doutes par l'usage de la disposition générale et par l'usage de la disposition particulière.

*Obs.* Étant dit, par l'article 7 suivant, que la présomption du juge ne doit pas être mise à la place de la présomption de la loi, qu'il n'est pas permis de distinguer lorsque la loi ne distingue pas, et que les exceptions, qui ne sont point dans la loi, ne doivent point être supplées ; et par l'article III, après avoir dit, étant dit que la distinction de lois odieuses et favorables, faite dans l'oligarchie, ne doit pas restreindre leurs dispositions, est abusive, il semble que la permission donnée au juge d'interpréter la loi par voie de doctrine ne peut guère avoir lieu.

Art. 7. La présomption du juge ne doit pas être mise à la place de la présomption de la loi. Il n'est pas permis de distinguer lorsque la loi ne distingue pas ; et les exceptions qui ne sont point dans la loi ne doivent point être supplées.

*Obs.* La généralité des dernières expressions de cet article peut induire en erreur dans le cas où l'on peut distinguer d'après l'esprit de la loi, quoique la loi ne distingue pas, et dans ceux où les exceptions qui ne sont pas dans la loi peuvent également se trouver dans l'esprit de la loi.

Art. 10. La distinction des lois odieuses et des lois favorables, faite dans l'oligarchie, ne doit pas restreindre leurs dispositions, est abusive.

*Obs.* La disposition de cet article peut gêner l'équité du juge dans l'application des lois favorables, et dans la restriction de celles qui sont odieuses.

Art. 12. Le juge qui refuse ou qui diffère de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, se rend coupable d'abus de pouvoir et de déni de justice.

*Obs.* Cet article ne se concilie pas avec l'article 1<sup>er</sup> du présent titre. Dans l'article 12, le juge ne peut refuser de juger, lors même que la loi manque ; et dans l'article 1<sup>er</sup>, son ministère consiste à appliquer la loi avec discernement et bonté.

#### LIVRE PREMIER.

##### *Des personnes.*

#### TITRE PREMIER.

##### *CHAPITRE I.*

##### *SECTION PREMIÈRE.*

##### *Des étrangers en général.*

Art. 7. L'étranger peut être traduit dans les tri-

bunaux de France pour l'exécution des obligations par lui contractées en France, avec un Français.

*Obs.* La disposition de cet article paraît devoir être présentée à l'étranger qui, ayant des biens en France, peut être cité dans les lieux et devant les tribunaux de la situation des biens, pour l'acte hypothécaire seullement, le domaine devant rester la compétence dans la poursuite des actions personnelles.

#### CHAPITRE III.

##### *SECTION PREMIÈRE.*

*De la perte des droits civils par abdication volontaire.*

Art. 11. La loi politique régle les cas dans lesquels un Français doit être regardé comme ayant abdiqué cette qualité et les droits de citoyen.

*Obs.* La lecture de toutes les pages du projet de Code fait sentir la nécessité d'une définition plus détaillée de ce qui est appelé droit politique, le politique, droit public, droit civil et loi civile.

Art. 12. Celui qui a perdu les droits de Français et de citoyen, ne conserve en France que l'exercice des droits civils appartenant aux citoyens de la nation dont il lui faut parler.

*Obs.* Même observation que sur l'article précédent sur la nécessité d'une définition plus détaillée des droits civils.

Art. 15. Lorsque une femme française mariée avec un étranger est devenue veuve, si elle reste en France, elle y recouvre tous les droits civils, de jour qu'elle n'a pas déclaré de vouloir s'y tenir.

*Obs.* Cet article suppose la lecture d'un registre dans la municipalité pour y inscrire cette déclaration.

#### TITRE II.

##### *Des actes destinés à constater l'état civil.*

##### *SECTION PREMIÈRE.*

*Des règles particulières aux actes de naissance.*

Art. 22. Les actes de naissance doivent être faits en présence de deux témoins, lesquels doivent signer, et en cas qu'ils déclarent ne savoir ou ne pouvoir signer, il en est fait mention expresse.

*Obs.* Pour les actes de mariage et de décès, il est dit qu'ils sont faits en présence de témoins, parents ou non parents ; il devait en être de même dans les actes de naissance.

Art. 24. Le naissance de l'enfant doit être déclarée par le père légitime, ou, à défaut du père, par les officiers de santé, ou autres personnes qui ont assisté à l'accouchement, ou par la personne qui commande dans la maison, lorsque la mère est accouchée hors de son propre domicile.

*Obs.* Si le père désavoue l'enfant né dans les premiers six mois de son mariage avec la mère, l'officier de l'état civil ne doit pas recevoir la déclaration que la mère voudra lui faire de ce désaveu.

Ne doit-il pas aussi recevoir la déclaration de celui qui viendra lui déclarer qu'il est le père naturel de ce même enfant ?

Ne doit-il pas enfin recevoir d'autres déclarations du même genre ?

#### SECTION II.

##### *Règles particulières aux actes de mariage.*

Art. 31. Les publications prescrites ou lue du mariage, et qui doivent en précéder la célébration, sont faites par l'officier de l'état civil, les jours de défaut, dans le lieu et à l'heure des autres municipales.

*Obs.* Dans tous les temps il a été arrêté des

dispenses pour la publication des mariages dans les cas exigent célérité, tels que voyage, maladie, crainte de mort : ne porteraient-ils pas, au moyen de pareilles dispenses, qui seraient accordées par qui de droit, allonger les délais de publication prescrits par l'article ?

Art. 18. Le mariage est célébré par l'officier de l'état civil du domicile du l'un des parties, dans le lieu et à l'heure ordinaires des séances municipales, les portes ouvertes.

*Obs.* En cas d'empêchement physique de l'un ou de l'autre des linées pour se rendre à la séance municipale, ne faudrait-il pas autoriser l'officier de l'état civil à se rendre auprès des personnes empêchées, pour y recevoir leur déclaration de mariage ?

#### SECTION IV.

##### *Des règles particulières aux actes de décès.*

Art. 57. L'officier, avant de dresser l'acte, est obligé de se transporter auprès du cadavre, à l'effet de s'assurer son décès.

Aucune inhumation ne peut être faite sans son ordonnance, qu'il ne doit délivrer que vingt-quatre heures après le décès.

*Obs.* Il est des cas où les cadavres ne peuvent rester vingt-quatre heures sans inhumation ; alors il faudrait que l'officier de l'état civil fut autorisé à délivrer l'ordonnance d'inhumation dans un court espace de temps, d'après l'avis des officiers de santé.

Art. 66. Les courtiers des prisonniers doivent faire mention sur le registre d'écrou du décès des détenus, et renvoyer, dans les vingt-quatre heures, un extrait de ce registre à l'officier de l'état civil dans l'arrondissement duquel est la prison ; et celui-ci est tenu de l'insérer, dans le même jour, sur les registres de l'état civil.

*Obs.* Même observation que sur les articles 60, 61 et 65 ci-dessus.

#### TITRE III.

##### *Du domicile.*

Art. 6. Le domicile du mineur non émancipé est celui de ses père et mère, ou de son tuteur.

Art. 7. Le domicile du majeur interdit est celui de son tuteur.

*Obs.* Il se peut que le mineur, quel que non émancipé, vive séparément de ses père et mère, et surtout de son tuteur ; dans ce cas, son domicile ne devrait pas être celui de ses père et mère, ou de son tuteur ; il ne devrait l'être que dans le cas où le mineur serait pupille, et incapable de gérer ses affaires.

Il serait encore à propos d'expliquer quel est le domicile du majeur interdit pour cause de prodigalité.

Art. 9. Le citoyen appelé à une fonction publique exerceant résidence, soit que cette fonction lui ait été déléguée à vie, soit qu'elle soit temporaire ou révocable, lorsqu'il a conservé le domicile par lui précédemment élu pour l'exercice de ses droits politiques, peut être cité, pour les actes relatifs à ses droits civils, tant au lieu de son domicile qu'au lieu où il exerce sa fonction ; mais en cas de décès, les actions relatives à sa succession sont portées devant les tribunaux du lieu de son domicile.

*Obs.* Le fonctionnaire public cité en témoignage, avec, réponses sur faits et articles, etc., etc., peut-il être cité indifféremment au lieu de son domicile ou à celui où il exerce ses fonctions ?

Cette alternative pourrait avoir des inconvénients qu'il est nécessaire de prévenir.

#### TITRE IV.

##### CHAPITRE II.

##### *Dessets de l'absence.*

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 14. Les héritiers (présomptifs de l'absent), tant qu'ils ne jouissent (de ses biens) qu'en vertu de l'envoi provisoire, ne peuvent prescrire la propriété des fonds et capitaux dont l'administration leur a été confiée.

Ils ne peuvent même ni hypothéquer ses immeubles : néanmoins, après trente ans révolus, d'après l'envoi provisoire, ils peuvent demander l'envoi au possesseur définitif ; et ils sont rendus propriétaires inextinguibles en vertu du jugement qui la leur accorde, en présence et du consentement du commissaire du Trésorier.

*Obs.* L'homme étant présumé vivre cent ans, et ses héritiers présomptifs n'ayant possédé ses biens pendant son absence qu'à la charge de les lui restituer en cas de retour, ne paraissent pas devoir en devenir propriétaires incommutables par l'effet de cette possession, qui, n'étant évidemment que précaire, ne peut leur acquiescer cette propriété ; nul ne pouvant d'ailleurs prescrire contre son propre titre par aucun laps de temps, ainsi que cela est expliqué dans le projet de Code, livre XX, chapitre III, articles 18 et 22.

Art. 15. Le délai de trente ans, après lequel les héritiers présomptifs peuvent demander l'envoi définitif, est court contre l'absence tant que du jour où il a ouvert sa tragédie.

*Obs.* Même observation que sur l'article précédent.

Art. 17. Si les enfants et descendants de l'absent (que celui-ci avait eus) avec une femme qu'il n'eus depuis son départ ne se représentent qu'après que ses autres héritiers présomptifs ont obtenu l'envoi définitif, ils ne sont recevables à réclamer les biens de leur auteur qu'autant qu'ils justifient de sa mort à une époque certaine, et qu'à cette époque ils étaient mineurs.

Ainsi cas, ils ne seront tenus en possession des biens de leur auteur qu'autant qu'ils réclament le temps écoulé depuis leur majorité, il ne se trouve point au laps de trente années révolues qui ait rendu irrévocable l'envoi en possession définitif des autres héritiers présomptifs de l'absent.

Même observation que sur l'article précédent.

##### SECTION II.

Art. 21. Si s'ouvre une succession à laquelle l'absent est appelé par la loi, elle n'est éteinte exclusivement aux seuls parents avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou aux parents du degré subséquent.

Si la loi n'eût fait nul legs ou une donation échue à une condition du service, et dans toutes les autres cas semblables, les créanciers représentants et ayants cause sont non recevables à exercer de son chef, aucun des droits de cette nature, tant qu'ils ne prouveront pas son existence.

*Obs.* L'absent, étant présumé vivre cent ans, ne devrait pas être exclu de la succession à laquelle il est appelé par la loi pendant son absence ; et les cohéritiers qui ont le droit de concourir avec lui, ne devraient être envoyés que provisoirement en possession de la part comptant l'absent, en donnant caution de la loi restituer en cas de retour.

##### CHAPITRE III.

Art. 23. Si le citoyen appelé à la défense de la République n'a point laissé de procurateur pour

La régie de ses biens, l'administration municipale prend les mesures nécessaires pour la conservation et la régie de ses propriétés immobilières.

**Obj.** En vertu de cet article, l'administration municipale peut-elle, sans procuration, former des demandes en justice au nom de l'absent, et défendre à celles qui ont été dirigées contre lui? c'est ce qui paraît devoir être expliqué.

### TITRE V.

#### Du mariage.

##### CHAPITRE PREMIER.

**Art. 17.** Le mariage est puothé en ligne directe entre tous les ascendants et descendants d'un, et réciproquement, comme aussi entre lesdits ascendants et les maris ou les femmes de leurs descendants.

Il en est de même du père et de la mère à l'égard de l'enfant naturel ou de ses descendants, ainsi qu'à l'égard du mari ou de la femme desdits enfants et descendants.

**Art. 18.** En collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur, soit germains, soit consanguins, soit utérins;

Entre le fils légitime et la fille née hors mariage du même père ou de la même mère, et réciproquement;

Entre deux enfants nés hors mariage du même père ou de la même mère.

**Obj.** L'union n'est-elle publique et l'intérêt des mœurs exigent-ils la prohibition du mariage tant en ligne directe qu'en ligne collatérale entre les alliés ou même degré; par exemple, en ligne directe, entre le père et la fille de sa femme; et en ligne collatérale, entre le frère et la sœur du frère, l'oncle et la nièce, la tante et le neveu, par la raison posée dans le chapitre préliminaire du Code, que ces individus vivent ordinairement dans la même famille, qui est le sanctuaire des mœurs, et que les mœurs sont menacées par tous les préliminaires d'amour et de séduction qui précèdent et préparent les mariages.

Par la raison encore qu'il répugnerait aux mœurs, que le même individu épouse la mère et la fille; que le frère épouse la veuve de son frère qui en est la sœur, que la sœur épouse l'oncle qui représente son père.

**Art. 19.** Le mariage fait à l'extrémité de la vie est privé des effets civils.

Il est considéré comme tel, lorsqu'un des conjoints se trouve atteint, à l'époque de la célébration, d'une maladie dont il meurt dans les vingt jours qui suivent.

**Obj.** La privation des effets civils qu'on attachait au mariage fait à l'extrémité de la vie avait l'inconvénient de laisser plégués les enfants orphelins déjà recueillis, tandis que leur légitimation est évidemment le but de ce mariage.

La maladie, a-t-on dit, de laquelle on meurt dans les vingt jours du mariage, peut d'ailleurs être telle, qu'à l'époque de la célébration elle n'aurait pas de caractères dangereux; en sorte qu'il est possible que le mariage n'ait pas été contracté dans la crainte de la mort.

##### CHAPITRE II.

**Art. 23.** Le domestique du tuteur est celui de son père, ou de sa mère si le père est mort, ou de son tuteur s'il n'a ni père ni mère.

**Obj.** Même observation que sur les articles 6 et 7, titre III, livre 1<sup>er</sup>.

##### CHAPITRE III.

##### SECTION PREMIÈRE.

**Art. 32.** La demande en nullité de l'oppo-

sition est portée devant le juge de paix du lieu où le mariage doit être célébré; le juge de paix y prononce seul, et doit le faire dans les dix jours à compter de la citation.

La décision du juge de paix est sujette à l'appel, qui doit être interjeté et suivi de citation dans trois jours à compter de la signification du jugement. L'appel se porte devant le tribunal de première instance, lequel y prononce en dernier ressort dans les mois.

**Obj.** L'objet étant d'une importance majeure, il paraît que la procédure relative aux oppositions aux mariages devrait être faite et jugée par les tribunaux de première instance et d'appel.

##### CHAPITRE IV.

*Des obligations qui naissent du mariage, etc.*

**Art. 51.** Les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants, selon leurs facultés.

L'enfant n'a point d'action contre son père ou mère pour un établissement par mariage ou autrement.

**Obj.** L'obligation des père et mère d'élever leurs enfants devrait comprendre aussi celle de leur procurer une profession ou métier, qui se dit assez souvent un établissement; il faudrait en même temps accorder à la fille une action pour demander contre son père ou sa mère une dot proportionnée à leurs facultés, sans laquelle elle ne pourrait se marier.

**Art. 52.** Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère qui sont dans le besoin.

**Art. 53.** Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les exige, et de la fortune de celui qui les fournit.

**Art. 54.** Celui qui ne peut payer une pension alimentaire reçoit dans sa demeure, nourriture et entretien celui à qui il doit des aliments, pourvu que son revenu et son travail suffisent pour fournir de semblables secours.

**Art. 55.** Celui qui a été condamné à fournir des aliments peut en demander la réduction, même s'en faire débarrasser, lorsqu'il tombe dans un état tel qu'il ne peut plus les donner ou tout ou en partie.

**Obj.** L'impossibilité de payer une pension alimentaire à ses père et mère devrait être constatée par une assemblée de famille, ainsi que l'insuffisance du revenu et du travail pour leur fournir des aliments dans la demeure.

##### SECTION DEUXIÈME.

**Art. 64.** La femme est obligée de demeurer avec le mari, et de le servir partout où il juge à propos de résider. Le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui lui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon les facultés de son état.

**Obj.** Cette obligation devrait être réciproque entre le mari et la femme.

**Art. 65.** La femme ne peut ester en jugement sans l'assistance de son mari, quand bien même elle serait majeure publique, ou non commune ou séparée de biens.

**Art. 66.** La femme commune ou séparée de biens ne peut donner, aliéner, accepter une succession ou une donation, sans le consentement par écrit ou le concours de son mari dans l'acte.

**Obj.** L'on ne voit pas pourquoi l'autorisation et consentement du mari seraient nécessaires dans les cas même où la femme est libre dans ses biens, les droits n'étant pas alors réciproques entre elle et son mari.

La femme mariée, libre dans ses biens, n'en peut-elle pas disposer comme celle qui n'est point mariée ?

Art. 68. La femme, si elle est marchande publique, peut, sans le consentement de son mari, s'obliger pour et contre son négoce; et, au cas, elle oblige aussi son mari, s'il y a communauté entre eux.

Elle n'est pas réputée marchande publique, si elle ne fait que détenir les marchandises dont son mari se mêle, mais seulement quand elle fait un commerce séparé, et autre que celui de son mari.

Obs. Suivant l'article 65 de l'autre part, la femme marchande publique ne peut ester en jugement sans l'assistance de son mari.

En résumé, suivant l'article 68 ci-dessus, elle peut s'obliger sans le consentement de son mari, en ce qui concerne son négoce; elle peut donc, à cet égard, ester et se défendre en jugement.

Ces deux articles ne paraissent pas contradictoires l'un à l'autre ?

Art. 69. Lorsque le mari se trouve frappé d'une condamnation important peine afflictive ou infamante, lorsque qu'il a été prononcé que par suite de la femme, même majeure, ne peut ester en jugement, ni contracter qu'après s'être fait autoriser par le juge, qui peut, au cas, donner l'autorisation sans que le mari ait été entendu en appel.

Art. 70. Si le mari est interdit pour cause de démence, ou s'il est absent, le juge peut, en connaissance de cause, autoriser la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

Art. 72. Si le mari est mineur, l'autorisation du juge est nécessaire, soit pour ester en jugement, soit pour contracter.

Obs. Sur ces trois articles, même observation que sur les précédents, dans le cas où la femme est libre dans ses biens.

L'expérience démontre d'ailleurs l'utilité de pareilles précautions, qui ne font le plus souvent qu'occasionner des contestations, et rendre le remède pire que le mal.

Art. 74. La femme peut tester sans le consentement ni le concours de son mari.

Obs. Par le même raison, elle peut donner ou faire un testament.

## SECTION II.

### Dissolution du mariage.

Art. 75. Le mariage se dissout :

1<sup>o</sup> Par le divorce.

2<sup>o</sup> Par le divorce légalement prononcé.

Obs. Le lien du mariage devrait être à l'abri du divorce à l'égard des contrats passés sous l'empire de la loi ecclésiastique et civils tout ensemble, qui, avant la loi de 1792 sur le divorce, était la loi de l'Etat, la loi qui prescrivait et devait prescrire l'indissolubilité de lien conjugal, ainsi que s'en explique le rédacteur du Code civil, pages 32 et 33 (Arc. 1. vi. 201) du discours préliminaire ; la loi dont l'effet ne pourrait être anéanti dans ces contrats par une rétrogradation de la loi nouvelle, que par des principes désavoués suivant les mêmes rédacteurs, page 20 (Arc. 1. vi. 197) du même discours.

Les époux ne peuvent aujourd'hui être frustrés de la garantie que leurs engagements ont reçu de la loi ancienne, la loi publique ne devrait jamais être trompée.

Cette considération doit s'appliquer encore aux mariages contractés sous l'ancienne loi, relativement aux séparations temporaires de corps et de biens, qui étaient alors admises.

T. VI.

## SECTION III.

Art. 76. La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après un an révolu, depuis la dissolution du mariage précédent.

Obs. Il faudrait indiquer des peines à la femme qui malverserait dans l'année du deuil.

## TITRE VI.

### De l'adultère.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 3. Les délits qui donnent lieu au divorce sont : Les sévices et mauvais traitements, et la conduite habituelle de l'un des époux envers l'autre, qui rend la vie commune insupportable ; La diffamation publique ; L'abandonnement du mari par la femme, ou de la femme par le mari ;

L'adultère de l'un des époux à la vie de l'autre ; L'adultère de la femme accompagnée d'un scandale public, ou prouvée par des écrits émanés d'elle ; celui du mari qui tient sa concubine dans sa maison commune.

La disposition de cet article paraît trop vague ; il peut souffrir trop souvent des équivoques au divorce, les délits énoncés dans l'article n'étant ni ne pouvant même être précisés.

Ces délits pourraient bien être pris en considération par les législateurs, à l'effet d'autoriser, comme antécédents, les séparations de corps et de biens, qui remédieraient également aux inconvénients de la réconciliation des époux en discord, conserveraient leurs biens, leur tranquillité et leurs droits respectifs, et d'arriveraient à leurs esprits et à leurs humeurs le temps de se concilier.

Obs. La dissolution du mariage ne devrait donner lieu qu'à la séparation de biens ; sans ce remède, la femme, pour couvrir son palmarès, serait dans le cas de demander le divorce, que, d'après le projet de Code, elle ne pourrait obtenir pour cause de dissolution.

Il y aurait d'autres cas pour la simple séparation de corps et de biens, tels que la lépre et autres maladies qui, même d'après le projet, ne donnent pas lieu au divorce.

En surplus, la diffamation publique, et l'abandon de l'un des époux, paraissent ne devoir donner lieu qu'à une séparation de corps et de biens : les époux peuvent reconnaître leurs torts, s'en repentir, et revenir ensemble ; ce qu'ils ne pourraient faire, si l'un des deux avait contracté un nouveau mariage, ainsi que, d'après le projet, il en a la liberté.

Il n'y aurait alors que l'adultère de l'un des époux à la vie de l'autre, et l'adultère qui pourrait donner lieu au divorce.

#### CHAPITRE II.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 23. Si le demandeur en divorce a été autorisé par le tribunal d'appel à reprendre la suite de son procédure, elle est portée devant le tribunal de première instance le plus voisin de celui dont le jugement a été infirmé, et les pièces sont renvoyées à ce tribunal par le commissaire du Gouvernement du tribunal d'appel.

Obs. Ce renvoi au tribunal de première instance le plus voisin de celui qui a rendu le jugement infirmé, ne devrait être ordonné que dans le cas où le tribunal qui a rendu le jugement ne serait pas divisé en deux sections et composé d'un nombre suffisant de juges, par là l'ordre des juridictions serait conservé.

J.]



## SECTION II.

Art. 32. S'il y a des enfants communs dont chacun des deux époux réclame l'administration provisoire, elle sera accordée au mari, soit qu'il soit demandeur ou défendeur.

Obs. Il faudrait excepter de cette disposition les enfants à la mamelle, et ceux à qui le soin de la matériel n'aurait nécessairement ; il faudrait en excepter aussi le cas de la dissipation ou de la prodigalité de la mère. Ces deux circonstances seraient soumises à la décision d'une assemblée de famille.

Il serait mieux encore de confier l'administration provisoire des enfants à celui des époux qui serait jugé par une même assemblée. Par là on éviterait l'inconvénient de laisser sous la main du père, par exemple, des enfants contre lesquels il aurait de la haine, à cause même de leur attachement pour leur mère. Dans ces cas, l'effet de la puissance paternelle ne dirait plus peser sur eux.

## CHAPITRE III.

Art. 42. La réconciliation (qui éteint l'action en divorce) est présumée de droit, si la femme est devenue concubine depuis la demande en divorce, ou depuis le fait sur lequel cette demande est fondée.

Obs. Si les époux n'habitaient pas ensemble, la présomption de réconciliation ne paraît pas devoir être admise ; il dépendrait alors de la femme de faire naître une pareille présomption.

Art. 48. La présomption de la réconciliation, résultant de la grossesse au cas de l'article 32, ne peut être détruite que par la preuve de l'adultère, ou de la continuation de celui qui aurait donné lieu à la demande en divorce.

Obs. L'on s'en réfère à la disposition indiquée par l'article 42.

## CHAPITRE IV.

Art. 53. Si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissent pas suffisants pour indemniser l'époux qui a obtenu un divorce, le tribunal peut lui accorder une pension alimentaire sur les biens de l'époux défendeur, proportionnée aux facultés de celui-ci.

Art. 57. Soit que les enfants aient été confiés au père seul ou à la mère seule, ou à l'un ou à l'autre, ou à des tierces personnes, le père et la mère contribuent aux frais de leur entretien et éducation, en proportion des facultés de chacun d'eux, et selon qu'il est réglé par le tribunal, d'après l'avis de la famille.

Obs. Dans les familles contributives du père ou de la mère à l'éducation et entretien des enfants, doit être sans doute comprise la pension alimentaire que l'époux est tenu de fournir à celui qui a obtenu le divorce, et de laquelle mention est faite dans l'article 53 ci-dessus.

## TITRE VII.

## De la paternité et filiation.

## CHAPITRE III.

## Des enfants nés hors mariage.

Art. 27. Toute reconnaissance du père seul, non avouée par la mère, est de nul effet, tant à l'égard du père que de la mère, sans préjudice néanmoins de la preuve de la paternité, et de ses effets contre la mère seulement.

Obs. Il semble que, si la preuve de la paternité était faite, la reconnaissance du père d'un enfant pas alors seule, devrait reprendre son effet.

Art. 28. La reconnaissance du père et l'aveu de la mère sont valables, à quelque époque qu'ils aient été faits.

Néanmoins, la reconnaissance du père est nulle, si elle a été faite dans le cours de la maladie dont il est décédé, et s'il n'a pas survécu vingt jours à l'acte.

Obs. Même observation que sur l'article 19 du chapitre I<sup>er</sup>, titre V, sur le mariage fait à l'extrémité de la vie.

## TITRE VIII.

## De la puissance paternelle.

## CHAPITRE II.

Art. 12. Le père, exerçant le mariage, ou, jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, l'administration et la jouissance des biens que leur advenant, autres néanmoins que ceux que ces enfants peuvent acquérir par leur travail ou leur industrie hors de la maison paternelle.

Obs. Le droit qu'a le père d'administrer et de jouir pendant le mariage, jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, des biens que leur advenant, devrait être juremment accordé à la mère, à défaut du père, avec d'autant plus de raison que, par l'article 13 suivant, le droit d'administrer et de jouir des biens des enfants de divers biens, est délégué au père ou à la mère à qui les enfants appartiennent.

## CHAPITRE III.

## De la disposition officieuse.

Art. 15. Les père et mère ne peuvent exécuter leurs enfants ; mais lorsqu'un enfant marié, et qui a des descendants, se livre à une dissipation notoire, le père ou la mère peut, pour l'intérêt même de cet enfant et de sa postérité, léguer, par une disposition officieuse, aux descendants de leur enfant dissipateur, l'entière propriété de sa portion héréditaire, et réduire ce dernier au simple usufruit de la même portion.

Obs. Dans le cas de la disposition officieuse, le mobilier devra-t-il rester en propriété et jouissance dans la main de l'enfant dissipateur ? Ce serait la fournir matière à la dissipation.

Au reste la faculté d'exécuter des enfants ne devrait pas être ôté au père et à la mère, mais qu'il sera établi dans les observations générales.

Art. 16. La disposition officieuse ne peut être faite que par acte testamentaire.

La cause doit y être spécialement exprimée, elle doit être juste, et rarement substantielle à l'époque de la mort du père ou de la mère disposants.

Obs. Il faudrait prescrire la manière de s'assurer si la cause de la disposition officieuse subsiste à l'époque de la mort du père ou de la mère disposants.

Art. 19. L'usufruit légué à l'enfant dissipateur peut être saisi par les créanciers qui lui ont fourni des aliments depuis sa jouissance.

Les autres créanciers, soit antérieurs, soit postérieurs à l'extinction de la succession, ne peuvent saisir l'usufruit, si ce n'est dans le cas où il excéderait ce qui peut convenablement suffire à la subsistance de l'enfant dissipateur.

Obs. Il semble que, pour éviter aux contestations, il faudrait fixer la quotité de ce qui ne peut être saisi de l'usufruit légué à l'enfant dissipateur.

Art. 22. Un père, constatant le mariage, ne peut frapper l'enfant connu d'une disposition officieuse sans l'assistance ou le consentement exprès de son mari.

Si elle a des enfants d'un autre lit, elle ne peut faire une disposition officieuse que l'avis frappe, qu'après y avoir été autorisé par un conseil de famille.

Obs. Sur l'assistance et consentement du mari,

même observation que sur l'article 55 et suivants, section 1<sup>re</sup> des droits et devoirs respectifs des époux, chapitre IV, titre V, livre 1<sup>er</sup>.

## TITRE IX.

### De la minorité, tutelle et émancipation.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 2. La minorité se divise en deux époques. Dans la première, le mineur considéré comme absolument incapable de se conduire lui-même et de régir ses biens, est placé sous la garde et la direction d'un tuteur.

Dans la seconde, il recouvre la simple administration de ses biens, et ne peut agir pour le surplus qu'avec l'assistance d'un curateur.

Obs. Non-seulement on devrait diviser la minorité en deux époques, mais encore on devrait fixer le temps auquel chacune d'elles commence et finit.

Comme dans la première le mineur est absolument incapable de se conduire lui-même et de régir ses biens, il doit nécessairement y être suppléé par un tuteur; tandis que, dans la seconde époque, le développement de ses facultés intellectuelles lui permet de se conduire lui-même, de régir ses biens, faire un commerce, etc.; en sorte qu'il n'a besoin de l'assistance d'un curateur que pour agir en justice et passer certains contrats : d'où il suit que son état dans la première époque ne ressemble pas du tout à son état dans la seconde, de même que les fonctions de son tuteur ne ressemblent pas non plus à celles de son curateur; d'où il suit encore que, ces deux états étant si distincts et si différents, il doit exister une différence entre le tuteur et le curateur; d'où il suit enfin que la pupillarité, qui est l'âge de la première époque, doit être bien distincte de la majorité, qui est l'âge de la seconde.

Le tuteur est une personne autre que le curateur; leurs fonctions sont totalement différentes : le curateur doit intervenir dans l'option des comptes que le tuteur doit rendre à la fin de la pupillarité, afin que le mineur jouisse plus tôt des biens desquels il a le droit de jouir lui-même, et qu'il peut augmenter par l'effet de son industrie.

Ainsi la distinction de pupillarité de la minorité, et du tuteur du curateur, paraît d'une explication nécessaire, ainsi que la fixation du temps auquel les deux époques de la minorité doivent commencer et finir.

#### CHAPITRE II.

##### SECTION PREMIÈRE.

#### De la tutelle naturelle.

Art. 7. Le tuteur naturel est celui de faire procéder à un inventaire et à la nomination d'un subrogé-tuteur.

Obs. La loi devrait fixer le délai dans lequel le tuteur est tenu de remplir ces deux formalités, et déterminer la peine qu'il encourt par son omission ou sa négligence.

Art. 14. Lorsque la tutelle n'est pas conservée au père par le conseil de famille, il est privé de la jouissance des biens de son enfant mineur.

Obs. La disposition de cet article paraît contraindre les effets de la puissance paternelle, qui attribue au père et à la mère la jouissance des biens de leurs enfants mineurs non émancipés; la puissance paternelle étant d'ailleurs elle-même une tutelle dont le père ne peut être privé que par l'interdiction.

#### SECTION II.

#### De la tutelle déléguée par le père ou la mère.

Art. 15. Lorsqu'il n'y a point d'ascendant, le dernier mourant des père et mère a le droit de choisir un tuteur.

Le choix doit être confirmé par le conseil de famille, s'il n'y a pas cause légitime d'exclusion. Obs. On ne voit pas par quelle raison, lorsqu'il y a un ascendant, le père ou la mère n'ont pas le droit de choisir un tuteur, surintendant l'ascendant n'est pas reconnu propre à exercer la tutelle, sauf la confirmation du conseil de famille.

#### SECTION III.

#### De la tutelle déléguée par le conseil de famille.

Art. 32. Les parents, amis et voisins d'abord appelés, qui ne se rendent pas au conseil, sont remplacés du la manière énoncée dans l'article précédent.

Obs. Il faudrait de plus une peine contre les d'abord appelés qui ne se rendent pas, sauf les cas d'excuse légitime.

#### SECTION IV.

#### Des causes qui dispensent de la tutelle.

Art. 48. Ceux qui, à l'époque de la nomination à la tutelle, ont atteint soixante-cinq ans, sont dispensés de l'accepter; mais cet âge survenant pendant l'exercice de la tutelle, ne peut autoriser à l'abdiquer.

Obs. Disposition rigoureuse, même nuisible aux intérêts du mineur, puisque le tuteur âgé de soixante-cinq ans, forcé d'accepter la tutelle, ne peut l'abdiquer même à l'âge de quatre-vingt ans, quoique à cet âge on soit communément aussi faible et aussi incapable que l'est un mineur ou pupille.

#### SECTION V.

#### Des exclusions et des destitutions de la tutelle.

Art. 57. La destitution du père ou de la mère (de la tutelle) emporte de plein droit la déchéance de la jouissance des biens des mineurs.

Le conseil de famille peut leur laisser la surveillance des enfants, si la destitution n'est déterminée que sur la simple inaptitude; auquel cas ils conservent la jouissance des biens des mineurs, dont le revenu doit leur être remis par celui qui les remplace dans la tutelle.

Obs. Cet article, en ce qu'il prive le père de la jouissance des biens de ses enfants mineurs par l'exclusion de la tutelle, paraît contraire à l'article 12 du titre VIII, chapitre II, qui veut que, constant le mariage, et jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, le père ait, par le seul effet de sa puissance paternelle, la jouissance des biens de ses enfants.

#### SECTION VI.

#### De l'administration du tuteur.

Art. 72. Aussitôt après l'inventaire, le conseil de famille doit régler la dépense du mineur, et celle qui est nécessaire pour l'administration de ses biens; il étend aussi l'emploi qui doit être fait du prix de la vente des meubles.

Les frais de nourriture, entretien et éducation du mineur ne peuvent excéder ses revenus.

Néanmoins, le conseil de famille peut, suivant les circonstances, autoriser les père et mère et le tuteur à disposer du surplus du revenu, en tout ou en partie, tant pour son éducation que pour son établissement.

Obs. En cas d'insuffisance des revenus et produits

de reste du mobilier, ne pourrait-on pas autoriser la vente d'un meuble, d'après l'avis du conseil de famille? Une pareille vente est commandée par la nécessité qui n'a point de loi.

Art. 77. La donation faite de meuble ne peut être acceptée par le tuteur qui n'est l'autorisation du conseil de famille; et dans ce cas elle a, vis-à-vis du mineur, le même effet que contre le majeur.

Obs. L'autorisation du conseil de famille n'étant nécessaire que lorsque le mineur est en pupillarité, c'est, après cet âge, la simple assistance d'un créancier pouvant lui suffire, d'autant que le conseil de la résistation lui est ouvert pendant dix années, à compter de la majorité.

Art. 78. L'usufruit est question de protéger à un partage, d'imprimer, de faire compter sur particulier de donner raison, ou de contraire, sans en demandant, sans en défendant, les droits immobiliers du mineur, le tuteur doit se faire autoriser par le conseil de famille.

Art. 79. Le tuteur peut défendre à une demande en partage d'une succession induite avec le mineur; mais il ne peut la provoquer lui-même, sans y être spécialement autorisé par un conseil de famille.

Obs. Sur ces deux articles, même observation que sur le précédent.

#### CHAPITRE III.

##### De l'émancipation.

Obs. Sur la forme et les effets de l'émancipation, on rappelle aux observations faites ci-dessus sur l'art. 2, chap. 1<sup>er</sup> des mineurs, touchant la distinction qui paraît devoir être faite entre la pupillarité et la minorité.

#### TITRE X.

##### CHAPITRE II.

##### Des majeurs et de leur interdiction.

Art. 13. Si celui dont l'interdiction est provoquée ne peut, sans des inconvénients graves, être transporté au tribunal, l'interrogatoire et l'examen sont faits par un commissaire prenant les juges du tribunal, et nommé par lui, lequel se transporte au domicile du défendeur avec le greffier du tribunal ou son commis.

Le commissaire est l'un de ses assesseurs par le juge de paix de l'arrondissement et l'un de ses assesseurs en par deux assesseurs dudit juge de paix.

Obs. Il n'y a plus d'assesseurs de juge de paix pour assister le commissaire.

Art. 14. Si le défendeur à l'interdiction ne peut être amené devant le tribunal d'appel sans des inconvénients graves, le tribunal adresse une commission rogatoire au tribunal civil de première instance le plus voisin du domicile de la personne dont l'interdiction est provoquée, autre que celui qui a rendu le jugement dont est appel.

Obs. Si le tribunal qui a rendu le jugement dont est appel, étant composé de deux sections, la commission rogatoire pourrait être adressée à l'un des juges de la section qui n'aurait point rendu le jugement.

Obs. Sur le présent titre X de l'interdiction, on remarque que si n'y est point parlé de l'interdiction des majeurs pour cause de prodigalité, la prodigalité n'exerce cependant aucunement de protection de la part de la loi que la démente ou l'insolent, puisque le prodigisme ne consistant ni dans un délire dans ses dépenses, tend à une ruine totale.

Avant la loi romaine, en lui interdisant l'inter-

disposition de ses biens, lui donne un caractère d'extrême justice et de protection.

Qui fait tous les jours, dans la conduite de certains d'un de famille, des exemples de prodigisme et de dissipation, auxquels on n'aurait certainement par la suite de l'interdiction.

Comme la prodigalité, ou la dissipation est un exemple de différents degrés, le remède peut aussi être différent; ou l'interdiction, ou les mesures volontaires, ou le peu pris qu'il est prescrit dans le chapitre III du présent titre.

Mais il est rare que le prodigisme demande la même sanction, ou un conseil volontaire, de la nécessité de suppléer de la même manière que pour les fous et les insensés.

Telle mesure est surtout nécessaire pour la conservation de la dot des femmes dont les maris sont prodigues et dissipateurs.

#### LIVRE II.

Des biens et des différentes modifications de la propriété.

#### TITRE PREMIER.

##### CHAPITRE II.

##### Des meubles, etc.

Art. 22. Si la vente ou le don sont faits d'une maison avec tout ce qui s'y trouve, tous les effets mobiliers qu'elle contient y sont aussi compris, mais non les dettes actives, l'argent comptant l'argenterie, ni les autres droits dont les titres sont déposés dans cette maison.

Obs. Il semble que la généralité des expressions avec tout ce qui s'y trouve, devrait comprendre l'argent comptant et l'argenterie, conformément aux dispositions de la loi 86 (art. 11, de l'art. 21) et que l'exception ne devait regarder que les dettes actives, et les droits dont les titres sont déposés dans la maison.

##### CHAPITRE III.

##### Des biens, etc.

Art. 25. Les chemins publics, les rues et places publiques;

Les rivières et rivières navigables ou flottables, Les étangs, lacs et relais de la mer, les ports, les havres, les rades, et généralement toutes les portions du territoire national qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme des dépendances du domaine public.

Obs. Dans la disposition de cet article, il n'est point parlé des rivières non navigables ni flottables, ni des lacs qui ne sont point publics et qui appartiennent à la propriété de ces rivières et lacs et quels droits les particuliers peuvent y exercer.

##### TITRE II.

##### De la pleine propriété.

Art. 2. Nul ne peut être contraint de offrir sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste indemnité.

Obs. L'indemnité dont il est parlé dans cet article devrait être préalable.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 3. Les fruits produits par la chose appartenant à son propriétaire, encore qu'ils aient été produits par les labours, travaux et dépenses faits par un tiers, en lui en remboursant les frais.

Art. 4. Les produits de la chose n'appartiennent point au simple possesseur, ni d'un tiers ni de la chose au propriétaire qui la revendique, excepté dans le cas où le détenteur en a possédé de bonne foi.

*Obs.* La généralité de ces deux articles devrait être limitée aux cas où le tiers n'a ni titre ni motif pour exploiter le fonds d'autrui. Sous cette limitation la règle est fautive en cas de vente d'un fonds allié, et injuste dans les autres cas que nous pourrions ne devrait pas comprendre, ainsi qu'il est expliqué plus au long dans les 2 des observations, où il est aussi parlé de l'exception introduite en faveur de la bonne foi du possesseur.

## TITRE III.

## CHAPITRE PREMIER.

## SECTION II.

*Des obligations de l'usufruitier.*

Art. 26. Il (l'usufruitier) doit donner caution de pourvu bon père de famille, excepté qu'il n'en est dispensé par sa qualité ou par l'acte constitutif de l'usufruit.

*Obs.* La qualité qui peut dispenser l'usufruitier de bonne caution devrait être déterminée.

Art. 27. Si l'usufruitier ne peut pas trouver de caution, les immeubles sont donnés à ferme ou mis en séquestration, les sommes rangées dans l'usufruit sont placées, les denrées sont vendues; et le prix en provenant est placé; et le prix de ferme ainsi que l'intérêt des sommes placées appartiennent à l'usufruitier pendant la durée de l'usufruit.

A l'égard des meubles qui déprécient par l'usage, le propriétaire a le choix de les faire vendre, et d'en faire placer le prix comme celui des denrées, ou de dispenser l'usufruitier de donner caution.

*Obs.* Ne serait-il pas plus avantageux et moins dispendieux pour toutes les parties, de laisser à l'usufruitier qui ne peut trouver de caution, le choix de recourir aux dispositions de cet article, ou de recevoir du propriétaire une pension ou rente représentative de l'usufruit, laquelle serait fixée par des experts?

Art. 28. L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien;

Les grosses réparations d'appartiennent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien de puis l'ouverture de l'usufruit, auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

Art. 29. Les grosses réparations sont celles de la construction des quatre gros murs et des voûtes; le rétablissement des poutres et des couvertures entières;

Toutes les autres sont des réparations d'entretien.

*Obs.* Les grosses réparations devraient être ici réparties les mêmes que celles qui sont à la charge des propriétaires dans les lieux à ferme; ou soit que les réparations aient été faites aux portes, fenêtres, cloisons, etc., faites ou réparées ou dégradées par des accidents extraordinaires, de force majeure, dans le présent article, être mises dans la classe des grosses réparations.

Art. 30. Si le propriétaire ni l'usufruitier ne sont dans le cas de celui qui est tombé en vétusté, ou a été détruit par cas fortuit.

*Obs.* Si les objets tombés en vétusté ou détruits par cas fortuit, sont tels que l'usufruitier ne puisse avoir d'un corps d'entretien sans que ces objets fussent réparés, il paraît juste que, dans ce cas, le propriétaire soit tenu de cette réparation, en remboursant à la fin de l'usufruit, à l'usufruitier, à son décès, les frais que celui-ci y aurait employés.

Art. 31. L'usufruitier a titre universel doit con-

tinuer avec le propriétaire au paiement des dettes.

Pour séparer cette contribution, on mesure la valeur du fonds dont il a l'usufruit, et le capital auquel il doit rembourser à raison de cette valeur, l'usufruitier a le droit ou d'anticiper ce capital, qui lui est resté à la fin de l'usufruit, ou d'abaisser le paiement de le payer au fur et à mesure pendant la durée de l'usufruit.

*Obs.* 1<sup>o</sup>, suite par l'usufruitier de faire l'usage de ce capital le propriétaire est tenu de payer les dettes dont le tiers est tenu à l'usufruit sont rangées, le propriétaire des rentes avoir la faculté de vendre ou faire vendre aux enchères, l'usufruitier présent ou dûment appelé, une partie de ces denrées rangées, jusqu'à concurrence du montant des dettes; l'usufruit de cette partie de biens demeurant alors éteint.

## CHAPITRE II.

*De l'usage et de l'habitation.*

Art. 32. Celui qui n'a que l'habitation dans une maison ne peut pas louer son droit à un autre.

*Obs.* Les effets du droit d'habitation dans une maison et de celui de l'usufruit d'une maison, étant les mêmes, et s'exercant entre ces deux droits d'autre différence que celle du nom, il paraît que celui qui a le droit d'habitation peut, comme l'usufruitier, le céder ou le louer à un autre; l'habitation étant d'ailleurs un bien qu'on peut faire exercer par un autre, et s'exercant plus de raison que, par l'article 10, section 1<sup>re</sup>, chapitre 1<sup>er</sup>, titre XII, de l'usufruit, la rélocation et la cession des lieux sont permises.

Les observations qu'il y aurait à faire sur la manière de l'usufruit, d'usage et d'habitation, relatif à la réhabilitation qui, sur les objets prévus par le projet de Code civil, les juges sont autorisés à se décider d'après l'usage et l'équité.

## TITRE IV.

*Des servitudes, etc.*

## CHAPITRE PREMIER.

Art. 1. Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digues qui empêchent cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude naturelle de fonds inférieur.

*Obs.* Il faudrait s'en rapporter à l'usage des lieux, sur ce que la main de l'homme peut ou ne peut pas faire pour l'écoulement des eaux, afin que la servitude naturelle des fonds ne soit point aggravée.

Par exemple, les eaux du fonds supérieur ne peuvent pas être réunies dans le canal qui les reçoit rapidement et avec rapidité dans le fonds inférieur, ou tout au moins la distance de l'écoulement de ce canal au fond du fonds inférieur doit être déterminée de manière à prévenir de pareils inconvénients; le propriétaire inférieur ou du côté opposé ne peut pas non plus élever des digues qui détournent les eaux du fond des eaux, et les porter sur le fonds des voisins, etc., etc.

Art. 2. Celui qui borde une eau courante qui n'est pas dans le domaine public, peut s'en servir à son passage pour l'irrigation de ses propriétés.

Celui dont cette eau traverse l'héritage peut même, dans l'intervalle qu'elle y parcourt, en élever le canal, mais à la charge de la rendre, à la sortie de ses fonds, à son cours ordinaire.

**Obr.** Il faudrait distinguer le cas où l'eau coule en route dans un lit ou ruisseau qui n'est pas une propriété particulière; et alors le propriétaire riverain peut s'en servir, à moins que, par titre ou possession, l'eau lui-même eussent acquiescé à l'irrigation des fonds inférieurs ou voisins, comme c'est ordinairement dans les pays où les terres s'arrosent.

**Si, au contraire, l'eau ruelle dans un canal ou ruisseau construit ou appartenant à un particulier, et que ce canal borde ou traverse l'héritage voisin, le propriétaire de cet héritage ne peut pas user plus s'en servir, à moins que son droit ne soit établi à cet égard : la servitude du passage de l'eau dans, ou au bord de son fonds, n'a rien de commun avec l'usage de cette eau; il est censé être indemnisé d'un pareil service.**

Telles sont les conséquences naturelles qui découlent du droit de propriété; elles sont également applicables à la propriété des eaux errantes à l'usage des usines.

Ce serait tout bouleverser dans les pays où les terres s'arrosent, que de vouloir introduire un ordre de choses contraire à ces usages, d'ailleurs fondés sur le droit de propriété; car il est vrai de dire que l'usage des eaux pour l'irrigation dérive d'une propriété particulière, quoique, pour l'abreuvement, le lavage, etc., les eaux soient d'un usage commun, fondé sur le droit naturel.

**Art. 5.** L'usage des eaux entre ceux auxquels elles peuvent être utiles, doit être réglé, non pas de contestations, par le tribunal compétent.

Ce tribunal doit concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété.

**Obr.** La manière dont cet article est conçu, peut faire entendre que tous les propriétaires auxquels l'usage des eaux peut être utile, peuvent s'en servir : reproduit celui qui se servirait de l'eau d'un ruisseau qu'il aurait construit ou vertu de quelque titre ou d'une possession en lieu ou lieu, et il doit être considéré comme propriétaire de cette eau; et dès lors les propriétaires voisins auxquels l'usage en serait utile, ne peuvent s'en servir, même en offrant de contribuer aux frais de prise et d'entretien : ils peuvent tout au plus, au moyen de cette offre, prendre l'eau surabondante, ce qui doit leur être accordé à cause de l'utilité publique résultant de l'irrigation.

Ainsi il paraît que l'article devrait être ainsi rédigé : *L'usage des eaux entre ceux auxquels elles peuvent appartenir, doit être réglé, etc.*

On observe de plus que, dans le cas où l'un ou plusieurs propriétaires voisins construisent un canal d'irrigation qui doit traverser plusieurs fonds, les propriétaires de ces fonds s'y opposant, devraient y être contraints au moyen d'une préférence légitime. L'intérêt de l'agriculture semble l'exiger, mais au cas seulement où l'utilité de l'irrigation est jugée considérable, et le dommage de la prise et passage des eaux de beaucoup moindre valeur; tempérament qui concilie l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété.

**Art. 6.** Tout propriétaire a le droit de clore son héritage.

**Obr.** Si cette clôture profite au voisin qui par là aurait son héritage également clos de tous les côtés, celui-ci ne devrait-il pas être obligé de contribuer aux frais de cette clôture?

#### CHAPITRE II.

##### SECTION II.

###### § 1<sup>er</sup>.

*De mur et de fossé mitoyens.*

**Art. 13.** Il y a un mur de non-mitoyenneté

lorsque la sommité du mur est droite et à plomb du sol par un et d'un côté, et présente de l'autre un plan incliné; lors encore qu'il n'y a que d'un côté, ou un chaperoir, ou des filets et corbeaux de pierre qui y auraient été mis ou bâties le mur.

Dans ces cas, le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du côté duquel est l'épau, ou les corbeaux et filets de pierre.

**Obr.** Les marques de non-mitoyenneté indiquées par cet article, pouvant être pas et n'étant point en elles-mêmes dans plusieurs parties de la République, il est d'une indispensable nécessité de maintenir les marques d'usage, telles que les bornes ou petites ouvertures ou petits carrés long pratiqués au mur ou en sautoir, et les autres marques d'usage dans les départements et méridionaux.

**Art. 15.** Dans les villes et communes dont la population excède trois mille âmes, les copropriétaires des murs mitoyens ne peuvent pas se dispenser de contribuer à leurs réparations, et abandonner leur droit de mitoyenneté.

**Obr.** La règle générale étant que tous les murs de séparation sont mitoyens, le plus ou le moins de population des villes où ils sont situés paraît indifférent.

**Art. 16.** Le voisin qui n'a pas contribué à l'entretien du mur peut en acquiescer la mitoyenneté en payant la moitié de la dépense qu'il a faite.

**Obr.** Cette dépense paraît devoir être réduite à la valeur actuelle du mur, c'est-à-dire entre les parties, ou à estimer par experts, n'étant pas plus que celui qui ne s'est pas servi de la chose supporte la diminution de sa valeur, avec celui qui s'en est exclusivement servi.

###### § 10.

**Art. 29.** Celui qui a un mur à lui propre, lorsqu'il immédiatement l'héritage d'autrui, peut pratiquer dans ce mur des jours ou fenêtres à fer maille et porte dormant.

**Obr.** Il paraît à propos d'expliquer la disposition de cet article doit empêcher l'exécution de celle de l'article 20 précédent, qui donne au propriétaire voisin la faculté de clore le mur mitoyen en payant la moitié de sa valeur.

Il serait plus à propos encore d'empêcher de pratiquer dans ce mur de pareils jours ou fenêtres, pour éviter aux contestations, axes et besoins d'herbes qui surviennent entre voisins à l'occasion de pareilles ouvertures, notamment générales pour le propriétaire sur le fonds duquel elle procurent jour.

Dans une grande ville d'une nation venue, de pareilles ouvertures ne peuvent se pratiquer qu'avec la permission par écrit du voisin; usage généralement adopté dans le département des Pyrénées-Orientales.

#### CHAPITRE III.

##### SECTION II.

**Art. 42.** Les servitudes discontinues et non apparentes ne peuvent s'établir que par titres.

La possession même immémoriale ne suffit pas pour les acquiescer.

**Obr.** Dans les campagnes, les servitudes discontinues, telles que les droits de passage et de passage sur le fonds d'autrui, s'établissent le plus souvent par le consentement verbal ou écrit des parties, que le seul usage de trente ans fait supposer.

Les contestations se multiplient à l'infini. si, d'un côté, on exige des titres par écrit que les parties ont négligé de se procurer ou qu'elles ont égaré, et si, d'un autre côté, on n'a aucun égard à la possession immémoriale, d'ailleurs trop difficile à établir.

La possession trentenaire, ou vu et tu du propriétaire, et sans aucune contradiction de sa part, suffit, d'après l'expérience, pour acquérir le genre de servitude, dont l'usage est si fréquent et si nécessaire pour l'agriculture.

Art. 47. Le titre simultané de la servitude, à l'égard de celui qui ne peuvent s'acquiescer par la prescription, ne peut être remplacé que par un acte réconfortif de la servitude, et émané du propriétaire du fonds asservi.

Obs. Même observation que sur l'article 42 précédent; la disposition du présent article 47 pouvant d'ailleurs être d'une extrême difficulté dans la pratique.

Pour se faire une idée de cette difficulté, il faut se représenter des campagnes où les fonds sont précisés, divisés et presque marqués entre une infinité de propriétaires, les servitudes discontinues du droit de passage d'hommes, bestiaux, et de l'eau pour l'irrigation, ne peuvent être que fort multipliées.

Cependant, pour établir ces servitudes, la prescription de trente ans suffit pour le pétitoire, et celle d'un an pour le possessoire : vraiment il y a lieu par écrit. Néanmoins cet usage, dont l'antiquité garantit l'utilité, ne serait-il point à verser, et jeter ces contrées dans le chaos et dans le désordre. Si la possession immémoriale était insuffisante, que de contractions pour obtenir des titres de servitude sur le fodeurme de la décadence et moyennant l'indemnité ! D'ailleurs la loi n'a-t-elle pas à cet égard un effet rétroactif ?

## LIBRE III.

*Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*

Art. 1<sup>er</sup>. La propriété des biens s'acquiert :

1<sup>o</sup> Par la puissance paternelle : il en a été traité au titre des tutelles ;

2<sup>o</sup> Par succession ;

3<sup>o</sup> Par.

Obs. Suivant cet article, la propriété des biens du fils est acquise au père par l'effet de la puissance paternelle, tandis que, suivant ce qui en est dit au titre des tutelles, notamment à l'article 6, section 1<sup>re</sup>, chapitre II, titre IX, livre II, il n'est acquiescent que la jouissance.

## TITRE PREMIER.

### CHAPITRE II.

*Des qualités requises pour succéder.*

Art. 22. Sont indignes de succéder, et comme tels exclus des successions :

1<sup>o</sup> etc. ; 2<sup>o</sup> etc. ;

3<sup>o</sup> L'héritier majeur qui n'a pas dénoncé à la justice le meurtre du défunt.

Art. 23. L'obligation de dénoncer n'est imposée ni aux descendants contre les ascendants, ni aux ascendants contre les descendants.

Obs. Cette obligation de dénoncer ne devrait pas non plus être imposée au mari contre la femme, ni à la femme contre le mari, ni au frère contre le frère, ni au neveu ni à la nièce contre l'oncle ou la tante, ni à ceux-ci contre le neveu ou la nièce. Le motif de la loi serait le même pour ces cas comme pour ceux exprimés en l'article.

### CHAPITRE III.

*Des divers ordres de succession.*

### SECTION PREMIÈRE.

Art. 27. La loi ne considère ni la nature ni l'origine des biens pour en régler la succession.

Néanmoins toute succession échue à des descendants ou à des collatéraux, se divise en deux parts égales, l'une pour les parents de la ligne paternelle, l'autre pour les parents de la ligne maternelle, sauf les deux cas énoncés aux articles 46 et 47 ci-après.

Obs. La division des successions en deux parts égales, l'une pour les parents paternels, l'autre pour les maternels, amène des résultats qui paraissent s'éloigner de la volonté présumée du défunt, qui est la règle d'après laquelle les successions sont déléguées. Il peut arriver, par exemple, qu'en ligne collatérale, un seul collatéral d'une ligne, et qui sera de deux ou trois degrés plus éloigné, renverra la moitié de la succession, tandis que l'autre moitié sera partagée entre les collatéraux de l'autre ligne, dont le nombre peut être considérable et le degré le plus ou le moins près.

### CHAPITRE IV.

#### SECTION II.

*Des droits des enfants naturels, adultérins ou incestueux.*

Art. 66. Ces enfants (adultérins ou incestueux) ne peuvent excéder le sixième du revenu net des biens qui composent la succession, ni être moindres du douzième.

Obs. Cette quote d'un sixième ou douzième doit être la même pour chacun desdits enfants lorsqu'ils sont plusieurs.

### CHAPITRE V.

#### SECTION PREMIÈRE.

*De la succession d'un époux à l'autre époux.*

Art. 75. Lorsque le défunt n'a laissé aucun parent, la succession est dévolue pour le tout à son époux survivant.

Obs. Par la disposition de cet article, l'époux survivant n'est appelé à la succession du défunt qu'à défaut de parents de celui-ci, c'est-à-dire que lorsque tous les degrés et lignes du parenté sont épuisés.

Les époux laissant l'un à l'autre de si près, étant même ceux de lair qu'un, ne devraient pas être exclus de leurs successions respectives par une longue série de parents éloignés, qui, bien loin d'avoir eu part à l'infirmité du défunt, n'en ont pas même été connus.

Il conviendrait de résoudre et fixer le degré de parenté appelé à succéder, afin que l'époux puisse être exclu de la succession à l'époux, à l'exclusion des parents non compris dans le degré.

Si on se fixe même sur la volonté présumée du défunt, l'époux devrait toujours être appelé à la succession de l'époux pour une plus forte ou moindre portion, suivant la proximité ou l'éloignement des autres parents. Il est certain que le projet de loi n'est point ici d'accord avec le principe.

### CHAPITRE VI.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 81. Lorsque celui à qui une succession est dévolue est décédé sans s'être expliqué sur l'acceptation ou la répudiation de cette succession, ses héritiers peuvent de son chef l'accepter ou la répudier.

Art. 82. Si ces héritiers ne sont pas d'accord entre eux, on examine et on adopte ce qui aurait été le plus avantageux au défunt.

Obs. Cet article 82 ne paraît pas bien clair. Il semble que les héritiers du défunt qui n'ont ni accepté ni répudié, peuvent être assésimés aux d'ac-

cord, en attribuant aux acceptants la portion des répudiants, ou de ceux mis en demeure de s'expliquer dans la délai qui leur serait fixé.

## SECTION II.

Art. 89. La renonciation à une succession n'est jamais présumée.

Obs. Elle doit être faite au greffe du tribunal civil de première instance dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte, sur un registre particulier tenu à cet effet, à peine de nullité.

Obs. On ne peut pas se dispenser que l'inconvénient de ne faire la renonciation qu'au greffe du tribunal d'arrondissement, tout acte ayant été certain paraissant suffire à cet égard.

Art. 91. La part du renouveau accroit à celui ou à ceux qui devaient connaître par lui; et s'il est réel, elle est dévolue au degré subséquent.

Obs. Il paraît nécessaire de déclarer que la part du renouveau n'accroît qu'aux acceptants de la même ligne.

Art. 94. La faculté d'accepter ou de répudier une succession ne se prescrit que par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers.

Obs. Il conviendrait d'expliquer si la faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par un seul et même laps de temps, c'est-à-dire celui qui a couru sur la tête du premier héritier décidé avec celui qui a couru sur la tête des héritiers de celui-ci; et s'il peut y avoir lieu à prescription ou à déchéance à leur égard, lorsque la succession ou les droits en dépendants ne sont possédés par personne.

Art. 97. On ne peut, même par contrat de mariage, renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on peut y avoir.

Obs. La disposition de cet article pourrait empêcher beaucoup de sages arrangements de famille, que, par contrat de mariage, on régle le commencement de l'homme vivant, et sur les droits éventuels (quoiqu'ils héritiers présumés) se trouvent d'accord.

## SECTION III.

## DISTINCTION PREMIÈRE

Art. 98. Celui qui, n'ayant point encore expressément ou tacitement accepté la succession, veut se porter héritier bénéficiaire, doit en faire la déclaration au greffe du tribunal civil de première instance dans l'arrondissement duquel la succession s'est ouverte.

Cette déclaration est inscrite sur le registre destiné à recevoir les actes de renonciation.

Obs. Même observation que sur l'article 89, section II ci-dessus.

## DISTINCTION II.

Art. 108. L'état du bénéficiaire d'inventaire est de donner à l'héritier l'inventaire :

1° Etc.;

2° De ne pas faire confusion de ses biens personnels avec ceux de la succession contre laquelle il a le droit de réclamer le paiement de ses créances.

Obs. Il faudrait expliquer si, tant que l'héritier bénéficiaire demeure dans la succession, les créanciers de cette succession peuvent agir tant sur les biens personnels de cet héritier que sur ceux de la succession, quoique les biens ne soient pas confondus.

Art. 120. Le bénéficiaire d'inventaire ne peut pas être opposé à la République par l'héritier d'un

comptable; il faut qu'il accepte ou qu'il renonce purement et simplement.

Obs. L'exception introduite par cet article en faveur de la République, ne paraît pas juste, la République ne pouvant exercer au droit plus efficace que les autres créanciers, d'autant que les précautions exigées par la loi dans la prise de l'inventaire, le vote des meubles ou immeubles et la reddition des comptes, paraissent suffisantes pour mettre les droits de la République à couvert.

## CHAPITRE VII.

## SECTION PREMIÈRE.

## De l'option en partage.

Art. 132. S'il y a des héritiers, absents ou interdits, le scellé doit être apposé dans le plus bref délai, soit à la poursuite des héritiers présents, soit à la diligence du commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance.

Obs. L'expérience démontre que les précautions prises dans cet article sont onéreuses dans les successions du peu de valeur. La règle ne pourrait-elle pas, à cet égard, recevoir une exception?

Art. 134. Quand le scellé a été mis sur la demande des héritiers ou d'un créancier, les autres créanciers peuvent s'opposer au scellé, encore qu'ils n'aient point de titre exécutoire, et sans être obligés de prendre la permission du juge.

Obs. Il paraît qu'on doit dire, s'opposer au scellé, ou à vouloir dire, s'opposer à la levée du scellé.

Art. 137. Le procès-verbal des experts (qui doivent faire l'estimation des immeubles) doit contenir en détail la valeur de l'objet estimé, indiquer s'il peut être commodément partagé, et de quelle manière; fixer enfin, en cas de division, la valeur de chacune des parties qu'on en peut former.

Obs. Ce procès-verbal devrait aussi contenir la mention si l'objet estimé, et non partageable, peut entrer tout entier dans un lot sans inconvénient, d'après l'usage des lieux héréditaires.

Art. 141. Si les immeubles, ou l'un d'eux, ne peuvent pas se partager commodément, le juge-commissaire ordonne qu'il sera procédé à la vente par licitation devant le tribunal, et mettez à l'adjudication les parties concernées qu'il s'agit de vendre, sur le choix duquel elles s'accorderont.

Obs. Il est certain qu'on ne doit liciter un objet que lorsqu'il n'est point partageable et qu'il ne peut point entrer dans un lot; autrement la licitation qui en serait faite serait superflue et donnerait lieu à des frais inutiles.

Si les copartageants ne s'accoutument pas de l'objet qui serait entré dans leur lot, ils peuvent le vendre en leur particulier, et ordinairement avec plus d'avantage que par le voie de la licitation; d'ailleurs la difficulté ou la facilité de le vendre avec avantage entre en considération dans l'estimation qui est faite par les experts.

Art. 150. Les lots sont faits par l'un des cohéritiers et choisis successivement par les autres. Le sort désigne celui qui doit former les lots, et l'ordre dans lequel ils doivent être choisis.

Le lot non choisi demeure à celui qui les a faits.

Obs. Il y aurait moins d'inconvénient, il serait même plus juste de laisser faire les lots et de les faire tirer au sort par les experts qui ont déjà procédé.

Art. 154. Dans la subdivision du lot échu à l'un des cohéritiers copartageants, ce sont les mêmes règles ci-dessus établies pour la première division.

*Obs.* Même observation que sur l'article précédent.

Art. 156. Tout individu, même parent du défunt, qui n'est pas son successeur, et auquel un cohéritier au-delà créé son droit à la succession, peut être écarté du partage en lui remboursant le prix de la succession.

*Obs.* Cette disposition n'est pas juste, en ce qu'elle prive le créancier de la concurrence de tous autres que les cohéritiers, qui peuvent se prévaloir de cet avantage à son préjudice. Au surplus, la disposition de cet article aura servi à éluder par la simulation d'un prix excessif.

## SECTION II.

## DISTINCTION V.

*De la manière dont les rapports doivent être faits.*

Art. 159. Le rapport du mobilier ou sa valeur en monnaie personnelle.

Il se fait sur le pied de la valeur que le mobilier avait lors de la donation, d'après l'estimation portée sur l'acte, s'il y a un état estimatif annexé, sinon d'après l'estimation qui en est faite par experts.

*Obs.* L'expert ne pouvant juger qu'au delà et à l'en-là, ne pourrait faire l'estimation qu'autant que le mobilier lui serait représenté, et qu'il aurait eu connaissance de son état lors de la donation; il paraît donc que cette estimation ne pourrait être faite que par des experts qui auraient eu connaissance de l'état du mobilier lors de la donation.

## TITRE II.

## CHAPITRE PREMIER.

## SECTION II.

*De la capacité des parties contractantes.*

Art. 161. Les engagements contractés par les impubères sont radicalement nuls.

Ceux contractés par les mineurs, interdits et les femmes mariées, ne peuvent être aliénés quo par eux dans les cas prévus par la loi. Ils en peuvent poursuivre l'exécution à leur profit, et ne peuvent répéter ce qu'ils ont payé à conséquence, et, après que la loi les a rétablis dans la pleine capacité de contracter.

*Obs.* Distinction nécessaire à établir entre les contrats passés par les impubères, et ceux consentis par les mineurs qui peuvent en certains cas être aliénés par eux; de là l'extrême différence des impubères et des mineurs.

## SECTION III.

Art. 162. Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut pas cependant remonter à une succession non ouverte.

*Obs.* Il paraîtrait convenable, pour l'arrangement des familles, de permettre de remonter à une succession non ouverte, lorsqu'il s'agit de la partager du consentement de celui auquel il s'agit de succéder.

## SECTION IV.

Art. 163. La cause illicite annule la convention.

La convention n'en est pas moins valable, quoique la cause n'en soit point exprimée.

*Obs.* La non expression de la cause dans les conventions peut donner lieu à des contestations simulées ou frauduleuses, ou favoriser singulièrement les contrats simulés qui peuvent être posés pour éluder la disposition des lois, notamment celles sur la disposition des biens à titre gratuit.

Le système restrictif de la faculté de disposer

à titre gratuit, donnera lieu à des conventions d'autant plus multipliées, que ce système est contraire au droit de propriété et à la liberté naturelle, qui ne veulent pas sentir sous leurs pieds.

On sent que l'expression de la cause dans les obligations n'est pas une petite gêne pour ceux qui appliquent ce nom à leurs libéralités prohibées par les lois.

## CHAPITRE II.

## SECTION II.

Art. 164. Toute obligation de faire ou de pas faire, en cas d'inexécution de la part du débiteur, se résout en dommages et intérêts.

*Obs.* Il paraît que, lorsqu'une partie n'a pas fait ce qu'elle s'était obligée de faire envers l'autre, celle-ci peut se faire autoriser à le faire faire aux frais et dépens de la partie obligée.

On ne peut pas disconvenir que l'exécution de la convention ne soit infiniment préférable à l'indemnité. Ainsi il faut accorder la première autant qu'il est possible.

## SECTION III.

Art. 165. Lorsque la convention porte que tel qui manquera de l'exécution paiera une certaine somme, il ne peut être allégué à l'autre partie une plus forte somme, quoique le dommage se trouve plus grand.

Le juge peut, au contraire, modérer cette stipulation, si elle excède évidemment le dommage éprouvé.

*Obs.* Les parties s'étant fait elles-mêmes la loi en fixant la somme des dommages et intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation, il ne paraît pas que le juge puisse modérer cette somme, non que la stipulation pouvant avoir éteint pour dommages et intérêts la peine due à la partie qui se refusait à l'exécution.

## CHAPITRE III.

## SECTION PREMIÈRE.

## DISTINCTION II.

Art. 166. Lorsque l'obligation a été contractée sous une condition suspensive, la chose qui fait la matière de la contribution demeure aux risques du débiteur, qui ne s'est obligé de la livrer que dans le cas de l'événement de la condition.

*Obs.* Il semble que, dans le cas de cet article, le débiteur de la chose devrait être dispensé de la livrer, si elle périt sans sa faute avant l'événement de la condition, surtout s'il s'agit d'une rapée ou d'une chose certaine.

## SECTION IV.

## DISTINCTION II.

Art. 167. La réception faite divisément de la portion de l'un des codébiteurs solidaires dans les arrérages ou intérêts de la dette, annule la solidarité pour les arrérages écus, et non pour ceux non écus et pour le capital.

*Obs.* La réception faite divisément de la portion de l'un des codébiteurs dans les arrérages de rente, ou intérêts du capital, annule-elle la solidarité pour le capital, lorsque cette réception a été constamment divisément faite pendant le temps, qui, dans le droit, opère la prescription?

## SECTION VI.

Art. 168. La peine stipulée pour l'exécution d'une obligation d'une somme d'argent, ou d'une somme qui se convertit en l'usage, ne peut excéder l'intérêt au taux de la loi.



Le juge peut même modérer cette peine, lorsqu'elle est évidemment excessive.

**Obs.** Même observation que sur l'article 49, section III, des dommages-intérêts résultant de l'insécution de l'obligation.

#### CHAPITRE IV.

##### SECTION PREMIÈRE.

###### DISTINCTION PREMIÈRE.

**Art. 137.** Le créancier ne peut être contraint de recevoir une autre chose que celle qui lui est due, quoiqu'il la valeur de la chose offerte soit égale, ou même plus grande.

La débiteur ne peut répéter la chose qu'il a payée à la place de celle qu'il devait, si le créancier qui l'a reçue l'a consommée.

**Obs.** Il paraît que le créancier n'est pas tenu de restituer la chose qui lui a été payée à la place de celle qui lui était due quoiqu'il ne l'ait pas consommée, ayant bien voulu l'accepter et payer, et n'étant par là formé un contrat entre lui et son débiteur.

#### CHAPITRE V.

##### SECTION PREMIÈRE.

###### DISTINCTION II.

**Art. 213.** Celui auquel on oppose un acte sous seing privé, est obligé d'avoir ou de désavouer formellement son écriture ou sa signature.

Ses héritiers ou ayants cause peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur.

**Obs.** On pourrait encore leur faire déclarer qu'il n'est pas à leur connaissance que leur auteur ait écrit, signé ou consenti l'acte sous seing privé; d'autant que sans connaître l'écriture ou signature, ils peuvent avoir connaissance d'ailleurs du fait, pour l'avoir ouï dire, ou autrement.

**Art. 222.** Les registres et papiers domestiques ne font foi ni pour ni contre celui qui leur écrits, soit qu'ils soient signés ou non, à moins qu'ils ne contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut de titre ou faire de celui-ci un profit dequel ils découlent une obligation.

**Obs.** De pareils registres et papiers doivent faire foi du paiement des gages des domestiques, les maîtres n'étant pas dans l'usage d'en retirer quittance à cause de la modicité et de la multiplicité des paiements.

Ces mêmes registres et papiers peuvent, après le décès de ceux qui les ont écrits, servir de preuve ou de commencement de preuve par écrit des paiements des redevances actuels, dans le cas où le débiteur opposerait la prescription des rentes sur le fiefement du non paiement.

Ces mêmes registres et papiers domestiques peuvent aussi servir de preuve ou de commencement de preuve par écrit des naissances, mariages et décès, si les registres publics étaient perdus ou égarés, ou si la transcription de ces actes y avait été omise, etc.

###### DISTINCTION IV.

**Art. 227.** La copie d'une donation transcritte sur le registre des donations ne peut servir que de commencement de preuve par écrit; et il faut même pour cela :

1° Qu'il soit constaté que toutes les minutes du notaire de l'année dans laquelle la donation paraît avoir été faite, soient perdues, ou que l'on puisse prouver la perte particulière par un accident;

2° Qu'il existe un répertoire en règle du notaire qui constate que l'acte a été fait à la même date;

3° Que le donataire puisse faire déposer les témoins instrumentaires de l'acte.

**Obs.** La troisième disposition du cet article n'est pas d'une exécution possible, si les témoins instrumentaires de l'acte sont décédés. Le possesseur de la copie transcrite ne devrait pas souffrir de cet événement, lorsque la perte de la minute est certaine, que la preuve de l'acte qu'il a occasionnée peut être faite, et que le répertoire du notaire existe.

Il en est de même du cas où ce répertoire serait perdu comme la minute: le possesseur de la copie transcrite ne devrait pas non plus souffrir de cet événement, et si la preuve de cette perte pouvait être faite, et si le donataire peut faire déposer les témoins instrumentaires de l'acte.

###### SECTION II.

**Art. 237.** Il doit être passé acte par-devant notaires, ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme ou valeur de cent cinquante francs, même pour dépôts volontaires; et il n'est reçu aucune preuve par témoins contre et outre le contenu aux actes, ni sur ce qui serait allégué avoir été dit avant, lors ou depuis les actes, encore qu'il s'agisse d'une somme ou valeur moindre de cent cinquante francs.

Le tout sans préjudice de ce qui est prescrit dans la loi relative au commerce.

**Obs.** Depuis l'année 1807 les objets ayant augmenté de valeur d'une proportion bien plus forte que celle de cent à cent cinquante francs, la preuve testimoniale pourrait être admise dans les cas où il ne s'agit que de choses, sommes ou valeurs non excédant deux cents francs.

#### TITRE III.

##### SECTION PREMIÈRE.

###### De quasi-contrat.

**Art. 10.** Celui qui reçoit ce qui ne lui est pas dû, soit qu'il le fasse par erreur ou sciemment, s'oblige à le restituer à celui de qui il l'a indument reçu.

**Obs.** Cette restitution ne paraît pas devoir avoir lieu lorsque la chose est due naturellement, par la raison sensible qu'en pareil cas le débiteur a renoncé à l'exception que la loi civile lui fournaissant pour repousser l'action du créancier.

###### SECTION II.

###### Des quasi-délits.

**Art. 20.** On est responsable, non-seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Le propriétaire d'un animal est responsable du délit ou du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, ou qu'il fût égaré ou échappé.

**Obs.** Il devrait en être de même de celui qui se sert de l'animal, quoiqu'il n'en soit pas le propriétaire.

**Art. 21.** Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage qu'il a causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien, ou par le vice de sa construction.

**Obs.** Cette responsabilité serait sujette à beaucoup d'inconvénients, si le propriétaire n'avait pas été préalablement mis en demeure de faire les réparations nécessaires; cette mise en de-

œuvre, ou autres actes, justifiant ainsi la cause de la ruine du bâtiment, qu'il n'est pas toujours aisé d'établir, ou dont la preuve donne lieu à des contestations.

## TITRE V.

### CHAPITRE II.

#### SECTION II.

Art. 18. La caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur pour être par lui indemnisée :

1° Etc., 2° etc., 3° etc., 4° etc. ;

5° Au bout de dix années, lorsque l'obligation principale est de nature à durer plus longtemps, à moins que l'obligation principale, telle qu'un bail, ne soit pas de nature à pouvoir être éteinte avant un temps déterminé.

Obs. Il faudrait expliquer si, au bout de dix années, la caution peut obliger le débiteur d'une rente perpétuelle de sa nature à en rembourser le capital.

## TITRE VI.

### CHAPITRE PREMIER.

#### SECTION II.

##### *Privilèges sur les immeubles.*

Art. 19. Les créanciers privilégiés sur les immeubles sont :

1° Etc., 2° etc., 3° etc. ;

4° Les architectes, entrepreneurs, les maçons et autres ouvriers employés pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments quelconques, pourvu néanmoins que, par un raprri nommé d'office par le tribunal du premier instance dans le ressort duquel les bâtiments sont situés, il ait été dressé préalablement un procès-verbal, à l'effet du constater l'état des lieux, relativement aux ouvrages que le propriétaire déclara avoir dessein de faire, et que les ouvrages aient été, dans les six mois au moins de leur perfection, reçus par un expert également nommé d'office.

Ceux qui ont prêté les deniers pour payer ou rembourser les ouvriers jouissent du même privilège, pourvu que cet emploi soit authentiquement constaté, et que pour les constructions, reconstructions ou réparations, les formalités ci-dessus aient été observées.

Obs. Pour éviter des frais, la formalité exigée par cet article pourrait être suppléée par le bail de construction, ou autre pièce équivalente, non suspecte de dol ni de fraude, tant à être impuante, s'il y a lieu, et à constater, dans ce cas, le vrai montant de la créance dans les formes indiquées par l'article.

### CHAPITRE II.

#### SECTION II.

##### *De l'hypothèque légale.*

Art. 19. La femme commune a, sur les biens de son mari, du jour de son contrat de mariage, ou, s'il n'y a point de contrat, du jour de la célébration du mariage, une hypothèque légale pour toutes ses reprises et droits matrimoniaux, et même pour le rachat de ses propres aliénés et pour l'indemnité des dettes auxquelles elle s'est obligée avec son mari, lors même qu'à cet égard il n'y a point de contrat sur une convention.

La femme séparée de biens par son contrat de mariage a les mêmes hypothèques.

La femme séparée de biens par jugement n'a hypothèque, pour l'indemnité des dettes qu'elle a contractées avec son mari depuis leur séparation, ni pour le rachat de ses propres aliénés depuis la même époque, dans le cas où il y a

lieu, qu'à compter du jour de l'obligation ou de la vente.

Obs. Cette section présente des difficultés qui n'existeraient pas dans le Code si la communauté de biens entre époux n'était point admise.

Quant à la disposition de l'article 19, elle est subordonnée à la disposition générale, savoir, si le mariage opère naturellement la communauté de biens : et, à cet égard, on se réfère aux observations du § 2 ci-après.

Art. 21. Les hypothèques énoncées dans les §§ 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 19 ci-dessus ont lieu, pour les mariages passés en pays étranger, du jour de la célébration.

Obs. Il paraît que cet article adopte la règle contraire à celle qui veut que les contrats, surtout ceux du mariage, se régissent selon la coutume des lieux où ils sont passés.

#### SECTION III.

Art. 22. Les jugements contradictoires, définitifs, ou de provision, emportent hypothèque du jour de leur prononciation.

Ceux par défaut n'emportent hypothèque que du jour de leur signification.

Obs. Pour empêcher les fraudes que les débiteurs ne commettent que trop ordinairement contre leurs créanciers, surtout dans l'intervalle de la citation au jugement, il en serait à propos de faire remonter à la ratification l'hypothèque accordée par le jugement.

Art. 31. Les décisions arbitrales emportent hypothèque du jour qu'elles ont été revêtues de l'ordonnance d'exécution.

Obs. Même observation que sur l'article 29, en faisant remonter l'hypothèque au jour du compromis.

Art. 35. L'hypothèque sur les biens du débiteur assigé en reconnaissance d'un écrit sous signature privée, a lieu du jour de la reconnaissance faite en jugement, ou par acte authentique, ou du jour de la dénégation, si l'écrit est ensuite vérifié.

Si l'écrit est lu pour serment par un jugement par défaut, l'hypothèque ne prend date que du jour de la signification de ce jugement.

Obs. Même observation que sur les articles 29 et 31 ci-dessus, avec d'autant plus de raison que les écrits sous seing privé ne peuvent être inscrits aux hypothèques qu'après l'aveu ou reconnaissance du justice.

#### SECTION IV.

Art. 42. Les dispositions testamentaires reçues par acte authentique, n'emportent hypothèque que du jour du décès.

Obs. Il est entendu que l'enregistrement ne sera fait dans le délai de la loi ; auquel cas l'hypothèque remonte au jour du décès : sans la cas contraire, l'hypothèque devrait avoir la même date que l'enregistrement.

## TITRE VII.

### CHAPITRE II.

#### SECTION II.

*Des créanciers qui sont tenus de former opposition.*

Art. 22. Celui qui a l'usufruit d'une créance susceptible d'être purgée par des lettres de raffication, et celui qui en a la nue propriété, doivent chacun former opposition pour la conservation de leur droit.

L'opposition de l'un ne peut pas servir à l'autre.

Obs. Le droit du propriétaire et celui de l'usu-

fruitier partait sur le même objet, il semble que l'opposition du propriétaire doit prévaloir à l'exploit fruitier, et avec versé, celle de l'usufruitier ou propriétaire. Ce procédé serait plus simple et plus économe.

### SECTION III.

Art. 27. Les créanciers ne sont tenus d'enoncer dans les oppositions, ni les titres, ni le montant de leurs créances.

Obs. On pourrait ajouter de la disposition de cet article pour présenter à l'opposition des réserves hypothécaires qui pourraient porter atteinte au crédit du débiteur : il serait, conséquemment, à propos que les opposants fussent tenus d'enoncer le titre et le montant de leur créance, du même à pouvoir être versés au besoin.

### TITRE VIII.

#### De la vente forcée.

#### CHAPITRE PREMIER.

#### De la saisie réelle.

Art. 10. La vente forcée des immeubles rattachés du communisme, peut, pendant le mariage, être poursuivie sur le mari seul, quoique la femme se soit obligée à la dette.

Obs. étant des biens propres de la femme, la poursuite est faite contre le mari et la femme, etc.

Si la femme et le mari sont mineurs, il doit être nommé à la femme, par la famille, un tuteur, etc.

Obs. Subordonnée à l'apport de la communauté de biens entre époux.

#### CHAPITRE II.

Art. 16. Il n'est pas permis de procéder par saisie réelle, si la créance n'est que d'une somme de deux cents francs et au-dessous.

Obs. Il paraît qu'on doit lui permettre dans le cas de créance de meubles légalement constitués, le créancier devait toujours être payé : le débiteur aurait pu se soustraire au paiement, par la soustraction ou l'aliénation de son mobilier, avec d'autant plus de facilité que certain mobilier n'est pas même saisissable.

#### CHAPITRE III.

Note marginale. Il conviendrait de faire de ce chapitre, et de tous ceux qui suivent sous ce titre (de la vente forcée), une loi organique séparée, afin de ne pas confondre celle qui peut induire les avantages et les inconvénients des formes judiciaires.

Il n'y aura pas moins nécessaire de former un tarif de tous les frais et salaires des greffiers, des avocats, d'experts, des huissiers.

Obs. Toutes les dispositions relatives aux moyens de purger les privilèges et hypothèques, et à la vente forcée des immeubles, surtout à la procédure sur cette vente, étant plutôt des règles que des lois, au lieu d'être placées dans le Code des lois, sous la maîtrise d'un règlement particulier et séparé, ainsi qu'il est dit dans la note; et c'est à la suite de ce règlement que serait annexé le tarif.

#### CHAPITRE II.

#### SECTION PREMIÈRE.

Art. 26. La saisie réelle est précédée d'un commandement de payer, fait à la personne du débiteur ou à son domicile, par le ministère d'un huissier.

L'original de cet exploit doit être visé gratuitement dans les vingt-quatre heures, par le juge de paix du lieu où il aura été signifié, ou par l'un

des assesseurs : il en est faite une seconde copie à celui qui donne le visa.

Obs. La précaution de laisser copie de l'exploit au juge de paix qui a donné le visa paraît inutile, et rompra des fins en pure perte.

Art. 31. Tous les biens rattachés, soit corps de ferme, soit pièces de terres sans bâtiments d'exploitation, soit bois, forêts ou franges, et tous autres terrains de quelque nature que ce soit, sont désignés ou exprimés la nature et la contenance réelle ou approximative de chaque pièce de terre, les tenants et aboutissants, les noms du celui ou de ceux par qui elles sont exploitées, les noms de la commune et de l'arrondissement où elles sont situées.

Art. 32. Le même procès-verbal doit comprendre la désignation de tous les objets saisis réellement, encore qu'ils soient situés dans le ressort de plusieurs tribunaux, soit de première instance, soit d'appel.

Obs. Les corps de ferme composés de plusieurs pièces de terres distantes et séparées, ne devraient pas être désignés par les tenants et aboutissants, tant à cause de la longueur et des répétitions de l'opération, que parce que la désignation des objets par manière de corps de ferme, par le nom du propriétaire, ou par le lieu de leur situation, n'étant point équivoque, ne peut donner lieu à aucune erreur, et les corps de ferme ainsi désignés peuvent être suffisamment connus.

### SECTION II.

Art. 40. L'exploit du procès-verbal du saisir ainsi affiché sur un tableau à ce destiné, dans l'auditoire du tribunal, doit contenir :

1° Le nom du tribunal, du ressort, du lieu, du jour, de l'heure, et du lieu de la saisie ; 2° Le nom du débiteur, et le nom du créancier ; 3° Le nom du débiteur, et le nom du créancier ; 4° Le nom du débiteur, et le nom du créancier ; 5° La désignation des biens saisis, les maisons d'habitation qui sont désignées par les noms d'arrondissement, commune, rue, et par leur numéro.

Les biens rattachés sont divisés en autant d'articles qu'il y a de communes.

Chaque article contiendra le nom de l'arrondissement et de la commune, et la totalité de la contenance énoncée dans le procès-verbal pour ce qui est situé dans chaque commune; les noms de ceux par qui les héritages saisis dans cet article sont exploités.

Obs. Même observation que sur l'article 31.

Art. 41. En pareil exploit du même procès-verbal doit être, dans les quinze jours de la date de sa rédaction, déposé au greffe de chaque justice de paix et au greffe de chaque tribunal de première instance dans le ressort, des originaux des mentions énoncées dans la saisie réelle, si ce n'est néanmoins qu'il s'agit d'un corps de ferme dont il y ait bail d'une nature; auquel cas il suffit que l'exploit soit déposé au greffe du tribunal de justice de paix dans le ressort duquel sont les bâtiments d'exploitation.

Obs. La disposition de cet article vient à l'appui des observations précédentes.

### SECTION III.

Art. 52. Il est nommé un séquestre d'office par le tribunal, sur la requête du poursuivant, dans le huitaine de l'enregistrement.

Si les biens sont désignés les uns des autres, et dans le ressort de plusieurs tribunaux, le premier instance, il peut être nommé plusieurs séquestres, l'un par le tribunal où se poursuit la saisie réelle, et les autres par les tribunaux dans le ressort desquels sont situés les biens, sur la commission rogatoire qui leur en est donnée.

On, Dans l'intervalle de la saisie à la nomination d'un séquestre d'office par le tribunal, il peut se présenter des cas d'urgence, tels que la perception, enlèvement ou importation des fruits des péages, qui rendent nécessaire, ou l'établissement d'un séquestre provisoire par l'huissier saisissant, ou l'établissement définitif par le même huissier.

Art. 54. Le tribunal lui fait prêter serment (ou séquestre) de se conformer, dans ses fonctions, aux obligations qui lui sont imposées par les dispositions de la présente section.

On, Cette formalité entraînera des frais et des longueurs. L'affirmation du compte que le séquestre sera tenu de faire paraître subsiste.

Art. 55. Le séquestre ne peut être pris parmi les personnes attachées au tribunal, au poursuivant ou au saisi, etc.

Comme on insère de saisis les constatations sont très-frequentes, et que toute omission ou violation des formalités donne lieu à la nullité, il serait nécessaire d'expliquer ce que l'article entend par personnes attachées au tribunal, au poursuivant ou au saisi, et de fixer le degré de parenté dans lequel le séquestre ne peut être pris.

Art. 56. La même signification (de l'arrêt) contenant les noms, état et demeure du poursuivant, du saisi et du séquestre, et de la désignation de l'immeuble loué en usufruit, porte citation à chaque fermier ou locataire à comparaître dans le délai de trois jours au plus tard, non compris celui de la signification, devant le juge de paix dans l'arrondissement duquel sont situés les immeubles, à l'effet de déclarer et affirmer si, à l'époque de cette signification, ils étaient redevables, envers le saisi, des sommes échues; le montant de ces sommes; s'ils en avaient payé par anticipation, et d'en représenter les quittances; si leur bail est verbal, sous seing privé, ou devant notaire; quel ru est le prix en argent ou autrement, etc.

On, La citation du fermier ou locataire doit être jugée de paix, à l'effet des déclarations et affirmations mentionnées dans cet article, n'est pas une précaution qui donne point canonique la vérité de leur situation envers le propriétaire; car pendant le cours du délai pour assigner le séquestre et celui de la signification à faire au fermier ou locataire, le saisi a le temps de faire avec eux, en fraude du saisissant, tous les arrangements qu'il pourra.

Art. 57. S'il s'agit de biens ruraux non affermés, le séquestre doit, sous sa responsabilité, faire faire les labours et semailles nécessaires jusqu'au temps de l'adjudication du bail, et vendre, sans aucun locataire de justice, les fruits qui seraient pendans par racines.

On, Si la vente des fruits peut se faire par le séquestre, sans aucune formalité de justice, il sera le maître de la faire à sa convenance, ou pour lui ou pour autrui.

Art. 58. Si, lors de la saisie réelle et si avant des saisies-arrêts entre les mains des locataires ou fermiers, les droits de frux qui les ont mis sont consacrés sur les loyers ou fermages échus antérieurement à la saisie; mais les locataires ou fermiers ne sont pas moins tenus de se dessaisir aux mains du séquestre; et ceux qui ont mis les saisies-arrêts sont, comme les autres créanciers, et sous peine de déchéance de tous droits, tenus de rendre leur opposition au greffe du tribunal où se poursuit la saisie réelle.

On, Les dispositions de cet article semblent s'entrechoquer, en ce que, d'un côté, il y en a dit

que les loyers ou fermages échus avant les saisies-arrêts sont consacrés à ceux qui les ont mis; et que, d'un autre côté, il y en a dit aussi que les fermiers ou locataires sont tenus de se dessaisir aux mains du séquestre, et que ceux qui ont mis les saisies-arrêts doivent rendre leur opposition au greffe du tribunal.

#### SECTION II.

Art. 59. Le poursuivant doit, dans les trente jours après celui de la signification du procès-verbal de saisie réelle au saisi, le citer au tribunal ou être se poursuivi, pour qu'il y ait prononcé sur la validité de cette saisie.

Le président du tribunal constitue un huissier pour cette citation, et en fixe le délai, qui ne peut pas excéder dix jours.

On, La nomination du président du tribunal à l'huissier pour faire cette citation, est inutile, à moins qu'il n'y ait refus de la part des huissiers.

#### CHAPITRE V.

##### *Des oppositions et de l'ordre.*

#### SECTION PREMIÈRE.

##### DISTINCTION IV.

Art. 111. Celui qui est créancier en sous-ordre forme son opposition pour et sur le créancier direct.

Il est obligé aux mêmes justifications et diligences que les opposants directs.

Il est colloqué dans l'ordre des créanciers directs.

Le montant de la collocation est réparti au marc le franc entre les créanciers en sous-ordre de chaque créancier direct.

On, Les créanciers en sous-ordre du créancier direct peuvent avoir entre eux privilège ou antériorité d'hypothèque; et dès lors le montant de la collocation ne devrait pas être réparti au marc le franc, mais suivant l'ordre et le privilège de chaque créance.

#### CHAPITRE VI.

##### *Du congé d'adjuger et de l'adjudication.*

Art. 136. Le même jour que le procès-verbal d'ordre est présenté à l'huissier, le tribunal prononce le congé d'adjuger; c'est-à-dire qu'il ordonne que le cinquantième jour depuis celui où a été rendu ce jugement, il sera procédé à l'adjudication du bien saisi, dans les formes ci-après prescrites.

Ce jugement est rendu sur simple requête du poursuivant, et est signifié tant au saisi qu'aux opposants qui ont produit aux domiciles des notés, afin qu'ils aient le temps de trouver des enchérisseurs.

On, La signification de ce jugement tant au saisi qu'aux opposants, multipliera de plus en plus les frais de procédure et de justice, il paraîtrait suffisant de faire cette signification au plus ancien des créanciers opposants.

Art. 137. Si, lors de la remise, il ne se trouve pas d'enchérisseurs ou-dessus de la mise à prix, il y a une seconde remise, lors de laquelle l'immeuble peut être adjugé, pourvu néanmoins que ce ne soit pas au-dessous des trois quarts de la mise à prix.

On, Dans le cas où, lors de la seconde remise, l'immeuble n'a pu être adjugé, y aura-t-il lieu à une troisième remise?

Sur toutes les procédures relatives à la saisie réelle, opposition, vente forcée, et formalités prescrites pour parvenir à l'adjudication, on ne peut s'empêcher d'observer qu'elles paraissent

trop multipliées, compliquées, surchargées de précautions et de mesures inutiles, de délais trop longs et de frais énormes. Si on compare ces procédures et ces formalités aux procédures et formalités anciennes, même à celles prescrites par la loi du 11 brumaire an VII, on trouvera celles-ci moins ruineuses, de plus facile exécution, et moins nuisibles aux intérêts de toutes les parties.

#### CHAPITRE VIII.

##### De la vente sur simples publications.

Art. 169. Dans le cas où les immeubles saisis réellement ne sont pas, d'après le relevé de la matrice du rôle de contribution, et en calculant sur le pied de quinze fois le revenu, d'une valeur de plus de 4,000 fr., le créancier, ou même le débiteur, peuvent demander que la vente en soit faite sur simples publications, et conformément aux règles qui suivent.

*Obs.* Les dispositions de cet article et de tous ceux dont le présent chapitre est composé, réunissent l'avantage de la simplicité à celui d'une exécution aisée et beaucoup moins dispendieuse.

Elles pourraient servir de base au système général sur les procédures des ventes forcées; ou tout au moins on pourrait les étendre aux cas où il s'agit d'une valeur de plus de 4,000 fr.

L'établissement d'un séquestre devrait néanmoins y avoir lieu, à cause de la morosité présumée du débiteur à rendre compte des fruits, et du caprice et des vengeances qu'il pourrait exercer contre ses créanciers en dégradant ou laissant dégrader les biens saisis.

La vente faite d'après ces procédures devrait pareillement purger les privilèges et hypothèques, les créanciers étant suffisamment avertis et constitués en demeure par la publication des procédures.

Il a d'ailleurs toujours été reçu que le prix des ventes judiciaires purgeait les privilèges et hypothèques, de cela seul qu'il était consigné; précaution qui conserve et ménage encore les droits des créanciers, qui peuvent les faire valoir dans la distribution du prix, qui d'ailleurs, et pour plus grande précaution, pourrait n'être faite que moyennant caution, et à charge de restitution, s'il y a lieu, et supposé que les créanciers non opposants n'eussent pas encouru la déchéance de leurs droits par suite de leur inaction, quoique légalement avertis par la publicité des actes de la procédure, et mis en demeure par les différents délais accordés.

#### TITRE IX.

##### Des donations entre-vifs et du testament.

##### CHAPITRE PREMIER.

Art. 4. Pour donner soit entre-vifs, soit par testament, il faut être :

1<sup>o</sup> Majeur ;

2<sup>o</sup> Sain d'esprit au moment de la donation. La preuve par témoins de la démence du donateur non interdit n'est admise que lorsque l'interdiction avait été provoquée du vivant du donateur, ou lorsque, celui-ci n'ayant survécu que six mois à la donation, il existe un commencement de preuve par écrit, résultant soit de l'acte même, soit d'actes extérieurs.

La loi n'admet point la preuve que la disposition n'a été faite que par haine, colère, suggestion ou captation.

*Obs.* Il y a cette grande différence à faire à l'égard de celui qui n'est pas sain d'esprit, entre les contrats qu'il passe à titre onéreux et les libéralités ou les dispositions qu'il fait à titre gratuit. Si

dans les premiers on a abusé de l'aliénation des raisons, la lésion qui en résulte méconferme ordinairement la ressource de la restitution en cette matière le mal même indique le remède, et la preuve directe de l'incapacité de contracter n'est qu'une nécessité qui ne puisse être supplée.

Il n'en est pas ainsi dans les donations qu'il fait, soit entre-vifs, soit à cause de mort, où il n'y a pas d'autre moyen d'enlever à la fraude les avantages, qu'en s'attachant à la cause que les loi a pourvue, c'est-à-dire à la démence du donateur.

Rien donc ne doit être accueilli avec plus de faveur que la preuve de cette démence, pour les seuls la libéralité. La démence est pour l'ordinaire un fait public et notoire, qui le plus souvent n'est pas suivi de l'interdiction des biens, surtout lorsque celui qui n'est pas sain d'esprit n'a pas de biens à administrer : tel il l'est même, aujour, dont le père vit encore, est notoirement en démence, mais dont l'interdiction n'a jamais été provoquée, parce que l'usufruit ou l'administration de ses biens appartient au père, qui s'est réservé ou autrement; cependant une donation est surprise à ce fils follement en démence, mais dont l'interdiction n'a pas été provoquée.

D'après le présent article 4, la preuve de la démence serait à peine permise, ou ne le serait qu'en cas où le donateur ayant survécu six mois à la donation, il y aurait un commencement de preuve par écrit.

Quel renversement de principes !

Quelle facilité accordée à ceux qui, chargés de provoquer l'interdiction, ne la provoquent pas pour se ménager des libéralités de la part du fou, ou d'un imbécile mourant, sans qu'ils aient à craindre qu'on n'ait été reçu à leur contre eux la preuve de la démence du donateur, preuve qui a été de tout temps permise, et qui devrait d'autant plus l'être aujourd'hui, que la facilité de le poser est à peine laissée à ceux qui jouissent de la plénitude de leur raison, dans la crainte qu'ils n'en abusent !

C'est, en vérité, rompre la digue qui arrête la fraude et la cupidité; c'est ouvrir tout à fait la porte aux suggestions et aux captations, que de ne pas admettre la preuve d'une si plus difficile à la ruse et à l'intrigue de l'emprise du bien d'autrui; et l'on ne pourra plus dire, avec la loi, que la fraude ne peut profiter à ses auteurs. Quo de maux et de brigandages, peut éveiller des procès et des poursuites dont la crainte arrête le crime !

Art. 5 Le mineur émancipé ne peut disposer que par testament, et jusqu'à concurrence seulement de la moitié de la portion dont la loi permet au majeur de disposer.

*Obs.* 1<sup>o</sup> Le mineur qui a plus de quatorze ans n'a pas la capacité de donner entre-vifs, à cause de la lésion qui résulterait de l'expropriation que suit ce contrat. Ce motif n'existe pas dans la donation par testament, où, à cause de mort, le mineur, quoique non émancipé, pourrait disposer de cette manière. Cette disposition ne pourrait d'ailleurs avoir d'effet qu'après son décès, et être révocable à sa volonté, il suffirait, dans ce cas, qu'il eût l'âge de raison nécessaire pour de telles dispositions.

2<sup>o</sup> Le droit de disposer étant un des caractères de la propriété, il devrait être permis au mineur émancipé, surtout à celui qui, étant marié, a des enfants, de disposer comme les autres pères de famille majeurs, et de régler comme eux la succession

par une disposition testamentaire, le mineur émancipé ne manquant d'ailleurs pas de conseil pour régler ses affaires en pareil cas; c'est précisément parce qu'il est reconnu lui, qu'il est émancipé, soit par le mariage, soit en vertu de la loi.

Art. 7. La femme mariée ne peut donner entre-vifs sans l'autorisation ou le consentement spécial du mari, ou sans y être autorisée par le juge. Elle n'a pas besoin de ce consentement pour donner par testament.

Obs. Si la femme mariée a des biens libres, l'assistance du mari ou l'autorisation du juge ne sont pas plus nécessaires que dans les cas où le mari ou la femme non mariée veulent disposer.

Et dans le cas où le communauté de biens existe, le droit ou l'empêchement de disposer devrait être réciproque entre le mari et la femme, tout devant être égal dans la société.

## CHAPITRE II.

### SECTION PREMIÈRE.

Art. 16. Les donations, soit entre-vifs, soit à cause de mort, ne peuvent excéder le quart des biens du donateur, s'il laisse à son décès des enfants ou descendants; la moitié, s'il laisse des ascendants ou des frères et sœurs; les trois quarts, s'il laisse des neveux ou nièces, enfants au premier degré d'un frère ou d'une sœur.

A défaut de parents dans les degrés ci-dessus exprimés, les donations peuvent épuiser la totalité des biens du donateur.

Obs. La réduction de la portion disponible au quart, à la moitié et aux trois quarts, selon les différents cas, prône un peu trop l'exercice du droit de propriété. Cette disposition du projet force le père de laisser une portion égale de ses biens aux enfants qui ont déshérité auprès de lui, sans pouvoir gratifier ceux qui en ont bien mérité; inconvénient très-grave, surtout à l'égard des collatéraux, qui ne peuvent non plus gratifier les proches de qui ils ont reçu des satisfactions et des services.

## SECTION II.

Art. 22. Au décès du donateur, la réduction de la donation, etc.

Ainsi les créanciers, etc.

Dans les cas où le loi partage la succession par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle, la réduction ne lie, etc.

Si dans l'une ou l'autre ligne, ou dans chacune de ces lignes, il y a plusieurs héritiers dont les uns sont, etc.

Dans le cas où, suivant les articles 48 et 50 du titre des successions, les frères ou sœurs consanguins ou utérins, concourant avec des frères germains, ne partagent que dans la portion attribuée à leur ligne, etc.

Obs. Les difficultés que présentent ces différents cas n'auraient pas lieu, si le partage des successions par moitié entre les deux lignes n'était pas admis; autre inconvénient qui devrait le faire rejeter.

## CHAPITRE III.

Art. 36. Toute donation à charge de rente viagère, toute rente à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit, faite à l'un des héritiers présomptifs, en ligne directe ou collatérale, est nulle, si l'objet ainsi aliéné, estimé d'après sa valeur en pleine propriété, se trouve excéder la quotité disponible.

Obs. La mesure établie par la loi du 17 nivôse, qui permettait les donations sous rente viagère, et les ventes à fonds perdu à un héritier présomptif,

du consentement des autres, favorisait les arrangements de famille. Etant faite avec le consentement de tous, personne n'avait à s'en plaindre; il ne faudrait donc pas prohiber du porteur arrangements, qui, faits avec le consentement de tous les intéressés, ne nuisent à personne.

## CHAPITRE IV.

### SECTION II.

Art. 49. La femme mariée ne peut accepter une donation (entre-vifs) sans le consentement de son mari, ou, en cas de refus du mari, sans l'autorisation du juge.

Obs. Même observation que sur l'article 7, écopité de la capacité requise pour donner et pour recevoir titre IX.

L'expérience n'a que trop appris l'inutilité de pareilles précautions, dont l'omission ne fait que donner lieu à des procès.

## SECTION III.

Art. 60. La révocation (de la donation entre-vifs) pour la cause d'ingratitude n'a lieu que dans les deux cas suivants :

1° Si la donataire attente à la vie du donateur;

2° S'il se rend coupable envers lui de sévices ou délits.

Obs. Les sévices ou délits devraient être déterminés.

Art. 66. L'action en révocation ou en résiliation pour cause d'ingratitude des conditions imposées aux donataires, n'est sujette qu'à la prescription ordinaire; elle ne court que du jour où le donataire a cessé de remplir ses obligations.

Obs. L'accomplissement des conditions qui peuvent donner lieu à la résiliation de la donation, devrait être précisé et déterminé, même constaté par le refus du donataire, préalablement mis en demeure.

Les contestations naîtront en foule, et la disposition de cet article reste vague et générale.

Art. 68. La survenance d'enfants n'opère plus la révocation des donations, mais seulement leur réduction à la quotité disponible.

Obs. A quelle époque et par qui cette réduction peut-elle être demandée? et lo précédés des enfants à la demande étendra-t-il le droit de réduction?

## CHAPITRE V.

### SECTION PREMIÈRE.

Art. 71. La donation (par testament) sous signature privée doit être écrite en entier, datée et signée de la main du donateur.

Cet écrit, ouvert ou cacheté, etc.

Obs. Le donateur pourrait se servir d'une main étrangère à lui affidée, pourvu qu'il eût sa disposition au bas de chaque page après les avoir lues en entier; il déclarerait que la main dont il s'est servi lui est affidée, et qu'il a fait lecture de sa disposition: il n'y aurait point dès lors de fraude à craindre, et le disposant serait assuré du secret de sa disposition.

Art. 76. Aucune donation à cause de mort n'est valable, s'il n'y a six jours francs entre sa date et le décès du donateur.

Obs. C'est précisément parce qu'on peut être surpris par la mort, qu'on peut faire des donations à cause de mort.

L'événement du décès du donateur dans les six jours qui suivent sa donation paraît indifférent, six jours avant sa mort, et au moment de la donation, le donateur ayant la liberté d'esprit et d'entendement requise pour pouvoir disposer.

Et dès lors, si l'acte porte en lui-même la preuve de cette circonstance, la loi qui, sans y

avoir égard, leuht dépendre la validité de la donation de l'événement du décès du donateur dans les six jours suivants, serait évidemment injuste. La libéralité deviendrait alors le plus souvent du sort des dispositions les plus sages.

Art. 76. La donation de survie n'a point lieu, si lorsque la mort du donateur a été subite, on causee par quelque accident, etc.

Où l'exception posée par cet article confirme l'observation précédente; et elle pourra donner lieu aux contestations pour la déposition très-difficile des points de loi dont il s'agit.

#### SECTION II.

Art. 101. Lorsque le donateur a légué la chose d'autrui, le legs est nul, soit que le donateur ait connu ou non qu'il ne lui appartenait pas.

Où, cette disposition laisse sans effet la libéralité que le donateur veut exercer, sa volonté étant une loi pour l'héritier, celui-ci devant procurer la chose au donataire, ou lui en délivrer la valeur.

Il faut toujours procurer aux libéralités leur effet, et aux contrats leur exécution : Plus est ut actor valeat quam, non valent.

Art. 117. La femme mariée ne peut accepter l'exécution testamentaire qu'avec le consentement de son mari.

Si elle est séparée de biens soit par contrat de mariage, soit en justice, elle le peut avec le consentement de son mari, ou, à son refus, autorisée par le juge.

Où, Les unes des maritimes, ou non mariées, étant incapables de remplir les fonctions d'exécuteurs testamentaires, aucune loi, au cas d'usage de les y autoriser.

Dans le sens des lois projetées, les femmes mariées ne pouvant rien faire sans le consentement du mari ou l'autorisation du juge, et étant réputées ainsi incapables d'agir pour elles-mêmes, comment seraient-elles capables d'agir pour les autres?

#### TITRE X.

##### CHAPITRE II.

#### De la communauté légale entre époux.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 11. A défaut de convention entre époux, il y a communauté de biens.

Où, La communauté de biens qui se forme par le seul contrat de mariage, quoique non stipulée, ne peut dériver de la nature de ce contrat, dont l'essence est l'autorité des personnes, et non la communauté des biens.

Cette disposition ne paraît pas équitable, en ce que la mise en société faite par la femme étant ordinairement mesquine, quant au travail et à l'industrie, que celle du mari, la part aux profits est nécessairement égale, quoique la loi la considère toujours comme incapable et toujours en minorité, en la faisant autoriser par son mari ou par le juge.

La communauté de biens est sujette à des inconvénients et à des contestations; c'est pourquoi on n'est tenu d'y rester malgré lui; et la loi permet de la dissoudre à chaque instant.

Dans les pays où le contrat l'ait à lieu, les difficultés et les procès qui en résultent sont multipliés; les créanciers, pour parvenir au paiement de leurs créances, ne suivent le plus souvent sur quels biens ils doivent agir, sur ceux de la communauté ou sur les biens libres de la femme.

Il serait plus naturel et plus convenable, qu'à défaut de convention entre les époux, chacun

restât libre et indépendant dans ses biens : les biens seraient libres; mais les fruits, même ceux des biens de la femme, resteraient affectés au support des charges du mariage, sans la portion qui lui en serait réservée, s'ils étaient considérables; ce qui se serait déterminé par la loi.

Si les époux veulent établir entre eux une communauté de biens, ou se constituer une dot, qu'ils pensent la leur légitime; qu'ils s'imposent à cet égard la loi qu'ils jugeront à propos qu'ils veulent, comme ils le voudront, les conditions et les conventions de leur union.

#### SECTION II.

Art. 14. La communauté se compose activement de tout le mobilier que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échouera pendant le mariage à titre de succession;

2<sup>e</sup> De tous les fruits, intérêts et arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échu ou perçu pendant le mariage, et provenant des biens qui appartiennent aux époux lors de la célébration, ou de ceux qui leur sont échu pendant le mariage à quelque titre que ce soit;

3<sup>e</sup> De tous les immeubles qui sont acquis pendant le mariage.

Où, La communauté de biens se composant d'actifs biens, non de certains autres, les difficultés pour séparer et diviser ces biens ou revenus, lors de la dissolution de la société, vaudra à l'infinit.

Les contestations pouvant avoir lieu sur tant d'objets que dans la communauté, elles devraient se régler par arbitres, comme les discussions de commerçants au sujet de leurs sociétés. Les discussions sur les choses tenues ou communes naissent en famille; de là le grand inconvénient des sociétés et des communautés de biens; de là la facilité d'accorder par les lois de la dissension par le seul effet de la volonté des parties, ou d'une seule d'elles. Aussi, au lieu de supposer les sociétés ou communautés de biens existantes dans le mariage, la loi ne devrait les y reconnaître qu'en vertu d'une stipulation particulière.

Art. 18. Les donations, soit d'immeubles, soit de mobilier, qui ne sont faites pendant le mariage qu'à l'un des deux époux, ne tombent point en communauté, et appartiennent au donataire seul; à moins que la donation ne contienne expressément que le profit en appartiendra à la communauté.

Où, N'y a-t-il pas quelque contrariété entre la disposition de cet article, portant que le mobilier échu à l'un des époux à titre de donation pendant le mariage ne tombe point en communauté, et la disposition du Article 14 précédent portant que la communauté se compose de tout le mobilier qui échoua aux époux pendant le mariage à titre de succession? On ne saurait pas la dissoudre qu'il y a entre l'acquisition qui se fait par donation et celle qui se fait par succession, à l'effet de produire les différents effets mentionnés dans l'article 18.

#### SECTION VII.

#### De l'effet de la renonciation de la femme ou de son héritier.

Art. 109. Elle (la femme renonçante) est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté, tant vis-à-vis du mari que vis-à-vis des créanciers; elle reste néanmoins tenue envers les créanciers seulement, pour raison des dettes auxquelles elle s'est obligée conjointement avec

son mari, et pour raison des dettes provenant de son chef, qui sont devenues dettes de la communauté, sauf son recours contre le mari ou ses héritiers.

Où la renonciation de la femme, ou de son héritier, à la communauté, se fait sous réserve aux droits de créanciers qui ont ou auront sur la lot de cette société, si la femme n'était tenue envers eux que des dettes auxquelles elle se serait obligée conjointement avec son mari tant que la société dure, l'insolabilité de l'un des associés oblige l'autre; l'obligation de la créance par lui consentie en société étant toujours censée avoir à profiter à l'autre.

Cette faculté de renoncer, accordée aux femmes, peut d'ailleurs leur être, à conséquence, et favoriser la fraude dans les familles.

Il semblerait, au contraire, équitable qu'elles fussent tenues solidairement des dettes contractées par le mari, ayant le plus souvent donné lieu, par leurs dépenses excessives, au dérangement de ses affaires.

#### CHAPITRE XL

##### SOLUTION PREMIÈRE.

Art. 116. Lorsque les deux époux, par leur contrat de mariage, ont l'exécution de leur communauté, stipulé qu'ils seraient séparés de tous les biens, la femme conserve l'administration de ses biens meubles et immeubles, et la jouissance libre de ses revenus.

Art. 117. En ce cas, chacun des époux doit contribuer aux charges de mariage, suivant les conventions qu'ils ont faites à cet égard par leur contrat.

Si le contrat ne contient point de conventions particulières à cet égard, etc.

Art. 118. La clause par laquelle la femme stipule que tous ses biens présents et à venir lui demeureront paraphernaux, a le même effet que celui attaché, par les deux articles précédents, à la clause de séparation de biens.

Si la femme ne s'est réservée, comme paraphernaux, qu'une portion de ses biens, etc.

Art. 119. La stipulation que tous les biens de la femme lui seront dotaux, est exclusive de la communauté légale, mais elle n'a point au mari la jouissance et l'administration de ces sortes de biens.

Si la clause ne stipule dotale qu'une portion de ses biens présents ou à venir, elle n'exclut de la communauté légale que cette portion, dont le mari ne jouit que la jouissance et l'administration. La communauté légale se compose alors de simples de biens de la femme que la loi fait tomber en communauté.

Art. 120. Si la femme a stipulé une partie de ses biens paraphernaux, et le surplus dotal, il n'y a point de communauté; le mari n'a la jouissance et l'administration que de la partie qui a été stipulée dotale.

Où la disposition des articles 116, 117 et 118 devrait être de droit sans stipulation particulière.

Elle des articles 119 et 120 devrait exclure la communauté légale, si la stipulation de dot n'est que pour une partie des biens, le mari ne s'en doit être que paraphernal.

Art. 122. La femme non commune, celle même qui est séparée de biens contractuellement, et qui s'est réservée la jouissance et l'administration de ses biens, ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou sans y être autorisée par justice, à son refus, etc.

Où, sur la même observation que sur

plusieurs autres, relativement à l'incapacité du consentement du mari dans les dispositions des femmes libres en leur biens.

#### TITRE XI.

##### De la vente.

Art. 9. Si la promesse de vendre a été faite au cas des articles, chacun des contractants demeure au jour d'en dire partir;

Celui qui les a données, en les perdant, et celui qui les a reçus, en restant le double.

Où. Dans l'usage, le motif a été pris en deux sens différents, ou comme dédommagement de l'insécution de la vente de la part de l'un des contractants, ou comme preuve que la vente est parlante.

Dans le premier cas, la disposition de l'article est fautive; il n'en est pas de même dans le second; les articles seraient donc ceux pour obliger les contractants à l'exécution de l'acte, la disposition de l'article n'est point applicable à ce cas.

Il paraît que les articles ont été données en dédommagement de l'insécution de la vente, lorsque la somme de ces articles est considérable; et qu'on les perdait ou les perdait, celui qui les a données ou reçus perd quelque chose qui n'est point lié à l'autre partie de dommages et intérêts résultant de l'insécution.

Il paraît que les articles ont été données comme une preuve de la vente consommée, lorsqu'ils sont modestes, et que cette modestie ne saurait tenir lieu de dommages et intérêts résultant de l'insécution.

#### CHAPITRE II.

Art. 14. Ne peuvent se rendre adjudicataires ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées.

Les auteurs des lois de ceux dont ils ont la tutelle;

Les mandataires, de ceux de leurs commettants qu'ils sont chargés de vendre;

Les administrateurs, de ceux des communes ou des établissements publics confiés à leurs soins;

Les officiers publics, des biens nationaux dont les votes se font par leur ministère;

Les juges, les commissaires du Gouvernement et les préfets, des immeubles dont la vente forcée se poursuit devant eux.

Où. La disposition de cet article devrait expliquer dans quel temps, dans quel cas, les personnes qui ne peuvent se rendre adjudicataires peuvent néanmoins acquiescer, ou acheter aux adjudicataires mêmes, par exemple, si l'adjudication étant faite en l'air d'un tiers, celui-ci peut céder l'acte à un adjudicataire avec celui des personnes qui n'ont pu se rendre adjudicataires, ou bien si ce même adjudicataire peut ensuite le leur céder, et ainsi de suite, après un certain délai; et quel doit être ce délai, pour que l'adjudication ne soit pas censée faite en fraude de la disposition de cet article, et par personnes interposées.

#### CHAPITRE III.

Art. 18. On ne peut vendre la succession d'une personne vivante.

Où. Néanmoins, si elle est faite ailleurs, relativement aux arrangements de famille, de consentement de la personne vivante.

Art. 19. Si l'un des cohéritiers faitcession de sa part indivise à un étranger à la succession, les autres cohéritiers peuvent se faire subroger aux droits de cet étranger en le remboursant.

Où. Cette disposition paraît porter atteinte au droit de propriété du cohéritier cédant, qui par là se



réduit à la nécessité d'avoir affaire avec les auteurs roturières, qui se presseront, à son préjudice, de la prélever qu'ils ont sur l'étranger; préférence qui ne permet pas celui-ci de porter la chose à son juste prix.

## CHAPITRE IV.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 35. La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente.

Dépens et jour, tous les fruits pendants apparteniront à l'acquéreur, quoiqu'ils soient restés encore réunis par un tiers, si le vendeur ne les a réservés, sauf le recours de ce tiers contre le vendeur.

Obs. Le principe que les fruits, étant l'accessoire du fonds, deviennent la propriété de l'acquéreur, appliqué à la vente et autres contrats translatifs de propriété, blesse l'équité naturelle, puisqu'il ne donne pas être entendu de manière à ne pas porter atteinte au droit d'un tiers sur ses mêmes fruits, tels que l'arbitraire des fruits, le fermier possesseur ou à prix fixe, etc.

Si le droit de ces fruits sur les fruits est antérieur à celui de l'acquéreur du fonds, on ne voit pas sur quel fondement doit passer ici la règle d'équité naturelle. Qui pourra se tromper, alors est juré. Cette règle, malheureusement applicable aux créances et droits hypothécaires, devrait pareillement avoir ici toute sa force, lorsque les droits des tiers sur les fruits dérivent d'actes portant la préférence sur la généralité des fruits du vendeur, et spécialement sur les fruits du fonds aliéné.

D'un autre côté, ces actes étant publiés, et présomés connus de l'acquéreur, celui-ci est censé participer à la fraude et à la mauvaise foi du vendeur, qui, en disposant ainsi des fruits, dispose de la chose d'autrui.

Ce serait, au surplus, fournir au propriétaire un moyen de se délivrer des baux qui ne seraient plus à sa convenance, et de rendre, par des ventes simulées, les droits des fermiers presque illusoire et dépendants d'un recours toujours exposé aux plus grands inconvénients.

Bref, dans la rigueur et la subtilité des principes, le travail du fermier, fait du sous-traitement du propriétaire, n'est-il pas un moyen légitime d'acquiescer les fruits? de quel droit le propriétaire s'en sépare ainsi de la propriété, et d'en transférer, par fiction, le domaine sans leur séparation du fonds?

Toutes ces raisons, puisées dans l'équité naturelle, et conformes aux principes qui doivent régir l'exercition des contrats, firent faire justice par l'Assemblée constituante, de la maxime mal entendue, rendue comme rente, fondée sur la disposition de la loi d'april, source féconde d'injustice et de contrariétés.

Aussi la loi sur la police rurale (art. 2) maintenant, en cas de vente, les baux à ferme dont la durée d'exercice pas six années : le nouvel acquéreur n'en reste pas moins le propriétaire des fruits, desquels il jouit au moyen des fermages qui lui sont servis; et cette jurisprudence, qui n'est que celle qu'avait le vendeur, n'a pu être ébranlée par la vente au préjudice et sans le consentement du fermier, et contrairement à l'équité qui doit régner dans les contrats.

## SECTION II.

## DISTINCTION PREMIÈRE.

Art. 49. Quoiqu'il soit dit que le vendeur ne se soumet à aucune garantie, il demeure cepen-

dant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel; et toute convention contraire est nulle.

Obs. Dans le cas de non-garantie, le prix est toujours nominal. Si le vendeur venait à être aux droits d'un tiers, il ne pourrait les exercer contre l'acheteur, le fait lui étant devenu personnel; et cependant la chose restait à l'acheteur toujours à moindre prix.

Dans ce cas, la disposition de l'article serait contraire aux droits du vendeur; il paraîtrait contenable d'expliquer en quels cas les faits personnels lui devraient porter obstacle aux droits du vendeur.

Il semble que lorsque ces droits lui ont été transmis ou cédés par un tiers postérieurement à la vente, il devrait pouvoir les exercer de la même manière que le fait les exercent lui-même contre l'acheteur.

Art. 51. Lorsque la garantie a été promise, ou qu'il n'a été rien stipulé à ce sujet, si l'acquéreur est évincé, il a droit de demander contre le vendeur :

1<sup>o</sup> le prix; 2<sup>o</sup> le fruit;

3<sup>o</sup> Tous les frais faits tant sur la demande en garantie de l'acheteur, que ceux faits par le demandeur originaire, etc.

Obs. Les fruits à restituer à l'acheteur, à l'égard de la demande originaire, ne devraient être que ceux adjugés par l'ordonnance de 1667, article 14, titre VIII, des garants, disposition fondée en droit et en raison.

Art. 52. Si le vendeur avait vendu de mauvaise foi et en connaissance de cause le fonds d'autrui, il sera obligé de rembourser à l'acquéreur toutes les dépenses, même voluptuaires, que celui-ci aura faites au fonds.

Obs. Cette disposition ne devrait pas s'appliquer au cas où l'acquéreur aurait partagé la mauvaise foi du vendeur. Alors l'un ne doit pas avoir plus d'avantage que l'autre; et l'acquéreur restant à celui qui le souffre.

## DISTINCTION II.

Art. 62. Le vendeur est tenu de garantir les qualités essentielles de la chose qu'il vend, et celles qui le rendent propre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ou l'aurait pas acquise, ou s'en serait donné qu'un bien moindre prix, s'il les avait connues.

Telles sont, etc.

Obs. Les dispositions relatives à la garantie des vices de la chose vendue devraient être déclarées communes aux vices des immeubles vendus, qu'on n'aurait point achetés s'ils eussent été connus, la raison de décider étant la même pour les deux cas.

Art. 68. Si la chose a péri par cas fortuit, ou par suite de sa mauvaise qualité, la perte est pour le vendeur; et il n'en sera pas moins tenu, envers l'acheteur, à la restitution du prix et aux autres dédommements expliqués dans les deux articles précédents.

Obs. Cette disposition pourrait avoir lieu, même après la livraison, par exception à la règle générale, dans le cas de détérioration par suite de la mauvaise qualité de la chose.

## CHAPITRE VI.

## SECTION PREMIÈRE.

Art. 95. Lorsque le vendeur fait usage de la faculté de réméré, les fruits pendants par les racines lui appartiennent à compter du jour où il

a remboursé ou censigné le prix, s'il n'y a stipulation contraire.

*Obs.* 1<sup>re</sup> Les fruits pendants par les racines lors du rachat doivent donner lieu à différentes dispositions suivant les circonstances. comme si les fonds sont affermés; si lors de la vente a faculté de rachat il y avait ou non des fruits pendants; si les terres étaient ensemencées on ne l'estimait pas, etc.

2<sup>o</sup> Il semble qu'on doit avoir égard à ces différences, lorsqu'il s'agit de régler les préjudices par le contrat; car il serait vrai de dire que si, lors du rachat, il y avait des fruits qui ne se trouvaient pas pendants par les racines lors de la vente, le vendeur en profiterait au détriment de celui qui aurait fourni les impenses, contre le principe: *Non flet cum alterius pactis locupletari*. Il résulterait, lors du rachat, plus qu'il n'avait délivré lors de la vente.

En suivant ce principe (équité, et par la raison des contraires, les dégratations ne devraient jamais, et dans aucun cas, être à la charge du l'acheteur à partir de rachat.

3<sup>o</sup> Il faut de plus, dans le partage des fruits, avoir égard à ce qui doit former la portion du propriétaire et la portion colonique qu'il est naturel de réserver au fermier ou à l'acquéreur, comme le fruit de leur travail, de leur culture, de leurs semences, de leurs déboursés, conformément aux lois sur le colportage, et aux principes établis dans toutes les lois relatives aux baux des terres nationales.

4<sup>o</sup> Enfin il est conforme à l'équité et au droit de propriété, même à titre incommutable, que le retenant maltraitant les baux consentis par l'acquéreur; car ce dernier, quoique sujet au pacte de réméré, ne peut pas méconnaître le titre de propriétaire; or, à ce titre, il peut affermer et avec les mêmes avantages que le propriétaire à titre incommutable.

Il est cependant aisé de comprendre que cette faculté serait illusoire, si le retenant pouvait les baux; les fermiers, ne voulant pas alors s'exposer à un pareil événement, qui leur est toujours nuisible, ou ne voudraient pas traiter, ou traiteraient avec moins d'avantage pour le bailleur, ou se ménageraient l'indemnité de la perte résultant pour eux de la résiliation du bail opérée par le rachat.

Pour éviter ces inconvénients, la loi doit, en pareil cas, maltraiter les baux, pourvu toutefois qu'ils ne soient pas à longues années, et que leur prix ne soit pas excessif.

### TITRE XIII.

#### Du louage.

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 14. La clause prohibitive, soit de céder le bail d'une maison, ou d'un appartement, soit d'en sous-louer une partie, ne donne au propriétaire, en cas de contravention, que le droit de demander la résiliation du bail;

Si même il n'aime accepter le nouveau locataire qui lui est offert, il le cède par le premier de demeurer son garant.

*Obs.* Cette disposition entraînerait des inconvénients, en ce qu'il dépendrait du locataire de rendre le bail sans effet par des sous-loyers ou des cessations de loyer, que le propriétaire n'est point tenu d'accepter; ce qui lui occasionnerait la perte des fruits de sa propriété.

Art. 15. Si le propriétaire préfère la résiliation, le locataire est condamné à payer le prix du bail pendant le temps nécessaire pour la relocation, suivant l'usage des lieux.

*Obs.* Cette indemnité ne serait pas suffisante, le propriétaire pouvant bien ne pas trouver l'occasion de relouer sa maison.

##### SECTION III.

Art. 39. Le preneur peut encore être expulsé à défaut de paiement du prix du bail.

*Obs.* Il paraît nécessaire de déterminer après quel temps de non-paiement l'expulsion du locataire peut avoir lieu.

Art. 41. Le propriétaire d'un héritage rural peut aussi arracher la relocation du bail, si le fermier ou le preneur pas de bestiaux et des ustensiles nécessaires à son exploitation.

*Obs.* Du s'il ne cultive pas en bon ménage et p're de famille, sans préjudice, dans tous les cas, des dommages et intérêts pour le propriétaire.

Art. 43. Le carencement des puits est encore une réparation locative, mais non celui des fosses d'égout.

*Obs.* A moins d'usage contraire, que le plus ou le moins de frais fait varier dans les différentes villes, en égard au plus ou moins de travail nécessaire pour cet objet.

##### SECTION IV.

Art. 51. L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail d'expulser le fermier ou locataire en cas de vices, en outre, tenu d'avertir le locataire au temps d'avance usité dans le lieu pour les congés;

Et le fermier des biens ruraux, au moins un an à l'avance, afin que celui-ci aille à pareils mois et jour que ceux auxquels son bail serait fini.

*Obs.* Le fermier des biens ruraux doit être averti un an à l'avance, à moins qu'il ne suffise d'un moindre délai, suivant l'usage des lieux et la nature de l'exploitation.

### CHAPITRE II.

#### Du bail à cheptel

##### SECTION PREMIÈRE.

Art. 97. A la fin, ou lors de la résiliation du bail, il se fait une nouvelle estimation du cheptel. Le bailleur prélève ensuite autant de bœufs de chaque espèce qu'il en a fourni, si ce nombre se trouve, ou s'il y a de l'excédant.

Si ce nombre prélevé est estimé valoir plus que le cheptel original, le bailleur paie au preneur sa moitié du profit.

S'il est moins estimé, le preneur paie au bailleur la moitié de la perte.

Si le nombre original du cheptel ne se trouve plus, le bailleur prend toujours ce qui en reste, et les parties se font raison du profit ou de la perte, suivant la dernière estimation.

S'il y a du croît, il se partage entre le bailleur et le preneur.

*Obs.* Quant à la manière dont le bail à cheptel peut se faire, et quant au partage avant la fin du bail, il faut s'en rapporter aux usages des lieux, qui varient selon que le cheptel est plus ou moins mûle au preneur.

Dans certains contrées, les bestiaux donnés à cheptel ne s'estiment pas, et sont partagés à la fin du bail entre le bailleur et le preneur, avec le croît du bétail, sans que le bailleur puisse faire aucun prélèvement; en sorte que les pertes et les profits sont supportés par moitié, tant à l'égard de l'objet du cheptel qu'à l'égard du croît.

Si le bail est de certains bestiaux propres au travail et au croît, le preneur paie tous les ans au bailleur une redevance pour le prix de ce travail.

Dans d'autres pays, ce contrat se règle à peu près comme il est expliqué dans la précédente section.

Dans cet état, il est indispensable des en rapporter aux usages des lieux.

Ce serait, au reste, nuire aux intérêts de l'agriculture, que d'empêcher la stipulation de certaines conditions dans le bail à cheptel, d'après les nécessités et les usages locaux, la règle ne pouvant être uniforme pour tous les lieux.

## SECTION III.

## DISTINCTION PREMIERE.

Art. 101. A la fin du bail, il (le fermier) ne peut relever le cheptel en payant l'estimation originale; il doit en laisser en sa valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit, il doit le payer, et c'est seulement l'excédant qui lui appartient.

Obs. Quoique les bestiaux que le fermier laisse ne soient pas pareils en nombre, ils paraissent suffisants s'ils sont d'une valeur égale à celle de ceux qu'il a reçus.

## CHAPITRE III.

## SECTION PREMIERE.

## Du louage des domestiques.

Art. 114. Si, hors le cas du casus gravé, le maître renvoie son domestique ou son ouvrier avant le temps convenu, il doit lui payer le salaire entier de l'année, ou du temps pour lequel il l'avait loué, déduction faite de la somme que le domestique ou l'ouvrier pourra rassembler ailleurs, pendant le temps qui restera à courir.

Obs. Pour éviter les frais d'une liquidation arbitraire, serait-il pas mieux de réduire l'indemnité à accorder au domestique ou à l'ouvrier, à un tiers, ou à un quart, ou à toute autre partie de son salaire?

Art. 115. Si c'est le domestique ou l'ouvrier qui quitte sans cause légitime, il doit être condamné, envers le maître, à une indemnité qui est fixée sur ce qu'il en coûte de plus au maître pour obtenir d'un autre les mêmes services.

Obs. Même observation que sur l'article précédent.

## TITRE XIV.

## Du contrat de société

## CHAPITRE PREMIER.

Art. 5. Toute société dont l'objet est d'une valeur de plus de 150 francs, doit être rédigée par écrit. La preuve ne peut être reçue contre et outre le contenu de l'acte.

Obs. Même observation que sur la preuve testimoniale.

## CHAPITRE II.

## SECTION PREMIERE.

Art. 19. S'il n'y a pas de convention sur la durée de la société, elle est censée avoir été conclue pour tout le temps de la vie des associés.

Obs. Mais si elle est pour un certain genre d'affaire, elle ne doit être censée conclue que pour le temps et la durée de cette affaire.

Art. 24. Les associés qui se sont réciproquement obligés d'apporter à la société leur industrie, lui doivent compte de tous les gains que chacun d'eux a faits par l'espèce d'industrie qui est l'objet de cette société.

Obs. La disposition de cet article ne paraît pas juste, si l'associé dont l'industrie fait la mise dans la société, lui fait un travail extraordinaire dont plus est arrivé point à souffrir, et dont il ce

strait point censé s'être privé; par exemple, le commis qui aurait prêté son travail pour les écritures d'une société, pourrait perdre des écritures s'il était pour autre sans porter préjudice à la société à laquelle il appartient, et laquelle il ne doit que le temps relatif au travail exigé pour les affaires de la société.

Art. 31. Si les associés ont convenus de en rapporter à un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts, ce règlement ne peut être réglé que par une preuve certaine qu'il est conforme à l'équité.

Obs. Il semble qu'il n'y ait qu'une seule preuve qui puisse autoriser le recours contre la décision du tiers ou de l'associé auquel on s'en est rapporté.

## CHAPITRE IV.

Art. 50. La mort dissout la société, même entre les associés survivants, s'il n'y a stipulation contraire.

Obs. Lorsque la société a pour objet un genre d'affaires qui n'est pas consommé, telle qu'une ferme, un régime, etc., il ne paraît pas qu'elle puisse être dissoute par la mort, ni même par la volonté de l'un des associés; il paraît, au contraire, que, dans ces cas, les héritiers de l'associé décédé doivent continuer la société, à moins que les autres associés n'assent à sa dissolution.

## TITRE XV.

## Du prêt.

## CHAPITRE II.

## SECTION II.

Art. 27. S'il n'est seulement convenu que l'emprunteur paiera quand il le pourra, ou qu'il n'en aura le moyen, il doit être condamné à payer dès qu'il paraît qu'il est en état de le faire.

Obs. La disposition de cet article n'a pu être donnée sans les contestations pour débiter et prouver les moyens et la possibilité ou l'impossibilité de payer le montant du prêt, ou l'obligation de l'emprunteur un terme ou salaire à ce paiement, lequel terme serait fixé par le juge.

## TITRE XVI.

## Du dépôt et du séquestre.

## CHAPITRE II.

## SECTION PREMIERE.

Art. 12. Le dépôt volontaire doit être tenu par écrit; la preuve testimoniale n'en est point admise, ni au civil ni au criminel, pour valoir excédant cent cinquante francs.

Obs. Même observation que sur la preuve testimoniale.

## SECTION IV.

Art. 32. L'hôtelier est responsable des effets apportés par le voyageur, encore qu'ils n'aient point été remis à sa garde personnelle.

Art. 33. Il est responsable du vol fait ou du dommage apporté aux effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques qu'il prépose, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtelierie.

Obs. La disposition de ces deux articles doit s'appliquer aussi aux messagers, voituriers, maîtres de coches et de carrosses, aubergistes, etc.

## TITRE XVII.

## Du mandat.

## CHAPITRE I.

Art. 13. On peut même constituer le même

qui e dix-huit ans accomplis, et la femme mariée.

Obs. Si la femme mariée peut arrêter un mandat, à plus forte raison celle qui, n'étant point mariée, a le libre exercice de ses droits.

## TITRE XVIII.

### De gage et du nantissement.

Art. 2. Le privilège du créancier sur la chose mobilière a été remis par son débiteur pour sûreté de la dette à un tiers qu'il lui a remis en gage, à plus forte raison celle qui, n'étant point mariée, a le libre exercice de ses droits.

Obs. La remise en gage d'une chose mobilière qui ne serait pas d'une valeur assez considérable pour valoir un créancier, n'aurait besoin que d'une déclaration sous seing privé qui, soumise à l'enregistrement, présenterait toute fraude.

Si la chose due et celle remise en gage étaient l'une et l'autre d'une valeur moindre de deux cents francs, la prescription normale pourrait être admise.

Art. 9. Le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer, de sa propre autorité, de la chose. Il doit, après l'expiration du temps dans lequel la dette devait être acquittée, ester le débiteur en justice, pour voir dire que la chose lui soit remise en nantissement si le débiteur ne paie pas, et jusqu'à due concurrence, avant l'estimation qui sera faite par experts, ou qu'elle sera vendue à l'enchère.

Toute clause qui autoriserait le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer sans les formalités ci-dessus, est nulle.

Obs. La dernière disposition de cet article semble être la liberté que les parties s'ont naturellement de stipuler que vente se fasse même lorsque l'une d'elles reçoit un gage; vente qui serait censée faite sous pacte commissaire.

Art. 11. Si le créancier qui est l'objet du nantissement porte intérêt, le créancier peut jouir des fruits que produit le gage, jusqu'à concurrence et d'après le compte qui en est fait par les parties lors du paiement définitif.

Obs. Dans tous les cas, les intérêts sont dus au créancier lorsque le gage porte des fruits, n'étant pas naturel que le créancier, privé de l'intérêt de son argent, soit reproduit sans rendre compte au débiteur des fruits que le gage a pu produire; alors la compensation des fruits et des intérêts doit se faire naturellement.

Art. 12. Le débiteur ou peut réclamer la restitution du gage qu'après qu'il a intégralement payé la dette pour laquelle de laquelle il a été donné, tout en principal qu'intérêts et fruits, à moins que le créancier n'abuse du gage.

Obs. A quel caractère est assés-il être ou non, et comment y remédier?

## TITRE XIX.

### Des contrats aléatoires.

#### CHAPITRE PREMIER.

Art. 1. Dans tous les cas où la loi dénie l'action au gagnant (au jeu), elle refuse au perdant la répétition de ce qu'il a volontairement payé.

Néanmoins l'action en répétition est admise par la voie de la police correctionnelle, quand il y a eu, de la part de l'un des joueurs, dol, supercherie ou ruse.

Obs. Lorsqu'il s'agit d'un jeu prohibé, non seulement l'action doit être dénie au gagnant, mais encore celle en répétition doit être refusée au perdant; l'un et l'autre, étant coupables de contravention aux décrets de la loi, devraient être

poursuivis par la voie de la police correctionnelle, et punis d'une amende; le gagnant, au surplus, condamné à restituer la somme gagnée, au profit de quelque établissement de bienfaisance.

#### CHAPITRE II.

### De la rente viagère.

#### DISTINCTION II.

Art. 14. Si la rente est créée sur deux têtes, elle doit être réduite:

Au double moins un dixième, si l'une et l'autre ont au-dessous de soixante-dix ans;

Au double moins deux dixièmes, si l'une et l'autre ont au-dessous de soixante ans;

Au double moins trois dixièmes, si l'une et l'autre ont au-dessous de cinquante ans;

Et si l'un a plus de deux têtes, etc.

Obs. L'incertitude des événements et le calcul des probabilités sur la durée de la vie ne permettent pas d'établir une règle uniforme et rigoureuse, il ne faudrait pas gêner la liberté des contractants sur des stipulations dont le sort dépend du jour hasard; cette gêne peut donner lieu à beaucoup de contestations, et empêcher que des sommes considérables ne circulent dans le commerce.

#### DISTINCTION III.

Art. 19. Celui au profit duquel la rente viagère a été constituée moyennant un prix, peut demander la résiliation du contrat, si le constituant manque à lui fournir les arrêts qu'il a promis pour l'exécution.

Mais ce cas, il ne peut, même à défaut de paiement des arrérages, demander le remboursement du capital par lui fourni, ou de rentrer dans les fonds qu'il a aliénés; il n'a que le droit de saisir et faire vendre les biens de son débiteur, et de faire faire, sur le prix, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages.

Obs. Il paraît qu'on doit laisser au propriétaire de la rente le droit de demander le remboursement du capital à défaut du paiement des arrérages, ou de faire saisir et faire vendre les biens du débiteur, et faire faire, sur le prix, l'emploi mentionné dans l'article.

An cas de remboursement du capital au propriétaire de la rente, celui-ci tiendrait à compte l'exécution du taux ordinaire des intérêts.

## TITRE XX.

### De la prescription.

#### CHAPITRE III.

Art. 18. Ceux qui possèdent pour autrui et non pour eux-mêmes ne prescrivent jamais, quelque longtemps qu'ils détiennent la chose.

Ainsi, le fermier, l'usufruitier, le dépositaire, l'usufruitier si tous autres qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent la prescrire.

Obs. Il devrait en être de même de celui qui, jouissant par l'usufruit, ne jouit évidemment pas pour lui-même, mais précairement.

#### CHAPITRE IV.

### SECTION PREMIÈRE.

Art. 27. La ratation ou conciliation devant le bureau de paix interromp la prescription du jour de sa date, lorsqu'elle est suivie d'une assignation ou justice, donnée dans le huitaine de la ratation ou procès-verbal de non-conciliation.

Si l'assignation doit être donnée à domicile à une partie dont l'habitation est à plus de cinq

myriamètres de distance. Il sera ajouté à la bulle-tin un joar par cinq myriamètres.

*Obs.* Le délai de la clôture du procès-verbal de non-conclusion, fixé à huit jours, n'est pas assez long, les conventions de la brevité de ce délai sont sensibles.

## SECTION II.

Art. 33. La prescription ne court point contre les mineurs et les interdits, excepté dans les cas déterminés par la loi.

*Obs.* Il faudrait distinguer le mineur pupille du mineur pubère; la prescription ne court pas contre le premier; elle court contre l'autre, qui néanmoins, dans les dix ans à compter du jour de sa majorité, peut se faire restituer en tous les temps qui a couru pendant sa minorité.

Art. 35. La prescription court contre la femme mariée, encore qu'elle ne soit point séparée par contrat de mariage, ou en justice, à l'égard de tous les biens dont le mari a l'administration; sauf son recours contre le mari.

*Obs.* Cette disposition paraît contraire à la règle générale adoptée par le projet de Code, qui ne veut pas que la femme puisse aliéner, contracter, faire ni autre acte d'administration de son mari : tout qu'elle est mariée, elle est, d'après le même projet, sous la tutelle de son mari; ainsi la prescription ne devrait pas courir contre elle. Contre son vœu, elle agit, non currit prescriptio.

Art. 36. Si, par le contrat de mariage, il a été stipulé que tous les immeubles ou partie des immeubles de la femme seraient inaliénables, la prescription ne courra point du tout contre la femme à l'égard des immeubles dont l'inaliénabilité aura été ainsi stipulée.

*Obs.* Dans le cas d'une pareille stipulation, il faudrait distinguer si la prescription était déjà nantie le contrat prête à s'accomplir : alors il ne paraîtrait pas naturel de la mettre à l'égard au préjudice de celui qui pourrait s'en aider, avec d'autant plus de raison, que la chose peut rester, pour ainsi dire, pendant un siècle au sa possession, sans que la prescription soit accomplie; sinon, le domaine des choses restera toujours incertain contre le vœu de la loi, et au préjudice de la tranquillité publique.

Art. 40. Elle (la prescription) court encore pendant les trois mois pour faire le restituer, et les quarante jours pour délibérer.

*Obs.* Si, pendant les trois mois, et les quarante jours pour délibérer, la prescription a déjà s'accomplir, cet espace de temps ne devrait pas être compté, l'héritier ayant alors les mains liées, n'ayant pu ni agir ni prendre connaissance de l'état de la succession.

On observe, du plus, sur la présente section, que parmi les causes qui suspendent le cours de la prescription, on devrait compter celle de la cohabitation du créancier et du débiteur, surtout lorsque celui-ci fournit les aliments à l'autre; cette circonstance devrait être prise en considération, comme une reconnaissance constante de la dette de la part du débiteur.

## CHAPITRE V.

## SECTION III.

Art. 46. Celui qui acquiert de bonne foi, et par juste titre, un immeuble, en prend la propriété par dix ans, si le véritable maître habite dans le ressort du tribunal d'appel dans l'endroit duquel l'immeuble est situé; et par vingt ans, s'il est domicilié hors dudit ressort.

*Obs.* La différence que cet article présente entre

prescription de l'immeuble et celle des actions mentionnées en la section précédente, paraît peu fondée. Le temps requis pour accomplir ces deux prescriptions devrait être le même, sans avoir égard au mérite ni à la forme des titres, mais la bonne ou mauvaise loi, ni à l'absence ou présence de celui contre lequel on prescrit.

Il est aisé de concevoir à quelles contestations toutes ces prescriptions peuvent exposer; et combien il importe d'établir, à cet égard, une règle simple et uniforme, dont on se soit les avantages dans les pays même régis par le droit écrit, où l'expérience a fait rejeter toutes ces distinctions, dont le résultat tenait et au désavantage de la tranquillité publique, et à celui du droit de propriété.

## SECTION IV.

Art. 60. En fait de meubles, la possession vaut titre. Cependant, celui qui a perdu ou auquel il a été volé une chose peut la revendiquer pendant trois ans, à compter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans la main duquel on la retrouve; sauf à celui-ci recours contre celui duquel il la tient.

*Obs.* Ce principe qu'en fait de meubles la possession vaut titre, pris dans sa généralité, conduit à plus dangereuses conséquences. Il met à couvert le vol, par l'acquisition qu'il impose à la partie volée de le justifier d'une manière directe et positive; ce qui ne peut se faire que par le témoignage de ceux qui auraient vu l'enlèvement ou la soustraction de la chose.

La difficulté de cette preuve, qui n'est pas possible dans le cas de vol, est encore plus embarrassante dans le cas de la perte de la chose. Ainsi, les conséquences du principe doivent le faire rejeter, surtout à l'égard des choses mobilières d'une certaine valeur, ou la faire restreindre à certains cas.

Par exemple, quel inconvénient y a-t-il qu'un acheteur qui est de bonne foi, les parties passées une police de vente? Alors, le titre ou acte duquel on possède est positif, ou par écrit, et la valeur excède une certaine somme, ou par témoins, si elle est moindre. Le propriétaire originaire qui revendique la chose a pour titre son ancienne possession, ne pouvant en avoir d'autre, surtout si la chose ne lui a pas été transmise par écrit, s'il la trouvait parmi ses biens, ou si elle est connue l'en être de son cru.

C'est à ces cas et autres semblables qu'il faudrait restreindre le principe. La possession est titre; mais lorsqu'il y a eu transmission de la chose mobilière, lorsque, par exemple, un cheval n'est plus dans la maison du propriétaire originaire qui l'avait en de ses propres mains, le dernier possesseur devrait justifier son titre, et par écrit, ou par témoins; et alors la difficulté de justifier la perte ou le vol cesserait d'exister.

Ce même principe devrait recevoir exception lorsque les ventes ont été faites publiquement dans les foires et marchés, encaes publics, etc.; auxquels cas le propriétaire originaire, d'après la preuve que la vente a été publique, serait tenu de rembourser le prix qu'elle a coûté, en justifiant néanmoins sa possession précédente, et sans son recours contre le vendeur.

## § II.

Observations plus développées sur les dispositions systématiques et les plus intéressantes du projet de Code civil.

Parmi les dispositions que présente le projet

de Code, il en est de plus ou moins importantes à raison de l'importance même de la matière, ou de l'usage plus ou moins fréquent et essentiel dont elles sont dans la société; il en est aussi qui tiennent plus ou moins du système et de l'ordinaire. Pour l'ordinaire, ces deux caractères se réunissent dans les mêmes dispositions. Celles qu'on envisagera ici sous ce double point de vue, sont les dispositions sur l'autorité maritale, la puissance paternelle avec les droits des enfants envers les pères, les Intelles et les interdiction, le divorce, les principes sur l'acquisition et la restitution des fruits, sur la possession et la prescription; les hypothèques et les ventes forcées des immeubles; la communauté des biens et les droits des époux dans le contrat de mariage; les successions légitimes, et les dispositions testamentaires ou par donation entre-vifs ou à cause de mort.

On a senti que le projet qui a été dit sur certaines des plus importantes matières dans les observations motivées du paragraphe précédent, n'est pas suffisant pour remplir la tâche qui a été imposée à la commission. Aussi elle a cru devoir y suppléer par les développements particuliers que chacun de ces objets intéressants doit trouver dans ce paragraphe, en commençant par l'autorité maritale.

#### AUTORITÉ MARITALE.

Cette autorité ne peut pas être l'effet naturel du mariage. L'union des époux n'élève pas l'un au-dessus de l'autre; elle rattache deux êtres égaux et liés pendant, qui se peut produire que des droits et des devoirs réciproques. Le projet du Code, en rendant hommage à ces principes, ne subordonne pas moins la femme à son mari, il met l'empire du mâle de la force, sous la sauvegarde des mœurs. Mais cet empire ne devrait pas s'étendre au-delà de la personne, qui seule est entrée dans le lien du mariage. Comment pourrait-il donc avoir prise sur les biens de la femme? ce ne peut pas être par l'effet naturel de l'union conjugale, qui ne serait embrasser le patrimoine des époux. Si ces biens entrent dans le domaine du mariage, la convention seule peut les y admettre. Ainsi, sans stipulation particulière, les biens des époux restent hors le contrat, et chacun est libre dans leur administration et jouissance.

Mais on; ce principe est violé par le projet du Code. La femme ne peut contracter ni ester en jugement sans l'autorisation de son mari. Cette gêne lui est même imposée lorsqu'elle s'est expressément réservé la jouissance de ses biens, c'est-à-dire lorsqu'elle n'a pas voulu que son mari en profitât et se mêlât de leur administration. C'est ainsi que la loi contrecarre sa volonté, et tend à l'éloigner du mariage. Elle se fonde sans doute sur la présomption de l'incapacité de la femme mariée de gérer les affaires; comme et les veuves et les femmes non mariées n'étaient pas dans le même cas de cette présomption d'incapacité ou de minorité; comme si l'opinion des femmes pour les affaires pouvait être méconnue.

#### PUISSANCE PATERNELLE, ET DROITS DES ENFANTS ENVERS LES PÈRES

Si, pour ce rapport, l'autorité du mari sur la femme devait être restreinte, celle du père sur ses enfants devrait acquiescer plus de force que lui en donne le projet de Code. La puissance paternelle est, dans la famille, ce que le gouvernement est dans la société. L'un gouverne par les mœurs, et l'autre par les lois. Si la mainten-

de l'ordre social dépend de la force du gouvernement, le malheur du Père domestique, ou le bonheur des familles, tient aussi à l'autorité de la puissance paternelle. La loi politique ne saurait donc lui donner trop de ressort, surtout dans les États libres, où les mœurs sont le supplément des lois et préparent l'obéissance.

Pourquoi la majorité des enfants, ou leur émancipation, anéantirait-elle jusqu'au plus petit effet de la puissance paternelle? Si jusqu'à elle n'a été pour eux un bienfait, elle devrait être considérée un motif de reconnaissance, d'égards et de respect de leur part envers leur père. Le motif nécessite la déférence, de leur part, de demander le respect de leur père à leur mariage, à quelque âge qu'ils le contractent, tant à passer outre après les rejets qui seraient les nominations respectueuses. L'expérience a appris l'efficacité de pareilles mesures qui ne sont jamais à gliser pour les mœurs. C'est par de semblables mœurs qu'il faut s'efforcer de conserver l'union de l'autorité paternelle des familles, et de maintenir les enfants dans la dépendance respectueuse de leur père, après qu'ils ne sont plus dans sa dépendance réelle.

Mais le moyen le plus efficace pour maintenir les enfants dans le lien de cette double dépendance jusqu'à la mort du père, serait de mettre entre les mains de celui-ci la fondre de l'hérédité. La disposition officieuse est la remède que le projet de Code a introduit pour le cas de dissolution naturelle des enfants; mais la disposition est une habitude vicieuse, et les enfants peuvent se livrer à des habitudes ruinieuses ou plus ou moins coupables. Les cas étant différents, l'expédient ou peut pas être le même. Et pourquoi l'enfant qui a été l'opprobre ou le tourment d'une famille, et dont la conduite présente une chaîne de désordres et d'actions déshonorantes, aurait-il le même droit que l'enfant bonné et soumis au patrimoine d'un père dont il aura compromis la tranquillité ou abrégé les jours? pourquoi faut-il qu'il ressente les mêmes effets de la bienveillance paternelle, dont il est si indigne? pourquoi faut-il que la vertu et la crainte composent aux mêmes bienfaits ou aux mêmes avantages? Lors même que la succession paternelle serait ou par bienfait de la loi, la loi ne devrait-elle pas l'en priver comme indigne? Non, l'enfant qui a fait voler les larmes du père ne doit pas partager ses faveurs avec l'enfant qui les a recueillies; et celui qui a dévoré le patrimoine de ses pères, cesse d'y avoir un droit égal à celui qui a travaillé à l'augmenter.

Peut-on docteur qu'on lui donne le pouvoir, la puissance paternelle n'entraîne de la crainte et qu'il ne peut pas toujours attendre de l'amour? Il faudrait moins connaître l'homme, pour ne pas sentir combien son intérêt doit la toucher. La prière ou la récompense sont le puissant ressort de ses actions, plus rare que l'amour de ses devoirs: on est le plus souvent ramené à ce sentiment par ces deux motifs. L'enfant qui rendra la peine de l'hérédité ne sera pour pas le joug de la commission et de l'obéissance, on s'il le seroue, il y sera ramené. Le père sera servi et honoré, et l'enfant contraindra les heureuses habitudes qui forment les mœurs privées et publiques.

Ce n'est que l'abus que le père peut faire de l'hérédité, qui a fait illusion à la philosophie, et lui a fait proposer mal à propos le remède. Prévenons donc l'abus, et que le remède subsiste. Dans cette vue, la loi doit déterminer et préciser les cas où l'hérédité peut avoir

lien : un conseil de famille sera le jury qui établit l'existence du ras, et le père sera le juré qui, en appliquant la loi, prononcera l'exclusion. Il ne pourra être alors ni rapatrié ni injuste ; et le fils mourra à craindre que ses propres dévotions, ses écarts criminels, ou, pour mieux dire, ses dévotions et ses écarts affligeront même les familles, parce qu'ils seront plus rares.

Mais si la loi renferme ainsi les droits des pères, elle ne devrait pas méconnaître non plus les droits des enfants. Quand tout est en rapport entre les hommes, le sentiment de la justice ne met pas en jeu leurs passions, et ils vivent heureux, à côté de la puissance paternelle, la loi punirait donc très à propos l'indignité des pères, non-seulement de nuire et d'entraîner les enfants, mais encore de leur priver un établissement par mariage ou autrement. L'établissement des enfants est le complément de l'indignité des pères, et il tient lieu aux premiers des aliments que ceux-ci leur doivent, si qu'ils leur procurent en effet en les mariant, à portée de se les procurer eux-mêmes. En refusant aux enfants cet établissement, le projet de Code lève les pères à les empêcher, et force les enfants à murmurer contre les pères. L'état se trouve privé à la fois et de professions utiles et de mariages assortis. Tout l'écouart donc, droit naturel et droit politique, à obliger le père à prouver, et à ses facultés, un établissement à ses enfants. Il apportait au conseil de famille d'écrire la justice dans l'apparition des règles à établir à cet égard, tant contre le père qui méconnaît son devoir, que contre l'enfant qui cherchait à abuser de ses droits.

C'est ainsi que la chaîne des droits et des devoirs continuait toujours de leur respectueux à les pères et les enfants pendant tout le cours de leur vie ; tandis qu'à la majorité des enfants, ils devenaient tout à fait étrangers les uns aux autres, suivant le précepte de Code. Et que devaient surtout les filles, dans un pays abandonné de la loi, si le caprice ou le ridicule d'un père supposait constamment à leur mariage ? Elles ne pouvaient s'en venger le plus souvent qu'en préjudice des mœurs et à la honte des familles.

#### ÉTÉLLES ET INTÉRIEURES.

Le projet de Code semble avoir adopté une autre introduction, mais beaucoup moins essentielle, en adjoignant la division de la tutelle en quatre espèces ; c'est sans doute s'égarer sans nécessité de la simplicité qui doit caractériser les lois. Il est évident que cette division ne peut produire que confusion dans les dispositions relatives à chaque espèce ; et on ne devrait pas oublier que leur application est confiée aux juges de paix, souvent peu instruits dans les campagnes.

La tutelle naturelle ne saurait coexister avec la puissance paternelle ; et dans la possibilité de coexister, ce ne serait plus que le même pouvoir. Dans ce cas, pourquoi des dénominations différentes et des règles particulières qui peuvent donner lieu à des méprises ? D'ailleurs, il est du principe que la tutelle proprement dite, a'est que pour remplacer la puissance d'un père à l'égard des enfants qui ont perdu cet appui.

La tutelle, qui est dérivée du père ou par la mère, n'a pas un caractère distinct et propre, qui puisse constituer une espèce particulière ; sa nature et ses effets sont les mêmes, sans que les droits du tuteur conféré au père et à la mère, et la

confirmation du ce choix par le conseil de famille, puissent être considérés que comme des circonstances étrangères à l'essence du pouvoir que la loi délègue au tuteur.

Il en est de même de la tutelle légitime qui, parce qu'il doit être exercé l'ascendant le plus proche par le conseil de famille, n'a pas moins les mêmes attributions, et est soumise aux mêmes règles. Car, que soit le père qui nomme le tuteur, que ce soit l'ascendant le plus proche qui soit nommé, que le choix du père soit confirmé par le conseil de famille, que le plus proche ascendant soit nommé directement par le conseil ; dans tous ces cas, on trouve toujours le même pouvoir qui constitue la tutelle. C'est la raison la même, telle avec la même étendue de pouvoir, que le conseil de famille délègue dans tous les autres cas lui-même.

N'est-il donc pas plus conforme à la raison, qui ne prétend pas de multiplier les étres sans nécessité, de laisser ces prétendues espèces de tutelles réunies dans un genre unique, et de ne reconnaître qu'un seul tuteur, qui sera, dans tous les cas, délégué ou confirmé par le conseil de famille ? Les circonstances du père et de la mère qui ont le pouvoir de choisir le tuteur qui doit être confirmé, n'ont que de l'ascendant le plus proche qui doit être nommé tuteur par le conseil de famille, n'ont rien de particulier dans ce système d'unicité.

Il y a plus ; quelque éclairé que soit le choix du tuteur lui par le père, et quelle que soit l'adhésion des assemblées pour leurs pupilles pères par la loi, le père et la loi peuvent se l'enlever. C'est pourquoi, et le conseil de famille peut repasser une surprise trop évidente, ou obvier à ce cas qu'on n'avait pas pu ou se prévoir de la tutelle, pour ne pas dire la nécessité, de la règle et auquel tuteur suit.

Il est vrai que le droit romain reconnaît une plusieurs espèces de tutelles ; mais la division qui il en fait à son fondement et son mode dans l'état différent des pupilles, et dans des dispositions et des subtilités qui ne se rencontrent pas et ne doivent pas se rencontrer dans notre droit.

Il n'est pas ainsi de la sage et indispensable distinction que font les lois romaines entre le tuteur et le curateur, et entre le pupille et le mineur ; distinction fondée sur la nature des fonctions des uns, et sur l'âge et l'état naturel différents des autres ; distinction marquée que le projet d'admettre pas, en confondant les choses les plus distinctes, les plus diverses et presque disparates.

En effet, les fonctions de tuteur s'attachent principalement à la personne du pupille. Le père nourrir, entretenir, élever, le défendre contre les autres, sont les principales auxquelles se compose la surveillance du tuteur sur la personne du pupille. C'est par suite de cette surveillance que l'administration des biens pupillaires lui est dévolue. Mais l'ignorance juridique à l'égard, tant des lois que de la personne, est telle, qu'elle remplace l'autorité paternelle, et qu'il ne reste, pour ainsi dire, au pupille, ni action ni volonté. Faut-il donc lui laisser de se défendre et de se défendre, sans l'assistance du pupille, auquel son bien ne laisse pas supposer l'usage de la raison pour se conduire dans les affaires.

Au contraire, les fonctions du curateur ne viennent, pour ainsi dire, qu'à l'appui de l'usage que

fait le mineur de sa raison et de son jugement dans la conduite de ses plus importantes affaires. Point de surveillance de la part du curateur sur la personne du mineur. C'est à celui-ci qu'est confiée l'administration de ses biens; l'exercice des droits et actions repose sur sa tête, et il conserve son double rôle de père ou d'exercice des droits. L'intervention du curateur n'est nécessaire que pour les actes qui ne sont pas de pure administration, et qui sont trop importants pour que la loi puisse s'en rapporter à cet égard à sa prudence encore novice. Telle est l'aliénation des biens, l'obligation pour fortes sommes, rétrocession, etc. Mais ses actes mêmes ne se font qu'au nom du mineur et avec l'assistance du curateur.

Quand à l'âge celui du pupille finissant à quinze ans, il ne peut rien avoir de nouveau avec celui du mineur, qui ne finit qu'à vingt-un ans. Quoi que les extrêmes de ces âges se touchent, on sent que l'enfant au-dessous de 15 ans, étant hors d'état de se conduire et de gérer ses biens, doit être dans la dépendance absolue de son tuteur, ainsi qu'il vient d'être expliqué. Mais on sent aussi qu'à l'âge de quinze ans, même jusqu'à dix-huit, l'incapacité du mineur n'est plus la même, et que, d'absolue qu'elle était dans l'enfance, elle devient au moins relative dans la jeunesse; on sent enfin que c'est à partir d'alors qu'il faut se mesurer l'étendue du pouvoir délégué au tuteur et au curateur pour y suppléer.

S'il est donc reconnu que les fonctions du tuteur sont et doivent être assez différentes de celles du curateur que l'âge et l'état du pupille sont différents de l'âge et de l'état du mineur, la raison ne permet plus de réunir et de confondre sur la même tête des parrains fonctions. Celui qui en est chargé peut être capable d'exercer les uns et être incapable d'exercer les autres; celui au profit duquel ces fonctions sont créées peut avoir plus ou moins besoin d'un pareil secours.

Qu'on distingue donc entre les uns et les autres des fonctions, et les choix des fonctionnaires pourront être faits avec plus de discernement, avec plus d'avantage pour les pupilles et les mineurs, et avec moins d'inconvénients pour ceux à qui ces charges sont dévolues.

L'avantage des mineurs est évident, en ce qu'ils entrent plus tôt dans l'administration de leurs affaires, qu'ils gèrent par eux-mêmes, et en ce qu'ils économiennent des frais de justice et d'administration qu'ils supportent en pure perte. Après quinze ans, le pupille peut faire par lui-même au moins les actes purement administratifs; il peut même, suivant le développement de ses facultés intellectuelles plus ou moins précoces, faire un commerce, exercer une profession, etc. Le projet de Code lui permet de contracter mariage; comment peut-il donc rester à cet âge sous la main du tuteur, comme lorsqu'il était au milieu?

Le projet de Code fixe à dix-huit ans, ou à l'époque du mariage, l'émancipation du mineur, c'est-à-dire la faculté que la loi lui accorde d'administrer ses biens. Mais si le mineur en a plus tôt l'aptitude, pourquoi le priver de cet avantage inappréciable, d'autant qu'il ne peut pas avoir à en souffrir, d'après les précautions prises par la loi en pareil cas? Si l'aptitude se développe, d'après le cours ordinaire, à l'âge de quinze ans, pourquoi ce retardement? Si un cas extraordinaire exige une exception à la règle, le conseil de famille est là; et lors de la reddition des comptes, le tuteur, il prend cet objet en considération.

Dans ce système, tout est simple et conforme aux situations de l'âge. Jusqu'à quinze ans le pupille ne sachant, pour l'ordinaire, se conduire ni gérer ses affaires, le tuteur y supplée en le prenant par la main. Après cet âge, le mineur a au moins quelque aptitude pour la conduite de ses affaires, et le tuteur, en lui rendant compte de sa gestion, lui en laisse l'administration, mais le premier contrôle est reporté par précaution au curateur, qui, de loin en loin, le dirige dans ses affaires les plus importantes, et l'empêche ainsi de se porter préjudice par la voie des aliénations et des obligations.

C'est ainsi que la pénible administration de la tutelle finit plus tôt à l'avantage et du tuteur et du pupille. Bien ne se fait avec moins de frais et avec plus de célérité que la nomination du curateur qui, choisi par le mineur même, est confirmé par le juge presque toujours sans intervention du conseil de famille. La famille est un Mgr l'ordonne pour celui qui le porte, et elle est une garantie suffisante contre les surprises auxquelles l'expérience peut exposer le mineur.

Enfinement la prodigalité est un écueil bien plus dangereux que l'expérience du mineur, pour la fortune et les biens qui doivent être régés et non dissipés ni dilapidés. L'expérience est rarement entreprenante, et si elle n'acquiesce pas le mineur à acquiescer, elle lui donne l'habitude de résister. La prodigalité, au contraire, est toujours active pour dissiper et détruire le patrimoine qu'elle a reçu et non acquis. Aveugle dans ses passions et dépenses, elle ne sait leur donner ni une règle ni une fin. Le prodigue est ainsi comparé, avec juste raison, à l'ivrogne, qui ne met pas plus d'ordre et de raison dans ses dépenses, et qui court d'un même pas à sa ruine. Sur le fondement de cette ressemblance, le projet d'après l'identité des résultats, lui impose un avertissement de l'ordre de la même nature. L'un et l'autre sur le point de se perdre par l'administration des biens qu'elle leur interdisait également à tous.

Cependant le projet de Code n'a pas craint la nécessité d'une parraine interdiction à l'égard des prodiges; et si, au contraire, par un contraste frappant, il laisse les mineurs dans la liberté sous le poids d'une interdiction absolue jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Certes, ce n'est pas la proportionner le remède au mal, ni les précautions aux besoins.

On ne peut pas, sans doute, considérer le conseil volontaire établi par le projet de Code, pour le cas d'une espèce d'imbécillité, comme un remède à l'interdiction; et si le curateur pour cause de prodigalité. Quand on voit que c'est la prodigalité lui-même qui serait demander le conseil, on désespère que le remède, qui connaît son mal, n'empêche de demander l'interdiction même le remède, qu'il craint d'autant plus, que le mal est une de ses plus dures et agréables habitudes.

Qu'on aigre côté, l'assistant du conseil volontaire n'est que pour les actes relatifs à l'aliénation des immeubles, ou à l'exercice d'hypothèques; comme si le prodigue ne pouvait aller à la dissipation que par cette seule voie; comme si les obligations personnelles qu'il serait libre de contracter ne pourraient pas miner sa pécunie; comme si la dissipation de ses revenus laissés à sa main ne l'exposait pas aux plus grands désordres, et ne le mènerait pas aux prises avec les plus pénibles besoins.

La prodigalité, comme la folie, a ses différents degrés d'intensité. Il y a tel état de l'âme qui par-



tieuse et de la folie ou imbécillité et du bon sens, et qui ne comporte pas l'interdiction des biens en entier. On a quelque capacité ou aptitude pour les affaires ordinaires, tel pour le détail de l'administration, mais on en manque pour les affaires les plus importantes, et qui ne se présentent pas ordinairement. De même il y a tel prodigue qui ne quitte ménagement ni qui reconnaît quelque règle dans sa dépense, et dont la dissipation s'arrête à certains bornes. C'est pour tous ces cas et l'imbécillité et de prodigalité que l'établissement du conseil volontaire est un remède suffisant pour prévenir les désordres et le ruine du patrimoine de ceux qui ne trouvent dans cette espèce d'état intermédiaire la capacité et l'incapacité de se conduire, ou entre la capacité de se conduire en certains cas, et l'incapacité de se conduire dans d'autres.

Mais on ne peut pas méconnaître un certain période de déraison ou de folie, et un certain période de prodigalité et de dissipation, qui sont entières, et dans tous les cas, incompatibles avec la conduite des affaires. L'expérience dispense ici d'entrer dans le détail, et elle justifie la sagesse de la mesure prise en pareil cas par la loi du pays, en interdisant l'administration entière des biens, tant pour cause de folie que pour cause de prodigalité; mesure d'autant plus nécessaire, que la conservation du patrimoine des familles en dépend, et quelle épargne plus d'un crime à la rapacité.

#### DIVORCE.

Mais il est un point encore bien plus important où les lois civiles contraindraient nos mœurs, nos usages et nos habitudes : on entend parler de l'autorisation du divorce.

La question du divorce, agitée dans le discours préliminaire du projet de Code, paraît encore problématique sous le point de vue de ses avantages et de ses inconvénients, mais elle présente moins de doute sous le simple rapport du vu de la perpétuité du mariage, qui forme l'essence de ce contrat. On pourrait dire qu'il faudrait décider, si elle devait l'être, par la considération de nos mœurs, de nos habitudes et des idées reçues parmi nous.

Le peuple français s'est trop longtemps familiarisé avec les sentimens religieux qui réprouvent ce genre de dissolution du plus saint des contrats, pour qu'il puisse se prendre encore une idée favorable. L'opinion qui doit préparer l'empire de la loi, plus révoltée du remède que du mal, condamnera sans ménagement les époux divorcés dont les tribunaux auront connu les desirs. Les mœurs seront opposées aux lois; le mépris et l'indignation vengeront les premiers de l'outrage qu'elles recevront de celles-ci; et tel sera le choc des principes qui gouverneront les Français, de l'opinion et de la loi.

Mais, s'en est-on, la liberté du divorce doit se placer nécessairement entre la liberté naturelle de l'homme et la libre exerce des religions adoptées par l'Etat constitutionnel.

Yenne libéro que la pratique ne serait justifiée. Et où ne serait-il pas entrainé, le législateur, s'il devait adopter toutes les conséquences qui dériveraient rigoureusement des principes? Sa raison pratique doit s'arrêter là où s'arrêteraient les idées, les besoins et les avantages du peuple. C'est pour lui qu'il fait les lois, et il doit se adapter à son génie et à ses usages. Il ne s'agit donc pas de savoir si la faculté du divorce dérive des principes, mais si elle s'adapte à nos idées, à nos mœurs,

La loi positive ne peut pas être toujours la copie exacte de la loi naturelle, que mille circonstances modifient, changent ou ôtent dans l'ordre social.

C'est ainsi que, le religion catholique étant dominante en France, le dogme religieux, surtout du divorce, a dû l'emporter sur le droit naturel qui peut l'autoriser; mais cette religion avait cessé d'être dominante, et ne s'écartait pas du droit naturel puisse reprendre toute sa force contre le dogme religieux, auquel la loi civile se jette plus ou moins exclusif. Ce dogme a jeté les plus profonds racines dans le cœur et dans l'esprit des Français, et il ne domine pas moins les raisons, quoique le religion qui l'établit ait cessé d'être dominante en France. Et qui peut méconnaître la force insurmontable des préjugés religieux, qui s'opposent à l'arrêter par les obstacles? Quel législateur sage osa jamais l'attaquer de front?

Tel est donc l'empire des circonstances actuelles, que la matière de divorce, le dogme religieux subsistant encore par ses effets, doit servir de base au dogme politique. Si la loi civile pouvait être mise ainsi en contradiction avec différents cultes, ils tendraient au même le divorce, il suffirait sans doute qu'elle se trouvât en harmonie avec le culte catholique, qui, pour avoir cessé d'être dominant, n'en est pas moins le plus universel, et le culte le plus universellement exercé. Si on veut de voir la diversité des cultes dans l'union conjugale, il est possible de rencontrer dans ce diversité même le culte catholique; et les usages des autres religions se perdent dans la foule des mariages du rite presque universel adopté.

Non, la loi politique ne sacrifiera pas ainsi à presque totalité au petit nombre; et la constitution des cas rares ne doit pas froisser la multitude des avantages d'une règle générale réclamée par ses habitudes et ses besoins.

Il est vrai que le divorce, étant facultatif, ne gêne point la croyance, et qu'il laisserait aux catholiques une vertu de plus à exercer, en s'abstenant d'en faire usage.

Mais il est vrai aussi que les plus graves inconvénients résulteraient de cette préférence mal entendue. La débauche et la conscience des époux n'étant pas la même, l'un trouverait dans la loi faculté du divorce l'impunité de ses torts, et l'autre, victime de ses excès, ne trouverait plus dans la loi aucun remède à ses maux. Celui-ci n'aurait pas l'injure du divorce contre lui et sa conscience, ou du mépris de l'opinion; il ne pourrait pas non plus demander la séparation de corps et de biens, cette ressource si précieuse que la loi approximative du divorce enlève au malheureux époux. Combien d'y en a-t-il pas aujourd'hui qui gémissent sous le joug de cette loi, et qui, à leur situation barbare, qu'un moyen plus heureux de s'en délivrer! combien d'époux se déshonorent-ils pas leurs rhénans blancs en levant enfin l'opinion pour demander le divorce, et non demandant le divorce pour ne pouvoir reconnaître la séparation de corps et de biens!

C'est aussi que la faculté du divorce devient une nécessité de divorcer pour les époux même qui abhorrent ce genre de dissolution du sacrement conjugal. Que la loi cesse donc de les mettre ainsi aux prises avec leur croyance et avec l'opinion, et quelle leur restitue la faculté de réclamer la séparation de corps et de biens.

Le remède, moins violent, serait sans doute plus approprié aux cas moins graves, tels que sont les services et mauvais traitements de l'un des époux.

couvers l'autre, la diffamation et l'abandonnement. Lors même que le divorce pourrait être autorisé, il serait plus convenable, sans contredit, de le faire remplacer, dans ces cas-là, par la simple séparation des époux, qui laisse toujours l'espoir consolateur d'une réconciliation possible.

Il resterait l'autorité d'un époux à la vie de l'autre, et l'adultère, que le projet de Code présente, avec plus de facilité, comme des causes de divorce.

Si le divorce pouvait trouver place dans le Code de nos lois, ce serait à ces deux cas seulement qu'il faudrait le restreindre. Si encore telles circonstances pourraient se présenter, que la simple séparation des époux aurait pu suffire à résoudre, telles seraient les circonstances de l'âge, de la moralité et de la religion des époux; de l'existence des enfants, pour l'infirmité d'une union qui ne doit pas être dissoute pour laisser place à une autre qui leur serait si inutile.

Mais toutes ces circonstances devraient être prises en considération par le conseil de famille, et pesées par les tribunaux.

Cependant, dans aucun cas et sous aucun prétexte, le divorce ne saurait jamais attaquer les unions contractées sous l'empire de nos anciennes lois. Il resterait. Les époux, les familles, les enfants, sont la loi et sous la garantie de ces lois, qui promettaient l'indissolubilité du lien. Leur enfant est né à l'ombre de cette garantie et de la loi publique. Comment les lois pourraient-elles rétrograder pour les tromper tous? Non, la loi ne peut pas se jouer ainsi de la loi publique et d'elle-même; elle ne peut pas avoir un effet rétroactif sans révolter qu'on la méprise.

A l'aide de tous ces tempéraments, et en substituant presque toujours au divorce la simple séparation des époux, ou pourvu mieux à l'intérêt des époux, ou à braver moins les idées reçues; on laisse aux époux la possibilité et l'espoir d'un retour rétrograde, et le mérite de l'irrévocable et de l'indivisible. Enfin, telle violation est arrêtée ou même en obtenant la séparation, qui n'aurait pas provoqué le divorce. D'ailleurs, si le divorce peut être autorisé, il sera toujours envisagé comme un moyen violent et odieux qu'il faut recourir dans le plus d'extrêmes besoins. Ne la consécration politique, pas même le besoin de la population, ne font à la loi civile une nécessité de le favoriser.

#### ACQUISITION ET RESTITUTION DES FRUITS

Un autre point de législation d'un grand intérêt, mais second en conséquence dans le présent, doit prendre ici son rang dans le développement des observations qui font la matière de ce paragraphe. C'est le principe adopté trop vaguement dans plusieurs pages du projet de Code: savoir, que les fruits produits par la chose appartenant à son propriétaire, avant qu'elle ait été produite par les labours, travaux et semences faits par un tiers...; en sorte qu'elle doive être restituée, avec la chose, au propriétaire qui les revendique (l. II, titre II, section 1<sup>re</sup>, art. 5 et 6).

Ce principe, puisé dans les lois romaines, conduit par sa généralité aux conséquences les plus contrairement à l'équité et aux règles concernant l'extension des contrats.

Appliqué au cas de la vente d'un fonds affermé, il rompt le bail, suivant la maxime, *omne coupe rente*, disposition souverainement injuste de nos Empereurs, lécode ou contestations, et que l'Assemblée constituante s'empresse de modifier; disposition que le projet même de Code rejette entièrement (art. 36, s. 1<sup>re</sup>, c. 1<sup>er</sup>, l. III), en main-

tenant indistinctement les baux en cas de vente.

Mais le projet de Code ne remédie à cet état qu'à son cas; tandis qu'on généralise l'exception placée en tête même du principe, il serait pourvu à tous les autres cas à peu près du même genre. Pourquoi ne pas accepter généralement du principe ci-dessus rapporté, touchant la perception des fruits de la chose d'autrui, tous les cas où un tiers a eu un titre ou un juste motif d'exploiter les fonds d'autrui et d'en percevoir les fruits?

Cette limitation générale, dictée par l'équité, frappe indistinctement du projet de Code la disposition relative au rétablissement des rentes des fruits par l'effet de la vente postérieure des fonds, en mépris de la règle: *Qui prodest est tempore, potior est jure*.

Car on ne voit pas sur quel fondement cette règle ne serait pas applicable pour faire donner la préférence, toutes choses égales d'ailleurs, à l'acheteur du fonds de terre de fruits applicables sur les rentes et droits hypothécaires pour déterminer la préférence des créanciers, et il devrait avoir toute sa force, pour maintenir l'acheteur des fruits contre l'acheteur postérieur du fonds dans le concours de l'hypothèque de l'un et de l'autre.

D'autre part, il est aisé de voir à quels abus peut conduire la faculté qu'enra l'acheteur postérieur du fonds, de perdre l'acheteur des fruits de l'objet de son acquisition. La fraude et la mauvaise foi n'auraient plus de ménagement à garder, la reconnaissance des faits ne leur imposant pas la moindre gêne.

Une autre disposition, aussi peu équitable, dérivant de la généralité du même principe, et qu'on trouve dans le projet de Code (l. III, c. VI, s. 1<sup>er</sup>, art. 35), est celle qui, dans le silence des parties, règle la perception des fruits en faveur du retrayant, lors du rachat du fonds vendu à rétracte.

Car, en admettant indistinctement au vendeur qui lui usage de la faculté de rétracte, les fruits pendant par les racheteurs, à moins de stipulation contraire, le projet de Code lui attribue évidemment le fruit des travaux et des semences de l'acquéreur à partir du rachat, sur tout lorsqu'il n'est pas trouvé sur ce même fonds des fruits pendant lors de son acquisition. Une disposition d'autant plus injuste, qu'elle peut frustrer le dernier de leur compensation de ses pertes à raison de la privation des semences formant le prix de la vente et des impressions et travaux de culture, si la faculté de rétracte est exercée avant l'époque de la première récolte.

L'inconvénient et la perte seraient encore plus fâcheux pour l'acquéreur à partir de rachat, s'il y avait un rachat qui doit indemniser le racheteur, en s'il était survenu des dégradations dans le pui être tenu. Tout alors serait onéreux pour lui dans ce contrat, la loi n'en ayant pas réglé les conditions à cet égard.

Au surplus, il est contre nature du titre de l'acquéreur à partir de rachat, que le retrayant ne maintienne pas les baux qu'il a passés; car l'acquéreur à partir de rachat, quoique soumis à ce pui, en jouit pas moins à titre de propriétaire. Or, à ce titre, il peut, sans contredit, offrir et avec les mêmes avantages que le propriétaire à titre incommutable; cependant, il est aisé de comprendre que cette faculté serait illusoire, si le retrayant rompt les baux, alors les fermiers, ne voulant pas s'exposer à un pareil événement, qui leur est toujours préjudiciable, ou ne voudraient pas traiter, ou s'ils le faisaient ce serait toujours avec moi de l'avantage pour le bailleur, en se ménageant l'indemnité de la perte résultant pour

eux du résillement du bail opéré par le rachat. Pour observer donc à un pareil inconvénient, la loi doit en ce cas maintenir le bail ; mais pour que d'un autre côté on n'abuse pas de cet avantage au préjudice du retrayau, les loix ne devraient pas être pour longues années, ni leur prix au-dessous du taux ordinaire.

#### POSSESSION.

Enfin la règle générale qui dépouille le possesseur des produits de la chose div. II, tit. II, sect. 1<sup>re</sup>, art. 69, doit être limitée au propriétaire qui la rendit, excepté les cas de la bonne foi du possesseur, renvoyant par là-même les plus graves incertitudes dans la pratique.

1<sup>re</sup> Cette règle est en contre-sens frappant avec celle qui régulièrement ne fait courir les intérêts des sommes d'ues, que du jour que la demande en est formée en justice. On ne saurait cependant découvrir que les intérêts ne soient, à l'égard des sommes d'ues, ce que les fruits sont à l'égard des fonds, c'est-à-dire le produit de la chose. Ainsi les uns et les autres ne devraient être soumis à une seule et même règle : *ubi eadem ratio, idem jus*.

2<sup>o</sup> La fausseté de cette règle peut tourner en abus de la part du propriétaire, qui, pouvant toujours compter sur la restitution des fruits, trouverait commode ou conforme à ses vues de différer de revendiquer la chose, sans cependant laisser accomplir la prescription ; procédé qui mérité encore beaucoup moins de ménagement que le négligence, et qui produirait le doublement même du intérêt incertain du domaine des choses et d'opérer la ruine du possesseur.

3<sup>o</sup> La généralité de cette règle comprendrait même le cas de la spoliation ou de la réintégration, pour faire remonter entre les mains du propriétaire les produits de la chose que le possesseur aurait reçus de lui-même, ou vertu de la restitution ordonnée par le jugement intervenu dans l'instance au possesseur. Or, pendant cette restitution est envisagée comme une peine prononcée contre l'auteur du trouble ; et elle serait illusoire si l'objet de la restitution devait encore être restitué à ce dernier, lorsqu'il est reconnu propriétaire dans l'instance ou pénétré. Il est certain que celui-ci a toujours à s'empêcher d'avoir employé contre le possesseur les voies de fait que la justice réprouve.

4<sup>o</sup> On ne peut pas se dissimuler combien les liquidations des fruits donnent lieu à des discussions interminables, et à des contestations dispendieuses, surtout lorsque la restitution remonte à des époques reculées.

5<sup>o</sup> L'exception donnée pour correctif à cette règle, et qui est prise de la bonne foi qui dispense le possesseur de restituer les fruits, est elle-même sujette aux plus grandes difficultés, et quelquefois à l'arbitraire qu'il y a pour décider de cette même bonne foi, qui repose sur des titres erronés ou viciés.

Aussi, ces puissantes considérations ont fait adopter la règle contraire dans certains pays réglés par le droit écrit. Là, sans nulle différence de fruits, sans nulle distinction entre les actions de bonne foi et celles appelées *actio rei*, sans s'arrêter à la bonne ou mauvaise foi du possesseur, les fruits des biens-fonds, tout comme les intérêts des sommes d'ues, ne sont adjugés *répétenda* que du jour de la demande judiciaire. On y excepte cependant quelques cas particuliers dont le privilège se fait sentir, tels que celui de la dot, celui de la légitime, le cas de rendre

quel retient la chose après en avoir reçu le prix, et la spoliation.

Dans ce système, intérêts et fruits, tout se règle uniformément, quelle que soit la différence des circonstances ; et si le propriétaire qui revendique la chose, et le créancier qui réclame les sommes qui lui sont dues, n'obtiennent pas respectivement les fruits et les intérêts prévus, et si des cours arbitrairement à leur demande, ils ont à s'imputer de ne pas l'avoir fournie plus tôt en justice, la loi est par là même plus indulgente ou de leur retard, par la perte des fruits ou des intérêts, remède que le retard par la perte même de la chose ou des sommes capitales, s'ils fussent accomplis la prescription. C'est la tranquillité publique qui commande, dans l'un et l'autre cas, le sacrifice de la propriété particulière. Tout est lié ; tout est libre d'un pareil système, qui coupe court aux contestations dont la sagacité du législateur des loix veut chercher à étouffer le germe.

#### PRESCRIPTION.

Il serait à désirer, sans doute, que la même simplifiée réglât les principes d'après lesquels la prescription s'accomplit. Comme les cas de la restitution des fruits et du paiement des intérêts sont très-fréquents dans la pratique, et que ces cas ont de l'analogie avec ceux de la prescription, le législateur ne saurait mieux faire que de jeter dans la même moule les lois relatives à ces matières.

La différence de certains privilèges à l'égard des biens étant abolie, rien ne paraît plus simple et plus convenable que d'établir une règle unique en matière de prescription ; règle qui n'admette aucune différence ni à l'égard des objets sujets à la prescription, ni à l'égard des titres, ni relativement à la bonne ou mauvaise foi du prescrivait, ni à l'absence ou présence de celui contre lequel on prescrit, non plus qu'à l'égard du temps pendant la durée duquel la prescription doit s'accomplir ; différence qui, dans le projet de Code, nuance singulièrement les dispositions relatives aux différents cas.

Ainsi la prescription trentenaire devrait être la seule adoptée à l'égard, tant des immeubles que des droits personnels, réels et hypothécaires, sans avoir égard à l'existence ni à la qualité des titres, à la bonne ou mauvaise foi du prescrivait, ni à l'absence ou présence de celui qui laisse prescrire.

On sent que toutes ces circonstances doivent être indifférentes, quand on pénétre le motif le but de la loi qui introduit la prescription. Ce but est tout à fait politique ; il tend à faire cesser l'incertitude incertaine sur le domaine des choses, qui doivent enfin avoir un maître certain. Le motif de la loi est de punir la négligence de celui qui laisse écouler un trop long espace de temps sans revendiquer la chose qui lui appartient. De rien de tout cela ne saurait résulter cette seule et distincte distinction du droit commun fournie sur cette matière. La difficulté des prévisions à faire sur la différence des cas doit présentement lieu aux contestations dont la prescription devrait être le préservatif. Que de preuves n'y a-t-il pas à faire pour justifier la nature de l'objet, la qualité du titre, la bonne ou mauvaise foi, et l'absence ou la présence des personnes dont il s'agit dans la prescription !

C'est ce que l'expérience a fait sentir encore dans les mêmes pays réglés par le droit écrit et a été parlé ci-dessus. On n'a adopté une législation plus simple et plus poétée de l'intelligence et

naire, approchant de la règle qui vient d'être tracée.

#### HYPOTHÈQUES ET VENTES FORCÉES.

Mais pourquoi faut-il que ce caractère de simplicité des lois se fasse désirer encore davantage dans les dispositions du projet de Code relatives aux hypothèques et ventes forcées, qui, d'après l'ordre des matières, deviennent l'objet avant de nos observations?

À l'égard de ces objets, on ne se livrera pas au détail des observations particulières sur chacune d'eux pourrît faire inutile, et qui conduiraient trop loin, lui joint sur l'ensemble du système qui les lie, un coup d'œil rapide, on se bornera à quelques observations générales, et à indiquer quelque moyen de simplifier les dispositions trop compliquées de cette intéressante matière.

En effet, les formalités y sont tellement multipliées, fatigantes et ruineuses, qu'on dirait qu'elles ont pour but d'éloigner les hommes des affaires, et de les empêcher de contracter entre eux. Tout est entrave, tout est obstacle pour le créancier qui veut assurer son droit, ou qui agit pour obtenir le paiement de ce qui lui est dû. Tantôt il suscite des difficultés dans la conservation des droits des autres créanciers diligents ou qui restent dans l'inaction, tantôt sous prétexte que le débiteur ne soit expromis avec trop de préjudice et de précipitation, le lui offre que rigueur et qu'embaras à celui qui est forcé d'employer ses minuscules pour retirer sous bien des mains de la mainvienne loi ou de la négligence qui cherche à s'en débarrasser.

Ici les considérations d'humanité et de bienfaisance l'issent évidemment des droits de la justice, en prenant même une fautive direction; car si la faveur peut être de mise, ne devrait-elle pas plutôt venir au devant du créancier en souffrance, et qui se lamente un bien dont il est privé, que de le rendre la main au débiteur qui ne joint ni s'en sert injustement à son préjudice? Cette même faveur ne devrait-elle pas se déclarer pour le créancier diligent qui poursuit sa justice le paiement de ce qui lui est dû, au lieu de le fatiguer par une multitude de formalités et de délais introduite aussi pour la conservation des droits des autres créanciers, qui jugent à propos, le plus souvent, de se tenir en arrière, pour obtenir sans peine un meilleur succès?

Ces considérations devraient faire diminuer la rigueur des règles et réduire l'effrayante multitude des formalités sur ces matières. La loi ne devrait les introduire que dans la proportion rigoureuse du besoin pour prévenir les fraudes et les surprises.

Quant aux formalités relatives aux hypothèques, ce loi paraît assez bien rempli au moyen de l'inscription du contrat aux registres publics du bureau du parondissement de l'assiette des immeubles affectés aux obligations. Cette formalité a cet avantage sur la publicité du contrat et de son enregistrement ordinaire, qu'on ne peut pas se tromper sur le lieu du dépôt où elle doit être consignée, tandis qu'il est aisé de donner le change sur le reste. Si le débiteur ou l'obligé peuvent être grevés par une pareille mesure, ils le seront moins par la publicité du contrat même et du son enregistrement. D'ailleurs, si l'inconvénient est insurmontable, ne doit-on pas plutôt peser sur eux que sur ceux avec qui ils doivent contracter? Il serait seulement à souhaiter que le fisc n'ait point de droits à percevoir sur un objet de sûreté et de tranquillité publique.

Il semble donc que l'inscription des ratifications

sur les registres des bureaux des hypothèques est préférable à cette complication de formalités qui devraient la remplacer avec beaucoup plus d'inconvénient et moins d'avantage. Elle pourrait faire mettre de côté toutes les procédures tendant à purger les hypothèques et à choisir à grands frais la sûreté qu'elle procure, en prévenant la fraude et la surprise.

Pour ce qui est des sautiers réels et des ventes forcées d'immeubles, si l'ordonnance de 1667 n'y avait pas suffisamment pourvu, le projet de Code ne semble-t-il pas avoir excédé la mesure par la multitude de ces formalités ruineuses et fatigantes, qui sont pour le débiteur autant de ressources de clause dont l'expérience n'apprend que trop l'usage qu'il doit en faire?

La brièveté du temps ne permettant pas d'entrer sur cette matière dans les longs détails dont elle est susceptible, on se bornera à dire que, pour toutes les ventes forcées, le législateur adopta un système plus simple et d'une exécution plus aisée que celui tracé dans le projet de Code. Le procureur indiqua par le chapitre VIII sur les ventes forcées d'une valeur moindre de 4,000 fr., remédie avec celui qui est prescrit dans l'ordonnance de 1667, pourrait fort bien être érodée à toutes les ventes de ce genre, quelle qu'en soit la valeur. Le sens serait suffisamment averti si les délais suffisamment au moins, pour que la surprise et la fraude ne puissent lui nuire dans les ventes d'immeubles publiques. Et qu'on n'ait à se demander, le sait, si la loi lui accordait le bénéfice de la rescision pour lésion d'autre moitié du juste prix? C'est la meilleure précaution qu'elle peut employer pour déjouer la fraude et tromper la cupidité; toutes les autres formalités n'auraient rien d'assez efficace que cette mesure d'équité, dont l'application aux ventes forcées paraît être encore plus particulièrement recommandée par le motif qui s'est introduit le nombre de cette rescision.

De reste, les ventes forcées devraient seules purger les hypothèques, par le seul effet de la consignation du prix; avantage qui leur attacherait sans contredit plus de faveur. Il serait à la suite de la loi de pourvoir à la conservation des droits des créanciers opposants, et de ceux qui n'auraient pas encore formé l'opposition, sans compromettre néanmoins les droits et les avantages tant de l'adjudicataire que du créancier poursuivant.

Or elle pourrait conseiller tous ces droits, en autorisant deux distributions du prix des ventes, l'une provisoire et moyennant caution, et l'autre définitive. Si la sentence d'ordre était déjà rendue lors de l'adjudication, la distribution provisoire pourrait être faite sur-le-champ, dans l'ordre et de la manière prescrites dans le jugement. Le créancier à qui le prix serait provisoirement distribué moyennant caution, en serait tenu à ce titre; et si dans la suite il ne se présentait pas de créancier antérieur ou plus privilégié, la distribution du prix deviendrait définitive et la caution serait déchargée. Si au contraire la sentence d'ordre n'était pas encore rendue lors de l'adjudication, le prix resterait consigné entre les mains du receveur des consignations, pour être distribué ensuite de la manière qu'on vient d'indiquer. Mais dans tous les cas, la seule consignation du prix, comme il a été dit, devrait purger les hypothèques. Les formalités prescrites pour le retirer, surserait le garant et la mainvienne garde des droits de tous les créanciers qui auraient le droit d'exercer ce qui néanmoins devrait être fait dans l'année; temps suffisant sans doute, surtout si on renvoyait

les longs délais qui se seraient déjà écoulés avant l'adjudication et la publicité des procédures et des criées, enfin l'ignorance ou ne peut pas avoir quelque fondement allégué ignorance.

#### COMMUNAUTÉ DE BIENS ET DROITS DES ÉPOUX.

Une autre disposition du projet de Code contre laquelle les observations se présentaient en foule, c'est la communauté des biens entre époux, opérée par le seul effet du mariage, à moins de stipulation contraire.

D'abord, par cette disposition extraordinaire, le contrat de mariage acquiert une force et une vertu qu'il ne trouve pas dans sa nature ni dans son essence. Unir les époux, tel est l'effet naturel de ce contrat. Régler leurs biens, c'est l'affaire du leur contrat matrimonial particulier, ajouté à celui qui fait l'essence du lien conjugal. L'union des personnes, en, pour mieux dire, des volontés, ou non du commun avec la société des biens.

Ainsi, au lieu de voir la communauté des biens au pluriel entre mari et femme sans qu'ils l'aient appelée ni requise, il serait sans doute plus naturel de voir les époux libres et indépendants dans l'administration et l'usage de leurs biens respectifs, jusqu'à ce qu'il pût à leur volonté d'en disposer autrement par une stipulation expressée et particulière. Les engagements ne se présument pas, et la présomption est toujours au contraire en faveur de la liberté.

D'après ses principes, puisés dans la nature et dans la raison, le contrat de mariage n'est pas romain, et successivement dans les pays de droit écrit, n'a jamais emporté par lui-même aucune société de biens entre époux, ni aucune liberté de l'un en faveur de l'autre. S'il n'y avait point de convention particulière à cet égard, les biens resteraient libres comme auparavant sur la tête de chacun d'eux ; si un contraire, par une convention expresse, il était permis ou donné quelque chose au mari pour en jouir pendant le mariage afin d'en supporter les charges, ces biens constituaient une dot, dont le mari avait la jouissance et la femme la propriété. Cette dot était constituée, administrée et restituée d'après la convention des parties, et, à défaut, d'après des règles du droit qui suppléaient à leur silence.

Le contrat de mariage était en outre susceptible de tous autres pactes entre époux qui voulaient exercer entre eux des libertés, telles que dons mutuels ou particuliers, pactes de retour, augment dotal, gain de nocces ou de survie, douaire préfixe ou coutumier, etc. Ces pactes se réglèrent ordinairement d'après les usages locaux.

Dans le pays de droit coutumier, au contraire, on ne reconnaissait pas du tout, ou presque du tout, la constitution dotal, quoique certains autres des pactes ci-dessus mentionnés y fussent en usage. Mais la communauté des biens entre époux était le point de ralliement de toutes ou de presque toutes les coutumes particulières, qui attribuaient au contrat de mariage la force et l'efficacité d'imposer cette communauté sans stipulation préalable. Cependant, à côté de cette uniformité quant à l'établissement de la communauté, les différences variaient à l'infini à l'égard des modifications que cette communauté recevait dans chaque coutume particulière.

L'unité du système faisant une nécessité d'établir sur les conventions matrimoniales une règle générale et uniforme, tant pour le pays de droit écrit que pour le pays de droit coutumier, le projet de Code (liv. III, tit. X, chap. I et II) base cette règle : 1° sur la liberté accordée aux époux

de régler librement les conditions de leur union, 2° sur la prohibition de stipuler que ces conditions se seront réglées par aucune des lois, statuts, coutumes ou usages qui ont régné jusqu'à ce jour les diverses parties de la République, 3° sur l'établissement de la communauté de biens entre les époux, sauf les réglets contenus au projet de Code, lorsqu'il n'existe ni contrat de mariage ni convention spéciale à cet égard.

Rien ne paraît plus propre à concilier la liberté des parties dans le plus essentiel des contrats, avec le sacrifice des usages et des coutumes commandé par la règle générale, que les deux premiers points sur lesquels repose cette règle, et d'ailleurs leur exécution était aisée ; mais il ne restait pas ainsi du troisième point.

Les deux premiers points de la règle, en établissant l'uniformité par l'abolition des coutumes et par la liberté de régler les conventions, insistent au pair toutes les parties du territoire de la République : les uns ou gagnent ou ne perdent pas plus de leurs usages que les autres, par l'établissement de cet ordre de chose.

Pourquoi cet équilibre ne se trouve-t-il pas dans la disposition du troisième point de la règle générale ? Ici on peut dire que les usages des pays coutumiers, ou les engagements locaux qui y sont en vigueur, étendent leur empire sur la liberté naturelle dont jouissent les époux en pays de droit écrit relativement à l'administration de leurs biens, lorsqu'ils ne se sont pas imposé d'y renoncer. C'est le combat de la générale la liberté ; celle-ci succombe lorsqu'il serait au naturel de lui assurer le triomphe.

En effet, les deux premières dispositions de la règle générale paraissent naturellement conduire à celle de laisser aux époux la libre administration de leurs biens, à défaut de convention de leur part, car, dès lors qu'ils sont libres de régler à cet égard leurs conventions, et que les usages locaux sur ce point sont abolis, on doit s'attendre que leur silence ne doit pas changer leur situation naturelle, et la transformer en un engagement des plus essentiels et des plus compliqués.

Certainement, en suivant cette indication de la raison naturelle, le législateur attribuerait tout le but de l'utilité publique d'une l'un et l'autre pays de droit écrit et de coutume. Dans le premier de ces pays, où l'on s'arrondit de la loi de la libre administration des biens, surtout dans la classe peu aisée, on ne verrait pas introduire la nécessité de faire des conventions matrimoniales pour écarter la communauté légale, et contraire aux mœurs, aux usages, et même à l'intérêt des mariés. De là une économie précaire de droits et de frais énormes résultant de pareils actes.

Dans le pays de droit coutumier, si la coutume légale n'a pas lieu dans certains parties, elle y produira les mêmes inconvénients dont on veut se débarrasser à l'égard des pays de droit écrit. Quel que soit d'ailleurs le territoire où la coutume légale ou statutaire était établie, il sera rare que la volonté particulière des contractants n'ait pu changer sans stipulations de la loi positive, et alors les avantages de pareilles stipulations deviennent illusoire, supposé que, dans le fait, elles puissent être éludées.

Car il y a plus ; la communauté établie par le projet de Code, avec les dispositions qui l'accompagnent, ne laisse elle-même qu'une liberté illusoire ou une facilité d'une exécution très difficile, pour parvenir à faire des mutations par-

licieuses qui détruisent ou modifient cette communauté.

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer que, quoique les époux puissent régler librement les conditions de leur union, ils ne peuvent pas néanmoins stipuler qu'elles seront réglées par aucune des lois, statuts, coutumes et usages qui ont régi jusqu'à ce jour les diverses parties du territoire de la République.

Or, en réfléchissant un peu sur l'étendue des conventions matrimoniales, on sent l'impossibilité d'en régler tous les détails dans le contrat, et la nécessité de s'en rapporter pour le surplus des dispositions qu'on ne saurait régler, à la disposition générale de la loi ou de l'usage du pays. Il n'y a pas de contrat de mariage où cette clause générale ne soit et ne doive être stipulée, ou tout au moins sous-entendue.

Lorsque, par exemple, on constitue une dot dans le pays de droit écrit, on se borne à promettre ou à donner ce qui fait la matière de cette dot. Les limites étroites dans lesquelles l'acte doit être circonscrit, celles de l'intelligence nécessaire des parties et des notaires, l'étendue et la difficulté de la matière, ne comportant pas les longs et difficiles détails sur tous les engagements qui peuvent résulter par l'événement, soit de la constitution même de la dot, soit du la manière dont elle doit être administrée pendant le mariage, soit enfin de la manière dont la restitution doit en être faite après que le mariage est dissous, il est certain qu'il faudrait faire un traité beaucoup trop long et trop difficile à rédiger, pour régler en détail toutes les conventions sur ces objets. La même difficulté existerait à l'égard des parties accessoires renfermant une libéralité réciproque ou particulière d'un époux envers l'autre, telle que l'engagement de dot, gain de survie, dons mutuels en particulier, etc.

Il en est de même dans le pays de droit coutume, où la communauté de biens entre époux a lieu, et qui est d'un genre différent selon chaque coutume. Il n'est pas possible que, si les conventions sont réglées par écrit, elles régissent le détail de tout ce qui est relatif à la communauté, de ce qui la compose, de sa dissolution, du partage, etc.; il faudrait un volume pour déterminer tous ces détails.

Ainsi un couple court à toutes ces longueurs, d'ailleurs difficiles à détailler, tout dans le pays de droit écrit (par dans le pays de coutume); on s'en rapporte dans les contrats aux règles établies pour chaque matière dans la loi ou la coutume du pays, qui sont toujours le supplément des stipulations que les parties ne peuvent pas faire.

Or le projet de Code, en abolissant ces lois et ces coutumes locales, ne laisse plus aux conventions des parties ce supplément ou cette base qui en faisait la solution pour tous les cas prévus et non prévus. Vainement il leur permettrait de régler leurs conventions matrimoniales: elles ne comprendraient pas la mesure parer des cas; et tous ces cas non exprimés et non prévus resteraient du domaine de la communauté légale, que les efforts des contractants ne pourraient pas écarter.

Ils les difficultés se présentent en foule. Ou le système des stipulations particulières des parties s'allie avec celui de la communauté légale; et alors le cas non prévu par la stipulation particulière peut trouver sa décision dans les règles générales de cette communauté, s'il y est prévu. Mais s'il n'y est pas prévu, peut-il être décidé

d'après la loi locale ou coutumière, qui l'abolit? Si au contraire le système des stipulations particulières est exclusif ou incompatible avec celui de la communauté légale, quel sera le supplément de ces stipulations, si les règles concernant cette communauté sont inapplicables, et si d'ailleurs la loi locale n'est pas vigoureuse pour les cas non prévus? D'un autre côté, la stipulation des clauses dérogatoires ou qui modifierait la communauté légale, supposant la connaissance des règles compliquées de cette communauté, ne peut être portée à la portée des contractants, ni de la plupart des autres classes de rédiger les conventions; et alors le désordre dans lequel ces conventions seront rédigées, sera la source de toutes les discussions que le contrat aurait dû prévenir.

Au milieu de tous ces embarras et de ces difficultés, le parti qui résisterait à prendre, serait celui de faire forcément et non sans frais, un contrat de mariage, pour y déclarer qu'il n'y a point de communauté entre époux. C'est ainsi qu'ils parviendraient à peu près au point d'où la loi n'aurait pas dû les tirer, et qu'ils seraient privés des avantages d'une stipulation particulière qui aurait réglé plus convenablement leurs intérêts. Indépendamment de tous ces inconvénients qui résultent de la communauté des biens dans son point de contact avec les autres usages, il en est d'autres qui sont le produit de son essence même, et qui doivent de plus en plus se faire remarquer l'établissement, surtout son volonte, dans les pays où elle n'est pas connue.

Si on considère la manière dont elle se forme activement et passivement, comment elle s'administre, et les droits et engagements qui en résultent entre époux, la dissolution, la répartition des biens, les rapports, les partages, les diverses conventions accessoires et dérogatoires, et enfin toutes les circonstances et les suites de ce nouvel ordre de choses, on ne sait y apercevoir qu'un chaos d'engagements que les parties contractantes n'ont souvent le loisir de pouvoir comprendre, qu'une source inépuisable de contestations, tant entre les époux et leurs héritiers respectifs qu'à l'égard des tiers pour la discussion de leurs droits, et un labyrinthe où l'on se perd de plus dans les embarras, les hauteurs et les frais des ventes forcées, et des partages déjà si compliqués des successions toutes les fois qu'il y a question des biens soumis à la communauté.

Jamais le dire de la loi, *communio juris* peut être utile, ne peut mieux s'appliquer qu'au genre de communauté qu'on veut introduire malgré l'opposition prononcée contre les sociétés des biens en général. Que de procès ne voit-on pas dans le pays de coutume, entre les époux communs en biens, leurs héritiers, leurs créanciers, et tous ceux enfin à qui la communauté ne devrait pas élargir l'idée qu'on peut s'en former d'après les accises, ou non rapportent, pour ainsi dire, que de ces sortes de contestations, on pourrait trouver que de nouveaux motifs de convulsion dans le relevé des registres des tribunaux civils. C'est là qu'on reconnaît les effets de ce contrat, et qu'on pourrait y apprendre combien peu il est désirable pour la tranquillité des familles et des citoyens. On ne fait assez l'essai dans le pays même du droit écrit, toutes les fois que la communauté des biens entre époux s'y introduit à l'aide de denariages contraires en pays coutumier: le seul vice de forme pris de la non-autorisation ou de l'autorisation insuffisante du mari, y prête trop et trop contraindre à la

chicane, pour qu'on puisse envier à ce dernier pays le présent qu'il eût été l'un à l'autre. C'est une justice due à ce que la loi de la France veut être dans le mal, fruit que la barbarie des Français aient euille sous dotée dans les forêts de la Germanie, et qu'elle a apporté dans les forêts, au milieu du tumulte de la victoire et de la licence des camps.

Peut-être même que dans ces climats incertains, un pareil usage trouverait encore plus d'insensibilité que dans la France septentrionale. Si l'aptitude des femmes pour les affaires laisse moins de diligence entre elles et les hommes, il est certain qu'il y aura moins d'inégalité dans la mise en société de leur travail et de leur industrie, et que par conséquent le partage égal des profits et des pertes sera une disposition de la loi projetée qui sera d'autant moins injuste. Mais si le premier des rapports n'est plus le même en changeant de cet état, il ne restera alors qu'un résultat faux et injuste, une égalité de profits pour une inégale faculté de mise, ou le seul motif de la mieux régler est équilibre d'intérêts.

De plus, dans tous les climats de la France, la communauté des biens étant un moyen d'acquiescence pour les femmes le désir du gain, prenant dans leur cœur la place de sentiments plus purs, pourrait souvent donner la change à leurs penchants et à leurs devoirs, et l'insouciance en une spéculation de commerce le dévouement des intérêts qui doit caractériser leurs tendres affections. Alors l'union des richesses et de l'indépendance remplaçant l'union conjugale, le luxe, l'orgueil et la licence conspués du sexe, feraient tout à la fois pour les mœurs et pour la tranquillité des ménages.

Aussi les Romains, sentant le danger des richesses dans la ruine des femmes, firent-ils des lois pour empêcher qu'elles fussent instituées héritières; et les Français, devenus républicains, voudraient, au contraire, leur aujourd'hui des lois pour réduire des richesses aux femmes, même dans le contrat où l'on devrait s'en occuper moins.

Si étant vrai que la communauté de biens entre époux n'est pas produite de dangereux effets sur les mœurs dans les pays de la France où elle a été en vigueur, il faudrait en être moins surpris au vu du répit au temps et aux mœurs de la monarchie, qui s'accommodait mieux d'un pareil usage. C'est Montesquieu qui nous apprend que la communauté de biens n'est pas si convenable dans une république que dans une monarchie. Comment donc peut-on étendre aujourd'hui à toute la France républicaine, l'usage de cette communauté, qui n'était pas même général ou commun à toute la France monarchique?

On pourrait ajouter que cet usage ne saurait couvrir un plus à aucun pays commercial, monarchique ou républicain. L'exactitude dans les engagements, et la honne loi qui doit en régner dans le commerce, ne trouvent que des entraves et des obstacles dans cette société de biens. Les économes au sein de la plus saine de ces sociétés, les biens ils ont en eux, à cause des différents effets de la communauté. La femme, en y renouant, peut tromper à tout moment la loi publique. Quelle porte ouverte à la fraude dans les familles du mari, quelquefois nécessaire par les professions et le luxe de la femme, qui trouvera encore le moyen d'en profiter?

Que la loi vienne donc au secours des femmes mariées, non par l'établissement de la communauté des biens, mais d'une manière plus analogue à leur

situation, à l'intérêt des maris et à la tranquillité des familles. Qu'elle leur assure efficacement conservant leurs biens et de leur dot, qu'elle leur accorde même des privilèges, tant contre les héritiers que contre les créanciers du mari, pour la restitution de leurs créances dotales.

L'expérience n'a que trop appris combien les veuves avaient à souffrir les lenteurs des lois, et quelques-uns indispensables, qu'on apportait à la restitution de leurs dots. Dépourvues de ressources, elles n'avaient un espoir souvent à leurs biens, ni du quoi fournir aux frais des procédures à l'effet d'obtenir justice. Dans cet état, le cours en secondes nocces ne pouvait qu'avoir encore de la difficulté.

La plupart des lois locales ont remédié à ces graves inconvénients.

D'un côté, les aliments et les entretiens sont accordés aux veuves dans la mesure du sien pendant l'année de deuil; d'autre part, et après cette époque, elles restent en pleine jouissance de la succession de son défunt, dont elles prennent l'entretien et dont elles acquittent pareillement les charges; avant que elles puissent jusqu'à présent rembourser au montant de leurs dots et créances dotales. Enfin des créanciers, non privilégiés, procédant par suite aux biens du mari; elles ne doivent pas attendre les lenteurs des ventes, forces et des distributions; elles ont le privilège, en faisant opposition à la saisie, de se faire adjuger sur-le-champ l'objet saisi, jusqu'à concurrence du montant de toutes leurs créances dotales, et d'après l'estimation qui en est faite en contradiction de défense.

Jamais il n'y eut plus de nécessité de venir secourir des veuves, par de pareils moyens et autres semblables, que dans le système des lois projetées. Quand on en les représente, après la perte de leurs époux, abandonnées à elles-mêmes dans le dédale de toutes ces formalités, de ces délais et de ces difficultés qui les mènent près de la loi enfante, l'humanité commande des vœux pour qu'à la faveur d'un privilège extraordinaire, elles aient une voie prompte et assurée de parvenir efficacement au remboursement de leurs créances, au moyen du choc de cette foule d'héritiers légitimes à la fois les testamentaires ou dotales, concourant tous à partager à titre universel l'hérédité de leurs maris; partage d'ailleurs sujet à toute espèce d'incidents, et qui peut même se compliquer avec les innombrables procédures des ventes forcées.

#### SUCCESSIONS LÉGITIMES.

La loi pourrait encore ménager aux époux d'autres faveurs dans l'ordre de succession qu'elle établit pour recueillir les successions légitimes, au lieu de laquelle on présentera ces quelques observations.

Dans l'examen des dispositions du projet de Code relatives à la manière dont la loi déclare les successions ab intestat, il paraît nécessaire de ne pas perdre de vue le principe qui dirige le législateur dans cette importante matière. Ce principe, développé dans le discours préliminaire, n'est d'autre que la raison en elle, les coutumes particulières des familles, l'équité, en un mot la volonté présumée du propriétaire qui n'a pas disposé de ses biens avant sa mort. La loi envisage moi donc à sa place pour faire cette disposition, indépendamment de toute vue politique et générale. Elle prend pour règle des libéralités qu'elle fait, l'affection présumée de celui qu'elle remplace; elle présume cette affection dans les lois

du sang; et à ses yeux la proximité du degré en est la mesure. Telle est la règle sacramentale adoptée, qui défère les successions ab intestat aux plus proches parents du défunt, dans les limites du-candisme, ascendante et collatérale.

Cependant la disposition du projet de Code (liv. III, t. I, c. III, sect. I, art. 27) semble s'écarter trop de cette règle, en ne considérant, en aucun cas, ni la nature ni l'origine des biens, pour régler la succession. Il semble surtout qu'à l'égard de la ligne ascendante, ce système ne se concilie pas du tout avec la volonté présumée du défunt. Il peut arriver, par exemple, que l'héritier qui aura fait donation de ses biens à son petit-fils décédé sans enfants, verra passer ces mêmes biens dans des familles qui lui sont étrangères, au quo tout au moins il en sera privé, lorsque l'affection et la reconnaissance du donataire semblent lui reconnaître toute préférence. En effet, cette succession se divise en deux parts égales, l'une pour les parents de la ligne paternelle, et l'autre pour les parents de la ligne maternelle, l'héritier donateur sera exclu dans sa ligne par le père ou la mère survivants, et il n'aura aucune part dans l'autre ligne, à laquelle il est étranger.

Ce résultat d'une pareille disposition du projet de Code rhénique trop les conviendrait, l'équité, et les sentiments présumés du défunt, pour que l'observation n'en doive pas être présentée. Il semble au contraire à la fois et en règle qui confondent la nature et l'origine des biens pour les faire passer aux deux lignes, et la division même de ces deux lignes qui répartit les biens par égales portions.

La combinaison de ces deux règles est un moyen assuré d'exproprier les familles de leurs biens, et de les transmettre aux étrangers par l'intermédiaire des ascendants, qui recueillent ainsi les biens d'une autre famille, qu'ils transportent ensuite à la leur.

Ce grave inconvénient est bien propre à faire regretter, dans la ligne ascendante, l'usage de la maxime, *paterna potestas, materna materis*, que les anciennes lois romaines avaient adoptée, et qui n'est même au vantage des plusieurs parties de la France. On n'enfermerait pas le motif qui a pu faire rejeter au-delà de cette maxime. Le point de vue général de la division des fortunes, et toute autre raison d'État, ne se trouvent pas en opposition avec le grand principe d'équité qui en fait la base, ou ne voit pas pourquoi l'ascendant qui a le meilleur des raisons à l'enfant à qui il avait déjà remis le dépôt de son fortune, sera privé de la faible consolation de reprendre ce même dépôt, l'unique ressource de ses vieux jours. Ah! qu'il serait cruel de le voir ainsi privé des dévouements de son descendant, qui furent et qui doivent être encore son patrimoine! Pourquoi ajouter à sa douleur le sentiment pénible de devoir les partager avec d'autres?

Quand le donateur exproprie, les rapports de bienfaisance et de gratitude entre le donateur ou donataire semblent toujours ménaçés à l'expropriation certains droits ou une certaine part des biens donnés. On dirait que toutes les donations sont faites sous la condition du retour en cas de décès du donataire sans enfants. On est tellement familiarisé avec cette idée, et elle est si naturelle, qu'on ne suppose pas qu'en pareil cas le donateur puisse disposer en faveur de tout autre que de son donataire. Or, la loi tend à le faire, et le retour légal qui en est presque universellement établi; de là, la maxime de la maxime: *paterna potestas, materna materis*.

Dans la ligne ascendante, le système de divi-

son de la succession en deux portions égales pour les deux lignes paternelle et maternelle, conduit encore à d'autres résultats peu convenables, en ce que les avantages du droit de succéder se divisent ainsi d'une manière inégale, par l'effet même de la première division en deux parts égales. Car il peut arriver qu'il n'y aura qu'un seul ascendant dans la ligne paternelle, et deux dans la ligne maternelle; ou l'inverse, et l'un des deux lignes aura une part plus grande que l'autre.

Cet inconvénient se ferait sentir encore bien plus fréquemment dans la ligne collatérale, où il y a lieu aussi à la division de la succession en deux parts égales, l'une pour les parents de la ligne paternelle, et l'autre pour les parents de la ligne maternelle. Il pourrait arriver, et il arriverait souvent, qu'un parent en un degré très-éloigné d'une ligne, se trouverait seul, recueillerait la moitié de la succession, tandis que l'autre moitié serait partageable entre plusieurs parents de l'autre ligne qui, ayant tous des degrés influant plus près de la loi, ne fixent pas le degré ou finit la parenté pour succéder. Il serait possible de voir un collatéral au vingtième degré avoir lui seul dans la succession une part égale à celle qui serait partageable entre vingt autres parents qui concourraient dans l'autre ligne. Il peut en être sans doute y avoir moins d'accord entre les relations de la fraternité et les rapports présumés d'affection.

Il y a plus: on verrait encore ce même collatéral au vingtième degré (liv. III, tit. I, chap. V, s. 1, art. 75) exclure l'époux qui est mort.

On ne saurait méconnaître le principe qui peut diriger les rédacteurs du projet de Code, dans des dispositions qui paraissent si peu convenables. Le développement qu'ils en ont donné dans les discours préliminaires, ne permet pas de penser que, dans les règles à établir pour le partage des successions ab intestat, ils aient incliné vers la raison d'État plutôt que vers l'équité, pour fixer les droits et les convenances de ceux que la loi doit appeler à recueillir les successions. D'ailleurs, l'équité ne peut pas avoir été de pareilles dispositions, qui contraignent trop ses vœux, et la raison d'État ne peut pas avoir de vœux qui justifient ces dispositions.

Ce serait donc la loi résultant nécessaire, la conséquence non pas assez prévue du principe systématique de la division de la succession en deux lignes, paternelle et maternelle, entre les ascendants et entre les collatéraux. Qu'on laisse de côté le principe et que la seule proximité du degré, sans avoir égard aux lignes, ouvre le droit et établisse les concours dans le partage des successions légitimes; que, sans le concours d'une pareille division par lignes, le frère concurrençant avec le germain, si l'un veut, en prenant la moitié de la part de ce dernier, et ainsi de même dans les autres degrés; que parmi les ascendants, la règle *paterna potestas, materna materis*, fixe leurs droits en leur permettant le retour de leurs propres biens; que les époux qui ne faisaient qu'un pendant leur vie cessent d'être considérés comme étrangers l'un à l'autre après la mort, qu'ils se succèdent mutuellement, à l'exclusion des collatéraux au moins éloignés, et que, dans tous les cas, la loi leur assure quelque droit sur leur succession réciproque.

Quand on rapproche le sort des époux dans la



partager des successions légitimes, du principe qui a dirigé les rédacteurs du projet, c'est-à-dire de la volonté présumée du défunt, on reviendrait à la méprise en voyant les héritiers appelés à la succession après l'épuisement des degrés de toutes les lignes collatérales, avantage d'usage qu'on voudrait certainement se réaliser. Non, ce n'est pas la place que leur assigne leur amour-propre, cette douce tendresse, ce sentiment de préférence qui l'emporte sur tout autre sentiment; ce n'est pas là le prix des soins tendres qu'ils se sont prodigués pendant leur vie, ni la récompense qu'ils en doivent trouver à la mort l'un de l'autre.

Chez les Romains, ces remontrances avaient ménagé un meilleur sort aux époux sur leur successorie résèque. On dit y était appelé à après la dernière degré des collatéraux; ou, lorsqu'ils étaient dans le degré, la partie de cette succession leur était réservée entre les héritiers. Cette disposition inéquitable était en vigueur au moins dans les parties de la France régies par le droit écrit : pourrions-nous aujourd'hui être si rudes justes ou moins humains?

Dans certains même de ces pays, où la règle *potestas potestas, matera matera*, déterrait la succession des enfants déshérités impubères, on adoptait la sage tempérament de réserver toujours au père ou à la mère la légitime, qui était le quart de la succession. C'était un secours, un soulagement de la part qu'elle venait de faire; avantage qui ne devrait jamais leur être refusé; dans toutes les circonstances où cette injustice leur serait appliquée; c'est ainsi qu'il serait sage et pourvu à tous les cas, dans la succession des père aux ascendants, par la disposition d'une règle générale fonde sur l'équité et la raison, et qui d'ailleurs se serait été mieux modifiée.

Au surplus, on ne peut pas passer sous silence l'incertitude et les difficultés que fait naître le partage des successions par ligne paternelle et maternelle, dans les opérations multipliées de ce partage, et surtout dans les rapports qui doivent être faits à la masse. On peut se reconnaître en jetant les yeux sur les parties du projet de Code où il est traité de ces rapports, et particulièrement au livre III, t. IX, c. II, s. II, art. 22, déjà rapporté dans les observations contraires au paragraphe premier. On y verra que les dispositions y sont tellement corrélogues par la complication même des cas, qu'il sera rare que la discussion des droits n'entraîne pas des contestations. Plus les lignes se prolongent dans les degrés éloignés, plus les cas se compliquent et les difficultés se multiplient.

Qu'on retienne de partage par lignes, que la prolongation du lien jusqu'à des degrés éloignés, conduit à un mode plus simple de partage, qui prévient les difficultés et que d'appelle pas le plus souvent d'interlocution, un préjudice des plus proches, au préjudice des époux.

#### DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES, OU PAR DONATIONS ENTRE-VIFS, OU À CAUSE DE MORT.

Si le vœu de la nature n'est pas écarté dans l'ordre établi pour les successions ab intestat, il ne paraît pas moins contraire dans la disposition du projet de Code qui fixe (l. III, t. IX, c. II, s. I, art. 16) la portion disponible des biens, soit par acte entre-vifs, ou à cause de mort, au quart si le disposant laisse à son décès des enfants ou descendants; à la moitié, s'il laisse des ascendants ou frères et sœurs; aux trois quarts, s'il laisse des veuves ou nièces, enfants au premier degré d'un frère ou d'une sœur.

C'est ainsi que les nouvelles lois donneront aux hommes des successions qu'ils se jouissent pas écartés, et qu'elles vont porter atteinte à la libre disposition des biens, qui fait le caractère le plus essentiel de la propriété, et que la sagesse de la nouvelle législation du vœu leur garantisse. Avec ce système, contraire au droit naturel, proposé par l'équité, on la laisse ravir, se briser sans même d'appui dans une autre droit politique.

Le droit de disposer des biens n'est autre chose que le droit même de propriété; et si le droit de propriété repose sur la base du droit naturel, n'est autre le droit naturel que de limiter et réduire le droit de disposer des biens.

Que le droit de propriété remonte à l'état de nature, et qu'il existe avant l'établissement de la société, c'est un fait dont la preuve incontestable est dans le travail et les facultés physiques de l'homme, dans ses besoins et dans les moyens naturels qu'il a de les satisfaire.

En entrant dans la société, il y a apporté sa personne avec ses droits naturels, la santé individuelle, l'égalité, la liberté et la propriété; droits qui se réunissent et se confondent, pour ainsi dire, dans celui de la propriété. La société s'est obligée à garantir ses droits et sa personne, et à les défendre par la récoction de la force de tous. Ce n'est donc pas pour les sacrifier, mais bien pour les conserver et au point, que ses droits individuels sont mis sous la protection de tous et sous la garantie de la force publique. Si le maintien de la société ou l'intérêt général exerce le sacrifice d'une partie, n'est pour assurer efficacement la paisible et entière jouissance de l'autre.

Ainsi, si l'institution sociale, et ses lois, n'est donnée l'être au droit de propriété, dès l'entrée; mais elles le garantissent et le défendent, elles ne révoquent l'exercice sous les rapports de l'individualité et de la communauté générale, mais sans en détruire et en altérer l'essence. C'est, encore une fois, la conservation et le paisible exercice de ce droit qui font le but et la condition essentielle du pacte social.

Si le droit de propriété n'est autre chose que celui de disposer par l'abus même de l'état, on doute donc que cette liberté ne soit naturelle à l'homme, qu'il ne puisse l'exercer dans l'état de nature sans l'intervention de la loi, et dans l'état civil avec l'intervention de la loi, qui assure et garantit l'effet de la disposition de l'homme.

Donc il suit que cette garantie est un caractère naturel de la société, qui dirige moins qu'il ne rompt l'exercice du droit de propriété, et que, au lieu de priver la place de la volonté de l'homme pour exercer ce droit, assure, au contraire, l'effet de cette volonté et la disposition qui en est la suite.

Donc il suit encore que les actes que l'homme fait sur la disposition de ses biens, tant entre-vifs qu'à cause de mort, soit, ou par exercice de ses droits naturels, et soit un bienfait de la loi civile, dans le ministère n'est moins que le fond et la substance de pareils actes que sur l'ordre et les autres rapports extérieurs qui peuvent les modifier.

Et qu'on ne dise pas que le droit de propriété finit avec la vie du propriétaire, et que la disposition de ses biens, qui s'étend au-delà du tombeau, ne peut être que l'ouvrage de la loi, qu'il lui appartient de régler à son gré, sans consulter la volonté de l'homme.

Alors il ne devrait pas en être ainsi de la disposition que l'homme fait de ses biens par actes

entre-vifs; et il n'appartiendrait donc pas à la loi de la régler, modifier et réduire, pour ne pas dire détruire, dans le sens du projet de Code civil. Il serait au moins facultatif de disposer par testament entre-vifs, de plus du quart, du tiers et de la moitié de ses biens. Ce serait toujours un triomphe du droit naturel sur la loi civile ou politique.

Mais ce triomphe paraît devoir être exempté des dispositions à cause de mort, dérivant de la même source, ne doivent pas avoir moins d'efficacité. C'est pendant la vie du disposant qu'elles sont faites; et elles ne sont pas moins que les dispositions entre-vifs, la manifestation de sa volonté. La loi civile devrait plutôt, au contraire, plus d'appui à leur exécution, après la mort de celui qui en est l'auteur, et qui paraît les avoir plus particulièrement recommandées. Le temps de l'exécution des dispositions est une circonstance trop indifférente et trop étrangère pour qu'elle puisse influer sur le droit de disposer, qu'elle en empêche l'exercice et l'exécution. L'importance en fait qu'une disposition soit pure et simple, ou qu'elle soit conditionnelle; que son exécution ait lieu à l'instant même, ou qu'elle soit différée à un terme fixe ou incertain, son effet n'en doit pas être moins, dans tous ces cas, garanti par la loi. Et que soient-ils les dispositions à cause de mort, si ce n'est des actes tout faits révoqués plutôt à l'événement de la mort même?

Traîtres cet effet, préparé pendant sa vie, s'opère moins au delà du tombeau qu'au premier moment de la mort du disposant, qui est le dernier moment de sa vie. C'est ce moment qui le dispose, et le donataire se trouve dès lors investi. Non, la loi civile qui est édictée même et souvent à la loi naturelle même, ne peut pas sanctionner l'attente portée au principe le plus sacré du droit naturel, qui est la propriété, ou le droit de disposer de ses biens; droit fondamental, et qui est la base de toute société polie.

Une pareille attente serait sans doute le principal motif de la propriété des biens. C'est ce qui n'est disposant qu'en jouir; et on paraît se perpétuer la jouissance, lorsqu'on en dispose pour un temps après la mort. Priver ou gêner l'homme dans la disposition de ses biens, c'est lui interdire ou lui gêner dans ce doux commerce de bienfaits qui fait le charme de la vie. Dans la communication des services et des récompenses, le parent se rapproche du parent, et l'homme se rapproche de l'homme, en cherchant à mériter réciproquement et les uns des autres, ils se rendent la vie plus douce par l'exercice des vertus sociales, dont la nature a placé le germe dans leur cœur.

Ici on voit le père entouré de la confiance, de l'amour et de l'espoir de ses enfants, qui voient dans l'avenir de leurs jours le rémunérateur de leur sagesse et de leur bonne conduite, l'arbuste de leur sort. Là les vœux embrassés, les tendres sollicitudes de l'époux, préparant à l'époux des bienfaits et des récompenses qui en sont le digne prix. Le collatéral trouve dans les degrés plus éloignés de parenté, l'intérêt de la proximité du sang fortifié par l'espérance. La vieillesse et l'infirmité ne restent jamais sans secours, par le dévouement qu'on leur jette autour d'eux toujours attentif. Enfin il existe un lien de plus entre les hommes, qui resserre celui de l'humanité, et supplée au lien qui se fait à sa faiblesse.

Otez à l'homme la faculté de disposer de ses biens, ou réduisez-la jusqu'à un certain point; et toutes ces belles convenances disparaissent. Dans le chaos universel que la loi fait de ses successeurs,

on ne trouve ordinairement pour tout produit que l'ingratitude d'un être, pour ne rien dire de plus, et que ce toujours le méconnaissance et le dépit de l'autre. Si la loi civile doit choisir entre ces deux parts, certainement elle ne contraindra pas la nature, et elle favorisera au contraire tous les avantages que la faculté de disposer des biens produit dans les familles et entre particuliers. C'est à régler leurs droits, à savoir leurs convenances, que son équité doit toujours servir.

Comment pourrait-elle, la loi politique, entraînée par la vue d'un intérêt supérieur, sans s'arrêter à la barrière que le droit naturel lui oppose, ne aux convenances adoptées par la loi civile, enchaîner l'homme dans l'exercice du droit le plus précieux de la propriété, ou, pour mieux dire, du droit qui sert la constitution, la faculté de disposer de ses biens?

L'exagération des principes ne connaît pas de bornes dans le pouvoir de la loi politique, la raison y en trouve. Ces bornes sont dans l'objet même de ce pouvoir; et cet objet est l'intérêt général de la société, présumé à l'intérêt individuel et aux convenances particulières. Lorsque l'intérêt de l'humanité choque celui de l'État, ce dernier l'emporte; mais c'est à l'occasion de se dire seulement qu'est bornée cette préférence. Si la loi même particulière de l'État ne peut pas s'accommoder des rapports et des convenances établis par la loi naturelle et civile entre les membres du corps social, l'intérêt de l'État en exige le sacrifice ou la modification. Il est dans l'intention de tous les membres que le corps social se maintienne, et sa conservation devient le grand objet de tous les sacrifices individuels. C'est donc dans ce sens qu'il faut entendre la grande maxime d'État, que la loi politique sacrifie l'homme au citoyen, et la petite famille à la grande; sacrifice toujours déterminé et proportionné aux seuls besoins de l'État.

Or on lui a la nécessité du sacrifice que la raison d'État peut exiger de l'homme et du citoyen, quant à la faculté naturelle de disposer de ses biens? Loin de restreindre sur ces principes constitutionnels, l'usage de cette faculté y trouve au contraire un nouvel appui. Ces principes, fondés à des préférences et à établir des différences politiques entre les citoyens, ne peuvent que s'allier parfaitement avec les principes des affections humaines, qui tendent aussi aux préférences, et unissent de légères inégalités de fortune, qui, étant inévitables dans l'ordre social, entraînent même dans le besoin de la loi politique.

Tel est l'heureux rapport de nos lois constitutionnelles ou politiques avec nos lois civiles, qu'elles permettent à celles-ci de se diriger par l'équité, qui ne choque personne, dans les règles à établir sur l'intéressant objet de la disposition des biens. L'accord de ces lois justifie les uns et les autres aux yeux de la raison et de la saine politique. Si nos lois constitutionnelles avaient pu se mettre en opposition avec la nature, la raison civile et l'usage qui nous ont toujours garanti la libre disposition des biens, elles n'auraient pas sans doute obtenu cet assentiment libre et général qui est le garant de leur sagesse et de leur convenance, et on peut dire, de leur durée. On admirera tant qu'on voudra des anciennes constitutions républicaines qu'on appelle furies, et qu'on appellera même violentes, parce qu'elles transformaient et altèrent à la fois la constitution de l'homme, contrairent et bouleversaient la nature humaine. Ces institutions épouvantables nous ont appris qu'il n'y a que la justice et la raison qui

soient durables parmi les hommes, parce qu'elles sont des émanations de l'impérissable nature.

Où, la justice et la raison paraissent la durée de la constitution d'un État, lorsque les rapports et les convenances générales qui naissent tant de la situation locale que du caractère national, sont tellement saisis par le système d'institution, que les mœurs se trouvent conformes aux lois, et les lois aux principes politiques aux maximes qui gouvernent l'État. C'est dans cette harmonie de tous les rapports et de tous les principes, que se conserve et se propage l'esprit de justice qui maintient l'ordre général et particulier dans les sociétés; en les mettant en opposition les uns avec les autres, ou les ramenant dans un état de violence qui ne peut pas être de durée.

Or, en maintenant la libre disposition des biens, la loi publique recueille tous ces objets généraux de connaissance, qui tombent si libre de concert avec les rapports naturels et vrais sur le point de la plus grande importance qui puisse occuper le législateur.

D'un côté, on voit le père de famille remettre les rênes d'un gouvernement que la délicate de disposer de son bien lui avait fait tomber des mains. Sous le gouvernement paternel, on verra recueillir les mœurs domestiques qui préparent les mœurs publiques. L'enfant plus docile soulagera la vieillesse du père qui pourra le récompenser. L'enfant hardi et entreprenant ne craignera pas, au moins avec le même avantage, le produit de son industrie exercée hors la maison paternelle, avec le produit d'une autre industrie qui aura augmenté ou conservé le patrimoine de son père. L'enfant ingrat ou rebelle pourra être puni en délaissant. Enfin, l'âge, le sexe, les infirmités et les talents des enfants, tout pourra entrer en balance dans les libéralités du père et dans la sage distribution de ses biens.

D'autre part, la sage destination du père de famille obtiendra à toutes les difficultés et aux inconvénients qui résultent nécessairement d'un partage de biens qui est le seul effet de la loi. Dans ces partages, la rigueur exclut les convenances, et les restrictions dénaturent les domaines. Le morcellement des propriétés y est inévitable, avec l'inconvénient des servitudes qui en résultent et de la diminution des moyens d'exploitation. Il y a des fentes dans les patrimoines destinés à l'exploitation des autres fonds, qui, dans les partages, produisent le double inconvénient de cesser d'avoir de la valeur et de diminuer celle des autres fonds dont on les détache. Tous ces inconvénients graves pèsent surtout sur l'agriculture; et on ne doit pas perdre de vue que la France est plus agricole que commerciale.

Enfin le commerce et l'industrie acquerront une nouvelle activité, si le produit du travail devient une propriété recueillant au moins librement disposer. Si la disposition des revenus est une jouissance, la facilité de disposer des fonds ou des biens sera sans contredit une jouissance plus complète. C'est la facilité de jouir qui fait naître le désir d'acquiescer; et ce désir est le principal moteur de l'industrie humaine. Aussi la despotisme, un dévouement à la propriété ou la crainte de la perdre, le désir d'acquiescer, et avec lui les arts, le commerce et l'industrie, qui font la prospérité des États modernes, et proportionnent les ressources à nos besoins si multipliés.

Mais qu'on ne s'alarme pas des acquisitions et des capitaux qui peut accumuler le commerce, ni de l'inégalité des fortunes qui peut résulter de son activité à s'en acquiescer.

Ce mal politique ne peut pas aujourd'hui être porté à un période qui puisse immerger les mœurs et la liberté publique. Un remède plus analogue et moins violent que celui de l'impunité dans les partages des successions, après son essai par une vertu éclairée rassemble les progrès du mal. Ce remède se trouve dans l'abolition des institutions monarchiques, qui étaient le moyen ou l'excuse de conserver ces fortunes odieuses qui se transmettaient aux aînés des familles sans que les cadets y eussent à peine part. Les substitutions en laissent des dépôts qui ne pouvaient recevoir ou ne recevaient ordinairement que de l'augmentation par l'accession d'autres fortunes que les mariages y apportaient. La robe, l'épée et l'agriculture allaient toute espèce de ressource à l'entretien des cadets et des fils sans que le patrimoine des pères dût beaucoup contribuer. Mais cet ordre de choses n'est plus et la conservation des grandes fortunes d'un plus dénuement la même facilité.

Du reste, on connaît assez l'usage où sont les commerçants d'associer leurs enfants à leur pécule, et d'avantage considérablement les fils qu'ils marient. C'est là un partage qu'ils font de leur fortune entre leurs enfants; et ce qu'ils auraient auparavant par goût et par choix, ils le veulent faire aujourd'hui par nécessité et par impossibilité où ils seraient de procurer autrement leur famille des établissements convenables. Si, hélas, les fortunes que le commerce enrichit sont-elles pas assez jetées aux coups du sort, pour que la loi doive s'occuper avec sollicitude du soin de les diviser et de les détruire?

On ne peut pas être touché au plus d'une autre considération qu'on met en avant pour introduire l'égalité dans les partages des successions, sur les motifs qu'on divise les fortunes, elle est favorable à un plus grand nombre de cohéritiers qui ont part à la succession.

Cependant si l'intérêt de ces cohéritiers pouvait être mis en opposition avec le droit sacré de propriété, qui assure la libre disposition de l'objet à celui qui recueille ce droit! Comme si l'intérêt d'un plus grand ou moindre nombre de cohéritiers pouvait prendre ici l'apparence d'un intérêt général, tel qu'il peut servir à lui le sacrifice du droit même de propriété, qui est le fondement de l'institution sociale!

D'ailleurs, la loi ou la volonté générale ne peut statuer que sur un objet d'utilité commune ou d'intérêt général; or, en statuant sur un objet qui divise la totalité des membres de l'État en parties, la volonté cesse d'être générale, comme l'objet sur lequel elle statue; et la loi ne peut plus régler les rapports du tout avec le détail.

C'est ainsi que l'abolition des dîmes par Séze fut considérée comme une spoliation qui ne pouvait pas être justifiée par l'intérêt du plus grand nombre des citoyens qui en profiteraient au détriment des autres. C'est ainsi que le partage de propriété en faveur des prolétaires serait une révoltante usurpation, quoique les propriétaires dépossédés restassent en nombre. C'est ainsi enfin que l'effet rétroactif de la loi du 17 nivôse ou il a été aboli par la loi du 17 nivôse, malgré les éléments qu'il fallait entendre en faveur des cadets, qui étaient en plus grand nombre, et qui jouissaient de cet effet rétroactif au préjudice des aînés.

Ainsi, toutes les considérations d'utilité générale se réunissent aux convenances particulières, et les principes politiques concordent avec la loi naturelle et civile, pour assurer au père de la

mille, aux collatéraux et à leur propriétaire, la libre disposition des biens, tant par contrats entre-vifs que par actes de dernière volonté.

Ramené à ce point de sa liberté naturelle, l'homme pourra désormais se montrer avec franchise et avec confiance devant la loi, qui lui permet ce qu'il doit lui être si agréable de faire, c'est-à-dire de disposer de ses biens. Plus d'inquisition à exercer envers les contrats qu'il lui plaît de passer; plus de contestations sur la validité des actes pouvant faire soupçonner une disposition prohibée de ses biens. Le système prohibitif, en continuant pour ainsi dire la fraude, ne fera plus violence à la probité même. Il ne forcera plus le propriétaire de se déposséder, contre son gré, pour flatter ses gênantes dispositions, ou de passer des actes vains, qui ne pourraient profiter qu'à un fisc par les droits qu'il opéreraient. Tel est le sort des lois prohibitives, que leur exécution éprouve d'autant plus de difficultés qu'elles sont plus contraires au droit naturel, et qu'en familiarisant les hommes avec la fraude, elles rendraient puissamment à leur profit les lois et les lois.

Aussi, si la liberté de disposer des biens peut être restreinte en faveur des descendants, si la crainte de l'abus de cette liberté gérante lui fait trouver des bornes dans l'obligation également naturelle où sont les parents de nourrir et entretenir les enfants, la loi ne saurait être trop respectueuse ni user de trop de réserve en fixant les limites de cette faculté, qui est si nécessaire et doit être si précieuse aux chefs de famille. Restreindre dans les descendants la liberté de disposer au point des biens, c'est évidemment la détruire, ou la réduire à l'impossibilité d'opérer l'effort qu'on doit en attendre dans le sein des familles; c'est présumer trop mal de la tendresse paternelle; c'est croire qu'il n'y a que des pères injustes; c'est ne pas savoir qu'il y a des enfants ingrats; c'est enfin s'écarter des lois de la nature et de toutes les conventions, sans une indispensable nécessité. Que la disponibilité des biens des ascendans s'étende au contraire jusqu'aux deux tiers de ses biens, et que l'autre tiers reste affecté à l'obligation naturelle de la parentalité; les pères auront encore à réclamer contre cette loi, qui ne serait pas réciproque entre eux et leurs enfants.

Au surplus, on ne saurait mieux faire usage de la faculté de disposer de ses biens, qu'en adoptant les règles établies par les Romains à cet égard, dégagées des subtilités et de tous les artifices étrangers à nos principes et à nos institutions. On disposait chez eux et dans les pays de droit écrit, soit entre-vifs, soit à cause de mort, à titre particulier ou à titre universel. Le premier de ses titres s'allie avec l'autre dans la succession ab intestat, et dans la succession testamentaire, mais deux titres universels, c'est-à-dire la succession testamentaire et la succession légitime, s'excluent, ou, pour mieux dire, la première exclut celle-ci. Cette exclusion obvie aux conflits et aux difficultés qui naissent du concours de deux titres qui s'excluent eux-mêmes, n'y ayant qu'une seule succession ouverte, soit légitime, soit testamentaire; ce titre universel réunit l'universalité des biens et droits, tant en actif qu'en passif, on sent que cette réunion n'étant qu'une, peut représenter la personne du défunt, et que cette loi est des plus heureuses pour donner une consistance à l'hérédité qui se soutient par ses propres forces, avant même qu'elle ait été acceptée.

## § III.

Observations générales sur l'ensemble du projet de Code civil et de ses dispositions.

Les observations qui ont été faites dans les paragraphes précédents, sur les dispositions particulières du projet de Code, doivent être la base et déterminer la plupart de celles qu'on va tracer sur l'ensemble et sur les dispositions générales de l'ouvrage.

La première des réflexions générales qui peuvent résulter des observations particulières dont on vient de parler, ne peut que se rapporter au caractère de simplicité qui se paraît pas se montrer dans certaines dispositions importantes du projet de Code. Ce n'est pas qu'on se sente la difficulté et l'incertitude qu'il y a à trop simplifier les lois, surtout dans les matières qui sont elles-mêmes compliquées; mais il semble que cette difficulté et cet inconvénient ne sont pas toujours insurmontables, et que peut-être les pourraient céder et à certains énoncés qui ont été proposés, dans les paragraphes précédents, sur quelques points trop intéressés pour ne pas être traités avec toute la simplicité dont ils peuvent être susceptibles et qui doit former l'exécution dans la pratique.

Jamais la France ne fut dans une situation plus heureuse pour recevoir une législation simple et fructueuse. La réforme des abus, des privilèges, et de tant de points de droits difficiles et compliqués, que de nouveau ordre de choses à opérer, et la simplicité qui doit caractériser les institutions républicaines, paraissent bien propres à nous offrir le projet d'une législation et d'un ordre juridique les plus rapprochés de la simplicité et des convenances naturelles, où la justice, près du justiciable et plus à la portée de ses idées, lui assure ses droits avec le plus de célérité et la moins de frais.

Tous les avantages d'un sage administration de la justice, dépendent immédiatement de la simplicité des lois, qui préviennent les contestations, facilitent les décisions, et économisent les frais d'un abusif des procédures. Si l'est pas une des s'approprier sa loi à un pareil système législatif, ou ne doit pas mieux travailler à en former et à en réunir quelques parties. C'est toujours quelques pas de plus vers le but, qui pourront un jour nous conduire à celui tant désiré d'une justice rendue administrativement et sans l'accessoire des formes judiciaires.

Dans l'état où la législation projetée se présente, les formes et semblent quelquefois un peu trop compliquées, pour qu'il ne soit pas à craindre que les formalités ne se multiplient avec les longueurs et les frais à faire pour les terminer. Il est ainsi à craindre qu'en trompant le vœu exprimé dans le discours préliminaire, le fisc n'ait tant à y gagner que le justiciable à y perdre.

En effet, les significations se multiplieront à l'infini dans les matières concernant les tutelles, les partages, la concorde de plusieurs copartageants, les successions, dans les testaments, dans tout ce qui se rapporte aux hypothèques, saisies réelles, ventes forcées, etc. Le morcellement des propriétés résultant des partages, en donnant lieu à des arrangements postérieurs, opère de nouveaux droits, comme la nécessité de réduire en actes publics les conventions même peu importantes. Il faut encore ajouter la prohibition qui serait faite de disposer au-delà d'une portion des biens, prohibition qui, contenant la volonté et la liberté naturelle de l'homme, la force de

essayer tous les moyens obliques, et de soumettre tous les contrats, pour étudier la loi qui lui gêne, et pour disposer d'un moment indistinct, l'indulgence, et toujours incertaine, d'un bien qu'elle ne veut pas laisser à la disposition aveugle de la loi. Si c'est là un grand inconvénient pour la propriété, ne s'est-ils pas un petit avantage pour le fisc, qui peut toujours des droits à l'occasion de tous ces actes simulés ou frauduleux, sans que leur utilité même puisse jamais être à la perception.

Qu'il soit permis de saisir ici cette occasion pour observer que ces droits sont aujourd'hui tellement excessifs, et leur perception si onéreuse, que le futuriste, forcé de s'y soumettre, comprend sans cesse la stérilité de ses contrats, en faisant toujours contre elle l'institution qui devait la garantir; situation fâcheuse vers laquelle le Gouvernement devrait toujours ses regards, surtout en ce qui concerne les actes d'échange, qui ne devraient pas opérer des droits de mutation, pour favoriser leur mauvais résultat de la réduction des loyers, et nuire à l'agriculture.

Dans l'examen du projet de Code, si se présente au autre point de vue général qui doit fixer l'attention du législateur; c'est la nécessité, et l'indispensable nécessité, que il est de ramener, de consulter et de se fixer sur les localités et les usages nécessaires par les circonstances du climat, du sol et de la nature des choses. Ces circonstances ou localités sont et doivent être la règle nécessaire et le motif déterminant de la loi, dans toutes les matières où il y a pour abri immédiat les choses et une les personnes; telles sont, par exemple, les lois agraires, toutes celles qui ont trait à l'agriculture, aux servitudes réelles et services fonciers, etc. Ces lois sont tellement modifiées par les localités, que celles qui sont appropriées à une contrée ne conviendront pas servir à la contrée voisine, et que celles qui s'appliquent avec succès au plus pays, s'exécutent avec inconvénient dans les modiques; que celles qui régissent les usages et les besoins de l'agriculture soient aux terres arables, bouleversentent ces mêmes usages dans leur application aux terres de terre qui ne s'arrosent pas; ce-t-à-dire que la plupart des dispositions de la loi sur la police rurale sont insuffisantes, inapplicables dans certaines contrées des départements méridionaux, et que, dans d'autres contrées, elles trouvent une application plus heureuse. Ici la nécessité de modifier, par tout autant d'exceptions, la règle générale, suppose que la diversité des localités permette de l'établir.

Après ces principes, il ne paraît pas que, dans le projet de Code civil, où on aura senti la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'établir un système de législation uniforme sur l'usage des eaux pour l'irrigation des terres et pour l'exploitation des mines, sans distinguer entre la propriété particulière, commune ou publique de les eaux, selon les circonstances, car comment ce système peut-il s'exécuter, s'il porte sur une base-lose dans la plupart des lieux où l'usage des eaux est le plus nécessaire, et où cet usage ne se règle pas d'après l'utilité, ainsi que le projet de Code l'établit (L. II, § IV, c. I, art. 2, 4 et 5), mais bien d'après la propriété qui en est acquise exclusivement à ceux qui sont en droit de s'en servir.

La même difficulté se présente à l'égard des conditions de l'exploitation et de la durée des baux à ferme, qui doivent nécessairement varier, comme les contrées dans lesquelles ils ont lieu; surtout les baux à cheptel, qui, dans certains pays,

comporterait équitablement des stipulations que le projet de Code présente, et sans lesquelles les contrats d'agriculture, au préjudice de l'agriculture; telle est, par exemple, la restriction sur la rétribution acquise d'une quinzaine de lieues d'argent, que le cultivateur perçoit dans certains départements méridionaux à raison du travail auquel il peut employer le gros bétail baillé à cheptel.

L'établissement des servitudes rurales, le usage, surtout de celles qui sont naturelles, lequel est si diversément modifié par les circonstances; la nécessité de les prescrire, comme plus ou moins impérieusement par les besoins les arrangements réciproques des propriétaires des terres joignant, relativement à la plantation des arbres dans la distance réglementée, et aux autres obligations qui varient selon les lieux; la diversité des usages pour établir un juste des servitudes foncières, comme les marques de les propriétés des terres, etc., etc. tous ces objets, dont l'usage est si fréquent, ne peuvent pas être tous d'arranger, comme dans le projet de Code, dans la règle d'un système uniforme; tous les exceptions doivent toujours être à côté de la règle, et ces exceptions doivent être dictées par les circonstances de chaque localité.

Dire que la disposition générale du projet de Code pourrait à tous les inconvénients, en laissant les anciens usages derrière les nouvelles lois, n'est en pas se pénétrer assez de la difficulté à l'égard de tous les cas, principalement à l'égard d'un système abolir les anciens usages, et lui-même disparaître les usages par des dispositions contraires, ou qui seraient inconciliables et éternellement leur occurrence.

Il y a aussi d'autres usages généraux qui se divisent la France en deux grandes parties, et peut de droit être en un pays de coutume les usages en confusion, par le projet de Code, dans l'unité ou système, en les contraindre et modifiant les uns par les autres. C'est une question qui, dans le discours préliminaire, avait été mise entre le droit écrit et les coutumes.

Pour apprécier cette question, et les avantages qui doivent en résulter pour l'un et l'autre pays, il peut être nécessaire de prêter un regard sur les matières qui pourraient être l'objet d'un pareil arrangement.

D'abord, les points importants, les matières vives liées aux grands changements portés dans l'ordre politique, n'ont pas pu entrer en considération; la solution, à cet égard, étant dictée par la Constitution même, qui n'a la règle. Tels sont la plupart des points saillant traités dans le premier livre du projet de Code, concernant les personnes, les points contre les sociétés des terres, etc.

D'un autre côté, dans tout le système des lois romaines ou coutumières, il faut distinguer les dispositions au principe du droit universel, dont l'équité est la règle nécessaire et invariable, appliquée à tous les cas, et qui, inscrites dans le droit romain, n'en ont pas été modifiées; et les autres dispositions au principe du droit particulier, dont l'équité est la règle nécessaire et invariable, appliquée à tous les cas, et qui, inscrites dans le droit romain, n'en ont pas été modifiées. Les premières sont les dispositions au principe du droit universel, dont l'équité est la règle nécessaire et invariable, appliquée à tous les cas, et qui, inscrites dans le droit romain, n'en ont pas été modifiées. Les secondes sont les dispositions au principe du droit particulier, dont l'équité est la règle nécessaire et invariable, appliquée à tous les cas, et qui, inscrites dans le droit romain, n'en ont pas été modifiées.

On se sent que les rédacteurs du projet de Code n'ont pas pu ou plus considérer ces matières comme pouvant être traitées au gré du législateur, pour recevoir la forme qu'il voudrait leur donner. Sur ces objets de justice communautaire, l'équité se manifeste si clairement, qu'elle ne laisse, pour ainsi dire, rien à faire au législateur; n'ayant pas à choisir entre telle ou telle disposition, son ministère semble être celui d'arrêter celle que le droit rigoureux prescrit invariablement; il ne peut donc pas y avoir lieu à transaction, à réséquer, ou à se conformer aux coutumes.

Il restait à régler les formes selon lesquelles ces dispositions du droit naturel doivent être appliquées et mises dans la société; mais cet objet de police générale ne peut pas être non plus au point de litige entre le droit écrit et les coutumes; les règlements généraux émanés de nos assemblées nationales, et aussi les ordonnances royales, y avaient pourvu.

Les seuls points de législation qui pourraient donc entrer dans ce litige, si on peut parler ainsi, seraient ceux non mentionnés, et qui tiennent à la fois à l'ordre naturel et civil, ainsi qu'à l'ordre politique; aux simples rapports des individus entre eux, et à ces mêmes rapports compliqués avec ceux de la société, à la justice communautaire et à l'équité particulière de même qu'à cette connaissance générale ou raison d'Etat, où toutes les questions d'ordre, d'administration et d'utilité commune se compliquent. C'est dans le vague de tous ces rapports, que l'esprit de système crée les différentes combinaisons parmi lesquelles le législateur peut choisir celle qui lui paraît la plus convenable.

C'est ainsi que les rédacteurs du projet de Code ont eu à régler entre les dispositions du droit écrit et les dispositions du droit coutumier, principalement sur les points systématiques de la puissance paternelle; des tutelles, minorités et interdictions; des successions; des donations entre-vifs ou à cause de mort, des droits des époux dans le contrat de mariage; des prescriptions, etc.

C'est là, pour ainsi dire, la seule matière, mais la plus importante, qui met le droit romain plus ou moins en opposition avec les coutumes, matière unique sur laquelle on a pu le faire triompher.

Mais qu'a-t-il été accordé ou soustrait au droit écrit? qu'a-t-il été accordé ou soustrait au droit coutumier dans cette transaction? et comment, si non les droits, les principes et les coutumes y ont-ils été ménagés?

En se fixant d'abord sur le premier objet d'un pareil litige, qui est la puissance paternelle, on trouve que la coutume s'était de plaines à rôle d'être la communauté des biens entre époux qui, si elle ne divise pas le pouvoir, ne tend pas moins à l'affaiblir par le concours d'une égalité d'avantages qui n'a point d'opposition, dans un ménage, le crédit d'un époux avec l'autorité de l'autre époux.

Or voit aisément que cette autorité paternelle perd presque toute la force qu'elle tient du droit écrit, par l'avantage qui paraît être accordé à la femme d'être aux côtés de la faculté d'exécuter leurs enfants, de disposer librement de leurs biens, et d'être aux côtés de la faculté d'exiger des pères un établissement convenable.

Si, dans les tutelles, le droit écrit l'a emporté dans sa disposition peu convenable à nos usages concernant la division de la tutelle en quatre espèces, la coutume a triomphé dans les points beaucoup plus essentiels, où elle ne laisse pas distinguer entre l'autorité et l'usage, ni entre

pupille et mineur ou adulte; confusion qui n'est pas sans inconvénient dans la pratique. Elle a triomphé encore, en mettant à la place de l'interdit bon pour cause de prodigalité, la disposition d'interdiction, si peu propre à la remplacer.

Dans les successions, on ne trouve plus ces grands traits de la législation romaine, qui ne défendent l'hérédité qu'à un seul titre universel, par la volonté de l'homme, et, à défaut, par la disposition de la loi; principe simple, dont les avantages étaient sensés dans la pratique. En écartant ce principe, la coutume l'a consacré à la fois la succession légitime avec la succession testamentaire; et il y a tout autour de l'héritier universel le qu'il y a de dispositions sur les portions non qu'elles de biens, par quelque acte que ce soit. Le partage en deux lignes pour les ascendants et les collatéraux, en outre, dans la plupart des cas, l'équitable répartition du droit écrit, en faisant passer les biens dans les familles étrangères, et en en déplaçant celles, et quel que soit l'individu même, d'où proviennent ces biens; système qui, par la prolongation des deux lignes à l'infini, prive les époux de tous les avantages que le droit écrit leur ménagerait sur leur successeur réciproque.

L'après ce qui a été dit dans le paragraphe II, sur la libre disposition des biens dont l'homme ne saurait être privé, le droit écrit n'aurait pas dû surcroire dans le motif d'une faculté si naturelle à l'homme, si précieuse au citoyen, et si utile à la fois à la police et à la grande famille. Les moyens qu'il employait avec succès contre la capitale et la suggestion des libéralités, paraissent aussi devoir être maintenus; et leur efficacité serait d'être moins restreinte à l'égard des actes et libéralités des gens riches qu'imbéciles.

Quant aux droits des époux résultant du contrat de mariage, cette matière a été l'occasion du principal triomphe des coutumes sur le droit écrit. Ce qui a été dit sur la communauté des biens entre époux dispense d'entrer dans d'autres détails pour faire apprécier le mérite d'un pareil avantage; cependant il n'en serait pas moins de la plus grande influence dans la société, en réglant le sort des familles qui la composent. Comme cette disposition tient essentiellement aux principes politiques, la sagesse des Romains aurait dû leur la faire chercher plutôt dans le droit écrit que dans les coutumes, qui sont plus l'ouvrage des circonstances et du hasard que le résultat de la méditation, des principes et des principes.

Il est vrai que le droit écrit paraît avoir été adopté dans les différentes règles qu'il établit à l'égard des prescriptions, selon la nature de l'objet, le titre, la bonne ou mauvaise foi du prévoyant, la présence ou l'absence de celui contre lequel ou prescrire. Mais, comme il n'a été observé dans le paragraphe II, ces règles mêmes, qui ne font que compliquer mal à propos les dispositions, n'auraient pas dû être maintenues; n'est même le sort qu'elles ont subi dans une école de la France même par le droit écrit, ou le principe politique de l'ordre et de la tranquillité générale favorise indistinctement la prescription, pré-que de la même manière, dans tous les cas et dans toutes les circonstances.

Il est à remarquer que ce n'est pas sur ce point seulement que le projet de Code établit la subtilité et la rigueur des règles du droit écrit, quoique modifiées et corrigées dans les pays même où ce droit est suivi comme loi générale. Il en est de même à l'égard de l'acquisition et de la restitution des fruits de l'usucapion des intérêts, et autres objets dont le droit écrit sera trop long.

Ce serait donc ainsi qu'on aurait fait trancher le droit écrit et les coutumes, en laissant à l'empire de la coutume la presque totalité des points, ou les points les plus importants sur lesquels on pouvait être en contestation avec le droit écrit, et en abandonnant au droit écrit les autres points qui sont ou de peu d'importance, ou dont la disposition peu convenable aurait été rejetée ou modifiée dans le pays même où ce droit est la loi générale.

Il ne sera peut-être pas hors de propos d'observer que, dans plusieurs pays de droit écrit, ce droit était modifié par les coutumes particulières, qui y ajoutaient ou y dérogeaient selon les circonstances ou les localités. Dans certains même de ces pays, ces changements y avaient été faits avec d'autant plus de réflexion et de connaissance de cause, qu'ils y avaient été délibérés et consentis dans les assemblées des états généraux.

Tel pourra être donc le sort de ces pays, que par le nouveau système de législation, ils seront frustrés à la fois et des dispositions du droit écrit et de celles de leurs coutumes particulières qui leur étaient nouvelles; et qu'ils recevront, à la place de ces lois qu'ils avaient choisies, des dispositions contraires qui ne leur conviendront pas, et des dispositions du droit écrit déjà par eux rejetées ou modifiées.

Mais, quelles que soient les nouvelles lois qui seront données à la France, le législateur ne doit pas moins se tenir en garde contre les innovations du point de recueillir des nouvelles lois avec les lois anciennes, pour les prévenir autant qu'il est possible, ou les corriger sans léser la justice et l'équité. Tels sont l'effet combiné du respect pour les nouvelles lois sur l'effet des anciennes, les loques qui existent toujours entre elles, et le désordre de leurs nouveaux rapports.

Quant à l'empêchement des lois nouvelles sur les effets substantiels des anciennes lois, les exemples en sont innombrables, surtout dans l'exécution des nouvelles lois, qui permettent de faire ce que les anciennes avaient défendu, et vice versa. Il est certain que toutes les fois que, sur le fondement de la défense faite par la loi ancienne, il y aura des droits positivement acquis à des tiers, ces droits seront emportés par l'effet de la permission accordée par la loi nouvelle; et ce sera là un vrai empiètement de la loi nouvelle sur le domaine de l'ancienne loi, qui porte le caractère et réunit les effets de la rétroactivité.

En citant comme tel point par exemple, on observera que l'ancien droit romain ne permettait pas, sur le seul fondement de son utilité particulière, au propriétaire d'un air ou courante borie le fonde, du se servir de celle eau, surtout lorsque l'usage exclusif en était acquis, en vertu d'un titre ou d'une possession suffisante à d'autres propriétés riveraines ou à d'autres possesseurs d'usines. Au contraire, la nouvelle loi permettrait dorénavant (liv. II, tit. IV, chap. I, art. 4 et 5) un pareil usage du ruisseau, sur le seul fondement du l'utilité de celui qui s'en servirait : dans ce cas, il est évident que l'effet de cette permission de se servir ainsi de l'eau à titre d'utilité, est destructif du droit qu'auparavant on avait de se servir de cette même eau à titre de propriété, et en vertu d'une loi précédente portant défense de s'en servir autrement. C'est ainsi que l'ancien propriétaire se trouvait dépouillé d'un droit acquis depuis des siècles, par le seul effet actuel de la loi nouvelle. Il ne pourrait plus se servir de l'eau qui lui serait soustraite par tout autre à qui il serait utile de s'en servir aussi : il essuierait les plus grands dommages, après en avoir

fait, sur la loi de l'ancien loi, des constructions de ruisseaux ou canaux, et dignes et de bâtiments qui lui diraient traités après la perte de l'usage exclusif des eaux, qui aurait été la suite d'une pareille dépense.

On ne citera pas d'autres exemples, pour s'empêcher de faire sentir la nécessité de prévenir l'inconvénient d'un pareil rétroactivité des nouvelles lois, dans les cas qu'on préjuge de droits acquis, elles permettent ou défendent dans le sens contraire des anciens, et qui leur effet soit nécessairement incompatible avec l'effet contraire de celles-ci. Alors il est indispensable de maintenir, par une disposition positive, l'effet de l'ancienne loi, subsistant dans les droits qu'elle a acquis à des tiers.

Il paraît au moins douteux que cet inconvénient majeur soit écarté par la disposition générale du projet de Code (liv. prélim., tit. IV, art. 2) qui établit en principe que la loi ne dispose que pour l'avenir et qu'elle n'a point d'effet rétroactif.

Car les cas dont on vient de parler sont d'une spécialité qui ne paraît pas comprise dans cette règle; en ce que, quoiqu'à leur égard la loi ne dispose que pour l'avenir, son effet n'est pas moins rétroactif, c'est en effet sur l'avenir qui se perd l'action directe et immédiate de la loi nouvelle, qui permet de ce que l'ancien avait défendu. C'est pour l'avenir et non pour le passé qu'elle permettrait de se servir de l'eau, sur le fondement de l'utilité aussi, nous le rapport, l'effet de la loi nouvelle paraissant incontestable sous prétexte de rétroactivité; et cette considération ne manquerait pas de donner lieu aux contestations. Cependant la rétroactivité ne serait pas moins réelle, si, quoique la loi permette pour l'avenir, l'effet de cette permission emporte celui de la défense de l'ancien loi, c'est-à-dire les droits positivement dérivant de cette défense. Cette rétroactivité, quoique indirecte, ne serait pas moins fâcheuse au moins pour le présent, pour que le législateur ne doive s'occuper particulièrement de prévenir les suites, ainsi que les difficultés auxquelles pourrait donner lieu le silence ou le défaut d'explication de la loi.

L'occasion semble permettre d'ajouter ici qu'il serait également à souhaiter que le législateur ne laissât plus de doute ni d'incertitude sur l'étendue que doit avoir l'effet de deux lois célèbres, dont l'exécution intéresse si essentiellement tant de familles.

La première de ces lois est le décret du 28 septembre 1791, qui déclare non écrites toutes clauses insérées aux actes, et qui seraient contraires aux maximes ou aux nouvelles lois, à la liberté religieuse, naturelle et civile, et à celle de se marier ou remarier, disposition dont l'explication embrasse expressément, dans les lois de 3 brumaire et 17 nivôse an II, les clauses contenues aux actes d'un date antérieure à celle dudit décret, sans qu'elle ait été classée parmi les effets rétroactifs de ces deux décrets. Mais, qui ont été rapportées par une loi postérieure du 10 vendémiaire an IV, rendus sur le rapport fait par Lamoignon, le 2 vendémiaire précédent, où la disposition précitée est même expressément maintenue.

La seconde de ces lois est celle des 24 octobre et 14 novembre 1792, qui prohibe les substitutions pour l'avenir, abolit celles qui se trouvaient alors établies, et maintient l'effet de celles seulement qui étaient ouvertes à cette époque.

Les tribunaux ont pensé que le législateur n'avait point vu d'effet rétroactif dans les susdites lois, ou que, s'il y en avait vu, il ne s'agit

point arrêté, entraîné par la loi ou l'État, qui ne lui permettait pas d'envisager ces dispositions importantes sous d'autre rapport que celui de la nécessité de l'établissement d'un nouvel ordre de choses.

Il n'est d'ailleurs envisagé surtout ni le premier de ces lois comme étant un corollaire des principes constitutionnels, corrigé de l'imperfection des lois précédentes, ni comme étant un retour au droit naturel et à la raison, qui doit être la règle inviolable du législateur. Sous tous ces points de vue favorables, ils n'avaient pas su voir que plus dans ces lois une vice de rétroactivité qui pût en restreindre l'effet.

Pendant le tribunal de cassation croit y trouver ce vice.

Pour faire cesser ce conflit et les incertitudes qui en résultent, il serait à désirer que le législateur s'expliquât cela sur le vrai sens et sur l'effet que doit avoir la propre expression de sa volonté dans ces lois. Il serait trop facile de laisser flotter ainsi dans des doutes inquiétants les citoyens et les familles dont la sort se trouve lié aujourd'hui à celui de ces mêmes lois, qui font le destin de tant d'innombrables divers.

Le projet de Code ne règle rien à cet égard dans le peu qu'il dit touchant l'effet rétroactif des lois en général. Quoique celles dont il s'agit ici soient déjà promulguées, elles paraissent avoir trop de rapport avec le système des nouvelles lois, pour qu'en traitant de l'étendue du Code de celles-ci, le législateur ne règle pareillement l'étendue de l'effet des autres.

Et les difficultés ne présentent en foule à la sagacité du législateur, pour éviter et remédier à l'inconvénient des lacunes presque inévitables que la loi nouvelle ne laisse que trop ordinairement subsister en remplaçant l'ancienne. Comme ces lacunes ou sont qu'une partie du vide même de la loi abrogée, qu'il est rare du voir d'abord complètement remplacée, il est toujours à craindre d'en voir augmenter le nombre dans la proportion de celui des points importés de l'ancienne loi.

Or, dans le changement de projet de notre législation, cet inconvénient doit être pris d'autant plus en considération, que tous les points et l'ensemble de l'ancien système législatif sont emportés ou ébranlés par la loi nouvelle; car la disposition générale, qui termine le projet de Code, abroge sans exception toutes les lois anciennes, générales ou particulières et locales, dans les matières qui sont l'objet de cet ouvrage, pour être remplacées, pour le surplus, comme usage ancien.

Dès lors disparaît l'édifice des anciennes lois, pour faire place à celui des lois nouvelles; mais ce dernier n'aura pas son complément, qu'il trouve dans les ruines de l'autre, il y aura toujours des rapports entre les deux; entre les lois nouvelles en vigueur et les lois anciennes abrogées, qui néanmoins seront le supplément des premières.

Ces rapports se compliquent aussi et se multiplient, comme les lacunes, à l'infini, au regard à l'infini des points et des matières que l'abrogation a trappés; en égard au contre-coup ressenti par les dispositions mêmes qui n'auraient pas été abrogées, et aux points qui, quoiqu'on en emporte, n'en restent pas moins ébranlés, ou égard encore à l'effet de l'abrogation des lois entièrement ou en partie abolies, et de celles à qui il restera toujours, en tout ou en partie, la force de l'usage; ou égard enfin à la manière dont les dernières lois doivent se lier aux lois nouvelles, pour ne former qu'un même système tendant

au même but, résultat qu'on ne peut pas d'ailleurs attendre de deux dispositions incohérentes et inconciliables qui peuvent se rencontrer dans ce dernier cas.

Ainsi, régler les rapports, combler les lacunes, régulariser les alits compliqués des anciennes et nouvelles lois, suppléer à leur silence, pénétrer leur incohérence; telle est la tâche immense qu'impose le perfectionnement du grand ouvrage de la législation nouvelle. C'est cette tâche que les rédacteurs du projet de Code semblent renvoyer à l'histoire des juges, pour la remplir à mesure qu'ils feront l'application des lois dans les cas particuliers; et telle serait la jurisprudence qu'on entend placer à côté du sanctuaire des lois.

Mais qui ne sent pas d'avance les inconvénients et l'imperfection nécessaire de cette jurisprudence elle-même? Quelle immensité d'objets n'aurait-elle pas à régler et à coordonner au système de législation dont ils font partie? N'ayant d'autre règle que l'arbitraire, à quelle unité, à quel concert, à quel ensemble fédératif s'attendre de la part d'une pareille jurisprudence, ouvrage de tant de juges et de tant de tribunaux, dont l'opinion, ébranlée par les secousses révolutionnaires, serait encore si diversement modifiée? Quel guide prendrait-elle pour conduire ses pas dans ce dédale, si d'ailleurs les principes sur l'interprétation des lois peuvent si facilement égarer? et quel serait enfin le régulateur de cette jurisprudence disparait, qui devrait nécessairement se composer de jugements non sujets à cassation, puisqu'ils ne reposeraient pas sur la base fixe des lois, mais sur des principes indépendants d'équité, sur des usages vagues, sur des idées loquaces, et, pour tout dire en un mot, sur l'arbitraire?

Pour ne pas donner à ce système incomplet les législateurs, ou suppléent aussi l'imperfection et aussi défectueux que paraît l'être une pareille jurisprudence, le législateur pourrait donc tourner ses vues sur son propre ouvrage, pour le compléter lui-même avant que la possibilité soit le permettre. Dans l'exécution du ce plan, il semble que le projet de Code ne devrait être considéré que comme les Institutes du droit français, à l'instar des Institutes de Justinien à l'égard du droit romain. Comme ces dernières, le projet de Code contiendrait les principes généraux du droit, et, pour ainsi dire, le texte des lois. Le commentateur, le développement et les détails sur chaque matière, devraient être l'objet de tout autre ouvrage séparé, comme ils le sont à peu près dans le Code et dans le Digeste du droit romain. Chaque matière recevrait, dans ces traités, des développements suffisants pour diriger le juge dans le détail des discussions particulières; et il serait infiniment plus aisé de lier les parties de l'ouvrage entre elles dans l'unité des principes, et d'en former un tout et un ensemble beaucoup plus complet et plus parfait.

Mais une autre méthode pourrait peut-être, avec beaucoup moins d'efforts, de travail et de secousses, conduire le législateur à un résultat non moins heureux, et plus propre encore à prévenir ou diminuer à la fois les inconvénients inséparables d'un changement de législation, et à concilier en même temps l'unité du système avec la diversité inévitables des habitudes et des conventions particulières.

Il est certain, pour le dire en passant, que la France est un État trop étendu pour que la différence des climats n'exige une ou deux certaines lois que la nature des choses et elle ne se modifient nécessairement. Il est certain aussi



que les habitudes de tant de peuples divers, racé-  
cessivement tenues à la France sous différents  
degrés de latitude, ne peuvent pas se fondre telle-  
ment dans l'unité du caractère national et de la  
loi qui lui est propre, qu'il n'en reste toujours des  
différences et des nuances sensibles, mais légères,  
qui s'appuient sur des usages particuliers.

D'un autre côté, l'unité dans le système légis-  
latif est d'une utilité et d'une nécessité si évidente,  
qu'elle doit être envisagée comme un dogme politi-  
que dont il ne peut pas être permis de s'écarter.  
Mais cette unité n'est pas rompue par ces légères  
différences des dispositions particulières qui, sans  
choquer l'esprit et la règle générale, ne se rap-  
portent qu'à un objet ou intérêt local. Elle peut  
donc se borner à embrasser et comprendre seule-  
ment les dispositions principales et essentielles  
du système, celles qui tendent à un intérêt d'ordre  
général, et qui sont liées au maintien de la loi  
politique.

Ainsi, laisser subsister les différences locales,  
en tout ce qu'elles ont chaque fois l'esprit gé-  
néral, et ramener le reste à l'uniformité; telle  
paraît être la tâche actuelle du législateur.

Pour atteindre en but, faut-il marcher sur les  
autres de l'ancien système? faut-il tout détruire,  
et généraliser les lois anciennes, générales et par-  
ticulières? Ou est-ce qu'on bouleverserait tout,  
cette destruction générale, entre la nécessité  
indispensable de tout recoder, et ce qui doit être  
général et uniforme, et ce qui doit être particu-  
lière et différent. Alors, il faut recomposer un  
corps complet de lois comme il a été dit ci-  
dessus.

Il paraîtrait donc plus simple et plus naturel  
de maintenir l'ancien système, en y dérogeant sur  
les points qui doivent être ramenés à l'unité et à  
l'uniformité, et surtout ceux dont notre nouvelle  
situation politique demande la modification ou la  
réforme.

Quant à ces derniers points, l'ouvrage paraît  
déjà posé à sa perfection dans le livre 1<sup>er</sup> du  
projet de Code, sur l'état des personnes, et dans  
les différentes lois rendues par nos Assemblées  
nationales.

À l'égard des autres points auxquels doivent  
toucher le changement et la réforme nécessités par  
l'unité du système, il semble qu'on ne peut pas  
s'y méprendre, et qu'il n'en se présentait pas en  
si grand nombre. En effet, en laissant de côté  
toutes les dispositions ou principes du droit na-  
turel, appelés la *raison écrite*, dont l'équité évi-  
dente s'allie avec tous les systèmes législatifs,  
sans rien perdre de son indéfectibilité, il ne reste-  
rait précisément que les points de droit ou les  
matières que nous avons appelées plus haut systé-  
matiques parce que leur règle est motée dans  
l'invariable nature que dans la variable combi-  
naison des conventions particulières et générales.

D'après ce qui, qui paraît si simple, les  
matières à traiter dans le nouveau Code ne rédui-  
raient à peu près à la puissance paternelle et aux  
obligations des pères envers les enfants; aux tu-  
telles, minorités et interdits; aux successions  
et aux donations entre-vifs ou à cause de mort;  
aux droits des époux dans les contrats de ma-  
riage, aux hypothèques et aux ventes forcées, et  
aux prescriptions.

Toutes les autres matières pourraient ainsi  
rester à leur place, et avec leur force, dans la  
départ des anciennes lois; et ces lois, soit gé-  
nérales, soit particulières ou locales, continuent  
d'être exécutées comme auparavant, dans tous  
les points généraux ou particuliers auxquels il

n'aurait pas été déroge par la loi nouvelle du  
Code.

On ne croit pas devoir se livrer au détail des  
avantages que cette méthode semblerait promettre;  
mais on observera qu'elle pourrait reunir  
les deux objets d'importance majeure que le légis-  
lateur doit avoir principalement en vue, l'unité  
générale du Code du système avec les conve-  
nances particulières des localités. Ces deux  
grands avantages pourraient même être mieux  
balancés par les inconvénients dont il a été parlé,  
et qui sont inséparables d'un changement total  
dans le système des lois. Ici le changement ne s'opé-  
rant que sur les points indispensables et par voie  
de dérogeation aux lois anciennes, laisserait à leur  
place la plupart des dispositions qu'une aban-  
don générale entraînant, déplace ou bouleverse. Le  
contact des lois anciennes et nouvelles sur un  
nombre de points infiniment moindre, faciliterait  
davantage leur cohérence et leur liaison avec  
beaucoup moins d'efforts, le législateur serait  
plus complet, et la jurisprudence plus certaine.  
La règle ne manquerait pas au juge, et la con-  
vention aux lois aurait un correctif. Au lieu de  
détruire, on ne lesait, pour bien dire, qu'on ré-  
père; et le changement paraîtrait moins assen-  
sionnel qu'une conservation de ce qu'il n'est  
pas nécessaire de détruire, et une amélioration  
de ce qu'il est utile de réformer ou de modifier.

Tel paraît être le mode du Code que résume la  
situation actuelle de la France. On croit le voir  
tracé en entier dans la maxime rappelée dans le  
discours préliminaire du projet, où il est dit  
qu'il est utile de conserver tout ce qu'il n'est pas  
nécessaire de détruire. En effet, les changements  
dans les lois ne sauraient être trop réfléchis, et  
ils ne peuvent être justifiés que par une utilité  
évidente. *Id est non constitutur, dit la loi*  
*remane parée dans les écrits de Platon, endo*  
*debet esse utilitas, ut recedat ab eo pure quod*  
*id est aquum est, est.*

Les commissaires du Tribunal d'appel sont à  
Montpellier, pour les observations sur le projet de  
Code civil.

Signé : HENRI, président; ALBAHEL, SIREY.

#### SUPPLÉMENT

AUX OBSERVATIONS FOURNIES PAR LA COMMISSION  
DU TRIBUNAL D'APPEL DE MONTPELLIER SUR LE  
PROJET DE CODE CIVIL.

- Ce supplément contiendra deux parties : l'une  
concernant un usage ou règlement uniforme à  
établir dans la matière des dots; et l'autre relative  
à certaines dispositions pour compléter le Code  
rural.

#### Sur les dots.

Le mode uniforme des consultations dotales,  
dont on présente ici le plan, n'étant qu'un rap-  
pement aux observations du Tribunal d'appel de  
Montpellier sur le projet de Code civil, on croit  
que le même esprit et les mêmes principes auront  
dicté l'un et l'autre ouvrage.

Les conventions matrimoniales les rendent prin-  
cipalement sur deux objets : la communauté de biens  
entre époux dans le pays de coutume, et la con-  
stitution de dot dans le pays de droit écrit. C'est  
par la convention que l'administration des biens  
de la femme sortait de ses mains pour par-  
venir dans celles du mari, ou par contrat de commu-  
nauté des biens, ou par celui de la constitution  
de dot.

Le projet de Code civil attribue à la loi, dans  
le silence des époux, la forme de la communauté

pour établir entre eux une communauté légale de biens, ou, au contraire, pour que les biens restent libres entre les mains de la femme, elle doit se le réserver par contrat.

On trouve, au contraire, dans les observations du tribunal d'appel de Montpellier, le vœu formellement exprimé du maintien de l'administration des biens dans les mains de la femme, lorsque les époux n'ont rien réglé à cet égard.

Mais, quelque part que le législateur penche, ce point importe, et il restera toujours aux époux la faculté de se constituer des dots. Il leur restera pareillement la liberté d'établir entre eux la communauté de biens, lors même qu'elle ne résulterait pas de leur silence.

Dans tous les cas, le projet de Code civil offrirait néanmoins l'avantage d'un mode uniforme de règlement des biens entre époux, qui effacerait les différences que les diverses coutumes ont multipliées à l'infinit sur ce point. Mais il devrait pareillement offrir le même avantage relativement à un mode général et uniforme de constitutions dotales, auquel pourraient bien rapporter les époux qui se lient par ce genre de contrat ; alors la loi pourvoit aux besoins et aux desirs des deux pays du droit écrit et de coutume.

Le Code ne laisserait rien à désirer au milieu de conventions matrimoniales : il réglerait les deux points les plus importants des familles, et qui sont d'un si grand usage dans la société, il laisserait tout libre à la convention sur les autres points, toutes choses réglées dans lesquelles les époux doivent trouver la plus grande facilité de se la voir entre eux.

Dans le plan qu'on présentera ici d'un mode uniforme de constitution dotale, on suivra l'occasion de tracer quelques règles pourrout l'administration des biens de la femme, qui, n'étant pas dans la communauté et dans la constitution dotale, sont appelés *extra-dotales*. Il est très-heureux qu'on n'en ait point réglé dans le droit de la France resté, pour ainsi dire, sans règle, abandonné à l'arbitraire du juge. On présentera donc quelques dispositions à cet égard, dont le but tend à prévenir les contestations entre mari et femme ou leurs héritiers, et à lever le support des charges du mariage, sans porter atteinte aux droits de l'épouse.

En matière de conventions dotales, et même en pays de droit écrit, on distingue principalement la constitution, l'administration et la restitution de la dot. On traitera dans quelque explication sur certaines dispositions systématiques relatives à chacun de ces trois points, et qui sont traitées dans le projet de loi ci-après.

Dans la constitution de la dot, la disposition du projet qui doit fixer la plus l'attention est l'obligation de doter, qui est imposée non-seulement aux pères et ascendants paternels, même subalternement à la mère, aux ascendants maternels, ainsi qu'aux frères aînés de la sœur pauvre.

Autrefois, entretenir et élever les enfants selon leurs facultés, est la seule tâche que le projet de Code impose aux époux ; mais l'établissement par mariage ou autrement, n'est pas dans cette obligation. Dans les observations du tribunal de Montpellier, on a réclamé contre cette limitation du devoir paternel. On a cru ici devoir rétablir ce point des droits de la nature. La loi du mariage ou l'art ne saurait être à la loi pollinique, et l'intérêt des mœurs le commande au législateur.

La condition des pères n'est pas aggravée par la loi congrue qu'ils seraient tenus de fournir à

leurs filles : c'est exiger de leur tendresse le simple tribut de leurs facultés ; c'est exiger d'eux le capital des aliments et goûters qu'ils ressortiront de fournir à la fille qu'ils ont eue. Si, chez les premiers peuples polaires, le frère aîné a fourni les aliments au frère pauvre, pourra-t-il refuser à sa sœur indigente une dot représentant ces mêmes aliments, qui met fin à cette obligation, et qui peut faire le bonheur de celle qui lui tient de sa prière ?

Par ces devoirs et par ces droits réciproques, le lien des familles est la plus grande force chez les Romains, et le nerf de l'État n'en avait que plus de vigueur.

Dans quel moment et dans quel abandon mutuel le projet de Code ne laisserait-il pas les pères, les enfants et les frères, lorsque ceux-ci seraient parvenus à un certain âge ? Tous les rapports de famille seraient faits en eux, pour ainsi dire, à la majorité. Les garçons resteraient sans état, et les filles sans se marier. Quel désordre !...

La non-révocation de la dot par survivance d'enfant, est aussi une autre disposition du projet présentée dans ce supplément, qui pourrait donner lieu à quelque explication ; mais comme elle se trouve confirmée aux principes adoptés par le projet du Code civil, il serait inutile de justifier les motifs qui l'ont déterminée, et qui ne peuvent être que ceux des notions de loi congrue.

Quant à la règle des biens dotaux, on se rapportant aux observations précédentes, on s'est fixé les aux cas de séparation de corps et de biens, ou de biens simplement, pour doter cette règle aux mariages dans ce cas, et pour régler la loi de rétro, ou pour la confirmer à la femme.

La conservation de la dot a été déterminée encore ici une autre précaution, celle d'accorder à la femme un privilège efficace contre les poursuites des créanciers moins privilégiés ou postérieurs à elle, qui procéderaient par saisie sur les biens du mari. Quoique ce privilège soit exorbitant, en ce qu'il tend à faire succéder à la femme la saisie de ses biens et à l'indignité des biens qui se sont fait, il ne faut pas oublier l'effort des droits antérieurs ou plus privilégiés de la femme, ne dérangeant en cause des formalités et des longueurs des ventes forcées et des distributions de prix, et en lui procurant sur sa dot le gain des biens qu'elle a et dont elle se charge à l'estimation. Ce qu'elle obtient d'abord contre le créancier poursuivant, elle l'obtient également pour lui, lors de la distribution du prix, après la vente forcée des biens de son mari. Jamais l'efficacité d'un pareil privilège ne lui peut nuire aux femmes pour la conservation de leurs dots que dans le système des nouvelles lois projetées, ainsi qu'il est établi dans les observations du tribunal, dont il a été parlé, et auxquelles on se réfère.

Parmi les dispositions relatives à la restitution de la dot après la mort du mari, celle du projet ci-après, qui fixe à une année le terme de cette restitution lorsque le dot est en argent ou en effets mobiliers, paraît être de toute convenance, si elle n'était pas d'ailleurs recommandée par l'équité. Les héritiers proches directs du mari ne sont pas devenus certainement étrangers à sa veuve, pour qu'elle ne doive pas à cet égard de quelque inconvénient d'un autre côté, en ce qu'il n'est pas nécessaire pour pouvoir effectuer,

sans grand inconvénient, la restitution à la fois d'une somme considérable reçue pour l'ordinaire en différents paiements? Enfin, si la veuve est nommée et entraînée sur les biens du mari pendant l'année du deuil, il n'y a pas de nécessité pour elle d'être, pendant cet intervalle, remboursée de sa dot; et les biens du mari auraient trop à souffrir, s'ils devaient suffire à la fois à cette double obligation.

La nécessité d'une restitution de dot sans délai aurait autant d'inconvénient que la prompte expulsion de la veuve de la maison du son mari blesserait toutes les convenances. La mort du mari serait une trop réelle catastrophe, si elle changeait ainsi tout à coup les rapports et les habitudes domestiques de sa famille en relations hostiles. C'est dans la propre maison du mari que sa veuve doit le pleurer et y puiser des consolations; c'est là qu'elle doit être nourrie et entretenue pendant ce temps du deuil. La loi civile présume encore peinte ce temps la durée du mariage, elle prohibe le convol en secondes noces; et nos auteurs doivent s'applaudir de la décence et de l'humanité qui éclatent dans de pareilles dispositions.

Mais la jouissance entière des biens du mari, qui, par le présent projet, serait accordée à la veuve après l'année du deuil jusqu'à son parfait remboursement de la dot, peut-elle se concilier avec les principes de justice et avec les droits des héritiers du mari? Quoique ce privilège paraisse extraordinaire et exorbitant, il n'en est pas moins utilement en vigueur, sous différentes dénominations, dans la plupart des pays de coutumes méridionales, où la loi politique a eu principalement en vue l'intérêt des dots. Entraînée par cette puissante considération et par la faveur des mariages qui en est la base, la loi pourrait ne pas s'être arrêtée aux convenances particulières ni à la rigueur d'une exacte justice, pour se livrer à ces vues d'ordre et d'intérêt général auxquelles sont attachés si puissamment la conservation des dots et la faveur des mariages. Mais non... l'équité même et l'exacte justice sanctionnent pareillement cette disposition.

Si la veuve est une créancière privilégiée sur les biens de son mari, dont elle jouissait en quelque façon pendant l'union conjugale. Quoi de plus naturel qu'à l'exemple du créancier ordinaire, elle continue, pour ainsi dire, la jouissance de ces biens jusqu'à son remboursement? Son débiteur est constitué en demeure depuis un an. C'est sa faute si l'exécution de ses engagements le prive de la jouissance de ses biens. Il ne dépendrait pas ainsi de la veuve de parvenir au remboursement de sa dot, si, dénuée d'un pareil privilège, elle devait l'attendre de la volonté des héritiers du mari, ou du ministère lent, dispendieux et quelquefois tardif de la justice.

Enfin, la jouissance provisoire de la veuve devient le plus souvent un benefit pour ses propres enfants, pour les héritiers du mari et pour le reste de la famille. Son obligation de pourvoir à leurs besoins, et l'habitude de vivre ensemble, leur laissent moins sentir la perte de leur chef; et une prompte restitution de la dot ne nécessite pas leur séparation ni le démemberement du patrimoine qui les fait vivre tous.

C'est ainsi qu'on croit pourvoir aux intérêts de la veuve qui est dotée. Celle qui ne l'est pas ou presque pas, ou qui est devenue indotée sans sa faute, tandis que son mari riche a lui-même fait fortune pour légalier, sera-t-elle abandonnée par la loi à son malheureux sort? On reproduit dans le

projet de loi ci-après tracé, la bienfaisante disposition de la loi romaine qui, en pareil cas, accorde à la veuve la quarte ou une portion virile en usufruit ou en propriété, selon le cas, sur les biens de son mari. Cette quarte de commodité, qui est réciproquement accordée aux deux époux, est un monument de la bienfaisance et de l'humanité des anciens législateurs; pourrions-nous être moins humains ou moins bienfaisants dans ce siècle, où ces vertus sont si précieuses? Mais une autre vue politique justifie mieux encore la sagesse des Romains, qui n'ont si bien fait tourner au faveur des mariages le secours accordé au malheur. Le projet de Code n'offre rien, dans la disposition de la loi, qui puisse favoriser l'union conjugale. Les libéralités des époux dépendent uniquement de leur volonté, s'augmentent et incertaines; et la mort peut anéantir jusqu'aux plus petites traces de leurs anciens rapports.

Enfin, on s'est approprié, dans le même projet, une autre disposition bienfaisante que la législation romaine peut fournir au Code français. C'est ce qu'on appelle le bénéfice de compétence accordé au mari pauvre qui ne peut faire la restitution de la dot de sa défunte épouse sans rester exposé aux cruautés attentées de l'indigence; faveur également accordée à tous ceux à qui les engagements de la dot deviennent onéreux à ce point. Ces ménagements dérivent aussi de la même source d'humanité et de bienfaisance, de morale et de politique, qui sont les éléments d'une législation dont la haute sagesse honore l'esprit humain. Autant les lois romaines montraient de rigueur contre les débauchés ordinaires, autant elles usaient d'indulgence à l'égard des maris et des donateurs exposés à la misère et à la pauvreté par suite de l'exécution de leurs engagements; elles ne voulaient pas que les uns fussent réduits à l'indigence par les héritiers d'une épouse qu'ils avaient choisie pour leur bonheur, et que les autres restassent victimes de leur bienfaisance, sans ressentir aucun effet d'un juste retour.

Telles sont les dispositions auxquelles on n'a eu besoin de donner quelques développements. Comme elles tiennent à la partie systématique du Code, les motifs qui doivent les faire adopter ou rejeter prêtent sans doute davantage à la discussion; quant aux autres dispositions moins importantes qui les accompagnent dans le projet tracé ci-après, on pense que l'équité, la convenance ou la justice, s'y montrent trop évidemment, pour qu'il soit nécessaire de les y faire percevoir à l'aide du commentaire.

Il restait à prévenir le reproche qu'on pourrait faire sur les détails auxquels on s'est livré dans le plan des dispositions concernant la matière des dots. Il est cette vue, on observera que, ce reproche serait-il fondé, il en resterait toujours moins de retrancher que d'ajouter. Quelle que soit l'utilité des matières dans l'administration de la loi et dans l'usufruit, les règles ne sont pas exactement les mêmes, et l'on ne peut guère, en parlant des biens dotaux, qu'en rapporter aux dispositions relatives aux biens soumis à l'usufruit; d'ailleurs un code de lois est moins un exposé de principes qu'un recueil de faits; son but est plutôt de prévenir que de dériver les contestations, l'abstraction des principes n'empêche que le doute et l'incertitude; le seul détail des cas peut les dissiper ou les prévenir; aussi, dans le projet de loi ci-après, on n'a eu besoin de tracer la règle à côté de l'exception, et présenter les cas parmi les circonstances plus ou moins essentielles qui les accompagnent. L'expérience n'a que trop appris com-

bien le défaut d'explication dans les lois est une source intarissable de procès. Le ministère du juge qui lui applique n'est pas l'art de deviner.

**PROJET DE LOI SUR LA DOT.**

*De la constitution de la dot.*

Art. 1<sup>er</sup>. Si, par une convention expresse, il est promis ou donné quelque chose au futur époux ou au mari pour ou pour pendant le mariage, afin d'en supporter les charges, ces biens constituent une dot, dont le mari a la jouissance et la femme la propriété; celle-ci est constituée, administrée et restituée mari et de la manière que les parties contractantes ou convenues, ou, à défaut, d'après les règles qui seront fixées ci-après.

2. Il y a des cas où l'un ou l'autre des époux a eu, avant le mariage, des biens acquis ou mari sans aucune convention, comme lorsqu'il a été légué quelque chose à la femme pour l'usage de dot, ou qui est payable lors de son mariage, et lorsqu'elle n'est soumise à de secondes nocces sans rien convenir; cas auquel elle est censée apporter à son second mari la même dot qu'elle avait constituée à son premier époux, à moins qu'il n'y ait eu convention contraire.

3. Le mariage peut être contracté sans dot; il est libre à la fille qui se marie de ne point se constituer en dot ses biens, quelques considérables qu'ils soient, et en quoi qu'elle consent; elle peut aussi en constituer une partie et garder les autres; les constitutions de dot à son mari et au mari ne réservent point les biens non constitués en dot en dehors de la dot; mais la femme a la propriété et la jouissance, et le mari n'en a l'administration qu'autant qu'elle veut la lui permettre.

4. Toute personne qui a la libre disposition de son bien, peut valablement constituer une dot à la fille ou femme qui se marie; la fille elle-même si elle a du bien, ses père, mère, frères, oncles, tantes, neveux, et toutes autres personnes, même étrangères, ont une pleine liberté de doter.

5. La fille mineure a besoin d'un conseil pour apporter ses biens immobiliers en dot à son mari, ainsi que le mineur qui vend la dot, et celui-ci doit en outre être autorisé en justice, avec connaissance de cause, et d'après une raison légitime.

6. La dot légitimement constituée, même par un mineur, n'est point révoquée par la survenance des enfants du mariage; mais le retraitement pour satisfaire leur légitime en cas d'insuffisance des restants biens de leur père, à l'époque de la mort de celui-ci, ou pour la constitution des dots à l'époque de cet établissement des enfants.

7. Si la dot constituée aux filles par leurs père et mère est insuffisante par rapport à la légitime des autres enfants, elle est pareillement sujette à retranchement du vivant même du mari, quoiqu'elle consiste en argent consommé à la bonne foi, ou en biens-loués dont le mari aurait joui pendant trente années, quoique la fille ait renoncé, en vue de cette dot, aux successions de ses père et mère, et qu'après la loi du mari lui ait pas insuffisance dès le commencement, et qu'elle le fait intervenir après par l'exécution; ce qui sera également observé dans le cas mentionné en l'article précédent.

8. C'est une obligation pour le père de marier ses filles dès qu'elles trouvent un parti convenable, ainsi que de leur constituer une dot selon la portée de ses biens et le nombre de ses enfants, laquelle ne puisse pas être moindre que le montant de leurs droits légitimes, réduits néanmoins à un taux moindre que celui des droits successoraux actuels, et dont le parent en diffé-

rente termes soit moins onéreux pour le débiteur de la dot. Cette obligation du père n'est pas, lors même que la fille serait riche, qu'elle aurait des biens maternels ou autres en son propre, ou qu'elle serait dotée par un parent ou un étranger, à moins que la dot ne soit donnée à la charge du père.

9. Au défaut des biens du père, l'aïeul, et successivement les autres ascendants paternels, sont tenus de constituer la dot à leurs petites-filles, soit que le père vive encore ou qu'il soit mort.

10. Le père ne peut pas se dispenser de doter sa fille qui se marie contre son gré, pourvu qu'elle ait atteint l'âge de la majorité, avant de se marier, son consentement par trois sommations respectueuses. La fille peut injustement se marier à qui bon lui semble et demander sa dot; si le père ne répond rien à ces sommations; si, au contraire, le père déclare ne point consentir à ce mariage à cause de l'indignité du mari, le tribunal devra régler les parties et sur le mariage et sur la dot.

11. Si la fille est mineure, le père peut refuser absolument son consentement, sans donner les raisons de son refus, et il n'est point tenu de lui restituer la dot.

12. Néanmoins, lorsque la fille mineure trouve un parti honorable, approuvé par ses parents les plus proches, et que le seul père n'approuve par pur caprice ou par un surd intérêt, ou peut supprimer ou refuser injuste du père ou de la mère par l'autorité de la justice, ou assemblant les plus proches parents de la fille devant lesquels se présente tout autre pour débiter sur le parti qui se présente; et si l'acte est approuvé par le plus grand nombre des parents, le père est tenu de donner les raisons qu'il a pour ne pas y consentir; le tribunal les examine; et si ne les trouve pas fondées, il autorise la fille à contracter son mariage, du consentement de ses parents, malgré le refus injuste du père ou de la mère; et, dans ce cas, ces derniers ne sont pas tenus, chacun en ce qui le concerne, de fournir une dot convenable.

13. Lorsque le père et les ascendants paternels n'ont pas de quoi fournir la dot, et que la fille n'a aucun bien en propre dont elle puisse se doter, la mère est tenue subsidiairement de doter la fille; et à défaut des biens de la mère, les autres ascendants maternels en sont tenus aussi subsidiairement. Si l'aïeul concourt avec l'aïeule, la dot sera prise plutôt sur les biens de l'aïeul tant paternel que maternel; mais dans le concours de la mère et de l'aïeule paternelle, l'obligation de celle-ci passe avant celle de l'autre.

14. Le frère riche est tenu aussi de doter de ses propres biens sa sœur pauvre et consanguine qui est pauvre, et qui n'a pas de dotée des biens des ascendants paternels ou maternels, sans que cette obligation puisse passer aux autres collatéraux, quoique riches qu'ils soient.

15. Le père, les ascendants paternels et leurs héritiers, sont en outre tenus de constituer une seconde dot à la fille, si la première a été perdue par cas fortuit, par l'extinction des biens du mari, et surtout par leur faute et leur négligence à pourvoir à la sûreté de leur première dot.

16. La mère et le frère riches, qui sont tenus de fournir les aliments à la fille pauvre qui a perdu sa dot, ou à la sœur pauvre qui n'a pas de quoi se doter ni de quoi vivre, sont tenus pareillement, savoir : la mère, de constituer une seconde dot à la fille; et le frère aîné, une première dot à sa sœur, en égard au capital des aliments qui pourraient leur être taxés, pourvu que

l'établissement de la fille ou de la sœur soit jugé avantageux, et que la mère ou le frère ultérieurement soient pu recouvrer les commodités, d'après l'avis des proches parents.

17. Si le père, en constituant la dot à sa fille, a expressément marqué ce qu'il donnait de son, ou si qu'il donnait des biens de sa femme ou de sa fille, qui étant présentes n'y a réclamation pas, il faut s'en tenir à la lettre de cette disposition; mais si la dot de la fille, à prendre sur les biens du père, n'est pas convenue ou convenable, elle pourra être en supplément.

18. Lorsque le père, après le décès de la mère, dote sa fille de ses biens propres et des biens tant paternels que maternels sans rien individuer, il est censé avoir doté d'abord sur les biens de la fille, ensuite sur les biens de la mère, s'ils sont certains, et enfin sur ses biens propres, lesquels, dans tous les cas, doivent fournir une dot convenable. Si la mère est en vie, ou si ses biens sont incertains, le père n'est censé avoir doté alors que sur les biens de sa fille, et ensuite sur ses biens.

19. Si c'est la mère qui, possédant des biens de la fille et de son mari, a doté la fille de ses biens propres, et des biens tant paternels que maternels sans rien individuer, la dot se prend aussi d'abord sur les biens de la fille, et le surplus doit être pris par moitié sur chacun des biens du père et de la mère. Il en est de même à l'égard du frère et de la sœur qui constituent aussi la dot à une fille; et si c'est la mère, les frères ou un étranger, qui dotent tous ensemble, la dot doit être prise par égales portions sur les biens de chacun des constituants.

20. Si la dot constituée aux filles n'égale pas le montant de leurs droits légitimes paternels, elles pourront agir en supplément, du vivant même de leur père, constituant toute reconnaissance aux biens paternels qu'elles pourront faire; si l'insuffisance de leur dot provient de l'augmentation des biens paternels après leur mariage, leur demande en supplément de légitime ne pourra avoir lieu qu'après la mort du père.

21. La reconnaissance aux droits ou biens paternels ou maternels, faite par les filles en acceptant leurs dots, ne sera d'aucun effet, si elle donne lieu à une lésion du tiers au quart, et si elle se rapporte à des droits ou à des successions à échoir dont les filles n'auront aucune connaissance.

22. On peut faire sur la dot toutes sortes de conventions, pourvu qu'elles ne diminuent aucune attache à ses privilèges et à la sûreté en déterminant sa constitution, et pourvu qu'elles ne soient pas contraires à l'essence du contrat, quoique d'ailleurs ils tendent à détériorer la condition de la dot.

23. Si c'est un étranger qui constitue la dot il lui est permis d'y mettre tous les pactes qu'il trouvera convenables, pourvu qu'ils ne soient pas contraires à l'essence du contrat, quoique d'ailleurs ils tendent à détériorer la condition de la dot.

24. En matière de dots, les parties sont toujours censées avoir contracté sous l'hypothèque générale de leurs biens; sans néanmoins que cette hypothèque puisse avoir la préférence sur les autres hypothèques antérieures et expresses, tant pour le paiement que pour la restitution de la dot.

25. Toute constitution de dot emporte avec elle la condition que le mariage en soit l'effet; en sorte que la dot ne peut être exigée qu'après le mariage, et qu'elle doit être restituée lorsque le

mariage est dissous, annulé ou résilié pendant la vie des conjoints; s'il n'a pas été contenu de l'acte du paiement de la dot, le mari peut d'abord agir après le mariage; et de même, quoiqu'il n'ait été rien dit sur la restitution de la dot, le mari ne doit pas mériter la restituer dans tous les cas auxquels cette restitution peut avoir lieu.

26. Quant au donaire préfix ou contraire, la libéralité que fait le mari à la femme pour prix de sa vertu, l'engagement dotal fait en faveur de la femme, le statut de survie qui est stipulé sur les biens du prédecesseur en faveur du survivant des deux époux; tous dons mutuels, même d'usage ou d'une valeur inférieure, et autres libéralités qu'ils sont dans l'usage de se faire dans un contrat de mariage, seront réglés ainsi et de la manière que les parties en conviendront, sans qu'aucun usage ou coutume puisse exercer de servitude sur son empire à cet égard.

27. Après que la dot a été constituée et que tous les pactes de mariage ont été faits et réglés en acte public, il n'est pas permis d'y déroger par des contre-lettres, ni de quelque manière que ce soit; tout changement ou dérogation étant de nul effet.

28. Ceux qui constituent une dot, soit en deniers ou en biens-fonds, ou d'autre nature, ne peuvent plus disposer de ce qu'ils ont donné comme promis; et dès que le fonds dotal est évincé, le garant est tenu au remboursement de tous les cas et contre toutes personnes qui ont constitué la dot. Il en est de même à l'égard des dettes liées et autres choses constituées en dot.

29. Dans le cas d'éviction du fonds dotal, le mari peut exiger qu'il lui en soit donné un autre, d'une égale valeur et qualité, s'il est au pouvoir de la personne qui doit lui fournir l'éviction; autrement, il lui sera payé le prix actuel du fonds évincé, avec les dommages qu'il souffre par cette perte.

30. Si le fonds évincé avait été, lorsqu'il fut constitué en dot, simplement estimé sans devenir l'objet d'une vente, et s'il eût ensuite augmenté la valeur autrement que par l'industrie du mari, le surplus ou l'augmentation du prix tournera au profit de la femme.

#### De l'administration de la dot.

31. Le mari a l'administration et la jouissance du bien dotal; il peut agir en justice ou avec la femme pour recouvrer la dot, contre tous débiteurs ou détenteurs. Néanmoins la femme peut aussi exercer les droits en actions qui en dépendent, non-seulement quand elle est séparée, pourvu qu'en ce dernier cas le mari y consente et qu'il l'autorise, ou qu'à son refus elle soit autorisée en justice.

32. Si la dot n'est pas payée après le mariage ou au terme convenu, les intérêts courent en faveur du mari avant d'en faire la demande, et dès le jour qu'il a pu l'exiger. Il peut aussi stipuler de plus gros intérêts et accepter des biens-fonds en nantissement, dont les fruits excèdent les intérêts ordinaires du capital de la dot, sans que l'exécution puisse être impâtée sur ce même capital tant que dure le mariage.

33. Lorsque la dot consiste en argent comptant, dès que le mari la reçoit, il peut en faire ce qu'il bon lui semble, et il n'est tenu qu'à la restituer en son état.

34. Si la dot consiste en quelques biens-fonds dont l'estimation ou la pression en fasse une vente en faveur du mari, celui-ci n'est tenu, envers la femme, qu'à la seule restitution du prix unifié

les biens-fonds ont été estimés ou cédés : il peut disposer de ces fonds en vain malice, à ses risques et à ses avantages.

32. Si les fonds ont été acquis inofficiés, ou si l'estimation ou la cession qui en a été faite ne caractérise pas la vente en faveur du mari, celui-ci n'en est pas le propriétaire, mais seulement l'administrateur ou l'usufruitier. Il doit en avoir le soin d'un bon père de famille, ne percevoir les fruits sans en rendre compte, et il n'est responsable que des détériorations ou dépensements qui regardent le fonds ou le substance de la chose, sans égard aux cas fortuits. Il doit, en outre, supporter en propre toutes les dépenses et charges ordinaires qui concernent l'entretien des fonds et la perception des fruits.

L'estimation des biens d'usufruit ou d'usufruitier former une vente et transfert au mari la propriété, car lorsqu'il sera stipulé que le mari ne sera tenu qu'à la restitution du prix ou de la valeur de la chose estimée, dans les autres cas, l'estimation ne sera censée faite que pour connaître le montant du lu dot.

37. Le fonds que le mari acquiert des deniers de la dot n'est pas dotal, mais il est propre au mari; à moins qu'il n'en ait fait l'acquisition pour la dot et du consentement de celle-ci.

38. Lorsque la femme apporte en dot des droits universels ou de corps héréditaires, le mari doit être chargé en détail par nombre, poids et mesure, de l'argent monnayé et des denrées, pour être tenu, lors de la restitution du lu dot, d'en restituer la valeur suivant le prix qu'elles ont lorsqu'il les reçoit : ou d'en restituer tout autant de la même qualité, et pour en rapporter la prime si elle survient.

39. À l'égard de l'argent ouvré, des bijoux, des habits, linge, ameublements, ustensiles, et des cabaux ou bestiaux, si ces choses sont données en dot au mari, estimées à une certaine valeur, leur détermination ou leur perte contre leur profit regardant ce dernier, qui sera tenu de rendre le prix de celles même de ces choses que la femme aura employées pour son propre usage, ou qui auront été sans sa faute; mais si les choses sont données sans estimation, le mari ne doit en répondre qu'autant qu'il les aurait rendues, et il doit seulement restituer ce qui n'aurait pas été consommé par l'usage, dans le même état où il l'aurait trouvé après en avoir usé comme un usufruitier.

40. Quant aux bestiaux qui composent un troupeau non estimé, le mari doit les entretenir, et substituer du crail à la place des bêtes mortes, pour les rendre et restituer, en son cas et lieu, au même état qu'il les a trouvés. Si cependant le troupeau périssait par cas fortuit et sans sa faute, il ne serait pas tenu de le remplacer.

41. Par la corrélation dotal, toutes les actions actives et passives passent au mari du plein droit; en sorte que c'est à lui à veiller à la conservation de tous les droits dépendants de la dot et à la rentrée des dettes créées. Il est responsable de ce qu'il laisse perdre ou prescrire, ainsi que de l'insolvabilité des débiteurs survenant pendant le mariage, et y a de la négligence de sa part de n'avoir pas exigé d'eux ce qu'ils devaient.

42. La prescription d'un fonds ou d'un droit dépendant de la dot, déjà commencée, et qui s'accomplit pendant le mariage, peut être valablement opposée contre la femme; sauf son action contre les biens de son mari, si la prescription s'est accomplie après avoir laissé au mari un temps suffisant pour prendre connaissance des droits de sa femme pour agir.

43. La prescription du fonds dotal ne peut pas avoir lieu, si elle n'a commencé qu'après que le mariage a été contracté, le mari n'ayant pu aliéner ni par conséquent laisser prescrire son fonds.

44. La prescription des dettes dotal fondées sur la présomption du paiement, elle peut être opposée aussi directement à la femme qui a apporté des dettes actives en dot, et qui son mari a laissé prescrire; sauf son recours contre le mari, s'il y a de sa faute ou de sa négligence.

45. Le mari peut aussi prescrire, à son tour, un bien-fonds d'autrui qui lui a été apporté en dot, ou quelque dette passive qu'on a négligé de lui demander : mais cette prescription tourne au profit de la femme, excepté la prescription des dettes que le mari doit payer sans répétition, laquelle tourne à son propre avantage.

46. Le fonds dotal avant être restitué en nature par le mari, celui-ci ne peut le vendre, l'aliéner ni l'hypothéquer, même avec le consentement de la femme, à moins qu'il n'y soit autorisé ou justifié à son connaissance de cause, dans les cas seulement du paiement des propres d'été de la femme, des réparations nécessaires aux restants biens de celle-ci, pour subvenir aux pressants besoins de la famille, et pour son propre rachat de captivité ou des prisonniers et de celui d'être tenu pour crime au même pour dettes civiles.

47. Si la femme n'a pas de biens extradotiaux, ou si elle ne fait pas un négoce à part et du consentement de son mari, les acquisitions qu'elle peut faire tournent au profit et à l'avantage de ce dernier.

48. La femme est censée permettre à son mari la régie de ses biens extradotiaux, dès lors qu'elle en a connaissance, sans en réclamer; et dans ce cas, le mari n'est pas tenu de rendre compte des fruits qu'il en retire, lorsqu'ils sont employés aux besoins communs de la famille.

49. Le mari ne sera responsable des fruits des biens extradotiaux que lorsqu'il les aura perçus contre la volonté expresse de la femme, ou du consentement de celle-ci, avec la charge d'en rendre compte, ou lorsqu'il en aura profité et en sera devenu plus riche en son particulier par des acquisitions faites par échange de ses mêmes biens, ou par des achats en provenant évidemment.

50. Dans tous les cas, la femme n'est censée permettre à son mari la perception des fruits des biens extradotiaux, qu'à la charge de les imputer sur les améliorations, ou de les compenser avec les dépenses qu'elle en fait.

51. Le régime d'administration des biens dotaux est délégué aux mariages dans les cas de séparation de corps et de biens, ou de l'un seulement, et en cas de nullité ou de dissolution des mariages; tous lesquels cas sont déterminés par la loi.

52. La séparation de biens peut avoir lieu quand le mari est prodigue ou dissipateur, ou quand il commence à faire mal ses affaires, en sorte qu'il y ait du danger que la femme en perde sa dot; il y a lieu alors à priver le mari de la régie et administration des biens et des dotaux pour les confier à la femme, ou pour mettre sa dot en sûreté.

53. On met la dot en sûreté, en mettant les biens-fonds au pouvoir d'un séquestre pour les régir et en avoir soin; et si la dot consiste en argent, ou en plus ou moins d'argent qui est pris sur les biens du mari, être un marchand, banquier ou autre personne solvable, pour le représenter à la femme ou à ses héritiers, le cas échéant de la vraie restitution du lu dot; mais en attendant,

les fruits des biens dotaux ou les intérêts de l'argent placé doivent être employés au support des charges du mariage.

54. La séparation même de biens, et la précaution de mettre la dot en sûreté, doivent être ordonnées en justice et avec connaissance de cause, après des preuves suffisantes.

55. Pour la conservation de la dot et autres biens dotaux, le femme peut aussi venir en opposition aux sautes et ventes des biens de son mari qui sont ordonnées par les créanciers de ce dernier, en demandant l'adjudication de ces mêmes biens, qui lui sera accordée jusqu'à concurrence de sa dot et de ses autres biens; l'estimation de leur valeur préalablement faite avec les créanciers saisissants, qui se pourrout poursuivre pour leurs créances que la vente des autres biens, s'il en reste.

56. La femme ayant ainsi obtenu la mainlevée de la saisie des biens de son mari, ces biens restent à ce dernier pour servir à la sûreté de la dot et au support des charges du mariage; et elle peut former l'opposition mentionnée en l'article précédent, dans le cas même où le mari est solvable, et qu'il a de quoi payer la dot et les créanciers qui pourrout en la vente de ses biens.

57. Pour que l'opposition de la femme puisse être fondée, il faut 1<sup>o</sup> qu'il conste qu'elle a constitué une dot à son mari, et que cette dot lui a été payée en argent ou en effets mobiliers qui ont été vendus; 2<sup>o</sup> que la créance de la femme pour sa dot et ses dotaux soit antérieure au plus privilégiée que celle du créancier saisissant; 3<sup>o</sup> que le mari n'ait pas elle-même intervenu et n'ait point part à l'obligation pour le paiement de laquelle les biens de son mari sont saisis.

58. Quoique la femme ne puisse pas valablement s'obliger, même du consentement et avec son mari, elle n'est pas moins liée par les contrats qui ont tourné à son avantage, et son obligation subsiste jusqu'à concurrence du profit qu'elle en a retiré.

#### *Restitution de la dot.*

59. La dot doit être restituée après la dissolution du mariage qui arrive par la mort de l'un ou de l'autre des époux, ou par divorce.

60. Pour qu'il puisse y avoir lieu à la restitution de la dot, il faut qu'il conste, par des quittances, qu'elle a été réellement comprise.

61. La quittance de la dot, faite dans les parties mêmes du mariage ou après, ne peut être attaquée par la preuve testimoniale, si elle contient la reconnaissance réelle; mais si on y déclare avoir reçu de l'argent à volonté, le mari ou ses héritiers peuvent prouver, même par témoins, que la dot n'a pas été comprise, pourvu qu'ils aient un bon commencement de preuve par écrit.

62. Si la quittance a été faite par le mari pendant le mariage, sans qu'il ait précédé aucun pacte ni promesse de dot, sans qu'il y soit fait mention de la réelle numération, ou qu'il puisse compter par de fortes présomptions ou par des faits probables que le mari a vraiment reçu la somme portée dans la quittance, alors cette quittance tient lieu de donation à cause de mort, et si le mari meurt le premier sans l'avoir révoquée, la femme peut réclamer cette libéralité des héritiers du mari.

63. En disposition de l'article précédent a lieu aussi pour le cas où le mari fait quittance à la femme, pendant le mariage, d'une plus grande somme que celle qui avait été précédemment constituée en dot.

64. Les créanciers peuvent employer la preuve

testimoniale pour imputer les quittances douteuses comme annulées et frauduleuses, surtout si elle ont été faites dans un temps auquel le mari commençait à faire mal ses affaires, à devenir insolvable, ou était près de faire cessation de biens.

65. Après la mort du mari, ses héritiers ont une année de temps pour faire la restitution de la dot, si elle consiste en meubles ou immeubles, en denrées et reliques, ou en argent comptant; mais les immeubles doivent être restitués sans délai.

66. L'année de cette première année de la mort du mari, la femme doit être entretenue de tous les aliments nécessaires à la vie et de tous autres objets de nourriture qu'elle soit nourrie et habillée de dent en dent l'état et condition de son défunt mari, sans qu'elle paraisse avoir changé d'état, et sans avoir égard, pour la taxe de ses aliments, à la portée des biens, ni au nombre des alimentaires, mais à ce dont la femme a besoin pendant cette année pour vivre décemment comme veuve de mari qu'elle a perdu.

67. Après la mort de son mari, la femme est censée posséder de plein droit tous ses biens et boirre; mais à la charge de rendre compte de fruits par elle retirés pendant la première année de distraction faite des dépenses et charges ordinaires, de ses aliments et habillements de dent, ainsi que de ceux de toute la famille et des domestiques.

68. Après la première année de la mort de son mari, le femme acquiert irrévocablement les fruits des biens et successions de ce dernier, si elle est tenue d'acquiescer, sans répétition, les dépenses et charges ordinaires et annuelles, ainsi celles de la nourriture et entretien de la famille, et, avec répétition, toutes dettes et dépenses extraordinaires qui affectent la propriété des biens; jusqu'à ce qu'elle soit entièrement satisfaite de sa dot et autres avantages matrimoniaux, quoique ces fruits excèdent de beaucoup les intérêts de la dot.

69. La disposition des deux articles précédents n'a pas dépendant lieu quant au cas où la veuve prendra l'inventaire, dans les deux mois après la mort de son mari, de tous les biens qui composent sa succession, sans quoi elle sera privée de la possession et jouissance desdits biens.

70. Elle ne pourra pas pareillement jouir de ce bénéfice, si elle est indolente, ou si elle a eu ou donné ni autre autre avantage nuptial à prétendre sur les biens de son mari, ou si elle n'a porté sa dot que des biens meubles ou immeubles qui ne doivent pas être restitués en argent, mais en nature.

71. La veuve qui n'a pas joui des biens de son mari, et à qui on ne rend pas la dot aux termes convenus ou réglés par la loi, peut exiger les fruits ou les intérêts depuis le jour de l'échéance.

72. Si le mariage a été contracté sans dot ou avec, ou si, par événement et non par sa faute, la femme est restée indolente ou insuffisamment dotée, et qu'elle n'a pas d'enfants de quoi vivre, tandis que son mari sera riche, elle succédera celui-ci avec les enfants communs ou issus d'un autre mariage, en la quatrième partie des biens, s'il n'y a pas plus de trois enfants; et s'il y en a davantage, elle succédera en sa portion légitime tout en usufruit, à moins que les enfants ne viennent à décider ou qu'il n'en existe point, auxquels cas elle aura la quatrième en propriété et ce qui est disposé à l'égard de la femme pauvre, aura lieu aussi en faveur du mari pauvre sur les biens de sa femme riche précédente.

73. Ne sera point valable toute convention qui

tradrait à priver la femme de la restitution de la dot, le cas échéant, ou à retarder le terme de sa restitution fixé par la loi; et puicr il pouvait produire d'effort qu'à l'égard de toutes autres personnes que la restitution de la dot peut intéresser.

74. Le cas de la restitution arrivant, la dot doit être restituée à la femme ou à ceux qui portent droit d'être, et non à ceux qui l'ont constituée, à moins qu'ils n'aient stipulé le retour; ce que les parents qui sont tuteurs de leur mari la dot ne peuvent faire que pour l'excédant des droits légitimes de la fille.

75. La dot doit être restituée dans le même état où elle était lorsqu'elle a été reçue; et si elle a été constituée en argent, la restitution doit être faite du même; si, au contraire, elle a été constituée en biens-fonds, ils doivent être restitués; comme aussi, si elle consistait en meubles et effets mobiliers, à moins que tous ces biens n'aient été remis au mari à la charge d'en restituer le prix.

76. Si les meubles et effets mobiliers ont été donnés au mari inestimés, il ne doit rendre ces choses que dans l'état où elles se trouvaient lors de la restitution, pourvu qu'il n'ait usé en bon père de famille; et il n'est pas tenu de rendre compte de celles qui ont péri par l'usage ou par cas fortuit et sans sa faute.

77. Si c'est un troupeau qui a été donné en dot, le mari doit l'entretenir et remplacer les bêtes mortes, et en user comme un vrai usufructier.

78. Si l'est survenu quelque augmentation ou bien-fonds de dot, elle appartient à la femme, comme elle doit supporter les pertes et les détériorations; mais si le mari y fait des améliorations, il lui en sera tenu compte, et lui payant les dépenses qu'il aura faites à cet égard.

79. Le mari sera remboursé de tout le coût des impenses nécessaires qui regardent la conservation perpétuelle du fonds de dot, et sans lesquelles il ne pourrait subsister, quand même ces impenses, ou les réparations qui en sont l'objet, n'existeraient plus lors de la restitution de la dot.

80. Le mari ne pourra pas répéter les dépenses utiles qu'il n'ont pas été faites du consentement de la femme, et qu'elle ne peut lui payer raisonnablement, ou les impenses de fantaisie, si elles ne peuvent pas être rapportées sans ruiner l'édifice, ni les menues réparations, même nécessaires, qui tendent à conserver l'édifice, ni enfin celles relatives à la perception des fruits, quand elles tendraient à la conservation des fonds.

81. Le mari peut toujours répéter les frais des funérailles de la femme, ainsi que les frais de sa dernière maladie, si elle a été de longue durée, extraordinaire, et si elle a fait dépenser des sommes considérables au mari; et, en ce cas, il serait fait un préalable déduction ou imputation des intérêts de la dot.

82. En restituant la dot, le mari doit restituer aussi les fruits ou les intérêts perçus avant le mariage, à moins qu'ils ne lui aient été donnés.

83. Il doit pareillement rembourser les fruits ou les intérêts qu'il a perçus pendant le mariage, mais dans un temps où il n'a pas supporté les charges, comme lorsqu'ayant renvoyé sa femme, il ne lui a rien fourni pour les entretiens, ni aux calculs issus de ce mariage.

84. Quant aux intérêts et aux fruits retardés par la femme pendant le mariage et au consentement du mari, ils sont censés lui appartenir, surtout si elle les a consommés sans en être devenue plus riche ou sans en avoir augmenté sa fortune.

85. Mais les intérêts, ou les fruits, non retirés pendant le mariage, appartiennent au mari ou à ses héritiers, à moins qu'ils n'aient dû être payés ou fournis par le mari; auquel cas le mari est censé lui en avoir fait remise.

86. A l'égard des fruits produits ou des intérêts courants ou même perçus et retirés pendant la dernière année du mariage, ils doivent être partagés entre les conjoints ou entre le conjoint survivant et les héritiers du défunt, au prorata du temps qu'il a duré le mariage, en comptant depuis le jour que le fonds doit avoir été délivré au mari ou que la dot lui a été comptée.

87. Les fruits ou les intérêts de la dot non payés qui ont couru après la mort de la femme n'appartiennent pas au mari, si l'enfant qui n'aient pas été nés dans l'année ou pourrions pas après être demandés.

88. La femme ne peut demander les arrérages de la pension annuelle qui lui aura été faite pour ses propres plaisirs, ou qu'elle se sera réservée sur ses propres biens constitués en dot; les pensions qui n'auront pas été exigées dans l'année ou pourrions pas après être demandées.

89. Les présents faits à la fiancée par ses propres parents lui appartiennent exclusivement, ainsi que les présents qui lui sont faits par le fiancé et les parents du fiancé, tels qu'une somme d'argent pour acheter des bijoux ou d'autres ornements de peu de valeur; quant aux joyaux ou bijoux de parure dont le fiancé ou ses parents font présent à la fiancée, celle-ci n'en a que l'usage, et la propriété reste au mari, à l'exception cependant de la bagne ronde, qui est acquise irrévocablement à la femme avec un autre joyau de même valeur.

90. Les habits que le mari fait à la femme pendant le mariage sont censés lui être donnés, si ce sont que des habits usuels et ordinaires; mais si ce sont des habits de gros prix et de parure, ils restent en propriété au mari, la femme n'en ayant que l'usage.

91. Les vêtements que les parents de la femme se sont obligés de fournir pendant un certain temps aux mariés et à leur famille sont censés faire partie de la dot, et le mari doit en rendre la juste valeur ensemble avec la dot.

92. Si le mari a qui on demande la dot de sa femme décidée n'a rien en son propre pour vivre ou n'a pas de biens ou des ressources suffisantes, il lui sera laissé toute la dot ou partie pour en jouir pendant sa vie, et avoir par là de quoi se procurer la seule nécessaire pour vivre ou pour ne pas succomber aux besoins de la vie.

93. La femme mariée n'a l'article précédent compté aussi au beau-père de la femme qui a reçu la dot pour son fils et s'est chargé de la rendre; elle compte également au père de la femme et même à tout étranger quant au paiement de la dot qu'ils ont constituée.

94. Si le père et le fils qui se marie ont ensemble fait quittance de la dot, c'est le père seul qui est censé l'avoir reçu, lorsque, suivant les coutumes du mariage, le père s'est réservé de jouir de la dot dans la donation de ses biens qu'il a faite à son fils; et il est tenu de la restituer sur les biens qu'il a pu être réservés, à moins qu'il ne prévienne de cette restitution ses biens donnés.

95. Le père est tenu, au moins subsidiairement, à la restitution de la dot, quoiqu'il ne soit pas expressément obligé de la restituer, et qu'elle ne soit pas parvenue à lui, lorsqu'ayant été présent aux parties du mariage, il n'a rien donné à son fils pour assurer la dot que ce même fils devait



recevoir, sans avoir d'ailleurs aucun bien en propre pour en répondre.

96. Si le père et le fils marié qui, d'après les parties du mariage, devaient vivre ensemble, le père jouissait de la dot et de ses biens donnés sous la réserve de l'usufruit, viennent à se séparer, la restitution et la prestation des aliments seront exécutées ainsi que les parties l'auront réglé, en prévoyant ce cas; mais si ce cas n'a pas été prévu, le père est tenu de restituer au fils et à sa belle-fille la dot et une pension, pour tenir lieu des aliments promis à son fils et à sa famille.

#### SUD LE CODE RURAL.

Le Code rural doit être considéré comme faisant partie du Code civil; mais destiné pour les campagnes, et son exécution étant principalement confiée aux juges de paix, il semblerait désirer, ce semble, que le Code rural, étant détaché de l'autre, présentât un tout complet dans ses dispositions. Alors il devrait s'approprier toutes les dispositions du Code civil qui peuvent se rapporter aux lois rurales, telles que les servitudes rurales ou les services fonciers, engagements des propriétaires des fonds joignant, esgru des eaux d'irrigation, boes à former et à répartir, etc.

La brièveté du temps ne permettant pas de présenter un projet de Code rédigé d'après ce plan, on se bornera à donner une esquisse de certaines dispositions qui peuvent manquer, et de quelques autres qui paraissent indispensables ou défectueuses dans le Code rural aujourd'hui en vigueur : dans cette vue, on parcourra rapidement les différentes parties qui le composent, pour indiquer les additions ou les améliorations dont elles peuvent être susceptibles.

#### TITRE PREMIER.

##### SECTION PREMIÈRE.

On ne peut pas voir sans surprise le peu qui est dit dans le Code rural sur la propriété et les prises d'eau des fleuves et rivières. Dans l'article 4 de cette section, on règle vaguement les droits sur les eaux des rivières navigables ou flottables, et réserve la propriété exclusive des raux, et on se permettrait les prises, sans en détourner ni embarrasser le cours au préjudice de la navigation et du bien général.

Certainement cette disposition est loin de suffire aux besoins des usages, et surtout de l'agriculture. La loi ne peut pas s'empêcher d'entrer dans d'autres détails au sujet de l'irrigation, pour l'intérêt des pays où les récoltes sont le produit de cette ressource de l'industrie.

Les prises d'eau, leur passage et conduite dans les fonds latéraux, ou leur distribution entre les copropriétaires arrosés, sont autant d'objets qui se trouvent qu'être pris en grande considération par le législateur dans le Code rural.

1° Les prises d'eau n'ont pas lieu seulement dans les fleuves navigables ou flottables. Dans le département des Pyrénées-Orientales, où l'agriculture ne peut pas se passer du secours de l'irrigation, les prises d'eau ne se font que dans de petites rivières, et le plus souvent dans des ravins où l'eau n'étant pas abondante, il est d'une indispensable nécessité que la loi y règle ou y maintienne les droits de ceux qui prétendent s'en servir ou qui s'en servent en la dérivant de son cours.

Il est vrai que la loi de Code civil (liv. II, tit. IV, chap. 1<sup>er</sup>, art. 4 et 5) règle ces droits d'après la seule utilité de ceux qui sont dans le

cas de faire des prises d'eau, de manière qu'en égard il paraît méconnaître leurs possessions ou titre antérieur d'un usage exclusif.

Mais ce système a déjà été combattu dans les observations faites par le tribunal d'appel de Montpellier : ce n'y rétrogradant, on ajoutera que le changement introduit par les lois nouvelles dans le droit français, ne peut point s'appliquer au point, qui doit continuer d'être soumis à l'application des anciens principes.

Ces principes s'appliquent aux différents usages auxquels on peut employer les cours d'eau : car les eaux peuvent servir au lavage ou à l'abreuvement, et la nature ou le droit naturel en dispose pas; et cet égard l'établissement de l'usage exclusif n'est la propriété; mais elles peuvent servir aussi d'autres besoins moins essentiels à la vie, tels que ceux de la navigation, duottage, de l'irrigation, des usines, etc. Quant à ces usages, le droit exclusif n'est établi comme à l'égard des autres objets qui sont entrés dans le commerce.

De là, les rivières navigables ont fait partie inaliénable du domaine public; les petites rivières, torrents et raves en ont fait aussi partie, mais aliénable avec les fiefs; et les propriétaires des fonds dans lesquels une source prend naissance en ont toujours disposé à leur gré.

De là, les concessions des prises d'eau pour l'irrigation ou pour l'usage des usines, qui ont été faites de tout temps en faveur des particuliers par les officiers de domaine ou par les seigneurs hauts-justiciers, propriétaires, ou rurs de leurs fiefs, des petites rivières et des raves.

L'effet de ces concessions n'a pu sans doute respectivement emporté ni par le changement de forme de gouvernement, ni par l'abolition de la féodalité. Les nouveaux seigneurs ont respecté et même pour de petits droits, acquiescés aux particuliers à titre même onéreux, ou par possession acquiescés et à la bonne foi. Les anciens seigneurs de domaine, comme les ex-seigneurs, ont disposé ainsi, sous l'autorité de l'ancien loi, de ce qui leur était respectivement administrateurs et propriétaires.

Si l'abolition des droits résultant de la puissance féodale a porté atteinte à ces concessions, la loi de faire à l'avenir de parcelles concessions, la liberté qui pourrait en résulter pour les particuliers de se servir des cours d'eau sans ces concessions, ne pourrait nuire aux anciens concessionnaires, à moins que la loi ne prît le caractère d'une odieuse rétroactivité. D'ailleurs, la puissance publique reprendrait toujours sur ces objets, sous l'ancien droit de propriété, au moins celui de juridiction et de police.

C'est donc toujours à la puissance publique qu'il appartient de régler les droits des particuliers à cet égard, en n'autorisant de nouvelles prises d'eau qu'autant que les anciennes permes par titre ou par la possession n'auraient pu et souffrir, et que l'intérêt général n'en recevrait point atteinte. C'était aussi d'après ces règles que les anciennes lois l'autorisaient.

Or telle est la disposition essentielle qui devrait trouver place dans le Code rural. Il est au d'en sentir l'utilité.

2° Le passage des eaux d'irrigation dans les fonds voisins et intermédiaires est un cas trop fréquent pour qu'il ne doive pas aussi trouver sa règle dans le Code rural.

A défaut de convention, ce passage doit-il être accordé moyennant indemnité? doit-il être refusé par la loi?

Si la loi autorisait indistinctement le passage

des eaux d'irrigation dans le fonds d'autrui avec indemnité, il pourrait arriver qu'elle porterait atteinte au droit sacré de propriété, sans aucun dédommagement pour l'utilité publique. Ne pourrait-il pas se faire que, par fustier, caprice ou fausse van d'hubert, le passage des eaux fût demandé sur un ou plusieurs fonds très-précieux qui ra seraient dégradés, pour servir à l'arrosage d'un ou plusieurs fonds de peu de valeur ou d'un mince produit? L'amélioration des récoltes par l'irrigation pourrait être nulle, ou de si peu de conséquence, qu'il n'en résulterait pas une augmentation sensible de denrées dans le canton, ni par conséquent un avantage public. Alors il n'y aurait de certain que le sacrifice de la propriété particulière, sans espoir d'une utilité générale, qui peut seule le justifier. Dans le conflit des avantages particuliers, le droit de propriété ne peut qu'être maintenu, et il n'y a point de raison qui nécessite le changement des conditions.

Si, d'un autre côté, la loi refusait dans tous les cas cette lésion malgré un juste indemnité, elle pourrait tomber dans l'inconvénient de faire rétrograder l'intérêt général à l'intérêt particulier : car si du devoir arrosage des fonds, il résulte une augmentation des denrées dans le canton, qui présente un avantage public, si un nombre considérable de propriétaires sont intéressés dans la nouvel arrosage, ou si la dégradation des fonds traversés par les eaux n'est rien à côté des avantages qu'on peut se promettre de l'irrigation, n'est-il pas ici le cas où l'indemnité de la propriété privée doit être acceptée en faveur du bien et de l'avantage du plus grand nombre.

Ainsi le Code rural ne devrait pas offrir la lésion d'un point aussi important pour l'agriculture, et il doit en faire une disposition expresse, qui, en prévenant les contestations, contribue à l'amélioration des fonds et des récoltes.

Mais cette disposition devrait être accompagnée d'un autre d'un même genre, relative aux cases d'un grand canal d'irrigation, puisqu'il dans certains fonds, serait une diversion et un usage plus utiles et plus commodes, s'il était transporté sur d'autres fonds. Ne faut-il pas que la loi permette de faire ce changement moyennant l'indemnité des propriétaires des fonds nouvellement traversés?

Evidemment ces deux cas devraient pénalement être vérifiés, pour constater l'utilité ou le plus grand avantage qui doit en résulter, et pour fixer l'indemnité à laquelle il peut y avoir lieu.

Il semble que cette vérification, qui peut, selon les différentes circonstances, être plus ou moins importante, devrait être confiée aux propriétaires du terrain où les fonds seraient situés, tant ceux qui devraient être arrosés que ceux à traverser par les eaux d'arrosage, ainsi qu'à des experts à nommer par les parties intéressées.

En outre, la conduite des eaux d'irrigation ou servant aux usages parallèles emporter avec elle la nécessité d'un passage aux francs-bords du canal qui porte les eaux, ainsi que d'un espace pour y jeter en vase et le carage. Ainsi l'espace de terrain nécessaire par ce double usage devrait être déterminé également et en même temps par les experts ; et il deviendrait aussi la matière de l'indemnité des propriétaires lésés de le fournir. Il serait cédé, et même que le fil du canal, la propriété ou en servitude, d'après la convention des parties et au choix du tribunal. Dans le doute, la servitude seulement serait présumée, sans la charge pour ce dernier de l'entretien des francs-bords ; et à moins de convention contraire, l'es-

pace cédé se réunirait au fonds dont il fait partie, lorsque nécessaire, par quelque événement que ce fût, de se servir du canal ou ruisseau qui le traverserait. Un sent qui le sacrifice de la propriété, surtout envers des particuliers, doit ménager toute faveur à celui qui doit faire ce sacrifice.

Ce serait là aussi tout autant de dispositions dont le Code rural devrait nécessairement se composer.

3<sup>e</sup> La distribution des eaux entre les différents propriétaires arrosants, au moyen d'un même canal, est encore un objet dont la loi rurale ne peut pas s'empêcher de s'occuper.

L'arrosage des champs, jardins et prés, se fait le plus souvent à l'aide de canaux ou ruisseaux communs à plusieurs propriétaires, et quelquefois à plusieurs terroirs et communautés d'habitants. Ces canaux traversent une étendue de terrain qu'ils arrosent en tout ou en partie. Mais si tous les riverains entendaient employer l'eau chacun à son usage particulier, au moment et de la manière qu'ils le trouveraient convenable, la confusion et le désordre, accompagnés de rixes, produiraient la pénurie là où la règle entretiendrait l'abondance. Ainsi cet usage commun des eaux ne pouvant pas s'effectuer simultanément, la nécessité fait une loi de s'en servir successivement les uns après les autres. De là le partage des eaux par temps et quelquefois par quantité entre tous les intéressés.

Mais cette distribution des eaux peut être faite par équité ou en vertu de conventions particulières. L'équité peut se déterminer sur différentes vues relativement à la quantité, à la qualité et autres circonstances des terres arrosables ; les conventions à cet égard peuvent varier à l'infini. Ainsi la loi est impuissante pour régler immédiatement et en détail de pareils objets, elle ne peut que s'en rapporter à l'intérêt même des intéressés, en priant son appui à la règle qu'ils doivent s'imposer sur tous les détails de la distribution et partage des eaux communes.

Le Code rural devrait donc interdire les cotisations à l'usage d'une commune servant à l'irrigation ou à des usines, à se réunir en une association ou corps qui peut s'assembler pour traiter des intérêts communs et surtout pour faire des règlements sur l'aménagement et le partage des eaux, avec faculté de nommer des députés pour surveiller l'exécution des règlements, dénoncer et poursuivre en justice les contraventions et le personnel des amendes, etc. Ces règlements ne seraient faits qu'avec l'approbation de l'autorité compétente.

Cette même faculté devrait être accordée à tout autres intéressés à un objet d'agriculture et d'utilité commune ; tel, par exemple, que le curage des canaux servant à assécher ou dessécher des fonds appartenant à plusieurs propriétaires et sujets aux inondations ou aux eaux ruisselantes ; et tel que la construction et l'entretien des digues et ouvrages pour garantir les terres de différents particuliers des ravages des eaux pluviales, etc.

Une autre observation se présente au sujet des digues servant aux prises d'eau, et au sujet des ouvrages destinés à garantir les fonds des ravages des eaux pluviales ; c'est que le Code rural devrait maintenir des dispositions pour empêcher que ces constructions ou tournassent au préjudice des fonds voisins et des intérêts de l'agriculture.

Quant aux digues ou chaussées pour les prises d'eau, il n'est que trop ordinaire de voir qu'étant faites en forme d'entonnoir et longeant presque

les fonds qui sont au bord des rivières, elles se font élargir le cours en entraînant avec la prise d'eau et en l'entraînant à la propriété voisine. Il ne se fait pas ainsi, et ces digues étaient construits de manière à couper le cours des eaux en ligne droite, jusqu'à une certaine hauteur et avant des ouvertures propres à ne laisser que le volume d'eau nécessaire et proportionné au besoin; précédé qui ne peut pas être évité, sortent dans le plat-pays, où le possible courrait des rixes le rend insupportable.

Les plantations et les ouvrages qui se font sur les bords des rivières ne garantissent ordinairement les fonds d'un bord qu'en repoussant le danger des eaux sur les propriétés du bord opposé. Tantôt c'est le lit des eaux qui est retenu et qui est rompu avec ravage lors des inondations crues; tantôt c'est un avancement formant un canal qui jette le cours des eaux, contre la rive opposée; accidents qui font tous sentir la nécessité de donner au cours des eaux un alignement et une largeur convenables.

Toutes ces entreprises devraient cependant être prévues et prises en considération par le Code rural, ce n'est pas que celle loi générale puisse régler elle-même ces détails d'après les localités, qui varient à l'infini. La règle devrait être établie par les administrations locales, d'après les besoins des intérêts et l'utilité publique, sur les renseignements des ingénieurs près ces administrations. L'exécution du règlement serait confiée au juge rural, qui constaterait la contravention et appliquerait la peine.

#### SECTION II.

Cette partie du Code rural présente quelques dispositions sur les lieux de campagne, relativement à l'effet des conventions et de la vente des biens affermés, à la faculté de reconduire, et aux droits successoraux opérés par ce contrat. Ne serait-il pas à désirer qu'on donnât à ces dispositions leur complément par toutes celles qui peuvent prévenir ou déceler les contestations dans le cas de restitution, éviction du bail ou expulsion du fermier, par le moyen qu'il peut faire physiquement ou moralement des biens affermés; ces cas sont si fréquents, et qui devraient être réglés avec autant d'économie que de célérité, par la justice de paix la plus rapprochée et la plus à portée de connaître les localités.

Les taxes et cliquet sont aussi d'un usage trop fréquent dans les campagnes, pour que la loi rurale ne doive pas pareillement tracer quelque règle sur ce contrat, d'autant que cette matière paraît être plus particulièrement encore de la nature de celle où la justice de paix devrait connaître, tant à cause du peu de facilités de cliquetiers que de la nécessité d'une prompte exécution.

En outre, l'attribution de ces matières à la justice de paix ou aux tribunaux ne doit pas nécessairement déterminer leur place dans le Code rural; c'est leur qualité, et non cette circonstance accidentelle, qui doit les y faire classer. Cependant, si la justice de paix étendait à cet égard sa compétence, cette classification n'en serait que plus convenable.

Mais, quoi qu'il en soit, on ne présentera pas ici le plan de ces matières, qui traiteraient trop en longueur, et qui, traitées d'ailleurs dans le projet de Code civil, peuvent toujours en être distraites pour être recueillies dans le Code rural.

#### SECTION IV.

On observera, sur ce qui est dit dans cette sec-

tion, sur le parcours, la vaine pâture et la quantité de bétail qu'il est autorisé à chaque propriétaire d'entretenir et garder par une part égale, que le législateur paraît ne s'être fixé qu'à empêcher au débris-ance exclusive dans les propriétés particulières, ou à celle résidant de parcours en de la vaine pâture, tandis que dans certains pays, les pâtes et les communaux sont destinés à culture fournissent la nourriture la plus abondante aux bestiaux des propriétaires et habitants du terroir.

Mais, quoi qu'il en soit de ces différentes sources pour nourrir des bestiaux, il ne peut pas que la règle tracée par l'article 13 de cette section, qui fixe dans chaque commune la quantité de bétail à tant de litres par arpent, proportionnellement à l'étendue du terrain, d'après les règlements et les usages locaux, soit tout à fait inconvénient; surtout en ce qu'elle établit des documents qui, en soi, elle s'en rapporte au conseil général de la commune pour y pourvoir.

Car il est à remarquer que, dans les communes, les non-propriétaires de bestiaux se trouvent autant contraincts au système d'en nourrir et d'en élever que les autres y sont attirés par un intérêt opposé. C'est ainsi que le conseil général de la commune sera tenu de donner par espèce des uns ou des autres de ces habitants, quel débridement sera contraire ou favorable à cet objet, et que le parti à prendre sera dicté par l'intérêt ou par le caprice.

Il est donc indispensable de saisir sur ce point une base fixe qui ne dépendra pas de l'arbitraire et celle base sera la possibilité de nourrir des bêtes dans un terroir, ne peut être fournie par l'expérience de ce qui a été fait à cet égard par le passé. Ainsi on pourrait s'en rapporter au nombre de bestiaux nourris pendant les dix dernières années pour fixer celui qui pourra être nourri dorénavant.

D'un autre côté, ce n'est pas, ce semble, seulement sur la quantité de terres qu'on regarde, mais sur leur qualité et qualité, qu'on doit fixer le nombre de bétail à pouvoir nourrir par chaque propriétaire; car, sous ce rapport, il y a une grande différence à faire entre les différents fonds tels sont en nature de pré, de jardin, de champ, et s'ils sont plus ou moins dans le cas d'être et chaque en valeur, il est certain que plus les fonds sont productifs, plus ils peuvent nourrir de nourriture aux bestiaux, et plus, pour l'ordinaire, ils exigent de labour. C'est ainsi que les terres arrosables, n'étant jamais en jachère, sont toujours couvertes de fruits, c'est ainsi qu'elles continuellement épuisées par la production et l'usage par les eaux qui les arrosent, elles ont besoin d'être de beaucoup plus de foin, sans en excepter même les prés dans la plupart des pays riches.

Donc il suit que la nécessité et la possibilité de nourrir des bestiaux sont ordinairement en raison de la production des fonds, et que, dans ces occurrences, on ne peut pas adopter une base plus convenable que celle même production, qui est fait connaître la valeur, pour déterminer la quantité proportionnelle de bétail que chaque propriétaire peut et doit nourrir. Or cette base se trouverait déjà établie dans la matière de la contribution foncière; et, en l'appliquant à cet objet, on parviendrait à l'équitable résultat de voir le plus fort contribuable nourrir une plus grande quantité de bestiaux.

Mais il est encore un soin plus important dont la loi rurale devrait s'occuper relativement à l'entretien des bestiaux nécessaires à l'agricul-

turo; c'est l'ordre à établir ou l'aménagement des pâturages communs, soit du parcours et de la vaine pâture, soit des communaux ou des terres vagues et vaines.

Il est aisé de comprendre que, suivant la nature et l'étendue des terrains, il y a des parties où la dépaissance est plus nomade et généralement plus utile dans une saison que dans une autre, et qu'il est de l'intérêt général des propriétaires de bestiaux de se conformer, pour les dépaissances, à cet ordre de localités; de manière que, sur la partie la plus froide du terroir, la dépaissance ait lieu pendant l'hiver, et pendant l'été, dans les cautois qui sont plus tempérés.

On sent aussi que telle partie du terroir fournit des poudres plus propres à la nourriture d'une espèce de bétail qu'à celle d'une autre espèce; que les meilleurs pâturages devraient être réservés aux herbivores nourris aux agneaux, comme aussi aux bestiaux de labour, qu'il doit y avoir également des mesures à prendre relativement à la dépaissance du même bétail, pendant qu'il est employé en foinage des terres avec le parr; et qu'il faut enfin pourvoir aux besoins des bestiaux qui ne habitent du terroir pour les labours et le fumage des terres qu'il y possède, sans cependant qu'il puisse nu méseur.

C'est encore ici la loi d'empêcher qu'il n'y ait pas au pouvoir de la loi du règlement de pouvoirs défectueux par des dispositions appropriées à tous les cas qu'elle ne peut ni évaluer ni prévoir. Mais ici, comme dans les règlements pour la distribution des eaux d'irrigation, il est de son essence de s'en rapporter à l'intérêt éclairé des propriétaires de bestiaux, pour établir dans les terroirs respectifs les règles analogues aux besoins et pour déterminer le mode et le temps des dépaissances conformément à l'avantage général.

Il paraît donc convenir que le Code rural renferme une disposition tendant à autoriser les habitants propriétaires de bestiaux, ou les conseils généraux des communes réunissant avec eux, à faire, sous l'autorité compétente, des règlements pour l'aménagement des pâturages de tout nature dans chaque terroir, soit pour déterminer les parties ou cautois à mettre en dinous, soit pour fixer le temps des dépaissances, soit pour empêcher l'introduction des bestiaux étrangers, pour la consommation d'une année, à l'exception du temps nécessaire pour les labours et le fumage des terres du non habitant du terroir.

On ne saurait passer sous silence une mesure bien efficace à prendre pour favoriser le vint des pâturages si nécessaires à la prospérité de l'agriculture. Cette mesure consisterait dans la défense des défrichements dans les communaux et terres vagues et vaines, surtout sur le penchant des montagnes et des collines; détenir qu'il serait à propos d'étendre aux autres parties des terroirs dont l'exploitation n'offrirait pas à l'utilité publique le dédommagement de la perte des bois et des passages. Ainsi les défrichements ne pourraient avoir lieu dans aucune partie des terroirs que sur l'autorisation des administrations, d'après connaissance de cause conformément à des règlements.

Il est sûr que le Code rural n'a pas pris en considération l'abus des défrichements, qui est si préjudiciable à l'agriculture. La terre renouée sur le penchant des montagnes et des collines n'a ni arbres, ni arbustes, ni gazon, pour empêcher les écoulements. Les eaux pluviales l'entraînent, et elles augmentent aussi prodigieusement leur volume. Les montagnes ne sont plus

qu'un tas de rochers, et la plaine un gravier à travers lequel le cours des eaux, ne pouvant pas avoir de lit fixe, se répand et ravage au loin les fonds les plus précieux.

Tels sont les désordres occasionnés par les défrichements, et dont les campagnes offrent l'image. Pour y remédier efficacement, la loi doit s'armer de sévérité. Comme les défrichements sont ordinairement dans des lieux écartés, et que les hommes ne les aménagent ni mutuels ni empêchent la dénonciation, on ne saurait hésiter à faire usage du seul moyen, mais extraordinaire, qui peut y apporter du remède: c'est de rendre les communes responsables, sans leur recours contre les auteurs des délits, qu'on sera forcé ainsi de dénoncer et de faire rouvrir.

#### SECTION VI.

Il n'est pas porté, dans cette section du Code rural, des bornes qu'on appelle précisément rivières, et qui semblent devoir intéresser le plus l'agriculture, ou tout au moins les propriétaires qui s'en servent pour des usages ruraux, ni ceux dont ces chemins bordent les fonds. À la charge de qui doit donc être la dépense de la construction, réparation et entretien de ces chemins, qui n'aboutissent qu'à des propriétés particulières?

Dans certains pays, cette dépense réside les propriétaires dont ces chemins bordent ou traversent les fonds, chacun respectivement dans la longueur correspondant à sa propriété. Mais c'est là un usage contraire aux principes; car il ne pourrait en être ainsi qu'autant que le chemin, faisant partie des propriétés, serait la matière ou le sur d'une servitude. Mais un chemin rural est plutôt une propriété, selon publique, ou moins commune à tous ceux qui s'en servent. Sous ce rapport, l'entretien devrait en être à la charge des communes, à l'exemple des chemins communaux, qui sont répartis aux frais des communes qui en retirent l'avantage.

Cette règle devrait s'appliquer aussi à l'entretien et curement des rivières d'irrigation qui bordent ou traversent des fonds. Dans certains rivières, on élève mal à propos la prétention de rejeter cette charge sur les propriétaires riverains, dans la proportion de la longueur de leurs propriétés respectives. Il serait temps que la loi prouvât une prétention d'autant plus injuste, qu'elle tend à rendre particulière une dépense commune ayant pour objet un avantage commun, et à la faire supporter quelquefois à celui-là même qui ne peut pas en profiter, et pouvant pas opposer des eaux du canal dont l'entretien serait mis à sa charge.

La dépense de tous ces objets doit donc être portée à la charge de ceux qui en profitent, et dans la proportion de l'avantage qu'ils en retirent.

#### SECTION VII.

Il n'est question ici que de l'établissement des gardes champêtres, de leur nomination, de leur salaire et de leurs fonctions. C'est l'agent dont la vigilance et l'activité doivent garantir l'exécution des lois rurales. En vertu des règlements annuels, ils ne produisent aucun bien s'ils n'étaient exécutés. C'est vers ce but que le législateur doit aussi tourner ses vues. Les délits champêtres se multiplient tous les jours, et on rend la voix publique les attribut à l'incertitude des propositions de police, des gardes champêtres, des gardes forestiers, des laboureurs ou préposés à l'irrigation.

Tous ces agents sont nommés par les communes ou par les parties intéressées : il exerceraient séparément leurs fonctions, qui sont différentes, et se rapportent à chaque objet différent de police. Jamais le crime ne montrera plus d'audace; et il en impose un préposé de police, seul et sans appui, qui n'est ni le surveiller ni le dénoncer. La modernité du traitement expose ce fonctionnaire à la prévention, ou à la nécessité de vaquer à un autre travail, sans que la loi s'occupe de le faire assez surveiller ni de l'encourager. Telles paraissent être les causes de la négligence dans la poursuite et de l'impunité dans la répression des délits ruraux.

Mais il semble que le mal n'est pas sans remède et qu'on pourrait rétablir les préposés de police à leur droit ou leur en faciliter le pratique, en formant de tous ces agents un corps qui, sous les autorités compétentes, ait une volonté subordonnée pour diriger ses mouvements et mettre de l'ensemble et de la vigueur dans leur exécution, et en réunissant ce corps collectivement et individuellement de la surveillance aux fonctions de tous règlements et lois de police municipale, rurale, eaux et forêts, chasse et pêche, crimes et délits, etc.

Ces préposés seraient nommés par les communes et le roi, à raison de la population, de l'étendue et du besoin du service des forêts, de l'irrigation, de la garde des fruits, etc. Ils seraient affectés à la résidence des communes et territoires dont ils connaîtraient les personnes et les localités, pour y exercer habituellement et individuellement leurs fonctions sur tous les objets de police indistinctement. Leur résidence serait sujette à changement, afin de prévenir l'effet des affections locales; et les préposés d'autrefois devraient aussi exercer leurs fonctions individuellement et réciproquement dans les forêts rurales.

Tous les préposés de police d'un canton ou de dix, suivant leur nombre, devraient former une escouade avec un chef et sous-chef sous les ordres desquels elle agirait; se porterait sur tous les points où il serait nécessaire de se pointer, tant dans l'étendue du canton qu'ailleurs; ferait, de nuit et de jour, des tournées et contre-tournées, des visites domiciliaires conformément à la loi, et surtout pendant le temps des récoltes, et exerceait ainsi sa surveillance sur les forêts.

Ces escouades de tous les cantons d'un arrondissement formeraient à leur tour une compagnie sous les ordres d'un chef et de sous-chefs qui commanderaient les mouvements de la compagnie, et, au besoin, des escouades, et feraient en même temps avec elles des tournées que le cas exigerait, les tournées et autres opérations nécessaires par les circonstances et le besoin du service ordinaire et extraordinaire.

Les agents de police, ainsi réunis en corps, seraient immédiatement surveillés par leurs chefs. Tous les objets de police en général étant de leur attribution, on exerceait leur surveillance sur les uns, ils seraient à portée de l'exercer sur les autres. Cette surveillance serait moins limitée par les limites, et la concurrence se généraliserait l'activité. Les membres du corps se prêteront un mutuel appui et en imposeraient par leur réunion; ils agiraient successivement en station dans les communes, où ils agiraient individuellement, ou en ambulation dans le canton ou dans l'arrondissement, où ils exerceraient leurs fonctions en corps; rien ne saurait les détourner de leur devoir, auquel ils seraient même attachés par des encouragements.

Ces lois traitement devrait être tel, qu'il les mit à l'abri du besoin et de la nécessité de vaquer à un autre travail; il devrait être partie fixe et partie éternelle et d'encouragement. Cette dernière partie serait prise du montant des amendes, et distribuée en proportion du travail et de l'activité des préposés.

On pourrait attribuer aux préposés de police les fonctions de garnisaires, qui ont pour objet la rentrée des contributions; ce qui augmenterait d'autant leur traitement.

Ce corps pourrait pareillement être chargé de la surveillance pour le paiement du droit de passe, et amènerait cette branche de revenu au public, qui ne saurait se maintenir dans l'état actuel, ou elle est si à charge aux particuliers, sans procurer l'avantage public du subvenir nécessairement à la dépense de l'entretien des routes.

La police correctionnelle et criminelle tirerait sans doute de grands avantages de cet établissement. On prévoit en même temps qu'il rendrait moins nécessaire le service à domicile et trop onéreux de la gendarmerie, ou tout au moins l'utiliser davantage, en le combinant avec celui de ce nouveau corps.

Du reste, on pourrait peut-être trouver aussi dans cet établissement le moyen d'assurer aux vétérans une retraite utile, et de réaliser un projet dont il a été tant parlé.

## TITRE II.

### De la police rurale.

Ce titre est consacré à déterminer les délits ruraux, à fixer la compétence des autorités qui doivent en connaître, et à établir des peines pour leur répression.

Le premier inconvénient qu'on croit pouvoir y remarquer, c'est le mélange et la confusion qu'il offre des délits ruraux avec les délits de police municipale; procédé qui n'a pu que prêter des prétextes sur la compétence de la justice de paix et des municipalités, surtout après que les notions sur cette même compétence ont été obscurcies par les lois postérieures qui devaient les éclaircir.

Le nouvel ordre de compétence, introduit ensuite par le Code des délits et des peines, ne présente pas moins de difficultés. En donnant pour règle de la compétence le taux de l'amende, et en faisant dépendre ce taux du montant de l'estimation des dommages occasionnés par les délits, cette loi établit une procédure préliminaire pour faire connaître la compétence, dont elle rend arbitraire l'officier de police judiciaire chargé de retener ou de renvoyer l'affaire aux différentes autorités qui peuvent respectivement en connaître, selon le cas. Ainsi le plus petit délit, comme le plus grand crime, donne lieu à cette procédure préliminaire, au moment des agents de police judiciaire, à des renvois aux autorités compétentes, à des frais et à des tracasseries qui ne rebutent pas moins la partie poursuivante qu'ils ne mettent le plus souvent dans l'embarras les officiers chargés de ces fonctions.

À ces difficultés pour connaître l'autorité qui doit réprimer le plus léger délit rural, se joignent ensuite les formalités d'une procédure à faire devant tel ou tel autre tribunal; quelquefois l'éclat des mandats d'amener, de comparution et même d'arrêt pour des délits plus graves; toujours la charge pour la partie lésée de l'assurance des frais d'une procédure trop dispendieuse, et la perte certaine qu'éprouvent les dépossédés, à côté d'une amorce et incertaine indemnité que peut promettre la justice.

Ainsi rien ne facilite la poursuite des délits ruraux, ni la manière de les surveiller, ni celle de les réprimer.

Il ne paraît pas, en effet, que la justice doive ainsi s'environner de formalités pour la répression de ces petits délits qui devraient être jugés sans appel. Leur dénonciation, poursuite et jugement, tout devrait être fait verbalement, d'autant qu'il serait inutile qu'il en restât d'autres traces que celles d'une simple note sur un registre à ce destiné.

On ne discroit pas qu'en police rurale, il peut aussi se présenter des délits assez graves pour que la procédure tendant à leur répression doive procurer au prévenu les avantages des formes judiciaires : mais la procédure, dans ces cas, devrait toujours être instruite suivant leur gravité.

En surplus, le résultat de la répression du délit rural, qu'il s'agit pas et n'est d'obtenir, n'est pas non plus assez satisfaisant pour qu'on soit invité à le réclamer de la justice. Cette réparation que le Code rural accorde, se compose du dédommagement envers la partie lésée, et d'une amende envers la partie publique : cette amende est le montant, le double ou le triple du dédommagement.

Outre qu'il est rare de voir qu'une simple indemnité suffise une part à un souffrir d'un délit, et qui est dans le cas du maître en la chose où elle éprouve le dommage un prix d'affection qu'on n'estime pas au justice, il n'est pas non plus aisé de priver toutes les fois cette indemnité, par l'effet de différentes circonstances qui y mettent obstacle. Tantôt c'est une dépaissance de bestiaux, dont le dommage est couvert bientôt par la pousse de l'herbe ; tantôt c'est une dégradation de fruits ou de récoltes qui ne se montre pas à l'œil du propriétaire ; tantôt le dommage est moins réel par la privation même ou l'usage moins satisfaisant de la chose, que par le trouble et le dégrèvement qu'il occasionne à la jouissance légitime.

On peut citer, entre autres, deux cas où le dédommagement pourrait être rarement une réparation complète du dommage occasionné par le délit rural. On entend parler des dépaissances qui se font en contravention dans les communaux et terres vagues et vaines d'un terroir étranger, ainsi que de l'arrosage d'un fonds fait au préjudice d'un autre fonds en leur d'être arrosé par une eau commune et dont l'usage est divisé par temps. A l'égard du premier cas, il suffit du connaître ce qui se fait ordinairement les communaux et les terres vagues et vaines, pour sentir la presque impossibilité de priver les dommages d'une dépaissance qui laisse à peine des traces, d'ailleurs bientôt effacées, sur des terrains en non valeur, la plupart secs et arides. Dans le second cas, la difficulté n'est pas moindre pour priver les dommages résultant d'un défaut d'arrosage, qui quelquefois peut être lui-même indifférent ou nuisible à la récolte, quelquefois très-avantageux, mais dont l'effet, plus ou moins tardif, ne se prêterait pas au calcul de la prise, sans un terme exact de comparaison.

Or cette difficulté, pour ne pas dire cette impossibilité, de faire le dédommagement du délit rural, ne peut qu'exposer à faire trouver l'illusion à la place de la peine prononcée par la loi : illusion à l'égard de l'indemnité de la partie lésée : même illusion à l'égard des amendes qui ont pour base cette indemnité.

Cependant l'impuissance, qui est le résultat nécessaire de cette fautive mesure de la loi, ne peut

entraîner après elle que désordre et confusion. L'expérience en est trop fautive, surtout dans les cas qu'on a choisis pour exemples, où le bon gouvernement et la chose triomphent si facilement des efforts d'une règle impuissante. Non, l'agriculture ne peut plus profiter des avantages inappréciables de l'aménagement des parages communaux, ni des eaux servant à l'irrigation commune.

Que la loi substitue donc à la peine du dédommagement de la partie lésée, une amende d'une somme fixe et certaine, outre ce dédommagement. Cette amende doit même offrir les avantages d'une indemnité admettant, qui dispensent le plus souvent la partie lésée de faire des preuves pour tout entre dédommagement. Alors la répression des parties privées et publiques ne dépendrait plus de l'événement d'une preuve incertaine et dispendieuse. La procédure serait du la plus grande simplicité, et le délit n'échapperait plus à la peine.

Du reste, les délits beaucoup trop essentir, au moins par leur nombre, des dépaissances des bestiaux dans les communaux des terroirs étrangers, et ceux des arrosages faits au moyen d'une eau commune et au préjudice du terroir étranger acquis à un terroir, ne paraissent pas, surtout les derniers, avoir trouvé place dans la classification que fait le Code rural des délits de ce genre. Il y a lieu de penser que c'est là une omission qu'il suffit de rappeler pour la faire réparer, dans un moment favorable où les lois tendent avec succès à leur perfectionnement. Les terroirs, de rixes et de dommages n'a-t-elle pas occasionnés, cette omission, notamment dans le département de Pyrénées-Orientales.

On sent aussi la nécessité de trouver dans le Code rural, parmi les classes des différents délits, l'abus d'extraire des fonds d'autrui des terres pour servir à faire du mortier pour les bâtiments ; comme si le fendeur de bétail pouvait autoriser ainsi, sans nécessité et sans indemnité, le sacrifice de la propriété particulière en faveur des particuliers.

Un autre abus qui a fait de funestes progrès dans les campagnes, c'est le ratissage du rotin dans les champs, après l'enlèvement de la récolte ; opération d'autant plus préjudiciable au fonds, qu'elle se fait avec un râteau de fer qui rampe à la fois le rotin avec sa racine, et le fendeur non consommé qui est sur la surface des terres, avec le pâtre qui nourrit les bestiaux employés à les labourer. Ce n'est pas que le Code rural (titre II, art. 24) ait autorisé cet abus en fixant l'époque du glanage, rattachage et grappillage dans les lieux où il sont usités ; car la confection de l'article ne permet pas d'appliquer aux champs de rattachage, qui n'est que pour les prés. Mais la plupart des préposés de la police l'ayant pris indistinctement pour les champs et pour les prés, l'abus ne peut cesser qu'à la règle mieux expliquée et mieux entendue.

Enfin rien n'égale les dommages occasionnés aux oliviers par la coupe prématurée et intempestive qui se fait des récoltes et des branches de cet arbre pour les faire servir d'instrument d'appât, qu'on emploie pour le battage du blé et autres grains : ou dépouille ainsi et on rabougrit un arbre si précieux à l'agriculture, on détruit la pousse des greffes qui doivent le conserver, et les branches de meilleure venue qui doivent produire le fruit ; dommage fait en pure perte, et avec d'autant moins de nécessité, que dans les pays même où cet abus s'est glissé, le bois d'olivier peut être commodément et remplacé pour cet usage auquel on le fait servir, par toute autre espèce de

bois dur, tel que le noisetier, le chêne vert, l'if, et surtout le buis, qui abonde dans ces contrées.

Il est vrai que ce délit paraît être prévu par l'article 14, titre II du Code rural. Mais à la peine que cet article prononce, il faudrait ajouter une mesure efficace pour empêcher le passage auquel on fait servir le bois d'olivier volé et pour détruire ainsi le motif du vol. C'est pendant la nuit ou en cachette que ce brigandage se commet. Si on ne peut pas l'interdire par la punition des coupables (le délit n'est pas assés prouvé, il faudrait suivre la matière de ce même délit, qui ferait connaître ou ferait présumer les coupables. Il faudrait donc faire défenses de se servir, et ordonner des visites dans les autres pour empêcher qu'on ne se serve, pour le battage des grains, de fœux de bois d'olivier; le tout sous peine d'une amende, tant contre ceux qui s'en serviraient que contre les propriétaires de l'aire et des grains. On crut devoir indiquer ce moyen, comme seul efficace pour remédier à un désordre dont le propriétaire d'oliviers a tant à souffrir, particulièrement dans le département des Pyrénées-Orientales.

*Servitudes rurales et engagements des propriétaires des fonds joignants.*

Les servitudes rurales et les obligations résultant du voisinage des fonds sont aussi la matière naturelle du règlement général que la loi doit donner à l'agriculture. D'énormes points, touchant ces servitudes et ces engagements, sont traités dans le projet de Code civil et dans le Code rural; il ne restait qu'à tracer l'aperçu des autres points, de ceux particulièrement qui ont trait aux obligations résultant de la contiguité des fonds.

Ces obligations peuvent se rapporter au bornage, à la clôture des fonds, aux changements qui peuvent y être faits au préjudice du voisin, à ce qui peut tomber d'un fonds dans un autre, au passage des eaux, près les fonds étrangers, et à la plantation des arbres à côté du fonds d'autrui.

1° Ce qui est dit d'ailleurs sur le bornage des fonds contigus laisse à désirer que la loi trace en général quelque règle pour diriger les propriétaires dans le placement et dans la reconnaissance des bornes, ou maintenant néanmoins les usages locaux. Au défaut de bornes, elle devrait déclarer comme le bord inutile de deux fonds contigus et situés sur un terrain plat; comme dans un terrain en pente, ce bord ou rive devrait appartenir au fond plus élevé; et les arbres des bords, dans toute espèce de terrain, devraient être adjugés aux propriétaires des fonds contigus, en proportion de ce qu'ils couvrent dans chaque fonds par leur pied.

2° La hauteur des clôtures en murailles devrait être déterminée et fixée de manière à nuire au fonds voisin le moins possible par la projection de l'ombre. — Le voisin ne devrait contribuer à cette dépense que lorsque son fonds serait déjà au voisin d'être éclairé des autres côtés, auquel cas le sol du mur devient aussi moyen, comme le mur même. — Si la clôture consiste en fosse, et si elle n'est pas toujours mitoyenne au lieu d'accord avec le voisin, la fosse devra être, à l'égard de l'autre fonds, à une distance qui égale sa profondeur; à moins qu'il ne soit pratiqué un mur le long de la ligne divisoire, du côté du fonds étranger, qui en empêche les écoulements. — De même, si la clôture est en haie vive, elle doit être à la distance du fonds voisin, un moins du double, hors le cas de la

mitoyenneté. — Le cours non continu d'une eau dans un fonds, ou entre deux fonds différents, ne devrait pas en empêcher la clôture, pourvu que le passage de l'eau n'en fût pu retracer.

3° Il ne peut pas être fait, dans les fonds inférieurs, des excavations qui ôtent au fonds plus élevé le terrain qui lui sert d'écluse, ou d'autre lieu par là à des débordements. Il doit en être ainsi de même lorsque les fonds contigus sont situés sur un terrain qui n'est pas en pente. — Tels rigoles ou canaux qui, dans les fonds supérieurs, réunissent les eaux pluviales avec plus de dommage pour les fonds inférieurs, ne peuvent pas avoir issue sur ces derniers fonds, dont ils doivent s'éloigner au moins à la distance de douze pieds. — Les ouvrages et digues faits pour la défense d'un fonds contre le cours des eaux ne peuvent pas former de point saillant ni sortir de l'alignement des fonds pour jeter les eaux sur les propriétés de la rive opposée.

4° Nul dédommagement pour l'accident naturel de la chute d'un torrent d'eaux pluviales, de celle d'une muraille, d'un arbre ou d'un terrain situé dans le fonds voisin. — Faculté accordée au propriétaire de l'autre fonds, d'en tout retracer, s'il le veut ou s'il le peut, dans un délai suffisant et à moins de dommages; à défaut, permis au propriétaire du fonds enclavé de le débiter, en déposant des diambres, et de se servir du fonds à son gré.

5° Planter des filières de pierres le long du mur près lequel passe l'eau qui doit arroser un fond, et pratiquer un contre-mur d'un pied au-dessus d'un jardin près la maison voisine; le tout pour empêcher les eaux de filtrer. — Contre-mur à la hauteur des eaux, de la cheminée ou du fœmier, à côté du fœmier ou bassin destiné à les recevoir, et qui est placé près le mur voisin. — Distance de deux pieds entre un puits et la muraille voisine.

6° La distance des arbres entre eux doit être telle, qu'elle laisse pénétrer le soleil dans le fonds voisin; mais leur distance de ce fonds doit être moindre pour les oliviers et autres arbres d'un bon fruit mûreux; elle doit être plus grande pour les arbres qui s'élèvent plus haut, ou qui ont d'une hauteur moyenne, comme le saule, le noyer, et elle doit être au moins fixée à vingt pieds pour les arbres les plus hauts, et par conséquent les plus préjudiciables par leur ombre et leurs racines, tels que le chêne, châtaignier, peuplier, aoyer, etc. — Cette distance doit être beaucoup moindre lorsque les fonds sont séparés par des chemins ou par des raves, sauf le dédommagement; et si les fonds sont closés, l'ombre que les arbres projettent devrait être seule prise en considération pour l'insécurité du voisin. — Il devrait être facultatif aux propriétaires respectifs, de déroger à la règle sur la distance à laquelle les arbres doivent être plantés loin du fonds voisin. — Mais il devrait être permis de faire arracher ou couper l'arbre endommageant ou servant à escalader le mur du voisin, comme aussi de faire couper les branches qui pendent ou reposent perpendiculairement sur le fonds d'autrui; le tout sans égard à l'ancienneté de l'arbre ni à la clôture des fonds.

Tels sont les détails dans lesquels on a eu à entrer pour démontrer l'insuffisance et l'imperfection du Code rural, avec la convenance des dispositions présentées pour le perfectionnement de cette intéressante loi. Ces dispositions, par ce qu'elles contiennent de particulier, éta-

straites le bienfait de ce Code à celles des contrées de la France qui ont pu jusqu'ici moins en profiter; et par ce qu'elles continuent de général, compléteraient ce même bienfait pour tous les pays de la République.

Mais il restait à rédiger en articles et à faire entrer toutes ces dispositions dans un seul cadre avec celles qui composent le Code rural, et à lier les uns et les autres dans une unité de plan et de système qui garantisse les avantages de la clarté et de la simplicité.

Si ce travail n'a pas été fait, c'est que la brièveté du temps et le dérangement de la santé de celui qui se proposait de le faire, ne l'ont pas permis dans ce moment ou le temps qui le lui aurait fait entreprendre.

## OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SIÈGEANT À NANCY, DÉPARTEMENT DE LA MEURTHE, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL, PRÉSENTÉ AU GOUVERNEMENT PAR LA COMMISSION NOMMÉE LE 21 THERMIDOR AN VII.

## LIVRE PREMIER.

### TITRE PREMIER.

Art. 31. Si les condamnés à mort civil sont capables de tous les actes qui sont du droit naturel, s'ils peuvent diriger des possessions, il y a même raison de leur permettre de défendre aux actions intentées contre eux : c'est aussi un acte de droit naturel.

Art. 33, 34. La nomination d'un censeur paraît inutile; les deux articles pourraient être supprimés : il n'y a pas plus d'inconvénient à leur permettre d'être en jugement sans vœux, qu'à leur permettre tous les vœux rappelés en l'article 31.

### TITRE II.

Art 8. C'est à tort que l'on suppose que, dans tous les actes de l'état civil, il soit fait mention que l'acte en a été fait aux parties comparantes.

Les modèles d'actes qui sont à la suite de ce titre, n'annoncent aucun acte de mention de la lecture donnée aux parties. Les seuls actes de mariage font mention de la lecture faite aux témoins, des *actes préliminaires*, et non de celle de l'acte de mariage lui-même; la rédaction de ces modèles devra donc indiquer en outre les officiers de l'état civil qui s'astreignent strictement à s'y conformer.

La cause de rite inconvénient est dans l'adoption de la loi par le Code, des modèles dressés par le ministre de l'Intérieur, en exécution de l'arrêté des Consuls, du 19 Brumaire an VIII, modèles dont la rédaction est analogue aux dispositions de la loi du 20 septembre 1792, alors subsistante, et non aux dispositions du nouveau projet.

C'est aussi par cette raison que le modèle d'acte de publication de mariage porte que rite publication a été faite devant la porte extérieure et principale de cette maison commune (mode de publication prescrit par la loi de 1792), tandis qu'aux termes de l'article 31, la publication doit se faire au jour de décès, dans le lieu et à l'issue des séances municipales, ou sorte qu'il y aurait contradiction entre le fait et la relation du fait.

Il est donc nécessaire que la rédaction de ces modèles soit plus spécialement adaptée aux formes prescrites par le nouveau Code. On doit même dire qu'en général les modèles annexés à l'arrêté du 19 Brumaire an VIII ont paru obscurs et compliqués,

en cela même qu'on a voulu prévoir dans un même acte toutes les circonstances qui peuvent en varier la rédaction.

Ils offrent des répétitions dans l'énumération des noms et qualités des parties : Ils ne présentent qu'un simple intitulé, *acte de naissance d'un tel, acte de décès d'un tel, etc.*; tandis que leur destination est de déclarer un fait, savoir que tel jour, à telle heure, un tel est né; que tel jour, à telle heure, un tel est décédé. C'est à la suite de cette déclaration, qui donne l'essence et le caractère de l'acte, que doit venir la relation des circonstances accessoires des noms et qualités des déclarants et des témoins, et de la réception faite de leur déclaration par l'officier civil.

Enfin le mode de rédaction étant susceptible de changements et de modifications à mesure des inconvénients et des abus que l'expérience y pourra découvrir, peut-être sera-t-il plus rationnable d'en abandonner la direction au Gouvernement, que d'en faire la matière d'un article du Code civil, destiné à fixer les principes et à prescrire des règles aussi invariables qu'il est possible.

Art. 13. Des registres doubles doivent suffire : il faudrait supprimer celui que l'on destine à l'administration départementale. Indépendamment de l'économie à faire sur cet objet, il y aurait trop d'ouvrage à faire les registres triples; et dans les communes, il serait même impossible de trouver des officiers publics capables de remplir le vœu de la loi, si l'on exigeait d'eux de triples registres.

Il serait nécessaire de modifier les modèles des actes en tête des registres.

Art. 31. Les publications doivent être faites devant la porte extérieure et principale de la maison commune (c'est l'expression du modèle), et non dans le lieu des séances municipales.

Voici ce qui a été dit sur l'article 8.

Art. 32. Il paraît nécessaire d'ajouter à l'article qu'il sera fait mention si les époux sont majeurs ou mineurs.

Art. 65. L'article relatif pour toujours à la preuve de décès de l'individu condamné, la preuve de son crime et de son supplice; ce qui serait pour les familles une source de très-grands désagréments, dont il est facile de les garantir; car, encore que la loi répelle les fautes personnelles et n'en fasse repaître aucune trace sur les familles des coupables, l'opinion indépendante de la loi, altérée toujours non seulement d'ignorance et de considération à la parenté avec un criminel frappé d'une mort infamie. Il est donc dur qu'une famille puisse être forcée, en relations, de produire elle-même la preuve de cette dégradation.

Une loi rendue par l'Assemblée constituante voulait que le décès des condamnés fut inscrit au registre des actes civils, de la même manière que celui de tout autre individu, et sans aucune mention au genre de mort; et il semble que cette disposition, plus humaine et plus favorable à l'honneur des familles, devrait être maintenue.

Art. 73. Vu l'importance de la matière, il conviendrait d'arrêter pour l'appel des détails ordinaires; en tous cas, donner un mois pour interjeter appel, et trois mois pour le juger; le tout à compter de la signification du jugement. Il y a d'autant moins d'inconvénient, que la seconde partie de l'article admet d'une manière indirecte la tierce opposition.

### TITRE III

Art. 5. Pour assurer l'entretien, il serait néces-



saire d'exiger une déclaration expresse sur les registres de la commune dans laquelle on veut fixer son domicile, à peine d'être privé jusqu'alors des droits politiques.

#### TITRE IV.

Art. 12. Pour ne pas distraire trop souvent le commissaire du Gouvernement de ses fonctions près le tribunal, où sa présence est toujours nécessaire, il faudrait le remplacer par le maire ou son adjoint, et, en cas d'empêchement, par un des suppléants du juge de paix.

Si l'on adoptait cette disposition, il y aurait d'ailleurs moins de frais.

Art. 22. L'article laisse l'habant sans défense. Il faudrait obliger les créanciers à lui faire établir un curateur, par le danger de l'abus qu'ils pourraient faire d'une forme aussi simple que celle qui est prescrite.

#### TITRE V.

Art. 18. La défense aux frères et sœurs de s'opposer est une disposition politique et morale : la séduction serait trop facile ; et l'intérêt public s'oppose à l'isolement des familles.

Les mêmes motifs doivent étendre la prohibition aux oncles et nièces, aux tantes et neveux.

Art. 32. L'objet paraît trop important pour en attribuer la connaissance aux juges de paix ; ces sortes de causes doivent être portées aux tribunaux d'arrondissement, pour y être jugées en première instance, sans l'appel.

Il serait également convenable d'étendre le délai de l'appel, et l'on ne peut pas donner moins de dix jours ; sans cela, il arriverait souvent qu'on n'aurait pas même le temps de consulter.

#### TITRE VI.

Art. 45. La peine prononcée par cet article contre les époux entre lesquels il y a collusion pour contraindre une séparation volontaire, est beaucoup trop légère ; celle de dégradation pendant un temps considérable mieux ; en tout cas, il faut autoriser le tribunal à prononcer une amende plus forte, et à la prononcer par corps.

##### Première observation sur le titre du divorce.

Le divorce ne doit point faire cesser l'action en séparation de corps : si l'on en craint les effets pour les mœurs, on peut la rendre aussi difficile que le divorce.

S'il est vrai, comme on n'en peut pas douter, et comme le disent eux-mêmes les rédacteurs du nouveau Code (discours préliminaire), qu'en admettant le divorce, le législateur n'eût point contrarié le dogme religieux de l'indissolubilité, ni décider un point de conscience, il est de la sagesse de la loi, qui ne veut point tenir éternellement sous un joug insupportable la femme qui aurait de justes motifs de divorce, mais à qui sa conscience et sa religion ne permettent pas d'en former l'action, de ne point froisser ses opinions religieuses, ni de la forcer, tandis qu'elle peut lui accorder un remède également salutaire, en lui permettant de se pourvoir en séparation de corps.

La séparation de corps serait sans inconvénient, en laissant aux époux le droit respectif de faire prononcer le divorce, quand ils le voudraient, sur la simple représentation du jugement qui aurait prononcé la séparation de corps, et tout serait terminé.

Elle doit donc être rétablie par une disposition expresse : ce serait l'objet d'un article ou deux,

dont on pourrait faire un chapitre particulier, à la fin du titre du divorce.

Sous un gouvernement libre, dans tout Etat bien organisé, toutes les opinions religieuses doivent être tolérées, tous les cultes protégés, quand ils n'ont rien de contraire à l'ordre public ; à plus forte raison le dogme moral et respectable de l'indissolubilité du mariage, chez un peuple dont les sept huitièmes le professent.

#### TITRE VII.

Art. 7. Le délai fixé par le n° 2 de cet article paraît trop long ; il n'y aurait aucun inconvénient à le réduire à un mois.

Le délai du n° 3 paraît aussi trop long, et on pourrait le réduire à trois mois.

##### Observation particulière relative à l'adoption.

Les dispositions du titre VII n'admettant que la filiation naturelle, restent sans doute implicitement la filiation fictive résultant de l'adoption, mais sans l'expliquer positivement.

Cependant le principe de l'adoption a été solennellement proclamé par la Convention, et la formule en est encore conservée dans les modèles d'actes civils publiés en exécution de l'arrêté des Consuls, du 15 floréal an VIII. Cet état de la législation paraît exiger une disposition formelle qui rejette l'usage de l'adoption.

Il est également nécessaire d'insister sur l'effet des adoptions qui ont été faites sur la foi des lois anciennes ; si ces règlements ne paraissent pas de voir leur place dans le Code civil, il y a lieu de provoquer une loi particulière sur cet objet.

#### TITRE VIII.

Art. 7. Il serait bon d'ajouter à l'article qu'en cas de partage, la mère aura voix pondérative.

Art. 12. Il faudrait substituer à l'expression jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, celle qui suit, jusqu'à l'émancipation de ses enfants.

Art. 15. On doit regarder comme un grand bienfait de la législation nouvelle, le rétablissement de la disposition ancienne dont les idées exaltées d'égalité avaient étendue la prescription.

C'est par cette raison-là même qu'on regretterait de voir la faculté de cette disposition restreinte au seul cas où l'enfant dissipateur a des enfants ou des descendants actuellement vivants. Pourquoi des pères et mères seraient-ils empêchés de pourvoir, dans leur sollicitude, au sort d'un enfant dissipateur et à celui de ses enfants à naître, dans le cas où il n'en aurait pas encore de vivants ? C'est lui-même, plus encore que sa postérité éventuelle, qui a en vue la faveur d'une telle disposition. La nécessité de l'expression de la cause et de la vérification écarte tout danger de l'abus qu'on en voudrait faire ; et il reste à celui qui en serait frappé, s'il avait donné des gages suffisants d'une meilleure conduite, la ressource de la faire lever par le juge, sur l'avis d'un conseil de famille.

Ainsi, que l'enfant dissipateur soit marié ou non, à l'ouverture de sa succession, qu'il ait ou non des enfants vivants, il faudrait étendre la disposition ancienne aux enfants à naître.

L'intérêt des mœurs l'exige, et les enfants n'auraient pas à s'en plaindre, parce qu'ils pourraient être autorisés à exercer leurs droits sur sa succession, s'il ne laissait point d'enfants ; ils ne seraient que mesquins.

Si l'observation qui vient d'être faite était adoptée, il serait nécessaire de coordonner les articles suivants à la disposition nouvelle.

## TITRE IX.

Art. 1<sup>er</sup>. La majorité sera-t-elle fixée à vingt et un ans? Le tribunal a pensé qu'elle devait l'être à vingt-cinq ans.

On ne croit pas blesser la Constitution en proposant de reporter la majorité à l'âge de vingt-cinq ans, parce que l'acte constitutionnel n'a parlé que des droits politiques du citoyen, et qu'il ne s'agit que des droits civils qui doivent être distingués dans leurs effets.

L'attachement à sa patrie, l'humour qu'on a pour elle, dominent toutes les autres passions. Le jeune homme, dans l'exercice de ses droits de citoyen, est retenu, dirigé par l'exemple qu'il trouve dans les assemblées; on est-il de même lorsqu'il est associé à ses goûts et à ses caprices? Les lois ne le croient pas encore capable à vingt et un ans de mériter tous les droits politiques, puisqu'elles défendent de le nommer électeur, même simple électeur, avant vingt-cinq ans, juré avant trente.

Plusieurs coutumes locales accordent des majorités précoces; l'expérience, qui est la mère de toutes les sciences, a perçu leur réformation et le relâchement des lois de presque toutes les nations, qui fixent la majorité à vingt-cinq ans.

Cette réformation a été faite particulièrement pour le ci-devant duché de Lorraine, par un édit de 1723; cependant on sortait si pleine des calamités du siècle précédent, qui avaient dépeuplé cette province, l'avaient convertie en forêts, et avaient habité la jeunesse à la sobriété, à la simplicité des mœurs. Alors l'enfant, que le luxe n'avait encore pu encombrer, accoutumé à travailler constamment à côté de ses parents, parvenait plus rapidement à la maturité; il y avait certainement moins de danger à le livrer à lui-même à l'âge de vingt et un ans; mais les premières années d'un temps plus doux donneront l'expérience de la nécessité de l'édit dont on vient de parler.

La jeunesse française est-elle plus sage aujourd'hui? a-t-elle reçu une meilleure éducation? a-t-elle montré plus de modération dans ses passions? Si trop souvent elle tombe dans la coquetterie au sortir de l'enfance, comme le remarquent très-souvent les rédacteurs du nouveau Code civil, n'est-ce pas pour avoir épuisé son tempérament et ses forces, en jouant sa fortune? Quelles instructions, quels exemples a-t-elle reçus depuis dix ans? Qu'en jette un coup d'œil sur la conduite qu'elle a tenue depuis le décret du 20 septembre 1797, on n'y verra qu'embarras, licence offensée, débauches, ruines, mariages follement contractés et presque aussitôt dissous. Qu'on fouille les registres des tribunaux correctionnels et criminels, on sera convaincu que le plus grand nombre des accusés ont été des jeunes gens qui, après avoir consumé leur patrimoine, se sont livrés à toutes sortes d'exécès et de crimes pour satisfaire des habitudes dépravées.

C'est la force physique, acquise à vingt et un ans, qui produit la faiblesse morale de cet âge; c'est l'effervescence des passions à cette époque, qui exige plus impérieusement qu'on le surveille et qu'on lui fasse un guide et un protecteur; pourquoi l'en priver? Le jeune homme n'a que des brouillais à recevoir de ceux que la nature ou la loi ont chargés de le diriger; il doit sous peine de la reconnaissance et du respect à ses parents, aux auteurs de ses jours, à ceux qui ont pris soin de son enfance. Si l'esprit de société et d'industrie, moins répandu qu'autrefois par le défaut d'instruc-

tion, l'a disposé à porter plutôt le poids de sa propre destinée, il est assés qu'ils ne favoriseraient les progrès; c'est la vrai, le plus doux bonheur des parents, il n'a aucun casque à courir de leur part.

Vient-on le mettre avec plus de sévérité en état de contracter des dettes? ce serait équivalement vouloir le ruiner et dépouiller les pères et mères de leur vivant, parce que leur tendresse et l'honneur les forceraient à tout sacrifier pour le soustraire aux contraintes par corps.

Puisqu'on a désigné une majorité relative au mariage, aux fonctions publiques, et même aux fonctions ministérielles, ne devrait-on pas également distinguer les enfants qui ont leurs pères et mères, de ceux qui sont sous la tutelle de collatéraux ou d'étrangers, et, dans tous les cas, modifier au moins la trop grande étendue de la capacité qu'on donne au jeune homme de vingt et un ans?

Que le législateur s'examine lui-même; qu'il se demande quel étaient ses sentiments, ses goûts, ses inclinations, ses lumières, de vingt et un à vingt-cinq ans; quelle passion il avait pour modérer ses passions; ce qu'il aurait fait s'il n'avait pas été coquet, et la question sera bientôt résolue.

Art. 27 On peut abuser de l'article pour faire beaucoup de frais inutiles. Il faut en restreindre l'effet à la convocation de six ou sept parents ou allés résidant dans la commune et communes voisines, comme pour les plus proches, et même cinq ou six seulement; et à défaut, les remplacer par des amis ou voisins.

Art. 28. Pour déterminer plus efficacement les parents et allés convoqués, il serait convenable d'ajouter à l'article, en cas de non comparution de quelqu'un d'eux (si que convoqué par convocation nécessaire), la peine de trois francs d'amende contre chacun des non comparants, outre les frais à faire pour la nouvelle convocation, solidairement entre eux.

Art. 61. Le juge de paix qui délibère lui-même ne peut pas être considéré comme ayant fait les fonctions du juge. Ce doit être au tribunal d'arrondissement à connaître en première instance des difficultés auxquelles la délibération du conseil de famille peut donner lieu, sauf l'appel au tribunal supérieur; on ne peut pas se dissimuler que ces sortes de causes ne soient souvent très-importantes.

Observations générales sur les sections VII et VIII relatives à l'administration du tuteur et aux comptes de tutelle.

Les précautions indiquées pour la surveillance de l'administration du tuteur tendent à la conservation des droits des mineurs; mais elles sont si multipliées, que cela doit nuire à leur effet.

Il est sage de prendre des mesures contre la négligence ou l'impéritie des tuteurs; mais comme on l'observe très-souvent dans le discours préliminaire du nouveau Code, il faut laisser quelque latitude à la confiance et à la bonté. Des formes inquisitoires et trop multipliées accablent sans protéger, ou ne produisent qu'une protection ruineuse aux citoyens.

Ici, le tuteur est perpétuellement placé sous le contrôle du conseil de famille; rien n'est donné à la confiance, rien n'est abandonné à sa sagesse, pas même le placement d'une somme modique de deniers. Cependant il est l'homme de la loi, l'administrateur direct, seul comptable et garant, sur tous ses biens, des vices d'administration qui lui seraient imputables.

Le conseil de famille, composé de parents et souvent d'étrangers, sous le titre de voisins ou

amis, indifférents au sort de la tutelle, ou même par des vues d'intérêt particulier, fatigués de leurs fréquentes réunions, et empressés de se dissoudre, ou d'attribuer d'honneur, ou de laisser exister sans examen dans les murs et propositions. Le conseil de famille ou fera requeste qu'il faille par son suffrage la responsabilité de l'administration, sans rien ajouter à la garantie des droits des mineurs.

La multiplicité des formalités rend l'administration du tuteur plus difficile et plus dispendieuse. Sur vingt fortunes pupillaires, surtout dans les campagnes, il en est dix-neuf qui ne supporteront pas, sans en être sensiblement altérées, les frais de ces convocations régulières; sur vingt tuteurs, il n'en est dix-neuf qui, capables de pécier de bonne foi, ne sauront pas s'acquiescer des formes prescrites, et seront victimes de leur omission, quoiqu'ils soient exempts de reproches.

Administrer en bon père de famille et rendre compte, voilà le rôle et la garantie de la gestion du tuteur; on ne peut exiger de personne qu'il fasse dans l'intérêt d'autrui plus qu'il n'aurait à faire dans le sien propre. Ainsi, dans le jugement de la conduite du tuteur, il est peu d'avoir égard à l'importance de l'objet, à la difficulté des circonstances, au degré d'intelligence dont il est doué, et à la mesure de prévoyance et de précaution qu'elle donne droit d'attendre de lui.

Les comptes répétés d'année en année et de trois ans en trois ans, multiplieront aussi les frais et les entraves, sans utilité réelle pour le très-grand nombre des mineurs; cette forme ne peut convenir qu'aux grandes fortunes. Ne suffisant-il pas que le subrogé-tuteur, établi comme une sorte de surveillant sur l'administration de la tutelle, puisse provoquer un compte provisoire, lorsque l'importance de la fortune pupillaire, ou lorsque l'incertitude sur la gestion ou la solvabilité du tuteur, lui paraissent l'exiger?

L'intervention nécessaire du juge de paix et d'un jugement d'apparence sur le compte définitif, sera aussi une source de frais inutiles. L'inscription officielle de la qualité des droits d'engagement auxquels donnera lieu la production judiciaire de toutes les pièces justificatives nécessaires à l'appui de tous les comptes de tutelle qu'il écherra de rendre dans la République, si l'on continue à exiger cet enregistrement des comptables, comme si les uns les avaient soumis expressément, quoiqu'elles n'en fissent aucun mention, et que le législateur n'ait pu reconnaître en avoir l'intention. La ruine de la plupart des mineurs en serait la suite inévitable; et il serait même une foule de tutelles où les tuteurs seraient obligés d'en faire la dépense, sans espoir d'indemnité, pour obtenir leur décharge.

Cependant l'intervention du juge de paix dégenérera quant à l'intérêt des mineurs, en une vaine formalité; il sera le rédacteur passif des dires des parties, peu disposé à s'engager en cas d'erreur d'une comptabilité qui recourrait des fois au contrôleur légitime. Les moyens de réclamation de l'oyrai compte auraient été plus sûrement et plus efficacement dirigés par un conseil qu'il aurait eu le libéré de s'acquiescer pour l'audition d'un compte amiable.

Art. 85. Dans les petites tutelles, on pourrait réduire à 500 francs les sommes qui doivent produire des intérêts.

Art. 100. On qui se fait devant le juge de paix ne doit être considéré que comme fait au bureau de conciliation; il serait inexact d'ordonner le compte général devant le tribunal d'arrondisse-

ment que devant un juge de paix, qui, presque utile part dans les campagnes, aura les connaissances requises pour s'instruire sur les difficultés qui se présentent.

Art. 107. Le mineur émancipé ou pourra s'engager que pour une année de ses revenus, il ne doit pas être autorisé à recevoir ses capitaux; pour les autres cas il doit avoir un tuteur ou subrogé-tuteur qui les recevra et en fera l'emploi sous la direction du conseil de famille.

Art. 109. Il faudrait supprimer la troisième partie de l'article, comme contradictoire avec le droit qui donne la loi à l'émancipé de s'engager jusqu'à concurrence des revenus d'une année, sans à les distribuer au marc le franc entre les créanciers.

## TITRE X.

Art. 117. On pense avoir démontré que la majorité devait être fixée à vingt-cinq ans.

Art. 4. Il faudrait ajouter l'incapacité, la disqualification, la prodigalité ostentive, aux causes d'interdiction.

Dans une société bien régie, on doit, avant qu'il est possible, prévenir la ruine des citoyens, et surtout pourvoir à la subsistance des enfants.

Art. 13. Il conviendrait de remplacer le juge de paix et ses assesseurs ou suppléants par un officier de santé à nommer par le tribunal; et dans tous les cas et sans du juge de paix, ce d'un de ses suppléants lorsqu'il sera empêché, souvent ils sont parents des parties.

Art. 15. Si l'un ne veut pas devoir accorder aux parents qui ont provoqué l'interdiction le droit d'appeler du jugement qui a rejeté la demande, il faudrait du moins l'accorder au commissaire du Gouvernement; mais il n'y aurait aucun inconvénient à l'accorder aux parents, sauf à les condamner aux dépens en cas de vérification évidente. Une cause de cette nature est assez importante pour conserver les deux degrés de juridiction.

Art. 16. On pourrait supprimer la deuxième partie de l'article, vu qu'il est pourvu à la notation par l'article 20.

Art. 20. Il serait mieux, ce semble, de débarrasser le commissaire des diligences qui lui sont imposées, pour les laisser à la charge de la partie poursuivante, et pour diminuer les frais, admet, seulement au motif du domicile et aux maires des communes où les biens seraient situés, et y joindre, si l'on veut, la publication à en public. On ne notifie autrement qu'un droit de notation.

Art. 23. Il serait prudent de conserver les deux degrés de juridiction; le conseil de famille n'est point un tribunal.

## LIVRE II.

### TITRE PREMIER.

Art. 8. Ne faudrait-il pas fixer, dans cet article, l'époque à laquelle il serait permis de saisir les fruits?

Art. 9. Il faut ajouter: « Mais la ruine doit être faite en temps et sans conventions, et conformément à l'usage. »

## TITRE II.

Art. 2. Il conviendrait d'ajouter et préalable.

## TITRE III.

Art. 15. Après le mot *taillis*, il serait nécessaire d'ajouter: « et l'exploitation au pied d'arbre » dans les forêts où il est d'usage de marquer « en jardinant, comme dans les sapinières. »

Art. 18. Il y a même raison d'obliger l'ascendant à remplacer les arbres arrachés ou brisés, puisqu'il en profite également : ainsi il faudrait supprimer la deuxième partie de l'article.

## TITRE IV.

Art. 15. La population ne paraît pas devoir infliger sur la disposition, il faudrait commencer l'article par ces mots : *les copropriétaires, et supprimer tout ce qui précède.*

Art. 21. On fait la même observation que sur l'article 15, pour la base de la population, et l'on croit qu'en fixant à 10 pieds (32 décimètres) du hautier tous murs de séparation dans les cours, il faudrait les mettre à 6 pieds, ou lieu de 8, dans les jardins et terrains au derrière des maisons, *sous l'ancienne possession pour les murs existants, et à se conformer aux lois, s'il y en a.*

Art. 23. Il faudrait commencer l'article par ces mots : *toitures, haies, clôtures et fossés, etc.*

Il faudrait aussi pouvoir forcer son voisin à clore, à faire communs, les jardins qui tiennent aux maisons, soit par un mur, soit par une palissade, soit par une haie vive.

Pour tous autres héritages, ce serait le celui qui veut clore à la faire à ses frais et sur son propre terrain, avec cette distinction que s'il plantait sur haie vive, il serait obligé à la planter à un pied et demi au delà des bornes, pour pouvoir la cultiver sans passer sur le voisin ; et le tout sans préjudice des servitudes anciennement établies.

Art. 25. Il faudrait ajouter à l'article ce qui suit :  
• Sans que le voisin soit par là empêché de bâtir  
• de son côté ; auquel cas les joints et fenêtres  
• seront rappelés, à moins qu'il n'y ait titre au  
• contraire. Lesdits joints et fenêtres seront égales  
• seront supprimés dans le cas où le voisin jugerait  
• à propos de payer la moitié du mur.

## LIVRE III.

## Dispositions générales.

Art. 1<sup>er</sup>. Il ne paraît pas exact de dire que les biens s'acquiescent par la puissance paternelle.

## TITRE PREMIER.

Art. 2. On croit devoir observer sur la chose et la personne, qu'il serait de l'intérêt public de les annuler l'une et l'autre, même les petites choses.

1<sup>o</sup> Ce serait le moyen de prévenir les brigandages et les meurtres, et tous les malheurs qui sont la suite d'un port d'armes, soit à la ville, soit à la campagne. On se plaint partout du pillage des récoltes, elles sont partout foulées aux pieds ; il y aurait moins d'ivrognes et de lâches ; les mœurs y gagneraient sous tous les rapports.

2<sup>o</sup> Le produit des baux remplacerait avantageusement le produit des barrières, absorbé, pour une partie, par les frais de régie et le gaspillage. Le peuple supporterait impatiemment l'impôt des barrières, qui sont essentiellement à la circulation des denrées et du commerce ; et en appliquant à l'entretien des routes le produit de la péche et de la chasse, on applaudirait de toutes parts à la suppression d'une mesure aussi salubre.

Art. 33. L'article 33 est interrompu dans sa rédaction, ce qui en rend le sens obscur : il s'écoule que les enfants succèdent par égales portions, et par tête ou par souche, lorsqu'ils viennent par représentation.

Dans cet énoncé, les mots *par tête* ou *par souche* semblent également se référer aux expressions suivantes : lorsqu'ils viennent par représentation ; cependant ces deux modes de partage sont relatifs à deux espèces de successions distinctes, l'une à

laquelle les descendants sont appelés de leur chef, l'autre à laquelle ils viennent par représentation : les deux cas ont donc dû être énoncés avec application à chacun d'eux de mode de partage auquel ils donnent lieu.

Ainsi on pourrait rédiger la seconde partie de l'article dans les termes suivants :

• Les descendants succèdent par égales portions  
• et par tête lorsqu'ils viennent à la succession  
• de leur chef, ils succèdent par souche lorsqu'ils  
• viennent par représentation ; dans ce dernier  
• cas, la portion revient à chaque souche et souche  
• divise par portions égales et par têtes entre les  
• individus qui en descendent ; il ne se fait pas  
• de distinction entre les enfants issus de diffé-  
• rents mariages.

Art. 27, 31, 47, 49, 50. La combinaison de ces divers articles laisse une grande incertitude sur l'étendue des droits de survivibilité attribués aux frères et sœurs non germains.

L'article 27 énonce que toute succession échue à des descendants ou à des collatéraux se divise en deux patrimoines, l'un paternel, l'autre maternel, respectivement dévolus aux parents de deux lignes. L'article excepte les deux cas réservés aux articles 46 et 47.

Mais les cas prévus par ces deux articles sont ceux où le défunt a laissé, outre des frères ou sœurs, germains ou non germains, son père et sa mère, ou l'un d'eux, auquel cas la disposition appelle les père et mère survivants, ou celui des deux qui survit, à prendre un quart pour chacun dans la succession, laissant la moitié ou les trois quarts restants aux frères, sœurs ou descendants d'eux.

Il est clair qu'en ces cas la division de la succession en patrimoines paternels et maternels n'a pas lieu, et que si le défunt n'a laissé qu'un frère consanguin, par exemple, avec leur père commun survivant, le père prend un quart dans la succession, et le frère les trois autres quarts, la ligne maternelle du défunt demeurant exclue, soit qu'elle soit représentée par des ascendants du défunt en degré plus éloigné que la mère, ou par des collatéraux issus de ces mêmes ascendants privilégiés.

Mais si le père du défunt était aussi privilégié, ou sorte que le défunt ne laissât qu'un frère consanguin, quel juris ?

Ce frère représenterait-il la succession tout entière, à l'exclusion des autres ou des collatéraux maternels ? ou la succession se diviserait-elle en deux parts, dont l'une serait dévolue aux parents maternels à titre du patrimoine maternel ? Tel est le doute qu'autorise l'expression des articles précités.

On dirait, pour les parents maternels, qu'il ne s'agit ni d'un des cas prévus par les arts 46 et 47, puisqu'il n'y a ni père ni mère survivants, et que cessant l'exception portée en ces deux articles, le principe exprimé dans l'article 27 reprend sa pleine application, et commandant qu'on toute succession échue à des collatéraux, la division en deux patrimoines soit opérée.

Vainement opposerait-on en faveur du frère que, suivant la disposition première de l'article 46, les frères ou sœurs, soit germains ou non germains, excluent tous les ascendants autres que les père et mère ; d'où il résulterait qu'à plus forte raison les excluent les collatéraux issus de ces mêmes ascendants, qui, quoiqu'en degré plus proche, ne seraient pas successeurs s'ils vivaient.

On répondrait, pour les parents maternels, que ce n'est là qu'une supposition qui ne peut tenir contre l'expression impérative et l'addition de la

disposition qui veut qu'en toute succession, ascendante ou collatérale, la division en deux patrimoines ait lieu.

La prétention des parents maternels se fortifierait, et du la disposition de l'article 49, qui, traitant des successions collatérales, y appelle, pour le tout, les frères ou sœurs germains, sans aucun mention des non germains; et de la disposition de l'article 50, qui, déterminant le privilège du double lien, exprime que la succession se divise toujours en deux parts, l'une paternelle, l'autre maternelle.

Cependant il est impossible de concevoir et de penser que le frère consanguin, qui, dans le cas de survie du père, recueillait dès à présent les trois quarts de la succession de son frère décédé, avec la perspective de retrouver l'autre quart dans la succession de son père, soit réduit, en cas de prédécès de son père, à la moitié de cette même succession, et que les oncles ou collatéraux maternels, qui, au premier cas, démontraient exclus, soient appelés, dans le second, à recueillir moitié de la succession; l'événement du prédécès du père n'ôte rien à la faveur des droits des frères, comme il n'ajoute rien à la faveur des droits des collatéraux. Les motifs d'exclusion ou de concours sont les mêmes dans l'un et l'autre cas. La vocation des père et mère, en concurrence avec les frères, est un droit personnel attribué aux ascendants du premier degré seulement, contre leurs enfants; lequel droit cessant, celui des frères à la totalité de la succession doit reprendre tout son effet, sans que cet événement change rien à la condition des ascendants ou collatéraux d'une autre ligne, auxquels il est étranger.

On doit donc croire que l'esprit de la loi proposée est de donner à la proximité du lien, dans le premier degré de la ligne collatérale, un tel degré de faveur, qu'il exclue toute concurrence des collatéraux plus éloignés, sauf les descendants des frères, et d'ascendants hors le père et la mère; et conséquemment qu'il exclue aussi toute division de patrimoine en paternel et maternel, lorsque les frères ou sœurs survivants ne sont liés au défunt que par une des deux lignes.

En ce cas, il est indispensable de rendre cette intention plus manifeste, en rectifiant dans la rédaction ce qui peut présenter de l'équivoque.

Ainsi, l'article 27, plus généralisé dans son exception, exprimerait que toute succession dévolue exclusivement à des ascendants, ou échue à des collatéraux autres que les frères, sœurs ou descendants d'eux, se divise en deux parts égales, etc.

Les articles 46 et 47 réunis exprimeraient la vocation des père et mère concurremment avec les frères et sœurs pour moitié, si tous deux survivent, et pour un quart si l'un d'eux est prédécédé.

L'article 47 modifierait l'exécution de tous ascendants autres que les père et mère, par les frères ou sœurs, même consanguins ou utérins, et par les descendants d'eux.

L'article 49, relatif aux successions collatérales, y appellerait (à défaut de descendants et du père et mère) exclusivement et en premier ordre, les frères ou sœurs, *germains ou non germains*, ou les descendants d'eux, soit du leur chef, ou par représentation, etc.

Enfin, l'article 50, en modifiant l'expression trop générale toujours, déterminerait seulement qu'en cas de concours entre des frères ou sœurs germains, et d'autres non germains, la succession

se divise en deux parts, paternelle et maternelle, etc.

Alors les termes où commence et finit la division de la succession en patrimoines paternel et maternel, seraient clairement déterminés.

Mais il se présente une hypothèse qui ne paraît pas suffisamment prévue; c'est celle où le défunt laisserait à la fois père et mère ou l'un d'eux, et en plusieurs frères ou sœurs germains, et un ou plusieurs frères ou sœurs utérins ou consanguins; comment, en ce cas, se ferait le partage?

Le principe de la division en patrimoines paternel et maternel appelle les germains à recueillir, seuls, la moitié de la ligne dont ils sont seuls descendants. La disposition de l'article 46 précité appelle les père et mère survivants à recueillir aussi une moitié, et conséquemment appelle entre les frères non germains à prendre part à la succession. L'exercice de l'un des droits ne peut en exclure l'autre; il faut que la plénitude de l'un opère une réduction sur l'autre; lequel doit céder.

Soit pour exemple l'hypothèse suivante :



Jean Lefebvre a deux fils d'une première épouse décédée; il a aussi deux fils de son épouse actuelle.

Paul, l'un des fils du premier lit, décédé, Pierre, son frère germain, prétend moitié dans sa succession, comme représentant la ligne maternelle; plus ledit Pierre conjointement avec les deux frères consanguins, prétendent aussi moitié comme représentant la ligne paternelle; enfin le père survivant prétend un quart; comment concilier ces diverses prétentions?

Il paraît que Pierre doit obtenir la moitié dévolue à la ligne maternelle qu'il représente seul, que le père doit obtenir un quart, et que conséquemment le droit des trois frères comme représentant la ligne paternelle se réduit à un quart divisible également entre eux.

Si maintenant on suppose que Jacques, fils du second lit, vienne aussi à décéder, que Nicolas, son frère germain, prétende moitié dans sa succession comme représentant la ligne maternelle, que le même Nicolas réuni à Pierre, frère consanguin, prétendent aussi moitié comme représentant la ligne paternelle; qu'enfin les père et mère survivants demandent chacun un quart. Il paraît que ces prétentions devraient se concilier de cette manière :

La mère survivante prenant un quart, la portion du frère germain, du chef de la ligne maternelle, se réduit à un quart; le père prenant aussi un quart, la portion divisible entre les deux frères comme représentant la ligne paternelle, est également réduite à un quart.

Pour donc fixer le mode de partage dans tous les cas, il paraît indispensable d'exprimer en principe, « qu'en cas de concours du père et de la mère survivants, ou de l'un d'eux, avec des frères ou sœurs germains ou non germains, la portion héréditaire attribuée au père est imputable sur la moitié de la succession dévolue à la ligne paternelle, et la portion attribuée à la mère imputable sur la moitié dévolue à la ligne maternelle, en sorte que lesdites portions tombaient chacune respectivement en diminution de la part que les représentants desdites lignes paternelle et maternelle auraient été appelés à recueillir si les père ou mère eussent été précédés. »

Art. 55. En accordant le quart de la succession à un enfant naturel, lorsque le père n'a laissé ni descendants légitimes ni ascendants, il est évident qu'on a voulu, dans ce cas-là, traiter plus favorablement l'enfant naturel; cependant lorsqu'ils seront plusieurs, ce qui arrivera souvent, chacun d'eux aura moins que si l'un d'eux était légitime. Il faudrait donc corriger cet article dans les deux dernières parties, de la manière suivante :

« Lorsque le père ou la mère ne laisse ni descendants légitimes, ni ascendants, s'il existe un enfant naturel, il aura le quart de la succession; s'ils sont deux ou plusieurs, chacun d'eux aura autant que si l'un d'eux était légitime. »

Art. 72. Il faudrait ajouter après *légitimes*, pour prévenir toutes difficultés, ou de *représentation d'Etat*, etc.

Art. 217. La disposition contenue en cet article est d'une exécution difficile, et de nature à faire naître des difficultés. Il faudrait le supprimer, et le remplacer par un autre qui aurait pour objet de déterminer le délai dans lequel on serait tenu de se pourvoir, et vraisemblablement on serait le délai de quatre ans comme pour les ventes.

#### TITRE II.

Art. 228. Lorsqu'il n'y a eu que des actes reconnaissables, on n'a pas dû prévoir la disposition nouvelle; il ne pouvait y avoir d'inconvénient que pour les droits féodaux : mais le régime féodal est supprimé. Il serait donc convenable de supprimer l'article; et si on le laisse subsister, il faudrait exprimer qu'il n'a aucun effet rétroactif, et que, dans aucun cas, on ne pourra l'appliquer aux *créances et dettes actives*.

Art. 229. Dès lors que l'acte confirmatif doit contenir la déclaration de donner à l'acte confirmatif son exécution, l'intention de réparer est suffisamment manifestée; il faudrait donc retrancher de la rédaction les mots : avec l'intention de la réparer, et qu'il n'en rapporte la substance.

#### TITRE III.

Art. 253. L'affirmation peut être utile avec beaucoup de plaideurs, et il faudrait supprimer l'article.

Si on le laisse subsister, il serait peut-être mieux de le rédiger de la manière suivante :

« Lors de l'interrogation sur faits et articles, « il ne peut être exigé aucune affirmation de celui qui est interrogé. »

#### TITRE IV.

Art. 8. Il serait convenable d'octroyer privilège aux propriétaires sur les meubles, soit que les baux soient authentiques ou non, mais pour une année d'arrérages seulement et l'année courante,

afin de prévenir par là un concert frauduleux sur les années antérieures. On maintiendrait également le privilège pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail.

#### TITRE V.

Art. 51. Les créanciers non opposants ayant droit d'être payés sur ce qui restera du prix des biens, cet intérêt doit les faire admettre à surenchérir, chiographes et autres; c'est aussi évidemment l'intérêt du débiteur.

#### TITRE IX.

Art. 21. L'avoué peut être absent ou refuser de viser; faudra-t-il lui faire un procès? Ne vaudrait-il pas mieux supprimer la formalité du visa?

Art. 26. La notification aux juges de paix est superflue; ce sont des frais inutiles : il faudrait la supprimer.

Art. 29. Il serait nécessaire d'indiquer la manière dont le créancier se procurera la désignation des biens.

Art. 69. Il conviendrait de réduire à l'année les baux judiciaires des maisons, jardins et prés non dépendants d'un corps de ferme, ainsi que ceux des vignes.

Art. 77. Au lieu de *il lui est adjugé*, dire : *il pourra lui être adjugé*.

Art. 79. La concession à donner par le président à l'adversaire paraît superflue.

Art. 92. Si l'avoué de l'opposant meurt, il serait mieux d'obliger le poursuivant à nommer l'opposant d'où nommer un autre dans la décade, avec déclaration que s'il n'est pas satisfait à la sommation dans le délai, il sera procédé par défaut.

Art. 99. Dans aucun cas, on ne doit vendre les biens dont la distraction est demandée avant le coup d'adjuger, qu'il n'y ait été statué définitivement; ce qui ne retarderait pas la vente des autres biens.

Art. 114. Il est évidemment de l'intérêt des créanciers, comme de la partie saisi, que tous les frais soient pris sur le prix des biens; les curieux ne seraient pas incertains et saurient à quoi ils peuvent porter leurs mises; on vendrait mieux.

Art. 146. On ne voit pas pourquoi on serait privé de l'opposition et de l'appel.

Art. 148. On peut avoir des bougies de cinq minutes pour la vente au gros; mais si elles devaient durer autant pour les ventes au détail, les enchères ne dureraient pas; chaque fois on y serait plusieurs jours; la décade souvent ne suffirait pas; les curieux saignés se retireraient, et l'on pourrait par donner les biens pour rien. Il faut nécessairement que l'on s'en rapporte à la prudence des tribunaux sur la durée des feux, pour le bœuf même de la cause.

Art. 164. Il n'est pas juste de priver les parties de la voie de l'appel.

Art. 165. Il faudrait ajouter à l'article, après le mot *affirmer*, ceux-ci : *par lui ou par procureur fondé de pouvoir spécial*.

Art. 169. Les frais sont si énormes, qu'il sera utile d'élever la somme.

Art. 175. On pense qu'il faudrait laisser aux parties la voie de l'appel.

#### TITRE X.

Art. 16. L'exécution de l'article peut donner lieu à des difficultés sans nombre; c'est une source de procès qui seront souvent très-difficiles à juger : il vaudrait mieux le supprimer pour y substituer celui qui suit :

• Les coupes de bois qui se font pendant le mariage touchent dans la communauté, pourvu qu'elles aient été faites selon les règles de l'administration forestière, et conformément à l'usage des lieux »

Art. 24. La réciprocité exige la suppression de la seconde partie de l'article.

Art. 31. Il semble qu'il faille supprimer les mots avec réserve d'usufruit, sans quoi il n'y aurait plus de limitation réelle.

Art. 33. Il faudrait supprimer le mot capital, pour y substituer *n'emportant pas mort civile*.

Art. 35. Il paraîtrait plus conforme aux principes de la communauté, pour y substituer point les biens de la communauté, pour y substituer ceux-ci ne sont point valables, et ajouter après commerce, ceux-ci : auquel cas elle engage les biens de la communauté.

Art. 45. Il faudrait assener la récompense pour les choses personnelles aux époux, et pour les améliorations respectivement faites à leurs biens, et supprimer tout le reste comme une source de procès et de discussions longues et ruineuses : les fruits du réel compensent toutes les autres dépenses ; et c'est le moyen de simplifier les liquidations, qui deviendraient interminables.

Art. 61. N'y aurait-il pas une sorte de contradiction à prononcer la séparation de biens pour cause de dilapidation, et à autoriser la femme à accepter la communauté ? l'article 57 doute les moyens de la séparation de biens ; et dans les cas prévus, il est impossible même que jamais la femme accepte la communauté.

Art. 68. Il convient de le supprimer, en autorisant la femme à toucher ses fonds, et à les employer elle-même.

Art. 69. Il devient inutile si l'on admet l'observation qui vient d'être faite.

Art. 72. Inutile d'après l'article 91.

Art. 76. Il serait utile d'obliger la femme à faire encore sa renonciation en la justice de paix.

Art. 80. On ne présume que sur la communauté ; les immeubles non vendus ou acquis en remploi n'en font point partie.

Art. 125. Il serait nécessaire de publier et insinuer la stipulation.

Art. 129. Il faudrait supprimer les expressions *sont dégués*, dans les deux paragraphes où elles se trouvent ; c'est assez de la garantie des pertes, mais y ajouter celle des libéralités.

#### TITRE XI.

Art. 30. *Délivrance* paraît impropre quand il s'agit d'immeubles.

Art. 52. Il faudrait appeler les usages des lieux, dernières expressions de l'article, pour laisser le tout à la prudence des juges.

Art. 62. Il paraît mieux de fixer des délaix uniformes, que de renvoyer à l'usage des lieux.

#### TITRE XIII.

Art. 53. Il faudrait ajouter après le mot *usufruit*, ceux-ci : *après l'expiration de l'année courante*.

Art. 66. Il faudrait supprimer la 2<sup>e</sup> partie de la phrase, pour y substituer : *s'il n'y a convention contraire*.

Pour les laux continués depuis vingt ou trente ans, il serait impossible d'éclaircir les laux, c'est aux fermiers à demander des engrais et des pailles en entrant, si cela leur convient.

Art. 68. La première partie de l'article ne paraît pas clairement rédigée ; mais par la seconde, le fermier ne pouvant prétendre de retenir, si la

perte est moindre de moitié, la rédaction de la première partie pourrait être faite de la manière suivante : « Si le bail n'est que d'une année, et que la perte soit totale, le fermier n'a rien à payer, si elle est des trois quarts, si lui sera la remise des trois quarts du prix ; et demeuré, si la perte est de moitié, sans considération des fruitiers. »

Art. 71. Effacer le mot *conserve*, comme trop arbitraire.

Art. 86. Pour concilier cet article avec celui qui suit, il faudrait supprimer les mots à moins de convention contraire.

Art. 90. Il faudrait supprimer *des eux authentique* pour y substituer *ayant une date certaine*.

Art. 92. On pourrait ajouter à la première partie de l'article à moins de convention contraire, et supprimer la deuxième partie ; il n'y a rien d'illicite à se réserver quelque partie du produit et du travail des bestiaux.

Art. 112, 113, 111, 115. Il faudrait rendre les quatre articles en un seul, et le rédiger de la manière suivante :

« Les domestiques et ouvriers à gages ne peuvent quitter leurs maîtres, sans cause grave, et avant le temps convenu, à peine de payer moitié des gages par forme d'indemnité, à l'effet de quoi les maîtres sont autorisés à retenir les effets des domestiques et ouvriers. Ils peuvent être renvoyés, en leur payant seulement leurs gages jusqu'à leur sortie : mais dans ce cas-là, si le domestique ou l'ouvrier l'exige, le maître sera tenu d'affirmer devant le juge de paix qu'il a de justes causes ; et s'il ne pourrait prêter cette affirmation, il paiera moitié des gages à titre d'indemnité. »

Art. 128. On ne doit pas exposer le propriétaire au danger d'une preuve testimoniale. L'architecte doit prouver par écrit qu'il a fait ses observations, et qu'on n'a pas voulu s'y arrêter ; il serait encore peut-être mieux qu'il ne pût, sous aucun prétexte, violer les règles de son art, quand il s'agit de la solidité d'un édifice. L'intérêt public l'exige.

#### TITRE XIV.

Art. 36. Les articles 37, 38, 39, 40, 41 ne sont que des paragraphes de l'article 36 ; l'imprimeur s'est trompé, en faisant autant d'articles.

#### TITRE XV.

Art. 2, 3, 4. On devrait les supprimer comme trop dispendieux.

#### TITRE XIX.

Art. 13, 14, 15. A rayer, comme entraves à la liberté des conventions, et n'ayant rien d'ailleurs de contraire à l'ordre public.

#### TITRE XX.

Art. 4. Il conviendrait d'ajouter à l'article ce qui suit :

« Et cependant, si le mineur devenu majeur ne peut pas dans l'année, si ne peut plus se faire restituer, et l'action ne passe à ses héritiers qu'autant qu'il l'eût intentée lui-même. »

Art. 6. Il serait mieux de changer la disposition, en disant, que la prescription ne peut être opposée devant le tribunal d'appel, si elle n'a pas été proposée en première instance, à moins que le jugement dont est appel n'ait été rendu par défaut. »

Art. 7. Il faudrait supprimer l'article, comme contradictoire avec l'article 33, qui permet l'accoup plus sage.

Art. 12. Le titre de la detention peut être souvent intervenir de la part d'un tiers, par un encheri frauduleux, dont le vrai propriétaire ne pourralt pas se défendre, puisque la possession serait toujours procurée à ses yeux par la première qualité du possesseur, et l'abus qu'il est si facile de faire de la disposition de l'article exige que l'on enregistre les actes, soit par une cause venant d'un tiers, soit, pour ne laisser subsister que le cas de la contradiction du possesseur au droit du propriétaire.

Art. 24. Le vrai propriétaire, souvent éloigné, serait trop facilement dépossédé, et il vaudrait beaucoup mieux supprimer l'article. En tout cas, y ajouter: *peut-être qu'il n'aient pas rommé à posséder.*

Art. 27. Le délai de huitaine est évidemment trop court. On peut le baliser à trois ou quatre semaines; il faut le temps de recevoir des nouvelles, d'envoyer une procuration pour poursuivre. On ne voit aucun inconvénient à porter le délai à trois mois.

Art. 29. Substituer la à es, dans la phrase relative au possesseur, quatrième cas prévu par l'article.

Art. 31. Il serait, ce semble, beaucoup plus équitable de supprimer les trois dernières parties de l'article, et d'y substituer la phrase suivante :

« La prescription sera également interrompue : contre tous les héritiers, d'un débiteur, par la reconnaissance de l'un d'eux, ou l'interpellation judiciaire faite à l'un d'eux. »

Si l'on craint un concert frauduleux, on ne doit pas le présumer légalement, surtout quand il s'agit d'accorder une créance légitime, dont l'existence est reconnue par un héritier; on peut d'ailleurs ne pas les consulter tous, et il serait trop rigoureux de priver un créancier de ses droits contre eux.

Art. 33. Il faut supprimer l'article, et y substituer la disposition contenue en ces termes :

« La prescription court contre les mineurs et les interdits, sauf leur recours contre leurs tuteurs et curateurs. »

La disposition que l'on proposait, conforme à quelques coutumes, est beaucoup plus juste que celle du projet de Code civil, qui l'indemnité d'ailleurs dans plusieurs cas; et il sera d'autant plus sage de s'écarter en ce point de la rupture de Paris, qu'en passant d'une minorité à l'autre il est possible qu'on ne preserve pas dans un siècle.

Art. 36. Il faut ajouter à l'article la formalité de la publication et l'immunité de la stipulation; et peut-être vaudrait-il encore mieux supprimer l'article, soit parce que la femme peut agir sous l'autorité de la justice, soit parce qu'on peut lui réserver son recours contre le mari.

Art. 43. On ne devrait pouvoir prescrire que de bon droit; quelques coutumes l'exigent expressément, et en cela elles paraissent plus sages; ainsi il faudrait supprimer la dernière phrase de l'article, et même exiger l'affirmation de celui qui oppose la prescription.

On doit parier les moyens possibles, rapprocher les hommes à la morale, à la bonne foi. Le Code civil sera entre les mains de tous les citoyens, si la phrase dont il s'agit n'est pas supprimée, la plupart courront que la mauvaise foi y est autorisée, et ce serait vraiment une cause nouvelle de démoralisation.

Art. 46, 47, 48. Il serait beaucoup plus simple de prendre un terme moyen entre dix et vingt ans, et de fixer à quinze ans la prescription dont il est parlé dans ces trois articles, soit que l'on

habile ou non dans le ressort du tribunal d'appel.

Art. 56. L'objet de cet article est de prévenir l'abus que l'on peut faire des articles précédents, et il serait mieux de terminer l'article par cela :

« Tous autres moyens de défense demeurent réservés, quand bien même l'ordonnance n'est intervenue dans les délais. »

Art. 57. Il paraîtrait convenable de réduire également à deux ans la prescription de cinq ans dont il est parlé dans la première partie de l'article.

Toutes sont, sur le nouveau projet de Code civil, les observations du tribunal d'appel de Nancy. Elles ne sont pas toutes également importantes; mais elles tendent toutes au but que s'est proposé le Gouvernement, une plus grande perfection dans le Code proposé.

Il est des observations sur lesquelles on peut être divisé d'opinion; il en est au-vi qui semblent devoir les réunir; il en est, on croit pour le dire, qui sollicitent toute l'attention du Gouvernement.

Elles n'ont point été rédigées dans un esprit de critique, qui aurait eu pour objet d'affaiblir les justes éloges dus à la commission chargée du travail lumineux du nouveau Code; le tribunal applaudit, avec la France entière, à la sagesse, aux lumières, au zèle des citoyens respectables qui composent cette commission; ils ont répondu à la confiance qu'ils avaient reçue, ils ont bien mérité de la patrie, le tribunal se plaît à le répéter; mais il ne peut pas paraître étonné que quelque chose échappe dans l'exécution d'un plan aussi vaste; et les observations du tribunal, dictées uniquement par l'amour du bien public, qui anime les auteurs du projet, leur paraissent à eux-mêmes conformes, pour la plupart, aux vœux présentés par eux dans les discours préliminaires.

On aurait désiré que le projet de Code judiciaire fût présenté au même temps que le projet de Code civil; une foule de détails auraient pu être traités et placés dans le Code judiciaire, et ainsi appartenir; les deux Codes seraient été coordonnés, tandis que s'ils sont publiés l'un sans l'autre, il est à craindre qu'ils ne se contrediront, et qu'il ne faille revenir sur plusieurs dispositions du Code civil; inconvénient grave, qu'il serait nécessaire de prévenir.

Le tribunal croit également devoir s'exprimer sur le vote de la diminution des droits d'enregistrement; ils sont exorbitants. S'ils étaient modérés, on en fait moins usage, et s'y soustrait; sans ce rapport, le trésor public y perdrait peu, et l'on attendrait avec moins de priar l'époque à laquelle les besoins de l'Etat, diminuant, permettraient sans une réduction plus considérable dans cette perception, qui ne doit point avoir les caractères d'un impôt, unique l'établissement à essentiellement pour objet d'assurer l'existence des actes et conventions des administrés.

Le bonheur d'une nation est dans sa législation; il est assuré par des lois sages, fondées sur la morale et la justice; et le Gouvernement, qui s'occupe avec tant de succès du bonheur du peuple français, inconvient, dans sa sagesse, les moyens de le fixer, en préparant les lois qui doivent à jamais lui servir de base.

Fait et arrêté en la chambre du conseil du tribunal, à Nancy, tous les citoyens présents, à l'exception du citoyen Baillet, absent, ce 1<sup>er</sup> prairial an IX de la République française.

Signé: MENY, président; SCHOUTER, BALDEN, LECHRAIN, BAGO, JEANNOT, JOHNSON, J. P. JACQUEMINOT, GIBSON.



## CONSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SEANT A NIMES, SUR LE  
PROJET DE LOI CIVIL.

Les commissaires nommés par le tribunal d'appel sont à Nîmes, en conséquence de la lettre du citoyen ministre de la justice, du 12 germinal dernier, à l'effet d'examiner le projet de Code civil, ont rédigé les observations suivantes, après en avoir délibéré avec les autres membres du tribunal et le commissaire du Gouvernement.

## LINK PHENOLICE

## TUESDAY

Art. 2. En considérant l'importance plus ou moins vaste des ressorts des tribunaux d'appel, le conseil national a pris de se rapprocher, et tout important de produire un troupe dans chaque ressort la commune de la loi à laquelle il doit se conformer (lire, parait-il), en statuant que les lois obligatoires dans la commune ou siège le tribunal d'appel, du jour de la publication, en le devant adresser pour les autres communes du ressort, que cinq ou dix jours après? On pense que cinq jours seraient suffisants, si le Gouvernement continu d'exercer directement le Bulletin des lois aux tribunaux de première instance.

Les articles 1 no 3 des autres chapitres s'expriment les commissaires près les tribunaux d'appel d'adieu-er, dans un temps déterminé, aux public-tribunaux du ressort, la note des épreuves des catons du lot.

#### TITLE IV.

L'article 3, en rapport aux lois nouvelles le principe de la non rétroactivité, est d'une portée excessive. Une loi qui s'est appliquée à une personne, en un instant donné et le moment où elle a été publiée, elle ne change ni ne corrige ni ne qui appartient à la loi primitive. Sa disposition a toujours été et doit rester en vigueur indépendante aux deux époques. Si, dans l'intermédiaire, il s'est formé des opinions erronées, ou s'il s'est glissé des abus ou ce qui en fait la mesure, ces accidents n'ont pu faire droit que pour les affaires déjà terminées par jugements non appelés ou par des reconnaissances, et maintenant pour les constatations pendantes ou indéfinies. Il ne s'agit pas de l'ancien, des règles du droit, art. 1<sup>er</sup>, art. 1<sup>er</sup> et 1<sup>er</sup>. Après dix-huit ans, on est tombé d'accord sur le point; mais il a été dit qu'il serait bon que quelques exceptions fussent l'objet de la manière à faire une juste application de l'article.

Notes. — 1. On pourrait ajouter à ce titre au titre le pour cause de : explicitement ou autre maxime, dont l'application est, mathématiquement, d'un usage aussi fin tant que nécessaire, que les lois respectent au point de ce qui blesse directement ou indirectement leur intention, ou ce qui est en dehors de leurs dispositions, ou pour les études (Droit, lib. art. 19 et 20).

### TIME V.

L'article 10, bien rédigé, est plein de raison et suffisamment précis. Mais pour éviter qu'il ne puisse être interprété à son avantage par un avocat, il paraîtrait convenable d'ajouter immédiatement un autre article qui y serait très-analogue, en ces termes : Il faut juger par la rigueur du droit, si la loi ne souffre pas de tempérament, ou par le tempérament de l'équité, si la loi souffre. Ces deux notions, tirées de l'article 7, sont du bon droit, mais s'il s'agit d'argumenter avec beaucoup de jus-

Il est tout ce que dit le même auteur, aux articles 4, 5, 6, 7 et 8, sur cette question délicate à fixer, mais importante à définir dans un Code civil, quand il fait suivre ou l'équité ou la rigueur du droit.

## LIFE PRAISE

## TIME PREMIER

Art. 17. Si l'article 2 de la loi constitutionnelle appelle à l'exercice des droits politiques tout homme né et résidant en France, sans exiger qu'il soit ni d'un Français, pourquoi un article 17 soustrait-il l'exercice de l'exercice des droits politiques la personne qui, étant née en France et y demeurant, sera née d'un étranger ?

Art. 7. Il semble que le droit des gens s'interdise du même titre expérimental que, réciproquement, le Français pût être traduit dans les tribunaux étrangers pour l'exécution des obligations par lui contractées dans le pays étranger avec un étranger.

附圖 6.11.

Art. 40. Pour éviter une interprétation contraire au vœu de la loi, il devrait être ajouté, à la fin du premier alinéa, sans préjudice de la nullité de l'acte, et si y a lieu, laquelle pènera et sera prononcée par les J. ou les tribunaux.

Art. 63. Afin que les officiers publics n'entreussent pas des papiers ni recueils ou procès-verbaux qui seraient appelés à l'authenticité pour la justice : Les jugements en dernier ressort, ou passés en force de chose jugée, qui prononceraient les divorces, l'adultère, etc.

### TITLE III

Art. 3. Spoud oñtin. Cette intention contraire ne devait-elle pas être manifestée par quelque acte extérieur dont la loi fixerait la nature ?

#### TITLE IV.

L'article 1 exige, avec grande raison, que le parent qui veut surabaisser l'abscis se procure directement sa mort. L'article 8, faisant une exception à cette règle, assimile à une preuve directe la disparition de cinq ans, à la suite d'un homicide d'un enfant, ou de tel autre accident majeur dans lequel l'absent se serait trouvé. La coexistence naturelle de crime et accident, jointe par la loi, est qu'un parent successeur, venant avec une preuve autre que de ce dernier genre d'absence, doit obtenir du sursis, c'est-à-dire après les cinq ans, la possession définitive des biens de son absent, comme celui qui, dans le cas de la simple absence, venant avec la preuve directe du décès. C'est cette conséquence qui paraît excessive, puisque, dans elle, l'exemption de l'accumulation n'a nul point d'objet qui donne lieu à la matière que nous allons faire

Il y a sans doute une grande différence à faire entre le degré de pré-somption de décès imputé d'une simple absence de cinq ans sans nouvelles, et celui d'une absence de cinq ans sans nouvelles, dont l'origine se rapporterait à une habitude, à un mariage, ou à tel autre accident majeur où l'absent se serait trouvé; mais il paraît contraire à la prévoyance de la loi d'attribuer, à ce dernier mode d'absence, tous les effets d'une mort certaine et authentiquement prouvée, en envoyant, dès l'instant de l'expiration des cinq années, les parents en degré successif, d'un parent absent, en possession définitive de ses biens, de même qu'ils en deviennent dès lors propriétaires incommutables; car

enfant, il n'est rien moins qu'impossible qu'un pareil abus ait réellement échappé à cet art de constater tout danger, quelque, et, dans le cas où il paraîtrait après les cinq ans, quelle durée n'y aurait-il pas, dans la loi, d'un air mis le comble aux malheurs de son absence, en le déclarant absolument et sans retour de son patrimoine?

L'on a donc gardé les proportions admissibles entre ces deux hypothèses dans les effets qu'elles ont été produites, en proposant au article à la suite du huitième, par lequel la mise au passif des lieux de l'absence dont nous nous occupons, ne descendrait définitivement et irrévocablement d'une propriété incommutable, qu'au bout de dix années révolues, avec, néanmoins, ce tempérament, relativement à notre hypothèse, que cette mise au passif ne serait effectuée, soit que cet état ait été basé sur une loi de prescription pour l'administration de ses biens, que cette prescription, ayant les caractères de la plus grande bonne loi, assurément irrévoquablement les frants aux possesseurs pendant toute la durée de l'absence dans cet intervalle, et qu'ils les laissent saisis qu'à recueillir les biens à l'absence reconnue, en l'état où ils se trouvent, sans avoir pu seulement jusqu'alors les aliéner ni les hypothéquer; et, qu'en conséquence de toutes les obligations que la loi impose aux autres possesseurs précaires ou dépositaires, ceux dont nous parlons ne seraient tenus qu'un simple inventaire du mobilier et des titres, et au simple état des immeubles.

Il semblerait au contraire digne de la sagesse et de l'humanité du législateur, que cet abus, réparé après les dix années, pût être encore encouru des aliments sur les biens qui seraient perdus, et que ces mêmes héritiers précaires ne trouvaient encore avoir en leur pouvoir.

La même mesure d'humanité est proposée à l'égard de l'absence simple, qui paraîtrait après les trente années auxquelles l'article 14 fixe l'époque de la perte absolue de ses biens.

Art. 18. Du jour de la disparition ou de la dernière nouvelle qu'on en a eue : et de la succession, etc.

Art. 21. En rapprochant cet article du dernier ainsi que l'art. 12, il résulte que l'héritier présomptif est tenu à plus que le légataire et le donataire. Cependant, ces derniers ont aussi l'administration des immeubles légers ou donnés, et devraient être soumis au même état de caution.

Note. Il paraît juste de lui faire la déduction de tout ce qu'il aurait pu avoir sur la famille d'un tiers étant, ou du moins suspendu, après les trente années qui auraient donné la possession définitive à ses héritiers présomptifs.

#### TITRE V.

Art. 13 et 14. Fautes d'impression; il faut dire: Les *écrits et actes*....., *ou écrits*, *ou actes*.

Art. 32. Les demandes en annulation d'oppositions au mariage ne sont-elles pas assez importantes pour être portées aux tribunaux de première instance, sans l'appel, qui établissant toujours des formes, capotes de papier et?

Art. 45. L'on ne peut pas que la justice publique doive être autorisée à demander, après la mort des époux, la nullité de leur mariage, qui serait dûment et irrévocablement aux articles 6, 7 et 9; et cela par plusieurs raisons: la première, que les causes de ces trois articles sont d'un objet moins d'un empêchement; la seconde, qu'il reste toujours une certaine in-

certitude dans leur nullité physique et morale, dont les seuls époux doivent être regardés comme ayant été les seuls juges pendant qu'ils ont conservé leur union; la troisième, qu'après leur mort il serait impossible de constater cette réalité de cause d'une manière assez satisfaisante, pour prononcer une nullité de cette importance. Si donc l'article a valé, comme il le semble, par cette expression, et avant même des *prétendus* époux, attaché irrévocablement au ministère public l'action dont il est parlé, tant après que durant la vie des époux, l'on propose de restituer cette action, relativement aux deux sexes, aux articles 8, 17 et 18, et de la limiter à l'égard des seuls articles 6, 7 et 9, dans la durée de la vie des époux. Si, au contraire, l'article avait entendu irrévocablement attribuer l'exercice de ces actions aux pendant la vie des époux, alors il y aurait lieu, pour venir l'application, de supprimer l'article même, ou bien de lui substituer l'autre seulement.

Art. 51. La loi doit conserver à une fille établie par mariage, à qui ses parents n'auraient rien donné ou constitué, et qui n'aurait rien d'autre, une action pour se faire continuer des aliments; car il est des pères injurés: il en est quelques-uns de cruels. Cependant l'article est conçu d'une manière si absolue sur ce point, qu'il paraît exclusif de ce droit. Il y a lieu d'en réfléchir la disposition en la révoquant à cet égard.

Art. 63. Il serait important de définir le concubinage, d'assigner les caractères qui distinguent cet état précaire de la débauche et d'en faire ressortir les moeurs, et qui fait relater à un mariage contracté à l'étranger, qui en serait le résultat, l'avantage de légitimer les enfants précédemment nés d'un pareil commerce, d'avoir les avantages de simple faiblesse, de faire donc les moeurs publiques seraient de plus attirées qu'ailleurs, il n'y a pas semblablement d'autant par en lieu, au moment même de ce mariage, si des obstacles de faiblesse, d'intérêt ou d'orgueil ne s'étaient opposés, jusqu'à une exclusion de vie plus ou moins prompte ou imprévue, à célébrer un mariage qui était, en pareil cas, honorer les conjoints, consacrer l'humanité publique, rétablir les droits de la probité et de la conscience, et, sous ces rapports, consacrer aux enfants nés d'un telle union tous les avantages du mariage subséquent.

En terminant les observations sur la matière des nullités de mariage, on remarquera que l'on ne voit pas la raison qui pourrait faire supprimer l'impression sur les pièces de mariage des sources qui l'annulent. De tous les moyens, il n'en est pas de plus radical et de plus dur que celui-ci, puisque cet état, en produisant les plus cruels effets de l'erreur, attaque la plus auguste et la plus sainte des contraires dans sa fin principale. Si la procédure en pareil cas présente l'inconvénient d'offrir la pudeur, ou à la fois de la rendre secrète, en statuant que tout sera fait à huis clos et sous toutes les impressions, l'on ne saurait en manière de dire; et que les moyens de vérification seraient bornés à des vérifications des gens de l'art et à des interrogatoires.

Note. Il y aurait lieu encore de déclarer les demandes en nullité de mariage pour cause d'impotence non recevables après six mois de la célébration du mariage.

Art. 71. *Femme aliénée*. La condamnation contrainte ou devenue définitive de l'un des époux à une peine emportant mort civile, rendit bien les mariages contractés dans cet état, inca-

pables de produire des effets civils, mais cet état survient pendant le mariage à une époque produite la dissolution; et l'on ne pense pas que, même dans le système actuel de notre législation, la mort civile survenue doive opérer *ipso facto* la dissolution du mariage; et si l'on considère, en principe, que le mariage est une société qui suppose une participation aux biens et aux maux de la vie, et, en fait, qu'une condamnation à une peine emportant mort civile peut frapper un citoyen, il faut conclure de cela seul, que la loi ne peut, aujourd'hui même, tirer de cet accident qu'un moyen simple pour l'état de dissolution. L'on propose donc de réformer sur ce point cet acte de loi, et encore l'article 30 du titre 1<sup>er</sup>, qui renferme la même disposition, sauf à ranger ce cas parmi les causes du divorce, comme l'a fait la loi du 20 septembre 1792.

L'article 78 paraît avoir grande raison le second mariage de la femme dans l'année de viduité; mais quelle sera la peine de la transgression d'un article aussi important? La loi ne prononce, ni ne peut prononcer la nullité de ce second mariage; cependant les mœurs, l'opinion publique, le respect des lois, l'ordre public, le respect de la vie privée, le respect de la dignité de la femme, dans sa jeunesse, et qu'elle soit prononcée dans le présent Code, avec d'autant plus de raison que les premiers des secondes nocces des femmes dans l'an n'ont pas lieu dans les pays catholiques.

#### TITRE VI.

L'on conviendrait que, pour ne pas mettre nos lois en contradiction avec les différents cultes naturalisés en France, qui autorisent le divorce, il faut une nécessité de ne pas le pousser et l'abolir même aux maux de la société. Mais il semble que, pour atteindre pleinement le but qu'on s'est proposé, de prévenir l'abus du divorce, et de défendre le mariage contre le dévoiement des mœurs, il n'aurait pas fallu abolir en même temps la voie légale de la séparation de corps. Cette institution, aussi ancienne que le mariage, et qui a séjourné à tous les peuples comme à tous les cultes, étant placée à côté de celle du divorce, en rendant au profit des mœurs et à l'orgueil des familles, l'usage beaucoup moins fréquent; offrirait, dans le plus grand nombre des situations, un remède doux et salutaire aux maux de la vie conjugale; elle laisserait à ceux qui professent le dogme inflexible de l'indissolubilité, et même à ceux qui, n'y étant pas attachés, ne trouvent, sans être choqués ni à toute idée de morale, reconnaître le caractère de perpétuité dans la destination du mariage, une liberté précieuse de choix entre deux moyens si différents dans leurs effets, et qui se semblent qu'une législation humanitaire et libérale aussi éclairée que la nôtre, ne peut refuser.

Si cette mesure était adoptée, il paraît qu'il y aurait lieu de soumettre la faculté de la séparation de corps aux mêmes règles et aux mêmes formes de procédure, que le projet trace avec tant de sagesse et de prévoyance relativement au divorce.

#### TITRE VII.

Art. 16 et 20. Si, par l'article 16, la disposition officieuse ne peut avoir d'effet qu'autant que la cause justifie qu'il y a été exprimé est encore subsistante à l'époque de la mort du père ou de

la mère disposante. Il semble que l'article 20, qui statuant que les créanciers ne peuvent attaquer la disposition qu'autant qu'elle a été faite sans cause légitime ou non exprimée, devrait ajouter, ou non subsistante à l'époque de la mort des disposants.

Art. 24. L'assistance du mari, dans l'acte de la disposition officieuse de la femme, pourrait gêner sa liberté. Il paraît que l'article devrait être rédigé comme il suit :

« La mère consent le mariage ne peut trapper l'enfant commun d'une disposition officieuse, sans avoir préalablement obtenu le consentement de son mari. »

#### TITRE IX.

Art. 46. Le plus grand nombre des membres des tribunaux d'appel étant appelés des départements voisins et à une assez grande distance du chef-lieu, ne conviendrait-il pas de comprendre les juges de ces tribunaux dans la classe de la charge judiciaire?

Art. 109 Il semblerait que, dans les cas où le résultat des comptes généraux de l'année excéderait soit en reliquat, soit en déficit, le taux de la compétence du dernier ressort des tribunaux de première instance, l'effère des juges de paix devrait se borner à une clôture de compte qui sera portée à l'homologation du tribunal de première instance, dont le jugement sera sujet à l'appel.

Art. 106 et 107. Il est supposé qu'on confondrait sur ce qui fait l'objet de ce chapitre, la puissance paternelle avec la tutelle proprement dite, ou ne trouvait une contradiction entre ces articles et l'article 12 du titre VIII, il serait bon d'expliquer que l'émancipation de droit, opérée par l'âge de dix-huit ans accomplis, n'a pas lieu à l'égard du fils de famille, considérant le mariage du père, qui, dans ce cas, conserve tous ses droits jusqu'à la majorité de ses enfants qui n'aura pas émancipés volontairement.

Art. 109. *Deuxième obéissance.* La loi permettant au tuteur de s'obliger par un ou plusieurs actes jusqu'à montant d'une année de ses revenus, il paraîtrait injuste, dans le cas où ses dits engagements seraient excédentaires cette mesure d'être la seule restrictive, contre tous, lesdits engagements; car les premiers prêteurs, n'ayant pu du revenu, se trouveraient avoir été trompés par la loi même. La voie à institution paraît donc devoir être limitée à l'excédent du revenu annuel, et contre les derniers prêteurs.

#### TITRE X.

Art. 4. L'état de démence formé, dont la loi suppose, ne pouvant résulter que d'un état habituel, le mot *habituel* semblerait mieux placé ainsi qu'il suit :

« Celui qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, doit être interdit; » soit que cet état présente ou non des intervalles lucides. »

Art. 13. *Deuxième obéissance.* Par le dernier état de l'organisation des justices de paix, il n'y a plus d'assesseurs de juge de paix; ce sera donc les suppléants qu'il faudra appeler.

Art. 18. Si le défendeur à l'interdiction se trouve dans la même ville ou siège le tribunal d'appel celui de première instance, il pourrait être inconvénient d'y appeler, pour cet interrogatoire, un juge dont la résidence pourrait être à cinq ou six lieues. Il semble qu'en pareil cas le tribunal d'appel devrait connaître un de ses membres, ou de ceux qui ont cette faculté.

## LIVRE III.

## TITRE II.

Art. 9. Ici il faudrait désigner expressément le *trésor trouvé*, parmi les profits du propriétaire du sol, ou fausse partie de la propriété, et cela, afin qu'il n'arrivât pas, lorsqu'on rédigerait les lois de police qui sont annoncées à l'article 2 des dispositions générales du livre III, qu'on attribuât au domaine public les droits qu'autrefois les seigneurs ou le domaine royal s'étaient arrogés sur les *trésors trouvés*, même dans les fonds des particuliers.

## TITRE III.

L'en ne conçoit pas bien comment, après avoir rangé dans l'article 8, le prix des baux à ferme parmi les droits civils, et en avoir parlé par l'article 10 que les tribunaux civils acquiescent jour par jour et proportion de la durée de l'usufruit, l'article 11 adjoigne l'autre prix du bail à celui du propriétaire ou de l'usufruitier qui était en jouissance au moment de la récolte, représenté par l'induit prix du bail, sans la ventilation et le paiement à l'usufruitier ou à ses héritiers, d'une quote-part correspondante du prix de ferme, dans la ras prévu par l'article 12, où une partie seulement des récoltes aurait été perçue, lorsque l'usufruitier aurait commencé à jouir. Il semble qu'il y a là une confusion du fruit civil et de fruits naturels contre la distinction précitée. Si, en réfléchissant sur ces diverses dispositions, on s'aperçoit pas mieux que nous le motif de la différence, on est tenté de supprimer les articles 11 et 12, et de s'en tenir à l'article 10, qui paraît faire une justice égale au propriétaire et à l'usufruitier dans tous ces cas, et dont la disposition absolue ferait disparaître l'incertitude au sujet des contestations et des frais d'une procédure de ventilation dans le cas du cas de l'article 12.

Art. 23. Les mines et carrières, le trésor trouvé, ne sont pas compris dans l'usufruit.

Art. 31. Les fonds rousux peuvent aussi être susceptibles de grosses réparations; tels sont les digues, grands murs de soutènement et autres, qu'il paraîtrait nécessaire de comprendre dans l'article.

## TITRE IV.

Il semble que, dans ce titre, on devrait considérer les servitudes sous leur caractère d'indivisibilité, et établir les règles qui en résultent.

## LIVRE III.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Est-il bien exact d'envisager la puissance paternelle comme un moyen et comme le premier moyen d'acquiescer la propriété?

## TITRE PREMIER.

Art. 3. D'après le principe établi par l'article 24, titre 1<sup>er</sup>, liv. 1<sup>er</sup>, que la mort civile ne commence que du jour de l'exécution du jugement, ne faudrait-il pas dire, à la fin du présent article, qu'il n'est pas dû à lui succéder à l'époque de l'exécution du jugement?

Art. 4. Même observation; il faudrait dire ici: La mort civile n'est encourue que du jour de l'exécution de ce jugement contradictoire.

Art. 18. Même observation; il faudrait dire: qui se trouvent être ses héritiers de droit à l'époque de l'exécution du second jugement.

Art. 22. L'énumération des causes d'indignité est complète; on propose d'ajouter: celui qui,

ayant eu le défunt en danger de périr, a négligé de lui porter secours pouvant le faire. Celui qui s'empêché par violence le défunt de faire des dispositions testamentaires devrait être également déclaré indigne de succéder, du moins en la part de l'hérédité que la loi déclare disponible; et même, l'héritier testamentaire ou donataire héritier de mort, qui s'empêché le défunt de disposer ou de révoquer sa disposition, ne doit pas recueillir les fruits de cette disposition.

Art. 25. Les enfants de l'indigne, qui n'ont rien participé à la faute de leur père, paraissent ne devoir pas encourir l'exclusion, soit qu'ils vivaient à la succession de leur chef propre, soit qu'ils y vivaient par représentation de l'indigne.

Art. 43. *Dernière observation.* Par cette disposition, un père ou une mère survivant à son enfant décédé sans postérité, sans frères ou sœurs, ni ascendants d'eux, venant passer la moitié de la succession du défunt enfant aux collatéraux les plus éloignés de ce dernier, et cela contre la disposition même de l'article 69 de la loi du 17 août au 11, laquelle, en pareil cas, appelle le survivant des père et mère à l'entière succession. Il semblerait dur que le régime de la division des lignes opérât un pareil effet dans le premier degré de la succession ascendante. C'est pour ce seul premier degré qu'on en réclame l'indivisibilité. Il ne faut pas que la loi ouvre le droit à dire que celle de l'art. 11. On est prié de considérer que l'adoption de cette partie de l'article.

Art. 55. Il est entendu que lorsque le père ou la mère ne laisse que des ascendans, ceux-ci sont compris, comme enfants légitimes, pour la fixation de la portion héréditaire.

Art. 76. Les enfants naturels légalement reconnus devraient être classés dans le chapitre des successions irrégulières, à l'effet de rechercher la succession pour le tout, après, ou pour moitié dire, en défaut d'époux survivants, mais avant et de préférence à la légalité.

Art. 81 et 82. Une hérédité peut être triple, qu'elle sera profitable ou onéreuse, selon les connaissances de fait qu'on pourra acquiescer, les circonstances qu'on pourra fuir, les contingents plus ou moins prochains, plus ou moins probables; selon le plus ou le moins de talents, d'industrie des héritiers. L'article porte que, dans le cas où les héritiers ne sont pas d'accord entre eux sur le parti d'accepter ou de répudier, on examine et on adopte ce qui aurait été le plus avantageux au défunt. Il semble que c'est là établir une contestation judiciaire, un procès de *compendio et incommodo*, dans lequel les juges pourraient manquer de renseignements suffisants pour assurer au jugement éclairé, et dont le résultat pourra être de forcer les uns à répudier une succession réellement avantageuse, et les autres à accepter une succession réellement onéreuse. On propose que la loi statue qu'en pareil cas, les successeurs se porteront héritiers par bénéfice d'inventaire, aux frais avancés de ceux qui consentiront le vote d'accepter, et sans espoir de répétition, si l'acceptation du bénéfice d'inventaire aboutit à un enrichissement à un abandon de la succession.

Art. 92. Prenons le cas de la succession d'un homme qui laisse plusieurs enfants; l'un d'eux, qui a eue des enfants, renonce à cette succession; ses enfants en restent à jamais exclus, par la règle de l'article 38: on ne représente pas les personnes vivantes. Ce cas présente la possibilité de l'exhérédation de cet enfant, relativement à cette succession. Sous ce rapport, l'article paraît sus-

capable d'une modification, pour autoriser l'enfant du renouveau à attaquer la reconnaissance, comme donation indirecte faite à son père, par la disposition de l'article suivant, relatif aux créanciers, semble confirmer cette règle.

Art. 120. Après tant de mesures de justice morale prises par les articles précédents, pour procurer toutes les sûretés des créanciers, il paraît dur et trop fiscal de priver un héritier du bénéfice d'appointaire, parce que la République sera reconnaissante.

Art. 200. *in fine*. Il semble qu'on doit rajouter : *sous ses créanciers, en cas d'abandon de la part de l'héritier, l'exercice de leurs privilèges et hypothèques sur les biens possédés par les acquéreurs.* (Donat, liv. III, tit. II, sect. 1<sup>re</sup>, art. 2.)

L'article 202 est conforme au droit romain, mais contraire à la jurisprudence française qui, par les motifs qu'en donne Bonnet au préambule du titre II, liv. III, est depuis longtemps l'exécuteur qu'il y a eu de l'équité et même justice à accorder la séparation des patrimoines aux créanciers de l'héritier contre ceux de la succession, qu'il exerce contre les premiers. Cette jurisprudence se trouve attestée par Chopin, de maritali, liv. II, tit. II, art. 4; — Lapeyre, coutume, l. 75; — Bonfère, liv. II, tit. III, art. 13, ch. 7; — le nouvel Aberré, loc. cit. l. 15; — Brissouard sur Henry, liv. IV, quest. 28; — Serres, prof. en d. franç., en son explication de la déclaration de 1736, art. 1.

## TITRE II

Art. 22. Ne peuvent recevoir contre ce qu'ils ont fait en conséquence, paraissent avoir rempli les vues de la loi, que ne peuvent répéter ce qu'ils ont payé en conséquence.

Art. 36. Un simple acte de nomination, sans introduction d'instance, ne serait-il pas suffisant?

Art. 38. Cette disposition altérerait-elle de la loi toutes les fois, de ces cas, non-tantôt sans le dans la jurisprudence, et surtout laquelle un second acheteur de bonne foi, et toute fraude cessant, qui aurait pris la robe et actuelle possession de l'immeuble vendu, serait préférable à un premier acheteur sans possession, sans l'indemnité de celui-ci contre le vendeur.

Art. 61. Les droits et actions, qui ne sont fondés que sur une action purement personnelle, auraient besoin, même dans un code, d'être donnés à recevoir au moins par un exemple.

Art. 62. Que les créanciers ne puissent attaquer, sous prétexte de fraude à leurs droits, les actes faits par leurs débiteurs, que dans les deux cas exprimés; c'est une bonne règle; mais elle n'empêche pas que dans tous les cas les créanciers n'aient ce droit, en prouvant le dol, la fraude ou collusion.

Art. 67. « Il en est autrement dans les dispositions testamentaires. » Il serait mieux de dire : *dans les dispositions testamentaires, être rendue à la clause qui en dépend, mais non le testament.*

Art. 69. Don ne connaît pas renouveau une obligation contractée sous une condition purement potentielle de la part de l'une des deux parties contractantes, pourvu que nulle de cette condition a besoin d'être expliquée.

Art. 82. L'expérience des remboursements ruineux, faits dans les temps de paper-monnaie, fait désirer que cet article pût être rédigé de manière que de droit, et sans qu'il fut nécessaire de stipulation, le tiers fût en faveur du créancier comme en faveur du débiteur.

Noté. N'y aurait-il pas lieu d'insérer un article

dans la section des obligations solidaires, pour régler le mode de l'action de recours du débiteur solidaire contre ses coobligés, quand il a payé seul la créance? ou un nouveau action de recours, sa part déduite, est-elle solidaire? si du moins elle ne l'est pas lorsqu'il a pris solidairement la créance? Cette observation est commune à la disposition de l'article 115.

Art. 216. C'est ici le renouvellement de la déclaration du 21 septembre 1733 : une précédente, du 30 juillet 1730, portait les mêmes dispositions, mais elle ne contenait pas les exceptions qu'on trouve dans celle de 1733 que le présent article adopte, et contre lesquelles nous croyons devoir réclamer. Une première réflexion qui se présente à l'esprit des artisans, laboureurs et gens de campagne, est que l'exception, on se contenter de leur simple signature, parce que souvent ils ne savent que signer leur nom, refuse le secours de la loi aux classes de citoyens qui, par leur ignorance et leur simplicité même, en ont pressenti le plus de besoin. Si c'est un inconvénient pour ceux qui ne sont pas en état d'écrire ou pour une chose appréciable, en toutes lettres, de ne pouvoir valider que par un acte public, il est pour eux d'un intérêt bien plus majeur de les soustraire aux genres de faux que la loi veut prévenir.

Quant aux marchands, plus ils sont exposés à souscrire des engagements, et plus l'exécution leur devient précieuse, vu d'ailleurs qu'elle est sans motif à leur égard, n'y ayant pas un seul marchand qui ne soit en état d'écrire et toutes lettres une somme d'argent ou chose appréciable.

Mais ce qui nous fait insister sur un point aussi important, c'est la redoutable découverte que la chimie a faite dans ce dernier temps de l'art de multiplier à volonté, à l'aide duquel il est possible d'enlever et d'appliquer un corps d'écriture, en laissant subsister les signatures au bas, qui devient impossible de faire venir ou même reconnaître les autres traces de l'écriture effacée, sur quoi nous remarquons encore que la précision que fait l'article à un seul obligé, ne devrait pas nous plus avoir lieu, attendu qu'il est aussi facile de pratiquer ce genre de faux au-dessus de plusieurs signatures que d'une seule.

Nous proposons donc qu'on fasse une nouvelle rédaction de l'article, dans l'exception de même cette précision ne soient supprimées de manière que la loi devienne générale et absolue.

Art. 223. Ne faudrait-il pas dire, de l'écriture mise par le créancier au dos, etc.

Art. 226. Ajouter, les quittances ou expéditions en forme des autres recevoirs.

Art. 227. Deuxième objet. « Qu'il existe un répertoire en règle du notaire qui constate que l'acte a été fait à la même date », ou que puisse prouver la perte par un accident.

Troisième objet. « Que le notaire puisse faire déposer les témoins instrumentaires de l'acte, » ou qu'en cas de décès desdits témoins instrumentaires, d'autres témoins qui aient eu connaissance de l'acte puissent être entendus.

Art. 232. Il y a des opinions pour porter le taux du prêt à deux ou trois fois.

Art. 239. Plus cette maxime est impossible et vraie en général, et plus il paraît nécessaire d'en tracer les exceptions. Le jurisconsulte Henry, tom. 4, quest. 6, en remarque deux en ces termes : l'une est lorsque on a entre la convention quelque autre fondement ou preuve de la demande; ou en l'autre, quand elle se serait pas suffisante.

elle devient telle, étant jointe à la confession; l'autre est lorsqu'il y a quelque présomption qui répugne à la condition que l'on met à l'aveu.

#### TITRE VI.

Art. 8. *Neutrum aliunde.* Pourquoi pas pour tout ce qui a trait de l'immobilier au service?

Art. 63. L'on offre d'acquiescer la dette au lieu de passer titre-nouveau, semble ne devoir pas suffire pour autoriser la reprise de l'immobilier délaissé par hypothèque. Il paraît que le créancier pour-rait être entièrement délaissé par un paiement effectif.

#### TITRE VII.

Art. 15. L'impression du jour marital, la nécessité de prévenir la dilapidation de la fortune des femmes, sollicite sur ce point, pour elles, la même exception accordée au fisc. L'article 23, chap. VI, de la loi du 11 brumaire an VI, la leur réserve; et c'est d'après cette disposition que nous proposons un article à la suite de celui-ci, en ces termes. L'effi des inscriptions subsiste sur les époux pour tous leurs droits et conventions de mariage, soit déterminées, soit éventuels, pendant tout le temps du mariage et une année après.

Art. 62. Comme tel richissime adjudicataire peut avoir le prix de son adjudication, à qui il pourrait être impossible de trouver caution suffisante, il semble qu'il devrait avoir le choix de consigner le prix.

#### TITRE VIII.

Art. 14. Ajoutez : *sauf la nullité de la saisie et les dommages et intérêts en résultant, dans le cas où le jugement provisoire viendrait à être annulé, si toutefois la saisie n'est maintenue par l'opposition d'autres créanciers.*

Le même article exige que l'adjudication ne puisse être faite que quand il est intervenu un jugement définitif, passé en force de chose jugée, ou rendu en dernier ressort.

A-t-on fait attention que cette clause met entre les mains du débiteur un moyen passif pour entraver et suspendre pendant longtemps l'adjudication, contre le vœu de la loi, résultant notamment des dispositions du chapitre VI? Il n'y aura pour cela qu'à incidenter ou laisser prononcer en défaut. On propose qu'il soit dit simplement que l'adjudication ne pourra être faite que quand il sera intervenu un jugement de condamnation, soit contradictoire, soit en défaut, sans à ajouter un désaveu de la pour un appel.

Art. 121. Savoir si l'annulation dans ce cas profite aux parties.

L'acte le 121 aurait besoin d'être éclairci.

Art. 123 et 124. La procédure relative à ces articles ne suspendant point le cours d'adjuger, ni l'adjudication, ni l'exécution du procès-verbal d'ordre, ne faudrait-il pas rendre commune à ces sortes d'oppositions, la réserve du rapport ration en emploi, prescrite par l'article 192 en l'absence des créanciers éventuels?

Art. 161. Il semble qu'un jugement de cette importance devrait être sujet à la voie d'appel au lieu de ne pouvoir en cassation, sauf dans le cas où la loi laisserait au sursis la pourvoir voie, à statuer l'appel serait jugé comme cause de la plus grande urgence.

Art. 168. Lorsque la consignation est donnée faite par l'adjudicataire, il peut ne pas y avoir lieu à une réserve sur folle enchère, mais seulement à la contrainte judiciaire et par corps du consignataire.

Art. 178. La vente sur publications ne purgeant pas les droits de propriété des tiers personnels, il pourra en résulter un défaut de concours d'enchérisseurs, ou une vente à trop vil prix. Sous ce rapport ne faudrait-il pas insérer dans l'article 169, que le consentement du créancier sera nécessaire pour autoriser un paiement en mode de vente?

Nota. Un grand nombre de citoyens se trouvent dans le cas de poursuivre des ventes forcées d'immobiliers situés en France, sur leurs biens résidant dans les colonies françaises, et n'ayant pu s'y livrer à des exécutions, de crainte de les faire irrégulières. Il est à désirer que, sur dans ce titre, ou à point dans le Code de la procédure, il soit posé des règles fixes, relativement aux formes et aux délais, et à la manière d'intenter et suivre la procédure en pareil cas.

#### TITRE IX.

Art. 26. La réduction ne devrait-elle pas suffire dans ces cas?

Art. 55. L'on suppose que la loi consacrerait l'indivisibilité des biens d'immobilier, d'ici les délais dans lesquels cette formalité devra être remplie.

Art. 60. L'on suppose que la loi regarderait comme attentat à la vie de donateur la refus d'adhérer à des vœux nécessaires.

Art. 109. « Et l'art. hypothécaire des créan-  
« ciers », *sauf son retour contre les créanciers, lorsqu'il s'agit d'une hypothèque non spéciale*

Art. 127. Si l'objet donné a été postérieurement et spécialement hypothéqué, etc.

Art. 136. Elle ne peut avoir lieu directement au profit des enfants à naître.

Nota. Il semble résulter de l'ensemble des dispositions relatives aux différents genres de donations, dont parle le chapitre III, que celle de l'article 137 n'est soumise qu'à la formalité de l'acceptation, et que celles des articles 136 et 139 restent soumises à l'acceptation et à l'insinuation; mais c'est peut-être ce qu'il serait bon de dire expressément.

Art. 156. Cette totalité d'insinuation de la portion non disponible, ajoutée à la pleine propriété de la portion disponible, paraît trop forte à l'égard des descendants, s'il y en a, de l'époux donateur à qui la nature plus encore que la loi assigne un tiers en toute propriété, quand il n'y a pas d'enfants, et dont l'État réclame des jans-sonnes que le monde des descendants lui menace de ne jamais obtenir. L'on propose de réduire cette faculté de donation d'insinuation à l'égard des descendants, au moins à la moitié; ce qui ne fera pour les ascendants qu'un quart de la jouissance de total.

#### TITRE X.

Art. 65. Y aurait-il de l'inconvénient à accorder aux créanciers dans ce cas, la voie de la tierce opposition au jugement qui, sans eux, aurait prononcé la séparation?

Art. 70. L'acte de rétablissement de la communauté ne pourrait-il pas être soumis aux affiches que l'article 101 exige pour l'acte de séparation?

Art. 107, § II. Quel sera son droit à l'égard du prix de ses immeubles aliénés par son mari, qui n'aura pas été versé dans la communauté? Cette action n'est réglée ni loi, ni dans les articles 110 et 111, qui sont le résumé de ceux qui précèdent.

#### TITRE XI.

Art. 1. Pour éviter qu'on se surprenne sur la

vrai sens de ce texte, on rouvrirait-il pas d'annoncer que dans ce cas la non perception de la vente ne s'entend qu'à l'effet de ne pas mettre les risques des choses vendues sur le compte de l'acheteur, la vente ne laissant pas d'ailleurs d'être parfaite, les accidents restant (Pothier, n° 308 et 310. — Cauchon, loc. cit., chap. XVI)?

Art. 43. D'après la doctrine de Pothier (Contrat de vente, n° 156), qui paraît juste, si le fonds qui a l'exécution de mesure est inférieur en bonté à celui qui en manque, il faudrait que la responsabilité soit portée l'acheteur ne s'opérerait pas seulement en quantité, mais encore en qualité; en sorte que dans ce cas le vendeur souffrirait une diminution relative et proportionnelle du prix.

### TITRE XIII.

#### SECTION III.

Comme dans le chapitre simple, et dans celui à moitié, le fumeur est au profit du preneur (art. 88 et 99), que dans le chapitre donné en ferme il est dit, art. 102, indistinctement que tous les profits appartiennent au fermier, et dans le chapitre donné au colon partiaire, que le régime est soumis à toutes les règles du chapitre simple, il semblerait nécessaire d'expliquer que dans les chapitres donnés au fermier et au colon partiaire, le fermier n'est point dans les profits personnels des preneurs, mais appartient à la métairie, à l'exploitation de laquelle il doit être uniquement employé.

### TITRE XIV.

Art. 25. Cette détermination, quoique exacte, pourait paraître surprenante, n'étant directement fondée sur aucune loi. Il paraîtrait à propos d'en donner le motif, qui est que l'associé doit aux affaires de la société le même soin qu'à sa propre affaire (Pothier, du contr. de soc., n° 120).

Au reste, l'on voudrait excepter de cette loi rigoureuse les créances que l'associé pourrait avoir antérieures à la société.

Art. 31. Pour éviter les questions, souvent vaines, que de pareilles combinaisons pourraient entraîner, on voudrait-il pas mieux établir que de pareils règlements seraient tenus ratifiés par la non réclamation des intérêts d'un ou très-court délai que la loi fixerait?

### TITRE XV.

Art. 20. Alors n'est-on prêt à usage, commodat. Note. C'est en cas de commodat dans le chapitre III, la règle que les intérêts cessent de courir quand ils excèdent le capital; mais peut-être devrait-elle aussi au moyen d'une autre qu'on trouverait proposée par l'article 58 du titre XX, savoir que les intérêts se prescrivent par cinq ans.

### TITRE XVIII.

On est surpris qu'il ne soit parlé ici, ni dans aucun autre partie du Code, du contrat de nantissement qui relativement aux choses mobilières. Cependant les hypothèques peuvent être l'objet de ce contrat. Pothier le définit, sous ce rapport, dans son traité de nantissement, ch. 1<sup>er</sup>, art. 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>; il en indique les sources dans le droit romain, et le rend recommandable par l'avantage dont il est peut-être pour les créanciers et pour les débiteurs. La jurisprudence française l'a toujours adopté. On propose donc de comprendre cette espèce de nantissement dans le Code, le loi définir, et du présent, les règles qu'on jugera lui être propres. L'acte du ressort du ci-dessus par-

lement de l'ordonner, par le simple bail à engagement d'un fonds, l'engagement n'a que le droit de prendre des fruits à concurrence des intérêts de la créance; sur le point de la loi, il doit rendre compte du surplus, et imputer l'exécution des fruits sur le capital. Il en est autrement du bail à antichrèse, dont il est parlé dans la loi, art. 2, § 1<sup>er</sup>. PP. de Pignori, et Hypot. Par le principe d'engagement ou de nantissement, il se fait une compensation absolue des fruits et des intérêts de part et d'autre, propre à l'antichrèse ou au nantissement. Tel est, la-dessus, la jurisprudence établie par les auteurs, et notamment par Cauchon, loc. cit., ch. 1<sup>er</sup>.

### TITRE XIX.

Art. 1<sup>er</sup>. La définition du contrat aléatoire ne paraît pas bien exacte: il n'y a que le jeu ou pari et la rente viagère, dans lesquels l'une des parties se charge réciproquement d'un risque, au lieu que, dans les contrats d'assurance et à la grosse, il n'y a que l'assurance qui court le risque (Pothier, Traité du jeu, pag. 264).

Art. 2. Pour mieux fixer l'esprit du lecteur, il conviendrait d'ajouter: Cette espèce de rente viagère est qualifiée à fonds perdu.

Art. 10. Si la rente à fonds perdu n'est constituée, etc.

Art. 19. Si de laire laire sur le prix, et avec privilège sur le prix particulier dudit fonds pas lui obtenu, l'emploi, etc.

### TITRE XX.

Art. 5. Il est des cas où les juges doivent suppléer d'office le moyen de la prescription, c'est lorsqu'il s'agit d'un immeuble par la loi pour remplir certains devoirs (Dauod, p. 110).

Art. 36. Il faudrait dire: un commandement suivi d'une saisie, et un simple commandement, sommation ou interpellation extrajudiciaire, non suivi d'une citation ou introduction d'instance, ne suffit pas pour causer la manœuvre de la prescription civile (Dauod, p. 57). Le principe est d'ailleurs reconnu par l'article qui suit.

Après l'article 32. La compensation a l'effet d'interrompre, d'empêcher même le cours de la prescription, à concurrence (Dauod, loc. cit., ch. 18, — Dauod, p. 58).

Art. 33. No conviendrait-il pas d'ajouter que lorsque la prescription trentenaire a commencé de courir contre le majeur, le mineur n'a, après sa majorité accomplie, qu'autant de temps qu'il en manquait contre ledit majeur, son auteur?

D'ajouter aussi la règle qu'en fait de droits indivis entre le mineur et le majeur, la prescription qui n'a pu courir contre le premier est sans effet à l'égard du second?

Art. 36. Quoiqu'en disent D'Argentan, Dauod et les auteurs de nos pays de droit écrit, la prescription des immeubles par dix ans entre présents, et par vingt ans entre présents et absents, avec titre et bonne foi, est préférable à celle de trente ans sans titre ni bonne foi.

Art. 60. En fait de meubles, la possession vaut titre quand le prêt n'est pas prouvé.

Que la possession titre vaut titre en faveur du possesseur de bonne foi des choses volées ou perdues, il y a de bonnes raisons pour cela; mais l'on ne peut pas que l'article puisse s'appliquer au possesseur, voleur ou inventeur lui-même, non plus qu'à ceux qui auraient acheté d'un voleur ou d'un inventeur sans titre.

La possession annule ou non-telle pas suffisante lorsque le possesseur n'est de bonne foi?

## DISPOSITION GÉNÉRALE.

... *Crasseron d'avoir forcé de lui...*, dans les motifs qui sont l'objet du présent Code; c'est-à-dire, sans doute, que la nouvelle application des dispositions législatives présumées au Code, et qui ne s'y trouveront pas insérées, ne donnera pas ouverture à réclamation; mais ces textes ne laisseront pas par de servir de guide aux citoyens et du règle aux juges, comme raison d'ordre et monument de la jurisprudence française dans les cas non prévus, et lorsque d'ailleurs ils ne seront ni contraires à la lettre ni répugnants à l'esprit du Code.

En faisant ces observations, on a dû se tenir dans le cercle que le discours préliminaire trace d'une manière aussi philosophique qu'éloquente en ces termes : « L'office du la loi est de fixer par de grandes vues les maximes générales du droit, d'établir des principes généraux ou conséquences, et non de descendre dans le détail des questions qui peuvent naître sur chaque matière. »

Fait à la chambre du conseil, le tribunal assemblé, le 7 Orléans le 1<sup>er</sup> de la République française, au 1<sup>er</sup> indivisible.

Signé : FAYON, président; P. VIDIER, SOUSTELLE, commissaires.

## OBSERVATIONS

DES MEMBRES COMPOSANT LA COMMISSION DE TRIBUNAL D'APPEL SEANT À ORLÉANS, SUR LE PROJET DE CODE CIVIL.

## LIVRE PREMIER.

## TITRE PREMIER.

Art. 3. Le Français qui avait abdiqué jouira-t-il de la faculté accordée à son fils né en pays étranger ? On présume que c'est l'intention des rédacteurs, à moins qu'il n'y ait des circonstances qui le rendent absolument indigne de cette faveur; et c'est là, il faut nécessairement le dire, où l'on s'arrête le père paraitra irrévocablement exclu par cet article qui ne parle que du fils : cependant les mots *reprandre et revestir*, qui manquent un instant, semblent plus convenir au père qu'au fils né en pays étranger.

Art. 8. 1<sup>er</sup> Sans doute les actes permis aux Français, quoique conclus en pays étranger, doivent également être exécutés en France; et pendant l'article ne parle que des actes permis aux Français; pourquoi cette espèce de restriction ?

2<sup>o</sup> Est-il bien constant même qu'un Français doive être contraint d'exécuter tous les actes permis aux étrangers qu'il n'est pas contracté en pays étranger ? Ne peut-on pas rendre illusoires nos lois sur les contrats, sur les baux, etc., pour ceux qui préfèrent à celles des pays étrangers, et qui auront la facilité d'y aller contracter ?

3<sup>o</sup> On pourrait croire que l'introduction des rédacteurs a été de parler des actes permis aux étrangers par les lois françaises; en ce cas, il semble nécessaire de le dire; la loi ne peut jamais être trop claire.

Art. 28. Quel motif y a-t-il de lui consacrer la mort civile du jour du jugement contradictoire, à celui qui, en se représentant volontairement, a fait tomber de plein droit le jugement rendu par contumace ? Est-il moins favorable ? N'est-il pas plus que celui qui ne se représente pas, et contre lequel la mort civile n'est encourue que du jour de l'exécution par effigie ? Dès que sa représentation anéantit de plein droit le jugement de contumace, il ne doit pas y avoir de distinction entre celui qui a été contumace et celui qui ne l'a

pas été, contre lequel, suivant tous les articles précédents, la mort civile n'est encourue que du jour de l'exécution des jugements. On pourrait donc croire qu'il n'y a dans l'article 28 qu'un oubli des mots de l'exécution ou commencement de la quatrième ligne.

## TITRE II.

Art. 40. 1<sup>er</sup> Ces mots du premier alinéa, dans les cas que la loi indique, et par les personnes qu'elle y autorise, laisse-t-elle l'officier de l'état civil juge de ces cas; dans tous autres il n'est pas tenu de se faire représenter la célébration de l'opposition; il peut, par une conséquence immédiate de cet article passer outre à la célébration du mariage, à ses risques, il est vrai; mais ne serait-il pas plus prudent de lui donner cette faculté, qui peut être si dangereuse pour lui et pour les parties intéressées ? Comment ne pas rendre les abus qui en peuvent résulter, surtout dans les petites communes où l'on ne peut guère compter de trouver beaucoup des officiers de l'état civil bien éclairés ?

2<sup>o</sup> L'intention n'est pas sûrement que le jugement qui prononcera des peines graves soit en dernier ressort; il semble nécessaire d'ajouter, à la fin, *sous l'appel* : car il y a d'autres cas, dans la même matière, où l'on attribue le dernier ressort au tribunal de première instance.

Art. 50 Premier alinéa, dans les *répugnances* mutuelles, il semble nécessaire d'ajouter : *ou résist*. Le deuxième alinéa parle des *répugnances* indistinctement, et ce qui prescrit l'article est aussi nécessaire dans les autres que dans les autres.

Art. 61. Ne serait-il pas une précaution utile, même nécessaire, d'astreindre celui qui dresse l'acte de décès dans ce cas-ci à y faire les déclarations prescrites par l'article 58, et l'officier de l'état civil, à qui cet acte est remis, d'en envoyer une expédition au préfet du département dans l'arrondissement duquel est la commune du domicile du décès, pour être annexée aux registres de cette commune, et en être envoyé une copie à l'officier civil de la même commune, laquelle sera pareillement annexée au registre dont il est dépositaire, au travers lequel sur ce registre ?

Art. 62. Il semble que, dans cette circonstance, plus particulièrement peut-être que dans tout autre, ces actes doivent être précédés de la vérification du décès par l'officier de l'état civil, qui en signera la mention sur le registre de l'état; et peut-être même serait-il bon d'ajouter à cette vérification le commissaire près le tribunal criminel ou celui près le tribunal de police correctionnelle, suivant les différents cas.

## TITRE III.

Art. 3 et 4. Si l'on pouvait s'occuper ici de l'exercice des droits politiques du citoyen, peut-être trouverait-on de grands inconvénients à ce qu'il pût les exercer ailleurs que dans le lieu où il a fixé son établissement principal; mais quant aux droits et aux actes purement civils, ils sont tellement distincts de ceux politiques, que rien ne paraît exiger qu'ils ne soient pas réglés sous le rapport du domicile comme ceux des autres Français. Cette distinction, cette double législation, peut avoir dans l'exercice beaucoup d'inconvénients, et l'on n'en aperçoit pas l'utilité, encore moins la nécessité.

## TITRE IV.

Art. 3. Après ces mots, *parmi les parents de l'enfant*, ne serait-il pas convenable, même af-



cessaire, d'ajouter ceux-ci, autres néanmoins que les successibles ou héritiers présomptifs? Ce sont eux qui, pouvant demander l'envoi en possession des biens de l'absent, ont intérêt à faire constater l'absence.

Art. 9. Dans ce cas, si pendant ces cinq années, que d'ici vendront les biens de l'absent? Si l'en ne croit pas devoir en confier l'administration provisoire aux parents, ne pourraient-ils pas au moins d'ici demander qu'il y soit (la loi ne s'oppose-t-elle pas à ce qu'il y ait un tuteur de l'absent, comme le frère, exige l'envoi en possession des biens de l'absent, et elle ne peut être trop tôt prise. L'absent, qui a intérêt de pouvoir la reconnaissance de ses biens, doit imputer à sa négligence les frais qu'elle peut occasionner. Il serait même bon de fixer un délai, après lequel le juge de paix pourrait faire faire l'envoi en possession des biens de l'absent, et apposer les scellés sur les effets qui s'y trouvent, etc.

Art. 12. Sans doute la caution doit être soumise à l'examen et à l'approbation du commissaire; il n'est peut-être pas superflu de le dire.

Art. 13. 1° Est-il dans l'intention de l'article qu'il ait lieu, les biens qu'on aurait en des nouvelles de l'absent dans les dix années depuis l'envoi en possession? Ces biens ne devraient-ils pas faire cesser la présomption de bonne foi des parents, interrompre l'espèce de prescription qui leur fait adjoindre les fruits de leurs biens, et ne réintégrer jusqu'à lui comme sequestres?

2° Cette adjudication de la totalité des fruits et revenus de l'absent, cette décharge de lui en rendre aucun compte à son retour, n'est-elle pas même trop rigoureuse, et, en quelque sorte, aussi contraire à l'humanité, à ce qu'il doit répondre d'après aux malheurs qui ont pu rendre l'absent loin de sa patrie et l'empêcher de donner de ses nouvelles, qu'aux principes généraux, qui ne permettent pas de prescrire contre qui l'absence, ni de changer soi-même la cause et le principe de sa possession? (Vide loi. de la Prescription, art. 18 et 22.)

Art. 14. Ces observations militent également contre l'article 14, et peut-être encore avec plus de force, puisqu'il dépouille le malheureux absent (celui-ci peut-être chez un peuple barbare, dans un autre hémisphère, ou maltraité dans une lie de désert) de la totalité de ses biens, et cela en faveur des personnes que les biens du sang obligeront à les lui consacrer, et qui la justice n'en avait accordé la possession qu'à titre précaire, et dans cette rue primitive? L'absent n'est présumé mort qu'après les cinq années de sa vie errante, comment éconduire ce principe avec la loi qui le prévoit de tous ses biens après trente ou trente-cinq années d'absence, puisqu'il n'y a alors que cinquante ou soixante ans, et lorsqu'en reprenant même après cent ans, il ferait nécessairement cesser la prescription légale de sa mort?

Cette présomption légale de vie pendant cent années suspende l'épouse de l'absent de contracter ou non le mariage tant qu'elle ne soit pas révoquée; l'absent absent consenti et leur jusqu'à tous ses droits sur sa femme, et, sans doute, il ne perd pas ceux que le mariage ou le contrat lui donne sur les biens de sa femme. Quelque long qu'il soit son absence, il rentrera dans le plein exercice de ses droits à son retour, et cependant il sera irrévocablement privé de tous ses propres biens.

Mais cette femme elle-même, qui ne cesse pas de l'être par l'absence de son mari et qui ne peut

s'en donner un autre tant qu'il est présumé vivant, comment subsistera-t-elle, en supposant qu'elle n'a pas de bien de son côté? n'a-t-elle pas droit de conserver la possession de son mari, de son mari absent, dont les revenus, par le mariage sont destinés à la subsistance commune des époux, à l'entretien du ménage, dont, en ce cas, elle se trouve seule chargée?

Et si c'est la femme qui est absente, ses héritiers peuvent-ils le mari de l'administration et de la possession de ses biens de sa femme, même de la libre disposition de celui-ci, que lui donne la loi, pour le contremaître de la recette et dépense de ses biens, et elle ne revient qu'après trente ans? Ne serait-ce pas, dans l'un comme dans l'autre cas, priver de ses principaux biens un contrat que la loi veut protéger qui subsiste pendant toute la vie présente des époux, quelque temps que puisse durer l'absence de l'un ou de l'autre?

Enfin, dans les cas autres que ceux-ci, où l'absent des héritiers et possesseurs des biens de l'absent peut avoir lieu, ne serait-ce pas faire assez pour eux et les héritiers suffisamment de leur administration, que de leur laisser la possession des revenus, comme le mari, les biens, et même la mort, et les obliger seulement à rendre les fonds et capitaux, avec le montant de l'annuité des fruits et revenus, ou les objets appartenant de l'absent qu'ils pourraient en avoir, sans aucun intérêt, même en ce cas d'emploi? Cette disposition, moins contraire aux principes généraux et moins rigoureuse, serait certainement aussi plus analogue aux mœurs, ou en tout cas à la nature la plus civilisée, la plus humaine de l'humanité, que celle qui serait seulement aux héritiers d'accorder à l'absent, sur ses revenus, et seulement lorsqu'il revient avant les trente ans révolus, une somme raisonnable pour subvenir à ses premiers besoins; en sorte qu'après les trente ans, privé, dénué de tout, des biens comme des revenus, il ne pourra pas même demander de pain à ceux qui ne seraient lésés par l'absence de son vivant et cela sous le prétexte de celui à la reconnaissance de ses biens.

Art. 17. Si, malgré ces observations, on veut la législation rigoureuse proposer contre l'absent, ne pourrait-on pas au moins l'adopter en faveur des enfants non pendant son absence, ou plutôt que, dans le cas prévu par l'article 17, le mari ne puisse le marier, afin de ne pas l'absorber dans le partage des mêmes biens des héritiers collatéraux avec des héritiers de ligne direct? Il est d'ailleurs d'autant plus juste de ne pas encore de ces enfants, quoique mineurs, qu'ils ont été et l'ont hors de la France, ils ne peuvent pas être supposés n'avoir connu les lois.

Art. 18 et 19. Il semble qu'après les mots de jour de sa disparition et depuis sa disparition, il faut ajouter à la fin, ou des dernières nouvelles, et à l'autre, ou les dernières nouvelles. Dans l'un comme dans l'autre cas, des nouvelles de l'absence de l'absent pourraient à sa disparition, tout cesser la présomption qu'établit la loi, de sa mort au jour de cette disparition.

Art. 21. 1° Ne serait-il pas bon d'ajouter à la fin de cet article, moi-même peut demander le divorce pour cause d'abandonnement, statuer ainsi qu'il est statué en ce cas?

2° Dans le cas où l'absent reviendrait après cent années d'absence révolues, quels seraient ses droits relativement à l'absence qu'il aurait contracté un mariage en vertu de cet article sans divorce préalable?

Art. 29. Cet article ne permet pas de douter que l'insertion des articles 13 et 14 ci-dessus est qu'ils doivent avoir lieu même au préjudice des époux et malgré les droits que le mariage leur donne, tant qu'il subsiste, sur les biens l'un de l'autre. On n'ajoutera rien à ce qui a été dit à cet égard; on observera seulement que la jurisprudence qui a supplanté cette législation accordant au moins à la femme de l'absence la répétition de sa dot et conventions matrimoniales, et même une pension alimentaire sur les biens du mari, et que d'ailleurs elle ne prescrivait point formellement les seconds mariages contractés après une longue absence, et sur de simples bruits de la mort de l'époux absent.

Art. 31. Est-il nécessaire d'attendre l'expiration d'un délai de six mois pour veiller à la santé d'enfants en bas âge, et à la conservation des biens, singulièrement du mobilier? Ce délai n'est-il pas, au contraire, bien long? Les parents ne devraient-ils pas être autorisés, même chargés de prendre soin de ces enfants, et de faire apposer les scellés, et à la urdant le juge de paix ou officier de police, des qu'une maison se trouve entretenue abandonnée?

Art. 37. Ajouter au 1<sup>er</sup> alinéa, *ou à des personnes dignes de foi*, suivant la disposition de l'article 5.

#### TITRE V

Art. 3. Après ces mots, *après la mort de l'un des époux*, ajouter, *ou modifier et restreindre dans ses effets*.

L'objet de cette addition est la proposition qui sera faite ci-après, d'ajouter au titre du divorce un appendice qui permette à ceux qui ne voudraient pas prendre cette voie, laquelle serait interdite par leur religion, de demander la séparation de corps. Les motifs de cette proposition seront développés dans cet endroit, et l'on verra que non-seulement elle n'est pas contraire aux principes qui font admettre le divorce, mais qu'elle en devient nécessairement.

Art. 5. 1<sup>re</sup> clause. Ne serait-il pas convenable, même nécessaire, pour assurer d'autant mieux la liberté du consentement, de déterminer un délai, au-delà duquel le mariage ne pourrait être valablement contracté dans le cas dont il s'agit? Il semble que ce délai ne peut être moindre de six mois, ou même un an; le consentement ne sera pas parfaitement libre, tant qu'il pourra rester dans l'esprit de la personne aux yeux des traces des impressions qu'elle a pu recevoir tant qu'a duré le rapt et un mariage contracté aussitôt après, ce crime semblerait n'en être que la suite, et en quelque sorte la récompense.

Art. 7. Quelle loi prescrira les formes nécessaires pour constater que les sonde et anels sont capables de manifester leur volonté?

Art. 17. Les mœurs, l'honnêteté publique, engagent à proposer la condition de deux prohibitions. La première est celle du mariage entre le beau-père ou la belle-mère, et la belle-fille ou beau-fils, c'est-à-dire le premier mariage des époux prédécédés. Les noms seuls plaçant ces personnes dans la classe des ascendants et descendants, indiquent que les mêmes rapports, en quelque sorte, subsistent entre elles, et ce sont réellement les mêmes que ceux entre les ascendants et les maris ou les femmes de leurs descendants; ils ne se justifient les uns et les autres que par alliance. La prohibition établie dans le premier alinéa entre ceux-ci doit donc avoir également lieu entre les autres; elle a d'ailleurs en quelque sorte

encore plus d'indispensable; car l'enfant d'un premier mariage du époux prédécédé aura le plus souvent été élevé dans la maison et par les soins de la famille, de celui qui survit; les sentiments des parents sont bien plus fortement pénétrés de leur amour par tous les préjugés d'habitude, de dévouement qui parviennent au mariage, s'il était toléré entre le père, par exemple, et la fille de sa femme. Cela est si frappant, qu'on est tenté de croire que les rédacteurs ont cru cette espèce comprise dans la prohibition de mariage entre les ascendants et descendants d'eux; mais pour ne point laisser d'incertitude sur un objet aussi important, il est nécessaire d'ajouter, *ou de l'un d'eux*, car la belle-fille n'est point la descendante du beau-père, et les autres ascendants et descendants sont des étrangers qui n'ont aucun lien de la nature directe et naturelle, et ne s'entendent pas aux alliances des uns ou des autres.

La seconde prohibition, également appelée par l'intérêt de la loi pour les mœurs, est celle du mariage entre l'époux contre lequel le divorce a été prononcé pour cause d'adultère et son successeur. Ne pas interdire le mariage entre ces personnes, ce serait leur permettre de recueillir le fruit de leur crime, de ce crime qui vaine le plus généralement le plus sacré des contrats, qui attaque en quelque sorte la société par sa base. Cette prohibition mériterait d'ailleurs plus l'honneur de la loi pour ce crime; et l'on peut espérer qu'elle diminuerait l'un des plus grands inconvénients du divorce, en ôtant au vil séducteur l'espérance de remplacer le mari et soustraire l'honnête homme à la domination.

Nota. Le mot *récompense*, dans la première alinéa de cet article 17, est inutile.

Art. 19. 2<sup>e</sup> alinéa. Le délai de vingt jours est bien court; il est des maladies chroniques mortelles des qu'on les voit bien confirmées, entre autres la pulmonie, et peut-être pour donner à l'article tout l'effet qu'on doit désirer qu'il ait, pour empêcher ces liaisons furtives par la loi, auxquelles on se livre dans l'espoir de pouvoir enfin les faire légitimer, plutôt qu'indiquer à ceux d'être que tout mariage est fait à l'insu de la vie, lorsque l'époque de sa célébration, l'un des contractants est atteint de la maladie dont il s'agit; car il est bien certain que tout le temps qui peut durer la maladie qui met fin à la vie est l'insu de la vie. Quelques jours de plus ou de moins sont indifférents aux vœux de la loi, qui ne considère que l'état de la personne au temps du contrat.

Art. 22. D'après cet article, des personnes qui auront été divorcées de dernière depuis quatre ou cinq mois au moins seront obligées ou à attendre que les six mois soient expirés, ou qu'il soit intervenu de nouveaux engagements, ou de retourner se marier à leur dernière demeure, qui peut être fort éloignée, ce qui en présente aussi que ne sont pas les mêmes. N'est-il pas plus convenable que le mariage se fasse dans la commune de l'habitation actuelle, ou justifiées des publications faites tant dans cette commune que dans celle du divorce demandée, lorsque il ne se sera pas écoulé six mois depuis le changement d'habitation?

Art. 25. C'est ce qui paraît prescrire, quant aux publications, l'article 25, à moins cependant que, par ces mots, ou l'une d'elles, on n'ait voulu indiquer la nécessité des publications dans le lieu de la nouvelle résidence, au cas où il y aurait six mois et plus que l'un des époux y serait venu habiter; ce que l'on pourrait entendre, en donnant au mot *depuis*

la signification pendant, qu'il pourrait présenter en cette occasion. Pour lever cette équivoque, il faudrait dire, depuis moins de six mois, alors l'article est parfaitement d'accord avec le 22, et les doubles publications qu'il prescrit rendent inutile l'assujettissement qu'il impose aux personnes qui ont cessé de résider depuis six mois, d'aller célébrer leur mariage dans le lieu de la précédente.

Art. 27. Le second alinéa semble devoir plutôt faire partir d'âge les mariages contractés que d'un Code civil. Les actes de mariage contractés en pays étranger, dès qu'ils sont valables, doivent être assimilés à ceux contractés en France; et leur rapport sur le registre des actes civils, prescrit par la dernière disposition, semble suffire pour en assurer l'existence et en prouver la publicité.

Art. 28. Les mots à leur défaut sont équivoques; ils peuvent signifier, à finir, par l'absence d'un père ou d'une mère, par l'absence d'un parent, sans doute, ce n'est pas l'intention des rédacteurs; car alors un mariage, approuvé par les père et mère, pourrait être annulé par les aïeuls et aïeules; ce qui serait contraire aux dispositions des articles 10, 11 et 25 ci-dessus. Ces mots à leur défaut signifient donc, et dans le cas où les père et mère n'existeraient plus. Cette expression serait préférable, il semble nécessaire d'y ajouter aussi : ou seraient absents.

Art. 32. Convient-il de soumettre aux juges de paix et aux tribunaux de première instance le jugement en dernier ressort de questions aussi importantes que celles qui peuvent faire naître les oppositions aux mariages, qui, limitées comme elles le sont, seront le plus souvent de véritables questions d'état, ou, au moins, intéresseront essentiellement l'honneur des familles? Ne serait-il pas plus convenable de laisser ces contestations suivre l'ordre naturel des juridictions, en abrégé, s'il le faut, les délais?

Ne pourrait-on pas même ordonner que les oppositions aux mariages seraient plaquées à huis clos et sans aucune instruction, notamment celle formée par les ascendants, et que lors de la plaidoirie les parties seraient tenues de comparaître en personne? Cette précaution pourrait prévenir bien des inconvénients qu'il est facile de pressentir.

Art. 35. 2<sup>e</sup> alinéa. Si c'est le mari qui n'avait pas l'âge de puberté lorsqu'il a épousé la femme, sera-t-il non recevable à demander la nullité d'un mariage vraiment criminel aux yeux de la loi, et ne serait-ce pas ouvrir un moyen de l'échapper par un autre crime, que de maintenir cette double exception à l'article 31? On n'y distingue même pas le cas où l'époque de la conception remonterait au-delà de celle du mariage.

Art. 36. L'article 9 semble devoir nécessairement faire partie de ceux dont la ratification autorise les héritiers à demander la nullité du mariage de leur parent après son décès, lorsqu'ils y ont un intérêt civil et personnel; autrement l'individu mort civilement, auquel la loi attribue expressément, par son article 9, la faculté de ratifier son mariage, se jouera de cette prohibition.

Ne pourrait-on pas dire même en, dans ce cas, la nullité pourrait et devrait être demandée par tous les individus de la famille du vivant, même du défunt, car il importe à toute la société que ceux qu'elle a été obligée de retrancher de son sein n'y introduisent pas des antécédents à leurs crimes penchés. L'article 45 autorise le ministère public; cela suffit-il?

Art. 41. Cette validation du mariage, même à l'égard des époux, du jour de la célébration, et sans aucune preuve contre eux, si ce sont eux qui en deviennent la célébration, ne rend-elle pas nécessairement illicites les articles cités dans le précédent, surtout puisque leur violation n'autorise personne à demander la nullité du mariage?

Art. 42. Ces articles cités à la fin de l'article 41, concernent le cas où le mariage a été invalidé sur une fautive volonté, les art. 48 et 49, valident ce mariage dans le cas où la preuve de sa célébration se trouve acquise par la procédure criminelle. N'est-ce donc un autre cas ajouté à ceux où la preuve testimoniale peut être admise suivant la disposition du deuxième alinéa de l'article 47? L'exception sans l'exception, qui suit cette disposition, semble aller le contraire. Il semble qu'il vaudrait mieux dire et encore dans le cas porté à l'article 48.

Art. 43. 1<sup>er</sup> Le mot contraire paraît devoir être retranché; car c'est bien la possession ou sont les époux de leur état de gens mariés, nonobstant laquelle la nullité de leur mariage peut être opposée et non une possession d'état contraire.

2<sup>e</sup> Le mot contradiction signifie sans doute autre chose que simplement contraire. Ne serait-il pas convenable de désigner l'aspect d'actes ou de faits qui peuvent rendre cette possession contradictoire avec celui qui oppose la nullité?

Art. 44. 1<sup>er</sup> alinéa. Quelle est la cause de cette limitation au cas des deux articles précédents, c'est-à-dire du mariage contracté en pays étranger sans les formalités prescrites par l'article 262? Certainement celui qui serait contracté en France sans ces mêmes formalités, ne doit pas avoir plus d'effet que celui contracté en pays étranger.

Art. 45. 1<sup>er</sup> Ne vaudrait-il pas mieux enjoindre que donner seulement la faculté à l'officier chargé du ministère public, de demander la nullité des mariages contractés en contravention des articles rapportés dans cet-ou-ci? L'enjoint-il d'annoncer l'acte pas mieux le grand intérêt que la loi met à l'exécution de ce qu'elle prescrit?

2<sup>e</sup> L'article 4 ne semble pas devoir être omis dans celui-ci. Un mariage contracté avant l'âge de puberté est une sorte de scandale. Surtout, en ce cas, le ministère public ne pourrait former la demande de nullité que dans les exceptions ou l'exception de l'article 35.

Art. 56. Les mots aussi solennellement peuvent-ils subsister avec ceux choisis en ce qui le concerne, et avec l'objet même de l'article, qui est la modification des dispositions essentiellement pérennantes à l'égard des individus?

Art. 67. Quel jour peut donner cette autorisation? Est-ce celui devant lequel est portée la demande, quel qu'il soit? Ne serait-il pas plus convenable que ce fût, dans tous les cas, le tribunal de première instance? Il s'agit en quelque sorte d'affranchir la femme de l'autorité maritale.

## TITRE VI.

Art. 2. Les crimes importants peussent affliger ou infamiser, sans de condamnation, ne devraient-ils pas être au nombre des crimes de divorce? Ne serait-ce pas leur partager à l'époux innocent la punition du crime, que de l'obliger à vivre avec le criminel dans une union aussi infamante que celle du mariage? Dans ce cas même, le divorce devrait être prononcé dès qu'il serait demandé et sans aucun délai ni formalité.

Art. 29. Le jugement qui condamne la femme à revenir dans le maison commune ne doit-elle pas autoriser le mari à la faire arrêter, à la faire

elle d'y autoriser dans le d. lui qui lui semit accordé? Autrement l'obligation imposée par l'article 34 du titre V. à la femme de demeurer avec le mari, est illusoire; ou du moins, s'il ne reste à celui-ci que la ressource du divorce, ce moyen de rompre un lien qui, de sa nature et dans le vœu de la loi, devrait être perpétuel, ce moyen que la loi n'admet qu'à regret en quelque sorte et pour les causes les plus graves, sera purement facultatif de la part de la femme, et elle pourra désolenniser impunément un mari à qui sa religion ne permet pas de demander le divorce.

Dans le cas inverse, les condamnations pécuniaires qui seraient prononcées contre le mari au profit de la femme seraient inutiles, il est vrai, qui pourrait le contraindre de la recevoir et traiter maritalement, et il pourrait se trouver des maris qui préféreraient acquiescer ces condamnations; mais l'insécurité du mari d'ailleurs en rendrait nos efforts sur l'honneur de la femme, et n'a pas les mêmes inconvénients pour la société.

Art. 38. La nullité de l'habitation faite par le mari de l'immeuble de la communauté depuis la demande en divorce, n'a lieu sans doute qu'à l'égard et au profit de la femme si elle la demande, sans l'autorisation en garantie d' dommages-intérêts de l'acquéreur. N'est-il pas bon d'ajouter cette réserve, afin qu'on ne prétende pas que cette nullité est absolue?

Art. 39. Pour que l'article 39 soit édicté prononcé dans le premier alinéa, il est absolument nécessaire que la loi donne au mari demandeur en divorce pour cause d'adultère un moyen de se séparer d'habitation d'avec sa femme. Il ne doit pas être réduit à abandonner son domicile; il doit être que, dans ce cas, comme dans celui de l'article 33, le tribunal indique la maison dans laquelle la femme sera tenue de se retirer pendant l'instance et la charge par le mari de payer sa pension et de fournir à ses besoins.

Art. 40. 2<sup>e</sup> alinéa. Il semble injuste que la famille puisse relayer à celui des deux qui n'a rien à se reprocher, que c'est que malheureux, le gouvernement de ses enfants. Pourquoi le père, dans ce cas, d'un droit naturel dont l'exercice doit être sa résolution? pourquoi la puissance parentale serait-elle restreinte, et en quelque sorte éteinte? Il faudrait-il pas au moins spécifier les causes qui pourraient y donner lieu?

Les principes établis dans le discours préliminaire du projet de Code civil, sur le mariage et sur le divorce, annoncent bien que c'est à regret que les républicains proposent d'ouvrir un moyen légal de dissoudre le contrat le plus important, le plus ancré de tous. Cette union, entre société la plus naturelle, la plus inséparable de toutes, le mariage civil, dont la perpétuité fait en quelque sorte l'essence, est le vœu même de la nature; mais la loi doit venir au secours de ceux entre lesquels la violence de leurs passions a rompu l'harmonie qui doit régner entre les époux; et comme d'un côté il serait aussi dangereux qu'inhumain d'interdire sans aucune espèce de raison deux époux de cohabiter l'un de l'autre, ou de les contraindre à vivre dans un véritable *forco*, aussi faut-il aux autres qu'à la société, que, d'autre, la liberté des cultes est au fondement de l'État, et que la plupart des doctrines religieuses autorisent le divorce, les rédacteurs ont cru qu'il ne fallait pas prohiber le divorce parmi nous, parce que nos lois seraient trop formellement en contradiction avec les différents cultes qui l'autorisent. Ainsi la loi qui laisse la faculté du divorce à tous

les citoyens en l'autorisant, sans qu'on les épouse qui ont une croyance contraire au divorce, est une conséquence nécessaire de la situation politique et religieuse de la France.

Il est impossible de ne pas rendre hommage à la sagesse, à la vérité de ces principes et de ce raisonnement, et ce sont ces mêmes principes qui nécessitent absolument le rétablissement de la séparation de corps et d'habitation pour ceux qui ont une croyance contraire au divorce. Les catholiques peuvent professer d'autres religions; mais il faut des lois pour tous. Si la religion catholique n'est pas dominante en France, on ne peut méconnaître qu'elle y est toujours la plus étendue; et même on peut dire que les tentatives qu'elle fait pour la détruire ont gouverné aussi d'ailleurs qu'elle, n'ont servi qu'à la rendre plus étendue à ses partisans. Il faut donc espérer que celui qui a si heureusement succédé et qui déjà a fermé tant de plaies ne négligera pas celui-ci; d'autant que le vote du divorce à ceux à qui l'on sait que leur religion l'interdit, ce serait une sorte de décision barbare, aussi indigne de la justice et de la sagesse du Code qu'on nous promet, que du gouvernement bienfaisant auquel nous le devons.

Lorsque la religion catholique était dominante en France, lorsque par une suite de la liaison de nos institutions civiles avec les institutions religieuses, l'indissolubilité du mariage était consacré par les uns comme par les autres, on admettait les séparations de corps, qui réduisaient les liens du mariage sans le rompre, dans ces cas malheureux où la liaison avait succédé à l'amour, une habitation commune ne présentait plus que tourments et dangers pour les deux époux ou l'un d'eux. Pourquoi donc refuserait-on aujourd'hui cette ressource à ceux qui croiraient que leur conscience ne leur permet pas de recourir à celle du divorce? Ce serait en quelque sorte les condamner à devenir victimes de leur attachement à leur religion.

La séparation de corps et d'habitation n'a pas plus d'inconvénients que le divorce; il serait peut-être facile de montrer qu'elle en a moins; le seul qu'on pourrait lui opposer, c'est le célibat auquel elle semble condamner celui des époux entre lequel elle est ordonnée; mais on peut lui permettre de demander le divorce, qui, en ce cas, ne peut lui être refusé, et serait prononcé sur le seul vu de la sentence de séparation.

En surplus, les causes de séparation d'habitation, et les formalités pour y parvenir, seraient les mêmes que pour le divorce; seulement la transcription du jugement de séparation sur les registres du mariage n'aurait pas lieu, puisque le mariage serait toujours subsistant tant que l'autre époux ne demanderait pas le divorce.

La même raison rendrait inapplicable à ce cas l'article 10 du chapitre IV, des effets du divorce, et il faudrait ajouter, à cet égard, que, dans le cas où celui des époux qui aurait donné lieu à la demande en séparation, et contre qui elle serait prononcée, demanderait le divorce sur ce fondement, la sentence de séparation aurait toujours son entier effet contre lui. Ces deux ou trois articles ajoutés, par forme d'appendice, au titre du divorce, justifieraient pareillement cette importance protestée si hautement par les rédacteurs du nouveau Code pour les différents cultes, et qui doit en effet caractériser essentiellement la législation d'un peuple qui, ne voulant point de religion dominante, n'en doit pas favoriser une moins que les autres.

## TITRE VII.

Art. 5. Ne serait-il pas nécessaire, pour prévenir les contestations inhérentes qui pourraient avoir lieu dans le cas de cet article, de déterminer si le temps de l'éloignement et de la distance des lieux ? Quant au temps, sans doute il doit être tout celui qui se trouve entre la plus longue et la plus courte des grossesses possibles aux yeux de la loi, c'est-à-dire cent jours, d'après les deux articles précités.

À l'égard de la distance, on doit être celle que peut parcourir facilement à cheval un homme dans un jour; car lorsqu'on a pour preuve sa résidence continue dans un lieu écarté de celle de sa femme pendant plus de trois mois, la présomption naturelle n'est plus qu'il soit absent de la grossesse naturelle dans cet intervalle de temps, et la loi ne doit pas ouvrir trop de facilités à la femme pour justifier son incontinence.

Art. 8. N'est-il pas nécessaire, étant nécessaire et indispensable, d'appeler aussi la femme dont l'absence est nécessairement la dans cette contestation à l'effet de son enfant, quelle part d'ailleurs mieux défend que personne, puisqu'il s'agit d'un fait qui lui est personnel, et très-personnel ?

## TITRE VIII.

Art. 3. Puisque ce moyen est le seul que la loi puisse mettre dans le main des pères et mères pour réprimer les vices de leurs enfants, il faut sans doute l'adopter, quoique l'expérience ait trop prouvé qu'il est souvent difficile, et même qu'il est souvent dangereux, par la répression de plusieurs personnes vicieuses dans un même foyer, n'est guère propre à diminuer leurs vices : ces considérations portent à proposer de réduire à six mois le temps de la première débauche, et de le réduire à un an ou même à plus, en cas de récidive. Cette gradation de peine et l'interdiction même de leur donner aucun produit de bons effets. On pourrait, au lieu de modifier la trop grande sévérité des père-quelques fois trop frustes, quelques autres injustes, autoriser l'officier de police, dans le cas où le père demandeur l'entendrait insister au-delà de six mois, à faire comparaître l'enfant devant lui et à restreindre la peine de quelques mois.

Art. 15. La disposition offensive est la seule précaution que l'on propose contre les suites de la profligalité, soit en cas de mariage ou en cas de la société qu'à celui qui est la première victime de ce vice, et cependant on restreint cette disposition au seul cas où le dissipateur a des enfants. Ne serait-il pas expédient, au contraire, et pour le dissipateur et ses descendants, et pour la société, de permettre cette disposition, dans le cas d'une dissipation excessive, voire, même au profit des enfants légitimes à l'égard de dissipateur, et lors même qu'il ne serait pas encore marié, auxquels enfants la loi permettrait d'instituer un conseil, comme s'ils existaient déjà ? La sagesse de cette loi serait évidemment admise cette situation légale de la loi, dont les autres seraient tous à jamais par ceux qui l'ont vue du jour et le jour et l'avenir. On dit le jour, car, sans cette précaution, les parents osent donner leur fille à un dissipateur notoire ? Il leur en pourrait instituer un conseil de famille, sur l'avis dequel les effets de la disposition offensive seraient modifiés ou restreints par le juge pour le plus grand avantage de l'enfant dissipateur et de sa postérité.

Enfin, puisqu'on propose d'autoriser la personne qui connaît sa faiblesse et craint d'en être dupe à instituer elle-même qu'il lui soit donné un conseil, sans l'avis d'aucun elle ne puisse disposer de ses biens, on pourrait-on pas en même temps autoriser les père et mère de l'enfant dissipateur à prendre pour lui cette mesure, à laquelle il serait d'autant plus éloigné de résister de lui-même qu'elle lui serait plus nécessaire ?

## TITRE IX.

Art. 2. 2<sup>e</sup> alinéa. Substituer les mots il s'agit de celui recouru.

Art. 11. Les seconds mariages sont si peu favorables, ils sont si souvent funestes aux enfants du premier, qu'il semblerait plus à propos de priver absolument de la puissance des biens de ceux-ci les pères et mères qui se remarient, sans recourir, pour juger des cas où cela doit avoir lieu, au conseil de famille, qui sera le plus souvent, pour ne pas dire toujours, à la détection de celui qui le propose, et de l'avis contraire le seul maître des biens des enfants mariés entre parents proches : l'intimité, le danger de cette loi du conseil de famille dans les circonstances importantes, et où l'on ne peut disposer par elle-même, est trop évidemment et dans les discussions qui l'entraînent pour qu'il puisse être agité à ce sujet.

Art. 21. On ne voit pas comment et pourquoi le seul fait du second mariage de l'époux peut porter atteinte à la dot des deux mariages antérieurs au profit des enfants de tout il prend la tutelle toute de suite convenue à l'article 10. Cet article et les suivants, qui concernent les pères qui sont dans le même cas, ne portent point de dommages-intérêts.

Art. 26. À la fin de la quatrième ligne, substituer le mot dit à celui peut. La loi doit parler impérativement à ses ministres, lorsqu'il s'agit d'actes qu'elle juge nécessaires, ou même seulement utiles.

Art. 34. 1<sup>er</sup> Le fait, surtout s'il ne s'agit pas d'un parent, peut souvent être incertain.

2<sup>e</sup> Quelles seront les suites, quelle sera le résultat de cette nullité ? Enlèvera-t-elle celle de tout ce que le tuteur aura même ainsi fait ? Les mineurs ne s'en rendent-ils compte ? Quelles conséquences d'un fait quel il aura pu produire ? Quel motif, quel motif s'y expose ?

Art. 41. Le premier tuteur s'en va, dans le cas de cet article, le lieu de reprendre la tutelle, lors même que celui qui la réclame ne le demande pas ?

Art. 53. Dernier alinéa. Le délai de quatre révolutions accordé à celui qui est absent de son domicile lors de la nomination de sa nomination, pour réclamer et proposer ses excuses, peut être insuffisant dans plusieurs circonstances, ne pourrait-on pas l'étendre en raison de l'éloignement ?

Art. 55. Dernier alinéa. Le motif de cette disposition est parement l'absence de tuteur, il semble que le meilleur moyen d'y pourvoir est de ce cas est de statuer que la ressource pourra être le tuteur de devoirs et créances contre son mineur l'enfant au profit de celui-ci, si son tutelle, et pour le prix qui aura été effectivement payé par le tuteur.

Art. 68. Ne serait-il pas plus sûr d'astreindre le tuteur à faire cette déclaration avant la fin des scellés par l'acte même par lequel il le requerra ? Après la levée des scellés, et en procédant à l'interdiction, il peut se voir voir quelque soustraction de quittance, ou autres lettres.

Art. 70. 1<sup>er</sup> Le mineur peut être considéré

ment liée par une réputation indiscrète, peut-être même frauduleuse; les parents ou nous pouvons avoir des intérêts personnels ou pour leurs proches, qui les portent à décolorer cette réputation et à nous verser l'information qui ne peut pas être présentée avantageuse au tuteur, lorsque la succession est appelée à recevoir par un autre.

2<sup>e</sup> Cette réputation, pour devenir irréversible, devrait donc au moins être scellée de l'assentiment du juge, comme il est ordonné pour la cas de l'article 83.

3<sup>e</sup> Il est nécessaire aussi, quel que soit le parti qu'on adopte, de prescrire l'interdiction préalable de la succession dont il s'agit.

Art. 83. 1<sup>o</sup> Les ventes des biens immeubles des mineurs ne devraient-elles pas se faire en justice comme les partages (art. 82), et même on peut dire à plus forte raison, surtout s'il s'agit d'objets importants?

2<sup>e</sup> Si l'apposition des affiches doit être attestée par le juge de paix, il faudrait qu'il assiste ou les vérifie lui-même avant de donner son estimation, ce qui ne paraît guère praticable, vu la distribution journalière des juges de paix, et même aurait été bien difficileux dans l'ancien état. Le simple cas de commettre l'absence des frais de transport d'acheter assez considérables; ne serait-il pas possible d'éviter ces embarras en prescrivant qu'en l'estimation on ne considère ni les adjudications des adjudicataires de la situation des lieux, qui, plus à portée de vérifier les faits, le feraient plus exactement?

Art. 84. Les sommes déterminées dans cet article pour assigner le tuteur à composer des intérêts paraissent bien fortes pour les amis et gens de campagne. N'est-ce pas le conseil de famille qui, dans le cas de l'article, devrait déterminer ces sommes, en dispensant du compte nommé?

Art. 102. La responsabilité établie par cet article paraît bien dure, même injuste; les mineurs deviendront la terreur des familles; qui ne tremblera pas de concourir à la nomination d'un tuteur s'il est, aux risques de sa propre fortune, garant de l'insolvabilité actuelle et de l'insolvabilité future de ce tuteur? La loi lui donne-t-elle des moyens sûrs de connaître l'une ou de prévenir l'autre? et s'il n'a pas été d'avis que celui qui la placité des voix a nommé tuteur le fut, il sera toujours garant; quel est donc le fondement de cette garantie? le malheur qu'il a de se trouver parent.

Le seul cas où la garantie de l'insolvabilité du tuteur pourrait avoir justice, avoir lieu, ce serait celui de la minorité publique de notre insolvabilité constatée par la faillite ouverte ou l'expulsion forcée des immeubles ou même l'expulsion, la vente par exécution des meubles; encore l'équité ne permettrait-elle jamais à assigner, même dans ce cas, à cette garantie, celui qui n'aura pas assigné la personne insolvable pour tuteur.

Le renvoi porté en cet article, *à ce qui est dit au titre des hypothèques*, n'a affaibli point la rigueur, ne diminue pas l'injustice. L'article 23 du titre VI du livre III restreint cette hypothèque du mineur sur les biens des parents, administrateurs, ou cas où le tuteur aurait été notoirement insolvable lors de sa nomination; mais l'obligation personnelle n'en subsiste pas moins dans les autres cas. L'article dont il s'agit maintenant concerne la garantie contre les parents nommés dans toute son étendue, et le rapprochement de ces deux articles nous fait voir que nous sentons les grands inconvénients de celui-ci.

Art. 103. Le tuteur lui-même encore en présence à dix années, à compter du jour de la majorité, l'actou résultant de cette garantie. S'il est possible de la laisser subsister, elle devrait être restreinte au plus court délai, à un an au plus, et il faudrait autoriser ceux qui en seraient grevés, non-seulement à contraindre le tuteur à effectuer les emplois qu'ils auraient indiqués et à lui faire rendre compte à l'expiration de la année, mais encore à le poursuivre par toutes voies pour le contraindre à lui payer le reliquat; mais on ne pourra jamais légitimer une obligation qui, dans moi-même ces que celui de l'insolvabilité notoire du tuteur et de l'indication personnelle par le parent, n'a absolument ni fondement ni portée.

Art. 106 L'article 39 du titre X et après suppose qu'il n'ait été nommé au mineur émancipé, lors de son émancipation, un curateur aux actions mobilières. C'est ici que cette nomination doit être prescrite.

Art. 107. Ne serait-il pas prudent d'autoriser le conseil de famille qui sera convoqué par le mineur qui voudra jouir de l'effet de son émancipation pour lui donner un curateur aux actions immobilières, à modifier, à restreindre le pouvoir du mineur non marié jusqu'à sa majorité ou son mariage, suivant l'extinction des cas; par exemple, l'importance de la fortune mobilière ou la grandeur des revenus, ou la grande liquidité d'esprit, la mauvaise conduite antérieure du mineur, qu'une disposition contraire libre d'une grande latitude dans l'âge de la plus grande effervescence des passions pourrait perdre entièrement l'avis de la famille serait soumis au tribunal, et le mineur ne venant pas le suivre.

Les articles subséquents limitent bien à une année de son revenu les engagements du mineur; mais c'est déjà un grand inconvénient qu'il puisse disposer d'avance ses revenus, si l'on ne peut lui garantir à la conservation d'un mobilier qui peut lui servir de fortune, et dont l'universalité est comprise en droit aux immeubles.

Art. 111. La nullité prononcée par cet article est-elle absolue, ou seulement relative au pupille ou à la papille, qui semblent seuls devoir être présumés n'avoir pas eu une liberté parfaite dans le consentement qu'ils ont donné à leur mariage, soit avec leur tuteur, soit avec son fils ou sa fille?

Si les parents, dont l'avis aurait dû être demandé et obtenu avant le mariage, ont le droit d'en demander la nullité, pourquoi n'en ont-ils pas le droit de ne pas l'avoir pas formé opposition lors des publications, pendant quel temps seront-ils recevables à exercer ce droit?

S'il est question du mariage d'une jeune personne avec son tuteur ou avec le fils de son tuteur, celui-ci ne sera-t-il pas tenu en des dommages et intérêts envers sa papille? L'honnêteté publique n'exigerait-elle pas même que la loi prononçât contre lui quelque peine qui marquerait encore mieux son improbation?

Enfin, avant de proposer la nullité d'un mariage qui, malgré son vice originel, pourrait être licite, et pour s'assurer de la volonté libre de la papille, ne serait-il pas à propos d'ordonner qu'elle se retirerait dans une maison honnête qui serait indiquée par la famille, pendant un an ou six mois, et où le tuteur serait tenu de payer sa pension, après lequel temps le mariage serait annulé ou confirmé, suivant le vœu de la papille?

## TITRE X.

Art. 18. Puisque le tribunal d'appel peut pro-

En cas de nouvelle interpellation de celui dont l'interdiction est provoquée, il doit aussi pourvoir commettre un de ses membres, ou même le lui-même, au tribunal de première instance, dans le cas de l'article 13; le déplacement de celui-ci, dont l'objet est la détermination des frais de transport, n'affecte rien que dans le cas où le demandeur se voit interdire l'interdiction lui demander serait plus élevée du tribunal d'appel que d'un tribunal de première instance du même grade, même que celui qui aurait rendu le premier jugement.

Art. 22. An pool interdu, anstăruier sar per-

## LIVRE II.

## TITHE PREMIER

Art. 5. Les ruches à miel, mobilières de leur nature, ne servant point non plus à l'avenir de fonds, et ne remplissant pas, à ce moyen, devoirs constitutifs dans l'usage.

Art. 18, 19 et 20. Parmi les différents que nous ont donnés les trois articles des différentes expressions relatives aux meubles, on a vu celle d'effets mobiliers employée seule. Si les mots *meubles et effets mobiliers* réunis, comprennent tout ce qui est censé mobilier d'après les règles pré-Adolphi (art. 18), et si le mot *mobilier* employé seul ne comprend pas l'argent comptant, les choses actives, les pierres, les livres, le linge et corps, ni les échevins et les épingles, nous voit et qui ne comprendra pas le mobilier (art. 19), il semble qu'il faille courir que les mots *effets mobiliers*, spécialement employés seuls, ne comprennent que l'argent comptant, les lettres, etc., et autres objets particuliers ci-dessus énumérés. Cependant on voit que dans l'acceptation ordinaire on lui donne un sens bien plus étendu, et même aussi étendu que celui de biens meubles, et serait bon de lever ces doutes.

Art. 10. 2<sup>o</sup> *ab initio*. L'article 101 du titre XIII, li. III, statue que l'emplacement d'un objet lui donné au dernier meuble en transfère pas la propriété, mais néanmoins si mal à ses risques; d'après cette détermination ne voit pas pourquoi les animaux tués au dernier avec extinction seraient plutôt meubles que ceux tués au premier, ou au seul paraire, lorsque les uns comme les autres demeurent attachés au fonds par l'effet du hold, et ce qui a lieu dans plusieurs baux à ferme, ainsi que pour les instruments aratoires et semences, que le fermier doit rendre en nature à la fin du hold; ces objets sont bien immovables par leur destination.

## TITRE III.

Art. 17. 2<sup>e</sup> alinea. Le propriétaire de l'éclang ne doit-il pas, même, en ce cas, indemniser celui du terrain qui n'aurait point été submergé si l'éclang avait eu son cours entièrement libre, si l'éclang n'avait pas existé!

Art. 18. — Le mal considérable paraît survenir à côté de celui reconnaissable; son indétermination peut être source de difficultés.

2° Le délai de trois ans paraît long; cet événement ne peut pas être ignoré; et la possession du voisin à quelque apparence de bonne foi; un an ne suffirait-il pas?

Art. 10. La disposition générale paraît bien satisfaisante : les îles flottantes, s'il en existe encore, y sont nécessairement comprises, et même à fortiori.

Art. 23 Il est difficile de sentir la raison de la différence établie entre le cas de cet article et le précédent.

Art. 24. N'en doit-il pas être de même des abeilles, sans le droit de faire des essaims, pourvu qu'il soit exercé dans les vingt-quatre heures après la sortie de la ruche ?

Art. 36. Ne serait-il pas convenable de réserver au propriétaire la poursuite de la restitution de sa chose par la voie de la justice correctionnelle, ou même la plainte criminelle s'il y a lieu, suivant les circonstances, afin qu'on n'ait pas à être toujours quitte pour la restitution de la chose ou de son prix?

THESE 001

Art. 18. Cette différence, dont on ne voit pas trop le fondement, peut d'ailleurs faire naître des difficultés. n'est-il pas plus naturel et même plus juste de faire une règle générale du premier chef?

Art. 39. 5<sup>e</sup> alinéa. Si le tort est réparable, et que l'assuré s'y soumette, il aurait bien dû de le prouver d'un droit convaincant pour une faute qui peut être légère, et dont, même en la supposant grave, le propriétaire ne souffrirait pas.

Art. 43. Cette décision, conforme à celle des lois romaines, paraît plus saine, car, jadis, sans doute s'il s'agissait d'un esclavage acquis à titre onéreux, pourquoi en réclamer celui qui a été libéré d'un droit de jouir pendant sa vie d'une maison, de la jouissance du sol où s'élève maison, était gratuite, si elle a été incendiée par le feu du ciel, renversée par un ouragan? Ce n'est plus une maison? non; mais c'est le lieu où cette maison était élevée; et en me rendant le droit de jouir de cette maison, on m'avait bien vendu celui de jouir de ce lieu. Crier jouissance peut m'être utile même après la destruction de la maison; elle peut m'empêcher en partie de se perdre; il n'est pas juste de m'en priver pour en gratifier celui qui a reçu de moi le prix de cette jouissance. Il semble que la décision devrait être restreinte au cas des legs particulier, parce que l'on peut croire que celui qui a légué l'usufruit d'une maison s'a vu donner la jouissance d'un d'une maison, et qui d'ailleurs léguait vis-à-vis l'héritier n'est pas, à beaucoup près, aussi favorable que l'acquéreur vis-à-vis le vendeur.

#### TITRE IV

Art 13 Le dernier alinéa doit, pour la plus grande exactitude, reprendre les signes de nos antécédents exprimés dans les deux précédents. On y a mis le rhaparon ou plan murine, qu'on a remplacé par l'égout; re qui lui a été soulé de confusion l'aide à valuer.

Art. 19. Ajouter à la fin : et de la valeur de ce  
ajouté à l'entrepreneur.

Art. 23. Après le mot *lâtr*, ajouter *passéion* car la possession d'un fief peut s'acquies par des actes bien marqués en le laissant crever et enlever les terres en provenant : c'est une omission.

On a aussi oublié de parler de la *Amie* car qu'elle sépare deux héritages qui, à défaut de signes, n'ont en possession contraires, est présumée dépeindre de l'héritage qui a le plus besoin de clarté mais qui le serait peut-être plus convenable de remettre, en ce cas, milordine.

Art. 27. Il semble qu'on pourrait facilement faire un règlement général pour ces différents ca.

## LIVE !!!

**TITRE PREMIER.**

Art. 4. La mort civile n'est encourue que du jour du jugement contradictoire; n'est-ce pas plutôt, comme on l'a déjà demandé sur l'article 28 de

titre 1<sup>er</sup>, du jour de l'exécution? et en effet, si c'était du jour du jugement, pourquoi la succession du condamné ne serait-elle ouverte que du jour de l'exécution?

Art. 10. Le mot *a pu* près jellera, nécessairement l'usage d'incertitude et d'arbitraire dans l'application de la loi. Ne pourrait-on pas déterminer le rapprochement d'âge qui y demanderait lieu; dire, par exemple, que si le femme n'a qu'un ou deux plus que l'homme, celui-ci sera présumé avoir survécu?

Art. 11. Le cas où des deux individus morts ensemble, l'un étant impubère et l'autre sexagénaire, n'a-t pas prévu; ne pourrait-on pas appliquer à ce cas la décision de cet article, comme étant ces deux individus présument également faibles, s'ils sont de même sexe, quoique pourtant il semble qu'un enfant d'un ou deux ans ne puisse suffire, pour la force, être comparé à un homme de soixante et un ou sixante-deux ans? Mais la loi doit toujours tendre à se rapprocher de l'ordre de la nature; et il serait peut-être trop difficile d'établir une échelle exacte de comparaison de force ou de faiblesse entre les différents âges.

Art. 15. *Deuxième alinéa*. Le mot *né* paraît superflu.

III. *Troisième alinéa*. Quels sont les traits, les parties essentiellement nécessaires pour constituer la forme humaine? Les jeux de la nature sont infinis, l'écrit qui a reçu la vie dans le sein de la femme n'est-il pas nécessairement pourvu de la même espèce? Peut-on honnêtement et même raisonnablement supposer le contraire? Y aurait-on autorisé par des exemples réitérés, bien constants, que devient la maxime, *Pater est* etc.?

Art. 21. Ne serait-il pas convenable de restreindre cet article aux étrangers nés dans des pays où les Français jouiraient du même avantage?

Art. 27. Le mot *nécessaire* qui commence le second alinéa semble annoncer quelque chose de contraire à ce qui précède.

Art. 36. Après ces mots, *les enfants ou descendants*, ajouter *légitimes*. C'est ce que dit l'article 63; mais celui-ci n'en sera que plus clair, et le 63<sup>e</sup> pourrait être retranché.

Art. 65. S'il y a huit ou dix enfants légitimes, et que l'on puisse donner à l'enfant aîné ou l'aîné des sixième du revenu net de la succession, il se trouvera ainsi avantage et quelquefois plus que les légitimes. Ne serait-il pas dans l'intérêt de la loi d'ajouter à l'article que nous venons de citer, ces alinéas ne pourraient s'appliquer en vertu de la loi de la portion d'un des enfants légitimes dans la succession?

Art. 67. *Après deuxième*. Après *ajoutant*, ajouter *d'ailleurs*.

*Après troisième*. Celui-ci; substituer *l'un ou l'autre*.

Art. 70. *Après premier*. Il semble plus exact de dire, le père et la mère ou le survivant.

Ces mots à l'exclusion de la République ne sont-ils pas superflus dans cet article, comme dans les suivants, au moyen de l'article 76?

Art. 76. Cet article devrait être le premier de la section suivante.

Art. 47. *Deuxième alinéa*. S'il y a des parents indiqués, et que leur demeure soit connue, le commissaire ne devrait-il pas être assésé à leur domicile ou faire donner, par le maire de la commune de leur résidence, connaissance du décès de leur parent, ou les prévenir que, faute de se présenter en personne, ou par un fondé de pouvoir, il sera procédé à l'inventaire dans le

de la qui serait déjà ruiné par le juge, servant la distance des lieux? L'avertissement aurait aussi lieu si les papiers inventoriés indiquaient des parents.

III. *Après cinq*. Il semble que la caution ou l'emploi du mobilier ne soient exigés que dans le cas où il se présente quelques héritiers dans l'intervalle de trois ans. Il y a sûrement quelque chose d'ouïs. L'expression paraît fautive; on sent bien, néanmoins, que l'intention de l'article est d'assurer la restitution aux héritiers qui se représenteront.

III. *Troisième alinéa*. Si les formalités prescrites ont été remplies, l'époux l'a-t-il les fruits sans du jour du décès, ou seulement après les trois ans, ou après dix années, comme dans le cas de l'article 7? Ce cas-ci paraît plus favorable pour la personne autorisée en possession.

Art. 78. Cet article peut donner lieu aux mêmes observations, relativement à l'avertissement à donner aux héritiers que peut faire connaître l'inventaire, et aux gains des fruits; et il semble en ce cas d'ajouter, à la fin, *sauf le droit des héritiers, dans le cas où il s'en présentera en temps utile*.

Art. 82. A quel bon cet examen? N'est héritier qui ne veut l'acceptation ou aux risques de celui qui accepte pour le défaut, et il sera tenu d'indemniser ceux qui répudieront.

Art. 85. *Après deux*. Après *héritiers*, ajouter *de ses droits successifs*.

Art. 87. Il peut être le motif de cette différence entre le jugement contradictoire et le jugement par défaut, lorsqu'ils sont l'un et l'autre passés en force de chose jugée?

IV. Pourquoi dénigrer en ce cas-ci au principe général, que l'autorité de la chose jugée n'a lieu que lorsque la chose demandée est la même, et que la demande est entre les mêmes parties? Principe textuellement exprimé comme les généraux, et après titre II, art. 213.

Art. 171. Ces surarabes à succession vacante sont ordinairement ce qu'on appelle des hommes de paille, entérinés par la disposition du celui qui les fait occuper, ce qui peut donner lieu à des fraudes. Il semblerait convenable d'ajouter le commissaire de vérifier leur solvabilité, et d'autoriser les tribunaux à leur adjuger des salaires convenables, suivant les cas.

Art. 153. Cette formation des lots par l'un des héritiers désignés par le sort, paraît susceptible d'inconvénients, le plus fréquent, c'est que le sort peut tomber entre les héritiers qui sera le moins capable de faire cette opération. La formation des lots par le notaire, et leur tirage au sort, semble plus simple.

Art. 161. C'est la forme prescrite par l'article 81 du titre IX du livre 1<sup>er</sup>, pour tout partage dans lequel un mineur est intéressé, sans doute parce que c'est la meilleure, la moins suspecte de fraude; pourquoi donc en adopter une autre entre majeurs et mineurs? Car l'article 153 veut que lorsqu'un mineur se trouve au nombre des copartageants, le partage soit fait conformément aux règles prescrites pour les partages faits en justice entre majeurs, et cet article n'exécute point ce qui concerne la formation et l'évaluation des lots. Pour faire disparaître cette contrainte, il faudrait dire, au contraire, que dans ce cas on procéderait à la formation et l'évaluation des lots ainsi qu'il est prescrit par l'article 80 ci-dessus cité; et il semble toujours qu'il serait mieux que ce fût dans tous les cas où le partage se fait en justice.



Art. 176. Puisque les contendants dont il s'agit doivent être jugés au mépris de elles ou été faites, il semble méconnaître, pour éviter la fraude, d'exiger qu'elles soient faites par actes authentiques, si la loi n'en peut pas être autrement laxe d'une manière invariable.

Art. 181. Cet article suppose que le rapport en moins avantant doit se faire, suivant la valeur du don, à l'ouverture de la succession; ne serait-il pas plus expédient que le fait suivant la valeur lors de la donation, surtout si elle est faite avec dispense de rapport, et qu'il eût en rapport nait lieu qu'en partie ou même ne puisse être exigé en nature, comme dans le cas de l'article 181? Ce point élèverait bien des difficultés que font assez sentir les articles suivants, et singulièrement le 187.

Plusieurs coutumes l'avaient embrassé; la propriété ne restant pas incertaine, ce qui est un grand inconvénient, enfin, il serait aussi plus concordant avec l'esprit des articles 180 et 190 ci-après.

Art. 187. Cet article n'aura plus lieu si le rapport en moins prenant se fait suivant la valeur de la chose lors de la donation; et ne s'est pas un faible avantage que d'éviter les discussions auxquelles pourrnt donner lieu les difficultés d'appréciation qui y sont prévues.

Art. 217. « Celui qui, en faisant tout ou partie des choses comprises dans son lot, s'est mis « dans l'impossibilité de les rapporter au don-  
« teur partage qui aurait lieu, si la condition  
« était admise, n'est pas recevable à la demander  
« sous le prétexte de lésion. » Il semble utile-  
ment d'ajouter ce principe à cette action.

#### TITRE II.

Art. 12. La violence, jointe à la crainte révé-  
rentielle, doit-elle, pour annuler le contrat, être  
la même que celle exprimée au l'article 107? Sa  
crainte est, selon-il semble superflue. Il paraît qu'il  
n'a été ajouté que parce qu'une crainte violente,  
jointe à la crainte révérentielle, peut faire res-  
sembler sur une personne raisonnable.

Art. 31. Deuxième clause. Pourrait l'obligation  
de livrer à une époque déterminée, n'est-elle pas  
exécutoire par elle-même, comme les autres  
clauses de conventions? Que devient la maxime  
si raisonnable, si conforme à la nature, à l'es-  
prit des conventions, des intérêts des hommes?  
Son utilité dans cet article a rendu nécessaire  
le 52e.

2° Qu'est-ce qu'une interpellation judiciaire?  
est-ce une citation en jugement, ou une simple  
sommation? Il semble au moins que la sommation  
devrait suffire; mais alors comment contraindre  
le débiteur à en payer le coût?

Art. 32. 2° clause. Pourquoi embêter la vo-  
lonté du juge à celle des parties, lorsqu'il n'y a  
eu ni dol ni violence dans leur convention, et  
qu'il s'agit d'un objet mobilier qui ne donne  
point ouverture à la rescision?

Art. 101. Les intérêts demandés et obtenus  
contre l'un des codébiteurs solidaires courent-ils  
contre les autres? Oui, sans doute, par le même  
principe. Néanmoins, il semble d'autant plus  
nécessaire de le dire, qu'on pourrait peut-être  
conclure le contraire de la disposition de l'ar-  
ticle 100.

Art. 106. Il semble bon d'ajouter (ici : et vis-à-  
vis des créanciers; il est toujours tenu vis-à-vis des  
coobligés de garantir pour les insolvables.

Art. 126 et 127. Ne paraît-il pas utile de résor-  
ver la solidarité résultant de l'hypothèque?

Art. 130. Second alinéa. Il en est de même de  
toute obligation purement personnelle et ne for-  
mant point lien civil. L'expression de ce principe  
général semble nécessaire, afin qu'on ne pense  
pas qu'il est restreint au cas exprimé dans  
l'article.

Art. 132 et 133. Ces deux articles paraissent  
contradictoires.  
La fin du premier, sans qu'il soit nécessaire, est  
inutile.

Art. 131. Septième alinéa. Il en est de même de  
ces mots, et c'est dans l'acte de la faire.

Art. 171. La compensation que celui-ci (le ces-  
sionnaire) droit au cédant; il semble que cet  
est contraire la compensation de ce que le cédant  
doit au débiteur avant le fait de la cession que  
celui-ci a acceptée purement et simplement.

Art. 193. Le délai de trente ans paraît bien long,  
et lui qui oppose la nullité n'est pas présumé avoir  
ignorer la loi, lorsqu'il tarde tant à user d'un  
droit en lui-même odieux, puisqu'il tend à suf-  
franchir de son obligation, n'est-il pas d'une  
sorte de fraude? Autre contractant ne doit-il pas  
croire que le bonne foi l'emporte de réclamation?  
N'est-ce pas laisser trop longtemps dans l'in-  
certitude la propriété, les fortunes? Ne peut-il pas  
y avoir eu d'autres actes qui aient reculé celui  
qui est attaqué, et qui soient ignorés par des tiers,  
après un si long temps? Enfin pourqu'on la  
loi accorderait-elle trente ans pour demander la  
nullité d'un contrat où les deux parties ont traité  
de bonne foi, et dix ans seulement pour la de-  
mande en restitution contre celui qui est né  
par le dol ou la violence? Ces distinctions, bien  
du droit romain, ne paraissent pas avoir de fon-  
dement bien solide dans la nature des choses.

Art. 203. La ratification faite par le mineur,  
devant majeur, de l'acte par lui fait en minorité,  
doit opérer le même effet que si l'acte même eût  
été fait en majorité; il devrait donc avoir la  
même durée depuis sa ratification, pour se por-  
ter contre cet acte violent, qu'il aurait eu s'il  
eût contracté en majorité.

Art. 217. Ne serait-il pas juste de donner le  
même effet à l'engagement des autres actes,  
par exemple, à celui d'une vente suivie de la  
possession réelle de l'acquéreur?

Art. 211. Première alinéa. N'est-ce pas plutôt la  
qualité des personnes que celle des actes qui les  
fait présumer faits en fraude de la loi?

Art. 215. Peut-on jamais-on imaginer que  
ces mots de la fin de l'article, a moins que l'acte  
ne soit imputé de fraude et de dol, s'appliquent  
à tout ce qui précède, à genre des présomptions  
que le juge peut admettre, comme aux cas où elles  
sont admises, pour conclure non-seulement  
qu'elles le sont dans celui du dol et de fraude,  
mais aussi qu'il n'est pas absolument nécessaire  
alors qu'elles soient toutes graves, précises et un-  
formes; ce qui sûrement n'est pas le sens de la  
clause. Il semble qu'on pourrait dire, pour prévenir  
toute mauvaise interprétation, et aussi dans cet  
où l'acte est imputé, etc.

Art. 261. Second alinéa. Sans leur recours sans  
doute contre celui qui l'a déferé seul à propos,  
dans le cas, par exemple, où il aurait la preuve  
de la dette.

#### TITRE IV.

Art. 1er. Second alinéa. Il paraît bien dangereux  
et bien extraordinaire qu'on puisse obliger un  
jugement quelconque, et surtout un jugement em-  
portant condamnation par corps, par une simple pé-  
tition, sans citation préalable de la partie contre

laquelle il est obtenu. Quand il serait absolument impossible qu'elle eût eu de bonnes raisons, il ne faut pas en venir au premier jugement, le procès-verbal de refus ne pourrait-il pas être attaqué de nullité au même de laux ? A quoi bon ordonner par l'article 7 que la containte par corps ne peut être mise à exécution, même dans le cas où la loi l'autorise, qu'à la suite d'un jugement qui la prononce ? Si ce jugement peut être rendu sans ratification préalable de la partie, et s'il doit, comme le dit l'article 8, s'exécuter par provision, malgré l'appel ou l'opposition, un tel jugement ne mérite pas ce nom : l'incertitude est bien odieuse ; mais il ne faut pas, pour la réprimer, ouvrir la porte à la vexation.

Art. 4. La légèreté, la faiblesse des femmes, leur ignorance des affaires, le respect dû au lien conjugal, à la puissance maritale, semblent exiger qu'elles ne puissent, sans une autorisation légale de leurs maris ou de la justice sur leurs refus, s'exposer à la contrainte par corps par la cause de stellionat, dans les cas mêmes exprimés dans la première partie du second alinéa de cet article. L'autorisation, la disposition de leurs biens, ne doivent pas emporter celle de leur liberté, de leurs personnes ; c'est, en quelque sorte, la propriété du mari : il ne peut en être privé sans son consentement.

#### TITRE V

Art. 2. L'exception contre l'obligation contractée par la femme mariée, sans l'autorisation de son mari, n'est pas purement personnelle à la femme ; elle a son fondement dans l'autorité que la loi assure au mari. La loi ne doit donc pas couvrir elle-même un moyen de l'éluder en validant le cautionnement de la femme mariée, par une obligation contractée à l'insu de son mari, contre sa volonté, à son préjudice peut-être, ou même à sa honte ; car qui peut savoir quel sera ou aura été le prix du cautionnement ? le motif de l'emprunt, ou autre engagement de la femme ?

Art. 19. *Second alinéa.* Quel juris, si la caution est expressément subrogée aux droits du créancier ? Quel tort fait aux autres cautions le premier sans poursuite ? A quoi doit-on attendre des frais ? N'est-il pas de l'intérêt commun de les prévenir ? eût-elle été le pas-jase, au moins, d'arrêter le recours après la désignation du débiteur principal ?

#### TITRE VI

Art. 8. *Troisième alinéa.* Le délai de dix jours n'est-il pas bien court ?

*Ibid.* *Cinquième alinéa.* Sont-ils *à l'entendu* ; sans doute, c'est tout qu'ils ont été venus.

*Ibid.* *Neuvième alinéa.* La loi ne devrait-elle pas étendre ce privilège au terme ordinaire du paiement qui est d'un an, titre XIII, article 110, et titre XX, article 53 ?

*Ibid.* *Onze alinéa.* Les cautionnements des fonctionnaires publics, affectés spécialement par sa nature, sa destination, aux fonctions résultant d'eux dans leurs fonctions, par préférence à toutes autres, semblent devoir être l'objet d'un article particulier, afin qu'on ne puisse pas par ces cautions se vider d'un certain ordre sur ce cautionnement qu'après toutes celles qui précèdent dans l'acquittement.

Art. 10. *Quatrième alinéa.* Au moins, n'est-ce pas au plus qu'il devrait y avoir ?

Art. 19. *Second et troisième alinéa.* La différence établie par ces deux alinéa entre la femme séparée de biens par son contrat de mariage, et celle séparée par jugement, relativement à l'hypothèque des indemnités et remplis dus à l'une

et l'autre, ne peut guère avoir pour fondement qu'une sorte de subtilité qu'il serait bon d'écarter de nos lois.

Art. 22. Si cet article est admis, on ne pourra plus entrer en société avec aucun membre d'une famille où il y aura eu des mineurs. Comment savoir, en effet, si ces membres ont ou n'ont pas couronné la nomination du tuteur, et si celui-ci était ou non insolvable lors de sa nomination ? Que la gestion d'un tuteur imprime une hypothèque sur ses biens, rien de plus juste ; mais qu'un acte transitoire, comme une simple administration, ait le même effet contre des tiers, cela paraît peu équitable. V. sup.

Art. 29. *Deuxième alinéa.* Le jugement par défaut devient contradictoire par le défaut d'opposition dans le délai déterminé par la loi depuis sa signification. C'est le vrai titre de la créance, celui auquel est attaché le caractère d'antériorité et le droit d'exécution. Il semble donc plus convenable que l'hypothèque y soit également attachée et prenne jour de même lorsqu'il a été signifié.

Lors même qu'il y a opposition, si elle est rejetée, le jugement contradictoire ne finit qu'à donner l'exécution du jugement par défaut, parce que c'est toujours le véritable et premier titre authentique du créancier, celui qui a imprimé l'hypothèque sur les biens du débiteur.

#### TITRE VII

Art. 7. Si malgré cette interdiction, l'acquéreur prend des lettres de ratification, quel sera leur effet ? Seront-elles nulles vis-à-vis les créanciers non opposants ? ou bien l'acquéreur sera-t-il seulement obligé d'indemniser le vendeur des frais qu'elles pourraient occasionner, et de payer le prix du rachat aux créanciers opposants, sans pouvoir exercer d'autres actions ou poursuites contre le vendeur ou celles qui pourraient appartenir à ces mêmes créanciers avant l'obtention des lettres ?

Ce dernier parti paraît plus équitable. La prohibition a pour objet l'intérêt du vendeur, qui, à ce moyen, ne souffre aucun préjudice ; et l'acquéreur doit cesser en faveur celui qu'il pourrait souffrir s'il y obtempère. Il purge les créances des créanciers non opposants, et il assure sa propriété, qui serait toujours incertaine, au moins pendant dix ans.

Art. 8. Si celui qui a recouvré ne peut plus prendre des lettres de ratification sur son acquisition, il lui est permis d'en prendre au nom du dernier acquéreur, si celui-ci n'en veut pas prendre, c'est le seul moyen qui reste au premier de purger les dettes de son vendeur dont il est garant vis-à-vis de celui-ci à qui il a recouvré ; celui-ci n'a point d'intérêt à s'y opposer ; s'il le faisait, il faudrait qu'il débarrassât son vendeur de cette garantie, car, autrement, non est vendendum. Mais on serait-il pas plus simple de retrancher l'article ? Le 17<sup>e</sup> ouvre au dernier acquéreur la voie de purger les dettes de tous les propriétaires antérieurs à son vendeur ; pourquoi chacun d'eux ne pourrait-il pas le faire lui-même, quand bon lui semblerait, sur son propre rachat d'acquisition ?

Art. 13. Ajouter qu'il en sera de même pour les emphytéotes, métayers et tous autres domaines formant un seul et même exploitation.

Art. 15. *Perpétuelles* ; est-ce à dire qu'elles durent autant que la gestion ou comptabilité ? Alors ce privilège devrait être restreint aux oppositions dont il serait l'objet, et il faudrait qu'il y fût exprimé.

Ce mot *perpétuelles* s'entend-il, comme en droit, de la durée la plus longue, c'est-à-dire treize

années, même après la gestion? Cela serait bien gênant dans le commerce des baux; mais au moins il faut étudier que cette prescription n'ait pas cette durée indéfinie dont le mot présente l'idée dans son acception vulgaire. Il exige donc une explication; or la loi, faite pour tous, doit être intelligible à tous.

Art. 86. La coupe paraillera donc pour un simple outil ou un engin qui ne soit autrement aux créanciers. D'ailleurs la loi ne fixant point de terme après l'expiration duquel on ne pourrait pas faire procès à la radiation, l'article d'aujourd'hui est utile et est. On pourrait toujours la faire faire, et pourquoi, ou effaç, que le pourait-on pas, puisqu'elle avait été ordonnée ou consentie; ou même la faire ordonner si y avait lieu? car il n'y a point au plus de délai fatal pourvu pour le demander. Il semble donc qu'on pourrait retrancher l'article.

Mais il paraît nécessaire d'en ajouter un qui engage au conseil de la faire annuler, en usage des oppositions réglées, de l'acte ou du jugement en vertu duquel se fait cette radiation.

Art. 87. La loi de la consignation désintéresse entièrement l'opposant: lui accorder un autre celle de pourvoir l'ordre, c'est l'autoriser à faire des faits sans motifs légitimes, et à gêner les arrangements que pourraient prendre entre eux et le créancier et les opposants.

#### TITRE VIII.

Art. 9. *Deuxième alinéa.* Et quand à l'interdit? Sans doute après l'annulation d'un décret ou après la levée de son interdiction.

Art. 9. La nouvelle distribution des juges de paix rendra contraire et difficile l'exécution de cet article. On pourrait le modifier ou le supprimer de la loi.

Art. 38. *Deuxième alinéa.* Dans le cas où tous les baux, etc. N'est-ce pas plutôt où ALORS DES baux? car cela suffit pour insister un plus long délai.

Art. 43. *Troisième alinéa.* Les poursuites antérieures n'ont-elles et elles étaient antérieures? Il est difficile de croire que ce soit l'intention des rédacteurs, car cette proposition de loi ne peut être à présent. Cependant cet alinéa et les articles précédents et suivants sembleraient annuler cette intention. Il est bien de prévenir ce doute, et aussi, dans tous les cas, de pourvoir les faits surant la distance des lieux.

Art. 65. Sans aucune formalité de justice, c'est-à-dire, sans doute, sans qu'il soit besoin de jugement qui l'y autorise, mais au moins après publications et sommations. Les faits peuvent être de quelque importance, et rien ne garantissant que les poursuites soient au-dessus de tout soupçon.

Art. 66. Le jour de l'adjudication doit être dénoté, dans le cas où comme dans le précédent, au moins, au moins, et à un ou deux jours après, afin qu'ils soient connus des créanciers, et ainsi pour prévenir les fraudes, qu'il ne faut pas rendre trop faciles par le motif de diminuer les lenteurs et les frais; motif bien louable sans doute, mais qui, poussé trop loin, ferait dire que la vente forcée est une procédure exorbitante, et pourrait même occasionner encore plus de frais et de contestations.

Art. 70. Il y a même observation à faire relativement aux réquisitions.

Art. 83. 1° Après ces motifs, des autres créanciers opposants, il semble nécessaire d'ajouter, en se reportant aux articles 16 et 18, pourvu que l'un d'eux ou même soit créancier par être créancier.

autres, d'une somme excédant deux cents francs, et après ceux, l'acte du créancier hypothécaire dont l'opposition est la plus ancienne, cent-cin, et à pour cause une somme de plus de deux cents francs.

2° Quoique la subrogation doit avoir lieu de plein droit, il faut toujours qu'elle soit prononcée, afin que le pourvoir soit connu et autorisé.

Art. 83 et 87. La distinction établie par ces articles entre l'opposition à fin d'annuler et celle à fin de distraire, ne paraît pas avoir un fondement bien solide, l'une et l'autre ayant la même cause, le même objet: la réclamation par le propriétaire, de son fondage tout à propos compris dans la saisie réelle. Qu'importe, relativement à l'effet que cette réclamation doit avoir pour l'opposant, quelle comprenne la totalité ou seulement une partie des choses saisies? Son droit est toujours le même, quelle que soit cette partie, et elle peut être de moitié, des deux tiers des choses saisies, de presque la totalité. Il semble donc que l'opposition à fin de distraire doit, comme celle à fin d'annuler, supposer l'adjudication, mais seulement de la chose réclamée: dès qu'elle est formée avant cette adjudication, qui seule exprime effectivement le vrai propriétaire.

Que cette opposition à fin de distraire soit formée ou non avant le conseil d'adjudger, puisque ce jugement n'est point l'adjudication, et qu'il semble même, d'après l'article 175, ne devoir être rendu qu'entre le saisissant et le saisi, cela est indifférent pour la question de propriété que fait naître cette opposition, et qui doit nécessairement être vidée par le tribunal qui en est saisi, et dont qu'il puisse adjuger cette propriété à un tiers.

La loi s'attache pas ses articles à se rendre en quel que sorte complaisant de la mauvaise loi du pourvoir; mais suivant cet article (175), lors même que l'opposition à fin de distraire a été formée avant le conseil d'adjudger, et elle n'est pas jugée avant complètement la fin l'adjudication, l'opposant réclamant sera adjugé comme ceux qui ne le sont pas, et il le pourra de la propriété sur le prix, à la charge toutefois de la contribution aux frais extraordinaires de la saisie et à ceux de la vente. Il est cependant sensible que ce prix soit réduit, et lors même qu'il ne le serait point, ne peut pas indiquer au propriétaire de la perte de la chose qu'il a réclamée à temps. La loi proposée ne suppose pas même que ce soit pas la faute de l'opposant que son opposition n'ait pas été jugée avant l'adjudication; et sans doute on conviendrait qu'il est très possible que ce soit au contraire celle du pourvoir qui, après s'être mal à propos compris dans sa saisie l'objet réclamé, éluda le jugement de la contribution à laquelle il aura donné lieu, et qui peut-être d'ailleurs craint que le surplus des objets saisis sera mieux vendu si celui-là n'en est pas distrait. Enfin l'opposition étant jugée par l'acte même qui la contient, suivant l'article 85, le pourvoir ne peut pas dire qu'il n'a pas dépendu de lui d'y faire statuer avant l'adjudication. Il doit donc s'imputer à lui-même, ou du moins il ne peut pas imputer à l'opposant, le retard qu'éprouvera l'adjudication s'il y est aussi jugé au jugement de cette opposition, ou s'il le préfère, le légitime inconvénient de surseoir à la vente de la chose réclamée aux risques de l'opposant, qui, dans le cas où son opposition serait jugée mal fondée, supporterait tous les frais qu'éprouverait la vente séparée de cet immeuble, même les dommages-intérêts s'il y avait lieu.

\* Dans tous les cas, et quelque parti qu'on adopte, il semble nécessaire de consacrer le principe, que le décret ne purge pas la propriété de l'immuable dont le propriétaire n'a pas été dépossédé par le bail judiciaire. Tant qu'il conservera la possession de sa chose, des poursuites qui lui sont étrangères, et qu'il est présumé ignorer, ne peuvent lui lui faire perdre.

Art. 116. A la fin, ajouter *échu ou perçu depuis la saisie réelle*.

Art. 118. A la fin, ajouter *et concurremment avec ceux de ce genre qui n'auraient pas été antérieurement colloqués sur les revenus antérieurs à la saisie réelle versés entre les mains du séquestre, en conséquence des articles 59 et 60*.

Art. 133. On doit citer aussi, et même de préférence à l'ancien des opposants, celui qui, par l'effet de la réclamation, si elle est admise, se trouverait privé, en tout ou partie, de l'effet de sa collocation.

Art. 136, 146 et 176. Cette interdiction de tentatives, soit d'appel, soit de cassation, soit même de simple opposition, lorsque le jugement est par défaut, est bien extraordinaire et bien dangereuse. Pour la justifier, il faudrait supposer tous les officiers ministériels au-dessus de tout soupçon de fraude et de malversation, et tous les juges parfaitement éclairés et infatigables; ou bien, il faut dire que la matière est trop légère et les règles prescrites trop peu importantes pour qu'il le soit beaucoup d'en assurer l'exécution contre la surprise et l'erreur : mais alors, pourquoi les prescrire? ne valaient-ils pas mieux les retrancher que de les établir, pour les livrer au mépris, à l'oubli où elles tomberont bientôt? Si ceux qui peut blesser leur transparence n'ont pas la faculté d'en réclamer l'exécution devant les tribunaux supérieurs, ni même devant celui qui est chargé spécialement du maintien de toutes les lois, une telle disposition n'est-elle pas même contraire aux principes constitutionnels? Ne met-elle pas, en quelque sorte, au-dessus du pouvoir législatif les tribunaux de première instance, puisque leurs jugements, quelque contraires qu'ils puissent être à la loi, seront à l'abri de toute critique et de toute réforme?

On sent donc que cette mesure n'a été imaginée que pour rompre, s'il se peut, racine aux chicaneurs, qui trop souvent ont lieu dans ces sortes de procédures; mais ce motif ne doit pas porter à violer les règles les plus essentielles de l'ordre judiciaire. Qu'en abrège les délais comme dans les cas des articles 79 et 106, qu'on simplifie les formes de l'instruction, qu'on fasse statuer sommairement sur les appels ou oppositions, les législateurs auront fait tout ce qu'il est possible pour faciliter l'exercice des droits des créanciers légitimes sur les biens de leurs débiteurs, sans nuire à ceux d'une légitime défense contre des prétentions quelconques injustes, contre des poursuites quelconques vexatoires ou des manœuvres frauduleuses.

Art. 145. Les opposants ayant le même intérêt que le saisi, et peut-être même un intérêt plus réel que lui, à ce que les formalités prescrites soient exactement remplies, il semble que l'ancien des opposants doit être élu comme lui, s'il est en effet utile que ce dernier le soit; on peut en ajouter, il semble que la simple signification des procès-verbaux au saisi et à l'ancien des opposants, avec sommation de fournir leurs moyens de nullité dans le délai prescrit, à peine s'il y a été déclaré non recevable, suffisant; il n'est pas besoin du jugement, et personne ne réclame.

Art. 179. On pourrait dire la même chose du jugement sur la validité de la saisie réelle. La procédure prescrite, art. 79 et suivants, pourrait être remplacée par une simple sommation faite au saisi, par l'exploit même de signification de la saisie, de fournir ses moyens de nullité ou autres, dans les trente jours de cette signification ou autres délais, faute de quoi il y serait non recevable : à ce moyen, s'il n'y avait point de réclamation, il n'y aurait point de jugement.

La suppression de ces citations et des jugements qui doivent les suivre, citations et jugements absolument inutiles tant que personne ne réclame, simplifierait beaucoup la procédure, qui, en général, paraît chargée.

La note des créanciers, en marge de l'article 154, sur l'établissement d'un dépositaire spécial de renseignements judiciaires, mérite toute l'attention du Gouvernement.

Cet établissement paraîtrait les lenteurs souvent insupportables qu'éprouvent les parties pressantes, lorsqu'elles sont obligées de s'adresser aux dépositaires de deniers publics, et entraînerait les dangers d'une comptabilité étrangère à l'objet principal de leurs fonctions.

Art. 161. *Devenir adjudé*. C'est une simple ordonnance qui dépositera l'adjudicataire; et cette ordonnance obtenue sur simple requête, qui ne paraît pas même devoir être signifiée, ne peut en aucune manière être attaquée. On suppose donc qu'il est absolument impossible qu'elle soit surprise. L'adjudicataire a cependant le titre de propriété le plus authentique, il doit sans doute être tenu à la faute de paiement; mais ce doit être par un titre contraire évidemment authentique, par un jugement contradictoire, ou de ce cas led par la signification sans opposition : c'est ce qui a lieu, même dans le cas d'une simple vente conventionnelle au cas de la clause résolutoire, faite du paiement du prix dans le terme convenu.

Art. 168. Il faut nécessairement ajouter à la fin de l'article, *si l'est l'adjudicataire qui doit payer*; car s'il n'est ainsi, il est valablement libéré; il ne peut être garanti du défaut de paiement par le renseignements; mais celui-ci doit être poursuivi et contracté au paiement par les voies de droit, même par corps.

Art. 178. Ajouter : « mais l'adjudicataire peut obtenir des lettres de radiation, qui ont le même effet que celles sur rachat de veule volocitaire. »

#### TITRE IX.

Art. 4. *Troisième abrége*. *Quid juris*, si la haine, la colère, sont exprimées dans l'acte même, ou s'il y a autre preuve écrite que la disposition n'a pas ou d'autre motif? Il semble que dans ce cas, étant manifeste que cette disposition n'est pas l'expression d'une volonté libre et éclairée, et qu'elle a moins pour objet de gratifier le donataire que de satisfaire un ressentiment peut-être injuste, la loi ne devrait pas lui donner sa sanction.

A l'égard de la suggestion et de la raptation, en matière intestamentaire la preuve, n'est-ce pas en quelque sorte les antécédents et l'état de la fortune des personnes saines, mœurs, au repos, à la fraude? Ne serait-il pas plus juste, plus digne de la sagesse de la loi, de laisser aux tribunaux le jugement des faits, des circonstances qui pourront donner lieu à admettre la preuve que des gens cupides ont su, par leurs artifices, subtiliser leur volonté à celle du donateur?

Art. 7. En général, il paraît inconvenant qu'une femme puisse donner entre-vie, malgré son mari.

Art. 16. La gradation paraît bien rapide. Il semble que celui qui, sans des parents proches, pourrait disposer librement de la moitié de tous ses biens, ne pourrait pas se plandre d'être trop aimé par une loi dont peut-être il aurait d'ailleurs lui-même profité. La réserve d'un quart pour les neveux et nièces, qui ordinairement regardent un oncle, une tante comme de seconds pères et mères, est bien peu de chose. Serait-ce donc trop des deux tiers? Pourquoi même ne seraient-ils pas placés au même rang que les frères et sœurs qu'ils représentent? Ils ne doivent pas être moins chers. Les petits-neveux ne sont pas moins favorables.

La libre disposition de moitié aurait lieu dans le cas où le donateur ne laisserait que des cousins germains, et de la totalité s'il ne laissait aucun parent dans ce degré.

Les enfants de deux frères sont si proches! c'est en quelque sorte d'autres frères: il semble que la loi doit conserver cette union des familles; c'est peut-être de tous les liens qui nous attachent à la patrie, le plus doux et conséquemment le plus fort.

Art. 25. *Deuxième alinéa.* Dans les biens disponibles, l'usufruit est réservé.

Art. 30. Cet article interdit, entre parents les plus proches, au commerce souvent nécessaire, et plus utile au vendeur qu'à l'acheteur même. C'est au contraire vraiment intéressé de part et d'autre, qui ne semble pas devoir être mis dans la classe des donations, s'il n'y a aucun point en lui-même d'avantage pour l'acheteur; ce qu'il est facile de vérifier d'après les bases établies pour le lien des ventes viagères au titre XIX.

L'article 14 de ce titre ne répute la vente viagère auantage indirect déguisé, que lorsqu'elle a consisté au prix ordinaire de l'argent, ou lorsqu'elle n'excède ce taux que de très-peu de chose.

C'est dans ce cas seulement que le contrat peut être attaqué comme nul par les héritiers de celui qui a formé le prix, si celui-ci n'a renoncé à rentrer dans le prix de recevoir de lui. Pourquoi n'en serait-il pas de même dans le cas de la vente viagère constituée pour le prix d'un fonds? Il semble du moins que ce contrat ne devrait être considéré comme avantage indirect que lorsque la vente viagère d'approcherait pas du prix auquel elle aurait dû être portée s'il se faisait d'une somme égale à ce prix, d'après le tableau établi dans l'article 11 du même titre XIX; autrement il y aura une véritable contradiction entre cet article et le 16 ci-dessus cité du titre XIX.

Enfin, dans tous les cas, la justice exige que les sommes payées au delà du produit net des revenus ou de l'intérêt légal du prix du fonds, soient restituées à l'acheteur si le contrat est déclaré nul; car alors cet acheteur se trouve avoir été payé sans cause.

Art. 82. Ajouter, ligne 2<sup>e</sup>, et autres individus ci-dessus.

Art. 83, 87 et 92. Y a-t-il quelque motif bien décisif de la différence établie entre le motif porté aux deux premiers de ces articles et celui porté au dernier? S'il n'y en a pas, l'uniformité a son mérite par législation.

Art. 85. Ajouter, et lorsque le donateur n'aît pas survenu le temps porté en l'article 71.

Art. 102. *Deuxième alinéa*, lignes 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup>, après le mot construction, ajouter ou plantations.

Art. 110. *Deuxième alinéa*. Pourquoi abolir un usage aussi favorable que celui des donations révocables? Il n'avait guère lieu qu'entre les pères et mères et leurs enfants, et son abolition

serait nuisible aux uns qu'aux autres. Autant vaudrait abolir toute donation: que si l'on s'occupait de la réforme des pères et mères pour leurs enfants, et le besoin qu'ils auraient de décharger leur vanité des sous de l'administration ou exploitation de leurs biens, ils considéreraient nécessairement de faire une donation dont ils pourraient se repentir, soit par l'ingratitude de leurs enfants, soit par leur infortune, et qu'ils ne pourraient cependant pas révoquer. La révocabilité maintenant les enfants dans les regards qu'ils devaient à leurs parents. On ne peut pas dire d'ailleurs que ce contrat, inspiré par le naturel même et modifié par la prudence, soit contraire au droit public ou aux bonnes mœurs. Loin d'être d'un atout l'usage, il semble que la loi doit au contraire le consacrer et l'appuyer de toute son autorité. Son abrogation affaiblirait singulièrement les conjuges, où il est d'usage fréquent et journalier; ce qui prouve son utilité.

Art. 131. *Deuxième alinéa*. Cette disposition offre un moyen bien facile aux descendants d'éviter celle qui détermine la portion des biens dont l'ascendant peut avantager l'un de ses descendants au préjudice des autres; il n'y a guère que de faire un partage testamentaire dans lequel le lot de celui qu'on voudra avantager sera plus fort que les autres, non-seulement de la portion disponible, mais encore d'une partie non disponible, qui seulement ne sera pas assez forte pour qu'on la lésion du quart, justifierait fait de la portion disponible. Ainsi le père qui a deux enfants, et dont les biens sont de la valeur de 80,000 fr., peut en donner 20,000 à l'un de ses enfants au préjudice de l'autre, suivant l'article 11 ci-dessus. Mais au moyen de cela, il lui en donnera 27,000, et l'autre ne pourra pas se plaindre, parce qu'il lui restera 23,000 fr., qui sont plus que les trois quarts de la moitié qui lui appartenait dans les biens non disponibles. N'est-ce pas la permission de faire sous un nom ce que l'on défend de faire sous un autre? Et quoi de moins digne de la majesté de la loi? En fait il n'y a rien de plus que dans le partage il y a deux choses à considérer, la donation permise que le père déclare avec intention de faire, et le partage qui ne peut être attaqué que pour une lésion au-dessus du quart.

Il est impossible, lorsque la même personne, par un seul et même acte, recueille dans son lot, sans aucune distinction, la portion disponible et celle non disponible dont l'autre se trouve affaibli, de ne pas voir que c'est le résultat d'une seule et même intention dans l'esprit de cet acte, de ce double avantage, celui de favoriser le plus possible celui qui en est l'objet. On ne peut pas, dans ce cas, comparer la lésion qui se trouve dans le partage testamentaire fait dans l'intention manifeste, d'instrument exprimée par son auteur, d'avantager l'un des héritiers au préjudice de l'autre, à celle qui pourrait se trouver dans le partage qu'aurait fait ces héritiers eux-mêmes, ou ils auraient au contraire en l'intention de conserver entre eux l'égalité, et où il y a lieu de croire qu'ils l'auraient effectivement réservée, puisque l'égalité est l'âme des partages. Il est impossible que la loi autorise celui où l'intention de la violer est disertement énoncée, et où l'ascendant a même passé les bornes que la loi ne peut mettre aux effets de sa préférence. Il semble donc que toutes les fois que par le partage fait par l'ascendant, ou aux plusieurs des héritiers se trouveront avantagés au delà de la portion disponible, il doit être annulé.

et qu'il en doit être fait un nouveau lors duquel la portion disponible sera prélevée au profit de celui ou ceux que l'ascendant aura déclarés expressément vouloir avantager; faute de quoi le prélevement n'aura pas lieu.

Art. 148. 1<sup>re</sup> alinéa. *Si ce n'est pour sommes modiques, etc.* Ne serait-il pas mieux, pour prévenir les difficultés, de déterminer la portion à laquelle, en ce cas, pourraient s'élèver les dispositions gratuites subéquaires; par exemple, le tiers, le quart, le système de la portion des biens du donateur, qui recadrerait le premier donataire par l'effet de la première donation, et ce, en sorte que cette portion serait plus ou moins forte?

Art. 149. 1<sup>re</sup> alinéa. Ajouter à la fin, et en payant toutes dettes et charges.

#### TITRE X.

Art. 7. Hors la présumption de l'autre. C'est valider ces contre-lettres données par les deux époux, conjointement à ceux des parents qui ont doté l'un d'eux. Les parents de l'autre seraient également trompés, l'importance des contrats de mariage, qui font la loi des familles, exige qu'on en écarte toute idée de dol, de fraude, de surprise, soit entre les époux eux-mêmes, soit envers ceux qui y concourent, et qui même y ont parties nécessaires, comme les pères et mères ou autres ascendants ou tuteurs dans les cas prévus par la loi. Le don artiel, qui annule indistinctement toute contre-lettre contre les conventions portées aux contrats de mariage, ne semble pas devoir être changé.

Art. 8. Dès que l'acte est rédigé en minute dans la forme voulue par la loi, il ne peut plus être annulé par les vices de l'expédition. Il semble donc que l'attention des rédacteurs est seulement que l'expédition de la contre-lettre ne puisse produire aucun effet si elle n'est pas délivrée à la suite du contrat, et non pas que la contre-lettre elle-même devienne nulle parce que l'expédition en aura été délivrée séparément; c'est cependant ce que dit l'article.

Art. 11. 1<sup>re</sup> alinéa, et art. 18. L'article 18 exclut de la communauté le mobilier donné pendant le mariage à l'un des époux; pourquoi y faire tomber celui qui lui échoit par succession? N'est-ce pas faire l'autre héritier de personnes qui lui sont aussi étrangères que peut l'être le donateur dans le cas de l'article 18? Qui ce sont de la loi ou de la volonté de l'homme que l'époux héritier ou donataire lie ou délie, cela est indifférent, dès que le donateur n'a point exprimé la volonté d'exclure le mobilier par lui donné de la communauté. Le donataire le possède aussi librement que celui qu'il recadrerait comme héritier, et ce n'est toujours que du mobilier qui, dans l'un comme dans l'autre cas, doit tomber dans la communauté suivant le droit naturel, ou en être également exclu par le nouveau, ou l'un ou l'autre ne peut introduire dans la législation une variété dont on aurait peine à apercevoir le motif.

Art. 31. 2<sup>e</sup> alinéa. Le mari pourra-t-il donner entre-vifs, avec l'autorisation réelle et sans réserve d'usufruit, l'universalité du mobilier composant la communauté si l'est ce que semble dire cet alinéa; mais est-ce administrer une communauté que d'en donner les biens à titre gratuit? Quelques coutumes il est vrai, avant des dispositions à peu près semblables, mais la jurisprudence les avait restreintes ou jusqu'à l'abolir en fraude de la communauté des donations à titre

gratuit de l'universalité du mobilier, ou même seulement d'une partie considérable, soit qu'elles fussent faites à des étrangers ou à des parents du mari. Certainement cette jurisprudence est plus raisonnable que les coutumes qu'elle avait corrigées.

Art. 52. 1<sup>er</sup> Sans doute, le père ou la mère survivant, qui a négligé de faire inventaire, ne sera pas privé de l'administration des personnes et des revenus; ou pourait le croire, d'après la disposition qui le déclare déchu de la garde des enfants et de la jouissance de leurs revenus. Cette distinction de la jouissance des revenus et de la garde des enfants pourrait faire croire que le mot garde est pris ici dans le sens vulgaire, pour la surveillance et le gouvernement des personnes, et non dans le sens usité en droit coutumier, où il suppose la jouissance des biens des enfants au profit du gardien tant que la garde dure.

2<sup>e</sup> Cette prime de la perte de la jouissance des revenus de ses enfants prononcée contre le père ou la mère, celle de la perte d'une portion de sa part dans la communauté prononcée contre l'adultère ou adultère d'un ou plusieurs enfants au décès de l'un des époux, sont subalternes à la faculté qu'aurait les enfants en ce cas, d'après la plupart des coutumes, de demander la continuation de communauté ou sa dissolution en faisant faire inventaire, joint la commune renommée des forces de la communauté ou décès de l'ascendant prédécesseur.

Cette ancienne législation ne serait-elle pas préférable à celle proposée? Il paraît qu'il est plus analogue aux circonstances. La continuation de communauté est une suite naturelle de la dissolution d'un droit de la femme, ou le survivant qui ne fait pas inventaire voit bien qu'il a perdu ses enfants ou petits-enfants. Sans cela elle peut être, en bien des cas, plus avantageuse au père et aux enfants; à ceux-ci, lorsque la continuation de communauté a prévalu; au père, surtout la connaissance que donnerait l'inventaire de l'état de ses affaires, de son commerce, peut lui être infiniment utile; et, dans la nouvelle législation, par les articles 53, 54 et 55, il serait nécessairement exposé à cet inconvénient majeur, lors même que pour l'éviter il se soumettrait aux peines établies contre lui par cet article. Les peines n'ont d'ailleurs aucune proportion apparente avec la faute, si c'en est une, qui pousse en larmes la justice; elles seraient dans certains cas beaucoup trop fortes, dans d'autres presque nulles. Enfin la législation actuelle accablait l'un des pères et mères et des enfants; celle proposée tend à la rendre en donnant aux enfants d'autres protecteurs que leurs père et mère. La loi doit-elle protéger qu'ils en auront de meilleurs?

Art. 72. Ne serait-il pas plus simple, plus naturel, de laisser à chacun la faculté de prendre le parti qui lui conviendrait, comme dans le cas de l'article 51? Il n'y aurait pas plus d'inconvénient, et il y aurait l'avantage de l'uniformité.

Art. 73. Ajouter, les actes purement administratifs ou conservatoires n'emportent point innovation, ainsi qu'il est statué à l'égard des successions, art. 85.

Art. 74. Sans doute le mari qui aurait divorcé ou recélé subira la même peine. Il est bon de le dire, comme au cas de l'adultère et l'affirmation que l'article 73 exige de la femme.

Art. 83. Ajouter, sauf ce qui est statué par l'article 96 ci-après.

Art. 106. L'humanité, l'honneur dû aux mariages, faussent accomplir, dans différents cas, à la femme qui renouait, son lit et son droit, laible indemnité des pécies qu'elle souffre ordinairement en ce cas. Ces motifs semblent devoir pèrer cette loi dans le Code du pègre français.

Art. 130. *Deuxième alinéa.* L'omission de l'inventaire du mobilier échu pendant le mariage à l'un des époux, si elle n'a pas toujours pour objet l'avantage (indirect) de l'autre, à toujours au moins cet effet. Il parait donc convenable de rendre d'office la disposition de l'article, dont à ce moyen l'arbitraire qu'offre sa rédaction artille disparaître, et même de l'étendre à la femme survivante, moins en fait que le mari de veiller à la conservation de ses droits.

Art. 113 et 115. Ces deux articles distinguent trois degrés dans la faculté de repousser : celle accordée à la femme, celle accordée à la femme et à ses enfants, celle accordée à la femme et à ses héritiers : il n'est question que de celle-ci dans l'article 45 ; il semblerait donc que les créanciers ne pourraient pas exercer cette faculté dans les deux autres cas ; mais il est plus naturel de croire que cet article est simplement déclaratif ; et peut-être serait-il mieux de le renvoyer en termes généraux.

#### TITRE XI.

Art. 17. *Cependant on peut vendre, pour une personne dont on se fait fort, dont on s'oblige de rapporter la ratification, le chose qui lui appartient, et si l'acquéreur est sûr, il a, dans ce cas, action en garantie et dommages-intérêts contre celui qui a trompé.*

Cette addition à l'article parait nécessaire : car si la vente est nulle, lorsqu'elle n'est pas ratifiée expressément ou tacitement par le propriétaire, l'obligation qu'avait contracté le vendeur n'est pas. On avait pu contester avec lui, dans la possession qu'il avait ne pouvoir vendre, et rassuré par sa solvabilité.

Art. 40. Cette qualité d'un deuxième, dont le vendeur peut impunément tromper l'acheteur sur la connaissance de la chose qu'il vend (car c'est ce qui arrive presque toujours), parait bien considérable. Un troisième l'est encore beaucoup, s'il s'agit d'objets d'un grand prix. On ne peut pas être trop sévère pour punir les vendeurs à la bonne foi. Peut-être serait-ce le cas de leur remettre à la prudence, à l'équité des juges, qui peuvent trouver dans les circonstances, par exemple, la vérité ou cherté du prix, des motifs de discernement.

Art. 60. Serait-il si difficile de déterminer des délais plus ou moins longs, suivant la nature des choses et des ventes ?

Art. 110 et 115. Il peut exister des créances sans titres. Les titres de celles qui en ont peuvent n'être pas, au moment de la cession, dans la possession du rédant.

Dans le droit actuel, la signification du transport peut seule opérer la cession du créancier, tant à l'égard des créanciers du rédant que du débiteur. C'est aussi ce que veut l'article 4 du titre XVIII et après, pour opérer la privation sur la créance donnée en nantissement. Rien ne semble nécessiter la distinction établie ici pour le cas de la cession.

#### TITRE XII.

Art. 7. On suppose qu'il faut lire à la ligne deuxième du second alinéa, et que cette seule

excède la valeur de l'immuable cédé en échange ou contre-échange à celui à qui la somme est payée. Alors le contrat n'est plus de la vente que de l'échange ; et il peut y avoir lésion de plus de moitié contre celui qui a reçu la somme ; ce qui serait absolument impossible dans le cas exprimé en l'article, puisqu'il aurait reçu une somme excédant de plus de moitié la valeur de son héritage.

#### TITRE XIII.

Art. 15 et 19. Se pourrait-on pas déterminer le délai d'art 15 est question dans ces deux articles, d'après la population des villes et le prix des loyers, afin de faire cesser la diversité des usages, et de ne pas renvoyer à des coutumes qui seraient toutes analogues ?

Art. 19. Quant à la manière de donner l'authentification ou copie, ce doit toujours être par écrit double ou par authentification extraordinaire, afin d'éviter les contestations et inconvénients assez graves qui pourraient résulter de rongs droites verbales.

Art. 90 et 92. Fixer un délai qui doit être court, et peut-être plus dans le deuxième cas que dans le premier.

Art. 102. Ajouter, comme on l'a fait dans l'article suivant, s'il n'y a aucun contrat, autrement il semblerait que la convention contraire posée dans l'article 103 ne le serait pas dans l'article 102.

Et peut-être serait-il mieux de le retrancher dans l'un comme dans l'autre, et de poser en principe général, que toutes clauses et conventions qui ne sont pas expressément prohibées par la loi, et qui ne blessent pas les bonnes moeurs et ne sont pas contraires au droit public, doivent être exécutées ?

Il y a différents autres principes sur la formation, l'interprétation et l'exécution des pactes et conventions en général, qui viennent pu faire la matière d'un livre ou titre préliminaire sur cet objet, comme on l'a fait pour les loys, car les conventions sont avant des loys pour les contractants.

Art. 111. Ne serait-il pas convenable de déterminer un temps au delà duquel on ne pourrait engager ses services, et que le temps fut assez court pour que cet engagement ne pût pas dégénérer en un sort de servitude ?

Art. 132. Dans le cas de cet article, la résolution du marché est volontaire de la part du propriétaire ; il ne doit donc en résulter aucun tort pour les héritiers de l'entrepreneur ; ce qui servirait à le propriétaire pour lui laisser à leur charge et risque, et sans les leur payer, les ouvrages déjà faits et matériaux préparés, sous prétexte qu'ils ne peuvent lui être utiles, alléguant dans la vérification d'aucun tort à des contestations.

#### TITRE XIV.

Art. 23. *Premier alinéa.* Du jour où il est obligé de le fournir. Soit d'équivaloir qui disparaît en disant, du jour où il a dû le fournir.

Art. 33. *Troisième alinéa.* En principe général, le mandataire doit l'acquiescer qui l'intéresse personnellement, c'est pas reversable ad altem. C'est le principe qui fonde la décision du 2<sup>e</sup> alinéa ; or le cas du 3<sup>e</sup> alinéa est le même, ce principe y est également applicable.

Pourquoi, en effet, les associés ne pourraient-ils pas, par une convention postérieure au contrat de société, en changer les conditions ? Pourquoi le mandat qu'ils donneraient à l'un d'eux, après que l'expérience les aurait convaincus que l'intérêt commun l'exigerait, serait-il plutôt revo-

cable que s'il lui eût été donné par l'acte même de notoriété, puisque le mandataire est toujours *presumtor in rem suam*? C'est encore là une de ces distinctions trop subtiles peut-être pour paraître à des solides.

#### TITRE XV.

Art. 39. *Deuxième alinéa.* Si la constitution était faite à un taux inférieur à celui fixé par la loi, par exemple au dernier quinte ou trois au lieu du dernier ring, on pourrait-on pas permettre de stipuler un délai plus long, qui néanmoins ne pourrait excéder trente années ou la vie du créancier? Ce n'est convention, aussi-tant aux deux contractants; à l'emprunteur, à qui elle procure une moindre charge; au prêteur, à qui, sans avoir à ses héritiers, elle assure un revenu fixe et certain, par le rachat qu'il lui fait d'un débiteur solvable; cette convention, disons-nous, n'a rien qui répugne aux bonnes mœurs, à l'honnêteté ni aux principes des conventions en général, ni à ceux particuliers au prêt à intérêts; elle est au contraire toute favorable. Du ne peut-on donner trop de facilités à ce genre de transactions, qui fait passer l'argent dans les mains des commerçants, des agriculteurs et des propriétaires.

#### TITRE XVI.

Art. 28. Ajouter, *le dépositaire ne peut pas retirer le chose déposée par compensation de ce que lui doit celui qui a fait le dépôt.* C'est ce qui est statué à l'égard du prêt, et qui doit avoir lieu peut-être, à fortiori, pour le dépôt.

Art. 33. Sous ces mots, *les étrangers allant et venant dans l'hôtelier*, est-on entraîné à comprendre les autres voyageurs? Il semblerait qu'elle expression ne peut pas convenir aux voyageurs logés dans l'hôtelier; mais on qui pourrait faire naître du doute, c'est que plusieurs fois, cependant, plusieurs arrêts et les plus récents, déclarent la garantie au fait des voyageurs. Cette question mérite d'être expressément résolue. La sûreté publique semble exiger que ce soit pour l'affirmative, à moins que des circonstances bien décisives ne prouvent que l'hôtelier n'a à se rapprocher si facile et négativement, qu'il n'a pu aucunement prévoir ni empêcher le vol.

#### TITRE XIX.

Art. 5. Dans le cas d'abandonnement d'un immeuble moyennant une rente viagère, y arrive-t-il lieu à rescision? Ce contrat est fréquent, et la question assez importante pour qu'elle doive aussi être résolue. Si la loi indique le taux des rentes viagères, proportionnellement aux différents âges des individus au profit de qui elles sont constituées, il semble qu'on pourrait, par la comparaison du capital présumé de la rente avec la valeur de l'héritage, reconnaître s'il y a effectivement dans ce contrat, quoique aléatoire, une lésion qui puisse en opérer la rescision.

L'article 13 ci-dessus propose de déterminer le maximum des rentes viagères au delà duquel elles seront réduites; ne pourrait-on pas en déterminer de même le minimum, et statuer que si celles constituées pour la vente d'un fonds étaient inférieures de plus de moitié à ce qu'elles devraient être, d'après le vrai prix du fonds, et au moindre taux indiqué par l'âge du vendeur, il y aurait lieu à rescision?

Le tableau du minimum des rentes viagères servirait aussi à distinguer les contrats dans lesquels on avait présumé avoir déguisé, sous cette apparence, des avantages prohibés par la loi.

Art. 9. 2<sup>e</sup> alinéa. Cette disposition paraît extraordinaire, si c'est, et c'est en effet une véritable donation; quelle raison peut-il y avoir de la dispenser des formes requises pour toutes les autres donations? Est-il convenable que la loi fournisse elle-même un moyen si facile d'échapper aux dispositions? N'est-ce pas s'exposer à les faire regarder comme peu importantes, quoiqu'il dispense de leur observation sans des motifs bien sensibles?

Art. 11. 1<sup>er</sup> Toutes les fois qu'il s'agira de faire l'application de cet article, il y aura les constatations les plus minutieuses sur l'explication du mot *dangereusement*, qui présente une idée vague indéterminée.

2<sup>e</sup> Comment concevoir, en de même prouver, qu'une personne était dans tel instant, celui du contrat, dangereusement atteinte d'une maladie qu'elle ignorait elle-même, et que c'est de cette même maladie qu'elle est morte, quinze ou vingt jours après?

N'est-il pas plus raisonnable de dire simplement que le contrat de cette rente sera nul, si le personnel au profit de qui elle est constituée décède dans les vingt jours du contrat, à moins que ce ne soit par suite d'une maladie postérieure?

Art. 16. 1<sup>er</sup> C'est à cet article que des lois s'adaptent le tableau du minimum des différents taux des rentes viagères, sur une ou plusieurs têtes, suivant les différents âges, pour mettre à portée de reconnaître d'une manière certaine celles où il y aurait avantage indirect déguisé.

2<sup>e</sup> Si l'on n'adopte pas cette mesure, au moins il faudrait déterminer précisément ce dont il l'indrait la rente viagère sur de la leur ordinaire de l'argent, pour que le contrat ne soit pas réputé avantage indirect. L'expression de *très-peu de chose* ne présente rien de fixe à l'égard. Les juges et les parties seront dans une incertitude qui multipliera les procès.

Art. 17. Cet article rend encore plus sensible la nécessité de la fixation proposée sur le précédent, puisque les héritiers qui demanderont et seront reconnus la nullité du contrat ne seront pas tenus de restituer les arrérages payés par le dédit; il leur sans doute que l'exécution de la rente viagère sur le taux ordinaire de l'argent sur de très-peu de chose, car la justice ne permet pas que personne puisse s'enrichir en aucun cas au préjudice d'autrui; et l'exécution équivalente demandant qu'à l'annulation le contrat il forçât celui qui a reçu le capital à le restituer, en lui fait compte de ce qu'il aurait payé en sus du taux ordinaire, quoiqu'un peu que celui; ainsi au moins, si l'on croit pouvoir en quelques cas en dispenser les héritiers, il faut limiter ces cas de manière qu'on ne puisse pas les étendre arbitrairement.

#### TITRE XX.

Art. 15. Ajouter à la fin, *et le contraire n'est pas prouvé*, comme d'un article suivant; autrement on dirait que l'on n'a pas voulu cette exception dans celui-ci.

Art. 20. Si cette cause venait d'un tiers rat inconnu au propriétaire, il croit nécessairement que le possesseur précaire continue de posséder comme il a commencé; la prescription ne doit donc pas courir contre le propriétaire tant que ce nouveau tiers ne lui est justifié ou autrement connu.

Art. 27. Le délai de huitaine est court. Plusieurs circonstances peuvent retarder l'assignation; l'espoir de la conciliation peut encore se soutenir tant que la justice n'est pas saisie par une de-



mande formelle. Ne pourrait-on pas donner deux défenses, au moins une, quand ce ne serait que pour mettre en usage notre division actuelle du mois ?

Art 29. *Troisième année.* Quel est au 1<sup>er</sup> du temps qui opérera la préemption pour une simple sommation ?

Art 32. Ajoutez : « Les cabaretiers, taverniers, « traiteurs, restaurateurs, hôtelliers en rai- « tiers, d'où point d'artion pour le vin, la bière, « les liqueurs et autres choses par eux fournies « en leur maison, aux personnes qui y courraient « sont pas hôtelementiers. » Cette disposition de la continue d'après et de plusieurs autres, qu'on aux raiement, les premiers, est trop morale pour être exclue de notre Code. On propose de l'étendre aux traiteurs et hôtelementiers. Les dépenses faites chez les uns ou sont pas plus favorables que celles faites chez les autres. Lorsque c'est le plaisir qui y conduit, elles doivent être payées à l'instant même ou elles sont faites; mais lorsque ces personnes fournissent habituellement les aliments à quelqu'un, leur action est ouverte pendant le temps de la loi.

N. B. Les rédacteurs du projet de Code civil ont reconnu (discours préliminaire) combien il serait utile pour l'agriculture de rétablir les contrats de bail emphytéotique et de bail à rente foncière, dont l'usage n'a été abrogé que sous un faux prétexte, leur identité avec le contrat féodal, dont ils sont essentiellement différents. Cependant ils n'ont point proposé les règles qui doivent régir ces sortes de baux, parce qu'ils n'ont pu, disent-ils, se dissimuler les anxiétés inconnues à leur esprit attachées à leur dissolution toute particulière et très-compliquée, qu'ont toujours exigées ces sortes de contrats, et ils ont abandonné à la sagesse du Gouvernement la question de savoir s'il est convenable d'en provoquer le rétablissement.

Mais la personne n'est plus en état que les anciens de présenter une législation aussi saine, aussi simple sur ces contrats que sur les autres.

2<sup>e</sup> Nous avons déjà un traité très-clair, très-méthodique, très-solide, sur le bail à rente foncière, dans les œuvres de *Pothier*; il ne s'agit que d'en extraire les principes particuliers à ce contrat, qui d'ailleurs a les mêmes aux caractères du contrat de rente et de celui de louage.

On ne doute donc point que le Gouvernement ne s'en aille plaisir au travail qui facilitera le rétablissement de ces baux à rente ou emphytéotiques, si utiles à l'agriculture, si propres à procurer la division des propriétés en multipliant le nombre des propriétaires, lui essentiel quand doit tendre singulièrement toute bonne législation.

On a prévu qu'une objection sérieuse, qui néanmoins serait facilement écartée : c'est la perpétuité d'un charge foncière, qui peut, dans la suite des temps, devenir trop pesante et nuire au bien de l'agriculture. On pourrait répondre qu'on connaît l'expérience a prouvé que l'augmentation progressive et rationnelle des fonds et des terres rend toujours des sortes de charges, surtout quand elles sont supérieures parables ou argent, d'autant plus légères qu'elles sont plus anciennes. Mais il y a un moyen sûr et facile d'éviter l'inconvénient de la perpétuité, sans déroger cependant les propriétaires de celle sorte de rentes : c'est de leur permettre de stipuler que la rente finira, soit en argent, soit en drogues, ou pourra être remboursée qu'après le décès du bailleur et celui de son premier successeur en ligne directe, s'il en laisse, et, néanmoins, d'en permettre le remboursement si l'un ou l'autre le

voud à son tiers ; par ce moyen, d'un côté, l'intérêt du bailleur, qui, dans ce contrat, n'a d'autres vœux que d'assurer à lui-même, si peut-être à ses enfants, un revenu sûr, en se débarrassant des soins de l'exploitation, sera satisfait; et d'un autre côté, la durée des charges sera infiniment abrégée, et cependant l'agriculture s'améliorera en même temps que le nombre des propriétaires, c'est-à-dire des vrais citoyens, s'accroîtra.

C'est et arrivé en la chambre du conseil du tribunal d'appel étant à Orléans, par les commissaires nommés par le tribunal. A Orléans, le 7 prairial an IV de la République française, une et indivisible.

Signé : PÉTY-LAFOSSE, MARTIN, MOREAU.

## OBSERVATIONS

DES COMMISSAIRES DU TRIBUNAL D'APPEL ÉTANT À PARIS, N. B. LE PROJET DE CODE CIVIL.

Les commissaires nommés par le tribunal d'appel de Paris pour présenter des observations sur le projet de Code civil, se livrant, autant que les divers multiplicités de leur état peuvent le permettre, à une étude approfondie de cet ouvrage important, lorsqu'une lettre du ministre de la justice leur a permis de leur leur travail, et de remettre au plus tôt le résultat de leurs méditations. En répondant à l'invitation qui leur est faite, ils regretteront surtout que le temps ne leur permette pas de donner plus de bons offices, et de donner à celles qu'ils ont déjà faites tout le développement dont elles sont susceptibles. Sans doute le projet de Code répond à la haute réputation de ses auteurs; c'est un témoignage que les commissaires s'empressent de rendre. Il est également vrai que ce projet est encore susceptible d'un degré de perfection.

Pour remplir la mission dont il est chargé, la commission examinera particulièrement et critique partie du projet de Code; elle se livrera ensuite aux observations de détail, dont plusieurs articles lui paraissent susceptibles.

## LIVRE PRÉLIMINAIRE.

Ce livre est placé sous le titre général du droit et des lois. Il est divisé en six livres particuliers. Il connaît, sans contredit, de commencer le Code civil par une définition de la loi et par le tableau de ses différentes espèces. C'est Pothier des deux premiers titres. Le premier *définitions générales* ne présente cependant pas une définition précise et générale des lois.

L'article premier parle du droit universel et immuable, source de toutes les lois; les quatre articles qui suivent distinguent un droit extérieur, un droit intérieur, un droit civil, et des coutumes. Ce n'est pas encore la vraie définition; et ces articles paraîtraient mieux placés sous le second titre, *des lois des lois*.

L'article 6 définit la loi, la déclaration solennelle du pouvoir législatif sur un objet de *république intérieure* et d'intérêt commun; mais cette définition ne paraît pas assez générale et ne renferme pas toutes les espèces de lois.

On comprend, dans l'article 6, les coutumes et usages certains faisant partie du droit particulier de chaque peuple. Il est bien vrai que certains peuples se gouvernent en partie par des usages ou par approbation expresse ou présumée du législateur qui sont obligatoires quo les lois écrites; mais le Code ayant pour objet de faire disparaître la diversité des lois, occasionnée surtout par le reconnaître d'usages nécessaires.



Le droit constitutionnel et politique règle les rapports des gouvernants avec les gouvernés.

Le droit civil règle les rapports particuliers des citoyens entre eux.

Les lois qui ont pour objet les mœurs ou la paix publique, forment les Codes criminel et de police.

Les lois concernant la discipline et l'emploi de l'armée de terre et de mer, forment le Code militaire.

Les lois qui règlent l'exercice des actions et la forme de procéder dans les tribunaux, forment le Code judiciaire.

Celles qui règlent l'assiette, la perception, le recouvrement des contributions, forment le Code fiscal.

Celles qui régissent le domaine national, forment le Code domanial.

Celles qui ont pour objet la conservation et l'amélioration des forêts, forment le Code forestier.

Enfin celles qui ont pour objet la commerce de terre ou de mer, forment le Code de commerce.

Toutes ces lois se rapportent aux personnes et aux propriétés.

Art. 6. Les lois intéressent à la fois et le public et les particuliers; celles qui intéressent plus immédiatement la société que les individus, forment le droit public d'une nation.

Celles qui intéressent le plus immédiatement les individus, forment le droit privé.

Art. 7. Les lois civiles, de police, judiciaires, fiscales, militaires, domaniales, forestières et commerciales, ont leur point d'arrêt le plan du Code civil. Il a pour objet unique les rapports particuliers et ordinaires des citoyens entre eux.

## TITRE II.

### De la publication des lois.

Art. 8. La loi n'est obligatoire que du jour de sa publication; elle ne dispose par conséquent que pour l'avenir, et ne peut avoir, dans aucun cas, d'effet rétroactif.

Art. 9. Les lois sont publiées par les autorités chargées de leur exécution; elles leur sont adressées à cet effet. Le délai de publication dans le délai prescrit est une formalité.

Art. 10. Les lois dont l'application appartient aux tribunaux sont adressées aux tribunaux d'appel. Ils en font la publication à l'audience ordinaire qui suit immédiatement le jour de leur réception.

## TITRE III.

### De l'application des lois.

Art. 11. Les lois ne sont pas faites pour ou contre tel ou tel particulier. Elles établissent des règles générales; la perpétuité est dans leur vœu.

Les règlements émanés de l'autorité qui a droit d'en faire, et dans le cercle de son attribution, obligent sur la loi; ils sont variables suivant les circonstances.

Art. 12. Le ministre du jour est d'appliquer les dispositions des lois aux espèces particulières qui lui sont soumises. Il lui est interdit de proposer par des dispositions générales.

Art. 13. Quand la loi est claire, on ne doit pas en éluder la lettre, sous prétexte d'en pénétrer l'esprit. Si la loi paraît présenter de l'obscurité, le sens le plus naturel et le moins défavorable dans l'exécution doit être préféré; mais c'est surtout dans la combinaison et la réunion de toutes les dispositions de la loi, qu'il faut en rechercher le véritable sens.

Art. 14. Lorsque la loi ne présente pas de disposition qu'on puisse appliquer, le juge devra du moins décider d'équité; il ne peut pas refuser de juger sans le prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi écrite; il applique alors la loi immuable et éternelle de la raison.

Cette disposition est particulière aux matières civiles, et ne peut, dans aucun cas, s'appliquer aux matières criminelles.

Art. 15. L'abrogation des lois ne doit pas se présumer; elles ne peuvent être abrogées que de deux manières: ou par une loi qui déclare positivement l'abrogation, ou par les dispositions directes ou contraires aux dispositions des lois antérieures.

## LIVRE PREMIER.

### DES PERSONNES.

#### TITRE PREMIER.

Des personnes qui jouissent des droits civils, et de celles qui n'en jouissent pas.

Trois chapitres composent ce titre: le 1<sup>er</sup> sur le titre des dispositions générales; le 2<sup>e</sup> sur le titre des étrangers, et le 3<sup>e</sup> sur le titre de la perte des droits civils.

On n'a pas d'observations à faire sur le premier chapitre.

On lit dans le second, article 5, que les étrangers jouissent de l'ensemble de toutes les avantages de droit civil, d'un droit des gens, et du droit civil proprement dit, sans les modifications établies par les lois politiques qui les concernent.

L'article 3 du premier titre du livre préliminaire avait défini le droit des gens, le résumé des règles observées par les différents nations, les DROITS DES GENS EN GÉNÉRAL.

L'article 1<sup>er</sup> du titre II de même livre a défini le droit civil, le résumé des lois qui régissent les rapports des citoyens entre eux.

On se demande actuellement ce qu'on a voulu dire quand on a déclaré que les étrangers jouissent des avantages du droit des gens et du droit civil proprement dit.

Il est clair qu'on n'a pas parlé ici de droits des gens prééminemment civils, c'est-à-dire des règles observées de nation à nation, et comme on n'a pas distingué deux sortes de droit civil, on est surpris de trouver ensuite un droit civil proprement dit, qui suppose un autre droit civil dans une acception plus large.

A Rome, on distinguait une espèce de droits des gens, qui comprenait les traités de toutes les nations civilisées; on a strictement le droit civil aux lois propres à un peuple, on exclut les traités communs à tous. C'est dans ce sens qu'on a dit que les étrangers jouissent des avantages du droit des gens et du droit civil proprement dit; mais l'ailleur l'explicite et l'article dont on s'occupe dans ce rapport ne présente pas un sens déterminé d'après les définitions précédemment données.

L'article 5 du même titre porte que ceux qui jouissent de la qualité d'un ministre étranger, et ceux qui sont de leur suite, ne sont pas assujettis aux lois civiles de la nation chez laquelle ils résident.

Les expressions qui désignent les personnes à qui les traités communs leur ont été réservés sont-elles pas un peu trop généraux? Regardez-les comme composant le fond de la filie nationales, leurs droits majeurs, des résidents majeurs et établis qui se trouvent chez l'ambassadeur accredité et les autres qualités? Des droits d'ap-

qu'il a pris en France; et qui composent aussi sa suite, partageront-ils au principe?

Les questions peuvent donner lieu à des difficultés sérieuses; et comme elles tiennent de plus près au droit politique qu'au droit civil, on propose de supprimer ces articles.

L'article 8 porte qu'un étranger peut être traduit devant un tribunal de France pour l'exécution d'actes permis aux étrangers, et consentis en pays étranger.

Cet article est trop général. Ne peut-il pas y avoir, n'y a-t-il pas des actes permis en pays étranger, et prohibés en France? Il faut donc restreindre l'article; et peut-être conviendrait-il de renvoyer à la loi politique le chapitre entier des étrangers.

Le 3<sup>e</sup> chapitre, de la perte des droits civils, est divisé en deux sections. On n'a pas d'observation à faire sur la première de la perte des droits civils par abdication volontaire. La seconde traite de la perte de ces droits par condamnation judiciaire. Elle est divisée en trois paragraphes. Le premier (des condamnations qui causent la mort civile) pourrait être réduit à un seul article, celui où l'on indique les peines portant mort civile; la mort civilelle et les peines afflictives ou infamantes qui s'étendent à toute la durée de la vie.

Les articles qui suivent auraient supprimés sans l'aurait eût. Il est inutile de dire qu'un jugement en pays étranger n'emporte pas mort civile en France; qu'un jugement en France ne produit aucun effet quand il n'a été exécuté; que le prisonnier moral intègre statue, quand il décide avant d'être définitivement jugé... que la condamnation mort aussi dans l'intégrité de ses droits, s'il décide avant l'expiration du délai pour purger sa condamnation, qu'il n'est pas de même du condamné s'il décide avant l'exécution.

Toutes les dispositions sont renfermées dans l'article 21, qui forme le premier article de la première section, ainsi conçu : La mort civile ne commence que le jour de l'exécution du jugement.

Par le mot mort civile, il conviendrait de supprimer l'article 21, qui porte qu'en cas de cassation d'un jugement, la mort civile ou courtois du jour de l'exécution du jugement rend par le nouveau tribunal. Ainsi les deux paragraphes se réduisent aux articles 16 et 21, et aux autres articles 22 et 23, qui portent (art. 22) que si le condamné par contumace n'est point arrêté, ou ne s'est point représenté dans le délai, la mort civile est encourue du jour de l'exécution par officio de son jugement de condamnation; et l'art. 23 que s'il est arrêté ou s'il se représente dans le délai, le jugement de condamnation est annulé de plein droit, et la mort civile n'est encourue que par la condamnation postérieure.

Observons cependant que cet article 23, tel qu'il est rédigé dans le projet, présenterait une contradiction avec l'article 21. Suivant celui-ci, la mort civile ne commence que du jour de l'exécution; et suivant l'article 23, elle commencerait du jour du jugement par contumace.

On ne s'explique pas sur l'article 23, qui porte que le condamné qui s'est évadé et celui qui ne s'est pas présenté dans les délais, ne sont point réintégrés dans les droits civils par l'effet de la prescription. Il semble que tout ce qui concerne la prescription des peines doit être renvoyé au Code criminel.

Le paragraphe 3 (des effets de la mort civile) distingue l'art. 29 et 30; ceux qui, condamnés à la peine de mort, se sont soustraits à l'exécution du jugement, et ceux qui ont été condamnés à

une autre peine portant mort civile. Les premiers sont déclarés privés de tous les droits civils; les seconds sont seulement privés des avantages du droit civil proprement dit.

Ici se représente une observation déjà faite. On distingue deux droits civils; nous en n'en avons annoncé et on n'en avait dit qu'un. Qu'entend-on par le droit civil proprement dit? Les auteurs du projet ont écrit qu'il fallait donner une explication, et ils ajoutent (art. 29) : ainsi, par exemple, leur contrat civil de mariage est dissous; ils sont incapables d'en contracter de nouveaux, etc., etc. Mais ces indications n'étant données que comme exemple, la difficulté reste toujours à peu près entière. Pour la faire disparaître, il faut donner une définition précise du droit civil proprement dit, ou renoncer à employer ces expressions.

L'article 31 porte que les morts civilement d'aujourd'hui capables de tous les actes du droit naturel et du droit de gens. Voilà encore ces expressions de droit des gens employées dans une acception tout à fait différente de la définition qu'on en a donnée; et les exemples cités dans cet article de quelques actes dont les morts civilement rester capables ne dissipent pas l'obscurité qui résulte de cette énonciation.

Dans l'énumération des ratifications qui sont interdites par la mort civile, se trouve le contrat de mariage. On craint cependant en principe que les morts civilement restent capables de ces actes qui sont du droit naturel; et c'est le discours préliminaire, en une fin de non recevoir que le mariage n'est ni un acte civil, ni un acte religieux, mais un acte naturel, qui a fixé l'attention du législateur. Il semblait, d'après ce principe, que le mariage ne devrait pas être interdit aux personnes frappées de mort civile.

D'un autre côté, si le droit des gens dont il est ici question comprend, comme dans le droit romain, les contrats dont toutes les nations reconnaissent l'usage, on ne voit pas par quelle raison un interdit de mariage aux morts civilement, puisqu'on les déclare capables de tous les actes du droit des gens, paraît lesquels on ne peut certainement se dispenser de ranger le mariage.

Mais, sans insister particulièrement sur ce point, et en adoptant la prohibition portée au projet du Code, on peut se voir soumettre à ses auteurs quelques observations.

Les condamnés à des peines portant mort civile fixent certainement l'attention du Gouvernement. Quelque parti qu'il prenne à leur égard, son intention paraît toujours être, en exigeant sur leur personne une surveillance rigoureuse, de ne leur laisser indistinctement aucun moyen d'utiliser leurs talents et leur industrie, et de rendre, s'il se peut, en quelque manière, à la société, des hommes qu'il n'a été forcé de rayer de la liste des citoyens.

Le projet les déclare capables de toutes transactions commerciales, d'acheter, vendre, donner, emprunter, etc., etc. de tous les droits de travail et les moyens d'acquiescer, il ne semblerait pas de leur interdire la plus douce, la plus légitime des jouissances; il serait impolitique et immoral de leur refuser la liberté de contracter avec une femme non soumise, qui ne serait pas, si l'on veut, honorée du nom de mariage, mais qui, en adoucissant l'amertume de leur situation actuelle, leur présenterait dans l'avenir la perspective d'une famille. De tous les moyens de rappeler à la vertu les hommes égarés et corrompus, on n'en connaît

pas de plus effrayer. Le plus grand bien que l'on puisse faire à l'homme, c'est de le laisser au travail : son premier désir sera celui d'être comblé, et son plus pressant besoin d'être consolé de perdre un jour l'espoir de ses enfants. Il faudra qu'il commence par mériter sa propre estime, et son encouragement est né de la notion qu'il en aura eue le jour. Refuser aux hommes l'attente d'une mort en de l'espoir d'une union venant par la loi, n'est pas voter la débâcle et à toutes sortes de vices.

On pense donc qu'il faut introduire en leur faveur une espèce de corrélation dont on trouve les traits dans le droit romain : une grande partie des règles du mariage s'appliqueront nécessairement. On regrette que le temps ne permette pas de présenter un projet de rédaction de ce chapitre.

#### TITRE II.

*Des actes destinés à constater l'état civil.*

L'état civil se constate par les actes de naissance, de mariage, de divorce, de décès. Or telle est la forme de ces actes. On commence par établir quelques règles communes à tous : c'est l'objet de quatre articles rangés sous le titre des positions générales. Point de réflexion à faire sur cette partie.

Quatre sections sont ensuite destinées aux quatre espèces d'actes qui constituent l'état des hommes : les prévisions prises pour assurer cet état paraissent suffisantes.

On observe seulement que, dans la section des actes de mariage, on a compris deux dispositions qui seraient mieux placées dans le chapitre des formalités relatives à la célébration du mariage.

La première est celle qui prescrit (art. 53) à l'officier civil de prononcer, au nom de la loi, que les parties sont unies par le mariage.

La seconde est celle qui prescrit la présence de quatre témoins. Les dispositions, surtout la première, forment à la solennité, à la substance du contrat, et non pas seulement à la forme de l'acte.

L'article 51 prononce une peine contre l'officier civil qui dresse l'acte de mariage sur une feuille volante; on dit qu'il est contraire à une peine afflictive qui ne peut excéder cinq ans d'emprisonnement. L'emprisonnement n'est pas une peine afflictive. Peut-être serait-il mieux de renvoyer aux Codes criminel et de police correctionnelle la fixation et la gradation des peines.

Dans la section IV des règles particulières aux actes de décès, on lit (art. 57) : « Ancien futur, ou même peut être l'acte sans l'existence de l'officier civil, qui ne doit d'être signé par vingt-cinq heures après le décès. »

Mais dans le cas de décès par autres causes, contumaces, il peut être souvent très-productif d'insinuer avant les vingt-quatre heures. En insinuant sous la règle générale, il faut cependant autoriser l'officier de l'état civil à permettre l'insinuation avant l'expiration des vingt-quatre heures, sur certitude de deux hommes de l'art, qui attesteront 1° le décès constant; 2° le danger du retard.

L'art. 63 de la même section défend d'insinuer ceux qui sont trouvés morts avec indices de mort violente, avant que l'officier de police judiciaire ait dressé procès-verbal de l'état du cadavre. On pourrait ajouter que cet officier serait tenu de se faire assister d'un homme de l'art.

L'article 65 ordonne l'inscription, sur le registre de l'état civil, du procès-verbal d'opération d'un cadavre. Les rédacteurs du projet sont

invités à examiner encore si cette inscription est utile. Elle n'était pas l'ouvrage de l'Assemblée constituante, qui, par son décret du 21 janvier 1793, ordonnait au contraire qu'il ne fût fait, sur le registre, aucune mention du genre de mort.

Cette disposition paraît préférable.

La dernière section de ce titre (de la ratification des actes de l'état civil) ne paraît mériter qu'une observation.

L'art. 67 ordonne d'approuver et signer les renvois et les ratifications; il défend les abréviations et les dates en chiffres; il ne suffit pas d'ordonner et de défendre; il faut sanctionner la disposition par une peine contre les contrevenants. L'article 11 de ce titre a prononcé une amende pour contravention aux art. 2, 3 et 10, portant injonction d'insérer les déclarations qui sont faites, d'écrire les actes de suite et sans blanc, et prohibition de mettre par note, ou autrement, autre chose que ce qui est déclaré.

Il semble qu'on doit appliquer la même peine aux contraventions à l'art. 67.

#### TITRE III.

*Du domicile.*

Aucune observation sur cet article.

#### TITRE IV.

*Des absents.*

Ce titre contient de grandes améliorations vers une meilleure législation en fait d'absents; néanmoins il laisse encore beaucoup à désirer.

Le chapitre premier est intitulé :

*De l'absence EN GÉNÉRAL, et de la manière dont elle doit être constatée.*

On pourrait croire en conséquence que la définition qui va faire l'objet de l'article 1° doit être celle de l'absence EN GÉNÉRAL, et l'appliquer sans distinction à tous les absents.

Néanmoins, en la lisant, on voit qu'elle ne concerne qu'une seule espèce d'absents, ceux dont on n'a pas de nouvelles.

Et si n'est question en effet que de cette espèce d'absents, tant dans le surplus du premier chapitre que dans la totalité du chapitre suivant.

Ce qui n'empêche pas que, dans le chapitre III, on ne revienne à parler d'une autre classe d'absents, qui n'a rien de commun avec les premiers, savoir des absents pour la défense de la République.

Or tandis, par là, dans l'inconvénient déjà remarqué en d'autres endroits, de créer des évènements, en employant le même mot dans des sens différents.

C'est ce qui est dû à l'absence, en donnant au mot absent une notion qui s'applique en effet à tous, et en observant ensuite qu'il y a deux sortes d'absents, les uns dont l'existence est certaine et connue, les autres dont l'existence est douteuse.

Suivant l'article 6, la loi présume la mort de l'absent après cent ans de l'absence du jour de sa disparition. C'est la disposition des lois romaines; mais nous verrons plus bas si, indépendamment de cette règle, il n'est pas possible d'en établir une autre également solide et plus rapprochée du cours ordinaire des choses.

L'article 7 déclare que quiconque prétend exercer, sur les propriétés d'un absent, un droit quelconque qui suppose son décès, doit prouver ce fait; et l'on applique cette décision à l'héritier présomptif, au légataire, au donataire sous condition de survie, au propriétaire dont le fonds est

géré d'usufruit au profit de l'absent, en réservant néanmoins à toutes ces personnes un droit prochain; mais il sera parlé ci-après (art. 21)... Nous croyons qu'il faut retrancher de cette énumération le testament, par les raisons qui seront données sur l'article 21.

Après avoir ainsi décidé de la manière la plus formelle que toute personne prétendant exercer sur les propriétés d'un absent un droit qui suppose sa mort, doit constater par preuve ce fait, on ajoute, art. 8 : « la loi n'exige point ni « de présumptions graves, ni de celles qui « résultent de la disparition de l'absent après une « bataille, un mariage, ou la naissance d'un « enfant par sa mort, et de tous lequel il s'est écoulé « cinq ans sans que l'on ait reçu aucune « nouvelle. »

Nous ignorons sur quelle raison ou sur quelle autorité on a pu baser cette exception. La loi, et celle même proposée au titre des *actes de l'état civil*, exigent indubitablement, sous peine d'être nulle, le procès, par acte authentique du décès de la personne, dans un certain délai d'impossibilité, excepté par toutes les lois; savoir, lorsque les registres sont perdus, ou qu'il n'y en a jamais eu (art. 19 du titre civil). La loi la loi, en pareille matière, ne s'est contentée de présomptions simples, quelque graves qu'elles soient, elle n'aime ni cette partie que la présomption de *droit*, la présomption légale, celle qu'elle-même a ordonné d'établir et consacrer, telle que la présomption résultant des cent années révolues depuis la naissance de l'absent, ou de tout autre laps de temps d'après la loi. Il serait de la plus dangereuse conséquence, lorsqu'il s'agit de l'état des hommes, de se livrer aux présomptions ordinaires, si sujettes à erreur. Le projet même art. 1 ne les a point admises relativement au mariage; il n'admet à cet égard, pour suppléer la preuve, que la présomption résultant de ce que l'absent est parvenu à cent ans accomplis (art. 21). Pourquoi s'est-on écarté de la règle en ce qui concerne les successions et autres droits et intérêts à réclamer sur les biens d'un absent ?

On a eu quelquefois égard à la circonstance d'un *audent* après lequel l'absent avait disparu; mais ce n'a jamais été que pour déterminer l'époque précise à laquelle la succession était censée arrivée, sans préjudice, sans définitivement, lorsque d'ailleurs cette antériorité était constante, et jamais pour suppléer la preuve de sa mort. Par exemple, on demandait et c'est au point sur lequel on était parvenu si la succession de l'absent était censée arrivée au jour des dernières nouvelles qu'on avait eues de lui, ou simplement du jour de l'entrée en possession obtenu par ses héritiers. Pothier introduisait au titre des successions de la coutume d'Orléans, n° 37) adopte en dernier sentiment, qui a fait peu de fortune, et que les auteurs du Code ont réprouvé. Mais la loi est humaine de guerre et de paix après une bataille, jusqu'à ce qu'un autre s'est embarqué sur un vaisseau dans un point ou de nouvelles. Pothier consent que l'antériorité de la succession soit reportée à une époque plus ancienne que l'entrée en possession, savoir, au jour même de la bataille, ou à la fin du temps qu'il a pu durer le voyage du vaisseau. Voilà le cas, et le seul cas, où l'on a pris en considération des *audent*, pour lever un doute difficile à résoudre. Mais on ne s'en est servi pour remplacer la preuve si importante du décès.

Les articles 9, 10, 11, 12 et 13 règlent ce qui concerne l'entrée en possession provisoire des biens de l'absent.

« Dans le cas (c'est en ce que porte l'article 9) où l'absent n'a point laissé de procuration pour l'administration de ses biens, les parents au « degré successif peuvent, après cinq années ré- « volues depuis les dernières nouvelles, se faire « autoriser en possession des biens qui lui appar- « tiennent au jour de son départ. »

« Si l'absent (ajoute l'art. 10) a laissé une procuration, ses parents ne peuvent demander « Point de point-titre qu'après dix années révolues « depuis les « dernières nouvelles. »

La disposition de l'article 9, quoique conforme à l'usage, paraît sujette à de graves inconvénients. Ce n'est point la justice, ou une administration au profit, qu'on attribue aux héritiers présumés dans ces premiers moments, mais une simple gestion, une administration comptable. Néanmoins que s'il n'y a rien, si l'on met en possession tous les biens du défunt de quatre à cinq, peut-être plus ? Ils n'administreront pas en commun, cela n'est pas possible. Il n'est pas probable non plus qu'ils aient la retenue et la discrétion de commencer l'administration à un seul d'eux. Aux He partagent dans les biens contre l'attention de la loi; ils feront des loix; ils diront entre eux le maître et l'imbouche; en un mot, ils se partageront un grand héritage de propriétés, quoiqu'ils n'aient rien en leur que de simples administrateurs, et que son esprit reprenne cette autorité, se sentant à l'instinct qui se lève de devant la participation d'un homme absent depuis peu d'années, dont, tout au plus, on soupçonne la mort.

Le projet de Code en cette partie paraît inconséquent. En effet, si l'absent a laissé une procuration, il n'y a plus d'entré en possession pour les héritiers présumés, si ce n'est après dix ans. Dans l'autre cas, c'est un homme seul qui administre, et cet administrateur est le procureur fondé. La loi est mauvaise en ce cas; elle respecte les conventions; elle suit les intérêts de l'absent. Pourquoi, dans l'autre cas, n'est-elle que conduite si différente ?

Il y a encore une contradiction qui nuit de l'article 13.

Le procureur fondé qui administre les biens de l'absent est obligé, par son titre même, de lui rendre compte des fruits, en quelque temps qu'il reparaisse. Au contraire, les héritiers présumés de l'absent, mis en possession provisoire de ses biens, ne sont astreints à lui compter des fruits, en cas de retour, que pendant les dix années que dure cet entré en possession; et s'il revient après l'expiration de ce terme, l'absent, le lendemain, l'article 13 les dispense, à cet égard, de toute restitution. Quelle peut être la raison de ces dispositions si opposées ? Il est difficile assurément d'en assigner une plausible.

On éviterait ces inconvénients si on dispense, en statuant que, dans tous les cas, pendant les dix premières années, les biens de l'absent seraient gérés par un administrateur, soit le procureur fondé, s'il y en a un, soit un jurateur nommé par justice.

Ce curateur devrait être un homme solable; il pourrait être l'héritier présumé lui-même, ou l'un des héritiers présumés. L'essentiel est qu'il n'y en ait qu'un, et qu'il soit astreint à rendre compte.

Les fonctions déterminées par l'article 13 regardant alors ce curateur;

Elles consistent à faire faire inventaire, à faire rendre le mobilier de l'absent (il faut ajouter, en la manière prescrite pour le mobilier des mineurs, et s'adresser aux enchères après-affiches).

Et à faire remplir du prix.

L'article apporte deux restrictions. — à moins qu'il ne s'agisse d'un objet mobilier; mais il peut être considérable, et néanmoins intéressant à conserver, comme s'il s'agit d'une bibliothèque précieuse, d'une collection rare d'antiquités ou d'histoire naturelle, que l'absent se sera peut-être formée avec beaucoup de peine et de dépenses, et dont il serait injuste de le dépouiller par provision, dans l'incertitude où l'on est de son retour. Il vaut mieux qu'elle soit expropriée à moins que le tribunal, en reconnaissance de l'usage, et après avoir entendu le représentant du Commerce, n'attribue le mobilier à conserver le mobilier en tout ou en partie. C'est la règle sage établie pour les tuteurs par le Code, même article 64.

Après dix ans depuis les dernières nouvelles, les successeurs de l'absent peuvent demander l'envoi en possession provisoire de ses biens, et l'ayant obtenu, se faire rendre compte par celui qui aura eu possession de la somme, soit en nature ou en valeur équivalente.

À ce moment il n'y a plus de confusion ni d'incertitude dans la loi; la ligne de séparation est marquée entre les deux administrations, d'abord administration comptable, puis administration avec profit.

L'article 14 détermine les effets de l'envoi en possession provisoire. Les héritiers, y est-il dit, « tant qu'ils ne possèdent point de l'envoi en possession, ne peuvent prescrire la propriété des fonds et raporter de l'administration leur s'il coule; ils ne peuvent aliéner ni hypothéquer les immeubles ».

Tout cela est vrai; mais il faut ajouter que le droit résultant de la possession, même provisoire, est transmissible de sa nature, et peut être compris également dans une disposition unilatérale, à la charge, bien entendu, par les héritiers ou autres successeurs universels, de répondre envers l'absent, ou autres qui auraient droit à ses biens, les obligations éventuelles de leur auteur.

Toutes ces règles sont incontestables, mais ont besoin d'être énoncées, afin que le législateur ne donne point lieu à des procès.

Le même article 14 déclare « qu'après trente ans révolus depuis l'envoi provisoire, les héritiers de l'absent peuvent demander l'envoi en possession définitive, et qu'ils sont rendus propriétaires incommutables, en vertu du jugement que le juge accorde, en présence et du consentement de la communauté de l'absent pendant la durée de l'envoi provisoire, il est présumé mort du jour de la disparition, et sa succession est irrévocablement acquise à ceux de ses parents qui étaient ses héritiers présumés à cette époque, soit que l'envoi en possession ait été fait à leur profit ou non ».

C'est-à-dire que si avant la révolution de trente ans depuis l'envoi provisoire, l'absent se trouve avoir atteint sa centième année, et si à l'instinct régalé mort de la loi de sa disparition, et sa succession acquise à ceux qui étaient alors ses héritiers, sans qu'il soit besoin d'attendre le temps fixé pour obtenir l'envoi définitif.

Ainsi, voilà deux voies établies par la loi pour acquérir la propriété des biens d'un absent; l'envoi en possession définitive après trente ans révolus depuis l'envoi provisoire, et l'acceptation de la succession après cent ans révolus depuis la naissance de l'absent.

Semblant, il faut remarquer la nuance que la loi met entre les deux cas. Dans l'un, les héritiers présumés de l'absent sont rendus propriétaires incommutables, et ils deviennent tels en vertu du jugement qui leur accorde l'envoi définitif; dans l'autre, l'absent est présumé mort, la possession de ses biens dévolue aux héritiers est appelée succession, et déléguée sans qu'il soit besoin de jugement. Et dans tous les autres articles du Code, notamment dans les articles 6 et 17 du présent titre, c'est également à cette circonstance de cent ans révolus depuis la naissance de l'absent, que la loi attache exclusivement la présomption de mort.

Nous craignons que la loi doit se prononcer également sur ces deux cas, lesquels doivent être entièrement assimilés, qu'il y a, dans l'un comme dans l'autre, présomption de mort et ouverture à la succession de l'absent.

La présomption résultant des cent années de l'absent est établie sur deux textes du droit romain (liv. LVI, ff. de usufr., et liv. VIII de usufr. leg.), où l'on trouve que l'usufruit, laissé à un établissement public, ne dure pas au-delà de cent ans, qu'il est, dit la loi, le terme le plus réglé de la vie humaine; et de là, les docteurs ont conclu avec beaucoup de raison que l'absent non plus ne doit pas être réputé vivre plus de cent ans, et qu'il contracte, après cent ans révolus du jour de sa naissance, il doit être présumé mort. Cette présomption est très-juste, mais elle n'est pas la seule.

En effet, il ne s'agit pas ici d'examiner, dans un point de vue général, jusqu'à quel point il est possible que s'étende la vie humaine, mais à quel terme il est probable qu'elle finit, en partant d'un point donné; et personne ne prétendrait qu'il est possible qu'un homme, pris à une époque quelconque de son existence, continue de vivre jusqu'à ce qu'il ait atteint sa centième année. Or, à cette loi romaine, et nous venons de voir comment elles s'expriment lorsqu'elles considèrent la chose abstraitement, mais lorsqu'il s'agit en particulier de tel individu, dont il faut, à l'usage et par aperçu, évaluer la durée, elles parlent bien autrement. Voyez ce qu'elles déclarent relativement à la comparaison de la lésion, dans le schéma, l'usufruit, de personnes amputées, de rentes viagères, d'usufruit et autres semblables. Quelque soit l'âge du légataire, la loi ne présume pas que le legs puisse durer plus de trente ans, et en conséquence elle établit à une durée de trente ans les legs même de cette nature, faits à un établissement public (liv. LVIII, ff. de leg. litem); et la loi même au cœur, et après l'expérience, et les résultats qui résultent des tables de mortalité, cette durée présumée est encore beaucoup trop longue. C'est une vérité affligeante pour l'espèce humaine, mais que nos regrets et un désir contraire ne sauraient empêcher, qu'un individu quelconque, bien constitué, bien portant, à quelque époque de sa carrière que ce soit, ne peut pas promettre raisonnablement plus de dix ou douze années d'existence; et c'est sur ces calculs antérieurs qu'est fondée toute la théorie et la pratique des contrats à terme. À plus forte raison donc la loi ne pourra-t-elle pas être taxée de rigueur et d'injustice, lorsqu'elle fixera

hrente années la durée présomable d'un individu.

Ajoutons que, dans le cas particulier, il y a une grande circonstance qui paraît écarter toute incertitude. Ce n'est point simplement un homme qui existait il y a trente ans, et qui, par cette raison même, est présumé artificiellement ce point vécu; c'est un homme qui, depuis trente ans, n'a point donné de ses nouvelles; or est-il vraisemblable et doit-on présumer qu'un homme vivant depuis trente ans sans donner de ses nouvelles, sans manifester son existence d'une manière quelconque à ses parents, à ses amis, aux gens de son pays, du pays, du lieu qu'il habitait, et où l'on suppose qu'il a laissé de la fortune? La loi ne présume point, de la part d'un individu, une si longue abdication de ses droits; elle a fixé le laps de trente années comme le terme le plus étendu qu'elle pût donner pour balancer tous genres d'actions, revendiquer toutes propriétés; exercer toutes créances, et, après ce temps, elle présume l'abandon; non qu'alors même parlant, et dans des cas extraordinaires, ce délai qu'elle détermine ne puisse se trouver insuffisant, mais parce qu'elle ne veut point rompre des cas extraordinaires, étant faite pour les cas ordinaires et habituels, et non pour des cas rares et singuliers.

Enfin il importe au public que les biens ne soient pas frappés d'une loi trop longue inaliénabilité; qu'ils puissent du moins, après un certain temps, être mis dans le commerce, et que la propriété en soit assurée. C'est pour cela que les tribunaux ruraux, en s'écartant des principes vulgaires, ont décidé qu'après trente ans les héritiers présumés de l'absent pourraient demander l'envoi en possession définitif, et deviendraient, en vertu du jugement qui le leur accorderait, propriétaires incommutables. C'est pour cela que, dans le titre de l'envoi, article 10, ils ont déclaré, contre la loi commune qu'ils abandonnent en cette partie, que l'usufruit accorde à une communauté d'habitants ou à un établissement public ne dure que trente ans; et, en général, on voit qu'ils ont limité toutes les actions, l'exercice de tous les droits, à un terme de trente années. Pourquoi donc ont-ils été si réservés relativement à la fixation de la durée présomable des absents?

Nous croyons que la loi doit dire qu'après trente ans depuis les dernières nouvelles (non pas seulement depuis l'envoi provisoire, l'absent est présumé mort, comme après cent ans depuis le jour de la naissance, et que ce principe doit s'étendre à toute matière; que la succession de l'absent doit être censée ouverte dans un cas comme dans l'autre, et est dévolue à ceux de ses parents qui, à l'époque des dernières nouvelles, se trouvaient en degré de lui succéder.

Néanmoins, comme personne ne peut être dépourvu d'un droit acquis par une possession contraire non interrompue, pendant tout le temps établi par la loi pour prescrire, il convient d'observer sur ce point que les héritiers de l'absent n'ont pas jour pendant trente ans, de quelque manière que ce soit, ils peuvent être évacués, ou par l'absent lui-même, en cas de retour, ou par d'autres parents qui prétendraient concourir avec eux ou les exclure.

Après trente ans révolus depuis l'envoi provisoire obtenu par les ascendants de l'absent, ils pourraient demander l'envoi en possession définitif, et deviendraient alors propriétaires incommutables, en vertu du jugement qu'ils obtiendraient en présence et sur les conclusions du commissaire du Gouvernement.

Si l'absent ou les autres prétendants droit à la succession sont mineurs, le délai pour obtenir l'envoi définitif ne courra contre eux qu'à compter du jour de leur majorité.

Mais pour ce qui concerne l'absent en particulier, à quelque époque qu'il se représente, même après la succession repoussée ouverte et l'envoi en possession définitif, les héritiers présumés mis en possession de ses biens, sont tenus, sur sa demande, de lui délaisser ceux desdits biens qu'ils peuvent avoir entre les mains, néanmoins dans l'état où ils se trouvent et sans restitution de fruits. Cette disposition, dont le projet ne parle pas, est de toute justice; car enfin la prescription, quelle qu'elle soit, doit céder à la vérité et les héritiers présumés, s'ils sont dispensés de rendre ce qu'ils n'ont plus, ne peuvent être exemptés de rendre ce qu'ils ont. Il serait à propos d'ajouter que si tous les biens, ou la majeure partie, se trouvaient aliénés, les héritiers présumés pourraient être remboursés à lui lors, pendant sa vie, une pension proportionnée à la valeur des biens dont il s'agit, à l'état actuel de leur fortune, et à ses propres besoins.

L'article 21 décide que lorsque les héritiers présumés ont obtenu l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent, ses légataires, ses donataires et tous ceux qui avaient sur sa propriété des droits réservés par la condition de son décès, peuvent les exercer provisoirement, à la charge de donner caution pour la restitution des choses mobilières qui leur seraient dévolues.

Cet article est juste par rapport aux donataires et autres; mais à l'égard des légataires, il est inconvenant. Le testament d'un homme vivant, ou, ce qui revient au même, d'un homme dont la mort n'est pas certaine, ou légalement présumée, est une chose sacrée; on ne doit point l'ouvrir et en dire; c'est un secret, et il ne doit point être communiqué, et le depositaire seul peut en prendre connaissance. En un mot, dans aucun cas, le testament ne doit être exécuté qu'après les cent jours de la vie de l'absent, ou les trente années révolues depuis les dernières nouvelles, ou l'envoi définitif obtenu par les héritiers; jusqu'à ce, les légataires doivent être déclarés non recevables.

Néanmoins, comme il se peut faire que l'absent eût laissé des serviteurs ou domestiques qu'il fût équitable de récompenser, et à la satisfaction desquels on pût croire qu'il eût pourvu, les juges, en ce cas, devraient être autorisés, après l'envoi provisoire, à leur arranger une pension ou une somme quelconque à prendre sur les fruits.

Les articles 23, 24, 25 et 26 déterminent les effets de l'absence relativement aux droits évincés qui peuvent appartenir à l'absent. Ces articles sont conformes aux règles, et bien conçus.

La fin de l'article 27, qui statue sur les effets de l'absence relativement au mariage, doit être supprimée à partir des mots à moins que, etc.

Dans l'article 28, après les mots « tant que l'époux qui avait disparu ne se représente point », il faut ajouter et ne fait pas valoir la qualité de mari; car s'il se représentait sans réclamer les droits de son mariage, on ne voit pas pourquoi le nouveau mariage serait dissous.

L'article 29 paraît inutile. L'époux étant héritier légitime à défaut de parents, il est clair, sans qu'on le dise, qu'il pourra demander l'envoi en possession des biens de son époux absent, s'il n'a point laissé de parents habiles à lui succéder; et ce droit incontestable sera encore plus hors d'attente, si les articles de la section 6<sup>e</sup>, rédigés



avec soin, sont conçus comme ils doivent l'être, en termes généraux, qui appellent indistinctement tous les héritiers présomptifs. Le mariage, d'ailleurs, qui est article 29 est déplacé sous la section III, intitulée *des effets de l'absence relativement au mariage*. Il ne s'agit point de mariage dans cet article, mais seulement d'un droit utile de la femme ou du mari.

La section IV et le chapitre III paraissent bons dans leur entier.

D'après toutes ces observations, nous comme on propose de rédiger le présent titre :

#### TITRE IV.

##### De l'absence.

##### CHAPITRE PREMIER.

DES ABSENTS EN GÉNÉRAL; DE CEUX DONT ON N'A POINT DE NOUVELLES, ET COMMENT ILS SONT ABSENTS.

Art. 1<sup>er</sup>. L'absent, en général, est celui qui n'est point actuellement dans le lieu de son domicile.

On en distingue de deux sortes : l'un dont l'existence est certaine et connue, l'autre dont l'existence est incertaine.

Art. 2. L'existence de l'absent est reconnue comme incertaine après cinq années depuis sa disparition, ou depuis qu'on a cessé d'avoir de ses nouvelles.

(Les articles 2, 3, 4 et 5 du projet à conserver).

##### CHAPITRE II.

DES EFFETS DE L'ABSENCE À L'ÉGARD DE CEUX DONT ON N'A POINT DE NOUVELLES.

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 6. La loi présume le décès de l'absent après trois ans écoulés du jour de sa naissance, ou après trois ans depuis sa disparition ou les dernières nouvelles qu'on a eues de lui ; jusque-là le loi de sa vie ou de sa mort demeure incertaine, et l'effet de l'absence se règle d'après les distinctions ci-après établies.

##### SECTION PREMIÈRE.

*Des effets de l'absence, relativement aux biens que l'absent possédait au jour de sa disparition.*

Art. 7. Quiconque prétend exercer sur les propriétés d'un absent un droit qui suppose son décès, doit prouver sa lui, et à défaut de ce, doit être déclaré non recevable, quant à présent, dans sa demande.

Ainsi, le parent qui veut succéder à l'absent, le légataire, le donataire sous la condition de survie, le propriétaire d'un fonds qui gère d'usufruit au profit de l'absent, dont il prouve son droit, et, jusqu'à ce, sont non recevables dans leur action, soit, à l'égard des parents, donataires et autres, le droit provisoire dont il sera parlé ci-après.

(Article 8 à retrancher).

Art. 9. Dans le cas où l'absent n'a point laissé de procurateur pour l'administration de ses biens, les héritiers présomptifs, ou, à leur défaut, le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance, peuvent, après cinq années écoulées depuis les dernières nouvelles, faire nommer un curateur aux biens de l'absent.

Art. 10. Si l'absent a laissé une procuration, le procureur fondé, administrateur et est maintenu dans sa gestion jusqu'à ce qu'il se soit écoulé dix ans depuis les dernières nouvelles.

Art. 11. Le curateur nommé aux biens de l'absent doit être solvable, et peut être l'héritier présomptif ou l'un des héritiers présomptifs.

Il est tenu, aussitôt sa nomination, de faire faire inventaire du mobilier et des titres de l'absent, en présence du commissaire du gouvernement.

Il doit faire vendre le mobilier en la manière prescrite pour le mobilier des mineurs, et en faire emploi, à moins que le tribunal, après avoir entendu le commissaire du gouvernement, ne l'autorise à conserver le mobilier en tout ou en partie.

Il doit être fait pareillement emploi de tous les deniers qui pourront être recouvrés, provenant soit des fruits et revenus écus, soit des dîmes nettes.

Le curateur peut requérir, pour sa sûreté, qu'il soit prouvé par un expert à la visite des immeubles, pour en constater l'état. Cet expert est nommé d'office par le tribunal, et son rapport est homologué en présence du commissaire du Gouvernement.

Les frais de toutes ces opérations sont pris sur les biens de l'absent.

Art. 12. Après dix ans depuis les dernières nouvelles reçues, les parents de l'absent qui, à l'époque desdites dernières nouvelles, se trouvaient en degré de lui succéder, peuvent demander l'envoi en possession des biens de l'absent : tel envoi en possession n'est, quant aux fruits et capitaux, qu'un sequestre et un dépôt qui confie à ses héritiers présomptifs l'administration de ses biens, et les rend comptables envers lui, ou cas qu'il reparaisse.

Art. 13. Les héritiers présomptifs de l'absent se font rendre compte par celui qui a reçu ses biens depuis son absence, soit curateur ou procureur fondé, et se chargent du reliquat, dont ils doivent faire emploi, ainsi bien que des fruits et revenus écus lors de l'envoi en possession.

Ils doivent préalablement donner caution pour sûreté de leur administration et des constitutions mobilières dont ils pourraient être tenus.

Art. 14. Si l'absent reparait, les héritiers présomptifs, même en possession provisoire de ses biens, ne sont point obligés de lui restituer les fruits écus depuis l'envoi en possession; le tribunal peut même les condamner, suivant les circonstances, à lui payer une somme raisonnable pour indemnité de ses justes besoins.

Art. 15. Les héritiers, tant qu'ils ne jouissent qu'en vertu de l'envoi provisoire, ne peuvent prescrire la propriété des fonds et capitaux dont l'administration leur est confiée.

Ils ne peuvent offrir ni hypothéquer les immeubles.

Néanmoins, le droit que leur donne la possession, même provisoire, est transmissible par voie de succession, et il est pareillement compris dans une disposition universelle, à la charge par les héritiers, ou autres successeurs universels, de rendre compte envers l'absent, ou autres qui auraient droit à ses biens, les obligations éventuelles de leur dette.

Art. 16. Si, pendant la durée de l'envoi provisoire, la famille acquiert la preuve que l'absent n'est décédé que depuis sa disparition, l'envoi en possession cesse; la succession est déclarée ouverte au profit de ceux qui étaient les héritiers présomptifs de l'absent, à l'époque de son décès; et les parents ou profit desquels l'envoi avait été prononcé doivent restituer les biens à ces derniers, mais non les fruits écus pendant leur possession.

Art. 17. Après cent ans écoulés depuis la naissance de l'absent, ou trente ans depuis les dernières nouvelles reçues, l'absent est présumé mort du jour desdites dernières nouvelles, et la succession est acquise à ceux de ses parents qui étaient lors en degré de lui succéder.

Néanmoins, tant qu'ils n'ont pas joui pendant trente ans, ils peuvent être évincés ou par l'absent lui-même, ou par d'autres héritiers présomptifs qui prétendraient concourir avec eux et les exclure.

Art. 18. Après trente ans révolus depuis l'envoi provisoire obtenu par les successeurs de l'absent, ils peuvent demander l'envoi en possession définitif, et deviennent propriétaires incommutables, en vertu du jugement qui le leur accorde, en présence et sur les conclusions du commissaire du Gouvernement.

Art. 19. Le délai pour demander l'envoi en possession définitif ne court contre l'absent ou les prétendants droit à sa succession, que du jour où ils ont atteint leur majorité.

Art. 20. A quelque époque qu'un absent se représente, même après sa succession réputée ouverte, et après l'envoi définitif, les héritiers présomptifs mis en possession de ses biens sont tenus, sur sa demande, de lui laisser ceux desdits biens qu'ils peuvent avoir en leur possession, mais dans l'état où ils se trouvent, et sans aucune restitution de fruits.

Si tous les biens, en la majeure partie d'eux, ne trouvent pas d'acquéreurs, les héritiers présomptifs pourront être condamnés à lui faire, pendant sa vie, une pension proportionnée à la valeur desdits biens, à l'état actuel de leur fortune et à ses propres besoins.

Art. 21. Lorsque les héritiers présomptifs ont obtenu l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent, ses donataires entre-vifs et tous autres, qui avaient sur ses propriétés des droits suspendus par la condition de son décès, peuvent les exercer provisoirement, à la charge de donner caution pour la conservation des immeubles en bon état, et la restitution des choses mobilières qui leur sont délivrées.

Cette caution est déchargée lorsque les héritiers présomptifs de l'absent ont obtenu l'envoi en possession définitif.

Art. 22. Le testament de l'absent, s'il est clos, ne peut être ouvert, et dans aucun cas ne peut être exécuté qu'après l'envoi définitif obtenu par ses héritiers; tout demandeur formé par les légataires jusqu'à cet instant est présumé, et il doit être déclaré, quant à présent, non recevable.

Néanmoins, si l'absent avait laissé des serviteurs ou domestiques qu'il fût équitable de reconnaître, et à la subsistance desquels on pût présumer qu'il eût pourvu par son testament, les juges, après l'envoi provisoire, pourraient leur accorder une pension ou une somme quelconque à prendre sur les fruits.

Art. 23. L'absence ne fait aucun obstacle à l'exercice des droits des créanciers et de tous autres, non dépendants de la condition du décès de l'absent; ses droits peuvent être poursuivis contre l'absent lui-même par une assignation donnée à son dernier domicile, ou contre le tuteur à ses biens auxiliaires qu'il est nommé, ou contre ses héritiers présomptifs dès qu'ils ont obtenu l'envoi en possession provisoire.

Au moyen des articles ci-dessus, supprimer les articles du projet depuis le 9<sup>e</sup> inclusivement jusqu'et compris le 22<sup>e</sup>.

## SECTION II.

*Des effets de l'absence, relativement aux droits héréditaires qui peuvent compéter à l'absent.*

Les quatre articles qui composent cette section sont bons et doivent être conservés.

## SECTION III.

*Des effets de l'absence, relativement au mariage.*

Art. 27. L'absence de l'un des époux, sans que l'on ait reçu de ses nouvelles, ne suffit point pour autoriser l'autre à contracter un nouveau mariage; il n'y peut être admis que sur la preuve positive du décès de l'autre époux, ou après un divorce légalement prononcé.

Les articles 28 et 29 à retrancher comme inutiles. La section IV et le chapitre III paraissent bons à conserver en entier.

## TITRE V.

### *Du mariage.*

On présente d'abord les dispositions préliminaires en trois articles:

- 1<sup>o</sup> La loi ne considère le mariage que sous ses rapports civils et politiques.
- 2<sup>o</sup> Elle ne reconnaît que le mariage contracté conformément à ce qu'elle prescrit.
- 3<sup>o</sup> Le mariage est un contrat dont la durée est, dans l'intention des époux, celle de la vie de l'un des deux.

Ces trois articles paraissent devoir être supprimés.

Si la loi ne considère le mariage que sous ses rapports civils et politiques, ce n'est pas en vertu d'une disposition qui lui soit particulière, c'est par une conséquence nécessaire du pacte social, qui, n'excluant pas de culte, n'en reconnaît cependant aucun. Le Code civil ne peut donc considérer en effet le mariage sous des rapports religieux; et l'on affaiblirait cette importante vérité si l'on croyait nécessaire d'en faire un article dans un code dont les dispositions peuvent être rangées.

Il paraît également inutile, et il n'est pas rigoureusement exact de dire que la loi ne reconnaît que le mariage contracté conformément à ce qu'elle prescrit; toutes les formalités ne sont pas essentielles au même degré; il en est dont le défaut n'annule pas le mariage.

Enfin, la définition qu'on donne de ce contrat n'est pas complète. Il est bien vrai que sa durée est, dans l'intention des contractants, celle de la vie de l'un d'eux; mais il a cela de commun avec d'autres contrats, et ce caractère ne le distingue pas suffisamment. Ce qui distingue en effet le mariage, c'est qu'il a pour objet de les familles par une postérité légitime. En vain dirait-on qu'il se contracte des mariages sans espoir de postérité; ces mariages, heureusement peu communs, tolérés plutôt que permis, n'empêcheraient pas que le but principal du mariage soit tel qu'on vient de l'énoncer.

On propose, en conséquence, de supprimer les articles préliminaires, et de substituer une autre définition, qui formera le premier article du premier chapitre.

Le titre est divisé en quatre chapitres; les trois premiers traitent des conditions, des formalités, des nullités.

L'âge requis pour contracter mariage est fixé à treize et à quinze ans révolus. Le moment de la puberté n'étant pas marqué à une époque invariable, il faut bien que la législation présente à cet égard une disposition. On ne fait pas d'objection contre l'âge proposé; cependant les auteurs du projet sont invités à examiner encore si les motifs d'une saine politique et d'un intérêt général ne devraient pas faire reculer le terme à dix-huit et à quinze ans. Plus on y réfléchit, moins on se persuade que les mariages plus précoces soient utiles, sous quelque point de vue qu'on les considère.

La prohibition du mariage entre parents en ligne directe est et doit être très-absolue. On pense, et c'est ce qui doit être admis, que la prohibition entre les alliés dans la même ligne, de graves inconvénients pourrunt naître de la seule idée de possibilité de mariage entre personnes rapprochées par une alliance si étroite; et si paraitrait utile, sous plus d'un aspect, de maintenir cette prohibition entre parents et alliés au premier degré en collatéral, c'est-à-dire entre frère et sœur.

Malgré la contradiction apparente entre la disposition qui fixe la majorité à vingt-un ans, et celle qui exclut pour la validité du mariage le consentement des père et mère jusqu'à vingt-cinq ans, on estime que les deux articles doivent subsister. L'expérience et la sollicitude paternelle préviendront qu'aucuns des erreurs qui seraient irréparables, et il est difficile de supposer des cas où cet héritage, rendu à l'autorité des ascendants, pourrunt être nuisible. Mais cette espèce d'extension de la minorité, que la loi drasse, d'un côté, et le respect, de l'autre, prévoit justifier, ne paraît pas devoir s'appliquer en faveur des collatéraux, quelque proches qu'ils puissent être.

L'on propose en conséquence la suppression des articles 14 et 15.

Que les mœurs certainement ne puissent pas ruiner un mariage légalement dit, à la bonne heure; mais puisqu'ils sont irrémédiablement d'un bout d'âges, puisqu'ils peuvent acquiescer de plusieurs manières, il faut qu'ils deviennent susceptibles de contracter une espèce de société et de une compagnie, et de transmettre leur fortune à des enfants élevés et reconnus.

La proposition contraire serait immoralisant qu'impolitique; on ne répètera pas ce qu'on a déjà dit sur le chapitre de la perte des droits civils.

Quant aux sources et motifs, l'article 7, qui les concerne, est sage; ils ne peuvent au mieux qu'au mieux qu'il est constaté, dans les formes prescrites par la loi, qu'ils sont capables de manifester leur volonté. Mais il faut prescrire ces formes, et ne pas laisser les sources et motifs dans une incertitude qui résulterait du silence de la loi.

Après avoir établi des règles sur les personnes qui peuvent contracter mariage, les auteurs du projet passent aux formalités relatives à la célébration. Ils ont bien senti qu'elles n'étaient pas toutes de la même degré d'importance, et que, dans le nombre des nullités résultant de l'insubordination de la loi, quelques-unes étaient de nature à ne pouvoir jamais être réparées, que d'autres, au contraire, ne pouvaient pas être perpétuellement opposées, et par tous les citoyens. C'est l'on a voulu qu'il fallût atterrir, dans plusieurs cas, la possibilité de la réhabilitation.

Pour faciliter, pour accélérer la réparation de ce qui peut être réparé, on a donné à cet effet une action au commissaire du Gouvernement, et on a en même temps infligé des peines aux époux qui se priveraient ou se dévoueraient à demander la réhabilitation, quand elle serait possible.

Ces dispositions sont pleines de sagesse; elles ne nuissent cependant pas pour garantir l'exécution des lois dans un contrat qu'on peut regarder comme le fondement de la société.

L'officier public doit personnellement répondre de cette exécution: c'est lui qui doit vérifier les capacités, et s'assurer que le vœu de la loi est rempli; s'il ne le fait pas, il commet un délit grave, et il doit être poursuivi extraordinairement.

L'action criminelle n'est accordée, dans le pro-

jet, au magistrat laissant les fonctions d'accusateur public, que dans le cas où l'acte de mariage se trouve inscrit sur une feuille volante: il en est beaucoup d'autres où l'officier de l'état civil serait encore plus répréhensible. S'il mariait un enfant qui n'était pas atteint l'âge prescrit, un union sans le consentement du père, un fils avec sa belle-mère; dans tous ces cas et dans beaucoup d'autres, ne devrait-il pas être lui-même poursuivi?

Le commissaire du Gouvernement doit donc être tenu de dénoncer toutes les infractions qui viendraient à sa connaissance, lorsqu'elles devraient être punies d'après les Codes pénal et de police correctionnelle, et de poursuivre lui-même les contrevenants, lorsqu'il n'y aura rien de prononcé contre eux par des amendeurs.

Mais toute contravention doit être suivie d'une peine. Il faut en des distinctions claires et précises des fautes qui peuvent se commettre; il faut classer avec justice les infractions qui importent une nullité absolue et irréparable, celles qui ne détruisent pas la substance de l'acte et auxquelles on peut suppléer par une réhabilitation.

Il faut aussi déterminer positivement les personnes qui peuvent avoir le droit de réclamer, limiter au temps à leur réclamation, et surtout admettre toujours l'action du commissaire du Gouvernement, au moins pour parvenir à une réhabilitation.

Le projet laisse à cet égard quelque chose à désirer. L'extinction du défaut de capacité, soit dans la personne des contractants, soit dans la personne de celui qui marié, opère une nullité d'une toute autre importance que le défaut de telle ou telle formalité dont l'observation n'altère pas la substance de l'acte. Ces distinctions ne sont pas assez marquées dans le projet. L'on voit, par exemple, confondues (art. 16 et 42) les nullités résultant du défaut de célébration devant l'officier public, et celles résultant de l'insubordination de la loi sur une feuille volante.

Il est sensible cependant que ces deux vices sont d'une nature bien différente. Il n'y a pas de mariage en l'absence de l'officier public, parce que ce magistrat seul a le droit d'imprimer au contrat le sceau de la puissance publique qui doit nécessairement intervenir. Mais il peut exister un mariage très-réel, quoique l'acte soit rédigé sur une feuille volante. Dans ce dernier cas, le magistrat est très-responsable; mais les contractants peuvent s'en indemniser. Sans parler de ceux qui, ne sachant pas signer leur nom, n'approchent peut-être pas de la table sur laquelle se trouve le registre, nombre de personnes signent, sans s'en apercevoir, une feuille indolument adjointe au livre qu'on leur présentait!

Cet exemple seul fait sentir la nécessité de ne pas confondre toutes les observations de la loi. Au distinguant les nullités, on doit fixer au préalable après lequel celles qui ne sont pas absolues et qui peuvent être couvertes par une approbation expresse ou présumée ne pourront plus être proposées; mais l'infraction à la loi n'étant pas moins constante, l'action du commissaire doit être toujours ouverte pour requérir la peine de la contravention.

Le projet présente sur ce point une disposition il inflige une amende proportionnée à la fortune, mais on ne peut se dispenser d'observer que la proportion établie est détruite à l'instant même par la fixation d'un minimum de cent francs et d'un maximum de mille francs. On sent assez

qu'un tel homme serait plus puni par une amende de cent francs que tel autre par une amende de vingt mille francs; et que, par conséquent, toute fixation d'un maximum est incompatible avec l'idée d'une amende proportionnée aux fortunes.

En général, on a reproché un peu d'insouciance dans la rédaction de ce titre; ce défaut tient en grande partie aux renvois trop fréquents d'un article à beaucoup d'autres. On le fera disparaître en supprimant le chapitre des nullités, pour renvoyer dans chaque chapitre celles qui peuvent y être relatives.

C'est dans cet objet qu'on soumet aux auteurs du projet leur rédaction. Avant de la proposer, on croit devoir se permettre une observation sur l'attribution au juge de paix, et par appel au tribunal de première instance, de la connaissance des oppositions aux mariages et des demandes en nullité.

Dans des affaires où les passions jouent un si grand rôle, de l'événement desquelles dépendent souvent le bonheur et la prospérité de plusieurs familles, on ne devrait pas craindre de saisir les tribunaux civils. Il serait dangereux de les dépourvoir, sous le prétexte d'accélérer une décision qu'un heureux accord aurait peut-être quelquefois prévenue, et elle aurait été retardée de quelques jours.

On voit rarement des oppositions au mariage de citoyens ébahis dans les campagnes, ou de citoyens sans fortune, dans quelques lieux où ils habitent; la proximité des tribunaux d'appel ne laisse pas d'ailleurs, dans ce cas plus que dans tous les autres, de motif suffisant pour ne pas porter devant eux les causes de cette nature.

## TITRE V.

### Du mariage.

#### CHAPITRE PREMIER.

DEFINITION DU MARIAGE; DES QUALITÉS ET CONDITIONS REQUISES POUR POUVOIR CONTRAHER.

Le mariage est un contrat par lequel un homme et une femme forment, devant le magistrat, une société qui, dans leur intention, doit durer jusqu'au décès de l'un d'eux, et dont l'objet est de se voir revivre dans une postérité légitime.

#### SECTION PREMIÈRE.

De ceux qui peuvent contracter mariage.

L'homme âgé de... ans révolus, et la femme âgée de... ans révolus, peuvent contracter mariage.

Ceux qui sont engagés dans un premier mariage non légalement dissous ne peuvent en contracter un second.

Sont incapables de contracter entre eux mariage les parents et alliés en ligne directe, à l'infini;

En collatérale, les frères, sœurs, germains, consanguins ou affins, et les alliés au même degré.

La même prohibition subsiste, en directe et en collatérale, entre les enfants naturels légalement reconnus et leurs parents et alliés.

Sont également incapables de mariage les interdits pour cause de démence et de l'outrage;

Ceux qui sont frappés de mort civile.

Tous mariages contractés contre les dispositions des articles précédents sont nuls et de nul effet.

Les nullités pour raison d'alliance ou parenté, de mort civile, d'interdiction, de mariage précédemment contracté et non dissous, ne se couvrent

jamais : elles peuvent toujours être opposées par ceux qui y ont intérêt.

Les nullités pour défaut d'âge peuvent être opposées par les époux et par leurs père et mère, aïeul, oncle, tuteur; mais elles ne peuvent plus l'être après que la femme a conçu, ou après l'expiration de l'année, à compter du jour où les deux époux ont atteint l'âge prescrit par la loi.

Le commissaire du Gouvernement est tenu de poursuivre, au nom de la loi, la nullité de tous mariages contractés contre la disposition des articles précédents; son action est toujours admise.

Dans le cas néanmoins où les intéressés ne seraient plus recevables à demander la nullité du mariage, l'action du commissaire se bornerait à une demande en réhabilitation.

Il sera tenu de dénoncer à l'accusateur public, pour être poursuivis, s'il y a lieu, et punis conformément aux dispositions des Codes criminel et de police correctionnelle, suivant la nature du délit, l'officier public, les époux, père, mère, tuteur, oncle et autres qui auront concouru à former un mariage contre les dispositions des précédents articles.

Les époux, leurs père et mère, s'ils n'ont pas atteint l'âge de vingt-cinq ans, ou leurs tuteurs s'ils sont mineurs, sont tenus de provoquer eux-mêmes la réhabilitation de leur mariage, quand il n'est pas frappé d'une nullité absolue et qui ne peut se couvrir. Si la réhabilitation n'en est provoquée que par le ministère public, ils seront condamnés à une amende proportionnée à leurs facultés, et qui ne pourra jamais être au-dessous de cent francs.

#### SECTION II.

Des consentements nécessaires pour la validité des mariages.

Le mariage n'est pas valable si les deux époux n'y ont pas donné un consentement libre et formel.

Le consentement n'est pas libre s'il est l'effet de la violence, s'il a été donné en ruse pendant qu'il n'est en son pouvoir la personne invitée.

Il n'y a pas de consentement s'il y a erreur dans la personne que l'une des parties avait intention d'y porter.

Le consentement des sœurs et muets de naissance ne peut être constaté que dans une assemblée de parents, ou d'unis à défaut de parents, convoquée chez le juge de paix tenue en sa présence, à laquelle seront appelés les personnes ayant habitude de converser avec le sourd et muet.

Le juge de paix pourra ordonner la convocation d'une assemblée, même d'une assemblée, pour se procurer les explications nécessaires.

Les enfants, jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de vingt-cinq ans accomplis, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leur père et de leur mère.

Suivent les articles 11, 12 et 13 du projet.

Les mariages contractés contre les dispositions des articles précédents sont nuls.

Les nullités pour défaut de consentement des époux, défaut de liberté, violence, erreur, peuvent être opposées par les époux, leurs père, mère, tuteur et autres personnes ayant intérêt.

Néanmoins, après une cohabitation volontaire pendant six mois, à compter du jour où la violence a cessé, ou du jour où l'erreur a été reconnue, les époux ne sont plus recevables à demander nullité.

Les père, mère, tuteur, ne sont plus rece-

vables à l'opposer ou au après qu'ils ont eu connaissance de la cessation de la violence ou de l'erreur.

Les héritiers des époux sont aussi irrévocables après les délais ci-dessus fixés. Si les époux décèdent avant qu'ils soient expirés, leurs héritiers profitent du délai qui reste à courir : leur action n'est plus admise après ce terme.

Les nullités résultant du défaut de consentement des pères, mères, aïeuls, aïeules, ne peuvent pas être proposées par les époux : elles ne sont plus admises de la part de ceux dont le consentement était nécessaire, lorsqu'ils ont fait quelque acte appréhensif du mariage.

Sont pareillement non recevables à opposer la nullité résultant du défaut de consentement, ceux qui avaient droit de le donner, s'ils n'ont exercé leur action dans l'année du jour où ils se sont en connaissance du mariage.

Le commissaire du Gouvernement est tenu de poursuivre la nullité des mariages en contravention des dispositions précédentes. Dans tous les cas où l'action des parties n'est plus recevable, celle du commissaire se réduit à la réhabilitation, et à faire prononcer des amendes contre ceux qui aient eu à la requérir, conformément à l'article 12, sans préjudice des poursuites extraordinaires contre l'officier public et ses complices, que le commissaire du Gouvernement est tenu de dénoncer à l'accusateur public, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

#### CHAPITRE II.

##### Des formalités relatives à la célébration du mariage.

Le mariage doit être célébré publiquement, dans la maison commune du lieu où l'un des époux a son domicile.

Il peut être célébré dans une autre commune, du consentement exprès et écrit de l'officier civil du domicile.

Le domicilié, quant au mariage, s'acquiesce par six mois d'habitation dans une commune.

Le domicile du futur est celui du son père ou de son tuteur.

La célébration du mariage doit être précédée de deux publications dans le lieu du domicile de chacun des époux, dans la forme prescrite par la loi.

Les publications sont faites à dix jours au moins d'intervalle l'une de l'autre.

Si les parties contractantes sont mineures de vingt-cinq ans, ou l'une d'elles, les publications sont encore faites au domicile du père ; en cas de décès, au domicile de la mère ; à leur défaut, au domicile des aïeul et aïeule.

Le mariage ne peut être célébré que devant l'officier public.

Il est tenu de se faire représenter les actes qui constatent l'âge et les capacités des contractants, et de s'assurer que toutes les conditions requises par la loi ont été observées.

Il demeure responsable de leur observation. Les contractants déclarent, à haute voix, qu'ils en prennent pour mari et femme.

L'officier public prononce, au nom de la loi, qu'ils sont unis en mariage.

La déclaration des contractants et la prononciation de l'officier public doivent être faites en présence des quatre témoins majeurs, parents ou non parents, dont deux au moins sauront signer et signeront.

L'acte de célébration sera dressé de suite par l'officier public : il contiendra les noms, prénoms,

professions et domiciles des époux, la mention des publications, des consentements de ceux qui ont droit de les donner ; il sera signé de l'officier public, des contractants, des pères, mères, aïeuls, aïeules, témoins. S'il y en a qui ne soient ou ne puissent signer, il en sera fait mention.

Le défaut d'énonciation des prénoms, professions et domiciles, dans tous les cas où ils sont exigés, n'opérera pas nullité lorsque l'existence et l'identité des personnes seront d'ailleurs constantes ; mais l'officier public et ceux qui n'auront pas fourni ces énonciations seront condamnés, sur la poursuite du commissaire du Gouvernement, à une amende de cent francs au moins.

Le défaut de célébration dans la maison commune n'opérera pas seule ou nullité. L'officier public, les époux, pères, mères, tuteurs, aïeuls, aïeules et témoins qui auront assisté à la célébration seront punis personnellement chacun d'une amende proportionnée à leur fortune, et qui ne pourra pas être au-dessous de cent francs. Le mariage est nul contre l'officier public sera de trois cents francs. Le commissaire du Gouvernement est tenu d'en poursuivre la condamnation.

Dans tous les autres cas, les mariages célébrés contre les dispositions des articles précédents sont nuls.

Les nullités résultant du défaut de présence de l'officier public et de quatre témoins sont absolues, et ne peuvent pas se couvrir ; elles peuvent être opposées par toutes les personnes qui y ont intérêt.

Celles résultant du défaut de publication ne peuvent pas être opposées par les contractants, mais seulement par les pères, mères, aïeuls, aïeules, tuteurs et autres personnes qui pouvaient avoir intérêt de s'opposer au mariage.

Après le laps d'un an, à compter du jour où ils ont eu connaissance du mariage, ceux qui n'auraient pu s'opposer toutes néanmoins que les personnes liées à l'un des époux par un précédent mariage ne sont plus recevables à l'attaquer sous prétexte du défaut de publication.

L'action est toujours ouverte au commissaire du Gouvernement ; mais quand les parties intéressées ne sont plus recevables à l'exercer, elle se réduit à la réhabilitation et à faire prononcer des amendes contre ceux qui ont contrevenu à la loi. Il est aussi tenu de dénoncer les infractions au magistrat exerçant les fonctions d'accusateur public, conformément à l'article 12 ci-dessus.

Le mariage contracté en pays étranger, entre Français ou entre Français et étranger, peut être opposé les formes usées dans le lieu où il a été célébré ; mais il doit être précédé des publications ordinaires ; et il ne peut être valable qu'autant qu'il a été contracté par personnes capables, et avec les consentements requis.

Trois mois après le retour des Français sur le territoire de la République, l'acte doit être transmis par le registre public des mariages du lieu de leur domicile, sous peine d'une amende proportionnée aux facilités des époux, et qui ne pourra jamais être au-dessous de cent francs.

Dans tous les cas où le mariage peut être réhabilité, il est valide du jour de sa première célébration.

Lorsque la nullité sera prononcée, le mariage qui aura été contracté de bonne foi par les deux époux produira néanmoins les effets civils, tant à leur égard qu'à l'égard de leurs enfants.

Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des deux époux, le mariage ne produira les

effets civils qu'on se feroit et en faveur des enfants. L'autre époux pourra encore être condamné à des dommages-intérêts proportionnés au tort qu'il aura fait éprouver à l'époux de bonne foi.

# CHAPITRE III

## Des oppositions au mariage.

Tous ceux dont le consentement est requis pour la validité du mariage peuvent s'opposer à sa célébration.

Les personnes engagées par mariage avec l'une des parties sont aussi requises à former leur opposition.

Les père, mère, aïeul, aïeule, ainsi que les autres ascendans, ont le droit d'opposer au mariage de leurs enfants et descendants, une opposition fondée sur la parenté, l'alliance, la mari civile, la démence, ou un précédent mariage.

Le commissaire du Gouvernement est aussi requis et est même tenu de s'opposer aux mariages qu'il sauroit devoir être contractés contre les dispositions des deux articles précédents.

Tout opposant est tenu d'être domicilié dans le lieu où le mariage doit être célébré.

L'opposition doit être signifiée aux parties, à leurs personnes ou domiciles, et dénoncée à l'officier en il chargé de célébrer le mariage.

La demande en nullité de l'opposition doit être portée devant le tribunal de première instance, et sauf l'appel, s'il y a lieu.

Ces causes sont jugées sans délai.

Si l'opposition est repoussée, les opposants, autres que les ascendans et le commissaire du Gouvernement, peuvent être condamnés à des dommages-intérêts.

Le chapitre IV traite des obligations qui naissent du mariage et de ses effets civils; il ne donne lieu qu'à un très-petit nombre d'observations.

1<sup>o</sup> [art. 32] Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère qui sont dans le besoin.

Il semble qu'on devrait comprendre les gendre et belle-fille dans cette disposition, et la rendre réciproque.

2<sup>o</sup> [art. 64] Le mari peut contraindre sa femme à le suivre hors du sol de la République, s'il est parti chargé par le Gouvernement d'une mission à l'étranger exigeant sa présence. Ne seroit-il pas concevable de substituer au motif mission celui de fonction publique? Le mot mission est bien général; il peut y en avoir de telle nature que la femme seroit très-excusable de ne pas suivre son mari.

3<sup>o</sup> [art. 76] Le mariage se dissout par la condamnation de l'un des deux époux à une peine emportant mari civil.

Cet article est d'accord avec l'article 23 du titre 1<sup>er</sup> du 1<sup>er</sup> livre, qui porte que la mort civile ne commence que du jour de l'exécution du jugement. Ce n'est donc pas la condamnation qui dissout le lien; si le condamné mourait entre la condamnation et l'exécution, le mariage ne seroit dissous que par sa mort.

# TITRE VI.

## Du divorce.

Des quatre chapitres qui composent ce titre, le premier, des causes du divorce, est celui qui fournit matière à plus d'observations; il ne présente cependant que trois articles.

Art. 1<sup>er</sup>. Le lien du mariage ne peut être rompu par le divorce que pour des causes autorisées par la loi. Cela est incontestable.

Ces causes sont [art. 2] les délits et crimes de l'un des époux envers l'autre.

Art. 3. Ces délits sont les sévices et mauvais traitements; la conduite habituelle de l'un des époux envers l'autre, qui rend à celui-ci la vie commune insupportable; la diffamation publique; l'adultère de l'un par la femme, ou de la femme par le mari; l'adultère d'un époux à la vie de l'autre; l'adultère de la femme, accompagné d'un scandale public, ou prouvé par des écrits émanés d'elle; celui du mari qui tient sa concubine dans la maison commune.

On applaudit à la suppression du consentement mutuel comme cause de divorce; on l'est aussi, sans réclamation, disparaître l'énumération des causes, celles de la démence, de la folie, de la fureur. Le malheur d'un des époux doit être un lien de plus pour l'autre; et le divorce fondé sur ce motif est peut-être aussi éconduisant que pouvait l'être celui fondé sur le consentement mutuel.

Mais s'il-on du faire aussi disparaître la cause tirée de la condamnation d'un des époux à des peines afflictives ou infamantes? Ce n'est pas ici un simple accident arrivé à l'époux condamné; sa condamnation suppose nécessairement la conviction d'un crime grave. Or peut-on forcer, d'ailleurs l'autre conjoint à respecter encore le lien qui l'unit à une personne déshonorée? L'époux capable de cet effort douera, si l'on veut, un grand exemple de courage et de vertu, mais on n'a pas le droit de l'attendre et de l'exiger de tous les citoyens.

On estime donc qu'il faut mettre parmi les causes du divorce la condamnation à des peines afflictives ou infamantes; la suppression de cette cause affaiblirait en quelque manière l'opinion de ces peines, lorsqu'on contraindrait un tel homme à rester.

On a lui aussi disparaître la cause fondée sur l'absence du mari; on conserve néanmoins celle fondée sur l'absence d'un des époux; mais celle-ci ne supplée pas à la cause tendre sur l'absence.

Suivant l'article 28, le divorce fondé sur l'absence n'est admis que dans le cas où celui qui s'est retiré de la maison commune, sans cause légitime, n'est pas retourné de se réunir à l'autre. Si l'absence a eu une cause légitime, sa durée, quelle qu'elle puisse être, même quand il n'aurait donné aucune nouvelle, ne peut autoriser la demande de divorce.

Il est bien vrai que l'article ajoute; sauf ce qui est statué au titre de l'absence.

Mais les dispositions du ce titre, relativement au mariage, se réduisent à deux articles (27 et 28). Suivant le premier, l'absence ne suffit pas pour autoriser l'autre époux à se marier; il ne peut que lorsque l'absent est parvenu à l'âge de cent ans accomplis, l'article suivant ajoute que si l'époux a contracté un second mariage, il ne peut être dissous tant que l'époux qui a disparu ne se représente point, ou ne réclame pas par un fondé de procuration spéciale.

Certes les dispositions de ces deux articles prouvent mieux que tout ce qu'on pourrait dire, qu'il faut admettre l'absence comme cause de divorce. Pour l'avoir supprimée, on est forcé: 1<sup>o</sup> de dire que l'époux ne peut se remarier que lorsque l'absent est parvenu à l'âge de cent ans, disposition très-inconvenante, et qui suppose des mariages faits à l'âge de quatre-vingts et de cent ans. On peut bien tolérer de pareils mariages; mais il ne faut pas soulever le Code d'une disposition précise qui les autorise, 2<sup>o</sup> on suppose un mariage fait par l'époux présent dans l'incertitude de la vie ou de la mort de l'absent. Mais cette célébration du mariage serait un délit de la part de

l'époux présent et de l'officier public : pourquoi le proposer ? On a dit, au titre du mariage, qu'avant la dissolution légale du premier mariage, on ne pouvait en contracter un second. La première chose que doit exiger l'officier public est donc la preuve de la dissolution légale du premier mariage ; et si on doit pas en être sûr dans l'incertitude de la vie ou de la mort de l'absent.

Ces inconvénients disparaissent, en admettant l'absence parmi les causes du divorce. Cette admission est d'autant plus nécessaire dans le système du projet, qu'on s'établit pour maxime inévitabile que, pour qu'il y ait abandon, il faut que la retraite de l'époux soit destinée de cases légères, et que toutes les fois qu'il obtient une permission, une cause légitime, quelle qu'elle soit si dure, et encore que l'absent ne donne aucune nouvelle, il n'y a pas lieu à demander le divorce ; disposition qui maintient le lien du mariage jusqu'à ce que l'absent soit parvenu à l'âge de cent ans, et qui ne donne la possibilité d'un second mariage que lorsqu'on est hors d'état de le contracter.

Cependant rien n'est plus facile à un époux qui veut abandonner l'autre, sans que celui-ci ait le droit de réclamer le divorce, que de prendre une cause légitime pour prétexte de son absence ; et, dans ce cas, il s'opposera entre les deux époux, par la volonté d'un seul, une séparation de fait qui réglera tous les inconvénients des anciennes séparations, sans être justifiée par aucune cause.

Il faut donc admettre l'absence comme cause de divorce.

Mais doit-on admettre aussi parmi ces causes l'incapacité d'honneur ou de caractère ?

L'article de la loi sous laquelle nous vivons est ainsi conçu :

« L'un des époux peut faire prononcer le divorce, sur la simple allégation d'incapacité d'honneur ou de caractère. »

On est loin de penser qu'un article ainsi rédigé doit trouver sa place dans le Code, et qu'il puisse toujours suffire à un époux d'une simple allégation d'incapacité pour autoriser son divorce ; mais, sans opposer la rédaction de l'article, on ne crut pas devoir rejeter cette cause.

Les auteurs du projet ont reconnu, dans le discours préliminaire, que l'allégation d'incapacité d'honneur et de caractère pouvait cacher des causes très-réelles, dont la discussion publique serait la honte des familles, et devraient au contraire pour la servir. Ils n'ont pu ajouter encore que l'allégation d'incapacité d'honneur et de caractère pouvait cacher de grands crimes d'un époux envers l'autre, et qu'il serait affreux de ne pouvoir briser le joug qu'en envoyant le coupable à l'échafaud.

L'article 27 du projet arrête toujours, dans ce cas, l'action d'un époux qui se respecte. Le divorce, dit-on, n'est poursuivi que par la loi civile, sans préjudice de l'action criminelle intentée d'office par le ministère public. Il est aussi à l'instruction de la demande en divorce jusqu'à près le jugement de l'arrondissement ; et sur la représentation du jugement qui condamne ou qui absout, le divorce est admis ou rejeté.

Ainsi l'époux à la vie duquel l'autre époux avait été tenu ne pourrait obtenir son divorce qu'en le condamnant à l'échafaud ! Si la nature l'avait doué d'une grandeur d'âme peu commune, il préférerait exposer ses jours, en gardant le silence, pour sauver ceux du coupable. Sans doute quelques époux se trouveront peu disposés à de si grands sacrifices ; mais ce ne sont pas

ceux qui méritent le plus la protection de la loi.

Laissez donc l'incapacité d'honneur et de caractère parmi les causes de divorce ; mais prenons des mesures telles que l'un des époux ne puisse pas en abuser.

Deux considérations ont déterminé les rédacteurs du Code à rejeter cette cause : il n'est pas en elle que l'absence de tout motif raisonnable... elle n'est pas susceptible d'une preuve rigoureuse et légale.

La première de ces considérations serait très-grave si l'on consentait à prononcer le divorce sur la simple allégation d'un des époux. Ce n'est pas la ce qu'on propose ; et la loi peut introduire des époux et des formalités telles que le magistrat soit assuré qu'il ne cède pas au caprice d'un seul, mais que la réalité de la cause soit reconnue de l'un et de l'autre.

On dira peut-être qu'en l'absence d'une cause réelle, ils s'accorderont pour reconnaître l'incapacité d'honneur. Mais si l'on suppose un concert entre les deux époux, il n'y a plus de possibilité pour empêcher le divorce. Une longue expérience n'apprend qu'il existait des causes du moment où ils vaudraient qu'il en existât ; et il n'y aurait que l'abolition du divorce pour prévenir l'effet de ces concertations des deux volontés.

Le Code tire de ce que l'incapacité d'honneur n'est pas susceptible d'une preuve rigoureuse et légale, mais pas plus que le précédent doit entraîner la suppression de cette cause de divorce. Cette incapacité est une cause susceptible de preuve que la conduite habituelle d'un des époux, qui rend à l'autre la vie commune insupportable. Les auteurs du projet adoptent cependant cette dernière cause, sans être effrayés de la considération qu'elle n'est pas susceptible d'une preuve rigoureuse et légale.

La conduite habituelle se compose d'une foule de faits isolés, comme l'incapacité se manifeste par une foule de circonstances particulières. L'un et l'autre de ces deux motifs impose un examen et une vérification de la part de magistrats éclairés et probes. Il faut que les deux époux comparassent devant eux en présence. Le projet n'a pas pris assez de mesures pour forcer cette comparaison. Si l'un des époux est malade, l'assemblée doit se tenir chez lui ; s'il refuse de comparaître sans cause légitime, il doit y être contraint par des forces armées, par la saisie de tous ses revenus, par l'appéhension de sa personne. Quand les deux époux seront en présence des magistrats, il faudra bien qu'ils s'expliquent ; et l'on n'aura plus à craindre de céder à la faiblesse d'un seul, en adoptant le motif d'incapacité.

Après avoir examiné les causes de divorce qu'on a supprimées dans le projet, il reste à s'expliquer sur celles qui ont été admises.

On trouve dans l'énumération de ces causes l'abandonnement du mari par la femme, ou de la femme par le mari ;

L'adultère de la femme, accompagné d'un scandale public, ou prouvé par des écrits émanés d'elle.

Sans doute l'abandonnement de la part d'un des conjoints est une cause très-légitime de divorce. On a déjà eu l'occasion de remarquer que le projet de Code établissait qu'il ne pouvait pas y avoir d'abandon lorsque l'absence avait eu, dans le principe, une cause légitime, quelle qu'elle soit la durée ; mais l'absence devait être, suivant les commissaires, une des causes du divorce, cette disposition n'a plus le même inconvénient.

Quant à la cause d'adultère, on ne croit pas

qu'on doive la réduire aux deux cas de scandale public ou de la preuve par écrits émanés de la femme. Un mari rendra chrz lui avec deux ou trois amis; il surprend sa femme en adultère; il ne pourra donc pas demander le divorce, parce qu'il n'y aura pas de scandale public, ni d'écrit? Cette restriction ne paraît pas devoir subsister, et l'on ne voit pas quel est le motif sérieux qui pourrait la justifier.

On propose, d'après les réflexions qui précèdent, une nouvelle rédaction de ce chapitre.

## TITRE VI.

### Du divorce.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### DES CAUSES DE DIVORCE.

Le lien du mariage ne peut être rompu par le divorce que pour les causes autorisées par la loi, et dans les formes qu'elle prescrit.

Ces causes sont :

L'absence d'un époux à la vie de l'autre;  
Les sévices et mauvais traitements, et la conduite habituelle d'un des époux envers l'autre, qui rend à celui-ci la vie commune insupportable;  
L'incompatibilité absolue d'un mari ou d'une femme;

La diffamation publique;

La condamnation d'un des époux à des peines afflictives ou infamantes;

L'abolition du mariage par la femme, ou de la femme par le mari;

L'absence d'un des époux pendant cinq ans révolus, sans qu'il ait donné de nouvelles;

L'adultère de la femme; celui du mari qui tient au concubinage dans la maison commune.

Le chapitre II du titre a pour objet les formes du divorce.

Il est superflu de dire que le divorce doit être demandé, instruit et prononcé en connaissance de cause, en justice; qu'il ne peut être porté devant des arbitres; que le divorce volontaire est prohibé.

Tout cela se trouve dans l'article qui doit sur le divorce ne peut être prononcé pour des causes autorisées par la loi et dans les formes qu'elle prescrit. On peut donc supprimer l'article 4, formant le premier de ce chapitre.

Les articles suivants, jusqu'au 11\*, établiront un préalable à l'introduction de l'instance. L'époux qui demande le divorce doit obtenir du président du tribunal une permission de citer l'autre époux; et cette permission ne s'accorde que par une comparution des parties ou par une personne.

On ne peut en effet prendre trop de précautions pour prévenir les artus indécents en divorce. Mais si les dispositions de ces articles sont suffisantes pour les cas ordinaires, elles ne le seraient pas pour les demandes sur l'incompatibilité prétendue d'un mari et d'une femme. Au moment de cette cause, il faut en prévenir les abus autant qu'il est possible. On pense donc que, dans ce cas, le défendeur au divorce doit être tenu de comparaître en personne devant le magistrat. S'il est dans un état d'infirmité qui ne lui permette pas de se transporter, l'assemblée doit être tenue chez lui. S'il fait défaut sans cause légitime, le magistrat doit lui infliger une amende proportionnée à ses facultés. S'il fait défaut pour la seconde fois, l'absence doit être double. Au troisième défaut, tous ses biens doivent être saisis, et le magistrat est autorisé à faire saisir sa personne partout où il peut se trouver.

C'est surtout dans ces comparutions et ces ex-

plémentations en personne qu'un magistrat intelligent découvrira les intentions et pénétrera le fond du caractère des parties. Il doit lui être permis de renouveler cette épreuve jusqu'à trois fois, et dans une dernière fois que les mouvements violents de l'un ou l'autre époux puissent s'adoucir et se calmer.

Le procès-verbal de ce qui se passera sera communiqué au commissaire du gouvernement; et après l'avoir entendu, le tribunal accordera ou refusera la permission de faire la demande en divorce.

On pourrait en conséquence insérer les articles suivants après l'article 10 :

Lorsque la demande en divorce sera fondée sur l'incompatibilité d'un mari et d'une femme, l'époux défendeur sera tenu de comparaître en personne aux jour et heure indiqués par le magistrat.

S'il justifie de l'impossibilité de se transporter au tribunal, le juge se rendra chez lui assisté du son greffier, et l'époux demandeur sera tenu de s'y rendre.

Si la citation est faite et l'autre dans une habitation séparée et hors d'état de se présenter, il sera assigné à la fin de l'assemblée jusqu'au rétablissement de l'un des deux.

Si le défendeur ne comparait pas, et s'il ne justifie pas d'une excuse légitime, le juge prononcera contre lui une amende proportionnée à ses facultés, sans qu'elle puisse être au-dessous de trente francs, et ordonnera qu'il soit assigné.

Si le défendeur ne se présente pas sur la seconde citation, l'amende prononcée contre lui sera double de la première.

S'il fait défaut sur la troisième citation, le juge ordonnera que tous ses biens soient séquestrés et mis sous la main de la justice, jusqu'à ce qu'il ait comparu, et décrètera contre lui un mandat d'arrêt.

Lorsque les deux époux auront comparu et seront en présence, le juge, après avoir fait les observations qu'il jugera convenables, recevra les déclarations du demandeur et les réponses du défendeur; il leur demandera les explications et leur fera les interpellations qu'il croira nécessaires; il sera du tout dressé procès-verbal.

Le juge pourra ordonner une seconde, même une troisième comparution en personne, à tel intervalle qu'il déterminera, sans néanmoins qu'il puisse s'écouler plus d'un mois entre chacune de ces assemblées.

Les procès-verbaux seront communiqués au commissaire, et le tribunal, après l'avoir entendu, accordera ou refusera la permission de citer le défendeur, sans qu'il puisse, dans ce cas, la suspendre.

Les articles suivants, jusqu'au 32\*, dans le projet, règlent le mode d'instruction de la demande. On n'a pas d'observations à proposer; on décrètera seulement que, dans le cas de la demande pour incompatibilité, les époux fussent toujours tenus de comparaître en personne au tribunal, à moins qu'ils ne justifient d'une impossibilité absolue, et que le tribunal pût, s'il le jugeait convenable, différer l'instruction et le jugement jusqu'à la comparution.

Les articles 32, jusqu'au compris 38, qui pour objet les mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce.

L'article 32 accorde l'administration provisoire des enfants au mari, soit qu'il soit demandeur, soit qu'il soit défendeur. Point de difficulté quand l'époux est demandeur. Mais doit-on lui accorder



cette administration dans tous les cas où il se trouve défendeur, et pour quelque cause que le divorce soit demandé? Si d'aurait-on pas laissé au tribunal, lorsqu'il prononce s'il y a lieu ou non de faire la demande, la faculté d'accorder ou de refuser au mari cette administration provisoire?

L'article 33 suppose le cas où la femme qui demande le divorce a quitté ou déclare vouloir quitter le domicile du mari; le tribunal indique le maison où elle résidera.

On ne conçoit pas comment la femme demandant le divorce pourrait continuer de résider avec son mari; et il semble que, sur la proposition de la requête de la femme, le président devrait toujours lui intimer la maison où elle serait tenue de se retirer.

Les articles 34, 35 et 37 sont relatifs à l'apposition des scellés, que la femme peut requérir pour la conservation de ses droits, même dans le cas où le tribunal suspend l'admission de la demande en divorce. Si la femme pouvait requérir cette apposition, il faudrait du moins qu'elle ne pût être ordonnée qu'à grand renseignement du cause, et lorsqu'il serait bien sensible que la dot et les reprises sont en danger. Combien de citoyens dont la fortune serait détruite par cette mesure indiscrètement exercée! C'est surtout dans l'état commercial qu'elle pourrait opérer des révolutions aussi intenses à la femme elle-même qu'à son mari.

Les auteurs du projet l'ont tellement senti que, dans l'article 37, ils établissent que la maintenue des scellés est toujours accordée dans certains cas; et dans l'énumération on trouve enfin : *si le mari présente une sûreté suffisante dans ses membres personnels.* Mais on l'ou peut demander où sont les *membres personnels* d'un mari encombrant à son épouse? Comment trouver une sûreté dans des membres qui peuvent disparaître d'un moment à l'autre, et sur lesquels on ne saurait avoir un droit de suite? Si l'on suppose une sûreté dans ces membres, ce n'est pas réellement la maintenue des scellés que cette sûreté doit opérer, elle doit en empêcher l'apposition.

On lit, dans le même article, qu'à compter du jour de la demande en divorce, le mari ne peut plus contracter aucune dette à la charge de la communauté, ni disposer des immeubles qui la composent, et que toute aliénation qu'il en fait est nulle. Mais on demandera si le mari, qui ne peut plus contracter de dettes à la charge de la communauté, bénéficiera cependant pour elle? s'il est possible d'événement qu'il n'en contracte? Et où sont les moyens de rendre la demande en divorce tellement publique, que les acquéreurs des biens immeubles soient avertis dans que manière soit, sans laquelle on ne peut pas déclarer nulle l'occupation qu'ils ont faite?

La commission estime donc, et l'on veut parler du droit de la femme de requérir l'apposition des scellés, qu'il suffirait de deux articles.

Pour le premier, on dirait que l'apposition ne peut être ordonnée que sur de violentes présomptions que la dot et les reprises de la femme sont en péril;

Pour le second, il serait dit que la maintenue sera toujours faite lorsque le mari renoncera qu'il soit procédé à un inventaire, ou qu'il offrira caution suffisante des droits appartenant de la femme.

Quant aux défenses de contracter des dettes à la charge de la communauté, ni de disposer des immeubles qui la composent, à compter du jour de la demande en divorce, on pense que cet ar-

ticle pourrait être supprimé, ce qui n'empêcherait pas la femme de poursuivre, quand il y aura lieu, la nullité de ce qui aurait été fait de contraire, et en fraude par le mari.

Le chapitre III traite des fins de non-recevoir contre l'action en divorce.

L'article 12 établit en principe que la réconciliation est présumée de droit, et la femme est devenue réconciliée depuis la demande en divorce.

Point de doute, lorsque l'acte de la femme qui poursuit le divorce, mais lorsque c'est le mari qui est demandeur, d'un danger au si absolument à la femme un moyen de faire tomber la demande du mari? La femme n'a-t-elle pas souvent un intérêt très-grand à se procurer une fin de non-recevoir, qui prévient la déchéance dont elle est menacée, de tous les avantages qui lui sont assurés par son contrat de mariage?

Quand c'est elle qui poursuit, la fin de non-recevoir est toujours de son fait, et elle ne peut pas s'en plaindre; mais lorsque la demande est formée contre elle, est-il juste de la laisser maîtresse absolue de se créer une fin de non-recevoir, par un moyen qu'elle n'aurait souvent que trop de penchant à employer?

La commission estime que l'article doit être restreint au cas où la femme poursuit, le divorce mais que dans le cas où le divorce est demandé contre elle, il est peu convenable d'annoncer si hautement qu'on la débarrasse même du soin de donner l'honneur et le roman de sa grossesse. Si c'est le mari qui en est l'auteur, il est peu présomptueux qu'il conteste la réconciliation. S'il la contestait, il existerait certainement des preuves d'un rapprochement quelconque entre les deux époux. Il n'est pas pu se voir sans que quelques personnes en aient été instruites; la fin de non-recevoir serait admise ou repoussée suivant les circonstances. Mais lorsque la femme ne demeure pas avec le mari, lorsqu'il est notoire qu'ils ne se sont pas vus, quel-on tirerait contre le mari une fin de non-recevoir d'un fait que tout annonce lui être étranger, et qui n'est, de la part de la femme, qu'un délit de plus?

On ne propose aucune observation sur le dernier chapitre de ce titre.

## TITRE VII

### De la paternité et de la filiation.

Les auteurs du projet examinent, dans ce premier chapitre, quels sont les enfants qu'on peut appeler légitimes ou nés dans le mariage; ils déterminent, dans un second chapitre, les preuves de filiation; ils traitent, dans un troisième, des enfants nés hors mariage.

#### CHAPITRE PREMIER.

##### DES ENFANTS LÉGITIMES OU NÉS DANS LE MARIAGE.

L'article 1<sup>er</sup> de ce chapitre, qui est le deuxième du titre entier, pose d'abord la règle fondamentale de cette matière. « L'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari. »

Et l'on ajoute avec beaucoup de raison : « La loi n'admet point l'exception d'adultère de la femme, ni l'allégation de l'impuissance naturelle ou accidentelle du mari. »

Les rédacteurs ne reconnaissent pour cause capable de faire cesser la présomption de paternité résultant du mariage, que l'éloignement des époux, et un éloignement tel qu'il y ait impossibilité physique de cohabitation.

Une loi romaine soulevait celle, et que nous

avons toujours admis, avait proscrié absolument l'exception tirée de l'indolence de la femme.

Les législateurs, au contraire, admettaient l'illégalité de l'impuissance du mari, ou perpétuelle, ou momentanée, résultant d'une maladie; et, en ce point, notre jurisprudence avait également pris pour guide leurs décisions.

Ils admettaient non-seulement l'impossibilité physique produite par l'éloignement des corps, mais l'impossibilité morale causée par l'éloignement des esprits; et ce dernier moyen, quoique moins bien accueilli parmi nous, avait néanmoins été adopté dans des circonstances qui paraissent irréconciliables.

Les rédacteurs ont fait moins basse sur tout cela, et ils ont bien fait; c'est un véritable service rendu au public; la société y gagnera en voyant tarir la source d'une multitude de procès presque toujours scandaleux.

Après avoir ainsi défini l'enfant légitime, celui qui est conçu pendant le mariage, et avoir affirmé la répression de toutes les exceptions qui la défigureraient, on examine ce que c'est qu'un enfant conçu pendant le mariage, ce qui conduit à décider la grande question des naissances présumées et des naissances tardives.

Suivant l'article 3, « l'enfant né avant le cent quatre-vingt-sixième jour du mariage n'est dit être né de six mois six jours depuis la célébration » n'est plus présumé l'enfant du mariage. »

Il est en ce point, ajoute l'article 4, de l'enfant né deux cent quatre-vingt jours ou neuf mois onze jours après la dissolution du mariage. »

Les rédacteurs, en cette partie, se sont encore écartés du droit romain, qui nous servait de règle.

Que les tribunaux déclarent au mariage l'enfant né le cent quatre-vingt-dixième jour, ou après six mois deux jours (liv. VII, § II, C. de *usu et legiti. heredi.*).

Que autre loi le reconnaissait pour légitime s'il était né dans tout le cours du dixième mois après la dissolution du mariage (liv. 3, § XI, C. de *usu et legiti. heredi.*); et même une nouvelle loi, conformément à un édit de l'empereur *Adrien*, va jusqu'à admettre la légitimité de l'enfant né dans le onzième mois après la mort du mari (nov. 39, c. III). Notre jurisprudence avait été beaucoup plus loin. Et si à l'exemple d'un enfant déclaré légitime treize mois après la mort du père; ce qui dépendait toujours des circonstances et surtout de l'idée que les juges s'étaient formée des mœurs de la mère, de sa conduite irréprochable et de la bonne réputation dont elle jouissait dans le public.

Les rédacteurs ont également fait d'établir sur ce point une règle fixe, indépendante de toutes les opinions; et les femmes les plus honnêtes n'ont point à se plaindre ici de la loi romaine leur étant injurieuse, parce que la loi ne juge personne en particulier, mais consacre seulement une présomption générale et abstraite, nécessaire au repos de la société.

Reste à savoir sur quel les rédacteurs se sont déterminés à assigner aux naissances hâtives ou tardives des limites précises, autres que celles que les lois romaines et l'usage basé sur ces lois avaient indiquées. Nous devons croire qu'ils ont consulté les gens de l'art et ce qu'il y a d'apprendre les observations récentes les plus sûres et les plus autorisées ne connaissant pas leurs raisons, nous ne pouvons les juger.

Le principe relatif aux naissances tardives est absolu et se refuse à toute exception, mais le

principe parallèle, concernant les naissances prématurées, en admet plusieurs, l'enfant né au commencement du mariage ayant pu être conçu auparavant, et de ces naissances même de celui qui ensuite est devenu mari. Ces exceptions sont réglées par les articles 6, 7, 8 et 9.

La jurisprudence admettait pareillement, pour première exception, la preuve des familiarités du mari, antérieures au mariage, avec la personne qu'il a depuis épousée. Les rédacteurs ont écarté cette exception, conformément au système très- sage adopté par les lois actuelles et maintenu ce principe par l'article 25, qui n'admet point la recherche de paternité sans aveu. Ils se réduisent aux exceptions qui renferment un aveu, ou exprès ou tacite, du mari.

Ainsi, suivant l'article 6, le mari ne peut désavouer l'enfant s'il est prouvé, par des écrits du mari lui-même, qu'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage. On doit supposer, en ce cas, qu'il est le père, n'étant pas présumable qu'il ait épousé solemnellement une fille grosse d'un autre d'autrui. Mais l'article écarte avec raison qu'il faudra que le mari soit prouvé par des écrits émanés du mari lui-même, tels que ses lettres, par exemple, après l'événement de la preuve par serment, et de ramener toujours la question à l'aveu du père.

L'article 7 déclare que le mari ne peut pas non plus désavouer l'enfant si, étant sur les lieux à l'époque de la naissance de l'enfant, il n'a pas révoqué dans les six mois, ou si, en son absence, il n'a pas révoqué dans les huit mois après son retour. Il semble qu'on aurait pu s'arrêter un peu de dernier délai.

L'article ajoute qu'il pourra néanmoins réclamer après ces délais, toutes les fois qu'il justifiera qu'on lui a dérobé la connaissance de l'accouchement de la femme et l'existence de l'enfant. Il faudrait dire dans quel terme il pourra réclamer, en ce cas, après les délais; ou plutôt il faudrait déclarer que les délais ci-dessus indiqués pour réclamer ne courent contre le mari qu'à compter du jour où l'accouchement de la femme et l'existence de l'enfant lui seront connus.

Si le silence du mari, présent ou de retour sur les lieux, suffit pour le rendre non recevable à désavouer l'enfant, à plus forte raison son désaveu serait-il inadmissible s'il avait assisté à l'acte de naissance, et que cet acte fût signé de lui, ou constaté sa déclaration qu'il ne sait pas signer. C'est ce que porte le même article; mais il semble qu'il devrait ajouter une exception : à moins que le mari présent à l'acte ne désavoue par cet acte même, ou ne se réserve de désavouer. Il est possible, en effet, qu'il ne se rende présent à l'acte que pour effectuer ou annoncer le désaveu, et empêcher que l'état de l'enfant n'acquiesce, par ce titre, un commencement d'existence. Alors, comment pourrait-on le lui opposer?

L'article 8 offre une présomption qui rendra ces désaveux extrêmement rares. « Tout acte extrajudiciaire, contenant le désaveu de la part du mari, est inutile aux termes de cet article » s'il n'est suivi d'une action en justice, dirigée contre « un tuteur ad hoc donné à l'enfant. »

L'article 9 ajoute néanmoins que « si le mari est déclaré sans avoir fait le désaveu, mais ayant encore la faculté de le faire, aux termes de l'art. 7, la légitimité de l'enfant peut être contestée par tous ceux qui y ont intérêt. »

Il est clair que peu de mères voudront affronter l'éclat d'une pareille action, et que beaucoup préféreront garder le silence, par ménagement

pour une femme dont, malgré sa faule, ils ne croiront pas devoir se séparer, par amour pour la paix, et par le crainte de s'exposer à la risée du public. Ne semble-t-il point que par là on refuse d'une main au mari la faveur ou plutôt la justice qu'on lui accorde de l'autre ?

Néanmoins cette disposition paraît sage et nécessaire à conserver; il serait trop dangereux d'interdire au temps fort long, et peut-être la fin du mariage, pour agiter la question de l'état de l'enfant, au risque du dépensement des preuves. Nous opinons donc pour le maintien de l'article, malgré sa rigueur; et nous désirons seulement, pour le rendre plus utile, qu'on manque prévoir le cas dans lequel le débat devra être suivi de l'action en justice. Intrinsèquement cette nécessité pourrait devenir illusoire par rapport à l'effet qu'on en attend.

L'art 10 rappelle la légitimation par mariage subséquent, réglée dans une autre partie du Code.

Tout ce chapitre, en général, nous a paru bien fait, bien lié dans ses dispositions, et avec de très-légers amendements, on peut lui donner toute la perfection dont il est susceptible.

## CHAPITRE II.

### DES PREUVES DE FILIATION.

Ce second chapitre est également rédigé dans les principes de la plus saine jurisprudence, qu'on a cherché seulement à améliorer.

Les principales innovations qu'il contient se réduisent à deux.

L'une est relative à la preuve par témoins, que l'on n'admet, en matière d'état, qu'autant qu'il y a commencement de preuve par écrit.

On a toujours pensé qu'une preuve si dangereuse ne doit pas être légèrement admise dans une pareille matière, qui intéresse de si près le repos des familles et le bon ordre de la société. On tenait donc que, pour être admis à prouver l'état par voie d'enquête, il fallait présenter à la justice des indices violents, des présomptions graves, un commencement de preuves capables de la déterminer. Mais fallait-il que ce commencement de preuves résultât d'écrits ? La loi romaine de le disait pas; l'ordonnance de 1667 ne l'avait point exigé; et tous les magistrats qui, dans le dernier siècle, ont rempli avec le plus de distinction les fonctions du ministère public, d'Aguseau, Giffert, et autres, ont cru que, dans le silence des lois positives, on ne pouvait imposer un pareil joug au plaideant.

Les rédacteurs ont été plus sévères, et ils ont voulu que, dans tous les cas, avec quelque apparence de probabilités et d'indices que présentent devant les tribunaux, celui qui demandait à faire preuve, il ne fût point écouté tant qu'il ne rapporterait pas un commencement de preuve par écrit. On ne peut qu'applaudir à cette mesure. Elle écartera quelques réclamations postes; mais elle servira à en empêcher un bien plus grand nombre que n'auraient pas été fondées, et tournera au profit de la tranquillité générale : le bien public doit l'emporter sur le bien particulier.

Une autre innovation non moins remarquable est celle relative à la plainte en suppression d'état. Antérieurement le réclamant qui avait besoin de la preuve testimoniale pour constater son état, et qui sentait qu'il n'y aurait pas admis, parce qu'il n'avait en sa faveur ni commencement de preuve par écrit, ni ces présomptions fortes que l'on exigeait pour l'admettre à faire preuve, rendait plainte au criminel en suppression d'état, et, en vertu de la permission d'informer, faisait

entendre ses témoins, après quoi il revenait demander au civil qu'on le maintint dans l'état dont son information offrait la preuve. On l'éconduisait lorsqu'on voyait clairement que cette conduite n'était qu'un détour pour se procurer par la voie criminelle une preuve qu'on s'eût pas obtenue par la voie civile; mais souvent on l'admettait d'après des distinctions où il entraient beaucoup d'arbitraire; et, au surplus, l'information, même déclarée nulle, qui subsistait toujours comme mémoire, avait l'effet inévitable d'influencer les juges auxquels était dévolue la connaissance du procès civil. Les rédacteurs ont cru à cet inconvénient, ou plutôt que l'action, même criminelle, en suppression d'état, ne serait point admise sans un commencement de preuve par écrit. C'est encore une précaution qu'on ne peut qu'approuver.

Mais on se voit peut-être, en pareil cas, l'action criminelle est réservée uniquement à la partie publique, et interdite au particulier réclamant, que l'on réduit à se pourvoir par action civile. Cette disposition paraît injuste. Le réclamant a intérêt à exercer son action par lui-même, à la diriger, à l'accélérer, puisqu'elle suspend toute poursuite au civil, et à un point décisif, en cette partie, d'un fonctionnaire qui a sans doute la confiance de la loi, mais qui peut ne pas avoir et auquel il n'est pas obligé de donner la sienne.

Il ne doit romain, et selon les véritables principes, tant de loi donne essentiellement lieu à une action publique ou profit de la société, et à une action privée ou civile en faveur de celui qui a souffert le dommage, l'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique (Code des délits et des peines, articles 4 et suivants jusqu'au 8). Pourquoi le crime de suppression d'état ferait-il seule exception à la règle générale, en n'admettant pas cette concurrence de l'action civile ou privée avec l'action publique ?

Enfin, dès qu'on demande que l'action criminelle n'est pas recevable en cette matière, de la part même du fonctionnaire public, sans un commencement de preuve par écrit, on n'aperçoit pas quelle a pu être la raison d'ignorer cette poursuite au réclamant. Une ce soit lui ou la partie publique qui rende plainte, le commencement de preuve écrite sera toujours exigé comme une condition nécessaire. De part et d'autre, un moyen de ce préalable, l'action ne peut être sujette à abus.

Nous croyons donc que le réclamant doit être conservé, à cet égard, dans la plénitude de ses droits, excepté, comme de raison, le cas où l'action procédait au rétractant contre les auteurs de ses jours. Lorsqu'ils sont morts, ou que le crime de suppression d'état leur est étranger, il n'y a nul sujet de gêner sa liberté.

Comme ce chapitre est très-important, nous croyons ne pas devoir négliger quelques observations de détail qui pourront servir à la perfection.

L'article 11 indique le registre comme la preuve directe et ordinaire de filiation.

À défaut du registre, la possession d'état est admise par l'article 12; et, à défaut de possession d'état, la preuve par témoins, s'il y a un commencement de preuve par écrit.

Après quoi l'art. 13 ajoute : « Il en est de même si l'enfant s'est lavé sous de faux noms de père et de mère ».

On ne voit pas bien à quoi se rapporte ce mot

de mère, si c'est uniquement à la dernière disposition de l'enfant précédent, relative à la preuve par témoins ou en même temps à la preuve, qui concerne la possession d'état; en sorte qu'on ait voulu dire que l'enfant qui ne peut s'aider du registre, quoique inscrit sur celui-ci, parce qu'il y est sous de faux noms de père et de mère, à la faculté d'employer subordonnellement le témoignage de la possession d'état, ou de la preuve par témoins, ou qu'on ait voulu dire, comme il est probable, qu'il pouvait user seulement du dernier. Cette équivoque aurait besoin d'être levée. L'article a un autre défaut. On y parle de l'enfant inscrit sous de faux noms de père et de mère. Mais il y en a d'autres, en très-grande quantité, pour qui le registre est encoché plus haut et inutile, quoique leur nom s'y trouve, parce qu'ils y sont inscrits comme enfants de père et mère légitimes. Il fallait les exprimer.

L'article 14 décide que « l'enfant exposé, abandonné, ou dont l'état a été supprimé, n'est admis à réclamer l'état d'enfant ni en mariage; que lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, et qu'il peut employer comme tel le registre civil, qui constate la naissance d'un enfant conçu durant le mariage, et dont la décès n'est point prouvé. »

Cet article, dans la première partie, n'est qu'une répétition inutile de la règle générale, suffisamment exprimée par les articles précédents; et la seconde est une anticipation sur l'article 15, dans lequel on explique ce que n'est qu'un commencement de preuve par écrit.

Il semble que tous ces articles seraient mieux compris de la manière suivante.

Art. 11. La filiation se prouve par l'extract du registre civil des naissances.

Art. 12. Si les registres civils sont perdus, ou s'il n'en a pas été tenu, la possession constante de l'état d'enfant ni en mariage suffit.

Art. 13. A défaut de possession constante de tel état, la preuve de la filiation peut se faire par témoins, s'il y a un commencement de preuve par écrit.

Il en est de même si l'enfant a été inscrit sous de faux noms de père et de mère, ou comme né de père et mère légitimes.

L'enfant exposé, abandonné et dont l'état a été supprimé, peut employer, comme commencement de preuve par écrit, le registre civil qui constate la naissance d'un enfant conçu durant le mariage, et dont la décès n'est point prouvé.

L'article 14 énonce les faits lesquels résulte la possession d'état; ils sont de trois espèces et consistent en ce que les juristes ont appelé *monstrum*, *tractatus*, *fama*, c'est-à-dire le nom du père porté par l'individu, son éducation et son instruction, tel qu'il convient à un fils, sa reconnaissance par la société et par la famille.

L'article dit, à l'égard de la reconnaissance par la famille, que « le concours de cette dernière circonstance n'est pas toujours indispensablement nécessaire. »

L'observation nous paraît vraie, mais trop limitée, et nous croyons qu'elle doit s'étendre à la plupart des autres circonstances qui ont précédé.

Il est possible, en effet, qu'un enfant qui a toujours porté le nom du père, que le père a toujours traité, qu'il a élevé et même établi comme tel, qui a été reconnu pour tel par la société, soit néanmoins méconnu par sa famille, qui, par des raisons d'intérêt, ou autres semblables, ne voudrait pas le laisser jouir de l'état légitime.

Mais ne peut-il pas arriver, par des raisons dil-

férentes, que l'enfant ayant toujours porté le nom qui lui appartient, ayant été traité comme tel par le père, et reconnu pour tel par la famille, au moins par les parents les plus proches, soit cependant inconnu sous cette qualité aux autres parents, et que son état soit un mystère aux yeux de la société?

Ne peut-il pas arriver qu'un enfant porte le nom d'un tel, soit reconnu généralement pour son fils et par la société et par la famille, tandis que le père seul, qui aura conçu pour lui une injustice avec son, étant persuadé fausement qu'il est le fruit de la débauche, refusera de le traiter comme son fils?

Il nous semble que, dans tous ces cas, la légitimité de l'enfant ne souffrirait pas plus de difficulté que lorsqu'il lui manque simplement la reconnaissance de la famille.

Nous croyons donc que la réflexion qui termine l'article doit être généralisée, et qu'il faut dire indistinctement, après l'énumération dont il conclut le détail. « Le concours de toutes ces circonstances n'est pas toujours indispensablement nécessaire. »

Il en est de la possession d'état comme de toute autre possession, de celle d'un immeuble, par exemple; elle se maintient par une infinité d'actes de genres différents, mais il n'est pas nécessaire que tous se réunissent, et suffit qu'il s'en rencontre un certain nombre, et d'un caractère assez marqué, pour ne laisser aucun doute sur la vérité et la légitimité de la possession. C'est aux juges sous l'un et l'autre rapport, à en apprécier la suffisance.

L'article 22 décide que l'union ou réclamation d'état ne peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclaté, auparavant qu'il est décédé mineur ou dans les cinq années après la tutelle. A plus forte raison faut-il décider qu'on ne peut point attaquer l'état d'un enfant, après son décès, lorsqu'il est mort en bonne et paisible possession de l'état d'enfant légitime; et cela demandant au article à part.

#### CHAPITRE III.

##### DES ESPRITS NÉS D'UN MARIAGE.

L'article 25 adopte le principe qu'une saine philosophie avait déjà proclamé par le décret du 12 brumaire an XII, relatif aux droits d'enfants nés hors du mariage; « La loi n'admet pas la recherche de la paternité ni au père, ni au fils. » Ainsi, la simple déclaration d'une fille devenue grosse ne suffit plus pour qu'un homme soit condamné, par provision, à se marier de son enfant; à cette même déclaration, aidée de quelques indices de l'authenticité pour qu'il en soit déclaré définitivement le père, il l'aurait, avant la loi, que le principe père unique. Seulement on aurait dû spécifier les actes d'où résulte cet aveu.

L'article 26 établit au contraire, et en cela il rappelle le décret du 12 brumaire an XII, que « l'enfant méconnu par sa mère à la faculté de prouver contre elle sa filiation, » qui est véritablement un fait susceptible de preuve, d'une preuve rigoureuse, et non simple présomption ou indice, comme le fait de la paternité.

Le même article ajoute seulement, avec raison, que le réclamant ne sera point admis à la preuve testimoniale s'il n'a un commencement de preuve par écrit, ou une possession constante de la qualité de fils naturel de la mère qu'il réclame.

Ces deux articles sont bons; néanmoins le 25<sup>e</sup> nous paraît mieux rédigé de la manière suivante :

« La loi n'admet point la recherche de la paternité non avouée.

« L'aveu résulte, ou d'un reconnaissance en son nom, ou d'un aveu fait dans le registre de l'état civil, ou d'un autre acte public ou privé, « même du lit, par lequel il se reconnaît père de l'enfant.

L'article 27 porte que « l'ont reconnaissance « du père seul, non aveu par la mère, est nul « ont effet, tant à l'égard du père que de la « mère. » Et l'on est tenté la raison, c'est qu'en pareil cas, la reconnaissance du père est combattue et même détruite par le non aveu de la mère, en qui l'on doit supposer plus de réputation à méconnaître le fruit né de son sein.

Mais l'article ajoute : « sans préjudice néanmoins de la preuve de la maternité et de ses « effets contre la mère seulement. » On ne voit pas bien ce que l'article a voulu dire par ces derniers mots. A-t-il voulu dire que, dans le cas où la mère rejette de joindre sa reconnaissance à celle de père, on pourrait faire contre elle, mais contre elle seulement, la preuve de la maternité, et qu'alors la reconnaissance du père, mise à cette preuve, aurait son effet à l'égard de tous les deux ? Ou bien a-t-il voulu dire que, dans ce cas, la reconnaissance du père serait toujours impuissante, mais que la maternité pourrait être prouvée et aurait son effet contre la mère seulement ? Il faut avoir que le dernier sens est le plus naturel, et il ne paraît pas le plus rationnable.

L'article « on autre défaut, il dit bien ce qu'il faut penser de la reconnaissance du père lorsqu'elle est dénuée de celle de la mère ; mais si la mère est morte, si elle est absente, si elle est en démission ou incapable par toute autre cause de donner une déclaration, que deviendra la reconnaissance faite du père ? Ne verra-t-elle pas, du moins par rapport à lui ? C'est ce qu'il faut décider les articles 11 et 12 de la loi du 12 brumaire au II ; et il semble que le présent article n'aurait pas dû omettre cette disposition.

Nous proposons de le rédiger ainsi qu'il suit :

Art. 27. L'ont reconnaissance du père, séparée de celle de la mère, ou de la preuve de la maternité, est de nul effet, tant à l'égard du père qu'à l'égard de la mère.

Néanmoins, en cas de prétexte de la mère, la reconnaissance du père suffit pour constater, à l'égard du père, l'état d'enfant naturel.

Il est en même dans le cas où la mère serait absente, par sa reconnaissance, celle du père.

L'article 28 dit que « la reconnaissance du père « et l'aveu de la mère sont valables, à quelque époque que qu'ils aient été faits. » On sentira malin de la différence entre ces mots de reconnaissance et d'aveu dont l'un est approuvé au père, et l'autre à la mère, quoique la reconnaissance ou l'aveu de l'un ait en général autant d'effet que la reconnaissance ou l'aveu de l'autre ; et l'on remarque la même affectation dans l'article 27. Nous proposons, pour éviter les équivoques, de dire dans celui-ci : la reconnaissance du père et celle de la mère.

Le reste de l'article est bon, ainsi que les cinq articles suivants.

L'article 34 est dans un cas singulier, dont il paraît que vous l'espéciez. Un homme enlève une fille ; elle devient grosse de lui ; il l'épouse ensuite, ou ne l'épouse pas. L'enfant naît à une époque qui fait concourir celle de la conception avec la durée du mariage, et indigne clairement de

réviser pour père ; néanmoins celui-ci se refuse de le reconnaître. Puisqu'il ne veut point être père, les rédacteurs ne l'admettent point à se déclarer tel, par respect pour le principe, que la loi n'admet pas la paternité non avouée ; mais comme son refus est injuste, et que le fait, dans ce cas particulier, n'est point douteux, les rédacteurs veulent qu'il puisse être condamné en des dommages et intérêts au profit de l'enfant.

Cet article est équitable ; mais il semblerait plus clair si on l'avait rapproché de l'article 25, dont il est une modification.

Nous croyons ainsi que sa disposition pourrait être étendue au cas de viol.

Nous venons de parcourir ce livre important de la paternité et de la filiation, et nous l'avons émis avec toute l'attention que méritait un projet de loi qui contient les fondements de l'état des hommes.

En finissant, nous ne pouvons nous dispenser d'y remarquer une grande omission qui a frappé beaucoup d'esprits. Les rédacteurs ne disent rien de l'adoption ; ils n'en ont pas même parlé dans leur discours préliminaire.

Est-ce celui de leur part ? on ne peut pas le présumer. On les en a fait indigne d'examen ? ou a-t-on d'en être surpris après que l'adoption a été l'œuvre recommandée aux législateurs par un si grand nombre de personnes auxquelles on ne peut contester des lumières et de la sagesse ; que tant de citoyens ont eu effet adopté ; que la République elle-même a adoptée ; qu'on a décrété le principe de l'adoption et son effet général ; enfin lorsque la France est pleine actuellement d'enfants adoptifs, et qu'il en existe même plusieurs qui, d'après les lois existantes, ont été envoyés provisoirement en possession, sous caution, de la totalité de l'honneur de leur père. Toutes ces raisons et beaucoup d'autres nous paraissent appeler un examen quelconque, et même un sérieux examen.

Tant que les lois du moment ont défendu de donner et de tester, ou ont réduit ce droit à peu près à rien par les bornes étroites où elles l'avaient circonscrit, il a été fort inutile de s'occuper d'adoption ; car comment aurait-on pu faire un enfant adoptif, c'est-à-dire un héritier ou successeur universel, lorsque la loi ne permettait même pas on permettait à peine de faire le moindre donataire ou légataire ?

Aujourd'hui que la faculté de donner et de tester a été rétablie, quoique avec certaines limitations, tant en leur direct que collatérale, par la loi du 4 germinal an VIII, et que les rédacteurs du présent Code, comme nous le verrons en son lieu, proposent encore de l'étendre ; aujourd'hui qu'un homme qui a de la fortune, et qui n'a que des collatéraux éloignés, peut disposer de la totalité de son bien ; que celui même qui a des collatéraux plus proches peut disposer de ses trois quarts ou de moitié ; que le père même peut disposer du quart, approuvant que cette législation existe, on ne voit pas ce qui pourrait empêcher un citoyen de se donner un enfant adoptif, et d'ajouter, en faveur de l'objet de ses libéralités, au nom de donateur ou de légataire, celui de fils.

On a paru craindre que, dans l'état de débilement de nos mœurs, cette institution ne favorisât la licence. Mais les précautions les plus soignées suffisent pour rassurer contre un pareil inconvénient ; et tous ceux qui ont présenté des projets de loi sur l'adoption les ont indiqués. Des personnes mariées ou pourrissent adopter qu'un enfant légalement. Un citoyen ou une

étroitesse ne pourrait adopter qu'une personne de son sexe.

Un homme, a-t-on dit, adoptera ses bâtards. On pourrait demander si c'est un mal. Mais les réductions y ont pourvu en statuant (art. 12 et 13 du titre des donations et testaments) que les bâtards, même simples, ne pourraient rien recevoir de leur père ou mère naturel au delà de ce que la loi leur alloue au naturel.

Le bâtard, quoiqu'adopté, serait soumis à cette loi comme les autres, lorsqu'il serait reconnu pour bâtard. A-t-on voulu dire que le père naturel, au lieu de reconnaître son fils bâtard, l'adopterait comme étranger pour lui faire passer une plus grande partie de ses biens? L'inconvénient serait le même sans adoption, le père naturel, au lieu de reconnaître son fils bâtard en cette qualité, pourrait le faire son légataire ou son donataire universel.

Où a-t-il encore que, dans nos mœurs actuelles, où les pères en général ont tant de peine à contenir leurs enfants dans les bornes du devoir, où tant de fils indignes de ce nom étouffent jusqu'aux sentiments de la nature, ce serait une grande loi de s'ajouter des enfants de son choix à ceux que la nature nous a donnés, au même de suppléer par cette voie à ceux qu'elle nous a refusés? Il semble que c'est là un point qu'il faut laisser à la discrétion de l'homme, mais il n'est en lui ne doit pas se constituer juge. Trop d'abus s'en suivraient pour le malheur de leurs pères; mais il y en a encore, malgré notre dépravation (et l'en ne nous contredira pas cette vérité si consolante pour l'humanité), il y en a beaucoup qui font leur bonheur. Pourquoi enverrait-on cette espèce de félicité, si analogue aux sentiments naturels, à celui qui désire se la procurer, à l'homme sérieux qui, s'étant marié dans l'incertitude légitime d'avoir des enfants, n'en a point eu, ou a eu le malheur de les perdre? La loi ne contraindrait personne. Elle laissera chaque individu maître de suivre ses goûts et ses penchants particuliers. Elle serait dure si elle forçait d'adopter; mais elle est injuste si elle défend de le faire.

Il est à craindre que le grand obstacle qu'oppose parmi nous l'introduction de cette loi facilitative ne vienne par prétextement de ce genre de corruption que l'on envisage, mais d'une autre espèce de démonstration qui n'est pas moins réelle, et qui, à long égard, est infiniment plus dangereuse: nous voulons dire, ce sentiment d'égoïsme qui renferme, qui légitime et étend toutes les autres. On n'admet pas, sans doute, que la loi prévoie et prenne en quelque manière nous à sauvegarde cette vie passagère, éphémère et destructive de tout lien social. Avec cet état système, on trait à lui faire entendre jusqu'aux mariages, que son devoir est d'encourager, de faciliter, et de multiplier par tous les moyens possibles. Loin de nous, et de toutes personnes consultées sur une rédaction de loi, d'aussi funestes idées! C'est à les combattre, c'est à les exclure et à les détruire qu'il s'agit d'opérer, et non à les favoriser.

Quoi qu'il en soit de ces réflexions, auxquelles nous n'avons pu nous refuser, nous estimons que la grande question de l'adoption doit être jugée autrement que par le silence du législateur ou de ceux qui sont chargés de médier la loi. On peut être partagé sur les objets de détail; sur le point de savoir, par exemple, si l'on permettra d'adopter à celui qui a des enfants; sur la qualité de droit des enfants adoptifs et autres sem-

blables. C'est sur quoi l'on pourra trouver des secours dans les différents projets de loi qui ont paru sur cette matière, notamment dans la rédaction du conseil d'ambassade. Mais il paraît peu vraisemblable que la question prise en elle-même éprouve des difficultés, et, en tout cas, nous demandons qu'on l'examine, nous croyons qu'elle mérite, de la part du Conseil d'Etat, la discussion la plus sérieuse et la plus approfondie.

## TITRE VIII.

### DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

Ce titre réunit, sous l'unité de disposition générale, une définition de la puissance paternelle; puis deux chapitres qui traitent des effets de cette puissance, soit sur la personne, soit sur les biens; enfin un troisième chapitre dans lequel il est parlé de la disposition officieuse, avec plus de détail, notamment à l'égard d'exhérédation officieuse, qui existait dans nos lois.

La puissance paternelle est définie, art. 18. «*Le droit fondé sur la nature, et consacré par la loi, qui donne au père et à la mère la surveillance de la personne et l'administration des biens de leurs enfants mineurs et non émancipés par mariage.*»

Il y a dans cette définition plusieurs termes que nous aurons à expliquer.

D'abord, le mot *consacré*. (Fondé sur la nature, et consacré par la loi. *Qui confirme, rend digne.*) Si donc la loi ne lui que *confirme* le droit des pères fondé sur la nature, il faut que ce droit n'acquiesce qu'à des effets qui aient véritablement leur origine et leur fondement dans la loi naturelle. Or peut-on dire cela de deux espèces de droits dont il va être parlé dans les deux chapitres suivants, savoir, en premier lieu, du droit de correction, arbitraire et absolu, donné au père, et, au second lieu, de l'administration avec profit, au de la jouissance qu'un lui accorde du bien de ses enfants? Nous n'y voyons aucun point de vue si ces deux droits doivent subsister; mais, en supposant qu'on les maintienne, l'expression nous paraît incorrecte. Nous proposons de substituer au mot *consacré*, et qui n'est pourtant pas le même: *affirmé*, au lieu de *consacré*. La puissance paternelle est un droit fondé sur la nature et affirmé par la loi. Ce mot ne contredit pas ce qui suit, et, au contraire, il indique l'opération propre de la loi, qui ajoute au pouvoir donné par la nature.

Le second mot que nous trouvons à reprendre dans la définition est celui de *surveillance*, appliqué à la personne. (Un droit qui donne au père la surveillance de la personne). Ce mot ne nous paraît pas assez fort. Il indique uniquement le droit d'inspecter, d'observer, de voir si les choses sont dans l'ordre, et non celui de remédier ou mal par soi-même; droit que la loi accorde au père. Nous proposons à la place le mot de *gouvernement*, qui dit tout, et que nous trouvons dans la loi même, au titre suivant, article 5. (Un droit qui donne au père le gouvernement de la personne).

Une troisième expression que nous trouvons à reprendre dans la définition est celle qui termine l'article. La puissance paternelle, y dit-on, est un droit qui donne au père et à la mère la surveillance de la personne et l'administration des biens de leurs enfants mineurs et non émancipés par mariage. Que signifie cette restriction, par mariage? Si les enfants mineurs ne pouvaient en effet être émancipés que par mariage, cette expression aurait un sens, et elle serait tout au plus

inutile. Mais l'article 106, du titre de la *minorité*, nous apprend que le mineur est émancipé de plein droit, non-seulement quand il se marie, mais lorsqu'il a atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, et quand un emprunteur est émancipé par la loi, acquiesce par la seule force de l'âge, on conçoit qu'il y aura toujours d'autres émancipés que ceux qui le seront par mariage. Qu'a donc voulu dire la définition, lorsqu'elle prétend « que le père de la puissance paternelle sur les émancipés en général, autres que les émancipés par mariage? Comprend-on un mineur émancipé, à qui la loi accorde tout pouvoir de gouverner sa personne et d'administrer ses biens, et qui néanmoins demeure soumis à la puissance paternelle, c'est-à-dire à un pouvoir complet de gouvernement sur sa personne et d'administration sur ses biens? Nous proposons de supprimer les mots *par mariage*, et de rédiger tout l'article ainsi qu'il suit :

La puissance paternelle est un droit fondé sur la nature et alloué par la loi, qui donne au père et à la mère le gouvernement de la personne et l'administration des biens de leurs enfants mineurs et non émancipés.

L'effet de la puissance paternelle sur la personne, qui est l'objet du premier chapitre, consiste dans le droit d'arrêter au père de faire confier, sur la réquisition seule, dans une maison de correction, un enfant dont il ne peut réprimer les écarts; le même droit est accordé à la mère sur l'autorité, mais avec l'autorisation d'un conseil de famille.

Cette mesure suppose qu'il existe réellement des maisons de correction et d'asile à cet effet, ou autorisées par le Gouvernement, dans lesquelles une jeunesse égarée, turbulente, peut, au moyen d'un régime et d'institutions économiées, être mise à portée de mieux se connaître, de commander ses dérèglements, et de rentrer dans les sentiers de la vertu. Il n'y a point actuellement de maisons pareilles, et dès lors le chapitre entier est en ce moment inexécutable; car les auteurs du projet n'ont certainement pas attendu qu'un père dût faire à sa volonté une maison de correction d'une maison quelconque d'une propre maison, par exemple, ou de toute autre qu'il voudrait choisir. Si le chapitre est écarté, il n'est pas douteux que le Gouvernement s'occupera aussitôt de former ou de désigner ces maisons : mais jusqu'à ce qu'elles existent, il sera à craindre qu'on ne veuille revenir à la loi une exécution prématurée qui ne pourrait être qu'illusoire. Et, pour l'empêcher, nous proposons d'ajouter à la fin de l'art. 12, après les mots *dans une maison de correction*, les mots suivants, du nombre de celles établies ou autorisées à cet effet par le Gouvernement, de telle manière il sera sûr que la loi ne sera exécutée qu'après qu'on aura préparé les moyens d'exécution, tels qu'on veut les avoir et qu'il est à propos de les avoir.

Maintenant il s'agit d'examiner si ce grand pouvoir, attribué au père sur la personne de ses enfants, n'est pas excessif. Pour exécuter la détermination, porte l'article 4, le père s'adresse à l'officier de police judiciaire de son domicile, lequel, sur sa simple réquisition, doit délivrer l'ordre d'arrestation nécessaire. Il nous semble que ce droit de faire enfermer, sur sa simple réquisition, passe de beaucoup les bornes de la puissance paternelle.

D'abord, il est rare qu'il faille en venir à cette extrémité, sans que le père ait des torts graves à se reprocher vis-à-vis de l'enfant, soit un défaut

de vigilance qui lui aura fermé les yeux sur ses premiers écarts, soit un laidres qui ne lui aura pas permis de les réprimer, soit peut-être de mauvais exemples qu'il aura toujours données à son fils. Un père, en général, n'a point en soi été la cause de la loi, et, lorsqu'elle doute de sa moralité, comment pourrait-elle lui accorder le droit de faire enfermer son enfant sur sa seule réquisition?

Enfin, ne peut-il pas arriver que le père se préviene contre son fils, et cède aux mouvements d'une colère aveugle? S'il y a des enfants rebelles et impies, n'y a-t-il pas aussi des pères dévotistes? Combien de causes, autres que des torts inapardonnables du fils, peuvent le troubler et le soulever? C'est peut-être un père excoécement exigeant, qui prendra pour une autre grave un manquement très-léger; des discussions d'intérêts, des indignations éphémères viendront à la traverser; le père sera poussé par une juste colère. Et! pourquoi faut-il que, dans une pareille position, le fils soit livré, sans appel, sans défense, sans recours quelconque, aux toits de son rampolement, le père étant tout à la fois juge et partie?

Ce n'est pas la première fois qu'il y ait été question d'accorder aux pères ce pouvoir nécessaire sur leurs enfants, ils l'ont toujours eu, mais à ce moment.

L'Assemblée constituante, par les articles 15 et 16 du titre X de la loi du 16 août 1790 concernant l'organisation judiciaire, défère expressément ce pouvoir au père et à la mère, même à l'aïeul ou au tuteur, qui auront des sujets de mécontentement très-graves sur la conduite d'un enfant ou d'un pupille dont ils ne peuvent plus réprimer les écarts; mais elle veut que la plainte, en ce cas, quel que soit le plaignant, soit portée au tribunal domestique de la famille assemblée qui, après avoir entendu les causes, pourra prononcer l'arrêt de ce lapsus. Encore exige-t-elle (c'est la disposition de l'article 17) que l'arrêt de la famille ou soit exécuté qu'après avoir été présenté au président du tribunal, qui en ordonnera ou relèvera l'exécution, ou en tempèrera les dispositions, après avoir entendu le commissaire du pouvoir exécutif, chargé de vérifier, sans forms judiciaires, les motifs qui auront dérangé la famille.

Avant la Révolution, on obtenait communément, pour ces sortes d'affaires des ordres supérieurs; mais l'ordre ne s'adressait que sur le rapport du magistrat de police, qui était sans apparat ni du tout s'assurer de la réalité des faits, de leur gravité, et faisait faire, pour le constater, une enquête sommaire par un officier de police, commissaire ou inspecteur.

Plus anciennement, nous voyons un arrêt du conseil, du 20 avril 1684, portant règlement pour l'hôpital général de Paris, et relatif de toutes patentes enregistrées le 29 du même mois.

Il porte que « les enfants, soit garçons âgés de vingt-cinq ans, soit filles, des artisans et pauvres habitants de la ville et faubourgs de Paris, lesquels maltraiteront leurs pères ou mères; ceux qui ne voudront pas aller par libertinage ou par paresse, et les filles qui seront été débauchées ou seront en péril évident de l'être, seront enfermés dans les lieux destinés à cet effet; savoir, les garçons dans la maison de Broëre, et les filles dans celle de la Salpêtrière ».

Mais voici la précaution : « Les pères et mères, tuteurs ou curateurs des enfants de famille ».

pourront s'adresser au bureau de l'hôpital général, qui se tient pour la réception des pauvres, où celui qui se trouvera y présider nommera un ou deux des directeurs, pour s'occuper de la répartition des plaintes; et sur le rapport qu'ils en feront au jour auquel on reçoit les pauvres, on leur délivrera un ordre signé de celui qui présidera, et de quatre directeurs, adressé aux officiers desdites maisons, pour y recevoir les enfants lorsqu'ils y seront amenés.

Le même règlement ajoute encore : Lorsque les pères et mères, qui se plaindront de la conduite de leurs enfants, seront surpris en secondes noces, ou seront d'autres défauts d'un second mariage, quoique le père ou la mère desdits enfants nés d'un second mariage soit mort, les directeurs commis pour s'informer de la vérité des plaintes, entendront les pères et proches parents desdits enfants ou des personnes dignes de loi, avant de faire leur rapport. Partout et à toutes les époques, on a senti parmi nous la nécessité de admettre les pères à exercer ce droit redoutable de détention, ne après avoir vérifié leurs sujets de plainte. Voudrait-on que leur pouvoir, limité sous la monarchie, devint illimité sous la République, et que les mineurs seuls ne s'aperçoissent de la révolution que par la perte entière de leur liberté?

Nous ne parlons point de l'ancien droit Romain, qui autorisait les pères à leur leurs enfants, et à les vendre jusqu'à trois fois. On ne prétend pas assurément qu'il doive avoir servi de règle.

Peut-être les réducteurs ont-ils cru qu'un plus grand pouvoir donné aux pères était indispensable à la suite des désordres occasionnés par les temps orageux que nous venons de traverser. Mais, en ce cas, ce qu'il fallait était un règlement de circonstance, une loi transitoire, et non une loi destinée à faire partie du Code civil.

Nous sommes convaincus, en principe, que le pouvoir du père sur la personne de ses enfants ne doit point être absolu; que l'ordre de détention ne doit point lui être accordé sur sa simple réquisition; qu'il a besoin d'être lui-même autorisé par un conseil de famille, et qu'on ne doit faire à cet égard aucune distinction entre le père et la mère.

Pour rendre le conseil de famille vraiment utile, il faut que les parents soient forcés de s'y rendre; autrement le prétendu conseil de famille n'en a plus que le nom et dégénère en un conventicle d'étrangers ou de soi-disant amis, c'est-à-dire de tous ceux qui la partie intéressée croit devoir y appeler. On pourrait autoriser le juge de paix à mander d'urgence ceux qui réinsisteraient d'y comparaître sans cause légitime; l'amende pourrait être de trente francs, comme celle qui n'est pour le jury d'accusation; peut-être conviendrait-il qu'elle fût même plus forte.

L'article 4 porte que l'officier de police judiciaire ne doit délivrer l'ordre d'arrestation qu'après avoir fait souscrire au père une soumission de payer tous les frais et de fournir à l'enfant les aliments convenables; cela est juste; mais, comme le père peut être pauvre, et que néanmoins la République a intérêt que son enfant soit corrigé, il conviendrait qu'en ce cas la République elle-même se chargât tant des frais que des aliments, soit en totalité ou en partie, d'après un certificat d'indigence que le père rapporterait; nous disons en totalité ou en partie; car il ne faudrait pas non plus que le père fût enlever son enfant pour s'en débarrasser, en le mettant à la

charge de la République; il faut que le père seul fasse ce qu'il peut, et que la République supplée à l'insuffisance de ses moyens.

Enfin il convient que le Gouvernement donne la plus grande attention à la bonne tenue des maisons de correction, afin que les enfants qu'on y met soient véritablement amendés, rappelés à la vertu, et surtout qu'ils n'en sortent pas plus qu'ils n'y sont entrés.

Avec ces procédés, on pourrait utiliser quelque fruit de cette autorité des pères sur la personne de leurs enfants.

Passons à l'autre effet de la puissance paternelle, le droit sur les biens, qui forme l'objet de second chapitre.

Suivant l'article 12, « le père, constant le mariage, a, jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, l'administration et la jouissance des biens qui leur adviennent, nées néanmoins que ceux que ces enfants peuvent acquérir par leur travail et leur industrie hors de la maison paternelle ».

Noter ces mots, « jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés », et rapprochez-en ceux de l'article 1<sup>er</sup>, qui définit la puissance paternelle en général, et qui donne au droit qui donne au père et à la mère la surveillance de la personne et l'administration des biens de leurs enfants mineurs et non émancipés par mariage, il n'y a que l'emancipation par mariage qui étend le droit. Dans l'article 12, qui détermine en particulier l'effet de la puissance paternelle sur les biens, le droit du père subsiste jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, soit par mariage ou autrement; ce droit cesse par l'acte espèce d'emancipation. Comment accorder les deux articles?

Il y a une autre remarque à faire sur les termes de l'article 12. On y lit que le droit du père subsiste jusqu'à la majorité des enfants non émancipés. Or, suivant l'article 106, le mineur est émancipé de plein droit à l'âge de dix-huit ans accomplis, s'il ne l'est pas plus tôt par mariage. Le droit du père ne peut donc subsister, en aucun cas, jusqu'à la majorité.

Ainsi l'article 12 n'est pas plus d'accord avec l'article 106, que l'article 1<sup>er</sup> avec l'article 12.

Retournons à la disposition principale de ce dernier article.

D'après l'article 12, le père a donc, pendant la durée du mariage, et jusqu'à la majorité ou l'emancipation de ses enfants, non-seulement l'administration, mais la jouissance des biens qui leur adviennent, nées néanmoins que ceux que lesdits enfants peuvent acquérir par leur travail et leur industrie hors de la maison paternelle, ce qui exclut dans les pétales casterner et quasi-castrens.

Il faut joindre à cet article 12 les articles 5 et 6 du titre servit, qui, après le mariage dissous, font subsister ce droit utile de la puissance paternelle au profit du père, sous le nom de garde, et le rendent commun à la mère survivante.

Après la dissolution du mariage par le décès de l'un des époux, les enfants mineurs et non émancipés demeurent sous la garde du père ou de la mère survivant, auquel appartiennent le gouvernement de leurs personnes et l'administration de leurs biens, des revenus desquels il jouit, sous la seule charge de fournir aux frais de leur éducation et d'éducation. (Art. 15).

S'il arrive depuis, auxdits enfants, quelques biens, par succession, donation ou autrement, le père ou la mère a la jouissance des revenus



« desdits lieux. Cette jouissance, dans le cas de  
« dissolution du mariage par divorce, appar-  
« tient à celui des deux époux qui conserve  
« l'administration des lieux desdits enfants. »  
(Art. 6).

C'est fort étonné, en lisant ces articles, d'y  
voir rétabli le droit de garde, qui paraît-  
rait aboli pour toujours. Ce droit, comme chacun  
sait, avait disparu purement inutile. Il existait  
au profit des nobles, et dans quelques lieux,  
au profit des roturiers, mais avec motifs différen-  
ciés, que imitation de ce droit des nobles; d'où  
résultait la garde noble et la garde bourgeoise.  
Il semblait donc que, le régime des fiefs étant dé-  
truit, toute espèce de garde était anéantie dans  
le principe; et certainement la garde noble avait  
cessé par le décret de suppression de la noblesse.  
La garde bourgeoise elle-même n'était regardée  
que comme un débris qui dégradait encore nos  
lois actuelles, mais qui, au premier coup d'œil  
des Mandataires, allait disparaître.

Et, néanmoins, voilà qu'on ré-écrit le droit  
de garde, en lui donnant même une extension  
qu'il n'a jamais eue. Elle, sans l'article 268 de  
la coutume de Paris, la garde noble était sim-  
plement aux enfants mâles jusqu'à vingt ans, et  
aux femelles jusqu'à quinze ans aux simples; et la  
garde bourgeoise, aux enfants mâles, jusqu'à  
quatorze ans, et aux femelles jusqu'à douze ans,  
parcèlement accomplis; encore, pourvu que les  
pères n'en se remarquent point, jusqu'à ce  
que la garde était faite. Au lieu que, par le projet  
de Code, la garde subsisterait au profit de tous  
les Français en général, et y ayant plus de dis-  
tinction, et pour les femelles aussi que pour les  
mâles, jusqu'à la majorité, c'est-à-dire jusqu'à  
vingt ans accomplis, sans même qu'un second  
mariage fit cesser ce droit de garde accordé au  
père ou à la mère, sur un tel, à moins qu'en le  
cas le conseil de famille ne jugât à propos de  
lui priver (Art. IX, art. 18 et suiv.).

On se demande ce qui a pu déterminer les ré-  
dacteurs à rétablir et à étendre ainsi le droit de  
garde; ou cherhe leurs motifs dans les discours  
préliminaires; on n'y trouve rien.

Il est probable que les rédacteurs ont regardé  
cette mesure comme un moyen d'affaiblir l'auto-  
rité des pères, dans le moment où s'agissait de la  
justement occire. Ils ont vu la puissance pa-  
ternelle établie dans une grande partie de la  
France, et avec elle, comme un de ses effets, le  
droit des pères sur le bien de leurs enfants. Ils  
ont aperçu dans plusieurs de nos coutumes des  
traces d'une ombre de ce droit puissance, et par tout,  
avant la révolution, un droit de garde qui, quoi-  
qu'il soit différent dans le principe, avait pour lui  
les mêmes résultats. Ils ont cru que ce droit  
pourrait être en lui général, et que la puissance  
des pères y gagnerait beaucoup.

Sans doute elles s'aggraveront. C'est un  
moyen très sûr pour contraindre les enfants, que de  
mettre leurs biens entre ce leur père ou leur  
la mère. Toute la difficulté est de savoir  
si ce moyen peut être ajouté par la justice et la  
raison.

Les simples gardes nobles et bourgeois doivent  
être effacés.

La puissance paternelle des pères de droit divin  
ne doit être étendue aux autres contrées qu'autant  
qu'elle est juste et raisonnable; dans le cas con-  
traire, il faut abolir ce droit particulier des  
pères de droit divin, au lieu d'en faire le droit  
commun de la France.

Tout consiste donc à retirer en cette ma-

nière le point de raison et de justice. Or il est dif-  
ficile de se persuader que la raison et la justice  
exigent qu'on donne invariablement au père la  
puissance du bien de ses enfants; au père qui  
qu'il soit, riche, pauvre, dissipateur, avare, etc.

Fût-il sans enfants et le plus honnête des  
hommes, cette attribution n'en serait pas moins  
fautive. Les pères doivent aimer et travailler  
pour leurs enfants; mais il est contre nature que  
le bien des enfants serve à enrichir les pères.

Ce que l'on peut dire, c'est que le père n'étant  
chargé de l'éducation et de l'éducation de son  
enfant qu'à raison de l'impuissance où est l'en-  
fant d'y subvenir lui-même, son revenu, s'il en a  
un, doit d'abord y être employé.

Ce qui est en soi encore, c'est que la portion de  
revenu applicable à l'éducation et à l'éducation de  
l'enfant devait être déterminée par la famille,  
cette limite doit se faire avec la latitude, la con-  
fiance que commande en général la qualité de  
père, et celle que peuvent mériter ses qualités  
personnelles.

Hors de là, la jouissance du bien des enfants  
attribuée au père est un abus, une oppression  
du faible par le fort.

Un tel pouvoir ne serait établi qu'en faveur de  
pères et non des enfants. Or quel pouvoir qui  
n'exerce pas pour le bonheur des administrés est tyran-  
nique et insupportable, et doit être aboli.

Autre raison pour la suppression du droit de  
jouissance du bien des enfants accordé aux pères  
et mères sans les motifs de puissance paternelle et  
de garde. Nous lui avons les relations à chérir,  
et il y en a d'autres moyens de consolider la juste  
autorité des pères.

Le chapitre de la disposition officieuse paraît  
déplacé sous ce titre, et contiendrait mieux sou-  
s celui des testaments.

On peut former sur ce chapitre une question  
générale, celle de savoir si les seuls ascendants  
ont droit de faire ce qu'on appelle disposition  
officieuse. Chez les Romains dont nous avons em-  
prunté cette loi, elle ne pouvait être révoquée  
et l'appartenance des enfants. Comme le droit romain  
n'admettait de légitime qu'en ligne directe, les  
collatéraux, par la suite du droit romain,  
et sa séparation d'avec le droit romain, et enfin  
les motifs de disposer comme de volontés de la  
totalité de leur bien. Parmi nous, au contraire,  
en pays coutumier, il existait en collatérale une  
légitime communément reconnue dans la réserve  
des propres; et même, actuellement la loi gé-  
nérale de France a établi une légitime sur tous les  
biens en faveur des collatéraux comme au profit  
des ascendants, différenciant seulement pour les uns  
et pour les autres dans la quotité. On peut donc  
demander si un Français n'est pas fondé même  
en collatérale, à user de disposition officieuse.  
Par exemple, un père légitime présumé un  
père de puissance; mais lui, pour l'intérêt même  
de son père et de sa postérité d'après les termes  
de l'article 15 du présent titre, légitime, par une dis-  
position officieuse, aux enfants de son père, l'en-  
tente propriété sa portion en légitime, dont  
une loi actuelle lui réserve une moitié, et le  
réduire lui-même au simple quart de cette  
portion exprimant d'ailleurs le motif qui ne  
doit être que d'en agir ainsi? Ou ne voit pas ce  
qui pourrait s'y opposer. Or il faut retrancher abso-  
lument la légitime des collatéraux, ce qui pour-  
rait être contenable, et ce qu'il ne s'agit pas  
d'examiner ici; ou, si on la laisse subsister, il  
faut qu'elle puisse servir un second ou troisième  
en col. La loi comme en directe, par le moyen

de la disposition officielle. La raison des deux côtés est la même, et puisque la loi soigne les intérêts des collatéraux, comme ceux des enfants en leur réservant une légitime, elle doit autoriser à leur égard la même précaution pour assurer leur subsistance.

L'article 111 veut que la cause de la disposition officielle soit spécialement exprimée dans l'acte qui la contient, elle doit être juste, qu'elle l'ait été, et qu'elle subsiste à l'époque de la mort du père ou de la mère desquels. Ces derniers motifs sont superflus et compris dans celui qui précède, la cause ne peut être juste qu'autant qu'elle subsiste à l'époque de la mort du père ou de la mère disposants : une disposition momentané, et qui n'aurait point eu de suite par ce motif se serait ruinée, peut-être d'après les remontrances ou les menaces de son père et mère, ne peut justifier une telle relation officielle.

Suivant l'article 112, les créanciers, autres que ceux qui ont fourni des aliments à l'enfant disparu depuis sa puissance, ne peut ont-ils son insolvabilité, si ce n'est dans le cas où il extorquerait peut extorquerait surfer à sa subsistance. Il semblerait qu'il faudrait mieux, pour éviter les procès, déterminer en général une quantité qui serait insaisissable. Le citoyen Merlin, dans un projet de loi par lui présenté à l'Assemblée constituante, avait fixé ce point : « la portion du revenu insaisissable à 5,000 livres : ce taux paraît trop haut, on pourrait le réduire à 1,000 livres, et permettre de saisir au delà, mais seulement jusqu'à concurrence de moitié, des deux tiers, ou de telle autre quantité de la portion extorquée, à peu près comme on l'a fait à l'égard des fonctionnaires et employés de la République ».

L'article 113 déclare que, dans le cas où l'enfant exprimé par l'article 118, les créanciers continuent l'exercice de leurs droits sur les immeubles dont la main propre est restée à l'enfant disparu. Cela doit s'entendre apparemment dans les limites de l'article 119, et sous la réserve de l'insolvabilité de la portion d'insolvabilité qui demeure insaisissable : il serait bon de l'énoncer.

L'article 120 est ainsi conçu : « La mère, conjointement le mariage, ne peut frapper l'enfant commun d'une disposition officielle sans l'assistance ou le consentement rayés de son mari. — Si elle a des enfants d'un autre lit, elle ne peut faire une disposition officielle qu'avec le consentement ou la présence d'un conseil de famille ».

On ne conçoit pas quel motif a pu dicter un article aussi impertinent pour une mère, et si peu conforme aux règles générales. Suivant l'article 116, la disposition officielle ne peut être faite que par acte de dernière volonté, ou un testament se fait sans l'assistance de personne, et les auteurs du Code ont eux-mêmes déclaré (titre VI, art 74) que la femme peut tester sans le consentement ni la présence de son mari; encore moins doit-on l'astreindre, malgré son contrat, à prendre l'assistance d'un conseil de famille, auquel elle serait obligée de divulguer et de soumettre ses motifs. Au fond, qu'a-t-on à craindre d'une pareille disposition? Puisque, dans aucun cas, elle ne peut valoir qu'autant que la cause en est spécialement exprimée, et se trouve juste, les pères, après le décès de la mère, prononceraient sur le motif de la cause; et si elle n'est pas juste, si elle est fautive ou insuffisante, la disposition sera nulle.

Nous ne voyons point pourquoi l'exemple de ce titre, sans présenter une réflexion générale qui peut servir l'attention des tribunaux. Une grande vue les a occupés dans tout ceci, et elle est bien

raisonnable, celle de renforcer, de consolider la juste et indispensable autorité des pères. Nous n'avons pas toujours été d'accord sur les moyens; mais ce n'est ni qui paraît simple. Il faudrait d'abord restreindre un peu la légitime des enfants que la dernière loi a étendue jusqu'aux trois quarts, et la replacer dans ses anciennes bornes, ce la feroit à la moitié il faudrait ensuite, sous le drapeau avec a-t-on, il faudrait autoriser le père ou la mère à adopter, et régler la part de l'enfant adopté précédemment à cette mort que pourraient perdre ceux qui seraient enfants par naissance. Avec cette double mesure d'une fixation plus raisonnable de la légitime d'une part, de l'autre du pouvoir d'adopter, l'autorité du père est armée de tout ce qui peut la rendre respectable; il n'y a vis-à-vis de chacun de ses enfants, et vis-à-vis de tous ses enfants ensemble, d'ailleurs on ce qui lui fait peut les contrôler dans le devoir.

#### TITRE IX.

#### DE LA MINORITÉ, DE LA TUTELLE ET DE L'ÉMANCIPATION.

Ce titre nous a paru un des moindres du Code projeté. Il est vrai qu'on a osé pour sa rédaction de grands secours dans les réglemens pour les mineurs normands et bretons, que l'on parait en général avoir pris pour guides, et l'on a bien fait. Nous n'avons que peu de choses à dire sur une partie qui prête beaucoup plus à l'éloge qu'à la critique.

Les articles 1, 5, 6, 11 et 14 contiennent des dispositions relatives au droit d'usufruit ou de garde accordé aux père et mère sur les biens de leurs enfants : nous avons dit ce que nous pensions de ce droit.

Il est réglé, comme nous croyons qu'il doit l'être, il n'y aura plus de différence entre la tutelle naturelle des père et mère et les autres tutelles, les pères et mères naturels auront besoin, comme les autres, de la confirmation de la famille, qui pourra la refuser s'ils sont insolubles, ou exiger qu'ils donnent bonne et suffisante caution. C'est la disposition prévue des articles 2 et 3 du règlement de Normandie.

Dans le cas où l'on a supprimé le droit de garde, le père qui se contente n'aura pas besoin de convoquer le conseil de famille pour décider si la tutelle doit lui être confiée.

L'article 15 porte que le survivant des père et mère à qui l'on donne le droit de choisir un tuteur, peut faire ou choisir par déclaration soit devant le juge de paix de son domicile, soit devant un notaire ou y presérer de deux tuteurs.

Il faut dire, comme à l'égard des testaments, et de tous actes publics, devant deux notaires, ou un notaire et deux témoins, et ajoutant, par rapport aux tuteurs, qu'il faut qu'ils soient et puis-ent signer. On pourrait aussi, pour plus grande précaution, exiger que le juge de paix doit être assisté de son greffier.

L'article 17 paraît entièrement inutile, nous n'osons pas même l'ajouter sans les signatures de l'officier qui le reçoit, et des notaires ou témoins, jointes à celles de la partie ou à la déclaration supplétoire.

Suivant l'article 20, lorsque l'enfant mineur n'a ni père ni mère, le conseil de famille doit déférer à l'ascendant le plus proche.

Il est dit : ces deux termes paraissent contradictoires. C'est le conseil de famille qui défère la tutelle aux ascendants autres que les père et mère, on ne peut pas dire qu'il doit la leur déférer, ni lui en faire une nécessité; au choix

est libre. Dans la vérité, ce n'est point par le conseil de famille que cette tutelle est déléguée, mais par la loi, puisque on lui donne le nom de *tutelle légitime*. Mais il semblerait bon d'annoncer qu'il a besoin d'être confirmé par le conseil de famille, comme la tutelle testamentaire, en ajoutant seulement, comme dans l'article 15, que la nomination doit être *inscrite*, s'il n'y a cause d'exclusion.

Le même article porte qu'en cas de concours de plusieurs ascendants au même degré et du même sexe, « le conseil de famille décide quel » est celui à qui la tutelle doit être déléguée : « Peut-être serait-il mieux de dire qu'en cas l'ascendant paternel est préféré au maternel. Cette préférence, fondée sur une qualité extérieure, n'a rien qui puisse blesser, et elle suffit pour faire cesser le concours entre personnes également capables; du même qu'elle n'empêcherait pas le droit d'exclusion, de la part de la famille, lorsqu'il y aurait incapacité.

Nous remarquons un désordre dans le chapitre de la tutelle. La section II de la tutelle légitime, qui est celle des ascendants autres que les père et mère, doit être la section II, et la section II de la *tutelle déléguée par le père ou la mère*, doit prendre la place de la section III, puisqu'aux termes de l'article 15, le dernier mourant des père et mère n'est autorisé à choisir un tuteur que lorsqu'il n'y a point d'ascendant.

Et même si l'on suppose, comme nous le concluons, la tutelle non comptable des père et mère, on fera bien de réunir sous une même dénomination la tutelle des père et mère et celle des autres ascendants.

En sorte qu'il n'y aurait plus que trois ordres de tutelle, au lieu de quatre indiqués par l'article 3, savoir :

1. La tutelle des père et mère et autres ascendants, que l'on appellerait *tutelle naturelle et légale*, ou *associée* les deux ou si que le projet est trop mal à propos, et qui sont faits pour aller ensemble; cette espèce de tutelle étant en effet déléguée conjointement par la nature et par la loi, ou par la loi, suivant le vœu de la nature;

2. La tutelle testamentaire, ou déléguée par le père ou la mère;

3. La tutelle laïque, ou déléguée par le conseil de famille.

Tous les articles, depuis le 23<sup>e</sup> jusqu'au 36<sup>e</sup>, forment la section IV de la *tutelle déléguée par la famille*, sont bien conçus, bien rédigés, et bons à conserver.

On pourrait néanmoins, sous l'article 27, qui dit que tous les parents et autres paternels et maternels, jusqu'au 4<sup>e</sup> degré inclusivement, doivent être appelés au conseil de famille; on pourrait, disons-nous, observer à cet égard, pour plus de clarté, et afin d'éviter toute équivoque, que les allées ne sont tenus de se rendre à ces assemblées, sous la responsabilité portée par l'article 102, qu'autant que l'affinité est actuellement subsistante, c'est-à-dire tant que dure le mariage qui en a produit l'affinité, ou lorsqu'il existe des enfants qui en sont issus.

Il s'agit aussi que, conformément à ce qui est prescrit par tous les règlements sur les tutelles, les parents et alliés du côté paternel et du côté maternel devraient être appelés en nombre égal, afin que, lorsque les intérêts des familles sont divisés, comme cela arrive communément, l'un des deux ne fût pas assuré de prévaloir sur l'autre. Ainsi, en convoquant tous les parents et alliés du minor des deux côtés jusqu'au quatrième

degré inclusivement, il faut dire que si les parents et alliés d'un côté se trouvent en plus grand nombre que les parents et alliés d'autre côté, ceux qui excéderont seront tenus de se réduire, ou excluant les moines proches, et, en même degré, les moines loins, de manière que le nombre devienne égal de part et d'autre, à moins cependant qu'il n'y ait pas assez de parents et alliés d'un côté pour former la moitié du nombre exigé ci-après, article 30; auquel cas ceux de l'autre côté qui excéderaient devraient rester pour parfaire le nombre indiqué.

L'article 32 porte que les parents, amis et voisins dûment appelés, qui ne se rendent pas au conseil, sont remplacés suivant la manière énoncée au l'article précédent, c'est-à-dire par des amis ou voisins que le juge de paix désigne. Cela est bien; mais il faut ajouter que ceux qui ne comparaitissent pas, quoique dûment appelés, seront réputés d'absence, comme nous l'avons proposé sous le titre de la *puissance paternelle*. C'est un devoir de citoyen de se rendre à ces assemblées, et le convocation ne doit pas être illusoire.

L'article 34 ne veut pas qu'on puisse appeler au conseil le parent, l'ami ou le voisin, qui aurait été exclu d'une tutelle. Il faut ajouter, comme dans le règlement de Normandie, et dans la Commission, ceux qui auraient fait faillite.

L'article 46 présente l'énumération des personnes que la loi dispose de la tutelle. On y comprend :

Les *représentants de la trésorerie nationale* : 1) n'y en a plus.

Les *membres du conseil des prises*, espèce de tribunal momentanée, que l'on crée lors d'une déclaration de guerre de mer, et qui cesse à la paix. Si l'on renferme dans l'exception tous ceux qui ont une commission importante du Gouvernement, mais passagère, le détail en serait immense;

Ceux qui remplissent, hors du territoire de la République, une *mission de Gouvernement*. Ce terme est trop général; il faut dire une mission durable et permanente, telle que celle d'un ambassadeur ou envoyé, d'un commissaire des relations commerciales, etc. Ailleurs celui qui voudrait se substituer à une tutelle, n'aurait qu'à se faire donner par le pays étranger une mission semblable de quelques jours;

Les *prêtres*;

Les *commissaires du Gouvernement près les tribunaux*,

Les *juges de paix*.

Toutes les personnes précédemment indiquées sont dispensées de la tutelle, à raison de l'importance de leurs fonctions, qui intéressent le service général, et embrassent tout le territoire de la République, même quelques-uns, comme les envoyés du Gouvernement, à raison de l'impossibilité où ils seraient de remplir les devoirs de tuteur.

Ceux mentionnés en dernier lieu n'ont point à invoquer les grandes raisons d'exception; et il paraît que la dispense est fondée à leur égard sur une prétendue incompatibilité de leurs fonctions publiques avec celle particulière du tuteur. Mais cette incompatibilité existe-t-elle?

Considérons par les *juges de paix* : quelle cause peut empêcher un juge de paix d'être tuteur dans un arrondissement voisin? Par exemple, nous avons à Paris des juges de paix dont les arrondissements se touchent. Pourquoi le juge de paix de la division de Plantes ne pourrait-il pas être tuteur du fils de

son frère, mort dans la division du Panthéon, dont peut-être il n'était séparé que par le ruisseau de la rue? Il en est de même à proportion des autres jages de paix. On conçoit qu'un juge de paix qui convoque le conseil de famille, et défère la tutelle d'après le vœu des parents assemblés, ne peut pas être tuteur de son propre territoire; mais la résidence seulement l'incompatibilité; partout ailleurs rien de l'empêcher d'être tuteur.

Les commissaires du Gouvernement près les tribunaux n'ont pas plus de raison pour être exceptés que les juges même d'out ces tribunaux sont composés. Tout au plus pourrait-on excepter le commissaire près le tribunal civil de première instance, en tant devant être entré dans les affaires de la tutelle, mais rien n'empêche qu'il est égaré il ne soit remplacé, comme dans toutes les affaires où il n'a intérêt.

Les fonctions des préfets, soit de police, soit de département, n'ont aucune relation directe ou indirecte avec les tutelles. On ne voit point, par rapport à eux, ce qui peut blesser l'exception.

La généralité finit être sobre sur ces exemples, et l'on ne voit pas tomber dans l'inconvénient de l'ancien régime qui les avait prodigieusement multipliés. Peut-être serait-il mieux de n'en admettre aucune, hors le cas d'une telle imposition, qui tomberait dans le titre général des exécutifs. C'était la jurisprudence du parlement de Normandie, qui ne dispensait point de la tutelle ses propres membres, quoique d'ailleurs ils en fussent exceptés, d'après les édicts, comme tous les membres des cours souveraines.

L'article 48 défend que ceux qui, à l'époque de la nomination à la tutelle, auront officiellement cinq ans, sont dispensés de l'accepter. La loi romaine que nous suivions dit les septuagénaires; fixation consacrée en leur faveur, pour déterminer l'exception jouée sur l'âge, et dont il semble qu'on n'aurait pas dû s'écarter, pour ce substituer une autre purement arbitraire.

A l'article 54, dernier alinéa, il paraît y avoir une omission. L'article est de la tutelle et du conseil de famille y relatif tous ceux, même parents, entre lesquels et le mineur il existe un procès considérable; après quoi l'on ajoute : « Il » en est de même s'il existe un procès entre » le père ou mère, les frères ou sœur de celui » qu'on veut appeler à la tutelle. » Il semblerait qu'on doit lire, « s'il existe un procès entre le mineur et les père ou mère, les frères ou sœur, etc. » Autrement la phrase n'a pas de sens.

L'article 57 contient des dispositions relatives au droit de garde ou de jouissance attribué aux père et mère sur les biens de leurs enfants.

L'article 61 défère au tribunal d'appel du juge de paix, c'est-à-dire au tribunal civil de première instance, le jugement en dernier ressort de toutes demandes en nullité ou réformation des délibérations prises par les conseils de famille. Et nous voyons plus bas, article 100, que c'est aussi au même tribunal qu'est réservé l'apparement définitif du compte de tutelle.

Il faudrait voir s'il n'y a pas d'inconvénient à soumettre ainsi aux tribunaux d'appel la connaissance de ces matières importantes, et s'il ne serait pas plus à propos que ces appels y fussent portés comme media, ou que les choses demeurassent à cet égard dans leur état naturel, les tribunaux d'appel n'étant n'ont autorisés à statuer sur ces contestations qu'au premier ressort.

Nous aurons occasion de revenir plus d'une fois sur ce chef dans le cours de nos observations. On a favorisé l'ancien les tribunaux de paix

aussi bien que les assemblées de famille, où les parties trouvent en effet, dans leurs contestations, une justice paisible, rapprochée de leurs foyers, prompt et peu coûteuse. On a, en conséquence, étendu leur compétence à plusieurs genres d'affaires d'un très-grand intérêt; et, quant à l'appel, comme il fallait qu'il fut porté quelque part, on l'a attribué, pour être jugé définitivement, aux tribunaux civils de première instance, toujours par le même principe, afin d'éviter les déplacements, les longueurs et les frais. Ces vues sont assurément très-bonnes; mais il y en a d'autres qui doivent aussi entrer en considération, et qui peuvent mériter la préférence. Que s'est-on proposé en instituant des tribunaux d'appel? N'a-t-on pas espéré d'y trouver plus d'instruction, plus d'indépendance des liaisons et des affections particulières? et surtout n'a-t-on pas désiré entretenir, par leur moyen, une certaine uniformité de règles, de principes et de jurisprudence? Voilà le but; et il est menacé si des affaires d'une grande conséquence sont soustraites au jugement des tribunaux d'appel.

D'autres idées ont pu et ont saisi les législateurs avant la création de ces derniers tribunaux, lorsqu'il n'existait que des appels circonscrits, et que les tribunaux de district ou de département étaient à la fois juges de première instance et juges d'appel les uns à l'égard des autres. Il y avait peut-être à gagner dans ces sortes d'appels, au moins sous le rapport de l'unité générale; c'était une satisfaction pour le plaideur, mais non au profit public. Aujourd'hui qu'il y a des tribunaux d'appel fixes et permanents, il semble que les opinions doivent changer, et qu'il est temps que les officiers reprennent leur train ordinaire.

Nous soumettons ces réflexions au Conseil d'Etat; elles nous ont paru dignes de son attention.

L'article 65 dit que le tuteur surveille la personne du mineur. Nous avons observé que ce mot *surveille* n'est pas le mot propre, il faudrait dire : le tuteur *prend soin* de la personne du mineur.

L'article 71 revient sur la jouissance du bien des mineurs écartée aux père et mère, et aggrave l'indemnité la condition des premiers. Il y est dit que les père et mère sont dispensés de vendre les meubles du mineur, s'ils aiment mieux les conserver pour les restituer en nature; qu'au lieu de le sont obligés d'en faire faire, à leurs frais, une estimation à juste valeur par un expert qui sera nommé d'office par le tribunal de première instance, et qu'à l'expiration de l'année, il sera tenu de rendre la valeur estimative de ceux des meubles qu'ils ne pourraient pas représenter en nature. C'est quelque chose; mais les autres, en quel état les représenteront-ils? Supposons un enfant dont la mère meurt en le mettant au monde. Voilà une assez longue durée ouverte à la jouissance du père. Que restera-t-il du mobilier de l'enfant à l'époque de sa majorité ou de son émancipation?

Observons qu'on en hérite encore ici sur le droit de garde, au moins tel qu'il existait à Paris. Suivant l'art. 267 de la coutume de Paris, « le garde » « bien noble... et pareillement le gentilhomme » « poir, » l'administration des meubles, et fait les » « fruits mensuels ladite garde, de tous les im- » « meubles. » Ou a esquivé de ces termes que le garde doit, en fin de garde, restituer la juste valeur des meubles; et tout ce qu'on pense les auteurs les plus favorables à son droit, c'est qu'il n'étant pas obligé de vendre les meubles, il faire emploi du prix, pour compter de l'intérêt,

comme un tuteur ou administrateur ordinaire, lui ou le juge de rendre la tutelle des mineurs, il suffit qu'il rende les mineurs même nés, déshérités, et presque anéantis par la longue jouissance : c'est à peu près l'équivalent d'un droit de propriété.

Suivant l'article 75, l'acceptation d'une surrogation échar au mineur ne peut se faire que sous bénéfice d'inventaire. Cet article paraît inutile, d'après le principe reçu, que le mineur est toujours restituable contre l'acceptation d'une surrogation onéreuse, et peut, comme l'on dit, se jouer de sa qualité.

Suivant l'article 76, la succession qui n'est répudiée par le tuteur, avec l'autorisation du conseil de famille, ni et tire reprise, soit par le tuteur avec pareille autorisation, soit par le mineur devenu majeur, dans tous les cas réellement ou fictivement acceptée par aucun autre. On ne voit pas pourquoi cette dernière limitation, contraire aux règles généralement et généralement suivies jusqu'à ce jour. On a craint, sans doute, de laisser les héritiers du mineur, ou les survenants d'un degré subordonné, dans une trop large incertitude. Mais cette crainte doit-elle prévaloir sur les intérêts du mineur, toujours si précaux, aux yeux de la loi ?

Si l'on craignait d'en conserver cette disposition, on mettrait l'incertitude à l'assureur le recours du mineur contre un tuteur et des parents qui, par une crainte excessive ou l'auto-déception, pourraient par corruption, lui enlever son bien, ou son bien-être.

L'article 77 veut que la donation faite au mineur ne puisse être acceptée par le tuteur ou l'administrateur du conseil de famille, et dans ce cas, ajoute l'article, la donation a, vis-à-vis du mineur, le même effet que contre un majeur. Les derniers mots paraissent supposer qu'il s'agit là d'une donation faite au mineur, quoique l'article ne l'exprime pas. Mais lui-même ne le change, elle ne peut jamais être onéreuse au mineur, puisqu'il n'est jamais tenu des charges que jusqu'à concurrence de l'émolument, et qu'il peut toujours s'en libérer, en restituant la chose donnée. L'ordonnance de 1731, sur l'acceptation des donations, décide formellement, art. 7, que « si le donataire est mineur de 25 ans », l'acceptation pourra être faite pour lui, soit par son tuteur ou son administrateur, soit par ses père ou mère ou autres ascendants, même du vivant du père et de la mère, sans qu'il soit besoin d'aucun acte de parents pour rendre licite l'acceptation valable. Cette ordonnance est l'ouvrage d'un magistrat dont les lumières imposent sur lui quelque respect. On voit souvent son esprit et son texte sont opposés à ceux du présent article. Ce n'est pas seulement le tuteur du mineur qui peut accepter pour lui une donation sans aucun avis de parents ; c'est son père, c'est sa mère, c'est tout autre ascendant, même du vivant des père et mère. Il y a plus, et Potier observe avec beaucoup de raison que le mineur lui-même peut accepter la donation sans autorisation de personne, parce qu'un mineur n'a pas besoin d'autorisation pour faire sa condition meilleure. Autre chose est la tutelle maritale, qui, quoique non continue en lieu, ou séparée par jugement, ne peut, suivant l'article 11 de la même ordonnance de 1731, accepter aucune donation entre-vifs sans y être autorisée par son mari ou par justice à son refus. On aperçoit le motif de cette prohibition ; c'est un principe de défiance : la femme est en son état, dans la dépendance absolue de son époux, sans le con-

traint duquel elle est totalement incapable de contracter, soit en obligant les autres, soit en s'obligeant elle-même. Voilà pourquoi, sans lui, elle ne peut point accepter, même une donation pure et simple, qui, non autorisée du mari, peut paraître suspecte. Rien de tout cela n'est applicable au mineur.

L'article 78 dit que, lorsqu'il est question de procéder à un partage, d'emprunter, de faire remplir sur particuliers de deniers empris, le tuteur doit se faire autoriser par le conseil de famille. On croit qu'il faut s'en tenir aux particuliers.

L'article 96 n'alloue au tuteur, dans son compte annuel, que les dépenses justifiées par pièces estimées probantes par la famille. Cette dernière condition, estimées probantes par la famille, paraît superflue ; puisque c'est la famille qui arrive le compte, il est bien évident que c'est à elle à juger du mérite des pièces. Mais les pièces même sont-elles nécessaires, et est-il raisonnable de n'allouer au tuteur que les dépenses justifiées par pièces ? N'y en a-t-il pas un très-grand nombre qui se refusent à cette espèce de justification ? Supposons, pour en donner un exemple, les menus présents, les fêtes, les réceptions, les visites à ses amis et invités. Une pareille dépense n'est point de nature à être justifiée par pièces ; on n'en tire pas de quittances. Supposons encore les voyages qu'autant exige les affaires du mineur, et que l'article 97 veut qu'on alloue, au moins pour les déboursés. Il serait aisé de multiplier les exemples.

L'article 100 dit que le compte définitif sera approuvé par le juge de paix, dont il y aura appel au tribunal de première instance, qui prononcera en dernier ressort. Nous nous sommes expliqués suffisamment sur cette disposition.

L'article 102 est d'une grande importance, en ce qu'il détermine la responsabilité des parents nominaux. Voici ce qu'il porte :

« Ceux qui ont concouru aux déshérences prises par le conseil de famille pendant le cours de la tutelle ou qui ont dû concourir aux déshérences comme y ayant été dûment appelés, sont garants et responsables de l'administration du mineur, en cas d'incapacité seulement, soit que le tuteur fût inhabile au jour de sa nomination, soit qu'il ne le soit devenu que depuis, soit qu'il se soit vu enlever la tutelle par suite de sa démission. — Cette responsabilité n'est pas solidaire, et elle ne peut être exercée contre les uns sans les autres. »

Cet article donne lieu à beaucoup d'observations. Premièrement, les parents qui ont concouru à la responsabilité, sont ceux qui ont concouru aux déshérences prises par le conseil de famille pendant le cours de la tutelle. Ainsi, d'après ce mot, un parent qui par hasard aurait été appelé, et aurait bien voulu concourir à une délibération prise dans le cours d'une tutelle, pour quelque affaire que ce soit, pour un emprunt, par exemple, une aliénation, ou tout autre objet pareil, serait dès ce moment responsable, immémoriellement de cette affaire particulière à laquelle il aurait pris part, mais généralement de toute la gestion du mineur qui aurait précédé, et de toute celle qui pourrait suivre, même de la nomination ; car c'est ce qu'exprime l'article : « sont garants et responsables de l'administration du mineur (en général), et non pas seulement dans les bornes de l'acte auquel ils ont concouru, soit que le tuteur soit inhabile au jour de sa nomination, soit qu'il ne le soit devenu que depuis. » Au con-

l'aire, les parents qui ont délégué la tutelle, ceux qu'on appelle *nominataires*, s'attribuent moyen de s'exempter de prendre part ou d'être réputés aux opérations d'administration, seraient affiliés de toute responsabilité, comme d'abord pour tout ce qui est appelé aux délibérations prises au cours de la tutelle. Il est clair qu'il y a ici un vice d'explication, et que telle n'a pas pu être l'intention des rédacteurs. D'un côté, il est certain que des parents qui meurent et qui ont eu une déléguée isolée puis dans le cours d'une tutelle, sans avoir pris part aux autres de libérations individuelles et collectives, notamment à la nomination du tuteur, ne seraient responsables que de la seule et unique affaire à laquelle ils auraient concouru. D'un autre côté, il est également incontestable que ceux des parents qui ont nommé le tuteur ont eux-mêmes, par le seul fait de cette nomination, garantis et responsables de tout ce qui se fait pendant la durée de la tutelle, et même dans les autres affaires par des délibérations où on ne les avait pas appelés, soit en ce dernier cas leur recours contre le tuteur lui-même et contre les parents qui auraient pris les délibérations. C'est ce qui s'est toujours pratiqué tant en Normandie qu'en Bretagne. Jamais, dans ces deux provinces, lorsqu'il a été question de la garantie des tuteurs, on n'a parlé d'autres que des parents *nominataires*. Ce sont eux qui, avec les tuteurs ou le conseil de famille, frament, pour toute la suite du temps, le conseil permanent de la tutelle; et on a grand soin de les appeler à toutes les délibérations, afin qu'ils portent la sanction de l'approbation, de même qu'il est sans exemple qu'on y ait appelé d'autres parents, qui n'ont d'ailleurs pas l'habilitation de s'y rendre. Il faut donc relire ce qui est dit de la garantie dans l'article 102, aux seuls parents *nominataires*.

Mais quel est le qui rassure le *nominataire*? S'il n'a pas été appelé à l'assemblée première qui a nommé le tuteur, d'y avoir même concouru? Et est-ce sans nommateur, lorsqu'on a été, révoqué ou à l'indivision nommé, d'un autre avis que celui qui a prévalu? C'est une délicatesse que ne résout pas le projet de Code, et sur laquelle les lois normandes et bretonnes sont partagées. Suivant le règlement des tribunaux, loi le 13 mars 1873 par le parlement de Normandie, art. 23, « ceux » qui ont été présents à l'élection du tuteur, ou » sont parvenus à l'administration, si le » tuteur a été élu contre leur avis, « l'ont » de l'élection 1782, rendu pour les tutelles de l'ecclésiastique, en dispose autrement, « l'élection » par l'article 9 de cet édit, que, par un abus » qui s'est introduit dans quelques parlements, les » parents *nominataires* s'exemptent à s'exempter » du point de la tutelle, en donnant leur suffrage » à un sujet qu'ils pourraient ne pouvoir être » nommés, contents que ceux-mêmes dont l'avis » n'a pas été suivi, demeurent responsables, » ainsi qu'il sera dit ci-après, de la gestion du » tuteur qui aura été nommé, si ce n'est qu'ils » n'ont interjeté appel de la sentence de tutelle, et » fait infirmer l'adire sentence; lequel appel et » seront transcrits et avoir pour effet de faire » nul, tous ceux au plus tard à compter du jour » de la sentence, sous peine de déchéance de l'avis de » plus d'un d'entre eux, ou de la moitié d'ap- » peler. » L'article 10 ajoute « qu'en cas que » l'appel de la sentence ait été infirmé, et qu'il ait » été pourvu par le parlement d'un autre tuteur » aux tuteurs, tous les parents *nominataires*, » tant ceux qui avaient interjeté appel de la sen- » tence, que ceux qui n'en avaient pas appelé,

demeureront garants de l'administration du to- » leur qui aura été substitué par le parlement à » la place de celui qui avait été nommé par le » premier juge. » Nous voyons que cette sage disposition, qui prévient l'abus, doit être précisée, sans aucun doute, à celle du règlement de Normandie, et que le nouveau Code doit s'en inspirer.

Il y a encore sur cette matière un point à éclaircir. Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la tutelle déléguée par le conseil de famille. Mais il existe un autre genre de tutelle déléguée par le père ou la mère, qui est néanmoins soumise à la confirmation de la famille; et nous nous sommes fait l'air de nous en occuper, en termes précis, la tutelle légitime des ascendans. La garantie, en pareilles circonstances, doit-elle avoir lieu contre les parents qui ont confirmé la tutelle, et avec la famille en même temps? Il y a encore quelque chose à dire sur ce point. Il y a encore quelque chose à dire sur les lois normandes et bretonnes; mais cette loi, nous préférons le règlement de Normandie. Suivant ce règlement, articles 1, 2 et 3, le père, l'air et le frère aîné sont tuteurs naturels et légitimes; et néanmoins, s'ils ne sont pas légitimes, les parents du mineur peuvent être un autre tuteur si leur lieu et place, à moins qu'ils ne donnent laque et suffisante caution de leur administration la tutelle, et d'en payer le reliquat. On conçoit que le tuteur testamentaire doit être encore moins favorisé; et dans tout le surplus du règlement, on ne remarque aucune différence entre les tuteurs naturels et légitimes et les tuteurs naturels et légitimes. L'edit de Bretagne est très sévère. Suivant l'article 12, « la garantie n'a lieu, par rapport au » tuteur nommé par le testament du père, qu'en » cas que les parents qui auront été appelés par » l'administration du tuteur, aient concouru à » l'administration d'un tuteur indolentement con- » traire, ou qu'ils aient refusé d'acquiescer au tuteur » testamentaire l'obligation de rendre compte, » ou que les articles 15 et 16 de cet édit, ou né- » gligé de veiller à la reddition desdits comptes » et à l'emploi des deniers au content, souffrant » ment aux articles 18, 19, 20 et 21, et pareille- » ment dans les cas où il y aurait eu du dol » et de la fraude de leur part. » L'edit ne parle point de père ou de frère aîné, mais, en Bretagne, n'avait pas besoin de la famille. Il nous semble que ces distinctions ne sont point fondées. C'est la loi, en termes de droit, qui n'a pas ce qui pourrait être; mais, qui n'a pas ce qu'elle pourrait être. Mais, qui n'a pas ce qu'elle pourrait être. Mais, qui n'a pas ce qu'elle pourrait être. Mais, qui n'a pas ce qu'elle pourrait être.

Voilà pour ce qui concerne les parents soumis à la garantie. L'article en ce point est évidemment assemblé de plusieurs amendements.

Le tuteur par qui la garantie a lieu, en cas d'indivision, est tenu de la garantie à l'égard de la famille, et de sa caution et y en a une. C'est ce qui est juste, et ce qui est en faveur des légataires de Bretagne et de Normandie; mais c'est ce qu'il fallait expliquer.

Le présent article n'admet la garantie contre les parents *nominataires* qu'avec une limitation : *sauf ce qui est dit au titre des hypothèques*. Au titre des hypothèques, on trouve l'article 21 ainsi conçu, après qu'on a parlé dans les articles précédents de l'hypothèque légale sur les biens du tuteur et du subrogé-tuteur : « Cette hypothèque ne s'étend pas aux biens des parents des nomina-

leurs, si ce n'est dans le cas où le tuteur aurait été nommé insolvable lors de sa nomination. — Une juridiction discrétionnaire a pu de plus la garantir des mineurs contre les parents nommés; cette garantie n'est plus qu'une action pure, personnelle, dépourvue des sûretés ordinaires que la loi y attache; mais nous aurons à nous expliquer sur cette restriction quand nous en serons aux hypothèques.

4° Le présent article dit que la responsabilité admette contre les parents *n'est pas solidaire*; cela est juste; mais il fallait ajouter, avec l'édit de Bretagne, que, dans le cas où aucun d'eux se trouvait insolvable, les solvables seraient tenus des parts des insolubles, chacun pour égale portion. Le mineur ne doit rien perdre.

5° L'article ajoute que la garantie ne peut être exercée contre les *cousins ou amis*; il semble qu'on devrait ajouter, hors le cas de dol et de fraude.

D'après ces réflexions, voici comment l'article 102 pourrait être conçu, en le divisant; car il y a matière à plusieurs articles.

Art. 1. Les parents nommés sont responsables de l'insolvabilité du tuteur par eux élu, discussion préalablement faite de ses biens meubles et immeubles.

2. Ceux d'entre eux dont l'avis n'aurait pas été suivi demeurent responsables de la gestion du tuteur nommé, si ce n'est si quelqu'un leur a opposé la démission de famille, portant nomination du tuteur, et l'assentiment fait aussitôt par jugement; laquelle assentiment ils seront tenus de faire juger dans un mois au plus tard à compter de l'acte nomination.

3. En cas que, sur l'opposition, la nomination ait été annulée, et qu'il ait été pourvu au mariage, au tribunal, d'un autre tuteur, tous les parents appelés à la nomination, tant ceux qui y avaient formé opposition que ceux qui ne s'y seraient point opposés, demeurent garants de l'administration du tuteur qui aura été substitué par les juges à celui que la famille avait nommé.

4. La garantie n'a lieu, par rapport au tuteur naturel et légitime, ou choisi par le père ou la mère, qu'en cas que si les parents appelés pour l'annulation dudit tuteur auraient autorisé un tuteur nommé insolvable, ou agrament obligé de lui faire donner bonne et suffisante caution.

5. La garantie n'est point solidaire entre les parents, mais a lieu seulement pour leur part et portion; et néanmoins, en cas qu'un d'eux n'eût point été insolvable, les solvables sont tenus des parts des insolubles, par égale portion.

6. Les amis ou voisins, appelés à défaut de parents pour la nomination du tuteur, ne sont jamais garants de sa solvabilité; à moins qu'il n'y ait de leur part dol ou fraude.

L'article 103 porte que « l'action du mineur contre son tuteur, et celle en garantie établie par l'article précédent, se prescrivent par dix ans, à compter du jour de la majorité. » Ce délai paraît à la fois trop long et trop court; trop long contre les parents nommés, qui, n'étant responsables que du fait d'autrui, devraient pendant dix ans sous le coup de la garantie; trop court contre le tuteur qui, responsable de son propre fait, n'a aucune raison pour n'être pas sujet à l'action pendant le délai ordinaire. L'édit de Bretagne entre dans ces distinctions. Voici comme nous proposons de rédiger l'article :

Le mineur devenu majeur, ou ses héritiers, doivent se pourvoir contre le tuteur en reddition

de compte dans les trois ans après la tutelle finie, et dénoncer aux parents leur demande ou être forcés par le tuteur pour parvenir à rendre son compte, dans les trois mois à compter du jour de l'avis ou l'autre de ces demandes, le tout à peine d'être déchu du droit de garantie contre les parents; mais l'action principale à fin de compte peut être intentée contre le tuteur pendant treize ans.

Le qui est déchu pour le délai de la garantie à exercer contre les parents nommés, a pareillement lieu à l'égard des parents qui auront été appelés à l'annulation d'un tuteur naturel et légitime, ou choisi par le père ou la mère, lorsque le mineur ou ses héritiers prétendront qu'ils sont dans le cas d'être responsables de la tutelle.

L'article 104 statue que « toute allocation des mineurs du mineur, toute hypothèque créée sur ses biens, tout rachat fait par le tuteur sans l'observation des formalités et conditions prescrites à l'article VII et de sus, sont nuls, et peuvent être attaqués par le mineur, qui n'est tenu que de restituer les deniers qui auront été tournés à son profit. » Mais l'article ajoute : « Cette action se prescrit par dix ans, à compter de la majorité. » On ne voit pas encore pourquoi ce délai si court. La règle posée au titre des contrats y est contraire.

Art. 105. « L'action tendant à faire déclarer nul un contrat, dure trente ans, excepté dans le cas où la loi restreint certaines actions à un terme moindre. »

Art. 106. « L'action en restitution se dure que dix ans, du jour de la convention, ou de la majorité s'il s'agit d'un mineur. »

Ici il est question de l'action en nullité. Croit-on qu'elle doit être abrégée au préjudice du mineur comme défavorable ?

L'émancipation est relative à la puissance paternelle et à la tutelle, qu'elle fait cesser toutes les deux. Peut-être en conséquence vaudrait-il mieux de partir du jour de la majorité, pour en faire un chapitre à part.

Servant l'article 106, le mineur est émancipé lorsqu'il a atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, ou lorsqu'il se marie. Cette disposition, qui fait fleur de plus droit la tutelle à l'âge de dix-huit ans accomplis, paraît fort sage, elle établit un intervalle entre les deux états de pupille et d'homme usant de ses droits, une sorte d'expirer par laquelle il est bon que le mineur passe avant de parvenir à être libre entière que la majorité prochaine doit lui donner. Cette mesure est bien plus sage encore si l'on y réfléchit, car elle est sage par rapport à la puissance paternelle, si l'on considère qu'elle est à la mère le droit de garde ou d'usufruit qu'on leur attribue sur le bien de leurs enfants; au moins elle abrègera la durée de ce droit odieux, et permettra que l'on s'occupe de l'établissement des enfants, qui très-souvent l'attention ne manquera pas de différer. Il faut néanmoins que l'époque de l'émancipation demeure toujours subordonnée au jugement de la famille, et que les parents puissent retirer en fait, au delà même de dix-huit ans, un jeune homme dont la conduite aurait fait voir qu'il n'est pas en état qu'on lui confie cette portion de liberté. On n'a pas à craindre que les parents nommés abusent en cela de leur pouvoir, ils seront portés à hâter l'émancipation bien plus qu'à la retarder, afin de se décharger du fardeau de la garantie. Et quant à l'intérêt du père ou de la mère souffrants, il leur est personnel, et trouve des contradicteurs dans le surplus de la famille.

Nous proposerons, par réciprocité, de permettre aux parents d'avancer l'époque de l'émancipation, mais l'émancipé ne peut venir du jour au lendemain pas à sa suite, et le tuteur se commercial avec les mineurs pour faire cesser promptement la tutelle. Nous croyons donc qu'il faut s'en tenir à la réclamation (judiciaire, et que l'article pourrait être rédigé ainsi qu'il suit.

Le mineur est émancipé lorsqu'il a atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, à moins que le conseil de famille ne juge à propos de le relever en tutelle.

Il est pareillement émancipé lorsqu'il se marie.

L'art. 107 dit que le mineur émancipé peut recevoir et donner décharge, même d'un capital mobilier, il faut ajouter, et la charge d'en faire emploi, avec l'autorisation du conseil de famille, si l'on ne veut pas que le mineur ait la faculté de se ruiner; ou bien il faudrait exprimer, ce qui vaudrait encore mieux, que le conseil de famille peut limiter le pouvoir du mineur, et à cet égard, et à tous autres, au mesuré de son émancipation.

Suivant l'article 109, si le mineur a contracté dans la même année, envers un ou plusieurs créanciers, diverses obligations dont chacune n'exécute pas une année de son revenu, mais qui, réunies, excèdent cette mesure, il peut se faire restituer contre toutes. Pourquoi contre toutes? Il ne doit, ce semble, lui être permis de se faire restituer que contre les dettes qui dépassent la quotité autorisée par la loi; ou bien de demander qu'elles soient toutes réduites par contribution jusqu'à cette quotité, si elles sont toutes de même date.

L'article 111 porte que « le mineur, autorisé par un conseil de famille à exercer un art ou métier, ou à faire un commerce, est réputé commerçant au fait de son commerce. » C'est une maxime vulgaire et même écrite dans une de nos ordonnances, celle de 1613, titre 1<sup>er</sup>, art. 6, que le mineur est réputé majeur pour le fait de son commerce. Mais jusqu'à présent on n'avait pas mis ce principe en restriction qu'on lit ici, qu'il faut que le mineur soit autorisé par sa famille à exercer cette profession. Ne sent-on pas combien une pareille gêne aurait d'inconvénients pour le commerce même dont les opérations sont si promptes, et qui exige tant de bonne loi? Il faudrait donc avant de traiter avec un commerçant, de lui faire des fournitures, d'accepter ses billets, etc., commencer par s'assurer s'il est majeur ou mineur, et, dans ce dernier cas, lui demander qu'il exhibe l'autorisation de sa famille. De deux choses l'une : ou le mineur est émancipé, et il n'a pas besoin de cette autorisation; ou il n'est point émancipé, et il se fait fait d'un commerce public, par lui exercé au vu et su de sa famille, emporte une autorisation tacite.

#### TITRE X.

##### De la majorité et de l'interdiction.

Nous nous contenterons sur ce titre, comme sur le précédent, de présenter des remarques à l'égard d'un petit nombre d'articles qui nous ont paru susceptibles de réclamation ou d'amélioration.

L'article 6 porte que si l'époux ou les parents de la personne qui est dans un état de démence, d'imbécillité ou de furor, n'agissent pas pour demander son interdiction, « elle doit être prononcée par le juge de paix du domicile de celui » dont on poursuit l'interdiction, et que la demande en est formée par le commissaire du Gouvernement près le tribunal civil, sur la

dénonciation du juge de paix. » Cette disposition doit, ce nous semble, être restreinte au cas de la lueur, qui seule intéresse véritablement la société publique. Dans le cas de furor, doit dire l'article, si l'époux ou les parents n'agissent pas, etc.

Suivant l'article 13, si celui dont l'interdiction est provoquée ne peut, dans des circonstances graves, être transporté au tribunal, l'interrogatoire et l'examen sont faits par un commissaire mis parmi les juges du tribunal, et nommé par lui; lequel se transporte au domicile du défendeur, avec le greffier du tribunal ou son commis. Ce commissaire, ajoute l'article, est tenu de se faire assister par le juge de paix de l'arrondissement et l'un de ses assesseurs, ou par dix assesseurs dudit juge de paix. Il n'y a plus d'assesseurs du juge de paix; mais y en eût-il, cette assistance serait comme nécessaire au déprédation d'un pas le caractère du juge, qui paraît ne plus avoir, ou n'avoir pas à un degré suffisant, la confiance de la loi? A-t-on voulu rappeler les notables-adjoints revus au mois d'octobre 1789 pour l'insurrection des crimes criminels? Cette institution tenait beaucoup aux circonstances et aux préventions qu'on pouvait avoir contre les juges existants, au secret de la procédure criminelle alors usitée, enfin, à l'importance des procès criminels; son imitation paraissant aujourd'hui déplacée dans une matière d'interdiction.

L'article 15 veut que l'appel du jugement d'interdiction ne puisse être interjeté que par celui contre lequel il est intervenu, et cela est juste. On peut même dire que cela est superflu puisqu'il n'y a que celui contre lequel est intervenu le jugement d'interdiction qui se jugement grève. Mais l'article ajoute : « Nul ne peut interjetter appel du jugement qui n'a rejeté la demande à l'interdiction. » Pourquoi ne pourrait-on pas en interjetter appel comme de tout autre? Ce jugement, rendu joint-à la pluralité de deux voix contre une, est-il essentiellement, et par lui-même, à l'abri de toute erreur, de toute surprise, disons même de la corruption ou de la faveur? L'appel en soi n'est-il d'aucune importance; ne comprend-il pas quelquefois l'ordre public? N'est-ce que la disposition est générale. Nul ne peut interjetter appel... Ainsi le commissaire du Gouvernement qui, à défaut de l'époux ou des parents d'un furieux, peut, doit même, suivant l'article 6, provoquer son interdiction sur la dénonciation du juge de paix, ou pourra pas pour l'intérêt public se plaindre du jugement et se demander s'il n'y a pas quelque chose de la demande projet n'est point assez réfléchi aux conséquences; et comme la première partie de l'article est, ainsi que nous l'avons observé, entièrement inutile, nous estimons qu'il doit être retranché.

Art. 18. « Si le défendeur à l'interdiction, ou peut être amené devant le tribunal d'appel sans des inconvénients graves, le tribunal adresse une commission rogatoire au tribunal civil de première instance le plus voisin... autre que celui qui a rendu le jugement dont est appel. » Ce mot de commission rogatoire est déplacé et l'autorité de la part d'un tribunal d'appel à un tribunal civil de son ressort; les juges supérieurs n'adressent point de commissions rogatoires à leurs inférieurs.

Art. 20. « Le tableau (ou tableau des interdits) sera divisé en quatre colonnes : la première contiendra le nom de la personne contre laquelle sera intervenu le jugement; la seconde,



« son domirile; la troisième, la mer ou de pu-  
« gement de première instance; la quatrième, la  
« mention de jugement qui, sur l'appel, aura con-  
« firmé ou infirmé le premier. » Ce qui ou infirmé,  
est de trop. Quand le jugement d'interdiction est  
infirmé, il n'y a point d'interdiction, point de  
lien par conséquent à insinuer au tableau mais  
au contraire à radier du soit qui s'y trouve  
inscrit.

Art. 25. « Après la mort d'un interdit, les actes  
« par lui faits ou prouvés éteints pour cause  
« de démence, quoiqu'il n'y ait eu aucun interdic-  
« tion, on prouvera ou poursuivra nul ou  
« défectueux. » Il y a lieu de copier, ou l'article pré-  
sente une contradiction grossière; il faut lire  
probablement *insinué*, au lieu d'*interdit*. « Après  
« la mort d'un interdit, etc. » Il semble au-  
« tant à la disposition de cet article, qu'il faudrait  
au moins excepter, comme on l'a toujours fait,  
le cas où la mort de la demence est survenue dans  
l'acte même. Nulle part le plus forte de l'inhumanité  
d'un testateur par exemple, que celle qui  
résulte des clauses absurdes et extravagantes de  
son testament.

L'article 29, après avoir dit que le tuteur peut  
être nommé tuteur de son mari interdit, ajoute,  
« En ce cas, le conseil de famille règle la forme  
« et le contentement sous lesquels l'administration  
« doit être exercée » la forme. Le tout enforçant  
sans conventions matrimoniales qui réglent  
les droits respectifs des deux conjoints. « On ne  
voit pas trop ce que les rédacteurs ont voulu  
par ces dernières expressions, ni quel on est l'objet.  
Il faut dire les conventions matrimoniales et la  
déclaration qu'elles contiennent des droits des  
conjoints, peuvent influer sur le règlement de la  
forme et des conditions sous lesquelles l'adminis-  
tration de l'interdit doit être exercée à la femme.  
Nous croyons que cette clause, le tout, etc., pour-  
rait être retranchée sans inconvénient.

Le même article observe que la forme qui se  
trouvait liée par les règlements du conseil  
de famille, peut se prouver au tribunal de pre-  
mière instance de même que du mari peut de-  
mander la réformation; et il est ajouté que « le  
« tribunal juge en dernier ressort. » Nous nous  
sommes déjà expliqués sur ce dernier ressort at-  
tribué aux premiers juges dans des affaires d'une  
importance majeure; on croira bien se rappeler  
ce qui en a été dit.

Art. 36. « Tout interdiction est interdiction, qui  
« encoffre, doit être combinée en des dommages  
« et intérêts s'il n'a été que par intérêt ou par pas-  
sion. » C'est une règle invariable, présente par  
la raison et l'équité, à l'égard de toute prison-  
nière qui existe à une autre, sans fondement, au pré-  
sents juges, et surtout au point de vue commun son  
état. Un simple condamné pour délit ou crime  
peut en pareil cas; il faut des dommages et inté-  
rêts lorsqu'il est prouvé que le demandeur n'a  
pas été par intérêt ou par passion; c'est, en un  
mot, le droit commun. Mais j'ai vu bien peu  
que c'est le droit commun, il semble qu'il n'au-  
rait pas dû en faire un article qui a l'air d'être  
particulier à certaines interdictions.

L'article 30 porte que « toute personne qui,  
« sans avoir perdu l'usage de sa raison, néan-  
« moins, à cause de la faiblesse de son esprit et  
« de ses facultés intellectuelles, est de se trouver  
« exposée à des abus, et si on ne voit pas com-  
« mence les actes qui entraîneraient la ruine ou celle de  
« ses enfants, peut demander et obtenir du tri-  
« bunal civil de première instance dans l'arron-  
« dissement duquel elle est domiciliée, qu'il lui

« soit nommé un conseil, sans l'assistance duquel  
« elle ne pourra passer aucun acte tendant à l'alié-  
« nation de ses immeubles. Les graves abus de  
« l'hygiène. » On peut se demander à cela;  
mais la demande de son conseil n'est pas plus grande  
évidente, que pour le mariage, les testaments  
demandent. Elle tend à l'aliénation et ce qu'il son  
donné acte au moment de sa déclaration qu'il  
ne veut passer aucun acte, qu'il n'est, alié-  
ner ses ou autres actes quelconques, qu'il  
précise de lui interdiction, lequel sera à cet  
effet nommé son conseil; qu'en conséquence il  
soit ordonné que lors des actes, soit par-devant ro-  
taires, soit sous seing privé, qu'on portait à  
l'acte lui faire connaître lors la présence dudit  
conseil, seront nuls et de nul effet, et void ce  
qu'en outre le tribunal qui aura rendu sur la de-  
mande. Il est clair qu'il faut couramment aller  
juste-à, pour parvenir à la situation de celui  
qui sollicite cette espèce d'interdiction. Sout-  
N'y a-t-il en effet que les aliénés d'immeubles  
et des contrats importants en politiques, par les-  
quels on puisse aliéner la fortune d'un vieillard  
infirme, et dont les organes sont affaiblis? Ne  
peut-on pas les autres par des bêtises de sommes  
considérables, par des pensions, non-seulement  
de ses revenus, mais de ses capitaux, etc. ?

Les rédacteurs ont peut-être dit l'interdiction  
pour cause de dissipation et de prodigalité.  
En leur faveur, celle espèce d'interdiction est  
servant mieux qu'un autre, elle tend à la  
protection, elle empêche le prodigat de se  
propréter lui-même, surtout d'un des collatéraux.  
Il faut donc leur prêter ce qu'on ne peut pas  
interdire et encoffre par cause de prodigalité.  
Néanmoins le principe même d'un autre  
interdiction. Il y a des personnes tellement sages par les  
liens du sang et de la nature, que la loi les oblige  
réciproquement à se fournir des aliments, en ca-  
de parenté. De cette obligation on peut par né-  
cessité, au profit de ces personnes, un droit de  
surveillance respective. Peut-on s'astreindre en  
effet à voir tranquillement, sans mes-les, mon  
père de sa femme et sa sœur, sans que  
je sois le plus sage, et la sagesse du bon-sens, pour  
qu'en outre s'obligent de penser non-seulement  
à repaître sur son intérêt? Non, assurément. L'in-  
terdiction pour prodigalité peut donc être pro-  
voquée par ces personnes; mais par elles seules.

Sans la loi, les aliments sont des, quoique  
durcissement, par le mari à la femme, et par la  
femme, même non commune ou séparée, à son  
mar; par les père et mère ou autres ascendants, à  
leurs enfants ou descendants, et par ceux-ci à  
leurs père et mère ou autres parents et la ligne  
ascendante; par le beau-père et la belle-mère au  
gendre et à la bru, et par ces derniers aux beau-  
père et belle-mère, le tout par l'indigne dure.  
Voilà les personnes qui ont droit de demander  
l'interdiction du prodige.

La femme peut aussi être interdite en vertu  
de leur obligation, il se borne à consigner au pro-  
dige des aliments; il n'y a pas, d'une manière  
quelconque, les aliments du prodige sont assurés.

Si l'on ajoute ces choses qui nous paraissent  
justes, on pourrait, après l'article 30, en insérer  
un tel que suit qu'il suit :

Les prodiges peuvent aussi être interdits dans  
seulement à la mesure de ceux que la loi oblige  
de leur fournir des aliments dans la nécessité,  
et jusqu'à concurrence desdits aliments.

La procédure pour parvenir à cette espèce d'in-  
terdiction est la même que celle ci-dessus pré-  
sente.



son dans laquelle le donataire pût s'établir sur-le-champ, sans y rien porter, sans ébranler de faire aucune avance, et si l'on pouvait élever encore quelque doute sur l'argent comptant, il ne paraît pas possible de contester raisonnablement susdits principes.

Titre II, art. 2. On ne peut être contraint de réder sa propriété que pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste indemnité. On voit avec peine la suppression du mot *préalable*. On n'est pas indemnisé de suite, quand on est forcé de courir pendant plusieurs années après une indemnité dont le paiement est toujours incertain jusqu'à ce qu'il soit réglé.

On ne trouve pas un seul mot sur les *trésors découverts*, dans tout le titre de la propriété, ni dans les autres titres de ce livre. Il est nécessaire de réparer cet oubli, si de présenter des règles qui préviennent toute difficulté entre ceux qui pourraient prétendre à la propriété, soit comme ayant trouvé le trésor, soit comme propriétaire du fonds, soit à tout autre titre.

Dans le titre V, chapitre I<sup>er</sup>, sect. 1<sup>re</sup>, art. 10, 11 et 12, on détermine à quelle époque les fruits sont acquis à l'usufruitier; suivant l'article 10, les fruits civils s'acquièrent jour par jour.

Suivant l'article 11, dans le cas où les fruits de l'usufruit sont affermés, le prix du bail représentatif de la récolte appartient à celui du propriétaire ou de l'usufruitier qui était en jouissance au moment de la récolte.

Aux termes de l'article 12, si partie seulement des fruits du bien affermé était perçue lorsque l'usufruit a commencé ou a pris fin, il doit être fait une ventilation de la partie perçue, en égard à la totalité des récoltes; et il sera payé à l'usufruitier ou à ses héritiers une qualité correspondante du prix de la ferme.

Ces règles sont, il faut en convenir, conformes à ce qui se pratique, et fondées sur le principe que le prix de la ferme, représentant la récolte, doit être payé à celui qui aurait eu droit de faire la récolte.

Quelque poëssante que puisse être cette considération, elle est basonnée par une considération d'une autre nature, et qui n'est pas moins forte. On conçoit aussi à un grand nombre de difficultés, en établissant pour règle que le prix de la ferme appartiendrait, dans tous ces cas, au propriétaire ou à l'usufruitier, en proportion du temps de la durée de l'usufruit; de sorte que s'il avait fini, par exemple, le trentième jour du sixième mois, le prix de la ferme serait également partagé entre les héritiers de l'usufruitier et le propriétaire. Cette règle, qui a aussi son principe de justice, présente encore un grand motif d'utilité publique, puisqu'elle prévient beaucoup de contestations. Les commissaires votent pour qu'elle soit adoptée.

L'article 13 de la même section énumère les objets qui peuvent être compris dans un usufruit. On n'y parle pas des *usufruits*, qui il faut cependant y comprendre.

L'article 16 donne à l'usufruitier la coupe des bois de haute futaie sous ce coupé réglé. L'article 17 établit que hors ce cas l'usufruitier ne peut fletcher aux bois de haute futaie; il ne peut pas même s'approprier ceux qui sont arrachés ou brisés par accident. Pour prévenir toute fautive application de ces règles, il est bon d'ajouter que l'usufruitier peut employer aux réparations à faire, dans la chose appelée à usufruit, les arbres arrachés, et même un autre abattre d'autres si ceux-là ne suffisent pas.

Les articles 51 et 53, chapitre II, de l'usage et de l'habitation, établissent dans l'exercice de ces deux droits une différence que les commissaires désirent voir effacée. Suivant l'article 51, l'usage ne peut prendre des fruits que pour son usage et celui de sa famille, réglé d'après l'état où elle se trouve au moment où l'usage lui est décerné.

L'article 53 étend cependant le droit d'habitation, même à la famille servante depuis que le droit est acquis.

Les commissaires n'ignorent pas que cette distinction était ancienne; mais n'était-elle pas fondée sur des subtilités plus que sur la raison? Pourquoi supposer que celui qui a donné un droit d'usage à un homme marié de deux enfants, et dont la femme encore jeune était peut-être enceinte, a entendu exclure de ce droit la troisième enfant qui pourrait survenir? Quand le donateur n'aurait pas limité lui-même le droit d'une manière très-précise, est-il permis d'interpréter sa libéralité, en supposant qu'elle ne peut pas s'étendre à tous les enfants du donataire? Les commissaires pensent qu'il ne faut pas, à cet égard, admettre de différence entre le droit d'usage et le droit d'habitation.

### LYRE III.

DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Suivant l'article 1<sup>er</sup>, la propriété s'acquiert: 1<sup>o</sup> par la puissance paternelle.

Nous avons pensé que ce droit utile de puissance paternelle ne doit pas avoir lieu. Mais quand on l'établirait, ce ne serait point une manière d'acquérir la propriété, car ce droit consistant dans un simple usufruit, il est clair que la puissance paternelle ne serait qu'un moyen d'acquérir l'usufruit.

Suivant le même article, la propriété s'acquiert encore par les obligations qui naissent des contrats ou conventions, et par celles qui résultent du seul fait de l'honneur, sans convention, tels que les quasi-contrats ou quasi-délits. Le titre IX, qui sera consacré, parle des testaments et donations testamentaires qu'il accorde aux donations entre-vifs.

La classification nous paraît vicieuse.

Elle permet bien les testaments n'ont rien de commun avec les contrats et avec les obligations.

En second lieu, la propriété d'un meuble ni d'un immeuble ne s'acquiert jamais en vertu d'un quasi-contrat ou d'un quasi-délit. Il n'en résulte qu'une action personnelle à fin de prestation des engagements formés par le quasi-contrat, ou en réparation du quasi-délit.

En troisième lieu, il ne paraît pas même exact de dire que la propriété s'acquiert par les obligations qui naissent des contrats ou conventions. Elle s'acquiert, comme nous croyons pouvoir l'établir en son lieu, par la tradition; dans les immeubles, suivant la loi actuellement subsistante, par la transcription du contrat; et, s'il s'agit d'une dette active, par la signification au débiteur; jamais en vertu du contrat même.

Il semble qu'on aurait mieux fait de s'en tenir aux idées reçues; et après avoir parlé d'abord des personnes, ensuite des choses, de distinguer à l'égard de celles-ci, comme font tous les jurisconsultes, deux codes de droits, le droit à la chose, le droit dans la chose. On aurait observé que le premier naît des obligations, et l'on aurait

trouvé de toutes les obligations, sans en excepter celles qui résultent immédiatement de la loi, ni celles qui procèdent d'un délit, lesquelles ne sont point étrangères au droit civil strictement pris, puisqu'elles peuvent et doivent même quelquefois se poursuivre par la voie civile. On aurait ensuite remarqué que le droit dans la chose s'acquiert de différentes manières; et la loi aurait voulu toutes les manières d'acquiescer, d'abord par le droit naturel et des gens, occupation per laquelle on remuait, ou en qui consistait la chasse et la pêche, les présens, etc., aux lois qui leur sont particulières, l'occupation ou incursion, et la radiation; par le droit civil, les successions, les testaments, la prescription.

Nous n'apprenons rien de plus qu'on dit dans l'article 2, d'une manière si crue et si générale, que la loi civile ne reconnaît point le droit de simple occupation, et que les biens qui n'ont jamais eu de maître appartiennent à la nation, il y a des choses qui n'appartiennent à personne, et que les jurisconsultes appellent res communes, res nullius, attendu on soustraire aux particuliers la faculté d'acquiescer ces choses, pour les donner exclusivement à la nation? Est-ce qu'on prétendrait, qu'on puisse de l'eau à la rivière, d'acquiescer puis le domine de l'eau qu'il y a puisée et dont il a empli sa cruche? Les pierres, les coquillages qu'on ramasse sur le bord de la mer, n'appartiennent-ils pas à celui qui s'en saisit? On peut bien ramasser paille.

Voilà est général pour ce qui est de l'ordre, lequel n'est point, quoique nous n'y attachions pas le plus d'importance. Venons au fond

#### TITRE PREMIER. DES SUCCESSIONS.

La loi qui fixe l'ordre des successions est en elle-même la plus importante de celles qui peuvent occuper le législateur. C'est par elle qu'il distribue périodiquement les fortunes, avec une pleine autorité, et conformément au bien public. Qui doute qu'on lui portait au son d'un intérêt majeur pour la société? Malheureusement les règles, qui doivent y présider, souvent se renouvellent, et ne permettent point au législateur de faire tout ce qu'il voudrait.

Deux points de vue entièrement différents s'offrent au choix du législateur, lorsqu'il entreprend de statuer sur cette matière : l'accumulation des patrimoines, ou leur division.

L'accumulation convient aux monarchies; la division sied aux républiques, parce qu'elle tend à l'égalité.

Mais si l'on suppose une république dont le territoire européen, sans parler de ses colonies, présente une surface de quarante mille lieues carrées, et une population de trente-deux millions d'habitants; qui cultive les arts et le commerce; qui renvoie donner à l'exploitation de son sol le plus grand développement possible, et fonde sur tous ces objets sa prospérité, la nation l'emportera. L'esprit de la Constitution appelle la division des fortunes; les localités la repoussent; car, si l'on convient à une république d'avoir des moyens dont les fortunes se rapprochent par leur médiocrité, et entre lesquels on s'aperçoit, autant qu'il se peut, ni riches ni pauvres; les riches, d'autre part, sont à déplorer, et il en fait d'un état tel que celui des bourgeois. C'est en effet dans la main des riches que se trouvent essentiellement tous ces moyens de prospérité; ce sont les riches qui emploient et font travailler les autres; qui forment les grandes entreprises de commerce,

qui, par des usages utiles, mais souvent ruineux pour leurs auteurs, ouvrent de nouvelles routes à l'industrie; la culture même des terres, pour s'élever au degré de splendeur dont elle est susceptible, demande et présuppose de grandes avances qui ne peuvent être faites que par les riches. Ainsi, dans le cas particulier, tous les principes, toutes les vues se combattaient et se détruisaient.

Que doit faire le législateur au milieu de ce conflit? abandonner ces théories trop opposées pour qu'on puisse les mettre d'accord, et se borner à établir sur ce point quelques lois simples, claires, utiles, qui, par leurs dispositions, ne blessent aucun sentiment naturel, ni aucun des intérêts fondamentaux de la société.

C'est le sage parti qu'on prétend embrasser les rédacteurs du Code; nous n'avons plus qu'à voir s'ils ont réussi.

Le plan qu'il propose annonce trois espèces de successions pour les parents : « la succession qui échoit aux descendants, celle qui échoit aux ascendants, et celle qui échoit aux collatéraux » (art. 721).

« Les enfants légitimes, ou leurs descendants, succèdent à leurs père et mère, frères, sœurs, ou autres ascendants, par égale portion, sans distinction de sexe ni de primogéniture, et quoique sans de différer les mariages (art. 338). »  
« À défaut de descendants, les ascendants succèdent, mais différemment, selon que le défunt a laissé ou n'a pas laissé des frères ou sœurs, ou de ses descendants de ceux-ci (art. 427). »

« Si le défunt n'a laissé ni frères ni sœurs, ni descendants de ceux-ci, la succession se divise par moitié entre les ascendants de la ligne paternelle et les ascendants de la ligne maternelle. »  
« Dans chaque ligne, les ascendants s'achètent les collatéraux, et l'ascendant le plus proche exclut le plus éloigné. »

« Si n'y a point d'ascendant d'une ligne ou l'autre des lignes paternelle ou maternelle, la moitié affectée à cette ligne est dévolue aux collatéraux de la même ligne (art. 433). »

« Lorsque le défunt a laissé des frères ou sœurs, ou des descendants de ceux-ci, ils excluent tous les ascendants autres que le père et mère. La succession se divise en deux portions égales, dont une moitié est dévolue au père et à la mère, et l'autre moitié est dévolue aux frères et sœurs, ou aux descendants de ceux-ci (art. 461). Si le père ou la mère est prédécédé, la part qui lui aurait appartenu se réunit à la moitié qui est dévolue aux frères et sœurs ou à leurs descendants, lesquels ont, en ce cas, les trois quarts de la succession (art. 471). »

« Quand le défunt ne laisse ni descendants, ni père ni mère, la succession est dévolue, en premier ordre et entier, aux frères et sœurs germains sur vivants, ou aux ascendants d'eux, soit de leur chef, soit par représentation dans le cas de concours avec les oncles et tantes (art. 491). »

« À défaut de frères et sœurs, ou descendants d'eux, et d'ascendants d'une ou l'autre ligne, la succession est dévolue, en second ordre, pour moitié aux parents les plus proches dans la paternelle, et pour l'autre moitié aux parents les plus proches dans la ligne maternelle, (art. 511). »

« À défaut de parents d'une ligne, ceux de l'autre ligne s'achètent pour le tout (art. 531). »  
« Il résulte de cet exposé, dans lequel nous avons

suivie immédiatement la réclamation du projet, et on l'a pu remarquer quelque embarras, quoiqu'en ont promis seulement trois espèces de successions, en vertu auxquelles cinq ordres bien distincts, ou cinq classes de successibles appelés au défaut les uns des autres :

1<sup>er</sup> Ordre, les descendants.

2<sup>e</sup> Ordre, les frères et sœurs du défunt, en concours avec son père et mère.

3<sup>e</sup> Ordre, les frères et sœurs tout seuls, à défaut de père et mère.

4<sup>e</sup> Ordre, les ascendants en général.

5<sup>e</sup> Ordre, les collatéraux autres que les frères et sœurs.

Il s'agit d'examiner si cette classification est bien naturelle, et s'il n'y aurait pas moyen de simplifier davantage la loi des successions.

On voit que toute la difficulté résulte du privilège accordé aux frères et sœurs, lesquels concourent avec leurs père et mère dans la succession de leur frère défunt, et excluent les autres ascendants.

C'est un reste du droit romain introduit par la loi du 17 mai 1806 au II, art. 72 et 76, suivant lesquels les frères et sœurs d'un défunt lui succèdent en totalité, à l'exclusion même de leurs père et mère, ou à cet égard se bornent à modifier cette disposition, en demandant seulement aux frères et sœurs la concurrence avec les père et mère ; mais ne fallait-il pas aller plus loin ?

Cette règle, établie par la loi du 17 mai 1806, ainsi, ainsi que les auteurs s'en sont expliqués, au système alors établi de recourir à l'égalité par la division des fortunes. On trouvant plus conforme, en ce sens, de partager la succession d'un défunt entre ses frères et sœurs en lignes descendantes, que de concentrer tout dans la main du père ou de la mère. C'est par la même raison qu'une loi bizarre, adoptée dans quelques coutumes, celle de la représentation même, tant en directe que collatérale, avait été contenue, par les législateurs du 17 mai, en droit général, avec toute et refonte des biens entre les diverses lignes.

Aujourd'hui l'on est revenu de ces idées exagérées de division et d'égalité, qui ont paru insupportables. Les rédacteurs du nouveau Code n'ont point hésité à consacrer la présence le système de représentation directe, qu'ils ont réduit aux termes de droit. Pourquoi ont-ils été plus indulgents relativement au privilège accordé aux enfants contre leurs père et mère et autres ascendants ?

Si l'ordre des successions est fondé sur l'ordre premier des affections du défunt, pour qui doit-on lui supposer plus d'affection que pour ses père et mère ? Quelque tendresse qu'il ait pour ses frères et sœurs, ce sentiment n'égale point ce qu'il doit aux auteurs de ses jours ; outre que sa fortune doit commencer leur être rapportée, ou comme une suite de leurs bienfaits, ou comme le fruit de la bonne éducation qu'il en a reçue.

Nous croyons qu'il faut retrancher le privilège de concurrence et d'exclusion attribué aux frères et sœurs contre la ligne ascendante. A ce moyen notre système d'égalité se simplifie infiniment, et d'autant plus que trois ordres, descendants, ascendants, collatéraux ; ce qui peut être exprimé très-brièvement et en très-peu de paroles.

Tout ce qui est resté par les rédacteurs sous le nom de biens en toute succession, ascendante ou collatérale, mais sans égard au subordonnement ultérieure ; les conséquences que l'on entre voit à-vis des ascendants, ou admettant en concours

avec eux, les ascendants de l'autre ligne d'un degré plus éloigné, ou, à leur défaut, les collatéraux de cette même ligne ; l'application que l'on en fait au double lien pour en déterminer la juste proportion, qui est non pas d'exclure, mais d'éloigner d'abord une double part ; tout cela est bien et, bien expliqué, et conserve tout son caractère de sagesse et de justice, sans laisser subsister ce qu'il y avait d'abusif.

Nous croyons cependant que les rédacteurs ont eu tort d'abandonner, dans les articles 11 et 17, le principe de la division des biens en deux lignes, sagement posé par l'article 17. Voici l'espèce : Un homme s'est marié de dix fois ; il a des enfants du premier lit, il en a eu un du second ; celui-ci vient à mourir ; sa mère est parvenue. Les rédacteurs qui voulaient que les fils et sœurs survivants eussent avec les père et mère à la succession d'un frère défunt, disaient qu'en ce cas le quart de la succession qui aurait appartenu à la mère préexisterait, se réunirait à la moitié qui est dévolue aux frères et sœurs, en à trois descendants, lesquels ont alors les trois quarts de la succession. Si le père d'un mort aussi bien que la mère, toute la succession leur appartenait, suivant les rédacteurs, à l'exclusion même des ascendants soit de leur ligne, soit de l'autre ligne. Il nous semble que c'est porter trop loin les droits des frères et sœurs, et que, pour être conséquent, il faut, dans le système des rédacteurs, au premier cas, donner aux frères et sœurs concurremment le quart seulement de la succession aussi bien qu'un père, les deux autres quarts revenant aux parents de la ligne de la mère. Dans notre système, ce serait le père, à son tout seul, qui aurait la moitié, et les parents de sa seconde femme l'autre moitié. Si le père est mort aussi bien que la mère, les frères et sœurs concurremment, dans le système des rédacteurs, ne doivent également recueillir que la moitié de la succession, et les parents de cette même ligne, ascendants ou collatéraux, prennent l'autre moitié. Dans notre système, les ascendants de l'une et l'autre ligne, s'il y en a, prennent tout un préjudice des frères et sœurs concurremment. En toute hypothèse, il nous paraît déraisonnable que la présence de la mère profite à des enfants qui ne sont pas ses siens, et qu'ils ne soient en quelque manière ses héritiers. L'exclusion accordée par l'article 11 aux frères et sœurs de simple lien, n'est autre que la même à-vis des simples collatéraux, qui peut être des parents éloignés. Mais c'est un motif d'indignité du partage des biens en deux lignes ; l'ironie d'un qui est commun à toutes les successions ascendantes ou collatérales, et qui ne doit pas empêcher que le partage en deux lignes, même sur des causes supérieures, ne soit maintenu.

Nous croyons aussi que l'article 49 pourrait être rédigé d'une manière plus claire. Il y est dit : « Si le défunt ne laisse ni descendants, ni père, ni mère, la succession est dévolue en pleine et entière possession, aux frères et sœurs germains du défunt, ou aux descendants d'eux, « si de leur chef, soit par représentation. » Il semble, en lisant cet article, que les consanguins en même soit exclus ; et néanmoins, ils sont appelés pour leur part dans l'article suivant. On devrait l'expliquer, en disant :

« Si le défunt ne laisse ni descendants, ni père, ni mère, la succession est dévolue en pleine et entière possession, aux frères et sœurs germains, ou aux descendants d'eux, soit de leur chef, soit par représentation. Les frères et sœurs germains, ou les descendants, recueillent la succession en entier.



suffisante de sa capacité et de sa bonne conduite, et selon les moyens des héritiers, à obliger ceux-ci de racheter les aliments au taux qui serait fixé. Des aliments viagers ne constituent qu'un célibataire, si souvent peu à l'établissement; au lieu qu'avec un petit fonds, le malheureux enfant pourrait entreprendre quelque chose et se rendre utile à la société. C'est une idée que l'on songe aux rédactions.

L'article 70 porte : « que le père ou la mère succèdent à leur enfant naturel à l'exclusion de la République, lorsque celui-ci n'est pas marié ». Cette disposition est très-équitable. Observez seulement que dans ce cas-ci, la loi ne fait point contourner les frères et sœurs du défunt avec le père ou la mère, preuve que ce concours n'a pas eu lui-même de grands fondements.

Les articles 71, 72 et 73, à défaut de père ou mère de l'enfant naturel, défèrent sa succession à ses frères et sœurs légitimes, et à défaut de ceux-ci, à ses frères et sœurs naturels, même aux descendants des uns et des autres, toujours à l'exclusion de la République. On ne peut qu'approuver encore cette disposition inébranlable : mais, puisqu'il s'agit d'une succession uniquement fondée sur le lien de la nature, il semble qu'on devrait en ce cas associer et faire concourir les frères et sœurs naturels avec les légitimes.

Par conséquent, le bâtard à ses légitimes descendants devrait aussi succéder au père ou à la mère dudit bâtard, même à ses frères et sœurs légitimes, toujours à l'effet d'exclure le lien.

On peut demander si l'institution des tuteurs a été que cette espèce de succession introduite à l'égard du bâtard, puisqu'elle n'est ordonnée à l'époux survivant, dont il va être parlé, ou qu'elle ne vult qu'époux. Pour le premier sentiment, on extrayera de l'ordre même observé dans le projet de Code, et de plus on invoquera les termes de l'article 75, qui ne défère la succession à l'époux survivant que lorsque le défunt n'a laissé aucun parent; ce qu'il faut entendre, d'abord, tant des parents naturels que des parents légitimes. Pour le second sentiment, on fera valoir le mot plusieurs fois répété dans les articles 70, 71 et 73, à l'exclusion de la République : il est clair, d'abord, que les parents naturels ne sont appelés que pour exclure la République, et non, conséquemment, pour exclure l'autre époux. Ce dont a besoin d'être levé, nous croyons que l'époux survivant n'étant appelé qu'à défaut de toute parenté, les parents naturels devraient obtenir la préférence.

Suivant l'article 80, « la donation, faite ou transport fait par l'un des héritiers, à tout ou à quelques-uns de ses cohéritiers, emporte acceptation de la succession. » Il en est plus vrai; mais il faut en dire autant de la donation, faite ou transport fait à un étranger. Dans tous les cas la récession suppose une acceptation préalable : on ne cède pas ce qu'on n'a pas.

Art. 87. « Celui contre lequel un créancier de la succession a obtenu jugement contradictoire passé en force de chose jugée, qui le condamne comme héritier, est réputé avoir accepté la succession. » Mais le même article ajoute que « si le jugement passé en force de chose jugée n'a été rendu que par défaut, la condamnation obtenue par un créancier seul ne profite point aux autres. » On ne voit pas le fondement de cette différence. Au reste, dans la poursuite des principes, un jugement qui condamne un particulier comme héritier, ne profite qu'à celui en faveur duquel il est rendu. Vis-à-vis des autres,

il peut former un préjugé; mais il n'a pas l'autorité de la chose jugée.

L'article 107 est une répétition de l'article 75 du titre des tutelles. Nous renvoyons à ce qui a été dit sur ce premier article.

Suivant l'article 130, « le bénéfice d'inventaire ne peut pas être opposé à la République » par l'héritier d'au comptable; il faut qu'il accepte ou qu'il renonce purement et simplement. C'est une vieille maxime écrite dans l'article 16 de l'ordonnance de Moulins de 1563. On lui donne tout fondement, 1° la faveur des devoirs publics; mais cette faveur n'autorise point une injustice; 2° la présomption que le débiteur qui ne se trouve pas en état de payer, s'est mis dans cette impossibilité par des avantages secrets faits à ses héritiers, ou que ceux-ci ont écarté des effets à leur profit; la fraude ne se présume pas; 3° enfin que le bénéfice d'inventaire est une grâce, et que le souverain n'en a jamais présumé ou accordé contre ses intérêts. L'état a la vraie raison; on laisse aux créanciers à eux approuver maintenant l'importance, il nous semble en général que ce n'est point par des privilèges exagérés qu'on peut mettre à couvert les intérêts de la République contre les complaisances, mais par de bons cautionnements, une surveillance active, et des diligentes lentes à propos pour asseoir les recouvrements.

Art. 138. Il faut ajouter la mot *curateur* à celui de *tuteur*, qui ne convient point aux absents.... Peut être exercé par leurs tuteurs ou curateurs.

L'article 133 donne aux créanciers le droit de faire apposer le scellé en vertu d'un titre exécutoire, ou de la permission du juge. Il faut dire, en vertu d'un titre exécutoire ou autorisé par la permission du juge. Le titre est nécessaire dans tous les cas; mais un titre sans seing privé non reconnu suffit, si y joignant la permission du juge, pour éviter les abus.

L'article 136 exige que les experts, nommés pour l'estimation des immeubles à l'effet du partage, fournissent leur rapport devant le juge comme. C'est une formalité absolument inutile ils ont dû, dans le principe, prêter serment de bien fidèlement vaquer à leur commission; demander qu'ils affirment ensuite l'avoir bien remplie, c'est un double emploi; c'est leur faire jurer qu'ils ne se sont point payés. Les serments sont ce qu'il y a de plus respectable parmi les hommes, on les utilisons par en les multipliant sans nécessité.

A l'article 141, après ces mots, si mineur n'a ment les parties, il convient d'ajouter le mot *mineurs*.... Si mineur n'a ment les parties *mineurs*.

La vente des biens de mineurs ne doit être faite qu'à justice.

Les articles 162, 163 et 164 méritent une grande attention. On limitait autrefois que les avantages même indirects étaient sujets à rapport, d'après le principe que la loi défend de faire indirectement, et par voie détournée, ce qu'elle ne permet pas de faire directement; et l'on regardait comme avantage indirect un profit du père, le don fait à son fils non sur-subsiste, le père et le fils étant ceux que seule personne. De même et à plus forte raison, le fils, même venant de son chef à la succession du donateur, était obligé de rapporter le don fait à son père dont il avait accepté la succession, parce qu'il trouvait et recueillait dans cette succession le don fait à son père. Cette jurisprudence, qui avait son fondement dans les lois romaines, et était par elle-même nécessaire pour éta-

blir l'égalité, est entièrement renversée par les articles 162, 163 et 164.

Art. 162. « L'obligation n'est léguée de rapporter que le legs qui lui est fait personnellement. »

Art. 163. « Le père ne rapporte point le don fait à son fils ou à son aîné. »

Art. 164. « Le fils, qui vient de son état à la succession du donateur, ne rapporte point le don fait à son père, soit qu'il ait accepté la succession de plein droit, soit qu'il y ait renoncé. » Ainsi le père, déjà comblé de biens dans sa propre personne, pourrait l'être encore dans la personne de son fils, sans que les dons faits à ce filsissent sujets à rapport.

Le fils ne serait point obligé de rapporter un don momentané fait à son père.

Nous croyons que de pareilles dispositions sont susceptibles de graves inconvénients, et qu'elles mettent dans les familles un levain de haine et de jalousie qui en troublerait la paix.

Le projet de Code permet aux donataires ou testataires, en renforçant leurs dispositions dans les formes prescrites, d'affranchir du rapport leurs donations ou légataires. C'est tout ce que la loi peut faire. Elle doit d'ailleurs présumer dans celui qui dispose, un esprit d'égalité, à moins qu'il ne manifeste une intention différente; et conséquemment assujettir au rapport tout ce qui est naturellement sujet. Voyez les art. 162 et 163 du titre des donations.

Nous estimons qu'il faut s'en tenir aux anciens principes.

Si cette observation est accueillie, il faudra également changer l'article 170, qui n'est qu'une répétition de l'article 163.

Nous voudrions toujours, d'après les mêmes idées, que dans la distinction *de ce qui est sujet à rapport*, on posât les principes que les avantages, même indirects, doivent être rapportés, et qu'on ajoutât, d'après la jurisprudence reçue, que l'enfant doit apporter jusqu'aux sommes qui lui ont été prêtées par le père continu, quand même il en aurait constitué la rente, et sans qu'il ait recevable à offrir de la caution; et la loi néanmoins seul la disposition contraire du père de famille, dans le cas où la légitime des autres enfants ne serait point épuisée.

L'article 217 est contraire au principe involontairement reçu jusqu'à présent, et même consacré par l'article 213 du présent titre.

Voici ce que porte l'article 213 : « L'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, quelle que soit la qualification, de vente, d'échange, ou autre, qui ait été donnée à cet acte. »

Si l'article 217 dispose ainsi : « L'action en rescision n'est point admise contre le partage fait à titre de transmission, pourvu qu'il existe, lors de l'acte, des difficultés de nature à donner lieu à une contestation sérieuse. »

Il est clair que le dernier article n'est qu'une limitation ou une exception du premier. Et, comme il n'y a rien de si facile que de donner à un partage le titre de transmission, qu'il se rende contre d'ailleurs peu de partages de quelque importance qui ne présentent des difficultés de nature à occasionner une contestation sérieuse, il en résulte que la plupart des partages, quelque injustes qu'ils soient, seraient inattaquables.

L'article 217 ajoute, il est vrai, que « si la transmission contenue en l'acte de partage n'a pour objet que de surmonter une difficulté ou graver une part, le partage n'est irrévocable que quant à

« ce. » Mais, par la raison contraire, si la transmission a pour objet plurius *difficulus* ou *quæstion*, comme cela arrive presque toujours, et que les parties, relativement à ces objets de litige, aient fait des sacrifices réciproques, le partage sera irrévocable dans sa totalité, toutes les clauses de l'acte étant individuelles.

Nous croyons qu'il faut s'en tenir aux idées reçues, et que les deux articles, rapprochés l'un de l'autre, doivent être ainsi rédigés :

L'action en rescision est également admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, quelle que soit la qualification de vente, d'échange, ou autre, même de *insurance*, qui ait été donnée à cet acte.

Mais si, après un partage fait, ou un acte qui en tient lieu, les parties transigent sur les difficultés que présentent ce premier acte, et qui étaient de nature à donner lieu à une contestation sérieuse, encore qu'il n'y ait point eu, à ce sujet, de procès contumacé, le dernier acte ne peut pas être rescindé pour cause de lésion.

## TITRE II.

*Des contrats ou des obligations conventionnelles en général.*

La matière des contrats est, de toutes les parties du droit civil, celle où le législateur a le moins à faire. Elle est restée presque toute entière dans les termes du droit naturel. Les rédacteurs du Code ont recueilli les règles données dans les lois romaines, et dictées par la seule raison. On peut leur reprocher seulement de les avoir un peu trop multipliées. Il est des choses d'une telle évidence, qu'il semble inutile de les consacrer par écrit, et d'en faire un article de loi. Un travail de cette nature ne peut donner lieu qu'à un petit nombre d'observations.

Suivant l'article 9, « la violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation, l'annule, encore qu'elle ait été exercée par un tiers autre que celui au profit duquel la convention a été faite. »

Suivant l'article 14, relatif au dol, il faut, pour annuler la convention, « qu'il y ait été pratiqué par la partie même avec laquelle on a contracté, ou qu'elle en ait été participant; sauf l'action en dommages et intérêts contre le tiers qui l'aurait employé. »

Il semble que, dans ces deux cas, la décision devrait être la même. Que le consentement ait été forcé, ou libre, surpris, extorqué par le dol, c'est toujours un consentement imparfait, et non un consentement absolu, spontané, réfléchi, tel en un mot qu'il doit être pour former un engagement.

Art. 22. Il est dit que les engagements contractés par les mineurs, les interdits et les femmes mariées, ne peuvent être attaqués que par eux, dans les cas prévus par la loi; qu'ils peuvent néanmoins en poursuivre l'exécution à leur profit, et ne peuvent répéter ce qu'ils ont payé ou conséquence après que la loi les a déclarés dans la pleine capacité de contracter. Cette dernière phrase laisse une équivoque; on ne sait sur quel elle tombe. Est-ce ce qui a été payé par les personnes indiquées depuis que la loi les a rendues capables de contracter, qu'elles ne peuvent répéter? ou ne peuvent-elles répéter, étant devenues maîtresses de leurs droits, ce qu'elles avaient payé auparavant? Ce dernier sens n'est assurément pas celui des rédacteurs. Un mineur qui s'est engagé en minorité, et a payé pendant sa minorité même, peut se faire restituer contre le paiement, de même que contre l'engagement qui en a été le principe,



Il faut dire, pour écarter l'ambiguïté, et au risque d'être un peu plus long : « Ne peuvent régir que :  
« qu'il est payé en créancier, si les paiements  
« ont été faits depuis que la loi les a rétablis dans  
« la pleine capacité de rouler. »

L'article 38 est important, parce qu'il tient à un système qui a été fait les rédacteurs sur la translation de propriété, après juger l'indépendance de la tradition. Voici les termes de cet article : « Dès l'instant que le propriétaire a été tracé, par acte authentique, l'obligation de donner au tiers un immeuble, il en fait l'acquisition ; l'immeuble ne peut plus être saisi sur lui par ses créanciers ; l'alienation qu'il en fait postérieurement est nulle ; et la tradition qu'il en fait n'a pu lui servir à un second acquéreur, ou donner aucune préférence à celui-ci, lequel est obligé de restituer l'immeuble à celui dont le titre est antérieur : mais le recours du second acquéreur contre le vendeur, auquel qu'il est dit au titre du contrat de vente. »

L'article 39 ajoute : « Néanmoins, si la chose appartient à deux personnes successives et parcellaires solidaires, celui des deux acquéreurs qui en a été mis en possession réelle est préféré, et on demeure propriétaire, encore que son titre soit postérieur en date, pourvu toutefois qu'il ait acquis de bonne foi. »

Il faut joindre les articles 110 et 111 du titre de la loi, ainsi conçus : « Dans le transport d'un créancier, dont on crition sur un titre, la détermination s'opère, entre le créancier et le cessionnaire, par la remise du titre. » (Art. 110).

« Cependant, jusqu'à ce que le créancier ait signé le transport au débiteur, celui-ci peut valablement se libérer envers le créancier, mais la créance ne peut plus être cédée par les créanciers du créancier qui a été transféré par la loi de son consentement. » (Art. 111).

Si l'on examine le Code hypothécaire actuel, comme nous sommes le proposer, la principale question que l'on a eue à résoudre par ces articles, s'élève relative à l'extinction des immeubles, se trouve déclinée ; car le Code hypothécaire de la loi exprime que l'extinction des immeubles ne s'opère que par la transcription du contrat sur le registre du conservateur des hypothèques, et non par le contrat même ; en sorte que jusqu'à cet instant l'immeuble peut être vendu de nouveau, peut être grevé de nouvelles hypothèques à la charge du vendeur, peut être l'objet d'un instant d'extinction postérieure sur lui à la reprise de ses créanciers ; et cet avantage n'est pas un des avantages de ceux que présente le Code hypothécaire.

Mais ne supposant que ce Code soit aboli, nous croyons que l'autorité juridique sur l'extinction des immeubles, posée dans le droit romain et adoptée par la jurisprudence, doit être conservée ; c'est-à-dire que la propriété de l'immeuble passera d'une main à l'autre, non par le seul contrat d'alienation et les différentes clauses qu'il contient, mais par la tradition réelle et la mise en possession du propriétaire et l'acquéreur.

Il ne s'agit pas de savoir comment s'opère l'extinction réelle et si le vendeur lui-même ou son seul fait ou le conservateur qu'il donne à l'entrée en jouissance de l'acquéreur ; toute la difficulté se présente des tiers, et qui ne voit pas qu'à l'égard des tiers, l'extinction ne peut s'opérer que par un fait extérieur et public, qui avise que la propriété a changé de main, et que ce n'est plus Pierre mais Paul qui est propriétaire ? Ce

fait ne peut consister que dans la dépossession.

Les rédacteurs ont été frappés de l'inconvénient possible d'un sergent venant suite à un acquéreur de bonne foi. Mais comment n'ont-ils pas senti que, pour éviter ce danger, ils se jetteraient dans un plus grand ? Ce ne serait point, dans leur système, au premier acquéreur qui sera trompé. Mais le propriétaire malhonnête, qui voudra faire des dupes en vendant deux fois la chose, ramènera par son sergent arrêter une personne infidèle un traité de vente simulé, dont il assurera la date au moyen de l'enregistrement, ou par la présence d'un notaire ; ensuite il revendra l'immeuble, le livrera, et touchera le prix, et alors il sera revendeur l'immeuble, par son sergent, contre lequel le second acquéreur n'aura pas même de recours hypothécaire pour ses dommages et intérêts, attendu la postériorité de son contrat.

Si l'on voit que de deux maux il faut choisir le moindre, nulle comparaison des inconvénients du système actuel avec ceux du système projeté. On ne peut ordinairement qu'après l'entrée en jouissance, ainsi, l'acquéreur auquel on ne l'a pas, et qui se trompe d'indivisionnement évité par une nouvelle vente suivie de tradition, garde son argent ; il peut perdre seulement le bénéfice d'un loyer inardé ; c'est un objet de dommages et intérêts, pour lequel en outre il aura une hypothèque assurée contre le second acquéreur, si son acte est authentique. Voilà ce qui se passe dans le système actuel, où nous tenons pour principe que la tradition réelle extingue ; au lieu que, dans le système projeté, un acquéreur de bonne foi étant mis en possession, pourra, puis sera évacué ; ne sort qu'il perdra la chose et le prix, sans pouvoir même former aucune demande utile en dommages et intérêts, attendu la priorité d'hypothèque du premier acquéreur.

La nécessité d'une tradition réelle et de fait est le seul moyen qui remédie à tout : les rédacteurs l'ont senti par rapport aux meubles ; pour qu'on ait suivi d'autres vues relativement aux immeubles ?

A l'égard des choses mobilières, on ne conçoit pas comment les rédacteurs ont pu admettre l'extinction de la seule remise du titre, qui d'ailleurs n'est pas toujours sous la main du vendeur, au lieu de l'aliéner, avec la caution de Paris, qui forme en cette partie le droit romain, la signification du transport ou à son extinction, romaine à la mise en possession de l'acquéreur, la même suscite et la moins équivalente que comporte la main.

Nous croyons qu'il ne faut point innover dans tout cela, et qu'on doit s'en tenir aux anciens principes.

Art. 51. Aux exemples indiqués de revenus formant des capitaux qui peuvent produire l'effet, il faut ajouter les arrérages de douane, rentes viagères, rentes foncières ou constituées pour le prix d'un fonds, intérêts de dot et de légitime, intérêts du prix d'un immeuble, et autres semblables, dont il faut éviter de limiter le nombre, parce qu'il n'est guère possible d'en faire une énumération complète.

Il faut observer aussi que les sommes économisées sur les revenus d'un mineur, et qui excèdent la quotité fixée pour sa dépense, produisent des intérêts de droit à la charge du tuteur, à partir du jour où il a dû en faire emploi.

Art. 128. Parmi les différentes manières dont s'éteignent les obligations, on classe :

La cession de biens : celle-ci n'est qu'un mode particulier d'étendre une certaine espèce d'obli-

gation, savoir, la contrainte par corps; et elle doit être renvoyée au titre de la contrainte par corps.

La demande en nullité : elle a pour objet, non d'étendre l'obligation, mais de prouver qu'elle n'existe pas; elle doit aussi faire un article à part.

La prescription, qu'est, dit-on, aussi un moyen d'acquiescer, et qui fournit la matière du dernier titre du Code. Mais les deux prescriptions, l'une à l'effet d'acquiescer, l'autre à l'effet de libérer, n'ont, comme l'observent les jurisconsultes, rien de commun que le nom. L'une vient à la suite du traité des choses, et pour les moyens d'acquiescer; l'autre fait partie du traité des obligations.

Art. 151. On marque pour répétition condition des offres, nécessaire pour les rendre valables, qu'elles soient faites « par un officier ministériel » ayant encrebille pour ces sortes d'actes, et « dans l'usage de les faire. » On aurait pu désigner par son titre cet officier ministériel ayant pouvoir de faire des offres, qui n'est autre qu'un huissier. Mais qu'a-t-on voulu dire par ces mots *usités*, et *dans l'usage de les faire*? De deux choses l'une : ou l'officier véritablement autorisé pour faire des offres, et il les fait valablement, encore qu'il ne lui peut-être pas dans l'usage de les faire, ou il est dans l'usage de les faire, sans avoir caractère pour cela, et en ce cas on peut contester la validité des offres. Ces mots doivent être retranchés.

Art. 152. On décide avec raison qu'il n'est pas nécessaire pour la validité de la consignation qu'elle ait été autorisée par le juge, pourvu qu'elle soit faite au dépôt indiqué par la loi pour recevoir les consignations. On pourrait, ce semble, ajouter que si le dépôt est fait ailleurs, chez un notaire par exemple, la somme déposée demeure aux risques du déposant, mais que néanmoins le dépôt lui restera les intérêts.

Il est dit, article 150, que « la simple remise de la grosse du titre ne suffit pas pour faire présent » sur la remise de la dette ou le paiement. Il faudrait à cet article ajouter quelques mots, ceux-ci par exemple, « à moins que d'autres circonstances ne concourent. La remise de la grosse faite par elle-même sans présomption violente de l'extinction du titre, quoique non une présomption complète, parce que la minute, qui demeure chez le donataire, et qui n'est point quittance, réclame en faveur du créancier.

Les articles 153 et 154 distinguent entre l'action tendant à faire déclarer nul un contrat, et l'action en restitution. La première dure trente ans, excepté dans les cas où la loi restreint cette action à un terme moindre; la seconde ne dure que dix ans; et l'on ajoute, art. 155, que l'erreur, la violence et le dol ne donnent lieu qu'à une simple action en restitution... Nous croyons qu'il y a ici confusion d'idées. L'erreur, le dol et la violence donnent lieu véritablement à une action en nullité, et non à une simple action en restitution, parce qu'ils annulent le consentement, qui fait l'essence du contrat. C'est ainsi que les auteurs eux-mêmes s'en sont expliqués précédemment dans ce titre, art. 7 et suivants jusqu'à l'art. 11. Il n'y a proprement que la lésion qui donne ouverture à la rescision ou restitution en entier, soit au profit du mineur, soit au profit du majeur, dans les cas indiqués par la loi. Au reste, il nous semble que c'est accorder un temps beaucoup trop long, que de donner trente ans pour exercer l'action en nullité, et dix ans pour celle en restitution. Dix ans suffiraient bien pour la première, et quatre pour la seconde, suivant la constitution de

Justinien, ces deux termes pourraient même encore être abrégés.

L'article 207 serait mieux rédigé ainsi qu'il suit :

La preuve littéraire résulte en d'un acte authentique, ou d'un acte sous signature privée; l'acte est représenté en original ou en copie.

L'article, tel qu'il existe dans le projet, suppose que la preuve est complète, quoique nous remplissons lorsque l'acte est représenté en simple copie.

L'article 216 mérite une grande attention : il est calqué sur la déclaration de 1733; les mots sont sages, mais dont le mauvais loi peut abuser. Combina de lois n'est-il pas arrivé que le souscripteur d'un billet, quoique instruit dans les affaires, ait omis, par négligence ou précipitation, de mettre au bas le bon pour, ou de l'écrire en toutes lettres, et ait en réalité, ou d'approuver la somme, ou bien de se contenter d'approuver l'écriture : combina d'autres, surtout parmi les hommes et la grande foule, ignorent absolument la nécessité de ce bon pour. C'est que la loi ne pourra même sanctionner cette formalité non écrite, à dessein de tromper, en recevant l'argent d'un homme qui lui a donné en échange un billet nul. Il est nécessaire d'obliger à tous ces précautions. La loi doit être conservée; mais il faut y joindre des modifications qui en empêchent l'abus.

L'article excepte le cas où l'acte émane de marchands, artisans, etc. Nous proposons de substituer au mot *marchands*, celui de *mégacants ou commerçants*, qui est plus général; autrement un banquier, par exemple, ne pourrait pas signer un billet, sans une approbation en toutes lettres de la somme y contenue. La déclaration de 1733 emploie le mot *marchands*, mais elle y joint celui de *banquiers*, et plusieurs autres qu'il faut rappeler par un terme générique, et l'on veut éviter la longue nomenclature que présente la déclaration.

En second lieu, cette déclaration exige que celui qui refusera de payer le contenu aux billets et promesses non revêtus du bon pour, soit tenu d'affirmer qu'il n'en a point reçu la valeur; et qu'à l'égard de ses héritiers et représentants, ils soient tenus d'affirmer qu'ils n'ont aucune connaissance que lesdits billets ou promesses soient durs. Le projet ouest cette disposition, qui est de toute justice; nous croyons qu'elle doit être rétablie.

En troisième lieu, il faut ajouter que, toutes les fois qu'il apparait, ou par l'interrogatoire du défendeur pris sur faits et articles, ou par des écrits émanés du lui, ou même par les circonstances de l'affaire, que la somme demandée est véritablement due, l'acte sous seing privé sera valable, nonobstant l'omission du bon pour.

Avec ces précautions, la loi sera utile; autrement il est à craindre qu'elle ne serve bien plus à protéger qu'à déjouer la mauvaise loi.

Art. 217. A la place du n° 2, nous proposons de substituer les mots qui suivent, empruntés de Pothier :

Que le donataire l'age prouve de la donation par des témoins qui auront été présents à l'acte quand il a été fait, ou qui aient entendu le donateur en convenir.

Il ne peut pas y avoir de témoins instrumentaires, ou des témoins peuvent être morts ou absents; dans tous ces cas, il ne faut point s'en au donateur les moyens de faire la preuve testimoniale que l'on autorise.

L'article 232 exige qu'il soit passé acte par-de-

vant notaires, ou sous signature privée, de toutes choses excédant la somme ou valeur de 150 fr. L'ordonnance de Moulins et celle de 1567 disaient 100 livres. Sur quoi l'un observe que ce n'est pas le peine de changer. On pourra même ajouter que, si l'on met la présomption du quart d'argent depuis 1666, époque de l'ordonnance de Moulins, ce ne sera point 150 fr. mais 300 fr., et plus qu'il faudra substituer à la somme de 100 fr. Sur cette question, nous nous en rapporterons volontiers aux rédacteurs.

La définition du commencement de preuve par écrit, consignée dans l'article 137, paraît beaucoup trop vague : l'on dit, qui tend à prouver la coexistence, ou du fait allégué. « Nous préférons la définition ordinaire, donnée par les jurisconsultes. » Tout est contenu dans la preuve d'un fait « qui sera d'authentification à la convention, ou « qui fait partie de la convention, ou en est une « suite. »

L'article 243 est ainsi conçu : « Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi, « sauf ce qui sera dit sur l'affirmation et la con- « fession judiciaire. »

Cette décision unanime abolit les idées, ou au moins le langage reçu jusqu'à présent en matière de présomptions.

On a toujours dit, d'après dans notre droit, coexistait dans le droit romain, et dans toutes les législations connues, deux sortes de présomptions de la loi :

1. Une appelée *presumptio juris et de jure*, qui n'admet point la preuve contraire ;

2. L'autre qui est nommée *simplex presumptio* (égale ou présomption de droit (presumptio juris), qui tend au fait pour coexister, mais seulement tant que la preuve contraire n'est pas rapportée, et qui n'exclut pas cette preuve.

De premier genre sont les présomptions obligatoires de dix et vingt ans, et de trente ans, la confession judiciaire, et l'authenticité de la chose jugée.

Les autres que la loi déclare ou détermine d'après leur seule qualité, et indépendamment de toutes circonstances, comme présomptions de la loi (faute de ses dispositions, d'ordre et d'être régies dans cette classe. Tels sont les cessants et transports faits par le débiteur la loi, dix jours avant sa mort, que la loi ajoute contre les présomptions faites en fraude de la disposition qui dépend à lui. La loi de favoriser quelqu'un de ses créanciers au préjudice des autres.

Les présomptions de la loi seconde espèce, qui n'excluent point la preuve contraire, sont en très-grand nombre, et se trouvent partout ; le projet de Code, comme tous les livres de jurisprudence, nous en présente une foule d'exemples.

Ainsi, au titre du contrat de mariage, art. 11, il est dit : « À défaut de convention entre époux, « il y a communauté de biens. » Voilà une communauté présumée ; mais la présomption cesse par le fait de la convention contraire.

L'article 12 du titre des *actes de délit* porte que « dans les villes, bourgs, villages et hameaux, « tout mur servant de séparation entre bâtiments, « cours, jardins, et même entre eux dans les « champs, est *presumé mitoyen* : mais il ajoute, « et s'il y a titre ou marque du contraire ; » et l'article 13 indique ces marques.

L'existence d'un billet entre les mains du débiteur fait presumer que la dette a été remise ou acquittée ; mais le créancier est admis à prouver le contraire, par exemple, que le billet lui a été volé. La présomption n'est acquise, dit le projet « de Code, art. 168 des obligations, que lorsque le

créancier remet volontairement le titre à son débiteur. »

Suivant l'article 19 de la prescription, « la bonne « foi est toujours présumée, et c'est à celui qui « allègue la mauvaise foi à la prouver. »

Il résulte de ces exemples, que l'on pourrait multiplier à l'infini, qu'en n'est exprimé peu exactement dans l'art. le 211, quand on a dit en termes absolus. Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi.

Le qui a déterminé les rédacteurs à parler ainsi, c'est, à ce qu'il paraît, une crainte qu'ils ont manifestée dans un autre article de leur projet, et qui n'est pas sans fondement. Souvent il est arrivé que, la loi annulant certains actes sur une présomption générale de fraude, les juges se sont permis d'examiner si, dans un cas particulier, l'acte n'était pas survenu, lui de bonne foi, et qu'ils l'ont validé, malgré la disposition de la loi, lorsqu'ils ont cru percevoir cette preuve. Il existe plusieurs arrêts de cette nature, qui ont légué des ventes et transports faits dans les dix jours avant la liquidation. Voilà ce que les rédacteurs ont voulu prévenir ; et ils s'en sont très-avantageusement expliqués dans l'article 9 du titre V du livre préliminaire, qui porte : « Lorsque, par « la fraude ou quelque fraude, la loi déclare une « certaine action, ses dispositions ne peuvent être « étendues sur le fondement que l'on aurait rap- « porté la preuve que ces actes ne sont pas frau- « duleux. »

Ils de plus sage que cette disposition : mais il est aisé de en maintenir l'esprit, sans se jeter dans une autre qui conduirait à l'excès opposé. Nous proposons de rédiger l'article ainsi qu'il suit :

Nulle preuve n'est admise contre la présomption de la loi, lorsque, sur le fondement de cette présomption, elle annule certains actes, ou dénie l'action en justice ; à moins qu'elle-même n'ait réservé la preuve contraire.

Suivant l'article 243 : « Les présomptions qui « ne sont point établies par la loi, sont abandon- « nées aux lumières et à la prudence du magistrat, « trait, qui ne doit les admettre qu'avec la plus « grande circonspection ; il ne doit admettre « que des présomptions graves, précises, et « uniformes, et dans le cas seulement où la loi « ordonne la preuve testimoniale, à moins que l'acte « ne soit *imprégné de fraude ou de dol*. »

Il y a, relativement à ces présomptions non établies par un texte de loi, que les jurisconsultes ont appelées *presomptions simples*, deux cas à distinguer. Quelqu'un ne seule présomption, quoique non autorisée par la loi, est assez forte pour enlever le fait contesté, sans la preuve contraire. On cite pour exemple le cas d'un avoué qui a occupé sur une demande, soit en demandant ou en défendant, et qui a entre les mains l'original ou la copie de l'exploit ; cette pièce toute seule l'occupe en sa faveur une présomption qui équivaut à une preuve du mandat, et empêche le desaveu. Danton l'a dit, et c'est ce qui arrive plus ordinairement, il faut un certain concours de présomptions pour suppléer à la preuve. C'est ce que les rédacteurs n'ont pas assez défini. Mais de plus, ils ajoutent : que les présomptions ne doivent « être admises que dans le cas seulement où la « loi admet la preuve testimoniale ; à moins, « disent-ils encore, que l'acte ne soit *imprégné* « (peut-être faut-il lire *imprégné*) de fraude ou « de dol. »

On ne voit pas quel pourrait être le fondement de cette restriction. La présomption, tenant de la

preuve, doit être admise en toute matière, dans celle qui n'est la preuve testimoniale comme dans celle qui en est susceptible. Ce trait que la fin de l'article serait mieux rédigé en ces termes :

Il n'est admis que des présomptions graves, déduites ou qui, par leur réunion, donnent entraîner un esprit raisonnable.

Art. 218. « La confession judiciaire est l'avu d'une partie fait, devant le juge, d'un fait sur lequel elle a été interrogée, et dont il a donné l'acte; ou les avous faits dans des actes de procédure signifiés. Ces actes, dont il a donné l'acte, sont superflus.

Suivant l'article 219, « la confession ne peut être faite contre celui qui l'a faite, si l'on ajoute, « lorsqu'elle ne présente dans toutes ses parties que des choses également vraisemblables, ou du moins également possibles, dans, si l'un des deux était absurde, ou prouvée fautive, ou infectée de quelque mensonge qui donnât lieu d'en suspecter la vérité, alors la confession se diviserait; si le juge, suivant les circonstances, pourrait en admettre les conclusions au demandeur, ou lui déléguer le serment. »

### TITRE III.

*Des engagements qui se forment sans convention, ou des quasi-contrats ou quasi-délits.*

Art. 17. « Si l'on est jeté sur un passant, et l'on a ou quelque chose qui produise un dommage, d'une maison habitée par plusieurs personnes, c'est celui seul qui habite l'appartement d'où l'on a jeté qui est tenu du dommage. Si l'on a vu celui qui a jeté, il en est seul tenu; si on n'a vu rien, tous sont solidairement responsables. « Il faut dire, tous ceux qui habitent la maison ou l'appartement d'où l'on a jeté. C'est, à n'en pas douter, ce qu'on veut dire les rédacteurs.

### TITRE IV

*De la contrainte par corps.*

L'article 1<sup>er</sup> détermine les cas où la contrainte par corps a lieu en matière civile; et voici le troisième : « Ceux qui, quelque après la signification d'un jugement rendu au pénal, par lequel ils ont été condamnés à délaisser la possession d'un fonds, refusent d'y obéir; lesquels, soit cas, peuvent être condamnés par un nouveau jugement, et par corps, à la restitution du fonds et des fruits, ainsi qu'on payement des dommages et intérêts. »

Deux observations sur cet article.

Premièrement, il faut remarquer disposition plus générale. L'article ne parle que des jugements rendus au pénal; il n'y a rien de contraire à tous jugements qui ont condamné à délaisser la possession d'un fonds, autres que ceux rendus en matière de réhabilitation, qui sont l'objet du présent article. On plusieurs condamnés à délaisser un héritage sur une complainte, ou par un jugement de recobérance, n'est pas plus susceptible que celui qui est condamné au pénal, quelques-uns de ces condamnés, lorsqu'on a à lui reprocher des faits de luit. La contrainte ou le moyen d'exécution doit donc être le même. Cette omission se rencontre aussi dans l'article correspondant de l'ordonnance de 1667, titre XXVII, article 3. Sur quoi Jousse prétend qu'il y a été pourvu au titre des complaintes de la même ordonnance, article 7, et au titre des matières possessoires, article 15. Mais il se trompe; ces deux articles n'en disent pas le mot : il paraît que c'a été un oubli du législateur.

Deuxièmement, l'article veut que le condamné puisse être contraint par corps à la restitution non seulement du fonds, mais des fruits. En cela il s'agit de l'ordonnance; et cette addition ne paraît pas raisonnable, à moins qu'on ne veuille pas des fruits perçus depuis l'ordonnance de la contrainte qui a suivi la signification du jugement. Mais ceux-là peuvent être compris sous les dommages et intérêts. Ces cas sont bien différents de celui de la réhabilitation, où le possesseur, convaincu d'un véritable délit, est condamné par corps, et par le premier jugement, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, à la restitution des jouissances ainsi bien qu'à celle du fonds.

Art. 4. Au cas destellon, pour lequel la réhabilitation est maintenue contre les septuagénaires, les femmes mariées et les filles, il conviendrait d'ajouter celui du dépôt nécessaire.

L'article 8 a un air de dureté qui fait désirer qu'on le retranche du Code civil. Cette dureté n'est qu'apparente; car puisque la contrainte par corps suppose nécessairement un litige, que ce litige, suivant l'article 7, doit même être saisi par le jugement, et qu'elle n'est qu'une continuation fondée en titre et exécutoire par provision en donnant caution, il est clair que l'article 8 n'est que l'application de la règle générale. N'importe si l'on trouve un droit nouveau, ou si ce droit n'est que les jugements rendus avant l'ordonnance de 1667, mais même au pénal, de l'ordonnance, lorsqu'ils sont par défaut; espèce de privilège qui jusqu'à présent n'avait appartenu qu'aux jugements rendus par les tribunaux de commerce. Peut-être, dans la rédaction du Code de la procédure civile, se proposait-on de rendre cette disposition comme à l'égard des espèces de jugements; mais celle loi n'est pas faite; et il ne paraît guère convenable de commencer son établissement par une des matières qui s'y refuse le plus, celle où il s'agit de la liberté des hommes. Ainsi, soit par cette raison, soit à cause de l'incertitude, quant aux cas d'appel, nous estimons que l'article doit être supprimé.

### TITRE V.

*De la continuation.*

Point d'observation sur ce titre.

### TITRE VI.

*Des privilèges et hypothèques.*

### TITRE VII.

*Des lettres de ratification.*

### TITRE VIII.

*De la saisie réelle et de la vente forcée.*

Nous renvoyons ces trois titres à cause de leur analogie. Ils présentent un grand procès à juger entre l'auteur et le nouveau leur hypothécaire. Les rédacteurs se sont divisés pour le premier; nous votons pour le second; et cette préférence nous paraît facile à établir.

Nous remarquerons par avance que nous avons été peurs autant que surpris, de voir que des lois aussi importantes que celles du 11 mars au VII, laits avec tant de maturité, délibérées avec tant d'érudition dans les deux conseils qui existaient alors, et définitivement adoptées après les trois lectures; ne fussent pas, et mises à exécution, après plusieurs propositions successives, occasionnées par les obstacles qu'a dû rencontrer une innovation de ce genre; enfin établies partiellement, individuellement, exécutées dans tous les

dépensements de la République par l'universalité des citoyens dont elles intéressaient les fortunes; de voir, disons-nous, que ces lois à peine en activité, ou en provoque la suppression, pour remettre à la place l'édit de 1771 et les lettres de ratification, et même les roisies réelles.

Si ce changement était nécessaire, si l'expérience qui, sur ce point, n'a pas été longue, en attestait l'indispensable besoin, il faudrait bien s'y soumettre. La loi changeante serait néanmoins fâcheuse, car de quel manifestait quelque réflexion dans les gouvernans, et dans les lois une versatilité qui n'est pas propre à leur caractère le respect. Tout cède, un surplus, à la nécessité: mais on est-elle dans le cas présent? et quis sont ceux qu'on a entendus se plaindre de la législation du 11 brumaire?... des emprunteurs frappez, à qui la publicité des hypothèques et la rapidité de l'expropriation du débiteur infidèle, ne paraissent plus de faire des duces.

Ce ne sont point ces gens-là pour qui les rédacteurs du Code civil ont travaillé, et dont ils ne veulent mésemer les intérêts. Leurs motifs, à eux, nous sont présentés dans le discours préliminaire: et qu'y aperçoit-on? À la suite de quelques vérités générales, qu'on ne leur contrarie pas, et qui ne décident rien, on lit ces mots:

« Sans doute, il ne faut pas que les hommes puissent se tromper matériellement en traitant ensemble; mais il faut laisser quelque latitude à la confiance et à la bonne foi. Les formes inquiétantes et indistinctes perdent la vérité, sans empêcher de les franches; elles ne tendent qu'à protéger. » Nous nous sommes effectivement souvenus, ajoutent les rédacteurs, que nos derniers lois sur cette matière (des hypothèques) ne pouvaient constituer qu'un *paradoxe* toutes les affaires de la société, à savoir toutes les prières intéressées, par des *procédures* ruineuses; et qu'avec le bel apparence de conserver l'hypothèque, elles n'étaient propres qu'à la compromettre. Nous avons cru, conformément à, devoir renvoyer à un régime moins compliqué et plus modéré. » Suit une digression sur la *garantie*, à laquelle on attribue l'origine du Code hypothécaire, ainsi que des lois du contrôle ou de l'enregistrement, dont néanmoins on reconnaît l'infirmité.

Ce sont là les raisons qui ont déterminé les rédacteurs à proposer l'abrogation du Code hypothécaire: sont-elles faibles?

« Il faut, dit-on, laisser quelque latitude à la confiance et à la bonne foi; et qui en doute? mais n'est-ce pas d'abord observé: qu'il ne faut pas que les hommes puissent se tromper matériellement en traitant ensemble? Or, le moyen d'empêcher qu'ils ne se trompent, même en s'en tenant de toutes les précautions autorisées par l'édit de 1771, le propriétaire d'un immeuble peut, malgré l'édit de 1771, le vendre deux fois, et tromper ainsi l'un ou l'autre des acquéreurs. C'est une fraude que les rédacteurs du Code civil n'ont point empêché, qu'ils ont plutôt favorisée contre leur intention, et que le Code hypothécaire prévient efficacement. » Nous avons déjà vu occasion de le remarquer. Sait-il d'ailleurs que les lois du régime de 1771, les sûretés du prêteur? Il se procurera, ou le supplier, un répit de non opposition, ou un extrait des oppositions subsistantes: mais, en premier lieu, les oppositions ne disent pas qu'ils ne sont les causes, et quand on parviendrait à les connaître, qui assurera que le répit qui en fait l'objet n'est pas doublé, triplé peut-être par les accessoires, n'est-il dû par les intérêts arriérés, mais et mises

d'exécution? En second lieu, même à supposer qu'il n'existe point d'oppositions, ou qu'il n'y en ait que pour telle somme, qui garantira au prêteur que, dans la suite, il n'en surviendra pas d'autres hypothèques, prenant leur rang du jour des contrats ou des inscriptions antérieurs d'ou elles précèdent, permettra celle du nouveau créancier, et absorberont à son détriment la totalité du gage? La généralité des hypothèques était encore un inconvénient de l'ancien régime. Le propriétaire de plusieurs immeubles, si peu qu'il doit, n'en pouvait présenter aucun comme franc et libre, et la valeur du gage offert à un nouveau créancier était nécessairement dépréciée, à raison de la possibilité en concours qui multipliait les frais de discussion et les risques de surveillance. Enfin la difficulté de réaliser le droit d'hypothèque par la voie du décret et de l'ordre, en augmentant également le prix. Ce ne sont point là des chimères, mais des vérités sensibles et palpables.

« Les formes inquiétantes et indistinctes, perdent, dit-on, la vérité, elles paraissent toutes les affaires de la société. » Quel est l'honnête homme, ne cherchant point à tromper, mais à traiter de bonne foi avec ses contemporains, qui se plaindra ou qui se sentira planté que les lois du 11 brumaire au VII lui aient fait perdre son *crédit*? Et qui ne voit, au contraire, que ces lois, par la publicité et les autres précautions qu'elles établissent, portent le *crédit* de l'emprunteur honnête au plus haut point possible? Qui a remarqué que ces lois, d'après qu'elles sont en vigueur, aient *paradoxe* toutes les affaires de la société? À moins qu'on ne veuille parler des *mauvaises affaires*.

« Elles fatiguent les parties intéressées par des *procédures* ruineuses. » C'est une chose étrange que l'on accuse le Code hypothécaire d'avoir établi des *procédures* ruineuses; tandis qu'un contraire beaucoup de gens lui reprochent de dépeupler trop vite le débiteur, qui peut se trouver exproprié en moins de deux mois. Comment, si moins de deux mois, pourrait-on construire des *procédures* ruineuses? Il faudrait mettre quelque accord dans les procès. Mais au surplus, qu'on consulte la loi; et l'on verra que les *procédures* qu'elle introduit ne sont point ruineuses, mais constamment les moins coûteuses, comme les plus expéditives; et ne sont convenant toutes les personnes de bonne foi.

Reste le reproche de *garantie*. Nous sommes obligés de convenir qu'il n'est pas sans fondement. Ce n'est pas la première fois que le tribunal d'appel a mis sous les yeux du Gouvernement le danger de l'union de la fiscalité avec les lois civiles, lorsque les droits sont portés à un certain évêque; et le Gouvernement n'est pas sage pour n'avoir pas reconnu la justice de ces plaintes. Les besoins de l'État ne lui ont pas permis d'y déferer jusqu'à présent, comme il l'aurait voulu; espérons que le prix le mettra bientôt à portée de suivre les mouvements de sa bienfaisance. En attendant, il est injuste de dire que l'origine des lois relatives à la conservation des hypothèques, est toute fautive; et l'on a peine à concevoir que l'on conteste leur *utilité* réelle, après avoir reconnu celle de l'enregistrement.

Nous sommes convenus que les lois du 11 brumaire au VII sont dans le nombre de ces bonnes lois dont les rédacteurs ont dit quelque part que l'histoire ne offre à peine deux ou trois dans l'espace de plusieurs siècles. Sans doute, elles sont susceptibles d'améliorations, comme tout ce qui est sorti de la main des hommes; l'expérience ne manquera pas d'en indiquer. La

loi, par exemple, qui exige que le montant des créances dont on requiert l'inscription soit déterminé, mais qui excepte de cette règle les hypothèques légales, pour lesquelles elle autorise une inscription indéfinie; la loi aurait pu limiter au lieu au delà duquel cette dernière inscription elle-même ne pourrait s'étendre, à l'égard des hypothèques, tuteurs et autres administrateurs, le tout suivi de la nature de leur administration, ainsi qu'il est statué par les différentes lois relatives aux cautionnements. On aurait pu dire aussi, ou ce qui concerne les femmes mariées, qu'elles ne pourraient requérir l'inscription, quand aux droits résultants de leur contrat de mariage, quo pour la dot, donaire, et avantages et stipules, mais qu'à l'égard de l'action en remploi de leurs biens immeubles qui seraient aliénés pendant le mariage, ou de l'indemnité, des obligations auxquelles elles auraient concouru, l'inscription ne pourrait être requise qu'après les aliénations ou les obligations, desquelles seulement naît l'hypothèque, suivant une jurisprudence que nous croyons préférable. Nous indiquons ces exemples; on peut ou présenter d'autres. Mais, en dernière analyse, les deux lois du 11 brumaire an VII, concernant les hypothèques et les expropriations forcées, sont d'excellentes lois, et, selon nous, bien supérieures à l'édit de 1771, ainsi qu'à l'édit des créances de 1551.

Après nous être ainsi expliqués sur le fond, il nous reste peu de chose à dire sur les accessoires; nous n'avons à nous occuper que de ceux qui sont indépendants de la question principale.

L'article 8 contient le détail des privilèges sur le mobilier. On y place au troisième rang, « les « loyers et fermages des immeubles sur le prix « de tout ce qui garnit la maison louée ou in- « ferme, et de tout ce qui sert à l'exploitation de « la ferme; savoir, pour tout ce qui est échu et « pour le terme courant, si les baux sont authen- « tiques, et à défaut de baux authentiques, ou « lorsqu'ils sont signifiés par acte de justice, et « de tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme; « compris le terme courant. »

Il faut ajouter, dans le premier cas, aux termes échus et au terme courant, tous les loyers à échoir jusqu'à la fin du bail; sauf aux créanciers à faire leur profit de la maison de ferme louée, et à la relouer pendant le restant du bail, si bon leur semble. C'est l'usage observé invariablement à Paris, suivant un acte de notoriété du ci-devant Châtelet, du 24 mars 1702, qui est formé en raison: sur les meubles sont la sûreté de tous les loyers à percevoir en vertu du bail, tant passé que futur.

Il est même à observer que le propriétaire a un double droit relativement au mobilier qui fait son gage. Il peut former simplement opposition à la saisie, pour être payé sur le prix comme tous les créanciers; et alors il viendra dans l'ordre que le projet lui attribue, ou bien il peut s'opposer purement et simplement à la sortie des meubles, jusqu'à ce qu'il soit payé; et alors sa créance passe avant tout, même avant les frais de justice, dont il ne retire aucun profit; ou ne fait d'exception qu'à l'égard des frais funéraires.

Le propriétaire peut aussi, comme l'observeur les rédacteurs, suivre les huissiers qui garniront sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été dérangés sans son consentement, pourvu que la réclamation se fasse dans un temps bref, que l'article limite à dix jours. On distinguait à cet égard entre les maisons et les fermes. L'usage, dit Pothier (sur Orléans, sur. au titre XIX, n° 49),

a limité ce temps à huit jours pour les maisons, et à quarante jours pour les fermes; ce qui est fondé probablement sur ce que les biens ruraux demandent une plus grande surveillance, et sont lieu moins sous les yeux du maître; d'où est venue aussi la facilité d'assigner les fermiers à la contrainte par corps, qui pourrait laisser pour les maisons le délai de dix jours, et accorder un mois pour les biens de campagne.

Le n° 5 du même article conserve au vendeur le droit de revendiquer la marchandise vendue sans terme, pourvu, y est-il dit, que la revendication soit faite dans la huitaine de la livraison. Tout à l'heure on portait de dix à deux, les de l'ancienne comme actuels, il faut de l'antérieur; par tout l'antérieur on décide.

Ce nombre exige aussi que les effets revendiqués « se trouvent dans le même état dans lequel « la livraison a été faite: » s'entend, apparemment, comme l'ont prétendu certains commentateurs de la coutume de Paris, qu'il faut, si ce sont des marchandises de mercerie, épicerie, etc., qu'elles soient trouvées sous leur emballage, sans qu'on y ait fait de privilège, quand même les marchandises seraient encore emballées; que si c'est du vin, de l'eau-de-vie ou de l'huile en tonneaux, le privilège est de même perdu si les tonneaux sont mis en pice, puisqu'il n'en est rien échu; que si ce sont des étoffes, il faut que les pièces soient trouvées entières, avec cap et queue. Tout cela est visiblement excessif, et n'est point suivi dans l'usage. Il suffit que l'identité soit suffisante, et que la chose ne soit altérée ni dans sa forme, ni dans sa substance; la promptitude de la revendication prévient d'ailleurs tout abus. Nous proposons d'y substituer aux termes trop étendus de l'article, ces termes-ci, pourvu que les effets ne soient point dévalués.

Le n° 9 concerne les salaires des aux gens de service, dont on restreint le privilège aux six derniers mois. Ce privilège, dans l'état présent, comprend une année entière, et ce qui est dû de l'année courante; ce qui est limité en raison, puisqu'en beaucoup d'endroits, notamment à la campagne, les serviteurs se louent à l'année. Le projet de Code, au titre de la prescription, n'admet en conséquence contre les gages de domestiques que la prescription annuelle. La loi du 11 brumaire, sur les hypothèques, toute rigoureuse qu'elle est, conserve aussi le privilège des domestiques sur les immeubles, pour une année de gages, et ce qui est échu de l'année courante. L'humanité réclame, en faveur d'une classe pauvre, l'intégralité d'un droit si légitime.

Le n° 10 portait de même aux six derniers mois le privilège des fournisseurs faites au maître pour sa subsistance et celle de sa famille. Il faut distinguer entre les fournisseurs: les uns, comme les bouchers, boulangers, charcutiers, et autres marchands d'aliment, n'ont d'action ni de privilège que pour six mois, suivant la coutume de Paris et l'ordonnance de 1673; les autres, comme les maîtres de pension, marchands-gros-siers, et autres semblables, peuvent user du privilège et de l'action pour une année. Le projet de Code, au titre des prescriptions, articles 52 et 53, a lui-même fait distinction. Elle doit retrouver sa place ici: il faut dire, pour les six derniers mois ou la dernière année, suivant la qualité des fournisseurs.

Le même article ajoute que « les juges pour- « vent, suivant la nature des subsistances, l'ent « ou la fortune des débiteurs, régler au maître « le privilège dont il s'agit, et en régler l'ordre « entre les différents fournisseurs. » Cette addition

est inutile quant à la première partie. Les substances nécessaires à un individu dépendent toujours de son état et de sa fortune, ainsi que de la nature des substances elles-mêmes, il est entendu, sans qu'on le dise, que leur fixation demeure subordonnée à la puissance du juge, qui peut en régler la demande ou la modérer; de même qu'il n'aurait pour frais itinéraires que ceux conformes à l'usage ni à la qualité du défunt; ou pour le cas du mariage, que ceux liés et légitimement faits. A l'égard de la seconde partie, c'est-à-dire de l'indemnité des qu'il est question de substances restituées nécessaires, il n'a point d'ordre à régler entre les différents fournisseurs; ils doivent tous concourir.

Par rapport aux hypothèques. l'article 19 décide que « la femme commune a sur les biens de son mari, du jour de son contrat de mariage, » un, s'il n'y a point de contrat, du jour de la célébration, une hypothèque légale, non-seulement pour ses reprises et droits matrimoniaux, mais « même pour le rachat de ses propres aliénés, et pour l'indemnité des dettes auxquelles elle s'est obligée avec son mari; » ce qu'on étend ensuite à la femme séparée des biens par contrat, mais non à celle séparée par jugement, dont l'hypothèque pour l'indemnité ou le rachat ne remonte qu'au jour de l'obligation ou du la vente.

Ce point de droit a un grand intérêt, même sous l'empire du régime hypothécaire établi par la loi de brumaire an VII, laquelle attribue la tutelle, ou ceux qui stipulent ses intérêts, à prendre inscription sur les biens du mari, lors du mariage, et fait frapper en conséquence son hypothèque sur les biens antérieurs du mari, du jour de l'inscription, pour la totalité de ses droits matrimoniaux, sans en excepter la créance d'indemnité ou d'indemnité ou du rachat.

Nous disons que cette jurisprudence, qui a pu paraître à établir et est consacrée par de graves jurisconsultes, outre véritablement la lésion due aux femmes; qu'elle est contraire à tous les principes de droit et au texte précis de plusieurs lois romaines. L'hypothèque n'est que l'accessoire de l'obligation personnelle; elle n'existe donc pas avant que l'obligation soit formée. Or, l'obligation du mari de faire remploi du prix d'un propre de sa femme qu'elle a aliéné sous son autorisation, ou d'indemniser sa femme des dettes qu'elle a contractées pour lui, cette obligation ne se former, ne peut naître qu'au jour de l'aliénation ou de la dette contractée. Il n'est donc pas juste de faire remonter l'hypothèque à une époque antérieure.

Autre est le cas d'un tuteur est chargé de recevoir pour un pupille, et d'en faire bien diriger l'hypothèque, pour sûreté de sa gestion, du jour où on lui a délégué la tutelle, parce qu'il contracte dès ce moment l'obligation de bien gérer. Le mari, comme administrateur, est aussi obligé de rendre bon et fidèle compte de la dot de la femme, et des autres deniers qui lui sont confiés, et l'hypothèque, pour ce regard, a lieu sans difficulté du jour du contrat ou de la célébration du mariage. Mais cette obligation, contractée dès le commencement, de rendre compte des recettes nécessaires et indispensables qu'il a faites ou qu'il fera au sa qualité de mari, d'un autre rapport avec l'obligation punitrice d'administrer, accidentelle, étrangère en son mariage, que le mari contracte après coup, de rendre à sa femme le prix d'un propre vendu par elle dont il a profité, ou de l'indemniser de l'engagement qu'elle a subi avec lui. Or, nul doute que la rétrogradation d'hypothèque.

Qu'est-il résulté de cet usage, introduit par les usages du parlement de Paris? des fraudes sans fin. Un homme qui médie une banqueroute ne manque pas de faire souscrire par sa femme des engagements qu'il contracte au laveur d'amis complaisants; et au moyen de l'indemnité que produisent ces engagements, indemnité dont l'hypothèque se reporte au contrat de mariage, le débiteur effraie, punant sous le nom de sa femme tous les autres hypothécaires, parvient à soustraire à des créanciers de bonne foi la meilleure partie de leur gain.

Pour éviter cet inconvénient, on n'a qu'une ressource, celle de prendre l'obligation de la femme; et c'est ce qui ne manque pas de faire tous les gens sages qui contractent avec un homme marié; ils exigent que la femme s'oblige solidairement avec son mari; à ce moyen ils ne craignent plus l'hypothèque de la femme, dont les droits au contraire leur sont dévolus, si les mariages ou états de punir les autres créanciers. Mais c'est ce qui fait voir l'insuffisance de cette injustice accordée à la femme par le parlement de Paris; car, en vertu de son obligation, qui lui revient presque toujours, non-seulement elle perd tout le fruit du recours qu'elle aurait eu sur les biens de son mari, mais son propre bien se trouve engagé. Voilà un abîme pour elle cette complaisance pour l'époux. Tant il est mal qu'on toutes choses il y a un certain mesure qu'il ne lui pas outre-passer, sous peine de manquer son but, et même de produire l'effet contraire.

Après avoir favorisé à l'exces les intérêts de la femme, il nous semble qu'on a négligé totalement ceux des mineurs. Les articles 24 et 25 leur donnent l'hypothèque sur les biens du tuteur et du subrogé-tuteur, à compter du jour de l'acte de tutelle. Mais l'article 25 ajoute « que cette hypothèque ne s'étend pas aux biens des parents, administrateurs, et c'est dans le cas où le tuteur aurait été notoirement insolvable lors de sa nomination. » Par ce seul mot, on détruit ou l'on réduit à peu près à rien toute la garantie que des précautions au grand nombre et étudiées semblaient avoir assurée aux mineurs, dans le titre des tutelles. Suivant l'article 102 de ce titre, les parents qui ont concouru aux délibérations et ont été y concourir comme ayant été dûment appelés, « sont garants et responsables de l'administration » du tuteur, au cas d'insolvabilité, soit que le tuteur soit insolvable au jour de sa nomination, « soit qu'il ne le soit devenu que depuis. » Ici la garantie est restreinte, quant à l'hypothèque, au cas d'insolvabilité notoire du tuteur lors de sa nomination.

Qu'est-ce qu'une garantie dépourvue de l'hypothèque qui lui a été donnée, une garantie restée au cas de l'insolvabilité du tuteur lors de sa nomination, et d'un insolvable notoire? c'est-à-dire, apparemment, justifié ou par une défection, ou par que discussion générale des biens, ou par une faillite ouverte; en voilà ce qui constitue l'insolvabilité notoire. Ne faut-il pas beaucoup de grâce aux mineurs, de leur accorder en ce cas l'hypothèque du jour de la nomination, lorsque les parents nominataires sont évidemment coupables de dol et de fraude, et méritent d'être poursuivis par la voie criminelle?

Dans les certaines circonstances, les parents nominataires sont responsables comme le tuteur, avec l'hypothèque du jour de la nomination; celui-ci comme obligé principal, ceux-là comme cautions et fidéjusseurs. Ne sont-ils pas eux qui l'ont choisi avec une pleine liberté, et qui en répondent à la

justes? Pourquoi leur engagement ne remonterait-il pas comme le sien à l'époque où l'engagement s'est formé? S'il peut arriver, par la suite, des fautes ou des malheurs, la loi n'a-t-elle pas mis le remède entre leurs mains? ne leur donne-t-elle pas sur leur intérieur ou droit de surveillance très-étendu? ne place-t-elle pas à côté de lui, sous la qualité de subrogé-tuteur, l'un d'entre eux, quelle charge plus particulièrement d'inspecter sa conduite, et de provoquer sur elle, lorsqu'il le faut, l'attention des parents? ne sont-ils pas les maîtres de lui tracer les règles de son administration, et de lui imposer les réformes qu'ils jugent convenables? n'est-il pas assujéti à leur rendre des comptes fréquents? n'a-t-il pas besoin d'eux pour toutes les opérations qui excèdent lui seul, pour le cercle de ses fonctions ordinaires? enfin, par l'article 39 du titre des tutelles, ne sont-ils pas autorisés formellement à le destituer? Ce n'est pas en vain que la loi a livré les parents tuteurs de ces grands pouvoirs, et pour les rendre uniquement responsables de l'insubordination de l'enfant hors de sa nomination.

Nous croyons que cette limitation doit être ôtée, si l'on ne veut pas que la garantie des tutelles soit illusoire.

Le surplus du titre et des deux suivants ne donnerait lieu à aucune autre observation, hors une seule qui est générale, et a été faite par tout le monde, savoir, que le titre de la *rente forcée*, et même les détails de forme concernant le mode quelconque qui sera établi pour juger les hypothèques, seront beaucoup mieux placés dans le Code de la procédure civile.

#### TITRE IX.

##### *Des donations entre-vifs et du testament.*

Nous nous sommes plaints de cet amalgame de deux choses si disparates. Les donations entre-vifs et les testaments ont sans doute de grands rapports; mais ils ont aussi des dissimilitudes très-remarquables; et c'est la première fois qu'on aura vu les testaments rangés dans le traité des contrats.

La matière la plus importante de ce titre est celle de la disponibilité. Nous commencerons ensuite une réflexion sur les objets de détails qui ou sont accessoires.

L'article 16 est ainsi conçu : « Les donations, soit entre-vifs, soit à cause de mort, ne peuvent excéder le quart des biens du donateur, s'il laisse, à son décès, des enfants ou descendants; la moitié, s'il laisse des ascendants ou des frères et sœurs; les trois quarts, s'il laisse des parents ou autres, enfants au premier degré d'un père ou d'une mère. A défaut de parents dans les degrés ci-dessus exprimés, les donations peuvent excéder la moitié des biens du donateur. »

C'est la disposition du loi du 1<sup>er</sup> germinal an VIII, à deux différences près.

Premièrement, la loi de germinal graduait la faculté de disposer accordée au père, d'après le nombre de ses enfants. S'il en avait moins de quatre, il pouvait donner jusqu'au quart; mais il devait se borner au cinquième s'il avait quatre enfants, au sixième s'il en avait cinq, et ainsi de suite; et ainsi qu'au-dessus du nombre de trois, la portion disponible se réduisait à une part d'un tiers. Le projet de Code supprime cette variation, et accorde au père, dans tous les cas, la liberté de disposer du quart; d'où il suit que les légitimes enfants est constamment des trois quarts, jamais pins.

Secondement, la loi de germinal limitait le

pouvoir de disposer, non-seulement lorsque l'existant des ascendants, ou des frères et sœurs, ou des descendants de frères et sœurs, mais même lorsqu'il y avait des cousins germains : au moyen de quoi ceux-ci avaient une légitime, aussi bien que les frères et sœurs, et leurs descendants, quoiqu'incutés. Le projet de Code leur ôte cette légitime.

Nous n'improuvons point ces changements qui nous paraissent un contraire fort sage; et nous proposons de modifier encore plus la loi de germinal.

En premier lieu, nous désirons que la légitime des enfants soit fixée, dans tous les cas, à la moitié de leur portion héréditaire, conformément à l'article 338 de la coutume de Paris. Non-seulement cette fixation sera la plus favorablement jamais obtenue les légataires, soit dans le droit romain, soit dans la plupart de nos coutumes; mais elle paraît aussi la plus raisonnable. Le père doit des aliments à ses enfants, qui, d'ailleurs, sont destinés à prendre sa place dans la société, et à continuer la chaîne des générations; à ce titre, il leur doit au moins, et, comme dit la loi, la succession du père leur appartient. Mais le père, lorsqu'il doit avoir le premier rang dans ses affections, peut pourtant avoir d'autres attachements légitimes, il peut avoir des obligations à reconnaître, des services à récompenser. De plus, il y aurait trop d'inconvénient à obliger un père à laisser à ses enfants, dans tous les cas, la totalité de ce qui doit leur revenir. Les enfants, assurés de leur sort formellement, quelle que fût leur bonte ou leur mauvaise conduite, pourraient oublier leurs devoirs, lorsqu'il existerait dans la main du père aucun moyen utile et suffisant pour les y ramener. Donc, il est utile de borner la part qui se pourra lui être ôté. Ainsi, voilà un résultat entre les droits des enfants et l'autorité du père; c'est à la loi de le faire cesser, qu'à prononce la coutume de Paris, dont les dispositions sur cette partie ont obtenu l'approbation générale; elle a tracé le différend par la moitié; elle a donné moitié aux enfants, moitié au père; c'est la mesure la plus juste de décider entre des prétentions qui se balancent. Dans la Révolution, on a vu faire mieux en étendant la légitime jusqu'aux cinq sixièmes; et l'on était conséquent, parce qu'on voulait anéantir l'autorité paternelle. Mais les rédacteurs du Code civil, qui se proposaient de la rétablir, ont dû voir les choses d'un autre oeil; et il était digne de leur sagesse, en abandonnant la fixation excessive des trois quarts, momentanément adoptée par la loi d'août de l'an VIII, de revenir à la quotité ancienne, celle de moitié.

En second lieu, il est juste d'accorder pareillement une légitime aux ascendants sur les biens de leurs enfants. Le fils doit des aliments au père, comme le père en doit au fils; et quoique la succession du fils, sous que l'observe la loi, ne soit pas destinée au père selon l'ordre et le vœu de la nature, néanmoins, le cas arrive, le père fils ne permet pas que le père en soit privé pour la transférer à d'autres personnes, ou étrangères au défunt, ou qui ont avec lui des relations moins intimes. C'est ce qu'avaient senti les législateurs romains, dont les dispositions étaient servies religieusement dans les pays de droit écrit. On s'en était écarté en pays coutumier, mais à regret, et par une raison particulière. Les coutumes n'accordaient au père et mère et autres ascendants que la succession des meubles et acquêts; elles délaissaient à d'autres personnes la succession des propres; et comme elles ne permettaient de tester



à l'égard des propres, que d'une très-petite portion (le quint à Paris), il s'ensuivait que si l'on nait donné une légitime aux ascendans, comme elle n'aurait pu être prise que sur les meubles et acquêts, le testateur n'aurait en presque rien de disponible. C'est cette considération qui avait déterminé le parlement de Paris, après beaucoup de variations et de grands débats, à rétablir définitivement aux ascendans le droit de légitime. Aujourd'hui que toute distinction des biens est abolie, et que la succession d'un défunt ne présente plus qu'un seul patrimoine, cette considération ne subsiste plus. Ainsi, c'est avec justice que les auteurs du projet de Godu ont assuré une légitime aux ascendans. On peut la fixer à moitié comme celle des enfans; on peut la réduire à un tiers inférieur, comme étant moins favorable, au tiers par exemple; nous nous en rapportons là-dessus aux rédacteurs.

À l'égard des collatéraux, même des frères et sœurs, nous ne voyons pas sur quel fondement on leur attribuerait une légitime. Dans l'exacte vérité, un homme ne doit rien à ses frères et sœurs; il ne leur a point donné la vie; il ne l'a point reçue d'eux; ainsi, nul motif ne l'oblige à assurer leur subsistance; on conséquemment à leur réserver une portion de son bien.

Deux frères sont nés sans fortune; l'un, actif, intelligent, économe, a travaillé avec succès et amassé du bien; l'autre n'a rien ou peu de chose, parce qu'il n'a jamais su ni voulu rien faire. Par quelle raison de justice ou d'équité obligera-t-on le premier de laisser au second l'entière moitié de ce qu'il a acquis?

Chengons, si l'on veut, l'hypothèse. Le testateur a deux frères, l'un sans besoins, l'autre pauvre, ou qui, pendant toute sa vie, lui a témoigné une tendresse et une affection particulières. Pourquoi ne pourra-t-il pas laisser son bien au dernier plutôt qu'au premier?

Aussi est-ce une chose inutile, en droit écrit comme en droit coutumier, qu'un aïeul ait donné une légitime aux frères, hors un cas exprimé dans les cas rémoisés, savoir, quand le frère défunt avait institué pour héritier une personne infame ou entachée d'un manquement quelconque : *Si scripti heredes, infamia, vel turpitudine, vel levis nota maculati asperguntur*. L. 27, c. de testamentis.

En examinant la cause qui a pu déterminer les rédacteurs du présent Code à s'éloigner en cette partie de toutes les idées reçues, nous croyons l'apprécier dans l'intention de remplacer la réserve des propres, appelée dans nos livres légitime coutumière pour la distinguer de la légitime de droit; et c'est la préférence d'une de ces transactions que leur illicéité préliminaire annonce, par lesquelles ils ont cherché à concilier les usages des pays coutumiers avec ceux des pays de droit écrit.

Mais dans la cas particulier, pour que la transaction fût raisonnable, il faudrait qu'elle contiint un mélange des prétentions rétrogrades, et accordât quelques choses aux deux parties. Or la légitime des frères, nous le répétons, ne tient ce effort à rien; elle n'appartient ni au droit coutumier, ni au droit écrit; elle est étrangère à l'un aussi bien qu'à l'autre.

Il faudrait encore qu'il y eût matière à transaction, et que les propres abolis fussent réellement quelques choses; autrement il n'ait pas besoin de remplacement; et c'est la cas, pour employer un terme reçu, de prononcer la suppression sans indemnité. Or qu'étaient les propres dans le der-

nier état de notre législation coutumière? d'abord, à Paris et dans le plus grand nombre des coutumes, la réserve n'avait point lieu pour les donataires entre-vifs; elle était limitée aux testaments; ensuite, on était le maître de déstaturer son bien; celui qui avait des propres dont il ne pouvait tenter, pouvait les vendre, et faire après cela, ou de leur prix, ou des objets acquis en remploi, tout ce qu'il jugeait à propos. Est-ce une affectation de cette nature, aussi imparfaite, aussi peu sérieuse, que morale qu'on la regrette, et que, pour en trouver l'équivalent, on fasse violence aux principes?

Au moins faudrait-il qu'à l'exemple de la réserve des propres, la légitime attribuée aux frères et sœurs ne pût préjudicier qu'aux dispositions testamentaires, et non aux donations entre-vifs. Mais le testateur se plairait toujours, et avec raison, qu'on lui imposât une gêne qu'il n'avait pas subie, lorsqu'en vendant il pouvait rendre tout son bien disponible.

Neu pensons qu'il ne doit y avoir de légitime que pour les descendants et ascendans, et que celle des frères et sœurs, à plus forte raison des neveux et nièces, doit être retranchée.

Voilà ce que nous avons à dire sur la faculté de disposer; passons aux autres objets.

Dans l'article 1<sup>er</sup>, le mot à cause de mort sera mieux que le mot testamentaire, sans à répéter celui-ci comme synonyme dans l'article 3: « la donation à cause de mort, autrement appelée testamentaire, est un acte, etc. »

L'article 4 déclare que la preuve par témoins de la démente du donateur non interdit n'est admise que lorsque l'interdiction a été éprovoquée du vivant du donateur. « C'est ce qui a été dit au livre 1<sup>er</sup>, titre X, art. 24. Mais dans le présent article on ajoute, « ou lorsque, celui-ci n'ayant survécu que six mois à la donation, il existe « un commencement de preuve par écrit, résultant soit de l'acte même, soit d'actes extérieurs. » C'est la modification que nous avons proposée, conçue même en termes plus forts. Au lieu d'actes extérieurs, il faut mettre d'autres actes résultant soit de l'acte même, soit d'autres actes. Les mots actes extérieurs sembleraient indiquer des déportemens par lesquels la démente se manifesterait au dehors.

Ces mots de l'article 5, sauf l'exception portée en l'article ci-après, doivent être rayés; et l'exception mentionnée en l'article suivant reportée après l'article 8, parmi les incapacités de recevoir. Sa vraie place est avant l'article 14. En faisant l'article 5 tel qu'il est, on aurait cru que l'exception marquée en l'article 6 est la seule; ce qu'on n'a pas voulu dire, et ce qui n'est pas.

Art. 12. « Les enfans adultères ou incestueux ne peuvent rien recevoir en propriété de leur père ni de leur mère. » Nous avons déjà remarqué l'inconvénient de cette disposition, qui refuse au bâtard adultère ou incestueux toute espèce de propriété. Pourquoi le père ou la mère, s'ils le croient plus avantageux, ou pourrais-ils pas lui donner en argent ou en fonds le capital des alimens qu'ils lui ont accordés?

Art. 14. « Le malade, dans le cours de la maladie dont il meurt, ne peut donner à l'officier de santé qui le traite. » L'article ne parle que des médecins; il en est une autre espèce d'hommes contre lesquels la jurisprudence s'était précautennée; ce sont les confesseurs et directeurs. On peut en dire encore, en effet, ni le malade de lui supposer qu'il n'existent pas, ou qu'ils existent sans abus; dans le cas contraire, il faut en

parler; et si l'on ne veut pas rappeler leurs noms, on peut y suppléer par un article général, rédigé dans l'esprit de l'art. 226 de la coutume de Paris, sur ceux qui sont en puissance d'autrui; viendront ensuite les articles particuliers du tuteur et du médecin.

Les restrictions portées en l'article 15 sont à retrancher, voici ce qu'il poroit : « La capacité de faire ou de recueillir une donation appartient à tous ceux auxquels le loi n'a pas interdite, sans aucune distinction entre les Français et les étrangers, quant aux donations entre-vifs; et sans, quant aux donations par testament faites en faveur des étrangers, ce qu'est réglé au titre des successions. » Or voici ce qui est dit au titre des successions, art. 21 : « L'étranger est admis à recevoir aux biens que son parent étranger ou Français possède dans le territoire de la République; il y succède même conjointement avec les parents Français, et suivant l'ordre ordinaire des successions. » Il suit de là que le loi français, quant à l'admissibilité aux successions, ne met aucune différence entre le Français et l'étranger; et puisque d'autre part elle assimile à la capacité de recueillir par succession celle de recevoir par testament, il en résulte, par une conséquence nécessaire, que l'égard des testaments, il n'y a de même entre le Français et l'étranger aucune différence. Dès lors, l'article doit être conçu ainsi qu'il suit : « La capacité de faire ou de recueillir une donation, soit entre-vifs ou testamentaire, appartient à tous ceux » auxquels le loi n'a pas interdite, sans aucune distinction entre les Français et les étrangers. » L'article, ainsi rédigé, consacre le vœu que la philosophie et une saine politique avaient formé depuis longtemps.

L'article 50 justifie les observations qui ont été faites précédemment sur l'article 77 du titre des testaments. Il porte que « la donation faite au mineur est acceptée par son tuteur, mais sans exiger une autorisation du conseil de famille; » et il ajoute également, avec l'ordonnance de 1731, ce que l'article précité ne dit pas, que « les père et mère du mineur, ou autres ascendants, même du vivant des père et mère, sans être tuteurs » ni co-tuteurs, peuvent accepter la donation. » Ce contraste d'un article avec l'autre est une nouvelle raison pour réformer ou supprimer le premier.

Nous ne répétons pas, sur l'article 54, ce qui a été dit relativement à la tradition, que les rédacteurs supposent non nécessaire pour la transmission de la propriété. Mais leur théorie est sans conséquence par rapport à la donation, un moyen de ce qui est ajouté dans l'article suivant, qui rappelle la nécessité de l'insinuation : « Insuper la » (obsorbe-t-on) ces donations ne peuvent être » opposées aux tiers qui auraient contracté avec le » donateur. »

La tradition était regardée comme nécessaire dans les donations, à fins autre fin, savoir, pour en assurer la vérité; ce qui fut que la coutume de Paris, article 274, déclare la donation nulle, lorsque la donation reste en possession de la chose donnée jusqu'à, jour de son décès; elle appelle cela donner et retenir. Les rédacteurs n'ont tenu compte de cette décision, et ils ont bien fait; le donateur sera présumé en ce cas avoir conservé la possession à titre de précaire ou d'usufruit, d'après un consentement verbal du donataire; ce qui n'empêche pas que la donation ait subsisté par son caractère d'irrévocabilité.

Mais il reste un cas où la tradition sera tou-

jours nécessaire pour exproprier, savoir, lorsque la donation est d'une chose active, telle qu'une rente sur l'état ou sur particulier; le donataire n'étant alors saisi, au moins vis-à-vis le débiteur, que par la signification même de la donation contenant transport.

D'après ces réflexions, il semble que l'article 54 pourroit être rédigé de la manière suivante :

« La donation d'immobilier acceptée par le » connement des parties, et la propriété des objets donnés est transférée au donataire, sans qu'il soit besoin de tradition effective; le tout à la charge de l'insinuation dont il sera parlé ci-après, et sauf si la donation est d'une rente ou autre créance, la signification nécessaire à l'égard du débiteur, de l'acte de donation contenant transport. »

On supprime dans cette rédaction les derniers mots de l'article projeté, *sans l'état estimatif requis par l'article 41*. Ces mots sont inutiles, l'état estimatif des meubles donnés et non livrés étant toujours nécessaire pour assurer l'irrévocabilité de la donation.

L'article 55 traite de l'insinuation : on a beaucoup d'observations à y faire.

« Les donations d'immubles (porte l'article), » d'usufruit, de jouissance, et d'autres droits susceptibles d'hypothèque... » Les mots d'usufruit et de jouissance sont synonymes, le premier suffit, surtout avec l'addition; et d'autres droits susceptibles d'hypothèque.

L'article continue, et dit que « ces donations » doivent être rendues publiques par l'insinuation » sur le registre, dans les bureaux, et en la forme » indiquée par la loi concernant l'établissement des » bureaux d'insinuation. » On n'indique pas autrement ces bureaux, ni la époque où l'insinuation devra être faite, ni son effet, selon qu'elle aura été faite en tel ou tel temps. Il nous semble qu'un Code civil ne peut pas garder le silence sur ces objets importants, qui tiennent à la validité de l'acte. On peut, à la bonne heure, ne pas parler des détails à la forme de l'insinuation, de la tenue des registres, et autres objets pareils, qui peuvent mieux convenir à un règlement de police; mais la désignation du lieu et du temps où l'insinuation doit être faite à peine de nullité, est indispensable dans une loi concernant les donations; et l'ordonnance de 1731 en donne l'exemple.

Le même article 55 n'assujettit à l'insinuation que les donations d'immubles et droits réels, auxquelles seulement il ajoute ensuite la donation d'une somme mobilière payable à terme ou après la mort du donateur. L'ordonnance de 1731 était plus générale, et n'excepait que les donations de choses mobilières en deux cas, savoir, lorsqu'il y avait tradition réelle, ou lorsqu'elles n'excedaient pas le somme de mille livres au fois payée. Cette dernière disposition parait préférable. Un homme est en possession d'un riche mobilier; un l'en rend propriétaire; dans cette confiance, on lui prête, au ses héritiers ou même pas à accepter sa succession : mais on découvre ensuite que tout ce mobilier ne lui appartient pas, parce qu'il en a disposé par une donation à laquelle est annexé l'état estimatif de ce mobilier. Voilà ce qui résultera du défaut d'insinuation. Il en sera de même à l'égard d'une donation de rentes ou dettes actives, au moins avant l'insinuation de la signification qui en sera faite au débiteur. Nous croyons qu'il faut conserver à l'insinuation son ancienne utilité, telle qu'elle est déterminée par l'ordonnance.

L'article déclare, à l'égard des donations de sommes payables à terme ou après la mort du donateur, qu'elles ne sont sujettes à insinuation que lorsqu'elles sont faites avec affectation spéciale sur un ou plusieurs immeubles. Le donateur, selon les rédacteurs, emporte nécessairement hypothèque ou affectation sur les immeubles, étant faite par-devant notaire, et même hypothèque générale, si elle n'est limitée en termes exprès. Mais ici ils demandent une hypothèque ou affectation spéciale. Qu'ont-ils voulu dire par ce mot ? et comment l'accorder avec ce qu'on lit au titre des hypothèques, article 43 : « L'hypothèque spéciale n'emporte pas de plus grands droits que l'hypothèque générale, et n'y déroge point, » si l'hypothèque générale a la spéciale ? Il n'est pas aisé de deviner la pensée des rédacteurs. Au reste, que l'affectation soit générale ou spéciale, les tiers qui contractent avec le donateur ou ses héritiers n'ont pas moins intérêt de la connaître. Ainsi, nous ne rayons point ce, dans un cas plus que dans l'autre, la donation puisse être affranchie de l'insinuation.

Bien, il est dit dans l'article 55 que « jusqu'à ce que l'insinuation ait été faite, les donations ne peuvent être opposées aux tiers qui auraient contracté avec le donateur. » Cela est vrai ; mais il faut ajouter, avec l'insinuation, « soit à ses héritiers, et généralement à tous ceux qui auront l'intérêt de contester la donation, autres que le donateur lui-même. » Ou bien, sans rien ajouter, il faut retrancher les mots *héritiers*, qui auraient contracté avec le donateur, en ne laissant subsister que ceux-ci, qui disent tout : « Lorsque là, ces donations ne peuvent être opposées aux tiers. »

Dans l'article 57, il faut rayer la mention des registres hypothécaires, dont il n'est pas question ici ; le défaut d'insinuation sur les registres hypothécaires.

L'article 60 parle de la révocation des donations pour cause d'ingratitude.

La loi déroge, au Code de reces, dans, exprime quatre cas où la donation peut être révoquée : cause de l'ingratitude du donataire : « Si le donateur, s'il lui a fait des injures atroces, s'il a tâché de lui faire perdre une grande partie de ses biens, s'il a voulu le tuer. A quoi les auteurs ajoutent le refus de nourrir le donateur indigent et autres semblables ; car ils ne veulent pas que les causes de révocation soient déterminées.

Le présent article réduit toutes les causes à deux : 1<sup>re</sup> si le donataire manque à la vie du donateur, 2<sup>e</sup> s'il se rend coupable envers lui de crimes ou délits. Ce mot *délits* est général, et peut comprendre les injures atroces faites au donateur, ou les machinations pour lui faire perdre une grande partie de ses biens. Mais il pourrait aussi être étendu plus loin, et appliqué, contre l'intention des rédacteurs, à des délits moins graves.

Nous répéterons ici ce que nous avons dit sur les causes d'ingratitude. Il est difficile et dangereux de déterminer les cas. On a tenté de tout couvrir, et l'on a raison en général ; mais il ne faut pas sous ce prétexte encourager le vice, l'immoralité, ce se croira permis tout ce que les lois n'auraient pas littéralement défendu.

L'article 63 ne veut pas que l'action en révocation pour cause d'ingratitude puisse être exercée par les héritiers du donateur, à moins que ce dernier ne l'ait lui-même intentée de son vivant, ou qu'il ne soit décédé dans l'année du délit. Mais si le délit n'a été commis qu'après sa mort, s'il s'agit d'un donataire qui a outragé et couvert l'opprobre

la mémoire de son bienfaiteur, quid juris ? Il semble qu'en pareil cas l'action de révocation devrât être accordée aux héritiers.

Suivant l'article 65, « les donations en faveur de mariage ne sont pas révocables, pour cause d'ingratitude, lorsqu'il y a des enfants de ce mariage. Lorsqu'il n'y en a point, la révocation a lieu à l'égard du donateur, mais sans préjudice des droits résultant du contrat de mariage en faveur de l'autre époux. » Il faut ajouter : et des enfants à naître. S'il n'y a pas d'enfants nés du mariage, il peut en servir.

Dans l'article 76, après ces mots : la condition de survie n'a point lieu, « il faut ajouter, non plus que la nécessité de l'acte de présomption et de déclaration mentionnée en l'article 71. Ces deux dispositions sont relatives, et l'une ne peut pas agir sans l'autre, quand on est disposé de l'autre.

L'article 77 porte que « le défaut de survie ne peut être opposé au donataire » par la République, dans le cas où elle hérite du donateur. Pourquoi ne pourrait-elle pas l'opposer, si, à défaut du survie, le testament demeure attaché, aux vœux de la loi, d'une présomption de survenue et de suggestion ? L'effet d'un pareil statut doit être général.

La loi de l'article 78 doit être rédigée, ainsi qu'il suit :

On par l'un desdits officiers et un commissaire des guerres, ou par l'un desdits officiers ou commissaires assisté de deux témoins.

Telle a dû être et a probablement été l'intention des rédacteurs.

L'article 98 met les frais de la demande en délivrance de legs à la charge de l'héritier. Cela est contraire à l'usage, de quelque manière que le délit n'ait été fait, par acte ou par jugement, pourvu qu'elle n'ait pas été contestée mal à propos. Et la raison, c'est que la dette n'est pas due pour l'induit du légataire, elle lui est due, à son égard, des frais d'acquisition de son legs. Rédiger l'article ainsi qu'il suit :

Les fruits de la délivrance, de quelque manière qu'elle ne fasse, par acte ou par jugement, aussi bien que les droits d'enregistrement, sont à la charge du légataire, à moins que le testateur n'en ait chargé l'héritier, ou, quant à la dette n'ait été contestée mal à propos.

Il fautrait, à l'égard du droit d'enregistrement, qu'il ne fût à la charge du légataire que quand à la clause particulière contenant son legs ; et qu'on n'ajoutât pas, comme on le fait aujourd'hui, au légataire particulier, quelquefois au multibonorum domestique, pour élever la délivrance de son legs, à faire l'arance de la totalité du droit relatif à tout le testament, qui se monterait quelquefois à 20 ou 30 mille francs. N'est-ce pas une vexation exorbitante ? C'est demander au légataire impossible ; c'est le réduire à mourir de faim à côté du titre qui assure sa subsistance.

L'article 156 ne permet aux époux de se donner, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, pour le cas où ils laissent des enfants ou descendants, qu'un quart en propriété de leurs biens, et un autre quart en usufruit, ou la moitié de tous leurs biens en usufruit seulement. Cette disposition est conséquente à celle de l'article 16 en-devant, surant lequel les donations, soit entre-vifs, soit à cause de mort, ne peuvent excéder le quart des biens du donateur, lorsqu'il laisse des enfants ou descendants. Mais si on lui permet de disposer de la moitié, même en ce cas, comme nous l'avons cru raisonnable, il pourra gratifier

l'autre époux de cette moitié ; mais l'article devra être amendé ainsi qu'il suit :

Et pour le cas où l'époux donateur laisse des enfants ou descendants, il peut donner à l'autre époux la moitié de ses biens en toute propriété. Suivant l'article 161, « l'homme ou la femme qui convoie à de secondes ou subséquentes noces, ayant enfants ou descendants d'un précédent mariage, ne peut donner à son nouvel époux qu'un quart d'enfant légitime le moins prenant, et en usufruit seulement. » Cette disposition paraît trop dure. On a loué la sagesse et l'équité de l'édit des secondes nocces, pris dans les lois romaines, eu ce qu'après à moitié un tiers à la parenté la plus impétruse de toutes, et lui a prêté, ce semble, le tempérament le plus raisonnable, et relatif à l'autor conjugal à l'autor paternel. Mais l'un ne doit pas rester au-dessous de l'autre ; et il n'est pas juste que lorsque l'enfant aurait sa part en propriété, l'époux n'ait la somme qu'en usufruit. Ce qui a conduit les rédacteurs à cette disposition, c'est probablement celle de l'art. 156. Ils ont cru que sans cela une seconde femme ne peut avoir plus qu'une première ; ce qui arriverait en effet dans le cas d'un seul enfant, si la disposition de l'article 156 était maintenue. L'amendement qu'on a proposé sur cet article écarte l'objection.

Les articles 162 et 163 sont une répétition des articles 31 et 35. Nous sommes loin de les im-proover ; mais ils renferment ouvertement ce qui est décidé, au sujet du rapport, dans les articles 162, 163 et 164 du titre des successions. S'il est vrai en effet, comme le veulent les articles 31 et 35, 162 et 163, que le don fait au fils est censé fait au père, et pareillement que le don fait au père est censé fait au fils, comme à une personne in-divisée, ces sortes d'actes qui sont donc sujets à rapport, soit de la part du père, soit de la part du fils. C'est ce que nous avons pensé.

#### TITRE X.

##### *Du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.*

La loi qui règle les droits respectifs des époux a deux avantages : l'un de suppléer à l'imprévoyance de ceux qui se marient sans l'aide de l'autre ; l'autre de guider ceux qui en font, en leur présentant une règle, un modèle qu'ils peuvent suivre, et dont l'expérience de tous les pays prouve que les conventions particulières se rapprochent sensiblement.

Les rédacteurs du présent Code ont préféré, avec raison, la communauté comme le mode de convention le plus simple et le plus généralement adapté à nos mœurs ; mais sans exclure des stipulations différentes, lesquelles demeurent à la volonté des parties.

Leur contrat, à cet égard, est susceptible de peu d'observations.

Les articles 5, 6, 7 et 8 ont pour objet d'empêcher l'abus des contre-lettres dans les contrats de mariage ; les précautions qu'on y a prises sont insuffisantes.

Suivant l'article 6, « un mineur de vingt-cinq ans ne peut faire aucun mariage à ses conventions de mariage, hors la présence et sans le consentement de ceux des ascendants ou des parents composant le conseil de famille, dont le consentement est requis pour le mariage, lorsque ceux-ci ont assisté au contrat et l'ont signé. » Il le pourrait donc hors de la présence d'un étranger ou d'un autre parent donateur, mais

dont le consentement ne serait pas requis pour la validité du mariage.

Suivant l'article 7 : « Les contre-lettres sont nulles ; encore, si elles ont données par l'un des époux hors de la présence de l'autre époux. » Mais elles peuvent être données par les deux époux conjointement, hors de la présence d'une personne qui aura scellé le contrat d'une donation, en conséquence d'un don ou d'avantages promis auxquels dérive la contre-lettre. Les lois peuvent-elles empêcher une pareille tromperie ?

Il y a un moyen simple de prévenir tous les inconvénients ; c'est de rédiger l'article comme il se lit dans tous les livres :

Toutes contre-lettres en contrat de mariage sont nulles, si elles sont passées hors de la présence de celui qui doit signé comme parties dans le contrat.

Suivant l'article 11, « la communauté se compose effectivement de tout le mobilier que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échut pendant le mariage, à titre de succession. » Il faut dire, au contraire, à quelque titre que ce soit. Le mobilier qui adient à chacun des conjoints, par don ou legs, ou par l'effet de leur travail et leur industrie, ou par une bonne fortune, comme on l'a vu fait à la loterie, en un mot de quelque manière que ce soit, tombe incontestablement dans la communauté conjugale, sauf les conventions contraires.

L'article 22 serait plus complet et mieux rédigé ainsi qu'il suit :

La communauté se compose passivement, 1<sup>o</sup> De toutes les dettes, tant en capitaux qu'intérêts, dont les conjoints étaient grevés au jour de la célébration de leur mariage, ou dont se trouvent chargés les successions qui leur écholent pendant la durée d'icelles, sans les modifications ci-après expliquées ;

2<sup>o</sup> Des dettes, tant en capitaux qu'arrérages ou intérêts, contractées par le mari pendant la communauté, ou par la femme du consentement du mari, sauf la récompense dans les cas où elle n'est pas ;

3<sup>o</sup> Des arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux deux époux ;

4<sup>o</sup> Les réparations d'usure des immeubles qui n'enrent point en communauté, et de toutes réparations à l'égard de ceux qui en font partie ;

5<sup>o</sup> Des aliments des conjoints, de l'éducation des enfants communs, et de toutes autres charges et entretien du mariage.

Il faut y joindre les frais de l'inventaire qui doit être fait lors de la dissolution de la communauté, et ceux de liquidation et partage.

L'article 26, dans sa dernière partie, doit être limité à la femme et à ses héritiers. Le mari, qui n'a point fait constater par inventaire la quantité de mobilier composant les successions qui sont échues pendant la communauté, est non recevable à demander d'être admis à en faire preuve, soit par titre et par les papiers domestiques, soit par commune renommée ; c'est à lui à s'imputer d'avoir pas fait inventaire, comme il y était astreint en sa qualité d'administrateur.

L'article 38 se regarde comme baux faits par anticipation, quo ceux qui sont passés plus de trois ans avant l'expiration du bail subsistent. Ce terme est bien long. On a toujours distingué, en cette matière, les maisons de ville d'avec les lieux de campagne. Pour les maisons de ville, le bail est censé fait par anticipation, et est fait plus de

au moins (on pourrait mettre un an) avant l'expiration du bail courant ; à l'égard des biens de campagne, on permet le renouvellement du bail un an et demi ou deux ans d'avance. C'est la disposition d'un arrêté de règlement du parlement de Paris, du 26 février 1642 ; et il en existe beaucoup d'autres semblables, rendus particulièrement pour les fabriques. Une police moins sévère peut donner lieu à beaucoup d'abus.

Seraient l'article 51, « il y a point de continuation de communauté entre le survivant et ses enfants mineurs, héritiers du prédécédé, lorsqu'il n'a pas fait inventaire. » La prise du survivant, en ce cas, aux termes de l'article 52, est la déchéance qu'il encourt de la garde desdits mineurs qui lui était dévolue, et de la jouissance de leurs revenus : après quoi viennent plusieurs dispositions, jusqu'à et compris l'article 55, pour régler les suites de cette déchéance.

Comme nous n'avons point adopté le droit de garde et de jouissance du bien des mineurs dans la prisonne du survivant de leurs père et mère, nous sommes obligés de chercher un autre moyen de pourvoir à la négligence de ce dernier à faire l'inventaire ; et nous n'en trouvons point de plus naturel que celui qu'avait adopté la coutume de Paris, entre ce point par la plus grande nombre des coutumes. Vous n'avez pas voulu disordre la société ; vous devez nous associer, mais en perdant une partie des avantages que la première société vous donne ; et les mineurs seront les maîtres de renoncer à la nouvelle société, elle jugera quelle ne leur est pas profitable.

Cette disposition est d'autant plus à conserver, que, dans beaucoup de coutumes, il y a continuation de communauté au pareil cas entre le survivant et les héritiers du prédécédé, quoique mineurs, quoique simples collatéraux ; et même, dans un assez grand nombre de nos anciennes provinces, une disposition qui peut mériter l'attention du législateur, établit entre tous individus une communauté tacite par le seul fait de la cohabitation et de l'indivision après un jour. Or, s'il est de l'intérêt des mineurs de demeurer en communauté avec le survivant de leurs père et mère, comme cela arrive souvent, principalement à la campagne, et comme on peut l'observer, avec assez de raison, des différents statuts ci-dessus indiqués, pourquoi obligerait-on le survivant (résistiblement, et dans tous les cas, à rompre la communauté ?

Nous pensons qu'il faut effacer les articles 51 et suivants jusqu'au 55<sup>e</sup>, et les remplacer par les dispositions de nos coutumes sur la continuation de communauté, en prenant pour base celle de Paris.

L'article 68 décide que le mari est garant du défaut d'emploi ou du rapt du prix de l'immobilier aliéné par sa femme séparée, et le contrat a été fait en sa présence et de son consentement ; mais l'article ajoute : *Il ne l'est jamais de l'usage de cet emploi*. C'est détruire d'une main ce qu'on établit de l'autre. Quelle sera la différence du défaut d'emploi, et d'un emploi illégitime entre les mains d'un homme insolvable, dont les biens, par exemple, seraient en direction ou en saisie réelle, et avec que le mari partagerait peut-être le profit ? Le mari, sans doute, ne doit pas répondre de toute espèce d'insolvabilité, du celle qui surviendrait après l'emploi ; mais il est responsable de celle qui existe au temps de l'emploi même, surtout lorsqu'il est en solvabilité. C'est ce que nous croyons nécessaire d'exprimer, au lieu de dire, avec l'article 56, qu'il n'est jamais garant de l'insolvabilité de l'emploi.

L'article 72 décide que si les héritiers de la femme ne sont pas d'accord sur l'acceptation ou la renonciation à la communauté, ou exerce ou adopte ce qui était le plus utile à la défunte. C'est ce qu'on pourrait antérieurement par accorder, lorsqu'une succession étant composée de plusieurs espèces de biens, la femme laissait divers héritiers, l'un aux meubles et acquits, l'autre aux propres. Il pouvait arriver que ces deux héritiers eussent des intérêts différents quant à l'acceptation ou de la renonciation, parce que l'un avait droit à tout l'actif de cette communauté, l'autre n'y avait aucun part, quoique le passif dont elle était chargée fût supporté par les deux héritiers, à proportion de l'émolument de chacun dans le total de la succession. De la obligation de consulter le plus utile, puisque de ce point dépendait le partage des biens entre les deux héritiers. Aujourd'hui qu'il n'y a plus de distinction de biens ni d'héritiers, ce besoin ne subsiste plus. On n'a pas fait attention à cela en rédigeant l'article 72 ; mais on s'en est souvenu dans l'article 91, qui est diamétralement contraire. L'article 72 doit être retranché.

Art. 75... *Le véritable fidèle et complet.*... Fidele dit tout, et est pleinement suffisant ; le mot complet n'est de trop, et pourrait faire croire qu'une omission innocente serait capable de vider un inventaire fait de bonnor loi.

Les autres articles ne donnent lieu à aucune observation ; et nous nous contenterons, au finissant, de relever une omission que le titre nous a paru présenter : il n'y est point parlé du *devoir*.

Le *devoir*, inconnu chez les Romains, est une des institutions qui honorent le plus notre droit coutumier. Il assure la subsistance des enfants brs turns à la légitime. Qu'un père épuse sa succession par des libéralités indistinctes, soit entre-vifs ou à cause de mort, le loi y pourvoit en accordant aux enfants une action en révocation ou en retranchement de ces donations, lorsqu'il y a une certaine concurrence ; et c'est ce qu'on appelle légitime. Mais si le père est un dissipateur, un homme sans conduite, qui a vu son bien, qui remède ? Grandanil il en fait peu ; car tout homme qui se marie contracte pour première obligation de nourrir ses enfants : cette dette est acquittée par le *devoir*.

La femme y trouve aussi une ressource et un juste profit de sa collaboration, lorsque la communauté n'a pas été fructueuse. En un point seulement, la disposition de nos coutumes peut paraître excessive, savoir, en ce qu'elles accordent tout à la fois à la femme communauté et *devoir*.

Nous désirons que cette institution bénéficiaire du droit coutumier soit conservée, avec cette seule modification que la femme ne pourra prétendre tout à la fois communauté et *devoir* ; de même que les enfants, pour demander le *devoir*, sont obligés de renoncer à la succession. Il faudrait aussi que la femme fut tenue, comme les enfants, d'imputer sur le *devoir* les dons et avantages qui lui seraient été faits.

Le *devoir* est pour les enfants la propriété et pour la femme l'usufruit pour une certaine portion des immeubles que le mari possède en sa mariée, ensemble de ceux qui lui sont échus en ligne directe pendant le mariage. La qualité est différente selon les coutumes : le moitié dans les unes, le tiers dans les autres. Ces deux *exemples* sont peut-être trop fortes, et l'on pourrait se contenter du quart.

Les seuls titres qui suivent, relatifs aux différents contrats, donnent matière à peu d'observa-

ions; et nous allons les parcourir très-rapidement.

### TITRE XI.

#### De la vente.

Nous avons fait précédemment plusieurs remarques sur les articles 25, 26 et 27 du ce titre; nous y renvoyons.

De même sur l'article 101.

De même encore sur les articles 116 et 117. (Voyez le titre des conventions en général).

### TITRE XII.

#### De l'échange.

Point d'observations sur ce titre.

### TITRE XIII.

#### Du louage.

Les articles 25 et 26 concernent la tacite réconduction, qui est admise par le projet de Code, tant pour les baux de campagne que pour les maisons et appartements.

L'Assemblée constituante, dont on n'a pas contesté les lumières, avait aboli la tacite réconduction pour les baux de campagne. C'est la disposition de l'article 4, section 1<sup>re</sup>, titre 1<sup>er</sup> de la loi du 28 septembre 1791, appelée le *Code rural*. Elle s'était déterminée à prononcer cette suppression, à cause des difficultés et des surprises auxquelles donner lieu la tacite réconduction, plus ordinaires sans comparaison et plus multipliées pour les baux de campagne que pour les maisons de ville.

En supposant qu'on n'eût rien fait pour l'un et l'autre espèces de baux, l'article 25 aura besoin du quinquies amendement. Il y est dit que, dans le cas de la tacite réconduction, le bail se prolonge. L'expression est inexacte; ce n'est point l'ancien bail qui est prolongé, mais un nouveau bail qui se fait : intelligitur dominus ex integro locare, dit la loi romaine; et c'est ce qui répète après elle tous les auteurs.

L'article ajoute que le bail se prolonge aux prix, clauses et conditions prescrites par celui qui est expiré. Cela revient indistinctement pour le prix, et en général pour les clauses et conditions de l'ancien bail; mais il y a des exceptions. Si le bail, par exemple, contenait soumission à la contrainte par corps, prétendant qu'elle fit partie de l'engagement contracté par la tacite réconduction, quoique toutes nos lois, principalement les dernières, requièrent pour cet objet une stipulation expresse; il en est de même des droits d'hypothèque et d'exécution attachés à l'ancien bail, lesquels ne peuvent résulter que d'un titre public et paré, jamais d'un contrat ou purement tacite. Même observation encore pour la caution; et les rédacteurs l'ont senti, puisqu'ils ont exprimé cette exception dans l'article 27. Pourquoi n'ont-ils pas parlé des autres? Toutes ces exceptions peuvent être indiquées par une seule clause qui termine l'article : et à la réserve des contraintes par corps, caution, hypothèques et droit d'exécution qui résulteraient de l'ancien bail.

Enfin, il faut déterminer le temps après lequel on prononcera la tacite réconduction. Ce temps est plus difficile à régler pour les baux ruraux que pour les maisons et appartements; mais, dans tous les cas, la tacite réconduction ne peut avoir lieu que, lorsqu'un ou du propriétaire, et après l'expiration du bail, le fermier a levé les quêtes ou ensemencé les terres pour l'année suivante.

Avec ces modifications, l'article 25 pourra subsister.

L'article 26 devra subir aussi quelques changements.

On supprimerait l'article 27.

L'article 24 met la mesure au nombre des cas forcés pour lesquels le fermier peut demander une remise, s'il n'y a renoncé. La mesure d'autorité n'est pas le fermier à demander une remise; c'est un accident et fréquent, surtout à l'égard des vignes, qui le laisse à d'autres attendre, et proportionner sur ce risque le prix de sa ferme.

Articles 113 et 116. Il faut supprimer le mot d'artistes (ouvriers artistes); et, si l'on veut ajouter un autre mot, mettre celui d'artisans.

Art. 130. Les derniers mots, et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans cette entreprise, sont de trop; il faut mettre à sa place, « et de la perte qu'il a pu faire, à raison d'autres entreprises » que le marché dont on demande la résiliation « lui a fait refuser. » Voyez Pothier, du louage, n<sup>o</sup> 110.

Les rédacteurs n'ont point parlé du bail emphytéotique ou à longues années, ni du bail à rente foncière, qu'ils supposent avoir été prescrits, comme appartenant à la féodalité; de quoi ils se plaignent; ces baux, disent-ils, n'ayant jamais été des contrats féodaux, et étant d'ailleurs extrêmement utiles (leur prêt.). Rien de plus vrai, mais aussi peut-on dire que les baux emphytéotiques ou à rente foncière aient été prescrits? On a déclaré rachetables toutes espèces de rentes féodales, quoique stipulées par les baux non rachetables; on a défendu d'en créer de nouvelles à l'avenir; mais, à cela près, le contrat est demeuré permis, et autorisé par les termes mêmes des décrets qui n'ont interdit que la non rachetabilité de la rente. Nos lois nouvelles n'ont fait en ce point, ni avec beaucoup de sagesse, pour le bien de l'agriculture, que ce qu'on avait fait il y a longtemps pour le seul décongestion de villes. Depuis plus de trois siècles, nos ordonnances et nos coutumes défendaient de créer des rentes foncières non rachetables sur les maisons de ville, et statuaient que les rentes de cette nature qui existaient au vertin de contrats antérieurs, seraient rachetables à toujours. L'Assemblée constituante a rendu cela loi générale, et l'a étendue à toute espèce de biens. Mais, de même que les lois anciennes, en prescrivant l'irrachetabilité des rentes foncières assises sur maisons de ville, n'ont pas défendu de donner ces maisons à rente foncière pourvu que la rente demeurât toujours remboursable, les lois nouvelles n'ont pas défendu non plus de donner à rente les autres espèces de biens, pourvu que la même condition y fut observée. Ce point est si clair, qu'il est inutile de multiplier les citations; il suffit de citer les vœux sur l'article 6 du célèbre décret du 11 août 1789, auquel on joindra, si l'on veut, les articles 6 et 7 du notre loi sur le régime hypothécaire. L'article 6, parmi les objets susceptibles d'hypothèque, énonce formellement la jouissance des immeubles à TITRE D'EMPHYTEOSE pour le temps de leur durée. Les baux à emphytéose ou sol dont pas prescrits. L'article 7 décide ensuite que « les baux ruraux et les autres prestations que la loi a déclarées rachetables, ne pourront plus à l'avenir être frappées d'hypothèques. » Il existe donc encore des rentes foncières, quoique rachetables, aux termes de la loi qui les déclare tristes à toujours. Et du fait, on n'a pas cessé de payer les rentes de cette nature, qui avaient été créées avant la Révolution; de même qu'on a continué d'en créer depuis la Révolution, par des contrats

qui en ont produit un très-grand nombre de nouvelles.

On a donc bien dû être surpris que les rédacteurs du Code aient supprimé, comme point constant, que les baux à ruyphéose. Et quant à ce qu'ils disent que ces baux exigent une législation toute particulière et très-compliquée (ibid.), nous ne voyons pas que la matière comporte réellement ni de plus grandes particularités, ni plus de complication, que celle des autres locations.

Ainsi, sans attacher à cet égard des ordres du Gouvernement auquel ils en réfèrent (ibid.), et qui, en vertu de leur première mission, les a suffisamment autorisés, nous les invitons à s'occuper de remplir leur tâche. Ils sont plus en état que personne de s'en bien acquiescer; et ils ont pour cela des matériaux tout prêts dans nos loix, dans nos coutumes, notamment dans Pothier, qui a fait ces professes au traité du bail à rendre.

#### TITRE XIV.

##### Du contrat de société.

L'article 5 porte que « toute société doit l'objet » est d'une valeur de 150 fr., dont être rédigée » par écrit. » Cet article abolit les sociétés tacites qui se contractent entre certaines personnes par le seul fait de l'habitation et ne constitue pendant un an et jour, avec communauté de gains et de profits. Ces sociétés avaient lieu autrefois dans tout le pays coutumier; et elles sont encore admises dans plusieurs coutumes, où l'usage en est fréquent, surtout entre les habitants des rampages, Chartres, Brez, Troyes, Soas, Anserre. Nous ne parlons que de celles des coutumes indiquées qui font partie du ressort du tribunal d'appel de Paris.

On doit louer les auteurs du projet de Code d'avoir supprimé ce débris de nos institutions gothiques. Les sociétés tacites formaient une exception dangereuse à la règle, si sage et si nécessaire, posée par l'ordonnance de Moulins, qui défend d'admettre la preuve testimoniale en matière de conventions, au-delà d'une certaine somme. Elles présentaient d'ailleurs un fait difficile à constater, compliqué dans ses détails, souvent obscur et très-équivoque dans son caractère, qui dépeut principalement de l'incertitude; il en résultait beaucoup de procès.

C'est ce qui avait déterminé presque généralement les rédacteurs de nos coutumes à les proscrire; quelques-uns même avant l'ordonnance de Moulins. Cette suppression ou privation d'un avantage réel ceux qui veulent contracter de pareilles sociétés, dont l'utilité et même la nécessité pour beaucoup de personnes ne peut pas être révoquée en doute; ils seront toujours les parties d'un contracter, ou les écartant ou les laissant écartés, comme toutes les autres conventions.

Mais les rédacteurs du Code ne s'en tiennent pas là; et l'article 8 ajoute : « La loi ne reconnaît que la société universelle de gains, et prohibe celle de tous biens présents et à venir, sauf » la communauté conjugale. » L'article 9 dit encore que « la société universelle de gains commun » prend tout ce que les parties possèdent et acquièrent pendant la durée de la société, soit » par leur industrie personnelle, soit par la jouissance de leurs biens présents. » Et l'article 11 répète que « les biens que les associés possèdent » au temps du contrat, n'y entrent que pour la » jouissance; ceux qui leur échouent, pendant la » société, par succession, donation ou legs, n'y

entrent en aucune manière. » Et tout sans distinction du mobile et de l'immeuble.

Nous croyons que ces articles vont trop loin. Il y a des personnes qui ont à peu près reconnu tout leur avoir présent et futur, elles trouvent rarement difficilement de quoi assuoir leur faible existence. Combien n'en a-t-on pas vu que le malheur des temps avait réduits à cet état, quoique eux avec de la fortune, et continués à un vieillesse! La loi doit se prêter à toutes les situations; elle doit s'adapter à tous les besoins que les circonstances peuvent avoir, et n'en contracter aucun. D'autre part, il semble raisonnable, quant à la société universelle de gains, que les membres en laissent partie, et n'y entrent pas pour la jouissance seulement. Les meubles sont comme le fonds malin de cette espèce de société; et c'est ce qu'on pense tous les rédacteurs de coutumes, qui se sont occupés d'en tracer les règles; c'est aussi ce que nous voyons dans la communauté conjugale. Si le mobilier est exclu d'une société universelle de gains, que va-t-il écouler? Il faudra, en établissant une pareille société, commencer par faire inventaire, à l'effet de distinguer les meubles qui appartiennent à chacun des associés, et faire ensuite un récolement tous les ans pour constater ou les augmentations ou les pertes; il faudra, à mesure que chacun des associés recouvrera que succession, ou lera en meubles quelques acquisitions un peu marquées, avoir recours à de nouveaux inventaires. Quelle gêne et quel embarras insupportables!

Nous proposons de substituer aux articles du projet ceux que voici :

Art. 7. Les sociétés sont universelles et particulières.

Art. 8. On distingue deux sortes de sociétés universelles; la société universelle de gains, et celle de tous biens présents et à venir.

Art. 9. La société universelle de gains renferme tout ce que les parties acquièrent par leur industrie, à quelque titre que ce soit, pendant le cours de la société. Les meubles que chacun des associés possède au temps du contrat, même ceux qui leur échouent dans la suite par succession, donation ou legs, sont compris dans cette société; leurs immeubles personnels y entrent aussi, mais pour la jouissance seulement.

Art. 10. La société de tous biens présents et à venir, est celle par laquelle les parties mettent en commun tous les biens, meubles et immeubles qu'ils possèdent actuellement, et ceux qui leur échouent par la suite; elle comprend même les immeubles qu'ils pourront recouvrer par succession, donation ou legs, et ne non-seulement quant à la jouissance, mais quant à la propriété.

Art. 11. La simple convention de société, sans autre explication, n'empêche que la société universelle de gains.

Art. 12. On peut contracter société de certaines choses déterminées, ou simplement de leur usage, ou de fruits à en percevoir. On peut s'associer également pour l'exercice de quelque métier ou profession; ce sont des sociétés particulières.

L'article 13 parle des sociétés de commerce, dont on distingue trois espèces; et les quatre articles suivants, ainsi qu'un très-grand nombre des articles ultérieurs jusqu'à la fin du titre, sont relatifs à ces sociétés, dont il avait été déjà fait mention dans les articles 4 et 6.

Les rédacteurs se sont écartés, à cet égard, du plan qu'ils s'étaient tracé, et auquel jusqu'alors ils avaient été fidèles; celui de renvoyer au Code commercial tout ce qui regarde le commerce. Il

faut de l'uniformité ; ou les sociétés de commerce doivent être comprises au Code commercial ; ou le Code civil doit s'occuper avec elles, et les lettres de change, et les faillites, et les contrats d'arbitrage, et le mode d'exécution des contraintes par corps, et généralement tout ce qui intéresse les commerçants.

## TITRE XV.

### De prêt.

L'article 32 décide une grande question politique, celle de savoir si le législateur doit et peut même avec succès ôter le loix de l'intérêt. Nous la croyons bien décidée, au moyen de la restriction posée dans l'article 35. Mais il faudrait ôter de l'article 32 les derniers mots : *sous les circonstances où l'État se trouve*, qui laisseraient croire que le Gouvernement, dans cette limite, peut consulter, comme on l'a fait autrefois en France, son intérêt du moment ; celui, par exemple, de décourager les emprunts particuliers, afin que l'argent reflue vers les emprunts publics.

## TITRE XVI.

### De dépôt.

Art. 31. Il ne paraît pas exact de dire que le dépôt d'hôtellerie est regardé comme un dépôt nécessaire. C'est un dépôt d'un genre particulier qui diffère, à plusieurs égards, du dépôt ordinaire ; mais n'est point un dépôt nécessaire ; on ne connaît pour tel que celui dont il est parlé dans l'article 30.

Art. 35... « Saisant les circonstances du fait et l'état des personnes... » La circonstance de 1667, titre XX, art. 1, dit, suivant la qualité des personnes, c'est-à-dire leur moralité, leur honneur ou leur mauvaise réputation ; ce qui est plus juste.

## TITRE XVII.

### De mandat.

Art. 21... « Et qu'il ait subisté quelqu'un ou... » L'expression *subisté* est bien vague ; il faudrait dire ou évidemment suspect.

## TITRE XVIII.

### De gage et de nantissement.

Art. 2. « Le privilège n'a lieu qu'autant qu'il y a un acte passé devant notaire avec unanimité. » Mais pourquoi un acte devant notaire ? pourquoi ne se contenterait-on pas d'un écrit double sous signature privée, qui aurait une date certaine par l'enregistrement, ou par le décès de l'une des parties ?... Ou a copié, sans y faire attention, cet article dans l'ordonnance de 1613. Mais alors le contrôle des actes n'existait pas ; il n'a été établi que par un édit de 1693 pour les notaires devant notaires, et par un édit de 1705 pour ceux sous signature privée.

Les rédacteurs n'ont point parlé de l'antichrèse ou contrat pignoratif, qui est pour les immeubles ce que le nantissement est pour les meubles. Il faudrait en dire quelque chose ; et la vraie place de ces deux contrats serait au commencement du livre, parmi les engagements ajoutés comme accessoirs aux obligations principales, entre le titre du cautionnement et celui des privilèges et hypothèques. Alors tous ces engagements accessoirs se présenteraient avec ordre et dans l'ordre naturel : cautionnement par corps, cautionnement, gage ou nantissement, contrat pignoratif ou antichrèse, privilèges et hypothèques.

## TITRE XIX.

### Des contrats aléatoires.

La définition du contrat aléatoire, contenue dans l'article 1<sup>er</sup>, paraît extrêmement vicieuse.

« Le contrat aléatoire, y dit-on, est celui par lequel chacune des parties contractantes s'engage à donner ou à faire une chose. » Il y a des contrats aléatoires où les contractants, en effet, s'engagent simplement à donner ou à faire ; tels sont le jeu et le pari cités pour exemples à la suite de la définition ; tel est aussi, dans l'usage ordinaire, le contrat d'assurance. Mais il y en a d'autres où l'un des contractants donne actuellement sans attendre l'événement du risque, où le contrat en conséquence est réel, et non purement futur. Tel est le prêt à la grosse aventure et le contrat de route viagère. Ainsi la définition, pour être exacte, devrait dire : « par lequel une des parties contractantes donne ou fait, ou s'engage à donner ou à faire. »

L'article continue : « et ne reçoit, en équivalent, » de ce qu'elle donne. « Il faudrait dire : suivant l'observation précédente, de ce qu'elle donne ou promet. »

L'article ajoute enfin, « que le risque doit être s'est égaré, et qui dépend d'un événement casuel et incertain. » C'est surtout ici que la définition pèche. Comment concevoir, dans un contrat intéressé de part et d'autre, un contractant qui promet de donner ou qui donne, en qui ne recevrait, en échange de ce qu'il donne ou promet, que le risque dont il s'est chargé lui-même ? En ce cas, il donnerait tout, et ne recevrait rien. Il y a visiblement erreur dans cette partie de la définition, et il faut prendre le contrat-pièce, en substituant à ces mots, le risque dont elle s'est chargée, ceux-ci : « la chance du projet qu'elle espère, » ou le risque dont s'est chargé l'autre contractant. »

Nous croyons qu'il est inutile de donner du contrat aléatoire une définition plus juste et plus simple. Voici les notions que nous mettrions à la place de l'article 1<sup>er</sup>.

Le contrat aléatoire est celui où chacun des contractants court le hasard de gagner ou de perdre ; ce qui doit être déterminé par un événement futur, ou par un fait actuellement incertain de part et d'autre.

Dans ces contrats, chacun reçoit, en équivalent de ce qu'il donne ou promet, le risque subi par l'autre contractant.

Du ce genre sont le contrat d'assurance, le prêt à grosse aventure, etc.

Suivant l'article 2, « la loi n'accorde aucune action pour le paiement de ce qui a été gagné » au jeu ou par un pari, excepté pour les jeux « propres à exercer ou fait des armes ; tels, » ajoute-t-on, que l'exercice au fusil, les courses « à pied ou à cheval et de chariot, et le jeu de « pauc ». Le jeu de pauc ne peut pas être regardé comme propre à exercer ou fait des armes, si ce n'est dans un sens très-étendu, en tant qu'il fait partie des exercices du corps. Il en est de même, à proportion, des courses à pied ou à cheval et de chariot. Il n'y a que l'exercice au fusil qui soit proprement du jeu de l'espérance. Mais, d'ailleurs, c'est-à-dire pas aller trop loin que de s'exprimer que les jeux propres à exercer ou fait des armes ? On trouvera quelques lois romaines, ou même françaises, qui ont disposé ainsi ; mais la préférence plus douce exceptait depuis longtemps et en général tous jeux d'exercice, qu'elle tenait pour favorables, comme



propres à augmenter ou entretenir la force, l'indépendance, le courage et la santé des citoyens.

L'article dit encore : « A l'égard des ces sortes de jeux (il faudrait ajouter et des paris), le juge peut et doit l'interdire, quand les sommes jouées « et parées excèdent 25 francs ». Part de là : il pourra donc accorder l'action pour quelque somme que ce soit, à l'un au-dessus de 25 francs, ce qui annule l'interdiction, et rend inutile la fixation posée par l'article. La constitution de l'arbitrage, que les rédacteurs paraissent avoir prise pour guide, dit, en termes absolus, qu'on ne pourra jouer aux jeux qu'elle permet, plus d'un écu d'or pour chaque partie : on ne permettrait rien au jeu d'écus au-dessus d'un écu. L. 3. G. de alenation.

Nous proposons de rédiger l'article ainsi qu'il suit :

La loi n'accorde action pour le jeu ni pour de ce qui a été joué au jeu ou par ou pour, que lorsque le jeu est un jeu d'écus, et que l'objet du jeu est honnête.

A l'égard même des ces sortes de jeux et des paris, le juge doit défendre l'action, toutes les fois que les sommes jouées ou parées excèdent... (la somme que l'on rendra désigner).

L'article 12 énonce que : « la rente viagère peut être constituée au taux que les parties conviennent ». L'article ajoute : « les parties jugent à propos : » mais il ajoute aussi : « les parties jugent à propos ». En effet les articles qui suivent déterminent au taux que la rente ne pourra outrepasser, soit qu'elle soit créée sur une ou plusieurs têtes.

Nous craignons que les rédacteurs ont voulu exécuter en cette partie et ont oublié la règle qu'ils s'étaient faite, d'écarter la dangereuse ambition de vouloir tout régler et tout prévoir (disc. prélim.).

S'il est une chose qu'il faille abandonner aux spéculations des parties, c'est assurément la fixation des rentes viagères.

Qu'en 1793, lorsque l'on voulait ramener en perpétuel le village sur l'Etat, que depuis, et en l'an VI, lorsqu'il a fallu autoriser les débiteurs de rentes viagères contractés sans le regard du papier-monnaie, à ne donner ni la réduction, ni la loi ait essayé de fixer le taux de ces sortes de rentes; cela était nécessaire, comme nous venons de le dire.

Mais que, dans un état ordinaire où rien n'oblige le législateur à se mêler de cette fixation, il y interviene par un règlement général, gradué sur la proportion des âges; quel peut être le fruit d'une pareille mesure?

C'est sur les deux inconvénients, pris d'une manière absolue, que la loi règle le taux des contrats viagers, et il est évident qu'elle ne peut pas avoir d'autre base. Mais comment l'établir, autre que celle-ci, est-ce dans les spéculations des particuliers, lorsqu'ils déterminent le taux d'une rente viagère, l'état de la santé du rentier, sa complexion, sa manière de vivre, etc., etc.

La loi est inévitée. Elle est injuste, lorsque, prenant la place des contractants, elle veut faire elle-même, et au moyen d'une disposition générale, ce que les seuls particuliers peuvent faire dans un cas donné.

Nous croyons qu'il faut supprimer les articles 13, 14 et 15, et ne laisser subsister du 12 que ces termes-ci : « La rente viagère peut être constituée au taux que les parties contractantes jugent à propos ».

Les rédacteurs, dans le détail des contrats, n'ont pu parler de la transaction, ni du compromis et de l'arbitrage. Apparemment ces contrats doi-

vent trouver leur place dans le Code judiciaire, comme moyens d'empêcher ou de finir les procès, il n'en est rien d'un autre.

## TITRE XX.

### De la prescription.

L'article 2032 dit que : les juges ne peuvent « pas empêcher d'office le moyen de la prescription ». Mais la maxime est certaine; mais elle n'est pas absolue. Une limitation qu'il faudrait exprimer dans les matières qui ont respect l'ordre public, tels que les délits pour les requêtes civiles, et autres semblables.

Art. 21. Aux endroits où l'on a mis à l'œuvre, il faut substituer le droit.

Art. 22. Si l'on a mis à l'œuvre, il faut substituer le droit.

L'article 41 forme double-implication avec l'article 8 qui dit en général que « la nation, les établissements publics et les communes, sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers ».

L'article 15 serait mieux placé à la fin du livre.

La prescription de dix à vingt ans est soumise à de graves inconvénients que manifeste la simple lecture des articles 16 et 17. Cette prescription est différente, suivant que le propriétaire contre lequel on veut prescrire, est présent ou absent. Il faut donc commencer par définir ce que l'on entend par présent ou par absent. L'article 16 décide que le véritable titulaire est réputé présent, s'il habite dans le ressort du tribunal d'appel dans lequel se trouve l'immeuble est situé; absent, s'il est domicilié hors du même ressort. Mais peut-on dire que, dans un tribunal d'appel qui a trois ou quatre lieues de rayon, quelques-uns plus, l'individu, placé à l'est dans un des points de la circonscription, soit véritablement présent à l'ouest dans tous les points de cette même circonscription, qu'un homme, par exemple, domicilié à Saint-Nicolas, soit présent à Deux ou à Chartres? Et au contraire, celui qui habite sur la frontière du ressort peut-il être réputé absent de l'autre côté de la frontière, sous prétexte qu'elle appartient à un autre ressort? On peut atténuer l'objection jusqu'à un certain degré, en circonscrivant dans des bornes plus étroites l'espace où l'on sera censé présent; en statuant, par exemple, qu'il suffira de demeurer dans l'enceinte du département où est situé l'immeuble, comme ailleurs il suffira d'habiter au même bailliage; mais on ne fait par là que dépliquer la difficulté, qui reste toujours, et le régime d'un côté ne qu'elle perd de l'autre. Il y aura, en effet, moins de présents véritablement absents; mais il y aura plus d'absents véritablement présents, tous ceux qui habitent la partie limitrophe d'un département et qui réclament et présents à l'égard des objets de l'autre département, situés dans leur voisinage, quoique la loi les rattache au ressort.

Ce n'est pas tout, cet état de présence ou d'absence peut varier. On peut être présent pendant quelques années, puis absent plusieurs autres, revenir ensuite, ce qui oblige à se jeter dans les calculs, peut-être difficiles, pour déterminer le temps de la prescription.

Il nous semble qu'on éviterait tous ces embarras, en prenant un terme moyen entre les dix et vingt ans, lequel terme suffirait pour prescrire, sans distinction aucune, de propriétaires présents ou absents. Ce terme pourrait être de quinze années qui, rapprochées des trente ans restés pour la très-longue prescription, établiraient assez le

privilège de la bonne foi sur la mauvaise foi, dès que l'usage pourrit prescrire par un espace moitié moindre.

Suivant l'article 30, « il suffit (dans la prescription de dix ou vingt ans) que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition. » C'est ce que décide le droit romain; mais, en cette partie, nous l'avions abandonné; le droit naturel, qui oblige de rendre le bien d'autrui et défend de se l'approprier, nous n'aurait pu le préférer.

Art. 51. Au mot architecte, il faut substituer celui d'entrepreneur de bâtiments, ou ceux de maçon et charpentier. Il n'y a que les maçons et charpentiers constructeurs d'un bâtiment, en un mot les entrepreneurs, qui soient garantis des maléfices; l'architecte n'est sujet à cette garantie que lorsqu'il est entrepreneur.

La jurisprudence avait admis que notre prescription de dix ans relative à une autre espèce de garantie, celle due par les procureurs ou avoués, pour les nullités qui se rencontrent dans leurs procédures, et qui proviennent de leur fait : il conviendrait d'en parler.

Art. 53. 5<sup>e</sup> alinéa. « Celle des domestiques qui se joient à l'année... » Il faut retrancher ces mots, qui se joient à l'année. C'est bien une des raisons qui font qu'on ne peut établir un espace moindre pour la prescription des gages des domestiques, puisque, dans les campagnes, les domestiques se joient ordinairement à l'année; mais, quand ils se seraient joindus pour un moindre terme, ou qu'il n'y en aurait même aucun de contenu, il faudrait toujours un an pour prescrire contre eux, d'autant que le projet ne marque, à cet égard, aucun autre temps de prescription.

Art. 51. Après ces mots, ou depuis la révocation desdits avoués, il faut ajouter ou le décès de la partie qui les a constitués. C'est ce que portait le règlement de 1832. Le mandat finit par le décès du constituant, comme par la révocation du co-stitué.

Le projet de Code ne parle de prescription qu'à l'égard des héritiers et avoués; il n'a rien dit des notaires. Il paraîtrait raisonnable d'étendre à ces officiers la prescription de cinq ans, qui est la plus longue de celles établies relativement aux avoués.

Il y a encore, à l'égard des officiers ministériels, une espèce de prescription ou de fin de non-recevoir, résultant de la maxime : *peres credens, peces payes*. Suivant cette règle, les huissiers, les avoués et les notaires sont non recevables à demander à leurs clients le salaire des exploits dont ils ont tenu les originaux, des procédures dont ils ont rendu les dossiers, et des actes dont ils ont délivré les expéditions. On aurait pu faire mention de cette fin de non-recevoir au titre des *conventions en général*, parmi les présomptions de paiement; mais il faut en parler quelque part, et, à défaut d'un autre endroit, on peut la mettre ici.

Rafin, les avoués étant obligés par les règlements d'avoir un livre-journal, sur lequel ils écrivent les paiements qui leur sont faits par leurs parties, le défaut de représentation de ce journal forme encore contre eux une fin de non-recevoir.

Art. 57. « Les juges et avoués sont déchargés « des pièces cinq ans après le jugement des pro- « ces. » Le règlement de 1832 dit trois ans pour les juges; ce qui paraît plus juste, le juge n'ayant ces pièces entre les mains que momentanément, et n'étant pas, comme l'avoué, l'homme de la partie.

Le terme de trois ans, indiqué pour la revendi-

cation dont parle l'article 60, est bon; mais il faut dire que la revendication pourra être faite en tout temps, si l'effet volé est entre les mains du voleur ou du recéleur, suivant la maxime, *rei factum alterius alterius est*.

Il faudrait aussi ajouter quelque chose à l'article 61; ces mots, par exemple, après qu'il a été fait mention du marchand : « ou en général d'une « personne connue, et qu'on ne pouvait naturel- « lement soupçonner de vol. » Voyez Dumoulin, liv. III du Droit pub., titre VIII, art. 10.

Nous répétons, en finissant, l'observation plusieurs fois faite, que nous n'avons pas entendu relever les simples vices de rédaction qui n'auraient sans doute été aperçus par les rédacteurs eux-mêmes, ou qu'ils n'arriveront jamais en relisant leur travail.

Les commissaires du tribunal d'appel étant à Paris,

TREILLARD, AGENT.

## OBSERVATIONS

SUR DIFFÉRENTS TITRES OU ARTICLES DU PROJET DE CODE CIVIL, PRÉSENTÉS AU GOUVERNEMENT PAR LA COMMISSION DU TRIBUNAL D'APPEL DU DÉPARTEMENT DE LA VIENNE, SIÈGE À POITIERS, RÉDIGÉS EN PRÉFÉRENCE ET DE L'AVIS DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

### LIVRE PRÉLIMINAIRE.

#### TITRE III.

(Art. 2.) Il faudrait déterminer un mode pour faire connaître aux juges de première instance la date de la publication de la loi; par exemple, charger les commissaires près les tribunaux d'appel, de leur envoyer un bordereau.

### LIVRE PREMIER.

#### TITRE PREMIER.

(Art. 5.) Il paraît convenable d'ajouter un article qui se trouve dans le projet du citoyen L'embarras, et qui est ainsi conçu : « Les étrangers, pendant leur résidence en France, sont « soumis aux lois de la République. »

(Art. 24.) Ces articles et quelques autres décident que le mot civil n'a lieu que du jour de l'exécution du condamnés, et non du jour du jugement contradictoire; or c'est un principe erroné, et d'ailleurs en contradiction avec des articles même du projet de Code.

1<sup>o</sup> Le principe erroné : voici d'abord les conséquences dangereuses qui en résulteraient. Il s'ensuivrait, si la mort civile n'avait lieu que par l'exécution, que, dans l'intervalle du jugement contradictoire à l'exécution à mort, le condamné jouirait de l'intégrité de l'état de citoyen; qu'il pourrait vendre, donner son bien ou ses propriétés à vil prix, pour en disposer suivant les intérêts de ceux qui l'exploiteraient dans ses derniers moments, où l'on a souvent la tête perdue; les héritiers seraient privés des biens sur lesquels ils devaient naturellement compter; niels, voilà le danger du principe; en voici le peu de fondement.

Cette question est parfaitement décidée dans la loi de la mort civile, de l'archer : il rapporte des autorités pour et contre. Le sentiment de ceux qui pensent que la mort civile n'est acquiescée que par l'exécution était principalement fondé sur ce que les jugements criminels se rendaient dans le secret de la chambre, et n'étaient connus que lors de la prononciation qu'on en faisait à l'occasion presque au moment de l'exécution.





à sa femme avant le mariage, comme de tout autre meuble qu'elle a cédé dans la communauté; soit dans l'application du principe de la prescription établi au titre XX du Code, art. 60, qui rent qu'en fait de meubles la possession vaut titre, d'où il suit que celui qui aurait été payé, pendant un an ou deux, d'une rente foncière, se serait lui ou titre par la possession.

### TITRE II.

#### De la pleine propriété.

(Art. 21) Il serait à désirer que cet article fût ainsi rédigé :

« Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, légalement constatée, et moyennant une juste et préalable indemnité ».

(Art. 17). Ces mots, que l'on connaît ordinairement, sont vagues, et peuvent donner lieu à beaucoup de discussions.

Le niveau d'un étang se mesurant sur la hauteur de sa dérivation, l'article serait plus clairement rédigé de cette manière, « dont le propriétaire conserve toujours le terrain qui l'a couvert, » quand elle est à la hauteur de la dérivation de l'étang ».

(Art. 22 et 23). Il semble que le principe d'équité qui fait la base de l'article 22, devrait aussi s'appliquer au cas prévu par l'article 23.

### TITRE III.

#### De l'usufruit.

#### SECTION PREMIÈRE.

(Art. 10) *Quid juris des rentes viagères qui pourront être perçues par l'usufruitier?* son héritier serait-il tenu de restituer au propriétaire les arrérages perçus pendant l'usufruit?

Par exemple, deux époux auront rendu le tiers de l'un des deux, à la charge d'une rente viagère sur la tête du dernier vivant; celui qui appartenait le domaine venant prédécéder, le survivant ne peut exiger la rente viagère, qui rentière sur sa tête au profit de l'héritier de l'époux prédécédé; mais si cet époux survivant est dominière par usufruit de la moitié des biens du défunt, on demandera s'il percevra les arrérages de la rente viagère ou sera de sa donation, et si les héritiers ne seront pas tenus de lui restituer à ceux de l'époux défunt.

(Art. 38). L'usufruitier ne doit-il pas être également responsable des pertes qu'il fait éprouver au propriétaire par sa négligence; par exemple, s'il laisse prescrire une servitude, une rente, etc., faute d'en user ou d'en exiger le paiement?

#### SECTION III.

(Art. 39). Il paraît trop dur que l'usufruitier soit privé de son droit par l'abus qu'il en fait, si semblable plus juste de donner le droit au propriétaire de lui servir une rente égale à la valeur de l'usufruit.

### TITRE IV

#### Des servitudes.

(Art. 35) Il serait à désirer que l'on déterminât la nature et l'espèce des différents droits de passage, connus dans le droit sous le nom d'iter, actus et vias; et que, dans cet article, après les mots, pour l'exploitation de son héritage, on ajoutât ceux-ci, « et d'après son intérêt ou son intérêt, sans qu'après sa détermination le changement de culture puisse changer la nature ou l'espèce de passage. »

### LIVRE III.

#### Successions.

(Art. 22). Exclusion de la succession tout héritier majeur qui n'a pas dénué à la justice le motif du défunt, c'est-à-dire des biens à l'indivision de celui qui aura lui-même démissionné pour écarter ses concurrents. Il faudrait au moins ajouter à ce troisième §, s'il est justifié qu'il en a eu connaissance.

#### SECTION III.

(Art. 39). La deuxième partie de cet article serait plus clairement rédigée, si elle était ainsi :  
« Ils leur sont cédés par égales portions, si par tête, s'ils viennent de leur chef, ou par souche, lorsqu'ils viennent par représentation. »

#### CHAPITRE IV.

(Art. 55) Des enfants naturels reconnus méritent plus d'être lorsqu'ils viennent à la succession avec des collatéraux éloignés. Or, s'accorder à tous, en ce cas, en quelque nombre qu'ils soient, que le quart de la succession, c'est les traiter tous défavorablement; il paraît plus juste de leur accorder le moitié.

Il résulte même du rapprochement des deux parties de cet article, une inconvenance frappante.

Un enfant naturel qui vient à partager une succession avec son aïeul, ou le père de celui qui a été l'existence, lui enlèverait le tiers de la succession, tandis qu'il n'en enlèverait que le quart à des cousins éloignés; comment penlo se faire le sort de ceux-ci plus avantageux que celui des descendants?

(Art. 61) Cet article présente une injustice; il veut que l'enfant naturel laisse les revenus de la liquidation de la succession; mais l'enfant naturel qui la loi ne saurait de rien, sera toujours dans l'indigence; 2<sup>e</sup> puisque l'enfant légitime n'aurait les moins la portion de l'enfant naturel, et que la loi l'intérêt, si ce dernier se combine, à retenir les avantages qu'il a faits sur cette portion qu'il doit dériver, quel inconvénient y a-t-il à l'obliger de faire l'usage de ces biens?

(Art. 78). Cet article devrait désigner les lieux où seraient faites les publications et apposées les affiches, de manière à ce qu'elles eussent la plus grande publicité.

(Art. 82). « Si les héritiers ne sont pas d'accord entre eux, ou lorsque et en adopte ce qui aura été le plus avantageux au défunt ».

1<sup>o</sup> Quel sera le droit d'examiner et d'adopter accord-les héritiers eux-mêmes dont la majorité fera loi, ou les tribunaux pour eux?

2<sup>o</sup> Il serait bien plus simple de recevoir la renonciation de ceux qui voudraient renoncer, et de décider que leurs droits seraient transmis aux acceptants, sans aucun délai.

(Art. 127) Il résulte de cet article, combiné avec l'article 43 du titre des prescriptions, qu'une possession réparée, paisible et sans interruption pendant vingt-neuf ans, faite par plusieurs cohéritiers, des domaines de la succession, ne pourrait écarter la demande en partage; une pareille loi serait bien funeste dans les campagnes, où les plus modestes propriétés sont partagées entre les cultivateurs sans formalités; aussi le droit le plus universel avait-il consacré en principe, qu'entre gens de la campagne, une pareille possession pendant dix ans n'est majeure, équivaut à un partage. Il est bien à désirer que la loi positive sanctionne cet usage salutaire.

[Art. 132.] On devrait ajouter à cet article, soit d'office par le juge de paix.

[Art. 150.] Cet article se confond avec le seul de désigner celui des héritiers qui doit faire des lots.

Nous y voyons un très grand inconvénient, en ce que le juge peut désigner un homme peu instruit ou imparfait ; il paraîtrait plus avantageux qu'il lui choisit par les cotisations, de gré à gré, et que dans tous les cas les lots fussent tirés au sort.

[Art. 151.] Les formalités prescrites pour l'aliénation des biens des mineurs, seraient sans doute détaillées dans le Code judiciaire.

#### SECTION V.

Il n'est point dit dans cette section combien doit durer l'action accordée à l'héritier pour faire rescinder le partage par des motifs de violence, de dol, d'erreur de fait ou de lésion ; mais il résulte de l'article 194, qu'on la prolongeait à dix ans : ce délai est évidemment trop long.

On propose de la réduire à quatre ans, comme l'action ou rescision contre les contrats de vente.

#### TITRE V.

##### Des conventions.

##### SECTION PREMIÈRE.

[Art. 14.] « Le dol ne se présume pas, et doit être justifié. »

Tel est le principe posé par cet article. L'article 215 du même titre, en parle à des présomptions que le loi abandonne à la prudence du magistrat, le dispense même de toutes espèces de règle sur la nature des présomptions qu'il peut admettre contre un acte imputé au fraude.

Ainsi elle établit la preuve du dol par des présomptions, après avoir dit qu'il ne se présume pas. Or, qu'est-ce donc qu'un vice qui ne se présume pas, et qui cependant s'établit par des présomptions ?

On sait que, sur cette matière, les jurisconsultes s'écartaient par des distinctions plus subtiles que solennelles. Pour éviter toutes ces discussions scolastiques, on propose de poser un principe, que le dol peut être prouvé par un ensemble de présomptions dont la nature et la force sont abandonnées à la prudence du magistrat ; et de retrancher de l'article 14 ces mots, il ne se présume pas, et doit être justifié.

[Art. 38.] Cet article nous a paru déplacé ; il semble appartenir exclusivement au titre XI du livre III.

[Art. 140.] Cet article pose en principe que le paiement doit être fait au domicile du débiteur, hors les deux cas qu'il exprime ; d'un autre côté, l'article 151 décide que des offres réelles, pour être valables, doivent être faites au lieu où le paiement doit être exécuté ; or si, d'après l'article 140, le paiement doit être fait au domicile du débiteur, il s'ensuit qu'il doit se les faire à lui-même, ce qui présente un sens déraisonnable.

[Art. 197.] Après ces mots, néanmoins lorsque la vente... on propose d'ajouter ceux-ci, ou le partage.

[Art. 203.] Cet article donne au mineur moins d'avantages qu'un majeur. La ratification qu'il fait sa majorité, de la vente de ses biens faite en minorité, n'a pas plus de force que la vente même consentie par un majeur. Celui-ci était restitué dans les quatre ans, il y a égalité de justice à accorder la même droit au mineur après sa

ratification ; autrement il s'en coûtera à l'homme astucieux, pour le tromper, que de contraindre avoir lui dans un temps voisin de sa majorité, et, très-peu de jours après, d'obtenir une ratification par les mêmes moyens.

[Art. 223.] Pour lever tous les doutes que laisse la rédaction de la section par le Partir, il faudrait ajouter après les mots, il en est de même de l'écriture mise au dossier, ceux-ci, par le créancier.

[Art. 227.] Les actes pouvant être reçus indifféremment par deux notaires, ou par un notaire et deux témoins, le troisième numéro de cet article ne paraît pas assez clairement rédigé.

Ad rest, il nous a paru que les principes adoptés par cet article sont trop rigoureux, lorsqu'il est démontré que le donataire a perdu son titre par un événement de force majeure, la transcription de la donation sur le registre public devrait en tenir lieu.

[Art. 228.] Entend-on par ce mot teneur, qu'un titre nouveau doit contenir la copie littérale du titre primordial ? Si cela est, on ne croit pas au seul rédacteur qui puisse remplir cette obligation.

On croit qu'un titre reconnaissant doit être seulement le dato du primordial, ou qui n'en est accompagné de possession, doit suffire au rédacteur.

#### TITRE VI.

##### Contrainte par corps.

[Art. 7.] Lorsque la contrainte par corps est stipulée par un acte authentique, il est inutile d'obtenir un jugement portant l'exécution de cette contrainte ; c'est multiplier les frais sans nécessité.

#### LIVRE IV.

##### Des privilèges et hypothèques.

#### TITRE VII.

##### Des lettres de ratification.

#### TITRE VIII.

##### Des saisies réelles.

Les matières contenues sous ces trois titres, ou formant qu'un seul système, et les deux premiers livres seraient étant circulairement liés par l'identité des principes, nous croyons devoir réunir nos observations.

Rien n'est par l'expérience, nous remarquerons les législateurs à préférer le système hypothécaire établi par les lois du 11 brumaire an VII, avec les modifications nécessaires, à celui qu'on veut rétablir dans le projet de Code civil. Parmi les motifs qui nous déterminent contre le système des lettres de ratification, il en est de généraux et de particuliers.

##### Motifs généraux.

1° Il est reconnu que l'aliénation de l'extrait d'un contrat de vente, pendant trois mois, dans l'attente d'un tribunal de première instance, ne donne point assez de publicité aux ventes.

2° Que ce mode de purger les hypothèques est infiniment plus coûteux, pour les acquéreurs et pour les créanciers, que celui des inscriptions.

3° Un même propriétaire ne peut vendre une même part de son domaine, sans apporter toutes les rentes qu'il doit, avec hypothèque générale ; ce qui est révoltant ;

4° Les lettres de ratification ne purgeant pas les charges réelles ou rentes foncières, l'acquéreur ne pourra jamais être tranquille ; de là le

peu de confiance et le discrédit des biens-fonds.

5° Enfin, les formalités exigées par le nouveau projet demandent au moins huit mois de délai avant que le prix de la vente puisse être distribué aux créanciers et aux vendeurs, ce qui est également ruineux pour tous.

Ces huit mois de délai se trouvent en par un tableau, fait sur les articles mêmes du Code proposé :

NOMBRES des études.	MOTIF DU DÉLAI	JOURS.
18.....	De dépôt de l'acte.....	4
60.....	Dépouille.....	60
61.....	A l'inspecteur de civ. d'enchère.....	10
46.....	Pour le sécr.....	10
68.....	Expédition et scellé.....	10
	Total pour obtenir les biens + gages.....	130
70.....	Démarches.....	10
80, 81, 82.....	Avec le créancier.....	40
100.....	Avec le jugement.....	10
131.....	.....	8
160.....	.....	15
	Total.....	213
130.....	.....	Indéterminé.
132.....	.....	Idem.
133.....	.....	Idem.

Voilà donc, sans y comprendre les délais prescrits, mais indéterminés, sept mois et trois jours, pendant lesquels il pourra s'élever une foule d'incidents qui pris tout plus longtemps en ore et le vendeur et les créanciers de leur argent.

#### Motifs particuliers.

Ces motifs de rejet sont tirés du projet même.

Les articles 8, 21 et 17, en introduisant à un acquiescement le droit de prendre des lettres de ratification sur les contents des précédents propriétaires, veulent que, pour parer les hypothèques réelles par eux, il compense dans son affluence leurs dons et qualités.

1° Il lui sera souvent impossible de le faire, parce que son créancier ne lui aura pas remis ses titres de propriété, ni donné la désignation de ses noms et qualités.

2° Rien ne sera plus facile que d'induire en erreur, par des routes successives et simulées, des créanciers éloignés; et bientôt la défiance et la crainte unissant au commerce des propriétés.

Les articles 43 et 45 introduisent en ore un droit nouveau qui aggrave aux inconvénients du nouveau projet.

Le premier renverse l'ordre des juridictions, en déplaçant les juges naturels de la connaissance d'une affaire qui leur est dévolue par la nature même de la chose.

Le second est encore plus étrange : il suffirait pour dissuader tout homme qui aime son repos, d'acheter un immeuble d'un grand propriétaire, ou d'un homme éloigné.

Comment a-t-on pu vouloir que divers acquiescements, qui n'ont rien aux yeux de commun si ce n'est d'avoir mis en des domaines différents du même propriétaire, soient obligés de se rendre à quatre-vingt ou cent lieues de leur domicile, pour procéder à l'ordre des deniers, et avec des créanciers étrangers à leur titre, et non opposants à leurs lettres de ratification ? Il faudra donc que ces acquiescements et tous les créanciers éloignés dépendent du caprice de nos autres; qu'ils soient des délais de cours internationaux par les distances; et que les plus légers incidents les exposent à attendre, pendant des années entières la distribution de leurs deniers.

La loi du 11 brumaire an VII, sur le régime hypothécaire, nous paraît infiniment préférable; c'est que des lois les plus sages et les plus utiles qui soient sorties de la main des hommes depuis la Révolution.

On lui reproche d'avoir été décriée par le génie de la fraude, mais ce reproche est déplacé. Une inscription n'est pas plus coûteuse qu'une opposition, et la transcription d'un contrat, que des lettres de ratification. Elle offre de plus l'insurpassable avantage de la célérité, et de la plus grande sûreté pour les acquiescements.

On a prétendu qu'elle constituait les maris et les femmes dans un état continu de défiance et de guerre intestine, qui peut tourner au désavantage des maris.

Ce reproche, peu mérité, pourrait également être fait au nouveau projet. Suivant les articles 4 et 17 du titre VII, les femmes mariées seront obligées de former opposition pour la conservation de leurs droits contre leurs maris; et l'art. 18 dans le même cas que celles qui prennent des inscriptions.

Au reste cet acte conservatoire qui, dans les deux systèmes, sera indispensable, n'est pas une atteinte à l'indivisibilité propre à démorner les familles, ou ne ruinerait pas un exemple d'un ménage tranquille par la seule exécution de cette loi.

#### Des autres réelles.

Il nous est impossible de peindre l'honneur et la constance générale, lorsqu'on a vu supporter le régime exercé des autres réelles, et sentir le Code de nos lois civiles par la présentation d'une procédure contre laquelle il n'y a qu'un cri de prescription.

Les estimables rédacteurs du projet ont fait tous leurs efforts pour le rendre supportable; mais il est des choses si essentiellement mauvaises, que toutes les ressources du génie ne peuvent en corriger les défauts.

Par exemple, on a voulu en abréger l'éternelle durée, en déclarant que la procédure serait sommatoire, et que les jugements seraient prononcés le jour de l'échéance des citations; mais on n'a pas fait attention que cela serait souvent impossible. Presque tous les créanciers auront des domiciles éloignés des tribunaux; c'est la que seront données les citations; le défendeur qui les recevra, aura besoin d'un délai pour demander les pièces et des instructions à ses mandataires éloignés.

En général, que nous a présenté cette procédure?

Dans l'établissement et la multiplicité des séquestres, l'image fidèle du régime affreux des

commissaires aux saisies réelles, qui consomment toujours les revenus des objets saisis, et laissent tomber en ruine les bâtiments; des receveurs des contributions pour dévorer ce qui aura échappé à la rapacité des premiers.

Des appels toujours nouveaux à la rapidité des avances; des frémens de guerre intestine pour s'enlever entre eux, se détruire à l'insu, s'avouer à avouer, la poursuite d'une suite réelle, comme un moyen assuré de faire leur fortune.

Des citoyens paisibles et peu fortunés attachés de leurs foyers, et traqués devant des tribunaux éloignés, pour la conservation d'une maison dont on consommerait le prix en frais.

En un mot, les gens de palais substitués aux législatifs républicains, dans le partage du prix des immeubles vendus, et la ruine assurée du débiteur et des créanciers.

Si nous rentrons dans les détails, nous trouverons d'autres défauts encore.

L'article 34 est incompatible avec les attributions actuelles des justices.

L'article 49 est un moyen dévastateur, et ouvre le plus vaste champ à la cupidité.

L'article 63 légitime d'avance les déprédations des séquestrés, en leur laissant la liberté de vendre sans formalités des fruits pendans par racines.

L'article 64 est inexécutable dans les campagnes, où il n'existe presque point de tambours, et où l'on ne peut faire de publication que dans un clerc qui n'est composé souvent que de vingt ou trente frans : il arrivera toujours que le séquestré se fera adjuger le bail à vil prix sous le nom d'un ami.

Enfin, l'ordre est ruineux, et toute cette procédure serait évidemment une calamité publique.

Nous proposons de maintenir la vente par expropriation forcée, telle qu'elle est prescrite par la loi du 11 brumaire an VII, avec les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Prolonger de trente jours le délai entre le commandement visé et les affiches;

2<sup>o</sup> Ne permettre cette vente publique que pour une créance existant deux cents frans;

3<sup>o</sup> Substituer aux six jours de paix des ennemis trop éloignés, ceux des maires ou adjoints des communes où seront dressées les affiches ou les exploits;

4<sup>o</sup> Imposer aux adjudicataires l'obligation de rembourser aux créanciers inscrits le principal de toute créance qui, légitimement colloquée, aurait une hypothèque générale, afin de ramener aux principes de l'hypothèque spéciale, base essentielle de la loi du 11 brumaire;

5<sup>o</sup> Autoriser les huissiers à faire les notifications des affiches au par des placards imprimés et frappés du timbre de dimension, ce qui diminuera beaucoup les frais;

6<sup>o</sup> Enfin dispenser l'huissier volontaire du notifier à tous les créanciers inscrits, et son contrat et les relevés des inscriptions; mais l'assujettir à leur faire seulement la déclaration qu'il a acquis, et pour quel prix et quels sont ceux qui se trouvent inscrits.

Fait par lui de faire cette déclaration dans les trois jours de la transcription, et l'assujettir à payer une seconde fois le prix de son contrat, si mieux il n'aime délaissier le domaine, et, dans ce dernier cas, payer tous les frais de venir et de revenir.

## TITRE IX.

### Donations et testaments.

[Art. 264. Il nous paraît injuste de charger l'hé-

ritier des frais de la demande en délivrance des objets légués, quant au légataire universel, c'est-à-dire celui qui recueille, par l'effet du testament, tous les biens disponibles : 1<sup>o</sup> c'est au légataire à lui faire connaître son titre; 2<sup>o</sup> ce serait entraver la légitime de l'héritier, en l'obligeant de prendre, sur les biens non disponibles, les frais d'une demande en entierement de testament, qui tend à le dépouiller de ce dont la loi l'a saisi.

## TITRE X.

### Du contrat de mariage.

[Art. 264. On peut le conclure que le mari doit faire faire inventaire des meubles qu'il recueille dans une succession échuë à sa femme; on ajoute ensuite que, s'il néglige de remplir cette formalité, le conjoint survivant ou ses héritiers peuvent être admis à faire preuve, soit par témoins, soit par commune renommée, de la valeur du mobilier, afin de lever la qualité dont la communauté était tenue dans les deux hypothèses de la succession qu'elle a recueillie, en raison des meubles qui y sont entrés.

Nous craignons que cette ressource, quoique fondée sur la preuve toujours équivoque, et même dangereuse, de la communauté renommée, ne peut pas être refusée à la femme qui n'a pu contrôler son mari à faire faire un inventaire; mais le mari doit joindre des preuves avérées. Le défaut d'inventaire est l'effet de sa négligence ou de sa mauvaise foi; et dès qu'il ne peut l'imputer qu'à lui, il nous a paru juste de le priver du droit de recourir à une commune renommée pour établir la valeur d'un mobilier qu'il a dépendu de lui seul de faire constater par inventaire.

[Art. 267. Il semble que l'on devrait attacher à la fin de cet article, que le mari est responsable des rentes ou servitudes foncières dues à sa femme, s'il les laisse éteindre par la prescription.

[Art. 268 et 269. Les lois introduit un droit nouveau; il peut-être, si l'on ne consultait que l'intérêt des habitans des villes, ne présenterait-il pas de grands inconvéniens; mais alors la dissolution de la communauté dans les campagnes, c'est rompre tous les liens sociaux; c'est diviser les familles, en divisant les intérêts des membres qui les composent, et c'est porter un coup funeste à l'agriculture.

C'est par la réunion de tous leurs moyens, que les familles des cultivateurs parviennent à se soutenir et même à s'enrichir dans des freres importants; le mélange de leurs biens, l'accord de leurs bras, leur vie commune, et par conséquent moins coûteuse, la possibilité de faire par eux-mêmes ce que, divisés, ils ne pourraient faire que par le secours des étrangers, dans lesquels ils ne trouveraient pas le même zèle; voilà ce que produit la communauté des biens. Si on la prohibe, si à l'instant où l'un des parents meurt, les enfans sont étrangers les uns aux autres, si l'intérêt et la loi ne viennent pas resserrer des liens relâchés par la nature; alors chacun des enfans enlèvera de la maison paternelle sa portion légitimaire, et, réduit à de faibles moyens, il ne pourra plus continuer l'exploitation qui, sans cette division, aurait abondamment fourni aux besoins de toute la famille.

Nous allons plus loin encore; nous ne craignons pas d'avancer qu'il est ru France des familles, telles que les familles Limousin, l'Auvergne, et une partie du ex-derant Poitou, où les cultivateurs n'auraient pas pu exister sans cette vie commune, qui offrait l'image de celle des patriarches.



Enlever à un père, qui n'a pas fait faire un inventaire dans les trois mois, la tutelle de ses enfants et la jouissance de leurs revenus, c'est soumettre obligé un père de décevoir l'instrument de sa ruine et de celle de ses enfants.

S'il se trouve dans de telles circonstances qu'il ait besoin de l'opinion pour conserver son crédit, on le forcera donc de mettre au grand jour l'état de ses affaires, et la perte de son commerce sera la suite nécessaire de cette publicité désagréable.

Nous proposons de refondre et d'annuler cette section IV du titre X, et de renvoyer, pour la continuation de la communauté, les dispositions de la coutume de Paris.

Elle sera la seule peine imposée au survivant qui n'aura pas fait d'inventaire.

(Art. 65.) Nous proposons d'ajouter à cet article : *Il pourra aussi y former une tierce opposition lorsqu'elle leur est imposée.*

(Art. 75.) On exige de la femme qui veut renoncer à la communauté, un inventaire fidèle et complet.

Ce mot complet peut donner lieu à bien des discussions; une simple erreur, une légère omission, lui serait opposée comme un moyen suffisant pour faire annuler l'inventaire comme incomplet.

Nous croyons que ce mot doit être retranché, et qu'il suffit de celui fidèle.

(Art. 80.) Le délai de huitaine accordé aux héritiers de la femme pour faire signifier leur renonciation, est évidemment trop court, surtout si les parties demeurent à des distances très-éloignées.

(Art. 85.) Rien ne peut justifier la nécessité de comprendre les immeubles dans un inventaire, et plus particulièrement encore ceux particuliers des époux, et qui ne font pas partie de la communauté.

C'est cependant ce qui résulterait des termes de cet article, qui veut que chaque époux préfère ses immeubles particuliers sur le masse des biens compris dans l'inventaire.

Cette innovation ne tendrait qu'à engendrer les droits du lit; mais un Code civil ne doit pas être une loi barbare.

#### OMISSIONS.

##### *Des rentes foncières.*

Nous ne partageons pas, avec les rédacteurs du Code civil, l'opinion qu'ils ont manifestée dans les discussions préliminaires, quand ils ont dit qu'on avait proposé le bail *emphytéotique* et le bail à *rente foncière*. Convaincus comme eux que ces contrats n'ont jamais été un contrat féodal, nous voyons au contraire qu'il existe encore une multitude de rentes foncières que les débiteurs eux-mêmes ne prétendent pas tenir au régime féodal, et qui sont exaristocratiques.

Nous ne voyons pas non plus pourquoi on interdirait à un propriétaire le droit d'aliéner sa propriété moyennant une rente en argent ou en denrées.

C'est le seul moyen qui soit laissé aux cultivateurs laborieux et peu fortunés, de devenir propriétaires.

Il faudrait donc des lois pour régler les droits respectifs du créancier et du débiteur, le mode de la réalisation et du paiement des rentes, et de la rentrée en possession du fonds à défaut de paiement des arrérages, et du déguerpissement de l'héritage sujet à la rente par le débiteur qui trouverait sa charge trop onéreuse, et enfin les droits et les devoirs des créanciers entre eux. Nous supplions les législateurs à ne pas laisser

une lacune telle que celle-ci dans un Code qui doit, en consacrant les liens de la société, et en détruisant le germe des dissensions domestiques, assurer le bonheur des Français.

#### LIVRE III.

##### TITRE III.

(Art. 68.) Il serait à propos d'ajouter à ces mots, *si la chose a péri, ceux-ci, avant la débiter*; parce que, quand la vente est parfaite et accomplie, l'acheteur est propriétaire, et qu'il est de principe que *res perit domino*.

(Art. 69.) Il serait à souhaiter que la loi fixât le délai dans le cas du cet article, comme elle règle toutes les autres prescriptions, et rendît celle-là uniforme dans toute la République, comme le sont les autres.

(Art. 75.) Il serait à propos d'ajouter, après ces mots, *si l'acheteur ne paie pas le prix, renvoie, hors le cas de l'article précédent*; pour éviter les subtilités de palais.

(Art. 93.) On voit que, dans le second membre de cet article, il faudrait le conjoncture et, au lieu de la disjonction ou, afin de sauver l'équilibre, et d'éviter la contradiction que cette disjonction fait naître entre le second membre et le premier.

##### TITRE XII.

(Art. 7.) Il semble qu'en lieu de ces mots, *excède de plus de moitié la valeur de l'immeuble*, il faudrait mettre, *excède la moitié de la valeur de l'immeuble*. Ce n'est que dans le cas où le soul de l'échange excède la valeur de l'immeuble donné avec rien en échange, que le contrat prend le caractère de la vente; et ce ne peut être que lorsque la somme et l'immeuble joints ensemble ne valent pas la moitié de l'immeuble donné par celui qui a reçu le soul, que celui-ci peut être restitué contre l'échange; ce qui ne paraît pas résulter clairement de cet article 7.

##### TITRE XIII.

(Art. 19.) L'article paraît laisser trop d'arbitraire dans un cas où la loi peut commander sans inconvénient; elle pourrait fixer le délai pour le rachat, pour qu'il n'y ait aucun intérêt direct de localité dans cette espèce de prescription, s'il est prouvé de se servir du ressort de la loi.

(Art. 21.) Sur cet article 21, on demande quelle doit être la durée du bail sans échéance, lorsqu'il est fait pour un seul prix, et que la chose louée ne forme qu'un même corps de bien, mais qui comprend plusieurs natures de culture.

(Art. 26.) On voit qu'en lieu de l'article 21, rapporté à la fin de cet article, c'est l'article 19 au quel il doit être renvoyé, puisque ce n'est que dans ce dernier article qu'il est question des maisons d'habitation, comme dans cet article 26, et que l'article 21 ne concerne que les biens ruraux.

(Art. 43.) Cet article est inutile, comme il le justifie, le locataire au récépissé du bas des murailles des appartements. Cette expression laisse encore des prétextes à contestations sur l'étendue en hauteur de ce récépissé; on voit qu'il convient de fixer cette hauteur, comme, par exemple, d'un mètre.

(Art. 112.) On pense qu'à la fin de cet article il conviendrait d'ajouter que le maître en les domestiques, etc., ne pourrait se rendre les armes qu'en moins quinze jours avant celui fixé pour l'entrée.

## TITRE XIV.

(Art. 23.) Il semble que ce ne serait pas assez d'obliger l'associé, qui a tiré de la caisse sociale quelques sommes, à n'en pas et seulement que les intérêts, s'il les a employées à des opérations particulières et à lui seul personnelles, qui lui nient procuré des profits considérables, puisque, dans ce cas, il prive la société des profits qu'elle eût pu faire prodigier elle-même par ces sommes, et que cet associé profiterait seul du fonds commun.

## TITRE XV.

(Art. 25.) Il y a sans doute erreur de copie ou faute d'impression dans cet article : on voit qu'au lieu de dire si le dépôt a été fait à son tuteur, etc., il doit y avoir été fait par un tuteur, etc.

## TITRE XVII.

(Art. 26.) Lorsque le mandataire exécute les termes du mandat, ce qu'il fait est nul, dit cet article. Cela est vrai et juste à l'égard de toutes parties, lorsque le mandataire ne s'est pas personnellement obligé au son privé nom, mais on ne croit pas que, dans aucun cas, le mandataire puisse être personnellement tenu, lorsqu'il n'a agi qu'en qualité de mandataire, sans ajouter son obligation personnelle. La raison de cela, c'est que la partie qui contracte avec un mandataire ne peut se dire en bonna foi, dans le cas où le mandat serait exécuté, puisqu'ayant toujours sous les yeux la teneur du mandat, elle a dû également s'y conformer, et qu'il y a au moins de sa part que de celle du mandataire, s'il a été exécuté aux termes du mandat. En un mot, quel que soit l'agent qu'on nomme, et, pour celui-ci, on peut être personnellement obligé, s'il n'est ainsi dit dans le contrat; et si le tiers qui contracte avec un mandataire, comme mandataire, ne stipule vraiment rien de personnellement, ni cette stipulation n'est exprimée.

(Art. 30.) Cet article 30 donne lieu à la même observation que l'article 26. Il ne peut y avoir ni contrat ni quasi-contrat entre le mandataire personnellement et le tiers contractant, puisque la principale condition pour la validité des conventions manque absolument, c'est le consentement de la partie qui s'oblige (livre III, titre II, article 6). Ainsi on doit tenir pour certain que quelque ne s'oblige que pour autrui, sans joindre son obligation personnelle, on peut jamais être tenu personnellement, toujours le cas du dol excepté.

## TITRE XX.

(Art. 53 et 57.) Suivant l'article 53, l'action des huissiers et sergens se prescrit par un an; mais par l'article 57, l'action qu'on a contre eux pour la remise des pièces ne se prescrit que par deux ans. Il semble que la réciprocité devrait rendre ces deux prescriptions égales, et qu'on devrait accorder aux huissiers le même délai qui est accordé contre eux.

Les membres de la commission du tribunal d'appel du département de la Fienne. Signé : TRIBAUDAT, président ; LEDET, vice-président ; VERA, commissaire du Gouvernement.

## OBSERVATIONS

DU TRIBUNAL D'APPEL SÉANT À ROUEN, DÉLIBÉRÉES EN SÉANCES GÉNÉRALES, ET RÉDIGÉES PAR LA COMMISSION NOMMÉE, CONFORMÉMENT À LA LETTRE DU MINISTRE DE LA JUSTICE DU 12 GERMINAL DERNIER, POUR EXAMINER LE PROJET DE CODE CIVIL COMPOSÉ PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT, ET FAIRE SUR LES ARTICLES QUI LE COMPOSENT LES OBSERVATIONS QUI SERONT JUGÉES CONVENABLES.

Sur ce que le projet est intitulé PROJET DE CODE CIVIL.

L'arrêté des Consuls, tel qu'il est énoncé au commencement du discours préliminaire, semble n'avoir demandé quel ordre et le plan d'un Code, et les bases, ou même simplement la discussion des principales bases, de la législation en matière civile d'un peu inférieur que le vœu du Gouvernement était insinué d'avoir un Code unique dans un délai si court, que les lenteurs et la méthode d'un Code à faire, et qui demanderait peut-être le travail et les méditations de plusieurs années. C'est au Gouvernement à juger si son but est rempli, et s'il convient d'intituler Code civil, ou simplement *Décisions préliminaires* sur matière de législation civile, une collection de quelques principes généraux et de certaines décisions particulières, qui ne dispensent peut-être, en aucun cas, de recourir aux autres Codes, soit romains, soit français.

Sur le discours préliminaire.

La commission a donné si le discours préliminaire faisait ou non partie du Code (puisque le Code lui adopte).

Étant en doute, elle a été livrée à quelques réflexions sur ce discours, mais comme pour en discuter toutes les parties que pour montrer qu'il ne devrait pas être réformé, rompu même dans un autre plan, s'il devait en être placé au à la tête du Code, ou si elle ne devait lui servir de préface.

Ainsi, sur ce qui est dit que les lois sont faites pour les hommes, et non les hommes pour les lois, cette idée qui peut éblouir d'abord un peu à point de vue exariste et pourrait être dangereuse : car l'homme est né sous la loi, puisque la loi est antérieure à l'homme, en tant qu'elle est l'ordre, la sagesse et la justice de Dieu, qui a créé l'homme à son image; et si même lui pour vivre sous les lois politiques et civiles du Gouvernement où il plait à Dieu de le placer, puisqu'il est né, il est destiné par sa nature à vivre en société, et que, de l'autre, les lois de son gouvernement et de sa société doivent être formées sur la loi immuable de la nature, c'est-à-dire sur ces lois d'ordre, de justice et de sagesse dont les hommes sont eux-mêmes conveniront que les législateurs humains ne doivent être que les religieux interprètes. Il est donc à regretter que l'homme n'est pas fait pour les lois, c'est presque dire que l'homme n'est pas fait pour Dieu, ou, ce qui est la même chose, qu'il n'est pas fait pour sa nature.

Ailleurs, il a paru à la commission qu'en parlant du Dieu, d'ailleurs, pour ainsi dire, à être la sagesse éternelle, c'était probablement l'expression universelle que les commissaires avaient voulu employer, car l'idée d'éternité est indépendante de l'idée d'étendue ou de domination; et c'est sous ce dernier rapport que les commissaires paraissent avoir donné à entendre que les premières lois du Dieu, d'abord suffisantes si elle lui étaient.

ment restée ce qu'elle était alors, deviendrait insuffisante parce que sa destination s'éteindrait.

C'est une telle idée, et qui anime presque toute celle de la bonne composition d'un Code, qui dirait que c'est au magistrat et au juriconsulte, *poètes de l'esprit général des lois*, à ordonner l'application. Qui ne voit en effet que les lois sont aux conventions des hommes ce que les éléments sont à la composition des corps; qu'ils doivent être simples comme eux, et que c'est aux juges à discerner, dans les diverses manœuvres, les principes élémentaires auxquelles elles se rapportent, et par lesquels elles doivent être jugées.

Mais alors pourquoi dire après, qu'il serait sans doute déraisonnable que toutes les manœuvres fussent réglées par les lois? D'un part, ce décret n'est pas raisonnable, parce que la chose est impossible, à cause de l'infinie diversité des conventions ou des obligations qui peuvent naître des actions des hommes; de l'autre, cette variété infinie n'est pourtant que la conséquence de peu de principes simples et immuables, qui suffisent à tout régler, comme ils ont suffi à tout composer. Voyez comment les hommes sont gouvernés par un très-petit nombre de lois divines, d'où dériverait la règle de toutes leurs actions morales et civiles et le système entier de leur conduite envers Dieu et envers les hommes!

Heureux le peuple à qui on pourrait faire le présent d'un Code aussi simple, et même à celui pour qui on aurait pu de tout décider par les lois! Il serait vrai de dire alors qu'il n'aurait plus ni lois ni juges.

On peut rapporter au même sujet ce qui est dit, à la même page, sur le défaut ou la trop grande multiplicité de livres. Encore une antichèse brillante mais dangereuse, par cela même qu'elle nous amène, parce que rarement les deux idées sont exactement vraies; et il faut donc être exactement vrai dans tout ce qui appartient à un Code.

Jamais l'ordonnancement de l'instruction ne sera plus difficile. Il est trop vrai qu'un général les hommes en abusent, et que le plus grand nombre n'y puise qu'une instruction vaine; d'abord parce qu'ils ne raignent rien lorsqu'ils réfléchissent, et qu'ils trouvent plus commode de chercher dans les opinions des autres ce qu'ils trouveraient plus sûrement, mais plus péniblement, en eux-mêmes; qu'ils n'y cherchent même le plus souvent qu'une autorité pour justifier ou faire résister ce qu'ils sentent qu'ils ne devraient pas désirer, c'est encore parce que hors de l'habitude des bonnes mœurs, on ne s'agit pas d'avoir celle d'un sens droit; c'est enfin parce que, dans la fausse persuasion que tout est écrit, on n'aime à se croire dispensé de toute étude et de toute méditation; et c'est là le déplorable état où nous sommes réduits, et le fâcheux effet des distractions ou des misérables complicités.

Le remède à ces maux est dans les mains du Gouvernement :

1° Des écoles publiques;

2° Un ordre d'études bien réglé, et une grande éducation à faire suivre ces études et cet ordre;

3° Attachement, honneur, privilège aux bonnes mœurs, haine implacable aux mauvaises;

4° Surtout scrupuleuse attention dans le choix des juges; car jamais il ne pourra d'être vrai que les juges doivent être les sages par excellence, choisis entre les plus capables et les plus vertueux, et que les meilleures lois, entre les mains de mauvais juges, sont l'arme la plus redoutable contre les citoyens et contre le Gouvernement lui-même.

Avec ces précautions nécessaires en tout circonstance et en tout temps, on aura toujours à se féliciter de l'abondance des lumières, pour la facilité même de l'instruction.

« Or c'est à la jurisprudence que nous abandonnons les cas rares et l'extraordinaire, etc. »

C'est évidemment par inadvertance qu'en l'attribuant à la jurisprudence que des cas rares et l'extraordinaire, après avoir dit, quelques lignes plus haut, que la jurisprudence était nécessaire dans le plus grand nombre des cas.

« Le droit naturel et le droit des gens ne diffèrent point dans leur substance, mais seulement dans leur application. La raison, en tant qu'elle gouverne indifféremment tous les hommes, s'appelle droit naturel, et elle est appelée droit des gens dans les relations de peuple à peuple. »

Il a paru à la commission que le droit des gens n'était le droit des peuples entre eux, que parce qu'il était d'abord invariablement le droit de chaque peuple chez lui.

À la bonne heure qu'on confonde le droit naturel proprement dit exclusivement comme droit humanitaire le droit des gens, mais qu'on ne dise pas qu'ils sont un dans leur substance, et divers dans leurs rapports. Cette distinction, difficile à introduire, et qui ne le serait peut-être pas moins à expliquer, pourrait être tirée à de très-faussez conséquences.

« En prenant les yeux sur les définitions que la plupart des juriconsultes ont données de la loi, nous nous sommes aperçus combien ces définitions sont défectueuses : elles ne nous mettent point à portée d'appréhender la différence qui existe entre un principe de morale et une loi de l'État. »

La commission a lu avec peine ce rapprochement aux juriconsultes, qui ne le méritent pas : la loi n'est ni autre chose que règle commune, ordre ou défense de la part du pouvoir, tout le monde sait ce que c'est, comme tout le monde sait ce que sont pouvoir et force.

Ce qu'il importait donc de définir et d'expliquer, c'était l'objet de la loi, et la raison de l'ordonner que tous lui doivent, non-seulement à cause de la force qui l'exige, mais surtout à cause du respect qu'elle mérite.

Aussi tous les juriconsultes, et après eux les auteurs même du projet, entendent avec raison le droit et la loi; puisque le droit est la raison supérieure, et que la loi ne saurait être contraire au droit.

Or les livres des juriconsultes sont pleins des plus magnifiques et des plus vaines définitions du droit; et par conséquent de la seule définition qui convienne à la loi. Jus est ars agendi et boni utilitas. L. 1. de justis. et juris.

Si donc le droit est réduit en art, il compte nécessairement en préceptes; voilà donc aussi la définition de la loi, dès l'entrée même du Digeste.

Mais ailleurs on trouve tout à la fois la définition générale du droit et la définition spéciale de la loi, en termes auxquels on ne saurait rien ajouter ni retrancher : c'est au siège même de la matière, liv. II, titre III de leg. l. 1. Lex est commune præceptum, utrumque prædictum consilium, delictorum quoque sponte vel ignorantia contrahitur coercitio, communis Reipublicæ sponsio.

Tout est renfermé dans cette définition : la cause efficiente, la matière, la fin, la puissance et l'autorité. Pausanias n'a fait que copier les sages de l'antiquité. La loi suivante de Marcien, qui en a emprunté les termes de Démétrius et

du philosophe Chryppie, donne encore une explication plus étendue, non-seulement de la loi, mais de ce qu'elle doit être pour mériter ce caractère auguste. On ne saurait rien lire de plus juste ni de plus beau, il suffit d'y renvoyer : mais on en copiera au moins cette idée si philosophique et si vraie, *lex est donum Dei* ; et on terminera ces articles en disant que le serait dû à la loi sa véritable force, que de s'opposer, dans la sommation qu'en lui doit l'obligation morale de l'obligation civile.

« Le Code civil est sous la tutelle des lois politiques ; il doit leur être assorti. »

La seconde partie de cette phrase ne saurait être conçue ; et, présentée généralement, comme elle l'est, sans autre explication, elle paraît être le renversement des idées naturelles de ces deux choses, lois civiles, lois politiques.

« Les affaires politiques, le commerce, le fisc, etc., supposent des rapports particuliers qui n'apparaissent exclusivement à aucune des divisions précédentes. »

Tout cela est matière d'administration, d'exécution, de protection, par conséquent de règlements variables et transitoires, par conséquent du gouvernement ; il vaut mieux le dire.

« Ce n'est que dans ces derniers temps qu'on a eu des idées précises sur le mariage. Les idées confuses qu'on avait sur l'essence et sur le caractère de l'union conjugale, produisant des embarras journaliers dans la législation et dans la jurisprudence..... Nous nous sommes convaincus que le mariage, qui existait avant le christianisme..... n'est ni un acte civil, ni un acte religieux, mais un acte naturel, qui a fixé l'attention des législateurs, et que la religion a sanctionné, etc. »

Pourque le monde s'est formé et se perpétue par le mariage, il est difficile de croire que personne n'ait encore su précisément ce que c'est.

Mais en quoi donc les idées qu'on a eues, jusqu'à nos jours, de l'essence et du caractère du mariage, sont-elles confuses ? Qu'on parcourre tous les livres connus, les doctrines sacrées et profanes, les lois de tous les peuples, les usages ; partout on verra qu'il est parlé d'un mariage avec la clarté, la dignité, la majesté qui conviennent à ce contrat, le plus saint comme le premier de tous.

Ne paraît-il pas aussi bien étrange que ce contrat, dicté par Dieu lui-même, lorsqu'après avoir créé l'homme il le sépara pour ainsi dire en deux sexes, comme pour le réunir ensuite à lui même en l'unissant à la femme, ne soit pas un acte religieux ? La société des hommes, même sous le rapport politique, ne saurait être considérée comme une société de brutes, à quel il soit interdit de remonter à son origine ; et puisqu'on ne peut s'empêcher de reconnaître que, par la loi de son nature, l'homme est destiné à vivre en société, il est raisonnable d'en conclure que toute société est nécessairement, et par son essence, un acte moral que politique ; qu'ainsi l'acte par lequel se fait l'existence des peuples et des États, ne saurait être considéré abstraitivement de toute idée de religion.

Sans doute, cet acte est aussi un acte matériel, sous le rapport physique seulement, et c'est ce que les jurisconsultes romains n'ont pas hésité à expliquer ; mais hors de ce rapport, qui n'est pas fait pour occuper le législateur, c'est un acte certainement moral, et nécessairement encore un acte civil ; car qui oserait dire qu'il est permis de concevoir l'état naturel de l'homme

moral, hors de l'état de société, et par conséquent hors de l'état civil ?

Suite d'idées sur le mariage.

Il est agréable de lire tout ce que les auteurs du projet nous disent à cet égard ; on ne saurait même penser, on ne saurait même émettre ; pour le sujet est si grave, l'ouvrage d'un Code exige une composition si majestueuse et si sévère, il y a si peu de personnes, aujourd'hui surtout, qui sachent prendre le vrai sens de ce qu'elles lisent, il en est tant d'autres toujours prêts à abuser de ce qu'elles ont lu, qu'il vaudrait mieux peut-être réserver ces magnifiques peintures à un ouvrage d'épique et de poème, que de les placer à la tête d'un corps de lois.

« Il résulte de ce que nous avons dit, que le mariage est un contrat perpétuel par sa destination. Des lois récentes annoncent le divorce ; faut-il maintenant les lui ? »

La perpétuité étant l'essence du mariage, et le mariage étant le fondement de la société, c'est évidemment attaquer la société par ses fondements, que de permettre que le mariage soit détruit dans son essence. On aura bien discuté avec élégance sur cette matière, tous les raisonnements viendront frôler contre la conséquence immédiate de ces vérités reconnues. Il ne s'agit point de des intérêts de Dieu, mais de ceux de la société ; ce n'est pas une politique de théologiens qu'il s'agit d'établir, mais une politique de sages ; c'est un législateur qui, posant les règles de la société, en refusant de subvenir de la société, renonce manifestement à sa sagesse, et va contre son but.

En vain dit-on que « les lois ne doivent pas être plus parfaites que les hommes, à qui elles sont destinées, ne peuvent le comporter. »

D'abord il faudrait commencer par prouver, ce qui est impossible, que les hommes ne peuvent plus supporter les principes du mariage sous divorce.

2° C'est la corruption des mœurs sociales qui a conduit au désir de divorcer : or la loi qui se prête à cette corruption luxurieuse, par elle-même, à une corruption plus grande, dont l'accroissement, devant être rapide en raison de l'espace déjà franchi et de l'impulsivité de la loi à en arrêter le cours, mène la société d'une destruction infaillible et prochaine ; en sorte que, si le divorce eût été universellement établi par nous, ce serait précisément aujourd'hui qu'il faudrait le supprimer.

3° Si la loi n'a pas pour objet de rendre les hommes parfaits, au moins doit-elle tendre à les rendre meilleurs ou à les ramener dans la voie des mœurs. Il ne fait des lois aux hommes que parce que les hommes ont des passions ; et lorsqu'un peuple vit dans sa civilisation, perdu par le goût désordonné des connaissances, et las du frein qui l'a contenu, n'a plus les mœurs qui ont fait ses lois, tout est perdu, si des lois plus fortes ne rétablissent pas les mœurs.

4° Mais ce n'est pas perdre de vue dans cette matière, c'est qu'elle concerne moins telle ou telle partie des mœurs, que la société en général ; et que la loi, faite surtout pour la conservation de la société, ne doit pas être en opposition avec les moyens essentiels de cette conservation. Qu'il y ait une religion dominante ou non, que divers cultes soient également tolérés (sans être autorisés) ; ce n'est pas de cela qu'il s'agit : le point capital est de ne pas permettre dans aucune de qu'une sorte d'ordonne ; ou plutôt, c'est de défendre absolument, et sans autre considération que celle de l'intérêt de la société, ce qui est contraire à la

nature des choses, à la raison universelle qui constitue la loi, et un principe fondamental des sociétés, comme on détruit les empoisonnements, les incendies et les incendies, non parce que la loi de Dieu les défend, mais parce que la loi naturelle constitutive de la société les condamne.

Et quoi! s'il se formait un nouveau culte, selon lequel il fût permis, d'après la doctrine des vingt-quatre milliards dont parle Pascal, livre VI, de tuer quelqu'un en trahison, pourvu qu'on ne le fit que pour obéir son aïeul et sans ni recevoir de salaire, finirait-il donc jamais autoriser civilement cette abominable licence, pour s'accommoder à la liberté de ce culte? C'est exemple hy pothétique, jusqu'à on pourrait en ajouter mille autres, s'il n'y avait pour détruire ce faux principe de législation, qui fait admettre aujourd'hui le divorce, parce qu'il se trouve lié, dit-on, par nous, à la liberté de conscience. On peut se croire qu'il du côté de sa conscience, sans être pour cela obsédé du côté de la loi civile; et cela est vrai surtout par rapport au divorce, qui n'attaque pas seulement la morale, mais encore la société, qui attaquerait encore la société par cela seul qu'il attaque la morale.

Mais n'y a-t-il pas une sorte de contradiction à paraître s'accommoder à la diversité des cultes, et à ne rien faire absolument en faveur du plus important et du plus commun de tous? Puisqu'un dit qu'il faut des lois pour tous les citoyens qui peuvent professer diverses religions, pourquoi donc n'avoir pas fait une loi pour les catholiques qui ont le malheur d'avoir contracté des mariages mal assortis, pour qu'il est indispensable d'interdire cette société, ou de demeurer exposés, soit à un supplice perpétuel, soit un danger même d'y périr la vie? Au moins pour ceux-là, qu'on croit-il de rétablir les séparations de corps? Pourquoi la loi ne leur offre-t-elle pas le seul remède salutaire qu'ils semblent vouloir pour les forces de la loi et la morale alternative de souffrir des maux insupportables, ou de trahir leur religion, en embrassant un parti qui répugne à leur conscience et qui peut devenir insupportable dans leur faiblesse?

On se fonde sur ce que la liberté des cultes est une loi fondamentale, et que la plupart des doctrines religieuses autorisent le divorce. Il est donc vrai que le culte catholique est libre mais : or ce culte autorise les vœux religieux et perpétuels; et cependant le Code ne les permet pas. Sera-t-on que c'est parce que les vœux sont contraires à la population, et par conséquent à l'intérêt de la société? D'un autre part, il est évident par soi-même et il est avoué que le divorce nuit à la société, de l'autre, l'opinion la plus commune de ces derniers temps était que les maux de la société venaient de l'excès même de sa population, et de ce qu'on n'avait pas, comme autrefois, la ressource d'en rétablir de nombreuses colonies. Mais sans entrer dans cette inutile dissertation, il suffit de rappeler ce que les auteurs du projet disent eux-mêmes en faveur du divorce, « que lorsqu'une nation est formée, on a assez de peuple. »

Ils s'en tiennent encore que les vœux contraignent la nature? Mais rien ne le contraire plus que le divorce, de l'aveu aussi des auteurs du Code, qui ne peuvent s'empêcher de reconnaître que « le vœu de la perpétuité dans le mariage est le vœu même de la nature. » Quoi! pour ne pas contraindre la nature, on ne permet pas les vœux religieux, quoique recommandés par la religion, dont le culte est libre; et on ne craint pas de la

contraindre dans le premier de tous ses vœux, et qui importe le plus à la société!

Les auteurs du projet sont trop sages, pour avoir osé de dire qu'il faut que les lois opposent un frein salutaire aux passions : mais comment concilier ce principe avec un projet de loi qui autorise la plus dangereuse révélation des passions contre le vœu de la nature pour la perpétuité du mariage.

Il leur est échappé de dire que « le célibat forcé, dans lequel on contraindrait deux époux malheureux de vivre, serait aussi funeste aux mœurs qu'à la société. » Un côté de la société, ne est déjà de qu'elle prouve peu d'intérêt à ce célibat forcé; du côté des mœurs, il serait difficile de montrer ce qu'elle aurait à gagner à un libertinage destructeur, dont le divorce serait tout à la fois l'effet et la cause. Ce n'est sûrement pas en favorisant les passions, qu'on peut leur opposer un frein salutaire.

On pourrait écrire des volumes sur le danger certain du divorce pour les mœurs et la société; d'autres l'ont déjà fait, et leurs peccés sont éternellement sans réponse. Ce n'est pas, d'ailleurs, la tâche qu'on a à remplir : il suffit d'avoir énoncé son opinion, puisqu'on a dû le faire; et on croit pouvoir dire que c'est le vœu le plus général des citoyens de l'arrestation du tribunal. On se est même si longtemps arrêté sur cette partie du discours, que parce que ce sera toute la réponse qu'on fera au chapitre du projet qui concerne le divorce; et parce que les autres parties du discours, sur lesquelles on aurait des observations à faire, doivent se retrouver dans le projet de Code, et que le temps presse, on se hâte, pour abréger, d'en venir à l'examen de ce projet.

## LIVRE PRÉLIMINAIRE.

### TITRE PREMIER.

#### DÉFINITIONS GÉNÉRALES.

##### De droit et des lois.

Art. 1<sup>er</sup>. « Il existe un droit universel et inaliénable, source de toutes les lois positives; il n'est que la raison naturelle, ou tant qu'elle gouverne tous les hommes. »

Pourquoi en tant qu'elle gouverne? est-ce qu'elle ne les gouverne pas en tout et sur tout?

Même dans les connaissances acquises par l'expérience, même dans ses lois arbitraires, l'homme se sert de son sens de sa raison, et ne peut rien faire de bon s'il le fait contre ses lumières naturelles.

La raison est inséparable de la nature de l'homme, puisque c'est elle qui le constitue essentiellement ce qu'il est. Il peut obscurcir cette lumière, en abuser parce qu'il est libre; mais il ne cessera pas plus pour cela d'être animal raisonnable, qu'il ne peut cesser d'être homme.

Ainsi, dire que la raison naturelle est la source de toutes les lois positives, en tant que, etc., j'en tantum quantum, et en quoi, c'est flatter la puissance de la raison, c'est opposer qu'on peut faire des lois sans le secours de la raison, ou contre les lumières de la raison.

Si l'on avait pu croire que, par les mots et tant que, la commission eût entendu exprimer l'idée que, en n'aurait ni qu'une erreur dans l'expression, facile à rectifier, ou même de peu de conséquence; mais la suite prouve que l'erreur est dans la définition; car l'article 4 distingue le droit universel, ou la raison, des lois propres à chaque peuple, et de ses coutumes et usages.

Art. 4. « Le droit intérieur ou particulier de  
« chaque peuple se compose en partie des lois qui  
« lui sont propres, et en partie de ses coutumes  
« ou usages, qui sont le supplément de la loi. »

Cependant les lois propres à chaque peuple, soit  
qu'elles lui aient été données ou qu'il les ait adoptées,  
soit qu'il se les soit données lui-même par l'usage,  
ne sont et ne doivent être que des lois dérivées  
de la raison; et sans doute la définition des lois,  
dans un Code, doit être la définition des lois telles  
qu'il en viendrait qu'elles soient.

Or dire que le droit intérieur ou particulier de  
chaque peuple se compose en partie de la raison  
naturelle, c'est dire nécessairement que, dans les  
autres parties, il est ou peut être composé ou  
contre cette raison, ou au surplus hors de cette  
raison; ce qui est évidemment faux, contraire  
même à ce qu'on vient de dire, que la raison na-  
turelle est la source de tous droits positifs, et prouve  
combien on doit s'attacher à cette maxime de  
droit : *Omnia defendant in jure sunt periculosa*.

Au surplus, on ne répètera point ici ce qu'on  
a dit sur le discours préliminaire, au sujet du  
droit intérieur ou des gens, défini par les articles  
2 et 3. Il y a un droit des gens, un droit commun,  
qui est le même chez tous les peuples, et qui na-  
rompte des coutumes leur droit intérieur que  
l'extérieur. Il convient donc de réformer la défini-  
tion; et on ne saurait mieux faire que de s'en  
tenir à celle des instituteurs de l'humanité.

Art. 7. « La loi annule de récompenser et des  
« peines... ; elle se rapporte... aux biens, pour  
« l'utilité commune des personnes. »

La loi lui ples qu'annoncer; elle établit, elle  
ordonne ; c'est elle-même qui récompense ou qui  
punit, les uns et les autres ; le magistrat, qui ne  
fait que l'appliquer, l'exécute, sans rien ordonner  
de son chef.

Ses rapports aux biens regardent l'utilité res-  
pective et non commune des personnes.

## TITRE II.

### Division des lois.

Art. 1<sup>er</sup>. « Les lois sont régies par les rapports de  
« l'homme avec la loi : celle partie de la législa-  
« tion est la morale et la sanction de toutes  
« les lois. »

L'essence de la loi est d'ordonner, permettre,  
défendre, de récompenser et de punir ; ainsi celle  
qui établit des peines est une loi comme toutes  
les autres ; et toutes les lois sont saintes, *leges  
sunt sacrosanctae* : une seule n'est la sanction d'une  
autre ; mais elles sont toutes sanctionnées par la  
puissance législative qui les établit.

Si par la loi sanctionner ou ordonner d'écarter,  
constituer, établir, chaque loi est la sanction d'elle-  
même, en ce qu'elle ne souffre pas qu'on l'en-  
freigne. Ainsi la loi qui défend de donner par tes-  
tament au-delà de ce qu'elle a réglé, n'a besoin,  
pour sa propre sanction, ni des règles d'ordre pu-  
blic, ni des lois criminelles, ni de celles du  
pénal, ni d'aucune de celles qui ont directement  
les mœurs ou la paix publique pour objet.

## TITRE III.

### De la publication des lois.

Art. 1<sup>er</sup>. « Les lois sont adressées aux autorités  
« chargées de les exécuter ou de les appliquer. »  
Cet article suppose que l'envoi en sera fait aux  
tribunaux de première instance comme à ceux  
d'appel, puisqu'il est indispensable qu'ils les con-  
naissent pour les faire exécuter.

Art. 2. « Les lois dont l'application appartient

aux tribunaux, sont exécutées dans chaque  
partie du territoire de la République, du jour  
de leur publication par les tribunaux d'appel. »

Mais alors pourquoi en ordonner l'envoi dans  
le jour de leur publication dans les tribunaux  
d'appel, où elles seront certainement publiées  
avant de pouvoir l'être dans plusieurs tribunaux  
d'arrondissement ?

Il n'est pas juste que la loi oblige avant d'être  
connue, et avant qu'elle ait pu moralement l'être ;  
et puisqu'on fixe l'époque de son empire à la date  
de la publication dans les tribunaux, il est raison-  
nable que ce soit de la publication dans les tri-  
bunaux de première instance : 1<sup>er</sup> parce que les tri-  
bunaux de première instance connaissent les pre-  
miers de l'exécution de la loi ; 2<sup>o</sup> parce qu'il est  
bien plus sûr que la forme de chaque tribunal de  
première instance sera fréquentée par les citoyens  
de son arrondissement, qu'il n'est sûr que celui  
des tribunaux d'appel le sera le même jour par  
des milliers de tout son territoire.

D'ailleurs le ministre, puisqu'il paraît par l'en-  
voi en sera fait dans tous les tribunaux par lui-même,  
sera, sans doute, assésé de la publication  
partout, ou du moins de la réception d'y satisfaire.

Pour être véritablement tel, pour la plus  
prompte exécution, et pour simplifier la corres-  
pondance du ministre, charger, comme autrefois,  
le commissaire des tribunaux d'appel de l'envoi  
des lois à ceux des tribunaux d'arrondissements,  
qui seraient tenus de lui certifier la publication,  
qu'ils ont leur certificat pour tous au ministre ;  
ce serait d'autant le seul moyen d'instruire les  
tribunaux d'appel, et surtout qu'ils doivent l'être,  
du jour où ils commencent l'exécution de la loi  
dans leurs arrondissements.

Art. 3. « Cette publication doit être faite, à peine  
« de forfaiture, à l'adresse qui suit immédiate-  
« ment le jour de la réception, par la section qui  
« est de service. »

L'envoi sera fait, sans doute, au commissaire ;  
il lui faut dire que la publication ayant été reçue  
et ordonnée à peine de forfaiture respecter.

Il serait plus convenable de supprimer la déléga-  
tion du magistrat qui de prévoir sa forfaiture ; ce qui  
n'empêcherait pas de l'en punir, s'il s'y exposait.

Art. 4. « Les lois dont l'exécution et l'application  
« appartiennent à la loi aux tribunaux et à  
« d'autres autorités, leur sont respectivement  
« adressées. »

Cet article suppose, ce qui n'est pas démenté,  
qu'il peut y avoir des lois qu'il soit inutile aux  
peurs de connaître, en ce qu'elles ne feront jamais  
la matière ou les motifs directs ou indirects de  
leurs jugements.

## TITRE IV.

### Des effets de la loi.

Art. 5. « Les lois prohibitives emportent peine  
« de nullité, quoiqu'il n'y ait pas de loi formelle  
« exprimée. »

Tout ce qui est contraire à la loi, soit qu'il le  
ordonne ou qu'elle défende, devrait être nul ;  
sans cela c'est une loi désarmée, qui dégénère en  
simple conseil.

## TITRE V.

### De l'application et de l'interprétation des lois.

Art. 10. « La distinction des lois ordinaires et  
« des lois exceptionnelles, faite dans l'objet d'ordonner ou  
« de restreindre leurs dispositions, est abusive. »  
Il n'y a point de lois ordinaires, ou considérées  
comme telles ; on doit les regarder toutes comme  
justes, tant qu'elles sont en vigueur.



elle voudra : et alors ils auraient eu l'un de deux que l'Etat n'a ni ne peut avoir un droit d'hérédité, qu'il ne succède pas, qu'il n'est établi que pour régler l'ordre des successions. Si, au contraire, le droit de succéder est, comme celui de propriété, une institution d'ordre de la nature, il ne saurait être vrai ni que l'Etat doive le droit de succéder, ni qu'il a un droit d'administration sur les biens des successions. Et si, que veut qu'on efface le droit de succéder vient de cette association naturelle des pères et des enfants, ou, à défaut de ceux-ci, de l'association qui existait autrefois de l'Etat ou ses auteurs et les auteurs des collatéraux qui lui succèdent ; que la perpétuité des familles y entrelient la perpétuité de la propriété ; et que, jusqu'à dernier qui la recueille, il conserve sa primitive origine, et saine, pour multiplier, s'être toujours renouveler sur la même tête, comme le héritier descendant de la famille tient à son premier auteur et s'identifie avec lui ?

D'après ces idées, aussi simples que certaines, il est évident que ce n'est pas la loi qui donne le droit de succéder, car on en donne que ce qu'on a, et, de l'autre côté des autres du projet, dans leur propre système, jamais le droit de succéder aux fortunes privées n'a fait partie des prérogatives attachées à la puissance publique.

## TITRE II.

### Dispositions générales.

Art. 1. « Déclaration et consentement par soi ou par un légal de procuration »

« Exceptez au moins les mariages qui, sans doute, vous ne voulez pas qu'on puisse contracter par procureur.

Art. 6. « Témoins choisis par les déclarants. » Si l'officier ne les connaît pas, ne serait-il pas même nécessaire de les lui faire attester ? et si on lui suppose de faux témoins, si le déclarant lui-même est une personne supposée, où sera la garantie de l'officier contre les fautes, et celle de la société contre l'officier ?

Art. 12. « Annuler de rent francs »

C'est une peine bien légère pour des fautes plus graves peut-être que le faux, puisqu'elles peuvent rendre impossible de le constater.

Art. 15. « Transmission par les héritiers »

L'officier sans des trois registres meurt dans le courant de l'année ; voilà ses héritiers maîtres de ces trois registres jusqu'à la nomination de son successeur : qu'est-ce qui paraît ce dépôt livré ainsi à l'imprudence, peut-être à l'indisposition des héritiers, ou même de quelques valets ou autres personnages la liés à corrompre pendant l'absence des héritiers ? Le dépôt, sur lequel repose la sûreté des familles, n'est-il donc pas assez précieux pour mériter qu'à la mort de l'officier, il soit mis sous les scellés, à la diligence du juge de paix, ou même retiré immédiatement par lui en en dressant procès-verbal ?

Mais pourquoi supposer que l'officier public peut tenir, dans sa maison privée, des registres publics et aussi intéressants ? il n'en est pas ainsi des autres registres d'administration. Est-il donc dû moins d'intérêt à la société dans une partie que dans l'autre ?

Art. 18. « Foi des extraits conformes aux registres. »

Il faut supprimer conformes aux registres, ou dire : à moins qu'on ne prouve qu'ils ne sont point conformes aux registres, sans cela la phrase n'aurait plus de sens. En effet, si les extraits ne sont pas qu'autant qu'ils sont conformes aux registres, ce ne sont plus des extraits qui font foi, mais

les seuls registres, puisque, dans le sens de la phrase, il faudra toujours les consulter ; car pour obliger à les consulter, il suffit de cet argument simple. « Il n'y a que l'extrait conforme aux registres qui fasse foi suivant la loi, or le juge ne peut savoir le fait qui est extrait est conforme au registre, sans connaître le registre ; donc il faut qu'il voie d'abord le registre pour accorder ensuite foi à l'extrait. »

Art. 19. « Si les registres sont perdus, ou qu'il n'y en ait jamais eu, la preuve en est reçue tant par titres que par témoins ; et, en l'un ou l'autre cas, les mariages, unions et décès peuvent être justifiés tant par les registres ou papiers domestiques des pères et autres décedés, que par témoins ; sauf à la partie de vérifier le contraire. »

Comment supposer qu'il y a eu un mariage sans qu'il y ait eu des registres ? et comment admettre la preuve du mariage par témoins ou par des papiers domestiques ? Les mariages, le droit public s'y opposent ; jamais de telles preuves n'ont été admises que pour les mariages et les décès, parce que les enfants ou les morts ne se font inscrire : mais ceux qui se marient veulent eux-mêmes à ce qu'il en soit fait un acte porté sur des registres, puisqu'ils ont et leurs témoins doivent y signer, et ne peuvent pas ignorer s'ils l'ont fait ou non.

Art. 25. « Déclaration : et par le père s'il est présent. »

Il faut ajouter, et s'il est signé ; car on n'entend pas, sans doute, que le défaut de signature du père fasse obstacle à la conclusion des doubles.

Il faut dire encore que, s'il n'est pas marié, sa déclaration doit être signée de lui, ou répétée dans une procuration faite au lieu où le mariage a été célébré, et remise en même temps que le double à l'officier de ce lieu (argument de l'article 16 en-avant).

Art. 26. « Déclaration du père, signée de lui. »

On aiar à croire que ce n'est pas sans dessein qu'on les auteurs du projet veulent que la déclaration du père soit signée de lui, sans quoi il serait trop facile et trop facile on ne repos des familles et au bon de l'Etat, de supposer à un bûcher le père qu'on voudrait, mais qu'on le fasse donc marier s'il n'est pas marié, dans la dernière phrase de l'article, que la procuration qu'on ne fait que permettre est un acte nécessaire dans le cas où le père ne soit signé ; qu'on exige du moins que le père, ignorant dans l'art d'écrire, se fasse assister dans sa déclaration devant l'officier public, par deux témoins qui garantissent l'identité de sa personne et le fait de sa déclaration, ce que ne font pas les témoins de l'acte de naissance, qui sont appelés pour certifier un autre fait, et qui ne valablement peut-être pas certifier le fait de la déclaration du soi-disant père, ou qui même, venant de la part de la mère, ne seraient peut-être pas assez hors de soupçon pour mériter la même confiance que des témoins spécialement appelés par le père pour le fait particulier de sa déclaration.

Art. 31 et 35. « Publication dans le lieu, etc. »

Erreur. Survant le modèle, c'est devant la porte extérieure et principale de la maison commune : or la porte du lieu n'est pas le lieu ; et ce qu'on doit faire devant la porte du lieu ne peut pas être fait dans le lieu, ce n'est pas non plus à la porte de la municipalité que se tiennent les séances municipales.

Même réflexion pour l'affiche qui doit être posée, non à la porte du lieu des séances, mais à la porte extérieure de la maison municipale.



Art. 68. « L'héritier responsable des altérations « qui peuvent survenir aux registres pendant « qu'ils sont en sa possession. »

Il est d'une grande utilité qu'il y ait procès-verbal dans l'état d'un tel acte, mais remis en succession, car comment prouver sans cela que les altérations ont été commises pendant qu'il en était en possession, à moins qu'en l'absence qu'il n'y ait eu procès-verbal de ce temps, s'il ne prouve la contrefaite ?

(1). Modèle d'acte de mariage.

Après qu'on fera mention de l'état de mariage, si les époux ou l'un d'eux s'y renouvellent, et des biens, meubles, etc., des personnes dont ils sont veufs.

### TITRE III.

#### Du domicile.

Art. 4 et 5. « Demeille (des autres individus) « fixé au lieu de leur établissement principal. « L'intention suffit pour le constater; il faut « l'intention et le fait pour l'acquiescer ou le « prouver. »

À quoi reconnaître-t-on le domicile? Cette veuve « qu'elle le domicile de son mari, et s'est fixée, pendant six mois, dans sa propre maison; ou bien de six mois en deux dans une autre, et là comme la est son établissement principal; on voit bien le fait de l'habitation réelle, mais rien qui marque l'intention; cependant, pour constater le domicile, il faut, comme le dit l'article 11, les autres du projet, le fait et l'intention, et l'intention sans le fait suffit pour le constater jusqu'à l'intention contraire.

Art. 8. « Le domicile des majeurs en service, « ou chez un artiste ou un commerçant, est là « où ils demeurent. »

Quid des mineurs émancipés, ou des majeurs qui étudient en école publique? Leur résidence fixe est leur domicile? non, suivant l'article 11, pourquoi n'est pas prouvé, pour dire qu'ils ont le domicile de naissance?

Art. 10. « Celui qui n'a aucun domicile actuel « peut être cité soit à son domicile d'origine, soit « au lieu de sa résidence de fait. »

Cet article, comme l'article 11, appartient exclusivement au Code judiciaire.

Nous voyons qu'il est là, et qu'il est encore reconnu-t-on que cet individu n'a aucun domicile actuel? et pourquoi ne l'expliquer en cet endroit, ou le dire qu'il faut se servir de l'article 11?

Quid aussi de celui dont le domicile actuel est absolument ignoré, ou que l'on ne peut assigner celui qui vit en exil? Il n'y aura pas moins vrai qu'il a un domicile actuel, et que ce n'est que celui qui n'en a pas qui n'est pas assigné au lieu de son dernier domicile et à celui de sa résidence; il faut donc, au moins, ajouter le mot de l'ordonnance de 1667, romain, et dire: « celui « qui n'a aucun domicile actuel ou vivant. »

### TITRE IV.

#### Des absents.

Art. 1. « Témoins parents. »

Il semble, en contraire, que ce sont les parents spécialement qu'on devrait exclure, ou même tous qu'il faudrait les exclure tous, autant que force se peut, par l'absence de l'acte de mariage, à la porte du juge, devant qui on ne peut avoir l'absence en possession: car il est à remarquer que ce sont les parents eux-mêmes qui seraient intéressés à certifier l'existence de ce malheureux absent; et que, suivant l'ancien projet, que les absents

ont toujours tort, il y a, le plus souvent, une ligue de famille contre lui.

Art. 3. « Possession provisoire donnée aux parents, qui sont au degré successif. »

Quels parents? sans doute les successibles à l'époque de l'absence, ou les successibles à celle de l'absence en possession? ou dit qu'ils sont favorisés en possession des biens qui appartiennent à l'absent au jour de son départ; on considère donc le temps du départ, et par conséquent les héritiers successibles à cette époque; mais alors il faut le dire. Alors, il faut dire aussi, comme l'ancienne jurisprudence, qu'après tout au jour du départ ou des dernières nouvelles, l'absent est réputé mort, respectivement à ses héritiers, au jour des dernières nouvelles au jour de sa disparition. Alors, encore, il faut reformuler l'article 6 du chapitre II, par lequel on ne présente l'époque de sa mort qu'après tout ans, sans quoi on l'entendrait plus près et à cet article, ni aux articles subséquents.

Art. 13. « Après dix années de l'absence en possession, l'absent qui n'est ni reconnu pas les « fruits; on lui donne seulement une somme « commutable pour ses premiers besoins. »

Contradiction avec l'article 11. L'absence des parents n'est que provisoire, notamment pour les héritiers; pourquoi ne peut-on, si ce n'est pour l'héritier de l'absent et par respect pour la propriété, comme on donne un tuteur au mineur, un curateur à l'interdit, et pour être fidèle à la position que la loi doit à tous? On tourne donc contre l'absent ce qui n'est introduit qu'en sa faveur; car, encore une fois, le dépôt est un acte essentiellement conservatoire. Si l'absent était présent, il serait maître de faire de son bien ce qu'il voudrait; or ce qu'il fait durant son absence, on ne le fait que par la présomption de ce qu'il ferait le mieux pour son intérêt; et, en contraire, l'article dispose contre lui.

An moins, qu'on ne laisse gagner les fruits aux parents qu'à l'époque où on leur fait gagner le fonds; mais qui cependant il soit dans l'incertitude de la commission d'approuver cette dernière disposition, qu'elle se réserve d'examiner et après.

Art. 14. « Point de prescription de la propriété « pendant la possession provisoire; mais après « trente ans de l'absence provisoire en possession, « les parents peuvent demander la propriété « commutable. »

La l'article paraît inéluctable; car, par le même raisonnement que le parent n'est que successif et ne peut gagner les fruits, il ne peut non plus gagner le fonds. Mais ce qui est plus inéluctable, c'est que cet article ne soit le fait de la loi. Qu'un homme se mette en possession du bien d'un autre, et qu'il acquière la propriété par trente ans de possession utile, cet acte est utile, parce qu'une si longue possession sauve, sans plainte ni interruption, l'acte présent ou l'acte ou non conventionnel, et parce que, d'ailleurs, il n'a dépendu que de l'ancien propriétaire d'y pourvoir, repoussant sans succès; dans lesquels la loi veut se mettre à la place de l'absent pour veiller elle-même à ses intérêts, il est sans exemple, et contre tous les principes, qu'elle ne s'en empare que pour le dépouiller.

Il y a de plus, contradiction évidente entre cet article et l'article 11, qui dit que l'absence en possession provisoire n'est qu'un sequestre et un dépôt de pure administration, qui rend coupable encore l'absent s'il se repaît.

Art. 25. « Partion d'héritier et autres droits « réservés aux parents du chef de l'absent jusqu'à la prescription. »

Cet article est observé : on aurait dû, au moins, ajouter à cette réserve « à la charge, par les représentants ou ayants cause, de prouver l'existence ».

Mais comment concilier tout cela avec l'article 67 ? Que se nous a-t-on dit, dans cet article 67, que la vie de l'honnête homme n'est pas une chose qui ait rapport au mariage ? Il paraît inexplicable : qu'on nous donne cette présomption comme générale et pour tous effets, et que, dans les conséquences, on ne lui laisse aucun effet.

Art. 28. « Le nouveau mariage, contracté pendant l'absence et sans la revivance de la mort de l'absent, ne sera pourtant pas dissous, si l'absent du repaît point, ou ne réintègre point par un procureur muni de la preuve de son « réapparition. »

Contradiction avec l'article 27, qui ne permet d'admettre un nouveau mariage qu'après la preuve positive du décès, à moins que l'absent ne soit parvenu à sa réintégration accomplie. Toujours aussi des conséquences contraires aux principes : il n'y aura pas une femme qui ne se remarie après cinq ans d'absence, et changeant de domicile ; et alors que deviendrait l'intérêt social, celui des mères et celui des enfants ?

Art. 30. « Enfants mineurs de l'absent mis sous la surveillance de la mère, qui doit leur faire « mensurer un mariage futur. »

L'article ne fixe point d'époque. Est-ce après cinq ans ? ou doit l'induire du mot absent, et de la définition qu'en donne le projet sans quand on la l'absence survient, ou nul que par absent on entend aussi celui qui a disparu, et que, six mois après celle disparition, on ordonne l'assemblée de famille.

Sera-ce donc six mois après la disparition du mort, quand la mère existe ?

La femme fait-elle les fruits siens ?

Si les enfants sont mineurs au temps de l'absence, jouiront-ils aussi, exclusivement à la mère ?

#### TITRE V.

##### Du mariage.

Art. 3. « C'est un contrat dont la durée est, « dans l'intention des époux, celle de la vie de l'un d'eux. »

Si sa durée n'est que dans l'intention, pourquoi a-t-on dit que sa durée est dans la volonté de la nature ? L'intention est un penchant de l'âme qui la fait tendre vers un idéal éternel : ici, il s'agit d'un objet présent, d'une volonté qui doit être tenue et constante comme celle de la nature, et que la loi ne doit jamais permettre de révoquer, pas plus qu'elle ne peut révoquer les lois naturelles et fondamentales de la société. Est-ce à dire que l'auteur du projet qu'il était toujours dans l'intention des époux que leur contrat durât jusqu'à la mort de l'un d'eux ? Ce n'est pas à eux qu'il faut apprendre qu'il y a le plus souvent une grande différence entre ce qui est et ce qui doit être ; qu'il y a plus d'intentions déraisonnables que d'intentions droites : et puis que la raison naturelle est la source de toutes les lois positives, puis que cette raison gouverne tous les hommes, et que cependant il faut des lois pour les contraindre à se soumettre à ce gouvernement, et d'ensuit donc que les lois positives ne sont nécessaires que parce que les intentions tendent sans cesse à contredire les lois naturelles.

Ne semble-t-il pas que, dans ce Code, on les règles d'ordre et de justice qui tendent à maintenir la société en paix, doivent toujours être en religieuse harmonie avec les principes des mœurs,

ou raisonnées du plus sur de tous les engagements naturels et sociaux, comme on en trouve dans un roman ? qu'on le lise toujours recommencer par l'homme ? Principes dangereux pour les mœurs, et bien faux sur la nature : car si l'homme n'est plus comme la passion, tout n'est plus que l'homme ; il peut être plus que l'homme.

Mais qu'on nous dise maintenant des époux avec celui des enfants ? Comment la nature, qui veut la perpétuité des mariages, se serait-elle méprise sur leur principe, en les fondant sur une passion qui le temps a bientôt usé, et qui ne leur enlève rien de la nature que ce qu'elle l'union des deux sexes dans les animaux ?

Comment les enfants du projet, d'ailleurs si éclairés et si justes, n'ont-ils pas agité la contradiction flagrante dans laquelle ils tombent, en déplaçant le sac de perpétuité, qu'ils ont d'abord agité dans la nature, et qu'ils ne supposent plus ni que dans l'intention des époux ?

On ne peut rapporter cette erreur qu'à la persuasion où ils ont été qu'ils n'auraient pas l'effet de présenter le divorce, et à la violence qu'ils ont faite à leur propre sentiment : car, pour lire le divorce à leurs principes, il a fallu oublier que la volonté constante de la nature y résistait, et la loi réprouve le contrat de la volonté ambulatoire des hommes, ou d'un penchant mal éclairé, soumis lui-même à un penchant contraire, qui, faisant cesser le premier contrat, devait en légitimer un autre.

Il est vrai, faire illusion, ils n'ont pas vu qu'un temps où nous vivons, et plus encore, peut-être, pour les temps qui se préparent, si le Gouvernement n'y pourvoyait avec fermeté, le mariage ne serait plus désormais qu'un commerce de prostitution, où il serait d'autant plus sûr que l'union de perpétuité, dans le long éloignement qu'elle présente, n'entraînerait jamais dans l'union des époux ; qu'un contraire, l'union du divorce y viendrait d'une manière plus prochaine ; en sorte que l'union même du divorce serait tout à la fois de rendre les mariages communément plus faciles, dans la perspective commandée de pouvoir les rompre, et de les rompre ensuite avec la même facilité qu'on les avait contractés.

Est-ce qu'on ne voit pas que c'est avoir remédié à ce danger, que d'avoir embrassé les voies du divorce : l'homme dilatoire qu'on a vu y mettre n'est qu'apparence ; cette difficulté même, ne servant qu'à irriter le désir d'aller de la persistance, fera bientôt vaincre tous les obstacles, et il n'y aura par suite une nécessité indispensable de ce qui, sans cela, n'aurait été qu'une fantaisie passagère.

Art. 11. « Si l'un des deux est mort, ou s'il est « dans l'impossibilité de manifester sa volonté, « le consentement de l'autre suffit, bien qu'il ait « contracté un second mariage. »

Jamais le consentement de la mère ne devrait suffire, bien même encore de la mère remariée, pas même celui du père qui a convolé ; car, dans ce cas de convol, ce sera presque toujours le beau-père ou la belle-mère qui disposent de ces malheureux enfants. On paraît ne s'être attaché qu'à l'importance du consentement ; mais il aurait fallu voir aussi l'absence d'autorité ou le danger de la situation, et ordonner un conseil de famille pour ce cas, comme pour celui de l'article.

Art. 13. « Permis à l'enfant de vingt ans de « passer outre au mariage, nonobstant que la loi « n'ait s'y soit refusée dans une première assem-



et qu'on suppose donnée aux pères par la loi ; c'est là surtout qu'on voit la funeste conséquence d'un abus de mots, par un abus plus intolérable des choses.

Quoi ! le père n'a qu'un droit de surveillance sur la personne de ses enfants, et il ne l'a que par la loi ! la loi peut donc le lui ôter ? Cette autorité, la première et le type de toutes les autres, ne serait pas une autorité existant par elle-même, une autorité de commandement et de correction, comme celle des gouvernements sur les sujets à gouverner !

Qui ne sait que la société n'est autre chose qu'un assemblage-mêle de personnes et d'autres, et de règles et de la règle qu'elles doivent faire observer ? Et puisque cette règle est l'expression des lois immuables de la nature, quelle loi plus universelle, plus impérative, plus indépendante de la volonté des hommes que celle qui assujettit les enfants à leurs pères, fils, obéissez parents par commandement ; que celle loi sacrée qui transmet aux pères l'autorité du Dieu lui-même, et qui est le fondement de toutes les autorités qui gouvernent sur la terre ?

Eh ! comment a-t-on pu admettre ces deux mots *pouissance et surveillance* ? La pouissance est-elle sans raison ? la surveillance est-elle autre chose qu'attention ? Le gardien surveille les fruits et d'en dispose pas ; le concubine surveille les prisonniers ; la garde, les malades ; et il n'a leur commandant pas. Est-ce là toute la pouissance du père ? ce ne serait pas seulement celle du mari sur sa femme, pas même celle du maître sur ses domestiques.

Cette surveillance n'est pas celle sentimentale du physique des enfants ; d'ici aussi et d'est principalement celles des mœurs, qui commencent à se former dans les premières habitudes de la vie. Mais le père aura beau surveiller, si la règle n'est pas dans ses mains pour ordonner, corriger et punir, si, à chaque instant, il doit compter de sa surveillance à un autre, si sa pouissance n'est que de nom, que pourriez-vous attendre des enfants qu'il n'aura pu élever ? et qu'avez-vous fait, que déplacer un droit naturel et légitime, pour créer un droit factice, injuste à la société, et dévoué universellement par la raison ?

Mais alors que devient ce que l'on a dit : que toutes les lois positives prennent leur source dans le droit naturel ?

Que deviens la magistrature domestique, la plus essentielle comme la première de toutes, et dont toutes les autres ne sont que l'image ?

N'est-ce pas reconnaître la magistrature dans le discours préliminaire ?

N'est-ce pas rendre hommage à son gouvernement, qu'on appelle le *gouvernement de la famille*, et dont on a dit qu'il est le chef ? *Familiae appellatione et quæ præcipua familia continentur.*

Aussi, pour n'avoir pas voulu dire ce qui est, en parlant de sa pouissance, on a été forcé de conclure en sens contraire de ce qu'on avait déjà dit.

On a soulevé l'autorité du droit naturel à celle des lois positives, qui ne lui qu'en dériver, contre cette maxime de tous les temps, de tous les peuples, et de tous les codes, que le droit civil ne doit point déroger au droit naturel, *lex civis naturalis non derogat.*

On a, par un renversement complet, mis la surveillance de la loi à la place de l'autorité naturelle du père, et cette autorité à la place de la loi.

C'est donc aux pères, d'abord par tous leurs enfants dès le berceau pour les confier à une éducation publique ; ou gardons-nous de leur rien

ôter de la pouissance qu'ils auront naturellement sur leurs enfants.

On donne des règles à tous les pères pour leur, leur et à leur leur leur, tant et tant qu'en matière, comme nous le faisons dans les hôpitaux de charité, ou dans les lieux, à plus forte raison, toute la pouissance qu'ils tiennent de la nature, pour réduire aussi leurs droits et former leurs mœurs selon leur jugement, qui vaut mieux que le nôtre, et leur bonté, qu'une pouissance plus folle que nous leur a inspirée.

Faisons des lois pour régler la pouissance des pères, des carêmes, qui n'en ont aucune par eux-mêmes, et ne peuvent avoir que celle que la loi civile leur donne ; nous faisons pas pour les pères, à qui les enfants sont assujettis par un droit intolérable, par un droit qui nous assujettit nous-mêmes, et que notre Code civil a voulu pas le premier livre où les enfants prendront leur première leçon de reconnaissance et d'autorité.

En vain dirait-on que de fait en fait rien restreint de la pouissance légitime des pères, c'est ce que nous examinerons après.

Mais c'est là où, si ce n'est pas motes que la règle ri-dessus, également fautive et dangereuse, reste écrite, et que cette règle empoisonnée empoisonnera les esprits et les cœurs.

Et prêter garde que le texte est qualifié *déposition générale* ; qu'ainsi c'est une véritable règle de droit qu'on a entendu dire : rappellez-vous qu'une règle de droit n'est autre chose que la proclamation de ce qui est, *regula est quæ res est* ; elle est éternelle ; rappellez-vous que la chose qui est, continue constamment en elle et la raison qui la fait être ce qu'elle est, et les droits qui y sont attachés, ses appellations et ses effets sont éternels ; et j'ajoute, d'après cela, du danger de laisser subsister une déclaration qui dit la chose qui est, autre qu'elle n'est en effet.

Eh ! qu'étoit-il besoin de toutes ces nouveautés ? Ne sait-on pas que le droit toute règle est permanente, comme défini en *jure civilis perinde* ? ne suffit-il pas de dire ce qu'on dit des hommes et poussez en sagesse et en raison, ces hommes et justement unies par les liens du projet, la pouissance paternelle est le droit naturel qui appartient aux pères sur leurs enfants ; puis de cette règle générale on fera découler les lois qui en sont la conséquence.

Art. 1. « L'ordre d'autorité doit exprimer la durée de la détention. »

Exprimer la durée de la détention, c'est trop et montrer le terme à l'enfant révolté ; il sera moins occupé de la punition que du temps auquel elle doit finir, et plus résigné à la souffrir qu'à se corriger ; c'est l'effet de l'orgueil qui refusent jusque dans les peines dant on connaît le durée. Il vaudrait mieux ne pas exprimer à cet égard dans l'ordre, et laisser à l'officier de police d'arrêter ou de prolonger la détention suivant la nature des faits, et après avoir consulté la préposé à la maison de correction, le père et même la famille si besoin est ; car si, par exemple, le fils a attenté aux jours de son père, exposé-t-on ce père à recevoir nécessairement un coup d'un son fils devenu plus furieux par sa détention, plus avisé par le dessein de vengeance qu'il aura sans cesse médité et nourri ?

Art. 12. « Le père, constant le mariage, a, jusqu'à la majorité de ses enfants non émancipés, l'administration et la jouissance des biens qui leur adviennent, autres, etc. »

Pourquoi ne pas laisser subsister l'usage du pays nombreux, soit de droit écrit, soit coutumier, qui donne au père, pendant la vie de l'enfant, l'usufruit de ses biens majeurs et mineurs? Le droit de l'enfant d'être fait le droit de toute la France? Il n'y a pas d'exemple qu'en se soit nul trouvé jusqu'à ce que le droit des pères dans les pays où il n'y a pas, ou, au contraire, il est prouvé que partout ce sont les familles de l'état les mieux gouvernées et dont il n'a le plus à se louer. On ne saurait trop faire pour les pères, qui sont les vrais colonis de la société.

Au moins qu'on conserve au père l'usufruit qui lui est acquis durant la minorité de son enfant, dans le cas où cet enfant viendrait à décéder pendant cet usufruit.

Art. 14. « La disposition officieuse ne peut être faite que par acte testamentaire. En conséquence, elle doit être expresse, et n'est pas substantielle à l'époque de la mort du père et de la mère disposants. »

C'est trop de retrancher l'usufruit; c'est l'arme la plus naturelle et la seule puissance qu'on puisse laisser aux pères; elle n'est pas dangereuse; à peine, dans une aussi grande société, en voit-on quelques exemples dans le cours de plusieurs siècles. Ce n'est pas lorsque tous les biens ont été relatifs qu'il faut les relâcher; au contraire, on s'en rendrait compte à tout de les resserrer, et même il conviendrait de les faire.

Au moins ne s'en est-il pas d'arriver à ce que la disposition officieuse ne soit faite que par acte testamentaire, sans ajouter que la cause doit être expresse, qu'elle doit être juste, et surtout qu'elle doit être encore substantielle au décès. C'est tout ôter au père que de ne pas lui laisser le droit de juger souverainement des moeurs de son fils, qui présente ne peut reconnaître ceux qui lui.

C'est de plus ôter au père le pouvoir et les moeurs, que de mettre le fils aux prises avec la mémoire de son père, et réciproquement, en preuve avec ses propres enfants, pour faire des biens, on au pré des juges ou à la disposition de témoins souvent suspects, de la justice du jugement porté par l'enfant; car ce jugement n'est pas susceptible d'être soumis aux tribunaux, pourquoi dire qu'il doit être juste, puisqu'il sera présumé l'être de droit? et pourquoi exiger que la cause soit expresse, si, l'étant, elle est toujours présumée juste? Eh! qui mieux que ce père sait qui convient à sa famille?

Mais n'est-ce pas détruire le pécule du bien qu'on les réserve de faire, que de vouloir que la cause de la disposition officieuse soit encore substantielle à l'époque du décès? Qu'a-t-on voulu dire par là?

Faut-il que la disposition ne soit perpétuelle jusqu'à un décès par des actes répétés? ou ne faut-il pas que le fils ait déjà réparé par une bonne conduite le mal de sa mauvaise administration? ou suffit-il qu'il ait donné depuis un certain temps des preuves d'ordre et de sagesse? Il y a quel temps? quelles preuves? S'il a tellement dissipé qu'il n'a plus rien, s'il ne trouve plus à emprunter, s'il n'a plus de quoi jouer ou entretenir ses débauches, sera-ce suffisant qu'il ne répète plus les actes de sa dissipation et qu'il paraisse sage par nécessité?

S'il a été aussi licencieux pour se relever dans son penchant ou mieux racheter ses désordres aux approches de la mort de son père, sera-t-il absous pour cela? le père aura-t-il été injuste pour avoir été plus durvoyant et plus sage?

La dissipation est un vice de nature; on ne

s'en corrige que par un retour réfléchi vers la morale [et qui] n'aime point dans les considérations de lui-même, ou par l'impuissance absolue de jouir; et alors, ou il n'est plus temps de se disposer à l'ordre, ou tombant dans l'excès contraire, plus dangereux, prêt-à-être que la dissipation, le dissipateur dirait avec jusqu'à l'absurdissement.

Mais enfin il sera donc toujours sûr qu'une disposition officieuse engendrera les juges au procès, ce lui-même que pour savoir si la cause subsistait au temps de la mort; et on donnera d'autant moins de confiance à la disposition officieuse du père, que son testament sera d'une date plus éloignée de l'époque de son décès, quoiqu'il soit bien naturel de présumer qu'il n'aurait pas manqué l'occasion de le peigner aussitôt qu'il aurait reconnu l'amendement de son fils.

On doit au père plus de confiance à ce jugement du père qu'à celui du fils, qu'à celui même des juges étrangers aux moeurs domestiques de cette famille? Et cependant, si le fils a approuvé la disposition du père ou s'en soumettait, ou si elle a été confirmée par les tribunaux, sur l'attitude que le fils lui aura faite, tout est consommé et pour toujours: en vain le fils deviendra plus sage (et peut-être la possession d'une simple fortune avant produit ce miracle); n'importe, il n'y aura plus de remède pour lui à la propriété; il n'aura pas l'avantage de l'intérêt pour prodigalité. Où n'est cette différence?

Ici l'enfant qui est par respect pour le jugement d'un tribunal qui aura consacré cette intention testamentaire? mais le jugement qui interdirait le prodigue n'en mérite pas moins. Veut-on que ce soit le respect pour le testament du père qui à donné lieu à ce changement? mais alors pourquoi le soumettre à des discussions judiciaires et incertitudes n'ont qu'indéfinies? Pour un père qui pourrait avoir aisément dissipé par méconnaissance ou par prévention, et lui-même l'aurait fait s'il n'avait pas, discernement et regret; et néanmoins on arsejettait le jugement de tous à la même épreuve, aux mêmes hasards, aux mêmes dangers; et pour éviter le trop léger inconvénient d'un fils qui aura été injustement réintégré par son père à l'usufruit de ce qu'il aurait dû avoir en propriété, on ouvre la porte à mille inconvénients majeurs en police sociale et en bonne administration de gouvernement.

Art. 15. « Si tous les descendants de l'enfant dissipateur décèdent avant lui, il retourne à plein droit dans la use propriété dont il avait été privé, quant aux immeubles seulement qui se trouveront existants au moment de la mort du dernier de ces descendants. Lesdits descendants ne peuvent disposer à cause de mort, au préjudice de ce droit de retour. »

Sans doute il doit être entendu que tous ces descendants seront morts sans enfants: il serait inutile de l'exprimer.

Il conviendrait aussi que cette propriété ne fût qu'en dépôt entre les mains des enfants, du vivant du père: cela est d'autant plus nécessaire, que ces enfants ne seront relevés par aucun bien. L'autorité d'un père dissipateur, qui n'a point de propriété à transmettre, est bien faible; d'autre part, il y a bien peu à compter sur les soins que devra à ses enfants ce père dérangé, qui n'aura jamais usé de ses richesses pour sa dissipation; alors les enfants, manquant de tout, ne le regarderont plus que comme un usurfruitier à charger; et ce père, à son tour, irrité de ne pouvoir dissiper davantage, ne verra que des ennemis dans

ses enfants, devenus propriétaires de sa fortune malgache.

Dans cet état de guerre domestique, les usuriers, les faux amis, le besoin, persuaderont aisément à ces enfants de vendre leur non propriété; d'où il arrivera: 1° qu'ils seront ruinés avant même d'avoir joui; 2° qu'ils habiteront dans les désherbures par la funeste facilité d'y satisfaire; 3° que, contre le vœu de l'article, ils ne l'auront, à leur mort, aucune propriété que le père puisse recueillir, en sorte que, pour avoir voulu des sauver de la dissipation de leur père, on les perdra eux-mêmes et de biens et de l'âme.

Mais en supposant qu'un million du tout des sujets d'inconscience, ils soient assez sages pour ne pas consumer leur substance par anticipation, il faut au moins pourvoir à ce que le retour au père ne soit pas rendu illusoire par les nouvelles que des parents intéressés ne manqueront pas de donner aux enfants, de dissuader leurs propriétés en les voulant pour en acheter d'autres. Il faudrait donc dire que les nouvelles propriétés demeureront attribuées du plein droit aux naissances qui auront été vendues, jusqu'à concurrence de la valeur de celles-ci.

Art. 19. « L'usufruit laisse à l'enfant dissipation, leur peut être saisi par les créanciers qui lui ont fourni des aliments depuis sa jouissance. »

« Les autres créanciers, soit créanciers, soit créanciers à l'usufruit de la succession, ou peuvent saisir l'usufruit, si ce n'est dans le cas où il existerait ce qui peut économiquement suffire à la subsistance de l'enfant dissipation. »

Sans doute ces autres créanciers antérieurs à l'ouverture de la succession ne sont toujours que des créanciers personnels du dissipation: il valait donc bien de l'annoncer; il ne s'agit que de dire: « Les autres créanciers de cet enfant dissipation. »

Bon que ces créanciers ne puissent saisir au préjudice de la subsistance de ce dissipation; mais la pourront-ils au préjudice de la subsistance de ses enfants, s'il en a? Ne voit-on pas plus d'écarts à ces enfants qu'à ces usuriers qui ont prêté à leur père? Ne paraît-il pas convenable qu'après ces mots, ce qui peut convenablement suffire à la subsistance de l'enfant dissipation, ou autre, et à celle de l'enfant, s'il en a?

Dans tous les cas, on doit, en bonne règle, ordonner la publication du testament, quand à la disposition officielle.

Art. 20. « Les créanciers ne peuvent attaquer la disposition officielle qu'autant qu'elle a été faite sans cause légitime non examinée. »

Article à supprimer, par les réflexions qu'on a déjà faites, et parce que les usages et le bon sens ne demandent qu'un régime l'absence de l'enfant qui n'a pas eu de l'usufruit sur l'enfant de la succession avant son père, et la cupidité de ces mêmes usages qui ne lui ont prêté que la le désir de dévorer l'avance de la succession.

#### TITRE IX.

De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation.

Art. 16. « Le tuteur nommé par le père ou la mère ou par l'État par acte de dernière volonté, ou par déclaration faite soit devant le juge de paix, soit devant un notaire. »

Rédaction à corriger. Dans votre langue, la conjonction soit est la plus souvent répétitive, et équivalant à celle-ci, tant la loi; il serait mieux de dire tout simplement, ou par déclaration qui sera faite devant le juge de paix ou devant un notaire, etc. La répétition de la disjonction n'a

n'a rien de choquant, dès qu'elle est nécessaire.

Art. 17. « Cette déclaration est, à peine de nullité, signée du juge de paix, de son greffier, du déclarant, du notaire et de deux témoins. »

Autre vice de rédaction qu'on peut corriger ainsi: « Cette déclaration, si elle est faite devant le juge de paix, doit être signée, etc.; et si elle est faite devant un autre, elle doit être, etc.; et si elle est faite devant un autre, elle doit être, etc.; et si elle est faite devant un autre, elle doit être, etc. »

Art. 18. « Lorsque le mineur, domicilié en France, possède des biens dans les colonies, ses parents qui y résident, et, à leur défaut, ses voisins et amis, s'y assemblent en conseil de famille, pour procéder au choix d'un tuteur. »

Il en est de même à l'égard du mineur domicilié dans les colonies, qui possède des biens en France; ses parents qui y résident, et, à leur défaut, ses voisins et amis, s'y assemblent en conseil de famille, pour procéder au choix d'un tuteur. »

1° Partie. Qui est-ce qui donnera avis, dans la colonie, de la mort qui occasionne la tutelle? qui est-ce qui convoquera dans les colonies ce conseil de famille?

2° Partie. De même, comment les voisins et amis du mineur, en France? qui les convoquera, si ce n'est pas leur zèle, et d'où leur vendra-t-on? quels sont les voisins, si le mineur a divers biens, si ces biens sont à peu près d'égal importance, s'ils sont situés en différents ressorts?

Si ces voisins n'ont pas la preuve au main du décès du parent du mineur, les administrateurs à provoquer une tutelle sur ce simple oui-dire? Convocera-t-on avec cela un conseil de famille?

L'article, il est vrai, a pu paraître difficile, mais celui-ci est illusoire. Ne peut-on pas presumer que le Gouvernement établi en France au procureur général pour les affaires des colonies, et dans les colonies un procureur général pour leurs affaires de France, chargera les juges respectifs de donner avis à ce procureur général, qui le transmettra à celui de l'un de la personne ou des biens, d'après lequel avis ce juge sera tenu d'agir d'office?

Art. 19. « La loi dispense de la tutelle, 1° etc. »

Pourquoi donc pas les juges ordinaires, tant de première instance que d'appel? Il ne s'agit point de privilège, mais de justice égale en il y a même d'intérêt public. Les juges d'appel, surtout, sont tirés des divers départements qui forment l'arrondissement du tribunal; comment vouloir qu'avec une fonction publique, journalière, périodique, qui s'applique sans cesse à l'administration, ou aux délits, ou au cabinet, ils puissent exercer une autre fonction publique, importante sans doute, mais beaucoup moins que celle qu'ils exercent déjà? Faudra-t-il qu'après avoir abandonné leurs fonctions, leurs affaires, le soin de leurs propriétés, l'éducation de leurs enfants, pour venir le public, ils quittent le public pour aller les biens des autres, ou qu'ils parent, à gros frais, un commissaire dont ils sont responsables? Les hommes nécessaires aux tribunaux ne sont pas assez communs, surtout en ce moment, pour qu'on n'ait pas à regretter ceux qu'une tutelle forcée à recueillir servir public.

Art. 20. « Tout ce que le conseil de famille n'aura pas jugé à propos de conserver sera vendu, à la diligence du tuteur, en présence du subrogé-tuteur, par enchères et après des affiches ou publications, dont le procès-verbal de vente sera mentionné. »

Le conseil de famille pourra être d'avis de

veut de l'universalité du mobilier : or une universalité de mobilier est comparée par les lois à un immeuble. D'ailleurs, une suchession peut être toute composée de mobilier, il conviendrait donc d'ajouter ici ce qui est dit à l'article 81 et après, sur la nécessité de faire valloster les affidés par le juge du pax.

Art. 71. « Les père et mère, auxquels les articles 5 et 6 ci-dessus accordent la jouissance des biens du mineur, sont dispensés de vendre les meubles, s'ils aiment mieux les conserver pour les remettre au mineur.

« Audit cas, ils sont tenus d'en faire faire à leurs frais une estimation, à juste valeur, par un expert qui sera nommé d'office par le tribunal de première instance, et ils seront tenus de rendre la valeur estimative de ceux des meubles qu'ils ne pourront pas représenter en nature. »

« Le père ou la mère qui perd la jouissance, d'après les articles 11, 12 et 13 ci-dessus, est obligé de faire vendre les meubles qu'il avait conservés en nature.

La seconde partie de cet article est inutile et dangereuse, inutile, parce qu'elle ne se peut qu'une fois, si ce n'est quand on aura cessé de frauder; et par cela même elle est dangereuse, car on ne la pratiquera qu'autant qu'on aura l'espoir de gagner sur des objets précieux qu'on ne voudra pas rendre. Il sera presque toujours facile d'entraîner un expert d'office, sans responsabilité ni sans contradiction. Il vaut mieux que le père ou la mère demeure obligé de tout représenter, ou laisser au mineur la liberté d'allouer ou de contester le prix des objets qu'on ne représentera pas, que d'introduire une formalité qui ne peut être bonne qu'à engager dans des frais frustratoires le père ou la mère, qui s'en vengera sur le mineur.

La dernière partie ne peut subsister comme elle est. On y confond la privation de la tutelle avec la perte de la jouissance. Certes le père et la mère, à qui la tutelle est dévolue, suivant l'article 11, n'ont plus le droit de faire vendre le mobilier des mineurs; mais cela doit être laissé au tuteur qui leur sera subrogé. À la bonne heure qu'ils soient tenus d'administrer jusqu'à cette nouvelle nomination, par ce que, dans l'interstade, l'administration ne doit pas être suspendue; mais il n'y a aucun péril à co-actuer le mobilier pendant ce peu de jours, et il y en aurait beaucoup à le laisser vendre par le père ou la mère destitués.

Art. 76. « La surseance, qui a été révoquée par le tuteur après l'autorisation du conseil de famille, peut être reprise, soit par le tuteur avec parental autorisation, soit par le mineur devenu majeur, dans le cas seulement où elle n'aurait été acceptée par aucun autre.

« Quel article redoutable pour le mineur! Combien de fois des intriguants qui s'entendront avec un tuteur et avec un conseil tout composé d'étrangers, par exemple, dans la speculation d'un banquier, d'un négociant de Paris ou de toute autre grande ville où le défunt n'avait aucun parent qui rendât sa fortune, vendront à lui de pressurer sa réputation funeste, qui cependant sera irrévocable!

Et à propos de quoi? On a dit, dans l'article précédent (et assez mal à propos peut-être), que le mineur ne pourrait jamais accepter que sous bénéfice d'inventaire; ou quoi on a pourvu à ses intérêts, beaucoup plus qu'à sa déshonneur, et à l'honneur qu'il doit à son parent : sans enfin,

voilà du moins son intérêt à couvert. Paragraphe, on voulait le protéger du côté de cet intérêt, lui donner moins de travail qu'à cet autre héritier avide et railleur qui aura surpris sa réputation pour le dissuader; ne vaudrait-il pas mieux dire, au contraire, que, par la raison de l'article précédent, aucune surseance ne pourra être révoquée pour le mineur?

Art. 77. « La donation faite au mineur ne peut être acceptée par le tuteur qu'avec l'autorisation du conseil de famille; et, dans ce cas, elle a vis-à-vis du mineur le même effet que celle d'un majeur. »

Pourquoi cette autorisation de conseil? L'ordonnance de 1731, l'écrit évidemment les intérêts plus réfléchies qui ont été faits sous l'ancien pour l'arrêter, dispenser expressément de tout avis de parents, et de demande que l'acceptation du tuteur ou du tuteur, ou du père ou de la mère, ou de tout autre ascendant, même du vivant du père et de la mère. Chez les Romains, il suffisait d'une autorisation bien moins grave; l'écrit pouvait accepter pour le mineur.

Aucune raison ne peut justifier la disposition de cet article, qui blesse évidemment les intérêts du mineur, au lieu de les protéger; car le plus souvent il aura des donations à recevoir de parents collatéraux, ou jusqu'à d'autres parents successibles comme lui; jamais il ne parviendra à se faire autoriser par le conseil de famille.

On dit que la donation autorisée par le conseil aura le même effet contre le mineur que contre le mineur; mais la simple acceptation du tuteur produit cet effet; et cet effet n'est rien de farouche ni pour le mineur, ni pour le majeur, puisqu'ils ne sont jamais tenus au-delà de la valeur des choses données, et que le père qui puise le droit d'accepter est que la libéralité soit illusoire. L'ordonnance, d'ailleurs, le justifiait et les lois romaines avaient extrait sur cette matière tous les fruits de la sagesse humaine; on ne peut que s'égarer en s'écartant.

Art. 101. « Tout traité sur la libération du tuteur n'est valable qu'autant qu'il est passé avec le mineur et son majeur, sur un compte rendu et en la forme ci-dessus. »

La forme ci-dessus comprend-elle aussi la nécessité de faire approuver ce compte par le juge du pax, comme cela est exigé dans l'article précédent? La forme du compte est autre chose que le jugement de ce compte rendu; et si on ne pouvait traiter qu'après un jugement, autant vaudrait dire qu'il n'est jamais permis de traiter, puisque l'acquiescement à un jugement ne saurait être regardé comme un traité.

Art. 102. « Ceux qui ont recouru aux délibérations prises par le conseil de famille pendant le cours de la tutelle, ou qui ont été concernés auxdites délibérations comme y ayant été admis, sont responsables et responsables de l'administration du tuteur, en cas d'insolvabilité seulement, soit que le tuteur fût insolvable au jour de sa nomination, soit qu'il ne le soit devenu que depuis, sauf ce qui est dit au titre des Hypothèques.

« Cette responsabilité n'est pas solidaire, et elle ne peut être exercée contre les uns qu'en l'absence des autres. »

Il paraît impossible d'admettre un article contraire à tout usage et à toute raison de droit et d'équité, qui, pour le moindre conseil ou une chose passagère et de la plus petite conséquence, rend les parents garants non seulement de l'administration du conseil, mais encore de l'administration du tuteur; un article qui

jeterais la désolation dans toutes les familles, le trouble dans toutes les propriétés, et qui, pour une faveur excessive accordée à l'intérêt d'un mineur, pour un danger très-éventuel, laisserait entre et fort douteux, l'effet que, partout où il y aurait que l'indolence, les familles entières seraient regardées dans le commerce des affaires comme des familles pestilencieuses, avec lesquelles personne n'oserait former des alliances ou faire aucun autre contrat.

Mais pourquoi, d'ailleurs, les parents même qui auraient concouru à la nomination du tuteur en seraient-ils garants, soit ce que dit Domat du cas de dol et de malversation, comme si on avait nommé un intendant apparemment insolvable? Ce serait introduire une nouveauté efficace dans presque tous les pays continentiers, et qui, même pour le pays de droit écrit, n'a pas de fondement réel dans les lois romaines bien méditées, comme l'a fait voir l'avocat général Talon dans son plaidoyer rapporté par *Bardet*, tome II, p. 332.

Art. 107. « Le mineur émancipé peut recevoir un capital mobilier. »

L'article 109 au premier point au mineur émancipé de s'engager au delà d'une année de son revenu, et le 110 lui interdit la disposition de ses meubles. N'est-il pas inconsciemment de lui permettre, dans celui que nous examinons, de recevoir et par conséquent de dissiper un capital mobilier qui peut être bien au-dessus d'une année de son revenu ou de la valeur de ses meubles; qui même peut composer toute sa fortune, comme il se verra souvent parmi les gens d'art, négociants ou traders? Sans doute, la faveur de la libération ne doit pas permettre de la rendre plus difficile vis-à-vis de lui-même que vis-à-vis le mineur, mais, sans restreindre la liberté du débiteur, on pourrait poser ce principe à l'interdit du mineur, ou restreindre la consécution des capitaux jusqu'à l'emploi fait par le conseil de famille.

*Réflexions générales sur le titre des mineurs, tutelles, etc.*

Au surplus, on remarque, contre tout ce titre des mineurs et tutelles, que les conseils de famille et les lois qu'ils doivent occasionner, sont beaucoup trop multipliés.

On a trop considérée les familles comme riches ou riches, peut-être parce que le travail s'est fait à Paris, et qu'on s'est trop croisé dans ce qu'on voit autour de soi ou dans ce qu'on a l'habitude de voir. Les paysans, les ouvriers, les artisans, les familles judiciaires sont les plus nombreuses, celles où il y a communément plus d'enfants, dont les pères, exposés à plus de dangers, à plus de maladies, avec moins de secours, rendent les plus fréquentes; on ne verra jamais à bout de distraire les parents de leurs occupations, de leur travail nécessaire, pour assister, souvent à ces jours fort incertaines, souvent avec des frais de voyage qu'ils ne peuvent pas fournir, à des conseils aussi fréquents; forcés de ne compter que par leurs besoins présents, ils s'attachent peu d'une responsabilité future; et cette responsabilité même sera que pénitence de procès, par lesquels on ruinera plusieurs familles pour l'intérêt médiocre d'une minorité.

Si on est venu à des vœux, ce ne sera plus que des vœux officieux; au cas vœux, de même classe que les parents, et aussi nécessaires qu'eux, refuseront de venir.

Les mineurs eux-mêmes consumeront ou verseront consumer une grande partie de leur fortune

par des formalités établies pour mieux la leur conserver.

Nous dirons pas, ou statuer en général que tout se ferait sans frais, ni de papier, ni de justice, ni de droit de lieu, ou l'ordonner, au moins, pour les formes médiocres, à l'admirable du juge de paix? L'état est le premier usage des mineurs.

## TITRE X.

### CHAPITRE PREMIER.

#### Des majeurs.

Art. 1<sup>er</sup>. « La majorité est fixée à vingt-un ans accomplis. »

Et! plutôt, laissons-nous de revenir à la règle des vingt-cinq ans: si c'est que trop vrai, comme on l'a dit dans les discours préliminaires, que mille causes concourent aujourd'hui à prématurer la jeunesse; et c'est une raison de plus de l'abandonner plus tard elle-même. Qu'est en effet cette raison précise, sans expérience, sans lumières, presque délicate, à côté d'une volonté impétueuse, que par des passions violentes qui, pour nous servir encore des expressions du discours, font que l'âge souvent la jeunesse tombe dans la caducité ou sortir même de l'enfance?

On a vu ressortir aussi aux vices viciés, comme le disent les auteurs du projet, de l'inspiration de société et d'humanité plus généralement répandue, ou qu'il vienne, comme on le croit plus vrai, du relâchement des mœurs et de la discipline publique et de l'absence de toute morale que les nouveaux disciples d'épiscopes sont parvenus à ruiner; il n'en est pas moins inconcevable qu'il ait échappé aux auteurs du discours de dire que ce total ressort suppléant aux leçons de l'expérience et disposait chaque individu à porter plus tôt le poids de sa propre destinée.

Nous ne saurions pas que tout à son période marqué dans la nature; que la raison s'élève pas à un moment plus tôt, parce qu'on aura été l'air de meilleure heure dans la formation sociale, avant même que l'esprit ait pu s'y former assez tôt; et qu'on deviendra encore moins raisonnable avant le temps, parce que de funestes habitudes de licence auront devancé le temps des passions?

Mais ce n'est pas parce qu'on a été plus tôt encore raisonnable à vingt-un ans qu'il faut retarder l'effet de la majorité jusqu'à vingt-cinq; car, au commencement même de notre civilisation, la majorité ne s'élevait pas au delà de vingt-un ans: c'est parce que ce premier âge, où la raison ne fait que poindre, étant environné de plus de dangers, il n'est besoin de plus de secours; ce qui lui bientôt sentir la nécessité d'attendre une plus grande maturité pour livrer le jeune homme à ses propres forces; et nous ne pouvons que nous préparer des regrets, en méprisant l'autorité des âges et la sagesse de ceux qui nous ont précédés.

## CHAPITRE II.

### De l'interdiction.

Art. 18. « Commission rogatoire, etc. »

Il ne peut y avoir de commission rogatoire d'un tribunal d'appel à un tribunal de première instance.

Art. 21. « Les actes autrement ne seront autorisés qu'autant qu'il résulte de la procédure une interdiction ou l'interdiction aura été prononcée, et que la cause en existe à l'époque où les actes sont contestés ont été faits. »

Ce titre, qui n'a rien au delà de l'interdiction, se trouvera-t-il jugé nécessairement et nécessairement sans avoir été entendu? Il semble qu'on doit lui réserver ses défenses; par exemple, le



droit de faire opposition au jugement d'interdiction : car il serait possible que l'interdit se fût contenté avec sa famille tout express pour annuler un acte qu'il n'aurait pu attaquer autrement.

Art. 24. « Après la mort d'un interdit, etc. »

Il faut ajouter : ou d'une personne prétendue sujette à l'interdiction.

Art. 39. « Le mineur émancipé, contre qui on a provoqué l'interdiction, sera assis de curateur » aux actions immobilières, qui aura été nommé « lors de son émancipation. »

On a oublié qu'on ne lui faisait pas nommer de curateur lors du son émancipation, mais seulement s'il avait à plaider pour une action immobilière : il faut donc dire à l'article 154, chapitre de l'émancipation, qu'on doit lui donner ce curateur aussitôt qu'il est arrivé à l'âge de devenir émancipé.

#### ADDITON A CE CHAPITRE.

C'était ici le lieu de parler de l'interdiction pour cause de prodigalité, et occupant en u'en dit rien. Ce n'est sûrement qu'une omission ; car, quoique par le droit de propriété ou encore celui d'usur et d'habiter, on ne peut pas que les auteurs du projet se soient laissés surprendre à cette omission, jusqu'à en conclure que la loi n'est pas intéressée aux excès du prodigue qui, méprisait toute règle, et abusant de sa raison, corrompait les mœurs publiques et préjudiciait aux intérêts d'autrui ; l'imbécile, maltraité par la nature, doit

être secouru par l'humanité ; le prodigue, insultant à la raison par ses désordres, et à la société par sa mauvaise conduite, doit être contenu par la loi.

Telles sont les réflexions qui nous sont survenues à l'examen rapide de ce premier livre du projet ; nous les avons exprimées librement, comme nos lumières et notre conscience nous l'ont suggéré, persuadés que nous ne pouvions mieux honorer l'intention du Gouvernement et le travail des auteurs du projet.

Nos occupations ne nous ont pas permis d'aller plus vite ni plus loin, ni de dire tout ce que nous aurions eu à retracer sur ce que nous avons parcouru ; comme le temps n'a sûrement pas permis aux auteurs du projet de mûrir, autant qu'il aurait dû l'être, un ouvrage aussi important, le plus difficile qu'on puisse confier à des hommes, et cependant confié aux hommes qui étaient les plus capables de le rendre parfait.

Lait et arrêté à la chambre du conseil, le 13 fructidor an IX de la République française, une et indivisible A la suite ont signé : REBOY, président, BEAUVIN, LATHOL, MANDET, ROYERRE, TIDJIB, BRANCHÉ, THIBAUT, FAUGERES-GROHONT, BARRET-HUCLOMONT, LAMBOIS, COINCHON, LAPONT, Juges, et TOUTEE, substitut du commissaire du Gouvernement.

Gertillé conforme A Riom, le 17 fructidor an IX.

RESON, président.

L. ARMAND, commis-greffier.

	Pages.		Page.
16 VENTÔSE AN III (7 MARS 1805).		Texte et exposé des motifs, par Portalis, d'un projet de loi relatif à l'organisation des séminaires métropolitains . . . . .	39
<i>Corps législatif.</i> — Texte et exposé des motifs, par Bérlier, d'un projet de loi relatif aux écoles de droit . . . . .	1	Ti d'assent. — Adoption du projet de loi, livre III, titre XVII, du Code civil, relatif au mandataire . . . . .	43
Texte et exposé des motifs, par Celsi, d'un projet de loi relatif aux donations . . . . .	5	Adoption du projet de loi, livre III, titre XIX, du Code civil, relatif aux mandats militaires . . . . .	43
Adoption du projet de loi relatif à des affirmations, exécutions, échanges, etc., par des communes et des hospices . . . . .	9	Rapport, par Gellat (du Nord-et-Oise), sur le projet de loi du Code civil, relatif aux communications respectives . . . . .	43
Déclaration du projet de loi, livre III, titre XIII, du Code civil, relatif au contrat de louage à long-terme. Adoption . . . . .	9	19 VENTÔSE AN III (10 MARS 1804).	
Adoption du projet de loi, livre III, titre XII, du Code civil, relatif à l'extinction . . . . .	11	<i>Corps législatif.</i> — Rapport par le Gouvernement du projet de loi portant attribution au tribunal criminel du département du Sers de la connaissance des crimes de faux relatifs aux billets nationaux et aux billets de la banque de France . . . . .	15
Adoption du projet de loi relatif au remplacement des jours de prix et de leurs suppléments . . . . .	11	Déclaration du projet de loi, livre III, titre XVII, du Code civil, relatif au mandat d'arrestation de Grande Adoption . . . . .	45
<i>Tribunal.</i> — Adoption du projet de loi, livre III, titre XIV, du Code civil, relatif au contrat de société . . . . .	11	Bressaire d'un projet de loi, livre III, titre XIX, du Code civil, relatif aux conseils placataires . . . . .	48
Communication du quinquies projets de loi relatifs : 1 <sup>o</sup> à l'attribution à dessein au tribunal criminel de la Seine des crimes de faux relatifs aux billets nationaux et des billets de banque . . . . .	11	Déclaration d'Adoption . . . . .	48
2 <sup>o</sup> Aux communes respectives . . . . .	11	<i>Tribunal.</i> — Communication de deux projets de loi relatifs : 1 <sup>o</sup> au livre III, titre XVI, du Code civil, relatifs au dépôt et au séquestre, 2 <sup>o</sup> à l'organisation des séminaires diocésains . . . . .	51
3 <sup>o</sup> Aux écoles de droit . . . . .	11	Rapport, par Mallarmé, sur le projet de loi relatif aux écoles de droit . . . . .	51
4 <sup>o</sup> Aux diocèses . . . . .	11	Texte et exposé des motifs, par le Gouvernement, du projet de loi portant attribution au tribunal de la Seine de la connaissance des crimes de faux relatifs aux billets nationaux et aux billets de la banque de France . . . . .	58
Rapport, par Bonald, sur le projet de loi, livre III, titre XV, du Code civil, relatif au prêt . . . . .	14	Adoption du projet de loi relatif aux condamnations . . . . .	58
Rapport, par Tarrible, sur le projet de loi, livre III, titre XVI, du Code civil, relatif au mandat . . . . .	14		
17 VENTÔSE AN III (8 MARS 1805).			
<i>Corps législatif.</i> — Texte et exposé des motifs, par Bérlier-Prémont, du projet de loi, livre III, titre XX, du Code civil, relatif à la prescription . . . . .	18	21 VENTÔSE AN III (22 MARS 1804).	
Déclaration du projet de loi, livre III, titre XIV, du Code civil, relatif au mandat de société : Gellat (du Nord-et-Oise) Adoption . . . . .	28	<i>Corps législatif.</i> — Texte et exposé des motifs, par Bugat-Prémont d'un projet de loi portant attribution au tribunal criminel de la Seine de la connaissance des crimes de faux relatifs aux billets nationaux et aux billets de la banque de France . . . . .	81
<i>Tribunal.</i> — Adoption du projet de loi, livre III, titre XV, du Code civil, relatif au prêt . . . . .	30	Texte et exposé des motifs, par Ségué, d'un projet de loi portant attribution au tribunal criminel de la Seine de la connaissance des crimes de faux relatifs aux billets de la banque de France . . . . .	81
Communication du projet de loi, livre III, titre XX, du Code civil, relatif à la prescription . . . . .	30	Déclaration du projet de loi, livre III, titre XIX, du Code civil, relatif aux communications respectives : Gellat (du Nord-et-Oise) . . . . .	83
Rapport, par Sarrasin, sur le projet de loi, livre III, titre XIX, du Code civil, relatif aux communications respectives . . . . .	30	<i>Tribunal.</i> — Communication de deux projets de loi relatifs : 1 <sup>o</sup> à l'attribution de dessein au tribunal criminel de la Seine de la connaissance des crimes de faux relatifs aux billets de la banque de France, 2 <sup>o</sup> à l'organisation de contributions foncières dans les communes de Bressaire et de Châtillon . . . . .	83
18 VENTÔSE AN III (9 MARS 1804).			
<i>Corps législatif.</i> — Déclaration du projet de loi, livre III, titre XV, du Code civil, relatif au prêt . . . . .	33		
Adoption . . . . .	36		
Texte et exposé des motifs, par Réal, du projet de loi, livre III, titre XVI, du Code civil, relatif au dépôt et au séquestre . . . . .	36		



	Page.
<b>2 GÉNÉRAL AN XII (23 MARS 1804).</b>	
<i>Corps législatif.</i> — Adoption du procès-verbal. . . . .	185
<i>Tribunal.</i> — Rapport, par Salus, sur le projet de loi relatif à la constitution du 1 <sup>er</sup> an xii. — Adoption. . . . .	185
<b>3 GÉNÉRAL AN XII (24 MARS 1804).</b>	
<i>Corps législatif.</i> — Motion d'ordre de Marcourie sur l'art 12 de la loi relative au Premier Consul. . . . .	187
Discussion du projet de loi relatif à la constitution du 1 <sup>er</sup> an xii; Jollo. — Adoption. . . . .	187
Discours de la session du 1 <sup>er</sup> an xii. Discours de Pezetas. . . . .	189
Discours de Pezetas. . . . .	189
Discours de Pezetas au Premier Consul (4 <sup>th</sup> DÉCEMBRE). . . . .	190
Réponse du Premier Consul. . . . .	190
<i>Tribunal.</i> — Adoption du procès-verbal. . . . .	191
<i>Cour crim.</i> — Discours préliminaire sur le projet de loi civil. . . . .	193
— Projet de Code civil présenté par la commission nommée par le Gouvernement, le 24 thermidor an vii. . . . .	193
— Observations des tribunaux d'appel,	

sur le projet de Code civil. . . . .	Page.
Tribunal d'Agde. . . . .	308
Tribunal d'Albi. . . . .	308
Tribunal d'Alger. . . . .	313
Tribunal d'Amiens. . . . .	315
Tribunal d'Angers. . . . .	340
Tribunal de Bayonne. . . . .	344
Tribunal de Bourges. . . . .	350
Tribunal de Braxelles. . . . .	363
Tribunal de Bordeaux. . . . .	404
Tribunal de Caen. . . . .	413
Tribunal de Colmar. . . . .	433
Tribunal de Dijon. . . . .	444
Tribunal de Douai. . . . .	446
Tribunal de Grenoble. . . . .	453
Tribunal de Liège. . . . .	460
Tribunal de Lons-le-Saunier. . . . .	463
Tribunal de Lyon. . . . .	470
Tribunal de Metz. . . . .	484
Tribunal de Montpellier. . . . .	525
Tribunal de Nancy. . . . .	565
Tribunal de Nîmes. . . . .	574
Tribunal d'Orléans. . . . .	581
Tribunal de Paris. . . . .	596
Tribunal de Poitiers. . . . .	715
Tribunal de Rouen. . . . .	793

## TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

65

## TOME SIXIÈME.

ÉTABLISSEMENT DES PRINCIPALES ABREVIATIONS EMPLOYÉES DANS CETTE TABLE :

(C. leg. Corps législatif. — S. G. Sénat. — G. Gouvernement. — Trib. Tribunaux.)

## A

## ACQUISITION.

- 1<sup>re</sup> LEMAY (L'arrêté);  
 2<sup>de</sup> TONIN (Mort. Nominatif);  
 3<sup>de</sup> GONCZ (Régul.);  
 4<sup>de</sup> VIL (Régul.);  
 5<sup>de</sup> VIL (Régul.);  
 6<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (L'arrêté);  
 7<sup>de</sup> GONCZ, SAINT-ÉTIENNE, SAINT-PIERRE (Mortif.);  
 8<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 9<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 10<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 11<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 12<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 13<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 14<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 15<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 16<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 17<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 18<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 19<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 20<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 21<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 22<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 23<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 24<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 25<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 26<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 27<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 28<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 29<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 30<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 31<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 32<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 33<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 34<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 35<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 36<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 37<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 38<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 39<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 40<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 41<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 42<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 43<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 44<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 45<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 46<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 47<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 48<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 49<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 50<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 51<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 52<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 53<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 54<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 55<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 56<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 57<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 58<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 59<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 60<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 61<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 62<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 63<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 64<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 65<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 66<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 67<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 68<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 69<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 70<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 71<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 72<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 73<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 74<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 75<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 76<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 77<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 78<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 79<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 80<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 81<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 82<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 83<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 84<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 85<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 86<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 87<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 88<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 89<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 90<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 91<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 92<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 93<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 94<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 95<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 96<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 97<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 98<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 99<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);  
 100<sup>de</sup> SAINT-ÉTIENNE (Mortif.);

Projet de loi (26 vent. an XI, L. VI, p. 173 et suiv.);  
 — rapport par BODILLER (Trib. 26 vent. p. 171 et suiv.);  
 — adoption (ibid. p. 171); — adoption par le C.  
 (ib. 29 vent. p. 177).

ANNE (Nicolas). Voir Constitution 20<sup>e</sup>.

ANNE (Léon). Voir Exécution.

ANNE (Nicolas). Voir Constitution 20<sup>e</sup>.

ANNE (Léon). Voir Exécution.

ANNE, trévis, Paris pour le projet relatif au prêt  
 à l'VI, p. 23 et suiv.). Son rapport au C. le 26 vent. p. 171  
 et suiv. (ibid. p. 171); — adoption par le C.  
 (ib. 29 vent. p. 177).

ANNE (Léon). Voir Exécution.

ANNE, trévis, Paris pour le projet relatif au prêt  
 à l'VI, p. 23 et suiv.). Son rapport au C. le 26 vent. p. 171  
 et suiv. (ibid. p. 171); — adoption par le C.  
 (ib. 29 vent. p. 177).

ANNE (Léon).

ANNE (Léon).

ANNE (Léon).

- 3<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 4<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 5<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 6<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 7<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 8<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 9<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 10<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 11<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 12<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 13<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 14<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 15<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 16<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 17<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 18<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 19<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 20<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 21<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 22<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 23<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 24<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 25<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 26<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 27<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 28<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 29<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 30<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 31<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 32<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 33<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 34<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 35<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 36<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 37<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 38<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 39<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 40<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 41<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 42<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 43<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 44<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 45<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 46<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 47<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 48<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 49<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 50<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 51<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 52<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 53<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 54<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 55<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 56<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 57<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 58<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 59<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 60<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 61<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 62<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 63<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 64<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 65<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 66<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 67<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 68<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 69<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 70<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 71<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 72<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 73<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 74<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 75<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 76<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 77<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 78<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 79<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 80<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 81<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 82<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 83<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 84<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 85<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 86<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 87<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 88<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 89<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 90<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 91<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 92<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 93<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 94<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 95<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 96<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 97<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 98<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 99<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);  
 100<sup>de</sup> SAINT-PIERRE (Léon);



et suiv.). Rapport par Fauriol (Tréb. 24 vent. p. 65); — adoption (24 vent. p. 65); — discussion au C. lég.; Fauriol (25 vent. p. 100 et suiv.); — adoption (26 vent. p. 130).

31<sup>e</sup> Projet. — Livre III, titre XVIII. Des mandataires, (24 vent. p. 54 et suiv.); — rapport par Garry (Tréb. 24 vent. p. 120); — adoption (24 vent.); — discussion au C. lég.; Garry (25 vent. p. 125 et suiv.); — adoption (26 vent. p. 130).

32<sup>e</sup> Projet. — Livre III, titre VI. Des universités et universitaires (24 vent. p. 106 et suiv.); — rapport par Goussier (Tréb. 24 vent. p. 122 et suiv.); — adoption (Tréb. 26 vent. p. 143); — adoption par le C. lég. (26 vent. p. 160).

33<sup>e</sup> Projet. — Livre III, titre VII. De l'enseignement primaire et des établissements des enfants (24 vent. p. 123 et suiv.); — rapport par Lathuy (Tréb. 24 vent. p. 133); — adoption (24 vent.); — discussion au C. lég.; Lathuy (25 vent. p. 163 et suiv.); — adoption (26 vent. p. 167).

34<sup>e</sup> Projet. — Livre III, titre VIII. Des vaccinations (24 vent. p. 123 et suiv.); — rapport par Albignac (Tréb. 24 vent. p. 133 et suiv.); — adoption (24 vent. p. 177); — discussion au C. lég.; Goussier (25 vent. p. 177 et suiv.); — adoption (26 vent. p. 178).

Projet de loi relatif à l'extension des lois civiles sur les enfants de légitime, sous le titre de ceux civils, des Français (24 vent. p. 107 et suiv.); — rapport par Joubert (Tréb. 24 vent. p. 130); — adoption (24 vent.); — discussion au C. lég.; Joubert (25 vent. p. 170 et suiv.); — adoption (26 vent. p. 187).

Projet de loi relatif à l'extension des lois civiles sur les enfants de légitime, sous le titre de ceux civils, des Français (24 vent. p. 107 et suiv.); — rapport par Joubert (Tréb. 24 vent. p. 130); — adoption (24 vent.); — discussion au C. lég.; Joubert (25 vent. p. 170 et suiv.); — adoption (26 vent. p. 187).

Discussion des tribunaux d'appel aux termes de la loi (24 vent. p. 193 et suiv.).

Discussion des tribunaux d'appel aux termes de la loi (24 vent. p. 193 et suiv.).

Tribunal d'appel d'Agde (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

Travaux (p. 301).

15<sup>e</sup> CHARBET (Maurice);  
17<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
18<sup>e</sup> CHERRY (Maurice);  
19<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
20<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
21<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
22<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
23<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
24<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
25<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
26<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
27<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
28<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
29<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
30<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
31<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
32<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
33<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
34<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
35<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
36<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
37<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
38<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
39<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
40<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
41<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
42<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
43<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
44<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
45<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
46<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
47<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
48<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
49<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
50<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
51<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
52<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
53<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
54<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
55<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
56<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
57<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
58<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
59<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
60<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
61<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
62<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
63<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
64<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
65<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
66<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
67<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
68<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
69<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
70<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
71<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
72<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
73<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
74<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
75<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
76<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
77<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
78<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
79<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
80<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
81<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
82<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
83<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
84<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
85<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
86<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
87<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
88<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
89<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
90<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
91<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
92<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
93<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
94<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
95<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
96<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
97<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
98<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
99<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);  
100<sup>e</sup> CHARRAS (Maurice);

Projet de loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

Loi (26 vent. an XII, l. VI, p. 423 et suiv.);

— rapport par Sollier (Tréb. 25 vent. p. 171 et suiv.);

— adoption (26 vent. p. 175); — adoption par le C. lég.

(26 vent. p. 177).

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

COLETT (François-Marie-Claude-François de). Voir

adoption (ibid., p. 77); — discussion au C. lég. :  
Corré (27 vent. p. 92 et suiv.); — adoption (ibid., p. 94).  
DORMEUR (Jean-Baptiste). Voir *Acquisition* 29.  
DROZ (Claude). Voir *Commission* 29.  
DROZ (Félix). Voir *Acquisition* 29.  
DUBOIS (Olivier). Hommage au C. lég. de son livre *Les  
Journées au village* (22 vent. an XII, t. VI, p. 85).  
DUMAS, ingénieur. Parle sur le projet de loi relatif aux  
canalisations (ibid., p. VI, p. 48 et suiv.).  
DUMAS (Antoine). Voir *Acquisition* 29.  
DUX (département de la). Voir *Enseigne* 40.

## E.

## ÉCOLETTES.

1. Entre les hospices de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-  
Loir) et le citoyen Charles Joux.  
2. Entre les communes de Franton (Haute-Garonne)  
et le citoyen Maccurelle.  
3. Entre le département d'Indre et Loire et le citoyen  
Berthelin.  
4. Entre l'hospice de Roosterman (Loir-et-Cher)  
et le citoyen Guédon.  
5. Entre l'hospice de Montargis (Loiret) et le  
citoyen.  
6. Entre l'hospice de Langren (Haute-Marne) et le  
citoyen Panchon.  
7. Entre les hospices de Nancy (Meurthe) et le  
citoyen Ferry.  
8. Entre les hospices du Tonl (Meurthe) et le  
citoyen Gros-Jean.  
9. Entre les hospices de Bouffay (Meurthe) et le  
citoyen Douze.  
10. Entre la commune de Kœnigheim (Rhén-et-Mo-  
selle) et le citoyen Schiller.  
11. Entre la commune de Rhén-et-Moselle et le  
citoyen Hanne.  
12. Entre la commune de Clamart (Seine-et-Oise) et le  
citoyen Maly.  
13. Entre la commune de Clamart (Seine-et-Oise) et le  
citoyen Mauduit-Laprie.  
14. Entre l'hospice de Tournai (Tournai) et le  
citoyen Fautel.  
15. Entre la commune de Lœschel (Ardennes) et la  
ville d'Étigny.  
16. Entre la commune de Souvigny (Ardennes) et le  
citoyen Bittig.  
17. Entre la commune de Toul (Ardennes) et le  
citoyen Bittig.  
18. Entre la commune de Brézy (Côte-d'Or) et le  
citoyen Bittig.  
19. Entre la commune de Pélissier (Côte-d'Or) et le  
citoyen Bittig.  
20. Entre la commune de Montecroix (Haute-  
Garonne) et le citoyen Lœschel.  
21. Entre la commune de Lœschel (Ardennes) et le  
citoyen Bittig.  
22. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
23. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
24. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
25. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
26. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
27. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
28. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
29. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
30. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.

31. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
32. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
33. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
34. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
35. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
36. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
37. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
38. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
39. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
40. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
41. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
42. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
43. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
44. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
45. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
46. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
47. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
48. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
49. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
50. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.

31. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
32. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
33. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
34. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
35. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
36. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
37. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
38. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
39. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
40. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
41. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
42. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
43. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
44. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
45. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
46. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
47. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
48. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
49. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.  
50. Entre la commune d'Origny (Haute-Garonne)  
et le citoyen Lœschel.

## ÉCOLETTES.

Haute-Garonne; Agn; Loir-et-Garonne;  
Ardennes.  
Projet de loi (27 vent. an XII, t. VI, p. 133 et suiv.);  
— rapport par Schiller (ibid., 28 vent. p. 171 et suiv.);  
— adoption (ibid., p. 173); — adoption par le C. lég.  
(28 vent. p. 177).  
ÉCOLES DE LA VILLE DE LAUSANNE (16 vent. an XII,  
t. VI, p. 1); — rapport par Mollat (ibid., 18 vent.  
p. 51 et suiv.); — discussion; Schiller, Carot (du  
Rhône) (28 vent. p. 77 et suiv.); — adoption (ibid.  
p. 83); — discussion au C. lég.; Perrin (28 vent.  
p. 87 et suiv.); — adoption (ibid., p. 92).  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.

## ÉCOLETTES.

Haute-Garonne; Agn; Loir-et-Garonne;  
Ardennes.  
Projet de loi (27 vent. an XII, t. VI, p. 133 et suiv.);  
— rapport par Schiller (ibid., 28 vent. p. 171 et suiv.);  
— adoption (ibid., p. 173); — adoption par le C. lég.  
(28 vent. p. 177).

ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.

ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.

ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.

ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.

ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.

ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.  
ÉCOLETTES (Meurthe). Voir *Commission* 13.













